

637/925

CODUL CIVIL

ADNOTAT

CU TEXTUL ART. CORESPUNZĂTOR FRANCEZ, ITALIAN ȘI BELGIAN

CU TRIMITERI LA DOCTRINA FRANCEZĂ ȘI ROMÂNĂ

ȘI

JURISPRUDENȚA COMPLECTĂ DE LA 1868-1925

DE

C. HAMANGIU

CONSILIER LA INALTA CURTE DE CASAȚIE ȘI JUSTIȚIE

Cu colaborarea, în ceea ce privește Doctrina și Jurisprudența mai recentă
a D-lui N. GEORGEAN, Judecător de ședință la Tribunalul Ilfov.

VOLUMUL III

(Art. 1169—1531)



BUCUREȘTI

EDITURA LIBRARIEI „UNIVERSALA“ ALCALAY & Co.

Calea Victoriei, 37

1925

~~Fr. 816058~~

CODUL CIVIL

ADNOTAT

CU TEXTUL ART. CORESPUNZĂTOR FRANCEZ, ITALIAN ȘI BELGIAN
CU TRIMITERI LA DOCTRINA FRANCEZĂ ȘI ROMÂNĂ
ȘI
JURISPRUDENȚA COMPLECTĂ DE LA 1868-1925

DE

C. HAMANGIU

CONSILIER LA INALTA CURTE DE CASAȚIE ȘI JUSTIȚIE

Cu colaborarea, în cecece privește Doctrina și Jurisprudența mai recentă,
a D-lui N. GEORGEAN, Judecător de ședință la Tribunalul Ilfov.

VOLUMUL III

(Art. 1169—1531)



BUCUREȘTI

EDITURA LIBRARIEI „UNIVERSALA” ALCALAY & Co.

Calea Victoriei, 37

1925

53.334

CONTROL 1923

22/09/10

53296
C53234

R096/10

B.C.U. "Carol I" - Bucuresti

C53234

BIBLIOGRAFIA

OPERELOR LA CARE S'AU FĂCUT TRIMITERI

- ALAUZET. Commentaire du Code de Commerce et de la législation commerciale.
- ALEXANDRESCO (DIMITRE). Explicațiunea teoretică și practică a Dreptului civil Român. (Ed. I și II-a).
- Droit ancien et moderne de la Roumanie.
- ARNTZ. Cours de droit civil français.
- AUBRY ET RAU. Cours de droit civil français d'après la méthode de C. Zachariae, (Ed. IV și V-a).
- BAUDRY LACANTINERIE. Précis de droit civil.
- Commentaire théorique et pratique de la loi sur le divorce.
- Traité théorique et pratique de droit civil avec la collaboration de: Houques-Fourcade, Ph. Bonnacarrère, G. Chéneaux, M. Chauveau, Albert Wahl, Maurice Colin, L. Barde, J. Le Courtois, F. Surville, Léo Saignat, P. de Loynes, Alb. Tissier (Ed. II și III-a).
- BÉDARRIDE. Commentaire du Code de Commerce, Des sociétés.
- " " " " " " Traité des faillites et banqueroutes.
- " " " " " " De la lettre de change, des billets à ordre et de la prescription.
- BÉDARRIDE ET RIVIÈRE. Traité du dol et de la fraude en matière civile et commerciale.
- BERTAULT. Questions pratiques et doctrinales de Code Napoléon.
- BEUDANT. Cours de droit civil français.
- BIOCHE. Dictionnaire de procédure civile et commerciale.
- BOILEUX. Commentaire sur le code civil.
- BOISTEL. Cours de droit commercial.
- BOITARD ET COLMET-DAAGE. Leçons de procédure civile.
- BONFILS. Manuel de droit international public.
- BONNIER. Traité théorique et pratique des preuves en droit civil et en droit criminel.
- BOTEZ (CORNELIU). Noul codice de ședință al judecătorului de ocol. (Ed. 1908).
- BUFNOIR. Propriété et Contrat. (Ed. II-a).
- CANTACUZINO (MATEI). Elementele dreptului civil.
- Despre libertatea individuală și persoanele juridice.
- CAPITANT. De la cause des obligations.
- CARPENTIER. Divorce et séparation de corps. Doctrine et jurisprudence.
- CARRÉ ET CHAUVEAU. Lois de la procédure civile et commerciale.
- CHABOT. Commentaire sur la loi des successions, édition revue et augmentée par Belost Jolimont, 1848.
- Commentaire sur la loi des successions, édition revue et augmentée par Mazerat, 1839.
- CHARDON. Traité du dol et de la fraude en matières civiles et commerciales.
- CHAUVEAU ADOLPHE ET FAUSTIN HÉLIE. Théorie du code pénal.
- COLIN ET CAPITANT. Cours élémentaire de droit civil français (Ed. I și II-a).
- CONSTANTINESCU (N. JAC.). Asupra contractului de locațiune. (Ed. II-a).
- CRÉPON. Du pourvoi en cassation en matière civile.
- CRISTODORESCU (CONST.) și ȘTEFĂNESCU-PRIBOI (DEM.) Codul legislațiunei de expropriere pentru utilitate națională.
- DALLOZ, Jurisprudence générale, Répertoire méthodique et alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence.
- Supplément.
- DEGRÉ (ALEXANDRU). Scrieri juridice.
- DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE. Cours analyt. du Code civil.
- DEMOGUE (RENÉ). Traité des obligations en général, I. Sources des Obligations. Tomes I-V.
- DEMOLOMBE. Cours de Code Napoléon.

BIBLIOGRAFIE

- DESPAGNET. Précis de droit international privé.
- DOCAN (GEORGE P.). Minoritatea. Legislația ungară din Transilvania în comparație cu legislația română.
- DUBREUIL, TARDIF ET COHEN. Analyse de la législation des eaux.
- DUFOURMANTELLE (ROGER). La force majeure dans les contrats civils et commerciaux et dans les marchés administratifs.
- DUMITRESCU (M. A.). Codul de comerț comentat.
- DURANTON. Cours de droit civil français suivant le code civil.
- DUTRUC. Traité de la séparation de biens judiciaire.
- DUVERGIER. Droit civil français. Suite à l'ouvrage de Toullier.
- FAUSTIN-HÉLIE. Traité de l'instruction criminelle.
- FLANDIN. De la transcription en matière hypothécaire, ou explication de la loi du 23 Mars 1855 et des dispositions du code Napoléon relatives à la transcription des domaines et des substitutions.
- FOLLEVILLE (D. de). Traité du contrat pécuniaire de mariage.
- FRÉMONT. Traité pratique du divorce et de la séparation de corps.
- GANTOIU (AL.). Lucrări judecătorești.
- GARNIER. Régime ou traité des rivières et cours d'eau.
- GARRAUD. Précis de droit criminel.
- GARSONNET. Traité théorique et pratique de procédure.
- GERBAULT et DUBOURG. Code des droits successoraux des époux, comprenant le Commentaire de la loi du 9 Mars 1891.
- GIDE. Etude sur la condition privée de la femme dans le droit ancien et moderne.
- GLASSON et COLMET-DAAGE. Précis théorique et pratique de procédure civile. Ed. II-ème par A. Tissier.
- GUILLOUARD. Traité du contrat de louage.
- Traité du contrat de mariage.
 - Traité de la vente et de l'échange.
 - Traité du prêt, du dépôt et du séquestre.
 - Traité des contrats aléatoires et du mandat.
 - Traité du cautionnement et des transactions.
 - Traité du nantissement et du droit de rétention.
 - Traité des privilèges et hypothèques.
 - Traité de la prescription.
 - Traité du contrat de société.
- GRENIER. Traité des donations, des testaments, etc.
- GRIOLET. De l'autorité de la chose jugée.
- HAMANGIU (C.). Proprietatea literară și artistică în legislația românească.
- Noua lege asupra proprietății literare și artistice din 28 Iunie 1923 cu note explicative și prefața (Ed. „Adevărul”, 1924).
- HEROVANU (EUGEN). Tratat teoretic și practic de procedură civilă.
- HOZOC (D.). Pactul comisor expres.
- HOUPIŃ. Traité général théorique et pratique des sociétés civiles et commerciales.
- HUC. Commentaire théorique et pratique du code civil.
- Traité théorique et pratique de la cession et de la transmission des créances.
- IONAȘCU (TRAIAN). L'évolution de la notion de cause dans les conventions à titre onéreux.
- IONESCU (IOAN I.). Dota sub raportul instrăinării.
- LACOSTE. De la chose jugée.
- LAROMBIÈRE. Théorie et pratique des obligations.
- LASCAROV-MOLDOVANU (A.). Legea autentificării actelor adnotată și comentată.
- LAURENT. Principes de droit civil français.
- Supplément.
 - Le droit civil international.
- LĂZĂRESCU (ALEX. EM.). Despre ideea de subrogație. Studiu juridic.
- Regula de drept și jurisprudența actuală.
- LEROUX DE BRETAGNE. Nouveau traité de la prescription en matière civile.
- LE SELLYER. Commentaire historique et pratique sur le titre des successions.
- Etudes historiques et pratiques sur le droit criminel.
- LEVASSEUR. Traité de la portion de biens dont on peut disposer.
- LUCA (NICULĂE). Execuția silită asupra bunurilor nemșcătoare.
- LYON-CAEN ET RENAULT. Traité de droit commercial.
- MARINESCU (N. G.). Codul consolidărilor petrolifere.
- MARCADÉ ET PONT. Explication théorique et pratique du Code Napoléon.
- Commentaire-traité des petits contrats.
- MERLIN. Recueil alphabétique des questions de droit.
- MICHAUX. Traité pratique des testaments notariés, olographes, mystiques et autres et des actes qui en sont la conséquence (Ed. II-a).
- Traité pratique des liquidations et partages de communauté, de succession et de société (Ed. IV-a).

BIBLIOGRAFIE

- MIRONESCU (GEORGE G.). Analiza noului Cod de procedură civilă. (Ed. II-a).
- MOURLON. Répétitions écrites sur le premier, le deuxième et le troisième examen du Code Napoléon. (Ed. VII-a).
- MOURLON. Traité théorique et pratique de la transcription.
- NACU (C.). Dreptul civil Român.
- NEGULESCU (DEMETRU). Execuțiunea silită Vol. II. Teoria Poprirei (Ed. IV-a).
- NEMETESCU (GEORGE P.). Călăuza divorțului.
- PANDECTES FRANÇAISES. Nouveau Répertoire de doctrine, de législation et de jurisprudence.
- PLANIOL. Traité élémentaire de droit civil (Ed. II și III-a).
- PONT. Commentaire des sociétés civiles et commerciales.
— Commentaire-traité théorique et pratique des privilèges et hypothèques et de l'expropriation forcée.
- PONT ET MARCADÉ. Commentaire-traité des petits contrats.
- POPESCU (PETRE). Jurisprudența Inaltei Curți de Casație pe anii 1917-1918, Iași și Buc.
- POTIER. Oeuvres annotées et mises en corrélation avec le Code civil par M. Bugnet.
- POUILLET. Traité théorique et pratique des brevets d'invention et de la contrefaçon.
— Traité des marques de fabrique et de la concurrence déloyale en tous genres.
— Traité théorique et pratique de la propriété littéraire et artistique et du droit de représentation.
- RĂDULESCU (ANDREI). Studii de drept civil (2 volume).
— Publicitatea drepturilor reale imobiliare și registrele de proprietate.
- RODIÈRE ET PONT. Traité du contrat de mariage et des droits respectifs des époux.
- ROGUIN. Le mariage. Droit civil comparé.
- ROUSSEAU. Traité théorique et pratique de la correspondance par lettres missives et télégrammes.
- SALEILLES. Etude sur la théorie générale de l'obligation d'après le premier projet de code civil pour l'empire allemand. (Ed. III-a).
- SESCIOREANU (G.). Des conventions relatives à la preuve de la libération du débiteur.
- SIREY, Répertoire du Recueil Sirey.
- ȘTEFĂNESCU-PRIBOI (D. C.). L'idée de faute et la responsabilité des choses inanimées.
- STOIANOVICI (N. A.). La validité des actes de l'héritier apparent en droit français et en droit roumain.
- SOURDAT. Traité général de la responsabilité ou de l'action en dommages-intérêts en dehors des contrats.
- TĂTARU (V. GH.). Prezidentul Tribunalului în legislația română (Ed. II-a).
- TESSIER. Traité sur la dot.
- THALLER. Traité général de droit commercial. Sociétés commerciales.
— Traité élémentaire de droit commercial.
- THIRY. Cours de droit civil professé à Liège.
- TITULESCU N. Impărțeala moștenirilor.
- TOCILESCU (GH. GH.). Curs de procedură civilă.
- TROPLONG. Le droit civil expliqué suivant l'ordre des articles du Code.
- VAREILLES-SOMMIÈRES. Des lois d'ordre public et de la dérogation aux lois.
- VAVASSEUR. Traité des sociétés civiles et commerciales avec formules.
- VAZEILLE. Résumé et conférence des commentaires du code civil sur les successions, donations et testaments.
- VERDIER. Transcription hypothécaire. Explication de la loi du 23 Mars 1855.
- VERNET. De la quotité disponible.
- VINCENT ET PÉNAUD. Dictionnaire de droit international privé.
- VRAÏE ET GODE. Le divorce et la séparation de corps.
- WAHL. Traité théorique et pratique de droit international privé.
- WEISS. Traité théorique et pratique de droit international privé.
— Manuel de droit international privé (Traité élémentaire).

PRESCURTĂRI

<i>al.</i>	Alineat.
<i>Apel.</i>	Curtea de Apel.
<i>Art.</i>	Articolul.
<i>Botoșanii Juridic</i>	Revista de drept „Botoșanii Juridic“.
<i>B., Bul.</i>	Buletinul Curții de Casație.
<i>Bul. C. Apel.</i>	Revista de drept „Buletinul Curților de Apel“.
<i>Bul. Trib. Muscel</i>	Revista de drept „Buletinul Tribunalului Muscel“.
<i>C. Apel.</i>	Curtea de Apel.
<i>C. B.</i>	Curtea de Apel București.
<i>C. civ.</i>	Codul civil Român.
<i>C. J., C. Jud., Curier Jud.</i>	Revista de drept „Curierul Judiciar“.
<i>C. p., C. pen.</i>	Codul penal Român.
<i>Cas.</i>	Inalta Curte de Casație Română.
<i>Cas. Fr.</i>	Inalta Curte de Casație franceză.
<i>Cas. S. U.</i>	Inalta Curte de Casație Română Secții Unite.
<i>Civ.</i>	Codul civil.
<i>Civ. Fr.</i>	Codul civil francez.
<i>Civ. Ital.</i>	Codul civil Italian.
<i>Com.</i>	Codul comercial Român.
<i>Const.</i>	Constituția Română.
<i>Contr. de mar.</i>	Contrat de mariaje.
<i>Conv. Jur., Convorbiri Juridice</i>	Revista de drept „Convorbiri Juridice“.
<i>D., Dr., Drept.</i>	Revista de drept „Dreptul“.
<i>Dr. civ. int.</i>	Droit civil international.
<i>Don. et test.</i>	Donations et testaments.
<i>Ed.</i>	Ediția.
<i>Gaz. Trib., Gazeta Tribunalului</i>	Revista de drept „Gazeta Tribunalului“.
<i>Instr. crim.</i>	Instruction criminelle.
<i>J., Jud., Judec.</i>	Judecătoria.
<i>Jurisprudență</i>	Revista de drept „Jurisprudența“.
<i>Jur. Gen. Jurispr. Gen.</i>	Revista de drept „Jurisprudența Generală“.
<i>Jur. Rom., Jurispr. Rom.</i>	Revista de drept „Jurisprudența Română“.
<i>Justiția Dobrogei</i>	Revista de drept „Justiția Dobrogei“.
<i>Justiția (Craiova)</i>	Revista de drept „Justiția“ din Craiova.
<i>Justiția (Iasi)</i>	Revista de drept „Justiția“ din Iași.
<i>Justiția Olteniei</i>	Revista de drept „Justiția Olteniei“.
<i>L., Leg.</i>	Legea.
<i>L. aut. act.</i>	Legea autentificării actelor.
<i>L. Jud. oc.</i>	Legea judecătorilor de ocoale.
<i>L. Timbr.</i>	Legea timbrului.
<i>Mon. of.</i>	Monitorul oficial.
<i>n.</i>	Nota.
<i>No.</i>	Numărul.
<i>p. pg.</i>	Pagina.
<i>Pag. Jur., Pagini Juridice</i>	Revista de drept „Pagini Juridice“.
<i>Pand. Rom.</i>	Revista de drept „Pandectele Române“.
<i>Pand. Săpt.</i>	Revista de drept „Pandectele Săptămânale“.
<i>part.</i>	Partea.
<i>Pen.</i>	Codul penal Român.
<i>Prescr.</i>	Prescription.
<i>Pr. civ.</i>	Codul de procedură civilă Română.

PRESCURTĂRI

<i>Pr. pen.</i>	Codul de procedură penală Română.
<i>Reg., Regul.</i>	Regulamentul.
<i>Reg. act. st. civ.</i>	Regulamentul actelor de stare civilă.
<i>Rep.</i>	Répertoire.
<i>Req.</i>	Casația Franceză, Chambre des requêtes.
<i>Rev. crit., Revista critică.</i>	Revista de drept „Revista critică”.
<i>Rev. de drept., Revista de drept</i>	Revista de drept „Revista de drept”.
<i>Rev. Jud., Revista Judiciară</i>	Revista de drept „Revista Judiciară”.
<i>Revista Juridică</i>	Revista de drept „Revista Juridică”.
<i>S.</i>	Secția.
<i>Săptămâna Juridică.</i>	Revista de drept „Săptămâna Juridică”.
<i>Sentința.</i>	Revista de drept „Sentința”.
<i>Succes. Succ.</i>	Successions.
<i>Suppl.</i>	Supplément.
<i>t.</i>	Text.
<i>T. Trib.</i>	Tribunalul.
<i>Text belg.</i>	Textul codului civil belgian.
<i>Text fr.</i>	Textul codului civil francez.
<i>Text ital.</i>	Textul codului civil italian.
<i>Tr.</i>	Traité.
<i>Trib. Jur.</i>	Revista de drept „Tribuna Juridică”.
<i>Urm. ur.</i>	Următoarele.
<i>V.</i>	A se vedeă.

CODUL CIVIL

VOLUMUL III

CARTEA III

Despre diferitele moduri prin care se dobândește proprietatea.

(URMARE)

TITLUL III

Despre contracte sau convențiuni.

(URMARE)

CAPITOLUL IX.

DESPRE PROBAȚIUNEA OBLIGAȚIUNILOR ȘI A PLĂȚII

Art. 1169. — Cel ce face o propunere înaintea judecății trebuie să o dovedească ¹⁾. (Civ. 1170, 1191, 1203, 1205; C. com. 46; Civ. Fr. 1315).

Text. fr. Art. 1315. — Celui qui réclame l'exécution d'une obligation, doit la prouver.

Réciproquement, celui qui se prétend libéré, doit justifier le paiement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 152-155, 157, 158, 160, 161;
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, III, 2060 urm.;
BONNIER, *Tr. des preuves*, I, 37-51, 61, 101;
CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 354;
CARRÉ ET CHAUVEAU, *Quest.* 791, 975 ter.;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 91, 94, 880, 1005, 1008; II, p. 12, 20, 57, 197, 380;
ed. 1-a, III, p. 369;
DALLOZ, *Rép. Preuve*, 1 urm.; *Suppl. Preuve*, 1 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 276 bis, VII;
DEMOLOMBE, VI, 211; XI, 491; XII, 1045; XXIX, 183-185, 193, 199-205;
HUC, I, 176; VIII, 218;
LAROMBIÈRE, IV, art. 1315, n° 9, 10, 13, 16, 17; 1316, n° 9, 10;
LAURENT, VI, 165; XIX, 83, 95;
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 782, 783;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 51;
SALEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 437.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VII, p. 96, 106 urm., 342; (II, ed. 2-a, p. 309; III, part. I, ed. 2-a, p. 321 urm., 532 n. 4, 547; III, part. II, ed. 2-a, p. 243, 271, 586, 663; IV, part. I, ed. 2-a, p. 150, 154, 155, 278, 279, 616, 774, 780; IV, part. II, ed. 2-a, p. 7, 40, 112, 113 t. și

¹⁾ Art. francez 1315 corespunzător, adaugă: „Réciproquement, celui qui se prétend libéré doit justifier le paiement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation”.

n. 2, 144, 184, 269, 433, 583; V, p. 24, 54, 68, 132, 233, 274, 371, 493, 497, 500 504 t. și n. 3; VI, p. 203 n. 1, 344, 356, 433, 443, 680, 792, 819; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 515, 551, 555; IX, p. 272, 273; X, p. 21, 106, 136, 137, 150, 167, 422; XI, p. 96, 115, 119, 163, 243, 265, 387 n. 2); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 394; *Observație* sub. Cas. I, 34 din 28 Ian. 905. *Curier Jud.* 40/905; *Observație* sub. Cas. Fr., 7 Iunie 9121. *Tribuna Juridică* 24-27/922;

AZNAVONAN H., *Notă* sub. Cas. civ. Fr., 7 Iunie 1921. *Pand. Rom.* 1922-III-50;

CANTACUZINO MATEL, p. 600;

GEORGEAN N., *Notă* sub. Trib. Argeș s. II, 8 Aprilie 1921. *Pand. Rom.* 1924-II-421;

HAMANGIU C., *Notă* sub. Cas. Fr., 11 Oct. 922. *Pand. Rom.* 1923-III-99;

NACU, II, p. 770 urm.;

SESCIOREANU G., „*Des conventions relatives à la preuve de la libération du débiteur*“, Paris 1920; „*Proba Judiciară și proba istorică*“. *Pand. Rom.* 1925-IV-1;

ȘTEFĂNESCU-PRIBOI C. D. *L'idée de faute et la responsabilité des choses inanimées*.

INDEX ALFABETIC

Acte 20, 34.	Poseșune 2, 35, 47, 48, 51, 53, 54.
Acte de stare civilă 19.	Poseșori acțiuni 21.
Acte scrise 43.	Prescripție 22, 25, 45, 47.
Acțiuni 1, 30.	Preț 44.
Acțiuni posesorii 21.	Prezumțiuni 39, 43.
Amanet 11.	Primărie 45.
Apel 38.	Proba 1, 3, 6, 7, 10, 13, 19, 21, 22, 23, 26, 27, 30, 32, 34, 41, 46, 50-54.
Apreciere suverană 46.	Proba contrară 2, 18.
Arendare, a se vedea „Locație”.	Proprietate 11, 21, 39, 43, 48, 51, 52, 53, 54.
Calitate 13, 15, 51, 52 bis.	Raport 23.
Certificat percepție 43.	Rău navigabil 42, 50.
Contestație 34, 43, 52, 54.	Real drept 20.
Daune 17, 42, 46, 50.	Reclamant 3, 7, 10, 11, 15, 25, 32, 40, 47, 51.
Dobrogea 27.	Recurs 1, 5, 25, 37.
Dovadă, a se vedea „Probă”.	Regulament organic 42, 50.
Drept real 20.	Revendicare 6, 11, 22, 27, 40, 47, 51, 52, 53 bis, 53.
Excepție 29, 34.	Revizuire 16.
Executare, a se vedea „Contestație” și 43, 54.	Rural pământ 25.
Expertiză 36.	Sarcina dovezei, a se vedea „Probă”.
Forma actelor 5.	Stare civilă (acte) 19.
Gaj 11.	Stat 42, 50.
Hotărâre 39, 43, 48.	Străină lege 4, 5, 8, 9, 14.
Identitate 34, 52.	Succesiune 13, 28, 40, 52 bis.
Interogator 26, 33, 47.	Suverană apreciere 46.
Interpretare 5.	Terțe persoane 48, 54.
Intervenție 7.	Titlu comun 24.
Lege străină 4, 5, 8, 9, 14.	Titluri la purtător 35.
Liberație 41.	Tutore 31.
Locație 12, 47.	Valoare 46.
Locus regit actum 5.	Vânzare-cumpărare 43, 44, 49.
Mandat 44.	Viții 49.
Mărturisire 33, 44, 47.	
Minor 22.	
Moară de apă 42, 50.	
Motivare 37, 38, 39, 46.	
Neintervenție 7.	
Pământ rural 25.	
Percepție, certificat 43.	
Plata 12, 44.	

Jurisprudență.

1. Legea impune obligațiune judecătorilor fondului de a nu judeca cererea reclamantului, chiar când defendorul lipsește, de cât numai când va părea justă și bine întemeiată, și dispune numai în favoarea defendorului, ca acesta să fie apărat fără nici o cercetare, când reclamantul lipsește. Contravențiunea la aceste dispozițiuni ale legii (art. 149 și 150 pr. civ. și art. 1169 c. civ.), atrage după sine casarea hotărârii chiar în cazul când judecatul în lipsă a omis calea opozițiunii și a optat pentru calea extraordinară a recursului, destul numai ca hotărârea, de este a unui tribunal, să nu fie supusă apelației (art. 36 legea curții de casație), căci contravențiunile făcute de judecă-

tori la obligațiunile impuse de lege, când judecata este în ultimă instanță, pot fi invocate pentru prima oară la curtea de casație. (Cas. I, 50/Febr. 14/69, B. p. 81).

2. Persoanele ce posed un obiect sunt sub prezumpțiunea legală de a fi și proprietari asupra-i până la proba contrarie făcută de partea ce ar voi a-și stabili un drept asupra aceluși obiect. Prin urmare, orice persoană, mai înainte de a lua din stăpânirea posesorului obiectul, are a face probă înaintea justiției că e rău posedat de posesor, de oarece aparține lui. Deci, curtea impunând posesorului sarcina de a proba cum că posedă acel lucru, contravine principiului stabilit în materia probelor. (Cas. I, 315/Sept. 6/71, B. p. 337).

3. Reclamantului incumbă sarcina de a dovedi: 1) prin titlul său de proprietate că-i lipsește ceva din locul său, 2) că aceea chiar ce i-ar lipsi s'a usurpat de către pârât, după principiul de drept că cel ce cere trebuie să dovedească că lucrul ce cere este al său, iar nu că nu este al adversarului. (Cas. I, 155, Mai 15/76, B. p. 210).

4. În toate cazurile unde judecătorul e îndrituit să aplice o lege străină, el nu poate să facă uz de acest drept de cât când partea interesată dovedește și justifică, în fapt, dispozițiunea legii străine ce ea o invoacă. Și cum nu se poate cere de la judecător să cunoască legile tutulor popoarelor, legile străine nu sunt dar de cât fapte în raport cu judecătorii români. (Cas. II, 98, Oct. 24/83, B. p. 994. Cas. I, 459 din 27 Mai 1921 *Jur. Rom.* 1/922; *Pand. Rom.* 1922, III, 90; C. Apel Constanța. 77 din 4 Oct. 1922, *Curier Jud.* 2/923; Trib. Iași s. I, 26 Mart. 1921; *Pand. Rom.* 1923, II, 51 Trib. Bacău s. II, 5 Febr. 1923, Dreptul 41/923).

5. Dacă este exact că legea a conștințit regula: *locus regit actum* (art. 34, 152 și 885), e tot așa de netăgăduit că dreptul câștigat prin o convențiune născută în țara străină nu exercită efectele sale în afară de țara unde ea a fost încheiată de cât ca un fapt. Iar judecătorul, aplicând legea locului

unde convențiunea a devenit perfectă, nu ascultă legea străină, aceea ce ar atinge suveranitatea statului, ci o urmează numai ca un mijloc de interpretare. Or, interpretările actelor și aprecierile de fapt scapă de sub cenzura curții de casație. (Cas. II, 98/Oct. 24/83, B. p. 994).

6. Dacă reclamantul a cerut să i se dea o porțiune de teren ca lipsă dintr'un pământ ce l'a cumpărat, necesarmente e dator să arate care este acel pământ, unde este situat și ce dimensiuni trebuie să aibă, și aceasta fiindu-l în situațiunea de reclamant, necesarmente tot dânsului îi incumbă și sarcina dovedirii celor ce pretinde. (Cas. I, 268/88, Nov. 9/88, B. p. 903).

7. Nu este permis instanțelor judecătorești de a invoca și discuta și alte motive ne invocate de părți, chiar fundate dacă ar fi ele, în rezolvarea cauzei, pentru că forma și modul susținerii acțiunilor este lăsat de legiuitor în puterea părții reclamante; numai ea are dreptul să propună motivele și mijloacele pe cari înțelege a se susține acțiunea, și instanțele judecătorești nu se pot pronunța de cât asupra acțiunilor și motivelor astfel cum au fost formulate și susținute de părți în instanță, căci a precede alt-fel, părțile s'ar vedea surprinse, nefiind puse în pozițiune a prevedea și discuta motivele invocate. (Apel Galați, II, Nov. 25/88, Dr. 81/89).

8. Cercetarea legilor străine de către judecătorii români constituie o pură chestiune de fapt, supusă aprecierii suverane a instanțelor de fond și cari vor avea a decide, după elementele produse de părți. Mai ales în materie de trimitere în posesiune, ambele părți litigante sunt de o potrivă interesate și datoare chiar a face proba și contra-proba legii străine, întru cât fie-care din ele se poate considera ca reclamant al posesiunii averii succesorală. (Cas. I, 237/Iun. 4/90, B. p. 761).

9. Legile străine, fiind expresiunea unei suveranități străine, sunt necunoscute judecătorilor români, pentru cuvântul că ele nu sunt publicate în țara noastră, astfel în cât aceste legi constituiesc mai mult un fapt, și cel ce le invocă trebuie să le probeze după dreptul comun. (Apel Buc. III, 29, Febr. 14/90, Dr. 21/90).

10. Cel interesat singur trebuie a-și produce actele doveditoare pretențiunii sale; astfel fiind, instanța de fond nu comite nici o omisiune când nu se pronunță asupra cererii unei părți de a se aduce de la o autoritate oare-care un act care i-ar putea servi drept dovadă în cauză, (Cas. I, 105/Mart. 17/90, B. p. 288).

11. Din momentul ce reclamanta nu a putut să-și dovedească dreptul său

de proprietar asupra terenului ce revendică, curtea nu comite nici un exces de putere lăsând în stăpânirea intimatului pământul în litigiu, căruia nu-i incumbă sarcina de a dovedi de unde și cum deține acel pământ. Și chiar dacă actul de împrumut cu amanet, în virtutea căruia intimatul deține locul de la soțul reclamantei, nu ar constitui un titlu care să facă pe intimat posesor de bună credință și prin urmare în drept de a prescrie, totuși acest act nu ar putea fi pus în discuție de cât de către constitutorul amanetului sau de moștenitorii săi. (Cas. I, 338/Sept. 18/91, B. p. 952).

12. Odată ce locatorul dovedește existența contractului de locațiune, prin aceasta proba cererii sale, de a i se plăti de către locatar câșturile de arendă, este pe deplin făcută, și într'un atare caz, locatarul care alegă că a plătit, e dator să-și dovedească această alegațiune. (Cas. I, 491/Dec. 17/91, B. p. 1327).

13. Din principiul stabilit de art. 1169, care impune reclamantului obligațiunea de a-și dovedi pretențiunea, rezultă implicit și pentru intimat dreptul de a opune lipsa de calitate aceluia ce pretinde un drept. Acest principiu, fiind general, urmează neapărat să-și aibă aplicațiunea și în cazul când se reclamă o avere succesorală. (Cas. I, 194/Mai 31/94, B. p. 230).

14. Dacă aplicarea legilor străine într'o țară dată nu este o pură chestiune de fapt, nu depinde deci numai de diligența părților, ci poate să aibă loc din oficiu, părțile neavând din acest punct de vedere de cât un rol secundar de a înlesni investigările respective ale justiției, totuși aceasta după natura lucrurilor este adevărat numai întru cât dreptul țării străine respective este mai cunoscut de doctrina internațională, sau de legislațiunea comparată. Inșă pentru un drept așa de eterogen și de necunoscut în genere, cum este al imperiului otoman, acțiunea justiției pierde inițiativa ce-i atribue doctrina, și diligența părților de a înfățișa justiției mijloacele și elementele necesare spre a-și forma religiunea, ceupă planul întâi. (Trib. Covelui, Mart. 24/94, Dr. 42/94).

15. Din principiul stabilit de art. 1169, care impune reclamantului obligația de a-și dovedi pretenția, rezultă implicit și pentru intimat dreptul de a opune lipsa de calitate a celui ce pretinde un drept. (Cas. I, 194/94, B. p. 555).

16. În caz de revizuire cerută pe temei că, în urma pronunțării hotărârii, partea a descoperit acte noi, dânsa e datoare să probeze epoca, când a luat cunoștință de acele acte, spre a se vedea dacă cererea de revizuire a fost

făcută în termenul de două luni de la acea epocă, conform art. 296 din procedura civilă. (Cas. I, 409/95, B. p. 1177).

17. Daunele civile, la cari poate condamna o instanță corecțională, când declară pe cineva autor, fie și indirect al unui fapt delictuos, nu au a fi dovedite strict în sensul art. 1169 din cod. civ., ci instanța judecătorească, aplicând elementele propuse, poate acordă daunele ce crede. (Cas. II, 499/96, B. p. 1298).

18. Cel ce face o propunere, dinaintea judecății trebuie să o dovedească și din faptul că, cealaltă parte litigantă s'a oferit a face proba contrarie, nu se poate deduce obligația legală pentru ea a face proba. (Cas. I, 158/98, B. p. 601).

19. În principiu, părțile sunt datoare să-și facă ele singure probele faptelor ce le propune înaintea justiției. Astfel, cu drept cuvânt instanța judecătorească respinge cererea unei părți de a se cere și aduce registrele de deces după un an oarecare, când, în fata certificatului părții adverse, prin care dovedește că pe acel an registrele au fost ținute regulat, partea, care a cerut aducerea registrelor, putea să-și probeze faptele alegate de dânsa prin extract din registre. (Cas. I, 167/99, B. p. 506).

20. Acela căruia i s'a transmis, prin acte în regulă, un drept real, are exercițiul acestui drept contra oricărei posesor sau deținător al lucrului supus acestui drept, fără a fi nevoie să se stabilească vre-un raport juridic între acela în contra căruia se urmărește exercițiul acestui drept și între persoana ce a transmis acest drept. (Cas. I, 191/90, B. p. 639).

21. În acțiunile posesorii, instanțele judecătorești nu au a se pronunța asupra dreptului de proprietate a imobilului ce face obiectul acțiunii, ci numai dacă s'a posedat de reclamant, iar proba reclamațiunii urmează să se facă nu după regulile cerute pentru stabilirea dreptului de proprietate, ci după acelea cerute pentru dovedirea posesiunii. (Cas. I, 334/90, B. p. 1132).

22. Cel ce face o propunere în justiție trebuie să o dovedească. Astfel, într'o acțiune în revendicare, când posesorul invocă în apărare prescripția și revendicantul se apără în contra prescripției, invocând că eră minor când posesorul a posedat imobilul, dânsul trebuie să dovedească că în adevăr a fost minor. (Cas. I, 376/90, B. p. 1290).

23. Sarcina probei nu se regulează după rolul ce cineva l-a avut de la începutul instanței, dar această sarcină incumbă celui ce face o propunere înaintea judecății, adică chiar pârâului, când propunerea vine de la el. (Cas. I, 127/901, B. p. 416).

24. Deși în drept este adevărat că nimeni nu poate să fie ținut să producă dovezi în contra sa, însă această regulă încetează de a-și avea aplicarea ori de câte ori actul, ce se cere a se produce, formează un titlu comun pentru ambele părți. (Cas. I, 60/902, B. p. 150).

25. Mijlocul de apărare invocat de reclamant și bazat pe faptul că persoana, care a prescriș sau dobândit un pământ rural, nu întrunește condițiile cerute de legea rurală din 1864, pentru a prescrie sau dobândi un asemenea pământ nu poate fi propus pentru prima oară la Curtea de Casație, de oare ce dovada acestui mijloc de apărare, care cade în sarcina reclamantului, se întemeiază pe constatări de fapt. (Cas. I, 79/904, B. p. 167).

26. Când nu este vorba de un interogator formal propus pentru stabilirea cauzei unei datorii, ci numai de modul cum reclamantul și-a susținut pretenția și intimatul apărarea, asupra acestei chestiuni, instanța de fond este în drept ca, din desbaterile ce au avut loc înaintea sa, să-și facă convingerea despre adevărata cauză a datoriei, fără ca prin această procedură să violeze regulile relative la ordinea stabilită de legiuitor în materia probelor, sau acelea la consumarea declarațiunii unei părți făcute prin interogatorul părții adverse. (Cas. I, 2/905, B. p. 3).

27. Din combinațiunea art. 3 și 16 din legea pentru regularea proprietății în Dobrogea, rezultă că Statul Român a devenit și a rămas proprietar pe toate locurile din Dobrogea, după anexarea acestei părți la România, afară de acelea, pe care particularii le aveau ca mulk și mirie. Prin urmare, într'o acțiune în revendicare intentată de Stat pentru asemenea pământ, nu Statului îi incumbă sarcina de a-și dovedi dreptul de proprietate asupra locului în litigiu, ci părții care pretinde că ar avea vre-un drept asupra aceluși loc. (Cas. I, 105/905, B. p. 264).

28. Cel ce pretinde că unii din comostenitori ar avea de raportat daruri sau dote la masa succesorală, trebuie, conform art. 1169 din codul civil, să facă dovada existenței acestor daruri sau dote. (Cas. I, 7. Iunie 1906, B. p. 1088).

29. Conform principiului pus pe art. 1169 codul civil, partea care ridică o excepțiune, trebuie să dovedească propunerea ce face înaintea justiției. (Cas. I, 14 Iunie 1906, B. p. 1114).

30. Orice cerere în judecată nu se poate admite decât dacă se găsește justă și întemeiată, și odată ce o cere a fost admisă, chiar dacă reclamantul nu se prezintă în opoziția făcută de pârât, prin acest simplu fapt, pârâtul

nu poate fi apărât, de condamnarea pronunțată în contra sa, ci trebuie să aducă probe legale care să modifice sau să nimicească acea condamnățiune. (Cas. II, 25 Sept. 1906, B. p. 1417).

31. Față de constatările suverane ale instanțelor de fond că tutorele și-a justificat cheltuielile făcute în timpul funcțiunii sale, nu mai poate fi vorba de violarea art. 1169 din codul civil. (Cas. I, 1 Nov. 1906, B. p. 1751).

32. Dispozițiunea din art. 1169 codul civil este aplicabilă nu numai când s'ar pretinde un fapt negativ a cărui probă, prin urmare, ar fi dificilă, dar chiar când dovada acestui fapt ar fi imposibilă, căci imposibilitatea de a dovedi nu denaturează de loc calitățile părților și, prin urmare, nu poate impune defendorului sarcina probei, care probă, formând baza reclamațiunii, ea este esențialmente în sarcina reclamantului. (Cas. II, 26 Martie 1907, B. p. 514).

33. Principiul indivizibilității mărturisirii își poate avea aplicațiunea numai atunci când, odată cu recunoașterea existenței obligațiunii pretinsă de reclamant, se mai afirmă de către părât că acea obligațiune este stinsă printr'un fapt care a avut loc ca o consecință directă și virtuală pentru desființarea ei, iar nu și atunci când pe de o parte, se mărturisește existența obligațiunii, iar pe de altă parte se invoacă intervenirea unei alte convențiuni din care s'ar deduce desființarea celei precedente, deși a doua convențiune n'ar fi o consecință directă și virtuală pentru stingerea celei dintâi obligațiuni, căci, în acest din urmă caz, face și părâtul, la rândul său, o nouă propunere pentru intervenirea unei convențiuni, deosebită de aceea pretinsă de reclamant și, prin urmare, îi incumbă și lui sarcina de a probă existența ei, conform art. 1169 din codul civil. (Cas. III, 21 Martie 1907, B. p. 603).

34. Sarcina probei, pentru a se stabili identitatea unui act, incumbă părții care a contestat identitatea lui, iar nu părții care l-a prezentat. (Cas. III, 23 Oct. 1907, B. p. 1631).

35. În materie de titluri la purtător raportul juridic se stabilește de reclamant față de emitent prin simplul fapt al posesiunii titlului emis. (Cas. III, 31 Oct. 1907, B. p. 1660).

36. Curtea de fond este în drept să respingă cererea de a se face o nouă expertiză, când motivează că lucrarea inginerului expert numit de Tribunal îi face deplină credință, fiind făcută față cu părțile și cu prestarea jurământului de către expert, conform legii.

Dacă din lucrarea acestui expert rezultă că reclamantii au o lipsă de pă-

mânt, pârâții — dela prima instanță — nu pot obiectă că acea lucrare este vițioasă, și că, prin urmare, Curtea de fond nu se putea întemeia pe dânsa, reclamantii fiind în drept să-și restrângă pretenția lor.

Curtea de fond este de asemenea în drept să înlătore lucrarea efectuată de un inginer, ca fiind o lucrare particulară, dacă n'a fost cerută și nici aprobată de Curte. (Cas. I, 20 Febr. 1908, B. p. 254).

37. A zice numai că o acțiune a fost dovedită sau că n'a fost dovedită, conform art. 1169 și 1170 din codul civil, pentru a ajunge la admiterea sau la respingerea ei, fără ca instanța de fond să răspundă la nici unul din motivele invocate de parte, este a da o hotărîre nemotivată, și, prin urmare, casabilă. (Cas. I, 3 Martie 1908, B. p. 423).

38. Apelantul trebuie să dovedească netemeinicia hotărîrii primei instanțe pentru a putea obține infirmarea ei.

Astfel, dacă a doua instanță respinge apelul în lipsa apelantului, pentru motivele arătate în hotărîrea primei instanțe, și mai adaogă, pe lângă acestea, că apelantul, fiind chemat personal la interogator, consideră lipsa lui ca o mărturisire, în asemenea condițiuni nu se poate face motiv de casare din împrejurarea că apelantul nu fusese deșteptat prin citație că este chemat la interogator, de oarece hotărîrea ultimei instanțe rămâne motivată pe considerațiunea că apelantul n'a dovedit netemeinicia hotărîrii primei instanțe. (Cas. I, 5 Martie 1908, B. p. 579).

39. O sentință prin care se stabilește în mod neîndoios prin prezumțiuni de fapt un anume drept de proprietate, nu poate fi casată sub cuvânt că în unele din considerentele sentinței, greșit redactate, nu ar apărea destul de clar lămurit acel drept de proprietate. (Cas. III, 22 Sept. 1908, B. p. 1552).

40. Reclamantul, într'o acțiune în revendicare, este dator, conform art. 1169 din codul civil, a dovedi că pământul ce revendică este dela autorul său, pentru ca numai astfel, ca rudă în grad succesibil, să-l poate reclamă. (Cas. I, 9 Dec. 1908, B. p. 2035).

41. Potrivit art. 1169 din codul civil, cel ce face o propunere înaintea judecății, trebuie să o dovedească, de unde rezultă că sarcina probei incumbă aceuia care afirmă un drept pe care se bazează pretențiunea sa, așa că, dacă o parte a dovedit reclamația sa, și cealaltă susține liberațiunea sa de pretenția dovedită a adversarului, îi incumbă ei a dovedi, la rândul ei, această liberare.

Astfel, dacă din registrele reclamantului și din depozitiile martorilor audiți, se constată că dânsul a dat pă-

râtului o sumă de bani ca avans pentru furnizare de cereale, incumbă pârâtului a dovedi că a furnizat acele cereale și dacă Tribunalul totuși respinge reclamația pe motiv că reclamantul n'a dovedit ce cantități de cereale a primit și ce sume a achitat în contul lor, fără ca pârâtul să fi făcut vreo dovadă a liberațiunii sale, prin acest mod de a judeca, se nesocotește principiul că cel ce invoacă liberațiunea trebuie să o dovedească, și să răstoarne sarcina probei. (Cas. III, 332 din 22 Iunie 1912, B. p. 1387, Curier Jud. 61/912 și 17/913).

42. Dacă cu ocaziunea unei acțiuni prin care Statul cere desființarea unei mori instalată pe un râu declarat navigabil, proprietarul morii susține că moara este instalată anterior reglementului organic, și deci nu o poate desființa fără despăgubiri conform art. 165 din acel regulament, faptul susținut de proprietarul morii constituie o excepțiune care tinde la acordarea despăgubirilor, iar nu o condițiune a dreptului ce are Statul de a cere desființarea morii și deci sarcina acestei probe incumbă părții intimată, iar nu Statului care reclamă.

Prin urmare, violează art. 1169 c. civ., instanța de apel când decide că Statul care cerea desființarea morii trebuia să dovedească că este construită în urma Regulamentului Organic și în același timp, instanța de apel săvârșește și exces de putere când respinge acțiunea Statului și pentru motiv că nu a plătit partea intimată despăgubiri, deși o asemenea cerere nu se făcuse la prima instanță de către intimat și nici în apel nu se prezentase spre a face cerere și a și-o sustine. (Cas. I, 518/912, Curier Jud. 67/912).

43. Cumpărarea fiind o convențiune, nu poate fi probată decât prin înscris, iar nu prin simple prezumpțiuni, cum ar fi aceea care rezultă din faptul înscrierii numelui unei persoane în rolurile de contribuțiuni ale imobilului.

Prin urmare, când Tribunalul primește certificatul percepției, ca dovadă suficientă a titlului de proprietate invocat de reclamant, violează art. 1169 c. civ., și sentința ce dă nu are nici o bază legală, întrucât Tribunalul nu constată că în afară de acel certificat s'a produs vre-o altă probă legală a titlului de cumpărător, cum ar fi copia după tabela de împroprietărire, aflată în arhiva comunelor sau recunoașterea pârâtului. (Cas. I, decizia No. 656 din 12 Noiembrie 1913, Jurispr. Rom. 1914, p. 27).

44. a) Deși este adevărat, în drept, că mărturisirile sau declarațiunile, ce o parte face la înfățișarea procesului, nu pot fi opuse celui ce le-a făcut decât dacă vor fi semnate de dânsul, însă această dispoziție de lege nu se aplică

decât atunci când este vorba de un interogatoriu formal făcut de o parte, celeilalte părți din proces, iar nu și atunci când instanțele de fond, pentru luminarea pricinii, pune întrebarea unei părți asupra unei chestiuni ce este chemată a o deslegă.

În asemenea caz, autenticitatea declarațiunii făcută de o parte este dată prin constatarea complexului instanței, printr'un considerent al hotărârii sale, așa că nu este nevoie, ca declarațiunea părții, făcută în urma întrebărilor președintelui instanței, să fie semnată de parte pentru a-i putea fi opusă.

b) Declarațiunea făcută de o parte, cum că n'a plătit prețul vânzării unui teren, vânzătoarei, după cum se prevede în act, dar că a plătit acel preț soțului, ca procurator al soției sale, constituie o mărturisire complexă care se poate scinda de Curtea de apel, de oarece plata făcută unei alte persoane, decât cea în drept a o primi, nu poate fi opusă acesteia, întrucât nu se dovedește un mandat de a face încasări date de soție, soțului său.

Prin urmare, instanța de fond n'a violat dispozițiunile art. 1204 și urm. codul civil, precum nici art. 1169 același cod, când a scindat mărturisirea făcută. (Cas. II, No. 223, 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 92).

45. Omissiona instanței de fond de a răspunde la întâmpinarea Primăriei, că locul în litigiu este imprescriptibil, ca fiind domeniu public, nu este esențială, dacă se constată că însăși Primăria prin reprezentantul ei, a recunoscut în concluziile puse înaintea Tribunalului, că locul în litigiu provine din alinierea unei străde și a intrat în domeniul privat al Comunei. (Cas. I, No. 6, 1914, Jurispr. Rom. 1914, p. 113).

46. Prin analogie cu principiile în materie de probă a obligațiunilor și a plății din art. 1169 și urm. din c. civ., proba incumbă celui ce afirmă chiar și atunci când e vorba a se dovedi fapte sau stări de lucruri precum cantumul unor daune sau valoarea unor obiecte litigioase. Nu e însă mai puțin adevărat că în acest din urmă caz instanța de fond are deplină suveranitate de a aprecia și deduce din orice elemente de probă ce i se înfățișează și chiar din prezumpțiuni, că starea de fapt alegată este suficient dovedită destul să motiveze din ce elemente de probă și-a făcut convingerea, așa fiind, instanța de fond nu a săvârșit nici un exces de putere ci a dat o justă aplicațiune a principiului consintit prin art. 1169, conchizând că s'a făcut dovada valorii mărfii, așa cum se afirmase, cu facturile prezentate de parte în instanță și necontestate de pârât. (Cas. III, de-

cizia 174, din 19 Mai 1914, Jurispr. Rom. 1914, p. 393).

47. Cel ce invoacă prescripția achizitivă trebuie să facă dovada că are o posesiune care întrunește condițiunile cerute de lege spre a-l conduce la dobândirea proprietății, iar după art. 1854 c. civ., posesia este presupusă că se exercită cu titlu de proprietar dacă nu este probat contrariu.

Din aceste principii, rezultă că într-o acțiune în revendicare dacă reclamantul recunoaște că pârâtul a posedat de fapt imobilul în termenul cerut de lege, pentru a prescrie, dar afirmă că l-a posedat ca arendaș, adică cu titlu precar, această mărturisire constituie dovada completă a prescripțiunei pârâtului, cât timp reclamantul nu face dovada afirmațiunei sale că pârâtul a avut posesia în calitate de arendaș.

Prin urmare, dacă Tribunalul înlătură prescripția opusă de pârât, pe motiv că nu răspunsul la interogator al reclamantului n'a făcut dovada posesiei și a condițiunilor ei legale, nesocotește regulile de probațiune mai sus arătate și comite exces de putere. (Cas. I, decizia No. 105, din 13 Febr. 1915, Jurispr. Rom. 1915, p. 310).

48. Pentru ca un terțiu să aibă dreptul a se opune la executarea unei hotărâri dată între alții, prin care s'a revendicat un pământ, trebuie să se constată și să nu se tăgăduiască că acel pământ se stăpânește de dânsul.

Prin urmare, un terțiu care nu stăpânește un imobil ce a făcut obiectul unei judecăți între alte persoane, nu poate fi primit să opună pe calea contestațiunei cheștiunea proprietăței acelu imobil și contestațiunea lui cată a fi înlăturată pe această singură considerațiune, a lipsei de stăpânire din partea lui. (Cas. II, deciziunea civilă No. 64, din 11 Martie 1915, Jurispr. Rom. 1915, p. 389).

49. Deși, în principiu, cumpărătorul este obligat să facă dovada că vânzătorul cunoștea vitiile, această regulă suferă excepții, ori de câte ori se constată că vânzătorul este profesionist, cum sunt fabricantii și comercianții specialiști, cari, prin natura profesiunii lor și a specialității ce exercită, sunt presupuși că cunosc calitățile și defectele lucrului expus vânzării. (Apel Buc. I, No. 17, 1915, Dreptul 1915, p. 347).

50. Din combinarea art. 165 Reg. organic și art. 1, 2 și 3 din legea plutirei gârelor din anul 1835, reese în mod evident că Statul, pentru a asigura plutirea pe râurile mari: Oltul, Jiul, Argeșul, Dâmbovița și Ialomița — toate declarate de domeniu public — este în drept să desființeze morile existente pe aceste râuri, fără nici o despăgubire pentru cele construite poste-

rior regulamentului organic, ca fiind făcute în contra dispozițiunilor prohibitive din legea plutirii gârelor, cu drept de despăgubire pentru cele ce existau anterior, în care scop legea plutirei gârelor prevede oarecare formalități, care nu s'au îndeplinit nici până astăzi.

De aci urmează că proprietarii de mori care ar voi să opună acest drept Statului sunt obligați, ca orice pârât în apărare, să facă ei dovada pretențiilor lor; că, de altă parte, nu s'ar putea condiționa dărâmarea morei, de plata în prealabil a unei despăgubiri pentru morile construite anterior regulamentului organic, căci aci nu e vorba de o expropriere pentru cauză de utilitate publică, ci de exercitarea unui drept al Statului pe baza legilor anterioare, al cărui exercițiu nu-i subordonat unei despăgubiri prealabile.

Că, prin urmare, când instanța de fond în hotărârea sa decide că Statului îi incumbă să facă dovada construirii morei, posterior legii din 1835, spre a putea cere desființarea ei, fără despăgubiri prealabile, prin aceasta intervertește rolul părților în materie de probă, violează principiul înscris în art. 1169 c. civ., și implicit art. 165 Regulamentul organic. (Cas. I, decizia civilă, No. 189 din 23 Sept. 1919, Jurispr. Rom. 1919, p. 849).

51. Într-o acțiune în revendicare, deținătorul unui imobil nefiind ținut să facă nici o probă, cât timp reclamantul nu și-a făcut el însuși dovada acțiunei sale, are incontestabil dreptul de a cere ca reclamantul să-și facă el înțai dovada calității sale și a drepturilor autorilor săi asupra bunurilor revendicate.

Când dar, cum e în specie, deținătorii nu recunosc titlul de proprietate al reclamantului, în ce privește transmiterea cu titlu de cumpărătură de la un terț, el este în drept a cere ca reclamantul să facă dovada drepturilor terțului-autor și instanța de fond săvârșeste o violare a art. 1169 c. civ., când respinge acest mijloc de apărare. (Cas. I, 92 din 11 Febr. 1921, Jur. Rom. 16-17/921, Curier Jud. 7/922; Trib. Muscel 33 din 1923, Jur. Gen. 1924, No. 2185).

52. Dispozițiile art. 1169 c. civ., potrivit cărora acel ce face o alegație în justiție urmează să o dovedească, se aplică și în materie de contestație, astfel că contestatorilor le incumbă sarcina de a face dovada identității și deci a proprietății obiectelor ce revendică prin contestație. (Trib. Ilfov s. I, 123 din 1 Mart. 1923, Dreptul 39/923).

52 bis. În cazul revendicării unei succesiuni de la persoane străine, nu e nevoie ca toți moștenitorii să-și dovedească calitatea, atunci când calitatea unora din ei este contestată, ci este su-

ficient că numai unul singur să-și dovedească calitatea în care reclamă pentru a avea vocațiune la întreaga succesiune contra persoanelor străine.

Iar sarcina probei că mai sunt și alți moștenitori, cari n'au reclamat, incumbă acelor persoane străine de succesiune cari dețin averea. (Trib. Vâlcea s. I, 73 din 22 Mart. 1923, Pand. Rom. 1924, III, 177).

53. Acțiunea în revendicare exercitându-se în baza dreptului de proprietate, singurele dovezi impuse reclamantului sunt că este proprietar al obiectului revendicat și că acesta este posedat de pârâtul de la care îl revendică. Nu e necesar pentru exercițiul acțiunii în revendicare a se dovedi că bunul în litigiu ar fi fost stăpânit vreun moment de reclamant sau de autorul său.

Considerațiunea că reclamantul ar putea să intre în posesia imobilului revendicat pe calea exercitării sentinței de partaj obținută de autorul său, nu poate face inadmisibilă acțiunea în revendicare, reclamantul având în ori

ce caz dreptul ca pe baza titlului său de proprietate, să exercite acțiunea în revendicare contra deținătorului fără drept al imobilului său. (Cas. I, 199 din 12 Febr. 1924 Curier Jud. 37/1924).

54. Cu toate că în drept convențiunile legal făcute, nu au putere de cât între părțile contractante, totuși terții sunt datori să intervie pe celea contestatei pentru apărarea drepturilor ce li se vatămă, însă în acest caz, conform principiilor din materia probațiunei, trebuie să facă ei dovada drepturilor ce pretind.

Astfel pentru ca un terțiu contestator să se poată opune la executarea unui act intervenit între alte persoane, nu este suficient să invoace numai posesiunea imobilului la care se raportează acel act, ci trebuie să facă dovada că posedă cu titlul de proprietar. (Trib. Ilfov, s. notariat, 27 din 7 Febr. 1924. Dreptul 15/1925).

55. A se vedea: art. 2, nota 1; art. 6 nota 38; art. 8 nota 7; art. 1025 nota 4; art. 1164, notele 2, 4; art. 1173, notele 30, 38; art. 1890 nota 18.

Art. 1170. — Dovada se poate face prin înscrisuri, prin martori, prin presumpțiuni, prin mărturisirea unei din părți și prin jurământ. (Civ. 1169, 1171 urm., 1191 urm., 1199 urm., 1200 § 4, 1202, 1203, 1204 urm., 1207 urm.; Pr. civ. 227; C. com. 46, 47, 49 urm.; Civ. Fr. 1316).

Text. fr. Art. 1316. — Les règles qui concernent la preuve littérale, la preuve testimoniale, les présomptions, l'aveu de la partie et le serment sont expliquées dans les sections suivantes.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VIII, § 749, p. 153;
 BAUDRY, *Précis*, II, 1175;
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, III, 2067;
 BONNIER, *Preuves*, I, 101;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 199;
 DEMOLOMBE, XXIX, 199 urm., 203, 204, 206;
 LAURENT, XIX, 83;
 LYON-CAEN ET RENAULT, *Dr. comm.*, III, 86;
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 784;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 45.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VII, p. 121 urm., 310, 321; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 394; „Definiția, clasificarea și împărțirea probelor“. Curier Jud. 81/1900; *Observație* sub. Cas. Fr., 7 Iunie 1921. Tribuna Juridică 24-27/1922;
 AZNAVORIAN H., *Notă* sub. Cas. Civ. Fr., 7 Iunie 1921. Pand. Rom. 1922-III-50;
 CANTACUZINO MATEI, p. 600, 601, 602;
 HAMANGIU C., *Observație* sub. Cas. Fr. 110 din 11 Oct. 922. Pand. Rom. 1923-III-99;
 NACU, II, p. 776;
 PETIT EUGENIU, „Câte-va cuvinte asupra teoriei probelor“. Curier Jud. 51/1914;
 SESCOIREANU M. G., „Proba judiciară și proba istorică“. Pand. Rom. 1925-IV-1.

Jurisprudență.

Judecătorii fondului în apreciațiunea probelor ce li se prezintă de părți, sunt suverani, și numai atunci hotărârile lor pot cădea sub cenzura casației, când în contra prescripțiunei legii, care a determinat pentru o specie de acte, un mod de probațiune, judecătorii admit a se face probațiune prin alt mod de cât cel prescripționat de lege, cum dacă legea a prescripționat că o specie de acte să fie probate prin probe scrise, judecătorii ar admite probarea prin martori, căci în asemenea caz ar fi din partea judecătorilor o violațiune a prescripțiunilor legii. (Cas. I, 8/Ian. 14/69, B. p. 23).

2. Regulele de probe nu sunt numai niște regule de procedură prin care judecătorul să poată ajunge la descoperirea adevărului, ci niște adevărate regule de drept contra cărora judecătorului nu-i este permis a contraveni. Probele cari nu sunt lăsate la aprecierea judecătorului, ci obligatorii pentru el, cată să fie cele admise de legea sub care faptul s'a petrecut, judecătorul fiind dator să se pună în momentul creațiunei dreptului ce voește a se proba. (Apel Buc. II, Febr. 4/75, *Dr.* 56/75).

3. Descinderile locale ca și expertiză, dacă sunt admise de legiuitor ca mijloace probatorii, aceasta numai întru cât pot fi folositoare în cauză pentru descoperirea adevărului și numai dacă sunt admise de lege; de unde rezultă că judecătorii nu sunt ținuți a le și ordonă de cât dacă întrunesc aceste condițiuni, în care caz trebuie să enumere și să specifiche faptele care trebuie astfel probate, principii care rezultă din combinarea art. 159, 161, 162 și 185 pr. civ. (Apel Buc. II, 179, Oct. 8/88, *Dr.* 78/88).

4. Deși procesele-verbale și celelalte acte emanate de la jurisdicțiunile penale nu sunt probe legale în fața jurisdicțiunei civile, dar nefiind nici o prohibițiune sau dispozițiune specială care să limiteze mijloacele de informațiune și mijloacele de a descoperi adevărul, rezultă că precum poate a le culege din o instanță civilă, tot așa poate a le culege și din una penală, bine înțeles

când sunt în chestiune fapte pentru cari legea civilă permite prezumpțiunile sau proba cu martori. (Trib. Ilfov II, 105, Mai 5/88, *Dr.* 38/88).

5. Actele emanate de la autoritățile străine, și interpretările de aceste autorități dau acelor acte trebuie primite de autoritățile judecătorești române ca simple mijloace destinate a aduce oare care lumină în cauză, nu ca acte definitiv doveditoare și a căror validitate și deplină credință să nu mai poată fi pusă în discuțiune. (Cas. I, 397/93, B. p. 143).

6. Incuviințarea unei cercetări locale, fiind o măsură de convingere lăsată la facultatea judecătorilor de fond de a ordonă sau nu, omisiunea ce face curtea de apel de a se pronunță asupra cererei făcută de a se ordonă o nouă cercetare locală, peste cea făcută de tribunal, nu este o omisiune esențială, care să poată atrage nulitatea deciziunei. (Cas. I, 147/Apr. 29/94, B. p. 254).

7. Scrisorile misive când nu sunt confidentiale și nedobândite prin mijlocul unui delict, pot fi produse ca acte probatorii în justiție. Aceste reguli nu aduce nici o atingere principiului înscris în art. 25 din Constituție. (Trib. Neamț, Curier Jud. 82/901).

8. Primarii, sub regimul codului civil până la actuala lege de autentificarea actelor din 1886, n'aveau dreptul de a constată prin acte dresate de ei, convențiunile dintre particulari sau obligațiunile unilaterale ce o persoană luă către alta.

Prin urmare, un act iscălit prin punere de deget și legalizat de primar, făcut sub imperiul codului civil, nu valorează nici ca act autentic nici ca act sub semnătură privată. (Cas. I, 18 Ianuarie 1906, B. p. 24).

9. In delictul de fals în acte private admiterea cererei de expertiză a actului incriminat, ca și utilitatea și oportunitatea ascultării martorilor, sunt lăsate la aprecierea instanței de fond, destul numai ca aceea instanță să-și motiveze deciziunea sa în aceste privințe. (Cas. II, 28 Noemb. 1911, B. p. 1489).

10. A se vedea: art. 119 nota 37; art. 1167 nota 4; art. 1171—1222 cu notele respective.

Secțiunea I. — *Despre înscrisuri.*§ 1. *Despre titlul autentic.*

Art. 1171. — Actul autentic este acela ce s'a făcut cu solemnitățile cerute de lege, de un funcționar public, care are drept de a funcționa în locul unde actul s'a făcut. (Civ. 813, 860 urm., 1170, 1172 urm., 1228, 1772; Leg. autentic. act. ¹⁾ 90

¹⁾ A se vedea legea pentru autentificarea actelor din 1 Sept. 1836 cu modif. din 1887 și 1904. A se vedea și nota de sub textul Art. 863.

urm.; Reg. consular (20 Iun. 80); Leg. credit. agric. (2 Iun. 92), 37, 38; Leg. tocmel. agric. 4 urm.; C. com. 46, 88, 222; L. jud. oc. 44, 45; L. Timbr. 17 § 1, 18 § 15, 20 § 12; Lege relativă la administrarea patrimoniului sătenilor mobilizați (Mon. of. 221/916), Art. 2; Lege relativă la autentificarea actelor mobilizațiilor (Mon. of. 221/916); Lege autorizând luarea de măsuri în vederea stării de război, cu privire la familia și averea celor mobilizați (Mon. of. 221/916), Art. 16; Lege pentru Organizarea și Unificarea Corpului de Advocați (Mon. of. 251/923), Art. 37, 38; Lege p. reorganizarea Ministerului afacerilor străine; Civ. Fr. 1317).

Text. fr. Art. 1317. — L'acte authentique est celui qui a été reçu par officiers publics ayant le droit d'instrumenter dans le lieu où l'acte a été rédigé, et avec les solennités requises.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 199, 200, 204, 205, 209-212;
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, III, 2069 urm.;
 BOITARD, *Leçons de procédure*, I, 118;
 BONNIER, *Des preuves*, II, 467, 470-472, 488, 501, 502, 506;
 CARRÉ ET CHAUVEAU, *Quest.* 231, 868, 1902, 2198;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 202, 204;
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 2992 urm.; *Suppl. Obligations*, 1352 urm.;
 DEMOLOMBE, XXIX, 232, 234, 235, 239, 270, 284;
 HUC, VII, 229.
 LAURENT, XIX, 104, 107, 108, 114;
 LAROMBIÈRE, IV, art. 1317, n^o 7, 31, 33, 40; 1319, n^o 21;
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 785;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 80;
 TROPLONG, *Hypoth.*, I, 507.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VII, p. 124 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 33, n. 2; IV, part. II, ed. 2-a, p. 75, 116; X, p. 756); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 394; *Observație* sub. C. Apel Iași, s. II, 10 Iulie 1901. Dreptul 10/1902; *Observație* sub. Trib. Tecuci, 23 Iunie 1912. Dreptul 14/1913; *Observație* sub. Trib. Tecuci, 205 din 28 Oct. 917. Dreptul 24/920; *Observație* sub. C. Apel Iași s. I, 9 Iunie 1920. Dreptul 47/1920; *Observație* sub. Trib. Vâlcea, 388 din 16 Nov. 1902. Curier Jud. 38/903; *Observație* sub. C. Apel Buc. s. I, 147 din 903. Curier Jud. 2/904;
 ARDELEANU AL. VINTILĂ, *Observație* sub. Cas. I, 41 din 26 Nov. 1918. Tribuna Juridică 8-9/921;
 BOSSIE ST. C., *Notă* sub. Trib. Bacău s. I, 23/915. Curier Jud. 20/1915;
 BOTEZ CORNELIU, *Noul codice de ședință*, ed. 1-a, 1908 p. 527 urm.; *Notă* sub. Cas. I, 41 din 26 Nov. 1918. Pand. Rom. 1922-I-119;
 CANTACUZINO MATEI, p. 614;
 CHIRULESCU D. N., *Observație* sub. Trib. Muscel 67 din 8 Mart. 905. Curier Jud. 71/905;
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 17;
 DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri juridice* vol. I, p. 487 urm.; „Procurațiunea sub semnătură privată sau legalizată numai în ceea ce privește identitatea iscăliturii, îndrituiește ea pe mandatar de a face actele cari trebuie să fie făcute în formă autentică“, vol. IV. „Notariatul“, p. 202 urm.;
 IOANȚESCU R. D., „Dreptul avocatului de a figura ca martur în actele autentice“. Curier Jud. 47/912;
 IONESCU-DOLJ I., „Cum facem autentificarea când una din părți e bolnavă“. Dreptul 12/1915;
 LASCAROV-MOLDOVANU AL., *Legea autentificării actelor, adnotată și comentată*; *Notă* sub. Cas. I, 680 din 18 April. 1924. Curier Jud. 35/924;
 NACU, I, p. 196; II, p. 777 urm.;
 PERIETEANU GR. I. (Iper) *Notă* sub. C. Apel Constanța, 89 din 3 Nov. 922. Curier Jud. 24/923.

- POSSA M., „Asupra autentificării actelor, atunci când una din părți este bolnavă“. Dreptul 24/915;
- SCRIBAN ȘTEFAN, *Adnotație*, sub. Judec. ocol. Calafat, 1083, din 7 Iulie 1904. Curier Jud. 54/904; *Notă* sub. Trib. Dorohoi C. Jud. 18/913; „Actele legalizate de administrație“. Curier Jud. 13/908;
- FLORIN SION, *Notă* sub. Trib. Iași, 29 Nov. 1923. Pand. Rom. 1924-II-222; 1
- STOENESCU D. DEM., *Notă* sub. C. Apel Craiova s. II, 45 din 16 Febr. 1906. Curier Jud. 26/907;
- TĂNĂSESCU G. TEODOR, „Surdo-muții față de legea de autentificare“. Curier Jud. 59/914, 60/1914;
- TĂTARU G. V., *Prezidentul Tribunalului*, p. 237, 238, 249.

INDEX ALFABETIC

- Act autentic 1-109.
- Act dotal, a se vedea „Dota“.
- Act legalizat 92.
- Act nesolemn 26, 85.
- Act solemn 91, 108.
- Act sub semnătură privată 7, 9, 10, 11, 12, 16, 17, 18, 20, 24, 56, 64, 65, 68, 69, 71, 85, 103.
- Acceptare 32.
- Advocat 4, 96, 103, 107.
- Agenți diplomatici 29, 46.
- Agricole invoici 11.
- Ajutor de primar 86.
- Analfabet, a se vedea „Neștiutor de carte“, „Punere de deget“, „Scritorul actului“, „Semnătură“.
- Anularea timbrelor 99.
- Apărător 97.
- Apreciere suverană 52.
- Arendare, a se vedea „Locație“.
- Arendarea moșilor Statului (Comisiuni) 21.
- Asigurare, polițe 45.
- Autentificare, a se vedea „Act autentic“, „Legea autentificării actelor“, „Proces-verbal de autentificare“.
- Calimach Cod 27, 57.
- Caragea Cod 27, 57.
- Carte (neștiutor), a se vedea „Neștiutor de carte“, „Punere de deget“, „Scritorul actului“, „Semnătură“.
- Certificat medicale 80.
- Comisar, a se vedea „Poliție“ și 89.
- Comisiunile pentru arendarea moșilor Statului 21.
- Comune rurale 93.
- Conceptul 99.
- Consimțământ, a se vedea „Voința liberă“ și 25, 72, 79, 80, 81, 91, 99, 102, 105.
- Contracte nesolemne 26, 85.
- Copie 70.
- Creanțe 7.
- Curtieri 45.
- Data certă 24, 31, 45, 64.
- Declarație 47, 96, 102, 106, 109.
- Declarație falsă 84.
- Delegare 6, 13, 14, 15, 19, 35, 39, 80, 81, 89, 98.
- Directorul Penitenciarului 4.
- Domiciliul persoanei 5, 6, 14, 15, 19, 35, 80, 81, 89, 98.
- Donație 32, 41, 62.
- Dota 79, 91.
- Eroare materială 100, 105.
- Exemplar din act 73, 77, 99.
- Fals, a se vedea „Inscriere în fals“.
- Funcționar competent 3, 11, 25, 37, 43, 72, 83, 90, 99.
- Grefier 35, 77, 93, 99, 104.
- Hotărâre 63.
- Identitate 64, 75, 81, 88, 89, 93, 96, 97, 99, 100, 104, 105, 108.
- Imprumut 33, 57, 64.
- Inscriere în fals 21, 39, 45, 54, 63, 72, 74.
- Inscripție ipotecară 57.
- Instrăinare, a se vedea „Donație“, „Dota“, „Vânzare“.
- Interpretativă lege 106.
- Invoici agricole 11.
- Ipotecă 27, 49, 57.
- Judecător de ocol 87, 104.
- Legalizare 2, 23, 24, 32, 33, 38, 64, 65, 67, 68, 69, 71, 89, 92, 102.
- Legea autentificării actelor 47, 56, 58, 62, 75, 78, 80, 81, 82, 83, 84, 86, 88, 89, 93, 94, 99, 102, 103, 104, 105, 106, 109.
- Legea corpului de avocați 96, 103.
- Legea de organizare a Ministerului de Externe 29, 46, 50.
- Legea judecătorilor de ocoale 104.
- Legea interpretativă din 26 Iulie 1921, 106.
- Libera voință, a se vedea „Voința liberă“.
- Locație 67.
- Mandat, a se vedea „Procură“ și 4, 85.
- Mărturisire 39, 75.
- Marturi 93, 96, 105.
- Ministerul de Externe 29, 46, 50.
- Minuta 99.
- Mut 47.
- Neștiutor de carte 11, 12, 26, 78, 83, 84, 87, 94, 95, 102, 103, 106, 108, 109.
- Notar 86.
- Notariat Tribunal 105.
- Nulitate 8, 58, 62, 82, 83, 88, 91, 96, 99, 105, 106.
- Ordine publică 1, 90.
- Pământ rural 90.
- Penitenciar Director 4.
- Poliță de asigurare 45.
- Polița 89.
- Poliție 2, 4, 16, 24, 26, 27, 28, 31, 33, 38, 57, 89.
- Port românesc 60.
- Președintele Tribunalului 6, 13, 15, 19, 57, 91.
- Primar 7, 10, 11, 12, 17, 18, 20, 26, 27, 30, 31, 33, 34, 33, 56, 59, 64, 65, 67, 68, 69, 71, 86, 87, 91.
- Primărie 81.
- Proba contrară 98.
- Proba literală 11, 16.
- Proces-verbal de autentificare 36, 40, 51, 53, 54, 61, 62, 72, 73, 74, 76, 77, 79, 82, 83, 88, 91, 94, 95, 96, 99, 101, 102, 103, 104, 105.
- Procura 4, 33, 46, 57, 65, 71, 78, 85, 91.
- Procura legalizată 4, 91.
- Punere de deget 2, 7, 10, 11, 16, 17, 18, 20, 26, 27, 28, 30, 33, 56, 59, 64, 65, 67, 68, 69, 71, 78, 95, 106.
- Rectificare 105, 106.
- Redactare, a se vedea „Redactor“ și 78, 94, 97, 103, 104, 107, 109.
- Redactor al actului, a se vedea „Redactor“ și 74, 92, 96, 105, 107.
- Refuz de autentificare 90.
- Registru de trecerea actelor 48, 78.
- Revocare 92.
- Rezoluție 53, 99.
- Rural pământ 90.
- Scritorul actului 66, 74, 76, 78, 82, 83, 84, 94, 102, 103, 104, 105, 107, 109.
- Secretarul agenției Române 32.
- Semnătura 2, 31, 62, 64, 72, 73, 77, 78, 79, 82, 89, 99, 100, 102, 103, 108.
- Semnătura poligrafată 77.
- Solemn act 26, 85, 91.
- Stampilă 34.
- Starea mintală 98.
- Știința de carte, a se vedea „Neștiutor de carte“, „Punere de deget“, „Scritorul actului“, „Semnătura“.
- Suverană apreciere 52.
- Testament 5, 9, 22, 41, 92, 97, 100.
- Timbre 99.
- Transcriere 40.
- Tribunal 7, 8, 14, 15, 17, 23, 25, 27, 35, 39, 56, 59, 91, 97.
- Tribunal de notariat 105.
- Validitate 73.
- Vânzare-cumpărare 56, 59, 63, 67, 68, 69, 72, 85, 90, 94.
- Vas străin 57.
- Verificare de scripte 24.
- Viza Ministerului de Externe 46, 50.
- Voința liberă 37, 44, 47, 52.

Jurisprudență.

Dacă actele au efecte numai între părțile tocmitoare fără ca autoritatea, chemată a le învesti cu caracterul de autenticitate, să ia asuprași prin aceasta vre-o obligațiune de garanție către dânsese, aceasta se poate aplica în oare care măsură la interesele private, rezultând din acele tocmeli, dar este cu desăvârșire răsturnătoare teoria după care tribunalele ar fi datoare a da, în cunoștință de caz, concursul ministeriului lor la facerea unor acte, care pentru considerațiunile de ordine publică, sunt oprite de lege. (Cas. I, Febr. 3/67, B. p. 88).

2. Conform art. 1171, legalizarea semnăturii unui act făcut prin punere de deget constituie un act autentic în ceea ce privește realitatea semnăturii, când este afirmată de un oficer public care are dreptul de a funcționa în locul unde actul s'a făcut, cum e comisarul, fie cea semnătură făcută în litere, fie făcută prin o cruce sau alt semn. (Cas. I, 78/Mart. 4/72, B. p. 68).

3. Pentru ca un act să fie considerat autentic în sensul strict al legii, trebuie să fie făcut de un funcționar public competente în exercițiul funcțiunii sale. Dacă dar actul a fost făcut de către un funcționar public care însă nu

avea calitatea de a-l face, nu poate avea caracterul unui act autentic. (Cas. II, 202/Mai 30/75, B. p. 120).

4. Dacă tribunalul nu admite pe avocat pe motiv că nu are procura legalizată de autoritatea competente și că directorul penitenciarului nu poate da autenticitate unor asemenea acte, ca procurile, și a respinge ca nesustenută opozițiunea celui deținut în penitenciar, prin acesta violează dreptul de apărare, de oarece nici comisarii de poliție nu sunt competenți în virtutea vreunei legi exprese, a da autenticitate actelor și cu toate acestea procurile legalizate de dânsii se primesc ca adevărate. Tot pentru același motiv al latitudinii ce trebuie să se lase dreptului de apărare, instanțele judecătorești consideră ca bine autorizați pe mandatarii *ad litem* fără procură scrisă și care nu sunt declarați ca atari verbal de persoane ce se prezintă ca proprietari ai proceselor dar a căror identitate nu este constatată. Aceste facilități se dau dar persoanelor pe care nimic nu le împiedică de a face procure în forma autentică; apoi nu este nici un cuvânt a nu recunoaște unui individ închis același drept de a putea să dea procuri legalizate de un funcționar public a cărui intermediare îi este impusă pentru orice comunicațiuni, deși acest funcționar nu are competență de a da autenticitate actelor în sensul riguros al vorbei. (Cas. I, 205, Iun. 24/76, B. p. 256).

De câte ori o persoană voeste a formă un act autentic și se găsește în imposibilitate de a se transporta la tribunal, actul se instrumentează de către un judecător trimis la domiciliul persoanei, care primește declarațiunea și o raportează tribunalului. Art. 861, care prevede cazul când testatorul nu se poate duce la tribunal, se aplică și la ori ce alt autentic când partea se găsește în imposibilitate de a merge în persoană la tribunal. A decide contrariul, este a împiedică libera dispozițiune a persoanelor în formarea actelor autentice de câte ori nu s'ar putea transporta la tribunal spre a fi față la instrumentarea actului. (Cas. I, 361, Oct. 77, B. p. 307).

6. Președintele tribunalului, având administrațiunea, el, în numele tribunalului, este în drept a delega unul din membrii săi de a merge la domiciliul persoanei ce reclamă formarea unui act autentic, spre a-i lua declarațiunea, fără a fi necesitate de autorizațiunea completului tribunalului pentru a delega un membru, ceea ce ar fi inutil, nefiind vorba de o lucrare ce ar necesita o deliberațiune ci de o simplă luare de declarațiune, care în urmă se supune deliberațiunii tribunalului. (Cas. I, 361/77, Oct. 31/77, B. p. 307. A

se vedea asupra acestei chestiuni și No. 3, 4, 14, 21 sub art. 861).

7. Actele de creanță nu pot fi constatate de cât prin acte autentice sau prin acte sub semnătură privată, conform art. 1171 și 1176. Iar primarul nu este îndrituit de lege de a da autenticitate unor atari acte, cari să constate asemenea obligațiuni, atribuțiunile lui fiind specificate prin legea comunală. Prin urmare, numai tribunalele sunt competente de a da autenticitate unor asemenea acte. Deci nu e valabil un act de creanță subscris prin punere de deget și legalizat de primar. (Cas. I, 304/Nov. 10/79, B. p. 780).

8. Autentificarea unui act petrecut între părți, nu prejudică întru nimic chestiunea de a ști dacă acel act este sau nu valabil; nulitatea lui poate fi cerută de către cei de al treilea și chiar de una din părți când o atare nulitate este prescrisă de lege. O atare autentificare a declarațiunii părților nu poate fi refuzată de tribunal, după principiul legii comune, de oare ce printr'insa nu se prejudică întru nimic drepturile celor de al treilea. (Cas. I, 271/August 27/80, B. p. 302).

9. Ceea ce se prescrie în art. 861 și 862, în privința testamentelor autentice, că ele trebuie să fie citite în auzul și în fața testatorului, care trebuie să declare că testamentul, ale căruia puncte esențiale trebuie să se releve în încheerea tribunalului, este al său, încheiat de el și făcut din libera sa voință, este o aplicațiune particulară a unei reguli generale. Deci, actul, în josul căruia tribunalul nu declară de cât că „ia act de această declarațiune“, nefiind investit cu solemnitățile ce venim a enumăra, este a se considera ca o scriere privată și nu ca un înscris autentic. (Cas. II, 69/Febr. 12/80, B. p. 82).

10. Inscrisul legalizat de primar și semnat prin punere de deget, nu poate fi privit nici ca act autentic, de oare ce funcționarul care l'a legalizat nu avea o atare competență, nici ca act privat, de oarece nu există semnătura părții, fiind făcută prin punere de deget. Prin urmare, după art. 1172, nu face probă în justiție în fața contestației adusă de către cel cărui i se opuse. (Cas. I, 39, Febr. 1/80, B. p. 48).

11. Proba literală în dreptul nostru civil nu rezultă de cât sau din un înscris autentic sau din un înscris sub semnătură privată, după formele și în condițiunile cerute de lege. În ceea ce privește actul autentic, existența și valoarea lui ca atare depinde între altele de faptul că ofițerul public care l'a dresat să aibă anume dată de la lege atribuțiunea de a-l dresa. Iar întru cât se atinge de actul sub semnătură privată, condițiunea esențială a existenței lui este semnătura părții ce se obligă.

De unde rezultă că cel ce nu știe să scrie și prin urmare nu poate face un act sub semnătură privată, având forță probantă, este prin forța legii silit să recurgă pentru formarea unui act valabil, la funcționarul cărui legea dă dreptul de-a dresa actul autentic de care este trebuință. Iar în ce privește punctul competenței, legea n-a dat primarilor de comune dreptul de-a constata, prin acte dresate de ei, convențiunile dintre particulari sau obligațiunile unilaterale ce o persoană ia către alta; un asemenea drept nu li s'a dat de cât în materia specială a convențiilor agricole. Deci un drept cuvânt se declară ca neprobat actul semnat prin punere de deget și adevărit de primar. (Cas. I, 113, Mart. 17/80, B. p. 141).

12. Legiuitorul nu a prevăzut de cât două feluri de acte: 1) actele autentice făcute înaintea tribunalului competente cu solemnitățile cerute și 2) actele sub semnătură privată a părților. Dacă dar actul nu este nici autentic, nefiind legalizat de un ofițer îndrituit cu atare legalizări, de oarece primarii nu au competența de a da legalizarea unor acte de împrumutare, nici privit ca act sub semnătură privată, de oarece partea nu a subscris actul neștiind carte, ci a fost subscrisă de altă persoană fără cunoștința sa, un atare act, care nu este nici autentic nici sub semnătură privată, nu poate obliga pe părți când este contestat de părți. (Cas. I, 396/Dec. 9/81, B. p. 914).

13. Nu se poate tăgădui președintelui dreptul de a se delega pe sine însuși, căci delegațiunea ca măsură de administrațiune, intrând în căderile sale, el poate exercită această jurisdicțiune, nu numai prin delegațiune, ci și în persoană dacă crede de cuviință, sau dacă ceilalți membrii nu pot fi delegați din o cauză oare care. (Apel Iași II, 106, Mai 7/81, Dr. 80/81).

14. Autenticarea unei semnături la domiciliul celui ce a subscris, se poate face prin un judecător numit de tribunal, fără să se ceară ca aceea numire a tribunalului să fie făcută cu încheiere în scris; destul fiind constatarea tribunalului chiar făcută în urmă că numirea judecătorului însărcinat s'a făcut de el. (Cas. I, 22/Ian. 19/81, B. p. 23).

15. Legiuitorul, ori de câte ori se ocupă de actele autentice, nu prescrie și modul în care trebuie să se confecționeze, ci definindu-le numai prin art. 1171 într'un mod vag și generic, insistă mai mult prin articolele următoare asupra efectelor și puterii lor probatorii. Ast-fel fiind, într'un cât legiuitorul introduce în codul civil actele autentice fără însă a prescrie și modul în care ele trebuie să fie confecționate, într'un atât este evident că acele

acte trebuie să fi confecționate conform legislațiunii anterioare, care, în acest punct, nu este abrogată prin nici o lege, și care prin ordonanța domnească cu No. 29 din 5 Martie 1856, § 3 prescrie: În caz când părțile contractante sau una din ele nu se pot înfățișa la tribunal, atunci va merge acasă la ele unul din membrii tribunalului, care, constatând semnătura și liberul consimțământ, va face raportul său, după care tribunalul va întări actul. Din aceste dispozițiuni rezultând că legiuitorul nu a ordonat alt de cât că semnăturile și liberul consimțământ să fie constatate de un membru al tribunalului. — Și într'un cât legiuitorul nu prescrie că acel membru trebuie să fie delegat de tribunal, într'un atât nu se poate susține că actul nu ar fi autentic când judecătorul care a constat semnătura și liberul consimțământ a fost delegat numai de președintele tribunalului. (Apel Iași I, 182, Nov. 29/80, Dr. 18/82).

16. În dreptul nostru civil proba literală nu poate rezulta de cât dintr'un înscris autentic sau dintr'un înscris sub semnătură privată, după formele și în condițiunile cerute de lege. În ce privește actul autentic, existența și valoarea lui depind între altele și de faptul că ofițerul public care l'a dresat să aibă dată de lege asemenea atribuțiune; iar în ce privește actul sub semnătură privată, condițiunea esențială a existenței lui este semnătura părții ce se obligă. Deci un act semnat prin punere de deget și legalizat de poliție nu poate fi privit nici ca act autentic, de oare ce polițaiul nu are competența de a constata prin actele ce le dresează convențiunile dintre particulari sau obligațiunile unilaterale ce o persoană ia către alta, nici ca act privat, de oarece nu există semnătura părții. (Trib. Brăila, Iunie 18/82, Dr. 65/82).

17. Actul semnat prin punere de deget și legalizat de primărie, nu e valabil nici ca act sub semnătură privată, semnătura lipsind și ea fiind cerută pentru existența actului; nu e valabil nici ca act autentic, de oarece primăria nu are competența de a da autenticitatea actelor. Și ori care ar fi lipsurile ce prezintă legislațiunea noastră în privința actelor autentice, când e vorba de acte de notariat propriu zise, art. 18 din legea organizării judecătorești dispune formal că numai singure tribunalele de județe sunt competente a da autenticitatea unor asemenea acte. (Apel Iași, II, 75, Iun. 4/82, Dr. 55/82).

18. Actul semnat prin punere de deget și legalizat de primar, în ceea ce privește identitatea semnăturilor, nu este un act autentic, de oare ce nu este făcut cu solemnitățile cerute de lege de

un oficer public investit cu dreptul de a face asemenea acte; nu întrunesc nici condițiunile cerute de lege pentru a valoră ca act sub semnătură privată. (Trib. Vaslui, 96, Iun. 17/82, *Dr.* 3/82).

19. De câte ori e vorba de a se da curs unei cereri, președintele tribunalului, către care se adresează, este în drept a regulă de acea cerere, pe cât nu este o chestiune unde s'ar cere deliberațiunea complectului tribunalului. Prin urmare, președintele este în drept a delega un membru care să se transporte la domiciliul părții spre a constata declarațiunea vointei sale. (Cas. I, 198/Iun. 12/82, B. p. 681).

20. Actul subscris prin punere de deget nu are nici o valoare, fiind de esența actului sub semnătură privată ea el să fie subsemnat de acela cărui i se opune. Și împrejurarea că un atare act e legalizat de primărie nu face ca actul să fie autentic, neavând primăria competența de a da autenticitate unor asemenea acte. (Apel Iași II, 75, Iun. 4/82, *Dr.* 55/82).

21. Comisiunile pentru arendarea moșiilor statului, fiind constituite în virtutea legii, actele încheiate de ele în ceea ce concernă constatarea faptelor petrecute înaintea lor, nu pot fi considerate alt-fel de cât ca acte autentice, și prin urmare constatările făcute de aceste comisiuni nu pot fi combătute altfel de cât după regulile privitoare la înscrierea în fals. (Cas. I, 342/82, Nov. 20/82, B. p. 1077).

22. Art. 861 și 862 nu trebuie aplicate și la confecționarea actelor autentice, de oare ce aceste articole se ocupă special numai de testamentele autentice, pe cari legiuitorul, pentru rațiune de ordine ca totul superioară și specială, în sollicitudinea sa le-a înconjurat cu garanții cu mult mai minuțioase de cât pe celelalte acte autentice. (Apel Iași, I, 133, Nov. 29/80, *Dr.* 18/82).

23. Simpla adevărire a semnăturilor din act, fără nici o altă formă, nu conferă autenticitatea definitivă de art. 1171. O probă peremptorie este art. 1172, care presupune un act făcut de un funcționar competent, fără formele prescise de lege, și declară un asemenea act ne-autentic, de unde rezultă că un act poate fi legalizat, dacă acesta este sensul cuvântului făcut, fără să fie autentic; legalizarea prin urmare nu este autenticitatea. Art. 1171 și urm. indică natura cooperării autorității competente la confecționarea actelor autentice. Deci autoritatea unui act rezultă numai din constatarea făcută de către tribunal despre liberul consimțământ al părților contractante la toate dispozițiunile cuprinse în act. (Trib. Iași, II, 44, Febr. 27/82, *Dr.* 17/83).

4. Un act sub semnătură privată nu

dobândește o mai mare credință prin legalizarea semnăturii sale de către poliție, afară numai de ceea ce privește certitudinea datei, căci prin nici o lege nu se prevede că poliția are competență a face legalizarea semnăturilor din acte, și care trebuie să fie credința ce cată a se da acelei legalizării. Prin urmare, acela cărui se opune un act sub semnătură privată, fie acesta legalizat de poliție, poate să se mârșinească a tăgădui acea semnătură, iar moștenitorii lui pot declara că nu cunosc semnătura, și în asemenea împrejurare cată a se ordona verificarea semnăturii actului, cum se ordonă, când actul este pur și simplu sub semnătură privată. (Cas. I, 56/Febr. 19/83, B. p. 169).

25. Prin cuvântul „act autentic“ legiuitorul, prin art. 1171, a înțeles actele făcute de către un oficer public competent, care, prin îndeplinirea formelor solemne cerute de lege, să constate declarațiunea și liberul consimțământ al părților. (Cas. I, 311, Sept. 20/83, B. p. 822). Dacă dar nu se constată că părțile înaintea tribunalului n'au declarat verbal consimțământul lor, nu există act autentic în sensul art. 1171. (Cas. I, 227/Iun. 10/83, B. p. 639).

26. În materie de desfacere sau de achitare de ori ce natură între părți, legea neprevăzând că actul să fie autentic, în asemenea caz polițaii, comisarii și primarii în todeauna legalizează semnătura din contractele nesolemne ale persoanelor cari nu știu carte, și acest uz a luat naștere în scopul acela de a facilita tot felul de tranzacțiuni între persoanele cari nu știu carte și cari, în imposibilitate de a semnă, ar fi trebuit să recurgă la calea mult mai dificilă a confecționării actelor autentice. Astfel fiind, e valabil un atare act semnat prin punere de deget și legalizat de polițai. (Apel Craiova, I, 198, Nov. 4/83, *Dr.* 36/83).

27. Singurele autorități îndrituite a autentifica un act fiind tribunalele județene (art. 18 leg. org. judec.), nici o altă autoritate, ne având această îndrituire, nu poate pași la efectuarea vreunei lucrări cu menirea de a imprimă caracterul de autenticitate vreunui act. Dacă legiuitorul ar fi voit a da autorităților administrative sau funcționarilor polițienesci competența de a da autenticitatea convenită actelor pentru cari legea reclamă o asemenea investire, n'ar fi prevăzut prin o anume dispozițiune (art. 18 leg. org. judec.), autoritățile care trebuie a fi chemate a exercita o asemenea atribuțiune. E imposibil a susține că o veche practică, bazată pe dreptul consuetudină (obiceiul pământului), poate autoriza pe funcționarii polițienesci a complectă capacitatea sau a suplini imposibili-

tatea de fapt a vre unei persoane a subsemnă, căci vechile obiceiuri, ori cât de stăruitoare ar fi fost, n'au putere de lege, nu pot, în ordinea civilă, a crea nici drepturi, nici datorii; căci înaintea legislației în vigoare, chiar sub imperiul codului Calimach și codului Caragea, nu se mai putea susține că obiceiul pământului ar fi putut avea putere de lege, căci tocmai în vedere de a pune stavilă greutăților ce întâmpinau locuitorii țărilor din cauza diversității și multiplelor isoare a principiilor ce regulau raporturile dintre locuitori, s'au codificat legiuirile menționate. Atât codul Calimach cât și codul Caragea la materia tocmelelor, prevedeau care sunt formalitățile ce trebuiau observate pentru a înlocui subsemnătura celor ce nu știu carte (art. 1179 c. Calim. și art. 18, cap. II, part. VI de la cărți c. Carag.). Ambele aceste legiuiri nu recunoșteau drepturilor polițienesti dreptul de intervențiune pentru garantarea drepturilor celor ce, voind a încheia vre-o tocmeală nu o puteau face din cauza neștiinței de carte, ci cereau cu totul alte formalități, cum concursul a 2-sau 3 martori la confecționarea tocmelei, din cari unul să iscălească numele celui ce neștiind carte voia a se tocmi, ori pecetluirea tocmelei cu pecetea acestuia, adevărindu-se totdeauna de scriitor și de martori sau de judecată. Din cele ce preced neputându-se considera ca niște formalități de autenticitate simpla atestare din partea funcționarilor polițienesti a identității persoanelor al căror nume se văd trecute în josul unui act de împrumut, ipoteca constituită cu acea ocaziune, sub acest punct de vedere trebuie invalidată ca fiind constituită în disprețul art. 1772. Și dacă inscripțiunea ei s'a făcut de niște mandatarî cari nu aveau procuri autentice, astfel cum prescrie art. 1781, ci numai niște procuri legalizate de autoritățile polițienesti, procurile fiind nule și inscripțiunea trebuie considerată ca atare. Apoi un atare act de împrumut semnat prin punere de deget și legalizat de poliție nu poate produce vre-o obligațiune legală, de cât în cazul când va fi recunoscut de acela al cărui nume se vede trecut în josul actului, căci pentru a putea fi considerat ca un act sub semnătură privată se cere imperios să contină semnătura proprie a celui ce se obligă. Și certificarea unui funcționar de poliție, a polițaiului, că numele unei persoane trecută într'un act e pus după însăși declararea acestei persoane, nu e suficientă pentru a produce acelaș efect ce se atribuie de lege unui act sub semnătură privată, căci legea comunală, care a înființat acești funcționari, nu le dă asemenea cădere, și nici o altă lege nu-i

indrituește a complectă condițiunile de existență ale actelor sub semnătură privată. Aceste principii fiind incontestabile, consecința logică și necesară e că numele unei persoane prin punere de deget aflat în josul unui înscris, chiar de ar fi identitatea acestei persoane certificată de o autoritate administrativă sau polițienească, nu poate echivală unei subsemnături, și un atare înscris nu poate fi considerat ca având vre-o putere legală. (Apel Buc. I, 182, Oct. 25/83, Dr. 2/83).

23. Autenticitatea actelor e supusă, după lege, la oare cari condițiuni de competență, de capacitate și de forme. Se numește titlu autentic actul care e făcut de un funcționar public, având dreptul de a instrumenta în locul unde actul se încheie și cu solemnitățile cerute; aceste solemnități consist, între altele, în iscălitura funcționarului public și în iscălitura părților (art. 1171 și 1173); și a semnă un act este un a pune degetul pe el, ci a pune pe el *sua manu*, numele său de familie, adică toate literile alfabetice care compun acest nume; dacă partea declară că nu știe sau că nu poate iscăli, funcționarul public trebuie să facă mențiune în actul autentic despre declarațiunea părții și despre cauza ce o împiedică de a iscăli (arg. art. 863). Numai actele solemne, precum donațiunile, contractele de căsătorie, testamentele, ipotecile, trebuie să fie făcute în formă autentică, observându-se cerințele legale arătate mai sus; din contra, actele nesolemne fac probă în justiție, fie că sunt semnate de părțile contractante cu o iscălitură adevărată, fie că sunt iscălite numai cu punere de deget dar legalizate în privința semnăturii de funcționarii administrativi competenți. Or, sub legislațiunile anterioare ale țării, s'a format o practică judiciară neschimbată, care recunoște competența funcționarilor administrativi de a da autenticitatea iscălitorilor cu punere de deget, practică judiciară care își avea, se pare, rădăcina sa în *cod., tit. 30, cart. 6, leg. 22 § 2*, sau în *Basil., XXXV, 14 I, 22 § 2; ... vel si ignarus sit literarum, vel scribere praepediatur, speciali tabulario ad hoc solum adhibendo, ut pro eo litteras supponat...*. Și dreptul consuetudinal (obiceiul pământului), eră pus sub imperiul legiuirilor Caragea și Calimach pe aceeași linie ca și legile, în conglasuire cu această regulă a dreptului Roman: *Et quidem imprimis illud observare debet iudex, ne aliter judicet, quam legibus, aut constitutionibus, aut moribus proditum est.* (Pr. Inst. de officio iudicis, 417). Iar legea nouă a abrogat legile anterioare numai în dispozițiunile care sunt incompatibile cu regulile prescrise în urmă (art. 1912 c.

civ.). Or în cât se atinge de validitatea actelor iscălite cu punere de deget și legalizate de poliție, nu este nici o incompatibilitate, nici o contradicție între cuprinsul legii vechi și cuprinsul legii noi. Astfel, nu se contravine cât de puțin art. 1170, 1171, 1176 și 1180, ci se face din contra o sănătoasă aplicare a art. 1912, hotărându-se, că actul devine autentic în privința iscăliturii prin faptul că s'a legalizat de poliție. (Cas. I, 106/Mart. 23/83, B. p. 366).

29. După art. 38 din legea pentru organizarea ministerului afacerilor străine din 1873, dreptul de a instrumenta ca notar este dat de lege agentului, iar nu secretarului agenției diplomatice, care nu are drept de a lege a autentifică actele. (Apel Iași, I, 28, Febr. 15/84, Dr. 53/84).

30. Autentificarea actelor se face de tribunal, dar nu există nici o lege care să declare că funcționarii administrativi nu sunt competenți de a legaliza un act, fie sub propria semnătură a părților, fie prin punere de deget numai în cât privește identitatea semnăturilor. Plecând din acest punct de vedere, rămâne stabilit, că un act legalizat de un funcționar administrativ face probă că semnătura, fie chiar prin punere de deget, este a aceluia care a scris. (Apel Focșani, I, 113, Sept. 24/85, Dr. 78/85).

31. Deși agenții administrativi, polițaii sau comisarii, nu aveau dreptul de a da autenticitate actelor, totuși, în sensul adevărat al art. 1171, acești funcționari, după un uz constant admis după legislațiunea veche, puteau face legalizări numai întru atât în cât să se constate data certă, precum și validitatea semnăturii. (Cas. I, 29/Ian. 26/85, B. p. 37).

32. Legalizarea acceptațiunii donatului făcută de secretarul agenției române trebuie considerată ca legalmente făcută și autentică, căci secretarul de legațiune poate îndeplini toate atribuțiunile, ca și un trimis diplomatic, enumerate de art. 38 din legea ministerului afacerilor străine. (Cas. I, 59/Febr. 15/85, B. p. 95).

33. Competența primarilor și a altor autorități administrative de a legaliza procuri este stabilită prin uz constant atât înaintea punerii în aplicațiune a noului cod civil cât și de atunci încolo; și un asemenea uz, în lipsă de un text de lege care să dispună contrariu, este obligatoriu și trebuie a se opune ca și o lege tuturor celor cari contestă această competență. Menționatul uz nu numai că nu este oprit prin nici un text de lege, ci din contra el este recunoscut formal prin art. 18 al. 21 din legea timbrului, din care rezultă că legalizarea actelor pentru identitatea semnăturii certificarea pentru con-

formitate și fixarea datei se poate cere de la ori ce autoritate publică. Arătata competență a autorităților administrative pentru a legaliza procuri și alte acte, pentru validitatea cărora nu se cere să fie autentificate intră de sigur în prevederile legiuitorului român și pentru motivul că a trebuit să se acorde părților interesate facultatea de a face să li se legalizeze de către autoritățile publice cele mai apropiate de locul unde se află, diferitele acte de care au adese-ori necesitate, iar nu să fie obligate a se transporta, cu dificultate și cheltuieli în localitățile depărtate și anume fixate pentru efectuarea altor formalități, căci, prin impunerea unei asemenea necesități s'ar paraliza în mare parte acțiunea cetățenilor în apărarea și dezvoltarea intereselor lor, și în special dreptul acordat părților litigante prin art. 94 pr. civ., de a face să fie reprezentate prin avocat, ar deveni aproape fără nici un folos pentru ele, dacă n'ar putea să-și legalizeze procurile de către autoritatea publică cea mai apropiată, ceace este inadmisibil căci nu poate să intre în spiritul legiuitorului, acordarea unui drept fără utilitate practică pentru interesele cetățenilor. (Apel Iași, I, 76, Febr. 7/85, Dr. 28/85).

34. Și deși iscălitura primarului e făcută prin apăsare de ștampilă totuși trebuie a se admite că ea emană de la primarul în chestiune, până la proba contrarie, pe câtă vreme pe acea legalizare se află pus sigiliul comunei respective cu număr de înregistrare. Acea legalizare e validă chiar dacă în josul ei nu s'a certificat identitatea iscăliturii primarului de către subprefect sau prefectul respectiv, căci îndeplinirea acestei formalități nu e prescrisă prin nici un text de lege. (Apel Iași, I, 76 Febr. 7/85, Dr. 28/85).

35. După art. 1171 actul autentic nu poate fi valabil de cât cu îndeplinirea acestor 2 condițiuni: 1) să fie făcut de un funcționar public care are dreptul de a funcționa în locul unde s'a făcut; 2) să se fi îndeplinit solemnitățile cerute de lege. Or, prin legea de organizare judecătorească se conferă tribunalului dreptul de a da autenticitate, iar tribunalul pentru a putea funcționa trebuie să fie constituit cel puțin cu 2 judecători, asistat de grefier, lovind de nulitate actul necontrasemnat de grefier. Și în ceace privește solemnitatea pe care legea o mai cere pentru actele autentice, ea consistă în aceea ca tribunalul să fie constituit în localul unde trebuie anume să funcționeze și la orele fixate de lege; dacă prin excepțiune un judecător sau tribunalul întreg poate să-și exercite funcțiunea sa în afară de localul tribunalului, aceasta nu poate avea loc de cât în

urma unei delegații și în cazurile anume prevăzute de lege. Dacă dar constatarea consimțământului părților relativ la actul autentic s'a făcut în o casă particulară numai de către președinte fără să fi fost asistat de greșier și să fi avut o delegație a tribunalului în această privință, și dacă consimțământul a fost luat după ce tribunalul se închisese, și la o oră când președintele nu mai avea calitatea de a oficiă ca funcționar public, pe cât timp n'au fost îndeplinite formalitățile cerute de lege relativ la autenticitate, actul este nul. (Cas. I, 373/Dec. 3/85, B. p. 885).

36. Din punctul de vedere al validității autentificării unui act, puțin importă dacă tribunalul, în procesul-verbal de autentificare, declară sau nu că voește a da actului depus de părți autentificarea legală, destul numai că autentificarea actului să rezulte neîndoișos din procesul-verbal încheiat de tribunal. (Apel Buc. I, 262, Dec. 19/85, Dr. 30/86).

37. În principiu, conform art. 1171, se cer două condițiuni, pentru autentificarea unui act: 1) competența funcționarului care-l primește, și 2) solemnitatea instrumentării, care constă atât în prezentarea actului destinat a fi autentificat de către însăși părțile în chestiune, cât și declarațiunile lor relative la actul ce prezintă, făcute dinaintea funcționarului competent și în locul unde are dreptul de a instrumenta. Pentru constatarea acestor formalități legea nu impune judecătorului nici o formulă sacramentală, e suficient ca îndeplinirea lor să rezulte neîndoișnic din combinarea împrejurărilor cu expresiunile întrebuintate. Ast-fel, mențiunea că s'a constatat identitatea semnăturilor e suficientă pentru a imprimă actului caracterul autenticității, întru cât din ea rezultă implicit că în adevăr părțile s'au prezentat în persoană dinaintea autorităților competente și au făcut declarațiunea că a lor e iscălitura de sub un act făcut și prezentat benevol de ele însăși. Ast-fel fiind, nu se poate susține în mod rațional că ele nu aveau cunoștință de conținutul actului sau că nu eră făcut din libera lor voință. A cere ca autentificarea actelor ordinare să conțină, sub pedeapsă de nulitate, că actul s'a citit părților și că ele au declarat că este făcut din libera lor voință, ar fi să se creeze dispozițiuni arbitrar și nulități neprevăzute de lege, cu atât mai mult că în sistemul organizării noastre judecătorești, actul cu care se prezintă părțile fiind propria lor operă, iar nu a notarului, cum e la francezi, e evident că formalitatea citirii și declarațiunii părților că actul este făcut din libera lor voință devine chiar inutilă, aceasta rezultând în de

ajuns din petițiunea prin care ele depun actul și cer autentificarea lui. (Apel Focșani, I, 114, Sept. 27/85, Dr. 64/86).

38. Deși agenții administrativi, polițaiul sau comisarul, nu au drept de a da autenticitate unor acte de împrumut, totuși după un uz constant admis de legislațiunea veche, acești funcționari puteau legaliza acte, în cât privește numai identitatea semnăturilor și constatarea datei certe, uz ce se practică și azi, întru cât nici prin codul civil, nici prin vre-o altă lege posterioară nu se ridică în mod absolut competența acestor funcționari administrativi de a legaliza asemenea acte în cât privește adevărata semnătură. Astfel fiind, creanțele de împrumut legalizate de polițai, prin care legalizare polițaiul constată că semnătura debitorului este proprie a lui, este indiferent dacă debitorul, în momentul când a liberat acele creanțe, de împrumut, știa sau nu carte și dacă a semnat fie prin punere de deget sau prin persoană străină fie prin semnătura sa proprie sau prin vre-un alte semn, căci pe cât timp polițaiul certifică prin legalizarea pusă pe actele de împrumut că sunt semnături proprii ale debitorului, asemenea atestațiuni fac probă că în adevăr acele acte emană de la persoana prevăzută în josul acelor acte, sau că acele semne reprezintă semnăturile persoanelor menționate prin acte. Acele acte sunt valabile și opozabile împrumutatului ca acte chirografare. (Apel Focșani, I, 150, Dec. 9/85, Dr. 50/86).

39. După spiritul art. 112 și 113 din legea de organizare judecătorească și art. 91 pr. civ., rezultă că tribunalul nu poate funcționa de cât numai în localul determinat de lege. Dacă prin excepțiune un judecător sau tribunalul întreg poate să-și exercite funcțiunea sa și în afară de localul tribunalului, aceasta nu se poate face de cât în virtutea unei încheieri făcută de tribunal și în cazurile prevăzute de lege. Deci un judecător după ce a eșit din tribunal nu mai e judecător, ci simplu particular, și întru cât nu e delegat de tribunal pentru a constată consimțământul părților spre a autentifica un act, nu mai e judecător, ci simplu particular, și întru cât nu e delegat de tribunal pentru a constată consimțământul părților spre a autentifica un act, constatarea ce ar face-o în afară din tribunal trebuie a fi considerată ca nulă, de oarece e făcută afară de exercițiul funcțiunei sale, prin urmare de un particular. Un atare act pentru a fi nimic nu are nevoie de inscripțiune în fals, când cei ce-l invoacă mărturisesc în justiție acele neregularități; inscripțiunea în fals devine inutilă, de oare ce s'ar pretinde a se probă prin inserierea în fals, ceea ce e dejă probat pe altă

cale. (Apel Iași, I, 100, Iun. 15/85, *Dr.* 13/86).

40. Nici o dispozițiune a legii nu impune tribunalului ca element al autentificării, obligațiunea de a face procesul-verbal al autentificării pe chiar actul depus. Prin urmare, acel proces-verbal poate fi valabil făcut pe petițiunea prin care părțile au depus actul, destul numai să nu fie nici un pericol de fraudă sau de alterare. Or, un asemenea pericol nu poate exista când actul autentificat, îndată după formarea procesului-verbal de autentificare și înainte de a fi încredințat părților, a fost transcris în registrul tribunalului, după ce s'a trecut în josul lui o copie legalizată după procesul-verbal de autentificare, (Apel Buc. I, 262, Dec. 19/85, *Dr.* 30/86).

41. Donațiunile fiind supuse numai la formele obicinuite ale actelor autentice, în genere nu li se pot aplica dispozițiunile excepționale prevăzute de art. 861 și 862, al căror text vizează în mod special numai testamentele publice, pe cari legiuitorul a voit să le înconjoare cu formalități mai riguroase. (Apel Focșani, I, 114, Sept. 27/85, *Dr.* 64/86).

42. Legiuitorul, după ce prin art. 1171, dă definițiunea actului autentic, prin nici un articol altul, fie din codul civil, fie din procedura civilă, nu indică amănuntul formelor cari ar constitui solemnitățile cerute de lege pentru autentificarea actelor autentice în genere; și dacă art. 861, 862, 863 și 864 c. civ., precum și art. 714, 715 și 727 pr. civ., indică formele solemnne de îndeplinit pentru facerea unor acte autentice speciale, nici un text de lege nu impune aplicarea acestor forme la toate speciile de acte autentice. Dacă o doctrină ulterioară aplicațiunii începătornice a codului civil, a întins în practica judiciară ulterioară aplicarea dispozițiunilor cuprinse în acele articole la mai toate actele autentice, neobservarea acestei doctrine nu poate da loc la casarea unei deciziuni. (Cas. I, 91, Mart. 2/87, B. p. 180).

43. După art. 1171, două sunt condițiunile pentru autentificarea unui act: 1) îndeplinirea solemnităților cerute de lege, și cari consistă în prezentarea actului, destinat a fi autentificat, de către însuși părțile în chestiune, și în declarațiunile lor relative la acest act, făcute înaintea funcționarului; 2) acel funcționar să fie competent atât ca persoană oficială cât și ca loc de a instrumenta; iar pentru constatarea acestor formalități legea nu impune judecătorului nici o formulă sacramentală, astfel că e suficient ca îndeplinirea lor să rezulte îndubitabil din combinarea circumstanțelor cu expresiunile întrebuintate. (Trib. Ilfov, II, Febr. 16/87, *Dr.* 31/87).

44. Art. 1171, deși definește actul autentic, nu arată însă care sunt formele esențiale ce se cer pentru alcătuirea unui atare act. Lipsa unor asemenea dispozițiuni regulamentare nu împiedică însă a se cere, ca un element constitutiv al actului autentic, manifestarea voinței părții în mod autentic. (Apel Buc. I, 176, Nov. 28/86, *Dr.* 21/87).

45. Polițele de asigurare făcute prin mijlocirea unui curțier au a se considera ca acte autentice, cari fac credință până la înscrierea în fals, fiindcă curțierul atestă veritatea poliției prin subscrierea sa, având întru aceasta calitatea ca ofițer public. Fiind redactată polița de un curțier, ea are dată certă, căci nu se poate susține că un act autentic n'ar fi având dată certă. De altmintrelea că curțierii, în România au calitatea de ofițeri publici, rezultă din legile respective asupra bursei la care se referă și codul de comerț precum în art. 68 seqq. Astfel, polița de asigurare redactată de un curțier, fiind un act autentic, nu e îndoiială că ea are dată certă pentru că fiecare act autentic în regulă făcut are și dată certă. (Cas. II, 108, Iun. 8/92 B. p. 635).

46. Legea pentru organizarea ministerului afacerilor străine, după ce prin art. 37 și urm. prescrie atribuțiunile agenților și consulilor noștri din străinătate, prin art. 40 dispune că un regulament special va prescrie mai pe larg acele atribuțiuni. Or, regulamentul pentru legațiunile române din străinătate, promulgat la 27 Iunie 1880 făcut în conformitate cu art. 40 din sus arătata lege, prin art. 19 prescrie că toate actele ce ar emană de la legațiunile române din străinătate nu vor fi admise ca valabile de autoritățile din țară de cât numai după ce vor fi vizate de ministerul afacerilor străine. Astfel, nu e valabilă procura făcută în țară străină, vizată numai de legațiunea română din acea localitate, fără a purta și viza ministerului afacerilor străine. (Apel Iași, II, 490, Apr. 21/89, *Dr.* 45/89).

47. Din diferitele dispozițiuni ale legii pentru autentificarea actelor, și mai ales din art. 8, 10 și 16 rezultă că pentru a putea face cineva un act autentic trebuie să poată vorbi, căci judecătorul, pentru a se putea convinge și a se asigura de voința părții, nu are alt mijloc de cât vorbirea, și nici căeri în lege nu i se lasă facultatea de a se înțelege prin semne, ori de a le interpreta ca să inducă din ele voința părții; căci actul autentic face probă până la înscrierea în fals despre ceea ce se cuprinde într'unul numai pentru că toate părțile vorbesc o limbă ai cărei termeni au o semnificațiune fixă și inteligibilă pentru toată lumea.

și cu totul alta este când partea își exprimă gândirea sa prin semne, fie convenționale, fie arbitrare, căci în acest caz e vorba de interpretare care poate să fie eronată și semnele rău înțelese; de aceea este inadmisibil ca unor asemenea constatări să li se acorde forța probantă a unui act autentic. Chiar legea în materie de testamente, prin art. 866, prevede că, în caz când testatorul nu poate vorbi însă știe a scrii, declarațiunile care ar fi trebuit să le facă prin graiu poate să le facă în scris: aceasta pentru a garanta consimțământul părții, a a preveni erorile și a împiedeca confuziunea și răul înțeles. Prin urmare, pentru persoanel care știu serie s'ar putea aplica prin analogie această dispozițiune și la alte acte afară de testament, pentru ca să nu fie împiedecată de a le face în caz de trebuință. Deci dacă judecătorul constată că partea nu era în stare de a vorbi, actul nu poate să fie considerat ca autentic. Simplul răspuns făcut prin cuvântul *da*, pronunțat și acesta nu cu voce clară ci numai inteligibil, nu este suficient ca să se susțină că actul făcut în acest mod este un act autentic atunci când celelalte declarațiuni cerute de lege ca să se facă de parte nu se constată că s'au îndeplinit, și constatățile judecătorului că ar fi răspuns și la alte întrebări, însă prin semne care indicau într'un mod evident voința de a se legaliza actul, aceste constatări nu au caracterul autenticității, pentru ca nicăeri legea nu lasă la arbitru și facultatea judecătorului de a interpreta și a induce prin mimică voința părții care face un act. (Trib. Ilfov, II, 61, Martie 15/89, *Dr.* 59/89).

48. Înainte de legea actuală, pentru autentificarea actelor nu se prevedeau anume forme. Pentru ca un act să fie declarat autentic, era de ajuns ca tribunalul să constate consimțământul părților printr'un proces verbal scris chiar pe act. Prin urmare nu se poate invoca nulitatea unui act autentic pe motiv că acel act nu poartă semnătura judecătorilor și în registrul unde s'a trecut acel act. (Apel Galați II, 183, Nov. 17/87, *Dr.* 15/90).

49. Art. 1171 care dă definițiunea actului autentic, nu indică amănuntul formelor pentru autentificarea actelor autentice în genere. Dacă unele articole din codul și procedura civilă de seamă formalitățile pentru niște acte speciale, cum de exemplu testamentul, etc., nicăeri legea nu ordonă că aceste formalități se cer la toate actele autentice în genere, fie chiar un act de ipotecă. Și dacă o doctrină ulterioară aplicațiunei începătornice a codului civil a întins în practica judiciară aplicarea numitelor articole, speciale

unor acte la mai toate actele autentice neobservarea acestei doctrine la actele vechi nu poate da loc la anularea lor, când condițiunea esențială pentru autentificare este îndeplinită, de vreme ce persoanele contractante s'au prezentat înaintea tribunalului competente spre a-și da consimțământul la actul petractat. Dacă dar, părțile au cerut tribunalului, prin petițiune, legalizarea unui act de ipotecă și tribunalul constată că actul este investit de formele legale pentru autentificare, curtea care anulează un atare act de ipotecă pentru lipsa unor formalități neprevăzute nicăeri, că părțile nu s'au prezentat nici în persoană nici prin procurator a declara consimțământul lor, violează legea. (Cas. I, 430/90, Dec. 19/90, E. p. 1391).

50. Art. 19 din regulamentul pentru legațiunile române din străinătate prevede că actele emanate de legațiuni nu vor fi admise de către autoritățile din țară dacă nu vor fi legalizate de către ministerul de externe. De aci reese că ori ce act, fie că emană de la o legațiune sau consulat român din străinătate, fie că emană de la o autoritate diplomatică sau consulară străină din țară, nu poate fi primit de autoritățile române din țară de nu va fi legalizat de ministerul afacerilor străine. (Cas. I, 355/Sept. 27/91, B. p. 979).

51. Nici în definițiunea dată la art. 1171, nici în vre-un alt text de lege nu se indică judecătorilor termeni sacramentali pentru constatarea acestor formalități; e suficient dar ca atât prezentarea părților în persoană cât și luarea consimțământului lor relativ la actul ce prezintă să rezulte neîndolnic din fapte și împrejurări combinate cu expresiunile consemnate în procesul-verbal al tribunalului. (Apel Galați, II, 69, Mai 18/91, Dreptul 50/91).

52. Pe cât timp legiuitorul nu cere formule sacramentale prin care părțile să-și manifeste voința lor la autentificarea actelor, apoi chestiunea de a se ști dacă ele și-au manifestat într'un mod inteligibil voința lor devine o chestiune de fapt ce scapă de sub controlul curtei de casație, astfel că aprecierile instanțelor de fond, în această privință nu pot fi criticate sub cuvânt de exces de putere. (Cas. I, 119/Mart. 27/92, B. p. 246).

53. Atât din spiritul cât și din textele legii relativă la autentificări reese în mod vădit că ceea ce dă caracterul autenticității unui act e procesul verbal dresat de un magistrat în josul actului în care el face constatățile cerute, iar nu simpla rezoluțiune pusă de același magistrat pe petițiunea cu care se depune actul. (Apel Buc. I, 180, Dec. 11/91, *Dr.* 8/92).

54. Din momentul ce în procesul-verbal de autentificare se afirmă că partea a pronunțat afirmațiunea „da” în mod inteligibil, la toate chestiunile prescise de lege pentru autentificare și puse de judecător, această afirmațiune numai printr’o înscriere în fals se poate dărîmă (Apel Buc. I, 180, Dec. 11/91, Dr. 8/92).

55. Autenticitatea consistă în constatarea voinței părților contractante făcută *propriis sensibus* de judecătorii competenți. — Astfel fiind, dacă instanța de fond constată că actul nu a primit autenticitatea legală, întru cât simpla lui depunere la tribunal, fără să li se fi constatat voința părților, nu a putut conferi celui act autenticitatea, neî fiind îndeplinite solemnitățile cerute de art. 1171, pe cât timp dar instanța de fond constată că a fost vorba numai de un proiect de contract, cu drept cuvânt a considerat actul ca neexistent. (Cas. I, 248/Sept. 6/93, B. p.).

56. Conform art. 5 din legea de autentificare, numai tribunalul e competent de a autentifică actele de strămutarea proprietății imobiliare. Prin urmare actul de vânzare a unui imobil, legalizat de o primărie rurală, autoritate incompetentă în mod absolut de a instrumenta în această materie, n’ar putea valoră de cât ca act sub semnătură privată dacă ar fi subscris de ambele părți; dacă însă vânzătorul, ne știind carte, a iscălit prin punere de deget, aceasta nu echivalează cu o semnătură și deci actul în ce privește pe această parte nu are efect nici ca act sub semnătură privată. (Trib. Dorohoi, Mart. 11/93, Dr. 26/93).

57. După art. 1772 și 1781, atât actul de împrumut cât și procurile în virtutea cărora se cere președintelui tribunalului înscripțiunea ipotecară, trebuie să fie autentice; iar art. 1171 definește actul autentic acela care s’a făcut cu solemnitățile cerute de lege de un funcționar public care are drept de a funcționa în locul unde actul s’a făcut. Or, contractul de ipotecă fiind din acelea pentru care, din cauza caracterului de solemnitate care îi dă legea, autenticitatea este substanțială, nu putea fi autentificat alt-fel, chiar înaintea legii din 1886, de cât constatându-se într’un mod neîndoios că aceia cari subserie actul cunosc pe deplin conținutul lui și că ele este format cu liberul lor consimțământ. Și, după art. 860 și urm., singurele texte din codul civil relative la modul cum se operează autentificarea, ea se atribuie numai tribunalelor, astfel că din ambele puncte de vedere, și din cauza necesității de a se constata liberul consimțământ al contractanților și din analogia ce o impune dispozițiunea înscrisă de legiuitor în art. 860 și urm., autentifica-

rea ipotecilor convenționale nu se poate operă de cât de tribunale. Dacă o veche practică, bazată pe obiceiul pământului putea autoriză funcționarii administrativi sau polițienști de a legaliză unele acte, ea nu a avut puterea de a schimbă caracterul autenticității, căci constatarea identității semnăturii nu a putut echivală nici când cu constatarea liberului consimțământ, care este de esența autenticității; și chiar după legiuirile vechi, atât în codul Caragea cât și în codul Calimach legalizarea nu eră suficientă, ci se cerea încă concursul a doi sau trei martori pentru confecționarea tocmelor, când părțile nu știau carte. Astfel dacă actul de ipotecă și procurile în puterea cărora s’a cerut tribunalului luarea înscripțiunei ipotecare au fost legalizate de poliție în ceea ce privește identitatea semnăturilor din acele acte, întru cât astfel nu s’a constatat că părțile aveau cunoștință de cele cuprinse în acte și că le-au semnat cu liberul lor consimțământ și n’au fost făcute în conformitate cu prescripțiunile impuse de legiuitor prin art. 1781, acel act de ipotecă neavând nici o valoare legală, trebuie a fi declarat nul. (Apel Iași, II, Febr. 1/94, Dr. 50/94).

58. După art. 8 L. aut. act. părțile sunt ținute a se prezenta în pretoriul tribunalului pentru îndeplinirea formalităților prescise de lege și numai prin excepție, în caz de boală pe temeiul art. 19 din suscitata lege judecătorul se poate transportă în acest scop la domiciliul părții împiedecate de a veni la tribunal.

Atât din spiritul cât și din textul art. 19 din legea de la 1 Sept. 1886, rezultă că în asemenea caz, instrumentarea despre care vorbește acest text nu se referă de cât la persoana bolnavă, urmând ca celelalte părți să se înfățișeze personal la tribunal; de unde și consecința că actul autentificat aiurea de cât în pretoriul tribunalului este nul ca atare în privința părților cari nu erau bolnave, el nefiind valid de cât în privința acelor bolnave, singurele pentru cari judecătorul legalmente delegat, putea să instrumenteze la domiciliul lor. Această nulitate rezultă din art. 33 § ultim din legea pentru autentificarea actelor din 1886. (C. Apel Iași s. II, 10 Iulie 1901. Dreptul 10/902).

59. Înainte de promulgarea actualei legi pentru autentificarea actelor, după art. 1171 din codul civil, singurele autorități în drept de a da unui act caracterul de autentic nu erau de cât tribunalele. Astfel, un act de vânzare semnat prin punere de deget și legalizat de primarul unei comune nu are nici o putere legală. (Cas. I, 88/901, B. p. 231).

60. Testamentul autenticat de un judecător român, pe bordul unui vas străin ancorat într'un port românesc, e valabil, deși judecătorul a lucrat fără asistența consulului străin respectiv, la facerea unui act de notariat nefiind cerută intervenția consulului. (Apel Galați, II, Dr. 83/902).

61. Înainte de legea pentru autentificarea actelor din 1886, prin nici un text de lege nu se indică judecătorilor termeni sacramentali, pentru constatarea formalităților necesare la autentificare, fiind suficient ca, atât prezentarea părților în persoană, cât și luarea consimțământului, să rezulte neîndoios din fapte și împrejurări combinate cu expresiile consemnate în procesul verbal al trib. (Cas. I, 34/902, B. p. 40).

62. Pentru ca un act autentic să poată exista, formalitățile cerute de legea autentificării actelor trebuiesc îndeplinite la ambele exemplare, atât la cel ce se ia de parte cât și la cele ce rămâne la tribunal, legea considerând ambele aceste exemplare ca originale (art. 8, 10, 11 L. aut. act.), astfel că lipsa semnăturii uneia din părțile părtașe la actul de donațiune, în exemplarul rămas la tribunal atrage nulitatea autentificării și deci și nulitatea donațiunii. (Trib. Romani, 2925 din 14 Iunie 1902. Dreptul 5/909; În acelaș sens: Cas. I, 235/909. Jurisprudența 24/909).

63. Săvârșește un exces de putere instanța de apel, care înlătură prin prezumpția constatarea formalităților îndeplinite de prima instanță în hotărîrea sa, de oarece o hotărîre judecătorească, ca orice act autentic, face deplină credință, până la înscrierea în fals, despre toate formalitățile ce judecătorul constată că a îndeplinit în exercițiul funcției sale. (Cas. I, 120, 1903, B. p. 308).

64. Legalizarea dată de primării comunelor rurale unui act de împrumut, înainte de punerea în aplicare a legii de autentificarea actelor, are puterea de a constată atât data certă a actului, cât și identitatea și validitatea semnăturii, așa că un atare act, chiar semnat prin punere de deget, are toată forța probantă ca act sub semnătură privată și face deplină dovadă în contra celui ce l-a semnat. (Trib. Muscel C. Jud. 71/905).

65. Cu privire la validitatea actelor iscălite cu punere de deget și legalizate de autoritățile administrative, nu e nici o incompatibilitate, nici o contradicție, între coprișul vechilor legiuiri și coprișul actualului cod civil decretat la 11 Dec. 1865. Prin urmare, o procură fie că ar fi semnată cu propriile iscălituri ale părților contractante, fie că ar fi semnată prin punere de deget,

dar legalizată în privința semnăturilor de funcționari administrativi competenți, face deplină probă în justiție ca act sub semnătură privată, iar o atare procură este suficientă pentru facerea unui act neselemn, cum este vânzarea. (Apel Craiova, I, C. Jud. 26/907).

66. Persoana care servește drept scriitor al unui act, fiind o persoană distinctă de părțile din act și de funcționarii cari instrumentează, de aci rezultă că nici unul din funcționarii cari instrumentează, precum: Judecător, Primar, Grefier sau Notar, nu pot servi ca scriitori ai unui act și nu pot semnă pe părțile care nu știu carte, la autentificarea cărora dânsii iau parte ca funcționari publici competenți. (Trib. Bacău C. Jud. 25/907).

67. Un act, care dă în posesia unei persoane un pământ pe termen de 99 de ani, mai lung decât viața normală a unui om, și îi concediază în acelaș timp toate drepturile lui de proprietar, constituie o adevărată vânzare și asemenea act iscălit prin punere de deget, chiar autenticat de Primărie, nu poate avea nici o valoare juridică, de oarece judecătoriile comunale nu sunt competente a autentifica asemenea acte. Căci, chiar dacă un asemenea act ar fi considerat ca un contract de arendă, totuși nu poate fi opozabil, când se constată că autentificarea lui de către Primărie conține vicii de formă. (Trib. Bacău, C. Jud. 25/907).

68. După art. 1171 codul civil, actul autentic este acela care s'a făcut cu solemnitățile cerute de lege de către un funcționar public, care ar avea dreptul de a funcționa în locul unde actul s'a făcut, iar după art. 18 din legea organizării judecătorești din 1865, numai tribunalele de prima instanță aveau căderea de a da autentificarea unui act de înstrăinare.

Prin urmare, un act de vânzare semnat prin punere de deget și legalizat de primărie, neavând nici o putere probantă și neputând fi considerat nici ca act sub semnătură privată, nu poate fi considerat ca un act valabil și opozabil părților. (Cas. I, 17 Sept. 1908, B. p. 1383).

69. Un act de vânzare semnat de vânzător prin punere de deget și legalizat de Primărie, nu poate fi considerat nici ca act autentic, nici ca act sub semnătură privată. (Cas. I, 342 din 29 Sept. 1909, B. p. 943, Jurisprudența 32/909).

70. Înainte de noua lege a autentificării actelor, un act autentic, trecut în registrul de autentificare; al Tribunalului, are a fi considerat ca un act autentic original.

Prin urmare, o copie scoasă de pe un act din registrul Tribunalului, cu încuviințarea Tribunalului și față cu

părțile interesate, trebuie să fie crezută, și partea nu mai este în drept nici să pretindă înfățișarea originalului, (Cas. I, 29 Sept. 1909, B. p. 953).

71. O procură semnată prin punere de deget și legalizată de Primărie nu face proba faptului juridic relatat printr'insul, de oarece actul nu este nici autentic din cauza incapacității primarului de a da autenticitatea actului sub actualul cod civil înainte de legea autentificării, nu este nici sub semnătură privată din cauză că este semnat cu punere de deget.

Prin urmare săvârșește un exces de putere instanța de fond și violează dispozițiunile art. 1171 și 1176 din codul civil, când hotărăște că o asemenea procură este valabilă, (Cas. I, 6 Aprilie 1910 B. p. 592).

72. Pentru ca un act autentic să fie valabil ca atare este suficient ca magistratul competent să fi luat consimțământul părților și să fi dispus autentificarea actului; că din acest moment actul dintre părți are a fi considerat ca act autentic, de oarece voința părților asupra celor conținute în act, a fost exprimată înaintea magistratului competent și acest magistrat a luat act de acele declarații.

Imprejurarea că judecătorul dintr'un motiv sau altul nu a semnat procesul verbal de autentificare, nu ridică actului caracterul său de autentic, și nu poate avea vre-o înrăurire asupra afectelor sale.

Prin urmare un act de vânzare, care dobândise autentificarea în condițiile sus arătate are caracterul unui act autentic, așa că falsul săvârșit în el întrunește elementele delictului de fals consumat, iar nu un delict neisbutit. (Cas. II, 1760 din 25 Mai 1910, Jurisprudența 33/1910).

73. Atunci când unul din exemplarele actului autentic întrunește toate condițiunile de validitate, în asemenea caz actul nu poate fi declarat nul pentru că celuilalt exemplar sau procesului-verbal rămas la dosar îi lipsește vre-una din condițiunile de formă cerute de lege, cum ar fi lipsa semnăturii judecătorului în procesul-verbal rămas la dosar. (Cas. S. U. 4 din 3 Febr. 1911, Jurisprudența 7/911).

74. Constatarea judecătorului care a instrumentat în procesul-verbal de autentificare că scriitorul actului s'a prezentat și a declarat că a scris și redactat actul, face deplină credință până la înscrierea în fals. Prin urmare o asemenea constatare nu poate fi combătută prin declarația făcută în instanță de către acel ce a semnat în act ca scriitor și redactor al actului că actul nu a fost scris și redactat de dânsul. (Cas. I, 169 din 7 Mart. 1911, Jurisprudența 13/911).

75. Dacă partea recunoaște înaintea instanței de fond ca s'a prezentat înaintea judecătorului care a autentificat actul, în acest caz dânsa nu mai poate cere anularea actului pe motiv că identitatea sa nu a fost constatată de judecător în conformitate cu legea autentificării actelor. (Cas. I, 132 din 21 Febr. 1911, Jurisprudența 13/911).

76. Neconstatarea declarației scriitorului actului în procesul-verbal de autentificare că el a scris și redactat actul, nu atrage nulitatea aceluia act atunci când în act se arată că a fost scris și redactat de acel scriitor, iar procesul verbal de autentificare constată declarația părților în acest sens și prezența scriitorului înaintea judecătorului, (Cas. I, 132 din 21 Febr. 1911, Jurisprudența 13/911).

77. Dacă semnătura grefierului din procesul-verbal de autentificare este poligrafiată, nu e motiv de nulitate dacă exemplarul prim e contrasemnat de grefier. (Trib. Dorohoi 7836 din 29 Nov. 1911, Curier Jud. 18/913).

78. Din combinarea art. 9 și 16 din legea pentru autentificarea actelor rezultă că părțile pot să-și redacteze singure actul ce are a se legaliza sau autentifica iar în privința autentificării actelor celor ce nu știu carte și cari sunt subscrise prin punere de deget sau sigiliu (pecete), pe lângă celelalte formalități ale legii, se mai cere ca actul să fie subscris și de acela care a servit ca scriitor.

Când însă este vorba de o procură care este dată de o persoană știutoare de carte, care însuși a redactat-o și a subscris-o, nu este necesară subscrierea ei și de către cel ce a scris-o, întrucât legea autentificării actelor nu cere nicăeri ca atunci când partea care știe carte și a redactat singură actul să semneze și scriitorul actului. (Cas. III, 322 din 20 Sept. 1911, Curier Jud. 16/912).

79. Autenticitatea unui act consistând în constatarea voinței părților contractante, de către judecătorii competenți, prin propriile lor semnături, de aci rezultă că un act dotal este învestit cu caracterul autenticității atunci când Tribunalul competente, după ce a constatat îndeplinirea dispozițiilor art. 709 și 710 din procedura civilă, relativ la semnarea actului de către părțile în drept și la prezentarea lor înaintea sa, a procedat la luarea consimțământului părților, și a înțeles legalizarea actului dotal.

Prin urmare, dacă procesul-verbal, care constată îndeplinirea acestor formalități, nu este reproduș în josul foaiei dotale, ci este încheiat separat, aceasta nu poate să ridice actului caracterul autenticității. (Cas. I, 170 din

7 Martie 1911, B. p. 301, Jurisprudența 13/911).

30. Modul cum au fost apreciate de președintele tribunalului certificatele medicale, pentru a da delegațiune supleantului ca să ia consimțământul părților la domiciliu și faptul că unul din bolnavi ar fi domiciliat în alt județ de cât unde s'a instrumentat, nu poate avea nici o influență asupra validității actului, de oare ce legea de autentificare a actelor nu creează o nulitate din această împrejurare. (Cas. II, 226/912, Curier Jud. 61/913).

31. Dispozițiile art. 8 și 19 din Legea aut. act. relativ la autentificarea actului la domiciliu părții în caz de boală, nu sunt prescise sub pedeapsă de nulitate, dacă judecătorul delegat constatând identitatea persoanei îi ia consimțământul în alt loc cum ar fi la Primărie iar nu acasă. (Cas. II, 226/912, Curier Jud. 61/913).

32. Deși actul autentificat nu poartă semnătura scriitorului sau cum prevede art. 19 din legea aut. act., această împrejurare însă nu poate să atragă nulitatea actului, întrucât dispoziția art. 16 nu e prescrisă sub pedeapsă de nulitate, mai ales când se constată din procesul-verbal de autentificare că scriitorul s'a prezentat înaintea judeului delegat a autentifica actul și a declarat că el a scris actul după cererea părților. (Cas. II, 226/912, Curier Jud. 61/913).

33. După articolul 16 combinat cu 18 din legea autentificării actelor, atunci când părțile nu știu carte, funcționarul care autentifică, trebuie să constate, sub pedeapsă de nulitate, declarațiunea părților, cum și aceea a scriitorului că a scris actul după cererea părților.

Astfel, dacă procesul-verbal nu constată îndeplinirea acestei din urmă formalități, actul este nul. (Cas. s. I, decizia No. 126 din 10 Februarie 1912, Curier Jud. 21/912).

34. Potrivit art. 16 din legea pentru autentificarea actelor din Septembrie 1886, atunci când părțile nu știu carte, judecătorul care instrumentează trebuie să constate prezența celui ce a scris actul înaintea sa, cum și declarațiunea acestuia, că a scris actul după cererea părților, iar, după art. 17 aceiași lege, când scriitorul face o declarațiune falsă, se pedepsește ca martor mincinos conform art. 288 c. penal. (Cas. I, 175 din 22 Febr. 1912, Curier Jud. 24/912).

35. Părțile cari vor să investească cu formă autentică un act care nu este solemn, pot să se prezinte înaintea funcționarului public competent, prin mandatar cari n'au procură autentică, mandatul nefiind un contract solemn

și putând prin urmare, fi constatat și printr'un act sub semnătură privată.

Astfel, atunci când e vorba de un act de vânzare, adică de un contract consensual, tribunalul în mod greșit cere, pentru autentificarea actului, ca procuratorul vânzătorilor să aibă o procură autentică. (Cas. I, 240 din 19 Martie 1913, B. p. 658, Curier Jud. 41, 1913 și 53/913).

36. Art. 11 din legea autentificării actelor prevede ca la judecătoriile comunale autentificarea se face de Primar asistat de Notar; prin urmare dacă în diferitele legi comunale se prevede că Primarul poate să delege parte din atribuțiile sale ajutorului său, aceasta este numai întrucât privește partea administrativă a comunei iar nu și în ce privește atribuțiile date lui prin legi speciale cum e aceea de a da autenticitate legală actelor. (Cas. I 534 din 1 Oct. 913, Curier Jud. 76/913, și 36/914).

37. Atunci când Primarul comunei nu știe carte, autentificarea actelor date în competența sa prin legea autentificării actelor, nu se mai face de Primărie ci părțile trebuie să se adreseze judecătorului de ocol respectiv. (Cas. I, 534 din 1 Oct. 913, Curier Jud. 76/913, și 36/914).

38. Conform art. 18 Legea autentificării actelor, este nul un act autentic, atunci când procesul-verbal de autentificare nu constată identitatea părților. (Cas. I, 534 din 1 Oct. 1913, Curier Jud. 76/913, și 36/914).

39. După art. 7 l. aut. act., polițaii și comisarii orașelor, pot legaliza semnătura oricărei persoane cu singura obligație de a constata identitatea persoanei.

Că afară de aceste formalități, nicăeri nu se cere ca persoana a cărei semnătură se legalizează să fie domiciliată în chiar comuna unde funcționarul își exercită atribuțiile sale. (Cas. I, 595 din 21 Oct. 1913, Curier Jud. 79/913).

30. Funcționarul însărcinat de legiuitor cu autentificarea actelor, fiind un judecător care are și misiunea și datoria de a respecta și aplica legile, este evident că rolul său nu poate fi mărginit la acela de simplu birou de înregistrare, care nu ar avea altceva de făcut de cât să ia act de declarațiile părților, să constate consimțământul lor, după care să autentifice actele; că din contra judecătorul care nu ar refuza autentificarea actelor prin cari s'ar înfrânge imediat legile generale relative la materia care face obiectul contractului, mai ales când dispoziția este de ordine publică, ar abdică de la principala sa misiune și ar uita cu desăvârșire îndatoririle de a respecta și aplica legile.

Prin urmare judecătorul chemat să

autentifice un act de vânzare al unui teren rural este în drept să refuze autentificarea când acea vânzare se face în contra dispozițiilor legii rurale, între care este și aceea ca cumpărătorul să fie locuitor sătean. (Cas. I, 85 din 10 Febr. 1914. Curier Jud. 26/914 și 48, 1914).

91. a) Singura autoritate competente de a da autenticitate legală actelor înainte de legea autentificării din 1886, era tribunalul, care pentru a putea funcționa, trebuia constituit din doi judecători, iar în special pentru actele dotale făcute înainte de 1886 această competență a tribunalului mai rezultă și din dispozițiile art. 1228 c. c., și 710 pr. civ., dela 1865, cari prevăd formal că părțile se vor prezenta înaintea tribunalului iar nu a președintelui;

b) Dacă contractul dotal este un act solemn pentru cari legea cere ca consimțământul părților cari iau parte la formarea lui să fie dat în formă autentică, urmează că și procurile date pentru a fi reprezentat cineva la un asemenea act trebuie să fie date în forma autentică.

Prin urmare un contract dotal la care înzestrata a fost reprezentată de un procurator prin procura sub semnătura privată legalizată de un primar, iar procesul-verbal de luarea consimțământului părților din acest act dotal este format și semnat numai de președinte, iar nu de tribunal, asemenea act dotal este lipsit de autenticitatea legală. (Cas. s. I, decizia 92, 1914; Curier Jud. 45/914, p. 204. Jurispr. Rom. 1914, p. 146, Curier Jud. 24/914).

92. Pentru valabilitatea revocării unui testament, legiuitorul a voit să ceară prin cuvintele „act legalizat“ din art. 920 c. civ., un act autentic, iar nu numai un simplu act legalizat. (Cas. Secțiuni-Unite. No. 2. 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 162).

93. Când se autentifică un act într-o comună rurală, constatarca identității părții numai prin grefierul care a redactat actul nu este suficientă pentru solemnitatea autentificării actului, de oarece și în acest caz trebuiesc îndeplinite formele cerute de legea autentificării actelor care, prin art. 13, cere prezența a doi martori pentru constatarea identității. (Cas. s. I, 690/915; Curier Jud. 14/1916).

94. Din alăturarea art. 9 și 16 din legea autentificării actelor, rezultă că legiuitorul nu a înțeles să împiedice pe o parte, ce știe carte, ca să-și scrie și să-și redacteze singură actul atunci când una din celelalte părți contractante nu știe carte și, în acest caz, are a subscrie actul și în această calitate. Un scriitor al actului în afară de părți, nu poate fi cerut în mod im-

perios decât atunci când, toate părțile nu știu carte, și numai la acest caz s'a referit, desigur, legiuitorul când a cerut prezentarea lui pe lângă părți în fața judecătorului, iar nicidecum că printr-o asemenea dispozițiune a înțeles să revină asupra celor ce prevăzuse în articolul 9 din aceeași lege.

Prin urmare, Curtea de apel n'a interpretat rău și n'a violat articolele 16 și 18 din legea autentificării actelor, când a decis că actul de vânzare este valabil ca act autentic, atunci când unul din vânzători nu știe carte și actul a fost scris și redactat de procuratorul cumpărătorului, care a scris actul și în această calitate ceia se constată și din procesul verbal de autentificare. (Cas. I, 53/916; Curier Jud. 28/1016).

95. Ceeace legea cere să se constate, sub pedeapsa de nulitate, cu ocazia autentificării unui act, când părțile nu știu carte, nu e declarația părților că semnează prin punere de deget ci arătarea împrejurărilor sau cauzelor cari le fac să semneze în acest mod, adică neputința sau neștiința lor de a subscrie prin proprie semnătură. O asemenea declarație trebuie constatată formal. (Cas. I, 41 din 26 Nov. 918. Pand. Rom. 1922, I, 119).

96. a) În materia de autentificarea actelor, dovada identității se face prin probele limitativ arătate de legiuitor prin art. 13 L. aut. act.

b) Declarația de identitate făcută de un martur prevăzută de art. 13 al. 6 l. aut. act. poate fi înlocuită prin declarația de identitate făcută de avocatul redactor al actului, potrivit art. 20 l. org. Corp. avocați.

c) Lipsa din procesul verbal de autentificare a declarației avocatului că a fost redactorul actului, atrage nulitatea Procesului-verbal de autentificare în conformitate cu art. 18 L. aut. act. (C. Apel Iași s. II, din 5 Iunie 1919, Justiția, (Iași) 10/919).

97. Un apărător poate redacta un testament care se autentifică de tribunal, stabilind și identitatea testatorului. (Cas. I, 300 din 30 Iunie 1920, Jur. Rom. 4/921).

98. Judecătorul delegat a merge la domiciliul unei persoane, spre a autentifica un act, nu are competența de a constata starea mintală în care se află acea persoană; de unde rezultă că de câte ori judecătorul a constatat că partea se găsea în deplinătatea facultăților sale intelectuale, această constatare poate fi combătută de ce: în drept prin dovada contrară. (C. Apel Iași s. I, 7 și 9 Iunie 1920. Dreptul 47/920, Justiția (Iași) 3—4/920; Pand. Rom. 1922, III, 24).

99. Art. 11 Legea aut. act. cere afară de procesul-verbal de autentificare și

minuta sau conceptul care implică ideea unei rezoluții imediate și sumare în ce privește primirea sau respingerea actului și indirect stabilirea dovezii ce s'au îndeplinit formalitățile de autentificare; o rezoluție semnată de judecătorul care a instrumentat și de grefier cuprinzând: luarea consimțământului, stabilirea identității și anularea timbrelor legale, cuprinde toate elementele esențiale ale unei constatări sumare cerute de legea aut. act.; în afară de acestea această lege prin art. 18, nu sancționează cu nulitatea decât neîndeplinirea în sine a formelor iar nu numărul proceselor-verbale ce trebuiesc să facă ulterior dovada realității lor și deci e suficient ca unul din procese verbale să conțină toate formele cerute de lege. (Trib. Dorohoi, 128, 2 Iunie 1921, Curier Jud. 25/1922).

100. Prin faptul că o persoană semnează în testament cu adevăratul său nume: „Mihalescu” iar în cuprinsul testamentului și în procesul verbal de autentificare e trecut numele: „Mihălescu”, acest fapt constituie o simplă eroare materială, fără nici o consecință pentru validitatea acului, mai ales dacă se ține seamă că persoana ce a testat a fost personal cunoscută magistratului care a instrumentat și nu poate fi nici un dubiu asupra ei. (Trib. Dorohoi 128 din 2 Iunie 1921, Curier Jud. 25/922).

101. Nu se cere ca procesul verbal de autentificare să fie scris cu mâna ci se poate face și cu o stampilă completându-se apoi mențiunile necesare cu cuvintele scrise de mână. (Trib. Dorohoi 128 din 2 Iunie 1921, Curier Jud. 25/1922).

102. Potrivit art. 26 din L. aut. act., în procesul verbal de legalizarea semnăturilor persoanelor cari nu știu carte, trebuie să se constate ca și pentru autentificarea actelor unor asemenea persoane prezentarea părților și a scriitorului, de utilitatea lor, citirea actului în auzul părților precum și declarația lor că nu știu carte și că actul este făcut din consimțământul lor și voesc să se legalizeze. (Cas. I. 1223 din 17 Noembr. 1922, Jur. Gen. 924 No. 152).

103. După art. 16 L. aut. act., când părțile nu știu carte, actele trebuiesc să fie subscrise de acela care a servit de scriitor, iar după art. 18 L. avocaților din 1907, se arată actele cari trebuiesc să fie redactate de un avocat, când părțile nu știu scrie și citi. Din combinarea acestor dispoziții rezultă că în acest caz, trebuie să se prezinte la certificare și redactorul actului.

Din procesul verbal de autentificare constatându-se că redactorul actului a fost prezent, cerințele legii au fost satisfăcute de oarece trebuie ca avocatul

să redacteze actul iar nu să-l scrie personal. (C. Apel Constanța 89 din 3 Nov. 1922, Curier Jud. 24/923, Pand. Rom. 1923, III, 87).

104. Dacă prin art. 45 din legea Jud. de ocoale din 1907, s'a dat în competența acestor instante autentificarea actelor de notariat ale locuitorilor din circumscripția respectivă, din nici un text de lege nu rezultă intențiunea legiuitorului de a modifica formele impuse de legea autentificării actelor, printre cari este și condițiunea cerută de art. 18 pentru stabilirea identității scriitorului actului. Această modificare nu a avut loc nici prin dreptul acordat prin acea lege grefierilor Jud. de ocoale, de a redacta aceste acte. Prin urmare în cazul când actul a fost redactat de grefierul judecătoriei, judecătorul care îl autentifică nu este dispensat de a constata identitatea redactorului prin procesul verbal de autentificare.

Stabilirea acestei identități fiind o formă solemnă, a cărei nerespectare atrage nulitatea actului, nu poate fi suprimatea nici înlocuită prin alt mijloc de probă, cum este în speță certificatul depus în cursul procesului și doveditor că scriitorul actului eră grefierul judecătoriei. (Cas. I. dec. 137 din 19 Februarie, 1923, Jur. Rom. 11/923; Judecătoria ocol Brastăvatu-Romanați 155 din 14 Iulie 1923, Jur. Gen. 1923 No. 1273).

105. Procesul-verbal de autentificare conține constatarea magistratului, care instrumentează, despre prezentarea părților, a martorilor, a scriitorului — redactor, a identității părților, a citirii actului în auzul lor, a luării consimțământului și a subscrierii duplicatului de act în fața sa, — toate acestea sub pedeapsă de nulitate, deosebit de sancțiunea prescrisă de art. 21 din legea pentru autentificarea actelor verirea despre cele de mai sus fiind o lucrare dată în competența magistratului instrumentator, iar nu a completului Tribunalului de notariat, acesta nu are calitatea nici de a constata din nou aceea-ce a constatat și afirmat magistratul care a dat autentificarea actului, fiindcă ar fi o lucrare inutilă, nici de a procede la alte constatări, ceace ar însemna ca Tribunalul să suprime sau să adauge la procesul-verbal, și în acest chip să rezolve niște chestiuni ce nu pot fi deduse decât pe calea unei acțiuni principale în anularea actului, potrivit art. 18 din zisa lege.

Prin urmare, în speță este inadmisibilă cererea făcută pe temeiul art. 292 pr. civ., de către cumpărătorul imobilului, de a se rectifica procesul-verbal de autentificare, în sensul de a se constata că înaintea magistratului care a

primit și a autentificat actul s'a prezentat și a subscris actul, alături de cumpărător, nu mai soțul vânzătoarei, ca procurator al ei cu procura care este depusă la dosarul autentificării, iar nu vânzătoarea în persoană, asistată de soțul său, cun din eroare s'a trecut în procesul-verbal, — art. 292 pr. civ. este referitor numai la greșeli materiale în hotărâri judecătorești și nu poate fi extins și asupra erorilor ce s'ar putea strecura în procesele-verbale de autentificare, neexistând din acest punct de vedere analogie între actul autentic și hotărârea judecătorească. (Trib. Ilfov s. not. jurn. 3297 din 25 Mai 1923, Jur. Gen. 1923, No. 1000; Cas. I, 1277 din 14 Dec. 1924, Jur. Gen. 1924 No. 901).

106. Recurs bazat pentru violarea legii publicată în Mon. Of. No. 89 dela 26 Iulie 1921.

Deși legea invocată a apărut în acel Monitor oficial numai cu simplul titlu de lege posterior datei când hotărârea tribunalului a rămas definitivă însă în M. Of. No. 97 din 4 August 1921 Ministerul de Justiție a publicat o rectificare, arătând că, din eroare s'a omis a se arăta la titlul „legea” și cuvintele „interpretativă” a art. 16 și 18 din legea autentificării actelor.

Acest caracter interpretativ al ei rezultă nu numai din titlul și conținutul ei, dar și din desbaterile ce au avut loc în sesiunea dela 18 Iunie, 1921 în Camera deputaților, precum și din raportul proiectului de lege și în care se arată că, ea a fost propusă spre a înlătura inconvenientul rezultând din scăpările din vedere ce au avut loc cu ocazia autentificării actelor și din consecințele trase de jurisprudență din aceste.

Deși în principiu înaintea Curții de casație nu se poate pune în discuție pentru prima oară o lege care nu exista la data când hotărârea atacată a rămas definitivă, pentru că, legalitatea hotărârii are a fi judecată în raport cu starea legislației din momentul când hotărârea judecătorească a fost pronunțată, totuși această regulă nu-și are aplicațiune când e vorba de o lege interpretativă, de oarece în acest caz, ceea ce face obiectul discuției nu este o lege nouă, nici modificarea legii vechi, ci tot legea veche, cu avantajile unei interpretări autentice din partea legiuitorului, care i-a fixat sensul și înțelesul.

Așa fiind, în speță textul art. 16 din legea aut. actelor, care cere constatarea în procesul-verbal de autentificare a declarațiunii părții, care a semnat prin punere de deget, că nu știe carte trebuie să i se atribuie înțelesul că, din moment ce magistratul care a instrumentat constată că numita parte a

semnat prin punere de deget, el face și constatarea că acea parte nu știe carte. (Cas. I, dec. 680 din 18 Aprilie, 1924, Jur. Rom. 15/924, Curier Jud. 35/1924).

107. a) Când din cuprinsul actului autentic, privind pe o persoană care nu știe carte și subscris prin punere de deget, se constată că avocatul, care a redactat actul și l-a subscris personal, a compărut împreună cu părțile înaintea instanței de autentificare și a declarat în fața acesteia că dânsul este scriitorul actului, pe care l'a redactat și scris conform cererei părților și că l'a subscris propriu, în acest caz cerințele legii de autentificare prevăzute în art. 16 și 18 sunt întocmai îndeplinite, iar împrejurarea de fapt că creierea efectivă a conținutului actului, este în parte tipărită iar în parte scrisă de altă mână de cât aceea proprie a avocatului redactor, nu poate avea nici o influență determinantă pentru schimbarea soluțiunii de mai sus, față cu însăși redacțiunea textului din art. 16 sus citat, care nu pretinde scriitorului prezent la autentificare să declare: dacă a efectuat cu propria sa mână scrierea, ci numai, dacă el a redactat actul, după cererea părților, ceea ce, în caz afirmativ, este desigur suficient.

b) Legea avocaților din 12 Martie 1907, înlătură orice discuțiune asupra acestei chestiuni, cu privire la actele efectuate în timpul aplicațiunii ei, stabilind prin art. său 18 că avocatul său apărătorul care redactează actul, va fi și scriitorul lui conform art. 16 din legea autentificării actelor. (Trib. Prahova, Comisia de consolidare 21/1924. Al. Găntoiu, Lucrări judecătorești No. 4, 1924, p. 58 urm).

108. Actul autentic este acela ce s'a făcut cu solemnitățile cerute de lege, zice art. 1171 c. civ. și are deplină credință în privirea oricărei persoane despre dispozițiunile și convențiunile ce constată. Intre alte condițiuni cerute de legea autentificării actelor din 1 Septembrie 1886, modificate în 1887 și 1904, sub pedeapsa nulității sunt: judecătorul trebuie să constate identitatea părților, a martorilor și scriitorului actului, a prezentării lor înaintea magistratului care a dat autentificarea, a cetirei actului în auzul tuturor și a declarației părților că actul este făcut cu consimțământul lor și subscris de dânsii, când știu carte sau că nu știu a subscris (art. 18 L. aut. act.).

Dacă legiuitorul a impus anumite reguli de îndeplinit, în caz de autentificarea actelor, sub sancțiunea nulității, aceștia a făcut-o pentru a garanța voința părților, expresia fidelă a convențiunilor și dacă prin urmare,

lipsește una din aceste condițiuni, solemnitatea actului se pierde și deci convențiunea părților dispăre, afară numai dacă ea nu îndeplinește condițiile cerute de art. 1172 c. civ. (Trib. Gorj, s. II, 198 din 12 April 1924. Jur. Gen. 1925 No. 126).

109. Prin art. 16 din legea autentificării actelor se prevede că pentru persoanele analfabete actul trebuie să fie subseris și de scriitorul actului, care e ținut să compară cu părțile înaintea magistratului care autentifică, iar procesul-verbal de autentificare trebuie să cuprindă și declarațiunea scriitorului că ele a redactat actul după cererea părților.

Din însăși termenii acestui text de lege rezultă cu suficientă că legiuitorul vorbind de scriitorul actului înțelege că scriitorul, este și redactorul actului și că ceace interesează și cere expres legiuitorul, este declarațiunea redactorului că el a redac-

tat actul, iar nu că dânsul l'a scris materialmente și deci numai redactorul actului este ținut să compară cu părțile. In specie, Curtea de apel constatănd că din procesul-verbal al autentificării actului în discuțiune, rezultă că redactorul actului s'a prezentat împreună cu părțile înaintea magistratului care a autentificat actul de vânzare și a declarat că el a redactat actul, cu drept cuvânt Curtea de apel afirmă că cerințele legii sunt satisfăcute și deci motivul de recurs de mai sus prin care se invoacă nulitatea actului trasă din aceea că scriitorul care a copiat actul nu a participat și el la autentificare, este neîntemeiat. (Cas. I. 1690 din 13 Oct. 1924. Jur. Gen. 1925 No. 260).

110. A se vedeă: art. 816 nota 2; 860, 816, 862, 863 cu notele respective; art. 1170 nota 8; art. 1172 cu notele respective; art. 1228 cu notele respective; art. 1772, nota 25.

Art. 1172. — Actul care nu poate fi autentic din cauza necompetinței sau a necapacității funcționarului, sau din lipsă de forme, este valabil ca scriptură sub semnătură privată, dacă s'a iscălit din ¹⁾ părțile contractante. (Civ. 1171, 1176 urm.; Leg. autent. act. 22; Civ. Fr. 1318).

Text. fr. Art. 1318. — L'acte qui n'est point authentique par l'incompétence ou l'incapacité de l'officier, ou par un défaut de forme, vaut comme écriture privée, s'il a été signé des parties.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 217-220;
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, III, 2098 urm., 2179 al. 6;
 BONNIER, *Des preuves*, II, 489-493;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 206, 208; ed. 1-a, III, p. 45, 863;
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 3781 urm.; *Suppl. Obligations*, 1549 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 280 bis, III-V;
 DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, I, p. 354;
 DEMOLOMBE, XXIX, 245, 246, 249, 253 urm., 258-260, 265, 266;
 HUC, VIII, 227;
 LAROMBIÈRE, IV, art. 1318, n^o 3-6, 8;
 LAURENT, XIX, 117-123, 125-127;
 MARCADÉ, art. 1318;
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 792 urm.,
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 81, 147; 148.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VII, p. 149 urm., 203; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 398, 404; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 100; X, p. 756); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 396; *Observație sub. Trib. Putna S. II*, 5 Mai 1906. Dreptul 22/1907; *Observație sub. Judecătoria ocol. Simila*, 30 Oct. 902. Curier Jud. 83/1902;
 CANTACUZINO MATEI, p. 614;
 NACU, II, p. 791 urm.

1) Din eroare se spune aci „din” in loc de „de”.

Jurisprudență.

1. Contractul care nu poate fi autentic din cauza vreunei lipse de formă, este valabil ca act sub semnătură privată, dacă s'a iscălit de părțile contractante (art. 1172,) fără să fie nevoie de a se îndeplini dispozițiunile art. 1179 și 1180. (Apel Buc. III, 202. Nov. 4/93, *Dr.* 77/93).

2. Actele subscrise prin punere de deget chiar legalizate fiind de agenții polițienesti, căroră de alt fel nici legea comunală nu le-a dat această atribuțiune, nu pot reîntra în categoria actelor menționate la articolul 1172, adică a acelor cari din cauza necompetinței sau necapacității funcționarului care dă autenticitatea perzând caracterul de autenticitate rămân totuși ca scripturi sub semnătură privată dacă s'au iscălit de părți, căci acest text prevede necompetința relativă, *ratione personae*, iar nu o necompetință absolută, *ratione materiae*; și în adevăr, în primul caz formalitățile cerute pentru autenticitate au putut fi îndeplinite, originalul a fost transcris în registrul de autenticități; dar nu de funcționarul care are drept conform art. 1471, a funcționă în acel loc, pe când în cazul al doilea acele formalități nici s'au putut efectua de un funcționar care n'are în nici un loc misiunea de a forma asemenea acte nici registrele conținând adevărata minută a actelor. Deci, agenții polițienesti neavând cădere de a constata că părțile cunosc conținutul actului și l'au format și subscris cu libera lor voință ei numai de a legaliza semnăturile în ce privește identitatea lor, actele astfel legalizate de acești funcționari nu pot fi considerate nici ca acte autentice, degenerate pentru a fi primite de justiție ca acte sub semnătură privată. (Apel Iași, II, Febr. 1/94, *Dr.* 50/94).

3. Un act dotal, intervenit între sușii, austro-ungari și autenticat în România de un consul austro-ungar, dacă nu este valabil ca act autentic, fie din cauza necompetinței funcționarului, fie din cauza defectuoșității formei în care a fost autenticat, și nu poate produce efectele privilegiate ale unui adevărat act dotal, totuși un atare act este valabil ca act sub semnătură privată, când poartă semnătura părților și valorează ca un înscris chirografar, care obligă pe tot la restituirea dotei, după desfacerea căsătoriei. Regula, că actul sub semnătură privată, care conține o obligațiune de a plăti, trebuie să fie scris în întregul lui de acela care l'a subscris, sau cel puțin ca acesta să adauge „bun și aprobat” la finele actului, se aplică numai actelor care au fost de la început

întocmite ca acte sub semnătură privată, nu și la acelea care la început alcătuite sub formă autentică, au rămas însă cu valoarea, pe care o au scriptele sub semnătură privată la puterea art. 1172 din codul civil, căci, la întocmirea lor, intențiunea părților a fost de a încheia un act autentic valabil, și ele nu au putut prin urmare să prevadă încă de atunci că actul lor va trebui făcut conform cu sus menționata regulă. (Cas. I 43/97 B. p. 133).

4. Un act nul ca autentic poate fi considerat ca un act sub semnătură privată, când se constată că semnăturile din el sunt proprii ale părților, și un asemenea act poate fi considerat ca un început de dovadă scrisă spre a se completa dovada consimțământului părților prin martori și prezumții. (Cas. I, 389/99 B. p. 1218).

5. Un act semnat prin punere de deget și legalizat de primărie, nu poate fi privit nici ca act autentic, întrucât funcționarul care l'a legalizat nu are o atare competență, și nici ca act sub semnătură privată, întrucât nu poartă semnătura celui ce se obligă: prin urmare un asemenea act nu poate face nici o probă în justiție. (Cas. I, 21 Iun. 1906, B. p. 1139. În acelaș sens: Cas. I. 342 din 29 Sept. 1909, Bul. p. 943, *Jurisprudență* 32/909).

6. Înainte de legea din 1886 asupra autenticării actelor, legalizarea dată de funcționarii administrativi are putere de a constata atât data certă a actului, cât și identitatea și validitatea semnăturii chiar dacă eră prin punere de deget, și un atare act între părți și acei ce reprezentau drepturile lor, are toată forța probantă ca act sub semnătură privată. (Cas. I, 16 Nov. 907, B. p. 1694).

7. Procesul verbal fiind nul, atrage după sine și nulitatea actului, care nu poate fi considerat ca act sub semnătură privată când părțile nu știu carte. (Trib. Olt 262 din 13 Oct. 921 *Curier Jud.* 1/922).

8. Conform art. 22 legea aut. actelor și art. 1172 c. civ. un act nul ca act autentic pentru vreun viciu sau lipsă de formă, poate valora ca act sub semnătură privată legalizat, sau ca act cu data certă sau ca început de dovadă scrisă dacă întrunește condițiile cerute pentru unul sau altul din aceste acte.

Prin urmare când actului autentic nevalabil ca atare, îi lipsește și semnătura părților contractante cari nu știu carte și nici partea adversă nu-l recunoaște, actul nu poate fi considerat nici ca act sub semnătură privată nici ca început de dovadă. (Trib. Gorj s. II, 198 din 12 Aprilie 1924, *Jur. Gen.* 1925 No. 126).

9. A se vedea: art. 1164, nota 1; art. 1171, Index și notele respective.

Art. 1173. — Actul autentic are deplină credință în privirea oricărei persoane despre dispozițiunile și convențiunile ce constată.

Executarea actului autentic, care este investit cu formula executorie, va fi suspendată prin punerea în acuzațiune, când se intentă o acțiune criminală în contra pretinsului autor al actului. Iar când în cursul unei instanțe civile actul se atacă de fals, tribunalele pot, după împrejurări, a suspenda provizoriu executarea actului. (Civ. 653, 973, 1171, 1174; Pr. Civ. 162 urm., 371; C. P. 123 urm.; Pr. p. 8, 60 urm., 226, 450 urm.; Leg. autent. act. 20; L. jud. oc. 49; Civ. Fr. 1319).

Text. fr. Art. 1319. — L'acte authentique fait pleine foi de la convention qu'il renferme entre les parties contractantes et leurs héritiers ou ayant-cause.

Néanmoins, en cas de plaintes en faux principal, l'exécution de l'acte argué de faux sera suspendue par la mise en accusation; et, en cas d'inscription de faux faite incidemment, les tribunaux pourront, suivant les circonstances, suspendre provisoirement l'exécution de l'acte.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 210-214;
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, III, 2081 2082, 2091 urm.;
 BONNIER, *Des preuves*, I, 410; II, 507, 508;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 209, 210, 211;
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 3076 urm., 3157 urm.; *Suppl. Obligations*, 1370 urm., 1397 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 282 bis, IV, urm.;
 DEMOLOMBE, XXIX, 271-277, 279, 281, 295;
 GARSONNET, II, 610, n. 2, p. 355;
 HUC, VIII, 228;
 LAURENT, XIX, 133, 142, 151 urm.;
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 786 urm., 790, 791;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 87.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VII, p. 152 urm., 158, 160 urm., 273; (I, ed. 2-a, p. 402; IV, part. I, ed. 2-a, p. 33 n. 2; IV, part. II, ed. 2-a, p. 93, 94; V, p. 280; VIII, par. I, ed. 2-a, p. 103, 104; X, p. 756); *Droit ancien et moderne de la Roumanie* p. 395; *Observație* sub. Cas. Fr., 30 Mai 1900. Dreptul 72/1900;
 CANTACUZINO MATEI, p. 599, 615;
 DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri Juridice*, vol. IV, „Notariatul“, p. 202 urm.;
 NACU, II, p. 791 urm.;
 NEDELCU D. GEORGE, „*Chestiuni de practică judecătorească*“. Dreptul 74/1912;
 OPRESCU CONST., „*Observație cu privire la executarea actelor autentice*“. Botoșanii Juridic 2/924.

INDEX ALFABETIC

Act autentic 1-66.	Avânzi-cauză 66.	Donațiune 11.	Frauda 34.
Act dotal, a se vedea „Dota“.	Beție 44.	Donațiune deghizată 34.	Identitate 51.
Act sub semnatura privată 7, 8, 31.	Boală 12, 45.	Donațiune între soți 34.	Imprumut 33, 60.
Adjudecare 35.	Caragea Cod. 7.	Dota 23, 53, 65.	Inceput de dovadă scrisă 34.
Anulare, a se vedea „Nullitate“.	Comisiunea pentru arendarea moșilor Statului 10.	Efecte 52, 53.	Indivizibilitate 13.
Apreciere suverană 4, 32, 39, 40, 43, 44, 59, 64.	Consimțământ, a se vedea „Voința liberă“ și 11, 12, 44, 45, 62.	Embatic 30.	Inscriere în fals 3, 6, 9, 10, 12, 18, 19, 20, 23, 25, 25, 31, 32, 33, 37, 39, 40, 41, 42, 49, 51, 55, 58, 61, 66.
Arendarea moșilor Statului 10.	Contra-inscris, a se vedea „Simulație“ și 35, 36, 56, 66.	Eroare 46.	Inscriere în fals 3, 6, 9, 10, 12, 18, 19, 20, 23, 25, 25, 31, 32, 33, 37, 39, 40, 41, 42, 49, 51, 55, 58, 61, 66.
Autentificare, a se vedea „Act autentic“, „Legea autentificării actelor“, „Proces-verbal de autentificare“.	Deschiderea testamentului 46.	Eroare de drept 8.	Ipoteca 3, 5, 21, 34, 60.
	Dobânzi 60.	Eroare de fapt 4, 8.	Judecător delegat 12, 13.
	Dol 11, 34, 43, 47, 48, 62.	Executare silită 2, 3, 6, 19.	Jurământ 33.
		Executorie formulă, a se vedea „Formula executorie“.	Legea autentificării actelor 51, 63.
		Facultăți mintale întregi 42, 45.	Libera voință, a se vedea „Voința liberă“.
		Fals, a se vedea „Inscriere în fals“.	Marturi 11, 12, 17, 18, 20.
		Formula executorie 1, 2, 3, 5, 21, 60, 63, 65.	

34, 36, 41, 44, 45, 47, 50, 54, 56, 58, 59, 62.
 Mărturisire 56.
 Moștenitor rezervatar 59.
 Nulitate 15, 19.
 Ordine publică 1.
 Plata prețului, a se vedea „Preț”.
 Poștărei 49.
 Predarea actului 7, 15, 16, 17, 22, 24, 27, 28, 61.
 Preț 7, 16, 17, 22, 24, 27, 28, 33, 36, 56, 59, 61.
 Presumpțiuni 7, 14, 15, 24, 34, 36, 44, 47, 50, 56, 59, 62.
 Primirea dotei 23, 58.
 Probe 16, 46, 47.
 Proba contrară 23, 58.
 Proces-verbal de autentificare 9, 12, 14, 18, 23, 25, 28, 29, 31, 36, 37, 42, 48, 51, 56, 58, 62.
 Recurs 4, 8.
 Remitere, a se vedea „Predare”.

Revizuire 55.
 Reziilire 24.
 Simulație, a se vedea „Contra-inscris” și 15, 34, 47, 50, 59.
 Substituire de persoane 26.
 Succesorii rezervatari 59.
 Suspendare 3, 6, 19.
 Sustragere 17.
 Suverană apreciere, a se vedea „Apreciere suverană”.
 Terțe persoane 57.
 Testament 12, 14, 48, 20, 25, 31, 42, 45, 46, 65.
 Urmărire silită 2, 3, 6, 19.
 Vânzare-cumpărare 7, 15, 16, 17, 22, 24, 26, 27, 28, 33, 36, 48, 51, 54, 56, 59, 61.
 Verificare de scripte 31, 41, 49.
 Violaență 48, 54.
 Voiența liberă 12, 14, 18, 20, 25, 27, 42, 45.

Jurisprudență.

1. Formula executorie, prescrisă de art. 135 pr. civ., este delegațiunea puterii executive, adică a șefului statului investit cu această putere, dată tribunalelor ca să execute în numele său, pe temeiul principiului puterilor publice, cari exige tot atât de imperios participarea acestor puteri una dintr-alta, cât și separațiunea lor în înțelesul de a nu se afla unite într-o singură mână, ca singurul mijloc de întreținerea bunei ordine sociale. În consecința acestui principiu fundamental, prin art. 373 pr. civ. se prescrie că fără formula executorie nici o hotărâre a tribunalelor și curților nu se poate executa. Acest principiu adevărat pentru hotărârile judecătorești, este cu atât mai adevărat pentru actele autentice susceptibile de execuțiune, cu cât acestea spre a se putea executa trebuie prin apozițiunea formulei executorie să devină acte executorii în sensul art. 371 alin. 2 pr. civ. Aceasta rezultă și mai clar din combinarea cu dispozițiunile art. 1173 alin. 2 c. civil. despre actele autentice, investite cu formula executorie, și din prescripțiunea art. 1832 c. civ. despre actele autentice și executorii, prescripțiune conform cu dispozițiunea art. 378 pr. civilă. Acest principiu al determinării atribuțiunilor puterilor publice, fiind eminentamente un principiu de ordine publică, tribunalul nu poate să deroge la acest principiu fundamental, cuprins în formula executorie, fără să comită un exces de putere. (Cas. II, 34/Mai 6/70, B. p. 140; Cas. I, 6/Ianuarie 18/70, B. p. 8).

2. După art. 371 pr. civ. execuțiunea silită se poate urmări nu numai în virtutea unei hotărâri judecătorești, ci încă și în virtutea unui titlu executoriu, care însă trebuie să fie în baza art. 1173, investit cu formula execu-

rie, fără care nu poate să se facă execuțiunea silită. (Cas. I, 274/Oct. 9/70, B. p. 294).

3. Dacă executarea s'a început în virtutea unui act de creanță ipotecară investită cu formula executorie, de și posterior punerii în executare a aceluși act a intervenit între părți o convențiune pentru prelungirea termenului de plata sumei din creanță în virtutea căreia se făcea urmărirea, această convențiune sub semnătură privată, nu poate avea de efect suspendarea execuțiunii actului autentic executoriu de oarece executarea unor asemenea acte nu poate fi suspendată de cât în cazurile de atac în fals în condițiunile arătate în art. 1173. (Cas. II, 118/Mai 2/77, B. p. 221).

4. Deși aprecierea faptelor și circumstanțelor este lăsată în puterea suverană a judecătorului fondului, și prin urmare controlul curții de casafie, care judecă numai dreptul, nu se întinde asupra unei aprecieri care s'ar ataca sub motivul de eroare gravă, însă când este vorba de o eroare de fapt, demonstrată printr'un act autentic și care a fost produs înaintea judecătorului fondului, aceasta este de competența curții de casafie a o examina, căci atunci este violat într'un chip indirect chiar dreptul, stabilit prin art. 1173. (Cas. I, 210, Iun. 3/77, B. p. 208).

5. Actul de ipotecă fiind autentic, de oarece e făcut de un oficier public în cercul competenței sale și în conformitate cu prescripțiunile legii, conținând o sumă certă și liquidă, el poate fi investit cu formula executorie spre urmărirea imobilului ipotecat, după art. 371 și 372 pr. civ. (Cas. I, 183/Mai 2/78, B. p. 189).

6. De câte ori este vorba de o urmărire, care se face în virtutea unui act autentic, investit cu formula executorie, ea nu poate fi suspendată printr'o simplă alegațiune făcută de partea urmărită că actul este fals, ci numai în cazul când pe calea criminală s'a încuviințat punerea în acuzațiune a pretinsului autor al falsului. (Cas. II, 191, Apr. 80/79, B. p. 334).

7. Actul autentic face deplină credință despre cele conținute în el față cu părțile contractante; și proba rezultând din presumpțiuni, ori cât de puternică ar fi, nu poate fi admisibilă pentru a dărâma cele conținute într'un asemenea act. Și chiar dacă actul ar fi sub semnătură privată, totuși proba presumpțiunii nu este admisibilă. Astfel, circumstanța că vânzătorul a deținut actul autentic de vânzare în mâinile sale nu denotă că prețul imobilului vândut nu a fost răspuns; și nici un articol din codul civil nu stabilește ceace statuă Codul Caragea la art. 13 de la vânzări că „vânzarea celor nemis-

cătoare atunci e săvârșită când vânzătorul, primind prețul sau încredințare pentru preț, va da cumpărătorului zăpăsisul, vânzării". (Apel Buc. I, 870, Mart. 29/81, Dr. 42/81).

8. Eroarea evidentă de fapt comisă de instanțele de fond, poate fi un motiv de casare a hotărârilor, când faptele sunt constatate în acte autentice sau și private recunoscute, produse înaintea acelor instanțe, căci în asemenea caz eroarea de fapt echivalează cu eroarea de drept, de oarece se violează legea (art. 1173, 1174, 1176), nedându-se crezământ despre dispozițiunile și convențiunile ce prin acele acte se constată. (Cas. I, 105/Mart. 17/81, B. p. 214).

9. Aceeace se coprinde în încheierea de legalizare, prin care se dă unei convențiuni un caracter de autenticitate, este un element constitutiv al convențiunii, și nu o simplă dispozițiune regulamentară luată de tribunal și neopozabilă părților. Deci dar constatările făcute de tribunal în actele autentice de declarările și zisele părților, obligă pe părți până la înscrierea în fals. (Cas. I, 38/Ian. 31/81, B. p. 44).

10. Comisiunile pentru arendarea moșiilor statului fiind constituite în virtutea legii, actele încheiate de ele în ceea ce concerne constatarea faptelor petrecute înaintea lor, nu pot fi considerate altfel de cât ca acte autentice, și prin urmare constatările făcute de aceste comisii nu pot fi combătute altfel de cât după regulile privitoare la înscrierea în fals. (Cas. I, 342 Nov. 29/82, B. p. 1977).

11. Donatorul care cere nulitatea unei donațiuni făcută prin act autentic și cu formele cerute de lege, este admis de lege a proba prin martori că voința sa a fost smulșă prin manopere dolosive întrebuințate de donatar, căci prin aceasta nu se contrazice nimic din cele constatate în act de autoritate publică în limitele atribuțiunilor sale. Prin urmare judecătorul fondului violează legea când declară ne-admisibilă proba cu martori în asemenea caz. (Cas. I, 366/Nov. 4/83, B. p. 1026).

12. Odată ce judecătorul delegat a primit declarațiunea testatorului, a constatat prin procesul său verbal *de visu* și *de auditu* că testatorul a declarat că testamentul conține liberă și ultima sa voință, acea constatare nu se mai poate combate de cât prin inscripțiune în fals. Prin urmare nu se pot admite martori spre a se dovedi lipsa de consimțământ al testatorului în acel moment. (Trib. R.-Sărat. 1132, Sept. 9/80, Dr. 2/83).

13. Odată un titlu produs în instanță de o parte, el face parte din debateri, și prin urmare ambele părți se pot prevala de el, și pot să și-i opună una sau alta. Proba însă ce rezultă din el este

indivizibilă, actul probează aceea ce el constată în profitul tuturilor părților interesate; ori care din ele să'l fi produs, faptul acesta n'are nimic de comun cu puterea probantă a actului. Deci, nu poate o parte a divide puterea probatorie a actului prevalându-se numai de constatarea care este o probă în favoarea sa și respingând pe aceea care este în contra sa. (Apel Iași I, 615, Dec. 8/82, Dr. 41/83).

14. Conform principiilor care regulează materia actelor autentice, un testament autentic face credință despre existența faptelor enunțate de oficiul public ca îndeplinite de dânsul, sau petrecute în fata sa, în exercitiul funcțiunei sale. Astfel mențiunea dintr'un testament primit de judecător, că testatorul i-a declarat că testamentul e făcut din liberă sa voință, nu poate fi combătută prin proba contrarie și mai puțin încă prin presumpțiuni, chiar când acele presumpțiuni ar putea resulta dintr'un act autentic posterior. (Cas. I, 356, Oct. 22/83, B. p. 958).

15. Presumpțiunea ce se trage, pentru anularea unui act de vânzare ca simulat, din circumstanța că nu s'a predat nici o dată cumpărătorului actul de vânzare e netemeinică, fiind că nici un text de lege nu declară o înstrăinare neexistentă din simpla împrejurare că instrumentul care probează înstrăinarea se găsește în mâinile vânzătorului; și când e vorba despre actele autentice, părțile pot să își procure copii legalizate, în caz de disparițiunea sau pierderea lor. (Apel Buc. I, 286, Nov. 29/82, Dr. 69/83).

16. Un act de vânzare autenticat, dar ne predat încă în mâna cumpărătorului, fie de vânzător, fie de tribunal cu consimțământul vânzătorului, nu face probă despre plata prețului, chiar dacă în acel act se zice că prețul s'a plătit. În asemenea împrejurare, cumpărătorului îi incumbă sarcina de a proba că a plătit acel preț, abstracție făcând de clauza de stil conținută în actul autenticat, dar ne-predat lui de vânzător. (Cas. I, 176/Mai 15/84, B. p. 413).

17. În sistemul legislațiunei noastre civile, în privința actelor autentice, faptul remiterii originalului act autenticat de tribunal în mâna celui în drept a-l primi, e principala formalitate, de la care depinde puterea de credință ce cată a se da celor conținute în acel act. Intru cât privește plata prețului vânzării, mențiunea din act că acel preț s'a răspuns, nu face deplină credință între părți, de cât în cazul când tribunalul, chiar cu consimțământul vânzătorului, a remis originalul act în mâna cumpărătorului. Dacă dar vânzătorul susține că actul nu s'a remis cumpărătorului de către tribu-

nal cu consimțământul său (vânzătorul), ci că s'a sustras prin fraudă de către cumpărător din mâinile unei terțe persoane, proba testimonială, invocată de vânzător spre a proba acest fapt, e admisibilă. (Cas. I, 91/84 Mart. 6/84, B. p. 228).

18. Dacă prin referatul judecătorului delegat pentru autentificarea testamentului se afirmă expres că citirea s'a făcut în fața și auzul testatorului, care a răspuns că acel act este testamentul său iscălit de el și făcut din libera sa voință, răspuns care implică și constatarea auzirei de către testator a celor citite, mai ales când la instanța de fond nu s'a invocat surditatea completă a testatorului, întru cât, conform art. 1173, constatările făcute prin actele autentice au deplină credință în privirea ori cărei persoane despre dispozițiunile ce ele constată, instanța de fond departe de a viola în specie art. 1173, 1198 și 1203, face din contra o bună aplicațiune a legii când refuză proba testimonială. (Cas. I, 370, Nov. 23/86, B. p. 879).

19. Suspendarea unei vânzări silite se poate încuviința când debitorul invocă nulitatea actului în puterea căruia se face urmărirea și când mai cu seamă judecătorii apreciind găsesc că motivele invocate de testator în privința validității convențiunii sunt serioase, iar nici de cum motive invocate numai ca să întârzie executarea obligațiunilor sale. A se susține că executarea unui act autentic nu poate fi suspendată de cât când ar exista o înscriere în fals așa cum pare că rezultă din art. 1173, ar fi să se considere acest articol ca limitativ, când în realitate el nu prevede de cât credința ce trebuie să se dea actului, adică forța lui probantă, iar nici de cum când e vorba despre validitatea convențiunii, căci altfel ar fi să se confunde actul cu convențiunea. (Trib. Buzău, Nov. 7/86, Dr. 7/86).

20. Dacă curtea constată în fapt că prin acte autentice se stabilește: că testamentul a fost citit din cuvânt în cuvânt în fața și auzul testatorului, care a răspuns la întrebarea ce i s'a făcut, că este testamentul său, iscălit de dânsul și făcut din liberul său consimțământ; cu drept cuvânt respinge proba testimonială pe motivul că o asemenea declarațiune nu se poate combate de cât prin înscrierea în fals. (Cas. I, 157/Mai 18/86, B. p. 415).

21. Din combinațiunea art. 371 alin. b, 375, 376 pr. civ. cu art. 1173 alin. II, și 1832 c. civ.; rezultă că formula executorie se poate pune nu numai asupra hotărârilor judecătorești cari au putere de lucru judecat, dar și asupra oricărui titlu legalmente contractat pentru care părțile au convenit să de-

vină executoriu, cum ar fi un act ipotecă. (Cas. I, 388, Dec. 12/86, B. p. 930; Apel Buc. III, 208, Oct. 28/86, Dr. 78/86).

22. Contractul de vânzare operă imediat strămutarea proprietății, independent de ori ce fapt posterior, A subordona această translațiune a proprietății în persoana cumpărătorului faptului că pretul n'a fost numărat sau că unul din exemplarele actului de vânzare, instrumentul probator, n'a fost înmănat cumpărătorului, e a socoti într'un mod manifest textul clar și categoric al art. 1295. (Apel Buc. III, 105, Ian. 16/86, Dr. 27/86).

23. Deși în actul dota nu e declarațiune expresă din partea sotului că a primit dota, însă în încheierea tribunalului, care face un singur corp cu actul supus autentificării, constatându-se de tribunal că dotatul a declarat că a primit dota, constatarea aceasta face deplină probă până la înscrierea în fals, și deci e opozabilă sotului care a făcut-o. (Trib. Gorj, Nov. 13/87, Dr. 86/87).

24. Conform art. 1174 actul autentic de vânzare face deplină probă *erga omnes* despre cele ce s'a declarat de părți, și deci e opozabil și vânzătorului în ceea ce privește declarațiunea sa că și-a primit pretul integral. Și ori cât de constant ar fi în practica judecătorească obiceiul de a se număra în realitate pretul când se dă de vânzător actul cumpărătorului, cu toate acestea față cu dispozițiunea art. 1174 obiceiul nu se poate ține în seamă. Astfel nu se poate rezilia vânzarea pentru nerăspunderea pretului pe simpla presumpțiune trasă din faptul că nu s'a ridicat actul din tribunal. (Trib. Gorj, Iunie 10/88, Dr. 48/88).

25. Judecătorul fiind dator să constate faptele petrecute înaintea sa când autentifică un testament, când dar el afirmă că a citit testamentul din cuvânt în cuvânt în auzul și fața testatorului, că i'a făcut întrebări la cari el a răspuns că actul ce presintă este testamentul său, că conține libera sa voință și că e semnat de dânsul, cel ce atacă testamentul nu poate fi primit de cât pe calea inscripțiunii în fals să dovedească că testatorul, la citirea testamentului de către judecător și la întrebările ce acesta i-a făcut, răspundea numai *da*, și aceasta fără conștiință despre ceel ce declară. (Apel Buc. I, 37, Mart. 5/88, Dr. 32/88).

26. Actul autentic, conform art. 1173, face deplină credință în contra oricărei persoane până la înscrierea în fals; așa dar în ce privește alegațiunea părții că a fost substituită prin altă persoană care a făcut declarația consimțământului său la vânzarea unui imobil, întru cât judecătorul care a instrumentat afirmă că s'a prezentat

dânsa, în virtutea art. 1173, această afirmare nu se poate dărîma de cât prin înscrierea în fals. (Cas. I, 208, Sept. 6/88, B. p. 710).

27. După legislațiunea noastră, ofice-rul public chemat de lege a da autenticitatea actelor nu instrumentează singur actul, prin urmare nici declarațiunile cuprinse în act nu se fac direct către dânsul, nici taptele enunțate în el, precum numărarea prețului nu se face în prezența sa, în cât el să le poată constată *de visu*; din potrivă atât declarațiunea voinței cât și faptele materiale enunțate prin act se petrec între părți, în afară de prezența judecătorului; și toată procedura de autentificare se mărginește la constatarea că actul emană de la părți și conține expresiunea liberei lor voințe. În această stare a legislațiunei și spre a întâmpina inconvenientele ce nasc din lipsa de concordanță în timp a enunțărilor din actele autentice sinagmatice cu faptele reale pe cari le enunță, s'a stabilit o practică judecătorească constantă și obstească după care exemplarele actelor autentice depuse spre legalizare se inapoesc persoanei ce le-a depus, care nu încredințează instrumentul probatoriu co-contractantului de cât după ce și acesta a îndeplinit condițiunile din actul ce îi incumbă. Astfel, înainte de remiterea instrumentului probatoriu despre convențiunea încheiată, actul de și făcut sub forma autentică, nu poate fi privit decât ca un proiect de convențiune, consensul definitiv al voințelor nestabilindu-se decât în momentul preschimbării instrumentelor constătătoare convențiunei. Astfel, desi art. 1295 prevede că între părți vânzarea e prefăcută îndată ce ele s'au învoit asupra prețului și asupra lucrului, totuși se face o greșită aplicațiune a dispozițiunilor citatului articol când nu se are în vedere atari circumstante. (Cas. I, 389/Dec. 12/89, B. p. 931).

28. După cuprinsul și spiritul art. 1173 și 1174, actele autentice au deplină credință atât între părțile contractante cât și pentru terții numai în privirea constatărei făcute de funcționarii cari dau autenticitatea despre declarațiunile părților și operațiunile petrecute înaintea lor; iar cât pentru realitatea dispozițiunilor, convențiunilor, drepturilor, obligațiunilor și mențiunilor conținute în acele acte, ele pot fi combătute prin contra-probe. Astfel, în actele de vânzare se poate combate prin probe contrarie declarațiunea că vânzătorul și-a primit prețul, pe câtă vreme nu se afirmă prin act că numărarea banilor s'a efectuat în prezența funcționarului care a autentificat actul. Vânzătorul nici nu mai are necesitate de proba contrarie pentru a com-

bate primirea prețului; atunci când actul de vânzare se află încă în păstrarea sa, căci în oeeace privește plata prețului cumpărătorul rămâne încă debitor până când i se face remiterea titlului de către vânzător (art. 1138), sau până când dânsul va produce altă probă legală pentru achitarea acelui preț în cazul când vânzarea este necontestată. (Apel Iași, II, 140, Noembr. 29/89, Dreptul 10/90).

29. Judecătorul care se bazează pe cuprinsul actului iar nu pe cuprinsul legalizării sale, aplică o teorie temeinică, pentru că obligațiunile constatate prin titlu se dovedesc prin aceea ce ei conține, titlul fiind singurul instrument de probă al voinței părților contractante, legalizarea neputând modifica cuprinsul actului, nici prejudicia drepturile stipulate printrînsul. (Cas. I, 94/Mart. 12/90, B. p. 271).

30. Dacă, singurul titlu invocat de cel ce revendică e un act de rescumpărare al embaticului, care în dispozițiunile sale finale prevede că: rescumpărătorul, prin acel act, nu dobândește către terțiile persoane alte drepturi de cât acelea ce le-a avut și înaintea rescumpărării ca embaticar, din aceasta rezultă clar că el e dator a produce însuși titlul constitutiv al embaticului; nefăcând dar aceasta și curtea neadmitând ca mijloc de probatiune actul de rescumpărare menționat, nu a violat nici un principiu de drept. (Cas. I, 198/Mai 12/90, B. p. 615).

31. Atât testamentul autentic cât și lucrările ce au precedat și urmat facearea lui, sunt niste acte publice; care ca atari, conform principiului stabilit prin art. 1173, fac deplină credință în privința ori cărei persoane despre tot ce se constată prin ele; și această presumpțiune pe care legea o acordă actelor autentice nu poate fi sfărâmată de cât prin inscripțiunea în fals, iar nu pe calea verificării prin comparațiune de scripturi, despre care se vorbește în art. 1178 și pe care legea nu o admite de cât în cazul când e vorba de acte sub semnătură privată. (Cas. I, 90/Mart. 6/90, B. p. 257).

32. Pe cât timp falsitatea unor acte publice se dovedește după alte reguli de cât acelea a actelor private, judecătorul e în drept să revoace măsura ce o luase și să respingă ca frustatorie și inutilă în cauză cererea ce se face de parte de a mai aduce noi probe, atunci când, din împrejurările cauzei și mijloacele produse pentru a dovedi falsul în urma examinării lor, și-a făcut convingerea deplină și întreagă de sinceritatea actelor atacate în fals. Procedând în atare mod se conformează în totul art. 173 pr. civ. care conferă instanțelor de fond o putere discreționară, în virtutea căreia în sta-

diul procedurii în care se găsește cerea de inscripțiune în fals sunt în drept să o resping și să hotărască de îndată asupra primirii sau respingerii actului. (Cas. I, 90, Mart. 8/90, B. p. 257).

33. Este ilegal și contrariu dispozițiile art. 1220 jurământul deferit din oficiu părții care înfățișează un act de vânzare autentic; căci nu se poate considera actul autentic numai ca un început de dovadă, spre a se deferi jurământul supletoriu, lucrul fiind pe deplin dovedit. Actul autentic de vânzare constatând că prețul e plătit, face credință de această afirmare (art. 1173) până la inscripțiune în fals și nu se poate dărîma prin jurământul supletoriu, ci numai prin cel decisoriu. De vreme ce dar judecătorul este în drept să dea jurământ decizoriu, acel jurământ precum și toate consecințele sale nu se pot ține în seamă și partea adversă nu se poate întemeia pe declarațiunile adversarului făcute în urma aceluși jurământ. (Cas. I, 481/Dec. 10/91, B. p. 1317).

34. Deși art. 1191 nu permite proba prin martori contra sau peste conținutul actelor, această dispozițiune însă primește o excepțiune în cazul prevăzut de art. 1203 care admite atât acest fel de probă cât și acela al presumpțiunilor când actul este atacat pentru cauză de dol sau de fraudă, fără deosebire între cazul de fraudă contra persoanelor și acela de fraudă contra legii. Și în cazul unei simulațiuni care are de obiect a ascunde o fraudă la lege proba testimonială și presumpțiunile nu pot fi subordonate existenței unui început de dovadă scrisă, chiar dacă simulațiunea este invocată de una din părțile contractante, căci urmează a se presupune că în momentul când părțile încheie actul pătat de fraudă, ele își propun de a-l executa și dacă în acest moment una din ele ar voi să ceară de la cealaltă o probă scrisă despre vitiul care poate să-l facă nul, ea ar manifesta o voință în opozițiune formală cu intențiunea sa presumpțivă, ar distruge, cu alte cuvinte, de la început, actul căruia voese să îi dea cel puțin aparența unei legalități. Astfel fiind, dănsa se găsește într-o imposibilitate morală de ași procura o probă scrisă asupra simulațiunii. Este dar admisibilă proba cu martori și presumpțiuni spre a se stabili că ipoteca, constituită de bărbat în favoarea soției, ascunde o donațiune deghizată, făcută în timpul căsătoriei, căci este evident că această simulațiune a fost săvârșită pentru a face ca donațiunea să fie irevocabilă, pe când art. 937, pentru considerațiuni de ordine publică, a declarat că asemenea donațiuni sunt în totdeauna revo-

cabile. (Cas. I, 299/Iunie, 25/91, Bul. p. 757).

35. Proba că cumpărătorul de la o licitațiune publică, și care figurează în foaia de licitațiune, n'a fost de cât o persoană interpusă și că cumpărarea s'a făcut pentru o altă persoană și cu banii ei, se poate face în materie civilă printr'un simplu contra-înscris și fără să fie trebuință de vre-o înscriere în fals. (Cas. II, 21/Februarie, 6/91, B. p. 239).

36. Deși art. 1174 stabilește că actul autentic are tot efectul între părți despre drepturile și obligațiile ce constată; însă din combinațiunea art. 1173 și 1198, rezultă că și în contra actelor publice se poate face probă, fie prin contra-înscrisuri, fie prin martori și presumpțiuni, când această probă nu are de scop a contesta faptele atestate de autoritate, ci simplu cele declarate ei de părți și consemnate în act. Așa, declarațiunea din actul de vânzare autentic, cum că vânzătorul a primit tot prețul vânzării, poate fi combătută cu un înscris anterior actului, din momentul ce acest înscris nu fusese desființat la facerea actului de vânzare și întru cât prin acel înscris cumpărătorul se obligă, a răspunde restul din prețul cumpărării atunci când vânzătorul îl va pune de fapt în posesie și va face să înceteze orice turburare a posesiunii; căci întru cât cumpărătorul a intrat în definitivă posesiune a pământului cumpărat cu mulți ani în urma actului de vânzare, și întru cât înscrisul nu a fost desființat, presumpțiunea este că prețul nu a fost pe deplin numărat. (Cas. I, 329/Sept. 13/91, B. p. 936).

37. Din momentul ce în procesul verbal de autentificare se afirmă că partea a pronunțat afirmațiunea „da” în mod inteligibil la toate chestiunile prescise de lege pentru autentificare și puse de judecător, această afirmațiune numai printr'o înscriere în fals se poate dărîma. (Apel Buc. I, 180, Dec. 11/91, Dr. 8/92).

38. Suma datorită de debitor creditorului fiind constatată prin act autentic, acest act face deplină credință pentru părți în ceea ce privește conținutul său; deci debitorul, care alege că nu a primit întreaga sumă prevăzută în act, îi incumbă sarcina de a dovedi aceasta. (Cas. I, 4/Ian. 10/92, B. p. 9).

39. Dacă titlurile și mijloacele produse de părți sunt îndestulătoare pentru soluțiunea procesului, în cât judecătorii să și formeze convingerea din ele, este inutil a se mai prelungi judecata procesului și a se proceda conform art. 174 pr. civ. Această ordonanță preparatorie are loc numai atunci când justiția nu și-a format convingerea din

actele și mijloacele produse de părți. (Apel Iași I, Sept. 9/92, *Dr.* 44/93).

40. Deși legea dă drept părților în proces a se servi, pentru stabilirea verității sau falsității actului defăimat ca fals, de cele 3 mijloace de probă, totuș aceste mijloace de probațiune nu sunt impuse judecătorilor în mod cumulativ în cât concursul lor să fie imperios cerut, ci rămâne la aprecierea și discernământul judecătorilor: să vadă dacă față cu titlurile prezentate de părți mai este sau nu necesar în cauză a se admite și alte mijloace de probă. (Apel Iași, I, Sept. 9/92, *Dr.* 44/93).

41. Pentru ca proba testimonială să fie admisă în caz de verificare de scripturi, se cere ca partea să stabilească și să arate fapte precise și concludente în cauză, și despre care martorii să aibă deplină cunoștință, precum că au văzut scriind sau iscăind actul defăimat ca fals, sau cari ar depune despre circumstanțe anterioare sau posterioare actului și care să nu lase nici un dubiu că actul a fost scris sau iscălit de acela căruia i se atribue sau să afirme vre un fapt care să aibă vre-o legătură importantă, ori să fie de natură astfel ca să stabilească puterea titlurilor prezentate. (Apel Iași, I, Sept. 8/92, *Dr.* 44/93).

42. Constatarea judecătorului în procesul-verbal de autentificare, că testatorul se bucură în acel moment de întregimea facultăților sale mintale, că i-a citit testamentul din cuvânt în cuvânt și a declarat că e făcut din libera sa voință, nu se poate dărâma de cât prin înscriere în fals, de oare ce sunt făcute într'un act autentic, de un oficer competent, având obligațiunea a le face, iar nu niște mențiuni facultative. (Trib. Putna, Mai 10/93, *Dr.* 43/93).

43. Judecătorul se poate întemeia pe ori ce fel de fapte spre a declara dolul, și dacă pentru a-și formă convingerea ar înlătura oarecari acte, fie și autentice, aceasta nu constituie o violare a unui articol, precum e 1173, pentru că suveranitatea judecătorului de fond în privința constatărei dolului prin acte de oarecare natură specială nu e mărginită. (Cas. I. 93/Mart. 5/93, B. p. 232).

44. Dovada cu martori spre a proba că partea în ziua contractării era într'o astfel de stare de ebrietate în cât în realitate nu și-a putut da consimțământul, trebuie respinsă când judecătorul își face convingerea de neexistența faptului ce se cere a se proba din circumstanțele cauzei (art. 159 pr. civ.). Astfel, în cazul unui contract autenticat de tribunal, proba testimonială, de și este admisibilă, tribunalul o poate găsi însă inutilă. Căci, dacă este adevărat că judecătorul care au-

tentică nu constată de erau în putință sau nu contractanții de a-și da consimțământul, ci numai răspunsul lor că actul a emanat din libera lor voință (art. 10, leg. act. autent.), ceea ce face admisibilă, fără înscriere în fals, proba că părțile sau una din ele nu era în stare de a consimți, nu este însă mai puțin adevărat că judecătorul este în drept de a refuza autentificarea atunci când se convinge că una din părți nu are deplinătatea uzului rațiunei sale, fie din smintire de minte, fie din beție. Ori prin aceasta chiar că judecătorul a instrumentat, este presumpțiune puternică că părțile au fost în stare de a-și exprima voința lor, și o presumpțiune care trebuie să aibă precădere asupra afirmărilor a câți-va martori despre starea în care se afla partea când i s'a cetit actul și a declarat că e făcut cu voea sa. (Trib. Dolj, II, Iunie, 12/93, *Dr.* 62/93).

45. Nu se poate opune art. 449 la cererea de a se dovedi că defunctul în momentul facerei testamentului autentic eră slăbit de o boală într'o astfel de stare în cât își pierduse uzul rațiunei, de oarece nu se ataca testamentul ca făcut de un alienat, ci ca făcut într'un moment când testatorul din cauza boalei înaintea își pierduse cunoștința ne mai știind ce face. Și cum, conform art. 948, între condițiunile esențiale pentru validitatea unui act este și consimțământul valabil al părții ce îl face, cererea în chestiune implică cu sine ideea de lipsă de consimțământ din partea lui *de cujus* la facerea testamentului, lucru care dacă s'ar putea dovedi ar avea de efect anularea testamentului. Și fiind că celor ce atacă testamentul nu le stă prin putință de a-și procura acte spre dovedirea propunerilor lor, într'o astfel de situațiune proba cu martori devine admisibilă. (Apel Galați, I, Febr. 19/94, *Dr.* 41/94).

46. Intru cât procesul-verbal de deschiderea unui testament, dresat de președintele tribunalului, este un act public, făcut de un funcționar public, care are calitatea să instrumenteze și să primească declarațiunile părților asupra recunoașterii testamentului, nu prin o simplă denegare a părții se poate dărâma presumpțiunea de veritate ce legea atasează unor atari acte; deci ele nu pot nega că n'au făcut o atare declarațiune. Dacă însă partea ar recunoaște că a făcut o asemenea declarațiune, dar că în fapt s'a înșelat, atunci cată să stabilească eroarea. (Apel Buc. II, 111, Mai 11/94, *Dr.* 47/94).

47. Simulațiunea presupunând totdeauna o înțelegere, un concurs de voințe între părțile contractante, constituie prin sine însăș un fapt juridic, a cărui stabilire, în caz de contestațiune

între părți, este supus regulilor de probațiune prescrisă de lege în materie de obligațiuni. Deci, cel ce invoacă simulațiunea trebuie să o dovedească cu probe legale în mod prealabil și neatărnat de dovezile admisibile pentru stabilirea dolului care se pretinde că ar fi provocat simulațiunea. Singurul caz în care dovada simulațiunii se confundă în dovada dolului care a provocat-o este cazul când faptele alegate ca constitutive ale dolului sunt de așa natură în cât ele au avut de rezultat necesar de a pune pe victima dolului în imposibilitate de a-și procura o dovadă scrisă a simulațiunii. (Apel Iași, I, 23, Febr. 8/94, Curier Jud. 21/94).

48. Proba testimonială cum și prezumțiunile sunt admisibile, când aceste probe nu sunt invocate spre a contesta fapte ce însăși autoritatea le atestă în actul autenticat de dânsa, ci spre a stabili fapte petrecute în ne-prezența autorității și despre care partea nu își putea procura o dovadă scrisă. Astfel, se poate dovedi cu martori și prezumțiuni dolul și violența întrebuințate asupra unui vânzător, spre a-l decide să se prezinte înaintea autorității judecătorești, spre a-și vinde imobilul său. (Cas. I, 56/98, B. p. 190).

49. Actul autentic făcând deplină credință, în privința verificării personale despre tot ce constată, nu este primitor de verificare de scripturi și nu poate fi sfărâmat decât pe calea inscripțiunii în fals. Așa, certificarea făcută de agentul corpului portăreilor în josul dovezii de primirea copieii după o ordonanță prezidențială, agent competent să înmâneze asemenea copii și să facă asemenea certificări, imprimă dovezii caracterul de autenticitate, și ca atare, nu poate fi sfărâmată decât pe calea inscripțiunii în fals. În caz de înscriere în fals în contra unei asemenea dozevi, dacă cel ce o defaimă în fals nu arată pe autorul falsului, calea judecății penale a falsului, este închisă și judecata nu poate procedea nici la verificare de scripturi, într-un cât o asemenea dovadă are caracterul autenticității, astfel că judecata nu este ținută să țină seamă de defaimarea în fals și trebuie să dea credință acestei dozevi. (Cas. I, 262/901, B. p. 954).

50. Actele autentice pot fi atacate pentru cauză de simulație fără înscriere în fals, când nu e vorba a se contesta fapte atestate de autoritatea care a dat autenticitatea, ci numai declarațiile părților consemnate în act, iar proba simulației se poate face prin martori și prezumții. (Cas. I, 64/1903, B. p. 165).

51. Actul autentic face deplină credință în privirea oricărei persoane despre dispozițiunile și convențiunile

ce el constată, și nu poate fi combătut decât pe calea înscrierii în fals. Astfel, un act de vânzare autenticat, din care se constată că identitatea vânzătorului a fost stabilită conform art. 13 din legea autentificării actelor, nu se poate dărâma decât prin înscrierea în fals. (Cas. I, 180/905, B. p. 511).

52. Dacă un act autentic face deplină probă în privința oricărei persoane despre existența faptului, pentru constatarea căruia a fost dresat, acel fapt însă nu poate produce efectele juridice oricare ar fi forma în care ar fi constatat, decât între părțile contractate. (Cas. II, 31 Ianuarie 1906, B. p. 123).

53. Nu trebuie să se confunde efectul convențiilorlor cu proba, care rezultă din actele încheiate spre a le constată; căci dacă convențiunile n'au efect decât între părțile contractante, actele autentice însă cari le constată fac deplină credință în privirea oricărei persoane despre dispozițiunile și convențiunile ce constată, conform art. 1.173 codul civil. (Cas. II, 27 Febr. 1907, B. p. 316).

54. Este admisibilă proba testimonială spre a se dovedi violențele întrebuințate de soț asupra soției, cu ocaziunea unui act de vânzare, pentru a o determina ca să primească a figură și dânsul alături de dânsa în acel act ca cumpărător.

Prin urmare, dacă o asemenea probă a fost admisă de către instanța de fond, nu se poate zice, în acest caz, că ea a fost admisă pentru a se dovedi, în contra celor constatate de către judecător atunci când a instrumentat și a dat actului autenticitatea legală. (Cas. I, 17 Aprilie 1909, B. p. 402).

55. După art. 450 din procedura penală, combinat cu art. 1173, alin. II din codul civil, nu se poate cere constatarea unui fals pe calea principală civilă, în scopul de a legitimă o cerere de revizuire în baza art. 290 alin. II din codul de procedură civilă, atunci când actul încriminat fals a fost invocat și discutat în cursul procesului rezolvit definitiv prin hotărârea a cărei revizuire se cere. (Cas. Sect. unite, 31 Mai 1910, B. p. 905).

56. Deși art. 1174 din codul civil, prevede că actul autentic are tot efectul între părți despre drepturile și obligațiunile ce el constată, însă, din combinația art. 1173 cu 1198 din codul civil rezultă că și în contra unor asemenea acte se poate face dovadă, fie prin contra-inscrieri, fie prin martori și prezumții, când această probă n'are de scop a contesta faptele atestate de autoritatea publică, ci numai pe acele de părți.

Prin urmare, când instanța de fond constată că adevăratul preț al unei

vânzări este altul decât cel arătat în actul de vânzare, și pentru aceasta se întemeiază pe acte, prezumții și recunoașterea uneia din părți, nu violează art. 1174 din codul civil și nici art. 124 și 125 din procedura civilă. (Cas. I, 551 din 18 Oct. 1910, B. p. 1354, Jurisprudența 35/1910; Curier Jud. 8/1911).

57. Conform art. 1173 din codul civil, un act autentic are deplină credință în privirea oricărei persoane despre dispozițiile și convențiile ce constată.

De aci rezultă că actul autentic poate să fie invocat și de un tertiu ca să dovedească faptele constatate printr'însul, iar nu numai de părțile contractante. (Cas. I, 149 din 19 Febr. 1912, B. p. 240, Curier Jud. 39/1912).

58. Dispozițiunile dintr'un act autentic putând fi atacate, fie prin înscrisura în fals, când acele dispozițiuni sunt constatate *de visu* de către judecătorul care a instrumentat, fie prin proba contrarie, când e vorba numai de simple afirmațiuni ale părților contractante, rezultă că proba cu martori este admisibilă pentru a se dovedi contrar afirmațiunei dintr'un act dotal, că în momentul autentificării lui, dota nu a fost numărată de constituitoar. (Trib. Ilfov III, No. 621/1914; Dreptul 1915 p. 406).

59. a) Eredele rezervatar poate să probeze simulațiunea actului de vânzare intervenit între autorul său și un altul, în scopul de a-i atinge dreptul de rezervă garantat de lege, prin orice mijloace și chiar prin martori și prezumțiuni, de oarece în acest caz eredele rezervatar nu mai reprezintă pe autorul său, pentru a i se putea opune actul autentic de vânzare, ei își apără un drept al său propriu în contra autorului.

b) Instanța de fond este suverană să se întemeieze pe constatări de fapt, spre a decide că vânzarea nu este serioasă și că cumpărătoarea nu a numărat pretul. (Cas. I, decizia No. 699, din 7 Decembrie 1915; Jurisprudența Rom. 14/1916, p. 219).

60. Actele autentice fiind executorii dela data exigibilității, pot fi investite cu formula executorie și executate ca și hotărârile judecătorești, în privința tuturor obligațiunilor ce cuprind, dacă acele obligațiuni sunt certe, lichide și exigibile.

Astfel, dacă se constată că actul autentic pus în executare, în afară de clauzele referitoare la obiectul contractului de împrumut ipotecar, din care rezultă că obligațiunea de a plăti dobânzile este certă, lichidă și exigibilă, cuprinde o clauză expresă în baza căreia dobânzile sunt datorite de plin drept, prin expirarea termenului, fără somațiune sau chemare în jude-

cată, un asemenea act autentic fiind prin natura sa executoriu ca și o hotărâre judecătorească din momentul investirei sale; instanța de fond violează legea când înlătură acest titlu și cere în privința dobânzilor exigibile o hotărâre judecătorească. (Cas. II, 309/1915, Curier Jud. 31/1916).

61. În sistemul legiurei noastre faptul remiterii originalului act autentic în mâna celui în drept a-l primi este principala formalitate de care depinde puterea de credință ce are a se da celor coprinse în act. Așa fiind, mențiunea dintr'un act de vânzare că pretul a fost plătit, nu poate face credință decât în cazul când vânzătorul sau instanța ce a autentificat, cu consimțământul acestuia, a remis cumpărătorului actul original.

Prin urmare, instanța de fond când deduce din faptul posesiei originalului act de vânzare de către vânzător că pretul nu a fost achitat, prin aceasta nu violează art. 973 și 1173 c. civ., care nu sunt aplicabile atât timp cât titlul actului de vânzare nu se putea servi de act și invocă puterea doveditoare a autenticității. (Cas. I, decizia No. 211 din 1 Aprilie 1916; Jur. Rom. 27/1918, p. 419).

62. Se poate dovedi cu martori și prezumțiuni că consimțământul dat la autentificarea unui act a fost rezultatul manipulei dolozive întrebuintate de cealaltă parte contractantă, de oare ce prin aceasta nu se contrazice vre-o constatare făcută „de visu” sau „de auditu” de judecătorul care a autentificat actul. (C. Apel Constanța, Jurnal 548 din 26 Dec. 1919, Curier Jud. 48—49/1920).

63. Potrivit art. 20 legea autentificării actelor din 1886 și art. 375 și 378 pr. civ. actele autentice se pot investi cu formula executorie, numai dacă conțin o datorie certă, lichidă și exigibilă, întocmai ca și hotărârile judecătorești.

Când însă obligația sau creanța este subordonată soluției interpretării unei clauze, constituind pentru rezolvarea ei un adevărat proces de fond, acea creanță nu este certă și lichidă și deci actul care o constată nu poate fi investit cu formula executorie.

Prin urmare, în speță, contractul de asociație nestabilind o creanță certă, lichidă și exigibilă pentru nici unul din asociați, căci nu s'ar putea spune în prezent, când sunt încă în indiviziune, cine este creditor și cine este debitor și pentru cât, deci fiind vorba de o creanță discutabilă, nu se poate cere investirea pentru executare a contractului. (Jud. oc. Cusmir, Mehedintzi, carte jud. din 9 Apr. 1921, Jur. Gen. 1923, No. 1785; Trib. Dorohoi Jurnal 9657 din 23 Dec. 1922, Jur. Gen. 1924 No.

între părți, este supus regulilor de probațiune prescrisă de lege în materie de obligațiuni. Deci, cel ce invoacă simulațiunea trebuie să o dovedească cu probe legale în mod prealabil și neatărnat de dovezile admisibile pentru stabilirea dolului care se pretinde că ar fi provocat simulațiunea. Singurul caz în care dovada simulațiunii se confundă în dovada dolului care a provocat-o este cazul când faptele alegate ca constitutive ale dolului sunt de așa natură în cât ele au avut de rezultat necesar de a pune pe victima dolului în imposibilitate de a-și procura o dovadă scrisă a simulațiunii. (Apel Iași, I. 23, Febr. 8/94, Curier Jud. 21/94).

48. Proba testimonială eum și prezumțiunile sunt admisibile, când aceste probe nu sunt invocate spre a contesta fapte ce însăși autoritatea le atestă în actul autenticat de dânsa, ci spre a stabili fapte precute în neprezența autorității și despre care partea nu își putea procura o dovadă scrisă. Astfel, se poate dovedi cu martori și prezumțiuni dolul și violente întrebuințate asupra unui vânzător, spre a-l decide să se prezinte înaintea autorității judecătorești, spre a-și vinde imobilul său. (Cas. I, 56/98, B. p. 190).

49. Actul autentic făcând deplină credință, în privința verificării personale despre tot ce constată, nu este primitor de verificare de scripturi și nu poate fi sfărâmat decât pe calea inscripțiunii în fals. Așa, certificarea făcută de agentul corpului portărilor în josul dovezii de primirea copieii după o ordonanță prezidențială, agent competent să înmăneze asemenea copii și să facă asemenea certificări, imprimă dozei caracterul de autenticitate, și ca atare, nu poate fi sfărâmată decât pe calea inscripțiunii în fals. În caz de înscriere în fals în contra unei asemenea dozei, dacă cel ce o defaimă în fals nu arată pe autorul falsului, calea judecății penale a falsului, este închisă și judecata nu poate procede nici la verificare de scripturi, într-un cât o asemenea dovadă are caracterul autenticității, astfel că judecata nu este ținută să țină seamă de defăimarea în fals și trebuie să dea credință acestei dozei. (Cas. I, 262/901, B. p. 954).

50. Actele autentice pot fi atacate pentru cauză de simulație fără înscriere în fals, când nu e vorba a se contesta fapte atestate de autoritatea care a dat autenticitatea, ci numai declarațiile părților consemnate în act, iar proba simulației se poate face prin martori și prezumții. (Cas. I, 64/1903, B. p. 165).

51. Actul autentic face deplină credință în privirea oricărei persoane despre dispozițiunile și convențiunile

ce el constată, și nu poate fi combătut decât pe calea înscrierii în fals. Astfel, un act de vânzare autenticat, din care se constată că identitatea vânzătorului a fost stabilită conform art. 13 din legea autenticității actelor, nu se poate dărâma decât prin înscrierea în fals. (Cas. I, 180/905, B. p. 511).

52. Dacă un act autentic face deplină probă în privința oricărei persoane despre existența faptului, pentru constatarea căruia a fost dresat, acel fapt însă nu poate produce efecte juridice oricare ar fi forma în care ar fi constatat, decât între părțile contractate. (Cas. II, 31 Ianuarie 1906, B. p. 123).

53. Nu trebuie să se confunde efectul convențiunilor cu proba, care rezultă din actele încheiate spre a le constată; căci dacă convențiunile n'au efect decât între părțile contractante, actele autentice însă cari le constată fac deplină credință în privirea oricărei persoane despre dispozițiunile și convențiunile ce constată, conform art. 1173 codul civil. (Cas. II, 27 Febr. 1907, B. p. 316).

54. Este admisibilă proba testimonială spre a se dovedi violentele întrebuințate de soț asupra soției, cu ocaziunea unui act de vânzare, pentru a o determina ca să primească a figură și dânsul alături de dânsa în acel act ca cumpărător.

Prin urmare, dacă o asemenea probă a fost admisă de către instanța de fond, nu se poate zice, în acest caz, că ea a fost admisă pentru a se dovedi, în contra celor constatate de către judecător atunci când a instrumentat și a dat actului autenticitatea legală. (Cas. I, 17 Aprilie 1909, B. p. 402).

55. După art. 450 din procedura penală, combinat cu art. 1173, alin. II din codul civil, nu se poate cere constatarea unui fals pe calea principală civilă, în scopul de a legitimă o cerere de revizuire în baza art. 290 alin. II din codul de procedură civilă, atunci când actul înrîminat fals a fost invocat și discutat în cursul procesului rezolvit definitiv prin hotărîrea a cărei revizuire se cere. (Cas. Sect. unite, 31 Mai 1910, B. p. 905).

56. Deși art. 1174 din codul civil, prevede că actul autentic are tot efectul între părți despre drepturile și obligațiunile ce el constată, însă, din combinația art. 1173 cu 1198 din codul civil rezultă că și în contra unor asemenea acte se poate face dovadă, fie prin contra-inscrieri, fie prin martori și prezumții, când această probă n'are de scop a contesta faptele atestate de autoritatea publică, ci numai pe acele de părți.

Prin urmare, când instanța de fond constată că adevăratul preț al unei

vânzări este altul decât cel arătat în actul de vânzare, și pentru aceasta se întemeiază pe acte, prezumții și recunoașterea uneia din părți, nu violează art. 1174 din codul civil și nici art. 124 și 125 din procedura civilă. (Cas. I, 551 din 18 Oct. 1910, B. p. 1354, Jurisprudența 35/1910; Curier Jud. 8/1911).

57. Conform art. 1173 din codul civil, un act autentic are deplină credință în privirea oricărei persoane despre dispozițiile și convențiunile ce constată.

De aci rezultă că actul autentic poate să fie invocat și de un terțiu ca să dovedească faptele constatate printr'insul, iar nu numai de părțile contractante. (Cas. I, 145 din 19 Febr. 1912, B. p. 240, Curier Jud. 39/1912).

58. Dispozițiunile dintr'un act autentic putând fi atacate, fie prin înscrierea în fals, când acele dispozițiuni sunt constatate *de visu* de către judecătorul care a instrumentat, fie prin proba contrarie, când e vorba numai de simple afirmațiuni ale părților contractante, rezultă că proba cu martori este admisibilă pentru a se dovedi contrar afirmațiunei dintr'un act dotat, că în momentul autentificării lui, dota nu a fost numărată de constituitoar. (Trib. Ilfov III, No. 621/1914; Dreptul 1915 p. 406).

59. a) Eredelile rezervatar poate să probeze simulațiunea actului de vânzare intervenit între autorul său și un altul, în scopul de a-i atinge dreptul de rezervă garantat de lege, prin orice mijloace și chiar prin martori și prezumțiuni, de oarece în acest caz eredele rezervatar nu mai reprezintă pe autorul său, pentru a i se putea opune actul autentic de vânzare, ci își apără un drept al său propriu în contra autorului.

b) Instanța de fond este suverană să se întemeieze pe constatări de fapt, spre a decide că vânzarea nu este serioasă și că cumpărătoarea nu a numărat prețul. (Cas. I, decizia No. 699, din 7 Decembrie 1915; Jurisprudența Rom. 14/1916, p. 219).

60. Actele autentice fiind executorii dela data exigibilității, pot fi investite cu formula executorie și executate ca și hotărârile judecătorești, în privința tuturor obligațiilor ce cuprind, dacă acele obligațiuni sunt certe, lichide și exigibile.

Astfel, dacă se constată că actul autentic pus în executare, în afară de clauzele referitoare la obiectul contractului de împrumut ipotecar, din care rezultă că obligațiunea de a plăti dobânzile este certă, lichidă și exigibilă, cuprinde o clauză expresă în baza căreia dobânzile sunt datorite de plin drept, prin expirarea termenului, fără somațiune sau chemare în jude-

cată, un asemenea act autentic fiind prin natura sa executoriu ca și o hotărâre judecătorească din momentul investirei sale; instanța de fond violează legea când înlătură acest titlu și cere în privința dobânzilor exigibile o hotărâre judecătorească. (Cas. II, 309/1915, Curier Jud. 31/1916).

61. În sistemul legiuirii noastre faptul remiterii originalului act autentic în mâna celui în drept a-l primi este principala formalitate de care depinde puterea de credință ce are a se da celor coprinse în act. Așa fiind, mențiunea dintr'un act de vânzare că prețul a fost plătit, nu poate face credință decât în cazul când vânzătorul sau instanța ce a autentificat, cu consimțământul acestuia, a remis cumpărătorului actul original.

Prin urmare, instanța de fond când deduce din faptul posesiei originalului act de vânzare de către vânzător că prețul nu a fost achitat, prin aceasta nu violează art. 973 și 1173 c. civ., care nu sunt aplicabile atât timp cât titlul actului de vânzare nu se putea servi de act și invocă puterea doveditoare a autenticiității. (Cas. I, decizia No. 211 din 1 Aprilie 1916; Jur. Rom. 27/1918, p. 419).

62. Se poate dovedi cu martori și prezumțiuni că consimțământul dat la autentificarea unui act a fost rezultatul manoperilor dolozive întrebuințate de cealaltă parte contractantă, de oare ce prin aceasta nu se contrazice vre-o constatare făcută „de visu” sau „de auditu” de judecătorul care a autentificat actul. (C. Apel Constanța, Jurnal 548 din 26 Dec. 1919, Curier Jud. 48—49/1920).

63. Potrivit art. 20 legea autentificării actelor din 1886 și art. 375 și 378 pr. civ. actele autentice se pot investi cu formula executorie, numai dacă conțin o datorie certă, lichidă și exigibilă, întocmai ca și hotărârile judecătorești.

Când însă obligația sau creanța este subordonată soluției interpretării unei clauze, constituind pentru rezolvarea ei un adevărat proces de fond, acea creanță nu este certă și lichidă și deci actul care o constată nu poate fi investit cu formula executorie.

Prin urmare, în speță, contractul de asociație nestabilind o creanță certă, lichidă și exigibilă pentru nici unul din asociați, căci nu s'ar putea spune în prezent, când sunt încă în indiviziune, cine este creditor și cine este debitor și pentru cât, deci fiind vorba de o creanță discutabilă, nu se poate cere investirea pentru executare a contractului. (Jud. oc. Cusmir, Mehedintzi, carte jud. din 9 Apr. 1921, Jur. Gen. 1923, No. 1735; Trib. Dorohoi Jurnal 9657 din 23 Dec. 1922, Jur. Gen. 1924 No.

726; Trib. Dolj s. III, 253 din 13 Iulie 1923, Jur. Gen. 1923 No. 1084).

64. Potrivit dispoz. 1173 c. civ., când, în cursul instanței civile, un act autentic produs este atacat de partea adversă, ca fals, dar autorul falsului este decedat, necunoscut, etc., și nu se urmărește pedepsirea lui, instanța are latitudinea de a cerceta valabilitatea actului defăimat și admite stabilirea faptelor considerate ca false, când se invoacă fapte precise, cari distrug afirmațiunile continute în act. (Trib. Sărat. Sent. civ. 333 din 15 Mai 1923, Jur. Gen. 1923 No. 1295).

65. Dacă tribunalele, prin excepție de la dreptul comun, pot investi cu formula executorie actele autentice, este cert însă că nu pot fi investite cu formula executorie de cât actele autentice cu exigibilitate convențională, nu însă și acele cu exigibilitate legală.

cum sunt contractele dotale și testamentele autentice, cari devin exigibile prin desfacerea căsătoriei sau moartea testatorului. (Judec. ocol. II, C.-Lung, 25 Oct. 923, Dreptul 34/1923).

66. Inscrisul autentic face dovada nu numai a raportului dintre părți, dar și a faptelor și actelor juridice, cari nu pot fi combătute decât prin contra înscrisuri sau potrivit dispozițiilor art. 1173 al. 1, 1174, 1176 și 1191 al. 2 civ. Acest principiu se aplică atât părților contractante cât și ayant-cause-lor lor, fie în materie civilă fie comercială. (Trib. Ilfov s. I Com. 856 din 8 Dec. 1923 Curier Jud. 21/924).

67. A se vedea: art. 813, notele 19, 20; art. 864 nota 9; art. 975, Index „Act autentic” și notele respective; art. 1175, Index și notele respective; art. 1191, nota 109 ter.

Art. 1174. — Actul cel autentic, sau cel sub semnătură privată are tot efectul între părți despre drepturile și obligațiunile ce constată, precum și despre aceea ce este menționat în act, peste obiectul principal al convențiunei, când menționarea are un raport oarecare cu acest obiect.

Dacă menționările cari au de ¹⁾ obiect un fapt cu totul străin de acela al convențiunei, nu pot servi decât numai la un început de dovadă. (Civ. 1171, 1176, 1191, 1197; C. com. 46; Civ. Fr. 1320).

Text. fr. Art. 1320. — L'acte, soit authentique, soit sous seing privé, fait foi entre les parties, même de ce qui n'y est exprimé qu'en termes énonciatifs, pourvu que l'énonciation ait un rapport direct à la disposition. Les énonciations étrangères à la disposition ne peuvent servir que d'un commencement de preuve.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 214-216;
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, III, 2083 urm.;
BONNIER, II, 509, 510;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 212;
DALLOZ, *Rép. Obligations*, 3125 urm.; *Suppl. Obligations*, 1387 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 282 bis, IX, XIV;
DEMOLOMBE, XXIX, 292 urm., 300;
HUC, VIII, 231;
LAROMBIÈRE, IV, art. 1320, n^o 10;
LAURENT, XIX, 172 urm., 181;
MARCADÉ, art. 1319, n^o 2;
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 788, 789;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 94, 95.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VII, p. 152 urm., 158, 160 urm., 273; *Observație* sub. Cas. Fr., 30 Mai 1900. Dreptul 72/1900;
CANTACUZINO MATEI, p. 615, 616;
NACU, II, p. 791 urm.;
SESCIOREANU G., *Notă* sub. Cas. II, 94 din 28 April 1922. Pand. Rom. 1923-I-112.

1) Cuvântul „de” din eroare, lipsește în edițiunea oficială.

Jurisprudență.

1. După art. 1174 actele sub semnătură privată sunt valabile între părțile contractante, autenticitatea lor fiind cerută numai în ceceaze privește pe cei d'al treilea. (Cas. I, 161/Mai 1976, B. p. 220).

2. Ținând seamă de natura testamentului, aceea adică a transmisiunii averii pe cale de ultimă voință, nu se poate susține că enunțarea unei împrejurări străină de dispozițiunea principală a cuprinsului actului trebuie să aibă o plină putere doveditoare întru justificarea unui drept ce se invoacă. Într'o atare ocurență, mențiunea care n'are un raport direct cu faptul juridic ce formează obiectul principal al actului nu poate fi privit de cât ca o mărturisire extra-judiciară ce

poate servi de început de dovadă (art. 1174 alin. II). În asemenea caz judecătorii pot deferi jurământul din oficiu. (Apel Bue. III, 88, Sept. 28/90, Dreptul 68/90).

3. Deși prin acest articol se stabilește că actul autentic are tot efectul între părți despre drepturile și obligațiile ce el constată, totuși un asemenea act poate să fie combătut prin alte probe, când ele nu au de scop să conteste faptele atestate de autoritatea, care a autentificat actul ci numai acelea declarate ei de către părți și consemnate în act. (Cas. I, 215/90, B. p. 609; în același sens: Cas. I, 551 din 18 Oct. 1910, Jurisprudența 35/910, Curier Jud. 8/1911).

4. A se vedea: art. 1173, Index și notele respective.

Art. 1175. — Actul secret, care modifică un act public, nu poate avea putere decât între părțile contractante și succesorii lor universalii ¹⁾; un asemenea act nu poate avea nici un efect în contra altor persoane. (Civ. 969, 973, 974, 975, 1173, 1176, 1182, 1229, 1230; L. Timbr. 89; Civ. Fr. 1321; Civ. Ital. 1319).

Text. fr. Art. 1321. — Les contre-lettres, ne peuvent avoir leur effet qu'entre les parties contractantes: elles n'ont point d'effet contre les tiers.

Text. Ital. Art. 1319. — Le contro-dichiarazioni fatte per privata scrittura non possono avere effetto che fra le parti contraenti ed i loro successori a titolo universale.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 264-269;
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2385 urm.;
 BONNIER, II, 513, 517, 519;
 BUENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 768;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 315 urm.;
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 3175 urm.; *Suppl. Obligations*, 1402 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 283 bis, I, VII;
 DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, I, p. 260 urm.; 550; III, p. 393;
 DEMOLOMBE, XXIX, 318, 319, 322, 326, 335, 344-349;
 HUC, VII, 233, 234;
 LAROMBIÈRE, IV, art. 1321, n^o 4, 7, 9-11;
 LAURENT, XIX, 185, 186, 189-193;
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 794, 795;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1186 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VII, p. 162 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 310; V, p. 194, 275, 279, 282; IX, p. 555; X, p. 579); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 51, 447; Adnotație sub. C. Apel, Turin, 28 Dec. 1899. Curier Jud. 14/1900; „Despre contra-inscrisuri (contre-lettres) sau actele secrete cari modifică un act public (art. 1175 c. c.)”. Curier Jud. 41/1901; *Observație* sub. Trib. civil. Nantua (Ain), 9 Ian. 1923. Pand. Rom. 1924-III-123; *Notă* sub. Trib. Arras, Pas de Calais, 9 Ian. 1923. Jur. Gen. 1925, No. 886;
 CANTACUZINO MATEI, p. 467, 468, 619;

1) În art. francez corespunzător 1321, lipsesc cuvintele: „și succesorii lor universalii” cari au fost adause de legiuitorul român după art. 1319 din Codul civil Italian.

- CERBAN ALEX., *Notă* sub. Trib. Gorj, s. I, 58 din 1 Martie 1920. Curier Jud. 55-56/1920;
Notă sub. Trib. Teleorman s. I, 289 din 4 Nov. 920, Curier Jud. 1/921;
 CHIRCULESCU D. N., „*Cesionarul e un terț când atacă în simulație actele făcute de cedent cu un terțiu în prejudiciul său*”. Curier Jud. 62/1902;
 DEGRÉ ALEXANDRU, *Scriseri Juridice* vol. I, p. 319 urm.; „*Simulațiunea și fraudă*”;
 HOZOC DIM., *Notă* sub. Cas. I, 709, din 11 Dec. 1915. Pand. Rom. 1925-I-50;
 NACU, II, p. 463, 798 urm.;
 PERIEȚEANU GR. I., (IPER), *Notă* sub. C. Apel Buc. s. II, 98/914. Curier Jud. 30/915.

INDEX ALFABETIC

Act autentic 7, 9, 12, 19.	Moștenitori nerezervatari 21.
Act secret, a se vedea „Contra-inscris”.	Moștenitori rezervatari 13, 18, 19, 24.
Adjudecare 3.	Nulitate 24, 25.
Anulare 24, 25.	Ordine publică 22, 24.
Buna credință 1, 20.	Persoană interpusă 3.
Cauza ilicită 11.	Plata prețului 20.
Cesiune 15.	Prejudiciu 15.
Consimțământ 9, 11.	Preț, plata lui 20.
Contra-inscris, a se vedea „Simulație” și 1-10, 12, 16-19, 21-25.	Prezumpțiuni 11, 13, 14, 16, 19, 22, 24.
Convenții matrimoniale, a se vedea „Dotă”.	Primirea dotei 2.
Creditori 15.	Probe 3, 11, 14, 16, 17, 18, 24.
Creditori chirografari 4, 5.	Ratificare 6.
Cunoștință 1.	Reducțiune 24.
Dată certă 4, 5.	Rezerva 13, 18, 19, 24.
Distrugere 6, 8.	Rezoluțiune 20.
Dol 9, 11, 19.	Scrisoare secretă 17.
Donațiuni deghizate 19, 24.	Secretul scrisorilor 17.
Dotă 2.	Simulație, a se vedea „Contra-inscris” și 1-25.
Eiecte 4, 7.	Simultanitate 10.
Fraudă 9, 11, 17, 19, 22, 24.	Succesori, a se vedea „Moștenitori”.
Hotărâre 4.	Succesori universali 7.
Inceput de dovadă-scrisă 11, 16, 18, 19, 22.	Sustragere 12.
Interes 15.	Terț achizitor 1, 20.
Interogator 21.	Terțe persoane 4, 5, 7, 9, 11, 16, 17, 20, 21.
Interpus 3.	Vânzare-cumpărare 1, 6, 9, 10, 12, 13, 19, 20, 21, 23, 25.
Intreținere 12.	Violență 9, 11, 19.
Marturi 9, 11, 12, 13, 16, 19, 22, 23, 24.	
Mărturisire 10.	

Jurisprudență.

1. O dată stabilită simulațiunea unei vânzări, terțiul achizitor care cunoaște existența contra-inscrisului, nu poate invoca art. 1175 și cere nulitatea contra-inscrisului. Dacă art. 1175 este generic și nu face nici o distincțiune din aceasta nu urmează că legea nu ar cere buna credință, căci această condițiune rezultă necesarmente din principiul sau motivul pe care este fundat textul; contra-inscrisului în adevăr n'are nici un efect contra celor de al treilea, pentru că ei n'au putut să'l cunoască; când însă terții cunosc că contractul este simulat, ei cunosc adevărata convențiune, și nu pot ast-fel a se plânga că au fost înșelați. Deci terțiul primind a deveni proprietar al imobilului cumpărat în aceste condițiuni, n'a putut să câștige alt titlu de cât acela de proprietar aparent ce îl avea și autorul său. (C. Apel Iași II, 120. Oct. 9/82 *Dr.* 72/83).

2. Deși soții nu pot prin nici un act și sub o formă de cât numai îndeolind dispozițiunea art. 1229, modifică convențiunile matrimoniale, totuși rămân liberi de a face ori ce aranjament compatibil cu convențiunile matrimoniale. Astfel clauza dintr'un contract

de căsătorie, relativă la recunoașterea sau la primirea dotei din partea bărbatului poate, fără ca principiul imutabilității sau ne-modificării convențiilor matrimoniale să fie atins, să se declare simulată printr'un contra-inscris. Iar regulile prescise de art. 1229 se aplică numai la așele convențiuni sau dispozițiuni cari într'un mod direct sau indirect altcează drepturile respective ale soților sau raporturile lor cu terțiile persoane. (Trib. Ilfov, I, 141, Febr. 25/87, *Dr.* 32/87).

3. Proba că cumpărătorul de la o licitațiune publică nu era de cât o persoană interpusă care cumpăra pentru altul, se poate face în materie civilă printr'o simplă contra-scrisoare și fără să fie trebuință de vre-o înscriere în fals. (Cas. II, 21/Febr. 6/91, B. p. 239).

4. Contra-inscrisurile n'au efect de cât între părțile contractante, și astfel ele nu pot fi opuse terțiilor, chiar când ele ar fi dobândit o dată certă. Or, creditorii chirografari sunt terții persoane în sensul art. 1175, prin faptul că ei n'au participat și subscris contra-inscrisul. Deci contra-inscrisul, cât și sentința bazată pe el, nu pot fi opozabile creditorilor chirografari. (Apel Buc. I, Sept. 22/93, *Dr.* 64/93).

5. În materie de contra-inscrisuri, legiuitorul consideră ca terții persoane și pe creditorii chirografari ai părților, între care actul secret s'a făcut, fără a distinge dacă acest act a dobândit sau nu o dată certă. (Cas. I, 251/94, B. p. 839).

6. Desființarea unui contra-inscris dat de un cumpărător vânzătorului și prin care se arată că actul de vânzare dintre ei este economic, nu implică ratificarea sau reînnoirea aceluia act de vânzare. (Cas. I, 404/96 B. p. 1532).

7. Contra-inscrisurile sau actele secrete, ce modifică dispozițiile unui act public, nu au putere decât între părțile contractante și succesorii lor universali și nu pot fi opuse terțiilor. (Cas. I, 190/90 B. p. 636).

8. Un contra-inscris, rupt în mai multe bucăți și pentru care nu se probează și nu se alegă că ruperea ar fi rezultatul unei neglijențe, erori, violențe sau orice alt caz fortuit, n'are nici o valoare și nu poate constitui nici un titlu pentru acela ce-l deține, mai cu seamă când faptele și circumstanțele procesului exclud posibilitatea vre-unui caz enumerat mai sus.

iar partea adversă prezintă pentru rupere o justificare posibilă și chiar probabilă. (Trib. Ilfov II, *Dr.* 26/903).

9. Potrivit dispozițiilor art. 1191, 1175, și 1197 codul civil, părțile nu pot dovedi simulațiunea unui act de vânzare autentic, prin martori, de cât numai în cazul când ar exista un act secret care să modifice actul public sau când actul atacat s'a făcut prin fraudă, dol sau violență. Rigoarea acestei reguli nu se aplică însă și în cazul când actul se atacă de către un terțiu, pentru că lui nu i-a fost cu putință de a-și procura o dovadă scrisă. (C. Apel Buc. s. II. Dreptul 58/908, p. 474).

10. Contra-înscrisul prevăzut de art. 1175 din codul civil, destinat să modifice actul aparent și să facă între părți contraproba celor conținute în act, trebuie să fie concomitent cu actul pe care îl modifică. Mărturisirile și recunoașterile posteroare ale părților nu pot înlocui dovada care rezultă dintr'un contra-înscris destinat, din a acelaș moment cu actul ostentativ, să facă dovada simulațiunii lui.

Prin urmare, instanța de fond nu violează acest articol când decide că partea nu face dovada simulațiunii vânzării printr'un contra-înscris în sensul art. 1175 din codul civil, întrucât declarațiunile și recunoașterile invocate nu fac dovada unei convențiuni concomitente vânzării. (Cas. I, 9 Mai 1912, B. p. 890).

11. Proba simulațiunii unui contract se poate face de către terți prin tot felul de dovezi, prin martori și chiar prin prezumțiuni suficiente numai ca să facă convingerea autorității judecătorești că actul nu reprezintă voința părților și că este simulat.

Atunci însă când dovada simulației e cerută chiar părților contractante, cum ele au fost în putință a-și procura o probă scrisă, reclamantul trebuie să producă cel puțin un început de dovadă scrisă, afară de cazul când simulația a avut de scop a aduce o fraudă la lege sau ea a fost întrebuintată pentru a disimula o cauză ilicită sau în fine când consimțământul părții care atacă convenția ca simulată a fost smuls prin violență sau surprins prin dol. (Trib. Ilfov. s. III, 391/911. Curier Jud. 5/1912).

12. Deși actul de vânzare autentic face deplină credință între părți totuși dacă vânzătorul invoacă existența unui contra-înscris care constată obligația cumpărătorului de a întretine pe vânzător, obligație care nu s'ar fi îndeplinit de cumpărător cum și că acel contra-înscris ar fi fost sustras de cumpărător, în asemenea condițiuni proba cu martori e admisibilă spre a dovedi existența contra-înscrisului, căci altfel ar fi ca cumpărătorul prin

faptul său ilicit să pună pe vânzător în imposibilitate să dovedească care e adevărata cauză a obligației sale, ceea ce e inadmisibil. (Cas. I, 903 din 12 Dec. 1912. Jur. Rom. 8/1913).

13. Eredede rezervator reprezintă și persoana și drepturile lui deeuș; cu toate acestea, când el susține că sunt simulate actele defunctului prin care acesta i-a atacat rezerva, nu i se poate refuza proba testimonială, căci deși eredeede reprezintă pe defunct, totuși când e vorba de a ataca actele prin care defunctul prejudiciază rezerva, eredeede devine un terțiu, lucrând în numele său personal, și deci, el poate dovedi simulațiunea prin orice fel de dovadă, deci și prin martori și prezumțiuni. (Judec. rurală Suraia (Putna) 24 Febr. 1912. Curier Jud. 76/912; In acelaș sens: Cas. I, 699 din 7 Dec. 1915. Jur. Rom. 14/916 și Curier Jud. 38/916; Trib. Iași s. I, 14 Mai 1919, Justiția (Iași) 1—2/919; Trib. Gorj s. I, 58 din 1 Mart. 1919. Curier Jud. 55—56/920; Trib. Muscel 392 din 31 Dec. 1919, Bul. Trib. Muscel 8—9, Iunie și Iulie 1922; Cas. I, 1429 din 27 Dec. 1922, Jur. Rom. 7—8/1923, Curier Jud. 15/1923).

14. Un act este simulat, când constată obligațiuni cari în realitate nu au existat, iar simulațiunea poate fi dovedită prin orice mijloace de probațiune, și chiar prin simple indicii și prezumțiuni. (Jud. Pechea-Covurlui. 56/914, Curier Jud. 56/1915).

15. Din moment ce creditorul nu poate face dovada existenței vre-unui prejudiciu pentru el, nu poate invocă simulația cesiunii debitorului său, de oarece acțiunea sa este lipsită de interes și unde nu este interes nu este acțiune. (C. Apel Buc. s. II. 98/914, Curier Jud. 30/1915).

16. După dispozițiunile art. 1175 din codul civil, dovada simulațiunii unui act între părțile contractante, nu se poate face decât numai prin contra-înscris și în lipsa unui asemenea act secret, prin martori și prezumțiuni, numai în cazul când contractanții posedă un început de dovadă scrisă; din potrivă, cei de al treilea interesați, sunt admiși a proba simulațiunea prin orice mijloc de dovadă, căci ei neparticipând la alcătuirea actului simulat, nu li se poate imputa neglijența că nu s'au armat cu un contra-înscris. Terții găsindu-se deci în imposibilitate să-și procure un contra-înscris, după prevederile art. 1198 c. civ., pot proba simulațiunea, prin orice mijloc de dovadă legală, martori, sau prezumțiuni. (Trib. Tecuciu. 1914; Dreptul 1915, p. 606).

17. Dacă în materie contractuală în genere, legea pune la dispoziția părților toate mijloacele de probație admisibile pentru constatarea fraudei, chiar și contra-înscrisurile socotite de

părți ca confidentiale sau secrete, nu e nici un motiv plauzibil să se invoace în asemenea materie principiul secretului scrisurilor, ca un impediment de dovadă. Acest principiu își are aplicațiunea sa în altă materie, cu privire la alte raporturi juridice între părți, iar nu în materie de dovedire a fraudei, unde mijlocul de proba prin excelență e producerea de inscripțiuni sau scrisori de afaceri, pe cari autorii fraudei — pentru motive lesne de înțeles — le declară secrete sau confidentiale. Face prin urmare o justă aplicație a acestor principii, instanța de fond când, în constatarea unei fraude care viciază convenția părților pune temei pe o scrisoare declarată de ele ca secretă. (Cas. III, 287 din 17 Sept. 1919. Jur. Rom. 3/1920).

18. Moștenitorii rezervatari, pentru a ataca actele făcute de autorul lor, nu pot lucra în numele lor propriu de cât pentru respectarea rezervei, atinsă prin liberalitățile defunctului și numai în limitele acestei rezerve devin terți față cu actele cu titlu gratuit săvârșit de autorul lor. Actele însă săvârșite cu titlu oneros de defunct, sunt opozabile tuturor moștenitorilor fie rezervatari sau nu.

Astfel dacă moștenitorii rezervatari cer nulitatea unui act de vânzare făcut de autorul lor, fără să susțină ca acel act ar cuprinde o liberalitate, față de care în o anumită măsură, ei ar putea fi considerați ca terți, ei pretind numai că actul este simulat, în acest caz moștenitorii nu-l pot ataca în simulație, de cât în aceleași condițiuni ca și autorul lor, de care au fost reprezentați cu ocazia încheierii aceluși act. Între părțile contractante simulațiunea unui act juridic constatată printr'un înscris, conform art. 1191 c. civ. nu se poate dovedi decât prin contra-înscris.

Prin urmare tribunalul a violat art. 1169, 1191 și 1203 c. civ. când s'a întemeiat în specie pe prezumțiuni și martori fără să existe început de dovadă scrisă, spre a stabili simulația actului de vânzare. (Cas. I, 703 din 29 Dec. 1920, Jur. Rom. 11/1921).

19. Simulațiunea nu poate fi dovedită între părțile contractante, conform art. 1175 și 1197 cod civ., decât printr'un contra-înscris, care ar modifică actul public ce se pretinde a fi simulat. Această regulă atât de riguroasă nu suferă excepție decât numai în cazul când actul s'ar fi făcut prin fraudă, dol sau violență (art. 1203 c. civil).

În speță, intimatele nu pot fi considerate ca terți față de actul de vânzare ce se pretinde a fi simulat și a li se admite dovada cu martori și prezumțiuni, fără nici un început de dovadă scrisă, fiindcă ele nu au pretins

la prima instanță că actul de vindere-cumpărare ar ascunde o donatiune deghizată ce le-ar atinge rezerva lor, ci, invocând drepturile autorului lor, au cerut să se declare actul ca inexistent, de oarece ar constată o vânzare fictivă.

Dacă intimatele prin acțiunea lor ar fi tins la complinirea rezervei în virtutea dreptului lor personal de erezi rezervatari, atunci fără îndoială că ele ar fi putut fi considerate ca terți față de actul încheiat de autorul lor și proba cu martori ca și prezumțiunile le-ar fi fost admise. Din moment însă, ce s'au prezintat cu drepturile și obligațiunile autorului lor, pretinzând că vânzarea a fost simulată, și nu prezintă ca dovadă un contra-înscris, acțiunea lor ca atare este nedovedită și cată a fi respinsă. (Trib. Durostor sent. civ. 50 din 4 Mai 1923, Jur. Gen. 1923 No. 1255).

20. Când în special e vorba de o atacare a unui act în simulațiune în ce privește achitarea pretului, vânzătorul care tinde prin acțiunea introdusă la rezoluțiunea vânzării, trebuie să pună în cauză pe sub-achizitor nu numai cu scop de a obține dela acesta restituirea imobilului, dar chiar de a-i face opozabilă hotărîrea în ce privește rezoluțiunea însăși, întru cât efectele simulațiunei se restrâng principal în raporturile dintre părțile direct contractante, și fără a se putea prejudicia interesele terților de bună credință.

Terții au întreaga latitudine de a se folosi sau de a îndepărta cuprinsul unui act simulat. (Trib. Dorohoi 115 din 17 Aprilie 1923, Jurispr. Gen. 1924 No. 235).

21. Chemarea la interogatoriu a unei părți care a luat parte la confecționarea unui act, pentru a dovedi într'un proces, față de un terțiu, simulațiunea aceluși act, este neconcludentă în cauză, pentru că art. 1175 c. civ. prevede că actele secrete nu pot fi opuse terțelor persoane.

Doctrina, prin cuvântul „terți” în materia simulațiunei actelor, prevede pe aceia care n'au cunoscut actele de vânzare prin care apelanta a vândut intimătei O. P. atât partea sa de moștenire, cât și părțile cumpărate dela ceilalți comostenitori ai def. lor tată, dar nici n'a figurat în act și cu atât mai mult nu l'a semnat, așa că chemarea la interogatoriu a intimătei O. P. pentru a dovedi, față de celălalt intimat, care este un terțiu, simulațiunea acelor acte, cată să fie respinsă. (C. A. București, secția I. dec. civ., 170, 27 Iunie 1923, Jur. Gen. 1923, No. 1624).

22. Părțile contractante nu pot dovedi simulațiunea unui act prin marturi și prezumții decât numai fraudă la legile de ordine publică, când se gă-

sesc în imposibilitate de a avea o probă scrisă sau când au un început de probă scrisă, altfel au un nevoe de un contra-înscris. (Judec. Brabova-Dolj, 38 din 15 Mart. 1923. Pand. Rom. 1923, III, 95; Cas. I. 376 din 5 Mart. 1924. Jur. Gen. 1924, No. 1051).

23. Potrivit art. 1191 c. civ., proba cu martori este inadmisibilă spre a dovedi cu ea contra sau peste ceea ce cuprinde actul încheiat de părți,— de aceea simulațiunea unui act nu se poate dovedi de partea contractantă, în lipsa unui început de dovadă scrisă, decât prin contra-înscris.

Prin urmare, soția având calitate de moștenitoare nerezervatară a sotului său defunct—în specie, fiind succesoarea lui testamentară — dânsa îl prezintă pe acesta și ca atare nu poate cere proba cu martori pentru a dovedi simulațiunea actului de vânzare încheiat de defunctul seu soț, cu intimatul, cât timp nu invoacă în favoarea sa, în lipsa unui contra-înscris, un început de dovadă scrisă. (Cas. I. 965 din 30 Mai 1924, Jur. Gen. 1925 No. 35).

24. În principiu simulațiunea între părțile contractante, nu se poate dovedi cu martori și prezumțiuni, decât în cazul când, simulațiunea a avut de scop fraudarea unei legi de interes general sau de ordine publică.

Dispozițiunile legii care fixează cotitatea disponibilă și rezerva, fiind niște dispozițiuni de interes general, moștenitorii rezervatari au dreptul de

a dovedi cu martori și prezumțiuni donațiunile deghezate făcute, însă prin acest drept, moștenitorii nu pot tinde la anularea în totul a donațiunei deghezate ci numai la reducerea ei.

Acelaș drept îl are și părintele donator, în acțiunea în simulațiune; astfel că, dânsul nu poate cere proba cu martori, pentru a dovedi simulațiunea, de cât numai după ce în prealabil a dovedit, că donațiunea deghezată făcută, ar atinge rezerva legală, cuvenită moștenitorilor săi rezervatari. (Judecătoria ocol rural Băilești-Dolj 313 din 13 Noemb. 1924, Justiția Olteniei 7-8/925).

25. O vânzare făcută în baza unui act simulat nu este nulă din cauza simulațiunei însăși, ci pentru că există o rațiune specifică actului de a fi anulat. Simulațiunea nu poate face valabil un act nul prin efectul legii.

Un act secret pe baza căruia se recunoaște simulațiunea este în măsură să arate în mod neîndoelnic voința părților. (Trib. Buzău, s. II, 129 din 1 Aprilie 1915, Pandectele Săptămânale, 8/925).

26. A se vedea: art. 751 nota 3; art. 974, notele 7, 13; art. 975, Index „Act autentic”, „Simulație” și notele respective; art. 1186 nota 1; art. 1173, Index și notele respective; art. 1191, Index și notele respective; art. 1198, Index „Simulație” și notele respective; art. 1365, nota 10; art. 1369 nota 1; art. 1532, notele 11, 14, 15.

§ II. Despre actele sub semnătură privată.

Art. 1176. — Actul sub semnătură privată, recunoscut de acela cărui se opune, sau privit, după lege, ca recunoscut, are acelaș efect ca actul autentic, între acei cari l-au subscris și între cei cari reprezintă drepturile lor. (Civ. 969, 974, 975, 1170, 1171 urm., 1177 urm., 1182, 1191; Pr. civ. 167, 173 urm.; C. com. 46, 47, 48; Civ. Fr. 1322).

Text fr. Art. 1322. — L'acte sous seing privé, reconnu par celui auquel on l'oppose, ou légalement tenu pour reconnu, a, entre ceux qui l'ont souscrit et entre leurs héritiers et ayant-cause, la même foi que l'acte authentique.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VIII, p. 220-222, 246, 248;
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2336, 2337, 2345;
 BONNIER, II, 670-672;
 BUENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 767;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 211;
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 3816 urm.; *Suppl. Obligations*, 1571 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 284 bis;
 DEMOLOMBE, XXVIII, 450, 451; XXIX, 353, 355, 356, 358-363, 365-367, 370;
 HUC, VIII, 236;

LAROMBIÈRE, IV, art. 1283, n° 16; 1323, n° 7; 1325, n° 1, 2;
 LAURENT, XIX, 200, 201, 203, 205, 206, 208;
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 802 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 68, 69.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VII, p. 170 urm.; (II, ed. 2-a, p. 320 nota; IV, part. I, ed. 2-a, p. 365 n. 1; IV, part. II, ed. 2-a, p. 70, 72); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 397;
Observație sub. C. Apel Gand, 25 Aug. 909, Dreptul 49/910; *Notă* sub. Trib. Sancerre (Cher), 19 Aug. 1921. Jurispr. Gen. 13/1924 No. 772;
 CANTACUZINO MATEI, p. 615, 617;
 GEORGEAN N., *Notă* sub. Cas. I, 148 din 31 Mart. 1920. Pand. Rom. 1923-I-233;
 IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării* p. 128;
 NACU, II, p. 801 urm.;
 VERMEULEN H. JEAN, „*Puterea probatorie a scrisorilor misive în civil*“. Curier Jud. 37/924.

INDEX ALFABETIC

Act autentic 16.	Moștenitori 10.
Act sub semnătură pri- vată 1, 21.	Obligație comercială 11.
Anunțare 17.	Ordin în alb 11.
Avânzi-cauză 18.	Pecete 4.
Cambie 20.	Plata prețului 17.
Caragea Cod 9.	Poprire 17.
Comerț 11.	Preț 17.
Convenție sinalagmatică 14.	Prezumpțiuni 17.
Creditori 17.	Probe 17.
Creditori chirografari 6, 7.	Proprietate 16.
Cumpărător 18.	Punere de deget 1, 5, 8, 9.
Data 2, 3, 6, 7, 10, 17, 19.	Recunoaștere 8, 21.
Declarație către autori- tate 13.	Reprezentanți 12.
Efecte 3, 15, 16.	Scritorul actului 9.
Faliment 6, 7.	Semnătura, a se vedea „Pecete“, „Punere de de- get“ și 1, 4, 14, 19, 20.
Fals 1, 5.	Sinalagmatică convenție 14.
Fraudă 17.	Sucesori 10.
Hotărâre 5.	Sucesor particular 18.
Mandatar 3.	Terță persoană 6, 10, 17.
Marturi 9, 12, 16.	Urmărire silită 17.
Masa credală 6, 7.	Vânzare-cumpărare 8, 18.

Jurisprudență.

1. Pentru ca să existe contra-facere sau alterare de scrisuri și să poată cauza prejudiciu, se cere ca scrierea să fi fost imitată sau falsificată. Or, contra-facerea unui act, care ar fi lipsit de semnătură sau care s'ar fi semnat numai prin punere de deget sau cruce, nu poate cauza prejudiciu, de oarece un asemenea act prin natura lui chiar nu poate da naștere vre-unei obligațiuni. (Cas. II, 365/Sept. 28/76, B. p. 560).

2. Lipsa datei din un act sub semnătură privată nu face ca actul să fie nevalabil, căci nici un text de lege nu cere ca actele sub semnătură privată pentru a fi valabile să poarte data lor. Rămâne însă ca părțile în caz de contestațiune să stabilească data actului. (Apel Iași, II, 197. Mai 9/81, Dreptul 20/82).

3. Între părțile contractante actul sub semnătură privată, are același efect, ca și actul autentic. Prin urmare data din asemenea act face credință între acele părți și între reprezentanții lor, până la dovada contrarie; numai în contra terțiilor persoane interesate n'are, după art. 1182, credință, de cât de la înregistrare. Astfel, cum actele

ce face un mandatar, fie legal, fie convențional, în numele mandantului sunt actele acestui mandante, data actelor făcute de mandatar, trebuie să fie crezută de mandatar până la dovada contrarie. (Cas. I, 135/Apr. 4/83, B. p. 428).

4. În ce privește actul sub semnătură privată, condițiunea esențială a existenței lui este semnătura părții ce se obligă. Deci nu poate fi privit ca act sub semnătură privată actul semnat prin punere de pecete, de oare ce nu există aci semnătură. (Apel Buc. III, 172, Sept. 2/87, Dreptul 74/87).

5. Un act iscălit cu punere de deget, care, după lege, nu are nici o putere doveditoare, nu poate să devină elementul unui fals criminal, dacă plâsmuitorul nu vatămă, de fapt pe pretinsul datornic, obținând contra lui o condamnare judiciară. În adevăr, presupunerea că un act iscălit cu punere de deget nu poate să fie prejudiciabil, nu mai poate avea loc dacă actul iscălit cu punere de deget produce de fapt o vătămare reală, dacă adică intervine o hotărâre judecătorească care, în loc să-l înlăture ca ne având nici o putere doveditoare, din contră îl validează, îi dă o sancțiune formală, îl recunoaște ca valabil și producător de efecte juridice. (Cas. II, 289/Iun. 6/90, B. p. 837).

6. Actele sub semnătură privată, subscrise de falit înainte de declararea lui în stare de faliment, sunt opozabile masei creditorilor chirografari, chiar când aceste acte nu au căpătat o dată certă anterioară declarațiunii falimentului. În adevăr, acești creditori, lucrând în această simplă calitate, și ne putând ca atare invoca drepturi particulare deosebite de acelea ce le dă calitatea lor de creditori chirografari asupra întregului patrimoniu al debitorului lor, trebuie, în regulă generală și afară de cazul de fraudă dovedită să fie considerați ca reprezentând drepturile debitorului, iar nu ca terții persoane. Acest principiu, stabilit de art. 1176 și 1182, este

aplicabil și masei credale a unui falit precum se aplică în materie civilă tuturilor celorlalți creditori chirografari, căci legea nu face nici o deosebire între ei sub acest raport, iar declararea falimentului nu are de scop de a modifica legăturile de drept legalmente întocmite și anterioare stărei de faliment. (Cas. I, 122/Mart. 29/94, B. p. 127).

7. Principiul stabilit de art. 1176 și 1182 este aplicabil și masei credale a unui falit, precum se aplică în materie civilă tuturor celorlalți creditori chirografari, căci legea nu face nici o distincție între ei sub acest raport, iar declararea falimentului nu are de scop să modifice legăturile de drept anterioare stărei de faliment. (Cas. I, 122/94 B. p. 265).

8. Un act de vânzare semnat prin punere de deget nu poate să fie considerat ca un act sub semnătură privată, însă recunoașterea lui de către vânzător înaintea judecății face ca actul să fie valid. (Cas. I, 47/94 B. p. 95).

9. Sub codul Caragea înscrisul semnat prin punere de deget trebuia să fie adevărit de doi martori și de scriitorul înscrisului. Astfel, atestarea unui asemenea înscris de către primarul și notarul comunei, nu valora decât ca atestarea unor simpli martori și înscrisul era valabil numai dacă era semnat și atestat și de scriitorul său. (Apel Buc. II, C. Jud. 16/96).

10. Sub imperiul Codului civil actual, actul sub semnătură privată nu face credință despre data sa față de terții, în afară de cazurile anume arătate de legiuitor și această regulă se aplică și față de erezi, când stau în instanță cu terții, în virtutea dreptului lor propriu compromis printr'un act făcut de autorul lor. (Cas. I, 358/96 B. p. 1464).

11. Obligațiunile comerciale chirografare subscrise în alb, fără ordin, sau la portor, sunt valabile, căci, deși convențiunile nu produc efect decât între părțile contractante, însă, din faptul că ordinul a fost lăsat în alb și complectat mai în urmă, nu se poate trage consecință că creditorul este incert. (Apel Buc. II, C. Jud. 37/903).

12. Când între părți s'a pretrecut un fapt juridic constatat prin înscris, proba testimonială nu poate fi admisă spre a dovedi contrarul celor scrise în act.

O atare probă este oprită nu numai părților cari au contractat în scris ci și reprezentanților lor sub orice titlu. (Cas. I, 311 din 19 Sept. 1908, Bul. p. 1385, Revista Judiciară 7/908).

13. O declarație sermănată de cineva dată unei autorități, nu poate fi privată ca un act sub semnătură privată întru cât nu se află în mâna părții ce

o invoacă și la dispoziția ei. (Trib. Dorohoi 406/911, Curier Jud. 6/1912).

14. Un act sub semnătură privată care conține o convențiune sinalagmatică dacă nu e semnat de o dată de toate părțile nu e valabil, așa că dacă după ce a fost confecționat actul a fost semnat de cealaltă parte cu altă scriitură, nu are nici o putere probatorie. (Trib. Dorohoi 406/911, Curier Jud. 6/912).

15. După art. 1176 c. civil actul sub semnătură privată recunoscut de acela căruia se opune sau privit după lege ca recunoscut, are același efect ca actul autentic între acei cari l-au subscris și între acei cari reprezintă drepturile lor. (Cas. I, 890 din 15 Dec. 1911, Curier Jud. 7/1912; In acelaș sens: Cas. I, 626 din 3 Oct. 1923, Curier Jud. 4/914).

16. După art. 1176 c. civil, actul sub semnătură privată recunoscut de acela căruia se opune, are acelaș efect ca actul autentic între acei cari l-au subscris și acei cari reprezintă drepturile lor, iar după art. 1173 c. civil, actul autentic face deplină credință în privirea ori cărei persoane despre dispozițiunile ce constată.

Prin urmare, proba cu martori nu este admisă pentru a se dovedi proprietatea unui teren, când acel teren se stăpânește pe temeiul unui act sub semnătură privată recunoscut de partea căreia i se opune. (Cas. s. I, 617/912, Curier Jud. 78/1912).

17. Creditorii având un drept de gaj asupra întregului patrimoniu al debitorului lor, sunt prin aceasta reprezentati de acesta în toate actele sale; când însă debitorul lucrează de rea credință pentru a frauda pe creditorii săi aceștia nu mai sunt reprezintati de debitor, ci devin terții și, în această calitate, pot dovedi prin toate mijloacele de probațiune, deci și prin simple presumpțiuni, conivența debitorului lor cu alte persoane în scopul de a-i prejudicia.

Când, dar, instanța de fond, pentru a stabili conivența dintre debitor și terțul poprit, în scop de a frauda pe creditorul urmăritor, prin antidatarea unui act sub semnătură privată, constatator că a plătit debitorului prețul asupra căreia se înființase poprirea, a luat de bază anumite presumpțiuni de fapt, n'a violat art. 1173 și 1176 c. civ., deoarece aceste texte arată care este puterea probantă a actului numai între părți și cei ce reprezintă drepturile lor, iar nu și față de un terțiu, precum este creditorul urmăritor. Data actului fiind astfel atacată pentru motiv de fraudă, nici regula din art. 1191 c. civ., care interzice proba cu martori și presumpțiuni contra datei unui act, nu este aplicabilă și, prin urmare, instanța de fond stabilind din diferite

împrejurări ale cauzei că debitorul de convență cu terțiul poprit au antidatat actul în scop de a sustrage creanța poprită de sub urmărire, n'a violat nici unul din citatele texte de lege când a validat poprirea. (Cas. II, No. II, 1916; Jur. Rom., 1916, p. 163).

18. Cumpărătorul este un având cauză cu titlu particular al vânzătorului. (Judec. Băbicieni, ocol Scărișoara-Romaneti 3 Febr. 1920, Justiția (Jasi) 10/1921).

19. Un act sub semnătură privată, ca să fie valabil, este suficient să fie semnat de partea căreia se opune, chiar dacă nu s'a specificat în cuprinsul actului data. Punerea semnăturii în josul actului, înseamnă că cel ce l'a semnat și-a însușit conținutul. (Trib. Buzău s. II, 220 din 4 Mai 1923, Jur. Gen. 1923 No. 644).

20. În materie cambială fiind vorba de circulațiunea unui instrument de credit rapid, formal și având cauza în sine, nu pot fi aplicabile dispoziți-

unile art. 1176 din codul civil, care prevăd că actele sub semnătură privată nu fac dovada între părți decât dacă partea civilă căreia i se opune actul, își recunoaște formal semnătura. (Trib. Prahova s. III, 595 din 10 Nov. 1923, Sentința 4/1925).

21. Recunoașterea unui act sub semnătură privată de către partea căreia se opune înscrisul, poate fi făcută atât în mod expres cât și în mod tacit.

În specie, chestiunea dacă intimatul prin faptul că nu a contestat chitanța depusă la dosar, ci a cerut un termen pentru a depune actele de care se servește, a făcut sau nu prin aceasta, o recunoaștere implicită a chitanței, este în adevăr esențială pentru soluția cauzei. (Cas. I, 476 din 23 Feb. 1925, Jur. Gen. 1925 No. 1127).

22. A se vedea: ar. 1170, nota 8; art. 1171, Index și notele respective; art. 1172 cu notele respective; art. 1173, nota 8.

Art. 1177. — Acela, cărui se opune un act sub semnătură privată, este dator, a-l recunoaște, sau a tăgădui curat scriptura sau subsemnătura sa.

Moștenitorii săi ¹⁾, cei ce reprezintă drepturile aceluia al căruia se pretinde că ar fi actul, pot declara că nu cunosc scriptura sau subsemnătura autorului lor. (Civ. 1178 urm.; Leg. autent. act. 27, 28; Pr. civ. 162 urm.; Civ. Fr. 1323).

Text. fr. Art. 1323. — Celui auquel on oppose un acte sous seing privé est obligé d'avouer ou de désavouer formellement son écriture ou sa signature.

Ses héritiers ou ayant-cause peuvent se contenter de déclarer qu'ils ne connaissent point l'écriture ou la signature de leur auteur.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 246, 247;
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2340;
CHAUVEAU ET CARRÉ, Q. 800;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 211; ed. 1-a, III, p. 853;
LAROMBIÈRE, IV, art. 1323, n^o 2;
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 802 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 68, 69.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VII, p. 170 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 398; *Notă* sub. Trib. Sancerre (Cher), 19 Aug. 1921. Jurispr. Gen. 13/1924 No. 772;
CANTACUZINO MATEI, p. 351, 615;
NACU, II, p. 801 urm.

Jurisprudență.

1. Duplicatele scoase din instituțiunile de credit, potrivit decretului-lege No. 3481 din 27 Noembrie 1918, pen-

tru titlurile evacuate în Rusia, au forță probantă, ca și originalele și, ca și ele, sunt opozabile atât debitorilor, cât și moștenitorilor acestora.

Astfel fiind, debitorii, ca și moște-

¹⁾ Aci din eroare, s'a omis cuvântul „sau” punându-se în ocu-i o virgulă.

nitarii lor, sunt ținuți să execute obligațiunile constatate prin duplicatele titlurilor originale, rămânând ca numai la aducerea în țară a acestor titluri, dânsii să poată uză de dispozițiunile art. 1177 c. civ., adică să ceară prezentarea originalilor și — de va fi cazul — anularea creanțelor și restituirea sumelor plătite.

Prin urmare, instanța de fond nu este îndrituită ca, la cererea moștenitorilor unui debitor de a obliga banca

creditoare să prezinte originalele, să admită o asemenea cerere și să amâne cercetarea pricinii până la readucerea titlurilor evacuate, ci trebuie să continue procedura de judecată, pe baza prezentării duplicatelor emise în conformitate cu decretul-lege. (Cas. III, deciziunea No. 135, din 31 Martie 1920; Jurispr. Rom. 1920, p. 176).

2. A se veede: art. 1171 nota, 24; art. 1176 cu notele respective.

Art. 1178. — Când cineva nu recunoaște scriptura și sub semnătura sa, sau când succesorii săi ¹⁾ declară că nu le cunosc, atunci justiția ordonă verificarea actului. (Pr. civ. 159, 162 urm., 176—184; Civ. Fr. 1324).

Text. fr. Art. 1324. — Dans le cas où la partie désavoue son écriture ou sa signature, et dans le cas où ses héritiers, ou ayant-cause déclarent ne les point connaître, la vérification en est ordonnée en justice.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VIII, p. 247, 248;
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2341;
 BONFILS, *Manuel de dr. int. publ.* 719;
 BONNIER, II, 745;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 211; ed. 1-a, III, p. 853;
 DALLOZ, *Rép. Verif. d'écrit.*, 7 urm.; *Obligations*, 3859 urm.; *Suppl. Verif. d'écrit.*, 5 urm.;
Obligations, 1588 urm.;
 DEMOLOMBE, XXIX, 372;
 GARSONNET, II, p. 648;
 LAROMBIÈRE, IV, art. 1323, n° 10;
 LAURENT, XIX, 270;
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 802 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 68, 69.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VII, p. 170 urm.; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 98); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 398;
 CANTACUZINO MATEI, p. 351, 615;
 DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri Juridice*, vol. IV, „*Diversae causarum figurae*“ p. 214, 215;
 NACU, II, p. 801 urm.

INDEX ALFABETIC

Jurisprudență.

- | | |
|---------------------------------------|--|
| Act autentic 8, 13. | Notincare 5. |
| Act sub semnătură privată 8, 12, 13. | Ordonanță 2. |
| Apreciere suverană 7. | Portărei 5. |
| Autoritate de lucru judecat 2. | Prezumpție 8. |
| Copie de pe hotărâre 5. | Probe 7, 9, 12. |
| Expertiză 4. | Scriptura 1, 12, 13. |
| Facultativ 1. | Semnătură, a se veede „Subsemnătură“. |
| Fals 2, 4, 5, 7, 8, 9, 11. | Subsemnătură 1, 2, 40, 11, 12, 13. |
| Fals incidental 3. | Suverană apreciere, a se veede „Apreciere suverană“. |
| Fals principal 3. | Testament mistic 10, 11. |
| Garant 2. | Testament olograf 12. |
| Hotărâri, copii 5. | Verificare de scripte 1, 4, 5, 6, 8, 9, 10, 12, 13. |
| Inscriere în fals, a se veede „Fals“. | Violare de lege 6. |
| Instrucțiune 2, 3. | |
| Judecător de instrucție 2. | |
| Lucru judecat 2. | |

1. Din textul art. 1178 c. civ. și 162 pr. civilă rezultă pentru jude îndatorirea d'a ordonă verificarea scripturilor, când scriptura și subsemnătura nu se recunosc de cel cărui se opune, iar dispozițiunea facultativă a art. 159 pr. civ. se reduce la libertatea judecătorului de a alege unul sau altul din mijloacele acolo arătate de probațiune după natura procesului. (Cas. sect. unite, 5/77, Iun. 16/77, B. p. 448).

2. Pe cât timp garantul tăgădueste semnătura părții, care voeste a'l ține ca garant, incumbă lui de a dovedi că

1) Art. francez 1324 adaugă după aceste cuvinte: „ou ayant-cause“.

acea semnătură este în adevăr a garantului. Ordonanța judeului de instrucțiune nu poate constitui autoritatea lucrului judecat în privința constatării acestei iscălituri și a calității de garant, și asupra declarației de fals a unui act pe care își întemeiază hotărîrea. (Cas. I, 222/Iun. 29/81, B. p. 505).

3. Calea falșului incidental este deschisă chiar după terminarea aceleia a falșului principal, când deciziunea, care a rezolvat judecata în criminal, s'a pronunțat numai asupra neculpabilității persoanei, fără să statueze și asupra verității sau falsității actului, și cu atât mai mult când s'a făcut numai instrucțiunea în penal și s'a declarat că nu este caz de urmărire. (Cas. I, 121/81, Mart. 31/81, B. p. 246).

4. În orice caz de inscripțiune în fals civil, tribunalele au deplină facultate de a primi sau de a respinge inscripțiunea în fals, fără să fie obligate să ordone nici anchete, nici expertise, nici verificări de scripturi, ceace rezultă în mod neîndoios din art. 162 comb. cu art. 159 pr. civ. (Cas. I, 121/Martie 31/81, B. p. 246).

5. Verificarea de scripturi nu poate să aibă loc când e vorba de notiificarea copiilor de hotărîri făcute de agenții portăreilor, dacă partea, conform art. 162 pr. civ., nu face mai întăin declarațiune că se înscrie în fals contra aiestării agenților portăreilor de înmănarea copiilor hotărîrilor. (Cas. I, 323/Nov. 12/82, B. p. 1043).

6. După art. 162 și 163 pr. civ., dacă nu se recunoaște un act înfățișat de o parte, instanțele de fond sunt obligate să procedeză la verificare de scripturi, în caz când acel act e folositor pentru hotărîrea cauzei. Numai modul verificării scripturii e lăsat la aprecierea acelor instanțe, fiind libere de a face imediat și singure verificarea, fără a îndeplini toate formele prevăzute de procedura civilă în această materie. Deci tribunalul când refuză de a procedea la verificare de scripturi fără să motiveze pentru ce refuză acest mijloc de probă, violează legea. (Cas. I, 287, Nov. 21/88, B. p. 924).

7. Judecătorul e în drept să revoace măsura ce o luase și să respingă ca frustatorie și inutilă în cauză cererea de a se mai aduce noi probe, atunci când, din împrejurările cauzei și mijloacele produse pentru a dovedi falșul, în urma examinării lor, și-a făcut convingerea deplină de sinceritatea actelor atacate în fals. Procedând astfel, se conformează în totul art. 173 pr. civ., care conferă instanțelor de fond o putere discreționară, în virtutea căreia în stadiul procedurii în care se găsește cererea de inscripțiune în fals, sunt în drept să o respingă și să hotărască de îndată asupra primirii sau

respingerei actului. (Cas. I, 90/Mart. 8/90, B. p. 257).

8. Presumpțiunea de credință pe care art. 1173 o acordă actelor autentice, nu poate fi sfărâmată de cât prin inscripțiunea în fals, iar nu pe calea verificării prin comparațiune de scripturi, despre care se vorbește în art. 1178, și pe care legea nu o admite de cât în cazul când e vorba de acte sub semnătură privată. (Cas. I, 90/Mart. 6/90, B. p. 257).

9. Deși legea dă drept părților în proces a se servi, pentru stabilirea verității sau falsității actului defăimat de cele trei mijloace de probă, totuși aceste mijloace de probatiune nu sunt impuse judecătorilor în mod cumulativ în cât concursul lor să fie imperios cerut, ei rămâne la aprecierea și discernământul judecătorilor să vadă dacă față cu titlurile prezentate de părți mai este sau nu necesar în cauză a se admite și alte mijloace de probă. (Apel Iași, I, Sept. 3/92, Dreptul 44/93).

10. În cazul de a nu se recunoaște iscălitura de cei cărora li se opune un testament mistic, trebuie probat de cei cari se servesc de el că semnătura este a testatorului. — Această probă trebuie făcută de și testatorul a declarat înaintea judecătorului care a legalizat testamentul că iscălitura din actul ce a prezentat este a sa, căci a putut face o declarațiune inexactă, și declarațiunea lui nu poate echivala cu îndeplinirea acelei formalități cerută sub pedeapsă de nulitate. — Singurul mijloc de a o face este verificarea de scripturi. (Trib. Dolj, II, Dec. 11/91, Dreptul 60/93).

11. Subsemnarea testamentului mistic de către testator nu se constată și nici nu se poate constată de judecător, de oare actul trebuie să rămăe secret. Deci nu e nevoie de o înscriere în fals pentru a se constată dacă testatorul a iscălit sau nu testamentul său, cum ar fi nevoie dacă s'ar contestă că testatorul a iscălit actul de subscripțiune, de și judecătorul a constatat ca îndeplinită această formalitate. (Trib. Dolj, II, Dec. 11/91, Dr. 60/93).

12. Testamentul olograf, fiind un act sub semnătură privată, este supus ca toate actele de această natură la necesitatea verificățiunii scripturii, atunci când partea cărei se opune nu recunoaște scrierea și subscrierea. Și incumbă părții care se servește cu un atare testament, de a dovedi că emană de la persoana cărei i se atribuie și că e făcut în condițiunile legii, pentru a avea tărie în justiție. (Apel Galați, I, 70, Mai 14/94, Dreptul 51/94).

13. Este neîntemeiată obiecțiunea că nu e cu putință ca o scriere întreagă să se verifice numai prin comparațiune cu niște semnături, de oare

ce este constant că o singură semnătură poate servi pentru comparațiunea scrierei luându-se de normă caracterul general al literilor. Dacă s'ar admite contrariul, rezultatul ar fi că adesea s'ar face imposibilă verificarea

de scripte atunci când nu există acte autentice sau scripturi private scrise în întregul lor. (Apel Galați, I, 70, Mai 14/94, Dreptul 51/94).

14. A se vedea: art. 1171, nota 24; art. 1173 notele 32, 39, 40, 41.

Art. 1179. — Actele sub semnătură privată, cari cuprind convențiuni sinalagmatice¹⁾, nu sunt valabile dacă nu s'au făcut în atâtea exemplare originale câte sunt părți cu interes contrariu. Este de ajuns un singur exemplar original pentru toate persoanele cari au acelaș interes.

Fiecare exemplar trebuie să facă mențiune de numărul originalelor ce s'au făcut.

Cu toate acestea lipsa de mențiune că originalele s'au făcut în număr îndoit, întreit ș. c. l., nu poate fi opusă de acela care a executat din parte-i convențiunea constatată prin act. (Civ. 943, 1167, 1190, 1197; Civ. Fr. 1325).

Text. fr. Art. 1325. — Les actes sous seing privé qui contiennent des conventions synallagmatiques, ne sont valables qu'autant qu'ils ont été faits en autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct.

Il suffit d'un original pour toutes les personnes ayant le même intérêt.

Chaque original doit contenir la mention du nombre des originaux qui en ont été faits.

Néanmoins le défaut de mention que les originaux ont été faits doubles, triples, etc., ne peut être opposé par celui qui a exécuté de sa part la convention portée dans l'acte.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 285, 286; IV, ed. 5-a, p. 470; VIII, p. 226-236;
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2270 urm., 2395;
 BONNIER, *Traité des preuves*, II, 605, 685-689, 691-693;
 BUENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 458;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 206 urm., 263, 590, 622, 699, 725;
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 4000 urm.; *Suppl. Obligations*, 1645 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 288 bis; 288 bis, IV-VI, IX, X; 298 bis, V;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 26, 890;
 DEMOLOMBE, XXIX, 390, 391, 393, 395, 396, 391-402, 404, 405, 407-409, 412, 413, 416-418, 420, 421 urm., 426 urm., 435, 437-440, 442, 445;
 DURANTON, XIII, 146;
 HUC, VIII, 239, 241, 242, 244; XII, 274;
 LAROMBIÈRE, IV, art. 1325 n° 8, 11, 14, 15, 18-20, 22-24, 27-30, 32-36, 38, 41, 42;
 LAURENT, XIX, 210-213, 215-217, 219-223, 226-230, 232, 236, 237;
 LYON-CAEN ET RENAULT, *Précis*, 160, 388; *Traité*, II, 178; III, 56;
 MARCADÉ, art. 1325, n° 1, 2, 4;
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 796 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1142 urm.;
 TROPLONG, *De la vente*, I, 33, 114-116; *Du louage*, II, 425.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VII, p. 77, 116, 149, 170 n. 3, 149, 152, 163, n. 2, 188 urm. 200 urm., 209, 273, 429; (I, ed. 2-a, p. 115, 170; III, part. II, ed. 2-a, p. 492, n. 4; IV, part. I, ed. 2-a, p. 304, 636; V, p. 12; VI, p. 13, 14; IX, p. 58, n. 1, 215, n. 2, 455 n. 3, 565, 638, 646, 677; X, p. 7 nota, 128, 190, 191, 205, 236, 246, 293); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 398; *Observație*, sub. C. Apel Iași, 15 Mai 1901.

1) Prin „convențiuni sinalagmatice“, se înțeleg acele convențiuni sau învoiri, care cuprind îndatoriri reciproce pentru fiecare din părțile contractante.

- Dreptul 69/901; *Observație*, sub. C. Apel Buc. S. I, 292 din 23 Nov. 1905. Dreptul 70/1906; „*Despre formalitățile cerute în privința unor acte sub semnătura privată*”. Curier Jud. 57/1901; „*Reforma codului civil*”, Justiția (Iași) 1 și 2/919; *Observație*, sub. Trib. Prahova, s. III, 159 din 23 Iunie 919. Tribuna Juridică 42-44/1919; *Notă* sub. Cas. I, 475 din 31 Mai 1921. Pand. Rom. 1923-I-165; *Notă* sub. Trib. Carcassonne, Aude, 16 Mai 1920. Jur. Gen. 1924, No. 1990; *Notă* sub. Trib. Lannion, Cotes-du-Nord, 11 Sept. 1920. Jur. Gen. 1924, No. 1991;
- CANTACUZINO MATEI, p. 407, 618, 619;
- CERBAN ALEX., *Nota* sub. C. Apel Craiova 63 din 27 Febr. 1925, Curier Jud. 20/925;
- CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 17, 18;
- NACU, II, 413, 808, 809;
- PAȘALEGA DEM., *Observație* sub. C. Apel Lyon, 2 Nov. 1923. Pand. Rom. 1925-III-12;
- PURICESCU N., *Notă* sub. Trib. Vâlcea, 359 din 28 Nov. 1921. Pand. Rom. 1923-II-188;
- RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. Cas. I, 416 din 4 Nov. 909. Dreptul 78/1909; *Observație* sub. C. Apel din Grenoble, 26 Iulie 909. Dreptul 3/1910; *Observație* sub. C. Apel Riom, 3 Mai 913. Dreptul 15/915;
- SCRIBAN ȘTEFAN, *Notă* sub. Trib. Botoșani, Botoșanii Juridic 4/925;
- VERMEULEN H. JEAN, „*Puterea probatorie a scrisorilor misive în civil*”. Curier Jud. 37/924.

INDEX ALFABETIC

- | | |
|---|---|
| Act scris 27. | Marturi 3, 5, 11, 14, 18, 20, 21, 24, 26, 35. |
| Act sub semnătură privată 1, 2, 3, 5, 8, 9, 10, 12, 13, 15, 18, 19, 21, 22, 24, 28, 32, 34, 35, 37. | Mărturisire, a se vedea „Recunoaștere”. |
| Asociație 23. | Mențiune de numărul exemplarelor 9, 11, 12, 18, 25, 29, 32, 33, 34, 35. |
| Avânzi-cauză 13. | Moșie, exploatare 23. |
| Chitanțe 36. | Obligație unilaterală 2, 17, 30, 31, 38. |
| Confirmare, a se vedea „Executarea convenției”, „Recunoaștere”. | Ordine publică 38. |
| Conturi 2. | Predarea exemplarelor părților 33. |
| Consimțământ 6. | Preț 26, 31, 36. |
| Contract de furnitură 27. | Prezumțiuni 3, 5, 20, 21, 24, 26, 35. |
| Contract-inscris 31. | Probe 4, 6, 10, 15, 18, 19, 20, 23, 26, 29. |
| Correspondență, a se vedea „Scrisori misive”. | Promisiune de vânzare 39. |
| Convenție sinalagmatică 1, 2, 4-7, 9, 10, 14-23, 30-35, 39. | Ratificare, a se vedea „Executarea” și „Recunoaștere”. |
| Creditori 30. | Reciprocitate 39. |
| Data certă 13. | Recunoaștere 10, 15, 19, 26, 28, 31, 34. |
| Diferență între exemplare 30. | Remitere condițională 30. |
| Dublu exemplar, a se vedea „Exemplare multiple”. | Reziliere 31. |
| Executarea convenției 9, 10, 14, 12, 14, 29, 32, 35. | Scrisori comerciale 27, 28. |
| Exemplare multiple 1-5, 7-12, 14-39. | Scrisori misive 16, 34. |
| Exploatare de mine 23. | Semnătura 3, 5, 18. |
| Fals 25. | Semnătură, lipsa ei 1, 6, 11. |
| Furnitură 25. | Simulație 31. |
| Început de dovadă scrisă 3, 5, 11, 18-21, 24, 26, 35, 37. | Sinalagmatică, convenții, a se vedea „Convenție sinalagmatică”. |
| Inscriere în fals 25. | Societate 23. |
| Interrogator, a se vedea „Recunoaștere”. | Taxe de timbru, lege 27. |
| Jurământ supletoriu 26. | Tranzacție 8. |
| Legalizare 6. | Unilaterală convenție, a se vedea „Obligație unilaterală”. |
| Legea timbrului 27. | Vânzare-cumpărare 6, 7, 11, 16, 25, 26, 29, 31, 35, 36, 39. |
| Locațiune 3, 19, 21, 22, 34. | |

Jurisprudență.

1. După art. 1179, actele sub semnătură privată, care cuprind convențiuni sinalagmatică și în care părțile își iau îndatoriri reciproce, spre a fi perfecte se cere consimțământul părților tocmitoare și a se face în atâtea exemplare câte sunt și părțile cu interes contrariu. Deci lipsa înscăliturii din convențiune a unei părți ce își lua o obligațiune atrage nulitatea actului. (Cas. I, 382/Nov. 18/78, B. p. 364).

2. Bilanțurile sau computurile inter-

venite între două persoane, fiind niște acte de o natură foarte diversă, urmează a se aplica principiile generale relative la actele sub semnătură privată, după obligațiunile ce ele conțin; prin urmare, dacă acest act conține angajamente reciproce, trebuie a-i aplica dispozițiunile art. 1179, iar dacă el conține numai recunoașterea unei datorii și obligațiunea de a o plăti va trebui atunci făcut conform dispozițiunilor art. 1180. (Trib. Ialomița, 1734, Iun. 10/85, Dreptul 56/85).

3. Deși actul sub semnătură privată constător de o locațiune nu e făcut în dublu exemplar, cu toate acestea contractul nu a încetat a exista, ci numai actul în un exemplar nu e doveditor prin el însuși, fiind însă semnat și scris de locatar se poate privi ca un început de probă scrisă care se poate completa, conform art. 1197, cu martori și prin urmare cu presumpțiuni. (Trib. Ilfov, com., 50, Sept. 4/86, Dreptul 4/86).

4. Un contract sinalagmatic de și trebuie făcut în atâtea exemplare câte sunt părțile contractante, totuși ne îndeplinirea acestei formalități nu atrage nulitatea contractului chiar, ci creează celui ce voește a-l invoca sarcina de a proba existența sa prin alte mijloace ce sunt prevăzute de lege. (Apel Buc. II, 88, Febr. 29/88, Dr. 28/88).

5. Actul sub semnătură privată constatând convențiuni sinalagmatică, de și lipsit de formalitățile cerute de art. 1179 pentru a preveni surprinderile sau reaua credință, însă legea nu îl declară nul, ci nevalabil, adică ne-probător prin el însuși de convențiunea ce conține. Un atare act, semnat de partea căreia se opune, și care semnătură face a fi crezut faptul pretins, întrunește condițiunile cerute de art. 1197, adică poate fi considerat ca un început de dovadă scrisă și prin urmare se poate completa prin martori și chiar presumpțiuni. Și convențiunea constatată prin asemenea act se consideră

ca perfectă, afară numai dacă din circumstanțele cauzei ar rezulta că părțile au înțeles ca validitatea angajamentului să depindă de îndeplinirea unui eveniment ulterior, cum ar fi facerea contractului cu toate formele legale. (Trib. Ilfov, I, 94, Febr. 7/80, *Dr.* 65/89).

6. Deși contractul de vânzare e bilateral sau sinalagmatic, totuși din circumstanța neiscălirei de către una din părți a actului prin care se constată vânzarea, nu rezultă nevaliditatea acestei convențiuni, dacă consimțământul mutual al părților contractante este necontestat sau este constatat prin alte mijloace legale de probare, căci prin nici un text de lege nu se prevede că pentru validitatea vânzărilor trebuie a se face act scris și iscălit de ambele părți (art. 943). Astfel, deși actul de vânzare nu e iscălit de cumpărător, dar dacă el nu contestă consimțământul său de cumpărător, urmează că vânzarea constatată prin act este valabilă, cu atât mai mult cu cât consimțământul ambelor părți este stabilit și prin legalizarea actului de către tribunal. (Cas. I, 439/Dec. 12/90, B. p. 1411).

7. Actul de vânzare, conținând o convențiune sinalagmatică, trebuie să fie făcut, conform art. 1179, în dublu exemplar și cu expresă mențiune de îndeplinirea acestei formalități, fără de care el nu poate fi considerat ca un act care să lege părțile. Erezii pretinsului vânzător se pot prevala de această nulitate, întru cât ei au interes de a opune pretinsului cumpărător lipsa de probe. (Apel Buc. I, 34, Febr. 12/90, *Dreptul* 24/90).

8. Un act sub semnătură privată, cuprinzând convențiuni sinalagmatice, deși ne-făcut în atâtea exemplare câte sunt părțile cu interese contrarii, este valabil pentru partea care a participat la executarea lui, mai cu seamă când e confirmat prin o transacție ulterioară făcută în dublu exemplar. (Cas. I, 127/90, Mart. 26/90, B. p. 335).

9. Prin art. 1179 se prevede că sunt nevalabile actele sub semnătura privată, relative la convențiuni sinalagmatice, dacă nu sunt făcute în atâtea exemplare câte sunt părțile contractante cu interes deosebit, și dacă fiecare exemplar nu cuprinde mențiune despre numărul exemplarelor ce s'au făcut, cu excepțiune numai că asemenea lipsă de formalitate nu se poate invoca de partea ce deja a executat convențiunea. Legea mai pretinde de a se face pentru fiecare parte câte un exemplar în original, iar nu câte o copie după original. (Cas. I, 79/Febr. 61/91, B. p. 182).

10. Deși art. 1179 declară de nevalabile actele sub semnătură privată cari

cuprind convențiuni sinalagmatice dacă nu s'au făcut în atâtea exemplare originale câte sunt părțile cu un interes contrariu, totuși această voință a legii nu desființează convențiunea însăși ci se mărginește numai a nu considera actul ca instrument probatoriu, și convențiunea validă rămâne posibilă a se proba și prin executarea sa, și prin recunoașterea sa, și prin tot felul de mijloace permise de natura lucrurilor. (Apel Buc. II, 221, Dec. 19/90, *Dreptul* 14/91).

11. Actul de vânzare neiscălit de cumpărător și nefăcut în dublu exemplar, este nul ca formă, după art. 1179; și execuțiunea din partea cumpărătorului nu o poate el opune cu succes pentru a validă actul, căci luarea în stăpânire a lucrului cumpărat nu poate acoperi, conform ultimului alineat al art. 1179, de cât lipsa mențiunii că actul s'a confecționat în mai multe exemplare. Totuși actul, deși nul ca titlu, purtând însă semnătura vânzătorului, poate servi ca început de dovadă, care se poate completa cu martori, conform art. 1197. (Trib. Suceava, Mart. 8/93, *Dreptul* 33/93).

12. Lipsa menționărei, într'un contract sub semnătură privată, că actul s'a făcut în dublu exemplar, când numai două au fost părțile contractante, sau chiar lipsa reală a celui de al doilea exemplar, nu poate fi invocată de partea care a executat în parte obligațiunile ce își luase prin acel contract. (Apel Iași I, C. Jud. 26/94).

13. După art. 1179 și 1182 din Codul civil, actul sub semnătură privată și cu dată certă este opozabil persoanelor de la care emană și acelor care prețind vre-un drept de la acele persoane, iar nu și oricăror altor persoane străine. (Cas. II, 258/95, *Bul.* p. 1452).

14. Lipsa dublului exemplar, cerut de art. 1179 din Codul civil, pentru convențiile sinalagmatice, nu poate da loc la anularea convențiunei, când se constată că convențiunea a fost executată de ambele părți. (Cas. I, 92/99, B. p. 245).

15. Deși este adevărat în drept, față cu dispozițiunile art. 1179 din Cod. civ., că actele sub semnătură privată, care constată o convenție sinalagmatică, nu sunt valabile dacă nu s'au făcut în atâtea exemplare originale câte sunt părțile cu interes contrariu, totuși nu este mai puțin adevărat, că formalitatea dublei sau multiplei scripturi, cerută prin acest text de lege, nu este decât o chestiune de probă, și deci, urmează de aici că, dacă existența juridică a convenției se stabilește printr'un alt mijloc legal de probațiune, cum ar fi recunoașterea părței în justiție, neapărat că, în acest caz, părțile nu se mai pot prevala de

lipsa dublei sau multiplei scripturi, care lipsă de formalitate viciază numai actul, iar nu convențiunea în sine. (Cas. I, 422/99, B. p. 1267).

16. Scrisorile misive nu pot face deplină dovadă în justiție, pentru convențiunile bilaterale, întru cât le lipsește condițiunea dublului exemplar prevăzută de art. 1179 c. civ., deci ele nu pot fi considerate ca un instrument în sensul legal al cuvântului, când e vorba de convențiuni bilaterale, cum e vinderea. (Trib. Dorohoi, C. Jud. 64/1903).

17. Art. 1179 Cod. civil care prevede formalitatea dublului exemplar își are aplicarea numai când contractul sinalagmatic, prin natura lui, va da naștere la două obligațiuni actuale și reciproce. Când dar contractul, deși sinalagmatic, prin natura sa abstractă și teoretică, nu dă naștere în momentul formațiunii sale decât la o singură obligațiune unilaterală, art. 1179 nu și mai are aplicațiune. (Trib. Ilfov IV Dreptul 70/1905).

18. Contractul sinalagmatic sub semnătură privată, care n'a fost făcut în atâtea exemplare câte părți sunt și care nu face mențiune de numărul originalelor care s'au scris, deși nu face o dovadă perfectă de conținutul său, totuși cum el conține semnătura părților, poate servi ca început de dovadă scrisă și în baza lui se poate admite dovada cu martori sau alte mijloace de probatiune prevăzute de lege pentru stabilirea convențiunilor. (Apel Galați, II, Dr. 76/98; Apel Buc. I, Dr. 70/906).

19. Art. 1179 c. civ. supune unei condițiuni particulare validitatea actelor sub semnătură privată, care cuprind convențiuni sinalagmatice. Din textul formal al acestui articol. rezultă că ceea ce e nul, e numai actul, ca instrument probatoriu, iar convenția rămâne valabilă, putând fi dovedită prin toate mijloacele admise de lege. Prin urmare, dacă un act intervenit între părți, în care s'au prevăzut toate condițiile indispensabile unui contract de locațiune, nu poate să facă pe deplin dovada existenței convențiunii, asemenea act servește ca un început de dovadă a existenței contractului, care se poate completa prin o notificare scrisă și comunicată locatarului de către procuratorul persoanei ce închiriază, în care recunoaște formal contractul de închiriere și orice alt mijloc de probă e inutil. (Apel Buc. I, C. Jud. 8/906).

20. Neîndeplinirea formalității dublului exemplar în contractele sinalagmatice, cerută de art. 1179 codul civil, nu atrage nulitatea contractului însuși, ci dă dreptul celui care se prevalează de dânsul, ca să dovedească existența lui prin alte mijloace legale, și să completeze începutul de dovadă rezultând

dintr'insul prin martori sau prezumțiuni. (Cas. I, 5 Dec. 1906, B. p. 1950. In acelaș sens: C. Apel Buc. s. I, 1 din 3 Ian. 1921, Curier Jud. 15/921. Pand. Rom. 1922, III, 28).

21. Dacă potrivit art. 1179 c. civil actele sub semnătură privată cari cuprind convențiuni sinalagmatice nu sunt valabile dacă nu sunt făcute în atâtea exemplare originale câte sunt părțile cu interes contrar, nu e mai puțin adevărat însă că, un asemenea act nul ca formă legală dar conținând în esență elementele unei convențiuni constituie un început de dovadă scrisă și potrivit art. 1197 c. civil proba cu martori e admisibilă pentru completarea ei și prin urmare și prezumțiunile; și acest principiu se aplică și în materie de locațiune când există un început de probă scrisă. (Trib. Ialomița, 7 Febr. 1908. Rev. Judiciară 31/908).

22. Potrivit art. 1179 c. civil, actele sub semnătură privată cari conțin convenții sinalagmatice nu sunt valabile dacă nu s'au făcut în atâtea exemplare originale câte părți sunt cu interes contrar.

Prin urmare un act cu care partea voeste să dovedească existența unui contract de închiriere față cu cealaltă parte, nu e valabil dacă nu e făcut în două originale exemplare. (Cas. I, 416 din 4 Nov. 1909, Jurisprudența 36/1909).

23. Neîndeplinirea formalității dublului exemplar prevăzută de art. 1179 din codul civil nu atrage nulitatea contractului sinalagmatic, așa că acel care se prevalează de dânsul poate dovedi existența lui și prin alte mijloace. (Cas. I, 256 din 19 Apr. 1911, B. p. 523).

24. Cu toate că art. 1179 c. civil prevede, sub pedeapsă de nulitate, ca actele sub semnătură privată, cari cuprind convențiuni sinalagmatice, nu sunt valabile dacă nu s'au făcut în atâtea exemplare originale câte sunt părțile cu interes contrar, totuși această nulitate nu împiedică ca actul să aibă valoarea unui început de probă scrisă, care se poate completa prin martori și prezumțiuni. (Trib. Ilfov, III, Dr. 20/911, p. 156).

25. Art. 1179 c. civ. cere, sub pedeapsă de nulitate, existența a două exemplare pentru actele care cuprind convențiuni sinalagmatice, câte unul de fiecare parte cu interes contrariu;

Prin urmare, instanța de fond nu violează acest articol când declară inexistență vânzarea unui imobil și constată că vânzarea a fost numai un proiect al părților contractante, de oarece ambele exemplare ale actului de vânzare, — și acela convenit vânzătorului și acela convenit cumpărătorului, — se găseau în mâna cumpărătorului care le-a depus instanței de fond, constatare care nu

poate fi combătută decât prin înscrierea în fals.

Intrucât, dar, vânzare nu există, este fără interes a se cerceta temeinicia considerantului din decizia instanței de fond, relativ la lipsa mențiunii numărului de exemplare în care s'a făcut actul, mențiune care nici nu este prescrisă sub pedeapsă de nulitate. (Cas. II, No. 223, 1914; Jurisprudența Rom. 1914, p. 93).

26. Neîndeplinirea formalității dublului exemplar în contractele sinalagmatice nu atrage nulitatea convențiunei însăși, ci dă dreptul celui ce se prevalează de ea să dovedească existența ei prin alte mijloace legale și să completeze începutul de dovadă scrisă rezultând dintr'însa prin martori, prezumțiuni sau jurământ supletoriu.

Prin urmare, Tribunalul violează art. 1179 c. civ., când judecă că, nu există vânzare fiindcă actul n'a fost făcut în dublu exemplar, deși părțile nu au considerat actul ca un titlu perfect de probațiune a vânzării intervenită între ele, ci numai ca un început de dovadă scrisă, astfel, cumpărătorul se referă pentru dovedirea vânzării la răspunsurile vânzătorului la interogator, iar acesta, departe de a contesta vânzarea, a cerut numai să dovedească prin martori că pretul real e mai mare decât cel arătat în act. (Cas. I, decizia No. 20, din 13 Ianuarie 1915; Jurisprudența Rom. 1915, p. 216).

27. Din combinațiunea art. 23, al. 5, 46, al. 4, ambele din legea timbrului și a art. 1179 c. civ., rezultă că pentru perceperea taxelor de timbru la încheierea contractelor de furnitură și altor contracte sinalagmatice pe care legea le impune la aceste taxe nu se cere decât existența unui act scris, condițiune suficientă îndeplinită când contractul s'a încheiat prin scrisoare comercială, condițiunea dublului-exemplar nefiind cerută decât de legea civilă în scopul validității convențiunilor sinalagmatice și numai în raport cu interesele părților contractante, iar nu și de legea timbrului pentru valorificarea drepturilor fiscului.

Violează, prin urmare, citatele texte din legea timbrului și face o greșită aplicatiune a art. 1179 c. civ., instanța de fond când apără de amendă pe cei care încheind un contract de furnitură nu achită taxele de timbru prevăzute de lege, motivându-și această deciziune a sa pe considerațiunea că actul constator al convențiunii nu s'a făcut prin act scris, regulat, în dublu exemplar. (Cas. III, decizia No. 387, din 15 Iunie 1915; Jurisprudența Rom. 1915, p. 527).

28. Scrisoarea prin care o parte confirmă altei părți că a asociat-o cu o treime la câștig și pagubă în exploatarea unei moșii aducând ca aport so-

cial o treime din costul arendei ce se plătește, cum este cazul în speță, este mărturisirea scrisă pe care acea parte o face celeilalte părți despre societatea deja încheiată prin convențiunea verbală anterioară; astfel privită, această scrisoare face probă în justiție, căci nu este un act bilateral spre a fi nevoie de constatarea formalității dublului exemplar, cerută de art. 1179 Cod. civ. care e necesară numai pentru contractele sinalagmatice sub semnătură privată. (Trib. Buzău s. I, 164/915, Curier Jud. 31/1916).

29. Numai când părțile au arătat expres în act că condiționează perfectarea convenției de îndeplinirea formalității dublului exemplar, numai atunci convențiunea redactată într'un singur exemplar este inexistentă.

Când însă în act nu este nimic cu privire la această chestiune, părțile pot beneficia de toate mijloacele admise de lege pentru stabilirea convenției între ele. În acest caz ele se pot servi și de singurul exemplar al actului ce l'au redactat.

În caz când fiind vorba de o vânzare, vânzătorul și-a executat obligația de tradițiune a lucrului vândut, această executare înlătură sancțiunea de nevalabilitate a actului ce ar rezulta fie din neîndeplinirea formalității dublului, fie din lipsa menționării ei în act. (Trib. Buzău s. II, 220 din 4 Mai 1920. Jur. Gen. 1923 No. 679; Pand. Rom. 1924, III, 64).

30. O renunțare condițională, chiar făcută într'un act unilateral, când există mai multe exemplare, cum este în specie și când există diferență între conținutul acestor exemplare, instrumentul probator cel mai bun este exemplarul care se află în mâna creditorului adică în mâna persoanei către care cineva se obligă — în specie a intimatului.

Dacă actul este bilateral cum este în specie, atunci trebuie să fie identitatea absolută în conținutul ambelor acte ale părților. (C. Apel Buc. s. I, 20 din 7 Februarie 1921, Curier Jud. 23/921; Pand. Rom. 1922, III, 29; Dreptul 19/1921).

31. Art. 1179 c. civ. prevede formalitatea dublului exemplar numai în contractele bilaterale cari cuprind stipulații reciproce ale părților contractante, pentru ca ele să fie puse în situații egale din punctul de vedere al probei obligațiilor respective. Pe lângă aceasta art. 1179 c. civ., rezolvă o chestiune de probă iar nu de validitate a convenției în sine ca act juridic.

Prin urmare dacă instanțele de fond constată că contra-înscrisul pe care cumpărătorul îl dă vânzătorului și prin care recunoaște că a plătit din preț o sumă mai mică de cât cea arătată în actul de vânzare și că-și ia obligația de a plăti datoriile vânzător-

rului ce grevau moșia, până la o dată oarecare fixată, un asemenea act cuprinde o obligație unilaterală și dacă instanța de fond mai constată că cumpărătorul cărui se opune contra-înscrisul a recunoscut cuprinsul lui, cu drept cuvânt instanța de fond a decis că cumpărătorul nu mai poate invoca vițitul de formă al actului spre a refuza executarea obligației ce a recunoscut, astfel că bine a admis rezilierea vânzării pentru neexecutarea obligației cuprinsă în contra-înscris. (Cas. I, 641 din 9 Sept. 1921 Jur. Rom., 2—3/1922, Pand. Rom. 1922, III, 106).

32. Dispozițiile art. 1179 c. civ., după care actele sub semnătură privată care constată obligații reciproce, trebuiesc redactate în atâtea exemplare câte părți cu interese protivnice sunt, au de scop de a procura fiecărei părți un înscris prin care să dovedească prestațiunile pe care este un drept a le pretinde de la cealaltă parte. De aci urmează că atunci când una din părți și-a executat obligația sa și deci, chiar într-o convenție sinalagmatică, nu mai există decât obligația unei singure părți, în acest caz este suficientă redactarea unui singur exemplar necesar creditorului spre a-și stabili titlul său. De asemenea potrivit ultimului aliniat din art. 1179 c. civ., partea care a executat obligația sa, recunoscând astfel contractul, nu mai poate opune lipsa mențiunii numărului originalelor în care a fost făcut actul. (Cas. I, 475 din 31 Mai 1921, Jur. Rom. 13—14/1922; Dreptul 23/1923, Pand. Rom. 1923, I, 165; Trib. Tecuci 107 din 3 Mai 1923, Dreptul 3/1924).

33. În cazul când un contract ar fi întocmit în atâtea exemplare câte părți cu interese contrare sunt, este suficientă menționarea numărului exemplarelor, după numărul acestor părți, fără a se mai specifica expres, că aceste exemplare s'au predat. (Trib. Vâlcea s. I, 359 din 28 Nov. 1921, Pand. Rom. 1923, II, 188).

34. În conformitate cu art. 1179 c. civ., actele sub semnătură privată, care cuprind convențiunii sinalagmatice, nu sunt valabile dacă nu s'au făcut în atâtea exemplare originale câte sunt părți cu interese contrarii și alin 2 al aceluiași articol stabilește că fiecare exemplar trebuie să menționeze numărul originalelor ce s'au făcut.

Totuși, s'a judecat și hotărât în mod constant că contractul de locațiune poate să fie dovedit contra acelora dintre părți care neagă existența lui, prin corespondența părților contractante. Scrisorile pot fi invocate în justiție, nu ca acte în sensul cum prevede art. 1179 c. civ., dar cu titlu de probă literală a mărturisirii extrajudiciare a părții care tăgăduiește existența con-

vențiunii. Această soluțiune jurisprudentială este juridică, pentru motivul că dacă un contract de locațiune poate fi făcut în mod verbal, cu atât mai mult existența lui poate să rezulte dintr-o corespondență sau scrisoare. (C. Apel Buc. s. II, 158 din 23 Iunie 1922, Jur. Gen. 1923 No. 208).

35. Art. 1179 c. civ. prevede prin cele dintâi două aliniate că actele sub semnătură privată cari cuprind convențiunii sinalagmatice nu sunt valabile dacă nu s'au făcut în atâtea exemplare originale câte părți cu interes contrariu sunt, și că fiecare exemplar trebuie să cuprindă mențiune de numărul originalelor ce s'au făcut; iar prin aliniatul din urmă, că lipsa mențiunii numărului exemplarelor nu poate fi opusă de acela care a executat voluntar convențiunea, socotindu-se desigur că faptul executării dovedește existența convențiunii și că mărturisirea sau confirmarea ce rezultă din executare acoperă ori ce neregularitate a actului.

Deși acest din urmă aliniat nu vorbește decât de lipsa mențiunii, el însă se aplică și în caz de lipsa dublului exemplar, pentru că dacă legiuitorul n'a prevăzut decât lipsa mențiunii — cu toate că textul prescrie două formalități distincte pentru valabilitatea actului — cauza e că lipsa mențiunii implică lipsa dublului și că interesul practic al neobservării formelor prescise de lege se concentrează asupra lipsei mențiunii, de carece, admitând că actul s'a făcut în două exemplare, acest al doilea exemplar e ca și cum n'ar exista, odată ce nu s'a făcut mențiune pe fiecare din exemplare de numărul lor, partea interesată putând să suprimă sau să dosească exemplarul ce i-a fost remis și să susțină că actul e nul ca nefăcut în dublu.

Caracterul enunciativ al sursizului aliniat mai rezultă de altfel și din apropierea lui de primul aliniat din art. 1167, care se referă tot la confirmarea ce rezultă pentru convențiunile nule din executarea lor voluntară.

Prin urmare executarea voluntară a convențiunii acoperă atât nulitatea prevăzută formal de lege, rezultând din lipsa mențiunii, cât și nulitatea subînțeleasă, rezultând din lipsa dublului exemplar, și așa fiind, cum în speță a existat o executare voluntară a convențiunii de vânzare dintre Al. Diamandescu ca vânzător al soției Ciema ca cumpărători, urmează că chitanța care constată această convențiune este valabilă și operantă în cauză deși n'a fost făcută în dublu exemplar și nici nu poartă mențiunea dublului. (Trib. Ilfov I, civ. cor. Sent. civ. 26 din 4 Ian. 1923, Jur. Gen. 1923, No. 4).

36. Instanța de fond este în drept a considera ca un început de dovadă

scrisă, ce poate fi completat cu martori și prezumțiuni, chitanța necontestată de părți, în care se prevede convenția lor pentru vânzarea și cumpărarea unui imobil, cu arătarea pretului și condițiunile vânzării și contra căreia se invocă numai viciul de formă al ne-menționării formalității dublului exemplar. (Cas. I, dec. 6 din 1 Ianuarie 1923, Jur. Gen. 1923 No. 84).

37. Actele sub semnătură privată ce constată convențiuni sinalagmatice trebuiesc făcute în dublu exemplar, căci altfel au forța probantă a unui început de probă scrisă, conform art. 1179 cod civil. (Trib. Botoșani 726 din 30 Oct. 1924, Botoșanii Juridic 4/1925).

38. Formalitatea dublului exemplar, deși de ordine publică, este însă creată în interesul părților contractante astfel că partea ce se prevalează de dispozițiunea legală a art. 1179 c. civil, trebuie să justifice că din cauză că nu posedă originalul actului, nu poate exercita un drept care îi este rezervat prin acel act.

Dacă însă actul nu prevede decât o

obligatie unilaterală, cum ar fi de ex. în folosul unui proprietar, toate drepturile chiriașului fiind deja înscrise în contractul de locațiune făcut în dublu exemplar, părătul chiriaș nu are dreptul a invoca decăderea din art. 1179 c. civil, scrisoarea făcând corp cu contractul de locațiune. (Trib. Botoșani 648 din 9 Sept. 1924, Jur. Gen. 1925 No. 481).

39. Cerințele art. 1179 c. civ. în ce privește dublul exemplar trebuiesc să fie respectate numai în convențiuni sinalagmatice, ele neputându-se aplica, acolo unde e vorba de un contract special unilateral cum este promisiunea de vânzare. Dispozițiunile art. 1179 c. civil trebuiesc observate atunci când e vorba să se garanteze în privința probei, o egalitate perfectă între toate părțile cari se obligă reciproc, or aceasta devine fără sens atunci când numai una din părțile contractante se obligă fără nici o reciprocitate. (C. Apel Craiova, 63 din 27 Febr. 1925 Curier Jud. 20/925).

40. A se vedea: art. 1172 nota 1; art. 1197 nota 29; art. 1416 nota 7.

Art. 1180. — Actul sub semnătură privată, prin care o parte se obligă către alta a-i plăti o sumă de bani sau o câțime oarecare, trebuie să fie scris în întregul lui de acela care l'a scris, sau cel puțin acesta înainte de-a subsemna să adauge la finele actului cuvintele *bun și* ¹⁾ *aprobat*, arătând totdeauna în litere suma sau câțimea lucrurilor și apoi să iscălească.

Nu sunt supuși la această regulă comercianții, industriașii, plugarii, vierii, slugile și oamenii care muncesc cu ziua. (Civ. 944, 1172, 1181, 1197; C. com. 46, 47, 275; Civ. Fr. 1326).

Text. fr. Art. 1326. — Le billet ou la promesse sous seing privé par lequel une seule partie s'engage envers l'autre à lui payer une somme d'argent ou une chose appréciable, doit être écrit en entier de la main de celui qui le souscrit; ou du moins il faut qu'outre sa signature il ait écrit de sa main un bon ou un approuvé, portant en toutes lettres la somme ou la quantité de la chose.

Excepté dans le cas où l'acte émane de marchands, artisans, laboureurs, vigneron, gens de journée et de service.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VIII, p. 236-245;
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2302 urm., 2395;
 BAUDRY ET WAHL, *Société, Prêt et Dépôt*, 1042;
 BÉDARRIDE, *Lettre de change*, II, 663;
 BOISTEL, *Dr. comm.*, 839;
 BONNIER, *Tr. des preuves*, II, 674-678;
 CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 372;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 208, 263; ed. 1-a, III, p. 763;
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 4083 urm.; *Suppl. Obligations*, 1687 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 289 bis, III, IV, VI;

1) Art. francez 1326 se exprimă: „*bun sau aprobat*“.

- DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 890;
 DEMOLOMBE, XXIX, 450, 458, 459, 461, 461 bis, 462-464, 466, 468, 470-474, 477, 478, 481-486, 490, 491, 493;
 DURANTON, XIII, 184, 185;
 GUILLOUARD. *Depôt*, 43;
 HUC, VIII, 245-247; XI, 233;
 LAROMBIÈRE, IV, art. 1325, n° 9, 20; 1326, n° 6, 8-10, 14, 15, 19-21, 23, 25-29;
 LAURENT, XXVII, 90; XIX, 240, 242-249, 254, 256, 257, 260, 261, 265, 530;
 LYON-CAEN ET RENAULT, *Traité*, IV, 256, 509;
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 800, 801;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1154 urm.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VII, p. 77, 116, 140, 152, 163 n. 2, 188 urm., 200 urm., 209, 273, 429; (I, ed. 2-a, p. 115, 170; IV, part. I, ed. 2-a, p. 305; V, p. 12; VI, p. 13, 14; IX, p. 565, 677; X, p. 7 nota, 107, 117, 128, 255, 345); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, 399; *Observație* sub. C. Apel Iași din 15 Mai 1901. Dreptul 69/1901; „Regulele prescise în privința actelor sub. semnătura privată”. Curier Jud. 61/1901; *Notă* sub. Trib. Mortagne (Oise) 18 Mart. 920. Curier Jud. 33/923; „Reforma Codului civil”. Justiția (Iași) 1 și 2/919;
 CANTACUZINO MATEI, p. 618;
 GEORGESCU B. I., *Observație* sub. Curtea Orléans. Pagini Juridice 4/1907;
 NACU, II, p. 810, 811;
 RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. C. Apel Iași. Dreptul 35/1913.

INDEX ALFABETIC

- | | |
|---|---------------------------------------|
| Act legalizat 7. | Invocare 5. |
| Act sub semnătură privată 1, 7, 10, 14, 17. | Jurământ 4. |
| Acțiune de nulitate 5, 8. | Jurământ supletoriu 10. |
| Apreciere suverană 12. | Legalizare 7. |
| Arendaș 3, 11. | Legea autentificării actelor 17. |
| Autentificarea actelor, lege 17. | Litere (arătare în) 12, 14. |
| Autoritate administrativă, a se vedea „Primărie”. | Lucruri fungibile 6, 11, 15. |
| Bani 6, 11, 12, 14, 15. | Mandat salariat 16. |
| Bilet la ordin, a se vedea „Cambie” și 9. | Marturi 4, 6, 10, 12. |
| Bun și aprobat 1-17. | Nulitate 2, 4, 5, 6, 8, 15. |
| Cambie 9, 12. | Obligație 1. |
| Carte neștiutori 17. | Obligație unilaterală 6, 10, 15, 16. |
| Chitanțe 1, 17. | Plugari 3. |
| Comerciant 17. | Prezumpțiuni 4, 6. |
| Comerț 3. | Primărie 7. |
| Convenții sinalagmatice 16. | Probe 4, 6, 15. |
| Creanță 4. | Punere de deget 7, 17. |
| Creditori 5, 6. | Restituire 1. |
| Debitor 5. | Schimb (scrisoare de) 13. |
| Depozit 1. | Scris în întregime 9, 14. |
| Excepțiuni 3, 6. | Scrisoare de schimb 13. |
| Formalitatea „Bun și aprobat” 1-17. | Semnătură 7, 9, 14, 17. |
| Fungibile lucruri 6, 11, 15. | Semnătură prin punere de deget 7, 17. |
| Garanție 14. | Sinalagmatic contract 16. |
| Imprumut 7. | Știință de carte 17. |
| Început de dovadă scrisă 2, 4, 6, 10, 12, 13, 15. | Sumă de bani, a se vedea „Bani”. |
| | Suverană apreciere 12. |
| | Unilaterală obligație 6, 10, 15, 16. |

Jurisprudență.

1. Legiuitorul, prin art. 1180, cere îndeplinirea formalității *bun și aprobat* numai la actele ce sunt menite a dovedi o obligațiune, nu însă și la acelea care au să dovedească degajarea de o obligațiune, cum ar fi chitanța de restituirea unui depozit, căci din toată economia legii nu rezultă cum că atari restituiri nu se pot face sub remiterea altei chitanțe de cât aceea care constată primirea depozitului și că ori de câte ori s'ar degaja depozitarul în con-

tra altei chitanțe emanată de la deponent de cât cea emisă de depozitar asemenea restituiri sunt nule neputând libera pe depozitar. (Trib. Ilfov, IV. Apr. 10/82, Dr. 55/82).

2. Actul sub semnătură privată, de și lipsit de formalitatea prescise de art. 1180, nu se poate susține că nu poate fi luat ca un început de probă contra debitorului semnat; căci de și legea a cerut această formalitate pentru a preveni surprinderile sau reaua credință a creditorului, însă nu se înțelege prin aceasta că un asemenea act este presumat a fi opera fraudei; legea nu zice aceasta și nu zice nici chiar că actul este nul. Tot ceea ce putem deduce din această iregularitate este că nu poate face probă completă despre obligațiunea ce cuprinde, și nefiind o probă completă, nu urmează că el nu poate fi luat ca un început de dovadă scrisă îndeplinind condițiunile cerute de art. 1179. (Trib. Ialomița 1734, Iun. 19/85, Dr. 56/85).

3. Din dispozițiunile aliniatului II de sub art. 1180 rezultă că această derogare de la o regulă de protecțiune, recunoscută atât de necesară pentru persoanele care contractează obligațiuni unilaterale, n'a fost stabilită de cât în interesul comerțiului și al clasei ignorante. Prin urmare, trebuie a restrânge iar nu a lărgi cercul acestei excepțiuni și ar fi a violă spiritul legii dacă am cuprinde în clasa plugarilor persoanele cu oarecare instrucțiune cari stabilesc la țară în arendă bunurile pentru speculațiune, și pe cari nu le cultivă ele însisi, ci numai dirig exploatarea lor. (Trib. Ialomița, 1734, Iun. 10/85, Dreptul 56/85).

4. Dispozițiunile art. 1180 nefiind descrise de legiuitor sub pedeapsă de nulitate, lipsa mențiunei *bun și aprobat* nu atrage nulitatea actului, conform principiului că nulitățile fiind de drept strict nu se pot admite prin interpretațiune. Actul de credință însă care nu se găsește în condițiunea art. 1180 nu face în adevăr probă denlină despre conținutul său, dar constituie ne-tăgăduit un început de probă, care se poate completa cu alte mijloace de probă admise de lege, precum: martori, presumpțiuni și jurământ. (Aeel Focșani I, 150, Dec. 9/85, Dreptul 50/86).

5. Lipsa mențiunei *bun și aprobat* se poate invoca de debitor sub formă de apărare, numai față cu o acțiune inentată de către creditor contra sa spre a-l constrânge la plată, iar nici de cum cu ocaziunea unei acțiuni de nulitate în principal. (Apel Focșani, I, 150, Dec. 9/85, Dreptul 50/86).

6. Dispozițiunile art. 1180 se aplică fără distincțiune la orice obligațiune unilaterală având de obiect o sumă determinată de bani sau o cătîime oare care de lucruri fungibile. Din motivele care au inspirat această dispozițiune fiind învederat că ea are de scop de a protege neexperiența contra surprinderii și a fraudei, rezultă că, pentru a delimita domeniul său cu privire la persoanele pentru cari a fost creată, trebuie să avem în vedere calitatea celui ce se obligă, iar nu natura obligațiunei constatată prin actul de care se ocupă art. 1180. Această interpretațiune este confirmată prin partea finală a art. 1180, în care se aduce o excepțiune la regula pusă în partea întâi, cu privire la comercianți, industriași, plugari, ziveri, slugi și oameni cari muncesc cu ziua, în pivnița căroră, pentru motive inerente profesiunei lor, art. 1180 îi dispensează de formalitatea la care a supus pe toți ceilalți necuprinși în excepțiune. Lipsa acestei formalități are de efect a infirma puterea doveditoare a actului, fără să aibă vre-o influență asupra validității însăși a obligațiunei, de oarece legiuitorul n'a pronunțat-o, după cum a făcut-o în art. 1179, relativ la mențiunea dublului în actele constătătoare de obligațiuni sinalagmatiche. Prin urmare, lipsa de *bun și aprobat* dintr'un act nu despoaie pe creditor de mijloacele dreptului comun de a face dovadă. În fine, un asemenea înscris, conform regulilor din art. 1197, constituind un început de dovadă scrisă, creditorul trebuie să fie autorizat a o îndeplini prin presumpțiuni și martori. (Apel Buc. III, 183, Ian. 24/87, Dreptul 27/87).

7. Admis fiind că actul semnat prin punere de deget și legalizat de autoritatea administrativă echivalează cu un act sub semnătură privată, totuși nu

se poate recunoaște celui dintâiu mai multă putere de cât legea acordă celui de al doilea; și dacă în regulă generală o persoană se poate obliga în mod valabil și prin simpla sa semnătură, când e vorba de împrumut, pentru ea acel înscris să aibă o valoare juridică, legea cere pe lângă semnătură ca să conțină și formula de *bun și aprobat*. (Cas. I, 62/Febr. 20/90, B. p. 163).

8. Judecătorul care înlătură motivul de nulitatea înscrisului căruia îi lipsește mențiunea *bun și aprobat*, pe cuvânt că nu poate fi introdus de cât pe cale de excepțiune în apărare, iar nu prin acțiune principală, face cu modul acesta o distincțiune ce nu e prevăzută de lege și contrarie principiului că ceace se poate invoca prin excepțiune în apărare se poate propune pe cale de acțiune principală. (Cas. I, 62 Febr. 24/90, B. p. 164).

9. Dacă biletul la ordin e scris în întregul său și subscris de debitor, în atare caz nu mai e nevoie de adausul la finele actului a cuvintelor *bun și aprobat*, pe care art. 1180 nu le cere de cât în cazul când actul care constată obligațiunea e numai semnat de debitor. (Cas. I, 60/Febr. 16/90, B. p. 160).

10. După art. 1180 actul sub semnătură privată, fără mențiunea *de bun și aprobat*, conținând un angajament unilateral, nu formează prin el însuși proba completă despre angajamentul ce enunță, dar un atare act poate să fie considerat ca un început de probă scrisă de natură a face admisibilă proba testimonială sau a autoriză deferirea jurământului supletoriu. (Cas. I, 200/93, Iun. 7/93, B. p. 552).

11. Principiile cuprinse în art. 1180 din codul civil își au aplicațiunea numai atunci când este vorba de o sumă de bani sau de lucruri fungibile care se scriu în cifre și pentru care legiuitorul, spre a evita falsurile ce s'ar putea săvârși, a cerut în mod excepțional, punerea formulei de „bun și aprobat”, acolo unde e vorba de număr. Așa dar, ori de câte ori actul n'are de obiect o obligațiune cu o cătîtime determinată, precum este cazul, în care un proprietar ia asupra-și o datorie ce se va constată că arendașul său va avea să ia de la un al treilea, în toate aceste cazuri nu este loc la aplicarea dispozițiunilor citatului articol. (Cas. I, 79/95 B. p. 141).

12. Când într'o cambie, pe lângă mențiunea „bun și aprobat”, nu se arată în litere, de acel care se obligă și suma pentru care se obligă, așa cum cere art. 275 Cod. com., zisa cambie încetează de a face probă prin ea însăși, însă poate să fie considerată ca un început de dovadă scrisă și completată prin proba cu martori, iar aprecierea probelor este lăsată la suveranitatea

judecătorilor de fond. (Cas. II, 123/96, B. p. 921).

13. O scrisoare de schimb lipsită de adaosul „bun și aprobat”, este cărmuită de art. 1180 din codul civil, iar nu de art. 349 din Codul comercial. Un act neregulat din cauza lipsei adaosului „bun și aprobat”, poate servi ca început de dovadă scrisă. (Cas. II, 239/97 B. p. 1254).

14. Actul sub semnătură privată, prin care o persoană se obligă către alta a-i plăti o sumă de bani, trebuie să fie scris în întregul lui de acela care l'a subscris, sau să adauge la finele actului cuvintele „bun și aprobat”, arătând suma în litere și apoi să iscălească, iar observarea acestei probe e de o potrivă cerută pentru dovedirea existenței atât a obligației principale, cât și a obligației de garanție. (Cas. II, 307/98, B. p. 1357).

15. Dispoziția art. 1180 din codul civil, relativă la bunul și aprobat, prescrie în privința obligațiilor unilaterale, prin care o parte se obligă către alta a-i plăti o sumă de bani sau o câtime oarecare de lucruri, în scopul de a preveni pericolul unei iscălituri în alb, nefiind prevăzută în termeni așa de imperativi, în cât lipsa unei asemenea mențiuni, să atragă nulitatea completă a obligației, actul neinvestit cu această formalitate poate servi de început de probă scrisă, și ea atare poate fi complectat prin alte dovezi. (Apel Iași II, Dreptul 69/901).

16. Fiind vorba de un mandat salariat, permis de lege, și prin urmare de un contract care dă naștere la obligațiuni reciproce chiar din momentul for-

mării lui, nu mai poate fi vorba de violarea art. 1180 din codul civil, care prescrie formula „bun și aprobat” numai pentru actele cari constată obligațiuni unilaterale. (Cas. I, 20 Oct. 1906, B. p. 1555).

17. Din dispozițiunile combinate ale art. 1180 c. civ., cu acele ale art. 16 și 28 l. autentificării actelor, rezultă că acei ce nu știu serie și citi, nu se pot obliga decât în mod autentic iar nu și prin acte sub semnătură privată; dacă comercianții au fost dispensați prin art. 1180 c. civ. de a mai adăoga formula „bun și aprobat” la actele numai semnate de dânsii, aceasta este din cauză că legiuitorul a crezut că nu e nici un pericol pentru un om de afaceri să semneze prin surprindere, ei având obiceiul să citească actele ce semnează, ceea presupune neapărat că trebuie să știe carte. Art. 28 l. autentificării actelor prevede însă în mod categoric că neștiutorii de carte nu se pot obliga decât în mod autentic, iar în categoria acestora, intră toți acei cari nu știu nici scri nici citi, fie că semnează prin sigiliu sau punere de deget, fie că semnează în mod mecanic, de ajuns că se găsească în imposibilitatea să ia cunoștință de actul ce a semnat.

Așa fiind, nu este valabilă o chitanță semnată în mod mecanic, fără mențiunea bun și aprobat, de o persoană comerciantă, care însă nu știe nici scri nici citi. (Cas. III, decizia No. 44, din 3 Februarie 1914; Jurisprudența Rom. 1914, p. 266, Curier Jud. 24/1914).

18. A se vede: art. 1179 nota 2; art. 1197 nota 2.

Art. 1181. — Când suma arătată în act este deosebită de aceea ce este arătată în *bun*, obligațiunea se presumă că este pentru suma cea mai mică, chiar când actul precum și *bunul* sunt scrise în întreg de mâna celui care s'a obligat, afară numai de nu se va proba în care parte este greșeala. (Civ. 983, 1180, 1191, 1200, 1202; C. com. 313; Civ. Fr. 1327).

Text. fr. Art. 1327. — Lorsque la somme exprimée au corps de l'acte est différente de celle exprimée au *bon*, l'obligation est présumée n'être que de la somme moindre, lors même que l'acte ainsi que le *bon* sont écrits en entier de la main de celui qui s'est obligé, à moins qu'il ne soit prouvé de quel côté est l'erreur.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VIII, p. 245, 246;
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2334, 2335;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 208;
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 4162 urm.; *Suppl. Obligations*, 1732;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 417;
 DEMOLOMBE, XXIX, 499;
 LAROMBIÈRE, IV, art. 1327, n° 2;
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 800, 801;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1161.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VII, p. 77, 116, 149, 170 n. 3, 149, 152, 163 n. 2, 188 urm., 200 urm., 209, 273, 429; „Regulele cuprinse în privința actelor sub semnătură privată”. Curier Jud. 61/1901; „Reforma Codului civil” Justiția (Iași) 1 și 2/1919;
CANTACUZINO MATEI, p. 618;
NACU, II, p. 810, 811.

Jurisprudență.

1. Art. 1181 prevede că la caz când sumele dintr'un act de creanță diferă, se poate proba în care parte a sumei este greșeală; prin urmare tribunalul e în drept a admite proba testimonială, fără a violă legea. (Cas. I, 309/Oct. 3/80, B. p. 329).

2. Un titlu de proprietate, cum este o foaie de zestre, poate fi opus oricui, indiferent dacă acela căuia se opune a luat sau nu parte la act, rămânând acestuia dreptul să-l combată cu probele ce îi pune legea la îndemână: în nici un caz nu se poate pretinde, pentru ca un titlu de proprietate să fie opozabil adică să facă dovadă contra uzurpatorului, să fi luat și acesta parte la act în vre-un fel oarecare, odată ce nu este

contestat că acela care a transmis drepturile, le avea în realitate.

Simpla posesie de fapt opusă celui titlu și care l-ar contrazice, fără însă să se invoace prescripția dreptului pe baza posesiei, nu poate avea de efect înlăturarea titlului de proprietate, oricât l-ar contrazice, căci nu uzurpațiunile conferă drepturi contra titlurilor, ci titlurile conferă drepturi contra uzurpatorilor.

Prin urmare, Curtea de apel comite exces de putere când înlătură actul doctal invocat de reclamant, față de posesia de fapt contrazicătoare invocată de pârât, fără a obligă pe acesta a-și dovedi cuantumul dreptului său indiviz, fie cu acte, fie cu prescripție. (Cas. I, No. 542, 1914; Jur. Rom. 1915 p. 85).

Art. 1182. — Data scripturei private nu face credință în contra persoanelor a treia interesate, decât din ziua în care s'a înfățișat la o dregătorie publică, din ziua în care s'a înscris într'un registru public, din ziua morței celui sau unui din acei cari l'au subscris, sau din ziua în care va fi fost trecut fie și în prescurtare¹⁾ în acte făcute de oficerii publice, precum procese-verbale pentru punerea pecetei sau pentru facerea de inventare. (Civ. 974, 975, 1175, 1176, 1393, 1441, 1686, 1730 § 1; Pr. civ. 516; C. com. 46, 47, 49, 57; Leg. aut. act. 30; L. Timbr. 95; Civ. Fr. 1328).

Text. fr. Art. 1328. — Les actes sous seing privé n'ont de date contre les tiers que du jour où ils ont été enregistrés, du jour de la mort de celui ou de l'un de ceux qui les ont souscrits, ou du jour où leur substance est constatée dans des actes dressés par des officiers publics, tels que procès-verbaux de scellés ou d'inventaire.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 586, 716; VIII, p. 248-262;
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2346 urm., 2473, 2477, 2580;
BÉDARRIDE, *Du dol et de la fraude*, III, p. 32, 33;
BOISTEL, *Cours de dr. comm.*, 440;
BOITARD, *Leç. de proc.*, II, 829;
BONNIER, *Traité des preuves*, II, 696, 697, 700-702, 704 urm.;
BUENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 767;
CHARDON, *Dol et fraude*, II, 257;
CHAUVEAU SUR CARRÉ, Tome IV, quest. 1967;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 98, 963; II, p. 57, 148, 214 urm., 760, 908; ed. 1-a, III, p. 103, 298, 521, 525, 593, 595, 733, 781, 854;
DALLOZ, *Rép. Louage* 325; *Obligations*, 3879 urm.; *Saisie-arrêt* No. 335 urm.; *Vente*, 1790 urm.; *Suppl. Obligations* 1593 urm.;

1) In art. francez 1328 corespunzător, lipsesc cuvintele: „fie și în prescurtare”.

- DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 285 bis, III, IV, 291 bis, I, II, IV, VIII;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 155, 156, 234 II, p. 416;
 DEMOLOMBE, XXIX, 508, 512-514, 516-518, 523, 524, 526-531, 533, 534, 539, 543, 548, 551,
 553-555, 558, 559, 562, 564, 565 urm., 572, 575 urm., 580, 581, 584-587;
 DURANTON, XVIII, 151;
 GARSONNET, IV, p. 403, 404;
 GUILLOUARD, *Louage*, I, 61;
 HUC, VIII, 250;
 LAROMBIÈRE, IV, art. 1322, n° 7, 8; 1328 n° 2-9, 18, 22, 23, 30-33, 36, 38, 39, 43, 45, 47,
 50-53 urm., 56;
 LAURENT, XIX, 280, 281, 284-286 urm., 289, 298, 299, 301, 323, 324, 326, 330-332 urm., 336;
 XXII, 113;
 LYON-CAEN ET RENAULT, III, 58 ter, 269; VII, 478;
 MARCADÉ, art. 1328,
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 689;
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 805 urm.;
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 356; II, ed. 3-a, No. 74-79;
 PONT, *Petits contrats*, II, 1229, 1230; *Priv. et hyp.*, 701;
 TROPLONG, *Hypoth.*, II, 535; *Vente*, II, 920.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VII, p. 172, 174 urm.; (I, ed. 2-a, p. 110, 178 n. 1, III, part. II, ed. 2-a, p.
 303 n. 2, 372, 770; IV, part. I, ed. 2-a, p. 305; IV, part. II, ed. 2-a, p. 13, 14, 57, 71,
 72; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 313 n. 2, 398 n. 2; IX, p. 204 n. 3, 628, 629; X, p. 345;
 XI, p. 166, 264, 265); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 254 nota 3, 401,
 402; *Observație* sub. C. Apel Buc. s. I, 292 din 29 Nov. 1905. Dreptul 70 1906; *Obser-*
vație sub. Trib. Iași s. III, 7 Mai 1907. Dreptul 60/907; *Observație* sub. Trib. Vâlcea
 9 Mai 1915. Dreptul 78/1915; „Despre data actelor sub semnătura privată. *Data*
certă. Teoria terților și a reprezentanților“. Curier Jud. 50/1901; *Notă* sub. Judec.
 ocol. Podul-Iloae, 18 Nov. 914. Curier Jud. 8/915; *Observație* sub. Judec. ocol. I
 Urban Ploești, 527 din 16 Mai 1916. Tribuna Juridică 12-13/1919; *Observație* sub. C.
 Apel din Toulouse, 18 Ian. 1919. Tribuna Juridică 3-4/922; *Notă* sub. Trib. Sancerre
 (Cher) 19 Aug. 1921. Jurispr. Gen. 13/1924, No. 772; *Notă* sub. Trib. Clermont, 9 Mai
 1921. Jur. Gen. 1924. No. 2285;
 BERBERIANU ULPIU TRAIAN, *Notă* sub. Judec. ocol rural Constanța, 562 din 28 Nov. 1923.
 Justiția Dobrogei 4/1924;
 CANTACUZINO MATEI, p. 240, 293, 294, 301, 351, 466, 467, 492, 494, 552, 619, 733;
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 37;
 DECUSARĂ C. E., *Notă* sub. Judec. ocol. II Ploești, 296 din 7 Sept. 1923. Jurispr. Gen.
 17/1924. No. 960;
 DUMITRESCU A. M., II, 846;
 GEORGEAN N., *Notă* sub. Cas. I, 148 din 31 Mart. 1920. Pand. Rom. 1923-I-233; *Notă* sub.
 Cas. II, 25 din 24 Mart. 1920. Pand. Rom. 1924-I-22;
 GEORGESCU (OLENIN) Sr., *Observație* sub. Cas. Roma. 10 April 1924. Pand. Rom. 1925-III-15;
 GORUNEANU TULLIUS, *Notă* sub. Trib. Prahova S. V. 552 din 3 Sept. 1924. Pand. Rom.
 1924-II-242;
 HAMANGIU C., *Proprietatea literară și artistică în legislația românească* p. 35;
 HOZOC DIM., *Notă* sub. Cas. I, 709 din 11 Dec. 1915. Pand. Rom. 1925-I-50;
 IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 127 urm., 185, 192;
 NACU, II, p. 468, 801 urm.;
 POLICHRON DEM., *Notă* sub. Cas. I, 112 din 10 Febr. 1922. Pand. Rom. 1923-I-102;
 RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. C. Douai, 10 Mai 1911. Dreptul 17/1913; *Observație* sub.
 C. Apel Pau. 28 Ian. 1914. Dreptul 2/1915;
 SÂNDULESCU I. C., *Notă* sub. C. Apel Buc. s. III, 344 din 22 Nov. 923. Curier Jud. 12/924;
 VELESCU ALEX., *Adnotare* sub. Cas. I, 985 din 10 Oct. 1923. Botoșanii Juridic 3/924;
 VERMEULEN H. JEAN, „*Puterea probatorie a scrisorilor misive în civil*“. Curier Jud. 37/924.

INDEX ALFABETIC

Act autentic 22, 27.	Arendare, a se vedea „Lo-	Casieria generală, a se ve-	Creditor 2, 3, 16, 21, 22, 24,
Act sub semnătură privată	cațiune*.	deă, Administrația Finan-	25, 27, 28.
1, 2, 3, 11, 12, 14, 17, 13,	Arendaș, a se vedea „Lo-	ciară*.	Cumpărător 32, 39.
23, 26, 27, 28, 30, 33,	catar*.	Cazuri limitative 19, 23,	Data certă 1-20, 23-39.
38.	Avânzi-cauză 2, 3, 7, 15,	30, 31, 32, 35.	Daune-interese 1.
Acțiune indirectă 28.	16, 18, 27.	Cedent 17.	Debitor 2, 3, 16, 23, 27, 28.
Administrația financiară	Autentificarea actelor, le-	Cesionar 16, 17, 29.	Dobânzi 16.
10.	ge 8.	Cesiune 16, 17, 29.	Dovadă contrară 18.
Advocați lege 33, 36,	Autoritate publică 8, 9, 12,	Chitanțe descărcătoare 5,	Dregătorie publică, a se
38.	27, 29, 34.	11, 16, 20, 25, 29, 35,	vedea „Autoritate publi-
Antidatare 15.	Biroul populației 35.	39.	că*.
Apel 33, 36.	Cambie 14.	Comercială materie 2.	Expropriere 37.
		Comisar 8.	Fraudă 11, 16.
		Consiliu judiciar 14.	Instrăinare 2, 27, 28, 32.

Inregistrare 8, 9, 10, 18, 27, 38.	Proba contrară 18.
Justiție militară 34.	Proces-verbal al Comisiei de Expropriere 37.
Legalizare 8, 9, 27.	Procuror 33, 36, 38.
Legea advocaților 33, 36.	Prodig 14.
Legea autentificării actelor 8.	Recurs 27, 38.
Legea justiției militare 31.	Registre 8, 9, 10, 27.
Lege posterioară 4.	Reprezentanți, a se vedea „Avânzi-cauză”.
Legea timbrului 10, 26.	Risipitor 14.
Limitative cazuri 19, 23, 30, 31, 32, 35.	Sechestru 2, 25.
Locatar nou 1.	Somație, a se vedea „Notificare”.
Locațiune 1, 9, 10, 21, 22, 30, 34, 35, 37, 39.	Stampila Poștei 35.
Mandatar 18, 38.	Sublocație 35.
Militară justiție 34.	Sucesori 1, 15.
Mobilizare 34.	Sucesor particular 7, 32.
Moștenitori 1, 15.	Taxe de timbru, lege 10, 25.
Neretroactivitate 4.	Terțe persoane 1, 2, 3, 6, 7, 9, 10, 11, 14-18, 24, 25, 27, 28, 29, 39.
Notificare 19, 26, 30.	Testament 6, 13, 15.
Piață, a se vedea „Chitanțe descărcătoare”.	Testament olograf, a se vedea „Testamente”.
Poliițe 8, 9.	Transcriere 22.
Poprire 2, 16, 25.	Urmărire silită 28.
Populație (biurou) 35.	Urmărirea veniturilor 21, 22.
Portării 19, 26.	Vânzare-cumpărare 2, 27, 32.
Posta (stampila) 35.	
Posterioară lege 4.	
Prejudiciu 6.	
Primărie 27.	

Jurisprudență.

1. Prin cuvântul *terție persoană* legea nu înțelege pe orice persoană care, spre a se apăra de o pretențiune formată în contra sa în temeiul unui act sub semnătură privată, ar invoca faptul material că nu se află figurând cu numele său sau al autorilor săi în acel act, ci pe acele persoane cari, pe lângă că n'au figurat în act, se află investite sub orice titlu cu drepturi reale sau personale a căror existență sau eficacitate ar fi compromisă dacă o convențiune sau un fapt juridic, constatate prin un act sub semnătură privată la care n'au participat, ar putea să le fie opuse. De unde rezultă că, în temeiul unui act sub semnătură privată, o persoană poate reclama un drept de la altă persoană care n'a figurat în act, când dreptul reclamantului, recunoscându-se de fundat, nu jicnește nici compromite existența sau eficacitatea unui drept al părutului. Prin urmare, în asemenea caz părutul nu se poate apăra invocând principiul art. 1182, că actul nu face credință despre data sa, ci regulile generale privitoare la forța probantă a convențiilor constatate prin acte sub semnătură privată. Astfel fiind, când noul arendaș, în temeiul contractului său de arendare sub semnătură privată, cere de la erezii fostului arendaș daune-interese pentru ne-îndeplinirea condițiilor stipulate de proprietar de la fostul arendaș, nu tinde, prin reclamațiunea sa de a atinge existența vre-unui drept isvorând pentru fostul arendaș din contractul său de arendare, caz în care cesțiunea datei contractului său poate avea vre-un interes, ci urmașul arendașului vechiu în exploatarea moșiei tinde a stabili că are dreptul ca a-

rendaș posterior, și în temeiul unei a-nume clauze din contractul său de arendare făcut cu proprietarul să beneficieze de lucrările ce arendașul anterior era dator să lase pe moșie la expirarea contractului său. Prin urmare actul de arendare sub semnătură privată în virtutea căruia arendașul posterior își formulează cererea contra arendașului anterior, nu se poate înlătura ca ne-opozabil erezilor arendașului anterior, pentru cuvânt că nu face credință despre data sa în fața lor. (Cas. I, 342, Dec. 5/79, B. p. 885).

2. Creditorul care, conform legii de procedură civilă (art. 411 urm.), po-procește sau sequestrează în mâna debitorului său bunurile mobile aflate în posesiunea acestuia, exercită un drept pe care îl ține de la lege, iar nu de la debitorul său. În asemenea caz, el, lucrând contra debitorului său, nu poate fi privit de cât ce un terțiu care apără beneficiul și efectele sequestrului contra actelor debitorului său; a decide altfel ar fi a tăgădui sequestrului (*saisie*) efectul juridic ce, prin esența lui, e destinat a produce, acela adică de a face să se privească ca neavenite înstrăinările bunurilor consimțite de debitor în urma sequestrului. Acesta fiind beneficiul și efectul legal al sequestrului actele de înstrăinare sub semnătură privată ale debitorului sequestrat nu pot face credință despre data lor în fața creditorului sequestrant când ele i se opun în urma sequestrului de cât sub condițiunile prescise de art. 1182. Această regulă de drept comun nu suferă excepțiune de cât în materie comercială (art. 150 c. com). Și dispozițiunile exceptionale, derogătoare la dreptul comun, create în vederea celerității ce reclamă afacerele comerciale, n'au în vedere de cât relațiunile dintre comercianți, și nu ating pe cei ce nu sunt comercianți, chiar când aceștia au contractat cu un comerciant (art. 1383 c. civ.). Acest principiu, consacrat formal în ceea ce privește pe necomerciantul care a contractat ca comerciant își are, și cu mai mare cuvânt, aplicațiunea când e vorba de a se opune actul unui comerciant unei persoane care nu se află în nici o relațiune juridică cu dânsul. Or, nici un raport juridic nu există între creditorul personal al unui necomerciant și comerciantul care a cumpărat de la acesta obiecte mobile spre a le revinde. Așa fiind titlul sub semnătură privată al comerciantului cumpărător față cu creditorul său personal al vânzătorului necomerciant, nu poate face credință despre data sa în fața acestui din urmă, de cât în limitele dreptului comun, căci în asemenea caz se află în conflict cu doi comercianți, reprezentanții lor (*ayant cause*) sau persoane

terții dar cari au contractat cu dânsii sau cu unul din ei, ei două persoane fără raport juridic direct între dânsese, dar ale căror interese se află în conflict prin faptul că amândouă au contractat cu una și aceeași persoană care n'are calitate de comerciant. În asemenea caz este a se aplică regulile dreptului ce guvernează actele persoanelor necomerciante de la care ambele părți în litigiu își trag drepturile lor, adică regulile dreptului comun, iar nu acelea ale dreptului comercial. (Cas. I, 86/Mart. 8/82, B. p. 291).

3. Debitorul, față de creditor, nu poate fi privit ca un terțiu, ei ca un având drept al creditorului, căci el n'are un drept al său propriu independent de dreptul debitorului său, și de oare ce dreptul ce are asupra bunurilor debitorului său nu e incompatibil cu drepturile ce acesta a putut concede la alte persoane chiar prin acte fără dată certă. (Apel Buc. II, 255, Oct. 24/81, Dr. 34/82).

4. În regulă generală, veracitatea și sinceritatea datei unui act se constată după principiile și dispozițiunile de probațiune a legii în vigoare când s'a săvârșit actul; de oarece numai acea lege a avut-o în vedere cel care a făcut actul, ei a trebuit să se conforme, la ea s'a raportat, și îi era imposibil să prevadă schimbările ce o lege posterioară va aduce ca să pună actul său la adăpostul acestei legi. Această regulă urmează a se aplică chiar atunci când o lege posterioară modifică sau înlătură formalitățile după care se puteau săvârși acte valabile anteriormente; căci altminterea de nu s'ar aplică această regulă pentru probațiunea datelor, actele săvârșite cu toate formalitățile cerute în timpul unei legi, s'ar anulă indirect și n'ar mai putea produce efecte, pe timpul unei legi posterioare care ar modifica sau înlătură formalitățile anterioare, în vreme ce s'a admis că ele nu sunt isbite de nulitate. Numai atunci s'ar putea derogă la această regulă, când legea posterioară prin măsuri transitorii ar dispune altfel. (Cas. I, 12/Ian. 15/82, B. p. 20).

5. Regula din art. 1182 nu se aplică la simplele chitanțe de primire de bani, căci e imposibil ca legiuitorul să fi avut cugetul de a supune, la necesitatea înregistrării simplele chitanțe de primire de bani, pentru cari a fost și e uzul universal de a se mulțumi cu semnătura creditorului; a voi ca chitanțele de chirie, arendări sau de interese să nu producă forță probantă de cât prin înregistrare, ar fi a aruncă o perturbățiune în obiceiurile bine cunoscute ale tutulor cetățenilor. (Apel Iași, I, 54, Mart. 22/84, Dr. 68/84).

6. Art. 1182 nu se aplică la testa-

mente; testamentele fac credință deplină și despre conținutul și despre data lor. Motivul ce a făcut să se edicteze art. 1182, adică posibilitatea unei conivențe între părțile contractante, spre a fraudă terțiile persoane, nu poate avea loc în ceea ce privește testamentele pentru că cel ce face testamentul nu contractează cu nimeni, este un act unilateral și care nu își produce efectul de cât după moartea celui ce l-a făcut, neputând fi posibilitate de vre-un profit pentru testator, nu poate fi nici posibilitate de prejudiciu pentru terțiile persoane. (Trib. Ilfov, II, 62, Februarie, 22/85, Dr. 36/85).

7. În principiu, succesoriului particular, cu titlu gratuit sau oneros, al unui imobil, i se pot opune toate convențiunile sau declarațiunile relative la acel imobil, conținute în acte emanate de la autorul său, cari au dată certă anterioară epocii achizițiunei sale, căci numai la acele acte achizițorul a fost reprezentat de autorul său. Dacă însă actul ce i se opune este lipsit de dată certă, se presună, spre a se evita fraudele la cari dă naștere anti-datările, că dreptul rezultând din act s'a concedat în urma achizițiunei imobilului, când autorul său nu mai putea face nici un act de dispozițiune relativ la acel imobil. Prin urmare, față cu persoana ce prezintă actul fără dată certă precum și cu subscriitorul celui act, achizițorul e un terțiu pe care nu'l privește actele petrecute între persoane străine. (Apel Buc. I, 233, Nov. 20/90, Dr. 3/91).

8. Art. 1182 nu arată anume care sunt autoritățile în drept a da înscrisului sub semnătură privată o dată certă. Astfel fiind, cu drept cuvânt se consideră poliția orașului ca o dregătorie publică putând da o dată certă înscrisurilor sub semnătură privată prin trecerea lor în registrul polițienesc. Întru cât poliția orașului e o autoritate administrativă recunoscută de stat, și cu atât mai mult că legea a considerat în totdeauna poliția și comisarii din orașe ca competenți a legaliza actele sub semnătură privată, afară de restricțiunile ce s'au adus prin legea autentificării din 1886 și 1887. (Cas. I, 27/Ian. 24/94, B. p. 247).

9. Un contract de arendare, prezentat de părțile contractante la poliția unui oraș spre legalizare și trecut în registrele sale, însușește caracterele unui act cu dată certă, care să poată face credință în contra terțiilor persoane interesate, de oarece poliția orașului este o dregătorie publică, în sensul art. 1182 c. civ. (Cas. I, 27/94 B. p. 27).

10. Prezentarea unui contract de locație la casieria generală conform art. 26 din legea timbrului, și înregistrarea

sa la data zilei și sub numărul registrului de esire, îi dă caracterul unui contract cu data certă, opozabil terților, conform art. 1182 c. civ. (Cas. I, 270/94 B. p. 859).

11. Formalitatea datei certe, prevăzută de art. 1182 c. civ., nu se aplică chitanțelor liberatoare de plată. Astfel, simpla chitanță liberatoare de plată făcută sub semnătură privată poate fi opusă cu succes până la proba de fraudă de terțiul interesat. (Apel Buc. I. C. Jud. 4/95).

12. După art. 1182 din Cod civ., actele sub semnătură privată capătă dată certă, prin prezentarea lor la o dregătorie publică, numai atunci când se face și se găsește la acea dregătorie probă despre această prezintare. Așa dar, simpla scriere a unui primar făcută pe hârtie timbrată anexată la un contract în sens că s'a anulat acea hârtie ca timbru pentru zisul contract, nu poate fi privită ca constituind o dată certă în lipsa de o probă cum că la acea dată a fost în adevăr prezintat la primărie, ca dregătorie publică, acel contract. (Cas. II, 258/95, B. p. 1452).

13. Testamentul olograf, a cărui scriere a fost recunoscută sau constatată judecătorește, face deplină dovadă de data pusă într'insul, neputându-se aplica la testament art. 1182 c. civil. (Trib. Buzău, Dr. 31/96).

14. Consiliul judiciar dat unui prodig nu se poate opune la plata cambiei semnată de prodig în timpul capacității sale, sub cuvânt că cambia, fiind un act sub semnătură privată, n'are dată certă și prin urmare nu poate fi opusă terțiilor persoane interesate, de oarece consiliul judiciar nu are o personalitate distinctă de prodigul său, cu care formează una și aceeași persoană și nu poate fi considerat ca terțiu. (Apel Buc. I, Dr. 21/97).

15. Testamentul olograf recunoscut judecătorește că este opera testatorului, face deplină dovadă de data ce el poartă. Moștenitorii, cari atacă un testament olograf pentru motivul că ar fi antidatat, nu pot dovedi falșitatea datei, decât cu elemente trase chiar din testament și ei nefiind terții, ci reprezentanții defunctului, nu pot beneficia de dispoziția art. 1182 c. civ. (Apel Buc. I, Dr. 18/97).

16. Creditorul popritor, ca și cesionarul, n'are nici un drept al său propriu, care să facă din el un terțiu și el reprezintă pe debitorul său, așa fiind el trebuie să sufere toate actele îndeplinite de acesta asupra patrimoniului său, exceptându-se bine înțeles, fraudă. Prin urmare, plata dobânzilor și a unei părți din capital, făcută de debitor către creditor, și probate prin chitanțe fac probă între ei, chiar dacă

chitanțele nu au dată certă. (Cas. I, 557/903 B. p. 195).

17. Actele sub semnătură privată semnate de cedent nu pot fi opozabile cesionarului, care dela data cesiunii, devine un terțiu, decât dacă au dobândit dată certă. (Apel Buc. III, Dr. 81/903).

18. Actele sub semnătură privată, precum și data lor, fac credință între părți și reprezentanții lor până la dovada contrarie. Numai în contra unui terțiu nu fac credință de cât de la înregistrare. Prin urmare, data actelor făcute de mandatar trebuie să fie crezută de mandant până la proba contrarie. (Cas. I, 391, B. p. 1247).

19. Art. 1182 c. civ. arată în mod limitativ în ce anume cazuri un act, dobândește dată certă; o notificare făcută prin portărei în care se face mențiune de un act pe care însă portărelel nu constată că l-a văzut și citit, spre a se asigura de conținutul lui, nu poate da acestui act o dată certă. (Apel Buc. I, Dr. 70/906).

20. După părerea generală art. 1182 c. civil nu se aplică la chitanțele cari constată o primire de bani. (Trib. Arges, 12 Mai 1909, Dreptul 3/1910).

21. Locatarul care a plătit cu anticipație chiria pe tot termenul locațiunii este în drept de a se opune și cere anularea urmăririi veniturilor imobilelor cerute de un creditor al locatarului. (Cas. II, 186 din 18 Oct. 1910, Jurisprudența 35/1910).

22. Locațiunea unui imobil făcută prin act autentic înainte de urmărirea veniturilor imobiliare cerută de un creditor chirografar, este opozabilă creditorului urmăritor chiar atunci când locațiunea a fost transcrisă în urma transcripției urmăririi. (Cas. II, 186 din 18 Oct. 1910, Jurisprudența 35/1910).

23. Faptele cari sunt de natură a da unui act sub semnătură privată caracterul de dată certă, sunt determinate de dispozițiunile art. 1182 codul civil în mod limitativ, iar nu enunțativ, astfel că numai pot fi adăugate alte fapte pe lângă cele enumerate în citatul text de lege, chiar de ar fi similare. (Trib. Ilfov Not. Dr. 9/908 p. 69. În acelaș sens: Judec. ocol. Podul Ilcoei (Iasi), 18 Nov. 1914, Curier Jud. 8/1915).

24. Condițiunea cerută de art. 1182 c. civil, cu privire la data certă pe care trebuie să o aibă un act spre a face dovadă față cu cel de al treilea, se are în vedere numai atunci când părțile pretind drepturi contrare, a căror rezolvare depinde de acea dată, iar nici de cum între diferiți creditori, față de cari data actului nu are valoare de cât în cazurile de asigurări speciale asupra averii debitorului. (Trib. Suceava, Dr. 25/911 p. 197).

25. Creditorul popritor exercită drep-

tul său de a popri sau a sechestra dela lege, iar nu dela debitor.

Astfel, el lucrând în contra interesele debitorului, nu poate fi considerat decât ca un tertiu, și în așa caz, nu-i pot fi opozabile chitanțele de plată fără dată certă ale debitorului la care el n'a luat parte și care ar putea să-i facă iluzorie orice urmărire. (Cas, sect. vacanță, 2 Iulie 1911, B. p. 973. In acelaș sens: Trib. Romanai s. I, 122 din 2 Iulie 1919, Curier Jud. 46—47/1920).

26. După art. 98, alin. 1 din legea timbrului din 1906, contravențiunile în materie de timbru relative la actele sub semnătură privată se prescriu prin trecere de 3 ani din momentul ce au dobândit dată certă în modul prevăzut de codul civil, iar după art. 1182 din acest cod, actele sub semnătură privată pot dobândi dată certă, între altele, și prin trecerea lor chiar în prescurtare în actele făcute de oîterii publici.

Somațiunea făcută cuiva prin oficiul portăreilor, de a-și îndeplini obligațiunea ce și-a luat printr'un act sub semnătură privată, fără însă ca să se constate că acel act s'a prezentat portăreilor, nu poate face ca actul acela să capete o dată certă.

În adevăr, somațiunea nu constituie în sensul legii un act al acestor funcționari, ci un act al părții, corpul portăreilor neavând în această privință de cât atribuțiunea de a o înmâna celui căruiia îi este adresată. (Cas. III, 9 Dec. 1911, B. p. 1734).

27. Nici un text de lege nu prevede că vânzările de lucruri mobile nu se pot constata decât prin acte autentice; deci, dovada lor se poate face conform regulilor generale în materie de probă și prin acte sub semnătură privată cari, în ce privește pe tertii, trebuiesc să aibă dată certă potrivit art. 1182 cod. civil.

După acest articol un act sub semnătura privată poate fi considerat purtând data certă din ziua în care a fost înfățișat unei dregătorii publice, sau înscris într'un registru public.

Legea vorbind în termeni generali, prin dregătorie publică se înțelege orice autoritate, iar nu numai acelea competente a legaliză sau autentifică, căci data certă nu dă valabilitatea unui act, ci constată numai existența lui la o anumită epocă. Așa fiind, deși din cauza incompetenței, legalizarea primăriei ar fi nulă, actul însă a căpătat dată certă la acea epocă prin înfățișarea și înregistrarea lui la o autoritate publică.

Dacă instanța de fond se pune și în ipoteza că data certă nu ar rezultă din legalizarea primăriei care eră incompetentă și motivează că actul sub semnătură privată se poate opune cre-

ditorului chirografar care este un „ayant cause” al debitorului, iar nu o tertă persoană, acest considerent al instanței de fond, chiar greșit de ar fi, nu poate atrage casarea hotărîrii care se menține pe celălalt considerent. (Cas. II, 29 Mai 1913, B. p. 1202).

28. Creditorii chirografari nu sunt considerați ca tertii, de câte ori exercită drepturile debitorului lor, conform art. 974 c. civ. De câte ori însă ei exercită un drept ce le este propriu, când, de exemplu, ei urmăresc averea debitorului lor, fie pe cale mobiliară, fie pe cale imobiliară, actele sub semnătură privată prin care debitorul lor ar fi înstrăinat totul sau parte din averea urmărită, nu pot fi opuse creditorilor urmăritori, care sunt tertii persoane, decât atunci când aceste acte au dobândit dată certă prin unele din mijloacele enumerate de art. 1182 c. civil, înaintea procesului-verbal care constată urmărirea mobiliară. (Jud. Podul-Iloaei Iași, 18 Noembrie 914, Curier Jud. 8/1915).

29. Orice act sub semnătură privată, prin urmare și chitanța care constată plata unei sume de bani, spre a putea fi opozabilă tertilor interesați, deci și cesionarului unei creanțe, trebuie, conform art. 1182 din codul civil, să fi dobândit dată certă prin înfățișarea ei înaintea unei dregătorii publice; altfel acea chitanță nu este opozabilă tertilor. (Trib. Vâlcea 1915; Dreptul 1915, p. 622).

30. Art. 1182 c. civ. arată în mod limitativ în ce anume cazuri un act dobândește dată certă. Somațiunea de urcarea chiriei, făcută de fostul proprietar al imobului, nu dă dată certă chitanțelor de plata chiriei, date sub semnătură privată, de oarece această somațiunea care, este un act emanat numai dela una din părțile contractante, nu intră în nici unul din modurile arătate în textul de lege citat mai sus. (Cas. I, deciziunea No. 148 din 31 Mart. 1920; Jurisprudența Rom. 12/1920, p. 172. Pand. Rom. 1923, I, 232, Curier Jud. 42—43, 1920 și 55—56/1920).

31. Dispozițiunile art. 1182 c. civ. în ce privește mijloacele de dare de dată certă a actelor sub semnătură privată sunt restrictive și simpla mențiune a unei convenții într'un act public nu e suficientă, trebuind arătarea scrisă pusă pe act de către autorități sau menționarea lui într'un act public prin relatarea elementelor substanțiale ale acestui act. (C. Apel Iași s. I, 19 Iunie 1920, Justiția (Iași) 1—2/1920).

32. Cumpărătorul unui imobil ca succesor cu titlu particular, nu este ținut la obligațiile autorului său și nu este reprezentat de acesta de cât în actele relative la imobil, săvârșite de autor și cari au dobândit dată certă, an-

terior vânzării, dobândirea de dată certă neputând fi constatată de cât printr'unul din mijloacele limitativ arătate de art. 1182 c. civ. (Cas. I, 29 Septembrie 1922, Jur. Rom. 1--2/1923).

33. E incontestabil că noua lege pentru organizarea și unificarea corpului de avocați, permite avocatului să ia orice măsură cu caracter judiciar sau procedural în favoarea clientului său pe baza unei procuri chiar sub semnătura privată, însă nu e mai puțin adevărat că procura chiar sub semnătură privată și fără data certă însă certificată de avocat trebuie alăturată la petiția de apel odată cu introducerea apelului cum cere art. 316 pr. civ., ale căruj dispozițiuni nu sunt abrogate prin legea avocaților.

Afirmarea avocatului că a avut procura în momentul introducerii apelului și că el poate să dea dată certă procurei, nu este de natură a face convingerea justiției, el trebuind să înfățișeze acel act; iar afirmarea că avocatul poate investi actul cu data certă nu e sprijinită pe nici un text de lege și deci avocatul nu poate avea mai multe drepturi de cât acele ce-i sunt conferite prin lege.

Dacă art. 36 legea avocaților spune că procura dată chiar sub semnătură privată acordă avocatului dreptul de a lua orice măsuri — se înțelege că numai de la înfățișarea procurei curg acele drepturi, iar nu cu caracter retroactiv. (C. Apel Buc. s. III, 344 din 22 Nov. 1923, Curier Jud. 12/1924, Drep-tul 7/924; Judec. Ocol rural Constanța 562 din 28 Nov. 1923, Justiția Dobrogei 4/1924; Cas. I, 914 din 27 Mai 1924, Pand. Rom. 1924, III, 113; Curier Jud. 28/924; Cas. I, 1042 din 10 Iunie 1924, Jur. Gen. 1924, No. 1563).

34. Este în general admis că dispozițiunile legii justiției militare cât și a celorlalte dispozițiuni de asemenea natură sunt de strictă aplicare și ca atare legiuitorul n'a înțeles să confere și autorităților militare calitatea de dregătorie publică în sensul dispoziți-unilor art. 1182 c. civ., în afară de ca-zurile de măsuri excepționale în timp de mobilizare sau concentrare.

Așa dar, când comandantul militar al pieței Ploești, chemat de către o persoană pentru a efectua o constatare la un imobil închiriat și a cerceta de cine este ocupat imobilul, vizează contractul de închiriere sub semnătură privată încheiat de către proprietarul imobilului cu un militar chirias, prin aceasta nu a dat o dată certă în condițiunile cerute de art. 1182 c. civ. (Trib. Prahova III, sent. civ. 144 din 13 Martie 1923, Jur. Gen. 1923 No. 197).

35. Art. 1182 c. civ. prevede cazurile și modurile în care un act sub semnătură privată poate căpăta dată certă.

Buletinul de înscrierea unei persoane la biroul populației, cu domiciliul la imobilul în litigiu, și stampila poștei pusă pe verso unei chitanțe de plata chiriei — chitanță ce se pretinde a fi fost expediată prin poștă recomandată, nu sunt acte în forma și condițiunile enumerate în art. 1182 c. civ. pentru a constitui data certă a unor chitanțe de plata chiriei, liberate de chiriașul principal și opuse de către subchiriașii proprietarului imobilului, a căruia evacuare se cere. (C. A. Buc. IV decizia civilă 163 din 26 Mai 1923, Jur. Gen. 1923 No. 560).

36. Conform art. 36 legea avocaților din 1923, procura dată unui avocat îi conferă drepturile de a lua orice măsuri cu caracter judiciar sau procedural, chiar dacă nu se indică în mod special aceste drepturi în procedură.

Acordându-se avocaților dreptul de a certifica procura, legiuitorul a înțeles să dea acestei certificări aceiași valoare în privința datei ca și legalizărilor făcute de circumscriptiile polițienești.

Prin urmare, în speță, nu se poate considera nul un apel, și nu se poate pretinde dovada că procuratorul apelantului ar fi avut procură la data introducerii apelului și că deci, apelantul personal nu mai e în termen să ratifice apelul. (Trib. Ilfov s. IV, c. cor., jurnalul 13103 din 28 Sept. 1923, Jur. Gen. 1923 No. 1596).

37. Trecerea în procesul verbal al comisiei județene de expropriere a elementelor substantive ale unui contract de arendare, chiar când contractul este încheiat prin corespondență și nu a fost prezentat comisiei de expropriere, intră în cazul prevăzut de ultimul alineat a art. 1182 c. civ., care prevede că actul dobândește dată certă și în cazul când este trecut în prescurtare în acte făcute de ofițeri publici. Prin urmare un asemenea contract este opozabil noilor achizitori ai moșiei. (C. Apel Buc. s. III, 56, din 27 Febr. 1924, Bul. C. Apel 3/924).

38. Dacă din petițiunea înregistrată la Grefa Înaltei Curți de Casație, rezultă că avocatul, odată cu acea petițiune, a depus nu numai motivele de casare, dar și procura sub semnătură privată atestată de dânsul și prin care este autorizat a depune motivele de casare, data înregistrării acelei petițiuni, nefiind contestată de nimeni, procura capătă aceiași dată certă pe care o are însăși petițiunea, chiar dacă nu a fost vizată de Primul Grefier al Înaltei Curți, care a primit petiția. (Cas. I, 1575 din 1 Oct. 1924, Jur. Gen. 1925 No. 29).

39. Cu toate că chitanțele constatând o primire de bani, nu sunt supuse dispozițiilor art. 1182 c. civ., asemenea chitanțe făcând credință prin ele însăși

despre data lor, însă ele pentru a fi opozabile terților persoane cum e noul achizitor al unui imobil de către chirieșul imobilului, în cazul când din conținutul lor se caută a se trage concluziunea și a unui alt act juridic, aceste chitanțe trebuie să poarte data certă ne mai fiind în acest caz nici o rațiune ca art. 1182 cod civil să nu-și

aibă aplicațiune. (Trib. Ilfov s. III 1255 din 4 Nov. 1924, Jur. Gen. 1925 No. 455).

40. A se vedea: art. 975, notele 19, 40; art. 1171, Index „Data certă” și notele respective; art. 1175 notele 4, 5; art. 1176, Index „Data” și notele respective; art. 1420 nota 36; art. 1441 cu notele respective; art. 1686 cu notele respective.

Art. 1183. — Registrele comercianților nu fac credință, despre vânzările ce cuprind în contra persoanelor necomerciante. Dar judecătorul poate da jurământ la una sau la alta din părți ¹⁾. (Civ. 1184, 1219, 1220, 1904; C. com. 22 urm., 25, 31—33, 50, 51 urm.; Civ. Fr. 1329; Civ. Ital. 1328).

Text. fr. Art. 1329. — Les registres des marchands ne fond point, contre les personnes non marchandes, preuve des fournitures qui y sont portées sauf ce qui sera dit à l'égard du serment.

Text. Ital. Art. 1328. — I libri dei commercianti non fano fede delle somministrazioni che vi sono registrate, contro le persone non commercianti, ma possono autorizzare il giudice a deferire d'ufficio il giuramento all'una o all'altra parte.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 269-272;
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2422 urm.;
BONNIER, *Traité des preuves*, II, 774, 780;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 200;
DALLOZ, *Rép. Obligations*, 4190 urm.; *Suppl. Obligations*, 1742 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 293 bis, IV;
DEMOLOMBE, XXIX, 598, 607-608, 610-612;
HUC, VIII, 257, 340;
LAROMBIÈRE, IV, art. 1329, n° 6, 7, 12, 13, 16;
LAURENT, XIX, 338, 339;
LYON-CAEN ET RENAULT, *Traité*, III, 67 urm.; *Précis*, 393 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 809;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 35.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VII, p. 117, 210 urm., 228 n. 2, 273, 430; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 402, 403; „Despre carnetele în cari medicii obicinuesc a înscrie vizitele ce fac bolnavilor”. Dreptul 40/1901; *Observație* sub. C. Apel Rouen s. I, 31 Dec. 1899. Curier Jud. 19/1901;
ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub. Cas. Fr. civ., 23 Febr. 1921. Jurispr. Gen. 5/1923 No. 389;
CANTACUZINO MATEI, p. 621;
NACU, II, p. 811, 812.

Jurisprudență.

1. Deși în regulă generală, registrele comercianților nu fac credință de cât între comercianți (art. 1183), dar din art. 1184 rezultă că atunci când o parte, fie și necomerciantă, va cere producerea lor la judecată incredințându-se în scriptele lor, cuprinsul acestor registre face dovadă. (Cas. I, 205/Iun. 9/81, B. p. 477).

2. Art. 11 c. com. pune această regulă generală că registrele comercianților nu fac probă între dânsii de cât *pentru fapte și pricini de negoț*; și în codicele civil nu numai că nu s'a făcut nici o derogatiune la această regulă când este vorba de raporturile dintre comercianți cu particularii ce nu sunt comercianți dar încă din contră art. 1183 c. civ. nu menționează când vorbește de proba ce poate rezulta în favoarea

¹⁾ Art. francez corespunzător 1329, nu cuprinde fraza din urmă: „dar judecătorul poate da jurământ la una sau la alta din părți”. Însă, la finalul primei fraze de la începutul art. 1183 român, art. francez 1329 adaugă: „sauf ce qui sera dit à l'égard du serment”.

comerciantului din registrele sale, de cât vânzările, și se înțelege că nu este vorba de cât de vânzări comerciale, după cum aceasta se dovedește din expresiunea *fournitures* întrebuintată de art. 1329 din codul francez, după care art. 1183 este tradus. Prin urmare registrele comercianților nu pot dovedi în favoarea lor, în materie civilă. Și nu se poate presupune că art. 1184, care urmează imediat acestui articol și care

se ocupă de a doua fază a chestiunii, adică aceea a probei ce poate rezulta contra comerciantului din registrele sale, să fie redactat sub o altă idee de cât aceea a articolului precedent și a se zice că în acest caz registrele comercianților pot servi ca dovadă nu numai în materie comercială dar și în materie civilă. (Cas. I, 329/Nov. 16/87, B. p. 872).

Art. 1184. — Registrele comercianților se cred în contra lor, dar cel care voește a profita de ele nu poate despărți cuprinderea lor, lăsând aceea ce poate a-i fi contrariu. (Civ. 1183, 1193, 1206; C. com. 46, 50—54; Civ. Fr. 1330).

Text. fr. Art. 1330. — Les livres des marchands font preuve contre eux mais celui qui en veut tirer avantage, ne peut les diviser en ce qu'ils contiennent de contraire a sa prétention.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 271, 272;
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2427 urm.;
BONNIER, *Traité des preuves*, II, 773, 777;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 200;
DALLOZ, *Rép. Obligations*, 4199 urm.; *Suppl. Obligations*, 1748 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 294 bis, I;
DEMOLOMBE, XXIX, 602, 614-616;
LAROMBIÈRE, IV, art. 1329, n° 9, 18; 1330, n° 18;
LAURENT, XIX, 341;
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 809;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 35.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VII, p. 117, 210 urm., 228 n. 2, 273, 430; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 402, 403; „Despre carnetele în cari medicii obicinuesc a înscrie vizitele ce fac bolnavilor”. Dreptul 40/1901; *Observație* sub. C. Apel Rouen s. I, 31 Dec. 1899. Curier Jud. p. 621;
CANTACUZINO MATEI, p. 621;
NACU, II, p. 811, 812.

Jurisprudență.

1. Se violează dreptul de apărare când curtea refuză aducerea unor registre de la gară, cu care partea voia să constate că i s'a furat o butie cu vin din depozitul gării. (Cas. I, 198/Iun. 26/79, B. p. 523).

2. Se violează dreptul de apărare, când curtea respinge cererea pentru aducerea registrelor în scop de a dovedi că creanța ce se cere a mai fost odată umărită. (Cas. I, 152/Mai 4/82, B. p. 533).

3. Dacă părțile au recunoscut în instanță că n-au registre ținute în regulă și recurg la proba cu martori, față cu această împrejurare, instanța nu e ținută să oblige pe defendor să aducă registre spre a face probă reclamantu-

lui. (Cas. II, 139/Decembrie 22/86, B. p. 986).

4. Un comerciant chiar dacă nu a trecut în registrele sale niște operațiuni pentru cari și-a procurat probe scrise de la acela cu care s'a pus în raport, cum ar fi un act de ipotecă, prin această lipsă de trecere în registru nu i se nimicește proba rezultată din actul scris. — Presentarea unor atari registre este obligatorie numai între comercianți, ale căror operațiuni în regulă generală se constată prin scriptele lor, neîncheindu-se pentru constatarea acelor operațiuni acte scrise. (Apel Galați II. 188, Nov. 17/87, Dr. 15/90).

5. A se veedeà: art. 1183 notele 1, 2.

Art. 1185. — Registrele, cărțile, sau hârtiele domestice, nu fac credință în favoarea celui care le-a scris, dar au putere în contra lui:

1. Când cuprind curat primirea unei plăți;
2. Când cuprind mențiunea expresă că nota sau scrierea din ele s'a făcut ca să țină loc de titlu în favoarea creditorului. (Civ. 33, 297, 1198 § 4, 1203, 1207; C. com. 31, 46, 50, 51; Civ. Fr. 1331).

Text. fr. Art. 1331. — Les registres et papiers domestiques ne font point un titre pour celui qui les a écrits. Ils font foi contre lui, 1^o dans tous les cas ou ils énoncent formellement un paiement reçu; 2^o lorsqu'ils contiennent la mention expresse que la note a été faite pour suppléer le défaut du titre en faveur de celui au profit duquel il énoncent une obligation.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 274-279;
 BAUDRY ET BARDE *Obligations*, IV, 2433 urm.;
 BONNIER, *Traité des preuves*, II, 740 bis, 742-746;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 201;
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 4223 urm.; *Suppl. Obligations*, 1752 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 295 bis, I, II;
 DEMOLOMBE, XXIX, 619, 620, 624, 625, 628-638 urm.;
 LAROMBIÈRE, IV, art. 1331, n^o 2, 3, 5-10, 12, 13;
 LAURENT, XIX, 344-347, 351, 353, 355, 499;
 MARCADÉ, art. 1331, n^o 4, 6;
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 810;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 110.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VII, p. 219 urm., 226, 429 n. 3; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 402, 403; „*Despre carnetele în cari medicii obicinuesc a înscrie vizitele ce fac bolnavilor*“. Dreptul 40/1901;
 CANTACUZINO MATEI, p. 621;
 NACU, II, p. 812, 813.

Jurisprudență.

1. Din art. 1185 urmează că acela în favoarea căruia registrele domestice fac credință se poate prevala de ele, și prin urmare a cere prezentarea lor, căci altfel proba ce îi ofere legea ar fi derizorie, și nu putem admite că legea a stabilit o regulă înțeleaptă și justă fără ca să existe mijloace de a o executa. Astfel fiind, particularii de și nu sunt obligați a ține registre, însă ca consecință logică a art. 1185, rezultă că îndată ce este constant că una din părți are vre un registru din care să se poată constata primirea vre-unei

plăți sau vre-o obligațiune contractată de acela care le-a scris, cealaltă parte poate cere prezentarea lor și judecătorii au dreptul de a o ordona. (Trib. Ialomița, 1663, Iun. 5/86, Dreptul 56/86).

2. Un registru poate servi ca dovadă, conform art. 1185, chiar când o parte și l-ar fi însușit de la cealaltă parte fără consimțământul acestuia. (Cas. I, 230/Sept. 26/88, B. p. 740).

3. Registrele domestice nu au forță probatorie, în contra celui ce le-a scris, decât în cazurile prevăzute de art. 1185 Cod. civil. (Apel Craiova I, Dreptul 40/95).

Art. 1186. — Orice anotațiune făcută de creditor în josul, pe marginea, sau pe dosul unui titlu de creanță ¹⁾, este crezută, cu toate, că nu este subsemnată nici datată de el, când tinde a proba liberațiunea debitorului.

1) Art. francez corespunzător 1332, adaugă imediat după cuvântul „titre“: „qui est toujours resté en sa possession“.

Aceeași putere doveditoare are și scriptura făcută de creditor, pe dosul, marginea sau în josul duplicatului unui act sau chitanțe, dar numai când duplicatul va fi în mâinile debitorului. (Civ. 1200, 1202, 1204; Civ. Fr. 1332).

Text. fr. Art. 1332. — L'écriture mise par le créancier à la suite, en marge ou au dos d'un titre qui est toujours resté en sa possession, fait foi, quoique non signée ni datée par lui, lorsqu'elle tend à établir la libération du débiteur.

Il en est de même de l'écriture mise par le créancier au dos, ou à la suite du double d'un titre ou d'une quittance, pourvu que ce double soit entre les mains du débiteur.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 279, 281, 282;
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2448 urm., 2474;
 BONNIER, *Traité des preuves*, II, 748 urm., 751, 753;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 201;
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 4246 urm.; *Suppl. Obligations*, 1771 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 297, 297 bis, II;
 DEMOLOMBE, XXIX, 644 urm., 651, 653-657;
 LAROMBIÈRE, IV, art. 1332, n° 3, 8-10;
 LAURENT, XIX, 358 urm., 361;
 MARCADÉ, art. 1332;
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 811 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VII, p. 223 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 402, 403;
 „Despre adnotațiile liberatorii făcute de creditorii în josul actului“. Dreptul 34/1901;
 CANTACUZINO MATEI, p. 622;
 NACU, II, p. 814.

Jurisprudență.

1. Ștergerea unei obligațiuni înscrise într'un registru, presupune stingerrea datoriei prin plată. (Cas. II, 22, Ian. 31/78, B. p. 19).

2. Art. 1186 presupune cazul în care creditorul produce titlul asupra căruia se găsesc adnotațiuni relative la liberațiunea debitorului. (Cas. I, 491/Dec. 17/91, B. p. 1327).

§ III. Despre reboage.

Art. 1187. — Reboagele, când creștăturile după amândouă bucățile sunt egale și corelative, sunt un mijloc de probare între persoanele cari au obicei a se servi cu un asemenea mijloc de probațiune. (Civ. 980; C. com. 46; Civ. Fr. 1333).

Text. fr. Art. 1333. — Les tailles corrélatives à leurs échantillons, font foi entre les personnes qui sont dans l'usage de constater ainsi les fournitures qu'elles font et reçoivent en détail.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 282, 283;
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2478 urm.;
 BONNIER, *Traité des preuves*, II, 759, 760;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 202;
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 4262 urm.; *Suppl. Obligations*, 1783 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 298 bis, III, IV;
 DEMOLOMBE, XXIX, 667, 669-671, 673, 674;
 HUC, VIII, 265;
 LAROMBIÈRE, IV, art. 1333, n° 5, 6, 8;
 LAURENT, XIX, 367;
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 814.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VII, p. 226 urm.; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 501 n. 1); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 404;

CANTACUZINO MATEI, p. 622;

NACU, II, p. 815.

§ IV. Despre copiele titlurilor autentice.

Art. 1188. — Când originalul există, copia legalizată nu poate face credință decât despre ceea ce coprinde în original, înfățișarea cărui se poate cere totdeauna.

Când originalul nu există, copiele legalizate de oficerii publici competenți se cred, după distincțiunile următoare:

1. Copiele scoase din ordinea magistratului, părțile fiind față sau chemate, cu formele legale, precum și copiele scoase, fără intervențiunea magistratului, dar de față cu părțile cari au asistat de bună voia lor, au aceeași credință ca și titlurile originale;

2. Copiele cari se vor fi dat de oficerii publici competenți, fără intervențiunea magistratului sau consimțământul părților, fac asemenea credință după 30 ani, socotiți din ziua în care s'au dat aceste copii. Când asemenea copii vor fi date de mai puțin de 30 ani nu fac decât un început de dovadă;

3. Copiele legalizate de un oficer public necompetente, nu pot face decât un simplu început de dovadă;

4. Copiele copiilor nu au nici o putere probătoare. (Civ. 32, 1173, 1188, 1197; C. com. 46; Leg. autent. act. 31; Civ. Fr. 1334, 1335).

Text. fr. Art. 1334. — Les copies, lorsque le titre original subsiste, ne font foi que de ce qui est contenu au titre, dont la représentation peut toujours être exigée.

Text. fr. Art. 1335. — Lorsque le titre original n'existe plus, les copies font foi d'après les distinctions suivantes:

1^o Les grosses ou premières expéditions font la même foi que l'original: il en est de même des copies qui ont été tirées par l'autorité du magistrat, parties présentes ou dûment appelées, ou de celles qui ont été tirées en présence des parties et de leur consentement réciproque.

2^o Les copies qui, sans l'autorité du magistrat, ou sans le consentement des parties, et depuis la délivrance des grosses ou premières expéditions, auront été tirées sur la minute de l'acte par le notaire qui l'a reçu, ou par l'un de ses successeurs, ou par officiers publics qui, en cette qualité, sont dépositaires des minutes, peuvent, au cas de perte de l'original, faire foi quand elles sont anciennes.

Elles sont considérées comme anciennes quand elles ont plus de trente ans;

Si elles ont moins de trente ans, elles ne peuvent servir que de commencement de preuve par écrit.

3^o Lorsque les copies tirées sur la minute d'un acte ne l'auront pas été par le notaire qui la reçu, ou par l'un de ses successeurs, ou par officiers publics qui, en cette qualité sont dépositaires, elles ne pourront servir, quelle que soit leur ancienneté, que de commencement de preuve par écrit.

4^o Les copies de copies pourront, suivant les circonstances, être considérées comme simples renseignements.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 283, 284;
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2486 urm.;
 BONNIER, *Traité des preuves*, II, 792, 793, 999;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 216, 217, 227;
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 4266 urm., 4277 urm.; *Suppl. Obligations* 1790 urm.;
 DEMOLOMBE, XXIX, 676-680, 685, 686, 694;
 HUC, VIII, 266;
 LAROMBIÈRE, IV, art. 1334, n° 4, 6; 1335, n° 11;
 LAURENT, XIX, 370, 371;
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 814, 815;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 111-114.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VII, p. 228 urm., 276; (I, ed. 2-a, p. 399, t. și n. 3, 400; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 501 n. 1);
 CANTACUZINO MATEJ, p. 622;
 DEGRÉ ALEXANDRU, *Scriseri juridice*, vol. IV, „Notariatul“ p. 202 urm.;
 NACU, I, p. 198; II, p. 815, 816;
 PETIT EUGEN, „*Infelesul art. 1188 c. civ.*“ Curier Jud. 7/922;
 SCRIBAN ȘT., *Adnotație* sub. Trib. Muscel, 60 din 31 Ian. 1903. Curier Jud. 7/1904;
 STOENESCU D. DEM., *Observație* sub. Trib. Dolj s. III, 311 din 2 Nov. 1912. Dreptul 35/1913;
 Notă sub. Judec. ocol II. Craiova, 729 din 13 Mart. 906. Curier Jud. 50/1906.

INDEX ALFABETIC

Acte autentice 5, 7, 8, 9, 15, 20, 21, 22, 30, 34, 35.	Început de dovadă scrisă 20.
Acte din țară străină 19.	Legalizare 3, 7.
Acte, forma lor 30.	Legatar 3.
Acte sub semnătură privată 2.	Legea autentificării actelor 3, 29, 33.
Adjudecare 34.	Legea rurală 8, 13.
Autentificare 3, 29, 33.	Liberare 21, 26, 27.
Autoritate de lucru judecat 26.	Lucru judecat 26.
Autoritate străină 19.	Marturi 12.
Autorizația Tribunalului 1.	Ministerul de Finanțe 8, 13.
Certiificat 13.	Minuta hotărârii 24.
Cesiuine 26.	Monitorul oficial (publicare) 34.
Confirmare 6.	Ordonanța de adjudecare 34.
Convenție 4.	Originale 1-10, 12-35.
Copie de pe act autentic 5, 7, 8, 9, 15, 20, 21, 22, 29, 33, 34, 35.	Pământuri rurale 8, 13.
Copie de pe copie 11.	Planuri 1, 6.
Copie legalizată 3, 7, 8, 9, 15, 20, 21, 22, 29, 33, 34, 35.	Plată 21.
Copie 1-23, 25-35.	Prezumțiuni 3, 12, 17, 21.
Creanță 12.	Probă 4.
Creditor 21.	Publicare în Monitorul oficial 34.
Debitor 21.	Recurs 7, 16.
Exces de putere 7.	Remiterea titlului 21, 26.
Executare 6.	Rurală lege 8, 13.
Executor testamentar 3.	Rurale pământuri 8, 13.
Execuție formulă 6, 17, 25, 27.	Străine acte 19, 30.
Forma actelor 30.	Tabela Litera A 8.
Formula executorie 6, 17, 25, 27.	Terțe persoane 12.
Hotărâre 17, 23, 24, 25, 26, 27.	Testament 3, 10, 33.
Hotărnicie 6.	Titlu executor 6, 17, 25, 27.
	Vânzare-cumpărare 14.
	Violare de lege 7.

Jurisprudență.

1. Art. 1188, care prevede că în caz când originalul act nu există, copieile face credință în justiție, nu face nici o distincție între actele scrise și actele cu desemnuri, cum de exemplu sunt planurile. Prin urmare, curtea, constatând imposibilitatea de a se produce originalul plan și admitând copia presintată extrasă de pe originalul plan de către un inginer care a a-

vut autorizația tribunalului și care a făcut această copie în prezența părților, nu violează întru nimic art. 1188. (Cas. I, 352/Oct. 30/84, B. p. 799).

2. Dacă este vorba de un simplu act sub semnătură privată, învederat că nu se poate produce copie, ci însuși originalul are a fi produs, neputând copiele de pe actele sub semnătură privată ține loc și avea o putere oarecare. Art. 1188 are a se aplica cu atât mai mult când e vorba de un act sub semnătură privată de pe care se produce o simplă copie. (Cas. I, 404/Dec. 3/84, B. p. 975).

3. Legiuitorul dispunând, prin art. 1188, că originalele acte pot fi în totdeauna cerute, n'a putut înțelege aceasta de cât numai în cazul când originalul a putut fi în mâna celui ce se servește de copia legalizată, căci în caz contrariu, ar fi a cere imposibilul. Or, numai calitatea de legatar sau de executor testamentar nu presupune existența sau depositul originalului testament în mâinile acestora, pentru a fi obligați a-l exhiba: de unde rezultă că trebuie a se proba că a fost sau că se găsește în mâinile lor. Și în fapt, după autentificare, testamentul se dă în primirea testatorului sau a persoanei desemnate de dânsul spre a-l primi, așa în cât, în lipsă de dispozițiune expresă unde să se găsească după moarte, presunțiunea este că se află în domiciliul defunctului. (Apel Buc. II, 27, Febr. 10/86, Dr. 29/86).

4. Ori ce act prin ei însuși nu poate fi considerat ca constituind chiar obligațiunea sau convențiunea părților, ei numai ca un instrument cu care să se probeze drepturile ce pretind părțile că au. De unde rezultă că ori de

câte ori se recunoaște sau se probează, prin mijloacele admise de lege, conținutul actului, nu mai poate fi vorba de aplicarea art. 1188, adică de a se obliga cel ce invoacă un act a' exhiba, în original sau copie, după pozițiunile admise de acel articol. (Apel Buc, II, 35, Febr. 20/86, *Dr.* 48/86).

5. În sistemul legii noastre, care s'a depărtat în aceasta de cel Francez, originalele actelor autentice sunt acelea (cari să înmânează părților care le instrumentează, tribunalul ne făcând de cât să le constate voiața, și conform unei ordonanțe ministeriale să le copieze în registrele semnate de părți, copii cărora această ordonanță nu poate să le dea, în lipsa legii, care nu dispune nicăeri o asemenea măsură, caracterul unor originale. (Apel Buc, II, 80, Aprilie 25/86, *Dr.* 50/86).

6. Prin confirmarea planului și hotărniciei li se dă autenticitatea legii, iar prin obținerea formulei executorii a hotărârii confirmatoare, nu se face altceva de cât se dă putere executorie planului și hotărniciei făcute. Prin urmare, este de toată evidența că cel ce voeste a executa aceste titluri, trebuie să le presinte în original magistratului însărcinat cu aducerea la îndeplinire pe fața pământului a celor aserturate și relatate în ele. Refuzul adversarului de a produce titlurile originale a căror executare se urmărește de vecin, nu dispensează pe acesta de obligațiunea impusă de art. 1188 al. I, adică de a prezenta o copie de pre ele, scoasă dupe cererea sa, prin ordinul magistratului, de către un inginer autorizat de justiție și față cu toate părțile interesate, sau legalmente chemate la această operațiune. Alegațiunea celui ce presintă copiile, că acele copii sunt cele trimise lui de vecin, spre îndeplinirea art. 18 din regulamentul de hotărniciei din 1868 și că ele au puterea de copii legalizate, nu poate fi luată în serios, de oarece puterea care a edictat acel regulament nu a voit ca în materie de hotărnicie să deroge la dispozițiunile art. 1188 c. civ., relativ la condițiunile cerute pentru puterea probantă a copiilor; ci prin menționata dispozițiune a căutat să deștepte pe vecinii cari nu ar fi mulțumiți pe planul ridicat și cartea de alegere să își facă contestațiunile de cari vorbeste art. 30 din acel regulament. Prin urmare, pe câtă vreme copia dupe plan și cartea de alegere nu întrunesc condițiunile cerute de art. 1188 c. civ., și pe cât timp nu sunt recunoscute de partea căreia i se opun, ele nu pot servi ca bază a executării. (Apel Craiova, II, Nov. 29/90, Dreptul 491).

7. Regula copriată în art. 1188, după care nu se poate da credință copie legalizată de pe un titlu autentic, când

originalul există, și se permite părții contra căreia o asemenea copie se prezintă să ceară înfățișarea originalului titlu, repauzând pe ideea de a se controla verisimilitatea copiei cu originalul, rămâne învederat că aplicațiunea acestei regule nu își are loc de cât atunci când se ridică contestațiuni asupra acelei verisimilități, iar nu și în cazul în care partea, departe de a ridica veri-o obiecțiune în această privință, din contră, recunoaște exactitatea ei cu originalul. Dacă dar o parte recunoaște atât existența originalului titlu cât și verisimilitatea copiei, dar cere prezentarea originalului numai pentru că pe dânsul s'au făcut în urmă mai multe adnotațiuni de plata sumei ce i se reclamă, prin cari voeste să dovedească liberațiunea sa, în această stare de lucruri nefiind loc la aplicațiunea art. 188, judecătorul fondului este în drept să respingă cererea de a se obliga partea la prezentarea originalului titlu, fără ca prin aceasta să comită vre-un exces de putere, sau să violeze în ceva prescripțiunile acestui articol. (Cas. I, 491/Dec. 17/91, B. p. 1327).

8. Când instanța de fond constată în fapt că partea care se servă de o copie de pe un titlu autentic legalizată de autoritatea competentă, este în imposibilitate de a produce originalul fiind deținut de un al treilea, și asupra veracității căreia nu se ridică de altmintrelea nici o critică, acea copie poate face credință în justiție ca și originalul titlu. Astfel fiind cu originalul tabelii litera A, a cărei prezentare este imposibilă de oarece el nu este în mâna părților ci în mâna autorității în drept a păstra asemenea acte, în specie la ministerul de finanțe, poate face credință în justiție, ca și originalul, copia de pe acea tabelă scoasă și legalizată de ministerul de finanțe, competente în materie (Cas. I, 359 Sept. 30/91, B. p. 933).

9. Chiar de s'ar admite că copia scoasă dupe registrul actelor autentice ar fi o copie scoasă dupe original, sau că partea are drept a se servi cu însuși registrul tribunalului de acte autentice, care conține o copie dupe original, și în acest caz legea spune că o copie legalizată nu face credință despre cele ce cuprinde de cât atunci când originalul nu există și când copia este extrasă în condițiunile indicate în art. 1188. (Apel Craiova, II, 146, Sept. 18/91, Dreptul 73/91).

10. Dacă instanța de fond constată, că originalul testamentului este în mâna unei părți și prin urmare este imposibil celelalte părți să îl producă, în asemenea caz, poate admite ca probă copia de pe acel testament, fără ca prin aceasta să violeze dispozițiunile

art. 1188, c. civ. (Cas. I, 440/Nov. 18/91, B. p. 1227).

11. După art. 1188 § 4, în regulă generală, copia dupe copie nu are putere probatorie. Atât ființa cât și conținutul acestei copii, nu se poate stabili prin alte acte, care fiind făcute între alte persoane fără participarea persoanei ce i se opun, nu-i sunt opozabile, și prin urmare nu au forța probantă. (Cas. I, 37/Ian. 30/91, B. p. 50).

12. Art. 1188 nu e aplicabil de cât între părțile contractante: însă terțiile persoane nu trebuie a fi constrânse la înfățișarea originalului, precum de asemenea copile ce înfățișează pot face deplină dovadă de contractele petrecute între alte părți, căci, după art. 1198, creditorul poate dovedi prin martori și presumpțiuni creanța sa când nu i-a fost cu putință a-și procura o dovadă scrisă dupe obligațiunea ce pretinde; or pe de o parte aceluia care învoacă un contract între părți nu i-a fost posibil de a-și procura o probă scrisă despre acel contract, iar pe de altă parte copia legalizată e o presumpțiune gravă că contractul petrecut a avut loc. (Trib. Dolj, II, 360, Dec. 14/91, *Dr.* 54/92).

13. Art. 1188 din Cod civ. se aplică numai la relațiunile de drept privat, isvorâte între părți. Așa dar, constatarea întinderii pământului dat, conform legii rurale, fostilor clăcași improprietați, rezultând din acte publice, care se conservă de autoritățile publice (de ministerul de finanțe), părțile interesate pot a se servi în justiție numai de certificate sau de copii scoase direct de la acele autorități, după acele acte, în procesele ce au, fără ca prin admiterea unor asemenea certificate sau copii să se violeze în ceva dispozițiunile citatului articol. (Cas. I 47/95 B. p. 104).

14. Dacă instanța de fond constată în fapt că originalul unui act de vânzare există și se deține de una din părți, poate să admită ca probă copia de pe acel act produsă de cealaltă parte. (Cas. I, 205/97, B. p. 679).

15. Nu se poate da credință copie legalizată de pe un titlu autentic, când originalul există și partea, contra căreia o asemenea copie se prezintă, este în drept să ceară înfățișarea titlului original. Această regulă are de scop de a controla conformitatea copiei cu originalul și-și are aplicațiunea ori de câte ori se ridică contestațiuni asupra verosimilității ei. (Cas. I, 163/97, B. p. 537).

16. Atunci când originalele acte există, copile nu pot face credință, decât despre ceea ce se cuprinde în originale și înfățișarea acestora se poate cere totdeauna, iar judecata este datoare să

țină seamă de cererea unei părți de a se aduce originalele, când este neîndoișos că există iar hotărârea sa este casabilă, când refuză această cerere și totuși își întemeiază hotărârea sa numai pe aceste acte. (Cas. II, 140/900, B. p. 926).

17. Prima copie eliberată de pe hotărâre și investită cu formula executorie, formează originalul. Când, prin urmare, se susține că s-a pierdut copia de pe hotărâre investită cu formula executorie și dacă se eliberează o nouă copie tot cu formula executorie, aceasta din urmă trebuie considerată ca o copie care, potrivit art. 1188, al. I, Cod. civil, nu face credință. Când unei părți i s'a furat, distrus sau pierdut titlul executor nu i se poate elibera un nou titlu executor, ci trebuie ca, în mod contradictoriu, să stabilească că i s'a furat sau că a pierdut titlul, de oarece faptul, că i s'a liberat titlul executor și că acum nu-l mai are, face să se nască o presumpțiune că creanța a fost plătită. (Trib. Muscel C. Jud. 7/904).

18. Copile n'au putere doveditoare în justiție decât când originalul nu există și când ele sunt scoase din ordinul magistratului, față de părțile, sau chemate cu formele legale. (Apel Buc. II, *Dr.* 17/1904).

19. Dispozițiile art. 1188 c. civil, care prevede că, atunci când se prezintă o copie și originalul există, înfățișarea originalului se poate cere întotdeauna, nu se aplică la actele care se găsește în țară străină, emanând de la o autoritate străină, căci asemenea originale nu se remit niciodată părților interesate, și prin urmare ele sunt în neputința de a le înfățișa instanțelor judecătorești, nici acestea nu pot ordona și constrânge pe autoritățile streine a le trimitte lor spre verificare. (Apel Buc. II, Dreptul 75/904).

20. Când originalul unui act autentic nu mai există, copia legalizată de un ofițer public competente, fără intervenția magistratului sau consimțământul ambelor părți, nu face deplină dovadă despre conținutul ei, dar poate să serve ca început de dovadă când este liberată de mai puțin de 30 ani, dela data de când s'a dat acea copie, chiar copile liberate de un ofițer public necompetente pot să serve ca un început de dovadă. (Cas. I, 133 din 1904, B. p. 378).

21. Din coprinsul art. 1188 Cod. civ., rezultă că numai atunci remiterea titlului dă prezumția liberării, când remiterea este voluntară și e făcută de creditor debitorului, iar debitorul, care pretinde că a plătit trebuie să dovedească aceasta iar simplul fapt că creditorul nu se găsește în posesiunea titlului său original, ci a unei copii, nu

poate fi considerată ca o remitere voluntară a titlului. De altmintealea, exemplarul autentic dela Trib., făcut conform legii autentificării, e considerat ca original și deci o copie prezentată după acest act e o copie după original și are valoarea prescrisă de sus citatul articol de lege. (Trib. Bacău C. Jud. 13/1905.

22. Partea care se servă cu o copie legalizată, de pe un act autentic nu poate fi îndatorată să prezinte originalul titlului său decât numai când acest original există. (Cas. I, 20 Oct. 1908, B. p. 1612).

23. Dispozițiunile art. 1188 din codul civil sunt aplicabile atât copiilor de pe actele intervenite între părți cât și copiilor după hotărârile judecătorești, întru cât acest articol nu conține nici o excepțiune cu privire la forța probantă a copiilor după asemenea hotărâri. (Cas. I, 19 Octombrie 1909, B. p. 1095).

24. Singurul original al unei hotărâri judecătorești este minuta hotărârii aflată în dosarul instanței care a pronunțat-o. (Cas. I, 19 Oct. 1909, B. p. 1095).

25. În principiu, copiele nu pot face mai multă credință în justiție ca originalele acte; cel mult, și cu îndeplinirea unor anumite formalități, copiele pot face aceeași credință ca și originalul în cazul prevăzut de art. 1188 din codul civil.

Așa fiind, din moment ce instanța de fond constată că originalul titlu executoriu este nul, pentru că comunicarea hotărârii care purtă acel titlu eră nulă, copia obținută conform art. 1188 din codul civil nu poate face mai multă credință în justiție ca originalul și nu poate reînvia un titlu nul; iar faptul că partea care a fost chemată înaintea judecătorului pentru liberarea copiei n'a făcut nici o opunere a se liberă acea copie, nu dă aceluia care a obținut copia mai multe sau alte drepturi de cât dânsul avea prin originalul act, căci validitatea actului în sine nu putea fi discutată pe această cale, întru cât judecătorul poate, conform art. 1188 din codul civil, liberă copia și fără asistența părților, numai să fie citate. (Cas. II, 184 din 29 Nov. 1911, B. p. 1492, Curier Jud. 3/1912).

26. Sentința prin care tribunalul dispune liberarea unei copii după un act de cesiune pentru a ține loc de original, fără a se discuta de părți chestiunea validității existenței actului, nu constituie autoritate de lucru judecat în judecată în care se invoacă chestiunea liberațiunei datoriei prin remiterea voluntară a titlului original. (Cas. I, 220 din 21 Mart. 1911, Jurisprudența 20/1911).

27. Legiuitorul necerând pentru eliberarea unui duplicat după hotărârea investită cu formula executorie, ca reclamantul să facă mai întâi dovada pierderii titlului său -- dovadă ce în cele mai multe cazuri ar fi imposibil de făcut -- urmează că este suficient pentru acesta alegațiunea sa că titlul său nu mai există, că l'a pierdut, alegațiune ce poate fi însă combătută de părți și dovedită ca neadevărată.

În adevăr o hotărâre condamnatoare la o sumă de bani, rămasă definitiv și investită cu formula executorie, constituind un titlu de creață pentru partea câștigătoare, aceasta poate cere în caz de pierdere, să i se libereze o altă expediție executorie pe cât timp debitorul ce s'ar opune la această cerere nu dovedeste liberația sa. (Cas. III, 533/911 Curier Jud. 6/1912).

28. Singurul drept ce conferă art. 1188 c. civ. părții care ar bănuși verosimilitatea copiei unui act cu originalul existent, este numai acela de a cere tribunalului să oblige pe adversar să înfățișeze originalul. O asemenea obligație nu-și poate avea locul de cât în cazul când acesta posedă el originalul, iar nu și atunci când originalul s'ar deține de cealaltă parte, de un al treilea sau de vre-o autoritate și când copiele legalizate vor putea fi crezute până la proba contrarie ce încumbă contestatorului.

Prin urmare, tribunalul nu violează acel articol când constată în fapt că partea este în imposibilitate de a prezenta originalul ce a fost încredințat autorului său, fiind pierdut și decide, motivat pe împrejurările de fapt ce i-au fost supuse judecării, că copia legalizată, ce i-a fost prezentată de acea parte îi face deplină dovadă despre conținutul ei. (Cas. I, 23 Oct. 1913 B. p. 1780).

29. În baza legii autentificării actelor din 1886, actele originale ce se autentifică, se fac în dublu exemplar din cari unul rămâne la dosarul judecătorecii ce autentifică; și deci pierderea unuia dintre aceste două originale nu implică pierderea sau distrugerea actului, întrucât există al doilea original în arhiva autorității ce a autentificat și în asemenea caz nu pot fi aplicabile dispozițiile art. 1188 c. civil relative la originalele pierdute. (Cas. I, 604 din 23 Oct. 1913, Curier Jud. 3/1914).

30. Art. 2 c. civ., dispunând că forma exterioră a actelor este supusă legilor țării unde se face actul, de aci rezultă că și chestiunea validității unei copii depe originalul autentic în țară streină are să se judece după legea streină.

Prin urmare, dacă instanța de fond a examinat acea legiure și a consta-

tat că nu cere nicăeri ca părțile să fie față sau citate la liberarea copiei și întru cât recurentul, care sustinea nevalabilitatea copiei, nu a dovedit că o asemenea cerință este formal înscrisă în legea streină, în aceste împrejurări nu poate fi vorba de violarea art. 1188 cod. civil. (Cas. I, No. 99, 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 262).

31. Dispozițiunile art. 1188 c. civ. își au fundamentul în aceia că legiuitorul a voit să dea posibilitate aceluia, căruia se opune o copie după un act, de a controla oricând copia prezentată cu originalul ce nu se află la dispoziția sa și a-l garanta astfel de alterările sau schimbările ce s'ar face în act de către deținător.

Prin urmare, acest articol nu-și are aplicarea în caz când copia prezentată de o parte este chiar actul adversarului său. căci în acest caz partea este în imposibilitate să prezinte originalul act spre control, iar Curtea de apel comite exces de putere și violează art. 1188 c. civ., când înlătură copia legalizată de autoritatea competentă, pe motiv că nu face dovadă în justiție întrucât nu se prezintă originalul, care nu eră în mâinile părții ce prezintă copia sau ale autorilor săi. (Cas. I, decizia No. 542, din 14 Noembrie 1914; Jurispr. Rom. 1915, p. 86).

32. În conformitate cu art. 1188 cod. civ. se poate elibera o copie de pe un act, nu numai când originalul s'a pierdut, ci și atunci când nu există, sau este imposibilitate de a se prezenta actul. (Apel Iași I, 1919; Justiția 1919, No. 9).

33. Dispozițiunile legii pentru autentificarea actelor, cu privire la prezentarea actului în dublu exemplar, aplicându-se și la testamentele, urmează că unul din originalele testamentului existând la tribunalul care a investit actul cu forma autentică, copia legali-

zată de pe acel testament, face dovadă în condițiunile art. 1188 c. civil. (C. Apel Iași s. I, 5 Oct. 1922, Dreptul 13/923, Pand. Rom. 1923, II, 257).

34. Art. 1188 de sub par. IV c. civ. despre copiile titlurilor autentice, în materia probațiunei obligațiunilor, prevede că atunci când originalul nu există copiile legalizate de ofiterii publice competenți, fac credință dacă sunt scoase din ordinea magistratului, părțile fiind chemate cu formele legale, precum și acelea scoase fără intervențiunea magistratului dar de față cu părțile care au asistat de bună voia lor; acestea au aceeași credință ca și originalele.

Prin expresiunea largă și generică de titlu autentic, despre care se vorbește în par. enunțat, se înțeleg toate încheierile și hotărârile judecătorești, deci și ordonanța de adjudecare care nu poate fi considerată decât tot un act autentic, intrând în cadrul art. 1188 codul civil.

Prin urmare când în spetă se dovedeste că apelantul, care a făcut publicație în „Monitorul Oficial” despre pierderea originalului ordonanței de adjudecare, cere liberarea unei copii față cu părțile, citate conform art. 1188 codul civil, cererea sa este admisibilă. (C. Apel Buc. III, dec. 94 din 17 Apr. 1923, Jur. Gen. 1923, No. 792).

35. Când titlul original pe care reclamantul își fundează dreptul său este pierdut, cererea de a i se admite a produce la dosar o copie legalizată după copia actului aflată în dosarul judecătoriei, nu poate fi ținută în seamă, art. 1188 al 1 c. civil arătând cări copii numai, fac credință ca și titlurile originale. (Jud. Ocol Corbii-Mari (Vlașca) 1925, Jurispr. Gen. 1925, No. 958).

36. A se vede: art. 32, nota 2; art. 1198, nota 29.

§ V. Despre acte recognitive¹⁾.

Art. 1189. — Actul de recunoașterea unei datorii constatate prin un titlu precedent, nu face probă despre datorie și nu dispensă pe creditor de a prezenta titlul original decât în următoarele cazuri:

1. Când actul de recunoaștere cuprinde cauza și obiectul datoriei, precum și data titlului primordial, sau

2. Când actul recognitiv, având o dată de 30 ani, este ajutat de posesiune și de unul sau mai multe acte de recunoaștere conforme cu dânsul.

Actul recognitiv, în cele două cazuri menționate, nu poate

1) Adică: acte de recunoaștere a unei datorii.

avea nici un efect despre ceceae cuprinde mai mult decât titlul primordial, sau despre ceceae nu este în asemănare cu acest titlu. (Civ. 628, 1188, 1197, 1846, 1893; C. com. 46; Civ. Fr 1337).

Text. fr. Art. 1337. — Les actes récongnitifs ne dispensent point de la représentation du titre primordial, à moins que sa teneur n'y soit spécialement relatée.

Ce qu'ils contiennent de plus que le titre primordial, ou ce qui s'y trouve de différent, n'a aucun effet.

Néanmoins, s'il y avait plusieurs reconnaissances conformes, soutenues de la possession, et dont l'une eût trente ans de date, le créancier pourrait être dispensé de représenter le titre primordial.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 286-289;
 BAUDRY ET BARDE *Obligations*, IV, 2499 urm.;
 BONNIER, *Traité des preuves*, II, 786, 790;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 714;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 218;
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 4439 urm.; *Suppl. Obligations*, 1816 urm.;
 DEMOLOMBE, XXIX, 708, 710, 712-717;
 LAROMBIÈRE, IV, art. 1337, n° 5, 14-16, 22;
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 817, 818;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 115-118.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VII, p. 234 urm.; (III, part. I, ed. 2-a, p. 803, 820 t. și n. 1); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 404, 405;
 CANTACUZINO MATEI, p. 508, 621;
 NACU, II, p. 817 urm.

Jurisprudență.

1. În principiu, orice recunoaștere o mărturisire. și o mărturisire constatată prin înscris face deplină credință (art. 1204) însă recunoașterea unui titlu anterior nu face deplină credință de cât numai: 1) când actul de recunoaștere cuprinde cauza și obiectul datoriei, precum și data titlului primordial, sau 2) când actul recognitiv având o dată de 30 ani este ajutat de posesiune și de mai multe acte de recunoaștere conforme cu dânsul (art. 1189). (Cas. I, 280/Sept. 2/80, B. p. 311).

2. Nu este de esența actului de recunoaștere de a fi făcut cu anume scop de a servi de titlu de recunoaștere; chiar o recunoaștere unilaterală, făcută într-un chip incidental cu ocaziunea constatării unui alt fapt, poate să fie considerată, după împrejurări, ca dovadă sau ca început de dovadă, căci a recunoaște nu se cheamă a contracta ci a declara, a mărturisi existența unui titlu anterior. Și actele de recunoaștere făcute fie cu consimțământul reciproc al părților, fie unilateral nu sunt lipsite de orice putere doveditoare,

când nu s'au îndeplinit condițiunile prescise de art. 1189, ci pot fi considerate ca început de dovadă. (Cas. I, 280/Sept. 2/80, B. p. 311).

3. Scrisoarea prin care debitorul se recunoaște dator cu o sumă și promite a plăti datoria la scadență, constituie un titlu de recunoaștere, care, conform art. 1189, se poate opune cu succes de creanță, care și-a pierdut titlul său de creanță, debitorului. (Apel Iași II, 163, Oct. 31/87, Dreptul 44/88).

4. Când Curtea de apel admite ca act de recunoaștere o scrisoare a debitorului prin care se recunoaște dator cu suma pretinsă, fără a stabili că întrunește condițiunile cerute de art. 1189, în care caz numai creditorul putea fi dispensat de producerea titlului original-violează art. 1189. (Cas. I, 137/Mai 25/88, B. p. 462).

5. Recunoașterea testamentului de autorul testatorului nu este suficientă, când în același timp nu se probează că originalul eră investit cu toate formele cerute pentru validitatea unui testament. (Cas. I, 427, Dec. 5/90, B. p. 1387).

§ VI. — *Despre actele confirmative,*

Art. 1190. — Actul de confirmarea sau ratificarea unei obligații, în contra căreia legea admite acțiunea în nulitate, nu este valabil decât atunci când coprinde obiectul, cauza și natura obligației, și când face mențiune de motivul acțiunii în nulitate, precum și despre intențiunea de-a repara viciul pe care se întemeiază acea acțiune¹⁾. (Civ. 791, 952, 953, 959 urm., 966, 974 urm., 1163, 1167, 1168, 1248, 1295, 1546, 1653, 1681, 1843, 1900; Pr. civ. 515; Civ. Fr. 1338 § 1).

Text. fr. Art. 1338 § 1. — L'acte de confirmation ou ratification d'une obligation contre laquelle la loi admet l'action en nullité ou en rescision, n'est valable que lorsqu'on y trouve la substance de cette obligation, la mention du motif de l'action en rescision, et l'intention de réparer le vice sur lequel cette action est fondée.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 265-268; IV, ed. 5-a, p. 436-438, 440, 441;
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 1988 urm., 2003 urm., 2112 urm.;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 649, 704, 708, 713, 720, 726, 738;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 80, 170; II, p. 218, 220 urm., 351, 449; ed. 1-a, III, p. 42, 568;
 CRÉPON, *Du pourvoi en matière civile*, III, 1100-1109;
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 4468 urm., *Suppl. Obligations*. 1826 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 309 bis, II, III, n° 1 și 2;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 205 urm., 348; II, p. 421, 913; III, p. 88;
 DEMOLOMBE, XVII, 477; XXIX, 754-756, 760, 762-764, 764 bis, 765, 767, 768;
 HUC, VIII, 272, 274;
 LAROMBIÈRE, VI, art. 1338, n° 15-19 urm., 24, 26, 28, 31, 32;
 LAURENT, XVIII, 606, 608-611, 643-617, 619;
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 819 urm.;
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 2735.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VII, p. 42 urm., 52 urm., 55 urm., 240; (III, part. I, ed. 2-a, p. 63; III, part. II, ed. 2-a, p. 272, 313, 845, 888; IV, part. I, ed. 2-a, p. 208; IV, part. II, ed. 2-a, p. 141, 142, 274; V, p. 23, 87, 259, 344 n. 2; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 421, 431; IX, p. 607); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 405; *Notă sub. Trib. Fontainebleau (Seine et Marne)*, 9 Oct. 1921. *Jurispr. Gen.* 21/1924, No. 1180;
 CANTACUZINO MATEI, p. 69, 620;
 CERBAN AL., „*O chestiune de drept civil*”, *Dreptul* 7/1901;
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Notă sub. C. Apel Galați*, 9 din 19 Febr. 1921. *Pand. Rom.* 1923-II-265;
 DUMITRESCU A. M., II, 104.
 IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul instrăinării*, p. 232;
 MĂINESCU A. PETRE, „*Despre confirmarea actelor anulabile*”, *Dreptul* 76/1915;
 NACU, I, p. 416; II, p. 820, 821;
 PERIȘTEANU GR. I. (IPER), *Notă sub. Trib. Bacău*, s. II, 183 din 27 Oct. 920. *Curier Jud.* 31/922;
 RĂDULESCU SILIU, *Observație*, sub. *Cas. Fr.* 4 Nov. 913. *Dreptul* 53/914.

INDEX ALFABETIC

Adjudecare 16.	Confirmare, a se vedea „Ratificare”.	Evacuare (Ordonanță) 12.	Minor 1, 14, 15.
Administrație publică 19.	Consiliu de familie 14, 15.	Executarea obligației 5, 6, 19.	Mobilizare 16.
Anulare, a se vedea „Nulitate”.	Constituție 8.	Femea măritată 18.	Moștenitori 16.
Aprecere suverană 13.	Dată certă 13.	Imobile rurale 3.	Neretroativitate 8.
Autorizație maritală 18.	Dotă 3.	Intenție 2, 4.	Notificare 11.
Cauză ilicită 10, 17.	Eroare 5.	Lege 10.	Nulitate 1, 2, 4, 5, 8, 10, 14, 15, 16, 18, 19.
		Locație 11, 12, 13, 18.	Ordonanță de adjudecare 16.
		Mandat 1, 7.	

1) Art. francez corespunzător 1338, are trei aliniate, din care numai cel dintâi formează textul art. 1190 Codul civil român. Celelalte două aliniate finale ale art. 1338 francez sunt trecute în cuprinsul art. 1167 Codul civil român. A se vedea și nota de sub textul art. 1167.

Ordonanță de evacuare 12.	Rurale imobile 8.
Ordine publică 8, 10.	Străini 8.
Partaj 16.	Succesori 16.
Proprietar nou 13.	Suverană apreciere 13.
Ratificare 1-18.	Tabloul de distribuția prețului 16.
Ratificare expresă 5, 9, 13, 18.	Testament 5.
Ratificare tacită 5, 6, 9, 11, 12, 13, 18, 19.	Tranzacție 5, 14, 15.
Retroactivitate 8.	Tutor 1, 14, 15.
Român (cetățean) 8.	Vânzare-cumpărare 8, 19.
	Vițiu 2, 4, 5, 9, 11.

Jurisprudență.

1. Nu este și nu poate fi nimic de comun între ratificațiunea art. 1190 și ratificațiunea art. 1546, cu toată identitatea de expresiuni, căci e suficient a se citi art. 1190 pentru a se convinge că el nu se aplică la ratificațiunea art. 1546, ne fiind vorba în specie de o convențiune anulabilă în contra căreia legea admite acțiunea în nulitate (art. 1190), ci de niște acte afectate de exces, în aceea că acel de la care emană n'avea destule puteri pentru a consimți. Deci, pentru ca vitiul să fie reparat, este suficient ca acela a cărui voință a fost necunoscută să vie a recunoască actul, a și-l apropria precum ar fi fost făcut de el însuși; și această ratificare nu are necesitate pentru a produce efectul său de a fi însoțită de mențiuni și enunțări la cari numai ratificarea obligațiunilor este supusă prin art. 1190. Ratificațiunea de care e vorba în art. 1546 al. II este regulată numai prin acest articol, care nu o supune la nici o formă specială. Deci, minorul ratificând astfel faptul tutorului care escedea puterile sale, atunci faptul tutorului este faptul minorului. (Apel Iași I, 765. Dec. 8/82 Dreptul 41/83).

2. Confirmațiunea este o renunțare la acțiunea în nulitate și are de obiect de a purga vitiul de care obligațiunea este infectată. Pentru validitatea ei se cere dar ca cel care confirmă să fie capabil de a se obliga și de a dispune, astfel că minorul emancipat nu ar putea valabil confirma actul său în timpul minorității de cât la majoritatea sa. Prin urmare acel care confirmă trebuie să cunoască vitiul ce el înțelege să purgeze și să aibă intențiunea de a repara nulitatea. Deci în actul confirmativ trebuie să se găsească substanța obligațiunii care este infectată de o nulitate pe care confirmațiunea este destinată a o șterge; actul trebuie să menționeze despre motivul acțiunii în nulitate, adică să arate în act chiar care este vitiul ce vroeste să-l ștergă. În fine trebuie ca în actul confirmativ să-și exprime intențiunea de a repara vitiul; cu alte cuvinte intențiunea este care constituie esența confirmațiunii, căci confirmațiunea nu este alt decât voința de a șterge vitiul care face actul nul, renunțând la acțiunea

în nulitate. (Trib. Tutova, Iun. 18/86, Dreptul 65/86).

3. Ratificațiunea unui act nevalabil nu se poate face de cât atunci când persoana ce ratifică are dreptul de a face din nou asemenea act valabil în momentul ratificării, căci alt-fel ratificațiunea ar fi numai repetirea efectuării unui act nevalabil. Așă, de și soția a declarat că admite ca valabilă cumpărarea imobilului; său dotal la licitațiune publică, pentru datorii contractate în timpul căsătoriei, dar această ratificațiune nu poate să fie valabilă pe câtă vreme ea a avut loc în timpul căsătoriei, atunci, când soția nu putea să înstrăineze fondul dotal. (Cas. I, 124/Mart. 18/91. B. p. 304).

4. Confirmațiunea fiind o renunțare la acțiunea în nulitate, și ea având de obiect de a purga vitiul de care obligațiunea este infectată, legea cere când e vorba de o confirmațiune expresă, ca actul de confirmațiune să cuprindă obiectul, cauza și natura obligațiunii, să facă mențiune de motivul acțiunii în nulitate și despre intențiunea de a repara vitiul pe care se întemeiază acea acțiune (art. 1190); cu alte cuvinte, în actul confirmativ trebuie să se găsească substanța obligațiunii care este infectată de o nulitate pe care confirmațiunea este destinată a o șterge, să menționeze despre motivul acțiunii în nulitate, adică să se arate în act chiar care este vitiul pe care partea vroeste să-l ștergă, în fine partea trebuie neapărat ca în actul confirmativ să exprime intențiunea de a repara vitiul pe care acțiunea în nulitate este fundată, intențiunea fiind de esența confirmațiunii, căci confirmațiunea nu este alt lucru de cât voința de a șterge vitiul care face actul nul, renunțând la acțiunea în nulitate. (Apel Galați, II, Mai 26/92, Dreptul 45/92).

5. Expresiunile „afară numai dacă părțile au tratat expres despre nulitate” din art. 1713, însemnează că eroarea nu se presună și că ea trebuie dovedită; cu alte cuvinte, articolul acesta nu este decât aplicațiunea regulilor de drept comun relative la actele confirmative, după care confirmarea poate fi expresă (art. 1190 Cod. civ.) când părțile au menționat motivul acțiunii în nulitate și intențiunea de a repara vitiul pe care se bazează acțiunea, sau tacită (art. 1167 Codul civil), când partea a executat voluntar actul atins de o nulitate pe care a cunoscut-o. Astfel, dacă acțiunea avea de obiect anularea unui testament pentru niște vicii care fuseseră relevate în ședință publică de parte și de procuror, tranzacția încheiată între părți pentru a stinge acel proces relativ chiar la validitatea testamentului, nu se poate

anula, pe motiv că nu s'au cunoscut vițiile testamentului, fiindcă în realitate părțile au tratat în mod expres asupra acestei nulități. (Apel Buc. III, Dreptul 47/904).

6. Renunțarea tacită neputându-se deduce de cât din fapte cari nu s'ar putea explica altfel, executarea de către o parte a obligației sale nu implică o asemenea renunțare, de cât dacă instanța de fond ar fi constatat că în momentul acelei executări, partea avea cunoștința de faptele prin care cealaltă parte își călcăse îndatoririle luate prin contract. (Cas. I, 497 din 7 Dec. 1905 Pand. Rom. 1922, I, 200).

7. Pentru ratificarea prevăzută de art. 1546 c. civ. nu se cere observarea dispoz. art. 1167 și 1190 c. civ. Această ratificare poate rezulta din orice fapte și împrejurări din care să reiasă în mod sigur voința mandantului de a aproba actele făcute de mandatar peste limitele mandatului. (Trib. Ilfov I, No. 696, 1914, Curier Jud. 5/1915, p. 42).

8. Cu toate că prohibițiunea edictată de art. 7 din Constituție, după care străinii nu au dreptul de a dobândi imobile rurale în România, interesând ordinea publică, orice vânzare făcută unui străin este isbită de o nulitate absolută, totuși atunci când cauza acestei nulități, adică lipsa calității de cetățean român a încetat, actul devine perfect valabil prin confirmarea lui de cei în drept, rămânând bine înțeles ca această confirmare să-și producă efectele în viitor, ca și cum ar lua ființă un nou act și fără vre-un efect retroactiv. (Cas. I, 350 din 13 Iunie 1916, Dreptul 13/1920).

9. Atât în cazul unei confirmări exprese cât și în cazul unei confirmări tacite, cunoașterea viciului care face contractul anulabil de către cel ce confirmă este necesar. (Trib. Ilfov s. I, 1 din 1 Ian. 1920, Curier Jud. 26—27/920).

10. Cu toate că nulitatea unui act pentru motive de ordine publică nu se poate acoperi prin voința părților și după unele păreri nici prin schimbarea ulterioară a calităților, care a motivat nulitatea, totuși nimic nu se opune, ca, după cum printr'o lege s'a declarat ilicită cauza care determina nulitatea, tot astfel printr'o lege să se declare ca această cauză, din împrejurări noi încetează de a mai fi ilicită și deci să se poată ratifica actele încheiate cu călcarea legii sub regimul căreia cauza care a dat naștere contractului era ilicită. (C. Apel Buc. s. III 94 din 26 Mai 1920, Dreptul 36/920, Pandecte Rom. 1922, II, 9).

11. În conformitate cu dispozițiile art. 1190 și 1167 al 1 și 2 c. civil, sediul normelor ce cărmuesc confirmarea contractelor sau actelor juridice, con-

tra cărora legea admite o acțiune în anulare, atât pentru confirmarea expresă cât și pentru cea tacită, trei sunt condițiunile ce se cer pentru perfectarea contractului: 1) cel care confirmă să aibă capacitatea de a dispune; 2) cunoștința de viciul ce infectează actul juridic pe care înțelege a-l acoperi; 3) obligația să existe în momentul confirmării. Și dacă pentru cunoștința confirmării exprese, se cere în mod formal a se indica obiectul cauza și natura obligației ce se confirmă sau ratifică, să se arate viciul ce face obligația anulabilă și să se menționeze în mod formal intenția de a repara viciul pe care s'ar întemeia acțiunea în anulare; pentru confirmarea tacită legea cere numai un fapt neîndoelnic din care ar rezulta evident și fără echivoc renunțarea la acțiunea în anulare, cum ar fi executarea voluntară, totală sau parțială a obligațiunei anulabile sau orice alte împrejurări de fapt lăsate la aprecierea instanțelor de fond, din cari se rezulte neîndoios cunoștința existenței cauzei de nulitate pentru persoana care a confirmat.

Ca urmare nu se poate deduce din partea soțului ca proprietar confirmarea tacită a unei închirieri făcută de soția sa, fără concursul și autorizația lui materială: a) din împrejurarea că ambii soți au intentat, ulterior închirierii contractată de soție, o acțiune în evacuare, în contra locatarului deținător al imobilului ce trebuia pus la dispoziția chiriașului ce contractase cu soția; b) din declarațiile făcute în acel proces de avocatul proprietarilor, care a invocat între alte motive de evacuare și pe acel rezultat din necesitatea de a se pune imobilul la dispoziția locatarului purtător al contractului încheiat numai cu soția coproprietară; c) nici dintr'o notificare adresată de aceasta, cu autorizația soțului său, chiriașului cu care contracta și prin care îi aducea la cunoștință imposibilitatea de a-și îndeplini obligațiile, etc. (Trib. Bacău s. II, 183 din 27 Oct. 1920, Curier Jud. 31/922; Pand. Rom. 1923, III, 38).

12. Când proprietarul care a obținut ordonanța de evacuare împotriva chiriașului său, primește ulterior de la acesta din urmă căștiul de arendă, însemnează că a renunțat la beneficiul evacuării, consimțind implicit la reînnoirea convențiunii, așa în cât el nu mai poate executa ordonanța obținută. (Trib. Ilfov s. IV, 1034 din 17 Dec. 1920, Pand. Rom. 1922, II, 300).

13. Recunoașterea, sau ratificarea unei convențiuni poate fi făcută de partea în drept, fie în mod expres, fie în mod tacit, prin acte și împrejurări de fapt, care implică această recunoaștere și a căror constatare și interpre-

tare este lăsată la aprecierea instanțelor de fond.

Prin urmare în cazul când chiriașul care n'are contract cu dată certă din partea fostului proprietar pretinde că terțiul achizitor i-a recunoscut acest contract, iar instanța de fond interpretând dovezile administrate constată aceasta și nu s'a făcut motiv de casare pentru denaturarea actelor și faptelor pe care se sprijină aprecierea instanței de fond, — contractul trebuie respectat. (Cas. I, dec. 338 din 21 Martie, 1923, Jur. Rom. 13—14/923, Pand. Rom. 1924, III, 51).

14. Confirmarea unui act fiind o renunțare la acțiunea în anulare, constituie o renunțare la un drept, pe care tutorul nu o poate face nici cu autorizația consiliului de familie, ci numai cu îndeplinirea formelor prevăzute de art. 413 c. civ. pentru tranzație. (C. Apel Iași s. I, 10 din 7 și 13 Febr. 1924, Drepul 21/924).

15. Chiar dacă s'ar admite că tutorul poate cu autorizația consiliului de familie, să confirme un act anulabil, încă nu o poate face decât dacă procesul verbal al consiliului de familie, conține mențiunile cerute de art. 1190 c. civ. pentru ratificarea sau confirmarea unei obligații în contra căreia legea admite acțiunea în nulitate. (C. Apel Iași s. I, 10 din 7 și 13 Febr. 1924, Drepul 21/924).

16. Mostenitorul care avea dreptul a atacă ordonanța de adjudecare, dată după vânzarea prin licitație a unei averi succesoriale în executarea unui partaj, pentru motivul că s'a dat pe timpul când dânsul era mobilizat, nu mai este în drept a atacă cu cerere în nulitate, din acest motiv, ordonanța de adjudecare, odată ce instanța de fond constată că dânsul a participat la în-

tocmirea tabloului pentru distribuirea prețului rezultat din vânzare și această participare deduce că dânsul a înțeles a ratifica și execută vânzarea, anulabilă, prin faptul că a fost făcută în timpul mobilizării sale, însă susceptibilă de a fi confirmată. (Cas. I, 1272 din 4 Iulie 1924, Jur. Gen. 1924, No. 1981).

17. Obligațiunea bazată pe o cauză ilicită nu poate să fie confirmată în urma încetării ilicității, legiuitorul asimilând prin art. 966 c. civ., cauza ilicită cu lipsa de cauză, iar cauza fiind un element esențial al oricărei convențiuni și într'un caz ca și în celalt, convenția nu este nulă, ci inexistentă, prin urmare nesusceptibilă de a fi confirmată. (C. Apel Craiova s. I, 62 din 19 Martie 1924, Justiția (Craiova) 10—11/924, Pand. Rom. 1924, III, 116).

18. Nulitatea rezultând din lipsa de autorizare a soțului este relativă și ca atare ea poate fi acoperită printr'o confirmare, fie expresă, fie tacită.

Conlocuirea soțului cu soția în tot timpul locațiunei, în imobilul închiriat pe baza unui contract nul, poate constitui o confirmare tacită din partea sa.

Această confirmare poate fi făcută în mod valabil și fără concursul femeii. (Trib. Ilfov s. III, Jurnal 23767 din 10 Dec. 1924, Curier Jud. 8/1925).

19. Când este vorba de vânzarea unei averi particulare a unei administrațiuni publice, nulitatea dintr'un viciu de formă, poate să fie ratificată în mod tacit, prin executarea voluntară a vânzării. (C. Apel Buc. s. IV, 84 din 11 Mart. 1925, Bul. C. Apel 9/1925).

20. A se vede: art. 456 nota 3; art. 966 nota 12; art. 1167 cu notele respective; art. 1168 cu notele respective; art. 1546. notele 5, 13, 17, 22, 23, 24, 25; art. 1306, nota 39.

Secțiunea II. — Despre martori.

§ 1. — Despre cazul când dovada prin martori nu este primită ¹⁾.

Art. 1191. — Dovada despre un lucru oarecare de o sumă sau de o valoare mai mare de 150 lei ²⁾, chiar pentru depozit voluntar, nu se poate face decât sau prin un act autentic, sau prin un act sub semnătură privată.

Nu se va primi niciodată o dovadă prin martori, în contra, sau peste ceea ce cuprinde actul, nici despre ceea ce s'ar pretinde că s'ar fi zis înaintea, la timpul, sau în urma confecțiunei actului, cu toate că ar fi cestiune de o sumă sau o valoare mai mică de 150 lei ³⁾. (Civ. 33, 960, 966, 1170, 1173,

¹⁾ Acest paragraf nu are nici o rațiune de a fi, intrucât această secțiune nu este subdivizată în paragrafe. De altfel nici în Codul Napoleon nu există.

^{2, 3)} Acești lei, sunt „lei vechi”, conform sistemului monetar în vigoare în timpul promulgării Codului civil. Transformați în „lei noi”, suma de 150 lei vechi ne dă 55 lei noi și 55 bani.

1176, 1192—1196, 1197 urm., 1203, 1416, 1533, 1597, 1621, 1686 ; Pr. civ. 185 ; C. com. 46, 55, 88, 478 ; Civ. Fr. 1341).

Text. fr. Art. 1341. — Il doit être passé acte devant notaires ou sous signature privée, de toutes choses excédant la somme ou valeur de cent cinquante francs, même pour dépôts volontaires ; et il n'est reçu aucune preuve par témoins contre et outre le contenu aux actes, ni sur ce qui serait allégué avoir été dit avant, lors ou depuis les actes, encore qu'il s'agisse d'une somme ou valeur moindre de cent cinquante francs ;

Le tout sans préjudice de ce qui est prescrit dans les lois relatives au commerce.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 576 ; VIII, p. 299-301, 305, 306, 308-312, 320-323, 347 ;
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2514 urm., 2563 urm. ;
 BAUDRY ET TISSIER, *De la prescription*, 538, 622 ;
 BONNIER, *Traité des preuves*, I, 140-144, 158-160, 164 ;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 463, 773 ;
 CAPITANT, *De la cause des Obligations*, p. 355, 360 ;
 CHARDON, *Dol et fraude*, 561 ;
 CHAUVEAU ET F. HÉLIE, *Théorie du Code pénal*, V, 2048 urm. ;
 CHAUVEAU ET CARRÉ, *quest. 1447* ;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 93, 100, 1004, 1012 ; II, p. 181, 213, 222 urm., 228, 592, 708, 709 ; ed. 1-a, III, p. 104, 206, 557, 583, 772 ;
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 4601 urm. ; *Suppl. Obligations*, 1892 urm. ;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 315 bis, VII, X urm., XIV, XX-XXII ;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 23, 220, 272, 424 ; II, p. 847, 850 ;
 DEMOLOMBE, I, 33 ; XXX, 33, 94 ;
 DURANTON, XIII, 313, 359 ;
 HUC, VIII, 280, 282 ;
 LAROMBIÈRE, V, art. 1341, n° 6, 8, 9, 14-16, 19, 27-29, 33-35 ; 1342 n° 3, 5 ; 1343 ; 1344, n° 11 ;
 LAURENT, II, 310 ; XIX, 407, 442, 452, 472, 475, 477, 478, 481-483, 556, 583, 590, 591, 595, 597 ;
 MARCADÉ, art. 1342 ;
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 823 urm., 828, 829 ;
 TROPLONG, *De la Société*, I, 202 ; *Contr. aléatoires*, 64.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VII, p. 193 n. 3, 247 urm., 260 urm., 264 urm. ; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 205, 281 t. și n. 2, 310 ; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 462 n. 3, 555, 623 n. 2 ; IX, p. 677, 703 ; X, p. 167) ; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 408 urm. ; *Observație*, sub. Cas. I, 8 din 10 Ian. 1911. Dreptul 51/1911 ; *Observație*, sub. C. Apel, Galați s. II, 5 Iunie 909. Dreptul 75/1909 ; *Observație* sub. C. Apel Dijon, 1 Febr. 1904. Dreptul 23/1906 ; „*Despre proba testimonială*”. Curier Jud. 61/1901 ; *Notă*, sub. Trib. Muscel, 30 Ian. 1923. Jurispr. Gen. 7/1924, No. 422 ; *Notă* sub. Trib. Avignon, 20 Oct. 1920. Jur. Gen. 1924, No. 1905 ; *Notă* sub. Trib. Muscel, 968 din 4 Mai 1924. Jur. Gen. 1924, No. 2182 ;
 CANTACUZINO MATEI, p. 616, 625, 626 ;
 CERBAN ALEX., *Notă* sub. Cas. I, 1429 din 27 Dec. 1922. Curier Jud. 15/923 ;
 DANIELOPOL G. DR. LT., *Observație* sub. Trib. Arlon, (Belgia), 18 Mart. 1908. Curier Jud. 30/909 ; *Observație* sub. Justiția de pace din Alban (Tarn), 24 Mai 913. Curier Jud. 8/914 ;
 DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri juridice*, vol. I, p. 338 urm. ; „Dovada cu marturi după codul Napoleon și legislațiunea comparată” ;
 EMMANUEL EUG., *Notă* sub. Cas. I, 617, din 6 Dec. 1920. Curier Jud. 26/921 ;
 GEORGEAN N., *Notă* sub. Cas. I, 148 din 31 Mart. 1920. Pand. Rom. 1923-I-233 ; *Observație* sub. Trib. Dorohoi, 105 din 20 Mai 1922. Pand. Rom. 1924-III-38 ; *Notă* sub. Trib. Dorohoi, 364 din 6 Nov. 1923. Jur. Gen. 1925. No. 99 ;
 NACU, II, p. 824 urm., 844 ; III, p. 323 ;
 PETIT EUGEN, „*Despre marturi*”. Curier Jud. 85/911, 14/912, 33/912 și 39/912 ; *Notă*, sub. Cas. Fr., Req. 28 Iunie 1923, Jur. Gen. 1925 No. 1217 ;
 RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. C. Apel Pau., 21 Febr. 1912. Dreptul 53/1912 ; *Observație* sub. Cas. I, 186 din 24 Aprilie 1909. Dreptul 72/1909 ;
 SCONDĂCESCU I. BARBU, *Notă* suc., Trib. Argeș s. II, 9229 Nov. 1922. Jurispr. Gen. 11/1924. No. 622 ;

SESCIOREANU M. G., *Notă*, sub. Jud. Ocol Bârca-Dolj, 1921 din 10 Oct. 921. Pand. Rom. 1922-II-220; *Observație* sub. C. Apel Liège, 16 Febr. 1923. Pand. Rom. 1924-III-46; *Observație* sub. Cas. I, 148 din 28 Febr. 1921. Pand. Rom. 1924-III-49; *Notă* sub. Trib. Muscel, 32 din 30 Ian. 923. Pand. Rom. 1924-II-244;

SION FLORIN. *Notă* sub. Trib. Iași, 29 Nov. 1923. Pand. Rom. 1924-II-222;

STRIHAN PETRE, *Notă* sub. Trib. Putna s. II, 177 din 16 Iunie 1923. Curier Jud. 13/925;

VASILESCU P., *Notă* sub. Judec. Ocol. Bârca-Dolj, 1921 din 10 Oct. 921. Curier Jud. 2/922.

VERMEULEN H. JEAN, „*Puterea probatorie a scrisorilor misive în civil*“. Curier Jud. 37/924.

INDEX ALFABETIC

- Abus de încredere 1, 32, 37, 68, 76.
- Act autentic 16, 20, 35, 39, 48, 73, 83, 85, 87, 89, 107, 109 ter, 112.
- Act sub semnătură privată 16, 18, 35, 39, 73, 79, 87, 89, 102, 107.
- Acțiuni, divizarea lor 99.
- Adopțiune 61.
- Advocat 99.
- Agricole invoeli 39.
- Antichreză 60.
- Antidatate, a se vedea „Dată“.
- Apel 34.
- Apreciere suverană 53, 55, 101.
- Arendare, a se vedea „Locație“.
- Autoritate de lucru judecat 5.
- Calitate de moștenitor 23, 72.
- Capacitate 27.
- Casa de depuneri 26.
- Casare, a se vedea „Recurs“.
- Cercetări locale 15, 62.
- Certificat 64.
- Cihanțe 26.
- Clauză de întreținere 112.
- Comercială materie 44, 49, 51, 52, 53.
- Compensare 16.
- Comunal consiliu 39.
- Concordat 53.
- Consiliu comunal 39.
- Consiliu de familie 36.
- Consimțământ 65.
- Contra-inscris 59, 109 ter.
- Contract, proba 1, 4, 7, 8, 10, 12, 13, 14, 23, 32, 40, 44, 47, 49, 56, 65, 76, 77, 79, 82, 87, 97, 104, 105.
- Convenție, a se vedea „Contract“.
- Creanță 9, 16, 41, 45, 49, 53.
- Creditori 71, 102.
- Culpă 108.
- Dată 19, 82, 102, 110.
- Datorie 9.
- Debitor 102.
- Delict 8.
- Demență 48.
- Denaturare 98.
- Depozit 1, 2, 32, 35, 57, 109 bis.
- Divizarea acțiunilor 99.
- Dobrogea 64.
- Dol 21, 46, 65.
- Donație 43.
- Donație deghizată 70.
- Escrocherie 69.
- Expertiză 78.
- Faliment 53.
- Falită 53.
- Fals 77.
- Fals jurământ 6, 9, 11, 17, 28, 51, 56.
- Filiație legitimă 72.
- Fraudă 46, 85, 102.
- Gestiune de afaceri 86.
- Impozit 24.
- Imprumut 12.
- Inceput de dovadă 2, 9, 10, 12, 28, 35, 47, 56, 58, 59, 63, 64, 68, 73, 98, 105, 111.
- Inșelăciune 69.
- Interogator 105.
- Interpretare 104.
- Întreținere (clauză) 112.
- Invoeli agricole 39.
- Ipotecă 45.
- Jurământ 5, 6, 9, 11, 17, 28, 51, 56.
- Jurământ supletoriu 26.
- Jurisconsulți 36.
- Legalizare 39.
- Lege anterioară 3.
- Lege de urmărire 24.
- Lege posterioară 3, 19.
- Locație 46, 74, 75, 87, 106, 110.
- Lucru judecat, a se vedea „Autoritate de lucru judecat“.
- Mandat 12, 34, 42, 57, 68, 88.
- Mandat tacit 42, 88.
- Marturi 1, 2, 4-14, 16-18, 20-23, 26-29, 31-58, 60-73, 75, 76, 79-87, 89-96, 98-112.
- Mărturisire 105.
- Materie comercială, a se vedea „Comercială materie“.
- Materie penală, a se vedea „Penală materie“.
- Ministerul Arhivelor Imperiale Otomane 64.
- Minister Public 23.
- Modificarea actului 112.
- Moștenitor 23, 50, 63, 70, 71, 72, 101, 111.
- Neretroactivitate 3, 19.
- Ordine publică 31, 107, 109, 109 bis, 109 ter.
- Partaj voluntar 100.
- Penală materie 1, 2, 4, 5, 6, 8, 9, 10, 11, 12, 14, 17, 21, 28, 29, 32, 40, 47, 54, 56, 57, 68, 69, 76, 77, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102.
- Poprire 102.
- Posesiune 15, 25, 33, 67, 74, 93.
- Posesorie acțiune 62.
- Posterioară lege 3, 19.
- Prescripție 66, 67, 91, 93.
- Prestare de serviciu 95.
- Preț 112.
- Prezumpțiuni 15, 16, 18, 22, 24, 25, 29, 36, 38, 42, 46, 47, 49, 53, 59, 63, 74, 89, 93, 101, 102.
- Procuror 23.
- Proprietate 15, 22, 25, 33, 50, 62, 64, 66, 67, 89, 91, 92, 93.
- Quasi-contract 8, 13, 23, 36.
- Quasi-delict 3.
- Recurs 53, 55, 62, 66, 75, 78, 109 bis.
- Reparațiuni 20.
- Retroactivitate 3, 30.
- Revendicare 15, 33, 91.
- Rezerva 70, 71, 101.
- Schimb 90.
- Semnătura 34.
- Servicii, prestare 95.
- Simulație 53, 59, 70, 71, 85, 101, 109 ter, 111.
- Situația imobilului 103.
- Successiune, a se vedea „Moștenitor“.
- Successor, a se vedea „Moștenitor“.
- Suverană apreciere 53.
- Terțe persoane 70, 71, 85, 87, 97, 102.
- Testament 48, 111.
- Transcriere 60.
- Tranzacție 36.
- Tutor 36.
- Urmărire lege 24.
- Vânzare-cumpărare 27, 43, 80, 83, 96, 101, 103, 111, 112.
- Verificare de scripte 78.
- Violență 83.

Jurisprudență.

1. Legea, în materie represivă admite proba testimonială fără restricțiune, numai în cazul când faptele denunțate prezintă caracterul unui delict independent de orice alt fapt, iar nu și când delictul ar fi o consecință a unui contract pur civil. Or, delictul de abuz de încredere, presupune necesarmente existența unei convenții civile, anterioară comiterii lui, de unde urmează că această specie de delict este subordonată la stabilirea preexistenței unei atari convenții, în lipsă de care nici poate avea ființă. Or, contractul de depozit, al cărui obiect este de o valoare mai mare de 150 lei vechi, conform art. 1191, nu poate fi dovedit prin probă testimonială. (Cas. II, 333/Mai 29/71. B. p. 91).

2. Pentru constatarea depozitului voluntar a cărui valoare escede suma de 150 lei, după art. 1597 combinat cu art. 1191, aplicabile și în materie corecțională, proba testimonială nu este admisă de cât în cazul când există un început de dovadă scrisă conform art. 1197. (Cas. II, 256/Sept. 1/71. B. p. 203).

3. Dacă este drept că o probă recunoscută prin legea în vigoare în momentul când s'a creat un raport juridic, să fie admisibilă în justiție chiar sub imperiul unei legi posterioare care nu admite acea probă, și aceasta pentru cuvânt că acea probă este un drept câștigat părților contractante și legea posterioară nu poate fi retroactivă, nu este însă tot așa în cazul invers. căci un nou mijloc mai mult creat prin legea cea nouă spre descoperirea adevărului unor fapte petrecute sub legea anterioară nu vatămă vre un drept al nici unaia din părți, de oarece e inadmisibil a se sustine că ne-descoperirea adevărului ar constitui pentru părți un drept câștigat. (Cas. I, 141/Apr. 25/72. B. p. 133).

4. Dacă dovedirea în genere în materii penale, poate să fie făcută prin martori, nu este tot astfel și în cazurile în care infracțiunea penală presupune existența unui contract, de oarece în acest caz când existența contractului este tăgăduită aceasta nu poate să fie dovedită de cât în modul permis de legea civilă, de și afacerea se tratează înaintea instanțelor represive. (Cas. II, 86/Febr. 15/72, B. p. 40).

5. În materie penală, proba testimonială nu este supusă la restricțiunile prescise prin art. 1191 și urm. c. civ., de oarece acțiunea penală, după art. 2 pr. pen., are de obiect o pedeapsă, și este independentă de acțiunea civilă. Și dacă este adevărat că același rezultat nu se poate urmări și dobândi pe cale criminală prin întrebuintare de probe, pentru a căror neadmisibilitate în civil, el nu s'a putut dobândi pe cale civilă, aceasta însă nu se mai poate aplica când acțiunea civilă este cu desăvârșire stinsă prin prestarea jurământului decisoriu, în cât posibilitatea de o a doua deciziune contradicătoare dată prin nesocotirea autorității lucrului judecat este cu totul înlăturată. (Cas. II, 64/Febr. 10/73, B. p. 36).

6. În materie penală, proba testimonială nu este supusă la restricțiunile prevăzute în art. 111 urm. c. civ., de oarece acțiunea penală după art. 2 pr. pen., are de obiect o pedeapsă și este independentă de acțiunea civilă, de unde rezultă că în penal falsitatea jurământului poate fi probată și cu martori. (Cas. II, 378/Iul. 17/74, B. p. 249).

7. Neadmițând dovada prin martori spre a se constata că s'ar fi făcut o convențiune între părți relativ la construirea unor ferestre, judecata face o justă aplicațiune art. 1191, care nu permite dovedirea prin martori a convențiilor al căror obiect trece peste 150 lei. (Cas. I, 382/Nov. 15/75, B. p. 326).

8. Din dispozițiunile art. 152, 185, și 340 pr. pen. se face evident că în materie penală, probațiunea testimonială este admisă în general; și chiar în materie civilă ea este permisă, ori care ar fi valoarea obiectului în litigiu, când nu a fost cu puțință reclamantului (creditorului) ași procura o dovadă scrisă despre obligațiunea ce pretinde, cum este când obligațiunea ia naștere din quasi-contracte, delictes sau quasi-delictes (art. 1198 c. civ.). Din aceste dispozițiuni rezultă că chiar când este vorba despre un delict ce se pretinde că s'a urmat la formarea unei convențiuni sau despre o convențiune ce este rezultatul unui delict atunci probațiunea testimonială este admisă ori-care ar fi valoarea obiectului convențiunei ce se pretinde vitiată în esență sa din cauza delictului. Singurul caz ce poate

face îndoială este când delictul consistă în violațiunea unei convențiuni, a cărei existență însă este tăgăduită, în asemenea caz putând cu tărie a se susține că existența convențiunei trebuie să fie probată după regulile prescise de art. 1191 c. civ., pentru că partea reclamantă putea să-și procure o dovadă scrisă la formarea convențiunei, de oarece delictul ce se pretinde că consistă în violațiunea acelei convențiuni n'a luat naștere de cât după formarea ei. (Cas. II, 173/Mai 14/76, B. p. 241).

9. Jurământul săvârșit de una din părți asupra unor fapte civile, nu poate avea caracterul unui jurământ fals, și nu se poate urmări pe cale criminală de cât în caz când s'ar produce o probă scrisă sau cel puțin un început de probă scrisă asupra faptului negat de partea care a jurat. Și de și faptele criminale pot fi probate și prin depozițiuni de martori, nu se poate însă urma tot astfel și în privința faptelor civile, a căror existență, după legea civilă, nu poate fi constatată de cât prin producerea unui act scris; în privința acestor fapte, legea determinind modul cum ele au a fi probate, chiar și sub imperiul legei de procedură criminală, trebuie a fi observate de judecătorii criminali, de oarece faptele pedepsite de legea penală fiind o consecință a faptelor civile, proba celor dintâiu e subordonată celor din urmă. Astfel, de câte ori este vorba de o cerere pentru plata unei datorii, a cărei existență nu poate fi probată de cât conform art. 1191 c. civ., debitorul nu poate, sub singura alegațiune că a plătit datoria, să pornească o cerere înaintea instanțelor criminale ci trebuie să producă o probă scrisă sau un început de probă scrisă, din care să rezulte plata datoriei. (Cas. II, 97/Febr. 18/77, B. p. 82).

10. Spre a decide dacă un contract denegat a existat, sau dacă este un început de dovadă care să poată face admisibilă proba testimonială, tribunalele sunt supuse regulilor fixate de art. 1191 și 1197 c. civ. Aceste reguli sunt principii generale comune tutulor jurisdicțiunilor. Prin urmare, înaintea instanțelor corecționale părțile de și pot proba violațiunea contractului prin martori, conform art. 1198 c. civ., ele însă nu pot proba pre-existența contractului când este denegat de cât după regulile art. 1198 c. civ. A decide altfel ar fi a eluda legea și a permite ca, sub pretext de delict, părțile să uzeze de o probă neadmisibilă înaintea tribunalului civil. (Cas. II, 131/Mart. 11/77, B. p. 142).

11. În virtutea art. 1191 și 1197 c. civ. e oprit ca pe cale penală să se dovedească prin martori, în profitul unei

părți ceea ce acea parte nu era admisă să dovedească prin acea probă pe cale civilă. Dar în materie de sperjur proba testimonială e admisibilă căci ea nu e admisă de cât în profitul acțiunii publice. (Cas. II, 451/Dec. 18/78, B. p. 413).

12. Chiar înaintea instanțelor de re- presiune, proba testimonială este inad- misibilă, dacă suma ce decurge dintr'un contract civil este mai mare de 150 lei. Dacă dar, suma pretinsă de- curge dintr'un mandat, împrejurarea invocată de inculpat că banii împliniți în virtutea acestui mandat s'a pres- chimbat în împrumut, acest fapt, pe cât nu există un început de probă scrisă, nu se poate dovedi cu martori. (Cas. II, 172/Mai 14/79, B. p. 441).

13. Dispozițiunile art. 1191 au a fi observate atunci numai când este a se dovedi existența unui contract oare- care; de câte ori însă are a se dovedi un quasi-contract, aceste reguli, față cu art. 1198, nu mai pot fi observate, și dar în asemenea caz proba testimo- nială este admisibilă. (Cas. II, 6/Ian. 9/79, B. p. 63)

14. Art. 152 și 185 pr. pen nu opresc pe instanțele judecătorești a căuta ele- mentele convinginței lor, când este vorba de delict, în ori care din modu- rile de probă admise de legiutor, și dar și în declarațiunile martorilor; ne- apărat judecătorul rămâne în drept a aprecia forța probantă a acestor mă- rturisiri în vederea circumstanțelor în care ele se prezintă, dar nu poate re- fuză în principiu ascultarea martori- lor, căci atunci ar fi a se pretinde că legiutorul a cerut pentru dovedirea u- nor fapte o probă legală ceace ar fi incompatibil cu principiile dreptului nostru criminal. Dacă în privința ad- miterii martorilor ca mijloc de dove- direa unei excepțiuni, pe lângă altele, trebuie admisă și aceasta când este vorba de delict legate cu existența u- nei convențiuni civile adică de acele delict ce se întemeiază pe violațiunea unei asemenea convențiuni și care pen- tru ca să existe trebuie dovedit prela- bil existența convențiunii chiar, și în acest caz proba testimonială nu trebuie admisă pentru constatarea acestei con- vențiuni de cât în cazurile când ea este autorizată de art. 1191 și 1197 c. civ.; însă motivul rațional pe care o asemenea excepțiune se întemeiază este ideea că dacă ar fi permis în criminal dovedirea unei asemenea convențiuni prin martori, atunci părțile ar ajunge la înlăturarea prohibițiunii dictată de legea civilă în art. 1191 și 1197 și puse în pozițiune să-și poată procura pe cale criminală, sub pretextul unui delict oare care, o probă testimonială, probă respinsă de tribunalele civile, și dar a le da mijlocul să-și procure in-

direct o probă oprită de legea civilă; acesta fiind motivul excepțiunii, și întinderea ei, ca ori ce excepțiune tre- buie limitată în marginile rațiunii ce a dictat-o. Astfel dacă existența conven- șiunii este invocată ca mijloc de apă- rare de către prevenit, a respinge și în acest caz dovedirea prin martori este a trece peste rațiunea de drept ce a motivat excepțiunea, și dar a violă art. 152 și 185 pr. pen. (Cas. II, 537/Dec. 12/80, B. p. 425).

15. De și basa acțiunii în revendi- care fiind dreptul de proprietate, proba complectă a acestui drept ur- mează să se facă prin titlul proprie- tății, sunt însă cazuri în cari o aseme- nea probă este imposibilă, și în cari chiar posesiunea defendendului ne fiind exclusivă și bine caracterizată, jude- cata nu poate avea altă bază de cât presumpțiunile respective invocate de părți și alte dovezi cari concordă cu dănsese, ca cercetări în fața locului, măsurători, martori și altele. (Cas. I, 114/81, Mart. 29/81 B. p. 232).

16. Presumpțiunile nu sunt permise magistratilor de cât numai în cazurile când este permisă și dovada prin mar- tori (art. 1203) Or, după art. 1191, do- vada prin martori nu este admisibilă, despre un lucru oare-care de o valoare mai mare de 150 lei. Deci, admitând presumpțiuni pentru a stabili că cre- anța opusă în compensatiune a intrat în socoteala intervenită între părți, ad- mitând adică presumpțiuni pentru a stabili un fapt, care fiind vorba de un lucru de o valoare mai mare de 150 lei, nu se poate dovedi de cât sau prin un act autentic sau prin un act sub semnătură privată, instanța de fond violează prin aceasta art. 1203. (Cas. I, 101/Mart. 14/81. B. p. 206).

17. Principiul stabilit de legiutor prin art. 1191 este un principiu general care se aplică la ori ce materii afară dacă dispozițiuni speciale nu vin să deroage la principiul general. Si le- giutorul stabilind sistemul său de probe, a avut în vedere unitatea în mo- dul de probare, și ar fi să ne depăr- tăm de la sistemul său, primind martori într'o contestațiune a cărei valoare întrece suma de 150 lei vechi. Dacă dar tribunalul ar admite asculta- re de martori în acțiunea de sperjur, ar interveni ordinea probelor și ar da poate ocaziunea de a se proba cu mar- tori în penal ceace nu s'a putut proba în civil. (Trib. Brăila, Nov. 2/81, Drep- tul 85/81).

18. După principiul pus în art. 1203- presumpțiunile nu sunt permise de lege magistratului de cât numai în cazurile când se învoeste de lege și dovada prin martori. Când dar e vorba de niște obligațiuni luate prin înscris sub

semnătură privată recunoscut de parte, în contra căruia după art 1191 proba testimonială este neadmisibilă, judecata nu poate, prin presumpțiuni, să declare invalidarea aceluia înscris. (Cas. I, 25/Iun. 20/81, B. p. 26).

19. În regulă generală, veracitatea și sinceritatea datei unui act se constată după principiile și dispozițiunile de probațiune a legii în vigoare când s'a săvârșit actul, de oarece numai acea lege a avut-o în vedere cel care a făcut actul, ei a trebuit să se conforme, la ea s'a raportat, și îi era imposibil să prevadă schimbările ce o lege posterioară va aduce pentru ea și pună actul său la adăpostul acestei legi. Această regulă urmează a se aplica chiar atunci când o lege posterioară modifică sau înlătură formalitățile după care se puteau săvârși acte valabile anterioramente; căci altminterlea de nu s'ar aplica această regulă pentru probațiunea datelor, actele săvârșite cu toate formalitățile cerute în timpul unei legi, s'ar anula indirect și n'ar mai putea produce efecte, pe timpul unei legi posterioare care ar modifica sau înlătură formalitățile anterioare, în vreme ce s'a admis că ele nu sunt isbite de nulitate. Numai atunci s'ar putea deroga la această regulă, când legea, posterioară prin măsuri transitorii ar dispune altfel. (Cas. I, 12/Ian. 15/82, B. p. 20).

20. Din art. 1191 rezultă în mod neîndoios că numai în contra unui act autentic sau subscris de ambele părți nu se poate face probă prin martori. O lucrare dar a primăriei prin care condamnă pe proprietar la amendă pentru că a făcut reparațiuni fără biletul de învoire, nu poate ține locul unuia din actele prevăzute de art 1191. (Cas. I, 161/Mai 12/82, B. p. 550).

21. În materie penală dispozițiunea art 1191 c. civ. nu poate fi invocată contra admiterii probei testimoniale fără nici o restricție, întru cât probele pentru constatarea infracțiilor fiind de conștiință și de convingere, ele nu pot fi mărginite prin dispozițiile codului civil în materie de probă prescrisă pentru probarea relațiilor de drept privat. Deci pentru a se stabili existența uneltirilor viclene în scop de a înșela, proba testimonială este admisibilă fără nici o restricțiune. (Cas. II, 368/Oct. 24/83, B. p. 988).

22. Judecătorul întemeindu-se pe presumpțiuni pentru a decide chestiunea de proprietate și respingând martorii părții adverse ca neadmisibili, violează art. 1191, de oarece acestei presumpțiuni adversarul poate opune altă probă tot atât de puternică și admisă de lege în aceleași cazuri. (Cas. I, 279/Sept 5/84, B. p. 673).

23. Art. 1191, care nu admite proba testimonială, se raportă la cererile care au de scop dovedirea unei sume mai mare de 150 lei pentru care partea care o pretinde n'are un act scris, nu însă și când este vorba de dovedirea unui fapt oarecare alegat de una din părți, cum de exemplu dovedirea calității de moștenitor, a existenței unui quasi-contract sau alte fapte de asemenea natură, pentru care partea care le invoacă este în imposibilitate a le proba cu acte scrise. (Cas. I, 143/Mai, 5/84, B. p. 391).

24. Legiuitorul, prin art. 7 leg. de urmărare determinând modul cum trebuie să se dovedească plata impozitului (recipisa liberată de percepător din registrul cu matcă), tribunalul nu poate prin simple presumpțiuni, și cari ar rezulta din împrejurarea că a dovedit plata ultimului trimestru, să deducă că impozitul a fost plătit în total și pentru trecut, când suma ce se cere de fișe e mai mare de 150 lei și ca atare presumpțiunile nu sunt admise. (Cas. I, 48/Febr. 8/84, B. p. 113).

25. Judecătorul în lipsă de a se administra din partea reclamantului proba proprietății ce reclamă, cu drept cuvânt recunoaște proprietatea intimatului în virtutea posesiunii ce o are și fără exces de putere coroboră această presumpțiune legală, ce rezultă din posesiune, cu alte presumpțiuni indirecte, ce ar rezulta din diferite împrejurări de fapt. (Cas. I, 123/Mart. 20/84, B. p. 264).

26. Chitanța eliberată de casierul general pentru depunerea unei sume formează un act pe deplin doveditor de operațiunile săvârșite de el și de sumele ce el primește; și, conform art. 1191, proba cu martori în contra celor conținute în act nu este admisibilă. Nici jurământul supletoriu nu poate fi dat de judecătorească. (Cas. I, 417/84, Dec. 11/84, B. p. 986).

27. Proba testimonială poate fi admisă spre a se dovedi capacitatea vânzătorului d'a vinde fără ca prin aceasta să se poată zice că se violează principiul conținut în art. 1191 al II, în temeiul căruia este poprit d'a se admite proba testimonială contra sau peste cele conținute în act. (Cas. I, 204/Iun. 2/84, B. p. 514).

28. Deși faptele corecționale pot fi probate prin martori și prin ori ce alt mijloc de convingere, străin de probele cari ar rezulta din actele scrise, însă nu este tot astfel și pentru faptele civile autorizate de legea civilă și a căror probațiune este supusă de către ea la producțiunea vre-unui act scris care să le constate. În privința acestor fapte, legea care determină modul probațiunii ce poate fi admis, își

întinde imperiul său și asupra procedurii penale. Ea trebuie a fi respectată și observată de judecătorii corecționali chiar în cazul când faptul autorizat de legea civilă s'ar lega prin raporturi intime și absolute cu faptul pedepsit de legea penală. Proba faptului penal nu poate fi stabilită de cât prin aceea a faptului civil și a cărui consecință trebuie a fi. Acest principiu se aplică chiar și ministerului public. Astfel proba falșității unui jurământ prestat în civil, în scopul de a respinge o plată contestată, nu va putea rezulta de cât din realitatea acestei plăți anterioare, fapt pur civil, a cărui probațiune e limitată la cazurile specificate prin art. 1191. Astfel fiind, proba testimonială a acestui jurământ falș nu poate fi admisă în penal de cât când va fi chestiunea de o sumă sau de o valoare mai mică de 150 lei, sau dacă există, vre-un început de dovadă scrisă. (Trib. Ialomița, 286/Apr. 26/85, Dreptul 46/85).

29. În materie penală faptele se pot constata prin orice mod, prin mărturie, prin presumpțiuni. Aceasta este adevărat chiar când ar fi vorba de dovedirea unui fapt care de altminterea, după regulele codului civil, nu ar putea fi dovedit prin martori sau prin presumpții, fiindcă prohibițiile codului civil nu au a fi observate în materie penală în care regula fundamentală e că pentru dovedirea faptului constituind un delict ori ce probă, este admisă. (Cas. II, 373/Sept. 23/85, B. p. 700).

30. Faptele cele vechi, care nu au fost încă legalmente constatate, sunt supuse la modurile de probațiune stabilite prin legea nouă, care, presupusă a fi mai bună, trebuie aplicată de câte ori prin aplicarea ei nu se atinge vre un drept dobândit. (Apel Buc. III, 141, Mai 86/85, Dreptul 67/85).

31. O lege care interzice proba testimonială din cauză că mărturisirile mincinoase ar corupe justiția și ar altera conștiința publică, interesează neapărat bunele moravuri în cel mai înalt grad; și dacă prin ordine publică se înțelege interesul public apoi societatea e destul de interesată a preveni procele și a le termina mai repede. Or, e suficient a ne raporta la motivele și considerațiunile cari au făcut să se introducă restricțiunile și prohibițiunile admiterii probei testimoniale, pentru a ne convinge că dispozițiunile legii n'au fost introduse numai în interesul părților, dar asemenea și mai cu seamă în interesul ordinii și a moralității publice. Urmează dar că convențiunea prin care părțile ar declara că supun proba angajamentelor lor la proba testimonială, în afară de cazurile unde legea o declară admisibilă,

sau când părțile interesate în o instanță angajată nu se opun la admiterea ei, n'ar lega pe părți, că această convențiune, conform art. 5, nu e legalmente formată și n'ar obliga pe judecători, pe cari legiuitorul îi a însărcinat specialmente a face să se respecte prohibițiunile sale, și cari ca atare trebuie din oficiu a respinge această probă testimonială. (Trib. Ialom. Nov. 10/85, Dreptul 9/86).

32. În contractele civile a căror violațiune intră în aplicațiunea art. 322 c.-pen., proba nu se poate administra de cât în conformitate cu dispozițiunile codului civil, pentru motivul că nu poate fi permis a se constată un contract civil pe cale indirectă (pe cale penală) într'alt mod decât permite codul civil, care singur reglementează proba și efectele acestor contracte. Astfel, înainte de a se constată cu martori și conform procedurii penale violațiunea depozitului, cată a se constată, conform art. 1597 c. civ., existența depozitului. (Trib. Ilfov, I, Mart. 1/86, Dreptul 31/86).

33. Când e vorba de o acțiune în revendicare, nu e destul ca reclamantii să dovedească că autorul lor a avut posesia asupra imobilelor ce revendică, ci că a fost și proprietar în momentul morții sale. Și dacă valoarea imobilelor e mai mare de 150 lei, o atare probă nu se poate face prin martori. (Cas. I, 179/Mai 27/86, B. p. 429).

34. Dacă partea cere să se cheme ca martor chiar persoana care a subscris-o în apelul făcut, pentru a dovedi că ea i'a dat ordin de a'i iscăli numele, fiind în neputință de a face această operațiune, în specie nu poate fi vorba de dovedirea unui contract de mandat de oarece nu rezultă pentru persoana care a subscris pe apelant nici drepturi nici îndatoriri; ceace voia nunitul să dovedească cu martori, era faptul material al subscrierii pentru care legea permite dovada cu martori. (Cas. I, 93, Mart. 8/87, B. p. 183).

35. După principiul pus în art. 1191, convențiunile cari trec peste suma de 150 lei, chiar pentru depozite voluntare precum și executarea lor, nu se pot face de cât sau prin acte autentice sau prin acte sub semnătură privată. Dacă dar e vorba de plata unei cantități de piatră a cărei valoare trece peste 150 lei, tribunalul nu se poate întemeia pe depozitiunile martorilor fără ca să i se fi produs în instanță vreun act scris sau cel puțin un început de dovadă și fără a stabili că reclamantul era în imposibilitate de a face un act scris când a contractat cu părătul sau când s'a predat piatră. (Cas. I, 72/Mart. 15/88, B. p. 218).

36. După art. 1203 presumpțiune nu

sunt permise magistratului de cât numai în cazul când e permisă și dovada prin martori. Or, prin art. 1191 legiuitorul statuiază că nu se poate dovedi prin martori în contra sau peste cele cuprinse în act. Așa fiind, dacă în actul de transacțiune nu se face nici o mențiune despre suma de 7050 lei ce tutorul pretinde că a plătit părții adverse, sumă care dacă făcea parte din transacțiune, conform art. 413, trebuia să fie autorizată de consiliul de familie și după avizul a 3 jurisconsulți, judecătorul nu poate, pentru a admite această sumă ca justificată, să se fundeze pe simple presumpțiuni. (Cas. I, 300/Nov. 86/88, B. p. 955).

37. În delictul de abuz de încredere, când valoarea pretinsă achitată excede suma de 150 lei vechi proba testimonială e inadmisibilă; proba nu se poate face de cât printr'un act scris căci dacă ar fi a se admite altfel, s'ar violă dispozițiunile legale relative la probe. (Trib. Brăila, Oct. 2/86, Dr. 1/88).

38. În materie de probațiune, ori de câte ori legea nu prescrie o probă literală, proba cu martori ca și toate celelalte mijloace de probațiune sunt admise. Astfel, dacă nu e vorba de probațiunea vreunui drept pentru dovedirea căruia se cere proba scrisă, ci de un fapt material, întâmplător, pentru el, proba legală nu poate fi alta de cât cea testimonială, și prin urmare și presumpțiunile. (Apel Buc. III, 179, Oct. 8/88, Dreptul 78/88).

39. Legea tocmelilor agricole prevede că contractele de învoeli agricole nu pot fi legalizate de autoritatea comunală și trecute în registrul destinat lor, de cât după ce se vor citi în fața și auzul părților contractante, și după ce acestea vor declara prin viu graiu că cele cuprinse în contract sunt conform cu libera lor voință și că nu au să opună nici o contestațiune. Această obligațiune impusă consiliului comunal, fiind de natură ca numai ea să dea autenticitatea unor asemenea contracte, rezultă de aci că neîndeplinirea acestei formalități face ca actul să nu mai însușească caracterul de autenticitate. Un atare act nu poate fi considerat nici ca act sub semnătură privată, dacă locuitorii nu știu carte. Prin urmare, se poate combate prin proba testimonială. (Cas. I, 92/Mart. 13/89, B. p. 270).

40. Modul de probare se determină după natura faptului ce urmează a se proba iar nu după jurisdicțiunea înaintea căreia se face acea probă. Prin urmare, din momentul ce legea a declarat proba testimonială inadmisibilă, fie că ea ar fi cerută înaintea instanțelor corecționale fie că ar fi cerută înaintea instanțelor civile, aceleași mo-

tive ce au făcut pe legiuitor a nu admite proba prin martori pentru dovedirea aceluși fapt când el formează obiectul judecății în civil, există și când tot acel fapt se judecă în corecțional. Astfel dacă inculpatul cere să dovedească prin martori că un înscris semnat de dânsul și care conținea declarațiunea unei desfaceri totale între el și partea civilă de și conținea o asemenea declarațiune, el însă n'a crezut a semna de cât o chitanță, căci astfel pretinde dânsul că i s'ar fi citit acel înscris, prin o asemenea propunere tinde a dovedi contra conținutului înscrisului și art. 1191 c. civ. proibind într'un asemenea caz proba prin martori urmează că o asemenea probă e inadmisibilă și înaintea instanțelor corecționale precum ar fi fost inadmisibilă și înaintea instanțelor civile. (Cas. II, 487/Nov. 19/90, B. p. 1344).

41. Dacă la instanța de fond reclamantul nu a cerut de cât a dovedi cu martori că fiica sa a servit intimatului un timp oare care, de oarece acesta declarase că nu i'a fost servitoare, ci soție, cererea aceasta nu poate să fie nici utilă în cauză, nici admisibilă, căci pe de o parte intimatul declarând că nu a înțeles nici odată a creea între dânsul și fiica reclamantului vre-un raport juridic cu obligațiune de a plăti serviciile, iar pe de altă parte a se admite proba cu martori, în lipsă de alte probe admise de lege, este a admite în mod indirect existența datei sumei cerută, ceea ce legea oprește, fiind suma mai mare de 150 lei vechi. (Cas. I, 224/Mai 24/91, B. p. 609).

42. Odată admis mandatul tacit în legislațiunea noastră, nu rămâne îndoielă că probațiunea unui asemenea mandat se face în orice mod, fie prin acte, fie prin fapte sau presumpțiuni concludente în cauză și care îl indică în mod neîndoios. Și e ne-exact a se susține că dovadă unui asemenea mandat, care ar trece peste 150 lei, trebuie să se facă cu înscris, căci din momentul ce s'ar cere un înscris, nu ar mai putea fi vorba de un mandat tacit, ci de unul expres, adică în mod explicit în înscrisul ce s'ar cere. (Apel Buc. II, 20, Ian. 24/91, Dreptul 18/91).

43. În virtutea art. 1191, dovada cu martori nu e admisă contra sau peste ceea ce ar cuprinde actul, nici despre ceea ce s'ar pretinde că s'ar fi zis înaintea, la timpul sau în urma confecțiunii actului. Așa dar când actul dovedește că părțile au înțeles a face un act de vânzare, nu se poate admite martori pentru a se stabili că părțile au înțeles a face nu un act de vânzare, dar un act de donațiune. (Cas. I, 499, Dec. 29/91, B. p. 1388).

44. Dacă judecătorul se întemeiază

pe dispozițiunea expresă din contractul dintre părți spre a stabili voința părților, în asemenea condiții, nu trebuie a admite martori, căci ar fi a viola aliniatul al II-lea al art. 1191 de o potrivă aplicabil în materie civilă, cât și în materie comercială, ar fi a dovedi în contra sau peste cuprinsul contractului. (Cas. II, 119/Sept. 10/91, B. p. 1016).

45. Chestiunea dedusă în judecată fiind pur civilă, instanțele de fond nu pot permite părților să administreze alte probe de cât cele prevăzute de codicele civil; prin urmare, când judecata a refuzat proba cu martori spre a dovedi achitarea unei creanțe ipotecare, pe motivul că afacerea e civilă și valoarea ipotecei întrece suma de 150 lei, nu violează întru nimic dispozițiunile art. 46 și 56 c. com. (Cas. I, 495, Dec. 20/91, B. p. 1334).

46. Deși art. 1191 nu permite proba prin martori, contra sau peste conținutul actelor, însă această dispozițiune primește excepțiuni în cazul prevăzut de art. 1203, care admite atât acest fel de probă cât și acela al presumpțiunilor când actul este atacat pentru cauză de dol sau fraudă, fără deosebire între cazul de fraudă contra persoanelor și acela de fraudă contra legii. Astfel, dacă Curtea refuză locatarului cererea de a dovedi prin martori manoperile frauduloase din partea locatarului prin mijlocul cărora s'a determinat locatarul de a contracta închirierea comite un adevărat exces de putere și violează menționatele articole. (Cas. I, 312/Oct. 12/92, B. p. 868).

47. Spre a judeca dacă un contract civil ce se contestă a existat sau nu, precum și spre a judeca dacă e un început de dovadă, care să pot face admisibilă proba testimonială, sau presumpțiunile, tribunalele sunt supuse regulilor fixate de art. 1191, 1197 și 1203 c. civil. Aceste reguli sunt niște principii generale comune tuturilor jurisdicțiunilor. Și de și în materie penală toate probele sunt admisibile, însă când delictul atârnă de la existența sau neexistența unui contract civil, proba acelu contract, precum și combaterea lor, nu se poate face de cât după regulile stabilite de codul civil. (Cas. II, 627/Dec. 8/92, B. p. 1131).

48. Nu poate fi chestiune de violarea art. 1191, când se ascultă ca martori președintele și grefierul cari au autentificat actul, spre a se dovedi dacă testatorul se bucura de plenitudinea rațiunii sale în momentul când a cerut autentificarea actului, de oarece acei martori nu au fost citați a depune în contra sau peste conținutul actului. (Cas. I, 119/Mart. 27/92, B. p. 243).

49. După art. 46 cod. com. obligați-

unile comerciale și liberațiunile se probează și cu martori, și prin urmare și prin presumpțiuni, de câte ori autoritatea judecătorească ar crede că trebuie să admită proba testimonială, și aceeași chiar în cazurile prevăzute de art. 1191 c. civ. (Cas. II, 182/Nov. 2/92, B. p. 1015; Cas. II, 191 din 16 Nov. 1892, B. p. 1040; Cas. II, 107 din 21 Iunie 1893, B. p. 651).

50. Dacă intimatul, fără a contesta că reclamantul este proprietarul întregului corp al moșiei și că porțiunea de teren, obiectul litigiului, face parte integrantă din acea moșie, se mărginește a obiecta pur și simplu că pământul reclamat i'a rămas moștenire de la tatăl său și că'l posedă de 50 ani, neproducând în sprijinirea acestor alegațiuni nici o dovadă, în aceste condițiuni fiind propusă de reclamant proba testimonială, ea nu avea cât de puțin de scop a dovedi dreptul de proprietate al reclamantului, ci un fapt cu totul material, acela al usurpațiunii terenului, fapt pentru care o atare probă nu este prohibită de lege. (Cas. I, 9/Ian. 42/93, B. p. 8).

51. Falsitatea jurământului prestat de către o parte în materie civilă în o chestiune care excede suma de 150 lei, nu poate fi stabilită prin martori. Această regulă suferă excepțiune în materie comercială, în care tribunalele sunt autorizate, după art. 46 c. com., a admite proba testimonială ori de câte ori cred că trebuie să aibă recurs la ea. (Trib. Iași, II, 65/Ian. 18/93, Dr. 32/93).

52. Acest articol nu se aplică în materie comercială, unde judecătorii pot să admită proba testimonială, conform art. 46 Cod. com., chiar în cazurile, în care o asemenea probă este oprită în materie civilă. (Cas. II, 8/94, B. p. 49).

53. Deși este adevărat că obligațiunile comerciale și liberațiunile pot fi probate cu martori, chiar în cazurile prevăzute de art. 1191 din Codul civil, și că, prin urmare, falitul ar putea admite o atare probă, spre a dovedi că concordatul, ce dănsul a încheiat cu creditorii, a fost simulat, cu toate acestea, respingerea unei asemenea probe de către judecătorul fondului nu poate da loc la casarea deciziunii sale, aceasta fiind lăsată de lege (art. 46 din Codul de comerț) la aprecierea sa suverană. (Cas. II, 53/95, B. p. 774).

54. Prohibițiunea art. 1191 din Cod. civ. se aplică, fără a se distinge dacă este vorba de o jurisdicțiune civilă sau corecțională. Astfel, este neadmisibilă proba cu martori ce prevenitul invoacă, spre a stabili liberațiunea sa de la plata une sume mai mari de 150 lei, ce datoră părții civile. (Cas. II, 40/95, B. p. 75).

55. Deși în principiu, acolo unde proba testimonială este admisibilă, judecătorul are putere discreționară de a o primi sau de a o refuza, dar odată ce dânsul a încuviințat această probă uneia din părți, pentru dovedirea faptelor specificate de ea, proba contrarie este de drept rezervată celeilalte părți. Astfel comite un exces de putere instanța, care refuză o asemenea cerere, pe motiv că ar fi fără interes, întru cât interesul rezultă chiar din judecata instanței, care a admis proba testimonială. (Cas. I, 370/96 B. p. 1480).

56. Jurământul săvârșit de una din părți asupra unor fapte civile, a căror existență nu poate să fie probată decât conform art. 1191 Cod. civ., nu poate avea caracterul unui jurământ fals și nu se poate urmări pe cale penală, decât în caz când s'a produs conf. art. 1197 C. civ. o probă scrisă sau cel puțin un început de probă scrisă asupra faptului negat de partea care a jurat; căci deși faptele în materie penală se pot proba cu martori, nu se poate urma tot astfel și în privința faptelor civile, a căror existență, după legea civilă, nu poate să fie constată decât prin producerea unui act scris. (Cas. II, 128/96 B. p. 537).

57. Proba testimonială este admisibilă în penal, când este vorba a se dovedi nu existența unui depozit sau a unui mandat, ci dacă averea, care formează obiectul litigiului, este a inculpatului sau a părții civile. (Cas. II, 567/96, B. p. 1457).

58. Proba cu martori și presumpțiuni pentru dovedirea unei sume ce trece de 150 lei, nu este admisibilă, decât în cazul când există un început de dovadă scrisă, emanată însă de la partea în contra căreia s'a făcut cerere, sau de la acela pe care dânsa îl reprezintă. (Cas. I, 394/97, B. p. 1216).

59. Simulațiunea nu poate fi dovedită între părțile contractante decât prin contra înscris, iar prezumțiunile sunt permise numai când există un început de dovadă scrisă, care să emane dela însăși partea contractantă și care să facă verosimilă alegațiunea de simulațiune. (Cas. I, 20/97, B. p. 31).

60. Anticresa trebuie să fie făcută în scris și transcrisă, când datoria pentru care s'a format este mai mare de 150 lei și deci în acest caz, dacă existența contractului de anticresă este contestată între părți, dovada lui nu se poate face prin martori. Această regulă se aplică și moștenitorilor cari se prezintă cu drepturile părților contractante, în afară de excepțiunile prevăzute de art. 1197 și 1198 din Codul civil. (Cas. I, 434/98, B. p. 1425).

61. În principiu, proba testimonială este admisibilă spre a dovedi un fapt

material, oricare ar fi valoarea punctului în litigiu. Astfel, proba cu martori este admisibilă spre a se dovedi existența și cuprinsul averei arătată într'un act de adopțiune, act ce poate n'ar face dovada adopțiunii, avere destinată de adoptant să rămână moștenire adoptatului, de oarece în asemenea caz se cere dovedirea unui fapt material. (Cas. I, 318/98, B. p. 1156).

62. O cercetare locală cu martori, ce ar tinde la stabilirea dreptului de proprietate nefiind admisibilă în drept, nepronunțarea instanței judecătorești, asupra unei asemenea acțiuni posesorii, nu constituie o omisiune esențială, care să atragă casarea hotărârei. (Cas. I 177/99, B. p. 602).

63. Proba cu martori și prezumțiunile sunt admisibile, chiar dacă valoarea lucrului reclamat trece de suma de 150 lei, ori de câte ori există un început de dovadă scrisă, și în cazurile prevăzute de art. 1198 din Cod. civ., când partea s'ar găsi în imposibilitate de a-și procura o dovadă scrisă. (Cas. I, 53/900, B. p. 130).

64. Certificatul eliberat de ministrul arhivelor imperiale otomane și prin care se constată că, verificându-se registrele pentru stabilirea proprietăților din Dobrogea, s'a găsit că actul de proprietate al unui imobil în litigiu a fost dat pe numele unei persoane, un asemenea certificat constituie un început de dovadă scrisă, care face proba testimonială admisibilă. (Cas. I, 394/901 B. p. 1339).

65. Cel ce invoacă nulitatea unui contract pentru cauză de dol, este primit să dovedească cu martori manoperele prin mijlocul cărora consimțământul său la încheierea contractului a fost surprins, sub condițiune însă ca faptele invocate să fi avut de rezultat a-i surprinde consimțământul și să-l fi pus în imposibilitate de a cere o probă scrisă, pentru ca proba testimonială să fie admisibilă. (Cas. I, 287/901, B. p. 985).

66. Dreptul de proprietate imobiliară neputându-se dovedi prin martori, dacă nu se invoacă prescripțiunea, omisiunea, ce face judecata de a se pronunța asupra unui asemenea mod de probațiune, când nu s'a invocat martori pentru a se dovedi prescripțiunea, nu este esențială și, deci, nu atrage casarea hotărârei. (Cas. I, 191/901, B. p. 769).

67. Când este vorba de câștigarea unui drept de proprietate asupra unui imobil prin prescripțiune, instanțele de fond sunt în drept a respinge ca inutilă proba cu martori, dacă cel ce a propus-o n'a invocat prescripțiunea de lung timp și n'a precizat când s'a început posesia și anume de cine s'a stăpânit, ci a invocat martori pentru

constatarea unei posesiuni vagi și neprecizate, posesiune din care nu se putea deduce vre-o prescripțiune. (Cas. I, 220/901, B. p. 810).

68. Existența unui mandat, pentru un lucru de o valoare sau pentru o sumă mai mare de 150 lei vechi, când nu există un început de dovadă în scris, nu se poate face prin martori, chiar în materie penală, când un mandatar sau un pretins mandatar ar fi dat în judecată pentru abuz de încredere, pentru că ar fi violat mandatul ce i s'a dat, întru cât dispozițiile art. 1191 din Codul civil, trebuie să fie luate în considerație și în materie penală, pentru a nu se eluda sistemul probelor admise în materie civilă. (Apel Iași I, C. Jud. 38/904).

69. În delictul de înșelăciune, proba cu martori este admisă pentru orice sumă, căci art. 1198 Cod. civ. prevede că regulile din art. 1191 și urm. Cod. civ. nu se aplică la obligațiile ce nase din delict. (Cas. II, 508/904, B. p. 730).

70. Atunci când este vorba de a stabili simulațiunea unui act, ca conținând o liberalitate deghizată, moștenitorul rezervatar nu poate invoca calitatea sa de terță persoană și deci nu poate recurge la proba testimonială pentru stabilirea faptului juridic al simulațiunii, de cât sub condiția de a stabili interesul care l-a condus pe defunct ca să-l înlăture de la succesiune. Interes consistând fie în o exagerare a afecțiunii pentru cel care a voit să-l avantajeze în detrimentul său, fie într'o notorie inimizție ce a existat între de cujus și dânsul. (Trib. Vâlcea C. Jud. 66/905).

71. Moștenitorii și prin urmare și creditorii lor, numai atunci sunt considerați ca terții persoane și prin urmare pot invoca proba cu martori sau presumpțiunile, când ei sunt rezervatari și actul simulat făcut de autorul lor le atinge rezerva, pentru că în asemenea caz ei sunt terții persoane față de autorul lor, care a făcut actul simulat, întru cât dețin de la lege dreptul lor propriu contra acestui autor. (Apel Galați II, C. Jud. 86/905).

72. Chiar sub actualul cod civil, proba testimonială este admisibilă, pentru a dovedi calitatea de rude în grad succesibil, pe temeiul căreia se reclamă o avere succesibilă, în acest caz fiind în discuțiune interese cu totul bănești, care nu interesează ordinea socială ca în cazul unei reclamațiuni de filiațiune legitimă. (Cas. I, 448/905, B. p. 1388).

73. Când este vorba de o valoare mai mare de 150 lei, nu se poate face dovada decât prin act sub semnătură privată, cu singura excepțiune în cazul când există un început de dovadă scrisă, această probă se poate com-

plecta prin martori. (Cas. I, 14 Aprilie 1906, B. p. 699).

74. Fiind vorba de stabilirea unor fapte și anume de faptul posesiunii unei moșii pe un timp oarecare și de încasarea veniturilor pe acest timp, fapt inerent posesiunii, instanțele de fond pot să se întemeeze pe contractele de arendare relative la acea moșie, pe prezumțiuni și alte împrejurări spre a stabili aceste fapte. (Cas. I, 7 Iunie 1906, B. p. 1088).

75. Omisiunea instanței de fond de a se ocupa de proba cu martori invocată de reclamant, pentru a dovedi o închiriere pe un preț mai mare de 150 lei anual, nu este esențială, și de natură a atrage casarea deciziunii. (Cas. I, 9 Iunie 1906, B. p. 1101).

76. Modul de probațiune se determină nu după jurisdicțiunea înaintea căreia se face, ci după natura faptului ce urmează a se forma; astfel nu este admisibilă proba testimonială în delictele de abuz de încredere, când valoarea pretinsă întrece suma de 150 lei, căci acest delict presupune existența unei convențiuni civile anterioare comiterii delictului, convențiune care trebuie probată conform legii civile. (Cas. II, 23 Ianuarie 1907, B. p. 87).

77. Deși este adevărat că nu se poate constata un contract civil pe cale penală decât în modul cum permite codul civil, însă când nu e vorba de dovedirea sau stingerea unei datorii civile pe cale penală, ci de falsitatea unei declarațiuni de care inculpații se servesc pentru a proba plata unei sume de bani, asupra acestui fapt de plâsmuire, proba cu martori e admisibilă. (Cas. II, 14 Martie 1907, B. p. 465).

78. Dacă însă partea a cerut instanței de apel să facă ea singură verificarea unei semnături și Curtea a făcut acea verificare față cu actele prezentate și necontestate de părți, aceiași parte nu se poate plânga că i s'ar fi violat dreptul de apărare prin refuzul Curții de a mai încuviința o nouă expertiză. (Cas. II, 14 Mart. 1907 Bul. p. 466).

79. Când între părți s'a petrecut un fapt juridic constatat prin înșcris, proba testimonială nu poate fi admisă spre a dovedi contrariul celor afirmate în act. O atare probă este oprită nu numai părților ce au contractat în scris, ci și reprezentanților lor sub orice titlu. (Cas. I, 311 din 19 Sept. 1908, B. p. 1385, Revista Judiciară 7/1908).

80. După dispozițiunile art. 1191 codul civil este inadmisibilă proba cu martori spre a se dovedi ceea ce s'a zis înaintea, la timpul, sau în urma confecțiunii actului.

Astfel, este inadmisibilă proba cu martori spre a se dovedi una din condițiunile vânzării, cum ar fi condiți-

nea remiterii titlului de către vânzător. (Cas. I, 19 din 18 Ianuarie 1908, B. p. 22 și Jurisprudența 1/903).

81. Orice arătare a martorilor contra conținutului contractului este neadmisibilă, conform art. 1191 codul civil. (Cas. III, 19 Nov. 1908, B. p. 1989).

82. Art. 1191, pune ca principiu că nu este primită dovada cu martori în contra sau peste ceia ce cuprinde actul, chiar când ar fi chestiuni de o valoare sau o sumă mai mică de 150 lei; și acești termeni ai legii fiind generali, ei se raportă nu numai la clauzele convențiuni, ci la toate faptele juridice cuprinse în act, deci și la data actului, care în multe împrejurări determină calitatea și chiar legitimitatea unei convențiuni. (Cas. I, 230 din 27 Mai 1909, B. p. 581, Curier Jud. 74/909; In același senz Cas. I, din 9 Nov. 1909, B. p. 1244; Cas. II, 18 Noemb. 1909, B. p. 1349).

83. Este admisibilă proba testimonială spre a dovedi violențele întrebuintate de sot asupra soției, cu ocazia unui act de vânzare, pentru a o determina ca să primească a figura și dânsul alături de dânsa în acel act ce cumpărător.

Prin urmare, dacă o asemenea probă a fost admisă de către instanța de fond nu se poate zice, în acest caz, că ea a fost admisă pentru a se dovedi, în contra celor constatate de către judecător atunci când a instrumentat și a dat actului autenticitatea legală. (Cas. I, 17 Aprilie 1909, B. p. 402).

84. Proba cu martori nefiind admisă în civil, conform art. 1191 și urm. din codul civil, întru cât valoarea obiectului este mai mare de 50 lei, nu poate fi admisă nici în penal pentru dovedirea unei obligațiuni. (Cas. II, 16 Dec. 1909, B. p. 1476).

85. Din combinația art. 975 și 1191 din Codul civil, rezultă că cei de al treilea interesați pot să dovedească prin orice mod de probațiune, și prin martori, simulațiunea unui act autentic făcut în frauda drepturilor lor. (Cas. I, 26 Febr. 1910, B. p. 218).

86. Când e vorba de o obligațiune născută dintr'un quasi-contract de gestiune de afaceri, instanțele judecătorești pot admite dovada cu martori pentru a se stabili serviciile prestate, fără ca prin aceasta să se violeze dispozițiunile art. 1191 din codul civil. (Cas. I, 8 din 10 Ianuarie 1911, B. p. 5, Jurisprudența 6/1911).

87. Deși prin art. 1191 din codul civil se prevede că dovada despre un lucru oarecare de o sumă sau de o valoare mai mare de 150 lei nu se poate face decât prin act autentic sau printr'un act sub semnătură privată, însă prin art. 1198 din codul civil, legiuitorul a derogat dela acest principiu, admitând că în cazul când o parte voeste să do-

vedească existența unei convențiuni de locațiune de serviciu între adversarul său și un al treilea, proba cu martori este primită, de oarece, în acest caz, partea care invoacă o asemenea dovadă, a fost în imposibilitate să-și procure o dovadă scrisă despre existența acelei convențiuni. (Cas. I, 135 din 23 Febr. 1911, B. p. 173, Jurisprudența 16/1911).

88. În principiu mandatul poate fi dat sub orice formă chiar tacită, partea care îl invoacă fiind obligată numai să dovedească existența mandatului prin mijloacele permise de lege, principiu dela care nu se poate derogă decât numai în cazurile anume prevăzute de lege. (Cas. I, 4 Martie 1911, B. p. 289).

89. Proprietatea imobiliară de valoare mai mare de 150 lei vechi, nu se poate dovedi cu martori și deci nici cu prezumțiuni ci numai prin act autentic sau sub semnătură privată. (Cas. I, 14 din 12 Ian. 1911, Jurisprudența 6/1911).

90. Schimbul nu se poate dovedi cu martori când obiectul e de o valoare mai mare ca 150 lei vechi. (Cas. I, 258 din 19 Aprilie 1911, Jurisprudența 19/1911).

91. Dreptul de proprietate imobiliară neputându-se dovedi prin martori, când valoarea imobilului este mai mare de 150 lei vechi, ci numai prin titlu sau prescripțiune, Tribunalul comite o adevărat exces de putere și o violare a regulilor de drept când, întemeindu-se numai pe proba cu martori administrată de reclamant în vederea cauzei sale, îi admite acțiunea în revendicare. (Cas. III, 267/912 Curier Jud. 46/1912).

92. Proba cu martori este admisibilă și în materie imobiliară când valoarea imobilului cumpărat ce voeste a se dovedi cu martori este mai mică de 150 lei vechi. (Cas. I, 167/912, Curier Jud. 22/1912).

93. Cel ce reclamă dreptul de proprietate în contra celui ce posedă, nu își poate dovedi dreptul său cu martori afară de cazul când prin martori s'ar dovedi o posesiune în termenile și condițiunile cerute de lege pentru a fi condus la o prescripțiune achizitivă, (Cas. s. I, 701/912, C. Jud. 85/912).

94. În cazurile prevăzute de art. 1198 C. c. — care constituie o excepțiune dela regula generală stabilită prin art. 1191 C. civil în materie de probe, și care cere, ca actele de o valoare mai mare de 150 lei să fie constatate prin înscrisuri, — proba cu martori, este admisibilă pentru orice valoare, în scopul de a se veni în ajutorul părților care, din cauza imposibilității în care s'ar afla fie de a-și fi procurat, fie de a produce actul scris, — imposibilitate

care poate fi deci sau contemporană sau posterioară actului, și de care n'ar fi vinovate, — n'ar putea în altfel ca să-și stabilească existența drepturilor lor. (Trib. Olt, Mai 1913; Curier Jud., 1914, p. 562).

95. Prestarea unor servicii fiind o chestiune de fapt, dovada cu martori este admisibilă și deci și prezumțiunile, astfel că Curtea de apel a putut să le utilizeze fără a viola art. 1191 și 1903 cod. civ. Odată dovedite aceste servicii, acela ce le-a îndeplinit are neapărat dreptul la echivalentul lor în bani și această evaluare o poate face instanța de fond, în lipsă de alte elemente, prin apreciere suverană, fără a comite un exces de putere. (Cas. I, decizia No. 378, din 25 Iunie 1914, Jurispr. Rom. 1914, p. 498).

96. În principiu și potrivit art. 1191 c. civ., este incontestabil că proba cu martori este admisibilă spre a dovedi chiar vânzarea unui imobil când valoarea lui este mai mică de 150 lei vechi, cu condiție bine înțeles, ca această valoare din momentul intentării acțiunii să fie stabilită în prealabil.

Prin urmare, atunci când partea nu cere să dovedească la instanța de fond că valoarea terenului din momentul intentării acțiunii ar fi mai mică de 150 lei, Tribunalul este în drept să respingă ca inadmisibilă proba testimonială cerută spre a dovedi vânzarea. (Cas. I, decizia No. 390, din 5 Sept. 1914, Jurisprudenta Rom. 1914, p. 549, Curier Jud. 85/914).

97. Dacă legea, în general, prin dispozițiunile art. 1191 cod. civil, regulează ca convențiile dintre părți să fie constatate în formă scrisă, aceasta a făcut-o din spirit de protecțiune pentru părți și de aceea textul în chestiune pentru acest motiv special de ocrotire a părților, care a inspirat pe legiuitor, rămâne străin în relațiile dintre părți cu terțe persoane. (C. Galați s. I, 723/915, Curier Jud. 67/1915).

98. Instanța de fond violează art. 1191 c. civ., când numai prin denaturarea conținutului unor scrisori schimbate între părți, găsește că există un început de probă scrisă rezultând din acele scrisori, și admite dovada cu martori, spre a completa acel început de probă. (Cas. I, N. 121, 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 327).

99. Art. 1196 c. civ., care obligă pe reclamant să întrunească toate cererile într-una singură, având de scop să sancționeze art. 1191 c. civ., pentru ca nu prin divizarea acțiunilor să se facă admisibilă proba testimonială în contra dispozițiilor prohibitive ale art. 1191, această regulă nu este aplicabilă acțiunilor care, deși divizate, au o valoare mai mare de 150 lei fiecare în

parte, căci în acest caz divizarea acțiunilor n'are de scop eludarea dispozițiilor art. 1191 citat.

Prin urmare, deși s'a făcut și s'a admis o acțiune pentru onorarii de avocat de 10.000 lei, partea poate să facă o nouă acțiune, tot pentru onorarii de avocat, cerând alți 20.000 lei, astfel că Curtea de Apel declarând admisibilă această de a doua acțiune, n'a violat art. 1196 c. civil. (Cas. I, No. 385, 1915; Jurispr. Rom. 32/915, p. 498).

100. Proba cu martori este inadmisibilă, conform art. 1191 c. civ., spre a se dovedi un partaj voluntar, căci deși art. 730 c. civ. prevede că un partaj poate avea loc și fără îndeplinirea vreunei formalități, însă nu a înțeles să deroge dela regulile generale în materie de probă, ci s'a referit numai la formalitățile cerute de lege, ca măsuri de asigurare, atunci când nu toți erezii sunt majori și prezenți. (Cas. I, No. 472, 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 536, Curier Jud. 81/915).

101. a) Eredede rezervatar poate să probeze simulațiunea actului de vânzare intervenit între autorul său și un altul, în scopul de a-i atinge dreptul de rezervă garantat de lege, prin orice mijloace și chiar prin martori și prezumțiuni, deoarece în acest caz eredeled rezervatar nu mai reprezintă pe autorul său, pentru a i se putea opune actul autentic de vânzare, ci își apără un drept al său propriu în contra autorului.

b) Instanța de fond este suverană să se întemeieze pe constatări de fapt, spre a decide că vânzarea nu este serioasă și că cumpărătoarea nu a numărat prețul. (Cas. I, No. 699, 1915; Jurispr. Rom. 14/1916, p. 219).

102. Creditorii având un drept de gaj asupra întregului patrimoniu al debitorului lor, sunt prin aceasta reprezentați de acesta în toate actele sale; când însă debitorul lucrează de rea credință pentru a frauda pe creditorii săi, aceștia nu mai sunt reprezentați de debitor, ci devin terții și, în această calitate, pot dovedi prin toate mijloacele de probațiune, deci și prin simple presumpțiuni, conivența debitorului lor cu alte persoane în scopul de a-i prejudicia.

Când, dar, instanța de fond, pentru a stabili conivența dintre debitor și terțul poprit în scop de a frauda pe creditorul urmăritor prin autidatarea unui act sub semnătură privată, constatator că a plătit debitorului prețul asupra căruia se înființează poprirea, a luat de bază anumite prezumțiuni de fapt, n'a violat art. 1173 și 1176 c. civ., deoarece aceste texte arată care este puterea probantă a actului numai între părți și cei ce reprezintă drepturile lor, iar nu și față de un terțiu, precum

este creditorul urmăritor. Data actului fiind astfel atacată pentru motiv de fraudă, nici regula din art. 1191 c. civ., care interzice proba cu martori și prezumțiuni contra datei unui act, nu este aplicabilă și, prin urmare, instanța de fond stabilind din diferite împrejurări ale cauzei că debitorul de convență cu tertul poprit au autidatat actul în scop de a sustrage creanța poprită de sub urmărire, n'a violat nici unul din citatele texte de lege când a validat poprirea. (Cas. II, No. 11, 1916; Jurispr. Rom. 1916, p. 163).

103. Când într'un act translativ de proprietate nu s'a determinat situația nemiscătorului care formează obiectul translațiunii ei și s'a fixat numai întinderea, proba cu martori este admisibilă spre a se preciza situația imobilului, căci această probă nu e cerută contra sau peste conținutul actului ei în completarea lui.

Tribunalul admitând, în acest scop, proba cu martori nu violează art. 1191 c. civ. (Cas. I, decizia No. 297 din 23 Mai 1916; Jur. Rom. 10-11/919, p. 587).

104. Art. 1191 c. civ. nu exclude puțința de a se recurge la proba testimonială, când este vorba de a se stabili fapte de natură a interpreta clauzele nelămurite sau ambigue ale actelor sau de a fixa înțelesul și întinderea enunțațiunilor mai mult sau mai puțin vagi pe cari le cuprind. (Trib. Prahova s. I, Jurnal. 2521/920. Al. Găutu. Lucrări judecătorești 1922, pg. 50).

105. Convențiunile între părți nu se pot stabili prin martori; iar interogatorul intimatului nu poate constitui un început de dovadă scrisă când din el nu rezultă nimic din care ar putea să se întărească afirmațiunea apelantului. Prin urmare în specie apelantul intercalând în contract, posterior confecționării lui cuvintele: „dacă cumpăr casa.... contractul de chirie va fi reziliat”, această afirmație contesată de intimat nu poate fi dovedită prin proba cu martori, care este inadmisibilă. (C. Apel Buc. s. I, 20 din 7 Febr. 1921 Curier Jud. 23/1921, Pand. Rom. 1922, III, 29).

106. Proba cu martori cerută de chirieș pentru a dovedi înțelegerea intervenită între el și proprietar ca termenul de plată al chiriei să fie remis la o dată alta de cât cea prevăzută în contract este inadmisibilă când valoarea litigiului trece de 150 lei vechi: de oarece această învoire constituie o modificare a termenului de plată, element esențial al contractului. (Cas. I, 310 din 8 Aprilie 1921, Dreptul 23/1921).

107. Dispozițiunile prohibitive cuprinse în art. 1191 c. civ. după cari dovada unui fapt juridic de o valoare mai mare de 150 lei vechi nu se poate face decât printr'un act autentic sau

sub semnătură privată sunt de ordine publică și nici judecătorul nu poate deroga.

Prin urmare în specie chiar dacă părțile au convenit la admisibilitatea probei cu martori, ea nu poate fi admisibilă căci se întemeiază pe o cauză neîngăduită de lege. (Judec. ocol Bârca-Dolj din 10 Oct. 1921 Curier Jud. 2/1922; Pand. Rom. 1922, I, 219).

108. Cu toate că atunci când se discută neexecutarea unei obligații convenționale, chestiunea culpei este o chestiune de fapt, pentru care proba cu martori este admisibilă, totuși când chestiunea culpei depinde de un fapt juridic pentru care legea oprește proba testimonială, regula generală enunțată mai sus suferă excepțiune și acest mijloc de probă nu mai poate fi admis. (Cas. I, 1098 din 20 Dec. 1921, Dreptul 29/1922).

109. Oprirea probei testimoniale peste suma de 150 lei nu interesează ordinea publică; de unde rezultă că părțile pot renunța la ea atât în mod expres cât și în mod tacit. (Trib. Muscel 30 Ian. 1923. Buletin Trib. Muscel 1924, Ianuarie No. 2 și 3; Pand. Rom. 1924, III, 68).

109 bis. Deși potrivit dispozițiunilor art. 1191 și 1597 codul civil, contractul de depozit voluntar nu se poate dovedi cu martori, când valoarea lui este mai mare de 150 lei vechi, totuși această prohibițiune nu este de ordine publică și deci nu face parte dintre prohibițiunile cuprinse în art. 5 codul civil, care prevede că nu se poate deroga prin convențiuni sau dispoziții particulare, la legile cari interesează ordinea publică și bunele moravuri, ci este de ordin privat și cu caracter suppletiv, de oarece dispozițiile prevăzute de art. 1191 codul civil constituiesc un mijloc de dovadă al convențiunii și bine înțeles dacă legea nu prevede „ad sclemnitate” îndeplinirea unor anumite formalități, fără cari convențiunea nu ar putea avea existență legală.

Prin urmare, admisibilitatea probei cu martori neconstituind o dispoziție de ordine publică, instanța de fond nu a violat legea, când a admis această dovadă, după cererea și neopunerea părților într'o materie în care legea nu o permitea și deci motivul de recurs bazat pe această neobservare a prohibițiunii legii, urmează a fi respins ca nefundat. (Trib. Dorohoi 364 din 6 Nov. 1923, Jur. Gen. 1925, No. 99).

109 ter. a) Simulațiunea nu poate fi dovedită de una din părțile contractante de cât cu un contra-înscris potrivit art. 1191 al 2 cod civil; proba cu martori, fiind inadmisibilă, chiar dacă celaltă parte interesată ar accepta acest mijloc de probațiune, și aceasta pentru că, dispozițiunile art. 1191 al 2

c. civ. sunt de ordine publică, căci prin ele legiuitorul a urmărit în primul loc a garanta seriozitatea tranzacțiilor, constatate prin acte scrise autentice, chiar față de părțile contractante și în al doilea loc de a înlătura pericolul ce ar rezulta din anihilarea efectului probatoriu a unui act autentic, care face deplină credință, în privința oricărei persoane, despre dispozițiile și convențiile ce constată, conform art. 1173 cod civil; or aceste dispoziții interesând ordinea publică, nesocotirea și călcarea lor ar constitui un pericol social.

b) Chiar dacă am admite ca dispozițiile art. 1191 al 2 cod civil sunt luate numai pentru protejarea intereselor private, susceptibile de a fi modificate de părți prin convenții particulare, dovada cu martori contra unui act scris, cerută de una din părțile contractante, nu poate fi admisă, dacă cealaltă parte interesată nu a consimțit în mod expres la admiterea acestei probe. (Trib. (Putna s. II, 177 din 16 Iunie 1923, Currier Jud. 13/1925).

110. În fapt: La acțiunea în evacuare intentată de proprietară, chirișa i-a opus decăderea rezultată din alte două închirieri, făcute de proprietară în anul 1921 și constatate cu acte semnate de dânsa și vizate de Administrația financiară. Proprietara susținând că, închirierile din 1921 ar fi în realitate prelungirea unor închirieri verbale anterioare, a adus, în dovedirea acestor susțineri, proba cu martori, certificatele Biuroului Populației și procesul verbal prin care fiscul stabilește în anul 1921 în sarcina chirișei și a proprietarei o contravenție din faptul că, deși sta din 1917 în imobil, nu au făcut însă contract de închiriere.

Instanța de fond, a respins aceste probe ca neopozabile chirișei, în baza art. 1182 c. civ. În drept: Toate aceste probe și prezumțiuni, având de scop a face o dovadă peste și în contra contractelor de închiriere din 1921, — acte scrise, cu data certă, emenate de la reurentă și semnate de dânsa ca parte contractantă — urmează conform art. 1191 c. civ., că asemenea dovadă nu putea fi primită și deci trebuia respinsă din acest motiv al inadmisibilității ei în drept, iar nu al neopozabilității, cum greșit hotărăște tribunalul. (Cas. I. 2100 din 25 Nov. 1924, Jur. Gen. 1925 No. 34).

111. Potrivit art. 1191 c. civil, proba cu martori este inadmisibilă spre a

dovedi cu ea contra sau peste ceea ce cuprinde actul încheiat de părți, — de aceea simulația unui act nu se poate dovedi de partea contractantă, în lipsa unui început de dovadă scrisă, de cât prin contra înscris.

Prin urmare, soția având calitate de moștenitoare nerezervatară a soțului său defunct — fiind succesoara lui testamentară, în specie — dânsa îl reprezentă pe acesta și ca atare nu se poate cere proba cu martori pentru a dovedi simulațiunea actului de vânzare încheiat de defunctul său soț, cu intimatul, cât timp nu invoacă în favoarea sa, în lipsa unui contra-înscris, un început de dovadă scrisă. (Cas. I. 965 din 30 Mai 1924, Jur. Gen. 1925, No. 35).

112. Potrivit art. 1191 cod civil, ori de câte ori un fapt juridic a fost constatat printr'un act autentic, proba testimonială nu este admisibilă în contra sau peste ceace cuprinde actul nici în privința modificărilor verbale ce s'ar pretinde că s-au adus mai în urmă actului, chiar dacă ar fi vorba de o sumă sau valoare mai mică de 150 lei.

Rățiunea acestei dispozițiuni rezidă în faptul că, ori de câte ori s'a făcut un act scris pentru constatarea unei convențiuni sau a oricărui fapt juridic, acel act pe care părțile l-au încheiat de la început, este presupus că constată în mod desăvârșit raportul lor juridic.

Deci proba cu martori nu poate fi admisă pentru a stabili că faptul juridic este altul de cât cel constatat sau că părțile au mai convenit și asupra altor lucruri de cât cele cuprinse în act.

Prin urmare, fiind vorba de un act autentic de vânzare intervenit între părți și în care s'a stipulat în mod clar un preț în bani care a și fost primit de vânzător, fără a mai fi nici o altă condițiune înserată în act, este inadmisibilă dovada cu martori cerută de reclamantul-vânzător spre a răsturna cele cuprinse în act și a stabili că prețul nu este cel determinat într-o sumă de bani, ci el consistă și în obligația de întreținere ce și-a luat-o cumpărătorul în sarcina sa. (Trib. Fălci-ceni, Jurnal 499 din 20 Ianuarie 1925, Jur. Gen. 1925 No. 477).

113. A se vede: art. 401, nota 20; art. 644 nota 9; art. 975, 1173, 1175, 1197, 1198, 1203 Index și notele respective; art. 1213 nota 12; art. 1228, nota 45; art. 1352, nota 1; art. 1547 nota 9; art. 1597 cu notele respective.

Art. 1192. — Articolul precedent se aplică și în cazul când capitalul unit cu dobânda cuvenită trece peste suma de 150 lei¹⁾. (Civ. 1191; C. com. 46, 478; Civ. Fr. 1342).

¹⁾ Acești lei sunt „lei vechi“ conform sistemului monetar în vigoare în timpul promulgării Codului civil. Transformați în „lei noi“ suma de 150 lei vechi ne dă 55 lei noi și 55 bani.

Text. fr. Art. 1342. — La règle ci-dessus s'applique au cas où l'action contient, outre la demande du capital, une demande d'intérêts qui, réunis au capital, excèdent la somme de cent cinquante francs.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 310;
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2540 urm.;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 224;
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 4683 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 316 bis, III;
 HUC, VIII, 283;
 LAROMBIÈRE, V, art. 1342, n° 1;
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 827;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1128.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VII, p. 193 n. 3, 247 urm., 260 urm., 264 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 205, 281 t. și n. 2, 310; IX, p. 677, 703; X, p. 167); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 408;
 CANTACUZINO MATEI, p. 626;
 NACU, II, p. 832;
 PETIT EUGEN, „*Despre marturi*“. Curier Jud. 85/911.

Art. 1193. — Cel care a format cerere, în judecată, pentru o sumă mai mare de 150¹⁾ lei, chiar de va voi a-și restrânge cererea la 150 lei; nu va fi primit a înfățișa dovadă prin martori. (Civ. 1191; Civ. Fr. 1343).

Text. fr. Art. 1343. — Celui qui a formé une demande excédant cent cinquante francs, ne peut plus être admis à la preuve testimoniale, même en restreignant sa demande primitive.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 308;
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2536 urm.;
 BONNIER, *Traité des preuves*, I, 159;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 224;
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 4689 urm.; *Suppl. Obligations*, 1916;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 317 bis, II;
 LAROMBIÈRE, V, art. 1343, n° 2, 6;
 LAURENT, XIX, 451;
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 826;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1129.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VII, p. 193 n. 3, 247 urm., 260 urm., 264 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 205, 281 t. și n. 2, 310; IX, p. 677, 703; X, p. 167);
 CANTACUZINO MATEI, p. 626;
 NACU, II, p. 833;
 PETIT EUGEN, „*Despre marturi*“. Curier Jud. 85/911.

Art. 1194. — Dovada prin martori nu se poate admite nici în cazul când cererea în judecată este pentru o sumă mai mică de 150 lei²⁾, dar care este un rest din o creanță mai mare, neconstată prin înscris. (Civ. 1191; Civ. Fr. 1344).

1) Acești lei sunt „*lei vechi*“ conform sistemului monetar în vigoare în timpul promulgării Codului civil. Transformați în „*lei noi*“, suma de 150 lei vechi ne dă 55 lei noi și 55 bani.

2) Acești lei sunt „*lei vechi*“, conform sistemului monetar în vigoare în timpul promulgării Codului civil. Transformați în „*lei noi*“, suma de 150 lei vechi ne dă 55 lei noi și 55 bani.

Text. fr. Art. 1344. — La preuve testimoniale, sur la demande d'une somme même moindre de cent cinquante francs ne peut être admise lorsque cette somme est déclarée être le restant ou faire partie d'une créance plus forte qui n'est point prouvée par écrit.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 307;
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2532 urm.;
 BONNIER, *Traité des preuves*, I, 159;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, 224;
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 4693 urm.; *Suppl. Obligations*, 1917 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 317 bis, II;
 HUC, VIII, 283;
 LAROMBIÈRE, V, art. 1343, 1344, n° 13, 15-17;
 LAURENT, XIX, 447, 449;
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 826;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1127.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VII, p. 193 n. 3, 247 urm.; 260 urm., 264 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 205, 281, t. și n. 2, 310; IX, p. 677, 703; X, p. 167);
 CANTACUZINO MATEI, p. 626;
 NACU, II, p. 833;
 PETIT EUGEN, „*Despre marturi*“. Curier Jud. 85/911.

Art. 1195. — Când în aceeaș instanță o parte face mai multe cereri, pentru cari nu are înscrisuri, dacă toate aceste cereri, unindu-se, trec peste suma de 150 lei¹⁾ dovada prin martori nu poate fi admisă, chiar când creditorul ar pretinde că aceste creanțe provin din diferite cauze, și că s'au născut în diferite epoce, afară numai dacă creditorul a dobândit aceste drepturi dela alte persoane, prin succesiune, donațiune sau cu un mod oarecare. (Civ. 1191, 1196; Civ. Fr. 1345).

Text. fr. Art. 1345. — Si dans la même instance une partie fait plusieurs demandes dont il n'y ait point de titre par écrit, et que, jointes ensemble, elles excèdent la somme de cent cinquante francs, la preuve par témoins n'en peut être admise, encore que la partie allègue que ces créances proviennent de différentes causes, et qu'elles se soient formées en différents temps, si ce n'était que ces droits procédassent, par succession, donation ou autrement, de personnes différentes.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 307, 313, 314, 327, 328;
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2546 urm.;
 BONNIER, *Traité des preuves*, I, 159;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 3-a, p. 224;
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 4700; *Suppl. Obligations*, 1924 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 318 bis, IV;
 LAROMBIÈRE, V, art. 1344, n° 10; 1345, n° 8; 1345, n° 13, 14;
 LAURENT, XIX, 459;
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 827;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1130 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VII, 193 n. 3, 247 urm., 260 urm., 264 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 205, 281 t. și n. 2, 310; IX, p. 677, 703; X, p. 167);

¹⁾ Acești lei, sunt „*lei vechi*“, conform sistemului monetar în vigoare în timpul promulgării Codului civil. Transformați în „*lei noi*“, suma de 150 lei vechi ne dă 55 lei noi și 55 bani.

CANTACUZINO MATEI, p. 626;
 NACU, II, p. 834;
 PETIT EUGEN, „Despre marturi“. Curier Jud. 85/911.

Jurisprudență.

1. La o urmărire mobilă s'a făcut contestație de către un tertiu pe motiv că obiectele sechestrate, în specie cinci covoare îi aparțin lui.

În o cerere anterioară de contestație s'a plâns numai pentru trei covoare, care cerere admitându-i-se, introduce o a doua contestație pentru celelalte două covoare.

Evident că art. 1195 codul civil, nu se aplică în specie, fiind că aici nu e vorba de o acțiune între două persoane, nu este un raport juridic care putea fi dedus de odată în judecată și e o chestie de fapt așa în cât contestația este admisibilă. (Judec. ocol Herta 16 Martie 1925, Jur. Gen. 1925 No. 686).

2. A se vedea: art. 1196 cu notele respective.

Art. 1196. — Toate cererile, sub orice titlu, care nu sunt justificate ¹⁾ prin înscris, se vor face prin aceeași petițiune. Orice alte pretențiuni posterioare neprobate prin înscris și cari se puteau face la darea petițiunii nu vor mai fi primite. (Civ. 1195; Civ. Fr. 1346).

Text. fr. Art. 1346. — Toutes les demandes, à quelque titre que ce soit, qui ne seront pas entièrement justifiées par écrit, seront formées par un même exploit, après lequel les autres demandes dont il n'y aura point de preuve par écrit ne seront pas reçues.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 314-318, 328;
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2552 urm.;
 BONNIER, *Traité des preuves*, I, 162, 163;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 224;
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 4704 urm.; *Suppl. Obligations*, 1930 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 319 bis, I-IV;
 DEMOLOMBE XXX, 71-74, 77;
 HUC, VIII, 286;
 LAROMBIÈRE, V, art. 1345, 1346, n° 11, 12, 14, 19-23;
 LAURENT, XIX, 463, 464, 466, 468;
 MARCADÉ, art. 1346;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1130 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VII, p. 193 n. 3, 247 urm., 260 urm., 264 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 205, 281 t. și n. 2, 310; IX, p. 677, 703; X, p. 167);
 CANTACUZINO MATEI, p. 627;
 NACU, II, p. 835, 836;
 PETIT EUGEN, „Despre marturi“. Curier Jud. 85/1911.

Jurisprudență.

1. Art. 1196 din Cod. civ., după care toate cererile, sub orice titlu, care nu sunt justificate prin înscris, să fie făcute prin una și aceeași petițiune, sub pedeapsă de a nu mai fi admise posterior, are de scop de a da o sancțiune art. 1195, pentru ca nu prin divizarea acțiunilor să se eludeze dispozițiunile art. 1194, făcând posibilă proba cu martori. Așa dar, zisul articol

1196 nu-și poate avea aplicațiunea, atunci când e vorba de niște drepturi recunoscute la diferite epoci și constatate prin diferite acte. (Cas. I, 142/96. B. p. 297).

2. Art. 1196 din codul civil nu-și are aplicațiunea atunci când fiecare acțiune este pentru o sumă mai mare de 150 lei vechi. (Cas. I, 25 Mai 1910. B. p. 750).

3. Dispozițiunea din art. 1196 c. civ. a fost creată de legiuitor pentru ca

1) În articolul 1196 cod civil Român care a copiat art. 1346 cod. civil Francez, lipsește cuvântul „entièrement“ din articolul francez.

nu prin divizarea acțiunilor să se facă posibilă proba cu martori în toate cazurile eludându-se cu modul acesta dispozițiunile art. 1191 din c. civil; că pentru acest scop numai, legea obligă pe reclamant să întrunească toate cererile într'una singură sub pedeapsă de a nu fi primită mai în urmă;

Aplicațiunea art. 1196 c. civ. nu-și are loc în obligațiunea derivând dintr'un quasi-delict, de oarece în aceste obligațiuni proba cu martori este admisibilă până la orice valoare, și nu poate fi teamă că reclamantul ar eluda dispozițiunile art. 1191 c. civil, prin divizarea acțiunilor sau cererilor. (Cas. s. I, 681/912, Curier Jud. 80/912).

4. Art. 1196 c. civ., care obligă pe reclamant să întrunească toate cererile într'una singură, având de scop să sancționeze art. 1191 c. civ., pentru ca nu prin divizarea acțiunilor să se facă admisibilă proba testimonială în contra dispozițiilor prohibitive ale art. 1191, această regulă nu este aplicabilă acțiunilor care, deși divizate, au o valoare mai mare de 150 lei fiecare în parte, căci în cest caz divizarea acțiunilor n'are de scop eludarea dispozițiilor art. 1191 citat.

Prin urmare, deși s'a făcut și s'a admis o acțiune pentru onorarii de avocat de 10.000 lei, partea poate să facă o nouă acțiune, tot pentru onorarii de avocat, cerând alți 20.000 lei astfel că Curtea de Apel n'a violat art. 1196 c. civil. (Cas. I, No. 385, 1915; Jurispr. Rom. 32/915, p. 498).

5. Art. 1196 c. civ. după care toate cererile sub orice titlu cari nu sunt jus-

tificate prin înscris, trebuiesc făcute prin aceeași petiție sub pedeapsă de a nu fi admise posterior, are de scop de a da o sancțiune art. 1195 c. civ. pentru ca nu prin divizarea acțiunilor să se eludeze cerințele art. 1194, făcând posibilă proba cu martori în cazurile în cari legea nu o admite.

În specie fiind vorba de dovada existenței și executării unui mandat, dovada pe care instanța de fond găsește că partea a făcut-o cu procură din partea adversarului și cu alte acte (menționate în sentință), art. 1196 nu poate fi aplicabil. (Cas. Buc. I, 14 din 10 Iunie 918. Petre Popescu, Jurispr. Casaț. 1917.—1918, No. 27).

6. Creditorul care are contra debitorului său mai multe creanțe exigibile, nejustificate prin înscris, este ținut conform art. 1196 codul civil, în interesul reducerii numărului litigiilor — să ceară odată și prin aceeași petițiune judecarea, lichidarea și plata tuturor acestor creanțe, sub sancțiunea decăderii din dreptul de a mai îndrepta ulterior o altă acțiune pentru creanțele rămase.

Pentru ca această decădere să aibă loc, trebuie să fi existat anterior o acțiune. Prin urmare când o parte din creanțe s'au achitat benevol de către debitor, fără nici o chemare în judecată, acțiunea ce s'ar intenta în urmă, pentru cele neachitate, este admisibilă. (Cas. I. 1791 din 822 Oct. 1924, Jur. Rom. 5/925, Pand. Săpt. 2/1925, Pand. Rom. 1925, III, 37).

7. A se vedea: art. 1195, nota 1.

Art. 1197. — Regulile mai sus prescrise nu se aplică în cazul când există un început de dovadă scrisă.

Se numește început de dovadă, orice scriptură a aceluia în contra căruia s'a format petițiunea, sau a celui ce el reprezintă, și care scriptură face a fi de crezut faptul pretins, (Civ. 297, 308, 1174, 1183 urm., 1188 § 2 și 3, 1191, 1198, 1203, 1206 urm., 1533; Pr. civ. 185, 234; Civ. Fr. 1347).

Text. fr. Art. 1347. — Les règles ci-dessus reçoivent exception lorsqu'il existe un commencement de preuve par écrit.

On appelle ainsi tout acte par écrit qui est émané de celui contre lequel la demande est formée, ou de celui qu'il représente, et qui rend vraisemblable le fait allégué.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VIII, p. 327, 331-344;
 BAUDRY ET BARDE *Obligations*, IV, No. 2580 urm.;
 BONNIER, *Traité des preuves*, I, 167, 168, 170; II, 670, 744, 745;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 464;
 CAPITANT, *De la cause des Obligations* p. 355;
 CHARDON, *Dol et fraude*, I, 129;
 CHAUVEAU ET CARRÉ, *quest.*, 1262;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 100, 263, 296, 301; II, p. 213, 227, 592, 708; ed. 1-a III, p. 772;

DALLOZ, *Rép. Obligations*, 4741 urm., 4765 urm., 4814, 4818; *Suppl. Obligations*, 1952 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 320 bis, III;
 DEMOLOMBE, XXX, 123-125, 129 urm., 132;
 HUC, VIII, 293, 294;
 LAROMBIÈRE, V, art. 1347, n° 6-25, 27, 29, 31, 32; 1348, n° 30.;
 LAURENT, XIX, 487, 490, 492, 493, 496, 497, 502-505, 508, 511, 514, 518, 523, 524, 532, 538-540, 576;
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 830;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 37, 1117 urm., 1124.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VII, 57, 117, 271 urm.; (II, ed. 2-a, p. 340, 341; V, p. 372; IX, p. 59 n. 5, 155, 703; X, p. 206, 207); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 408 nota 2, 411, 428; *Observație*, sub. C. Apel Iași s. II, 15 Mai 1901. Dreptul 69/1901; *Observație*, sub. Cas. I, 320 din 9 Oct. 1907. Dreptul 68/1907; *Adnotație* sub. Trib. civil Mons, (Belgia), 28 Ian. 1899. Curier Jud. 15/1900; *Observație*, sub. Trib. Tutova, 189 din 2 Iunie 1901. Curier Jud. 20/1902; *Observație*, sub. Trib. Chateauroux (Indre) 14 Sept. 922. Pand. Rom. 1923-III-67; *Notă*, sub. Trib. Castel-Sarrasin, (Tarn-et-Garonne), 9 Mart. 1920. Jurispr. Gen. 4/1924. No. 242; *Notă* sub. Trib. Avignon, 20 Oct. 1920. Jur. Gen. 1924, No. 1905;
 BENIȘACHE C. REMUS, *Notă*, sub. Cas. III, 361 din 5 Oct. 911. Curier Jud. 70/911;
 CANTACUZINO MATEI, p. 191, 622, 623, 624, 625;
 GEORGEAN N., *Observație* sub. Trib. Drohoi 105, din 20 Mai 1922. Pand. Rom. 1924-III-38;
 HAMANGIU C., *Observație* sub. Cas. Fr., 11 Mai 1921. Pand. Rom. 1924-III-56;
 MISSIR B., ANTONESCU M., DELAVRANCEA B., FRUMUȘEANU T. și COMȘA N. D., „*Concluziuni*“.
 Curier Jud. 77/910.
 NACU, I, p. 516, 517, 537; II, p. 837 urm.;
 NACU C., IONESCU TAKE, DISSESCU G. C. și MITESCU N., „*Concluziuni*“. Curier Jud. 75/910.
 RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. Cas. Fr., 26 Nov. 1912. Dreptul 37/1913;
 SCONDĂCESCU I. BARBU, *Notă* sub. Trib. Argeș s. II, 9229 Nov. 1922. Jurispr. Gen. 11/1924 No. 622;
 SESCIORIANU M. G., *Notă* sub. Judec. ocol. Bârca-Dolj 1921 din 10 Oct. 1921. Pand. Rom. 1922-II-220. *Observație* sub. C. Apel Liège, 16 Febr. 1923. Pand. Rom. 1924-III-46;
Observație sub. Cas. I, 148 din 28 Febr. 1921. Pand. Rom. 1924-III-49; *Notă* sub. Trib. Dolj s. I, 739 din 20 Nov. 1924, Justiția Olteniei 7-8/925;
 SION FLORIN, *Notă* sub. Trib. Iași 29 Nov. 1923. Pand. Rom. 1924-II-222;
 VERMEULEN H. JEAN, „*Puterea probatorie a scrisorilor misive în civil*“. Curier Jud. 37/924.

INDEX ALFABETIC

Act autentic 15, 31, 52.
 Act de naștere 47.
 Act legalizat 52.
 Act scris 2, 5, 7, 30, 32, 33, 37, 38, 39, 40, 43, 44, 45, 49, 50.
 Act sub semnătură privată 29, 52.
 Aprecieri suverană 6, 19, 36, 44, 47, 50, 52.
 Arendare, a se vedea „Locație“.
 Autentificarea actelor 15, 31, 52.
 Bun și aprobat 21.
 Cambie 21, 44.
 Casare, a se vedea „Recurs“.
 Cercetarea maternității 24, 25, 47.
 Cesiune 42 bis.
 Chestie de drept, a se vedea „Aprecieri suverană“.
 Chestie de fapt, a se vedea „Aprecieri suverană“.
 Chitanțe 8, 13, 27.
 Condiție rezolutivă 17.
 Contracte 17.
 Convenții sinalagmatice 29.
 Copii 27.
 Corespondența 22.
 Creanțe 1.
 Dată 15.
 Dată certă 52.

Declarație 26.
 Deget (punere) 15, 23, 37, 42.
 Dotă 11.
 Dublu exemplar 13, 14, 28, 29.
 Embatic 34.
 Eroare 1.
 Excepțiuni 3, 14.
 Exemplare multiple, a se vedea „Dublu exemplar“.
 Faș jurământ 35.
 Filiațiune naturală 24, 25, 47.
 Foncieră 8.
 Formula „Bun și aprobat“ 21.
 Inceput de dovadă scrisă 1-53.
 Identitate 15.
 Inscris, a se vedea „Act scris“.
 Instrucție penală 12.
 Interogator, a se vedea „Mărturisire“.
 Inventar 27.
 Judecătorii de ocoale 35.
 Jurământ falș 35.
 Legalizare 15, 37, 42, 52.
 Legea autentificării actelor 15, 31.
 Legea trusturilor arendărești 42 bis.
 Locație 13, 14, 31, 42 bis, 46.
 Marturi 1, 2, 9, 13, 14, 17,

19, 20, 24, 25, 29, 31, 33, 34, 37, 38, 41-43, 46, 48, 49, 51, 53.
 Mărturisire 4, 10, 12, 16-20, 35, 36, 42 bis, 48, 50, 51, 53.
 Materie penală 12. 42.
 Maternitate, cercetarea ei 24, 25, 47.
 Menținerea „Bun și aprobat“ 21.
 Modificarea clauzelor contractuale 17.
 Motivare 9.
 Naștere 47.
 Partaj 51.
 Penală materie, a se vedea „Materie penală“.
 Poliție 15.
 Prezumțiuni 2, 7, 13, 17, 24, 25, 29, 30, 36, 33, 42 bis.
 Primărie 37, 42.
 Primirea dotei 11.

Proces-verbal 35.
 Punere de deget 15, 23, 37, 42.
 Recurs 7, 17, 20, 50, 52.
 Reziliere 46.
 Rezolutorie clauză 17.
 Scriptură, a se vedea „Act scris“.
 Scrisoare 42 bis.
 Semnatura 39, 44, 52.
 Semnătura prin punere de deget 15, 23, 37, 42.
 Sinalagmatice convenții 29.
 Sublocație 46.
 Suverană apreciere, a se vedea „Aprecieri suverană“.
 Terțe persoane 42 bis.
 Testament 10.
 Trusturi arendășești 42 bis.
 Vânzare-cumpărare 37, 41, 42, 51.

Jurisprudență.

1. Art. 1181 prevede că la caz când sumele dintr'un act de creanță diferă, se poate proba în care parte a sumei este greșeală; prin umare tribunalul e în drept a admite proba testimonială, spre a completa începutul de probă ce rezultă din chiar scriptura de sumă de către debitor în actul de creanță. (Cas. I, 309/80, Oct. 8/90, B. p. 329)

2. Inscrisul care nu se găsește în condițiile art. 1180. constituie un început de dovadă scrisă, care se poate completa prin martori și presumpțiuni. (Apel Focșani, I, 150 Dec. 9/85, *Dr.* 50/86; Trib. Ialom., 1734 Ian. 16/85, *Dr.* 56/85; Apel Buc. 270, Nov. 11/80, *Dr.* 78/81; Apel Buc. III, 183, Ian. 24/87, *Dr.* 27/87; Cas. I. 99/Mart. 11/81, B. p. 201; Cas. I, 237/Iun. 15/85, F. p. 514; Cas. I, 128/Apr. 28/86, B. p. 300; Cas. I, 62/Febr. 20/90, B. p. 164; Cas. I, 200/Iun. 7/93, B. p. 552).

3. La regula generală emisă de art. 1191, că nu se poate face dovadă cu martori despre un lucru de o sumă sau de o valoare mai mare de 150 lei, sunt admise excepții prin art. 1197 și 1198. (Cas. I, 13/Ian. 14/81, B. p. 13).

4. Răspunsurile date de o parte la interogator, trecute în procesul-verbal dresat de președinte și semnat de parte pot să fie considerate ca un început de dovadă scrisă când din ele ar rezulta o dovadă necompletă, o mărturisire obscură și îndoioasă, care să dea probabilitatea până la un punct oare care că faptul ce se pretinde a avut existența sa. Dacă însă răspunsurile sunt clare și categorice, cum ar fi când partea declară că suma ce i se cere o datoră dar a achitat-o, un asemenea interogatoriu nu poate fi considerat ca un început de dovadă scrisă, căci printr'însul nu se mărturisește nimic în favoarea reclamantului, nici chiar obscur sau îndoios, și prin urmare nu se poate admite pe baza lui dovada cu martori pentru probarea sumei ce se reclamă. (Trib. Brăila, Sept. 28/82, Dreptul 84/82).

5. Din art. 1197 rezultă că 3 sunt elementele ce trebuie să întrunească un act pentru a avea caracterul unui început de dovadă scrisă; 1) să fie un înscris; 2) acel înscris să emane de la persoana cărei se opune, fie de la aceea pe care o reprezintă sau a reprezentat-o; 3) conținutul înscrisului să facă de a fi crezut faptul pretins. (Trib. Brăila, Mart. 28/83, Dreptul 46/83).

6. Din art. 1197 reiese că un act nu poate fi considerat ca început de dovadă scrisă de cât când el face verisimil faptul alegat și din natura acestei condițiuni rezultă că dânsa este lăsată la aprecierea judecătorilor, fiind o ochestine de fapt, rămânând astfel ca dânsii, odată stabilită existența unui asemenea act, să aprecieze forța probantă a lui și să-și formeze convingerea, din combinațiunea conținutului său cu celelalte împrejurări ale cauzei. (Trib. Ilfov, II, Februarie 16/87, *Dr.* 31/87).

7. Nu se poate examina pentru prima oară de Curtea de Casație dacă un act pe care instanța de fond l'a discutat și admis pentru a trage din el o

simplă presumpțiune, dacă acel act constituie un început de dovadă scrisă, când el nu a fost examinat de instanța de fond din acest punct de vedere, de oarece Curtea de Casație, chemată a examina soluțiunea de drept ce s'a dat cauzei dedusă în judecata instanței de fond, nu o poate examina de cât cu elementele și în termenii în cari s'a discutat și s'a judecat de acea instanță. (Cas. I, 34/Febr. 10/88, B. p. 103).

8. Pentru ca un act să poată forma un început de dovadă scrisă, se cere ca condițiune esențială, ca să emane chiar de la persoana căreia se opune. Prin urmare chitanțele de plata fonciei, ne având acest caracter, nu se poate admite pe baza lor proba prin martori. (Cas. I, 20/Ian. 25/88, B. p. 31).

9. Deși încheerea prin care se admite proba testimonială în virtutea unui început de dovadă scrisă nu stabilește pentru ce acel act constituie un început de dovadă, întru cât însă prin corpul sentinței redactată în urmă se arată motivele prin cari justifică aceasta, e de ajuns ca cerințele legii să fie îndeplinite. (Cas. I, 35/Ian. 31/89, B. p. 56).

10. Ținând seama de natura testamentului, aceea adică a transmisiunii averii pe cale de ultimă voință, nu se poate sustine că enunțarea unei împrejurări străină de dispozițiunea principală a cuprinsului actului trebuie să aibă o plină putere doveditoare întru justificarea unui drept ce se invoacă. Într'un atare caz, mențiunea care n'are un raport direct cu faptul juridic ce formează obiectul principal al actului nu poate fi privită de cât ca o mărturisire extra-juridică ce poate servi de început de dovadă (art. 1174 alin. II). (Apel Buc. III, 88, Sept. 23/90, Dreptul 68/90).

11. Când dota a fost constituită de însăși soția, ea poate invoca actul dotal ca un început de dovadă scrisă pentru probarea primirii dotei de către soț, când soțul e iscălit în acel act, care cuprinde și declarațiunea soțului de mulțumire făcută cu ocaziunea autentificării. (Apel Buc. III, 194, Oct. 13/90, Dreptul 74/90).

12. Deși în principiu, actele unei instrucțiuni penale, și mai ales primele investigațiuni făcute de către Parchet, sunt destinate a rămâne secrete, și nu iau caracterul publicității de cât când iau formă unei hotărâri judiciare, cum sunt ordonanțele judecătorilor de instrucțiune și deciziunile camerilor de punere sub acuzare, totuși răspunsurile unui inculpat înaintea procurorului sau judecătorului de instrucțiune îi sunt citite și iscălite de el, așa ca să poată vedea dacă declarațiunile sale nu i-au fost denaturate și dar, dacă aceste răspunsuri în materie penală nu

au caracterul spontaneității și n'ar putea fi invocate în civil ca mărturisire judiciară, nu se poate zice același lucru când ele ar fi invocate ca un început de dovadă scrisă, de oarece din generalitatea termenilor art. 1197, în ce privește începutul de dovadă scrisă, rezultă că nu s'ar putea face această restricțiune. (Trib. Iași, II, 65, Ian. 18/93, Dreptul 32/93).

13. Chitanța scrisă și subscrisă de proprietar prin care arendează locatarului proprietatea sa, nefiind făcută în dublu exemplar, după cum cere art. 1179, nu e doveditoare prin ea însăși, dar se poate considera ca un început de probă scrisă care se poate complectea cu martori și prezumpțiuni. (Tribunalul Ialomița, Octombrie 10/92, Dreptul 4/93).

14. Legiuitorul prin art. 1169—1222, a întocmit anumite reguli pentru probarea obligațiilor în general, regulile care trebuiesc aplicate ori de câte ori nu s'a derogat de la dănsese printr'un text special. Or, legiuitorul, reglementând materia locațiunei, nu a derogat de la principiile generale ale admisibilității martorilor atunci când există un început de dovadă scrisă, principiu consacrat prin art. 1197. Iar art. 1416 prevede cazul când o locațiune e făcută fără scriptură, pur verbal; dar atunci când există un înscris sub semnătură privată într'un singur exemplar, conținând elementele esențiale ale locațiunei, nu se poate zice că convențiunea e pur verbală și în această ipoteză eșim din prescripțiunile esențiale ale art. 1416 și intrăm în regulile comune ale art. 1197. Cu alte cuvinte, art. 1416 probă ca proba să se facă exclusiv prin martori, ceea ce nu poate avea loc în cazul art. 1197, căci proba este în parte literală. Nici partea finală a art. 1416 nu poate fi opusă ca un argument puternic, căci prin această dispozițiune nu se înțelege că ori ce altă probă nu e admisă. Așa dar, art. 1416 constituie o excepțiune numai de la art. 1191 relativ la proba *pur testimonială*, rămânând ca toate celelalte principii generale să se aplice și la locațiune, căci excepțiunea confirmă regula. (Trib. Teleor., Dec. 4/93, Dreptul 8/94).

15. Dacă legalizările făcute de agenții polițienesti au fost în totdeauna considerate înaintea legii autentificării din 1886, ca având putere de a constata semnăturile în ce privește identitatea și de a certifica data actelor legalizate, actele semnate prin punere de deget care se atestă în modul acesta că emană de la subscriitorii actelor pot constitui un început de dovadă scrisă în înțelesul art. 1197 care permite complectarea cu proba testimonială și presumpțiuni a dovedirii o-

bligățiunilor menționate în ele. (Apel Iași, II, Februarie 1/94, Dreptul 50/94).

16. Interogatoriul luat în instanță unei părți nu poate fi considerat ca un început de dovadă scrisă, când din el nu reese nici cea mai mică urmă despre existența vre unuia din faptele articulate de partea ce a propus interogatoriul, și când din contră reese vădit negarea și dezicerea acelor fapte. (Apel Iași, II, Martie 22/98, Curier Jud. 64/94).

17. Declarația făcută spontan în instanță, de către o parte poate să fie considerată ca un început de dovadă scrisă și este casabilă hotărîrea, care nu motivează pentru ce o asemenea declarație nu constituie un început de dovadă scrisă. Părțile contractante pot, când în convenția lor există clauza rezolutorie ce poate atrage rezilierea convenției, să convie, fie înainte de îndeplinirea clauzei rezolutorie, fie în urmă, să modifice această clauză, iar această modificare, adusă la prima convenție, se poate dovedi prin probele de drept comun și dar prin martori și prezumții, când există un început de dovadă scrisă. (Cas. I, 63/94, B. p. 123).

18. Începutul de dovadă scrisă nu trebuie să emane numai dela cei ce știu carte sau ca partea să fi semnat actual ce se invoacă ca început de dovadă scrisă. E suficient, pentru ca un act să fie înfățișat ca început de dovadă scrisă, ca partea să fie autorul dispozițiilor ori declarațiilor ce acel act cuprinde, sau să și le fi apropiat printr'un consimțământ expres ori tacit. În această setă de acte intră și interogatoriul. (Apel Craiova I, Dr. 34/95).

19. Judecătorul fondului este suveran în aprecierea sa, cum că răspunsurile date de una din părți la interogatoriul ce i s'a făcut, poate să facă verosimilul faptului alegat de cealaltă parte și, privind aceasta ca un început de dovadă scrisă, să admită proba cu martori. (Cas. I, 75/96, B. p. 196).

20. Deși este adevărat că în principiu răspunsurile la interogator pot să fie luate ca un început de dovadă scrisă, care să facă admisibilă proba cu martori pentru complectarea probei, aceasta nu se poate face decât atunci când din acele răspunsuri nu rezultă decât o tăgăduire complectă asupra punctelor din interogator. În asemenea caz simpla respingere a probei testimoniale de către judecător, fără să se mai pronunțe asupra chestiunii dacă în principiu proba cu martori este admisibilă, atunci când există un început de dovadă rezultând dintr'o mărturisire judiciară, nu constituie o omisiune esențială și deci nu atrage casarea. (Cas. I, 10/96, B. p. 6).

21. Lipsa cuvintelor „bun și aprobat” cu arătarea sumei pentru care se

obligă un necomerciant, într-o cambie, nu anulează convenția, ci numai actul, nu constituie o probă completă, ci un început de dovadă care se poate completa cu martori și prezumții. (Apel Galați II, Dreptul 55/96).

22. Corespondența dintre părți, ca orice scriptură, care emană dela acela în contra căruia se face cererea, nu poate să constituie decât un început de dovadă, care poate să fie completat prin mijloacele ordinare prevăzute de lege. (Cas. I, 192/96, B. p. 793).

23. Un act, spre a putea fi luat ca început de dovadă scrisă, trebuie să emane dela parte și să facă verosimil faptul pretins. Astfel, un act semnat prin punere de deget, și nerecunoscut de parte, contra căreia se invoacă, nu poate fi luat ca început de dovadă scrisă. (Cas. I, 88/901, B. p. 231).

24. Cercetarea maternității fiind permisă de lege, filiațiunea naturală se poate dovedi prin începuturi de dovadă scrisă, coroborate cu depozitiuni de martori și prezumțiuni, din cari instanța de judecată să-și formeze convingerea că persoana este fiica naturală a defunctului. (Apel Buc. II, Dr. 12/1903).

25. Pentru dovedirea filiației naturale se aplică art. 308 Cod. civ., iar nu art. 296 și 297 Cod. civ., căci aceste texte prevăd o procedură specială, pentru dovedirea filiației legitime, ca excepție la modul probație după dreptul comun. Această deosebire de favoare, rezultă clar din dispozițiile art. 308 c. civ. care prevede că pentru filiație naturală nu se admite proba cu martori decât când există un început de probă scrisă, pe când art. 296 pentru filiație legitimă admite proba cu martori și atunci când sunt numai prezumții grave. Din această intenție a legiuitorului rezultă că, pentru probarea filiației naturale, trebuie să se aplice regulile dreptului comun, astfel că începutul de probă scrisă pentru probarea acestei filiații trebuie să îndeplinească condițiile din art. 1197 Cod. civ. (Cas. I, 489/903, B. p. 1343).

26. O declarație a unei părți, chiar dacă nu ar fi scrisă și subscrisă de dânsa, ar putea să serve ca început de dovadă scrisă dacă acea declarație ar fi bine stabilită prin atestarea unui funcționar public competent. (Cas. I, 309/904, B. p. 931).

27. Nu poate să fie admis ca început de dovadă scrisă, decât scripturi emanate dela partea căreia ele se opun, sau dela persoana pe care o reprezintă acea parte, fie scripturi făcute direct de către acea parte sau de către altă persoană autorizată de dânsa, expres sau tacit, din care scripturi să rezulte credința pentru existența faptului pretins. Prin urmare, nu poate constitui

un început de dovadă scrisă o copie de inventar, în care se menționează de o copie de chitanță pentru o sumă de bani ce ar fi datorând o persoană, întru cât ea nu emană dela debitor, sau de la o persoană ce ar reprezenta pe debitor. (Cas. I, 53/905, B. p. 125).

28. Actul lipsit de formalitatea dublului, deși nu poate face probă completă despre existența operațiunii juridice, poate însă servi de început de probă scrisă, putându-se completa prin toate mijloacele de probațiune. (Trib. Ilfov IV, Dreptul 70/905).

29. Actele sub semnătură privată, care cuprind convențiuni sinalagmatice, deși nu sunt valabile dacă nu au fost făcute în atâtea exemplare câte sunt părțile cu interes contrariu, constituiesc totuși un început de dovadă scrisă, și potrivit dispozițiilor art. 1197 codul civil, proba cu martori și prezumțiunile sunt admise pentru completarea acestei dovezii. (Trib. Ialomița, Dreptul 24/908, p. 189).

30. Atunci când e loc a se dovedi nu numai existența unui fapt, ci și de a deduce efectele juridice ale acelui fapt spre a le opune unei părți, înscrisul ce se invoacă ca dovadă, trebuie să fi fost făcut chiar între acele părți și în scopul anume de a servi de dovadă, căci înscrisul căruia i-ar lipsi una din aceste condițiuni, deși ar face mențiune de faptul juridic interesând pe părți, n'ar putea servi niciodată de dovadă deplină, ci după împrejurări, numai de un început de dovadă sau chiar numai de o simplă prezumțiune. (Cas. II, 31 Ianuarie 1906, B. p. 123).

31. Un contract de arendare neautentificat de ofiterul public competent, poate fi primit ca un început de dovadă scrisă, și prin urmare dovada faptului arendării poate fi completată prin martori. (Cas. I, 1 Mart. 1906, B. p. 452).

32. Pentru ca un act să poată forma un început de dovadă scrisă, trebuie să emane chiar dela persoana căreia i se opune, sau dela aceia pe care aceasta o reprezintă. (Cas. I, 14 Apr. 1906, B. p. 699).

33. Nu se pot stabili prin martori existența și conținutul unor acte scrise, în afară de cazurile prevăzute de art. 1197 și 1198 codul civil. (Cas. Sect. vacanță, 2 Iulie 1907, B. p. 1227).

34. Dovedirea prin martori a unei stări de fapt preexistentă punerii în aplicare a codului civil, și care stare de fapt a continuat și s'a efectuat de embaticari prin plata embaticului timp mult mai îndelungat de 30 ani, se poate face fără nici un început de probă scrisă, și instanțele de fond nu pot respinge o atare dovadă fără să comită un vădit exces de putere și o greșită interpretare a art. 1197 din co-

dul civil. (Cas. I, 7 Nov. 1908, B. p. 1818).

35. Procesele verbale ale unei Judecătorii de ocol nu pot fi luate ca un început de dovadă scrisă pentru stabilirea unei obligațiuni de plată de onorariu, întru cât acele procese verbale nu emană dela parte, după cum cere art. 1197 din codul civil pentru a putea să-i fie opuse.

Prin urmare, mărturisirea minci-noasă sau sperjurul nu pot fi dovedite cu martori când obligația în sine trece de 150 lei, precum nu pot servi ca probă pentru dovedirea aceluiaș fapt nici procesele verbale ale Judecătoriei de ocol întru cât ele nu sunt acte cari emană dela parte, după cum cere art. 1197 din codul civil. (Cas. II, 16 Dec. 1909, B. p. 1476).

36. Inceputul de dovadă scrisă poate rezulta și din răspunsurile părții la interogatoriu, iar aprecierea tribunalului asupra răspunsurilor date la interogatoriu constituie o chestiune de fapt de atributul suveran al instanței de fond.

Prin urmare, când instanța de fond se bazează, pentru a constata existența unei convențiuni pe un început de dovadă scrisă, completată cu prezumțiuni, nu violează art. 1197 și 1203 din codul civil. (Cas. I, 406, din 28 Oct. 1909, B. p. 1113, Jurisprudența 38/909).

37. Pentru ca un act să poată fi luat ca început de dovadă scrisă, trebuie ca el să emane dela parte sau dela acela pe care îl reprezintă și să facă verosimil faptul pretins.

Prin urmare, un act de vânzare, semnat prin punere de deget și nerecunoscut de partea în contra căreia se invoacă, chiar dacă este legalizat de primărie, nu constituie în început de dovadă scrisă, care să poată fi completat prin proba cu martori, de oarece acel act nu este scriptura aceluia în contra căruia se invoacă ca început de dovadă scrisă. (Cas. I, 24 Mart. 1910, B. p. 390. In același senz. Cas. I, 351 și 352 din 11 Iunie 1910, B. p. 933, Jurisprudența 26/1910).

38. După art. 1197 din codul civil, proba cu martori și deci și prezumțiunile, sunt admisibile atunci când există un început de dovadă scrisă; iar început de dovadă scrisă este orice scriptură a celui în contra căruia s'a format cererea, sau a celui pe care îl reprezintă și care scriptură face a fi de crezut faptul pretins. (Cas. I, 26 Sept. 1911, B. p. 1054).

39. Un act ce poartă semnătura aceluia în contra căruia se invoacă, poate valora ca un început de dovadă scrisă, ca și actul al cărui cuprins ar fi scris de către acel contra căruia se invoacă, fără însă a fi semnat de el. (Cas. III, 5 Oct. 1911, B. p. 1312).

40. Prima condițiune cerută de art. 1197 din codul civil pentru ca un act să fie considerat ca început de dovadă scrisă este ca acel act să emane dela acela în contra căruia se opune, sau dela acela pe care acesta îl reprezintă.

Prin urmare, face o justă aplicațiune a art. 1197 din codul civil când refuză să considere ca început de dovadă scrisă niște acte ce nu întrunesc condițiunea sus arătată. (Cas. I, 372 din 30 Aprilie 1912, B. p. 668, Curier Jud. 55/1912).

41. Dacă proba cu martori a fost admisă pe baza unui început de dovadă scrisă, partea se poate servi de această probă pentru a dovedi nu numai existența vânzării de care se vorbește în actul de servă ca început de dovadă scrisă dar și toate condițiunile necuprinse în acel act, cum ar fi identitatea imobilului vândut și că vânzarea s'a făcut cu indicațiunea suprafeței. Dacă s'ar decide că nu se poate dovedi cu martori peste ce e cuprins și conținut în actul de servă ca început de dovadă scrisă, ar fi a face cu totul inutilă proba cu martori partea fiind totdeauna în imposibilitate să prezinte un început de dovadă scrisă pentru fiecare clauză ce voeste a stabili cu martori. (Cas. I, 41 din 16 Ianuarie 913, Jur. Rom. 10/1913).

42. Când se constată că partea nu numai că nu s'a opus la admiterea unui act de vânzare semnat prin punere de deget și legalizat de Primărie ca început de dovadă scrisă dar încă a cerut și i s'a admis proba cu martori spre a dovedi că vânzarea nu a existat în realitate, în aceste împrejurări tribunalul nu violează art. 1176 și 1197 c. civil când ia un asemenea act ca început de dovadă scrisă și admite proba cu martori spre a completa dovada ce rezultă din el. (Cas. I, 80 din 28 Ian. 1913, Jur. Rom. 13/1913).

42. bis. Admitând că o scrisoare are caracterul confidențial, un terțiu care deține în mod licit acea scrisoare dela destinatatar spre a se servi de ea în justiție, a putut să o invoace ca mijloc de dovadă în apărarea intereselor sale legitime și anume de a nu fi condamnat la închisoare ca contravenient la dispozițiile legii trusturilor. Invoacarea unei asemenea scrisori pentru a dovedi că reclamantul dela care emană acea scrisoare recunoaște că nu există faptul de care se plânge și pe care voia să-l stabilească pe cale judecătorească, având de consecință o condamnare penală, nu numai că nu calcă vre-un principiu de drept, dar este conformă principiilor de echitate și morală.

Dacă se poate admite că destinatarul nu se poate servi de o scrisoare confidențială în contra scriitorului fiind răspunzător de prejudiciul ce

i-ar aduce prin divulgarea secretului incredințat, nu se poate zice tot astfel de un terțiu care nu are nici o îndatorire față de autorul scrisoarei când nu a recurs la nici un mijloc necorect pentru a și-o procura.

Prin urmare, instanța de fond n'a violat articolele relative la efectul convențiilor și la proba prin presupțiuni dând, în lipsa unui act scris, a luat ca început de dovadă scrisă mărturisirea reclamantului dintr'o scrisoare a sa pe care a complectat-o cu martori și presupțiuni pentru a stabili că chestiunea contractului de arendarea unei moșii nu a existat. (Cas. I, 574 din 28 Nov. 1914).

43. Depunera făcută ca martor într'un proces penal, dacă este semnată sau se constată că i-a fost citită de judecător însă martorul nu știe carte, poate fi luată ca un început de dovadă scrisă în sensul art. 1197 c. civ., de oare ce este o scriptură ce emană dela acea parte și face a fi de crezut faptul pretins. (Cas. I, decizia No. 87, din 10 Febr. 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 195).

44. După art. 1197 c. civ. începutul de dovadă scrisă este orice scriptură a celui în contra căruia s'a format petițiunea sau a celui ce el reprezintă, care scriptură face a fi crezut faptul pretins.

Prin urmare, dacă actele prezentate ca început de dovadă, deși semnate de parte însă se referă cu totul la alte daraveri dintre părți, iar nu la cambiile în litigiu, ele nu constituiesc nici un început de dovadă scrisă, care să poată fi complectat cu martori. (Apel Buc. III, 1914; Curier Jud. 73/1915, p. 598).

45. Chestiunea de a se ști dacă un act prezentat ca un început de dovadă face sau nu, prin termenii și afirmațiunile ce conține, să fie crezut ca adeverat faptul ce se pretinde a fi dovedit, este o chestiune de fapt ce cade în exclusivă atribuțiune a instanțelor de fond, singurele competente a aprecia dacă verosimilitatea faptului ar rezultă din acel act, aceasta bine înțeles numai atunci când prin termenii întrebunțați în act, faptul nu este contrazis sau confirmat în mod categoric, în care caz nu mai poate fi vorba de interpretarea actului și deci de început de dovadă scrisă. (Cas. I, No. 406. 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 518).

46. Când un contract de arendă cuprinde o clauză că noul subarendas al moșiei va intra pe moșie chiar dela data contractului, în caz de reziliere a contractului anterior intervenit între același proprietar cu altă persoană, o asemenea stipulațiune echivalează cel puțin cu un început de dovadă scrisă, iar proba cu martori e admisibilă spre a se verifica și în fapt dacă această

reziliere a avut loc în realitate la data prtinsă. (C. Galați, s. I, 723/1915; Curier Jud. 67/1915).

47. Instanța de fond este suverană să constate în fapt dacă constituie un început de dovadă scrisă, în sensul art. 1197 sau al art. 297 combinat cu art. 308 cod. civ., actul de naștere al unui copil care a fost înlăturat de instanța de fond ca constituind o dovadă completă a filiațiunii naturale, pe motiv că aceea care a declarat nașterea copilului nu a fost mama sa, așa cum cere art. 304 c. civ., ci o altă persoană streină, care s'a prezentat ofițerului stărei civile. (Cas. I, No. 135, 1916; Jurispr. Rom., 1916, p. 338).

48. Este constant în drept că mărturisirea făcută într'un proces poate fi invocată de părți și poate face probă în alt proces, întrucât art. 1206 c. civ. este general și nu cere condițiunea ca mărturisirea să fie făcută în cursul instanței în care se invoacă proba.

În tot cazul, o asemenea mărturisire constituie un început de dovadă scrisă, care se poate completa cu martori.

Prin urmare, cu drept cuvânt, instanța de fond motivează, în speță că mărturisirea recurentului, rezultând din cartea de judecată civilă, rămasă definitivă, din care se constată că acesta a cumpărat lotul No. 2, din care face parte terenul în litigiu, în tovărășie cu alte persoane, constituie un început de dovadă scrisă, în conformitate cu dispozițiunile art. 1197 c. civ., astfel că motivul de recurs este neîntemeiat. (Cas. I, No. 25, 1920; Jurispr. Rom. 10/1920, p. 142, Curier Jud. 69—70/1920, Dreptul 45/1920, Pand. Rom. 1922, III, 9).

49. Pentru ca un act să constituie un început de dovadă scrisă pe care să se poată întemeia cererea unei dovezi testimoniale, nu e suficient ca el să emane de la partea căreia i se opune ci trebuie ca să existe o corelație între faptul pe care voește a-l dovedi cu martori și acela care îl face verosimil. (C. Apel Buc. s. IV, 109 din 28 Ian. 1920, Dr. 29/1920, Pand. Rom. 1922, III, 17).

50. Chestiunea de a se ști dacă cuprinsul unui act sau răspunsul la interogator face sau nu verosimil faptul pretins și autoriza astfel proba cu martori conform art. 1197 c. civ. este o chestie de apreciere suverană a instanțelor de fond și nu poate face obiectul unui motiv de recurs. (Cas. I, 127 din 14 Febr. 1922, Jur. Rom. 5—6/1922, Pand. Rom. 1922, III, 156; Pand. Rom. 1923, I, 299).

51. Recunoașterea făcută de un moștenitor că a cumpărat dela comostenitorul său bunuri rămase pe urma autorului comun, unită cu recunoașterea aceleiași moștenitor că, comostenitorul său fiind risipitor și-a înstreinat

porțiunea sa prin diferite acte de vânzare, face verosimilă afirmațiunea că un partaj a avut loc între acești comostenitori și poate fi considerată deci ca un început de probă scrisă, care să facă admisibilă dovada cu martori în stabilirea unui partaj făcut fără redactarea unui act scris. (Cas. I. dec. 954 din 8 Octombrie 1923, Jur. Rom. 1/924).

52. Conform art. 22 din legea aut. actelor și art. 1172 c. civil, un act nul ca act autentic, pentru vre-un viciu sau lipsă de formă, poate valora ca act sub semnătură privată legalizat sau ca act cu dată certă sau ca început de dovadă scrisă, dacă întrunește condițiunile cerute unul sau altul din aceste acte.

După dispozițiile art. 1197 c. civ., se socoteste ca un început de dovadă scrisă orice scriptură a aceluia în contra căruia s'a format petițiunea sau a celui ce el reprezintă și care scriptură face a fi crezut faptul pretins. Aceasta nu este o chestiune de fapt, ci de drept, care cade sub controlul Casației.

Prin urmare când actului autentic, nevalabil ca atare, îi lipsește și semnătura părților contractante, care nu știu carte și nici partea adversă nu-l recunoaște, actul nu poate fi considerat nici ca act sub semnătură privată, nici ca început de dovadă. (Trib. Gorj, s. II, 198 din 12 Aprilie 1924, Justiția Olteniei 9—10/1925).

53. Inceputul de probă scrisă conform art. 1197 codul civil, constă în

orice scriptură, care emană de la acele în contra căruia s'a îndreptat petițiunea și care scriptură face a fi crezut faptul pretins.

Interogatorul iscălit de parte conștitue un început de probă scrisă atunci când cuprinde mărturisiri necomplete, când afirmă lucruri evident false și când răspunsurile date sunt evazive și eehivoce.

Interogatorul părții nu poate fi considerat de tribunal în suverana sa apreciere, ca un început de probă scrisă când reiese evident negarea și dezicerea faptelor articulate, când nu rezultă nici cea mai mică urmă despre existența vre-unui fapt și în acest caz dovada cu martori nu este admisibilă pentru completarea probei. (Trib. Dolj s. I, 739 din 20 Nov. 1924, Justiția Olteniei 7—8/1925).

54. A se vede: art. 308, notele 1, 5, 7; art. 401, nota 20; art. 813 nota 47; art. 1021, nota 26; art. 1130, nota 14; art. 1173 nota 34; art. 1175, Index „Inceput de dovadă” și notele respective; art. 1179, Index „Inceput de dovadă” și notele respective; art. 1180, Index „Inceput de dovadă” și notele respective; art. 1188, nota 20; art. 1191 nota 35; art. 1198, Index „Inceput de dovadă” și notele respective; art. 1203, nota 19; art. 1206, Index „Inceput de dovadă” și notele respective; art. 1277 nota 4; art. 1416, Index „Inceput de dovadă” și notele respective.

Art. 1198. — Acele regule nu se aplică însă ¹⁾ totdeauna când creditorului nu-i a fost cu puțință a-și procura o dovadă scrisă despre obligațiunea ce pretinde, sau a conserva dovada luată, precum ²⁾:

1. La obligațiunile cari se nasc din quasi-contracte și din delictе sau quasi-delictе;

2. La depozitul necesar, în caz de incendiu, ruină, tumult sau naufragiu, și la depozitele ce fac călătorii în ospătăria unde trag; despre toate acestea judecătorul va avea în vedere calitatea persoanelor și circumstanțele faptului;

3. La obligațiunile contractate în caz de accidente neprevăzute când nu eră cu puțință părților de a face înscrisuri;

4. Când creditorul a pierdut titlul ce-i servea de dovadă scrisă, din o cauză de forță majoră neprevăzută. (Civ. 33, 986 urm., 998 urm., 1081, 1083, 1191 urm., 1203, 1473, 1620, 1621, 1623; Pr. civ. 185; C. com. 528; Civ. Fr. 1348).

1) In art. francez în loc de „însă” este pus cuvântul „encore”. De sigur că în art. român e o eroare de tipar.

2) In art. francez corespunzător 1348, în loc de cuvântul „precum”, se zice: „cette seconde exception s'applique:” urmând apoi cele 4 cazuri aflate și în textul român. Dela textul francez lipsesc însă cuvintele dela finalul primului aliniat: „sau a conservă dovada luată”.

Text. fr. Art. 1348. — Elles reçoivent encore exception toutes les fois qu'il n'a pas été possible au créancier de se procurer une preuve littérale de l'obligation qui a été contractée envers lui.

Cette seconde exception s'applique,

1° Aux obligations qui naissent des quasi-contrats et des délits ou quasi-délits;

2° Aux dépôts nécessaires faits en cas d'incendie, ruine, tumulte ou naufrage et à ceux faits par les voyageurs en logeant dans une hôtellerie, le tout suivant la qualité des personnes et les circonstances du fait.

3° Aux obligations contractées en cas d'accidents imprévus, où l'on ne pourrait pas avoir fait des actes par écrit:

4° Au cas où le créancier a perdu le titre qui lui servait de preuve littérale, par suite d'un cas fortuit, imprévu et résultant d'une force majeure.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VII, p. 10; VIII, p. 298, 344-351, 354-358;
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2619 urm.;
 BONNIER, *Traité des preuves*, I, 140, 141, 154, 172 urm., 175, 225; II, 672;
 CHAUVEAU ET F. HÉLIE, *Théorie du Code pénal*, V, 2048 urm., 2267; VI, p. 479;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 263, 302, 1004, 1006, 1012; II, p. 63, 213, 217, 227 urm., 592, 623, 655; ed. 1-a, III, p. 104, 213, 337, 765, 840, 855;
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 101, 4661 urm., 4872 urm.; *Suppl. Obligations*, 1904 urm., 1988 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 315 bis, XXII;
 DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, I, p. 272; IV, p. 224;
 DEMOLOMBE, XXI, 401; XXX, 94, 171 urm., 173, 174, 176;
 HUC, VIII, 295, 297, 300;
 LAROMBIÈRE, V, art. 1341, n° 35; 1348, n° 1-4, 9, 12-17, 23-26, 35, 39, 41, 43-46, 49;
 LAURENT, XIII, 117; XIX, 475, 547, 556-558 urm., 561, 567, 571, 574, 575, 577;
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 831 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1117 urm.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VII, p. 278 urm., 289 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 330; IV, part. I, ed. 2-a, p. 282, 636; IV, part. II, ed. 2-a, p. 29, 32, 73, 437, 583; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 66, 103, 555 t. și n. 4, 556 nota; IX, p. 59 n. 5, 155, 703; X, p. 207, 301; XI, p. 277, 299); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 408 nota 2, 411; *Observație* sub. C. Apel din Roma, 7 Febr. 1905. Dreptul 29/1907; *Observație* sub. C. Apel Galați, 5 Iunie 1909. Dreptul 75/1909; *Adnotație* sub. C. Apel Turin, 28 Dec. 1899. Curier Jud. 14/1900; *Observație* sub. C. Apel Nancy, 2 Iunie 1899. Curier Jud. 74/1900; *Observație* sub. C. Apel Bordeaux, 11 Iulie 1898. Curier Jud. 23/901; *Observație* sub. Trib. Tutova, 2 Iunie 901. Curier Jud. 20/1902; *Observație* sub. Cas. Fr. 31 Ian. 901. Curier Jud. 80/902; *Observație* sub. Trib. Gren (Loire), 18 Mai 1920. Pand. Rom. 1922-III-161; *Observație* sub. Cas. I, 1429 din 27 Dec. 1922. Pand. Rom. 1923-I-217; *Notă* sub. Trib. Castel-Sarrasin (Tarn et Garonne), 9 Mart. 1920. Jurispr. Gen. 4/1924 No. 242; *Notă* sub. Trib. Avignon, 20 Oct. 1920. Jur. Gen. 1924 No. 1905;
 ALEXIANU G., *Notă* sub. C. Apel Buc. s. IV, 31 Ian. 1923. Pand. Rom. 1923-II-198; *Notă* sub. Cas. I, 1183 din 28 Nov. 1923. Pand. Rom. 1924-I-135;
 CANTACUZINO MATEI, p. 348, 625;
 CERBAN ALEX., *Notă* sub. Trib. Gorj s. I, 58 din 1 Mart. 1920. Curier Jud. 55-56/1920; *Notă* sub. Cas. I, 1429 din 27 Dec. 1922. Curier Jud. 15/923;
 FINȚESCU N. I., *Observație* sub. Trib. Dolj, 119 din 18 Febr. 1913. Dreptul 45/1913;
 GEORGEAN N., *Observație* sub. Trib. Drohoi, 105 din 20 Mai 1922. Pand. Rom. 1924-III-38.
 HAMANGIU C., *Observație* sub. Trib. civil Rodez (Aveyron), 9 Mai 1922. Pand. Rom. 1923-III-155;
 HOZOC D., *Pactul comisoriu expres*, p. 45; *Notă* sub. Trib. Drohoi, 137 din 24 Mai 1922. Pand. Rom. 1924-II-166;
 NACU, II, 840 urm.;
 PERIEȚEANU GR. I., *Notă* sub. C. Apel Buc. s. I, 189 din 3 Iulie 1920. Pand. Rom. 1922-II-262;
 PETIT EUGEN, *Notă* sub. Cas. Fr., Crim., 7 Aug. 1924. Jur. Gen. 1925 No. 480; *Notă* sub. Req. Fr., 28 Iunie 1923, Jur. Gen. 925, 1217;
 SCONDĂCESCU I. BARBU, *Notă* sub. Trib. Argeș s. II, 9229 din Nov. 1922. Jurispr. Gen. 11/1924 No. 622;

SESCIOREANU M. G., *Notă* sub. Apel Bruxelles, 12 Febr. 1921. Pand. Rom. 1922-III-71;
Observație sub. C. Apel Liège, 16 Febr. 1923. Pand. Rom. 1924-III-46; *Observație* sub.
 Cas. I, 148 din 28 Febr. 1921. Pand. Rom. 1924-III-49;
 STĂNESCU I., *Notă* sub. Cas. II, 2575 din 14 Dec. 1923. Jurispr. Gen. 8/924 No. 455;

INDEX ALFABETIC

Acte autentice 3, 37, 57, 59, 65.
 Acte scrise, a se vedea „Imposibilitate” și 40, 45, 55, 59, 66, 67.
 Advocat 55.
 Alinitate naturală 13.
 Antrepriză 40.
 Anulare 53.
 Apel 15.
 Aprecieri suverană 14, 19, 20, 31, 32, 34-37, 39, 45, 76, 79, 84, 87.
 Arbitri 60.
 Arendare, a se vedea „Locație”.
 Asigurare 73.
 Autentificare 33.
 Bolnav 64.
 Căi ferate 80.
 Cambie 16, 53.
 Caragea Cod 63.
 Casa de Depuneri 81, 82.
 Cauză ilicită 2.
 Cercetare locală 34.
 Certificate 80.
 Citație 7.
 Concludentă probă 17.
 Codicil, a se vedea „Testament”.
 Consultație medicală 34.
 Contra-dovadă 15.
 Contra-inscris 46, 50, 52, 57, 69.
 Contravențiuni 54.
 Creditor 16, 29, 43, 46, 50, 60, 64, 79, 86, 87.
 Culpă 6.
 Dată certă 23.
 Debitor 16, 43, 50.
 Deces 44.
 Delicte 1, 6, 10, 30, 61.
 Demență 33.
 Depozit 45.
 Dobrogea, Proprietate imobiliară 23.
 Dol 2, 6, 12, 16, 37, 38, 77.
 Donație 5.
 Donație deghizată 5, 75.
 Dوسر pierdut 8, 26, 64, 83.
 Dotă 51, 61, 65.
 Dovadă contrară 15.
 Excepție 6, 9, 54, 60, 67, 86.
 Evacuarea tezaurului la Moscova 81, 82.
 Femeie măritată 51.
 Filiație legitimă 49.
 Forță majoră 25, 26, 28, 29, 31, 47, 50, 58, 60, 62, 64, 76, 78, 80, 81, 82, 83.
 Fraudă 3, 5, 18, 24, 52, 69, 72, 75, 77, 85, 86.
 Furt 31.
 Furtul titlului 25, 28, 76.
 Grad de rudenie 49.
 Imposibilitate de a avea probă scrisă 1, 2, 5, 6, 12, 13, 21, 27, 30, 41, 42, 45, 46, 48, 49, 50, 55, 59, 67, 69, 77, 79, 81, 82, 84, 86, 87.
 Incendiu 62.
 Inceput de dovadă scrisă 1, 46, 87.
 Incerte persoane 18.
 Inscris, a se vedea „Act scris”.
 Interogator 18, 22, 24, 54, 57, 84.
 Inzepuzirea trenurilor 80.
 Jurământ 18.
 Legat 26, 78, 81, 82.

Legatar 24.
 Locație 59, 71, 74.
 Mandat 6.
 Marturi 1-87.
 Mărturisire, a se vedea „Interogator”.
 Medic 84.
 Monitor oficial 9, 29.
 Monopolul tutunurilor 54.
 Moștenitori 46, 50.
 Moștenitori rezervatari 5, 42, 69, 72.
 Motivare 14, 34.
 Neglijență 29, 58, 60.
 Omissione esențială 39, 44.
 Ordine publică 3, 49.
 Partaj 42.
 Persoane incerte 18.
 Pierderea titlului 8, 9, 25, 26, 29, 44, 47, 50, 53, 58, 60, 62, 64, 76, 78, 81, 82, 83.
 Plata 26.
 Posesiune 4, 23.
 Prejudiciu 77.
 Prescripție 4.
 Presumpțiuni 5, 7, 12, 18, 25, 26, 28, 36, 38, 45, 46, 48, 51, 52, 55, 56, 57, 69, 73, 74, 75, 78, 81, 82, 83, 85.
 Proba concludentă 17.
 Proba contrarie 15.
 Proba testimonială 1-87.
 Procedura 7, 83.
 Proces-verbal 54.
 Proprietate 3, 4.
 Proprietate imobiliară în Dobrogea 23.
 Publicație 9, 29.
 Quasi-delicte 1, 6, 10, 30, 61.
 Raport 42.
 Război 25, 28.
 Rea credință 11, 19.
 Reclamație de stat civil 49.
 Recunoaștere de copil 13.
 Recurs, a se vedea „Aprecieri suverană”, „Omissione”.
 Relațiuni ilicite 13.
 Remiterea titlului 29.
 Respingerca dovezi 8.
 Revocarea testamentului 33.
 Rezerva, a se vedea „Moștenitori rezervatari”.
 Rudenie 49.
 Simulație 3, 5, 12, 18, 19, 24, 43, 46, 50, 52, 69, 72, 85.
 Societate 60.
 Societate de asigurare 73.
 Spital 44.
 Stare civilă (reclamație) 49.
 Stat 52.
 Succesiune 1, 5, 21, 30, 42, 49, 69, 72.
 Succesorii, a se vedea „Moștenitori”.
 Sustrager 10, 30, 50.
 Suverană apreciere, a se vedea „Aprecieri suverană”.
 Taxe de Timbru 54.
 Terțe persoane 5, 27, 40, 42, 43, 46, 52, 56, 59, 66, 69, 72, 73, 77.
 Testament 18, 22, 24, 33, 44, 78, 81, 82.
 Testament posterior 10.

Tezaur, evacuare la Moscova 81, 82.
 Titluri 23.
 Titlu furat 25, 28, 50, 76.
 Titlu pierdut 8, 9, 25, 26, 29, 44, 47, 50, 53, 60, 62, 64, 76, 78, 81, 82, 83.

Tutun (monopol) 54.
 Urmărire silită 83.
 Vămi 54.
 Vânzare-cumpărare 11, 12, 52, 57.
 Violență 76.
 Zăpadă 80.

Jurisprudență.

1. Din combinația art. 159 pr. civ., cu art. 1198 c. civil rezultă că la obligațiunile cari nasc din deliecte și quasi deliecte cată a se admite de judecătorii fondului proba prin martori, de și nu ar exista un început de dovadă scrisă. Astfel fratele cărui la încetarea din viață a părintelui său, nu i'a fost cu puțință a'și procura o dovadă scrisă de la sora sa pentru însușirea totalei averi părintești, poate invoca proba testimonială. (Cas. I, 335/Oct. 4/77, B. p. 285).

2. Pentru dovedirea unei cauze ilicite ca și pentru dovedirea dolului, legiuitorul a permis proba testimonială, și aceasta a făcut-o pentru cuvânt că partea care invoacă ilicitul sau dolul nu își poate procura o probă în scris contra actului ce îl atacă, ne fiind aci vorba despre neperemiterea dovezii cu martori, prevăzută de art. 1191. (Cas. I, 356/Oct. 27/78, B. p. 335).

3. Se poate dovedi prin ori ce fel de probe, chiar în contra celor ce se cuprind în acte, fie chiar anterioare, că detentorul unei moșii de o persoană interpusă proprietar fictiv al moșiei, și că adevăratul proprietar, ce se ascunde, e o persoană ce după lege e oprită de a cumpără moșie, și aceasta pentru că e vorba de o fraudă la o dispozițiune prohibitivă a unei legi de ordine publică. (Cas. I, 178/Iun. 18/79, B. p. 503).

4. Proba testimonială este admisă de câte ori este vorba de dovedirea unei posesiuni care atrage după sine prescripțiunea ce constituie pentru parte un titlu de proprietate, de și partea care invoacă prescripțiunea nu se găsește în acel moment posedând. (Cas. I, 302/Nov. 7/79, B. p. 778).

5. Erededele donatorului poate ataca donațiunea pentru lipsă de formă sau ori care alte vicii (precum simulațiunea), căci e fals și se susține că în acest caz eredele reprezintă pe donator și prin urmare fiind parte în contract nu poate proba simulațiunea prin presumpțiuni de oare ce donațiunea în privința eredezilor fiind anulabilă (art. 1167), iar nu inexistentă, precum este pentru donator (art. 1168), acesta nici n'a putut să îi transmită o acțiune în

nulitate care nu îi era necesară. Eredede lucrând astfel în numele său propriu este un terțiu și prin urmare proba cu martori, după art. 1193, este admisibilă, fiind el în imposibilitate a-și procura o probă scrisă. Afară de de acestea, ar fi straniu ca eredele să fie reprezentat în un act unde frauda se practică tocmai în contra sa, în donațiunea ascunsă ce are de obiect a fraudă rezerva; eredele și din acest punct de vedere este terțiu. Și chiar de ar fi parte, proba cu martori tot e admisibilă, de oarece donațiunea ascunsă are de obiect a acoperi o fraudă contra legii care prescrie solemnități pentru diverse motive și în așa caz moralmente fiind imposibil părților a-și procura o dovadă scrisă, proba cu martori, conform art. 1198, cată să fie admisă. (Apel Iași, II, 67, Aug. 28/80, *Dr.* 4/80).

6. La regula generală emisă de art. 1191, că nu se face dovadă cu martori despre un lucru de o sumă sau de o valoare mai mare de 150 lei, sunt aduse excepțiuni prin art. 1197 și 1198. Prin acest din urmă articol se dispune că creditorul poate proba prin martori ori de câte ori nu i'a fost cu putință a-și procura o dovadă scrisă despre obligațiunea ce pretinde, și ca exemplu se aduce și cazul unei obligațiuni ce se naște din delict sau quasi-delict. Or, dolul și culpa de care, după art. 1540, răspunde un mandatar în esecutarea mandatului său, chiar pe calea civilă, sunt delict și quasi-delict pentru a căror probare mandantele este autorizat de art. 1198 a produce martori. (Cas. I, 13/Januarie 14/81, B. p. 13).

7. În caz de accident neprevăzut, este admisibilă dovada prin presumpțiuni, și când e vorba de un act instrumentar, pentru a cărui validitate, sau forță doveditoare, legea cere îndeplinirea unor formalități speciale, rămânând numai ca în acest caz judecătorii să fie mai severi în examinarea împrejurărilor, de unde urmează că instanța de fond departe de a viola art. 1198, din contră se conformă lui bazându-se pe presumpțiuni pentru a stabili că s'au înnănat părții citațiunea și sentința, dosarul cauzei fiind pierdut. (Cas. I, 111/81, Martie 21/81, B. p. 228).

8. Judecătorul poate să refuze dovada prin martori, dacă și-a format deja într'un chip convingețiunea asupra faptelor în litigiu, precum și dacă faptele articulate sunt verisimili sau că urcându-se la o epocă foarte depărtată, proba prin martori a devenit imposibilă. (Cas. I, 101/Martie 11/81, B. p. 207).

9. Principiul care domină materia probelor în dreptul nostru civil este ne-admiterea martorilor pentru dovedirea unui lucru, unei sume de bani sau unei valori mai mare de 150 lei.

asa că numai prin excepțiune este admisibilă această probă în cazurile a-nume prevăzute de lege, între care intră și pierderea titlului. Pentru a se proba însă pierderea titlului nu e suficient procesul-verbal dresat de primar care constată declarațiunea celui ce a pierdut titlu și Monitorul oficial în care s'a publicat anunțul despre pierderea titlului; aceste acte nu pot autoriza pe tribunal să admită proba cu martori pentru dovedirea sumei ce se reclamă, de oarece ele emană chiar de la reclamant, și admitându-le ar fi să se eludeze principiul sus stabilit și ast-fel a face ca regula ce domină materia probelor să devie excepțiune, căci nimic nu este mai lesne de cât a-și crea fie-care un atare titlu. (Trib. Brăila, Sept. 28/82, *Dreptul* 84/82).

10. Proba cu martori este admisibilă pentru a se stabili existența unui testament posterior și sustrgerea lui de către persoana care invoacă alt testament anterior, căci acea sustragere ar constitui un delict și, după art. 1198 al. I, proba testimonială e admisibilă în toate cazurile în cari obligațiunea unei părți rezultă dintr'un delict sau quasi-delict. (Apel Buc. I, 240, Oct. 19/82, *Dreptul* 35/82).

11. Dacă se cere să se dovedească prin martori că cumpărătorul era de rea credință când a făcut cumpărături, Curtea nu poate să respingă acest mod de dovedire admis de lege, sub cuvânt că faptele alegate nu sunt probabile sau că intenția nu se poate dovedi, fără a prejudeca într-un mod arbitrar validitatea acelor mărturisiri; prin atare refuz se violează dispozițiunile art. 1170. (Cas. I, 450/Dec. 29/83 B. p. 1204).

12. Între părțile contractante simulațiunea se poate dovedi prin martori și presumpțiuni, când s'a întrebuințat dol de una din părți, fiind cealaltă parte în acest caz în imposibilitate de a-și procura o probă scrisă despre simulațiunea vânzării. (Apel, Iași, II-129, Octombrie 9/82, *Dreptul* 72/83).

13. Chiar dacă s'ar admite că pentru crearea afinității naturale, nu este necesară o căsătorie, totuși o simplă coabitațiune ca să poată creea o afinitate între unul din însoțirii de felul acesta și rudele celuilalt trebuie ca această însoțire să se constate prin ceva fapte recunoscute într'un mod autentic și public, precum ar fi recunoașterea unui copil născut din o asemenea însoțire. Pentru acest motiv dar, nu este admisibilă, proba cu martori spre dovedirea unor relațiuni ilicite. (Apel Focșani, I, Apr. 11/83, *Dreptul* 43/85).

14. Admiterea unei proceduri probatorii este lăsată în facultatea instanței de fond. Și chiar atunci când o parte invoacă proba cu martori ca singură

probă ce ar avea, instanța de fond poate a nu admite proba cu martori, însă numai să motiveze ne-admiterea martorilor. (Cas. I, 73/Februarie 26/85, B. p. 115).

15. Instanțele de fond au facultatea a nu admite ascultarea de noi martori, când ele sunt convinse prin probe produse înaintea lor; atunci însă când se face apel, și fără să se fi administrat altă probă sau o probă oarecare. Curtea respinge pe motiv că apreciind depozitiunile martorilor ascultați la tribunal și actele prezentate de părți are elemente suficiente de convingere, singura probă propusă de apelant, ascultarea martorilor ceruți și la tribunal, fără să fi obținut ascultarea lor, printr-acesta se împiedică partea apelantă a-și dovedi temeinicia apelului, se lipsește partea de singurul mijloc ce avea pentru a dovedi faptul ce voia a dovedi și pentru a obține retractarea sentinței tribunalului. În asemenea împrejurări respingându-se admiterea martorilor pe motivul că are Curtea destule elemente spre a-și forma convingerea, elemente cari au tocmai acel cuprins în sentința tribunalului, și refuzând astfel Curtea de la început de a lăsa pe parte a dovedi dacă nu cumva s'ar putea produce o convingere contrarie convingerei tribunalului, însuși dreptul de apel devine iluzoriu. (Cas. II, 97/Octombrie 2/85, B. p. 756).

16. Întru cât debitorul nu invoacă existența unui dol din partea creditorului spre a-l face să subscrie polițele pe o valoare mai mare de cât cea datorită, ei existența propriului său dol de convență cu creditorul, pentru care ar fi putut să-și procure o probă scrisă, se face o bună aplicațiune a legii când se respinge proba cu martori spre probarea dolului dintre părți. (Cas. I, 87/Mart. 2/85, B. p. 165).

17. Pentru a se putea admite proba testimonială, trebuie ca faptele ce partea voeste a dovedi cu martori să fie de natură a aduce un nou element de convingere în debateri; dacă aceste fapte nu sunt concludente întru cât partea nu tinde să dovedească de cât aceea ce e prevăzut prin acte, e inutil a se mai chema martori. (Cas. II, 4/84, Ianuarie 17/84, B. p. 51).

18. În cece privește dispozițiunile testamentare în favoarea unei persoane incerte, care tind a eluda legea, nu numai că testatorul caută a nu lăsa în testament cea mai mică urmă despre scopul lui ascuns, dar, încă cei interesați de a descoperi frauda se găsesc în imposibilitate de a-și procura o probă scrisă, și în asemenea cazuri este de principiu că legea permite proba actelor simulate și făcute în fraudă ei prin toate mijloacele de drept, precum:

interogatoriu, jurământ, martori și chiar presumpțiuni. (Cas. I, 146/Aprilie 26/89, B. p. 429; Cas. I, 361/85, Noembrie 20/85, B. p. 819).

19. Nu s'ar putea zice că admiterea probei cu martori, ca ori-ce mijloc probatoriu după art. 159 pr. civ., ar fi lăsată la facultatea judecătorilor de fond atunci când partea spre a dovedi ceva, precum simulațiunea sau reaua credință a unei părți, n'are de cât proba cu martori, sau invoacă în deosebi și proba cu martori. În asemenea împrejurări, a se zice că admiterea sau ne-admiterea martorilor s'ar fi lăsat la facultatea judecătorilor de fond, ar fi a lipsi pe parte într'un mod abuziv de singura probă ce o avea. (Cas. I, 268/84, 20/84, B. p. 644).

20. Întru cât partea își sprijină pretențiunea pe probe admise de lege, și cum după art. 159 și 222 pr. civ. incuviințarea unei cereri de anchetă este lăsată la facultatea judecătorilor, ei sunt suverani să refuze cererea de a se numi o anchetă, atunci când și-au făcut convingerea că e inutilă în cauză; soluțiunea dată în această privință nu poate fi supusă controlului Curții de casatie. (Cas. I, 184/Mai 80/86, B. p. 433).

21. Proba testimonială este admisibilă ori de câte ori e vorba de dovedirea unor fapte oare-care alegate de către una din părți, pentru care partea care le invoacă este în imposibilitate a le proba cu acte scrise. Astfel, dacă se alege de reclamant că averea ce o reclama eu drept de moștenire a fost în patrimoniul autorului său, pe care a posedat-o *ab antiquo* până în momentul încetării sale din viață, aci fiind vorba de dovedirea unui fapt pentru care nu era posibilitate a se procura o probă scrisă, proba testimonială e admisibilă. (Cas. I, 155/Mai 6/87, B. p. 406).

22. Voința testatorului nu se poate manifesta de cât în formele cerute de lege, și dacă s'ar admite chemarea la interogatoriu pentru a dovedi această voință, s'ar contraveni art. 858, după care ori ce dispozițiuni testamentare, pentru ori ce valoare, nu se poate face de cât prin act scris, fie sub formă olografă, autentică sau mistică. (Cas. I, 48/Februarie 4/87, B. p. 98).

23. Prin dispozițiunile finale ale art. 6 din legea pentru regularea proprietății imobiliare în Dobrogea, se lasă la facultatea instanțelor de fond admitrea probei testimoniale, pentru dovedirea dreptului de posesiune și numai în lipsă de titluri cari să aibă dată certă. (Cas. I, 77/Februarie 28/87, B. p. 129).

24. Nici chemarea la interogatoriu, nici ascultarea de martori, în scop de a stabili că legatarul a fost numai o persoană interpusă pentru a transmite către o persoană secretă averea lăsată

de testator, nu se poate admite, când din testament rezultă contrariul și fiind-că dispozițiile de ultimă voință nu se pot stabili nici prin martori, nici prin interogatoriul părților, ci numai prin testamente scrise, fie sub formă olografă, autentică sau mistică. (Curtea Iași, I, 88, Mai 20/85, Dreptul 67/85). Proba cu martori ar fi admisibilă numai în cazul când s'ar tinde a se stabili că testatorul a înțeles a însărcina pe legatarul instituit, ca persoană interpusă, de a preda averea la persoane incapabile de a fi putut să fie instituite direct sau expres ca erede sau legatar, căci în asemenea caz ar fi loc de a se proba o fraudă contra legii, și asemenea probă se poate face prin martori chiar contra conținutului testamentelor. (Apel Iași, II, 209, Dec. 21/87, Dreptul 21/88).

25. Faptul invocat de parte că titlul i'ar fi fost furat în timpul războiului constituie un caz de pierdere a titlului provenit din o cauză de forță majoră, și într'un asemenea caz art. 1198, declarând inaplicabile dispozițiile art. 1191 urm., dovada faptului ce constituie forța majoră cât și a conținutului actului pierdut se poate face prin ori-ce mod de dovedire, și dar prin martori și presumpțiuni. (Cas. I, 41/Februarie 17/88, B. p.: Cas. I, 261/Iun. 15/90, B. p. 803).

26. Disparițiunea unui dosar constituie un caz de forță majoră; și după art. 1198 c. civ., ultimul aliniat, proba testimonială și presumpțiunile sunt admisibile ori de câte ori s'a pierdut titlu ce servea de dovadă scrisă din o cauză de forță majoră; deci partea e admisă în atare caz a proba prin martori și prin presumpțiuni plata, unui legat. (Cas. I, 264/Sept. 14/89, B. p. 739).

27. Proba testimonială este admisibilă ori de câte ori partea care o invoacă a fost în imposibilitate de a-și procura o dovadă scrisă. Astfel, este admisibilă o atare probă când partea voeste să dovedească fapte petrecute între adversarul său cu un al treilea. (Cas. I, 307/Oct. 28/89, B. p. 843).

28. Faptul că în timpul războiului a fost jefuit, cu care ocazie i s'a luat un titlu de proprietate, constituie un caz de pierdere a titlului provenit din o cauză de forță majoră, și dar, conform art. 1198 al. 4, dovada faptului ce constituie forța majoră cât și a conținutului actului pierdut se poate face prin orice mod de dovedire și prin urmare prin martori și presumpțiuni. (Apel Buc. III, 21, Ianuarie 31/90, Dr. 17/90).

29. Neexistența titlului original urmează a fi dovedită prin mijloacele probatorii admise de lege. Art. 1198 alin. IV permite proba testimonială pentru dovedirea pierderii unui titlu ce servea drept dovadă, însă pretinde că cel ce

cere aceasta să dovedească cauza de forță majoră ne-prevăzută și că titlul a pierit prin însăși acea forță majoră. Nu este însă destul a se susține că titlul este pierdut, ci trebuie să fie pierdut din o cauză de forță majoră, căci dacă pierderea a avut loc din cauza neglijenței, creditorul nu poate beneficia de dispozițiunile excepționale ale art. 1198, care voeste să protegeă numai pe acei detentori de titluri cărora nu li se poate imputa nici o greșeală a lor proprie. Inserarea unui anunț într'o foaie oficială cu privire la pierderea unui titlu de creanță, chiar dacă prin acea foaie s'ar enunța o cauză de forță majoră nu constituie de cât o alegațiune a creditorului, iar nici de cum o probă de existența forței majore și de pierderea titlului din această cauză. Și de și debitorul nu prezintă titlul ce susține că i s'a remis voluntar de creditor, adăogând că l'a rupt îndată ce i s'a remis, această lipsă de reprezentare a titlului nu poate a'l obliga ca să plătească valoarea lui, de timp ce creditorul nu-și dovedește cu nimic cererea sa. (Apel Craiova, II, 140, Sept. 18/91, Dreptul 73/91).

30. După art. 1198, proba cu martori este admisibilă ori care ar fi valoarea pretențiunei, ori de câte ori n'a fost cu putință reclamantului de a-și fi procurat proba scrisă. În asemenea categorie intră mai cu seamă probarea ori căror fapte frauduloase, prin cari se pretinde că s'a cauzat prejudiciu, precum sunt delictele și quasi-delictele (art. 1198 alin. I). Așa, dacă se invoacă proba cu martori pentru a se dovedi sustragerea obiectelor rămase de la defunct, rău se respinge acest mijloc de probare, sub cuvânt că obiectul acțiunei ar trece peste valoarea de 150 lei, căci nu este aplicabil în specie art. 1198 alin. I. (Cas. I, 144/Mart. 22/91 B. p. 323).

31. Nedefinindu-se de lege în ce constă forța majoră sau cazul fortuit, rămâne la aprecierea instanțelor de fond să determine dacă evenimentul invocat este unul din acelea ce nu se putea prevedea și de care nu se putea apăra cineva chiar în cazul când ar fi fost prevăzător. Astfel, faptul de furt prezintă toate aceste circumstanțe. (Apel Buc. I, 94, Mai 81/91, Dreptul 67/91).

32. Instanțele de fond nu pot respinge cererea de a se dovedi cu martori în cazurile când legea admite o asemenea probă, de cât atunci când ar aprecia că martorii propuși, ori-care ar fi depunerile lor, n'ar putea schimba convicțiunea ce ele și-au format din probele ce i s'au adus; dar din momentul ce cauza se debate de părți încă înaintea sa și prin urmare părțile sunt în drept a invoca ori-ce probă în apărarea lor, tribunalul nu poate,

fără a viola acest drept de apărare, respinge o asemenea cerere pe motivul că ar avea drept rezultat amânarea procesului. (Cas. I. 434/Nov. 18/91, B. p. 1218).

33. Dacă Curtea de apel, pentru a se convinge dacă testatorul se bucura de plenitudinea rațiunii sale în momentul când a cerut autentificarea actului de revocare, a citat și a ascultat ca martori pe președintele și grefierul tribunalului de notariat cari au dat autenticitatea cerută aceluia fact instanța de fond eră în drept de a face aceasta pe cât timp incompatibilitatea și incapacitățile sunt de drept strict și nu există un text de lege prohibitiv în această privință. (Cas. I, 119/Martie, 27/92, B. p. 243. A se vedea și nota 454 de la art. 1173).

34. Chestiunile de fapt, utilitatea și oportunitatea ascultării martorilor, cercetările locale ce se propun de părți fiind lăsată la suverana apreciere a judecătorilor fondului, dânsii sunt în tot dreptul să interpreteze faptele, destul să nu le denatureze, și să refuze ascultarea martorilor și cercetările locale, destul numai ca deciziunea lor să a rate motivele pentru cari resping asemenea cereri. (Cas. I, 217/92 Iunie 8/92 B. p. 561).

35. Utilitatea și oportunitatea ascultării martorilor propuși în materie civilă este lăsată la aprecierea suverană a judecătorului de fond. Astfel el poate respinge cererea de amânarea procesului spre a se chema un martor, pe care partea a neglijat a-l cita, dacă nu mai găsește necesară ascultarea lui. (Cas. I, 372/Nov. 23/92, B. p. 986).

36. Deși proba cu martori e permisă de lege pentru stabilirea unui fapt (art. 1198), totuși judecătorul are dreptul de a aprecia că nu este utilă chemarea și ascultarea martorului invocat, în virtutea art. 159 pr. civ., și tot odată mai are dreptul de a stabili prin presumpțiuni faptul pus în discuțiune, conform art. 1203. (Cas. I, 68/93, Febr. 22/93, B. p. 119).

37. Judecătorul se poate întemeia pe orice fel de fapte spre a declara dolul, și dacă pentru a-și forma convingerea ar înlătura oare-cari acte, fie și autentice, aceasta nu constituie o violare a unui articol, precum e art. 1173, pentru că suveranitatea judecătorului de fond în privința constatărei dolului prin acte de oarecare natură specială nu e mărginită. (Cas. I, 93/Martie 5/93, B. p. 232).

38. Partea care invoacă un act juridic a cărui existență e contestată de adversar, nu poate în principiu să fie admisă să-l dovedească cu martori sau presumpțiuni, sub cuvânt că actul invocat ar fi fost provocat prin dol; cu alte cuvinte, proba cu martori sau pre-

sumțiuni, admisibilă pentru stabilirea dolului invocat ca cauză de nulitate a unui act, nu poate conduce la dovada existenței actului însuși pe care dolul l-a provocat. (Apel Iasi, I, 28, Febr. 8/94, Curier Judic. 21/94).

39. Instanțele de fond fiind suverane să aprecieze utilitatea chemării martorilor, când ele dispun de acte și alte mijloace de convicțiune, omisiunea ce instanța de fond ar face nepronunțându-se asupra cererii de a se chema și martori, nu este o omisiune esențială și prin urmare nu poate atrage nulitatea deciziunii. (Cas. I, 170, Mai 18/94, B. p. 187).

40. Este neadmisibilă proba cu martori spre a se dovedi, față de terțiile persoane, de către una din părți, că niște lucrări au fost date cuiva în antrepriză, existența unor asemenea contracte, față de cel d'al treilea, urmând a se dovedi prin acte scrise, aceasta mai ales, când părțile, între care se pretinde că s'a încheiat un asemenea contract, sunt, de o parte, o persoană juridică, instituită cu o administrare specială, care trebuie să aibă în regulă contabilitatea sa, și de altă parte un antreprenor. (Cas. I, 302/94, B. p. 940).

41. Dispozițiunile art. 1198 din Codul civil sunt generale și aplicabile la toate cazurile în care cineva a fost în neputință nu numai materială, dar și morală, de a-și procura o probă scrisă, așa că diferitele aplicațiuni enumerate într'însul nu sunt limitative, ci numai indicative. (Cas. I, 169/95, B. p. 332).

42. Deși erezii rezervatari reprezintă persoana autorului lor, în acțiunea de raport intentată contra altui erede, însă, cum se privește drepturile succesiunii, cum și aceea a împărțelii între dânsii, neputând fi considerați de cât ea terții persoane față de acel erede, în asemenea condițiuni dânsii pot invoca dispozițiunile art. 1198 din Cod. civ., cum că au fost în imposibilitate de a-și procura o probă scrisă, spre a dovedi actele prin care tatăl lor a avantajat pe celălalt erede, și ca atare să fie admiși a face această probă prin martori. (Cas. I, 169/95, B. p. 332).

43. Creditorul, care atacă un act al debitorului său ca simulat, fiind un terțiu, este în drept a face proba simulațiunii prin ori ce fel de probe, chiar prin aceea cu martori, fie că valoarea lucrului ar trece peste 150 lei. (Cas. I, 262/95, B. p. 722).

44. Instanța de fond face o greșită aplicare a art. 1198 al. IV, când consideră ca stabilit faptul dispariției originalului unui codicil prin arderea efectelor testatorului, decedat în spital, fără ca dovada dispariției să fie făcută și comite o omisiune esențială, când

nu discută actul prezentat de parte, prin care tinde a dovedi că în spitale există regula, ca bolnavii la intrarea lor să depună în păstrare hârtiile și valorile ce au asupra lor și care se trec într'un registru special. (Cas. I, 397/96, B. p. 1523).

45. După art 1597 Cod. civil, depozitul voluntar nu se poate dovedi decât cu înscris; reese însă din spiritul art. 1198 Cod. civil că proba testimonială și prezumțiunile sunt admisibile, ori de câte ori părții nu i-a fost cu putință a-și procura o dovadă scrisă. Imprejurările de fapt, din care a rezultat imposibilitatea, sunt lăsate la aprecierea judecătorului. (Apel Buc. II, *Dr.* 33/901).

46. Părțile contractante sau moștenitorii lor nu pot dovedi simulația unui act decât printr'un contra înscris, sau prin martori și prezumțiuni, sub condițiunea însă de a înfățișa un început de probă scrisă emanată dela partea cu care se judecă (art. 1197); în ce privește creditorii, în contra cărora simulația este îndreptată și pe care actul simulat tinde a-l fraudă, ei fiind terții, și ca atare în imposibilitate de a-și procura o dovadă scrisă despre simulațiune, pot administra proba testimonială și a prezumțiilor, independent de orice început de probă scrisă. (Trib. Tutova C. Jud. 20/902).

47. Este admisibilă proba cu martori spre a dovedi pierderea titlului din o cauză de forță majoră și constatarea conținutului, său. Pentru a fi însă acordată trebuie să fi fost astfel cerută la instanța de fond. (Cas. I, 12/903, B. p. 17).

48. Prezumțiile de fapt sunt permise, numai atunci când este permisă și dovada cu martori, iar dovada cu martori, este admisă ori de câte ori nu i-a fost cu putință părții să-și procure o dovadă scrisă sau să conserve o asemenea dovadă. Astfel, când instanța de fond constată în fapt că o parte a fost în imposibilitate să aibă o probă scrisă cu care să dovedească dreptul de proprietate asupra unui imobil prezumțiile sunt admise. (Cas. I, 41/903, B. p. 134).

49. În materie de succesiune, rudenția și gradul de rudenie se pot stabili nu numai prin acte de stare civilă dar și prin orice fel de probe, nefiind în joc decât interese bănești, iar nu reclamații de stat civil, care interesează ordinea publică. Așa dar, în asemenea caz se va aplica principiul pus în art. 1198 Cod. civil care scutește de probă scrisă pe acel ce a fost în neputință de a-și procura, rămânând ca art. 292, 296 și 297 să se aplice, numai atunci când ar fi vorba de dovedirea filiației legitime ca stare civilă. (Cas. I, 30/903, B. p. 50).

50. Creditorii moștenitorilor pot uză

de proba testimonială, atunci mai cu seamă când simulațiunea s'a practicat de autorul debitorului lor; cu scop de a ascunde o parte din avere, sustrăgând-o dela urmărirea eventuală a creditorilor moștenitorului, pentru că, simulațiunea fiind făcută în cazul acesta în contra creditorilor, dânsii se găsesse în imposibilitate de a avea probă scrisă. Creditorii pot să probeze cu martori faptul material, că a existat în mâna debitorului lor un contra înscris care a fost sustras în adevăr; această sustracțiune constituind un caz de pierdere a titlului, prin o cauză de forță majoră, intră în prevederile art. 1198 Cod. civil, ultimul al., care permite proba cu martori în asemenea împrejurări. (Apel Galați II, C. Jud. 89/905).

51. Unei femei măritate nu i se poate pretinde a înfățișa originalul foaiei sale dotale, care se încredințează bărbatului, așa că existența foaiei dotale se poate dovedi de femeie chiar prin martori și prezumțiuni. (Apel Iași II, *Dr.* 46/1906).

52. Statul, ca terță persoană, poate dovedi fraudă și simulațiunea săvârșită de părțile contractante cu ocaziunea confecționării unui act de vânzare nu numai prin contra-încris, ci și prin martori și prezumțiuni. (Cas. III, 14 Nov. 1906 B. p. 1890).

53. În acțiunea pentru anularea unei cambii pierdute, este admisibilă proba testimonială pentru dovedirea existenței acelei cambii. (Cas. III, 18 Dec. 1906 B. p. 2042).

54. Dacă este adevărat că, în anumite contravențiuni, precum acelea la legea monopolului tutunului și acelea la legea vămilor, procesul-verbal de constatarea contravențiunii este baza necesară a urmăririi, și lipsa sau nulitatea lui face ca acel proces-verbal să nu mai poată servi la dovedirea faptului; nu tot astfel este în materie de contravențiuni la legea timbrului, în care o asemenea dispozițiune nu este prevăzută de legiuitor.

Prin urmare, în asemenea materie, procesul-verbal de contravenție poate fi completat la instanța de fond cu orice dovezi admise de lege cum ar fi: proba cu martori și interogatoriul, întru cât legea timbrului nu consacră nici o excepțiune la dreptul comun. (Cas. Sect. Unite II Dec. 1908, B. p. 2185).

55. Deși art. 1198 din codul civil, permite ca să se dovedească cu martori faptul pentru care partea nu a avut putința să-și procure o dovadă scrisă, însă această prezumție cade atunci când este învederat că partea a avut putința să dovedească faptul ce alegă printr'un act scris.

Astfel un act public, cum este acela al oficiului avocatului, pentru care eră

posibil a prezentat un act scris, nu se poate dovedi cu martori, întru cât asemenea dovadă se poate face fie cu un certificat al grefei, constatator de oficiul prestat, fie cu copia de pe hotărîrea dată în urma pledoariei avocatului (Cas. I, 5 Iunie 1909, B. p. 724).

56. Principiul din art. 1191 cod civil după care proba testimonială nu e primită spre a se dovedi în contra sau peste cea ce cuprinde actul nu e aplicabil de cât între părțile cari au semnat actul iar nu și față cu cei de al treilea cari nu au luat parte la facerea actului.

Cei de al treilea pot să invoace proba cu martori și prezumțiuni spre a stabili existența unui fapt care modifică declarația conținută în act, de oarece părțile contractante nu pot să desființeze prin inexactitățile din actul încheiat între dânsii, dreptul celor de al treilea de a proba aceste inexactități. (Cas. I, 425 din 9 Nov. 1909, Jurisprudența 37/1909).

57. Deși art. 1174 din codul civil, prevede că actul autentic are tot efectul între părți despre drepturile și obligațiunile ce el constată, însă din combinația art. 1173 cu 1198 din codul civ. rezultă că și în contra unor asemenea acte se poate face dovadă, fie prin contra-inscrisuri, fie prin martori și prezumții, când această probă n'are de scop de a contesta faptele atestate de autoritatea publică, ci numai pe acele de părți.

Prin urmare, când instanța de fond constată că adevăratul preț al unei vânzări este altul decât cel arătat în actul de vânzare, și prin aceasta se întemeiază pe acte, prezumții și recunoașterea uneia din părți, nu violează art. 1174 din codul civil și nici art. 124 și 125 dn proc. civilă. (Cas. I, 18 Oct. 1910, B. p. 1354).

58. Dispozițiunea art. 1198 din codul civil fiind o excepțiune la regula generală, este de strictă interpretare și se aplică numai la cazul de pierdere a dovezii scrise prin caz fortuit, iar neglijența unei persoane nu poate constitui un caz fortuit și încă neprevăzut cum cere legea. (Apel Buc. III, Dreptul 34/910, p. 273).

59. Deși prin art. 1191 din codul civil se prevede că dovada despre un lucru oarecare de o sumă de o valoare mai mare de 150 lei nu se poate face decât prin act autentic sau printr'un act sub semnătură privată, însă prin art. 1198 din codul civil, legiuitorul a derogat dela acest principiu, admitând că în cazul când o parte voeste să dovedească existența unei convențiuni de locațiune de serviciu între adversarul său și un al treilea, o asemenea probă este primită, de oarece, în acest caz, partea care invoacă o asemenea do-

vadă, a fost în imposibilitate să-și procure o dovadă scrisă despre existența acelei convențiuni. (Cas. I, 23 Februarie 1911, B. p. 173).

60. După art. 1198 alin. 4 din codul civil, dovada cu martori este admisibilă, când creditorul a pierdut titlul ce-i servea de dovadă scrisă, dintr'o cauză de forță majoră neprevăzută.

Această dispozițiune fiind o excepțiune la regula generală, ea este de strictă interpretare, aplicându-se numai la cazul de pierderea dovezii scrise prin caz fortuit. Astfel, când se constată și recunoaște că scrisoarea ce se pretinde a dovedi existența unei societăți a fost dată în mâna unui arbitru, iar nu că s'a pierdut prin caz fortuit, un asemenea caz nefiind în ipoteza prevăzută de lege, întrucât neglijența unei persoane nu poate constitui un caz fortuit, din acest punct de vedere este neadmisibilă dovada cu martori pentru stabilirea existenței societății. (Cas. III, 67 din 7 Februarie 1912, B. p. 388, Curier Jud. 43/1912).

1. Conform art. 1198 al. 1 cod civil proba cu martori e admisibilă ori de câte ori obligația s'a născut dintr'un delict sau quasi-delict civil cum și în cazul când este vorba de un fapt material.

Prin urmare instanța de fond nu violează acest articol când admite o asemenea probă spre a se stabili că recurenta și-a înstrăinat o parte din averea mișcătoare a fostului său soț, adică un delict civil cum și că a perceput fructele naturale ale pământului adus zestre, în timpul când aceste fructe se cuveneau soțului ca uzufructuar legal. (Cas. I, 802 din 13 Nov. 1912 Jur. Rom. 14/1913).

2. Este adevărat că în caz de pierdere a unor titluri prin forță majoră proba cu martori e admisibilă atât pentru dovedirea pierderii cât și pentru a stabili conținutul titlurilor pierdute însă pentru ca admiterea acestei probe să fie obligatorie pentru instanța de fond, trebuie ca partea să determine evenimentul de forță majoră cu ocazia căruia s'a pierdut titlul pentru a pune pe instanța de fond în măsură să aprecieze dacă este sau nu serioasă proba cu martori.

Prin urmare instanța de fond nu violează art. 1198 cod. civil și nici dreptul de apărare, când respinge proba cu martori, dacă se constată că partea a afirmat pur și simplu că a pierdut actele din forța majoră fără a invoca cazul de incendiu pe care îl invoacă pentru prima oară la Curtea de Casație. (Cas. I, 920 din 13 Dec. 912, Jur. Rom. 8/1913).

63. Pentru stabilirea unor fapte petrecute sub Codul Caragea proba cu martori este admisibilă fără nici o dis-

finție și în orice fel de contestație (Cas. I, 81/912, Curier Jud. 16/912).

64. După art. 1198 codul civil proba cu martori este admisibilă spre a se dovedi de către creditor pierderea titlului ce-i servea ca dovadă scrisă, pierdere ce provenise din forța majoră. Prin urmare cu drept cuvânt instanța de fond se întemeiază pe certificate și depuneri de martori spre a stabili că un act care constată o obligație a fost depus la dosar spre comunicare dar a dispărut împreună cu dosarul. (Cas. I, 42/912, Curier Jud. 25/912).

65. Orice obligațiune care are de scop să ajute pe soți la susținerea sarcinilor căsătoriei, este o donațiune cu titlu de dotă și, prin urmare, nu se poate face decât în formă autentică și în condițiunile de solemnitate cerute de lege.

De aci rezultă că proba unor asemenea obligațiuni nu se poate face decât cu acte autentice. (Cas. I, 19 Iunie 1913, B. p. 1376).

66. Dacă între părțile contractante, convențiile se pot dovedi numai prin acte scrise, această regulă nu-și are aplicația atunci când o parte voeste a dovedi convențiile dintre cealaltă parte și terțile persoane, cazuri în cari partea poate uza de mijloacele de probație cele mai largi și deci și de dovada cu martori. (Cas. I, 415 din 5 Iunie 1913, Curier Jud. 56/1913; Cas. I, 1266 din 12 Dec. 1923, Jur. Rom. 5/1924, Pand. Rom. 1924, III, 53).

67. În cazurile prevăzute de art. 1198 codul civil, — care constituie o excepțiune dela regula generală stabilită prin art. 1191 codul civil în materie de probă, și care cere, ca actele de o valoare mai mare de 150 lei să fie constatate prin înscrisuri, — proba cu martori este admisibilă pentru orice valoare, în scopul de a se veni în ajutorul părților, care, din cauza imposibilității în care s'ar afla fie de a-și fi procurat, fie de a produce actul scris — imposibilitate care poate fi deci sau contimporană sau posterioară actului, și de care n'ar fi vinovate, — n'ar putea în altfel ca să-și stabilească existența drepturilor lor. (Trib. Olt, Mai 1913; Curier Jud. 1914, p. 562).

68. Când este vorba de împărțeala unei averi mai mare de 150 lei, dovada nu se poate face decât prin act scris sau prin martori, dacă există un început de dovadă scrisă sau dacă partea se află în cazurile excepționale prevăzute de art. 1198 c. civ. (Cas. I, No. 343, 1914; Jurisprudența Rom. 1914, p. 472).

69. a.) După dispozițiunile art. 1175 codul civil, dovada simulațiunii unui act între părțile contractante, nu se poate face decât numai prin contra-inscris, și, în lipsa unui asemenea act

secret, prin martori și prezumțiuni, numai în cazul când contractanții posedă un început de dovadă scrisă; din potrivă, cei de al treilea interesați, sunt admiși a probă simulațiunea prin orice mijloc de dovadă, căci ei neparticipând la alcătuirea actului simulat, nu li se poate imputa neglijența că nu s'au armat cu un contra-inscris. Terții găsindu-se deci în imposibilitate să-și procure un contra-inscris, după prevederile art. 1198 codul civil, pot probă simulațiunea, prin orice mijloc de dovadă legală, martori sau prezumțiuni.

b) Moștenitorul rezervatar, care invoacă simulațiunea unui act, care i-ar tinge rezerva sa, poate face dovada simulațiunii actului cu martori sau prezumțiuni, deoarece dânsul, în această calitate, nu se înfățișează ca reprezentant al lui de cujus, ci ca terțiu, ale cărui drepturi personale — pe care le are dela lege — au fost lezate prin actul simulat. Așa dar, în asemenea împrejurări, proba simulațiunii actului, prin orice mijloc de dovadă, este admisibilă, atât pentru motivul că actul simulat constiuie o fraudă la lege, cât și pentru motivul că eredeled nefiind parte contractantă, s'a găsit în imposibilitate ca să-și procure un contra-inscris. (Trib. Tecuci, 1914; Dreptul 915, p. 606).

70. Deși potrivit art. 1191 din codul civil proba cu martori nu se primește decât până la suma sau valoarea de 150 lei vechi, acest principiu nu se aplică decât când e vorba de acte sau fapte juridice, nu însă și atunci când e vorba de dovedirea faptelor materiale. (J. Scărișoara, 17 Aprilile 1914, Curier Jud. 26/1915).

71. Proba testimonială este admisibilă spre a dovedi faptul că cineva a încetat a fi arendașul unei moșii, în urma rezilierii contractului de arendă de acord cu proprietarul. (C. Apel Galați I, 648/915, Curier Jud. 67/1915).

72. a.) Frauda la lege constă în eludarea dispozițiunilor ei prin acte simulate, independente de manoperile frauduloase ce au putut fi întrebuintate, astfel că urmează a se considera ca fraudă la lege și a se admite proba cu martori pentru dovedirea ei, ori de câte ori un act simulat are de efect a atinge principiul de egalitate care trebuie să domnească între moștenitori, sau de a-i lipsi de rezerva lor.

b) Proba cu martori trebuie încuviințată moștenitorului prejudiciat, abstracție făcând chiar de orice idee de fraudă, când acesta, ca terțiu, se găsește în imposibilitate în fata unui act simulat, de a-și procura o dovadă scrisă. (Apel Galați I, 1915, Dreptul 1915, p. 454).

73. Societatea de asigurare, fiind o terță persoană în privința contractelor

încheiate de asigurații săi cu altă societate, poate dovedi asigurarea a doua făcută de asigurați, prin martori și prezumțiuni conform art. 1198 codul civil. (Apel Craiova II, 1915; Dreptul 1915, p. 574).

74. Proba cu martori este admisibilă pentru dovedirea unui contract de locațiune petrecut între terțiile persoane. (Apel Constanța 1915; Dreptul 1915 p. 364).

75. Când este vorba de nulitatea unui act pentru fraudă la lege, dovada că actul atacat cuprinde o donațiune deghizată, făcută prin persoane inter-puse, poate fi administrată prin toate mijloacele de probațiune, prevăzute de lege, deci, prin simple prezumțiuni sau martori, aceasta chiar când acțiunea în nulitate se exercită de una din părțile contractante. (Cas. I, No. 192, 1919; Jurisprudența Rom. 31—32/919, p. 815. În același sens: C. Apel Buc. s. I, 1894 din 3 Iulie 1920, Pand. Rom. 1922, III, 262).

76. Cu toate că potrivit dispozițiilor art. 1198 c. civ. dovada cu martori e admisibilă atunci când pierderea titlului creditorului este rezultată din o cauză de forță majoră, furt sau luare prin violență, totuși oportunitatea și utilitatea ei este lăsată la suverana apreciere a instanțelor judecătorești cari pot să o încuviințeze sau s'o respingă după împrejurări. (C. Apel Buc. s. IV 109 din 28 Ianuarie 1920, Dreptul 29/920; Pand. Rom. 1922, III, 17).

77. a) Proba cu martori cerută de tertul, care se pretinde victima unei fraude săvârșită în contra și fără participarea sa este întotdeauna admisibilă, în temeiul imposibilității în care se găsea de a-și procura o dovadă scrisă conform art. 1198 codul civil.

b) Spre deosebire de dol car nu poate să existe fără întrebuințare de manopere frauduloase, imputabile uneia din părți sau executate în interesul său de o terță persoană, fraudă rezidă cele terță persoană, fraudă rezidă cele mai adese ori în executarea unei convențiuni licite și juste și nu reclamă nici o manoperă.

c) Caracterul esențial al fraudei este prejudiciul; ea poate să existe fără să fi fost premeditată. „Fraus non in consilio sed in eventu”.

d) Pentru ca proba fraudei să fie utilă și concludentă trebuie să tindă a stabili: 1) un prejudiciu sigur și incontestabil; 2) ca faptul din care rezultă este ilegal sau ilegitim și în fine 3) că faptul emană de la acela căruia i se impută. (Trib. Prahova s. I, 317 din 8 Iunie 1920, (opinie). Al. Găntoiu. Lucrări judecătorești. 1921, pg. 11).

78. Dispozițiile art. 1198 codul civil prin care se permite dovada unei convenții cu martori și prezumții când titlul s'a pierdut printr'un caz de forță

majoră neprevăzută se aplică și când e vorba de pierderea unui testament fără ca prin aceasta să se aducă vre-o atingere principiului înscris în art. 800 codul civil potrivit căruia testamentul este un act solemn scris, de oarece prin proba cu martori sau prezumțiuni nu se stabilește că legatul sau dispoziția testamentară a fost făcută verbal și tot scrisă și numai confirmarea acestui fapt se face verbal. (Trib. Ilfov, s. II, 299 din 11 Aprilie 1921, Dr. 24/1921).

79. Potrivit art. 1198 codul civil prohibițiunea probei testimoniale pentru dovada actelor juridice în valoare mai mare de 150 lei, încetează atunci când creditorului nu i-a fost cu puțință de a-și procura o probă scrisă a actului.

Constatarea acestei imposibilități este o chestiune de fapt și ca atare de atributul suveran al instanțelor de fond de a o determina. (Cas. I. 148 din 28 Febr. 1921, Curier Jud. 41/922; Pand. Rom. 1924, III, 49; Trib. Tecuci 25 din 31 Ian. 1924, Dreptul 12/1924).

80. Înzăpezirea trenurilor poate fi dovedită atât prin martori cât și printr'un certificat de la Direcția Generală a C. F. R. șideci instanța de fond comite exces de putere, respingând ca inadmisibilă cererea de a se admite martori pentru a dovedi acest caz de forță majoră. (Cas. II, 1190 din 15 Mai 1922, Curier Jud. 21/924).

81. Denunțarea de „titul pierdut” din art. 1198 al. 4 c. c., fiind generică înca drează și testamentele.

Prin urmare, dacă dispozițiunile art. 1198 al. 4 se aplică și la testamentele, creditorii adică legatarii, sunt dispensați a produce testamentul din care le derivă legatele, în cazul în care testamentul, care servea de probă literală, s'a pierdut în urma unei întâmplări fortuite, neprevăzute, străină de voința testatorului și rezultată dintr'o forță majoră, în speță deținerea lui la Moscova, unde a fost evacuat odată cu tezaurul țării și depozitele instituțiilor publice și care cu drept cuvânt constituie o imposibilitate actuală de a'l produce, de neînlăturat.

Testamentul neputând fi prezentat din cauza reținerii lui la Moscova, caz de forță majoră, în principiu proba existenței și conținutului lui se poate face prin martori.

Dar, în speță, cum testamentul a fost investit cu forma mistică și testatorul Amira era o fire cu totul precaută și ascunsă, legatarii neavând puțință de a uza de proba cu martori pentru a dovedi existența și conținutul testamentului, proba testimonială poate fi suplinită prin prezumții grave, precise și concordante, ceace rezultă din apropierea art. 1198 al. 4 c. civ. de art. 1203 c. civil care prevede că presum-

țiunile nu sunt admise de cât în cazurile când este permisă și dovada prin martori. Deci în ipoteza în care un creditor neavând posibilitatea de a prezenta un titlu scris, poate pe baza art. 1198 al. 4 codul civil, uza de martori, același creditor are tot astfel dreptul, pe baza art. 1203 codul civil de a se servi de presumpții legale, adică grave, precise și concordante, rămânând numai judecătorului să determine dacă presumpțiile înfățișate sunt serioase și au destulă putere probatorie.

Proba testimonială și deci proba prin presumpții, fiind principial admisă ori de câte ori n'a fost posibil a se procura o probă literală despre actul juridic, imposibilitatea devine aceeași, fie că titlul este distrus sau pierdut definitiv, fie că se află reținut în astfel de condițiuni, că nu se poate obține prin nici un mijloc, cum este în speță, opunerea guvernului bolșevic din Rusia, care refuză fără motivare restituirea depozitului românesc.

În doctrină și jurisprudență este stabilit că dacă testamentul a fost distrus de testator însuși, sau cu voia lui, sau numai cu știrea lui, sau chiar prin forță majoră, ori prin fapta unui al treilea, dar în timpul când testatorul trăia și a putut lua cunoștință de această distrugere și n'a refăcut testamentul, aceasta echivalează cu însăși revocarea legatelor prevăzute în acel testament.

În speță însă, testatorul n'a putut să își formeze convingerea că actele depozitate de Casa de depuneri la Moscova sunt definitiv pierdute și deci nu se poate admite că, în drept, legatele au fost revocate. Din termenii generici ai art. 1198 al. 4 și 1203 cod civ., rezultă că prin martori și prezumpțiuni este îngăduit nu numai a se înlocui titlul scris pierdut, ci că se poate face dovada conținutului unui astfel de titlu. Că a se face vre-o distincțiune între mijloacele de a proba existența testamentului și cele pentru a se proba conținutul lui ar, fi cu totul nelogic, de oarece legatarul se găsește în fața aceluiași imposibilități de a procura probe scrise pentru ambele cazuri. (C. A. IV București, 21 din 31 Inuarie 1923, Pand. Rom. 1923, II, 198, Dreptul 18/1923).

82. Art. 1198 codul civil prevede că regulile restrictive, relative la admisibilitatea probei cu martori, nu își au aplicațiunea, atunci când titularul dreptului nu a avut posibilitatea de a-și procura, sau de a conserva dovada scrisă, luată pentru stabilirea dreptului ce pretinde; acest text de lege enumerând apoi în aliniatele următoare, cu titlu de exemplu numai, diversele cazuri de aplicațiune ale principiului

din primul aliniat, prevede și ipoteza titlului pierdut ce servia de dovadă scrisă, dintr'o cauză de forță majoră. Termenii „titlu pierdut”, nu trebuiesc însă înțeleși într'un sens restrâns al titlului definitiv pierdut, implicând ideea desființării lui neîndoelnice, căci prin aceasta s'ar reduce, contra spiritului legii, sfera de aplicațiune a principiului enunțat în prima parte a art. 1198 codul civil, unde se vorbește, sub forma cea mai generală și cuprinzătoare, despre imposibilitatea, din orice cauză de forță majoră, de a fi putut conserva proba scrisă și aceasta în scopul echitabil ca să nu se împiedice stabilirea și valorificarea unui drept, în justiție printr'un fapt ce nu este în nimic imputabil titularului care îl pretinde, că cu totul independent și mai presus de voința lui.

De aceea, fie că titlul este pierdut, sustras, ori reținut în mod abuziv, în toate aceste cazuri similare există aceeași imposibilitate a producerii titlului în momentul executării acțiunii în justiție și deci în toate aceste ipoteze, dovada scrisă, neconservată din aceste cazuri de forță majoră, poate fi înlocuită cu proba prin martori și prezumpțiuni. De altfel nici nu este admisibil ca, posibilitatea valorificării unui drept să rămână suspendată la înfinit ani de zile și ca o avere să rămână un timp nelimitat în incertitudine problematică a descoperirii posibile a titlului pierdut sau restituirii lui ulterioare de către deținătorul abuziv, căci prin aceasta s'ar periclită și interesele private pe cari legiuitorul a voit să le proteagă, cum și interesele generale cari reclamă o siguranță a dreptului de proprietate și o înlesnire în circulația bunurilor.

Prin urmare în speță, Curtea de fond a fost în drept pe baza prezumpțiilor precise și concordante deduse din actele găsite cu ocaziunea inventarierii averii def. N. D. Amira, să decidă că nu poate fi îndoială despre existența testamentului acestuia și despre forma mistică în care el a fost păstrat de testator până la depunerea lui la Casa de Depuneri, de unde a fost evacuat la Moscova și pe baza conținutului lui astfel stabilit, să admită cererea legatarilor cu moștenitorii legitimi să le predea legatele testate în favoarea lor. (Cas. I, dec. 1183 din 28 Nov. 1923, Jur. Rom. 5/1924; Pand. Rom. 1924, I, 132, Dreptul 8/1924).

83. În sistemul legiurii noastre civile neexistând nici o dispozițiune referitoare la procedura de urmat în cazul pierderii unor acte originale ce au servit de bază unui proces civil, urmează că în lipsa unei dispozițiuni formale în această privință, partea care alegă că procedura n'a fost îndeplinită

într'un asemenea proces, atunci când dosarul cu acte s'a pierdut, este datoare, conform principiilor generale de drept comun să facă această dovadă.

Din potrivă, în ceceaze privește pe creditorul urmăritor, într'un asemenea caz de pierdere, din forță majoră, a instrumentului de probațiune, existența actului distrus poate fi stabilită conform art. 1198 aliniatul ult. cod. civil prin martori și prezumpțiuni, fiind necesar pentru aceasta numai să se facă în prealabil, prin orice mijloace dovada existenței titlului și a pierderii lui prin caz fortuit sau de forță majoră.

Regula pusă de legiuitor în acest text de lege, are a se aplica și în cazul pierderii sau distrugerii unui act supus la anumite formalități, fie pentru dovedirea a însăși forții sale probante, fie pentru validitatea actului juridică pe care el era menit să-l constate.

Prin urmare, lipsa pieselor originale ce au servit de bază pentru constatarea neîndeplinirii procedurii cu ocaziunea vânzării unei averi imobiliare și cari au fost distruse dintr'o împrejurare de forță majoră, — nu poate duce la anularea vânzării, atunci, când îndeplinirea formalităților de cari contestatorul se plânge, poate fi stabilită din împrejurări ce pot face convingerea instanței de contestațiune că acele formalități au fost îndeplinite, și atunci când cel ce contestă îndeplinirea lor, nu face dovada alegațiilor sale. (Cas. II, 2575 din 14 Dec. 1923 Jur. Gen. 1925, No. 455).

84. Potrivit cu dispozițiunile art. 1191 codul civil nu se poate stabili o convențiune cu martori peste valoarea de 150 lei; astfel fiind reclamantul s'ar vedea expus să i se respingă acțiunea ca nedovedită, în ipoteza de față, când pârâțul neagă complet la interogator serviciile și consultațiile medicale, ce s'au adus bolnavului, deși acestea au avut loc în urma stăruințelor sale și a înțelegerii verbale cu reclamantul.

Ținând seamă însă și de dispozițiunile art. 1198 codul civil se poate vedea că regula aceasta nu se aplică atunci când creditorului nu i-a fost cu putință a-și procura o dovadă scrisă despre obligațiunea ce pretinde.

Ipotezele indicate în acest ultim text sunt în adevăr numai enunciative iar nu limitative, dovadă chiar termenii în care este redactat: „precum”... În sprijinul acestei soluțiuni vine și considerațiunea că ipotezele prevăzute în acest articol sunt cuprinse în noțiunea forței majore materiale sau morale instanțele de fond având libertatea de a constata orice împrejurare nouă, în care s'ar putea aplica ideea forței majore; art. 1198 cod. civil a fost considerat, de altfel, totdeauna ca de o aplicațiune generală, în sensul că se referă

la toate cazurile în cari cineva a fost în neputința nu numai materială dar chiar morală de a-și procura o probă literală, constatarea aceasta fiind lăsată — după cum am spus mai sus — la aprecierea intanțelor de fond.

În speță, reclamantul, căruia i s'a recunoscut numai o parte din consultațiunile date, și pentru care se pretinde de pârât că a fost achitat, fusese chemat telegrafic la Brașov pentru a face niște punctii pleurale bolnavei, cumnată cu pârâțul, și care se afla greu bolnavă în acel oraș; în urmă tratamentul a fost continuat la București.

În asemenea împrejurări nici nu se poate imputa părții lipsa unui angajament scris; din contra este lesne de înțeles că redamntul era în imposibilitate atât materială cât și morală de a-și procura vre-un instrument de dovadă. Imposibilitate materială pentru că după cum se întâmplă deseori, s'a apelat în chip urgent la asistența lui; imposibilitate morală pentru că este în interesul demnității profesionale, care ar fi grav atinsă, dacă medicul și-ar exprima teama că nu va fi plătit, cerând bolnavului act scris. Pentru aceste motive se admite dovada cu martori cerută de reclamant. (Jud. obol I urban București Jur. Gen. 924 No. 716).

85. În principiu părțile contractante nu pot dovedi simulația unui act între ele de cât prin dovada scrisă; însă când consimțământul uneia din părți a fost rezultatul unui concert fraudulos, în scop de a eluda legea, dovada se poate face prin martori și chiar prezumpțiuni. (Trib. Gorj, s. II, Jurnal 8875 din 7 Dec. 1923, Curier Jud. 24/924).

86. Excepțiunile prevăzute prin art. 1198 codul civil, fiind numai enunciative iar nu limitative, poate fi admisă proba testimonială pentru a dovedi imposibilitatea morală, în care se afla o parte contractantă la confecționarea actului său posterior, de a-și procura un contra-înscris, cu condiție însă, ca prin făurirea acestui act, părțile să nu fi avut de scop prin acest mijloc, prin fraudă, să sustragă o parte sau toată averea uneia din ele de la urmărirea creditorilor acesteia. (Trib. Putna s. II, 177 din 16 Iun. 1923, Curier Jud. 13/925).

87. Când instanța de fond constată în fapt că a existat o imposibilitate morală pentru creditor de a-și procura o probă scrisă din partea debitorului, dânsa poate să declare admisibilă proba cu martori, conform art. 1198 codul civil, fără a mai fi ținută să se pronunțe asupra chestiunii relevată de parte, dacă există sau nu și un început de dovadă scrisă, constatarea princiului împrejurări fiind suficientă pentru admisibilitatea probei testimoniale.

(Cas. I, 1791 din 22 Octombrie 1924, Jur. Rom. 5/1925, Pand. Rom. 1925, III, 33).

88. A se vedea: art. 1 Index „Martori” și notele respective; art. 33, Index „Martori” și notele respective; art. 292 Index „Martori” și notele respective; art. 308 Index „Martori” și notele respective; art. 624 nota 2; art. 738, nota 5; art. 751, nota 3; art. 975, Index

„Marturi” și notele respective; art. 1138, Index „Martori” și notele respective; art. 1170, notele 1, 2, 9; art. 1173, Index „Martori” și notele respective; art. 1175, Index „Martori” și notele respective; art. 1191 cu notele respective; art. 1197, Index „Martori” și notele respective; art. 1202 nota 1; art. 1203 cu notele respective; art. 1620 nota 1; art. 1621 nota 1.

Secțiunea III. — Despre presupțiuni.

Art. 1199. — Presupțiunile sunt consecințele, ce legea sau magistratul trage din un fapt cunoscut la un fapt necunoscut. (Civ. 1170, 1200 urm., 1203; C. com. 46, 82; Civ. Fr. 1349).

Text. fr. Art. 1349. — Les présomptions sont des conséquences que la loi ou le magistrat tire d'un fait connu à un fait inconnu.

Doctrină străină.

BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2652;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 229, 403 nota 1;

DALLOZ, *Rép. Obligations*, 4976 urm.; *Suppl. Obligations*, 2040 urm.;

MOURLON, ed. 7-a, II, p. 833, 834;

PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 12, 18.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VII, p. 304 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 417; „Despre presupțiuni în genere și puterea lor probatorie”. *Curier Jud.* 46/1901;

NACU, II, p. 846, 847.

§ 1. Despre presupțiunile stabilite de lege.

Art. 1200. — Sunt presupțiuni legale acelea care sunt determinate special prin lege, precum:

1. Actele ce legea le declară nule pentru că le privește făcute în fraudă dispozițiilor sale;

2. În cazurile când legea declară că dobândirea dreptului de proprietate, sau liberațiunea unui debitor rezultă din oarecari împrejurări determinate;

3. Puterea doveditoare ce legea dă mărturisirei, sau jurământului, ce face o parte;

Puterea ce legea acordă autorității lucrului judecat. (Civ. 590, 591, 595, 812, 845, 941, 1119, 1138, 1201, 1204 urm., 1207, urm., 1590, 1903—1905; C. com. 42, 48, 57, 82, 286, 374, 375, 410, 418, 424, 480, 624, 645, 722, 795, 796, 800; Civ. Fr. 1350).

Text. fr. Art. 1350. — La présomption légale est celle qui est attachée par une loi spéciale à certains actes ou à certains faits: tels sont:

1° Les actes que la loi déclare nuls, comme présumés faits en fraude de ses dispositions, d'après leur seule qualité;

2° Les cas dans lesquels la loi déclare la propriété ou la libération résulter de certaines circonstances déterminées;

3° L'autorité que la loi attribue à la chose jugée;

4° La force que la loi attache à l'aveu de la partie ou à son serment.

Doctrină străină.

BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2653 urm., 2665 urm.;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 96, 641, 885; II, p. 230; ed. 1-a, III, p. 184;

DALLOZ, *Rép. Obligations*, 4980 urm.; *Suppl. Obligations*, 2041 urm.;
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 834, 835;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 15, 53.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VII, p. 306 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 417; „*Despre prezumpțiuni în genere și puterea lor probatorie*”. *Curier Jud.* 46/1901;
 CANTAUCUȘINO MATEI, p. 603, 604, 742;
 GEORGEAN N., *Notă sub. Cas. I*, 148 din 31 Mart. 1920. *Pand. Rom.* 1923-I-233;
 IVĂNCEANU GRIGORE, *Observație sub. Judec. ocol. I Urban Ploești*, 159 din 12 Febr. 909. *Curier Jud.* 29/909;
 NACU, II, p. 847 urm.

Jurisprudență.

1. Presumpția muciană nu are aplicație sub Codul actual, de oarece nu este prevăzută de art. 1200 Cod. civ., care arată prezumpțiile legale. (Apel Galați II, *Dreptul* 38/96. În acelaș sens: Apel Buc. I, *Dreptul* 41/96).

2. Contractul de locație încheiat posterior transcrierii unui comandament, art. 516 Pr. civilă nu-l anulează ca făcut în fraudă legii, ci pentru că-l presupune făcut în fraudă creditorilor, iar nulitatea lui trebuie să fie cerută de aceștia. Prin urmare, prezumpția stabilită de art. 516 Pr. civilă, neintrând în categoria prezumpției excepționale din art. 1200 Cod. civil, contra-proba este admisă, astfel că cererea de anulare a unui asemenea contract de locație poate să fie respinsă, când se dovedește că contractul nu a adus nici un prejudiciu. (Cas. I, 242/902, B. p. 733).

3. Dispoziția art. 1695 din Codul Calimach, privitoare la prezumpția muciană, prezumpție luată de Calimach din Basilicale și Institulele lui Justinian, a fost înlăturată de legiuitorul din 1865, întru cât nu a fost reprodusă în nici una din prescripțiile actualului Cod civil și această prezumpție muciană, fiind o dispoziție de interes general, nu poate fi invocată nici chiar în contra femeelor căsătorite sub imperiul Codului Calimach. (Apel Iași I. C. Jud. 40/903).

4. Presumpțiunea legală de fraudă, stabilită de art. 726 codul comercial în dauna creditorilor pentru actele care și-au luat ființă în urma încetării plă-

tilor, scutește, în baza art. 1200 și 1202 din codul civil, pe cel ce o propune de dovadă fraudei, incumbând celui ce a încheiat actul a dovedi contrariul, adică buna sa credință. (Apel Iași, II *Dreptul* 45/1909, p. 355).

5. Conform art. 810 codul civil, preoții și medicii, chirurgii, etc., care au tratat pe o persoană în boala de care moare, nu pot beneficia de dispozițiunile între vii sau testamentare, ce acea persoană a făcut în favoarea lor, în cursul acestei boale și această prohibițiune constituie o prezumpțiune juris et de jure, contra căreia nici o dovadă contrară nu este primită.

Preotul care n'a făcut decât să împărțasească pe testator, nu intră între acele persoane declarate de lege incapabile, această incapacitate lovind numai pe acei cari, printr'un contact mai des și printr'o asistență repetată au putut influența voința testatorului. (Cas. I, No. 103, 1919; *Jurispr. Rom.* 1919, p. 724).

6. Presumpția stabilită de legea Quintus Mucius (fr. 51 de donationibus inter virum et uxorem, XXIV, 1) după care bunurile dobândite de femeie în timpul căsătoriei sunt considerate ca aparținând soțului, în cazul când femeea nu dovedește că a plătit prețul cu proprii săi bani, nu-și are explicația în dreptul nostru, pentru motivul că prezumpțiile legale sunt de drept strict, ele neputând să rezulte de cât dintr'un text de lege (art. 1200 codul civil). (C. Apel Iași s. I, 14 din 30 Ianuarie 1925. *Jur. Gen.* 1925 No. 1222).

7. A se vedea: art. 1138 nota 14.

Art. 1201. — Este lucru judecat atunci când a doua cerere în judecată are acelaș obiect, este întemeiată pe aceeaș cauză și este între aceleași părți, făcută de ele și în contra lor în aceeaș calitate. (Civ. 703, 711, 749, 751, 780, 953, 973—976, 992, 1034—1036, 1044—1046, 1060, 1062—1064, 1071, 1081 urm., 1092, 1119, 1200, 1215, 1216, 1218, 1365, 1477, 1592, 1864, 1872 urm., 1890; Pr. civ. 110, 119, 329, 375, 376 urm., 404;

Pr. pen., 10, 11; Lege p. regularea și consolidarea dreptului de a exploata petrolul și ozocherita, Art. 47, 49, 53, 54; Civ. Fr. 1351).

Text. fr. Art. 1351. — L'autorité de la chose jugée n'a lieu qu'à l'égard de ce qui fait l'objet du jugement. Il faut que la chose demandée soit la même; que la demande soit fondée sur la même cause; que la demande soit entre les mêmes parties et formée par elles et contre elles en la même qualité.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, I, p. 469, 470, 608, 609; I, ed. 5-a, p. 926; IV, p. 31; V, p. 334, 335, 344, 514, 547, 548; VI, p. 403, 421, 584, 733, 737; VII, p. 349; VIII, p. 367-405;
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, II, 3271;
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2674 urm.;
 BONNIER, *Traité des preuves*, II, 860-863, 868, 872, 874-876, 879-881, 884, 886-888;
 BUENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 748;
 CARRÉ ET CHAUVEAU, *quest.*, 523, 645;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 96, 341 urm., 416, 1011; II, p. 51, 232, 234 urm.; ed. 1-a, III, p. 463;
 DALLOZ, *Rép. Chose jugée*, 1 urm., 15, 17, 19, 53, 64 urm., 245; *Suppl. Chose jugée* 1 urm., 6, 20, 47 urm., 147.
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE V, 321 bis, XXIX, XXX; 328 bis, X, XIX, XXIV, XXVI urm., XXIX, XXX;
 DEMOLOMBE XV, 148 urm., XXII, 425; XXVI, 374, 631 urm.; XXX, 286, 288, 289 urm., 350 urm., 357, 363, 389;
 DURANTON, XIII, 502;
 GARSONNET, III, § 1126, 1128, 1134; IV, § 1600;
 GRIOLET, *De l'autorité de la chose jugée*;
 GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, IV, 2015; *Du cautionnement*, 223;
 HUC, VII, 328; VIII, 304, 306, 309, 310; XII, 247, 248;
 LACOSTE, *De la chose jugée*;
 LAROMBIÈRE, II, art. 1181, n^o 6; 1183, n^o 10; 1198, n^o 15; IV, art. 1208, n^o 12-14, 16-18 urm.; 1225 n^o 12, 13, 17; V, art. 1351, n^o 3-5, 11, 12, 14-18, 24-27, 29-31, 41, 45, 56, 66-70, 72, 73, 75, 79 urm., 82, 83, 85, 88, 94, 97-100, 102, 103, 105-109, 112, 113, 115-117, 119, 141, 148, 149, 151-153, 156, 161, 162;
 LAURENT, XX, 5, 8, 9, 15, 29 urm., 102-104, 110;
 MARCADÉ, art. 1351;
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 836 urm.;
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 361, 417, 440-450, 534, 544, 1428; II, ed. 3-a, No. 54 bis; III, ed. 2-a, No. 422-429;
 PONT, *Priv. et hyp.*, 647, 1094;
 TROPLONG, *De la vente*, II, 581.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VII, p. 311, 456 urm., 604 urm., (I, ed. 2-a, p. 453, 685; II, ed. 2-a, p. 139, 208, 273, 288, 289, 328, 436, 599 nota; III, part. I, ed. 2-a, p. 271, 417 n. 1, 542, 676, nota, 848 nota; III, part. II, ed. 2-a, p. 100, 365, 366, 428, 519, 537, 840, n. 1; IV, part. II, ed. 2-a, p. 373; V, p. 262; X, p. 217, 652); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 259, 306, 417, 418; *Observațiune*, sub. C. Apel Iași s. I, 21 Sept. 1902. Dreptul 66/1902; „O chestiune asupra art. 711 c. civ.“. Dreptul 76/1902; *Observație* sub. Trib. Bacău, s. I, 1499 din 20 Febr. 1915. Dreptul 39/1915; „Câteva cuvinte asupra autorității lucrului judecat“. Curier Jud. 76/1901; *Observație* sub. C. Apel Iași, s. I, 125 din 22 Oct. 901. Curier Jud. 49/1902; „Teoria mandatului restrâns sau a reprezentăției imperfecte în materie de lucru judecat“. Curier Jud. 73/902; „Teoria contradictoriului legitim în materie de chestii de stat“. Curier Jud. 74/902; „Despre autoritatea sau influența în materie penală a lucrului judecat în civil și vice-versa“. Curier Jud. 77/902, 78/902, 79/902, 82/902, 84/902, 85/902; *Observație* sub. Judec. ocol Moinești (Bacău), 9 Sept. 908. Curier Jud. 24/1909; *Notă* sub. Cas. II, 302 din 15 Iunie 923. Curier Jud. 1/1924; *Notă* sub. Cas. II, 31 din 2 Mart. 1921. Pand. Rom. 1922-I-155; *Observație* sub. Cas. Fr. civ., 18 Mai 1920. Pand. Rom. 1922-III-114; *Observație* sub. Cas. I, 443 din 4 Mai 1923. Pand. Rom. 1923-III-83; *Observație* sub. Cas. I, 127 din 14 Febr. 1922. Pand. Rom. 1923-I-300; *Notă* sub. C. Apel Constanța, 21 Iunie 1923. Jurispr. Gen. 9/1924 No. 504; *Observație* sub. Trib. civil Nantua (Ain) 9 Ian. 1923. Pand. Rom. 1924-III-123; *Notă* sub. Cas. Fr., 22 Oct. 1922. Jurispr. Gen.

- 1924 No. 2218; *Notă* sub. Decizia Fr., Jurispr. Gen. 1924 No. 2252; *Notă* sub. Trib. Clermont, 9 Mai 1921. Jurispr. Gen. 1924 No. 2285; *Notă* sub. Judec. ocol. Calafat, 25 Sept. 1924. Jurispr. Gen. 1925 No. 121;
- ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub. Cas. Fr., 13 Iulie 1921. Jurispr. Gen. 6/1923 No. 457; *Notă* sub. Cas. I, 985 din 15 Oct. 1923. Pand. Rom. 1925-I-16;
- BĂDESCU GH., *Notă* sub. Cas. I, 1330 din 11 Dec. 1922. Pand. Rom. 1923-I-279;
- CANTACUZINO MATEI, p. 243, 603, 604 urm.;
- CERBAN ALEX., *Notă* sub. Cas. II, 996 din 4 Iunie 1919. Curier Jud. 75-76/1920; *Notă* sub. Cas. II, 586 din 5 Mai 1920. Curier Jud. 77-78/1920;
- DAN M. EM., „*Autoritatea lucrului judecat*“. Curier Jud. 69/1900;
- DEGREA ALEXANDRU (ALEXANDER), *Adnotațiune*, sub. Cas. I, 142 din 29 Mart. 1900. Dreptul 44/1900; *Scieri juridice* vol. I, p. 346 urm., „*Soluțiunea dată unei chestiuni incidentale*“; vol. IV, „*Diversae, causarum figurae*“, p. 240 urm.;
- DISSESCU G. C., „*Unde stă autoritatea lucrului judecat*“. Dreptul 72/901;
- GĂLĂȘESCU-PYK D., „*Sentința pronunțată față de creditorul principal constituie lucru judecat față de cauțiunea nesolidară*“. Curier Jud. 16-17/1920;
- GÂNTOIU ALEXANDRU, *Lucrări judecătorești* 1921; *Notă* sub. Trib. Prahova, s. I, 317 din 8 Iunie 1920;
- GEORGEAN N., *Notă* sub. Trib. Dorohoi 506 din 4 Dec. 1923. Jurispr. Gen. 19/1924 No. 1404; *Notă* sub. Trib. Dorohoi, 197 din 16 Iunie 1922. Jurispr. Gen. 1294 No. 2074;
- GRIGORIAN CORNELIU, *Notă* sub. Trib. Ilfov s. IV, 309 din 25 Aprilie 1922. Curier Jud. 22/1922;
- HOZOC D., *Notă* sub. Trib. Teleorman 518/915. Curier Jud. 9/916; *Notă* sub. Trib. Dorohoi 332 din 9 Dec. 1920. Pand. Rom. 1922-II-284; *Notă* sub. Cas. I, 58 din 21 Febr. 1883 și Cas. I, 63 din 18 Febr. 1911. Pand. Rom. 1923-I-203; *Nota*, sub. Cas. I, 709 din 11 Dec. 1915. Pand. Rom. 1925-I-50;
- IONESCU-DOLJ I., *Notă* sub. Cas. I, 485 din 27 Oct. 1920. Pand. Rom. 1922-I-41;
- IULIU GEORGE, *Observație* sub. Trib. Dorohoi, 3725 din 12 Mai 1922. Pand. Rom. 1923-III-150;
- MARINESCU GEORGE CONST., *Notă* sub. Cas. II, 72 din 21 Mart. 1922. Pand. Rom. 1923-I-39;
- MAXIM G. D., „*Comisiile de disciplină după statutul funcționarilor publici*“. Curier Jud. 13/925;
- MIRONESCU GEORGE, *Analiza noului cod de procedură civilă*, ed. 2-a, p. 52;
- NACU, II, p. 854 urm.;
- NEGULESCU DEMETRU, *Execuțiunea silită*, vol. II, *Teoria popririi*, ed. IV, p. 123 urm.;
- OTETELISANU ALEX., *Notă* sub. Cas. I, 528 din 22 Mai 1923. Pand. Rom. 1923-I-226;
- PETIT EUGEN, „*Câte-va cuvinte relative la autoritatea lucrului judecat*“. Curier Jud. 41/911; *Notă* sub. C. Apel Iași s. II, 5 Mai 1921. Pand. Rom. 1922-II-104; *Notă* sub. Cas. civ. Fr., 14 Ian. 1925, Jur. Gen. 1925 No. 976;
- PILAT V., *Notă* sub. Trib. Botoșani, 18 Sept. 1924, Revista Juridică 1/925;
- POLICHRON DEM., *Notă* sub. C. Apel Craiova s. II, 1486 din 16 Iunie 1920. Pand. Rom. 1922-II-70;
- POPESCU F. IOAN, *Observație* sub. Trib. Dolj s. II, 82 din 1 Febr. 1910. Pagini Juridice 72/911;
- PROFIRIU GH. IOAN, „*Câte-va cuvinte asupra articolelor 123 c. com. și 1201 c. civ.*“. Tribuna Juridică 21-22/1919;
- RACOVICIANU GR., *Notă* sub. Trib. Ilfov s. I, 736 din 6 Octombrie 1922. Pand. Rom. 1923-II-286;
- RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. Trib. Ilfov s. I, 18 Sept. 1909. Dreptul 23/1910; *Observație* sub. Cas. Fr., 22 Ian. 910, Dreptul 58/910; *Observație* sub. Cas. Fr., 4 Aug. 1914. Dreptul 68/1915;
- ROSENTAL S., *Notă* sub. C. Apel București s. I, 137 din 8 Iunie 1915. Pand. Rom. 1923-II-146;
- ROȘTI-BĂLĂNESCU I., *Notă* sub. Trib. Ilfov s. III, 433 din 22 Mai 1923. Pand. Rom. 1923-II-283;
- SCRIBAN ȘT., „*Deosebirea între autoritatea și forța lucrului judecat*“. Curier Jud. 53/903;
- SCRIBAN R. TRAIAN, *Notă* sub. Judec. ocol. Herța Dorohoi, Jurnal 27 din 19 Ian. 1925. Jur. Gen. 1925 No. 261;
- ȘERBESCU SEBASTIAN, „*Acțiunea în nulitate și autoritatea lucrului judecat*“. Dreptul 34/913;
- SESCIOREANU M. G., „*Proba Judiciară și proba istorică*“. Pand. Rom. 1925-IV-1;
- SOLOMONESCU GEORGE, *Notă* sub. Trib. Dâmbovița s. I, 5 Oct. 1923. Jurispr. Gen. 23/1923 No. 1612;
- STOENESCU D. DEM., *Notă* sub. Cas. I, 1026 din 2 Dec. 1921. Pand. Rom. 1924-I-257.
- TEODORESCU SEBASTIAN, *Notă* sub. Trib. Chișinău s. II, 741 din 6 Nov. 1923, Pand. Rom. 1925-II-60;
- VASILESCU P., *Notă* sub. Trib. Ilfov s. III, 1255 din 4 Noiembrie 1924, Curier Jud. 21/925;

INDEX ALFABETIC

Absolvire 21.
 Achitare 15, 35, 95, 123, 129, 131, 183, 187, 226, 255, 354, 356.
 Acte noi 388.
 Acțiune cambială, a se vedea „Cambie”.
 Acțiune în repetițiune, a se vedea „Repetițiune”.
 Acțiune neregulată 53, 178, 198, 373.
 Acțiune pauliană 50.
 Acțiune petitorie, a se vedea „Petitoriu”.
 Acțiune posesorie, a se vedea „Posesorie acțiune”.
 Acțiune reconvențională 53, 149.
 Adjudecare 19, 61, 87, 115, 141, 171, 191, 228, 233, 254, 282, 295, 336, 341, 387, 409.
 Administrație de averi 55.
 Admitere în principiu, a se vedea „Partaj”.
 Adopțiune 136.
 Adulter 269.
 Avocat 327.
 Alimentară pensiune, a se vedea „Pensiune alimentară”.
 Alimente 247.
 Amendă 58.
 Antrepriză 215.
 Anulare, a se vedea „Nulitate”.
 Apel 2, 3, 13, 19, 74, 77, 79, 83, 88, 93, 96, 118, 120, 130, 145, 156, 171, 176, 189, 225, 229, 245, 246, 264, 276, 278, 279, 304, 306, 308, 317, 324, 326, 332, 334, 336, 350, 355, 356, 378, 379, 381 bis, 396, 404.
 Apreciere suverană 177, 297, 393.
 Arbitri 83.
 Arendare, a se vedea „Locație”.
 Asigurătoare măsură 294.
 Autentificare 181, 370.
 Autoritate de lucru judecat 1-409.
 Autoritate de lucru judecat din civil asupra penalului 38, 58, 353.
 Autoritate de lucru judecat din penal asupra civilului 4, 9, 15, 21, 62, 73, 90, 94, 95, 131, 183, 187, 188, 226, 331, 354.
 Autorizarea vânzării imobilului dotal 386.
 Autorizație maritală 42.
 Berlin-Tratat 132.
 Buna credință 75, 100, 271.
 Căile ferate Române 331.
 Cambie 183, 251, 256, 318.
 Camera de punere sub acuzare 34.
 Capacitate 316.
 Capitulațiuni 132.
 Casare, a se vedea „Recurs”.
 Căsătorie 184.
 Cauțiune, a se vedea „Garanție”.
 Cauză, a se vedea „Identitate de cauză”.
 Cens, a se vedea „Electorale contestații”.
 Cercetare locală 91, 92.
 Cesiune 103, 135, 146, 168, 208.
 Cheltuiel de judecată 36.
 Chestiune de drept, a se vedea „Apreciere suverană” și 7, 259, 281, 288, 376.
 Chestiune de fapt 7, 177, 297, 329, 376.

Chestiune prejudicială 38.
 Chitanță liberatoare 78.
 Citație, a se vedea „Procedură”.
 Civilă materie 4.
 Clauză penală 88.
 Cominatorii daune, a se vedea „Daune cominatorii”.
 Comisiune de încetățenire 369.
 Comisiune Dunăreană 206.
 Comisiuni pentru pagube de război 364.
 Compoștenitor 242, 248, 366.
 Competență 86, 118, 285, 365, 372 bis, 392, 397.
 Competența regulare 31.
 Comptabilitatea generală a Statului (Lege) 129.
 Compturi 208.
 Comunicare, a se vedea „Notificare”.
 Concesiuni petrolifere, a se vedea „Consolidări petrolifere”.
 Concordat 318, 333.
 Confiscare 58.
 Consiliu de familie 220, 348.
 Consolidări petrolifere 303.
 Consulară hotărâre 16, 26, 132, 184, 190.
 Consuli 16, 26, 132, 184, 190.
 Contencioasă procedură, a se vedea „Procedură contencioasă”.
 Contestații electorale, a se vedea „Electorale contestații”.
 Contestații la executare 23, 28, 37, 39, 43, 78, 84, 97, 107, 120, 121, 124, 126, 130, 137, 141, 145, 156, 167, 213, 222, 233, 237, 238, 257 bis, 282, 293, 299, 305, 306, 314, 325, 333, 334, 342, 343, 362, 368, 369, 372, 384, 400, 403.
 Contract 372 bis.
 Contraven. fiscală 382 bis.
 Contraven. vamală 58, 255.
 Contribuții lege 93, 236.
 Copii, încredințarea lor după divorț 207.
 Coproprietate 22, 81, 144.
 Creanță 78, 104, 139, 162, 209, 247, 251, 282, 298, 318, 336, 372 bis.
 Creditor 17, 49, 50, 52, 60, 65, 68, 69, 71, 81, 82, 87, 104, 115, 139, 141, 166, 173, 183, 189, 199, 209, 238, 272, 287, 318, 333, 341, 372 bis.
 Culpă 382.
 Cumpărător, a se vedea „Vânzare”.
 Curte cu jurați, a se vedea „Jurați”.
 Curte de Cas. (lege) 1, 11.
 Curte de Compturi 129, 204.
 Datorie, a se vedea „Creanță”, „Creditor”, „Debitor”, „Garanție”.
 Daune, a se vedea „Despăgubiri”.
 Daune cominatorii 37.
 Debitor 43, 44, 49, 52, 69, 81, 104, 139, 166, 173, 180, 189, 199, 203, 272, 287, 318, 333, 333, 342, 359, 372, 372 bis.
 Declarativ efect, a se vedea „Retroactivitate”.
 Declinare de competență, a se vedea „Competență”.
 Definitivă hotărâre 292, 326, 336.
 Degrădările imobilului închiriat 367.
 Delapidare 113.
 Delict civil 4, 35, 88.

Delicte succesive 179.
 Despăgubiri 4, 88, 95, 123, 174, 206, 214, 219, 283, 330, 331, 367, 382, 390, 405.
 Despăgubiri de război 364.
 Destinația imobilului închiriat 367.
 Dispozitivul hotărârii 10, 23, 29, 46, 155, 239, 250, 296, 307, 313, 315, 323, 332, 381, 383, 384, 391, 393, 395, 407.
 Divizibilitate 22.
 Divorț 6, 195, 207, 229.
 Dobrogea 291, 399.
 Dol 57, 223, 370.
 Donație dechizată 149, 170.
 Dotă 42, 143, 298, 336, 387.
 Drept de trecere, a se vedea „Servitute de trecere”.
 Drept electoral, a se vedea „Electorale contestații”.
 Drept maritim 206.
 Drept public și administrativ 26, 249, 267.
 Dunăreană Comisiune 206.
 Efect declarativ, a se vedea „Retroactivitate”.
 Electorale contestații 5, 48, 249, 252, 267, 275, 280, 291.
 Eroare 57, 140, 208, 297.
 Escrocherie, a se vedea „Înșelăciune”.
 Etate, a se vedea „Vârsta”.
 Evacuare 404, 407.
 Excepționale legi 371.
 Executare, a se vedea „Contestație”, „Urmărire”.
 Execuție provizorie 326, 334.
 Executorie formulă, a se vedea „Formulă executorie”.
 Exequatur 16.
 Expertiză 92, 222.
 Expropriere 249.
 Faliment 13, 107, 189, 209, 318, 333, 341.
 Fals 34, 161, 181, 187, 266.
 Femea-avocat 327.
 Fidei-comis 273.
 Fidejussione, a se vedea „Garanție”.
 Filiațiune 184, 338.
 Fondul dreptului 2, 100, 153, 193.
 Formulă executorie 16, 98, 247, 276, 320, 368.
 Fraudă 50, 71, 107, 115, 223, 266, 337.
 Fructe 75.
 Furt 354.
 Garanție 7, 44, 51, 69, 101, 104, 139, 166, 173, 180, 221.
 Grațioasă procedură a se vedea „Procedură grațioasă”.
 Hotărâre, a se vedea „Apel”, „Autoritate de lucru judecat”, „Definitivă hotărâre”, „Dispozitiv”, „Încheieri pregătitoare”, „Interpretare”, „Retroactivitate”.
 Hotărâre consulară, a se vedea „Consulară hotărâre”.
 Hotărâre de expedient 367.
 Hotărâre incidentă sau implicită 385.
 Hotărâre pregătitoare, a se vedea „Încheieri pregătitoare”.
 Hotărâre străină 16, 185.
 Hotărânicie 121, 253, 289.
 Identitate de cauză 4, 6, 9, 10, 11, 20, 23, 24, 25, 29, 37, 39, 67, 84, 111, 113, 128, 136, 137, 148, 150, 163, 177, 213, 214, 215, 220, 230, 231, 232, 236, 237, 239, 241, 249, 256, 258, 259, 260, 261, 267, 268, 270, 271, 273, 274, 275, 284, 288, 296, 297, 299, 309, 310, 320, 323, 327, 338, 345, 347, 357, 360, 363, 366, 367, 375, 377, 394, 400.

Identitate de obiect 4, 9, 12, 13, 18, 20, 23, 25, 29, 37, 39, 41, 62, 64, 67, 80, 87, 100, 105, 109, 111, 113, 125, 128, 136, 137, 138, 147, 150, 160, 161, 164, 177, 181, 193, 201, 208, 213, 214, 215, 218, 220, 230, 231, 232, 236, 237, 239, 241, 249, 256, 258, 259, 260, 261, 267, 268, 270, 271, 273, 274, 275, 284, 288, 296, 297, 299, 309, 310, 320, 323, 327, 338, 345, 347, 357, 360, 363, 366, 367, 375, 377, 394, 400.
 Identitate de părți în aceiași calitate 4, 9, 20, 23, 25, 29, 33, 37, 38, 39, 62, 67, 69, 105, 111, 113, 128, 137, 144, 147, 148, 150, 163, 177, 213, 214, 215, 220, 230, 231, 237, 239, 241, 242, 249, 256, 258, 263, 267, 268, 270, 271, 273, 275, 284, 290, 295, 297, 299, 309, 320, 323, 327, 328, 338, 339, 345, 346, 349, 358, 360, 366, 367, 375, 377, 380, 394, 400, 409.
 Îmbogățire pe nedrept 298.
 Impozite, a se vedea „Contribuții”.
 Impozit pe lux și pe cifra afacerilor 382 bis.
 Improprinderea, a se vedea „Legea rurală”.
 Incapabili 265.
 Incapacitate 265, 316, 370.
 Încetățenire 369.
 Încheieri pregătitoare 91, 92, 118, 337.
 Încompetență a se vedea „Competență”.
 Indivizibilitate 22.
 Indiviziune, a se vedea „Partaj”.
 Înscripție ipotecară, a se vedea „Ipotecă”.
 Înșelăciune, 73.
 Înstrăinare a se vedea „Vânzare”.
 Instrucție, a se vedea „Judecător de instrucție”.
 Intenție 187.
 Interes 182, 255, 324.
 Interpretarea hotărârilor 112, 257, 293, 384, 393.
 Interzis 8, 348.
 Întreprindere prescripției 44, 166, 180.
 Investire a se vedea „Formulă executorie”.
 Ipotecă 60, 65, 81, 82, 101, 203, 282, 287, 333, 341.
 Islazuri 119.
 Judecător de instrucție 34, 35, 210, 211.
 Judecătorii de ocoale 372 bis, 397.
 Judecător sindic, a se vedea „Faliment”, „Sindic”.
 Judecător supleant 217, 227.
 Jurământ 27, 78, 92, 202, 337.
 Jurați 95, 187, 390, 405.
 Jurisdicție grațioasă și contencioasă, a se vedea „Procedură”.
 Jurisdicție specială 365.
 Legat, a se vedea „Testament” și 218, 235, 298.
 Legatar universal 232.

- Legea comptabilității generale a Statului 129.
 Legea contribuț. 93, 236.
 Legea Curții de Casație 1, 11.
 Legea rurală, a se vedea „Rurală lege”.
 Legea timbrului, a se vedea „Taxe succesoriale” și „Timbrului lege”.
 Legea vâmlor, a se vedea „Vamală lege”.
 Legea vânzării domeniilor Statului, a se vedea „Vânzarea”.
 Legi excepționale 371.
 Legitimare 184.
 Licitatie, a se vedea „Adjudecare”.
 Liste electorale 5, 48, 249.
 Litispendență 394, 401.
 Locație 42, 104, 154, 166, 253 bis, 367, 378, 395, 404, 407.
 Lucru judecat, a se vedea „Autoritate de lucru judecat”.
 Mandat 22, 25, 57, 79, 183, 320.
 Maritim drept 206.
 Marturi 92.
 Măsură de asigurare 294.
 Materie civilă 4, 353.
 Materie penală, a se vedea „Judecător de instrucție” și 4, 9, 15, 21, 34, 35, 62, 73, 90, 94, 95, 123, 129, 131, 161, 179, 183, 187, 188, 226, 255, 269, 331, 353, 354, 356.
 Ministerul de Domenii 399.
 Ministerul de Finanțe 255, 298, 310.
 Ministerul de Justiție 374.
 Ministerul de Răsboi 330.
 Ministerul Public 353, 355, 374.
 Minoritate 23, 148.
 Moșneni 102, 290.
 Moștenitor, a se vedea „Successor”.
 Motivate 11.
 Motivele hotărârii, a se vedea „Dispozitiv”.
 Naționalitate 48, 369, 374.
 Naționalitate română, a se vedea „Română cetățenie”.
 Navigație 206.
 Neregulată acțiune 53, 178, 198, 373.
 Notificare 79, 96, 102, 342, 350.
 Novațiune 84, 318.
 Nudă proprietate 273.
 Nulitate 12, 43, 47, 56, 76, 80, 90, 97, 101, 103, 115, 120, 136, 149, 151, 161, 170, 171, 181, 183, 191, 234, 244, 256, 273, 279, 282, 316, 317, 366, 370, 387, 396, 403, 409.
 Obiect, a se vedea „Identitate de obiect”.
 Obligații 372 bis.
 Ofițer 330.
 Ofițerul stării civile 195.
 Omissioni esențială, a se vedea „Recurs”.
 Opoziție 15, 27, 53, 77, 79, 85, 96, 114, 120, 130, 156, 202, 212, 225, 264, 306, 317, 336, 352, 363.
 Ordine publică 7, 249, 265, 267, 285, 291, 305, 353, 354, 365, 371, 374 bis, 387.
 Ordonanțe, a se vedea „Judecător de instrucție”.
 Ordonanță de adjudecare, a se vedea „Adjudecare”.
 Ordonanțe prezidențiale 351, 361, 374, 396, 402, 404.
 Pagube de război 364.
 Pământuri rurale, a se vedea „Rurale pământuri”.
 Parchet, a se vedea „Ministerul Public”.
 Paris, Tratat 26.
 Partaj 77, 111, 117, 171, 216, 223, 228, 232, 235, 277, 283, 293, 312, 329, 335, 340, 346, 358, 366, 409.
 Passepport 369.
 Pauliană acțiune, a se vedea „Acțiune pauliană”.
 Penală materie, a se vedea „Materie penală”.
 Pensie 246, 330, 375.
 Pensie alimentară 192, 334.
 Penimare 96, 114, 212.
 Persoane, a se vedea „Identitate de părți”.
 Persoane morale 290.
 Petiție de ereditate 151, 186.
 Petitoriu 116, 224, 304, 389.
 Petrolifere consolidări 303.
 Plată 78, 84, 152, 251, 256, 320, 325.
 Poprire 68, 247, 272.
 Portărei 36.
 Posesiune 75, 100, 201, 221, 262, 341, 389, 398.
 Posesiune, trimetere 56, 80, 97.
 Posesor acțiune 116, 154, 224, 304, 309, 311, 389.
 Prejudiciu 182, 204.
 Prejudicială chestiune 38.
 Prescripție 44, 96, 104, 139, 166, 173, 180, 277, 301.
 Preț neplătit 370, 378.
 Prezumpție legală 182, 265, 374 bis.
 Privelegiu 162, 238, 338.
 Probă 165.
 Procedură 102, 120, 130, 403.
 Procedură contencioasă 85, 97, 98, 117, 217, 220, 227, 374.
 Procedură grațioasă 85, 97, 98, 115, 171, 191, 374.
 Proces-verbal de verificarea creanțelor 318.
 Procuror, a se vedea „Ministerul Public”.
 Proprietari riverani 158.
 Proprietate a se vedea „Fondul dreptului”, „Nuda proprietate” și 103, 126, 153, 154, 201, 233, 237, 243, 253, 262, 304, 314, 339, 341, 354, 398, 399.
 Proprietate comună 22, 81, 144.
 Public drept 26, 249.
 Punere în retragere 330.
 Quasi-delicț 4, 123, 356.
 Răsboi, pagube 364.
 Rea credință 75, 100, 271.
 Reciprocatitate 185.
 Reclamație de stat, a se vedea „Filațiune”.
 Reconvențională acțiune a se vedea „Acțiune reconvențională”.
 Rectificarea actelor de stare civilă 338.
 Rectificarea vârstei 336.
 Recurs 1, 3, 7, 11, 19, 30, 32, 36, 63, 70, 93, 120, 130, 133, 140, 156, 171, 182, 191, 196, 206, 231, 240, 244, 245, 255, 264, 281, 288, 300, 301, 308, 333, 335, 376, 382, 390, 396, 4, 3.
 Regulare de competență 31.
 Renunțare 36, 344, 372, 374 bis.
 Repetițiune (acțiune) 109.
 Restituirea fructelor 75.
 Retract litigios 168, 203.
 Retroactivitate 59, 81, 169.
 Revendicare 2, 23, 59, 67, 80, 81, 103, 108, 143, 153, 221, 233, 257 bis, 259, 299, 304, 314, 339, 341, 346, 352, 397.
 Revizuire 20, 23, 45, 48, 99, 108, 156, 244, 266, 369.
 Reziliere 367, 378, 382, 395.
 Rezoluțiune 82, 316, 359, 382.
 Riverani proprietari 158.
 România, a se vedea „Statul Român”.
 Română cetățenie 252, 291, 369, 374.
 Rurală lege 32, 54, 119, 122, 127, 157, 172, 175, 245, 305, 322.
 Rurale pământuri 119, 234, 248, 302, 305, 312, 316, 370.
 Sancțiune 185.
 Schimbarea destinației imobilului închiriat 367.
 Sechestru, a se vedea „Urmărire”.
 Sechestru asigurător 199, 388.
 Sechestru judiciar 168, 193, 200.
 Separație de patrimoniu 143.
 Servitute de trecere 110, 138, 158, 174, 214.
 Sigilii 352.
 Simulație 43, 47, 90, 107, 149, 170, 336, 366.
 Sindic 13, 107, 189, 341.
 Societate 396.
 Solidaritate 272.
 Somație, a se vedea „Notificare”.
 Soție săracă, a se vedea „Văduva săracă”.
 Stare civilă, a se vedea „Filațiune”, „Ofițerul stării civile”.
 Stat 104, 204.
 Statul Român 26, 132, 364.
 Statut civil 5.
 Străină hotărâre 16, 185.
 Străini 374.
 Sublocație, a se vedea „Locație”.
 Subrogație 17.
 Substituție fidei-comisară 273.
 Succesiune, a se vedea „Trimetere în posesie” și 103, 111, 151, 186, 217, 222, 242, 248, 260, 298, 310, 340, 358, 409.
 Succesor 306.
 Succesor particular, a se vedea „Vânzare”.
 Succesorale drepturi 103.
 Succesorale taxe, a se vedea „Taxe succesoriale”.
 Supleanțul Tribunalului 217, 227.
 Supus străin 374.
 Suspendarea ur măririi 14.
 Sustragere 90.
 Suverană apreciere, a se vedea „Aprecieri suverană”.
 Tabloul de ordine 63, 141, 238.
 Taxe pe avere mobilă producătoare de venit 310.
 Taxe succesoriale 218, 222, 298, 310.
 Terț achizitor 47.
 Terțe persoane 43, 61, 104, 134, 135, 154, 159, 169, 205, 233, 286, 319, 338, 340, 359.
 Testament 56, 80, 103, 136, 151, 181, 232, 235, 273.
 Timbru lege, a se vedea „Taxe succesoriale și 279, 312, 318, 372 bis”.
 Titluri 103, 304.
 Transcriere 106, 169, 197, 396.
 Tranzacție 98, 103, 110, 367.
 Tratatul din Berlin 132.
 Tratatul din Paris 26.
 Trimetere în posesie 56, 80, 97, 222, 232, 235, 381.
 Turcia 132.
 Tutelă, a se vedea „Consiliu de familie”, „Minoritate”, „Tutor”.
 Tutor 23, 348, 380.
 Urmărire silită a se vedea „Adjudecare”, „Contestație”, „Tabloul de ordine” și 13, 28, 36, 63, 101, 107, 120, 126, 194, 233, 272, 282, 314, 333, 342, 372.
 Urmărire de venituri 19, 305.
 Uzufruct 340.
 Văduva săracă 340.
 Vamală lege 58, 255.
 Vânzare-cumpărare 40, 47, 59, 60, 66, 82, 89, 90, 106, 107, 134, 135, 142, 146, 159, 161, 169, 170, 194, 197, 205, 216, 221, 230, 234, 271, 286, 295, 305, 316, 319, 320, 321, 329, 366, 370, 382, 386, 409.
 Vânzarea domeniilor Statului 57.
 Vânzare voluntară prin justiție, a se vedea „Adjudecare”, „Partaj”.
 Vârsta 330.
 Vase, ciocnirea lor 206.
 Venituri, a se vedea „Urmărire de venituri” și 2, 100, 153.
 Verificarea creanțelor 318.
 Viții de formă 181, 236, 279, 317, 370, 400.
 Zid, reparare 41, 160, 214.

Jurisprudență.

1. După art. 72 legea Curții de casație, orice hotărâre casată este socotită ca și cum n'ar fi fost și fără nici o tărie, și prin urmare Curtea de apel la care s'ar trimite o sentință casată în întregul ei, pentru a se judeca procesul nu are de loc a se preocupa de dispozițiunile sentinței casate, ori de către care din părțile prigonitoare s'a făcut recursul ce a ocazionat casarea; și astfel, nu se poate zice că se violează principiul lucrului judecat. (Cas. I, 96, Apr. 29/65, B. p. 202).

2. Când judecata a urmat pentru fond și nu pentru venit, iar hotărârea privește numai la înapoierea fondului revendicat, fără a conține nimic în privirea venitului, acea hotărâre nu stabilește, în privința venitului autoritatea lucrului judecat, nici în favoarea nici în defavoarea celor în drept. (Cas. I, 29/Febr. 24/65, B. p. 88).

3. Dispozițiunile unei hotărâri în apel casată numai în cât privește procesul dintre două anume persoane, rămân în vigoare întru cât privește pe o a treia persoană ce a fost apărută prin aceea hotărâre casată de Curtea de casațiune numai în cât privește procesul dintre acei ce se judecă încă; și astfel fiind hotărârea Curței apelative prin care se apără acea a treia față întru cât o privește pe dânsa, formează, în adevăr un lucru judecat și nu mai poate fi implicată în proces fără exces de putere și fără anularea autorității lucrului judecat. (Cas. I, 324/Oct. 28/66, B. p. 611).

4. Această dispozițiune a art. 1201 conține o regulă de drept civil scrisă pentru chestiunile curat civile, iar nu pentru acelea ce rezultă din apropierea dreptului civil și dreptului criminal, și prevăzând cazul a două deciziuni civile și una și alta, nu se ocupă nici de cum de raportul a două acțiuni, din care una este civilă, iar alta criminală. În astă din urmă ipoteză, lucrul judecat ca criminal ar avea autoritatea în civil, când jurisdicțiunea criminală ar recunoaște, prin deciziunea sa, într'un mod lămurit că faptul imputat inculpatului nu există, că inculpatul nu este autorul lui, și că acel fapt nu-i este imputabil din punctul de vedere al legii penale, sau când ar răspunde în mod afirmativ la toate aceste puncte. În adevăr, în acest caz, deși nu este identitate de cauză, de părți și de obiect, este însă lucru judecat, căci veri ce deciziune criminală fiind dată între acuzat și societatea întreagă, prezintă un caracter de generalitate, care-i imprimă autoritatea lucrului judecat, și care nu se poate nesocoti fără scandal juridic. Nu este însă autoritate a lucrului judecat când punctul debătut în criminal nu este tocmai cel decis de judecătorii civili, rămânând chestiunea civilă intactă. Deci dacă verdictul criminal, fără a decide dacă faptul imputat există sau nu, dacă inculpatul este sau nu autorul lui a declarat numai că inculpatul nu e culpabil criminalmente de acel fapt, această deciziune nu împiedică ca partea civilă care se pretinde vătămată să vină a dovedi în civil că faptul există, că individul achitat este autorul lui și că acest fapt constituie un quasi-delicț sau un delicț de drept

civil, ce dă loc la despăgubire. (Cas. II, 205, Sept. 17/68, B. p. 159).

5. Aplicațiunea principiului *res inter alios acta* cuprins în art. 1201, nu se poate combate pe cuvânt că hotărârile relative la statul unei persoane sunt opozabile *erga omnes*, căci aceasta nu este adevărat decât pentru hotărârile constitutive ale statului unei persoane care, fiind indivizibil, cată să fie aceleași pentru toată lumea o dată probat în justiție; nu este însă adevărat și pentru hotărârile declarative de stat, cum sunt mai cu seamă cele pronunțate asupra contestațiunilor electorale care n'au efect mai mult timp de cât durată mandatului aceluia colegiu, nu poate însă împiedica pe alegătorii înscrși în noule liste d'a exercită dreptul lor de contestațiune, drept deschis îndată cu publicațiunea listelor și pe care legiuitorul nu l'a limitat numai la alegătorii noi înscrși, scutind pe cei ce s'ar fi aflat înscrși pe listele trecute. (Cas. I, 230/Iun. 17/68, B. p. 211).

6. O nouă cerere de divorț nu poate fi respinsă prin excepțiunea lucrului judecat de cât numai atunci când se bazează pe aceleași fapte ce s'au invocat în susținerea unei cereri precedente care a fost respinsă deja. Respingerea unei cereri precedente nu poate împiedica pornirea unei cereri subsequentă, întemeiată pe o nouă cauză de divorț chiar dacă vor fi de aceeași natură cu cele de mai înainte, și, ce este mai mult, în asemenea caz reclamantul se poate servi în sprijinirea cererii sale și cu cauzele cele vechi, precum rezultă aceasta din art. 252 combinat cu art. 1201. (Cas. II, 337/Oct. 29/68, B. p. 346).

7. Deși constatările și aprecierile ce se referă la excepțiunea lucrului judecat sunt de domeniul judecătorului de fapt, însă aceste aprecieri lasă puterii reformatoare a Curții de casație toată latitudinea de a examina dacă elementele constitutive ale principiului autorității lucrului judecat, determinat de art. 1201, au fost sau nu bine aplicate de Curtea apelativă. Violarea acestor elemente nu este o simplă chestiune de fapt lăsată la aprecierea discreționară a judecătorului de fond, ci o chestiune de drept și de ordine publică, care cade sub controlul casatiei. (Cas. I, 39/Februarie 4/69, B. p. 65).

8. Interdicțiunea, în virtutea interpretării dată de judecător legii, cată să aibă aceleași efecte ca interdicțiunea declarată în virtutea unei legi precise; or, această din urmă necondamnând pe nimeni, ci micșorând numai capacitatea unei persoane este prin esența ei opozabilă tuturor aceluia cu care persoana interzisă ar contracta în urma interdicțiunii. (Cas. I, 174, Mai 17/69, B. p. 209).

9. Autoritatea lucrului judecat poate rezulta și din hotărârile date de instanțele criminale și poate fi invocată înaintea instanțelor civile, destul numai să întrunească condițiunile cerute de lege pentru acest sfârșit, adică să aibă același obiect, aceeași cauză și să fie între aceleași părți, procedând în aceeași calitate. (Cas. I, 89/Mart. 18/69, B. p. 125).

10. Dispozitivul unei decizii constituind singur esența ei, autoritatea lucrului judecat rezultă din chiar dispozitivul hotărârii, iar nu din motivele care servesc numai a lumina a cel dispozitiv; ele nu au puterea lucrului judecat într-o nouă instanță fundată pe o cauză diferită. (Cas. I, 39/Februarie, 4/69, B. p. 65).

11. Judecătorii fondului întemeind dispozitivul deciziei lor pe autoritatea lucrului judecat, fără a constată în mod suficient că este identitate de cauze între cererea făcută și judecată deja, cu aceea în care aplică acest principiu, deice fără a motiva, și o astfel de decizie, este casabilă în baza art. 37 alin. 3, legea Curții de casațiune. (Cas. I, 130/Mart. 80/70, B. p. 124).

12. Chiar dacă actele pe cari s'a fundat judecata în a doua judecată au fost declarate de nule în formă, în o altă judecată, totuși nulitatea lor nu poate fi invocată legalmente de cât în raport cu obiectul judecății ce ar fi declarat fără valoare acele acte, iar nu și pentru un nou obiect ce ar putea să fie dedus în instanță posterior, și susținut în puterea actelor prezentate în prima judecată, pentru că autoritatea lucrului judecat, chiar în privința formei actului, nu există, conform principiilor acestei materii, decât relativ la obiectul primei judecăți. (Cas. I, 99/Decembrie 21/71, B. p. 425).

13. Sindicul, prin urmărirea și susținerea recursului făcut de falit și-a însușit acțiunile falitului urmate la instanțele de fond adică și-a însușit însăși deciziunea Curței de apel care eră definitivă și care, după respingerea recursului, nu mai are nici o rezervă; de unde rezultă că pentru el este lucru judecat, și prin urmare cu drept cuvânt i-a respins Curtea cea de a doua cerere făcută de el pentru același obiect. (Cas. I, 428, Noemvrie 18/71, B. p. 369).

14. Dacă prin cea de a doua opoziție se pretinde anularea actelor de urmărire pe motiv că proprietatea imobilului nu aparține debitorului urmărit, iar prin cea dintâi s'a cerut numai suspendarea, aceste cereri aveau diferit obiect și tribunalul respingând cererea de anularea urmăririi pe baza autorității lucrului judecat a făcut o greșită aplicațiunea art. 1201. (Cas. II, 64/71, B. p. 77).

15. După art. 11 pr. pen., partea civilă, în caz de achitarea inculpatului de către tribunalul respectiv, nu mai are drept a porni acțiune înaintea tribunalului civil contra celui ce i-a cauzat un prejudiciu nici chiar în cazul când ea nu s'a constituit parte civilă în procesul penal. (Cas. II, 54/Febr. 9/71. Cas. II, 582/Dec. 20/72, B. p. 247).

16. Din art. 371, 372, 373, 375, 376, 135 și 136 pr. civilă rezultă într'un mod evident și nediscutabil că, în regulă generală, tribunalele din țară n'au dreptul și datoria de a executa prin agenții alăturați pe lângă dânsule și după punerea formulei executorie, de cât hotărârile date de ele însele, pronunțate și rămase definitive, constituind puterea lucrului judecat și aceasta în virtutea dreptului de suveranitate al țării. Art. 374 stabilind o excepțiune la regula generală prescrisă prin citatele articole nu i se poate da de cât un înțeles *ad-literam* mărginit, căci excepțiunile fiind de drept strict, nu se pot întinde prin interpretațiune peste limitele ce a statornicit legiuitorul. Astfel nu se poate acorda executarea unei hotărâri consulare dată în țară, când art. 374 admite excepțiunea numai pentru hotărârile date în țară străină și aceasta în condițiunile prevăzute de acel articol. (Cas. secț. unite, 5/Martie 16/72, B. p. 115).

17. Garantul, nu poate să invoace autoritatea lucrului judecat rezultând dintr'o decizie pronunțată în favoarea creditorului pe care-l garantează, ca reprezentând pe acest creditor, decât după ce va fi plătit creanța și se va fi subrogat ast-fel în drepturile creditorilor. Până atunci hotărârea pronunțată în favoarea creditorului este pentru garant *res inter alios acta*. (Cas. I 12, Ianuarie 17/72, B. p. 13).

18. Spre a exista identitate de obiect este neapărat indispensabil ca cererea de a doua să fie incompatibilă și să nu poată co-exista cu chestiunea judecată prin hotărârea anterioară. Astfel fiind, pe cât timp nu există nici o contradicțiune între chestiunea ce ridică o parte litigantă și punctul deja judecat, identitate de obiect nu există, și prin urmare nici autoritatea lucrului judecat nu poate fi. (Cas. I, 395/ Noemv., 18/72, B. p. 321).

19. Prin casarea ordonanței de adjudecare nu se desființază și sequestrul pus de creditor pe veniturile moșiei vândute dacă recursul n'a fost făcut de cât contra vânzării iar nu și a hotărârii prin care s'a ordonat sequestrarea, și contra căreia părțile au dreptul de apel, conform art. 402 pr. civilă. (Cas. I, 138/Apr. 7/72, B. p. 126).

20. Pentru ca să se poată zice lucru judecat, legea cere a fi cauza judecată și a întruni câte trele condițiunile pre-

văzute de art. 1201. Aceste împrejurări unite în aceeași specie constituie elemente cerute de lege ale lucrului judecat, într-o cât prima hotărâre a intervenit asupra unei instanțe ordinare, unde este deplină latitudine dată de lege părții care face cererea, atât în alegerea mijloacelor de a o susține cât și în posibilitatea de a o supune la din nouă cercetare la judecătoria mai înalți. Instanța extra-ordinară a revizuirii, nu oferă aceleași garanții justiției, sub raportul interesului individual, de oarece mijloacele de a face să triumfe asemenea cereri, sunt limitativ și strict determinate prin lege, și judecata lor poate eventual a nu fi supusă de cât unei singure instanțe. Și presupțiunile în genere, între cari și autoritatea lucrului judecat, sunt de strictă interpretare în materie de convențiuni, unde justiția este subordonată, în sistema dreptului modern, la probe preconstituite. Astfel fiind, puterea ce legea acordă lucrului judecat, așa precum lucrul judecat este definit în art. 1201, nu se poate atribui hotărârilor de revizuire decât după o distincțiune consistând în a se ști, asupra fiecărei specii dată, dacă partea careia se opune ca lucru judecat o atare hotărâre s'a bucurat în fapt sau nu în instanța de revizuire, de toate mijloacele de apărare ce comportă o instanță ordinară. Prin urmare, o hotărâre de revizuire nu poate fi invocată ca lucru judecat, când cererea de revizuire s'a respins ca inadmisibilă, pentru motive proprii numai revizuirii, dar străine în domeniul instanțelor ordinare. (Cas. I, 469/Decembrie 1/73, B. p. 226).

21. Din art. 11 pr. crim. nu poate să rezulte nici o prorogațiune a competenței instanțelor corecționale; căci prin acel articol legiuitorul n'a voit să reguleze competența instanțelor corecționale asupra acțiunilor private, ci numai să zică un cuvânt asupra chestiunii controversate, care este influența lucrului judecat în criminal asupra acțiunii private ce s'ar intenta separat în civil, când partea vătămată n'a figurat ca parte în instanța represivă. Din deducțiunea ce prin o argumentațiune contrarie s'ar trage din alin. 1 al art. 11, că adică când se dă o hotărâre absolutorie, partea care a luat concluziuni în instanța represivă, nu mai poate exercita acțiunea sa privată înaintea tribunalului civil competent, nu poate rezulta alt de cât numai că dacă s'a dat de instanțele represive o hotărâre asupra acțiunii private chiar când se pronunță absolutivitatea prevenitului, dacă această hotărâre a rămas definitivă, partea vătămată nu mai poate exercita acțiunea sa privată înaintea instanțelor civile; și rațiunea este că autoritatea lucrului

judecat poate rezulta și din o hotărâre ce ar emana de la o instanță judecătorească necompetentă chiar despre materie dacă n'a fost atacată în termen de părțile interesate. (Cas. II, 747/Dec. 1/73, B. p. 309).

22. Deși s'ar putea susține că un co-interesat reprezintă legalmente nu numai în folos, ci încă și în pagubă, pe celălalt co-interesat, când e vorba de un obiect nedivizibil nici materialmente nici intelectualmente, nu este tot astfel când prima judecată s'a urmat pentru un obiect comun, dar încă divizibil numai cu unii din coproprietarii acestui obiect comun, căci în asemenea caz, acești coproprietari dacă n'au avut un mandat convențional din partea celorlalți coproprietari, n'au putut reprezenta legalmente pe acești din urmă, cari n'au figurat la acea judecată personal sau prin mandatarii convenționali, și prin urmare hotărârea dată cu unii din coproprietari pentru un lucru comun și nedivizat, nu poate avea autoritatea lucrului judecat, spre paguba celorlalți proprietari cari la instanța care a dat acea hotărâre n'au figurat nici personal nici prin mandatarii convenționali. (Cas. I, 139/Mart. 19/73, B. p. 317).

23. Contestatiunea la executarea unei hotărâri pe motiv că la pronunțarea acelei hotărâri partea eră majoră, și n'a putut fi reprezentată prin tutore, nu se poate respinge pe temeiul autorității lucrului judecat ce ar deriva dintr'o sentință în care revizuirea a fost cerută de parte în baza art. 291 procedura civilă, întemeindu-se pe faptul minorității ei la epoca pronunțării sentinței tribunalului și prin care acea cerere de revizuire, a fost respinsă de tribunal, în baza art. 297 pr. civilă, pe motiv că nu a fost făcută în termen de la venirea în majoritate. Căci atât în sentința tribunalului dată asupra revizuirii, cât și în aceea dată asupra contestatiunii, de și sunt câte trele condițiuni prevăzute de art. 1201 c. civ., însă prin cea dintâi nu s'a judecat obiectul principal, ci s'a respins revizuirea pentru neîndeplinirea unor formalități de termene. Aceste împrejurări ar constitui toate condițiunile lucrului judecat în caz când prima hotărâre ar fi intervenit asupra unei instanțe ordinare, de oare ce în materia autorității lucrului judecat, nu ideatitatea motivelor se are în vedere, ci a dispozitivului; dar nu poate fi tot astfel în cazul când prima hotărâre s'a pronunțat asupra unei instanțe extra-ordinară de revizuire, unde legea nu lasă părții aceeași latitudine ca în materie ordinară, nici asupra motivelor necesare spre a face să triumfe, nici în principiu asupra mijloacelor de

a urmări reformarea sa prin tot a-tâtea grade de jurisdicțiune. (Cas. I, 501/Dec. 15/73, B. p. 244).

24. Deși scopul acțiunii intentate în diferite epoci e același, dar spre a determina dacă cauza acțiunilor intentate a fost sau nu aceeași, n'avem să ținem seamă de scopul la care tinde acțiunea, ci de faptul juridic care formează fundamentul direct și imediat al dreptului ce voește o parte să fie recunoscut prin mijlocul acțiunii intentate, și ceea ce constituie cauza u-nei acțiuni în opozițiune cu mijloacele ce pot concurge a constitui această cauză sau a servi spre a justifica existența ei. (Cas. I, 122/Martie, 7/73, B. p. 48).

25. Spre a fi opozabilă excepțiunea lucrului judecat, trebuie, pe lângă identitatea de obiect și de cauză să existe și identitatea juridică între părțile cari au figurat la prima judecată, și între acele cari proced la cea d'a doua. Și spre a exista o asemenea identitate, cată ca părțile ce proced la cea d'a doua judecată să fi figurat la prima judecată sau personal sau să fi fost reprezentate, convențional sau legal, prin cei cari au figurat atunci la acea primă judecată. (Cas. I, 139/Mart. 1/73, B. p. 317).

26. România constituie un Stat, a cărui suveranitate internă absolută e recunoscută între altele prin art. 22 și 23 ale tractatului din Paris apoi prin art. 1—6 ale convenției, și mai cu seamă prin aliniatul al doilea al art. 2 din convenție. Or, o emanație a suveranității interne este puterea judecătorească; în această privință, chiar prin art. 7 al convenției se declară că puterea judecătorească exercitată în numele Domnitorului, va fi încredințată magistratilor numiți de dânsul; și din art. 104 al constituției din 1866 rezultă că o jurisdicție nu poate să existe în România, de cât numai în virtutea unei anume legi. Așa fiind, după dreptul public intern al României, justiția se distribuie în România numai de tribunalele instituite în virtutea unei legi anume, și funcțiunea de a judeca să exercită numai de judecătorii numiți de Domn; afară de acestea nu este altă jurisdicție. Iar jurisdicția contencioasă pe care și-ar aroga-o consuli diferitelor puteri, este atât contrarie dispoziției exprese a art. 104 din constituție și articolelor citate mai sus, cât și principiilor dreptului internațional, căci după acestea consuli au numai misiunea de a înlesni pe comercianții națiunii lor întru cât exercită comerțul în țara în care ei funcționează, și de a exercita oare care acte de jurisdicție grațioasă, precum de a lua în conservare o moștenire lăsată de un național, nici odată însă nu li se recu-

noaște dreptul de jurisdicție contencioasă, deci dreptul de a judeca. De aceea, consuli ce se află în România, ca atari nu pot da o hotărâre prin care s'ar pronunța asupra unor drepturi litigioase, fiind aceasta numai atributul firmă și prin art. 373 și 374 procedura judecătorilor români. Acestea se concivilă, cari disting între hotărârile ce se dau de tribunalele și Curțile din țară și între hotărârile judecătorești date în țară străină; de hotărâri date în România de o jurisdicție străină, procedura civilă nu face mențiune. Așa fiind, actele consulilor din România cari s'ar zice că ar fi hotărâri, nu au caracterul unor hotărâri. (Cas. sect. unite 6/Nov. 29/73, B. p. 274).

27. Când Curtea care a ordonat jurământul decisoriu, în lipsa părții care trebuia să jure, dar față cu avocatul ei, a judecat procesul, a considerat lipsa ei ca un refuz de a jură și a pronunțat o decizie condamnatoare, fără drept de opozițiune, nu mai poate printr'o hotărâre ulterioară, în urma opozițiunii părții condamnate, să revie asupra hotărârii date, fără a violă autoritatea lucrului judecat și a comite un exces de putere, de oarece acea sentință nu se poate modifica de aceeași instanță care considerase judecarea a-facerii contradictoriu și care se pronunțase definitiv. (Cas. I, 457/Dec. 20/74, B. p. 335).

28. Deciziunea, prin care s'a respins contestațiunea ca tardivă, nu poate constitui autoritatea lucrului judecat de oarece legiuitorul a creat acest drept al contestațiunei ca o excepțiune tocmai în favoarea expropriatului în termenile și cazurile mărginite de lege, și de oarece nu se pierde dreptul deposatului d'a reclama pe cale principală revendicarea obiectului ce rău i s'a luat dacă a lăsat să treacă termenile contestațiunei, căci, prin respingerea contestațiunei ca tardivă nu s'a discutat nici judecat drepturile celui deposedat pe nedrept printr'o executare și lită. (Cas. I, 269/Aug. 17/74, B. p. 182).

29. Dispozitivul unei hotărâri n'are autoritatea lucrului judecat, de cât numai despre punctele ce s'au judecat printr'însa; prin urmare ori cât de absolută ar fi termenii dispozitivului judecății, autoritatea lucrului judecat nu există decât asupra punctului asupra căruiu a luat concluziuni părțile; aceasta rezultă din cele 3 condițiuni indispensabile cerute de art. 1201, pentru ca o judecată să aibă autoritatea lucrului judecat. (Cas. I, 417/Nov. 26/74, B. p. 291).

30. Când o decizie casată pronunțată asupra mai multor capete de cerere deosebite, și Curtea de casațiune a respins motivele relative la acele capete de cerere și a admis motivele relative

la altele, Curtea de trimitere nu trebuie să judece din nou de cât capetele de cerere la cari se referă motivele admise de Curtea de casațiune, iar capetele de cerere la care se referă motivele respinse rămân definitiv judecate de prima decizie casată. (Cas. I, 446, Dec. 14/74, B. p. 327).

31. Deciziunile Curtii de casațiune în materie de regulare de competență, leagă pe judecătorii fondului înaintea căroră se trimite afacerea și le impune, cu autoritatea lucrului irevocabil judecat, soluțiunea dată de ea asupra chestiunilor care au ocazionat regularea de competență. (Cas. I, 259/Iun. 26/74, B. p. 178).

32. După art. 24 comisiunile de plasă competente a constată numărul clăcășilor, a-i împărți în deosebite categorii și a defige suma despăgubirii cuvenită proprietarului, se pronunță neapărat și asupra treimeii, în caz când moșia eră din cele mici și s'ar fi ridicat vre-o asemenea contestațiune de către părți mai ales că nici există vre-o altă autoritate care să reguleze treimea rezervată proprietarului, singurele instanțe fiind comisiunile de plasă și în caz de nemulțumire a unei părți, consiliul județean. Deci Curtea care nu ține compt de încheerile consiliului de plasă, confirmate prin ale consiliului județean, contra căreia proprietarul nu a făcut recurs în termenul legal, întemeindu-se pe o altă încheere a comitetului permanent fără știrea locuitorilor împroprietăriți, violează legea rurală precum și autoritatea lucrului judecat, rezultând din încheerile anterioare, de oare ce chestiunea treimeii moșiei ca și toate celelalte chestiuni urma a se propune de la început la autoritățile îndrituite de legea rurală prin modul și în termenele fixate prin acea lege. (Cas. I, 416/Dec. 13/75, B. p. 371).

33. În principiu, nu este destul ca o parte să preschimbe calitatea celeilalte părți, ci instanța înaintea căreia se pretinde această preschimbare, urmează să discute și să motiveze din ce rezultă o asemenea preschimbare a calității părții adverse, spre a putea ajunge la anularea unei hotărâri definitive ce se invoacă ca autoritatea lucrului judecat. (Cas. I, 17/Ian. 24/75 B. p. 13).

34. Ordonanțele judecătorilor de instrucțiune și deciziunile Camerei de punere sub acuzațiune prin care se declară că nu există caz de urmărire nu pot constitui autoritatea lucrului judecat pentru părțile civile, pe cât pretențiunile lor nu s'au judecat contradictoriu de către judecătorii de fond și mai cu seamă pe calea civilă. Dacă legiuitorul penal a prevăzut că se poate urmări din nou prevenitul pentru a-

celasi fapt după noi probe pe calea criminală, de unde rezultă că nici în penal nu se poate opune autoritatea lucrului judecat din o ordonanță de neurmărire, cu atât mai mult partea civilă poate invoca falsitatea unui act înaintea instanțelor civile, care urmează a judeca conform procedurii civile în asemenea materie. (Cas. I, 152, Ian. 7/75, B. p. 130).

35. După art. 14 procedura penală autoritatea lucrului judecat nu poate rezulta de cât dintr'o hotărâre pronunțată în materie de judecată în ultimă instanță, la care instanță partea civilă a luat concluziuni; iar când este vorba de o ordonanță de neurmărire, pronunțată în materie de instrucțiune și întemeiată pe faptul că nu se constată că cu voință a fost comis faptul de inculpat, întemeiată adică pe lipsa unui element esențial în materie penală, voința autorului faptului incriminat care e indiferentă în materie de delict civile, lucru judecat nu poate fi, de oarece materialitatea curată a faptului nu s'a luat în nici o considerațiune, intru cât ea singură nu constituia pentru judecători în penal un motiv îndestulător spre condamnare. Și chiar dacă o atare hotărâre de neurmărire s'ar asimila unei adevărate hotărâri achitătoare, totuși ultima dispozițiune a art. 11 pr. penală, care se aplică la achitarea motivată prin neexistența sau neîmputabilitatea faptului, după definițiunea art. 10 alin. 2 pr. p., nu s'ar putea aplica la cazul în care existența faptului e constantă și autorii săi nu se constată a fi necunoscuți. (Cas. I, 48/Febr. 14/76, B. p. 52).

36. Prin petițiunea ce a dat recurentul către corpul de portărei, prin care a cerut a se urmări cheltuelile de judecată acordate lui prin deciziunea atacată nu declară că este mulțumit pe deciziune și că renunță la dreptul de recurs ca să se deducă din ea renunțarea la recurs. (Cas. II, 41/Mart. 10/76, B. p. 102).

37. Pe calea contestațiunii, judecătorii fondului nu pot sub nici un cuvânt, fără a viola autoritatea lucrului judecat, să modifice niște dispozițiuni exprese ale hotărârii lor rămase definitivă, pe cât acea hotărâre s'a pronunțat între aceleași persoane, pentru același obiect și aceiași cauză. Astfel cel ce nu își execută obligațiunea la care este condamnat prin hotărâre definitivă în termenul prevăzut de acea hotărâre, ci mai târziu, nu poate fi scutit de plata sumei la care este condamnat pentru fiecare zi de întârziere până la executarea obligațiunii, fără a se viola autoritatea lucrului judecat. (Cas. I, 97/Mart. 17/76, B. p. 129).

38. Sentințele tribunalelor civile nu au nici o autoritate asupra acțiunii pu-

blice, nici o putere de lucru judecat în privința acestei acțiuni, pentru că chiar când au de obiect aceleași fapte, aceste fapte nu sunt privite de ambele acțiuni sub același raport, pentru că nu e identitate între părți, în fine pentru că acțiunile civile și publice nu se sprijin pe aceleași probe; singura excepțiune la această regulă e cazul când chestiunea judecată la civil e prejudiciabilă acțiunii publice. (Cas. II, 243/Iun. 17/77, B. p. 287).

39. Dacă întâia cerere în judecată a fost pentru anularea sequestrului pe motiv că nu se cunoaște sequestratul dator, și a doua cerere a avut de obiect scoaterea de sub sequestru a corăbiei, pe motiv că corabia după legea comercială n'ar fi sequestrabilă, de și în cererea dintâi ea și în cea din urmă sunt aceleași persoane, având același obiect, nu există însă identitate de cauză ca să poată exista lucru judecat. (Cas. II, 160/Iun. 28/77, B. p. 282).

40. Cumpărătorul, pentru toate actele făcute sau hotărârile date cu vânzătorul în privința lucrului vândut înainte de vânzare, este reprezentat de acesta, și ele se pot opune cumpărătorului, care n'a putut prin cumpărare dobândi mai multe drepturi de cât a-vea vânzătorul său. (Cas. I, 215/Iun. 6/77, B. p. 223).

41. Obiectul acțiunii prin care s'a cerut desertarea latrinei și repararea zidului diferă de al acțiunii prin care se cere desființarea latrinei și facerea din nou a zidului și pagubele încercate din cauza acelei latrine; și de și reclamanul s'a mulțumit pe executarea sentinței care ordonă desertarea latrinei și facerea reparațiilor, ce s'a și efectuat, însă acum voind a constata că acea latrină, cu toată lucrarea făcută, aduce vătămare din nou proprietății sale, astfel că îi este imposibil d'a uză de acea proprietate, reclamanul poate cere desființarea ei printr'o acțiune nouă, fără a i se putea opune lucrul judecat. (Cas. I, 213, Mai 17/78, B. p. 214; Cas. I, 197/Iun. 20/79, B. p. 519).

42. Soțul judecându-se cu soția sa pentru refuzul de a-i da autorizațiune de a arenda moșia sa dotală, deciziunea care dă câștig de cauză soțului recunoscând acea moșie de fond dotal, se poate opune locatarului care știind că soțul se opune a primit totuși a încheia convențiunea cu soția care nu avea acest drept. (Cas. I, 71/Febr. 13/78, B. p. 59).

43. Hotărârea care admite contestațiunea, ridicată de un terțiu, la o urmărare imobiliară pe motiv că imobilul este al său în virtutea unui act de cumpărătoare de la debitorul urmărit, nu poate fi opusă ca lucru judecat față de acțiunea intentată pe cale princi-

pală pentru anularea aceluși act ca simulat, acțiune rezervată deja prin hotărârea dată asupra contestațiunii. (Cas. I, 283/Iun. 23/78, B. p. 287).

44. O hotărâre definitivă luată contra debitorului principal pentru întreruperea civilă a preșcripțiunii, se poate opune și garanților, pentru că în drept fidejusiunea fiind un contract accesoriu, cauționatorul nu face alt de cât a accede prin acest contract la datorria debitorului principal. (Cas. I, 6/Ian. 8/78, B. p. 6).

45. Nu se violează cât de puțin autoritatea lucrului judecat prin admiterea revizuirii și noua apreciere a sentințelor apreciate deja în prima sa hotărâre, căci tocmai acesta este scopul și rezultatul revizuirii, adică d'a se judeca a doua oară în cazuri anume prevăzute de lege, litigiuri judecate deja odată de instanța la care se adresează o asemenea cerere. (Cas. I, 310/Nov. 13/79, B. p. 789).

46. Nu s'ar putea zice că lucrul judecat ar rezulta numai din însuși dispozitivul, căci considerantele din sentință având de scop a motiva dispozitivul, însuși dispozitivul se explică prin considerante, în cât nu s'ar putea separa dispozitivul de considerante. (Cas. I, 25/Ian. 28/79, B. p. 23).

47. Dacă terțul achizitor, n'a figurat în procesul pentru anularea vânzării imobilului, aceasta nu-l poate scuti de efectele sentinței care pronunță anularea când se constată că el a cunoscut simulațiunea cumpărării autorului său, și că astfel n'a fost cumpărător de bună credință. Din momentul dar ce terțul achizitor a primit a deveni proprietar al imobilului în condițiunile expuse, el n'a putut să câștige alt titlu de cât tot acela de proprietar aparent ce i-l avea și autorul său, de oarece în urma sentinței care anulează actul de vânzare ca simulat primul proprietar este considerat că n'a încetat a fi adevăratul proprietar al aceluși imobil, și ca atare obligat a suferi efectele zisei sentințe. (Cas. I, 415/Dec. 10/80, B. p. 397).

48. Reclamările ce se nasc în contra înscrierilor sau omisiunilor ce se comit în listele electorale, sunt nedespărțite de revizuirea acestor liste, care se face în fiecare an: așa că revizuirea fiind anuală, e evident că și hotărârile cari intervin asupra acelor reclamații nu pot să fie de cât anuale. (Cas. II, 67/Mai 12/80, B. p. 140). Și nu rezultă de nicăeri că legiuitorul a înțeles că naționalitatea unui alegător nu se poate pune în chestiune din an în an dacă nu s'a produs o circumstanță de natură a o modifica; din contră, s'a organizat o procedură sumară, cu termene foarte scurte, fără citarea părților, etc., o procedură care e departe

de a preîntâmpina erorile, și dar ar fi nelogic a se presupune că legiuitorul a înțeles să investească jurisdicțiunile electorale cu putere de a aprecia titlurile alegătorilor într'un chip definitiv și nu numai într'un chip provizoriu pentru trebuințele formării listelor electorale anuale. (Cas. II, 7/Martie 19/82, B. p. 364). Dacă s'ar admite contrariul, ar trebui să se admită, ca o consecință necesară, că contestatorul listelor electorale e ca un fel de organ al ministerului public reprezentantul societății; or această pretențiune nu se poate sprijini pe nici un text de lege; din contră contestatorul se poate desista de la cererea sa, aceea ce indică clar și lămurit că cererea sa nu este a se considera ca o cerere emanață de la colectivitatea alegătorilor. (Cas. II, 1/Mart. 17/80, B. p. 266).

49. Dacă hotărârile judecătorești date contra debitorului, în privința drepturilor și îndatoririlor, relative la averea sa, sunt opozabile creditorilor chirografari, aceasta nu este adevărat de cât într'u cât aceștia ar figura în instanță în numele și ca exercitând drepturile și acțiunile debitorului lor, căci în acest caz hotărârea dată cu debitorul, fiind dată cu persoană chiar ce creditorul voește actualmente a reprezenta în instanță, nu se poate admite că aceeași chestiune să fie judecată și cu reprezentantul, adică de două ori cu una și aceeași persoană juridică; dar când creditorul chirografar se prezintă în instanță în numele său propriu, și exercitând un drept ce legea îi dă personal, acela adică de a fi despăgubit, cu analogie, din prețul averii debitorului său, în acest caz nu se poate invoca din partea unui alt creditor autoritatea lucrului judecat, bazându-se pe o sentință mijlocită între dânsul și debitorul comun, și a stabilit printr'insa un drept de preferință, căci regularea drepturilor respective dintre diferiți creditori ai unui debitor comun, fiind un lucru ce nu interesează de cât pe aceștia, și în care debitorul comun este afară din cauză, neavând interes, debitorul nu putea avea calitatea de a-i reprezenta în această privință în instanță, și prin urmare sentința dată cu dânsul nu poate fi opozabilă creditorilor chirografari. (Cas. sect. unif. 1/Ian. 22/81, B. p. 31).

50. Principiile asupra lucrului judecat (art. 1201) n'au nici o aplicațiune în acțiunea pauliană, pentru simplul cuvânt că creditorii care o întentează nu cer nimic în numele lor personal, acțiunea nefiind o acțiune în daune-interese ci o acțiune care tinde la anulara actului și intrarea în patrimoniul debitorului a bunului eșit în mod fraudulos, astfel că bunul intrat consi-

derându-se că nici a încetat de a fi gagiul creditorilor, toți creditorii profită necesarmente de revocațiunea actului (art. 1718, 1719). Acest rezultat nu este conciliabil cu principiul lucrului judecat, căci dacă creditorii, cari n'au fost parte în judecată, profită de aceasta este numai în mod indirect; în adevăr, ei nu invoacă lucrul judecat, ci urmăresc un bun care formează gagiul comun al creditorilor și care, prin efectul revocațiunei actului, a reintrat în patrimoniul debitorului. (Apel Iași, II, 187, Sept. 29/81, Dreptul 2/81).

51. Este constant că putem figura în judecată prin noi înșine sau prin persoane care ne reprezintă. Or garantatul sau debitorul principal reprezintă pe garantul său pentru faptele ce acest din urmă a garantat. Căci cautiunea luând obligațiune de a fi răspunzătoare pentru faptele debitorului principal a primit în mod anticipat ca aceea ce va fi judecat în raport cu debitorul principal relativ la faptele garantate, să fie judecat și către cautiune și aceasta pe motiv că nu se poate stabili nici o fraudă între debitorul principal și instanța judecătorească care să aducă vre-o vătămare garantului. Dacă dar garantul nu invoacă nici un mijloc personal de apărare autoritatea lucrului judecat, care se poate opune contra debitorului principal se poate opune și garantului său. (Apel Buc. III, 700/Febr. 21/80, Dreptul 29/81).

52. Creditorii chirografari nu au asupra averii debitorului lor de cât un drept de gagiu general, care nu împiedecă pe debitor să dispună de averea sa, și în special să consimtă, prin o convențiune, un drept de preferință în favorul unui al treilea în prejudiciul creditorilor săi. Și dacă creditorii chirografari sunt legați printr'o convențiune în care debitorul lor acordă unui terțiu un drept de preferință, nu se vede pentru ce dânsii nu ar fi legați prin o hotărâre judecătorească pronunțată în contra debitorului lor și prin care s'ar recunoaște existența unei asemenea convențiuni. (Apel Buc. I, 554/Febr. 9/80, Dreptul 55/81).

53. În principiu o acțiune respinsă de tribunal ca neregulată, se poate porni din nou, căci judecătorul neintrând în cercetarea fondului, exceptiunea peremptorie a autorității lucrului judecat nu este aplicabilă. Astfel, deși o cerere reconvențională a fost respinsă, ca neregulată făcută, fiind făcută verbal, ea poate fi din nou făcută asupra opozițiunei reclamantului, căci dreptul pârâtului de a adresa, asupra opozițiunei reclamantului, cereri ce ar fi putut formula și la prima înfățișare, este incontestabil în virtutea regulii de drept că admitându-se opozițiunea afacerea se pune în starea an-

terioară hotărârei opozate. (Apel Buc. I, 195/Sept. 5/81, Dreptul 70/81).

54. Hotărîrea comitetului permanent constituie autoritatea lucrului judecat atât în privința celor două treimi cât și în privința determinării sumei pogoanelor convenite locuitorilor, de oare ce comitetul eră ținut de a determina suma pogoanelor, întrucât în urma lucrării sale s'a operat liberarea titlului despăgubirei pe numărul pogoanelor ce a determinat. (Cas. I, 367, Noembrie 18/81, B. p. 833).

55. O hotărîre judecătorească în materie de administrație de averi nu poate constitui lucru judecat ori cari ar fi faptele cari ar interveni în urma acelei hotărîri, căci actele de administrație fiind varii și multiple după timpuri și împrejurări, o hotărîre judecătorească nu poate să fixeze felul administrației pentru totdeauna. (Cas. I, 211/Iun. 10/81, B. p. 491).

56. Contra acțiunii principale ce tinde la anularea testamentului nu se opune ca lucrul judecat hotărîrea dată asupra cererii de punere în posesiune care nu a vidat nici expres, nici implicit, nulitatea testamentului invocată de cel cărui se opune acel testament. (Cas. I, 59/Febr. 14/81, B. p. 90).

57. În sensul legilor din 15 Iulie 1866 și din 9 Mai 1864 pentru vânzarea domeniilor statului, precum și a regulamentului din 9 Mai 1868 pentru aplicarea acestor legi, comisiunile județene și comitetele centrale nu sunt în realitate decât niște mandatare ale statului pentru constatarea proprietăților, și încheierile lor nu au caracterul judecătorec de cât în singurul caz când comitetele centrale pronunță asupra unor contestațiuni făcute, când atunci deciziunile lor date în termen de 20 zile, după art. 18 din regulament, au recurs la tribunal și când atunci numai pot să constituie autoritatea lucrului judecat. În cazul când, neexistând nici o contestațiune, ele constată simplu, pe baza documentelor prezentate drepturile de proprietate, ca simpli mandatarii ai statului, ele nu se obligă nici obligă statul prin constatările făcute din eroare ocazionate din uelțiri doloase ale interesatilor. (Cas. I, 75/Febr. 28/81, B. p. 119).

58. Infrațiunile la legea vamală dau naștere la două acțiuni cu totul independente una de alta: de o parte acțiunea în condamnatiuni civile tinzând la confiscatiune și amendă și care conform art. 187 și 190 leg. vamală se judecă de administrațiunea superioară cu apel la tribunalul civil, iar de altă parte acțiunea penală ce se exercită în caz de fraudă de ministerul public conform art. 199 legea vamală, și care se judecă de tribunalele repressive după regulile procedurii penale.

Astfel, deși contravenientul a fost apărât pe cale civilă, însă cum acea hotărîre nu a fost dată de cât în privința condamnatiunilor civile, ea nu poate fi invocată ca autoritate a lucrului judecat în procesul penal intentat inculpatului de procuror, ca una ce nu are același obiect și care a intervenit între alte persoane. Prin urmare tribunalul face o justă aplicație a principiului de drept, după care în general hotărîrile date în civil n'au înrăurire asupra instanțelor repressive. (Cas. II, 397/Dec. 15/82, B. p. 1222).

59. Hotărîrile judecătorești au un efect retroactiv din ziua introducerii acțiunii. Prin urmare, pentru a se ști dacă cumpărătorul unui imobil a fost reprezentat de către autorul său, trebuie a se avea în vedere momentul introducerii acțiunii, iar nu momentul pronunțării hotărîrii. Prin urmare, hotărîrea definitivă care admite revendicarea unui imobil se poate executa contra celui ce a cumpărat acel imobil după intrarea acțiunii în revendicare, căci el a fost valabil reprezentat în judecată de către vânzător. (Apel Buc. III, 127/Apr. 20/82, Dreptul 4/82).

60. Creditorii ipotecari, cari au dobândit dreptul lor de ipotecă de la una din părțile împincinate, după ce s'a început în contra acestuia o judecată relativă la imobilul ipotecat, sunt a se considera juridic în privința acestei judecăți ca aceeași persoană cu autorul lor. Într'adevăr, succesorii cu titlu particular sunt a se considera ca reprezentați în instanță de autorul lor nu numai în cazul când auzițiunea a fost făcută după ce s'a terminat judecata prin o hotărîre definitivă și nerevocabilă, dar și în ipoteza când dreptul a fost transmis în cursul instanței, adică în intervalul de timp între cererea introductivă de instanță și hotărîrea definitivă, căci efectul unei hotărîri se întoarce retroactiv la ziua cererii introductive de instanță și efectul unei hotărîri date în apel la ziua hotărîrii confirmate, acela cărui i se concede un drept întemeiat sau nu, neputând să ia acest drept decât în starea în care se găsea în momentul achizițiunii. (Cas. I, 350, Dec. 4/82, B. p. 1157).

61. Ordonanțele de adjudecare nu pot vătămă interesele tertelor persoane. Prin urmare cel care a obținut un asemenea titlu nu poate cere executarea lui contra unei persoane care stăpânește imobilul vândut până ce nu obține o hotărîre executorie printr'un proces regulat. Argumentul ce adjudecatorul, care voește a intra în posesiunea imobilului adjudecat, voește a trage din art. 506 pr. civ. pentru a răpi posesorului imobilului dreptul de

apărare ca tardiv introdus, îi rămâne să se serve de el pe cale principală, când atunci judecata va aprecia dacă este fundat. (Apel Buc. III, 318/Dec. 4/81, Dr. 51/82).

62. Nu se poate invoca autoritatea lucrului judecat rezultând dintr'o hotărâre judecătorească pronunțată asupra acțiunii penale, de oarece înaintea instanțelor civile se judecă debitorul cu creditorul, și de oarece în prima judecată se tratează de acțiunea publică și penalitatea de aplicat, iar în a doua de acțiunea civilă și despăgubirea de acordat părților. (Cas. I, 362/Dec. 11/82, B. p. 1171).

63. Curtea de trimitere când acordă o sumă mai mare decât cea prevăzută în tabloul de ordine, în urma unei noi cereri ce pentru prima oară s'a făcut acolo fără să fi fost invocată înaintea celorlalte instanțe de fond, comite un exces de putere și violează autoritatea lucrului judecat rezultând din nefacerea recursului din partea celorlalți creditori contra deciziunii curții ce s'a casat. (Cas. I, 70/Febr. 27/82, B. p. 183).

64. Nu există lucru judecat, nefiind același obiect, când în prima acțiune era vorba de pretențiuni pentru îndeplinirea unor angajamente rezultând dintr'un contract de construcțiuni, iar în acțiunea secundă este cererea reclamantului de a se obliga intimatul să-i plătească costul unor reparațiuni ce i-a făcut la casele sale mai mult peste contractul său. (Cas. I, 240/Aug. 28/82, B. p. 832).

65. Ipoteca fiind un drept real propriu creditorului, drept ce face parte din patrimoniul său, ca și dreptul de proprietate, uzufruct sau servitute, nu se poate admite că creditorul ipotecar este legalmente reprezentat prin debitorul său în instanța pentru revizuirea dreptului de proprietate al debitorului asupra imobilului ipotecat, căci precum nu se poate admite că debitorul să poată printr'o învoială petrecută între dânsul și un terțiu să anuleze dreptul creditorului ipotecar, tot asemenea este inadmisibil să se poată compromite, prin cale de judecată, un atare drept al său. Și nimic nu ar fi mai periculos pentru creditul public, mai puțin favorabil circulațiunii bunurilor și înlesnirii tranzacțiunilor de cât ea o judecată pronunțată chiar în lipsă să-și poată produce efectele sale de lucru judecat față cu creditorii ipotecari cari nu au figurat în instanță. Deci în principiu creditorii ipotecari nu sunt reprezentați de debitorii lor în procesele în care se ating drepturile

acestora asupra imobilului ipotecat. (Apel Buc. I, 125, Mai 31/82, Dr. 61/82).

66. Un cumpărător, fiind succesor cu titlu particular, nu poate fi reprezentat de vânzător, în cât privește hotărârea definitivă ce se pronunță în contra lui, după transmiterea dreptului real, fiindcă după transmitere, succesorul având drept asupra lucrului și interes în privința conservării lucrului, dreptul și interesul nu pot fi stinse sau compromise prin hotărâri definitive pronunțate în urma transmiterii. Astfel hotărârea definitivă dată contra autorului în urma transmiterii, este pentru succesor, *res inter alios iudicata*. Această soluțiune rămâne aceeași, când procesul început contra autorului era pendinte la epoca transmiterii, așa că nu se poate recunoaște autoritatea lucrului judecat decât hotărârilor definitive pronunțate înaintea transmiterii contra autorului, astfel că în nici într'un fel succesorul cu titlu particular nu poate fi considerat ca reprezentat de autor pentru ceea ce s'a judecat contra autorului în urma transmiterii. (Cas. I, 34, Ian. 22/93 B. p. 31; Cas. sect. unite 5 Iun. 2/83, B. p. 612).

67. Nu există autoritatea lucrului judecat când primul proces a avut de obiect revendicarea unui imobil pe când cel nou are de obiect plus valuta ce cel ce a pierdut imobilul revendicat pretinde că a adus prin construcțiuni noi la acel imobil. Căci spre a fi lucru judecat în prevederile art. 1201 se cere: *eadem res, eadem causa petendi și eadem conditio personarum*. Or, în specie nu e identitate de cauză, de oarece motivul primei acțiuni era dreptul de proprietate nesocotit al proprietarului, pe când cauza procesului din urmă este plata materialului și impozitelor cu care proprietarul caută să se îmbogățească în detrimentul constructorului. Apoi, nici *eadem conditio personarum* nu există, căci deși sunt aceleași persoane fizice, dar în acțiunea în revendicare era defendor cel ce în secundul proces este reclamant al plății materialului și a cheltuielilor la care a dat naștere construcțiunea. (Apel Buc. I, 60/83, Dr. 44/83).

68. Dacă un creditor popritor nu s'a prezentat în ziua fixată pentru validare și tribunalul, conform art. 466 pr. civ., a respins cererea sau dacă el însuși a renunțat la dânsa, nimic nu-l împiedică ca mai târziu să reînființeze poprirea, de oarece art. 466 deși ordonă încetarea poprirei când creditorul nu se prezintă, cu toate acestea art. 466 nu oprește pe creditor a nu mai înființa o nouă poprire. Deci, în atare caz nu se poate invoca autoritatea lucrului judecat. (Trib. Ilfov, not., Febr. 22/83, Dr. 26/83).

69. Pe cât timp creditorul, prin acțiunea ce a intentat debitorului principal n'a chemat și pe garanții acestuia spre a discuta față și cu ei chestiunea întreruperii prescripțiunii, deciziunea pronunțată între el și debitorul principal nu poate fi opozabilă garanțiilor care autoritatea lucrului judecat, întrucât unul din elementele constitutive acestui principiu, identitatea persoanelor lipsește. (Cas. sect. unite. 4 Mart. 17/83, B. p. 285).

70. Din o deciziune a curții de casatie nu poate rezulta autoritatea lucrului judecat, fiindcă această curte sau respinge un recurs, și atunci autoritatea lucrului judecat nu poate rezulta decât dela hotărârea instanței de fond care a dobândit autoritatea lucrului definitiv judecat prin respingerea recursului îndreptat contra-i, sau casează, în care caz trimite prigonirea la o instanță de fond spre a fi din nou judecată și atunci din hotărârea acestei instanțe va putea rezulta autoritatea lucrului judecat. (Cas. I, 82/Mart. 12/83, B. p. 274).

71. Creditorii chirografari fiind în genere reprezentați în actele debitorului lor, hotărârile dobândite în contra acestuia sunt opozabile contra creditorilor săi, și aceștia nu le pot reforma decât pe calea pe care debitorul lor le-ar fi putut reforma afară însă de cazul când acei creditori pretind că hotărârea ce li se opune este dată în înțelegere frauduloasă cu partea adversă spre vătămarea lor. (Cas. I, 40/Febr. 7/83, B. p. 105).

72. Deși lucru judecat este și atunci când judecătorul s'a pronunțat în mod incidental asupra unei chestiuni cu ocazia judecării unei acțiuni principale, câtă însă ca părțile să fi făcut concluzii formale asupra acestei chestiuni și în mod prejudicial, iar nu să fi fost făcută cerere ca mijloc de apărare. (Cas. I, 89/Martie 12/83, B. p. 274).

73. Hotărârea jurisdicțiunii corecționale nu poate să fie o pedică ca aceleași fapte care au motivat urmărirea penală pentru escrocherie să fie în urmă articulate înaintea instanței civile în sprijinirea unei acțiuni în nulitate a convențiunii ca afectată de dol, de oarece aceleași fapte, care n'au putut să constituie manopere constitutive de escrocherie în sensul legii penale, pot să constituie dolul sau violența în sensul art. 956 și 960 c. civ. (Apel Iași, II, 120/Oct. 9/82, Dr. 72/83).

74. Autoritatea lucrului judecat nu poate fi invocată în principiu decât în virtutea unei hotărâri rămasă definitivă (art. 375 pr. civ.). Inșă se poate invoca lucrul judecat și în baza hotărâ-

rilor date în prima instanță și supuse apelului, când ele nu sunt încă apelate în momentul ridicării excepțiunii, apelul nimicind autoritatea lucrului judecat atașată provizoriu la asemenea hotărâri și prezumțiunea de adevăr ce rezultă din ele. (Trib. Iași, II, 2022, Sept. 13/83, Dr. 71/83).

75. Față de dispozițiunile legii relative la restituirea fructelor și care se acordă sau nu se acordă, după cum posesorul a fost de bună sau rea credință, urmează că nu se poate susține că judecata asupra fondului dă putere de lucru judecat asupra restituirii fructelor, de oarece în caz de bună credință, ele nu pot fi acordate de loc și prin urmare hotărârea de fond nu poate implica virtual și condamnarea la venit. (Cas. I, 245/Iun. 18/83, B. p. 660).

76. O hotărâre judecătorească nu poate fi anulată prin o acțiune principală, ci numai prin căile de reformare prin retractare prescise de lege. Deci, când au trecut termenele în cari o hotărâre putea să fie atacată, ea a redobândit autoritatea lucrului judecat și nu mai poate fi pipăită sub nici un cuvânt. (Cas. I, 58/Febr. 21/83, B. p. 172).

77. În principiu, este lucru judecat ori de câte ori judecata a tranșat definitiv o chestiune ridicată și discutată de părți, fără a se distinge dacă ea a terminat procesul ori nu, sau dacă este în prima sau ultima instanță. În adevăr, sunt hotărâri anterioare celei care termină procesul, afară de cele preparatorii, cărora li se imprimă forța lucrului judecat prin simplul fapt că au tranșat definitiv chestiunea pusă în contestațiune și discutată de părți. De asemenea nu este necesar ca judecata să fie dată în ultima instanță, pentru a avea forța lucrului judecat: ori ce hotărâre, dată chiar în prima instanță contradictorie sau în lipsă, dobândește această forță, pe cât timp nu este atacată prin apel sau opozițiune, și mai în urmă dobândește chiar irevocabil această forță, dacă nici unul din mijloacele de atacare n'au fost date în termen. — Astfel procesul verbal prin care tribunalul, în urma incidentului ridicat și după discuțiuni contradictorii, a scos din împărțeala averii succesoriale porțiunile convenite unora din părți și a ordonat vânzarea prin licitațiune publică numai a restului averii, întrunește caracterele unei hotărâri definitive, și tribunalul ar călca autoritatea lucrului judecat dacă ar reveni asupra lui. (Trib. Brăila, Aug. 20/83, Dr. 63/83).

78. Din regula *res iudicata pro veritate habetur* rezultă că orice cerere sau excepțiune nouă care ar tinde să repună în chestiune, între părți, existența sau,

neexistența raportului juridic care a fost obiectul unei contestațiuni anterioare, poate să fie respinsă prin o excepțiune sau replică trasă din autoritatea lucrului judecat. Prin urmare, această regulă se opune ca acela care a fost condamnat la plata unei creanțe, fără să opue excepțiunea plății, să mai poată a se prevala în urmă de o chitanță constatând liberațiunea sa, spre a împedica o urmărire îndreptată contra sa. Pe cale de contestațiune invocând o plată s'ar viola autoritatea lucrului judecat atât în cazul când acest mijloc n'ar fi fost propus la pronunțarea sentinței, cât și în cazul când l-ar fi propus și s'ar fi respins, căci nu se poate proba liberațiunea fără a contrazice sentința care, formal sau implicit, a judecat că n'a existat liberațiune. Autoritatea lucrului judecat nu se poate eluda prin nici un mijloc, nu se poate admite să se defere jurământul decisoriu asupra unui drept deja constat printr'o sentință. Deci se violează art. 1200 al. IV, când se admite deferirea jurământului pentru a se dovedi existența plății anterioare hotărârii condamnatorie pusă în curs de executare, dar care nu s'a propus înainte. (Trib. Vâlcea, Ian. 4/84, *Dr.* 24/84).

79. Nu este violată autoritatea lucrului judecat când prima hotărâre a curții prin care a declarat apelul în termen a luat ca punct de plecare ziua respingerii opozițiunii de tribunal, iar secunda hotărâre prin care a declarat apelul tardiv a luat ca punct de plecare al termenului ziua notificărei hotărârii dată de tribunal asupra fondului, considerând hotărârea tribunalului asupra opozițiunii ca neexistentă, de oarece opozițiunea fusese făcută de un procurator fără procură. Aci, ambele deciziuni nu se fundează pe aceleași fapte. (Cas. I, 355/Oct. 31/84, B. p. 806).

80. Pentru ca autoritatea lucrului judecat să existe trebuie ca acțiunea pendentă înaintea instanțelor judecătorești să fie identică cu aceea care s'a judecat și pentru care există deja o sentință definitivă. Astfel fiind, acțiunea care arevă de obiect opunerea din partea erezilor *ab intestat* la punerea în posesiune a legatarului nu e identică cu acțiunea care are de obiect anularea testamentului și revendicarea averii cuprinsă în el, așa că nu poate fi vorba de autoritatea lucrului judecat. (Apel Focșani, I, 153/Dec. 12/83, *Dr.* 24/84).

81. Hotărârile judecătorești sunt declarative de drepturi și produc efect din ziua introducerii acțiunii. Prin urmare, hotărârea care constată un drept de proprietate față de un coproprietar, este opozabilă creditorului

căruia s'a constituit o ipotecă asupra întregului imobil de către coproprietar posterior introducerii acțiunii de revendicare, de oarece creditorul a fost reprezentat în instanță de revendicare de către debitorul său. (Apel Buc. II, 85/Mai 15/84, *Dr.* 67/84).

82. Hotărârea de rezoluțiunea vânzării, intervenită între cumpărător și vânzător, fiind pronunțată între alte persoane, nu poate fi opozabilă creditorului ce are o ipotecă asupra aceluși imobil și care n'a figurat în cauză de oarece acesta având un drept real asupra imobilului, nu se poate să i se desființeze ipoteca fără ca cererea de reziliere să se fi discutat și față cu dânsul. (Cas. I, 294/Sept. 18/84, B. p. 691).

83. Curtea de apel chemată a judeca acțiunea nu poate nici a trece peste hotărâre arbitrară rămasă definitivă, nici a o reforma pe cale incidentală sub forma unei excepțiuni, fără a născocoti pe deoparte principiul autorității lucrului judecat iar de altă parte fără a viola regulile de procedură, după care hotărârile judecătorești se pot reforma. (Cas. I, 63/Febr. 22/84, B. p. 129).

84. Dacă cauza primei contestațiuni la urmărire era novațiunea și solvabilitatea debitorului principal, pe când cauza celei de a doua contestațiuni e plata, nu se poate zice că în specie este autoritatea lucrului judecat, întrucât ambele cereri nu sunt întemeiate pe aceeași cauză. (Cas. I, 286/Sept. 12/84, B. p. 680).

85. Procedura noastră în materie contradictorie este în principiu orală. Inșă chiar legiuitorul nostru, în asemenea materie, a recunoscut și admis expres, pe lângă procedura orală, și aceea scrisă, precum rezultă clar din art. 104 pr. civ. Dacă astfel procedura scrisă, chiar în contradictoriu, are rangul ei legitim alături de cea orală, apoi nu putem ezita a-i atribui *a fortiori* întreaga procedură în camera de consiliu, atât cea grațioasă cât și cea contentioasă, care, după chiar natura ei intimă, formează domeniul ei principal. Or, în procedura contradictorie ordinară, dreptul de opozițiune e deschis numai aceluia care n'a luat parte la desbaterile definitive; pe dată ce o parte a luat concluziuni, sentința pronunțată în baza lor e pentru dânsa *res judicata*, partea a sleit în privința sa instanța și trebuie să se adreseze la o instanță superioară. Așa fiind, logica cere că în procedura scrisă să denegăm dreptul de opozițiune aceluia prin care petițiunea sa a provocat încheierea tribunalului, căci pentru dânsul această încheiere fiind răspunsul la cererea sa, are puterea lucrului judecat, acordându-l numai celor de al treilea, cari neprezentându-se în cauză, s'ar simți

lezați în drepturile lor prin acea încheiere. (Trib. Iași, IV, Apr. 18/84, Dr. 50/84).

86. Când părțile vin pe cale principală să se judece nu se poate opune autoritatea lucrului judecat rezultând din hotărîrea dată pe cale incidentală prin care tribunalul și curtea s'au declarat incompetente, fără a judeca fondul, trimitînd pe părți a se judeca pe cale principală. (Apel Buc. III, 30, Febr. 11/84, Dr. 37/84).

87. O sentință judecătorească, spre a putea avea autoritatea lucrului judecat în o nouă instanță, urmează neapărat ca cererea ce ea a judecat să fi avut același obiect corporal, aceeași cantitate de obiecte de aceeași specie, sau același drept ce se agită înaintea instanței celei noi. — Prin urmare, o sentință care are de obiect de a decide care din doi ereditari urmează a se plăti mai întâi din prețul adjudecațiunii unui *imobil*, nu poate avea putere de lucru judecat în privința unei cereri de aceeași natură, între aceleași persoane, cari însă ar avea de obiect prețul adjudecațiunii unui *alt mobil*. (Cas. I, 93/Mart. 8/70, B. p. 84).

88. Dacă obiectul acțiunii statului cră că intimat prin tăerea unor arbori, la care n'avea dreptul prin contract, a comis un delict civil, pentru care se cereau daune-interese, cari constau din valoarea arborilor tăiați și o clauză penală; și deși tribunalul a apărut pe intimat de clauza penală, însă întrucât ea nu era decât o consecință a cererii principale, care cerere fusese admisă și de tribunalul care-l declarase răspunzător de lemnele tăiate, ca atare statul se putea prevala la Curtea de apel de hotărîrea tribunalului rămasă definitivă prin neapelarea intimatului; deci dar nu se poate imputa Curței că a aplicat rău în cazul de față autoritatea lucrului judecat rezultând din hotărîrea tribunalului nici că a violat dispozițiunile art. 1201, întrucât exista toate elementele cerute de acel articol. (Cas. I, 241/Iun. 17/85, B. p. 516).

89. Hotărîrile judecătorești avînd un efect relativ nu se pot invoca decât în favoarea sau contra persoanelor între cari a fost legată instanța judiciară. Astfel fiind, o hotărîre pronunțată contra fostului proprietar al unui mobil nu poate fi opusă ca constituînd lucru judecat față de noul cumpărător dacă achizițiunea acestuia a avut loc anterior pronunțării ei și cînsul n'a fost nici chemat, nici reprezentat în instanță. (Cas. I, 327/Sept. 11/91, B. p. 933; Cas. I, 27/Ian. 25/85, B. p. 33).

90. Dacă pe cale penală s'a cerut anularea actului de vânzare ca fiind sustras prin manopere frauduloase;

iar prin acțiunea pe cale civilă, se cere anularea actului de vânzare ca simulat ambele aceste acțiuni au o cauză diferită, astfel fiind nu putea fi autoritatea lucrului judecat căci acțiunea în simulatiune departe de a presupune o fraudă, presupune din contră o înțelegere între părți. (Cas. I, 182/Mai 18/85, B. p. 396).

91. Încheierea pregătitoare, prin care se ordonă cercetarea la fața locului, după art. 160 pr. civ., nu leagă pe judecători; prin urmare ei pot decide în cele din urmă când trebuie să pronunțe hotărîrea definitivă, așa cum și-au format convingiunea din desbateri sau din alte fapte, fără să țină socoteală de acele încheieri pregătitoare. Procedînd astfel nu violează întru nimic principiul autorității lucrului judecat. (Cas. I, 3/Ian. 9/85, B. p. 4).

92. În sistemul nostru de procedură civilă (art. 159 și 160), nici o închiere luată de tribunal, prin care, pentru descoperirea adevărului, s'ar admite o cercetare locală, o expertiză sau martori, etc., nu leagă pe judecători, afară de acele încheieri cari ar fi admis jurămîntul decizoriu; prin urmare asemenea încheieri nu constituie lucru judecat. (Cas. I, 9/Ian. 12/85, B. p. 7).

93. Recursul în casațiune este o cale ce legea o deschide în contra sentințelor și deciziunilor judecătorești cari, purtînd în ele caracterul lucrului judecat, pot leza într'un mod irevocabil, un drept civil, public sau politic, nu însă și în contra actelor sau deciziunilor date de orice autoritate care, funcționînd în virtutea unei legi speciale, ar atinge, prin dispozițiunile luate de dînsese, vreunul din aceste drepturi, căci o asemenea atingere nu poate fi irevocabilă, acele acte sau deciziuni neputînd în ele caracterul lucrului judecat. — Acest caracter al lucrului judecat, după legea din anul 1882 asupra constatării și perceperei contribuțiunilor directe, deciziunile comisiunilor de apel districtuale nu-l pot avea în acele dispozițiuni ale lor care ar atinge vreun drept civil, public sau politic, drepturi cari, în caz de contestațiune între administrațiune și particulari, sunt de resortul puterii judecătorești, care singură, prin organele sale și de drept comun, e chemată a se pronunța asupra lor într'un mod definitiv și irevocabil față cu părțile în litigiu. (Cas. sect.-unit., 3/Oct., 24/85, B. p. 746).

94. Deși este de principiu că penalul n'are influență asupra civilului, însă dacă cu ocaziunea procesului penal s'a judecat și acțiunea civilă, hotărîrea dată în penal poate fi opusă ca autoritatea lucrului judecat părții care reclamă din nou înaintea instan-

tei civile ce a cerut înaintea instanței penale. (Apel Focșani, II, 104/Iun. 21/94, *Dr.* 49/85).

95. De și după declarațiunea negativă a juraților, Curtea poate să condamne pe acuzatul achitat la daune-interese către partea civilă, însă în atare caz trebuie ca deciziunea ei să se concilieze cu declarațiunea negativă a juriului, să respecte lucrul judecat și să recunoască existența unei culpe deosebită de crima înălăturată prin verdictul juraților. (Cas. II, 155, Apr. 16/85, B. p. 345).

96. Dacă s'ar admite ca hotărîrea dată în lipsa reclamantului și rămasă definitivă ar avea de efect numai stingera instanței, nu însă și a dreptului reclamat, așa în cât s'ar putea reînoui ori când cererea, în asemenea caz formalitățile prescise de legiuitor pentru comunicarea hotărîrei reclamantului ce a lipsit, eum și dreptul acordat părții judecate în lipsă de a ataca o hotărîre cu opozițiune și apel, ar fi iluzoriu; cu alte cuvinte ar fi a considera ca prescise dispozițiunile prescise la art. 152, 153, 154, 157, 318, și 320 pr. civ. ar fi a introduce și alte cazuri de perempțiune pe lângă cele prevăzute la art. 257 și 258 pr. civ., de asemenea ar dispăre și rațiunea pentru care legiuitorul a creat prescripțiunea lucrului judecat, procesele s'ar perpetua la infinit, dacă s'ar permite unui reclamant, care s'a lăsat să fie judecat în lipsă în mod definitiv, să reînnoiască acțiunea când îi va plăcea. (Apel Iași, II, 46/Apr. 25/86, *Dr.* 53/86).

97. Actul de jurisdicțiune grațioasă nu poate face obiectul unei cereri de nulitate din partea unei persoane la care dânsa n'a participat, căci e un principiu constant că autoritatea lucrului judecat nu poate rezulta decât printr'o hotărîre pronunțată pe cale de jurisdicțiune contencioasă, *inter nolentes*, iar nu și dintr'o încheiere care însușește caracterul unui act de jurisdicțiune grațioasă, *inter volentes*, mai ales când persoana care atacă validitatea și efectele sale n'a figurat înaintea instanței dela care emană un asemenea act. Nulitatea unei încheieri, ca aceea de punere în posesiunea averii successorale, se poate cere atât pe cale de contestațiune, la caz când s'ar invoca în contra unei persoane care are interes a se opune efectelor sale, cât și pe cale principală. (Apel Buc. III, 54/Febr. 21/83, *Dr.* 31/86).

98. Încheerea prin care s'a investit transacția cu formulă executorie, dată pe cale grațioasă fără chemarea părților, nu constituie lucru judecat, neputându-se recunoaște caracterul de lucru judecat de cât numai hotărîrilor date în urma unui litigiu, părțile fiind chemate în regulă și pronunțate fiind

acele hotărîri și de către instanța judiciară. (Cas. II, 8/Ian. 28/86, B. p. 84).

99. După procedura civilă (art. 288—291), instanța de revizuire are mai întâi a constata dacă cererea de revizuire s'a făcut în termen și dacă prin cererea de revizuire partea a propus vreunul din motivele admise de lege prin articolele sus citate. Și nu se poate zice că dacă s'a declarat o cerere de revizuire admisibilă sub raportul forme, instanța de revizuire e legată prin declararea de admisibilitate a cererei de revizuire. Prin urmare acea instanță e în drept ca atunci când judecă în fond motivele de revizuire să le respingă dacă le găsește neîntemeiate și prin aceasta să respingă însăși cererea de revizuire care de altminterea fusese admisă sub raportul forme. (Cas. I, 141/Apr. 27/87, B. p. 318; Cas. I, 26/Ian. 25/85, B. p. 26).

100. Dacă obiectul primei reclamațiuni este fondul unei averi, iar cel din acțiunea a doua venitul aceleiași averi, obiectul litigiului nu este același, întrucât la acțiunea de venituri judecatorul fondului este ținut a cerceta reclamațiunea nu numai din punctul de vedere al reclamantului ci mai cu seamă din acel al calității posesiunii intimatului, fiind ținut la acțiunea de venituri, a se ocupa mai în specie de titlul posesiunii intimatului și dacă acea posesiune a fost de bună sau rea credință. (Cas. I, 387/Dec. 12/86, B. p. 927).

101. Dacă cu ocaziunea acțiunii în nulitatea inscripțiunii ipotecare relativ la garanția dată de garant s'a declarat de valabilă garanția constituită cu ocaziunea urmăririi garantului nu se mai poate invoca nulitatea acelei garanții, părțile fiind aceleași. (Apel Focșani, I, 152/Oct. 31/84, *Dr.* 21/86).

102. Hotărîrile judecătorești date în procese cu cete de moșneni, unde nici citațiile, nici acele hotărîri nu au fost legalmente comunicate cetei, nu pot fi opozabile și executorii cetei, ci numai contra moșnenilor cari au figurat în judecată personal sau prin procurator. (Apel, Buc. I, 238/Nov. 15/85, *Dr.* 26/86).

103. Art. 1711 punând principiul că tranzacțiunile au între părți autoritatea lucrului judecat în ultima instanță, rezultă ca consecință directă că fiecare parte poate invoca o excepțiune analoagă cu aceea a autorității lucrului judecat (*exceptio litis per transactionem finitae*). Și art. 1201 determinând condițiunile cerute pentru a se putea invoca autoritatea lucrului judecat, urmează că aceleași condițiuni sunt cerute și pentru excepțiunea transacțiunii; chiar legea conține aplicațiunile din acest principiu în art. 1709 și 1710 pe cari printr'un defect al clasificățiunii le pune înaintea art. 1711 care stabilește principiul. — Astfel

fiind, dacă reclamantul a transigeat asupra pretențiunii sale ca cesionar al drepturilor succesorilor defunctei și în baza căror drepturi cerea nulitatea testamentului făcut de acea defunctă în favoarea defendorului, și dacă în urmă acel reclamant, în calitate de succesor al soțului defunctei revendică contra aceluiaș defendor ca-sele ce acesta posedă în baza sus citatului testament al defunctei; aceasta a doua cerere nu întrunește nici una din condițiunile cerute de lege pentru a putea invoca excepțiunea *litis per transactionem finitae*. (Trib. Ilfov, II, 219/Nov. 1/86, Dr. 80/86).

104. Garantul este reprezentat de garantatul său cu ocaziunea procesului pentru existența și validitatea datoriei garantatului către creditor. Garantul nu poate fi considerat ca terță persoană decât numai în ceea ce privește motivele fondate pe excepțiuni cu totul personale lui și relative la validitatea propriu zisă a actului de garanție dat în favoarea creditorului. Prin urmare, odată condamnat definitiv un debitor al statului a-i plăti un rest de arendă, garantul nu poate invoca cu succes prescripțiunea de 5 ani, pentru a se apăra de pretențiunea statului, căci, după principiul sus stabilit, prescripțiunea invocată în acest caz constituind o excepțiune inerentă obligațiunii principale, iar nici cum o excepțiune personală garantului, nu poate face acum obiectul unei discuțiuni, pentru cuvânt că ea nu putea fi invocată decât cu ocaziunea acțiunii intentată de creditor contra debitorului și asupra căreia a intervenit o hotărâre care are puterea lucrului judecat chiar și contra garantului. (Apel Foesani, I, 152/Oct. 31/84, Dr. 21/86).

105. Imprejurarea că prin noua acțiune s'a introdus noui părâți, sau s'a adăugat noui capete de cerere, nu poate înlătura autoritatea lucrului judecat, pentru că atunci când o reclamațiune cuprinde mai multe capete de cerere și e îndreptată contra mai multor părâți, atunci însemnează că sunt atâtea reclamațiuni pe cât sunt și părâții și capetele de cerere cari se judecă deodată, astfel că fiecare părît poate invoca mijloace ce va avea pentru respingerea capetelor de cerere formulate contra sa, fără să se preocupe dacă aceleași mijloace le poate opune și ceilalți părâți. A se admite că nu ar fi lucru judecat când în noua reclamațiune s'ar mai face noui capete de cerere pe lângă cel cerut prin prima reclamațiune, și când s'ar introduce un nou părît, ar fi a se încuraja sicana, pentru că atunci un reclamant de rea credință, care n'a reușit într'o acțiune, n'ar avea decât să formeze o nouă acțiune în care să ceară și alte

obiecte pe lângă cele cuprinse în reclamațiunea respinsă și să introducă și noui părâți numai în scopul de a nu i se putea opune lucrul judecat nici în privința obiectului ce n'a putut dobândi prin prima acțiune. (Apel Iasi, II, 46/Apr. 25/86, Dr. 53/86).

106. Un cumpărător fiind un succesor cu titlu particular, acesta nu poate fi reprezentat de autor încât privește hotărârea definitivă ce se pronunță în contra lui după transmiterea dreptului real și transcrierea acestui drept, căci după transmitere, succesorul având drept asupra lucrului și interes a-l conserva și acest drept al său fiind dela această dată independent de orice fapt al autorului, dreptul și interesul său nu pot fi stinse sau compromise prin hotărârea definitivă pronunțată în urma transmiterii, contra fostului proprietar, care nu mai avea în acel moment nici un drept asupra lucrului vândut nici interes a-l conserva și acest efect al transmiterii devine opozabil tuturor prin faptul transcrierii titlului său. Astfel, hotărârea definitivă dată contra autorului în urma transmiterii și transcrierii actului este pentru succesor *res inter alios judicata*. (Cas. I, 62/Febr. 21/94, B. p. 149; Cas. I, 34/Ian. 22/93, B. p. 31; Trib. Ilfov, II, Oct. 22/86, Dr. 75/86).

107. Dacă în urma declarațiunii în faliment, sindicul sechestrând averea mobilă aflată pe moșia falitului, cumpărătorul a făcut contestație prin care tinde de a se scoate de sub sechestru acea avere, susținând că zisa moșie a devenit proprietate sa prin cumpărare, și cu ocazia judecăței urmate asupra acestei contestațiuni, a fost dedusă în instanță de către sindic și chestiunea de a se ști dacă actul de vânzare era fraudulos sau simulat, întrucât sindicul reprezintă masa creditorilor, între cari figura și recurentul de astăzi, cu drept cuvânt instanța de fond a opus cererei făcută de recurent autoritatea lucrului judecat rezultând din acea deciziune; și nu se poate zice că falimentul fiind revocat atrăgea după sine anularea zisei deciziuni, de oarece retractarea ulterioară a unui faliment nu poate face să cadă o hotărâre pronunțată contra sindicului care dobândise autoritatea de lucru judecat. (Cas. I, 228/Iun. 23/87, B. p. 562).

108. Este lucru judecat când în secundul proces de revendicare aceluiaș imobil, reclamantul produce în instanță pentru stabilirea dreptului său de proprietate, un titlu pe care nu l-a prezentat și nu s'a servit de el ca mijloc de apărare în primul proces în care se revendica dela dânsul același imobil de către intimat. Un atare act nu-l mai poate invoca decât pe calea

unei cereri în revizuire în care ar trebui să probeze că acel act a fost reținut de adversar sau din forță majoră nu l-a putut prezenta în primul proces. (Apel, Iași I, 36/Mart. 7/87, *Dr.* 30/87).

109. Autoritatea lucrului judecat nu protejează decât ceea ce a făcut obiectul procesului dedus în instanță. Or, acțiunea în repetițiune având echitatea de fundament, ea se poate exercita și în privința sumelor plătite în virtutea hotărârilor definitive ori de câte ori întrunește condițiile cerute de lege, și întrucât nu repune în discuțiune ceea ce a fost definitiv decis prin hotărâri investite cu autoritatea lucrului judecat. (Cas. I, 322/Nov. 10/87, B. p. 860).

110. Pe cât timp există o transacție executată pe fața pământului și confirmată prin hotărâri judecătorești rămase definitive, prin care se mărginește dreptul de trezere numai la o porțiune de teren, când tribunalul nesocotește acele holariri și recunoaște reclamantului dreptul de trecere absolută violează autoritatea lucrului judecat. (Cas. I, 138/ Apr. 21/87, B. p. 312).

111. După art. 1201, ca să existe autoritate de lucru judecat se cer următoarele 3 elemente: 1) aceleași persoane juridice, 2) același obiect; 3) aceeași cauză. — Dacă dar o cerere a avut de obiect esirea din indiviziune, iar procesul celălalt fixarea câtului de moștenire, nefiind identitate de obiect, nu poate fi autoritate de lucru judecat. (Cas. I, 58/Febr. 11/87, B. p. 105).

112. Instanța de fond nu violează autoritatea lucrului judecat, sau schimbă dispozitivul unei hotărâri rămase definitivă, când face uz de facultatea ce o are de a interpreta dispozițiunile întunecoase ale hotărârii ce a pronunțat, arătând care este adevăratul înțeles al dispozitivului ei. (Cas. sect. unite, I. Ian. 15/87, B. p. 25).

113. Atât în primul proces în care ministerul reclamă o sumă de bani de la intimat pentru acoperirea banilor delapidăți de subalternul său cât și în secundul în care intimatul cere înapoi dela minister suma plătită deja de dânsul tot spre acoperirea aceleiași sume delapidată, întâlnim în ambele procese: 1) aceleași persoane; 2) înfățișându-se în aceleași calități de creditor și debitor; 3) aceleași obiecte; 4) *eadem causa petendi*, adică responsabilitatea intimatului pentru delapidarea făcută de subalternul său, pe care ar fi fost dator să-l supravegheze; deci există în specie autoritatea lucrului judecat. (Cas. I, 47/Febr. 23/88, B. p. 133).

114. Dacă opozițiunea se admite ca regulat făcută în formă și ca justificată, procedura se reîncepe din punctul în care se afla când a lipsit opo-

zițiunea (art. 157 pr. civ.), aceea ce implică că dacă opozițiunea se găsește că e regulat făcută și admisibilă, hotărârea dată în lipsă dispăre și procesul se judecă din nou, ce și când n'ar fi intervenit o hotărâre în lipsă; iar dacă opozițiunea se judecă că este neregulată, sau dacă nu se dă o hotărâre asupra regularității ei, hotărârea dată în lipsă rămâne în picioare și instanța opozițiunei este o nouă instanță care singură se poate perimă. Cas. I, 247/Oct. 11/88, B. p. 840).

115. O ordonanță de adjudecare nu are caracterul unei sentințe judecătorești, de oarece judecătorii nu o dau în virtutea puterii lor deliberative ca jurisdicțiune contencioasă, ci în virtutea puterii de a ordona actele judiciare ca jurisdicțiune grațioasă; prin urmare ea poate fi anulată de creditorii fraudati pe cale de acțiune principală. (Apel Buc. I, 108/Iun. 15/88, *Dr.* 56/88).

116. Hotărârile pronunțate pe cale de acțiune posesorie nu leagă pe judecători în petitoriu cari pot statua în sens contrariu când e vorba de fondul dreptului; prin urmare ele nu constituie autoritate de lucru judecat. (Cas. I, 211/Iun. 7/89, B. p. 503; Cas. I, 263/Sept. 12/89, B. p. 738; Cas. I, 97/Apr. 8/88, B. p. 330).

117. În principiu în diferitele acte judecătorești se disting unele care au caracterul unei hotărâri și prin urmare considerate ca susceptibile de a lega pe părți prin forța lucrului judecat, și altele care constată numai îndeplinirea unor formalități, fără a decide asupra nici unei contestațiuni. Primele, fiind date în materie contencioasă, produc autoritatea lucrului judecat, iar secundele fiind acte de jurisdicțiune grațioasă, nu produc un asemenea efect. — Astfel, la omologarea unui partagiu dacă tribunalul constată numai îndeplinirea formalităților cerute de lege, atunci omologarea, deși făcută sub forma unei sentințe, nu este însă în realitate decât un act de jurisdicțiune grațioasă, nefiind nici un contencios supus judecății sale și ca atare nu poate avea autoritatea lucrului judecat; dacă însă sentința de omologare ar decide asupra vreunui incident care ar constitui o adevărată contestațiune, atunci ar fi o hotărâre contencioasă asupra acestui incident și dânsa, ca toate hotărârile date în materie contencioasă, ar avea autoritatea lucrului judecat. (Trib. Ilfov, II, 265/Dec. 21/87, *Dr.* 5/88).

118. Autoritatea ce legiuitorul, în vederea interesului social de a pune capăt contestațiunilor judecătorești, a voit să dea lucrului judecat, acopere orice vicii ale hotărârii și dar și incompetința instanței ce a dat aceea ho-

tărire; și prin urmare o hotărîre judecătorească fie ea chiar dată fără competență, poate obține autoritatea lucrului judecat, dacă acea hotărîre n'a fost atacată de părți în modul și pe căile prescise de lege. Și legiuitorul, în art. 323 pr. civ., cu deosebire de art. 451 pr. franceză, pe care de altminterlea se vede a-l fi avut în vedere la redactarea acelui articol, în scopul de a evita circuitul proceselor, nu mai face nici un fel de deosebire între diferitele hotărîri date de o instanță judecătorească înainte de hotărîrea ce ar da asupra fondului, pentru a recunoaște pentru unele dintr'însele dreptul de apel înainte de darea hotărîrei definitive, sub numirea generică de hotărîri preparatorii, cuprinzând toate hotărîrile ce s'ar da înainte de hotărîrea asupra fondului, și dar și acelea asupra competenței, căci art. 335 pr. civ., care prevede ipoteza admiterii declinatorului de competență și dar ne judecarea fondului, declară că în contra tuturor acestor hotărîri nu se va putea forma apel decât deodată cu hotărîrea asupra fondului de unde urmează că dacă, neținându-se seamă de această dispozițiune, apel s'ar fi făcut contra unor asemenea hotărîri, acest apel nu ridică ori suspendă judecarea fondului de către acea instanță, nici poate scuti pe parte de obligațiunea de a face apel în contra hotărîrei date asupra fondului; și dar această din urmă hotărîre, când nu este apelată, obține autoritatea lucrului judecat. (Cas. I, 387, Dec. 11/89, B. p. 1029).

119. Din textele combinate ale art. 15, 16 și 17 din legea rurală, din jurnalul consiliului de miniștri aprobat de Domn sub No. 4 din 1864, din circulara ministrului de interne cu No. 9378 din 12 Septemvrie 1864, și din circulara cu No. 12112 din 31 Mai 1866 către toți prefectii, rezultă că, pentru lucrarea alegerii și hotărîniciei imasurilor (is-lazelor), locurilor de fânețe și arături, rămase proprietate absolută a sătenilor clăcași în virtutea legerii rurale, legiuitorul instituisse pentru fiecare comună o autoritate specială, numită comisiune *ad-hoc*, compusă din 2 membri, unul delegat din partea proprietarului și altul din partea clăcașilor stabiliți pe moșie; că lucrările acestei comisiuni, la caz de neînțelegere între membrii săi sau de nemulțumirea părților, erau supuse judecății unui super-arbitru, numit prin sorți dintre membrii comitetului permanent al județului, care decidea definitiv; prin urmare, acestor autorități numai legea rurală le-a dat competență să decidă, după osebiriile de mai sus, în mod definitiv asupra neînțelegerilor dintre proprietari și săteni privitoare la delimitare. Deci, hotărîrea super-arbitru-

lui constituie autoritatea lucrului judecat în această privință. (Apel Buc. III, 81, Mart. 31/89, Dr. 38/89).

120. În principiu hotărîrile judecătorești nu pot fi retractate decât pe căile anume indicate de lege, cari sunt: opoziția, apelul și recursul în casație. Conform acestui principiu, partea pentru a obține sfărîmarea deciziunii ce se execută contra sa, nu poate face decât uzând de aceste mijloace legale, cu care ocaziune e în drept să propună nulitățile pe cari le invoacă pe cale de contestație; ne făcând aceasta și lăsând ca acea deciziune să rămână definitivă, ea a căpătat putere de lucru judecat prin efectul voinței părții și ea atare nu mai poate fi pipăită sub nici un cuvânt. Astfel fiind, cu drept cuvânt curtea de apel statuează că nu mai poate să examineze, cu ocazia contestației la executare, dacă procedura a fost sau nu bine îndeplinită când s'a pronunțat deciziunea ce se execută, de oarece aceasta ar fi să se pună din nou în discuțiune un proces care a fost definitiv judecat. (Cas. I, 362/Nov. 27/89, B. p. 942).

121. În materie de contestație la executări de hotărînicie, din art. 34 al regulamentului de hotărînicii combinat cu art. 403 pr. civ., rezultă că nu există lucru judecat decât asupra contestațiilor în urma cărora s'a pronunțat confirmarea, reformarea sau anularea actului de executare. (Apel Buc. I, Febr. 17/89, Dr. 46/89).

122. Din art. 24 al legii rurale din 1864, cât și din instrucțiunile interpretative precum și din toată economia acestei legi rezultă într'un mod indubitabil că comisiunile de plasă nu erau competente a verifica și a statua dacă proprietățile erau din cele strimte și dacă se atacă treimea, mărghindu-se numai a constată numărul clăcașilor după fie-care moșie, a stabili diferitele categorii de clăcași și a determina cifra despăgubirilor convenite proprietarului. Prin urmare, încheierea comisiunii de plasă prin care se fixează numărul pogoanelor convenite clăcașilor, chiar de ar fi rămas definitivă nu poate constitui autoritate de lucru judecat în ce privește treimea rezervată proprietarului. (Apel Buc. II, 77/Martie, 30/86, Dr. 35/89).

123. Dacă tribunalele, în caz de achitarea inculpatului, nu pot statua asupra daunelor-interese rezultând din faptul dedus înaintea lor și care, de și desbrăcat de elementele penale, ar putea constitui un quasi-delict, aceasta provine din cauză că tribunalele corecționale au o competență limitată prin lege și nu pot judeca de cât acțiunile civile intentate de o dată cu acțiunile penale și care au de cauză un fapt delictuos, pedepsit de codul penal. (Cas. sect. unite, 5/Nov. 30/89; Cas. II, 19, Ian. 9/90; Cas. II, 20/Ian. 10/90; Cas. II,

430/Oct. 2/90; Cas. II, 456/Oct. 31/90; Cas. II, 403/Sept. 9/91, B. p.).

124. Pentru ca să existe autoritatea lucrului judecat, puțin importă calea ce s'a luat, și nici nu e nevoie ca ambele cereri în judecată să fie introduse pe calea acțiunii principale: se poate ca una din cereri să fie introdusă pe cale principală și cealaltă pe cale incidentală, de exemplu pe calea unei contestațiuni la executare, destul numai ca să existe judecată anterioră asupra lucrului ce se deduce din nou în judecată puțin importând dacă, contestația s'a respins ca nesustinută. (Apel Galați, I, Iun. 7/89, Dr. 53/89).

125. Spiritul legii nu pune ca principiu identitatea absolută a lucrurilor cari au făcut obiectul primei cereri, căci neputând exista ca atare, n'am putea avea nici o dată identitate perfectă, și prin urmare nici lucru judecat; deci, o identitate relativă fiind aceea înțeleasă de legiuitor, modificările provenite asupra lucrurilor cari au făcut obiectul primei cereri nu pot împiedica ca acel lucru preschimbat, mărit sau micșorat să nu formeze obiectul celei de a doua cereri. (Trib. Suceva, Mart. 28/89, Dr. 37/89).

126. Este indiferent dacă punctul în litigiu s'a judecat pe cale principală sau incidentală. Ast-fel, dacă o persoană s'a prezentat în contestație, reclamând dreptul de proprietate al obiectelor sechestrate, apoi prin acțiunea intentată pe cale principală, s'a prezentat tot în aceeași calitate, există în acest proces toate elementele constitutive ale autorității lucrului judecat. (Cas. I, 290/Oct. 4/89, B. p. 809).

127. Numai autoritățile înstituite prin legea rurală de la 1864 aveau competența de a statua asupra nemulțumirilor sătenilor clăcași sau a proprietarilor pe lucrările efectuate pentru aplicarea acelei legi. Prin urmare hotărârile acestor instanțe constituiesc autoritatea lucrului judecat pentru tot ceea ce ele au hotărât asupra punctelor reclamate. (Trib. Ilfov IV, 164 Apr. 17/89, Dr. 39/89).

128. Pentru ca să existe lucru judecat, după art. 1201, se cere: să fi existat o primă cerere care să fi parcurs gradele de jurisdicțiune conform legilor în vigoare: a doua cerere să aibă cu prima cerere același obiect, să fie întemeiată pe aceeași cauză și între aceleași părți, făcută această cerere de ele și în contra lor în aceeași calitate. (Trib. Suceva, Mart. 28/89, Dr. 37/89).

129. Nu există lucru judecat în ce privește lichidarea socotelilor unui mănăitor de fonduri publice de către curtea de compturi, din faptul că el a fost achitat de culpabilitatea penală, de oare ce responsabilitatea sa civilă își are cauză în legea comptabilității generale a statului, și în afară de existența unui fapt delictuos. (Cas. II, 78 Mai 22/89, B. p. 566).

130. O hotărîre care a rămas definitivă, prin nefacere de opoziție, apel și recurs

în casație, singurele căi de retractarea ei, nu mai poate fi revocată pe cale de contestațiune la executarea ei pentru că n'ar fi fost citată partea, căci prin aceasta s'ar ataca principiul autorității lucrului judecat. (Cas. I, 386/89 Dec. 8/89, B. p. 1025).

131. În materie criminală este necontestat principiul că chiar în caz de achitare judecătorii pot statua asupra despăgubirilor civile (art. 381 și 389 pr. pen.). Iar art. 41 pr. pen. nu exclude aplicațiunea acestui principiu și în materie corecțională, destul numai să nu existe contrarietate între hotărîrea, pronunțată în penal și cea pronunțată pe cale civilă. (Cas. I, 37 Febr. 1/89, B. p. 185).

132. Încă de la origina așezământului consular s'a simțit trebuința încuviințării unei jurisdicțiuni excepționale consulilor statelor creștine trimiși în imperiul turcesc. Din cauza deosebirei de religione, a organizării sociale, a moravurilor și obiceiurilor țărilor musulmane de ale țărilor creștine, guvernele acestor țări s'au văzut nevoite a creea, prin tractate, pentru consuli lor, un drept de jurisdicțiune cu căderi mult mai întinse de cât acelea ale consulilor trimiși în țări creștine. Din capitulațiunile încheiate de regii Franței cu Turcia, și cari au servit de normă și altor state cari au încheiat tratate de aceeași natură, reese că puterea excepțională ce s'a încuviințat consulilor în Turcia a fost creată în scop de a sustrage pe naționali lor aplicațiunii vătămătoare și nedreaptă a legilor și obiceiurilor musulmane, pricinuite mai ales din cauza deosebirei de religione. Odată recunoscut că această prerogativă excepțională a fost dată consulilor în vederea unei atari cauze, dânsa nu putea avea rațiunea de a fi într'o țară creștină, cărmuită de legile române trase din Basilice și unde legile turcești nu aveau cea mai mică înrăurire. Dreptul de jurisdicțiune conferit consulilor în țările ne-creștine constituind o derogare sistemului consacrat printre națiunile creștine, trebuie a se interpreta într'un sens restrictiv, adică a se țărături în marginile concesiunii încuviințate. Deosebirea ce există între organizarea politică și judecătorească a țărilor musulmane a fost temeiul de căpetenie al înființării jurisdicțiunii excepționale a consulilor în orient și e măturisită de cei mai de frunte publiciști ce s'au ocupat de știința dreptului public și internațional. Că privilegiile recunoscute consulilor din schelele Levantului au fost rânduite numai pentru țările musulmane rezultă și din împrejurarea că Principatelor-Române, după principiile admise de dreptul public, neputându-li se tăgădui întregimea suveranității lor numai prin simplul fapt al plății unui tribut Turciei, stipulațiunile tratatelor încheiate între acest imperiu cu guvernele străine erau nule și de nul efect în ceea ce privea aplicațiunea lor Principatelor-Române. Situațiunea juridică și natura raporturilor

ab antiquo dintre Turcia și Principatele Române e un motiv puternic pentru a nu se recunoaște ființa unui drept de jurisdicțiune consulară în România în condițiunile excepționale ce se exercitau în țările musulmane. În adevăr, încă din secolul XIV, pe temeiul tratatelor sau capitulațiunilor încheiate între Turcia și foștii Domnitori români, Principatele-Române s'au bucurat de o complectă autonomie și de toate prerogativele unui stat suveran. Cu ocaziunea acestor capitulațiuni, se stipulase chiar drepturi excepționale în favoarea Principatelor, cum de exemplu dispozițiunea cuprinsă în art. 8 al capitulațiunii din 1460, care hotăra că în caz când un turc ar avea un proces în Țara Românească cu un indigen, procesul se va judeca de Divanul român, după legile locale; de asemenea, după clauzele acestei capitulațiuni, un român nu putea fi silit a se înălța înaintea unei judecătării turcești. O asemenea stare de lucruri a fost consacrată și prin regulamentele organice ale ambelor Principate. În adevăr, prin art. 339 al regulamentului Țării Românești și art. 297 al regulamentului Moldovei se dispune că „Toți locuitorii Principatului vor fi judecați fără distincțiune de tribunalele țării; că se va urmă deasemenea cu străinii cari se găsesc sub protecțiunea unei puteri oareșicari, pentru contestațiunile cari vor avea cu indigenii. Dacă dar s'ar fi voit a se ridică autorităților judecătorești locale dreptul de jurisdicțiune asupra străinilor, nimic nu ar fi împeditat pe Rusia, care a presidat la alcătuirea Regulamentelor organice, a face să se introducă o atare derogățiune la una din atributele esențiale ale suveranității statului român. Din contra, că un onagiu adus recunoașterii unei independențe absolute a puterii noastre sociale, Puterile ce au participat la tratatul din Paris în 1856, voind a consfinți adevărata pozițiune politică a Principatelor față cu Turcia, au declarat formal prin art. 22 că ele vor continua a se bucura de privilegiile și imunitățile în a căror posesiune se află adăogând chiar că *nu va există nici un drept particular de ingerință în afacerile lor interioare*. În zadar se susține, ca dovadă a ființei jurisdicțiunii consulare în România, faptul întâmplat frequent din partea consulilor a judeca litigiile iscate între supușii lor, căci o practică abusivă, ori cât de îndelungată ar fi fost, nu poate avea țaria și puterea unei îndrituirii legitime întemeiată pe lege sau pe vre un tratat internațional. Și de și în disprețul principiului modern, acela al respectului suveranității unui stat, și al nesocotinței dreptului internațional public, care are de scop regularea raporturilor dintre state, iar nu a treburilor sale interne, tratatul de la Berlin din 1879, prin art. 49, reglementează procedura cetrebiuă a urmă România pentru a ajunge la desființarea jurisdicțiunii consulare, totuși prin aceasta nu s'ar putea argumentă pentru a susține

ființa legală a unor asemenea privilegii în favoarea autorităților consulare din România. În adevăr, că la darea justiției, care e un atribut esențial al suveranității teritoriale, nu s'a făcut din partea României vre-o concesiune privitoare la exercițiul unui asemenea atribut în favoarea unui stat străin; din potrivă, Turcia în tratatele sale cu Principatele Române le a recunoscut nu numai deplinul exercițiu al puterii lor sociale ci și le încuviințase chiar drepturi excepționale cu privire la dreptul de jurisdicțiune al autorităților lor judecătorești. Aceasta fiind situațiunea juridică a Principatelor Române sub punctul de vedere al dreptului public, e imposibil a se susține că prin art. 49 al tratatului din Berlin s'a putut crea României o nouă pozițiune legală mai defavorabilă, în contradicțiune cu dispozițiunile tutelare ale tratatelor internaționale preumate, precum și atât de isbitoare în conștiința și demnitatea sa națională. Ast-fel fiind, nu se poate invoca autoritatea lucrului judecat rezultând din sentințele consulatului străin. (Apel Buc. III, 57/Mart. 10/89, Dr. 26/89).

133. În principiu casarea unei deciziuni nu poate avea o întindere mai mare de cât mijlocul de casare care i servă de temei; chiar atunci când casarea a fost pronunțată fără distincțiune, ea lasă să subsiste, ca având caracterul de lucru judecat, toate acele capete de cerere din hotărîrea instanței de fond cari n'au fost atacate cu recurs sau cari au fost menținute în urma respingerei motivelor de casare inutil propuse, afară numai dacă acele dispozițiuni din hotărîrea erau indivisibile sau depindeau unele de altele; și dar, chiar în cazul când anularea acelei hotărîri a fost pronunțată în termeni generali, curtea de trimitere care e sesizată din nou de a judecă afacerea după casare, nu poate statua de cât asupra acelor capete de cerere în privința cărora recursul a fost admis, și e lucru judecat în privința capului de cerere pentru care recursul a fost respins. (Cas. I, 389/Dec. 12/89, B. p. 1031; Apel Galați, I, Oct. 16/90, Dr. 75/90).

134. Succesorii cu titlu particular sunt presupuși a fi reprezentați, de autorul lor, când titlurile dobânditoare ale drepturilor lor sunt posteroare introducerii instanței legate cu autorul; într'un asemenea caz, hotărîrile pronunțate în favoarea sau în contra autorului produc efectele autorității lucrului judecat față și cu succesorii particulari. O atare soluțiune trebuie admisă atât în cazul când dobândirea drepturilor succesorului particular ia naștere în urma cererii introductivă de instanță, cât și în acela când e posterior hotărîrii definitive ce a mijlocit între un terțiu și autorul său. Aceste principii nu sunt de cât o consacrațiune a cugetului ce îndubitabil a avut succesorul particular în momentul dobândirii dreptului său. În adevăr dreapta rațiune ne spune că acela căruia i se concede un drept îl ia în starea în care

se află la epoca concedărei, și de oarece transmisiunea s'a făcut după ce instanță a fost legată, dobânditorul e presupus că a voit a se supune consecințelor ce virtualmente rees din evenimentul juridic ce s'a operat. Așa fiind, succesorul particular se găsește obligat prin quasi-contractul judiciar intervenit față cu autorul său ca și cum ar fi devenit pe temeiul unei convențiuni reprezentant al drepturilor acestuia. (Apel Buc. III, 101/Octombrie 9/90, Dr. 65/90).

135. A admite că acela care ține dreptul său de la o persoană oare care este legat de hotărîrea dată față cu autorul său, când constituirea dreptului său real a avut loc între cererea în judecată și sentința judecătorească, ar fi să abuzăm de ficțiunea pe baza căreia se consideră sentința dată în ziua chemărei în judecată. Dacă în dreptul roman unde *litis contestatio* producea un efect cu totul special, părțile erau considerate ca legate printr'un adevărat contract ale cărui efecte trebuiau să se realizeze în urmă, adică odată contestațiunea angajată între două părți ea nu mai putea să fie judecată decât între ele, cu toate acestea în această cestiune se consideră epoca pronunțării sentinței, iar nu cererea în judecată *quum pignoris conventio sententiam praecesserit*, etc. Ar fi foarte periculos de a atribui unei persoane, care adesea nu mai are nici un interes, în afacere, căci și-a primit prețul cesiunii drepturilor sale, facultatea de a reprezenta în justiție pe adevăratul interesat, actualul proprietar. Afară de acestea, nici un text de lege nu dă cererei judiciare efectul unui contract care să fie de natură a legă pe terții; de aceea urmează a se considera *res inter alios acta* față de actualul proprietar, ceea ce a fost judecat față cu cedantul în urma cesiunii. (Trib. Ilfov II, 28 Febr. 10/89, Dr. 11/90).

136. Într'o acțiune părțile se pot prevala în mod succesiv de diferite cauze privitoare la fondul procesului pentru admiterea sau respingerea unei cereri, fără să fie datoare a cumulă exercițiul lor; însă dacă, într'o primă acțiune o cauză n'a fost găsită fundată, poate să invoace pe cealaltă în a doua acțiune fără a i se putea opune excepțiunea lucrului judecat, chiar când cea de a doua cauză ar fi fost cunoscută încă dela prima acțiune. — Astfel, dacă în prima acțiune s'a cerut nulitatea testamentului pentru vîții de formă, iar în a doua acțiune pentru plata legatului s'a opus că testamentul este nul neîndeplinind condițiunile cerute de lege și că e revocat printr'un act de adopțiune posterior, prima sentință n'are puterea lucrului judecat asupra celei din urmă pentru că n'au același obiect și cauză; în secunda acțiune obiectul era plata legatului și cauzele pe cari intimatul se infemeia spre a se respinge erau nulitatea testamentului și revocarea lui; în prima acțiune obiectul era nulitatea testamen-

tului și cauza vîții de formă. (Apel Galați I, 101/Nov. 27/90, Dr. 83/90).

137. Art. 1201, care prevede elementele autorității lucrului judecat, cere: identitate de persoane, de obiect și de cauză. E indiferentă calea pe care s'a urmat judecata, și acest articol nu prescrie ca ambele cereri să fie introduse prin o acțiune pe cale principală. Conform acestui principiu, autoritatea lucrului judecat poate să rezulte din orice hotărîre, fie dată pe calea acțiunii principale, fie pe aceea a unei contestații la executare, destul numai să existe elementele constitutive ale acestei prezumțiuni stabilită de lege și să fie o judecată anterioară asupra lucrului care a fost din nou supus judecării. (Cas. I, 55/Febr. 14/90, B. p. 149).

138. Nu există lucru judecat când acțiunea anterioară a avut alt obiect, precum este acela relativ la un drept de trecere pe locul vecinului, și acțiunea nouă are de obiect deschiderea unei porțițe la zăplazul despărțitor pentru facerea unor reparațiuni necesare la zidurile casei. (Cas. I, 184/Mai 5/90, B. p. 595).

139. După art. 1681 c. civ. garantul se poate servi în contra creditorului de toate excepțiunile debitorului principal inerente datoriei, afară de acelea ce sunt curat personale debitorului; or apărarea întemeiată pe prescripțiune fiind de natură, când este dovedită, a stinge obligațiunea chiar, ea este inerentă datoriei, iar nu o excepțiune personală a debitorului; așa dar garantul o poate invoca în numele său personal, chiar în caz când debitorul principal n'ar fi invocat-o. Și este de principiu că debitorul nu poate prin convențiunile ce el ar face cu creditorul, să compromită drepturile garantului; acest principiu trebuie să fie aplicabil și la hotărîrile judecătorești intervenite numai între debitor și creditor; de unde consecința că chiar dacă printr'o asemenea hotărîre s'a judecat că datoria principală există, această judecată este străină garantului, și nu poate să i se opună astfel că dănsul este în drept să invoace toate mijloacele de apărare inerente datoriei. (Cas. sect. unite 17 Nov. 1/90 B. p. 1216).

140. În principiu hotărîrile judecătorești nu pot fi schimbate de cât pe căile anume indicate de legiuitor. Singurul mijloc prevăzut de lege de a se putea îndrepta o hotărîre ce conține o eroare materială, cum este o cifră greșită în dispozitiv, este îndreptarea arătată în art. 292 pr. civ., cu drept de recurs în casație pentru partea nemulțumită. A admite teoria, că instanțele judecătorești sunt în drept și pe cale de acțiune principală să modifice dispozitivul unei hotărîri, este a deschide părților și o altă cale de cât acea anume arătată de legiuitor, ceea ce nu se poate de oarece se contravine autorității lucrului judecat. (Cas. I, 166 Apr. 30/90, B. p. 468).

141. Din momentul ce este constant că un creditor poate contesta tabloul de or-

dine al creditorilor și după ce ordonanța de adjudecare a rămas definitivă, e învederat că admiterea unei creanțe ca preț nu poate constitui lucru judecat, în ceea ce privește și rangul și suma dintr'nsa pentru acei creditori cari prezentându-se înainte de închiderea tabloului de ordine, nu li se poate opune o contestațiune făcută de dânsii și care să fi fost respinsă prin hotărâre rămasă definitivă. (Cas. I, 232 Iun. 1/90, B. p. 751).

142. Precum un vânzător nu poate com-promite prin un act posterior contractului dreptul dobândit de cumpărător, de asemenea rațiunea și logica ne silesc a decide că succesorul cu titlu particular nu mai poate fi considerat ca reprezentant al autorului său, în ceea ce privește judecata în contra acestuia, de îndată ce i-a transmis un drept real înaintea pronunțării hotărârei, căci acest drept, din momentul concesiunii, devine cu totul independent de urmările judecății începute. (Apel Buc. I, 16 Ian. 17/90, Dr. 11/90).

143. Nu se poate opune autoritatea lucrului judecat femeii care revendică un fond dotal, pe motiv că a intervenit o hotărâre de separațiunea patrimonialului ei, și că i s'a asigurat în averea bărbatului o creanță privilegiată pentru prețul imobilului vândut. Legiuitorul prescriind măsuri pentru conservarea imobilului dotal, n'a considerat prețul în bani al fondului dotal ca echivalent al acestui fond. (Cas. I, 422, Dec. 3/90, B. p. 1376).

144. Hotărârile judecătorești, neavând de cât un efect relativ, nu pot fi oposabile decât persoanelor între cari s'au pronunțat. Prin urmare, hotărârile obținute contra unuia din coproprietari în indiviziune, nu produc efect față de ceilalți, ei neavând un mandat legal de a se reprezenta unii pe alții pentru a-și face pozițiunea lor mai rea. (Cas. I, 104, Martie 17/90, B. p. 286).

145. O hotărâre dată asupra unei contestațiuni la executare, și prin care se consacră caracterul executoriu al hotărârii ce se execută nu se poate opune ca constituind autoritatea lucrului judecat față de o altă hotărâre pronunțată de instanța superioară pe cale de apel, în contra hotărârii ce se execută ei prin care se infirmă această hotărâre. (Cas. II, 114/Sept. 18/90, B. p. 1060).

146. Chiar de s'ar admite că din momentul introducerii acțiunii, formându-se un quasi-contract judecătorec între părți e un fel de drept câștigat pentru ele, și în special pentru reclamant, a putea opune părîtului precum și celor cari reprezintă drepturile ce acesta avea la epoca intentării acțiunii, efectele hotărârii câștigătoare ce s'ar fi pronunțat în favoarea sa, totuși e inadmisibil a susține că reclamantul ar mai putea păstra un asemenea drept când din împrejurările de fapt ale cauzei reese că el a fost prevestit și avea cunoștință că părîtul a înstrăinat sau

cedat dreptul ce i se reclamă. (Apel. Buc. I, 13/Ian. 17/90, Dr. 11/90).

147. Art. 1201 cere ca să existe lucru judecat; aceleași părți identitate de obiect și de cauză, în scop de a împedea ca aceea ce s'a judecat într'o primă sentință să nu fie decis în sens contrariu într'o altă sentință. Prin urmare, ori de câte ori această temere nu există, nu este nici un cuvânt a se invoca autoritatea lucrului judecat. (Apel Galați, I, 101/Novembr. 27/90, Dr. 83/90).

148. Ca element constitutiv al autorității lucrului judecat este între altele, și acela ca hotărârea anterioară ce se invoacă să fi mijlocit între aceleași persoane. Nu există dar această autoritate când în timpul judecării procesului anterior, partea fiind minoră n'a fost citată prin tutorele său. (Cas. I/135/Apr. 11/90, B. p. 421).

149. Deși donațiunea deghizată sub forma unui contract oneros este valabilă, totuși donatorul nu se mai poate prevala de aceasta dacă nu a făcut-o pe cale reconvențională și ca mijloc de apărare la acțiunea intentată pentru anulare, ca simulat a actului oneros. (Apel Buc. II, 37 Febr. 27/10, Dr. 45/90).

150. Există autoritatea lucrului judecat când instanța de fond analizând hotărârea anterioară constată în fapt că există toate condițiunile autorității lucrului judecat prevăzute prin art. 1201, de oarece judecata s'a urmat între aceleași persoane, și ambele procese au același obiect și cauză. (Cas. I, 136/Apr. 13/90, B. p. 423).

151. Nu este identitate de cauză când în prima cerere acțiunea în petițiune de ereditate se întemeie pe nulitatea testamentului pe când în cea de a doua acțiune moștenirea se reclamă pe motiv că testamentul deși valid a fost însă revocat prin altul posterior (Apel Buc. I, 26/Ian. 93/90, Dr. 19/90).

152. Când este vorba de o plată ce urmează a se face periodic, hotărârea definitivă dată cu ocaziunea cererii unei singure rate constituie lucru judecat și pentru ratele ulterioare, dacă s'a hotărît în principiu că nu se datoră plata reclamată. (Cas. I, 39/Ian. 30/90, B. p. 56).

153. Nu poate fi vorba despre violarea autorității lucrului judecat când hotărârea dată asupra revendicării moșiei n'a judecat cât de puțin chestiunea de aci dacă cel ce revendică are sau nu drept la venitul moșiei, ci s'a pronunțat numai asupra fondului dreptului său de proprietate, lăsând cu totul neatins dreptul său la venit. (Cas. I, 435/Dec., 11/90, B. p. 1397).

154. Dacă e netăgăduit că în acțiunile posesorii ce s'ar intentă contra arăndașului de către terțiile persoane, relativ la imobilul arendat, dânsul nu poate să reprezinte pe proprietar, și astfel fiind hotărârile ce s'ar pronunțat contra sa în această privință nu sunt oposabile și nu constituie autoritatea lucrului judecat pentru proprietar; această regulă însă încetează

întotdeauna când arendașul, cu ocaziunea cercetării unei asemenea acțiuni a pus pe proprietar în cauză în virtutea dreptului ce-i acordă art. 1428, căci în acest caz, odată ce proprietarul figurează în cauză și debateră acțiunii posesorie are loc față și cu dânsul, hotărîrea ce ar condamna pe arendaș la delăsarea în total sau în parte a imobilului arendat, însușește și în privința proprietarului toate elementele lucrului judecat cerute de art. 1201, și, ca atare, se reștrânge și în persoana lui efectele ce trebuie să producă. (Cas. I, 469, Oct. 20/91, B. p. 1117).

155. Nu se poate contesta că motivele unei decizii, cari se leagă într'un mod strâns cu dispozitivul ei trebuie considerate ca participând înși-le la autoritatea lucrului judecat. În adevăr, motivele *subiective*, adică mobilele determinate ale judecătorului opiniunea sa asupra unei chestiuni de drept sau a unei împrejurări accesorie sau accidentale ale litigiului, pot fi considerate, că ne-având autoritatea lucrului judecat; motivele *obiective* însă, acelea adică cari cuprind cuvântul de căpetenie, unul din acelea cari au determinat pe judecători a se pronunța în sensul dispozitivului, acelea în fine cari formează una din bazele pe care și întemeiază hotărîrea sa, are caracterul autorității lucrului judecat, ca și dispozitivul chiar. (Apel Buc. III, 199/Oct. 22/90. Dr. 17/91).

156. O hotărîre definitivă dată de o instanță competentă, câștigă autoritatea lucrului judecat și nu se poate reformă pe calea contestațiilor la executarea ei, ci numai, pe căile de opozițiune, apel, revizuire sau recurs chiar dacă judecătoria ar fi făcut exces de putere sau ar fi contravenit ordinei publice, sau ar fi fost victima unor manopere frauduloase. Legiuitorul pentru a garanta drepturile și interesele părților a organizat menționatele căi de atacarea hotărîrii și când acestea s'au slăit sau partea a neglijat de a le percurge, procesul s'a sfârșit și presumpțiunea că conțin veritatea acopere toate cauzele de nulitate. (Trib. Ialom., Mart. 20/21, Dr. 35/91).

157. Incheerea comisiunii de plasă, instituită conform art. 24 din legea rurală, a devenit definitivă prin neatacarea ei pe căile prevăzute de art. 26 și 27 din zisa lege, ea constituie lucru judecat în ce privește calitatea de clăcași ce au avut locuitorii înscriși ca improprietăriți, așa că aceștia nu mai pot pretinde că după o învoială oarecare ce au avut cu proprietarul moșiei, dânsii nu puteau fi considerați ca clăcași, și a mai susține că drepturile ce ar rezulta pentru ei din acea învoială nu puteau fi regulate după legea rurală. (Cas. I, 424/Nov. 5/91 B. p. 1200).

158. Nu există lucru judecat când prima acțiune a avut de obiect exercițiul unui drept de servitute de trecere ce reclamații pretindeau că au asupra moșiei

vecine, iar cea de a doua are de scop d'a li se recunoaște și respectă de către vecini exercițiul dreptului de folosință ce au, ca proprietari riverani, asupra cursului apei unui canal și a se obliga numiții de a restabili leasa de la canalul derivativ. (Cas. I, 431/Novembre 12/91, B. p. 1211).

159. Toți achizitorii unui imobil, fie cu titlu universal, fie cu titlu particular, trebuie să sufere executarea unei sentințe obținută în contra autorului lor anterior achizițiunii și dispunând delăsarea imobilului vândut sau a unei părți din el, de oare ce ei au fost reprezentați în litigiu de autorul lor și prin urmare nu pot zice că situația relativ la imobilul transmis în urma lor este un *res inter alios*, (Trib. Ilfov. I, 26 Febr. 11/91. Dr. 23/91).

160. Nu există lucru judecat când prima cerere a avut de obiect condamnarea părțului la plata daunelor cauzate proprietății vecine prin reaua construcțiune a unei private, iar a doua cerere consistă în obligațiunea sa de a face reparațiunile necesarii acelei private spre a nu mai aduce vătămarea zidului vecin. (Cas. I, 95, Febr. 25/91, B. p. 209).

161. Obiectul acțiunii fiind condamnarea inculpaților pe cale corecțională, pentru că s'au servit cu un act de vânzare fals, nu există identitate de obiect cu acțiunea anterioară civilă, asupra cererii de anulare a actului de vânzare. Neexistând dar identitate de obiect între ambele afaceri, nu se poate invoca autoritatea lucrului judecat. (Cas. II, 218/Mai 19/91, B. p. 646).

162. Hotărîrea dată între două părți prin care s'a stabilit existența unei creanțe ca chirografară numai, iar nu și ca privilegiată, poate constitui lucru judecat în a doua contestațiune ce se ridică între aceleași părți, având de obiect aceeași creanță ca creanță chirografară. (Cas. I, 163/Apr. 3/91, B. p. 433).

163. E indubitabil că o judecată urmată de o persoană într'o calitate oarecare se opune ca aceeași persoană să reînceapă o două judecată în virtutea unei calități distincte, dacă la epoca primei judecăți dânsa reuneă deja calitatea ce o invoacă cu ocaziunea judecății celei noi. (Apel Buc. III, 199/Oct. 22/90. Dr. 17/91).

164. Nu se atacă principiul autorității lucrului judecat când instanța de fond se referă la niște hotărîri, numai ca chestiune de argumentațiune în privința interpretațiunii ce dă unei obligațiuni chiar dacă acele hotărîri n'ar constitui în adevăr lucru judecat în ce privește obiectul procesului ulterior. (Cas. I, 40/Febr. 1/91 B. p. 124).

165. Când una din părțile litigante invoacă o hotărîre anterioară, nu ca constituind autoritatea lucrului judecat, ci numai cu titlu de probă, nu se poate susține că s'a violat autoritatea lucrului judecat, dacă judecătorul fondului nu a discu-

tat chestiunea din acest punct de vedere. (Cas. I, 145/Mart. 22/91, B. p. 326).

166. Interrupția civilă a prescripțiunei este, în regulă generală, relativă iar nu absolută de oare ce art. 1866 declară formal că, afară de excepțiunile stabilite în art. 1872 și 1873, ea nu folosește de cât celui ce o face și nu o vatămă de cât celui contra căruia se face. Art. 1873 fiind deci o excepțiune la o regulă generală de drept dispozițiunea în el cuprinsă după care întrerupțiunea civilă a prescripțiunei făcută în contra debitorului principal are efect și în contra cauțiunei, nu trebuie interpretată, ca ori ce excepțiune la dreptul comun, de cât în sensul cel mai restrictiv. A acordă deci unei cereri în judecata urmată de o deciziune judecătorească între creditor și debitor, nu numai efectul de a întrerupe pur și simplu prescripțiunea contra cauțiunei dar încă și pe acela de a transformă față cu cauțiunea natura însăși a obligațiunei garantată de dânsa, este de a da excepțiunei consfințită de art. 1873 o interpretare nu restrictivă, ci cu totul extensivă. Este a da o interpretare extensivă art. 1873 și a transformă, față cu cauțiunea, însăși natura obligațiunei din punctul de vedere al sorgintei sale, când se declară că obligațiunea cauțiunei unui arendaș, prescripibilă după natura ei prin 5 ani, e supusă din momentul întrerupțiunei operate prin deciziunea dată între creditor și debitor prescripțiunei de 30 ani, căci făcând astfel, se dă deciziunei judecătorești dată între creditor și debitor, nu numai efectul întreruptiv față cu cauțiunea, dar și acela de a privă pe aceasta de beneficiul excepțiunilor inerente datoriei principale primitive, și pe care art. 1681 le garantează personal cauțiunei, beneficii pe cari ori când creditorul cu debitorul le-ar putea răpi cauțiunei dacă s'ar da deciziunei judecătorești intervenită între acești doi un efect mai mare de cât acela de a întrerupe pur și simplu prescripțiunea de față cu dânsa, și anume efectul de a transformă pentru cauțiune o obligațiune derivând din un contract de locațiune în o obligațiune derivând din o deciziune judecătorească în care dânsa n'a fost parte. (Cas. I, 360/Nov. 13/92, B. p. 969.)

167. În materie de contestațiune la executarea silită a unei hotărâri rămasă definitivă, este de principiu că partea condamnată nu poate invocă mijloace de apărare ce dânsa eră în măsură să le propună cu ocaziunea judecării fondului procesului căci prin aceasta s'ar pune din nou în discuțiune existența dreptului dejă recunoscut părții câștigătoare prin hotărârea ce se execută, s'ar atacă, cu alte cuvinte însăși autoritatea lucrului judecat rezultând din acea hotărâre. Și cum excepțiunea lucrului judecat este un mijloc de apărare, întru cât contestatorul n'a propus acest mijloc de apărare cu ocaziunea judecării fondului procesului în care

s'a pronunțat hotărârea a cărei executare se cere, el nu se mai poate prevală pe calea contestațiunei la executare, de un atare mijloc, căci prin aceasta s'ar pune din nou în discuțiune însăși existența dreptului recunoscut prin acea hotărâre. (Cas. I, 53/Febr. 18/92, B. p. 118).

168. Nu se poate invocă autoritatea lucrului judecat când retractul litigios a mai fost propus cu ocaziunea judecării sequestrului judiciar și nu i s'a dat curs din cauza nedepunerii prețului cesiunei, căci prin acest fapt nu s'a pierdut acest drept, pentru că legea nu prevede aceasta. (Apel Buc. I, Dec. 18/91. Dr. 20/92).

169. În virtutea ultimului aliniat al art. 1295, cumpărătorul unui imobil devenind, prin transcrierea actului de cumpărătoare, proprietar al celui imobil, *erga omnes*, urmează învedereat că ori-ce drepturi dobândite asupra acestui imobil, în urma acelei transcrieri, de o a treia persoană, de la fostul proprietar, fie printr'un contract de bună voe încheiat cu acesta, fie printr'o hotărâre judecătorească obținută contra sa, nu sunt opozabile cumpărătorului, căci sunt dobândite de la persoană sau contra unei persoane ce legea o consideră în privința tutulor a fi încetat să fie proprietar al celui imobil. Argumentul ce se trage din principiu că o hotărâre judecătorească având efect retroactiv la data intentării acțiunei, vânzătorul trebuie să fie considerat că a încetat a fi proprietar de la acea dată, și dar vânzarea făcută de dânsul către altul eră făcută de o persoană ce nu eră proprietar, e neconcludent în specie, căci o hotărâre judecătorească ne având nici o autoritate în privința celor de al treilea, nici efectul retroactiv al hotărârei nu li se poate aplica; or, cumpărătorul care și-a transcris titlul e un terțiu. (Cas. I, 81, Mart. 4/92, B. p. 195).

170. Prin cauza a unei acțiuni nu se poate înțelege și mijloacele sau împrejurările care concurg a constitui acea cauză. Din momentul dar ce un act a fost declarat nul și de nul efect între părți printr'o hotărâre rămasă definitivă, el nu mai poate fi reinviat printr'o nouă acțiune bazată pe noi mijloace de apărare sau în fapt, sau în drept, căci atunci s'ar desființă pe cale pieziș o decizie judecătorească definitiv judecată între părți. Astfel fiind, hotărârea prin care se declară ca simulat un act de vânzare, se poate opune ca constituind lucru judecat contra noiei acțiuni ce se intentă în urmă de pretinsul cumpărător, prin care cere a se recunoaște că acel act e valabil ca un act de donațiune, mai cu seamă când acel pretins cumpărător n'a făcut în apărarea sa o asemenea cerere, cu ocaziunea judecării primei acțiuni. (Cas. I, 140/Apr. 22/92, B. p. 343).

171. Ordonanțele de adjudecare date de tribunal în materie de vânzare voluntară pentru eșire din indiviziune, legea ne des-

chizând contra lor nici calea apelului nici aceea a recursului în casațiune, le-a considerat ca având caracterul unei convențiuni încheiată de părți sub privegherea justiției, și cari dar pot fi atacate pe calea unei acțiuni principale în nulitate a vânzării. Ast-fel fiind o asemenea ordonanță nu poate avea caracterul unei hotărâri judecătorești și deci nu se poate invoca ca autoritate a lucrului judecat. (Cas. I, 21, Ian. 22/92, B. p. 38).

172. Hotărârile comitetului permanent, pronunțate în materie de împroprietărire a foștilor clăcași, conform legii rurale din 1864, și rămase definitive prin ne-atacarea lor la instanțele superioare în termenul prevăzut de art. 27 din zisa lege constituiesc autoritatea lucrului judecat așa că instanțele judecătorești ordinare nu sunt competente de a examina și judecă vițiele de procedură și călcările de lege ce comitetul permanent ar fi comis cu ocaziunea pronunțării lor. (Cas. I, 208/Iun. 3/92, B. p. 549).

173. Dacă debitorul principal reprezintă pe fidejutor pentru a-i face condițiunea mai ușoară nu-l reprezintă însă pentru a-i agrava îndatoririle. Deci de și contra debitorului principal creditorul are un titlu și o nouă acțiune, rezultând dintr'o hotărâre, și care nu se pot prescri de cât prin 30 de ani, acel titlu și acea acțiune nu se pot opune cauzii care nu a fost chemată nici reprezentată în acea instanță și care putea invoca o prescripțiune mai mică. (Apel Buc. III, 199/Sept. 18/92, Dr. 60/92).

174. Hotărârea prin care se recunoaște unui proprietar cu un teren infundat dreptul de trecere pe locul vecinului său nu constituie lucru judecat față de acțiunea ce acesta face în urma zisului proprietar de a-l despăgubi conform art. 616 și în proporțiune cu pagubele ce i s'ar cauză prin acordarea acelui drept de trecere, întru cât acea hotărâre nu s'a ocupat și n'a judecat cât de puțin cestiunea acestor despăgubiri. (Cas. I, 217/Iun. 8/92, B. p. 561).

175. Hotărârea tribunalului pronunțată în limitele competenței ce i s'a dat prin legea de la 9 Februarie 1879, însușește caracterele unei adevărate hotărâri judecătorești și, ca atare, poate fi invocată pentru a se dovedi existența lucrului judecat, întru cât n'a fost anulată pe vre-una din căile regulate ce legea autoriză. (Cas. I, 362/Nov. 17/92, B. p. 972).

176. Odată ce apelul făcut de o persoană contra unei hotărâri a fost respins printr'o hotărâre care a rămas definitivă, această hotărâre constituie lucru judecat în ce privește un al doilea apel făcut de aceeași persoană contra aceleiași hotărâri și lucrând în aceeași calitate. (Cas. II, 487/Sept. 15/92, B. p. 819).

177. Cestiunea de a se ști dacă două acțiuni sunt identice, fie ca persoane, fie ca cauză sau obiect, este o cestiune de fapt; și asemenea cestiuni sunt lăsate de

legiuitor cu totul la suverana apreciere a instanțelor de fond, întru cât prin aceea apreciere nu se comit erori grave de fapt. (Cas. I, 249, Iun/24/92, B. p. 596).

178. Autoritatea lucrului judecat nu se poate opune unei a doua cereri în judecată atunci când asupra primei cereri, de și făcută între aceiași persoane, pentru același obiect și aceeași cauză, justiția nu s'a pronunțat, ci a înlăturat-o, indicând părților altă cale de judecată; iar cât pentru asemenea indicare ea nu poate constitui autoritatea lucrului judecat, căci modul de exercițiu al acțiunilor este acordat părților prin lege, iar nu prin hotărâri judecătorești (art. 324 pr. civ.) (Cas. I, 352, Nov. 9/92, B. p. 954).

179. Delictelor succesive ne având de obiect fapte identice sau indivizibile, urmează că pot să fie urmărite și reprimite prin exercitarea de acțiuni publice succesive, fără de a se putea invoca de inculpați autoritatea lucrului judecat bazată pe judecățile precedente, rămase definitive. (Cas. II, 289/Mai 23/92, B. p. 521).

180. Întreruperea prescripțiunii făcută contra debitorului principal are efect și contra cauzii, însă, în caz de întrerupere prin hotărâre definitivă, obținută contra debitorului, acea hotărâre nu se poate opune cauzii de cât numai ca act întreruptiv de prescripțiune, conform art. 1873 combinat cu 1869, iar nu ca autoritate de lucru judecat, pe câtă vreme, pe de o parte, cauziunea n'a fost chemată în acea judecată, iar pe de altă parte debitorul, în lipsă de un text special de lege n'a putut să o reprezinte pentru a o face să piardă dreptul de apărare pe care legea i'l acordă și dânzei personal. Prin urmare cauziunea poate să invoce conform art. 1867, combinat cu 1681, o nouă prescripțiune care începe a curge în favoarea ei imediat după darea hotărârii definitive contra debitorului și să obțină liberarea prin expirarea timpului fixat de lege, după natura creaței supusă prescripțiunii. (Cas. I, 147, Apr. 30/93, B. p. 346).

181. Nu există lucru judecat când prin prima acțiune s'a cerut anularea testamentului pentru vicii de formă, pentru că judecătorul delegat nu se conformase legii de autentificare, iar prin a doua acțiune se cere anularea testamentului pentru că e fals atât testamentul cât și conținutul procesului-verbal de autentificare al judecătorului, căci de și ambele acțiuni au același obiect, dar nu au aceeași cauză, de oarece un testament poate să întru-nească toate formele exterioare cerute de lege și în realitate să fie fals. (Cas. I, 402/Dec. 17/93, B. p..).

182. Deși autoritatea lucrului judecat este o presumpțiune legală care trebuie să fie respectată când se invoacă, totuși când una din părțile în drept a se folosi de dânsa o părăsește, și prin părăsirea ei nu se aduce nici un prejudiciu părții adverse, hotărârea ce s'ar pronunță fără

observațiunea ei pe baza lipsei de interes, nu este casabilă, cu toate că acea parte s'ar opune și ar insista să fie respectată. (Cas. II, 206/Nov. 29/93, B. p.).

183. Dacă mandatarul creditorului care a obținut o supracotă a fost achitat pe motiv că legea nu pedepsește de cât pe creditor, acea sentință de achitare nu se poate opune ca lucru judecat când se întentează acțiunea contra aceluși creditor pentru anularea cambiei dată ca supracotă. (Cas. II, 183/Nov. 2/93, B. p.).

184. E fără valoare sentința consulului străin dată în România prin care o parte este obligată să recunoască că adversarii săi au fost legitimați prin căsătoria subsequentă, căci ea emană de la o autoritate judecătorească care n'are nici o ființă legală pe teritoriul român ca să constituie lucru judecat pentru instanțele judecătorești române. Apel. Buc. I, 219/Dec. 14/92, Dr. 11/93).

185. Autoritatea lucrului judecat nu derivă din dreptul ginților, ci se sprijină pe dreptul civil al fiecărei națiuni; or, dreptul civil nu are nici o autoritate de la o națiune la altă națiune. Judecătorii cari exercită o parte din suveranitate nu o pot întinde de cât în limitele teritoriului acelei națiuni și prin urmare și autoritatea lucrului judecat nu poate să aibă de cât aceeași limită teritorială. La rigoarea acestui principiu se contravine prin convențiunile diplomatice pentru executarea reciprocă a hotărârilor cu observarea oare-cărora reguli. La noi, prin art. 374 pr. civ. s'a admis principiul retorsiunii, ast-fel că primul punct ce trebuie să se examineze este dacă țara care a dat hotărârea ce se invoacă ca lucru judecat execută hotărârile date de tribunalele române. Dacă dar o hotărâre nu poate fi executată, cum ar putea fi invocată ca lucru judecat, când îi lipsește tocmai elementul esențial al unei hotărâri, adică sancțiunea. (Trib. Covurlui II, Ian. 18/93, Dr. 14/93).

186. Dacă cestiunea asupra căreia a avut loc toate desbaterile de fond a fost numai aceea de a se ști care din părțile litigante au dreptul la succesiunea averii imobiliare a defunctului, fără ca judecata să se fi preocupat cât de puțin de cestiunea de a se stabili în același timp din ce anume imobile se compune acea avere; dacă, cu alte cuvinte, judecata s'a pronunțat asupra unei acțiuni în petițiune de ereditate, fără însă ca să oblige pe intimat la delăsarea vre-unui imobil anume determinat în posesiunea reclamantului, admitându-se contestațiunea intimatului și anulându-se actul de executare, care trece peste limitele dispozitivului deciziunii, departe de a se violă în ceva principiu autorității lucrului judecat ce rezultă din acea deciziune, din contra, nu s'a făcut decât să se respecte în totul acest principiu. (Cas. I, 233 Iun. 22/93, B. p. 596).

187. Principiul autorității lucrului judecat are de scop să evite contrarietatea de

hotărâri. Și excepțiunea întemeiată pe acest principiu nu poate fi admisă de cât atunci când s'ar aduce din nou înaintea acelei instanțe un punct deja rezolvat printr'o hotărâre anterioară. Astfel, de și jurații au declarat că acuzații nu erau culpabili de falșul ce li se impută, această declarațiune a putut fi întemeiată pe considerațiunea că nu existase intențiune criminală din partea acuzaților. Așa fiind, materialitatea faptului de falș rămâne întregă chiar în urma deciziunii de achitare a Curții cu jurați, și nu s'ar ivi contrarietate de hotărâri dacă pe cale civilă s'ar declara de falș actul; instanța civilă poate cerceta dacă acel act este ori nu falș fără a violă autoritatea lucrului judecat. (Apel Buc. I, Sept. 22/93, Dr. 68/93).

188. De și este adevărat că o hotărâre pronunțată în materie criminală are autoritatea lucrului judecat numai în ce privește existența delictului și culpabilitatea individului condamnat, dar nimic nu împedică pe partea lezată prin delict să-și întemeieze o acțiune ce ar intenționa în civil pe faptele cari au fost obiectul urmăririi criminale fără a mai fi datoare de a mai probă acele fapte, căci judecătorul civil este obligat de a le ține ca constante. (Cas. I, 219 Ian. 16/93, B. p. 577).

189. Dacă acțiunea s'a intentat înaintea declarațiunii în faliment a falitului, când prin urmare eră capabil să răspundă la ori ce acțiune îndreptată în contra sa și a putut reprezintă pe creditorii săi la prima instanță, hotărârea primei instanțe pronunțată față cu debitorul este opozabilă creditorilor săi chirografari, pe baza principii că de și toată averea unui debitor e gagiul creditorilor săi, totuș acest drept de gagiu nu ridică debitorului nici facultatea de a contracta noi obligațiuni de ori ce natură ar fi, nici facultatea de a dispune de bunurile sale ci el suferă toate variațiunile care se fac în averea debitorului, de unde rezultă că creditorii chirografari sunt reprezentați de debitor în acțiunile intentate de acesta precum și în cele intentate contra sa.

Și din art. 712 c. com. rezultă că falitul perde exercițiul acțiunilor sale, numai de la data sentinței declarative de faliment, de când exercițiul acestor acțiuni este încredințat sindicului, ca o garanție pentru interesele creditorilor. Prin urmare acțiunile intentate de falit și sentințele pronunțate contra sa până în momentul declarării falimentului sunt opozabile creditorilor săi reprezentați în urmă de sindic, cu alte cuvinte sindicul primește administrațiunea averii falitului în starea în care se găsește în momentul declarării și o continuă în interesul atât al falitului cât și al creditorilor. Deci cererea sindicului de a se declara inadmisibil apelul făcut de un creditor contra hotărârii dată față cu debitorul falit pe motiv că masa credală nu a figurat la prima instanță și a-l obligă să reinceapă judecata de la

tribunal cu sindicul, e nefundată și urmează a fi respinsă. (Apel. Galați, I, 31/94, Curier Jud. No. 19/94).

190. Protocolul unui consul străin nu poate fi considerat că o hotărîre, întrucât sentințele date în România de un consul străin, chiar între doi supuși străini nu au caracterul unei hotărîri, pentru că nu poate să existe alte jurisdicțiuni de cât acele instituite de legile române și nici alți judecători de cât acei numiți de Rege, după cum rezultă din art. 34 și 104 din constituțiune, ceea ce se confirmă și mai mult prin apropierea art. 104 din constituțiune cu principiile dreptului internațional care le indică misiunea, nerecunoscându-li-se niciodată dreptul de jurisdicțiune contencioasă, deci dreptul de a judecă, fiind aceasta numai atribuțiunea judecătorilor români, și cu art. 373 și 374 pr. civ. cari disting hotărîrile ce se dau de instanțele din țară și acele date în țară străină, nefăcându-se nici o mențiune de hotărîri date în România de jurisdicțiunea străină. Astfel fiind actele consulilor din România, făcute chiar între supuși străini, nu pot avea caracterul unor hotărîri și opuse ca atare. (Apel. Iași, II, Oct. 22, 92, Dr. 10/94).

191. Ordonanțele de adjudecare date în materie de vânzări voluntare nu sunt adevărate sentințe, căci ele nu rezolvă nici un litigiu între părți. Ele au din contra caracterul unor acte de procedură grațioasă, care pot fi atacate pe calea acțiunii în nulitate. Probă că aceasta este soluțiunea admisă de legiuitor, este art. 689 pr. civ. care, declarând comune vânzărilor voluntare dispozițiunile art. 537, 538, 542, etc., nu declară comună și dispozițiunea art. 559 care acordă dreptul de recurs în casație în contra ordonanțelor de adjudecare date în materie de vânzări silitate. În fața art. 689 pr. civ., ori ce argumente trase din legile anterioare codului de procedură, urmează să fie înlăturate. (Apel Buc. I, Mart. 16/94, Dr. 42/94).

192. În materie de pensii alimentare, conform art. 191, ne fiind nimic definitiv, nici chiar o hotărîre judecătorească, și suma fixată ca alimente, putând fi mărită, micșorată sau suprimată după starea celui ce o plătește și nevoile celui ce o primește, nu poate fi opusă ca mijloc de respingerea cererii de augmentarea pensiei alimentare. Nici susținerea cum că numai cel obligat la alimente ar putea cere micșorarea sau suprimarea lor, nu poate fi admisibilă față cu spiritul art. 191 de oare ce din acest text de lege rezultă clar că alimentele vor fi proporționale cu trebuințele aceluia ce le cere și mijloacele obligatului, care pot varia din timp în timp din diferite cauze. (Apel Iași II, Oct. 22/89, Dr. 10/94).

193. Din faptul că sentința pronunțată asupra cererii de sequestru și rămasă definitivă, este motivată identic cu sentința dată asupra fondului, nu se poate deduce

autoritatea lucrului judecat, pentru motivul că cererile care s'au judecat prin acele două sentințe au obiecte cu totul diferite. (Apel Galați I, No. 31/94, Curier Jud. 19/94).

194. Cumpărătorul fiind, în ceea ce privește lucrul cumpărat, succesorul costului proprietar, urmează neapărat că hotărârile obținute contra acestuia, îi sunt opozabile. Acest principiu e adevărat fie vorba de o vânzare de bună, voce, fie vorba de o vânzare silită, ceea ce de alt-fel e recunoscut prin art. 565 pr. civ. (Cas. I, 81/94, Mart. 2/94, B. p.)

195. Hotărîrea prin care s'a decis că sentința de divorț nu mai putea fi înscrisă la oficerul stării civile, constituie lucru judecat între părți, și deci nu se mai poate pune în discuțiune în urmă dacă oficerul stării civile bine sau rău a refuzat înscrisura. (Trib. Ilfov III, Ian. 25/94, Dr. 20/94).

196. Când partea n'a făcut aluzie la o hotărîre anterioară, cu scop de a invoca existența lucrului judecat, ci mai mult cu titlu de argumente în concluziile ce luă, nu se poate susține că judecătorul a violat art. 1201 C. civ., sau a comis o omisie esențială, dacă n'a discutat chestiunea din acest punct de vedere. (Cas. I, 251/94, B. p. 839).

197. Cumpărătorul, fiind un succesor cu titlu particular, nu poate să fie reprezentat de autor, în ce privește hotărîrea definitivă ce se pronunță în contra lui, după transmiterea dreptului real și transcrierea acestui drept. Prin urmare, o asemenea hotărîre nu-i poate fi opozabilă. (Cas. I, 62/94, B. p. 119).

198. Autoritatea lucrului judecat nu poate rezultă decât dintr-o hotărîre ce a statuat în mod definitiv asupra existenței sau neexistenței unui drept contestat în justiție. De aci urmează că nu există lucru judecat, când, prin hotărîrea ce se invoacă spre a se stabili aceasta, judecata ce a pronunțat-o nu a intrat în cercetarea contestațiunii dintre părți, ci a respins acțiunea ca neregulată făcută. (Cas. II, 37/95, B. p. 348).

199. În materie de sequestru asigurator, judecătorul, chemat a se pronunță asupra cererii înființării lui, nu poate pe această cale să se pronunțe asupra chestiunii ridicată de debitor că există lucru judecat între dânsul și creditor, când o nouă acțiune este intentată de creditor, acțiune ce se găsește pendinte înaintea instanțelor de fond, această chestiune urmând a fi rezervată numai acestor instanțe cu ocaziunea judecării noiei acțiuni. (Cas. II, 57/95, B. p. 781).

200. În materie de sequestru judiciar nu se poate opune autoritatea lucrului judecat întemeiată pe o hotărîre care l-a respins odată, aceasta mai cu seamă atunci când a doua cerere nu este întemeiată pe aceleași fapte, pe care se întemeia prima cerere, respinsă, ci pe fapte cu totul noi. (Cas. II, 66/95, B. p. 815).

201. În materie de lucru judecat nu trebuie a se confundă elementul existenței aceleiași cauze cu mijloacele de apărare, pe care s'a întemeiat cererea. Astfel, când atât vechea cerere respinsă cât și cea nouă au avut de obiect recunșterea dreptului de proprietate și posesiune a reclamantului asupra unor lucruri, faptul că dănsul s'a servit în prima cu niște acte, iar în cea de-a doua cu alte acte, tinzând și prin unele și prin celelalte a stabili că lucrurile îi aparțin lui, nu constituiesc de cât mijloace de apărare, așa că cauza cererii eră aceeași, și, prin urmare, există lucru judecat. (Cas. II, 73/95, B. p. 837).

202. Partea, căreia deferindu-i-se un jurământ derizoriu, a lipsit la ziua fixată pentru prestarea lui, are drept ca, în urma opoziției ce face contra hotărîrii de condamnare pronunțată în lipsă-i, să săvârșească acest jurământ, dacă justifică existența unei cauze legitime, care l-a împiedecat de a se prezenta la ziua ce se fixase pentru prestarea jurământului, fără ca să se poată susține că prin aceasta s'ar atacă în ceva principiul autorității lucrului judecat. (Cas. I, 64/95, B. p. 121).

203. Hotărîrea, care admite retracul litigios exercitat de debitor față numai de cesionar, este opozabilă și produce toate efectele sale contra acelor cari au dobândit dela cesionar drepturi asupra obiectului citat, cum este dreptul de ipotecă, cu toate că dănsii (în specie creditorul ipotecar) n'au figurat în instanță asupra retragerii drepturilor litigioase. (Cas. I, 98/95 B. p. 167).

204. O hotărîre a Curții de compturi, prin care Statul a fost obligat să restituie sumele încasate pe nedrept dela un manipulator de bani publici, nu poate să fie opusă ca constituind lucru judecat contra cererii, ce acesta face în urmă în potriya Statului, de a fi îndatorat la plata prejudiciului suferit prin nedreapta urmărire ce i s'a făcut. (Cas. I, 39/96, B. p. 48).

205. Cumpărătorul, fiind un succesoriu cu titlu particular nu poate fi reprezentat de autor în acțiunile judecate față cu un terțiu după transmiterea dreptului real, cu toate că această transmitere s'a făcut pe când instanța eră pendinte. Prin urmare, hotărîrea definitivă, pronunțată în aceste condiții contra autorului, este pentru cumpărător „res inter alios iudicata”. (Cas. I, 156/96, B. p. 671).

206. O decizie pronunțată de comisia dunăreană, numai din punctul de vedere disciplinar pentru contra venirea unui vas la regulamentul de navigație, nu poate să fie invocată ca constituind lucru judecat în acțiunea comercială, ce are loc în urmă înaintea trib. ordinare, pentru plata daunelor-interese rezultând din ciocnirea aceluși vas cu altul. De aci urmează că, dacă judecătorul a admis a se pronunța asupra mijlocului de apărare întemeiat pe existența unei asemenea autorități a lu-

crului judecat, această omisie nu este esențială. (Cas. II, 52/96, B. p. 595).

207. Hotărîrile care la desfacerea căsătoriei decid a se încredința copiii unuia din soți nu au un caracter irevocabil, ci provizoriu, putându-se modifica în tot sau în parte, după împrejurările noi întâmplate în urmă și a căror gravitate și importanță este lăsată suveranei aprecieri a instanțelor de fond. (Cas. I, 280/97, B. p. 882).

208. Nu există lucru judecat, când nu există identitate de obiect și de cauză. Astfel, o hotărîre care stabilește darea unor compturi, nu poate fi invocată ca lucru judecat într'o acțiune ce are de scop verificarea acelor compturi pentru a stabili erorile și omisiunile strecurate într'insele. (Cas. II, 102/97, B. p. 733).

209. Odată ce o creanță a fost respinsă dela masa creditorilor în mod definitiv, în urma contestațiunii făcută de creditori, nu se mai poate admite acțiunea intentată de posesorul acelei creanțe în contra fostului falit pentru plata ei, chiar dacă acesta a recunoscut acea creanță înaintea judecătorului comisar, pe când eră falit, fără a se violă autoritatea lucrului judecat. (Cas. II, 313/97, B. p. 1499).

210. Ordonanța judecătorului de instrucție având de efect a sezisa sau nu instrucția represivă, după cum sunt sau nu probabilități de culpă, nu poate constitui în tre părți, cari nu au figurat într'un litigiu, un act cu autoritate de lucru judecat, în înțelesul art. 1201 din C. civ. (Cas. I, 139/98, B. p. 589).

211. Ordonanțele judecătorului de instrucție nu pot avea caracterul de lucru judecat, de oarece ele nu constată decât dacă instrucția prezintă sau nu indicii suficiente pentru existența faptului, dar ele nu judecă dacă faptele sunt sau nu constante. (Cas. II, 800/98, B. p. 1470).

212. Perempțiunea, pronunțându-se după cererea părții interesate, printr'o hotărîre dată fără citarea părților, și fără ca partea contra căreia se pronunță să fie cel puțin pusă în măsură de a cunoaște existența acelei cereri, această hotărîre de primare, în modul cum este dată, nu poate fi privită de instanța care a pronunțat-o că are pentru dănsa puterea irevocabilă a lucrului judecat și partea contra căreia s'a pronunțat o poate atacă pe calea opozițiunii, care trebuie adresată la instanța care a pronunțat-o. (Cas. I, 68/98 B. p. 207).

213. Există lucru judecat, când există identitate de obiect între cereri întemeiate pe aceleași cauze și între aceleași părți cu aceleași calități, fie că una din cereri a fost judecată pe cale principală, iar cealaltă pe cale de contestație. Astfel, există identitate de obiect când, pe cale principală, o parte cere dela partea adversă restituirea unei sume de bani, crezând că acea parte a primit-o și când pe cale de contestație aceeași parte cere să

se oprească partea adversă de a ridică aceeași sumă de bani pe care rău o primește însă. (Cas. I, 223/98 B. p. 834).

214. Nu se violează lucrul judecat când, deși ambele hotăriri sunt date între aceleași părți și pentru aceeași cauză, însă nu au același obiect. Astfel, când o persoană cheamă în judecată pe vecinul său, spre a fi obligat să-i permită trecerea prin curtea sa, spre a putea repara zidul casei sale, sau, în caz contrariu, să-i plătească o sumă de bani ca daune și obține un câștig de cauză dela justiție și în urmă aceeaș persoană cheamă în judecată din nou pe vecinul său, spre a fi condamnat la daune, pentru că nu i-a permis trecerea prin curtea sa spre a-și repara zidul caselor sale, prima hotărire nu poate fi invocată ca constituind lucrul judecat, întrucât ambele aceste acțiuni nu au același obiect. (Cas. I, 264/98, B. p. 894).

215. Nu este lucru judecat, când nu există identitate de părți, de obiect și de cauză între noua și vechea acțiune. Astfel, nu există lucru judecat, neexistând nici o asemănare între acțiuni, când, într'o antrepriză de lucrări pentru județ, unul din tovarăși cheamă pe celălalt în judecată și pe județ, spre a i se plăti o sumă de bani, reprezentând sumele cheltuite de el pentru cumpărare de material, și pentru plata lucrătorilor întrebuințați, iar celălalt tovarăș cheamă în judecată pe județ, pentru plata prețului datorit pentru construcțiunile făcute și pe coasociațul său, pentru plata unor sume încasate, de el în calitate de casier contabil al său. (Cas. II, 57/98, B. p. 299).

216. Sentința, prin care se ordonă împărțeala averii unui defunct între moștenitorii săi, nu poate fi opusă ca lucru judecat cumpărătorului unui imobil ce face parte din averea succesorală, când dânsul a cumpărat acel imobil înainte de pronunțarea acelei sentințe, judecată la care dânsul n'a fost citat personal și unde dânsul, ca simplu succesor cu titlu particular, n'a putut fi reprezentat prin autorul său, adică prin vânzătorul imobilului. (Cas. I, 283/98 B. p. 1045).

217. Autoritatea lucrului judecat rezultă din hotăriri pronunțate în materie de jurisdicțiune contencioasă. Așa, actele de executare făcute de supleantul delegat de tribunal și confirmate în urmă de instanțele judecătorești, constituie autoritatea de lucru judecat între părți, și nu poate da loc la un nou proces decât când s'ar dovedi că obiectul nu se mai stăpânește conform actelor definitive executorii. (Cas. I, 59/99, B. p. 136).

218. Hotărirea, prin care se stabilește judecătorește valoarea unei succesiuni pentru plata taxei de înregistrare, nu poate fi invocată ca lucru judecat la cererea moștenitorilor, prin care dânsii nu se plâng de evaluarea moștenirii, dar cer să li se restituie o parte din taxa de înregistrare plătită pentru un legat scutit de

lege de asemenea taxă, căci lipsește identitatea de obiect între ambele acțiuni. (Cas. I, 384/99, B. p. 1214).

219. Decizia juriului de expropriere, prin care se hotărăște indemnizarea cuvenită proprietarului expropriat, pentru terenul și clădirile expropriate nu poate fi invocată ca lucru judecat de administrația expropriantă contra pretențiilor proprietarului expropriat, care, printr'un proces anterior exproprierei, cere de la aceea administrație despăgubiri pentru pagube cauzate imobilului său de către aceea administrație, prin faptele anterioare exproprierei. (Cas. I, 417/99, B. p. 1260).

220. Este lucru judecat atunci când a doua cerere în judecată are același obiect este întemeiată pe aceeași cauză și este între aceleași părți, făcute de ele și în contra lor în aceeași calitate. Prin cuvintele „cerere în judecată”, se înțelege o cerere făcută pe cale contencioasă, asupra căreia părțile să poată discuta contradictoriu și instanța judecătorească să se pronunțe în ședința publică. Astfel, avizul unui consiliu de familie nu poate fi asimilat cu o hotărire judecătorească, nici omologarea tribunalului, dată în camera de consiliu, nu poate avea acest caracter și deci, autoritatea lucrului judecat, nu poate decurge din asemenea acte. (Cas. I, 414/99, B. p. 1237).

221. Imprejurarea că într'o acțiune în revendicare, revendicantul a introdus, pe cale de chemare în garanție, pe lângă posesorul actual al imobilului în litigiu și pe o altă persoană dela care pretinde că a cumpărat acest imobil, nu poate împedea aplicarea autorității lucrului judecat, când se constată că revendicantul mai făcuse o acțiune în revendicare, pentru acelaș motiv, în contra autorului actualului posesor. Acțiune respinsă definitiv de oarece acțiunea în revendicare și acțiunea de chemare în garanție sunt două acțiuni distincte, care se pot intenta sau separat, sau simultan. (Cas. I, 183/99, B. p. 615).

222. Când, în urma expertizei unei moșteniri ordonate de tribunal, moștenitorii, întemeiați pe valoarea constatată de această expertiză, cer dela tribunal să li se restituie ce plățiseră mai mult ca taxă către fisc pentru această moștenire, după evaluarea declarată de ei la cererea de trimiteră în posesiune, și tribunalul admite cererea de restituire, această sentință a tribunalului poate fi opusă ca lucru judecat când administrația financiară ar face contestația la evaluarea acelei moșteniri, întru cât există identitate de obiect, cauză și persoane, lucrând în aceeași calitate. (Cas. I, 235/99, B. p. 755).

223. Dolul și fraudă invocată împotriva autorității lucrului judecat, și a actelor de executare nu se pot opune mai târziu, ci numai în momentul în care eră în discuție partagiul și executarea hotăriri mai ales când instanța de fond constată

că timp de 30 ani cât a durat procesul între părți, nu s'a ridicat în instanță nici o obiecțiune de fraudă și dol. (Cas. I 59/99, B. p. 137).

224. O instanță judecătorească nu are dreptul de a discuta și decide decât asupra chestiunilor deduse de părți în judecată, și deci hotărîrea sa nu poate constitui lucru judecat decât pentru punctele deduse de părți în judecată și rezolvate printr'insa. Astfel, o carte de judecată nu poate fi invocată cu succes ca autoritatea lucrului judecat decât în posesie, chiar dacă judecătorul s'a pronunța și în petitoriu, când se constată că părțile n'au susținut și combătut acțiunea de cât din punctul de vedere al posesorului. (Cas. I, 285/99, B. p. 958).

225. Prin admiterea în principiu a opoziției făcute de o parte în contra unei hotărîri nu se consideră ca desființată acea hotărîre, decât numai în privirea oponentului, care singur are dreptul să pună din nou în discuție toată afacerea. Prin urmare, partea, care a fost față când s'a dat hotărîrea ce s'a atacat cu opoziție de partea adversă și a căzut în pretențiile sale chiar în lipsa adversarului, nu poate prin apelul ce ar face în contra sentinței dată asupra opoziției să ceară admiterea pretențiilor, ce i se respinsese prin prima sentință. Curtea care ar admite aceste pretenții, susținând că prin apelul făcut în contra celei de a doua sentințe s'a atacat implicit cu apel și prima sentință, violează autoritatea lucrului judecat. (Cas. II, 153/99, B. p. 817).

226. Lucrul judecat în penal, fie pentru existența sau neexistența faptului imputat, fie pentru participarea sau neparticiparea prevenitului la acest fapt, are o influență suverană asupra soartei acțiunii civile. Astfel, cum declarațiunea de culpabilitate a prevenitului devine, pentru o acțiune civilă urmărită în urmă, un titlu irefragabil, care nu permite condamnatului de a contesta faptul care a angajat responsabilitatea sa, tot astfel trebuie ca și declarația de inocență a prevenitului să fie de asemenea pentru el un titlu irefragabil, contra pretențiilor contrarii ale părții civile. De aci rezultă că acțiunea civilă nu se poate exercita față de prevenitul achitat, decât numai în cazurile în cari declarația de neculpabilitate nu exclude ideea unei fapt de care prevenitul are să răspundă către partea civilă, în așa fel că, căutarea sau proba acestui fapt să nu poată duce la o contradicție între ceea ce a fost judecat și ceea ce se va judeca în urmă în civil. (Cas. I, 43/99, B. p. 110).

227. Autoritatea lucrului judecat reiese din hotărîri pronunțate în materie de jurisdicțiune contencioasă. Așa, actele de executare făcute de supleantul delegat de tribunal și confirmate în urmă de instanțele judecătorești constituie autoritatea de lucru judecat între părți și nu poate da loc la un nou proces decât când s'ar

dovedi că obiectul nu se mai stăpânește conform actelor definitive executorii. (Cas. I, 59/99, B. p. 136).

228. Lucrul judecat nu poate să rezulte decât dintr'o sentință judecătorească definitivă. Astfel, ordonanța de adjudecare pronunțată pentru eșire din indiviziune fiind susceptibilă, ca orice contract, să fie atacată prin acțiune principală, nu poate fi invocată ca lucru judecat. (Cas. I, 219/900, B. p. 762).

229. Decizia Curței de Apel, prin care respinge ca tardiv apelul făcut de un soț contra sentinței tribunalului ce pronunță despărțenia în favoarea celuilalt soț constituit lucrul judecat și poate fi opusă ca atare față de acelaș soț, cu ocazia judecării apelului ce va fi făcut în contra altei sentințe, prin care i s'a respins cererea de despărțenie făcută de el. (Cas. II, 275/900, B. p. 1415).

230. Este lucru judecat ori de câte ori există o hotărîre definitivă dată între aceleași persoane, asupra aceleași cauze având acelaș obiect; în consecință e lucru judecat, când se cere plata prețului unei vânzări care s'a reziliat prin hotărîrea definitivă, deși în instanța de reziliere a luat parte o altă persoană, decât aceea ce se obligase a da prețul. (Cas. II, 280/900, B. p. 1428).

231. Nepronunțarea judecății asupra întâmpinărilor ce o parte face la invocarea autorității lucrului judecat de către cealaltă parte cum că hotărîrea invocată ca lucru judecat, deși dată între aceleași părți, pentru acelaș obiect, însă părțile au figurat în instanță în altă calitate, și admiterea pur și simplu a excepțiunii lucrului judecat, fără a examina calitatea persoanelor și a arată de unde rezultă aceeași calitate a lor, condițiune cerută de art. 1201 din Codul civil, constituie o omisiune esențială ce atrage casarea hotărîrei. (Cas. I, 45/900, B. p. 115).

232. Când legatarul universal face cerere de eșire din indiviziune în baza testamentului, ce-l institue legatar universal, nu i se poate opune ca lucru judecat, hotărîrea ce s'ar fi dat asupra unei cereri anterioare a sa, făcută pentru punerea în posesie și cu ocazia cărei cereri nu s'a discutat validitatea, căci lipsește identitatea de obiect, unul din elementele necesare, pentru a fi lucru judecat. (Cas. I, 426/900, B. p. 1453).

233. Terțele persoane, care pretind un drept de proprietate asupra imobilului urmărit, au exercițiul acțiunii în revendicare, chiar în urma efectuării vânzării și după ce a rămas definitiv ordonanța de adjudecațiune, fără a li se putea opune autoritatea lucrului judecat rezultând dintr'o hotărîre, care le-a respins ca tardiv contestațiunea ce ridicase contra urmăririi. (Cas. I, 325/95, B. p. 900).

234. Intr'o acțiune în anularea unui act de vânzare de pământ rural, dacă partea chemată în judecată invoacă și

dovedește că există lucru definitiv judecat în această privință, nu se mai poate propune și discuta de partea reclamantă, în noua acțiune, cesțiunea relativă la alienabilitatea sau inalienabilitatea pământurilor rurale, o asemenea cesțiune trebuind să fie propusă și discutată la judecata terminată prin hotărîrea invocată ca lucru definitiv judecat. (Cas. I, 47/900, B. p. 120).

235. Când o parte reclamă în justiție în calitate de legatar eșirea din indivizie asupra averii imobiliare rămasă dela de cujus, producând ca dovadă o încheiere judecătorească, prin care este trimisă în posesie asupra averii ce pretinde că i s'a lăsat de testator prin testamentul său, nu mai poate să fie primită, în urma respingerii acelei cereri, să facă din nou această acțiune în aceiași calitate și tot pentru eșire din indivizie, invocând însă și producând de astă dată ca dovadă chiar testamentul ce o institue legatară, căci este lucru definitiv judecat, iar producerea testamentului, în a doua acțiune nu este o cauză nouă ci numai un mijloc nou de probație. (Apel Iași I, C. Jud. 45/900).

236. În materie de contravenție la legea și regulamentul de constatarea, perceperea și urmărirea veniturilor comunale, când procesul verbal de constatare a fost anulat pentru lipsă de formă, hotărîrea care statuează asupra unei asemenea formalități, fără a se ocupa de fondul litigiului, nu poate constitui autoritatea lucrului judecat, dacă la a doua judecată se prezintă tribunalului un alt proces-verbal, care îndeplinește condițiile de formă cerute de lege, de oarece atunci nu mai este identitate de obiect și de cauză. (Cas. I, 390/901, B. p. 1330).

237. Trei condițiuni se cer pentru ca o hotărîre să aibă autoritate de lucru judecat față de o nouă cerere în judecată: identitatea juridică a părților, identitate de obiect și identitate de cauză. Astfel într'o contestație la urmărire, când în prima contestație asupra căreia s'a pronunțat hotărîrea invocată ca autoritate de lucru judecat, contestația s'a întemeiat pe motivul că agentul, care efectuase urmărirea rân, fusese autorizat de magistratul dela care emană hotărîrea ce execută, pe când a doua contestație se întemeiază pe motivul că lucrurile urmărite sunt avere a contestatorului, iar nu a debitoarei urmărite, prima hotărîre nu poate fi invocată ca autoritate de lucru judecat întru cât deși în ambele cereri există identitate de persoane și de obiect, însă nu există identitate de cauză. (Cas. I, 901/136, B. p. 437).

238. Hotărîrea intervenită într'un proces, care are de obiect o contestație la tabloul de ordine al creditorilor poate fi opusă ca constituind autoritate de lucru judecat într'un proces posterior în aceiași afacere și care ar avea de obiect constatarea unui drept de privilegiu, dacă în ambele procese e vorba de preferință de

drepturi între creditorii. (Cas. II, 11/901, B. p. 107).

239. Autoritatea lucrului judecat nu rezultă numai din dispozitivul unei hotărîri, ci și din considerantele ei, fie că punctul asupra căruia se pronunță a fost sau nu dedus în debaterile instanței, destul ca hotărîrea să fie definitivă și să înfrunescă condițiile prescise de lege în privința persoanelor, obiectului și cauzei. (Apel Buc. I, C. Jud. 17/902; Contra: Cas. I, 38/93 B. p. 35; Cas. I, 481/901, B. p. 1624).

240. Autoritatea lucrului judecat poate rezulta dintr'o decizie care este încă supusă recursului în casate, de oarece deciziile Curșilor de apel date fără drept de opoziție sunt definitive și executorii, afară de cazurile prevăzute anume de lege (Apel Buc. I, C. Jud. 17/902).

241. Există lucru judecat când a doua cerere în judecată are același obiect, se întemeiază pe aceeași cauză și este între aceleași părți, făcute de ele și în contra lor, în aceiași calitate, adică, când e identitate de obiect, de cauze și de persoane indiferent dacă hotărîrea a fost dată pe calea acțiunii principale sau pe cale incidentală, destul numai să fie o judecată anterioară asupra lucrului ce se deduce din nou în judecată. (Apel Iași I, C. Jud. 49/902).

242. Autoritatea lucrului judecat nu are tărie decât față de părțile, cari au luat parte la judecată. Astfel, unui moștenitor al celeilalte jumătăți a unei moșteniri nu-i este opozabilă, ca lucru judecat, sentința obținută numai față de celălalt moștenitor, întru cât această judecată nu a fost dată și față de dânsul. (Cas. I, 119/902, B. p. 363).

243. Când cu ocazia judecării unui atribut al proprietății, se judecă însuș dreptul de proprietate, părțile care au figurat în acel proces, nu mai pot în urmă să pue în discuție același drept de proprietate, când ar voi să se folosească de un alt atribut al proprietății, căci dreptul de proprietate a fost definitiv judecat între ele și deci s'ar viola autoritatea lucrului judecat. (Cas. I, 411/902, B. p. 1117).

244. O hotărîre judecătorească rămasă definitivă, având puterea lucrului judecat, nu poate în nici un caz fi atacată prin cale principală de acțiune în nulitate, reformarea, revizuirea sau casarea ei nepunându-se cere și dobândi de cât în cursul judecării, în cazurile și prin modurile prescise de lege. (Apel Iași I, Dr. 66/902).

245. Deși legea dela 13 Februarie 1879 pentru menținerea și executarea art. 7 din legea rurală dela 15 Aug. 1864 este o lege de ordine socială, edictală în scopul anulării tuturor actelor de înstreinare făcute în disprețul legii rurale, spre care sfârșit prin derogajie la dreptul comun, s'a creat o procedură sumară și excepțională, iar hotărîrea trib. dată pe această cale este definitivă și executorie, fără drept de apel și de recurs, totuși de aci nu poate rezulta

că legiuitorul dela 1879 a întins derogarea până la nesocotirea elementelor, care după art. 1201 c. civ. constituiesc autoritatea lucrului judecat. (Cas. I, 35/903, B. p. 55)

246. Din momentul ce o cerere de pensie a fost prezentată comisiei cum și consiliului comunal care s'a pronunțat asupra ei, în mod definitiv și în contra deciziei consiliului comunal nu s'a făcut apel, acea decizie constituie lucrul judecat, întru cât are caracterul unei hotărâri judecătorești și supuse tuturor regulilor de drept comun. (Cas II, 388/903, B. p. 1157).

247. Când, prin o hotărâre rămasă definitivă și investită cu formula executorie, se constată că chestiunea calității unei creanțe a fost discutată înaintea trib. care a hotărât definitiv că acea creanță provine din alimente. o asemenea hotărâre are autoritatea lucrului judecat și trib. nu mai poate, pe cale de poprire, să discute din nou calitatea creanței și să decidă contrariul, că adică nu provine din alimente. (Cas. S. Unite 8/903, B. p. 698).

248. Sentința, dată față de unul din comostenitorii defunctului impropietar, nu este opozabilă celui alt comostenitor, pe care acesta nu a putut să-l reprezinte neavând mandat din partea sa, întru cât acesta din urmă nici nu a fost citat, nici nu a luat parte în sentința ce se invoacă în contra sa ca lucrul judecat. (Cas. I, 35/903, B. p. 54).

249. Principiul autorității lucrului judecat este de ordine publică, care are să fie aplicat și în materie de drept public și administrativ, precum și în materie de drept electoral, căci altfel în fiecare an s'ar repetă cererea pentru ștergerea cuiva din listele electorale judecate în anii anteriori, cu toate că situația contestației este identică. Pentru ca să fie autoritate de lucru judecat în materie electorală trebuie: 1) să fie o decizie care să fi judecat contradictor între unul care cere înscrierea sau ștergerea și altul care se opune; 2) identitate de obiect, adică cererea de înscriere sau ștergere din acelaș colegiu; 3) identitate de cauză, în sensul ca condițiile pentru care se face cererea să fie identice și 4) identitate de persoane, ceea ce nu presupune numai decât acelaș sau aceeași alegători, ci este suficient ca un alegător din colegiul respectiv să fi făcut contestația. (Cas. II, 207/904 B. p. 691).

250. Deși în principiu autoritatea lucrului judecat nu poate rezultă decât din dispozitiv, cum însă motivele unei hotărâri nu fac decât să explice și să lumineze dispozitivul lucrul judecat poate rezultă și din considerante, când nu există contradicție între considerante și dispozitiv și când considerantele fac un tot cu dispozitivul (Cas. II, 149/904, B. p. 468).

251. În materie cambială se poate în voca lucrul judecat, când mijlocul de opunere la plată, se întemeie pe lipsa de calitate a celui care a semnat cambia. Această

excepție este una din cele arătate la art. 349. Codul com., ca una ce e privitoare la lipsa condițiilor necesare pentru exercițiul acțiunii. (Cas. II, 149/904, B. p. 468).

252. Dacă, cu ocazia unei contestații electorale, s'a judecat că persoana contestată beneficiază de recunoașterea calității de român, acordată tatălui, aceasta este un punct definitiv judecat și sentința dată în această privință, urmează să și producă efectele fără nici o mărginire, afară dacă s'ar dovedi că în urma acelei sentințe acea persoană ar fi pierdut prin o cauză posterioară calitatea de cetățean român. (Cas. II, 565/904, B. p. 815).

253. În principiu, fiecare proprietar având dreptul de a-și hotărâni moșia sa, independent de hotărânicile făcute de vecinii săi, rezultă de aci că nu se poate opune autoritatea lucrului judecat de către un proprietar vecin, decât dacă prin hotărârea ce se cere a se confirmă se tinde a se schimbă linia despărțitoare, prevăzută în hotărâri rămase definitive. (Cas. I, 226/904, B. p. 741).

254. O hotărâre definitivă, care constată că o creanță nu poate fi primită drept preț într'o adjudecare silită, pentru că nu este în rang util, nu poate să fie invocată ca lucru judecat, astfel că aceeaș creanță poate să fie depusă și primită drept preț, dacă se dovedește că, în urmă, împiedicarea pentru depunerea ei a dispărut și creanța a dobândit rangul cerut de art. 552 Pr. civ. (Cas. II, 406/904, B. p. 1521).

255. Când ministerul de finanțe a figurat ca parte civilă în instanța corecțională și contravenientul a fost achitat definitiv pentru faptul de contrabandă vamală, ministerul nu mai poate în urmă să urmărească pe aceeaș persoană pentru acelaș fapt, de oarece i se poate opune cu succes autoritatea lucrului judecat rezultând din sentința de achitare și deci recursul, ce ar face în contra celei de a doua sentințe, trebuie respins ca fără interes (Cas. I, 564/904, B. p. 1804).

256. Există lucru judecat numai atunci când a doua cerere în judecată are acelaș obiect, este întemeiată pe acelaș cauză și este între aceleași părți, făcută de ele, și în contralor în aceeași calitate. Prin urmare, când în prima acțiune obiectul eră plata unor sume datorite în virtutea a două cambii, iar prin a doua acțiune se cere nulitatea acelor cambii, pe motiv că nu au fost deduse în discuțiune cu ocazia primei judecăți, autoritate de lucru judecat nu poate există întrucât nici obiectul nici motivul nu este acelaș. (Trib. Ilfov, C. Jud. 74/905).

257. Se violează autoritatea lucrului judecat ori de câte ori o instanță judecătorească, sub cuvânt de a căută și a preciză sensul unei deciziuni, anterior pronunțată de dânsa, modifică acea deciziune, anterioră adăogând sau scăzând ceva din acea deciziune, fiindcă odată ce judecătorii chemați a judecă un proces au pro-

nunțat hotărîrea, misiunea lor este implinită și ori ce drept de reformare a celor decise este închis. (Cas. I, 191/905, B. p. 543).

257 bis. Contestația la executare fiind o cale excepțională, deschisă contra nelegalelor măsuri de executare, iar nu o cale ordinară de reformare, urmează de aci, că o contestație la executare nu poate fi sprijinită, de către părțile cari au luat parte la darea hotărîrii pusă în executare, decât pe viciile și nelegalitățile actelor de executare, care au urmat hotărîrii, ce se execută, sau pe sensul dispozitivului acelei hotărîri, iar nu și pe motive de fond, care puteau fi invocate la judecata pentru care s'a dat acea hotărîre. Astfel, dacă cineva a fost condamnat să lase în stăpînirea revendicantului pămîntul în litigiu, dînsul nu mai poate pe calea contestației la executare, să pue în discuție dreptul său de arendaș, de oarece acest drept trebuia discutat cu ocaziunea judecării fondului. (Cas. I, 6 Oct. 1906, B. p. 1527).

258. Este lucru judecat atunci, cînd a doua cerere în judecată are același obiect, este întemeiată pe aceeași cauză și este între aceleași părți, făcută de ele și în contra lor în aceeași calitate. (Cas. II, 17 Ian. 1906, B. p. 103).

259. Verificarea elementelor constitutive ale lucrului judecat, făcîndu-se după constatarea faptelor astfel cum sunt stabilite prin hotărîrea din care se trage autoritatea de lucru judecat, față cu obiectul judecării din urmă, după cum rezultă din cea din urmă hotărîre, care admite existența lucrului judecat, constituie o chestiune de drept, și ca atare, verificarea acestor elemente, prin urmare și a identității obiectului din ambele judecări, cade sub controlul Curții de Casație, care este în drept să dea unei hotărîri denaturate, prin modul de interpretare al instanțelor de fond, adevărul ei înțeles. (Cas. I, 15 Martie 1906, B. p. 492).

260. Sunt întrunite elementele autorității lucrului judecat, atunci cînd, în judecata ce s'a urmat și ceace se urmează, există identitate de persoane, obiect, cauză (dreptul de moștenire) și calitate. (Cas. I, 26 Apr. 1906, B. p. 726).

261. Se violează autoritatea lucrului judecat ori de câte ori o instanță în litigiu ce are a judeca, rezolvă puncte care au fost deja rezolvate printr'o hotărîre definitivă. (Cas. I, 16 Mai 1906, B. p. 854).

262. Posesiunea și proprietatea fiind două cauze juridice deosebite, nu poate fi invocată prima ca autoritate de lucru judecat cu ocazia judecării celei de a doua. (Cas. I, 15 Nov. 1906, B. p. 1804).

263. Dacă în ambele judecări, una din părți nu lucrează în aceeași calitate, nu poate fi vorba de existența autorității lucrului judecat, de oarece, pe lângă celelalte elemente esențiale cerute de art. 1201 codul civil este și identitatea de calitate

a persoanelor. (Cas. I, 8 Dec. 1906, B. p. 1966).

264. Deși, în mod riguros, autoritatea de lucru judecat nu ar putea fi atribuită decât acelor hotărîri, care nu mai pot fi susceptibile de nicio cale de atac, ordinară sau extra-ordinară, totuși, doctrina și jurisprudența sunt unanime în a recunoaște această autoritate și celorlalte hotărîri, care, deși încă susceptibile de o cale de atac ordinară, precum ar fi opoziția sau apelul, sau extra-ordinare cum ar fi recursul în casație, nu au fost însă atacate pe nici una din aceste căi, că îndată ce aceste hotărîri au fost atacate, ele pierd această autoritate, care nu le este recunoscută decât în mod provizoriu, spre deosebire de hotărîrile nesusceptibile de nici o cale de atac, care dobîndesc în mod definitiv și irevocabil, autoritatea lucrului judecat. (Trib. Bacău C. Jud. 11/907).

265. Autoritatea lucrului judecat pusă de legiitorul printre prezumțiunile legale, face a se presupune juste și adevărate tot ce conține în hotărîrea judecătorilor; că această autoritate se reazemă nu pe certitudinea dobîndită că o hotărîre este justă, ci pe prezumțiunea justiției sale, cînd ea este investită cu formele care îi dă caracterul unei hotărîri. (Res judicata pro veritate habetur), și această autoritate este atât de absolută încît chiar cînd ar fi dată în contra incapabililor, în contra acelor cari ar fi fost rău reprezentați în justiție și chiar în contra ordinii publice, ea își produce efectul pînă ce pe căile ce legea pune la dispoziția părților nu s'ar reformă. (Cas. II, 26 Martie 1907, B. p. 514).

266. Dacă legiitorul, într'un interes social care reclamă ca să nu se reînceapă aceea judecată, a edictat art. 1201 codul civil, prin care se acoperă o călcare oarecare de formă sau o inichitate învederată, însă el n'a împins această imunitate pînă a pune la adăpost și acele hotărîri unde prin fraudă și prin delict, pe bază de acte false, s'a obținut hotărîre, ci a permis ca, în asemenea caz, acele sentințe să se poată revizui, fără a limita căile pe care să se poată face dovada falșului. (Cas. I, 23 Mai 1907, B. p. 822).

267. Principiul autorității lucrului judecat, proclamat prin art. 1201 din codul civil, fiind un principiu de ordine publică, are a fi aplicat nu numai în materie de drept privat sau de drept penal, ci și în materie de drept public și administrativ, și în deosebi și în materie de drept electoral, cu condiție însă să existe o decizie care să fi judecat în mod contradictoriu între unul care cere înscrierea sau ștergerea și altul care se opune, să fie identitate de persoană, identitate de obiect și de cauză. (Cas. II, 11 Mai 1907, B. p. 883).

268. Ca să existe autoritate de lucru judecat, se cere ca prima cauză să fie judecată și să întrunească într'însa cele trei

condițiuni prevăzute de art. 1201 din codul civil. (Cas. III, 17 Oct. 1907, B. p. 1618).

269. Din momentul ce există o hotărâre definitivă condamnatoare pentru delictul de adulter, nu se mai poate repune în discuție neexistența elementelor acestui delict, de oarece prin aceasta s'ar violă autoritatea lucrului judecat. (Cas. II, 29 Ian. 1908, B. p. 117).

270. Pentru ca să existe autoritatea lucrului judecat, se cere ca a doua cerere în judecată să aibă același obiect, aceeași cauză, și să fie între aceleași părți, făcute de ele sau în contra lor, în aceeași calitate conform art. 1201 din codul civil. (Apel Iași II, Dr. 29/908, B. p. 227).

271. Potrivit dispozițiilor art. 1201 cod. civil, este lucru judecat atunci când a doua cerere în judecată are același obiect, este întemeiată pe aceeași cauză și între aceleași părți, încât hotărârea ce se invoacă să rezolve în mod definitiv punctul debătut între părți.

Prin urmare, când printr'o decizieune Curtea de Apel constată că o persoană a fost de rea credință cu ocazia cumpărării unor obiecte, o altă Curte de Apel nu poate decide că aceeași persoană a fost de bună credință cu ocazia cumpărării altorași obiecte, căci prin aceasta violează dispozițiunile art. 1201 cod. civil. (Cas. III, 31 Martie 1908, B. p. 622).

272. Din momentul ce prin o decizieune definitivă două persoane au fost condamnate pur și simplu la o sumă de bani, creditorul nu poate pune în executare acea decizieune numai față cu unul din debitori pentru întreaga sumă, deși solidaritatea nu eră pronunțată.

Prin urmare, violează autoritatea lucrului judecat instanțele de fond când, cu ocazia executării unei decizii definitive, discută din nou și interpretează pe calea popririi punctele discutate și stabilize prin o hotărâre definitivă. (Cas. II, 27 Oct. 1908, B. p. 1708).

273. Pentru ca să existe lucru judecat, legea cere prin art. 1201 codul civil, ca a doua reclamațiune să aibă același obiect, să fie întemeiată pe aceeași cauză și să se judece între aceleași părți în aceeași calitate.

Astfel, când prima cerere dedusă în judecată și hotărârită definitiv, aveă de obiect anularea unei dispozițiuni testamentare și eră întemeiată pe cauza că acea dispoziție testamentară constituie o substituție fidei-comisară, iar a doua cerere are de obiect reclamațiunea unui drept de nudă proprietate și drept cauză că nuda proprietate a rămas netestată, nu se poate zice că între aceste cereri există identitate de cauză și obiect și deci nu se poate opune celei de a doua cereri autoritatea lucrului judecat. (Apel Iași, I, Dr. 60/909, p. 477).

274. Nu există lucru judecat atunci când obiectul cererei în judecată nu este același care a fost dedus cu ocazia hotărârii ce se invoacă ca autoritate de lucru judecat. (Cas. I, 9 Iunie 1909, B. p. 735).

275. Principiul autorității lucrului judecat, statornicit de art. 1201 codul civil, se aplică și în materie electorală sub condițiunile următoare: a) să existe o decizieune anterioară care să fi judecat în mod definitiv și contradictoriu între unul care cereă înscrierea sau ștergerea și altul care se opune; b) să existe identitate de obiect, adică să fie o cerere de înscriere sau o ștergere din același colegiu; c) să existe identitate de cauză, adică condițiile și motivele pentru cari se cere înscrierea sau ștergerea să fie aceleași, și d) să existe identitate de persoane, adică alegătorii din același colegiu, iar nu numai decât aceeași persoană. (Cas. II, 5 Martie 1909, B. p. 326).

276. După dispozițiile formale ale legii de procedură, pe cât timp calea ordinară de reformare prin apel a unei hotărâri este încă deschisă, partea interesată are totdeauna dreptul de a uză de această cale.

Prin urmare, investirea eronată cu titlu executoriu a unei hotărâri susceptibile de două grade de jurisdicție, nu poate da acelei sentințe caracterul de hotărâre definitivă, și nu poate închide calea apelului la instanța superioară, pe cât timp termenul însuș de apel nu este expirat. (Cas. III, 26 Mai 1909, B. p. 689).

277. Starea de indiviziune nu încetează decât prin împărțeală sau prin prescripție (art. 729 din codul civil); că de aci rezulta că din momentul ce este stabilit că împărțeală nu a existat între părți, mai rămâne de judecat a doua condițiune, adică dacă acea stare de indiviziune nu ar fi încetat prin prescripție.

Prin urmare, când instanța de fond găsește că nu există lucru judecat, cum că starea de indiviziune n'ar fi încetat între părți prin prescripțiune, nu violează întru nimic dispozițiunile art. 1201 și 1202 din codul civil. (Cas. Secții-Unite 18 Iunie 1909, B. p. 885).

278. Pentru a se ști dacă există autoritate de lucru judecat trebuie să se analizeze ce s'a cerut, ce s'a debătut în instanță și ce s'a decis.

Astfel în ipoteză, cum e în speță, că o cerere a fost formulată numai prin petițiunea introductivă de instanță, fără a se fi repetat oral și fără să se fi făcut apel asupra acestui cap de cerere, iar Curtea de apel să fi omis a se pronunță, este învederat că o așa reclamațiune poate face obiectul unei noi acțiuni, pentru că nu există o hotărâre care să se fi ocupat de această cerere și care să se poată opune ca lucrul judecat. (Cas. I, 10 Noembrie 1909, B. p. 1257).

279. În principiu, anularea unui apel pentru vre-un viciu de formă, nu ridică părții dreptul de a face un alt apel regulat, dacă se găsește încă în termen a-l face.

Astfel, dacă un apel s'a anulat ca netimbrat, partea poate face un alt apel

conform legii timbrului dacă mai este încă în termen. (Cas. I, 29 Ianuarie 1910, B. p. 33).

280. Din momentul ce, prin o decizie anterioară s'a stabilit că o persoană nu are censul cerut pentru colegiul I de Cameră, acea decizie constituie autoritate de lucru judecat, întrucât nu se invoacă vreun fapt nou sau vreo dovadă care să dărâme pe cele invocate cu ocazia pronunțării primei decizii. (Cas. III, 26 Febr. 1910, B. p. 328).

281. Chestiunea de a se ști dacă între două acțiuni sunt sau nu întrunite elementele constitutive ale autorității lucrului judecat, este o chestiune de drept pe care Înalta Curte de Casație este chemată să o controleze. (Cas. I, 21 Iunie 1910, B. p. 949).

282. În cererea făcută înaintea tribunalului de notariat de a nu se primi o creanță drept preț ca fiind contestată, neexistând același obiect ca în acțiunea prin care se cere înaintea tribunalului civil anularea inscripției ipotecare luată în baza acelei creanțe, lipsește unul din elementele cerute de art. 1201 din codul civil pentru a fi lucru judecat. (Cas. I, 21 Iunie 1910, B. p. 949).

283. Odată rămasă definitivă hotărârea prin care se recunoaște părților dreptul de moștenire și se fixează masa succesorală, nu se mai pot invoca cu ocaziunea formării loturilor, decât acele mijloace de apărare cari sunt relative la operațiile partajului, iar nu și acelea relative la formarea masei succesoriale, de oarece asemenea chestiune a rămas definitiv judecată și nu se mai poate reveni asupra ei. (Cas. I, 29 Sept. 1910, B. p. 1188.)

284. Pentru a fi autoritate de lucru judecat se cere ca cea de a doua cerere în judecată să aibă același obiect, aceeași cauză și să fie între aceleași persoane. (Cas. III, 22 Noembrie 1910, B. p. 1661).

285. Lucru judecat există chiar atunci când hotărârea, care nu mai poate fi atacată pe nici o cale, ar emana dela o jurisdicție incompetentă, fie din cauza materiei, chiar în caz când această incompetență ar fi întemeiată pe un motiv de ordine publică. (Cas. I, 123 din 18 Febr. 1911, B. p. 171; Jurisprudența 13/1911; Pand. Rom. 1923-1-208).

286. Cumpărătorul dobândind asupra lucrului un drept de proprietate distinct de al autorului său, acest drept, cum și interesul ce-l are spre a conserva lucrul în patrimoniul său, nu pot să fie compromise prin hotărârea pronunțată față de autor în urma vânzării, fiindcă o atare hotărâre este pentru cumpărător *res inter alios iudicata*.

Această soluțiune trebuie să fie admisă atât în cazul când titlul cumpărătorului este anterior acțiunii îndreptată contra vânzătorului, cât și în cazul când acel titlul este dobândit în timpul când procesul cu vânzătorul eră pendinte, de oarece

în ambele cazuri cumpărătorul nu a putut să fie reprezentat de către autor pentru ceea ce s'a judecat în contra acestuia posterior transmiterii dreptului de proprietate. (Cas. I, 16 Martie 1911, B. p. 332).

287. Hotărârea definitivă obținută în contra debitorului, numai atunci poate să fie opusă creditorului ipotecar când dreptul acestuia din urmă a luat naștere posterior pronunțării hotărârei, pentru că, în acest caz, creditorul ipotecar nu a putut să dobândească mai multe drepturi asupra lucrului, decât avea și debitorul. (Cas. I, 6 Iunie 1911, B. p. 797).

288. Chestiunea de a se ști dacă din faptele așa cum sunt constatate de instanța de fond rezultă elementele autorității lucrului judecat, este o chestiune de drept, care este supusă controlului Curții de Casație.

Astfel, când ambele acțiuni au același obiect, adică daune, faptul că prin a doua acțiune cuantumul daunelor a fost diferit, prin aceasta nu se poate zice că s'a schimbat obiectul acțiunii, așa că obiectul fiind același în ambele acțiuni, și întrucât celelalte elemente nu au fost contestate, există autoritate de lucru judecat. (Cas. I, 13 Iunie 1911, B. p. 819).

289. În principiu, judecata ce se urmează între proprietari cu ocazia depunerii unei hotărâncii pentru fixarea hotărârilor între proprietăți, împrumut caracterul unei adevărate judecăți, și actele de executare ale tribunalelor pot constitui lucru judecat; aplicațiunea acestui principiu încetează însă atunci când se cere stabilirea celorlalte semne de hotare ca și în prima hotărâncie, de oarece în acest caz nu se aduce nici o atingere autorității lucrului judecat prin prima hotărâncie, ci numai se reînprospătează atât semnele de hotare, cât și memoria oamenilor despre acele semne cari printr'o trecere mai mare de timp s'ar putea distruge sau contesta de vecini. (Cas. I, 7 Nov. 1911, B. p. 1369).

290. Nu există nici o dispozițiune în lege care să fi instituit cetele de moșneni sau obștile locuitorilor improprietăți ca persoane morale, cu drepturile și obligațiunile distincte de ale membrilor cari le compun; că, dacă prin art. 75, alin. IX din vechea procedură, ca și prin art. 75, alin. XI din noua procedură, legiuitorul a prevăzut că ceata moșnenilor sau a locuitorilor improprietăți vor fi citați în judecată printr'o singură citație colectivă pe numele cetei, prin aceasta legiuitorul nu a făcut de cât să recunoască că ceata este o colectivitate ceea ce privește citarea și modul de prezentare în instanță, iar nu să-i recunoască o personalitate distinctă de a membrilor ce o compun.

Prin urmare, aceea ce o obște a câștigat definitiv prin judecata în care a fost chemată prin membrii ce o compun în mod individual, poate fi invocat cu autoritate de lucru judecat în acțiunea în care ceata este citată ca o colectivitate, fără să se

poată opune că n'ar fi identitate de persoane în ambele acțiuni. (Cas. I, 30 Nov. 1911, B. p. 1414).

291. Principiul autorității lucrului judecat proclamat prin art. 1201 din codul civil este un principiu de ordine publică, care are a fi aplicat nu numai în materie de drept privat și de drept penal, ci și în materie de drept electoral.

Prin urmare, întru cât prin o decizie a Curții de Casație s'a constatat că o persoană este cetățean român, de oarece tatăl său a fost cetățean otoman la anexarea Dobrogei, această recunoaștere a calității de cetățean român fiind un punct definitiv judecat în favoarea sa, rezultă că sus zisa decizie dată în această privință urmează a-și produce efectele sale fără nici o mărginire, afară numai dacă s'ar fi dovedit că în urma acelei decizii partea a pierdut prin vreo cauză posterioară calitatea de cetățean român. (Cas. III, 1 Nov. 1911, B. p. 1509).

292. Instanța de fond e datoare ca înainte de a constată că există identitate de obiect, cauză și de părți în ambele acțiuni, să cerceteze dacă hotărîrea invocată ca autoritate de lucru judecat are caracterul de hotărîre definitivă. (Cas. I, 252 din 30 Martie 1911. Jurisprudența 17/1911).

293. Instanțele de fond nu pot fără a violă autoritatea lucrului judecat să modifice o decizie a sa anterioară definitivă sub cuvânt că o interpretează, pe cale de contestație la executare, substituindu-i o altă hotărîre pentru a îndrepta și reface o împărțeață, chiar dacă ea fusese greșită. (Cas. II, 177/911, Curier Jud. 1/1912);

294. Ori de câte ori autoritatea judecătorească statuează asupra chestiunilor deja tranșate, considerațiunea subsistând există autoritate de lucru judecat și nu se mai poate reveni asupra ei fără a aduce o atingere acestui principiu pe care interesul social îl cere.

Astfel dacă o cerere pentru luării unei măsuri de asigurare provizorie a fost respinsă și considerațiunea pentru care s'a respins subsistă, o nouă cerere în aceeași împrejurări nu se poate admite căci s'ar violă principiul autorității lucrului judecat. (Trib. Ilfov s. III, 407/911, Curier Jud. 32/912).

295. Hotărîrea definitivă obținută în contra vânzătorului înainte de vânzare este opozabilă cumpărătorului, chiar și atunci când cumpărarea s'a făcut prin licitație publică.

Prin urmare, tribunalul violează art. 1201 din codul civil, când hotărăște că între cele două acțiuni nu ar fi identitate de persoane, pe motiv că în prima judecată n'a figurat cumpărătorul, ci vânzătorul cătră dânsul. (Cas. I, 8 Oct 1912, B. p. 1647).

296. Dispozitivul unei hotărîri nu are autoritate de lucru judecat decât numai asupra punctelor ce s'au judecat printr'însa și asupra cărora părțile au luat conclu-

ziuni, conform principiului *tantum iudicatum quantum litigatum*.

Prin urmare violează art. 1201 din codul civil instanța de fond, când deduce autoritatea lucrului judecat dintr'o hotărîre prin care nu se discută cătuș de puțin obiectul reclamat. (Cas. I, 602 din 12 Sept. 1912, B. p. 1448, Curier Jud. 74/1912).

297. Constatarea existenței elementelor lucrului judecat, adică a identității de obiect, de cauză și de persoane în aceeași calitate, este o chestiune de fapt, de atributul suveran al instanțelor de fond, afară de erori evidente. (Cas. II 423 din 15 Oct. 1912, B. p. 1312, Curier Jud. 85/1912).

298. Decizia Ministerului de Finanțe prin care se stabilește averea succesorală la care trebuiesc percepute taxele de înregistrare, și cota acelor taxe după gradul de rudenie al legatarului cu defunctul nu poate să constituie autoritate de lucru judecat, când aceea decizie a rămas definitivă, decât asupra faptelor pe cari părțile le-au avut în vedere cu ocazia stabilirii taxelor succesoriale și asupra cărora Ministerul a avut putința să se pronunțe prin decizia sa.

Astfel, din momentul ce este stabilit că legatarul nu a avut cunoștința de existența unei datorii, precum plata dotei soției defunctului, decât după plata taxelor succesoriale, pe temeiul principiului că nimeni nu se poate îmbogăți în paguba averei altuia, taxa succesorală percepută de Stat pentru acea sumă plătită, se cuvine a se restitui legatarului. (Cas. I, 14 Dec. 1912, B. p. 2101).

299. Autoritatea de lucru judecat se determină nu după motivele ce invoacă o parte sau cealaltă, ci după obiectul procesului dedus judecării.

Prin urmare din momentul ce există identitate de persoană, de obiect și de cauză între o acțiune în revendicare și o contestație prin care se revendică aceleași obiecte, există autoritate de lucru judecat iar motivul pentru care s'a respins contestația nu poate avea nici o influență în cauză. (C. Apel Craiova s. I., 13 Dec. 1912, Curier Jud. 28/913).

300. O parte nu poate uza de două ori de aceeași cale de atac în contra unei hotărîri căci prin această s'ar violă autoritatea lucrului judecat.

Prin urmare dacă părțile au mai uzat odată de calea recursului, un al doilea recurs este neadmisibil. (Cas. I 80, din 30 Ian. 1912. Curier Jud. 15/1912).

301. Hotărîrea primei instanțe susceptibilă de apel, nu are caracterul autorității lucrului judecat, motivarea greșită însă a instanței de apel în această privință, nu poate atrage casarea deciziei sale, dacă ea se menține pe celelalte constatări și în special pe prescripția de 10 ani cu just titlu și bună credință. (Cas. s. I, decizia No. 349 din 24 Aprilie 1912. Curier Jud. 51/1912).

302. Nu se poate opune cu succes autoritatea lucrului judecat ce ar rezulta dintr'o hotărâre definitivă, de cel ce se servește de ea ca de un titlu spre a-și valorifica dreptul de proprietate asupra unei teren rural, când este constatată că cel ce se servește de acea hotărâre este o persoană care conform legilor rurale din 1864 și 1879, nu putea dobândi asemenea pământuri. (Jud. rur. Șerbănești (Ol) 10 Martie 1912. Curier Jud. 82/1912).

303. Deși în principiu autoritatea lucrului judecat are efect numai între părțile contractante adică acele cari au figurat în instanță, însă legea pentru regularea și consolidarea dreptului de a exploata petrol, în vederea intereselor economice și a siguranței capitalurilor afectate unor asemenea exploatari a derogat dela principiul general, introducând cu art. 7 dispoziția ca hotărârile definitive date asupra acestor concesiuni, au autoritatea lucrului judecat erga omnes din momentul executării lor. (Cas. II, 18/912. Curier Jud. 28/912).

304. Dacă cu ocazia judecării unei acțiuni posesorii, instanțele de fond au examinat titlurile de proprietate invocate de ambele părți numai pentru a stabili admisibilitatea acțiunii posesorii, iar nu pentru a stabili dreptul de proprietate asupra terenului în litigiu, acea judecată nu poate să constituie autoritate de lucru judecat în acțiunea în revendicare intentată în urmă de partea care a pierdut posesia. (Cas. I 126 din 13 Febr. 1913, B. p. 284, Jur. Rom. 14/913).

305. Deși dispozițiunile legilor rurale sunt de ordine publică și deci neobservarea lor poate fi propusă în orice stare a procesului, totuși și în această materie de instrăinare de pământ rural, are a se ține seamă de autoritatea lucrului judecat rezultând din o sentință rămasă definitivă.

Prin urmare nu se mai poate pune din nou în discuție pe cale de contestație o instrăinare directă sau indirectă care a dobândit putere de lucru judecat așa ca o dotă hotărârită urmărirea veniturilor unui pământ rural, nu se mai poate reveni la aceasta pe calea contestației. (Cas. II, 30 din 30 Ian. 913. Jur. Rom. 14/913).

306. Acel ce continuă procesul intentat de o persoană în calitate de moștenitor al acestuia și se judecă în această calitate cu contestatorul, fără că acesta să-i conteste calitatea de moștenitor ce partea își luase, nici înaintea primei instanțe unde contestatorul a făcut opoziție și nici înaintea Curții de apel unde contestatorul a făcut apel, are definitiv câștigată calitatea de moștenitor ce și-a luat, așa că cu drept cuvânt instanța de fond a hotărât că există lucru judecat asupra calității și nu se mai poate pe calea contestației la executare, pune din nou în discuție acea calitate. (Cas. II, 90 din 27 Mart. 1913. Jur. Rom. 20/913).

307. Deși este adevărat că ceea ce interesează într'o hotărâre este dispozițiivul și că numai în el rezidă autoritatea lucrului judecat, totuși sunt unele motive atât de intim și inseparabil legate de dispozițiiv în căt formează baza lui esențială, sufletul sentinței, partea integrantă fără care dispozițiivul nu ar putea să existe și care se bucură de asemenea de autoritatea lucrului judecat. (Judecăt. ocol. I Balș (Romanai), 24 din 4 Febr. 1913 Curier. Jud. 31/913. In acelaș sens: Cas. II, 296 din 20 Nov. 1915 „Jurispr. Rom.” 7/916 și Curier. Jud. 28/916; Trib. Ilfov s. II, 718 din 3 Dec. 1919. „Dreptul” 15/920; Cas. II, 203 din 28 Sept. 922. „Jurispr. Rom.”, 3/1923).

308. Hotărârea prin care instanța de apel respinge un apel ca tardiv, are de efect de a confirma hotărârea primei instanțe adusă în judecată sa și de a închide ast-fel acelei părți dreptul de a uză din nou de calea apelului în contra aceeași hotărâri.

De aci rezultă că hotărârea de respingere a unui apel ca tardiv, dacă n'a fost atacată cu recurs, sau dacă recursul a fost respins, are autoritatea de lucru judecat în acest sens că închide calea judecării unui al doilea apel făcut de aceeaș parte contra aceeași hotărâri,

Prin urmare, în cel de al doilea apel, existând toate elementele cerute de art. 1201 c. civil, pentru existența lucrului judecat, violează acest articol tribunalul când judecă al doilea apel și după ce îl admite în termen judecă fondul procesului. (Cas. I, 4 Martie 1913, B. p. 588).

309. Potrivit art. 1201 c. civ. este lucru judecat atunci când a doua cerere în judecată are acelaș obiect, și este întemeiată pe aceeași cauză.

Astfel, o acțiune posesorie intentată cu mult mai târziu după judecata definitivă a unei alte acțiuni posesorii anterioare, chiar dacă există identitate de obiect și e între aceleași persoane și în aceeași calitate, evident însă că are o altă cauză posesiunea de fapt și turburarea petrecute în alte epoci decât prima oară, așa că cartea de judecată pronunțată anterior nu poate constitui lucru judecat. (Cas. I, 1 Nov. 1913, B. p. 1957).

310. Intre decizia ministerială prin care se stabilește cuantumul a verei successorale și taxa ce moștenitorii trebuie să plătească fiscoi și între decizia prin care se stabilește supra-taxa de 3% asupra a verei mobiliare producătoare de venit găsită în succesiune, nu există identitate de obiect și deci nu poate fi vorba de autoritate de lucru judecat. (Cas. III, 45f din 19 Nov. 1913, B. p. 2197. Jur. Rom. 1914, p. 110).

311. Tribunalul nu violează art. 1201 c. civ., când respinge autoritatea lucrului judecat invocată, constatând că a doua acțiune este intentată cu mult

posterior hotărârii ce se invoacă drept autoritate de lucru judecat, timp în care stăpânirea a putut fi schimbată și stabilește în fapt că turburarea, de care se plânge intimatul de astădată, datează din anul intentării acțiunii și că acesta a avut, înainte de turburări, posesia terenului mai bine de un an în condițiile cerute de art. 1846 și 1847 c. civ. (Cas. I, No. 634 din 7 Nov. 1913; „Jurispr. Rom.” 1914, p. 7, „Curier. Jud.” 3/914).

312. Încheierea de admitere în principiu a împărțelii, prin care se stabilește calitatea părților, cotitatea drepturilor lor și se fixează masa de împărțit, este o hotărâre interlocutorie definitivă fiindcă prin ea se judecă fondul chiar al acțiunii de împărțeală și deci o asemenea hotărâre nu mai poate fi revocată de judecătorii cari au pronunțat-o.

Prin urmare, din moment ce Tribunalul printr'o încheiere anterioară a fixat masa de împărțit și a obligat pe părți să raporteze un loc, nu mai poate în urmă să revină asupra propriului său lucru judecat și să scoată acel loc dela masa de împărțit, pe motiv că, în acțiunea de împărțeală pentru teren rural, s'a introdus acel loc, care este urban, fără însă să se fi plătit taxele de timbru, căci prin aceasta, Tribunalul comite exces de putere, violând autoritatea lucrului judecat, rezultând din încheierea precedentă ce a pronunțat. (Cas. I, decizia No. 704, din 26 Nov. 1913, „Jurispr. Rom.” 1914, p. 50).

313. Lucrul judecat se deduce în mod obișnuit din dispozitivul hotărârii invocate; în sprijinul autorității lucrului judecat; totuși când dispozitivul este îndoelnic sau obscur, atunci pentru a constata lucrul judecat se poate recurge la motivele hotărârii, precum și la concluziunile puse de părți, pentru a deduce sensul și întinderea dispozitivului, însă numai când între ele este o perfectă armonie, în caz de contradicție, dispozitivul rămâne să fixeze autoritatea lucrului judecat. (Trib. Teceu. Oct. 1913; „Dreptul” 1914, p. 61).

314. Potrivit art. 530 pr. civilă, numai în cazul când contestația se bazează pe o cerere prin care însăși proprietatea nemiscătorului urmărit este reclamată, tribunalul apreciind seriozitatea cererei, poate să amâne vânzarea până ce cererea de revendicare se va judeca definitiv, iar în celelalte cazuri judecând contestația în fond, hotărârile definitive date asupra acestor contestații au autoritatea lucrului judecat. (C. Apel Iași s. II 136/913 „Dreptul” 1914, p. 234).

315. Autoritatea lucrului judecat se întinde nu numai asupra celor cuprinse în dispozitiv, dar și asupra ches-

tiunilor prejudiciale tranșate prin hotărâre. (Apel Iași II, No. 136, 1913; „Dreptul” 1914, p. 234).

316. Acțiunea care are drept cauză anularea și rezilierea actului de vânzare pentru motive de incapacitate din partea cumpărătorului, de a dobândi pământ rural și acțiunea în rezoluțiunea vânzării pentru neplata prețului, sunt două acțiuni diferite, întemeiate pe cauze cu totul distincte, care nu se pot confunda cu mijloacele de apărare.

Prin urmare, Tribunalul violează art. 1201 c. civ. când hotărăște ca în acea de a doua acțiune există autoritate de lucru judecat rezultat din hotărârea prin care s'a judecat și s'a respins prima acțiune. (Cas. I, decizia No. 53, din 29 Ian. 1914, „Jurispr. Rom.”, 1914, p. 183).

317. Dacă atunci când un apel se respinge pentru un viciu de formă, s'ar putea concepe facerea unui nou apel regulat, dacă partea mai este în termen, însă, în caz când apelul se respinge ca nesustinut și hotărârea rămâne definitivă prin anularea opoziției pentru lipsă de timbru, acea hotărâre constituie autoritatea de lucru judecat și partea nu mai poate face un nou apel când a uzat odată de acea cale, lăsând acel prim apel a fi respins ca nesustinut. (Cas. I, decizia No. 83, din 7 Febr. 1914; „Jurispr. Rom.”, 1914, p. 195).

318. Procesul-verbal de verificarea creanțelor la masa falimentului constituie, potrivit art. 722 c. com. un titlu, însă numai pentru timpul cât ține operațiunile falimentului și de aceea asemenea proces-verbal nici nu are autoritate de lucru judecat.

Așa fiind, creditorul care nu a fost plătit de loc sau numai în parte, prin faptul că creanța i-a fost verificată la masa falimentului nu și-a pierdut cătuși de puțin dreptul pe care îl conferă art. 825 c. com. și poate, pe cale ordinară, să urmărească debitorul pentru restul neîncasat, căci verificarea creanței nu operează novațiune după cum se întâmplă la concordat și deci poate intenta acțiunea cambială pe baza unei cambii verificată spre a căpăta un titlu cu care să urmărească pe debitor sau coobligați, aceștia putându-i opune numai scăderea plăților făcute. (Cas. III, decizia No. 125, din 16 Aprilie 1914; „Jurispr. Rom.” 1914, p. 326).

319. Succesorul cu titlu particular nu poate fi reprezentat de autorul său încât privește hotărârea definitivă ce se pronunță contra autorului, după transmiterea dreptului real, fiindcă, după transmitere, succesorul având drept asupra lucrului și interes în privința conservării lui, dreptul și interesul nu pot fi stinse sau compromise prin ho-

tăriri definitive pronunțate în urma transmiterii dreptului real.

Această soluțiune rămâne aceeași și când procesul început contra autorului eră pendinte la epoca transmiterii dreptului de proprietate. (Cas. II, decizia civilă No. 75, din 19 Martie 1914; „Jurispr. Rom.” 1914, p. 374).

320. Nu este identitate de cauză și prin urmare nu poate fi vorba de autoritatea lucrului judecat când prima judecată, deși purtată între aceleași persoane și având acelaș obiect, aveă drept cauză plata prețului unor mărfuri cumpărate de intimat, iar cea d'a doua acțiune prin care se cere restituirea aceleiași sume are drept cauză răspunderea recurentei în calitate de mandantă, de faptele mandatarului ei. Așa fiind, deși prin hotărîrea investită cu titlu executor, dată în prima acțiune, intimatul a fost obligat să plătească prețul mărfurilor cumpărate, aceasta însă nu poate fi opusă ca autoritate de lucru judecat în a doua acțiune introdusă de intimat contra mandatarului recurentei și recurentei personal ca răspunzătoare de faptele mandatarului, pentru restituirea sumei prevăzută în titlul executor ca fiind achitată de două ori, odată înaintea primei judecăți în mâinile mandatarului — după cum rezultă dintr'o factură declarată achitată sub semnătura mandatarului, iar a doua oară în virtutea titlului obținut în urma judecății. (Cas. III, decizia No. 181, din 27 Mai 1914; „Jurispr. Rom.” 1914, p. 421).

321. Hotărîrea definitivă obținută în contra vânzătorului poate să fie opusă în contra cumpărătorului numai în cazul în care acea hotărîre a fost pronunțată anterior transmiterii dreptului către cumpărător, iar nu și atunci când titlul cumpărătorului este anterior acțiunii intentată în contra vânzătorului sau când acel titlu este dobândit în timpul când procesul cu vânzătorul eră pendinte, pentru că în ambele aceste cazuri cumpărătorul nu a putut să fie reprezentat de autor pentru ceace s'a judecat în contra acestuia post-rrior transmiterii dreptului de proprietate. (Cas. I, decizia No. 532, din 11 Noemvrie 1914; „Jurispr. Rom.” 1914, p. 610).

322. Comisiunile ad-hoc instituite de legea rurală din 1864, prin art. 24 și urm., fiind adevărate instanțe judecătorești, cu atribuțiuni speciale, deciziunile date de asemenea comisiuni sau comitete cu privire la fixarea locurilor date foștilor elăcași, ca și întinderea acestor locuri, sunt adevărate hotărîri judecătorești și ele au puterea lucrului judecat dacă n'au fost la timp atacate înaintea instanțelor superioare prevăzute de aceeași lege, iar starea de lucruri constatată și fixată prin ase-

menea hotărîri nu mai poate fi pusă în discuțiune pe calea ordinară, întrucât instanțele judecătorești n'au cădere să facă acte de improprietărire cum sunt actele comitetului permanent instituit de legea rurală. (Apel Buc. I, No. 172, 1914; „Dreptul” 1914, p. 548).

323. După art. 1201 c. civ. ca să existe lucru judecat trebuie ca a doua cerere în judecată să aibă acelaș obiect, să fie întemeiată pe aceeaș cauză, să existe între aceleași părți și făcute de ele și contra lor în aceeași calitate. Considerentele unei deciziuni și argumentările ei, nu sunt de ajuns ca să constituie o autoritate de lucru judecat, întrucât nu se cuprinde nimic în dispozitivul care formează baza acestei autorități. (Apel Buc. I, No. 192, 1914; „Dreptul” 1914 p. 602).

324. Dacă, în principiu, apelantul nu poate pune în discuțiune decât ceace a apelat, *tantum devolutum quantum appellatum*, regula decurgând din acest principiu, în caz de câștig de cauză încetează de a fi aplicabilă și partea intimată este în drept să se apere în apel cu motivele invocate la prima instanță chiar dacă au fost respinse, de oarece având câștig de cauză la prima instanță, nu are interes să facă apel și nu poate să-l facă contra motivelor pe cari s'au întemeiat primii judecători la pronunțarea hotărîrii lor. (Apel Buc. I, No. 184, 1914; „Dreptul” 1914, p. 596).

325. Pe calea extraordinară a contestațiunei, nu se pot invoca mijloace de apărare în fond, iar invocarea plății nu poate fi ținută în seamă decât dacă ea este făcută posterior datei când hotărîrea ce se execută a rămas definitivă. (Trib. Fălcu, Mart. 1914; „Curier Jud.” 1914, p. 451).

326. Pentru ca o hotărîre să aibă autoritatea lucrului judecat, trebuie să fie o hotărîre care să curme definitiv o contestație, adică să fie dată contradictor și în ultimă instanță, sau, deși dată în prima instanță, să nu mai fie susceptibilă de a fi reformată pe căile ordinare;

Prin urmare, o hotărîre supusă apelului și apelată, nu poate să aibă autoritatea lucrului judecat chiar dacă s'a acordat execuția provizorie de instanța de apel, întrucât această execuție provizorie este cu totul deosebită de autoritatea lucrului judecat. (Apel Buc. IVNo. 17 1914; „Curier Jud.” 1914, p. 512).

327. După dispozițiunile art. 1201 din codul civil este lucru judecat numai atunci când o a doua cerere în judecată, având acelaș obiect și întemeiată de se pe aceeaș cauză, e între aceleași părți, făcută de ele și contra lor în aceeaș calitate.

Prin urmare, atunci când e vorba de înscrierea unei persoane, în speță o femeie, în tabloul avocaților unui județ, nu se poate sustine că o primă cerere de înscriere în baroul altui județ, care a fost respinsă pe motiv că femeile sunt incapabile, după lege, a profesă avocatura, s'a judecat între aceleași părți, de oarece grupul de avocați din Iași care au combătut prima cerere de înscriere, nu reprezintă interesele tuturor celorlalți avocați din țară, ei lucrând în numele lor personal, așa că lipsesc elementele cerut pentru constituirea autorității lucrului judecat. (Apel Galați I, No. 113, 1914; „Curier jud.” 1914, p. 574).

328. Prin art. 1201 C. civil, legiuitorul nu a putut înțelege nici un moment prin cuvintele „în aceeași calitate” calitatea de reclamant sau pârît pe care aceeași persoană o poate avea în diferite procese sau în acelaș proces în deosebite instanțe, ci calitatea cu care intervine în proces o persoană în numele său personal, ca soț dotal, sau pentru autorizare, ca mandatar, etc., căci numai o asemenea schimbare de calitate poate atrage și o schimbare de situație, care nu se putea avea în vedere și puine în discuțiune într'o judecată anterioară. (Cas. I, No. 394/1914, „Curier jud.” 8/1915, p. 65).

329. Când instanța de fond constată că este dejă stabilit judecătorește că printr'un act de vânzare s'a vândut un drept indiviz, iar nu un bun determinat, asupra acestei cestiuni există autoritate de lucru judecat. Când de asemenea instanța de fond constată că cumpărătorul unui drept indiviz nu a renunțat la dreptul său, care este o cestiune de fapt, în asemenea caz aceea instanță n'a violat nici un text de lege când a rezervat cumpărătorului dreptul să execute actul de vânzare după ce prin eșire din indiviziune se va alege partea vânzătorului, întrucât dreptul cumpărătorului de a executa actul de vânzare este indiferent de rezerva făcută prin hotărîrea instanței de fond. (Cas. II, No. 245/1914; „Jurispr. Rom.” 1914, p. 217).

330. Cererea de rectificarea vârstei unui ofițer în controalele armatei fiind judecată definitiv față de ministerul de război, cestiunea etății nu mai poate fi pusă în discuțiune de către acel minister cu ocazia acțiunei intentată de ofițer pentru plată de daune interese fiindcă a fost pus în poziție de retragere din oficiu mai înainte de a atinge limita de vârstă. De asemenea nu mai poate fi discutat cu o această ocaziune dispozițiunile art. 27 din legea poziției ofițerilor, care ar opri rectificarea controalelor armatei, ci trebuiau invocate de ministerul de război atunci când reclamantul și-a

stabilit data nașterii contradictor cu acel minister.

Prin urmare, instanța de fond a făcut o justă aplicare a principiului autorității lucrului judecat din art. 1201 c. civ. (Cas. I, No. 454, 1914; „Jurispr. Rom.” 1915, p. 34).

331. Hotărîrea instanței penale constitue lucru judecat pentru instanța civilă în ce privește existența faptului care formează baza comună a acțiunei publice și a celei civile isvorită din delict.

Prin urmare, Curtea de apel n'a violat art. 1201, cod. civil, când a hotărît ca deciziunea penală prin care s'a stabilit culpabilitatea presupusului Direcțiunei Căilor Ferate este opozabilă acesteia în acțiunea de daune intentată în contra ei pe cale civilă, deși n'a figurat în instanța penală. (Cas. I, decizia No. 519, din 7 Noembr. 1914; „Jurispr. Rom.” 1915, p. 10).

332. Deși, în principiu, autoritatea lucrului judecat nu poate să rezulte decât din dispozitiv, totuși această regulă nu trebuie luată în mod absolut, de oarece, după teoria generalmente admisă, motivele hotărîrei pot câteodată completea și lumina dispozitivul ei, determinând înțelesul și întinderea lui.

Astfel, când dispozitivul primei instanțe se mărginește a spune că se respinge acțiunea ca nesustînută, iar acela al instanței de apel se mărginește a respinge apelul ca nefondat, trebuie a se recurge la concluziunile părților și la considerentele judecătorești, pentru a deduce chestiunile cari au făcut obiectul judecății. (Trib. Covuruii II, No. 126, 1914; „Dreptul” 1915, p. 332).

333. În lipsă de opunere din partea celui ce face o urmărire pentru plata unei sume de bani la care debitorul a fost condamnat în timpul când era falit, că pe calea contestațiunei făcută de acest debitor pentru a se reduce urmărirea în limitele cotei concordatate, nu se poate invoca asemenea motiv fiindcă el ar fi referitor la fondul pricinii și că ar exista în această privință autoritate de lucru judecat, în lipsă de opunere urmăriitorul nu poate ridica direct în Casațiune o asemenea chestiune nepropusă și nediscuțată la instanța de fond; așa că motivul fiind invocat omisso-medio, nu se poate casă deciziunea Curței de apel care a admis pe calea contestațiunei ca urmărirea să fie redusă la cota concordatară și că concordatul este opozabil și urmăriitorului deși n'a participat la votarea lui. (Cas. II, No. 228, 1915; „Jurispr. Rom.” 1915, p. 635).

334. În principiu, hotărîrile judecătorești nu pot fi supuse deodată la două căi deosebite de reformare: o cale ordinară, cum e cea a apelului și

alta extraordinară, aceea a contestației. Numai după ce căile ordinare au fost epuizate, ori exercițiul lor nu mai este posibil, partea interesată poate recurge la căile de reformare extraordinare; de altă parte, chiar în acest din urmă caz, este cert că pe cale de contestație nu se pot invoca mijloace de apărare care privesc fondul și care puteau fi propuse cu ocaziunea judecării afacerii în fond, căci a admite contrariul, ar fi ca pe această cale extraordinară să se poată complota o apărare ce nu s'a făcut la timp și să se atingă autoritatea lucrului judecat rezultând dintr'o hotărâre rămasă definitivă, ceea ce este inadmisibil.

Prin urmare când o hotărâre prin care se fixează pensia alimentară a soției a fost atacată de soț atât prin apel care e pendinte, cât și pe cale de contestație la executarea provizorie a celei hotărâri și când din cuprinsul hotărârii se vede că soțul a invocat înaintea tribunalului o convenție între soți cu privire la pensia alimentară, convenție pe care însă tribunalul n'a avut-o în vedere, soțul făcând apel, ar fi putut invoca înaintea Curții de apel mijlocul de apărare în fond, întemeiat pe acea convenție, fără însă să poată invoca asemenea mijloace pe calea contestației la executare.

Așa dar, Curtea de apel a violat art. 1201 c. civ., când a admis contestația întemeiată pe un mijloc de apărare în fond și a pronunțat o decizie casa-bilă. (Cas. II, decizia civilă No. 21, din 3 Febr. 1915; „Jurispr. Rom.” 1915, p. 230).

335. În caz când sentința pronunțată de Tribunal asupra căreia de judecată prin care s'a tras la sorti loturile formate în materie de partaj, a fost casată de Curtea de casație, părțile pot să invoace în fața instanței de trimitere autoritatea lucrului judecat trasă din hotărârea de admitere în principiu, care nu fusese atacată cu apel și Tribunalul este dator să examineze în fond temeinicia acelei excepțiuni, căci în urma casării părțile pot invoca noi mijloace de apărare, chiar dacă nu mai fuseseră opuse până atunci, dacă partea în drept nu a renunțat la ele.

Prin urmare, Trib. comite exces de putere și violează art. 1201 c. civ., când respinge excepțiunea lucrului judecat pe simplul motiv că nu a fost invocată la Curtea de Casație și din această cauză prin casare s'ar fi desființat și hotărârea de admitere în principiu, fără ca cel puțin să stabilească în fapt că din tăcerea părților și din împrejurarea că au primit judecata apelului ne motive ce tindeau la reformarea masei partajabilă stabilită în mod de-

finitiv prin hotărârea de admitere în principiu, rezultă că partea a renunțat la beneficiul autorității lucrului judecat rezultat din acea hotărâre. (Cas. I, decizia No. 415, din 19 Iunie 1915; „Jurispr. Rom.” 1915, p. 525).

336. Potrivit art. 375 și urm. pr. civilă și 1201 c. civ., numai hotărârile desăvârșite au puterea de lucru judecat.

Prin urmare, instanța de fond violează dispozițiunile acestor texte de lege când pentru a respinge o opozițiune la admiterea unei creanțe drept preț al adjudecării, deduce lipsa de calitate a oponentului dintr'o sentință prin care se constată că creanța ipotecară a oponentului este simulată, care sentință nu eră însă definitivă, fiind atacată cu apel, invocând, instanța de fond, motivul că dânsa s'a pronunțat asupra simulațiunii și nu se poate contrazice. (Cas. II, No. 153, 1915; „Jurispr. Rom.” 1915, p. 563).

337. Potrivit art. 160 proc. civ., încheierile premergătoare care transează chestiuni atingătoare de fondul procesului, ridicate de părți și debătute contradictoriu sunt definitive pentru instanța care le-a pronunțat și aceea instanță nu mai poate reveni asupra lor, fără a nesocoti autoritatea lucrului judecat.

Astfel, jurnalul prin care, în urma debaterilor între părți, Curtea a considerat pe intimat ca decăzut din dreptul de a mai presta jurământul ce i s'a deferit, constituind un punct judecat și câștigat între părți, nu se mai poate reveni asupra lui. (Apel Buc. II, No. 194, 1915; „Dreptul” 1915, p. 628).

338. a) Pentru ca să existe autoritatea lucrului judecat se cere ca a doua acțiune să aibă același obiect, să fie întemeiată pe aceeași cauză, între aceleași părți, făcută de ele și în contra lor în aceeași calitate; iar prin părți se înțeleg persoanele, cari au figurat singure în proces, sau care au fost reprezentate prin alții în prima judecată.

b) Creditorii chirografi sunt în principiu, reprezentați de către debitorul lor în actele intervenite cu terții, așa că lucrul judecat față de debitor le este opozabil și lor.

c) Cât pentru creditorii ipotecari, ei nu sunt reprezentați în judecățile intervenite între debitorul lor și terți persoane, relative la imobilul ipotecat, de câte ori aceste judecăți au avut loc după epoca în care drepturile lor au devenit eficace față de terți, Creditorii ipotecari sau privilegiați sunt, în adevăr, considerați ca succesori cu titlu particular, în ceea ce privește ipoteca sau privilegiul lor, și lucrul judecat nu le este opozabil și acestora.

d) Teoria așa zisă a contradictoriului

legitim, după care o hotărâre pronunțată asupra unei acțiuni într-o reclamațiune de stat a unui copil legitim, sau într-o, contestare a legitimității, ar avea autoritatea lucrului judecat *erga omnes* atunci când a fost dată față cu contradictorul legitim, este inadmisibilă în dreptul actual: 1) pentru că, pe deoparte, nu s'a putut ajunge a se determina cu precizie cine poate fi considerat ca contradictor legitim; și 2) pentru că, pe de altă parte, această teorie, care-și are origina sa în vechiul drept francez și care pe nedrept se pretinde a fi existat și în legile române, creează o excepție dela principiul relativității lucrului judecat, nesprijinită pe nici un text de lege.

Lucrul judecat în materie de stat, rezemându-se în adevăr, pe principiile generale, aceste principii îi sunt aplicabile, indiferent de efectele ce le-ar produce. În tot codul civil fiind o singură dispoziție referitoare la cazul unei judecări dată în materie de stat, această dispozițiune aplică tocmai regula generală asupra efectelor lucrului judecat, căci art. 85 din codul civil, dispune că hotărârile privitoare la rectificarea actelor stărei civile nu sunt opozabile persoanelor care n'au figurat în judecată. (Trib. Bacău No. 1499, 1915; „Dreptul” 1015, p. 338).

339. Dacă, într-o acțiune în revendicare, pârîtul nu se prezintă să erate drepturile în virtutea cărora deține imobilul și acțiunea este admisă în contra sa, el nu poate să intenționeze, la rândul său, o altă acțiune în revendicare în contra reclamantului câștigător, invocând de astădată o calitate ce i-ar atribui dreptul de proprietate și să pretindă că, prin aceasta, cauza acțiunii sale este diferită de cauza acțiunii admisă în contra sa, de carece calitatea invocată prin această din urmă acțiune nu constituie decât un mijloc de apărare, pe care reclamantul de acum, pârît în prima acțiune, trebuie să-l invoace în acea acțiune, iar nu o cauză nouă, pe care s'ar putea fonda o nouă acțiune.

Prin urmare, Tribunalul face o justă aplicațiune a art. 1201 c. civ., când a hotărât că există autoritate de lucru judecat, rezultând dintr-o hotărâre, prin care recurentul a fost obligat să restituie intimatului terenul anune arătat în acea hotărâre, pe care îl deține fără nici un drept, deși prin acțiunea de a doua recurentul revendică o parte din acel teren în calitate de moștenitor testamentar. (Cas. I, No. 615/1915; „Jurispr. Rom.” 3/1916, p. 50).

340. Dacă a rămas definitivă sentința prin care, în materie de împărțeală, se atribue văduvei defunctului, care vine în concurență cu copiii ei, un lot

din averea de împărțit în plină proprietate, deși prin cartea de judecată i se atribuisse acel lot numai în uzufruct, calitatea de proprietară a văduvei asupra acelui lot, chiar dacă n'a făcut obiectul unor discuțiuni speciale, cu ocazia pronunțării acelei sentințe, nu mai poate fi contestată cu ocazia unei noi acțiuni, căci ar fi a se nesocoti autoritatea lucrului judecat ce rezultă din acea sentință, cum și drepturile dobândite de cei de al treilea, pe baza acelei hotărâri.

Prin urmare, Tribunalul comite exces de putere, când hotărăște că lotul a fost atribuit văduvei numai în uzufruct, ca văduvă săracă, astfel că actele de schimb și de vânzare, consimțite de dânsa asupra acelui teren, nu ar fi valabile. (Cas. I, decizia No. 640, din 16 Noembrie 1915; „Jurispr. Rom.” 1916, p. 68; „Curier. jud.” 17/916).

341. Când la epoca în care vânzarea de bună voe și cu licitație publică făcută de judecătorul sindic al unui faliment, falitul nu mai este proprietarul imobilului vândut, de oarece o acțiune în revendicare fusese judecată și admisă în mod definitiv și falitul nu mai avea nici posesiunea imobilului care-i fusese luată prin executarea hotărârii, falitul nu a putut transmite, la acea epocă drepturi pe care nu le mai avea, căci hotărârea dobândise autoritatea lucrului judecat, nu numai față de falit care a luat parte la proces prin sindic, dar și față de reprezentanții săi cu titlu particular, între cari este și adjudecatarul.

Imprejurarea că adjudecatarul eră și creditor ipotecar pe imobilul cumpărat, așa că el n'a putut fi reprezentat de sindic în hotărârea pronunțată în contra sa, nu putea îndreptăți instanța de fond să judece că acelui creditor nu i-ar putea fi opusă hotărârea obținută contra autorului său, căci nu trebuie confundată calitatea de creditor ipotecar cu cea de cumpărător. (Cas. I, decizia civilă No. 289, din 10 Noembrie 1915, Jurispr. Rom. 1916, p. 85).

342. Debitorul urmărit trebuie să propună cu ocazia contestației ce face la urmărire toate motivele pentru care se crede îndreptățit să înlăture efectele urmăririi, căci atunci se găsesc întrunite toate elementele de nemulțumire relativ la validitatea urmăririi, cum ar fi lipsa somației de plată; căci dacă nu propune toate aceste motive, debitorul nu mai poate fără a viola autoritatea lucrului judecat, să introducă o altă contestație, întemeiată pe motive ce existau în momentul primei contestații, dar nu fuseseră propuse atunci. (Cas. II, 205 din 7 Sept. 1915 „Jurispr. Rom.” 38/915).

343. Pe cale de contestație la executare partea condamnată printr'o hotărîre judecătorească pusă în executare, nu poate invoca mijloace de apărare pe care eră în măsură să le propue cu ocazia judecării fondului procesului căei s'ar nesocoti puterea lucrului judecat. (Cas. II 258 din 16 Oct. 915 „Jurispr. Rom.” 3/916).

344. Din faptul că o parte a primit o nouă judecată asupra unor parcele pe cari le avea în patrimoniul său în mod definitiv, în virtutea unei hotărîri anterioare, rezultă că ea a renunțat voluntar la efectele acestei hotărîri (C. Apel Buc. 137 din 8 Iunie 915, Pand. Rom. 1923, II, 146).

345. Conform principiilor din art. 120 c. civil, o nouă cauză juridică, poate da naștere la o nouă judecată între aceeași părți și relativ acelaș obiect, fără ca prin aceasta să se poată atinge lucrul judecat rezultat din o altă hotărîre dată între părți pe baza unei alte cauze — prin cauză înțelegându-se fundamentul juridic al dreptului pe care o parte voește să-l valorifice contra celeilalte. (C. Apel Buc. 137 din 8 Iunie 1915 Pand Rom. 923, II, 146).

346. O cerere în revendicare poate fi respinsă prin excepțiunea autorității lucrului judecat ce ar rezulta din o hotărîre de partaj, când locul revendicat face parte din masa împărțită și când există în ambele cereri identitate de persoane. (Trib. Teleorman I, 518/915 „Curier Jud.” 9/916).

347. Există autoritatea de lucru judecat pentru reclamant în o acțiune reală posterioară bazată pe o cauză expresă, când atât din cuprinsul primei acțiuni — relativ la acelaș obiect — cât și din motivele hotărîrii ce s'a dat asupra ei, nu rezultă că s'ar fi invocat vreo cauză specială de achizițiune.

Pârîtul ce nu s'a servit de nici un mijloc de apărare, aflându-se în situația unui reclamant ce nu a indicat o cauză expresă în susținerea acțiunii, se va găsi în fața lucrului judecat, atunci când, ca reclamant, va încerca pe calea unei acțiuni să exhibe relativ la acelaș obiect o anume excepțiune de apărare sub forma unei cauze exprese de achizițiune, exceptându-se bine înțeles cazul când mijlocul special de achizițiune a survenit posterior prin judecări. (T. Teleorman I, 518/915 „Curier Jud.” 9/916).

348. Demiterea unui tutore pentru fapte de rea administrație poate fi cerută și de membrul consiliului de familie care a dat aprobarea sa unora din actele administrației sale, întru cât nu este vorba de interesele sale personale și măsurile ilegale dăunătoare incapabilului pot fi revocate chiar din oficiu de tribunal.

Avizul consiliului de familie în materie de tutelă și jurnalul de omologarea lui nu rezolvă un conflict de drepturi și nu pot fi asimilate unei hotărîri judecătorești pronunțată pe cale de jurisdicțiune contencioasă, astfel că autoritatea lucrului judecat nu poate decurge din asemenea acte.

Prin urmare, greșit instanța de fond a aplicat principiul autorității lucrului judecat în materie de administrație a tutelei și a pronunțat o hotărîre nemotivată când n'a examinat toate faptele invocate pentru a stabili că interesele interzisei sunt prejudiciate printr'o rea administrație și chiar prin acte de rea credință din partea tutorului, sub cuvânt că administrația tutorului a fost verificată și aprobată de consiliul de familie. (Cas. II, decizia civilă No. 108, din 29 Aprilie 1916; „Jurispr. Rom.” 24 /1916, p. 376).

349. Calificarea dată unui act printr'o hotărîre judecătorească, nu poate fi opozabilă fiscului care nu a participat la acea hotărîre, neputând fi autoritate de lucru judecat față de fise. (Cas. III 224/916 „Curier Jud.” 42/916).

350. Odată ce o parte a fost citată în apelul făcut de către celelalte părți din proces, prin aceasta este pusă în întârziere a uză și ea de dreptul său de apel, judecata urmând a se pronunța asupra tutulor apelurilor deodată și printr'o singură hotărîre, fără a mai fi nevoie în acest caz de comunicarea prevăzută de art. 318 pr. civ. Dacă însă partea ce eră în drept să declare apel se prezintă în instanță și primește să se judece, fără a pune alte concluziuni decât pentru respingerea apelului adversarului său, hotărîrea ce se dă îi este opozabilă și constituie neapărat față de dânsa autoritatea de lucru judecat.

Prin urmare, Curtea de apel violează art. 1201 c. civ. și comite exces de putere când primește apelul unei părți, deși există o hotărîre dată contradictor cu acea parte prin care s'a respins apelul celeilalte părți, motivând că întrucât sentința Tribunalului nu-i fusese comunicată, partea eră în drept să facă și ea apel. (Cas. I, Buc. decizia No. 4 din 10 Septembrie 1917; Jur. Rom.; 1918, p. 423, Dreptul 8/919).

351. Ordonanțele prezidențiale date pe calea procedurii speciale a art. 66 bis pr. civ. nu au autoritate de lucru judecat, ci constituie numai niște măsuri provizorii, chiar atunci când au trecut prin procedura apelului în completul tribunalului din care face parte președintele care a pronunțat ordonanța. (Cas. II 27 Mai 1919. Justitia (Iași) 1 și 2/919; In acelaș sens: Cas. II 40 din 27 Mai 1919 „Jurispr. Rom.” 19-20/919).

352. O acțiune în revendicare făcută pe calea incidentă a unei opunerii la punerea sigiliilor este admisibilă în drept și soluțiunea dată are caracter definitiv și are autoritate de lucru judecat. (Trib. Muscel 392 din 31 Dec. 1919 Bul. Trib. Muscel 8-9 Iunie și Iulie 1922).

353. Sentințele date în materie civilă nu au autoritate de lucru judecat pentru instanțele penale; — aceasta pentru motivul că în civil partea își conduce acțiunea cum crede de cuviință și poate prin comună înțelegere modifica situațiile ce se prezintă, spre a fi tranșate. În materie penală, fiind în joc interesul social, nu sunt admise ca constante faptele decât astfel cum s'au petrecut în realitate.

Ministerul publicul trebuie privit ca strein de soluțiunea dată în civil, pe temeiul considerațiunei că sentințele au efect numai între părțile litigante. Excepție la această regulă se referă numai la cazurile unde ordinea publică fiind în joc, situația nu poate fi modificată prin tranzacția părților. (Cas. II, decizia No. 996 din 1 Iunie 1919; „Jurispr. Rom.” 25-26/919 p. 766; „Curier Jud.” 75-76/920).

354. a) Principiul autorității lucrului judecat în penal, enunțat și de art. 1201 c. civ., urmează a se aplica în toată rigoarea lui numai când este vorba de două hotărâri judecătorești emanând dela aceeași jurisdicțiune civilă sau penală. Atunci însă când este vorba de hotărâri emanând dela jurisdicțiuni diferite, acest principiu nu este suficient, spre a determina influența unei hotărâri asupra alteia, ci trebuie a ține seamă dacă legiuitorul a investit sau nu ambele jurisdicțiuni cu aceeași putere de a decide asupra litigiilor supuse judecății lor. Din acest punct de vedere hotărârile penale, dintr'un motiv de ordine publică superior principiul autorității lucrului judecat, din art. 1201 c. civ., creiat în primul rând în interes privat, se impune judecătorilor din civil, chiar dacă nu există triplă identitate cerută de acest articol.

Prin urmare, dacă chestiunea proprietății lucrului furat a fost cercetată de instanța penală, care a hotărât că reclamantul în acea instanță nu a putut să facă dovada proprietății lucrului pretins furat și a achitat pentru acest motiv pe inculpat, cu drept cuvânt instanța civilă refuză să discute din nou acea chestiune care a fost definitiv judecată de instanța penală.

b) Efectele unei hotărâri penale achitătoare, sunt aceleași fie că achitarea ar proveni din constatarea că faptul imputat nu există, fie din constatarea că faptul nu e complet dovedit

și nu se poate începe o nouă acțiune ca să se completeze probele ce au lipsit la o hotărâre anticrioare definitivă.

Prin urmare, dacă instanța civilă constată că chestiunea proprietății lucrului pretins furat a fost definitiv hotărâtă de instanța penală care a achitat pentru lipsă de probe instanța civilă nu comite exces de putere când refuză să judece din nou chestiunea proprietății lucrului pretins furat. (Cas. I, decizia No. 20 din 2 Febr. 1920; Jurispr. Rom. 1920, p. 188, Curier Jud. 69-70/1920, Pand Rom. 1922, III, 9).

355. Hotărârea prin care instanța de apel respinge apelul inculpatului, după ce a ascultat și concluziunile Procurorului pentru respingere, are autoritate de lucru judecat în acest sens că, închide Parchetului dreptul de a uză de calea apelului în contra aceleiași hotărâri. (Cas. II, decizia penală No. 146, din 13 Febr. 1920; „Jurispr. Rom.” 1920, p. 79).

356. Hotărârea penală prin care se decide că faptul penal nu există sau nu e suficient dovedit, constituie lucru judecat față de instanțele civile și nu se poate repune în discuție înaintea acestor instanțe, existența faptului sau caracterul său delictuos asupra căruia a intervenit hotărârea achitătoare. Aceasta în interes a se evita hotărâri contradictorii.

Când însă reclamantul își întemeiază pretențiile sale în instanța civilă nu pe faptul delictuos judecat de instanțele penale ci pe un quasi-delict de natură civilă, nu mai poate fi vorba de autoritate de lucru judecat, aceasta cu atât mai mult când quasi-delictul rezultă dintr'un fapt deosebit de cel delictuos. (Cas. I, 690 din 27 Dec. 1920. Curier Jud. 12/921, Dr. 12/921, Pand. Rom. 1922-I-111).

357. Pentru existența lucrului judecat nu este nevoie neapărat ca să existe o identitate perfectă a obiectului litigiului ci este suficient ca obiectul litigiului al doilea să fie implicit cuprins și judecat în primul proces. (Trib. Ilfov s. II, 694 din 15 Oct. 920, Dr. 16/921).

358. În cazul când s'a intentat o acțiune de partaj în contra comostenitorilor susținându-se că averea a cărei împărțea se cere a aparținut tatălui iar aceasta a fost respinsă definitiv, o sentință obținută nu poate fi opusă ca constituind autoritate de lucru judecat într'o nouă cerere de ieșire din indiviziune, dacă prin aceasta din urmă, deși se cere împărțea aceleiași averi, se pretinde însă că ea face parte din succesiunea mamei, nu a tatălui. În adevăr în acest caz calitatea părților nu este aceeași. (C. Apel II Craiova, Jurnal 1486 din 16 Iunie 1920, Pand. Rom. 1922-II-70).

359. Desființarea convențiilor este lucrativă numai față de persoanele între cari s'a dat sentința de rezoluțiune, po-

trivrit principiilor de relativitate a lucrului judecat, iar terțul nechemat cu ocazia rezoluțiunii, se poate apăra separat, opunând mijloacele de apărare comune cu ale debitorului principal sau chiar mijloace de apărare proprii și putând ajunge astfel la o hotărîre contrară celei dată față de acel dela care deține dreptul său. (C. Apel Iași s. I, 19 Iunie 1920, Justiția (Iași) 1-2/920).

360. Când într'o hotărîre judecătorească, un impricinat își vede respinsă acțiunea pe motivul că nu a produs nicio dovadă și această hotărîre rămâne definitivă — nu mai poate pe calea unei noi acțiuni directe, să ceară pentru aceleași motive susținute cu ocazia primei judecări admiterea cererii sale.

În asemenea împrejurare, există identitate de obiect, de cauză și de părți și deci se poate respinge aceasta a doua acțiune, opunându-i-se părții finele de neprimire tras din autoritatea lucrului judecat. (Trib. Prahova s. I, 317 din 8 Iunie 1920, Tribuna Juridică 5-8/923).

361. Ordonanțele prezidențiale și hotărârile date pe baza art. 66 bis pr. civilă au numai un caracter vremelnic, cum o spune formal textul acestui articol și prin urmare ele nu constituiesc autoritate de lucru judecat. Din cauza acestui caracter provizoriu al unor asemenea ordonanțe și hotărîri, rezultă că ele nu pot fi opuse ca lucru judecat față de o acțiune privitoare la fondul dreptului, introdusă pe calea dreptului comun și nici chiar față de o nouă cerere în aceeași afacere tot pe baza art. 66 bis pr. civ. cu condiția însă, ca să fie vorba în acest ultim caz de o situațiune deosebită de fapt sau de drept, care să comporte o soluțiune ce nu ar contrazice pe aceea dată anterior în această afacere, căci dacă situația este aceeași, există evident lucru judecat și nu se poate reveni. (Cas. I, 285 din 4 April 1921, Jurisprud. Rom. 23/921, Pand. Rom. 1922-III-105; Trib. Ilfov s. IV, 309 din 25 April. 1922, Curier Jud. 22/922; Cas. I, 445 din 17 Mart. 1924, Jur. Rom. 14/924).

362. Lucrul judecat nu poate rezultă decât din hotărîri cu caracter definitiv, indiferent dacă acele hotărîri au fost date pe calea unei acțiuni principale, pe cale incidentală sau pe calea unei contestații la executare. (C. Apel Buc. s. III, 213 din 1 Oct. 921, Dr. 11/922).

363. a) Din punctul de vedere al lucrului judecat prin obiectul unei acțiuni sau contestații în justiție, se înțelege beneficiul juridic ce se reclamă sau scopul imediat ce se urmărește prin proces spre deosebire de cauză, prin care se înțelege faptul juridic sau material care constituie fundamentul legal al dreptului sau beneficiul cerut ori a excepției propuse.

b) Cauza cererii se deosebește de mijloacele de apărare prin aceea că pe când cauza este principiul generator al acțiunii, mijloacele nu sunt decât rațiunile

de drept și de fapt cari justifică cauza. (C. Apel Buc. s. III, 213 din 1 Oct. 1921, Dr. 11/922).

364. Comisiunile pentru pagubele de războiu înființate prin Decretele lege 3795/918 și 1656/919 fiind simple comisii administrative create pentru constatarea și evaluarea pagubelor de războiu, în vederea stabilirii daunelor ce Statul Român urmă să pretindă statelor învinse, rezultă că hotărîrile acestor comisii, nu constituie nici titlu de creanță pentru dauna și nici nu au autoritate de lucru judecat conform art. 1201 c. civ. deci în specie cu drept cuvânt tribunalul a hotărît că cererea de despăgubiri a reclamantului, nu poate fi înlăturată pe simplul motiv că dânsul mai formulase o asemenea cerere la comisia de despăgubiri a pagubelor de războiu. (Cas. II, 2183 din 6 Dec. 1921. Jur. Rom. 7/922, Pand. Rom. 1922-III-137).

365. În ce privește valabilitatea sentințelor date de o instanță incompetentă ratione materiae, s'au format în doctrină trei sisteme: 1) sistemul susținut la început de Curtea de casație belgiană, care consacrand principiul că autoritatea lucrului judecat nu poate să prevaleze autoritatea legii de ordine publică, a format părerea că incompetența ratione materiae nu se poate acoperi prin intervenirea unei hotărîri judecătorești, și proclamă posibilitatea îndepărtării ei pe cale de excepțiune și pe motiv de incompetență juridică; 2) sistemul opus al unei părți din doctrină, care a întins autoritatea lucrului judecat și față de incompetența *ratione materiae*; 3) o părere intermediară, care respectând autoritatea lucrului judecat, exceptează însă cazurile când executarea hotărîrii ar fi ea însăși contrarie ordinii publice.

Admițându-se soluțiunea ce dă precădere autorității lucrului judecat, trebuie să se restrângă valoarea acestui principiu numai la situațiunea când ar exista autoritate de lucru judecat purtată direct asupra competenței, care fiind pusă în discuțiune și în mod contradictoriu a putut căpăta o putere definitivă și irevocabilă.

În orice caz, o hotărîre emanând dela o instanță incompetentă *ratione materiae* nu mai poate avea nici o valoare — or ce sistem doctrinar s'ar admite — când este vorba de deciziuni date de jurisdicțiunii cu totul speciale ce neexercitând de cât atribuțiuni cu totul excepționale, trebuie să se restrângă cu severitate în limitele ce le-au fost prescrise. (Trib. Dorohoi, sent. civilă 302 din 8 Decembrie 921, Jur. Gen. 1923 No. 1795).

366. Este lucru judecat ori de câte ori a doua cerere de chemare în judecată e întemeiată pe aceeași cauză, are același obiect, e între aceleași părți și în aceeași calitate.

În speță însă se constată din acte că numai una dintre apelante, S. I., a făcut

cerere de anulare a vânzării dintre defunct și fiul său — comostenitor în procesul de împărțeaală — ca simulată, cerere respinsă în mod definitiv. Prin urmare numai față de acea apelantă există autoritate de lucru judecat în privința acțiunii în simulatiunea actului vorbit, ceilalți apelanți în această acțiune de partaj neluând parte la acea judecată, pot invoca și pune în discuție astăzi această simulațiune de act. (C. A. București IV, dec. civ. 329 din 30 Decembrie 1922, Jur. Gen. 1923 No. 209).

367. Conform art. 1201 c. civ. este lucru judecat atunci când a doua cerere în judecată are acelaș obiect, este întemeiată pe aceeași cauză și este între aceleași părți.

În speță se constată că în anul 1920 apelantul A. I. C. a mai chemat în judecată pe acelaș intimat H. St. pentru rezilierea aceluiasi contract de închiriere, printre alte motive și pentru schimbare de destinație și abuz de folosință; că atunci părțile s'au împăcat, dându-se o hotărîre de expedient în sensul actului de transacție, prezentat de ele.

Prin acțiunea de față se cere rezilierea aceluiasi contract, tot pentru schimbarea destinației imobilului închiriat și abuz de folosință, în plus obligarea la plata sumei de lei 40.880 valoarea degradărilor aduse imobilului.

Deși această a doua cerere în judecată are acelaș obiect și este între aceleași părți totuș lipsește identitate de cauză, de oarece în afară de faptul că, prin a doua cerere în judecată se pretinde și plata valorii degradărilor, nu rezultă însă din petiția de intentarea acțiunii dată producerei stricăciunilor la imobil, așa că aceste stricăciuni au putut fi produse, după cum se susține, ulterior împăcării părților în primul proces.

Alăta timp cât această certitudine nu rezultă însă din actele dosarului și nici din debateri, nu poate fi vorba de identitate de obiect și cauză. (C. A. București IV, Jurnalul 332 din 4 Februarie 1922 Jur. Gen. 1923 No. 1525).

368. Când în contra executării unei sentințe investită cu formula executorie se declară contestație, pe motivul că sentința a fost rău investită cu formula executorie și se execută, de oarece nu eră definitivă și fusese chiar opozată de contestator, iar la termen contestația a fost respinsă ca nesuținută, hotărîrea obținută în contestație nu poate avea autoritate de lucru judecat asupra chestiunii tardivității opoziției, în judecarea cererii de opoziție. Contestația fiind respinsă ca nesuținută și la termen deci neputându-se discuta motivele ei, sentința obținută nu ar putea avea autoritate de lucru judecat decât numai într'o nouă contestație bazată pe acelaș motiv. Prin faptul că oponentul, după ce a introdus opoziția a făcut și contestație, bazată tocmai pe faptul că hotărîrea nu eră definitivă și fu-

sese opozată, nu a înțeles a renunța de a discuta în opoziție chestiunea introducerii ei în termen. Cum sentința opozată fusese investită cu formula executorie și executată, contestatorul, până la judecarea opoziției, a făcut contestație, — fiind calea cea mai urgentă pentru desființarea formulei executorii și pentru încetarea executării. (Trib. Dorohoi, Jurnal 3725 din 12 Mai 1922, Jur. Gen. 1923 No. 1367).

369. O hotărîre dată în materie de naționalitate — în specie o hotărîre emanantă de la comisiunea de încetățenire de pe lângă Trib. Durostor, alcătuită potrivit legii din 26 Iulie 1921, e susceptibilă de a căștiga forța lucrului definitiv judecat. Rămâne cel mult supusă unei eventuale revizuirii, ca în alte materii civile, potrivit art. 290 pr. civ. dacă s'ar îndeplini condițiile cerute de lege. În tot cazul contestația introdusă, dacă s'ar susține că îmbracă caracterul unei acțiuni în revizuire, trebuie adresată la instanța care a dat hotărîrea rămasă definitivă. Un act existent și cunoscut în momentul judecării, în specie un pasport străin nu poate fi utilizat posterior în cererea de revizuire. (Trib. Dorohoi. Ordonanță 435 din 25 Dec. 1922. Jur. Gen. 1924 N 42).

370. Ceeace constituie cauza unei acțiuni în justiție este faptul juridic material care îi servește de fundament.

Prin urmare nu poate fi identitate de cauză, care să fie invocată ca element constitutiv, al excepției autorității lucrului judecat, atunci când prin o primă acțiune definitiv respinsă, s-a cerut anularea unui act de vânzare pentru necapacitatea cumpărătorului de a dobândi pământ rural și pentru viciul de consimțământ surprins prin dol, cum și pe motive de neplată a prețului și nerespectarea obligației cumpărătorului de a îngriji de vânzător cât va trăi, iar prin a doua acțiune de asemenea respinsă în mod definitiv, s-a cerut restituirea terenului — prevăzut în actul de vânzare — ca deținut fără cauză și în fine prin acțiunea în litigiu se cere anularea actului de vânzare — privit ca instrument probator pentru un viciu de formă: lipsa constatării din procesul verbal de autentificare a declarației părților că nu știu carte.

Prin urmare acțiunile anterioare fiind bazate pe fundamente juridice deosebite de acela pe cari se sprijină acțiunea în litigiu, cu drept cuvânt instanța de fond nu l-a admis ca constituind autoritate de lucru judecat. (Cas. I. 127 din 14 Febr. 1922. Jur. Rom. 5-6/922. Pand. Rom. 1922-III-156; Pand. Rom. 1923-I-299;)

371. Ceeace determină sfera de aplicație a lucrului judecat este deosebirea care trebuie făcută între cauza juridică invocată ca fundament al dreptului reclamat printro cerere și motivele cererii, adică mijloacele sau rațiunile de drept și de fapt invocate pentru a justifica existența

cauzei; căci identitatea de cauză este una din condițiile esențiale prescrite de lege ca să existe lucru judecat, pe când identitatea de mijloace nu este necesară din acest punct de vedere.

Astfel când a doua acțiune nu se deosebete de cea dintâi decât în privința mijloacelor invocate în sprijinul ei trebuie respinsă, fiindcă oricât de mare ar fi interesul să nu se mențină o sentință a cărei nulitate legea o declara de ordine publică, este un interes general și mai mare ca judecările definitive terminate să nu fie reîncepte numai pentru că, cu ocazia primei judecăți partea a neglijat să invoace toate mijloacele sale de apărare la care avea drept.

De aceea Curtea de fond violează principiul autorității lucrului judecat când admite o a doua contestație care ca și cea dintâi respinsă definitiv, avea aceeași cauză și anume interdicția stabilită de legea excepțională de a se obține hotărâri și a se efectua urmări și împotriva acelora cari ar beneficia de măsurile edictate. (Cas. II, 84 din 4 April 1922, Dreptul 27/922. Pand. Rom. 1923-III-18;)

372. Prin faptul că debitorul urmărit, făcând contestație la urmărire, renunță la unul din motive, care se întemeie pe o dispoziție de lege inexistentă în momentul judecării contestației, nu înseamnă că el nu mai poate invoca același motiv, cu prilejul unei a doua contestațiuni, mai ales când acest motiv a căpătat de data aceasta o bază legală. Iar instanța de fond admitând contestația, nu se poate spune că a violat autoritatea lucrului judecat. (Cas. II, 72, din 21 Mart. 1922. Pand. Rom. 1923-I-39).

372 bis. Deși s'a admis în doctrină și în jurisprudență că reclamantul creditor nu poate, fără voia debitorului, să fracționeze creanța sa, spre a pretinde aceste fracțiuni înaintea judecătorilor de ocoale prin acțiuni deosebite, de oarece se multiplică procesele, s'ar contraveni la legea timbrului, se ridică dreptul datornicului de a fi judecat de tribunalul competent și prin urmare s'ar tulbură ordinea jurisdicțiilor, această dispoziție însă, nu poate fi aplicabilă la judecarea diferitelor obligații cari nasc toate din același contract sau fapt juridic, de oarece fiecare obligație putând avea caracterul său propriu independent, pot fi judecate separat unele de altele, fără ca hotărârea obținută în judecarea uneia dintre obligații să poată fi invocată cu autoritate de lucru judecat în judecarea unei alteia dintre obligații, afară poate de cazul când s'ar judeca asupra existenței în sine a contractului generator al acelor obligații. (Trib. Dorohoi, Jurnal 7484 din 19 Oct. 1922, Jur. Gen. 1924 No. 1883).

373. Hotărârea de respingerea unei acțiuni ca neregulată intentată, nu poate fi

invocată ca autoritatea de lucru judecat, față de o altă acțiune identică și care nu ar mai fi atinsă de viciul imputat primei acțiuni. (Cas. I, 443 din 4 Mai 1923. Pand. Rom. 1923-III-83. Dreptul 25/922).

374. Ordonanțele prezidențiale date prin citarea părților, și cu discuțiuni contradictorii sunt de natură contencioasă și au un caracter definitiv.

Prin urmare în speță, cerându-se a se lua măsuri de punere sub sechestru a averii supusului bulgar, părții de azi, — pe motiv că străinii nu pot dobândi cetățenia română decât prin lege — odată ce partea a fost citată contradictoriu cu Ministerul de Justiție, prin procuror, care a pus concluzii și s'a dat ordonanța 87 din 1 Mai 1920, prin care averea a fost scoasă de sub sechestru, ordonanța rămasă definitivă prin neatacarea ei în termen de 15 zile cu apel de către Parchet, astăzi nu mai poate Ministerul public să invoace că această ordonanță are un caracter vremelnice și că este lipsită de autoritatea de lucru judecat. (în acest sens: C. A. Galați I, dec. civ. 7 din 2 Ian. 1923)

E adevărat că prezidentul Tribunalului în anumite cazuri, de exemplu în cele reglementate de art. 71 pr. civ., art. 331 c. civ., face acte de administrație, luând sub formă de ordonanțe prezidențiale, dispozițiuni, însă fără citarea părților, adică măsuri de natură grațioasă, ce nu pot fi reformate pe calea apelului — ceace nu este în speță.

Nici obiecțiunea, că în materie de siguranță a Statului, ordinele Ministerului de Justiție cu privire la supușii străini nu pot avea caracterul de lucru judecat, nu este întemeiată în speță, căci măsurile luate în acest caz sunt prevăzute de lege, și ca atare Statul nu poate lua față de un supus străin decât acele măsuri prescrite în lege, în condițiunile și cu formele acolo arătate; ori, când însăși legea consideră pe supus că este în afară de prevederile ei, nu se poate reveni asupra unei atari hotărâri. (Trib. Gorj, Ordonanța prezidențială 32 din 21 Aprilie 1923. Jur. Gen. 1923 N. 949).

374 bis. Principiul autorității lucrului judecat este de ordine publică în sensul că prezumpția de adevăr pe care legea o dă hotărârilor judecătorești, este una din bazele sociale. Excepția lucrului judecat este în adevăr stabilită din motive de ordine publică, însă privită din punctul de vedere al efectelor nu e de ordine publică, fiindcă părțile pot renunța la ea și judecata nu o poate invoca din oficiu.

Dacă în cursul unui proces, una din părți depune o hotărâre din care se constată că este lucru judecat și în ziua judecării părtea care a depus acest act nu se prezintă să-l susțină în instanță, judecătorul trebuie să facă abstracție de apărarea izvorită din cuprinsul actului, fiindcă tribunalul nu poate din oficiu să supleaze

lipsa părții și să cerceteze actul, de oarece părțile putând să renunțe la autoritatea lucrului judecat, este prezumpția că partea neprezentându-se pentru a-și susține actul, a renunțat la el. (Trib. Muscel 182/1923 Jur. Gen. 1924 No. 2257).

375. Pentru existența autorității lucrului judecat, se cere, potrivit art. 1201 cod. civil, o întreită identitate de obiect, cauză și de persoane lucrând în aceeași calitate.

Dacă în speță există identitate de persoane și obiect, nu există identitate în ce privește cauza juridică a ambelor cereri de rectificare (eadem cauza petendi).

În adevăr, prin deciziunea anterioară s'a rectificat pensiunea apelantului pentru eroare de calcul, iar în cererea de astăzi se cere rectificarea ei pentru boala agravată în timpul și din cauza războiului, ceea ce evident este o altă cauză juridică. (C. Apel Buc. S. III, 203 din 30 Iunie 1923. Jur. Gen. 1924 No. 46).

376. Excepțiunea autorității lucrului judecat nu poate fi propusă pentru prima oară înaintea Curței de casațiune, căci această Curte nu are a examina excepțiuni asupra căroră judecătorii fondului nu au statuat sau nu au fost chemați a statua, mai ales că autoritatea lucrului judecat pune în discuțiune nu numai cestiuni de drept dar și cestiuni de fapt, ceea ce nu intră în domeniul său. (Cas. II, dec. civ., 481 din 30 Octombrie 1923. Jur. Gen. 1924 No. 157).

377. Pentru ca să existe autoritatea lucrului judecat se cer următoarele condiții: 1) Cele două cereri trebuie să aibă acelaș obiect, ceea ce înseamnă că punctele de drept și de fapt, cari au făcut obiectul concluziilor părților și asupra căroră judecătorul a statuat, să fie întemeiate pe aceeași cauză; 2) ceea ce înseamnă că faptul juridic care constituie fundamentul dreptului să fie unul și acelaș; 3) și în fine să existe identitate de părți, adică ambele cereri să fie făcute de ele și în contra lor, în aceeaș calitate. (C. Apel Constanța 1004 din 21 Iunie 1923. Justiția Dobrogei 9/923.)

378. Deși este de principiu că partea care a câștigat la prima instanță, nu mai este ținută să facă apel, atunci când hotărîrea s'ar întemeia numai pe unele din motivele acțiunii, nu tot așa este și atunci când acțiunea cuprinde mai multe capete de cerere distincte și admitându-se numai unul din ele, este dedus numai acesta cu apel de partea care a pierdut, pentru că într'un asemenea caz efectul devolutiv al apelului este limitat numai la capătul de cerere dedus care are o existență proprie și independentă și deci cercetarea lui nu poate atrage și cercetarea celorlalte.

Prin urmare dacă reclamantul cere la prima instanță atât plata unui rest de chirie pe trecut cât și rezilierea contractului pentru neplata acestui rest, în asemenea caz dacă prima instanță admite primul capăt de cerere, și respinge pe

cel de al doilea, reclamantul trebuie să facă apel pentru acest capăt de cerere, el neputând fi discutat după apelul părții în contra căruia se admisesse primul capăt de cerere, de oarece s'ar violat autoritatea lucrului judecat. (Cas. I, 379 din 30 Mart. 1923. Jur. Rom. 13-14/923. *Contra*: Cas. I, 1091 din 17 Iunie 1924. Jur. Rom. 17/924).

379. Hotărîrile susceptibile de a fi atacate cu apel, au și ele autoritate de lucru judecat în mod provizor și care nu încetează decât atunci când s'a interjectat apelul. (C. Apel. Constanța, 1004 din 21 Iunie 1923, Justiția Dobrogei 9/923).

380. Între condițiile autorității lucrului judecat, fiind și identitatea de persoane în aceeași calitate, o hotărîre prin care partea a fost judecată în acel proces în calitate de tutoare, nu poate fi opusă ca lucru judecat în cel de-al doilea proces, în care aceea parte este chemată în calitate personală. (C. Apel Craiova S. II, 327 din 28 Dec. 1923. Bul. C. Apel. 2/924).

381. Autoritatea de lucru judecat rezultă numai din dispozitivul hotărîrii, căci acela conține ceea ce se hotărăște de instanțele judecătorești, iar nu și din considerente cari arată numai raționamentul care a condus pe judecători a dispune în felul hotărît prin dispozitiv.

Dacă se admite câte odată lucru judecat rezultând din considerente, aceasta are loc însă numai atunci, când considerentele și dispozitivul fac un singur corp, adică atunci când dispozitivul nu conține decât rezultatul altor dispoziții statornicite prin considerente, după cum în materie de trimetere în posesie, dispozitivul prin care se dispune pur și simplu trimeterea în posesie este rezultatul celor statornicite prin considerente în privința filiației. (Trib. Ilfov S. I Com. 828 din 23 Nov. 1923. Pand. Rom. 1924, III, 67, Dreptul 2/924).

382. Dacă într'un recurs anterior s'a stabilit că contractul dintre părți a fost reziliat din culpa vânzătorului, respingându-se motivul de casare referitor la aceasta chestiune și s'a casat pe motivul comun de recurs al ambelor părți privitor la motivarea existenței și quantumului daunelor, cum rezultă din considerentele deciziei de casare, Curtea de trimetere în mod legal consideră definitiv judecată chestiunea culpei și judecă numai pe ceea a daunelor. (Cas. III, 1644 din 17 Dec. 1923. Jur. Gen. 1924 No. 1965).

382 bis. Dacă cineva este condamnat de Ministerul de finanțe pentru două contravențiuni; una la legea impozitului pe lux și pe cifra afacerilor și alta la legea timbrului, ambele decurgând din acelaș contract, ambele contravențiuni constatate

de controlorul financiar având acelaș fundament juridic și de fapt, soluțiunea dată în apelul asupra uneia dintre ele, trebuie să influențeze și asupra soluțiunei ce urmează să se dea în apelul asupra celeilalte contravențiuni. Singura discuțiune ce ar putea să aibă loc, ar fi atunci când unul dintre apelurile făcute de către contravenient s'ar admite pe motivul că deși faptul juridic se constată că a avut loc, însă contravențiua nu i se poate imputa de oarece a achitat taxele cuvenite; în acest caz soluțiua ce s'ar da în acest apel, nu poate influența asupra soluțiiei ce urmează să se dea în judecare celuilalt apel în ce privește plata taxelor, de oarece pentru o operațiune juridică fiind obligate părțile să achite mai multe taxe, ele pot foarte bine să achite o parte din ele și să se sustragă de la plata celorlalte taxe.

În specie însă, de oarece apelantul a declarat că-și retrage apelul în afacerea privitoare la contravențiua legea timbrului, apel care a fost respins după cererea fiscalului ca nefundat, el implicit a recunoscut că faptul îi este imputabil și cu ocazia judecării celuilalt apel, hotărîrea obținută în apelul precedent poate fi produsă cu autoritatea de lucru judecat. (Trib. Dorohoi, 334 din 26 Oct. 1923. Jur. Gen. 1925 No. 323).

383. Autoritatea lucrului judecat nu stă numai în dispozitivul unei hotărîri, după cum nu stă nici în considerentele hotărîrii, ci toate părțile ei se completează unele prin altele și pot servi a determina sensul și întinderea dispozitivului. (C. Apel Constanța, 457 din 1 Sept. 1924, Justiția Dobrogei 7-8/924).

384. Pentru a interpreta dispozitivul unei hotărîri, trebuie a se avea în vedere, afară de motivele pe cari e întemeiată, obiectul procesului, cererile și concluziile părților.

Interpretarea unei hotărîri trebuie făcută în așa fel, în cât să nu se vatăme autoritatea lucrului judecat, ceace s'ar putea întâmpla dacă la judecată unei contestațiuni s'ar admite cercetarea unor motive, cari trebuiau invocate la judecata fondului. (C. Apel Buc. s. IV, 114 din 5 April 1924, Bul. C. Apel 13/924).

385. Autoritatea de lucru judecat între părți poate reieși nu numai dintr'o judecată dată pe cale principală, ci și dintr'o hotărîre incidentă sau implicită care a rezolvat punctul de drept litigios dintre părți. (Cas. I, 1082 din 13 Iunie 1924. Jur. Gen. 1924. No. 1731).

386. Jurnalul tribunalului, prin care se respinge o cerere de autorizația vânzării unui imobil dotal, nu constituie autoritate de lucru judecat, în cazul unei noi cereri cu acelaș obiect, deoarece nu se stabilesc drepturi protivnice, ci numai pur și simplu constatarea unei stări de fapt. (C. Apel Buc. s. II, 348 din 5 Nov. 1924. Bul. C. Apel 15/924).

387. Dacă în interesul ordinii și siguranței tranzacțiunilor legea interzice părților de a mai aduce în judecată o pricină care a fost deja judecată și a dobândit autoritate de lucru judecat față de ele, aceasta implică în mod necesar că instanțele de judecată au statuat asupra unui conflict de date când e vorba numai de un simulacru de judecată și care consfințește prin suprindere o tranzacțiune intervenită între părți, în scopul de a săvârși o fraudă la o lege de ordine publică.

Prin urmare dacă vânzarea prin licitație publică a unui imobil dotal se face prin fraudă și adjudecătorul este de convență cu soții dotali la această fraudă, soții dotali pot cere pe cale de acțiune principală anularea ordonanței de adjudecare, deoarece deși nu au uzat de calea contestației sau a recursului în contra ordonanței de adjudecare, această procedare se cere numai când ar fi vorba de o vânzare normală iar nu și în cazul când neîntrebuințarea acestor căi de atac este tocmai rezultatul executării unei fraude la o lege de ordine publică, convenită de ambele părți și deci consecința este că ordonanța de adjudecare pronunțată în aceste condițiuni, trebuie să cadă ca ori hotărîre judecătorească dată pentru a săvârși o fraudă la lege. (Cas. I, 1827 din 27 Oct. 1924. Jur. Rom. 2/925).

388. Când o nouă cerere de sechestrul asigurător se întemeiază și pe alte acte în afară de acele prezentate cu o altă cerere de sechestrul, care fusese respinsă definitiv, prima hotărîre de respingere a cererei de sechestrul nu poate fi opusă ca autoritate de lucru judecat în noua cerere, dacă fundamentul juridic al dreptului de a cere sechestrul, îl constituie noile acte prezentate. (C. Apel Buc. s. IV, 29 din 27 Marti. 1924. Bul. C. Apel 1/925).

389. Nu se poate opune autoritatea lucrului judecat în petitoriu pentru ceace s'a judecat în posesoriu; pentru că în specie, lipsește unul din elementele lucrului judecat și anume identitatea de cauză. (Judec. ocol Calafat, 25 Sept. 1924. Justiția (Craiova) 12/924).

390. Curtea, cu jurați are dreptul a respinge o cerere de despăgubiri, când o găsește neîntemeiată, dar în acest caz, trebuie ca deciziunea sa să se poată concilia cu declarația de culpabilitate din partea juraților, de oarece altfel s'ar viola autoritatea lucrului judecat rezultând din verdictul juraților.

Prin urmare, jurații declarând prin verdictul lor, că acuzatul a săvârșit faptul imputat, iar Curtea îl apără de despăgubiri, constatând că acest fapt nu a avut loc, decizia Curții cuprinde o flagrantă contradicție cu verdictul juraților și prin urmare este casabilă. (Cas. II, 2682 din 4 Nov. 1924. Jur. Rom. 2/925).

391. Intr'o hotărîre judecătorească numai dispozitivul formează autoritatea lucrului judecat; considerentele lămuresc declarațiunile de drepturi provocate de părți și compuse din pozitiv. (Trib. Botoșani din 13 Sept. 1924. Botoșanii Juridic 4/925. Revista Juridică 1/925).

392. O hotărîre judecătorească dobândește autoritate de lucru judecat, chiar când emană de la un judecător necompetent—fie din cauza persoanei, fie din cauza materiei—dacă nu este atacată pe nici o cale. (Trib. Botoșani din 13 Sept. 1924. Botoșanii Juridic 4/925. Revista Juridică 1/925).

393. Este de principiu ca atunci când o hotărîre judecătorească prezintă oarecare îndoială sau obscuritate în înțelesul ei, aparține judecătorilor cari au pronunțat-o, puterea suverană de a o interpreta în virtutea maximei: *ejus est interpretari cujus est condere*, cu condițiune însă dacă nu aduce nici o modificare, restricțiune sau extensiune drepturilor consfințite prin acea hotărîre, căci altfel s'ar violă autoritatea lucrului judecat.

În acest scop judecătorii pot consulta motivele hotărîrii, precum și concluziunile părților, dar ei nu pot să recurgă la alte elemente și să iasă din limitele hotărîrii, căci atunci s'ar ajunge nu la o interpretare a acestei hotărîri, ci la judecarea din nou a cauzei. (Cas. s. II, 530 din 20 Oct. 924. Curier Jud. 9/925).

394. După art. 1201 c. civil și art. 110 pr. civ., condițiunile litispendenței sunt exact aceleași ca și ale excepțiunii de lucru judecat: 1) identitate de obiect, 2) de cauză, 3) de persoane lucrând în aceeași calitate.

Singura deosebire între aceste două excepțiuni este că, dacă într'unul din procese s'a dat o hotărîre definitivă, la judecarea celui de al doilea proces se va opune lucrul judecat, iar dacă nu s'a dat o hotărîre definitivă, se va opune excepțiunea de litispendență. (Trib Ilfov s. III, 1255 din 4 Nov. 1924. Jur. Gen. 1925 No. 275. Jur. Gen. 1925 No. 455).

395. Dacă este exact în principiu că autoritatea de lucru judecat nu poate să rezulte decât din dispozitivul unei hotărîri, nu este însă mai puțin adevărat că, același caracter trebuie să se atribue și tuturor constatărilor făcute în considerente și cari justifică soluțiunea dată și fără cari nu s'ar fi putut menține acel dispozitiv.

În specie procesul anterior de reziliere intențat de proprietari bazându-se pe subînchirierea făcută de chiriași către L. și această acțiune fiind respinsă pe constatarea că nu este vorba de o subînchiriere, ci de o toleranță temporală a lui L. în locuința deținută cu chirie de chiriași, instanța de fond nu putea, fără a violă autoritatea lucrului judecat, să admită cea de a doua acțiune de reziliere pe baza constatării că între chiriaș și L. ar fi intervenit pe a-

celaș interval de timp un raport de subînchiriere, care să atragă decăderea celui dintâi de la beneficiul dreptului de prelungire. (Cas. I, 1385 din 28 Aug. 1924. Jur. Rom. 6/925).

396. În fapt: Contra ordonanței prezidențiale prin care recurenții obținuseră transcrierea unei declarațiuni privitoare la modificarea unui act de societate, intimul a făcut apel la completul tribunalului, care a anulat transcrierea obținută de recurenți. Aceștia făcând recurs, recursul le-a fost anulat ca nemotivat. În contra aceleiași sentințe a tribunalului, recurenții au făcut și apel la Curte, care a fost respins prin decizia atacată astăzi cu recurs. Ridicându-se la Casație excepțiunea autorității lucrului judecat, ea a fost admisă.

În drept: Prin anularea primului recurs făcut contra sentinței tribunalului, aceasta sentință a rămas definitivă, dobândind autoritatea lucrului judecat, autoritate care are ca prim și hotărîtor efect, de a închide părților orice cale de atac, în orice mod contra hotărîrii care întrunește acest caracter.

Prin urmare sentința tribunalului rămânând definitivă și irevocabilă fața de părțile litigante și nemai fiind ca atare, susceptibilă de nici o cale de atac, prezentul recurs, care în ultima analiză nu este de cât tot o cale de atac, prin care recurenții tind la reformarea sau dărămarea hotărîrii cu putere de lucru judecat este inadmisibil. (Cas. III, 1844 din 22 Oct. 1924. Jur. Gen. 1925. No. 386).

397. Autoritatea de lucru judecat poate exista nu numai în ce privește însuși fondul pricinii, ci și cu privire la competența instanței, dacă aceasta a făcut obiectul judecății și dacă hotărîrea dată a rămas definitivă, fie prin epuizarea căilor de atac, fie prin nefolosirea lor.

Prin urmare cartea de judecată, prin care judecătorii de ocol s'a declarat incompetentă să judece acțiunea în revendicare a recurentului, din cauza valorii litigiului fiind rămasă definitivă, cu drept cuvânt, acelaș judecător de ocol a respins, pe temeiul principiului autorității lucrului judecat, cea de a doua acțiune în revendicare intențată de recurent în contra intimatului, odată ce ea avea acelaș obiect și aceleași temeuri de drept, numai că valoarea litigiului a fost redusă la competența judecătorului de ocol. (Cas. I, 1706 din 14 Oct. 1924. Jur. Gen. 1925, No. 387).

398. Nu există autoritate de lucru judecat când faptul prim dedus în justiție este relativ la posesiune, iar procesul actual se poartă asupra proprietății, pentru că nu este identitate de cauză, deci finele de neprimire urmează a fi respins. (Judec. ocol. Herța, Jurnal 27 din 19 Ianuarie 1925. Jur. Gen. 1925, No. 261).

399. Deciziunile Ministerului de Domenii, date în baza art. 27 din legea pentru regularea proprietății imobiliare în

Dobrogea, din 3 Aprilie 1882 și modificată la 10 Aprilie 1910, constituiesc titluri de proprietate asupra terenurilor cuprinse în ele, titluri cari sunt opozabile ori cui, având autoritatea lucrului judecat. (Trib. Constanța s. I, 191 din 18 Iunie 1921, Justiția Dobrogei 1-2/925).

400. Pentru excepția lucrului judecat trebuie ca, raportul dedus din nou în judecată, să fie identic cu cel anterior judecat, între aceleași părți litigante, între cari judecata anterioară recunoscuse sau tăgăduise, în mod definitiv, acel raport, deci identitate de obiect, cauză și părți litigante.

Atâta vreme cât în fața primei instanțe nu s'a intrat în cercetarea în fond a litigiului dedus spre judecare, ci s'a respins o contestație, de exemplu, numai pentru un viciu de formă, nu poate fi vorba de autoritatea lucrului judecat, părțile ne-discutând în fond, contradictoriu, acea contestație, (Trib. Chișinău s. II, 741 din 6 Nov. 1923. Pand. Rom. 1925-II-60).

401. Deosebirea între excepțiunea autorității lucrului judecat și litispendența este că, pe când la cea dintâiu este vorba de un proces în care s'a dat o hotărâre definitivă, la cea de a doua nu s'a dat încă o hotărâre definitivă. (Trib. Ilfov s. III, 1255 din 4 Nov. 924. Curier Jud. 21/925).

402. Dacă judecătorul referențului nu poate prin ordonanța sa să prejudicieze fondul litigiului, ceace înseamnă că deciziunea sa nu are niciodată caracterul lucrului judecat în ceace privește principalul și nu leagă întru nimic pe judecătorii fondului, ea are însă acest caracter în ceace privește provizoratul deciziunii dată în référé, această măsură prescrisă de judecătorul referențului având un caracter definitiv în sensul că după ce a hotărât, el este desesizat ca oricare judecător care a dat în aceeași afacere o hotărâre, așa încât nu se poate în principiu supune, pentru o a doua oară judecătorului referențului, punctul tranșat în prima deciziune, atât timp cât situațiunea pre-existentă nu a fost modificată, fie în drept, fie în fapt. (Trib. Dorohoi, ordonanța președințială No. 9850 din 28 Nov. 1924, Jur. Gen. 1925 No. 1117).

403. Dacă în contra unei sentințe un condamnat a făcut recurs la Inalta Curte de Casație și de oarece pe calea recursului în Casație se pot invoca nulitățile de procedură ce au avut loc cu ocazia pronunțării hotărârilor definitive ale instanțelor de fond nesuscetibile de nici o altă cale ordinară de reformare, condamnatul nu putea invoca pe calea extraordinară a contestației, motivul referitor la neregulata îndeplinire față de dânsul a procedurii, pentru termenul când a fost dată hotărârea contestată, de oarece a admite că pe calea contestației la executarea unei hotărâri definitive, partea are dreptul a pune în discuțiune mijloace care existau, care îi erau cunoscute și cari puteau fi

propușe fie cu ocaziunea judecării fondului procesului, pe căile ordinare de reformare, fie pe calea recursului de care partea a uzat, ca în specie, ar fi să se pună din nou în stare de judecată un proces deja terminat în mod definitiv și astfel s'ar atinge autoritatea lucrului judecat. (Cas. II, 376 din 9 Febr. 1925, Jur. Rom. 7/925).

404. Când se constată în fapt că același motiv de evacuare invocat printr'o acțiune, a mai făcut obiectul și a unei cereri de référé și printr'o ordonanță prezidențială a fost respinsă, această ordonanță prezidențială conform art. 66 bis proc. civ. nu poate avea decât un efect provizoriu, chiar dacă a trecut prin procedura apelului, deci nu poate fi invocată cu autoritate de lucru judecat. Cu atât mai mult când nici n'a existat apel și ordonanța a fost dată în camera de consiliu, fără citarea și ascultarea părților. (C. Apel Buc s. IV, 73 din 4 Mart. 1925. Bul. C. Apel 8/925).

405. În principiu Curtea cu Jurați poate — conform art. 381 și 389 proc. penală — să acorde daune părții civile, chiar în caz de achitare a acuzatului, de oarece declarația de neculpabilitate exclude numai criminalitatea faptului, nu însă neapărat și existența lui materială, care poate da naștere la despăgubiri civile. Trebuie însă, ca această constatare a Curții să se concilieze cu declarația de neculpabilitate a juraților, iar nu s'o contrazică.

Astfel, când Curtea, pentru a acorda daune, constată că acuzatul, cu voință de a omori, a tras dela o mică distanță un foc asupra victimei, această constatare este în contradicție cu verdictul juraților, cari declară că acuzatul nu este culpabil că a tras cu pușca asupra victimei, cu voința de a omori. (Cas. II, 191 din 21 Ian. 1925, Jur. Rom. 9/1925).

406. Când cauza juridică se referă la situațiuni de fapt, susceptibile de a schimbă, deși se întemeiază pe aceleași texte de lege, nu poate constitui o cauză juridică de natură a corespunde condițiilor cerute pentru a se putea opune autoritatea de lucru judecat, de oarece o asemenea stare de fapt, examinată într'un proces, poate diferi de o alta ulterior existentă. (C. Apel Buc. s. III, 79 din 11 Mart. 1925. Bul. C. Apel 10/925).

407. Este constant că dispozitivul unei hotărâri este acela ce formează autoritatea lucrului judecat, însă este în afară de orice discuțiune că și considerentele hotărârii pot avea această autoritate, dar numai atunci când contribuiesc la luminarea dispozitivului fiind astfel în strânsă legătură cu el și făcând parte integrantă cu dânsul.

Prin urmare dacă în considerentele deciziunii sale, Curtea de Apel, făcând numai o simplă enunțare, când afirmă că imobilul urmează a fi considerat ca prăvălie, în nici un caz nu poate avea caracterul autorității lucrului judecat, putând fi contrazisă într'o nouă acțiune,

de oarece ea nu contribuie cu nimic la luminarea dispozitivului deciziei, neavând nici o legătură cu el, întrucât obiectul procesului ce se discută la Curtea de Apel eră evacuarea pentru schimbarea de destinație, abuz de folosință și neplata de chirie, iar nici de cum nu era în discuție dacă imobilul are locuința sau prăvălie, în care caz numai aceste considerente ar fi putut avea caracterul autorității lucrului judecat, de oarece ar fi fost în legătură cu dispozitivul (Jud. ocol. Iași II Urban, 29 April 1925, Jur. Gen. 1925 No. 1084).

408. În principiu dacă o situațiune de drept care formează cauza juridică a pretențiunilor invocate de parte, a fost dedusă în judecată și soluționată, această soluțiune constituie autoritate de lucru judecat față de orice situațiune de drept în legătură cu ea și bazată pe aceeași cauză juridică, chiar dacă în primul proces nu s'au adus toate argumentele și probele pentru stabilirea ei întrucât nu se poate confunda, într'o cerere în justiție cauza juridică a ei cu mijlcele, probele sau argumentele invocate în dovedirea cererei. (Cas. I, 463 din 23 Febr. 1925. Jur. Gen. 1925 No. 1384).

409. În fapt: Cumpărătorul unor bunuri succesoriale de la unii din comostenitori cerând și obținând partajul lor, cumpără în urmă, la licitația publică, întreaga avere succesorală. Posterior este chemat în judecată de unul din comostenitori pentru anularea ordonanței de adjudecare. Cu această ocaziune expune în discuțiune autoritatea lucrului judecat derivând din

ordonanța de adjudecare. Comoștenitorul reclamant contestă și aceasta interesează specia de față, identitatea părților și calitatea în care au lucrat cu ocazia licitației și în acțiunea în anulare.

S'a decis că această identitate există față de cumpărător, pe următoarele considerente.

În drept: Cumpărătorul drepturilor succesoriale a participat la judecata urmată între comostenitori pentru partajarea averii succesoriale, în virtutea dreptului său indiviz de proprietar, ca achizitor al unor părți din aceste drepturi și în această calitate drepturile sale, astăzi exclusive, au fost reprezentate, cel puțin în parte, în hotărîrea dată asupra vânzării și pe baza căreia dânsul a licitat și dobândit averea succesorală; astfel fiind urmează că dânsul în calitate de comostenitor adjudecat al bunului comun, este în drept a invoca ca constituind autoritatea de lucru judecat, hotărîrea dată între el și comostenitorii săi, prin cari se autoriză vânzarea bunului comun pentru motive ce se pun în discuțiune prin cerere de anulare a vânzării (Cas. I, 463 din 23 Febr. 1923. Jur. Gen. 1925 No. 1385).

410. A se vedeă: art. 197, nota 22; art. 207, Index „Autoritate de lucru judecat“ și notele respective; art. 221, nota 2; art. 282, nota 15; art. 286, nota 11; art. 387, nota 2; art. 733, notele 4, 8 10; art. 973 cu notele respective; art. 974, nota 7; art. 975 notele 12, 46, 56; art. 1056, nota 5; art. 1166, nota 3; art. 1188, nota 26; art. 1202, nota 2; art. 1208, nota 45; art. 1352, nota 6; art. 1546, nota 31; art. 1632 nota 34.

Art. 1202. — Presumpțiunea legală dispensă de orice dovadă pe acela în favoarea căruia este făcută.

Nici o dovadă nu este primită împotriva presumpțiunei legale, când legea, în puterea unei asemenea presumpțiuni, anulă un act oarecare, sau nu dă drept de a se reclama în judecată, afară numai de cazurile când legea a permis dovada contrarie și afară de aceea ce se va zice în privința jurământului și mărturisirei ce ar face o parte în judecată. (Civ. 286 urm., 390, 391, 492, 812, 845, 941, 1138, 1201, 1206 urm., 1215, 1890; Pr. civ. 288—291; C. com. 42, 48, 57, 82, 286, 374, 375, 410, 418, 424, 480, 624, 645; Civ. Fr. 1352).

Text. fr. Art. 1352. — La présomption légale dispense de toute preuve celui au profit duquel elle existe.

Nulle preuve n'est admise contre la présomption de la loi, lorsque, sur le fondement de cette présomption, elle annulle certains actes ou dénie l'action en justice, à moins qu'elle n'ait réservé la preuve contraire, et sauf ce qui sera dit sur le serment et l'aveu judiciaires.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 162-165;
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2658 urm.;

- BONNIER, *Traité des preuves*, II, 841, 846;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, I, p. 357, 365;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 590; II, p. 135, 232, 233, 397; ed. 1-a, III, p. 524, 658, 675, 719, 739;
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 4996 urm., 5007; *Suppl. Obligations*, 2042 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 324 bis;
 DEMOLOMBE, XXX, 277;
 HUC, VIII, 343;
 LAROMBIÈRE, V, art. 1352, n° 7, 8, 10, 11; 1358, n° 11;
 LAURENT, XIX, 621;
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 842 urm.;
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 358-360; II, ed. 3-a, No. 45-48, 53.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VII, p. 104 n. 3, 311 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 193, 774; V, p. 523 526; XI, p. 312); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 417, 418; „*Puterea probatorie a prezumpțiunilor legale*“. *Curier Jud.* 47/1900;
 CANTACUZINO MATEI, p. 286, 335, 337, 398, 604;
 NACU, II, p. 847.

Jurisprudență.

1. Prezumpțiunile legale sunt de două feluri, unele în contra cărora proba contrară nu e admisă, altele cari admit proba contrarie. Această distincție rezultă din art. 1202. — În contra unei prezumpțiuni *juris tantum* proba contrarie se admite totdeauna, căci o asemenea prezumpțiune legală nu este de cât o interpretățiune a voinței părților sau o explicare de fapte, care nu mai poate exista când contrariul se poate dovedi. — Contrariul se poate dovedi prin ori ce fel de probe, chiar și prin prezumpțiuni simple, în sensul art. 1203, când dispozițiunea de lege care creează o prezumpțiune, nu stabilește vre-o restricțiune în această privință. A zice că proba contrară nu poate fi făcută de cât conform art. 1191, e a nu ține seamă de natura unei prezumpțiuni legale. (Cas. I, 407/Nov. 16/74, B. p. 277).

2. Finele de neprimire bazat pe autoritatea lucrului judecat, această excepțiune peremptorie de fond, este de ordine publică, art. 1202 ne dând drept celui cărui i se opune a reclama în justiție și a probă contra adevărurilor judecătorești declarate prin hotărâri definitive. (Trib. Iași, II, Nov. 7/92, *Dr.* 82/92; Trib. Fălciu, 79 Iun. 8/91, *Dr.* 48/91).

3. După dispozițiunile art. 1138 din codul civil, remiterea voluntară a titlului de creanță făcută de creditor debitorului, are de efect de a stinge datoria principală cu toate accesoriile ei, și această prezum-

țiune legală de liberare a debitorului este *juris et de jure*, deci nu poate fi doborâtă prin proba contrarie, nefiind permisă o asemenea probă de art. 1202 din codul civil.

Conform acestui principiu, când un acționar al unei societăți cooperative, retrăgându-se din Societate, a remis în mod voluntar societății acțiunile sale pentru care și-a primit prețul, fără a face vre-o rezervă, dânsul nu mai poate reclama în urmă dela societate dividendele ce dânsul putea cere în virtutea ziselor acțiuni. (Cas. III, 6 Sept. 1906, B. p. 1439).

4. Conform art. 810 c. c., preoții ca și medicii, chirurgii, etc., care au tratat pe o persoană în boala de care moare, nu pot beneficia de dispozițiunile între vii sau testamentare, ce acea persoană a făcut în favoarea lor, în cursul acestei boale și această prohibițiune constituie o prezumpțiune *juris et de jure*, contra căreia nici o dovadă contrară nu este primită.

Preotul care n'a făcut decât să împărtășească pe testator, nu intră între acele persoane declarate de lege incapabile, această incapacitate lovind numai pe acei care, printr'un contact mai des și printr'o asistență repetată, au putut influența voința testatorului. (Cas. I, No. 103, 1919; *Jurispr. Rom.* 1919, p. 724).

5. A se vedea: art. 199, Index și notele respective; art. 1138, Index și notele respective; art. 1200 cu notele respective.

§ II. — Despre prezumpțiunile cari nu sunt stabilite de lege.

Art. 1203. — Presumpțiunile cari nu sunt stabilite de lege sunt lăsate la lumina și înțelepciunea magistratului; magistratul nu trebuie să se pronunțe decât întemeindu-se pe prezumpțiuni, care să aibă o greutate și puterea de a naște probabilitate; prezumpțiunile nu sunt permise magistratului

decât numai în cazurile când este permisă și dovada prin martori, afară numai dacă un act nu este atacat că s'a făcut prin fraudă, dol sau violență. (Civ. 956, 960, 975, 1173, 1191 urm., 1197 urm.; C. com. 46; Civ. Fr. 1353).

Text. fr. Art. 1353. — Les présomptions qui ne sont point établies par la loi, sont abandonnés aux lumières et à la prudence du magistrat, qui ne doit admettre que des présomptions graves, précises et concordantes et dans les cas seulement où la loi admet les preuves testimoniales, à moins que l'acte ne soit attaqué pour cause de fraude ou de dol

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 351, 358, 359;
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2695 urm.;
 BONNIER, *Traité des preuves*, II, 817, 918;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 553, 773;
 CAPITANT, *De la cause des obligations*, p. 355, 360, 470;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 258, 264, 1013; II, p. 226, 229, 230, 403 nota 1;
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 5009 urm.; *Suppl. Obligations*, 2048 urm.;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 522, 535, 541; II, p. 791;
 DEMOLOMBE, XXIV, 206; XXX, 244;
 HUC, VIII, 259, 295, 345;
 LAROMBIÈRE, IV, art. 1316, n° 10; V, art. 1353, n° 1, 2, 6-8;
 LAURENT, XIX, 579;
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 845;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 40, 71.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, p. 266, 291, 317 urm.; (III, part. I, ed. 2-a, p. 269; V, p. 276 n. 1, 278; XI, p. 354); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 417; *Adnotație* sub C. Apel Turin, 28 Dec. 1899. *Curier Jud.* 14/1900; „*Despre prezumțiunile cari nu sunt stabilite de lege*”. *Curier Jud.* 48/1901; *Observație* sub. Cas. Fr., 31 Ian. 901. *Curier Jud.* 80/1902; *Observație* sub. Trib. Gren (Loire) 18 Mai 1920. *Pand. Rom.* 1922 III-161;
 ALEXIANU G., *Nota* sub. C. Apel Buc. s. IV, 31 Ian. 1923. *Pand. Rom.* 1923-II-198;
 CANTACUZINO MATEI, p. 627;
 CERBAN AL., *Nota* sub. Trib. Gorj. s. II, 8875 din 7 Dec. 923. *Curier Jud.* 24/924;
 GEORGEAN N., *Nota* sub. Cas. I, 148 din 31 Mart. 1920. *Pand. Rom.* 1923-I-233;
 HOZOC D., *Nota* sub. Trib. Dorohoi, 137 din 24 Mai 1922. *Pand. Rom.* 1924-II-166;
 NACU, I, p. 200; II, p. 881;
 PERIETEANU GR. I., *Nota* sub. C. Apel Buc. s. I, 1894 din 3 Iulie 1920. *Pand. Rom.* 1922-II-262;
 PETIT EUGEN, *Nota* sub. Cas. Fr. Req. 28 Iunie 1923, *Jur. gen.* 1925 N. 1217.
 SESCOREANU G., *Nota* sub. Cas. II, 94 din 28 April 1922. *Pand. Rom.* 1923-I-112;

INDEX ALFABETIC

Absolvire 12.	Delict civil 9.	Minor 16, 22 bis.	ciere suverană*, „Exces de putere”, „Omisiune esențială”.
Act autentic 14.	Dol 5, 8, 16, 22 bis, 23.	Mobile 13.	Scrisori 15.
Act sub semnătură privată 2.	Dovadă 1, 8.	Motivarea hotărârilor 7.	Servicii, prestare 21.
Acțiune cambială, a se vedea „Cambio”.	Exces de putere 21.	Nulitate 4, 6, 16, 22, 22 bis.	Simulație 4, 23.
Anulare, a se vedea „Nulitate”.	Foncieră, a se vedea „Impozit”.	Obligații comerciale 15; 16.	Succesiune 13.
Apreciere suverană 3, 10, 11, 18, 19, 21, 22 bis.	Fraudă 5, 16, 22, 23.	Ordine publică 23.	Suverană apreciere, a se vedea „Aprecieri suverană”.
Arendare, a se vedea „Locație”.	Hotărâri, motivare 7.	Plată 14, 20.	Testament 22 bis.
Cambio 16, 22.	Impozite 1, 6.	Posesiune 4, 17.	Urmărire lege 6.
Captație, a se vedea „Dol”.	Imprumut 14.	Postdatate 16.	Vânzare-cumpărare 4, 6.
Chestie de fapt, a se vedea „Aprecieri suverană”.	Inceput de dovadă scrisă 14, 19.	Prestare de servicii 21.	Venituri 17.
Comerciale obligații 15, 16.	Inscris 2.	Prezumțiuni 1-23.	Violență 5, 16, 22, 23.
Comision 15.	Interrogator, a se vedea „Mărturisire” și 13, 19.	Probe 1, 8.	Voință liberă 22 bis.
Concubinaj 22 bis.	Legatar particular 22 bis.	Proprietate 1, 13.	
Contra-inscrist 14.	Legatar universal 22 bis.	Proprietate funciară 1.	
Contribuții, a se vedea „Impozit”, „Urmărire lege”.	Legea de urmărire 6.	Recurs, a se vedea „Apre-	
Correspondență 15.	Legea p. contribuții directe 1, 6.		
Dată, a se vedea „Postdatate”.	Locație 6, 17.		
	Lucruri mobile 13.		
	Marturi 2, 5, 9, 15, 16, 20, 21, 22 bis, 23.		
	Mărturisire 9, 19.		
	Materie comercială 15, 16.		

Jurisprudență.

1. Legea fiscală pentru constatarea și percepția contribuțiilor directe nefiind menită a constata de cât numai veniturile proprietăților fonciare, iar nu și cine este proprietarul lor, este evident că din înscrierea în rolurile de contribuție a nu-

melui contribuabilului nu rezultă de cât o prezumpțiune că el e proprietarul fondului, prezumpțiune care într'adevăr se poate combate prin proba contrarie. (Cas. II, 52/80, Apr. 7/80, B. p. 295).

2. După principiul pus în art. 1203, prezumpțiunile nu sunt permise de lege magistratului de cât numai în cazurile când se invocește de lege și dovada prin martori. Când dar e vorba de niște obligațiuni luate prin înscris sub semnătură privată recunoscut de parte în contra căruia după art. 1191 proba testimonială este neadmisibilă, judecata nu poate, prin prezumpțiuni, să declare invalidarea aceluși înscris. (Cas. I, 25/Ian. 20/81, B. p. 26).

3. Prezumpțiunile de fapt fiind lăsate la luminele și înțelepciunile judecătorului de fond, omisiunea de a se pronunța acel judecător asupra unor asemenea prezumpțiuni invocate de o parte, nu poate fi considerată ca esențială, de oare ce gravitatea și probabilitatea prezumpțiilor este lăsată în suverana apreciere a aceluși judecător. (Cas. I, 95/Mart. 18/83, B. p. 289).

4. Posesiunea de fapt a imobilului vândut de către vânzător până în momentul intentării acțiunii în simulațiune, nu e o prezumpțiune care să conducă la anularea vânzării, fiind-că o simplă toleranță a proprietarului nu îndreptățește pe cel ce posedă în chip precar în numele său să-și formeze un titlu din aceasta. (Apel Buc. I, 286, Nov. 9/82, Dr. 69/83).

5. Ori cât de grave și de concordante prezumpțiunile par judecătorului, acesta nu le poate admite de cât în cazurile a-nume prevăzute de lege, adică când este admisibilă proba prin martori, sau când actele se atacă pentru fraudă, dol sau violență, conform cu art. 1203. (Cas. I, 416/Dec. 2/83, B. p. 1163).

6. Plata foncieră în timp de mai mulți ani de către vânzătorul imobilului care a continuat a-l locui nu e o prezumpțiune de natură a anulă actul de vânzare săvârșit, căci fonciera, în virtutea legii de urmărire, o plătesc cei ce locuiesc în imobil fie ei proprietari sau chiriași. (Apel Buc. I, 286, Nov. 23/82, Dr. 69/83).

7. Judecătorul e obligat, conform art. 123 pr. civ., a motiva hotărârile sale; este ținut chiar când se fundează pe prezumpțiuni a aduce prezumpțiuni care să aibă o greutate și puterea de a naște probabilitatea și să afirme că acele prezumpțiuni grave au avut loc în specie și i-au format convicțiunea în mod cert și neîndoișor despre existența faptului afirmat. (Cas. II, 115/Nov. 20/85, B. p. 868).

8. Deși în materie de dol sunt admisibile drept probă și prezumpțiunile, totuși art. 1203 pune îndatorire judecătorului de a nu lua de bază de cât prezumpțiunile care să aibă o greutate și putere de a naște probabilitatea; și dolul

nu se poate presupune ci trebuie dovedit. (Apel Focșani, I, 159, Dec. 9/85, Dr. 50/86).

9. Ori de câte ori într'o materie proba testimonială e admisibilă după lege, judecătorul fondului se poate întemeia pentru formarea convicțiunii sale și pe prezumpțiuni. Așa când e vorba de un delict civil în care se admite proba testimonială, tribunalul nu violează nici un text de lege, când se întemeiază pentru formarea convicțiunii sale, pe prezumpțiunea rezultând din mărturisirea părții. (Cas. I, 154/87, Mai 6/87, B. p. 493).

10. Art. 1203 și 1191 nu permite în regulă generală, magistratului prezumpțiunile când obiectul obligațiunii este de o valoare mai mare de 150 lei; și din definițiunea, art. 1199: „Prezumpțiunile sunt consecințele ce *magistratul trage* din faptul cunoscut la un fapt necunoscut și din termenii chiar ai articolului 1203: „Prezumpțiunile nu sunt permise *magistratului*“ rezultă că respectarea acestei prohibițiuni este impusă de lege magistratului ca o datorie a sa proprie și prin urmare obligă să o îndeplinească chiar când partea n'ar face nici o cerere. Tăcerea părții nici poate dispensă pe judecător de o obligațiune ce dânsul trebuie s'o îndeplinească din oficiu, nici poate fi de natură a da judecătorului o putere pe care legea într'un mod expres i-a oprit a o avea. Când această prezumpțiune trebuind să fie necesarmente lăsate la suverana apreciere a judecătorului fondului, dânsul trece peste puterile sale ori de câte ori se întemeiază pe prezumpțiuni în cazurile unde legea probă o asemenea dovadă, căci usează de o putere discreționară și judecă cu liberul său arbitru acolo unde legea i-a oprit aceasta. (Cas. I, 34/Febr. 10/88, B. p. 103).

11. Art. 1203 declară că prezumpțiunile sunt lăsate la luminele și înțelepciunea magistratului; urmează dar că deciziunile instanțelor de fond în această materie, sunt discreționare și suverane, și dar scapă de sub controlul curții de casație. Ele nu sunt supuse casației de cât atunci când ar admite prezumpțiunile într'un caz în care legea nu le admite. (Cas. II, 487/Nov. 19/90, B. p. 1345).

12. Prezumpțiunile lăsate la lumina și înțelepciunea judecătorului, putând fi luate și din instanțele judecătorești ordinare, ele pot să rezulte și chiar dintr'o hotărîre de absoluțiune; puțin importă dacă actele de instrucțiune, pe care s'a întemeiat, ar fi nule sau neregulate. (Cas. II, 35/98, B. p. 153).

13. Prezumpțiunea, că proprietarul unei case este și proprietarul mobilelor aflate în acea casă, nu este o prezumpție ce nu se poate combate prin proba contrarie. În consecință, instanțele judecătorești violează legea, când pe un asemenea motiv refuză chemarea la interogatoriu a proprietarului casei, pentru

a răspunde dacă mobilele aflate într'nsa nu sunt ale succesiunii. (Cas. I, 414/900, B. p. 1432).

14. Când într'un act autentic de împrumut se zice că banii s'au numărat, afară de o sumă mică care a rămas la împrumutător, proba contrară nu se poate face prin prezumțiuni, decât numai atunci când există un început de dovadă scrisă. Început de dovadă scrisă este ori ce act al părții sau al autorului ei, care ar face de crezut faptul alegat. Un contra înscris corectat, dar aprobat și autentificat de tribunal în această stare, face deplină credință de conținutul lui. (Apel Buc. II, Dr. 35/901).

15. Pentru obligațiunile comerciale, proba testimonială este admisibilă, chiar când valoarea litigiului este mai mare de 150 lei, și prin urmare, conform art. 1203 codul civil, sunt admise și prezumțiunile. Prin urmare, instanța de fond este în drept să pună bază și pe o corespondență comercială, pentru a constata deprecierea ce a suferit marfa trimisă în comision, prin faptul vânzării sub perțul indicat de comitent. (Cas. III, 2/905, B. p. 1114).

16. Dacă este adevărat că, conform art. 349 din Cod. comercial, debitorul nu poate opune la acțiunea cambială decât excepțiile personale ce sunt de o grabnică soluțiune și întemeiate pe o probă scrisă, nu este mai puțin adevărat însă că dispozițiile acestui text de lege trebuiesc combinate cu acelea din art. 55 din același codice, care prevede că, chiar când codicele comercial cere proba prin scris, încă proba testimonială e admisibilă, în cazurile în care ea este admisă de codul civil. Că după art. 1203 codul civil, frauda, dolul și violența pot fi dovedite prin prezumțiuni și martori, ca unele ce nu sunt de natură a lăsa părților posibilitatea de a-și procura o probă scrisă. Prin urmare, prin postdatarea unor cambii, ridicându-se emitentului mijlocul de a le ataca în nulitate pentru cauză de minoritate, această post-datare constituie o fraudă la lege, ce pune pe emitent în imposibilitatea de a lua o probă scrisă și pe cât timp, o asemenea fraudă poate fi dovedită cu martori după Cod. civ., tot cu martori poate fi dovedită și cu ocazia cercetării acțiunii cambiale. (Cas. III, 17/905, B. p. 1147).

17. Fiind vorba de stabilirea unor fapte și anume de faptul posesiunii unei moșii pe un timp oarecare și de încasarea veniturilor pe acest timp, fapt inerent posesiunii, instanțele de fond pot să se întemeieze pe contractele de arendare relative la acea moșie, pe prezumțiuni și alte împrejurări spre a stabili aceste fapte. (Cas. I, 7 Iunie 1906, B. p. 1088).

18. Aprecierea valorii prezumțiunilor fiind lăsată de art. 1203 codul civil la lumina și înțelegerea judecătorilor, adică la puterea lor discreționară, deciziuni

lor în această privință sunt suverane, și chiar dacă s'ar înșela în aprecierile și raționamentul ce fac, eroarea lor nu constituie de cât o judecată rea, care însă nu poate să fie controlată de Înalta Curte de Casație. (Cas. II, 27 Febr. 1907, B. p. 316).

19. Începutul de dovadă scrisă poate rezultă și din răspunsurile părții la interogatoriu, iar aprecierea Tribunalului asupra răspunsurilor date la interogatoriu constituie o chestiune de fapt, de atributul suveran al instanței de fond.

Prin urmare, când instanța de fond se bazează, pentru a constata existența unei convențiuni pe un început de dovadă scrisă, completată cu prezumțiuni, nu violează art. 1197 și 1203 din codul civil. (Cas. I, 28 Oct. 1909, B. p. 1113).

20. Potrivit art. 1203 din codul civil, prezumțiunile nu pot fi primite ca dovadă a plății, decât dacă suma este mai mică de 55 lei, caz când este primită proba cu martori. (Trib. Gorj, Dr. 40/910, p. 323).

21. Prestarea unor servicii fiind o chestiune de fapt, dovada cu martori este admisibilă și deci și prezumțiunile, astfel că Curtea de apel a putut să le utilizeze fără a viola art. 1191 și 1203 c. civ. Odată dovedite aceste servicii, acela ce le-a îndeplinit are neapărat dreptul la echivalentul lor în bani și această evaluare o poate face instanța de fond, în lipsă de alte elemente, prin apreciere suverană fără a comite un exces de putere. (Cas. I, No. 378, 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 498).

22. Din cuprinsul art. 349 c. com. rezultă că excepțiile privitoare la lipsa condițiilor esențiale pentru validitatea acțiunii cambiale în nici un caz și pe orice temeiuri s'ar sprijini chiar dacă actul s'ar ataca pentru fraudă sau violență, nu se pot admite și nu pot să întârzie condamnarea la plată, dacă ele nu sunt lichide, de o grabnică soluțiune și dacă nu se întemeiază pe un act scris.

Prin urmare, atare excepțiuni, în speță anularea cambiei emisă în alb și completată ulterior prin o pretinsă fraudă, nu se pot dovedi cu proba testimonială, probă care nu e de grabnică soluție și întârzie condamnarea la plată, la a cărei lichidare urgentă tinde acțiunea cambială, așa că anularea cambiei în asemenea împrejurări nu se poate cere de cât ulterior pe calea acțiunii principale. (Cas. III, deciziunea No. 442, din 11 Sept. 1915. Jurispr. Rom. 1915, p. 567).

22 bis. a) Fiind de esența dispozițiilor testamentare ca ele să pornească din voința liberă a celui ce le-a făcut, această voință nu există când testamentul este rezultatul captatiunii dolosive care a nimicit libertatea de voință a testatorului, iar mijloacele dolosive întrebuintate în captatiune pot fi stabilite prin toate modurile de probațiune admise de lege în-

tre care și martorii și prezumpțiunile, aparținând judecătorilor de fond de a aprecia valoarea acelor dovezi pentru stabilirea mijloacelor dolosive.

b) Deși este adevărat că, în dreptul modern, concubinajul nu constituie prin el însuș o cauză de incapacitate de a da sau primi prin testament, totuși nu este mai puțin adevărat că el, unit cu alte mijloace dolosive, poate și astăzi să fie considerat ca un element al captațiunei.

c) Dacă într'o convențiune unde consimțământul este rezultatul voinței părților, dolul unei a treia persoane nu poate avea de efect anularea convenției, în materie de testament, care este opera unei singure voințe, dolul unei alte persoane decât beneficiarul, săvârșit în folosul acestuia, anulează întregul testament, pentru cuvântul că în primul caz cel ce tratează, cu o altă persoană, poate dobândi dela aceasta informațiunile relative la manoperile dolosive întrebuițate, pe când în cazul al doilea, voința testatorului este la discreția celui ce întrebuițează dolul, de oarece nu are în fața sa o altă persoană a cărei voință urmează a se acorda cu a sa.

Prin urmare, cu drept cuvânt, Curtea de apel decide că deși manoperile dolosive au fost întrebuițate numai de legatara particulară care eră mama legatarului universal, minor, ele anulează totuși și legatul universal lăsat minorului, după cum anulează întreg testamentul, adică indiferent de persoana dela care vine dolul. (Cas. I, decizia No. 189, din 13 Martie 1915; Juris. Rom. 1915, p. 322).

23. După dispozițiile art. 1203 c. civ., ultima parte, dovada prin prezumpțiuni este admisibilă atunci când un act este atacat pentru fraudă, dol sau violență. Această dispoziție — cu toată redacția sa imperfectă — nu este de cât aplicația regulii din art. 1198 c. civ., relativ la proba

testimonială și după care această probă este admisibilă indiferent de valoarea litigiului și chiar în contra cuprinsului unui act, atunci când partea care reclamă, s'a găsit într'o imposibilitate fizică sau morală — căci legea nu distinge — de a-și procura o dovadă scrisă despre obligația sau faptul juridic ce pretinde, cum se întâmplă în cazurile enunțate în art. 1203 c. civ.

Textul art. 1203 nu face deosebire din punctul de vedere al probei între fraudă persoanei și fraudă la lege și o asemenea distincție nu numai că nu s'ar putea în mod rațional explica sau sprijini pe un motiv legislativ, dar din lucrările preparatorii asupra art. 1198 și 1203 c. civ., rezultă că pentru a se garantă aplicația reală și desăvârșită a legilor de ordine publică sau interes general, se impune ca fraudă menită a eluda asemenea dispoziții să poate fi dovedită fără nici o restricție, prin toate mijloacele de probă admise de dreptul comun.

Aceasta cu atât mai mult cu cât, partea care în definitiv a consimțit la fraudă ce o prejudiciază, s'a găsit în tot cazul în momentul contractării într'o imposibilitate morală de a cere un contra-inscris constatator al simulației, pentru că prin aceasta ar fi învederat intențiunea sa de a denunța ulterior fraudă și a se sustrage consecințelor actului simulat. (Cas. I, 481 din 16 Mai 1922, Jur. Rom. 19/922, Pand. Rom. 1923, III, 50).

24. A se vedea: art. 33, Index „Prezumpțiuni” și notele respective; art. 292, Index „Prezumpțiuni” și notele respective; art. 738, nota 5; art. 975, Index „Prezumpțiuni” și notele respective; art. 1138, nota 14; art. 1173, Index „Prezumpțiuni” și notele respective; art. 1175, Index „Prezumpțiuni” și notele respective; art. 1191, 1197 și 1198 cu notele respective; art. 1199 nota 1; art. 1205, nota 3; art. 1547 nota 9.

Secțiunea IV. — Despre mărturisirea unei părți.

Art. 1204. — Se poate opune unei părți mărturisirea ce a făcut sau înaintea începerei judecăței, sau în cursul judecăței¹⁾. (Civ. 1170, 1200 § 3, 1205, 1206, 1260; Pr. civ. 71, 227, 259; C. com. 46; Civ. Fr. 1354).

Text. fr. Art. 1354. — L'aveu qui est opposé à une partie, est ou extrajudiciaire ou judiciaire.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 167-170;
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2703;
BONNIER, *Traité des preuves*, I, 347, 352, 353;
DALLOZ, *Rép. Obligations*, 5055 urm.; *Suppl. Obligations*, 2062 urm.;
GARSONNET, II, § 693;

1) Mărturisirea este *extrajudiciară* atunci când este făcută *înaintea începerei judecăței*, după cum se arată în acest art. 1204; mărturisirea este *judiciară* când este făcută în fața judecăței.

LAROMBIÈRE, V, art. 1354, n° 1-3; 1356, n° 8;
 LAURENT, XX, 159;
 MARCADÉ, art. 1356, n° 2;
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 846;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 22-30.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VII, p. 324; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 419; *Observațiune* sub. Cas. III, 93 din 13 Martie 1907. Dreptul 37/1907; *Adnotație* sub. C. Apel Turin, 28 Dec. 1899. Curier Jud. 14/1900; *Observație* sub. C. Apel Dijon, 16 Dec. 1919. Pand. Rom. 1924-III-9;
 CANTACUZINO MATEI, p. 611 urm.;
 DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri Juridice*, vol. I, p. 360 urm.; „Mărturisirea Judiciară“.
 GEORGEAN N., *Notă* sub. Trib. Argeș s. II, 8 April 1921. Pand. Rom. 1924-II-121;
 HAMANGIU C., *Observație* sub. Trib. Charolles (Saône et Loire), 5 Aug. 1920. Pand. Rom. 1924-III-9;
 NACU, II, p. 882 urm.;
 TOCILESCU, *Curs de procedură civilă*, Partea III, p. 477;
 VERMEULEN H. JEAN, „Puterea probatorie a scrisorilor misive în civil“. Curier Jud. 37/924.

INDEX ALFABETIC

Acceptare tacită 7.	Marturi 6, 7, 12, 15.
Act autentic 2, 16.	Mărturisire 1-17.
Act legalizat 2.	Mărturisire extra-judici-
Act sub semnătură pri-	ară 2, 5, 6, 15, 16.
vată 6, 16.	Mărturisire indivizibilă 7.
Acțiune modificatoare 11.	Mărturisire în alt proces
Apel 12.	8, 9, 13, 15.
Apreciere suverană 5.	Materie comercială 6.
Băuturi spirtoase 12.	Materie penală 12.
Casare, a se vedea „Re-	Modificarea acțiunii 11.
curus“.	Monopolul băuturilor spir-
Comercială materie 6.	toase 12.
Competență 9.	Moștenitori 2.
Contravenție 12.	Motivarea hotărârilor 4, 5.
Cumpărător, a se vedea	Penală materie 12.
„Vânzare-cumpărare“.	Petiție 6.
Declinarea competenței 9.	Prête-nom 2.
Exces de putere, a se ve-	Prezumție 4.
dea „Recurs“.	Proces-verbal 1, 3, 10.
Hotărîre, a se vedea „Mo-	Recurs 4, 12.
tivare“ și 1, 3.	Semnarea mărturisirei 1,
Început de dovadă scrisă	3, 10.
4, 16.	Simulație 2.
Indivizibilitatea mărturisi-	Sucesiune 7.
rei 7.	Succesori 2.
Interogator 1, 3, 10.	Suverană apreciere 5.
Judecător de ocol 3.	Taxe succesoriale 7.
Locație 14.	Terți 17.
Mandat prête-nom, a se	Vânzare-cumpărare 2.
vedea „Simulație“.	

Jurisprudență.

1. O mărturisire, deși nu este constatată printr'un proces verbal, după formele prescise pentru interogatorul părților, totuși ea trebuie să aibă consecințele legală ale mărturisirei făcută în justiție, când este constatată în corpul hotărîrii. (Cas. I, 219/95. B. p. 607).

2. Când cumpărătorul unui imobil, cumpărător cu act autentic de tribunal, face o declarație într'un act deosebit act legalizat numai de poliție, prin care recunoaște formal că n'a avut și nici nu va avea dânsul sau moștenitorii săi vreun drept de proprietate asupra imobilului cumpărat de oarece l-a cumpărat pentru cutare persoană sau societate, acel cumpărător nu este un cumpărător serios ci un prête-nom și recunoașterea sa are caracterul unei mărturisiri extra-judiciară scrisă și ca atare opozabilă moștenitorilor săi. (Trib. Covurlui, II, C. Jud. 20/96).

3. Se violează art. 1204 când trib. nu ține seamă de mărturisirea făcută de una din părți înaintea judeului de pace, la întrebările puse de acest magistrat și constatată în cuprinsul hotărîrii sale, pentru cuvântul că n'ar fi constatată acea mărturisire printr'un proces-verbal cum prescrie art. 232 Proc. civ., căci acest proces-verbal nu e cerut de cât când e vorba de un interogator propus de părți. (Cas. I, 48/96, B. p. 166).

4. Când o persoană se referă la o mărturisire a unei părți, ca un mijloc esențial de apărare, instanța de fond este datoare a motiva dacă o asemenea mărturisire poate produce vre-un efect, dacă nu poate servi cel puțin ca o prezumpție sau ca un început de dovadă, care ar putea fi completată cu alte elemente de probațiune. Procedând astfel, dă o hotărîre nemotivată și deci casabilă. (Cas. II, 274, 99, B. p. 1359).

5. Mărturisirea extra-judiciară, fiind o dovadă a cărei forță probantă este lăsată la aprecierea suverană a instanțelor de fond, ea poate să fie înlăturată prin alte probe mai puternice, destul numai ca judecătorii să arate din ce anume și-au format convingerea contrarie. (Cas. I, 385, 1902, B. p. 1047).

6. O petiție scrisă de o parte, este un act sub semnătură privată și instanța de fond este în drept să țină seamă de cuprinsul ei, când scrierea și subscrierea ei de către parte nu este contestată. Chiar în cazul când s'ar pretinde că declarațiile părții din acea petiție ar fi mărturisiri extra-judiciare, totuși și o asemenea mărturisire extra-judiciară poate să serve spre dovedirea unui fapt juridic, căci mărturisirea extra-judiciară admitându-se în toate cazurile, în care se admite proba cu martori, în materie comercială, se pot dovedi fapte juridice de orice natură prin o mărturisire extra-judiciară, atunci când acele fapte se pot dovedi cu martori. (Cas. II, 407/904, B. p. 1525).

7. Dacă acceptațiunea tacită a unei moșteniri, în spiritul art. 689 codul civil, se poate deduce din unele împrejurări cari lasă a se presupune neapărat intenția unui moștenitor că a acceptat moștenirea, totuși acest principiu nu se poate admite, în materie de contravențiune, cu care legiuitorul a voit să lovească numai pe acel moștenitor, care, într'un mod cert, a primit moștenirea, adică a intrat în stăpânirea, și nu a voit să plătească taxele stabilite în favoarea Statului. Că, de asemenea, dacă mărturisirea făcută de o parte în cursul judecății, constituie o deplină dovadă în contra celui ce a mărturisit, totuși mărturisirea, chiar formal făcută, de o parte, nu se poate lua în considerație decât numai în modul și întinderea dată de acela care o face, și fără a se putea divide. Astfel, nu poate fi vorba de o mărturisire din partea unei persoane că ar deține o avere succesorală pentru care i se reclamă taxele cuvenite, când se constată, din contră, că acea parte a cerut proba cu martori, tocmai ca să dovedească că nu deține acea avere. (Cas. III, 30 Mai 1907, B. p. 1033).

8. O mărturisire este socotită judiciară când este făcută înaintea judecății și este menită a servi ca probă părții adverse, independent de împrejurarea că această mărturisire este utilizată în însuș procesul angajat, sau mai târziu într'un alt proces născut între aceleași părți.

Prin urmare, instanța de fond nu violează art. 1204 codul civil când își sprijină hotărîrea sa pe o mărturisire făcută de parte într'un alt proces, mărturisire care nu încetează de a fi judiciară. (Cas. III, 13 Martie 1907, B. p. 563).

9. Din dispozițiile art. 1204 c. civil rezultă că nu e necesar pentru ca mărturisirea să fie opozabilă celui ce a făcut-o ca să fi fost făcută chiar în instanța în care e luată de bază; mărturisirea e opozabilă și în cazul când a fost făcută într'o altă instanță urmată între aceleași părți și dacă instanța de fond și-a declinat competența în urma mărturisirii făcute de o parte, prin aceasta nu se desființează efectele acelei mărturisirii care face deplină dovadă în contra celui care a mărturisit. (Cas. I, 121 din 3 Mart. 1910. Jurisprudența 14/1910).

10. Dispozițiunile art. 124 pr. civilă, potrivit cărora mărturisirile sau declarațiile făcute de părți nu pot fi opuse celui ce le-a făcut decât dacă vor fi semnate de dânsul sau imputernicitul său, nu sunt aplicabile și în cazul când mărturisirea sau declarația este făcută de parte în cursul apărării sale, fără să fi fost provocată la aceasta de vreo întrebare pusă de partea adversă sau de prezident, de oarece o asemenea mărturisire face parte din modul de apărare al părții înaintea instanței de judecată și nici un text de lege nu cere ca procesul-verbal al ședin-

ței care constată apărarea părților să fie semnat de ele. (Cas. I, No. 56/1914, Drep-tul 1914, p. 164).

11. Dacă reclamantul, după ce prin acțiunea sa fixează cuantumul sumei ce cere, ca rest din chirie, revine tot înaintea primei instanțe și majorează acel cuantum printr'o cerere ulterioară, aceasta constituie o modificare a acțiunii, pe care reclamantul are dreptul să o facă, iar intimatul nu are drept decât să ceară să i se comunice acea modificare, spre a-și pregăti apărarea. În asemenea caz, primă cerere, care a fost modificată în urmă, nu poate constitui o mărturisire opozabilă reclamantului asupra căreia n'ar putea reveni, ci este exercițiul dreptului de a reclama în justiție, reclamațiune asupra căreia cel ce o face este stăpân și pe care poate să o modifice în condițiunile arătate mai sus. (Cas. I, decizia No. 260, din 20 Aprilie 1915. Jurispr. Rom. 1915, p. 418).

12. Conform dispozițiilor legii, Tribunalul, ca instanță de apel, având a judeca conform dreptului comun e în drept să admită inculpatului proba cu martori, pentru a stabili neexistența contravenției ce i se impută, și chiar contra propriilor sale mărturisiri, făcute cu ocazia constatării faptului; în adevăr, fiind vorba de un fapt penal care se judecă conform dreptului comun, orice mijloc de probă este admisibil, iar art. 1204 c. civ., cu privire la proba mărturisirii părților în justiție, nu poate fi aplicabil în asemenea materie.

Așa fiind, Tribunalul, când admite proba cu martori unui inculpat, pentru o contravenție la legea băuturilor spirtoase, o asemenea probă rămâne admisibilă în principiu, oricare ar fi fost mărturisirea inculpatului consemnată anterior și instanța procedând astfel, nu comite nici un exces de putere. (Cas. III, decizia No. 68, din 3 Februarie 1916. Jurispr. Rom. 1916, p. 223).

13. Mijloacele de apărare și argumentele întrebuintate de o parte spre a respinge pretențiile celeilalte părți nu pot fi opuse în contra celui ce a uzat de ele, într'un alt proces ce are alt obiect căci altfel s'ar violă dreptul de apărare al părții care s'ar găsi surprinsă cu declarațiuni făcute în alte cereri că nu au format obiectul nici unei discuții în procesul în care se apără în acel moment. (Cas. I, 261 din 6 Mai 1916. Jur. Rom. 24/916).

14. În principiu declarația unei părți nu poate fi invocată ca o recunoaștere sau mărturisire în sensul art. 1204 c. civ., de cât atunci când a fost făcută cu intenție de a-i putea fi opusă ca atare și a scuti astfel pe partea în favoarea căreia s'a făcut, de orice altă dovadă a faptului recunoscut. (Cas. I, 127 din 14 Febr. 1922. Jur. Rom. 5—6/922; Pand. Rom. 1922, III, 156; Pand. Rom. 1923, I, 299).

15. Cu toate că legiuitorul nu acordă forța probantă mărturisirii extra-judiciară atunci când obiectul litigiului nu poate fi probat prin martori, totuși când mărturisirea s'a făcut în altă instanță legată între aceleași părți, mărturisirea trebuie să aibă aceeași forță probantă ca și mărturisirea judiciară. (C. Apel Buc. s. I, 33 din 6 Decembrie 1922. Dreptul 16/923).

16. Cu toate că codul civil prin art. 1204—1206 unde se ocupă de mărturisirea unei părți, nu vorbește nimic despre mărturisirea extra-judiciară scrisă, totuși această mărturisire trebuie să aibă aceeași putere ca orice înscris și va con-

stitul după cazuri, când o dovadă autentică, când una sub semnătură privată sau numai un început de probă scrisă. (C. Apel Iași s. II, Jurnal 1090 din 17 Iunie 1924. Dreptul 30/924. Pand. Rom. 1925, III, 8).

17. Mărturisirea părții face completă dovadă în justiție, însă nu trebuie confundată proba care rezultă din mărturisire față de cel care o face și față cu un terțiu. (C. Apel Constanța, 534 din 8 Octombrie 1924. Justiția Dobrogei 9—10/924).

18. A se vedea: art. 1205 cu notele respective; art. 1206. Index și notele respective.

Art. 1205. — Mărturisirea extra-judiciară verbală nu poate servi de dovadă când obiectul contestațiunii nu poate fi dovedit prin martori. (Civ. 1191 urm., 1197, 1198; Civ. Fr. 1355).

Text. fr. Art. 1355. — L'allégation d'un aveu extrajudiciaire purement verbal est inutile toutes les fois qu'il s'agit d'une demande dont la preuve testimoniale ne serait point admissible.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VII, p. 516; VIII, p. 180;
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, p. 2725, 2726;
 BONNIER, *Traité des preuves*, I, 361;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 244;
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 5151 urm.; *Suppl. Obligations*, 2145 urm.;
 DEMOLOMBE, XXII, 128 urm.; XXX, 554;
 HUC, VIII, 347;
 LAROMBIÈRE, V, art. 1355, n° 5, 6; 1356, n° 23;
 LAURENT, XX, 221;
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 848;
 PLANIOL, ed. 3-a, No. 30.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VII, p. 324 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 419;
 „Despre mărturisirea extra-judiciară”. *Curier Jud.* 40/1901;
 CANTAUZINO MATEI, p. 611 urm.;
 DEGRÉ AL., *Scrieri Juridice*, vol. I, p. 360 urm. „Mărturisirea Judiciară”.
 GEORGEAN N., *Notă sub. Trib. Argeș*, s. II, 8 April 1921. *Pand. Rom.* 1924-II-121;
 NACU, II, p. 882 urm.;
 VERMEULEN H. JEAN, „Puterea probatorie a scrisorilor misive în civil”. *Curier Jud.* 37/924.

Jurisprudență.

1. Mărturisirea extra-judiciară verbală, primită ca dovadă când valoarea litigiului trece de 500 lei, nu se poate invoca pentru prima oară în Casație, dacă partea nu a propus acest mijloc de apărare înaintea instanței de fond. (Cas. I, 127/97, B. p. 341).

2. Pentru stabilirea faptului, dacă o persoană era căsătorită sau nu în momentul facerii unui act, fiind admisibile prezumpțiunile, de oarece e admisibilă și proba cu martori, instanța de fond este în drept să pună temei și pe o declarațiune făcută ofițerului stării civile prin

care se constată că acea persoană era necăsătorită. (Cas. I, 1 Martie 1906, B. p. 445).

3. Conform art. 1205 din codul civil, mărturisirea făcută în fața agentului care a efectuat o urmărire și consemnată de acesta în procesul-verbal, fiind o mărturisire extra-judiciară, poate servi ca dovadă sau cel puțin ca o prezumpție despre faptul mărturisit, mai ales când acel fapt poate fi dovedit și prin martori. (Cas. III 96 din 21 Febr. 1912, B. p. 426, *Curier Jud.* 32/912).

4. A se vedea: art. 1204 cu notele respective; art. 1206, Index și notele respective.

Art. 1206. — Mărturisirea judiciară se poate face înaintea judecătorului de însuși partea prigonitoare, sau de un împu-ternicit special al ei spre a face mărturisire.

O asemenea mărturisire face deplină dovadă în contra celui care a mărturisit; nu se poate despărți în contra-i și nu poate fi revocată de el, afară numai de va proba că a fă- cut-o din eroare de fapt¹⁾. (Civ. 1184, 1204, 1545, 1711; Pr. civ. 124, 227 urm.; Civ. Fr. 1356).

Text. fr. Art. 1356. — L'aveu judiciaire est la déclaration que fait en justice la partie ou son fondé de pouvoir spécial.

Il fait pleine foi contre celui qui l'a fait.

Il ne peut être divisé contre lui.

Il ne peut être révoqué, à moins qu'on ne prouve qu'il a été la suite d'une erreur de fait. Il ne pourrait être révoqué sous prétexte d'une erreur de droit.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VII, p. 81; VIII, p. 168-179;
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2708, 2711 urm.;
 BIOCHE, *Dictionnaire de procédure*, Aveu No. 23, 26; *Interrogatoire*, 93, 99;
 BONNIER, *Traité des preuves*, I, 347, 350-352, 356, 358, 368;
 CHAUVEAU ET CARRÉ, III, *quest.*, 1262;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 288; II, p. 243, 244, 245, 246;
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 5063 urm.; *Suppl. Obligations*, 2069 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 332 bis, II; 333 bis, II; 334 bis, I, II, III, IV; 335 bis, I; 354 bis, IV;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 384, 405, 433; II, p. 350;
 DEMOLOMBE, XXX, 463 urm., 491-493, 498 urm., 536;
 FAUSTIN HÉLIE, *Instr. crim.*, IV, 1938 urm.;
 GLASSON, I, p. 895 urm.;
 GARRAUD, *Précis*, No. 473;
 GARSONNET, II, § 693;
 HUC, VIII, 348-351 urm.;
 LAROMBIÈRE, V, art. 1356, n° 2, 4-6, 9, 10, 13, 15, 17, 19-22, 24, 27, 30;
 LAURENT, XX, 162, 164, 167-169 urm., 172, 173, 187, 192 urm., 200, 204, 205 urm.;
 MARCADÉ, V, art. 1356, II;
 MERLIN, *Questions de droit*, Confessions, § 2;
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 846, 847;
 PLANIOL, ed. 3-a, No. 22-30; 34, 38.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VII, p. 322, 327 urm., 333 urm., 335 urm., 348; (III, part. I, ed. 2-a, p. 347 n. 2; IV, part. I, ed. 2-a, p. 290-293; V, p. 54 n. 2; X, p. 15 t. și n. 1; XI, p. 243). *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 420 urm.; *Observație sub. Cas. I, 13 din 17 Ian. 1907. Dreptul 25/1907*; „*Despre indivizibilitatea mărturisirei judiciare*“ *Curier Jud.* 38/1901; „*Despre irevocabilitatea mărturisirei judiciare*“. *Curier Jud.* 39/1901; „*Despre mărturisirea extra-judiciară*“. *Curier Jud.* 40/1901; *Observație sub. Cas. I, 351 din 30 Iunie 904. Curier Jud.* 23/905; *Notă sub. C. Apel Constanța 1745 din 19 Nov. 923. Curier Jud.* 16/924; *Observație sub. C. Apel Dijon, 16 Dec. 1919. Pand. Rom.* 1924-III-9; *Notă sub. Trib. civil Dieppe (Seine-Inférieure) 9 Mart. 1922. Jurispr. Gen.* 25/1923 No. 1746; *Notă sub. Trib. civil Tarascon, Bouches-du-Rhône, 9 Mart. 1921. Jurispr. Gen.* 1925 No. 85; *Notă sub. Cas. Fr. Req.* 20 Nov. 1919, *Jur. Gen.* 1925 N. 776;
 BURSĂNESCU JEAN, „*Mărturisirea judiciară se poate scinda?*“ *Curier Jud.* 60/912;
 CANTACUZINO MATEI, p. 611 urm.;
 DEGRÉ ALEX., *Scrieri Juridice*, vol. I, p. 360 urm., „*Mărturisirea Judiciară*“.
 GEORGEAN N., *Notă sub. Trib. Argeș s. II, 8 April 1921. Pand. Rom.* 1924-II-121; *Notă sub. Trib. Droboi 105 din 27 Mart. 1923. Jurispr. Gen.* 27/1923 No. 1861; *Notă sub.*

¹⁾ Art. francez corespunzător 1356, continuă: „*Il ne pourrait être révoqué sous prétexte d'une erreur de droit.*“

- Trib. Dorohoi, 364 din 6 Nov. 1923, Jurispr. Gen. 12/1924 No. 707; *Notă* sub Trib. Dorohoi 364 din 6 Nov. 1923 Jurispr. Gen. 13/1924 No. 760; *Notă* sub Trib. Dorohoi, 364 din 6 Nov. 1923, Jurispr. Gen. 18/1924 No. 1049;
- GORUNEANU I. OCTAV., *Notă* sub C. Apel Constanța, 1745 din 19 Nov. 1923. Justiția Dobrogei 1/924;
- LĂZĂRESCU EM. ALEXANDRU, *Regula de drept și jurisprudența actuală* „Despre eroarea de drept”, p. 6;
- NACU, II, p. 428, 882 urm.;
- PETIT EUGEN, „*Codul nostru civil și revocarea mărturisirii*”, Curier Jud. 32/913;
- PROFIRIU GH. IOAN, *Observație* sub Trib. Putna, 28 Nov. 1913, Dreptul 64/915;
- SCRIBAN TRAIAN, „*Indivizibilitatea mărturisirii*”, Curier Jud. 28/924;
- TOCILESCU, *Curs de procedură civilă*, partea III, p. 474;
- VASILESCU P., *Notă* sub Trib. Buzău, s. I, din 3 Febr. 921. Curier Jud. 24/921.

INDEX ALFABETIC

- Accepte de plată, a se vedea „Cambie”.
- Accesorie mărturisire a se vedea „Mărturisire accesorie”.
- Act de partaj 107.
- Act de recunoaștere 5, 15, 16, 40, 81.
- Acțiune, intentare 7, 106.
- Acțiune modificatoare 103.
- Administrație publică 11, 33.
- Advocat 4, 100.
- Amanet 93.
- Anulare 101.
- Apel 10, 28, 39, 53.
- Apreciere suverană 9, 14, 23, 46, 53, 58, 62, 65, 69, 80, 106, 115.
- Arvună 35, 36.
- Bilet la ordin, a se vedea „Cambie”.
- Boală 60.
- Buna credință 78.
- Cambie 49, 51, 52, 81, 96.
- Cauză 52.
- Cercetarea maternității, a se vedea „Copil natural”.
- Certificat medical 60.
- Chemare la interogator, a se vedea „Interogator”.
- Chitanțe descărcătoare 42, 43.
- Comercial cod 78.
- Compensare 8, 12, 121.
- Complexitate 21, 22, 42, 43, 44, 54, 92, 94, 99, 110, 116, 118.
- Comune 11.
- Conexitate 3, 8, 17, 18, 21, 22, 23, 36, 41, 44, 50, 61, 63, 64, 66, 68, 89, 92, 102, 112, 113, 114, 116.
- Consiliu comunal 11.
- Copil natural 48.
- Crânță 12, 81, 83, 96, 98, 110.
- Creditor 42, 43, 52, 98.
- Cumpărare, a se vedea „Vânzare-cumpărare”.
- Datorie, a se vedea „Crânță”.
- Daune 35, 36.
- Debitor 42, 52, 83.
- Depozit 3, 112, 116, 117.
- Divizibilitate 2, 8, 9, 12, 15, 19, 21, 22, 23, 35, 36, 41, 42, 43, 50, 54, 57, 59, 61, 62, 64, 66, 69, 71, 72, 73, 75, 79, 83, 87, 92, 94, 97, 98, 99, 110, 113, 114, 116, 117, 118.
- Dobânzi 42, 43.
- Donație 24.
- Donație deghizată 17, 19, 21, 114.
- Donație manuală 25, 27.
- Dotă 40.
- Dovadă, a se vedea „Probă”.
- Efectul mărturisirii, a se vedea „Dovadă”.
- Eroare 1, 20, 36, 90, 91.
- Exces de putere, a se vedea „Recurs”.
- Falsitate 27, 52, 89.
- Fapte diferite, a se vedea „Complexitate”.
- Filiațiune, a se vedea „Rudenie”.
- Firmă 37.
- Fraudă 43.
- Gaj, a se vedea „Amanet”.
- Grad de rudenie, a se vedea „Rudenie”.
- Improprietăre, a se vedea „Rural pământ”.
- Inceput de dovadă 56, 66, 80, 94, 103.
- Indivizibilitate, a se vedea „Divizibilitate” și 2, 3, 6, 8, 12, 15, 17, 18, 21, 22, 23, 27, 30, 32, 35, 36, 38, 41, 42, 43, 44, 47, 49, 50, 51, 52, 54, 55, 57, 59, 61, 62, 63, 64, 66, 68, 71, 72, 73, 74 bis, 75, 79, 82, 84, 87, 89, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 102, 112, 113, 114, 116, 117, 118, 121.
- Instrucție, a se vedea „Judecător de instrucție”.
- Intentarea unei acțiuni 7.
- Interes 34.
- Interogator 10, 11, 13, 14, 20, 23, 31, 33, 34, 37, 39, 42, 45, 48, 58, 60, 65, 76, 90, 96, 100, 101, 102, 106, 111, 112, 114, 119, 121.
- Interpretare 15, 53, 101.
- Ipotecă 42, 43.
- Irevocabilitate, a se vedea „Revocare”.
- Judecător de instrucție 20, 109.
- Judecător de ocol 13, 39, 81.
- Jurământ 48.
- Legat 68.
- Legătură intimă, a se vedea „Conexitate”.
- Liquidare 51.
- Locație 50, 55, 67.
- Locoție de serviciu 83, 102.
- Locoție 8, 11, 33, 67, 75, 76, 99, 100, 105, 111, 119.
- Marturi 37, 74, 80, 81, 108.
- Mărturisire 1-121.
- Mărturisire accesorie 21, 22, 63, 64, 66, 87, 94.
- Mărturisire calificată 92, 98, 114.
- Mărturisire complexă, a se vedea „Complexitate”.
- Mărturisire extra-judiciară 5, 15, 31, 37, 56, 59, 81.
- Mărturisire în alt proces 1, 7, 20, 31, 85, 108.
- Mărturisire irevocabilă, a se vedea „Revocare”.
- Mărturisire simplă 54, 92.
- Maternitate, cercetare 48.
- Mijloace de probă, a se vedea „Probă”.
- Modificare, a se vedea „Neutralizare”.
- Moștenitor 24, 40, 104.
- Nerevocabilitate, a se vedea „Revocare”.
- Neutralizare 22, 64, 84, 87, 93, 97, 113, 116, 118.
- Novățiune 110.
- Nulitate 101.
- Omisune esențială, a se vedea „Recurs”.
- Ordine publică 48, 82.
- Pământ rural, a se vedea „Rural pământ”.
- Parafiroa 40.
- Paralizare, a se vedea „Neutralizare”.
- Partaj 107.
- Plată 17, 19, 42, 43, 51, 55, 75, 98, 99, 101, 102, 114.
- Poprire 83.
- Portare 37, 81.
- Poseziune 27, 74, 74 bis, 78.
- Poseziune (punere în) 3.
- Prescripție 74, 78, 107.
- Preț 17, 19, 47, 75, 101, 114.
- Prezumțiuni 21, 36, 80.
- Prezumțiuni legale 21.
- Primar 11.
- Probă 4, 6, 18, 21, 23, 27, 30, 31, 32, 42, 43, 57, 60, 62, 71, 72, 73, 75, 77, 79, 81, 87, 88, 89, 95, 114, 117.
- Proces verbal, a se vedea „Interogator”.
- Procură, a se vedea „Mandat”.
- Proprietate 74 bis, 78.
- Protest 81.
- Reconvențională cerere 121.
- Recunoaștere, a se vedea „Act de recunoaștere”.
- Recurs, a se vedea „Aprecieri suverană” și 82, 88, 90.
- Relațiune intimă, a se vedea „Conexitate”.
- Renunțare 48, 68.
- Revendicare 74 bis, 113.
- Revocare 20, 23, 29, 59, 86, 91.
- Rezoluțiune 114.
- Rudenie 5.
- Rural pământ 74 bis.
- Sarcina probei, a se vedea „Probă”.
- Schimb 113.
- Simulație 52.
- Simultaneitate, a se vedea „Conexitate”.
- Societate 8, 38.
- Stat 11, 33.
- Succesor 24, 40, 104.
- Suverană apreciere, a se vedea „Aprecieri suverană”.
- Testament 40, 56, 68.
- Terț poprit 83.
- Terțe persoane 25, 70, 104, 120.
- Tranzacție 48.
- Vânzare-cumpărare 17, 19, 35, 36, 75, 99, 101, 104, 112, 114.
- Vas 78.

Jurisprudență.

1. Declarațiunea sau confesiunea necontestabilă a unei părți nu se poate pretinde că nu este element probator, de câte ori s'a făcut în o altă judecată cu o a treia persoană, pe cât timp nu s'a dovedit sau că n'a fost serioasă, sau că s'a făcut din eroare de fapt. (Cas. I, Mai 10/67, B. p. 478).

2. Nu se poate invoca cu succes principiul indivizibilității mărturisirii când instanța de fond nu se întemeiază numai pe mărturisire ci și pe alte constatări. (Cas. I, 237/Iun. 21/68, B. p. 219; Cas. II, 114/Iun. 1/73, B. p. 114; Cas. I, 213/Iun. 1/83, B. p. 608; Cas. I, 379/89, Dec. 4/89, B. p. 1021; Cas. I, 245/Iun. 8/90, B. p. 776; Cas. I, 42/Mart. 6/91, B. p. 345; Cas. I, 105/Mart. 17/92, B. p. 218; Cas. I, 113/92 Mart. 23/92, B. p. 227; Cas. I, 179/Mai 19/92, B. p. 461).

3. Mărturisirea făcută de una din părți înaintea judecătorului este indivizibilă și nu se poate lua în parte în contra celui

ce a făcut-o ori de câte ori faptul mărturisit are o relațiune intimă și conexă cu cel alegat de partea adversă. Astfel mărturisirea pârâtului că i s'a dat în depozit o sumă oare care, fiind dependinte și în perfectă conexitate cu declarațiunea că suma a remis-o soției adversarului conform angajamentului luat, judecată, admitând numai prima parte a mărturisirii pârâtului pentru a-și forma convicțiunea sa despre existența depozitului, violează art. 1206. (Cas. I, 562/Sept. 1/71, B. p. 203).

4. Din combinațiunea art. 1200 și 1202 cu art. 1206, rezultă că mărturisirea părții face deplină dovadă în contra sa, și cel interesat o poate invoca în contră-i, fără să fie obligat a recurge și la alte mijloace probatorii pentru susținerea propunerii sale. (Cas. I, 500/Dec. 21/71, B. p. 427).

5. Nu violează legea curtea care spre a stabili gradul rudeniei unei părți s'a bazat pe mărturisirea făcută de adversar înaintea judecătorului tribunalului care operă punerea în posesiune a averii decedatului și prin care se recunoștea gradul de rudenie al adversarului cu defunctul, de oare ce această mărturisire extra-judiciară făcută în scris într'un act judecătoresc, poate ține locul unei dovezi, după adevăratul înțeles al art. 1204. (Cas. I, 162/74, Mai 8/74, B. p. 109).

6. Conform art. 1206 alin. 2, mărturisirea în judecată constituie dovadă complectă contra celui ce o face, însă sub condițiunea de a nu se despărți în contra sa. De unde rezultă că nu se poate lua dintr'însa ca constant numai faptul principal și să înlăture ca ne probate declarațiunile ce tind a neutraliza sau a modifica consecințele juridice ale faptului principal. Proba contra asemenea declarațiuni incumbă părții adverse care le contestă, conform principiului general de la probe. (Cas. I, 122/75, Mai 13/75, B. p. 92).

7. Faptul intențării sau susținerii unui proces, ori argumentele întrebuițate de o parte spre a face să triumfe cauza sa, nu pot fi întoarse în contra acelei părți într'un alt proces și de către un alt adversar sub nume de confesiune *in jure*, fără a manifesta violațiunea dreptului de apărare. (Cas, secț. unite, 5/Iun. 16/77, B. p. 448).

8. O mărturisire numai atunci se poate considera ca indivizibilă când ambele fapte ce se alegă de cel ce mărturisește au între ele o legătură intimă, o conexitate naturală. — Astfel sunt cu totul distincte și independente una de alta prima mărturisire a pârâtului că a primit efectele de la reclamant, de a doua asupra existenței unei tovărășii între ei, niște sume datorite și reținerea valorilor creanțelor reclamantului spre compensația acelor datorii. (Cas. I, 85/Febr. 20, 78, B. p. 75).

9. Dacă instanța de fond se întemelază nu numai pe mărturisirea avocatului părții care nu are procură specială a face atare mărturisire, dar și pe aprecieri de fapt, hotărîrea sa se poate menține pe atare aprecieri de fapt, care scap controlului curții de casație. (Cas. I, 274/Oct. 22/79, B. p. 703).

10. Dacă cel care nu s'a prezentat la tribunal spre a răspunde la interogatoriul pus voește a răspunde la interogatoriu în apel, curtea care-i refuză acest drept și consideră neprezentarea sa la tribunal ca o mărturisire, pe motiv că n'a justificat cauza absenței, violează și rău interpretează art. 234 pr. civ., de oare ce: 1) nu există vre-o mărturisire, căci partea nu s'a prezentat la prima instanță ori care ar fi fost cauza; 2) după art. 234 este facultativ pentru judecătorii unde s'a chemat partea și n'a venit, de a considera ca o mărturisire dacă partea nu s'a prezentat, și 3) apelul fiind devolutiv, apelantul, ori care a fost cauza ce l'a oprit de a se înfățișa la prima instanță poate uză de dreptul său de apărare și a răspunde la interogatoriul pus de adversar, fără a i se cere justificarea cauzei neprezentării la tribunal. (Cas. I, 161/Mai 2/80, B. p. 204).

11. După art. 227 și 233 pr. civ., părțile au drept a cere interogatoriu și a-l exercita chiar în față cu administrațiunile și stabilimentele publice, cari în acest caz sunt obligate a delega special pe un agent sau administrator al celui așezământ pentru a răspunde la chestiunile ce i se vor pune. Și art. 75 al. 3 pr. civ., prevăzând modul cum au a fi citate comunele, și anume în persoana sau la domiciliul primarului, de aci rezultă că ori ce chestiuni care privesc pe comună trebuiesc adresate primarului, care conform cu spiritul și litera legii (art. 233) cată să ceară avizul consiliului comunal. (Cas. II, 113/Iun. 23/80, B. p. 184).

12. Dacă pârâtul recunoaște creanța ce o are contra sa reclamantul, însă cere să fie scăzut cu niște chitanțe cedate lui de reclamant pe care nu le-a putut încasa, instanța de fond obligând pe pârât la plata sumei reclamate de reclamant după înscrisul prezentat, nu violează întru nimic principiul indivizibilității mărturisirii, de oare ce pârâtul n'a probat cu nimic aceea ce susține în privința acelor chitanțe și de oare ce el tindeă, prin cea mărturisire, la o compensațiune, când creanța sa nu eră certă și lichidă. (Cas. I, 19/Ian. 19/80, B. p. 19).

13. Tribunalul ne ținând în seamă mărturisirea făcută de parte la judecătorul de pace, pe motiv că mărturisirea n'a fost luată prin un interogatoriu în condițiunile art. 232 pr. civ., face o greșită aplicațiune a art. 232 care regulează cum se procede la interogatoriile luate de tribunale, iar nu de judecătorii de pace, pentru cari legiuitorul a prescris o altă

procedură a parte și mult mai simplă sub titlu I, art. 1—54 pr. civ., și unde nu se cuprinde nimic în privința interogatoriului. (Cas. I, 4/Ian. 11/80, B. p. 3).

14. Este incontestabil că judecătorul are facultatea de a aprecia dacă interogatoriul propus de o parte s'a propus în scop de a șicană pe adversar, de a influența asupra timidității și slăbiciunii sexului său, de a o face să întreprindă lungi călătorii sub niște zadarnice pretexte; în asemenea caz el este în drept să respingă interogatoriul. (Apel Buc. III, Nov. 26/79, Dr. 9/80).

15. Principiul indivizibilității mărturisirii nu se aplică la mărturisirea extra-judiciară sau la mărturisirea cuprinsă într'un act de recunoaștere, căci art. 1206 vorbește de mărturisirea judiciară, iar nu de mărturisirea extra-judiciară scrisă care din contra are și trebuie să aibă sensul și întinderea ce i se poate da ca oricărui alt înscris pe cale de interpretare. (Cas. I, 280/Sept. 2/80, B. p. 312).

16. În principiu, ori ce recunoaștere e o mărturisire; și o mărturisire prin înscris face deplină credință (art. 1204); însă recunoașterea unui titlu anterior nu face deplină credință de cât numai când întrunește cele două condițiuni cerute de art. 1189. (Cas. I, 280/Sept. 2/80, B. p. 311).

17. Mărturisirea este indivizibilă de câte ori ea prezintă caracterul spontaneității în timp și conexității în fapte. Astfel mărturisirea că cumpărătorul n'a plătit prețul imobilului din cauză că vânzătorul i-a dăruit imobilul ascunzând donațiunea sub forma unui contract de vânzare, prezintă aceste două elemente, căci în timpul când s'a încheiat actul de vânzare părțile au convenit ca cumpărătorul să nu răspundă prețul, și pentru că există o relațiune strânsă între neplata prețului și donațiunea imobilului, așa că mărturisirea nu formează de cât un tot continuu unic și complex. (Apel Buc. I, 879, Mart. 30/81, Dr. 42/81).

18. Mărturisirea unei părți făcută în instanță nu se poate scinda de judecător, ci ea trebuie luată în întregul ei, mai vârtos când ea este singura probă produsă în instanță în lipsă totală de altele, și mai ales când toate faptele conținute în acea mărturisire sunt conexe. (Cas. I, 76, Febr. 28/81, B. p. 125).

19. Dacă partea mărturisește că n'a răspuns vânzătorului prețul cumpărătorii caselor cuprinse în act, însă i-au fost dăruite de vânzător, după art. 1204 combinat cu art. 1206, o atare mărturisire face deplină dovadă contra cumpărătorului despre faptul nerăspunderii prețului cumpărătoarei după actul de vânzare legalizat de tribunal și aflat în mâinile moștenitorului vânzătorului și al doilea fapt al darului invocat de cumpărător îi incumbă a-l proba, conform art. 1169, de oarece donațiunea pretinsă de dânsul e

un lucru cu totul străin de faptul vânzării. (Cas. I, 374/Nov. 23/81, B. p. 845).

20. Mărturisirea unei părți spre a i se putea opune, urmează, după art. 1204, a fi făcută înaintea sau în cursul procesului, de unde rezultă că o asemenea mărturisire cată a fi făcută în instanță sesizată și înaintea chiar a judecătorului chemat a tranșa litigiul dintre părți. De aci dar rezultă că interogatoriul luat de un judecător de instrucție sau o mărturisire făcută înaintea unei alte instanțe de fond, nu se poate opune părții care a făcut-o, într'u cât dânsa nu se face chiar asupra obiectului procesului și înaintea instanței ce are a se pronunța asupra fondului aceluia proces; și aceasta repara uză pe rațiunea că numai astfel partea ce face acea mărturisire este pusă în pozițiune a cunoaște și importanța actului ce face și cauzele asupra cărora i se cere mărturisirea sa. Numai o asemenea mărturisire spontană și în plină libertate se poate opune părții ce a făcut-o și nu o poate revoca de cât pentru o eroare de fapt. (Trib. Ilfov, I, 411, Nov. 3/82, Dr. 85/82).

21. Dacă mărturisirea unei părți poartă asupra mai multor fapte complexe, distincte prin obiectul lor, prin natura și epoca la care s'au petrecut, numai atunci se poate scinda. Și declarațiunile accesorii cuprinse în mărturisire se pot combate prin proba contrarie. Or, după dreptul comun, contra unei prezumțiuni legale se poate opune o altă prezumțiune legală, nu însă simplele prezumțiuni ale omului. — Astfel fiind, mărturisirea părții că s'a făcut o donațiune deghizată sub forma unei vânzări, deși conține două fapte, însă faptul al doilea aflându-se strâns într'un raport intim cu cel dintâi într'o conexitate perfectă, nu se poate divide. (Apel Focșani, II, 74, Mai, 27/82, Dr. 59/82).

22. Mărturisirea complexă trebuie să fie și este indivizibilă de câte ori faptele mărturisite au între ele o conexitate necesară și de câte ori declarațiunea accesorie are de efect de a restrânge și de a neutraliza consecințele primului fapt mărturisit. Mărturisirea nu s'ar putea divide decât atunci numai când faptele mărturisite ar fi cu totul deosebite și nu ar avea nici un raport, nici o legătură una cu alta, așa încât mărturisirea accesorie s'ar considera ca o nouă reclamațiune din partea celui care o face, conform regulei *reus excipiendo fit actor*. (Trib. Iași, I, 60, Mart. 12/82, Dr. 31/82).

23. După principiul pus în aliniatul de sub art. 1206, mărturisirea în judecată făcând deplină dovadă în contra celui care a făcut-o, nu poate să se dividă în contra sa. Dar această regulă ne fiind absolută, ast-fel cum să nu fie primitoare de excepțiuni, toată dificultatea consistă într'u a se determina limita și cazurile în cari o mărturisire poate să

fie scindată. Mai întâi principiul indivizibilității mărturisirii în judecată nu-și poate avea aplicațiunea de cât în cazul când partea care se prevalează de dânsa n'are nici un alt mijloc de dovedire la dispozițiunea sa. Intr'o asemenea ipoteză dacă într'o mărturisire se află mai multe fapte distincte care nu depind una de alta, acea mărturisire se poate divide, astfel că acceptându-se una din părțile sale cealaltă să nu fie admisă de cât sub rezerva de a se probă formele admise de lege; pe când din contra dacă între acele fapte există o legătură intimă care nu conține de cât expunerea unui singur act continuu, conex și spontan, ea nu se poate scinda; și într'un asemenea caz, trebuie a se primi sau respinge mărturisirea în întregul ei aceasta fiind regula după care cel care trage avantajele unui lucru trebuie să sufere și ceea ce conține oneros în substanța sa. În fine, aparține judecătorului fondului, în mare parte, dreptul de apreciere suverană asupra oșebitelor fapte și împrejurări cari decid asupra indivizibilității sau divizibilității unei mărturisirii în judecată. (Cas. sect. unite. 8/Dec. 16/82, B. p. 1185).

24. Dacă cel ce este chemat în judecată pentru ca în calitate de erede al lui *de cuius* să achite o datorie a acestuia, recunoște că imobilul ce-l posedă el a fost proprietatea defunctului care însă i l'a dăruit lui, întru cât faptul că acel imobil a aparținut defunctului eră un fapt a cărui dovedire nu rezultă numai din simpla mărturisire a părâtului, lui îi incumbă de a dovedi donațiunea acelu imobil. (Cas. I, 340/Oct. 12/83, B. p. 938).

25. Numai simpla mărturisire a părții care o face nu poate fi admisă, pe motiv că nimeni nu e primit martor în propria sa cauză în caz de contestare. — Astfel, dacă o donațiune manuală se contestă, simpla mărturisire a pretinsei donatate nu probează existența donațiunei. (Apel Buc. II, 104, Apr. 6/83, Dr. 51/83).

26. Mărturisirea nu produce efectele pe care legea i le atribue prin art. 1206 de cât față cu partea către care a fost făcută; nu poate avea însă efectul de a schimba relațiile de drept față cu alte persoane, nici de a modifica în detrimentul unei a treia situațiunea juridică a acestuia rezultând din fapte anterioare ei. (Cas. II, 100, Oct. 31/83, B. p. 1004).

27. Principiul indivizibilității unei mărturisirii, nu se opune în nimic la aceea că cel care invoacă faptul mărturisit să poată probă falsitatea declarațiilor cu cari adversarul în mărturisire a voit să modifice sau să distrugă consecințele faptului mărturisit, căci când se zice că mărturisirea este indivizibilă, urmează că această mărturisire nu poate fi divizată după capriciul adversarului, dar nu că ea este indivizibilă în mod ab-

solut, nu pot adică luând ca probate faptele cari nu sunt favorabile să resping prin purul efect al voinței mele pe acelea pe cari le contrariază, dar pot foarte bine a le depărta prin constatarea inexactității lor. — Astfel fiind, cel ce posedă niște efecte publice care au aparținut altuia și pretinde că le deține de la acela ca donațiune manuală, trebuie să dovedească că titlurile i-au fost remise de acela *amino donandi*, de oare ce posesorul urmează a stabili față cu cel ce revendică justa cauză a posesiunei acelor titluri. (Trib. Ilfov com., 47/Sept. 6/84, Dr. 76/84).

28. Dacă în prima instanță, faptul alegat de o parte s'a privit ca mărturisit de cealaltă din cauză că aceasta de pe urmă, chemată fiind la interogatoriu asupra acestui fapt fără a arăta o pedică legitimă nu s'a înfățișat (art. 234 pr. civ.), această mărturisire rămâne adesea un fapt constant și în instanța de apel, neputându-se admite că ne înfățișarea la interogatoriu să se poată repara *de plano* în apel. Mărturisirea dedusă din faptul nevenirei la interogatoriu e, ca ori ce mărturisire, nerevocabilă (art. 1206) și aceea ce singur este lăsat la aprecierea judecătorilor este numai dacă faptul nevenirei și a nejustificării lipsei implică sau nu o mărturisire; de unde reese că partea care fără a justifica opoziția legitimă nu s'a înfățișat la interogatoriu, poate cere cel mult ca să fie interogată în instanța de apel, justificând mai întâi pedica legitimă a neînfișării sale înaintea judecătorilor inferiori. (Cas. I, 391, Nov. 27/84, B. p. 921).

29. Este permis a se reveni asupra unei mărturisirii judiciare ori de câte ori partea în favorul căreia se face cea mărturisire n'a cerut la judecată a se lua act, căci numai prin acceptarea, adică prin concursul a două voințe, se imprimă mărturisirii forța unei convențiuni, care o face irevocabilă. (Apel Buc. III, jurn. 1335, Iun. 16/84, Dr. 76/84).

30. Principiile relative la indivizibilitatea mărturisirii își au aplicațiunea lor numai atunci când mărturisirea este singura probă invocată, neputând partea printr'un răspuns asupra unui fapt, de altminterea stabilit prin alte probe, să-și creeze sie însăși o probă. (Cas. I, 399, Nov. 30/84, B. p. 932).

31. Răspunsul făcut la interogatoriu luat într'un alt proces, poate fi invocat, pe lângă, alte probe, ca o mărturisire extra-judiciară, când e vorba de probarea unui fapt, care se poate face prin ori ce mijloace de probațiune, și prin urmare și prin mărturisirii extra-judiciare. (Cas. I, 399/Nov. 20/84, B. p. 932).

32. Principiul indivizibilității mărturisirii nu-și are aplicațiune de cât atunci când sarcina probațiunei unui fapt incumbând reclamantului, defendorul face o mărturisire în privința acelu fapt, iar

nu și în cazul când sarcina probațiunii faptului incumbă însuși defendeurului. (Cas. I, 176/Mai 15/84, B. p. 413).

33. După art. 233 pr. civ., administrațiunile și stabilimentele publice pot fi chemate la interogatoriu în care caz vor fi îndatorate a numi o persoană cu procură specială spre a răspunde la chestiunile ce i se vor pune de partea care a cerut chemarea la interogatoriu. (Cas. I, 301/Sept. 24/84, B. p. 710).

34. Deși legiuitorul prin art. 227 pr. civ., admite ca părțile să se poată chema unele pe altele la interogatoriu, însă, bine înțeles, această chemare numai atunci va fi admisibilă când există interes, când adică admitând faptele ce voesc a dovedi ca mărturisire, s'ar putea ajunge la rezolvarea procesului. (Trib. Ilfov, com., Ian. 20/84, Dr. 23/84).

35. Deși în principiu mărturisirea făcută în instanță de una din părți e indivizibilă și dânsa trebuie să fie luată în tot bine înțeles când se rapoartă la un singur fapt, totuși mărturisirea se poate divide când se rapoartă la două fapte cu totul diferite. Astfel mărturisirea „că a primit o sumă ca arvună, însă i s'a dat acea arvună de cumpărător pentru niște daune ce i-ar fi cauzat din primul contract de cumpărătoare al moșiei sale, se poate divide, fiindcă se rapoartă la două fapte cu totul diferite: primul că a primit suma ca arvună a vânzării moșiei sale, și al doilea că ar fi avut cu cumpărătorul un alt contract tot pentru vânzarea acelei moșii, și că cu ocaziunea aceluia contract care s'a anulat de părți, cumpărătorul i-a cauzat daune și i-a dat acea sumă pentru acele daune. (Apel Iași, II, 36, Martie 20/82, Dr. 39/84).

36. Dacă prin mărturisirea sa defendeurul după ce recunoaște că a primit cu ocaziunea primei vânzări o arvună, adăogă însă că acea arvună i-a fost lăsată lui în urmă de vânzător drept despăgubire pentru pierderile cari suferise din neexecutarea primei vânzări, judecătorul nu poate, pentru a condamna pe defendeur la plata arvunei primite, împărți această mărturisire în două, luând de bună numai partea întâi, refuzând de a ține în seamă partea a doua, și căutând chiar de a demonstra prin simple prezumpțiuni neexactitatea acestei părți a mărturisirii. O asemenea despărțire a mărturisirii este contrarie art. 1206, căci deși se admite prin derogățiune la acest articol, că mărturisirea se poate divide când partea a doua este relativă la un fapt diferit și fără nici o legătură cu cel dintâi însă această derogățiune nu se poate face când faptul al doilea mărturisit este conex cu cel dintâi, ca în cazul de față, căci arvuna și pagubele isvorăsc amândouă din același contract de vânzare. (Cas. I, 372/Dec. 3/85, B. p. 878).

37. Numai mărturisirea judiciară făcută în audiență sau într'un interogato-

riu al părților, în cunoștință de cauză face dovadă. Iar mărturisirea făcută înaintea portărelui și trecută în procesul-verbal fiind o mărturisire extrajudiciară, conform art. 1205, nu poate servi de dovadă când obiectul nu poate fi dovedit prin martori. (Trib. Ilfov, not., Apr. 9/85, Dr. 36/85).

38. Dacă intimatul a mărturisit în instanță că a existat între el și adversar o societate și că a avut și firmă, dar relativă la alte afaceri iar nu relativ la cazul de față, întru cât mărturisirea făcută de intimat este indivizibilă, în baza art. 1206 ca atare urmează să fie luată în întregul ei. (Cas. II, 44/Apr. 30/86, B. p. 373).

39. Tribunalul nu poate respinge apelul pe considerațiunea că în apel partea nu poate fi admisă a fi interogată de cât dacă ar dovedi cauza lipsei de la judecătorul de ocol, de oare ce apelul fiind devolutiv de instanță, partea e în drept să ceară repetirea probelor și în specie să fie din nou interogată. (Cas. I, 55/Februarie 10/86, B. p. 109).

40. Mărturisirea soțului făcută prin testament că a primit o dotă oare care, constituie în favoarea soției un titlu suficient spre a fi opus erezilor. Cum însă act dotal n'a existat, suma recunoscută ca primită de soț nu poate fi considerată de cât ca parafernă. (Trib. Tutova, Febr. 4/86, p. 319, Dr. 4/86).

41. Părâtul mărturisind că a măcinat la reclamant și că pentru produsele măcinate le-a plătit cu din suma ce i se datoră de reclamant, faptele mărturisite nu sunt nici simultanee, nici conexe, și în asemenea caz, tribunalul e în drept să ăvidă mărturisirea. Și dacă art. 1206 nu prescrie condițiile când o mărturisire se poate sau nu se poate divide, e lesne de recunoscut și de admis că nu mai când se mărturisește fapte conexe, mărturisirea nu se poate divide, nu însă ca în speță unde prin mărturisire se constată diferite relații între care nu e nici o conexitate. (Cas. I, 120/Mart. 27/87, B. p. 209).

42. Dacă în regulă generală mărturisirea judiciară este indivizibilă, nimic nu se opune ca atunci când e vorba de o mărturisire complexă, să se poată combate cu acte și probe legale partea care e neadevărată, conform principiului că o probă poate fi combătută prin o probă contrarie. — Astfel, dacă debitorul a cerut să fie scăzut din suma cuprinsă în actul de potecă cu dobânzile care, deși erau achitate, totuși se trecuseră în act, fiindcă pierduse chitanța care constată plata lor, și chemând la interogatoriu pe creditor, acesta a recunoscut că în actul de ipotecă s'a înglobat atât capitalul imprumutat, garantat printr'o ipotecă anterioară, cât și dobânzile ce nu fuseseră plătite până în momentul constituției celui de al doilea act ipotecar, și dacă în contra mărturisirii relativă la dobânzi, debitorul produce în in-

stanță o chitanță olografă, emanată de la creditor cu care dovedește contrariul, din momentul dar ce nimitul dovedește cu o probă legală că dobânzile erau plătite, judecata cu drept cuvânt statuează că acea chitanță face probă deplină a liberației în privința dobânzilor. (Cas. I, 273/Oct. 6/87, B. p. 742).

43. Deși regula este că mărturisirea complexă este indivizibilă, în sensul că adversarul nu poate lua o parte din mărturisire și să delase pe cealaltă parte, însă nimic nu face obstacol ca dânsul să dovedească prin probe contrarii, după regulile admisibilității probelor, că o parte din acea mărturisire din complexă să rămână simplă, căci faptul dovedit neadevărat se consideră ca neavenit. Această diviziune a mărturisirii mai este admisibilă și pe motivul că dovedindu-se neadevărat unuia din părțile cari compun mărturisirea, neadevărul atinge frauda și *fraus omnia corrumpit*, frauda deroga de la toate regulile și prin urmare și principiul indivizibilității mărturisirii nu va mai fi aplicabil. — Astfel, deși creditorul declară că în actul de ipotecă alcătuit în urmă a intrat atât capitalul cel vechiu ce fusese garantat prin o altă ipotecă neradiată încă, cât și dobânda ce nu fusese plătită de debitor până în momentul datei celui de al doilea act ipotecar, această mărturisire însă nu poate distrage proba liberației anterioare de aceea dobândă, proba ce rezultă din o chitanță ce emană de la creditor. (Apel Buc. II, 172/Oct. 23/86, Dr. 13/87).

44. Art. 1206 c. civ., stabilește principiul că mărturisirea părților este indivizibilă. Singura derogățiune ce se admite la acest principiu este în cazul când partea a doua a mărturisirii este relativă la un fapt deferit și fără nici o legătură cu cel dintâi. Așa fiind, dacă se mărturisește că reclamatul a fost achitat de lucrările ce a efectuat, și că nu i se mai datorează nimic mărturisirea referindu-se la două fapte conexe care sunt în legătură între dânsese, cu drept cuvânt tribunalul nu o scindează. (Cas. I, 57/Mart. 1/88, B. p. 196).

45. Legea nu cere ca mărturisirea judiciară să nu poată servi ca dovadă în justiție de cât atunci când ea este constatată în forma ce art. 232 pr. civ., cere pentru interogatoriu; și legea necerând nici o formă pentru constatarea unei asemenea mărturisiri este suficient ca ea să fie constatată, ca ori ce constatare judecătorească, în scris de judecătorul înaintea căruia s'a făcut, și care fiind competent a o primi, declarațiunile sale trebuie a fi crezute. (Cas. II, 538/Dec. 21/88 B. p. 1096).

46. Atunci când judecata de fond apreciază și interpretează mărturisirea făcută de părți, într'un sens sau într'altul, ea nu comite o eroare grosieră de fapt; așa fiind aprecierea făcută de instanțele de fond e suverană și nu cade sub cenzura

curții de casație. (Cas. I, 209/Sept. 7/88, B. p. 712).

47. Dacă părătul mărturisește că a avut învoială cu reclamantii să cosească fânul de care vor avea trebuință, aceasta însă cu condițiune ca prețul să-l răspundă până la cutare epocă căci la caz contrariu fânul are să rămăe pe seama proprietății, și singura dovadă a reclamanților cu care să probeze existența învoielei intervenită între ei și părăt precum și condițiunile sub care a fost făcută, nefiind alta de cât mărturisirea reclamantului ea nu poate să fie luată de cât în întregul ei; nu se poate împărți mărturisirea considerându-se ca dovedită numai existența convențiunei, fără a se ține în seamă restul mărturisirii, adică condițiunea cu care se făcuse acea convențiune. (Cas. I, 70/Mart. 14/88, B. p. 213).

48. Chemarea la interogatoriu a preținsei mame a unui copil natural pentru a mărturisi faptele din cari să se deducă existența recunoașterii voluntare, este inadmisibilă chiar în cazul în care legislațiunea noastră ar fi admis recunoașterea voluntară a copiilor naturali, de oare ce, pe lângă că o asemenea mărturisire nu ar mai fi o recunoaștere voluntară, ci o recunoaștere forțată făcută pe calea judecătorească, care este reglementată de legiuitor prin art. 308, dar apoi dispozițiunile legii relative la statul civil fiind de ordine publică, nu sunt susceptibile de transacțiune, nici de renunțare, nici de recunoaștere, și prin urmare nici interogatoriul nici jurământul nu pot fi admise în cauză, căci ori care ar fi mărturisirile ce s'ar putea face, ele nu pot avea nici o valoare juridică față cu motivul ordinei publice și cu dispozițiunile prohibitive ale art. 308. (Apel Iași, II, 65, Mai 8/89, Dr. 62/89).

49. Dacă părătul a declarat că polițele în chestiune i-au fost depuse în mod condițional ca în comptul lor să avanseze lunar autorului reclamantului diferite sume de bani pentru întreținerea sa zilnică, adăugând că, în conformitate cu obligațiunea ce și-a luat, i-a răspuns în mai multe rânduri suma care e trecută într'o listă deosebită ce a prezentat-o în instanță, această mărturisire fiind singura dovadă a existenței depozitului, judecătorul nu poate să ia dintr'însa prima parte și să înlăture pe cea de a doua, ci trebuie să o ia în întregul ei; prin împărțea acestei mărturisiri se violează art. 1206. (Cas. 394/Dec. 15/89, B. p. 1039).

50. Dacă se admite că mărturisirea se poate divide, când partea a doua este relativă la un fapt diferit și fără nici o legătură cu cel dintâi, însă această derogățiune nu se poate face când faptul al doilea mărturisit e conex cu cel dintâi și derivă din același raport juridic. Astfel, dacă partea recunoaște că a plătit chiria, deși această mărturisire poartă asupra

a două fapte, intru cât ele isvorăsc din același raport juridic, care e contractul de închiriere, ca atare nu se poate divide, luându-se de bună prima parte și neținând în seamă secunda parte. (Cas. I, 74, Febr. 27/89, B. p. 195).

51. Recunoașterea că între părți a fost o lichidare, cu care ocaziune una din ele a remis celelalte niște acceptate de plată pentru restul de bani ce mai rămânea dator, nu se poate scindă în sensul de a se considera achitat cel obligat prin acele acceptate, (Cas. II, 46/Mart. 20/89, B. p. 360).

52. Dacă falsitatea cauzei arătată în biletul la ordin nu rezultă de cât din mărturisirea făcută de creditor, tribunalul nu poate, fără a violă principiul indivizibilității mărturisirii, a lua ca adevărată partea din mărturisire, relativă la simulațiunea cauzei, și considerând ca problematică cealaltă parte a mărturisirii relativă la cauza arătată, să supună pe creditor la dovedirea existenței acelei cauze, pe când în virtutea sus zisului principiu trebuie să creadă acea mărturisire în întregul ei; și dacă cauza arătată în mărturisire este ilicită și de natură a îndreptăți pe reclamant să ceară cu biletul la ordin plata sumei cuprinsă într'insul, să nu-i respingă cererea de cât atunci când debitorul ar dovedi neexistența cauzei mărturisită de reclamant. (Cas. I, 40/Ian. 31/90, B. p. 59).

53. Dacă partea, la prima instanță, declară că nu are nimic de răspuns la acțiunea ce i s'a intentat și că nu invoacă nimic pentru apărarea sa, instanța de apel deducând din această declarațiune, nu o recunoaștere a pretențiunilor reclamantului sau o mărturisire în înțelesul art. 1170 și 1206, ci un refuz de a se apăra înaintea acelei instanțe, nu face decât a interpreta intențiunea în care partea a făcut acea declarațiune și o asemenea interpretare scapă de sub controlul casei. (Cas. II, 114/Sept. 18/90, B. p. 1060).

54. Când mărturisirea nu e simplă, ci complexă, răspunzând la diferite întrebări propuse pentru a se constată relațiile de fapt, instanța de fond poate pune temei pe unele părți ale ei, iar pe altele să le înlăture fără ca prin aceasta să se atace principiul indivizibilității mărturisirii. (Cas. II, 69/Iun. 11/90, B. p. 843).

55. După art. 1206 mărturisirea judiciară este indivizibilă. Singura derogățiune ce se admite la acest principiu, este cazul când o parte a acestei mărturisirii e relativă la un fapt diferit și fără nici o legătură cu cel dintâi. — Așa, e indivizibilă mărturisirea pârântului că a luat casa cu chirie a reclamantului dar că i-a și plătit-o. (Cas. I, 310/Sept. 22/90, B. p. 936).

56. Ținând seamă de natura testamentului, aceea adică a transmisiunii averii pe cale de ultimă voință, nu se poate susține că enunțarea unei împrejurări

străină de dispozițiunea principală a cu-prinsului actului trebuie să aibă o plină putere doveditoare intru justificarea unui drept ce se invoacă. Intr'o atare ocaziune mențiunea care n'are un raport direct cu faptul juridic ce formează obiectul principal al actului nu poate fi privit de cât ca o mărturisire extra-judiciară, ce poate servi de început de dovadă (art. 1174, alin. II). (Apel Buc. III, 38, Sept. 28/90, Dr. 68/90).

57. Deși art. 1206 c. civ., prevede că mărturisirea judiciară, făcută de o parte prigonitoare nu se poate despărți în contră-i însă nu se atacă cât de puțin principiul indivizibilității mărturisirii când hotărîrea se fundează pe alte împrejurări de fapt de cât cele relevate prin mărturisiri. (Cas. II, 44/Mart. 12/91, B. p. 354).

58. Pentru admiterea interogatoriului se cere ca faptele, pentru cari se cere interogatoriul, să fie cu totul pertinente și concludente ca ele să privească materia de care e vorba, în fine să fie personale aceluia care ar fi supus interogatoriului. Tribunalul apreciază în mod suveran pertinența și admisibilitatea faptelor pentru cari se cere interogatoriul, și hotărîrile sale nu pot fi supuse cenzurii curței de casație. (Cas. II, 119/Sept. 10/91, B. p. 1017).

59. Precum acela care a făcut o mărturisire extra-judiciară, și o reiterează în justiție, nu poate prin aceasta s'o preschimbe într'o mărturisire judiciară, împedcând pe adversarul său de a o invoca ca mărturisire extra-judiciară, care rămâne în drept de a o invoca *ad libitum*, ori ca mărturisire extra-judiciară, ori ca mărturisirea judiciară, aplicându-se în primul caz efectele acelei mărturisirii, între cari se prenumără posibilitatea pentru judecător de a divide mărturisirea, iar în cazul al doilea aplicându-se indivizibilitatea și celelalte reguli ale mărturisirii judiciare; tot astfel, și pentru același motiv că o parte nu poate prin faptul său să priveze pe cealaltă parte de o probă egală la care această parte are un drept câștigat, partea care a făcut o mărturisire judiciară nu poate făcând în urmă o altă mărturisire, fie înaintea aceleiași instanțe, fie înaintea celei de a doua instanțe, să ridice părții adverse dreptul de a invoca prima mărturisire judiciară. A decide altfel, ar fi a violă în mod direct principiul irevocabilității mărturisirii judiciare, consacrat de art. 1206. (Trib. Dolj, II, 104, Mart. 31, 92, Dr. 58/92).

60. După art. 234 pr. civ., judecătorii nu pot admite ca mărturisit de către o persoană, chemată la interogatoriu, faptul asupra căruia urmă să fie întrebată, de cât atunci când ea refuză de a răspunde la interogatoriu, sau nu justifică piedica legitimă a nevenirei sale; și prin art. 235, legiuitorul prevede expres că partea chemată la interogatoriu poate să

justifice nevenirea sa la înfățișare, invocând suferința de boală sau vre-o infirmitate. In acest caz, judecătorii nu pot să respingă acest mijloc legal de justificare, fără a comite un exces de putere prin violarea citatelor texte de lege de cât dacă pe de o parte, apreciază că invocarea suferinței de boală sau de infirmitate, fie chiar sprijinită pe certificat medical, după uzul constant ce există, n'ar fi serioasă iar pe de altă parte menționata justificare nu s'ar putea stabili prin alte probe legale. (Cas. II, 10, Ian. 20/92, B. p. 86).

61. Mărturisirea judiciară numai atunci nu se poate divide contra celui ce a făcut-o când faptele atestate sunt de natura lor conexe; de câte ori însă aceste fapte nu sunt puse în raport de cât prin mărturisirea părții, regula indivizibilității mărturisirii suferă excepțiune, nefiind permis unei părți să-și creeze un drept prin propria lui mărturisire. (Trib. Tutova Ian. 23/92, Dr. 18/92).

62. Din cuprinderea art. 1204, 1205 și 1206, reese că principiul indivizibilității mărturisirii în judecată nu-și poate avea aplicațiune de cât în cazul când partea, care se prevalează de dânsa, n'are nici un alt mijloc de dovedire. — Astfel, dacă reclamantul nu a făcut apel la mărturisirea judecătorească a pârâtului spre a-și dovedi cererea sa, ci a invocat acte și fapte pe cari pârâtul spontan le-a recunoscut, așa fiind într-o parte aparținând judecătorului fondului dreptul de a aprecia suveran faptele și împrejurările cari decid asupra divizibilității sau indivizibilității unei mărturisirii, tribunalul nu violează cât de puțin indivizibilitatea mărturisirii completând probele aduse de reclamant cu parte din mărturisirile pârâtului. (Cas. I, 35/Febr. 4/92, B. p. 96).

63. Singura derogatiune ce se admite la principiul indivizibilității mărturisirii este cazul când partea accesorie a unei mărturisirii este relativă la un fapt diferit și fără nici o legătură cu faptul principal. — Astfel mărturisirea că „reclamantul a încredințat pârâtului două lozuri ca să le depună la primărie pentru ca să liciteze pe socoteala reclamantului, dar că învoiala a fost că bonurile să-i rămână lui drept plata serviciilor aduse”, referindu-se la două fapte conexe, care sunt în legătură între ele, nu se poate scinda. (Cas. I, 309/Oct. 19/93, B. p. 347).

64. Mărturisirea nu se poate scinda, când declarațiunile accesorii, ca urmare naturală a faptului principal, au de obiect a paraliza efectele juridice ale faptului mărturisit. Numai atunci s'ar putea divide mărturisirea când părțile ce o formează s'ar putea descompune în puncte sau în fapte izolate, care nu s'ar combate unele pe altele, nefiind nici o conexitate între ele. (Trib. Dorohoi, Mart. 11/93, Dreptul 26/93).

65. După art. 159 pr. civ., judecătorii sunt suverani apreciatori ai cazului de chemare la interogatoriu și când ei își formează convingerea din acte și probele prezentate, cu dânsa nu este conchi-zătoare în cauză, nici destul de serioasă, ei pot să refuze, fără ca această apreciere să cadă sub cenzura curții de casație. (Cas. I, 48/Febr. 8/93, B. p. 97).

66. Mărturisirea judiciară a părților este indivizibilă, când diferitele părți ale ei formează un tot continuu, unic și complet. Singura derogatiune la acest principiu este cazul, în care partea accesorie a unei mărturisirii este relativă la un fapt diferit și fără nici o legătură cu faptul principal. Astfel, când detentorul unor bunuri recunoaște în justiție că titlurile ce i se reclamă i-au fost încredințate de reclamant, ca să le depună la o autoritate spre a concură la o licitație în numele reclamantului, însă după licitație bonurile să-i rămână lui drept plată a serviciului ce făcea reclamantului această mărturisire formează un tot continuu, unic și complet, și, prin urmare nu se poate diviza luându-se una din părțile ei contra alteia, fie ca o probă completă, fie numai ca un început de probă, căci și într-un caz și în altul se atacă principiul indivizibilității mărturisirii. (Cas. s. unite 2/95 B. p. 730).

67. Numai pentru mărturisirile judiciare în sensul art. 1206 se cere ca procuratorul care face mărturisirea să aibă o procură specială. Astfel că cererea procuratorului locatorului, în acțiunea intentată de locatar pentru restituirea chiriei, pe motiv că a fost lipsit de folosința imobilului, de a fi scăzut cu partea de chirie cuvenită pe timpul cât locatarul a ocupat imobilul, nu este o mărturisire judiciară prin care s'ar recunoaște că locatarul datorește restituirea chiriei și deci procuratorul acestuia poate să facă o asemenea cerere fără să aibă o procură specială. (Cas. I, 228/96, B. p. 955).

68. Mărturisirea judiciară a părților este indivizibilă, când formează un tot continuu, concludent, conex și spontan. Astfel, când un legatar universal și executor testamentar în acelaș timp recunoaște în justiție că a declarat unui legatar particular, succesibil ca și dânsul în acelaș grad în averea lui de cuius, că renunță la avantajile testamentului spre a împărți succesiunea cu acel legatar particular, însă cu condiție ca și acesta să contribuie la plata celorlalte legaturi, această mărturisire formează un tot continuu, unic și complet, și deci nu se poate diviza, luându-se una din părțile ei contra alteia, fie ca o probă completă fie ca o completare a altei probe, căci în ambele cazuri se atacă principiul indivizibilității mărturisirii. (Cas. I, 192/96, B. p. 793).

69. Mărturisirea judiciară, cuprinzând mai multe fapte distincte și in-

dependente unele de altele, este scindabilă prin natura ei astfel că acceptându-se una din părțile ei, cealaltă poate să nu fie admisă sau să fie admisă numai cât va fi probată prin formele admise de lege. Aparține judecătorului fondului să cumpănească diferitele împrejurări, de fapt ale cauzei și să decidă astfel, în mod suveran, după acele împrejurări, în privința indivizibilității sau divizibilității mărturisirii judiciare. (Cas. I, 231/97, B. p. 823).

70. Mărturisirea judiciară nu poate produce efecte decât numai față cu partea care a făcut mărturisirea sau cu persoanele care se înfățișează cu drepturile ei. O asemenea mărturisire, făcută de o persoană fără calitate, nu poate avea efectul de a schimba relațiunile de drept dintre terțiile persoane sau de a modifica, în detrimentul lor, situațiunea lor juridică. (Cas. I, 328/98, B. p. 1165).

71. O mărturisire judiciară nu se poate scindă, dacă partea care se prevalează de dănsa nu are nici un alt mijloc de dovedire; dacă însă hotărîrea se întemeiază și pe alte dovezi pentru stabilirea faptelor asupra cărora s'a făcut mărturisirea, ea se poate scindă, fără a se viciă prin aceasta principiul indivizibilității ei. (Cas. I, 372/98, B. p. 1281).

72. Principiul indivizibilității mărturisirii nu este aplicabil în cazul când faptul alegat în justiție se dovedește în afară de mărturisirea unei părți, din alte probe legale produse în instanță, căci în asemenea caz dovedirea dreptului cerut nu are de fundament numai mărturisirea, pentru că această mărturisire să fie luată în întregul ei și să nu se poată împărți ci dovedirea dreptului se întemeiază pe mijloacele legale de probațiune, luate de afuera, în afară de mărturisire, și pe care judecătorii sunt în drept de a le ține în seamă pentru a-și formă convingerea lor. (Cas. I, 32/900, B. p. 209).

73. Principiul indivizibilității mărturisirii nu este așa de absolut, în cât orice s'ar afirmă prin mărturisirea unei părți să se poată lua și consideră ca adevăr indiscutabil, când judecătorul are elemente de convingere irefutabile spre a constată că o parte a mărturisirii este făcută în mod meștesugit spre a ascunde adevărul și în acest caz, judecătorul poate schimba mărturisirea și înlătură partea, ce a constatat că nu este adevărată. (Cas. I, 154/900, B. p. 508).

74. Judecata nu poate adăogă la mărturisirea făcută de o parte și a respinge proba cu martori propusă de acea parte pentru a dovedi posesiunea unui imobil și, prin urmare, achizițiunea lui prin prescripție. (Cas. I, 88/901, B. p. 231).

74 bis. Instanța de fond nu scindează mărturisirea părții, atunci când stabilește faptul stăpânirii imobilului în litigiu, din însăși acea mărturisire, iar în ce privește pretenția revendicantului, că

imobilul astfel stăpânit este proprietatea sa, își formează convingerea nu din mărturisirea posesorului, ci din certificatul constatator că autorul revendicantului este improprietarul pământului în litigiu. (Cas. I, 86/902, B. p. 316).

75. Faptul cumpărării unui lucru și plata prețului, având o legătură intimă și decurgând din acelaș raport juridic, mărturisirea acestor fapte nu se poate divide. Când însă este vorba de dovedirea unui mandat, ce vânzătorul ar fi dat altei persoane de a primi prețul, acest mandat, neputându-se dovedi prin mărturisire, fiind cu totul strein de cel ce face mărturisirea, dovedirea existenței mandatului face ca mărturisirea să fie divizibilă. (Cas. I, 465/904, B. p. 1576).

76. Simplele declarațiuni pot fi făcute de un împuternicit special și dar opozabile mandantului, precum și răspunsurile la interogator cum de altfel prevede și art. 228 Pr. civ., care completează sensul art. 1206 Codul civil. (Trib. Ilfov, C. Jud. 55/905).

77. Mărturisirea în justiție face deplină dovadă în contra celui care a mărturisit. (Cas. I, 9 Iunie 1906, B. p. 1096).

78. Nu poate fi vorba de violarea art. 1206 din codul civil și 948 din codul comercial când instanța de fond găsește, din producerea faptelor, că nu sunt întrunite elementele bunei credințe pentru a conduce la prescripția de cinci ani, cerută de codul comercial pentru posesorul care ar pretinde că a dobândit proprietatea asupra unui vas. (Cas. III, 10 Dec. 1907, B. p. 1965).

79. Principiul indivizibilității mărturisirii își poate avea aplicațiunea numai atunci când, odată cu recunoașterea existenței obligațiunei pretinsă de reclamant, se mai afirmă de către părât că acea obligațiune este stinsă printr'un fapt care a avut loc ca o consecință directă și virtuală pentru desființarea ei, iar nu și atunci când pe de o parte, se mărturisește existența obligațiunei, iar pe de altă parte se invoacă interveniunea unei alte convențiuni din care s'ar deduce desființarea celei precedente, deși a doua convențiune n'ar fi o consecință directă și virtuală pentru stingerea celei dintâi obligațiuni, căci, în acest din urmă caz, face și părâtul, la rândul său, o nouă propunere pentru interveniunea unei convențiuni, deosebită de aceia pretinsă de reclamant și, prin urmare, îi incumbă și lui sarcina de a probă existența ei, conform art. 1169 din codul civil. (Cas. III, 31 Martie 1907, B. p. 603).

80. Dacă în drept mărturisirea trebuie să fie luată „*tale quale*”, cum este făcută de parte, nici un text de lege nu oprește pe judecător de a considera o asemenea mărturisire necompletă drept un început de probă scrisă și de a o complini prin proba testimonială sau prin prezumpțiuni spre a stabili faptul juridic ce for-

mează obiectul litigiului, probe ce legea le lasă la suverana sa apreciere. (Cas. I, 11 Nov. 1908, B. p. 1828).

81. Conform dispozițiilor art. 1204 și 1206 c. civil una din părți poate opune celeilalte părți mărturisirea judiciară ce a făcut la începutul sau în cursul judecății, și ea face deplină dovadă contra celui ce a făcut-o.

Recunoașterea însă a unei datorii prevăzute într-o cambie, făcută judelei de ocol cu ocazia formării protestului nu are valoarea unei mărturisiri judiciare de care se ocupă art. 1206 c. civil, căci ea fiind făcută cu ocazia protestului cambiei în orice caz este o mărturisire extrajudiciară făcută nu înaintea unui magistrat, ci înaintea portărelului, căci în această calitate instrumentează judecătorul de ocol cu ocazia protestului și ca atare nu are valoare de cât atât întrucât proba testimonială este admisibilă, putându-se reveni asupra ei și instanța de fond poate chiar s-o înlătura ca nedovedind faptul alegat. (Cas. III, 24 din 22 Ian. 1908. Jurisprudența 1/908, Revista Judiciară 37/1908).

82. Indivizibilitatea mărturisirii prevăzută de art. 1206 alin. II din codul civil, nefiind de ordine publică, nu poate fi invocată pentru prima oară în Casațiune, dacă nu a fost propusă mai întâi la instanța de fond. (Cas. I, 19 Oct. 1909, B. p. 1094).

83. Mărturisirea făcută de un terțiu precum că are în serviciul său pe debitorul popritorului, dar că nu i-a dat nici un ban salariu, de oarece acesta îi datorează și lui o sumă de bani, nu este o mărturisire indivizibilă care să nu se poată scinda; căci aceste două fapte mărturisite nu pot face un tot indivizibil, de oarece mărturisirea unei obligațiuni nu implică în sine dovada celeilalte obligațiuni, ci dovada celei de a doua obligațiuni, are a fi făcută de partea care o afirmă. (Cas. II, 4 Martie 1909 B. p. 321).

84. Principiul indivizibilității mărturisirii, înscris în articolul 1206 din codul civil, se opune ca să se ia din faptele mărturisite ca constant numai faptul principal și să se înlătura declarațiile ce tind a neutraliza sau modifica consecințele juridice ale aceluia fapt. (Cas. I, 8 Iunie 1909, B. p. 726).

85. Mărturisirea făcută într'un proces poate fi invocată și face probă într'alt proces dintre aceleași părți întru cât art. 1206 din codul civil, este general și nu cere condițiunea că mărturisirea să fie făcută în cursul instanței în care se invocă ca probă. (Cas. I, 212 din 12 Mai 1909, B. p. 553, Curier Jud. 66/909).

86. După art. 1206, § 2 codul civil, o mărturisire judiciară nu poate fi revocată de acel care a făcut-o, de cât dovăduindu-se că a fost făcută din eroare de fapt. (Trib. Vaslui, Dr. 52/909, p. 415).

87. Principiul indivizibilității mărturisirii nu-și poate avea aplicațiunea decât în cazul când partea care se prevalează de dânsa n'are nici un alt mijloc de dovedire la dispozițiunea sa.

În asemenea caz, dacă mărturisirea cuprinde o declarațiune accesorie, care se referă la un fapt din toate punctele de privire distinct de cel principal, și cu care n'are nici un raport juridic, atunci principiul indivizibilității nu se aplică, putându-se primi o part din mărturisire și înlătura cealaltă, când nu este sprijinită pe nici un fel de probă legală.

Din potrivă, mărturisirea judiciară nu se poate scinda, ea trebuiește a se primi sau a se respinge în întregul ei de câte ori declarațiunea accesorie se leagă cu faptul principal a cărui existență o presupune, având de efect a restrânge sau a nimici consecințele juridice rezultând din mărturisirea acestui fapt. (Cas. I, 19 Oct. 1909, B. p. 1089).

88. Conform art. 1206 din codul civil, mărturisirea judiciară făcând deplină dovadă în contra aceluia care a mărturisit, nepronunțarea judecătorului de fond asupra probei ce rezultă dintr-o asemenea mărturisire invocată de una din părți, constituie o omisiune esențială care atrage casarea hotărârii. (Cas. I, 13 Sept. 1910, B. p. 1153).

89. Dacă este adevărat că în principiu mărturisirea este indivizibilă ori de câte ori faptul nou ce se aleagă de cel ce mărturisește este în strânsă legătură cu faptul principal care face obiectul mărturisirii, aceasta nu însemnează că nu se poate stabili prin orice alte mijloace de probă admise de lege, falsitatea modificării sau adaosului unei mărturisiri, prin faptul nou ce se aleagă.

Cu alte cuvinte, că mărturisirea indivizibilă face credință, în toată cuprinderea ei, dar numai până la proba contrarie. (Cas. I, 752 din 11 Nov. 1911, B. p. 1378, Curier Jud. 18/1912).

90. Instanța de fond e în drept să constate că o mărturisire s'a făcut din eroare numai dacă eroarea a fost invocată și discutată de părți pentru ca partea în contra căreia se invocă eroarea să fie și dânsa pusă în măsură a se apăra.

Deci instanța de fond comite un exces de putere atunci când înlătură interogatorul unei părți pe motiv că recunoșterile făcute printr'insul au fost făcute din eroare, fără ca eroarea să fi fost invocată și discutată de părți. (Cas. I, 154 din 2 Mart. 1911. Jurisprudența 16/911).

91. Conform art. 1206 c. civil mărturisirea judiciară poate fi revocată de cel ce a făcut-o, dacă va proba că a făcut-o din eroare. (Cas. I, 59/912. Curier Jud. 15, 1912).

92. După art. 1206 din codul civil, mărturisirea nu se poate despărți în contra celui care a făcut-o; acest principiu însă nu este absolut, el nu se aplică decât

când e vorba de o mărturisire simplă sau calificată.

Oridecâteori însă este vorba de o mărturisire complexă, principiul indivizibilității nu e aplicabil decât dacă faptele mărturisite au între ele o legătură intimă. (Jud. Drăgășani-Vâlcea 31/912, Curier Jud. 35/912).

93. Principiul indivizibilității mărturisirii, înscris în art. 1206 din codul civil, nu suferă ca să se ia din faptele mărturisite, ca constant, numai faptul principal și să se înlăture ca neprobate declarațiunile ce tind a neutraliza sau modifica consecințele juridice ale acelui fapt.

Prin urmare, se violează art. 1206 din codul civil, când instanța de fond scindează o mărturisire în contra părții care a făcut-o, luând ca constant numai prima parte din acea mărturisire. (Cas. I, 19 din 11 Ianuarie 1912, B. p. 13, Curier Jud. 12/912 și 30/912).

În același sens decizia Cas. I, 517 din 24 Sept. 1913, B. p. 1569 și Curier Jud. 75/913, și având următoarea încheiere: Astfel, recunoașterea părții că a oprit niște oi pentru datoria rămasă la răfuiala dintre el și cealaltă parte, nu poate fi scindată luându-se ca constatat numai prima parte, oprirea oilor, și înlăturând ca nedovedită existența amanetului.

94. Principiul indivizibilității mărturisirii nu admite altă derogățiune decât cazul unui răspuns complex în care partea accesorie este relativă la un fapt diferit și fără nici o legătură cu faptul principal.

De aci rezultă că, termenii art. 1206 c. civ., fiind generali, indivizibilitatea mărturisirii, afară de singura excepțiune indicată mai sus, are a se aplica în cazul când mărturisirea se ia ca o dovadă completă, ca și în cazul în care se ia numai ca un început de dovadă scrisă. (Cas. I, 1 Martie 1913, B. p. 571).

95. O mărturisire judiciară nu se poate scinda, ci trebuie luată în întregul ei, dacă partea care se prevalează de dânsa nu are nici un alt mijloc de dovadă. (Trib. Putna, 1913; „Dreptul“ 1915 p. 508).

96. Când o parte recunoaște la interogator că datorește suma pretinsă însă nu cu cambia ce se prezintă instanței ci că ar fi un rest din o alta, această declarațiune neputându-se scinda, cu drept cuvânt Tribunalul a respins pretențiunea reclamantului ca nedovedită. (Cas. III, dec. No. 131 din 21 Aprilie 1914; „Jurispr. Rom.“ 1914, p. 327).

97. Aliniatul 2 de sub art. 1206 c. civ. oprește ca mărturisirea judiciară să se dividă în contra celui care a făcut-o și să se ia ca constant numai faptul principal mărturisit, înlăturându-se ca neprobate declarațiunile ce tind a face să dispară, sau a modifica consecințele juridice ale acelui fapt.

Că, însă, acest principiu al indivizibilității mărturisirii proclamat în favoarea celui care face mărturisirea, nu este aplicabil în caz când este vorba de două fapte diferite, distincte și independente unul de altul. (Cas. I, No. 577, 1914; Curier Jud. 20/915, p. 164).

98. Mărturisirea părâtului cuprinzând în partea întâi afirmarea existenței creanței ce se reclamă iar în partea a doua afirmarea că această creanță s'a plătit — prin faptul că s'a făcut plata unei datorii a creditorului creanței către o a treia persoană creditoare a creditorului — este o mărturisire calificată, în care partea a doua cuprinzând noi raporturi juridice — cari nu sunt consecința imediată a primei părți — trebuie sprijinită de dovezi de acel în favoarea căruia se invoacă. (Judecăt. ocol Căvarna-Dobrici, 92 din 27 Ian. 1914, Curier Jud. 13/914).

99. Declarațiunea făcută de o parte, cum că n'a plătit prețul vânzării unui teren, vânzătoarei, după cum se prevede în act, dar că a plătit acel preț soțului, ca procurator al soției sale, constituie o mărturisire complexă care se putea scinda de Curtea de apel, deoarece plata făcută unei alte persoane, decât cea în drept a o primii nu poate fi opusă acesteia, întrucât nu se dovedește un mandat de a face încasări dat de soție soțului său.

Prin urmare instanța de fond n'a violat dispozițiunile art. 1204 și urm. codul civil, precum nici art. 1169 același cod când a scindat mărturisirea făcută. (Cas. II, No. 223, 1914; „Jurispr. Rom.“ 1914, p. 92).

100. O parte poate să răspundă la interogator printr'un procurator care are o autorizare specială în această privință, însă pentru aceasta trebuie ca mandantul să cunoască chestiunile la care este chemat să răspundă și să fixeze prin procură ce dă mandatarului său și răspunsurile la punctele cuprinse în interogator.

Prin urmare cu drept cuvânt tribunalul consideră lipsă pe partea cheată la interogator de și se prezintă printr'un avocat, având drept prin procură a răspunde la interogator, însă nu se arată răspunsurile la punctele din interogator la care mandantul era chemat să răspundă. (Cas. I, 190 din 30 Martie 1915, „Jurispr. Rom.“, 22/915).

101. În acțiunea de anularea unei vânzări pentru nenumărarea prețului răspunsul dat la interogator de către părît în termenii următori: „nu i-am dat nici un ban dar mi l-a vândut mie pentru că am îngrijit de el fiindcă era bolnav“, un asemenea răspuns poate fi apreciat de instanța de fond în sensul că din el rezultă că prețul consistă din o sumă de bani, pe care cumpărătorul are să o primească de la vânzător pentru îngrijirile ce i-a dat, fără ca prin această interpretare să denatureze răspunsul la interogator

sau principiul că prețul vânzării nu poate să consistă în vre-un fapt oarecare.

În adevăr din răspunsul la interogator reprodus mai sus, rezultă că cumpărătorul în schimbul sumei ce avea să primească dela vânzător pentru îngrijirile ce i-a dat a primit imobilul în chestiune, cu alte cuvinte că prețul consistă în bani. (Cas. I, 236 din 13 Aprilie 1915. „Jurispr. Rom.” 25/915).

102 Mărturisirea făcută de reclamant la interogator că a avut pe părât angajat în serviciul său, dar că l-a plătit pe tot timpul cât a servit, formează un tot indivizibil fațetele mărturisite fiind cu totul conexe și complectându-se unele prin celelalte spre a conchide la o singură idee, aceea că nu se datorește suma reclamată ca plată a serviciilor aduse.

Prin urmare, instanța de fond violează art. 1206 c. civ., când se întemeiază numai pe prima parte a interogatorului și înlătură a doua parte ce ar fi rezultat pentru adversar, dacă răspunsul s'ar fi mărginit la prima mărturisire. (Cas. I, dec. No. 315 din 6 Maiu 1915; „Jurispr. Rom.” 1915, p. 516).

103. Dacă printr'o cerere ulterioară înaintea primei instanțe reclamantul revine asupra primei sale cereri și majorază quantumul pretențiunilor sale bănești, aceasta constituie o modificare a acțiunii pe care reclamantul are dreptul să o facă, iar intimatul nu are alt drept decât să ceară să i se comunice aceea modificare a acțiunii spre ași pregăti apărarea.

Într'un asemenea caz, prima cerere care a fost modificată, nu poate constitui o mărturisire opozabilă reclamantului, ci este exențiul dreptului de a reclama în justiție, reclamațiune asupra căreia cel ce o face este stăpân, și pe care poate să o modifice în condițiunile de mai sus. (Cas. I, No. 260/1915; „Jur. Rom.” 1915, p. 418; „Dreptul” 1915, p. 307).

104. Potrivit dispozițiunilor art. 1206 c. civ., mărturisirea judiciară face deplină dovadă contra celui ce a mărturisit ea și contra succesiorilor săi cu titlu universal, cari îi reprezintă personalitatea. Această mărturisire nu poate face însă dovadă contra achizitorilor cu titlu particular cari nu pot fi considerați decât ca terți.

Când dar instanța de fond decide că mărturisirea unui prim achizitor, prin cumpărare, al unui imobil, că n'a plătit vânzătorului prețul nu e opozabilă terțiului achizitor, prin aceasta face o bună aplicațiune a principiului înscris în art. 1206 c. civ. (Cas. I, No. 264/1916; „Jurispr. Rom.” 1919, p. 577).

105. Declarațiile făcute de procuratorul unei părți, fără ca ea să fi fost față, nu o poate obliga dacă nu au fost făcute de un mandatar autorizat să facă asemenea declarații în numele mandantului ci le-a făcut din proprie inițiativă. (Cas. I,

261 din 6 Mai 1916. „Jurispr. Rom.” 24/916).

106. Dacă de ordinar mărturisirea se face în interogatoriul ce se ia în justiție, ea poate însă să fie și spontană, adică, fără ca partea să fie interpelată.

Prin urmare instanța de fond nu violează art. 1206 c. civ., care de altfel nici nu prescrie forma în care să se facă mărturisirea judiciară, când consideră ca o mărturisire faptele arătate de parte prin cererea în judecată, iar dacă acele fapte în realitate constituiesc ori nu o mărturisire, aceasta e o chestiune de fapt pe care instanța de fond o rezolvă în mod suveran. (Cas. III, No. 301, 1919; „Jurispr. Rom.” 29-30/1919, p. 795. Curier Jud. 23-24/919).

107. Potrivit art. 729 c. civ., partajul unei succesiuni se poate cere chiar când moștenitorii au posedat separat bunuri din succesiune, cât timp nu se poate o-pune prescripția sau vreun act de partaj;

Prin expresia de act de partaj, legiuitorul nu a înțeles înscrisul instrument de probațiune, ci însuș actul juridic, convențiunea de împărțeală dintre comostenitori; că partajul unei succesiuni neintrând în categoria actelor solemne, pentru a căror existență însăș să fie necesar un act scris, urmează că existența lor are a se constata prin toate mijloacele de probă admise de dreptul comun, printre cari deci intră și mărturisirea unei părți, care, potrivit art. 1206 c. civ., face deplină dovadă contra celui care a mărturisit.

Prin urmare, Tribunalul, neținând în speță seamă de mărturisirea însăș a reclamantei, că în cauză a avut loc partajul averii rămasă pe urma defunctei și cerând ca părțile să producă înscrisul constatând acest partaj, violează art. 729 și 1206 c. civ. (Cas. I, deciziunea civilă No. 61, din 23 Febr. 1920. Jur. Rom. 10/920, Curier Jud. 69—70/920).

108. Este constant în drept că mărturisirea făcută într'un proces poate fi invocată de părți și poate face probă în alt proces întrucât art. 1206 c. civ. este general și nu cere condițiunea ca mărturisirea să fie făcută în cursul instanței în care se invocă proba.

În tot cazul, o asemenea mărturisire constituie un început de dovadă scrisă, care se poate completa cu martori.

Prin urmare, cu drept cuvânt instanța de fond motivează, în speță, că mărturisirea recurentului, rezultând din cartea de judecată civilă rămasă definitivă, din care se constată că acesta a cumpărat lotul No. 2, din care face parte terenul în litigiu, în tovrășie cu alte persoane, constituie un început de dovadă scrisă, în conformitate cu dispozițiunile art. 1197 c. civ., astfel că motivul de recurs este neintemeiat. (Cas. I, deciziunea civilă No. 25, din 3 Februarie 1920; „Jurispr. Rom.”

10/920, p. 142; Curier Jud. 69-70/920; Drep-tul 48/920. Pand. Rom. 1922/III/9).

109. Mărturisirea făcută înaintea ju-decătorului de instrucție, trebuie conside-rată ca o mărturisire juridică și deci ea urmează să producă toate consecințele juridice pe cari legea le trage din mărturisirea părților. (Trib. Dolj S. I, 575 din 28 Dec. 1920. Justiția. (Craiova) 10/921).

110. Alegațiunea făcută de un părât care recunoaște existența datoriei și că aceea datorie a fost stânsă prin novațiune, constituie o mărturisire complexă, care fiind scindabilă, faptul cel nou alegat, novațiunea, trebuie dovedit. (Trib. Dâmbovița s. II, 2 Oct. 1920. „Dreptul“ 8/922).

111. Răspunsurile date la interogator de mandatar asupra unor fapte perso-nale în strânsă legătură cu exercitarea mandatului sunt opozabile mandantului. (Trib. Ilfov s. IV. 189 din 12 Martie 1921. Curier Jud. 16/922).

112. Recunoașterea pe care o face par-tea la interogator că a primit în depozit niște obiecte, pe cari mai târziu le-ar fi cumpărat de la cealaltă parte, este o mărturisire de recunoaștere conexă care nu se poate scinda, de și cel de al doilea fapt al cumpărării acestor obiecte, s'a fă-cut la o dată posterioară depozitului.

Tocmai această conexitate între faptele ce compun mărturisirea șterge intervalul de timp ce le desparte, ele neputându-se lua separat ci amîndouă deodată. (Trib. Argeș s. II, 8 Aprilie 1921. „Pand. Rom.“ 1924-II-121).

113. Regula indivizibilității mărturisi-rei, înscrisă în art. 1206 c. civ. își are a-plicațiunea atunci când o parte nu se mărginește a afirmă pur și simplu faptul pretins de adversar ci adaogă noi împre-jurări în legătură intimă cu faptul recu-noscut și de natură a-l modifica sau des-ființa complet. Atunci însă, când partea recunoscând faptul pretins de adversar, a-daugă un fapt nou care nu are o legă-tură de conexitate sau cauzalitate cu fap-tul recunoscut, incumbă părții care afir-mă existența acestui fapt nou, să facă dovada lui în caz de contestare din par-tea adversă.

Prin urmare în prezenta acțiune în re-vendicare intimatul recunoscând că imo-bilul ce-l deține aparținuse recurentului, adăogând însă că intimatul deține ac-tualmente imobilul pe baza unui schimb intervenit între el și recurent, intimatul era ținut să facă dovada acestui schimb contestat de recurent, iar în lipsa acestei dovezi, acțiunea în revendicare devenea admisibilă pe baza mărturisirii intima-tului. (Cas. I, dec. 984 din 15 Octombrie 923. „Jurispr. Rom.“ 2/924).

114. Potrivit dispozițiilor art. 1206 al. 2 c. civil mărturisirea în judecată face deplină dovadă în contra celui care a fă-

cut-o, neputându-se diviza contra sa; a-ceastă regulă fiind primitoare de excep-țiuni, toată dificultatea consistă de a se putea stabili limita și cazurile în care o mărturisire poate fi scindată.

Mai întăiu principiul indivizibilității mărturisirii în judecată nu-și poate avea aplicațiunea decât în cazul când partea, care se prevalează de dănsa nu are nici un alt mijloc de dovedire la dispoziția sa.

Într-o asemenea ipoteză, dacă într-o mărturisire se află mai multe fapte dis-tincte cari nu depind unul de altul, sau dacă unul nu este consecința celui alt, adică faptul al doilea nu presupune nea-părat existența celui dintâi, acea mărtu-risirea se poate diviza, astfel că acceptân-du-se una din părțile ei cealaltă să nu fie admisă de cât sub rezerva de a se pro-ba prin formele admise de lege pe când din contră, dacă între acele fapte există o legătură intimă care nu conține de cât expunerea unui singur act continuu, co-nex și spontan, ea nu se poate scinda și într'un asemenea caz, mărturisirea tre-bue primită sau respinsă în întregime, aceasta fiind regula după care cel care trage avantajele unui lucru trebuie să su-fere și desavantajele lui.

În cazul când într'un proces de rezolu-țiunea unui contract de vânzare, pentru neplata prețului, deși în actul autentic este menționat că plata s'a făcut, dacă vânzătorul pune un interogator cumpă-rătorului care de altfel este singura do-vadă administrată în cauză — iar cumpă-rătorul mărturisește că nu a plătit pre-țul de oarece în fapt nu a avut loc o vânzare ci o donație, vânzătorul având ca mijloc de dovadă numai mărturisi-rea cumpărătorului și întru cât faptele mărturisite nu conțin decât expunerea unui singur act că nu s'a plătit prețul din cauză că nu se putea plăti, pămăntul care face obiectul contractului fiind do-nat, această mărturisire nu poate fi scindată, ci trebuie să fie luată în între-gimea ei. (Trib. Dorohoi, sent. No. 105 din 27 Martie 1923. Jur. Gen. 1923 No. 1861).

115. În doctrină și în jurisprudență este controversată chestiunea dacă scin-darea mărturisirii făcută de către instanța de fond poate forma obiectul unui motiv de casare, sau dacă aprecierea a-supra acestui mijloc de dovadă este lă-sată cu totul la înțelepciunea judecătoru-lui de fond care are latitudinea să o ad-mită în totul sau să o scindeze, luând de bune unele declarațiuni și înlăturând pe celelalte.

Deși este necontestat că instanțele de fond au putere suverană să aprecieze mărturisirile judiciare făcute de părți, totuși trebuie admis că această putere de apreciere încetează și hotărârile instan-țelor de fond sunt supuse controlului instanțelor de recurs atunci când ele, sub motiv că interpretează o mărturisire, ar

scinda-o, denaturând răspunsurile date la interogator și găsind o contradicție între acele răspunsuri acolo unde nu este de cât o explicație a împrejurărilor de fapt (Trib. Dorohoi, sent. No. 364 din 6 Noembrie 1923, Jurisprudența Gen. 1924 No. 707).

116. Mărturisirea, denumită în doctrină complexă, deoarece îmbrățișează două fapte deosebite și anume: faptul principal și un alt fapt nou care tinde a crea o excepție în favoarea celui care face mărturisirea, este în principiu indivizibilă cu condițiunea ca cel de al doilea fapt mărturisit să nu fi putut exista dacă nu s'ar presupune existența primului fapt mărturisit, căruia îi formează urmarea ordinară sau chiar accidentală, fiind complimentul său și având de efect a-i restrânge sau a-i paraliza consecințele juridice.

În cazul însă când mărturisirea complexă este privitoare la două fapte distincte și independente unul de altul și cari pot fi apreciate în mod izolat, adică atunci când, faptul nou alegeat de acel care face mărturisirea faptului principal nu este conex cu acesta prin obiectul sau prin natura sa și a putut avea loc fără ca faptul principal să se fi produs, căruia deci nu-i presupune neapărat existența, cu toate că i-ar restrânge sau i-ar paraliza efectele în acest caz mărturisirea este divizibilă.

În specie mărturisirea făcută de recurent înaintea instanței de fond că: „a primit cu titlu de depozit oaea, dar ea a pierit“, este o mărturisire complexă, care poate fi scindată de carece faptul al doilea mărturisit, adică pierirea oaei, nu presupune neapărat existența primului fapt mărturisit, adică acel al încredințării în depozit a obiectului pierit. (Trib. Dorohoi, 364 din 6 Nov. 1923. Jur. Gen. 1924 No. 760).

117. În regulă generală pentru ca o mărturisire să fie indivizibilă, trebuie ca să nu existe un alt mijloc de a se face dovada obligației mărturisite și prin urmare regula indivizibilității mărturisirei încetează să-și găsească aplicația atunci când faptul principal mărturisit de către o parte este stabilit de către cealaltă parte independent de mărturisire prin ajutorul altor mijloace de probă admise de lege; în acest caz partea căreia îi incumbă sarcina probei nu are trebuință să invoace mărturisirea și ar fi chiar inadmisibil ca partea adversă făcând o mărturisire fără folos pentru ea să poată prin acest mijloc anihila probele administrate de partea care pretinde violarea unui drept.

În speță depozitul fiind dovedit, în afară de mărturisire, prin alte probe admise de lege, scindarea mărturisirei făcută după cererea uneia dintre părți este justificată în drept. (Trib. Dorohoi sent.

Nr. 364 din 6 Noembrie 1923. Jur. Gen. 1924 No. 1049).

118. Mărturisirea judiciară fiind indivizibilă conf. art. 1206 c. civ. partea care o invoacă trebuie s'o primească în totul așa cum este făcută sau poate să nu se întemeieze de loc pe dânsa, dar nu poate să admită de bun numai ceea ce este în favoarea sa și să dea la o parte ceea ce nu-i convine, căci altfel ar fi să se altereze declarația părții protivnice, dându-se un sens cu totul contrar celor arătate de dânsa.

Doctrina admite divizibilitatea mărturisirei, numai atunci însă când ea fiind complexă, pe lângă faptul principal, ar mai cuprinde și un fapt nou, care tinde a desființa consecințele juridice ale faptului recunoscut. (C. Apel Constanța 1745 din 19 Nov. 1923. Justiția Dobrogei 1/924, Curier. Jud. 16/924).

119. Din dispozițiunile art. 1206 c. civ. și 234 pr. civ., rezultă că mărturisirea judiciară este un fapt personal al unei părți din proces, care poate da un mandat special unei terțe persoane pentru a răspunde la interogator; partea însă nu poate chema la interogator pe o persoană care nu figurează în proces sub motiv că e mandatară părții cu care a legat procesul pentru motivul că chiar dacă e mandatară nu poate face o mărturisire valabilă fără o împuternicire specială și în contra voinței mandantului. (C. Apel Iași, S. I. 25 din 31 Martie 1924. „Dreptul“ 29/924).

120. Mărturisirea părții face complectă dovadă în justiție, însă nu trebuie confundată proba care rezultă din mărturisire față de cel care o face și față cu un terțiu. (C. Apel Constanța, 534 din 8 Octombrie 1924, Justiția Dobrogei 9-10/924).

121. Deși potrivit dispozițiilor art. 1206 c. civ., răspunsul la interogator al intimatului este indivizibil când este singura probă ce o poate invoca reclamantul în favoarea sa, totuși judecata urmează a divide acest răspuns când intimatul alegă fapte ce nu sunt în nici o legătură de cauzalitate cu faptul pretins de reclamant.

Prin urmare în specie, atunci când intimatul recunoscând că datorește reclamantului un sac de porumb, afirmă că-l reține drept compensație pentru o datorie anterioară a reclamantului, faptele fiind fără legătură juridică, sarcina probei secunde afirmațiunii incumbă intimatului. Acesta în cererea reconvențională neputându-și dovedi alegațiunea sa, judecata urmează a admite ca fundată numai acțiunea principală. (Jud. Ocol Mihăești-Buzău 101 din 10 Septembrie 1924, Jurisprudența Generală 1925 No. 1067).

122. A se vedea: art. 1204 cu notele respective.

Secțiunea V. — *Despre jurământ.*

Art. 1207. — Jurământul judiciar este de două specii:

1. Acela ce o parte prigonitoare dă celeilalte; acest jurământ se numește decizoriu;

2. Acela care judecătorul dela sine, dă la una sau cealaltă din părțile prigonitoare. (Civ. 1170, 1200 § 3, 1219 urm.; Pr. civ. 237 urm.; C. com. 46; C. p. 293; Civ. Fr. 1357).

Text. fr. Art. 1357. — Le serment judiciaire est de deux espèces:

1^o Celui qu'une partie défère à l'autre pour en faire dépendre le jugement de la cause: il est appelé *décisoire*;

2^o Celui qui est déféré d'office par le juge à l'une ou à l'autre des parties.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 181-186;

BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2729;

BONNIER, *Traité des preuves*, I, 412, 415-417, 420, 422, 423;

CARRÉ ET CHAUVEAU, *quest.*, 236, 239, 514, 1028;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 247;

DALLOZ, *Rép. Obligations*, 5178 urm.; Serment, 21 urm.; *Suppl. Obligations*, 2155 urm.; Serment, 3 urm.;

DEMOLOMBE, VII, 691, 693; XIII, 584; XXX, 583, 584, 590 urm., 594, 595, 654 urm., 656;

HUC, VIII, 357 bis, 358;

LAROMBIÈRE, V, art. 1357, n^o 7, 9, 11; 1358, n^o 2, 3; 1359, n^o 1-5, 8, 9, 11, 12; 1360, n^o 11;

LAURENT, XX, 222 urm., 234, 236, 237, 249;

MOURLON, ed. 7-a, II, p. 848;

PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 31, 32.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VII, p. 360 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 424;

„*Considerațiuni generale asupra jurământului*“. Curier Jud. 44/1901;

NACU, II, p. 391;

TOCILESCU, *Curs de procedură civilă*, partea III, p. 476 urm.

§ 1. — *Despre jurământul decizoriu.*

Art. 1208. — Jurământul decizoriu poate fi dat în orice fel de contestațiune. (Civ. 1173, 1175, 1209 urm., 1416, 1906; Pr. civ. 237 urm.; C. com. 46; L. Timbr. 19 § 16, 24 § 2; Civ. Fr. 1358).

Text. fr. Art. 1358. — Le serment décisoire peut être déféré sur quelque espèce de contestation que ce soit.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 660; V, p. 15, 182, 185; VIII, 187-192;

BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2735;

BONNIER, *Traité des preuves*, I, 410, 413, 414;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 100; II, p. 249, 250;

DALLOZ, *Rép. Obligations*, 5182 urm., 5223 urm.; *Suppl. Obligations*, 2155 urm., 2168, 2173 urm.;

DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 337 bis, II, VI, VII;

DEMOLOMBE, IV, 420; XXX, 598, 599, 602, 608-610, 614 urm.;

GLASSON, I, p. 909 urm.;

HUC, VIII, 359;

LAROMBIÈRE, V, art. 1358, n^o 9-11; 1359, n^o 14, 15; 1360, n^o 2, 3; 1361, n^o 6;

LAURENT, XX, 244, 245, 258 urm.;

MOURLON, ed. 7-a, II, p. 850;

PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 32, 33;

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VII, p. 363 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 426; *Adnotație* sub. C. Apel Turin, 28 Dec. 1899. *Curier Jud.* 14/1900; *Observație* sub. C. Apel Paris, 17 Mart. 1899. *Curier Jud.* 45/1900; *Notă* sub. Trib. Civil Tarascon, Bouches-du-Rhône, 9 Mai 1921, *Jurispr. Gen.* 1925 No. 85; *Notă* sub. Trib. Nantes, 12 Dec. 1921, *Jurispr. Gen.* 1925 No. 426; *Nota* sub. Trib. St. Malo, Ille-et-Vilaine, 9 April 1922. *Jurispr. Gen.* 1925 No. 427;
- CANTACUZINO MATEI, p. 627;
- DEGRÉ AL., *Scieri Juridice*, vol. I, p. 373 urm.; „Controversele în materie de jurământ decizoriu“;
- NACU, II, p. 895;
- TOCILESCU, *Curs de procedură civilă*, partea III, p. 478.

INDEX ALFABETIC

Acceptarea jurământului 40.

Act autentic 5, 6, 7, 10, 23, 40.

Act scris 20, 28, 42.

Acțiune cambială, a se vedea „Cambie“.

Adjudecare 14.

Anafora Ministerului Dreptății 32, 37.

Antrepriza 20.

Apreciere suverană 22, 31.

Arendare, a se vedea „Locație“.

Asociație în participatie, a se vedea „Societate“.

Cambie 43.

Capacitate 24.

Căsare, a se vedea „Recurs“.

Cercetarea maternității 16.

Comercial Cod 28, 29, 43.

Compensație 19.

Concludent 14, 17, 18, 19, 21, 22, 31, 34, 44.

Contestație 1, 41.

Copil natural 16.

Creanță 44.

Creanță ipotecară 14, 19.

Creditori 19, 29.

Curator 24.

Datorie, a se vedea „Creanță“.

Debitor 19, 44.

Donațiune 5, 23.

Donațiune deghizată 26.

Dovezi, a se vedea „Probe“.

Evrei 32, 33, 37.

Faliment 29.

Fapt penal 35, 36.

Fapt personal 2, 3, 12, 14, 17, 18, 19, 21, 22, 34, 38.

Fidejusiune, a se vedea „Garanție“.

Formulare de jurământ 4, 8, 22, 34.

Forță majoră 10.

Fraudă 7.

Garanție 44.

Început de dovadă 2.

Înculpat 35.

Interogator 43, 44.

Ipotecă 14, 19.

Judecător comisar 29.

Judecător sindic 29.

Jurământ de credulitate 38, 39, 41.

Jurământ deizoriu 1-45.

Jurământ „More judaico“ 32, 33, 37.

Locație 25.

Locație de servicii 23.

Marturi 10, 43.

Mărturisire 16, 43, 44.

Maternitate, cercetare 16.

Ministerul Dreptății 32.

Modificarea jurământului 40.

More judaico, jurământ 32, 33, 37.

Mozaic 32, 33, 37.

Nulitate 29.

Ordine publică 2, 7, 16, 35.

Ordonanța prezidențială 45.

Penal fapt 35, 36.

Personal fapt, a se vedea „Fapte personale“.

Pertinenț, a se vedea „Concludent“.

Plată 23, 26, 44.

Policitație 40.

Poprire 12, 19.

Posesiune 14.

Prescripție 41.

Preț 26.

Probă 2, 7, 9, 10, 36.

Proprietate 6, 7, 25, 42.

Recunoaștere voluntară a copilului natural 16.

Recurs, a se vedea „Apreciere suverană“ și 23, 27, 33.

Referirea jurământului 38.

Refuzul prestărei 38.

Religie mozaică 32, 33, 37.

Renunțare 16.

Respingerea jurământului 3, 4, 15, 20, 27, 30.

Retragerea jurământului 40.

Scrierea jurământului, a se vedea „Formulare“.

Simulație 7, 26.

Sucesiune vacantă 24.

Societate 28.

Suverană apreciere, a se vedea „Apreciere suverană“.

Tranzacție 9, 13, 16, 17, 19, 21, 24, 25, 29, 38.

Vânzare-cumpărare 26.

Verosimilitate 14.

Vexator 9, 11, 12.

părți contra celeilalte. (Cas. I, 111 Martie, 28/68, B. p. 105).

2. Din art. 1207, 1208 și 1210 rezultă că jurământul decizoriu care nu este, după art. 1170, de cât un mod de probare, poate fi dat, în orice fel de contestațiune, și chiar dacă nu există un început de dovadă, destul numai ca faptul asupra căruia este jurământul deferit să fie personal și determinat, și să nu fie oprită de lege dovedirea prin jurământ. Prin urmare judecătorul, când se află în fața unor asemenea împrejurări, nu poate să nu încuviințeze prestarea jurământului decizoriu fără a viola legea. (Cas. I, 315/Nov. 7/70, B. p. 361).

3. De și este adevărat că judecătorii fondului au facultatea a respinge jurământul decizoriu, însă acest drept nu poate fi exercitat de cât numai când se constată, într'un mod neîndoios: 1) că jurământul ce își propune nu este personal celui care se deferă, și 2) că nu este relativ la faptele supuse discuțiunii, așa ca să nu fie de natură a tranșa litigiul. (Cas. II, 56/Mai 7/82, B. p. 581; Cas. I, 211, Iun. 21/82, B. p. 697; Cas. I, 143/Iulie, 4/74, B. p. 257).

4. Curtea care se mărginește a respinge jurământul decizoriu pe simplul motiv că n'a fost formulat în scris, violează legea, de oarece legiuitorul n'a cerut vre-o altă condițiune de cât aceea prevăzută de art. 237 pr. civ. de a fi precizate faptele prin încheierea judecătorilor cari hotărăse jurământul. (Cas. I, 303/Oct. 7/75, B. p. 245).

5. Judecătorul este în drept a nu admite jurământul pentru probarea donațiunei, de oarece donațiunile, fiind acte solemne, nu pot fi făcute de cât în condițiunile prevăzute de lege spre a putea avea forță probantă, și de oarece donațiunile nu se fac de cât prin acte autentice. (Cas. I, 184/Mai 9/78, B. p. 191; Trib. Roman, Nov. 4/92, Dr. 79/93).

6. În fața unor acte autentice, jurământul decizoriu deferit proprietarului nu este admisibil, de oarece stăpânirea lui asupra unui imobil fiind bazată pe acte de mezat autentice.

Jurisprudență.

1. Art. 1208 prescriind că jurământul decizoriu poate fi dat în orice contestațiune, cu aceasta se înțelege că numai unde este contestațiune se poate deferi acel jurământ, căci într'alt chip deferirea de jurământ ar deveni o simplă îndeplinire a capriciului uneia din

prin acel jurământ s'ar tinde a se judeca dreptul lui de proprietate recunoscut prin acte autentice. (Cas. I, 67/Febr. 8/78, B. p. 52).

7. Se poate deferi jurământ decizoriu deținătorului unei moșii prin care tinde să dovedească că el e o persoană interpusă, proprietar fictiv al moșiei, și că adevăratul proprietar ce se ascunde e o persoană care, după lege, e oprită de a cumpără și a avea moșii. O asemenea dovadă poate să fie făcută prin toate modurile de probă, ce se cuprind în acte, fie chiar autentice, fiind vorba de o fraudă la o dispozițiune prohibitivă a unei legi de ordine publică. (Cas. I, 178/Iun. 13/79, B. p. 503).

8. Simpla propunere făcută de o parte cum că deferă jurământul fără a formula acel jurământ astfel cum prevede legea și fără a determina asupra cărui obiect nu poate constitui o omisiune din partea instanței de fond, dacă nu s'a pronunțat. (Cas. I, 214, August, 25/79, B. p. 608).

9. Jurământul decizoriu nu se poate respinge de judecător sub motiv că el ar avea un caracter vexator, de și legiuitorul prin art. 1210 dispune că jurământul poate fi dat în tot cursul procesului, de unde s'ar deduce că judecătorul are o putere discreționară, însă acea putere discreționară, legiuitorul o atribuie însăși părții care deferă jurământul, iar nu magistratului și aceasta pentru că art. 1210 se referă la alin. I al art. 1207 care dispune că jurământul decizoriu este acela ce o parte deferă celeilalte, articol care stabilește regula, articolii următori nefiind de cât aplicarea principiului mai sus fixat; și nu este exact de a se susține că un jurământ este un mijloc de probare ca celelalte, de oarece jurământul constituie un mijloc de probare cu totul special căci prin el partea care deferă jurământul desesizează pe judecător ca să sesizeze pe adversarul lui chiar de deciziunea litigiului; prin urmare judecătorul fiind desesizat, este evident că el nu mai poate în nici un chip să statueze asupra litigiului, deferirea unui jurământ fiind o transacțiune ce una din părți deferă celeilalte astfel în cât numai partea căreia i se deferă cată să răspundă și să răspundă conform cerințelor legii. (Apel Buc. III, Nov. 26/79, Dreptul 9/80).

10. În materia probelor legiuitorul a căutat să organizeze diferitele instrumente probatorii ale convențiilor petrecute între două sau mai multe persoane și a edictat pentru fiecare instrument forme mai simple sau mai complicate ce trebuie să îndeplinească, după forța probatorie ce a voit să dea fiecărui instrument. Și nu numai formalitățile edictate de lege, dar

și rangul ce ocupă în expunerea probelor ne învederează că actele autentice sunt prin excelență instrumentele probatorii cele mai puternice; ele nu se pot combate cu nici un fel de probă și nici chiar prin jurământul decizoriu, când dispozițiunile ce constată sunt confirmate prin alte împrejurări deosebite de act. Dacă legiuitorul printre probe a admis și jurământul decizoriu în ori ce fel de contestațiuni aceasta a făcut-o mai mult în scop de a da un mijloc de probațiune obligațiilor care nu se pot dovedi prin altele de probe, din cauza că, sau că părțile având încredere una în alta nu au voit să-și mai asigure o dovadă scrisă, sau că din cauză de forță majoră o persoană a fost pusă în imposibilitate de a redacta un înscris sau a lua asistență de martori. Obligațiunile în asemenea cazuri se dovedește prin jurământ, și aceasta este destul de drept, căci în încredere fiind sorginta obligațiunei, în încredere trebuie să fie și rezolvarea ei. Nu se poate admite însă, fără a răsturna din temelie întreaga teorie a probelor, că jurământul decizoriu este admisibil contra unor dispozițiuni, cuprinsă în actul autentic când acele dispozițiuni sunt confirmate și prin alte împrejurări deosebite de act, de oarece am ajunge la trista consecință că nici o contestațiune dintre părți să nu se poată termina de cât prin jurământ; atunci de ce atâtea garanții luate de lege pentru actele autentice și ce rațiune mai are art. 1173? (Trib. Suceava, 255, Martie 14/81, Dreptul 37/81).

11. Prin aceea că legea dispune că jurământul decizoriu poate fi dat în ori ce contestațiuni, indică că un fapt oare care trebuie să fie precizat pentru ea să poată fi o contestațiune și astfel jurământul posibil. Dacă jurământul vexator poate fi respins chiar atunci când se precizează un fapt oare care ce angajează o contestațiune, cu mai mult cuvânt, poate fi respins când nu se articulează nici un fapt care să dea loc la o obligațiune, căci în așa caz cu mai multă probabilitate se poate admite spiritul de răutate și vexațiune, și prin urmare pentru singur acest motiv a se aplica principiul de echitate *malitias non est indulgendum*, de oare ce dacă legea acordă o facultate, aceasta cu condițiune de a nu face întrebuintare în spiritul de șicană, de unde consecința că prin abuzul ce se face partea pierde dreptul de a uza legalmente. (Apel Iași, II, 76, Martie 27/81, Dreptul 4/81).

12. Jurământul decizoriu dat astfel „dacă în momentul când s'a făcut poprirea în mâinile terțiului nu datora o sumă de bani către X, și la cât se ridică acea sumă“, un atare jurământ

fiind personal și pertinent în cauză, după art. 1208, se poate da în orice fel de contestațiune, și Curtea care îl respinge ca vexatoriu violează dispozițiunile exprese ale art. 1208, de oare ce din termenii cum este formulat jurământul, faptul e precizat și judecătorii fondului nu pot merge cu aprecierea lor până a eluda o dispozițiune expresă a legii și a înlătura dreptul părții de a putea deferi jurământul decizoriu. (Cas. I, 371/Nov. 18/81, B. p. 838).

13. Întru cât jurământul decizoriu nu e dat asupra unor fapte relativ la un proces anterior ce s'a stins prin transacțiune între părți, ci asupra faptelor ce s'ar fi petrecut cu ocaziunea încheierii acelei transacțiuni, nu se poate susține că acea transacțiune transige deferendul dintre părți și nu mai poate avea loc jurământul deferit. (Apel Iași, I, 179/Dec. 10/83, Dr. 19/84).

14. Dacă reclamația avea de obiect restituirea unui imobil cumpărat de părât la licitație publică și dacă pentru a probă cererea sa a deferit jurământul decizoriu părâtului: „dacă înaintea de adjudecare n'au convenit între ei ca să stăpânească, imobilul până ce se va despăgubi din venitul său de întreaga valoare prevăzută în creanța ipotecară în virtutea căreia urmărise pe reclamant și dacă din chiiriile percepute n'a primit tot ceea ce trebuia să primească astfel că sunt pe deplin desfăcuți”, din termenii cum e formulat acest jurământ reese că e personal și concludent în cauză, de oarece e dat asupra unor fapte care curmă procesul. Și dacă Curtea de Apel, pentru a'l respinge, se silește a dovedi neverisimilitatea lui, astfel fiind ea confundă un jurământ ce poate să nu fie verisimil cu un jurământ neconcludent, și dar respingându-l violează art. 1208 și 1210. (Cas. I, 90/Mart. 14/86, B. p. 184).

15. Numai partea care a deferit jurământul decizoriu, poate să se plângă când nu s'a încuviințat propunerea sa, pentru că i s'a respins un mijloc de dovedire autorizat de lege, iar nici cum partea adversă, mai cu seamă când această parte n'a declarat că este gata a'l presta. (Cas. II, 233/Oct. 10/73, B. p. 214; Cas. I, 324/Decembrie 21/88 B. p. 1054).

16. Deferirea jurământului decizoriu pretinsei mame naturale, pentru a mărturisi faptele din care să se deducă existența recunoașterii voluntare este inadmisibilă, chiar în cazul când legislațiunea noastră ar fi admis recunoașterea voluntară a copiilor naturali, de oarece pe lângă că o asemenea mărturisire nu ar mai fi o recunoaștere voluntară, ci o recunoaștere

forțată făcută pe calea judecătorească, care este reglementată de legiuitor prin art. 308, dar apoi dispozițiunile legii relative la statutul civil fiind de ordine publică, nu sunt susceptibile de transacțiune, nici de renunțare, nici de recunoaștere și prin urmare jurământul nu poate fi admis în cauză, căci ori care ar fi mărturisirile ce s'ar putea face, ele nu pot avea nici o valoare juridică față de motivul ordinii publice și cu dispozițiunile prohibitive ale art. 308. (Apel Iași, II, Mai 8/89, Dreptul 62/89).

17. Dacă prin jurământul decizoriu se tinde a se dovedi că în urma unei hotărâri câștigătoare a intervenit o împăcaciune între reclamant și părât în urma căreia tot reclamantul a rămas dator părâtului o sumă de bani, acest jurământ fiind personal și concludent, este admisibil. (Cas. I, 63/Febr. 21/89, B. p. 168).

18. Jurământul „dacă marfa pretinsă ca trimisă reprezintă suma trecută în actele de care se servese, și dacă suma reclamantă nu i s'a achitat” e personal și concludent în cauză, de oarece e dat asupra unor fapte personale, precise și de natură a curma procesul care constă în plata mărfii trimise. (Cas. II, 117/Sept. 12/89, B. p. 780).

19. Dacă înaintea primei instanțe intimații au susținut că ei n'au să dea nimic debitorului recurentului, ci din contră ei au să primească de la dânsul o sumă mai mare de bani, în virtutea unui act de ipotecă și a unor hotărâri judecătorești definitive și executorii, și dacă recurentul, în dovedirea pretențiunei sale, a deferit intimațiilor jurământul decizoriu „dacă acestor acte n'a intervenit o învoială între părți prin care intimații recunoșteau că datorează debitorului suma de...”, cum, după art. 1208 și 1209, jurământul decizoriu poate fi dat în orice fel de contestațiuni și în tot cursul procesului și cum recurentul prin jurământul ce a deferit tinde a dovedi că în urma acestor hotărâri și act de ipotecă s'a urmat o împăcaciune între părți în virtutea căreia tot intimații au rămas datori o sumă oarecare de bani debitorului recurentului, ca atare jurământul e personal și concludent în cauză, fiind dat asupra unui fapt de natură a curma procesul. Prin urmare se violează art. 1208 și 1209 când se respinge acel jurământ pe motiv că chiar dacă s'ar fi dovedit că creanța debitorului recurentului asupra intimațiilor ar fi existat, că ea ar fi fost certă și exigibilă în ziua poprirei, prin faptul că și intimații, la acea epocă se găseau creditorii ai debitorului comun cu sume mai mari, apoi creanța acestora s'a stins prin compensațiune, conform

art. 1144. (Cas. sect. unit. 10/Martie 22/90, B. p. 320).

20 Pentru stabilirea pretențiunii relativă la lucrările suplimentare, antreprenorul ne-presintând act scris despre comandarea sau aprobarea lor de către intimat, ci numai deferind acestuia jurământ decizoriu în această privire, cu drept cuvânt s'a respins de către tribunal asemenea deferire de jurământ, căci după art. 1484, nu se permite antreprenorilor de construcțiuni de a face contra proprietarilor constructori pretențiuni pentru lucrării efectuate peste acele prevăzute în contract de cât atunci când posed proba scrisă pentru autorizarea unor asemenea lucrări de către menționații proprietari. (Cas. I, 208/Mai 17/91, B. p. 589).

21. Deși art. 1705 prevede că transacțiunea, și prin urmare și jurământul decizoriu, care nu este alteeva de cât o transacție, să fie constatăta prin act scris, însă dacă s'a referit jurământul deferit care era constatat în scris, jurământul fiind același, termenii în care el a fost dat sunt arătați în scris și prin urmare se poate constata dacă e personal și concludent. (Cas. I, 15/Iun. 28/91, B. p. 92).

22 Deși, după art. 1208, jurământul decizoriu poate fi dat în ori ce fel de contestațiuni însă din combinațiunea acestui articol cu articolele următoare, reese că judecătorul este suveran să aprecieze și să decidă dacă jurământul nu se formulează spre a se putea vedea dacă este personal, concludent și pertinent în cauză. Așa fiind, întru cât partea nu cere ca tribunalul să-i lase procesul mai la urmă spre a-și putea formula jurământul ci cere amânarea pentru un alt termen, amânare la care se opune adversarul, tribunalul nu violează nici un text de lege și nu comite nici un exces de putere respingând cererea de amânare, chestiunea de amânare fiind de atributul suveran al judecătorilor fondului. (Cas. I, 135/92, Apr. 20/92, B. p. 340).

23 Dacă pretențiunea a fost pentru plată de serviciu și jurământul deferit a fost propus asupra faptului că defendorul i-a promis să-i plătească un salariu pe tot timpul cât va sta la el, astfel formulat jurământul, el nu tinde la dovedirea unei donațiuni făgăduite, ci la plata unei locațiuni de serviciu, ceea ce constituie o adevărată obligațiune decurgând dintr'un contract cu titlu oneros. Și tribunalul respingând acest jurământ pe motiv că prin el voia să se dovedească existența unei donațiuni care nu poate fi făcută de cât printr'un act autentic a denunțat prin aceasta faptul asupra căruia jurământul era deferit, și prin urmare, însăși natura tocmelei, ceea ce

dă loc la casarea hotărârii sale, după art. 37, alin. 3 din legea Curței de casatie. (Cas. I, 412/92 B. p. 1101).

24 Jurământul fiind o transacțiune, numai persoanele ce pot transige pot deferi și primi jurământul; deci curatorul unei succesiuni vacante, neputând face, după art. 724 și urm. decât acte de administrație, fără a putea transige asupra drepturilor și obligațiilor succesiunii, dânsul nu poate da jurământ pentru afaceri relative la succesiunea declarată vacantă. (Cas. I, 38/92, Febr. 11/92, B. p. 99).

25. Este inadmisibil jurământul ce se deferă de un arendaș altui arendaș spre a se constata limitele proprietăților arendate lor, de oare ce aceasta ar constitui o transacțiune între arendași care să determine limitele unor proprietăți ce stăpânesc, și arendașii nu pot face a se fixa limitele unor proprietăți pe cale de posesiune, care nu se pot determina de cât printr'un petitoriu făcut în regulă de către proprietarii moșiilor. (Cas. I, 306/Oct. 15/93).

26. Jurământul „dacă, în caz când actul încheiat între părți a fost serios, cumpărătorul a numărat prețul vânzătorului”, este străin procesului în care se discută simulațiunea actului, de oarece obiectul discuțiunii nu este de a ști dacă părțile contractante își au îndeplinit obligațiunile rezultând din act sau dacă contractul este oneros sau constituie o liberalitate deghizată, ci de a ști dacă actul este fără ființă ca fiind rezultatul unei simulațiuni dintre părți. (Apel Iași, I, 23, Febr. 3/94, Curier Jud. 21/94).

27. Partea, căreia i s'a deferit jurământul decizoriu, nu poate formula un mijloc de casare întemeiat pe ilegala lui respingere de către judecătorul fondului, dacă însăși dânsa s'a opus la admisibilitatea lui. (Cas. II, 224/95, B. p. 1271).

28. Deși este adevărat că, după art. 256 din codul de comerț, asociațiunile în participatiune trebuie să fie probate prin acte scrise, atunci însă când existența unei asemenea asociațiuni nu este contestată între asociați, dânsii pot a-și deferi și referi jurământul decizoriu, pentru stabilirea obligațiunii lor, rezultând din această asociațiune. (Cas. II, 250/95 B. p. 1386).

29. Deși este adevărat că jurământul decizoriu — ca și o tranzacțiune — nu poate fi deferit, asemănat art. 816 din Codul de comerț, nici de falit sau sindic în parte, nici de amândoi împreună, fără autorizarea judecătorului comisar, cu toate acestea, nulitatea unui jurământ deferit de falit și prestat de adversarul său, fără îndeplinirea acestei formalități, nu o poate cere chiar dânsul, căci legea prescrie intervenirea judecătorului comisar,

numai pentru a garanta interesele creditorilor, așa că incapacitatea de care falitul este isbit, fiind creată nu în favoarea sa, ci în favoarea creditorilor, urmează că dânsul nu se poate prevala de ea contra persoanelor cu care a contractat, pentru a cere anularea actului său. (Cas. I, 416/95, B. p. 1188).

30. Judecătorul fondului nu poate respinge jurământul decizoriu, valabil deferit, întemeindu-se pe o clauză cuprinsă în convențiunea ce a avut loc între părți, legea nelăsându-i această facultate. (Cas. II, 38/95, B. p. 350).

31. Chestiunea de a se ști dacă un jurământ în modul cum a fost deferit, este sau nu concludent în cauză, depinde de împrejurările și faptele dezbătute înaintea instanței de fond, și deci această instanță este singură în măsură să aprecieze dacă jurământul are sau nu acest caracter și aprecierea sa în această privință scapă de sub cenzura acestei Curți. (Cas. I, 308/97, B. p. 1055).

32. Măsura prescrisă de anaforaia ministerului dreptății din 1844, ca rânduitul tribunalului să fie față la îndeplinirea formalităților rituale pregătitoare jurământului „more judaico”, nu e prescrisă ca o condițiune absolută pentru validitatea jurământului. (Cas. I, 403/99, B. p. 1243).

33. Când partea, căreia i s'a deferit jurământul, cerându-i-se a-l presta „more judaico”, declară că nu este de religie mozaică și că este gata a săvârși jurământul numai asupra unui punct din acelea asupra cărora i s'a cerut mărturisirea conștiinței sale, judecata este datoare să hotărască în ce mod să se săvârsească jurământul, și apoi, dacă se săvârșește, care pot fi pentru cel ce l-a deferit efectele jurământului. Dacă, însă, tribunalul, în loc de a face aceasta, consideră declarațiile făcute de cel căruia i se deferise jurământul, ca un refuz din partea-i de a-l săvârși și primește ca adevărate faptele asupra cărora i se deferise jurământul, prin aceasta tribunalul comite un exces de putere și hotărîrea sa este casabilă. (Cas. II, 133/900, B. p. 900).

34. Numai din modul cum este formulat un jurământ se poate vedea dacă el este personal și concludent, așa că instanța de fond nu poate respinge un jurământ, fără ca mai întâi să fi fost formulat în scris, sau fără cel puțin să arate că, din modul cum a fost formulat verbal, nu ar avea de obiect nici un fapt personal, sau cunoștința personală a celui căruia se deferă. (Cas. I, 473/902, B. p. 1229).

35. Deși după art. 1206 Cod. civil, jurământul poate fi deferit în orice contestațiune, însă această dispozițiune

nu se aplică în materie de ordine publică, întru cât principiile de înaltă justiție socială și de umanitate se opun ca faptele penale să fie dovedite cu jurământul inculpatului. (Apel Iași I, C. Jud. 38/904).

36. Jurământul decizoriu aparține categoriei dovezilor legale instituite în materie civilă, care are de efect ca odată ce este prestat să impie judecătorului hotărîrea ce trebuie să dea și un asemenea mijloc de dovadă, prin natura sa chiar, e incompatibil cu materia penală, în care legea dă libertate judecătorului să-și formeze convingerea în conștiință, fără să-i impie vre-o regulă pentru cumpănirea probelor. (Cas. II, 1041/904, B. p. 1321).

37. Jurământul decizoriu fiind un act în același timp și civil și religios și judecătorul putând să-l modifice după religia părții ce are să-l presteze, de aci rezultă că israeliții trebuie să presteze jurământul more-judaico în sinagogă cu toate formalitățile obicinuite și știute, iar nu în pretoriul trib. pentru cuvântul că numai un atare jurământ îi leagă pe dânsii și pentru că anaforaia din 1844 nu este abrogată în această privință prin noul cod de procedură. (Trib. Iași I, C. Jud. 185/905).

38. Din momentul ce părțile au recurs la jurământ, el transează definitiv litigiul, și nici un alt mijloc de dovadă nu mai poate fi primit după prestarea lui, asupra punctelor cuprinse în el. Astfel, dacă o parte referă celeilalte părți jurământul de credulitate, pentru un fapt ce nu-i era personal și partea a prestat jurământul asupra punctelor cuprinse în el, instanța de fond nu putea ca, înlăturând acel jurământ ca nedecisiv în cauză, să se întemeieze pe alte probe, spre a ajunge la o condamnare, iar refuzul părții de a presta jurământul ce i se deferise, nu poate avea de efect de a anulă acest mod de probațiune. (Cas. I, 322/905, B. p. 872).

39. Jurământul decizoriu de credulitate este admisibil, după spiritul legii, în toate cazurile, dacă o lege specială sau situațiunea părților nu s'ar opune. (Cas. I, 107/905, B. p. 270).

40. Jurământul, cât timp nu este acceptat de acela căruia îi este deferit, poate fi retras sau modificat, căcă până atunci nu este de cât o simplă polițeațiune, care nu creează nici un drept.

Prin urmare, el poate fi dat în orice stare a procesului și chiar în contra și peste conținutul actelor autentice, întru cât art. 1208 codul civil dispune că jurământul decizoriu poate fi dat în orice fel de contestațiune. (Apel Buc. I, Dreptul 68/909, p. 541).

41. Dispozițiunile art. 1208 cod civil, care prevăd că jurământul decizoriu

poate fi dat în orice fel de contestațiune privește numai cazul când contestațiunea există și acțiunea nu este încă prescrisă și numai în modul cu totul excepțional legiuitorul a admis, prin art. 1906 c. civil, jurământul de credulitate ce se poate da văduvelor și moștenitorilor cari ar opune micile prescripțiuni acțiunii medicilor, maestrilor, institutorilor, etc., prevăzute și enumerate în art. 1904 cod. civil. (Trib. Tutova, Dreptul 69/910 p. 555).

42. Conform art. 1208 c. civ., jurământul poate fi dat în orice fel de contestație având de obiect un drept patrimonial.

Prin urmare, când se constată din examinarea jurământului, că partea a recurs la această probă pentru a stabili dreptul său de proprietate asupra terenului în litigiu, instanța de fond neadmitând o asemenea probă pentru motivul că mutațiunea unui drept de proprietate nu se poate dovedi decât prin act scris, a violat art. 1208 citat, căci a restrâns și modificat dispoziția cuprinsă în acest text de lege. (Cas. I, No. 41, 1914; Jurispr. Rom., 1914, p. 148).

43. Prin art. 349 cod. com., prevăzându-se în mod formal că excepțiunile pe care debitorul unei cambii le poate opune contra celui ce-i intentează acțiune cambială, trebuie să se întemeieze în toate cazurile pe o probă scrisă, rezultă de aci că legiuitorul comercial, derogând dela principiile de drept comun, n'a admis, în materie de acțiuni cambiale, a se invoca excepțiuni care

s'ar întemeie pe probe cu caracter oral: interogator, marturi sau jurământ probe care, prin natura lor, nu cadrează cu caracterul special al cambiei.

Prin urmare, Tribunalul, declarând admisibilă proba orală a jurământului în dovedirea netemeinicii unei acțiuni cambiale, a violat art. 349 cod. com. și a aplicat greșit art. 1208 cod. civil. (Cas. III, decizia No. 273, din 13 Mai 1916; Jurispr. Rom. 1916, p. 362).

44. În mod eronat, Tribunalul respinge un jurământ ca neconcludent pe considerațiunea că garantul nu figurează în act, căci obligațiunea acestuia putea fi dovedită în lipsa soțului ca instrument probatoriu, și prin interogatoriu ori jurământ, așa că în principiu jurământul era admisibil; prestarea jurământului însă de către garant devenise inutilă, în urma jurământului prestat de debitoarea principală, jurământ care a dus la respingerea acțiunii principale, pe motiv că datoria fusese achitată, așa că obligația de garanție cădea dela sine, ca lipsită de obiect. (Cas. I, decizia civilă No. 222, din 7 Octombrie 1919, Jurispr. Rom. 1919, p. 862).

45. În cazul când în instanța de referé o parte a deferit celeilalte jurământ cu privire la titlul pe care își întemeiază dreptul său, iar jurământul a fost primit, însăși validitatea acestui titlu a fost definitiv rezolvită. (Cas. I, 617 din 6 Dec. 1920, Curier Jud. 26/921).

46. A se vedea: Art. 1, notele 5, 8, 11; art. 413, notele 3, 5, 7, 9, 11; art. 1209, 1210, 1211 și 1214 cu notele respective.

Art. 1209. — Jurământul nu poate fi dat decât asupra unei fapte personale a aceluia, cărui se propune a jură. (Civ. 1212, 1906; Pr. civ. 237 urm.; Civ. Fr. 1359).

Text. fr. Art. 1359. — Il ne peut être déféré que sur un fait personnel à la partie à laquelle on le défère.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, VIII, p. 188, 189;
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2738;
 BONNIER, *Traité des preuves*, I, 412;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 248;
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 5209 urm.; *Suppl. Obligations*, 2170 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 337 bis, III;
 DEMOLOMBE, XXX, 606, 607;
 GLASSON, I, p. 909 urm.;
 LAROMBIÈRE, V, art. 1359, n° 12;
 LAURENT, XX, 249;
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 850;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 32, 33.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VII, p. 372; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 428; *Observație* sub. Cas. I, 127 din 19 Mart. 1901. Curier Jud. 36/1901; *Notă* sub. Trib. Nantes,

12 Dec. 1921. Jurispr. Gen. 1925, No. 426; *Notă* sub. Trib. Montargis-Loiret, 9 Mart. 1921. Jurispr. Gen. 1925 No. 535;

CANTACUZINO MATEI, p. 628;

NACU, II, p. 895;

TOCILESCU, *Curs de procedură civilă*, partea III, p. 479.

INDEX ALFABETIC

Acceptarea jurământului 12.	Jurământ de credulitate 6.
Act de administrație 9.	Locație 9.
Aprecieri suverană 2, 10.	Mandat 4, 11, 12.
Asigurare 1.	Mărturisire 9, 11.
Chestiune de fapt 2, 10.	Minor 3, 5, 6, 7, 9.
Creanță 5.	Personale fapte 2, 3, 4, 5, 7, 8, 10, 11.
Datorie 5.	Recurs, a se vedea „Apre- cieri suverană“.
Debitor 4.	Societate 8.
Directorul unei Societăți 8.	Societate de asigurare 1.
Fapte personale 2, 3, 4, 5, 7, 8, 10, 11.	Suverană apreciere 2, 10.
Gerant 1.	Tranzacție 1, 9.
Imprumut 7.	Tutor 3, 5, 6, 7, 9.
Jurământ 1—12.	Urmărire silită 4.

Jurisprudență.

1. Judecătorul pe cât timp nu i s'a probat limitele în care girantul poate obliga pe o societate de asigurare prin actele sale, nu violează art. 1209 nedeferindu-i jurământ, mai ales că jurământul decizoriu, fiind o tranzacțiune, nu se poate presta de cât de cel ce are drept de a aliena. (Cas. I, 62/Febr. 14/70, B. p. 59).

2. Chestiunea de a se ști dacă un jurământ este sau nu personal celui care se deferă, este chestiune de fapt asupra căreia instanța de fond este suverană a o aprecia, ea dar scapă de controlul Curței de casațiune. (Cas. sect. unit. 2/Apr. 19/84 B. p. 338; Cas. I, 212/Iun. 4/77, B. p. 215; Cas. I, 195/Mai 25/85, B. p. 412; Cas. I, 84/Febr. 10/91, B. p. 190).

3. După art. 1209 jurământul decizoriu, de și este admis în principiu, însă nu poate fi dat de cât asupra unor fapte personale a aceluia căruia se propune a jură. Astfel, jurământul deferit tutorelui asupra unor fapte care nu i erau personale, ci privitoare la averea minorilor cu a cărei administrație e însărcinat cu drept cuvânt se respinge. (Cas. II, 110/Mai 26/78, B. p. 170).

4. Mandatarul neputând eși din limitele mandatului său, chiar dacă ar fi făcut o promisiune debitorului urmărit pentru amânarea vânzării, nu poate obliga pe mandante care singur e în drept de a cere amânarea vânzării dacă voeste. Deci jurământul asupra acestui punct dat unui mandatar cu puteri limitate, iar nu însuși creditorului e un jurământ care, deși personal, însă nu poate avea nici un efect juridic. (Cas. II, 57/Mai 11/82, B. p. 588).

5. Jurământul decizoriu nu se poate da decât asupra faptelor personale. Art. 1906 de și deroagă la acest principiu când e vorba de văduve, moște-

nitori și tutori, restrânge însă aplicațiunea acestor excepțiuni numai la acțiunile anume arătate în art. 1903, 1904 și 1905. Astfel jurământul decizoriu deferit tutorelui asupra achitărei unei părți din datoria ce o are către minori neavând de obiect un fapt personal a tutorelui, este inadmisibil. (Apel Buc. III, 233 Nov. 25/86, Dreptul 7/86).

6. În principiu tutorele neputând transige, art. 1906, care, permite a se da tutorelui unor minori jurământul de credulitate nu se aplică în toate cazurile, ci numai în speciile despre care tratează secțiunea IV, capit. IV din codul civil când se poate opune mica prescripțiune. Dacă dar se deferă jurământ tutorelui asupra unei alte specii de cât cea prevăzută de acea secțiune, jurământul e neadmisibil. (Cas. I, 169/Mai 19/87, B. p. 428).

7. Jurământul decizoriu, deferit intimatului dacă nu are cunoștință că a împrumutat pe mama sa în calitate de epitroapă legală și dacă intimatul n'a profitat de acea sumă, prin faptul mergerei sale în străinătate unde cu acești bani a terminat studiul, este un jurământ de cunoștință personală a intimatului despre existența unor fapte ce privea și pe dânsul. Un atare jurământ e admisibil după art. 1209 combinat cu 1906. Curtea de apel care îl respinge pe motiv că intimatul eră minor pe când s'a petrecut acele fapte, face o rea aplicare a art. 1209 și 1906, de oare ce minoritatea sa din acel timp, nu exclude posibilitatea de a avea cunoștință personală de faptele conținute în jurământul ce i se deferă. (Cas. I, 6/Ian. 9/89, B. p. 8).

8. Art. 1209 cere ca jurământul să fie personal celui căru i se deferă. Aceasta fiind o condițiune legală pentru admiterea jurământului decizoriu, instanța de fond e datoare să examineze împrejurarea dacă convențiunea pretinsă de reclamant se făcuse cu directorul societății sau cu un alt agent al societății și să stabilească că el referă la un fapt personal al directorului societății căruia i se propusese a jură. Pe cât timp dar tribunalul nu constată că jurământul se referă la un fapt personal directorului societății, și cu toate acestea îl declară admisibil, și condamnă pe directorul care nu l'a prestat, nesocoteste regulele de drept cari guvernează materia. (Cas. I, 48, Februarie, 9/90, B. p. 137).

9. Deși jurământul este asimilat cu transacțiunea, de unde se conchide că

pentru a l' deferi tutorul sau pentru a i fi deferit, trebuie să se îndeplinească formalitățile relative la facerea unei transacțiuni de către tutor, totuși trebuie admisă o excepțiune la acest principiu în favoarea actelor cari intră în libera administrațiune a tutorului singur, și care-i sunt personale acestui tutor încă în funcțiune în cursul procesului, căci ar fi de neînțeles ca de exemplu, tutorul să poată da o chitanță de primirea unui capital datorit minorului, și să nu poată mărturisi sau jură fără formalitățile ordinare că a primit acei bani. Astfel tutorul poate fără îndeplinirea acelor formalități, presta jurământ asupra chestiunii dacă a închiriat un imobil al minorilor și dacă a primit chiria, căci aceste acte intră în libera administrațiune a tutorelui. (Trib. Dolj II, 104, Martie 31/92, Dreptul 58/92).

10. În materie de jurământ decizoriu, dacă judecătorul fondului constată că el nu este personal, e în drept să-l respingă ca inutil în cauză, fără ca deciziunea sa în această privință să fie supusă cenzurei Curței de casatie. (Cas. I, 303/95, B. p. 878).

11. a) Dacă prin mărturisirea mandatarului, cu privire la actele făcute în

limitele mandatului se obligă mandantele față de terții, tot astfel și jurământul este deferit valabil mandatarului când este dat asupra unor fapte personale săvârșite de el în marginile puterilor ce i-au fost încredințate.

b) Cu toate că, în principiu, jurământul nu poate fi deferit decât persoanelor din proces și capabile de a transige asupra lucrurilor care fac obiectul procesului și că prin urmare jurământul nu este valabil dat aceluia care reprezintă pe parte, totuși atunci când faptul care formează obiectul contestațiunii este personal părții care reprezintă pe o alta și săvârșit de ea în limita puterilor ce i-au fost date, jurământul poate să-i fie valabil deferit, și în acest caz prestarea sau refuzul produce aceleași efecte ca și cum jurământul ar fi fost deferit părții reprezentate în cauză. (Trib. Ilfov I, Iun. 1914; Dreptul 1914, p. 494).

12. Dacă prestarea jurământului nu se poate face decât personal, acceptarea lui însă se poate face prin mandatar, fără ca pentru aceasta legea să ceară un mandat special. (Apel Buc. II, No. 194, 1915; Dreptul 1915, p. 628).

13. A se vedea: art. 1208, notele 3, 12, 14, 17, 18, 19, 34.

Art. 1210. — Acest jurământ poate fi dat în tot cursul procesului, cu toate că nu există nici un început de dovadă despre cererea sau excepțiunea asupra căreia se propune jurarea ¹⁾. (Civ. 1197, 1214; Pr. civ. 106, 237 urm.; Civ. Fr. 1360).

Text. fr. Art. 1360. — Il peut être déféré en tout état de cause, et encore qu'il n'existe aucun commencement de preuve de la demande ou de l'exception sur laquelle il est provoqué.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 190, 191;
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2746 urm.;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 250, 251;
DALLOZ, *Rép. Obligations*, 5190, 5237 urm.; *Suppl. Obligations*, 2178 urm.;
LAROMBIÈRE, V, art. 1360, n° 4;
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 851;
PLANIOL, II, ed. 3-a. No. 32, 33.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VII, p. 388 urm.;
CANTACUZINO MATEI, p. 627;
DEGRÉ AL., *Scrieri juridice*, vol. I, p. 384 urm. „Jurământul litis-decizoriu“;
NACU, II, p. 896.

Jurisprudență.

1. Chiar dacă jurământul deferit de o parte e dat în mod *subsidiar* el nu își schimbă prin această circumstanță natura lui de a fi litisdecizoriu, fiind că: 1) art. 1210 declară că jurământul

litisdecizoriu poate fi dat în tot cursul procesului prin urmare și în urma a ori ce mijloace de probațiune, ca mijloc extrem; 2) în orice stare s'ar afla procesul, el este și rămâne litisdecizoriu prin faptul că stă în puterea exclusivă a părților litigante și înlesnește baza u-

1) A se vedea art. 237 și următorii din noua procedură civilă, relative la jurământul judiciar.

nei tranzacțiuni benevole propusă și acceptată în fața justiției, transacțiune având de agent numai conștiința adversarului, singura competență a decide litigiului; 3) a admite că jurământul dat subsidiar de o parte litigantă are caracterul unui jurământ supletoriu, este a autoriza implicit pe judecător a-l putea refuza (art. 1219, și în caz de a nu exista un început de probă a nu-l putea admite (art. 1220), ceea ce ar da ori când ocaziunea ca judecătorii să se facă controlori asupra conștiinței umane, și să fie autorizați a nu accepta asemenea mod de transigere, unde legea nu-l oprește și unde acest mijloc de probațiune ar fi unicul pentru a stabili drepturile uneia din părți; 4) totdeauna s'ar eludă dispozițiunile art. 1213 care nu admite a se proba falsitatea unui jurământ litisdecisoriu, și cu disparițiunea lor s'ar anihila chiar jurământul când partea ar fi admisă să argumenteze că jurământul litisdecisoriu dat în mod subsidiar are caracterul unui jurământ supletoriu, căci acest din urmă jurământ nu este de cât un mijloc de instrucțiune, de lumină pentru judecători față cu alte probe, iar nici cum ceva transacțional, prin urmare supus unei contraprobe din care să rezulte falsitatea lui. (Apel Iasi, II, Dreptul 28/75).

2. O dată apelul admis de tribunal, procesul se repune în starea primitivă în care se găsea înaintea judelei de pace, și apelantul poate uză de ori ce mijloace de apărare primind sau refuzând jurământul deferit de către adversar. Deci tribunalul care refuză prestarea jurământului pe motiv că partea nu a justificat cauza absentei sale înaintea judecătorului de pace pentru săvârșirea jurământului, violează dreptul de apărare, apelul fiind devolutiv. (Cas. I, 360/Dec. 15/79, B. p. 1916).

3. Chiar dacă jurământul s'ar propune în mod subsidiar, totuși această circumstanță nu-l transformă în jurământ supletoriu, de oare ce legiuitorul, prin art. 1207 a indicat care sunt elementele ce constituie fie care din aceste două specii de jurământ, și circumstanța că un jurământ decizoriu s'a propus într'un mod subsidiar nu îi ridică caracterul ce i s'a imprimat de lege, asemenea transformări ne indicându-se în citatul articol. Rezultă și din art. 1210 că jurământul decizoriu poate fi dat în tot cursul procesului cu toate că n'a existat nici un început de dovadă despre cererea sau excepțiunea asupra căreia s'a propus jurământul; prin urmare în ori care fază a instanței și după întrebarea tuturilor mijloacelor și după sleirea tuturilor probelor o parte poate deferi jurământul decizoriu în mod cu totul subsidiar; și din

expresiunile conținute în acel articol, că chiar dacă n'ar exista nici un început de dovadă, reese că jurământul decizoriu e constituit de elemente distincte și contrarii celui supletoriu. Chiar din natura lucrurilor doctrina contrarie nu este admisibilă, de oarece nu s'ar putea înțelege de ce fiecare din părți n'ar putea în toate fazele procesului și sub orice formă a concluziilor sale să defere jurământul decizoriu și astfel să facă pe partea însăși, judecător litigiului, fiind chiar de esența jurământului judiciar ca el să se propună ca un mijloc suprem și desperat al împlicinatului care se teme ca celelalte mijloace ce se invoacă să nu se admită de judecător. (Apel Buc. III, Nov. 26/79, Dreptul 9/80).

4. Dovada liberațiunii debitorului condamnat prin sentință definitivă și urmărit pe calea urmărei silite, nu poate rezultă de cât din un act scris liberat de creditor. Deci jurământul decizoriu dat de debitorul contestator creditorului nu se poate admite, fără a se nesocoti autoritatea lucrului judecat și a se violă art. 1210, care nu permite deferirea jurământului decizoriu de cât în cursul procesului iar nu și pe calea contestațiunii ce s'ar ivi în urma pronunțării sentinței rămasă definitivă. (Cas. I, 259/Sept. 9/81, B. p. 655).

5. Apelul, conform art. 322 pr. civ., fiind devolutiv, părțile sunt puse în aceeași stare ca și la prima instanță, și ca atare toate mijloacele de probațiune se pot repeta, și chiar probe noi se pot produce. Asă fiind, tribunalul e ținut, dacă găsește admisibilă propunerea de jurământ făcută, să admită concluziunile avocatului de a chema pe clientul său pentru a-l supune la jurământ. (Cas. J, 151/Apr. 27/83, B. p. 443).

6. Jurământul deferit în mod subsidiar e lăsat la facultatea judecătorului de a-l deferi sau nu. Prin urmare, partea nu mai e ea însăși arbitru oportunității de a oferi celeilalte părți transacțiunea, ci se raportă cu totul la judecător, ca el să aprecieze de este loc sau nu să propună acea transacțiune. În așa condițiune jurământul nu mai are caracterul decizoriu ci e un jurământ supletoriu pe care judecătorul îl poate deferi în caz când cererea sau excepțiunea nu ar fi pe deplin justificată, sau când n'ar fi cu totul lipsită de probe. (Apel Buc. 38, Martie 4/91, Dreptul 32/91).

7. Din principiul pus de art. 1210, că jurământul poate fi dat în tot cursul procesului, urmează că el poate fi dat și atunci când partea, după ce ar invoca mijloacele pe cari își sprijină cererea sau apărarea sa, ar crede aceste mijloace insuficiente, și dar să-l defere într'un mod subsidiar. Afară de a-

ceasta, jurământul nepropunându-se de parte de cât în lipsă de alte probe, e din contra în spiritul jurământului ca partea să înceapă prin a-și arăta probele sale și să nu alege la jurământ de cât într'un mod subsidiar. Deci dar când judecata consideră jurământul propus de parte într'un mod subsidiar că încetează d'a fi un jurământ decizoriu, dă o greșită interpretare art. 1210. (Cas. I, 47/Febr. 14/92 B. p. 111).

8. Jurământul deferit în mod subsidiar e un jurământ decizoriu iar nu supletoriu. Aceasta rezultă din art. 1207 unde legiuitorul nostru a suprimat din art. 1357 francez cuvintele *pour en faire dépendre le jugement de la cause* din care partizanii sistemului contrariu trăgeau un argument. (Trib. Dolj II, 104, Martie 31/92. Dr. 58/92).

9 A se vedea: art. 1208 nota 9; art. 1211 cu notele respective.

Art. 1211. — Acela, cărui se dă jurământul, dacă nu-l primește sau nu-l refereste adversarului său, ori adversarul, care refuză jurământul ce i s'a referit, vor cădea în pretențiunea sau în propunerile lor de apărare. (Civ. 1200, 1208, 1212, 1221; Pr. civ. 245; Civ. Fr. 1361).

Text. fr. Art. 1361. — Celui auquel le serment est déféré, qui le refuse ou ne consent pas à le référer à son adversaire, ou l'adversaire à qui il a été référé et qui le refuse, doit succomber dans sa demande ou dans son exception.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 193-195;
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2749, 2752;
 BONNIER, *Traité des preuves*, I, 412, 424;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 247;
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 5248 urm.; *Suppl. Obligations*, 2183 urm.;
 DEMOLOMBE, XXX, 650, 651;
 GLASSON, I, p. 909 urm.;
 LAROMBIÈRE, V, art. 1361, n° 3, 4; 1363, n° 2, 3; 1365, n° 8;
 LAURENT, XX, 265 urm.;
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 849;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 23, 32, 33.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VII, p. 411 urm., 419; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 430;
Observație sub. Judec. Ocol. T. Severin, 442 din 17 Martie 905. Curier Jud. 27/905;
 CANTACUZINO MATEI, p. 628;
 NACU, II, p. 892;
 TOCILESCU, *Curs de procedură civilă*, part. III, 477, 481.

INDEX ALFABETIC

Advocat 3.	Jurământ supletoriu 1, 26, 42.
Apel 7, 8, 9, 12, 13, 15, 16, 17, 18, 23, 24, 28, 29, 30, 31, 36, 37, 38, 39, 40, 42.	Marturi 42, 43.
Aprecieri suverană 22, 27, 32, 39.	Mărturisire 40, 42.
Autoritate de lucru judecat 3.	Materie penală 43.
Casare, 15, 16.	Moarte 15, 16.
Citație 19.	Motivare 20.
Competență 21.	Notificare 4, 19.
Concludent, 13, 40.	Opoziție 3, 18.
Deces 15, 16.	Penale afaceri 43.
Fapt parțial al procesului 2.	Preoți 5, 6, 14, 43.
Forța majoră 15.	Probă 41, 42.
Forța probantă 41.	Recurs a se vedea „Aprecieri suverană” și 15, 16.
Hotărâre, motivare 20.	Refuz de a jură 1, 3, 4, 7, 9, 11, 13, 15, 16, 19, 23, 33, 34, 35, 36, 38, 39, 40, 42.
Hotărâre pregătitoare 9, 31.	Sarcină probei 42.
Incheieri pregătitoare 9, 31.	Suverană apreciere 22, 27, 32, 39.
Jurământ 1—13.	Tranzacție 9, 21, 25, 38, 39.

Jurisprudență.

1. Pe cât timp cel cărui i s'a deferit jurământul nu s'a dus la tribunal în ziua fixată a săvârși jurământul deferit lui de reclamant, a fost pentru tribunal o probă destul de evidentă că numitul a refuzat de a jură, și prin urmare nu mai era necesitate de vre-o altă probă de refuz. În fața constatării refuzului pentru prestarea jurământului deferit lui, jurământul supletoriu dat de tribunal reclamantului de și eră de prisos, însă această urmare vine mai mult în favoarea recurentului, căci tribunalul a voit prin aceasta să dea o deplină convicțiune justiției. (Cas. I, 310 Aug. 19/69, B. p. 381).

2. Jurământul decizoriu poate fi pro-

pus sau asupra obiectului întreg al litigiului, sau asupra unui fapt parțial. Deci jurământul deferit nu asupra întregului obiect al litigiului, ci asupra unui fapt parțial, prin prestarea acestui jurământ partea nu poate fi căzută de cât în propunerea pentru care s'a prestat jurământul iar nu și asupra întregului obiect. (Cas. I, 489, Dec. 10/73, B. p. 273).

3. Când curtea care a ordonat jurământul decizoriu, în lipsa părții care trebuie să jure, dar față cu avocatul ei, a judecat procesul, a considerat lipsa ei ca un refuz de a jură și a pronunțat o decizie condamnătoare, fără drept de opozițiune nu mai poate printr'o hotărâre posterioară, în urma opozițiunii părții condamnate, să revie asupra hotărârii date fără a violă autoritatea lucrului judecat și a comite un exces de putere, de oare ce acea sentință nu se mai poate modifica de aceeași instanță care considerase judecarea afacerii contradictoriu și care se pronunțase definitiv. (Cas. I, 457/Dec. 20/74, B. p. 335).

4. Din combinațiunea art. 1211 c. civ. cu art. 245 pr. civ., rezultă că numai când partea căreia s'a deferit jurământul, citativ pentru judecător de a considera ca a'l săvârși, aceasta se va putea considera ca refuz de a primi să jure. Este facultativ pentru judecător de a considera ca refuz nevenirea de a jură, și aceasta când partea se găsește chemată în regulă prin notificare. (Cas. I, 288/Aug. 30/74, B. p. 195).

5. Nici în condica civilă, nici în procedură, legiuitorul n'a apărut pe preoți de a presta jurământ. Din textul articolelor care regulază această materie se vede că toate persoanele pot fi supuse la jurământ, afară de oarecare excepțiuni în care nu intră preoții, și că jurământul urmează să se facă de parte în instanță înaintea autorității judecătorești. Din termenii art. 241 pr. civ. nu se poate trage nici un argument de oarece el dispune numai că forma jurământului se va modifica conform credinții părții ce depune jurământ. A susține că prin acel articol preoții sunt apărați a presta jurământ este a pretinde că preoții de religie ortodoxă au o altă religie de cât laicii ortodoksi, ceea ce nu este. Deci preoții nu pot fi apărați de a jură când li se deferă jurământul. (Apel Buc. I, Oct. 22/74, Dr. 68/74).

6. Tribunalul declarând că simpla afirmațiune a preotului echivalează cu jurământul deferit de reclamant, schimbă propunerea făcută de acesta și violează art. 1208 și 1209 care prevede un jurământ formulat în mod legal și nu o simplă afirmațiune. Dacă regulamentul sinodal în art. 42 oprește pe preot de a face jurământ, tribunalul nu poate să admită, ca preotul, prin o simplă afirmațiune, să obțină condamnarea adversarului său, ci înlăturând jurământul propus ca inad-

misibil în fața unui preot, trebuie să admită alte mijloace de dovedire dacă se invocă de reclamant. (Cas. I, 313/Nov. 19/79, B. p. 798).

7. Tribunalul ne-admițând de a se presta jurământul de către cel cărui i s'a deferit pe motiv că a fost refuzat înaintea judelei de pace, violează dreptul de apărare, de oarece în apel procesul se găsește în aceeași stare ca la judele de pace și partea nu refuză jurământul pur și simplu, ci voește a'l înlătura în baza art. 1472 c. civ., iar la caz contrariu declară că este gata a'l săvârși dacă și tribunalul în apel va găsi să i se poate deferi. (Cas. I, 395/Nov. 10/79, B. p. 782).

8. Din momentul ce apelul pârâtului este admis procesul se repune în starea primitivă, și dar pârâtul poate uză de orice mijloace de apărare primind sau refuzând jurământul ce i s'a deferit de reclamant la judele de ocol, cu toate că acolo nu se duse să-l presteze. Deci dacă tribunalul refuză pârâtului prestarea jurământului pe simplul motiv că nu a justificat cauza absenței înaintea judelei de ocol în ziua defiptă pentru păstrarea lui, violează dreptul său de apărare. (Cas. I, 80/Febr. 16/91, B. p. 185; Cas. I, 360/Dec. 10/79, B. p. 916).

9. Dacă curtea de apel, fără a mai discuta oportunitatea jurământului sau a admite pe apelant să jure înaintea sa, se mărginește a constata că dânsul a lipsit la ziua fixată de tribunal pentru săvârșirea jurământului și declară că această lipsă constituie din partea sa un refuz irevocabil de a jură, și îl pune în imposibilitate de a reveni asupra acestui refuz care constituie o tranzațiune cu adversarul său, dă o interpretare ce violează în mod flagrant art. 316 pr. civ. care stabilește dreptul de apel în orice proces care nu se putea judeca de către tribunal de cât în prima instanță, cu atât mai mult că în procedura noastră sentințele preparatorii neputând fi atacate cu apel de cât, în urma sentinței asupra fondului și o dată cu dânsa (art. 323), dacă partea căreia i se dă jurământul la prima instanță ar fi nevoită să jure imediat, sub pedeapsă de a perde procesul în mod definitiv, dreptul de apel ar fi cu totul desființat îndată ce este cesțiune de jurământ decizoriu, excepțiune ce nu există în nici un articol de lege. (Cas. I, 228/Iun. 13/80, B. p. 274).

10. Nu e esențial sau sub sancțiune de nulitate că cel ce prestează jurământul decizoriu, să reproducă cuvânt cu cuvânt ca o formulă sacramentală, formula jurământului deferit; e destul că din cuprinderea răspunsului să rezulte în mod clar și netăgăduit afirmațiunea punctelor propuse de cel ce a deferit jurământul. Acesta e și mai puțin în drept să se plângă că adversarul în răspunsul său nu i-a repetat literă cu literă jurământul propus, atunci când el n'a ridicat nici o obiec-

țiune, pe când, sau după ce adversarul său a prestat jurământul deferit în modul precum l'a săvârșit. (Cas. I, 245/Aug. 10/81 B. p. 579).

11. Jurământul fiind o afirmațiune, acela care-l prestează afirmă că faptul litigios există sau nu există. Este de esența sa deci ca să fie categoric, așa ca să curme contestațiunea precum ar curma-o o hotărâre, și o hotărâre neputându-se concepe în termeni vași și incomplecți, tot astfel nu se poate concepe un jurământ decizoriu prin care partea ar declara că nu-și aduce aminte de faptele care formează obiectul jurământului. O atare declarațiune dar neafirmând falsitatea faptului, fără afirmațiune pozitivă nu este jurământ, și nefiind jurământ, consecința este că cel căruia i s'a deferit jurământul în realitate nu l'a prestat când declară că nu-și aduce aminte, și astfel trebuie să cadă în pretențiunea sa (art. 1211). Și dacă se susține că jurământul, cu toate că ne precitat în termenii în care s'a deferit și ca neopozabil prin urmare părții care l'a deferit, totuși nu poate să vatâme, de altă parte, pe cel care l'a prestat de cât intru atât cât după circumstanțe ar putea fi considerat ca nefiind expresiunea adevărului, o atare distincțiune pare în opozițiune cu textul art. 1211, după care acela căruia se deferă jurământul nu trebuie să facă o declarațiune ci trebuie să prestă astfel cum este deferit sau să l' referi și dacă nu l' referă sau nu l' prestează în termenii propuși, se pune în afară de tranzațiunea oferită de adversar, și fiind astfel refuz, trebuie să cadă în pretențiunea sa. (Apel Iași, II, 147/Nov. 6/82, Dr. 1/82).

12. Prin efectul devolutiv al apelului, curtea are căderea a pipăi și judecă din nou toate chestiunile de drept și de fapt ce au fost produse în judecata primei instanțe; instanța de apel e mai ales investită cu această plenitudine de jurisdicțiune când toate punctele ce îmbrățișează cererea originală sunt propuse din nou înaintea instanței de apel. Astfel fiind, dacă cel căruia se deferă jurământ lipsește la prima instanță, dispozițiunile art. 245 pr. civ., care formează o excepțiune la principiul stabilit de art. 150 pr. civ., trebuie interpretate în sensul că lipsa părâtului la ziua și locul însemnat spre a săvârși jurământul echivalează cu o primire din parte-i a cererei reclamantului, cu o recunoaștere tacită a concluziunilor lui, și în cazul când neprezentarea părâtului pentru a săvârși jurământul se explică prin diferite împrejurări, ca necomunicarea punctelor asupra cărora s'a deferit jurământul, dispozițiunea riguroasă a art. 245 pr. civ., nu-și poate avea aplicațiunea, și curtea, uzând de facultatea acordată de art. 245 pr. civ., poate primi jurământul părâtului. (Apel Buc. I, Sept. 20/83, Dr. 72/83).

13. Apelul, conform art. 322 pr. civ.,

fiind devolutiv, părțile sunt puse în aceeași stare ca și la prima instanță și ca atare toate mijloacele de probațiune se pot repeta și chiar probe noi se pot produce. Așa fiind, instanța de apel comite un exces de putere când, fără a se preocupă de rezerva făcută de parte înaintea primei instanțe că va prestă jurământul ce i s'a deferit atunci când instanța de apel l'ar găsi concludent și admisibil în cauză, precum și de cererea asupra aceleiaș punct făcută în apel, consideră concluziunile părții ca un refuz din partea sa de a jură. (Cas. I, 151/Apr. 27/83, B. p. 443; Cas. I, 323, Sept. 30/83, B. p. 833).

14. Canoanele bisericești interzic preoților de a jură (canonul XXII). Și aceste canoane constituind legislațiunea organică a clerului, fac parte din corpul legislațiunei țarei, și dispozițiunile lor nu se pot elimina pentru cuvânt că vreun caz n'ar fi scris în codul civil, căci ar fi a le tăgădui puterea de lege ce au avut la noi în todeauna și a recunoaște judecătorului dreptul de a nu ține seamă de dănselle. Aceasta s'ar putea susține în statele unde religiunea e considerată ca o instituțiune privată și unde ministrii diferitelor culte în fața autorităților publice au caracterul de simpli cetățeni. Nu însă tot astfel e cu clerul ortodox, care se consideră ca o autoritate în statul român după cum rezultă din legea sinodului de la 19 Decembrie 1872, având legile sale organice și același caracter public ca și legile organice laice ale statului. Și prin art. 1912 c. civ. se abrogă numai legile civile, fără a se atinge întru nimic de cele bisericești, și ca atare fiind, dispozițiunea din canoane care interzice preoților de a jură a rămas și azi în vigoare și formează o excepțiune la regula comună stabilită prin art. 1211 c. civ. Și cum art. 42 din regulamentul sinodului din 22 Mai 1873 nu e de cât o consecință a canonului XXII, ca atare cel căruia i se deferă jurământ decizoriu e în drept a cere de a jură conform aceluiași regulament iar nu conform art. 240 pr. civ. (Trib. Iași, II, 23, 27, Nov. 24/83, Dr. 17/84).

15. Dacă curtea de apel, după ce stabilește că partea a murit fără a fi putut prestă jurământul ce i s'a deferit, zice că dânsa s'a pus singură în imposibilitate de a prestă jurământul, prin refuzul ce a făcut de a-l prestă la tribunal, prin apelul ce a făcut în contra sentinței tribunalului și prin susținerea acestui apel înaintea curții de apel în ziua când judecătoria curții au fost în divergență de opiniuni, de unde dânsa conchide că jurământul nu s'a putut prestă prin voia defunctului, și decide că moartea lui poate fi considerată ca un refuz de a prestă jurământul — ori cât de întins este dreptul de apreciere a faptelor, lăsat de lege judecătorului de fond, acest drept nu merge până a putea pune pe aceeași linie un fapt de liberă voință a omului, cum este refuzul

de a presta un jurământ, cu un caz de forță majoră absolut, cum este moartea sa; o asemenea interpretare este cu totul în contra legii și constituie o rea interpretare a art. 1211 de natură a atrage casarea deciziei, căci condamnarea pronunțată de dânsa nu este bazată de cât pe această eroare de drept. (Cas. I, 183/Mai 18/84, B. p. 422).

16. Dacă o parte a refuzat jurământul ce i s'a deferit cu rezerva de a-l presta la curte dacă dânsa l va găsi admisibil, și dacă la curte declară că-l primește în mod cu totul subsidiar numai dacă și curtea va găsi că are loc deferirea lui, însă nu-l poate săvârși din cauză că dânsa a murit mai înainte de a-l fi declarat curtea admisibil, din faptul că nu l'a primit și prestat la prima instanță rezultă presupțiunea că n'a avut intențiunea de a-l presta nici la curte, căci temporizarea de a-l presta a fost motivată de către chiar acea parte prin apelul său la curte; astfel că în sensul art. 1014 prestarea aceluia jurământ fiind împedecată de dânsa se consideră, că nu a voit să-l prezente în asemenea caz. (Apel Iași, I, 172/Dec. 10/83, Dr. 19/84).

17. După art. 332 pr. civ., apelul fiind devolutiv părțile sunt puse în aceeași stare ca și la prima instanță; prin urmare toate mijloacele de probațiune se pot repeta în apel. Deci instanța de apel admitând acest principiu în cazul când partea căreia i s'a deferit jurământul la prima instanță nu s'a prezentat a-l presta nu i se poate imputa că a violat art. 1211 și 1215 c. civ. combinate cu art. 245 pr. civ. (Cas. I, 210/Ian. 8/85, B. p. 480).

18. Apelul fiind devolutiv, el pune afacerea înaintea instanței superioare spre a fi judecată din nou în toate fazele ei, investind-o cu plenitudinea jurisdicțiunii instanței inferioare atât din punctul de vedere al cestiunilor de drept cât și al celor de fapt. Astfel, apelantul, care la prima instanță nu s'a prezentat a săvârși jurământul decizoriu ce i s'a deferit, făcând cerere de a presta înaintea instanței de apel jurământul, nu face altceva de cât a-și desvoltă mijloacele sale de apărare, putând a produce chiar și altele noi, soluțiunea care rezultă în mod virtual din art. 332 pr. civ. care autoriză pe judecătorii a ordona din nou procedurile preparatorii cari s'ar părea incomplete. Dacă partea căreia i se dă jurământul la prima instanță ar fi nevoită să jure imediat, sub pedeapsă de a pierde procesul în mod definitiv, dreptul de apel ar fi cu totul desființat îndată ce e în cestiune un jurământ decizoriu, excepțiune care nu există în nici un articol din lege. Dispozițiunile art. 234 pr. civ. se pot aplica prin analogie, numai când partea se află în opozițiune înaintea instanței unde s'a deferit jurământul decizoriu, căci opozițiunea nu e de cât continuarea aceleiași instanțe, iar nu o instanță nouă

cum e apelul. Astfel fiind apelantul nu poate fi obligat a-și justifica cauza legitimă care l'a împedecată de a veni la prima instanță spre a presta jurământul decizoriu deferit. (Trib. Ialom. 215/Nov. 14/85, Dr. 4/85).

19. Acela căruia se deferă un jurământ decizoriu și primește a-l presta e dator să se prezinte înaintea judecăței, fără a fi trebuință ca în citație să i se spună, că e chemat spre a presta jurământul deferit și acceptat. Nevenirea sa se consideră ca un refuz de a jură. (Cas. I, 379/Dec. 9/86, B. p. 916).

20. Dacă tribunalul de și constată că partea a prestat jurământul ce i s'a deferit, în urma căruia judecătorul de ocol i-a dat câștig de cauză, totuși admite acțiunea reclamantului și înlătură jurământul prestat fără a motiva, procedând astfel pronunță o hotărâre nemotivată, violând în același timp și art. 1200 și 1211. (Cas. I, 174/Mai 20/87, B. p. 433).

21. Din momentul ce s'a prestat jurământul s'a făcut o tranzacție asupra procesului. Astfel fiind sentința pronunțată în virtutea acestui jurământ este definitivă și nu mai poate fi atacată pe nici o cale. Prin urmare partea nu mai poate invoca excepțiunea de incompetență. (Cas. I, 323/Nov. 10/87, B. p. 865).

22. Cestiunea de a se ști dacă jurământul a fost prestat în modul cum s'a deferit și dacă răspunsul conține o motivare sau o modificare a întrebărilor din jurământ, nu poate fi judecată de cât de instanțele de fond, cari au în vedere toate cestiunile de fapt discutate dinaintea lor asupra procesului; această apreciere și interpretare a termenilor unui jurământ, constituie o judecată de fapte cari, fiind lăsate la suverana apreciere a judecătorilor fondului, scapă cenzurei curței de caștie. (Cas. I, 57/Febr. 10/92, B. p. 122; Cas. I, 131/Apr. 9/90, B. p. 416).

23. Prin efectul său devolutiv apelul investind instanța înaintea căreia s'a făcut de aceeași plenitudine de jurisdicțiune de fapt și de drept ce avea instanța inferioară, partea căreia s'a deferit jurământul decizoriu la prima instanță și nu l'a prestat este în drept a cere să-l presteze înaintea instanței de apel, precum l'ar fi putut presta înaintea instanței inferioare. (Cas. II, 172/Dec. 10/90 B. p. 1453).

24. Apelul fiind devolutiv, se poate produce și discută din toate fazele și probele aduse înaintea primei instanțe, și, prin urmare, chiar jurământul, fiind unul din elementele de probațiune. Dacă dar cauza a venit la tribunal după apelul intimatului, și acolo punându-se din nou în discuțiune admisibilitatea jurământului referit de recurrent, tribunalul e competent a judeca și a decide asupra-i, fără a mai cere ca intimatul să justifice cauza pentru care nu prestase jurământul la prima instanță. (Cas. II, 102/Ian. 25/91 B. p. 823).

25. Jurământul decizoriu constituie o specie de tranzacțiune, o ofertă de renunțare condițională la cererea făcută de partea care deferă jurământul. Prin prestarea lui, condițiunea la care eră subordonată renunțarea s'a realizat și cel ce a deferit jurământul urmează a cădea în pretențiunile sale. (Trib. Ilfov, I 10/ Ian. 11/92, Dr. 20/92).

26. Trib. poate să revie asupra ordonanței, prin care s'a deferit un jurământ supletoriu, înainte ca partea să-l fi prestat, de oarece acest jurământ este o măsură de instrucție. (Cas. II, 26/94, B. p. 150).

27. Deciziunea judecătorului de fond, prin care se stabilește că partea căreia i s'a deferit jurământul decizoriu a răspuns în urma prestării lui la toate punctele cuprinse în foaia de jurământ constituie o deciziune de fapt, care nu este susceptibilă de controlul Curței de casațiune. (Cas. I, 211/95, B. p. 588).

28. Partea căreia s'a deferit jurământul decizoriu la prima instanță și nu s'a prezentat să-l presteze, este în drept să ceară a-l prestă în apel, fără să fie obligat să dovedească cauza ce l-a împiedicat să se prezinte la prima instanță spre a-l prestă. (Cas. I, 80/96, B. p. 203).

29. Prin deferirea sau referirea jurământului decizoriu se operează între părțile litigante o tranzacție obligatorie asupra căreia nu mai pot reveni. Prin urmare partea, care la prima instanță a refuzat jurământul, fără să invoace un motiv legal de opunere, urmează să piardă judecata în mod definitiv, căci tranzacția nu mai poate să fie supusă judecării în apel. Dacă însă partea căreia i s'a deferit sau referit jurământul a lipsit la prima instanță poate să depue jurământul în apel, căci din absența ei nu se poate deduce că a refuzat prestarea jurământului. (Cas. I, 48/904, B. p. 133).

30. În virtutea principiului devolutiv al apelului, probele se pot repetă dinaintea instanței de apel. Prin urmare un jurământ decizoriu care este un mijloc de probațiune în justiție, și care a fost refuzat pur și simplu la prima instanță, poate fi acceptat și prestat dinaintea instanței de apel, dacă apelantul pune în discuțiune admisibilitatea aceluia jurământ. (Cas. I, 16 Ianuarie 1906 B. p. 12).

31. După procedura noastră, deciziunile preparatorii, neputând fi apelate decât odată cu fondul, partea căreia i se deferă jurământul decizoriu la prima instanță, n'are alt mod de a duce în apel chestiunea admisibilității aceluia jurământ decât refuzând de a-l prestă la prima instanță, și dreptul său de apel nu e pierdut pentru că nu a făcut nici o rezervă în refuzul său, întrucât acest drept de apel e absolut și neșupus la nici o rezervă. (Cas. I, 16 Ianuarie 1906, B. p. 12).

32. Nici o dispozițiune din lege nu cere ca cel ce jură să reproducă din cuvânt în cuvânt jurământul astfel după cum i

s'a deferit ci este suficient ca instanța de fond, apropiind întrebările și răspunsurile, să constate că partea a negat sau a afirmat punctul din litigiu. (Cas. III, 13 Febr. 1909, B. p. 234).

33. Nu constituie un refuz de a jură, atunci când partea căreia i se pune îndatorirea să jure, declară că menține declarația făcută de o altă parte cu adăugirea pe care o arată și pe care judecătorul delegat a lua jurământul o constată pe larg în procesul său verbal, după propria declarație a părții (Cas. I, Jurispr. 27/1909).

34. Dacă partea nu voeste să dea un răspuns precis la chestiunea prevăzută în foaia de jurământ cu toate că ar putea să dea un asemenea răspuns, aceasta echivalează cu un refuz de a răspunde și prin urmare în asemenea caz, jurământul nu poate face niciodată dovada în favoarea părții ce l-a prestat. (Cas. I, 686 din 13 Dec. 1910, Jurispr. 5/911).

35. De și partea acceptase jurământul însă când prezintă în dovedire acte descărcătoare poate refuză a-l prestă și judecătorul este ținut a examina actele prezentate. (Trib. Neamț, 29 Sept. 1911, Curier Jud. 2/1912).

36. Deși conform art. 1211 c. civil, partea care refuză prestarea jurământului ce i s'a deferit va cădea în pretențiunea sa, însă, această decădere, nu este decât pentru instanța în care s'a deferit jurământul.

Astfel, în virtutea efectului devolutiv, apelul investind a doua instanță cu aceeași plenitudine de jurisdicțiune de fapt și de drept, ca și instanța inferioară, partea poate să ceară în instanța de apel să presteze jurământul pe care nu l-a prestat la prima instanță. (Cas. I, 506/912, Curier Jud. 57/1912; In același sens: Cas. I, 350/912, Curier Jud. 62/1912).

37. Partea care nu s'a prezentat la prima instanță să presteze jurământul ce i s'a deferit poate să ceară a-l prestă la a doua instanță care, în virtutea efectului devolutiv al apelului, este investit cu aceeași plenitudine de jurisdicțiune de fapt și de drept ca și instanța inferioară. (Cas. I, 13 Iunie 1912, B. p. 1147).

38. Refuzul de a prestă un jurământ pe motiv că jurământul este inadmisibil nu poate fi considerat ca irevocabil, astfel că în instanța de apel, partea poate să revină asupra unui asemenea refuz și să presteze jurământul dacă instanța de apel îl găsește admisibil. (Cas. I, dec. No. 187, din 19 Martie 1914; „Jurispr. Rom.” 1914 p. 274, Curier Jud. 45/914).

39. Refuzul pur și simplu de a prestă un jurământ la prima instanță, constituie o tranzacție asupra căreia părțile nu mai pot reveni în apel, hotărârea ce constată o asemenea tranzacție fiind definitivă.

Prin urmare, Tribunalul nu violează art. 239 pr. civ., art. 1211 c. civ., sau art. 81 legea judecătorilor de ocoale, când

a refuzat prestarea jurământului în apel, după ce a constatat în fapt în mod suveran, că partea refuzase pur și simplu la prima instanță prestarea jurământului, fără să fi făcut vreo obiecțiune relativ la admisibilitatea lui pentru anume motive. (Cas. I, No. 38, 1916; „Jurispr. Rom.”, 14/1916 p. 216, Curier Jud. 30/916).

40. Jurământul decizoriu având ca scop final de a termina litigiul dintre părți, nu poate fi propus și admis decât în cazurile când ar putea purta acest caracter, rămânând a fi respins ori de câte ori nu e concludent.

Refuzul de prestarea jurământului, fără nici o rezervă, constituie o mărturisire tacită contra celui ce a refuzat prestarea pentru toate faptele ce ar fi putut învedera neconcludența jurământului, fiind neindolnic că partea căreia i se oferise jurământul era obligată să se apere prin toate mijloacele de apărare cunoscute și existente la acel moment; ceva mai mult, aceste apărări de natură a arăta neconcludența, se puteau ridică în mod util numai cu ocazia și anterior refuzului de prestare a jurământului ce i se oferise.

Prin urmare refuzul de prestare — fără nici o rezervă a apelantului la prima instanță, constituie pentru tribunal dovada mărturisirei tacite a concluziei jurământului și implicit a calității intimatului în procesul ce a intentat. Asupra unei mărturisiri neputându-se reveni, apelantul nu mai poate discuta, în instanță de apel, nici lipsa de calitate, nici neconcludența jurământului. (Trib. Drohoi, 301 din 18 Nov. 1920. Jur. Gen. 1923 No. 1365).

41. Jurământul prestat nu-și produce efectele prevăzute de art. 1211 și urm. cod. civ. decât în ceea ce privește chestiunile ce au fost formulate de partea care l'a propus, căci numai asupra acelor chestiuni partea a înțeles ca prin deferirea jurământului să ia drept întemeiată pretenția adversarului său.

Orice declarație făcută de partea care prestează jurământul, peste punctele formulate prin jurământ, nu are nici o forță probantă și nu poate produce nici un efect, înpotriva părții care propune jurământul. (Trib. Ilfov s. 4 c. c. sent. No. 1099/922, Jur. Gen. 1924 No. 531).

42. Potrivit art. 237 pr. civ. și 1207 și 1211 c. civ., partea prigonoare numai atunci va cădea în pretențiunile ei, când deferindu-i-se jurământ, fie de către judecător fie de cealaltă parte, — ea refuză să-l presteze sau să-l refere părții celeilalte.

De nicăiri însă nu rezultă că o parte trebuie să cadă în pretențiunile ei, atunci când n'ar voi să defere jurământ părții celeilalte, mai ales că, în acest din urmă caz, aprecierea oportunității administră-

rîi unui asemenea mijloc de probă este lăsată la facultatea părții.

În specie, recurenta, care era intimată înaintea instanței de apel, avea, în favoarea ei, proba prin martori și mărturisirea părâtei la întregitorul dela prima instanță; prin urmare, Tribunalul numai cu greșita interpretare a textelor de leges arătate și exces de putere, i-a putut respinge, în apel, acțiunea pe motiv că nu a deferit jurământ părții adverse, atunci când sarcina probei în apel incumbă părâtei, iar nu reclamantei care avea în favoarea sa sentința primei instanțe. (Cas. I, 542 din 25 Mai 1923. Jur. Gen. 1923 No. 838).

43. Art. 239 pr. civ. cerând ca jurământul să se facă în audiența în care a fost admis, rezultă că prestarea jurământului este obligatorie în mod general, nimeni neputând fi dispensat de acest act, apoi că formularea și prestarea unui jurământ hotărât de judecători are a se face chiar în audiența în care a fost încuviințat. Legea nefăcând nici o excepțiune și supunând la prestarea jurământului judiciar admis pe toți aceia cărora li s'a dat jurământ, preoții nu pot fi socotiți că sunt dispensați la îndatorirea de a presta jurământul admis de judecători, atât în procese civile cât și la cele penale, fie că ei trebuie să presteze jurământul ca părți, sau ca martori, și nici că prestarea jurământului de către preoți ar putea fi amânată pentru a se obține în prealabil autorizarea din partea autorității bisericești superioare. Atât scutirea preoților de a jură, cât și amânarea prestării jurământului lor în vederea anunțării chiriarchiei și aprobării din parte-i, nu se justifică pe nici o dispozițiune, care să modifice legile de drept comun.

Art. 42 din regulamentul pentru disciplina bisericească, prin care preoții sunt dispensați de a jură intrând în categoria dispozițiilor pur reglementare, urmează a fi înlăturat pentru motivul că autoritatea administrativă care a dat regulamentul a trecut peste competența determinată de constituțiune în această materie. În adevăr, a prevede prin art. 42 din regulamentul că preoții sunt scutiți de a jură, pe când, prin art. 12 din legea sinodală, sinodul nu este competent de a statua decât în afaceri spirituale, disciplinare și judiciare de ordin bisericesc, însemnează a modifica prin regulamentul legea pentru aplicarea căreia a fost întocmit, și a interveni pe această cale în materie de drept comun, neprevăzută prin legea sinodală. (Trib. Dâmbovița, s. II, jurnal No. 8431 din 18 Decembrie 1923. Jur. Gen. 1924 No. 291).

44. A se vedea: art. 1214, nota 11.

Art. 1212. — Acela, cărui se dă jurământ, nu poate a-l referi când obiectul jurământului este un fapt personal al lui, iar nu și al celeilalte părți. (Civ. 1209; Civ. Fr. 1362).

Text. fr. Art. 1362. — Le serment ne peut être référé quand le fait qui en est l'objet n'est point celui des deux parties, mais est purement personnel à celui auquel le serment avait été déféré.

Doctrină străină.

BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2751;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 248;
DALLOZ, *Rép. Obligations*, 5219;
GLASSON, I, p. 909 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 850;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 32, 33.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VII, p. 419, 420; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 430;
CANTACUZINO MATEI, p. 628;
NACU, II, p. 896;
TOCILESCU, *Curs de procedură civilă*, partea III, p. 479.

Art. 1213. — Când o parte a jurat, cealaltă nu mai este primită a proba falsitatea jurământului. (Civ. 1200 urm., 1203, 1210, 1885; Pr. civ. 160, 290 § 3, 296 § 6; C. p. 293; Civ. Fr. 1363).

Text. fr. Art. 1363. — Lorsque le serment déféré ou référé a été fait l'adversaire n'est point recevable à en prouver la fausseté.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 196, 197;
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2757;
BONNIER, *Traité des preuves*, I, 416, 424, 426;
DALLOZ, *Rép. Obligations*, 5262 urm., 5372 urm.; *Suppl. Obligations*, 2193 urm., 2238 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 339 bis, I, III;
DEMOLOMBE, XXX, 661-663, 665;
GLASSON, I, p. 910;
LAROMBIÈRE, V, art. 1363, n° 3, 7, 9;
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 852;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 32, 33, 40.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VII, p. 412 urm.;
CANTACUZINO MATEI, p. 629;
NACU, II, p. 900, 905;
RĂDULESCU SILIU, *Observație sub. Cas. Fr.*, 29 Iulie 910. Dreptul 72/1910.

INDEX ALFABETIC

Act scris 12.	Jurământ 1—17.
Acțiune în despăgubire, a se vedea „Daune”.	Jurământ mincinos, a se vedea „Falsitate”.
Acțiune penală a se vedea „Daune”, „Falsitate”.	Jurământ supletoriu 17.
Apel 6, 16.	Marturi 12.
Daune 1, 2, 3, 4, 5, 8, 17.	Minister public 17.
Delict 1.	Parchet 17.
Dol 1.	Parte civilă, a se vedea „Daune”.
Falsitate 1, 2, 3, 4, 5, 7, 9, 9, 11, 12, 13, 15, 16, 17.	Procuror 17.
Inceput de dovadă 12.	Revizuire 10.
Interes 2, 8.	Tranzacție 1, 5, 6, 7, 10, 11, 14, 15, 16.
Interogator 6.	

Jurisprudență.

1. Din consecința caracterului contractual și transactional al jurământului decizoriu, rezultă că cel ce nu este admis a proba falsitatea jurământului, nu este admis nici acțiune în despăgubire a intență, trasă din falsitatea aceluia jurământ. Și dacă, după art. 293 c. pen. săvârșirea jurământului decizoriu mincinos atrage penalitatea aplicabilă după inițiativa și stăruința reprezentantului acțiunii publice represive care nu e contractant în privire către jurământul deferit, și e dator să urmărească represiunea faptelor criminale în raportul lor general cu interesul ordinii publice, de aci nu rezultă că persoana ce a contractat cu partea sa adversă, și adresându-se la manifestatiunea conștiinței sale, deferindu-i jurământ s'a mulțumit cu rezultatul acelei manifestatiuni obligându-se a se supune consecințelor ei, fie

ea falsă sau adevărată, poate după săvârșirea jurământului, probând falșitatea acestuia, să revie asupra transacțiunii și asupra preferențunilor sale, și să ceară despăgubire sub pretext de dol sau de delict, pe cât timp acest dol sau delict eră prevăzut ca posibil, și pe cât timp el deferind jurământul a primit a se supune riscului și nu mai poate anula transacțiunea. (Cas. II, 189/Aprilie, 25/72, B. p. 122).

2. După art. 1213, partea care a deferit jurământul decizorii în cursul cercetării unui proces civil, n'are dreptul de a urmări pe acel care a prestat jurământul spre a proba falșitatea lui; de unde rezultă că acțiunea civilă de despăgubiri este stinsă cu dsăvârșire, în cât parea civilă ne mai având interes nici poate figura în cursul acțiunii penale. (Cas. II, 378/Iulie, 17/74, B. p. 248).

3. Din art. 1213 rezultă că partea care a deferit un jurământ nu mai poate cere daune-interese cauzate din falșitatea jurământului, și că prin urmare asemenea cerere ea nu mai poate face nici chiar cu ocazia urmării corecționale pentru jurământul mincinos, ce ministerul public ar intentă celui ce a săvârșit un asemenea jurământ, prin ar. 223 cod. pen., prescriindu-se în termeni precisi pedepse chiar pentru cazul când jurământul săvârșit mincinos a fost deferit de una din prigonitoarele părți. (Cas. II, 381/Nov. 11/77, B. p. 403).

4. Din art. 1213 rezultă atât numai că partea care a deferit un jurământ nu mai poate cere daune-interese cauzate din falșitatea jurământului chiar cu ocazia urmării corecționale ce ministerul public ar intenta, în puterea dreptului ce are prin art. 293 c. pen. celui ce a săvârșit un jurământ mincinos, iar nu că cu ocazia cercetării unei asemenea acțiuni intentată de ministerul public, partea cealaltă n'ar putea procura în sprijinul acțiunii publice dovezi spre constatarea falșității jurământului. (Cas. II, 451/Dec. 13/78, B. p. 413).

5. Acela care a fost lezat prin un jurământ falș nu se poate constitui parte civilă în instanța corecțională care urmărește acest delict. Nu se poate în adevăr reveni contra transacțiunii operate prin deferirea și prestarea jurământului, oferindu-se de a proba falșitatea lui. Nu poate avea nici facultatea, pentru a obține daune-interese în instanța angajată de procuror, căci și prin aceasta ar reveni asupra transacțiunii ce a oferit, expunându-se la șansa unui falș jurământ, ar fi a reveni asupra transacțiunii când s'ar reclama sub nume de daune-interese o valoare pecuniară egală cu obligațiunea asupra căreia a fost defe-

rit jurământul, nu se poate face indirect ceea ce legea oprește de a face direct, interesele părții civile sunt tranșate prin transacțiune. (Trib. Ialomița, 286, Aprilie 26/85, Dreptul 46/85).

6. Jurământul tranșează litigiul și nici o dovadă contră-i nu poate fi primită. Deci este inadmisibilă chemarea la interogatoriu, înaintea Curții de apel, pentru a se stabili existența unei convențiuni care se negase prin jurământul decizorii prestat înaintea primei instanțe. (Cas. I, 334/Nov. 5/86, B. p. 847).

7. După art. 1213 o dată ce partea a jurat, nu mai este admisibilă nici un fel de probă. Și de și s'a recunoscut d'inaintea instanțelor corecționale de falș jurământul, sentința pronunțată pe cale civilă în virtutea acestui jurământ este definitivă și nu se mai poate ataca pe nici o cale. (Cas. I, 332/Nov. 4/86, B. p. 846).

8. După art. 1213, când o parte a jurat, nu mai poate fi primită cealaltă a proba falșitatea jurământului și aceasta pentru că partea care este condamnată prin efectul unei declarațiuni sub jurământ, la care a consimțit, mai ales în jurământul decizorii, să nu poată reincepe procesul sub pretext că această declarațiune este falșă. Odată stabilită această normă în ce privește îngrădirea absolută a părții căzută în cererea sa prin efectul unei declarațiuni sub jurământ a adversarului, dacă în interesul societății se acordă ministerului public dreptul de a urmări sperjurul înaintea instanțelor corecționale, pentru ca să nu rămână nepe-depsită reaua credință și abuzurile sperjurilor nu este mai puțin adevărat că partea în prejudiciul căreia s'a săvârșit sperjurul nu mai poate fi primită ca o parte civilă propriu zisă, de către instanțele corecționale, căci după principiul semnalat, acțiunea civilă pentru ori ce despăgubiri ar pretinde fiind stinsă cu desăvârșire, ea nu poate fi primită de a conchide la daune-interese pe o cale piezișă, și dar n'are nici un interes de a figura, fie ca parte civilă sau ca denunțator cu asemenea urmărire a sperjurului. Poate însă figura ca informator. (Trib. Iași, II, 65, Ianuarie, 18/93, Dreptul 32/93).

9. Dispozițiile art. 1213 din cod. civil se referă la efectele civile ale jurământului prestat, iar nu la urmărirea penală a jurământului falș. (Cas. II, 709/99, B. p. 1080).

10. Cererea de revizuire nu poate fi primită când procesul a fost tranșat prin jurământ de oarece părții care l-a deferit îi este închisă orice cale de art. 1213 din codul civil. (Cas. I, 24 Sept. 1908, B. p. 1393).

11. Jurământul decizorii are caracterul unei transacții între părți, așa că

partea ce a recurs la această probă nu are calitatea de a se plânge contra falsității jurământului, ci numai Ministerul public. (Cas. II, 16 Sept. 1908, B. p. 1450).

12. Din momentul ce dovada cu martori nu e admisibilă în civil, când cererea este pentru o sumă mai mare de 150 lei vechi, afară de cazul când este un act scris sau un început de dovadă scrisă, tot asemenea nici în penal pentru a se probă că jurământul a fost mincinos nu este admisibilă dovada cu martori pentru o sumă mai mare ca 150 lei vechi, afară de cazul când s'ar produce un act scris sau început de dovadă scrisă. (Trib. Suceava 26 Mai 1910, Curier Jud. 8/1911).

13. În contra jurământului prestat de adversar în instanța civilă, partea care l'a propus nu poate face nici o probă în instanța penală spre a dovedi falsitatea lui. (Cas. II, 2417 din 20 Oct. 1912, Curier Jud. 10/913. În acelaș sens: Cas. II, 2859 din 3 Dec. 1913, Curier Jud. 13/914).

14. Potrivit art. 1208 și urm. c. civ. jurământul litis decizoriu fiind o tranzacțiune, din momentul ce a fost acceptat și prestat, termină în mod definitiv litigiul în favoarea părții care a jurat.

Prin urmare numai prin exces de putere și nesocotirea efectului jurământului prestat de o parte, instanța de fond respinge acțiunea. (Cas. I, 154/912, Curier Jud. 20/1912).

15. Jurământul deferit și prestat are caracterul unei tranzacțiuni și partea care a pierdut cauza sa civilă, pe baza jurământului deferit adversarului său, nu mai poate să introducă acțiune directă înaintea instanțelor corecționale pentru dovedirea falsității jurământului. (Cas. II, 3 Dec. 1913, B. p. 2316).

16. După dispozițiunile art. 1213 cod civil, când o parte a jurat, cealaltă parte nu mai este primită a probă falsitatea jurământului.

De aci rezultă, că jurământul deferit și prestat are caracterul unei tranzacțiuni și partea care a pierdut cauza sa civilă, pe baza jurământului deferit ad-

versarului său, nu mai poate, sub nici un titlu și înaintea nici unei jurisdicțiuni, să facă să învie procesul său civil, definitiv stins prin tranzacția făcută. Cel mult, poate denunță Ministerului Public falsitatea jurământului, pentru a provoca din partea acestui Minister, exercițiul acțiunii publice, însă nici într'un mod el nu poate introduce acțiune directă înaintea instanțelor corecționale, pentru dovedirea falsității jurământului ce a defrit și care a fost prestat de adversarul său.

Astfel fiind, cu drept cuvânt, Curtea de Apel a declarat inadmisibilă acțiunea introdusă de o parte în contra altei părți, pentru jurământ mincinos prestat într'o acțiune civilă intentată pentru plata unei sume de bani. (Cas. II, decizia penală No. 2859, din 3 Decembrie 1913; Jurispr. Rom. 1914 p. 25).

17. Când partea a jurat, cealaltă parte nu mai este primită a probă falsitatea jurământului potrivit art. 1213 cod civil, și rațiunea acestei dispozițiuni este că jurământul operează o prezumpție „*juris et de jure*”.

Codul civil nu permite această cercetare părții civile care a pierdut procesul, pe când codul penal permite Ministerului public urmărirea jurământului fals, când are dovada unei atari falsități.

Prin urmare când se dovedește că un individ oarecare, într'un proces civil față cu partea reclamantă care i-a defrit jurământul îl prestează, și în urmă apare proba netăgăduită a falsității jurământului, reclamantul nu poate pe calea unei acțiuni civile ordinare să ceară anularea hotărârei, nici daune interese pentru prejudiciul suferit.

Deasemenea nici prin reclamațiune directă adresată instanței penale și nu s'ar putea interveni, nici ca parte civilă în urmărirea începută de Ministerul public.

Această procedare urmează să se aplice atât în materie de fals jurământ decizoriu cât și în materie de fals jurământ supletoriu. (Trib. Goriș. II, 2450 din 13 Nov. 1924, Jur. Gen. 1925 No. 436).

Art. 1214. — Partea care a dat sau care a referit jurământul nu mai poate a-l retrage, dacă adversarul a declarat că este gata a jură. (Civ. 969, 1704 urm.; Pr. civ. 160; Civ. Fr. 1364).

Text. fr. Art. 1364. — La partie qui a déféré ou référé le serment, ne peut plus se rétracter lorsque l'adversaire a déclaré qu'il est prêt à faire ce serment.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 193, 194;
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2731;
CHAUVEAU ET CARRÉ, *quest.* 508;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 249;
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 5256 urm.; *Suppl. Obligations*, 2186 urm.;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 70, 71;
 DEMOLOMBE, XXX, 632, 634;
 LAROMBIÈRE, V, art. 1364, n° 3, 4, 6;
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 852;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 32, 33.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VII, p. 420 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 434;
 CANTACUZINO MATEI, p. 628;
 CEZĂRESCU N. I., „*Jurământul decizoriu*“. *Curier Jud.* 37/1900, 38/1900;
 DEGRÉ AL., *Scrieri juridice*, vol. I, p. 382 urm.; „*Jurământ decizoriu*“;
 NACU, II, p. 892.

INDEX ALFABETIC

Acceptarea jurământului 2, 5—11.	Incheieri interlocutorii 4.
Admiere în principiu 1, 2, 3, 4.	Incheieri preparatorii 2, 4.
Apel 7, 10.	Interogator 7, 11.
Autoritate de lucru ju- decat 4.	Jurământ 1—10.
Cercetare locală 3.	Jurământ supletoriu 2, 4.
Expertiză 3.	Lucru judecat 4.
Hotărâri interlocutorii 4.	Mar uri 3.
Hotărâri preparatorii 2, 4.	Proct de jurământ 6.
Incheieri de admitere în principiu a jurământului 1, 2, 3, 4.	Retragerea jurământului 2, 4—11.
	Revocare, a se vedea „Re- tragerea jurământului“.
	Tranzacție 5, 8, 11.

Jurisprudență.

1. Deși Curtea printr'o încheiere a sa anterioară a admis în principiu jurământul decizoriu propus, însă, în urmă la ziua defiptă pentru prestarea aceluși jurământ dacă constată în fapt că jurământul deferit astfel precum s'a formulat nu este în condițiunile cerute de art. 1208 și 1209, în fața acestor constatări. Curtea e în drept a refuza jurământul propus, fără ca prin aceasta să violeze vre-un text de lege sau să comită exces de putere. (Cas. s. v., 143/Iulie, 4/74, B. p. 257).

2. După art. 160 pr. civ., judecătorii nu sunt legați prin ordonanțele preparatorii sau prin consecințele lor, afară de aceea ce se zice pentru jurământul judiciar deferit unei părți. Or, din intitularea sect. VI și din dispozițiunile art. 237 ce se află sub acea secțiune, rezultă că prin jurământul judiciar se înțelege, după legea noastră de procedură, atât cel decizoriu cât și cel supletoriu (art. 1207 c. civ. Inșă fiind că legea de procedură numai la art. 160 dispune despre efectul ordonanțelor prin care se deferă jurământul unei părți, cată ca dispozițiunile art. 160 să fie interpretate și aplicate în rațional. Și de vreme ce, în regulă generală, judecătorii nu sunt legați prin ordonanțele preparatorii, date fie în fața ambelor părți și în vederea probelor exilate de ele, fie în lipsa lor, este evident că lipsa sau prezenta părților nu poate să aibă nici o influență asupra nestrămutărei ordonanțelor prin care se deferă jurământul la o parte.

Deci dar alta a trebuit să fie rațiunea pentru care legiuitorul a făcut o excepțiune la regula generală, când e vorba de jurământul judiciar. Această rațiune este, pentru jurământul decizoriu, în nerevocabilitatea propunerii jurământului, când cealaltă parte a declarat că este gata a jură (art. 1214 c. civ.); iar pentru jurământul supletoriu solemnitatea prestațiunei jurământului. Din această rațiune a legii rezultă că judecătorii nu sunt legați, adică ei pot reveni asupra ordonanței prin care s'a deferit un jurământ, dacă e vorba de jurământul decizoriu deferit de o parte până ce cealaltă parte nu va declara că este gata a săvârși jurământul; și dacă e vorba de jurământul supletoriu, înainte de săvârșirea lui de către partea intimată, să revină asupra acestei măsuri de instrucțiune. (Cas. II, 150/76, B. p. 435).

3. În sistemul nostru de procedură civilă (art. 159 și 160) nici o încheiere luată de tribunal, prin care, pentru descoperirea adevărului, s'ar admite o cercetare locală, o expertiză sau martori, etc., nu leagă pe judecători, afară de acele încheieri cari ar fi admis jurământul decizoriu. (Cas. I, 9/Ianuarie 12/85, B. p. 7).

4. Deși procedura civilă nu stabilește în principiu nici o deosebire între hotărârile preparatorii și cele ce în procedura franceză se numesc interlocutorii însă o atare distincțiune se vede admisă, prin excepțiune, în privința jurământului judiciar în art. 160 pr. civilă din al cărui termeni rezultă că judecătorii sunt legați prin ordonanțele privitoare la jurământul deferit din oficiu uneia din părțile prigonitoare. Și după art. 1207 c. civil. cuvintele *jurământul judiciar*, reproduse în art. 160 pr. civ. se referese la jurământul decizoriu, precum și la cel dat din oficiu de judecător uneia sau alteia din părți în cât nu mai poate fi îndoială că ultima dispozițiune a art. 106 se aplică la ambele aceste forme de jurământ. Deci dară, din combinarea art. 1207 cod. civ. cu art. 160 pr. civ. rezultă într'un mod clar și evident că o înche-

iere, prin care se dă din oficiu jurământ uneia din părți, nu este o încheiere preparatorie, ci o hotărâre care leagă pe judecător și asupra căreia el nu poate reveni fără a viola autoritatea lucrului judecat. Distincțiunea între ordonanțele preparatorii enumerate în art. 159 și acele privitoare la jurământul judiciar prevăzut de art. 160 pr. civ. este evidentă și nesupusă îndoelei. Hotărârile preparatorii, prin care judecătorul ordonă măsuri proprii a activă instrucțiunea cauzei, nu prejudică întru nimic soluțiunea definitivă a afacerii în litigiu, ci tinde numai a o pune în stare pentru ca judecătorul să poată statua în cunoștință de cauză și într'un mod definitiv; din contră o hotărâre, prin care se deferă jurământul judiciar, de și nu arată deciziunea tribunalului, nici decide fondul procesului, prejudică însă într'un mod ipotetic, care va fi deciziunea sa asupra punctului de drept care face obiectul contestațiunii. (Cas. sect. unite, 1/Febr. 3/72, B. p. 71; Cas. sect. unite, 3/Mai 8/86, B. p. 401).

5. Jurământul deferit de una din părți și acceptat de cealaltă parte constituie o tranzacțiune care nu se mai poate revoca de cât cu consimțământul ambelor părți. Dacă dar se acceptă jurământul în toate formele și condițiunile în care a fost deferit, modificatiunea ce acceptantul voește să aducă înaintea tribunalului la acceptarea aceluia jurământ nu poate fi admisibilă în fața opunerii făcute de cel ce deferă jurământul. (Cas. II, 59/90 Mai 23/90, B. p. 731).

6. Conform art. 1214, numai atunci când partea a formulat jurământul și adversarul său a declarat că e gata să-l primească nu mai poate fi retras acel jurământ; dacă nu e vorba de un jurământ care a fost acceptat de adversar ci de un proiect de jurământ care nici n'a fost formulat, se poate reveni asupra lui. (Cas. I, 212/Mai, 28/90, B. p. 649).

7. Conform art. 1241, numai atunci când partea a formulat jurământul și adversarul său a declarat că e gata să-l primească nu mai poate fi retras acel jurământ. Pe cât timp însă aceeași declarațiune nu a fost făcută, partea care a deferit jurământul îl poate retracta; oferta făcută de dânsa nu o obligă de loc, până ce adversarul nu a primit-o; ea poate deci să o retragă pe cât timp nu a fost acceptată. Deci, cum apelul e devolutiv, partea care a deferit jurământul și i s'a respins ca neconcludent la prima instanță,

în apel poate retracta acel jurământ neacceptat, și dar chemă la interogatoriu pe adversar. (Trib. Ilfov, com., Dr. 66/93).

8. Jurământul deferit de una din părți și acceptat de cealaltă parte, constituie o tranzacțiune, ce nu se mai poate revoca de cât cu consimțământul ambelor părți. (Cas. s. unite 5/99, B. p. 284).

9. Conform art. 1214 din codul civil, numai când partea a formulat jurământul și adversarul său a declarat că e gata să-l primească, numai în asemenea caz jurământul nu mai poate fi retras. (Cas. I, 1 Oct. 1907, B. p. 1459).

10. După art. 1214 c. civ., numai partea care a retractat un jurământ acceptat de cealaltă parte nu mai poate reveni ca să-l defere din nou.

Prin urmare, când partea care, deferind la prima instanță jurământul, a renunțat de a-l mai deferi înainte de a fi fost acceptat, în acest caz, nimic nu se opune ca partea să poată reveni și să-l defere din nou în instanța de apel. (Apel Buc. II, No. 194, 1915; „Dreptul“ 1915, p. 628).

11. Prin deferirea sau referirea jurământului decizoriu, se operează între părți o tranzacțiune obligatorie, în baza căreia litigiul se consideră definitiv rezolvat în favoarea aceleia dintre părți, care-l va refuza, acest mijloc de probă implicând abandonarea oricăror alte mijloace, care au fost produse, sau s'ar fi putut produce în acest proces.

Atâta timp cât jurământul deferit n'a fost încă acceptat de cealaltă parte, poate fi retras prin aceeași singură voință, care a făcut oferta, deferirea lui neconstituind decât o simplă polițiatiune.

Când însă jurământul a fost acceptat de partea adversă, acordul de voințe este format și ca orice convențiune, cel care l'a deferit nu-l mai poate retrage fără consimțământul celeilalte părți.

În consecință atunci când o parte, nemulțumită de răspunsul la interogator al adversarului, îi oferă jurământ asupra punctelor din acel interogator și acesta îl acceptă, iar procesul rămâne mai la urmă, spre a se formula jurământul pe timbrul prevăzut de legea fiscală, acea parte urmează, conf. art. 1211, 1214 c. civ., să fie decăzută în pretențiunile sale, dacă la reluarea procesului, refuză să mai formuleze în scris jurământul deferit ori acceptat, declarând că vrea să retragă acest mijloc de probă, iar partea adversă se opune. (Trib. Ialomița s. I, 132 din 1 Sept. 1921, Jur. Gen. 1923 No. 297).

Art. 1215. — Jurământul făcut sau refuzat nu dă o dovadă decât în favoarea sau în contra aceluia care l-a dat, sau în favoarea ori în contra erezilor săi și aceluia care îl înfățișă.

șează. (Civ. 969, 973, 1047, 1142, 1216 urm.; Pr. civ. 245; Civ. Fr. 1365 § 1).

Text fr. Art. 1365, § 1. — Le serment fait, ne forme preuve qu'au profit de celui qui l'a déféré ou contre lui, et au profit de ses héritiers et ayant-cause ou contre eux.

Doctrină străină.

BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2762 urm.;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 179, 250;
DALLOZ, *Rép. Obligations*, 5262 urm.; *Suppl. Obligations*, 2193 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 851, 852;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 32, 33, 749-3°.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VII, p. 415; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 433;
CANTACUZINO MATEI, p. 629;
NACU, II, p. 901.

Jurisprudență.

1. Refuzul de a jură nu poate, conform art. 1215, să producă vre-un efect juridic de cât între părțile ce s'au servit de această dovadă, fără a obliga întru ceva pe terțiul care a fost de bună credință când a cumpărat imobilul de la cel care a refuzat de a jură în procesul de revendicarea imobilului. (Apel Buc. I, 67/Mart. 8/84, *Dr.* 35/84).

2. Jurământul decizoriu e o tranzacție între partea care îl deferă și aceea care îl prestează; și este de principiu că tranzacțiile n'au efect de cât între părțile contractante, de unde urmează că jurământul prestat privește numai pe partea care l'a dat și, aceea care a jurat. (Cas. I, 238/Iun. 21/89, B. p. 623; Cas. I, 165/88, Iun. 10/88, B. p. 567).

3. Partea, căreia i s'a deferit jurământ, încetând din viață înainte de ziua defiptă pentru a se prezenta la judecătorie ca să-l presteze, lipsa ei nu se poate considera ca un refuz din parte-i de a primi să jure. (Cas. I, 411/99, B. p. 1251).

4. Săvârșește un exces de putere instanța de fond, când înlătură dovada ce rezultă în favoarea părții care a

prestat un jurământ decizoriu. (Cas. II, 199/902, B. p. 704).

5. Jurământul decizoriu se formulează așa cum crede de cuviință partea care îl deferă, iar nu cum vrea partea căreia i se deferă și care nu are alt drept decât sau a-l presta, sau a-l referi părții celelalte. (Cas. III, 19/Dec. 1907, B. p. 2014).

6. Dacă partea căreia i se deferă jurământul refuză a-l presta, judecata nu poate decât să considere pretențiunea reclamantului ca dovedită. (Cas. III, 19/Dec. 1907, B. p. 2014).

7. Legiuitorul, considerând jurământul ca un act de conștiință cu totul personal și individual, a limitat efectele lui numai între persoanele care l-au provocat și prestat sau refuzat, adică i-a atribuit efectele și caracterele unei adevărate tranzacții.

Astfel fiind, jurământul, ca și tranzacțiunea, nu produce efecte decât între părți sau reprezentanții lor universali ori cu titlu universal, și nu poate atinge pe reprezentanții cu titlu particular, cari au câștigat drepturi anterior tranzacțiunei sau jurământului. (Apel Buc. II, No. 164, 1915; „Dreptul” 1915, p. 628).

Art. 1216. — Jurământul dat debitorului de unul din creditorii solidari și făcut, nu liberă pe debitor decât pentru partea aceluia creditor. (Civ. 1035, 1215, 1217; Civ. Fr. 1365 § 2).

Text fr. Art. 1365, § 2. — Néanmoins le serment déféré par l'un des créanciers solidaires au débiteur ne libère celui-ci que pour la part de ce créancier.

Doctrină străină.

BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2762 urm.;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 179;
DALLOZ, *Rép. Obligations*, 5262 urm.; *Suppl. Obligations*, 2193 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 851, 852;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 32, 33, 749-3°.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VII, p. 416 urm., 573 n. 3; (VI, p. 164 urm., 168, 169, 192 n. 2, 193, 194);
Droit ancien et moderne de la Roumanie, p. 433;
 CANTACUZINO MATEI, p. 629;
 NACU, II, p. 901.

Art. 1217. — Jurământul dat de debitor unui din creditorii solidari și refuzat de acesta, liberă pe debitor numai pentru partea creditorului care a refuzat a jură¹). (Civ. 1038, 1215 urm., 1218).

Doctrină străină.

BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2762 urm.;
 BAUDRY ET WAHL, *Cautionnement*, 914, 943 urm., 945;
 HUC, XII, 168;
 LAURENT, XXVIII, 140;
 MARCADÉ, V, art. 1365, No. 3, p. 237, 238;
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 851, 852;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 2331;
 SIREY, *Cautionnement*, 71.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VII, p. 416 urm., 573 n. 3; (VI, p. 164 urm., 168, 169, 192 n. 2, 193, 194);
Droit ancien et moderne de la Roumanie, p. 433, 498;
 CANTACUZINO MATEI, p. 629;
 NACU, II, p. 901.

Art. 1218. — Jurământul dat de unul din creditorii solidari și refuzat de debitor, sau jurământul făcut de creditor, după propunerea debitorului, profită la toți creditorii solidari²). Jurământul dat debitorului principal și făcut de el, liberă și pe fidejutor (chezaș). Jurământul dat unui din debitorii solidari și făcut, profită și celorlalți debitori.

Jurământul dat fidejutorului și făcut, profită debitorului principal.

In aceste din urmă două cazuri, jurământul codebitorului solidar sau al fidejutorului, nu profită celorlalți debitori sau debitorului principal, decât atunci când jurământul a fost dat asupra ființei datoriei, iar nu asupra existenței solidarității sau a cautiunii. (Civ. 1038, 1047, 1056, 1141, 1142, 1148, 1155, 1215 urm., 1679, 1683; Civ. Fr. 1365).

Text. fr. Art. 1365. § 3-6. — Le serment déféré au débiteur principal libère également les cautions;

Celui déféré à l'un des débiteurs solidaires profite aux codébiteurs;

Et celui déféré à la caution profite au débiteur principal.

Dans ces deux derniers, cas, le serment du codébiteur solidaire ou de la caution ne profite aux autres codébiteurs ou au débiteur principal que lorsqu'il a été déféré sur la dette, et non sur le fait de la solidarité ou du cautionnement.

Doctrină străină.

BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2762 urm.;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 179, 250;

1) Art. 1217 Cod. Civ. nu există în Codul civil Francez.

2) Prima parte a art. 1218 Cod. Civil. lipsește în Codul civil Francez.

DALLOZ, *Rép. Obligations*, 5262 urm.; *Suppl. Obligations*, 2193 urm.;
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 851, 852;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 32, 33, 749-3°.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VII, p. 416 urm., 573 n. 3; (VI, p. 164 urm., 168, 169, 192, n. 2, 193, 194; X, p. 178); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 433, 434, 498;
 CANTACUZINO MATEI, p. 629;
 DEGRÉ ALEXANDRU, *Scieri juridice*, vol. I, p. 573 urm. „O hotărîre dată contra datornicului principal poate să vatame pe cauziune?";
 NACU, II, p. 901;
 RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. Cas. I, 99 din 19 Febr. 1910. Dreptul 26/1910.

Jurisprudență.

1. Dispozițiile art. 1218 nu se aplică de cât în cazul când creditorul a deferit jurământul numai unui debitor, iar nici cum când el a deferit simultan jurământul la toți debitorii ce erau chemați în aceeași instanță, de oarece de s'ar decide într'altfel, nu numai s'ar contraveni textului art. 1218, dar încă s'ar surprinde religiuina creditorului și s'ar denatură tranzacțiunea ce el a voit să facă, pe cât timp el n'a subordonat perderea procesului de cât la jurământul ce toți debitorii vor trebui a prestă; de altă parte, dacă în ochii legiuitorului, fie care din debitorii solidari este presupus a reprezenta pe ceilalți codebitori în ce privește ameliorarea condițiilor, un asemenea mandat tacit nu se pricepe de cât când intervine un act juridic între creditor și unul din debitori în lipsa celorlalți, iar nici cum în cazul când toți codebitorii fiind chemați în aceeași instanță, creditorul le oferă tranzacțiunea jurământului, căci fiecare din debitori fiind direct interpelat, fie care dintr'înșii este stăpân pe interesele sale și poate dispune ori cum va voi în privința lor. (Cas. I, 374/Nov. 9/83, B. p. 1034).

2. În virtutea art. 1218, jurământul deferit unuia din debitorii solidari și prestat, numai atunci profită celorlalți codebitori, când, sau a fost acționat numai unul din debitorii solidari și, acesta jurând, creditorul s'ar întoarce în contra celorlalți codebitori solidari, sau când, de și chemați în judecată de o dată toți debitorii solidari, însă creditorul se adresează numai la conștiința u-

nia din ei, iar nu și în cazul când creditorul defere jurământul la toți debitorii solidari; în acest din urmă caz creditorul a înțeles a face tranzacțiunea cu toți debitorii unui din debitorii solidari, iar nu numai cu câțiva din ei. Deci jurământul deferit unuia din debitorii solidari este admisibil, de și ceilalți codebitori solidari au prestat cel ce li s'a deferit lor. (Apel Buc. III, jurn. 1335, Iun. 16/84, Dr. 76/84).

3. Dacă, pentru stabilirea unei datorii, s'a deferit jurământ decizoriu tuturor membrilor unei societăți în nume cuprinzător, și dacă la ziua fixată pentru prestarea jurământului s'a prezentat numai un asociat care a prestat jurământul, acest jurământ prestat profită tuturor asociațiilor. (Cas. II, 132/Nov. 24/87, B. p. 950).

4. După art. 106 c. com. asociații în nume colectiv fiind obligați solidari pentru operațiunile făcute în numele și pentru comptul societății sub semnătura adoptată de dânsa de către persoanele autorizate a administra, jurământul făcut de un mandatar al societății și coasociat profită și celorlalți asociați, și prin urmare nu mai este loc să jure și aceștia. (Cas. II, 160/91, Oct. 80/91, B. p. 1183).

5. Jurământul dat unuia din debitorii solidari și săvârșit de acesta, profită și celorlalți debitori, atunci când jurământul s'a dat numai unuia dintr'înșii, iar nu și atunci când creditorul a deferit simultaneu jurământul la toți debitorii curi figurează ca părâți în aceeași instanță. (Cas. I, 19/Febr. 1910. B. p. 191).

§ II. — Despre jurământul dat din oficiu.

Art. 1219. — Judecătorul poate da jurământ la una sau la alta din părțile prigonitoare. Acest jurământ se dă, sau spre a se complectă conștiința magistratului, în deciziunea cauzei, sau spre a se putea determina suma condemnațiunei. (Civ. 1169, 1183, 1208, 1220 urm., 1416, 1417, 1472; Pr. civ. 234, 237—246; C. com. 53; Civ. Fr. 1366).

Text. fr. Art. 1366. — Le juge peut déférer à l'une des parties le serment, ou pour en faire dépendre la décision de la cause, ou seulement pour déterminer le montant de la condamnation.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 361, 362;
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2768, 2771 urm.;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 251;
DEMOLOMBE, XXX, 705, 706;
GLASSON, I, p. 910;
LAROMBIÈRE, V, art. 1367, n° 8; 1368, n° 6, 8;
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 853;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 32, 33.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VII, p. 117, 423 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 439;
Observație sub. *Judec. ocol. Urziceni*, 22 April 1904. *Curier Jud.* 45/904; *Notă* sub. *Cas. Fr.* 11 Iunie 1918. *Jurispr. Gen.* 27/1923, No. 1856; *Notă* sub. *Trib. Civil Tarascon Bouches-du-Rhône*, 9 Mai 1921. *Jur. Gen.* 1925, No. 85; *Notă* sub. *Trib. Montargis, Loiret*, 9 Mart. 1921. *Jur. Gen.* 1925, No. 535;
CANTACUZINO MATEI, p. 627;
NACU, II, p. 903;
POPESCU-CUDALBU THEODOR, „*Jurământul supletoriu după noua procedură civilă*“. *Curier Jud.* 16/1901.

INDEX ALFABETIC

Acceptarea jurământului 5, 6.	Jurământ decizoriu 1, 4, 6, 9, 11, 14.
Apel 7, 18.	Jurământ supletoriu 1-22.
Aprecieri suverană, a se vedea „Retragerea jurământului și 2, 7, 10, 13, 16, 18, 19, 20, 21, 22.	Marturi 11, 16.
Casare, a se vedea „Aprecieri suverană”.	Ordonanțe, a se vedea „Inchieri”.
Comercială afacere 15.	Penal fapt 21.
Deferirea jurământului, a a se vedea „Aprecieri suverană”.	Probe 17, 19.
Drept facultativ 2.	Procedură civilă Franceză 4.
Facultate 2.	Procedură civilă Genoveză 9.
Franceză procedură 4.	Recurs, a se vedea „Aprecieri suverană”.
Hotărîrea preparatorii și interlocutorii, a se vedea „Inchieri”.	Registre comerciale 15, 19.
Inceput de dovadă 19.	Retragerea jurământului 1, 4, 5, 6, 9, 10, 11, 12, 14, 13.
Inchieri de admitere a jurământului 1, 4.	Suverană apreciere, a se vedea „Aprecieri suverană”.
Inchieri interlocutorii 4.	Tranzacție 10.
Inchieri preparatorii 4, 5, 6, 9, 11.	Valoarea obiectului reclamat 21.

Jurisprudență.

1. Din art. 160 pr. civ. rezultă că ordonanțele prin care se deferă jurământul judiciar unei părți sunt exceptate din regula că *ordonanțele probatorii nu leagă pe judecători* și că prin urmare, prin niște asemenea ordonanțe, judecătorii sunt legați, și ele nu se pot reformă conform art. 119 pr. civ., de cât în cazurile și modurile prescrise de lege. Evidența înțelesului art. 160 nu poate fi întunecată prin trimiterea ce pare a face le secțiunea 6 a celui ce dicte unde se tratează despre jurământul judiciar deferit unei părți și unde nimic nu se vorbește despre irevocabilitatea unor asemenea ordonanțe; căci din singurul text al art. 160 rezultă că

legiuitorul a voit ca maxima că ordonanțele preparatorii nu leagă pe judecători să ia o excepțiune tocmai pentru cazul când prin o asemenea ordonanță se deferă jurământul judecătorilor unei părți; și din combinația art. 160 rezultă că la acest din urmă articol este vorba nu de jurământul decizoriu ce o parte deferă la cealaltă parte pentru ca să hotărască prigonirea, ci tocmai pentru jurământul ce într'un mod preparatorii judecătorii ordonă ca folositor pentru descoperirea adevărului, adică pentru jurământul supletoriu. Deci judecătorii care a deferit jurământ supletoriu e legat prin această ordonanță și prin consecințele ei, și nu mai poate să revină asupra ei. (Cas. I, 200/Mai 94/69. B. p. 241).

2. Darea jurământului din oficiu este un drept facultativ judecătorilor fondului pe care l'exercită atunci când convicțiunea lor nu ar fi formată pe deplin asupra punctelor în litigiu și când în suveranitatea lor găsește cu cale a uză de un asemenea drept; și această facultate nu poate fi transformată în drept obligatoriu prin calea recursului în cașiune. (Cas. II, 163/70, Dec. 20/70, B. p. 295).

3. De oarece jurământul din oficiu se dă spre a complectă conștiința magistratului, acesta poate să-l defere a celeia dintre părți pe care circumstanțele cauzei și inspirațiunea conștiinței sale i-o indică ca trebuind să facă o declarațiune mai sinceră sau generalmente mai utilă manifestățiune adevărului. (Cas. I, 281/70, Oct. 13/70, B. p. 302; Cas. I, 246/Iun. 20/83. B. p. 663; Trib. Fălciu, Nov. 9/92, Dr. 5/93).

4. Deși procedura civilă nu stabilește în principiu nici o deosebire între hotărârile preparatorii și între cele ce în procedura franceză se numesc interlocutorii, însă o atare distincțiune se vede admisă, prin excepțiune, în privința jurământului judiciar, în art. 160 pr. civ., din al cărui termeni rezultă că judecătorii sunt legați prin ordonanțele privitoare la jurământul deferit din oficiu uneia din părțile prigonitoare. Și după art. 1207 c. civ. cuvintele *jurământ judiciar*, reproduse în art. 160 pr. civ., se referese la jurământul decizoriu, precum și la cel dat din oficiu de judecător uneia sau alteia din părți, în cât nu mai poate fi îndoială că ultima dispozițiune a art. 160 se aplică la ambele aceste forme de jurământ. Deci dar, din combinarea art. 1207 c. civ. cu art. 160 pr. civ., rezultă într'un mod clar și evident că o încheiere prin care se dă din oficiu jurământ uneia din părți, nu este o încheiere preparatorie, ci o hotărâre, care leagă pe judecător și asupra căreia el nu poate reveni fără a viola autoritatea lucrului judecat. Distincțiunea între ordonanțele preparatorii enunțate în art. 159 și acele privitoare la jurământul judiciar prevăzut de art. 160 pr. civ. este evidentă și nesupusă îndoielei. Hotărârile preparatorii, prin care judecătorul ordonă măsuri a activă instrucțiunea cauzei, nu prejudecă întru nimic soluțiunea definitivă a afacerii în litigiu, ei tinde numai a o pune în stare pentru ca judecătorul să poată statua în cunoștință de cauză și într'un mod definitiv, din contra o hotărâre prin care se deferă jurământul judiciar, deși nu arată deciziunea tribunalului nici decide fondul procesului, prejudecă însă într'un mod ipotetic, care va fi deciziunea sa asupra punctului de drept care face obiectul contestațiunii. (Cas. sec.-unit. 1/Febr. 8/72, B. p. 71).

5. Din art. 160 pr. civ. se vede că legiuitorul pune principiul că tribunalele pot să revină asupra ordonanțelor preparatorii, fără distincțiune, prin urmare și asupra ordonanțelor prin care s'a deferit un jurământ supletoriu înainte ca partea să-l fi prestat, întru cât acest jurământ este o măsură de instrucțiune, de oarece nu intră în cazurile prescise de art. 1211, 1212 și 1214, când jurământul s'a deferit de o parte și s'a acceptat de cealaltă. Pe lângă acestea, jurământul supletoriu nefiind fundat de cât pe prezumpțiunea de incertitudine a justiției și prestarea lui neavând altă țintă de cât de a aduce un nou element de convingere, fără a legă întru nimic pe judecător, justiția poate retractă deferirea lui ori de câte ori dănsa ar fi în pozițiune a eși din incertitudine, în vreun alt mod, sau când interesul legii o cere. (Cas. II, 26/Febr.

8/94, B. p. 832; Cas. I, 12/74 Ian. 16/74, B. p. 9).

6. După art. 160 pr. civ. judecătorii nu sunt legați prin ordonanțele preparatorii sau prin consecințele lor, afară de aceea ce se zice pentru jurământul judiciar deferit unei părți. Or, din intitularea sect. VI și din dispozițiunile art. 237, ce se află sub acea secțiune, rezultă că prin jurământul judiciar se înțelege, după legea noastră de procedură, atât cel decizoriu cât și cel supletoriu (art. 1207 c. civ.) însă fiind că legea de procedură numai la art. 160 dispune despre efectul ordonanțelor prin cari se deferă jurământul unei părți, cată ca dispozițiunile art. 160 să fie interpretate și aplicate în sens rațional. Și de vreme ce, în regula generală, judecătorii nu sunt legați prin ordonanțele preparatorii date fie în fața ambelor părți și în vederea probelor exhibitate de ele, fie în lipsa lor, e evident că lipsa sau prezența părților nu poate să aibă nici o influență asupra nestrămăturii ordonanțelor prin care se deferă jurământul la o parte. Deci alta a trebuit să fie rațiunea pentru care legiuitorul a făcut o excepțiune la regula generală, când e vorba de jurământul judiciar. Această rațiune este, pentru jurământul decizoriu în nerevocabilitatea propunerii jurământului, când cealaltă parte a declarat că este gata a jură (art. 1214 c. civ.); iar pentru jurământul supletoriu, solemnitatea prestațiunei jurământului. Din această rațiune a legii rezultă că judecătorii nu sunt legați, adică ei pot reveni asupra ordonanței prin care s'a deferit un jurământ, dacă e vorba de jurământul decizoriu deferit de o parte până ce cealaltă parte nu va declara că este gata a săvârși jurământul; și dacă e vorba de jurământul supletoriu, ei pot, înainte de săvârșirea lui de către partea intimată să revină asupra acestei măsuri de instrucțiune. (Cas. II, 150/Aug. 10/76, B. p. 435).

7. Legiuitorul n'a voit a determina ca jurământul supletoriu, să fie dat de judecător numai părții care face cererea sau ridică excepțiunea ori prezența oricăruj indicii, ci a lăsat la facultatea judecătorului de a alege și a'l da oricărei din părți ar putea completă, așa conștiința lui, și prin urmare nu e ținut a motivă o atare alegere. (Cas. I, 237/Aug. 25/76, B. p. 300).

8. Jurământul dat din oficiu și prestat nu poate legă pe judecător în apel, căci jurământul dat din oficiu nefiind de cât un mijloc de instrucțiune și apelul fiind devolutiv, instanța de apel e în drept să apretuiască ori și ce altă probă admisă de instanța inferioară. (Cas. I, 13/Ian. 15/92, B. p. 25; Cas.

I, 272/88 Nov 11/68, B. p. 907; Cas. I, 174/Mai 6/80, B. p. 218).

9. Jurământul supletoriu prestat leagă pe partea cealaltă dacă ea a fost față când s'a deferit și când s'a prestat fără ca ea să fi făcut vreo rezervă sau vreo obiecțiune, căci prin faptul prezenței sale partea a aderat și a primit hotărârea care a deferit jurământul părții adverse. Dacă dar s'a prestat jurământul, partea nu poate să fie admisă a produce alte probe spre a combate consecințele jurământului prestat. Afară de această considerație, jurământul supletoriu deferit și prestat leagă și pe judecător; aceasta rezultă din art. 160 pr. civ. După acest articol ordonanțele cari au admis o procedură preparatorie, și consecințele lor nu leagă pe judecători, cu alte cuvinte judecătorul poate revoca ordonanțele cari au admis o procedură preparatorie, și el e liber a aprecia consecințele procedurii preparatorie ordonată. În opoziție cu aceasta, când prin tr'o ordonanță s'a admis prestarea unui jurământ supletoriu și când partea l'a prestat, judecătorul e legat de consecințele jurământului prestat, deferit conform condițiilor codicelui civil. Judecătorul în urma jurământului supletoriu prestat, nu mai poate admite proceduri ulterioare spre a combate efectele jurământului supletoriu, și dacă totuși s'ar fi admis alte proceduri prin cari s'ar combate consecințele jurământului, judecătorul nu poate aprecia între jurământul prestat și probele ulterioare produse. Ceea ce e declarat în art. 160 pr. civ. se aplică deopotrivă la ambele specii de jurăminte, la cel decizoriu cât și la cel supletoriu, fiind că expresiile generice „jurământul judiciar” ce găsim în art. 160 pr. civ. cuprind, după art. 1207 c. civ., ambele specii de jurământ în fine, art. 160 pr. civ. corespunde art. 151 pr. civ. genoveză și în jurisprudența genoveză e admis că judecătorii sunt legați prin ordonanțele preparatorii cari ordonă jurământul supletoriu și prin consecințele acelei ordonanțe și că în urma prestării jurământului supletoriu nu se mai pot admite proceduri ulterioare spre a combate consecințele jurământului prestat. (Cas. sect. unit. 3/Mai, 8/86, B. p. 401).

10. Jurământul supletoriu nefiind o tranzacțiune ci numai un mijloc pe care judecătorul îl administrează pentru complectarea convingerii sale, el nu leagă în nimic pe judecătorul care l'a deferit, căci fiind o probă ca celelalte, rămâne cu totul la suverana apreciere a judecătorului în ceea ce privește forța probantă ce trebuie a-i da față cu probele ce s'ar putea aduce din nou de cealaltă parte. (Trib. Ilfov, IV, 389/Nov. 4/85, Dr. 47/86).

11. Judecătorii sunt legați prin ordonanțele preparatorii cari ordonă jurământul decizoriu cât și cel supletoriu. Această interpretare rezultă din chiar termenii art. 160 pr. civ. de oarece expresiunile generale „jurământ judiciar” ce găsim în art. 160 pr. civ., cuprind, după art. 1206 c. civ., ambele specii de jurământ Deci când instanța de fond a decis că nu mai poate reveni asupra jurământului supletoriu admis și a respins proba testimonială invocată asupra punctului ce urmă a se rezolvi prin jurământul supletoriu, a interpretat just. art. 160 pr. civ. (Cas. I, 83/Mart. 7/89, B. p. 255).

12. Jurământul supletoriu, după art. 1219 și 1220, dându-se numai pentru a se completa conștiința judecătorului, în deciziunea cauzei, sau numai spre a putea determina suma condamnațiunii și numai în anume condițiuni, consecința naturală și logică este că ori de câte ori se produc probe legale cari fac să dispară necesitatea d'a se mai recurge la dânsul, judecătorul poate reveni asupra măsurii ce luase de a supune pe vre-una din părți la prestarea lui. (Cas. I, 310/Septembrie 22/90, B. p. 995).

13. După art. 219, judecătorii au facultatea de a da jurământul supletoriu uneia sau alteia din părțile prigonitoare, în cazurile și cu condițiunile prescrite de lege. Această facultate fiind exclusiv lăsată de legiuitor la aprecierea judecătorilor, părțile n'au dreptul să pretindă judecătorilor în cursul instanței și să ceară admiterea acestei probe de judecători. Deci dar judecătorii, nefăcând mențiune despre această probă, presumpțiunea este că ei nu au găsit-o utilă în cauză fiind deja edificați asupra cauzei din actele prezintate. (Cas. I, 372/Noembrie 28/92, B. p. 987).

14. Art. 160 pr. civ. dispune că judecătorii nu sunt legați prin ordonanțele lor, *afară de ceea ce se zice pentru jurământul judiciar deferit unei părți*; și legiuitorul arată în art. 1207 c. civ. ce se înțelege prin *jurământul judiciar*, adică atât jurământul decizoriu cât și jurământul supletoriu; și unde legea nu face distincțiune, nici judecătorul nu o poate face. Așa că nu se poate reveni asupra încheerii prin care s'a deferit jurământ supletoriu unei părți. (Trib. Fălciu, Nov. 9/92, Dr. 5/93).

15. De și prin art. 1219 judecătorii pot deferi jurământul supletoriu pentru complectarea convingerii, unei din părți, însă acest text de lege prevede cazurile generale care nu-și au aplicațiunea și în cazul când vre-un text de lege arată expres căreia din părți urmează ca judecătorii să-i defere jurământul pentru complectarea convingerii lor. Deci dacă e în joc o afacere

comercială în care una din părți se referă la registrele ce posedă cealaltă parte, și aceasta din urmă refuză de a le prezenta, judecata trebuie, conform art. 53 c. com., să dea jurământul părții care a cerut aducerea registrelor, fără să mai fie necesitate a se examina dacă întrunește și elementele prescise de art. 1220. (Cas. II, 26/Febr. 8/94, B. p. 496).

16. Jurământul supletoriu nu se poate da decât când cererea sau excepțiunea nu sunt pe deplin justificate, sau când cererea sau excepțiunea nu sunt lipsite cu totul de probe. Astfel, judecătorul nu poate da jurământ supletoriu părții, pentru a completa proba cu martori, când martorii ascultați nu fac nici o credință în justiție. (Cas. I, 376/97, B. p. 1188).

17. Deși jurământul supletoriu nu poate lega pe judecătorii fondului, în privința punctului pentru care a fost deferit, însă ei pot să se întemeieze pe un asemenea jurământ, ori de câte ori își vor forma convingerea de sinceritatea lui, mai cu osebire când, pe lângă un asemenea jurământ, se întemeiază și pe alte mijloace de probațiune. (Cas. II, 181/98, B. p. 949).

18. Apelul fiind devolutiv, procedurile pregătitoare dela prima instanță nu sunt obligatoare în apel. Astfel, tribunalul poate să nu ție seamă de jurământul supletoriu dat de judecătorul de pace în prima instanță unei părți și să nu-l mai defere dacă și-a format convingerea din cumpănirea celorlalte probe. (Cas. I, 192/98, B. p. 723).

19. Judecătorul poate da jurământ din oficiu, în cazul când cererea sau excepțiunea nu sunt pe deplin justificate sau nu sunt cu totul lipsite de probe, adică când există un început de probă, și caracterul începutului de dovadă, necesar pentru a legitimă deferiarea jurământului supletoriu, diferă după natura faptului, pe care se întemeiază cererea sau excepțiunea. Astfel, registrele comerciale ținute în regulă, putând servi ca dovadă între comercianți pentru continutul lor, judecătorul poate da jurământul supletoriu ori-căreia din părțile litigante, când continutul registrelor lor respective nu este conform. (Cas. I, 145/900, B. p. 936).

20. Jurământul supletoriu, conform

art. 1219 din codul civil, se dă la una sau alta din părți, după cum apreciază judecătorul, pentru completarea convingerii sale. (Cas. I, 30/Sept. 1908, B. p. 1403).

21. După articolul 1219 și urm. din codul civil, judecătorii au facultatea de a da jurământul supletoriu uneia sau alteia din părțile litigante, în cazurile și în condițiunile prevăzute de lege.

Tot astfel ei au facultatea de a da jurământ reclamantului asupra valorii obiectului reclamat și este admis că acest jurământ, care este un gen particular de jurământ supletoriu, se poate încuviința mai ales atunci când e vorba de contestarea valorii prejudiciului cauzat unei părți printr'un fapt penal și când valoarea nu s'ar putea determina prin alte mijloace de probațiune admise de lege.

Această facultate fiind însă exclusiv lăsată de lege la aprecierea judecătorilor, părțile n'au dreptul să pretindă judecătorilor de a uză de această facultate și mai puțin de a formula un motiv de casare din faptul că dânsii le-a refuzat o atare pretențiune.

Prin urmare, instanța de fond n'a violat întru nimic art. 1222 c. civ., când a refuzat părții civile jurământul ce dânsul se oferise a prestă asupra valorii lucrurilor ce i se furase de către inculpați, mai ales că acea instanță motivează că pretențiunea părții civile că i s'ar fi furat o sumă mai mare decât aceea ce i s'a recunoscut, este în totul lipsită de probe. (Cas. II, decizia penală No. 2685, din 20 Noembrie 1913; „Jur. Rom.“ 1914, p. 70, Curier Jud. 12/914).

22. Nu se poate forma un motiv de casare din omisiunea Tribunalului de a da uneia din părți jurământul supletoriu, de oarece conform art. 1219 c. civ. deferiarea unui asemenea jurământ este lăsată la aprecierea exclusivă a judecătorului, părțile neavând dreptul să ceară admiterea acestei probe. Dacă totuși părțile fac o asemenea cerere și judecătorii nu fac mențiune de ea, prezumția este că nu l-au găsit util în cauză. (Cas. I, No. 309, 1915; „Jurispr. Rom.“ 1915, p. 498).

23. A se vedea: Art. 1210, notele 1, 3, 6, 7, 8; art. 1220 cu notele respective.

Art. 1220. — Judecătorul nu poate da din oficiu jurământ, sau asupra cererii, sau asupra excepțiunei opuse, decât sub următoarele două condițiuni:

1. Ca cererea sau excepțiunea să nu fie pe deplin justificată.

2. Ca cererea sau excepțiunea să nu fie cu totul lipsită de probe.

Afară de aceste două cazuri, judecătorul nu poate decât sau a adjuceca sau a respinge curat cererea sau excepțiunea. (Civ. 1169, 1197, 1416, 1472; Civ. Fr. 1367).

Text. fr. Art. 1367. — Le juge ne peut déférer d'office le serment, soit sur la demande, soit, sur l'exception qui y est opposée, que sous les deux conditions suivantes: il faut,

1° Que la demande ou l'exception ne soit pas pleinement justifiée;

2° Qu'elle ne soit pas totalement dénuée de preuves. Hors ces deux cas, le juge doit ou adjuger ou rejeter purement et simplement la demande.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 360, 361;
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2769, 2770, 2774;
BONNIER, *Traité des preuves*, I, 440, 441;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 251;
DEMOLOMBE, XXX, 694;
GLASSON, I, p. 910;
LAROMBIÈRE, V, art. 1367 urm., n° 3;
LAURENT, XX, 285, 288;
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 853;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 32, 33.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VII, p. 117, 427 urm., 445 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 439; *Notă sub. Cas. Fr.*, 11 Iunie 1918. *Jurispr. Gen.* 27/1923, No. 1856;
CANTACUZINO MATEI, p. 627;
NACU, II, p. 903, 904;
TOCILESCU, *Curs de procedură civilă*. Partea III, 478.

INDEX ALFABETIC

Acte scrise 1, 4.	Mărturisire a se vedea „Interogator”.
Apel 17.	„Interogator”.
Aprecieere suverană, a se vedea „Inceputul de dovadă” și 14, 15, 16.	Mărturisire extrajudiciară 9.
Casa de depuneri 6.	Mărturisire indivizibilă 5.
Casieria generală 6.	Motivare 8, 13.
Creditor 11.	Plată 4.
Debitor 11.	Probe 1, 16.
Facultate 14.	Proprietate 4.
Fidejusiune 11.	Recipisa 6.
Garant 11.	Suverană aprecieere, a se vedea „Aprecieere suverană”.
Inceput de dovadă scrisă 2, 3, 4, 5, 7—13, 16.	Testament 9.
Interogator 5, 10.	Vânzare-cumpărare 4.
Jurământ supletoriu 1—17.	Valoarea obiectului procesului 14.
Marturi 1, 2, 7.	

Jurisprudență.

1. In materie de jurământ, după legea civilă, unele fapte urmează să se dovedească prin martori, iar altele prin acte. Acolo unde proba trebuie să se facă numai prin acte, dacă se admit martori, în fața legii este tot atât ca și cum nu s'ar fi făcut nimic. Prin urmare ori de câte ori e chestiunea de un fapt ce nu se poate dovedi prin martori, jurământul supletoriu ce s'a săvârșit este ca cum nu s'ar fi urmat nici o dată, căci faptul fiind de natură de a se dovedi numai prin acte nu trebuie să se primească dovedirea lui prin martori. (Cas. II, 265/Mai 18/72. B. p. 148).

2. Jurământul supletoriu prin care judecătorul, găsiindu-se în îndoială în fața începutului de dovezi ce are, voiește a și formă convicțiunea pe deplin prin încredințare cu jurământ a unei din părți, poate să fie dat în cazurile în care prigonirea poate fi dovedită prin martori. (Cas. I, 14/Ian. 24/72, B. p. 15).

3. După art. 1220, jurământul supletoriu nu se poate da din oficiu de judecător, de cât numai când va fi un început de probă asupra cererii sau excepțiunei ce se face. (Cas. I, 128/Mai 20/75, B. p. 98; Cas. I, 244/Iun. 18/83, B. p. 656; Trib. Ialomița, 1734 Iunie 18/85. Dreptul 56/85; Cas. I, 39/Febr. 15/88, B. p. 113; Cas. I, 200/Iun. 7/93, B. p. 552).

4. Dacă pentru stabilirea dreptului de proprietate, instanța de fond s'a bazat, nu numai pe actul de cumpărătoare prezentat de parte, dar și pe jurământul supletoriu săvârșit de dânsa spre a completa convicțiunea sa, jurământul prestat nu se poate zice că s'a săvârșit fără început de dovadă, de oare ce partea a prezentat nu numai început de dovadă, dar act în toată regula și necontestat de nimeni, și instanța de fond supunându-l și la prestarea de jurământ n'a violat nici o

lege. (Cas. I, 324/Noembrie 27/79, B. p. 314).

5. Jurământul supletoriu nu poate fi dat fără un început de probă. Dacă dar după interogatoriul făcut pârâtului acesta a declarat că de și a fost dator oare-care sune reclamantului însă le-a plătit, mai rămânând dator numai atât și tribunalul, fără a ține compt de indivizibilitatea mărturisirii, că nu se mai cunoaște dator de cât suma de..., cât și că reclamantul nu prezintă nici un început de probă, nu creează început de probă, din acea mărturisire care nu putea fi scindată și recunoaște că bine a fost deferit de judele de pace jurământul supletoriu celui care reclama fără a proba reclamațiunea sa, și obligă pe pârât la plata sumei reclamate, violează principiul indivizibilității mărturisirii și acela prevăzut de art. 1220, după care urmează a fi stabilit în fapt începutul unei probe. (Cas. I, 383/Nov. 80/81, B. p. 861).

6. Chitanța eliberată de casierul general pentru depunerea unei sume formează un act pe deplin doveditor de operațiunile săvârșite de el și de sumele ce el primește. Deci jurământul supletoriu nu poate fi dat de judecată contra celor conținute în acea chitanță. (Cas. I, 417/Dec. 11/84, B. p. 986).

7. După art. 1197, proba testimonială se poate admite și când este vorba de a se dovedi o datorie care trece peste suma de 150 lei, însă numai atunci când există un început de dovadă scrisă. Tot așa are să urmeze când este vorba ca judecătorii fondului să defere jurământ din oficiu uneia din părți, precum aceasta rezultă din art. 1220 care prevede că un asemenea jurământ nu se poate deferi de cât în două cazuri: 1) ca cererea sau excepțiunea să nu fie pe deplin justificată și 2) ca cererea sau excepțiunea să nu fie cu totul lipsită de probe. (Cas. I, 123/85, Aprilie 6/85, B. p. 231).

8. Art. 1220 impune judecătorului sarcina de a nu admite jurământul supletoriu de cât în următoarele condițiuni: 1) ca cererea să nu fie pe deplin justificată; 2) ca cererea să nu fie cu totul lipsită de probe. Prin urmare hotărîrea care admite jurământul din oficiu, trebuie să stabilească că se găsește în asemenea condițiuni. (Cas. I, 295/Sept. 18/85, B. p. 649; Cas. II, 103/88, Octombrie 4/88, B. p. 867).

9. Ținând seamă de natura testamentului, aceea adică a transmisiunii a verei pe cale de ultimă voință, nu se poate sustine că enunțarea unei împrejurări străină de dispozițiunea principală a cuprinsului actului trebuie să aibă o plină putere doveditoare întru justificarea unui drept ce se în-

voacă. Într'o atare ocurență, mențiunea care n'are un raport direct cu faptul juridic ce formează obiectul principal al actului nu poate fi privită de cât ca o mărturisire extra-judiciară ce poate servi de început de dovadă, care poate autoriza pe judecător să defere jurământul supletoriu. (Apel Buc. III, 88, Sept. 28/80, Dreptul 68/90).

10. Răspunsul puțin clar și confuz dat la un interogatoriu poate fi considerat de instanța de fond ca un început de dovadă scrisă care face verisimilă pretențiunea reclamantului și pentru complectarea convingerei este în drept să dea uneia din părți jurământul supletoriu. (Apel Buc. III 2, Ian. 10/90, Dreptul 8/90).

11. După art. 1219, judecătorul poate să defere uneia din părți jurământul supletoriu, când există un început de dovadă scrisă. Astfel judecătorul poate, luând ca un început de dovadă scrisă actul cu care creditorul se servea în susținerea pretențiunii sale, act care emană chiar de la garant să defere intimatului jurământul supletoriu asupra sumelor de bani ce i-a rămas dator debitorul principal din neîndeplinirea angajamentelor ce își luase prin acel act. (Cas. I, 64/Febr. 12/91, B. p. 156).

12. După art. 1220 din codul civil, jurământul supletoriu nu se poate da decât atunci când cererea nu este pe deplin dovedită, sau atunci când ea nu este cu totul lipsită de probe. (Cas. I, 30 Sept. 1908, B. p. 1403).

13. Instanța de fond nu violează art. 1220 codul civil când pentru a da unei părți jurământul supletoriu, motivează că cererea reclamantului nu este cu totul lipsită de probe, nici nu este pe deplin justificată. (Cas. III, 307 din 1912, Curier Jud. 63/1912).

14. Judecătorii au facultatea de a da jurământ reclamantului asupra valorii obiectului reclamat și este admis că acest jurământ, care este un gen particular de jurământ supletoriu, se poate încuviința mai ales atunci când e vorba de constatarea valorii prejudiciului cauzat unei părți printr'un fapt penal și când valoarea nu s'ar putea determina prin alte mijloace de probațiune admise de lege.

Această facultate însă fiind exclusiv lăsată de lege la aprecierea judecătorilor, părțile n'au dreptul să pretindă judecătorilor de a uză de această facultate. Prin urmare, nu se poate cere casarea unei hotărîri, pe motiv că instanța de fond a refuzat părții civile jurământul ce dânsa se oferise a presta asupra valorii lucrurilor furate. (Cas. II, decizia penală No. 2685, 1913; Jurispr. Rom. 1914, p. 70; Curier Jud. 1914, p. 96).

15. a) Jurământul supletor nu poate fi impus de părțile litigante instanței care judecă, ci numai judecătorul singur are a decide. — când se găsește în condițiile cerute de art. 1220 c. civ. — dacă voeste să uzeze de jurământul supletor. (Cas. I. No. 247, 1916; Jurispr. Rom., 1918, p. 389).

16. Jurământul supletoriu prevăzut de art. 1220 cod civ., este un mijloc de convingere pentru instanța de fond, pe care legea i-l pune la îndemână în cazul când cererea părții nu este pe deplin justificată.

Ca atare singură instanța de fond este în drept a aprecia utilitatea acestei probe, părțile neputând discuta această utilitate, ci numai efectele jurământului, adică dacă astfel cum el a fost prestat este concludent sau nu în cauză și dacă concordă sau nu cu dovada reeșind din celelalte probe administrate. (Cas. I. dec. 969 din 12 Oct. 1923, Jur. Rom. 1/1924).

17. Potrivit dispozițiilor art. 1219 și urm. cod civil, tribunalul poate deferi din oficiu jurământul supletoriu uneia din părți, cu condiția că cererea sau excepțiunea să nu fie pe deplin

justificată și să nu fie cu totul lipsită de probe; dar spre deosebire de jurământul decizor, jurământul supletor nu poate lega pe judecătorii de fond în privința punctului asupra căruia a fost deferit, de oarece el nu rezolvă litigiul ci servește numai la complectarea convingerei tribunalului.

Prin urmare cu ocazia judecării unei apel, care este devolutiv, procedurile pregătitoare efectuate înaintea primei instanțe nefiind obligatorii pentru instanța de apel, tribunalul poate să nu țină seamă de jurământul supletoriu deferit de către judecătorul de ocol și constatând că acest jurământ a fost deferit fără a se fi stabilit dacă s'a îndeplinit cea de a doua condiție cerută de art. 1220 cod. civ. și anume ca cererea să nu fie cu totul lipsită de probe, condițiune esențială și obligatorie pentru admiterea jurământului supletoriu, să oblige pe reclamantul de la prima instanță să și dovedească acțiunea. (Trib. Drohoi 7484 din 19 Octombrie 1922, Jur. Gen. 1924, No. 2090).

18. A se vedea: art. 1219 cu notele respective; art. 1222, notele 2, 3, 7.

Art. 1221. — Jurământul dat din oficiu unei părți, nu poate fi referit de această parte celeilalte. (Civ. 1211; Civ. Fr. 1368).

Text. fr. Art. 1368. — Le serment déféré d'office par le juge à l'une des parties, ne peut être par elle référé à l'autre.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 362-364;
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2781;
 BONNIER, *Traité des preuves*, I, 443, 444;
 CHAUVEAU ET CARRÉ, *quest.* 521;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 251;
 DALLOZ, *Rép. Obligations*, 5281 urm.; *Suppl. Obligations*, 2204 urm.;
 DEMOLOMBE, XXX, 720, 721;
 DURANTON, XIII, 613;
 GLASSON, I, p. 910;
 LAROMBIÈRE, V, art. 1367, 1368, n° 3, 19, 20, 22-24;
 LAURENT, XX, 293, 295;
 MOURLON, ed. 7-a, II, p. 854;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 32, 33.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VII, p. 435; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 441; Notă sub.
 Cas. Fr., 11 Iunie 1918. Jurispr. Gen. 27/1923. No. 1856;
 CANTACUZINO MATEI, p. 627;
 NACU, II, p. 904.

Art. 1222. — Jurământul asupra valorii obiectului reclamat nu poate fi dat de judecătorul¹⁾ reclamantului, decât atunci, când constatarea acelei valori va fi imposibilă de a

1) Din eroare se zice, aici „judecătorul“ în loc de „judecător“.

se face cu alt mijloc; chiar în acest caz, judecătorul este dator a determina suma până la care reclamantul va fi crezut pe jurământul său. (Civ. 1219; Pr. civ. 237—246; Civ. Fr. 1369).

Text. fr. Art. 1369. — Le serment sur la valeur de la chose demandée, ne peut être déféré par le juge au demandeur que lorsqu'il est d'ailleurs impossible de constater autrement cette valeur.

Le juge doit même, en ce cas, déterminer la somme jusqu'à concurrence de laquelle le demandeur en sera cru sur son serment.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, VIII, p. 365, 366;
BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, IV, 2780;
BONNIER, *Traité des preuves*, I, 441;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 251;
DALLOZ, *Rép. Obligations*, 5332 urm.; *Suppl. Obligations*, 2225 urm.;
LAROMBIÈRE, V, art. 1369, n° 7, 10;
MOURLON, ed. 7-a, II, p. 854;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 34.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VII, p. 362 nota, 439 urm., 445 urm.; (IX, p. 285); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 441; *Observație* sub. Cas. III, 1081 din 20 Iunie 1922. Pand. Rom. 1923-I-230;
CANTACUZINO MATEI, p. 627;
NACU, II, p. 904.

Jurisprudență.

1. Nu se violează art. 1222 când judecătorul de fapt, apreciind condițiunea imposibilității de a se constata pagubile și partea lezată neridicând nici o contestațiune, deferă jurământ ex officio după aprecierea sa. (Cas. I, 233/Iun. 16/69, B. p. 274).

2. În materie civilă, deferirea unui *jus-jurandum in litem* e admisibilă în cazurile indicate de art. 1220; și nu poate fi vre-o îndoială că jurământul în *litem* trebuie să fie admis și atunci când e vorba de constatarea valorii prejudiciului cauzat unei părți printr'un fapt penal sau prin un delict sau quassidelict, când evaluarea nu s'ar putea face prin alte mijloace de probațiune admise de lege. (Cas. II, 168/Mart. 9/74, B. p. 112).

3. După art. 1220 judecătorii sunt oprți a da din oficiu jurământ numai în caz când este vorba de constatarea faptelor alegate de părți și care a putut da loc la prejudiciu, dacă nu există un început de dovadă. Dacă însă faptul penal e pe deplin constat, judecătorii deferind părții civile jurământ din oficiu numai în ceea ce privește cuantumul sumei care trebuie a i se adjuca, nu violează art. 1220. (Cas. II, 141/Apr. 20/76, B. p. 160).

4. Dacă se contestă valoarea obiectelor pretinse că au fost furate de făcătorii de rele, judecătorul e dator, după art. 1222, de a ordona o expertiză,

când constatarea valorii acelor obiecte nu e imposibil de a se face, iar nu să ordone jurământul din oficiu reclamantului și fără a determina suma până la care reclamantul va putea fi crezut pe jurământul său. (Cas. I, 297/81, Oct. 2/81, B. p. 706).

5. Tribunalul dând reclamantului jurământul din oficiu pentru ași dovedi cererea, prin aceasta a recunoscut implicit că are să-l crează până la suma prevăzută în cerere. (Cas. I, 226/88, Sept. 29/88, B. p. 735).

6. După articolul 121 și urm. din codul civil judecătorii au facultatea de a da jurământul supletoriu uneia sau alteia din părțile litigante, în cazurile și în condițiunile prevăzute de lege.

Tot astfel ei au facultatea de a da jurământ reclamantului asupra valorii obiectului reclamat și este admis că acest jurământ, care este un gen particular de jurământ supletoriu, se poate încuviința mai ales atunci când e vorba de constatarea valorii prejudiciului cauzat unei părți printr'un fapt penal și când valoarea nu s'ar putea determina prin alte mijloace de probațiune admise de lege.

Această facultate fiind însă exclusiv lăsată de lege la aprecierea judecătorilor, părților n'au dreptul să pretindă judecătorilor de a uză de această facultate și mai puțin de a formula un motiv de casare din faptul că dânșii le-au refuzat o atare pretensiune.

Prin urmare, instanța de fond n'a

violat întru nimic art. 1222 c. civ., când a refuzat părții civile jurământul ce dânsul se oferise a prestă asupra valorii lucrărilor ce i se furase de către inculpați, mai ales că acea instanță motivează că pretențiunea părții civile că i s'ar fi furat o sumă mai mare decât aceea ce i s'a recunoscut este în totul lipsită de probe (Cas. II, No. 2685, 1913; Jurispr. Rom. 1914, p. 70; Curier Jud. 1914 p. 96).

7. Jurământul estimatoriu prevăzut

de art. 1222 cod. civ., găsindu-și rațiunea sa tocmai în imposibilitatea pentru judecător de a avea o probă pentru aprecierea și evaluarea obiectului reclamat, urmează că pentru admisibilitatea în principiu a unui atare jurământ, partea nu poate fi îndatorată să producă un început de probă, ca în cazul jurământului supletoriu prevăzut de art. 1220 c. civ. (Cas. III, 1081 din 20 Iunie 1922, Jur. Rom. 16-17/1922, Pand. Rom. 1923, I, 230).

TITLUL IV.

Despre contractul de căsătorie și despre drepturile respective ale soților.

CAPITOLUL I¹⁾

Art. 1223. — Legea guvernează asociațiunea conjugală, în privința averilor, conform regulilor prescrise în capul următor, dacă părțile n'au făcut convențiuni speciale. (Civ. 5, 942, 968, 1008, 1224, 1233, 1247; Pr. civ. 708 urm.; C. com. 16; Civ. Fr. 1387).

Text fr. Art. 1387. — La loi ne régit l'association conjugale, quant aux biens, qu'à défaut de conventions spéciales, que les époux peuvent faire comme ils le jugent à propos, pourvu qu'elles ne soient pas contraires aux bonnes mœurs, et, en outre, sous les modifications qui suivent.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, V, p. 231, 232;
BAUDRY, LE COURTOIS ET SURVILLE, *Traité du Contrat de mariage*, I, 69, 193 urm., 196, 198, 200-202;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 52, 62; ed. 1-a, III, p. 4, 10, 13, 309;
DALLOZ, *Rép. Contrat de mariage*, 80 urm.; *Suppl. Contrat de mariage*, 8 urm.;
GUILLOUARD, *Traité du Contrat de mariage*, I, 276, 330;
HUC, IX, 59;
LAURENT, XXI, 8;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 6;
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 795 urm.;
RODIÈRE ET PONT, *Traité du Contrat de mariage*, I, 173, 174, 181.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 7, 14, 41, 42, 571; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 82;
CANTACUZINO MATEI, p. 713;
DIMITRIU I. MATEI, „*Asupra convențiilor matrimoniale în trecut și acum*“, Pagini Juridice 13/1907;
IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul instrăinării*, p. 199;
MAXIM G. DIMITRIE, *Notă sub. C. Apel Buc. s. III*, 78 din 12 Martie 1924. Pand. Rom. 1924-II-68;
MEITANI GEORGE (FIU), „*Despre regimul de drept comun la noi în materie dotală*“. Dreptul 2/902;
MEITANI GEORGE HENRI, „*Convențiile matrimoniale*“, Curier Jud. 24/924;
NACU, III, p. 24, 25.

Jurisprudență.

1. Soții fiind căsătoriți sub imperiul codului Caragea drepturile născute

pentru ei în privința averii dotale urmează a se regulă după acea legiuire. (Cas. I, 28/Ian. 25/91, B. p. 39; Cas. I, 34, Februarie 10/88, B. p. 104).

1) S'a omis de a se intitula acest capitol „*Dispozițiuni generale*“, ca unul ce guvernează întreaga materie și după cum este intitulat și în Codul francez.

2. Din art. 1227, 1228, 1234 și 1283 c. civ., combinate cu art. 708 și urm. pr. civ., reese că regimul dotal nu se presupune, ci trebuie să fie dovedit prin acte în regulă (Cas. I, 27/Jan. 24/89, B. p. 40).

Art. 1224. — Verice convențiuni matrimoniale sunt libere între soți, întrucât acelea nu vatămă drepturile bărbatului de cap al familiei, sau de cap al asociațiunii conjugale, și întrucât nu deroagă la dispozițiunile prohibitive ale acestui codice ¹⁾. (Civ. 5, 195 urm., 291 urm., 325 urm., 342, 343, 345 urm., 349 urm., 421, 422 urm.; Civ. Fr. 1388).

Text. fr. Art. 1388. — Les époux ne peuvent déroger ni aux droits résultant de la puissance maritale sur la personne de la femme et des enfants, ou qui appartiennent au mari comme chef, ni aux droits conférés au survivant des époux par le titre de la Puissance paternelle et par le titre de la Minorité, de la Tutelle et de l'Emancipation, ni aux dispositions prohibitives du présent Code.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, V, p. 265, 266, 270;
 BAUDRY ET SURV., *Tr. du contr. de mar.*, I, 18-23, 26, 28, 30, 45, 46, 741;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 614, 626, 633; ed. 1-a III, p. 10 urm.; 17, 65, 120, 135, 150, 237, 281, 283;
 DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 92 urm.; *Suppl. Contr. de mar.*, 25 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VI, 5 bis, I, II;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 640;
 DEMOLOMBE, VI, 295, 490, 491;
 GUILLOUARD, *Tr. du Contr. de mar.*, I, 401, 414, 115, 120;
 HUC, IX, 3;
 LAURENT, XXI, 120, 121, 135;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 7;
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 799 urm., 1017;
 RODIÈRE ET PONT, *Tr. du Contr. de mar.*, I, 63, 74, 79.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 8 urm., 14, 28, 29, 31 t. și n. 1, 34, 35, 80, 210 nota, 262 n. 1, 355 t. și n. 2, 444, 495, 571, 632; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 736; XI, p. 79, 362 n. 3); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 82; *Observație* sub. Jud. Ocol. II, Plocești, 1602 din 22 Iulie 903. Curier Jud. 72/903; *Observație* sub. Cas. II, 540 din 9 Dec. 903. Curier Jud. 12/904; *Notă* sub. Trib. Froix, Ariège, 9 Sept. 1920. Jur. Gen. 1924, No. 1778; *Notă* sub. Trib. Moissac (Tarn-et Garonne), 6 Febr. 1920. Jur. Gen. 1924, No. 1829;
 CANTACUZINO MATEI, p. 713;
 CRĂCIUN EUGEN, *Notă* sub. Cas. II, 342 din 4 Iulie 923. Pand. Rom. 1924-I-268;
 DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri juridice*, vol. I, p. 386 urm. „Pactenuptiale“;
 MEITANI GEORGE (FIU), „Despre regimul de drept comun la noi în materie dotală“. Dreptul 2/1902;
 NACU, I, p. 109; III, p. 26 urm., 69;
 NICOLEANU G. HIPPOLYTE, *Notă* sub. Cas. I, 1002 din 29 Nov. 921. Pand. Rom. 1922-I-321;
 POLICHRON DEM., *Notă* sub. C. Apel Craiova, 218 din 10 Oct. 1924. Pand. Rom. 1924-II-257;
 THEODORESCU G. DEM., „Regimul matrimonial la populația noastră rurală“. Curier Jud. 14/911.

INDEX ALFABETIC

Act dotal 2, 3, 9, 10.
 Administrarea averei dotale 4, 8.
 Anulare, a se vedea „Nullitate“.
 Autorizația tribunalului 3.
 Bărbat, a se vedea „Administrația [averei dotale“.

ministrația [averei dotale“.
 Bărbat străin 1.
 Casa de depuneri 3.
 Căsătorie 1, 5, 6, 7.
 Clauza de întrebuințare 2, 3.

Contract dotal 2, 3, 9, 10.
 Cumpărător, a se vedea „Vânzare-cumpărare“.
 Daune 2.
 Dota imobiliară, a se vedea „Imobile dotale“.
 Dota mobilă 3.
 Dota regim, a se vedea „Regim dotal“.

Drept francez 4.
 Drepturile bărbatului, a se vedea „Administrarea averei dotale“.
 Femece Româncă 1.
 Francez drept 4.
 Imobile dotale 1, 2.
 Imutabilitatea dotei 9.
 Intenție 5, 6, 7.

¹⁾ Art. francez corespunzător 1388, are o redacțiune cu mult mai complexă și diferită de a art. 1224 româna.

Intrebuințare (clauză) 2, 3.	Regim matrimonial 5, 6, 7, 8.
Libertate convențiilor matrimoniale 1-10.	Români 1.
Licitatie 2.	Regim parafernial 7.
Mandată 10.	Solemnitate 9.
Nulitate 2, 9.	Statut personal 5, 7.
Ordine publică 1, 4, 8.	Străini 1, 3, 6, 7.
Păduri 2.	Străină țară 6, 7.
Parafernă, a se vedea „Re- gim parafernial”.	Țara străină 6, 7.
Regim dotal 1, 4.	Uzuct 4.
	Vânzare-cumpărare 2, 10.
	Venituri dotale 8.

Jurisprudență.

1. Când o femeie română, căsătorindu-se după un străin adoptă regimul dotal această convențiune e obligatorie pe cât timp nu contravine ordinii publice și legilor țării unde imobilele sunt situate; prin urmare, regimul dotal ales de acești soți fiindu-le obligatoriu, imobilele ce le posed în țară nu le pot înstrăina de cât în cazurile prevăzute de legea noastră. (Trib. Brăila, Mart. 26/84, Dr. 78/84).

2. Dacă prin actul dotal s'a regulat că pădurile aflate pe moșile dotale nu se pot vinde de cât prin licitațiune publică și cu clauză de întrebuințare a banilor, regulându-se și modul exploatarei pădurilor, ori ce vânzare a acelor păduri fără licitațiune publică și cu dreptul pentru cumpărător de a le exploata cum va voi este nulă, și femeia se poate prevala de această nulitate, fără a putea fi obligată la daune-interese către cumpărător. (Apel Buc. I, 221, Noembrie 24/84, Dreptul 9/85. A se vedea și No. 5, 15 și 19 de sub art. 1242).

3. Când contractul matrimonial a doi străini, cari s'au supus legilor române, prevede clauza de întrebuințare a fondului dotal mobilier, acesta nu se poate liberă soților de cât numai pentru a face întrebuințarea stipulată în actul dotal. Și Casa de depuneri, de și nu este de cât un simplu depozitar, este în tot dreptul să refuze restituirea fondului dotal fără o prealabilă încuviințare a tribunalelor române. (Trib. Ilfov I, Oct. 8/86 Dreptul 73/86).

4. Simpla citire a art. 1224 ne arată că e vorba, în al doilea loc, despre drepturile materiale ale bărbatului în privința gestiunii avutului familiei, și cari sunt o emanațiune directă, o consecință necesară a puterii maritale morale. A înțelege cuvintele „capul asociațiunii conjugale” în sensul pur moral, ar fi a imputa legiuitorului o tautologie din cele mai inutile și inexplicabile. Justețea acestei interpretațiuni distinctivă reese încă mai clar din compararea textului nostru cu originalul francez (art. 1388), unde se vorbește într'un mod mai vag și, până la un oarecare punct mai enigmatic de drepturile ce aparțin bărbatului în virtutea „de la puissance maritale sur la personne de la femme et des enfants ou qui lui appartiennent comme chef”

în cât cuvintele din textul român „al asociațiunii conjugale” sunt adăogate de legiuitorul nostru înadins, sublinindu-se astfel deosebirea ce există între puterea morală și puterea materială a puterii maritale declarându-se ambele de ordine publică. Or, art. 1242 vorbind în special de regimul dotal, hotărăște că numai singur bărbatul are dreptul de a lua fructele dotei în timpul căsătoriei și că, numai prin excepțiune, se poate stipulă, în contractul de căsătorie, că femeia va primi însăși, pe fie care an și sub chitanțele ei singure, o parte din veniturile sale pentru întreținerea și trebuințele sale personale. Prin urmare principiul fundamental al regimului dotal este că uzuctul dotei trece în mâna soțului, și că dacă se stipulează contrarul această clauză vatămă ordinea publică, blezând pozițiunea soțului ca șef al asociațiunii conjugale, și deci o atare clauză e nulă. (Trib. Suceava, Septembrie 22/90. Dreptul 61/90).

5. Legea personală a soțului, ca lege comună, pentru stabilirea regimului matrimonial, în lipsă de contract, se aplică numai când circumstanțele speciale în momentul căsătoriei permit a se presupune că aceasta era intenția părților. (Apel Buc. I, C. Jud. 15/99).

6. În principiu, doi soți streini, căsătoriti în țară streină, fără a face contract matrimonial, nu sunt presupuși că au adoptat regimul matrimonial, care e drept comun în legislațiunea țării lor. Aceasta e o chestiune de voință sau intenție a părților. (Apel Buc. I, C. Jud. 15/99).

7. În principiu, regimul matrimonial ce doi soți streini, căsătoriti într-o țară străină fără contract, se presupune că l-au adoptat, este o chestiune de voință, sau intenție a părților, adică se determină după legea la care soții au înțeles a se referi. Chiar când regimul matrimonial ar face parte din statul personal al soților, totuși legea personală a soțului, ca lege comună, numai atunci se poate aplica când împrejurările, care concură în momentul căsătoriei ar justifică aceasta. Astfel, când rezultă că doi soți, născuți sau crescuți în România și căsătoriti aici, au fost și sunt decisi a rămânea în România, voința lor este că au adoptat regimul matrimonial al României, adică acela parafernial. (Apel Buc. I, C. Jud. 50/900).

8. Viitorii soți sunt liberi să stipuleze orice convențiuni matrimoniale ar crede de cuviință, întrucât ele nu ating drepturile bărbatului de cap al familiei sau al asociațiunii conjugale și nu derogă la dispozițiunile prohibitive ale codului civil.

Astfel, soții pot conveni ca parte din veniturile dotale cari s'ar cuveni băr-

batului să se întrebuințeze într'un mod oarecare cu consimțământul și în folosul femeii, întrucât o asemenea clauză care restrânge dreptul de folosință al bărbatului nu atinge întru nimic ordinea publică, nici drepturile bărbatului de cap al asociațiunii conjugale. (Cas. I. 367 din 30 Apr. 1912, B. p. 664, Curier Jud. 51/1912).

9. Din art. 1224—1226, 1228, 1229, 1231 c. civ. și din caracterul solemn și neschimbător al contractului dotal rezultă că nulitatea de care este izbit un asemenea contract în caz de neîndeplinirea condițiilor sau formelor cerute de lege, este o nulitate de plin drept sau absolută. (Tribunalul Ilfov

I, No. 157, 1914; Curier Judiciar 1915, p. 347).

10. Stipulația prevăzută într'un act dotal, că soțul are dreptul să înstrăineze moșia dotală, cu consimțământul soției, și să primească prețul pe creditul său personal, în baza principiului libertății convențiilor matrimoniale, consacrat de art. 1224 c. civ., este perfect valabilă și conține două acte distincte: 1° un mandat pe care soția îl dă soțului de a vinde moșia; 2) constituirea soțului ca proprietar al prețului rezultat din vânzarea imobilului. (Apel Iași I, 1915; Dreptul 1915, p. 446).

11. A se vedea: art. 1231, notele 1, 2; art. 1245 nota 10; art. 1249, nota 10.

Art. 1225. — Nu pot soții, în contractul lor de căsătorie, să modifice drepturile ce dă legea, la titlul IX și X din Cartea I, aceluși dintre soți care supraviețuiește celuilalt. (Civ. 325 urm., 338 urm., 343 urm.; Civ. Fr. 1388).

Text. fr. Art. 1388. — Les époux ne peuvent déroger ni aux droits résultant de la puissance maritale sur la personne de la femme et des enfants, ou qui appartiennent au mari comme chef, ni aux droits conférés au survivant des époux par le titre de la Puissance paternelle et par le titre de la Minorité, de la Tutelle et de l'Emancipation, ni aux dispositions prohibitives du présent Code.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, V, § 504 bis, p. 274 text și nota 23;
 BAUDRY, *Précis*, III, 10;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 614, 626, 633; ed. 1-a, III, p. 10 urm., 17, 65, 129, 135, 150, 237, 281, 283;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VI, 7 bis, II;
 DEMOLOMBE, IV, 93;
 FOLLEVILLE (DANIEL DE), 18 bis, 27;
 GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, I, 107, 116, 131;
 LAURENT, I, 61; XXI, 125, 141;
 MARCADÉ, V, art. 1387 urm., n° IV, VI;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 7;
 PANDECTES FR., *Mariage*, I, 2640, 2656, 2701;
 RODIÈRE ET PONT, *Contr. de mar.*, I, 61, 65, 76, 82;
 SIREY, *Contr. de mar.*, 70 urm., 83, 94, 98;
 THIRY, III, 209, p. 231, 232, 236, 237;
 TROPLONG, *Contr. de mar.*, I, 58, 62.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 8 urm., 14, 28, 29, 31 t. și n. 1, 34, 35, 80, 210, nota, 262, n. 1, 355 t. și n. 2, 444, 495, 571, 632; (I, ed. 2-a, p. 638); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 82;
 CANTACUZINO MATEI, p. 202, 714;
 CRĂCIUN EUGEN, *Notă* sub. Cas. II, 342 din 4 Iulie 923. Pand. Rom. 1924-I-268;
 LĂZĂRESCU EM. ALEXANDRU, *Regula de drept și jurisprudența actuală*, „Despre pactul succesoral”, p. 12 urm.;
 NACU, I, p. 109; III, p. 26 urm.

Jurisprudență.

1. Din art. 1224—1226, 1228, 1229, 1231 c. civil și din caracterul solemn și neschimbător al contractului dotal rezultă că nulitatea de care este izbit un a-

semenea contract în caz de neîndeplinirea condițiilor sau formelor cerute de lege, este o nulitate de plin drept sau absolută. (Trib. Ilfov I, No. 157, 1914; Curier Jud. 1915, p. 347).

Art. 1226. — Nu vor putea asemenea să facă nici o convențiune sau renunțare, care ar avea de obiect să schimbe ordinea legală a succesiunilor între dâșii și descendenții lor. (Civ. 5, 659 urm., 702, 808, 936 urm., 965, 1008; Civ. Fr. 1389).

Text. fr. Art. 1389. — Ils ne peuvent faire aucune convention ou renouciation dont l'objet serait de changer l'ordre légal des successions, soit par rapport à eux-mêmes dans la succession de leurs enfants ou descendants, soit par rapport à leurs enfants entre eux; sans préjudice des donations entre-vifs ou testamentaires qui pourront avoir lieu selon les formes et dans les cas déterminés par le présent Code.

Doctrină străină.

BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, I, 32 urm.;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 521;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 295; ed. 1-a, III, p. 10, 13, 352;
 DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 135 urm.; *Suppl. Contr. de mar.*, 25 urm.;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 754 urm.;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 7;
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 861.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 8 urm., 14, 28, 29, 31 t. și n. 1, 34, 35, 80, 210 nota, 262 n. 1, 355 t. și n. 2, 444, 495, 571, 632; (I, ed. 2-a, p. 238; III, part. II, ed. 2-a, p. 88, 425 n. 5; IV, part. I, ed. 2-a, p. 20, 597; 603, 627, 678, 686, 702, 705, 761; IV, part. II, ed. 2-a, p. 144, 395; V, p. 114 urm.; VI, p. 786; X, p. 194); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 82, 178; „*Despre renunțare la o moștenire viitoare*“. *Curier Jud.* 27/912; *Notă sub. C. Apel Cernăuți*, 26 Dec. 1921. *Pand. Rom.* 1923-II-124; *Notă sub. C. Apel Rouen*, 19 Mai 1922. *Jurispr. Gen.* 17/1923, No. 1243;
 CANTACUZINO MATEI, p. 714;
 CRĂCIUN EUGEN, *Notă sub. Cas. II*, 342 din 4 Iulie 1923. *Pand. Rom.* 1924-I-268;
 DUMITRESCU A. M., II-76;
 LĂZĂRESCU EM. ALEXANDRU, *Regula de drept și jurisprudența actuală*, „*Despre pactul succesoral*“, p. 17;
 NACU, II, p. 230; III, 26 urm.

Jurisprudență.

1. Din art. 1224—1226, 1228, 1229 și 1231 c. civ. și din caracterul solemn și neschimbat al contractului dotal rezultă că nulitatea de care este isbit un asemenea contract în caz de neîndeplini-

rea condițiilor sau formelor cerute de lege, este o nulitate de plin drept sau absolută. (*Trib. Ilfov*, No. 157, 1914; *Curier Jud.* 1915, p. 347).

2. A se vedea: art. 965 și 702 cu notele respective.

Art. 1227. — Când părțile declară în contractul lor de căsătorie că adoptă regimul dotal, asociațiunea conjugală în privința averilor, se va reguła întru toate după cele prescrite la capitolul următor. (Civ. 1233 urm., 1283; Civ. Fr. 1391).

Text. fr. Art. 1391. — Ils peuvent cependant déclarer, d'une manière générale, qu'ils entendent se marier ou sous le régime de la communauté, ou sous le régime dotal.

Au premier cas, et sous le régime de la communauté, les droits des époux et de leurs héritiers seront réglés par les dispositions du chapitre II du présent titre.

Au deuxième cas, et sous le régime dotal, leurs droits seront réglés par les dispositions du chapitre III.

«*Addition. L. 10 juillet 1850.* — Toutefois, si l'acte de célébration de mariage porte que les époux se sont mariés sans contrat, la femme sera réputée, à l'égard des tiers, capable de contracter dans les termes du droit commun, à moins que, dans l'acte qui contiendra son engagement, elle n'ait déclaré avoir fait un contrat de mariage».

Doctrină străină.

- BAUDRY ET SURVILLE, *Tr. du Contr. de mar.*, I, 63;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 26;
 DALLOZ *Rép. Contr. de mar.*, 159 urm.; *Suppl. Contr. de mar.*, 29 urm.;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 280;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 5;
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 811;

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 35, 36 urm., 42; *Notă* sub. Judec. ocol. II, Câmpulung (Muscel), 764 din 10 Dec. 923. *Curier Jud.* 4/924; *Notă* sub Trib. Senei, 18 Nov. 1922. *Jur. Gen.* 1924, No. 1597;
 AZNAVORIAN HURMUZ, *Notă* sub. C. Apel Buc., 202 din 13 Oct. 920. *Pand. Rom.* 922-II-41;
 CANTACUZINO MATEI, p. 713;
 MAXIM G. DIMITRIE, *Notă* sub. C. Apel Buc. s. III, 78 din 12 Martie 1924. *Pand. Rom.* 1924-II-68;
 MEITANI GEORGE (FIU), „*Despre regimul de drept comun la noi în materie dotală*”. *Dreptul* 2/1902;
 NACU, III, p. 24, 25.

INDEX ALFABETIC

- | | |
|--|--|
| Act dotal 2, 3, 5, 8, 9, 12. | Francez drept 7. |
| Administrarea averii dotale 2, 7. | Imobil 2, 3, 4, 7. |
| Autorizația tribunalului 5. | Intenție 3, 7, 8, 9, 10, 12. |
| Bărbat străin 4. | Interpretare 7, 8. |
| Buna credință 3. | Întrebuințare (clauză) 5. |
| Casa de depuneri 5. | Legal regim, a se vedea „Regim Legal”. |
| Căsătorie 2, 4. | Minori 2, 3. |
| Clauză de întrebuințare 5. | Ordine publică 4. |
| Comunitate 1. | Parafernală avere 1, 13. |
| Constituitorul dotei 2, 3, 6, 10. | Proprietate 10. |
| Convenții matrimoniale 2, 3, 5, 8, 9, 12. | Regim dotal 1, 2, 4, 7-13. |
| Cumpărare, a se vedea „Vânzare-cumpărare”. | Regim legal 1, 7, 9, 12, 13. |
| Deces 2, 3. | Regim matrimonial 6, 8, 9. |
| Dotă mobilară 5. | Separație de bunuri 7, 9, 12, 13. |
| Dotală avere, a se vedea „Regim dotal” și 1, 2, 3, 13. | Străini 4, 5. |
| Dotal regim, a se vedea „Regim dotal”. | Sucesiune 2. |
| Drept Francez 7. | Text constituitor 2, 3, 6, 10. |
| Femei Română 4. | Terțe persoane 8. |
| | Tutor 2, 3. |
| | Uzfruct 2. |
| | Vânzare-cumpărare 4, 7, 9. |

Jurisprudență.

1. Expresiunile *regimul dotal* reproduse în contractul de căsătorie, nu pot avea alt sens de cât acela că averea femeii e constituită ca dotă; și nu se poate zice că expresiile *regimul dotal* ar cuprinde în sine atât ideia dotalității cât și a parafernalității, căci dacă titlul de la cap II, titl. 4, cart. 3 ne-ar putea induce a crede aceasta, aceasta e numai aparent, de oarecând este ca averea să fie parafernală, lasă că nu trebuie ca aceasta să se declare încă anume în contractul de căsătorie, căci de la sine se înțelege că averea femeii asupra căreia părțile n-au stipulat este parafernală; în oricare caz parafernalitatea nu se stipulează în întrebuințarea expresiunilor *regimul dotal*. Aceste expresii în codul nostru nu pot avea un sens de cât în opoziție cu parafernalitatea, căci sub regimul codului civil, averea femeii e sau dotă sau parafernală. De altminterlea în România, expresiile *regimul dotal* nu pot da loc

la îndoială întru cât n'a fost și nu este vreun regim al comunității sau legal sau convențional, precum admite codul Napoleon. (Cas. I. 325/Nov. 18/76, B. p. 442).

2. În orice contract de căsătorie se arată averea pe care soția sau o altă persoană în numele soției o aduce la căsătorie și care, după dispozițiunile codului civil este supusă regimului dotal. Acest regim guvernează însă averea dotală și și produce efectele sale, atât între soți, cât și în privința celor de al treilea, numai pe cât timp durează căsătoria, căci el este stabilit de lege numai în vederea căsătoriei. Astfel, dacă constituentul dotei stipulează prin contractul de căsătorie că dota va rămâne în păstrarea sa până când se va cumpăra un imobil rural care să devie dotal și dacă mai înainte de a se cumpăra acel imobil soția moare, odată cu desfacerea căsătoriei prin moartea soției a încetat și regimul dotal care afectă dota, și prin urmare nu se mai poate efectua măsura luată de constituent ca banii constituiți dotă să se imobilizeze într'un imobil care va deveni dotal, și așa fiind acel numerariu devine o pură avere succesorală a defunctei soții, ce se poate reclama de soț în calitate de tutor legal al minorului său copil, ca unul ce are administrațiunea acelei averi (art. 390), precum și folosința ei (art. 338), fiind dispensat, conform art. 541 a da vre-o garanție. (Apel Focșani, II, 89/Mai, 21/84, Dr. 87/84).

3. Convențiunile trebuie să se execute după intențiunea comună a părților și cu bună credință, conform art. 970 și 977. Prin urmare când într'un act dotal se prevede că banii constituiți dotă să nu se libereze de constituent până ce nu se cumpăra un imobil care să devie dotal, soțul nu poate cere acei bani dacă nu satisface condițiunea prevăzută,

și aceasta fie că durează încă căsătoria, fie că soția a murit și a lăsat un copil minor sub tutela tatălui. (Apel Iași, II, 147, Oct. 10/88, Dr. 17/84).

4. Când o femeie română, căsătorindu-se după un strein, adoptă regimul dotal, această convențiune e obligatorie pe cât timp nu contravine ordinii publice și legilor țării unde imobilele sunt situate; prin urmare, regimul dotal ales de acești soți fiindu-le obligatoriu, imobilele ce le posed în țară nu le pot înstrăina de cât în cazurile prevăzute de legile noastre. (Trib. Brăila, Mart. 26/84, Dr. 78/84).

5. Când contractul matrimonial a doi străini cari s'au supus legilor române prevede clauza de întrebuințare a fondului dotal mobilier, acesta nu se poate liberă soților de cât numai pentru a face întrebuințarea stipulată în actul dotal. Și Casa de depuneri, de și nu este de cât un simplu depozitar, este în tot dreptul să refuze restituirea fondului dotal fără o prealabilă încuviințare a tribunalelor române. (Trib. Ilfov, I, Oct. 6/86, Dr. 73/86).

6. Tertul donator nu poate pur și simplu cu voința să stabilească regimul matrimonial adoptat de viitorii soți, căci fiind vorba de incapacitatea femeii măritate, trebuie ca numai voința soților să stabilească regimul în condițiunile arătate de codul civil. (C. Apel Buc, s. II, 143 din 2 Oct. 1919, Dreptul 20/920).

7. În legislația română spre deosebire de cea franceză (art. 1393 c. civ. fr.) regimul de drept comun este acel al separației de bunuri și numai când soții, conformându-se art. 1227 c. civ. declară în contractul de căsătorie că adoptă regimul dotal, numai atunci există regimul dotal. În acest caz și asociația conjugală în privința averilor se va regula după cele ce se prescriu în capitolul următor, capitol care cuprinde și art. 1248 și 1253 referitoare la prohibițiunea înstrăinării imobilelor dotale.

Pentru aceasta nu e nevoie de o formulă expresă sau solemnă pentru a supune asociația conjugală acestui regim ci e destul să rezulte din intenția îndubitabilă a părților pentru a-l adopta în convenția lor matrimonială.

În specie deși se spune în actul înzestrării că se dă ca dotă casele ce fac obiectul litigiului, însă mai jos se specifică că le dă atât fiicei cât și ginereului cu toate drepturile a se bucura de ele și a le administra cu voia lor și interesele casnice; prin urmare reiese că părțile nu au înțeles să adopte regimul dotal și ca atare nici imobilul dat zestre nu este lovit de prescripțiunile art. 1242 și 1252 c. civ. Prin urmare în specie, soția înstrăinând imobilul dotal cu consimțământul sotului său, această înstrăinare e valabilă. (C. A-

pel, Buc. s. I, 203 din 13 Oct. 1920. Curier Jud. 22/921, Pand. Rom. 1922, II, 41; Pand. Rom. 1922, III, 27; Judec. ocol II, C. Lung 31 Iulie 1923, Bul. Trib. Muscel 10/923; Judec. ocol II, C. Lung 764 din 10 Dec. 1923; Curier Jud. 4/924; Judec. ocol IV Buc. 320 din 1 Martie 1923. Curier Jud. 13/1924).

8. În interpretarea clauzelor unei convenții matrimoniale cu privire la dotalitatea ce o stabilește pentru tertele persoane, ar fi nevoie de o interpretare restrictivă în precizarea regimului ce va regula bunurile, iar pentru incapabil și în vederea scopului de protecțiune urmărit de legiuitor, o interpretare care să nu conducă prin lipsa de precizie a formulelor dotale, la o eludare aproape sigură a măsurilor de protecțiune; prin urmare o interpretare de conciliațiune este cea mai de preferat, adică: interpretarea ori cărei exigențe ce ar conduce la necesitatea întrebuințării termenilor consacrați și tot odată să rezulte din totalul clauzelor o manifestă consacrare a regimului dotal, rezultând în mod neîndoios din înțelesul lor, pentru părți o intenție de dotalitate sub regimul dotal, iar pentru tertele persoane o posibilitate de cunoaștere a acestei intenții. (Trib. Dorohoi 15 Nov. 1921, Curier Jud. 11/1922).

9. În legislațiunea română, spre deosebire de legislația franceză, regimul de drept comun în materie de contract de căsătorie este acela al separațiunii bunurilor. Aceasta reiese clar atât din dispozițiunile art. 1227 cod. civ. cât și din faptul că legiuitorul român a șters din proiectul inițial un alineat al acestui art., în cuprinderea următoare: „regulele prescise în aceste capitole vor formă dreptul comun al României“.

Prin urmare, adoptarea regimului dotal constituie o derogare dela dreptul comun, și ea trebuie să fie specificată în mod expres, iar nu să se subînțeleagă din intenția părților. Numai dacă părțile au prevăzut expres adoptarea regimului dotal, asociațiunea conjugală se va regula conform dispozițiunilor art. 1227, 1248 și 1253 c. civ.

Așa dar, în speță, deși contractul matrimonial este intitulat „act dotal“, însă din contextul său nereșind că s'a adoptat regimul dotal, terenul vândut de reclamantă nu este izbit de prohibițiunea înscrisă în art. 1248 și 1253 c. civ., și deci reclamanta este decăzută din acțiunea ce o întentează pe baza art. 1255 c. civ. (Jud. oc. IV București, Carte de jud. civ. din 1 Martie 1923, Jur. Gen 1924 No. 322).

10. a) Declarația de constituire a dotei poate emana și de la altul de cât proprietarul bunului afectat dotei. Pentru ca acest bun să devie dotal este

suficient ca soția și soțul să declare că îl primesc ca dotă de la constituitorul zestrei, chiar când bunul aparține soției.

b) Nu este nevoie pentru a se adopta regimul dotal, să se întrebuințeze termeni sacramentali; dotalitatea poate rezulta din cuprinsul actului dotal. (C. Apel Buc. s. IV 24 din 1 Februarie 1923, Pand. Rom. 1924, II, 9).

11. O constituire de dotă din partea femeii, fără o anume declarație a soților că adoptă regimul dotal, nu atrage după sine adoptarea acestui regim excepțional. (Trib. Dolj. s. I-a, 16 Febr. 1923; Justiția (Craiova), No. 3 din 1 Martie 1924).

12. Regimul de drept comun în materie de convențiuni matrimoniale fiind acel al libertății, adică al separației de bunuri, iar regimul dotal fiind subordonat conf. art. 1227 c. civ., unei declarații de adoptare de către soți a acestui regim, instanța de fond trebuie să examineze în fiecare caz special care a fost intenția părților, așa cum rezultă, fie din declarația formală de adoptare a regimului dotal, fie din termenii echipolenți cari să precizeze si-

tuția juridică creată prin regulele prescise de lege, sub rubrica regimului adoptat.

Așa fiind, când contractul de căsătorie este intitulat act dotal și în contextul lui se găsește o serie de stipulații referitoare la dotalitate ca: „constituiesc dotă ficei mele; locul va deveni dotal; se va considera avere dotală; mai aduc tot ca dotă”, din toate aceste formule exprese rezultă lămurit că soții au înțeles să adopte regimul dotal. (C. Apel Buc. s. III, 78 din 12 Mart. 1924, Bul. C. Apel, 4/924, Pand. Rom. 1924, II, 68).

13. Regimul dotal după legea noastră este un regim excepțional astfel că existența lui trebuie să rezulte dintr-o clauză expresă, contrar averea trebuie socotită ca parafernă conform art. 1283 c. civ., care decide că toată averea care nu e dotală e parafernă sau avere extra-dotală, regimul legal sau de drept comun fiind al separației de bunuri. (Trib. Dolj s. II, Jural 13169 din 28 Nov. 1922, Justiția (Craiova) 18/922, Pand. Rom. 1923, III, 39).

14. A se vedea: art. 1234 cu notele respective; art. 1283, nota 4.

Art. 1228. — Convențiunile matrimoniale vor fi făcute prin tribunal, mai înainte de celebrarea căsătoriei, după formele stabilite în codicele de procedură, sub pedeapsă de nulitate. (Civ. 1171, 1229 urm., 1236; Pr. Civ. 708—720; C. com. 19, 20, 796 urm.; L. Timbr. 20 § 4, 39 § 29; Civ. Fr. 1394).

Text. fr. Art. 1394. — Toutes conventions matrimoniales seront rédigées, avant le mariage, par acte devant notaire.

«*Addition*, L. 10 juillet 1850. — Le notaire donnera lecture aux parties du dernier alinéa de l'article 1391, ainsi que du dernier alinéa du présent article. Mention de cette lecture sera faite dans le contrat, à peine de dix francs d'amende contre le notaire contrevenant.

Le notaire délivrera aux parties, au moment de la signature du contrat, un certificat sur papier libre et sans frais, énonçant ses noms et lieu de résidence, les noms, prénoms, qualités et demeures des futurs époux, ainsi que la date du contrat. Ce certificat indiquera qu'il doit être remis à l'officier de l'état civil avant la célébration du mariage.»

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, V, p. 233, 247, 248, 249;
 BAUDRY ET SURVILLE, *Tr. du Contr. de mar.*, I, 77-79, 81, 83, 84;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 67, 79; II, p. 202, 263; ed. 1-a, III, p. 20, 26;
 DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 214 urm., 488 urm.; *Suppl. Contr. de mar.*, 51 urm., 147 urm.;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 321, 331; II, p. 914, 922;
 GUILLOUARD, *Tr. du Contr. de mar.*, I, 190, 191, 210 urm., 281, 334;
 HUC, IX, 31, 34, 61;
 LAURENT, XXI, 112, 113;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 1, 2;
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 806 urm., 811 urm.;
 RODIÈRE ET PONT, *Tr. du Contr. de mar.*, I, 140, 141, 195, 196.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 55, 58, 80, 82, 93 urm., 97 n. 2, 107, 111 n. 2, 115, 118 t. și n. 2, 119, 127, 177 n. 1, 178 n. 1, 250 n. 3, 337; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 256, 675, 691; V, p. 36, 159, 476 nota); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 82, 90, 102; *Observație* sub. C. Apel Iași, 81 din 24 Iunie 908. Dreptul 62/1908; *Observație* sub. Cas. I, 167 din 19 Mart. 1910. Dreptul 37/1910; *Observație* sub. Trib. Mehedinți s. I, 86 din 23 Mart. 1902. Curier Jud. 68/902; *Observație* sub. Trib. Vâlcea, 388 din 16 Nov. 902. Curier Jud. 38/903; *Notă* sub. C. Apel Iași s. II, 23 din 23 Febr. 1904. Curier Jud. 3/906; *Observație* sub. Cas. I, 101 din 2 Iunie 919. Tribuna Juridică 32-33/1920; *Observație* sub. Com. Centr. de Jud. de pe lângă „Casa Noastră” (Basarabia). Pand. Rom. 1923-III-59; *Observație* sub. C. Apel Craiova s. I, 50 din 17 Febr. 1912. Pagini Juridice 92/1912; *Consultație scrisă*. Curier Jud. 36/924;
- ALEXANDRESCU CONST., *Notă* sub. Trib. Vâlcea s. I, 284 din 27 Sept. 1924. Jurispr. Gen. 1924, No. 2167;
- CANTACUZINO MATEI, p. 392, 715, 717;
- CERBAN AL., *Notă*, sub. Trib. Dorohoi, 15 Nov. 1921. Curier Jud. 11/922;
- DEGRE AL. (ALEXANDER), *Notă* sub. Cas. I, 80 din 23 Febr. 1900. Dreptul 27/1900 și *Scrieri juridice*, vol. I, p. 420 urm.;
- DIMITRESCU DOREL, *Observație* sub. Trib. Iași s. II, 22 Măi 1910, Dreptul 50/1910;
- DIMITRIU I. MATEI „*Asupra Convențiilor matrimoniale în trecut și acum*”. Pagini Juridice 13/1907;
- GHINSBERG CALMIS, *Notă*, sub. Trib. Constanța s. II, 253 din 2 și 9 Iulie 923. Justiția Dobrogei 9/1923;
- IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul instrăinării*, p. 97;
- NACU, III, p. 30 urm.;
- NEDELCU D. GEORGE, „*Chestiuni de practică judecătorească*”. Dreptul 74/1912;
- PAXIMADE E. și PERIETEANU GR. I., *Notă* sub. Trib. Argeș s. II, 186 din 1 Iunie 921. Curier Jud. 44/922;
- SCRIBAN R. TRAIAN, *Notă* sub. Judec. ocol Herța-Dorohoi, 391 din 923. Jur. Gen. 27/1923, No. 1864;
- SPINEANU ALEXANDRU, *Notă* sub. Cas. I, 48 din 12 Mart. 1919. Pand. Rom. 1922-I-104;
- TATARU G. V., *Președintele Tribunalului*, p. 77.

INDEX ALFABETIC

- | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---------------|---|----------------------|--|---------------------------------------|----------------|------------|---------------------------------|---|----------------|-------------------------|--------------------|--|--------------|-----------------------|--------------------------|--|---|----------------------|-----------|-----------------------------|------------------------------|--|----------------|-------------|-------------------------|---------------------|------------------------------------|---|--|-----------------------------|------------|---------------|----------------------------|-----------------------------------|-----------------------|-------------------|---|--------------|------------------------------------|-------------------|----------------------|------------------|---------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|--------------|-----------------|-----------------|--|--------------|--------------------------------|--|--|-------------------------------------|----------------|---------------------|--------------------|------------|---------------------------|-----------------------|----------------------------------|---|------------------------------|---------------------------|------------------------|---------------------------|---------------------------|-------------------------|-----------------|-------------------------------|--|--|-----------------|------------------------------|------------|-------------------------|--------------------|--|---------------------------------|-------------------|---------------------|---------------------------------------|------------|-------------------|--------------------------|--------------------------|---|-----------------------------|----------------------|-------------|-----------------|----------------------|----------------------|--------------------------|-----------------------|--|--|---|---------------------|--|
| Acceptare 20. | Act autentic, a se vedea „Autentificare”. | Act de căsătorie 70. | Act solemn, a se vedea „Forme cerute de lege”. | Act sub semnătură privată 10, 22, 30. | Adjudecare 59. | Amendă 70. | Anulare, a se vedea „Nulitate”. | Autentificare, a se vedea „Proces verbal de autentificare” și 2, 6, 11, 13, 19, 20, 21, 22, 26, 29, 30, 31, 39, 40, 41, 44, 45, 49, 54, 58, 59, 62, 65. | Bărbat 43, 76. | Caragea Cod 6, 7, 8, 9. | Căsătorie, act 70. | Căsătorie, celebrare 4, 5, 6, 7, 13, 14, 15, 16, 18, 19, 20, 21, 23, 26, 29, 33, 41, 43, 45, 49, 51, 52, 55, 65, 71, 73, 74. | Căuțiune 43. | Cod civil 3, 4, 7, 9. | Comunitate de bunuri 61. | Constituitorul dotei 1, 5, 13, 16, 19, 24, 26, 35, 37. | Contract de căsătorie, a se vedea „Contract dotal”. | Contract dotal 1-76. | Copii 51. | Creanță 14, 16, 26, 32, 39. | Creditor 24, 33, 36, 46, 60. | Cunoștința terțiului despre dotalitate 66, 72. | Data certă 30. | Debitor 24. | Donație 13, 19, 35, 42. | Donație manuală 13. | Dota, a se vedea „Contract dotal”. | Dotală avere, a se vedea „Regim dotal”. | Dotal regim, a se vedea „Regim dotal”. | Dovadă, a se vedea „Probă”. | Eroare 76. | Evicțiune 57. | Executare de bună voie 42. | Femeie 7, 12, 16, 32, 33, 36, 39. | Foae de zestre 3, 28. | Forma actelor 52. | Forme cerute de lege 1, 2, 8, 10, 11, 15, 20, 21, 22, 26, 29, 36, 39, 42, 48, 50, 51, 52, 53, 54, 56, 59, 59, 62, 75. | Garanție 43. | Gratuit act, a se vedea „Donație”. | Imutabilitate 56. | Inalienabilitate 56. | Incapacitate 50. | Inceput de dovadă 30, 39. | Inexistență, a se vedea „Nulitate”. | Inscripție ipotecară 3, 32, 33, 50. | Intenție 19. | Interogator 39. | Interpretare 7. | Inzestrare, a se vedea „Contract dotal”. | Jurământ 44. | Legalizare 3, 6, 7, 9, 11, 42. | Legea Caragea, a se vedea „Caragea Cod”. | Legea de organizare judecătorească 54. | Liberalitate, a se vedea „Donație”. | Mandat 11, 54. | Mărturi 39, 45, 48. | Mărturisire 5, 39. | Minori 37. | Modificarea dotei 38, 61. | Moștenitori 5, 8, 39. | Neretroactivitatea legilor 4, 7. | Nulitate 1, 4, 10, 11, 13, 16, 19, 20, 23, 26 27, 30, 33, 35, 36, 37, 39, 41, 48, 50, 56, 57, 58, 59, 60, 64, 65, 66, 69, 72, 73, 76. | Obligație natur. 42, 51, 68. | Oâter de stare civilă 70. | Ordine publică 19, 67. | Organizare judecator. 54. | Parafernală avere 50, 76. | Părinți 42, 51, 54, 68. | Prescripție 20. | Proba 29, 39, 44, 48, 51, 68. | Procedura civilă 6, 7, 11, 15, 18, 20, 21, 33, 36, 39, 40, 45, 46, 48, 50, 57, 59, 60, 64, 66, 69, 72, 74. | Proces verbal de autentificare 54, 59, 65. | Procură 11, 54. | Promisiune de inzestrare 68. | Răsboi 76. | Regimul comunității 61. | Regim dotal 1, 50. | Registru de foi dotale, a se vedea „Transcripție” și 3, 5, 7, 8, 18, 21, 23, 29, 33, 34, 45, 47, 50, 60, 69, 70, 71, 72. | Regulament organic 3, 6, 7, 23. | Renunțare 66, 67. | Repetițiune 42, 53. | Restituirea dotei 13, 14, 26, 39, 49. | Români 52. | Semnătură 11, 22. | Servitute de trecere 19. | Societate între soți 61. | Solemne forme, a se vedea „Forme cerute de lege”. | Soție, a se vedea „Femeie”. | Străină țară 33, 34. | Străini 52. | Successiune 25. | Successori 5, 8, 39. | Țară străină 33, 34. | Taxe de înregistrare 55. | Taxe succesoriale 43. | Terț, cunoștința despre dotalitate 66, 72. | Terțe persoane 1, 3, 6, 7, 8, 9, 12, 17, 19, 23, 24, 27, 28, 32, 33, 34, 36, 41, 47, 50, 57, 58, 59, 63, 64, 66, 67, 69, 72, 75. | Transcripție, a se vedea „Registru de foi dotale” și 7, 8, 12, 17, 19, 23-28, 31, 32, 33, 34, 41, 45, 46, 47, 50, 57, 58, 59, 60, 63, 64, 66, 67, 69, 70, 71, 72, 74, 75, 76. | Urmărire silită 24. | Vânzare-cumpărare 7, 57, 61, 63, 66, 72, 73, 75, 76. |
|---------------|---|----------------------|--|---------------------------------------|----------------|------------|---------------------------------|---|----------------|-------------------------|--------------------|--|--------------|-----------------------|--------------------------|--|---|----------------------|-----------|-----------------------------|------------------------------|--|----------------|-------------|-------------------------|---------------------|------------------------------------|---|--|-----------------------------|------------|---------------|----------------------------|-----------------------------------|-----------------------|-------------------|---|--------------|------------------------------------|-------------------|----------------------|------------------|---------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|--------------|-----------------|-----------------|--|--------------|--------------------------------|--|--|-------------------------------------|----------------|---------------------|--------------------|------------|---------------------------|-----------------------|----------------------------------|---|------------------------------|---------------------------|------------------------|---------------------------|---------------------------|-------------------------|-----------------|-------------------------------|--|--|-----------------|------------------------------|------------|-------------------------|--------------------|--|---------------------------------|-------------------|---------------------|---------------------------------------|------------|-------------------|--------------------------|--------------------------|---|-----------------------------|----------------------|-------------|-----------------|----------------------|----------------------|--------------------------|-----------------------|--|--|---|---------------------|--|

Jurisprudență.

1. Legiuitorul a prescris nulitatea foii dotale în caz când nu va fi investită cu formele cerute de art. 708 și urm. pr. civ. și art. 1228 c. civ., pen-

tru garantarea tertelor persoane. Dacă însă pretențiunea este din partea ginerelui contra constitutorului dotei pentru predarea dotei nu i se poate opune nulitatea foii dotale pentru neîndeplinirea formalităților sus indicate, de oarece pentru numitul foaia dotală e un act autentic, după cum rezultă din art. 1227 combinat cu art. 1233 și 1234. Astfel fiind o dată ce regimul dotal s'a admis de către părți, asociațiunea conjugală în privința averilor este stabilită chiar când foaia dotală nu este investită cu formele sus citate. (Cas. I, 266 Iun. 18/73, B. p. 121).

2. Formalitățile cerute de lege pentru facerea contractelor de căsătorie sunt forme solemne, cerute pentru existența chiar a convențiilor ce sunt chemate a stabili între părți, iar nu ca simple medii de probațiune. Simpla aflare a actului dotal în dosarul tribunalului, neinvestit de vre-o formalitate, nu probează de cât depunerea aceluia act care urmă să formeze un titlu pentru părți după ce, investindu-se cu formele legale, se primă de la tribunal, conform art. 715 pr. civ., prin subscrierea părților în registrul de primire. Astfel fiind, acel act depus la tribunal a rămas în stare de simplu proiect; și nici o acțiune nu poate naște din acel pretins act dotal. (Apel Buc. II, Nov. 12/75, Dreptul 72/75).

3. Tertul nu are nici un motiv a se preocupă că foaia de zestre făcută înaintea punerii în lucrare a codului civil nou e legalizată după punerea în vigoare a acestuia, când calitatea lui, de tertiu, e posterioară acelei legalizării, și nu se poate zice că foaia de zestre nu se poate opune unui asemenea, ca una ce legalizată prea târziu, ar avea a se considera ca nelegalizată, căci prin codul civil nou nu s'a prohibit înscrierea foilor de zestre făcute sub regulamentul organic; prin el nu se dispune numai pentru viitor, când și cum au a se face contractele de căsătorie; și în cât privește pentru trecut, spre mărginirea privilegiului general al femeii, se regulează o dispoziție tranzitorie a art. 1815; necesitatea luării unei inscripții asupra unui imobil de al bărbatului în interval de 1 an, dar nu se oprește trecerea în registrul a foilor de zestre constituite înaintea punerii în vigoare a codului civil cel puțin în același an și a susține contrariul ar fi a atinge dreptul femeii măritate sub regulamentul organic și a da noului cod civil efecte retroactive. (Cas. II, 94/Mai 81/76, B. p. 214).

4. Art. 1228 prescrie ca convențiunile matrimoniale să se facă înainte de celebrarea căsătoriei sub pedeapsă de nulitate. Această dispozițiune însă nu a voit să reguleze de cât convențiunile matrimoniale născute în urma pro-

mulgării codului civil; nu se poate aplica însă și convențiilor încheiate înaintea promulgării sale, fără a se violă în un mod patent principiul de neretroactivitate al legilor. (Apel Buc. I, Dec. 17/75, Dreptul 7/76).

5. Actul dotal, odată mărturisit în tribunal de către înzestrător și confirmat prin jurnalul tribunalului, în urma căruia a avut loc căsătoria, lipsa inscripțiunei lui nu poate aduce nulitatea aceluia act dotal nici către înzestrător nici către succesorul lui, de oare ce voința din urmă a acestuia nu poate invalidă actul. (Cas. I, 363/Dec. 8/76, B. p. 482).

6. Deși art. 335 reg. org. da dreptul a se constitui dota și chiar în urma celebrării căsătoriei, de unde rezultă că asemenea acte puteau fi depuse în tribunal ori când pentru legalizare, având efectele lor legale față, nu numai cu soțul, dar și chiar cu tertele persoane în ceea ce privește recunoașterea dotei și a dreptului de prioritate consacrat prin lege, totuși acest drept nu se putea exercita de cât numai pe timpul cât acea lege, care acorda aceste drepturi, eră în vigoare, fără a se putea întinde și sub imperiul legii care a abrogat sau modificat dispozițiunile legii precedente în materie de dotă. Dacă dar contractul de căsătorie care a avut loc sub imperiul legii Caragea și regul. organic, a fost depus în tribunal și legalizat pe când eră în vigoare noul codice de procedură civilă, care nu admite principiul consacrat în art. 335 din reg. organic, legalizarea pusă de tribunal pe acel act, deși a făcut a fi autentic actul, nu a putut da însă efectele juridice prevăzute în art. 335 din regulamentul și din legea Caragea, ambele abrogate. (Cas. II, 46/Martie, 18/78, B. p. 92; Cas. II, 86, Mai 2/78, B. p. 150).

7. Legalizarea și trecerea în condiția a foilor de zestre eră sub legea Caragea și Regulamentul Organic, ca și sub legea actuală, o formalitate fără de care zestrile nu erau opozabile tertilor nici în ceea ce privește inalienabilitatea, nici în ceea ce se atinge de dreptul de preferință. Facultatea de a se putea operă transcripția chiar după celebrarea căsătoriei, facultate pe care o avea după legea veche femeia măritată, a încetat din minutul promulgării legii noi care oprește aceasta. De unde rezultă că zestre constituită sub legea veche, dar a cărei foaie n'a fost transcrisă sub domeniul acelei legi, nu mai poate valabil să fie transcrisă după promulgarea legii noi, legea nouă având în această privință efect din momentul promulgării sale, de oare ce femeia înzestrată sub legea veche, nu se poate prevală de nici un drept dobândit, neputând fi considerat ca un

drept câștigat facultatea ce ea avea de a putea imprima în timpul căsătoriei dotei sale constituită, forma legală, caracterul de inalienabilitate în fața terților persoane prin o legalizare, și transcripție pe care o putea cere sau nu. Așa fiind Curtea de apel anulând o vânzare făcută sub regimul legii noi de o femeie măritată și înzestrată sub legea veche, dar a cărei foaie de zestre nu s'a transcris în timpul legii vechi, când asemenea transcripțiune eră permisă chiar posterior celebrării căsătoriei, ci după promulgarea legii noi care nu permite aceasta, a interpretat rău și violat art. 1228 c. civ. și a dat o greșită interpretare principiului neretroactivității legii. (Cas. I, 404, Dec. 15/81, B. p. 936).

8. Deși transcripțiunea foii dotale nu s'a efectuat de cât sub legea actuală totuși condițiunile sub care se putea face acea transcripțiune, precum și toate cele relative la declarațiunea și constatarea voinței părților urmă a se aprecia și regula după legea sub care acele declarațiuni s'au petrecut. Oț după legea Caragea foile dotale nu erau supuse, în cât privea pe părți, la nici o formalitate solemnă; și transcrierea în condiții a foilor nu avea scop de cât a garanta drepturile celor al treilea, în cât lipsa acelei formalități, de ar exista, nu poate fi opusă de cât de către cei de al treilea, nu însă și de părți sau de succesorii lor. (Cas. I, 273/Sept. 24/84, B. p. 701).

9. Dacă actul dotal, care a avut loc sub imperiul legii Caragea, nu s'a legalizat sub imperiul acelei legi, ci s'a depus în tribunal și s'a legalizat în urmă, pe când se pusese în aplicare noul cod civil, care nu admite un asemenea sistem de procedură în privința actelor dotale de a se depune după efectuarea căsătoriei, nu poate fi opozabil celor de al treilea. (Cas. I, 89/85, Martie 4/85, B. p. 168).

10. Un act pentru alcătuirea căruia legea cere în vederea naturii sale speciale, îndeplinirea unor forme necesare *ad solemnitatem*, e neexistent și fără nici o valoare când n'au fost îndeplinite aceste forme solemne cerute de lege. Deci, un act dotal nul pentru lipsă de forme nu se poate considera ca un simplu act sub semnătură privată. (Apel Buc. I, Noembrie 8/86, Dr. 82/86).

11. Contractul de căsătorie e un act solemn, și neîndeplinirea formelor în actele solemne atrage după sine neexistența actului, întru cât formele sunt cerute de legiuitor în asemenea contracte ca un element substanțial al formării contractului. Or, după art. 1228 c. civil, convențiunile matrimoniale trebuiesc făcute, sub pedeapsă de nulitate, dinaintea tribunalului și după formele stabilite de codul civil și de

procedura civilă. Și art. 709 și 710 pr. civilă arată formele ce trebuie îndeplinite pentru validitatea contractului de căsătorie. Or, conform acestor articole, se cere: 1) subscrierea actului de către toate persoanele cari participă la formarea lui; 2) prezentarea dinaintea tribunalului a ambilor soți împreună cu cei ce au constituit dota, în persoană sau prin procuratori speciali. Dacă dar contractul de căsătorie e un act autentic și legea cere ca consimțământul părților cari concurg la formarea lui să se facă asemenea în formă autentică, de aci urmează că în caz de împiedicare, și mandatul dat pentru a consimți la acest act trebuie să fie autentic. Și dacă pentru unele acte cari trebuie a se face în formă autentică codul civil prescrie anume că și mandatul pentru a consimți la acele acte trebuie să fie în formă autentică, și dacă în cazul de față nu se prescrie de cât ca procura să fie specială, această nu însemnează că procura ar putea să fie și o procură simplă legalizată, și nu s'ar putea invoca ca argument întru aceasta că nulitatea nefiind prescrisă, chiar și acea procură simplă legalizată ar trebui să fie considerată ca bună, fiindcă se poate răspunde că sunt nulități exprese și nulități virtuale; și că cu toate că legea nu declară ca procura să fie autentică, totuși aceasta are să fie autentică întru cât actul la care are a se consimți trebuie să fie făcut în formă autentică, nulitatea fiind virtuală, fiind în natura lucrurilor; a admite că procura pentru a consimți la un act solomen, precum e contractul de căsătorie, ar putea să fie simplu legalizată, ar fi a contraveni scopul și voinței legii. Așa fiind, dacă actul dotal nu e scris de toate părțile contractante și dacă atât constituitorul dotei cât și aceea căreia se constituise dota n'au figurat dinaintea tribunalului de cât prin unul și același procurator cu procura legalizată de poliție, cu drept cuvânt se decide că imobilul dat de zestre n'a putut dobândi caracterul de dotalitate. (Cas. I, 215/Septembrie 12/88, B. p. 721).

12. Lipsa de legalizare și transcripțiune a actului dotal este o formalitate fără de care dota nu poate fi opozabilă terților persoane, nici în ceea ce privește inalienabilitatea, nici în ceea ce se atinge de dreptul de preferință. Întârzierea transcripțiunii actului dotal fie chiar din cauza tribunalului, nu poate crea nici un drept pentru soție față cu terții. Astfel fiind, drepturilor dobândite de terții asupra imobilului dotal mai înainte de data transcripțiunii actului dotal nu li se poate opune un atare act dotal. (Apel Craiova, II, 76, Mai 18/88, Dreptul 77/88).

13. Din faptul că nu s'a celebrat căsătoria nu trebuie a se conchide la nulitatea darului ce s'a făcut femeii cu ocaziunea actului antenuptial. În adevăr, soarta contractului dotal e legată de aceea a căsătoriei intru atât că nu se poate recunoaște validitatea legală a drepturilor și prerogativelor stipulate de părți prin clauzele sale; nu mai puțin însă faptul numărării banilor sau unor obiecte mobile fiind stabilit, el trebuie a fi considerat, conform, dorinței dăruitorului, cel puțin ca un dar manual, care incontestabil poate forma cauza juridică a unei creanțe ordinare. Or, unui dar manual trebuie a i se recunoaște același efect ca și unei donațiuni ce după lege ar fi trebuit să fie făcută în formă autentică, tradițiunea fiind considerată ca elementul constitutiv al actului, iar nu ca executarea unei convențiuni preexistente. Și nu se poate tăgădui donatorei calitatea de a cere restituirea sumei dăruite, sub motiv că creditorul sumei ce s'a dat viitorului sot prin foaia de zestre este constituitorul zestre iar nu înzestrata, de oarece prin faptul remiterii sumei în mâinile viitorului sot, proprietatea fiind transferată asupra înzestrății ca donatară, prin intermediarul acestuia, singură în drept a cere restituirea sumei e ea. (Apel Buc. III, 251, Dec. 8/88, *Dr.* 6/89).

14. Nu se poate considera valabil un contract de căsătorie dacă căsătoria nu se celebrează. Și căsătoria necelebrându-se, tot ce se aduce de femei sau altă persoană cu destinațiune a susține sarcinile unei căsătorii proiectate nu poate fi considerată ca dotă, și ca atare nu se poate cere ca restituire de dotă, ci ca simplă creanță ordinară. (Apel Buc. I 197, Oct. 12/89, *Dr.* 68/89).

15. Conform art. 1228, se anulează contractul de căsătorie când nu va fi făcut prin tribunal înaintea căsătoriei, de către persoanele contractante, față fiind și cele cari completează capacitatea, iar nu și când formele cerute de art. 711—714 pr. civ. nu vor fi îndeplinite. (Apel Galați, I, 186, Octombrie 8/88 *Dreptul* 73/89).

16. Conform art. 176, nimeni nu poate reclama titlul de soție legitimă și efectele civile ale căsătoriei, dacă nu prezintă un act de celebrarea căsătoriei; iar conform art. 1228, dota trebuie să fie constituită înainte de celebrarea căsătoriei, sub pedeapsă de nulitate. Din combinațiunea căror articole rezultă că dacă dota este nulă când nu s'a constituit înainte de celebrarea căsătoriei, neapărat că va fi și mai nulă când nu s'a celebrat de loc căsătoria. Prin urmare actul dotal nu poate fi considerat de cât ca o creanță ordinară. Și dacă dota a fost constituită de o altă persoană, înzestrata nu are

calitate de a cere restituirea sumei primită de viitorul sot, în numele său personal, ci numai în numele creditorului prevăzut în actul dotal. (Trib. Ilfov II, 128, Iun. 7/88, *Dreptul* 6/89).

17. Dacă actul dotal a fost făcut și depus de părți la tribunal spre transcriere mai înaintea celebrării căsătoriei, simplul fapt al netranscrierii lui imediat de către tribunal nu îi schimbă caracterul de dotă între soți și constituitoarii ei. Lipsa de transcriere nu face să peardă acest caracter de cât numai față cu cei de al treilea. (Cas. I, 174/Mai 2/90, B, p. 585).

18. După art. 1228 c. civ., combinat cu art. 708 și 713 pr. civ. convențiunile matrimoniale nu sunt valabile dacă nu sunt făcute înaintea celebrării căsătoriei și dacă nu sunt trecute într'un registru special la tribunalul domiciliului bărbatului însă trecerea în registru poate să fie făcută și după celebrarea căsătoriei atunci când pe de o parte această celebrare trebuie a se efectua fără întârziere, iar pe de altă parte cercetarea prescrisă de art. 712 pr. civ. pentru posesia înzestratorului asupra imobilelor dotale și pentru ipotecile sau alte drepturi reale ce ar exista asupra lor, precum și trecerea în registru a convențiunei matrimoniale, în urma acelei cercetări nu s'ar putea îndeplini înaintea zilei fixată pentru celebrarea căsătoriei. În asemenea caz, președintele tribunalului are facultatea de a aprecia circumstanțele și a elibera bărbatului un extract de pe contractul de căsătorie, ca probă despre *asezarea definitivă a convențiunilor matrimoniale*, spre a-i servi la ceremonia celebrării căsătoriei (art. 713 pr. civ.), iar trecerea în registru a contractului să se facă în urmă, după cercetarea prescrisă de art. 712 pr. civ. (Cas. I, 124/Mart. 15/91 B, p. 301).

19. Actul dotal, de și autentic și transcris, fiind însă făcut după celebrarea căsătoriei, este izbit de nulitate, după art. 1228. Terțiul interesat e în drept a se prevala de această nulitate, și nu atare act, nul ca foaie dotală, nu i se poate opune. Actul acesta fiind nul ca act dotal, nu poate fi valabil nici ca act de donațiune, de oarece actul fiind odată nul ca act dotal, și această nulitate fiind de ordine publică, nu poate fi reînviat sub forma unui alt act juridic a cărui validitate să poată fi opozabilă terțiului. A considera acel act ca o donațiune ar fi chiar contrariu intențiunei presumată a părților, de oarece din faptul că constitutul a intitulat actul de foaie dotală și înzestrata declară în el că se mulțumește pe dota ce i s'a făcut, părțile au înțeles într'un mod destul de clar și evident a se constitui o dotă, iar nu o donațiune. Afară de aceasta, ca acest act nul ca

foaie dotală să poată fi considerat ca o donațiune, ar trebui, fiind făcută în timpul căsătoriei, să îndeplinească condițiunile cerute de lege pentru validitatea unei donațiuni. Or, acest act, de și este autentic și transcris, nu conține însă și acceptațiunea expresă a înzestrății ca donatară, de oarece declarațiunea ei că se mulțumește cu dota ce i s'a făcut e neîndestulătoare a constituii o acceptațiune formală a donațiunii; prin urmare, în lipsă de acceptațiune actul nu poate fi valabil nici ca donațiune. Deci o constituire de servitute de trecere asupra fondului dotal prin acel act dotal este izbită de nulitate, de oarece servitutea de trecere fiind un drept atașat chiar la imobilul constituit dotă, este evident că nu constituie o convențiune deosebită, ci o convențiune matrimonială. (Apel Galați, I, 50/Martie, 27/92, Dreptul 31/92).

20. Din art. 1228 rezultă două condițiuni care sunt indispensabile pentru validitatea contractului de căsătorie; autenticitatea și formarea lui înaintea celebrării căsătoriei. Aceste două condițiuni sunt de esență chiar a actului, așa că lipsa uneia din ele atrage nulitatea convențiunii matrimoniale. Simpla depunere a actului dotal la tribunal nu poate conferi autenticitate acestui act, de oarece în virtutea art. 1171, actul autentic este acela care s'a făcut cu solemnitățile cerute de lege de un funcționar public. Deci, certificatul liberat de tribunal prin care se constată depunerea actului dotal nu poate în nimic suplini exigențele art. 1228, de oare ce liberarea unor asemenea certificate este autorizată de legiuitor, prin art. 713 pr. civ., într'un mod excepțional și în dorința de a nu aduce nici o întârziere celebrării căsătoriei prin îndeplinirea formelor cerute de art. 712 pr. civ. Un atare act dotal este nul, și prin urmare, conform art. 1897 alin. II c. civ., un asemenea titlu nu poate servi de bază prescripțiunei. (Apel Buc. III, 110. Mai 7/92, Dreptul 41/92).

21. După art. 1228 c. civ. combinat cu art. 708 și 713 pr. civ. convențiunea matrimonială fiind un act solemn, ca atare trebuie făcută în formă autentică și înainte de celebrarea căsătoriei și trecută într'un registru special la tribunalul domiciliului bărbatului; însă trecerea în registru poate fi făcută și după celebrarea căsătoriei, destul numai ca înainte de celebrarea căsătoriei să se dea convențiunii matrimoniale autenticitatea legală. Și autenticitatea constă în constatarea voinței părților contractante făcută *propriis sensibus* de judecătorii competenți. Deci simpla depunere a actului dotal la tribunal, fără să se fi constatat voința părților, nu poate conferi acelu

act autenticitatea, nefiind îndeplinite solemnitățile cerute de art. 1171. Un atare act e neexistent. (Cas. I, 248/Sept. 6/93, B. p. 482).

22. Contractul de căsătorie, fiind unul din contractele solemne, nu poate fi probat de cât printr'un titlu autentic, autenticitatea fiind de esență unor asemenea contracte. Astfel, contractul de căsătorie semnat de părți și vizat de judecătorul tribunalului, dar neautenticat din cauză că s'a amânat autentificarea până la cercetarea posesiunii imobilului constituit dotă, nu poate fi valabil ca un contract de căsătorie. Însă contractul care nu poate fi autentic din cauza vreunei lipse de formă, este valabil ca act sub semnătură privată, dacă s'a iscălit de părțile contractante (art. 1172), fără să fie nevoe de a se îndeplini dispozițiunile art. 1179 și 1180. (Apel Buc. III, 292, Nov. 4/93, Dr. 77/93).

23. Convențiunile matrimoniale trebuie făcute prin tribunal mai înainte de celebrarea căsătoriei. Aceste convențiuni trebuie trecute din cuvânt în cuvânt într'un registru special, ce se va ține la greșa fiecărui tribunal de județ. Deși legea prescrie, sub pedeapsă de nulitate, ca foile dotale să se treacă într'un registru special ce se va ține la greșa tribunalului, însă în practică, dela anul 1874, în urma unei dispozițiuni luate de Ministerul Justiției printr'o circulară adresată tribunalelor din țară, ne mai ținându-se asemenea registre speciale, foile dotale se treceau în registrul pentru trecerea actelor autentice, și când dota constă și din avere imobilă, trebuiau transcrise în registrul de transcripțiune. Astfel, actul dotal trecut în registrul actelor autentice și transcris este opozabil tuturor. (Apel Galați I, C. Jud. 41/95).

24. Creditorul chirografar următor al constituitorului dotei, nu se poate prevală de lipsa transcripțiunei actului dotal al dotei constituită de debitorul său, într'u cât un asemenea creditor nu poate urmări imobilele debitorului său în mâna celui de al treilea deținător. (Trib. Ilfov, C. Jud. 41/96).

25. Contractul matrimonial înscris în momentul constituirei dotei la trib. domiciliului soțului este valid ca formă și nu este necesar a se face o nouă transcripțiune la trib. situațiunei bunurilor dobândite de femeie prin succesiune și constituit dotă pentru a se imprimă acestor bunuri caracterul dotalității. (Apel Craiova, I, Dr. 69/97).

26. Deși convențiunile matrimoniale trebuie făcute în formele cerute de lege, înainte de celebrarea căsătoriei, sub pedeapsă de nulitate, însă un act autenticat și transcris după celebrarea căsătoriei, deși nul ca act dotal, însă este valabil ca creanță ordinară

ce constată predarea dotei de către constitutor și primirea ei de către sot, și prin urmare, cu un asemenea act, sotul poate fi obligat la restituirea dotei. (Cas. I, 410/97, B. p. 1317).

27. Formalitatea transcripției actului dotal este prescrisă sub pedeapsă de nulitate numai pentru garantarea terților persoane, nu și pentru părțile contractante. Astfel, sotul, din a cărui culpă sau neglijență nu s'a transcris actul dotal, nu este în drept a invoca lipsa de transcripție a actului dotal, nici a cere anularea transcripției ca neregulată făcută. (Cas. I, 63/97, B. p. 172).

28. Lipsa transcripției foaiei de zestre, cerută de regulamentul organic, nu poate fi invocată de părțile contractante, această formalitate nefiind prevăzută decât în interesul terților, pentru a nu li se surprinde buna lor credință. (Trib. Dorohoi, Dr. 71/97).

29 Convenționea matrimonială, fiind un act solemn, trebuie făcută în formă autentică, înainte de celebrarea căsătoriei și trecută într'un registru special la tribunalul domiciliului bărbatului. Trecerea în registru se poate face și după celebrarea căsătoriei, destul numai ca înainte de celebrare să se dea convenției matrimoniale autenticitatea legală, care consistă în constatarea voinței părților contractante făcută propriis sensibus de judecătorii competenți. Simpla depunere a actului dotal, cu cerere de a se legaliza, făcută înainte de căsătorie, fără să se fi obținut voința și consimțământul părților contractante, nu conferă aceluși act autenticitatea. (Cas. I, 269/99, B. p. 790).

30. Oricum și cu toată nulitatea pentru lipsă de autenticitate a focmelei căsătoriei, totuși actul nul ca act autentic poate valoră ca act sub semnătură privată legalizată, sau ca act cu dată certă, sau ca început de dovadă scrisă. (Cas. I, 80/900 B. p. 171).

31. Deși legea prevede că transcrierea unui act dotal se face după cererea părților contractante, totuși, transcrierea făcută din oficiu, nu este mai puțin valabilă, pentru că această formalitate este o consecință a cererii de autentificare și a naturii actului. (Cas. I, 28, 901, B. p. 47).

32. Deși este adevărat, în drept, că un act dotal netranscris la domiciliul sotului nu poate fi opus celor de al treilea, când însă inscripțiunea ipotecară, luată de soție asupra imobilului sotului său, pentru asigurarea dotei sale dintr'un asemenea act dotal, a rezultat din hotărâri judecătorești rămase definitive, acea inscripție ipotecară nu mai are de obiect foaia dotală netranscrisă, ci o simplă creanță ipotecară confirmată de justiție ca atare, și această inscripțiune, fiind menținută în virtutea

unei hotărâri, este opozabilă tuturor celor ce au câștigat drepturi posteroare asupra imobilelor supuse zisei inscripțiuni. (Cas. I, 235/901, B. p. 830).

33. Convențiile matrimoniale făcute în străinătate, deși netranscrise în registrul tribunalului domiciliului bărbatului, sunt valabile între soți, întrucât formalitatea transcrierii, prescrisă de art. 720 din Pr. civ., nu a fost creată decât pentru garantarea drepturilor terților persoane. Astfel fiind, creditorii oricare ar fi ei nu pot cere anularea inscripțiunii ipotecare, luate de soție în baza unui act valabil față de sot, și în virtutea unui text de lege care garantează dota sa alienabilă. (Apel Buc. II, Dr. 46/901).

34. Convențiile matrimoniale încheiate în țară străină nu pot fi opozabile terților persoane, decât atunci când au fost transcrise în țară în registrele tribunalului anume destinate pentru aceasta (Cas. I, 10/902 B. p. 7).

35 Un act dotal, care ar fi nul ca atare, adică ca convenție matrimonială, poate fi valabil ca act de donațiune făcută de constitutorul zestrei înzestratului, dacă întrunește condițiile cerute pentru existența unei donațiuni. (Apel Buc. III, Dr. 15/900. Trib. Vâlcea C. Jud. 38/903).

36. Contractele dotale, deși încheiate fără îndeplinirea formalităților cerute de pr. civ., sunt valabile între soți, întrucât acele forme sunt create numai pentru garantarea terților persoane. Prin urmare, creditorii, ori cari ar fi ei, nu pot cere anularea inscripțiunii ipotecare luate de soție în baza unui act valabil față de sot, și în virtutea unui text de lege care garantează dota sa alienabilă. (Trib. Prahova, I, C. Jud. 48/903).

37. Părinții viitorilor soți nu sunt părți în convenția matrimonială încheiată de copiii lor și nu au nevoie să intervievă la formarea acestui contract, decât atunci când ei au constituit o dotă sau când soții sunt minori. Prin urmare, de câte ori viitorii soți sunt capabili și părinții lor nu au constituit nici o dotă, aceștia nu au nevoie să semneze contractul matrimonial, care nu este nul din această cauză. (Cas. II, 540/903, B. p. 1524).

38. Dota nu poate fi nici mărită nici micșorată în timpul căsătoriei, așa că un act încheiat după celebrarea căsătoriei, nu poate forma o dovadă, că averea mobilă prevăzută într'însa ar fi dotală. (Cas. II, 21 Febr. 1906, B. p. 326).

39. Dacă după dispozițiunile art. 1228 codul civil, convențiile matrimoniale nu se pot stabili decât prin acte făcute cu formele arătate în procedura civilă, din nici o dispozițiune de lege însă nu rezultă că femeia n'ar putea stabili, prin toate probele dreptului co-

mun, că fostul ei soț primise suma de la dânsa și că moștenitorii lui n'ar putea fi obligați la restituirea unei asemenea sume.

Prin urmare, femeia putând face proba creanțelor sale prin mărturisirea părții adverse, cum ar fi putut-o face și printr'un act nul ca act autentic, sau printr'un început de dovadă scrisă complectată cu martori, rău instanța de fond, și numai prin violarea art. 227 procedura civilă și greșita aplicare a articolului 1228 codul civil, respinge chemarea la interogator propusă de femeie. (Cas. I, 17 Apr. 1906. B. p. 708).

40. Deși după art. 710 pr. civ., convențiunile matrimoniale trebuiesc autentificate de Tribunalul domiciliului bărbatului, e validă chiar autentificarea dată de alt tribunal, de oarece scopul acelui text nu a fost de a hotărî tribunalul competent de a face autentificarea ci de a prescrie formalități, ca autentificarea care înainte de 1900 nu eră prevăzută de nici o lege. (C. Apel Iași s. I, 81/1908. Revista Judiciară 5/908).

41. Transcrierea convențiilor matrimoniale la tribunalul domiciliului soțului ne fiind o formalitate substanțială a acestor convenții ci numai o măsură de publicitate înființată în interesul terților, actul dotal nu este nul din cauză că a fost transcris în urma săvârșirii căsătoriei, fiind suficient ca autentificarea lui să fie anterioară celebrării căsătoriei, fiind s. I, 81/908. Revista Judiciară, 5/908).

42. Deși în principiu înzestrarea constituie un act cu titlu gratuit supus formelor solemne ale donațiilor chiar când este făcută de către părinți și deși prin urmare, în lipsă de forme, înzestratul nu are nici o acțiune în contra înzestrătorului, atunci însă când chiar fără formă înzestrarea a fost executată de bună voe, părintele nu mai poate cere restituirea acelui bun față cu dispozițiile art. 1092 din codul civil care nu admite repetiția în privința obligațiilor naturale achitate de bună voie. (Cas. I, 35 din 23 Ian. 1909. Bul. p. 31, Dreptul 16/909).

43. Dispozițiile din art. 1228 și 1229 din codul civil, privitoare la convențiunile matrimoniale, fiind derogatorii dela dreptul comun, sunt ca atare de strictă interpretare și, prin urmare, orice convențiuni sau clauze adiționale, cari n'ar altera întru nimic substanța sau integritatea clauzelor contractului matrimonial, fie ele făcute înainte, fie după căsătorie, nu intră în prohibițiunile menționate în text.

Astfel dacă bărbatul n'a fost obligat prin contractul de căsătorie a da cauțiune pentru primirea dotei mobiliare, conform art. 1244 din codul civil, totuși, fie soția, fie terții înzestrători

sau donatori, pot conveni, fie înainte de căsătorie, fie în urmă, cu soțul sau cu un terțiu, a-i da o atare garanție, căci prin aceasta nu se derogă la convențiunea matrimonială, ci, din contră, se asigură și mai bine executarea ei. (Cas. I, 2 Dec. 1909. B. p. 1445).

44. Pentru dovedirea unei convențiuni matrimoniale, ca și a oricărui alt act solemn, legea nu admite alt mijloc de probațiune decât actul autentic. Prin urmare, jurământul, în asemenea materie, este inadmisibil. (Cas. I, 19 Mart. 1910. B. p. 383)

45. Potrivit dispozițiilor art. 1228 c. civil combinat cu art. 170 pr. civ., orice convenție matrimonială urmează să fie făcută înaintea tribunalului, mai înainte de celebrarea căsătoriei, prin act autentic și transcris în registre, sub pedeapsă de nulitate.

Prin urmare asemenea convențiuni nu se pot dovedi cu martori. (Cas. III, 362 din 19 Oct. 1910. Jurisprudența 34, 1910; In acelaș sens Cas. I, 445/913. Currier Jud. 50/913 și 60/913).

46. Lipsa transcripției cerută de art. 819 și 1228 c. civil combinate cu 708 pr. civ., pentru o donație cu titlu de dotă, poate fi opusă donatarului sau reprezentanților săi numai de creditorii cari în urma donațiunii au obținut o ipotecă sau un alt drept real asupra imobilului dăruit iar nu și de creditorii chirografari ai donatorului.

Prin urmare, un act dotal deși netranscris la locul situației imobilului este opozabil unui creditor chirografar al donatorului. (Cas. II, 17 din 11 Febr. 1911. Jurisprudența 12/1911).

47. Netrecerea actului dotal în registrul special de foi dotale nu ridică actului caracterul de act dotal între părți sau reprezentanții lor, ci numai față de cei de al treilea. (Cas. I, 170 din 7 Mart. 1911. Jurisprudența 13/1911; Bul. p. 301).

48. După art. 1228 din codul civil convențiunile matrimoniale, oricare ar fi regimul adoptat de soți, trebuiesc făcute sub pedeapsă de nulitate cu anume forme stabilite de codul de procedură civilă, formalități cari dau contractului un caracter de solemnitate cerut chiar pentru existența convențiunii, iar nu numai ca simplu mijloc de probație. Săvârșește, deci, o violare a legii Tribunalul când, cu ocazia stabilirii unor taxe succesoriale, admite a se dovedi cu martori că averea supusă la taxă prin decizia ministerială nu a aparținut defunctului, ci este a soției sale ce se găsește încă în viață, fiindu-i constituită dotă de un terțiu la trecerea ei în căsătorie cu defunctul. (Cas. III 267 din 15 Mai 1912. B. p. 1088. Currier Jud. 46/1912).

49. Dacă dota este constituită prin act dotal, autentificat în vederea că-

sătoriei, se poate reclama, când căsătoria nu a avut loc, de unul din viitorii soți, contra celui alt care a primit-o, restituirea ei. (Judec. ocol Lespezi, 180 din 28 Mai 1913, Curier Jud. 65/913).

50. a) Cu toate că prin art. 1228 cod. civil, se spune clar, că convențiunile matrimoniale trebuie făcute după formele prevăzute de procedura civilă, sub pedeapsă de nulitate, totuși neîndeplinirea transcrierii actului dotal în registrul tribunalului domiciliului soțului, formalitate prevăzută de art. 710 pr. civilă, nu poate avea de efect nulitatea actului, întrucât această formalitate nu este substanțială, edictată pentru solemnitatea și existența actului, ci numai pentru a pune în măsură pe cei de al treilea de a cunoaște incapacitatea excepțională a femeii în ce privește angajarea bunurilor sale dotale.

b) Netranscrierea actului dotal nu are de efect față de terții de cât neopozabilitatea dotalității și considerarea averii femeii prevăzută în act, de parafernala în loc de dotală.

c) Cu toate că un act dotal nu poate pretui față de terții din cauza netranscrierii lui în registrele tribunalului domiciliului bărbatului, ca act dotal, ci ca o simplă convenție, totuși poate servi ori și când ca titlu pentru luarea unei inscripții ipotecare valabile. (Apel Buc. I, No. 200, 1913, Dreptul 1914, p. 50).

51. Darurile făcute de părinți în vederea și cu ocazia căsătoriei copiilor lor, fiind îndeplinirea unei obligații naturale din partea lor, nu sunt supuse nici unei formalități solemne și deci dovada acelor daruri se poate face potrivit regulilor generale de la probațiuni. (Cas. I, 56 din 29 Ian. 914, Curier Jud. 24/914).

52. În ceea ce privește formele extrinseci și intrinseci ale unui contract dotal încheiat în România la căsătoria unei străine cu un român, trebuie a se aplica legea română. (Trib. Ilfov, s. I, 157/914, Curier Jud. 42/915).

53. Când înzestrarea s'a făcut de bună voe, fără forme solemne, înzestrătorul nu mai poate cere restituirea bunurilor date ca zestre. (Judec. Zătreni 368/914, Curier Jud. 46/915).

54. a) După art. 18 din legea organizării judecătorești din 1865, singura autoritate competente de a da autenticitate legală actelor, înainte de legea autentificării actelor din 1886, era Tribunalul, care, pentru a putea funcționa, trebuia să fie constituit cel puțin cu doi judecători, legea prevăzând anume cazurile în cari, prin excepțiune la regula comună, poate instrumenta un singur judecător sau președintele.

În special pentru contractele dotale, făcute înainte de legea autentificării

actelor din 1886, această competență a Tribunalului mai rezultă și din dispozițiile art. 1228 c. civ., combinate cu ale art. 710 pr. civ., dela 1865, care prevăd formal că părțile se vor prezenta înaintea Tribunalului, iar nu a Președintelui.

Prin urmare dacă se constată că procesul-verbal de luarea consimțământului părților dintr'un act dotal dela 1873 este format și semnat numai de președinte, iar nu de complectul Tribunalului, cu drept cuvânt instanța de fond decide că foaia dotală este lipsită de autenticitate legală.

b) Contractul dotal fiind un act solemn și legea cerând ca consimțământul părților cari iau parte la formarea lui să fie dat în formă autentică, urmează ca și procura dată pentru a fi reprezentat cineva la un asemenea act, trebuie să fie dată în formă autentică, căci voința mandantului de a face un asemenea act se manifestă în momentul în care dă consimțământul său la procură. (Cas. I, decizia No. 92, din 11 Februarie 1914, Jurispr. Rom. 1914, p. 146, Curier Jud. 24/914 și 45/914).

55. Potrivit art. 1228 c. civ., constituirea de dotă trebuind să se facă înainte de celebrarea căsătoriei, adică într'un timp când viitorii soți sunt încă persoane străine unul de altul, urmează că taxa de înregistrare pentru donațiunea ce ar făcea-o viitorul soț soției sale prin actul de dotă, să fie percepută conform art. 48 al. 7 din legea timbrului care supune la taxa de înregistrare de 12% liberalitățile între vii, deferite persoanelor străine de orice grad de rudenie cu donatorul și întru cât donația a fost făcută cu titlu de dotă taxa are a fi redusă la jumătate conform art. 49 al. 3 din aceeași lege. (Cas. sect. unite, No. 3, 1914, Jurispr. Rom. 1914, p. 318; Dreptul 1914, p. 283, Curier Jud. 30/914).

56. Din art. 1224—1226, 1228, 1229, 1231 c. civ. și din caracterul solemn și ne-schimbător al contractului dotal rezultă că nulitatea de care este izbit un asemenea contract în caz de neîndeplinirea condițiilor sau formelor cerute de lege, este o nulitate de plin drept și absolută. (Trib. Ilfov I. No. 157, 1914; Curier Jud. 42/1915, p. 347).

57. Potrivit art. 1228 din codul civil și 710 și 712 din procedura civilă, convențiunile matrimoniale sunt nule, în privința terților persoane, dacă nu au fost transcrise la domiciliul soțului și al situațiunei imobilului constituit dotă.

Vanzătorul unui imobil fiind răspunzător de evicțiune față de noul cumpărător și întrucât prin actul de vânzare el și-a luat obligațiunea de a face să înceteze orice temere de evicțiune din cauza dotalității imobilului vân-

dat, el poate cere prin justiție, pentru a preîntâmpina o acțiune de chemare în garanție, ca, pe baza principiului din art. 1228 din codul civil și 710 și 712 din proc. civilă, să se stabilească nevaliditatea actului dotal al autorilor săi, față de dânsul ca prim cumpărător și ca consecință și față de noul cumpărător intrucât, în speță, actul dotal nu fusese transcris în registrul de foi dotale, la domiciliul soțului, iar în registrul de transcripțiuni al situației imobilului a fost transcris după înstrăinarea sa. (C. Apel București II, 243/1915, Curier Jud. 35/916).

58. Art. 1228 c. c., privitor la validitatea contractului de căsătorie, îmbrățișând toate ipotezele în care contractul de căsătorie urmează a-și produce efectele sale, adică între părțile contractante și față de terțiile persoane, acest articol, trebuie înțeles în sensul că el prescrie sub pedeapsă de nulitate a contractului de căsătorie, între părțile contractante, numai lipsa formelor autentificării contractului iar nu și cea a publicității lui, și că această formalitate care nu este autentică, este cerută sub pedeapsă de nulitate, numai pentru garantarea terților, fără ca lipsa ei să atragă nulitatea actului. (T. Brăila II, 15 Sept. 915. Curier Jud. 41/916; C. Apel Buc. s. IV, 69 din 25 Mart. 1922, Jur. Gen. 1923, No. 409).

59. a) Cerințele legii relativ la autentificarea convențiilor matrimoniale în vigoare la 1871, adică înainte de legea autentificării actelor din 1886 erau acele arătate în art. 1228 c. civ., precum și în art. 708 și urm. din vechea procedură civilă. De nicăeri nu rezultă că autenticitatea unei asemenea convențiuni cuprindea anume forme solemne a căror nerespectare ar fi putut atrage nulitatea actului, fiind suficient ca funcționarul competent să adevereze că actul a fost făcut din libera voință a părților contractante.

Prin urmare, dacă consimțământul părților a fost luat chiar în ziua depunerii actului dotal la Tribunal, încheindu-se pentru aceasta un jurnal chiar în acea zi, actul este autentic de la acea dată, chiar dacă în josul actului s'a încheiat un proces-verbal ulterior celebrării căsătoriei, astfel că actul dotal fiind autentificat înaintea celebrării căsătoriei și fiind și transcris în registrul de foi dotale, întrunește toate cerințele legii în vigoare atunci.

b) Terțiul care cumpără la licitație publică averea unei femei înzestrate, știind că este a acesteia, nu poate opune lipsa de transcripție a actului dotal, pentru a cere nulitatea lui din acea cauză, de oarec în acest caz nu este vorba de concurs între doi achizitori dela aceeaș persoană, pentru ca transcripția să decidă cine are a fi prefe-

rat, (Cas. I, decizia No. 710, din 11 Decembrie 1915; Jurispr. Rom. 1916, p. 132).

60. Din dispozițiunile art. 1228 c. civ., combinat cu art. 710 pr. civ., rezultă că contractul de căsătorie trebuie transcris la Trib. domiciliului bărbatului, într'un registru special pentru trecerea unor asemenea acte, sub pedeapsă de nulitate.

Prin urmare, dacă o asemenea transcriere nu s'a făcut, instanța de fond a interpretat bine și n'a violat sus citatele articole, când a judecat că actul dotal nu poate să fie opus creditorului chirografar. (Cas. II, decizia civilă No. 19 din 20 Ianuarie 1916. Jurispr. Rom. 1916, p. 187, Curier Jud. 32/916).

61. După art. 1290 c. civil., fondul comun al societății, stipulată în contractul de căsătorie, fiind format din toate câte soții câștigă în timpul căsătoriei, fie în parte fie împreună, urmează că intră în acest fond și imobilele cumpărate de un soț, presupțiunea juridică fiind că ele au fost cumpărate cu banii economisiți de soț din veniturile aversei lor, care venituri aparțin comunității.

Între comunitatea de câștiguri, stipulată între soții prin contractul matrimonial și celelalte societăți civile, nefiind nici o analogie, chestiunea dacă imobilele dobândite cu titlu oneros aparțin comunității, nu poate fi rezolvată după regulile societăților în genere.

Soții nu pot, în timpul căsătoriei, prin convența lor sau recunoașterile ce ar face, să modifice regimul adoptat prin contractul matrimonial și să schimbe condițiunea juridică a aversei pe care legea o declară patrimoniul comunității.

Astfel fiind, numai prin violarea art. 1290 c. civ., prin greșita aplicațiune a regulilor prevăzute de art. 1517 și 1522 c. civ., și prin nesocotirea dispozițiilor art. 1228 și 1229 c. civ., instanța de fond a judecat că nu fac parte din comunitate imobilele dobândite de soț, cu titlu oneros, în timpul căsătoriei, sub regimul comunității de bunuri. (Cas. II, No. 62, 1916, Jurispr. Rom. 1916, p. 259).

62. Actul dotal dobândește caracterul autenticității și solemnității din momentul primirii și înregistrării lui de către Președintele Tribunalului. (Cas. Iași, I, 2/917, Curier Jud. 1/919, Petre Popescu, Jurispr. Curții de Casație 1917—1918, No. 1).

63. Transcrierea actelor dotale fiind cerută de lege în vederea apărării drepturilor celor de al treilea, urmează că un imobil trecut într'un act dotal ne-transcris, trebuie privit ca neavând caracterul dotalității față de terți achizitori de bună credință și aceasta in-

diferent de faptul cui este imputabilă lipsa de transcriere.

Pentru publicitatea prescrisă de lege în interesul terților nu este destul ca transcrierea să fi fost cerută ci trebuie să fie și făcută căci numai astfel terții pot lua cunoștință de existența și de natura convențiilor matrimoniale (Cas. I, 101 din 2 Iunie 1919, Jurispr. Rom. 21-22/919, Curier Jud. 48-49/920).

64. Din combinarea art. 1228 c. civ., și art. 708 pr. civ., rezultă învederat că formalitatea transcrierii este sub pedepsă de nulitate. Deși nu poate fi vorba de o nulitate radicală a actului, formalitatea transcrierii nefiind cerută pentru validitatea consimțământului între soți, totuși întrucât legea o cere în vederea apărării intereselor celor de al treilea, urmează că convențiunea matrimonială trebuie privită ca inexistentă față de dânsii cât timp nu s'au îndeplinit cerințele prevăzute expres de lege în interesul lor. (Cas. I, decizia No. 48 din 12 Martie 1919, Jurispr. Rom. 17-18/919, p. 674, Curier Jud. 4/919. Pand. Rom. 1922-I-104).

65. Actul dotal devine autentic din momentul în care judecătorul a luat consimțământul părților și a vizat actul căci din acel moment voința părților a fost constatată de un funcționar public competent, cu formele prescrise de lege iar împrejurarea că procesul verbal a fost încheiat mai târziu, adică după ce se efectuase căsătoria între părți și de către judecătorii între cari nu figură și acela care primise actul, nu poate să atragă nulitatea actului dotal, ca fiind autenticat în urma celebrării căsătoriei. (Cas. I, 636 din 10 Dec. 1920, Jur. Rom. 15/921 și 19/921).

66. Legiuitorul a făcut din formalitatea transcrierii unui act dotal, conform art. 708-720 pr. civ., o chestie de ordin general iar nerespectarea ei atrage nulitatea convenției matrimoniale, conform art. 1228 c. civil, neîngăduind această formalitate să fie înlocuită prin simpla cunoștință a terțiului, căruia nu-i poate fi opozabil actul, afară dacă această cunoștință nu ar rezultă dintr'o declarație scrisă din partea terțiului sau orice alt act scris, ceea ce nu este în specie, căci cu privire la actul dotal nu s'a îndeplinit nici o formalitate de publicitate, iar din cuprinsul actului de vânzare nu rezultă cunoștința cumpărătorului în mod precis și indubitabil că imobilul era dotal, spre a se presupune că a renunțat la un drept de protejucire a legii. (Trib. Argeș s. II 186 din 1 Iunie 1921, Curier Jud. 37/921 și 44/922; C. Apel Buc. s. IV, 69 din 25 Mart. 1922, Jur. Gen. 1923, No. 409; Cas. I, 1003 din 11 Oct. 1922, Curier Jud. 44/922).

67. Dispoziția legală a transcrierii convenției matrimoniale la domiciliul

bărbatului, e de ordine publică, făcând parte din categoria legilor, cari deși regulează chestiuni privitoare la bunuri, sunt destinate să ocrotească interesele terților, față de cari dispoziția îmbracă caracterul unei legi de protecție.

Dacă părțile contractante nu pot nici derogă nici renunță la o asemenea dispoziție, căci s'ar derogă de la o măsură pe care legiuitorul din interes general a înscris-o cu scop de protejucire, tertele persoane însă au posibilitatea renunțării, căci nu s'ar putea concepe o libertate protejată de legiuitor pentru exercițiul unui drept, fără putința renunțării la beneficiul acestui drept. (Trib. Drohoi 15 Nov. 1921, Curier Jud. 11/922).

68. Stabilirea existenței angajamentelor luate de părinți printr'o promisiune de înzestrare în îndeplinirea obligației naturale de care sunt tințiți de a-și înzestra copiii, nu este supusă regulilor de probație ce se cer pentru validitatea constituirilor de dotă făcute prin contract de căsătorie ci aceleora admise de dreptul comun. (Trib. Dâmbovița, 10 Nov. 1921, Dreptul 10, 1922).

69. Lipsa de transcriere cerută de art. 712 pr. civ., a imobilului dotal, nu ridică imobilului constituit dotă, caracterul dotalității și deci nu poate fi invocată ca o nulitate a actului dotal de terții cari au tratat cu înzestrații, fiind suficientă ca măsură de publicitate față de ei, transcrierea făcută în Registrul de foi dotale conform art. 708 pr. civ. (Judec. ocol I, Câmpu-Lung 23 Iulie 1921, Buletin Trib. Muscel 6-7 din Aprilie și Mai 1922).

70. Lipsa transcrierii actului dotal în registrul special, nu poate fi înlocuită prin mențiunea ce s'ar fi făcut despre el în actul de căsătorie, căci această mențiune este cerută de art. 62 al. 9 c. civ., sub sancțiunea unei amende în contra ofițerului stării civile, numai ca un element mai mult de publicitate, care în nici un caz nu poate înlocui transcripția. (Cas. I, 1003 din 11 Oct. 1922, Curier Jud. 44/922).

71. Lipsa registrului special la data contractării căsătoriei, nu poate justifica lipsa transcrierii actului dotal, căci este netăgăduit că în timpul lipsei unor asemenea registre la unele tribunale, formalitatea transcrierii cerută de lege în registrul special, era îndeplinită prin transcrierea actului dotal într'un registru general, care formă astfel o dublă întrebuintare și satisfăcea o îndoită cerință legală. Această cu atât mai mult când se constată că formalitatea transcrierii nu a fost îndeplinită nici ulterior după înființarea registrului special de tran-

scriptii. (Cas. I, 1003 din 11 Oct. 1922, Curier Jud. 44/922).

72. Dotalitatea imobilului vândut în timpul căsătoriei, cuprins într'un act dotal transcris în registrul de foi dotale, la tribunalul domiciliului soțului, dar netranscris și în registrul de mutațiuni, la tribunalul județului în care se află imobilul, nu poate fi opusă cumpărătorului, atât timp cât nu s'au îndeplinit, în privința acestui imobil, formalitățile cerute de lege pentru validitatea actelor ce cuprind imobile.

Din combinația art. 1228 c. civ., cu 708 pr. civ., rezultă că aceste formalități sunt prevăzute cu pedeapsă de nulitate, în vederea apărării terților, față de care convenția matrimonială trebuie privită ca inexistentă, cât timp nu s'au îndeplinit cerințele prevăzute expres, în interesul lor.

Art. 712 și 718 pr. civ., prevede transcripțiunea imobilului cuprins în actul dotal. Până la această transcriere, conform art. 723 pr. civ. drepturile rezultate din asemenea acte, nu se pot opune terților achizitori, chiar dacă aceștia au cunoștință de existența actului dotal, nefiind suficientă numai transcrierea în registrul de foi dotale al tribunalului domiciliului bărbatului. Transcrierea în registrul de mutațiuni de proprietăți al tribunalului situației imobilelor, e prevăzută de legiuitor ca o necesitate, pentru terții să urmărească sarcinile imobilelor, caracterul și condițiunile dotalității, întrucât domiciliul soțului poate fi în alt loc decât acolo unde este situat imobilul și poate varia, din timp în timp, așa că cel interesat nu poate urmări cu folos registrul de foi dotale, pe când registrul de mutațiuni îi este la îndemână. (Trib. Teleorman II, sent. civ. 186 din 923 Jur. Gen. 1923 No. 401; Trib. Jolj s. I, 508/923, Jur. Gen. 1923 No. 1704; Trib. Constanța s. II, 253 din 2 și 9 Iulie 1923, Justitia Dobrogei 9/923).

73. Contractul matrimonial este un contract accesoriu, pentru că nu-și capătă ființa juridică de cât din momentul efectuării contractului principal (căsătoria). Inalienabilitatea fondului

dotal începe numai din momentul efectuării contractului principal, în specie celebrarea căsătoriei, iar nu din ziua facerii convenției matrimoniale, așa că toate înstrăinările făcute în interval dela facerea contractului matrimonial până la celebrarea căsătoriei nu sunt nule. (Trib. Gorj s. II, 134 din 5 Mart. 1924, Curier Jud. 25/924).

74. Convențiile matrimoniale prin cari se constituie o dotă imobiliară, sunt supuse la două feluri de transcriere și anume: cea a art. 710 pr. civ., la domiciliul bărbatului, înaintea celebrării căsătoriei și cea a art. 712 pr. civ. la tribunalul situației imobilului; și aceasta fie că însăși femeea și-a constituit dotă un imobil, fie că dota i-a fost constituită de un tert, intru cât legea nu distinge, știut fiind că acolo unde legea nu distinge nici judecătorul nu poate distinge. (Trib. Vâlcea s. I, 284 din 27 Sept. 1924, Curier Jud. 36/924).

75. Avera dotală imobiliară cuprinsă într'o convenție matrimonială, care nu îndeplinește formele cerute de lege în privința terților (în specie transcrierea actului dotal la tribunalul domiciliului bărbatului), nu este lovită de indisponibilitate, după cum este lovită în caz când s'au îndeplinit formele legale; iar cumpărătorul fondului dotal este un tert, căruia contractul matrimonial netranscris nu-i este opozabil. (Trib. Vâlcea s. I, 284 din 27 Sept. 1924, Curier Jud. 36/924).

76. a) Este nul actul dotal care nu a fost transcris în Registrul de foi dotale al tribunalului unde soțul își avea domiciliul după terminarea războiului.

b) Această nulitate se acoperă prin eroarea comună în care poate să cadă cineva, când toate aparentele erau că imobilul ce cumpără cineva, era parafernal, întrucât nu era transcris la domiciliul soțului. (C. Apel Craiova s. II 142 din 6 Mai 1925, Curier Jud. 27/1925).

77. A se vede: art. 813, nota 45; art. 818, nota 3; art. 1092, Index „Dotă“, „Obligații naturale“ și notele 16, 23; art. 1171, notele 79, 91; art. 1227, nota 6.

Art. 1229. — Schimbările ce s'ar face la acele convențiuni, mai înainte de celebrarea căsătoriei, sunt supuse la aceleași formalități, ca și convențiunile matrimoniale.

Deosebit de aceasta, ele nu vor fi valabile, dacă nu se vor face în prezența și cu consimțământul simultan al tuturor persoanelor cari au figurat ca părți la contractul de căsătorie. (Civ. 131, 1175, 1230; Pr. Civ. 708 urm., 716; Civ. Fr. 1396).

Text. fr. Art. 1396. — Les changements qui y seraient faits avant cette célébration, doivent être constatés par acte passé dans la même forme que le contrat de mariage.

Nul changement ou contre-lettre n'est, au surplus, valable sans la présence et le consentement simultané de toutes les personnes qui ont été parties dans le contrat de mariage.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, V, p. 260, 261;
 BAUDRY ET SURVILLE, *Tr. du Contr. de mar.*, I, 127, 129, 131-136;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 768;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 315; ed. 1-a, III, p. 21, 22, 23, 75;
 DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 392 urm.; *Suppl. Contr. de mar.*, 99 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VI, 12 bis, III-V;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 345; II, p. 70;
 FOLLEVILLE (DANIEL DE), *Traité du Contr. pécuniaire de mar.*, I, 94, 95;
 GUILLOUARD, *Tr. du Contr. de mar.*, I, 263-266, 268, 269, 272, 273;
 HUC, IX, 42;
 LAURENT, XXI, 96-98, 101;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 2 urm.;
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 819 urm.;
 RODIÈRE ET PONT, *Tr. du Contr. de mar.*, I, 157-159.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 5, 60 n. 3, 80, 116, 118 n. 2, 127, 130, 140 urm. 146 urm., 337, 417 t. și n. 2, 418; (III, part. II, ed. 2-a, p. 635; IV, part. I, ed. 2-a, p. 687; V, p. 36, 159, 476 nota); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 82, 83, 102; *Observație* sub. C. Apel Limoges s. I, 13 Iulie 1899. Curier Jud. 78/1900;
 CANTACUZINO MATEI, p. 716;
 IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 97;
 NACU, I, p. 324; III, p. 30 urm.

INDEX ALFABETIC

Autentificare 1.	Modificarea dotei 1-12,
Căsătorie, celebrare 3, 4,	Moștenitori 7, 8.
5, 12,	Nulitate 7, 11.
Concordat 6.	Obiecte mobile 1.
Contra-inscris 2, 8.	Parafernal imobil 7.
Creditori 6.	Plata dotei 8, 9, 10, 12.
Dota, a se vedea „Regim	Prețuire 1.
dotal”.	Primirea dotei 2.
Dotal imobil, a se vedea	Probe 4.
„Imobil dotal”.	Procedura civilă 3, 5, 6, 7.
Dovada, a se vedea „Pro-	Regim dotal 6.
ba”.	Registru de foi dotale 3, 7.
Faliment 6.	Restituirea dotei 6, 8.
Forme solemne 11.	Schimb 5, 7.
Imobil dotal 3, 7.	Schimbări în act dotal 1.
Imutabilitate 1-12.	Simulație 2, 4.
Înalienabilitate 7.	Solemne forme 11.
Ipoteca legală 6.	Succesori 7, 8.
Mărturisire 4.	Terțe persoane 2, 7.
Mobile obiecte 1.	Transcriere 3, 7.

Jurisprudență.

1. Dacă este vorba de preschimbarea convenției cuprinsă în contractul de căsătorie, și anume de prețuirea obiectelor mobile constituite dotă, pentru care bărbatul, conform art. 1245, rămâne debitor de prețul lor, preschimbare ce se vede făcută de soție, în josul unei liste de obiectele mobile constituite dotă și cari erau prețuite, printr'o declarație că prețuirea acelor obiecte nu constituie vânzarea și că în caz de disoluțiunea căsătoriei soțul este obligat a predă obiectul în natură în starea în care se vor găsi, fără ca acea declarațiune să fie autentificată de tribunal care a autentificat și contractul de căsătorie; cum preschimbarea unor asemenea convențiuni tre-

buind a fi făcută prin îndeplinirea aceluiași formalități care au preșezut la formarea actului judecatoriu cu drept cuvânt resping cererea soțului de a restitui soției obiectele în natură, în starea în care se găsesc și îl condamnă a plăti prețul acelor obiecte (Cas. I, 31/Ian. 26/85, B. p. 40).

2. Deși soții nu pot, prin nici un act și sub nici o formă de cât numai îndeplinind dispozițiunea art. 1229, modifica convențiunile matrimoniale totuși rămân liberi de a face ori ce aranjament compatibil cu convențiunile matrimoniale. Astfel clauza dintr'un contract de căsătorie, relativă la recunoașterea sau la primirea dotei din partea bărbatului, poate, fără ca principiul imutabilității sau nemodificării convențiunilor matrimoniale să fie atins, să se declare simulată printr'un contra-inscris. Iar regulile prescise de art. 1229 se aplică numai la acele convențiuni sau dispozițiuni cari într'un mod direct sau indirect alterează drepturile respective ale soților sau raporturile lor cu terțiile persoane, (Trib. Ilfov I, 141. Febr. 24/87, Dreptul 32/87).

3. Art. 1230 codul civil, și art. 716 pr. civilă supune modificările aduse la convențiunile matrimoniale la aceleași formalități ca și însăși convențiunile matrimoniale; și dacă aceste articole vorbesc de modificările aduse la convențiunile matrimoniale înainte de celebrarea căsătoriei, este că dota ne-

putând fi, în virtutea art. 1236 c. civ., nici constituită, nici adăogită în timpul căsătoriei; în regula generală asemenea modificări nu pot avea loc de cât înaintea celebrării căsătoriei; dar de aci nu urmează că dacă modificările s'ar aduce în timpul căsătoriei, în cazul când legea le încuviințează, precum este și cazul prevăzut în art. 1254, că aceste modificări sunt scutite de formalitățile cerute de art. 1230 c. civ. și 716 pr. civ. căci un imobil neputând avea caracterul unui imobil dotal de cât atunci când convențiunea prin care el se constituie ca dotal se află trecută în registrul prevăzut de art. 708 pr. civ. urmează neapărat pentru ca imobilul pus în locul celui dotal să devină dotal ca să fie trecută această modificare în sus zisul registru al tribunalului și dar să se îndeplinească dispozițiunile art. 1230 c. civ. și 716 pr. civ. (Cas. I, 354/Nov. 21/89, B. p. 933).

4. Convențiunile matrimoniale nu mai pot fi schimbate după celebrarea căsătoriei. Și simulațiunea cu care se atacă actul de căsătorie nu poate fi dovedită între părți de cât cu acte scrise. Legea nu permite a se reveni asupra contractului de căsătorie chiar când partea contractantă după căsătorie ar mărturisi vițiozitatea cu care este atacat actul. (Apel Galați, I, 136, Oct. 2/88, Dreptul 73/89).

5. Art. 1229 c. civil și art. 716 pr. civilă se aplică la schimbările ce ar avea loc la convențiunile matrimoniale înainte de celebrarea căsătoriei iar nu și la acelea cari survin în urma acestei epoci, cum e când se schimbă imobilul dotal cu un alt imobil. (Apel Buc. II, 41, Febr. 22/89, Dreptul 27/89).

6. În caz de faliment, toți creditorii chirografari ai falitului sunt admiși să se prezinte la masa credală cu creanțele lor, și în lipsă de o prohibițiune restrictivă, cată și femeia falitului, căsătorită, sub regimul dotal să fie admisă, în virtutea creanței sale dotale, la masa falitului și la deliberațiunile relative la concordatul bărbatului său când creanța sa nu este garantată printr'o ipotecă legală, fie din lipsa unei inscripțiuni ipotecare luată asupra imobilelor conform art. 1754 și urm. c. civ., fie din cauză că bărbatul nu posedă asemenea imobile. A se interzice femeii de ași valoră drepturile sale dotale, ar fi să i se tăgăduiască calitatea de creditoare a soțului, cu dota ce i s'a adus la contractarea căsătoriei și, prin urmare, să fie expusă cu siguranță la pierderea creanței sale dotale în profitul celorlalți creditori. Cu tot concursul la concordat și cu toată acceptațiunea dividendului propus de bărbat, trebuie să se recunoască că femeia își conservă

contra acestuia și a bunurilor ce îi vor adveni în urmă toate drepturile și acțiunile sale personale sau ipotecare pentru acoperirea integrală a dotei sale, căci concordatul nu poate avea de efect d'a libera pe bărbat de obligațiunea sa, de a restitui întreaga dotă a femeii, principiile esențiale și scopul regimului dotal respingând un asemenea rezultat. Astfel fiind, nu se poate da loc, prin aceasta, la vre-o schimbare în convențiunile matrimoniale dintre femei și bărbat și, prin urmare, la violarea art. 1228 și 1229 c. civ. sau a art. 710 și 716 pr. civ. (Cas. II, 62/Mai 29/90, B. p. 744).

7. Din art. 708 pr. civ. rezultă că ori ce convențiune matrimonială trebuie a fi trecută în un registru special al tribunalului pentru stabilirea calității de dotalitate în privința soților, iar art. 712, 714, 721, 722 și 723 pr. civ. prevăd că pentru încunoștințarea celor de al treilea în privința stării imobilului constituit dotă, ea trebuie a fi trecută și în registrul de transcripțiuni al situațiunii imobilului. Iar art. 1229, 1230 c. civ. și art. 716 pr. civilă supun modificările aduse la convențiunile matrimoniale, la aceleași formalități ca și însăși convențiunile matrimoniale. Dacă aceste articole vorbesc de modificările aduse la convențiunile matrimoniale, înainte de celebrarea căsătoriei este că dota neputând a fi în virtutea art. 1236 nici constituită, nici adăogată în timpul căsătoriei, în regula generală asemenea modificări nu pot avea loc de cât înaintea celebrării căsătoriei. Dar de aci nu rezultă că dacă modificările s'ar aduce în timpul căsătoriei, când legea le încuviințează, precum este și schimbul prevăzut de art. 1254, că aceste modificări ar fi scutite de formalitățile cerute de sus citatele articole. Căci un imobil neputând avea caracterul dotalității față cu părțile și cu terțiile persoane de cât atunci când convențiunea prin care el se constituie ca dotă se află trecută în registrul prevăzut de art. 708 și 721 pr. civilă urmează neapărat pentru ca imobilul pus în locul celui dotal să devină dotal, ca să fie trecută această modificare în sus arătaatele registre ale tribunalului, și dar să se îndeplinească dispozițiunile art. 1229 și 1230 c. civ. și art. 708, 716 și 721 pr. civ. Și, de și art. 1254 care, ca excepțiune la principiul inalienabilității imobilului dotal prevăzut de art. 1248, permite schimbul cu un alt imobil dotal în condițiunile acolo arătate, desi acest articol prevede ca condițiuni numai consimțământul femeii și autorizațiunea justiției justificându-se utilitatea schimbului cu un alt imobil de o valoare cel puțin de 4 cincimi cât a imobilului dotal constatată această

valoare prin experți numiți din oficiu, fără însă de a prevedea expres și obligațiunea ca asemenea operațiuni să se transcrie în registrul respectiv al tribunalului situațiunei imobilului luat în schimb, totuși obligațiunea îndeplinirii acestei formalități rezultă virtualmente din cuprinsul art. 1254, combinat cu art. 1248. Căci înstrăinarea prin schimb a imobilului dotal se permite numai sub condițiunea ca imobilul primit în schimb să fie considerat și să rămână dotal, ceea ce însemnează că trebuie a se îndeplini în privința lui formalitatea legală atât pentru stabilirea calității de dotalitate în privirea soților, cât și pentru încunoștințarea celor de al treilea pentru transformarea stării imobilului luat în schimb, și aceste formalități, în privința soților, sunt cele prevăzute de art. 708 pr. civ., iar în privința celor de al treilea transcrierea actului de schimb sau a jurnalului de autorizare al tribunalului, în caz când femeea dotală substituie un imobil parafernial altuia dotal, în registrul respectiv conform art. 1230 c. civ. și art. 721, 722 și 723 pr. civ. Deci pe temeiul celor sus menționate, schimbul unui fond dotal, chiar cu unul parafernial este nul când e făcut fără îndeplinirea formalităților cerute de lege. Și din art. 1230, 1295 c. civil, art. 716 și 723 pr. civ., rezultă că în principiu transcripțiunea este constituită în profitul terțiilor așa că lipsa ei n'ar putea fi invocată de cât numai de terții însă prin excepțiune art. 1255 dă drept și femeii sau erizilor săi și soțului a cere nulitatea schimbului în caz când nu s'ar fi îndeplinit formalitățile necesare pentru validitatea schimbului, între cari formalități este și aceea a transcripțiunei. (Apel Buc. III, 4, Ian. 10/91, Dreptul 11/91).

8. Printr'un contra-înscris se poate dovedi că nu s'a plătit dota sau o parte dintr'însa de către constituitorul ei, și ca consecință să se respingă sau să se reducă o cerere de restituire de dotă, făcută în contra soțului de

către femece sau moștenitorii ei. (Trib. Argeș C. Jud. 31/902).

9. Convențiunile matrimoniale nu pot fi schimbate în timpul căsătoriei, însă părțile pot face convențiuni posterioare relative la modul de plată al dotei, destul numai ca printr'însele să nu se violeze principiul imutabilității convențiunei matrimoniale. (Apel Galați I, Dreptul 60/1904).

10. a) Prin schimbările prevăzute de art. 1229 c. civ. nu se pot înțelege orice fel de modificări ci numai acelea prin care se modifică cantitatea sau calitatea dotei, situația și drepturile soților sau raporturile lor cu terții.

Simpla schimbare a modului de plată al dotei nu intră între cele prevăzute de citatul articol. (Trib. Ilfov s. I, 157/1914, Curier Jud. 42/1915).

11. Din art. 1224 -1226, 1228, 1229, 1231 c. civ. și din caracterul solemn și ne-schimbător al contractului dotal rezultă că nulitatea de care este izbit un asemenea contract în caz de neîndeplinirea condițiilor sau formelor cerute de lege, este o nulitate de plin drept sau absolută. (Trib. Ilfov I, No. 157, 1914; Curier Jud. 42/915, p. 347).

12. Conform art. 1229 codul civil schimbările ce s'ar face la convențiunile matrimoniale mai înainte de celebrarea căsătoriei sunt supuse la aceleași formalități ca și convențiunile matrimoniale și cu consimțământul simultan al tuturilor persoanelor cari au figurat ca părți la contractul de căsătorie.

În speță însă, constatându-se din actul sub semnătură privată cu data de 30 Aprilie 1920 că intimatul neprimind suma de 100.000 lei prevăzută în actul dotal, i s'a garantat achitarea acestei sume de către apelanți în mod solidar la 1 Ian. 921, actul nu constituie o modificare a convenției dotale din 30 Aprilie 1920, prin urmare el nu este supus la formalitățile cerute de art. 1229 c. civil. (C. A. București I, dec. 28 din 7 Febr. 1923 Jur. Gen. 1923 No. 193).

13. A se vedeă: art. 1228 notele 43, 61.

Art. 1230. — Schimbările, făcute conform regulilor cuprinse în precedentul articol, nu vor fi valabile în privința unei a treia persoane, dacă nu vor fi trecute în josul contractului de căsătorie.

La caz de contravențiune, tribunalul și greșierul vor fi supuși la acțiune recursorie civilă pentru daune-interese, deosebit de altă pedepse, dacă va fi un asemenea caz. (Civ. 1175, 1229, 1250; Pr. Civ. 716; C. com. 19, 20, 793 urm.; Civ. Fr. 1397).

Text. fr. Art. 1397. — Tous changements et contre-lettres, même revêtus des formes prescrites par l'article précédent, seront sans effet à l'égard des

tiers, s'ils n'ont été rédigés à la suite de la minute du contrat de mariage; et le notaire ne pourra, à peine des dommages et intérêts des parties, et sous plus grande peine s'il y a lieu, délivrer ni grosses ni expéditions du contrat de mariage sans transcrire à la suite le changement ou la contre-lettre.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, V, p. 264, 361, 362;
 BAUDRY ET SURVILLE, *Tr. du Contr. de mar.*, I, 138, 139;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 768;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 315; ed. 1-a, III, p. 22, 23, 75;
 DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 433 urm.; *Suppl. Contr. de mar.*, 112 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VI, 13 bis, IV;
 FOLLEVILLE (DANIEL DE), *Tr. du Contr. pécun. de mar.*, I, 97;
 GUILLOUARD, *Tr. du Contr. de mar.*, I, 271, 275;
 HUC, IX, 43;
 LAURENT, XXI, 103-105;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 2 urm.;
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 819 urm.;
 ROLIÈRE ET PONT, *Tr. du Contr. de mar.*, I, 162-164.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 5, 60 n. 3, 80, 116, 118 n. 2, 127, 130, 140 urm., 146 urm., 337, 416, 417 t. și n. 2, 418; (III, part. II, ed. 2-a, p. 635; IV, part. I, ed. 2-a, p. 687; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 83; *Observație sub. C. Apel. Limoges*, s. I, 13 Iulie 1899. *Curier Jud.* 78/1900;
 CANTACUZINO MATEI, p. 717;
 NACU, III, p. 30 urm.

Jurisprudență.

1. A se vedea: art. 1229, notele 3, 7; art. 1231, notele 1, 2; art. 1254, Index alfabetic și notele respective.

Art. 1231. — Minorele care este capabil de a se căsători, este capabil a face și orice fel de convențiuni ¹⁾ relative la contractul său de căsătorie. Acele convențiuni de dânsul făcute sunt valabile dacă a fost azistat, la facerea lor, de persoanele al căror consimțământ este necesar pentru validitatea căsătoriei. (Civ. 127 urm., 342, 1161, 1253; C. com. 10 urm.; Civ. Fr. 1398).

Text. fr. Art. 1398. — Le mineur habile à contracter mariage est habile à consentir toutes les conventions dont ce contrat est susceptible; et les conventions et donations qu'il y a faites, sont valables, pourvu qu'il ait été assisté, dans le contrat, des personnes dont le consentement est nécessaire pour la validité du mariage.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, V, p. 239-246;
 BAUDRY ET SURVILLE, *Tr. du Contr. de mar.*, I, 141, 143, 145-149, 152-155, 158-160, 162, 208;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 636;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 437, 589; ed. 1-a, III, p. 15, 21, 37, 38, 648, 651, 814, 827;
 DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 439 urm.; *Suppl. Contr. de mar.*, 116 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VI, 15 bis, II, V;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 331; II, p. 441;
 FOLLEVILLE (DANIEL DE), *Tr. du Contr. pécun. de mar.*, I, 107, 112 urm.;
 GUILLOUARD, *Tr. du Contr. de mar.*, I, 302, 304, 306, 310, 315, 316, 322-324;
 HUC, XI, 52, 53, 55;
 LAROMBIÈRE, art. 1125, n. 6; 1309, n. 6;
 LAURENT, XXI, 23, 35, 37, 38;

1) In art. francez corespunzător 1398, după cuvântul „conventions” urmează mediata: „et donations”.

MICHAUX, *Traité pratique testaments*, ed. 2-a, 230 urm.;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 7, 8;
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 784 urm.;
 RODIÈRE ET PONT, *Tr. du Contr. de mar.*, I, 40, 41, 46.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 67, 68, 70 urm., 79-82, 86, 144, 145 nota, 356; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 29, 53 urm., 55, 80 urm., 117 n. 1, 726); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 83; *Observație* sub. Cas. II, 264 din 28 Nov. 906; Dreptul 13/907. *Observație* sub. Trib. Vâlcea 388 din 16 Nov. 902. *Curier Jud.* 38/903; *Observație* sub. Cas. II, 540 din 9 Dec. 903. *Curier Jud.* 12/904; *Observație* sub. C. Apel Buc. s. I, 88 din 4 April. 905. C. Jud. 38/906; *Notă* sub. Cas. I, 573/914. *Curier Jud.* 18/915;
 CANTACUZINO MATEI, p. 84, 392, 716;
 CORODEANU N., *Notă* sub. C. Apel Constanța, 32 din 18 Oct. 919. *Pand. Rom.* 1922-II-49;
 NACU, I, p. 640; III, p. 42 urm.;
 PALLADE T. G., *Notă* sub. Trib. Teleorman, s. I, 217 din 10 Nov. 1921. *Jurispr. Gen.* 6/1924. No. 357;
 VASILESCU P., *Notă* sub. Trib. Gorj, s. II, 134 din 5 Mart. 1924. *Curier Jud.* 25/924.

INDEX ALFABETIC

Administrarea averii do- tale 1, 2.	Interpretare 16.
Alienabilitatea dotei 5.	Licitatie, a se vedea „Vân- zare”.
Anulare, a se vedea „Nu- litate”.	Mandat 7.
Asistare 1-18.	Minor 1-18.
Capacitate 1, 2, 4, 5, 6, 7, 10, 12, 15, 16, 17.	Modificare, a se vedea „Schimbări”.
Căsătorie 1, 2, 3, 5, 6, 7, 8, 11, 12, 16, 17.	Nulitate 8-14, 17, 18.
Confirmare 11, 12.	Ordine publică 17.
Consiliu de familie 3, 7.	Părinți 4, 11.
Dotă, a se vedea „Regim dotal”.	Prescripție 11, 12.
Femeie minoră 2, 5, 16.	Procedură civilă 4.
Forme solemne 9, 13, 15.	Regim dotal 5, 16.
Garanție 14.	Regim matrimonial 1, 2.
Imobile 5.	Schimbări în contract 1.
Imutabilitate 9, 13.	Semnatura 4.
Inexistență, a se vedea „Nulitate”.	Solemne forme 9, 13.
Intenție 16.	Terțe persoane 1, 2, 14, 15.
	Tutor 3, 6.
	Vânzare-cumpărare 5, 16.
	Vârsta legală, a se vedea „Capacitate”.

Jurisprudență.

1. Minorii, având vârsta legală pen-
 tru căsătorie, asistați de persoanele în
 drept a le da consimțământul, pot face
 orice convențiuni tinzând a regula a-
 tăt regimul sub care voesc a-și ocroti
 averea, că și administrațiunea mai
 mult sau mai puțin întinsă ce acordă
 soțului. Cei de al treilea pot invoca
 drepturile lor care rezultă din contrac-
 tul de căsătorie și nu li se poate opune
 că contractul este pentru dânsii *res
 inter alios acta*, căci este imposibil ca
 raporturile ce își impun soții asupra
 avutului lor să nu intereseze și pe cei
 de al treilea, ei trebuie să vadă sferă
 în care soțul va exercită drepturile
 sale și chiar obiectul ce se supune a-
 cestor drepturi. Acest drept al celor
 de al treilea reese chiar și din textul
 legii, căci art. 1230 prescrie că schim-
 bările în contractele de căsătorie nu
 vor fi valabile pentru terții dacă nu
 vor fi trecute în josul contractului, va
 să zică nu numai corpul întreg al con-
 tractului făcut conform art. 1231 este
 opozabil terțiilor, dar și adăogirile sau
 schimbările cele mai mici, numai să

fi făcute conform art. 1230. Art. 1231
 dând minorului asistat legal capaci-
 tatea majorului, nu face vre-o res-
 tricțiune asupra convențiilor ce el
 ar putea stipulă, destul numai să fie
 relative la căsătorie, prin urmare lui
 aparține cu deplină capacitate a ară-
 tă ce avere aduce, cu ce sarcini și în
 ce mod voeste el să fie administrată a-
 cea avere. (Apel Focșani, II, 182, Nov.
 26/79, Dreptul 6/80).

2. După art. 1231 minorul asistat le-
 gal având capacitatea majorului, poa-
 te stipula ori ce convențiune care să
 fie relativă la căsătorie, arătând averea
 ce aduce, sarcinile la care este supusă
 și modul cum are a fi administrată,
 fără ca prin aceasta să se atingă întru
 nimic drepturile bărbatului de cap al
 asociațiunei conjugale, de oarece prin
 ultimul alineat de sub art. 1242 legiu-
 torul a prevăzut că se poate stipulă
 în contractul de căsătorie ca femeia
 să primească ea însă și o parte din ve-
 niturile sale. Astfel, soția emancipată
 la căsătorie și asistată de mama sa,
 arătând prin contractul încheiat ave-
 rea ce aduce, sarcinile la care este su-
 pusă cea avere și modul cum are a
 se administra, face un act valabil,
 fiind acceptat de soț, și un atare act
 de căsătorie poate fi invocat de cei de
 al treilea interesați, ceea ce reese din
 art. 1230. (Cas. I, 129/Martie 20/80, B.
 p. 161).

3. După art. 1231 se cere, pentru va-
 liditatea contractului de căsătorie, fă-
 cut de un minor, ca să fie asistat la
 facerea lui de persoanele al căror con-
 simțământ e necesar pentru validita-
 tea căsătoriei. Or, minorul care n'are
 nici părinți, nici buni sau bune
 trebue, după art. 142, să fie autorizat
 de consiliul de familie pentru a se
 putea căsători. Deci asistența consi-
 liului de familie, iar nu a tutorului, e
 necesară pentru validitatea contrac-
 tului de căsătorie. Și prin asistență se

înțelege nu numai consimțământul dar și aflarea de față la contractare. Deci dacă minorul nu a fost asistat de vreun delegat al consiliului de familie, nici consimțământul acestuia nu l'a avut la alcătuirea contractului dotal a-cel contract este nul. (Trib. Dolj II, Mai 5/90, Dreptul 81/90).

4. Deși procedura civilă cere ca contractul de căsătorie să fie scris și de părinții viitorului soț, însă această formalitate nu este cerută de legiuitor decât în privința minorilor cari sunt incapabili de a consimți la o convenție matrimonială fără asistența și consimțământul acelor ce sunt chemați a-i autoriza la căsătorie. (Trib. Vâlcea C. Jud. 38/903).

5. Femeea minoră, capabilă de a se căsători, poate, fiind asistată de persoanele al căror consimțământ e necesar la căsătorie, adoptând regimul dotal, să stipuleze prin contractul său matrimonial alienabilitatea imobilelor sale dotale, conform art. 1252 cod civ. întru cât femeea și-a rezervat dreptul ca înstreinarea să se facă numai cu consimțământul ei. O asemenea înstreinare nu se poate face însă în mod valabil în timpul minorității femeii, decât cu observarea formelor prescise pentru vânzarea bunurilor minorilor meemancipați, întru cât participarea bărbatului la actul de vânzare nu poate da soției o capacitate, pe care legea i-o refuză. (Apel Buc. I Curier Jud. 38/1906).

6. Minorul se bucură de o capacitate excepțională pentru alcătuirea convențiilor matrimoniale, așa că pentru asemenea acte, în loc să fie reprezentat de tutore, intervine el însuși în persoană, sub condiție numai să fie asistat de persoanele al căror consimțământ e necesar pentru celebrarea căsătoriei (Apel Buc. C. Jud. 51/906).

7. Minorele capabil a se căsători, este capabil a face și orice convenție relativă la contractul matrimonial, aceste convenții sunt valabile însă dacă minorul a fost asistat la facerea lor de persoane a căror consimțământ e necesar pentru validitatea căsătoriei. Astfel, dacă minorul are a fi asistat pentru convenția matrimonială de consiliul de familie, aceasta nu înseamnă că toți membrii consiliului de familie trebuie să fie față ca să și-l asiste, ci e suficient ca unul din ei a-nume delegat sau chiar un al treilea anume împuternicit, să asiste conformându-se deliberării consiliului de familie. (Cas. II, 28 Noembrie 1906, B. p. 1871).

8. Acțiunea pentru nulitatea căsătoriei fiind independentă de acțiunea în nulitatea contractului de căsătorie, rezultă că chiar dacă nulitatea căsătoriei nu se mai poate cere în cazurile

prevăzute de art. 167 cod. civil, acțiunea pentru constatarea nulității contractului de căsătorie subsistă, fiindcă nu este nici un text de lege și nici un motiv care să îndreptățească stingerea acestei acțiuni. (Trib. Ilfov I, Dreptul 77/911, p. 613).

9. Din dispozițiunile prohibitive ale codului civil și din caracterul solemn și neschimbător al contractului de căsătorie rezultă că neîndeplinirea condițiilor sau formalităților cerute de lege pentru acest contract atrage nu numai anulabilitatea, ci și nulitatea absolută sau de plin drept. (Trib. Ilfov I, Dreptul 77/911, p. 613).

10. Un act dotal făcut fără respectarea dispozițiilor art. 1231 cod. civil, de un soț care nu avea 18 ani împliniți și care nu a fost asistat de nimeni, este izbit de nulitate absolută. (Tribunalul Ilfov I, Dreptul 77/911 p. 613).

11. Omisiunea uneia din condițiile cerute de art. 1231 cod civil atrage nulitatea contractului dotal. De aci urmează ca dacă contractul de constituirea dotei s'a făcut de un minor fără a fi asistat de părintele său, acest contract este nul și o asemenea nulitate nu se poate acoperi nici prin faptul că la căsătorie minorul ar fi fost asistat de cei în drept nici prin prescripția de 10 ani, prevăzută de art. 1900 c. civ. întrucât contractul fiind inexistent nu poate fi confirmat nici expres nici tacit. (Judec. ocol II rural C. Lung, 33 din 18 Mai 1913 Curier Jud. 63/1913).

12. a) După art. 1231 c. civil convențiunea matrimonială făcută de minorul care se căsătorește, nu este valabilă decât dacă minorul a fost asistat la facerea ei de către persoanele al căror consimțământ este necesar pentru validitatea căsătoriei.

b) Nulitatea, care rezultă din neobservarea dispozițiilor art. 1231 c. civil, având de scop de a apăra pe o persoană determinată, adică pe minorul care este incapabil, această nulitate este relativă în sensul că actul nu este inexistent de plin drept, ci numai anulabil după cererea minorului, și o asemenea nulitate poate să dispară prin efectul unei confirmări exprese sau tacite sau prin expirarea termenului de zece ani, pe care îl are fostul minor de a exercita acțiunea în resciziune (art. 1161 și 1900 c. civil), contra convențiilor făcute în contractul de căsătorie. (Cas. I, No. 573/1914; Jurispr. Rom. 1915, p. 67; Curier Jud. 18/1915, p. 143).

13. Din art. 1224—1226, 1228, 1229, 1231 c. civ. și din caracterul solemn și neschimbător al contractului dotal rezultă că nulitatea de care este izbit un asemenea contract în caz de neîndeplinirea condițiilor sau formelor

cerute de lege, este o nulitate deplin drept sau absolută. (Trib. Ilfov I, No. 157, 1914; Curier Judiciar 1915, p. 347).

14. Nulitatea convenției matrimoniale din cauza minorității uneia din părțile contractante fiind o nulitate relativă, nu poate fi invocată de cât de incapabilul în favoarea căruia legiuitorul a creiat-o, conform principiului general admis în materie de convențiuni prin art. 952 cod civil de la care legiuitorul nu a derogat prin art. 1231 cod civil.

Prin urmare nu se poate prevala de această nulitate cealaltă parte contractantă capabilă nici tertul care a garantat plata dotei. (C. Apel Constanța 32 din 18 Oct. 1919, C. Jud. 65—66/920, Pand. Rom. 1922, II, 49).

15. Cu toate că potrivit art. 951 și 952 c. civil minorul este apărât de posibilitatea de a se leza contractând și această apărare fiind făcută de legiuitor numai în scopul de protejucire a minorilor, majorii capabili de a contracta, nu îi pot opune minorului incapacitatea, totuși atunci când este vorba de convențiuni matrimoniale — acestea având caracter solemn — incapacitatea minorului în momentul contractării poate fi invocată, spre a se obține nulitatea actului și de către cei al treilea interesați. (Trib. Ilfov s. IV, 36 din 21 Octombrie 1921. Dreptul 38/1922).

16. În baza art. 1231 c. civil femeia minoră capabilă a se căsători este capabilă — adoptând regimul dotal — să stipuleze înstrăinarea imobilelor sale dotale conform art. 1252 c. civil, dacă a fost asistată la alcătuirea convenției matrimoniale de către persoanele al căror consimțământ este necesar pentru validitatea căsătoriei.

Interpretarea convențiilor urmează a se face după intențiunea comună a părților contractante, iar atunci când este o clauză primitoare de două înțelesuri, se impune interpretarea ce poate avea un efect.

În materie de dotalitate, când este permisă — ca în speță — înstrăinarea imobilului dotal de către sot, cu consimțământul soției, validitatea înstrăinării este în funcțiune de voința capabilă a ambilor soți. Deși prin căsătorie femeia minoră se emancipează, conform art. 421 c. civ., această emancipare nu poate da însă femeiei capacitatea ce legea recunoaște celui major și părțile cari consimt la această emancipare nu pot, în lipsă de text, să deroge la principiile generale stabilite pentru capacitatea minorilor emancipați. Că, deci, consimțământul ce femeia ar putea da soțului pentru în-

străinările permise prin actul dotal, nu poate produce alte efecte decât acele când înstrăinarea s'ar face de către femeie personal. Dacă soțul poate fi autorizat prin actul dotal a vinde fără consimțământul soției imobilele dotale, când acest consimțământ este impus prin actul dotal, el este fără tărie în timpul minorității soției.

Dacă soțul este curatorul soției, dânsa nu poate face nici un act de dispoziție chiar cu consimțământul soțului, fără îndeplinirea formelor legale, cu atât mai puțin deci să consimtă, fiind minoră, la un act încheiat de sot în baza actului dotal.

Chiar dacă s'ar admite că consimțământul soției ar fi valabil — deși minoră, dar emancipată prin căsătorie — la un act făcut de sot, la care consimțământul ei este obligator conform actului dotal, înstrăinarea nu se poate face de sot, în lipsă de clauză specială, decât prin licitație publică, iar soția fiind minoră, se vor cere și formalitățile din art. 340 cod. civil și 681 pr. civilă, căci legea nu face nici o deosebire în privința înstrăinării bunurilor dotale ale femeilor minore, emancipate prin căsătorie. (Trib. Teleorman, s. I, sent. civ. No. 217 din 19 Noembrie 1921, Jur. Gen. 1924 No. 357).

17. a) Potrivit art. 127 c. civil, o femeie nu se poate căsători înainte de 15 ani, iar potrivit art. 1231 c. civil pentru ca o convenție matrimonială să poată fi validă, se cer două condițiuni: 1) persoana să fie capabilă de a se căsători; 2) să fie asistată de persoanele al căror consimțământ este necesar pentru validitatea căsătoriei. Când persoana nu a fost capabilă de a se mărită, contractul este nul.

b) Caracterul acestei nulități este de ordine publică, deci absolută. (Trib. Gorj s. II, 124 din 5 Martie 1924, Curier Jud. 25/1924).

18. Art. 1231 cod civil, prevede categoric că contractul matrimonial nu va fi valabil de cât numai dacă minorul a fost asistat de cei în drept la confecționarea lui și cum contractul de căsătorie este un contract solemn, trebuie îndeplinite sub formă solemnă, toate condițiunile și formalitățile cerute de lege, contrariu contractul va fi sub pedeapsa nulității radicale, în sens de inexistent.

Nulitatea fiind absolută oricine, poate s'o invoace, astfel că dispozițiunile art. 1231 cod civil sunt o derogare de la principiul din art. 952 cod civil. (Jud. ocol rural Calafat, 31 din 7 Aug. 1924, Justiția (Craiova) 16, 17, 18/1924).

Art. 1232. — Regimul căsătoriei, fie legal, fie convențional, începe din ziua celebrării căsătoriei înaintea oficerului stărei civile; nu se poate stipulă ¹⁾ că el va începe după un termen oarecare, sau la împlinirea vreunei condițiuni. (Civ. 1233 urm.; Civ. Fr. 1399).

Text. fr. Art. 1399. — La communauté, soit légale, soit conventionnelle commence du jour du mariage contracté devant l'officier de l'état civil: on ne peut stipuler qu'elle commencera à une autre époque.

Doctrină străină.

COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 34;

DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 541 urm.; *Suppl. Contr. de mar.* 168 urm.;

PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 903.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 11, n. 1, 13, 29, 39, 41, 80, 116, 121, 124 urm., 182;

Droit ancien et moderne de la Roumanie, p. 84; „*Regimul matrimonial de drept comun în viitorul Cod. civil al României-Mari*”. Dreptul 5/1919;

CANTACUZINO MATEI, p. 715;

IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 132;

NACU, III, p. 49 urm.;

NEGRESCU A., „*Scurtă privire asupra regimurilor dotale în codul Napoleon și în codul nostru*”, *Curier Jud.* 70/905;

VASILESCU P., *Notă sub. Trib. Gorj s. II*, 134 din 5 Martie 1924, *Curier Jud.* 25/924.

Jurisprudență.

1. Contractul dotal, fiind un contract accesoriu al căsătoriei, nu poate să producă efectele sale de cât numai din ziua celebrării căsătoriei înaintea oficerului stării civile, ceea ce rezultă din art. 1232, căci dacă din acea zi începe regimul căsătoriei, fie legal, fie convențional, este evident că efectele sale nu pot să înceapă la o epocă anterioară acesteia. Deci numai din momentul celebrării căsătoriei, bărbatul cărui s'a constituit dotă devine administratorul și uzufructuarul sau proprietarul ei, după cum distinge actul constitutiv; și numai din acel moment el poate împiedică ori ce urmărire în această avere, dar sub nici un cuvânt nu poate

cere desființarea urmăririlor efectuate mai înainte de celebrarea căsătoriei, deși posterior actului dotal, căci pe atunci acea avere aparțineă altera de cât lui afară dacă nu dovedește vre o convență între creditorul urmărit și înzestrător în scop de a-l prejudicia. Argumentul că contractul dotal este făcut sub condițiunea suspensivă a celebrării căsătoriei și că această condițiune fiind îndeplinită, contractul dotal trebuie să producă efectele sale din ziua confecționării lui, nu este întemeiat, căci se pune în contradicțiune evidentă cu art. 1232 care dispune că efectele convențiilor matrimoniale încep numai din ziua celebrării căsătoriei. (Trib. Brăila, 66, Mart. 2/83. *Dr.* 53/83).

CAPITOLUL II.

Despre regimul dotal.

Art. 1233. — Dota este averea ce se aduce bărbatului, din partea sau în numele ²⁾ femeii, spre a-l ajuta să susțină sarcinile căsătoriei. (Civ. 1234 urm.; C. com. 793—796; L. Timbr. 45, 46; L. impoz. pe succ. (Mon. of. 91/921). Art. 3; Civ. Fr. 1540).

Text. fr. Art. 1540. — La dot, sous ce régime comme sous celui du chapitre II, est le bien que la femme apporte au mari pour supporter les charges du mariage.

1) In art. francez corespunzător 1399, fraza se termină astfel: „on ne peut stipuler qu'elle commencera à une autre époque”.

2) In art. francez lipsesc cuvintele: „sa și în numele”.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Contrat de mariage*, III, 1490, 1548 urm., 1567, 1611, 1935;
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 46, 268;
DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 3145, urm.; *Suppl. Contr. de mar.*, 1120 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III p. 133 urm.;
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 847 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 36, 131, 165 urm., 170, 178, 191 n. 2, 245, 250, 255, 301, 537, 544; *Observație* sub. Trib. Dijon, 14 Oct. 922. Pand. Rom. 1924-III-152;
CANTACUZINO MATEI, p. 718;
IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 8, 34 urm., 47;
MAXIM G. DIMITRIE, *Notă* sub. C. Apel Buc. s. III, 78, din 12 Martie 1924. Pand. Rom. 1924-II-68;
MEITANI GEORGE (FIU) „*Despre regimul de drept comun la noi în materie dotală*“. Dreptul 2/1902;
NACU, III, p. 55;
ROSETTI-BĂLANESCU I., *Notă* sub. C. Apel Buc., s. IV, 24 din 1 Febr. 1923. Pand. Rom. 1924-II-9.

INDEX ALFABETIC

Acțiuni dotale 10.	Pământ rural 7.
Acțiune pauliană 2, 3, 4, 5.	Parafernală avere 12.
Barbat 2-8, 10, 13.	Părinți 5, 15.
Bunuri viitoare 9.	Pauliană acțiune 2, 3, 4, 5.
Calimach Cod 7.	Poprire 9, 11.
Contract gratuit 3, 5.	Procedură civilă 11.
Contract oneros 2, 3, 4, 5.	Raport 5.
Creditori, a se vedea „Acțiune pauliană” și 6, 9.	Răspundere de evicțiune și de viții 5.
Dobânzi 4.	Reducțiune 1, 5.
Donații 3, 5.	Regim dotal 12, 13.
Dotal regim 12, 13.	Rezerva 1.
Drept Roman 5.	Roman drept 5.
Evicțiune 5.	Rural pământ 7.
Femea 3, 5, 7, 13.	Sarcinile căsătoriei 12.
Fraudă 2, 3, 4, 5.	Succesiune, a se vedea „Raport”, „Reducțiune”, „Rezervă” și 9.
Liberalitate 3, 5.	Uzfruct 3, 4.
Mandat tacit 6.	Venituri 9.
Nulitate 7.	Viții 5.
Obligație naturală 5.	
Oneros contract 2, 3, 4, 5.	

Jurisprudență.

1. Nu se poate susține că legiuitorul român, suprimând art. 1090 din codul Napoleon, a înțeles să aperse de reducere donațiunile făcute soților prin contractul de căsătorie, când ele ar ataca rezerva erezilor rezervatari, de oare ce dacă n'a tradus acest articol în codul nostru, e că nu avea nevoie să o facă, căci idea consacrată de el e cuprinsă în regulile de drept comun, cari regulează materia liberalităților, în cari intră și donațiunile făcute soților prin contractul de căsătorie. (Apel Buc. II, 80, Apr. 15/85, *Dr.* 42/85).

2. Dota este un contract cu titlu oneros pentru bărbat, de oare ce ea se constituie spre a-l ajuta să susțină sarcinile căsătoriei. Nu se poate prin urmare cere desființarea unei înzestrări dacă, pe lângă celelalte elemente ale acțiunii pauliane, nu se dovedește că bărbatul care a primit zestrea a fost *consciūs fraudis*. (Trib. Mehedinți II, 181, Aug. 31/82, *Dreptul* 84/82).

3. Deși legea în adevăr nu arată precis și categoric cum trebuie să se consi-

dere contractul dotal, totuși, după natura lui și după raporturile juridice la care el dă naștere între înzestrător, femeia înzestrată și bărbat, nu poate fi privit de cât ca un act gratuit pentru femeie și oneros pentru bărbat, căci femeia primește dota de la înzestrător fără ca să se oblige la ceva pe când bărbatul nu primește, în realitate, de cât uzufructul ei, și încă chiar și pe aceasta cu obligațiune de a-l întrebuința în susținerea sarcinilor căsătoriei. — Astfel fiind, instanțele de fond sunt dateore când actul dotal este atacat de fraudulos să se conducă, în soluțiunea ce sunt chemate a da, regulilor privitoare la actele gratuite sau oneroase după cum el va fi atacat față de femeie sau față de bărbat. (Cas. I, 76/Febr. 16, 91, B. p. 178).

4. Dota față de bărbat fiind un contract cu titlu oneros, bărbatul, întru cât nu a participat la fraudă, conservă drepturile ce are asupra dotei, în virtutea convențiunei matrimoniale, chiar în cazul când dota ca liberalitate ar fi revocabilă față de soție. Astfel fiind, dacă se recunoaște creditorilor dreptul de a se despăgubi din suma constituită dotă de debitoare, nu se poate să le acorde și dobânzi până la achitarea capetelor, ci numai până la constituirea dotei, căci soțul ca uzufructuar al averii dotale nu poate fi privat de uzufructul ei. (Cas. I, 76/Febr. 16/91, B. p. 179).

5. Contractul dotal, atât la Romani cât și în dreptul modern, și în toți timpii, a fost considerat ca un contract cu titlu oneros, și nici nu putea fi alt-fel de oare ce el își ia naștere în vederea căsătoriei viitoare și numai în scopul suportării sarcinilor ce natural decurg din ea, așa că este mai mult de cât sigur că bărbatul n'ar fi contractat-o fără dânsul, iar constituitorul do-

tei n'ar fi putut să-și achite datoria naturală de a căsători pe fiica sa. Și deși sunt unii cari, bazându-se pe art. 186, cel care refuză copilului orice acțiune pentru a fi înzestrat, susțin că, în cât privește de soție, contractul dotal nu poate fi de cât un contract cu titlu gratuit, dându-i astfel caracterul unei donațiuni și deci supunându-l față de soție la acțiunea în reducere, și în caz de fraudă, acțiunii pauliane, ca pe orice donațiune, totuși întru cât acest articol nu scutește pe părinte de obligațiunea naturală de a-și înzestra fata și nu ridică copilului dreptul în sine, la această înzestrare, ci îi interzice numai ori ce acțiune în acest scop, și întru cât plata sau achitarea unei datorii naturale nu poate fi în esență de cât un act cu titlu oneros, iar nu o pură donațiune, caracterizată prin spontaneitate și gratuitate, contractul dotal, în pură rațiune, nici chiar față de femeie nu poate fi privit ca contract cu titlu gratuit și deci reducibil. Chiar legiuitorul, dacă nu a determinat caracterul oneros al contractelor dotale față atât de soție cât și de soț, printr'o dispozițiune clară și precisă, făcând astfel a fi de mulți considerată ca un contract mixt adică oneros față de bărbat și gratuit față de femeie totuși a făcut să reese intențiunea sa de a fi considerat față de amândouă ca un contract cu titlu oneros prin mai multe dispozițiuni formale, precum sunt acelea din art. 1240, care impune și înzestrătorului, ca și vânzătorului, obligațiunea de a răspunde de evicțiune și de vițile lucrului constituit dotă, și din art. 1241 același cod care impune curgerea de dobândă la dota constituită, chiar în contra dispozițiilor dispensatoare stipulate expres de către constituitor. Apoi, prin faptul că legiuitorul român a refuzat, în legislațiunea sa civilă introducerea dispozițiilor art. 1090 din codul francez, care în mod formal declară dota supusă acțiunii în reducere, prin aceasta chiar și-a manifestat vădit intențiunea sa de a nu voi să atribue contractului matrimonial caracterul contractelor cu titlu gratuit, și deci de a nu voi să le declare reducibile. În fine, această intențiune a sa se mai confirmă din diferența cu care el a admis dispozițiunile art. 930 francez (art. 855 român), întru cât după articolul francez, terții detinători ai unui imobil dăruit și în urmă înstrăinat de donatari ținuți fiind de acțiunea în reducere, conform art. 1090 francez, trebuie să-l întoarcă succesiunii în același mod, ordine și măsură ca și donatarii chiar, pe când, după art. 855 român, ei fiind scutiți de această îndatorire, numai donatarii sunt obligați a raporta și numai excedentul peste cotitatea disponibilă.

(Tribunalul Teleorman, Mai 5/94, Dr. 50/94).

6. Deși este adevărat că, în principiu, bărbatul este ținut să răspundă de obligațiunile contractate de soția sa, nu numai pentru trebuințele menajului, dar și pentru confecțiuni, chiar în lipsă de o autorizațiune formală din parte-i, fiind destul o autorizare tacită în această privință, ca toate acestea dânsul nu poate fi îndatorat la plata ziselor datorii, decât sub condițiunea de a se dovedi de către creditor cum că femeea a contractat acele obligațiuni în timpul căsătoriei. (Cas. II, 224, 95, B. p. 1271).

7. Asemănat art. 1173 din codul Calimach, este nulă orice tocmeală pentru un lucru, al căruia comerț se va opri în urmă de către Stăpânire. Astfel, un înscris din anul 1863, prin care niște viitori soți se învoesc, în vederea căsătoriei ce au proiectat a face, ca pământul de clăcășie posedat de viitoarea soție, să fie trecut pe numele viitorului soț ce nu avea pământ de clăcășie, la caz când Stăpânirea, cum se svonise pe atunci, va hotări să dea pământ sătenilor, însă ca proprietatea să rămână tot femeii, o asemenea învoială este nulă după legea Calimach, în vigoare atunci, întru cât legiuitorul prin art. 7 din legea rurală dela 1864, posterioară acestui înscris, scoate din comerț pe timp de 30 ani dela promulgarea legii, aceste pământuri. (Trib. Bacău, C. Jud. 75/903).

8. Art. 1233 definește dota: tot ce se aduce bărbatului spre a-l ajuta să susțină sarcinile căsătoriei, ceace probează că un bun nu este dotal dacă nu este constituit dotă prin contractul de căsătorie sau nu a devenit dotal în virtutea acestui contract. (Cas. II, 212 din 29 Noembrie 1910, B. p. 1633, Jurisprudența 1/911).

9. Dispozițiunile art. 1235 din codul civil, care permite constituirea de dotă a bunurilor prezente și viitoare ale femeii, este limitată, în ce privește bunurile viitoare, de art. 1233 din codul civil, adică, nu se aplică decât bunurilor viitoare dobândite de femeie în timpul căsătoriei, fiindcă, fără această împrejurare nu se poate zice că au fost aduse bărbatului spre a-l ajuta la sarcinile căsătoriei.

Prin urmare, întrucât succesiunea părintelui și înzestrătorului unei femei a fost deschisă posterior desfaceării căsătoriei, bunurile acestei succesiuni ca și veniturile lor, n'au fost nici odată dotale și, deci, asemenea venituri pot fi poprite de către creditorii femeii. (Cas. II, 212 din 29 Noembrie 1910, B. p. 1633, Jurisprudența 1/911).

10. Soțul în calitate de mandatar legal al soției sale, având administrația averii dotale, este în drept a porni

toate acțiunile referitoare la această avere sau la veniturile ei, fără să i se poată obiecta că ar fi un tertiu, din momentul ce nu face alt-ceva de cât să îndeplinească un mandat dat de art. 1233 cod. civil. (Apel Buc. III, *Dr.* 67, 1912, p. 566).

11. Din dispozițiunile art. 1233 și urm. c. civil și 613 și urm. pr. civ., rezultă că nu se poate face în timpul căsătoriei o poprire pe averea sotului pentru asigurarea dotei soției sale. (Trib. Ilfov notariat, No. 231, 1913; Curier Jud. 1914, p. 322).

12. Dispozițiunile cuprinse în Cap. VI din titlul V „Despre căsătorie”, privitoare la drepturile și datoriile respective ale soților, au a fi aplicate în căsătorie, sub orice regim ar fi contractată căsătoria, ele consacrand principiile generale de ordin moral și social. Așa fiind soția, chiar sub regimul dotal, păstrează încă obligațiile ce îi sunt impuse prin art. 194 c. civ., și deci este datoare, când soțul nu are avere, să contribuie la sarcinile căsătoriei cu propria-i avere, indiferent dacă este dotală sau parafernala și prin aceasta achitându-și o datorie legală proprie, nu poate avea recurs contra sotului, care, ulterior, și-ar îmbogăți situația, acestuia revenindu-i numai îndatorirea, — din momentul îmbogățirii, — de a suportă cu propria-i avere nevoile

casnice. (Cas. I, No. 247, 1916; Jurisprud. Rom. 1918, p. 389).

13. Când prin actul dotal, prin care mama își înzestrează pe fiica sa, se constituie dotă un bun, care aparține la acea dată fiicei înzestrate majore, însă aceasta a luat parte la încheierea actului dotal și a declarat că primește dotă acel bun și soțul asemenea, imobilul a devenit dotal, conform stipulațiunii din act, consimțită de înzestrată și viitorul ei soț.

Potrivit art. 1233, 1234 c. civ., e dotal tot ceea ce femeia sau un al treilea a dat, prin contractul de căsătorie, bărbatului, pentru susținerea sarcinilor căsătoriei.

În speță, prin actul dotal, înzestratoarea a înțeles să constituie fiicei sale, intimata, ca dotă bunurile prevăzute în act, iar intimata și soțul ei au declarat că primește acele bunuri ca dotă; prin urmare, față cu cuprinsul actului dotal, și cum legea nu cere ca părțile să prevadă în convenția lor alegerea regimului dotal în termeni sacramentali, bunul în litigiu, prevăzut în convenția matrimonială, a devenit dotal. (C. Apel Buc. s. IV 24 din 1 Febr. 1923 Jur. Gen. 1923, No. 755).

14. A se vedea: art. 1228 cu notele respective; art. 1234 cu notele respective; art. 1242, notele 1, 2, 3, 4, 7, 20, 22.

Art. 1234. — Este dotal tot ceea ce femeia își constituie drept dotă.

Este asemenea dotal, în lipsă de declarare contrarie, tot ceea ce se dă femeii, în contractul său de căsătorie sau de un al treilea sau de viitorul ei bărbat. (Civ. 1227, 1232, 1235 urm., 1242, 1248, 1283; C. com. 16; L. Timbr. 45, 46; L. impoz. pe succesiuni (Mon. of. 91/921), Art. 3; Civ. Fr. 1541).

Text. fr. Art. 1541. — Tout ce que la femme se constitue ou qui lui est donné en contrat de mariage, est dotal, s'il n'y a stipulation contraire.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, V, p. 522, 523, 527—530;
 BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, II, 1153, 1153 bis; III, 1545, 1549-1552, 1553 bis, 1554, 1556—1558;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 265, 269;
 DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 3170 urm., 3193; *Suppl. Contr. de mar.*, 1139 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VI, 211 bis, I;
 GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, IV, 1695—1697, 1701, 1703, 1707, 1709, 1710, 1714, 1715, 1874;
 HUC, IX, 420—422;
 LAURENT, XXIII, 460, 463;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 439 urm.;
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1489 urm.;
 RODIÈRE ET PONT, *Contrat de mariage*, III, 1643, 1647, 1650 urm., 1652, 1664;
 TROPLONG, *Contrat de mariage*, IV, 3030, 3037.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 35, 36, 42, 165 urm., 168, 190, 191 n. 2, 245, 250, 255, 301, 537, 544; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 88; *Observație* sub. Judec. Ocol. II, Ploesti, 1602 din 22 Iulie 1903. Curier Jud. 72/903;
- CANTACUZINO MATEI, p. 720.
- FLECHTENMACHER G. MIHAIL, „*Separatiunea de bunuri e regimul legal la noi*“. Dreptul 6/1902;
- MAXIM G. DIMITRIE, *Notă* sub. C. Apel Buc. s. III, 78 din 18 Martie 1924. Pand. Rom. 1924-II-68;
- MEITANI GEORGE, „*Despre regimul de drept comun la noi în materie dotală*“. Dreptul 2/1902;
- NACU, III, p. 51, 55;
- ROSETTI-BĂLĂNESCU I., *Notă* sub. C. Apel Buc., s. IV, 24 din 1 Febr. 1923. Pand. Rom. 1924-I-9.

INDEX ALFABETIC

Act dotal 14.	Indoială 11.
Aprecieri suverană 12, 13.	Intenție 12, 13.
Bărbat, inzestrare 14.	Interpretare 12, 13.
Calimach-Cod 7.	Inzestrarea bărbatului 14.
Capacitate 6.	Ipoteca 11.
Comunitate de bunuri 1.	Minor 2, 6.
Construcțiuni 11 bis.	Nullitate 6.
Contract de căsătorie 1, 2, 3, 7, 9, 13.	Parafernală avere 1, 3, 3, 10, 11.
Datorii 7.	Părinți 6, 8, 13.
Deces 2.	Regim dotal 1, 2, 3, 4, 5, 8, 10, 11, 11 bis, 12, 13, 14.
Divorț 9.	Sacramentali termeni 12.
Donație 14.	Separatie de bunuri 4.
Dotal regim, a se vedea „Regim dotal“.	Sucesiune 2, 13.
Dotalitate, a se vedea „Regim dotal“.	Suverană apreciere 12, 13.
Foae de zestre 7.	Termeni sacramentali 12.
Formule sacramentale 12.	Terțe persoane 2.
Garanție 2.	Tutor 2.
Imobil 2, 8, 11.	Uzufruct 2, 7.
Inalienabilitate 8, 11, 13.	Vindere-cumpărare 2.

Jurisprudență.

1. Expresiunile *regimul dotal* reproduse în contractul de căsătorie, nu pot avea alt sens de cât acela că averea femeii e constituită ca dotă; și nu se poate zice că expresiile *regimul dotal* ar cuprinde în sine atât ideia dotalității cât și a parafernalității, căci dacă titlul de la cap. II, titl. 4, cart. 3 ne-ar putea induce a crede aceasta, aceasta e numai aparent, de oarece când este ca averea să fie parafernală lasă că nu trebuie ca aceasta să se declare încă a-nume în contractul de căsătorie, căci de la sine se înțelege că averea femeii asupra căreia părțile n'au stipulat este parafernală; în ori care caz parafernalitatea nu se stipulează prin întrebuintarea expresiilor *regimul dotal*. Aceste expresii în codul nostru nu pot avea un sens de cât în opoziție cu parafernalitatea, căci sub regimul codului civil, averea femeii e sau dotă sau parafernală. De altminterlea, în România, expresiile *regimul dotal* nu pot da loc la indoială într-un cât n'a fost și nu este vreun regim al comunității sau legal sau convențional, precum admite codul Napoleon (Cas. I, 329/Nov. 13/76, B. p. 442).

2. În ori-ce contract de căsătorie se arată averea pe care soția sau o altă persoană în numele soției o aduce la

căsătorie și care după dispozițiunile codului civil, este supusă regimului dotal. Acest regim guvernează însă averea dotală și își produce efectele sale, atât între soți cât și în privința celor de al treilea, numai pe cât timp durează căsătoria căci el este stabilit de lege numai în vederea căsătoriei. Astfel, dacă constituentul dotei stipulează prin contractul de căsătorie că dota va rămâne în păstrarea sa până când se va cumpăra un imobil rural care să devie dotal, și dacă mai înainte de a se cumpăra acel imobil soția moare, odată cu desfacerea căsătoriei prin moartea soției a încetat și regimul dotal care afectă dota, și prin urmare nu se mai poate efectua măsura luată de constituent ca banii constituiți dotă să se imobilizeze într-un imobil care va deveni dotal, și așa fiind acel numerariu devine o pură avere succesorală a defunctei soții, ce se poate reclama de soți în calitate de tutor legal al minorului său copil, ca unul ce are administratiunea acelei averi (art. 390), precum și folosinta ei (art. 328) fiind dispensat conform art. 541 a da vre-o garanție. (Apel Focșani, II, 86, Mai 21/84, Dr. 87/84).

3. Art. 1234 prevede că numai ceea ce femeia își constituie drept dotă prin convențiunea matrimonială se consideră ca dotal; ori-ce altă avere a femeii care nu e o dotă este considerată de lege (art. 1283) ca avere parafernală. (Trib. Ilfov, I, Mart. 20/89, Dr. 36/89).

4. În lipsă de o convențiune expresă de dotalitate, regimul legal sub care se consideră că s'au căsătorit soții e regimul separatiunii de patrimoniu. (Apel Buc. I, 201, Nov. 20/89, Dr. 3/89).

5. Din art. 1227, 1228, 1234 și 1283 c. civ., combinate cu art. 709 urm. pr. civ. reese că regimul dotal nu se presupune ci trebuie să fie dovedit prin acte în regulă. (Cas. I, 27/Iun. 24/89, B. p. 40).

6. Stipulația, prin care la căsătoria unei minoare se constituie dotă jumătate dintr-un imobil părintesc și o treime din întregul său venit, cât timp soacra va fi în viață, este valabilă și bărbatul nu poate pretinde mai mult

venit decât ceea ce i s'a constituit dotă. Această stipulație, chiar dacă s'ar considera ca străină, de convenția matrimonială și ca atare nulă, din cauza incapacității minorei, totuși, nulitatea, fiind relativă, nu o poate invoca decât dânsa, iar nu și soțul ei, care, atunci când a stipulat, eră major și capabil. (Apel Buc. III, Dr. 79/900).

7. Când într'o foaie de zestre, făcută sub imperiul codului Calimach, înzestratorul declară că dă moșia zestrală în deplină stăpânire și dispoziție a soțului, prin aceasta se recunoaște implicit acestuia dreptul la tot uzufruc-tul, la toate veniturile acelei moșii, iar soției nu-i rămâne în timpul căsătoriei de cât nuda proprietate. De asemenea, dacă prin aceiaș foaie zestrală înzestratorul interzice vânzarea moșiei zestrăle, desigur că el a înțeles ca datorile existente și asigurate în acea moșie, să se plătească din veniturile moșiei și, veniturile aparținând soțului, sarcina plăților datoriiilor nu poate incumba decât acestuia. (Apel Iași, I, C. Jud. 70/901).

8. Un imobil parafernă al femeii, constituit dotă de către părinții ei, devine imobil dotal, dacă și femeia a participat la contractul de căsătorie, fără să facă vre-o obiecțiune și prin urmare, inalienabil. (Cas. I, 28/901, B. p. 47).

9. Clauza dintr'un contract dotal, prin care se stipulează că în caz când s'ar iscă între soți discordii serioase în cât să atragă după sine desfacerea căsătoriei, atunci soția va avea dreptul de a pretinde din averea soțului încă o sumă oarecare, trebuie interpretată de bună credință, în sensul că numai atunci soția va avea dreptul la suma stipulată, când divorțul n'ar fi pronunțat în favoarea bărbatului. (Apel Buc. I, Dreptul 10/1906).

10. E dotal ceea ce femeia își constituie dotă, sau ce se dă femeii prin contractul de căsătorie de un al treilea; astfel, o avere constituită dotă, deși aparține femeii, însă acea dotă fiind constituită de o persoană ce nu avea calitatea, acea constituire de dotă e neregulată și, ca atare, acea avere rămâne parafernă. (Apel Buc. I, C. Jud. 51/906).

11. După art. 1234 codul civil, este dotal tot ce femeia își constituie drept dotă; iar din art. 1235, aliniatul II, rezultă că parafernăitatea este regula generală la care nu se poate derogă de către soție decât printr'o constituire de dotă expresă, iar în caz de îndoială asupra punctului, dacă un bun este dotal sau parafernă, trebuie a se decide că e parafernă, pentru că, față cu principiul de drept comun al liberei dispozițiuni a bunurilor, inalienabilitatea lor nu poate fi admisă decât când cauza

care o produce este absolut certă. Prin urmare când prin actul dotal nici soția nu-și constituie vreo dotă, ci acceptă numai o donațiune a unui imobil cu titlu de dotă ce i se face de o persoană, și nici ambii soți nu au adoptat regimul dotal, acel imobil nu e dotal, ci parafernă, așa că poate fi ipotecat. (Cas. II, 3 Apr. 1907, B. p. 676).

11 bis. Construcțiunile făcute pe terenul dotal devin dotale, potrivit principiului „accessorium sequitur principale“, indiferent dacă banii cu cari s'au construit sunt dotali sau altfel. (Trib. Buzău s. II Jurnal 7110 din 30 Mai 1923, Jur. Gen. 1925 No. 1353).

12. Legea nu cere o formulă sacramentală pentru a se arată intențiunea părților de a adopta în contractul lor matrimonial regimul dotal și ca atare, această intențiune poate fi dedusă pe cale de interpretare din termenii actului.

Prin urmare, Tribunalul examinând actul dotal al intimaților constată, că, nu numai din titlatura lui, dar și din termenii în cari viitorii soți declară că primesc dota ce li s'a constituit, reiesă convingerea că, dânsii au înțeles să adopte regimul dotal, intențiune care mai reiesă, pentru Tribunal și din împrejurarea că părțile întrebunțează în act aceleași expresiuni pe cari le întrebunțează și legiuitorul când vorbește de regimul dotal.

Prin determinarea în mod concret a intențiunei părților, făcută fără a săvârși vre-o denaturare a actului, Tribunalul își exercită dreptul său de apreciere a intențiunei părților, ceea ce este atributul său suveran. (Cas. I, 1691 din 4 Oct. 1924, Jur. Gen. 1925, No. 215).

13. În fapt: În actul dotal prin care mama înzestrează pe fiica sa majoră, este trecută și o avere care de fapt aparține fiicei, moștenire de la tatăl său. Fiind în discuțiune chestiunea dacă acea parte din avere este sau nu dotală, întrucât mama nu putea dărui fiicei sale bunuri asupra cărora nu avea nici un drept de proprietate, instanța de fond interpretând actul dotal deduce că, ea este dotală în sensul că a fost constituită de fiică ca atare, cu ocaziunea căsătoriei sale, deși contractul matrimonial nu prevede aceasta, ci trece și acea avere ca fiind dată de mamă. Soluțiunea instanței de fond a fost menținută de Înalta Curte pe baza următoarelor considerațiuni.

În drept: Curtea de fond eră în drept să deducă în mod rațional și pentru a da un sens unor dispozițiuni în aparență contradictorii din act că, întru cât eră vădit că, mama nu putea să dăruiască bunuri ce nu-i aparțineau, singura interpretare ce comportă menționarea aceluși bun printre acela ce se aduceau ca zestre, este că viitoarea so-

ție, care eră majoră, a înțeles a-și constitui ea însăși dotă, propriile ei bunuri.

De asemenea Curtea de fond avea căderea a determina caracterul convenției dintre soț, din punct de vedere al regimului matrimonial la care ei au înțeles să se supună, — chestiune care deasemenea fusese pusă în discuție față cu împrejurarea că, actul dotal permitea înstrăinarea unora din bunurile dotale și nu o permitea pe a altora. (Cas. I, 2108 din 25 Nov. 1924, Jur. Gen. 1925 No. 799).

14. După regulile admise de codul

nostru civ., dota nu se poate constitui de cât prin înzestrarea femeii ce trece în căsătorie, indiferent dacă averea ce se constituie dotă este a sa personală sau i-o atribuie o altă persoană din familie sau chiar străină. Un asemenea act făcut pentru înzestrarea bărbatului, iar nu a femeii, deși se întitulează dotal, nu poate fi considerat decât cel mult ca un act de donație. (Trib. Bacău s. II, 12/1925, Jur. Gen. 1925 No 800).

15. A se vedeă: art. 1227 cu notele respective; art. 1233, nota 13; art. 1283, nota 4; art. 1582, nota 1.

Secțiunea I. — Despre constituțiunea dotei.

Art. 1235. — Constituțiunea de dotă cuprinde toată averea prezentă și viitoare a femeii, sau numai toată averea prezentă ori viitoare, sau numai o parte din averea prezentă ori viitoare, sau chiar numai un obiect individual.

Constituțiunea, făcută în termeni generali, de toată averea femeii, nu cuprinde averea sa viitoare. (Civ. 965, 973, 1234, 1242, 1274 urm., 1283 urm.; L. Timbr. 45, 46; L. impoz. pe succ. (Mon. of. 91/921), Art. 3; Civ. Fr. 1542).

Text. fr. Art. 1542. — La constitution de dot peut frapper tous les biens présents et à venir de la femme, ou tous ses biens présents seulement, ou une partie de ses biens présents et à venir, ou même un objet individuel.

La constitution, en termes généraux, de tous les biens de la femme, ne comprend pas les biens à venir.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, V, p. 531—533, 543, 544;
 BAUDRY ET CHAUVEAU, *Des biens*. 333 urm.;
 BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, III, 1560-1566, 1568-1570, 1570 bis, 1571-1573, 1587;
 BUENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 526;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 266;
 DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 3218 urm.; *Suppl. Contr. de mar.*, 1159 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VI, 211 bis, II;
 DEMOLOMBE, IV, 315;
 GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, IV, 1718, 1720-1724, 1726-1729, 1758, 1759;
 HUC, VI, 416-418; IX, 423-425, 435;
 LAURENT, XXIII, 466;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 141;
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1486;
 RODIÈRE ET PONT, *Contrat de mariage*, III, 1654, 1656, 1658, 1659, 1663, 1959, 1975;
 TROPLONG, *Contrat de mariage*, III, 1910; IV, 306, 3050.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 29, 36, 109 n. 4, 132 n. 1, 165 urm., 170, 171, 188 urm., 190, 191 n. 2, 245, 250, 255, 301, 537, 544, 673; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 230); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 89; *Observație*, sub. Trib. din Charleroi, 30 Nov. 913, Dreptul 21/915; *Notă* sub Trib. Autun din 9 Iunie 914. Curier Jud. 8/916;
 APOSTOLEANU M., *Notă* sub. Cas. I, 1002 din 29 Nov. 1921. Curier Jud. 25/1922;
 CANTACUZINO MATEI, p. 720, 721;
 CERBAN ALEX., *Notă* sub. Trib. Dorohoi 15 Nov. 1921. Curier Jud. 11/922;
 LĂZĂRESCU EM. ALEX., *Notă* sub. Cas. I, 15 din 2 Martie 1920. Curier Jud. 67-68/1920;
Regula de drept și Jurisprudența actuală, «Priviri asupra regimului dotal». p. 54 urm.;

MANOLESCU N. EM. RADU, *Notă* sub Trib. Buzău s. II, Jurnal 7110 din 30 Mai 1923, Jur. Gpd. 1925, No. 1353;
 MAXIM G. DIMITRIE, *Bunurile dobândite de către femei, în timpul căsătoriei prin exercițiul unei profesii sau industrii sunt ele dotale?*, Curier Jud. 50/1906;
 NACU, III, p. 56 urm.

Jurisprudență.

1. Contractul de căsătorie, care are de obiect a regulă drepturile soților asupra bunurilor lor în timpul căsătoriei, neputând produce vre-un efect, ca act solemn, decât sub condițiunea de a fi urmat de căsătorie, el nici nu poate face vre-o probă de cele ce conține, când asemenea condițiune, nu s'ar fi îndeplinit. Astfel, dacă căsătoria nu s'a efectuat, actul dotal nu poate constitui o dovadă, pentru constituitorul dotei, că a numărat banii prevăzuți în acel act și că inzestratul i-ar fi primit. (Trib. Vlașca C. Jud. 14/96).

2. Femea dotală nu poate cere anularea clauzei din contractul său matrimonial, care prevede totalitatea averii viitoare ce-i va veni prin donațiune sau succesiune, când la confecționarea actului dânsa, fiind majoră, și-a dat liberul său consimțământ și întru cât acea clauză face parte din regimul matrimonial ce soții și-au ales și care este imutabil în timpul căsătoriei. (Apel București III. Dr. 46/97).

3. Femea înzestrată cu bunurile viitoare devine proprietară asupra tuturor bunurilor aflate la deschiderea succesiunii constituitorului, chiar dacă a acceptat sub beneficiu de inventar și soțul are dreptul de uzufruct asupra totalității, iar nu numai asupra reliquatului ce va rămâne după plata datoritiilor. (Apel Craiova I, Dr. 69/97).

4. Când într'un act dotal, soția dotală inserează clauze că: „tot care îi va veni în viitor prin dar, succesiune, legat, sau orice altfel“, vor fi considerate ca dotale, nu pot fi cuprinse și bunurile dobândite cu titlu oneros, fără să existe o clauză expresă, căci în specie clauza prevede numai bunurile dobândite cu titlu gratuit.

Această chestiune fiind de fapt, instanțele de fond sunt suverane să o interpreteze și scapă controlului Inaltei Curți. (Cas. I, 15 din 2 Mart. 1920, Curier Jud. 67-68/920; In acelaș sens: Trib. Drohoi 15 Nov. 1921, Curier Jud. II, 1922).

5. Prin bunuri viitoare în sensul art. 1235 c. civ., nu se pot înțelege de cât acele pe cari soția le dobândește cu titlu gratuit în timpul căsătoriei, cele dobândite cu bani dotali neputând deveni dotale de cât prin subrogație și numai în condițiile prevăzute de art. 1247 c. c.

Astfel clauza din actul dotal prin

care se stipulează că bunurile viitoare dobândite posterior căsătoriei de către soție devin dotale, nu poate conferi caracterul dotalității creanței dobândite prin cesiune, deși creanța cedată constituie „datio in solutum“ pentru stingerea creanței dotale. (C. Apel Iași s. I, 96 din 18 Nov. 1920, Dreptul 10/921, Justiția (Iași) 17/921; In acelaș sens pentru partea I: Trib. Drohoi, 15 Nov. 1921, Curier Jud. 11/922).

6. Este netăgăduit că o constituire de dotă care cuprinde și bunuri viitoare ale soției se rapoartă numai la acele bunuri cari ar reveni soției cu titlu gratuit în timpul căsătoriei, căci pe acestea are menirea a le păstra regimul restrictiv dotal, nu însă și bunurile cumpărate cu bani dotali căci acestea nu devin dotale de cât prin subrogație, în condițiunile art. 1247 c. civ., adică atunci când s'a prevăzut în contractul de căsătorie asemenea întrebuintare a banilor dotali.

Prin urmare o creanță dobândită de soție prin cesiune deci cu titlu oneros, nu este dotală chiar plătită cu bani dotali din moment ce prin contractul de căsătorie nu se prevede că bunurile cumpărate cu bani dotali au acest caracter.

O atare creanță este deci parafernala aplicându-i-se toate consecințele proprii averilor parafernale.

Concepțiunea după care orice bun, cum e creanța în discuție, deși parafernala ar cuprinde totuși o valoare dotală și în limitele acestei dotalități creanța ar urmă să fie supusă condițiilor averii dotale, nu se întemeiază pe nici o dispoziție de lege, ci este în opoziție cu condițiile cerute pentru ca o avere să fie dotală, iar jurisprudența franceză o admite numai din punctul de vedere al conservării dotei, ca o consecință logică și necesară a inalienabilității dotei mobiliare ce consacră în mod constant și care nu-și are aplicația la noi unde dota mobilă este necontestat alienabilă indiferent căruia din soți aparține proprietatea. Prin urmare soțul nu are calitatea de a reclama dobânzile unei asemenea creanțe. (Cas. I, 1002 din 29 Nov. 921, Jur. Rom. 13-14/921, Pand. Rom. 1922, I, 266, Pand. Rom. 1922, I, 321, Curier Jud. 25/922).

6 bis. Construcțiunile făcute pe terenul dotal devin dotale potrivit principiului „accessorium sequitur principale“ indiferent dacă banii cu care s'a construit sunt dotali sau altfel. (Trib.

Ruzău s. II, Jurnal 7110 din 30 Mai 1923, Jur. Gen. 1925 No. 1353).

7. Art. 123 din Legea sanitară interzice văduvei sau copiilor concesionarului de farmacie, decedat de a transmite prin vânzare sau arendare sau de a conduce farmacia, decât printr'un farmacist român, care îndeplinește condițiile cerute pentru a o dirija.

Prohibițiunea edictată pentru considerațiuni de interes general și național care făceau necesare îngrădirea exercițiului comerțului de farmacie și subordonarea lui, controlului Statului, nu poate fi extinsă la alte acte neprevăzute de lege, în care nefiind vorba de înstrăinarea, arendarea sau exercițiul efectiv al dreptului de farmacie, scopul legii nu este contrazis.

Văduva, proprietară prin succesiune a unei farmacii constituindu-și dotă acest drept, continuă în tot timpul căsătoriei, să rămână proprietara farmaciei soțului său, dobândind conform art. 1242 c. civ., numai uzufructul ei, pe care poate să și-l exercite prin arendarea farmaciei, către o persoană care

întrunește condițiile legii sanitare, încasând arenda cuvenită, fără nici un amestec din parte-i de conducerea sau administrarea farmaciei.

În aceste condițiuni, constituirea de dotă, ne implicând înstrăinarea farmaciei sau conducerea ei de către soțul dotal, e evident că nu intră în categoria actelor prohibite de lege a art. 123 sus citat, așa că Curtea de fond, decizând în speță că recurenta și-a constituit valabil farmacia sa din Buzău, ca dotă, la căsătoria ei cu intimatul, deși este supus italian, a făcut o justă aplicare a textului sus citat și a art. 130 legea sanitară și n'a violat nici art. 130 legea sanitară și n'a violat nici art. 1242 și 1243 c. civ., când a respins cererea de intervențiune a soției în procesul de evacuare intentat de soț contra arendașului, recunoscând soțului dreptul de a cere această evacuare. (Cas. I, dec. 1260 din 11 Decembrie 1923. Jur. Gen. 1924, No. 506).

8. A se vedă: art. 1233, notele 8, 9; art. 1234, nota 11.

Art. 1236.—Dota nu poate fi constituită nici adăogită în timpul căsătoriei. (Civ. 1227, 1228, 1283; Pr. civ. 716; Civ. Fr. 1543).

Text. fr. Art. 1543. — La dot ne peut être constituée ni même augmentée pendant le mariage.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, V, p. 534-536; VII, p. 296, 297;
 BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, III, 1570, 1570 bis, 1573-1579, 1600, p. 193;
 BERTAULD, *Quest. prat. et doctrinales*, I, 636 urm.;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 33, 36, 265, 269, 270, 272, 312;
 DALLOZ, *Rép. Contrat de mariage*, 3211 urm.; *Suppl. Contrat de mariage*, 1153 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VI, 213 bis, I-III;
 DEMOLOMBE, IV, 171; XVIII, 292;
 GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, IV, 1730-1732, 1734-1739, 1861;
 HUC, IX, 427-429;
 MOURLON, ed. 7-a III, p. 141 urm.;
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1498 urm.;
 RODIÈRE ET PONT, *Contrat de mariage*, III, 1678, 1683, 1728, 1729;
 TROPLONG, *Contrat de mariage*, IV, 3057, 3059.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 116, 127, 132, 178, 197, 198, 417, 617; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 82 89; *Observație* sub. Trib. civil din Avranches, Dreptul 66/914; *Observație* sub. Trib. civil Marsilia, 8 Mai 1914. Dreptul 50/1915;
 CANTACUZINO MATEI, p. 717, 720, 741;
 IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 89, 97;
 NACU, I, p. 68; III, p. 56 urm.

Jurisprudență.

1. Art. 1236 prevede că dota nu poate fi constituită nici adăogită în timpul căsătoriei. Așa fiind, când imobilul dotal ar fi de o valoare mai mică de cât cel primit în schimb, acesta nu devine dotal de cât până la concurența valorii imobilului dotal dat în schimb. Imobi-

lul va fi dară dotal pentru o parte și parafernă pentru cealaltă, consecință la care ne conduce chiar principiul subrogațiunei, căci aceasta nefiind de cât o ficțiune ea nu se poate aplica de cât în limitele legii, că astfel peste valoarea imobilului schimbat nu mai poate fi subrogațiune și prin urmare nici dotalitate. Deci un atare imobil

primit în schimb, conform art. 1285, poate fi ipotecat pentru valoarea în plus a lui, valoare pentru care el a rămas parafernă (Apel Buc III, 4, Iun. 10/91, *Dr.* 11/91).

2. Dota nu poate fi nici mărită nici micșorată în timpul căsătoriei, așa că un act încheiat după celebrarea căsătoriei, nu poate forma o dovadă că averea mobilă prevăzută într'însa ar fi dotală. (Cas. II, 21 Febr. 1906, B. p. 326).

3. Potrivit art. 1236 c. civ., dota nu poate fi constituită nici adăugită în timpul căsătoriei. Prohibițiunea prevăzută în art. 1236 c. civ., se raportează la

augmentările convenționale iar nu și la creșterile survenite în mod natural ca: aluviune, accesiune, plus valuta căpătată etc., indiferent dacă bunul a fost constituit dotal sau dacă a devenit ulterior dotal prin înrebuințare, în puterea clauzei de întrebuințare și indiferent dacă pentru cumpărarea lui s'au întrebuințat pe lângă bani dotali și bani parafernali. (C. Apel Iași, s. I, 17 Decembrie 1919, *Justiția* (Iași) 6-7/1920).

4. A se vedea: art. 1229, notele 3, 7; art. 1247, Index „Imutabilitatea dotei” notele respective.

Art. 1237. — Dacă tatăl și mama constituiesc împreună o dotă, fără a distinge partea fiecărui, dota se consideră constituită în porțiuni egale.

Dacă dota este constituită numai de tată pentru partea sa și a mamei, aceasta, chiar prezinte de ar fi fost la facerea contractului și chiar de l'ar fi subscris¹⁾, nu va fi de loc îndatorată, ci dota va rămânea întreagă în sarcina tatălui. (Civ. 1238; Pr. Civ. 709; L. Timbr. 45, 46; L. impoz. pe succ. (Mon. of. 91/921) Art. 3; Civ. Fr. 1544).

Text. fr. Art. 1544. — Si les père et mère constituent conjointement une dot, sans distinguer la part de chacun, elle sera censée constituée par portions égales.

Si la dot est constituée par le père seul pour droits paternels et maternels, la mère, quoique présente au contrat, ne sera point engagée, et la dot demeurera en entier à la charge du père.

Doctrină străină.

BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, 216 urm.;

COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 50;

DALLOZ, *Rép. Contrat de mariage*, 3248 urm.; *Suppl. Contrat de mariage*, 1171 urm.;

MOURLON, ed. 7-a, III, p. 143, 144;

PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 857 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 224 urm., 226, 227, 234, 247;

CANTACUZINO MATEI, p. 719;

NACU, III, p. 60.

Jurisprudență.

1 Mama înzestrătoare nu poate în urmă să-și retracteze consimțământul și să revoace înzestrarea; nici nu are nici vre-o acțiune de despăgubire în starea sotului pentru sumele cu care dânsa personal a înzestrat pe fiica sa fără nici o rezervă. (Cas. I, 255/Iun. 20/80, B. p. 297).

2. Art. 1237 din Codul civil nu ridică sotilor dreptul de a aduce modificarea regulilor stabilite în acest articol și, în

asemenea caz, obligațiunile dintre dânsii se regulează, nu conform acestui articol, ci după convențiunea părților. (Cas. I, 489/901, B. p. 1634).

3. După art. 1237 cod. civ., tatăl trebuie să suporte cel puțin jumătate din dota constituită de dânsul și de mamă, însă acest articol nu împiedică pe soți să determine prin comună înțelegere partea ce trebuie să suporte fiecare în dota constituită de amândoi. (Apel Buc. III, *Dr.* 13/902).

4. A se vedea art. 762, nota 4.

1) În art. francez corespunzător 1544, lipsesc cuvintele: „și chiar de l'ar fi subscris” cari au fost adăugate de legiuitorul român.

Art. 1238. — Deși fiica dotată de tatăl sau ¹⁾ și de mamă sa ar avea averea sa proprie de care se bucură, dota se va lua din averea constituitorilor, dacă nu este stipulațiune contrarie. (Civ. 338, 421; L. Timbr. 45, 46; L. impoz. pe succesiuni. (Mon. of. 91/1921) Art. 3; Civ. Fr. 1546).

Text. fr. Art. 1546. — Quoique la fille dotée par ses père et mère ait des biens à elle propres dont ils jouissent, la dot sera prise sur les biens des constituants, s'il n'y a stipulation contraire.

Doctrină străină.

BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, I, 217;
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 260;
DALLOZ, *Rép. Contrat de mariage*, 3266 urm.; *Suppl. Contrat de mariage*, 1171 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 143, 144;
PLANIOL, III, ed. 2-a No. 856.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 224, 227, 228; (VII, p. 315);
CANATCUZINO MATEI, p. 719;
NACU, III, p. 60.

Art. 1239. — Când cel rămas în viață dintre soți constituie o dotă din bunuri paterne și materne, fără a specifică porțiunea fiecăruia, dota se va lua mai întâi din partea ce are viitorul soț în averea defunctului și, la neajungere, din averea soțului constitutor. (Civ. 1238; L. Timbr. 45, 46; L. impoz. pe succesiuni (Mon. of. 91/1921) Art. 3; Civ. Fr. 1545).

Text. fr. Art. 1545. — Si le survivant des père ou mère constitue une dot pour biens paternels et maternels, sans spécifier les portions, la dot se prendra d'abord sur les droits du futur époux dans les biens du conjoint prédécédé, et le surplus sur les biens du constituant.

Doctrină străină.

BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, I, 217;
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 50;
DALLOZ, *Rép. Contrat de mariage*, 3272 urm.; *Suppl. Contrat de mariage*, 1171 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, II, p. 253;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 143, 144;
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 862.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 41, 228;
CANATCUZINO MATEI, p. 719, 742;
NACU, III, p. 60.

Art. 1240. — Cei ce constituiesc o dotă sunt datori să răspundă de evicțiunea ²⁾ și de vițile obiectelor constituite, după regulile stabilite la titlul pentru vânzare. (Civ. 1336 ur., 1352, urm.; Civ. Fr. 1547).

Text. fr. Art. 1547. — Ceux qui constituent une dot, sont tenus à la garantie des objets constitués.

1) Credem că din eroare se zice aici „sau” în loc de „său”. Textul francez zice: „par ses père et mère”.
2) „Evicțiunea”, adică: „deposedarea”.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, V, p. 227, 228;
 BAUDRY ET SURVILLE, *Contr. de mar.*, I, 222-224, 226-231;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 458, 1000; ed. 1-a, III, p. 48, 792;
 GUILLOUARD, *Contr. de mar.*, I, 165, 167, 168;
 HUC, IX, 9, 431;
 LAURENT, XXI, 181;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 133 urm.;
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 867.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 178, 244 urm., 247, 328 n. 1, 313 n. 5, 582 n. 3, 638 n. 2; (III, part. II, ed. 2-a, p. 920 nota; IV, part. I, ed. 2-a, p. 234, 676, 677);
 CANTACUZINO MATEI, p. 387, 719;
 DUMITRESCU A. M., II, 505;
 NACU, III, p. 62.

Jurisprudență.

1. Dacă imobilul constituit dotă este grevat de o ipotecă, care n'a fost declarată la facerea contractului, la caz de restituirea dotei, acela care a primit

dotă nu poate fi condamnat decât la diferența de valoare între valoarea imobilului și aceea a ipotecii. (Caz. I, 289, 1904, B. p. 914)

2. A se vedea: art. 1337, nota 10.

Art. 1241. — Dota care consistă în capital, produce de drept dobândă, din ziua căsătoriei, în contra celor ce au promis-o, chiar de ar fi un termen pentru plată, dacă nu este stipulațiune contrarie. (Civ. 1268, 1269, 1278, urm.; Civ. Fr. 1548).

Text. fr. Art. 1548. — Les intérêts de la dot courent de plein droit, du jour du mariage, contre ceux qui l'ont promise, encore qu'il y ait terme pour le paiement, s'il n'y a stipulation contraire.

Doctrină străină.

BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, 222;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 48;
 DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 1254 urm., 3293 urm.; *Suppl. Contr. de mar.*, 454 urm.;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 133 urm.;
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 865.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 178, 249 urm., 250, 352, 605 n. 5;
 CANTACUZINO MATEI, p. 447, 719;
 NACU, II, p. 631; III, p. 65, 66.

Secțiunea II. — *Despre condițiunea averii dotale în timpul căsătoriei.*

Art. 1242. — Numai bărbatul are administrațiunea averii dotale în timpul căsătoriei.

El singur are drept de a urmări pe debitorii și pe deținătorii averii dotale, de a lua fructele și dobânzile și de a primi capitalurile.

Cu toate acestea, se poate stipulă în contractul de căsătorie, că femeia va primi ea însăși, pe fiecare an și sub chitanțele ei singure, o parte din veniturile sale pentru întreținerea și trebuințele sale personale. (Civ. 1243 urm., 1248, 1253, 1265, 1285, 1753, 1754 urm.; C. com. 15—17; Lege p. regularea și

consolidarea dreptului de a exploata petrolul și ozocherita, Art. 57; Civ. Fr. 1549).

Text. fr. Art. 1549. — Le mari seul a l'administration des biens dotaux pendant la mariage.

Il a seul le droit d'en poursuivre les débiteurs et détenteurs, d'en percevoir les fruits et les intérêts, et de recevoir le remboursement des capitaux.

Cependant il peut être convenu, par le contrat de mariage, que la femme touchera annuellement, sur ses seules quittances, une partie de ses revenus pour son entretien et ses besoins personnels.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, V, p. 545-550, 552-554, 557, 607, 608, 619, 623;
 BAUDRY ET WAHL, *Successions*, II, 2927;
 BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, III, 1603, 1620-1623, 1625-1630, 1630 bis, 1631-1635, 1637-1641, 1643, 1644, 1662, 1689-1694;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 89, 632; ed. 1-a, III, p. 244, 275, 277, 278, 279, 283, 285, 291, 315, 331, 332, 355;
 DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 3295 urm.; *Suppl. Contr. de mar.*, 1176 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VI, 221 bis; 221 bis, IV, V; 226 bis, IX, X;
 DEMOLOMBE, XV, 583, 584;
 GARSONNET, *Tr. de procéd.*, IV, ed. 2-a, § 1280, p. 139;
 GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, III, 1792-1794; IV, 1761, 1775-1777, 1780-1788, 1790-1794, 1796, 1797, 1801, 1802, 1804, 1808, 1809, 1813, 1816 urm., 1819, 1873, 2023, 2086, 2106;
 HUC, IX, 433-440, 492;
 LAURENT, XXIII, 475-477, 483-485, 552, 557;
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 233, 234;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 147 urm.;
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1503 urm.;
 RODIÈRE ET PONT, *Contrat de mariage*, III, 1675, 1705, 1714, 1715, 1723, 1725, 1735, 1736, 1758-1761, 1764 urm.;
 TROPLONG, *Contrat de mariage*, IV, 3120; *Hypoth.*, 938, 948, 953.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 29, 38, 211, 258, 280 urm., 288 n. 2, 289 urm., 291, 292, 293, 296, 302, 314, 425, 427 nota, 513, 619, 647; (III part. I, ed. 2-a, p. 848 No. 1; III, part. II, ed. 2-a, p. 476; IV, part. I, ed. 2-a, p. 238, 349; IV, part. II, ed. 2-a, p. 358; V, p. 207; VI, p. 465, 754; VII, p. 382, 551 n. 2, 552; XI, p. 113); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 93; *Observație*, sub. C. Apel Iași s. II, 145, din 16 Octombrie 1900. *Curier Jud.* 17/1901; *Observație* sub. Cas. I, 636 din 11 Iunie 1923. *Pand. Rom.* 1924-I-62; *Notă* sub. Trib. Moissac (Tarn-et-Garonne), 6 Febr. 1920. *Jur. Gen.* 1924 No. 1829;
 CANTACUZINO MATEI, p. 724;
 CERBAN ALEX., *Notă* sub. C. Apel Buc. s. IV, 52 din 24 Mart. 1920. *Curier Jud.* 38-39/1920; *Notă* sub. Cas. I, 1260 din 11 Dec. 1923. *Pand. Rom.* 1924-I-242;
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra Contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 43;
 HAMANGIU C., *Observație* sub. Trib. Saint-Lô (Manche), 14 Dec. 1922. *Pand. Rom.* 1924-I-63;
 IONESCU I. IOAN., *Notă sub raportul instrăinării*, p. 34, 39, 40, 54, 137, 153 urm., 211, 242, 264, 267, 287, 288, 299, 300, 302;
 MAXIM G. D., „*Drepturile bărbatului asupra bunurilor dotale astfel precum le determină art. 1242 din codul civil, pot fi ele modificate prin contractul matrimonial?*” *Curier Jud.* 51/907;
 MEITANI GEORGE HENRI, *Observație* sub. C. Apel Buc. s. I, 633 din 14 Febr. 1923. *Pand. Rom.* 1924-III-62;
 NAGU, I, p. 803; III, p. 69 urm.;
 ROSETTI-BĂLANESCU I., *Notă* sub. C. Apel Buc. s. IV, 24 din 1 Febr. 1923. *Pand. Rom.* 1924-II-9;
 STOENESCU D. DEM., *Notă* sub. Cas. II, 63 din 5 Mart. 1912. *Pand. Rom.* 1924-I-205.

INDEX ALFABETIC

Acțiune, exercitare 16, 25, 26, 28, 29, 30, 31, 32, 34, 35, 36, 37, 38, 40, 41, 42, 43, 45, 47, 48, 49, 50, 54, 55, 56, 57, 58, 60, 63, 65, 67, 70.	Acțiune posesorie 16. Acțiune petitorie 42. Administrarea averii dota- tale 2, 5, 7, 9, 10, 11, 12, 16, 17, 23, 24, 25, 26, 27, 30, 43, 47, 48, 50, 51, 52,	57, 60, 62, 64, 65, 68. Anulare, a se vedea „Nu- litate”. Apel 50, 56, 63. Autoritate de lucru jude- cat 53. Autorizația justiției 25, 34, 56, 67, 68.	Autorizație maritală 25, 33, 34, 37, 40, 41, 43, 45, 50, 56, 60, 63, 66, 67. Bani 24, 69. Bărbat 1-71. Capacitate 25, 46. Capitaluri dotale 6, 14, 44, 47, 59, 60.
--	--	---	---

Carieră de pietriș și nisip 27.
 Casa de Depuneri 6, 15, 69.
 Casare 41.
 Căsătorie, celebrare 7, 39.
 Clauze de întrebuintare și reintrebuintare 19, 21, 27, 59, 62, 69.
 Compensare 14.
 Contestatie 1, 32, 37, 40, 41.
 Creanțe dotale 9, 17.
 Creditor 1, 2, 4, 6, 7, 17, 20, 22, 37, 39, 46.
 Datorii 3.
 Debitori 6, 16, 25, 32, 39, 55, 57, 60.
 Dezistare, a se vedea „Renunțare”.
 Divorț 10.
 Dobânzi a se vedea „Venituri” și 69.
 Dota mobilară 6, 24, 62, 66, 69.
 Dotală avere 1-71.
 Drept de folosință, a se vedea „Uzfruct”.
 Efecte publice de stat 59.
 Exercițiul acțiunilor, a se vedea „Acțiune, exercitare”.
 Exploatare de carieră 27.
 Expropriere 6, 32.
 Fabrică de cărămidă 27.
 Femeie 3, 9, 12, 16, 17, 20, 21, 24, 25, 26, 28, 31, 34, 35, 37, 38, 39, 40, 41, 43, 44, 45, 47, 48, 50, 51, 52, 53, 54, 56, 57, 58, 60, 63, 64, 67, 68, 70.
 Folosință, a se vedea „Uzfruct”.
 Fraudă 39.
 Fructe, a se vedea „Venitul averii dotale”.
 Fungibile lucruri 69.
 Imprumut 1, 17, 39.
 Imutabilitatea dotei 21, 25, inalienabilitate 2, 3, 4, 6, 7, 25, 46, 59, 69, 71.
 Incapacitate 25, 46.
 Intenție 24.
 Interes 8.
 Interogator 26.
 Ipotecă 6, 25, 30, 33, 52, 59.
 Lege rurală 6, 9, 11, 12, 13.
 Licitație 15, 19.
 Locație 27, 64.
 Lucruri fungibile 69.
 Mandat 12, 29, 45, 50, 51, 52, 56, 59, 60.
 Mărturisire 26.
 Ministerul de Finanțe 6.
 Minor 5.
 Mobilară dotă, a se vedea „Dotă mobilară”.

Nisip și pietriș 27.
 Nuda proprietate, a se vedea „Uzfruct”.
 Nulțate 8, 17, 23, 25, 26, 27, 34, 43, 67.
 Opoziție 28, 29, 31, 32.
 Ordine publică 6, 23, 53, 67.
 Pădure 15, 19.
 Pământ rural 6, 9, 12, 13.
 Parafernala avere 21, 24, 25, 61, 62.
 Părinți 18.
 Partaj 47, 48, 65, 66, 70, 71.
 Pensiuine alimentară 10.
 Petitorie acțiune 42.
 Pietriș și nisip 27.
 Poprire 10.
 Posesorie acțiune 16.
 Prescripție 8.
 Preț 6.
 Procente, a se vedea „Dobânzi”, „Venitul averii dotale”.
 Procură, a se vedea „Mandat”.
 Purga imobilului 26, 30.
 Recurs 41.
 Regim dotal 7, 23, 25, 34, 51, 61.
 Renunțare 25, 33, 32, 56, 66.
 Repetițiune 9.
 Restituire 9, 12, 14, 19, 44.
 Revendicare 8, 32, 38.
 Reziliere 27.
 Rurală lege, a se vedea „Lege rurală”.
 Rural pământ, a se vedea „Pământ rural”.
 Sarcinile căsătoriei 1, 2, 3, 4, 7, 20, 22, 61.
 Separație de patrimoniu 2, 7, 3, 20, 25, 54, 57.
 Solidaritate 1.
 Soț, a se vedea „Bărbat”.
 Soție, a se vedea „Femeie”.
 Terțe persoane 26.
 Tranzacție 51.
 Urmărire de venituri 1, 2, 3, 4, 7, 10, 20, 22, 39, 46.
 Urmărire silită 17, 25, 32, 37, 40, 41.
 Uzfruct 4, 7, 11, 15, 18, 19, 20, 21, 23, 25, 27, 33, 35, 38, 53, 58, 62, 64, 66, 69, 71.
 Vânzare, cumpărare 8, 15, 19, 24, 27, 33, 34, 66, 67.
 Venitul averii dotale 1, 2, 3, 4, 5, 7, 10, 14, 18, 20, 22, 23, 24, 25, 39, 46, 47, 52, 53, 56, 59, 60, 69.
 Zid comun 60.

sequestru care urmează a se ști dacă se poate pune pe întregul venit sau numai pe o parte, aceasta nefiind decât un incident la executare, tocmai pe calea contestațiunii se poate judeca. (Apel Buc. II, Febr. 14/76, Dr. 12/76).

2. Fructele și veniturile unui imobil dotal sunt specialmente afectate la întreținerea sarcinilor căsătoriei; ele fiind disponibile, nu pot fi înstrăinate sau urmărite de cât pentru îndeplinirea acestor sarcini. Această restricțiune adusă la dreptul de a putea dispune de asemenea venituri nu este decât o consecință a principiului inalienabilității imobilelor dotale. Și dacă în timpul cât soțul are administrațiunea averii dotale, dânsul este liber a dispune după cum înțelege, de aceste venituri, aceasta provine din cauză că pe cât femeia n'a cerut separațiunea patrimoniilor, presumpțiunea este că soțul își îndeplinește sarcinile căsătoriei cu din averea lui proprie; astfel scopul legiuitorului fiind atins creditorii bărbatului pot urmări venitul dotal în mâna bărbatului. (Cas. I, 337/Oct. 5/77, B. p. 288).

3. Codul civil, prin art. 1248, declară că imobilul dotal este inalienabil. Reduși dar a aplica numai art. 1248, ar trebui să zicem că veniturile averii dotale ne fiind asemenea declarate inalienabile, acestea; ar putea fi afectate la plata datoriilor personale contractate de bărbat în timpul căsătoriei. Admitând, aceasta, veniturile dotei s'ar înstrăina de la destinațiunea lor, care e de a ajuta și a susține sarcinile căsătoriei, precum declară art. 1233. Astfel, când e vorba de veniturile dotale, inalienabilitatea acestora, dacă nu este declarată literal dar ea rezultă virtualmente din art. 1233. Chiar de am admite că o parte din venituri, care ar covârși cheltuelile casnice, ar putea fi afectată la plata datoriilor, instanța de fond e în drept a aprecia și a-și formă convingerea din împrejurările cauzei dacă o parte din venituri covârșese cheltuelile casnice și dacă prin urmare poate fi afectată la plata datoriilor, fără să fie trebuință să se enunțe anume acele împrejurări. (Cas. I, 84/Mart. 10/79, B. p. 170).

4. Dota imobiliară este inalienabilă, și acest principiu nu și-ar atinge scopul său dacă ar fi permis bărbatului ea să distragă bunurile dotale de la această destinațiune a lor. Și dacă este adevărat că bărbatul este un fel de uzfructuar al veniturilor imobilelor dotale, nu este însă mai puțin adevărat că el trebuie să uzeze de acest drept cu moderațiune și prudență unui bun părinte de familie, făcând ca fructele dotei să servească la întâmpinarea ne-

Jurisprudență.

1. Deși nu există nici un text de lege care să declare inatacabil venitul averii dotale, totuși prin art. 1233 se spune că dota se aduce de femeie spre a ajuta pe bărbat în sarcinile căsătoriei, fără să reese însă cât de puțin din această dispozițiune a legii că numai femeii îi incumbă a suporta singură sarcinile căsătoriei, ci numai a ajuta. Astfel fiind, dacă ambii soți sunt condamnați solidar pentru o sumă ce s'au împrumutat, creditorul poate urmări veniturile dotale, dânduându-se sarcinile căsătoriei. Quantum acestor sarcini se fixează după împrejurări. Și când e vorba de un

cesităților căsniciei. Or, inalienabilitatea fondului dotal cuprinde nu numai prohibițiunea de alienațiune directă, dar încă ori ce acte din partea bărbatului ale căror efecte ar fi de a violă în un mod indirect sau eventual această inalienabilitate. Așa fiind, creditorii care au contractat cu soțul nu pot urmări partea veniturilor ce sunt necesarii pentru a susține sarcinile căsătoriei, căci altfel ar trebui să se zică că venitul averii dotale poate fi urmărit și cesibil pe mai mulți ani și atunci inalienabilitatea ar deveni un ce iluzoriu. (Trib. Ilfov, s. com., Martie 7/80 Dreptul 14/80).

5. După art. 1231, minorul, asistat legal, având capacitatea majorului, poate stipulă orice convențiune care să fie relativă la căsătorie, arătând averea ce aduce, sarcinile la care este supusă și modul cum are a fi administrată, fără ca prin aceasta să se atingă întru nimic drepturile soțului de cap al asociațiunii conjugale, de oarece art. 1242 prevede că se poate stipula în contractul de căsătorie ca femeea să primească ea însuși o parte din veniturile sale. (Cas. I. 129/Martie 28/80 B. p. 161; Apel Focșani, II 182. Nov. 20/79. Dreptul 6/80).

6. Pământurile cedate sătenilor prin legea rurală aparținând proprietarilor și făcând parte integrantă din proprietatea lor, și cum proprietățile dotale sunt inalienabile, soțul nu poate să le înstrăineze afară din cazurile prevăzute de codul civil și prin urmare nu poate să primească nici prețul lor. Deci legea rurală, fiind o lege de expropriere, de ordine și utilitate publică, prețul exproprierei urma a fi depus la Casa de depuneri, conform art. 16 din acea lege. Și chiar de ne vom pune în ipoteza că legea rurală a obligat pe locuitorul sătean a răscumpăra claca, iar nu proprietatea, totuși această redevență făcea parte integrantă din fondul dotal; ceace învederează și mai mult aceasta este că însuși legiuitorul din 1864, prin art. 47, afectează cu preferință pentru creditorul ipotecar toată despăgubirea cuvenită unui proprietar pentru această clacă și dijmă, dispozițiune care ar fi inexplicabilă dacă această clacă și dijmă nu ar reprezintă o parte din fondul proprietății, ci numai un drept de creanță, personal proprietarului. Și de și art. 1242 c. civ. conferă soțului dreptul de a urmări pe debitori și a primi capitalurile dotale, acest mandat, nefiind ilimitat se restrânge numai în aceea ce concerne dota mobilă, iar nu și în ceea ce privește capitalurile provenite din vânzarea imobilelor dotale, inalienabile, chiar când vânzarea lor este permisă de lege; și aceasta reese într'un mod incontestabil din ultimele dispozițiuni

ale art. 1253 și 1254 care ordoană clar și precis că prețul răspuns de cumpărător rămânând dotal cată a se întrebuița în cumpărarea altui imobil, neîndeplinirea acestei condițiuni făcând pe cumpărător responsabil către femeie. Astfel fiind, darea bonurilor rurale în mâna soțului nu liberează pe Ministerul de Finanțe. (Apel Buc. I, 267, Nov. 20/81, Dreptul 15/82).

7. Din art. 1233, 1242, 1251, și din chiar natura regimului dotal, astfel cum e organizat de lege, rezultă că bărbatul din momentul celebrării căsătoriei devine administratorul legal al averii dotale și în același timp dobândește folosința acestei averi. Și de și legea nu a reglementat dreptul de folosință al bărbatului, totuși se admite că el este supus în general la aceleași reguli ca și dreptul uzufructuarului ordinar. Deci, bărbatul, având folosința bunurilor dotale are dreptul ca și uzufructuarul ordinar asupra fructelor și veniturilor dotale, adică ele intră în patrimoniul său, dobândește asupra lor proprietatea; căci dacă nu ar fi astfel, cum le-ar putea el consuma? Or, dacă bărbatul devine proprietarul fructelor dotale și poate dispune de ele cum va voi este evident că de aci decurge consecința logică că creditorii le pot urmări, căci sunt gagiu lor, ca toate bunurile cari se găsesc în patrimoniul debitorului lor. Și dacă dota este adusă bărbatului pentru a-l ajuta la susținerea sarcinilor căsătoriei, nu se poate face din acest motiv un argument pentru neurmăribilitatea lor, căci a decide astfel, este a confunda cauza dreptului ce aparține bărbatului cu efectele ce el produce, și dacă argumentul ar fi fundat, ar urma să deducem că bărbatul nu devine proprietarul veniturilor dotale de cât în limita sarcinilor ce trebuie să suporte, ceea ce nu poate fi admisibil. Singura sancțiune prevăzută de lege pentru asigurarea destinațiunii dotei este dreptul ce are femeea de a cere separațiunea de patrimonii; altă măsură nu e prevăzută de lege; și ori cât ar căuta cineva să o găsească în scopul de a asigura bunul traiu în familie, nu o poate face de cât forțând prea mult principiile de drept ce predomină regimul dotal. De asemenea, nu se poate invoca în sprijinul acelei teorii principiul inalienabilității dotei căci art. 1248 declară inalienabile imobilele dotale, nu și venitul lor, așa că aceste venituri pot fi alienabile și prin urmare urmăribile, ca ori și ce bun în privința căruia nu este o dispozițiune de lege contrarie. (Trib. Braïla, Dec. 28/82, Dreptul 30/83).

8. Femeea poate, chiar în timpul căsătoriei, să exercite acțiunea în revocarea înstrăinării imobilului dotal.

căci, cu toate că în timpul duratei căsătoriei, înainte de dobândirea separațiunii patrimoniilor, bărbatul are dreptul a urmări pe debitorii și debitorii averii dotale, totuși când el neglije de a deschide acțiunea în revendicare, femeia poate singură să o intente pentru că dacă în timpul căsătoriei prescripțiunea nu curge în contra sa, dar se poate întâmpla ea să aibă un interes vederat a porni judecata. Și dacă legiuitorul, în interesul femeii, îi acordă termenul de 10 ani a face proces după separațiunea patrimoniilor, aceasta e o facultate care nu exclude pe aceea de a o exercita în timpul căsătoriei. Astfel, cu toate că sentința de separațiune de bunuri este nulă pentru lipsă de publicare, însă fiindcă soțul a înstrăinat imobilul dotal fără drept și el încă n'a format cererea de revocarea înstrăinării, soția poate legitim crede că din cauza inacțiunii soțului e în pericol a-și pierde dota, și prin urmare poate valabil intente acțiunea în revendicare. (Apel Buc. III, 1627, Nov. 22/83, *Dr.* 16/83).

9. După art. 1242, bărbatul singur are drept de a urmări recuperarea creanțelor dotale și a da chitanțe de primire. Incasând dar după delimitare bunuri rurale, soțul a exercitat prin aceasta exact dreptul său de administrator legal și n'a trecut cât de puțin peste limitele mandatului său. Și cum acțiunea în repetițiune se pornește contra celui care a primit mai mult, fie că a primit prin sine însuși sau prin împuterniciții săi, precum un mandatar sau un administrator legal, ea poate fi îndreptată și contra soției care a primit prin soțul său mai multe bunuri rurale de cât i se datoră. (Cas. I, 18 Ian. 17/83, B. p. 27).

10. Soția, ce se află în divort, poate, în virtutea sentinței prin care i se acordă pensiuina alimentară, să poprească arenda datorită soțului său de către arendașul moșiei dotale. Această măsură nu violează întru nimic art. 1242, care dă numai soțului administrarea averii dotale în timpul căsătoriei, de oarece el, plătind pensiuina la termen, va fi liber de a dispune de restul veniturii său zentral. (Apel Buc. I, 76, Apr. 7/83, *Dreptul* 40/83; Trib. Ilfov, notar., 62/Martie 2/83, *Dreptul* 4/83).

11. Legea rurală și consecințele ei neapărate care continuă și astăzi a se desfășura, sunt necesități de o înaltă ordine socială și politică, a căror realizare este în mare parte independență de regulile de drept comun. Numai astfel se explică între altele și alienabilitatea silită a unei porțiuni din fondul dotal impusă de legiuitor în favoarea unor anume determinați cum-părători și cu pretul de el însuși de-

fipt, toate dispozițiuni nu conforme dreptului comun. Odată dar fondul fiind făcut în parte alienabil și bărbatul având dreptul de uzufruct și de administrator al averii dotale el poate să dispună de dânsul în ori ce mod ar voi. Astfel fiind, statul liberând în mâinile bărbatului obligațiunile pentru despăgubirea cuvenită proprietarului moșiei de la săteni, s'a conformat legii. (Cas. I, 224/Iunie 18/84, B. p. 528).

12. Bărbatul este un mandatar legal al soției sale, și, în baza principiilor de la mandat, soția e răspunzătoare de obligațiunile contractate de soț când nu trec peste limitele mandatului. Deci soțul care primește de la comitetul de lichidare bunuri rurale pentru pământul dotal dat clăcășilor își execută mandatul său de administrator legal al averii dotale, fără să treacă cât de puțin peste limitele mandatului său. El nu face de cât un act de administrațiune al averii dotale fără să aibă necesitate de un mandat special; prin urmare dacă soțul primește mai mult de cât i se cuvenea pentru numărul pogoanelor date locuitorilor, în acest caz mandanta, soția sa, e datoare de a restitui suma primită mai mult, în virtutea principiului că nimeni nu se poate îmbogăți în dauna altuia. (Apel Focșani, II, 17, Mart. 20/84, *Dr.* 65/84).

13. Legea rurală, prin art. I declarând pe sătenii clăcași proprietari pe locurile aflate în stăpânirea lor, iar prin art. 11 și 12 transformând sarcina de clacă și dijmă impusă prin legile anterioare în o sumă de bani, bonurile, rurale date proprietarilor în schimbul pământului concedat sătenilor reprezintă valoarea numai a unor prestațiuni în natură, iar nu valoarea pământului. Prin urmare ele nu pot fi considerate de cât ca niște creanțe personale cari reprezintă claca și dijma, și dar poate să le primească bărbatul și să dispună de dânsule de și sunt după moșii dotale. (Cas. I, 144, Apr. 26/85, B. p. 263).

14. Deși este exact că prin art. 1242 se stabilește că fructele imobilelor dotale apartin bărbatului, însă conform art. 196, el are obligațiune de a întreține pe soție; și dacă bărbatul permite femeii a percepe venitul imobilului dotal, aceasta o face în scopul de a-și îndeplini îndatorirea ce are de a o sustine; astfel fiind nu mai are dreptul de a cere restituirea aceluia venit, nici de a l' opune în compensațiunea sumei ce se pretinde de soție ca capital dotal. (Cas. I, 303, Sept. 28/85, B. p. 663).

15. Deși în principiu soțul are dreptul de uzufruct asupra averii dotale a femeii sale, totuși acest drept se

poate regulă și el poate chiar înceta, când aceasta s'a stipulat în mod expres în actul dotal. Astfel, atunci când se constituie dotă o pădure, după art. 529—531 soțul ca ori ce alt uzufructuar, nu poate dispune tăierea sau exploatarea pădurei de cât dacă probează că și proprietarul anterior o tăiasă într'un mod, fie periodic, fie altfel, însă regulat, și în cazul acesta soțul cață a se conforma uzului sau sistemii stabilite la constituirea dotei. Și cum nici un text de lege nu se opune, trebuie să se decidă că chiar a acest drept restrâns al soțului uzufructuar încetează cu totul atunci când în actul dotal s'a interzis tăierea pădurilor; asemenea cață ca soțul să se supună actului dotal când prin el pădurea s'a imobilizat prin o clauză care prescrie vânzarea numai prin licitațiune publică și depunerea prețului la casa de depuneri. (Trib. Ilfov, II, 114, Mai 6/86, Dreptul 52/86).

16. După art. 1242, bărbatul singur are dreptul de a urmări pe debitorii și deținătorii averii dotale, de unde rezultă că el are dreptul de a exercita acțiunile mobiliare și imobiliare petitorii și posesorii. Tot din art. 1242 reiese că bărbatul are un drept de administrațiune cu totul particular, căci femeea e exclusă cu totul de la exercitarea unor asemenea acțiuni dându-se acest drept exclusiv și personal numai bărbatului. Prin urmare numai el singur și direct e în drept de a le exercita. Astfel fiind acțiunea posesorie îndreptată contra soției, chiar când dânsa ar fi autorizată de soț, e neregulat îndreptată. (Trib. Ilfov, II, 182, Iun. 8/86 Dreptul 45/86).

17. Bărbatul de și administrator al averii dotale, nu are însă calitatea de a figura în instanța de urmărire pentru realizarea banilor dotali dați cu împrumut. Prin urmare este nulă urmărirea dacă atât în comandamentul prealabil cât și în afișe și publicațiuni figurează ca creditor soțul, iar nu soția. (Trib. Ilfov not., Oct. 7/86, Dreptul 72/86).

18. Dacă tatăl a constituit dotă fiicei sale numai fondul proprietății, fără să facă nici o mențiune în privința fructelor, cum veniturile proprietății sunt proprietate a bărbatului ca uzufructuar legal, ca atare el are dreptul să dispună de ele prin o convenție făcută sub orice formă. Deci el, prin convenție scrisă, recunoscând soarelui proprietatea asupra acestor fructe, prin aceasta a uzat de un drept ce îi conferă legea. (Cas. I, 399/Dec. 17/86, B. p. 943).

19. Ori care ar fi drepturile pe cari soțul le are după lege ca uzufructuar asupra pădurilor ce i s'au constituit dotă și oricare ar fi distincțiunea

cea ce s'ar face între pădurile înalte și cele seculare în privința întinderii acestui drept totuși, după art. 518 și 519, părțile pot reglementa întinderea și condițiunile în cari uzufructul să fie exercitat. Prin urmare, dacă în contractul de căsătorie se stipulează că pădurile se vor putea vinde prin licitațiune cu condițiune ca prețul să se întrebuinteze în cumpărare de efecte publice sau imobile, drepturile soțului de uzufructuar se vor exercita fie asupra capitalului rezultând din vânzarea pădurilor fie asupra imobilelor ce s'ar cumpără cu dânsul. Odată dar ce drepturile soțului au fost determinate prin contractul de căsătorie, el nu poate uza de păduri de cât în limitele acestui contract. Din momentul însă ce soțul nu a uzat de dreptul ce îi da contractul de căsătorie asupra pădurilor ce i-au fost constituite dotă, ci le-a pus în exploatare ca și când ar fi avut drepturile unui uzufructuar ordinar, dânsul urmează să restituie fostei sale soții valoarea pădurilor tăiate. (Apel Buc. I, 166, Apr. 90/87, Dreptul 61/87).

20. Conform art. 1233, dota este adusă bărbatului în scopul de a-l ajuta la susținerea sarcinilor căsătoriei; așa fiind nu se poate urmări venitul averii dotale fără a-l distra de la destinațiunea ce însăși legea i-a dat, într'u atît în cât el este necesar pentru a suporta sarcinile căsătoriei. Și deși soțul ca uzufructuar al averii, femeii devine proprietar al venitului acelei averi, totuși el nu este proprietar de cât sub condițiunea impusă de lege și de convențiunea părților de a întrebuinta acest venit la întreținerea femeii și copiilor săi, de care prin urmare nu poate dispune atît cât servește la aceste sarcini și numai de excedent el este liber a dispune ca proprietar fără nici o condițiune. Odată stabilit principiul că venitul averii dotale servește la susținerea sarcinilor căsătoriei, din lege trebuie să rezulte și mijlocul prin care aceasta să devină o realitate, sancțiunea dar a acestui principiu. A se susține că femeea are dreptul, pentru a asigura întreținerea venitului dotal la susținere sarcinilor căsătoriei, să ceară separațiune de patrimonii și că aceasta este singura sancțiune, ar fi a se admite că legiuitorul a pus un principiu pentru a cărui garantare nu a dat alt mijloc de cât acela care lovește în legăturile conjugale, care poate aduce neliniște și neînțelegere între soț și soție. Afară de aceasta, dreptul femeii de a cere separațiunea de patrimonii există mai mult într'u atît într'u cât dota în sine iar nu venitul ei este în pericol de a se perde, și dacă prin interpreta-

țiune se sustine că femeia poate cere separațiunea de patrimonii atunci când venitul dotal se defornează de la destinațiunea sa legală, prin o interpretațiune identică se poate stabili dreptul femeii de a se opune la urmărirea veniturilor sale dotale, în limita sumei necesare pentru a suporta sarcinile căsătoriei, mijloc care are avantajul de a evita neînțelegerile, la cari adese ori o cerere de separațiune de patrimonii poate da loc. Deci întru cât creditorii următori nu probează că numai o parte din venitul dotal e suficient a suportă sarcinile căsătoriei și că dar există un excedent care să poată fi urmărit, ei nu pot urmări veniturile averii dotale. (Trib. Vaslui, 372, Nov. 9/87 Dreptul II/88; Apel Iași, II, No. 18/88, Dr. 13/88).

21. Imobilele dobândite în cursul căsătoriei cu bani dotali, în privința cărora în contractul matrimonial nu se prevede întrebuințarea lor, nu devin dotale, chiar dacă în actul de cumpărare a imobilului s'ar fi stipulat că imobilul ar servi de întrebuințarea banilor și că soția ar fi acceptat această întrebuințare. Cu toate acestea imobilul deși privit ca avere parafernala a soției soțul are dreptul de folosință asupra lui, drept ce nu poate înceta în timpul căsătoriei de cât prin o schimbare legală a convențiilor matrimoniale, iar nu prin simpla voință a părților altfel ar rezulta o flagrantă violațiune a principiilor imutabilității convențiilor matrimoniale. (Trib. Buzău, Mart. 16/80, Dr. 32/89).

22. Veniturile dotale aparțin bărbatului pentru a întâmpina trebuințele căsătoriei, și ele nu pot fi urmărite de creditorii săi, căci s'ar sustrage de la destinațiunea lor. Tribunalul însă este în drept a determina partea din venituri ce excedă trebuințelor casnice, și care se poate urmări de creditorii. În acest calcul se va avea în vedere și câștigul ce-l poate realiza soțul prin munca sa. (Trib. Ilfov, notar., 202/Februarie 24/89, Dreptul 24/89).

23. Simpla citire a art. 1224 ne arată că e vorba, în al doilea loc, despre drepturile materiale ale bărbatului în privința gestiunii avutului familiei, și cari sunt o emanațiune directă, o consecință necesară a puterii maritale morale. A înțelege cuvintele „capul asociațiunii conjugale” în sensul pur moral, ar fi a imputa legiuitorului o tautologie din cele mai inutile și inexplicabile. Justețea acestei interpretațiuni distinctive reese încă mai clar din compararea textului nostru cu originalul francez (art. 1388) unde se vorbește într'un mod mai vag și până la un oare care punct, mai enigmatic de drepturile ce aparțin bărbatului în virtutea „de la puissance maritale sur

la personne de la femme et des enfants, ou qui lui appartient comme chef”, în cât cuvintele din textul român „al asociațiunii conjugale” sunt adăogate de legiuitorul nostru înadins, subliniându-se astfel deosebirea ce există între puterea morală și puterea materială a puterii maritale declarându-se ambele de ordine publică. Or, art. 1242 vorbind în special de regimul dotal, hotărăște că numai singur bărbatul are dreptul de a lua fructele dotei în timpul căsătoriei și că, numai prin excepțiune, se poate stipula în contractul de căsătorie, că femeia va primi însăși pe fie care an și sub chitanțele ei singure, o parte din veniturile sale pentru întreținerea și trebuințele sale personale. Prin urmare principiul fundamental dotal este că uzufructul dotei trece în mâna soțului și că dacă se stipulează contrariu această clauză vațamă ordinea publică, blezând pozițiunea soțului de cap al asociațiunii conjugale, și deci o atare clauză e nulă. (Trib. Suceava, Sept. 23/90, Dreptul 61/90).

24. Este incontestabil că bărbatul în timpul căsătoriei are dreptul de a dispune de dota constituită în bani; și a lipsi pe soț de venitul ei ar fi contrariu intențiunilor părților cuprinse în contractul de căsătorie. Dacă dar cumpără cu bani dotali o moșie ea nu poate fi dotală dacă nu se prevede acesta în actul dotal chiar dacă s'ar fi stipulat astfel în actul de cumpărare; imobilul cumpărat de bărbat cu bani dotali pe numele femeii devine parafernala, întru cât averea femeii nu poate fi de cât sau dotală sau parafernala. Și imobilul fiind parafernala el trebuie să rămână sub administrațiunea și folosința bărbatului de oare ce bărbatul prin cumpărare n'a voit a se lipsi de folosință, care motiv se relevează prin aceea că imobilul era declarat dotal prin actul de cumpărare, și de oarece a-l lipsi de venit ar fi contrariu intențiunilor părților din contractul de căsătorie, manifestate și în urmă prin actul de cumpărare. (Cas. I, 360/Oct. 22/90, B. p. 1139).

25. Din motive de utilitate, din conveniențe politice sau chiar din însăși pozițiunea ce femeia ocupă în asociațiunea conjugală, legiuitorului i-a plăcut să o țină într'o stare de subordnare față cu bărbatul, pe care l'a considerat ca șef al acestei asociațiuni primordiale și ca reprezentant unic și autorizat al intereselor familiei născute din căsătorie al cărei apărător și ocrotitor este el după dreptul naturii însăși. Din această idee primară, din acest principiu fundamental, admis de lege pentru regularea raporturilor dintre soți și a organizării familiei, decurge ca niște ecrolarii imperioase

și necesarii incapacitățile de care este izbită femeia în timpul căsniciei, întru cât privește facultatea de a se obliga prin convențiunile sale, sau de a porni judecată, fie chiar pentru averea sa parafernală, a cărei administrație o are fără autorizarea bărbatului său, în caz de refuz injust din partea acestuia, fără acea a justiției singurii factori ce legea prevede pentru a releva pe femeie din incapacitatea de care este lovită. Și în afară de incapacitățile generale și comune tuturor regimelor matrimoniale prevăzute în art. 197, 198 și 199, legea mai prevede și altele cu mult mai riguroase pentru femeie, când ea, căsătorindu-se admite regimul dotal ca regulator al intereselor sale matrimoniale — căci pe când sub toate celelalte regimuri femeia conservă dreptul de administrare folosită și de alienare al averii sale cu autorizarea soțului sub cel dotal concede bărbatului administrațiunea plenară și bucurarea fondului acestuia, precum și deplinul exercițiu în justiție al tuturilor acțiunilor reale sau personale, posesorii sau petitorii referitoare la averea zestrală, luptă cum zice art. 1242; și ce este mai mult, ea de și rămâne proprietară a imobilului dotal, pierde unul din atribuțiile cele mai esențiale ale acestui drept acela de a-l înstrăina în tot sau în parte, sau de a-l ipoteca în cazul de nevoie, nici chiar cu autorizarea soțului, sau a justiției, de cât în cazurile restrânse prevăzute de art. 1250—1253. Regimul dotal admis odată, cu toate consecințele sale, riguroase și cu toate incapacitățile ce decretă pentru femeie, el este dominant de principiu imutabilității convențiilor matrimoniale în timpul căsătoriei, și nici soții nici justiția nu mai poate schimba nimic în raporturile de el stabilite, afară bine înțeles în cazul unei gestiuni risipitoare din partea soțului, când legea însăși dă drept femeii să ceară și să obțină prin judecată separațiunea patrimoniului său dotal amenințat de ruină prin incuria sau incapacitatea bărbatului. Și atât de mult ține legiuitorul la această imutabilitate a convențiilor matrimoniale, în cât spune femeii prin art. 1242 că prin contractul dotal poate să-și rezerve dreptul de a primi o parte din venitul zestrei sale și prin urmare să urmărească pentru această cotitate pe debitorii sau deținătorii ei; iar dacă acest lucru nu s'a revăzut cu ocaziunea încheierii acelei convențiuni, el devine absolut imposibil în timpul căsniciei, și pe câtă vreme stă în picioare regimul dotal; căci altfel s'ar modifica capacitatea femeii în privința fie a uzufructului fondului dotal care aparține soțului, fie asupra exercițiului în

justiție a acțiunilor relative la această folosință, care tot lui i-au fost date de lege. Investmântarea făcută de lege în persoana bărbatului cu dreptul de administrare și de exercițiu al acțiunilor în justiție referitoare la fondul dotal, s'a efectuat nu atât în interesul femeii sau al bărbatului, cât mai cu seamă în acela al familiei izvorâtă din căsătorie, al cărei reprezentant este el, ca mai apt de a apăra și a o ocroti în interesele ei, și prin urmare el nu poate să renunțe această însărcinare impusă de lege, aruncând-o în mâinile femeii, căci ar fi să-i adoaage acesteia o capacitate ce legea i-a refuzat din diferite puncte de vedere, și ar modifica astfel regimul dotal odată admis ca regulator al intereselor și raporturilor matrimoniale, ceea ce legea oprește în însuși interesul femeii. Astfel fiind, acțiunea intentată de soție prin care tinde să anuleze o ipotecă luată asupra fondului dotal este o acțiune reală, și exercițiul acestei acțiuni, chiar când e pus în mișcare cu autorizarea soțului, îi e oprit de lege prin art. 1255, care nu e de cât un corolariu al principiului conținut în art. 1242. Numai soțul poate cere în justiție anularea acelei ipotecii; acțiunea introdusă de soție, chiar cu autorizația soțului, urmează a se respinge ca neregulată introdusă. (Apel Craiova, I, Dec. 20/91, Dreptul 28/92).

26. Soțul având administrațiunea averii dotale și exercițiul acțiunilor decurgând din dotă, rezultă că noul proprietar, pentru a putea ajunge la purga imobilului ce a dobândit, trebuie să îndeplinească și față cu soțul, nu numai cu soția, prescripțiunile legii, notificându-i contractul de dobândirea imobilului și certificatul de descripțiunea aceluia act. El nu se poate întemeia pe cunoștința ce o are soțul despre existența actului de vânzare ca unul ce participă la dânsa, pentru a susține că comunicarea actului de cumpărătoare nu mai e necesară, de oarece nu prin cunoștința ce părțile pot avea despre un act se poate supleea la aducerea aceluia act la cunoștința lor prin formele cerute de lege, și acesta cu atât mai mult când asemenea comunicare s'a prescriis de legiuitor (art. 180) sub pedeapsă de nulitate. Nici chemarea la interogator a soțului spre a răspunde dacă de fapt comunicarea nu i s'a făcut în tot complectul ei, nu este admisibilă, mărturisirea părții neputând fi luată ca probă despre îndeplinirea unor asemenea formalități, și mai ales când această mărturisire se invocă față cu cel de al treilea, cu soția. (Apel Buc. III, 81, Febr. 25/93, Dreptul 24/93).

27. În timpul căsătoriei soțul singur are uzufructul și administrațiunea averii sale dotale, și după art. 538, un uzufructuar nu are absolut nici un drept asupra pietrăriilor și nisipurilor a căror exploatare nu era începută la constituirea uzufructului. Dacă dar din actul dotal se constată că la constituirea dotei nu era înființată nici o exploatare, nici soțul sau ambii soți împreună, soția neavând în timpul căsătoriei nici un drept de administrație asupra averii sale dotale, nu pot concede ceace n'au avut, adică nu pot închiria imobilul dotal cu facultate pentru chirias de a instala o fabrică de cărămidă, exploatând pământul, nisipul și pietrișul. Un atare contract urmează a fi reziliat. Chiar dacă în actul dotal se permite vânzarea aceluși imobil întrebuintând prețul în cumpărarea altui imobil care va deveni dotal, această clauză nu poate fi invocată de acel chirias în favorul său, de oarece în specie nu e chestiune de o vânzare, ci de o închiriere, și în ori ce caz din stipularea dreptului de alienare în actul dotal nu se poate deduce că soții pot în timpul căsătoriei contraveni art. 538, deschizând cariere de pietriș sau nisip. A admite contrariul ar fi a permite sotilor, în caz când pot aliena cu clauză de reîntrebuințare, să distrugă imobilul sau cel puțin să-l facă impropriu a mai servi la ceva la expirarea contractului dotal. Așa fiind, contractul acesta de închiriere urmând a se anula, trebuie a se înlătura propunerea chiriașului de a se considera convenția dintre părți ca conținând o vânzare parțială. (Apel Buc. II, Mart. 18/94, Curier Jud. 16/94).

28. După art. 1242 orice acțiuni relative la averea dotală imobiliară a femeii nu pot fi intentate, în timpul căsătoriei, de cât de către bărbat și în contra sa; de unde urmează că dacă femeea sa printr'o greșită interpretare a prescripțiilor art. 1242, a fost pusă în cauză, lipsa ei la ziua înfișării nu poate da loc la aplicarea art. 151 pr. civilă, și hotărârea ce s'ar pronunța față cu bărbatul și după ce dânsul și-a făcut convenitele apărări nu poate fi susceptibilă de opozițiune. (Cas. I, 181/Mai 24/94, B. p. 135).

29. Soțul are un mandat legal în ce privește exercițiul acțiunilor dotale și nu are nevoie de o procură din partea soției pentru a o reprezenta înaintea instanțelor judecătorești în asemenea acțiuni. Astfel este inadmisibilă opozițiunea soției când se constată că soțul a fost prezinte în instanță și a luat concluziuni. (Trib. Ilfov II, Ian. 20/94, Curier Jud. 9/94).

30. După art. 1242 numai bărbatul are administrațiunea averii dotale în

timpul căsătoriei și prin urmare numai el are exercițiul acțiunilor dotale și numai dânsul poate răspunde la acțiunile ce-i sunt intentate și care decurg din dotă. Prin urmare comunicările prevăzute de art. 1804 trebuie făcute de cumpărătorul unui imobil afectat de o ipotecă pentru asigurare de dotă, soțului. (Cas. I, 83/94, B. p. 140).

31. Orice acțiune relativă la averea dotală imobiliară a femeii, nu poate să fie intentată în timpul căsătoriei decât de către bărbat și în contra sa. De aci urmează că dacă femeia a fost pusă în cauză într'o asemenea acțiune lipsa ei la ziua înfișării, nu dă loc la aplicarea art. 151 și hotărârea, ce s'ar pronunța față cu bărbatul ce s'ar fi apărât, nu este susceptibilă de opoziție. (Cas. I, 181/94 B. p. 525).

32. Principiul că bărbatul, având în timpul căsătoriei dreptul de a urmări pe debitorii și detinătorii averii dotale, are prin aceasta și dreptul de a intenta și răspunde nu numai la acțiunile mobiliare și personale dar și la cele reale îndreptate asupra acestei averi, nu este absolut, și acest principiu se aplică când e vorba de a revendica un drept folosind femeii, sau de a se opune la o cerere de revendicare îndreptată în contra ei, nu și când e vorba de a se pierde proprietatea unui imobil dotal ce aparține soției, cum e cazul unei urmări silite sau al unei exproprii pentru cauză de utilitate publică, caz în care însăși soția trebuie pusă în cauză iar opozițiunea, ce dânsa ar face la urmărirea silită a averii sale dotale, e bine primită dacă are pentru aceasta autorizația soțului său. (Trib. Ilfov, C. Jud. 41/96).

33. Autorizațiunea dată soției de a sta față la vânzarea imobilului dotal, nu implică renunțarea soțului la dreptul său de uzufruct. O asemenea renunțare nu s'ar putea presupune decât numai în vânzările voluntare, când soțul autoriză pe femeie de a vinde. Din faptul ridicării de către soț a banilor rămași din prețul vânzării imobilului nu se poate deduce confirmarea tacită a vânzării și a uzufructului și soțul, primind acei bani prin garantare de ipotecă, nu a făcut decât a lua echivalentul nudei proprietăți. (Apel Craiova I, Dreptul 69/97).

34. O femeie măritată sub regimul dotal nu poate intenta în timpul căsătoriei acțiune în anularea înstrăinării imobilului dotal, nici chiar cu consimțământul soțului sau al justiției, în lipsa consimțământului soțului asemenea acte aparținând numai soțului, în timpul căsătoriei. (Trib. Brăila, C. Jud. 18/97).

35. Dreptul bărbatului, de a răspunde la o acțiune imobiliară dotală, se referă numai la uzul fructului acestui imobil pe timpul duratei căsătoriei, iar nu și la nuda proprietate; prin urmare, acțiunea, prin care se pune în discuțiune dreptul de proprietate al imobilului dotal, este rău introdusă în contra soțului, când nu se pune în cauză și femeea. (Apel Galați II, *Dr.* 40/97).

36. Dreptul de a intenta acțiune trage cu sine în regulă generală și pe acela de a se apăra în contra unei asemenea acțiuni și această regulă se aplică și la acțiunile dotale. Astfel, ori ce acțiuni relative la averea dotală imobiliară a femeii neputând fi intentate la timpul căsătoriei decât de către bărbat, urmează neapărat că asemenea acțiuni, când sunt intentate de terții persoane, nu pot fi îndreptate decât în contra bărbatului. (Cas. I, 349/97 B. p. 1155).

37. În timpul căsătoriei numai bărbatul singur are exercițiul tuturor acțiunilor de orice natură și femeia este fără calitate a le intenta, chiar dacă ar fi autorizată de bărbatul său. Astfel, este neadmisibilă contestația făcută de femeie, la urmărirea imobilelor sale dotale de către un creditor al soțului său, această contestațiune trebuind a fi făcută de soț. (Apel Buc. III C. Jud. 19/97).

38. Cel ce revendică un imobil trebuie să dovedească între altele, că imobilul a cărui revendicare cere, se stăpânește de părat, de acela dela care-l cere. Astfel, acțiunea în revendicare, prin care se pune în discuțiune dreptul de proprietate al unui imobil dotal, este rău introdusă numai în contra soțului, când nu se pune în cauză și soția, întru cât dreptul bărbatului de a răspunde la o acțiune imobiliară dotală se referă numai la uzul fructului acestui imobil pe timpul duratei căsătoriei, iar nu și la nuda proprietate asupra căreia el nu are nici un drept, căci nuda proprietate nu poate fi înstrăinată și prin urmare pusă în discuțiune, într'un proces decât față cu proprietara soție. (Apel Galați II C. Jud. 29/97.)

39. Creditorul chirografar al unei persoane, nestipulând anume garanții reale urmează buna credință personală a debitorului său, și aceasta poate, în mod valabil, să înstreineze sau să constituie ca dotă sie-și sau unui terțiu, imobilul aflat în patrimoniul său fără ca autoritatea datoriei chirografare să poată fi opozabilă bărbatului, întru cât nu se poate invoca nici o fraudă în contra sa. Astfel, creditorul chirografar al femeii nu poate urmări, față de bărbat, veniturile imobilului dotal pentru datorii contrac-

tate de femeie înainte de celebrarea căsătoriei, și în această privință este indiferent dacă bărbatul a avut sau nu cunoștință despre existența unor asemenea datorii, și dacă a profitat sau nu de împrumutul contractat de femeie. (Cas. I, 41/98 B. p. 163).

40. Contestațiunea făcută de femeie, cu autorizațiunea soțului său la vânzarea imobilului dotal, nefiind o acțiune propriu zisă pentru obținerea sau recunoașterea zestrei, ci o acțiune de conservare, pe care o poate exercita și femeia, nu poate fi respinsă de tribunal, pe motiv că în timpul căsătoriei numai soțul are acțiunile dotale, căci atunci este a se aplica art. 1242 din Codul civil, în contra scopului, bine înțeles, urmărit de legiuitor. (Cas. II, 254/900 B. p. 1367).

41. În caz de urmărire silită a unui imobil aparținând unei femei măritate, dânsa poate face contestație la urmărire cu autorizația soțului său, o asemenea contestație nefiind o acțiune dotală propriu zisă, pentru obținerea sau recunoașterea zestrei, ci o acțiune de conservare, pe care o poate exercita femeea. Astfel, este casabilă o ordonanță de adjudecare, când tribunalul respinge o contestație făcută de o femeie măritată, cu autorizația soțului său la urmărirea unui imobil al său, pe motiv că numai soțul are exercițiul acțiunilor dotale. (Cas. II, 175/900 B. p. 1046).

42. Acțiunile petitorii ale terțiilor, privitoare la averea dotală imobiliară în timpul căsătoriei, trebuie îndreptate numai în contra bărbatului de oarece el singur are dreptul să răspundă la asemenea acțiuni. (Trib. Ilfov II, Dreptul 5/900).

43. Faptul, că într'o cerere de urmărire, făcută de bărbat personal în calitate de administrator legal al averii dotale, a semnat și ea soț pentru autorizare, și încă se mai vede semnată și soția, acest fapt nu poate atrage nulitatea urmăririi întru cât, în definitiv, soțul personal a cerut urmărirea ca administrator al averii dotale. (Cas. II, 378/901 B. p. 1680).

44. Obligațiunea impusă de lege bărbatului de a restitui dota, presupune că el a primit capitalul a cărui restituire se cere. Prin urmare, când instanța de fond constată, cum este în speță, că capitalul nu numai că n'a intrat în mâinile bărbatului, dar a fost primit de femeie chiar, nu se poate susține că femeea este în drept a cere dela soțul său restituirea aceluia capital căci ar fi a obliga pe bărbat la restituirea unei sume ce n'a primit și încă a îndreptăți pe femeie să primească de două ori aceeași sumă ceea ce ar constitui o derogatiune la principiile de drept comun, și o asemenea

derogațiune nu se poate deduce din textele art. 1242 și 1273 din codul civil. (Cas. I, 489/901 B. p. 1634).

45. Nici un text de lege nu oprește pe bărbat să dea procură soției sale, pentru a intenta o acțiune relativă la averea dotală. Astfel că, atunci când femeea intență o acțiune relativă la zestrea ei, cu asistență sau autorizarea bărbatului rezultă, din natura lucrurilor, că ea nu poate să fie considerată decât ca o mandatară a bărbatului. (Cas. I, 137/903 B. p. 328).

46. Inalienabilitatea fondului dotal cuprinzând și inalienabilitatea veniturilor acestui fond, care nu sunt decât un produs, un accesoriu al însuși fondului de aci rezultă că aceste venituri nu pot fi urmărite de creditorii femeii, în urma desfacerei căsătoriei pentru datorii contractate de dânsa în timpul căsătoriei. Aceasta pentru motivul că temeiul juridic al inalienabilității constă în incapacitatea femeii de a se putea obliga în timpul căsătoriei, cu privire la fondul ei dotal, iar nu în indisponibilitatea acestui fond în timpul căsătoriei. (Apel Iași II, C. Jud. 43/904).

47. După dispozițiunile art. 1242 cod civil bărbatul având administrațiunea averii dotale în timpul căsătoriei, având singur dreptul de a urmări pe debitorii și pe deținătorii averii dotale, de a lua fructele și dobânzile și de a primi capitalurile, de aci rezultă că prin chiar efectul acestei dispozițiuni excepționale, femeea este îndepărtată dela exercițiul unor asemenea drepturi și acțiuni cu o singură excepție în materie de împărțeală. Prin urmare, soția nu poate intenta, în numele său personal, o acțiune privitoare la averea supusă regimului dotal. (Trib. Fălciu C. Jud. 71/905).

48. Când averea a cărei împărțeală se cere este dotală, citarea soției în instanță este fără interes, de oarece potrivit art. 1242 cod civil, numai bărbatul singur având administrațiunea averii dotale în timpul căsătoriei, el singur are și dreptul de a urmări pe creditorii și deținătorii averii dotale. (Trib. Ilfov, III, Dreptul 65/909, p. 517).

49. Potrivit art. 1242 codul civil bărbatul singur are exercițiul acțiunilor relative la imobilele dotale; însă pentru pornirea unei asemenea acțiuni soțul trebuie să ia în mod expres această calitate în cererea în judecată. (Cas. I, 1 Iunie 1909, B. p. 713).

50. Deși, după art. 1242 din codul civil, numai bărbatul are administrațiunea averii dotale în timpul căsătoriei și numai el poate urmări pe deținătorii acestei averi, însă dispozițiunile acestui articol nu sunt violate când soțul autoriză soția sa să facă apel de oare ce prin o asemenea autorizație el își

însușește apelul făcut de soți, dându-i prin aceasta un mandat tacit a face apel. (Cas. II, 11 Martie 1911, B. p. 384).

51. Bărbatul căsătorit sub regimul dotal ale cărui puteri sunt mărginite ca mandatar legal al soției, la acte de pură administrație, neputând dispune de fondul dotal, nu poate nici transige în aceasta a sa calitate, întrucât tracțiunea nu constituie un act de administrație. (Judec. ocol II, Ploesti 691/911, Curier Jud. 30/1912).

52. Mandatul dat de bărbat soției sale de a încasa venitul unor bani dotali dați cu ipotecă, nu ridică soțului administrațiunea averii dotale, putând și el să îndeplinească obligațiunile conferite mandatului.

Acest mandat dat soției de către bărbat, poate subzista și după desfacerea căsătoriei, întrucât nu se constată că a fost reiras.

Soția care are mandat din partea soțului ei de a încasa dobânzile unui capital dotal, cari aparțin lui conform art. 1242 c. civil, nu poate să renunțe la acele dobânzi. (Cas. s. II, 118/1912, Curier Jud. 60/1912).

53. Viitorii soți sunt liberi să stipuleze orice convențiuni matrimoniale ar crede de cuviință, întrucât ele nu ating drepturile bărbatului de cap al familiei sau al asociațiunei conjugale și nu derogă la dispozițiunile prohibitive ale codului civil.

Astfel soții pot conveni ca parte din veniturile dotale cari s'ar cuveni bărbatului să se întrebuinteze într'un mod oarecare cu consimțământul și în folosul femeii, întrucât o asemenea clauză care restrânge dreptul de folosință al bărbatului nu atinge întru nimic nici ordinea publică, nici drepturile bărbatului de cap al asociațiunei conjugale. (Cas. I, 30 Apr. 1912, B. p. 664).

54. Femeea nu poate să se substituie bărbatului spre a exercita acțiunile dotale nici chiar în privința acelor acțiuni cari ar avea un caracter conservator și urgent, singura sa resursă, atunci când inacțiunea bărbatului pune dota în pericol, fiind numai de a cere separațiunea de patrimonii, în care caz dobândește exercițiul acestor acțiuni. (Cas. II 63 din 5 Martie 1912, B. p. 486, Pand. Rom. 1924, I. 205).

55. Bărbatul având, în baza art. 1242 din codul civil, dreptul de a urmări pe debitorii și deținătorii averii dotale, urmează că tot numa dânsul are dreptul de a se apăra în contra acelor, cari ar pretinde vreun drept asupra averii dotale. (Cas. II 63 din 5 Martie 1912, B. p. 486, Pand. Rom. 1924, I. 205).

56. a) Cu toate că prin art. 1242 C. civil exercițiul acțiunei privitoare la veniturile dotale aparține soțului, to-

tuși el poate da mandat soției sale de a exercita aceste acțiuni fără a mai fi nevoie ca pe acțiunea introdusă în asemenea condițiuni să semneze și soțul pentru autorizare sau în caz de refuz al acestuia să fie femeia autorizată de justiție.

b) Din faptul că soția are mandat din partea soțului de a introduce un apel contra unei hotărâri judecătorești, nu rezultă că ea are dreptul și să se desiste de la apelul ce a introdus, de oarece această dezistare constituie o achiezare la hotărârea primei instanțe și deci echivalează cu o renunțare de drepturi, ceea ce soția nu poate face fără un nou mandat din partea soțului. (Apel Buc. III, Dreptul 38/912, p. 300).

57. Cu toate că potrivit dispozițiilor art. 1242 c. civil numai bărbatul are administrația averii dotale, în tot timpul căsătoriei, și numai dânsul singur este în drept să urmărească pe debitorii și deținătorii acelor bunuri, totuși aceste dispozițiuni nu au a fi aplicate atunci când soția, de si căsătorită sub regimul dotal, ar voi să intențeze o acțiune în contra soțului, în scopul de ași garanta averea sa dotală această acțiune putând-o intenta femeia și chiar fără a avea nevoie de a cere în prealabil o separațiune de patrimoniu. (Trib. Botoșani, Dreptul 2/913 p. 11).

58. Conform art. 1242 codul civil, bărbatul este mandatarul legal al soției sale în ce privește acțiunile dotale și prin urmare hotărârile obținute față de soț, în calitate de uzufructuar al averii dotale, constituiesc lucru judecat față de soție și îi sunt opozabile. Inșă pentru ca acest principiu să-și găsească aplicarea, trebuie neapărat ca soțul să fi fost chemat în judecată și condamnat în calitate de uzufructuar legal al averii dotale, ca această calitate să fie formal exprimată în acțiune și în hotărârea condamnatore, astfel ca să nu rămână nici o îndoială că soțul s'a judecat în numele soției sale și pentru averea dotală a acesteia.

Prin urmare, când se constată că reclamantul a chemat în judecată pe soț, personal, fără să se facă nici o mențiune de calitatea sa de uzufructuar legal al averii dotale și tot așa a fost condamnat de judecată, în asemenea caz nu se poate zice că soțul a reprezentat în mod legal pe soția sa în acel proces, în ce privește averea dotală a acesteia, pentru ca hotărârea relativă la acel proces, obținută față de soț, să poată fi opusă soției sale. (Cas. I, 642 din 3 Nov. 1913, B. p. 1972, Jur. Rom, 1914 p. 5, Curier Jud. 9/914 și 44/914.)

59. Capitalul dotal poate fi plasat cu primă ipotecă într'un imobil care

prezintă suranțe reale chiar atunci când convenția matrimonială a soților dispune ca acest capital să fie întrebuințat în cumpărare de efecte publice de Stat, într'u cât plasarea numărului dotal într'un imobil cu o ipotecă complectamente sigură, astăzi când valoarea imobilelor urbane este foarte ridicată, este un act tot așa de sigur ca și o plasare în efecte publice din punctul de vedere al garanțării neînstrăinării fondului dotal, mai având și avantajul de a permite soțului dotal perceperea unui venit mai mare, de cât acela pe care îl oferă cumpărarea de efecte publice. (C. Apel Buc. II, 16 Sept. 1913, Curier Jud. 34/915).

60. a) Din art. 1242 c. civ., care prevede că numai bărbatul are administrația averii dotale în timpul căsătoriei, el singur având dreptul de a urmări pe debitorii și deținătorii averii dotale, de a lua fructele și dobânzile și de a primi capitalurile, rezultă că numai soțul are dreptul de a exercita acțiunile, fie mobiliare fie imobiliare, relative la averea dotală.

Prin urmare, cu drept cuvânt Tribunalul respinge acțiunea prin care soția autorizată de soțul său a cerut ca părătul să fie obligat a plăti jumătate din costul lucrărilor necesitate de construirea zidului comun ce desparte proprietățile lor, constatând că acel imobil face parte din imobilul dotal al reclamantei. Impejurarea că soția a fost autorizată și asistată de soțul său, dacă n'a invocat existența unui mandat tacit din partea soțului, nu este de natură să schimbe soluția, de oarece autorizarea soțului a fost dată în virtutea puterii sale maritale, pe când exercițiul acțiunilor dotale îl are soțul, în virtutea dreptului său de administrator legal al averii dotale. (Cas. I No. 147, 1916; Jurispr. Rom. 20/1916, p. 310).

61. Dispozițiile cuprinse în Cap. IV din titlul V „Despre căsătorie“, privitoare la drepturile și datoriile respective ale soților, au a fi aplicate în căsătorie, sub orice regim ar fi contractată căsătoria, ele consacrand principii generale de ordin moral și social. Așa fiind, soția, chiar sub regimul dotal, păstrează încă obligațiile ce îi sunt impuse prin art. 194 c. civ., și deci este datoare, când soțul nu are avere, să contribuie la sarcinile căsătoriei cu propria-i avere, indiferent dacă este dotală sau parafernală și prin aceasta, achitându-și o datorie legală proprie, nu poate avea recurs contra soțului, care, ulterior, și-ar fi îmbogățit situația, acestuia revenindu-i numai îndatorirea, — din momentul îmbogățirii, — de a suporta cu propria-i avere nevoile casnice

(Cas. I, No. 247, 1916, Jurispr. Rom. 1918, p. 389).

62. Cu toate că imobilul dobândit cu bani dotali, fără clauza de întrebuințare, este parafernă, totuși el conținând o valoare dotală, soțul are dreptul de administrație și folosință și acest principiu are a se aplica prin analogie și la bunurile mobile câștigate cu bani dotali. (C. Apel Iași s. I, 96 din 18 Nov. 1920. Dreptul 10/921. Justiția (Iași) 7, 1921).

63. Potrivit art. 1242 c. civ., soțul dotal având calitatea de a urmări pe deținătorii averii dotale și a intența în contra lor orice acțiune imobiliară cu privire la imobilul dotal chiar fără concursul soției, prin aceasta i se recunoaște neapărat și dreptul de a răspunde la asemenea acțiuni.

Intr-o asemenea acțiune, — neregulată intentată numai în contra soției, — soțul fiind chemat numai pentru autorizare, prin aceasta însă, este autorizat să aperse în instanță interesele dotale ale asociațiunii conjugale și deci atât în interesul său propriu cât și al soției este în drept să excipe toate mijloacele de apărare, prin urmare și viciul de procedură al neregulatei chemări în judecată.

Apelul făcut de soțul dotal care la prima instanță fusese chemat numai ca soț pentru autorizare, nu poate fi respins deci ca lipsit de interes, sau inadmisibil. (Cas. I, dec. 636 din 11 Iunie 1923. Jur. Rom. 15-16/923, Pand. Rom. 1924, I, 62; C. Apel Buc. s. III, 400 din 24 Dec. 1923. Dreptul 20/924).

64. Potrivit art. 1242 c. civ., în timpul căsătoriei numai soțul având administrația averii dotale, el are toate drepturile și obligațiunile unui uzufructuar.

Prin urmare, soțul putând fără participarea soției și chiar contra voinței acesteia să închirieze imobilul dotal, nu se poate imputa soției, în lipsa unui text expres, faptele săvârșite de soț în virtutea unui drept propriu al acestuia și deci nu se poate declara soția decăzută dela beneficiul contractului de închiriere al cărui titular dânsa este, pentru motivul că soțul a închiriat imobilul dotal, după 1916. (Cas. I, dec. 728-923. Jur. Gen. 1923, No. 887).

65. Regula după care soțul dotal are plenitudinea exercițiului acțiunilor dotale de orice natură, suferă o excepție pentru acțiunile de partaj, care nu pot fi pornite decât de ambii soți, și aceasta pentru a înlătura responsabilitatea prea mare a soțului față de soție, din cauza consecințelor însemnate pe care o atare acțiune le-ar produce în averea copărtașilor și care nu ar fi în armonie cu rolul său de simplu administrator al averii femeii. (Trib. Neamț

156 din 26 Aprilie 1923, Jur. Gen. 1923, No. 911).

66. Deși în principiu bărbatul nu se obligă personal prin autorizarea ce o dă femeii sale de a înstrăina un bun, totuși din autorizarea dată soției de a face un act de înstrăinare asupra unui bun asupra căruia are un drept de folosință rezultă în mod tacit și renunțarea sa la dreptul de folosință asupra bunurilor.

În specie prin participarea soțului la un act de partaj voluntar al bunurilor mobiliare dotale și din autorizația dată soției de a face acest act, rezultă renunțarea sa tacită asupra folosinței bunurilor dotale, și deci nu se mai poate spune că soțul a participat la facerea actului numai ca soț pentru autorizare, ci și ca soț dotal. (Trib. Neamț 156 din 26 Aprilie 1923. Jur. Gen. 1923, No. 911).

67. Cu toate că potrivit art. 1242 c. civ., femeia dotală nu poate, chiar cu permisiunea justiției să ceară anularea înstrăinării averii dotale, această dispoziție nefiind de ordine publică, nimic nu se opune ca dânsa să urmărească, cu autorizația soțului său, pe detentorii averii dotale. (C. Apel Buc. s. IV 24 din 1 Feb. 1923. Pand. Rom. 1924, II, 9).

68. Consimțământul femeii zestrăle la facerea unui act de administrație nu e necesar. Singur soțul are administrația dotei în timpul căsătoriei.

Femeia poate să se adreseze justiției dacă bărbatul nu plasează banii astfel cum prevede actul dotal. (C. Apel Buc. s. I, 633 din 14 Febr. 1923. Pand. Rom. 1924, III, 62).

69. Cu toate că în principiu sumele de bani ca orice alte lucruri fungibile, constituite dotă, trec în proprietatea bărbatului, atunci însă când în actul dotal se prevede consemnarea banilor la Casa de Depuneri și clauza de întrebuințare, drepturile soțului se restrâng numai asupra procentelor, el având numai calitatea de uzufructuar, iar soția conservând pe aceea de proprietară. (Cas. I, 1052 din 10 Iunie 1924. Dreptul 5/925, Pand. Rom. 1924, III, 113, Curier Jud. 28/924 și 39/924, Jur. Rom. 1/925).

70. Cu toate că potrivit art. 1242 c. civ., bărbatul are exercițiul acțiunilor dotale, totuși soțul nu poate exercita fără concursul femeii acțiunea de împărțeaală a bunurilor dotale, care se află în stare de indiviziune cu un terțiu. (C. Apel Iași, s. I, 92 din 26 Mai 1924. Dreptul 5/925).

71. Cu toate că uzufructul dotal nu poate fi înstrăinat, totuși acest principiu nu se aplică la împărțeaală bunurilor dotale pentru motivul că actul de partaj nu este un act de înstrăinare și soțul dotal urmează a-și exercita dreptul său de uzufruct asupra bunurilor

cari formază lotul soției sale. (C. Apel Iași, s. I, 92 din 26 Mai 1924. Dreptul 5/925).

72. A se vedea: art. 196, nota 14; art.

521, nota 2; art. 1233, notele 4, 6, 10; art. 1235, notele 6, 7; art. 1248, nota 48; art. 1255, nota 33; art. 1290, nota 1).

Art. 1243. — Bărbatul este supus, în privința averii dotale, la toate obligațiunile unui uzufructuar.

El este răspunzător de toate prescripțiunile câștigate asupra averii dotale, precum și de stricăciunile întâmplăte în aceeași avere; din a sa neglijență. (Civ. 540, 545 urm., 1244, 1275, 1754, urm.; Civ. Fr. 1562).

Text. fr. Art. 1562. — Le mari est tenu, à l'égard des biens dotaux, de toutes les obligations de l'usufruitier.

Il est responsable de toutes prescriptions acquises et détériorations survenues par sa négligence.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, V, p. 552, 553, 627, 628;

BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, III, 1644-1647, 1651 bis, 1652, 1787, p. 297, n° 2;

COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 278, 283, 341;

DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 3374 urm.; *Suppl. Contr. de mar.*, 1216 urm.;

GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, IV, 1807, 1810, 1814, 1815, 2141;

HUC, IX, 491;

LAURENT, XXIII, 482, 565;

PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1515, 1516;

RODIÈRE ET PONT, *Contrat de mariage*, III, 1725, 1731, 1749-1751;

TROPLONG, *Contrat de mariage*, IV, 3594.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 258 t. și n. 2, 301 urm., 312 urm., 317 urm., 349 n. 3, 378, 393, 405, 478, 501, 586, 628, 637, 669, n. 2; (IV, part. I, ed. II, p. 238, 349; IV, part. II, ed. II, p. 358, V, 475; X, p. 387; XI, p. 187); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 93; *Observație* sub C. Apel Iași s. II, 49 din 27 Mart. 1898. Curier Jud. 43/904; *Observație* sub Trib. Ilfov s. III, 963 din 20 Nov. 904. Curier Jud. 19/905;

CANTACUZINO MATEI, p. 161, 725, 726;

IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 34, 39, 185, 194;

NACU, II, p. 621; III, p. 75, 76;

STOENESCU D. DEM., „*Diferite chestiuni de drept privitoare la îmbunătățirile imobilelor dotale*“, Dreptul 7/1908.

Jurisprudență.

1. Art. 539 vorbește de îmbunătățiri, iar nu construcțiuni totalmente noi. Legiuitorul, prin cuvintele: „chiar când printr'însele s'ar spori valoarea lucrului a înțeles simplele ameliorațiuni, pe cari uzufructuarul le săvârșește spre a face lucrul mai avantajos și mai agreabil pentru dânsul, fără ca să cugere la vre-o despăgubire viitoare. Atunci când uzufructuarul, cum ar fi soțul, a ridicat pe terenul soției, în locul unei clădiri ruinate, un edificiu nou care a sporit valoarea imobilului, ar fi o inichitate de a-l pune într'o situațiune mai desavantajoasă ca aceea a constructorului de rea credință. În fine, pe când uzufructuarul are un drept real asupra imobilului și lucrează pe socoteala sa, bărbatul din contra poate pretinde o desdăunare, căci nu

pentru dânsul singur ca uzufructuar a făcut clădirea, dar pentru familie și în interesul femeii al cărei mandatar legal este. Nici obiecțiunea că cu acest mod de interpretare s'ar nimici dota nu e fundată, de oare ce bărbatul, uzufructuarul, în cea mai favorabilă situațiune pentru dânsul, nu poate cere decât costul materialului și al cheltuelilor; și ori care ar fi dorința de a conserva zestrea femeii, nu e posibil de a se legitimă sistemul, unei expropriațiuni silite pentru cauză de utilitate privată. Deci soțul are dreptul la cheltuelile făcute cu construcțiunea unei clădiri pe imobilul soției sale. (Apel Buc. I, 69, Mart. 28/83, Dr. 44/83).

2. Soțul, fiind supus sarcinelor unui uzufructuar ordinar, dacă, după art. 1243, are obligațiunea de a face toate reparațiunile de întreținere la imobilele dotale, dânsul pentru reparații-

nile mari și pentru construcțiunile noi e în drept a cere la desfacerea căsătoriei, valoarea acestor mari repartiuni și construcțiuni. (Trib. Ilfov, II, 114, Mai 6, 86, Dreptul 52/86).

3. Soțul este în drept a fi despăgubit de toate îmbunătățirile făcute la imobilele dotale. (Apel Buc. I, 106, Aprilie 30/87, Dr. 61/87).

4. Conform art. 539 c. civ., aplicabil și soțului dotal după art. 1243 c. civil, uzufructuarul la sfârșitul dreptului său, nu are drept la nici o despăgubire pentru îmbunătățirile aduse imobilului în cursul uzufructului, însă printre aceste îmbunătățiri nu pot să intre și acele lucrări care au de scop de a face producător imobilul și constituie o transformare radicală a lui, cum ar fi plantarea cu vie a unui teren și facerea construcțiunilor necesare cultivei viei.

Prin urmarea, Curtea de apel nu violează art. 539 și 1243 c. civ., când decide că plantarea cu vie și arbori a terenului, proprietatea soției, de către soț, cade în sarcina soției ca nudă proprietară, la desfacerea căsătoriei. (Cas. I, No. 704, 1915; Jur. Rom. 1916, p. 89, Courier Jud. 13/916).

5. Cu toate că uzufructul dotal nu poate fi înstrăinat, totuși acest principiu nu se aplică la împărțeala bunurilor dotale pentru motivul că actul de partaj nu este un act de înstrăinare și soțul dotal urmează a-și exercita dreptul său de uzufruct asupra bunurilor cari formează lotul soției sale. (C. Apel Iași s. I, 92 din 26 Mai 1924, Dreptul 5/925).

6. A se vedea: art. 494 cu notele respective; art. 539 notele 1, 2, 3; art. 548, nota 2.

Art. 1244. — Bărbatul nu este dator să dea cauțiune pentru primirea dotei mișcătoare¹⁾ a femeii, dacă nu s'a supus la această îndatorire prin contractul de căsătorie. (Civ. 541, 1243, 1245, 1281; Civ. Fr. 1550).

Text. fr. Art. 1550. — Le mari n'est pas tenu de fournir caution pour la réception de la dot, s'il n'y a pas été assujetti par le contrat de mariage.

Doctrină străină.

BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, III, 1648-1650;

COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 285;

DALLOZ, *Rep. Contr. de mar.*, 3298 urm.;

GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, IV, 1812;

Huc, IX, 441;

MOURLON, ed. 7-a, III, p. 147 urm.;

PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1517;

RODIÈRE ET PONT, *Contrat de mariage*, III, 1744, 1747, 1748.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 118, n. 2, 301 urm., 315; (II, ed. 2-a, p. 686; III, part. I, ed. 2-a, p. 500; IV, part. I, ed. 2-a, p. 238, 349). *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 93;

CANTAGUZINO MATEI, p. 727;

IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării* p. 39;

NACU, III, 75, 76.

Jurisprudență.

1. Curtea apelativă care, fără mijlocirea nimănu și când nici chiar în actul dotal nu se prevede ca soțul să dea

cauțiune la primirea zestrei mobile a soției sale, cerând o atare cauțiune violează cu aceasta nu numai legea părților, dar încă și interpretă greșit art. 1244. (Cas. I, 325/Nov. 27/79, B. p. 816).

Art. 1245. — Dacă dota sau parte din dotă conzistă în obiecte mișcătoare, prețuite prin contractul de căsătorie, bărbatul se face proprietar acelor obiecte, rămânând debitor de prețul lor, afară dacă s'a cuprins în contractul căsătoriei declarațiunea că prețuirea nu face vânzare. (Civ. 1246, 1272 urm.; C. com. 793 urm.; Civ. Fr. 1551).

1) In textul francez lipsește cuvântul „mișcătoare”.

Text. fr. Art. 1551. — Si la dot ou partie de la dot consiste en objets mobiliers mis à prix par le contrat, sans déclaration que l'estimation n'en fait pas vente, le mari en devient propriétaire, et n'est débiteur que du prix donné au mobilier.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, V, p. 556, 557;
 BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, III, 1605, 1609, 1610, 1631;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 685; ed. 1-a, III, p. 124, 276;
 DEMOLOMBE, XXVIII, 564;
 GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, IV, 1766, 1773, 1778, 1825 urm.;
 HUC, IX, 436, 442;
 LAROMBIÈRE, art. 1291, n° 8;
 LAURENT, XXIII, 488;
 MOURLON, ed. 7-a, III, 145;
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1505-2°;
 RODIÈRE ET PONT, *Contrat de mariage*, III, 1666, 1668, 1720, 1861.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 96 n. 2, 258, 262 nota, 265 urm., 269 urm., 273, 275, 312, 348, 367 n. 5, 441, 446 n. 1, 569, 573, 581, 590, 648 n. 1; (III. part. I, ed. 2-a, p. 482; IV, part. I, ed. 2-a, p. 238, 349; VII, p. 137 n. 2; X, p. 458); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 93 nota 2;
 CANTAUZINO MATEI, p. 723;
 CERBAN ALEX., *Notă sub. Cas. I, 1260 din 11 Dec. 1923. Pand. Rom. 1924-I-242*;
 IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 268, 283, 285, 289;
 NACU, I, p. 819, 820; III, p. 77 urm.;
 SCRIBAN ȘTEFAN, „O lămurire relativ la art. 66 l. J. Pace”, *Curier Jud.* 23/908; *Notă sub. Judec. Ocol. Băilești-Dolj, 17/1925, Jur. Gen. 1925 N. 1223*;

INDEX ALFABETIC

Administrație 2.	Femei 2, 3, 6, 11, 12, 13.
Alienabil, a se vedea „Obiecte mobile”.	Fungibile lucruri 2, 3, 13.
Autorizația soțului 12.	Imobil dotal 8.
Bani 2, 3, 4, 10, 13.	Inalienabilitate 10, 13.
Bărbat 2-10, 13.	Lucruri fungibile 2, 3, 13.
Bonuri 6.	Moștenitori, a se vedea „Successori”.
Casa de depuneri 8, 13.	Nulitate 7.
Căsătorie, celebrare 11.	Obiecte mobile 1, 2, 4, 5, 6, 7, 9, 10, 12.
Clauza de întrebuințare 8, 10, 13.	Preț 8.
Creanțe 2, 3, 9, 11.	Prețuire 2, 4, 6, 7, 9.
Creditori 3.	Prezumție 1.
Cumpărare, a se vedea „Vindere-cumpărare”.	Proba contrară 1.
Deces 9.	Procente 13.
Desfacerea căsătoriei 3, 6, 11.	Proprietate 2-10, 12, 13.
Dobânzi 13.	Quasi-uzufruct, a se vedea „Uzufruct”.
Dota mobilă, a se vedea „Obiecte mobile”.	Regim dotal 2.
Dotală avere 1-13.	Restituire 2, 3, 4, 6, 8.
Dotal regim 2.	Separație de patrimoniu 3, 11.
Efecte 6.	Soț 2-10, 13.
Estimațiune 2, 4, 6, 7, 9.	Soție 2, 3, 6, 11, 12, 13.
Exigibilitate, a se vedea „Desfacerea căsătoriei”.	Successori 2.
„Separație de patrimoniu”.	Urmărire silită 3.
	Uzufruct 2, 3, 13.
	Venituri 13.
	Vindere-cumpărare 1, 8.

Jurisprudență.

1. Toate obiectele mobile cumpărate sunt presupuse a fi ale acestuia, până la proba contrarie. (Apel Buc. I. 106, Aprilie 30/87, *Dr.* 61/87).

2. După principiile care regulează materia dotalității găsim în codul civil dispozițiuni din cari reese că bărbatul este considerat în privința bunurilor dotali sau ca proprietar, sau ca administrator, sau ca uzufructuar. În ceea ce privește situațiunea lui ca proprie-

tar, soțul sub actualul regim dotal nu mai este ceea ce eră la Romani absolut *dominus dotis*; ci din cauza naturii lucrurilor constituite dotă, cum sunt lucrurile fungibile sau consumabile, și asupra cărora el are dreptul de a se folosi prin natura chiar a lucrului, el devine proprietar al zestrii și răspunzător către femeia sau moștenitorii săi de valoarea lucrurilor constituite dotă; cu alte cuvinte, femeia nu conservă în contra lui de cât o simplă creanță, cu toate că asemenea lucruri rămân dotale numai din punctul de vedere al originei lor, al scopului ce au avut când s'a constituit dotă, și cari de ordinar fac parte integrantă din lucrurile personale ale soțului. Aceasta este atât de adevărat, în cât din citirea și din apropierea art. 1245, 1246 și 1247 rezultă că bărbatul devine proprietar asupra bunurilor dotale mobile, cu condițiune numai ca ele să fie constituite cu estimațiune, și pentru imobile ca pe lângă estimațiune să fie și o declarațiune expresă de a transportă proprietatea asupra soțului. Intru cât, dar dota este constituită în bani fără nici o restricțiune, și soțului i se dă dreptul de uzufructuar, prin natura chiar a lucrurilor el devine proprietar al zestrii, însă răspunzător a întoarcă femeii sau erizilor ei valoarea bunurilor constituite dotă. (Trib. Dolj. I. 355, Oct. 16/90, *Dr.* 71/90).

3. Deși bărbatul, în regulă generală, nu devine proprietar pe dota ce i se

constituie la trecerea sa în căsătorie această regulă însă suferă excepțiune în cazul când dota constă într-o sumă de bani. În adevăr, bărbatul fiind uzufructuarul dotei, uzufructul se transformă în quasi-uzufruct când are de obiect lucruri cari nu pot fi întrebuințate fără a fi consumate, astfel că o sumă de bani constituită ca dotă nu mai aparține femeii, ci devine proprietatea bărbatului cu obligațiune pentru el de a restitui, fie la separațiune de patrimoniu, fie la desfacerea căsătoriei, o sumă egală cu aceea ce a primit, și soția dobândește contra soțului său o creanță, care ea singură este dotală, nu însă și suma de bani, deci soțul se găsește în situațiunea unui debitor de o sumă de bani cu termen. Și după art. 1023, ceea ce se datorește cu termen nu se poate cere înainte de termen. Astfel fiind, creditorul soției nu poate urmări dota mobilă care a devenit proprietatea soțului. (Trib. Ilfov, notar., 33, Febr. 18/91, *Dr.* 24/91).

4. Dota fiind constituită în bani și obiecte prețuite prin contractul de căsătorie, bărbatul trebuie considerat ca proprietar al ei în baza art. 1245, și ținut numai de obligațiunea de a restitui în cazurile prevăzute de art. 1271. (Apel București III, 221, Novembrie 17/90, *Dr.* 4/91).

5. Soțul devine proprietarul averii mobiliare a soției în cazul când soția prin contractul lor nu a dispus altfel. (Trib. Dâmbov., Iun. 19/93, *Dr.* 64/93).

6. Dacă dota sau parte din ea consistă în obiecte mișcătoare, prețuirea lor face pe bărbat proprietar al lor și debitor al prețului, afară numai dacă nu s'a stipulat contrariul. Astfel, când dota consistă în bonuri ce au fost prețuite, arătându-se valoarea lor prin foaia de zestre, soția poate să ceară valoarea lor la desfacerea căsătoriei, când cere restituirea dotei. (Cas. I, 120/94, B, p. 262).

7. Când dota consistă în obiecte mișcătoare, prețuite prin contractul de căsătorie, bărbatul devine proprietarul acelor obiecte, rămânând debitor al prețului. Această prețuire, pentru a face pe bărbat proprietar al dotei, nu trebuie făcută numai asupra fiecărui obiect în parte, ci poate fi făcută în total. Astfel, nu se poate deduce nici o nulitate de formă din faptul că nu se arată anume obiectele mobiliare din care se compune dota. (Apel Galați II, C. Jud. 15/95).

8. Dacă în contractul matrimonial se zice că bărbatul poate înstrăina el singur imobilul dotal, când va crede de cuviință, iar suma ce se va pretinde din vânzare, se va considera că avere dotală, bărbatul devine proprietarul prețului (art. 1245) și e ținut numai el de obligațiunea de a restitui această

sumă ca dotă, în cazurile prevăzute de lege. Numai în cazul când în actul dotal se prevede clauza reîntrebuințării prețului în cumpărare de alt imobil, care să devie dotal, sau că banii să se depună la casa de consemnațiuni, atunci cumpărătorul este răspunzător că întrebuințarea prețului nu a avut loc conform stipulațiunii din contractul dotal și prin urmare e ținut a supraveghea întrebuințarea prețului. (Apel Craiova, I, *Dr.* 70/99).

9. Mobilele constituite dotă care au fost prețuite și trecute în proprietatea bărbatului trebuie scăzute din creanța dotală a femeii, dacă dânsa, la moartea soțului, a pus stăpânire pe toate mobilele din casa conjugală, fără îndeplinirea formalităților legale. (Apel Iași, II, *Dr.* 46/906).

10. Deși în principiu dota mobilă constând din o sumă de bani este alienabilă și ca atare trece în proprietatea soțului care rămâne debitorul sumei, totuși părțile au libertatea de a prevedea prin actul dotal că suma dotală, fără a trece în proprietatea soțului, să rămână ca indisponibilă în mâinile unui al treilea la care s'ar găsi în depozit și de unde să nu poată fi ridicată de cât pentru o anumită întrebuințare păstrându-se individualitatea și caracterul ei de sumă dotală inalienabilă. (Cas. III, 592/915, *Curier Jud.* 7/916).

11. Creanța femeii măritate rezultând din actul dotal își capătă existență concomitent cu căsătoria și numai exigibilitatea ei este supusă condiției desfacerei căsătoriei, sau separației de patrimoniu. (C. Apel Buc. s. III, 215 din 10 Oct. 921, *Dreptul* 36/921).

12. Dota mobilă, chiar când rămâne în proprietatea soției, este alienabilă, ceea ce rezultă atât din faptul că legiuitorul în art. 1248 c. civ., nu vorbește de cât de imobile, cât și din cuprinsul art. 1249 c. civ., după care dota mobilă rămasă în proprietatea femeii poate fi înstrăinată cu autorizația soțului și în lipsă a justiției. (C. Apel Craiova s. I, 218 din 10 Oct. 1924, *Bul. C. Apel* 13/924).

13. Cu toate că în principiu sumele de bani, ca și ori ce alte lucruri fungibile constituite dotă, trec în proprietatea bărbatului, atunci însă când, în actul dotal se prevede consemnarea banilor la Casa de Depuneri și clauza de întrebuințare, drepturile soțului se restrâng numai asupra procentelor, el având numai calitatea de uzufructuar, iar soția conservând pe aceea de proprietară. (Cas. I, 1052 din 10 Iunie 1924, *Dreptul* 5/925, *Pand. Rom.* 1924, III, 113, *Curier Jud.* 28/924, și 39/924, *Jur. Rom.* 1/925).

14. A se vedea: art. 1249 cu notele respective.

Art. 1246. — Prețuirea mișcătoarelor, făcută prin contractul de căsătorie, nu strămută proprietatea lor la bărbat, dacă nu este declarațiune expresă de aceasta. (Civ. 1245, 1273, 1341; C. com. 793 urm.; Civ. Fr. 1552).

Text fr. Art. 1552. — L'estimation donnée à l'immeuble constitué en dot, n'en transporte point la propriété au mari, s'il n'y en a déclaration expresse.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, V, p. 628;
 BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, III, 1613-1617, 1642;
 COLIN et CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 276;
 DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.* 3389 urm.; *Suppl. Contr. de mar.*, 1221 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VI, 224 bis. I-III;
 GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, IV, 1768, 1771-1774;
 HUC, IX, 442;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 145;
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1505-2°;
 RODIÈRE ET PONT, *Contrat de mariage*, III, 1667, 1673, 1674, 1911.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 96 n. 2, 258, 266 urm., 269 urm., 273, 275, 348, 352, 446 n. 1, 569, 580; (III, part. II, ed. 2-a, p. 476; IV, part. I, ed. 2-a, p. 349; XI, p. 188); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 93 nota 2;
 CANTACUZINO MATEI, p. 723;
 IONESCU I. IOAN, *Dotă sub raportul instrăinării*, p. 199, 284; 289;
 NACU, III, p. 77 urm.;
 SCRIBAN ȘTEFAN, *Notă sub. Jud. ocol. Băilești-Dolj*, 17/1925, *Jur. Gen.* 1925 No. 1223.

Jurisprudență

1. Convențiunea matrimonială ce conține prețuirea imobilului, cu declarațiunea expresă că proprietatea trece asupra bărbatului, face o legătură juridică analoagă vânzării; or, vânzarea nu poate exista când nu este preț sau când prețul e atât de minim în cât se poate considera că nu este preț. (Apel Galați, I, 136, Oct. 3/89, *Dr.* 73/89).

2. Clauza dintr'un act dotal, prin care se dă bărbatului facultatea de a vinde un imobil dotal, în care caz numai o sumă oarecare din preț se va considera ca dotă inalienabilă, nu poate avea alt înțeles decât că soția a voit să confere bărbatului său un mandat convențional și irevocabil de a vinde acel imobil, iar nu să-i transfere proprietatea. Imobilul a rămas tot al femeii și deci dânsa e în drept a profita și de excedentul prețului eșit la vânzare, peste suma stipulată dotală și inalienabilă. (Apel Buc. II, *Dr.* 78/900).

3. Făcându-se o poprire, de către un creditor, pe o parte din scrisurile funciare ce Creditul funciar ar datoră din realizarea unui împrumut acordat și creditul opunându-se la validare, pe motiv că împrumutul nu a fost acor-

dat debitorului creditorului popritor, ci soției aceluși debitor, adevărata proprietară a imobilului dotal afectat pentru plata împrumutului, instanța judecătorească este datoră să rezolve chestiunea de proprietate, căci o asemenea chestiune dovedindu-se, poate schimba soluțiunea procesului, astfel că omisiunea ce face nepronunțându-se asupra ei, este esențială, și, ca atare, atrage casarea hotărârii. (Cas. I, 368/901 B. p. 1300).

4. Prețul rezultat din vânzarea unui imobil dotal, declarat alienabil prin actul dotal, poate face obiectul urmărilor creditorilor și, prin urmare, asupra lui se poate face poprire. (Cas. II, 4 Nov. 1908, B. p. 1874).

5. Din momentul ce separația de patrimoniu nu s'a pronunțat pentru întreaga avere dotală, ci numai pentru o sumă de bani, cealaltă avere mobilă constituită dotă, prețuită în actul dotal fără clauza că prețuirea nu face vânzarea, și asupra căreia nu s'a pronunțat separația de patrimoniu, acea avere a trecut în proprietatea soțului, și deci poate fi urmărită de creditorii acestuia. (Cas. sect. vacant. 2 Iulie 1911, B. p. 969).

Art. 1247. — Nemîșcătorul, câștigat în timpul căsătoriei prin bani dotali, nu devine dotal dacă nu s'a stipulat în contractul de căsătorie asemenea întrebuițare a banilor dotali.

De asemenea, nu devine dotal imobilul ce s'ar da spre plata dotei care a fost constituită în bani. (Civ. 1254, 1307; Civ. Fr. 1553).

Text. fr. Art. 1553. — L'immeuble acquis des deniers dotaux n'est pas dotal, si la condition de l'emploi n'a été stipulée par le contrat de mariage.

Il en est de même de l'immeuble donné en paiement de la dot constituée en argent.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, V, p. 537, 538, 541;
 BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, I, 238; III, 1558, 1583, 1586, 1588, 1590-1592, 1594-1600;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 265, 267, 271 urm., 327 332, 345, 346, 348, 355;
 DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 3340 urm., 3948 urm.; *Suppl. Contr. de mar.*, 1198 urm. 1411 urm.,;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VI, 225 bis, I, III, V;
 GLASSON, II, p. 260;
 GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, IV, 1740; 1741, I; 1742; 1743, I; 1744, I; 1745, 1746, 1748, 1754;
 HUC, IX, 443-445;
 LAURENT, XXII, 482;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 146;
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1494-1496-1^o;
 RODIÈRE ET PONT, *Contrat de mariage*, III, 1681, 1685, 1686, 2074;
 TROPLONG, *Contrat de mariage*, VI, 3181, 3195, 3512.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 134 n. 2, 198, 202 urm., 207, 213 urm., 215, 216, 218, 219, 262, 360, 361 n. 3; 370; *Notă* sub. Trib. din Froix, Ariège. 11 Mart 1922, Jur. Gen. 1925. No. 290;
 APOSTOLEANU M., *Notă* sub. Cas. I, 1002 din 29 Nov. 921. Curier Jud. 25/1922;
 CANTACUZINO MATEI, p. 721, 722;
 CERBAN ALEX., *Notă* sub. Trib. Dorohoi 15 Nov. 921. Curier Jud. 11/922;
 CHIRCULESCU D. N., *Observație* sub. Trib. Ilfov s. I, 639 din 20 Oct 904. Curier Jud. 68/905;
 COSTIN ALEX., *Notă* sub. Cas. I, 1002 din 29 Nov. 1921. Pand. Rom. 1922-I-266;
 DIMITRESCU DOREL, *Observație* sub. Trib. Iași s. II, din 22 Mai 910, Dreptul 50/1910;
 IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 98;
 MĂLINESCU C. CONST., *Notă* sub. Trib. Bacău 19 April 1924. Pand. Rom. 1924-II-281;
 NACU, III, p. 113 urm.;
 NICOLEANU G. HIPPOLYTE, *Notă* sub. Cas. I, 1002 din 29 Nov. 921. Pand. Rom. 1922-I-321.

INDEX ALFABETIC

Act posterior, a se vedea „Imutabilitatea dotei”.
 Adjudecare 13, 14.
 Alienabilitate 1, 2, 5, 13.
 Alternativă clauză 15.
 Anulare, a se vedea „Nullitate”.
 Apreciere suverană 14.
 Autorizația soțului 8.
 Autorizația tribunalului 4, 5.
 Bani dotali 1, 2, 4, 7-14, 16, 17, 19, 20.
 Bărbat 2, 9, 10, 12.
 Caragea Cod 10.
 Căsătorie, celebrare 2, 10, 12.
 Cens electoral 9.
 Clauză alternativă 15.
 Clauză de întrebuintare și reîntrebuintare 1-20.
 Clauză facultativă 15.
 Creanță dotală 17.
 Creanță ipotecară 5.
 Constitutorul dotei 3.
 Cumpărare, a se vedea „Vindere-cumpărare”.
 Dotă imobiliară 1, 2, 4-15, 17, 18, 20.

Dotă mobiliară 1, 2, 17, 18, 19.
 Dotală avere 1-20.
 Dotal regim 10, 18.
 Drept Roman 10.
 Electoral cens 9.
 Facultativă clauză 15.
 Femeie 5, 7, 8, 10, 13, 17.
 Folosință, a se vedea „Uzucruț”.
 Imobil 1-20.
 Imobil dotal, a se vedea „Dotă imobiliară”.
 Imutabilitatea dotei 1, 2, 10, 16, 17, 20.
 Inalienabilitatea dotei 1, 2, 6, 11, 17, 18.
 Intenție 10.
 Întrebuintare clauză 1-20.
 Ipotecă 5.
 Liberare, a se vedea „Plată”.
 Licitatie, a se vedea „Adjudecare”.
 Modificarea dotei 1, 2, 10, 16, 17, 20.
 Moștenitori 13.
 Nullitate 13, 17, 18.

Ordine publică 13.
 Ordonanță de adjudecare, a se vedea „Adjudecare”.
 Parafernală avere 6, 7, 8, 13, 17.
 Plată 3.
 Posterior act, a se vedea „Imutabilitatea dotei”.
 Prezumție 10.
 Proprietate 2, 5, 12.
 Raport 19.
 Regim dotal 10, 18.
 Reîntrebuintare clauză 1-20.
 Sacramentali termini 2)
 Soț 2, 9, 10, 12.
 Soție 5, 7, 8, 10, 13, 17.
 Subrogație, a se vedea „Clauză de întrebuintare și reîntrebuintare”.
 Succesiune 19.
 Succesori 13.
 Suverană apreciere 14.
 Termini sacramentali 20.
 Terțe persoane 13, 14.
 Urnărire silită 17.
 Uzucruț 9, 12.
 Venituri 9.
 Vindere-cumpărare 1-19.

Jurisprudență.

1. Art. 1247 care consacră principiul că dota nu poate prin singura voință a soților să fie modificată în timpul căsătoriei și denaturată în calitatea bunurilor ce o compune, nu permite, când contractul de căsătorie nu prevede nici o clauză relativă la întrebuintarea banilor dotali, ca imobilul dobândit în timpul căsătoriei în schimbul unei a-

veri dotale mobiliare să aibă caracterul dotei imobiliare și astfel să fie izbit de inalienabilitate. Această dispozițiune a legii fiind absolută și exclusivă de ori ce distincțiune, este aplicabilă ori care ar fi întinderea constituirii dotei. Astfel, într'o constituire generală de dotă a tuturor bunurilor prezente și viitoare, când nu se prevede nici o clauză relativă la întrebuintarea banilor dotali imobilul cumpărat cu bani dotali, deși devine dotal însă el fiind cumpărat cu o creanță dotală de natură alienabilă în puterea art. 1249, el nu poate fi considerat de cât ca o avere alienabilă. (Apel Buc. II, 24 Ian. 29/79, *Dr.* 18/79).

2. Dota constituită în bani devine proprietatea bărbatului, și imobilul ce el ar cumpără cu acești bani este propriu al său, și nu poate deveni dotal de cât în cazul când s'ar fi stipulat expres această întrebuintare a banilor prin însuși contractul de căsătorie. În urma celebrării căsătoriei soții nu mai pot stipula o asemenea întrebuintare a banilor dotali; de oare ce aceasta ar fi o schimbare ce s'ar aduce contractului de căsătorie prin schimbarea dotei din mobilă și alienabilă în imobilă și inalienabilă contra dispozițiilor legii care stabilește imutabilitatea convențiilor matrimoniale. (Trib. Ilfov, II, 55, Febr. 8/84, *Dr.* 31/84).

3. Când în contractul de căsătorie se prevede că dota nu se poate ridică de la constituent de cât pentru cumpărarea unui imobil, sotul nu e în drept a o primi până ce nu îndeplinește această condițiune. O asemenea clauză însă nu obligă pe constituent a conserva dota și a plăti dobândă, având totdeauna dreptul a se achită de dânsa. (Apel Buc. I, 38, Febr. 11/84, *Dr.* 40/84).

4. Nemiscătorul cumpărat cu bani dotali, nesupus prin contractul matrimonial clauzei de întrebuintare, nu devine dotal, chiar dacă în actul dotal se declară că de banii constituiți dotal nu se poate dispune de cât cu știrea tribunalului, și chiar dacă tribunalul liberând banii a dispus că imobilul ce se va cumpără va deveni dotal, și chiar atunci când în actul de cumpărătoare se dispune că imobilul a devenit dotal; căci art. 1247 este categoric și nu suferă nici o interpretare. (Apel Buc. I, 2, Ian. 9/85, *Dr.* 14/85).

5. Dacă dota constă la început într'o creanță ipotecară rămasă proprietatea femeii, deși în actul dotal se spune că dota nu se poate înstrăina de cât cu știrea și aprobarea tribunalului, această stipulațiune nu e decât o garanție mai mult pentru siguranța zestreii, care nu echivalează cu o clauză de *remploi*, care trebuie să fie stipulată în mod formal, conform cu art. 1247; deci imobilul cumpărat cu acei bani dotali nu

devine dotal, cu toate că tribunalul în autorizațiunea sa a dispus că imobilul ce se va cumpără va deveni dotal, căci această declarațiune nu poate schimba natura dotei. (Trib. Ilfov, III, 189, Iun. 3/88, *Dr.* 66/87).

6. Caracterul de inalienabilitate nu se imprimă unui imobil de cât atunci când el a fost constituit în dotă sau când s'a prevăzut prin contractul de căsătorie cumpărarea cu bani dotali a vre unui imobil care să devină dotal. Imobilul, deși cumpărat cu bani dotali, nu e izbit de inalienabilitate, întru cât nu s'a stipulat expres prin actul dotal că cumpărarea de imobile cu bani dotali devin dotale; un atare imobil dobândit în timpul căsătoriei nu poate fi privit de cât ca parafernă. (Trib. Ilfov, I, Febr. 10/88, *Dr.* 15/88).

7. Imobilul cumpărat în timpul căsătoriei cu bani dotali, nu poate fi dotal dacă nu se prevede aceasta în contractul de căsătorie, chiar dacă s'ar fi stipulat astfel în actul de cumpărătoare. Imobilul cumpărat cu bani dotali pe numele femeii devine parafernă întru cât averea femeii nu poate fi de cât sau dotală sau parafernă. (Cas. I, 360/Oct. 22/90, B. p. 1139; Apel Buc. III, 14, Ian. 23/90 *Dr.* 13/90; Trib. Buzău, Mart. 16/89, *Dr.* 32/89).

8. Dacă în contractul de căsătorie nu se stipulează că cu banii dotali să se cumpere, în timpul căsătoriei, vre-un imobil care să devină dotal, în lipsa unei asemenea stipulațiuni imobilul cumpărat în timpul căsătoriei, de femeie sau pe numele ei, cu bani dotali, nu poate deveni de cât parafernă, de oare ce averea femeii nu poate fi de cât sau dotală sau parafernă, conform art. 1283. Un atare imobil se poate vinde cu autorizația sotului, conform art. 1285. (Apel Buc. III, 221, Nov. 17/90, *Dr.* 4/91).

9. Imobilul cumpărat în timpul căsătoriei cu bani dotali nedevenit dotal, dacă nu s'a stipulat în contractul de căsătorie o asemenea întrebuintare a fondului dotal, urmează că venitul acestui imobil nu poate servi sotului drept cens, întru cât în asemenea caz, sotul nu are uzfructul legal asupra acestui imobil, ci are numai drept la venitul capitalului dotal. (Cas. II, 209, 97, B. p. 612).

10. Caracterul juridic al unui imobil cumpărat cu banii dotali trebuie a se determina după principiile Codului sub care s'a făcut actul dotal al sotilor. Astfel, dacă actul dotal este făcut sub legiuirea Caragea, care permitea constituirea și deci modificarea dotei în urma celebrării căsătoriei, un imobil cumpărat în timpul căsătoriei, cu bani dotali devine dotal, chiar atunci când contractul de căsătorie nu cuprindea această clauză. Și pentru a se operă această subrogațiune, nu era nevoie ca

sotii să-și exprime formal intențiunea lor, subrogațiunea putea rezulta din diferite circumstanțe ale cauzei. Eră de ajuns să se prezume ca astfel a fost intențiunea lor și că soția avea interes, ceea ce generalmente era admis și în dreptul roman, prin faptul intervenirei femeii la actul prin care bărbatul cumpără imobilul cu bani dotali.

Sub codul civil actual, principiul imutabilității convențiilor matrimoniale se opune numai ca un imobil cumpărat cu bani dotali să devie dotal în lipsa unei astfel de clauze în actul dotal. Regimul dotal însă nu este un obstacol ca ambii soți, de acord, să cumpere un imobil destinat a înlocui, la desfacerea căsătoriei, banii dotali; al căror debitor este soțul. (Trib. Ilfov, III, Dreptul 34/904).

11. Art. 1247 Cod. civ., prevede că imobilul, dobândit în timpul căsătoriei prin bani dotali, devine malienabil, atunci când se va fi stipulat în contractul de căsătorie o asemenea întrebuințare a banilor, fără însă ca legiuitorul să mai fi cerut ca în contract să se prevadă în mod expres ca imobilul astfel cumpărat să devie dotal. (Cas. II, 424/905, B. p. 1450).

12. Dacă legea prevede prin art. 1247 c. civ. că imobilele cumpărate în timpul căsătoriei cu bani dotali devin dotale, prin aceasta s'au prevăzut cazurile cele mai frecvente, căci nu e nici o rațiune a nu zice tot astfel și pentru imobilele cumpărate de soț cu banii dotali înainte de celebrarea căsătoriei, așa că soțul are drept numai la folosința imobilului nu și la proprietatea lui. (Trib. Roman, 437/910, Curier Jud. 81/912).

13. Cu toate că reîntrebuințarea unor bani făcută în contra stipulațiilor din actul dotal este nulă, totuși această nulitate nefiind de ordine publică, ci numai relativă, nu poate fi invocată de cât de femeea măritată sau de moștenitorii ei.

b) Imobilul cumpărat în timpul căsătoriei cu bani dotali în virtutea unei clauze de reîntrebuințare devine dotal, indiferent dacă în actul de achizițiune se menționează sau nu că imobilul a fost cumpărat cu bani dotali.

Astfel, un imobil cumpărat prin licitațiune publică cu bani dotali, devine dotal deși nu se menționează în ordonanța de adjudecare că imobilul a fost cumpărat cu bani dotali, de oare ce în lipsă de text, interesul tertilor nu autoriză pe judecător să prescrie un mod de publicitate pe care legiuitorul nu l'a stabilit și aceasta mai ales că tertii sunt vestiți prin contractul matrimonial, care este act public, că imobilul dobândit cu bani dotali devine dotal.

c) Imobilul dobândit în virtutea u-

nei clauze de reîntrebuințare urmează condițiunea imobilului vândut.

d) Instrăinarea unui imobil dotal stipulat alienabil cu clauza de reîntrebuințare este nulă dacă reîntrebuințarea nu a fost făcută.

e) Imobilul dobândit în parte cu bani dotali de către femeea măritată prin îndeplinirea clauzei de reîntrebuințare dacă valorează mai mult decât imobilul înlocuit, nu devine dotal decât până la concurența sumei ce trebuia întrebuințată, de oarece reîntrebuințarea trebuie să procure femeii numai echivalentul imobilului instrăinat, căci altfel soții ar putea mări dota la infinit în detrimentul averii parafernale. (Apel Buc. I, No. 221, 1914, Dreptul 1915, p. 82).

14. Nici art. 1247 c. civ., nici vre-un alt text de lege nu cere condiția ca în actul de achiziție să se menționeze în termeni expresi și formali că imobilul a fost cumpărat cu bani dotali, pentru ca imobilul să devie dotal, ci este suficient ca, din orice alte acte și împrejurări să se constate că imobilul a fost cumpărat cu bani dotali și că o asemenea întrebuințare este prevăzută în contractul matrimonial.

Prin urmare, dacă instanța de fond constată că în ordonanța de adjudecare s'a făcut mențiunea că s'a depus drept preț actul de ipotecă, care fusese cumpărat cu banii dotali și că o asemenea mențiune este suficientă pentru a aduce la cunoștința tertilor origina banilor dotali, aceasta, constituie o chestiune de apreciere a instanței de fond, întru cât legea nu cere ca mențiunea să fie făcută în termeni sacramentali. (Cas. I, No. 91, 1916, Jurispr. Rom. 1916, p. 242, Curier Jud. 41/916).

15. Imobilul cumpărat în baza unei clauze facultative, nu devine dotal spre deosebire de cel cumpărat în baza unei clauze de întrebuințare simplă sau alternativă; clauza alternativă implică obligativitatea întrebuințării, pe când cea facultativă nu. (Trib. Dorohoi, 15 Nov. 1921, Curier Jud. 11/922).

16. Deși art. 1247 c. civ., care se ocupă de dotalitatea imobilului obținut prin efectul clauzei de întrebuințare, adică prin mijlocul unei subrogații reale, nu prevede expres că în cuprinsul actului să se arate că achizițiunea provine din bani dotali, totuși o asemenea obligație e necesară și apare ca o condiție de opozabilitate, dacă se are în vedere că subrogația reală a fost consacrată pe baza principiilor imutabilității convențiilor matrimoniale, iar imutabilitatea la rândul ei impusă și legiferată de necesitatea de a se ocroti cât mai mult interesele tertilor. (Trib. Dorohoi 15 Nov. 1921, Curier Jud. 11/922).

17. Din principiul imutabilității do-
tei și din principiul subrogației reale, consacrată de art. 1247 c. civ., se deduce

ideea că lucrul dotal inalienabil, transformat sau înlocuit să nu-și piardă tot caracterul ce l-a avut înainte de transformare și în același timp să nu se agraveze inalienabilitatea de care era înconjurat, cu alte cuvinte dat fiind deosebirea de natură și de efect a inalienabilității mobiliare de a inalienabilității imobiliare, să nu se ajungă prin achiziționarea unui imobil cu bani dotați inalienabili, nici să se creeze o inalienabilitate totală a imobilului, nici să se îndepărteze inalienabilitatea mobilă prin declararea de pur parafernă a bunului dobândit.

Că pentru aceste considerațiuni s'a formulat teoria parafernului ce încheie o dotă mobilă inalienabilă; că aplicațiunea acestei teorii nu poate avea ca efect imposibilitatea înstrăinării imobilelor obținute cu bani dotați inalienabili și nici posibilitatea anulării lor — singurele consecințe fiind: caracterul de creanță dotală a valorii dotale încheie în imobil, femeea neputând dispune de preț în afară de prevederile contractului matrimonial, iar în caz de urmărire femeea având totdeauna un drept de preferință până la coticitatea averii dotale.

Jurisprudența franceză, cel puțin de la 1895, impune și în acest caz ca o condiție de opozabilitate, trecerea în actul de achizițiune a originii banilor întrebuințați în dobândirea imobilului, ca să se poate trage foloasele „parafernului care încheie o dotă mobilă inalienabilă”. (Trib. Dorohoi 15 Nov. 1921. Curier Jud. 11/922).

18. Din dispozițiile art. 1247 cod. civil, rezultă în mod virtual, prin a contrario, că imobilul este dotal, dacă în contractul de căsătorie s'a stipulat întrebuințarea banilor dotați în dobândirea de imobile; că de altă parte, legea nu cere întrebuințarea de termeni sacramentali, pentru validitatea clauzei de întrebuințare.

Prin urmare, când în actul dotal, după ce se stipulează că se adoptă regimul dotal, părțile declară că averea mobilă va fi inalienabilă, consemnându-se, așa ca soțul să aibă numai

folosința banilor și că soțul va putea cumpăra imobile rurale sau urbane, după o prealabilă expertiză ordonată de tribunal, această obligație impusă soțului constituie neîndoios o clauză de întrebuințare, și când în actul de cumpărarea imobilului s'a prevăzut că l-au plătit cu bani dotați și că el va deveni dotal, înstrăinarea lui neîntrând în cazurile excepționale prevăzute de codul civil, este nulă, conform art. 1255 c. civil. (C. Apel Craiova s. II, 227 din 14 Oct. 1924, Bul. C. Apel 16/924).

19. Deși din cuprinsul art. 1247 codul civil, rezultă că imobilul cumpărat cu bani dotați, conform unei clauze de întrebuințare din contractul matrimonial, devine dotal — în virtutea unei subrogațiuni reale, totuși prin aceasta, natura juridică a dotei nu se schimbă, iar imobilul devenit dotal, ca imobil, continuă totuși, să reprezinte o valoare dotală mobilă.

Prin urmare, când în specie se constată, că donatara înzestrată a primit o sumă de bani, cu care a cumpărat un imobil, care a devenit dotal, ea nu va fi obligată să raporteze însuși imobilul, ci numai suma cu care s'a diminuat realmente patrimoniul defunctului în momentul înzestrării. (Trib. Bacău 19 Aprilie 1924, Pand. Rom. 1924, II, 281).

20. Clauza de reîntrebuințarea banilor dotați, nu poate fi supleată de dorința și intenția părților. Această clauză din cauza caracterului ei derogatoriu de la dreptul comun, nu poate fi stabilită pe cale de deducție, ci trebuie să fie stipulată în mod expres, fără să fie nevoie însă de termeni sacramentali, fiindcă ea produce obligațiuni în persoana soțului dotal și a tertilor.

Această clauză nu poate fi inserată mai târziu printr'un act posterior, fiind că ar însemna ca soții să modifice contractul dotal adăogând o condiție pe care contractul nu o prevedea. (Trib. Muscel sentința din 1924, Jur. Gen. 1925, No. 128).

21. A se vede: art. 1235, notele 5, 6; art. 1255, nota 22).

Art. 1248. — Nici bărbatul, nici femeea, nici amândoi împreună nu pot, în timpul căsătoriei, a înstrăina, nici a ipotecă imobilul dotal, afară de cazurile prevăzute prin art. 1249¹⁾, 1250, 1252, 1253, 1254. (Civ. 1255 urm., 1265; C. com. 16; Legea pentru încurajarea construcțiilor de clădiri (Mon. of. 87/921) Art. 5; Lege asupra căsătoriilor militare din 12 Mart. 1900, Art. 7; Lege p. regularea și consolidarea dreptului de a exploata petrolul și ozocherita, Art. 57; Civ. Fr. 1554).

1) Din eroare se citează aci art. 1249 care tratează despre dota mobilă, iar nu de cea imobilă. În art. francez corespunzător 1554, fraza se termină cu următoarele cuvinte: „sauf les exceptions qui suivent”.

Text. fr. Art. 1554. — Les immeubles constitués en dot ne peuvent être aliénés ou hypothéqués pendant le mariage, ni par le mari, ni par la femme, ni par les deux conjointement, sauf les exceptions qui suivent.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, V, p. 558-561, 614;
 BAUDRY ET CHAUVEAU, Des biens, 957, p. 677, n° 1;
 BAUDRY ET WAHL, *De succes.*, III, ed. 1-a, 3798; III, ed. 2-a, 2932;
 BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, I, 239; III, 1656-1668, 1693;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 36; II, p. 885; 885; ed. 1-a, III, p. 281, 286 urm., 328, 330;
 DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 3331 urm., 3408 urm., 3536 urm.; *Suppl. Contr. de mariage* 1195 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VI, 232 bis, I;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 873;
 DEMOLOMBE, XV, 506, XXIII, 284; XXX, 464;
 GIDE, *Etude sur la condition privée de la femme dans le droit ancien et moderne*, p. 449 urm.;
 GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, IV, 1836, 1847-1849, I; 1851-1859, 1863 I; 1866-1868, 1870; HUC, IX, 446, 447;
 LAURENT, XXIII, 497, 498;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 449 urm.;
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1522 urm.;
 RODIÈRE ET PONT, *Contrat de mariage*, III, 1764, 1769, 1782, 1820, 1856-1858, 2104;
 TROPLONG, *Contrat de mariage*, IV, 3115, 3127, 3273, 3275, 3310, 3312 urm., 3317, 3513, 3516; *Transactions* 52.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 37, 38, 300, 327 urm., 418, 442, 443, 682; (III, part. I, ed. 2-a, p. 137 nota; IV, part. I, ed. 2-a, p. 694, 745; VII, p. 126 n. 1; X, p. 299, 336, 556; XI, p. 79). *Droit ancien et moderne de la Roumanie* p. 98; *Observație* sub. Cas. I, 624, 17 Nov. 1910. Dreptul 4/1911; *Observație* sub. Trib. Iași s. I, 24 Nov. 1907. Dreptul 8/1908; *Observație* sub. Jud. ocol. Bârlad. 1414 din 22 Sept. 901. Curier Jud. 4/1902; *Observație* sub. Trib. Iași s. II, 209 din 28 Sept. 902. Curier Jud. 81/902; *Observație* sub. Trib. Argeș, 68 din 7 Dec. 909. Curier Jud. 18/910; *Notă* sub. Trib. civil din Tarascon. Curier Jud. 23/1915; *Observație* sub. Trib. Carcassonne (Aude) 11 Mai 1920. Pand. Rom. 1922-III-161; *Notă* sub. C. Apel Rennes 9 Ian. 1922. Jurispr. Gen. 26/923. No. 179; *Notă* sub. Cas. I, 1317 din 9 Iulie 1924. Curier Jud. 30/1924; *Notă* sub. Trib. Epernay-Marne, 9 Mart. 1922. Jur. Gen. 1924. No. 1831;
 BARZAN I., *Notă* sub. Trib. Constanța s. II, 131 din 10 April 1924. Justiția Dobroge 7-8/924;
 BOSIANU C., *Notă* sub. Trib. Romanai s. II, 6937 din 5 Nov. 920. Curier Jud. 23/924;
 CANTACUZINO MATEI, p. 727;
 CRĂCIUN EUGEN, *Notă* sub. Cas. II, 342 din 4 Iulie 1923. Pand. Rom. 1924-I-268;
 FILIPAUGUST, *Notă* sub. Trib. Ifov. s. III 1444 din 15 Dec. 1924. Curier. Jud. 27/925;
 IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 7 urm., 98, 129, 199, 284;
 MAVROJANNI ALEX., *Notă* sub. Cas. I, 2066 din 17 Nov. 1924. Curier Jud. 17/925;
 NACU, I, p. 68; III p. 82 urm.;
 PERIETEANU GR. I., *Notă* sub. Cas. I, 539/915, C. Apel Galati s. II, 24/915 și Trib. R.-Sărat 268/914. Curier Jud. 84/915;
 POLICHRON DEM., *Notă* sub. C. Apel Craiova, 218 din 10 Oct. 1924. Pand. Rom. 1924-II-257;
 STAN A., *Notă* sub. Trib. Prahova s. I, 400 din 19 Sept. 919. Curier Jud. 44/1921.

INDEX ALFABETIC

Acceptarea succesiunii 21.	Bunele moravuri, a se vedea „Ordine publică”.	Creanță 1, 4, 5, 6, 10, 11, 13, 14, 23, 24, 27, 30, 31, 42, 47.	Dota fiicei 26.
Adjudecare 47, 52.	Calimach Cod 25.	Credit funciar urban 47.	Dota imobiliară, a se vedea „Imobil dotal”.
Administrație legală 29.	Casa Centrală de Improprietaryre 54.	Creditori 1, 2, 5, 7, 10, 11, 12, 13, 22, 27, 29, 30, 31, 42, 48.	Dota mobilă 8, 20, 49.
Agrară lege 50, 51, 54.	Casa de depuneri 49.	Cumpărător, a se vedea „Vânzare-cumpărare”.	Dotal fond, a se vedea „Imobil dotal”.
Alienabilitate 5, 20, 33, 45.	Căsătorie, a se vedea „Desfacerea căsătoriei”.	Datorii, a se vedea „Creanță”.	Dotal regim, a se vedea „Regim dotal”.
Anulare, a se vedea „Nullitate”.	Căsătorie, celebrare 2.	Daune 20.	Drept de preferință, a se vedea „Ipotecă”.
Autoritate de lucru judecat 52.	Cesinse de venituri 48.	Deces 1, 8.	Expropriere 32, 37, 50, 51.
Autorizația justiției 10, 17, 18, 19, 34, 39, 44, 45, 53, 54.	Clauză penală 47.	Delict 20, 48.	Facultatea de a înstrăina cuprinde și ipoteca 41.
Autorizația soțului 14, 17.	Confirmare 42.	Desfacerea căsătoriei 1, 2, 3, 5, 6, 7, 8, 11, 14, 22, 24, 27, 30, 31, 35, 42.	Facultatea de a vinde nu implică și ipoteca 28, 33, 38, 40, 43.
Bărbat 7, 14, 16, 18, 29, 32, 36, 48.	Construcții noi 34.		Femeie 1-9, 11-18, 20-24, 26,
	Contestație 42.		
	Contract dotal 53.		

27, 30, 31, 32, 35, 42, 48.	Partaj 46.
Fond, a se vedea „Imobil dotat”, „Proprietate”.	Penală clauză 47.
Fraudă la lege 44, 47, 52.	Preferință, a se vedea „Ipotecă”.
Hotărâre definitivă 52.	Preț 10, 27, 37, 47.
Imobil dotat 1-6, 9-22, 24, 25, 27, 28, 30, 31, 33-54.	Proprietate 1, 4, 5, 17, 29, 30, 31, 45.
Imprumut 34, 39.	Quasi-delicț 20, 48.
Inalienabilitate, a se vedea „Vânzare-cumpărare” și 1, 2, 6, 7, 8, 10-14, 17, 20-24, 27, 29, 30, 32, 35, 36, 37, 40, 42, 43, 45, 46, 48, 49.	Rea credință 15.
Instrăinare, a se vedea „Vânzare-cumpărare”.	Regim dotal 2, 3, 4, 5, 9, 14, 17, 24, 32, 33, 45.
Intenție 33.	Regulament organic 25.
Interpretare 33.	Renunțare 42.
Ipotecă 5, 10, 12, 13, 23, 25, 28, 33, 34, 37, 38, 39, 40, 41, 43, 47.	Reparații 34.
Lege agrară 50, 51, 54.	Restituire 2, 6, 7.
Lege rurală 16.	Retroactivitate 19.
Licitatie 13, 23, 25, 47, 53.	Revendicare 16.
Mandat 16.	Revocare, a se vedea „Nulitate”.
Minori 20, 53, 54.	Român 9.
Mobiliară dotată, a se vedea „Dotă mobilară”.	Rurală lege 16.
Moratoriu 47.	Sarcini 1, 3, 11, 14, 21.
Moravuri bune, a se vedea „Ordine publică”.	Separație de patrimoniu 2, 10, 11, 14, 27, 36.
Moștenitori, a se vedea „Succesori”.	Soț, a se vedea „Bărbat”.
Neglijență 15.	Soție, a se vedea „Femeie”.
Nulitate 1, 15, 16, 22, 34, 35, 38, 42, 47, 49, 52.	Străini 9.
Obligație, a se vedea „Creanță”.	Succesiune 1, 8, 21.
Ordine publică 9, 20, 33, 44, 45, 48.	Succesori 1, 8, 14, 22.
Ordonanță de adjudecare 47, 52.	Terțe persoane 12, 25.
Parafernală avere 4, 21, 26.	Tranzacție 46.
	Urmărire silită 1-7, 10, 11, 13, 14, 23, 26, 27, 29, 30, 31, 35, 42, 47, 48.
	Uzufruct 14, 48.
	Vânzare-cumpărare 5, 9, 10, 15, 16, 18, 19, 22, 24, 25, 28, 30, 34, 35, 37, 38-45, 47, 49, 50, 51, 52, 54.
	Vânzare publică, a se vedea „Licitatie”.
	Venituri dotale 2, 3, 4, 5, 11, 14, 29, 30, 31, 35, 39, 43.

Jurisprudență.

1. Imobilul dotal nu poate fi urmărit pentru creanțele contractate de femeie în timpul căsătoriei, nici după desfacerea căsătoriei, nici după trecerea acelor imobile în mâinile erizilor. În adevăr, inalienabilitatea imobilului dotal este o măsură de protecție luată de legiuitor atât în favoarea femeii cât și a moștenitorilor săi. Acest principiu rezultă din enier dispozițiunile art. 1255 c. civ., după care nu numai femeia dar încă și moștenitorii săi au dreptul de a revoca instrăinarea imobilului dotal făcută în timpul căsătoriei. Obiecțiunea că după moartea femeii măritată, odată ce moștenitorii săi au primit moștenirea, apoi s'a produs confuziunea între averea personală a eredelui cu cea ereditară, și eredele este personal ținut de toate datoriile succesiunii, nu este decisivă, de oarece creanțele ereditare trec la moștenitori în starea și condițiunea în care se află, iar pe de altă parte imobilul dotal trece în averea erizilor liber de ori ce sarcină. (Apel Buc. III. 259, Oct. 21/78, Dr. 2/78).

2. Art. 1248 nu face nici o distincțiune între fond și venit, de unde rezultă că principiul inalienabilității se aplică nu numai la fond dar și la veniturile dotale în restricțiunile rezultând din natura veniturilor, cari în

principiu sunt destinate a fi consumate. Însă acele restricțiuni ori cât de însemnate ar fi nu pot fi întinse până a se înlătura principiile esențiale ale regimului dotal. Și legiuitorul, proclamând principiul inalienabilității, a voit să garanteze integral restituirea dotei imobiliare în contra slăbiciunii femeii și în contra risipei bărbatului, a voit prin urmare ca femeea dotală, după disolvarea căsătoriei sau după separațiunea de patrimoniu, să se găsească, în cât privește interesele sale pecuniare, în aceeași stare în care se află în momentul celebrării căsătoriei, și în consecință să redobândească, împreună cu fondul dotal, integrala și libera percepțiune a veniturilor sale dotale. (Apel Buc. II, 242, Oct. 13/77, Dr. 22/79).

3. A recunoaște creditorilor anteriori disolvării căsătoriei dreptul de a urmări după disolvarea căsătoriei o porțiune oare care din veniturile imobilelor dotale, ar fi a nu ține nici un compt de obiectul esențial al regimului dotal, care este ca femeea, după încetarea aceluși regim, să-și primească bunurile sale dotale libere de ori ce angajamente. (Apel Buc. II, 125, Mai 5/81, Dr. 54, 81, p. 438; Apel Buc. III, 314, Dec. 7/82, Dr. 13/83).

4. Deși este adevărat că datoriile contractate de o femeie măritată în cursul căsătoriei nu afectează nici fondul nici veniturile imobilelor dotale, nu este însă mai puțin adevărat că aceste datori leagă pe femeie și sub regimul dotal, căci ele se poate urmări asupra bunurilor parafernale ale femeiei. (Cas. I, 99/Martie 11/81, B. p. 200).

5. Datoriile contractate de femeie în timpul duratei căsătoriei sale nu afectă în general nici fondul, nici venitul imobilelor dotale. Același principiu se aplică pentru plata unor asemenea datorii chiar după disoluțiunea căsătoriei, căci deși imobilele dotale devin alienabile în urma acestui eveniment, totuși nu se poate conchide de aci că se găsească afectate la plata datoriilor contractate de femeie în timpul căsătoriei, de oare ce atunci ar fi a se autoriză o instrăinare indirect consimțită la o epocă când dânsa eră formal prohibită și a se răsturna astfel întreaga economie a regimului dotal. Astfel fiind, și chiar dacă prin contractul de căsătorie se permite instrăinarea imobilelor dotale, totuși creditorii ale căror titluri de creanță au luat naștere în timpul căsătoriei, nu pot urmări imobilele dotale, argumentele fiind aceleași, afară de ipotecile la care femeea valabilmente a consimțit, și pentru care datorii numai, pot urmări imobilele dotale, fiind făcute pentru cazurile determinate prin art. 1253 și următorii. (Trib. Ilfov, I, 16 Sept. 29/82, Dr. 88/82).

6. Imobilele dotale, chiar după disoluțiunea căsătoriei, nu pot fi urmărite pentru datorii contractate de femeie în timpul căsătoriei căci astfel s'ar isbi în principiul inalienabilității dotei și ar fi expusă femeia a-și pierde dota sa pe care legiuitorul a garantat-o prin art. 1255, din care se vede reeșind ideea că, la disoluțiunea căsătoriei, dota trebuie primită intactă de către femeie. (Trib. Dâmbov., Sept. 27/82, *Dr.* 10/83).

7. După desfacerea căsătoriei dota urmează a intra intactă în patrimoniul femeii, fără a putea fi urmărită nici de creditorii defunctului sot, nici de creditorii femeii din timpul căsătoriei, de oarece dota fiind alienabilă, la desfacerea căsătoriei intră în patrimoniul femeii astfel cum se găsea la constituirea ei. (Cas. I, 90/Mart. 12/82, B. p. 301; Apel Buc. III, 321 Dec. 7/82, *Dr.* 13/83).

8. Inalienabilitatea averii dotale precum și clauza de imobilizare a dotei mobiliare nu afectează condițiunea averii dotale de cât pe timpul cât durează căsătoria; după disoluțiunea căsătoriei prin trecerea din viață a femeii înzestrată, dota ei devine o curată avere succesorală, ce trece în patrimoniul moștenitorilor, fără a mai păstra caracterul și condițiunile ei primitive. (Cas. I, 78/Febr. 27/84, B. p. 152).

9. Când o femeie română, căsătorindu-se după un străin adoptă regimul dotal, această convențiune e obligatorie pe cât timp nu contravine ordinii publice și legilor țării unde imobilele sunt situate; prin urmare, regimul dotal ales de acești soți, fiindu-le obligatoriu imobilele ce le posed în țară nu le pot înstrăina de cât în casurile prevăzute de legile noastre. (Trib. Brăila, Martie 26/84, *Dr.* 78/84).

10. Imobilul dotal fiind inalienabil înainte ca și după separațiunea de bunuri, și prețul rezultat din vânzarea aceluiaș imobil, care în realitate nu este de cât acel imobil transformat în bani, cantă să fie inalienabil, căci altfel garanția luată de legiuitor pentru conservarea dotei mobiliare ar deveni cu totul iluzoriu. De altă parte, nefiind permisă înstrăinarea unui imobil dotal, același lucru nu poate fi permis de judecător pe cale indirectă, în cazul când se vinde imobilul pentru o anumită cifră determinată de justiție și în niște cazuri anume arătate de legiuitor. Astfel, dacă imobilul dotal s'a vândut numai pentru a plăti creanța ipotecară ce figură asupra lui cu permisiunea justiției, numai această datorie caută să fie achitată, de oare ce ea singură afectează imobilul vândut; ceilalți creditori nu pot urmări restul prețului. (Trib. Ilfov, I, jurn. Oct. 1/85, *Dr.* 70/85).

11. Nici în urma separațiunii patrimoniilor sau disolvărei căsătoriei veniturile imobilului dotal nu pot fi ur-

mărite de către creditorii femeii pentru plata datoriilor contractate de dânsa în timpul căsătoriei și anterior separării patrimoniilor, căci dacă s'ar încuviința asemenea urmărirea, s'ar înlătura principiul inalienabilității imobilelor dotale, al cărui scop esențial este de a face ca femeia să găsească în momentul separării patrimoniilor sau disolvărei căsătoriei imobilul său dotal liber de ori ce angajament anterior. (Apel Buc. III, 88, Mai 4/85, *Dr.* 67/85).

12. Imobilul fiind ipotecat mai înainte de a se fi constituit ca dotă, conform art. 1790, sarcina ipotecară afectă imobilul în ori ce mâini ar trece. Dacă dar imobilul constituit dotă eră grevat de o ipotecă anterioară, în atare caz nu se aplică principiul prevăzut de art. 1248, fiindcă acest articol atribuie în adevăr caracterul de inalienabilitate imobilului dotal, însă numai față cu soțul, precum și cu creditorii posteriori, iar nici de cum față cu terțiile persoane cari au dobândit un drept real asupra imobilului prin luare de inscripțiune înainte ca acest imobil să fi devenit dotal. (Cas. I, 254/Oct. 24/88, B. p. 853).

13. Nu se poate serios contesta unui creditor al constituentului dotei dreptul de a urmări, pentru acoperirea creanței sale, imobilul ce i s'a ipotecat, sub cuvânt că, deși creanța sa e anterioară constituției aceluiaș imobil ca dotă, însă căsătoria imprimându-i caracterul de inalienabilitate, el nu mai poate fi vândut, căci ar fi a-l declara alienabil într'un mod indirect. Numai din cauza confuziunii ce se face între drepturile unui creditor ipotecar, și acela al capacității femeii măritată, cu privire la facultatea sa de înstrăinare a imobilului dotal, se poate explica o asemenea argumentațiune, lipsită de ori ce fundament juridic. În adevăr, principiul neînstrăinării imobilului dotal nu poate fi atins prin aceea că un creditor al constituitorului dotei pune și scoate în vânzare imobilul dotal, asupra căruia se constituie o ipotecă anterioară căsătoriei. Principiul inalienabilității oprește pe soți sau pe creditorii lor de a putea înstrăina imobilul dotal, dar întru nimic caracterul de dotalitate al unui imobil nu poate împiedica pe cel ce ține un drept real de la fostul proprietar al imobilului dotal de a-l exercita în condițiunile determinate de lege. (Apel Buc. II, 227, Nov. 29/87, *Dr.* 29/88).

14. Deși nu se poate contesta femeii capacitatea de a se obliga, cu consimțământul sotului său, în timpul căsătoriei; deși este necontestat că cel ce se obliga, obligă nu numai bunurile sale prezente dar și pe cele viitoare; deși este asemenea necontestat, că pentru obligațiunile de care femeia ar fi putut fi ținută în viață fiind, sunt ți-

nuți și moștenitorii săi după moarte-i; aceste principii aplicabile pentru ori ce altă avere a femeii, când însă este vorba de averea ei dotală, trebuie a se ține seamă în aplicațiunea lor de regulile speciale, ce legiuitorul a introdus asupra condițiunei averi dotale în timpul căsătoriei, și asupra dreptului ce a recunoscut femeii asupra acestei averi. Or, legiuitorul, pentru motivul influenței și autorității morale, ce a presupus bărbatului asupra femeii sale, și dar a dependentei acesteia, și în scop de a conserva această avere intactă la disoluțiunea căsătoriei, și liberă de ori ce angajament contractat în timpul căsătoriei, declară în art. 1248 că soții nu pot în timpul căsătoriei nici fie care în parte, nici amândoi împreună, a înstrăina imobilul dotal; și această inalienabilitate este proclamată nu numai în favoarea femeii dar, în virtutea art. 1255, și în favoarea moștenitorilor femeii. Această inalienabilitate ar fi iluzorie dacă după încetarea ei prin disoluțiunea căsătoriei s'ar putea urmări imobilul dotal pentru obligațiuni contractate în timpul căsătoriei. Așa dar, pentru a se ști ce efecte poate să aibă o obligațiune contractată de femeie în privința unui bun dotal, nu epoca în care se face urmărirea trebuie să se ia în considerare, dar epoca în care obligațiunea a fost contractată. Dacă dar, obligațiunea contractată de soție, n'a fost contractată după separațiunea de patrimoniu, la acea epocă uzufructul fiind al bărbatului, și dar acest uzufruct ne putând fi urmărit pentru plata unei datorii a femeii, urmează că el nu poate fi urmărit nici în urma separațiunei de patrimoniu sau disoluțiunei căsătoriei, căci ar fi a merge contra ideei ce legiuitorul a avut când a admis separațiunea de patrimoniu, dacă s'ar recunoaște că o obligațiune care înainte de această separațiune n'ar fi putut fi executată supra venitului acelei averi, să poată fi executată în urma separațiunei de patrimoniu, când tocmai prin separațiunea de patrimoniu, legiuitorul a voit să facă a înceta dreptul de executare asupra acestui venit pentru obligațiunile anterioare separațiunei chiar când ele ar fi fost executabile până atunci; a recunoaște că femeea poate, prin obligațiunile contractate înainte de separațiune de patrimoniu, săși angajeze venitul dotal, ce i se acordă după separațiunea de patrimoniu sau disoluțiunea căsătoriei, este a face ineficace efectul ce legiuitorul a voit să dea separațiunei de patrimoniu sau disoluțiunii căsătoriei, acela, adică ca femeea să ia stăpânirea acelei averi, liberă de ori ce sarcină rezultând dintr'o obligațiune anterioară separațiunei sau disoluțiunei. Distinc-

țiunea ce se voeste a se face în privința obligațiunilor contractate de femeie, pe principiul că cine se obligă, obligă și bunurile sale viitoare, și că dar uzufructul acelei averi intrând în patrimoniul femeii prin separațiunea averi dotale sau disoluțiunea căsătoriei se poate urmări asupra-i ori ce obligațiune a femeii, nu este întemeiată, căci acest venit nu intră în patrimoniul femeii de cât în condițiunile ce legea îl face să intre, adică liber de ori ce sarcină, rezultând dintr'o obligațiune anterioară separațiunei de patrimoniu sau disoluțiunei căsătoriei, și dar neputându-se urmări pentru asemenea obligațiuni. Prin urmare, femeea ne putând fi urmărită pentru plata acestei obligațiuni asupra venitului imobilului dotal, urmează neapărat că acest venit nu poate fi urmărit nici în mâna moștenitorilor săi, căci nimeni nu poate avea contra moștenitorilor, un drept mai mare de cât acela ce l'ar fi avut contra autorului lor. Către acestea, chiar de s'ar admite că obligațiunea contractată de autoarea moștenitorilor ar fi putut fi urmărită în contră-i asupra excedentului din venit după acoperirea trebuințelor casnice, o asemenea urmărire nu se poate face contra moștenitorilor săi; căci deși este adevărat în principiu că moștenitorii sunt supuși la aceleași sarcini și îndatoriri la cari eră supuși autorul lor, nu trebuie însă a se pierde din vedere și în această privință regulile speciale regimului dotal. Or, legiuitorul declarând inalienabil imobilul dotal în timpul căsătoriei, atât în favoarea femeii cât și în favoarea moștenitorilor acesteia, urmează că soții nu sunt în timpul căsătoriei de cât uzufructuării imobilului dotal și că acest imobil trebuie să treacă la moștenitorii femeii, liber de ori ce sarcină ce dânsa ar fi putut contractă în timpul căsătoriei, că dar dânsii nu pot fi ținuți asupra acestui imobil de executarea unor asemenea obligațiuni contractate de femeie. Și dacă femeea este ținută la executarea obligațiunilor contractate de dânsa, după separațiunea patrimoniilor, asupra excedentului venitului imobilului dotal după acoperirea cheltuelilor casnice, cauza este că femeea fiind uzufructuară a acelor venituri, este în drept a dispune de acel prisos și deci a se obligă asupra-i, dar când dreptul femeii asupra acestui uzufruct a încetat, a încetat neapărat și dreptul creditorilor femeii de a putea urmări în numele femeii avel uzufruct. Iar pe moștenitorii femeii, creditorul nu-i poate urmări în această calitate de moștenitori asupra acestui venit, căci moștenitorii femeii fiind îndreptățiți de lege a primi imobilul dotal liber de ori ce sarcină ce ar putea rezultă în privința acestui imo-

bil, în virtutea obligațiilor contractate de femeie în timpul căsătoriei, sunt dar în drept a se opune la executarea acestor obligațiuni ale femeii asupra venitului aceluși imobil. (Cas. I, 175/Iun. 20/88, B. p. 585).

15. Art. 1248 declarând că soții nu pot înstrăina imobilul dotal și acest drept ne fiindu-le recunoscut de cât în cazuri excepționale și în anume condițiuni, iar art. 1255 recunoscând femeii dreptul de a revoca orice înstrăinare, făcută în afară de acele cazuri, e înțeles că nici neglijența, nici chiar reaua credință a femeii, nu pot face valabilă înstrăinarea imobilului dotal făcută afară de cazurile și condițiunile cerute de lege. (Cas. I, 354/Nov. 21/89, B. p. 934).

16. Treimea rezervată pe seama proprietarului prin art. 3 al legii rurale, dacă face parte din un imobil dotal, nu se poate înstrăina atât de femeie cât și de bărbat, precum și de amândoi împreună, afară de cazurile prevăzute de lege; și ori ce recunoaștere sau achiesare făcută de bărbat ca procurator al femeii sale cât și de femeie este nulă, și neavenită, rămânând în drept femeia dotală a o revendică de la cei ce o posedă, fie clăcași, fie alte persoane. (Apel Buc. II, 77, Mart. 80/88, Dr. 35/89).

17. Femeea măritată sub regimul dotal poate, cu autorizațiunea soțului, a contracta diferite obligațiuni. Ceea ce legea oprește este numai că prin aceste obligațiuni nu poate atinge fondul dotal inalienabil, fără autorizațiunea justiției dată în anume cazuri prevăzute de lege. (Trib. Ilfov, II, 254, Dec. 5/88, Dr. 8/89).

18. Conform art. 1248, nici unul din soți, nici ambii împreună nu pot înstrăina, în timpul căsătoriei, imobilele dotale de cât numai în cazurile prevăzute de art. 1252 și 1253, însă această înstrăinare se va face cu autorizațiunea justiției și după formele vânzărilor publice. (Trib. Ilfov, IV, 32, Ian. 30/88, Dreptul 27/89).

19. Foaia dotală fiind un contract, toate efectele foaiei ca și a ori cărui contract au a se regula după legea sub care s'a încheiat contractul sau foaia dotală, nu însă după legea sub care s'au produs efectele contractului. Astfel de și autorizarea pentru vânzarea imobilului dotal s'a cerut sub regimul codului civil, chestiunea însă a caracterului imobilului nu trebuie a se rezolvă tot după codul civil, căci dacă formele pentru a obține autorizarea vânzării, ca forme de procedură, au a fi acelea ale legii în vigoare când e vânzarea, însă cazurile pentru cari se poate cere vânzarea imobilului nu se pot regula de cât sau prin însăși foaia dotală sau prin legea sub care s'a făcut foaia. (Cas. I, 316/Sept. 25/90, B. p. 1006).

20. Dacă însăși căsătoria, ca bază a familiei și prin urmare a societății, este de ordine publică, nu se poate zice același lucru și de condițiunea de inalienabilitate a dotei femeii; nu numai femeea măritată poate prin contractul de căsătorie să prevadă înstrăinarea averei sale mișcătoare și nemiscătoare, dar încă art. 1249 prevede înstrăinarea averei mișcătoare chiar când femeea ar fi declarat-o dotală și deci inalienabilă prin contractul său de căsătorie; într'un caz ca și în altul nefiind cât de puțin atinsă ordinea publică. Dacă legiuitorul, condus de interesele superioare ale familiei a voit să sacrifice până la un punct interesul public, încuviințând inalienabilitatea fondului dotal, piedică costisitoare din punctul de vedere al circulațiunei bunurilor; nu este însă de admis că acest sacrificiu l-a făcut în necunoștință de cauză și deci înstrăinarea imobilului dotal nu trebuie mărginită numai la art. 1250, 1253, 1254 și 1265, ci trebuie întinsă peste limitele angajamentelor contractuale, ori de câte ori răspunderea pecuniară a femeii pune în joc ordinea publică și bunele moravuri. Legiuitorul, restrângând posibilitatea alienării fondului dotal, în anume cazuri a voit să garanteze pe femeie contra pericolului angajamentelor contractuale, putând aceste contractări să vatăme viitorul lor și al familiei, n'a înțeles însă și nici a putut înțelege să creadă femeii dotale o pozițiune exorbitantă în societate, punând-o mai presus chiar de cât minorii, pentru a o declară neresponsabilă civilmente, chiar când ar cauza cuiva daune din delict ori quasi-delict, în așa caz, femeea dotală având în îndemână un privilegiu, de care nimeni altul în societate nu se bucură, ar deveni un instrument de daune și vexațiuni, și astfel ar constitui în mijlocul societății un pericol permanent pentru însăși ordinea publică; neresponsabilitatea sa pecuniară fiind tot atât de revoltătoare din punctul de vedere al rațiunei, după cum ar fi injurioasă din punctul de vedere al moralei. Dacă în ipoteza angajamentelor contractuale se poate imputa celui ce contractează cu o femeie măritată, că a trebuit să cerceteze și să cunoască condițiunea dotală a averei, așa că în privirea unui asemenea contractant să se poată invoca cu succes dispozițiunile limitative din art. 1250, 1253, 1254 și 1265, nu e însă mai puțin adevărat că ar fi neechitabil și nelogic a se invoca aceleași texte de lege și atunci când e vorba de un delict comis de femeie, în asemenea cazuri neputându-se imputa nimic celor de al treilea prejudiciați fără de voința lor, prin fără de legea femeii măritată, responsabilitatea femeii și prin urmare dreptul celor de al treilea, pen-

tru a fi despăgubiți, se poate urmări chiar și asupra imobilului dotal, aceasta în temeiul art. 998, care conține în adevăr un principiu de ordine publică, combinat și cu art. 1718. (Apel Iași, I, Aug. 20/92, *Dr.* 62/92).

21. Dacă femeea era deja înzestrată în momentul deschiderii și acceptării pur și simplu a succesiunii înzestrătorului, ea nu poate răspunde de sarcinile succesiunii de cât cu averea parafernală sau verice altă avere ce ar fi intrat în patrimoniul său, mai puțin averea dotală; căci altfel ar fi să se denatureze atât litera cât și spiritul art. 1248 și 1255 iar pe de altă parte principiul inalienabilității să devină ceva ilusoriu, putând soții să-l eludeze după voință. (Apel Craiova, II, Mai 10/93, *Dr.* 40/93).

22. Principiul inalienabilității dotei, proclamat de art. 1248, fiind considerat de legiuitor ca mijloc eficace de a garanța interesele femeii și ale copiilor, verice înstrăinare a imobilului dotal, în afară de casurile prescrise de lege, sau verice obligațiuni contractate de femeie în timpul căsătoriei, ridică dreptul creditorilor a urmări imobilul dotal atât cât durează căsătoria cât și după desfacerea ei. Sancțiunea acestui principiu este consacrată de art. 1255, care prevede că femeea sau copiii săi pot cere revocarea înstrăinării în curs de 10 ani dela desfacerea căsătoriei de unde rezultă că inalienabilitatea dotei e stabilită atât în interesul femeii cât și al copiilor, după desfacerea căsătoriei. (Apel Craiova, II, Mai 19/93, *Dr.* 40/93).

23. Nimic nu se opune la admiterea femeii cu creanța ei dotală, garantată cu ipotecă asupra imobilului urmărit, ca concurrentă la licitație, căci inalienabilitatea dotei n'are nici un amestec cu solvabilitatea cerută de lege pentru admiterea unui concurrent la licitație. (Cas. II, 150/Sept. 22/93, B. p. 245).

24. Dacă în drept obligațiunile contractate de femeie sub regimul dotal, sunt valabile, și dacă de altă parte desfacerea căsătoriei face să înceteze regimul matrimonial, apoi de aci nu rezultă că aceste obligațiuni se pot executa asupra bunurilor dotale. Inalienabilitatea prescrisă de lege trebuie din potrivă să protegă bunul dotal chiar după desfacerea căsătoriei în contra tuturor obligațiunilor contractate în timpul când ea există, căci de s'ar admite contrariul, s'ar validă o înstrăinare indirectă consimțită la o epocă când înstrăinarea directă era formal interzisă și s'ar răsturnă cu chipul acesta întreaga economie a regimului dotal. (Apel Buc. II, 216, Decemb. 15/93, *Curier Jud.* 4/94).

25. Înstrăinarea fondului dotal, făcută conform § 1640 și 1643 Codul Calimach, este valabilă între părțile contractante, cu toate că vânzarea nu a

fost făcută cu licitație publică, de oarece anexa lit. T. din regulamentul organic nu prescrie publicitatea vânzării imobilelor în genere, decât în interesul celor de-al treilea, pentru a-i pune în cunoștință dacă au vre-un drept de preferință asupra imobilului ce se vinde. (Trib. Dorohoi, *Dr.* 71/97).

26. Femeea măritată poate fi urmărită asupra averii sale dotale pentru plata dotei ce a constituit fiicei sale la căsătorie, fără ca creditorul dotei să fie obligat să urmărească averea parafernală, când se stabilește că ar exista o asemenea avere. (Apel Iași, II, *Dr.* 34/97).

27. Inalienabilitatea imobilelor dotale, prescrisă de art. 1248 din Codul civil, trebuie să protegă aceste bunuri, chiar după desfacerea căsătoriei. Astfel, un creditor al soției nu poate, chiar dacă datoria soției este contractată în timpul căsătoriei, însă după separațiunea de patrimonii, să urmărească chiar după desfacerea căsătoriei, bunurile dotale, nici chiar prețul rezultat din vânzarea lor, căci dacă imobilul dotal este inalienabil și prețul rezultat din vânzarea sa nu pierde caracterul dotalității, (Trib. Ilfov III. C. Jud. 27/99).

28. Facultatea acordată soților prin contractul de căsătorie de a vinde imobilul dotal, nu implică și dreptul de a-l ipoteca, că nu se poate aplica prin analogie art. 1769 codul civil, relativ la regulile generale ale ipotecilor convenționale. (Apel Galați, I, *Dr.* 16/900).

29. Veniturile bunurilor dotale fiind menite a fi întrebuințate la sarcinile căsătoriei, conservă, în limitele acestui scop, caracterul inalienabilității, ca însuși fondul dotal, și deci, cu toate că bărbatul are dreptul de a percepe aceste venituri în calitate de administrator legal, nu se poate admite că devin în mod absolut proprietatea lui, spre a putea fi urmărite de creditorii săi personali. Și cum nu în totdeauna întreg venitul averii dotale este necesar căsătoriei, surplusul aparține exclusiv soțului, servă de gaș comun creditorilor săi și, ca atare, este susceptibil de urmărire. (Trib. Iași, II, *Dr.* 71/902).

30. Inalienabilitatea imobilului dotal, consistând în incapacitatea femeii de a se obliga atât cu imobilul cât și cu venitul ce produce, femeea are dreptul să opună această incapacitate creditorilor săi din timpul căsătoriei cari, după desfacerea ei, urmăresc aceste venituri, căci dacă s'ar permite acestor creditori să urmărească, după desfacerea căsătoriei, fie imobilul dotal, fie venitul lui, pentru datorii contractate de femeie în timpul căsătoriei, s'ar validă o înstrăinare indirectă, consimțită la o epocă, când înstrăinarea imo-

bilului eră formal oprită. (Apel Buc. I. C. Jud. 21/903).

31. Pentru executarea obligațiilor luate de o femeie în timpul căsătoriei, în afară de cazurile anume prevăzute de lege, creditorul nu poate urmări nici fondul, nici veniturile averii dotale a femeii, aceasta fie în timpul căsătoriei, fie după desfacerea ei. (Apel Buc. III. Dr. 22/903).

32. Legiuitorul din 1864 a lăsat la o parte alte regime matrimoniale fără tradiție în legiurile noastre și a reglementat amănunțit regimul dotal, prescriind inalienabilitatea, principiu la care nu poate deroga nici bărbatul, nici femeia, nici amândoi împreună, decât în excepțiile specificate anume (art. 1252, 1259, 1253 și 1254), sau din vre-o dispoziție străină Codului civil (expropriere pentru utilitatea publică). (Trib. Covurlui. I. Dr. 81/903).

33. Legiuitorul, lăsând o deplină libertate părților la formarea convențiilor matrimoniale, întru cât ele nu ating ordinea publică sau bunele moravuri, înțelesul derogatiilor, ce părțile au voit să aducă regimului dotal, trebuie căutat în intenția lor și în clauzele contractului de căsătorie, care fac legea părților. Astfel, săvârșește o omisie esențială instanța de fond care nu se pronunță asupra unei propuneri făcută în instanță, cum că prin foaia dotală nu s'a prevăzut decât alienarea imobilului dotal, iar nu și ipotecarea lui. (Cas. I. 161/903, B. p. 357).

34. Ipotecarea sau înstrăinarea unui imobil dotal este permisă numai pentru reparațiuni indispensabile fondului dotal, nu și pentru facerea de construcțiuni noi.

Prin urmare, dacă cu banii împrumutați s'au făcut clădiri noi, iar nu reparațiuni după cum autorizase tribunalul, având cunoștință împrumutătorul despre aceasta încă dela formarea actului de ipotecă, în asemenea caz soții sunt în drept să ceară anularea împrumutului și a înstrăinării ce a urmat. (Cas. I. 3 Decembrie 1908, B. p. 2020).

35. Scopul inalienabilității dotale este numai ca femeia să poată conserva imobilul în timpul căsătoriei, dar și ea să-l poată găsi intact la disoluțiunea căsătoriei; că, pentru atingerea acestui scop, inalienabilitatea dotală nu poate consista numai într-o indisponibilitate a imobilului în timpul căsătoriei, ci într-o adevărată incapacitate a femeii de a înstrăina direct sau indirect imobilul dotal; și această stare de incapacitate atrage nulitatea obligațiilor contractate în timpul căsătoriei, în ceace privește imobilul dotal, așa că aceste obligațiuni nu pot fi executate asupra aceluși imobil, precum și asupra veniturilor imobilului dotal,

nici după disoluțiunea căsătoriei. (Cas. II. 29/Oct. 1908, B. p. 1715).

36. În virtutea art. 1248 din codul civil, imobilul dotal este inalienabil în tot timpul căsătoriei și, prin urmare, după separațiunea de patrimoniu, care nu face să înceteze căsătoria, căci nu ar fi nici o rațiune ca inalienabilitatea dotală să înceteze după separațiunea de patrimoniu, dar din contră sunt cuvinte mai mult ca să se menție această garanție față de dezordinea afacerilor bărbatului pe care o presupune separațiunea de patrimoniu. (Cas. I. 17 Noembrie 1910, B. p. 1527).

37. Când imobilul expropriat pentru utilitate publică este dotal și ca atare inalienabil, această inalienabilitate care exclude orice tratative de vânzare ori ipotecare, se opune și fixării prețului prin bună învoială, în caz de expropriere urmând ca autoritățile în drept să-l fixeze fără participarea soților dotali.

Prin urmare, instanțele de fond nu violează dispozițiunile codului civil nici ale legii de expropriere când nu țin compt de cifra admisă de soții dotali expropriați și fixează o altă indemnizație mai mare. (Cas. III. 502 din 18 Dec. 1913. Curier Jud. 20/914).

38. Facultatea pe care și-au rezervat-o soții prin contractul de căsătorie de a putea înstrăina imobilele dotale, nu cuprinde implicit și rezerva dreptului de a le ipoteca și în consecință e anulabil în femeii art. 1248 c. civ., actul de ipotecă care institue un asemenea drept neprevăzut în mod expres pe contractul de căsătorie. (Trib. R. Sărat 268/914. Curier Jud. 84/915; În acelaș sens: Cas. I. 539 din 6 Oct. 915. Jur. Rom. 39/915. Curier Jud. 84/915, Dreptul 1915 p. 617; Cas. I. 100 din 9 Febr. 1916. Jur. Rom. 20/916; Cas. I. 1317 din 9 Iulie 1924. Curier Jud. 30/1924).

39. a) Din moment ce printr'un act dotal nu se prevede pentru soți facultatea de a înstrăina imobilul dotal, aceștia nu-l pot nici înstrăina și deci nici ipoteca decât numai cu autorizarea justiției și numai în cazurile anume specificate și limitate de legiuitor, și când situația soților și a familiei este de așa natură că un folos real rezultă pentru ei prin înstrăinarea sau ipotecarea acestei averi.

b) Ori de câte ori se poate evidenția că averea dotală, prin autorizațiunea contractării unui împrumut dotal nu este periclitată, ci din contra va fi pusă în situațiune să corespundă mai bine scopului pentru care a fost afectată și perceperea veniturilor mai asigurată, tribunalele pot să dea o asemenea autorizațiune, întrucât prin aceasta se pune la dispoziția soților venituri mai importante cu care să facă față multiplelor îndatoriri impuse lor prin că-

sătorie. (Apel Buc. III, No. 140, 1914, Dreptul 1914, p. 507).

40. a) În materie de dotă imobiliară, inalienabilitatea fiind principiul, orice derogatiune trebuie interpretată în mod restrictiv și prin urmare din clauza prin care soții au admis facultatea de a înstrăina, nu se poate deduce că ei au admis și pe aceea mai periculoasă de a ipoteca.

b) Curtea de apel denaturează termenii clari și preciși ai actului dotal și comite exces de putere când din clauza prevăzută în actul dotal în termenii următorii: „imobilele dotale se pot înstrăina de comun acord, cum interesele noastre vor fi”, deduce că părțile au voit să-și rezerve atât dreptul de înstrăinare directă cât și cel de înstrăinare indirectă, cum este ipoteca. (Cas. I, decizia No. 539, din 6 Octombrie 1915; Jurispr. Rom. 39/915, p. 610, Dreptul 1915, p. 617; Curier Jud. 84/915, p. 683).

41. Facultatea de a înstrăina imobilele dotale pe care soții și-au rezervat-o prin contractul de căsătorie cuprinde în sine implicit și rezerva dreptului de a ipoteca acele imobile, și în consecință este valabil actul prin care se constituie o ipotecă asupra imobilelor dotale, deși un asemenea drept nu este expres rezervat prin contractul de căsătorie. (Apel Galați II, No. 24, 1915, Curier Jud. 84/915, p. 685).

42. Conform art. 1248 c. civil, imobilul dotal nu poate fi urmărit în timpul căsătoriei și nici chiar după desfacerea căsătoriei, pentru datorii contractate de soți în timpul căsătoriei, afară de cazurile prevăzute de art. 1250 c. civil.

După desfacerea căsătoriei, femeea văduvă, recăpătându-și capacitatea de a dispune, poate confirma o înstrăinare făcută în afară din prevederile legii, precum poate să și renunțe la beneficiul indisponibilității imobilului fost dotal, în caz dacă, ca în speță, acest imobil ar fi urmărit de un creditor pentru datorii contractate în timpul căsătoriei, pentru cauze în afară de prevederile legii.

Așa dar, întrucât nu se face dovada, de creditorul urmăritor, că contestatoarea ar fi renunțat la beneficiul inalienabilității imobilului său dotal, urmărirea îndreptată contra sa e nulă și deci contestația făcută este fondată. (C. Apel Craiova II, 59/915, Curier Jud. 7/916).

43. În materie de dotă imobiliară, inalienabilitatea fiind principiul, orice derogatiune trebuie interpretată în mod restrictiv, de unde rezultă că din clauza prin care soții au admis facultatea de a înstrăina, nu se poate deduce că ei au admis și pe aceea mai periculoasă de a ipoteca. (Cas. I, decizia No. 100,

din 9 Februarie 1916; Jurispr. Rom. 1916, p. 310).

44. Prohibițiunea înstrăinării imobilului dotal în afară de cazurile prevăzute de lege constituie în timpul duratei căsătoriei o împedecare absolută întemeiată pe un interes general de ordine publică de natură a autoriza justiția, nu numai să refuze incuviințarea înstrăinării acestui imobil, dar nici de a refuza din oficiu concursul său la perfectarea unui asemenea act și prin urmare tribunalul poate invoca din oficiu fraudă la lege săvârșită de părți prin o vânzare făcută în condiții cu totul contrare dispozițiilor prohibitive ale legii. (Trib. Prahova, 400 din 19 Sept. 1919, Dreptul 19/920, Curier Judiciar 44/921; Tribuna Juridică 18-19/922; Alex. Găntoiu „Lucrări judecătorești”, 1922, p. 27).

45. Inalienabilitatea dotei nu e de esența regimului dotal și nu interesează opinia publică de vreme ce părțile pot conveni asupra alienabilității imobilului dotal.

Proprietatea este o funcțiune socială supusă necesităților naționale.

Utilitatea vânzării imobilului în loturi la săteni, apreciată din punct de vedere național și al rentabilității, permite admiterea autorizației de a vinde imobilul dotal. (Trib. Romanati s. II, 6937 din 5 Nov. 1920, Curier Jud. 23/921).

46. Ca o derogare a principiului inalienabilității bunurilor dotale, soții pot să procedă la un partaj prin bună învoială și să transigă chiar cu această ocazie asupra averii dotale. (Tribunalul Neamț, 156 din 26 Aprilie 1923, Jur. Gen. 1923, No. 911).

47. Constituie în mod indirect o alienare voluntară și o fraudă la lege, convenția prin care doi soți se obligă a vinde unui terț un imobil dotal, pe un preț determinat și sub sancțiunea penală să facă a se vinde la licitație acest imobil, într'un termen fix de către Creditul funciar urban, pentru plata unei creanțe neexigibile în mod normal în timpul moratorului, mai ales atunci când se obligă a nu plăti o rată a datoriei ipotecare, rată mult mai mică de cât suma stipulată ca clauză penală.

Soții dotali pot cere anularea ordonanței de adjudecare dată asupra vânzării imobilului în aceste împrejurări. (C. Apel Buc. s. I, 352 din 12 Dec. 1923, Bul. C. Apel 5-6/924).

48. Principiul inalienabilității dotei suferă, pentru un motiv de ordine publică, o excepțiune în cazul unui delict civil sau quasi-delict comis de soție sau în cazul unei infracțiuni la legea penală comisă de aceasta și în acest caz creditorii ei pot urmări un imobil dotal, prin urmare și veniturile generale ale imobilului.

O asemenea urmărire nu o pot exercita și creditorii personali ai bărbatului în cazurile de mai sus, întru cât veniturile dotale sunt afectate sarcinilor căsătoriei.

Aproape toată doctrina și jurisprudența admite însă că, dacă veniturile dotale trec peste necesitățile familiare ale căsătoriei, excedentul care revine sotului în calitate sa de uzufructuar se poate cedă de sot și urmărit de creditorii lui personali. (C. Apel Constanța 346 din 10 Iunie 1924. Justiția Dobrogei 7-8/924).

49. Clauza dintr'un act dotal care permite vânzarea imobilului constituit dotă, cu condiția ca banii proveniți să fie și ei dotali, constituind o derogare de la principiul general al alinabilității din art. 1248 c. civ., ea trebuie executată întocmai, cumpărătorul imobilului fiind obligat să supravegheze și să asigure subrogarea dotei, sub sancțiunea nulității vânzării.

Dacă nu se face subrogarea concomitent cu vânzarea imobilului, prin semnarea sumei și depunerea recipisei la tribunalul care administrează fondul dotal, vânzarea este nulă. (Trib. Constanța s. II, 131 din 10 Aprilie 1924. Justiția Dobrogei. 7-8/924).

50. Este adevărat că prin art. 148 din legea de expropriere agrară în Muntenia, etc., se permite proprietarilor să-și vândă porțiunile de moși dotale — rămase neexpropriate — fără a ține seama de restricțiunile prescise de codul civil în materie, dar, această derogatiune de la dreptul comun, care trebuie raportată la dispozițiile articolului precedent 147 și privită ca o consecință a lor, s'a făcut de legiuitorul agrar în scopul exclusiv de a se înlesni pe o scară cât mai întinsă improprietărea sătenilor, iar nu pentru a se înstrăina către ori cine moșiile dotale neexpropriate. (Cas. I, 2020 din 17 Nov. 1924, Jur. Rom. 5/925, Pandectele Săptămânale 1/925).

51. Simpla ofertă făcută Casei Centrale conform art. 32 din Legea agrară neurmată și de cumpărarea moșiei de către Stat, nu este suficientă, pentru a

se putea vinde o moșie dotală în modul excepțional arătat de art. 148 din Legea agrară, fiindcă această formalitate este absolut necesară a o îndeplini toți proprietarii, cari vor să vândă moșii mai mari de 50 Ha., pentru ca Statul să-și poată exercita dreptul de preempțiune. (Cas. I, 2066 din 17 Nov. 1924, Curier Jud. 17/1925).

52. Cu toate că ordonanța de adjudecare nealcatuită pe căile legale, are puterea unei hotărâri definitive și este executorie, totuși ea poate fi atacată pe cale principală în anulare, atunci când se constată că ea a fost dată ca o urmare a unei convențiuni frauduloase, cum ar fi concertul ilicit între soți și judecăr pentru a se putea obține vânzarea imobilului dotal. (Cas. I, 1827 din 27 Oct. 1924, Dreptul 20/1925).

53. Vânzarea imobilului dotal nu are a se face prin licitație publică decât atunci când este expres stipulată prin convențiunea matrimonială, sau când soția este minoră și în cazurile prevăzute de art. 1253 codul civil. (Trib. Ilfov s. III, 1444 din 15 Decembrie 1925; Curier Jud. 27/1925).

54. Derogarea prevăzută de art. 148 al legii agrare după care vânzările porțiunilor rămase neexpropriate se vor putea face fără formalitățile prevăzute de art. 1252 și 401 codul civil — adică de soție sau tutore, numai cu încuviințarea Tribunalului, trebuie interpretată în sensul restrictiv prevăzut de art. precedent 147, adică numai în cazul când vânzarea se face Casei Centrale de Improprietărire în scopul de a se împărți terenurile cumpărate sătenilor cu titlul de noi improprietării, acesta fiind unieul scop pentru care s'a prevăzut derogatiunea de mai sus. (Cas. I, 564 din 3 Mart. 1925, Jur. Rom. 10/925).

55. A se vede: art. 730, nota 11; art. 1242, notele 1, 2, 3, 4, 7, 11, 12, 13, 22; art. 1253, notele 1, 3, 5, 8, 12, 18, 29, 42, 60; art. notele 1, 3-8, 10-12, 15; art. 1265, notele 1255 notele 1, 3-8, 10-12, 15; art. 1265 notele 2-8, 11-16; art. 1769, notele 1, 2, 3.

Art. 1249. — Dota mobilă¹⁾ care, după distincțiunea art. 1245 și 1246 este proprietate a femeii, nu poate fi alienată de aceasta decât cu autorizațiunea bărbatului, sau, la caz de refuz din partea acestuia, cu permisiunea judecăței. (Civ. 199, 201, 950, 1248, 1250 urm., 1265, 1285; C. com. 16; Lege asupra căsătoriilor militare din 12 Mart. 1900, Art. 7; Civ. Fr. 1555).

Text. fr. Art. 1555. — La femme pent, avec l'autorisation de son mari ou, sur son refus, avec permission de justice, donner ses biens dotaux pour

1) Art. francez corespunzător 1555, are o redacțiune diferită de a textului român și cuprinsul său intră și în textul art. 1250 și 1251 român. În loc de „dota mobilă” din art. 1249 român, în textul francez se zice: „biens dotaux”. A se compară art. francez 1555 cu art. 1249, 1250 și 1251 Codul civil român.

l'établissement des enfants qu'elle aurait d'un mariage antérieur; mais, si elle n'est autorisée que par justice, elle doit réserver la jouissance à son mari.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, V, p. 585, 587, 588;
 BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, III, 1703, 1706, 1707;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 646; ed. 1-a, III, p. 286, 300, 315 urm., 332, 334 urm., 926;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VI, 228 bis, IV;
 GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, IV, 1989, 1999, 2000, 2003
 HUC, IX, 461;
 LAURENT, XXIII, 522;
 PLANIOL, III ed. 2-a, No. 1561;
 RODIÈRE ET PONT, *Contrat de mariage*, III, 1790.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 38, 185 n. 1, 278, 279, 300 n. 4, 301, 372 n. 3, 378 t. și n. 2, 439 urm., 442, 443; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 694; X, p. 645, 646; XI, p. 79, 362 t. și n. 3 în fine). *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 58, 93; *Observație* sub. Trib. civil din Corbeil. Dreptul 58/1914; *Notă* sub Trib. Froix, Ariège, 9 Sept. 920. Jur. Gen. 1924. No. 1778;
 CANTACUZINO MATEI, p. 724, 725, 727, 741;
 CERBAN AL., *Notă* sub. Trib. Dorohoi, 15 Nov. 921. Curier Jud. 11/1922; *Notă* sub. Cas. I, 1052 din 10 Iunie 924. Curier Jud. 39/924;
 IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul instrăinării* p. 182, 283 urm. 297;
 NACU, I, p. 68; III, p. 80, 81;
 NICOLEANU G. HIPPOLYTE, *Notă* sub. Cas. I, 1002 din 29 Nov. 921. Pand. Rom. 1922-I-321;
 DEM. POLICHRON, *Notă* sub. C. Apel Craiova, 218 din 10 Oct. 1924. Pand. Rom. 1924-II-257.

INDEX ALFABETIC

Alienabilitate 3, 4, 5, 6, 9, 10, 11,	Imprumut 8.
Autorizația justiției 2, 9,	Inalienabilitate 3, 4, 6, 10.
Autorizația soțului 1, 7, 8, 9,	Instrăinare. a se vedea „Alienabilitate”, „Vânzare-cumpărare”.
Bani 2, 8, 10.	Ipotecă 1, 8.
Bărbat 1, 2, 3, 8.	Lucruri fungibile 8.
Casa de depuneri 2, 8.	Mobiliară avere 11.
Căsătorie, desfacerea ei 3.	Moștenitori 2.
Clauză de întrebuintare 8.	Ordine publică 3, 4, 10.
Creanță ipotecară 1.	Partaj 11.
Creditori 4, 7.	Proprietate 3, 9, 11.
Desfacerea căsătoriei 3.	Renunțare 1.
Dobânzi 8.	Restituire 2.
Dota mobilă 1-11.	Soț, 1, 2, 3, 8.
Efecte 8.	Soție 1, 7, 8, 9, 11.
Femei 1, 7, 8, 9, 11.	Succesori 2.
Femei văduvă săracă 11.	Urmărire silită 3, 4, 5, 6.
Fungibile lucruri 8.	Uzucruț 8, 11.
Garanție 2.	Văduvă săracă 11.
Locație 5.	Vânzare-cumpărare 7, 9.
Imobil 2.	

Jurisprudență.

1. După art. 1249, dota mobilă a soției se poate instrăina de dânsa cu autorizațiunea soțului său. Deci dacă dota constă în o creanță ipotecară, este valabilă renunțarea la rang făcută de dânsa cu autorizațiunea soțului său. (Apel Iași II, Ian. 15/94, Dr. 32/94).

2. În caz când dota constituită în bani a fost ridicată dela Casa de depuneri de ambii soți, dar se constată că a profitat numai soțului, care a întrebuintat banii zestrei spre a zidi un imobil, succesorii soțului nu se pot opune la plata acestei zestre către soție și nici nu pot chema în garanție casa de depuneri care ar fi eliberat

banii fără autorizarea tribunalului. Este fără interes a se cerceta dacă casa de depuneri a liberat în mod regulat dota, de oarece, banii nefiind pierduți și succesorii soțului nefiind în drept a reține suma ce pe nedrept a intrat în patrimoniul lor. Casa de depuneri nu poate fi chemată la răspundere. (Cas. I, 427/98. B. p. 1412).

3. Dota mobilă care, în principiu, este alienabilă, poate să fie declarată inalienabilă prin convenția parțială în baza principiului libertății convențiilor matrimoniale; asemenea clauză este validă, ea nefiind contrară nici ordinei publice, nici vreunei dispoziții prohibitive a cod. civil. În asemenea caz dota declarată în mod valid inalienabilă prin convenția părților nu poate să fie urmărită pentru datorii contractate în timpul căsătoriei, nici chiar în urma desfacerii căsătoriei, întru cât vitiurile, care lovesc bunurile inalienabile în timpul căsătoriei nu dispar în urma desfacerii ei. Ținându-se însă socoteală de nestabilitatea averii mobiliare, de împrejurarea că lucrurile mișcătoare sunt supuse peirii sau stricăciunii, de trebuințele familiei precum și de drepturile bărbatului ca administrator al averii dotale, trebuie să decidem că mobilele corporale dotale, pot să fie instrăinate, fără să se poată opune clauza de inalienabilitate, iar achizitorul de bună credință va fi apărat prin dispoziția art. 1909 cod. civil. (Cas. II, 540/903 B. p. 1525).

4. Condițiunea de inalienabilitate a averii dotale mișcătoare, cuprinsă într'un act dotal, este o condiție contrară ordinii publice și deci nu poate împiedica urmărirea acestei averi de către creditorii, de oarece averea dotală mobilă este, în principiu alienabilă. (Trib. Ilfov C. Jud. 12/904).

5. Mobilele, fie chiar dotale, nu pot fi sustrate dela urmărirea proprietarului cât timp dânsul nu a fost încunoștiințat despre condiția lor juridică, mai ales că averea dotală mobilă nu este inalienabilă. (Cas. II, 18 Sept. 1907, B. p. 1353).

6. Dacă dota mobilă este în principiu alienabilă, întru cât nu s'a stipulat în contractul de căsătorie inalienabilitatea ei, asemenea dotă poate fi urmărită pentru datorii contractate în timpul căsătoriei. (Cas. II, 28 Nov. 1907, B. p. 1778).

7. Deoarece potrivit art. 1249 c. civil dota mobilă poate fi înstrăinată de soție cu autorizația soțului, rezultă că și creditorii soției, pentru datoriile autorizate de soț, pot urmări averea dotală mobilă. (Trib. Iași III, 1915; Justiției (Iași) 1916, p. 145).

8. Este adevărat că, sumele de bani, sau alte lucruri fungibile constituite dotă trec în proprietatea soțului, dacă însă actul de constituirea ca dotă a unei sume de bani prevede, ca în speță, consemnarea banilor la casa de depuneri și cu clauza întrebunțării banilor numai în plasament de efecte, sau în ipotece, drepturile soțului în această situațiune se restrâng numai asupra procentelor și el are deci numai calitatea de uzufructuară, iar soția conservă de aceia de proprietară.

În această situațiune desigur că, soția nu ar putea cere ea însăși cu împrumut capitalul său și să cumuleze astfel calitatea de creditoare și debitoare, căci aceste două situațiuni sunt incompatibile.

Prin urmare în specie, deși cu autorizația soțului constant fiind că so-

ția solicită ea însăși împrumut din fondul său dotal, oferind garanție ipotecă într'un imobil al său, cu drept cuvânt instanțele de fond au respins ca inadmisibilă cererea. (Cas. I, dec. 1052 din 10 Iunie, 1924, Pand. Rom. 1924, III, 113, Curier Jud. 28/924, Curier Jud. 39/924, Jur. Rom. 1/925, Dr. 5/1925).

9. Dota mobilă, chiar când rămâne în proprietatea soției, este alienabilă, ceea ce rezultă atât din faptul că legiuitorul în art. 1248 c. civ. nu vorbește decât de imobile, cât și din cuprinsul art. 1249 codul civil, după care dota mobilă rămasă în proprietatea femeii, poate fi înstrăinată cu autorizația soțului și în lipsă, a justiției. (C. Apel Craiova s. I, 218 din 10 Oct. 1924, Bul. C. Apel 13/924, Justiția (Craiova) 13-14/924, Pand. Rom. 1924, II, 257).

10. Deși alienabilă în principiu, se poate conveni ca dota mobilă să fie inalienabilă, de oarece conform art. 1224 c. civil, orice convențiuni matrimoniale sunt libere între soți, cu restricțiunile acolo prevăzute; or nu se poate zice că asemenea clauză este contrară ordinii publice, fiindcă legea însăși consacră inalienabilitatea la imobile în materie dotală, iar pe de altă parte este în interesul familiei înscrierea clauzei pentru a nu se risipi banii când dota ar consta în numerar. (C. Apel Craiova s. I, 218 din 10 Oct. 1924, Bul. C. Apel 13/1924, Justiția (Craiova) 13-14/1924, Pand. Rom. 1924, II, 257).

11. Potrivit art. 1249, cod civil, soția putând dispune și înstrăina averea mobilă care este proprietatea sa, urmează că femeia dotală poate dispune de o parte din averea sa mobilă în scopul de a stabili echivalentul ce se cuvine văduvei sărace pentru dreptul său de uzufruct asupra unei părți virile. (C. Apel Iași s. I, 92 din 26 Mai 1924, Dreptul 5/1925).

12. A se vedea: art. 1245 cu notele respective; art. 1247, notele 1, 4, 5, 6, 7.

Art. 1250. — Femeia poate, observând formalitățile prescrise prin articolul precedent, să dea imobilul său dotal:

1. Pentru căpătuirea copiilor săi dintr'o căsătorie anterioară;
2. Pentru căpătuirea copiilor comuni ambilor soți¹⁾. (Civ. 199, 201, 1248 urm., 1251; Civ. Fr. 1555, 1556).

Text. fr. Art. 1555. — La femme peut, avec l'autorisation de son mari, ou, sur son refus, avec permission de justice, donner ses biens dotaux pour l'établissement des enfants qu'elle aurait d'un mariage antérieur; mais, si elle n'est autorisée que par justice, elle doit réserver la jouissance à son mari.

Text. fr. Art. 1556. — Elle peut aussi, avec l'autorisation de son mari, donner ses biens dotaux pour l'établissement de leur enfants communs.

1) A se vedea nota de subtextul art. 1241.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, V, p. 585, 594;
 BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, III, 1704, 1705, 1707;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 646; ed. 1-a, III, p. 286, 300, 315 urm., 332, 334 urm., 926;
 DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 3578 urm.; *Suppl. Contr. de mar.*, 1289 urm.;
 GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, IV, 1993-1995, 1997, 2004;
 HUC, IX, 460;
 LAURENT, XXIII, 522;
 MARCADÉ, art. 1558;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 154 urm.;
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1562;
 RODIÈRE ET PONT, *Contrat de mariage*, II, 882; III, 1792, 1793, 1868.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 185 n. 1, 328 n. 1, 331 n. 1, 370, 371, 374, 375 urm., 377, 378, t. și n. 2, 379 n. 1, 380, 381, 382 t. și n. 3, 383 t. și n. 2, 384, 385, 390, 391, 396, 399, 403, 405, 407, 682; (III, part. II, ed. 2-a p. 871; IV, part. I, ed. 2-a, p. 66);
Droit ancien et moderne de la Roumanie, p. 58, 98; *Nota sub Trib. Muscel, Jurnal 348 din 2 Febr. 1924. Jur. Gen. 1924, No. 1889*;
 CANTACUZINO MATEI, p. 732;
 FILIP AUGUST, *Notă sub Trib. Ilfov. S. III, 1444 din 15 Dec. 1924, Curier Jud. 27/1925*;
 IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 41, 50, 51, 96, 182 urm., 200, 286, 303;
 IVĂNCEANU GRIGORE, „*Asupra unui caz de înstrăinare a imobilului dotal*”. *Convorbiri Juridice 7-8/1908*.
 NACU, I, p. 68; III, p. 88 urm.

INDEX ALFABETIC

Adopțiune 5.	Francez cod 9.
Aprecieri suverană 9.	Imobil dotal 1, 2, 3, 5, 6,
Autorizația justiției 1, 2.	7, 8, 9, 10.
Autorizația soțului 1, 2,	Instrăinare 1, 2, 3, 5, 7,
3, 5.	10.
Boală 10.	Interpretare 9.
Căpătuirea copiilor 1, 2,	Ipotecă 2, 6.
3, 5-10.	Parafernala avere 8.
Clauza de reintrebuințare	Preț, reintrebuințare 10.
10.	Regim dotal, a se vedea
Cod Francez 9.	„Imobil dotal”.
Comerț 7.	Reintrebuințarea prețului
Copii, a se vedea „Adop-	10.
țiune”, „Căpătuirea co-	Sănătate, căutare 10.
piilor”.	Soț, autorizare 1, 2, 3, 5.
Cotitate disponibilă 4.	Sucesiune 4.
Creditori 1, 6.	Suverană apreciere 9.
Datorii 1, 6.	Urmărire silită 1, 6.
Donație 7, 8, 9.	Vânzare-cumpărare, a se
Fond de comerț 7.	vedea „Instrăinare”.

Jurisprudență.

1. Dacă e vorba de înzestrarea fiicei, în atare caz legiuitorul permite femeii măritată de a înstrăina imobilul său dotal, destul să existe consimțământul soțului și în caz de refuz al justiției. Deci un atare imobil se poate urmări și vinde pentru plata datoriilor contractate spre căpătuirea copiilor. (Cas. I, 386/Dec. 1/81, B. p. 902).

2. Dacă femeia măritată poate da imobilul său dotal pentru căpătuirea copiilor, dânsa îl și poate greva spre efectuarea căpătuirii copiilor săi, destul ca să existe consimțământul soțului, și în caz de refuz din partea acestuia autorizația justiției. (Cas. I, 386/Dec. 1/81, B. p. 902).

3. Când e vorba de înstrăinarea unui imobil dotal pentru căpătuirea copiilor, după art. 1249 și 1250 nu se cere decât autorizațiunea bărbatului. (Cas. I 34/Ian. 28/87, B. p. 48).

4. Când un părinte înzestrător pune în foaia de zestre prin care înzestreză pe fiica sa, clauza: „Iar după moartea noastră toți copiii noștri vor împărți averea frățește ce vom avea și va rămâne după urma noastră”, acceastă clauză constituie o promisiune de egalitate și are de efect ca înzestrata sau moștenitorii săi să nu poată fi privați de nici o parte din averea părintelui înzestrător, nici chiar de cotitatea disponibilă. (Apel Craiova II, C. Jud. 30/96).

5. După art. 1250 al. II din codul civil, înstrăinarea imobilului dotal este permisă cu simpla autorizare a soțului pentru căpătuirea copiilor comuni, și de oarece acest articol nu face nici o distincțiune, urmează că copiii adoptivi sunt puși de lege față de adoptator, pe aceeași linie cu copiii legitimi. (Apel Buc. III, Dreptul 42/901).

6. Autorizațiile date de justiție conf. art. 1250 și 1253 codul civil soților căsătoriți sub regimul dotal de a ipoteca unul din imobilele lor dotale sunt speciale în sensul că nu pot întinde consecințele lor decât asupra imobilului prevăzut în autorizație; așa că potrivit acestui principiu, creditorul ipotecar care prin vânzarea imobilului dotal ce i s'a ipotecat nu s'a acoperit, nu mai poate urmări și altă avere dotală a soților pentru despăgubirea sa. (Trib. Ilfov s. not. 278 din 3 Dec. 1909, Dreptul 14/1910).

7. Prin cuvântul „căpătuire”, care figurează în art. 1250 codul civil, se înțelege nu numai înzestrarea copilului cu ocazia căsătoriei sale, ci și o donație care are de scop dobândirea

unei cariere, a unei profesii sau meserii care să-i asigure o carieră și o existență independentă de aceea a părinților săi, precum ar fi de exemplu, cumpărarea pentru el a unui fond comercial sau industrial, punerea copilului în situația de a exercita o artă, o profesie, un meșteșug, etc.

În ori ce caz, justiția nu trebuie să admită cu ușurință, în acest scop, înstrăinarea fondului dotal, pentru că adeseori căpătuirea copiilor poate fi un pretext spre a ocoli dispozițiile legii relative la inalienabilitatea fondului dotal. (Trib. Muscel. Jurnal 348 din 2 Februarie 1924, Bul. Trib. Muscel Febr. 1924).

8. Femeea, chiar având avere parafernală, poate dăruî copiilor săi din averea constituită dotă, pentru căpătuirea lor. (Trib. Dolj s. III, 241 din 20 Oct. 1924. Justiția Olteniei 5—6/1925).

9. Legea neformulând definiția noțiunii de „căpătuiro“, e lăsat la aprecierea judecătorului să cerceteze și să vadă după spetă dacă scopul legii nu

a fost depășit sau violat când s'a făcut o donațiune în vederea ei.

Interpretarea noțiunii „établissement“, cum numește textul francez „căpătuirea“ trebuie făcută în sensul cel mai larg și trebuie să înglobeze, dacă copiii nu au deja o situație materială independentă de aceea a părinților lor.—de și ar avea o profesiune—tot ceea ce le poate procura o astfel de situație o întreprindere lucrativă o pozițiune sau un rang în societate sau ceea ce îi poate pune într'un cuvânt în stare de a trăi din propriile lor venituri, și a aștepta liniștii viitorul. (Trib. Dolj s. III, 241 din 20 Oct. 1924. Justiția Olteniei 5—6/1925).

10. Reîntrebuințarea prețului nu mai poate constitui o condițiune a validității vânzării atunci când aceasta se face pentru căpătuirea copiilor și pentru căutarea sănătății sotilor. (Trib. Ilfov s. II, 1444 din 15 Dec. 1924. Curier Jud. 27/1925).

11. A se vedea: art. 1253. notele 3, 4, 5, 6, 8, 12, 18, 20.

Art. 1251. — Când femeea înstrăinează o avere dotală cu permisiunea justiției, în caz de refuz de autorizare din partea bărbatului, acesta conservă de drept folosința lucrului înstrăinat¹⁾. (Civ. 199, 201, 1249; Civ. Fr. 1555).

Text. fr. Art. 1555. — La femme peut, avec l'autorisation de son mari, ou, sur son refus, avec permission de justice, donner ses biens dotaux pour l'établissement des enfants qu'elle aurait d'un mariage antérieur; mais, si elle n'est autorisée que par justice, elle doit réserver la jouissance à son mari.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, V, p. 558; VII, ed. 5-a, p. 437 n. 4 *in fine*;
 BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, III, 1665;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 646; ed. 1-a, III, p. 286, 300, 315 urm., 332, 334 urm., 692;
 GUILLOUARD, *Contr. de mar.*, IV, 1851, 1853, 2004;
 HUC, VI, 439, 456; IX, 447, 460;
 MOURLON ed. 7-a, III, p. 158;
 PANDECTES FR., *Mariage*, 9491 urm., 10260 urm., 10334;
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1561;
 SIREY, *Contrat de mariage*, 1467 urm.;
 TROPLONG, *Contr. de mar.*, IV, 3359.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 185 n. 1, 328, n. 1, 331 n. 1, 370, 371, 374, 375 urm., 377, 378 t. și n. 2, 379 n. 1, 380, 381, 382 t. și n. 3, 383 t. și n. 2, 384, 385, 390, 391, 396, 399, 403, 405, 407, 682; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 58, 98;
 CANTACUZINO MATEI, p. 732;
 IONESCU I. IOAN, *Dotă sub raportul înstrăinării*, p. 182, 197;
 NACU, I, p. 68.

Art. 1252. — Imobilul dotal poate fi înstrăinat, când înstrăinarea sa este permisă prin contractul de căsătorie. (Civ.

1) A se vedea nota de sub textul art. 1249.

1223, 1231, 1234, 1242, 1246, 1248, 1253, 1255; L. agrară 148; Civ. Fr. 1557).

Text. fr. Art. 1557. — L'immeuble dotal peut être aliéné lorsque l'aliénation en a été permise par le contrat de mariage.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, V, p. 243, 244, 574-576;
 BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, III, 1738-1748;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 286, 309, 332;
 DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 3549 urm.; *Suppl. Contr. de mar.* 1276 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VI, 229 bis, VI;
 GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, I, 306; IV, 1942, I, 1943, 1944, 1946, 1947, 1949-1952;
 HUC, IX, 462;
 LAURENT, XXI, 28; XXII, 516, 517;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 154 urm.;
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1545 urm.;
 PONT, *Priv. et hyp.*, 453;
 RODIÈRE ET PONT, *Contrat de mariage*, I, 41; III, 1780, 1781, 1783-1785, 1787, 1792;
 TROPLONG, *Contrat de mariage*, I, 273, 275 urm.; IV, 3363, 3396 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 14 n. 1, 78 t. și n. 2, 163, 213, 328 n. 3, 348, 351, 354, 355 urm., 361 t. și n. 1, 430, 631, n. 2; (III, part. I, ed. 2-a, p. 137 nota; V, p. 123; XI, p. 83 nota, 188); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 58, 98, 99; *Observație* sub C. Galați s. II. 58 din 4 April 1903. *Curier Jud.* 46/1903; „*Consultație*”. *Curier Jud.* 48/1903; *Observație* sub. C. Apel Buc. s. I, 88 din 4 April 905. *Curier Jud.* 38/906; *Observație* sub. Trib. Carcassonne, (Aude), 11 Mai 1920. *Pand. Rom.* 1922-III-161; *Notă* sub. Cas. I, 1317 din 9 Iulie 1924. *Curier Jud.* 30/924; *Notă* sub. Trib. Froix, Ariège, 9 Sept. 1920. *Jur. Gen.* 1924 No. 1778; *Notă* sub. Trib. Epernay-Marne, 9 Mart. 1922. *Jur. Gen.* 1924 No. 1831; *Notă* sub. Trib. Louviers, Eure, 9 Oct. 921. *Jurispr. Gen.* 1925 No. 292;
 CANTACUZINO MATEI, p. 727, 731;
 CRĂCIUN EUGEN, *Notă* sub. Cas. II, 342 din 4 Iulie 1923. *Pand. Rom.* 1924-I-268;
 FILIP AUGUST, *Notă* sub. Trib. Ilfov. s. III, 1444 din 15 Dec. 1924. *Curier Jud.* 27/1925;
 IONESCU I. IOAN, *Dota sub. raportul înstrăinării*, p. 96, 182, 199;
 MAVROJANNI ALEX., *Notă*, sub. Cas. I, 2066 din 17 Nov. 1924. *Curier Jud.* 17/1924;
 NACU, I, p. 68; III, p. 86, 87, 88;
 PALLADE T. G., *Notă* sub. Trib. Teleorman s. I, 217 din 10 Nov. 1921. *Jurispr. Gen.* 6/924 No. 357;
 PLASTARA GEORGE, *Notă* sub. Cas. I, 572 din 4 April 924. *Pand. Rom.* 1925-I-15;
 RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. Cas. I, 539 din 6 Oct. 915. *Dreptul* 78/1915.

INDEX ALFABETIC

Alienabilitate 6, 7, 8, 9,
 14.
 Anulare, a se vedea „Nu-
 litate”.
 Autorizația justiției 14.
 Autorizația soțului 12, 13.
 Bani dotali 8.
 Bărbat 1, 2, 4, 6, 8, 12, 13.
 Clauză de întrebuintare
 și reintrebuintare 1, 3,
 5, 7, 8, 9.
 Confirmare 13.
 Consemnare 1, 6.
 Contract dotal 15.
 Creanță 8.
 Cumpărător, a se vedea
 „Vânzare-cumpărare”.
 Daune-interese 3, 7.
 Deces 13.
 Dota imobiliară, a se ve-
 dea „Imobil dotal”.
 Estim. țineu 4, 6, 13.
 Facultatea de a înstrăina,
 cuprinde și ipoteca 10.
 Facultatea de a vinde nu
 cuprinde și ipoteca 2, 11.
 Femeie 2-9, 12, 13.

Imobil dotal 1-15.
 Imutabilitate 2, 11.
 Inalienabilitate 3, 4.
 Imbogățire pe nedrept 7,
 13.
 Indivizibilitate 1.
 Inscripție ipotecară, a se
 vedea „Ipotecă”.
 Insuăinare, a se vedea
 „Vânzare-cumpărare”.
 Intrebuintare, clauză 1, 3,
 5, 7, 8, 9.
 Ipotecă 2, 10, 11, 13.
 Licitație 5, 15.
 Mandat 2, 4, 13.
 Minor 4, 15.
 Moștenitori 9.
 Nulitate 5, 6, 7, 9.
 Ordine publică 9.
 Păduri 5.
 Parafernală avere 7.
 Preț 1.
 Prețuire 4, 6, 13.
 Proprietate 4, 13.
 Ratificare 13.
 Reintrebuintare, clauză 1,
 3, 5, 7, 8, 9.

Renunțare 13.
 Restituire 7, 13.
 Revendicare 8.
 Soț, a se vedea „Bărbat”.
 Soție 2-9, 12, 13.
 Succesori 9.
 Terț achizitor 8.
 Vânzare-cumpărare 1-15.

Jurisprudență.

1. **Facultatea dată bărbatului în contractul de căsătorie de a vinde un imobil dotal cu îndatorire de a cumpăra altul în loc, sunt două clauze indivizibile; deci nu se poate aproba cea dintâiu fără a se îndeplini cea de a doua, de a se cumpăra un alt imobil în locul imobilului dotal vândut. Îndeplinirea acestor condițiuni cade în responsabilitatea cumpărătorului care urmează a consemna prețul imobilului dotal cumpărat spre efectuarea celei de a doua condițiuni, (Cas. I, 417, Dec. 7/77, B. p. 348).**

2. **Deși în dreptul comun, cel ce e capabil a vinde e capabil și a ipoteca,**

în virtutea principiului că cine poate mai mult poate mai puțin, dar dacă această capacitate o are acela care e proprietarul unui imobil care poate dispune într'un mod absolut de el, ea nu există la acela care nu este de cât mandatarul aceluiași proprietar. Or, femeia acordând soțului, prin contractul de căsătorie, capacitatea de a aliena imobilul dotal, el a devenit mandatarul său și ca atare nu poate trece peste limitele mandatului ce a primit. Apoi legiuitorul prin regimul dotal are de scop conservarea imobilelor dotale, garantând cu modul acesta pe femeie contra autorității maritale și slăbiciunii sexului său, a prohibit într'un mod expres, prin art. 1248, atât alienarea cât și ipotecarea imobilului dotal, de unde rezultă până la evidentă că el nu a voit să confunde aceste două puteri ei din contra a le ține cu totul distincte, crezând că femeia mai lesne va putea fi înduplecată să consimtă la constituirea unei ipotece care pare mai puțin gravă, prezentând un pericol mai depărtat, dar mai ruinător în realitate, de cât la alienațiune ale cărei efecte sunt actuale și imediate, și care mai facil ar deștepta-o pentru a-și putea da compt de faptul său. Legea proibind dar atât dreptul de a aliena cât și acela de a ipoteca e clar că dacă derogatiunea introdusă de soți prin contractul de căsătorie nu vorbește de cât numai de alienațiune, atunci dreptul de a ipoteca rămâne sub proibițiunea legii, și ca atare ea nu poate fi constituită. Și chiar de am presupune că legea ar fi atât de pozitivă în ceea ce privește specificarea acestor proibițiuni, totuși cuvântul înstrăinare nu ar conține pe acela de a ipoteca, în virtutea principiului că excepțiunile la principiile generale nu pot avea de cât o strictă interpretare. Nici faptul că femeia a consimțit la o atare ipotecă nu poate fi luat în considerațiune, de oarece ea nu poate da într'un mod valabil a-cest consimțământ, căci el tinde a modifica contractul de căsătorie, ceea ce e imposibil a se face în timpul căsătoriei. (Trib. Ilfov, I, 693/Nov. 1/79, Dreptul 47/79).

3. Cumpărătorul la cumpăratoarea unui imobil dotal trebuie să aibă în vedere condițiunea expresă din foaia de zestre prin care se permite vânzarea imobilului dotal cu condițiune de a se cumpăra un alt imobil. Această obligațiune de a se îndeplini condițiunea din actul dotal privește pe cumpărător, ca soția să găsească averea sa dotală tot într'un imobil care devine inalienabil. El neîndeplinind condițiunea din actul dotal, vânzarea făcută nu poate fi valabilă, căci se violează principiul inalienabilității do-

tei stipulat prin act. (Cas. I, 194/Mai 20/80, B. p. 246).

4. După art. 1252 dota imobiliară poate fi înstrăinată dacă aceasta s'a stipulat prin contractul dotal. Și dacă această clauză a fost valabilă făcută, inalienabilitatea fiind înlăturată, transmiterea bunurilor intră în dreptul comun. Or, clauza de inalienabilitate e valabilă făcută de soția minoră dacă a fost asistată de persoanele în drept a consimți la contractul de căsătorie, ceea ce rezultă din art. 1161. Astfel fiind, de și imobilul dotal, chiar prețuit nu transferă proprietatea asupra soțului, conform art. 1246, totuși dacă prin foaia dotală bărbatul este liber a vinde imobilul dotal ori când, chiar fără consimțământul soției, aceasta echivalează cu un mandat autentic valabil și opozabil adevăratului proprietar. (Apel Buc. III, 119, Mai 18/81, Dreptul 78/81).

5. Dacă prin actul dotal s'a regulat că pădurile aflate pe moștile dotale nu se pot vinde de cât prin licitațiune publică și cu clauza de întrebuintare a banilor, regulându-se și modul exploatarei pădurilor, ori ce vânzare a acestor păduri fără licitațiune publică și cu dreptul pentru cumpărător de a le exploata cum va voi, este nulă, și femeia se poate prevala de această nulitate, fără a putea fi obligată la daune-interese către cumpărător. (Apel Buc. I, 221, Nov. 24/84, Dr. 9/85).

6. Când printr'un contract matrimonial se prevede alienabilitatea fondului dotal, nu se poate anula un act consimțit de bărbat sau de ambii soți împreună, pentru motivul că actul consimțit ar constitui un act de alienație sub forma unui act de administrare, dacă acela, în favoarea căruia a fost consimțit actul, primește a-l considera ca act de înstreinare și propune a consemna suma estimată spre a respecta condițiile stipulate pentru caz de înstreinare în contractul matrimonial. (Cas. I 340/94 B. p. 1036).

7. Femeia este în drept a cere anularea înstrăinării imobilului dotal, când prin contractul de căsătorie alienarea e permisă cu clauza întrebuintării prețului eșit din vânzare, însă această din urmă condițiune nu s'a îndeplinit. În asemenea caz, femeia nu este ținută, ca garantă, căci dacă ar fi obligată la restituirea prețului ar trebui să răspundă cu averea ei parafernala și uneori ar putea chiar să piardă mai mult, dacă ar răspunde de daune-interese. Ea nu răspunde în asemenea caz decât dacă se dovedește că s'a folosit de prețul primit. (Apel Iași II, Dreptul 34/95).

8. Imobilul dotal putând fi înstreinat, când înstreinarea sa este permisă prin contractul de căsătorie, vân-

zarea unui asemenea imobil, făcută de bărbatul căruia actul dotal îi dă această facultate este valabilă făcută, și dar opozabilă soției, și cum banii dotali devin proprietate a bărbatului, dacă în foaia de zestre nu s'a prevăzut întrebuintarea banilor proveniți din vânzarea imobilului dotal, soția nu are, în acest caz, în contra soțului său decât un drept de creanță și orice drept al ei asupra imobilului vândut încetează, neputându-l revendica dela terțiul achizitor. (Cas. I, 339/900 B. p. 1147).

9. a) Cu toate că reîntrebuintarea unor bani făcută în contra stipulațiilor din actul dotal este nulă, totuși această nulitate nefiind de ordine publică, ci numai relativă, nu poate fi invocată decât de femeia măritată sau de moștenitorii ei.

b) Înstrăinarea unui imobil dotal stipulat alienabil cu clauza de reîntrebuintare este nulă dacă reîntrebuintarea nu a fost făcută. (Apel Buc. I. No. 221, 1914; Dreptul 1915, p. 82).

10. Facultatea de a înstreina imobilele dotale pe care soții și-au rezervat-o prin contractul de căsătorie cuprinde în sine implicit și rezerva dreptului de a ipotecă acele imobile, și în consecință este valabil actul prin care se constituie o ipotecă asupra imobilelor dotale, deși un asemenea drept nu este expres rezervat prin contractul de căsătorie (Apel Galați II, No. 24, 1915; Curier Jud. 84/1915, p. 685).

11. a) Regula generală din art. 1769, după care cine poate înstrăina poate și ipotecă, neavând alt scop decât acela de a determina capacitatea cerută pentru a putea ipotecă, nu și poate avea aplicațiune într-o materie specială, cum este dota, în care, în interesul conservării dotei și al protecției femeii, dreptul de a ipotecă a fost separat de acela de a înstrăina.

Astfel fiind, Curtea de apel a interpretat greșit și deci a violat art. 1248, 1252 și 1769 cod. civil, când a decis că, în sensul acestor articole, dreptul de a înstrăina imobilul dotal cuprinde virtual și dreptul de a-l ipotecă.

b) Clauza prin care se permite înstrăinarea sau ipotecarea imobilului dotal, fiind derogatorie dela regula comună a inalienabilității, este de strictă interpretare așa că o clauză formulată în acești termeni: „imobilele dotale se pot înstrăina”, nu implică că părțile și-au rezervat și dreptul

de a ipotecă, întrucât în acceptațiunea sa proprie noțiunea de înstrăinare nu cuprinde în sine și pe aceea de ipotecare. (Cas. I, No. 539, 1915; Jurispr. Rom. 39/1915, p. 610; Dreptul 1915, p. 617, Curier Jud. 84/1915 p. 683).

12. Când printr'un act dotal se admite a se înstrăina imobilul dotal, trebuie să concureze la vânzarea acestui imobil dotal atât consimțământul soțului cât și al soției. (C. Apel Buc. s. III, 212 din 1 Oct. 921 Dreptul 17/922).

13. Dacă în convențiunea matrimonială se prevede că bunul dotal imobiliar prețuit, fără însă transmitere de proprietate, se va putea vinde de viitorul sot, aceasta nu înseamnă decât că bărbatul a avut un mandat de a vinde, fără a transfera proprietatea soțului.

Când însă, soția în asistența și cu consimțământul soțului vinde imobilul dotal, soțul nu a făcut altceva decât a renunța la mandatul său în favoarea soției, iar soția și-a exercitat dreptul său de proprietară autorizată astfel în mod tacit de soțul său.

Dacă femeia pentru asigurarea sumei rezultată astfel din vânzarea imobilului dotal, ia inscripție ipotecară asupra averii soțului și în urma încheierii din viață a soțului, dânsa își ridică suma rezultată din vânzare, prin aceasta, femeia a înțeles să ratifice vânzarea căci nu trebuie ca cineva să se îmbogățească în dauna altuia și nici să reclame când i-a profitat. (Tribunalul Gorj II, sent. civilă 108 din 17 Martie 1923, Jur. Gen. 1923 No. 524).

14. Când prin contractul matrimonial al soților, se prevede că imobilul dotal se poate vinde, fără să se prevadă și formalitatea autorizării justiției, vânzarea acelui imobil este valabilă și fără o asemenea autorizare, de oarece nici legea nu cere în asemenea caz și nici soții nu au prevăzut și această condiție. (Cas. Apel Craiova s. I, 17 din 7 Februarie 1924, Bul. C. Apel 1/1924).

15. Vânzarea imobilului dotal nu are a se face prin licitație publică de cât atunci când este expres stipulată prin convențiunea matrimonială sau când soția este minoră și în cazurile prevăzute de art. 1253 cod. civil. (Trib. Ilfov s. III, 1444 din 15 Dec. 1924, Curier Jud. 27/1925).

16. A se vedea: art. 1248, nota 49; art. 1253, notele 3, 5, 8, 12, 18, 20, 60.

Art. 1253. — Imobilul dotal poate asemenea, consimțind femeia ¹⁾, a se înstrăina cu permisiunea justiției și după formele vânzărilor publice:

1) In textul francez lipsesc cuvintele: „consimțind femeia”.

1. Spre a scoate dela închisoare pe bărbat sau pe femei;
2. Spre a procură alimente familiei în cazurile prevăzute prin art. 185, 187 și 188 dela titlul despre căsătorie;
3. Spre a plăti datoriile femeii sau ale celor ce au constituit dota, când acele datorii au dată anterioară căsătoriei;
4. Spre a face reparațiuni mari neapărate pentru conservarea imobilelor dotale;
5. În fine, când acel imobil se stăpânește în indiviziune cu alții și este recunoscut că nu se poate împărți.

În caz când licitațiunea pentru cauza aici expresă ar fi provocată de o a treia persoană, în puterea art. 728, și 1388, consimțământul femeii pentru înstrăinarea imobilului dotal nu este neapărat ¹⁾.

În toate cazurile, ceea ce prisosește din prețul vânzării peste trebuințele recunoscute, va rămâneă dotal și se va întrebuiță spre cumpărare de alt imobil, de se poate. (Civ. 546, 736, 1171, 1182, 1243, 1307, 1388; L. Timbr. 20 § 9; L. agrară 148; Civ. Fr. 1558).

Text. fr. Art. 1558. — L'immeuble dotal peut encore être aliéné avec permission de justice, et aux enchères, après trois affiches,

Pour tirer de prison le mari ou la femme;

Pour fournir des aliments à la famille dans les cas prévus par les articles 203, 205 et 206, au titre *du mariage*;

Pour payer les dettes de la femme ou de ceux qui ont constitué la dot, lorsque ces dettes ont une date certaine antérieure au contrat de mariage;

Pour faire de grosses réparations indispensables pour la conservation de l'immeuble dotal;

Enfin lorsque cet immeuble se trouve indivis avec des tiers, et qu'il est reconnu impartageable.

Dans tous ces cas, l'excédent du prix de la vente au-dessus des besoins reconnus restera dotal, et il en sera fait emploi comme tel au profit de la femme.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, V, p. 540-542, 588-595, 613, 614;

BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, II, 449; III, 1587, 1589, 1680, 1703, 1708-1713, 1715-1726, 1727, I-III, 1728;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 423; ed. 1-a, III, p. 261, 266, 273, 286, 295, 296, 297, 300, 315 urm., 320 urm., 332, 334 urm.;

DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 3618 urm., 3730 urm., 3978 urm., 4043; *Suppl. Contr. de mar.*, 1303 urm., 1328 urm., 1352 urm., 1418 urm.;

DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VI, 230 bis, I, IV, X;

DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, I, p. 149; II, p. 416, 509;

GARSONNET, *Tr. de proc.*, VII, ed. 2-a, § 2747, p. 419, 420;

GLASSON, II, p. 259;

GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, II, 546; IV, 1753, 1756, 1759, 1879, 2006, 2007, 2009-2016, 2019, 2021, 2022, 2024-2027, I, 2028, 2029, 2031, 2038, 2039, 2041, 2042, 2044, 2045;

HUC, II, 188-190; IX, 122, 470, 472, 476, 478, 479, 482, 483;

LAURENT, XXI, 334; XXIII, 524, 526-528, 532, 534;

MOURLON, ed. 7-a, III, p. 158 urm.;

PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1495, 1564 urm.;

RODIÈRE ET PONT, *Contrat de mariage*, I, 620; III, 1289, 1635, 1758, 1796, 1798, 1801, 1804, 1806, 1807, 1850, 1854, 1933, 1977;

TROPLONG, *Contrat de mariage*, IV, 3441, 3446, 3488, 3493, 3495-3497, 3499.

1) Acest al doilea aliniat dela § 5, lipsește în textul francez.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII. part. I, ed. 2-a, p. 30 n. 2, 56, 185, 219, 296 n. 2, 300 n. 4, 328 n. 1, și 3, 335, 343, 370, 371, 374, 375 urm., 382 urm., 384, 387 n. 2, 389, 390-392, 396, 399 t. și n. 2, 401, 403, 405, 407-409, 410, t. și n. 2, 416, 682; (X, p. 535, 568 n. 1); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 58, 98; *Note și discuții* (Consultație dată împreună cu M. B. Cantacuzino și Gr. I. Buicliu). Dreptul 43/1903; *Observație* sub. C. Apel Craiova 47 din 18 Martie 1911. Dreptul 62/1911; *Observație* sub. Trib. Iași s. III, 7 Mai 1907. Dreptul 60/1907; *Observație* sub. C. Apel Montpellier 15 Ian. 912. Dreptul 36/1915; *Observație* sub. Trib. Iași, s. III, 82 din 18 April. 1901. C. Jud. 59/903; *Observație* sub. C. Apel Montpellier 26 Mai 905. Curier Jud. 39/906; *Notă* sub. Cas. Fr. 15 Iulie 912. Curier Jud. 22/915;
- CANTACUZINO MATEI, p. 722, 729, 733, 734, 736;
- CRĂCIUN EUGEN, *Notă* sub. Cas. II, 342 din 4 Iulie 923. Pand. Rom. 1924-I-268;
- DANIELOPOL GABRIEL DR., *Notă* sub. Trib. civil Agen 18 Aug. 919. Curier Jud. 81-82/1920;
- DIMITRESCU GRIGORE, „*Din regimul dotal*“, Dreptul 13/1910; *Observație* sub. Trib. Iași s. II, 22 Mai 1910. Dreptul 50/1910;
- FILIP AUGUST, *Nota* sub. Trib. Ilfov s. III, 1444 din 15 Dec. 1924. Curier Jud. 27/1925;
- FILITI D. IOAN, „*O interesantă decizie*“, Pagini Juridice 5/1907;
- IONESCU I. IOAN, *Nota sub raportul înstrăinării*, p. 32, 41, 46, 73, 77, 83, 88, 93 urm., 112, 127 urm., 168, 173, 182, 185, 187 urm., 200, 216, 243, 286, 303;
- MANOLESCU N. EM. RADU, *Nota* sub. Trib. Buzău s. II, Jurnal 7110 din 30 Iunie 1925, Jur. Gen. 1925 No. 1352;
- MAVROJANNI ALEX., *Notă* sub. Cas. I, 2066, din 17 Nov. 1924. Curier Jud. 17/1925;
- NACU, I, p. 68; II, p. 149; III, p. 92 urm.;
- PHEREKYDE GRIGORE, *Notă* sub. Cas. I, 572 din 4 April. 1924. Pand. Rom. 1924-I-197;
- PLĂSTARA GEORGE, *Notă* sub. Cas. I, 572 din 4 April 1924. Pand. Rom. 1925-I-15;
- POLICHRON DEM., *Notă* sub. C. Apel Craiova 218 din 10 Oct. 924. Pand. Rom. 1924-II-257;
- RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. Cas. Fr., 18 Iulie 1911. Dreptul 65/1912; *Observație* sub. Trib. Tutova din 7 Mai 1913. Dreptul 56/1913; *Observație* sub. C. Apel. Montpellier 18 Ian. 1912. Dreptul 59/913;
- SCRIBAN ȘTEFAN, „*Formele vânzărilor voluntare prin justiție*“ Curier Jud. 1/920.

INDEX ALFABETIC

- | | | | |
|--|---|--|---|
| Act autentic 40. | Datorii anterioare 40, 19, 23, 52, 56, 57, 58. | tului sau prețului, a se vedea „Preț“. | Proprietate 30, 42 |
| Agrară lege 61. | Datorii din timpul căsătoriei 36, 56. | Ipotecă 1, 3-9, 12, 14, 15, 17, 18, 20, 23, 26, 29-33, 37, 33, 40, 42, 43, 48, 49, 51, 59, 62. | Proprietate nuda 57. |
| Alimente 2, 4, 7, 9, 14, 15, 16, 29, 31, 32, 48. | Debitor 6. | Ipotecă legală 41. | Regim dotal 3, 5, 6, 22. |
| Anulare, a se vedea „Nulitate“. | Despăgubiri 28, 34. | Lege agrară 61. | Rentă 11. |
| Aprecieri suverană 19, 29. | Divorț 10. | Licitație 24, 27, 60. | Reparații 26, 29, 37, 46, 47, 55, 62. |
| Autoritate de lucru judecat 38. | Dol 7, 17. | Limitativă enumerare 62. | Retroactivitate 21, 24, 44. |
| Autorizația justiției 4, 6, 7, 10, 13, 14, 15, 17, 18, 26, 29, 33, 37, 39, 40, 41, 46, 49, 51, 53, 59, 61. | Donație 28. | Lucru judecat 38. | Revendicare 38. |
| Autorizația soțului 4, 13, 30. | Dotă imobiliară, a se vedea „Imobile dotale“. | Medicamente, a se vedea „Boală“. | Roman drept 8. |
| Bărbat 3, 4, 10, 12, 23, 26, 28, 30, 34, 50, 54 bis. | Dotă mobilară 46. | Minor 34, 60, 61. | Rurale bonuri 11. |
| Bezman 44. | Dotală avere 1-61. | Mobilară dotă 46. | Sănătate, a se vedea „Boală“. |
| Boală 2, 4, 16, 30, 31, 48. | Dotal regim, a se vedea „Regim dotal“. | Neretroativitate, a se vedea „Retroactivitate“. | Simulație 7, 14, 17. |
| Bonuri rurale 11. | Drept Roman 8. | Nudă proprietate 57. | Soț, a se vedea „Bărbat“. |
| Bunuri viitoare 50, 52. | Educația copiilor 4, 6, 7, 15. | Nulitate 7, 10, 14, 17, 25, 27, 33, 37, 41. | Soție, a se vedea „Femeie“. |
| Calimach Cod 44. | Embatic 44. | Ordine publică 33, 54 bis. | Studiile copiilor 4, 6, 7, 15. |
| Caragea Cod 24. | Enumerare limitativă 62. | Partaj 53. | Subrogație 22, 54. |
| Casa de depuneri 6. | Froare 7. | Plus-valută 28, 34. | Successiune 50, 53. |
| Căutarea sănătății, a se vedea „Boală“. | Evicțiune 27. | Poprire 30, 50. | Supraveghierea întrebuințării, a se vedea „Preț“. |
| Cesiune de rang ipotecar 41. | Excepțiuni 1, 5, 35, 39, 59. | Preț 1, 6, 9, 10, 11, 22, 23, 25, 32, 33, 35, 41, 43, 45, 48, 54. | Suverană apreciere 19, 29. |
| Chestiune de fapt 19, 29. | Expropriere 54, 61. | Prisosul din prețul vânzării, a se vedea „Preț“. | Urmărire silită 13, 30, 36, 38, 56, 57, 58. |
| Compensare 34. | Familie 2, 4, 16, 49. | | Uzufruct 50. |
| Competență 13, 33, 39. | Femeie dotală 1, 3, 4, 6, 7, 8, 10, 12, 18, 20, 22, 23, 26, 29, 30, 34, 38, 41, 42, 48, 50, 52, 61. | | Vânzare-cumpărare 1-61. |
| Comerț 41. | Fraudă, a se vedea „Dol“. | | Vânzare publică 24, 27, 60. |
| Condiție ilicită 54 bis. | Illicită clauză 54 bis. | | Venituri dotale 36, 49. |
| Consemnarea prețului 6. | Imobile dotale 1-62. | | |
| Construcții noi 37, 45. | Improprietăre 61. | | |
| Contract dotal 60. | Imprumut, a se vedea „Ipotecă“. | | |
| Copii 4, 6, 34. | Imuabilitate 5, 22. | | |
| Creață dotală 34. | Imbogățire pe nedrept 28. | | |
| Credit Funciar 52. | Imbuințări făcute pe imobilul dotal 28, 34. | | |
| Creditor 6, 13, 14, 25, 30, 41, 43, 50, 51, 56, 57, 58. | Inalienabilitate 1, 5, 6, 46, 53, 54 bis, 57, 59, 61. | | |
| Cumpărător, a se vedea „Preț“, „Vânzare-cumpărare“. | Indiviziune 53. | | |
| Dată certă 52. | Instrăinare, a se vedea „Vânzare-cumpărare“. | | |
| | Intrebuințarea imprumu- | | |

Jurisprudență.

1. Art. 1248 prohibă înstrăinarea imobilelor dotale, iar prin textele de lege următoare legiuitorul a autorizat înstrăinarea ziselor imobile în cazurile de excepțiune anume arătate. Acele cazuri sunt relative numai la înstrăinarea imobilelor dotale și nici cum la ipotecarea lor, și este de principiu că excepțiunile trebuiesc a fi restrânse la cazurile specialmente determinate

de lege. Cuvintele chiar *înstrăină* și *ipoteca* nefiind cât de puțin sinonime, au și efecte deosebite, căci femeia care voește a ipoteca imobilul său dotal își manifestă intențiunea de a nu se desface de el, ci de a-l conserva. În fine, art. 1253 departe de a prezintă ideea că conține în termenii săi facultatea de a ipoteca ca și aceea de a înstrăina, explică din potrivă, în dispozițiunea sa finală care este spiritul legii, căci ocupându-se de cazurile de înstrăinare, arată că ceea ce prisosește din prețul vânzării se va întrebuiță spre cumpărare de alte imobile. (Apel Buc. II, Ian. 23/74, Dreptul 3/75).

2. Art. 1253 al. II permite înstrăinarea imobilului dotal pentru a procura alimente familiei, și cum cuvântul *alimente* are un sens larg, el cuprinde și remediile necesari familiei în caz de boală. (Apel Buc. III Dec. 22/75, Dr. 18/76).

3. Legiuitorul, prin regimul dotal, are de scop conservarea imobilelor dotale, garantând cu modul acesta pe femeie contra autorității maritale și a slăbiciunii sexului său, a prohibit într'un mod expres prin art. 1248, atât alienarea cât și ipotecarea imobilului dotal de unde rezultă până la evidentă că el nu a voit să confunde aceste două puteri, și din contră a le ține cu totul distincte, crezând că femeia mai lesne va putea fi înduplecată să consimtă la constituirea unei ipoteci, care pare mai puțin gravă, prezentând un pericol mai depărtat, dar mai ruinos în realitate, de cât la alienațiune ale cărei efecte sunt actuale și imediate și care mai facil ar deștepta-o pentru ași putea da cômpt de faptul său. (Trib. Ilfov, I, 686, Nov. 1/79, Dreptul 47/79).

4. Ipoteca este o cale indirectă de expropriere a imobilului ipotecat. Or, după art. 1253 femeia poate să înstrăineze, și deci să ipoteceze, averea sa dotală pentru a procura alimente familiei sale conform art. 185 și 1253 al. II, adică spre a procura tot ceea ce este necesar pentru copii în caz de sănătate și maladie precum și pentru a procura educațiunea copiilor, sarcini cari intră în obligațiunile ce contractează căsătorii din momentul uniunii lor conjugale. Dacă dar ipoteca făcută de femeie pentru întreținerea copiilor, iar nu pentru căpătuirea lor, s'a făcut fără autorizarea justiției, ci numai cu a soțului, actul de ipotecă urmează a se anula pentru viciu de formă. (Apel Buc. II 154, Ian. 21/78, Dreptul 39/79).

5. Teoria dedusă din termenii art. 1253, că tribunalul nu poate încuviința ipotecă, ci numai înstrăinarea imobilului dotal, este nefundată pentru că la regula generală a inalienabilității fondului dotal prescrisă de art. 1248,

se prevede chiar în acest articol mai multe excepțiuni. Expresiunile art. 1248 învederează că, în cazurile excepționale ale art. 1253 imobilul dotal se poate înstrăina sau ipoteca. Dacă, în ipoteza art. 1252, facultatea de înstrăinarea stipulată prin contractul de căsătorie nu implică pe aceea de a ipoteca, cauza e că nu se poate permite schimbarea convențiilor matrimoniale în timpul căsătoriei. În cazul art. 1253 din faptul adoptării regimului dotal de către soți, imobilul dotal e inalienabil, dar legiuitorul, pentru a nu întoarce măsura salutară a inalienabilității în contra soților pe care a voit a-i proteja, a permis înstrăinarea tocmai spre a veni în ajutorul susținerii sarcinilor căsătoriei. Dacă acestea au fost motivele puternice care au determinat pe legiuitor ca, în aceste cazuri, să sacrifice principiul inalienabilității, apoi nu ar fi fost nici un cuvânt serios ca în aceleași ipoteze excepționale să fi refuzat ipotecarea imobilului dotal. Acest refuz ar fi contrazis principiul pus în art. 1769, după care capacitatea de a ipoteca se măsoară după capacitatea de a înstrăina. Prin urmare dacă în cazurile art. 1253 se permite soților înstrăinarea *a fortiori* trebuie a li se da voie să ipoteceze. Regimul dotal fiind un regim de conservațiune, în sistemul opus am ajunge la rezultate diametral opuse. În adevăr, ar fi straniu a se respinge cererea soților de a li se permite ipotecarea imobilului dotal pentru o minimă parte în raport cu valoarea imobilului, conservând cu chipul acesta fondul dotal, dar să se îngăduiască soții a vinde nemiscătorul în contra interesului lor manifest de a-l păstra. (Apel Buc. III, 143, Mai 14/84, Dreptul 63/84).

6. Din combinarea art. 1248 cu art. 1253, precum și din economia legii relativă la regimul dotal, reese că banii luați din împrumutul făcut de femeie, ipotecându-și imobilul dotal, caută neapărat a se întrebuița la destinațiunea pentru care s'a autorizat femeia dotală ași ipoteca sau a vinde imobilul dotal și numai atunci creditorul sau cumpărătorul e liberat de orice răspundere, căci de s'ar admite teoria contrarie, inalienabilitatea imobilelor dotale ar deveni cu totul iluzorie, de oarece soții în colusiune ar cere autorizația tribunalului pentru vre-unul din cazurile prevăzute de art. 1250 și 1253, iar banii proveniți din vânzarea sau ipotecarea imobilului dotal iar întrebuița după voința lor. Deci dacă împrumutul s'a făcut pentru a servi la studiile fiului în străinătate, pe baza art. 1253 No. 2, creditorul, de și nu e obligat a supraveghia cu deamănuntul întrebuițarea banilor împru-

mutați, totuși el armează neapărat a depune suma la casa de depuneri cu condițiune a se libera banii spre a se întrebuința conform destinațiunei lor. Dacă creditorul a liberat banii în mâna debitorului său, fără să ia cea mai mică precauțiune, nu are drept a pretinde a i se înapoia de cât suma care s'a întrebuințat pentru studiile copilului. (Apel Buc. III, 30, Februarie 11/84, Dreptul 37/84).

7. Legea, prin art. 1253, permițând înstrăinarea și ipotecarea fondului dotal, cu destinațiune bine determinată, chiar dacă soții n'ar fi avut nevoie de înstrăinare sau ipotecă pentru procurarea alimentelor, dacă adică tribunalul autorizând înstrăinarea ar fi fost victima unei erori de fapt, totuși femeia împrumutată nu poate critica actul din acest punct de vedere fiindcă nu cumpărătorul sau împrumutătorul trebuie să verifice și să constate lipsa de mijloace a soților. ci justiția la hotărîrea căreia s'a raportat. Prin urmare, cererea femeii de a se anulă actul de ipotecă pe motiv că dânsa, cu ocaziunea împrumutului, a indus tribunalul în eroare, făcându-l să creadă, prin mijlocul probelor meșteșugite ce însăși a produs, că suma îi era necesară pentru alimente și educațiunea copiilor, pe când în fapt venitul proprietății sale și starea prosperă a daraverilor soțului îi permiteau a întâmpina toate cheltuielile indicate, fără a recurge la resurse extraordinare este inadmisibilă, căci se reclamă de la justiție, pe care a înșelat-o sancționarea dolului, a relei credințe și spoliarea împrumutătorului care nu are nimic a-și imputa. (Apel Buc. III, 118, Mai 14/84, Dreptul 63/84).

8. Nu se poate susține serios că ipoteca fiind o înstrăinare depărtată, nu deșteaptă pe femeie ca o înstrăinare imediată și de aceea legiuitorul va fi oprit-o. Aceasta se putea susține sub imperiul legii Julia la Romani, care prevedea cazul, iar nu sub imperiul codului nostru care nu numai că nu face mențiune de dânsa, dar prin art. 1248 zice că nici bărbatul, nici femeia nu pot înstrăina nici ipoteca imobilul dotal, afară de cazurile prevăzute de art. 1250 și urm.; de unde rezultă că ipotecarea e permisă în cazurile unde e permisă vânzarea. (Apel Buc. III, 30 Febr. 11/84 Dreptul 37/84).

9. Cel ce cumpără un imobil dotal sau împrumutătorul asupra-i, pentru a fi la adăpostul răspunderii sale, este ținut a supraveghia dacă sumele rezultate din vreuna din aceste operațiuni se întrebuințează la destinațiunea lor. Prin forța lucrurilor însă o asemenea răspundere nu poate să existe în ipotecă când soții au fost autorizați

a vinde sau ipoteca vre un imobil dotal pentru a-și procura alimente sau chiar a-și cumpără lucruri mișcătoare ce se plătesc îndată. (Apel Buc. I, Apr. 26/90, Dreptul 40/90; Cas. I, 316, Oct. 2/84 B. p. 765).

10. Odată ce o femeie a fost autorizată de justiție în limitele art. 1253 a dispune de parte din averea sa dotală, dânsa nu mai poate veni să atace consecințele acelei autorizări. Aceasta ar fi contrariul intereselor ei, fiind că nici odată tertiile persoane n'ar mai veni să trateze cu o femeie măritată în cazurile prevăzute de art. 1253 din cauza posibilității unei anulări ulterioare a contractului lor. Astfel, soția după despărțenie, nu poate cere de la fostul său soț, suma de bani ce tribunalul i-a permis a ridica, în virtutea art. 1253, pentru a plăti niște datorii anterioare, pe motiv că plata acelor datorii a fost numai un pretext și că banii i-a întrebuințat în alte cheltuieli. Și nu se poate susține că fostul soț mai e obligat a proba acum în urmă veracitatea celor conținute în jurnalul tribunalului prin care s'a acordat ridicarea banilor dotali și că ar fi obligat sau ca uzurfructuar, sau ca mandatar sau ca *negotiorum gestor* de a da compt soției sale de întrebuințarea banilor, de oarece ar fi a pune în suspiciune dispozițiunile conținute într'un act autentic care constată existența datoriilor anterioare căsătoriei, pe cari de sigur că tribunalul le-a examinat înainte de a acordă permisiunea cerută de soți. Apoi, soțul neputând prevedea dizoluțiunea căsătoriei prin divorț, nu s'a gândit a păstra actele de creanță plătite, dacă el le-a plătit, și ar fi a-l supune azi a face o probă imposibilă de plată. (Apel Buc. II, 95, Apr. 27/85, Dreptul 50/85).

11. Din momentul ce e constant că bonurile rurale nu reprezintă o porțiune din imobilul dotal ce s'a înstrăinat, și o rentă ca atare nu poate fi vorba de întrebuințarea capitalului, de oarece dispozițiunile art. 1251 c. civil nu se aplică de cât pentru banii proveniți din înstrăinarea unui imobil dotal. (Cas. I, 144, Aprilie 26/85, B. p. 268).

12. După art. 1769, cine poate înstrăina un imobil îl poate și ipotecă. Or, după art. 1248 nici bărbatul nici femeia, nici amândouă împreună nu pot în timpul căsătoriei a înstrăina nici a ipotecă imobilul dotal, afară de cazurile prevăzute de art. 1249—1254; dar art. 1253 fiind cuprins în acest articol, de aci rezultă evident putința și de a-l ipoteca. (Cas. I 131/Aprilie 12/85, B. p. 238).

13. Autorizațiunea soțului sau a justiției, prevăzută de art. 1253 se cere numai când femeia vinde, iar nu și

când creditorii cer punerea în vânzare în virtutea unui titlu executor, în care caz nu e nevoie pentru întreprinderea actelor de urmărire de o altă autorizațiune. (Cas. I, 223/Iunie 7/85, B. p. 496).

14. În privința efectului unei alienațiuni a bunurilor dotale acordate de justiție, trebuie a distinge între cauzele pentru cari alienațiunea poate fi atacată. Dacă ea a fost acordată pentru fapte în privința cărora legea permite alienarea și dacă toate formalitățile necesare au fost îndeplinite, atunci ori ce alegațiune cum că cauza a fost simulată și că astfel faptul care a servit de bază autorizațiunii n'a fost adevărat, nu poate fi admisibilă. În adevăr cumpărătorul sau creditorul ipotecar nefiind în general în măsură a verifica el însuși faptele arătate, trebuie a crede că ele au fost verificate de tribunal, înainte de a fi admise; iar credința publică ar fi înșelată dacă s'ar putea în urmă discuta exactitatea acestor fapte. Dacă însă vânzarea este atacată sau pentru că faptele asupra cărora tribunalul s'a fundat pentru a da autorizațiunea: nu erau din cele prevăzute de lege, sau pentru că oare cari formalități substantiale au fost neglijate, atunci cumpărătorul sau creditorul ipotecar, cari au putut, examinând actele, să cunoască viciul achizițiunii sale, nu poate trage din autorizațiunea justiției un fine de neprimire contra acțiunii femeii. — Astfel fiind, femeia nu poate cere nulitatea ipotecei imobilului dotal, pe motiv că cauza pentru care a fost autorizată a ipoteca imobilului dotal, și anume procurarea de alimente necesare existenței familiei, a fost simulată. (Trib. Ilfov, II, 254/Dec. 5/88, Dreptul 8/89).

15. Legea nu prevede care este tribunalul competent de a acorda autorizațiunea pentru alienarea imobilului dotal. Inșă s'a admis că în drept este tribunalul domiciliului conjugal, pentru că în general el este în măsură de a cunoaște mai bine pozițiunea soților și utilitatea alienațiunii cerute. Inșă, în caz când soții n'au un domiciliu sau o reședință stabilă, urmează că numai tribunalul situațiunii imobilului dotal este competent de a statua asupra cererei de autorizațiune pentru alienarea acestui imobil, pentru că el este în măsură mai mult de cât ori care a aprecia, după valoarea acestui imobil dacă soții sunt în condițiunile cerute de lege pentru a înstrăina sau ipoteca acest imobil. (Trib. Ilfov, II, 254, Dec. 5/88, Dreptul 8/89).

16. Dacă pentru alimentele ce trebuie să se procure familiei sau soților, spre a și asigura existența, legiuitorul permite înstrăinarea imobilului dotal,

a fortiori trebuie să se încuviințeze o asemenea cerere pentru a asigura ce are mai prețios fiecare din soți, sănătatea când e sdruncinată în așa grad că o căutare serioasă e indispensabilă. Dacă legiuitorul nu a prevăzut anume și acest motiv pentru înstrăinarea imobilului dotal căutarea sănătății unui din soți, cauza e și a statuat, de *ex quo plerumque fit* și a lăsat la aprecierea judecătorului ori ce caz analog cu procurarea de alimente. (Trib. Gorj, Ian. 23/89, Dreptul 14/89).

17. Odată încuviințată de justiție autorizarea de înstrăinare sau ipotecare a unui imobil dotal pentru unul din cazurile prevăzute de lege, nu se mai poate cere anularea lor sub cuvânt că motivele propuse pentru încuviințarea dată a fost plăsmuite în vedere de a obține o asemenea autorizare, căci pe de o parte ar fi a frustra chiar pe cei ce n'au participat la vre-o fraudă ce se invoacă că s'ar fi întrebuintat, iar pe de alta a lipsi de credit pe sotia dotală ce s'ar afla într'o reală necesitate de a înstrăina sau ipoteca. (Apel Buc. I, Aprilie 26/90, Dreptul 40/90).

18. Din art. 1248, 1253 și 1769 rezultă că imobilul dotal se poate, consimțind femeia, a se înstrăina și prin urmare a se și ipoteca cu autorizațiunea justiției în cazurile prevăzute de art. 1253. Și autorizațiunea specială de a se înstrăina imobilul dotal implică în sine și autorizațiunea specială de a se ipoteca pentru că cine are capacitatea de a înstrăina un imobil poate a l și ipoteca. (Apel Craiova, II, 106, Nov. 20/89, Dreptul 11/90).

19. Chestiunea de a se ști dacă datoriile sunt sau nu anterioare căsătoriei, fiind o chestiune de fapt, și judecata decizând că ele n'ar intra în previziunile art. 1253, întru cât nu ar fi anterioare căsătoriei, aceasta a făcut-o după aprecierea suverană ce are. (Cas. I, 341/Oct. 12/90, B. p. 1115).

20. După art. 1248, femeia fiind incapabilă de a înstrăina sau a ipoteca imobilul dotal de cât pentru anume cazuri prevăzute de art. 1249—1254 îndată ce dânsa a obținut capacitatea de a l vinde, prin aceasta conform art. 1769 dobândește capacitatea și de a l ipoteca. (Cas. I, 233/Iun. 1/90, B. p. 733).

21. Dacă formele pentru a obține autorizația vânzării, ca forme de procedură, au a fi acelea ale legii în vigoare când se cere vânzarea, inșă cazurile pentru care se poate cere vânzarea imobilului nu se pot regula de cât prin legea sub care s'a făcut actul dotal. (Cas. I, 316/Sept. 25/90, B. p. 1006).

22. Art. 1234 stabilește, ca principiu, că nu este dotal de cât aceea ce femeia își constituie sau ceea ce i se

dă prin contractul de căsătorie, și ca consecință a acestui principiu art. 1236 prevede că dota nu poate fi constituită nici adăogită în timpul căsătoriei. La acest principiu se aduce oare cari restricțiuni și modificatiuni cari rezultă din subrogațiunea reală, prevăzută de art. 1247 și 1253. Or, art. 1253, permitând alienațiunea imobilului dotal în cazurile ce el specifică, prevede că prisosul din prețul vânzării peste trebuințele recunoscute, va rămâne dotal și se va întrebuința spre cumpărare de alt imobil, de se va putea. Astfel fiind, femeea care pierde prin alienațiune, un imobil dotal, devine proprietară dotală, prin efectul legii, asupra imobilului dobândit prin întrebuințarea banilor proveniți din acest imobil dotal. Și de și legea nu reglementează acest drept, însă în vedere că subrogațiunile de bunuri sunt de drept strict, și în vedere că din principiele regimului dotal reiese că unui imobil nu i se poate imprima caracterul dotalității de cât când aceasta este anume prevăzută în act, și când terții sunt încuviințați despre aceasta, rezultă că pentru ca întrebuințarea excedentului sus arătat să producă efectele prevăzute de lege trebuie ca în acest act să se declare anume aceasta, și ca cumpărătoarea să se facă pe numele femeii. (Apel Buc. IV, 13, Ian. 21/91, Dreptul 18/91).

23. Autorizațiunea de a se împrumuta nu impune creditorului împrumutător sarcina de a supraveghia întrebuințarea banilor, ci pur și simplu să-i numere soției și soțului său. Soția câtă a dovedi că cu banii împrumutați nu s'au plătit împrumuturile anterioare ce grevau imobilul său dotal. (Cas. I, 4/Ian. 19/92, B. p. 9).

24. Legea veche nu cerea ca vânzarea unui imobil dotal considerat ca netrebnic să fie făcută sub forma vânzărilor publice; și dacă după art. 1253 c. civil imobilul dotal are a se vinde cu formele vânzărilor publice, aceasta în cazurile prevăzute de art. 1253, nu se poate zice că, în general, orice imobil dotal sub codul civil nu se mai poate vinde de cât cu observarea formelor vânzărilor publice, fiindcă art. 1253 nu prescrie aceasta de cât pentru imobilele dotale constituite sub noul cod civil ca o condiție pentru validitatea vânzării. Astfel vânzarea cu observarea formelor publicității, în cât privește imobilele dotale, nu este chestiune de procedură și de drept material, aplicabilă numai la imobilele dotale constituite sub noul cod civil. A susține că formele pentru vânzări publice să se aplice și atunci când ar fi vorba de vânzarea unui imobil constituit dotal sub legiuirea Caragea ar fi a cere o formă necerută ca condiție de

legiuirea Caragea pentru contractul de căsătorie și, prin asemenea contract, ar fi a adăuga la condițiile esențiale ale contractului de căsătorie, așa precum l'a conceput și formulat codul Caragea, o condițiune care nu este preserisă, ar fi a da dispozițiunilor noului cod civil efect retroactiv, ceea ce nu se poate. (Cas. I, 214/Iunie 14/93, B. p. 570).

25. Neîntrebuințarea la destinație a banilor obținuți în conformitate cu art. 1253 nu expune pe cumpărătorul sau pe creditorul ipotecar de bună credință al imobilului dotal la anularea actelor sale, căci legea nu le impune obligația de a supraveghia întrebuințarea. (Cas. II, 30/96, B. p. 335).

26. Subrogațiunea convențională făcută de debitorul unei datorii contractate pentru reparațiunile necesare imobilelor dotale și garantată prin ipotecarea acestor imobile conservă noului împrumut cu ipotecarea aceluiași bunuri dotale cauza primului împrumut, adică reparațiunile necesare pentru conservarea averii dotale. Pentru înstrăinările și ipotecile făcute în baza acestui art. al. IV, autorizarea justiției trebuie a fi dată femeii și dacă se autoriză posterior și special și soțul, prin aceasta nu se vitiază prima autorizare a femeii dată de justiție. (Trib. Brăila, Dreptul 70/97).

27. Cumpărătorul nu poate invoca temerea de evicțiune bazată pe cumpărarea unui imobil dotal fără licitațiune publică, căci prin aceasta ar invoca incapacitatea vânzătorului adică a unei persoane incapabile ceea ce este interzis de art. 952 Codul civil, cu atât mai mult cu cât în cunoștință de cauză n'a îndeplinit formalitatea. (Apel Iași I, C. Jud. 17/99).

28. Dacă bărbatul a făcut îmbunătățiri pentru perpetua utilitate a fondului dotal este în drept a cere a fi despăgubit până la concurența plusvalutei create aceluiași imobil, căci nimeni nu se poate îmbogăți în paguba averii altuia și nu se poate prezuma că bărbatul, făcând acele îmbunătățiri, a voit să facă o donațiune femeii. (Apel Buc. II, Dreptul 78/900)

29. Imobilul dotal poate, consimțind femeea, să fie înstreinat, cu permisiunea justiției și după formele vânzărilor publice pentru a se procura alimente soților și pentru reparațiunile necesare la conservarea imobilului dotal. Constatarea că un împrumut făcut asupra unui imobil dotal, pentru care s'a și vândut, a fost făcut pentru a se procura alimente soților și a se repara acel imobil, este o constatare eminentă de fapt de atributul suveran al judecătorilor fondului. (Cas. I, 46/901 B. p. 78).

30. Dacă din clauzele contractului de împrumut făcut cu Creditul și din actul de realizare rezultă că bărbatul a înțeles a lua parte personal, iar nu numai ca soț pentru a autoriza pe femeea sa, împrumutul urmează a fi considerat ca făcut de ambii soți personal, astfel încât fiecare din ei a-vând dreptul la jumătate din suma împrumutată partea soțului poate fi urmărită și poprită de creditorii săi personali. Prin urmare, în asemenea caz jumătate din suma împrumutată aparținând bărbatului care contractase personal, este inutil a se mai cerceta dacă imobilul ipotecat era proprietatea exclusivă a femeii, fiindcă numai cealaltă jumătate ar putea fi considerată ca avere dotală și întrebuințată pentru căutarea sănătății conform autorizării tribunalului. (Apel Buc. III, Dreptul 82/901).

31. Dispozițiile art. 1253 Cod civil nu sunt de o strictă interpretare, astfel că dacă legea permite înstreinarea și prin urmare ipotecarea, pentru procurarea alimentelor, în cazuri prevăzute, se înțelege că înstreinarea sau ipotecarea poate avea loc și pentru căutarea sănătății soților în caz de boală. (Trib. Vlașca C. Jud. 74/902).

32. Prin cuvântul „alimente“ se înțelege nu numai hrana propriu zisă, ci tot ceea ce poate asigura existența unei familii direct sau indirect, căci fără îndoială modul întrebuințării banilor luați pentru alimente va diferi după situația materială și socială a celui ce a fost autorizat a se împrumuta. (Trib. Ilfov II, Dreptul 26/903).

33. Legea nu obligă pe împrumutător să supravegheze întrebuințarea banilor; tot ceea ce cere legea, este ca ipotecarea să nu se poată face decât în anume cazuri determinate și numai cu permisia justiției. Aceste condiții fiind îndeplinite nu se poate adăoga sub sancțiunea nulității o îndatorire, pe care legea nu o pune și pe care împrumutătorul ar fi în neputintă să o îndeplinească. Legea de asemenea nu cere nicăeri ca permisia justiției pentru înstrăinarea sau ipotecarea imobilului dotal, să fie dată sub pedeapsă de nulitate de trib. domiciliului soților, astfel că poate să fie dată și de trib. situației imobilului, de altfel competența trib. domiciliului nu este prescrisă într'un interes de ordine publică și prin urmare, incompetința trib. situației se poate acoperi prin prezentarea de bună voie a tuturor părților înaintea lui și prin uzul ce fac părțile de permisia dată de acest tribunal. (Cas. I, 17/903. Bult. pag. 27).

34. Minorii copii ai bărbatului sunt în drept a cere mamei lor să-i despăgubească pentru îmbunătățirile aduse

fondului dotal de către autorul lor, care au sporit valoarea aceluia fond, însă dacă sunt doi minori și numai unul le cere, el n'are dreptul decât la jumătatea acelei plus-valute; iar mama lor este în drept a-i opune în compensațiune creanța sa dotală și plățile pe care le-a făcut pentru datoriile bărbatului. (Trib. Ilfov III, Dr. 34/1904).

35. Formula „*pretium succedit loco rei*“ nu este o regulă generală de drept, și afară de cazurile prevăzute de art. 1686, 1721, 1790, 1253 al. ultim și 1254 al. II Cod civil, legiuitorul nu mai consacră prin nici o altă dispozițiune excepțiunea că prețul unui imobil ar continua să fie un bun imobiliar. (Apel Buc. II, Dreptul 63/905).

36. În principiu, averea și veniturile dotale nu se pot urmări pentru plata datoriilor contractate de soți în timpul căsătoriei, căci altfel ar urma ca, să se poată înstrăina în mod indirect averea dotală, în afară de cazurile prevăzute de lege, sau să se întrebuințeze veniturile dotale la un alt scop decât pentru susținerea sarcinilor căsătoriei. (Cas. III, 6 Oct. 906 Bul. p. 1671).

37. Ipotecarea sau înstrăinarea unui imobil dotal este permisă numai pentru reparațiuni indispensabile fondului dotal, nu și pentru facerea de construcțiuni noi.

Prin urmare, dacă cu banii împrumutați s'au făcut clădiri noi iar nu reparațiuni după cum autorizase tribunalul având cunoștință împrumutătorul despre aceasta încă dela formarea actului de ipotecă, în asemenea caz soții sunt în drept să ceară anularea împrumutului și a înstrăinării ce a urmat. (Cas. I, 3 Dec. 1908, B. p. 2020).

38. Nu există autoritate de lucru judecat atunci când cu ocaziunea vânzării unui imobil dotal, soția a cerut scoaterea lui de sub urmărire pe motiv că nu ar fi cuprins în actul de ipotecă, iar prin acțiunea în revendicare învoacă că ipoteca n'a fost făcută în condițiunile art. 1253 din codul civil. (Cas. I, 3 Dec. 1908 B. p. 2020).

39. Autorizația cerută de art. 1253 din codul civil, când este vorba de a se înstrăina, prin excepție un imobil dotal, poate să fie dată fie de Tribunalul domiciliului soților, fie de Tribunalul situației imobilului dotal, de carece nici un text de lege nu prevede care este Tribunalul competent să dea o asemenea autorizație, iar scopul legii fiind ca autoritatea justiției să aprecieze utilitatea înstrăinării imobilului dotal, acest scop este pe deplin atins dacă autorizația s'a dat fie de unul, fie de celălalt Tribunal. (Cas. I, 27 Mai 1908, B. p. 843).

40. Art. 1253 din codul civil prevede, în mod formal, că imobilul dotal nu se poate înstrăina și deci ipoteca de cât cu permisiunea justiției și în anumite cazuri, de unde rezultă că înstrăinarea sau ipotecarea imobilului dotal fără autorizarea Tribunalului este nulă, de oarece le lipsește condiția esențială cerută de acest articol pentru validitatea lor, adică permisiunea justiției.

Astfel, față cu aceste principii atunci când împrumutul ipotecar, deși autorizat de Tribunal, este contractat însă pentru o sumă mai mare decât cea prevăzută în autorizare, în acest caz ipoteca este valabilă constituită numai pentru suma prevăzută în jurnalul de autorizare al Tribunalului și este nulă pentru suma care trece peste cea pentru care s'a obținut autorizarea. (Cas. I, 16 Nov. 1909 B. p. 1268).

41. Cesiunea de rang a ipotecii sale legale, pe care femeia o poate face în favoarea terților, atunci când se găsește în cazurile anume prevăzute de art. 1253 din codul civil, nu mai poate avea loc în cazul când creditorul a dat soțului în loc de bani marfă spre a face comerț, adică într'alt scop decât acela pentru care cesiunea de rang a fost autorizată de tribunal și, prin urmare, în atari condițiuni, cesiunea urmează a fi anulată. (Cas. I, 15 Ian. 1910, B. p. 13).

42. Dacă legiuitorul a permis, pentru cauzele arătate în art. 1253 din codul civil înstrăinarea imobilului dotal, apoi cu atât mai mult a permis și ipotecarea lui care este o măsură mai ușoară de cât înstrăinarea, căci prin ipotecă se conservă încă dreptul de proprietate al femeii asupra imobilului dotal. (Trib. Tutova 17 Mart. 1909, Dr. 15/910 p. 121).

43. Legea nu impune nici o obligațiune creditorului care împrumută bani cu ipotecă asupra imobilului dotal de a supraveghea ca banii să se întrebuințeze în scopul pentru care a fost autorizat a se face împrumutul, așa că nu se poate aduce nici o imputare de neglijență creditorului care împrumută bani, dacă n'a supravegheat întrebuințarea lor. (Trib. Tutova 17 Mart. 1909 Dr. 15/910 p. 121).

44. Cu toate că în ceea ce privește înstrăinarea locurilor luate cu bezman se aplică și sub imperiul codului civil tot dispozițiunile codului Calimach totuși atunci când un asemenea loc este constituit dotă, el nu mai poate fi înstrăinat de cât în cazurile prevăzute de art. 1253 cod civil iar nu și cele permise de art. 1643 capitolul XXXII codul Calimach de oarece aceste dispozițiuni nu pot fi aplicabile la o dotă constituită sub imperiul co-

dului civil. (Apel Buc. I, Dreptul 12/911 p. 93).

45. Dispoziția aliniatului final de sub art. 1253 codul civil care prescrie că ceea ce prisosește din prețul vânzării imobilului dotal peste trebuințele recunoscute rămâne dotal și se va întrebuința în cumpărare de alt imobil, nu se poate aplica de cât așa cum este prevăzută, iar nici de cum în alt mod și anume pentru a se face construcțiuni din nou pe un teren dotal. (Trib. Muscel, Dreptul 72/1913 p. 574).

46. Dispozițiunile art. 1253 codul civil care prin derogare dela principiul inalienabilității dotei mobiliare, încuviințează înstrăinarea imobilului dotal cu autorizația Justiției pentru facere de reparațiuni mari neapărate pentru conservarea imobilelor dotale, se aplică și când e vorba de averea dotală mobilă, de oarece este constant în drept că dota mobilă declarată inalienabilă prin actul dotal, este alienabilă în cazurile unde prin excepție înstrăinarea este permisă când e vorba de un fond dotal mobil. (Apel Buc. I, Dreptul 76/1913 p. 603).

47. Înstrăinarea aveyi dotale potrivit art. 1253 codul civil, este prescrisă nu numai când este vorba de reparațiuni materiale ci ori și când e vorba de un act de natură a conserva dota de o ruină eminentă. (Apel Buc. I, Dreptul 76/913 p. 603).

48. Deși este adevărat că cei ce contractează cu femeia dotală, în cazurile în cari legea autoriză înstrăinarea sau ipotecarea imobilului dotal sunt datori să supravegheze întrebuințarea la destinația a banilor dați femeii, totuși se admite că o asemenea îndatorire încetează atunci când este imposibilitate de fapt de a se face acest control, cum ar fi în cazul căutării sănătății și întâmpinării cheltuielilor de toată ziua. (Cas. I, 344 din 7 Mai 1913, Curier Jud. 73/913).

49. a) Din moment ce printr'un act dotal nu se prevede pentru soți facultatea de a înstrăina imobilul dotal, această nu-l pot nici înstreina și deci nici ipoteca decât numai cu autorizarea justiției și numai în cazurile anume specificate și limitate de legiuitor, și când situația soților și a familiei este de așa natură că un folos real rezultă pentru ei prin înstreinarea sau ipotecarea acestei aveyi.

b) Ori de câte ori se poate evidenția că averea dotală, prin autorizațiunea contractării unui împrumut dotal nu este periclitată, ci din contră va fi pusă în situațiune să corespundă mai bine scopului pentru care a fost afectată și perceperea veniturilor mai asigurată, tribunalele pot să dea o asemenea autorizațiune întrucât prin a-

ceasta se pune la dispoziția soților venitori mai importante cu care să facă față multiplelor îndatoriri impuse lor prin căsătorie. (Apel Buc. III, No. 140, 1914; Dreptul 1914, p. 507).

50. Atunci când femeia își constituie dotă și bunurile viitoare, succesiunea nu-i revine decât cu sarcina de a achita datoriile; la rândul lui, soțul a celei femei nu poate deveni uzufructuar decât asupra bunurilor viitoare reale rămase femeii, după deducerea datoriilor de oarece numai pe ele a comptat la contractarea căsătoriei.

Când, dar creanța care apasă o succesiune a devenit exigibilă prin moartea donatoarei și pentru realizarea ei se urmărește o avere mișcătoare rămasă moștenire, în asemenea caz nu se poate zice, precum pretinde instanța de fond, că creditorii succesiunii nu-și păstrează acțiunea lor asupra bunurilor ce provin dela defunct și că nu ar putea să le urmărească prin înființarea unei popriri. (Cas. II, decizia civilă No. 51, din 22 Febr. 1916, Jurispr. Rom. 1916, p. 294).

51. Ipotecarea și ca consecință vânzarea imobilului dotal, trebuie autorizată de tribunal chiar și atunci când se face pentru strângerea unei ipotece anterioare și pentru care se obținuse autorizarea, când se constată că actul de ipotecă, făcut cu al doilea creditor nu cuprinde declarația de subrogare prescrisă de art. 1107 codul civil. (Cas. Iasi I, 2/917 Curier Jud. 1919; Petre Popescu, Jurispr. Cas. 1917—918 No. 1).

52. Art. 1253 al. 3 codul civil autoriză înstrăinarea imobilului dotal pentru datoriile sale având data certă înainte ca bunul să fi devenit dotal; cu alte cuvinte datoriile deși născute în timpul căsătoriei au precedat însă relativ la bunul în chestiune momentul când a fost lovit de dotalitate. Și aceasta pentru motivul că imobilul nu a putut intra în patrimoniul femeii și capătă caracterul dotalității de cât cu sarcinile (datoriile) inerente lui, cari îl grevau chiar în acel moment.

Prin urmare expresiunea de „datorii anterioare“ din art. 1253 al. 3 codul civil trebuie înțeleasă în sensul de datorii anterioare nu numai contractului de căsătorie dar anterioare și epocii dotalității imobilului; ca atare în specie imobilul cumpărat de apelantă în momentul când a intrat în patrimoniul acesteia cu caracterul dotalității, în baza convenției matrimoniale prin care dânsa își constituie în dotă toate bunurile viitoare, fiind deja grevat de datorii, garantate cu privilegiul art. 1737 al. 2 codul civil și a Creditului Funciar, aceste datorii sunt anterioare în sensul art. 1253 al. 3 cod. civil. (C. Apel Buc. s. I, 51 din 16 Mart.

1920, Curier Jud. 40—41/1920 Dreptul 21/1921, Pand. Rom. 1922, III, 20).

53. Legiuitorul prin art. 1253 al. 5. a. civil cere controlul justiției pentru înstrăinarea unui imobil dotal, atunci când el se stăpânește în indiviziune cu alții și când nu se poate împărți comod în natură.

În speță, succesiunea def. R. se compune din 5 imobile, și defuncta M. T., una din comostenitoare, prin actul său dotal și-a constituit dotă partea sa indiviză în fiecare din aceste imobile, iar prin facerea partajului dânsa a renunțat la părțile ce i se cuveneau în principalele imobile primind numai două imobile mai mici, între cari un loc viran, și o sumă de bani.

Prin facerea acestui partaj voluntar, numita, ca femeie dotală, și-a însărcinat, fără nici un control al justiției, dreptul ce avea în trei imobile succesoriale, care nu se puteau comod împărți în natură după cum rezultă din descrierea lor în actul de partaj, — în atare caz, contravenindu-se dispozițiilor art. 1253 al. 5 codul civil care consacră inalienabilitatea dotei imobilire, actul de partaj voluntar este nul. (C. A. București IV, dec. 101 din 19 Martie 1923, Jur. Gen. 1923 No. 523).

54. Atunci când imobilul dotal este expropriat pentru cazul de utilitate publică, această înstrăinare forțată trebuie asimilată cu înstreinarea excepțională prev. de art. 1253 codul civil, căci are aceiași justificare și a-nume necesitatea alienării; deci banii rezultați din plata indemnizației de expropriere fiind asimilați cu prețul unei vânzări, sunt dotali, iar imobilul cumpărat cu acești bani este de asemenea dotal și se găsește legalmente subrogat imobilului expropriat cu caracterul juridic ce acesta îl avea. Aceasta rezultă și din art. 16 din legea de expropriere. (Cas. II, dec. civilă 263 din 22 Mai 1923 Jur. Rom. 15—16/923).

54 bis. a) Art. 1224 codul civil stabilește principiul libertății convențiilor matrimoniale. Această libertate este însă limitată atât de drepturile bărbatului, în doita sa calitate de cap al familiei și al asociației conjugale, cât și de principiul că nu se poate deroga prin convențiuni particulare la dispozițiile de ordine publică ale legii.

Clausa care întinde, de pildă, inalienabilitatea dotală peste limitele legale — interzicând înstrăinarea dotei, chiar în cazurile permise de art. 1253 codul civil — este o clauză ilicită.

b) Spre deosebire de condițiune — eveniment viitor și nesigur, de care depinde nașterea sau atingerea unei obligațiuni — și care, ilicită anulează întreaga convenție (art. 1008 codul ci-

vil), clauza ilicită se consideră ne-scrisă, convențiunea păstrându-și validitatea în restul cuprinsului ei. (Cas. II, 342 din 4 Iulie 1923, Pand. Rom. 1924 I, 268. Trib. Ilfov s. not. 292 din 5 Nov. 1920, Pand. Rom. 1924, I, 271; Contra: C. Apel Buc. s. I, 124 din 27 Mai 1922, Pand. Rom. 1924, I, 270).

55. În ce privește înstrăinarea imobilului dotal în scopul de a se face reparațiuni conform art. 1253 al. 4 codul civil, asemenea înstreinare este permisă numai dacă e vorba ca cu banii prinși din vânzare să se facă reparațiuni mari, neapărate pentru conservarea celorlalte imobile dotale.

În speță însă, apelanții soți pretind că imobilul lor ar fi foarte degradat și are nevoie de reparațiuni pe care dânsii nu le pot face din cauza stărei lor materiale precare cerând autorizația justiției de a-l vinde prin licitație publică. — prin aceasta se urmărește transformarea imobilului în numerar, ceea ce nu e permis de lege. (C. A. Buc. s. 4-a dec. civ. No. 105 din 29 Martie 1924, Jur. Gen. 1924 No. 1087).

56. Dota inalienabilă nu poate fi urmărită de creditorii posteriori căsătoriei, dar această prohibiție nu se întinde și la creditorii soției anteriori, cari au asigurată plata creanțelor lor, prin art. 1718 codul civil, în toată a-veea debitorilor și nu e nici o discuție dacă creanțele devin exigibile după sau înainte de căsătorie. (C. Apel Craiova s. I, 218 din 10 Octombrie 1924, Bul. C. Apel 13/924, Justiția (Craiova) 13—14/924, Pand. Rom. 1924, II, 257).

57. Dreptul creditorilor anteriori căsătoriei, când dota consistă în bunuri anume determinate, iar nu într'o universalitate de bunuri, se mărginește numai asupra nudei proprietăți; chiar admitând că s'ar întinde asupra plinei proprietăți, totuși când bunurile sunt constituite de terții, dreptul lor înce-tează și nu pot urmări și înstrăina a-cesse bunuri, ele intrând inalienabile în patrimoniul soților. (C. Apel Craiova s. I, 218 din 10 Oct. 1924, Bul. C. Apel 13/924, Justiția (Craiova) 13—14 din 1924, Pand. Rom. 1924, II, 257).

58. Bunurile inalienabile constituite dotă pot fi urmărite pentru acele datorii cari au fost puse în sarcina lor, prin contractul matrimonial căci deși cu caracterul de inalienabilitate sunt în același timp grevate de sarcina acelor datorii.

Astfel când dota este constituită de un terțiu, cu sarcina unei obligații pentru viitorii soți, constituitorul dotei, care este și creditor, este în drept să

urmărească dota inalienabilă, pentru realizarea creanței pusă în sarcina dotei. (C. Apel Craiova s. I, 218 din 10 Oct. 1924 Bul. C. Apel 13/1924, Justiția (Craiova) 13—14/924, Pand. Rom. 1924, II, 257).

59. Cererea de a se autoriza vânzarea unui imobil pe motiv că se află în stare de ruină și amenință să se dărâ-mă, în scopul ca banii prinși din vânzare să fie plasați cu ipotecă, nu intră nici în cadrul art. 1250 și nici al art. 1253 codul civil, singurele excepțiuni admise de legiuitor la principiul inalienabilității imobilelor dotale, și este inadmisibilă. (C. Apel Buc. s. II, 348 din 5 Nov. 1924, Bul. C. Apel 15/1924).

60. Vânzarea imobilului dotal nu are a se face prin licitație publică de cât atunci când este expres stipulată prin convențiunea matrimonială, sau când soția este minoră și în cazurile prevăzute de art. 1253 cod. civil. (Trib. Ilfov, s. III, 1444 din 15 Dec. 1924, Curier Jud. 27/1925).

61. Derogarea prevăzută de art. 148 al. 1 legii agrare, după care vânzările porțiunilor rămase neexpropriate se vor putea face fără formalitățile prevăzute de art. 1252, 1253 și 401 codul civil (adică de soție sau tutore, numai cu încuviințarea tribunalului) trebuie interpretată în sensul restrictiv prevăzut de art. precedent 147, adică numai în cazul când vânzarea se face Casei Centrale de împroprietărire, în scopul de a se împărți terenurile cum-părate sătenilor cu titlul de noi împroprietăriri, acesta fiind unicul scop pentru care s'a prevăzut derogatia de mai sus. (Cas. I, 564 din 3 Martie 1925, Pandectele Săptămânale 3/1925, Jur. Rom. 10/1925).

62. Deși codul civil prin art. 1253 al. 3 menționează numai reparațiile mari și neapărate pentru admiterea unei înstrăinări a fondului dotal în care intră și ipotecarea, deși textul este socotit limitativ, totuși pentru motive ce milită în interesul soțului, trebuie să se admită ipotecarea imobilului pentru complecța sa terminare, fiind expus altfel distrugerii sau degradării din cauza intemperiilor naturii, o situație ce nu poate fi decât contrară interese-lor familiei pe cari le-a avut în vedere legiuitorul când a edictat aceste mă-suri de protecție. (Trib. Buzău s. II, Jurnal 7110 din 30 Mai 1925, Jur. Gen. 1925 No. 1353).

63. A se vede: art. 1248 notele 10, 38, 49, 50 și 51; art. 1250, notele 2 și 6; art. 1769, notele 1, 2, 3.

Art. 1254. — Imobilul dotal poate fi schimbat cu consimțământul femeii, pe alt imobil, de valoare cel puțin de 4 cincimi

din valoarea sa, justificându-se de utilitatea schimbului dobândindu-se autorizațiunea justiției, și după o prețuire prin experți numiți din oficiu de tribunal.

În acest caz imobilul primit în schimb va fi dotal; adausul în bani ce s'ar putea lua pe lângă imobilul primit, va fi asemenea dotal, și se va întrebuița spre cumpărare de imobile, de se poate. (Civ. 1248, 1253, 1255, 1405; Civ. Fr. 1559).

Text. fr Art. 1559. — L'immeuble dotal peut être échangé, mais avec le consentement de la femme, contre un autre immeuble de même valeur, pour les quatre cinquièmes au moins, en justifiant de l'utilité de l'échange, en obtenant l'autorisation en justice, et d'après une estimation par experts nommés d'office par le tribunal.

Dans ce cas, l'immeuble reçu en échange sera dotal; l'excédent du prix, s'il y en a, le sera aussi, et il en sera fait emploi comme tel au profit de la femme.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, V, p. 541, 596;
 BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, III, 1585, 1729-1736;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 261, 266, 273, 286, 300, 315, 316, 324, 325, 332, 334, 335;
 DALLOZ. *Rép. Contr. de mar.*, 3706 urm., 3978 urm.; *Suppl. Contr. de mar.*, 1345 urm., 1418 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VI, 231 bis;
 GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, IV, 1755, 2050-2052, 2054, 2056; *Tr. de la vente et de l'échange*, 924;
 HUC, IX, 483;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 163 urm.;
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1492, 1564-7^o, 1572;
 RODIÈRE ET PONT, *Contrat de mariage*, III, 1813, 1815, 1817, 1846;
 TROPIONG, *Contrat de mariage*, IV, 3488.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 215, 220, 328 n. 3, 355, 410 urm., 412, 413, 415-417; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 785); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 98, 103; „*Transcrierea schimbului imobilului dotal*”. Dreptul 83/903; *Observație sub. Trib. Iași s. III, 11 Oct. 1908. Dreptul 72/1908; Observație sub. Trib. Iași s. III, 25 Nov. 908. Dreptul 83/1908; Observație sub. Trib. Constanța din 19 Febr. 1909. Dreptul 14/1909; Notă sub. Trib. Epernay-Marne, 9 Mart. 1922, Jur. Gen. 1924 No. 1831;*
- CANTACUZINO MATEI, p. 89, 722, 732;
 DEGRÉ ALEX., *Scrieri Juridice*, vol. I, p. 427. urm., „Schimbul unui imobil pe alt imobil. Transcrierea nu e o condițiune de validitate”.
 DUMITRESCU A. M., II, 182;
 IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul instrăinării*, p. 32, 173, 182, 186, 196 urm., 200;
 NACU, I, p. 68; III, p. 92 urm.

INDEX ALFABETIC

- | | | | |
|--|---|---|--|
| Act autentic 22. | Dotală avere 1-25. | Parafernă imobil 10, 12, 14, 17, 18. | Soț, a se vedea „Bărbat”. |
| Anulare, a se vedea „Nulitate”. | Eroare 25. | Preț 15. | Soție, a se vedea „Femeie”. |
| Autorizația justiției 1, 6, 13, 14, 17, 25. | Excepțiuni 2, 4, 9, 16. | Procedură civilă 8, 11, 12, 13, 17. | Succesori 14, 17. |
| Bărbat 3, 9, 13, 11, 17. | Expertiză 1, 13, 17, 19. | Rea credință 9, 25. | Terțe persoane 10, 13, 17, 21, 25. |
| Caragza Cod 5, 16, 19. | Femeie 1, 3, 5, 6, 9, 10, 13, 14, 17, 19, 20, 22, 25. | Registru, a se vedea „Transcriere”. | Transcriere 8, 10, 12, 13, 14, 17, 21, 22, 23, 25. |
| Căsătorie, celebrare 8, 17. | Fraudă 2, 3, 4, 5, 16, 24, 25. | Retroactivitate 19. | Urmărire silită 23. |
| Căsătorie, desfăcerea 14. | Imobil dotal 1-25. | Revocare, a se vedea „Nulitate”. | Utilitatea schimbului 1, 13, 17. |
| Competență 25. | Imutabilitate 8, 11, 17, 18, 21. | Rural pământ 25. | Vânzare-cumpărare 9, 13, 14, 15, 19. |
| Consimțământ, a se vedea „Femeie”. | Inalienabilitate 9, 13, 14, 16. | Schimb 1-25. | Vânzare între soți 2, 3, 4, 5, 16, 22, 24, 25. |
| Constituție 25. | Interes 3. | Schimb între soți 2, 3, 4, 5, 16, 22, 24, 25. | Vânzare simulată, a se vedea „Simulație”. |
| Convenții matrimoniale, a se vedea „Dotală avere”. | Ipotecă 18. | Simulație 2, 3, 4, 24. | |
| Creditori 2, 3, 4, 23, 24. | Leziune 3. | | |
| Desfăcerea căsătoriei 14. | Modificarea dotei 8, 11, 17, 18, 21. | | |
| Dol 9, 25. | Moștenitori 14, 17. | | |
| Donație 2, 3, 5, 16, 23. | Neretroativitate 19. | | |
| Dotă imobiliară, a se vedea „Imobil dotal”. | Nulitate 3, 9, 13, 14, 17, 20, 22, 23, 25. | | |
| | Pământ rural 25. | | |

Jurisprudență.

1 Art. 1254 prevede numai că imobilul ce se primește în schimb de soție să aibă o valoare cel puțin de 4 cin-

cimi din valoarea sa, justificându-se de utilitatea schimbului, dobândindu-se autorizația justiției și după o prețuire prin experți numiți din oficiu de tribunal. (Cas. I, 213/Ian. 21/82, B. p. 701).

2. Din spiritul legii rezultă că art. 1409 se referă numai la regulile care guvernează contractul însuși de vânzare, adică drepturile și obligațiunile părților contractante, iar nici cum la acele conținute în art. 1306 și urm. prin care legiuitorul stabilește oare cari incapacități în privința dreptului de a vinde și cumpăra. Motivele prohibițiunii art. 1307, adică teama ca un cum-va prin vânzări simulate, soții să-și facă liberalități executând cotitatea disponibilă dând unor asemenea liberalități un caracter de irevocabilitate pe care legea îl refuză. sau posibilitatea de a fraudă pe creditori, trecându-se averea soțului îndatorat în patrimoniul celui alt, aceste motive nu pot exista la contractul de schimb între soți, prin care un imobil se înlocuiește cu alt imobil, și interesele femeii sunt salvagardate prin formalitățile prescise de art. 1254. Prin urmare, prohibițiunea schimbului dintre soți n'are nici o rațiune de a fi, și este inadmisibil ca legiuitorul să fi stabilit o excepțiune la dreptul comun al capacității fără nici un motiv. Apoi, art. 1307 ar fi chiar de o aplicațiune imposibilă la schimb, căci acest articol permite vânzarea între soți pentru cauze de lichidațiune în oarecari cazuri determinate unde cesiunea bunurilor unuia din soți este o adevărată *datio in solutum*; ori, contractul de schimb n'are nici o adevărată *datio in solutum*; întru cât copermutanții își dau reciproc un lucru chiar în momentul contractării. A aplică, prin urmare, art. 1307 la schimbul dintre soți, ar fi a stabili o incapacitate absolută în privința schimbului, pe când art. 1307 nu stabilește de cât o incapacitate relativă autorizând vânzarea în niște cazuri inaplicabile la schimb, și nu este permis a întinde excepțiunile la dreptul comun fără un text pozitiv de lege. Rezultă dar că art. 1409 aplică la schimb numai acele dispozițiuni ale titlului vânzării cari regulează contractul de vânzare în sine, iar nu și acele relative la dreptul de a vinde și de a cumpăra. Prin urmare schimbul este permis între soți, observându-se toate formele prescise de art. 1245. (Trib. Iași, II, 208, Nov. 25/82, Dr. 8/83).

3. În regulă generală, bărbatul poate contracta cu soția sa; de la această regulă fac însă excepțiuni două contracte; donațiunea și vinderea imobilului dotal, prin urmare schimbul este permis. Vânzările sunt oprite între soți pentru următoarele motive: 1) împedirea donațiunilor oculte ce femeia ar

putea face soțului său în urma influenței acestui din urmă, ceea ce ar fi imposibil de a se constata, căci dacă ea ar declara prin contract că a primit prețul, aceasta nu s'ar putea verifica, de și în fapt ea nu l'ar fi primit; 2) împedirea pentru bărbat de a fraudă pe creditori, simulând un contract de vânzare a averii sale către soția sa; care rațiune nu există la contractul de schimb, de oarece lucrul dat și primit în schimb există în realitate, și dacă ar fi o diferență de preț, aceasta s'ar putea constata în orice timp; prin urmare la schimb lipsind rațiunea prohibițiunii de la vânzări, această prohibițiune este inaplicabilă la schimb, căci lipsind cauza, nu poate exista efectul. Și dacă, după art. 1409, toate regulile de la vânzări se aplică și la schimb, de aci nu urmează că incapacitățile prevăzute la vânzare sunt aplicabile și la schimb, de oarece incapacitățile, fiind de drept strict, nu se pot aplică prin analogie de unde rezultă că schimbul între soți e valabil. — S'apoi, chiar dacă s'ar admite că prohibițiunile dela vânzare sunt aplicabile și la schimb, totuși dacă imobilul primit în schimb de soție prețuește mai mult de cât cel ce l-a dat dânsa, soția nu are nici un interes a cere anularea unui atare schimb fiindcă măsura oricărei acțiuni este interesul, și ne fiind interes, nu poate să existe nici acțiune, și aceasta cu atât mai mult cu cât după art. 1157 și 1164 acțiunea în nulitate e admisibilă numai în cazul când minorul sau femeea măritată a suferit vreoleziune, ceea ce nu există în specie. (Apel Iași, I, 150, Dec. 22/82, Dr. 16/83).

4. Prin art. 1409 se stabilește că regulile prescise pentru vânzare se aplică și la contractul de schimb. Or, după art. 1307, vânzarea nu poate avea loc între soți, afară de cazurile excepționale exprimate prin acel articol. Și motivul care a determinat pe legiuitor de a creea această prohibițiune este ca să nu lase soților mijlocul ca prin ajutorul vânzării simulate să-și acorde beneficii indirecte, sau să fraudeze pe creditori făcând să treacă averea soțului care are datorii în patrimoniul aceluia care nu are. Aceeași rațiune existând și în privința contractului de schimb, urmează să decidem că regula prevăzută de art. 1307 relativă la vânzări se aplică și când este vorba de schimb. (Cas. I, 342/Oct. 30/85, B. p. 752; Apel Buc. III, Dreptul 194/84).

5. Art. 1254 stabilește principiul general că imobilul dotal poate fi schimbat cu consimțământul femeii și cu îndeplinirea condițiunilor ce anume sunt indicate prin acel articol, fără a distinge dacă e vorba de un schimb între soți sau făcut cu terții persoane. Dacă

prin art. 1307 se proibă vânzarea între soți, afară de cazurile excepționale exprimate prin acel articol, motivul care a determinat pe legiuitor de a crea această restricțiune este că atari vânzări ascund fie o donațiune deghizată, fie o fraudă. Aceeași rațiune nu există când e vorba de schimb de oare ce părțile își dau ceva în loc, și după art. 1254 imobilul primit în schimb fiind dotal și inalienabil se înlătură ori ce fraudă. Și legiuitorul stabilind că regulile prescrise la vânzare se aplică și la schimb n'a avut în vedere de cât regulile generale privitoare la consimțământul părților, la transcripțiune, la răspundere în caz de evicțiune, etc. iar nu și regulile excepționale cari își au rațiunea lor când e vorba de vânzare, iar nu și pentru cazurile de schimb; și incapacitățile fiind de drept strict, nu se pot întinde prin analogie de la un caz la altul. Pe lângă aceasta, tradițiunile țării autoriză schimbul între soți (art. 33 și 35, partea III cap. XVI de la zestre codul Caragea). (Cas. I, 183/Mai 22/89, B. p. 526; Apel Galați, I, 76. Iun. 24/88, Dreptul 79/88).

6. Deși conform art. 1254 imobilul dotal poate fi schimbat în timpul căsătoriei, cu consimțământul femeii și autorizatiunea justiției, pe un alt imobil, însă este de o absolută necesitate ca în locul imobilului dotal ce se schimbă să se pună un alt imobil care va deveni dotal. Toate aceste precauțiuni s'au luat de lege pentru a salvărdă interesele femeii, care în timpul căsătoriei, sub influența soțului ar putea fi pusă în pozițiune a-și pierde averea compromițând cu modul acesta existența familiei. (Trib. Ilfov, IV, 32, Ian. 20/88, *Dr.* 27/89).

7. Dacă schimbul a avut loc între niște case și o moșie până la concurența valorii caselor, și dacă jurnalul a dispus ca până la concurența acelei sume moșia să devină dotală, avem aci un imobil substituit altui imobil, iar nu numai o asigurare a unei creanțe. (Apel Buc. II, 41, Febr. 22/89, *Dr.* 27/89).

8. Art. 1230 c. civ. și art. 716 pr. civ. supune modificările aduse la convențiunile matrimoniale; și dacă aceste articole vorbesc de modificările aduse la convențiunile matrimoniale înainte de celebrarea căsătoriei, este că dotal neputând fi, în virtutea art. 1236 c. civ., nici constituită, nici adăogită în timpul căsătoriei, în regulă generală asemenea modificări nu pot avea loc de cât înaintea celebrării căsătoriei; dar de aci nu urmează că dacă modificările s'ar aduce în timpul căsătoriei, în cazul când legea le încuviințează, precum este și cazul prevăzut în art. 1254 că aceste modificări sunt scutite de formalitățile cerute de art.

1230 c. civ., și 716 pr. civ., căci un imobil ne putând avea caracterul unui imobil dotal de cât atunci când convențiunea, prin care el se constituie ca dotal, se află trecută în registrul prevăzut de art. 708 pr. civ., urmează neapărat pentru ca imobilul pus în locul celui dotal să devină dotal, ca să fie trecută această modificare în sus zisul registru al tribunalului și dar să se îndeplinească dispozițiunile art. 1230 c. civ. și 716 pr. civ. (Cas. I, 354/Nov. 21/89, B. p. 933).

9. Art. 1254, ca excepțiune la principiul inalienabilității imobilului dotal pus de art. 1248, permite schimbul cu un alt imobil cu condițiunile arătate în acest articol și în acest caz declară imobilul primit în schimb ca dotal, înstrăinarea imobilului primitiv dotal poate să fie valabilă. Prin urmare, cade în sarcina celui ce a cumpărat un imobil care nu devenea alienabil de cât sub condițiunea înlocuirii sale cu un alt imobil care să devină dotal, să observe dacă s'au îndeplinit formalitățile ce legea cere pentru ca acest imobil să devină dotal, dacă s'a trecut în registrul tribunalului acel imobil ca fiind imobil dotal, căci din momentul ce această formalitate n'a fost îndeplinită, imobilul pus în loc n'a obținut caracterul unui imobil dotal și dar condițiunea sub care numai se putea vinde imobilul primitiv dotal, nefiind îndeplinită, acea vânzare nu e valabilă. De asemenea, art. 1248 declarând că nici bărbatul, nici femeia, nici amândoi împreună nu pot înstrăina imobilul dotal, și acest drept nefiindu-le recunoscut de cât în cazuri excepționale și în anume condițiuni și art. 1255 recunoscând femeii dreptul de a revoca ori ce înstrăinare făcută în afară de acele cazuri, este învederat că nici neglijența, nici chiar reaua credință a femeii nu pot face valabilă înstrăinarea imobilului dotal, făcută în afară de cazurile și condițiunile cerute de lege. (Cas. I, 354/Nov. 21/89, B. p. 934).

10. Transcripțiunea este instituită în profitul terțiilor (art. 1295 c. civ., și art. 723 pr. civ.), și numai ei pot să invoace lipsa de transcripțiune. Prin urmare, soția dotală nu se poate prevala de netranscrierea jurnalului tribunalului prin care se autoriză schimbul unui imobil dotal cu altul parafernal, de oarece ea e parte, iar nu terțiu, în operațiunea schimbului. (Apel Buc. II, 41, Febr. 22/89, *Dr.* 27/89).

11. Art. 1229 c. civ., și art. 716 pr. civ. se aplică la schimbările ce ar avea loc la convențiunile matrimoniale înainte de celebrarea căsătoriei, iar nu și la cele cari survin în urma acestei epoci, cum este când se schimbă imobilul dotal cu un alt imobil. (Apel Buc. II, 41, Febr. 22/89, *Dr.* 27/89).

12. Formalitatea transcripțiunii este de drept strict și nu se poate cere de cât în cazurile anume prevăzute de lege. Art. 722, pr. civ. supune la transcripțiune actele de mutațiune proprietăței; or, soția dotală, care substituie un imobil parafernă unu imobil dotal, rămâne proprietară, ca și mai înainte, pe ambele imobile. Deci jurnalul tribunalului, care autoriză un atare schimb, nu trebuie transcris. (Apel Buc. II, 41, Febr. 22/89, *Dr.* 27/89).

13. Deși prin art. 1254 se prevede numai că schimbul unu imobil dotal se poate face cu consimțământul femeii și autorizațiunea justiției, justificându-se utilitatea schimbului, cu un alt imobil de o valoare cel puțin de 4 cincimi cât are imobilul dotal, constatată acea valoare prin experți numiți din oficiu, fără de a se prevede expres și obligațiunea că asemenea operațiuni să se transcrie în registrul respectiv al tribunalului situațiunii imobilului luat în schimb, totuși asemenea obligațiune, pentru îndeplinirea acestei formalități, rezultă virtualmente din cuprinsul art. 1254 combinat cu art. 1248; căci înstrăinarea prin schimb a imobilului dotal se permite numai sub condițiunea ca imobilul primit în schimb să fie considerat și să rămână dotal, ceea ce însemnează că trebuie a se îndeplini în privirea lui formalitatea legală, atât pentru stabilirea calității de dotalitate în privirea soților, cât și pentru cunoștiințarea celor de al treilea pentru asemenea transformare a stărei imobilului luat în schimb, și această formalitate, în privirea acestor de al treilea, este desigur transcrierea actului de schimb în registrul respectiv, conform art. 721 și 722 pr. civ. Lipsa de obligațiune și neîndeplinirea obligațiunii de transcrierea în registrul respectiv, a operațiunii de schimb a unu imobil dotal ar avea de consecință ca femeia ori bărbatul, sau ambii împreună să poată înstrăina, fără posibilitate de revocare a vânzării, atât fostul imobil dotal cât și cel primit în schimb ca dotal și astfel ar rezultă că prin art. 1254 legiuitorul ar fi desființat indirect prohibițiunea de inalienabilitate a imobilului dotal, prescrisă de art. 1248, ceea ce este inadmisibil de a i se putea imputa o atât de mare inadvertență. (Cas. I, 422/Dec. 3/90, B. p. 1374).

14. După art. 1248, dota imobiliară este inalienabilă, afară de cazurile prevăzute anume de lege. Intre aceste cazuri intră și cel prevăzut de art. 1254. În acest caz imobilul primit în schimb și adăosul în bani ce s'ar putea lua pe lângă imobil devine dotal. Din aceste texte și din economia generală a sistemului adoptat de legiuitorul nostru în materie de dotă rezultă că în interesul de a se menține intactă dota

femeii, dacă un imobil dotal este schimbat cu un altul, această operațiune nu este valabilă de cât dacă sunt îndeplinite toate formele și condițiunile cerute de lege ca zestrea să fie asigurată, adică ca imobilul luat de femeie în schimb să rămână dotal al femeii. Deci, dacă, după ce s'a autorizat de tribunalul schimbul, nu s'a mai făcut nici o lucrare prin care asigurarea doței în imobilul primit în schimb să devină o realitate, adică să se treacă această sarcină în registrul respectiv al tribunalului situațiunii imobilului devenit dotal, schimbul rămâne nul, chiar în cazul când s'a făcut schimbul între un imobil dotal cu altul parafernă. Și, după art. 1255, dacă, afară de cazurile excepționale prescrite, femeia singură sau împreună cu soțul ei a înstrăinat un imobil dotal, ea sau erezii ei pot cere revocarea înstrăinării în curs de 10 ani după desfacerea căsătoriei, prin urmare și înainte de această desfacere. (Apel Galați, II, *Dr.* 26/90).

15. Prin art. 1254 permițându-se înlocuirea fondului dotal numai pentru alt imobil, iar nu prin vânzarea pentru un preț în bani sau altă avere mobilă, din această dispozițiune rezultă că în privirea conservării fondului dotal, legea nu consideră prețul în bani ca echivalent al fondului dotal. (Cas. I, 422, Dec. 3/90, B. p. 1376).

16. Art. 1409, care aplică contractului de schimb regulile vânzării, se întemeiază pe asemănarea ce există între aceste două specii de contracte și prin urmare se referă la principiile generale ale vânzării. În art. 1307, care oprește vânzarea între soți afară de cazurile excepționale enumerate în acest articol, are de scop a preveni donațiunile irevocabile între soți și fraudarea terțiilor, prin urmare este o dispozițiune cu totul specială vânzării, căci în cas de schimb motivele cari au aplicat-o nu există, schimbul având de efect înlocuirea imobilului înstrăinat cu un alt imobil de valoare aproximativ egală. De altfel art. 1307 creează o incapacitate și incapacitățile sunt de drept strict și nu se pot întinde prin analogie. Apoi, legiuitorul, prin art. 1254, permite schimbul imobilelor dotale în mod general cu îndeplinirea formalităților prevăzute de lege prin urmare în favoarea contractului de schimb derogă chiar la principiul inalienabilităței doței. Chiar legile vechi ale țării permițeau schimbul între soți (art. 33 și 35, cap. 16, part. 3. C. Caragea), și în caz de discuțiune soluțiunea conform tradițiunilor merită preferință, atunci când legiuitorul n'a manifestat formal intențiunea de a se depărta dela ele, Prin urmare schimbul între soți nu este oprit. (Trib. Ialomița Sept. 26/90, *Dreptul* 68/90).

17. Din art. 708 pr. civ. rezultă că orice convenție matrimonială trebuie a fi trecută în registrul special al tribunalului pentru stabilirea calității de dotalitate în privința soților, iar art. 712, 714, 721, 722 și 723 pr. civ. prevăd că pentru încunostiințarea celor de al treilea în privința stării imobilului constituit dotă, ea trebuie a fi trecută și în registrul de transcriptiuni al situațiunii imobilului. Iar art. 1229, 1230 c. civ., și art. 716 pr. civ., supun modificările aduse la convențiunile matrimoniale, la aceleași formalități ca și însăși convențiunile matrimoniale. Dacă aceste articole vorbesc de modificările aduse la convențiunile matrimoniale, înainte de celebrarea căsătoriei este că dota neputând a fi, în virtutea art. 1236, nici constituită, nici adăogată în timpul căsătoriei, în regulă generală asemenea modificări nu pot avea loc decât înaintea celebrării căsătoriei. Dar de aci nu rezultă că dacă modificările s'ar aduce în timpul căsătoriei, când legea le încuviințează, precum este și schimbul prevăzut de articolul 1254, că aceste modificări ar fi scutite de formalitățile cerute de sus citatele articole. Căci un imobil neputând avea caracterul dotalității față cu părțile și cu terțiile persoane de cât atunci când convențiunea prin care el se constituie ca dotă se află trecută în registrul prevăzut de art. 708 și 721 pr. civ. urmează neapărat pentru ca imobilul pus în locul celui dotal să devină dotal, ca să fie trecută această modificare în sus arătatele registre ale tribunalului, și dar să se îndeplinească dispozițiunile art. 1229 și 1230 c. civ., și art. 708, 716 și 721 pr. civ. Și, deși art. 1254, care, ca excepțiune la principiul inalienabilității imobilului dotal prevăzut de art. 1248, permite schimbul cu un alt imobil dotal în condițiunile acolo arătate, deși acest articol prevede ca condițiunii numai consimțământul femeii și autorizațiunea justiției, justificându-se utilitatea schimbului cu un alt imobil de o valoare cel puțin de 4 cincimi cât a imobilului dotal, constatată această valoare prin experți numiți din oficiu, fără însă de a prevedea expres și obligațiunea ca asemenea operațiuni să se transcrie în registrul respectiv al tribunalului situațiunii imobilului luat în schimb, totuși obligațiunea îndeplinirii acestei formalități rezultă virtualmente din cuprinsul art. 1254, combinat cu art. 1248. Căci înstrăinarea prin schimb a imobilului dotal se permite, numai sub condițiunea ca imobilul primit în schimb să fie considerat și să rămână dotal, ceea ce însemnează că trebuie a se îndeplini în privința lui formalitatea legală atât pentru stabilirea calității de dotalitate în privirea soților,

cât și pentru încunostiințarea celor de al treilea pentru transformarea stării imobilului luat în schimb, și aceste formalități, în privința soților, sunt cele prevăzute de art. 708 pr. civ., iar în privința celor de al treilea transcrierea actului de schimb sau a jurnalului de autorizare al tribunalului, în caz când femeea dotală substituie un imobil parafernial altuia dotal, în registrul respectiv conform art. 1230 c. civ., și art. 721, 722 și 723 pr. civ. Deci pe temeiul celor sus menționate, schimbul unui fond dotal, chiar cu unul parafernial, este nul când e făcut fără îndeplinirea formalităților cerute de lege. — Și din art. 1230, 1295 c. civ., art. 716 și 723 pr. civ., rezultă că în principiu transcripțiunea este constituită în profitul terțiilor, așa că lipsa ei n'ar putea fi invocată de cât numai de terții, însă prin excepțiune art. 1255 dă drept și femeii sau erelor săi și soțului a cere nulitatea schimbului în caz când nu s'ar fi îndeplinit formalitățile necesare pentru validitatea schimbului, între cari formalități este și aceea a transcripțiunii. (Apel Buc. III, 4, Ian. 10/91, Dr. 11/91).

18. Art. 1236 prevede că dota nu poate fi constituită nici adăogită în timpul căsătoriei. Așa fiind când imobilul dotal ar fi de o valoare mai mică de cât cel primit în schimb, acesta nu devine dotal decât până la concurența valorii imobilului dotal dat în schimb. Imobilul va fi dară dotal pentru o parte și parafernial pentru cealaltă, consecință la care ne conduce chiar principiul subrogațiunei, căci aceasta nefiind de cât o ficțiune ea nu se poate aplica de cât în limitele legii, că astfel peste valoarea imobilului schimbat nu mai poate fi subrogațiune și prin urmare nici dotalitate. Deci un atare imobil primit în schimb, conform art. 1285, poate fi ipotecat pentru valoarea în plus a lui, valoare pentru care el a rămas parafernial. (Apel Buc. III, 4, Ian. 10/91, Dr. 11/91).

19. Legea Caragea nu arată anume la ce formalități trebuie să recurgă tribunalul pentru a-și forma convingerea despre adevărarea ce trebuie să dea la schimbul sau vânzarea ce femeea voia a face imobilului său dotal; și cum pentru contractele dotale din timpul legii Caragea neprescriindu-se că autorizarea de înstrăinare se dă numai după facerea unei expertize, nu se poate recurge la formalitățile din codicele actual, căci s'ar atinge principiul neretroactivității legilor. (Cas. I, 214 Ian. 14/93, B. p. 570).

20. Chestiunea de a se ști dacă un act de schimb făcut pentru un imobil dotal este valid sau nul din cauza lipsei consimțământului femeii, cerut conform art. 1254 din Codul civil, nu se

poate ridica decât de dânsa, care singură ar putea invoca nulitatea actului din această cauză. (Cas. I, 303/95, B. p. 878).

21. Modificările aduse la convențiunile matrimoniale, sunt supuse aceluiași formalități ca și însăși acele convențiuni. Această regulă se aplică și la cazul prevăzut de art. 1254 din Codul civil, așa că, pentru ca imobilul pus în locul celui dotal, să poată fi socotit ca dotal și față de alții, urmează neapărat ca această modificare să fie făcută în registrul tribunalului. (Cas. I, 333/98, B. p. 1171).

22. Legea nu cere ca între soți să se încheie un act autentic pentru schimbul unui imobil dotal cu un altul al soțului, și deci un asemenea schimb, făcut prin tribunal și cu îndeplinirea tuturor formalităților legale este valabil și trebuie a-și produce efectele sale. Lipsa de transcriere a unui asemenea schimb, transcrierea fiind o formalitate esențială pentru validitatea schimbului, nu poate fi invocată de femeie pentru a anula schimbul, când se constată că imobilul luat în schimbul celui dotal nu a fost încă grevat de nici o sarcină din partea cuiva, în asemenea caz femeia putând cere încă cu succes transcrierea schimbului și nimeni nu se poate plânga în justiție, dacă nu este vătămat în interesele sale. (Cas. I, 100/99, B. p. 260).

23. Schimbul unui imobil dotal se operează în mod valabil, când actul de schimb s'a transcris în registrul de transcripțiuni al trib., fără să se mai ceară vre-o mențiune, fie în registrul de foi dotale, fie pe marginea actului dotal. Pentru schimburile operate în timpul căsătoriei actul e supus la formalitățile prevăzute de dreptul comun în materie de proprietate. Deci, un creditor din timpul căsătoriei n'are interes a cere anularea actului de donațiune, dacă acel imobil adus în patrimoniu nu-l poate urmări ca fiind dotal în urma actului de schimb. (Trib. Ilfov, II, Dr. 32/903).

24. Scopul legiuitorului, când a

creat prohibițiunea vânzării între soți, a fost de a împiedeca ca soții, prin vânzări simulate, să-și creeze unul altuia beneficii care ar fraudă pe creditor, făcând să treacă gagiul lor comun în patrimoniul celui alt soț, fără ca soțul vânzător să fi umplut golul, primind în schimb un preț echivalent. Acest pericol, însă, nu mai există când e vorba de schimb căci aci lucrul primit în schimb nu poate fi efectiv, ci există în realitate, așa că fraudă este înlăturată, și deci, schimbul între soți este permis. (Trib. Prahova, I, C. Jud. 3/903).

25. Legea care permite schimbul dotal, îl autoriză într'un mod general, nu face nici o distincțiune dacă schimbul este făcut cu terți sau cu soțul; asemenea, nu determină care Tribunal este competente a autoriză schimbul.

Contractul de schimb dotal, pentru a dobândi caracterul dotalității, urmează să fie trecut în registrul special de foi dotale; fără această formalitate, imobilul primit de femeie nu intră în stăpânirea ei cu această calitate și, prin urmare, schimbul ar fi neoperant. Femeia însă nu se poate prevala de lipsa de transcripțiune decât numai în cazul când a suferit vreun prejudiciu.

Schimbul are a se anula în cazul când autorizarea justiției s'a dat cu încălcarea legii. Când însă autorizarea a fost acordată în conformitate cu legea, dar soții au înșelat pe judecători printr'o falsă expunere a faptelor, ar fi imoral ca fraudă comisă să poată fi invocată chiar de acel care s'a făcut vinovat, căci ar fi prea mult să facem responsabili pe terții dobânditori de fraudele cu cari soții au putut înșela pe judecători, fiindcă le-ar fi fost absolut imposibil să le cunoască și nici n'ar fi putut avea vreun mijloc de a le controlă.

Conform art. 135 din Constituțiune schimbul de pământ rural este permis cu un imobil de o egală valoare și întindere. (Trib. Gorj II, 328/915. Curier Jud. 36/916).

26. A se vedea: art. 1409, notele 1, 2.

Art. 1255. — Dacă afară de cazurile excepționale mai sus arătate, femeia sau amândoi soții împreună înstrăinează imobilul dotal, femeia sau moștenitorii săi, poate face a se revocă înstrăinarea, în curs de 10 ani după desfacerea căsătoriei.

Femeia va avea același drept în curs de 10 ani după separațiunea patrimoniilor. Bărbatul va putea și el însuși să facă a se revocă alienațiunea în timpul căsătoriei, rămânând cu toate acestea supus la daune interese către cumpărător, dacă nu va fi declarat în contract că imobilul vândut este dotal.

(Civ. 207, 952, 1084, 1164, 1190, 1242, 1248, 1256 urm., 1878, 1880; Civ. Fr. 1560).

Text. fr. Art. 1560. — Si, hors les cas d'exception qui viennent d'être expliqués, la femme ou le mari, ou tous les deux conjointement, aliènent le fond dotal, la femme ou ses héritiers pourront faire révoquer l'aliénation après la dissolution du mariage, sans qu'on puisse leur opposer aucune prescription pendant sa durée: la femme aura le même droit après la séparation de biens.

Le mari lui-même pourra faire révoquer l'aliénation pendant le mariage, en demeurant néanmoins sujet aux dommages et intérêts de l'acheteur, s'il n'a pas déclaré dans le contrat que le bien vendu était dotal.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, V, p. 560-572, 618;
 BAUDRY ET BARDE, *Des Obligations*, I, 617 urm., 627 urm.;
 BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, III, 1794-1808, 1811-1818, 1872;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 731;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 286, 290 urm., 294, 295, 328, 740;
 DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 3788 urm.; *Suppl. Contr. de mar.*, 1367 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VI, 232 bis, II, III, V, VI, X, urm.; XVIII, XIX, XXI, XXII, XXV: 233 bis, IV; 235 bis, IV;
 DEMOLOMBE, XXV 87;
 GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, IV, 1883-1891, 1893-1895, 1905, 1906, 1908, 1909, 1909, I, 1913, 1915, 1920, 1921, 1924, 1925;
 HUC, VII, 202; IX, 485-489;
 LAROMBIÈRE, *Des obligations*, I, art. 1166, n° 12;
 LAURENT, XXIII, 501, 502, 504, 505, 508, 510, 511, 515;
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2702; III, ed. 2-a, No. 1538-1543, 1626, 1633-1641;
 RODIÈRE ET PONT, *Contrat de mariage*, III, 1769, 1870-1872, 1874, 1879, 1880, 1882, 1883;
 TROPLONG, *Contrat de mariage*, IV, 3375 urm., 3516 urm., 3519, 3521, 3530, 3535, 3544;

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 367, 369, 419, 420 urm., 422, 424, 427 t. și nota, 429, 432, 433, 435, 438, 669; (VII, p. 90; X, p. 124); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 100, 103; *Observație sub. Trib. Iași s. I*, 24 Nov. 1907. Dreptul 8/908; *Observație sub. Cas. I*, 101 din 2 Iunie 1919. Tribuna juridică 32-33/920;
 BARZAN I., *Notă sub. Trib. Constanța s. II*, 131 din 10 April 924. Justiția Dobrogei 7-8/1924;
 CANTACUZINO MATEI, p. 729, 738;
 CRĂCIUN EUGEN, *Notă sub. Cas. II*, 342 din 4 Iulie 923. Pand. Rom. 924-I-268;
 DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri juridice*, vol. IV, „*Diversae causarum figurae*“, p. 247, 248;
 FILIP AUGUST, *Notă sub. Trib. Ilfov s. III*, 1444 din 15 Dec. 1924. Curier Jud. 27/1925;
 IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul instrăinării*, p. 103, 208 urm., 241;
 IONESCU M. C., *Notă sub. C. Apel Craiova, s. II*, 227 din 14 Oct. 924. Justiția Olteniei 11/1925;
 NACU, III, p. 105 urm;

INDEX ALFABETIC

- | | | | |
|--|--|---|---|
| Act autentic 4. | Confirmare, a se vedea „Ratificare“. | Educația copiilor 3. | Nulitate 1-8, 10-17, 19-22, 24-29, 31-35. |
| Acțiuni dotale 2, 26, 33. | Construcții noi 21. | Eroare 3, 5, 7. | Opoziție 15. |
| Acțiune în nulitate, a se vedea „Nulitate“. | Contestație 15, 32. | Evicțiune 27, 30. | Ordine publică 26, 33. |
| Acțiune reconvențională 11. | Copii 3, 11, 17. | Femei 1-5, 7-20, 25-29, 31, 33, 34. | Ordonanță de adjudecare 15, 32, 34. |
| Adjudecare 15, 32, 34. | Creditori 17. | Folos 29. | Parafernală avere 1, 9, 27. |
| Alimente 3, 7. | Cumpărător, a se vedea „Instrăinare“. | Hotărâre 15. | Pericol 2. |
| Anulare, a se vedea „Nulitate“. | Datorii anterioare 4. | Imobil dotal 1-35. | Plata 4. |
| Autoritate de lucru judecat 15. | Daune 11, 28. | Imprumut 3, 7, 20, 24. | Prescripție 2, 18, 19, 23, 34. |
| Autorizația soțului, a se vedea „Bărbat“. | Debitor 1, 2. | Inalienabilitate 6, 15, 17. | Preț 1. |
| Autorizația tribunalului 3, 4, 5, 7, 9, 10, 26. | Desfacerea căsătoriei 4, 17, 18, 25, 31, 32, 33. | Inbogățire pe nedrept 1. | Procedură civilă 34. |
| Bărbat 2, 4, 13, 15, 16, 20, 24, 26, 29, 30, 31, 33. | Divorț, a se vedea „Desfacerea căsătoriei“. | Instrăinare 1-35. | Procurare de alimente 3, 7. |
| Clauză de întrebuințare și reintrebuințare 22, 35. | Dol 3, 5, 7, 8, 10, 11, 12, 27. | Interes 2, 15. | Purga 32. |
| | Dota imobiliară, a se vedea „Imobil dotal“. | Intrebuințare clauză, a se vedea „Clauză de întrebuințare“. | Ratificare 6, 20, 35. |
| | Dotal regim, a se vedea „Regim dotal“. | Ipotecă 3, 7, 10, 16, 20, 21. | Rea credință, a se vedea „Dol“. |
| | | Mandat 19, 31. | Reconvențională cerere 11. |
| | | Minori 11. | Recurs 15. |
| | | Mostenitori, a se vedea „Succesori“. | Regim dotal 6, 34. |

Reîntrebuințare 22, 35.
Renunțare, a se vedea „Ratificare”.
Reparații 21.
Restituire 29.
Revendicare 2, 15, 19, 23.
Revocare, a se vedea „Nulitate”.
Schimb 9, 14.
Separație de patrimoniu 2, 18, 31, 32, 33.

Simulație, a se vedea „Dol”, „Eroare”.
Soț, a se vedea „Bărbat”.
Soție, a se vedea „Femeie”.
Succesori 14, 17, 18, 22, 25.
Terțe persoane 3, 4, 9, 14, 34.
Transcripție 9, 14.
Urmărire silită 15, 17, 32.
Vânzare-cumpărare, a se vedea „Înstrăinare”.

Jurisprudență.

1. Deși imobilul dotal nu poate fi înstrăinat de cât în cazurile anume prevăzute de lege și prin îndeplinirea formelor cerute, totuși nu e mai puțin adevărat că nimeni nu se poate îmbogăți în paguba altuia, și deci cumpărătorul fiind obligat a înapoia imobilul dotal cumpărat, fiind vânzarea nulă, nu e mai puțin adevărat că femeea rămâne debitoare cu suma primită drept preț care caută a fi plătită din ori ce altă avere a sa ce n'ar fi dotală. (Cas. I, 351/Nov. 10/81, B. p. 825).

2. Femeea poate chiar în timpul căsătoriei, să exercite acțiunea în revocarea înstrăinării imobilului dotal căci, cu toate că în timpul duratei căsătoriei, înainte de dobândirea separațiunii patrimoniilor, bărbatul are dreptul a urmări pe debitorii și deținătorii averei dotale, totuși când el neglige de a deschide acțiunea în revendicare, femeea poate singură să o întente, pentru că dacă în timpul căsătoriei prescripțiunea nu curge în contra sa, dar se poate întâmpla ca ea să aibă un interes înverdat a porni judecata. Și dacă legiuitorul, în interesul femeii, îi acordă termenul de 10 ani a face proces după separațiunea patrimoniilor, aceasta e o facultate care nu exclude pe aceea de a o exercita în timpul căsătoriei. Astfel, cu toate că sențința de separațiune de bunuri este nulă pentru lipsă de publicare, însă fiindcă soțul a înstrăinat imobilul dotal fără drept și el încă n'a format cererea de revocarea înstrăinării, soția poate legitim crede că din cauza inacțiunii soțului e în pericol de a-și pierde dota, și prin urmare poate valabil intentă acțiunea în revendicare. (Apel Buc. III, 1627, Nov. 22/82. *Dr.* 16/84).

3. Legea, prin art. 1253, permițând înstrăinarea și ipotecarea fondului dotal, cu destinațiune bine determinată, chiar dacă soții n'ar fi avut nevoie de înstrăinare sau ipotecă pentru procurarea alimentelor, dacă tribunalul, autorizând înstrăinarea, ar fi fost victima unei erori de fapt, totuși femeea împrumutată nu poate critica actul din acest punct de vedere, fiind că nu cumpărătorul sau împrumutătorul trebuie să verifice și să constate lipsa de mijloace a soților, ci justiția la hotărârea căreia s'a raportat. Prin urmare,

cererea femeii de a se anulă actul de ipotecă pe motiv că dânsa, cu ocaziunea împrumutului, a indus tribunalul în eroare, făcându-l să creadă prin mijlocul probelor meșteșugite ce înșăși a produs, că suma îi eră necesară pentru alimente și educațiunea copiilor, pe când în fapt venitul proprietății sale și starea prosperă a daraverilor soțului îi permiteau a întâmpina toate cheltuelile indicate, fără a recurge la resurse extraordinare, este inadmisibilă, căci se reclamă de la justiție, pe care a înșelat-o, sancționarea dolului, a relei credințe și spoliarea împrumutătorului care nu are nimic a-și impută. (Apel Buc. III, 112, Mai 14/84, *Dr.* 63/84).

4. Odată ce o femeie a fost autorizată de justiție în limitele art. 1253 a dispune de parte din averea dotală, dânsa nu mai poate veni să atace consecințele acelei autorizări. Aceasta ar fi contrariu intereselor ei, fiind că nici o dată terțiele persoane n'ar mai veni să trateze cu o femeie măritată în cazurile prevăzute de art. 1253 din cauza posibilității unei anulări ulterioare a contractului lor. Astfel soția, după despărțenie, nu poate cere de la fostul său soț, suma de bani ce tribunalul i-a permis a ridică, în virtutea art. 1253, pentru a plăti niște datorii anterioare, pe motiv că plata acelor datorii a fost numai un pretext și că banii i-a întrebuințat în alte cheltueli. Și nu se poate susține că fostul soț mai e obligat a probă acum în urmă, veracitatea celor conținute în jurnalul tribunalului prin care s'a acordat ridicarea banilor dotali și că ar fi obligat sau ca uzufructuar, sau ca mandatar sau ca *negotiorum gestor* de a da compt soției sale de întrebuințarea banilor, de oare ce ar fi a pune în suspiciune dispozițiunile conținute într'un act autentic care constată existența datorii anterioare căsătoriei, pe cari de sigur că tribunalul le-a examinat înainte de a acordă permișiunea cerută de soți. Apoi, soțul ne putând prevedea disoluțiunea căsătoriei prin divorț, nu s'a gândit a păstra actele de creanță plătite, dacă el le-a plătit, și ar fi a-l supune azi a face o probă imposibilă de plată. (Apel Buc. II, 85, Apr. 27/85, *Dr.* 50/85).

5. Dacă soția, prin dovezi meșteșugite, a indus pe tribunal în eroare asupra faptelor cari, după alegațiunea ei, constituie cazul art. 1253 caz în care dota devine alienabilă, dânsa nu poate fi admisă a invocă ca motiv în contra validității actului acea eroare. (Cas. I, 131/Apr. 12/85, B. p. 238).

6. Prescripțiunea inalienabilității doței este de natura, iar nu de esența regimului dotal. Prin urmare, înstrăinarea făcută afară din cazurile prevăzute de lege nu este isbită de o nulitate ab-

solută; această înstrăinare este supusă numai unei acțiuni în nulitate relativă, care se poate acoperi prin ratificare. (Trib. Suceava 155, Dec. 9/85, Dreptul 18/86).

7. În privința efectului unei alienațiuni a bunurilor dotale acordate de justiție, trebuie a distinge între cauzele pentru cari alienațiunea poate fi atacată. Dacă ea a fost acordată pentru fapte în privința cărora legea permite alienarea și dacă toate formalitățile necesare au fost îndeplinite, atunci ori ce alegațiune cum că cauza a fost simulată și că astfel faptul care a servit de bază autorizațiunii n'a fost adevărat nu poate fi admisibilă. În adevăr, cum-părătorul sau creditorul ipotecar nefiind în general în măsură a verifica el însuși faptele arătate, trebuie a crede că ele au fost verificate de tribunal înaintea de a fi admise; iar credința publică ar fi înșelată dacă s'ar putea în urmă discuta exactitatea acestor fapte. Dacă însă vânzarea este atacată sau pentru că faptele asupra cărora tribunalul s'a fundat pentru a da autorizațiunea, nu erau din cele prevăzute de lege, sau pentru că oare cari formalități substanțiale au fost neglijate, atunci cumpărătorul sau creditorul ipotecar cari au putut examinând actele, să cunoască viciul achizițiunii sale, nu poate trage din autorizațiunea justiției unii fine de neprimire contra acțiunii femeii. — Astfel fiind, femeia nu poate cere nulitatea ipotecei imobilului dotal pe motiv că cauza pentru care a fost autorizată a ipotecă imobilului dotal, și anume procurarea de alimente necesare existenței familiei, a fost simulată. (Trib. Ilfov, II, 254, Dec. 5/88, *Dr.* 8/89).

8. Art. 1248 declarând că soții nu pot înstrăina imobilul dotal, și acest drept nefiindu-le recunscut de cât în cazuri excepționale și în anume condițiuni, iar art. 1255 recunoscând soției dreptul de a revoca ori ce înstrăinare făcută în afară de acele cazuri, este învederat că nici neglijența, nici chiar rea-credința a soției, nu pot face valabilă înstrăinarea imobilului dotal, făcută în afară de cazurile și condițiunile cerute de lege. (Cas. I, 354/Nov. 21/89, B. p. 934).

9. Transcripțiunea este instituită în profitul terților (art. 1295 c. civ., și art. 723 pr. civ.), și numai ei pot să invoace lipsa de transcripțiune. Prin urmare, soția dotală nu se poate prevala de netranscrierea jurnalului tribunalului, prin, care se autoriză schimbul unui imobil dotal cu altul parafernial de oarece ea e parte, iar nu terțiu, în operațiunea schimbului. (Apel Buc. II, 41, Febr. 22/89, *Dr.* 27/89).

10. Odată încuviințată de justiție autorizarea de înstrăinare sau ipotecare a unui imobil dotal pentru unul din

cazurile prevăzute de lege, nu se mai poate cere anularea lor sub cuvânt că motivele propuse pentru încuviințarea dată au fost plătuite în vedere de a obține o asemenea autorizare, căci pe deoparte ar fi a frustra chiar pe cei ce n'au participat la vreo fraudă ce se invoacă că s'ar fi întrebuintat, iar pe de alta a lipsi de credit pe soția dotală ce s'ar află într'o reală necesitate de a înstrăina sau ipotecă. (Apel Buc. I, Apr. 26/90, *Dr.* 40/90).

11. Pe cât este de adevărat principiul că femeia măritată, ca și minorul este răspunzătoare, de daunele cauzate prin faptele sale dooase, tot atât este de adevărat că asemenea responsabilitate nu poate constitui un motiv de neprimire a acțiunii ei pentru revocarea înstrăinării fondului dotal. Ele ar putea numai să dea drept pârâtului de a face cererea reconvențională pentru plata despăgubirilor cauzate prin faptele ei dooase. (Cas. I, 422/Decembrie 8/90, B. p. 1377).

12. Atât în caz de neglijență, cât și de rea credință din partea femeii, ea tot are dreptul a cere revocarea vânzării imobilului dotal, căci sarcina de a veghi și a stăruii să se îndeplinească toate formalitățile necesare pentru înstrăinarea valabilă a fondului dotal, în cazurile prescise de lege, incumbă de sigur cumpărătorului unui asemenea fond, iar nu femeii pe care legea voește de a o protege contra greșelilor și reledor ei procedări pentru înstrăinarea fondului dotal. (Cas. I, 422/Dec. 3/90, B. p. 1375).

13. Prin nici un text de lege nu se prevede și nu se admite înlocuirea fondului dotal prin asigurări asupra averii soțului, ci din contră prin art. 1255 se dă drept femeii de a cere revocarea înstrăinării fondului dotal ori de câte ori s'ar fi făcut asemenea înstrăinare afară din cazurile și formele legale și fără nici o excepțiune pentru cazul când s'ar fi asigurat plata valorii acelui fond. (Cas. I, 422/Dec. 3/90, B. p. 1376).

14. Deși din art. 1230, 1295 c. civ., art. 716 și 723 pr. civ., rezultă că în principiu transcripțiunea este constituită în profitul terților, așa că lipsa ei n'ar putea fi invocată de cât numai de terții, însă prin excepțiune art. 1255 dă drept și soției sau erezilor săi și soțului de a cere nulitatea schimbului imobilului dotal în caz când nu s'ar fi îndeplinit formalitățile necesare pentru validitatea schimbului. (Apel Buc. III, 4, Ian. 10/91, *Dr.* 11/91).

15. Dacă soților, care au făcut contestațiuni la urmărirea imobilului dotal ce li s'a respins, le e definitiv închisă calea excepțiunii pentru a anula efectele adjudecațiunii de oare ce n'au făcut recurs la timp contra ordonan-

ței de adjudecare, însă calea unei acțiuni principale în revendicare nu le este oprită și nu li se poate zice că ordonanța de adjudecare a devenit pentru dânsii o hotărâre definitivă, prin care bine sau rău s'au judecat irevocabil că imobilul ce se revendică trebuie să rămână în proprietatea adjudecatarului, pentru că în procedura noastră ordonanțele acestea nu au un efect general și definitiv ca în procedura geneveză. Din potrivă, legiuitorul nostru a stabilit principiul din art. 365 pr. civ., și anume că adjudecatarul nu câștigă mai multe drepturi de cât avea însuși expropriatul; așa că ori cărui interesat îi e deschisă o cale principială pentru a reclama proprietatea sau vre un alt drept real, asupra ori cărui fond vândut prin licitațiune publică. De aceea, cu toate dispozițiunile de drept de sub art. 514 pr. civ., și decăderea care se prevede acolo pentru cei care pretind vre-un drept de uzufruct, servitute, etc., și care nu au făcut opozițiune la timp, totuși aceștia păstrează dreptul lor intact și pot să-l deducă în instanță pe cale principală. În virtutea acestor principii poate femeea să revendice bunul său dotal, urmărit și vândut, de oare ce fiind inalienabil, nu se poate expropria, și prin urmare, adjudecatarul nu a putut câștiga nici un drept asupra-i, cum n'ar fi câștigat dacă ar fi fost vânzarea de bună voe. De nu ar fi ast-fel, nimic n'ar fi mai lesne de cât a eluda principiul fundamental al înstrăinării averei dotale, femeea sub influența soțului, contractând datorii și lăsând apoi să se urmărească bunurile zestrăle, fără a opune vre-o contestație, sau opunând numai de formă. (Apel Buc. I, Nov. 4/92, Curier Jud. 34/92).

16. Acțiunea intentată de soție, în timpul căsătoriei, prin care tinde să anuleze o ipotecă luată asupra fondului dotal, este o acțiune reală și exercițiul acestei acțiuni, chiar când e pus în mișcare cu autorizațiunea soțului, îi e oprit prin art. 1255, care nu e decât un corolariu al principiului conținut în art. 1242. Numai soțul poate cere anularea acelei ipotecă. Acțiunea introdusă de soție chiar cu autorizațiunea soțului, urmează a se respinge ca ne-regulat introdusă. (Apel Craiova, I, Dec. 20/91, Dr. 28/92).

17. Principiul inalienabilității dotei, proclamat de art. 1248, fiind considerat de legiuitor ca mijloc eficace de a garanta interesele femeii și ale copiilor, veri ce înstrăinare a imobilului dotal, în afară de cazurile prescrite de lege, sau veri ce obligațiuni contractate de femeie în timpul căsătoriei, ridică dreptul creditorilor a urmări imobilul dotal atât cât durează căsătoria cât și după desfacerea ei. Sancțiune

nea acestui principiu este consacrată de art. 1255, care prevede că femeea sau copiii săi pot cere revocarea înstrăinării în curs de 10 ani de la desfacerea căsătoriei; de unde rezultă că inalienabilitatea dotei e stabilită atât în interesul femeii cât și al copiilor, după desfacerea căsătoriei. (Apel Craiova, II, Mai 19/93, Dr. 40/93).

18. Prescripțiunea de zece ani curge dela desfacerea căsătoriei; această prescripțiune curge de asemenea și după separațiunea de patrimonii, atât pentru femeie cât și pentru moștenitorii săi, fiindcă art. 1255 al. 2, deși vorbește numai de femeea în caz de separațiune de patrimonii, dar acelaș lucru este și pentru moștenitorii săi, căci, pentru a admite pentru aceștia că prescripțiunea curge numai dela desfacerea căsătoriei ar însemna a le acordă acestora un drept mai mare decât avea autorul lor. (Apel Buc. III, Dr. 47/901).

19. Femeea, ca să poată exercita acțiunea în revendicare a imobilului dotal, este ținută ca mai întâi să ceară anularea înstrăinării, și prin urmare i se poate opune prescripțiunea acțiunii în nulitate, prevăzută de art. 1255 codul civil. (Apel Buc. III, Dr. 47/901).

20. Ratificarea dată de soție pentru primirea banilor de către bărbat nu este relativă la o nulitate a ipotecei, spre a i se putea aplica art. 1255 cod. civ., ci este relativă la mandatul dat soțului de a primi banii, primire pe care soția este perfect capabilă să o facă ea însăși, sau prin mandatar și că atare urmează să i se aplice dispozițiile de la mandat din art. 1546 cod. civ. (Cas. I, 17/903, B. p. 27).

21. Ipotecarea sau înstrăinarea unui imobil dotal este permisă numai pentru reparațiuni indispensabile fondului dotal, nu și pentru facerea de construcțiuni noi.

Prin urmare, dacă eu banii împrumutați s'au făcut clădiri noi, iar un reparațiuni după cum autorizase Tribunalul având cunoștință împrumutătorul despre aceasta încă de la formarea actului de ipotecă în asemenea caz soții sunt în drept să ceară anularea împrumutului și a înstrăinării ce a urmat. (Cas. I, 3 Dec. 1908, B. p. 2020).

22. Imobilul cumpărat în parte eu bani dotali în virtutea clauzei de reintrebuințare din actul dotal, devine dotal pentru acea parte, chiar dacă în contra stipulațiunii din actul dotal, eu acei bani s'a cumpărat mai întâi creanța ipotecară asupra acelui imobil, creanță care a fost apoi depusă drept preț al imobilului, întrucât această rea întrebuințare a banilor dotali n'a fost anulată de femeia înzestrată sau de moștenitorii ei, singuri în drept a o cere, conform art. 1255 c. civ. (Cas. I,

No. 91, 1916; Jurispr. Rom. 1916, p. 242, Curier Jud. 41/916).

23. În acțiunea pentru revendicarea unui imobil dotal pentru motivul că înstrăinarea lui nu s'a făcut cu formele cerute de lege, se poate invoca prescripția prevăzută de art. 1255 c. civ. al cărei fundament nu este justul titlu și buna credință, prevăzute de art. 1895 c. civ., ci o prezumpție de renunțare din partea celui care având exercițiul acțiunii nu a exercitat-o în termenul de zece ani dela desfacerea căsătoriei, confirmând astfel actul izbit de nulitate. (Cas. I, decizia No. 101 din 2 Iunie 1919; Jurispr. Rom. 21-22/919, p. 722, Curier Jud. 48-49/920).

24. Conform art. 1255 c. civ., soțul poate ataca chiar în timpul căsătoriei înstrăinarea imobilului dotal, care a avut loc în cazuri neprevăzute de lege și fără formalitățile necesare. (Judec. ocol. I Buc. 860 din 11 Iunie 1920. Curier Jud. 3/921).

25. Intru cât conf. art. 1255 c. civ., în caz de înstrăinarea imobilului dotal, în afară de cazurile prevăzute de lege, femeea sau moștenitorii săi pot face a se revoca înstrăinarea în curs de zece ani din momentul desfacerei căsătoriei, rezultă că nulitatea de care este isbită o asemenea înstrăinare este o nulitate relativă, actul juridic săvârșit de părți fiind anulabil. (Trib. Ilfov s. notariat, 292 din 5 Noembrie, 1920, Curier Jud. 31/921. Pand. Rom. 1924, I, 271).

26. Conform art. 1242 c. civ., soțul are în timpul căsătoriei nu numai administrația averii dotale, dar și dreptul de a urmări pe deținătorii acestei averi.

Legiuitorul, consequent acestui principiu, a recunoscut prin art. 1255 c. civ., soțului dreptul de a cere anularea înstrăinării averii imobile dotale, în timpul duratei căsătoriei, fără respectarea formelor prescrite de lege, — ceea ce însemnează că în caz de refuz al soțului, soția în timpul căsătoriei nu va putea, chiar cu permisiunea justiției, să ceară anularea înstrăinării; dar această dispozițiune nu e de ordine publică și a fost edictată în interesul soțului, pentru a nu i se știrbi autoritatea sa maritală, deci nimic nu se opune ca el să consimtă ca soția să exercite o parte din atribuțiile sale de soț dotal și deci să pornească ea proces în contra cumpărătorului averii sale. (C. Apel Buc. s. IV 24 din 1 Febr. 1923. Jur. Gen. 1923, No. 755).

27. Dreptul femeii de a cere anularea înstrăinării bunului dotal, fiind recunoscut formal de art. 1255 c. civ., ea îl poate exercita în contra dispozițiilor art. 1337 c. civ., care obligă pe vânzător să răspundă de evicțiune, din moment ce este stabilit, că în speță, n'a

fost caz de viclenie, spre a se putea crede că imobilul ar fi parafernial. De altfel prin art. 1255 c. civ. s'a acordat femeii dreptul să ceară anularea înstrăinării la care a' consimțit și este apărută de evicțiune. (C. Apel Buc. s. IV, 24 din 1 Febr. 1923. Jur. Gen. 1923, No. 755).

28. În caz de revocarea înstrăinării imobilului dotal, numai bărbatul care nu a declarat în contract că imobilul este dotal, poate fi responsabil de daune-interese către cumpărător, iar nu și femeea, de oare ce art. 1255 al. I c. civ., care stabilește dreptul femeii de a revoca înstrăinarea imobilului dotal, nu o face responsabilă de daune în cazul când nu a declarat dotalitatea imobilului. (C. Apel Iași s. I, 10 din 7 și 13 Febr. 1924, Dreptul 21/924).

29. Femeea măritată care exercită potrivit art. 1255 c. civ., acțiunea în resciziune în contra angajamentelor ei, nu restituie în conformitate cu art. 1164 c. civ., de cât ceea ce a primit în urma acelor angajamente și numai dacă s'a folosit și în măsura folosului pe care l'a avut. (C. Apel Iași s. I, 10 din 7 și 13 Febr. 1924, Dreptul 21/924).

30. Dispozițiunile art. 1344 c. civ., potrivit cărora vânzătorul este obligat să plătească cumpărătorului excedentul valorii lucrului vândut asupra pretului din momentul evicțiunii, se aplică și în ipoteza când bărbatul a consimțit și participat la înstrăinarea imobilului dotal. (C. Apel Iași s. I, 10 din 7 și 13 Febr. 1924, Dreptul 21/924).

31. Conform art. 1255 codul civil, în caz de înstrăinare a unui imobil dotal, femeea are acțiune în nulitate în curs de zece ani de la desfacerea căsătoriei sau de la separația de patrimoniu. Pe de altă parte, conform art. 1242 al. 2 cod. civil, numai bărbatul are dreptul în timpul căsătoriei să exercite acțiunile dotale.

Din aceste două texte rezultă deci cu suficiență că, atât cât ține căsătoria numai bărbatul are drept să exercite acțiunea în nulitate în caz de înstrăinarea unui imobil dotal iar femeea numai după desfacerea căsătoriei sau după separațiunea de patrimoniu și în termen de zece ani de la aceste două evenimente.

Această dispoziție a legiuitorului se justifică de altfel pe faptul că atâta timp cât ține căsătoria și nu există separațiune de patrimoniu, bărbatul este mandatarul legal al femeii în ce privește acțiunile dotale.

Ori de câte ori însă este vorba de un mandat legal, mandatarul reprezentând pe un incapabil, numai mandatarul singur poate să lucreze în numele incapabilului, iar nu și acesta, spre deosebire de ce se întâmplă în caz de mandat convențional, în care poate să lu-

creze atât mandantul cât și mandatarul. (Judec. ocol. Curtea de Arges, 17 Februarie 1925, Jurispr. Gen. 1925, No. 606).

32. Ordonanța de adjudecare nu este o hotărâre judecătorească propriu zisă, fiindcă hotărârea este statuarea asupra chestiunilor litigioase supuse unei judecăți, pe când ordonanța de adjudecare nu este decât un rezumat al tuturor lucrărilor și actelor făcute cu ocazia unei vânzări silite. Efectele însă ale ordonanțelor de adjudecare se aseamănă cu al hotărârilor judecătorești. În adevăr, și ordonanțele de adjudecare se opun părților, care au fost regulat încunostiințate în instanța de urmărire, constituind pentru ele autoritatea de lucru judecat, după cum și hotărârile au acest efect. Efectul acesta al ordonanțelor de adjudecare rezultă din faptul, că pentru părțile interesate, — cum este datornicul urmărit — care au luat parte la urmărire, art. 525 pr. civ., le pune la îndemână, pentru apărarea drepturilor lor, calea contestației, care nu este numai facultativă, în sensul că dacă aceste părți nu au uzat de ea, ar putea pe urmă pe calea unei acțiuni principale să-și valorifice drepturile lor. În adevăr legiuitorul a voit ca drepturile acestor părți să fie lichidate înainte de adjudecare, pentru ca prin adjudecare, drepturile adjudecatarului să fie cât mai sigure, întărindu-se prin acestea și siguranța tranzacțiilor. Dacă legiuitorul nu a admis proba completă, permitând prin art. 568 cererile de evicțiune, cererile acestea trebuiesc mărginite numai la cei cari nu au luat parte la urmărire, acștia fiind străini de urmărire.

Fiind astfel, pentru cei cari au luat parte la urmărire, drepturile lor numai pe calea contestației, conform art. 525 pr. civ., pot fi opuse, iar nu pe calea unei acțiuni principale.

Față de cele expuse, femeea dotală, care fiind debitoare urmărită, nu a opus dotalitatea imobilului ei pe calea contestației, conform art. 525 pr. civ., nu mai poate să opună dotalitatea pe calea unei acțiuni principale. Ea nu poate să invoace nici art. 1255 cod. civil, care spune că femeea poate să atace înstrăinările imobilului dotal, când nu s'a făcut în cazurile prevăzute de lege în timp de zece ani de la desfacerea căsătoriei sau separarea de patrimonii. În adevăr acest articol se referă la înstrăinările voluntare, nu la cele silite. Pentru cele silite s'a văzut că dotalitatea trebuie propusă conform art. 525 pr. civ. (Trib. Teleorman s. II, 28 din 23 Ian. 1925, Dreptul 14/925, Pand. Rom. 1925, III 72).

33. Conform art. 1242 cod. civil, în timpul căsătoriei numai bărbatul are exercițiul acțiunilor ce privesc bunu-

rile dotale, iar art. 1255, în aplicarea acestui principiu, hotărăște că, în timpul căsătoriei tot el singur poate cere revocarea înstrăinărilor de imobile dotale, făcute de soție cu autorizația sa, drept pe care îl are și soția, dar numai în curs de zece ani dela pronunțarea separațiunii de patrimoniu sau dela desfacerea căsătoriei.

În specie Curtea de Apel pentru a înlătură consecințele ce decurg din aceste texte motivează că, dispozițiunile din art. 1255 Cod civil, nu sunt de ordine publică, fiind edictate numai de interesul sotului pentru a nu-și știrbi autoritatea maritală, așa că nimic nu se opune ca bărbatul să tolereze soției sale exercitarea parțială a unuia din atribuțiile sale de administrator legal și de cap al asociației conjugale și pe acest temei declară că bine soția a intentat, cu autorizația sotului său cerere de anularea vânzării făcută de dânsa, cerere care potrivit textelor de lege eră de atributul sotului dotal.

Această soluție a instanței de fond este eronată în drept de oarece legile cari determină capacitatea sau incapacitatea persoanelor, sunt fără indovală de interes public și social, iar dispozițiunile din art. 1242 și 1255 sunt o urmărire firească a autorității maritale; de asemenea art. 1224 c. civil declară expres că, dacă în principiu orice convențiuni între soți sunt libere, se exceptează însă acelea ce ar atinge drepturile bărbatului de cap al asociației conjugale și de cap al familiei, tocmai fiindcă acestea sunt considerate de lege ca interesând ordinea publică.

Prin urmărire în specie, numai cu o greșită interpretare a acestor texte, Curtea de Apel a putut afirmă că în mod parțial soțul poate renunța la acest drept și aceasta este atât de adevărat, în cât dacă soțul în cursul căsătoriei nu ar exercită dânsul dreptul său de a cere anularea vânzării unui imobil dotal, soția sa nu ar putea-o face în numele ei nici chiar cu autorizația justiției. (Cas. I, 2108 din 25 Nov. 1924, Jur. Gen. 1925, No. 833).

34. Dispozițiunile art. 568 pr. civilă, cari creează o prescripție liberatorie în favoarea tertului achizitor în virtutea unei ordonanțe de adjudecare, nu se aplică și față de femeea căsătorită sub regimul dotal, care voeste să-și exercite acțiunea revocatorie prevăzută de art. 1255 cod. civil, de oarece textul de mai sus din procedura civilă, se referă numai la ceilalți incapabili iar nu și la femeile dotale, a căror drepturi au rămas a fi cărmuite de principiile generale din codul civil. (Cas. I, 1317 din 9 Iulie 1924, Dreptul 26/1925).

35. Primirea de către femeea, după desfacerea căsătoriei, a prețului vânzării efectuate fără de îndeplinirea con-

dițiunei reîntrebuințării, constituie o ratificare a vânzării și o renunțare la acțiunea în anulare. (Trib. Ilfov s. III, 1444 din 15 Decembrie 1924, Curier Jud. 27/1925).
36. A se vedea: art. 1847. nota 18.

Art. 1256. — Dacă dota este în pericol de a se pierde¹⁾, și desordinea daraverilor bărbatului este ajunsă la așa grad, încât este îndoios că averea sa ar putea fi îndestulată pentru verice acțiuni ce femeea ar putea să aibă la timpul cuvenit, în contra averii bărbatului, ea va putea urmări separarea patrimoniilor. (Civ. 1233, 1255, 1257 urm.; Pr. civ. 628—637; C. com. 10, 21, 800; Civ. Fr. 1443 § 1, 1563).

Text. fr. Art. 1443 § 1. — La séparation de biens ne peut être poursuivie qu'en justice par la femme dont la dot est mise en péril, et lorsque le désordre des affaires du mari donne lieu de craindre que les biens de celui-ci ne soient point suffisants pour remplir les droits et reprises de la femme.

Text. fr. Art. 1563. — Si la dot est mise en péril, la femme peut poursuivre la séparation de biens, ainsi qu'il est dit aux articles 1443 et suivants.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, V, p. 388, 391-394;
BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, II, 895, 907-912, 914, 916, 917, 919;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 536 nota 1; ed. 1-a, III, p. 170, 172;
DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 1625 urm.; *Suppl. Contr. de mar.*, 598 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VI, 91 bis, IV, VIII, IX;
GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, IV, 1075, 1076, 1083, 1086-1089, 1093-1095, 1097-1099;
HUC, IX, 263-266;
LAURENT, XXII, 199, 210, 214-216, 220, 227, 232, 233, 237, 238;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 79, 80, 171;
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1160 urm.;
RODIÈRE ET PONT, *Contrat de mariage*, III, 2094, 2096, 2101, 2104, 2105, 2112.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 35 n. 5, 127, 446, 449 urm., 453, 454, 477, 545, 626;
(IV, part. II, ed. 2-a, p. 358; XI, p. 187); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 85, 102; *Observație* sub. Cas. I, 62 din 3 Febr. 1910. Dreptul 23/1910;
CANTACUZINO MATEI, p. 736;
NACU, III, p. 123;
TĂTARU G. V., *Prezidentul tribunalului*, p. 78.

INDEX ALFABETIC

Aprecieri suverană 1, 4, 9.	Pericol 3, 4, 7, 8, 9, 10, 11.
Autorizația justiției 2.	Probă 4.
Bărbat 2-10.	Restituirea dotei 4.
Cauțiune 2.	Sarcinile căsătoriei 5, 7, 8, 11.
Creanțe 2, 3, 12.	Sechestru asigurător 2.
Creanțe dotale 2.	Sentiință 6.
Creditori 3, 5, 6.	Separație de patrimoniu 1-12.
Datorii, a se vedea „Creanțe”.	Soț 2-10.
Debitor 2.	Soție 2, 3, 4, 6, 10, 12.
Femeie 2, 3, 4, 5, 10, 12.	Suverană apreciere 1, 4, 9.
Fraudă 6.	Terțe persoane 6.
Hotărâre 6.	Urmărire silită 3, 5.
Interes 3.	Venituri dotale 3, 5, 7, 8, 11, 12.
Ipotecă 3.	
Mărturisire 4.	

parațiunea de patrimonii. (Cas. II, 4, Ian. 14/80, B. p. 5).

2. Dispozițiunile art. 616 pr. civ. nu sunt de cât aplicațiunea unei reguli generale adoptată tacit de legiuitor. Tribunalul poate ordona în cazuri de urgență extremă sequestrări sau alte măsuri provizorii. Și sequestrul asigurător fiind o măsură conservatoare, art. 616 pr. civ., trebuie interpretat într'un mod larg. Or, deși prin cuvintele *chiar când nu sunt exigibile* s'ar părea că trebuie să se înțeleagă numai creanțele cu termen, cu toate acestea aceeași rațiune de drept existând și când creanța e condițională, art. 616 trebuie să se aplice și în acest caz, bine înțeles tribunalul va cere cautiune

Jurisprudență.

1. Instanțele de fond sunt suverane în aprecierea cererilor privitoare la se-

¹⁾ A se vedea și textul art. respective din Codul Calimach § 1640 și 1657 și Codul Caragea: Partea III, Cap. 16, art. 37.

pentru asigurarea debitorului sequestrat în cazul când condițiunea nu se va împlini. Astfel fiind, creanța dotală a femeii contra soțului, fiind condițională, femeia poate, conform art. 1016 c. civ., să exercite toate actele conservatorii dreptului său până când se va îndeplini condițiunea, va putea dar cere tribunalului înființarea sequestrului asigurător asupra averii mobile a soțului de odată cu intentarea acțiunii în separațiunea de patrimonii, în caz când ar fi pericol ca soțul să fugă, să-și ascundă ori să risipească averea sa, dând cautiunea ce tribunalul va crede de cuviință a-i cere. Și cum exercițiul dreptului femeii de a intenta acțiunea în separațiune de patrimonii, este supus autorizațiunei președintelui tribunalului, sequestrul asigurător ce se va înființa odată cu acțiunea principală va fi îngrădit oare cum și nu se va putea susține că femeia într'un moment de supărare cerându-l va turbura într'un mod precipitat pacea familiei, căci președintele, căruia i se cere autorizarea va fi un puternic ponderator în cauză: el nu o va acorda de cât după un examen prealabil al faptelor și circumstanțelor cauzei. Iar dreptul de a cere înființarea sequestrului asigurător nu e mai periculos pentru autoritatea maritală de cât acela de a intenta acțiunea în separațiune de patrimonii, în care, prin publicitatea ce compoartă secretul tuturor afacerilor pecuniare ale bărbatului este desvăluit și de multe ori, în căldura desbaterilor nu numai autoritatea maritală, dar onoarea chiar a soțului sunt grav atinse. (Trib. Ilfov, notar., 449, Mart. 16/85, Dr. 32/85).

3. Valoarea averii soțului găsindu-se aproape în total acoperită de datorii, și urmărirea creditorilor îndreptându-se nu numai în contra acelei averi dar și asupra veniturilor averii dotale, neputându-se plăti de soț nici chiar datorile mărunte, urmează că soția e silită și în drept de a cere separațiunea patrimoniilor pentru a scăpa de lipsa mijloacelor de existență și de pierderea de care e amenințată averea sa dotală, conform textului și spiritului art. 1256. Iar faptul că pe de o parte, cea mai mare parte din banii dotali sunt asigurați cu ipotecă în imobilele soțului, și că, pe de altă parte, dota imobiliară nu se poate pierde, nu face ca soția să nu aibă interesul și dreptul de a cere separațiunea patrimoniilor, pe câtă vreme ar fi foarte posibil ca la vânzarea silită a averii soțului să nu se acopere toate pretențiunile ei dotale, dacă ar lăsa ca soțul să poată micșora în viitor acea avere prin diferite mijloace ce poate să găsească. (Apel Iași, II, Nov. 23/89, Dr. 6/90).

4. Conform art. 1256, femeia, în tim-

pul căsătoriei, poate cere de la justiție separațiunea de patrimonii, când afacerile soțului său merg rău și este pericol ca dota să fie compromisă. Or, conform cu spiritul legii, dota este în pericol de a se pierde, când sunt indicii de o rea administrațiune a soțului, fie prin faptul că face cheltueli mai mari de cât veniturile și aceste cheltueli sunt desordonate, fie când capitaurile dotale nu se întrebunțează la destinațiune și sunt micșorate prin această rea administrare. Și deși separațiunea de patrimonii este o garanție dată femeii și un mijloc de a-și asigura dota sa la cele dintâi indicii că ar fi în pericol de a se pierde, însă această procedare putând aduce oare cari loviri în creditul public, legiuitorul a luat precauțiuni, și femeia, independent de mărturisirea soțului, trebuie să facă singură proba tuturor faptelor care servesc de fundament la cererea sa. Iar chestiunea de a se ști dacă de fapt dota femeii care cere separațiunea este în pericol, fiind lăsată la suverana apreciere a judecătorilor, singurul lucru pe care trebuie să-l probeze femeia este reaua stare a afacerilor soțului. Temerea că bunurile bărbatului nu vor fi suficiente spre a garanta în întregul ei restituirea dotei, nu poate fi admisă de cât dacă această insuficiență a survenit după căsătorie și este rezultatul dezordinii afacerilor bărbatului. (Trib. Tecuci, 242, Nov. 9/90, Dr. 14/91).

5. Urmărirea ce se face de un creditor al bărbatului asupra excedentului veniturilor imobilului dotal, peste suma necesară pentru satisfacerea sarcinilor căsătoriei, nu poate constitui o cauză de separațiune de patrimonii, pentru că în acest caz nu se poate zice că veniturile dotale sunt sustrate dela destinațiunea lor legală. (Trib. Dolj II, Dr. 72/94).

6. În materie de separațiune de patrimonii, legiuitorul, temându-se de o colusiune între soți în dauna creditorilor, a admis prin articolele 1256-1265 din cod, civ., și art. 628-637 din Pr. civ., o serie întregă de formalități speciale, în scop tocmai de a preîntâmpina posibilitatea unor asemenea înțelegeri frustratoare. Astfel, pentru a împiedica mai cu succes fraudă și a salva interesele terților, a admis o măsură esențială, dispunând ca sentința care admite separațiunea de patrimonii, chiar executată între soți, să nu fie totuși definitivă și opozabilă creditorilor, timp de un an dela judecare. (Apel Buc. II, C. Jud. 13/97).

7. Pentru a obține separațiunea de patrimonii, e de ajuns să se stabilească înaintea justiției că prin faptul bărbatului veniturile dotale au fost micșorate într-o proporție destul de gravă pentru a face acest venit insuficient

sarcinilor căsătoriei și a expune chiar fondul zentral, într'un caz de mare nevoie, când acest venit ar fi cu desăvârșire insuficient, cum ar fi o boală gravă, etc. (Apel Buc. I, C. Jud. 67/901).

8. Condițiile cerute pentru a se putea obține separația de patrimoniu sunt, după art. 1256, pericolul de a se pierde dota și desordinea daraverilor soțului, iar pentru ca dota să fie în pericol nu e nevoie ca obiectul dotei să fie în pericol, căci atunci când dota este un imobil, în sine el nu poate fi în pericol, de oarece nu poate fi urmărit și vândut decât conform condițiilor stabilite de lege. Ceeace se înțelege prin pericol este numai ca veniturile zestreii, destinate pentru susținerea sarcinilor căsătoriei, să nu fie înstrăinate dela această destinație. (Cas. II, 498, 1902, B. p. 1183).

9. Imprejurările și elementele de fapt, din cari instanțele de fond își pot formă convingerea, că dota femeii este în pericol de a se pierde sau nu, din cauza dezordinei daraverilor bărbatului, pentru ca să motiveze sau nu separațiunea patrimoniilor, constituie o chestiune eminentă de fapt, de suveranul atribut al judecătorilor de fond. (Cas. I, 23 Mart. 1907, B. p. 423).

10. Dacă, potrivit art. 1256 din codul civil, nu este necesar ca femeia să aștepte ruina bărbatului pentru a putea cere separația de patrimoniu, totuși, pentru ca justiția să poată admite această separație, trebuie a se dovedi un

pericol cert la care dezordinea afacerilor bărbatului ar expune dota.

Astfel fiind, dacă pericolul nu este evident, pe simple închietudini sau temeri de insolabilitate, nu se poate justifica o separație de patrimoniu. (Cas. I 3 Februarie 1910, B. p. 157).

11. Dispozițiunile art. 1256 din codul civil care cer ca condițiune pentru a se putea obține separațiune de patrimoniu ca dota să fie în pericol, înțeleg ca veniturile dotale care trebuie să fie întrebuințate numai la susținerea sarcinilor căsătoriei să nu fie în pericol, adică să nu fie înstrăinate de la această destinațiune, căci în ce privește fondul dotal este evident că el nu poate fi în pericol fiind inalienabil și deci legiuitorul prin menționatul articol nu s'a putut referi la dânsul. (C. Apel Buc. s. IV. Dreptul 24/913 p. 186).

12. Pentru ca femeia să poată obține separațiune de patrimoniu, nu se cere ca desordinea daraverilor bărbatului să rezulte din timpul căsătoriei, ea putând fi anterioară căsătoriei, de oarece dacă s'ar admite că în cazul când datorile soțului sunt anterioare și au fost cunoscute femeii la trecerea sa în căsătorie, separațiunea de patrimoniu să nu poată fi încuviințată, s'ar ajunge la rezultatul că pentru datorile soțului anterioare căsătoriei să se poată urmări veniturile dotale, ceea ce e inadmisibil. (Apel Buc. IV, Dr. 24/913, p. 186).

Art. 1257. — Numai femeia poate să ceară separațiunea patrimoniilor¹⁾. Creditorii personali ai femeii nu o pot cere decât cu consimțământul său.

Cu toate acestea, în caz de faliment sau de nesolvabilitate a bărbatului, creditorii femeii pot exercită drepturile acesteia până la suma la care se ridică creanțele lor. (Civ. 974, 1256, 1258, 1261, 1264; C. com. 10, 21, 793, 800; Pr. civ. 628 urm., 633; L. Timbr. 21 § 1; Civ. Fr. 1446).

Text. fr. Art. 1446. — Les créanciers personnels de la femme ne peuvent, sans son consentement, demander la séparation de biens.

Néanmoins, en cas de faillite ou de déconfiture du mari, ils peuvent exercer les droits de leur débitrice jusqu'à concurrence du montant de leurs créances.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, V, p. 388-390;

BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, II, 897-900, 902, 903;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 45; ed. 1-a, III, p. 169, 170;

DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 1682 urm.; *Suppl. Contr. de mar.*, 619 urm.;

DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VI, 95 bis, I, VI;

DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 40;

GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, III, 1100, 1102-1107;

HUC, IX, 274;

1) Prima frază a art. 1257: „numai femeia poate să ceară separațiunea patrimoniilor“, lipsește în textul art. francez corespunzător.

LAURENT, XXII, 205-207;
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1192;
 RODIÈRE ET PONT, *Contrat de mariage*, III, 2114, 2115, 2117.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 459 urm., 462, 463; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 358);
Droit ancien et moderne de la Roumanie, p. 85;
 CANTACUZINO MATEI, p. 452, 735;
 NACU, III, p. 124, 130, 131;
 TĂTARU G. V., *Prezidentul tribunalului*, p. 79.

Jurisprudență.

1. Art. 1257 care autoriză pe creditorii femeii, în caz de faliment sau insolvență a bărbatului, ca să exercite drepturile acesteia până la concurența creanței lor, nu face să înceteze caracterul de inalienabilitate

al zestrei, de oarece acest articol s'a copiat de legiuitorul nostru din scãpare de vedere din codica francezã, articol care nu are aplicațiune în Franța de cât sub regimul comunității. (Apel Buc. I, 192, Sept. 4/82, Dr. 74/82).

Art. 1258. — Separațiunea patrimoniilor nu se poate face decât prin judecată; verice separațiune de patrimoniu între bărbat și femeie, făcută de bună voe în timpul căsătoriei, este nulă. (Civ. 1228, 1233, 1256, 1257, 1259 urm., 1261, 1264; Pr. Civ. 340, 628 urm.; C. com. 21; Civ. Fr. 1443 § 2).

Text. fr. Art. 1443 § 2. — Toute séparation volontaire est nulle.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, V, p. 386, 387, 394;
 BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, II, 895, 904, 921-923;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 536 nota 1; ed. 1-a, III, p. 170, 172;
 DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 1625 urm.; *Suppl. Contr. de mar.*, 598 urm.;
 GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, III, 1098 bis, 1110, 1112;
 HUC, IX, 262, 267;
 LYON-CAEN ET RENAULT, *Précis de dr. comm.*, II, 2682;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 79, 80;
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1160 urm.;
 RODIÈRE ET PONT, *Contrat de mariage*, III, 2093.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 29, 370, 448 n. 2, 468 urm., 471 urm., 473 t. și n. 1 475 t. și n. 3, 476, 477, 479, 480, 483 n. 4, 489; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 358; VII, p. 335 n. 3, 455 n. 2); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 85;
 NACU, III, p. 125.

Art. 1259. — Cererea pentru separațiunea patrimoniilor nu se va socoti formată decât după ce o va fi autorizat președintele tribunalului¹⁾.

Atât acea cerere, când ar fi autorizată, cât și hotărîrea ce ar interveni, vor trebui să fie publicate, după formele și la epocile prescrise în codicele de procedură, sub pedeapsa de nulitate, care va putea fi opusă atât de creditorii bărbatului, cât și de însuși bărbatul. (Civ. 1258; Pr. Civ. 628 urm., 632, 639; C. com. 21; Civ. Fr. 1445, § 1).

1) Primul aliniat al art. 1259, lipsește în textul francez.

Text. fr. Art. 1445 § 1. — Toute séparation de biens doit, avant son exécution, être rendue publique par l'affiche sur un tableau à ce destiné, dans la principale salle du tribunal de première instance, et de plus, si le mari est marchand, banquier ou commerçant, dans celle du tribunal de commerce du lieu de son domicile; et ce, à peine de nullité de l'exécution.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, V, p. 396;
 BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, II, 935, 940-943, 963 bis;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 418, 421 nota 1; ed. 1-a, III, p. 172, 176, 179, 342;
 DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 1768 urm., 1912 urm.; *Suppl. Contr. de mar.* 638 urm., 673 urm.;
 GARSONNET, VI, 1357;
 GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, III, 1128, 1129;
 HUC, IX, 270;
 LAURENT, XXII, 247;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 81, 82, 83;
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1178.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 29, 370, 448 n. 2, 468 urm., 471 urm., 473 t. și n. 1, 475 t. și n. 3, 476, 477, 479, 480, 483 n. 4, 489; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 358); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 85, 86;
 CANTACUZINO MATEI, p. 735, 736;
 NACU, I, p. 406; III, p. 125;
 TĂTARU G. V., *Prezidentul tribunalului*, p. 78.

Jurisprudență.

1. Deși sentința tribunalului, prin care s'a admis separațiunea bunurilor dintre soți, a fost publicată conform art. 1259, însă dacă nu s'a putut dovedi că s'au îndeplinit și formalitățile relative la afisare, cerute de art. 632 pr. civilă, cu drept cuvânt tribunalul declară neopozabilă sentința de separațiune creditorului bărbatului. (Cas. I. 76/Februarie 27/84, B. p. 148).

2. Deasemenea persoanelor cu drept de a invoca nulitatea rezultând din lipsa de publicare a sentinței de separațiunea patrimoniilor, este creațiunea legiuitorului român, care a voit a nu mai lăsa, ca în codul Napoleon, loc la vre-o incertitudine în această privință. Or creditorul bărbatului posterior sentinței de separațiunea patrimoniilor și executărei ei nu are de ce se plânge, căci nu se poate susține că prin acea sentință s'au fraudat drepturi ce nu erau născute. Deci creditorul posterior nu are drept a opune nulitatea sentinței izvorând din lipsa publicărei, precum nu are un asemenea drept când hotărîrea s'a executat peste termenul de 1 lună prevăzut de art. 1262 căci rezultă din expunerea de motive a codului francez că ambele nulități sunt de aceeași natură și prin introducerea lor legiuitorul a urmărit același scop: executarea reală și valabilă a sentinței de separațiune. Un atare creditor nici ca reprezentant al drepturilor bărbatului nu poate invoca nulitatea sentinței nepublicate,

pentru că soțul recunoscând pe soție ca separată de bunuri, nulitatea s'a acoperit, și prin urmare bărbatul ne mai având vre un drept, creditorii săi nu pot fi primiți a critica acea sentință, revestindu-se cu drepturile sale. Și de și se susține pentru a se înlătură această consecință că nulitatea invocată ar fi de ordine publică și ca atare nesusceptibilă de acoperire, însă din art. 1167 rezultă că actele pătate de vre-un viciu care dă loc la acțiunea în nulitate se pot ratifica. Astfel nulitatea pentru viciul nepublicărei sentinței de separațiune s'a acoperit prin ratificarea tacită a bărbatului care s'a supus la executărea ei și care a tratat pe soție ca separată de bunuri. Renunțarea soțului la acțiunea în nulitate e valabilă de oarece eră stăpân pe dreptul ce aveă de a intenta ori nu acțiunea în nulitate. Și pe cât timp această renunțare nu e atacată de reprezentanții săi ca frauduloasă le e opozabilă, și deci nu pot a o propune prevalându-se de drepturile debitorului, astfel fiind cel dela care se revindică un imobil dotal nu poate opune nulitatea sentinței de separațiunea bunurilor pentru nepublicare. (Apel Buc. III, 1627, Nov. 22/83, Dreptul 16/84).

3. Prin art. 1259 prescriindu-se că atât cererea pentru separare patrimoniilor cât și hotărîrea ce ar interveni să se publice după formele și la epocile indicate în procedura civilă, sub pedeapsă de nulitate, iar prin art. 629 și 630 pr. civ. mai prescriindu-se că se va lipi în sala de audiență a tri-

bunului și se va publica într'un jurnal din acea localitate dacă va fi, sau din o localitate vecină, un extract format după grefier după cererea pentru separațiunea patrimoniilor cuprinzând în el data acelei cereri, numele, pronumele și profesiunea soților, și în fine cantitatea și arătarea averii dotale, după petițiunea și foaia dotală, rezultă din combinarea citatelor articole, că nulitatea prevăzută în art. 1259 se referă numai la lipsa de publicare a unui extract format după cuprinsul cererii pentru separarea patrimoniilor, iar nu și la lipsa de arătare în această cerere a ori ce pretențiune dotală, și nici pentru neomplectarea aceleiași cereri de către grefier prin formarea unui extract în care să se mai arate și altă avere deosebit de cea cuprinsă în cerere conform actului dotal. De altfel pe cât este de adevărat că din cuprinsul art. 1259 codul civil și art. 629 pr. civilă rezultă că legiuitorul român, în deosebire de cel francez a voit ca o dată cu judecarea acțiunii pentru separarea patrimoniilor să se lichideze și averea dotală, pe cât este iar de adevărat, în lipsă de un text de lege contrariu, că și în urma separațiunii de patrimoniu femeea ar avea drept să urmărească contra soțului ei ori ce pretențiune dotală care ar fi fost omisă în cererea de separațiune și pentru care ar aduce probe suficiente ca este fundată; și astfel este evident că dacă în urma separării de patrimoniu este legalmente admisibilă o completare a lichidării averii dotale, apoi negreșit trebuie a se considera ca valabilă și separațiunea de patrimoniu în care s'ar fi omis de a se arăta și lichida toată averea dotală. Scopul principal pentru care legiuitorul, prin articolele citate, a prescrie îndatorirea de a se publica în extract cererea și hotărârea dată asupra separațiunii de patrimoniu cu arătarea averii dotale, a fost de a se avertiza creditorii bărbatului ca să intervină în judecată spre a contesta acea cerere ca făcută în fraudă drepturilor lor, precum și de a cunoaște pe viitor noua stare ce s'a creat pentru daraverile dintre soți, scop care de sigur este suficient satisfăcut nu numai atunci când în cererea și în judecata pentru separațiune s'a arătat și s'a lichidat întreaga avere dotală, ci și atunci când femeea ar mai urmări pretențiuni dotale și în urma cererei de separare căci și pentru acele pretențiuni au drept creditorii soțului de a le atacă ca făcute în fraudă drepturilor lor, ceace este suficient pentru a-părarea acelor drepturi, fără să se mai poată prin urmare justifica și cererea lor de a se anula și separațiunea patrimoniilor care n'ar fi fost obținută

în fraudă menționatei lor drepturi. Astfel fiind, din faptul că soția nu a arătat și dota imobiliară în cererea de separarea patrimoniilor ci numai la judecarea acțiunii a cerut oral să i se restituie și acea avere, ceea ce s'a și admis, nu rezultă că a căutat prin asemenea mod de a obține prin surprindere și în fraudă creditorilor acea separațiune de patrimoniu căci dacă ar fi avut dreptul necontestat, după cum s'a arătat mai sus, de a face pretențiune pentru restituirea acelor imobile chiar în urma separării de patrimoniu, apoi cu atât mai mult a putut să facă asemenea pretențiune o dată cu discutarea cererei de separațiune, trebuind numai ca să probeze în mod suficient dreptul ei de proprietate asupra acelor imobile și astfel creditorii soțului nu pot de loc susține că drepturile lor au fost lovite prin luarea de către soție a necontestatei sale averi. (Apel Iași, II, Nov. 23/89 Dreptul 6/90).

4. Acea ce cere legiuitorul prin art. 630 pr. civilă, este ca publicarea cererilor de separațiune de patrimoniu să fie făcută în un jurnal care apare în localitatea în care s'a intentat procesul, căci în cazurile când legiuitorul a voit ca publicarea unui act judiciar să se facă prin o foaie oficială, a spus-o categoric (art. 75 § 6 și 7 și art. 508 pr. civilă). De altfel scopul legiuitorului, prin această publicațiune, fiind de a aduce la cunoștința creditorilor bărbatului acțiunea de separațiune de patrimoniu, pentru ca aceștia să poată interveni în timp util, era natural să ordoane publicarea extractului după acțiune în jurnalele din localitate, unde se presupune că bărbatul își are centrul relațiilor sale și prin urmare cea mai mare posibilitate de a se încunoștiința la timp cei ce au interes de a interveni. Și ori de câte ori legiuitorul prescrie anume forma în care un act urmează să fie publicat pentru a fi adus la cunoștința celor de al treilea, ori ce altă publicațiune făcută în afară de aceste condițiuni se consideră ca inexistentă, puțin importând în cauză din a cui culpă s'a făcut acea publicațiune greșită. Astfel, dacă acțiunea de separațiune de patrimoniu s'a publicat, nu în jurnalul ce apără în localitate, ci în foaia anunțurilor oficiale ce apără în altă localitate, ea se consideră ca și când n'ar fi existat și prin urmare, conform art. 1259, lipsa acestei publicațiuni atrage nulitatea hotărârii de separațiune a patrimoniilor. Această nulitate, fiind edictată de lege ca consecință a publicațiunilor neregulate creditorul intervenient nu mai are nevoie să dovedească fraudă și conivența soților. (Apel Galați, II, Febr. 5/94, Dreptul 23/94).

5. Hotărârea care a pronunțat se-

parațiunea patrimoniilor dotale ale femeii, nu poate produce nici un efect și nu poate fi opozabilă creditorilor bărbatului, (fie anteriori, fie posteriori), dacă nu a fost publicată conform art. 1259 din Codul civil. Principiul, stabilit de art. 633 din Procedura civilă are efect numai atunci când hotărîrea de separațiune patrimonială a fost supusă publicității conform art. 1259 din codul civil. În lipsa îndeplinirii acestei formalități, o atare hotărîre nu poate fi opozabilă terților persoane. (Cas. I, 250/95 B. p. 723).

6. Creditorii bărbatului, posteriori sentinței de separațiunea patrimoniilor, nu au dreptul de a invoca nulita-

tea ei pe motiv că nu s'au făcut publicațiunile prevăzute de art. 1259 din codul civil; acest drept îl au numai creditorii anteriori. (Cas. III, 12 Dec. 1908 B, p. 2168).

7. Natura juridică a autorizațiunei prezidențiale în materie de separațiune de patrimoniul, are caracterul unei autorizațiuni maritale care o supleiază, și, ca atare cererea de separațiune de patrimoniul fără prealabilă autorizare a prezidentului tribunalului, nu poate avea ca sancțiune decât nulitatea ei. (Trib. Ilfov s. III, 83/912-Curier Judiciar 25/1912).

8. A se vedea: art. 1262 nota 1.

Art. 1260. — Confesiunea bărbatului nu va putea face probă chiar dacă nu s'ar află creditori¹⁾. (Civ. 1204, 1258; Pr. Civ. Fr. 870).

Text. fr. Art. 870. Proc. civ. — L'aveu du mari ne fera pas preuve, lorsqu'il n'y aurait pas de créanciers.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, V, § 493, p. 192 t. și n° 15; § 515, p. 386, t. și n° 18, 387;
BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, II, 891, 921-929, 943, p. 107 n° 2;
CARRÉ ET CHAUVEAU, VI, partea II, *quest. 2932 quater*, p. 688, 689;
CHARDON, *Puiss. matr.*, 346, p. 180;
DALLOZ, *Suppl. Contr. de mar.*, 624;
DEMOLOMBE, IV, 488;
DUTRUC, *Tr. de sép. de biens*, 8 urm., p. 13 urm.; 25 urm., p. 23 urm., 51;
GARSONNET, *Proc. civ.*, VI, n° 1354, p. 443 (ed. I);
GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, III, 1111, 1112, 1118;
HUC, VIII, 359; IX, 261, p. 301; 262, 267;
LAURENT, III, 248; XXII, 198;
POTHIER, *Tr. de la communauté*, VII, 516, p. 278;
THIRY, III, 371, 4°, p. 404;
TROPLONG, *Contrat de mariage*, II, 1341 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 29, 370, 448 n. 2, 468 urm., 471 urm., 473 t. și n. 1, 475 t. și n. 3, 476, 477, 479, 480, 483 n. 4, 489; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 358; VII, p. 321); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 86;
CANTACUZINO MATEI, p. 735;
NACU, III, p. 125.

Art. 1261. — Creditorii bărbatului pot interveni în instanță spre a constată cererea pentru separațiunea patrimoniilor. (Civ. 974—976; Pr. Civ. 247, 631—633, 647 urm.; C. com. 21; Civ. Fr. 1447).

Text. fr. Art. 1447. — Les créanciers du mari peuvent se pourvoir contre la séparation de biens prononcée et même exécutée en fraude de leurs droits; ils peuvent même intervenir dans l'instance sur la demande en séparation pour la contester.

¹⁾ Acest art. 1260 Cod. Civ. este luat după art. 870 Procedură Civilă Franceză. El nu există în Codul Civil Francez.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, V, p. 394;
 BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, II, 931, 964;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 42, 55; ed. 1-a, III, p. 174;
 DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 1872 urm.; *Suppl. Contr. de mar.*, 665 urm.;
 GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, III, 1115, 1123, 1124;
 HUC, IX, 275;
 LAURENT, XXII, 266;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 81;
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1197.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 465 urm., 466 n. 2; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 86;
 ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub. Cas. I, 985 din 15 Oct. 923. Pand. Rom. 1925-I-16;
 CANTACUZINO MATEI, p. 735;
 NACU, II, p. 459; III, p. 130, 131.

Jurisprudență.

1. Dacă în timpul cât durează instanța, creditorii soțului pot interveni spre a contesta cererea de separare a patrimoniilor, îndată ce însă această separare a fost pronunțată definitiv, creditorii nu mai pot s'o atace, decât dovedind intențiunea doloasă a părților desăvârșit judecate. Când dar, instanța de fond anulează o separațiune de patrimoniu câștigată de părți, fără a examina dacă există fraudă sau coluziune, elemente esențiale în cauză, violează art. 1264 din codul civil și comite un exces de putere care atrage casarea hotărârii. (Cas. I, 433/98 B. p. 1423).

2. Legiuitorul, acordând creditorilor bărbatului dreptul de a interveni

în judecata separării de patrimoniul și de a ataca chiar separația de patrimoniul pronunțată și executată cu fraudă în contra drepturilor lor, prin aceasta a înțeles că, în orice alte împrejurări hotărârea de separație și executarea ei sunt opozabile acestor creditori, dacă ei n'au intervenit la judecată sau nu au atacat hotărârea, ea fiind dată cu fraudă drepturilor lor. (Cas. II, B. p. 416).

3. Venitul averii dotale aparținând femeii din ziua cererii de separațiune, orice creditor al bărbatului nu mai poate din acel moment popri sau sequestra fructele sau alte venituri dotale chiar dacă ar fi creditor anterior separațiunii. (Trib. Ilfov, Dr. 53/1903).

Art. 1262. — Separațiunea patrimoniilor deși pronunțată de judecată, va fi nulă, dacă, în curs de o lună dela pronunțarea hotărârii, și în urma publicărilor de cari se face mențiune în art. 1259, nu se va fi început executarea hotărârii.

Acea executare se va face prin plata reală a drepturilor femeii, în măsura averii bărbatului, constatată prin act autentic, sau prin urmăriri începute și neîntrerupte. (Civ. 1171, 1307; Pr. civ. 632; C. Com. 21; Civ. Fr. 1444).

Text. fr. Art. 1444. — La séparation de biens, quoique prononcée en justice, est nulle si elle n'a point été exécutée par le paiement réel des droits et reprises de la femme, effectué par acte authentique, jusqu'à concurrence des biens du mari, ou au moins par des poursuites commencées dans la quinzaine qui a suivi la jugement, et non interrompues depuis.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, V, p. 205, 397, 398, 400, § 516, n° 26;
 BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, II, 939, 945-947, 949-960 bis, 961 urm. 962 bis;
 CHAUVEAU ET CARRÉ, *ques.*, 2950 urm.;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 203; ed. 1-a, III, p. 172 urm.;

DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 1794 urm.; *Suppl. Contr. de mar.*, 646 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VI, 92 bis, III, VII;
 GARSONNET, VI, 1358, 1359;
 GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, III, 1127, 1135, 1136, 1138-1141, 1144-1148 urm., 1152, 1196;
 HUC, IX, 268, 269;
 LAURENT, XXII, 250, 254, 255, 257-259 urm., 272, 273;
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1179 urm.;
 RODIÈRE ET PONT, *Contrat de mar.*, III, 2143.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 468, 473 n. 1, 478, nota, 480 urm., 481, 483 n. 4, 484 urm., 486; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 86;
 BENISACHE C. REMUS, *Adnotație sub Trib. Covurlui s. II*, 624 din 11 Febr. 905. *Curier Jud.* 43/905;
 CANTACUZINO MATEI, p. 736;
 DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri juridice*, vol. I, p. 329 urm., „Art. 1262 codul civil“;
 NACU, III, p. 125.

INDEX ALFABETIC

Acțiune nouă 8.	Omisieune esențială 6.
Anulare, a se vedea „Nulitate“.	Ordine privată 7, 10.
Apel 3.	Ordine publică 10.
Autoritate de lucru judecat 3.	Portărei 4.
Casare 6.	Publicație 1, 8.
Concordat 9.	Recurs 6.
Creditori 10.	Regim dotal 8.
Datorii 5.	Restituirea dotci 11.
Divorț 11.	Sanctiune 1.
Dotal regim 8.	Separatie de patrimoniu 1-12.
Dotale imobile 5.	Somațiune 4, 11.
Faliment 9.	Tardivitate, a se vedea „Termin“.
Hotărîre 1, 2, 3, 4, 6, 8, 9, 11, 12.	Termin 1, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 9, 11.
Imobil dotal 5.	Terțe persoane 2, 10.
Ipotecă 9.	Urmărire silită 5.
Lucru judecat 3.	Venituri dotale 5.
Nulitate 1, 2, 4, 6, 7, 8, 9, 10.	

Jurisprudență.

1. Sanctiunea atât a lipsei de publicitate a unei hotărîri prin care se pronunță separațiunea de patrimoniu dintre soți, cât și a neexecutării ei în termenul prescripș de lege, este că aceea separatiune se consideră ca nulă și prin urmare soții se află tot sub regimul matrimonial convenit la căsătorie. (Cas. I. 215/Iunie 6/77, B. p. 222).

2. Dacă separatiunea de patrimoniu s'a anulat ca nefiind pusă în executare în termen de 1 lună, după cum prevede art. 1262, această anulare are de rezultat ca separatiunea de patrimoniu să fie considerată ca neavenită și ca și cum n'ar fi existat nici o dată, iar hotărîrea ce a pronunțat-o este opeșabilă tuturor și terțiilor persoane ce nu au luat parte la judecata ce a pronunțat-o. (Cas. II 6/Ian. 13/78, B. p. 8).

3. În sistemul legii noastre nici o hotărîre nu se poate executa, dacă ea n'a dobândit autoritatea de lucru judecat; și n'are putere de lucru judecat decât o hotărîre care se dă de o Curte sau un Tribunal care judecă în ultimul resort, sau de un tribunal care judecă în primul resort dacă păr-

țile au lăsat să treacă termenul de apel sau să se perime judecata (art. 373 și 376 pr. civilă). Execuțiunea dar în termen de 1 lună de la data pronunțării hotărîrei e imposibilă și din cauză că se poate interjecta apel îndată după pronunțarea hotărîrei și hotărîrea atacată cu apel se consideră ca neavenită până ce se pronunță asupra apelului; deci dar termenul pentru îndeplinirea formalităților prescripș de art. 1262 nu poate să înceapă să curgă decât din momentul când hotărîrea dobăndește autoritatea de lucru judecat, căci acesta este sensul art. 1262, care se dovedește pe calea interpretării logice, și acest înțeles trebuie să fie menținut chiar când el s'ar depărta de sensul literal al legii. (Cas. II. 60. Mai 29/84, B. p. 498).

4. Dacă soția a pus în executare hotărîrea de separare de patrimoniu în curs de 1 lună de la pronunțarea ei, prin somațiunile făcute soțului prin portărei, ceea ce e suficient, conform art. 1262, cu drept cuvânt instanța de fond respinge cererea făcută de sot pentru anularea menționatei hotărîri, sub pretext de neexecutarea ei. (Cas. I, 407/Dec. 14/92, B. p. 1094).

5. Veniturile imobilelor dotale pot fi urmărite, pentru datorii contractate solidar de sot și soție cel puțin pentru partea ce covârșește trebuințele familiei. Când însă există separatie de patrimoniu între sot și soție, pronunțată și executată în regulă, veniturile imobilului dotal nu mai pot fi urmărite. (Cas. II, 14/900 B. p. 79).

6. Omisieunea, ce instanța de fond face nepronunțându-se asupra mijlocului de apărare propus de o parte, cum că o hotărîre de separatie de patrimoniu nefiind executată în termenul prescripș de art. 1262 din codul civil a rămas nulă, este o omisiune esențială ce atrage casarea hotărîrei, întru cât un asemenea mijloc, dacă se dovedește, poate schimba în-

tr'un senz sau într'altul soluția procesului. (Cas. II, 14/900 B. p. 79).

7. Nulitatea prevăzută de art. 1262 codul civil, fiind de interes privat, poate fi acoperită prin faptul executării, așa încât nu se mai poate invoca în urmă tardivitatea acestei executări. (Apel Buc. III, Dreptul 47/901).

8. Dacă soția căsătorită sub regimul dotal, a obținut separațiunea patrimoniilor, poate, în caz când această hotărâre este nulă, să facă o nouă cerere de separațiune însă trebuie mai întâi să intervie o hotărâre judecătorească, fie pe cale de acțiune principală, fie pe cale de excepțiune, care să declare nulitatea, căci neîndeplinirea formelor cerute de lege din partea părții câștigătoare fie prin nepublicarea sentinței, fie prin neexecutarea ei în termen conform legii, nu atrage nulitatea de drept a sentinței. (Trib. Iași II, Dreptul 38/901).

9. Art. 1262 codul civil, care stabilește că separațiunea de patrimonii va fi nulă dacă, în termen de o lună dela pronunțarea hotărârei, nu se va fi început executarea ei, nu-și are aplicațiune, când alte principii de drept se opun cum de pildă în caz de faliment. femeea, a cărei creanță dotală nu e garantată prin ipotecă, nu poate să mai ceară dela bărbatul său decât suma reprezentând cotele concordatoare și numai la epocile fixate prin concordat, ea nu poate dar executa sentința de separațiune de patrimonii. (Trib. Ilfov I, Dreptul 46/901).

10. Nulitatea prevăzută de art. 1262

codul civil nu este de ordine publică, ci de interes privat; deci ea nu poate fi propusă decât de acei în favoarea cărora nulitatea a fost creată, adică de cei de al treilea creditori ai bărbatului, iar nu de femeie. (Apel Buc. III, Dreptul 47/901).

11. Femeea poate să continue instanța în separațiune de patrimonii chiar după ce divorțul a fost pronunțat fără ca să i se poată opune nici lipsa de interes, nici alt fine de neprimire întemeiat pe textul sau spiritul legii. Prin art. 1262 Codul civil, legea cere ca, în curs de o lună dela pronunțare, să se înceapă executarea sentinței care a pronunțat separațiunea de patrimonii. Somațiunea adresată soțului pentru restituirea dotei este un început de executare în sensul art. 1262, și voința legii este satisfăcută când ea a fost făcută în termenul legal, deși a fost notificată bărbatului după expirarea termenului, fiindcă femeea nu poate suferi dintr'o întârziere care nu-i este imputabilă. (Apel Buc. III Dreptul 9/902).

12. Din acest art. combinat cu 632 pr. civilă, rezultă că executarea provizorie a unei hotărâri de separațiune are loc de drept în virtutea legii și prin urmare nu este nevoie nici ca aceea executare provizorie să fie cerută de soție, nici ca instanța care admite separațiunea să ordone executarea provizorie a hotărârei sale. (Trib. Ilfov, Dreptul 53/903).

13. A se vedea și nota No. 9 de sub art. 1307.

Art. 1263. — Hotărârea care a pronunțat separarea patrimoniilor, are efect din ziua de când s'a format cererea, fără însă ca aceasta să se întindă la actele de administrațiune ale bărbatului, făcute în urma cererii și mai înainte de hotărâre (Civ. 1258; Pr. civ. 629—633; Civ. Fr. 1445 § 2).

Text. fr. Art. 1445 § 2. — Le jugement qui prononce la séparation de biens, remonte, quant à ses effets, au jour de la demande.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, V, p. 202, 203, 400-402, 412;
 BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage* II, 971, 972, 974-978;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 418, 421 nota 1; ed. 1-a, III p. 172, 176, 179;
 DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 1768 urm., 1912 urm.; *Suppl. Contr. de mar.*, 638 urm., 673, urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VI, 94 bis, II, III;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, IV, p. 244;
 DEMOLOMBE, IV, 514 urm.;
 GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, III, 1159, 1162, 1163, 1165, 1166, 1174;
 HUC, IX, 271-273;
 LAURENT, XXII, 338, 339, 341-343, 352;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 81, 82, 83;
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1187 urm.;
 RODIÈRE ET PONT, *Contrat de mariage*, III, 2163, 2178.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 476 n. 3, 479 nota, 487-489, 603 n. 1, 606; (I, ed. 2-a, p. 113); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 86;
CANTACUZINO MATEI, p. 736.

Jurisprudență.

1. Dacă arendarea s'a urmat de către soț în urma cererii de separațiunea patrimoniului voind, în colușiune cu arendașul, ca prin dol să aducă un prejudiciu soției prin faptul că în contractul de arenduire se prevedea că a răspuns înainte soțului atât din arenda, când prin oșebit act arendașul se da dator către soț acea sumă, asemenea acte din partea soțului în urma cererii de separațiune a patrimoniului nu pot fi considerate ca acte de pură administrațiune prevăzute de art. 1263, pe cât lipsește buna credință, atât din partea soțului cât și din partea arendașului care, în coniventă, prin dol, voiă a prejudiciu pe soție. (Cas. I, 323/Nov. 26/79 B. p. 812).

2. Hotărîrea prin care se pronunță separațiunea de patrimonii, în caz când dota femeii este mobilă și prețuită, nu poate avea de efect a creea un privilegiu pentru femeie față cu creditorul diligent care de și posterior introducerei acțiunii în separațiune, însă mai înainte de urmărirea femeii, a inițiat sequestrul asigurător asupra averii soțului, de oarece legea nu recunoaște un atare privilegiu. Iar prin efectul retroactiv al ho-

tărîrei de separațiunea patrimoniilor legiuitorul s'a referit la fructele și dobânzile imobilelor dotale și actele de dispozițiune pe cari le-ar face bărbatul posterior cererii de separațiune, moment din care pierde acest drept și conservă numai dreptul de administrațiune. Deci soțul nu poate să cedeze soției, în executarea hotărîrei de separare a patrimoniilor, lucrurile deja sequestrate de un creditor. Soția în asemenea caz nu poate de cât să fie trecută cu creanța sa în tabloul de distribuțiunea prețului ce va rezulta din vânzarea obiectelor sequestrate. (Trib. Ilfov, com., Oct. 27/85, *Dr.* 85/85).

3. Sentința dată în materie de separațiune de patrimonii își are efectul său încă dela data cererii, afară de administrarea averii dotale ce aparține soțului, până în momentul când hotărîrea a început a fi executată. Dreptul soțului, de a percepe chiriile și arenzile averii dotale se cuprinde în acest drept de administrațiune și deci, înainte de începutul executării sentinței de separațiune de patrimonii, în drept este soțul de a percepe arenda sau de a ceda altei persoane dreptul de a o percepe. (Trib. Ilfov *Dr.* 26/903).

4. A se vedea și nota No. 3 de sub art. 1262.

Art. 1264. — Creditorii bărbatului pot atacă separațiunea de patrimonii pronunțată și chiar executată¹⁾ cu fraudă în contra drepturilor lor. (Civ. 274 ur., 631 ur., 974—976; C. com. 21; Pr. civ. 631—633; Civ. Fr. 1447').

Text. fr. Art. 1447. — Les créanciers du mari peuvent se pourvoir contre la séparation de biens prononcée et même exécutée en fraude de leurs droits; ils peuvent même intervenir dans l'instance sur la demande en séparation pour la contester.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, V, p. 394, 395;
BAUDRY ET SURVILLE. *Contrat de mariage*, II, 964 bis, 965, 967;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, p. 42, 55; ed. 1-a, III, p. 174;
DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 1872 urm.; *Suppl. Contr. de mar.*, 665 urm.;
GARSONNET, IV, 1359;
GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, III, 1153, 1156;
HUC, IX, 275;
LAURENT, XXII, 268;
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1197.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 280 n. 1, 337, 349, 365 n. 1, 462, 465, 466 t. și n. 2, 467, 468, 478, 487, 494 urm., 496, 502-504, 513, 545, 622, 637; (V, p. 217 urm., 248);
Droit ancien et moderne de la Roumanie, p. 86;
NACU, II, p. 473; III p. 130, 131.

1) În textul art. francez lipsesc cuvintele: „și chiar executată”.

Jurisprudență.

1. Dacă art. 633 pr. civilă dispune că după expirarea termenului de 1 an al publicărilor, creditorii bărbatului nu vor mai putea interveni spre a ataca hotărîrea asupra separațiunii patrimoniilor, această dispozițiune nu se poate înțelege în alt sens de cât că după acest termen, creditorii nu mai pot ataca hotărîrea de separațiune propriu zisă, adică acea parte a dispozițiunii care declară pe soți separați de bunuri, care modifică raporturile juridice dintre ei și schimbă statul personal al femeii în modul prevăzut în art. 1265 c. civil iar nu că creditorii nu vor putea ataca lichidațiunea de pretențiunile dotale sau extra dotale ale femeii făcută în prejudiciul lor. Și cum decăderile sunt de drept strict și art. 633 pr. civilă ne vorbind de prescripțiunea de 1 an, de cât în ceea ce privește hotărîrea de separațiune, la ea numai se aplică acest fine de neprimire. Și e neapărat de a se face o distincțiune între hotărîrea de separațiune și lichidarea pretențiunilor femeii; aceste două lucruri, cu totul diferite, nu se pot confunda întru cât lichidarea se poate face și în urma hotărîrei de separațiune, fie în justiție, fie de bună voe prin act separat. Dacă hotărîrea de separațiune nu trebuie să rămână mult timp incertă fiind că ea statuează asupra statului soților și modifică contractul de căsătorie, aceleași motive nu există când e vorba de o simplă lichidare. Măsurile de publicitate, cerute de lege, n'au în vedere de cât numai separațiunea, din cauza schimbării ce va rezulta în capacitatea soților și în raporturile lor cu cel de al treilea; ele sunt cu totul străine lichidațiunii; astfel că dacă lichidarea s'ar face în urmă nu se cere nici o publicitate pentru acele lichidațiuni și circumstanța fortuită că ea se găsește inserată în o hotărîre destinată publicității, nu poate altera dreptul creditorilor. Această teorie, adevărată în legislațiunea franceză, unde separațiunea are de efect mai totdeauna stingerea comunității, o adevărată împărțea. e cu atât mai fundată în legislațiunea noastră unde separațiunea nu poate avea alt efect de cât de a trece în mâinile femeii administrațiunea averii ce era încredințată bărbatului, și de a face să înceteze dreptul său de proprietate asupra veniturilor dotei. (Cas. I, 395/Oct. 15/73. B. p. 177).

2. Separațiunea de patrimoniul având de efect a diminua gagiu creditorilor, prin natura sa este în totdeauna prejudiciabilă creditorilor. Așa dar, independent de prejudiciu, pentru a o combate cu succes, creditorii sunt ținuți să facă încă și dovadă că cererea

în separațiune este făcută în fraudă drepturilor lor. (Trib. Ilfov, II, Nov. 7/89. Dreptul 74/89).

3. Deși e adevărat că, din art. 629 pr. civilă, rezultă că acțiunea de separațiune de patrimoniu și aceea a lichidării drepturilor femeii trebuie să fi judecate din cauza conexității lor simultaneu, nu e însă mai puțin adevărat că aceste acțiuni sunt distincte prin obiectul lor, căci cea dintâi are de obiect cererea femeii de a se lua din mâna bărbatului și a se da ei administrațiunea averii sale dotale pe când cea de a doua are de obiect cererea femeii de a i se determina această a sa avere. Aceste acțiuni diferind prin obiectul lor, judecata asupra uneia dintr'însele nu poate avea autoritatea lucrului judecat asupra celeilalte. Această hotărîre poate fi atacată de creditorii bărbatului ca dată în fraudă drepturilor lor, fie când separațiunea de bunuri e admisă în afară de cazurile prevăzute de lege, fie când femeii i s'a recunoscut fără drept o avere ca avere a sa dotală, sau când i s'a recunoscut o avere mai mare de cât aceea la care ar avea drept. Și nedovedirea de către creditorii a fraudei în cererea de separațiune de patrimoniu, adică nedovedirea că femeia nu s'ar afla în cazurile prevăzute de lege de a obține această separațiune, nu poate ridica creditorilor dreptul d'a stabili fraudă, dovedind inexistența creanței ce s'a recunoscut femeii în hotărîrea de separațiune de patrimoniu, sau dovedind că cuantumul creanței sale nu e acela ce i s'a recunoscut. (Cas. I, 166/Mai 11/92 B. p. 435).

4. Desființarea hotărîrilor pentru separațiune de patrimoniu, ca și orice alte hotărîri judecătorești, nu se pot obține de către părțile litigante de cât prin mijloacele de opozițiune, apel, revizuire recurs în casațiune și contestațiune la executare, iar nu și prin acțiune de anulare, pentru motiv de fraudă sau simulațiune, căci asemenea cale este acordată de lege numai celor de al treilea ale căror interese ar fi lovite prin efectele acelor hotărîri. (Cas. I, 407/Dec. 14/92, B. p. 1094).

5. Dacă în timpul cât durează instanța, creditorii soțului pot interveni spre a constată cererea de separare a patrimoniilor, îndată ce însă această separare a fost pronunțată definitiv, creditorii nu mai pot s'o atace, decât dovedind intențiunea doloasă a părților desăvârșit judecate. Când, dar, instanța de fond anulează o separațiune de patrimoniu câștigată de părți, fără a examina dacă există fraudă sau coluziune, elemente esențiale în cauză, violează art. 1264 din Codul civil și comite un exces de pu-

tere care atrage casarea hotărârii. (Cas. I, 433/98 B, p. 1423).

6. Art. 633 pr. civilă nu ridică creditorilor bărbatului dreptul de a ataca hotărârea de separație de patrimonii, pe cale principală și prin acțiune deosebită pentru fraudă drepturilor lor, conf. art. 1264 Codul civil. Când instanța de fond anulează o hotărâre de separație de patrimonii, pe motiv de

fraudă petrecută între soți, toate obiectele, presupuse trecute în patrimoniul femeii nu încetează un moment de a fi ale bărbatului, astfel că creditorii acestuia, oricare ar fi data creanțelor lor, au drept la despăgubire asupra acelor obiecte. (Cas. II, 360/1904 B, p. 1471).

7. A se vedea și notele No. 3 și 4 de sub art. 1259).

Art. 1265. — Femeea care a câștigat separațiunea de patrimonii, dobândește libera administrațiune a avutului său. Ea poate dispune de averea sa mobilă și chiar a o înstrăina, dar nu poate înstrăina imobilul fără consimțământul bărbatului său sau, la caz de refuz, fără autorizațiunea judecătii. (Civ. 197, 199, 201, 950, 1242, 1248, 1249, 1270, 1285, 1307; Civ. Fr. 1449).

Text. fr. Art. 1449. — La femme séparée soit de corps et de biens, soit de biens seulement, en reprend la libre administration.

Elle peut disposer de son mobilier, et l'aliéner.

Elle ne peut aliéner ses immeubles sans le consentement du mari, ou sans être autorisée en justice à son refus.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, V, p. 402-404, 408-410, 639;
 BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, III, 1498-1500, 1500 bis, 1501, 1502, 1502 bis, 1503-1507, 1528;
 BOITARD, *Leçons de procédure civile*, II, 381;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 633, 635; II, p. 641; ed. 1-a, III, p. 8, 15, 146, 179, 180, 247 urm., 331, 345;
 DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 1964 urm., 1989; *Suppl. Contr. de mar.*, 323, 692 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VI, 101 bis, II, III, V, X;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 397;
 DEMOLOMBE, II, 157; IV, 155 urm., 158, 160;
 GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, III, 1179, 1182, 1183, 1185, 1186, 1191-1194, 1196-1199, 1202-1204, 1206-1210; IV, 2104 urm., 2179;
 HUC, IX, 277, 278 urm., 281, 284;
 LAURENT, XXII, 294, 297, 298, 303, 304, 317-319, 323, 324; XXIII, 558;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 82;
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1441 urm.;
 RODIÈRE ET PONT, *Contrat de mariage*, III, 2190-2192.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 280 n. 1, 337, 349, 365 n. 1, 462, 465, 466 t. și n. 2, 467, 468, 478, 494 urm., 496, 502-504, 513, 545, 622, 637; (III, part. II, ed. 2-a, p. 476; IV, part. I, ed. 2-a, p. 66; IV, part. II, ed. 2-a, p. 358, 359; V, p. 476 nota; VII, p. 92, 381 n. 2; X, p. 199, 341, 581, 646; XI, p. 57, 187, 189, 273); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 56, 87, 102; *Observație sub. Cas. I, 624 din 17 Nov. 1910. Dreptul 4/1911; Notă sub. Trib. civil Paris, 18 Mai 1910. Curier Jud. 27/1915; Notă sub. Trib. din Froix, Ariège, 11 Mart. 1922. Jur. Gen. 1925, No. 290;*
- CANTACUZINO MATEI, p. 737;
 DUMITRESCU A. M., II, 158;
 GHELMERGEANU MIHAIL, „*Autorizația maritală*“. *Curier Jud.* 33/924;
 IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 98;
 NACU, III, p. 131 urm.;
 RĂDULESCU SILIU, *Observație sub. Cas. Fr., 31 Mai 1911. Dreptul 79/1912; Observație sub C. Apel Montpellier, 18 Ian. 1912. Dreptul 59/1913.*

INDEX ALFABETIC

- Acțiuni dotale, a se vedea „Administrarea dotei”.
- Administrarea dotei 1, 3, 3 bis, 5, 6, 8, 10, 15, 16, 18.
- Agricole învoeli 22.
- Autorizația justiției 4, 7, 10, 16.
- Autorizația soțului 2, 4, 7, 3, 10, 12, 14, 16.
- Barbat 1-8, 12-16, 18, 21, 22.
- Capacitate 2, 14, 15.
- Caragea Cod 8.
- Codul civil Francez 2, 4, 7, 8, 11.
- Comunitate (regim) 2, 4, 8, 11.
- Consimțământ, a se vedea „Autorizația soțului”.
- Creanță, a se vedea „Datorii”.
- Creditori 1, 3, 3 bis, 6, 8, 9, 13, 14, 19, 21.
- Datorii 5, 6, 8, 9, 12, 13, 14, 16, 19.
- Defacerea căsătoriei 13, 14.
- Dotă mobiliară 19, 21.
- Dotală avere 1-22.
- Dotal imobil, a se vedea „Imobil dotal”.
- Dotal regim, a se vedea „Regim dotal”.
- Drept civil Francez 2, 4, 7, 8, 11.
- Drept Roman 2, 8.
- Efectul hotărârii de separație de patrimoniu 20.
- Faliment 8.
- Femea dotală 1-22.
- Francez Cod 1, 4, 7, 8, 11.
- Fructe, a se vedea „Venituri dotale”.
- Grațioasă jurisdicție 2.
- Imobil dotal 2, 4, 5, 6, 7, 8, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 22.
- Imobil parafernă 2, 4, 14, 16.
- Inalienabilitate 2, 4, 5, 6, 7, 8, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17.
- Insolvabilitate 8.
- Înstrăinare, a se vedea „Vânzare-cumpărare”.
- Învoeli agricole 22.
- Ipotecă 2, 15.
- Isiaz comunal 22.
- Jurisdicție grațioasă 2.
- Legea învoelilor agricole 22.
- Moștenitori 13, 14.
- Napoleon Cod 2, 4, 7, 8, 11.
- Păduri 10.
- Parafernală avere 2, 4, 14, 16.
- Prescripție 11, 15.
- Preț 11.
- Regim dotal 2, 3, 4, 6, 8, 11, 13, 14, 15, 16, 18.
- Regimul comunității 2, 4, 8, 11.
- Renunțare 2.
- Restabilire 2, 16.
- Retroactivitate 20.
- Revendicare 16.
- Roman drept 2, 8.
- Sarcinile căsătoriei 1, 3, 3 bis, 5, 6, 9, 12, 13, 14, 16.
- Separațiune de patrimoniu 1-22.
- Soț, a se vedea „Bărbat”.
- Soție, a se vedea „Femea”.
- Succesori 13, 14.
- Tocmeli agricole 22.
- Urmărire silită 3, 6, 9, 12, 13, 14, 15, 16, 19, 21.
- Uzfruct 14.
- Vânzare-cumpărare 1, 4, 7, 8, 10, 11, 14, 15, 16, 22.
- Venituri dotale 1, 3, 3 bis, 5, 6, 8, 9, 10, 12, 13, 14.

Jurisprudență.

1. În urma separațiunii bunurilor între soți, venitul este al femeii, care are administrarea averii sale dotale, și este afectat la sarcinile căsătoriei pe cât căsătoria există; și tocmai pentru a ieși dintr-o situațiune nedreaptă și ruinătoare, (sequestrarea venitului dotal pe seama creditorilor soțului), s'a admis de legiuitor separațiunea patrimoniilor dintre căsătoriți. (Cas. I, Iun. 21/67, B. p. 556).

2. Separațiunea de patrimoniu este unul din regimurile consacrate de legea noastră civilă care își are regulile sale ca și regimul dotal, și a cărui stabilire are de efect să facă să dispară cu totul regimul dotal pe care îl înlocuiește. Incetarea absolută a regimului dotal prin efectul separațiunii de patrimoniu rezultă, nu numai din natura lucrurilor, dar chiar din dispozițiile exprese ale legii, și înrălitele din art. 1270 care, vorbind de renunțarea soților la separațiunea de patrimoniu vorbește tot de odată de *restabilirea* regimului creat prin contractul de căsătorie. Dacă dar regimul dotal încetează prin separațiunea de patrimoniu, consecința este că încetează tot deodată

efectele dotalității, încetând prin urmare și inalienabilitatea fondului dotal, și capacitatea femeii separate, în cât privește bunurile sale dotale, se regulează numai după art. 1256 și urm., cari desvoltă efectele separațiunii de patrimoniu. Or, din partea finală a art. 1256 rezultă într'un mod neîndoios că femeia separată are capacitatea cu consimțământul bărbatului să înstrăineze imobilele sale, prin urmare imobilele dotale ale femeii separată încetează de a mai fi alienabile. În zadar se obiectează în sistemul contrariu că prin cuvântul imobile legiuitorul ar fi înțeles numai averea parafernală a femeii separate, această opinie, care nu se bazează pe nici un argument serios, cade mai ales în fața următoarelor două motive: 1) art. 1256 fiind cuprins în materia regimului dotal și sub rubrica *despre condițiunea averii dotale în timpul căsătoriei* nu a putut avea în vedere altă avere de cât averea dotală; 2) dispozițiunea finală a art. 1256 ar fi o adevărată superfluitate dacă s'ar aplica la imobilele parafernale care prin natura lor și afară de ori ce separațiune de patrimoniu pot fi înstrăinate de femeie cu consimțământul soțului. Dacă jurisprudența franceză a admis inalienabilitatea fondului dotal chiar după separațiunea de patrimoniu cauza este că art. 1449 francez (identic cu art. 1265 rom.), și celelalte articole relative la efectele separațiunii se află cuprinse în regimul comunității, iar nu în regimul dotal, precum se află la noi; efectele acestor articole nu au putut fi înținse de la un regim la altul, de aceea jurisprudența franceză, în lipsă de vreo dispozițiune specială relativă la efectele separațiunii, în punctul de vedere al averii dotale, a aplicat în această privință principiul dreptului roman că inalienabilitatea dotei rămâne în vigoare chiar după separațiunea judiciară. Aceași cauză însă nu există la noi pentru a se adopta aceeași soluțiune; prin urmare a urmă în această chestiune după jurisprudența franceză ar fi în realitate a aplica în țara noastră legile franceze înlăturându-se cu totul aplicarea legilor române. Astfel fiind, nu poate exista nici o îndoială că femeia separată de bunuri dobândește prin efectul separațiunii dreptul de a înstrăina și prin urmare de a ipoteca imobilul său dotal cu singurul consimțământ al soțului. Și în materie de jurisdicțiune grațioasă judecătorul este dator mai înainte de toate a verifică competența sa și a refuză sancționarea unor acte pentru validitatea cărora intervențiunea justiției este inutilă. (Apel Buc. III; Nov. 28/75, Dreptul 1/76).

3. În urma separațiunii patrimoniilor, femeia ia administrația averii do-

tale și libera dispozițiune a venitului, degajat de orice obligațiune anterioară contractată, fie de ea, fie de sotul ei, cu îndatorire de a întrebuința acest venit tot pentru întreținerea sarcinilor căsătoriei și în interesul administrației averei dotale. Prin urmare, obligațiunea contractată de o femeie, căsătorită sub regimul dotal, înaintea separațiunei patrimoniilor, nu poate fi executată de creditori pe venitul ce a produs dota înaintea separațiunei patrimoniului, ca fiind proprie avere a bărbatului; nici pe venitul perceput în urma acestei separațiuni, fiind destinat de lege la întreținerea sarcinilor căsătoriei și la trebuințele administrației averei dotale. A decide altfel este a face ca separațiunea patrimoniilor să nu producă nici un alt efect de cât acela de a procura mijloace creditorului femeii, care a contractat sub influența bărbatului înainte de separațiune, de a putea fi despăgubit din niște venituri cari nu le-ar fi putut urmări dacă femeia n'ar fi cerut separațiunea patrimoniilor. (Cas. I. 337/Oct. 5/77, B. p. 288. *In acest sens*: Trib. Ilfov, com., 651/Oct. 17/78 Dreptul 15/79; Apel Buc. I. 102, Sept. 4/82, Dreptul 74/82; Apel Buc. III, 88, Mai 5/85, Dr. 67/85).

3 bis. În nici un caz instanțele judecătorești nu pot fi chemate a determina porțiunea venitului dotal necesar pentru întreținerea sarcinilor căsătoriei și ceace se va afecta la plata obligațiunilor contractate de femeie înainte de separațiune, aceste sarcini neputând fi stabile, ci variază și se sporesc după necesitățile diverse și progresive ale familiei, după pozițiunea socială a soților; astfel, asemenea determinare făcută de tribunale neputând fi de cât provisorie, dânsa rămâne a fi făcută din nou, când după cererea femeii, când după aceea a creditorilor, de câte ori sarcinile s'au mărit sau venitul s'a sporit. O asemenea intervențiune a tribunalelor în interesele intime ale familiei și amestecul lor în gestiunea femeii este atât o atingere la dreptul de liberă administrațiune dat femeii de lege prin art. 1265 din momentul separațiunei patrimoniilor, cât nici nu este conformă cu spiritul convențiunilor matrimoniale a soților și mai cu seamă a constituitorului dotei, care n'a înțeles d'a procura constituitei numai o satisfacție strictă pentru cele indispensabile vieții ei a-i procura o existență în proporție cu veniturile dotei. (Cas. I. 337/Oct. 5/77, B. p. 288; Apel Buc. II. 242 Oct. 13/77, Dreptul 22/79; Trib. Ilfov, com. 651, Oct. 17/78, Dreptul 15/79; Apel Buc. I. 192, Sept. 4/82, Dreptul 74/82).

4. Dacă art. 1248 declară imobilul dotal inalienabil în timpul căsătoriei, art. 1250 și urm. cuprind mai multe deroga-

țiuni de la acest principiu și în special art. 1265 arată că femeia care a dobândit separațiunea de patrimonii poate instrăina imobilul dotal cu consimțământul sotului sau al justiției. Acest text de lege se referă fără dubiu la imobilul dotal, căci dânsul e pus sub rubrica „Despre condițiunea averii dotale în timpul căsătoriei” și urmează în acelaș timp după art. 1250 și urm. în cari legiuitorul a pus derogățiunile la principiul inalienabilității cuprins în art. 1248. Ideea cuprinsă în articolul 1265 este și conformă cu principiile de drept de oarece inalienabilitatea este o consecință a regimului dotal, iar nu a căsătoriei și prin urmare este foarte natural ca ea să înceteze cu acest regim de și căsătoria subsistă. Sub regimul de separațiune de bunuri sau parafernale, imobilul femeii este fără îndoială alienabil, și nu e nici un cuvânt ca condițiunea imobilului să fie alta când acest regim s'a stabilit prin hotărârea judecătorească, și alta prin convențiunea părților, și de aceea legiuitorul a asemănat aceste două situațiuni, cum se vede din comparațiunea art. 1285 cu art. 1265. Ceeace învederează și mai mult că aceasta a fost intențiunea legiuitorului nostru este că în dreptul francez eră controversă asupra acestui punct și dacă, pe de o parte, jurisconsultii cei mai autorizați decideau că imobilul dotal rămâne inalienabil și după separațiunea de patrimonii, de altă parte ei constatau că aceasta este o anomalie din punctul de vedere al principiilor dreptului că este bizar și ridicul, și în acelaș timp se plângeau că nu au un text care să declare imobilul dotal alienabil după separațiunea de bunuri. În fața acestei controverse eră natural că legiuitorul nostru să fi introdus acel text de lege, ceea ce a și făcut, punând sub rubrica condițiunei averii dotale în timpul căsătoriei art. 1265 care în dreptul francez se află sub rubrica disoluțiunei regimului de comunitate; de unde rezultă în definitiv că controversa s'a rezolvat în favoarea opiniei că imobilul dotal prin separațiunea de patrimonii își pierde caracterul inalienabilității. (Apel Buc. II. 64, Mart. 28/84. Dr. 43/84. *In acest sens*: Cas. II, 6/Ian. 13/78. B. p. 8).

5. Codul civil, prin art. 1248 și 1265, declară că imobilul dotal este inalienabil, fie înainte, fie după separarea patrimoniilor. Reduși dar a aplica numai aceste articole, ar trebui să zicem că veniturile averii dotale nefiind asemenea declarate inalienabile, acestea ar putea fi afectate la plata datoriilor personale contractate de bărbat în timpul căsătoriei și înaintea separării patrimoniilor; iar în urma separării averii zestrăle, la plata și a datoriilor

contractate de femeie chiar și înaintea separării zestrei. Admitând aceasta, veniturile dotei s'ar înstrăina de la destinația lor, care e de a ajuta și a susține sarcinile căsătoriei, precum declară art. 1233. Astfel când e vorba de veniturile dotale inalienabilitatea acestora dacă nu este declarată literal, dar ea rezultă virtualmente din art. 1233. În urma separării patrimoniilor veniturile dotale nu pot fi afectate la plata datoriilor contractate de femeia măritată înaintea separării, căci femeia nu poate înaintea separării dispune de veniturile zestrei sale prin ori ce fel de act precum rezultă aceasta din art. 1243. Și ar fi a eluda voiața legiuitorului, precum rezultă din art. 1243 și 1233, dacă s'ar admite că obligațiile contractate de femeie înaintea separării ar putea fi achitate din veniturile pe cari le-ar percepe femeia în urma separării; aceasta se confirmă prin art. 1265, după care femeia măritată n'ar dobândi libera administrație a avutului său când veniturile ar putea fi afectate de plata datoriilor contractate de ea înaintea separării. Chiar de am admite că o parte din veniturile care ar covârși cheltuelile casnice ar putea fi afectate la plata datoriilor contractate de femeie înaintea separării, instanța de fond e în drept a aprecia și a-și formă convingerea din împrejurările cauzei, dacă o parte din venituri covârșesc cheltuelile casnice și dacă prin urmare poate fi afectată la plata datoriilor, fără să fie trebuință să se renunțe anume la acele împrejurări. (Cs. I. 84/Martie 10/79, B. p. 170).

6. Art. 1248 nu face nici o distincție între fond și venit, de unde rezultă că principiul inalienabilității se aplică nu numai la fond, dar și la veniturile dotale în restricțiunile rezultând din natura veniturilor care în principiu sunt destinate a fi consumate. Inșă acele restricțiuni ori cât de însemnate ar fi, nu pot fi întinse până a se înlătura principiile esențiale ale regimului dotal. Și legiuitorul, proclamând principiul inalienabilității a voit să garanteze integral restituirea dotei imobiliare în contra slăbiciunii femeii și în contra disipațiunii bărbatului, a voit prin urmare ca femeia dotală, după dizolvarea căsătoriei sau după separațiunea de patrimoniu, să se găsească în cât privește interesele sale pecuniare, în aceeași stare în care se află în momentul celebrării căsătoriei, și în consecință să redobândească împreună cu fondul dotal integrala și libera percepțiune a veniturilor sale dotale. Or, acel scop al legiuitorului nu se realizează dacă după separațiunea de patrimoniu veniturile dotei ar putea să fie urmărite în virtutea unor obliga-

țiuni consimțite de femeie înainte de separațiunea de patrimoniu sub administrațiunea și influența bărbatului său. Din aceste principii rezultă dar că veniturile dotale nu pot fi urmărite de către creditorii săi pentru creanțe anterioare separațiunei de patrimoniu. Pe de altă parte, obligațiunea contractată de o femeie căsătorită sub regimul dotal înaintea separațiunii patrimoniilor nu poate fi executată de creditorii pe venitul ce a produs dota înaintea separațiunii patrimoniului, ca fiind proprie averea bărbatului, nici pe venitul perceput în urma acestei separațiunii fiind destinat de lege la întreținerea sarcinilor căsătoriei și la trebuințele administrațiunii averii dotale. A decide astfel este a face ca separațiunea patrimoniilor să nu producă nici un alt efect de cât acela de a procura mijloc creditorilor femeii care a contractat sub influența bărbatului înainte de separațiune, de a putea fi despăgubiți de niște venituri care nu le-ar fi putut urmări dacă femeia n'ar fi cerut separațiunea patrimoniilor. (Apel Buc. II, 242/Oct. 13/77, Dr. 22/79).

7. Art. 1248 declară inalienabil imobilul dotal în timpul căsătoriei; singurile excepțiuni la acest principiu sunt anume determinate chiar în acest articol prin menționarea ce se face într'însul a articolelor în virtutea cărora înstrăinarea este permisă. Or, separațiunea de patrimoniu nefăcând să înceteze căsătoria, înstrăinarea imobilului dotal, și în acest caz ar fi fost o excepțiune la principiul inalienabilității, și dar legiuitorul dacă ar fi voit ca în acest caz imobilul dotal să înceteze de a fi inalienabil ar fi menționat în art. 1248 ca excepțiune și art. 1265, ceea ce n'a făcut. Nemenționarea acestui articol este cu atât mai decisivă în cauză cu cât comparându-se redacțiunea art. 1248 cu aceea a art. 1554 corespunzător din codicele Francez, se vede că în loc de a se admite redacțiunea art. 1554, în care, după ce se proclamă principiul inalienabilității imobilului dotal, se zice: „afară de excepțiunile ce urmează“, fără a se arăta în chiar acest articol excepțiunile, și dacă aceeași redacțiune s'ar fi admis, îndoiială putea să fie dacă în acest art. 1265 n'ar fi o derogățiune, în art. 1248, după ce se pune în același mod absolut principiul inalienabilității imobilului dotal, se adaugă afară de cazurile prevăzute în art. 1250, 1252, 1253, 1254; și este peste puțință în fața unei atare redacțiuni și a schimbării introdusă, a se admite că voiața legiuitorului ar fi fost a introduce alte excepțiuni la principiul inalienabilității de cât acele arătate în chiar art. 1248. Către acestea nu numai nici un motiv rațional n'ar fi pentru a se admite în caz de sepa-

rațiune de patrimonii alienabilitatea imobilului dotal cu singurul consimțământ al bărbatului, pe când acest consimțământ n'ar fi suficient când separațiunea de patrimonii n'ar exista, dar din contra rațiunea zice că dacă consimțământul unui bărbat care n'a dat nici o probă de o rea administrațiune nu este suficient pentru înstrăinarea unui imobil dotal, cu atât mai mult nu trebuie să fie suficient consimțământul unui bărbat a cărui administrațiune a pus dota în pericol. Astfel fiind art. 1265, nu poate avea alt înțeles de cât acela că femeia, când s'ar afla în unul din cazurile în care legea îi dă dreptul să înstrăineze averea sa imobiliară cu consimțământul bărbatului dacă separațiunea de bunuri n'ar fi pronunțată, nu poate să o înstrăineze fără acel consimțământ sau în caz de refuz fără acel al justiției chiar după separațiunea de patrimonii. (Cas. I, 323/Oct. 8/85, B. p. 728; Cas. I, 214/Iun. 8/84, B. p. 520. *In acest sens*: Cas. I, 84/Mart. 10/79, B. p. 170; Trib. Brăila, Ian. 20/82, *Dr.* 29/82; Apel Focșani, I, 48, Aprilie 11/85, *Dr.* 74/85; Trib. Ilfov I, Oct. 1/85, *Dr.* 70/85; Cas. I, 346 Nov. 4/85, B. p. 803).

8. Atât în dreptul roman și în condica Caragea, cât și în condica Napoleon de unde am copiat legea noastră civilă, separațiunea patrimoniiilor nu face să dispară regimul dotal, ci are de scop ocrotirea zestrei femeii în contra dezordinei daraverilor bărbatului. Astfel nu creează un nou regim dotal, ci garantează pe cel existent continuându-l și completându-l. De s'ar admite teoria opusă s'ar ajunge la rezultatul că legiuitorul, care a voit să vină în ajutorul femeii prin separațiunea patrimoniiilor, ar atinge un altul contrariu; în adevăr, tocmai când dânsa ar avea mai mare nevoie de protecțiune, când se află în fața unui bărbat risipitor, tocmai atunci să se confere femeii puteri ilimitate și să i se dea ca controlor al înstrăinărilor ce va face în viitor, un bărbat declarat incapabil de a administra avutul soției sale. Regimul matrimonial se fixează odată pentru totdeauna; el durează cât ține căsătoria, și nu se poate modifica nici înlocui prin altul în timpul căsătoriei, conform art. 1228, 1229, 1248 și 1270. Și e inadmisibil ca legiuitorul, printr'o inconsecință flagrantă, după ce a imprimat regimului dotal o fixitate, să vie să o dărâme spre a stabili în locu-i un sistem în care ar domni confuziunea și nesigurarea. Argumentul ce se trage din art. 1265 nu e convingător, fiind-că art. 1265 e tradus întocmai după art. 1449 francez și recunoscut este de doctrina și de jurisprudența franceză că inalienabilitatea imobilului dotal continuă și după separațiunea

patrimoniilor. Singura diferență ce există între codul Napoleon și codul nostru, e că art. 1449 francez (1265 român) se află sub regimul comunității, iar la noi sub regimul dotal. Cu toate acestea art. 1563 francez, când tratează despre regimul dotal, se raportează la regimul separațiunii bunurilor, nu numai pentru cazurile și pentru formele relative la separațiunea de patrimonii, ci și la toate celelalte articole, căci art. 1563 francez dispune că dacă dota e în pericol femeia poate să urmărească despărțirea bunurilor, după cum stătează art. 1443 și următorii în cari intră și art. 1449, adică 1265 al nostru. Și deși art. 1265 dispune că femeia când a dobândit separațiunea patrimoniiilor poate să înstrăineze imobilul dotal cu consimțământul bărbatului său, dar din aceasta nu se poate deduce că pe timpul separațiunii bunurilor caracterul inalienabilității zestrei a încetat. Menționatul articol se aplică în cazul în care asemenea alienare este permisă de lege, adică în ipoteza art. 1250 combinat cu art. 1249, că adică deși prin faptul separațiunii bunurilor administrațiunea imobilului dotal trece asupra femeii, totuși aceasta nu o poate dispensa de a cere consimțământul bărbatului când, în cazurile determinate de lege, va fi nevoie să se înstrăineze imobilul dotal. De asemenea art. 1257 care autoriză pe creditorii femeii, în caz de faliment sau insolabilitate a bărbatului ca să exercite drepturile acestuia până la concurența creanțelor, nu face să înceteze caracterul de inalienabilitate al zestrei de oare ce acest articol s'a copiat de legiuitorul nostru din scăpare de vedere din condica franceză, articol care nu are aplicațiune în Franța de cât sub regimul comunității. În fine art. 468 pr. civ., nu se rapoartă la veniturile dotale, ci la alte venituri. (Apel Buc. I, 192 Sept. 4/82, *Dr.* 74/82).

9. Datoriile contractate de femei posterior separațiunii patrimoniiilor nu se pot urmări din venitul zestral, de cât numai dacă ar exista prisos în urma cheltuelilor de întreținere a sarcinelor căsătoriei, și aceasta pentru că și după separațiunea patrimoniiilor sarcinile căsătoriei există ca și mai înainte. De s'ar admite teoria contrarie, zestrea întreagă a femeii ar fi în pericol; în adevăr, creditorii putând să atace tot venitul dotal, femeia se va vedea silită, pentru întreținerea familiei lăsată astfel în indigență, să înstrăineze chiar fondul dotal. Cu modul acesta ar dispărea marea sollicitudine ce legiuitorul a avut pentru garantarea zestrei. (Apel Buc. I, 192, Sept. 4/82, *Dr.* 74/82; Apel Buc. III, 85, Apr. 80/85, *Dr.* 8/86).

10. În regulă generală pădurile sunt

niște simple fructe ale pământului de cari femeia separată de bunuri poate să dispună fără nici o autorizare a sotului, în virtutea dreptului de liberă administratoare a avutului său ce-l are în puterea art. 1265. Și numai prin excepțiune, atunci când pădurile sunt rezervate prin voința manifestă a proprietarului, ele pot fi privite ca o parte a fondului, și atunci nu pot fi înstrăinate de femeia separată de bunuri fără autorizarea bărbatului sau a justiției. (Apel Buc. I, 216, Sept. 28/82, Dr. 79/82).

11. Din dispozițiunile categorice ale art. 1265 rezultă că legiuitorul prin efectul separațiunii patrimoniilor a înlăturat regimul dotal și prin urmare și garanțiile ce avea femeia în timpul acestui regim. Obiecțiunea că art. 1265 este o inadvertență a legiuitorului român pentru ca a tradus art. 1449 din codul francez relativ la comunitate, este nefundată, pentru că sistemul contractar se confirmă prin următoarele texte de lege: 1) art. 637 pr. civ., care zice că unirea patrimoniilor nu vătămă întru nimic drepturile dobândite de cei de al treilea în timpul separațiunii patrimoniilor conform art. 1265-1267 c. civ.; 2) art. 1878 c. civ. care zice că imobilul dotal, imprescriptibil în timpul căsătoriei, devine prescriptibil după separațiunea patrimoniilor; 3) art. 1270 care admite restabilirea regimului dotal prin consimțământul părților, și al 4) art. 1267 care vorbește de întrebuintarea prețului imobilului înstrăinat în timpul separațiunii patrimoniilor. Astfel dar odată constatată că prin separațiunea patrimoniilor regimul dotal încetează și inalienabilitatea bunurilor dotale dispăre. (Trib. Brăila, Martie 20/84, Dr. 43/84).

12. Separația de patrimonii nu poate schimba întru nimic natura averii dotale care e inalienabil numai în ceea ce privește fondul dotal; însă venitul dotal ce e proprietate a bărbatului în timpul căsătoriei, devine proprietate a femeii după separațiunea de patrimonii și poate fi urmărită porțiunea ce trece peste trebuințele menajului, pentru datoriile contractate de soție cu autorizația sotului după separațiunea de patrimonii. (Cas. I, 346/Nov. 4/85, B. p. 803).

13. În regulă generală, o datorie contractată de femeia măritată nu poate fi urmărită pe venitul imobilului său dotal, de oarece acest venit dotal aparține bărbatului pe timpul căsătoriei. Inșă cel ce contractează nu îndatorează numai bunurile sale prezente ci și pe cele viitoare; și dacă urmărirea datoriei femeii dotale nu se poate face pe venitul imobilului său dotal, nu doară că se poate contesta capacitatea ei de a contracta pe timpul căsătoriei, ci imposibilitatea de a executa o datorie a sa

asupra unui lucru cărui i s'a suprimat de lege caracterul de alienabilitate, Inșă prin separațiunea de patrimonii sau desfacerea căsătoriei dispăre cauza care puneă obstacol creditorilor femeii de a o urmări asupra venitului imobilului ce i se constituise zestre, de oarece acest venit, care pe timpul căsătoriei eră proprietatea bărbatului, după separațiunea de patrimonii sau desfacerea căsătoriei devine avere a femeii. Și precum în mâinile bărbatului acest venit ar putea fi urmărit de creditorii acestuia până în concurența sumei ce depășia trebuințele căsniciei, de asemenea întreaga economie a regimului dotal reclamă a se aplică aceeași regulă în cazul când venitul fondului zestral intră în patrimoniul femeii.— De asemenea, nu există nici o rațiune juridică care să facă a se deosebi cazul acesta de acela când acțiunea creditorilor femeii e îndreptată contra erezilor săi de oarece aceștia prin efectul transmisibilității drepturilor și datorilor moștenirii, sunt pasibil de aceeași acțiune ce putea fi îndreptată contra autoarei lor. Inșă trebuie a se considera timpul când creditorii autoarei lor au contractat, pentru a se determina măsura și întinderea dreptului lor. Or precum pe timpul căsătoriei, acela al separațiunii de patrimonii sau al desfacerei căsătoriei, creditorii bărbatului sau ai femeii n'ar fi putut urmări pentru acoperirea drepturilor lor de cât o parte din venitul fondurilor zestrale, excedentul peste trebuințele casnice, de asemenea rigoarea principiilor ne conduce a hotări că și erezii femeii nu pot fi urmăriți de cât în măsura drepturilor ce creditorii ar fi autorizați a face în contra femeii. (Apel Buc. II, 10, Febr. 5/98, Dr. 20/88).

14. Deși nu se poate contesta femeii capacitatea de a se obliga, cu consimțământul sotului său, în timpul căsătoriei; deși este necontestat că cel ce se obligă, obligă nu numai bunurile sale prezente dar și pe cele viitoare; deși este asemenea necontestat, că pentru obligațiunile de care femeia ar fi putut fi ținută în viață fiind, sunt ținute și moștenitorii săi după moarte-i; aceste principii aplicabile pentru ori ce altă avere a femeii, când inșă este vorba de averea ei dotală, trebuie să se țină seamă în aplicațiunea lor de regulile speciale, ce legiuitorul a introdus asupra condițiunei averii dotale în timpul căsătoriei și asupra dreptului ce a recunoscut femeii asupra acestei averi. Or, legiuitorul, pentru motivul influenței și autorității morale, ce a presupus bărbatului asupra femeii sale, și dar a dependentei acesteia și în scop de a conserva această avere intactă la soluțiunea căsătoriei, și liberă de ori ce angajament contractat în timpul că-

sătoriei, declară în art. 1248 că soții nu pot în timpul căsătoriei, nici fiecare în parte, nici amândoi împreună, a înstrăina imobilul dotal; și această inalienabilitate este proclamată nu numai în favoare femeii dar, în virtutea art. 1255, și în favoarea moștenitorilor femeii. Această inalienabilitate ar fi iluzorie dacă după încetarea ei prin soluțiunea căsătoriei s'ar putea urmări imobilul dotal pentru obligațiuni contractate în timpul căsătoriei. Așa dar, pentru a se ști ce efecte poate să aibă o obligațiune contractată de femeie în privința unui bun dotal, nu e-poca în care se face urmărirea trebuie să se ia în considerare, dar epoca în care obligațiunea a fost contractată. Dacă dar obligațiunea contractată de soție n'a fost contractată după separațiunea de patrimoniu, la acea epocă uzufructul fiind al bărbatului, și dar acest uzufruct neputând fi urmărit pentru plata unei datorii a femeii, urmează că el nu poate fi urmărit nici în urma separațiunei de patrimoniu sau soluțiunei căsătoriei, căci ar fi a merge contra ideii ce legiuitorul a avut când a admis separațiunea de patrimoniu, dacă s'ar recunoaște că o obligațiune care înainte de această separațiune n'ar fi putut fi executată asupra venitului acelei averi, să poată fi executată în urma separațiunei de patrimoniu, când tocmai prin separațiunea de patrimoniu, legiuitorul a voit să facă a încetă dreptul de executare asupra acestui venit pentru obligațiunile anterioare separațiunei chiar când ele ar fi fost executabile până atunci; a recunoaște că femeia poate, prin obligațiunile contractate înainte de separațiunea de patrimoniu, să-și angajeze venitul dotal ce i se acordă după separațiunea de patrimoniu sau soluțiunea căsătoriei, este a face inefficace efectul ce legiuitorul a voit să dea separațiunei de patrimoniu sau soluțiunii căsătoriei, acela adică ca femeia să ia stăpânirea acelei averi, liberă de ori ce sarcină, rezultând dintr'o obligațiune anterioară separațiunei sau soluțiunei. Distincțiunea ce se voeste a se face în privința obligațiunilor contractate de femeie, pe principiul că cine se obligă, obligă și bunurile sale viitoare, și că dar uzufructul acelei averi intrând în patrimoniul femeii prin separațiunea averii dotale sau soluțiunea căsătoriei se poate urmări asupra-i ori ce obligațiune a femeii nu este întemeiată, căci acest venit nu intră în patrimoniul femeii de cât în condițiunile ce legea îl face să intre, adică liber de ori ce sarcină, rezultând dintr'o obligațiune anterioară separațiunei de patrimoniu sau soluțiunei căsătoriei, și dar neputându-se urmări pentru asemenea obligațiuni. Prin urmare, fe-

meea neputând fi urmărită pentru plata acestei obligațiuni asupra venitului imobilului dotal, urmează neapărat că acest venit nu poate fi urmărit nici în mâna moștenitorilor săi, căci nimeni nu poate avea contra moștenitorilor un drept mai mare de cât acela ce l'ar fi avut contra autorului lor. Către acestea, chiar de s'ar admite că obligațiunea contractată de autoarea moștenitorilor, ar fi putut fi urmărită în contră-i asupra excedentului din venit după acoperirea trebuințelor casnice, o asemenea urmărire nu se poate face contra moștenitorilor săi; căci deși este adevărat în principiu că moștenitorii sunt supuși la aceleași sarcini și îndatoriri la cari eră supus autorul lor, nu trebuie însă a se pierde din vedere și în această privință regulile speciale regimului dotal. Or, legiuitorul declarând inalienabil imobilul dotal în timpul căsătoriei, atât în favoarea femeii cât și în favoarea moștenitorilor acesteia, urmează că soții nu sunt în timpul căsătoriei de cât uzufructuării imobilului dotal și că acest imobil trebuie să treacă la moștenitorii femeii, liber de ori ce sarcină ce dânsa ar fi putut contractă în timpul căsătoriei, că dar dânsii nu pot fi ținuți asupra acestui imobil de executarea unor asemenea obligațiuni contractate de femeie. Și dacă femeia este ținută la executarea obligațiunilor contractate de dânsa, după separațiunea patrimoniilor asupra excedentului venitului imobilului dotal după acoperirea cheltuelilor casnice, cauza este că femeia fiind uzufructuăra a acelor venituri, este în drept a dispune de acel prisos și deci a se obliga asupra-i, dar când dreptul femeii asupra acestui uzufruct a încetat, a încetat neapărat și dreptul creditorilor femeii de a putea urmări în numele femeii acel uzufruct. Iar pe moștenitorii femeii, creditorul nu-i poate urmări în această calitate de moștenitori asupra acestui venit, căci moștenitorii femeii fiind îndreptățiți de lege a primi imobilul dotal liber de ori ce sarcină ce ar putea rezultă în privința acestui imobil, în virtutea obligațiunilor contractate de femeie în timpul căsătoriei, sunt dar în drept a se opune la executarea acestor obligațiuni ale femeii asupra venitului aceluși imobil. (Cas. I, 175/1un. 20/88, B. p. 585).

15. Separațiunea de patrimoniu nu influentează întru nimic asupra existenței căsătoriei, și prin urmare nu poate nici modifica prohibițiunea legii de a aliena fondul dotal, de îndată ce căsătoria continuă de a există; singurul fapt ce produce e că imobilul dotal devine prescriptibil (art. 1878). Cauza pentru care imobilul dotal devenit prescriptibil nu devine alienabil, este că

motivul pentru care legiuitorul a stabilit inalienabilitatea subsistă, cu toate că nu mai are aceeași forță. Regimul separațiunei bunurilor nu este nici un regim nou, ci un corolariu, o garanție a regimului dotal, când bărbatul prin reaua administrațiune periclitează existența dotei; și ar fi straniu ca acest regim judiciar, creat pentru siguranța femeii, să-i deschidă poarta înstrăinării imobilului dotal, pe când în timpul căsătoriei, când bărbatul era un bun administrator, amândoi împreună nu aveau această putere. Argumentul tras din prescriptibilitatea imobilului dotal în urma separațiunei de patrimonii nu poate fi fundat, căci dacă el devine prescriptibil, este numai din cauză că femeea separată are exercițiul acțiunilor dotale, și prin urmare nimic nu o împiedică de a-și apăra interesele sale. Art. 1265 nu are de scop a distruge principiul inalienabilității imobilului dotal, ci numai a reglementa capacitatea personală a femeii în privința dotei mobile și administrării venitului său; așa fiind, secunda parte a art. 1265 nu poate fi de cât o inadverentă a legiuitorului. Astfel fiind, chiar după separațiunea de patrimonii imobilul dotal nu poate fi ipotecat sau urmărit de cât în condițiunile și cu formele prevăzute de art. 1253. (Trib. Ilfov II, 254, Dec. 5/88, Dr. 8/89).

16. Imobilul dotal, pe de o parte, neputând să fie înstrăinat, în *timpul căsătoriei*, de cât în cazurile prevăzute expres și limitativ prin art. 1250—1254, combinate cu art. 1248, iar pe de altă parte căsătoria dintre soți continuând de a exista și după separațiunea de patrimonii, urmează că și după această separațiune înstrăinarea imobilului dotal nu se poate efectua valabil decât tot numai în citatele cazuri. Apoi, prin art. 1265, legiuitorul n'a înțeles de a permite femeii care a obținut separațiunea de patrimonii de a înstrăina imobilul dotal, întocmai ca pe averea parafernala, după libera ei voință, numai cu consimțământul bărbatului, sau, la caz de refuz, cu autorizația justiției, după cum îi dă asemenea permisiune prin art. 1285 pentru averea parafernala, căci pe de o parte n'a enumerat și pe art. 1265 în art. 1248, ca unul din cazurile în cari imobilul dotal se poate înstrăina în timpul căsătoriei; care continuă de a exista după separațiunea de bunuri, iar pe de altă parte n'a prevăzut prin nici o dispozițiune că, după separațiunea de patrimonii, averea, care a fost constituită dotă, devine parafernala. Rezultă din contra din combinarea art. 1266 cu 1284, că după separațiunea de patrimonii femeia nu poate dispune de averea ei dotală, întocmai ca de cea parafernala, căci în primul caz ea poate să fie îndatorată de a

contribui din averea ei la susținerea sarcinelor casei de o potrivă cu bărbatul, ba chiar nu mai din averea ei, dacă bărbatul nu mai are nimic; pe când în cazul al doilea, ea nu este ținută de a contribui de cât cu a treia parte din averea ei parafernala, ceea ce înseamnă că, în caz de separațiune, averea femeii trebuie să-și păstreze tot caracterul de dotalitate, în scopul de a contribui la susținerea sarcinelor căsătoriei, însă numai administrațiunea acelei averi trece de la bărbat la femeie. În asemenea situație aplicarea art. 1265 nu poate să aibă loc de cât în sensul că și după separațiune de patrimonii imobilul dotal nu se poate înstrăina de cât în cazurile anume prevăzute de lege ca și mai înainte de cea separațiune. De altmintrelea, nu se poate admite ca legiuitorul să nu fi permis înstrăinarea fondului dotal înainte de separațiune de patrimonii, numai cu simplul consimțământ al bărbatului, atunci când acesta n'a dat probe de rea administrare a averii dotale și să permită un asemenea ușor mod de înstrăinare după separațiunea de bunuri, atunci tocmai când bărbatul s'ar fi dovedit ca rău administrator a dăruverilor sale. Dacă s'ar admite acest mod de interpretare a legii, atunci s'ar putea înlătura de către soți prohibițiunea înstrăinării fondului dotal prin o prealabilă separațiune de patrimonii, obținută de dânșii prin comun acord, ceace ar fi contra voinței legiuitorului pentru asigurarea pozițiunei sociale a femeilor măritate, în interesul general al societății. În fine, dacă prin art. 1270 se prevede că în caz de restabilire a soților sub regimul dotal, prin desființarea separațiunei de patrimonii, se menține efectul actelor făcute de femeii în timpul separațiunei de patrimonii, conform art. 1265, 1266 și 1267, această dispoziție înseamnă că trebuie a se respectă ca valabile actele de administrație făcute de femeie, și negreșit și înstrăinările de imobile cari se vor fi făcut în cazurile și după formele prevăzute de lege. Așa fiind, dacă în timpul separațiunei de bunuri s'a vândut prin licitație publică imobilul dotal pentru plata datoriilor contractate în acel timp, acel imobil se poate revendică ca avere dotală inalienabilă pentru că n'a fost înstrăinat în cazurile permise de lege. (Cas. I, 124/Mart. 13/91, B. p. 302).

17. Inalienabilitatea imobilului dotal, cu singurele excepțiuni prevăzute și limitate de Codul civil, continuă și după separațiunea de patrimonii. (Apel Buc. I, C. Jud. 44/97; Cas. I, 100/98, B. p. 376. *Contra*: Trib. Ilfov I, Dr. 67/97).

18. Femeia căsătorită sub regimul dotal, obținând separațiunea de patrimonii contra soțului său, redobândește

administrarea averii dotale și dar are calitatea de a intența acțiuni reale relativ la această avere. (Trib. Brăila, *Dr.* 70/97).

19. Dota mobilară poate fi urmărită de creditorii femeii, chiar după separațiunea de patrimoniu, pentru datorii contractate de femeie în timpul căsătoriei. (Apel Buc. I, *Dr.* 26/97).

20. Acțiunea în separațiune de patrimoniu, conform principiilor generale are efect dela data introducerii acțiunii. (Cas. I, 198/905, B. p. 559).

21. Din momentul ce separațiunea de patrimoniu nu s'a pronunțat pentru întreaga avere dotală, ci numai pentru o sumă de bani, cealaltă avere mobilă constituită dotă, prețuită în actul dotal fără clauză că prețuirea nu face vânzarea, și asupra căreia nu s'a pronunțat separațiunea de patrimoniu, aceea avere a trecut în proprietatea soțului, și deci poate fi urmărită de creditorii acestuia. (Cas. sent. vacanță, 2 Iulie 1911, B. p. 969).

22. Art. 23 din legea tocmelelor agricole, care prevede că soțul poate vinde

în numele soției dotale, pământul necesar constituției unui islaz comunal, nu și are aplicațiune în cazul când între soți a intervenit o hotărâre de separațiune de patrimoniu, de oarece, în atare caz, soțul încetează de a mai fi reprezentantul legal al soției sale și deci nu are capacitatea de a vinde islaz comunal, fără consimțământul sau împuternicirea soției sale.

Prin urmare, cu drept cuvânt, instanța de fond respinge acțiunea prin care Primăria unei comune cere ca doi soți să fie obligați a semna actul de vânzarea unui teren necesar constituției unui islaz, teren ce fusese oferit de soț, din averea dotală, pe motiv că soțul nu mai are calitatea să facă oferta terenului, de oarece soția obținuse separațiunea patrimoniului. (Cas. I, deciziunea No. 22, din 2 Febr. 1920. *Jurispr. Rom.* 1920, p. 189).

23. A se vede: art. 199. Index alfabetic și note privitoare la capacitatea femeii măritate de a-și înstrăina averea.

Art. 1266. — După separațiunea patrimoniilor, femeia este datoare să contribuie, după puterea mijloacelor sale și ale bărbatului, la sarcinile casei și la creșterea copiilor comuni. Ea este datoare să întâmpine aceste sarcini în tot numai cu al său, dacă bărbatului nu i-a mai rămas nimic. (Civ. 185, 194 urm., 1265, 1270, 1284; Civ. Fr. 1448).

Text. fr. Art. 1448. — La femme qui a obtenu la séparation de biens, doit contribuer, proportionnellement à ses facultés et à celles du mari, tant aux frais du ménage qu'à ceux d'éducation des enfants communs.

Elle doit supporter entièrement ces frais, s'il ne reste rien au mari.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, V, p. 404, 405;
 BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, III, 1485-1493, 1494;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 46, 177, 251;
 DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 1947 urm.; *Suppl. Contr. de mar.*, 685 urm., 1267;
 GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, III, 1219-1228;
 HUC, IX, 276;
 LAURENT, XXII, 278, 281-283;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 82;
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1432;
 RODIÈRE ET PONT, *Contrat de mariage*, III, 2185, 2213.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 501, 518, 519, 522, 534, 535, 545, 640 t. și n. 1;
Droit ancien et moderne de la Roumanie, p. 87;
 CANTACUZINO MATEL, p. 737;
 DEGRÉ AL., *Scieri juridice* vol. I, p. 432 urm. „Excedentul veniturilor imobilului dotal peste trebuințele casnice se poate el urmări în mânele femeii măritate pentru datorii contractate de dânsa înainte de separațiunea de patrimoniu“.
 DUMITRESCU A. M., II, 158;
 NACU, III, p. 131 urm.

Jurisprudență.

1. A se vedea notele No. 4, 5 și 7 de sub art. 185, relative la obligațiunea soției separate de bunuri de a contribui la întreținerea copiilor.

Art. 1267. — În caz de separațiune de patrimonii, bărbatul nu este răspunzător pentru întrebuințarea ce ar putea face femeea cu prețul imobilului său înstrăinat prin autorizațiunea judecăței, afară numai dacă a luat parte la contract sau dacă este probat că prețul a fost primit de dânsul, sau s'a întrebuințat în folosul său.

Dacă însă vânzarea imobilului femeii s'a făcut cu consimțământul său, ori numai în prezența sa, el este răspunzător de întrebuințarea prețului, dar nu răspunde niciodată de utilitatea întrebuințării lui. (Civ. 1265, 1270; Civ. Fr. 1450).

Text. fr. Art. 1450. — Le mari n'est point garant du défaut d'emploi ou de remploi du prix de l'immeuble que la femme séparée a aliéné sous l'autorisation de la justice, à moins qu'il n'ait concouru au contrat, ou qu'il ne soit prouvé que les deniers ont été reçus par lui, ou ont tourné à son profit.

Il est garant du défaut d'emploi ou de remploi, si la vente a été faite en sa présence et de son consentement: il ne l'est point de l'utilité de cet emploi.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, V, p. 406-408, 519, 640;
 BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, III, 1526 urm., 1529, 1531;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 254 urm., 332, 346;
 DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 2026 urm.; *Suppl. Contr. de mar.*, 722 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VI, 102 bis, III;
 GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, III, 1212-1215, 1217; IV, 2177;
 HUC, IX, 284, 504;
 LAURENT, XXII, 327, 329 urm., 333; XXIII, 446;
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1462;
 ROCIÈRE ET PONT, *Contrat de mariage*, III, 2206, 2207.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 514 urm., 516, 517, 533, 631;
 CANTACUZINO MATEI, p. 737;
 DUMITRESCU A. M., II, 158;
 NACU, III, 131 urm.

Art. 1268. — Inchirierea sau arendarea ce face bărbatul de averile dotale ale femeii pe mai mult de cinci ani, nu sunt obligatoare¹⁾, în caz de separațiune de patrimonii sau de desfacerea căsătoriei, pentru femeie sau pentru moștenitorii săi, decât până la împlinirea de cinci ani dela începutul lor, sau până la împlinirea fiecărui period cincinal următor în care se află părțile, la epoca separațiunii de patrimonii sau a desfacerei căsătoriei. (Civ. 209, 534, 1256 urm., 1269 urm., 1419; Civ. Fr. 1429).

1) A se vedea Codul Caragea, partea 3, cap., 4, art. 9.

Text. fr. Art. 1429. — Les baux que le mari seul a faits des biens de sa femme pour un temps qui excède neuf ans, ne sont, en cas de dissolution de la communauté, obligatoires vis-à-vis de la femme ou de ses héritiers que pour le temps qui reste à courir soit de la première période de neuf ans, si les parties s'y trouvent encore, soit de la seconde, et ainsi de suite, de manière que le fermier n'ait que le droit d'achever la jouissance de la période de neuf ans où il se trouve.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, V, p. 345;
 BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, I, 774 ter, 777-780;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 509, 552, 805; II, p. 522, 526; ed. 1-a, III, p. 151, 277;
 DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 1364 urm.; *Suppl. Contr. de mar.*, 491 urm.;
 GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, II, 788-790, 793, 794;
 Huc, IX, 191, 193;
 LAURENT, XXII, 136, 137, 145, 147;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 58, 59;
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2800; III, ed. 2-a, No. 1059;
 RODIÈRE ET PONT, *Contrat de mariage*, II, 919, 923.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 280, 492 t. și n. 4, 493, 494 n. 2, 496 n. 2; (III, part. I, ed. 2-a, p. 468; III, part. II, ed. 2-a, p. 917; IV, part. I, ed. 2-a, p. 412, 503; IX, p. 48, 199); *Droit ancien et moderne de la Roumanie* p. 87, 222;
 CANTACUZINO MATEI, p. 91, 652, 725;
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 43;
 HOZOC D., *Notă* sub Cas. I, 47 din 4 Nov. 1909 și Cas. I, 411 din 19 Iunie 1915. Pand. Rom. 1924-I-199;
 IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 43;
 NACU, I. p. 237, 616, 823; III, p. 69 urm., 325.

Jurisprudență.

1. Pentru drepturile ce părțile contractante pot avea după natura contractelor ce încheie, se aplică totdeauna legea în vigoare din timpul când s'au încheat contractele, chiar și pentru clauzele ce nu sunt exprimate în ele, dar sunt subînțelese; căci se presupune că negreșit intențiunea părților a fost de a se referi în momentul contractării la acele drepturi ce le da legea atunci în vigoare. Astfel dacă contractul de căsătorie dintre soți a avut loc sub codul Caragea, cu drept cuvânt judecata aplică art. 9 de la cap. IV partea III din C. Caragea, iar nu art. 1268 codul civil, în privirea limitei dreptului bărbatului pentru arendarea fondului dotal, în calitate de uzufructuar, adică că durata arendării să înceteze la moartea bărbatului, ori care ar fi fost timpul fixat prin contractul încheiat sub legea nouă, căci dânsul nu poate să aibă și să transmită altora alte drepturi în această privire, decât aceea ce i s'au dat prin clauzele exprese sau subînțelese din contractul de căsătorie pentru care a fost și trebuie să fie aplicabil codul Caragea. (Cas. I, 90/Martie 9/93, B. p. 221).

2. Dacă bărbatul poate arenda sau închiria imobilele dotale pe un termen de 5 ani, nu poate însă ceda acest venit căci dreptul de a fixa pentru viitor

suma, ce trebuie să plătească arendașul sau chiriașul pentru folosința imobilului dotal nu implică și pe acela de a o percepe anticipat, ci art. 525 c. civ. nu îi atribuie acest venit decât pentru timpul cât dispune de uzufruct și îndată ce se stinge acest uzufruct, fie prin moarte, divorț sau separare de patrimonii, se urmează față cu cei de al treilea după regula „*rezoluto jure dantis*” și deci venitul dotal nu formează gagiul creditorilor decât atât timp cât bărbatul are uzufructul averii dotale. (Apel Buc. I, C. Jud. 67/901).

3. În urma obținerii separației de patrimonii, soția dobândește dreptul de a administra zestrea și de a întrebuința veniturile la sarcinile căsătoriei; astfel, dânsa în această calitate, nu are a ține seamă de actele săvârșite de soț cu privire la înstreinarea veniturilor pe mai mulți ani sau de cezionarea veniturilor; asemenea acte fiind nule în sine, ea nu poate decât să respecte închirierile făcute în termenul prevăzut de art. 1268 c. civ. (Cas. II, 498/902, B. p. 1183).

4. Arendările făcute de soț în calitate de uzufructuar legal al dotei nu pot fi mai lungi de cinci ani iar dacă se fac pe mai mult de cinci ani, asemenea contracte sunt reductibile și nu se reziliează. (Trib. Roman 437/1910, Curier Jud. 81/1912).

5. Nici o asemănare nu poate să

existe între uzufructuarul legal și girantul însărcinat să administreze veniturile imobiliare puse în urmărire silită, de oarece uzufructuarul încasează veniturile în profitul său fără a fi îndatorat să dea socoteli, pe când girantul conservă veniturile pentru alții și, ca atare, este îndatorat să dea socoteli de venituri și cheltuieli.

Astfel, tribunalul face o greșită aplicățiune a regulilor prescrise de art. 534 și 1268 din codul civil când asimilează pe un uzufructuar cu un girant. (Cas. I, 20 Aprilie 1912 B. p. 641).

6. Deși bărbatul are, potrivit art. 1268 codul civil, dreptul de a arenda averea dotală pe termen de 5 ani cu putere obligatorie pentru femeie, însă din acest drept de arendare nu se poate trage și dreptul de a percepe arenda pe tot acest interval de timp și după desfacerea căsătoriei.

Imobilul dotal având să reintre după desfacerea căsătoriei, liber de orice sarcină, în stăpânirea femeii, nici veniturile aerei dotale nu pot fi angajate și urmărite după desfacerea căsătoriei fiind știut că fructele civile se percep zi cu zi. (Cas. II decizia civilă No. 66, din 12 Martie 1914; Jurispr. Rom. 23/914, p. 363, Curier Jud. 38/914).

7. Legiuitorul a atribuit bărbatului, — și numai acestuia, — dreptul de a administra averea dotală și a culege veniturile. Față de aceste drepturi ce i-au fost concesate într'un anumit scop și față de starea de dependentă

în care se găsește femeia față de bărbatul său, legiuitorul a căutat să pună o limită unor anumite acte de administrație ce ar putea depăși, în anume condițiuni, acest caracter și în acest scop, a edictat și art. 1268 și 1269 codul civil, prin care se declară că închirierile peste cinci ani sau prelungirile contractelor, făcute înainte de un anumit termen, să nu fie obligatorii, după desfacerea căsătoriei, pentru soție sau moștenitorii săi.

Prin urmare, Tribunalul face o justă aplicare a art. 1268 și 1269 codul civil, când anulează contractul de închiriere pe ultimul period de 5 ani, deși fusese semnat și de soție căci aceasta nu putea să dea soțului mai multe drepturi decât acelea pe care i le dă legea în administrarea dotei, ea însăși neavând cădere să facă vre-un act de administrație asupra acelei averi (Cas. I, decizia No. 411, din 19 Iunie 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 548, Curier Jud. 81/915; Pand. Rom. 1924, I, 201).

8. Dispozițiile art. 534, 1268, 1269 și 1419 codul civil, referitoare la uzufruct nu se pot aplica administratorului provizoriu, întru cât nu are nici un interes personal, presupunându-se că lucrează în interesul exclusiv al proprietarului. (Trib. Ilfov I No. 229, 1915; Curier Jud. 1915, p. 444).

9. A se vedea: art. 390, nota 24; art. 1419 cu notele respective.

Art. 1269. — Reînoirea de arendare sau de închiriere a averilor dotale, făcută de bărbat înaintea expirării contractului, cu mai mult de doi ani pentru bunurile rurale și cu mai mult de un an pentru case, rămâne fără efect pentru femeie sau moștenitorii săi, dacă în momentul separațiunii de patrimonii sau al desfacerei căsătoriei, încă n'a început a se pune în lucrare. (Civ. 534, 1268, 1419; Civ. Fr. 1430).

Text. fr. Art. 1430. — Les baux de neuf ans ou au-dessous que le mari seul a passés ou renouvelés des biens de sa femme, plus de trois ans avant l'expiration du bail courant s'il s'agit de biens ruraux, et plus de deux ans avant la même époque s'il s'agit de maisons, sont sans effet, à moins que leur exécution n'ait commencé avant la dissolution de la communauté.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, V, p. 343, 344, 346, 347; VIII, p. 259;
 BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, I, 744 bis, 781-783;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 509, 552, 805; II, p. 522, 526; ed. 1-a, III, p. 151, 152, 277;
 DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 1364, urm.; *Suppl. Contr. de mar.*, 491 urm.;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 80;
 DEMOLOMBE, XXIX, 518;
 GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, II, 795 urm., 798;
 HUC, IX, 191, 192;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 58, 59;
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2800; III, ed. 2-a, No. 1059;
 RODIÈRE ET PONT, *Contrat de mariage*, II, 922.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 281, 493 urm.; (III, part. I, ed. 2-a, p. 468; IX, p. 48, 199); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 87;
 CANTACUZINO MATEI, p. 91, 652, 725;
 HOZOC D., *Notă* sub. Cas. I, 47 din 4 Nov. 1909 și Cas. I, 411 din 19 Iunie 1915. Pand. Rom. 1924-1-199;
 NACU, I, p. 237, 616, 823; III, p. 69 urm., 325.

Jurisprudență.

1. Bărbatul, în timpul căsătoriei, având uzufructul și administrațiunea averii dotale și, după desfacerea căsătoriei prin moartea soției sale având folosința și administrarea acestei averi în calitate de tutore legal al copiilor săi minori, aceștia n'au dreptul a-i cere socoteală de modul cum a administrat acea avere, fie în timpul căsătoriei fie după desfacerea ei. Astfel dânsii nu pot invoca în favoarea lor disp. art. 1269 codul civil, pentru că ar fi reînviat cu anticipație contractele de închiriere ale imobilelor dotale. (Trib. Ilfov I, C. Jud. 20/97).

2. Legiuitorul a atribuit bărbatului — și numai acestuia, — dreptul de a administra averea dotală și a culege veniturile. Față de aceste drepturi ce i-au fost concesdate într'un anumit scop și față de starea de dependență în care se găsește femeia față de bărbatul său, legiuitorul a cântat să pună o limită unor anumite acte de administrație ce ar putea depăși, în anume condițiuni, acest caracter și, în acest scop, a edic-

tat și art. 1268 și 1269 codul civil, prin care se declară că închirierile peste cinci ani sau prelungirile contractelor, făcute înainte de un anumit termen, să nu fie obligatorii după desfacerea căsătoriei, pentru soție sau moștenitorii săi.

Prin urmare, Tribunalul face o justă aplicare a art. 1268 și 1269 codul civil, când anulează contractul de închiriere pe ultimul period de 5 ani deși fusese semnat și de soție, căci aceasta nu putea să dea soțului mai multe drepturi decât acelea pe care i le dă legea în administrarea dotei, ea însăși neavând cădere să facă vreun act de administrație asupra acelei averi. (Cas. I, No. 411, 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 548; Curier Jud. 81/915, p. 662).

3. Dispozițiile art. 534, 1268, 1269 și 1419 codul civil, referitoare la uzufruct nu se pot aplica administratorului provizoriu, întrucât nu are nici un interes personal presupunându-se că lucrează în interesul exclusiv al proprietarului. (Trib. Ilfov I, No. 229, 1915; Curier Jud. 1915 p. 444).

Art. 1270. — Separațiunea de patrimonii între bărbat și femeie poate încetă, și regimul creat prin contractul de căsătorie poate fi restabilit, cu consimțământul ambelor părți.

Această restabilire nu se poate face decât prin tribunal, după formele prescise în codicile de procedură.

În acest caz toate sunt puse în starea de mai înainte, ca și cum n'ar fi fost separațiune, fără însă a se atinge întru nimic efectul actelor făcute de femeie, în urmarea art. 1265, 1266 și 1267.

Verice convențiune, prin care soții ar modifica regimul creat prin contractul lor de căsătorie este nulă. (Civ. 5, 968, 1008, 1223, urm., 1226, urm., 1228, urm., 1232, 1256 urm.; Pr. civ. 340, 634, urm.; Civ. Fr. 1451).

Text. fr. Art. 1451. — La communauté dissoute par la séparation soit de corps et de biens, soit de biens seulement, peut être rétablie du consentement des deux parties.

Elle ne peut l'être que par un acte passé devant notaire et avec minute, dont une expédition doit être affichée dans la forme de l'article 1445.

En ce cas, la communauté rétablie reprend son effet du jour du mariage; les choses sont remises au même état que s'il n'y avait point eu de séparation.

sans préjudice néanmoins de l'exécution des actes qui, dans cet intervalle, ont pu être faits par la femme en conformité de l'article 1449.

Toute convention par laquelle les époux rétabliraient leur communauté sous des conditions différentes de celles qui la réglaient antérieurement, est nulle.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, V, p. 411;
 BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, II, 983, 984, 986, 988;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 249; II, p. 203; ed. 1-a, III, p. 30, 177 urm., 246;
 DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 2075 urm.; *Suppl. Contr. de mar.*, 733 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VI, 103 bis, VI;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 742, 925;
 FOLLEVILLE, *Traité du Contrat pécuniaire de mariage*, I, 447 bis;
 GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, III, 1233, 1234;
 HUC, IX, 286;
 LAURENT, XXII, 358;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 84, 85;
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1199 urm., 1206;
 RODIÈRE ET PONT, *Contrat de mariage*, III, 2235, 2237.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 112 n. 1, 337, 478 n. 2, 523 urm., 525, 527, 533, 545 n. 1; (V, p. 476 nota); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 83, 87, 88, 102;
 CANTACUZINO MATEI, p. 715, 738;
 DUMITRESCU A. M., II, 158;
 NACU, III, p. 137, 138, 139.

Jurisprudență.

1. Legiitorul după ce în art. 1270 al. 1 cod. civ. formulează în principiu că separațiunea de patrimonii poate încetă prin consimțământul ambelor părți, stabilește pentru realizarea acestui scop două feluri de formalități, unul referitor la modul cum urmează să fie constatat consimțământul părților care după art. 1270 al. 2 combinat cu art. 635 și 636 al. 1 pr. civ. trebuie să fie prezentat de părți prin petiție scrisă în persoană, la Tribunalul care a pronunțat separațiunea de patrimonii și care va lua act și de declarația verbală a părților consemnând-o în tr'un proces-verbal, iar celălalt referitor la modul de aducere la cunoștința terților a acestui consimțământ prin publicarea în felul arătat de art. 636 al. 2 și 3 combinat cu art. 630 pr. civ.

a sentinței de unire a averilor date pe baza celor de mai sus.

Această din urmă formalitate nefiind prescrisă de lege decât în interesul părților, numai ele ar putea-o invoca.

Legea cerând ca consimțământul părților să fie contractat în mod anumit, este neîndoios că nu poate fi vorba de consimțământ tacit în materie de unire a averilor separate, chiar între soți sau, avânzii-cauză ai lor așa în cât totdeauna acestia pot pretinde unii în contra altora, că regimul separațiunii nu a încetat atâta timp cât aceasta nu s'a constatat în mod expres în felul indicat de art. 1270 al. 2 c. civ., chiar dacă în fapt averea ar fi administrată numai de sot cu toleranța soției. (Trib. Dolj s. III, 241 din 20 Oct. 1924, *Justitia Olteniei* 5-6/925).

Secțiunea III. — Despre restituțiunea dotei

Art. 1271. — Obligațiunea de a restitui dota ia naștere sau prin desfacerea căsătoriei, sau prin separațiunea de patrimonii, sau prin absența unui dintre soți ¹⁾. (Civ. 98, urm., 106 urm. 211 urm., 1256 urm.; Pr. civ. 409, 717; C. com. 793, urm).

Doctrină străină.

ARNTZ, I, 936; III, 605;
 AUBRY ET RAU, II, § 229, p. 671 (ed. 5-a); § 540, p. 624-628;
 BAUDRY, *Précis*, I, 1361; III, 433;
 BAUDRY ET FOURCADE, *Pers.*, I, 1184;

1) Textul acestui articol 1271, nu există în Codul Civil Francez.

- BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, III, 1876, p. 673; 1877, p. 675; 1880, p. 677; 1881, 1883, 1886, 1899, p. 762, 1908;
 BEUDANT, *C. de dr. civ.*, II, 409, p. 59; 422, p. 81;
 DALLOZ, *Rép. Contrat de mariage*, 4133, n° 1;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, II, 441 bis, III;
 DEMOLOMBE, X, 472;
 GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, IV, 2119, 2120, 2127, 2129, 2131, 2140, 2144;
 HUC, I, 423; II, 398; IV, 212; IX, 11, 493, 497;
 LAURENT, VI, 503; XXIII, 561;
 MARCADÉ, VI, art. 1564, 1565, n° 1;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 77 urm., 175 urm.;
 PANDECTES FR., *Mar.*, II, 11303, 11305, 11310, 11311, 11313, 11315 urm., 11334, 11364 urm., 11425, 11432 urm., 11462, 11519;
 SIREY, *Contrat de mariage*, 2646, 2650, 2660 urm., 2671, 2689, 2690, 2752;
 TESSIER, *Traité sur la dot*, II, p. 228, 229, 249, 255;
 THIRY, I, 642;
 TROPLONG, *Contrat de mariage*, IV, 3613, 3618, 3633, 3638.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 188, 217, 455, 542, 543 urm., 546, 557 n. 5, 566, 610, 654, 676; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 92; *Observație* sub. Trib. Ilfov s. notariat 356 din 13 Sept. 1903. *Curier Jud.* 11/904; *Observație* sub. C. Apel Iași s. II, 7 din 22 Ian. 904. *Curier Jud.* 22/904;
 CANTACUZINO MATEI, p. 738;
 FILITTI D. IOAN, „*Restituirea banilor dotați după desfacerea căsătoriei*“. Pagini Juridice 53/1909;
 NACU, III, p. 140;
 NICOLEANU G. HIPPOLYTE, *Notă* sub. Cas. I, 1002 din 29 Nov. 1921. *Pand. Rom.* 1922-I-321;
 RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. Cas. I, 71 din 4 Febr. 1914. *Dreptul* 25/1914.

INDEX ALFABETIC

Absență 3, 7, 15.	Mandatar 3.
Administrarea dotei 5.	Minoritate 4, 12.
Arendare, a se vedea „Locație“.	Moștenitor 12, 14.
Bărbat 1-5, 7, 9, 10, 12, 13, 14, 15.	Novățione 4.
Boală 3.	Parafernală avere 12.
Capacitate 6.	Polțiți 1.
Căutarea sănătății 3.	Prescripție 12.
Condițiune 11.	Primirea dotei 1, 7, 8, 10, 15.
Conservarea dotei 9.	Proces-verbal 1.
Creanță condițională 11.	Proprietate 2.
Creanță dotală 12, 14.	Renunțare de succesiune 14.
Datorie 3, 4.	Restituirea dotei 1-15.
Debitor 3, 4.	Sarcinile căsătoriei 3.
Deces, a se vedea „Desfacerea căsătoriei“.	Separare de patrimoniu 3, 7, 8, 9, 15.
Declarație 1, 3, 10.	Soț, a se vedea „Bărbat“.
Descărcare 3, 4.	Sotie, a se vedea „Femece“.
Desfacerea căsătoriei 1, 3, 5-10, 12-15.	Stare civilă 6.
Divorț, a se vedea „Desfacerea căsătoriei“.	Statut personal 6.
Dotă imobiliară 5, 13.	Străină țară 6.
Dotă mobilă 1, 2, 9, 11, 14.	Străini 6.
Evaluarea dotei 2.	Succesiune 14.
Exequatur 6.	Succesori 12, 14.
Femece 1, 3, 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 13, 14.	Țară străină 6.
Fructe 13.	Taxe de înregistrare 14.
Hotărîre străină 6.	Termin 9, 11, 12.
Îmbogățire pe nedrept 15.	Testament 3.
Imobil dotal 5, 13.	Trusou 1.
Locație 13.	Tutor 12.
	Urmărire silită 13.
	Uzucruț 5, 13.
	Venituri 13.

Jurisprudență.

1. Procesul-verbal dresat de polițai prin care se constată că soția a declarat că cu ocaziunea plecării sale din domiciliul conjugal și-a luat trusoul, nu poate face probă în materie civilă cu atât mai mult în specie unde acest fapt nu constituie delictul de

furt și unde ofițerul de poliție judiciară e incompetent de a instrumenta asemenea act. Declarațiunea soției, scrisă și subscrisă de ea, că și-a primit obiectele ce constituiau trusoul, fiind făcută în timpul căsătoriei, nu poate fi valabilă, de oarece femecea în timpul căsătoriei, nu poate da soțului nici un act de plata dotei sale, căci de s'ar admite valabilitatea unor asemenea acte, s'ar ajunge indirect la violarea regulii de drept după care femecea trebuie să-și primească dota intactă la epoca desfacerii căsătoriei. (Apel Craiova II, Sept. 7/90, *Dreptul* 59/90).

2. Dotă mobilă evaluată prin contractul de căsătorie devine proprietate a bărbatului, care nu o poate restitui în timpul căsătoriei. (Cas. I, 106/Febr. 27/91, B. p. 217).

3. Dacă soția declară, în testamentul ei, că a încasat datoria de la debitorul său, prin soțul său, ca procurator, și că a cheltuit-o cu consimțământul soțului, pentru căutarea sănătății ei, pentru plata de datorie și ca ajutor pentru susținerea sarcinilor căsătoriei, în lipsă de alte mijloace, și dacă Curtea constată, în fapt că soțul a încasat acei bani numai în calitatea lui de bărbat, administrator al averii dotale în virtutea art. 1242, iar nu ca mandatar al soției sale și că tot dânsul a cheltuit această sumă, în asemenea circumstanțe Curtea, apreciind și interpretând menționata declarațiune

a soției făcută prin testamentul ei, în sensul unei simple descărcări a bărbatului de restituirea sumei dotale încasate, iar nu ca probă pentru contractarea unei obligațiuni către bărbat, cu drept cuvânt n'a admis ca valabil asemenea mod de restituire a dotei căci după art. 1271, restituirea dotei nu se poate face valabilmente decât după desfacerea căsătoriei, sau după separațiunea de patrimonii ori în cazul de absență a unuia dintre soți. (Cas. I. 343/Nov. 2/92, B. p. 947).

4. Nu se poate ataca descărcarea dată soțului pentru restituirea zestre și novațiunea primită în timpul minorității prin care se schimbă debitorul zestre, dacă se constată că femeia, devenind majoră și capabilă, a primit dela noul debitor tot ceea ce i se datora ca dotă de constituitorul zestre și de sot. (Apel Galați II. Dreptul 29/95).

5. Dreptul de restituire a dotei nemîșcătoare, luând naștere din momentul desfacerei căsătoriei, soția divorțată nu are trebuință de o chemare în judecată a bărbatului, pentru a i se respecta drepturile ce legalmente le are dela desfacerea căsătoriei și odată ce obligațiunea de restituire s'a născut, dreptul de administrațiune și de uzufruct, pe care bărbatul le exercitează în timpul căsătoriei, încetează în puterea legii împreună cu desfacerea acelei căsătorii. (Cas. I. 251/98, B. p. 870).

6. Hotărârile date în țară străină, statuând asupra chestiunilor de stare civilă sau capacitate a persoanelor, sunt dispensate de exequator și sunt aplicabile de plin drept în România ca și legea în virtutea căreia au fost date, de oarece statul personal urmează persoanele pretutindeni. Astfel fiind o hotărîre streină, care admite desfacerea căsătoriei dintre soții străini și care nu comportă prin ea însăși nici o măsură de execuțiune fie contra persoanelor, fie contra bunurilor, își produce efectele sale și dă naștere obligațiunei de restituire a dotei, fără a fi necesitate de exequator. (Trib. Covurlui Dreptul 37/901).

7. Restituirea dotei nu se poate face în mod valabil în timpul căsătoriei, femeia trebuind să-și prmească dota numai la epocile determinate de lege, adică după art. 1271, care prevede că obligația de a restitui dota, ia naștere sau prin desfacerea căsătoriei, sau prin separația de patrimonii, sau prin absența unuia din soți. Astfel când judecata în acțiunea de restituirea dotei după divorț, apără pe fostul sot de a restitui întreaga dotă și-l obligă numai la restituirea unei părți din ea, pe motiv că soția și-ar fi primit în timpul căsătoriei cealaltă parte din

dotă violează art. 1271 Codul civil. (Cas. I. 503/903 B. p. 1356).

8. Deși restituirea dotei nu se poate face în mod valabil în timpul căsătoriei, femeia având dreptul a o cere la desfacerea căsătoriei sau la separarea de patrimoniu, totuși, dacă se constată cu certitudine că dota se găsește în patrimoniul soției la desfacerea căsătoriei, ea nu mai poate fi îndreptățită a o cere încă odată dela fostul ei bărbat. (Cas. I. 13 Febr. 1906, B. p. 217. În același sens a se vedea decizia. Cas. I, din 7 Mai 1907 B. p. 794, precum și decizia Cas. I. 413 din 3 Nov. 1909. B. p. 1227, Jurisprudența 38/1909).

9. Dacă art. 1271 din codul civil prevede că obligațiunea de restituire a dotei ia naștere prin desfacerea căsătoriei sau separația de patrimoniu și că bărbatul, în primul caz, are termen de un an pentru restituirea dotei mobiliare, este însă netăgăduit că în timpul căsătoriei, fie femeia, fără autorizare, fie înzestratorul, pot lua orice măsuri conservatorii pentru dota care ar fi în pericol. (Cas. I. 2 Dec. 1909, B. p. 1446).

10. O declarație dată de soție, soțului mai înainte de desfacerea căsătoriei, prin care ea declară că a primit întreaga dotă prevăzută în actul dotal, nu poate fi invocată de sot pentru a dovedi că a restituit dota. (Cas. I. 413 din 3 Nov. 1909 Bul. p. 1227, Jurisprudența 38/1909).

11. a) Dreptul femeii la restituirea dotei nu este drept eventual ci un drept născut, un drept care există în patrimoniul ei; ceea ce-i lipsește pentru a fi realizat este exigibilitatea, care este amânată de lege până la unul din evenimentele enumerate de art. 1271 codul civil.

b) Evenimentul care produce obligațiunea restituirei dotei este un termen incert, iar nu o condițiune.

c) Dreptul femeii pentru banii ce i s'au constituit dotă nu este o creanță condițională, ci o creanță cu termen incert și de o natură specială, guvernată de dispozițiunile legii privitoare la contractele de căsătorie. (Trib. Ilfov notar., No. 231/1913; Curier Jud. 39/914, p. 322).

12. Instanța de fond nu violează art. 1901 codul civil ci dă o bună interpretare art. 344 și 1271—1273 codul civil, când hotărăște că acțiunea minorului ajuns la majoritate în contra tatălui său, fostul său tutore, pentru o creanță dotală sau parafernala a mamei sale, este supusă prescripției de drept comun de 30 ani iar nu prescripției de 10 ani prevăzută de art. 1901 codul civil. Faptul că obligația soțului de a restitui moștenitorilor soției averea dotală sau parafernala devine exigibilă după un an dela desfa-

cerea căsătoriei,—în speță prin moartea soției. — adică în timpul administrației tutelei, nu schimbă origina obligației de restituire, întru cât această obligație s'a născut dintr'un fapt anterior tutelei iar nu dintr'un fapt de gestiune tutelară. (Cas. I, No. 71, 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 149).

13. Deși bărbatul are potrivit art. 1268 codul civil, dreptul de a arenda averea dotală pe termen de 5 ani, cu putere obligatorie pentru femeie, însă din acest drept de arendare nu se poate trage și dreptul de a percepe arenda pe tot acest interval de timp și după desfacerea căsătoriei.

Imobilul dotal având să reintre după desfacerea căsătoriei liber de orice sarcină, în stăpânirea femeii, nici veniturile averii dotale nu pot fi angajate și urmărite după desfacerea căsătoriei fiind știut că fructele civile se percep zi cu zi. (Cas. II, No. 66, 1914; Jur. Rom. 23/914 p. 363. Curier Jud. 38/914).

14. Dota în numerar și obiecte cu care a fost înzestrată soția la căsătoria sa, constituind la moartea ei o creanță a succesiunii contra soțului, care a primit-o și a rămas dator a o

restitui, trebuie considerată ca făcând parte integrantă din activul succesoral cuvenit moștenitorilor rămași pe urma soției, și pentru care urmează a se plăti taxa de înregistrare pe cât timp moștenitorii n'au declarat că renunță la această creanță; așa că tribunalul săvârșește un exces de putere când o scutește de taxă sub cuvânt că această avere nu s'a găsit în ființă la moartea defunctei și că ea nu poate fi taxată până când moștenitorii nu și vor realiza judecătorește acest drept. (Cas. III, No. 105, 1914; Curier Jud. 1914, p. 372).

15. Potrivit art. 1271 codul civil, obligațiunea soțului de a restitui dota luând naștere sau prin desfacerea căsătoriei, sau prin separațiunea de patrimoniu sau prin absența unuia din soți, orice restituire anticipată a dotei, în timpul căsătoriei nu este valabilă și nu liberează pe soț decât doar când acesta ar stabili că cecace i-a restituit i-a folosit personal soției, principiul că nimeni nu se poate îmbogăți în dauna altuia avându-și și aci aplicația. (Apel Iași II, 1914; Dreptul 1914, p. 557).

Art. 1272. — Dacă dota conzistă în imobili sau în mobili, cari după cele legiuite în art. 1245 și 1246, au fost rămase în proprietatea femeii, bărbatul sau moștenitorii săi pot fi constrânși a o restitui îndată ce obligațiunea de restituire a luat naștere. (Civ. 209, 1245 urm., 1271, 1273 urm.; Civ. Fr. 1564).

Text. fr. Art. 1564. — Si la dot consiste en immeubles,

Ou en meubles non estimés par le contrat de mariage, ou bien mis à prix, avec déclaration que l'estimation n'en ôte pas la propriété à la femme,

Le mari ou ses héritiers peuvent être contraints de la restituer sans délai, après la dissolution du mariage.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, V, p. 624, 630, 635;
 BAUDRY ET COLIN, *Donat. entre-vifs et testam.*, II, 1504 ter;
 BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, III, 1876-1880, 1882-1884, 1901, 1904, 1910-1912, 1915, 1916, 1921, p. 681 n° 1, 721, n° 1;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 342;
 DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 4082 urm., 4132; *Suppl. Contr. de mar.*, 1468 urm.;
 GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, IV, 2120, 2122, 2129, 2140, 2145, 2150, 2152, 2153;
 HUC, IX, 493, 494;
 LAURENT, XXIII, 567;
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 1031 urm.;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 171 urm.;
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1642, 1652;
 RODIÈRE ET PONT, *Contrat de mariage*, III, 1683, 1906, 1908-1910, 1920, 1930-1933;
 TROP LONG, *Contrat de mariage*, IV, 3613, 3618, 3640.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 547 urm., 567 urm., 568 n. 1, 580; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 93;
 CANTACUZINO MATEI, p. 739;
 NACU, III, 144 urm.

Jurisprudență.

1. Instanța de fond nu violează art. 1901 c. civ. ci dă o bună interpretare art. 344 și 1271—1273 c. civ., când hotărăște că acțiunea minorului ajuns la majoritate în contra tatălui său, fostul său tutore pentru o creanță dotală sau parafernala a mamei sale, este supusă prescripției de drept comun de 30 ani, iar nu prescripției de 10 ani prevăzută de art. 1901 c. civ. Faptul că obligația soțului de a restitui moștenitorilor soției averea dotală sau parafernala devine exigibilă după un an dela desfacerea căsătoriei, — în speță prin moartea soției, — adică în timpul administrației tutelei, nu schimbă origina obligației de restituire, întru cât această obligație s'a născut dintr'un fapt anterior tutelei, iar nu dintr'un fapt de gestiune tutelară. (Cas. I, No. 71, 1914; „Jurispr. Rom.” 1914, p. 149).

2. Din combinațiunea art. 1272 c. civ., după care obligația de restituire a dotei imobiliare ia naștere din momentul desfacerei căsătoriei cu art. 1278 acelaș cod care prevede că fructele se datoresc din

aceeași zi, rezultă că fostul soț dotal nu mai are nici un drept a reține imobilul și a-i percepe fructele din momentul desfacerei căsătoriei.

Ne mai având acest drept, el nu poate avea nici acțiune în justiție spre a-l conserva, astfel că cu drept cuvânt instanța de fond a respins acțiunea intentată de soț după desfacerea căsătoriei spre a-i se plăti chiria imobilului dotal, pe semestrul posterior desfacerei căsătoriei. (Cas. I, No. 318, 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 405).

3. Dacă prin art. 1272 c. civ., se prevede că în caz de desfacere a căsătoriei, soția are acțiune contra soțului și pentru restituirea dotei mobiliare sau imobiliare care ar fi rămas în proprietatea femeii, de aici însă nu se poate deduce că soția are acțiune numai în contra soțului și că nu poate reclama averea dotală și de la un al treilea debitor la care se găsește depozitată și care prin efectul opozabilității actului dotal eră ținut să nu o libereze în timpul căsătoriei de cât potrivit actului dotal. (Cas. III, 599/915. Curier Jud. 7, 1916).

Art. 1273. — Dacă dota consistă în bani sau în alte imobile ¹⁾ cari au fost trecute în proprietatea bărbatului, conform art. 1245 și 1246, obligațiunea de restituire are termen de un an din momentul de când a luat naștere.

Acea obligațiune, în caz de separațiune de patrimonii, va trebui să fie plătită sau asigurată îndată fără nici o distincțiune ²⁾. (Civ. 209, 1245 urm., 1271, 1274 urm., 1282; C. com., 793 urm.; Civ. Fr. 1565).

Text. fr. Art. 1565. — Si elle consiste en une somme d'argent,

Ou en meubles mis à prix par le contrat, sans déclaration que l'estimation n'en rend pas le mari propriétaire,

La restitution n'en peut être exigée qu'un an après la dissolution.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, V, p. 632, 633, 635, 636;

BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, III, 1901-1909, 1927;

COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 243, 357;

DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 4122 urm., 4132; *Suppl. Contr. de mar.*, 1486 urm.;

DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VI, 236 bis, III; 242 bis, I;

GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, IV, 2123-2126, 2154, 2155;

HUC, IX, 493, 499;

MICHAUX, *Traité pratiques des liquidations et partages*, ed. 4-a, 1035 urm.;

MOURLON, ed. 7-a, III, p. 174 urm.;

PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1653, 1654;

RODIÈRE ET PONT, *Contrat de mariage*, III, 1911-1913, 1915, 1916, 1935, 2169.

1) In art. francez se zice: „mobile” iar nu „imobile” cum este în textul român. D-nul Șerbescul, însă în colecția sa: „Codicii români” crede cu drept cuvânt că acl e mai mult o scăpare din vedere și că art. 1273 ar trebui astfel redactat: „dacă dota consistă în bani, în mobile sau imobile cari... etc”. D-sa își întărește părerea pe faptul că legiuitorul se referă imediat la ambele art. 1245 și 1246, cel dintâi care tratează despre bunuri mobile, iar cel de al treilea despre bunuri imobile care trec în proprietatea bărbatului.

2) Acest al doilea aliniat al art. 1273, lipsește în Codul Francez.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 187, 548, 567 urm., 568 n. 1, 569 n. 2 și 3, 570, 571;

CANTACUZINĂ MATEI, p. 739;

IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 289;

NACU, III, p. 144 urm.

Jurisprudență.

1. Dispozițiunea art. 1273 codul civil, relativă la restituirea dotei, consistând în bani sau alte mobile, are a fi aplicată atât la dota mobilă asupra căreia bărbatul a devenit proprietar, din cauza naturii ei, cât și la averea mobilă de care bărbatul a dispus valabil fără a fi devenit proprietar, pentru că motivul de echitate care servește de bază dispoziției art. 1273 codul civil, există ori de câte ori bărbatul se găsește fără a i se imputa vreo greșală, în imposibilitate de a înapoia în natură obiectele dotale. (Cas. II, 20 Martie 1907, B. p. 492).

2. Bani dotali consemnați la dispoziția femeii și care nu au trecut în proprietatea bărbatului, nu intră în prevederile art. 1273 cod. civil, care acordă bărbatului un an de la desfacerea căsătoriei pentru restituirea dotei mobiliare.

Prin urmare, liberarea acestei dote are a se face în primirea femeii, după desfacerea căsătoriei, fără intervenirea bărbatului și fără o acțiune de restituire contra lui. (Apel Craiova, I, *Dr.* 37/908, p. 298).

3. Instanța de fond nu violează art. 1901 c. civ., ci dă o bună interpretare art. 344 și 1271—1273 c. civ., când hotărăște că acțiunea minorului ajuns la majoritate în contra tatălui său, fostul său tutore, pentru o creanță dotală sau parafernala a mamei sale, este supusă prescripției de drept comun de 30 ani, iar nu prescripției de 10 ani prevăzută de art. 1901 c. civ. Faptul că obligația soțului de a restitui moștenitorilor soției averea dotală sau parafernala, devine exigibilă după un an de la desfacerea căsătoriei, — în speță prin moartea soției, — adică în timpul administrației tutelei, nu schimbă origina obligației de restituire, întru cât acea-

stă obligație s'a născut dintr'un fapt anterior tutelei, iar nu dintr'un fapt de gestiune tutelară. (Cas. I, No. 71, 1914; *Jurispr. Rom.* 1914, p. 149).

4. Prin art. 1273 c. civ., se acordă soțului termen de un an pentru restituirea dotei care a trecut în proprietatea sa, pe considerațiunea că dânsul, ca proprietar al ei, a putut-o întrebuința într'un mod oarecare și astfel nu o are la dispoziție pentru a o restitui imediat când survine evenimentul neprevăzut care dă loc obligației de restituire.

Acest termen de favoare acordat soțului pentru a-și putea procura fondurile necesare restituirii dotei are caracterul unui termen de grație, dar deși el este acordat de lege iar nu de justiție, totuși nu poate împiedeca compensația în conformitate cu dispozițiile art. 1146 c. civ.

Prin urmare în specie, Curtea de fond a fost îndrituită a compensa datorile pe cari soția divorțată le avea față de soț și pentru care a fost chemată în judecată de acesta, cu creanța dânzei asupra dotei mobiliare, deși aceasta din urmă creanță nu era încă exigibilă, soțul beneficiind de termenul acordat de art. 1273 c. civ. (Cas. I, 167 din 23 Aprilie 1920, *Curier Jud.* 22/921).

5. Femeia, după trecerea unui an de la desfacerea căsătoriei, dacă nu a uzat de calea acțiunii principale prevăzută de art. 1271 și urm. c. civil, pentru restituirea dotei mobiliare garantată cu ipoteca legală, poate foarte bine, investind actul dotal cu formula executorie, să recurgă la calea execuțiunii silite, de oarece, dat fiind în sistemul legiuirii noastre afinitatea între caracterul ipotecei legale și al celei convenționale, urmează a se aplica ipotecei legale aceleași norme ale executărei ca și pentru ipoteca convențională. (Trib. Ilfov s. not. 303 din 4 Decem. 1924. *Dreptul* 4/925).

Art. 1274. — Dacă mobilele, a căror proprietate a rămas a femeii, au pierit prin uz și fără culpa bărbatului, acesta nu va fi dator să întoarcă decât pe cele rămase și în starea în care se vor afla.

Cu toate acestea, femeia va avea facultate în cece privește rufele, vestmintele și alte obiecte de întrebuințarea sa personală, să ia pe cele ce servesc la uzul său actual fără

a distinge dacă chiar acelea au fost constituite ca dotă sau dacă au fost făcute în timpul căsătoriei ¹⁾.

Asemenea și în cazul când acelea au fost constituite estimate, femeea va avea facultatea a lua în natură lucrurile cari servesc la uzul său actual, sau a cere estimațiunea celor constituite ca dotă, rămâind să se prinză acea sumă în restul dotei de restituit ²⁾. (Civ. 528, 1245; C. com. 793 urm.; Civ. Fr. 1566).

Text. fr. Art. 1566. — Si les meubles dont la propriété reste à la femme ont dépéri par l'usage et sans la faute du mari, il ne sera tenu de rendre que ceux qui resteront, et dans l'état où ils se trouveront.

Et néanmoins la femme pourra, dans tous les cas, retirer les linges et hardes à son usage actuel, sauf à précompter leur valeur, lorsque ces linges et hardes auront été primitivement constitués avec estimation.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, V, p. 631;
 BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, III, 1917, 1925;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 340, 341, 342;
 DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 4109 urm.; *Suppl. Contr. de mar.*, 1477 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VI, 238 bis;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, V, p. 529;
 GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, IV, 2161-2163;
 HUC, IX, 494,
 LAURENT, XXIII, 107, 568;
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 1048 urm.;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 173;
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1648, 1649;
 RODIÈRE ET PONT, *Contrat de mariage*, III, 1896, 1899-1901;
 TROPLONG, *Contrat de mariage*, IV, 3645, 3646.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 273, 275, 318, 569, 572 urm., 580, 588, 589 t. și n. 2, 590-592, 594;
 CANTAGUZINO MATEI, p. 739;
 NACU, I, p. 69; III, p. 144 urm.

Jurisprudență.

1. Soția, care a continuat a se servi de trusoul ce i-a fost dat la căsătoria sa și după ce hotărîrea de divort a fost înscrisă la ofițerul stărei civile, deși soțul său i-a cerut acel trusou, dovedește că dânsa și-a exercitat dreptul de opțiune, reluând trusoul în natură și

deci nu mai poate reclama dela fostul ei soț valoarea totală a trusoului, nemai având alt drept în asemenea caz decât să ceară dela fostul său soț diferența de valoare, provenită din cauza deteriorării trusoului, prin uzul ce dânsa a făcut de el în timpul căsătoriei și cât a durat procesul de divort. (Apel Buc. II, C. Jud. 25/97).

Art. 1275. — Dacă dota cuprinde obligațiuni sau constituțiuni de rentă cari au pierit, în tot sau în parte, fără neglijența bărbatului, acesta nu va fi răspunzător, ci se va liberă restituind contractele. (Civ. 257, 1243, 1639; Civ. Fr. 1567).

Text. fr. Art. 1567. — Si la dot comprend des obligations ou constitutions de rente qui ont péri, ou souffert des retranchements qu'on ne puisse imputer à la négligence du mari, il n'en sera point tenu, et il en sera quitte en restituant les contrats.

1) In art. francez corespunzător 1566, în loc de expresiunea: „fără a distinge”, redacțiunea este următoarea: „sauf à précompter leur valeur, lorsque ces linges et hardes auront été primitivement constitués avec estimation”.

2) Ultimul alineat al art. 1274 nu există în Codul Civil Francez.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, V, p. 631;
 BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, III, 1918;
 CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 367;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 340;
 DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 4113 urm.; *Suppl. Contr. de mar.*, 1482 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VI, 239 bis, 1;
 GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, IV, 2146;
 HUC, IX, 495;
 LAURENT, XXIII, 569;
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 1054 urm.;
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1648, 1649;
 RODIÈRE ET PONT, *Contrat de mariage*, III, 1902-1904;
 TROPLONG, *Contrat de mariage*, IV, 3649.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 261 n. 5, 275, 284, 318, 572 urm., 573 n. 1, 583 urm., 585; (III, part. I, ed. 2-a, p. 190 n. 2; V, p. 154 n. 3);
 CANTACUZINO MATEI, p. 739;
 IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 289;
 NACU, II, p. 621; III, p. 145 urm.

Jurisprudență.

1. Când se constată că dota, care consistă dintr'o creanță ipotecară, s'a pierdut fără neglijența bărbatului, acesta nu poate fi obligat la restituirea dotei, către fosta sa soție. (Cas. I, 503/903, B. p. 1356).
2. Din dispozițiunile art. 1275 din codul civil rezultă că, dacă dota consti-

tuită în obligațiuni sau rentă a pierit din neglijența bărbatului, acesta va fi răspunzător și va trebui să restituie dota în numerar; iar constatarea instanței de fond că sotul este răspunzător, pentru că din vina lui plasarea banilor dotali s'a făcut cu călcarea dispozițiunilor din convenția matrimonială, este o constatare de fapt. (Cas. I, 7 Iunie 1911, B. p. 803).

Art. 1276. — Dacă dota cuprinde un uzufruct, bărbatul sau moștenitorii săi, vor fi obligați să restituie numai dreptul de uzufruct, nu și fructele din timpul căsătoriei. (Civ. 527, 1243; Civ. Fr. 1568).

Text. fr. Art. 1568. — Si un usufruit a été constitué en dot, le mari ou ses héritiers ne sont obligés, à la dissolution du mariage, que de restituer le droit d'usufruit, et non les fruits échus durant le mariage.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, V, p. 632;
 BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, III, 1919;
 DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 4119 urm.; *Suppl. Contr. de mar.*, 1485;
 GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, IV, 2147;
 HUC, IX, 495;
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 1061 urm.;
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1648, 1649;
 RODIÈRE ET PONT, *Contrat de mariage*, III, 1904;
 TROPLONG, *Contrat de mariage*, IV, 3652, 3654.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 181 t. și n. 1, 572 urm., 585, 586, 587 t. și n. 1; (III, part. II, ed. 2-a, p. 628 nota);
 CANTACUZINO MATEI, p. 739;
 NACU, III, p. 145 urm.

Art. 1277. — Dacă căsătoria a ținut zece ani dela împlinirea termenilor puse pentru plata dotei, femeea sau moștenitorii

săi o vor putea repeta de la bărbat, la epoca restituțiunii, fără să fie datori a proba că el a primit-o. Bărbatul nu se va putea apăra de îndatorirea de a o restitui, decât dacă va proba că a făcut convenitele diligențe spre a și-o procura și că acelea au rămas fără efect. (Civ. 1200, 1202, 1275; Civ. Fr. 1569).

Text. fr. Art. 1569. — Si le mariage a duré dix ans depuis l'échéance des termes pris pour le paiement de la dot, la femme ou ses héritiers pourront la répéter contre le mari après la dissolution du mariage, sans être tenus de prouver qu'il l'a reçue, à moins qu'il ne justifiât de diligences inutilement par lui faites pour s'en procurer le paiement.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, V, p. 470, 625-628;
 BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, III, 1886, 1888-1899;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 337, 338, 339;
 DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 4139 urm.; *Suppl. Contr. de mar.*, 1492 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VI, 241 bis, II, III;
 GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, IV, 2133-2144;
 HUC, IX, 497, 498;
 LAURENT, XXIII, 563, 564;
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 1083 urm.;
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 864, 1645;
 RODIÈRE ET PONT, *Contrat de mariage*, II, 1322; III, 1917, 1923, 1924, 1926, 1927;
 TROPLONG, *Contrat de mariage*, IV, 3658, 3659, 3662-3665, 3667.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 557 urm., 558 n. 2, 559-562, 563 n. 2, 565, 566 t. și n. 2; (VII, p. 312 n. 3); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 92, 93;
 Observație sub. C. Apel Caen, 23 Oct. 1908. Dreptul 15/1911; „Câte-va cuvinte asupra art. 1277 din cod. civil”. Curier Jud. 63/1900;
 CANTACUZINO MATEI, p. 740;
 CERBAN ALEX. *Nota* sub. Cas. I, 11 din 26 Ian. 920. Cur. Jud. 79-80/920;
 NACU, II, p. 176; III, p. 141 urm.;
 TEODORESCU M. T., „Nota asupra sentinței Trib. Dolj s. II, publicată în Dreptul 16/920”. Dreptul 21/1920;
 VASILIU G., „Observațiuni critice asupra unei hotărâri în materie de restituire de dotă” Dreptul 21/1920.

Jurisprudență.

1. Din art. 1277 rezultă că reclamantul în restituțiune a dotei pentru a putea invoca cu succes prezumpțiunea de plată trebuie să probeze: că s-a constituit o dotă, că termenul prevăzut pentru plata dotei s'a împlinit și timpul anume când urmă a se face plata datoriei. De la această dată încep a curge cei 10 ani în cari bărbatul trebuie să facă diligențele necesare pentru a putea lupta cu efect contra prezumpțiunii de primire a dotei. (Trib. Tutova, Oct. 6/84, Dr. 77/84).

2. Deși în actul dotal nu e declarațiune expresă din partea soțului că a primit dota mobilă, însă în încheierea tribunalului, care face un singur corp cu actul supus autentificării, constatându-se de tribunal că dotalul a declarat că a primit dota, constatarea aceasta face deplină probă până la înserierea în fals și deci e opozabilă so-

țului care a făcut-o. (Trib. Gorj. Nov. 13/87, Dr. 86/87).

3. Art. 1277 are de scop nu de a stabili o prezumpțiune de plată a dotei după trecerea de 10 ani, ci numai o răspundere a bărbatului față cu femeea pentru neglijența lui de a urmări plata dotei. Acest sens al art. 1277 rezultă atât din textul lui cât și din origina dispozițiunii cuprinsă într'însul. În adevăr, finele textului admitând din partea bărbatului, pentru descărcarea lui, proba că a făcut toate diligențele spre a și procura dota, arată în destul că specia prevăzută de lege este aceea în care dota a fost constituită de un terțiu sau urmează să fie răspunsă de un terțiu, căci nu poate fi vorba de diligențe cari ar fi îndreptate de bărbat contra soției sale. Nu s'ar înțelege că femeea să facă răspunzător pe bărbat pentru lipsa de diligență față cu dânsa, căci ar fi să se impute bărbatului că nu a îndreptat urmărirea contra ei. Ast-

fel textul art. 1277 ne arată în destul că el nu se aplică când dota a fost constituită de însăși femeea. Pe lângă aceasta, origina art. 1277 confirmă această interpretare, căci dispozițiunea cuprinsă într'însul, ca și aceea a art. 1569 din codul civil francez, este luată din ultima stare a dreptului vechiu francez pe care o exprimă jurisprudența dominantă asupra acestui punct a Parlamentului din Tulusa. Această interpretare este în complet acord și cu art. 1881 c. civ., care zice că prescripțiunea nu curge între soți pe cât timp ține căsătoria. Însă soția poate invoca un atare act dotal ca un început de dovadă scrisă, când actul e scris și de soț și cuprinde declarațiunea soțului de mulțumire făcută cu ocaziunea autentificării. — Și față cu acest început de probă scrisă, jurământul supletoriu e admisibil. (Apel Buc. III, 194, Oct. 18, 90, *Dr.* 74/90).

4. Declarațiunea făcută de ginere pe actul dotal cum că se mulțumește pe dota constituită nu poate fi un început de dovadă scrisă pentru primirea dotei. (C. Apel Craiova s. I, 9 Mart. 1900, *Dreptul* 40/1900).

5. În acest art. nu se vorbește de vre-o prescripțiune oarecare, care n'ar putea curge între soți, conform art. 1881 Cod. civ., ci numai de o prezumpțiune legală bazată pe faptul neglijenței bărbatului, contra căreia nu este admisibilă proba contrară, că dota n'ar fi primită. (Apel Buc. I, *Dr.* 10, 1906).

6. Art. 1277 din codul civil are de scop de a stabili o prezumpție de plata dotei după trecere de 10 ani, numai în favoarea femeii dotate sau a moștenitorilor ei față de bărbat, pentru neglijența sa presupusă, iar nu și față de terț, cum ar fi fiscul, spre a dovedi că dota se găsește în patrimoniul înzestrății la moartea ei și deci constituie o avere succesorală supusă la taxa de înregistrare. Pe lângă aceasta, dispozițiile art. 1277 din codul civil nu sunt de ordine publică și deci mijlocul de apărare bazat pe acest articol trebuie invocat la instanța de fond, iar nu direct la Curtea de Casație. (Cas. III, 3 Apr. 1912, B. p. 791).

7. Curtea de apel face o justă aplicare a art. 1277 c. civ., obligând pe soț la restituirea valorii trusoului consti-

tuit dotă, când constată mai întâi în fapt că prin contractul dotal s'a stipulat ca termen pentru plata dotei promise în momentul contractării căsătoriei și apoi că dela aceea dată au trecut mai bine de zece ani până în momentul când dota a devenit restituibilă. (Cas. I, No. 247, 1916; *Jur. Rom.* 1918, p. 389).

8. a) Din dispozițiile art. 1277 c. civ., care se aplică ori de câte ori este vorba de restituire de dotă între soți sau între constitutorii de dotă și soți, naște o prezumpție legală dacă a durat căsătoria zece ani, că dota constituită a fost achitată și ca atare dacă soțul nu probează că în acest interval de timp a făcut diligentele necesare pentru a o primi, se consideră că a primit-o și nu o mai poate repeti.

b) Chestiunea prezumpției legale de plată trasă din dispozițiile art. 1277 c. civ., că orice chestiune de drept care ar tranșa litigiul, poate fi pusă din oficiu de către tribunal cu toate că părțile nu ar fi relevant-o prin concluziile lor. (*Trib. Dolj* s. I, 7 Mai 1919, *Dreptul* 16/920).

9. Dispoziția art. 1277 c. civ. se întemeiază pe ideea că soțul, având exercitiul acțiunilor dotale, ar fi avut posibilitatea, dacă ar fi reclamat în timp util, să realizeze încasarea dotei și de aceea, ca o sancțiune a neglijenței sale față de terțul constituitor al dotei, legea îl obligă la restituirea dotei, după expirarea termenului de 10 ani, chiar dacă în realitate n'ar fi primit-o, afară de cazul când ar dovedi că a făcut diligentele necesare spre a și-o procura și că ele au rămas fără efect.

Prin urmare, terțul constituitor al zestrei nu se poate prevală de dispoziția specială ce cuprinde art. 1277 c. civ., numai cu privire la raporturile dintre soț și soție sau moștenitorii acesteia, ci el trebuie să facă dovada liberațiunii sale, conform dreptului comun, dacă nu poate invoca expirarea termenului de 30 ani pentru prescripțiunea acțiunii ce soțul are contra sa.

Așa dar, recurenta, în calitate de succesoară a constituitoarei dotei, eră obligată a face dovada că dota a fost plătită internatei și deci Tribunalul punându-i această îndatorire, face o justă aplicatie a art. 1277 c. civ. (Cas. I, No. 11, 1920; *Jurispr. Rom.* 7/1920, p. 83, C. *Jud.* 79-80/920; *Pand. Rom.* 1924, III, 82).

Art. 1278. — Dobânzile și fructele dotei sunt de drept datorite de bărbat sau de moștenitorii săi, din ziua evenimentului care a dat naștere la obligațiunea restituțiunii. (Civ. 1088, 1271, 1274; Civ. Fr. 1570 § 1).

Text. fr. Art. 1570 § 1. — Si le mariage, est dissous par la mort de la femme, l'intérêt et les fruits de la dot à restituer courent de plein droit au profit de ses héritiers depuis le jour de la dissolution.

Doctrină străină.

BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, III, 1933, p. 744 n° 3;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 908; ed. 1-a, III, p. 342, 343, 357, 416;
 DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 4185 urm., 4203 urm.; *Suppl. Contr. de mar.*, 1501 urm.,
 1506 urm.;
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 1093 urm.;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 177, 178;
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1651, 1656.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 591 n. 1, 603 urm., 606, 628, 669;
 CANTACUZINO MATEI, p. 447, 740;
 NACU, I, p. 69; II, p. 631; III, p. 153.

Jurisprudență.

1. Dota se restituie cu dobânda legală dela data înscrierii sentinței de divorț în registrele ofițerului stării civile. (Cas. I, 116/Mart. 18/80, B. p. 145; Trib. Ilfov I, 16 Ianuarie 11/92, Dreptul 20/92).

2. Curtea de apel, chemată a se pronunța asupra cererii femeii de a i se restitui, conform art. 1278, venitul imobilului său dotal de la data divorțului, e în drept, în fața unui contract de închiriere făcut de bărbat pe timp de 5 ani și în care luase prin anticipație chiria pe tot timpul duratei închirierii la facerea contractului chiar, convingându-se că această închiriere în aceste condițiuni nu fusese făcută în interesul familiei sau al sarcinilor căsătoriei și având în vedere prețul subînchirierii imediate făcute de principalul locatar și natura acestor imobile și situațiunea lor să considere că suma ce bărbatul este obligat a înapoia ca venit al acestor imobile nu este analogia pe an a prețului arătat în contract, fără ca prin aceasta să se poată zice că a violat legea sau că a comis un exces de putere; căci curtea nu face de cât să uzeze de un drept ce-i dă legea, acela adică de a îndatora pe bărbat la restituirea venitului dotal de care femeia este lipsită prin faptul bărbatului său. Fixarea acestui venit de către instanțele de fond iese de sub controlul curții de casatie. (Cas. I, 230, Iun. 27/86, B. p. 532).

3. Soțul, conform art. 1278, nu mai e în drept a percepe veniturile dotei din ziua desfacerii căsătoriei. (Cas. I, 317, Oct. 25/93, B. p. 596).

4. Numai dobânzile și fructele dotei sunt de drept datorite de bărbat sau de moștenitori din ziua evenimentului, care a dat naștere la obligațiunea restituirii dotei, nu și celelalte dobânzi sau fructe. (Cas. I, 264/901, B. p. 959).

5. Soțul, condamnat să restituie dota cu dobânda ei legală dela desfaceria căsătoriei, este de rea credință, când dela această dată mai percepe cupoa-

nele cuvenite fondului dotal și deci nu poate să invoace prescripția cincinală, când soția îl va urmări pentru plata dobânzilor. (Apel Buc. I, Dr. 45/901).

6. Soțul are dreptul a fi despăgubit pentru îmbunătățirile făcute fondului dotal, căci în această calitate dânsul este nu numai uzufructuar dar și un administrator al averii dotale și deci în rolul său de a face toate lucrările și îmbunătățirile menite a spori valoarea fondului dotal. Pretențiunile sale însă nu pot fi decât pentru plus valuta adusă imobilului dotal, căci nu e vorba de cheltueli de întreținere, pe care eră în drept a le face ca mandatar al soției sale și pentru care ar fi autorizat a cere despăgubiri integrale, ci de construcțiuni ce au putut fi făcute numai ca girant de afaceri și pentru care nu poate reclama decât o sumă egală cu aceea a creșterii valorii fondului dotal. Deși în principiu este adevărat că soțul, fiind administratorul și gardianul averii dotale, nu se poate desesiza de această avere în timpul căsătoriei în favoarea soției ca și în folosul unei persoane străine și că ori ce restituire de dotă, anterioară evenimentului care dă loc la această obligațiune, nu liberează pe soț, totuși, când o parte diu dota mobilă a fost cheltuită de soție în timpul căsătoriei, nu se poate obliga soțul la restituirea acestei sume cheltuite, când se constată că justiția, iar nu dânsul, a eliberat soției menționata sumă și prin urmare, nu i se mai poate imputa soțului răspunderea unei averi, ce nu a fost la dispoziția și în administrația sa. (Trib. Ilfov, III, C. Jud. 19, 1905).

7. Deși bărbatul are dreptul de a arenda averea dotală pe termen de 5 ani, cu putere obligatorie pentru femeie, însă din acest drept de arendare nu se poate trage și dreptul de a percepe arenda pe tot acest interval de timp și după desfaceria căsătoriei, de oarece după art. 1278 c. civil, dobânzile și fructele dotei sunt de drept datorite de bărbat sau de moștenitorii săi, din ziua evenimentului care a dat naștere

la obligațiunea de restituirea dotei. (Cas. II, dec. civilă 66, 1914; Jurispr. Rom. 23/914, p. 363; Curier Jud. 38/914, p. 316).

8. Din combinațiunea art. 1272 c. civ., după care obligația de restituire a dotei imobiliare ia naștere din momentul desfacerii căsătoriei cu art. 1278 acelaș cod, care prevede că fructele se datoresc din aceeaș zi, rezultă că fostul soț dotal nu mai are nici un drept a re-

tine imobilul și a-i percepe fructele din momentul desfacerea căsătoriei.

Ne mai având acest drept, el nu poate avea nici acțiune în justiție spre a-l conserva, astfel că cu drept cuvânt instanța de fond a respins acțiunea intentată de soț după desfacerea căsătoriei spre a i se plăti chiria imobilului dotal, pe semestrul posterior desfacerii căsătoriei. (Cas. I, No. 318, 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 405).

Art. 1279. — Dacă căsătoria se desface prin moartea bărbatului, femeea are alegerea de a cere, pentru cursul anului de doliu, sau dobânzile ori fructele dotei sale, sau alimente din succesiunea bărbatului său.

În toate cazurile, abitațiunea în cursul aceluși an și vestimintele de doliu trebuiesc a se procură femeii din succesiunea bărbatului său. (Civ. 684, 1088, 1241, 1274; Civ. Fr. 1570 § 2).

Text. fr. Art. 1570 § 2. — Si c'est par la mort du mari, la femme a le choix d'exiger les intérêts de sa dot pendant l'an du deuil, ou de se faire fournir des aliments pendant ledit temps aux dépens de la succession du mari; mais, dans les deux cas, l'habitation durant cette année, et les habits de deuil, doivent lui être fournis sur la succession, et sans imputation sur les intérêts à elle dus.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, V, p. 633;
 BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, III, 1928-1932, p. 749 n^o 2, 750 n^o 1;
 COLIN et CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 908; ed. 1-a, III, p. 342, 343, 357, 416;
 DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 4185 urm., 4203 urm., *Suppl. Contr. de mar.*, 1501 urm., 1506 urm.;
 GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, IV, 2164-2166;
 HUC, IX, 499;
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 1093 urm.;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 177, 178;
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1651, 1656;
 RODIÈRE ET PONT, *Contrat de mariage*, II, 1031; III, 1950, 1952, 1955-1957;
 TROPLONG, *Contrat de mariage*, IV, 3670.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, p. I, ed. 2-a, p. 543 n. 2, 588, 594-597, 599, 600 nota, 601, 603, nota, 605; (III, part. I, ed. 2-a, p. 586 n. 1; IV, part. I, ed. 2-a, p. 579; V, p. 204; X, p. 280, 339); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 166; *Observație* sub. Trib. Ilfov s. II, 681 din 4 Oct. 900. Dreptul 80/1900; *Observație* sub. Judec. ocol II, Ploești 1602 din 22 Iulie 903. Curier Jud. 72/903; *Observație* sub. Trib. Buzău, 24 din 19 Ian. 910. Curier Jud. 22/910; *Notă* sub. Trib. Agen, 29 Nov. 1922. Jur. Gen. 1924. No. 1536;
 ALEXANDRESCO TRAIAN, *Notă* sub. C. Apel Chișinău s. I, 137 din 19 Oct. 922. Curier Jud. 7/923;
 CANTACUZINO MATEI, p. 226, 740;
 ÎVANCIANU GRIGORE, „*Cheltuețile văduvei în cursul anului de doliu pentru abitațiune, alimente și vestimente de doliu sunt privilegiate?*“. Convorbiri Juridice 1/1908;
 JUVARA ALFRED, *Notă* sub. C. Apel Buc. s. I, 48 din 15 Mart. 1920. Curier Jud. 40-41/1920;
 MEITANI GEORGE, „*Femeea nedotată are dreptul de a cere o pensiune alimentară din averea soțului în timpul anului de doliu*“. Dreptul 64/1902;
 NACU, II, p. 458, 624; III, p. 153;
 NICOLEANU G. HIPPOLYTE, *Notă* sub. Cas. I, 521 din 10 Iunie 1921. Pand. Rom. 1923-I-148;
 PLASTARA GEORGE, *Notă* sub. Cas. I, 555 din 17 Nov. 1920. Pand. Rom. 1922-I-23;
 RARINCESCU G. MIHAIL, *Notă* sub. C. Apel Buc., s. I, 48 din 15 Mart. 1920. Pand. Rom. 1922-II-37.

INDEX ALFABETIC

Abitațiune 4, 7, 11, 13, 15, 19, 21.	Imobil dotal 14.
Alimente 1, 2, 3, 6, 7, 11, 12, 14, 18, 21, 22, 23, 24.	Înmormântare, cheltueli 16.
An de doliu 1, 3, 4, 5, 6, 9-13, 20, 21, 24.	Intenție 14.
Bărbat 1, 4, 6, 11, 12, 13, 14, 18, 22, 24.	Legat 7.
Cheltueli de înmormântare 16.	Locuință, a se vedea „Abitațiune”.
Cod civil Francez 8.	Mama defunctului 16.
Creanță 21, 23.	Moștenitori, a se vedea „Succesori”.
Cumul 1, 3, 6, 7, 9, 22, 24.	Opțiune 2, 14.
Dobânzi, a se vedea „Venituri”.	Parafernală avere 12.
Doliu, a se vedea „An de doliu”.	Părinții defunctului 16.
Dota 1, 2, 3.	Prescripție 21.
Dotal imobil 14.	Renunțare 2, 14.
Drept de creanță 21, 23.	Rezerva 23.
Drept de succesiune, a se vedea „Succesiune”.	Sarcinile căsătoriei 3.
Femeie dotată 2, 3, 6, 7, 8, 11, 12, 22, 24.	Soț, a se vedea „Bărbat”.
Femeie nedotată 1, 3, 6, 7, 8, 11, 12, 13, 24.	Soție, a se vedea „Femeie”.
Femeie văduvă 1-7, 9-19, 22, 23, 24.	Succesiune 1, 3, 4, 5, 6, 9, 11, 13, 14, 16, 22.
Femeie văduvă săracă 3, 6, 9, 22, 24.	Succesori 10, 11, 15, 18, 19, 23.
Francez cod 8.	Taxe de timbru 16.
Fructe, a se vedea „Venituri”.	Testament 5, 7, 17, 22, 24.
	Uzfruct 7, 24.
	Văduvă săracă, a se vedea „Femeie văduvă săracă”.
	Venituri dotale 1, 2, 3, 6, 14, 22, 24.
	Vestimente, a se vedea „Alimente”.

Jurisprudență.

1. Legiuitorul n'a exclus de la acest drept de alimente pe femeile neînstrate, ci a voit de a lăsa femeilor înzestrate alegerea întru a cere dobânzile ori fructele dotei sau alimente din succesiunea bărbatului, și aceasta spre a nu face femeia înzestrată cumul de drepturi. N'a fost ideea legiuitorului de a exclude pe femeia neînzestrată de la dreptul de pensie alimentară în anul de doliu și a acorda acest drept numai celor înzestrate. (Cas. I. 170/Mai 3/80, B. p. 213).

2. Dreptul de opțiune între alimente și fructele dotei, nu se pierde prin faptul că femeia a perceput veniturile dotei sale, căci trebuia să trăiască în acest interval. Renunțarea nu se presupune; judecata e în drept să aprecieze faptele din cari ar putea să rezulte această opțiune. (Apel Buc. I. 76, Mai 20/86, Dr. 61/86).

3. Conform dispozițiilor art. 1279, chiar femeia ce a adus dotă, adică aceea care a contribuit în un mod mai larg la suportarea sarcinilor căsătoriei, nu poate cumula fructele dotei sale și alimentele ce legea acordă soției pentru cursul anului de doliu; de vine dar evident că cu atât mai mult femeia fără dotă nu poate cumula porțiunea virilă ce legea îi acordă ca unei văduve fără avere cu alimentele anului de doliu; căci a se admite cumulul în favoarea celei din urmă ar fi a se admite că legiuitorul a înțeles a avantaja mai mult pe soția nedotată care nu a putut contribui atât de mult la suportarea sarcinilor căsătoriei cum a contribuit cea dotată, ceea ce este imposi-

bil a se admite. (Apel Iași, I. Febr. 24, 90, Dr. 34/90).

4. Abitațiunea în cursul anului de doliu trebuie a se procura femeii din succesiunea bărbatului (art. 1279). Și gândul legiuitorului, acordând dreptul de abitațiune, a fost de a păstra femeii în primii timpi ai văduviei sale, o existență calculată pe aceea pe care o ducă în timpul căsătoriei; de aceea, de obicei, se dă văduvei locuința ce o ocupă soțul, afară numai dacă nu sunt împrejurări care să autorize pe succesori a da văduvei o îndemnizațiune în bani cu care să-și poată procura o locuință convenabilă. (Apel Buc. I. 101 Iun. 14/91, Dreptul 53/91).

5. Anul de doliu este o sarcină a succesiunii, variabilă după timpul supraviețuire, sau chiar a văduvei soției, și trebuie să fie în proporțiune cu montantul întreg al succesiunii, proporțiune care este lăsată în primul loc la aprecierea părților interesate, iar în caz de neînțelegere la aceea a autorităților competente; nu poate însă să se fixeze de testator în mod indiscutabil, de oare ce, fiind impusă prin lege, nu este o liberalitate din averea sa; apoi ea este o obligațiune care naște după moartea testatorului, în cât dânsul neputând dispune de cât de averea sa pe care o avea fiind în viață, el nu poate nici din acest punct de vedere face dispozițiuni hotărâtoare în această privință prin testamentul său. (Trib. Suceava, Oct. 14/93, Dr. 67/93).

6. Dacă legiuitorul, prin art. 1279, a lăsat la facultatea femeii dotale dreptul de alegere între fructele dotei și alimente din succesiunea soțului pentru cursul anului de doliu, această dispozițiune nu o putem întinde prin analogie și să decidem că și văduva fără avere nu poate cumula dreptul de alimente cu dreptul său de succesiune, căci atunci ar fi a creea o dispozițiune care nu este înscrisă în lege. (Trib. Dâmbovița, Febr. 3/94, Dr. 32/94).

7. Femeia are dreptul la alimente (art. 1279) atât în cazul când a fost dotată la căsătorie sa, cât și atunci când nu i s'a constituit nici o zestre. Ea poate cumula dreptul la alimente cu legatul ce soțul i-a testat. Când, afară de bani, bărbatul a legat soției uzfructul imobilului unde locuiau dânsii, văduva nu poate reclama deosebit abitațiune. (Trib. Covurlui, Dr. 47/99).

8. Dispozițiunea art. 1279 al. 2 Cod. civ., având un caracter mai general decât în art. corespunzător, 1570 din Codul civ. francez, este aplicabilă atât femeii înzestrate cât și celei neînzestrate. (Trib. Prahova II, C. Jud. 72/903).

9. Dreptul acordat femeii prin art. 684 c. civil fiind cu totul distinct de acela pe care îl acordă art. 1289 cod. civ. iar pe de altă parte neexistând vre-un

text de lege care să prescrie că femeea, care și-a exercitat acțiunea bazată pe art. 684, nu mai poate pretinde drepturile ce i le acordă art. 1279 cod. civ., pentru anul de doliu, rezultă că văduva poate exercita și cumulă ambele aceste acțiuni. (Apel Buc. I, C. Jud. 73/906; In același sens: C. Apel Buc. s. I, 48 din 15 Mart. 1920, Curier Jud. 40-41/920, Pand. Rom. 1922, II, 37; Cas. I, 521 din 10 Iunie 1921, Curier Jud. 45/921 și 4, 1922. Jur. Rom. 13-14/922, Pand. Rom. 1923, I, 148).

10. Acțiunea văduvei pentru anul de doliu este un drept personal al ei, pe care nu-l pot exercita moștenitorii săi, însă atunci când asemenea acțiune a fost intentată de femeie, ea a intrat în patrimoniul său, și moștenitorii ei, găsind-o în succesiune, o pot continua, până la rezolvarea ei definitivă pe cale judecătorească. (Apel Buc. I, C. Jud. 73/906).

11. Dreptul femeii rămasă văduvă, la alimente, vestimente și abitațiune din succesiunea bărbatului său în cursul anului de doliu, prevăzut de art. 1279 codul civil, este acordat văduvei, indiferent dacă a fost înzestrată sau nu. În ceea ce privește vestimentele și abitațiunea, textul legii este și mai imperativ, căci spune clar că trebuie acordate femeii din succesiunea bărbatului, puțin importă dacă soții cât au trăit împreună locuiau în casa femeii, de oarece voința legiuitorului a fost ca abitațiunea să fie o sarcină a succesiunii, și erezii sunt datorii să o suporte. (Apel Buc. I, Dr. 64/908, p. 523).

12. Intențiunea legiuitorului în redactarea art. 1279 alin. I codul civil, prin care acordă alimente văduvei în timpul anului de doliu, fiind de a menține pe văduvă în timpul acestui an în aceeași pozițiune materială în care se găsea și în timpul căsătoriei, urmează că aceste dispozițiuni au a se aplică, indiferent dacă soția a fost dotată sau nu și în acest din urmă caz, dacă are parafernă sau nu. Aceste alimente se vor acorda în raport cu situațiunea materială a soțului, poziția lui socială, precum avându-se în vedere și traiul ce au avut soții în timpul căsătoriei lor.

După aceleași norme au a se acorda soției și vestimentele anului de doliu la care are dreptul potrivit dispozițiunilor alin. II al art. 1279 cod. civ. (Trib. Ilfov, II, Dr. 64/908, p. 525).

13. Dreptul de abitațiune, acordat văduvei prin art. 1279 alin. II codul civil, fiind o măsură luată de legiuitor numai în scop de a atenua gravitatea situațiunei materiale și morale a unei soții rămasă văduvă, permițându-i, indiferent de are avere sau nu, ca să trăiască în timpul anului de doliu în abitațiunea conjugală, urmează ca femeea văduvă care a locuit și locuiește încă,

după moartea soțului, în propria ei casă, nu mai poate pretinde de la succesiunea soțului său o indemnitate în bani care să reprezinte dreptul său de abitațiune. (Trib. Ilfov II, Dr. 64/908, p. 525).

14. După art. 1279 c. civ., femeia are drept să ceară în cursul anului de doliu sau fructele dotei sau alimente din succesiunea soțului, iar renunțarea la unul din aceste drepturi când nu este expresă, trebuie să rezulte din fapte precise cari să nu lase îndoială asupra voinței de a renunța.

Astfel, din constatarea instanței de fond cum că soția nu a perceput chiriile imobilului dotal, reiese că intențiunea soției a fost să opteze pentru alimente din succesiunea soțului, iar nu pentru veniturile dotei. (Cas. I, decizia No. 251, 1914; Curier Jud. 53/914, p. 436).

15. Dreptul de abitațiune recunoscut văduvei de art. 1279 c. civ., în timpul anului de doliu, consistă în obligațiunea moștenitorilor de a o lăsa în domiciliul unde soții au locuit, aceasta atât din punctul de vedere al faptului ca memoria defunctului să rămână cât mai vie în acest timp, cât și pentru ca văduva să nu simtă pe lângă lipsa soțului și aceea ce constituia viața lor de toate zilele; de unde rezultă că, dacă văduva a avut dreptul de a rămâne în casa în care a locuit cu defunctul, fiind că eră proprietatea sa, moștenitorii acestuia nu mai pot fi obligați a plăti văduvei cheltueli pentru abitațiunea anului de doliu. (Apel Buc. IV, No. 47, 1914; Dreptul 1914, p. 319).

16. Potrivit art. 65 din legea timbrului cheltuelile generale de înmormântare și cele pentru anul de doliu care urmează a se scdea din averea succesorală taxabilă, nu pot trece fiecare în parte peste suma de 10.000 lei, iar după art. 1279 c. civ., cheltueli pentru anul de doliu nu se pot acorda decât soției defunctului iar nu și altei persoane din familie.

Violență, prin urmare, aceste texte de lege instanța de fond când acordă ca cheltueli de înmormântare și de doliu peste suma de 10.000 lei de fiecare și când stabilește că la cheltuelile pentru anul de doliu are drept și mama defunctului. (Cas. III, decizia No. 10, din 12 Ian. 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 158).

17. Soția, potrivit art. 1279 c. civ., având drept la cheltuelile anului de doliu, tribunalul le apreciază și poate reduce chiar suma lăsată de defunct prin testament, în acest scop. (Trib. Iași, III, No. 89, 1915; Justiția (Iași) 1916, p. 200).

18. Deși chestiunea de a se ști dacă femeea văduvă neînzestrată are dreptul de a cere alimente pentru anul de doliu de la moștenitorii soțului ei, este controversată în doctrină, din cauza

termenilor întrebuințați de art. 1279 c. c. plasat sub rubrica „despre restituțiunea dotei”, însă din interpretarea acestui articol, care este o reproducere literală a art. 570 al. 2 c. civ. fr. — și în scopul urmărit de legiuitor, reese că și femeea văduvă neînzeștrată se poate bucura de același privilegiu de a avea drept la alimente, atunci când se dovedește ca în specie, că nu are mijloace de viațuire. (C. Apel Buc. s. I, 48 din 15 Martie 1920. Curier Jud. 40-41/920. Pand. Rom. 1922, II, 37. In acelaș sens: Cas. I, 521 din 10 Iunie 1921. Curier Jud. 45/921 și 4/922. Jur. Rom. 13-14/922 și Pand. Rom. 1923, I, 148; C. Apel Buc. s. I, 22 din 25 Febr. 1921. Curier Jud. 27/921; C. Apel Iași s. II, 128 din 28 Nov. 1921. Dreptul 12/922; Trib. Tecuci 23 Iunie 1921. Dreptul 21/922. Tribuna Jurid. 9—10/922).

19. Văduva are drept de habitațiune asupra întregului imobil în care soții își aveau domiciliul conjugal pentru ea femeea să fie menținută în aceeași situație în care se află în timpul căsătoriei.

Deci copiii sau alți moștenitori ai soțului cari nu au locuit împreună cu defunctul nu au dreptul a se stabili în imobilul defunctului iar văduva poate cere izgonirea lor. (Trib. Drohoi, 27 Aug. 1920. Curier Jud. 73-74/920; In acelaș sens: Cas. I, 17 Nov. 1920. Pand. Rom. 1922, I, 23).

20. Cuantumul anului de doliu conform art. 1279 c. civ., se apreciază ținând seamă de timpul când s'a produs și ținut doliul iar nu când s'a intentat acțiunea. (Trib. Ilfov, s. III, 914 din 10 Dec. 1920. Curier Jud. 37/921).

21. Dreptul de alimente și habitațiune nu trebuie numai de cât cerut în cursul anului de doliu ci chiar și după expirarea lui, de oare ce acest drept fiind un drept de creanță contra succesiunii, el este datorit și exigibil, cât timp el nu s'a prescris. (C. Apel Buc. s. I, 22 din 25 Febr. 1921. Curier Jud. 27 1921).

22. Dacă prin dispozițiile art. 1279 c.

civ., se interzice văduvei cumului alimentelor cu venitul dotei, nu se poate de aci deduce că se interzice și cumulul alimentelor cu dreptul de succesiune în averea bărbatului pe care l-ar avea fie în virtutea legii, fie în virtutea unui testament întru cât decăderile de drepturi fiind de strictă interpretare nu pot fi întinse și aplicate la alte cazuri de cât anume acele prevăzute de lege. (C. Apel Iași s. II, 128 din 28 Nov. 1921. Dreptul 12/922).

23. Dreptul văduvei la alimente fiind un drept de creanță acordat de lege, este o sarcină a întregii succesiuni și deci nu poate atinge întru nimic rezerva moștenitorilor de sânge. (C. Apel Iași s. II, 128 din 28 Nov. 1921. Dreptul 12/922).

24. Art. 1279 c. civ., oprește cumulul dobânzilor, sau fructele dotei, cu alimentele ce i s'ar fi cuvenit femeii în timpul anului de doliu, și ea trebuie să aleagă una sau alta.

Deasemenea în cazul când femeia nu are dotă și este săracă, fără a cumula, dânsa are dreptul la aceste alimente.

Dar și în cazul când femeia văduvă nu are dotă, dar are lăsat prin testament, de soțul ei, un uzufruct al averii succesoriale, cumulul este cu puțință, pentru că dreptul consacrat de art. 684 c. civ., femeii sărace este cu totul distinct de acel consacrat prin art. 1279 c. civ.

Testând soției sale uzufructul unei averi, soțul n'a făcut altceva decât să unească voința sa cu aceea a legii (art. 684 c. civ.), pentru a asigura soției aceeași situație pe care o avea pe când dânsul eră în viață.

Prin urmare, indiferent de împrejurarea că apelanta are sau nu asigurată întreținerea, însă din altă sursă decât aceea prescrisă de art. 1279 c. civ. ea poate să o reclame, în puterea dreptului distinct ce-i acordă legea prin acest text. (C. A. Buc. IV, dec. 167 din 26 Mai 1923. Jur. Gen. 1923, No. 647. Pand. Rom. 1923, III, 137).

Art. 1280. — Când sarcinile căsătoriei încetează pentru bărbat, fructele imobilelor dotale se împart între bărbat și femeie, sau între moștenitorii lor, în proporțiunea timpului cât a durat bucurarea bărbatului de dotă în cursul celui de pe urmă an.

Anul începe în ziua când s'a celebrat căsătoria. (Civ. 484. 524, 525, 527, 1271; Civ. Fr. 1571).

Text. fr. Art. 1571. — A la dissolution du mariage, les fruits des immeubles dotaux se partagent entre le mari et la femme ou leurs héritiers, à proportion du temps qu'il a duré, pendant la dernière année.

L'année commence à partir du jour où le mariage a été célébré.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, V, p. 551, 633-635;
 BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, III, 1642, 1923;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 285, 342, 356;
 DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 4192 urm.; *Suppl. Contr. de mar.*, 1503 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VI, 243 bis, II-IV, VII;
 GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, IV, 1800, 2156-2159;
 HUC, IX, 500;
 LAURENT, XXIII, 480, 574;
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 1115 urm.;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 178 urm.;
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1650;
 RODIÈRE ET PONT, *Contrat de mariage*, III, 1937, 1938, 1940, 1941, 1946, 1950;
 TROPLONG, *Contrat de mariage*, IV, 3577, 3673, 3675, 3678.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 302, 304, 305 n. 4, 586, 604 urm., 606, 607, 610-612, 614; (III, part. I, ed. 2-a, p. 422 n. 5);
 CANTACUZINO MATEI, p. 727, 740;
 NACU, I, p. 809; III, p. 153.

Art. 1281. — Femeea are ipotecă legală, supusă cu toate acestea la inscripțiune, asupra imobilelor bărbatului său, pentru dota cea alienabilă. In nici un caz femeea nu va putea renunța la această ipotecă sub pedeapsă de nulitate ¹⁾. (Civ. 197, 199, 203, 207, 1242 urm., 1753, 1754 urm., 1760; C. Carag. art. 23 și 24, part. 3, cap. 8. Leg. Belg. 1851, art. 64, 67, 71).

Text. belg. Art. 64. — La femme aura une hypothèque spéciale sur les biens qui sont affectés par le contrat de mariage, pour sûreté de sa dot et de ses conventions matrimoniales.

Elle pourra également stipuler, dans son contrat de mariage, une hypothèque spéciale pour garantie des reprises de toute nature, même conditionnelles ou éventuelles, qu'elle pourra avoir à exercer contre son mari.

Ces hypothèques seront inscrites par le mari avant la célébration du mariage et auront leur effet à dater de l'inscription.

L'inscription pourra être aussi requise par la femme.

Text. belg. Art. 67. — La femme pourra toujours, nonobstant convention contraire, mais en vertu de l'autorisation du président du tribunal de son domicile, requérir, pendant le mariage, des inscriptions sur les immeubles de son époux pour toutes causes de recours qu'elle peut avoir contre lui, telles que celles qui résultent d'obligations par elles souscrites, d'aliénation de ses propres, de donations ou de successions auxquelles elle aurait été appelée.

Text. belg. Art. 71. — La femme ne pourra renoncer, directement au profit de son mari, aux inscriptions prises en vertu des dispositions précédentes.

Doctrină străină.

- ARNTZ, IV, 1774;
 CLOES, *Priv. et hyp.*, II, 1352;
 GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, IV, 2000;
 HUC, IX, 461, p. 548;
 LAURENT, XXIII, 500; XXXI, 328 urm.;
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 1126 urm.;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 181;
 THÉZARD, *Priv. et hyp.*, 103, p. 149;
 THIRY, IV, 488.

¹⁾ Art. 1281 lipsește în Codul Civil Francez. El este inspirat din art. 64, 67 și 71 din legea belgiană din 1851, de care s'a servit mai mult legiuitorul nostru în regulamentul ipotecilor și a privilegiilor. A se vedea cu privire la ipoteca legală a femeii și Codul Calimach art. 1640, iar Codul Caragea Partea III. Cap. 8, art. 23

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 30 n. 2, 79, 359, 442, 450, 508 t. și n. 2, 537 n. 5, 656, 658 n. 1, 660, 664, 665, 670, 680-682; (X, p. 535, 567, 646); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 96, 200 nota 2; „Două chestiuni controversate asupra ipotecii legale a femeii măritate“. Dreptul 14/1904; *Observație* sub. C. Apel Craiova, No. 47 din 18 Martie 1911. Dreptul 62/1911; *Observație* sub. Trib. Iași, s. I, 7 Oct. 1906. Dreptul 68/1906;

IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 286;

NACU, III, p. 155, 703;

VULTURESCU GR., „Femeea măritată poate ceda rangul inscripției ipotecii sale“. Dreptul 5/1904.

Jurisprudență.

1. Soția n'are vre-un drept de preferință pentru banii săi dotali, către masa creditorilor pe cât nu s'a luat vre-o inscripțiune ipotecară în averea bărbatului conform art. 1754 și pe cât banii dotali fiind funigibili, nu se poate dovedi identitatea lor individuală. (Cas. I, 105/Martie 19/82 B. p. 327).

2. Principiul că femeea măritată, care a luat o inscripțiune ipotecară, asupra averii bărbatului pentru asigurarea zestrei sale mobiliare, nu mai poate renunța nici la zestrea sa mobilă, nici la ipoteca legală care o garantează, nu este exact, căci legea (art. 1281 și 1760) oprește pe femeie să renunțe la ipoteca sa legală, separat de creanța la care ea este alipită, adică la ipoteca legală considerată nu ca un accesoriu, ci ca un obiect principal și neatârnat a unui contract, care intervine între femeie și un creditor al bărbatului, și femeea este dar îndrituită, zestrea mobilă fiind înstrăinabilă (art. 1249), să cedeze repetițiunile sale dotale mobiliare și să facă să treacă în mâinele cesionarului și ipoteca sa, care e un pur accesoriu al creanței sale. Și chiar de s'ar admite că femeea care a luat odată o inscripțiune, asupra averii bărbatului, pentru asigurarea zestrei sale alienabile, nu mai are facultatea să renunțe nici la repetițiunile sale mobiliare, nici la ipoteca legală care garantează aceste repetițiuni, nu se poate totuși pune în îndoială că ipoteca legală a femeii măritate poate fi obiectul unei renunțări în toate cazurile unde fie contractul de căsătorie, fie legea derogă la principiul inalienabilității zestrei (art. 1253). (Cas. 316/Oct. 2/84, B. p. 765).

3. Deși art. 1281 pare că interzice femeii formal renunțarea la ipoteca sa legală, totuși prin combinarea acestui articol cu art. 1760 reese că femeea poate renunța la inscripțiunea acestei ipotecii în favoarea terțiilor persoane în cazurile prevăzute de art. 1253. Dacă legiuitorul a oprit pe femeie în mod absolut a renunța la ipoteca sa legală, a făcut-o în interesul său, însă ca coactiv în art. 1760, i-a permis de a re-

nunța la inscripțiunea ipotecară în interesul terțiilor persoane, fiindcă o noarea bărbatului, viitorul său și acela al copiilor, pot depinde de un sacrificiu făcut la timp de femeie. Chiar dacă nu s'ar admite acest mod de argumentațiune, tras printr'un argument *a contrario* din art. 1760, totuși se poate susține că dacă legiuitorul prin art. 1253 a permis înstrăinarea imobilului dotal în câte-va cazuri speciale, precum și educațiunea copiilor (art. 185), cum n'ar fi permis femeii o renunțare la ipoteca sa legală *pro parte* pentru aceleași motive grave și numai pentru aceleași din art. 1253 prin analogie. Și nu se poate susține serios că ipoteca fiind o înstrăinare depărtată nu deșteaptă pe femeie ca o înstrăinare imediată și de aceea legiuitorul va fi oprit-o. Aceasta se putea susține sub imperiul legii Julia, la Romani, care prevedea cazul iar nu sub imperiul codului nostru care nu numai că nu face mențiune de dânsa, dar prin art. 1248, zice că nici bărbatul, nici femeia nu pot înstrăina, nici ipoteca imobilul dotal, afară de cazurile prevăzute de art. 1250 și urm., de unde rezultă în mod patent că ipotecarea e permisă în cazurile unde e permisă vânzarea. Astfel fiind, cedarea rangului de ipotecă legală făcută de femeie pentru a-și trimite fiul în străinătate spre completarea învățături e valabilă. (Apel Buc. III, 80, Febr. 11/84, Dreptul 37/84).

4. Femeea poate renunța în favoarea unui terțiu la inscripțiunea luată pentru asigurarea dotei alienabile, când împrumutul ce voeste a face are de scop procurarea de alimente familiei conform art. 1253 codul civil. (Apel Buc. I, Dreptul 70/95).

5. Din art. 1281 comb. cu art. 1760 codul civil, rezultă că femeea nu poate conveni cu bărbatul său a nu lua o ipotecă în averea lui imobilă pentru asigurarea dotei sale alienabile, nici nu poate ceda sau renunța la inscripția luată fie în favoarea bărbatului, fie în favoarea celui de al treilea, afară de cazurile când legea derogă dela principiul inalienabilității imobilului dotal. (Cas. I, 319/902, B. p. 939).

6. Femeea nu poate renunța la inscripția ipotecară luată pentru garanțarea dotei sale mobiliare în favoarea soțului; ea poate renunța însă la această inscripție în favoarea unui al treilea. Așa, femeea poate printr-o transacțiune să renunțe la inscripțiunea luată în imobilul bărbatului, în favoarea achizitorului care în schimb se obligă a-i constitui o altă ipotecă pentru o sumă mai mică asupra unui alt imobil al său. (Apel Iași II, Dr. 8/902).

7. Femeea măritată, nu poate renunța, sub pedeapsă de nulitate, la ipoteca legală, pe care legea a stabilit-o ca o măsură de protecție, nici la inscripția ipotecară care nu este decât o măsură de publicitate destinată a asigura eficacitatea ipotecei legale și nu

poate renunța fie în favoarea bărbatului direct sau indirect, fie în favoarea terților. De asemenea nu poate renunța nici la rangul inscripției ipotecei sale. Orice stipulație de asemenea natură, fie ea prevăzută chiar în actul dotal, este nulă și fără efect. (Cas. I 339/904, B. p. 950).

8. Femeea poate să-și asigure dota prin luarea unei inscripțiuni ipotecare asupra averii soțului ei însă această inscripție trebuie să fie anterioară sentinței declarative de faliment spre a putea fi valabilă. (Trib. Fălciu 64 din 27 Aprilie 1913; In acelaș senz: C. Apel Iași s. I, 28 din 26 Iunie 1920, Curier Jud. 15/921 și Pand. Rom. 1922, III, 25).

9. A se vedea: art. 1754-1761 cu notele respective.

Art. 1282. — Dacă, în momentul când tatăl sau mama a constituit fiicei sale o dotă, bărbatul eră deja nesolvabil și nu avea nici artă, nici profesiune, fiica dotată nu va fi datoare să raporteze la succesiunea tatălui său sau mamei sale decât acțiunea ce are sau ar putea avea în contra bărbatului pentru restituțiunea dotei.

Dacă bărbatul a devenit nesolvabil în timpul căsătoriei, sau dacă avea o artă sau o profesiune care îi ținea loc de avere, pierderea dotei cade numai asupra femeii. (Civ. 670, 751 urm., 761, 1914; Civ. Fr. 1573).

Text. fr. Art. 1573. — Si le mari était déjà insolvable, et n'avait ni art ni profession lorsque le père a constitué une dot à sa fille, celle-ci ne sera tenue de rapporter à la succession du père que l'action qu'elle a contre celle de son mari, pour s'en faire rembourser.

Mais si le mari n'est devenu insolvable que depuis le mariage, Ou s'il avait un métier ou une profession qui lui tenait lieu de bien, La perte de la dot tombe uniquement sur la femme.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, V, p. 637;
 BAUDRY ET WAHL, *Des successions*, III, 2710, 2744, 2932;
 BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, I, 234-236; III, 1542, 1876;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 51, 535;
 DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 4240 urm.; *Suppl. Contr. de mar.*, 1513 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VI, 245 bis;
 DEMOLOMBE, XVI, 211, 214;
 GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, I, 181, 184, 185;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 181 urm.;
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 876, 877;
 RODIÈRE ET PONT, *Contrat de mariage*, I, 133, 135-137.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 184, 236 t. și n. 2, 240, 398 n. 2; (III, part. II, ed. 2-a, p. 595 urm.; IV, part. I, ed. 2-a, p. 566, 613); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 93, 206; *Adnotație sub. C. Apel Buc. s. I, 23 Febr. 1900. Curier Jud. 24/1900;*
 CANTACUZINO MATEI, p. 274, 719;
 IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 65;
 NACU, II, p. 178, 179; III, p. 155.

Jurisprudență.

1. Art. 761 combinat cu art. 1282 care pune în sarcina femeii pierderea dotei, când bărbatul are o profesiune în momentul căsătoriei, trebuie să se înțeleagă în sensul unei meserii deja stabilită și exercitată cu avantajii reale. Simpla posesiune a unei diplome de licențiat în drept sau titlu de avocat

nu e suficientă spre a face pe femeie să sufere pierderea zestrei sale. (Apel Buc. I, 187 Iunie 28/83. Dreptul 61/83).

2. Art. 761, introducând o nouă excepție la principiul neraportării dotei, în cazul când ascendentul înzestrării nu a luat asigurări suficiente, nu abrogă art. 1282 codul civil. (Cas. I, 333/94, B. p. 1025).

Secțiunea IV. — *Despre averea parafernală.*

Art. 1283. — Toată averea femeii care nu este dotală este parafernă sau avere extradotală ¹⁾. (Civ. 1227, 1234; Civ. Fr. 1574).

Text. fr. Art. 1574. — Tous les biens de la femme qui n'ont pas été constitués en dot, sont paraphernaux.

Doctrină străină.

COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, d. 265, 344;
DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 4244; *Suppl. Contr. de mar.*, 1517;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 184;
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1657.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 38 n. 1, 40, 190, 240, 615 urm., 668; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 358); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 88; *Observație* sub. Trib. Mehedinți s. I, 86 din 23 Mart 1902. Curier Jud. 68/1902; *Notă* sub. Judec. ocol. II, Câmpu-Lung, (Muscel) 764 din 10 Dec. 1923. Curier Jud. 4/1924;
CANTACUZINO MATEI, p. 740, 741;
DEGRÉ AL., *Scrieri juridice*, vol. I, p. 425 urm., „Regimul matrimonial legal“;
FLECHTENMACHER G. MIHAIL, „Separarea de bunuri e regimul legal la noi“. Dreptul 6/1902;
MAXIM G. DIMITRIE, *Notă* sub. C. Apel Buc. s. III, 78 din 12 Mart. 1924. Pand. Rom. 1924-II-68;
MEITANI GEORGE (FIU), „Despre regimul de drept comun la noi în materie dotală“. Dreptul 2/1902;
NACU, III, p. 155 urm.

Jurisprudență.

1. Bărbatul sau erezii lui nu sunt în drept a revendica imobilul dobândit de femeie, invocând prezumpțiunea muciană, căci chiar dacă această prezumpțiune nu ar fi abrogată totuși, după codul Caragea, ea nu era primită, decât numai când femeia dobânda exoprică fără știrea bărbatului. (Trib. Prahova II, Dreptul 1/98).

2. Prezumpțiunea muciană din dreptul roman care eră admisă și de art. 1695 codul Calimach, nu există în codul civil actual și ea nu poate fi invocată nici chiar contra femeilor căsătorite sub imperiul codului Calimach. (Apel Iași I, Dreptul 23/903).

3. Prezumpțiunea muciană nu se aplică decât în cazul când nu se poate dovedi originea averii parafernale a femeii; când se naște discuțiune asupra provenienței banilor este suficient ca bărbatul să cunoască această proveniență în timpul căsătoriei. (Apel Buc. II, Dreptul 12/903).

4. Regimul legal sau de drept comun este, în legislația noastră, regimul parafernă sau al separării de bunuri; întrucât, după art. 1283 din codul civil toată averea femeii, care nu este dotală, este parafernă sau extradotală. (Trib. Dolj s. I, 16 Febr. 1923, Justiția (Craiova) 3/1924).

5. A se vedea: art. 1227 și 1234 cu notele respective.

1) A se vedea Codul Calimach, § 1668. Codul Caragea denumește „exoprică“ averea extradotală (parafernă) a femeii.

Art. 1284. — Dacă toată averea femeii este parafernala și dacă, în contractul de căsătorie, nu este convențiune care să determine porțiunea contributivă a femeii la sarcinile căsătoriei, femeia va contribui cu a treia parte din veniturile sale. (Civ. 185, 194, 1266; Civ. Fr. 1575).

Text. fr. Art. 1575. — Si tous les biens de la femme sont paraphernaux, et s'il n'y a pas de convention dans le contrat pour lui faire supporter une portion des charges du mariage, la femme y contribue jusqu'à concurrence du tiers de ses revenus.

Doctrină străină.

BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, III, 1485, 1494;
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 251, 345;
DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 4254 urm.; *Suppl. Contr. de mar.*, 1521 urm.;
GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, IV, 2178;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 184;
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1432.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 35, 190, 240, 518, 534, 535, 626, 627, 639-641; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 358); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 85;
CANTACUZINO MATEI, p. 740, 741;
FILITI D. I., „*Natura și caracterul juridical obligației prescrisă de art. 1284 c. civ. rom.*“
Dreptul 71/1911;
NACU, III, p. 160.

Art. 1285. — Femeia are administrarea și folosința averii sale parafernale. Ea nu poate aliena acea avere, nici a sta în judecată pentru dânsa, decât cu autorizațiunea bărbatului, sau la caz de refuz din partea acestuia, cu permisiunea judecății. (Civ. 197, 199, 201, 950, 1234, 1249, 1265; Pr. civ. 67; C. com. 16, 793 urm.; L. propr. liter. (Mon. of. 68/923), 62; Civ. Fr. 1576).

Text. fr. Art. 1576. — La femme a l'administration et la jouissance de ses biens paraphernaux.

Mais elle ne peut les aliéner ni paraître en jugement à raison desdits biens, sans l'autorisation du mari, ou, à son refus, sans la permission de la justice.

Doctrină străină.

BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, III, 1498, 1509, 1512; p. 56, n° 3; p. 85, n° 1;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 633; ed. 1-a, III, p. 331, 345;
DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 4245 urm.; *Suppl. Contr. de mar.*, 1518 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 184;
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1660, 1664.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 29, 38, 168, 170, 240, 280 n. 1, 509 n. 1, 532, 577 n. 2, 619 urm., 621, 629 t. și n. 4, 632, 639, 647; (III, part. II, ed. 2-a, p. 476; IV, part. II, ed. 2-a, p. 359; XI, p. 187); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 56, 84;
BOTEZ CORNELIU, *Observație* sub. Trib. Dolj s. I, 617 din 20 Nov. 1908. Curier Jud. 19/1909;
CANTACUZINO MATEI, p. 740, 741;
IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 151;
NACU, I, p. 402, 403; III, p. 132, 134, 159;
STRELIJESCU ALEXANDRU, *Notă* sub. Trib. Ilfov s. not. 70 din 26 Mart. 1924. Pand. Rom. 1924-II-203.

Jurisprudență

1. După spiritul art. 1285, femeea are facultatea de ași păstra posesiunea și administrarea averii sale parafernale, și prin urmare în asemenea caz are și dreptul de a urmări restituirea ei de la ori cine o deține, și chiar de la soț, chiar în timpul căsătoriei. (Apel Iași I, 186 Dec. 8/84, Dreptul 54/85).

2. Imobilul cumpărat cu bani dotali devine parafernale, dacă în actul dotal nu s'a prevăzut întrebuințarea banilor. Prin urmare, administrațiunea și dreptul de folosință aparține femeii care l'a cumpărat conform art. 1283 și 1285. Bărbatul se poate considera că a împrumutat acești bani soției, căci împrumutul între soți nu e prohibit. (Trib. Ialomița Mai 25/90, *Dr.* 45/90).

3. Femeea măritată are trebuință de autorizarea bărbatului spre a stă în judecată pentru apărarea intereselor atât ale averii dotale cât și ale averii parafernale, precum rezultă din art. 197, 199 și 1285. Acea autorizație e necesară și când e vorba de o urmărire silită îndreptată contra femeii măritate. Cerința legii e îndeplinită prin

citarea făcută bărbatului. În materie de urmărire silită autorizarea bărbatului, există prin aceea că formele proprii pentru urmărire se fac și în persoana lui; publicațiile prin urmare se comunică și bărbatului. Și nu se poate susține că comandamentul nefiind făcut și bărbatului n'ar fi existând autorizarea pentru că comandamentul e o simplă deșteptare de plată, fără nici un efect jignitor pentru averea femeii, nu este un act propriu zis de urmărire pentru ca să trebuiască făcut și în persoana bărbatului. (Cas. II. 317/Mai 24/94, B. p. 837).

4 După art. 1285 din codul civil femeea, având folosința averii sale parafernale, are prin aceasta și dreptul de a dispune de veniturile ei oricum va crede dânsa. Nu e nevoie dar de autorizarea soțului său la actele prin care dânsa nu face altceva decât să dispue de aceste venituri. O asemenea autorizare e cerută de lege, numai când este vorba de înstreinarea fondului parafernale. (Cas. I. 79/95 B. p. 141).

5. A se vedea: art. 197—208 cu notele respective.

Art. 1286. — Dacă femeea dă bărbatului său procurățiune ca să administreze averea parafernală, bărbatul va avea către femeea sa toate obligațiunile unui mandatar. (Civ. 1539 urm.; Civ. Fr. 1577).

Text. fr. Art. 1577. — Si la femme donne sa procuration au mari pour administrer ses biens paraphernaux, avec charge de lui rendre compte des fruits, il sera tenu vis-à-vis d'elle comme tout mandataire.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, V, p. 405, 406, 641;
BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, III, 1514-1514, 1517; p. 88, n. 3; p. 91, n° 1;
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 252, 346;
GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, III, 1683; IV, 2182;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 184;
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1461, 1661;
RODIÈRE ET PONT, *Contrat de mariage*, III, 1980, 1984;
TROPLONG, *Contrat de mariage*, III, 2298, 2299; IV, 3711.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 37, 133, 501 n. 1, 529, 621 n. 2, 624 urm.; (VI p. 465, XI, p. 187); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 84;
CANTACUZINO MATEI, p. 740, 741;
DUMITRESCU A. M., II, 150;
NACU, III, p. 160, 161.

Jurisprudență.

1. Conform art. 1286 soțul care are procurățiunea de la femea pentru ași administra averea parafernală, este ținut de toate obligațiunile unui mandatar. Sistemul că soțul nu e ținut a da socoteli de cât numai când i s'a dat

o procurățiune expresă de a administra, iar nu și când administrează în virtutea unei procurățiuni tacite nu poate fi admis, căci ar fi să se facă o discuțiune pe care legea noastră nu o face, ar fi să se creeze o prezumpțiune legală că veniturile s'au cheltuit în interesul căsătoriei, presumpțiune pe

care a admis-o legea franceză în art. 1577 și 1578, dar pe care legiuitorul român a părăsit-o, suprimând toate aceste distincțiuni făcute în codul francez; astfel în cât art. 1286 nu face de cât să aplice principiile mandatului și, dacă a mai fost nevoie de o asemenea declarațiune, a fost tocmăi ca să accentueze și mai mult asupra acestei schimbări de legislațiune. Principiul ce a determinat pe legiuitorul nostru a fost că nu se poate stabili nici o deosebire rațională între mandatul expres și cel tacit căci convențiunile exprese au aceeași putere ca și cele tacite; deci, dacă în mandatul expres bărbatul e comptabil de fructe, cu atât mai mult el trebuie să dea socoteți când mandatul e tacit, când bărbatul administrează poate chiar în contra voinței și a soției abuzând de influența și autoritatea ce există asupra ei. (Trib. Ilfov II, 114, Mart. 21/84, Dreptul 44/84).

2. Nu se poate pretinde că bărbatul administrează averea parafernala a femeii sale nu în virtutea unei convențiuni matrimoniale tacite, ci în virtutea unui mandat (art. 1686) căci femeia stă sub puterea maritală și nu e dar o mandantă ordinară, neputând ea înstrăina averea parafernala nici a sta în judecată pentru dânsa de cât cu autorizarea bărbatului (art. 1285) autorizare care nu poate să fie generală, chiar când este stipulată prin contractul de căsătorie, de cât pentru administrațiunea bunurilor parafernale (art. 206). (Cas. I, 245/Iunie 22/85 B. p. 520).

3. Soțul, în ceea ce privește averea parafernala imobiliară, dacă face cheltuieli utile, reparațiuni sau clădiri, el este în drept a cere și cată a i se acorda despăgubiri ca ori căru mandatar și în conformitate cu art. 1283. (Trib. Ilfov II, 114, Mai 6/86; Dreptul 52/86).

4. Dacă bărbatul, în timpul căsăto-

riei, face oare cari acte de administrațiune, relative la averea parafernala a soției ele au loc sub ochii și controlul zilnic al soției care și-a rezervat administrațiunea generală a averei sale și prin urmare acest ajutor ce soțul aduce soției sale în administrarea averei sale, nu poate constitui raporturile specifice de mandatar și de mandant pentru a se prevală de dispozițiunile riguroase în materie de mandat și de dispozițiunile art. 1286. Obicinuît soțul exercită astfel de administrațiune asupra averii parafernale a soției sale, nu în virtutea unui mandat propriu zis ci în virtutea unei convențiuni matrimoniale tacite care se face dacă am întrebuințat acești termeni improprii, în interesul și al mandantului și al mandatarului, căci averea parafernala cel puțin pentru a treia parte, în lipsă de alte clauze, servește pentru sarcinile căsătoriei, conform art. 1284. Or, considerând că natura acestui mandat *sui generis* e de natura aceasta, că femeia dând zilnic mandat soțului ca să întrebuințeze averea sa parafernala pentru sarcinile căsătoriei, bărbatul nu poate fi ținut mai târziu de a da socoteți de modul cum s'au întrebuințat acești bani fiindcă în fiecare zi bărbatul avea în același timp și descărcarea prin consimțământul femeii sale de modul întrebuințării acelei averi, afară dacă s'ar dovedi că bărbatul a comis vreun dol sau abus de încredere cu întrebuințare de manopere frauduloase. (Apel Buc. II, 120, Mai 31/91. Dreptul 56/91).

5. După art. 1286, bărbatul care are mandat de a administra averea parafernala a soției sale e dator, ca ori ce mandatar, a da socoteală soției, mandanta sa de gestiunea urmată, și să-i restituie ei sau moștenitorilor săi averea administrată. (Apel Buc. II, 20, Ian. 24/91, Dreptul 18/91).

Dispozițiuni particulare.

Art. 1287. — Supuindu-se regimului dotal, soții pot cu toate acestea să stipuleze o societate de achizițiuni, ale cărei efecte sunt cele următoare. (Civ. 1223, 1224, 1228 urm.; Com. 17; Civ. Fr. 1581).

Text. fr. Art. 1581. — En se soumettant au régime dotal, les époux peuvent néanmoins stipuler une société d'acquêts, et les effets de cette société sont réglés comm il est dit aux articles 1498 et 1499.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, V, p. 533, 644-646;
BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, III, 1490, 1569, 1934-1951;
BAUDRY ET LOYNES, *Priv. et hyp.*, II, 1006, 1007;
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 261, 352, 353;

- DALLOZ, *Rép. Cont. de mar.*, 4271 urm.; *Suppl. Contr. de mar.*, 1526 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VI, 252 bis, 252 bis II;
 GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, III, 1724; IV, 2196, 2197, 2200, 2202, 2205-2207, 2209
 2210, 2284;
 HUC, IX, 507, 508;
 LAURENT, XXIII, 591;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 184, 185;
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1681 urm.;
 RODIÈRE ET PONT, *Contrat de mariage*, III, 2034, 2035, 2038;
 TROPLONG, *Contrat de mariage*, III, 1899, 1900, 1910, 1913.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 11, 34 t. și n. 3, 38, 131, 227, 621, 644, 645 urm.,
 647; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 84; *Observație*, sub. C. Apel Iași
 s. II, 2 April 1913. Dreptul 39/1913;
 CANTACUZINO MATEI, p. 713, 742;
 DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri juridice*, vol. I, p. 386 urm., „Pacte nuptiale“;
 NACU, I, p. 399, 453; III, p. 161, 162;
 STAMBULESCU N. I., „*Din păcatele legilor noastre*“. Dreptul 3/924;
 VELESCU A., *Notă* sub. judec. ocol. VII Urban Buc., 19 Febr. 1923. Jurispr. Gen.
 4/923, No. 318.

Jurisprudență.

1. Legiuitorul nostru înlăturând intenționat regimul comunității de bunuri a admis societatea de achizițiuni care este reglementată de art. 1287-1293 și care este un accesoriu al regimului dotal, bărbatul având administrația unei asemenea societăți. (Trib. Tutova 476/1911, Curier Jud. 18/1912).

2. Deși un imobil este cumpărat de soț în timpul căsătoriei, sub regimul societății de achizițiuni, așa că acel imobil potrivit contractului matrimonial, ar intra în fondul comun al societății de achizițiuni, totuși această stare de indiviziune nu se poate opune unui creditor ipotecar al soțului asupra celui imobil, atunci când în actul de cumpărătoare al imobilului nu se face mențiune că imobilul e cumpărat cu banii societății de achizițiuni sau pentru acea societate. (Trib. Tutova 476/911, Curier Jud. 18/1912).

3. După art. 1290 codul civil, fondul comun al societății, stipulată în contractul de căsătorie, fiind format din toate câte soții câștigă în timpul căsătoriei fie în parte, fie împreună, urmează că intră în acest fond și imo-

bilele cumpărate de un soț, prezumțiunea juridică fiind că ele au fost cumpărate cu banii economisiți de soț din veniturile averii lor, care venituri aparțin comunității.

Între comunitatea de câștiguri, stipulată între soți prin contractul matrimonial și celelalte societăți civile, nefiind nici o analogie cesțiunea dacă imobilele dobândite cu titlu oneros aparțin comunității, nu poate fi rezolvată după regulile societăților civile în genere.

Soții nu pot, în timpul căsătoriei, prin convenția lor sau recunoașterile ce ar face, să modifice regimul adoptat prin contractul matrimonial și să schimbe condițiunea juridică a averii pe care legea o declară patrimoniul comunității.

Astfel fiind, numai prin violarea art. 1290 codul civil prin greșita aplicatiune a regulilor prevăzute de art. 1517 și 1522 codul civil și prin nesocotirea dispozițiilor art. 1228 și 1229 codul civil, instanța de fond a judecat că nu face parte din comunitate imobilele dobândite de soț, cu titlu oneros, în timpul căsătoriei, sub regimul comunității de bunuri. (Cas. II. No. 62, din 8 Martie 1916, Jurispr. Rom. 1916, p. 259, Curier Jud. 2/1919).

Art. 1288. — Soții cari stipulează în contractul lor de căsătorie, o societate de achizițiuni, păstrează, fiecare pe seama sa, datoriile sale actuale și viitoare, și mobilele respective prezente și viitoare. (Civ. 1287, 1289; Civ. Fr. 1498¹⁾).

Text. fr. Art. 1498. — Lorsque les époux stipulent qu'il n'y aura entre eux qu'une communauté d'acquêts, ils sont censés exclure de la communauté

1) Art. române 1288, 1290 și 1292 sunt alcătuite din cuprinsul art. francez 1498, modificat în unele părți. A se compara art. francez 1498 cu art. 1288, 1290 și 1292 Codul Civil român.

et les dettes de chacun d'eux: actuelles et futures, et leur mobilier respectif présent et futur.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, V, p. 447, 449, 455-457, 460;
 BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, II, 1265, 1266, 1268, 1278-1288, 1288 bis, 1294, 1296, 1299, 1300;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 119, 120, 121, 123, 124, 126, 352, 353;
 DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 2560 urm.; *Suppl. Contr. de mar.*, 938 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VI, 161 bis, V-VII;
 DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, IV, p. 142;
 FOLLEVILLE, *Traité du contrat pécuniaire de mariage*, I, 573, 575, 576 bis, 577, 577 bis, 606, 621 ter, 622, 626 urm., 630, 630 bis;
 GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, III, 1447, 1457, 1459, 1460, 1466, 1467, 1469, 1471, 1474, 1476, 1498, 1500, 1501;
 HUC, IX, 89, 352, 355-357, 361;
 LAURENT, XXIII, 125, 127, 134, 137, 141, 164, 193;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 109;
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 995 urm., 999 urm., 1136;
 RODIÈRE ET PONT, *Contrat de mariage*, II, 1247, 1275, 1276, 1278, 1284.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 648 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 84;
 NACU, I, p. 453; II, p. 161; III, p. 163.

Art. 1289. — Dacă mobilele, existente la epoca căsătoriei, sau cari au căzut unui dintre soți mai în urmă, n'au fost constatate prin inventariu regulat, ele vor fi socotite ca achizițiuni. (Civ. 1288, 1290; Civ. Fr. 1499).

Text. fr. Art. 1499. — Si le mobilier existant lors du mariage, ou échu depuis, n'a pas été constaté par inventaire ou état en bonne forme, il est réputé acquêt.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, V, p. 271, 451, 452, 457, 460, 461;
 BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, II, 1302, 1307-1309, 1311, 1321-1325;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 199; ed. 1-a, III, p. 66, 94, 120, 189, 206 urm., 210, 211, 352;
 DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 2613 urm.; *Suppl. Contr. de mar.*, 978 urm., 990;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VI, 162 bis, IV, V;
 FOLLEVILLE, *Traité du contrat pécuniaire de mariage*, I, 644 bis, 648;
 GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, III, 1479-1482, 1487-1490, 1504-1509;
 HUC, IX, 363, 364, 366;
 LAURENT, XXIII, 180, 181 urm., 187, 189, 195, 197-199, 201;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 108, 109;
 PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 1245 urm.;
 RODIÈRE ET PONT, *Contrat de mariage*, II, 1226, 1227, 1268, 1274;
 TROPLONG, *Contrat de mariage*, III, 1858 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 648 urm., 652; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 84;
 CERBAN ALEX., *Notă sub. Judec. ocol. VII Urban Buc.* 19 Febr. 923. *Curier Jud.* 17/924;
 NACU, II, p. 161; III, p. 163;
 VELESCU AL., *Notă sub. Judec. ocol. VII Urban Buc.*, 19 Febr. 1923. *Jurispr. Gen.* 4/1923. No. 318.

Jurisprudență.

1. Art. 1289 codul civil, dispune că dacă mobilele existente la epoca căsătoriei sau cari au căzut mai în urmă

unuia din soți, nu vor fi constatate printr'un inventar regulat vor fi socotite ca achizițiuni, stabilind prin urmare o prezumpție, fără însă a se arăta că dovada contrară nu ar fi ad-

misibilă așa că această prezumpție nu poate fi considerată ca o prezumpție *juris et de jure*.

De asemenea s'a stabilit că articolul 1499 codul civil francez (1289 codul civil rom.), relativ la mobilele ce nu s'au constatat prin inventar regulat, nu trebuie să i se dea o aplicațiune literală și riguroasă decât în privința terților, nu și între soți pentru existența propriului lor mobilier la epoca căsătoriei, când se poate suplea lipsa inventariului prin alte probe, a căror

apreciere rămâne la înțelepciunea instanțelor judecătorești.

Așa dar, în speță, reclamantul cerând să i se restituie de către soția sa, cu care se află în proces de divorț și cu care nu mai coabitează de multă vreme, mai multe obiecte indispensabile profesiunii sale de inginer, care nu pot fi considerate ca făcând parte din fondul societății de achizițiuni a soților această acțiune este admisibilă. (Jud. ocol 7 Urb. Buc. Cartea de jud. din 19 Febr. 1923. Curier Jud. 17/1924.

Art. 1290. — Toate câte soții vor câștiga prin industria lor, sau amândoi împreună sau fiecare în parte; toate fructele și veniturile averii dotale și ale celei parafernale cari se vor economisi, vor formă fondul comun al acestei societăți¹⁾. (Civ. 1288 urm., 1291 urm.; Pr. Civ. 722; Civ. Fr. 1498 § 2).

Text. fr. Art. 1498 § 2. — En ce cas, et après que chacun des époux a prélevé ses apports dûment justifiés, le partage se borne aux acquêts faits par les époux ensemble ou séparément durant le mariage, et provenant tant de l'industrie commune que des économies faites sur les fruits et revenus des biens des deux époux.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, V, p. 448-450, 452;
BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, II, 1270, 1272-1274, 1276-1278, 1288, 1289, 1298;
COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 119, 120, 121, 123, 124, 126, 352, 353;
DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 2560 urm.; *Suppl. Contr. de mar.*, 938 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VI, 161 bis, III;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations* IV, p. 142;
GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, III, 1451, 1453, 1454, 1458, 1464;
HUC, IX, 352, 353, 356, 357;
LAURENT, XXIII, 131-133;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 109;
PLANIOL, III, ed. 2-a, No. 995 urm., 999 urm., 1136.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 419, 649, 650, 651 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 84;
CERBAN ALEX., *Notă sub. Judec. ocol. VII Urban, București*, 19 Febr. 1923. Curier Jud. 17/924;
NACU, I, p. 399; II, p. 161; III, p. 163;
VELESCU AL., *Notă sub. Judec. ocol. VII Urban Buc.*, 19 Febr. 1923. Jurispr. Gen. 4/1923 No. 318.

Jurisprudență.

1. Art. 1290 codul civil, se referă numai la cazul prevăzut de articolele ce-l preced și care fac parte din aceeași rubrică: „dispozițiuni particulare” când soții stipulează prin contractul de căsătorie o societate de achizițiuni. În afară de acest caz veniturile averii dotale sunt ale soțului care este dator ca din ele să satisfacă sarcinile căsătoriei, astfel că și ceea ce câștigă soțul de venitul averii dotale îi aparține

în exclusivă proprietate, el fiind dator la desfacerea căsătoriei să restituie numai dota primită.

Prin urmare Curtea de apel face o bună aplicare a art. 1290 citat, când, constatând că în contractul de căsătorie nu s'a stipulat și o societate de achizițiuni, respinge acțiunea intentată de soție contra fostului ei soț pentru împărțirea averii mobile și imobile câștigată în timpul căsătoriei, în parte cu venitul dotal. (Cas. I decizia No. 315 din 30 Maiu 1914; Ju-

1) Art. române 1283, 1290 și 1292 sunt alcătuite din cuprinsul art. francez 1493, modificat în unele părți. A se compara art. francez 1498 cu art. 1283, 1290 și 1292 Codul Civil român.

risprudența Rom. 1914, p. 452, Curier Jud. 62/1914).

2. După art. 1290 codul civil fondul comun al societății, stipulată în contractul de căsătorie fiind format din toate câte soții, câștigă în timpul căsătoriei, fie în parte, fie împreună, urmează că intră în acest fond și imobilele cumpărate de un sot, prezumpțiunea juridică fiindcă ele au fost cumpărate cu banii economisiți de sot din veniturile averii lor, care venituri aparțin comunității.

Între comunitatea de câștiguri, stipulată între soți prin contractul matrimonial și celelalte societăți civile, nefiind nici o analogie, cestiunea dacă imobilele dobândite cu titlu oneros aparțin comunității, nu poate fi rezolvată după regulile societăților civile în genere.

Soții nu pot, în timpul căsătoriei, prin convența lor, sau recunoașterile ce ar face, să modifice regimul adoptat prin contractul matrimonial și să schimbe condițiunea juridică a averii pe care legea o declară patrimoniul comunității.

Astfel fiind, numai prin violarea art. 1290 codul civil, prin gresită aplicațiune a regulilor prevăzute de art. 1517 și 1522 codul civil și prin nesoco-

tirea dispozițiilor art. 1228 și 1229 codul civil, instanța de fond a judecat că nu face parte din comunitate imobilele dobândite de sot, cu titlu oneros, în timpul căsătoriei, sub regimul comunității de bunuri. (Cas. II, decizia civilă No. 62 din 8 Martie 1916: dată după divergență; Jurispr. Rom. 1916, p. 259; Curier Jud. 2/919).

3. Art. 1290 Codul civil (art. 1498 cod. civil francez) arată lucrurile cari vor face parte din fondul societății de achizițiuni, și anume: produsele industriei comune a soților și economiile făcute în timpul căsătoriei din veniturile lucrurilor celor doi soți. Prin urmare nu se întinde la mobilele posedate de unul din soți la data căsătoriei, nici la lucrurile advenite unuia din soți cu titlu de donațiune, succesiune, sau orice alt titlu.

Prin urmare sunt excluse dela fondul societății de achizițiuni lucrurile personale ale soților ca și acele necesare exercițiului unei profesii sau uzului personal. Casația franceză a stabilit ca lucruri necesare exercițiului unei profesii: armele unui militar, instrumentele medicale, etc. (Judec. ocol. VII Urban Buc. 19 Febr. 1923, Curier Jud. 17/1924).

Art. 1291. — La încetarea sarcinilor căsătoriei, fondul comun de care se face mențiune în articolul precedent, se va împărți pe jumătate între soți sau între moștenitorii lor, după regulile și cu urmările stabilite pentru împărțirea succesiunilor. (Civ. 1280, 1290, 1292 urm.; Civ. Fr. 1474 și 1476 ¹⁾).

Text. fr. Art. 1474. — Après que tous les prélèvements des deux époux ont été exécutés sur la masse, le surplus se partage par moitié entre les époux ou ceux qui les représentent.

Text. fr. Art. 1476. — Au surplus, le partage de la communauté, pour tout ce qui concerne ses formes, la licitation des immeubles quand il y a lieu, les effets du partage, la garantie qui en résulte, et les soultes, est soumis à toutes les règles qui sont établies au titre des *Successions* pour les partages entre cohéritiers.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, V, p. 431, 432; VI, p. 581;
 BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, II, 1128, 1130, 1138-1141, 1147-1149;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 56; ed. 1-a, III, p. 213, 214, 215;
 DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 2300 urm., 2425, *Suppl. Contr. de mar.*, 801 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VI, 139 bis, II;
 DEMOLOMBE, XVII, 440;
 GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, III, 1333, 1334, 1336-1338;
 HUC, IX, 325, 337;
 LAURENT, X, 488, 490; XXII, 548; XXIII, 13, 14, 16;
 PLANIOL, III, ed. 2-a No. 1301, 1332.

¹⁾ Art. 1291 român, este format, cu modificări, din contopirea art. franceze 1474 și 1476.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, 654-656; (III, part. II, ed. 2-a, p. 773); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 84; *Observație* sub. Curtea din Paris, 4 Febr. 904. *Curier Jud.* 27/906;

GEORGEAN N., *Notă* sub. Cas. II, 25 din 24 Mart. 1920. *Pand. Rom.* 1924-I-22;
NACU, I, p. 399; III, p. 166.

Jurisprudență.

1. După art. 1290 codul civil, fondul comun al societății, stipulată în contractul de căsătorie, fiind format din toate câte soții câștigă în timpul căsătoriei, fie în parte, fie împreună, urmează să intre în acest fond și imobilele cumpărate de un soț, prezumpțiunea juridică fiind că ele au fost cumpărate cu banii economisiți de soț din veniturile averii lor, care venituri aparțin comunității.

Între comunitatea de câștiguri, stipulată între soți prin contractul matrimonial și celelalte societăți civile, nefiind nici o analogie cesțiunea dacă imobilele dobândite cu titlu oneros aparțin comunității, nu poate fi rezol-

vată după regulile societăților civile în genere.

Soții nu pot, în timpul căsătoriei, prin convența lor, sau recunoașterile ce ar face, să modifice regimul adoptat prin contractul matrimonial și să schimbe condițiunea juridică a averii pe care legea a declarat patrimoniul comunității.

Astfel fiind, numai prin violarea art. 1290 codul civil, prin greșita aplicațiune a regulilor prevăzute de art. 1517 și 1522 codul civil, instanța de fond a judecat că nu fac parte din comunitate imobilele dobândite de soț, cu titlu oneros, în timpul căsătoriei, sub regimul comunității de bunuri. (Cas. II, No. 62, 1916; *Jurispr. Rom.* 1916, p. 259).

Art. 1292. — Impărțeala nu se va face decât după restițuțiunea dotei, și după ce amândoi soții vor lua din fondul comun, sumele ce-și datoresc reciproc¹⁾. (Civ. 1291, 1293; Civ. Fr. 1498)

Text. fr. Art. 1498. — Lorsque les époux stipulent qu'il n'y aura entre eux qu'une communauté d'acquêts, ils sont censés exclure de la communauté et les dettes de chacun d'eux actuelles et futures, et leur mobilier respectif présent et futur.

En ce cas, et après que chacun des époux a prélevé ses apports dûment justifiés, le partage se borne aux acquêts faits par les époux ensemble ou séparément durant le mariage, et provenant tout de l'industrie commune que des économies faites sur les fruits et revenus des biens des deux époux.

Doctrină străină.

COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 119, 120, 121, 123, 124, 126, 352, 353;

HUC, II, 404; *

POTHIER, *Communauté*, VII, 610;

TROPLONG, *Contrat de mariage*, III, 1626, 1654.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 654-656; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 84;

NACU, III, p. 166.

Art. 1293. — In caz când amândoi soții vor avea, pentru drepturi ale lor personale, a prelua valori din fondul comun, femeea sau moștenitorii săi vor trece înaintea bărbatului. (Civ. 1292; Civ. Fr. 1471).

1) Art. române 1288, 1290 și 1292 sunt alcătuite din cuprinsul art. francez 1498, modificat în unele părți. A se compara art. francez 1498 cu art. 1288 1290 și 1292 Codul Civil român.

Text. fr. Art. 1471. -- Les prélèvements de la femme s'exercent avant ceux du mari.

Ils s'exercent pour les biens qui n'existent plus en nature, d'abord sur l'argent comptant, ensuite sur le mobilier, et subsidiairement sur les immeubles de la communauté: dans ce dernier cas, le choix des immeubles est déferé à la femme et à ses héritiers.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, V, p. 357, 363;
 BAUDRY ET SURVILLE, *Contrat de mariage*, II, 1120 urm., 1133;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 194 urm., 234, 236;
 DALLOZ, *Rép. Contr. de mar.*, 2378 urm., 2404 urm.; *Suppl. Contr. de mar.*, 836 urm., 858 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VI, 132 bis, III urm.;
 DEMOLOMBE, *Dist. des biens*, I, 363 urm.;
 FOLLEVILLE, *Traité du contrat pécuniaire de mariage*, I, 494 urm.;
 GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, II, 523, 928, 929;
 HUC, IX, 314, 322;
 LAURENT, XXII, 526 urm., 536 urm.;
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 654 urm.;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 93 urm.;
 PLANIOL, III, ed. 2, No. 1264 urm.;
 RODIÈRE ET PONT, *Contrat de mariage*, I, 383 urm.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, part. I, ed. 2-a, p. 654-646; *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 84;
 NACU, III, p. 166.

TITLUL V.

Despre vinder

CAPITOLUL I

Despre natura și forma vânzării.

Art. 1294. — Vinderea este o convențiune prin care două părți se obligă între sine, una a transmite celeilalte proprietatea unui lucru și aceasta a plăti celei dintâi prețul lor¹⁾. (Civ. 664, 942 urm., 945, 947, 1176, 1191, 1295, 1296 urm.; C. com. 3, 60, 70; L. Timbr. 18 § 9, 20 § 5, 34, 35, 21 § 5, 21 § 25, 34 § 5, 42 § 8, 43 § 1, 2, 3, 44 § 1, 2, 3, 4, 6, 61—b, u; Civ. Fr. 1582).

Text. fr. Art. 1582. — La vente est une convention par laquelle l'un s'oblige à livrer une chose, et l'autre à la payer.

Elle peut être faite par acte authentique ou sous seing privé.

Doctrină străină.

- BAUDRY ET SAIGNAT, *Traité théorique et pratique de la vente et de l'échange*, 3, 10, 11, 18;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 422 urm.;
 DALLOZ, *Rép. Vente*, 1, 38 urm., 106 urm.; *Suppl. Vente*, 13 urm., 40 urm.;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 185, 186, 204;
 PLANIOL II, ed. 3-a, No. 1353 urm.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 539 urm.; *Observație sub. Trib. civil din Bruges (Belgia)*, 17 Febr. 1903. Dreptul 5/1904;
 CANTACUZINO MATEI, p. 630, 638, 639;

¹⁾ Art. francez corespunzător 1582, continuă: „Elle peut être faite par acte authentique ou sous seing privé.”

DEGRÉ AL. (ALEXANDER), *Adnotațiune*, sub. Cas. I, 153 din 24 April. 1900. Dreptul 46/1900;
DUMITRESCU A. M., II, 2, 3;
NACU, III, p. 169 urm.;
POLICHRON DEM., *Notă* sub. C. Apel Craiova, 193 din 13 Oct. 922. Pand. Rom. 1923-II-268

INDEX ALFABETIC

Abrogare 4.
Absența 11.
Act autentic 15, 18.
Act oneros 9, 14.
Acțiune în resciziune 8, 12.
Aleatoriu contract 8.
Antreprenor 3.
Anulare, a se vede „Nulitate“.
Arvună 5.
Autorizare 1.
Bărbat 4.
Buna credință 11.
Bunurile Statului, înstrăinare 16.
Calificarea contractului, a se vede „Determinare“.
Calimach Cod 4.
Capacitate 5.
Caragea Cod 4.
Cărbuni, exploatare 1.
Cesiune 6, 14, 21, 23.
Clauză de locuință a vânzătorului 15.
Cod civil Francez 10, 11, 12
Concesiune 1.
Confirmare 13.
Consimțământ 2, 3, 10, 22.
Contract aleatoriu 8.
Contract de locație, a se vede „Locație“.
Contract de vânzare, a se vede „Vânzare-cumpărare“.
Contract nenumit 6.
Creanță 14.
Creditorii 7, 21.
Cumpărător, a se vede „Vânzare-cumpărare“.
Cupator 11.
Dare în plată 18.
Datorie 18, 21.
Daune 7.
Debitor 21.
Depozit 11.
Determinarea naturii contractului 1, 2.
Dobânzi 11.
Donațiune 2, 4, 5, 9.
Erede, a se vede „Successor“.
Eroare invincibilă 11.
Exploatare de cărbuni 1.
Exploatare de pădure 6, 23, 24.
Femeie măritată 4.
Folosință 3.
Francez Cod 10, 11, 12.
Imprumut 6.
Incapacitate 5.
Inceput de dovadă scrisă 22.
Ingrijirea vânzătorilor 9, 20.
Legat, a se vede „Testament“.

Instrăinare, a se vede „Donație“, „Vânzare-cumpărare“.
Instrăinarea bunurilor Statului 16.
Intenție 2.
Interogator 19.
Intreținerea vânzătorilor 9, 20.
Legat, a se vede „Testament“.
Leziune 8, 12.
Liberalitate, a se vede „Donațiune“.
Locațiune 1, 3, 23.
Lucruri mobile 21, 24.
Mantuar 11.
Mărturisire 19.
Mobile lucruri 21, 24.
Moștenitori, a se vede „Successor“.
Muciană prezumpție 4.
Nenumit contract 6.
Nulitate 8, 10, 11, 12, 13, 15, 19.
Oneros act 9.
Pădure 6, 23, 24.
Persoane morale 5.
Plată (dare în) 18, 21.
Plata prețului, a se vede „Preț“.
Preț 1, 2, 3, 4, 8, 9, 10, 11, 12, 14, 18, 19.
Preț, vil 8, 12.
Prezumpție 4, 22.
Prezumpție Muciană 4
Proect de vânzare 17.
Proprietate 3, 4, 5, 10, 11, 21.
Ratificare 13.
Rea credință 11.
Rentă viageră 8.
Resciziune 8, 12.
Sarcină de întreținere 9, 20.
Sarcină viageră 8.
Scop 2.
Soț 4.
Soție 4.
Stat 3, 16.
Successiune vacantă 11.
Successor aparent 11.
Successor particular 7.
Taxe de timbru și înregistrare 17, 18, 21.
Termin 1.
Testament 5, 11.
Terț achizitor 4, 9, 11.
Terț persoană 4, 9, 11.
Vamale taxe 3.
Vânzare-cumpărare 1-24.
Vânzarea lucrului altuia 10, 11, 13.
Viageră sarcină 8.
Vilitatea prețului 8, 12.

Jurisprudență.

1. Contractul prin care se concedes dreptul de a exploata pe timp de 90 ani, cărbuni după proprietatea sa, plătindu-se proprietarului un avans la epoca în contract stipulată și pentru fiecare tonă de cărbuni ce s'ar extrage, câte atât, nu transferă numai folosința lucrului cedat pentru un timp, ci transmite în realitate proprietatea porțiunilor de cărbuni extrași pe fie-

care an, căci aceste porțiuni extrase, ne mai putându-se reproduce sunt de natură a împuțină cantitatea și a o face după un timp mai mult sau mai puțin lung chiar să dispară și aceasta în profitul concesionarului; astfel fiind concesionarul are dreptul nu d'a se folosi de un lucru și de a-l lăsa la expirarea contractului neatins în substanță sa, drept ce dă contractul de locațiune, ci dreptul de a-și însuși și dispune de substanța chiar a aceluia lucru drept ce nu ar putea avea dacă contractul nu ar fi o vânzare. Termenul stipulat ca durata concesiunii, nu e stipulat în vederea timpului în care concesionarul are a se folosi de acel lucru, ci în vederea timpului ce s'a crezut necesar, pentru a-și putea însuși substanța chiar a aceluia lucru; și fixându-se prețul de fiecare tonă de cărbuni extrasă, prețul stipulat nu în vederea folosinței unui lucru, ci în vederea apropierei a substanței aceluia lucru, e dar stipulat nu ca preț de locațiune, ci ca preț de cumpărătoare. Astfel fiind, acest contract nu e de cât o vânzare mobiliară, iar nu contract de locațiune. (Cas. I, 390/Dec. 4/81, B. p. 908).

2. Pentru a se determina natura și caracterul unui contract, nu e de ajuns numai a se stabili că s'a convenit asupra unui lucru comercial și s'a fixat un preț, pentru ca numai prin aceasta contractul să constituie o adevărată vânzare. Ci urmează a se examina intențiunea și scopul ce și-au propus părțile în momentul contractării pentru a se putea califica natura contractului. Prețul stipulat într-o convențiune nu-i imprimă necesarmente și caracterul de vânzare, de oarece și o donațiune poate fi făcută sub condițiunea unor redevențe și chiar a unei sume numărate, destul numai ca obligațiunea principală să fi avut de obicei o liberalitate. (Apel Buc. I 60, Martie 8/82 Dreptul 45/82).

3. Deși contractele de vânzare și de locațiune sunt supuse la aceleași principii și prin urmare există o asemănare între ele, întru cât și unul și altul se formează prin simplul consimțământ și presupune un preț; ceea ce deosebete însă contractul de vânzare de acela de locațiune este că primul are de obiect de a transmite proprietatea, pe cât timp la contractul de locațiune închirietorul se obligă numai de a face pe locatar să se bucure de lucrul închiriat, pe un timp anume determinat. Astfel fiind, când Statul nu transmite antreprenorului în plină

proprietate, dreptul său de a percepe taxele prevăzute de legea vamală ci se obligă să-l facă să se folosească de acest drept pe timp determinat, această convențiune este un contract de locațiune. (Cas. I, 353/Oct. 21/83, B. p. 955).

4. În principiu acela care cumpără, ori care ar fi condițiunea sa e presupus a fi proprietarul lucrului cumpărat. În special o femeie măritată, ori care ar fi origina banilor cu cari se servește la plata prețului, fie dânsii procurați de bărbatul ei în scop de a-i face o liberalitate sau procurați de un al treilea, nu mai puțin însă trebuie a fi considerată ca adevărată proprietară a lucrului cumpărat. A voi să se consacre ca o presumpțiune legală legea lui Quintus Mucius prin care tot ce se dobândește de femeie era considerat a fi al bărbatului, e a creea o nouă dispozițiune în legislațiunea modernă, a introduce o presumpțiune de drept, care nu e stabilită de codul civil între celelalte presumpțiuni prevăzute de art. 1200. Și chiar dacă o asemenea dispozițiune ar fi existat în codul Caragea și în codul Calimach, dânsa nefiind reprodusă de codul civil din 1865, este virtualmente abrogată prin art. 1912 codul civil, care declară abrogate toate legile ce nu sunt conforme acestui cod. O asemenea soluțiune trebuie cu atât mai mult adoptată, cu cât se știe că presumpțiunea Muciană eră aplicată cu multă circumspecțiune și cu mari temperamente în vechile legislațiuni ale diferitelor popoare. Principala excepțiune se făcea când bărbatul concura la actul de cumpărare al femeii căci din el se deducea o recunoaștere implicită a seriozității acestui act și că prețul a fost în adevăr plătit de femeie. (Apel Buc. II 96, Mai 5/85, Dr. 47/85).

5. Este de esența contractului de vânzare ca vânzătorul să transfere cumpărătorului proprietatea lucrului vândut când părțile n'au stipulat altfel. Astfel cum persoanele morale recunoscute de lege sau autorizate de statul român sunt izbite de o incapacitate absolută de a primi, fie prin donațiune între vii, fie prin testament, fără autorizarea prescrisă de art. 811, dacă vânzătorul unui imobil nu se destoinicește a dovedi nici recunoașterea persoanei morale de la care deține imobilul ce-l vinde, nici autorizarea în virtutea căreia a primit legatul în care intră imobilul vândut, nu poate pretinde că titlurile autorilor săi sunt translativ de proprietate, și deci vânzarea fiind imposibilă din cauza lui, trebuie a fi obligat a restitui cumpărătorului arvuna. (Apel Buc. III, 206 Oct. 27/86, Dr. 81/86).

6. Actul prin care cumpărătorul unei păduri cedează exploatarea pă-

durei persoanei de la care s'a împrumutat, până la concurența sumei împrumutate, intră în categoria contractelor nenumite și nu se poate califica de cât ca o delegațiune pentru acoperirea creanței. (Apel Buc. I 60, Mart. 2/85, Dreptul 39/86).

7. Acțiunea personală mobilă ce a avut-o vânzătorul din cauza imobilului vândut nu poate trece la un succesori cu titlu particular, precum e cumpărătorul asupra căruia nu se transmit de cât drepturile reale asupra locului și prin urmare numai acțiunile reale. Așa dar acțiunea pentru daune, nefiind transmisă asupra cumpărătorului imobilului, ea poate să fie exercitată sau de primitivul proprietar, sau de creditorii lui. (Cas. I 330/Oct. 2/90, B. p. 1093).

8. Dacă sarcinile viagere pe cari părțile le au estimat în capital la suma de, pot să întrecă sau să fie mai mici de cât prețul defipt, aceasta nu autoriză a se zice că prețul vânzării nu este determinat căci convențiunea prin care se stipulează sarcini viagere, și care de altminterlea este permisă de lege, constituie un contract aleatoriu, și dar este de natura acestui contract d'a nu se putea ști dacă executarea lor va covârși sau nu capitalul cu care părțile au convenit și erau libere să convină a se obliga. Această vânzare nu se poate anula, mai cu seamă sub imperiul legiuierei noastre, care nu acordă pentru majori acțiunea în rescisiune pentru leșiune, chiar atunci când ar fi dovedit că prețul stipulat nu e în proporțiune cu valoarea lucrului vândut, căci fie prețul cât de mic în raport cu cea valoare nu se poate zice că nu e preț. (Cas. I, 499/Dec. 20/91, B. p. 1338).

9. Legea nu proibă de a stipula ca răspunderea prețului să se facă, fie către un al treilea fie cu sarcina pentru cumpărător ca, drept echivalent al lui, să întreție și să îngrijească de vânzători în tot timpul vieții sale; prin urmare un asemenea mod de stipulațiune nu poate schimbă caracterul și natura convențiunii, transformându-o într'un act cu titlu oneros într'un act de simplă liberalitate. (Cas. I 409/Dec. 15/92, B. p. 1096).

10. Deși legiuiitorul nostru, traducând regulele codului civil francez relative la vânzare, a suprimat dispozițiunile art. 1599 francez prin cari se declară de nulă vânzarea lucrului alțuia prin aceasta însă n'a eliminat cu totul cestiunea și n'a înțeles a-i da o altă soluțiune de cât în codul francez, recunoscând într'un mod absolut, prin această tăcere, că vânzarea lucrului alțuia ar fi totdeauna valabilă. Această înlăturare o putem explică și înlocui cu

succes prin argumentul că principiile generale de drept în materie de vânzare ne pot conduce la soluțiunea cestiunei rezolvate prin o dispozițiune expresă de lege la francezi. Legiuitorul nostru, după principiile moderne stabilite în materie de vânzare, cere, prin art. 1294 și 1295 ca o condițiune de validitate a contractului de vânzare, transmisiunea efectivă a proprietății lucrului vândut de la vânzător la cumpărător, fără nici o soluție de continuitate de îndată ce părțile au convenit asupra lucrului și pretului. Din aceste principii de drept este evident că deși legiuitorul nostru n'a declarat într'un mod expres de nulă vânzarea lucrului altuia, însă ele sunt suficiente pentru a ne conduce la rezultatul că vânzătorul unui lucru fiind obligat de a transfera imediat proprietatea în momentul vinderei, el nu și-a putut îndeplini obligațiunea care dă existență contractului, și cumpărătorul care are probe că lucrul ce a cumpărat este străin, poate cere și dobândi nulitatea vânzării chiar când nu a fost turburat de nimenea și chiar când vânzătorul ar fi de bună credință, putând astfel să și repete pretul dacă l'a plătit sau să refuze de a-l plăti dacă nu l'a plătit încă. (Trib. Tecuciu, Mai, 28/92, Dreptul 66/92).

11. Legiuitorul român, prin suprimarea art. 1599 francez, care declară nulă vânzarea lucrului altuia, a suprimat singura bază juridică pe care stă clădit sistemul celor ce conchid în mod absolut la anuierea vânzării lucrului altuia și astfel a împutinat discuțiunea cât privește pe justițiabilii tribunalului român, mărginind-o numai pe tărâmul unor principii, cari, ca regule de drept sunt prin natura lor susceptibile de excepțiune. Și dacă e logic în genere principiul „*nemo plus juris transferre potest quam ipse habet*“, totuși legiuitorul pentru motive de ordine superioară a trebuit să devieze adesea ori de la aceste principii și deci ne prevăzând prin anume text de lege nici oprirea de a înstrăina lucrul altuia, după cum nu a prevăzut nici permisiunea de a putea vinde lucrul altuia (v. și art. 906) a lăsat prin aceasta chiar o latitudine mai mare judecătii, pentru a rezolvi chestiunea înstrăinării făcută de eredele aparent, pe temeiul principiilor, în combinare cu împrejurările de fapt proprii fie-cărui caz. Principalele abateri de la principiul „*nemo plus juris*“, le găsim consfințite în art. 117, 726, 1557 și 1607 după care articolele cel în drept este ținut să respecte înstrăinările făcute, aci de un erede aparent în caz de absența celui în drept, aci de cumpărătorul unei succesiuni vacante, de mandatarul și de positarul legalmente

constituiți; independent dacă titlul în puterea căruia s'a făcut înstrăinarea emană de la lege, ca în cazul art. 117 și 723, sau emană de la om, ca în cazul art. 1557 și 1607, într'un caz ca și în altul, cel în drept trebuie să respecte înstrăinarea, pentru următoarea rațiune decisivă: buna credință și eroarea invincibilă a celui de al treilea achizitor al unui imobil cuvenit altuia, câtă să-l pună la adăpostul ori-cărei revendicări, fără de care ne mai fiind nici o siguranță în tranșacțiunii, evident că s'ar paraliza circulabilitatea bunurilor, interese de o ordine superioară, pe care judecata trebuie să le aibă în vedere, atunci când decide de soarta unui cumpărător ireproșabil, față de adevăratul proprietar, cele de mai multe ori culpabil de neglijență, ori rea credință. Și pentru a face în mod just și echitabil aplicarea principiului „*nemo plus juris*“, cu corolarul său indispensabil „*resoluto jure dantis*“, trebuie să ne raportăm la momentul vânzării pentru a vedea dacă avea sau nu vânzătorul însușirea de proprietar, fie în puterea unui titlu valid, emanat de la om la om, fie în puterea unei vocațiuni legale. Astfel, e validă înstrăinarea imobilului făcută de cel ce avea însușirea de moștenitor în virtutea unui testament, măcar că posterior vânzării a intervenit o judecată care a anulat testamentul, căci aceea judecată a putut ridica legatarului pe viitor însușirea de proprietar exclusiv al imobilului dar n'a putut să-i suprimă și însușirea de proprietar, pe care o avea la data vânzării în calitate de legatar universal și ca erede de sânge față cu câștigătorul judecătii. În acest caz, eredele câștigător este îndreptățit a-și avea porțiunea sa ereditară în bani cu procente de la data când a cerut anularea testamentului, fiindcă numai din acest moment poate fi pusă în îndoială buna credință a celor ce reprezintă drepturile și îndatoririle eredelui aparent; iar această porțiune în bani câtă să fie socotită după valoarea actuală a imobilului și nici cum după prețul vânzării; moștenitorul aparent potrivit principiului „*in quantum locupletior fuit*“ având a restitui celui în drept întreaga sumă de care a profitat, și nu ar fi completă restituirea dacă eredele aparent păstrând din momentul vânzării până în prezent prețul vânzării, nu i-ar bonifica celui în drept folosința ulterioară a aceluși capital care reprezintă imobilul înstrăinat în detrimentul său. (Apel Iași, I, Ianuarie 21/93 Dreptul 20/93).

12. Nu se poate anula, un act de vânzare pentru micșorime de preț, în legea noastră neexistând anularea pentru leziune de preț, care există în

legea franceză. (Trib. Ialomița Drep-
tul 62/94).

13. În sistemul codului civil român, vânzarea lucrului altuia, nu este nulă în mod absolut, ci numai anulabilă și deci susceptibilă, ca prin confirmare sau ratificare, să-și producă toate efectele unei perfecte vânzări. (Cas. I, 451/99 B. p. 1371).

14. Cesiunea unei creanțe, făcută cu titlu oneros, fiind o vânzare, după cum aceasta reese din termenii art. 1396 și 1397 codul civil, și o vânzare neputând avea ființă fără un preț determinat sau determinabil după clauzele contractului de aici rezultă că e nulă orice cesiune de creanță în care părțile nu au stipulat nici un preț. (Trib. Putna C. Jud. 58/904).

15. Din faptul că în actul autentic care constată o vânzare, nu s'a trecut obligațiunea ce și-ar fi luat cumpărătorul de a lăsa pe vânzător să continue a locui în imobilul vândut, nu se poate deduce că actul autentic este nul ca instrument probator, din momentul ce întrunește toate condițiile necesare pentru existența sa ca act autentic. (Trib. Tutova, C. Jud. 75/1904).

16. Nu poate fi vorba de violarea art. 1294 și 1295 din codul civil și a art. 57, 58, 63 și 64 din legea pentru înstrăinarea unor părți din bunurile Statului, când tribunalul constată, prin sentința sa, că Statul a transmis lotul, care face obiectul litigiului, recurentului, iar acesta intimatului în recurs. (Cas. I, 4 Dec. 1906, B p. 1942).

17. Nu este loc la plată de taxe de înregistrare pentru un act, de câte ori acel act rămâne în stare de proiect, sau justiția refuză să-l consfințească. (Cas. III, 17 Nov. 1910, B. p. 1651).

18. Din punctul de vedere al taxelor de înregistrare, darea în plată a unor obiecte mobile — când pentru aceasta s'a dresat un act de notariat fiind o vânzare care nu are nici o deosebire de celelalte vânzări — face exigibile drepturile fiscalului pentru transmiterea lucrului dat. Așa fiind, un asemenea act constatând darea în plată pentru o datorie a unor lucruri mobile, este supus taxelor de înregistrare cerute de legea timbrului pentru vânzări. (Cas. III, decizia No. 279, din 7 Oct. 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 542).

19. În acțiunea de anularea unei vânzări pentru nenumărarea prețului, răspunsul dat la interogator de către părât în termenii următori: „nu i-am dat nici un ban, dar mi l-a vândut mie pentru că am îngrijit de el, fiindcă era bolnav“, un asemenea răspuns poate să fie apreciat de instanța de fond în sensul că din el rezultă că prețul consistă dintr'o sumă de bani, pe care cumpărătorul avea să o primească dela vânzător pentru îngrijirile ce i-a dat, fără ca prin

această interpretare să denatureze răspunsul la interogator sau principiul că prețul vânzării nu poate să consistă în vre-un fapt oarecare.

În adevăr, din răspunsul la interogator reprodus mai sus, rezultă că cumpărătorul, în schimbul sumei ce avea să primească dela vânzător pentru îngrijirile ce i-a dat a primit imobilul în cheștiune, cu alte cuvinte că prețul consistă în bani. (Cas. I, deciziunea No. 236, din 13 Aprilie 1915; Jurispr. Rom. 25/915, p. 387).

20. Dacă vânzătorul predă cumpărătorului pământul vândut, la facerea actului, prin aceasta este evident că el voește ca dela acea dată chiar să se desbrace irevocabil de proprietatea pământului vândut, iar nu dela data morții sale iar clauza din act relativă la obligația cumpărătorului de a întreține cu cele necesarii pe vânzător cât va trăi constituie o modalitate a prețului și nu schimbă natura contractului de vânzare într'o donațiune mortis causa. (Cas. I, decizia No. 325, din 12 Mai 1915, Jurispr. Rom. 1915, p. 466).

21. Cesiunea de bunuri mobiliare ce un debitor face creditorului său, drept plată a unei datorii, este o adevărată transmisiune de proprietate, care, din punctul de vedere al legii timbrului, nu are nici o deosebire de vânzările propriu zise și, în așa caz, actul care constată o asemenea vânzare de bunuri mobiliare, fiind legalizat de Tribunal, face exigibile drepturile fiscalului, potrivit art. 23, alin. V și art. 47, alin. III din legea timbrului.

Prin urmare, Tribunalul violează art. 1294 și 1295 c. civ. și articolele citate din legea timbrului, când apără de taxele de timbru și de înregistrare, pe motiv că transmiterea unor lucruri mobile date în plată nu constituie o vânzare. (Cas. secțiuni-unite, No. 14, 1915; Jurispr. Rom. 9/916, p. 142).

22. Deși consimțământul cumpărătoarei nu a fost exprimat în declarațiunea însăși a vânzătoarei, unde semnase numai soțul, totuși, din moment ce instanța de fond a primit acea declarație scrisă a vânzătoarei, ca un început de probă scrisă, completând-o cu martori și prezumțiuni, a stabilit consimțământul la cumpărarea imobilului în cheștiune, soțul figurând numai pentru autorizare.

Prin urmare, instanțele de fond, procedând astfel nu violează dispozițiile art. 948 comb. cu art. 1294 c. civil. (Cas. I, Jurispr. Rom. 1919, p. 861).

23. Cedarea spre tăiere a arborilor din o pădure, constituie o vânzare iar nu o locație. (C. Apel Iași s. II, 18 Mai 1920, Justiția (Iași) 1-2/920).

24. Vânzarea de arbori destinați tăerei este o vânzare de lucruri mobile

iar nu de imobile. (C. Apel Iași s. II, 18 Mai 1920. *Justitia* (Iași) 1-2/920).

25. A se vedea: art. 786, Index alfabetic „Adjudecatar coproprietar” și no-

tele respective; art. 829, nota 9; art. 1310, Index alfabetic „Vânzarea lucrului altuia” și notele respective.

Art. 1295. — Vinderea este perfectă între părți și proprietatea este de drept strămutată la cumpărător, în privința vânzătorului, îndată ce părțile s'au învoit asupra lucrului și asupra prețului, deși lucrul încă nu se va fi predat și prețul încă nu se va fi numărat.

În materie de vindere de imobile, drepturile cari rezultă prin vinderea perfectă între părți, nu pot a se opune, mai înainte de transcripțiunea actului, unei al treilea persoane care ar avea și ar fi conservat. după lege, oarecari drepturi asupra imobilului vândut¹⁾. (Civ. 644, 971, 972, 1296 urm., 1300 urm., 1801, 1802 urm., 1818; Pr. civ. 567, 721, urm.; C. com. 60, 74; Civ. Fr. 1583).

Text. fr. Art. 1583. — Elle est parfaite entre les parties, et la propriété est acquise de droit à l'acheteur à l'égard du vendeur, dès qu'on est convenu de la chose et du prix, quoique la chose n'ait pas encore été livrée ni le prix payé.

Doctrină străină.

BAUDRY ET SAIGNAT, *Tr. théor. et prat. de la vente*, 23, 24;

BUFNOIR *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 43;

CAPITANT, *De la cause des obligations*, p. 190;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 936, 937, 948, 950; II, p. 422, 425, 821;

DALLOZ, *Rép. Vente*, 156 urm.; *Suppl. Vente*, 55 urm.;

DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 215, 233;

GUILLOUARD, *De la vente et de l'échange*, I, 10;

MOURLON, ed. 7-a, III, p. 187 urm.;

PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2590, 2607, 2608; II, ed. 3-a, No. 1447;

WAHL ALBERT, *Consultație*, sub. C. Apel Buc. s. III, 106 din 21 Iunie 1922. Pand. Rom. 1923-II-65.

WEISS ANDRÉ, *Consultație* sub. C. Apel Buc. s. III, 106 din 21 Iunie 1922. Pand. Rom. 1923-II-67.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 542 urm., 549, 806; (III, part. II, ed. 2-a, p. 7, 748; IV, part. I, ed. 2-a, p. 15, 205, 216, 299, 329, 357; V, p. 166 urm., 168 urm., 177; VI, p. 337 n. 1; X, p. 449, 734, 735 urm.); „O chestiune importantă asupra strămutării proprietății”. Dreptul 6/911; *Observație* sub. C. Apel Iași s. I, 19 Mai 1919. Tribuna Juridică 32-33/1919; *Notă*, sub. Trib. Angoulême (Charente), 4 Maiu 1921. Jur. Gen. 16/923. No. 1202; *Notă* sub. Cas. Fr., 24 Ian. 1922. Jurispr. Gen. 21/924. No. 1241; *Notă* sub. Trib. Libourne, Gironde, 7 Aug. 1919. Jur. Gen. 1924 No. 1634; *Notă* sub. Trib. Angers, 30 Oct. 1920. Jur. Gen. 1924. No. 1695; *Notă* sub. Trib. Andelys, Eure, 21 Febr. 1923, Jur. Gen. 1924 No. 2302;

CANTACUZINO MATEL, p. 631;

CERBAN AL., *Notă*, sub. C. Apel Buc. s. I, 123 din 9 Iunie 1920. Curier Jud. 14/921; *Notă* sub. Trib. Ilfov, s. III, 4 din 30 Dec. 1920. Curier Jud. 21/921; *Notă* sub. Trib. Prahova s. I, 598 din 15 Nov. 1922. Curier Jud. 33/923; *Notă* sub. C. Apel Craiova s. II, 219 din 19 Sept. 1925. Curier Jud. 20/925;

COHEN I., *Notă* sub. C. Apel Buc. III, 262 din 14 Dec. 1920. Curier Jud. 39/921;

CRISTODORESCU C. și ȘTEFĂNESCU-PRIBOI DEM., *Codul legislației de expropriere* p. 120;

CRISTOFORANU E., *Observație* sub. C. Apel Trani (Italia), 7 Mai 1918. Pand. Rom. 1923-III-158;

DOBRESCU ION, „*Considerațiuni generale asupra vânzării în codul civil rusesc*”. Curier Jud. 4/919;

¹⁾ În acest art. 1295, legiuitorul român a imprumutat dispoziții și din legea franceză din 26 Martie 1855, în cecece privește transcripția actelor după cum a făcut și în materia ipotecară. Aliniatul al 2-lea lipsește în Codul Civil Francez.

- DUMITRESCU A. M., II, 2, 5, 12, 14, 19, 25, 28, 32 urm., 112 urm., 253;
 EFTIMIE C. D., *Nota* sub. Trib. Constanța s. I, 132 din 6 April. 1921. Pand. Rom. 1924-II-218;
 FINTESCU N. I., *Observație* sub. Cas. Roma (S.-U.), 28 Nov. 1921. Pand. Rom. 1922-III-164;
 GEORGEAN N., *Nota* sub. Cas. I, 148 din 31 Mart. 1920. Pand. Rom. 1923-I-233;
 MATEESCU I., *Nota* sub. Trib. Ilfov, s. III, din 30 Dec. 1920. Pand. Rom. 1922-II-91;
 NACU, II, p. 272; III, p. 170 urm., 764;
 OTETELIȘEANU AL., *Observație* sub. C. Apel Buc. s. I, 123 din 9 Iunie 1920. Tribuna Juridică 5-8/1923;
 PETIT EUGEN, „*Contractele prin corespondență în dreptul civil*“. Curier Jud. 52/1909;
 PLASTARA G., *Nota* sub. Trib. Ilfov, s. IV, 562 din 18 Oct. 919 și C. Apel Buc. s. I, 29 din 14 Nov. 919. Curier Jud. 22-23/1920; *Nota* sub. Trib. Ilfov, s. IV, 752 din 26 Dec. 919. Curier Jud. 28-29/1920; *Nota* sub. C. Apel Buc. s. IV, 67 din 3 Aprilie 1920. Curier Jud. 36-37/1920;
 PURICESCU N., *Nota* sub. Trib. Vâlcea, s. I, 359 din 28 Nov. 1921. Pand. Rom. 923-II-188;
 PUȘCARIU EMIL și CAMENSKI GEORGE, „*Promisiunea de vânzare*“. Curierul Jud. 20/1924;
 RĂDULESCU ANDREI, *Publicitatea drepturilor reale imobiliare și registrele de proprietate*, p. 7 urm.;
 ROSENAL S., *Nota* sub. C. Apel Buc. s. I, 123 din 9 Iunie 920. Pand. Rom. 1922-II-4;
 SCRIBAN ȘTEFAN, „*Pactul rezervatului*“. Curier Jud. 48/1914; *Nota* sub. Trib. Botoșani. Botoșanii Juridic 4/925;
 SESCOREANU M. G., *Nota* sub. Trib. civil Bruxelles, 22 Iunie 921. Pand. Rom. 1922-III-134;
 STOENESCU D. D., *Observație* sub. Justiția de Pace din Moissac (Tarn-et-Garonne), 28 Nov. 908. Pagini Juridice 43/909;
 TONEANU N. C., „*Pactul de rezerva proprietății*“. Curierul Jud. 1/911, 8/911; *Observație* sub. Cas. Florența, 20 Iunie 910. Pand. Rom. 1923-III-156; *Observație* sub. Cas. Napoli, 2 Oct. 909. Pand. Rom. 1924-III-12; *Nota* sub. C. Apel Buc. s. I, 123 din 9 Iunie 1920. Pand. Rom. 1924-II-156; *Observație* sub. C. Apel Milano, 20 April 1910. Pand. Rom. 1924-III-156.

INDEX ALFABETIC

- | | | | |
|--|---|--|---|
| Absență 36. | Dare în plată 53, 59. | Mobile 2, 53, 59. | Renunțare la vânzare 32. |
| Acceptare 34, 52, 70. | Dată certă 21, 46. | Moștenitori, a se vedea „Succesori“. | Reprezentanți 43. |
| Achizitor, a se vedea „Cumpărător“, „Terță persoană“. | Debitor 21, 46, 59, 65. | Nulitate 3, 11, 25, 46. | Retențiune 67. |
| Acompt din preț 55, 64, 66. | Deces 43. | Obiecte, a se vedea „Lucruri“. | Retroactivitate 11. |
| Act autentic 1, 3, 8, 18, 21, 23, 40, 43, 53, 64, 66, 69. | Documente 27. | Ofertă de vânzare, a se vedea „Policitație“. | Revindicare 36, 38, 40, 54. |
| Act sub semnătură privată 8, 18, 23. | Erede aparent 36. | Oferță reală 67. | Rezerva folosinței 65. |
| Adjudecare 9, 11, 45. | Executare, a se vedea „Tradițiune“. | Omișune esențială 56. | Rezoluțiune 33, 37, 47, 55, 60. |
| Anulare, a se vedea „Nulitate“. | Exploatare de pădure 1, 2, 21. | Ordine publică 10, 15. | Riscuri 39, 47, 65. |
| Apel 56. | Folosința, rezervarea ei 65. | Ordonanță de adjudecare 9, 11, 45. | Semnătură 30, 35, 38, 62, 69. |
| Arvună 3, 55, 64, 68. | Forme solemne 6, 49, 61. | Pact comisor expres 33, 37. | Semnătură prin punere de deget 38, 40. |
| Autentificare, a se vedea „Act autentic“. | Fraudă 16, 19, 22, 26, 28, 51, 56. | Pădure 1, 2, 21. | Silvică comisiune 56. |
| Buna credință 36, 41, 51, 54. | Hotărâre 11, 22, 41, 51, 67. | Plata prețului 3, 4, 14, 20, 31, 33, 37, 40, 49, 55, 64, 66, 67. | Simulație 19, 23, 28. |
| Bunurile Statului, instrăinare 44. | Imobil 1, 2, 11, 19, 21, 22, 25-30, 46, 50, 51, 54, 56, 58. | Plata prețului în rate 37, 39, 66. | Solemn act 6, 49, 61. |
| Calimach Cod 27. | Inchiriere, prelungirea contractelor 65. | Policitație 34, 52. | Somație 67. |
| Capacitate 24. | Instrăinarea bunurilor Statului 44. | Poseziune 54, 56, 57. | Speculă ilicită 60. |
| Cesiuie 59. | Intenție 8, 69. | Post-scriptum 40. | Stat, instrăinarea bunurilor sale 44. |
| Comisiune silvică 56. | Interogator 3. | Predate, a se vedea „Tradițiune“. | Succesiune 36, 54. |
| Comună 45, 66. | Interpretare 8. | Prelungirea contractelor de închiriere 65. | Succesori 12, 21. |
| Condiție 69. | Ipotecă 46. | Preșcripție 54, 56, 57. | Succesori aparenti 36. |
| Condiție rezolutorie expresă, a se vedea „Rezoluțiune“. | Just titlu 54. | Preț 3, 4, 6, 8, 14, 20, 24, 26, 27, 29-33, 37, 39, 41, 42, 43, 45, 49, 52, 55, 58, 61, 62, 64-68. | Taxe de timbru și înregistrare 49, 52, 53, 58, 59. |
| Conexitate 56. | Legea instrăinării bunurilor Statului 44. | Prețuri maxime 60. | Termin 69. |
| Confirmare 5, 38. | Legea prelungirii contractelor de închiriere 65. | Prezumțiune legală 10, 15. | Terțe persoane 2, 5, 9, 10, 11, 12, 15, 17, 19, 23, 26, 28, 29, 41, 46, 48, 50, 51, 54, 56, 64, 66. |
| Consimțământ 6, 8, 13, 23, 24, 26, 29, 30, 32, 35, 38, 39, 42, 45, 49, 52, 55, 58, 62, 63, 64, 65, 66, 68, 70. | Legea rechizițiilor 4. | Primărie 45, 66. | Tradițiune 13, 24, 27, 34, 42, 45, 47, 52, 55, 65, 68. |
| Contract de vânzare, a se vedea „Vânzare-cumpărare“. | Legea timbrului, a se vedea „Taxe de timbru și înregistrare“. | Probe 3, 10, 15, 31, 56, 66. | Transcripție 1, 5, 7, 9, 10, 11, 12, 15-19, 21, 22, 23, 26, 28, 29, 30, 31, 35, 41, 46, 48, 50, 51, 54, 56, 64, 66. |
| Contravenție 49. | Licitație, a se vedea „Adjudecare“. | Proces-verbal 44. | Urmărire silită, a se vedea „Adjudecare“ și 9, 46. |
| Creanță 21. | Locație, prelungirea contractelor 65. | Procură, a se vedea „Mandat“. | Vânzare-cumpărare 1-70. |
| Creditori chirografari 12, 21, 46. | Lucruri 6, 8, 24, 26, 27, 29, 30, 39, 42, 43, 45, 49, 52, 55, 58, 61, 62, 64, 65, 66. | Proect de vânzare 8, 20, 37, 63, 68. | Vânzare verbală 41, 51. |
| Creditori ipotecari 46. | Lucruri imobile, a se vedea „Imobil“. | Promisiune de vânzare 34, 68, 70. | Vanzător 8, 17-23, 25, 26, 28-32, 37, 41, 43, 49-52, 55, 62, 65, 67. |
| Culpă 33, 67. | Lucruri mobile 2, 53, 59. | Proprietate, a se vedea „Consimțământ“. | Viclenie, a se vedea „Fraudă“. |
| Cumpărători 2, 7, 8, 15-19, 21, 22, 23, 25-32, 34-37, 39, 41-44, 47, 49-52, 55, 56, 60, 61, 62, 65, 66, 67. | Mandat 6, 12, 18, 43. | Proprietate imobiliară, a se vedea „Imobil“. | Zdelcă 67. |
| Cunoștința vânzării, a se vedea „Transcripție“. | Mărfuri 60. | Punere de deget 38, 40. | |
| | Marturi 10. | Rate 37, 39, 66. | |
| | Mărturisire 3. | Ratificare 5, 38. | |
| | Maximale prețuri 60. | Rechiziții 4. | |

Jurisprudență.

1. Exploatatorul unei păduri nu dobândește de cât dreptul de a-și apropia produsul solului, adică dreptul de proprietate pe lemnele detașate de sol. Or, din art. 1295 c. civ., combinat cu art. 722 r.r. civ., rezultă că legiuitorul a supus formarea de transcripțiune numai dobândirea și transmiterea drepturilor de proprietate imobiliare. Deci, în vânzarea unei păduri nefiind vorba de dobândirea unui drept de proprietate imobiliară, forma autenticității actului devine opozabilă terților, fără a mai fi nevoie de transcripțiune. (Trib. Ilfov not. 125, Iun. 11/83, *Dr.* 55/83).

2. Arborii, lucruri imobile prin încorporațiunea lor cu pământul, pot pierde această calitate și mai înainte de faptul material al desrădăcinării lor, prin simplul efect al convențiilor și al destinațiunii ce li se dă prin acele convențiuni de a fi deslipiți de sol. Astfel fiind, vânzările de păduri destinate spre tăere nu pot fi considerate de cât ca niște vânzări de lucruri mobile, însă această mobilizațiune a unor lucruri imobile prin natura lor având loc numai în puterea unui contract evident e că acest efect îl pot păstră numai între părțile contractante, și în cât privește pe cei de al treilea pe câtă vreme încorporațiunea cu solul subsistă, pădurile nu pot fi considerate de cât ca imobile. Așa, deși cumpărătorul pădurei de la fostul proprietar are un drept asupra lemnelor din pădure, însă acest drept cu totul mobilier îl are numai față cu vânzătorul și nu-l poate invoca față cu cumpărătorul fondului, căci celor de al treilea nu se pot opune asupra fondului de cât drepturi reale. (Trib. Iași, I, 17/Ian. 23/84, *Dr.* 24/84).

3. Un act de vânzare autenticat dar ne predat încă în mâna cumpărătorului, fie de vânzător, fie de tribunal cu consimțământul vânzătorului, nu face probă despre plata prețului, chiar dacă în acel act se zice că prețul s'a plătit. În asemenea împrejurare, cerându-se de vânzător anularea vânzării pentru neplata prețului, cumpărătorului incumbă sarcina de a probă că a plătit acel preț, abstracție făcând de clauza de stil conținută în actul autenticat, dar nepredat lui de vânzător. Dacă dar judecătorul nu ține nici o socoteală de răspunsul cumpărătorului la interogatoriul la care a fost supus și prin care răspuns afirmă că n'a plătit la facerea actului de cât o mică arvună, dar că după ce actul s'a autenticat, ar fi răspuns tot prețul, nu violează principiul indivizibilității mărturisirei, care nu-si are aplicațiune de cât atunci când sarcina probațiunii unui fapt incumbând reclamantului, defendorul face o mă-

turisire în privința aceluși fapt, iar nu și în cazul când sarcina probațiunii faptului incumbă însuși defendorului. (Cas. I, 176/Mai. 15/84, B. p. 413).

4. Atât din dispozițiunile legii de rechizițiune, cât și din dispozițiunile regulamentului ei, rezultă că între stat și persoane de la care se face rechizițiunea intervine un contract de cumpărare și vânzare și din momentul ce comisiunea de rechizițiuni constată prin procesul-verbal cantitatea și calitatea obiectelor rechiziționate și liberează proprietarilor chitanțele pe prețul obiectelor rechiziționate, din acel moment vânzarea este perfectă între stat și proprietarii obiectelor rechiziționate, conform art. 1295 comb. cu art. 1300, și cumpărătorul e dator a răspunde prețului lucrului cumpărat, chiar dacă nu a ridicat toate obiectele cumpărate, căci acest fapt nu-l poate apăra și de plata prețului, întru cât statul a devenit proprietar peste toate obiectele rechiziționate, căci din momentul liberării chitanțelor de plată cei de la cari s'au rechiziționat obiectele nu mai pot dispune de ele afară numai când statul i-ar încunoștință că nu mai are trebuință de ele și ei pot să dispună de dănssele. (Apel Focșani, I, 112, Aug. 23, 84, *Dr.* 84/84).

5. Transcripțiunea actelor transiactive de proprietate în registrele tribunalului este cerută de legiuitor în scop de a putea fi opozabilă persoanelor al treilea. Deci în fata ratificării actului de vânzare din partea terțiului printr'un act de pace, lipsa de transcripțiune cerută de art. 723 pr. civ., 1801 și 1802 c. civ., nu poate împiedeca pe cumpărător de a i-l opune. (Cas. I, 340/Oct. 22/84, B. p. 789).

6. Vânzarea nefiind un act solemn, nu se cere pentru validitatea acestui contract alte condițiuni de îndeplinit de cât consimțământul părților, lucrul și prețul. Și pentru manifestarea consimțământului nu se cere o formă solemnă. Instancele de fond sunt în drept de a aprecia după împrejurări dacă a existat consimțământul. Astfel judecata poate să deducă darea consimțământului din o procură semnată prin punere de deget și legalizată de comisar. (Cas. I 380/Oct. 11/85, B. p. 736).

7. Dintre doi cumpărători succesivi, acela urmează a fi considerat ca adevăratul proprietar care a transcris mai întâi actul de cumpărare, chiar dacă cel de al doilea ar fi intrat în posesiunea lucrurului vândut, căci acesta a cumpărat „a non domino“. (Trib. Tutova, Aug. 28/85, *Dr.* 65/85).

8. După termenii art. 1294, 1295 și 1296, vânzarea poate fi făcută prin act autentic sau sub semnătură privată, și ea e perfectă între părți și proprietatea dobândită de drept cumpărătorului,

în ceea ce privește pe vânzător, îndată ce au convenit asupra obiectului și prețului. Și vânzarea, ca ori ce contract, poate fi făcută sub condițiune suspensivă; dar îndată ce această condițiune nu e clar exprimată în act, aparține tribunalului dreptul de a căuta și aprecia dacă reese într'un mod suficient din alte stipulațiuni înserate în act și din faptele și circumstanțele cauzei, cum că intențiunea părților contractante a fost de a se legă actualmente sau de a lăsa conivențiunea lor în stare de proiect până la îndeplinirea unui eveniment viitor. Astfel, deși actul de vânzare se termină prin clauză că el va fi supus autentificării tribunalului, însă această clauză n'a avut de obiect de cât de a da părților mijlocul de a investi convențiunea lor prin o formă mai solemnă și de a-și asigura garanțiile cari poate n'ar rezultă dintr'un act sub semnătură privată; o atare clauză nu ar avea de consecință de a suspenda existența vânzării până la îndeplinirea ei, de cât atunci când această consecință ar fi clar exprimată. (Trib. Ialomița, Nov. 19/85, *Dr.* 9/86).

9. Regulele relative la transcriptiune, ce guvernă vânzările voluntare, sunt aplicabile și la expropriatiunile silite, căci în lege nu există nici o derogare și nici se află vre-o rațiune juridică ca să ne abatem de la ele. Deci, conform art. 721 pr. civ., ordonanța de adjudecare ca și ori care alt act de mutațiunea proprietății, trebuie transcrisă. Efectul transcriptiunii este că actul supus acestei formalități se poate opune celor de al treilea cari au dreptul asupra imobilului din momentul transcriptiunii. Astfel fiind, când același imobil în urma a două urmăririi silite, ce nu s'au întrunit din eroare, s'a vândut la licitațiune, acel adjudecatar va fi preferit care mai întâi și-a transcris ordonanța de adjudecare. (Apel Buc. II, Ian. 28/87, *Dr.* 46/87).

10. Legiuitorul, în scop de a evita dificultatea probei asupra chestiunii de a se ști dacă vânzarea este sau nu cunoscută terțiilor persoane, mai ales că siguranța transmisiunii proprietăților este o chestiune de ordine publică, a organizat formalitatea publicității, a transcriptiunii, astfel în cât transmisiunea proprietăților, față cu terțiile persoane, nu poate rezultă de cât din această probă preconstituită. Transcriptiunea bazată pe considerațiuni de ordine publică, constituie o prezumpțiune legală, care nu poate fi doborâtă prin probe contrarii; deci lipsa transcriptiunii nu se poate suplini prin cunoștința ce terțiile persoane ar avea de existența vânzării, căci atunci am intră în aceleași dificultăți de fapt pe cari legiuitorul a voit să le evite organizând transcriptiunea, astfel în cât

proba testimonială nu e admisibilă. (Apel Buc. III, 98, Apr. 7/88, *Dr.* 35/88).

11. Art. 722 pr. civ., enumerând actele ce trebuie transcrise pentru ca, conform art. 723 pr. civ., să poată fi opuse terțiilor persoane cari au drepturi asupra imobilului, nu prevede și ordonanțele de adjudecare. Or, ordonanțele de adjudecare fiind asimilate cu hotărârile judecătorești și în privința lor legiuitorul necerând formalitatea transcriptiunii, câtă să decidem că această regulă se aplică și la ordonanțele de adjudecare. De altminterlea față cu art. 567 al. 2, care declară în mod absolut că ordonanța de adjudecare are efect retroactiv din momentul adjudecațiunii și face pe adjudecatar proprietar fără nici o restricțiune și cu art. 1810 c. civ., după care actele de adjudecațiune nu se transcriu, a admite transcriptiunea și pentru ordonanțele de adjudecare este a admite în mod tacit o formalitate pe care legea nu o prevede și a creă pentru neîndeplinirea ei o nulitate pe cale de interpretare. Din toate acestea rezultă că ordonanțele de adjudecare nefiind supuse transcriptiunii, nu întâietatea transcriptiunii trebuie să declare care e adevăratul proprietar. (Cas. I, 50/Febr. 26/88, B. p. 137; Apel Galați, I, 168, Nov. 25/88, *Dr.* 12/89).

12. Transcriptiunea este introdusă în interesul terțiilor persoane. Or, creditorul chirografar nu poate fi terție persoană, ci un „*ayant cause*“, căci el n'are un drept distinct și separat asupra patrimoniului debitorului său, el n'are de cât un gagiu vag, general și imperfect asupra averii debitorului său, și toate actele prin cari debitorul fără fraudă mărește sau micșorează avutul său sunt opozabile acestor creditori, ceea ce nu s'ar întâmplă dacă el ar fi terțiu, adică ar avea un drept distinct în patrimoniul debitorului, pe care acesta nu mai putea să-l atingă. Deci un atare creditor nu poate invoca lipsa de transcriptiune, vânzarea este perfectă între părțile contractante, erezii sau mandatarii lor, independent de ori ce transcriptiune. (Apel Buc. III, 187, Dec. 21/87, *Dr.* 9/88).

13. În regulă generală, dreptul de proprietate se transmite prin consimțământ, fără să fie necesitate de tradițiune. Dar legea nu se opune ca contractanții să stipuleze expres că proprietatea să fie transmisă prin tradițiune, sau să fie transmisă numai când cumpărătorul și va îndeplini obligațiunea plătind întregul preț. (Apel Iași, Ian. 4/68, *Dreptul* 13/88).

14. Nici un text de lege nu oprește pe părți, într'u câtă vreme nu este contra ordinei publice și bunelor moravuri, ca în convențiunile făcute între dânsele să nu poată stipula că de și prețul și lucrul s'a hotărât, transferarea proprie-

tății să se facă la un termen mai târziu de cât confecționarea actului, așa în cât actul de vânzare să nu fie perfect în momentul confecționării, ci numai creator de obligațiuni pentru părți. (Trib. Iași, 5 Ian. 10/87, *Dr.* 76/88).

15. După art. 1295, drepturile ce rezultă din vânzarea unui imobil nu pot fi opuse, mai înainte de transcripțiunea actului, celui de al treilea care ar fi conservat conform legii vârcării drepturi asupra imobilului vândut. Prin acest articol legea stabilește o presumpțiune, reputând pe toți achizitorii cari și-au conservat conform legii drepturile lor asupra unui imobil ca ignorând drepturile anterioare ne-transcrise. Or, contra unei presumpțiuni legale nu se poate admite proba contrarie de cât în cazul când legea o autoriză, și în specie legea nu autoriză proba contrarie. Formalitatea transcripțiunii legea a prescris-o în interes de ordine publică pentru siguranța transacțiilor și pentru a evita multiplele procese ce s'ar fi putut naște între dobânditorii de drepturi asupra aceluiași imobil, și distincțiunea ce se propune a se face în aplicarea art. 1295, atunci când secundul cumpărător ar fi avut cunoștință de vânzarea către un altul, ar paraliza tocmai scopul pe care legea a voit a-l atinge prin formalitatea transcripțiunii. Deci, chiar dacă secundul cumpărător în momentul când a cumpărat imobilul ar fi avut cunoștință că acel imobil-eră deja vândut altuia dânsul având în vedere legea care consideră către terțiile persoane ca neexistență acea vânzare, dacă nu e transcrisă a putut prea bine să cumpere imobilul și să transcrie actul său conform legii, fără a i se impută că a uzat de un drept ce-i recunoaște legea. (Apel Craiova, II, 189/Nov. 25/88 *Dreptul* 78/89).

16. Achizitorul unui imobil care a transcris titlul său, se poate prevală de lipsa transcripțiunii unei achizițiuni anterioare chiar dacă a avut cunoștință despre dânsa, această cunoștință ne constituind prin ea însăși o manoperă frauduloasă. Art. 1295 are de scop tocmai de a nu permite cercetarea unor asemenea fapte foarte greu de stabilit, adică ce a știut și ce n'a știut o parte sau alta în momentul cumpărării. (Cas. I, 330/Nov. 3/89, B. p. 898).

17. Transcripțiunea unui contract de vânzare nefiind decât o măsură de publicitate, ea poate fi cerută chiar numai de cumpărător, căci în definitiv el are interes a opune contractul său de vânzare terțiilor persoane cari ar pretinde că au vre un drept real asupra imobilului vândut. Transcripțiunea ne producând de cât acest rezultat și drepturile, atât ale părții contractante cât și ale terțiilor cari ar tinde la sfărâmarea unui asemenea contract pentru

toate cauzele de anularea convențiilor prevăzute de lege, subsistând în urma transcripțiunii, este învederat că prezența și a vânzătorului la cererea de transcripțiune nu are nici o rațiune de a fi, cu atât mai mult cu cât legiuitorul nu o prevede prin nici una din dispozițiunile ce regulează această materie. (Apel Buc. II, 172, Sept. 29/88, *Dr.* 69/89).

18. Deși legiuitorul nu cere pentru a se putea transcrie, ca actele cari intră în dispozițiunile art. 772 pr. civ., să fie autentice, totuși voința părților, în caz ca aceste acte să fie prezentate la transcriere numai sub semnătură privată, trebuie constatată într'un mod cert de tribunal, prin prezentarea părților în persoană sau prin procuratori. Deci trebuie respinsă cererea de transcripțiune făcută numai de cumpărător fără asistența vânzătorului. (Trib. Ilfov. s. not. Proces-verb. 3092. Iul. 8/89, *Dr.* 69/89).

19. În virtutea principiului, „frauda corupe totul“, în caz de vindere succesivă a aceluiași imobil la doi cumpărători diferiți, secundul cumpărător nu se poate prevală contra celui dințaiu de anterioritatea transcripțiunii sale, când achizițiunea sa a fost rezultatul unei simulațiuni sau al unei fraude concertate între el și vânzător, pentru a face să cadă aceea pe care primul cumpărător nu o transcrisese la timp sau chiar nu o transcrisese de loc. Transcripțiunea cerută de legiuitor nu este o condițiune care numai pentru că s'a îndeplinit face vânzarea opozabilă, ori când și în toate cazurile, terțiilor persoane, ci un mijloc de publicitate spre a protege pe acele persoane contra manoperilor frauduloase la cari ar fi expuse prin publicitatea ei. Dacă dar nu e vorba de un act de vânzare transcris în regulă pentru care cel ce se servă cu dânsul e de bună credință, ci de o vânzare simulată, făcută în scop de a fraudă pe cel ce, deși nu are un act transcris, dar trebuie să fie respectat pentru că adversarul său cunoșteă că dânsul devenise dejă proprietarul lucrului înaintea sa, în asemenea caz nu e loc de a se aplica dispozițiunile legii privitoare la tăria ce transcripțiunea dă actului de vânzare, fără a se examina dacă acel act nu este pătat de vicul fraudei ce se invoacă. (Cas. I, 417, Nov. 30/90, B. p. 1292).

20. Dacă vânzătorul prin o declarațiune scrisă și subscrisă de dânsul vinde un imobil al său pe un preț determinat cu condițiuni anume stabilite, și primește o parte din preț, declarând vânzarea irevocabilă și recunoscând că actul definitiv se va face în termen de 15 zile, acest contract de vânzare, conform art. 1295, este cu totul perfect între părți și ele nu se mai pot opune la executarea sa fără o nouă înțelegere în co-

mun acord. (Apel Buc. II, 221/Dec. 10/90, Dreptul 14/91).

21. Vânzarea unei păduri spre tăiere și cu scop de exploatare obicinuită a moșiei pe care se află pădurea nu constituie pentru cumpărător de cât un titlu de creanță asupra vânzătorului care este obligat personal de a-i permite regularea tăerii și transportării de pe moșie a materialului lemnos, pentru destinația ce va voi a-i da, mai fiind în același timp opozabilă asemenea convențiune de vânzare, constatată prin act cu dată certă și ori căror creditori personali sau succesori ai proprietarului vânzător, fiindcă și dânșii sunt reprezentați la vânzare prin debitorul lor personal sau autorul lor. Asemenea contract însă nu poate să fie opozabil unui cumpărător al moșiei pe care se află pădurea vândută și al cărui act de cumpărare a moșiei ar fi autentificat și transcris în urma datei certe a menționatului contract de vânzarea pădurei, căci pe de o parte cumpărătorul moșiei fiind *câștigător cu titlu particular al unui drept real* asupra întregului imobil, cu tot ce se ține de dânșul, atât pe suprafața cât și în interiorul lui, până la proba contrarie, și nefiind *reprezentat de către fostul proprietar la convențiunea anterioară a vânzării pădurei*, urmează că nu i se poate opune și lui obligația personală a celui fost proprietar, pentru a permite tăierea și exploatarea pădurei. Pe de altă parte, pretenția cumpărătorului pădurei de a avea veri un drept asupra arborilor ce se țin încă de rădăcină, însemnează de a i se recunoaște un drept imobiliar asupra unei porțiuni din fondul moșiei pe care se află pădurea, căci până la tăierea lor arborii sunt considerați ca imobili (art. 466). Însă asemenea drept nu poate să aibă în fața cumpărătorului moșiei, al cărui titlu de cumpărare este transcris conform legii, de cât numai dacă și actul său de cumpărarea pădurei ar fi transcris înaintea celui de cumpărare a moșiei, după cum se prevede acesta expres prin art. 1295 c. civ., și 723 pr. civ. (Cas. I, 61/Febr. 11/91, B. p. 147).

22. Cumpărătorul anterior al unui imobil, deși cumpărătoarea sa este perfectă în raport cu vânzătorul, nu poate opune, fără transcripțiunea aceluși, dreptul său cumpărătorului posterior care ca terțiu și-a transcris dreptul său și a căpătat un drept indiscutabil de prioritate. Și cum fraudă nu se presupune chiar în materia transcripțiilor simpla cunoștință a unui lucru nu este dovadă de fraudă. Și chiar dacă vânzătorului i se poate imputa fraudă și rea credință, acestea nu se pot întinde și presupune și cumpărătorului posterior, care în totdeauna poate să invoace buna sa credință. Și deși dreptul pri-

mului cumpărător în raport cu vânzătorul se stabilește prin o hotărâre ale cărei efecte se urcă până în momentul întentării acțiunii totuși, în această materie excepțională, ca acest drept să poată produce un efect către toți, nu e suficient numai recunoașterea lui, ci trebuie să fie în fapt și transcris la timp în registrul tribunalului anume ținut pentru acesta. În adevăr, art. 1295, combinat cu art. 1802, stabilește principiul general că nici un act de înstrăinare de imobile nu se poate opune persoanelor de al treilea, dacă nu se va fi făcut transcripțiunea cerută de lege, fără ca să facă vre-o excepțiune pentru efectele hotărârilor. Primul cumpărător dar, nu-și poate căuta efectele recunoașterii dreptului său de prim cumpărător de cât din dispozițiunile art. 998. (Apel Buc. II, 221, Dec. 19/90, Dr. 14/91).

23. Din momentul ce legea cere că ori ce act de mutațiune de proprietate, ca să fie opozabil terțiilor persoane, trebuie să fie transcris; din momentul ce actele de vânzări nu sunt acte solemne, și vânzarea e perfectă de îndată ce părțile și-au dat consimțământul lor, conform art. 1295, și întru cât legea nu reglementează modul transcrierii, rezultă că ori ce act de vânzare, constatată și printr'un act sub semnătură privată se poate transcrie și această transcriere se poate opera și după cererea uneia din părți, a cumpărătorului, care este cel mai interesat. A se cere ca actul să fie autentic, și ca transcrierea să fie cerută și de vânzător și de cumpărător, este a creea dispozițiuni care pot varia dintr'un moment într'altul, după ideea fie căruia, nefiind reglementat nimic de legiuitor în această privință; întru cât dar legiuitorul nu a reglementat această materie și întru cât el cere a se face transcripțiunea, nimic mai rațional nu e de de cât ca ea să se opereze după cererea ori cărei persoane interesate. Astfel fiind, actul de vânzare sub semnătură privată transcris este opozabil terțiilor. (Trib. Dolj, s. com., Dec. 17/91, Dr. 9/92).

24. După art. 1295, vânzarea este perfectă între părți, îndată ce s'au învoit asupra lucrului și asupra pretului, și proprietatea este de drept strămutată la cumpărător, deși lucrul încă nu s'a predat și pretul încă nu s'a numărat; dar aceasta are loc numai când vânzarea este săvârșită în condițiunile esențiale existenței ei, între cari este și aceea ca părțile să fie capabile de a contracta. (Cas. I, 160/93, Mai 12/93, B. p. 448).

25. Când cineva vinde același imobil la două persoane diferite, ultima vânzare e nulă, de oare ce vânzătorul ne mai fiind proprietar al imobilului deja vândut, nu putea vinde un lucru ce nu

eră al său și ca atare ultimul cumpărător n'a putut dobândi proprietatea imobilului cumpărat, căci cumpărătorul nu dobândește alte drepturi de cât acelea ce le avea și autorul său, și prin urmare vânzătorul ne având dreptul de proprietate asupra imobilului vândut, acest drept nu l'a putut dobândi nici cumpărătorul. (Trib. Ilfov, I, 454, Oct. 3/92, Gazeta Judic. 20/93).

26. Deși vânzarea e perfectă între părți și proprietatea este de drept strămutată la cumpărător, în privința vânzătorului, îndată ce părțile s'au învoit asupra lucrului și asupra prețului, însă, în cece privește vânzarea perfectă între părți nu se pot opune celor de al 3-lea de cât prin transcripțiunea actului de vânzare. De aci reese că dacă un imobil a fost vândut de proprietarul său consecutiv la mai multe persoane, acel cumpărător poate opune tuturor actul său de cumpărătoare, care l'a transcris cel dintâi. Inșă pentru ca cel de al doilea cumpărător să poată opune cu succes transcripțiunea actului său primului cumpărător, trebuie neapărat ca cumpărătorului care a transcris să nu i se poată imputa frauda. (Cas. I, 47/Febr. 11/94, B. p.).

27. Sub imperiul Codului Calimach, pentru ca o vânzare să fi fost perfectă se cereau următoarele condițiuni: a) buna învoire a ambelor părți; b) lucrul de vândut, care să nu fi fost din lucrurile scoase din comerț; c) prețul cumpărării, așa că, din moment ce părțile au îndeplinit aceste trei condițiuni, consimțământul eră perfect și vânzarea valabilă. Inșă pentru transmiterea efectivă a proprietății eră necesară și tradițiunea. Această tradițiune a lucrului vândut se făcea, când obiectul vânzării consistă în bunuri imobiliare, prin darea documentelor vechi și noi. (Apel Galați I. C. Jud. 3/95).

28. Deși este adevărat că drepturile, care rezultă din vânzarea perfectă între părți, nu se pot opune celor de al treilea, când e vorba de un lucru nemisător, decât prin transcrierea actului de vânzare, de unde ar rezultă consecința că, dacă un imobil s'ar vinde de proprietar la mai multe persoane, mai întâi prin act netranscris și în urmă prin act în regulă transcris, cumpărătorul din urmă, care a transcris actul său, îl poate opune cu succes celorlalți; acest principiu nu își are aplicațiunea și în cazul în care se stabilește că a doua vânzare a fost rezultatul unei simulațiuni sau al unei fraude concertată între vânzător și cumpărătorul ulterior contra primului achizitor. (Cas. I, 200/95, B. p. 574).

29. Vânzarea e perfectă între părți și proprietatea este de drept transferată la cumpărător, în privința vânzătorului, îndată ce părțile s'au învoit

asupra lucrului și asupra prețului, însă în privința imobilelor, drepturile care rezultă din vânzarea perfectă între părți, nu se opune celor de al treilea, decât prin transcrierea actului de vânzare. (Cas. I, 47/94, B. p. 95).

30. O vânzare de nemisătoare este perfectă și valabilă din momentul ce părțile s'au învoit asupra lucrului și prețului, cu toate că actul de vânzare nu a fost subscris și de cumpărător, dacă se constată că voința vânzătorului de a vinde și a cumpărătorului de a cumpăra rezultă din faptul că vânzătorul a subscris actul și cumpărătorul a cerut transcrierea lui. (Cas. I, 18/96, B. p. 21).

31. Consimțământul dat de un vânzător, ca titlul original ce constată vânzarea să fie remis dela transcripție cumpărătorului, precum și declarația vânzătorului, chiar pe zisul act, că a primit prețul vânzării, constituie în contra sa dovada că a primit acel preț, chiar dacă actul de vânzare se află printr'o împrejurare oarecare în mâinile sale. (Cas. I, 86/97, B. p. 279).

32. Contractul de vânzare fiind perfect din momentul consimțământului și cumpărătorul datorind din acel moment prețul, dacă cumpărătorul comunică în urmă vânzătorului că revine asupra cumpărării și dacă contractul nu conține clauza, care să confere dreptul pentru cumpărător să poată reveni, vânzarea subsistă cu efectele sale. (Cas. II, 47/99, B. p. 64).

33. Când într'un contract de vânzare nu se cuprinde condițiunea rezolutorie expresă pentru nedeponerea prețului și când instanța judecătorească constată în fapt că ambele părți n'au observat în mod strict contractul și sunt în culpă, judecata este în drept să considere ca bună și valabilă plata prețului, făcută chiar în cursul procesului de rezilierea vânzării. (Cas. I, 126/99, B. p. 498).

34. Promisiunea de a vinde pentru a fi lipsită de forța obligatorie, trebuie să constituie o simplă policitatiune, adică să nu fie acceptată de partea cealaltă. Când însă cumpărătorul nu numai că a primit să cumpere, dar a și fost pus în stăpânirea lucrului vândut, vânzarea este perfectă și tribunalul, atribuind acestui fapt caracterul unei simple promisiuni unilaterale, denaturează convențiunea dintre părți și face o rea aplicare a legii. (Cas. I, 372/99, B. p. 1137).

35. Intr'o vânzare, deși se constată că una din părțile cumpărătoare n'a semnat actul de vânzare-cumpărare, însă, din faptul că dânsa s'a prezentat la tribunal și a cerut împreună cu celelalte părți legalizarea și transcrierea actului de vânzare, renunțând chiar la căutarea sarcinilor ce ar greva imobilul

cumpărat, rezultă în deajuns voința lui de a consimți la acea vânzare-cumpărare. (Cas. I, 169/900, B. p. 605).

36. Vânzarea făcută de eredele aparent unui cumpărător de bună credință este valabilă, căci dacă prin art. 117 Codul civil, cumpărătorul a verei unui absent este apărât de acțiunea în revendicare a acestuia, cu atât mai mult trebuie să fie apărât acela ce cu bună credință a cumpărat dela acel ce posedă acea avere ca erede al defunctului în fața tuturor. A se decide contrariul ar fi să se declare inalienabile bunurile unei succesiuni pe un timp îndelungat, ceea ce e contrariu interesului public, iar pe de altă parte ar fi să nesocotim interesul unei bune administrații a averii successorale, căci adeseori înstrăinarea unei părți din acea avere este necesară, fie pentru conservarea celorlalte bunuri, fie pentru plata sarcinilor succesiunii și evitarea unor cheltuieli zadarnice și ruinătoare. (Cas. I, 110/902, B. p. 350).

37. Clauza, prin care se prevede că neplata la termene fixate a unei singure rate atrage după dânsa desființarea de drept a proiectului de vânzare-cumpărare, fără somațiune sau judecată, constituie pactul comisoriu în gradul al treilea și nu este decât sancțiunea obligațiunei luată de cumpărător pentru a plăti prețul. Fără o asemenea obligațiune și fără ca vânzarea să fi fost desăvârșită, nici nu se poate concepe stipularea pactului comisoriu în interesul vânzătorului, iar termenul de „proiect de vânzare” cu totul impropriu, nu poate schimba întru nimic realitatea lucrurilor. (Trib. Ilfov III, Dr. 17/905).

38. Dacă iscălitura pusă de un fiu, pe lângă aceea a uneia din părți, care a semnat prin punere de deget într'un act de vânzare nu poate servi ca dovadă că acel fiu a avut vre-un drept de proprietate asupra pământului vândut, poate constitui însă o probă legală, că dânsul a consimțit la vânzarea efectuată de părintele său și, prin urmare, nu mai are dreptul să revendice acel pământ. (Cas. I, 140/905, B. p. 321).

39. Condițiunile esențiale pentru existența unei vânzări sunt: consimțământul, prețul și obiectul vânzării. Astfel fiind, clauza, prin care vânzătorul unui teren plătabil în rate declară în contractul de vânzare cum că proprietatea terenului vândut nu trece la cumpărător, decât după plata integrală a tuturor ratelor, nu au nici o valoare juridică și nu împiedică ca vânzarea să fie perfectă între părți, pe câtă vreme ele s'au înțeles asupra lucrului și asupra prețului. — Chiar dacă obiectul vânzării ar fi neindividualizat, vânzarea este perfectă sub raportul o-

bligațiunilor la care dă naștere și numai proprietatea și riscurile nu trec la cumpărător, decât din momentul când lucrul vândut s'a determinat în individualitatea sa, iar nu numai în genul său. (Trib. Ilfov III, Dreptul 17/905).

40. Un post-scriptum, pus pe un act de vânzare, după autentificare, fără dată și semnat prin punere de deget, din care ar rezulta că vânzătorul a primit prețul, făcut în această formă, nu are nici o valoare și nu poate produce, prin urmare, nici un efect juridic; astfel că mijlocul de apărare, ce s'ar baza pe un asemenea post-scriptum, nu poate fi opus cu succes în contra acțiunii în revendicare a imobilului prevăzut în actul de vânzare. (Cas. I, 119/905, B. p. 289).

41. Vânzarea verbală constatată printr'o sentință, vânzare care n'a fost transcrisă, nu poate fi opozabilă unui terțiu, care a cumpărat de bună credință acelaș pământ dela acelaș vânzător și care și-a transcris actul său de cumpărare. (Cas. I, 15 Sept. 1906 B. p. 1341).

42. Conform art. 1295 c. civ. o vânzare este perfectă între părți, și proprietatea este de drept strămutată la cumpărător în privința vânzătorului, îndată ce părțile s'au învoit asupra lucrului și asupra prețului, chiar dacă lucrul nu se va fi numărat. (Cas. I, 29 Sept. 1906, B. p. 1379; C. Apel Constanța 227 din 3 Mart. 1924, Jur. Gen. 1924, No. 1064 Justiția Dobrogei 5/924).

43. Intre părțile contractante și între reprezentanții lor, vânzarea este perfectă din momentul consimțământului dat de ambele părți asupra lucrului vândut și asupra prețului.

Prin urmare, autentificarea actului de vânzare de către procuratorul vânzătorului, după încetarea din viață a vânzătorului, nu atrage nulitatea vânzării. (Cas. I, 5 Apr. 1910, B. p. 588).

44. Procesul-verbal încheiat de comisiunea prevăzută de art. 18 din legea asupra înstrăinării bunurilor Statului, constituie titlu de proprietate al cumpărătorului și, prin urmare, din momentul încheierii lui, lotul pe care comisiunea l-a declarat vândut, intră în patrimoniul cumpărătorului. (Cas. I, 25 Febr. 1911, B. p. 176).

45. După art. 1295 din codul civil, vânzarea este perfectă între părți și proprietatea este de drept strămutată la cumpărător îndată ce părțile s'au învoit asupra lucrului și asupra prețului.

Astfel, din momentul ce se stabilește că un teren a fost cumpărat cu un anumit preț la licitațiune publică dela o comună, că licitațiunea a fost aprobată de autoritatea administrativă superioară și că vânzarea a și fost executată de comună, o asemenea vânzare

este perfectă, independent de actul de vânzare ca instrument probatoriu. (Cas. I, 12 Sept. 1911, B. p. 1018).

46. Creditorul chirografar nu poate invoca, în temeiul art. 514 din procedura civilă, nulitatea unei înstrăinări anterioare urmăririi dar transcrisă posterior, de oarece creditorul chirografar n'are nici un drept asupra imobilului înstrăinat, spre deosebire de creditorul ipotecar și, deci, el nu poate să nu recunoască o înstrăinare anterioară, chiar dacă nu a fost transcrisă înainte de transcrierea urmăririi sale, de oarece la acea epocă debitorul avea capacitatea de a înstrăina, iar transcrierea urmăririi prin ea însăși nu-i conferă nici un drept real pentru a putea cere anularea înstrăinărilor anterioare urmăririi. De asemenea creditorul chirografar nu poate cere aceasta, nici, în virtutea art. 722 și 723 din procedura civilă, și a art. 1295 din codul civil, cari dispun că până la transcriere, drepturile rezultând dintr'un act de înstrăinare a unui nemîșcător, nu se pot opune celor de al treilea cari ar avea și ar fi conservat oarecari drepturi asupra nemîșcătorului, de carece formalitatea transcripțiunii nu este cerută în interesul creditorilor chirografari, lor aplicându-li-se principiul care face din dată certă a actului de înstrăinare punctul de plecare al dreptului achizitorului, fără nici o preocupare de transcripțiune. (Cas. II, 18 Nov. 1911, B. p. 1470).

47. Deși art. 971 și 1295 din codul civil fac în adevăr răspunzător pe cumpărător de riscurile lucrului cumpărat din momentul vânzării și independent de orice tradițiune, însă această răspundere presupune o vânzare care a existat, iar nu și atunci când vânzarea a fost reziliată din cauză că vânzătorul nu și-a executat obligațiunea predării. (Cas. I, 312 din 13 Apr. 1912, B. p. 616, Curier Jud. 46/912).

48. Transcripțiunea unui act constitutiv de drepturi reale, fiind creată pentru apărarea drepturilor celor de al treilea cari nu au putut participa la facerea actului, lipsa acestei formalități nu poate fi invocată decât numai de cei de al treilea, vătămăți în drepturile lor. (Cas. I, 10 Apr. 1912, B. p. 600).

49. Vânzarea este perfectă între părți și proprietatea este de drept strămutată la cumpărător, în privința vânzătorului, îndată ce părțile s'au învoit asupra lucrului și asupra prețului, independent de redactarea actului, adică a instrumentului ce servă ca probă a contractului de vânzare, care fiind un contract consensual nu este supus nici unei forme solemne cerută pentru existența sa.

Prin urmare, dacă cumpărătorul a

chemat în judecată pe vânzător spre a se constata judecătorește vânzarea pentru care acesta din urmă a semnat o chitanță de primirea prețului, prin aceasta cumpărătorul, care se servă în justiție de chitanța semnată de vânzător, și-a manifestat în deajuns consimțământul său la acea vânzare, care fiind perfectă între părți, ele trebuiau să achite încă dela formarea chitanței, care ținea loc de act de vânzare, taxele de timbru și înregistrare cuvenite fiscului, precum cere art. 86 din legea timbrului, iar dacă acea chitanță nu a fost scrisă încă din momentul formării ei pe hârtie timbrată de 10 lei coala, conform art. 23 alin. V din legea timbrului și nu s'a plătit tot atunci nici taxa de înregistrare, conform art. 47, alin. II din aceeași lege, contravențiunea la legea timbrului există din acel moment și nu poate fi anulată prin împrejurarea că părțile împăcându-se în urmă în procesul dintre ele, au făcut actul cu taxele cerute de lege.

În împrejurările mai sus arătate, tribunalul nu poate anulă contravențiunea pe motiv că chitanța nu a fost semnată de ambele părți, adică și de cumpărător. (Cas. III, 357 din 12 Sept. 1912, B. p. 1578, Curier Jud. 66/912).

50. Potrivit art. 1295 și 1802 din codul civil și art. 723 urm. proc. civ., proprietarul unui imobil transmite cumpărătorului proprietatea celui imobil, însă dacă acesta nu transcrie actul, vânzătorul rămâne tot proprietar față de terțele persoane, astfel că poate să revândă imobilul altuia. (Apel Buc. I, Dr. 8/913, p. 58).

51. După art. 722 și 723 pr. civ., actele de înstrăinare a proprietăților nemîșcătoare sau a drepturilor reale ce se pot ipoteca, trebuie să fie transcrise și până la transcriere, drepturile rezultând din acele acte, nu se pot opune celor de al treilea cari au drepturi asupra bunului nemîșcător chiar dacă au cunoștință de existența unor acte, exceptându-se cazurile de violențe.

Prin urmare vânzarea verbală a unui imobil, constatată printr'o sentință judecătorească, nu poate fi opusă unui tert care a cumpărat de bună credință același imobil de la același vânzător de cât dela data transcrierii hotărîrii, căci hotărîrea ținând în special loc de act de vânzare trebuie să fie transcrisă pentru a fi opozabilă terțiilor. (Cas. I, 519 din 25 Sept. 1913, Curier Jud. 73/913 și 20/914).

52. Vânzarea, după disp. art. 1295 și 971 c. civ., e un contract consensual și e perfect prin simplul consimțământ al părților contractante, adică îndată ce ele s'au învoit asupra obiectului și prețului, indiferent dacă obiectul s'a trădat ori dacă prețul s'a numărat. Așa fiind, cumpărătorul nu poate invoca—

atunci când actul de vânzare fiind scris pe timbru insuficient, a provocat o condamnare la plata taxelor și amenzi — că acel act nu conține decât o policitațiune, care e o simplă promisiune din partea vânzătorului, ceea ce nu poate fi în cazul când e constatată că s'a convenit asupra prețului și obiectului, s'a acceptat vânzarea și s'a numărat și primit parte din preț. (Cas. III, No. 91, 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 271).

53. Din punctul de vedere al taxelor de înregistrare, darea în plată a unor obiecte mobile — când pentru aceasta s'a dresat un act de notariat fiind o vânzare care nu are nici o deosebire de celelalte vânzări — face exigibile drepturile fiscului pentru transmisiunea lucrului dat. Așa fiind, un asemenea act constatând darea în plată pentru o datorie a unor lucruri mobile, este supus taxelor de înregistrare ce-rite de legea timbrului pentru vânzări. (Cas. III, No. 279, 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 542).

54. a) Când, din felul cum argumentează instanța de fond, rezultă că această instanță a privit un act de transacțiune intervenit între părți ca un act translativ de drepturi reale, iar nu ca o recunoaștere a unor drepturi de proprietate preexistente, în acest caz neapărat că, indiferent de modificarea ce ar fi suferit art. 723 pr. civilă la 1900, adică ulterior încheerii transacțiunii, actele de transmitere de proprietate erau supuse și mai înainte transcripției spre a putea fi opozabile terților, potrivit principiilor generale din codul civil și procedură.

Prin urmare, Tribunalul n'a violat nici un text de lege când, constatând că nici actul de cumpărarea unor drepturi succesoriale și nici transacțiunea invocată prin care se transferă proprietatea unui imobil nu sunt transcrise, a decis, pe baza art. 1295, al. II, 1861 și urm. din codul civil și art. 723 pr. civ., că acele acte nu pot fi opuse revendicantului aceluși imobil care are transcris actul său de cumpărătoare.

b) Simpla posesiune de 10 sau 20 ani nu produce nici un efect juridic, dacă nu este însoțită de just titlu și bună credință.

Prin urmare, instanța de fond nediscutând posesiunea de 20 ani invocată de defendor, nu face o omisiune esențială, de oarece transacțiunea propusă de acesta nu putea constitui un just titlu pentru a prescrie, căci ea nu provenea delat un neproprietar, adică dela o persoană ce nu avea calitatea să transmită drepturi de proprietate, ci emană dela același autor, care transmisese drepturile sale la două persoane diferite și în acest caz actul transcris mai întâi este opozabil celorlalți achi-

zitori, care n'au transcris, sau au transcris în urmă drepturile obținute, indiferent de stăpânirea de fapt ce ar fi urmat din partea acestor din urmă. (Cas. I, decizia civilă No. 452, din 10 Oct. 1914; Jurispr. Rom. 1915, p. 20).

55. a) Vânzarea este perfectă între părți îndată ce ele s'au învoit asupra lucrului și asupra prețului deși lucrul nu s'ar fi predat și prețul nu s'ar fi numărat.

b) Acontul din preț constituie executarea însăși a contractului, astfel că prin intentarea unei acțiuni în restituirea acontului, rezultă implicit o decizie a cumpărătorului, rezilierea însăși a contractului în virtutea căruia a fost acordat acontul din preț, astfel că din moment ce cumpărătorul a obținut înapoi acontul fără ca vânzătorul să se opună, contractul este implicit prin aceasta reziliat și cumpărătorul nu mai poate să vie și să ceară în același timp și încheierea contractului. (Trib. Ilfov IV, No. 454/1914, Dreptul 1915, p. 133).

56. Cererea reclamantului, făcută în mod vag, de a dovedi că a posedat într'un munte, eră neconcludentă, fiindcă nu putea exclude prescripțiunea operată în decursul posesiunii de peste 40 ani ce intimatul a avut asupra părții cerută de reclamant, așa că Tribunalul respingând, fără a arată în mod expres motivele sale, n'a săvârșit o omisiune esențială, întrucât proba propusă nu eră de natură să schimbe soluțiunea dată procesului.

Apelurile moșnenilor contra deciziei comisiei silvice fiind prin natura lor conexe, probele făcute de un apelant produc efect contra celorlalți apelanți. (Cas. II, 53 din 27 Febr. 1915, Jur. Rom. 1915, p. 383).

57. Prin art. 1295 c. civ., și 723 pr. civ. legiuitorul voind să creeze siguranță în transacțiuni și să protejeze pe terțele persoane ce au dobândit și conservat conform legii, drepturi asupra unui imobil, contra fraudei la care ar fi putut fi expuși prin înstrăinarea imobilului, a instituit transcripțiunea și a dispus că achizitorul unui astfel de imobil nu poate opune acelor persoane drepturile ce decurg din contractul său de cumpărare decât dela data transcripțiunii actului. Aceste dispozițiuni sunt aplicabile și atunci când însuși dreptul de proprietate al unui imobil se discută între doi sau mai mulți achizitori cu titluri egale, care adică dețin dreptul lor dela aceeași persoană, în care caz achizitorul care a transcris titlul său mai înainte, primează pe cel cu titlurile transcrise mai în urmă.

Chestiunea transcripțiunii și a opozabilității dreptului de proprietate ce o persoană are asupra unui imobil nu se mai poate discuta însă, atunci când

titlurile achizitorilor ce pretind acelaș drept nu sunt egale în care caz prioritatea transcripțiunei n'ar putea să constituie o cauză de preferință între ei.

Așă fiind, instanța, de fond nu săvârșește nici o omisiune esențială și nici o violare de lege când constatând că intimatul, în afară de actul său de cumpărare care este netranscris, a dovedit că printr'o stăpânire de peste 40 ani a preseris drepturile pretinse de reclamant, a respins apelul reclamantului fără a discuta chestiunea ridicată de el referitor la preferința titlului său rezultând din transcripțiune. (Cas. II, dec. civilă No. 53, din 27 Februarie 1915; Jurisprudența Rom. 1915, p. 383).

58. Legea timbrului izbînd de taxa de înregistrare vânzările imobiliare a cuprins în categoria acestor acte chiar și pe acele pentru cari părțile n'au încheiat un act scris și care există din moment ce părțile s'au învoit asupra lucrului și asupra prețului, independent de redactarea actului, adică a instrumentului ce servă ca probă a contractului de vânzare; părțile trebuind să plătească taxa de înregistrare încă dela formarea convențiunii, potrivit art. 51 din legea timbrului. (Cas. III, No. 80, 1915; Jurisprudența Rom. 1915, p. 284).

59. Cesiunea de bunuri mobiliare ce un debitor face creditorului său, drept plată a unei datorii, este o ade-vărată transmisiune de proprietate, care, din punctul de vedere al legii timbrului, nu are nici o deosebire de vânzările propria zis și, în așa caz, actul care constată o asemenea vânzare de bunuri mobiliare, fiind legalizat de Tribunal, face exigibile drepturile fiscului potrivit art. 23, alin. V și art. 47, alin. III din legea timbrului.

Prin urmare, Tribunalul violează art. 1294 și 1295 codul civil și articolele citate din legea timbrului, când apără de taxele de timbru și de înregistrare, pe motiv că transmiterea unor lucruri mobile date în plată nu constituie o vânzare. (Cas. Secțiuni-Unite, No. 14, 1915; Jurisprudența Română, 9/1916, p. 142).

60. Contractele de vânzare-cumpărare de mărfuri cu prețuri mai mari ca cele fixate ca maximale, întrunind toate elementele necesare și cerute de lege, încă de la formarea lor, cumpărătorul nu poate cere rezilierea pe motiv că prețul este superior celui maximal și nu poate cere nici diferența dintre prețul plătit și cel maximal de oarece din cuprinsul Decretului-lege 2969/919 cât și din expunerea de motive, rezultă că nu s'a destrăns libertatea convențiilor, iar interesul societății a fost în intenția legiuitorului sufi-

cient salvagardat prin măsurile penale edictate contra negustorilor speculanți, fără a se ocupa de soarta convențiilor încheiate, cu alte cuvinte măsurile penale au fost găsite ca singura sancțiune pentru apărarea interesului general. (Trib. Covurului s. I, 103 din 1 Mai 1920, Pand. Rom. 1922, II, 85).

61. Potrivit art. 1294 codul civil vânzarea în legislația noastră este un contract sinalagmatic noastră este un contract sinalagmatic cu obligații reciproce; ea nu este un contract solemn ci numai consensual și ca atare este perfectă din momentul în care părțile au căzut de acord asupra prețului și obiectului vîndut.

Părțile pot însă transforma vânzarea într'un contract solemn și atunci redactarea înscrisului devine un element cerut „ad solemnitatem” pentru existența însăși a coventiei. (Trib. Vâlcea s. I 359 din 28 Nov. 1921, Pand. Rom. 1923, II, 188; Trib. Tecuci 224 din 2 Nov. 1922, Dreptul 41/922; C. Apel Constanța 131 din 19 Februarie 1923, Justiția Dobrogei 7/1923; Curier Jud. 11/1924).

62. Un contract de vânzare găsit asupra unuia din vânzători, care nu era semnat decât de cumpărător, — potrivit art. 1295 cod. civ., vânzarea este perfectă între părți din moment ce ele convin asupra lucrului și asupra prețului și în conformitate cu art. 49 legea timbrului, taxele de înregistrare se datoresc fiscului încă de la formarea actului. (Cas. III, decizia 258 din 22 Februarie 1922, Jurispr. Generală, 1923, No. 246).

63. Pentru ca vânzarea să fie perfectă, trebuie, potrivit art. 1295 codul civil, ca părțile să fi căzut de acord asupra vânzării; or când din actul ce se invoacă drept instrument probator al vânzării, nu rezultă acordul perfect al părților, el poate să constituie un proiect de vânzare iar nici de cum do-vada existenței a însăși vânzării. (C. Apel Buc. s. III, 21 Iun. 1922, Dreptul 31/1922, Pand. Rom. 1923, II, 65. Pand. Rom. 1923, III, 22).

64. Clauza dintr'un act de vânzare în care s'a stabilit prețul și obiectul vânzării dându-se și o arvună: „că actul autentic se va face la o dată de” nu îndrituiește cu nimic a considera fără ființă această vânzare, care este perfectă din moment ce părțile au fixat prețul și au stabilit obiectul vânzării, urmând în acest caz, ca arvuna dată să se socotească ca parte din preț și în consecință actul de vânzare format în aceste condițiuni este opozabil terțiului care și-a transcris actul, emanat dela același autor, posterior celui dintâi. (Trib. Dolj III, Sent. civilă 115 din 19 Aprilie 1923, Jur. Gen. 1923, No. 483).

65. Dacă este adevărat că, potrivit art. 1295 codul civil vânzarea este perfectă și proprietatea este de drept strămutată la cumpărător, în privința vânzătorului îndată ce părțile s'au învoit asupra lucrului și prețului, deși lucrul nu se va fi predat și prețul nu s'a plătit,—nu este mai puțin adevărat că părțile sunt libere a amâna transmiterea acestui drept, chiar dacă prețul s'a plătit, supunând-o condițiilor convenite de ele, și în acest caz lucrul vândut rămâne potrivit dispozițiilor art. 1017 și 1018 codul civil, în rizico-pericolul debitorului, care însă se bucură de toate avantajile acordate de dreptul comun cu privire la folosința acestui bun.

În speță fiind necontestat că, recurenta deși și-a vândut imobilul său, și-a rezervat însă, chiar prin actul de vânzare, pentru tot timpul vieții ei, dreptul de a-l administra, a-i percepe fructele și plăți dările, cumpărătorii neputând intra în posesia lui de fapt decât după încetarea din viață a recurteii; astfel fiind, folosința imobilului rămânând recurteii până la arătata dată, dânsa este în drept a cere evacuarea chirieșului pe temeul disp. art. 2 lit. c legea din 1922, care nu a adus nici o derogare în această privință, principiilor generale de drept. (Cas. I. dec. 640 din 12 Iulie 1923, Jur. Gen. 1923 No. 957).

66. Vânzarea în rate, consimțită prin încheierea consiliului comunal și urmată de plata primei rate, constituie un contract consensual perfect din momentul ce părțile au căzut de acord asupra lucrului și prețului de vânzare și este validă chiar înainte de autentificarea și transcrierea actului; aceasta nefiind necesar de cât numai ca chestiune de probă. Prin urmare și actele de înstrăinare făcute de cumpărător după plata primei rate și înaintea autentificării și transcrierii actului său sunt valabile și opozabile terților achizitori, dacă sunt transmise înaintea actului lor, atât timp cât aceștia nu pretind că dețin drepturile lor direct de la Primărie, prima vânzătoare. (C. Apel Constanța 227 din 5 Martie 1924, Bul. C. Apel 8/1924).

67. Acțiunea ce tinde la constatarea existenței unei vânzări de imobil ce s'a făcut printr'o zdelcă este admisibilă chiar dacă nu s'a depus de către cumpărător prețul cu oferta reală, ci s'a mulțumit numai să pună în întârziere printr'o somație pe vânzător, vânzarea fiind perfectă conform dispozițiilor art. 1295 codul civil din momentul consimțământului, iar art. 1294 codul civil, definind-o: „o convenție prin care două părți se obligă între sine, una a transmite celeilalte proprietatea unui lucru și aceasta a plăti celei din-

tâi prețul lui“. Așa dar sunt obligați-uni reciproce simultan executabile, plata prețului și transmiterea proprietății obiectului. Fiind în culpă vânzătorul și nedovedind de altfel să fi cerut prețul, nu se poate prevala de dreptul de retenție urmând ca prin aceeași hotărâre să fie obligat vânzătorul să predea imobilul, iar cumpărătorul să depună prețul. (Trib. Botoșani 726 din 30 Oct. 1924, Botoșanii Juridic 4/1925).

68. Codul nostru civil eliminând dispozițiunea din art. 1590 codul francez cu privire la promisiunea de vânzare — când fie-care din părțile contractante poate reveni asupra ei, în care caz dacă cumpărătorul renunță pierde arvuna dată, iar dacă vânzătorul revine este obligat a restitui arvuna îndoită, având prin urmare un caracter de dezicere, — a înțeles să facă din convențiunea de vânzare un contract perfect, prevăzând prin art. 1295 codul civil, că vânzarea este perfectă, iar proprietatea de drept strămutată din moment ce părțile au căzut de acord asupra lucrului și asupra prețului, deși lucrul nu a fost încă predat și prețul nu s'a numărat. (C. Apel Constanța 685 din 24 Nov. 1924, Justiția Dobrogei 1—2/1925).

69. Când părțile stipulează că vânzarea se va rezilia prin act autentic într'un timp hotărît însemnează că fac din aceasta o condiție esențială a vânzării, fără de care ea nu poate avea loc, astfel că dacă una din părți nu a semnat și nu voeste a semnă actul spre a fi prezentat la autentificare în timpul hotărît, ceilalți pot să se dezică, chiar dacă ei l-ar fi semnat, de oarece în intenția lor a fost că existența convențiunii să depindă de redactarea actului autentic. (Judec. ocol Târgoviște, 26 Aug. 1924. Dreptul 19/1925).

70. a) Deși instituția declarațiilor unilaterale de voință nu este formal recunoscută în legislația noastră, însă nu i se poate tăgădui existența.

b) Esența promisiunilor unilaterale de voință, este să nu conțină de cât o singură manifestare, încât consimțământul nu este cerut decât în momentul acceptării, iar nu în momentul adresării promisiunii. (C. Apel Craiova s. II. 63 din 27 Febr. 1925, Curier Jud. 20/1925).

71. A se vedea: art. 800, nota 1; art. 829, nota 9; art. 948 cu notele respective; art. 971 cu notele respective; art. 1171 notele 56, 85; art. 1173, Index „Vânzare“ și notele respective; art. 1179, Index „Vânzare“ și notele respective; art. 1201 Index „Vânzare“ și notele respective; art. 1296 cu notele respective; art. 1802 cu notele respective; art. 1895, Index „Transcriere“ și notele respective.

Art. 1296. — Vinderea se poate face sau pur sau sub condițiune¹⁾.

Ea poate avea de obiect două sau mai multe lucruri alternative.

In toate cazurile efectele sale sunt regulate după principiile generale ale convențiunilor. (Civ. 942, 1004—1021 urm., 1026, 1033, 1302; C. com. 63; Civ. Fr. 1584).

Text. fr. Art. 1584. — La vente peut être faite purement et simplement, ou sous une condition soit suspensive, soit résolutoire.

Elle peut aussi avoir pour objet deux ou plusieurs choses alternatives.

Dans tous ces cas, son effet est réglé par les principes généraux des conventions.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU IV, § 352, p. 359;
 BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 142, p. 121, 143;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 429;
 DUVERGIER, *Vente*, II, 13, p. 24;
 GUILLOUARD, *Vente*, I, 59, 60;
 HUC, X, 189;
 LAROMBIÈRE, *Oblig.*, I, art. 1138, n° 16;
 LAURENT, XXIV, 17, 135;
 POTHIER, *Vente*, III, 411, 454;
 TROPLONG, *Vente*, I, 50, 54, 132;
 WAHL ALBERT, *Consultație* sub. C. Apel Buc. s. III, 106 din 21 Iunie 1922. Pand. Rom. 1923-II-65;
 WEISS ANDRE, *Consultație* sub. C. Apel Buc. s. III, 106 din 21 Iunie 1922. Pand. Rom. 1923-II-67.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 613; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 15, 205, 216, 299, 329, 357);
Notă sub. Trib. Angoulême (Charente), 4 Mai 1921. Jurispr. Gen. 16/1923 No. 1202;
Notă sub. Trib. Andelys, Eure, 21 Febr. 1923. Jur. Gen. 1924. N. 2302;
 CERBAN AL., *Nota* sub. C. Apel Buc. s. I, 123 din 9 Iunie 1920. Curier Jud. 14/1921; *Nota* sub. Trib. Ilfov s. III, 4 din 30 Dec. 1920. Curier Jud. 21/1921; *Notă* sub. Trib. Prahova s. I, 598 din 15 Nov. 1922. Curier Jud. 33/1923;
 DUMITRESCU A. M., II, 15, 232;
 FIŢEŞCU N. I., *Observație* sub. Cas. Roma (S. U.), 28 Nov. 1921. Pand. Rom. 1922-III-164;
 MATEESCU I., *Nota* sub. Trib. Ilfov s. III, 30 Dec. 1920. Pand. Rom. 1922-II-91;
 NACU, III, p. 183 urm.;
 ŌTETELIŞEANU AL., *Observație* sub. C. Apel Buc. s. I, 123 din 9 Iunie 1920. Tribuna Juridică 5-8/1923;
 PLASTARA G., *Nota* sub. Trib. Ilfov s. IV din 18 Oct. 1919 și C. Apel Buc. s. I, 29 din 14 Nov. 1919. Curier Jud. 22-23/1920; *Notă* sub. Trib. Ilfov, s. IV, 752 din 26 Dec. 1919. Curier Jud. 28-29/1920; *Nota* sub. C. Apel Buc. s. IV, 67 din 3 April. 1920. Curier Jud. 36-37/1920;
 PURICESCU N., *Nota* sub. Trib. Vâlcea s. I, 359 din 28 Nov. 1921. Pand. Rom. 1923-II-188;
 ROSENTAL S., *Nota* sub. C. Apel Buc. s. I, 123 din 9 Iunie 1920. Pand. Rom. 1922-II-1;
 SCRIBAN ŞTEFAN, „*Pactul rezervatîi dominiî*”. Curier Jud. 48/1914; *Nota* sub. Trib. Botoşani. Botoşanii Juridic. 4/1925;
 SESCIORIANU M. G., *Nota* sub. Trib. civ. Bruxelles, 22 Iunie 1921. Pand. Rom. 1922-III-134;
 TONEANU N. C., *Observație* sub. Cas. Napoli, 2 Oct. 1909. Pand. Rom. 1924-III-12; *Notă* sub. C. Apel Buc. s. I, 123 din 9 Iunie 1920. Pand. Rom. 1924-III-156; *Observație* sub. C. Apel Milano, 20 April. 1910. Pand. Rom. 1924-III-156; „*Pactul de rezervarea proprietății*”. Curier Jud. 1/1911, 8/1911.

INDEX ALFABETIC

Acceptare 4, 6, 7, 8, 14.	Condițiune 1, 2, 3, 10, 12, 14, 15, 16.	Contract de misiție 5, 6.	Lucru, a se vedea „Obiect”
Anulare, a se vedea „Nulitate”.	Condițiune potestativă 16.	Cumpărător 1, 3.	Misiție 5, 6.
Apel 12.	Condițiune rezolutorie 2.	Dobânzi 1.	Modalitate, a se vedea „Condițiune”.
Aprecieri suverană 6.	Condițiune suspensivă 3.	Efecte de comerț 10.	Nulitate 2, 3, 16.
Capacitate 3.	Comision 5.	Fabrică 5.	Obiect 5.
		Farmacie 3.	Ofertă de vânzare, a se vedea „Policiație”.
		Hotărâre 12.	
		Intenție 6, 9.	

1) Art. francez corespunzător 1584, continuă: „soit suspensive, soit résolutoire”.

Opțiune, a se vedea „Policitație“.	Rezolutorie condiție 2.
Ordine publică 2.	Român 3.
Plata prețului 2, 14.	Samsari 3, 6.
Policitație 4, 5, 6, 7, 8, 9, 12, 13, 14.	Scrisoare 5, 6, 9.
Preț 2, 5, 11, 14.	Suverană apreciere 6.
Promisiune de vânzare, a se vedea „Policitație“ și 6, 11, 15, 16.	Taxe de timbru și înregistrare 12.
Publicitate 5.	Termin 4, 5, 6, 7, 8, 10, 13, 15.
Retragerea ofertei 12.	Transcriere 14.
	Vânzare-cumpărare 1-16.
	Vânzător 12.

Jurisprudență.

1. Dacă, după art. 1296 efectele vânzării făcute sub o modalitate oare care au să fie regulate după principiile generale ale convențiilor drepturii însă și îndatoririle ce decurg din chiar contractul vânzării sunt regulate de lege la titlul despre vânzări, și astfel prin art. 1363 se regulează în care cazuri și de când un cumpărător datorește dobânda la prețul lucrului cumpărat. Prin urmare judecata se conformă legii când după aceste dispozițiuni, iar nu după art. 1089 regulează dobânda ce trebuie plătită la prețul imobilului cumpărat. (Cas. I, 296/Sept. 2/72, B. p. 222).

2. Din momentul ce un act de vânzare a fost anulat ca contrar unei legi de ordine publică, odată cu el au căzut și toate condițiunile ce cuprindea. Prin urmare, nu se poate prevala de condițiunea rezolutorie din actul de vânzare și nu poate reține suma ce i s'a plătit în executarea unui contract neexistent și deci nedatorită, căci ar fi să și creeze un drept din violarea unui text de lege de ordine publică, la care singur s'a făcut părtaş. (Trib. Ilfov III, Dr. 17/905).

3. Condițiunea suspensivă de a deveni valabilă vânzarea unei farmacii, dacă cumpărătorul va deveni român, inserată într'un contract de vânzare izbit de nulitate din lipsa de capacitate a cumpărătorului, este nulă, ca și contractul în care este inserată. (Apel Galați I, Dreptul 78/906).

4. În doctrina dreptului civil modern o policitațiune cu termen este o ofertă de vânzare cu termen prin care policitantul se obligă să contracteze vânzarea cu acel ce o acceptă (ad incertam personam) în termenul fixat de el.

Acceptarea trebuie să fie făcută în termenul stipulat, prin urmare, „dies a quo non computatur in termino“ — deci orice termen începe să curgă cu prima zi care vine după ziua fixată ca să înceapă termenul să curgă. Prin urmare în specie — termenul de 15 zile e dat cu începere dela 22 Oct. 919 — el începe să curgă de la 23 Octombrie și ca atare notificarea de acceptare la 6 Noembrie 1919 este făcută în termen și deci vânzarea s'a perfectat.

(Trib. Ilfov s. IV, 752 din 26 Decembrie 1919, Curier Jud. 28—29/1920).

5. Când prin scrisoare se însărcinează pe doi samsari ca să intre în tratative pentru vânzarea unei fabrici și când în postscriptumul scrisoarei se zice că comisionul ce se cuvine se va fixa înaintea vânzării, nu poate rămâne nici o îndoială, că această scrisoare nu poate fi calificată altfel decât un contract de misiție. Faptul că în scrisoare se arată prețul vânzării și fixarea unui termen de 30 zile, nu poate schimba natura juridică a actului căci era firesc, ceea ce se obicinuiește în practică în contractele de misiție, indicarea unui preț pentru ca samsarii să știe pe ce bază au să înceapă tratativele. Iar fixarea termenului se explică prin interesul ce-l aveau samsarii ca vânzarea să se facă prin ei iar nu prin alți mijlocitori.

Din termenii scrisoarei și calitatea persoanelor cărora le este adresată, se învederează că ne găsim în fața unui contract de misiție care exclude ideea unei oferte adresate unor persoane nedeterminate, publicului. Oferta trebuie să conțină napărat toate elementele contractului ce se presupune, adică în specie toate elementele unui contract de vânzare; prin urmare oferta trebuie să conțină neapărat un obiect bine determinat și prețul; or, în scrisoarea de oferte este incomplet arătat obiectul prin expresia „fabrica mea“, indicație care însă se conciliază perfect de bine cu natura contractului de misiție, unde determinarea obiectului vânzării cât și întinderea lui avea să se facă ocazia tratativelor și încheierii ulterioare a vânzării, care indicație însă nu era suficientă pentru o ofertă de vânzare.

În același timp nu poate fi considerată nici ca o ofertă adresată publicului căci din acest caz ea trebuie adusă la cunoștința publicului amator, printr'o întinsă publicitate, ceea ce nu s'a făcut în specie, căci scrisoarea ofertă adresată sau incredințată unor samsari nu poate constitui o publicitate, din contră exclude orice idee de publicitate. (C. Apel Buc. s. IV, 67 din 3 Aprilie 1920, Curier Jud. 36—37/1920. Pand. Rom. 1922, III 21).

6. Apartține instanței de fond de a determina care a fost intenția, părții dând o scrisoare de opțiune dacă deci această scrisoare conține un simplu contract de misiție sau și o promisiune de vânzare și anume fie către o persoană determinată, fie către ori și cine deci o policitațiune.

În caz când este vorba de o promisiune de vânzare sau policitație misitul contractând, vânzarea e obligatorie pentru ofertant, dacă acceptarea cumpărătorului a sosit în termen.

(Cas. I, 582 din 26 Noembrie 1920, C. Jud. 14/921, Pand. Rom. 1922 I, 47, Tribuna Jur. 3-4/923; C. Apel Buc. s. I 123 din 9 Iunie 1920, Pand. Rom. 1922, II, 1; Trib. Jur. 3-4/923; Pand. Rom. 1924, II 156).

7. Dacă într'o policitație termenul fixat pentru acceptarea ofertei nu e determinat prin expresii precise, ziua de plecare nu se calculează, căci se aplică în această privință dispozițiile din dreptul comun după cari „dies a quo non computatur in termino“ (Cas. I, 582 din 26 Nov. 1920, Curier Jud. 14/921, Pand. Rom. 1922, I, 47, Tribuna Jur. 3-4/923; C. Apel Buc. s. I, 123 din 9 Iunie 1920, Pand. Rom. 1922 II, 1, Trib. Jur. 3-4/923, Pand. Rom. 1924, II, 156).

8. Oferta cu termen de opțiune, cuprinde în sine două oferte: aceea de a vinde care ca să se transforme într'un contract de vânzare e necesar ca să se producă acceptarea aceluia căruiia îi este adresată și aceea de a menține policitația înăuntrul termenului fixat care fiind în interesul destinatarului este considerată ca acceptată de acesta din momentul ce a ajuns la cunoștința sa și având ca efect că promitentul nu mai poate retrage oferta sa, iar destinatarul dacă acceptă în limita termenului fixat, se formează contractul și poate cere executarea lui. (C. Apel Iași s. I, 143 din 23 Nov. 1921, Dr. 26/922, Pand. Rom. 1923, III, 61; C. Apel Iași 7 și 12 Mai 1923, Dreptul 25/923 Pand. Rom. 1923, III, 138).

9. Cuvântul „opțiune“ care în practica afacerilor este întrebuințat în sensul de ofertă de vânzare, neavând un înțeles tehnic universal cunoscut, simpla întrebuințare a lui într'o scrisoare de afaceri nu poate face să se deducă că partea care dă opțiunea a înțeles să facă o ofertă de vânzare, dacă aceasta nu rezultă din însăși termenii actului. (C. Apel Iași s. I, 143 din 23 Nov. 1921 Dreptul 26/922, Pand. Rom. 1923, III, 61).

10. Nu numai că nici un text de lege nu oprește vânzarea de bună voe a unor efecte de comerț cu termen sau condiție dar încă vânzarea cu termen sau condiție este reglementată chiar prin dispozițiile art. 1004, 1022 și 1023 codul civil. (Trib. Ilfov s. II, com. 604 din 23 Iunie 1921, Dr. 8/1923).

11. Codul civil Român nevorbind nimic în privința permisiunilor de vânzare într'u cât nu a reprodus art. 1589 codul civil francez, asemenea convențiuni sunt totuși valabile și în lipsă de un text special urmează să se facă aplicația principiilor de drept comun în materie de obligații. Așa dar examinându-se existența unui contract de vânzare a unui imobil

pentru a constată existența elementelor necesare unui asemenea negocium, trebuie să constatăm că este un preț fixat într'o promisiune de vânzare, atunci când în convențiune se „dă cuiva preferință în caz de vânzare“. Acest preț în asemenea caz, este indicat a fi cel cel va oferi o terță persoană care ar voi să cumpere imobilul, cu toate că o asemenea indicație nu ar fi prevăzută în mod expres ea rezultă însă în mod tacit, fiind îndejajuns ca să se indice modul în care el va trebui să fie determinat.

Pentru ca să existe o promisiune de vânzare, trebuie ca ambele părți să se oblige altfel nu ne aflăm în fața unui contract sinalagmatic. Așa, dacă în actul încheiat se întrebuințează cuvintele: „numai în cazul când promișul său va cumpăra numai atunci promitentul poate trata cu alte persoane“ reiese clar că cel căruiia s'a promis nu și-a luat nici o obligație. (Trib. Gorj. s. I, 61 din 31 Martie 1921, Pand. Rom. 1923 III, 23, Justiția (Craiova) 13/1921; Tribuna Juridică 24-27 din 1922)

12. a) Când înainte de împlinirea unei condiții care afectează o opțiune de vânzare, oferta a fost retrasă de către vânzător, nu se poate spune că vânzarea devine perfectă de cât în urma unei hotărâri judecătorești care să constate acest lucru.

b) Și transferul de proprietate, în caz de litigiu nu se operează atâta timp cât procesul s'a tranșat numai în primă instanță, căci apelul fiind devolutiv, se poate pune din nou în discuție, cu prilejul lui situația părților.

Prin urmare taxele de înregistrare percepute la un asemenea pretins transfert sunt ilegale și urmează a fi restituite. (Trib. Ilfov s. IV, 822 din 21 Octombrie 1921, Pand. Rom. 1924, II 55).

13. Jurisprudența în deosebi de doctrină clasică, consideră oferta sau policitația ca o sursă de obligațiuni și dacă proprietarul a prevăzut un termen, el este ținut de beneficiar a-și menține oferta în termenul convenit. (Trib. Prahova s. I, 598 din 15 Nov. 1922, C. Jud. 33/1923).

14. Oferta de vânzare a unui imobil deși adresată la două persoane, este valabil acceptată numai de unul dintre beneficiari și pentru întreg imobilul, prin transcrierea ofertei în registrul de transcriptiuni, în cazul când ofertantul nu a limitat în mod expres condițiunile în cari urmează a se face acceptarea căci decăderile trebuie să fie arătate de părți în convențiunile ce li încheie; ca atare unul din beneficiari transcriind oferta de vânzare și oferind prețul întreg, scopul urmărit de ofertant este realizat,

de oarece astfel de opțiuni nu se fac în genere în vederea unei persoane determinate. (Trib. Prahova s. I. 598 din 15 Nov. 1922. Curier Jud. 33/923).

15. Dacă instituția declarațiilor unilaterale de voință cu caracter obligator pentru acel care se angajează în acest fel nu este formal recunoscută în legislația noastră, aceasta însă nu constituie un motiv deciziv pentru ca existența lor să fie tăgăduită atunci când obligația promitentului este licită și când principiul de drept comun ce guvernează materia obligațiilor în general, sunt suficiente pentru ca să le explice atât realitatea cât și aplicațiunea.

În specie din analiza înscrisului invocat de intimat rezultând că oponentul se angajează valabil să vândă o porțiune de teren cu un preț determinat, în cazul când acela căruia îi era adresată promisiunea de vânzare consimțea să cumpere, că singura

restricțiune impusă stipulantului era fixarea termenului de 6 ani în lăuntrul căruia acesta trebuia să accepte, termen de altfel operant și împotriva promitentului în sensul că acesta era obligat să mențină în tot acest timp promisiunea de vânzare, condițiunile cerute nu au fost îndeplinite ca promisiunea de vânzare să fie valabilă. (C. Apel Craiova 63 din 27 Februarie 1925, Jur. Gen. 1925 No. 908).

16. Dacă potrivit art. 1010 c. civil obligațiunea contractată sub o condițiune potestativă din partea aceluia care se obligă este nulă în specie însă, clauza că „va vinde în termen de 6 ani”, fiind vorba de o condițiune pură și simplă, obligația e perfect valabilă. (C. Apel Craiova 63 din 27 Februarie 1925, Jur. Gen. 1925 No. 908).

17. A se vedea: art. 829 nota 9; art. 948 cu notele respective; art. 1294 cu notele respective.

Art. 1297. — În caz de vindere făcută prin dare de arvună¹⁾, convențiunea accesorie a arvunei nu va putea avea nici un efect:

1. Dacă convențiunea principală a vinderei este nulă;
2. Dacă vinderea se executează;
3. Dacă vinderea se reziliază prin comun consimțământ;
4. Dacă executarea vinderei a devenit imposibilă fără culpa nici uneia din părți.

Arvuna în aceste cazuri se va înapoia sau se va prinde în prestațiunile reciproce, după împrejurări. (Civ. 1298; Civ. Fr. 1590).

Text. fr. Art. 1590. — Si la promesse de vendre a été faite avec des arrhes, chacun des contractants est maître de s'en départir.

Celui qui les a données, en les perdant,
Et celui qui les a reçues, en restituant le double.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, § 349, notele 36, 37;
BAUDRY ET SAIGNAT, *Tr. de vente*, 79-81, 84, 85;
BUENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 464;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 432;
DALLOZ, *Rép. Vente*, 330 urm.; *Suppl. Vente* 148 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 11 bis, III, IX, X;
GUILLOUARD, *De la vente*, I, 20, 23;
HUC, X, 33;
LAROMBIÈRE, II, art. 1183, n° 24;
LAURENT, XXIV, 27;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 201;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1387 urm.;
SAEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 341 nota 2;
TROPLONG, *De la vente*, I, 136, 137.

¹⁾ A se vedea textul Codului Caragea (Partea III, Cap. 2, art. 31) relativ la vânzarea cu arvună, și Codul Calimach, Art. 1225.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 556, 557; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 15, 205, 216, 299, 329, 357; VI, p. 259 n. 1, 287 urm., 294 urm., 396 n. 3; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 470; IX, p. 26); „*Despre arvona*”. Curier Jud. 35/1900, 36/1900; *Notă* sub. Trib. Libourne, Gironde, 7 Aug. 1919. Jur. Gen. 1924 No. 1634;

CANTACUZINO MATEI, p. 633;

DUMITRESCU A. M., II-67 urm.;

NACU, III, p. 182.

Jurisprudență.

1. Dispozițiunile art. 1297 și 1298 codul civil, se aplică și în materie comercială, atât când este vorba de o convenție proiectată, cât și dacă este vorba de o afacere încheiată. (Apel Craiova II, Dreptul 37/95).

2. Arvuna, fiind un accesoriu, nu poate să serve ca semn de executare, pentru o convenție de vânzare perfectă. (Cas. I 193/96, B. p. 1255).

3. Potrivit art. 1297 din codul civil, în caz de vânzare făcută prin dare de arvună, convenția accesorie a arvunei nu are nici un efect când vânzarea s'a executat de părți.

Prin urmare, dacă Tribunalul constată, în fapt, executarea vânzării de către părți, și că, prin urmare dânsii au pierdut dreptul de a se prevala de convenția accesorie a arvunei, nu se violează art. 1297 din codul civil. (Cas. I, 535 din 22 Iunie 1912, B. p. 1179, Curier Jud. 63/912).

4. După art. 1297 codul civil în caz de vânzare făcută prin dare de arvună, convenția accesorie a arvunei nu va putea avea nici un efect dacă convenția principală a vânzării este nulă; și această dispozițiune de lege se aplică și la locațiuni, decarece este aceeași rațiune.

Prin urmare, dacă o chitanță nu constată prețul și termenul arendării aceea chitanță e nulă ca contract de arendare, și deci este nulă și convenția accesorie a arvunei. (Cas. I, No. 640 din 6 Nov. 1913; Curier Jud. 2/1914, p. 16).

5. Este inutil să se mai ceară rezilierea contractului de vânzare a cărui executare de fapt, însăși vânzătoarea

o face imposibilă prin faptul vânzării imobilului unei terțe persoane.

Tot din acest punct de vedere este inutil pentru instanța de fond să mai discute cesțiunea admisibilității probei cu martori referitoare la una din condițiunile vânzării, -- aceea ca contractul să nu devie perfect decât în cazul când nu s'ar putea realiza un împrumut ipotecar asupra imobilului vândut. -- căci, în adevăr, chiar dacă fără această dovadă contractul ar fi trebuit să se considere perfect sub toate privințele, încă neexecutarea lui, prin faptul vânzării imobilului unei a treia persoane, făcea ca vânzătoarea recurentă, care a primit dela intimat 1500 lei, asupra prețului primei vânzări, să fie datoare a restituți această sumă ca deținând-o fără cauză.

Intrucât, în secție, nu se cere suma de 1500 lei cu titlul de daune convenționale, adică arvuna îndoită, ci pur și simplu restituirea unei părți din preț, ca deținut fără cauză, nici o discuție nu poate fi asupra facerei unei somațiuni. (Cas. I, No. 180, 1919; Jurispr. Rom. 1919 p. 327).

6. Arvuna este ceea ce una din părțile contractante dă celeilalte spre a asigura executarea contractului sau spre a se putea dezista de la el. In legiuirea noastră conform art. 1297 și 1298 codul civil arvuna are caracterul perfecțiunei contractului, nu al dezicerei, de și părțile le pot da și acest din urmă caracter; în caz de îndoială însă, arvuna nu poate avea decât primul caracter și deci trebuie socotită ca acompt din prețul vânzării. (Trib. Vâlcea s. I. 359 din 28 Nov. 1921, Pand. Rom. 1923, II, 188).

7. A se vedea: art. 1295, nota 64.

Art. 1298. — Dacă vinderea nu s'a executat prin culpa unei din părțile contractante, aceasta va pierde arvuna dată sau o va întoarce îndoită având-o primită, dacă partea care nu este în culpă nu ar alege mai bine să ceară executarea vinderei¹⁾. (Civ. 1297; C. com. 68; Civ. Fr. 1590; Civ. Ital. 1217;

Text. fr. Art. 1590. — Si la promesse de vendre a été faite avec des arrhes, chacun des contractants est maître de s'en départir.

Celui qui les a données, en les perdant,

Et celui qui les a reçues, en restituant le double.

1) Textul art. 1298 Cod. Civ. nu există în Codul Civil francez, și este luat din art. 1217 § 2, Cod. Civil Italian.

Text. ital. Art. 1217. — Quando non risulta una diversa volonta dei contraenti, ciò che si dà anticipatamente nella conclusione del contratto, si considera come una cautela per il risarcimento dei danni in caso d'inadempimento della convenzione, e si dice caparra.

La parte che non è in colpa, se non preferisce di ottenere l'adempimento della convenzione, può tenersi la caparra ricevuta o domandare il doppio di quella che ha data.

Doctrină străină.

ARNTZ, III, 920, 927;
 BAUDRY *Précis*, III, 454, 461;
 BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 64;
 BAUDRY ET WAHL, *Louage*, I, 192 urm., (ed. 2-a);
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 464;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 432;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, V, 11 bis, V; VII, 11 bis, X;
 DUVERGIER, *Vente*, I, 137, 138, text și n° 1;
 GUILLOUARD, *Vente*, I, 21, 23;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 201;
 PANDECTES FR., *Vente*, 25, 34, 46;
 POTHIER, *Vente*, III, 502, 506-509;
 SALEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 341 nota 2;
 SIREY, *Vente*, 104 urm.;
 TROPLONG, *Vente*, I, 140, 142.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 556, 557; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 15, 205, 216, 299, 329, 357; VI, p. 259 n.1, 287 urm., 294 urm., 396 n. 3; IX, p. 26); „*Despre arvona*”. Curier Jud. 35/1900, 36/1900; *Observație* sub. C. Apel Galați s. I, 53 din 24 Oct. 901. Curier Jud. 36/1902; *Observație* sub. Trib. Prahova s. III, 159 din 23 Iunie 1919. Tribuna Juridică 42-44/919; *Notă* sub. Trib. Libourne, Gironde, 7 Aug. 1919. Jurispr. Gen. 1924. No. 1634;
 CANTACUZINO MATEI, p. 633, 634;
 DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri juridice*, „*Diversae causarum figurae*”, p. 230, 231;
 DUMITRESCU A. M., II, 59, 63, 67 urm.;
 NACU, III, p. 182.

INDEX ALFABETIC

Acompt din preț 11, 12, 14.	Lucru 1, 2, 4.
Aprecie suverană 7.	Notificare 5.
Arendare, a se vedea „Locațiune”.	Obiect 1, 2, 4.
Arvună, a se vedea „Pierdereea arvunei”, „Restituirea arvunei” și 1-16.	Pierdereea arvunei 2, 3, 4, 5, 7, 8, 9, 13, 14, 15, 16.
Cod civil Francez 16.	Predare 1, 3.
Comercială vânzare 2, 13.	Prejudiciu 1.
Culpa 1, 4, 5, 6, 7, 3, 9, 10, 13, 14, 15, 16.	Preț 4, 11, 12, 14.
Cumpărător 1, 2, 3, 5, 6.	Punere în întârziere 5.
Daune 1, 5, 6, 14, 15.	Renunțare 4.
Executarea contractului 2, 3, 4, 5, 6, 8, 9, 10, 11, 13, 14, 15, 16.	Restituirea arvunei îndoită 1-4, 6-10, 14, 15, 16.
Francez Cod 16.	Reziliere 5, 6.
Intenție 12.	Suverană apreciere 7.
Locație 4, 8, 14.	Termin de grație 6.
	Vânzare-cumpărare 1-16.
	Vânzare comercială 2, 13.
	Vanzător 1, 2, 3, 5, 9, 12, 13.

Jurisprudență.

1. Dacă vânzătorul nu și-a îndeplinit la termen obligația sa, de oare ce n'a venit să facă predarea obiectului ce a vândut din care cauză cumpărătorul a suferit o pagubă, cu drept cuvânt tribunalul consideră pe vânzător ca fiind în culpă și îl condamnă la restituirea arvunei ce primise în computul acelei vânzări precum și la daune interese pentru prejudiciul cauzat. (Cas. I, 30/88, Febr. 5/88, B. p. 96).

2. Art. 68 c. com., acordă pe de o

parte vânzătorului, dacă cumpărătorul nu și îndeplinește obligațiunea, dreptul de a depune lucrul vândut în mâna unui al treilea pe socoteala și cheltuielile cumpărătorului, sau să-l vândă în forma anume indicată; iar pe de altă parte cumpărătorului, dacă vânzătorul nu execută contractul, de a și cumpăra lucrul de aiurea printr'un oficer public însărcinat cu asemenea acte. Această dispozițiune, după cum rezultă din chiar textul citatului articol, este creată de legiuitor ca să se poată stabili cu certitudine diferența de preț și quantumum daunelor la care poate fi obligată partea care nu execută contractul. Iar art. 1298 c. civ., prevede sancțiunea neexecuțiunei unui asemenea contract de vânzare, acordând părții care nu e în culpă față de aceea cu care a contractat și nu voeste să execute contractul, dreptul de a alege ori execuțiunea vânzării, ori obligațiunea celui în culpă de a pierde arvuna, dacă e cumpărătorul, sau de a o restitui îndoit dacă e vânzătorul. Și această dispozițiune nefiind abrogată prin codul de comert, ea rămâne aplicabilă și în materie de vânzări comerciale. (Cas. I, 2/Ian. 10/90, B. p. 86).

3. Dacă contractul a luat un început

de executare prin predarea și primirea de către cumpărător a unei părți din obiectele cumpărate, cu drept cuvânt tribunalul înlătură aplicarea art. 1298, care e privitor numai la pierderea arvunei sau restituirea ei îndoită, în cazul când contractul nu s'a executat de loc, fie din cauza cumpărătorului fie din a vânzătorului. (Cas. I, 226/Mai 29/90, B. p. 674).

4. Din momentul ce părțile au convenit asupra obiectului arendat și asupra prețului arendărei, convențiunea de arendare e perfectă și deci obligatorie între părți, iar darea de arvună nu însemnează că fie care din părțile contractante și-a rezervat facultatea de a renunța la contract, pierzând arvuna sau înapoiind-o îndoită, căci art. 1298, care urmează a fi aplicabil și în materie de locațiune, prevede că, în caz când vânzarea s'a făcut prin dare de arvună, partea care nu e în culpă nu poate fi obligată a se mulțumi să câștige arvuna, ce i s'a răspuns, sau a-i fi înapoiată îndoită, dar e în drept, de va voi, să ceară executarea vânzării. (Cas. I, 127/Apr. 14/92, B. p. 327).

5. Din art. 1081 rezultă că o parte contractantă nu este ținută de a face celeilalte părți, conform art. 1079, notificare de punere în întârziere pentru executarea convențiunii, de cât atunci când voește să obțină prin justiție condamnățiunea acestei părți ce să-și execute convențiunea sau să se declare această reziliată, cu plată de daune-interese. Această lipsă de îndatorire, pentru îndeplinirea formalității de punere în întârziere, are o aplicațiune specială, conform art. 1298, în contractele de vânzare, în cari părțile stipulează darea unei arvune de către cumpărător, și vânzarea nu se execută din culpa cumpărătorului; căci în asemenea caz, vânzătorul, are dreptul de a-și apropia și a reține arvuna primită, mai ales când aceasta se stipulează expres de părți, și, prin urmare, n'are necesitate de reclamațiune în justiție pentru rezilierea contractului, ci numai cumpărătorul poate să aibă interesul și necesitatea de a obține prin justiție executarea ori rezilierea vânzării cu daune-interese, probând existența culpei din partea vânzătorului. (Cas. I, 56/Febr. 8/93, B. p. 104).

6. Neexecutarea condițiilor unui contract de vânzare din partea vânzătorului, și anume a condițiunii de a predă actul definitiv cumpărătorului, nu poate atrage desființarea contractului de plin drept. Instanțele judecătorești pot să acorde vânzătorului găsit în culpă un termen pentru predarea titlului definitiv, după trecerea căruia contractul să se considere ca reziliat, fără ca prin aceasta să violeze întru ceva dispozițiunile art. 1079 și

1298 din c. civil. Cumpărătorul, care nu e în culpă, poate cere să i se restituie de vânzător arvuna îndoită sau, dacă preferă mai bine, executarea contractului și, la caz de neexecutare, daune pentru pagubele suferite. (Cas. I, 248/96, B. p. 1363).

7. Când vânzarea nu s'a executat prin culpa uneia din părțile contractante, aceasta va pierde arvuna dată sau o va întoarce îndoită, și constatarea culpei este o chestiune de fapt de atributul suveran al instanței de fond. (Cas. II, 93/97, B. p. 635).

8. După art. 1298 codul civil, care se aplică și în materie de locațiune, dacă vânzarea nu s'a executat prin culpa uneia din părțile contractante, aceasta va pierde arvuna dată, sau o va întoarce îndoită, având-o primită, dacă partea care nu este în culpă nu ar alege să ceară mai bine executarea vânzării. (Cas. I, 5 Nov. 1907, B. p. 1672).

9. Art. 1298 din codul civil prevede că dacă vânzarea nu s'a executat prin culpa uneia din părțile contractante, această parte va pierde arvuna dată sau o întoarce îndoită, având-o primită, dacă partea care nu este în culpă nu ar alege mai bine să ceară executarea vânzării.

Prin urmare, dacă vânzarea nu s'a executat din culpa vânzătorului, cu drept cuvânt acesta are a fi condamnat să restituie arvuna îndoită. (Cas. I, 19 din 18 Ianuarie 1908, B. p. 22 și Jurisprudența 1/908).

10. Dreptul pe care îl are partea în temeiul art. 1298 c. civil ca, în caz când nu este în culpă, să ceară arvuna îndoită ori executarea contractului, este un drept suveran al ei care scapă de sub controlul Tribunalului. (Trib. Ilfov, III, Dr. 20/911, p. 156).

11. În legislațiunea noastră arvuna nu este un mijloc de decizie de la contract ci o conformațiune a lui, privindu-se ca un acompt din preț. (C. Apel Buc. s. II, 173 din 13 Nov. 1914. Jur. Gen. 1923, No. 396).

12. Suma pe care o primește vânzătorul, la începutul convenției, nu are totdeauna înțelesul unei arvune, ci poate fi și o parte din preț, căreia nu i se poate aplica normele care guvernează principiile arvunei, iar criteriul de apreciere este pentru judecător importanța sumei remise, de unde deducem adevărata intențiune a părților contractante. (J. Iași I, 251/914; Curier Jud. 47/915).

13. Când vânzarea nu s'a executat din culpa cumpărătorului, acesta pierde arvuna dată, dacă vânzătorul care nu este în culpă nu ar alege mai bine să ceară executarea vânzării, potrivit art. 1298 c. civil, care nu este abrogat de codul de comerț, și din care rezultă că arvuna dată cu ocazia unei vinderei-

cumpărări nu este decât garanția executării contractului de vânzare. (Cas. III, decizia No. 137, 1914; Jurispr. Rom. 23/914, p. 360; Curier Jud. 52/914, p. 428).

14. Când într'un contract de vânzare (sau locație cum a fost în specie) arvuna nu se dă ca un acompt sau o anticipare asupra prețului și când partea care nu este în culpă nu mai stăruie în executarea contractului, arvuna dată se consideră a avea caracterul unei clauze de decizie pentru ambele părți contractante, subordonată, potrivit dispozițiilor art. 1298 c. civ., la pierderea sau restituirea ei îndoită.

În asemenea caz, arvuna reprezintă o evaluare și o lichidare anticipată a daunelor eventuale aduse părții nevinovate prin neexecutare și ca atare părțile nu pot cere, iar judecătorii nu pot admite, o daună mai mare. (Trib. Teleorman s. II 75, din 28 Oct. 1918, Trib. Jur. 13-15/922).

15. Ori de câte ori se stabilește că neexecutarea unui contract în care s'a dat arvună este imputabilă uneia din părți și că aceasta nu se poate sustrage consecutivelor neexecutării în ceea ce privește fixarea pierderilor încercate de partea care nu e în culpă după urma neexecutării obligației de către partea care e în culpă, arvuna care trebuie a fi pierdută sau a fi restituită îndoită de către partea care e în culpă, constituie despăgubirea cuve-

nită părții nevinovate și care înlocuște daunele cauzate acesteia prin neexecutarea contractului de către partea care e în culpă.

În cazul acesta arvuna fiind o evaluare și o lichidare anticipată a daunelor ce ar încercă creditorul după urma neexecutării contractului de către datornic, această împrejurare împiedică pe creditor de a reclama alte daune pe lângă cele convenite. (Trib. Brăila, s. II, 5 Mai 1920, Dreptul 29/920).

16. În conformitate cu dispozițiile art. 1298 c. civ., dacă vânzarea nu s'a executat prin culpa uneia din părțile contractante aceasta va pierde arvuna dată sau o va întoarce îndoită având-o primită, dacă partea care nu este în culpă, nu ar alege mai bine să ceară executarea vânzării.

Prin arvună (arrba) se înțelege ceea ce una din părțile contractante, în general cumpărătorul, dă celeilalte, fie pentru asigurarea executării contractului, fie pentru a-și procura mijlocul de a se putea dezista de el. În cazul întâi este un mijloc de perfecționare a contractului, în cel de al doilea un mijloc de decizie. Textul codului nostru spre deosebire de cel francez, consideră arvuna în ambele înțelesuri. (Judecăt. ocol Beresti-Covurlui, 85 din 11 Iunie 1923, Curier Jud. 6/924).

17. A se vedea: art. 1297, nota 6.

Art. 1299. — Dacă s'au vândut marfe cu grămada, vinderea este perfectă, de și marfele n'au fost încă cântărite¹⁾, numărare sau măsurate. (Civ. 971, 1074, 1300; Civ. Fr. 1586).

Text. fr. Art. 1586. — Si, au contraire, les marchandises ont été vendues en bloc, la vente est parfaite, quoique les marchandises n'aient pas encore été pesées, comptées ou mesurées.

Doctrină străină.

BAUDRY ET SAIGNAT, *Tr. de vente*, 153;
CAPITANT, *De la cause des Obligations*, p. 284, 285;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 431;
DALLOZ, *Rép. Vente*, 265 urm.; *Suppl. Vente*, 85 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 7 bis, V;
GUILLOUARD, *De la vente*, I, 31;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 195, 196;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1363 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 620 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 15, 205, 216, 299, 329, 357); *Notă sub. Trib. Bacău s. I, 246/915. Curier Jud. 16/916*;
CANTACUZINO MATEI, p. 632, 633;
DUMITRESCU A. M., II, 16, 17, 22, 233 urm.;
NACU, II, p. 609; III, p. 183.

¹⁾ În textul oficial lipsește cuvântul „cântărite“ din greșcala tipografului.

Jurisprudență.

1. Vânzarea tuturilor produselor ce va produce moșia, transferă proprietatea recoltei vândute, de la vânzător la cumpărător, prin simplul consimțământ al părților, pentru că lucrul vândut e determinat, iar măsurarea produselor nu servă de cât spre a se stabili totalul sumei de plată, după prețul unitar prevăzut în contract. (Apel Galați, II, 70, Mai 23/91. *Dr.* 47/91).

2. Când printr'un contract de vânzare-cumpărare se cumpără toată recolta de grâu după o moșie, ce se va recolta în vara anului în care s'a făcut contractul, cu prețul cu care se va vinde hectolitrul la bursă într'o anumită zi, mai puțin un leu de fiecare hectolitr, vânzarea e perfectă, căci obiectul vânzării este individualizat, iar prețul, deși nu e determinat, în ce privește cuantumul, însă sunt determinate elementele, pe care are să se bazeze fixarea acestui cuantum, prin urmare prețul este determinabil. (Apel Galați, II, C. Jud. 78/901).

3. Când într'un contract se zice că: „se vinde tot grâul după moșie, recolta anului curent cu prețul de 9 lei 40 bani hectolitrul“, o asemenea vânzare este făcută cu grămada și, ca atare, perfectă, întru cât prețul este determinat — 9 lei 40 bani hectolitrul, — iar lucrul vândut este individualizat, fiindcă consistă *din tot grâul* recoltat pe moșie. măsurarea posterioară fiind necesară numai pentru a se determina prețul

total, care fusese fixat de părți prin convențiunea lor numai pentru o unitate de măsură; ca atare, acel grâu fiind esit din patrimoniul vânzătorului, creditorul acestuia nu-l mai poate urmări ca avere a debitorului său. (Apel Galați. *Dr.* 74/902).

4. În principiu, o vânzare este făcută cu grămada când nu este nevoie a se cântări, a se număra sau a se măsură, pentru a se determina sau obiectul vândut, sau prețul vânzării.

Prin urmare, atunci când s'a vândut o cantitate de produse pe un preț unitar fixat pe chilă, și cu condițiune a se măsură și predă la o gară din apropiere, este învederat că părțile n'au făcut o vânzare cu grămada și deci, în acest caz, rizicurile produselor vândute rămân în sarcina vânzătorului până ce vor fi cântărite, numărate sau măsurate. (Cas. III, 10 Mart. 1909. B. p. 365).

5. Când se constată că vânzarea a avut de obiect un corp cert și determinat, în specie o anumită cantitate de grâu de pe o moșie și că cumpărătorul și-a luat în mod formal răspunderea riscurilor pe seama sa, instanța de fond face o bună aplicare a principiilor în materie de vânzări, când judecă că pierderea grâului prin caz de forță majoră a răscoalelor țărănești trebuie să fie suferită de cumpărător. (Cas. III, 99 din 17 Mart. 1914. *Curier Jud.* 44/914).

6. A se vedea: art. 1300 cu notele respective.

Art. 1300. — Dacă însă marfele nu s'au vândut cu grămada, ci după greutate, după număr, sau după măsură, lucrurile vândute rămân în rizicul-pericolul vânzătorului, până ce vor fi cântărite, numărate sau măsurate; dar aceasta nu împiedică pe cumpărător de-a cere și a dobândi la caz de neexecutare, sau predarea lucrurilor vândute sau daune-interese, dacă se cuvine. (Civ. 971, 1018, 1074, 1075, 1084, 1156, 1295, 1299 urm., 1320; C. com. 62; Civ. Fr. 1585).

Text. fr. Art. 1585. — Lorsque des marchandises ne sont pas vendues en bloc, mais au poids, au compte ou à la mesure, la vente n'est point parfaite, en ce sens que les choses vendues sont aux risques du vendeur jusqu'à ce quelles soient pesées, comptées ou mesurées; mais l'acheteur peut en demander ou la délivrance ou des dommages et intérêts, s'il y a lieu, en cas d'inexécution de l'engagement.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 349, n° 43;
BAUDRY ET SAINAT, *Tr. de vente*, 147, 148-150, 152;
CAPITANT, *De la cause des Obligations*, p. 284, 285, 298 urm.;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 340, 431;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 7 bis, II, IV;
GUILLOUARD, *De la vente*, I, 28, 30, 33, 35;

HUC, X, 16, 18;
 LAURENT, XXIV, 139;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 195;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1363 urm.;
 TROPLONG, *De la vente*, I, 86, 90.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 620 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 15, 205, 216, 299, 329, 357); *Notă sub. Trib. Bacău* s. I, 246/915. *Curier Jud.* 16/1916;
 CANTACUZINO MATEI, p. 632, 633;
 DUMITRESCU A. M., II, 16, 17, 22, 233 urm.;
 NACU, II, p. 609; III, p. 183 urm.;
 TONEANU N. C., *Observație sub. Cas. Neapoli*, 22 Febr. 1913. *Pand. Rom.* 1924-III-141.

INDEX ALFABETIC

Arbitri 9.	Prejudiciu 6.
Arendare 8.	Preț 2, 3, 4, 6, 9, 10, 11, 13.
Cântărire 2, 4, 5, 7, 8, 9, 12, 13.	Privilegiul locatorului 8.
Consimțământ 4.	Produce, a se vedea „Mărfuri”.
Creditori 4.	Proprietate 2, 4, 5, 8, 11, 12.
Cumpărător 1-8, 10.	Punere în întârziere 6.
Danariate 6.	Recolte, a se vedea „Mărfuri”.
Daune 1, 4, 6.	Rezoluțiune 6.
Executarea contractului 6.	Rizicul-pericolul 1, 2, 4, 5, 6, 7, 8, 11, 12.
Gramadă 3, 4, 11, 13.	Sechestrul 7.
Greutate, a se vedea „Cântărire”.	Somație 6.
Lucruri mobile, a se vedea „Mărfuri”.	Termin 6.
Mărfuri 1-9, 13.	Tradițiune, a se vedea „Predare”.
Măsurare 1-13.	Urmărire silită 4, 8.
Numarare 1, 4, 5, 6, 8, 9, 12, 13.	Vânzare-cumpărare 1-13.
Obiect 2, 4, 11.	Vanzător 1-8, 11, 12.
Predare 1, 2, 3, 6, 10.	

Jurisprudență.

1. După art. 1300, mărfurile vândute cu numărul sau cu măsura, rămânând în risico-pericolul vânzătorului până ce vor fi numărate sau măsurate cumpărătorului, și vânzătorul ne predând produsele cumpărătorului prin numărătoare sau măsurătoare, el devine responsabil de daunele cauzate, de oare ce nu poate fi liberat de cât prin faptul tradițiunii reale a lucrurilor vândute. (Cas. I, 87/Mart. 13/79, B. p. 180).

2. Art. 1300 nu are în vedere de cât risicul-pericolul mărfurilor vândute dar nemăsurate, nenumărate sau necântărite încă, conținând o excepțiune la maxima *res perit domino*. Vinderea și în cazul art. 1300 e perfectă în privința translațiunii proprietății din momentul încheierii convențiunii, conform art. 971 combinat cu art. 1295, și proprietatea lucrurilor vândute trece de drept la cumpărător de îndată ce părțile s'au înțeles asupra obiectului și asupra pretului, iar risicul-pericolul privește pe vânzător până la predare. (Trib. Tutova, 241, Oct. 18/83, Dr. 1/83).

3. Dacă s'au vândut cumpărătorului atâtea chile secară, atâtea chile grâu și atâtea chile orz, recolta de pe moșia cutare, cu preț de atâția lei chila de secară, atât cea de grâu și atât cea de orz, obligându-se tot de odată vânzătorul ca predarea produselor vândute să o facă cu începere de la cutare e-

pocă, și transportate în cutare oraș la hambarele cumpărătorului, o atare vânzare s'a făcut după măsura ce urmă să aibă loc mai târziu la hambarele cumpărătorului. Și nu se poate susține că această vânzare s'a făcut cu grămada în conformitatea art. 1299, căci se vede lămurit că s'a vândut un număr oare care de chile grâu, secară și orz pe un preț corespunzător de atâta pentru fiecare chilă, produse ce trebuiau măsurate în urmă. Prin urmare, obiectul vândut nu constituie în cazul de față, o grămadă individuală aflătoare într-o localitate sau încăpere anume arătată și determinată de părți, singura specificare ce, în adevăr, i-ar da caracterul de corp cert; calificatiunea de „recoltă de pe moșia cutare”, dată prin contractul de vânzare, nu e de natură a individualiza în sensul legal obiectul vândut, fiind că nu numai că prin cuvântul generic de „recoltă” se înțelege toate produsele de pe o moșie precum și ovăzul, hrîșca, porumbul și altele ce n'au fost vândute, dar încă nici nu se determină măcar încăperea sau localitatea unde se afla acea recoltă în momentul vânzării. O atare vânzare dar e făcută după măsură, și în ipoteza prevăzută de art. 1300. (Apel Focșani, I, Dr. 43/84).

4. Din combinațiunea art. 1295, 1299 și 1300 rezultă că legiuitorul, prin art. 1300, a derogat la principiile generale introduse prin art. 1295 și 1299, cari stabilesc principiul că vânzarea e perfectă între părți și proprietatea de drept strănutată asupra cumpărătorului când părțile s'au învoit asupra unui lucru cert și asupra pretului și când vânzarea unei mărfi e făcută cu grămada, adică când obiectul mărfii e individualizat pe când în ipoteza art. 1300 legiuitorul dispune că vânzarea nu e perfectă și risicul-pericolul rămâne tot asupra vânzătorului până la cântărire, numărare și măsurare, în caz când vânzarea unei mărfi e făcută după greutate, număr și măsură. După principiile de drept risicul-pericolul e strâns legat cu calitatea de proprietar; cu alte cuvinte e un corelativ al drep-

tului de proprietate; un lucru, în adevăr, nu pierde, în teză generală, de cât pe seama adevăratului proprietar, afară de excepțiile admise de lege, precum în materie de vânzări condiționale, și afară, bine înțeles, dacă părțile convin contrariul, dar atunci voința părților constituie o lege specială pentru dânsii care se abate de la principiile fundamentale admise și statornicite de codul civil. De unde urmează dar că, în cazul prevăzut de art. 1300, vânzarea mărfii nu e perfectă în acest sens că riscul pericolului rămâne asupra vânzătorului și proprietatea mărfii vândute nu trece la cumpărător de cât numai în momentul cântăririi, numărării sau măsurării acelei mărfi, fiind că numai în acel moment obiectul vândut devine un corp cert și individualizat pentru cumpărător. Deși jurisprudența franceză a variat în privința interpretății art. 1585, care corespunde cu art. 1300 român, și care variațiune a fost provocată prin împrejurarea că textul francez dispune în termenii următori: „Vânzarea nu e perfectă în acest sens că riscul pericolului rămâne asupra vânzătorului”. Legiuitorul nostru însă, cunoscând de sigur acea deosebire de vederi din jurisprudența franceză, precum și motivul care i-a dat naștere, a suprimat din textul nostru (art. 1300) expresiunea „în acest sens”, tocmai în scop de a face să dispară această controversă. De asemenea nu se poate susține cu succes ideea că, în ipoteza art. 1300, intențiunea legiuitorului nu a putut fi ca proprietatea obiectului vândut să nu treacă la cumpărător până la măsurare sau numărare, căci dacă în adevăr aceasta ar fi fost intențiunea sa, el s'ar fi grăbit a o declara în termenii pozitivi, precum a făcut în art. 1301 și 1302 unde dispune că vânzare nu există până ce mai întâi cumpărătorul nu a gustat și încercat obiectul cumpărat și nu a declarat că-i convine. Acest mod de interpretățiune este inadmisibil și nefundat pentru cuvântul că, în cazurile prevăzute de art. 1301 și 1302, motivul juridic care face să nu existe vânzare este lipsa de consimțământ din partea cumpărătorului până la gustare sau încercare, când atunci el este chemat a-și manifesta voința sa dacă îi convine sau nu obiectul despre care a tratat cu vânzătorul; atunci, dar intervine sau nu consimțământul său definitiv. Nu se poate însă argumenta tot astfel și în ipoteza art. 1300; consimțământul ambelor părți nu lipsește aici încă din momentul contractării și prin urmare și vânzare există; obiectul vândut numai, neconstituind încă un corp cert nu trece în proprietatea cumpărătorului până la măsurare sau numărare, fapt care singur are de la lege

atributul de a da obiectului vândut individualitatea ce-i lipsește. Această deosebire însemnată între ambele aceste două specii a condus de sigur pe legiuitor de a stabili expres prin art. 1300 facultatea pentru cumpărător de a cere, la caz de neexecutare din partea vânzătorului, sau predarea lucrurilor vândute sau daune-interese; pe când în ipoteza art. 1301 și 1302 cumpărătorul este lipsit de a ceastă facultate. Astfel dar rămâne constant că dacă marfa s'a vândut după greutate sau măsură, în conformitatea art. 1300, atât proprietatea lucrului vândut cât și riscul-pericolul rămân asupra vânzătorului și nu trec la cumpărător de cât în momentul cântăririi sau măsurării. Prin urmare creditorii vânzătorului pot urmări mărfurile vândute înainte de a se fi măsurat sau cântărit. (Apel Focșani I, *Dr.* 43/84; Trib. Dolj, s. com. Mai 3/93, *Dr.* 14/93; Trib. Teleorman, Febr. 14/94, *Dr.* 30/94).

5. După principiul stabilit prin art. 1300, în caz când mărfurile s'au vândut după măsură, după greutate sau după număr, vânzarea nu e perfectă în privința transmiterii proprietății și a riscului asupra cumpărătorului, ci lucrul rămâne până la măsurătoare în riscul-pericolul vânzătorului. Prin urmare, dacă în intervalul de la vânzare și până la măsurătoare grâul, care făcea obiectul vânzării a pierit din cauza unui incendiu, pericolul privește pe vânzător și grâul din magazie este considerat că a pierit pentru vânzător. Dacă dar s'a vândut atâtea chile din grâul aflat în magazia vânzătorului, lucrul vândut nefiind determinat și individualizat, nu se poate ști dacă a ars grâul vândut sau alt grâu, și, prin urmare, riscul nu privește pe cumpărător. (Cas. I, 320, Oct. 30/89 B. p. 856).

6. Deși prin art. 1300, în caz de vânzare a unei mărfi după număr, lucrul vândut, până la măsurătoare, rămâne în risico-pericolul vânzătorului, nu mai puțin însă, după art. 1370, la vânzări de denariate și de lucruri mobile, în caz când există un termen pentru ridicarea lor, vânzarea se rezolvă de drept și fără somațiune, în folosul vânzătorului, după expirarea termenului stipulat de părți. Dacă legiuitorul a introdus o derogare la regula de drept comun în ceea ce privește rezoluțiunea convențiunilor, a făcut-o în vedere de a ocroti pe vânzător față cu variațiunile subite și a repedei schimbări a valoarei și pretului lucrului mobil. Ca consecință a acestui principiu, urmează că în caz când până la expirarea termenului convențional cumpărătorul nu și-a ridicat marfa vândută, vânzătorul, uzând de dreptul său legal și vânzând aceeași marfă altei persoane și cu această ocaziune încearcă un pre-

judiciu din cauza diferenței de pret, e îndrituit a cere această diferență de pret de la primul său cumpărător. De asemenea, neridicându-se lucrurile la timpul convenit, vânzătorul ar avea dreptul a cere să fie despăgubit de cumpărător pentru întretinerea lucrului vândut atât pentru cheltuielile necesare cât și pentru cele utile ce a fost nevoit a face în intervalul petrecut de la expirarea termenului până la revinderea lucrului. Insa această dispozițiune riguroasă, exorbitantă, introdusă de legiuitor în favoarea vânzătorului, fiind o derogatiune a regulilor de drept comun în ceceae privește punerea în întârziere, ea trebuie țarmurită la cazul anume ce legiuitorul a prevăzut, acela adică al rezoluțiunei vânzării. Dacă însă, în loc de a uză de dreptul de rezoluțiune, vânzătorul ar voi să mențină și să ceară executarea vânzării, în acest caz el trebuie neapărat a se supune cerințelor legii și a pune pe cumpărător în întârziere, pentru ca în urmă să poată fi îndrituit a formulă o cerere de daune-intrese. Astfel fiind, în caz când lucrurile vândute au pierit după expirarea termenului în care cumpărătorul eră obligat a face să i se măsoare și a le ridică, pentru ca vânzătorul să poată retine prețul lucrurilor vândute, ca reprezentând daunele ce a încercat din faptul cumpărătorului care nu a făcut să se măsoare denariatele vândute înăuntru termenului conventional, urmează să interpeleze pe cumpărător, făcându-i cunoscut că înțelege a mentine contractul și să vină să proceadă la operatiunea măsurătoarei. Dacă el nu se conformă acestei îndatoriri legale și lucrul vândut ne putând fi predat cumpărătorului, vânzătorul nu poate legitima pe vre-o cauză legală reținerea prețului ce a primit pe acel lucru. (Apel Buc. III, 83, Apr. 4/89, Dr. 31/89).

7. Când vânzarea se face după greutate sau după măsură, lucrurile vândute rămân în rizicul pericol al vânzătorului. Astfel, cel ce vinde o cantitate de lemne de atâtea chilograme, pe care le trimite pe un șlep cumpărătorului, împrejurarea că șlepu a fost sequestrat de cumpărător și primit de el, fără nici o rezervă, nu poate face o dovadă de conținutul său. (Casatia I, 158/97, B. p. 601).

8. În caz de vindere a unor produse după greutate, număr sau măsură, contractul deși este perfect ca producător de obligații, totuși nu strămută proprietatea către cumpărător, produsele vândute rămânând în riscul și pericolul vânzătorului, până în momentul cântăririi, numărării sau măsurării. În asemenea caz, lucrurile vândute după greutate, număr sau măsură, nefiind individualmente determinate și

neconstituind decât un gen, deși limitat când e vorba de produse din recolta cutării an, pe cutare moșie, proprietatea lor nu se transmite cumpărătorului până la individualizarea lor prin cântărire, numărare sau măsurare: de unde rezultă că până atunci lucrul vândut a rămas în patrimoniul vânzătorului, în specie a arendașului, și proprietarul fondului este în drept a le urmări, ca aparținând încă debitorului său exercitând privilegiul prevăzut de art. 1730 § I din cod. civil, cu precădere înaintea cumpărătorului, pentru că privilegiul proprietarului ar deveni iluzoriu, dacă înstrăinarea recoltei ar constitui un obstacol la exercitarea lui. (Apel Iași II, Dr. 28/902).

9. Clauza stipulată într'un contract de vânzare de produse ca numărătoare, cântărirea și măsurătoarea produselor se va face mai târziu, iar prețul se va fixă de un arbitru, la care părțile s'au opus, nu schimbă natura actului de vânzare. (Cas. II, 509/903, B. p. 1427).

10. Vânzările cu măsura, fiind considerate ca făcute pe bani gata, adică treptat cu predarea să se numere și prețul, rezultă că cumpărătorul unei cantități de grâu, care i se predă treptat, nu poate să fie obligat a număra prețul înainte de a i se fi predat acea cantitate de grâu. (Cas. I, 260/904, B. p. 783).

11. După art. 1299 din codul civil, vânzarea este cu grămada atunci când, atât obiectul cât și prețul, au fost determinate în mod global.

Prin urmare, atunci când prețul este făcut pe unitate de măsură, nu poate fi vânzare cu grămada, ci o vânzare cu măsură și, în acest caz, legiuitorul a derogat dela principiul general stabilind, prin art. 1300 codul civil, că vânzarea nu e perfectă în privința transmiterii proprietății, ci lucrul vândut rămâne până la măsurătoare în rizicul-pericolul vânzătorului. (Cas. III, 13 Oct. 1909, B. p. 1187).

12. Art. 1300 cod. civil, dispunând ca riscurile să rămână asupra vânzătorului până la cântărire, măsurare sau numărare, în mod implicit a spus că până atunci și proprietatea să rămână asupra aceleiaș persoane din momentul în care s'a înseris în Cod principiul că vânzarea este translativă de proprietate, de atunci riscurile și transportul unei atare proprietăți merg împreună, conform regulei *res perit domino*, în intențiunea redactorilor Codului Napoleon, reproduc de Codul civil român, aceste două idei fiind conexe. (Trib. Bacău, I, 246/915, Curier Jud. 16/916).

13. Atunci când este vorba despre vânzarea unui lucru mobil bine determinat, fiind însă nevoie de cântărire numai pentru stabilirea prețului, ur-

mează că nu ne găsim în cadrul art. 1299 codul civil, unde este vorba despre vânzarea cu grămada, ci de acela al art. 1300, care se aplică totdeauna când pentru determinarea fie a lucrului, fie

a prețului, este nevoie de cântărire, măsurare sau numărare. (Trib. Bacău, I, 246/915). Curier Jud. 16/916).

14. A se vedea: art. 1156, nota 6; art. 1295, nota 4.

Art. 1301. — În privința vinului, a oliului și a altor asemenea lucruri cari, după obicei, se gustă mai înainte de a se cumpăra, vinderea nu există până ce cumpărătorul nu le-a gustat și n'a declarat că-i convin. (C. com. 62 urm.; Civ. Fr. 1587).

Text. fr. Art. 1587. — A l'égard du vin, de l'huile, et des autres choses que l'on est dans l'usage de goûter avant d'en faire l'achat, il n'y a point de vente tant que l'acheteur ne les a pas goûtées et agréées.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 349, p. 349, p. 335 și n. 15, 18;
BAUDRY ET SAIGNAT, *Tr. de vente*, 154-157, 159, 160, 162, 163;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 431;
DALLOZ *Rép. Vente*, 233 urm.; *Suppl. Vente*, 75 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 8 bis, II, V;
DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, II, p. 18;
GUILLOUARD, *De la vente*, I, 36, 37, 39-41;
HUC, X, 21;
LAURENT, XXIV, 145;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 196, 197;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1362;
TROPLONG, *De la vente*, I, 100, 102, 103.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 623 urm.; (VI, p. 514);
CANTACUZINO MATEI, p. 632;
DUMITRESCU A. M., II, 254 urm.;
NACU, II, p. 529, 609, 717; III, p. 183 urm.

Jurisprudență.

1. În materie de vânzare comercială, obligațiunea impusă cumpărătorului de art. 70 din Codul de comerț n'are loc decât atunci când este vorba numai despre existența unor vicii ale lucrului vândut, iar nu și în cazul în care vânzarea deși este perfectă, dar

cumpărătorul refuză primirea lucrului din cauză că el a fost substituit de către vânzător prin altul decât acela vândut, cum ar fi în cazul în care vânzarea a avut de obiect țuică de prune, iar marfa trimisă s'a găsit a fi de spirt. (Cas. II, 247/95, B. p. 1384).

2. A se vedea: art. 1300, nota 4.

Art. 1302. — Vinderea făcută pe încercate este totdeauna presupusă condițională până la încercare. (Civ. 1017 urm., 1296; Civ. Fr. 1588).

Text. fr. Art. 1588. — La vente faite à l'essai est toujours présumée faite sous une condition suspensive.

Doctrină străină.

BAUDRY ET SAIGNAT, *Tr. de vente*, 164, 167, 169-171;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 431;
DALLOZ, *Rép. Vente*, 256 urm.; *Suppl. Vente*, 80 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 9 bis;
DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, II, p. 18;
GUILLOUARD, *De la vente*, I, 43-46;

LAURENT, XXIV, 149;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 197;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1360 urm.;
 TROPLONG, *De la vente*, I, 107, 109-112.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 627 urm.;
 CANTACUZINO MATEI, p. 632;
 DUMITRESCU A. M., II, 270 urm.;
 NACU, II, p. 609, 617; III, p. 183 urm.

Art. 1303. — Prețul vânzării trebuie să fie serios și determinat de părți. (Civ. 964, 1304; C. com. 60, 61; Civ. Fr. 1591).

Text. fr. Art. 1591. — Le prix de la vente doit être déterminé et désigné par les parties.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 349, p. 336, 338, n. 26;
 BAUDRY ET SAINAT, *Tr. de vente*, 128-132;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 444;
 DALLOZ, *Rép. Vente* 338 urm.; *Suppl. Vente*, 151 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 14 bis, III;
 GUILLOUARD, *De la vente*, I, 92, 93, 95, 97, 100;
 HUC, X, 34, 36;
 LAURENT, XXIV, 70, 85;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 202, 203;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1375;
 TROPLONG, *De la vente*, I, 147, 148.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 577 urm.; *Observație* sub. C. Apel Craiova s. II, din 20 Novembr. 1907. Dreptul 49/1909; *Notă* sub. Cas. Fr. 24 Ianuarie 1922. Jurispr. Gen. 21/1924 No. 1241;
 CANTACUZINO MATEI, p. 635;
 DUMITRESCU A. M., II, 112 și urm.;
 IONESCU-OLT. C., „*Dece fel de nulitate sunt isbite vânzările în cari prețul este neserios?*“
 Curier Jud. 36/915;
 NACU, III, p. 170 urm.

Jurisprudență.

1. Nici o dispozițiune a legii nu autoriză desființarea vânzării pentru viltatea prețului. (Apel Buc. II, 64, Mart. 29/86, *Dr.* 40/86).

2. Chestiunea de a se ști care a fost într'un contract de vânzare prețul unei vânzări, depinde de interpretarea dată clauzelor unui contract, și această interpretare, fiind o chestiune de fapt, este lăsată la suverana apreciere a instanțelor de fond, scăpând censurei Curței de Casație. (Cas. I, 394/95, B. p. 1113).

3. Potrivit art. 1303 codul civil, neseriozitatea prețului este o cauză de anulare a vânzării. (Apel Craiova, II, *Dr.* 49/909, p. 387).

4. În acțiunea de anulare a unei vânzări pentru nenumărarea prețului, răspunsul dat la interogator de către părți în termenii următori: „nu i-am dat nici un ban, dar mi l-a vândut mie

pentrucă am îngrijit de el, fiindcă era bolnav“, un asemenea răspuns poate să fie apreciat de instanța de fond în sensul că din el rezultă că prețul consista dintr'o sumă de bani, pe care cumpărătorul avea să o primească dela vânzător pentru îngrijirile ce i-a dat, fără ca prin această interpretare să denatureze răspunsul la interogator sau principiul că prețul vânzării nu poate să consistă în vre-un fapt oarecare.

În adevăr, din răspunsul la interogator reproduș mai sus, rezultă că cumpărătorul, în schimbul sumei ce avea să primească de la vânzător pentru îngrijirile ce i-a dat a primit imobilul în chestiune, cu alte cuvinte că prețul consistă în bani. (Cas. I, No. 236, 1915; „Jurispr. Rom.“ 25/1915, p. 387).

5. Prețul mic cu care s'ar fi cumpărat, nu poate fi considerat ca o consecință a dolului, dacă el nu este rezultatul unor mașinațiuni culpabile din

partea cumpărătorului, spre a induce pe vânzător în eroare asupra valorii lucrului vândut. (Trib. Tecuci, No. 26/1915. „Dreptul“ 1915, p. 438; Judec.

Ocol. Cușmir (Mehedinți), 279 din 11 Dec. 1924, Jur. Gen. 1925 No. 381).
6. A se vedea art. 751, nota 18; art. 1294, nota 8.

Art. 1304. — Cu toate acestea, determinarea prețului poate fi lăsată la arbitrariul unei al treilea persoane¹⁾. (Civ. 1012, 1303, 1512; C. com. 40, 60, 61; Civ. Fr. 1592).

Text. fr. Art. 1592. — Il peut cependant être laissé à l'arbitrage d'un tiers : si le tiers ne veut ou ne peut faire l'estimation, il n'y a point de vente.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 349, p. 337, 338;
BAUDRY ET SAIGNAT, *Tr. de vente*, 134, 139, 140;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 517;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 444;
DALLOZ, *Rép. Vente*, 376 urm.; *Suppl. Vente*, 160 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, I, p. 136, 613; II, p. 224;
GUILLOUARD, *De la vente*, I, 99, 103, 107, 108;
HUC, X, 39;
LAURENT, XXIV, 70, 85;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 202, 203;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1376, 1383 urm.;
TROPLONG, *De la vente*, I, 156.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 584 urm.; (IX, p. 16 n. 2);
CANTACUZINO MATEI, p. 635;
DUMITRESCU A. M., II, 120-127;
NACU, III, p. 170 urm.

Art. 1305. — Spesele vânzării sunt în sarcina cumpărătorului, în lipsă de stipulațiune contrarie. (Civ. 1317, 1341, 1357, 1551; Civ. Fr. 1593).

Text. fr. Art. 1593. — Les frais d'actes et autres accessoires à la vente sont à la charge de l'acheteur.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, § 293 bis, p. 508, 509, n° 35-37; IV, § 414, p. 649, n° 12;
BAUDRY ET SAIGNAT, *Tr. de vente*, 152, 191-193;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 487, 843, 992;
DALLOZ, *Rép. Vente*, 1098 urm.; *Suppl. Vente*, 482 urm.;
GUILLOUARD, *De la vente*, I, 197, III și IV;
HUC, X, 38;
LAURENT, XXXI, 419;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 204;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1356;
TROPLONG, *De la vente*, I, 164.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 549 urm.; (VI, p. 524 n. 1; IX, p. 16);
CANTACUZINO MATEI, p. 639;
DUMITRESCU A. M., II, 291, 637, 689;
NACU, III, p. 188.

¹⁾ Art. francez corespunzător 1592 continuă: „Si le tiers ne veut ou ne peut faire l'estimation, il n'y a point de vente“.

Jurisprudență.

1. Plata cheltuielilor și taxa de înregistrare trebuie să plătiți de adjudecatar deosebit peste prețul integral al adjudecării, și în caz când tribunalul calculează în depunerea prețului și taxa de înregistrare, ordonanța este casabilă. În acest caz, efectele casării se răsfrâng asupra întregii urmări, astfel că trebuie să îndeplinite din nou toate formele care preced adjudecarea. (Cas. II, 17/901, B. p. 125).

2. Dispozițiunile art. 1305 din codul civil nu constituie un privilegium odiosum în sarcina cumpărătorului, ci numai o garanție și o înlesnire pentru fisc spre a-și percepe drepturile convenite. Prin urmare, când între părți speșele vânzării au fost lăsate la absoluta lor discreție, îndată ce ele nu au stipulat nimic în această privință, și vânzătorul ori reprezentantul acestuia a plătit de bună-voie acea taxă,

nu poate să o impue în urmă cumpărătorului, cerând restituirea ei. (Apel Buc. I, Dr. 19/910, p. 155).

3. Taxele de timbru și înregistrarea contractului de arendare după art. 1305 codul civil, fiind de drept în sarcina arendașului, ele nu se pot socoti că folosesc proprietarului și ca atare nu se pot calcula în prețul contractului de arendare. (Cas. III, 4 Mai 1910, B. p. 832).

4. După art. 1305 c. civil, speșele vânzării sunt în sarcina cumpărătorului afară de cazul când o convenție contrară ar există între părți. Prin urmare când Curtea de Apel fără să constate existența unei stipulații contrare ei întemeindu-se numai pe simple prezumpțiuni, pune în sarcina vânzătorilor taxa de înregistrare care face parte din cheltuielile vânzării, nesocotește dispozițiile art. 1305 c. civil. (Cas. S. U. 1 din 17 Ian. 1913. Curier Jud. 11/913 și 18/913).

CAPITOLUL II.

Cine poate cumpăra sau vinde.

Art. 1306. — Pot cumpăra și vinde toți cărora nu le este oprit prin lege. (Civ. 113, 390, 475, 949 urm., 1248, 1255, 1307 urm., 1518 urm., 1769; Pr. civ. 409; C. com. 10, 12, 15, 16, 779 urm.; Constit. veche, Art. 132; Const. nouă 18; C. Pen. 143; L. agrară 122, 124; L. pentru regularea proprietății rurale din 15 Aug. 1864, Art. 7; Lege p. menținerea și executarea art. 7 din legea p. regularea propriet. rur. din 13 Febr. 1879, art. 1, urm.; L. interpretativă a legii rur., 7 Aprilie 1910; Lege privitoare la înstrăinarea loturilor dobândite prin împrumut, (Mon. of. 58 din 13 Martie 1925; Civ. Fr. 1594).

Text. fr. Art. 1594. — Tous ceux auxquels la loi ne l'interdit pas, peuvent acheter ou vendre.

Doctrină străină.

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 432; ed. 1-a, III, p. 273;
DALLOZ, *Rép. Vente*, 399 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 205;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1411.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 587 urm.; *Observație* sub. Cas. I, 78 din 27 Ian. 1912; Dreptul 30/1912; *Observație* sub. Cas. I, 76 din 28 Febr. 1907. Dreptul 35/1907; *Observație* sub. Trib. Ilfov s. Notariat 12 Sept. 1907. Dreptul 72/907; *Observație* sub. C. Apel Galați s. I, 176 din 2 Nov. 1907. Dreptul 79/907; *Observație* sub. Cas. S. U. 8 din 29 Nov. 901. Curier Jud. 1/1902; *Observație* sub. Trib. Muscel 4020 din 4 April 1902. Curier Jud. 50/1902; *Observație* sub. Circulara Ministerului de Justiție No. 576 din 11 Ian. 1903. Curier Jud. 6/1903; *Observație* sub. Trib. Suceava 321 din 12 Nov. 1902. Curier Jud. 32/1903; *Observație* sub. Cas. S. U. 10 din 9 Oct. 903. Curier Jud. 79/1903; *Observație* sub. Judec. ocol. rural Moinești (Bacău) 9 Sept. 908. Curier Jud. 24/909;
BAZILESCU N., „*Bis in idem*”. Dreptul 39, 40, 41, 45, 48/1902; „*Pericolul național față de art. 7 § 5 din Constituție*”, Curier Jud. 13/902;
CERBAN AL., „*O nouă jurisprudență cu privire la art. 7 § 5 din Constituție*”. Curier Jud. 6/1905;

- COMȘA N. D., „Art. 7 § 5 și art. 9 din Constituție, Art. 19 Cod. civil”. Curier Jud. 32/903;
 CREȚU V. I., „Femea măritată poate să dobândească prin orice mijloc de achizițiune proprietate dală după legea rurală de la 1864”. Dreptul 25/1904;
 CRISTODORESCU C. și ȘTEFĂNESCU-PRIBOI DEM., *Codul legislației de expropriere*, p. 188 urm.;
 DAN M. EM., „Art. 7 § 5 din Constituțiune”. Curier Jud. 75/190;
 DISSESCU G. C., „Problema articolului 7”. Dreptul 75, 78/1901;
 DUMITRESCU A. M., II, 139 urm.;
 FILITI D. IOAN, *Observație* sub. Trib. Suceava 124 din 3 April 1913. Dreptul 74/1913;
 GEORGEAN N., *Observație* sub. Trib. Dorohoi, Ordonanța 2950 din 20 Mart. 1925. Pand. Rom. 1925-III-69;
 FLAIȘLEN G., „Iarși art. 7 din Constituție”. Curier Jud. 71/1901;
 IONESCU-DOLJ I., *Observație* sub. Judec. ocol. Tutova, 73 din 4 Febr. 1903. Curier Jud. 34/903;
 LIVIANU C. B., „Greșita interpretare a al. 5 sub art. 7 din Constituție”. Curier Jud. 19/902;
 MISSIR P., „Imobilul rural cumpărat de un străin”. Dreptul 75/1913;
 NACU, III, p. 189;
 ORĂNESCU C., „Proprietatea rurală față de lege și de jurisprudența noastră”. Curier Jud. 4/908, 7/908, 9/908, 15/908, 19/908, 20/908, 21/908;
 POLIZU-MICȘUNEȘTI N., „Săteanul neîmproprietar conf. legii din 1864 dar proprietar de pământ rural peste maximum stabilit de art. 1 al acestei legi poate cumpăra pământ rural”. Dreptul 71/1901;
 PORUMBEANU PAUL, *Notă* sub. Cas. S. U. 24 din 1 Iunie 1922. Pand. Rom. 1924-I-60;
 RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. Cas. I, 126 din 13 Mart. 1909. Dreptul 69/909; *Observație* sub. Trib. Iași s. III din 1 Febr. 910. Dreptul 58/910;
 SCRIBAN ȘTEFAN, „Care e soarta vânzării unui imobil rural către un străin, devenit în urmă cetățean român”. Curier Jud. 6/1915;
 STOENESCU D. DEM., „Studii asupra legilor rurale”. Curier Jud. 25/1908;
 TONEANU N. C., „Art. 7 din Constituție”. Curier Jud. 75/1901;
 VULTURESCU GR., „Art. 7 din Constituție”. Dreptul 72, 74/1901.

INDEX ALFABETIC

Acceptare 3.
 Acțiune posesorică 21.
 Administrație 3.
 Anulare, a se vedea „Nulitate”.
 Aprecieri suverană 22, 37.
 Arendare 12.
 Austro-Ungaria 24, 25.
 Autorizație 3.
 Averi mănăstirești 29.
 Bănci populare 30.
 Bisericești servitori 7, 36.
 Bunurile Statului 27, 28, 34, 36.
 Capacitate 1, 2, 3.
 Cărciumar 12, 17, 19.
 Casa Școlilor 34.
 Cetățenie Română 20, 25, 26, 39.
 Clăcășesc pământ, a se vedea „Pământ rural”.
 Comerciant, a se vedea „Cărciumar” și 18.
 Comitete școlare 32, 33, 34.
 Confirmare 26, 39.
 Constituție 20, 24, 25, 26, 27, 28, 35, 39.
 Convenție comercială 24.
 Copii de săteni, a se vedea „Minori”.
 Creștini 24, 35.
 Cultivatori de pământ 6, 7, 10, 11, 14, 16, 17, 18, 22, 23, 27, 28, 36, 37.
 Cumpărător, a se vedea „Vânzare-cumpărare”.
 Dobândire, a se vedea „Vânzare-cumpărare”.
 Domiciliu 11, 24.
 Donație 3.
 Evrei 21, 24.
 Femei sătence 7, 8, 36.
 Fii de săteni, a se vedea „Minori”.
 Fundații 3.
 Imobil rural 20, 21, 24, 25, 26, 35, 39, 40.
 Imobil școlar 34.
 Împroprietărire, a se vedea „Pământ rural”.

Instrăinare, a se vedea „Vânzare-cumpărare”.
 Instrăinarea bunurilor Statului 27, 28, 34, 36.
 Interpretativă lege, a se vedea „Pământ rural”.
 Interpus 17.
 Înșurătorii 7, 9, 36.
 Lege interpretativă, a se vedea „Pământ rural”.
 Lege p. instrăinarea bunurilor Statului 27, 28, 34, 36.
 Legea rurală, a se vedea „Pământ rural”.
 Licitație publică 33, 34.
 Loc de casă, a se vedea „Pământ rural”.
 Mănăstiri 29.
 Mandat 34.
 Marturi 1.
 Maximum de pământ rural, a se vedea „Pământ rural”.
 Ministerul Instrucțiunii Publice 34.
 Ministerul Public 15.
 Minorii 6, 10, 14, 16, 22, 38.
 Moștenitori 35.
 Naturalizare 20, 25, 26, 39, 40.
 Nulitate 4, 12, 13, 15, 17, 25, 26, 34, 35, 38, 39, 40.
 Oraș 11.
 Ordine publică 13, 25, 34, 35, 39.
 Pământ rural clăcășesc 4-10, 12-19, 22, 23, 27, 28, 30, 31, 35, 36, 37.
 Parchet 15.
 Perceptor 31.
 Persoane interpuse 17.
 Persoane morale 29, 32.
 Plata prețului 23.
 Posesiune 13.
 Posesorii acțiuni, a se vedea „Acțiune posesorică”.
 Preoți 5, 7, 36.
 Prescripție 19, 35, 40.
 Primar 23.
 Procuror 15.

Ratificare 26, 39.
 Reciprocitate 24, 25.
 Recunoașterea Românilor de origine 20.
 Regulament organic 35.
 Retroactivitate 20, 25, 26, 39.
 Revendicare 30.
 Română cetățenie 20, 25, 26, 39.
 Români de origine recunoscuți 20.
 Rurală lege, a se vedea „Pământ rural clăcășesc”.
 Rural imobil, a se vedea „Imobil rural”.
 Rural pământ, a se vedea „Pământ rural clăcășesc”.
 Sătean 4, 6, 7, 10, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 27, 28, 36.

Școlare comitete 32, 33, 34.
 Secularizare 29.
 Servitori bisericești 7, 36.
 Societăți cooperative 30.
 Stabilimente de utilitate publică 3.
 Stat 3, 34.
 Stat, bunurile sale 27, 28, 34, 36.
 Străini 20, 24, 25, 26, 35, 40.
 Succesiune 25.
 Succesori 35, 40.
 Suverană apreciere 22, 37.
 Tăierea vitelor, comerciant 18.
 Urmărire silită 3.
 Vânzare-cumpărare 1-40.
 Vânzare deghețată 12, 17.
 Vânzător, a se vedea „Vânzare-cumpărare”.

Jurisprudență.

1. Proba testimonială poate fi admisă spre a se dovedi capacitatea vânzătorului de a vinde fără ca prin aceasta să se poată zice că se violează principiul conținut în art. 1191 al. II, în temeiul căruia este poprit de a se admite proba testimonială contra sau peste cele conținute în act. (Cas. I. 204, Iun. 2/84, B. p. 514).

2. Una din condițiile esențiale existenței vânzării este și aceea ca părțile să fie capabile de a contracta. (Cas. I. 160, Mai 12/93, B. p. 448).

3. Fundațiunile cari au caracterul unor stabilimente de utilitate publică sunt supuse controlului Statului, care singur poate veghea ca interesele și existența chiar a fundației să nu fie periclitată prin acte de dispoziție făcute după arbitrarul administratorilor.

și pentru ca scopul acestor așezăminte să fie menținut. Aceste așezăminte au prin urmare caracterul unor persoane incapabile, având în principiu aceeași capacitate ca a persoanelor fizice, iar capacitatea administratorilor se mărginește numai la acte de pură administrație, ei neavând dreptul de a înstrăina averea instituției nici capacitatea de a accepta în numele ei vre-o donație în lipsa unei autorizații emanate din partea puterii publice.

Posibilitatea unei urmăriri silite, cu paza formelor necesare, în averea unei fundații nu implică capacitatea administratorilor de a înstrăina acea avere de bună voie și fără autorizația autorității superioare administrative.

Chestiunea utilității unui act de dispoziție făcut în numele unui stabiliment de utilitate publică, are a fi apreciată și rezolvită de autoritatea administrativă sub controlul căreia funcționează acel stabilement, iar nu de justiție care completează numai în anumite cazuri capacitatea persoanelor fizice. (C. Apel Buc. s. II, 18 Oct. 1908. Pand. Rom. 1923, II, 225).

4. Potrivit art. 7 al. 2 din legea din 1879, un sătean nu poate cumpăra pământ rural dat după legile de improprietărire de cât până la complectarea suprafeței cu care ar fi putut fi împroprietărit.

Actul prin care un sătean cumpără pământ rural peste limita prevăzută de legea rurală este nul și ca atare el nu poate să transfere proprietatea la cumpărător și deci nici aceasta nu o poate transmite în mod valabil către o altă persoană. (Cas. I, 431 din 11 Nov. 1909. Jurisprudența 39/909; In acelaș sens: Cas. I, 92 din 11 Febr. 1921. Jur. Rom. 16-17/921).

5. Preoții nu pot să dobândească pământ rural dat în baza legii rurale din 1864. (Cas. I, 140 din 15 Mart. 1910. Jurisprudența 12/910).

6. Fiii de săteni nu pot să dobândească pământ rural, dacă ei nu sunt săteni cultivatori de pământ. (Cas. I, 121 din 3 Mart. 1910. Jurisprudența 14/910; In acelaș sens: Cas. I, 416 din 7 Sept. 1910. Jurisprudența 28/910).

7. Prin cuvântul sătean și cultivator sătean din legea din 1864 și cea interpretativă din 1879, se înțeleg și femeile sătence, preoții, servitorii bisericesti și învățătorii din comunele rurale. Deci vânzarea făcută către sătencă e valabilă. (Cas. I, 266 din 11 Mai 1910. Jurisprudența 20/910; In acelaș sens: Cas. I, 618/912. Curier Jud. 77/912).

8. Femeile sătence pot să dobândească pământuri date după legea rurală din 1864. (Cas. I, 414 din 6 Sept. 1910. Jurisprudența 28/910; In acelaș

sens: Cas. I, 127 din 13 Febr. 1913. Jur. Rom. 14/913).

9. Conform legii interpretative din 7 Aprilie 1910, învățătorii pot să cumpere pământ dat după legea rurală din 1864. (Cas. I, 512 din 5 Oct. 1910. Jurisprudența 34/910).

10. Pentru ca un minor să poată dobândi pământ dat după legea rurală, trebuie ca dânsul să fie sătean cultivator manual de pământ și să nu poseadă o cantitate mai mare de 11 pogoane.

Prin urmare un minor de 8-9 ani nu poate cumpăra un asemenea pământ de oarece nu poate fi considerat ca cultivator de pământ. (Cas. I, 549 din 18 Oct. 1910. Jurisprudența 35/910; In acelaș sens: Cas. I, 675/912. Curier Jud. 82/912).

11. Simpla împrejurare că o persoană are domiciliul în oraș nu constituie o probă spre a putea stabili că ocupația sa principală nu e munca câmpului, pentru că se poate ca acea persoană să aibă domiciliul în oraș și cu toate acestea să se ocupe personal cu munca câmpului. (Cas. I, 509 din 5 Oct. 1910. Jurisprudența 35/910).

12. Instanța de fond este în drept să anuleze un contract de arendare a unui pământ rural, când constată că arendarea conține o înstrăinare deghi-zată și că arendașul în momentul arendărei eră căreiumar și prin urmare incapabil de a dobândi asemenea pământ. (Cas. I, 542 din 15 Oct. 1910. Jurisprudența 35/910; In acelaș sens: Judec. rurală Bârca-Dolj 12/912. Curier Jud. 20/912).

13. Nulitățile rezultate din nerespectarea dispozițiilor legii rurale, fiind de ordine publică, pot fi invocate de orice persoană interesată, prin urmare și de posesorul pământului în litigiu. (Cas. I, 621 din 16 Nov. 1910. Jurisprudența 4/911).

14. Minorii săteni cari întrunesc condițiile de a fi cultivatori manuali de pământ, pot să dobândească pământ dat după legea rurală. (Cas. I, 185 din 9 Mart. 1911. Jurisprudența 13/911; In acelaș sens: Cas. I, 394/912, Curier Jud. 41/912; Cas. I, 133 din 26 Febr. 1914. Curier Jud. 32/914).

15. Ministerul public poate cere anularea actelor de vânzare când cumpărătorul nu întrunește condițiile necesare pentru a dobândi pământ rural. (Judec. ocol I rural Iași, 26 Nov. 1911. Curier Jud. 44/1912).

16. Minoritatea nu constituie prin ea însăși o cauză de incapacitate de a dobândi pământ dat după legea rurală, de oarece nici una din dispozițiunile acestei legi nu prevede aceasta; singura preocupare a legiuitorului a fost ca acela care dobândește un asemenea pământ să aibă ca ocupațiune obici-

nuită cultura pământului cu propriile sale mâini, adică să fie sătean cultivator manual de pământ și să nu aibă maximul de pământ permis de lege.

Prin urmare, trebuie să se constate în fiecare caz special, dacă acela care a cumpărat, deși mai mic de 21 ani, eră cultivator de pământ în sensul legii rurale, pentru a putea dobândi pământul dat foștilor clăcași în virtutea acelei legi. (Cas. I, 9 Martie 1911, B. p. 310).

17. Legea rurală din 1864 nu declară nule cumpărările de pământuri prin persoane interpușe de cât atunci când au de scop de a acoperi o înstrăinare nepermisă și făcută în fraudă a celei legi.

Prin urmare dacă tribunalul constată în fapt că acela care a cumpărat e sătean cultivator de pământ și că nu și-a pierdut această calitate prin împrejurarea că în mod vremelnic a fost cărciumar, tribunalul face o justă aplicare a legii când a hotărât că acea persoană a putut să cumpere pământul în mod valabil și prin persoane interpușe. (Cas. I, 818 din 20 Nov. 1912. Jur. Rom. 5/913).

18. Legea rurală din 1864 și cea interpretativă din 1879 cerând ca condițiune pentru dobândirea unui pământ rural, calitatea de sătean, cultivator de pământ, n-a înțeles să excludă pe acei locuitori de țară cari se ocupă în mod vremelnic cu tăierea vitelor când se constată în fapt că principala lor ocupație este cultivarea pământului iar nu comerțul. (Cas. I, 923 din 19 Dec. 1912. Jur. Rom. 10/913; In acelaș sens: Judec. rurală Puchenii (Prahova) 3 Oct. 1912. Curier Jud. 70/912).

19. Un sătean care are meseria de cărciumar nu poate dobândi prin cumpărare sau prescripție nici loc de casă, nici loc de muncă din cele date în virtutea legii rurale din 1864. (Cas. I, 141, 1912. Curier Jud. 23/912; In acelaș sens: Cas. I, 64/916. Curier Jud. 29/916; Cas. I, 294 din 5 Aprilie 1921. Jur. Rom. 23, 1921; Pand. Rom. 1922, III, 105).

20. Din combinația art. 7, 8 și 9 din Constituție rezultă că străinii nu dobândesc prin naturalizare calitatea de cetățean român, decât cu începere de la votarea împământenirii lor, în mod individual, de către Corpurile legiuitoare.

Că, însă, români de origină, supuși unui Stat străin cari se leapadă de protecțiunea străină, având nevoie să dobândească numai recunoașterea calității de român, nu pot fi supuși pentru trecut pe aceias linie cu străinii de origină, cari n'au dobândit naționalitatea română de cât din momentul naturalizării, căci, prin acea recunoaștere se confirmă o calitate preexistentă și se ridică o piedică accidentală la exercițiul drepturilor lor în România.

Ceeace a voit Constituțiunea noastră prin art. 7 este ca imobilele rurale să nu fie în stăpânirea străinilor.

Că atunci însă când un asemenea imobil a fost cumpărat de un român de origină, a cărui naționalitate a fost recunoscută în conformitate cu legile țării, și care se bucură astfel de toate drepturile de cetățean român, a-l depărta ca incapabil pe temeiul art. 7 de la proprietatea celui imobil, ar fi a înțelege rău scopul și spiritul acestei dispozițiuni și a nesocoti principiile relative la incapacități și nulități. (Cas. I, 78/912. Curier Jud. 31/912; In acelaș sens: Cas. I, 583/915. Curier Jud. 2/916).

21. Evreii neputând dobândi imobile rurale în România nu au exercițiul acțiunilor posesorii pentru atare imobile. (Trib. Dorohoi 272/913. Curier Jud. 82/913).

22. Deși chestia de a se ști dacă un sătean are ca ocupație obicinuită cultura pământului, pentru a deduce capacitatea sa de a dobândi pământ rural este o chestie de suveranată apreciere, însă această suveranitate de apreciere încetează și curtea de Casație trebuie să-și execute controlul său atunci când faptele astfel cum sunt constatate de instanța de fond, nu pot duce în mod logic și firesc la concluzia că săteanul nu ar avea ca ocupațiune cultura pământului.

Astfel un minor fiu de sătean cultivator urmează condiția părintelui întrucât nu se dovedește că ar avea o altă ocupațiune iar împrejurarea că acel minor urmează o școală, nu e de natură să-i atribute ocupația de școlar de oarece pe lângă că urmarea la școală, nu poate constitui o ocupațiune dar ar fi în contra scopului urmărit de legea rurală de a îndepărta de la dobândirea pământurilor rurale pe minorii fiți de săteni cultivatori, cari urmează cursurile școlare. (Cas. I, 395, 1913. Curier Jud. 54/913).

23. Însărcinarea de primar al unei comune pe care o persoană o primește spre a răspunde încrederei ce i-au acordat cetățenii săi, însărcinare limitată de la început pe un period determinat, deci vremelnic, nu are caracterul uneia din acele funcțiuni publice cari să excludă profesiunea de cultivator de pământ.

Prin urmare un sătean cultivator de pământ, care are însărcinarea de Primar poate cumpără pământ rural. (Cas. I, 362 din 20 Iunie 1914. Curier Jud. 65/914).

24. După legea din 20 August 1864, numai străinii de rit creștin, domiciliați în țară, puteau cumpără imobile rurale, cu condiție însă să existe reciprocitate.

Art. 11 c. civ. n'a abrogat legea din

20 August 1864, care a fost în vigoare până la 13 Oct. 1879, când s'a revizuit art. 7, § 5 din Constituție.

Convenția comercială cu Austro-Ungaria din 1875, care a durat zece ani, nu aduce nici o atingere legii din 20 August 1864, așa că pe baza art. 4 din această convenție, supuși austro-ungari, spre a putea dobândi imobile rurale în România, trebuiau să întrunească condițiunile cerute de legea din 20 August 1864.

Art. 7 § 5 din Constituția revizuită la 1879 recunoaște existența convenției cu Austro-Ungaria.

Deci pe baza convenției comerciale cu Austro-Ungaria, Evreii nu puteau dobândi imobile rurale, (Trib. Dorohoi, 30 Iunie 1915. Curier Jud. 59/915).

25. Intre România și Austro-Ungaria există reciprocitate, în ce privește dreptul de a dobândi imobile rurale.

Constituția nu oprește pe străini de a moșteni imobile rurale, ci numai de a le posedă în natură. Art. 7 § 5 din Constituție oprește pe străin să cumpere imobile rurale, dar nu oprește pe român să le vândă.

Nu se mai poate cere nulitatea unei vânzări a unui imobil rural, din moment ce cumpărătorul a devenit cetățean român, căci motivul care oprește ca consimțământul vânzătorului să se unească cu al cumpărătorului, a dispărut, (Trib. Dorohoi, 30 Iunie 1915. Curier Jud. 59/915).

26. Cu toate că prohibițiunea edictată de art. 7 din Constituție, după care străinii nu au drept de a dobândi imobile rurale în România, interesând ordinea publică, orice vânzare făcută unui străin este isbită de o nulitate absolută, totuși atunci când cauza acestei nulități adică lipsa calității de cetățean român a încetat, actul devine perfect valabil prin confirmarea lui de cel în drept, rămânând bine înțeles, ca această confirmare să-și producă efectele, numai în viitor ca și cum ar lua ființă un nou act și fără vre-un efect retroactiv. (Cas. I, 350 din 13 Iunie 916. Dreptul 13/920).

27. Un sătean cultivator de pământ poate să cumpere în mod valabil teren din acela dat în virtutea legii pentru vânzarea bunurilor statului din 1889, deoarece prin art. 51 din acea lege și art. 132 din constituție, modificat la 1884, nu s'a adus nici o modificare sau vre-o restricție principiului inalienabilității, astfel cum e prevăzută prin legile rurale dela 1864 și 1879. (Cas I, 17/916. Curier Jud. 25/916).

28. Conform art. 48 din legea pentru înstrăinarea bunurilor Statului, loturile mici cumpărate dela Stat pot fi înstrăinate către un consătean, cultivator de pământ, în condițiunile preserise de art. 132 din Constituție.

Dacă art. 45 din sus zisa lege prevede o prohibițiune pentru înstrăinarea bunurilor mici neplătite încă integral la Stat de către impropietăriti, de această dispozițiune a legii însă nu poate beneficia impropietăritul sau noul achizitor dela impropietărit, ci numai Statul în favoarea căruia a fost creată.

Așa dar, tribunalul a făcut o bună aplicare a textelor de lege mai sus citate, când a hotărât că loturile mici pot fi înstrăinate către un sătean cultivator, chiar dacă lotul nu a fost complet achitat către Stat. (Cas. I, 115/916 Curier. Jud. 27/916).

29. Prin legea de secularizare a averilor mănăstirești din 1863 legiuitorul, urmând numai scopul de a reda națiunii bunurile desnaționalizate și sustrase de la destinația lor prin călcarea așezămintelor țării și voinței donatorilor iar nu și pe acela de a le ridică caracterul de persoane morale, urmează ca mănăstirile continuă și astăzi de a-și păstra personalitatea lor juridică și capacitatea de a dobândi bunuri în viitor. (Cas. S. U. 3 din 4 Martie 1920, Dreptul 22/920).

30. Conform legii din 31 Mai 1906, Băncile populare când voesc să cumpere pământ în vatra satului pentru clădirea localului lor propriu, pot exercita acest drept întocmai ca și comunele rurale sau ca sătenii lipsiți de pământ, astfel că sunt capabile de a face asemenea cumpărări de terenuri rurale; iar conform art. 57 din aceeași lege modificat în Martie 1908, toate dispozițiile legii băncilor populare sunt aplicabile și societăților cooperative de producție sau consum și deci și acestora urmează să li se aplice asimilarea precitată.

Prin urmare, dacă instanța de fond constată că terenul revendicat este un teren rural, situat în vatra satului și vândut de reclamant Societății cooperative de consum „Sănătatea“ pentru trebuințele acestei societăți, cu drept cuvânt a respins ca nefundată acțiunea sa de revendicare a cărei singur temei eră că Societatea nu ar avea capacitatea legală de a-l cumpăra. (Cas. I, 65 din 4 Febr. 1921. Jur. Rom. 18/921, Curier Jud. 6/922).

31. Persoanele cari au funcția de percepător nu pot cumpăra terenuri date după legea rurală. (Cas. I, 294 din 5 Aprilie 1921. Jur. Rom. 23/1921, Pand. Rom. 1922. III, 105; Jur. Rom. 19/923).

32. Comitetele școlare fiind persoane juridice, pot dobândi proprietăți mobiliare și imobiliare, deosebit de fondurile asupra cărora au numai un drept de folosință; acest lucru mai rezultă și din cele cuprinse în art. 13 al. 7 din Decretul-Lege ce le-a înființat, art. 9, art. 50 al. 3 acelaș decret și art. 40 al.

9 din Regulament. (Trib. Dorohoi 107 din 27 Aprilie 1922. Jur. Gen. 1924, No. 781).

33. Comitetele școlare nu pot dispune prin înstrăinare, în afară de limitele legale și fără licitație publică. (Trib. Dorohoi 107 din 27 Aprilie 1922. Jur. Gen. 1924 No. 781).

34. a) Mandatul dat de Casa școalelor, comitetului școlar pentru vânzarea unui imobil de școală nu poate face valabilă înstrăinarea făcută de comitetul școlar în baza acestui mandat, întrucât mandatul nu emană de la proprietarul lucrului vândut, care este Ministerul Instrucțiunii, ci numai de la titularul folosinței, care este Casa Școalelor.

b) Dacă imobilul de școală vândut, aparține Casei Școalelor, înstrăinarea nu putea să se facă în afară de cele prevăzute de legea organică, care constituie indirect și măsura capacității sale în actele de administrare sau de dispoziție ce le face (art. 52) și din nici un articol nu rezultă pentru Casa Școalelor, dreptul de a dispune de imobilele ce-i aparțin.

c) În caz când bunul aparține statului, vânzarea trebuie să fie înconjurată de toate formalitățile ce se găsesc prevăzute în legea pentru înstrăinarea bunurilor statului din 1889 și printre acestea figurează și ținerea licitațiunii (alinia 3 al art. 24 din legea din 1889 și art. 70 din legea asupra contabilității publice).

d) Dacă un imobil a trecut din proprietatea privată a Statului în domeniul public, prin destinațiunea de interes general ce i s'a dat, el se găsește scos din comerț și nu mai poate face obiectul unei tranzacții, atât timp cât destinațiunea dată, perzistă (art. 7 din legea dela 1889).

e) Or ce înstrăinare, făcută în afară de aceste dispozițiuni, e nulă, fiind vorba de legi de ordine publică, menite a ocroti interesul general. (Trib. Dorohoi 107 din 27 Aprilie 1922. Jur. Gen. 1924, No. 781).

35. Și înainte și sub regulamentul organic străinii cari nu erau de rit creștin, nu puteau dobândi imobile rurale. Această dispoziție s'a menținut (și prin legea din 1864, iar codul civil prin art. 11 și Constituția din 1864 nu i-au adus nici o modificare, așa că a rămas în vigoare până la Constituția din 1879 care prin art. 7 § 5 a prevăzut că numai românii sau cei naturalizați români pot dobândi imobile rurale în România, făcând astfel din proprietatea rurală imobiliară un atribut exclusiv al calității de cetățean român. Aceste dispoziții, fiind edictate, într'un interes politic, economic și național, rezultă că un act de cumpărare intervenit în contra lor este isbit de o nuli-

tate absolută radicală, care prezintă un caracter emanente de ordine publică și ca atare nu poate fi acoperită, ori care ar fi forma, nici nu poate fi preserisă și poate fi invocată de orice persoană interesată și prin urmare și de vânzător sau succesorii săi.

Deși arătatele legi nu sancționează în mod expres cu nulitate actele făcute în disprețul lor, nulitatea este însă virtuală, căci e mijlocul prin care legiuitorul își ajunge scopul. Prin urmare chiar dacă cel care a cumpărat un asemenea imobil, fără a avea calitatea, l'a posedat 30 ani iar posterior l'a vândut unuia care este român, astfel că imobilul se deține astăzi de o persoană care are calitatea de a-l posedă, totuși primul act de vânzare fiind isbit de o nulitate absolută, și lipsit de orice eficacitate juridică, și cea de a doua înstrăinare nu e valabilă și se poate cere nulitatea ei. (Cas. S. U. 24 din 1 Iunie 1922. Curier Jud. 39/1922. Jur. Rom. 22/922, Pand. Rom. 1923, III, 17; Pand. Rom. 1924, I, 59).

36. Legea din Aprilie 1910 interpretând art. 7 din Legea rurală de la 1864 și art. 1 din Legea de la 1879, a prevăzut că prin cuvântul „sătean” și „cultivator sătean” se înțeleg și femeile sătence, preoții, servitorii bisericesti și învățătorii din comunele rurale și că toate înstrăinările ce se vor fi făcut în favoarea acestora sunt și rămân valabile.

Această interpretare trebuie aplicată și dispozițiilor legii pentru înstrăinarea bunurilor statului (art. 51), neexiștând nici o rațiune de a face vre-o distincție. (Cas. I, 162 din 21 Febr. 1922, Tribuna Jur. 24-27/922).

37. Chestiunea de a se ști dacă cumpărătorul unui teren dat după legile de împrumut are calitatea de lucrător manual de pământ, pentru a putea dobândi terenuri rurale, este o chestiune de apreciere a instanțelor de fond.

Prin urmare, în specie, tribunalul examinând actele depuse de părți, fără a săvârși nici o denaturare și afirmând că, din ele își face convingerea că, cumpărătorul terenului în litigiu avea la data cumpărării acea calitate, aprecierea sa scapă controlului Inaltei Curți. (Cas. I, dec. 668 din 18 Iunie 1923. Jur. Gen. 1923 No. 928).

38. Deși prin art. 984 c. civ., se cere pentru validitatea unei convențiuni și capacitatea de a contracta, la vânzare însă, prin art. 1306 c. civ. se arată că pot cumpăra toți cărora nu le este oprit prin lege. Cum minorilor nu le este interzis să cumpere, nu se pot creia nulități și decăderi în afară de lege. Incapacitatea lor ca parte contractantă și viciul de consimțământ nu împiedică existența obligațiunii — art.

951 c. civ. — ei fac numai ea obligația lor să fie anulabilă. Incapabilii de a contracta nu pot fi siliți a-și îndeplini obligația, ei având facultatea de a cere anularea ei, iar dacă renunță la exercitarea unei atari acțiuni în anulare sau nu au exercitat-o în formele și termenele prescrite de lege, obligația lor se execută. — cealaltă parte contractantă care este capabilă, neputând în nici un caz opune incapacitatea și prin consecință anularea, potrivit regulei din art. 952 c. civ., și cu atât mai mult terți cari sunt străini de convenția părților. (Trib. R. Sărat 333 din 15 Mai 1923, Jur. Gen. 1923 No. 1517).

39. Convențiunile contrare legilor de ordine publică nu produc nici un efect juridic și dobândirea unui imobil rural de către un străin, cu violarea dispozițiunilor de prohibițiune absolută prevăzută de art. 7 paragraful 5 din Constituție, nu poate realiza raportul juridic între factori, vânzarea fiind radical nulă, nulitatea care deși nu este expres prevăzută de lege, însă rezultă în mod virtual.

Faptul împământenirii acordată cumpărătorului posterior dobândirii imobilului, ca și renunțarea reclamanțelor de a se prevala de nulitate, confirmând actul prin acțiunea lor nu pot avea nici un efect: primul privind incapacitatea persoanei beneficiare numai

pentru viitor, nu și pentru actele trecute făcute cu violarea legii de ordine publică, rămâne fără ființă juridică iar secundul nu poate ratifica un act absolut nul. (Trib. Ilfov s. II, 520 bis din 31 Mai 1924 Curier Jud. 39/924, Dreptul 36/1924).

40. a) Nulitatea vânzării unui imobil rural vândut unui străin este o nulitate absolută și deci poate fi invocată de orice persoană interesată, în deosebi de vânzător sau „ayant-cause” ai lui.

b) Vânzarea nu devine valabilă prin naturalizarea străinului sau transmiterea ulterioară a imobilului unui român.

c) Imobilul astfel transmis nu se poate dobândi prin prescripția achizitivă.

d) Acțiunea în anulare a vânzătorului sau „ayant-cause” ai lui se prescrie prin 30 ani, conform art. 1890 cod. civil. (C. Apel Buc. s. II, 131 din 24 Martie 1925, Dreptul 16/1925, Bul. C. Apel 9/1925).

41. A se vedea: art. 5, Index „Legea rurală” și „Rurale pământuri” și notele respective; art. 11 cu notele respective; art. 475, Index „Legea rurală” și notele respective; art. 728, nota 14; art. 949, notele 1, 2; art. 1171, nota 90; art. 1310 Index „Pământ rural” și notele respective.

Art. 1307. — Vânzarea nu se poate face între soți decât pentru cauză de lichidațiune și anume:

1. Când, în caz de separațiune de patrimonii, unul dintre soți dă celuilalt, drept plata unei datorii, o avere a sa;

2. Când bărbatul cedă femeii, chiar nese separată, din averea sa, pentru o cauză legitimă precum pentru un imobil ce era dator să-i cumpere cu bani dotali, sau pentru o sumă ce-i datoră;

3. Când femeea cedă bărbatului său, din avutul său propriu, drept plata unei sume promise bărbatului ca dotă.

În toate cazurile moștenitorii rezervatari ai părților contractante au drept de-a ataca asemenea operațiuni dacă ele ascund beneficii indirecte. (Civ. 841—843, 939, 1233, 1247, 1250, 1258 urm., 1262, 1306; L. timbr. 20 § 35, 21 § 31, 61—e; Civ. Fr. 1595).

Text. fr. Art. 1595. — Le contrat de vente ne peut avoir lieu entre époux que dans les trois cas suivants:

1° Celui où l'un des deux époux cède des biens à l'autre, séparé judiciairement d'avec lui, en paiement de ses droits;

2° Celui où la cession que le mari fait à sa femme, même non séparée, a une cause légitime, telle que le remploi de ses immeubles aliénés, ou de deniers à elle appartenant, si ces immeubles ou deniers ne tombent pas en communauté;

3^o Celui où la femme cède des biens à son mari en paiement d'une somme qu'elle lui aurait promise en dot, et lorsqu'il y a exclusion de communauté.

Sauf, dans ces trois cas, les droits des héritiers des parties contractantes, s'il y a avantage indirect.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, § 350, p. 351, § 351, p. 349-352, n^o 20, 23;
 BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 202, 203, 205-208, 212, 213, 216, 220, 223, 225-227;
 BUFNOIR, *Propriété et Contrat*, ed. 2-a, p. 635;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 231, 435, 511, 512; ed. 1-a, III, p. 90, 348;
 DALLOZ, *Rép. Vente*, 415 urm.; *Suppl. Vente*, 169 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 21 bis, I, II, VI;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 223;
 GUILLOUARD, *Vente*, I, 148, 151, 152, 154, 156, 161, 163, 165;
 HUC, X, 40, 43;
 LAURENT, XXIV, 34, 38, 41, 42;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 205 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1436 urm.;
 TROPLONG, *Vente*, I, 180, 181, 183.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 589 urm., 886; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 784, 785; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 208, 209, 414; IX, p. 674 n. 4; X, p. 200, 740); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 103, 253 nota 1, 448; *Observație* sub. Trib. Tutova, 22 Sept. 901. Curier Jud. 80/1901; *Observație* sub. Jud. ocol. Dorohoi, 316 din 15 Iunie 904. Curier Jud. 55/904;
 BOTEZ CORNELIU, „*Actele juridice între soți*“. Curier Jud. 15/924;
 CANTACUZINO MATEI, p. 636, 637, 715;
 DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri Juridice* vol. IV „Chestiuni diverse“, p. 261, 262;
 DUMITRESCU A. M., II, 150 urm.;
 NACU, I, p. 68; II, p. 418; III, p. 190 urm.;
 POPESCU F. ION, *Nota* sub. Trib. Dolj, s. I. 241 din 19 Mart. 1910. Pagini Juridice 64/1910;
 ROSETTI-BĂLANESCU I., *Observație* sub. C. Apel Paris, 20 Iulie 1922. Pand. Rom. 1924-III-9;
 STĂNESCU ELEFTERIE, *Nota* sub. Trib. Iași s. II, Jurnal 28/924, Jur. Gen. 1925 No. 373.

INDEX ALFABETIC

- | | |
|--|---|
| Act autentic 7. | Lichidațiune 2, 3, 4, 13. |
| Acțiune indirectă 11, 15. | Licitatie 1, 15. |
| Acțiune pauliană 4, 11, 16. | Mandat 15. |
| Adjudecare 1, 15. | Moștenitori 2, 3, 4, 8. |
| Anulare, a se vedea „Nulitate“. | Moștenitori rezervatari 2, 3, 4, 8, 16, 17, 18. |
| Cesiuine 9, 13, 14, 17. | Nulitate 2, 3, 4, 5, 6, 8, 10, 11, 12, 14, 16, 18. |
| Contestație electorală 10. | Ordine publică 10. |
| Cotitate disponibilă, a se vedea „Sucesiuine“. | Ordonanță de adjudecare 1, 15. |
| Creditori 1, 2, 3, 4, 7, 11, 16. | Parte disponibilă, a se vedea „Sucesiuine“. |
| Cumpărători 16. | Pauliană acțiune 4, 11, 16. |
| Dare în plată 9, 13, 14, 17. | Plată 9, 13, 14, 17. |
| Datorie 9, 13, 17. | Prezumpție 7. |
| Divorț 9. | Procură 15. |
| Donație 3, 4, 5, 6, 8, 12, 17, 18. | Proprietate 9, 10. |
| Donație deghizată, a se vedea „Donație“. | Revocabilitate 4, 5, 8. |
| Dota 15. | Separație de patrimoniu 9. |
| Electorală contestație 10. | Simulație 4, 5, 7. |
| Exigibilitate 13. | Soți 1-18. |
| Fraudă 1, 3, 4, 7. | Sucesiuine, a se vedea „Moștenitori rezervatari“ și 3, 4, 5, 6. |
| Indirectă acțiune 11, 16. | Succesori, a se vedea „Moștenitori“. |
| Interpus 7. | Terțe persoane 1. |
| Irevocabilitate, a se vedea „Revocabilitate“. | Trmărire silită 1, 7, 14. |
| Liberațiune, a se vedea „Donație“. | Vânzare între soți 1-18. |

Jurisprudență.

1. Rezultă din textul legii chiar că scopul legiuitorului nu a putut fi altul punând această prohibițiune, de cât de a opri colusiunea dintre soți în fraudă terțiilor persoane. Legiuitorul

în art. 1307 nu a avut în vedere de cât vânzările private iar nu vânzările publice, când adică creditorii unuia din soți pun imobilul lui în vânzare și când publicitatea licitațiunii ridică ori ce bănuială de coniventă și de fraudă. (Apel Buc. I, 30, Feb. 7/79. Dr. 28/79).

2. Dacă prin art. 1307 s'a dat moștenitorilor rezervatari ai părților contractante dreptul de a ataca vânzarea dintre soți pentru cauză de lichidațiune în 3 cazuri excepționale prin aceea nu s'a exclus cât de puțin dreptul soților, moștenitorilor de ori ce categorie, rezervatari sau nerezervatari, și chiar creditorilor de a cere nulitatea ori cărei vânzări făcută între soți chiar și în alte cazuri de cât cele cuprinse în art. 1307. Și dacă legiuitorul n'a adăugat sancțiunea nulității vânzării dintre soți, ca în ipotezele art. 1308 și 1309, o asemenea nulitate rezultă necesarmente din redacțiunea imperativă a legii și a motivelor ce au determinat pe legiuitor a edicta o asemenea dispozițiune. (Apel Buc. I. 281 Nov. 30/81. Dreptul 13/82).

3. Nulitatea vânzărilor prohibite de care se ocupă art. 1307 rezultă atât din termenii proibitivi de cari s'a servit legiuitorul cât și din motivele ne cari se întemeiază articolul 1307. Și toate

actele pe cari legea le declară nevalabile sunt a se considera în general ca absolut nule dacă legiuitorul n'a statuat expres că numai unele persoane pot invoca nulitatea sau dacă această restricțiune nu rezultă din rațiunea legii. Or, motivul și scopul principal al art. 1307 a fost, nu ca să împedice liberalitățile cari trec peste partea disponibilă, ci mai cu seamă ca să se împedice abuzurile ce ar putea să facă soții de influența ce au unul asupra altuia. De unde urmează că facultatea de a se invoca nulitatea actelor făcute fără observarea formelor prescrise de art. 1307 nu se poate restrânge numai la persoanele cari au un drept de rezervă. Dispozițiunea finală a art. 1307, care îndrituește pe moștenitorii rezervatari a ataca vânzările încheiate între soți, dacă ele ascund beneficii indirecte, are în vedere o vânzare făcută între soți cu formele cerute de art. 1307 și prin urmare valabilă ca atare, ne fiind supusă criticii de cât numai în ceea ce privește călcarea rezervei prin beneficiile indirecte cari au fost acordate cumpărătorului. Din contra, dacă vânzarea care a avut loc între soți nu eră făcută pentru cauză de lichidațiune ea nu poate să valoare nici ca având forma unei vânzări. Deci dar, vânzările săvârșite între soți în afară de cazurile prevăzute de art. 1307 sunt absolut nule și se pot ataca de soți cât și de moștenitorii rezervatari și colaterali și de creditorii. (Cas. I, 319/Nov. 12/82, B. p. 1029).

4. Legiuitorul prin art. 1307, a stabilit în termeni imperativi că vânzarea nu se poate face între soți de cât pentru cauză de lichidațiune și anume în 3 cazuri pe cari le prevede. Legiuitorul a introdus această prohibițiune pentru soți ca nu ei să găsească mijlocul a contraveni dispozițiilor legii în privința cotității disponibile, fiind dificil erzielor a proba simulațiunea actului, pentru că s'ar fi dat unei înstrăinări caracterul de irevocabilitate proibit de art. 937, pentru trecerea averei de la unul la altul și punându-i în penibilă și spinoasă pozițiune ca să intențeze acțiunea pauliană care cere multe și dificile probațiuni, și în fine legiuitorul acordând dreptul soților ca în timpul căsătoriei să-și facă donațiuni, cari de altfel sunt revocabile, a stabilit în principiu că un act făcut între soți sub o altă formă, e nul și de nul efect, fără să facă discuțiune între persoanele cari ar fi în drept să invoace nulitatea unui atare act. Și din cuprinderea ultimului alineat al art. 1307 nu rezultă că numai moștenitorii rezervatari ai părților contractante au dreptul să atace un act de înstrăinare, ci toți cei cari se simt jic-

niți în drepturile lor prin asemenea acte de înstrăinare intervenite între soți. Prin cuvintele *în toate cazurile* legiuitorul a înțeles că erezii rezervatari chiar în cele 3 specii de lichidațiune specificate mai sus pot cere anularea unui act de vânzare intervenit între soți, însă cu condițiune ca operațiunea, adică lichidațiunea, să ascundă beneficii indirecte. Legiuitorul dând drept erzielor rezervatari ca să atace un act de înstrăinare chiar în cazul de lichidațiune a creat pentru ei un avantajiu pe care nu-l acordă creditorului și celorlalți erezi. În codul nostru însă nu există nici un text prohibitiv pentru erezii colaterali de a cere anularea unui act de înstrăinare făcut între soți, și din tăcerea legiuitorului rezultă și mai mult că el a voit ca asemenea acte să nu se facă și dacă se fac ele sunt nule, și toți cei cari au interes pot să le atace. (Trib. Prahova, I. Aprilie 3/81 Dreptul 14/82).

5. În principiu, vânzarea nu se poate face între soți din cauza înlesnirii ce ar avea dânsii ași face mutualmente prin mijlocul vânzării simulate, liberalități care ar depăși cotitatea disponibilă sau a imprima acestora donațiuni un caracter de irevocabilitate ce legea interzice sau a sustrage ori a micșora garanțiile creditorilor vre unuia din soți făcând a trece bunurile sale în patrimoniul celuilalt. Teoria care consistă a zice că vânzarea este valabilă între soți când are de obiect a ascunde o donațiune deghizată este cu totul neîntemeiată, căci pe lângă aceea că art. 940 declară într'un mod imperativ nulitatea unei atari donațiuni făcută între soți, apoi ca dânsa să fie valabilă, trebuie ca caracterul oneros, sub forma căruia a fost deghizată să se fi putut chiar el a se perpetra între soți, deci vânzarea fiind interzisă între soți și actul ce voeste a se simula e radicalmente nul. (Apel Buc. I, 281, Nov. 30/81, Dreptul 13/82).

6. Nu se poate de vânzării făcute în afară de cele 3 cazuri de excepțiune admise de lege, caracterul unor donațiuni făcute sub forma unui contract cu titlu oneros, donațiuni valabile ca atari și numai reductibile la cotitatea disponibilă după cererea moștenitorilor rezervatari, căci actele nule nu pot să producă absolut nici un efect juridic. În adevăr, ca să se poată ascunde o donațiune sub forma unei vânzări, trebuie ca actul de vânzare să fie valabil ca atare, căci vânzarea fiind nulă dispore ori ce formă, fie chiar și aparentă, ori ce umbră sub care s'ar putea ascunde o donațiune. (Cas. I, 319/Nov. 12/82, B. p. 1030).

7. Faptul unui soț de a trece prin vânzare averea sa în patrimoniul soției sale (afară de cazurile excepțio-

nale prevăzute de art. 1307), nu poate fi considerat de cât ca o ascundere sau o sustragere a gagiului pe care creditorii acestui sot o comptat. Vitiul fraudei și al colusiunii este inerent unei asemenea operațiuni intervenită între donă persoane care însușește o atare calitate. Ținându-se seamă de împrejurarea că sotul a vândut averea sa mobilă unui tertiu care peste câteva zile o revinde soției primului vânzător, se poate ridica o gravă prezumpțiune în contra sincerității unei asemenea vânzări între soți și ea, departe de ași fi avut ființa reală, nu poate fi considerată de cât ca un fapt simulat în scop de a ascunde averea de la urmărirea creditorilor sotului, iar autenticitatea ce s'ar da unei asemenea operațiuni nu e de natură de a valida un pretins act de înstrăinare. (Apel Buc. I. 9/Iunie 11/84 Dreptul 13/84).

8. Art. 1307 nu rezervă acțiunea în nulitate pentru cauză de beneficii indirecte acordate prin actul de vânzare, de cât erezilor rezervatari. De asemenea acțiunea care ar avea de scop de a stabili că vânzarea nu este de cât o donațiune deghizată și nulă ca atare, nu poate reveni de cât aceluiași erezi rezervatari, motivul legiuitorului fiind de a împiedica liberalitățile cari întrec partea disponibilă sau cari sunt irevocabile; colaterali nu au o atare acțiune. (Cas. I. 275/Sept. 26/86. B. p. 692).

9. Art. 1307, enumărând cazurile când vânzările se pot face între soți, dispune că vânzarea se poate face între soți în caz de separațiune de patrimonii și această vânzare constă când unul din soți dă celui alt, drept plata unei datorii, o avere a sa. De aci reese că legea consideră ca o vânzare faptul că unul din soți cedează celui alt sot, pentru a se achita de o datorie, averea sa. În asemenea caz, sotul care cedează averea sa pentru plata datoriei transmite celui alt sot chiar proprietatea lucrurilor sale cedate. Prin urmare, cesiunea averei ce sotul face soției sale drept plata dotei în caz de separațiune de patrimonii, este o adevărată transmitere de proprietate, iar nici de cum actul de constatarea plăței reale, prevăzut de art. 1262. (Cas. I. 174/Mai 15/92, B. p. 453. Aceeasi soluțiune în caz de divort. Cas. I. 116/Aprilie 5/93, B. p. 302).

10. Jurisdicțiunea chemată de lege a judeca contestațiunile electorale ce se ridică între cetățeni nu este îndrituită a declara nule actele de proprietate în virtutea cărora dâșii cer înscrierea lor în liste, mai cu seamă în cazurile în care nu e vorba despre o nulitate de ordine publică, aceasta aparținând numai instanțelor ordinare judecătorești așa dar, pe această cale excepțională nu se poate declara nul

actul prin care bărbatul a cumpărat dela femeea sa, în timpul căsătoriei, imobilul cu venitul căruia voește a se servi în constatarea censului electoral, pe motiv că o atare vânzare era proibită prin art. 1307 din codul civil, ca negăsindu-se în nici unul din cazurile excepționale prevăzute de acest articol. (Cas. II. 426/95 B. p. 641).

11. Vânzarea unui imobil făcută între soți în condițiile art. 1307 codul civil nu se poate anula de creditorii prin acțiunea din art. 974 ci numai prin acțiunea pauliană. (Trib. Covurlui I, Dreptul 74/96).

12. Vânzările făcute între soți, afară de cazurile prevăzute la art. 1307, fiind nule, nu pot valora nici ca donațiuni ascunse sau deghizate nulitatea rezultând din art. 940 § 2. (Trib. Tutova C. Jud. 80/901).

13. Codul civil, prin articolul 1307, al. II, prevede că vânzarea nu se poate face între soți decât pentru cauze de lichidațiune și anume, sotul poate ceda femeii, chiar nese separată, din averea sa, pentru o cauză legitimă, cum ar fi pentru plata unei sume de bani ce-i datora. Acest articol nu prevede decât o condițiune, ca cesiunea să fie valabilă: să aibă o cauză legitimă; nu cere însă ca și datoria să fie exigibilă. Astfel, dacă cesiunea s'a făcut pentru plata unei creanțe, ce soția avea contra sotului cu obligațiune ca soția să achite și alte datorii ale sotului, deși creanța soției, precum și celelalte creanțe, nu erau exigibile totuși cesiunea este valabilă. (Trib. Prahova I, C. Jud. 70/903).

14. Cesiunea averei imobile făcută de sot către soție, în timpul căsătoriei fără nici o cauză legitimă, este nulă, astfel că soția cu ocazia urmării silite a acelei averi a sotului, nu se poate prevala de o asemenea cesiune, pentru a susține că averea urmărită îi aparține. (Cas. II 57/904 B. p. 228).

15. Dacă soția a dat procură bărbatului de a cumpăra la licitație publică un imobil pe numele ei și cu bani dotali, deși sotul omite la licitație a declara aceasta tribunalului, însă în urmă, după adjudecare dacă el cere și tribunalul admite a se emite ordonanța pe numele femeii, printr'aceasta sotul n'a făcut o vânzare către soție, care este proibită ci a recunoscut numai existența mandatului ce i se dedese de a licita pentru dâșna, mai cu seamă când se dovedește că sotul n'avea bani, nici intenția spre a licita pentru el personal (Tribunalul Ilfov, III, Dreptul 34/1904).

16. Deși art. 1307 nu prevede expres sancțiunea nulității vânzărilor intervenite între soți, totuși este generalmente admis de doctrină și jurispru-

dentă că nulitatea este virtualmente cuprinsă în dispozițiunea prohibitivă a art. 1307 codul civil; această nulitate fiind bazată pe incapacitatea părților contractante și pentru apărarea intereselor de ordin privat, nu public, este o nulitate relativă care, după art. 1307 codul civil și majoritatea autorilor, poate fi invocată de moștenitorii rezervatari ai soților, de soții contractanți și de către creditorii lor;

Cumpărătorii posteriori ai imobilului deja vândut de soț soției — neintrând în nici una din categoriile de persoane mai sus arătate — nu pot cere nulitatea vânzării intervenite între soți;

Cumpărătorii posteriori, nu pot pretinde că au calitatea de creditori ai soțului vânzător, pentru a putea cere nulitatea vânzării intervenite între soți, întrucât dreptul lor de creanță ce reese din art. 1337 și 1341 codul civil nu este încă stabilit judecătorește și nici nu era născut în momentul vânzării, pentru că pe baza principiilor ce rees din art. 974 și 975 codul civil, să poată ataca vânzarea ce intervenise deja între soți. (Jud. rur. Ple-soiu (Argeș) 101/912; Curier Jud. 62/1912).

17. Art. 1307 codul civil, după ce pune principiul că vânzările între soți nu sunt permise, exceptează dela acest principiu între alte cazuri anume arătate și pe acela când bărbatul cedează femeii, chiar neseperată de bunuri, din averea sa pentru o cauză legitimă precum ar fi pentru o sumă ce-i datoră.

Că, chiar în cazurile în cari vânzările între soți sunt permise, legiuitorul a prevăzut prin ultimul alineat al aceluși articol că, moștenitorii rezervatari ai părților contractante au dreptul să atace asemenea operațiuni, dacă ele ascund beneficii indirecte.

Prin urmare, când instanța de fond constată că soțul a cedat soției, un imobil pentru lichidarea unei datorii constatată sinceră a făcut o justă aplicațiune a art. 1307 al. 2 codul civil când hotărăște că asemenea vânzare este valabilă. (Cas. I, 23 Ianuarie 1913, B. p. 64).

18. Motivul și scopul dispozițiilor prohibitive cuprinse în art. 1307 codul civil, este nu numai de a împiedeca liberalitățile, care întrec peste partea disponibilă, cât mai cu seamă de a se pune stavilă abuzului, ce ar putea să facă soții de influență ca o au unul asupra altuia precum și de a se stabili o garanție a revocabilității donațiilor între soți. Nu este deci o măsură specială de a garanta rezerva. De unde rezultă că facultatea de a se invoca nulitatea actelor făcute fără observarea formelor prescise de art. 1307 codul civil, nu se poate restrânge numai la persoanele cari au un drept de rezerva.

Deși în art. 1307 al ultim. cod. civil, se vorbește numai de moștenitorii rezervatari, aceasta are a se înțelege în sensul că acești moștenitori pot să-și exercite dreptul și în cele trei ipoteze excepționale, când vânzarea este permisă între soți; ori din moment ce în specie ne găsim în regula generală în care vânzările între soți sunt nule, atunci în lipsă de o dispoziție specială, dreptul de a ataca asemenea acte nu poate fi limitat numai la erezii rezervatari. A admite cealaltă soluție ar însemna, că nici soții nu au drept să ceară anularea căci legea vorbește numai de moștenitorii rezervatari ceea ce este inadmisibil. (Trib. Fălticeni 281 din 25 Nov. 1924. Jur. Gen. 1925, No. 183).

19. A se vedea: art. 1254, Index „Schimb între soți“, „Vânzare între soți“ și notele respective; art. 1409 notele 1, 2, 7.

Art. 1303. — Sub pedeapsă de nulitate nu se pot face adjudecări nici direct, nici prin persoane interpuse:

1. Tutorii, ai averei celor de sub a lor tutelă;
2. Mandatarii, ai averei ce sunt însărcinați să vândă;
3. Administratorii, ai averei comunelor sau stabilimentelor încredințate îngrijirii lor;
4. Oficianții publici, ai averilor statului ale căror vânzări se fac printr'insii. (Civ. 390, 812, 852 urm., 1306, 1539; C. P. 142; Civ. Fr. 1596).

Text. fr. Art. 1596. — Ne peuvent se rendre adjudicataires, sous peine de nullité, ni par eux-mêmes, ni par personnes interposées:

Les tuteurs, des biens de ceux dont ils ont la tutelle;

Les mandataires, des biens qu'ils sont chargés de vendre;

Les administrateurs, de ceux des communes ou des établissements confiés à leurs soins;

Les officiers publics, des biens nationaux dont les ventes se font par leur ministère.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, I, § 117, p. 478; IV, § 351, p. 347-349, n° 10;
BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 232-235, 237, 238, 241-247, 249, 250, 254;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 516; II, p. 434;
DALLOZ, *Rép. Vente*, 443 urm., 468, 564 urm.; *Suppl. Vente*, 182 urm., 555 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 118 urm.;
DEMOLOMBE, VII, 375, 751, 752;
GUILLOUARD, *Vente*, I, 119-121, 123, 125, 126, 129, 131;
HUC, X, 49, 50, 52;
LAURENT, XXIV, 44-47;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 209, 210;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1429 urm.;
TROPLONG, *Vente*, I, 187.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 599 urm., 805, 886; (II, ed. 2-a, p. 568, 733 urm.; III, part. I, ed. 2-a, p. 317; IV, part. I, ed. 2-a, p. 161; IX, p. 567); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 448. *Observație* sub. Cas. II, 169 din 11 Oct. 910. Dreptul 5/1911.
CANTACUZINO MATEI, p. 92, 637;
DUMITRESCU A. M., II, 183 urm., 451;
NACU, I, p. 156, 635 urm.; II, p. 418; III, p. 198 urm.;
TĂTARU G. V., *Prezidentul Tribunalului*, p. 187.

INDEX ALFABETIC

Adjudecare 1, 2, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.	Ipotecă 8.
Anulare, a se vedea „Nulitate“.	Mandat 2, 3, 5, 6, 7, 10.
Creanță 1.	Minori 1, 8, 9.
Creditori 2, 6, 7, 10.	Nulitate 2, 3, 6, 3, 9, 10.
Cumpărare, a se vedea „Adjudecare“.	Ordine publică 10.
Datorii, a se vedea „Creanță“.	Persoane interpuse 2.
Daune 9.	Prezumție 8.
Debitor 1.	Privilegiu 8.
Drept real 8.	Recurs 10.
Imobile 1, 2, 4, 7, 10.	Sotie 4.
Incapabili 4.	Tutor 1, 8, 9.
Interpuși 2, 4.	Urmărire silită 1, 2, 5, 6, 7, 8, 10.
	Vânzare, a se vedea, Adjudecare“.

Jurisprudență.

1. Art. 1308 e relativ la urmărirea bunurilor imobile ale minorilor asupra cărora tutorul este oprit a concura și a deveni adjudecatar, iar nu și în cazul când, pentru despăgubirea minorilor de creanțele ce au a lua, se urmărește averea debitorului lor. (Cas. II, 123/Iunie 28/76 B. p. 306).

2. După art. 1308, nu se pot face, sub pedeapsă de nulitate, adjudecari, nici chiar prin persoane interpuse mandatarii ai averii ce sunt însărcinați să vândă. De aci rezultă că creditorul urmărit ne fiind vânzător al imobilului urmărit, mandatarul său nu este mandatar însărcinat să vândă și poate deci deveni adjudecatar. (Cas. II, 180/Dec. 21/90, B. p. 1477; Cas. II, 182/80, Dec. 2/80, B. p. 418).

3. Această nulitate nu este creată de cât în interesul mandantului, ea nu poate fi invocată de cât de acesta. (Cas. II, 182, Dec. 2/80, B. p. 418).

4. Dacă la revendicarea imobilului s'a purtat adjudecatarea sotia primului adjudecatar, care avea autorizațiunea sotului său, prin aceasta nu se poate zice că ar fi o persoană incapabilă sau interpusă. (Cas. II, 29/Febr. 24/82, B. p. 237).

5. Art. 1308 înțelege a opri să cumpere pe mandatarii ai averii ce sunt însărcinați a vinde, nu însă și pe acei însărcinați cu urmărirea unei averi străine iar nu a mandantului. (Cas. II, 29/Febr. 24/82, B. p. 237).

6. Mandatarii averii ce sunt însărcinați să vândă, nu se pot face, sub pedeapsă de nulitate, adjudecari ai acelei averi. Creditorul urmărit însă poate deveni adjudecatarul averii ce urmărește. (Cas. II, 206/97, B. p. 1125).

7. Reprezentantul unui creditor poate cumpăra pe numele său personal, imobilul scos în vânzare, întru cât creditorul urmărit nu este vânzătorul imobilului, nici mandatar însărcinat a vinde. (Cas. II, 64/902, B. p. 228).

8. Nulitatea prescrisă de art. 1308, No. 1 din codul civil, a fost creată contra tutorilor cari din cauza situațiunilor ar putea să se inavutiască pe nedrept din bunurile minorilor de sub a lor tutelă; că însă, această prezumțiune cade atunci când tutorul, având un drept real asupra bunurilor minorilor, nu face decât să-si urmărească dreptul său. (Cas. II, 11 Oct. 1910, B. p. 1400).

9. Dacă tutorei îi este interzis să cumpere bunuri de ale minorilor (art. 390 al. 2 și 1308 al. 1 codul civil) sub

sanctiunea că minorul ajuns la majoritate să ceară anularea vânzării, pentru a putea fi obligat la daune, ele trebuie să fie dovedite, nerezultând din simpla împrejurare că prețul eșit la licitație a fost mai mic decât acel cu care acele bunuri fuseseră evaluate prin inventar. (Apel Galați I, No. 77, 1915; Curier Jud. 71/1915 p. 581).

10. Deși după art. 1308 al. 2 c. civ., între alții, mandatarii averei ce sunt însărcinați a vinde, nu se pot face, sub pedeapsa de nulitate, adjudecatori ai acestei averi, totuși creditorul următor nefiind vânzător al imobilului ur-

mărit, mandatarii său poate deveni adjudecatar. Pe lângă aceasta, nulitatea prevăzută de art. 1308 codul civil nu este de ordine publică, ci relativă, întrucât ea este de interes privat și nu poate fi invocat de cât de proprietarii imobilelor vândute în contra prohibițiunii legii iar nu și de fostul adjudecatar, care nu a depus prețul și care nu este de cât un tert; în orice caz o asemenea nulitate nu poate fi propusă pentru prima oară în Casație. (Cas. II, 216 din 10 Oct. 1921, Jur. Rom. 23/1921, Pand. Rom. 1922, III, 121).

Art. 1309. — Judecătorii și supleanții, membrii ministerului public și advocații nu se pot face cesionari de drepturi litigioase, cari sunt de competența curții de apel în a cărei circumscripțiune își exercită funcțiunile lor, sub pedeapsă de nulitate, spese și daune-interese. (Civ. 1084 urm., 1306, 1402; Civ. Fr. 1597).

Text. fr. Art. 1597. — Les juges, leurs suppléants, les magistrats remplissant le ministère public, les greffiers, huissiers, avoués, défenseurs officieux et notaires, ne peuvent devenir cessionnaires des procès, droits et actions litigieux qui sont de la compétence du tribunal dans le ressort duquel ils exercent leurs fonctions, à peine de nullité, et des dépens, dommages et intérêts.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 359 quater, p. 451-454, n. 1, 4, 5, 9;
 BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 257, 258, 260, 263-266;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 635;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 232, 434, 506, 512;
 DALLOZ, *Rép. Vente*, 1985 urm., 2005, 4991; *Suppl. Vente*, 867 urm.;
 DEMOLOMBE, XXIX, 69;
 GUILLOUARD, *Vente*, I, 133-138, 140;
 HUC, X, 54, 55;
 LAURENT, XXIV, 57-59, 61, 63;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 273 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1433 urm.;
 TROPLONG, *Vente*, I, 198-200.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 605 urm., 865, 886; (V, p. 31 t. și n. 1; VII, p. 46 nota; IX, p. 16); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 443 nota 3, 448; *Observație* sub. Trib. Vâlcea, 9 Mai 915. Dreptul 78/1915. *Observație* sub. C. Apel Iași s. I, 28 April. 1881. Curier Jud. 14/1901; *Notă* sub. C. Apel Cernăuți, 26 Dec. 1921. Pand. Rom. 1923-II-124; *Observație* sub. C. Apel Craiova s. II, 27 Nov. 907. Pagini Juridice. 22/1908;
 CANTACUZINO MATEI, p. 637;
 DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri Juridice*, I, p. 436 urm. „Pactum de quota litis“;
 DUMITRESCU A. M., II, 199 urm.;
 IONAȘCU TRAIAN, *Nota* sub. Cas. I, 248 din 18 Iunie 1897. Pand. Rom. 1922-I-201;
 NACU, II, p. 418; III, p. 201, 202;
 POLIZU-MICȘUNEȘTI N., „Pactul de quota litis“. Dreptul 65, 67, 68/1911;
 SACHELARIE AURELIA DR., *Nota* sub. Judec. Ocol. Târgoviște, 364 din 1 Nov. 921. Curier Jud. 12/1922;
 TANOVICIANU I., „Pactul de quota litis“. Dreptul 15, 16, 17/1901.

INDEX ALFABETIC

Acțiuni litigioase, a se vedea „Drepturi litigioase“.	Intenție 4, 12.
Adjudecare 9, 18.	Interpretare 1, 3, 11, 12.
Advocați 3, 4, 5, 7, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 19, 20, 21, 22, 23, 24.	Judecătorii de ocoale 16, 21.
Aleatoriu 2, 3, 4.	Licitatie 9, 18.
Anulare, a se vedea „Nulitate“.	Litigiu, a se vedea „Proces“.
Apărători 16, 21.	Litigioase drepturi 1, 3-11, 13-18, 20-23.
Aprecie suverană 11, 12.	Lucru incorporal 1, 3.
Cambie 16.	Lucru mobil 3.
Cesiune, a se vedea „Vânzare-cumpărare“.	Magistrați 3, 4, 6, 8, 9, 22.
Codul Napoleon 3, 4, 8.	Mandat 11.
Contestație, a se vedea „Proces“.	Mobil 3.
Contract de căsătorie a se vedea „Dotă“.	Nulitate 4, 6, 8, 19, 20, 22, 23.
Contract de «quota-litis» 11, 12, 19.	Obiect incorporal 1, 3.
Creanță 4, 6, 8, 18.	Ordine publică 3, 4, 11, 20.
Creditor 6.	Pact «quota-litis» 11, 12, 19.
Cumpărător, a se vedea „Vânzare-cumpărare“.	Posesiune 3, 4.
Debitor 7, 18.	Proces 3, 4, 8, 10-15, 17, 18, 22.
Dotă 7.	Quota-litis 11, 12, 19.
Drept incorporal 1, 3.	Ratificare 20.
Drept indiviz 10.	Renunțare 20.
Drept litigios 1, 3-11, 13-18, 20-23.	Retract litigios 3, 4, 8, 11, 14, 17, 22.
Evicțiune 2.	Revocabilitatea mandatului 11.
Excepțiuni 5.	Salarii 11.
Faliment 16.	Soți 9.
Francez cod 3, 4, 8.	Speculație, a se vedea „Aleatoriu“.
Funcționari 3, 23.	Succesiune 10.
Garanție 2.	Suverană apreciere 11, 12.
Imobil 1, 3, 4, 7.	Vânzare-cumpărare 1-24.
Incorporal drept 1, 3.	Vânzare între soți 9.

Jurisprudență.

1. Dispozițiunile art. 1309. fiind prohibitive, urmează a fi aplicate numai în cazul prevăzut de acest text și interpretat în sens restrâns. Or, pentru a fi aplicabil acest articol, trebuie ca obiectul vânzării să fie un lucru necorporal ceceea rezultă din dispozițiunile legiuitorului care întrebunțează cuvântul de *drepturi* pentru a desemna lucrurile necorporale. Deci nu poate fi vorba de drepturi litigioase atunci când se vinde un imobil ce se posedă și se poate posedă de vânzător; art. 1309 este aplicabil numai în cazul când s'ar vinde, nu un imobil, ci un drept sau acțiune asupra aceluși imobil, ceea ce este un drept necorporal, și prin urmare numai atunci ar intra în prevezățiunile art. 1309. (Cas. I, 266, Iunie 28/74, B. p. 181).

2. Un al doilea caracter ce trebuie a întruni vânzarea pentru a cădea sub prohibițiunea art. 1309. este că obiectul contractului de vânzare să fie, nu un obiect cert și determinat și garantat de evicțiune, ci numai sansa aleatorie a procesului *eventus dubius litis*. Dacă dar prin contractul de vânzare s-a stipulat garanția de evicțiune, ceea ce face ca șansa procesului să privească pe vânzător, iar nu pe cumpărător, prin urmare cumpărătorul n-a cumpărat nimic aleatoriu. (Cas. I, 266/Iunie 28/74, B. p. 182).

3. Dispozițiunea art. 1309 diferă de art. 1597 din codul Napoleon, întru cât prin acest articol se oprește oare cari persoane de a fi cesionari de procese, drepturi și acțiuni litigioase. Legiuitorul nostru a suprîmat expresiunile „processe și acțiuni“, fiindcă ele i s'au părut superflue, și ideea art. 1597 codul Napoleon este reprodusă prin mențiunerea numai a expresiunilor „drepturi litigioase“. În adevăr trebuie să presupunem că legiuitorul nostru introducând oare cari modificări în dispozițiunile primite din codul Napoleon a ținut seamă de opiniunile consacrate prin jurisprudența și teoria franceză. În această privință legiuitorul nostru trebuia să scrie că în general art. 1597 codul Napoleon se interpretă astfel că printrânsul s'ar opri funcționarii din ordinea celor menționați să se facă cesionari de un drept, fie că dreptul formează obiectul unui proces, ceceea se deduce din expresiunea „proces“, fie că poate să formeze obiectul unui proces, ceceea se deduce între altele din expresiunile „*droits et actions litigieuses*“. Legiuitorul mai trebuia să scrie, că definițiunea cuprinsă în art. 1700 codul Napoleon și 1403 codul civil asupra dreptului litigios nu se aplică de cât la cesiunea de drepturi litigioase prevăzută prin art. 1699 codul Napoleon, (art. 1402 codul civil). Așa dar expresiunile „drepturi litigioase“ din art. 1309. ne putând fi interpretate prin dispozițiunea art. 1403, ele vor avea a însemna în sensul larg, nu numai drepturile cari sunt în proces, ci și acele în privința cărora se poate naște o contestațiune serioasă; prin expresiunea „litigios“ se indică, sau că dreptul este contestat sau că poate fi contestat. Prin dispozițiunea art. 1309, legiuitorul a voit să împiedice ca magistrații sau advocații să nu abuzeze de influența ce au în virtutea funcțiunii ce ocupă sau a profesiei ce exereită spre a satisface dorințele de speculă și de cupiditate. Or, un funcționar poate să abuzeze de influența sa nu numai când dreptul ce ar voi să cumpere e în litigiu, ci și atunci când litigiul nu s'ar fi început. De aceea ar fi a contraveni scopului dispozițiunii și intențiunii legiuitorului, dacă am sustine, că prin drepturi litigioase, ar trebui să înțelegem numai acelea în privința cărora s'a început procesul. Prin expresiunile „drepturile litigioase“ se înțeleg toate drepturile, fie ele personale sau reale, mobiliare sau imobiliare. Dreptul e litigios nu numai când s'a cedat dreptul ca un ce necorporal deslipit de bunul la care se aplică, căci drepturile litigioase, ca toate drepturile, n'au o valoare ca abstracțiuni, ci numai cu privire la obiectul la care se aplică; deci ele există

prin acest obiect; deci și însuși obiectul fiind în litigiu sau putând fi în litigiu e un drept litigios în sensul art. 1309. Pe de altă parte nu se poate zice că în art. 1309 dreptul litigios e sinonim cu acțiunea sau că ar fi însemnând numai acțiunea, nu însă și însuși obiectul, căci acțiunea reprezintă dreptul, prin aceasta se referă totdeauna la însuși obiectul. Așa, de ar fi vorba de cesiunea unui drept litigios sau de cesiunea unei acțiuni sau de vânzarea unui lucru mobil sau imobil, care este în litigiu, sau asupra cărui poate fi litigiu, în toate cazurile de o potrivă există un drept litigios în sensul art. 1309 codul civil. În cât privește vânzarea unui imobil litigios, e indiferent dacă vânzătorul are sau nu posesiunea imobilului vândut și dacă este sau nu în stare a-l posedă. O asemenea rezervă, nu e întemeiată, căci faptul posesiunii nu poate fi un element spre a recunoaște într'un caz dat caracterul litigios; căci fiind vorba de imobil se poate ca vânzătorul să aibă posesiunea imobilului, să aibă titlurile să fie în stare a-l predă, și cu toate acestea imobilul să fie un drept litigios, dacă există sau dacă poate să nască un proces tocmai în privința vânzătorului. În această privință prin Nov. 112, cap. I, Justitian dispune: „*Propterea sancimus ut litigiosa dicatur et intelligatur res mobilis, vel immobilis, vel se movens de cujus domino inter actorem et reum quaestio movetur, vel per iudicalem citationem, vel per oblatas imperatori preces, judicique insinuatias et per eum adversario actoris notas factas*“ (conf. și C. 4 c. de litigiosis § 37); de unde rezultă că lucrul e litigios, fie că se înstrăinează de către reclamant care nu îl posedă sau de către părătul care-l posedă. Faptul posesiunii e indiferent pentru litigiositatea lucrului, și aceasta e și logic e și conform scopului dispoziției art. 1309, care e de ordine publică, și care nu poate suferi restricțiuni de felul arătat. Acel *dubius eventus litis* indicat ca un element constitutiv al litigiosității, este într'atâta adevărat în cât cesiunea ori-cărui drept sau lucru litigios implică în sine ceva aleatoriu, fiind pentru cumpărător sau cesionar incert care va fi rezultatul procesului intentat sau al procesului ce se va intenta. De vreme ce dar se constată pendența unui proces, în cât privește imobilul cumpărat, prin aceasta se constată că s'a cumpărat imobilul cu alternativa sau a câștigării sau a pierderii procesului, și așa dar se poate declara în specie că este vorba de o cesiune de drept litigios. Pe de altă parte, acel *dubius eventus litis* nu poate avea înțelesul că instanțele de fond ar fi obligate să

mai constate dacă din circumstanțele cauzei rezultă că funcționarul sau avocatul a cumpărat dreptul cu scop de a specula, căci: 1) specularea e inerentă naturii dreptului litigios și o constatare e superflue; 2) dacă de multe ori se cumpără drepturile litigioase cu intenția de a specula, adică de a vinde iarăși dreptul litigios cumpărat, aceasta este indiferent, întru cât litigiositatea dreptului nu se determină prin intențiunea de a specula, ci prin faptul obiectiv al existenței unui proces sau a posibilității nașterii unui proces; 3) scopul ce l'a avut legiuitorul, adică năbușirea spiritului de speculare, nu poate fi un requisit a nume pentru aplicarea legii, când aceasta nu e cuprins în art. 1309; a zice contrariul ar fi a proclama neaplicabilitatea legii, fiindcă în multe cazuri va fi greu de a constata intențiunea de speculare, și a mărgini o dispozițiune de ordine publică generală, ar fi a paraliza intențiile legiuitorului. (Cas. I, 75/Martie, 19/75, B. p. 49).

4. Spiritul care a presidat la edictarea acestei dispozițiuni prohibitive a fost temerea ce a avut legiuitorul ca nu cumva persoanele desemnate în acest articol să uzeze de poziția și influența lor, ca prin întrebuintare de diferite manopere să ajungă, într'un scop de speculație de a cumpăra procese compromițând astfel demnitatea oficiului ce prestează justiției, înveninând raporturile sociale aducând un prejudiciu intereselor private. Dacă dar prohibițiunea din art. 1309 este fundată pe aceste considerațiuni de ordine publică, apoi ea nu se poate aplica numai la cesiunea de creanțe, ci urmează a se întinde la cesiunea oricărui proces, sub orice formă cumpărarea lui s'ar asunde și oricare ar fi natura dreptului ce ar avea de obiect. Astfel prohibițiunea fiind absolută și presupunând speculațiunea, ea lovește pe orice avocat sau magistrat care cu știință devine cesionar de drepturi litigioase, chiar dacă dânsul n'ar fi avut intențiunea de a specula. Această interpretare a textului legii, în privința întinderii ce trebuie a se da cuvintelor de drepturi litigioase, este cu atât mai exactă, cu cât nu numai că corespunde cu spiritul legiuitorului, dar încă este conformă uzurilor și deciziunilor vechei jurisprudențe din Franța, pe care legiuitorul francez le-a avut în vedere la redactarea art. 1597 c. Nap., după care e tradus art. 1309. Chiar codul civil român cuprinde în cesiunea drepturilor litigioase vânzarea fondului sau a proprietății asupra căreia există un litigiu, astfel precum rezultă din art. 1404 al. III. Ori ce distincțiune s'ar face în privința cumpărării unui imobil litigios de către un

magistrat sau avocat, între cazurile când vânzătorul este sau nu este posesorul acelui imobil, o asemenea distincțiune nu poate fi admisibilă, de oare ce în ambele cazuri nu există în realitate de cât vânzarea unui lucru litigios, iar de altă parte toate cesiunile de procese relative la imobile s'ar valida sub cuvânt că s'a cumpărat un imobil supus la un proces, iar nu procesul relativ la un imobil, și astfel prin întrebuintarea acestui subterfugiu s'ar eluda dispozițiunile prohibitive ale legii. Astfel fiind, cumpărătorul care în calitate de avocat a cumpărat un imobil din circumscripțiunea curții sale, deși nu l-a cumpărat cu scop de speculă, însă cunoscând existența unui proces și luând asupra-și șansele lui, a cumpărat un drept litigios, și astfel dreptul său de proprietar urmează a fi anulat. (Apel Buc. I, 126, Apr. 20/74, Dr. 35/75).

5. Intimatul e în drept, ca mijloc de apărare la pretențiunile ce face cesionarul, să invoace dispozițiunile art. 1309, care interzice advocaților cesiunea unor drepturi litigioase. Argumentul tras din art. 108 pr. civ. privitor la excepțiuni, nu poate împiedică și margini dreptul său de a se apăra contra unei cesiuni nelegale. (Cas. I, 387/Dec. 18/76, B. p. 498).

6. După principiul pus în art. 1309, nulitatea prescrisă contra cesiunilor de drepturi litigioase către magistratii cuprinși în acel articol, nu poate fi pronunțată de cât după cererea proprietarului drepturilor cedate și pentru o cesiune care la facerea ei conținea un drept litigios, chiar numai aparinte să fi fost. Proprietarul drepturilor cedate nefăcând dar vre-o cerere în nulitate, prezumpțiunea este că cesiunea nu conține într'însa vre-un drept litigios; iar creditorul debitorului comun, nu poate avea dreptul să formuleze o asemenea cerere de nulitate din faptul că cesionarul l'a pus în discuțiune, nerecunoscând creanței sale dreptul de prioritate, căci atunci nulitatea cesiunilor de drepturi litigioase ar fi a se lăsa la voința exclusivă a părților, ceea ce legiuitorul nu a voit să facă prin citatul articol. (Cas. I, 6/Ian. 10/81, B. p. 9).

7. Dacă avocatul, după dreptul comun, nu poate cumpăra un drept litigios, nu va să zică că nu poate deveni proprietar asupra imobilului supus litigiului când acest imobil i s'a vândut prin contractul de căsătorie. Căci, convențiunile matrimoniale sunt libere a se face numai să nu jicnească prin ele dispozițiunile art. 1224, 1225 și 1226, și apoi legea arată, în vederea scopului principal, căsătoria, cum părțile pot să trateze despre interesele materiale, adoptând vre-un regim prevăzut de lege, și în privința trecerei pro-

prietății condițiuni mai favorabile de cât pentru asemenea cazuri în afară de ocaziunea căsătoriei. (Apel Galați I, 136, Oct. 3/88, Dr. 73/89).

8. În sistemul art. 1597 francez, care derivă din ordonanța din 1560, și care corespunde cu art. 1309 român, se poate susține că prin *drept litigios* se înțelege, nu numai drepturile deduse în judecată, ci și acelea cari prin natura lor pot da loc unei contestațiuni serioase și viitoare, pentru că acel legiuitor vorbind în acel articol despre drepturile ce nu pot face obiectul unei cesiuni, persoanelor enumerate într'însul, întrebuintase ca antiteză a cuvântului *proces*, acela de *drepturi sau acțiuni litigioase*, iar când vine la art. 1700, corespunzător cu art. 1403 român, unde vorbește de cesiunea drepturilor litigioase între particulari, spune clar că prin acest cuvânt înțelege a vorbi de drepturi cari au făcut obiectul unei litis-contestațiuni, prin o acțiune principală sau o contestațiune asupra fondului afacerii. Însă legiuitorul nostru ne mai vorbind în art. 1309 de altceva de cât de drepturi litigioase, iar în art. 1403 definind ceea ce el a înțeles prin aceste cuvinte, adică acele drepturi cari au făcut obiectul unei acțiuni sau contestațiuni în justiție, a voit a tăia scurt cu controversele ce s'au născut în doctrina și jurisprudența franceză la punerea în aplicare a codului Napoleon, precizând în mod indubitabil timpul din care magistratul sau avocatul nu se poate face cesionar al unor drepturi pentru susținerea sau afirmarea cărora ei erau chemați poate a exercita și interpune oficiul ministerului lor. Astfel fiind, urmează a se respinge nulitatea invocată contra unei cesiuni când nu se dovedește că în momentul în care s'a cedat o creanță ea făcuse în justiție, din partea oricui, obiectul unui proces sau contestațiuni. (Apel Craiova, II, Oct. 12/90, Dr. 76/90).

9. Art. 1307 și 1309 oprește vânzarea între soți și cesiunea drepturilor litigioase către magistrați și avocați. Astfel fiind, aceste articole nu pot avea nici o aplicațiune în cazul când avocatul devine adjudecatar, nefiind vorba, în specie, de vânzare între soți sau de cesiunea unui drept litigios în persoana avocatului. (Cas. II, 60/Mai 23/90, B. p. 733).

10. Nu există drept litigios și nu este loc la aplicarea art. 1309 cod. civil, atunci când cesiunea, desi a avut de obiect o parte indiviză dintr'o succesiune, nu s'a ivit însă, nici o contestațiune asupra fondului dreptului cesionat. (Apel Iași II, Dr. 65/96).

11. Contractul quota-litis, intervenit între un avocat și un client, este un contract permis, într-o cât nici prin

Codul civil, nici prin legea constitutivă a corpului de avocați, nu se prevede vre-o dispoziție dacă avocații pot sau nu să încheie cu clienții lor pacte de asemenea natură, astfel că rămâne la aprecierea justiției, care este în drept să decidă după cazul ce i se prezintă, dacă asemenea pacte sunt sau nu contrarii ordinii publice, sau moralei. Astfel dar, nimic nu se opune ca părțile să stipuleze o cotă parte a litigiului, drept salariu pentru munca și cheltuielile făcute de avocat. Contractul quota-litis intervenit între un avocat și un client este un contract de mandat salariat, de oarece, pe de o parte avocatul nu figurează în proces în numele său, ci numai în numele clientului, ale cărui drepturi le susține și pe de altă parte remunerația sa nu este exigibilă decât după terminarea procesului și numai în caz de câștig. Un asemenea mandat — deși mandatul de natura sa este revocabil — nu este revocabil, întru cât părțile contractante au înțeles a-l încheia în mod irevocabil, de oarece nu este admisibil a se susține că părțile, care stipulează o plată numai în caz de câștig și numai la terminarea procesului, înțelegând a lăsa mandantului dreptul de a revoca oricând în cursul procesului mandatul dat mandatarului și a-l priva astfel de beneficiul stipulat pentru osteneala și cheltuielile sale. De altmintrelea, chiar de s'ar admite că asemenea mandate sunt revocabile, totuși, atunci când mandatul este încheiat în interesul ambelor părți, nu poate mandantul să revocace fără nici un motiv mandatul și să priveze pe mandatar de beneficiul său. Pactul quota-litis nu poate fi asimilat cu cesiunea de drepturi litigioase întru cât contractul de cesiune de drepturi litigioase este un contract de vânzare, prin care cumpărătorul devine stăpân pe întreg procesul pentru un preț determinat și care constă într-o sumă de bani, pe când în pactul quota-litis avocatul este interesat numai la o parte din proces și prețul consistă în munca, silința și talentul său, care nu se poate cu înlesnire aprecia în bani, precum și cu cheltuielile de judecată făcute de dânsul, care de asemenea nu sunt susceptibile de a fi determinate încă dela început. Afară de acesta, într-o cesiune de drepturi litigioase, părătul are beneficiul retracțului litigios, răspunzând cumpărătorului prețul cesiunii, pe când în pactul quota-litis nu s'ar putea oferi avocatului prețul convenit, de oarece acest preț e ceva nedeterminat și incert, apoi avocatul nu intervine în proces în numele său, ci tot în numele mandantului său, ceea ce n'are loc la cesiunile dreptului litigios. (Apel Craiova, I, C. Jud. 22/97).

12. Avocații pot stipulă, cu clienții lor, o remunerație pentru munca ce au a depune în pregătirea și susținerea procesului și stipularea unei astfel de remunerații nu are nimic de ilicit și corespunde tuturor principiilor de drept și echitate. Astfel, când între client și avocat intervine convențiunea ca drept plată ostenețelor sale, avocatul să fie plătit cu o parte oarecare din câștigul realizat în procesul în care se însărcinează, nu se poate spune cu siguranță dela început, dacă acea convențiune conține speculațiunea necinstită, prohibită de art. 1309 din codul civil, sau dacă are de obiect numai fixarea anticipată a unei remunerații cuviincioase a avocatului, ce are a se efectua după terminarea procesului din câștigul realizat, lucru ce nu poate fi decât licit. Determinarea obiectului acestei convențiuni este o chestiune de fapt, ce trebuie a se deslega de instanțele de fond după împrejurările cauzei, clauzele convențiunii și intențiunea părților. (Cas. I, 248/97, B. p. 770 și Pand. Rom. 1922, I, 206).

13. Condițiunea principală cerută de art. 1309 cod. civil, care oprește pe avocați de a deveni cesionari de drepturi litigioase este ca, în momentul cesiunii, drepturile cedate să fi fost litigioase, adică să fi fost deschis un proces în privința lor. (Apel Buc. II Curier. Jud. 39/99).

14. Dacă, în ipoteza art. 1309 din codul civil, care oprește pe avocați de a se face cesionari de drepturi litigioase, un lucru poate fi considerat ca litigios, chiar atunci când se poate prevedea în privința lui un proces eventual, în ipoteza însă a art. 1402 din Codul civil, care tratează despre retracțul litigios, pentru ca lucrul să poată fi considerat ca litigios, trebuie ca în momentul chiar când se face vânzarea să existe proces sau contestație asupra fondului dreptului. (Cas. I, 135/900, B. p. 316).

15. Drepturi litigioase sunt nu numai acelea care sunt în proces ci și acelea asupra cărora se poate naște o contestație serioasă, cu alte cuvinte fie că dreptul este contestat, fie că se poate contesta. (Apel Buc. III, C. Jud. 40/901).

16. Apărătorii fiind creați de legiuitor în scop de a face oficiul de avocați pe lângă judecătorii de ocoale, dispozițiunile art. 1309 Codul civil, care interzice avocaților de a se face cesionari de drepturi litigioase, se aplică și apărătorilor; însă fiindcă aceștia din urmă nu au cădere de la lege de a-și exercita profesiunea, decât înaintea judecătorilor de ocoale, numai acele drepturi litigioase le sunt interzise de a cumpără, care sunt de competența judecătoriei de ocol, pe lângă care sunt autorizați să profeseze. Astfel, dacă un

apărător, care este autorizat a-și exercita profesiunea pe lângă judecătoriile de ocoale din București, devine cesionarul a două cambii litigioase, una de competența judecătoriei de ocol, și alta de competența tribunalului, în fața căruia nu-și poate exercita profesiunea, el n'are calitatea de creditor decât în baza unei asemenea cambii, pentru care poate cere declararea în stare de faliment a debitorului. (Apel Buc. I. C. Jud. 86/903).

17. În art. 1309 lucrul se socotește litigios, când dreptul poate face obiectul unei contestații serioase din partea debitorului, fie că litigiul a început în momentul cesiunii, fie că se poate prevedea; pe când în art. 1403 numai atunci, când în momentul cesiunii există proces sau contestație asupra fondului dreptului. (Trib. Mehedinți, *Dr.* 53/906).

18. Nu poate fi considerat ca cesionar al unui drept litigios în sensul art. 1309 din codul civil, cumpărătorul unei creanțe dela licitație publică, pe când nu există nici o contestație asupra validității acelei creanțe și nici se putea ști dacă debitorul se va opune la plata ei. (Cas. I. 19 Martie 1907, B. p. 403).

19. Atât înainte cât și după punerea în aplicare a codului civil, se încheiau și se pot încheia pacte de quota-litis, iar excesivitatea onorarului nu e de natură a avea de efect nulitatea pactului. (Cas. I. 209 din 12 Nov. 1908, *Curier Jud.* 71/909. În același sens: *Judec. ocol Târgoviște* 364 din 1 Nov. 1921, *Curier Jud.* 12/922).

20. Nulitatea prevăzută de art. 1309 c. civ., după care avocații sunt oprți de a se face cumpărători de drepturi litigioase, fiind bazată în esența ei pe un motiv de ordine publică, nu poate fi acoperită prin ratificare și nu poate fi vorba nici de vre-o renunțare din partea impricinatului la acțiunea în nulitate. (Cas. I. No. 109, 1914; *Jurisprudența Rom.* 1914, p. 359; *Dreptul* 1914, p. 308).

21. Apărătorii de la judecătoriile de ocoale având un cerc de activitate limitat la judecătoria de ocol pe lângă

care au fost autorizați a profesă, numai acele drepturi litigioase le sunt interzise a dobândi prin cesiune care sunt de competența judecătoriei pe lângă care își exercită profesiunea lor de apărători.

Prin urmare, cu drept cuvânt instanța de fond a decis că un apărător de pe lângă o judecătorie a putut deveni în mod valabil cesionarul unei cărți de judecată investită cu formula executorie, emanată de la judecătoria altui ocol decât acela pe lângă care profesază. (Cas. II, decizia civilă No. 239, din 16 Decemb. 1914; *Jurispr. Rom.* 1915, p. 166, *Curier Jud.* 36/915).

22. Pentru a se declara nulă o cesiune de drepturi făcută unui magistrat sau unui avocat, trebuie ca dreptul cedat să fie litigios.

Cu toată controversa ce există asupra acestui punct, în art. 1309 c. civ., ca și în art. 1403 din același cod, un drept se socotește litigios atunci când, în momentul cesiunii, există proces înaintea instanțelor judecătorești, de care proces atârnă confintirea de către justiție a existenței sau a inexistenței aceluși drept. (Trib. Vâlcea 1915, *Dreptul* 1915, p. 622).

23. Pentru ca un act să fie nul pe baza dispozițiilor art. 1309 c. civ., trebuie ca partea care a dobândit drepturile litigioase să se găsească în momentul confecționării actului în una din calitățile enumerate de acest articol, astfel că dacă funcțiunile cari atrag prohibițiunea unei persoane de a cumpăra drepturi litigioase încetează, acea persoană devine aptă de a dobândi asemenea drepturi. (C. Apel Buc. s. IV 2648 din 24 Mai 1923, *Dreptul* 36, 1923).

24. Dispozițiile art. 1309 c. civ., fiind de strictă interpretare nu se pot aplica decât față de persoanele cari au în chip efectiv calitatea de avocați în condițiile arătate de legea respectivă, iar nu și față de acei cari au avut când-va această calitate sau ar putea-o avea în viitor. (C. Apel Buc. s. IV 2648 din 24 Mai 1923, *Dreptul* 36/923).

25. A se vedea: art. 966, notele 4, 8.

CAPITOLUL III.

Despre lucrurile cari se pot vinde.

Art. 1310. — Toate lucrurile cari sunt în comerț pot să fie vândute, afară numai dacă vre-o lege a oprit aceasta. (Civ. 475, 476, 478, 571, 573, 647, 963, 965, 1248, 1518, 1750, 1844; Pr. Civ. 247, 389 § 1, 391, 514; *Constit. nouă* 17 urm.; *Constit. veche*, Art. 132; L. propr. liter. (Mon. of. 68/923), Art. 3; L. agr. 120, 121, 124, 125; L. pentru regularea proprietății rurale din 15 Aug. 1864, Art. 7; L. pentru menținerea și executarea Art. 7

din legea p. regularea propr. rur. din 13 Febr. 1879, Art. 1 urm.; Legea interpretativă a legii rur., 7 April. 1910; Legea privitoare la înstrăinarea loturilor dobândite prin împroprietărire. (Mon. of. 58 din 13 Mart. 1925); Legea de organizare a Dobrogei Noi, art. 115 urm.; Civ. Fr. 1598).

Text. fr. Art. 1598. — Tout ce qui est dans le commerce peut être vendu, lorsque des lois particulières n'en ont pas prohibé l'aliénation.

Doctrină străină.

BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 91, 92, 101, 104, 108;
 BUENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 515;
 DALLOZ, *Rép. Vente*, 43 urm., 103 urm., 471 urm.; *Suppl. Vente*, 18 urm., 29 urm., 202 urm.,
 GUILLOUARD, *Vente*, I, 173;
 HUC, VII, 68;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 210;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1369.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 557 urm., 613; (V, p. 108 urm., 118; IX, p. 16); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 443; *Observație* sub. Trib. Ilfov s. Notariat; 12 Sept. 1907. *Dreptul* 72/907; *Nota* sub. Trib. Teleorman s. I, 10/916. *C. Jud.* 27/916;
 BARZAN I., „*Starea juridică a locurilor de casă din satele Dobrogei vechi sub imperiul legilor survenite de la anexare și până astăzi*“. *Justiția Dobrogei* 2/923;
 BENDERLI D. G., „*Art. 125 din legea agrară*“. *Justiția Dobrogei* 2/924;
 BOSSIE ST. C., „*Vânzarea lucrului altuia*“. *Curier Jud.* 36/911;
 BUZDUGAN Z. C., *Loturile de 5 Ha, date locuitorilor săteni conform legii pentru înstrăinarea bunurilor Statului, nu se pot înstrăina*“. *Curier Jud.* 71/904;
 CANTACUZINO MATEI, p. 40, 634;
 CHIRĂNESCU-MIHAIL AL., *Nota* sub. C. Apel Constanța, 685 din 24 Nov. 1924. *Justiția Dobrogei* 1-2/1925;
 CRĂCIUN EUGEN, *Nota* sub. Cas. II, 342 din 4 Iulie 923. *Pand. Rom.* 1924-I-268;
 CRISTODORESCU C., *Nota* sub. Trib. Prahova, s. I, 6396 din 26 Sept. 1921. *Pand. Rom.* 1922-II-189; *Nota* sub. Judec. de ocol II rural Craiova, 31 Mai 1922. *Pand. Rom.* 1923-II-141;
 CRISTODORESCU C. și ȘTEFĂNESCU-PRIBOI DEM., *Codul legislației de expropriere*, p. 188 urm.;
 DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri Juridice*, vol. I, p. 458 urm. „*Vânzare de lucruri străine*“;
 DIMITRIU I. MATEI, „*Ridicarea caracterului de inalienabilitate a pământurilor rurale*“. *Curier Jud.* 37/908; „*Asupra evoluției caracterului inalienabilității pământurilor rurale și prelungirea inalienabilității peste termenul prevăzut de art. 132 din Constituție*“. *Curier Jud.* 53/1915; *Nota* sub. Judec. ocol. Calafat, 25 Sept. 1924. *Jur. Gen.* 1925 No. 121;
 DUMITRESCU A. M., II, 75 urm.;
 EFTIMIE C. D., *Notă* sub. Trib. Constanța, s. II, 33 din 29 Martie 1922. *Justiția Dobrogei* 1/923 și *Dreptul* 31/923; *Observație* sub. Trib. Constanța s. II, 33 din 29 Martie 1922. *Tribuna Juridică* 33-35/1922;
 GEORGEAN N., *Observație* sub. Trib. Dorohoi, Ordonanța 2950 din 20 Mart. 1925. *Pand. Rom.* 1925-III-69;
 MIHĂESCU I. N., „*Expirarea termenului inalienabilității pământurilor rurale*“. *Curier Jud.* 5/1916;
 MIHALCEA IORGU, „*Se pot înstrăina locurile de 5 Ha. date locuitorilor săteni conform legii pentru înstrăinarea bunurilor Statului?*“. *Curier Jud.* 65/904;
 NACU, III, p. 202, 203;
 NEGRU NICOLAE, „*Condițiunea legală a pământurilor rurale*“. *Curier Jud.* 12/1923;
 ORĂNESCU C., „*Proprietatea rurală față de legile și de jurisprudența noastră*“. *Curier Jud.* 4/908, 7/908, 9/908, 15/908, 19/908, 20/908, 21/908;
 POPESCU PETRE „*Inalienabilitatea pământurilor date după legea rurală*“. *Curier Jud.* 66/909;
 SACHELARIE AURELIA DR., *Notă* sub. Trib. Muscel, 7903 din 23 Sept. 921, *Curier Jud.* 16/923;
 SCRIBAN ȘTEFAN, *Notă* sub. Judec. ocol. Boșoteni-Romanați, 171 din 17 Nov. 909 și *Judec. ocol. rural Albeni, Gorj*, 20 din 1 Febr. 910. *Curier Jud.* 19/1910; *Notă* sub. Judec. ocol. I Rural Iași, 26 Nov. 911. *Curier Jud.* 44/1913;
 STĂCĂSCU TITU, „*Respectarea transferărilor pământurilor rurale dobândite în virtutea legilor anterioare de împroprietărire*“. *Dreptul* 16/922;

- STĂNESCU I. N., „Câteva considerațiuni privitoare la legea pentru înstrăinarea loturilor dobândite prin înproprietărire, din 11 Martie 1925 și a Regulamentului din 15 Aprilie 1925“. Curier Jud. 24/925;
- STOENESCU D. DEM., „Art. 125 din legea agrară. Respectarea înstrăinărilor legale“. Justiției Dobrogei 9/923; *Notă* sub. Trib. Mehedinți s. II, 230 din 17 Oct. 907. Pagini Juridice 27/908;
- VASILIU-BARNOSCHE DEMETRU, „Asupra legii din 15 Aug. 1864“. Curier Jud. 35/908;
- ZAMFIRESCU GH. NIC., *Nota* sub. Trib. Prahova s. I, 6396, din 26 Sept. 1921. Pand. Rom. 1922-II-189.

INDEX ALFABETIC

- Abrogare 21.
Agrară lege, a se vedea „Lege agrară“.
- Alienabilitate, a se vedea „Inalienabilitate“, „Vânzare-cumpărare“.
- Antichrează 10.
Aprecieri suverană 10.
Autentificare 27.
- Bunurile statului, înstrăinare 3, 11, 12, 24, 27.
Cărciumar 4, 11.
Casa rurală 27.
Cesiune 2.
Clăcășesc pământ, a se vedea „Pământ rural“.
- Cod Napoleon 14.
Comptabilitate publică 3, 11, 12, 24.
- Comună 24.
Concesiune de farmacie 17.
Constituție 18, 21, 22.
Construcții 5.
Creanța 2.
Creditor 2.
Cultivator de pământ 11, 12, 15.
- Dâmbovița, Râu navigabil 9.
- Dobândire, a se vedea „Vânzare-cumpărare“.
- Dobrogea 4, 5, 7, 21, 26.
Domeniu public 9.
Drept de retenție 5.
Eproptiere, a se vedea „Legea agrară“.
- Farmacie 17.
Femeie văduvă 15.
Francez Cod, a se vedea „Cod Napoleon“.
- Fraudă 8, 19, 20.
Îmbunătățiri 5.
- Imobil rural, a se vedea „Pământ rural“.
- Înproprietărire, a se vedea „Legea agrară“, „Pământ rural“.
- Împrumut 10.
- Inalienabilitate 1, 3, 4, 9, 11, 12, 13, 15, 18.
- Inexistență, a se vedea „Nulitate“.
- Instrăinare, a se vedea „Bunurile Statului“, „Inalienabilitate“, „Vânzare-cumpărare“.
- Instrăinare deghizată 8.
Legea agrară 18, 19, 20, 21, 22, 27.
- Legea înstrăinării bunurilor Statului 3, 11, 12, 24.
Legea interpretativă a Legii rurale 5, 6, 8.
Legea rurală, a se vedea „Legea interpretativă“, „Pământ rural“.
- Licităție 24.
Locuri de casă, a se vedea „Pământ rural“.
- Mandat tacit 14.
Moară 9.
Naturalizare 25.
Navigabil râu 9.
Nulitate 2, 3, 4, 8, 14, 23, 25, 26, 27.
Orășan 7, 12, 13.
Ordine publică 2, 3.
Pământ rural 1, 4, 5, 6, 8, 11, 12, 15, 18, 19, 20, 21, 22, 25, 26, 27.
Poseziune 5, 14.
Prescripție 6, 9, 13, 25.
Preț, plata lui 3.
Proprietar 2, 5, 14, 17.
Ratificare 14.
Râu navigabil 9.
Regulament organic 17.
Restituire 5.
Retenție 5.
Retroativitate 19, 20.
Rezoluțiune 14.
Român 7.
Rurală lege, a se vedea „Lege interpretativă“, „Pământ rural“.
- Rural pământ, a se vedea „Pământ rural“.
- Săteni 1, 6, 11, 12, 13, 15.
Schimb 27.
Servitute 9.
Stat, a se vedea „Bunurile Statului“ și 9, 26.
Străin 25.
Successiune 17.
Successor cu titlu particular 25.
Suverană apreciere 10.
Transcriere 8.
Văduvă 15.
Validare 13, 19, 20, 22.
Vânzare-cumpărare 2, 3, 4, 6, 7, 11, 12, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 24, 25, 26, 27.
Vânzare deghizată 8.
Vânzarea lucrului altuia 14, 16, 23.

mul de a dispune de lucrul său în mod absolut și de a-l înstrăina, afară numai când o lege particulară i-ar interzice alienarea (art. 1310), urmează că ea trebuie declarată nulă și contrarie art. 5. (Apel Buc. II, 2 Ian. 13/93. *Dr.* 45/93).

3. Din dispozițiile art. 51 din legea înstrăinării bunurilor statului din 1839, rezultă că legiuitorul nu a înțeles să pue sub aceeași sancțiune prohibitivă de înstrăinare a tuturor categoriilor de loturi, căci pe când declară inalienabile pe timp de 30 ani fără nici o rezervă și într'un interes de ordine publică loturile de 5 Ha, oprește înstrăinarea loturilor de 10 și 25 Ha. numai până la plata prețului adică în interesul vânzătorului. Astfel fiind, nulitatea care rezultă din această din urmă prohibiție, nu poate fi decât relativă și deci invocată numai de către Stat în interesul său. (Cas. I. 406 din 28 Oct. 1909. *Jurisprudența* 38/1909).

4. Loturile mici date de Stat în Dobrogea sunt inalienabile. Prin urmare e nulă vânzarea unui asemenea lot către o persoană care în momentul cumpărării avea profesia de cărciumar. (Cas. I. 686 din 13 Dec. 1910. *Jurisprudența* 5/911).

5. Conform art. 12 legea interpretativă din 1879 aplicabil și pământurilor din Dobrogea în caz de restituirea unui pământ, dacă proprietarul nu voește să păstreze pentru el îmbunătățirile făcute de posesor, acesta n'are drept în acest caz să pretindă valoarea lor sau să i se recunoască dreptul de retenție asupra pământului. (Cas. I. 686 din 13 Dec. 1910. *Jurisprudența* 5/911).

6. Pământurile date după legea rurală putând fi înstrăinate între săteni, urmează că ele se pot dobândi de săteni prin toate modurile prevăzute de dreptul comun dacă cel ce dobândește îndeplinește condițiile legii rurale din 1864 și a celei interpretative din 1879, astfel că asemenea pământuri sunt susceptibile și de prescripție. (Cas. I. 716 din 20 Dec. 1910. *Jurisprudența* 6/911).

7. Pământurile din Dobrogea stăpânite pe baza de tapiuri verificate și admise de comisiunea instituită conf. art. 4, se pot înstrăina și către un orășan, numai să fie cetățean român. (Cas. I. 139 din 21 Febr. 1911. *Jurispr.* 13/911).

8. Actele de înstrăinare deghizate pentru a fraudă legea rurală nefiind

Jurisprudență.

1. Legea rurală a declarat inalienabile pământurile date sătenilor, însă numai acele cari s'au dat în condițiunile și limitele legii rurale, iar nu și cele luate fără drept și peste prescripțiunile legii. (Apel Buc. II, 77, Mart. 30/89. *Dr.* 35/89).

2. Clauza prin care se oprește creditorul de a cedă creanța sa, atingând drepturile proprietarului care are drep-

permise de legea din 1879, transcrierea unui asemenea act nu poate să-l facă valabil căci despre efectul transcrierii nu poate fi vorba de cât la actele permise de lege iar nu și la acele care sunt declarate nule ca fiind făcute în fraudă legii. (Cas. I, 759 și 760 din 30 Oct. 1912. Jur. Rom. 2/913).

9. Dâmbovița fiind unul din râurile declarate prin lege navigabile, face parte din domeniul public al Statului și ca atare, bunurile domeniului public fiind scoase din comerț, nu pot face obiectul unui contract, fiind inalienabile și imprescriptibile.

Prin urmare, curtea de apel violează aceste principii de drept înscrise formal în art. 476, 963, 1310 și 1844 din codul civil, când califică de servitute învoirea acordată unei persoane de a lua din râul Dâmbovița apa necesară pentru moara sa și dă acelei învoiri efectul unei servituți. (Cas. secțiunii n. nite 2 din 26 Ianuarie 1912. B. p. 137, Curier Jud. 18/912, 45/912).

10. Când instanța de fond constată în fapt și deci în mod suveran, că un act de împrumut cu anticheză conține o înstrăinare deghizată, făcută în fraudă legii rurale din 1864, cu drept cuvânt hotărăște că acel act e nul, chiar dacă deținătorul actual al pământului este sătean cultivator de pământ, de oare ce cedentele nu i-a putut transmite mai multe drepturi de cât avea el însuși. (Cas. I, 850 din 27 Nov. 1912. Jur. Rom. 8/913).

11. Loturile mici de 5 hec. vândute în baza legii pentru înstrăinarea bunurilor statului din 1881, sunt inalienabile în condițiile legii de împrumut din 1864, adică nu se pot înstrăina, decât către săteni cultivatori manuali de pământ, sau către comună.

Prin urmare, un cărciumar, nu poate să cumpere în mod valabil un asemenea lot întru cât el nu poate fi considerat ca sătean cultivator de pământ. (Cas. s. I, 320/912. Curier Jud. 38/912).

12. Legiuitorul creind mai multe categorii de pământuri prin legea rurală și prin legea asupra înstrăinării bunurilor Statului, n'a declarat inalienabile de cât pe cele vândute sătenilor, potrivit art. 19 și următorii, lăsând sub aplicațiunea dreptului comun al alienabilității pe toate celelalte categorii de pământuri, adică și acelea vândute locuitorilor mărginași, potrivit art. 13.

Prin urmare, loturile locuitorilor de la marginea orașelor, lucrătorii manuali de pământ, se pot înstrăina conform dreptului comun. (Cas. s. I, 461, 1912. Curier Jud. 50/912).

13. Legiuitorul, în scop de a proteja pe locuitorii săteni ca și cel dela 1864 și 1878, a creat două categorii de pământuri și a declarat inalienabile nu-

mai pe acelea vândute sătenilor, potrivit art. 13 și urm.

Prin urmare, din momentul ce instanța de apel constată că o moșie scoasă în vânzare este situată în jurul orașului și că cumpărătorii sunt în majoritate mărginași, iar ceilalți locuitori săteni sunt și ei din o comună aproape de oras, această moșie intră în categoria celor alienabile prevăzute de art. 13 și urm. din lege și deci, asemenea loturi se pot prescrie prin trecerea termenului de 10 ani dela majoritatea celor ce revendică. (Cas. s. I, 444/912, Curier Jud. 70/912).

14. Prin eliminarea art. 1599 din codul Napoleon, legiuitorul român n'a voit decât să înlăture discuțiile și controversele provocate de fixitatea și rigoarea excesivă a textului francez și să lase, în privința vânzării lucrului altuia, ca judecătorul fondului călăuzit de principiile generale, suficiente în materie, să decidă în fiecare caz special asupra validității și efectelor unei asemenea vânzări.

Vânzarea lucrului altuia nu se poate a se declara nulă în sens de neexistență întru cât ea îndeplinește toate condițiunile esențiale pentru validitatea unei convențiuni. În special, obligațiunea cumpărătorului are drept cauză juridică dobândirea posibilă și licită a proprietății unui lucru (963, 968, 1008 și 5 din codul civil). Ca consecință, vânzarea lucrului altuia, nefiind radical nulă, se poate ratifica. La baza unei asemenea vânzări se presupune întotdeauna un mandat tacit dat vânzătorului de adevăratul proprietar, în cât ceea ce e ratificabil e acel mandat și cu el neapărat, și vânzarea efectuată. Vânzarea lucrului altuia e rezolubilă din partea cumpărătorului, întru cât vânzătorul nu are putința să-și execute obligațiunea sa de a asigura celui dintrăi pasnica posesiune a lucrului vândut (1337 și 1021 din codul civil).

Fată de adevăratul proprietar o asemenea vânzare are a se declara fără efect, nulă în sens de neopozabilă, fără a se prejudeca întru nimic validitatea ei în raportul dintre părțile contractante. (969 și 973 c. c.). (Jud. rur. Fierbinți-Ilfov, 16/912. Curier Jud. 37/912).

15. Locurile de casă date în virtutea legii rurale din 1864 la altă categorie de săteni de cât acei cari au făcut clacă cum și văduvelor fără copii și nevolicilor sunt inalienabile în aceeași condițiuni ca și locurile de muncă și deci nu se pot înstrăina către sătenii cari nu au meseria de cultivatori, ci o altă ocupație sau profesie. (Cas. I, 125 din 13 Febr. 1913. Jur. Rom. 14/913).

16. Vânzarea lucrului altuia e valabilă atunci când părțile în intenția lor înțeleg să deroage de la efectul normal al vânzării, adică al tranzațiunei

imediate de proprietate. (Judec. ocol I, Buc. 860 din 11 Iunie 1920. Curier Jud. 3/921).

17. Concesionarul unei farmacii a cărei deschidere a fost autorizată sub regulamentul organic, dobândind în deplină proprietate dreptul de concesiune, acest drept poate fi transmis prin vânzare, succesiune, etc. (C. Apel Iași s. I, 22 Februarie 1921. Dreptul 27/921).

8. Deși potrivit art. 160 Legea agrară din 1921 pentru vechiul Regat și în conformitate cu art. 19 din Constituție, modificat în 1917, unele din dispozițiile acestei legi agrare fac de drept parte din art. 19 din Constituție, totuși art. 125 prin care se validează toate transferările de pământuri rurale dobândite în virtutea oricărei legi de împrumut, nu face parte din art. 13 din Constituție.

Prin urmare art. 125 prevăzând o prescripție legală ordinară, nu poate avea aplicație când vine în contradicție cu o dispoziție de ordin constituțional. Astfel prin art. 132 din Constituția din 1884 terenurile rurale fiind inalienabile 32 ani, o vânzare de pământ rural făcută în 1908 către unul care nu avea capacitatea după legea rurală de a dobândi asemenea imobile, nu poate fi validată pe temeiul art. 125 al legii agrare din 1921. (Trib. Prahova s. I, Jurnal 6396 din 26 Sept. 1921. Pand. Rom. 1922, II, 189; Cas. I, 554 din 29 Mai 1923; Jur. Rom. 19/923; Cas. I, 418 din 1 Mai 1922. Jur. Rom. 18/922, Curier Jud. 39/922, Pand. Rom. 1923, III, 33, Cas. I, 1054 din 24 Oct. 1922. Jur. Rom. 3/923).

19. Art. 125 al. 2 din legea Agrară din vechiul Regat prevăzând că „transferările pământurilor rurale dobândite în baza diferitelor legi de împrumut se respectă”, a înțeles să valideze orice înstrăinări făcute prin legile anterioare de împrumut, chiar când au fost făcute în fraudă a acestor legi.

Legiuitorul agrar din 1921 a înțeles ca să respecte toate înstrăinările efectuate în condițiile legilor anterioare de împrumut, cari constituiesc drepturi câștigate, în cât legea nu poate avea un efect retroactiv. (Trib. Muscel Proces verbal 7903 din 23 Sept. 1921, Curier Jud. 16/923).

20. Dispozițiile art. 125 al. II L. agrară se aplică vânzărilor din trecut, deci au un caracter retroactiv și mai mult încă, nu statuează decât pentru trecut, validând astfel chiar vânzările făcute în fraudă legilor agrare anterioare.

Aceste dispoziții se aplică și locurilor de casă și grădina de oare ce legea nu face nici o distincție între locurile de casă și terenurile de cultură. (Judec. ocol II rural Craiova 31 din 15 Mai 1922. Pand. Rom. 1923, II, 141).

21. În virtutea art. 125 din legea agrară dela 1921, înstrăinările în loturi mici din Dobrogea-Veche, dobândite în virtutea diferitelor legi de împrumut, urmează a fi respectate, dispozițiile legii din 3 Aprilie 1882 și ale art. 132 din Constituție fiind abrogate. (Trib. Constanța s. II, 33 din 29 Mart. 1922 Justiția Dobrogei 1/923, Tribuna Juridică 33-35/922, Pand. Rom. 1923, III, 39, Dreptul 31/923).

22. Art. 125 al. 2 din legea agrară din 1921 care validează transferările de pământuri rurale dobândite în virtutea diferitelor legi de împrumut, se consideră ca o dispoziție constituțională și deci urmează a-și avea aplicația sub noua Constituție. (C. Apel Craiova s. II, 327 din 28 Dec. 1923, Bul. C. Apel 2/924).

23. Vânzarea lucrului altuia este nulă în sens de inexistență, pentru lipsă de cauză, cu toată controversa ce există asupra acestui punct. (Judec. ocol. Calafat 25 Sept. 1924, Justiția (Craiova) 12/924).

24. Înstrăinarea bunurilor private ale comunelor nu se poate face, oricare ar fi valoarea bunului, decât cu formele licitațiunii publice așa cum prevede art. 216 din Legea comptabilității publice. Dispozițiunile art. 86 al. ultim din aceeași lege, care prevede vânzarea bunurilor private ale comunelor, pe baza unei deciziuni a consiliului comunal, când valoarea lucrului e mai mică de a 20-a parte a venitului comunei, fără aprobarea autorității tutelare, se referă numai la faptul dacă terenul poate fi înstrăinat, dacă este necesară o asemenea înstrăinare, iar nu la modul cum are a se face înstrăinarea și care e prevăzut anume prin art. 216 al. legii comptabilității publice a Statului. (C. Apel Constanța 685 din 24 Nov. 1924, Justiția Dobrogei 1-2/925).

25. a) Nulitatea vânzării unui imobil rural vândut unui străin este o nulitate absolută și deci poate fi invocată de orice persoană interesată, în deosebi de vânzător sau „ayant-cause” ai lui.

b) Vânzarea nu devine valabilă prin naturalizarea străinului sau transmiterea ulterioară a imobilului unui român.

c) Imobilul astfel transmis nu se poate dobândi prin prescripția achizitivă.

d) Acțiunea în anulare a vânzătorului sau „ayant-cause” ai lui se prescrie prin 30 ani conform art. 1890 c. civil. (C. Apel Buc. s. II, 131 din 24 Martie 1925, Dreptul 16/925, Bul. C. Apel 9/925).

26. Potrivit art. 115 din Legea de organizare a Dobrogei-Noi, sunt nule de drept și fără valoare orice înstrăinări de bunuri rurale făcute de la 28 Iunie 1913 și până la verificarea defi-

nitivă a dreptului vânzătorului, iar sancțiunea pentru astfel de înstrăinări este conform art. 116 aceleiași lege, că bunul vândut este și rămâne de drept proprietatea Statului. (Comisiunea pentru verificarea titlurilor de proprietate și expropriere, ocol Bazargic, 76 din 11 Febr. 1925, Pand. Rom. 1925, III, 73).

27. Pământul dobândit de săteni pe baza legilor pentru reforma agrară, cel dobândit prin diferite legi de împroprietărire, prin legea de înstrăinare a bunurilor statului, ori prin cumpărare de la Casa Rurală nu poate fi vândut sau cumpărat de cât sub rezerva îndeplinirii condițiilor cuprinse în noua lege privitoare la înstrăinarea loturilor dobândite prin împroprietărire.

Scopul legii este:

a) De a împiedeca despoierea sătenilor de pământul dobândit prin împroprietărire, operație atrăgătoare având în vedere prețul urcat al pământului.

b) De a opri fărâmițarea excesivă a loturilor de împroprietărire.

c) De a evita acumularea acestor pământuri în mâna câtorva cumpărători, cari ar refaca latifundiile.

d) Ca să nu ajungă pământul în mâna celor cari nu-l muncesc.

În consecință, pentru a se ajunge toate

telurile urmărite de legiuitor, trebuie să înglobăm în prevederile acestei legi toate contractele cari operează o transmisiune de proprietate a unor asemenea imobile și deci implicit și contractele de schimb. Aceasta mai reiese și din expunerea de motive a acestei legi, care cere forma autentică pentru contractele ce implică o transmitere de proprietate, în scopul ca organele însărcinate cu autentificarea să poată controla îndeplinirea condițiilor cerute de lege și printre aceste contracte înscrie și pe cel de schimb, ceea ce vădește că legiuitorul le-a cuprins de asemenea în sfera de aplicare a acestei legi.

Așa fiind, contractele de schimb nu se vor putea face de cât cu îndeplinirea condițiilor prevăzute de art. 2 și urm. din citata lege. (Trib. Dorohoi, Ordonanța No. 2950 din 20 Martie 1925, Pand. Rom. 1925, III, 69).

28. A se vedea: art. 5, Index „Legea rurală”, „Rurale pământuri” și notele respective; art. 7, notele 4, 8, 9; art. 472, nota 1; art. 475, Index „Legea rurală” și notele respective; art. 476 cu notele respective; art. 654, nota 5; art. 963 cu notele respective; art. 966, notele 5, 13; art. 1248 cu notele respective; art. 1294, notele 10, 11, 13; art. 1306 cu notele respective; art. 1337, nota 2; art. 1844, notele 13, 14.

Art. 1311. — Dacă în momentul vânzării, lucrul vândut eră perit în tot, vinderea este nulă. Dacă eră perit numai în parte, cumpărătorul are alegerea între a se lăsa de contract, sau a pretinde reducerea prețului. (Civ. 948, 962, 1030, 1031, 1155, 1196, 1347; C. com. 16, 62 urm.; Civ. Fr. 1601).

Text. fr. Art. 1601. — Si au moment de la vente la chose vendue était périe en totalité, la vente serait nulle.

Si une partie seulement de la chose est périe, il est au choix de l'acquéreur d'abandonner la vente, ou de demander la partie conservée, en faisant déterminer le prix par la ventilation.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, § 349, p. 336, n° 20;
 BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 92, 99;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 512;
 CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 184 urm., 195;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 437, 473;
 DALLOZ, *Rép. Vente*, 553 urm.; *Suppl. Vente*, 255;
 GUILLOUARD, *Vente*, I, 168;
 HUC, X, 70;
 LAURENT, XXIV, 89, 90;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 217, 218;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1366.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 557 urm., 613; (VI, p. 259; IX, p. 17);
 CANTACUZINO MATEI, p. 734;
 DUMITRESCU A. M., II, 82 urm., 239, 482 bis;
 NACU, III, p. 203, 204.

CAPITOLUL IV.

Despre obligațiunile vânzătorului.

Secțiunea I. — *Dispozițiuni generale.*

Art. 1312. — Vânzătorul este dator să explice curat îndatoririle ce înțelege a luă asupra-și.

Verice clauză obscură sau îndoioasă se interpretează în contra vânzătorului. (Civ. 977 urm., 983 urm., 1027; Civ. Fr. 1602).

Text. fr. Art. 1602. — Le vendeur est tenu d'expliquer clairement ce à quoi il s'oblige.

Tout pacte obscur ou ambigu s'interprète contre le vendeur.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 353, p. 360;
 BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente* 284;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a p. 746;
 DALLOZ, *Rép. Vente* 563 urm.; *Suppl. Vente* 256 urm.;
 GUILLOUARD, *Vente*, I, 202, 203;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 218;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1357;
 TROPLONG, *Vente*, I, 257, 258.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 631 urm.; (V, p. 112, 296, 298-300; IX, p. 16, 56, 57);
Observație sub. Cas. III, 5 Dec. 1919. Pand. Rom. 1924-III-84;
 CANTACUZINO MATEI, p. 639;
 DUMITRESCU A. M., II, 316 urm., 484 bis;
 HAMANGIU C., *Proprietatea literară și artistică în legislația Românească*, p. 34;
 NACU, III, p. 205.

Jurisprudență.

1. Clauza prevăzută prin art. 6 din legea pentru vânzarea bunurilor Statului, însemnează numai că Statul nu răspunde de evicțiune, în caz când o terție persoană, exercitând acțiunea în revendicare, ar luă o porțiune din pământul vândut. Din momentul ce însă se constată, că Statul a vândut o moșie așa după cum eră individualizată prin documente și fără a specifica că vinde moșia numai până unde pretinde că se întinde posesia în momentul vânzării, apoi după principiul general prevăzut prin art. 1312 c. civ., se interpretează actul de vânzare în sensul că în intenția părților a fost ca Statul să vândă această moșie în întinderea rezultând din documente, iar nu numai după cum o stăpânea în momentul vânzării. (Cas. I, 19/Ian. 16/87, B. p. 28).

2. Dacă e vorba de un contract de vânzare din natura căruia nu poate decurge altă obligațiune de a face de cât predarea, în consecință vânzătorului nu i se poate cere de cât această obligațiune, afară de cazul când printr-o stipulațiune specială i s'a pretins și el a consimțit a-și luă și altă obligațiune accesorie, în care caz însă clauza trebuie să fie clară și neîndoioasă ca să-l poată obligă, pentru că în cazul con-

trariu s'ar interpretează în favoarea lui, ca un debitor ordinar conform art. 983, iar nu contra lui, conform art. 1312, care nu este aplicabil de cât în obligațiunile ce-i impune natura contractului de vânzare. (Apel Buc. III, 179, Oct. 8/88, Dreptul 78/88).

3. Veri ce clauză obscură sau îndoioasă se interpretează în contra vânzătorului, pentru că în genere el dictează condițiunile contractului și greșeala trebuie imputată lui. (Trib. Dolj, II, 293, Oct. 7/89, *Dr.* 64/89).

4. Prin derogare la principiile generale de drept, art. 1312 din codul civil, stabilește regula că orice clauze obscure și îndoioase se interpretează în contra vânzătorului, astfel că dacă Curtea nu poate să prevadă în dispozitiv toate obiectele pretinse prin acțiune, de oare ce nu sunt specificate în actul dintre părți, aceasta se datorește culpei vânzătorului. (Apel Constanta, Sept. 1914, Dreptul 1914, p. 491).

5. Din moment ce instanța de fond, interpretând un contract de vânzare, stabilește intențiunea părților și rezolvă astfel chestiunea dedusă judecării sale, ea nu mai poate fi ținută să discute și să se prevaleze de dispozițiunea art. 1312 c. civ., după care orice clauză obscură sau îndoioasă se interpretează în contra vânzătorului, căci de

dispozițiunea aceasta se face întrebuintare de judecător numai în cazul extrem, când celelalte mijloace de interpretare nu duc la elucidarea clauzei discutate.

Prin urmare, instanța de fond nu violează acest text de lege, când, având elemente suficiente de interpretare a voinței părților și negăsind nimic obscur sau îndoios, nu face uz de dispozițiunile lui. (Cas. III, decizia No. 419 din 5 Decembrie 1919; Jurispr. Rom. 1920, p. 52. Curier Jud. 12-13/1920).

6. Orice clauză întunecoasă sau îndoielnică dintr'un contract de vânzare, se interpretează în contra vânzătorului.

conform art. 1312 § 2 c. civ., care cuprinde o derogare de la art. 983 din același cod. Judecătorii nu trebuie însă să recurgă la această regulă, de cât ca un *ultimum subsidium*, atunci când celelalte mijloace de interpretare nu-l conduc la dezlegarea clauzei în discuție. (Cas. III, 5 Dec. 1919, Pand. Rom. 1924, III, 84).

7. Potrivit art. 1312 c. civ., clauzele obscure se interpretează în defavoarea vânzătorului care trebuie să se exprime clar și lămurit în privința obligațiilor luate, considerându-se la caz contrar în culpă. (Trib. Vâlcea s. I 359 din 28. Nov. 1921. Pand. Rom. 1923, II, 188).

Art. 1313. — Vânzătorul are două obligațiuni principale, a predă lucrul și a răspunde de dânsul. (Civ. 1074 urm., 1314, 1336; Civ. Fr. 1603).

Text. fr. Art. 1603. — Il a deux obligations principales, celle de délivrer et celle de garantir la chose qu'il vend.

Doctrină străină.

BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, p. 232, n^o 1;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 456;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 219;
PLANJOL, II, ed. 3-a, No. 1446 urm.

Doctrină românească

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 633 urm.;
CANTACUZINO MATEI, p. 639;
CERBAN ALEX., *Notă* sub Trib. Romanați, s. I, 99 din 8 April. 1921. Curier Jud. 7/924;
DUMITRESCU A. M., II, 316;
HAMANGIU C., *Proprietatea literară și artistică în legislația Românească*, p. 35;
NACU, III, p. 207.

Jurisprudență.

1. Tribunalul, obligând pe vânzător să restituie cumpărătorului prețul vânzării pământului, nu face alt ceva de cât să constate că, întru cât vânzătorul nu are posesia aceluia pământ și nu a pus de fapt pe cumpărător în posesiunea pământului vândut, deține prețul fără cauză, și dar urmează să-l oblighe a restitui prețul ce l'a primit. (Cas. I. 407/Oct. 28/91, B. p. 1116).

2. Obligațiunea vânzătorului din art. 1313 din codul civil nu există decât atunci când vânzarea are ființă, adică sub condițiune ca vânzătorul să poată legalmente transmite cumpărătorului proprietatea lucrului vândut oricare ar fi cauza pentru care proprietatea n'a putut fi transmisă, fie incapacitatea de a transmite din partea vânzătorului, fie incapacitate de a deveni proprietar din partea cumpărătorului. (Cas. II, 19 Martie 1907, B. p. 584).

3. In cazul unei vânzări imobiliare, moștenitorul pur și simplu, întocmai ca și autorul său, este ținut la predarea lucrului vândut, în cazul când autorul său nu-l predase încă, la garantarea liniștei posesiunii și la restituirea prețului, în cazul când cumpărătorul este evins. Toate acestea în ordinea și gradația prevăzută mai sus.

Când dar decuș, a vândut un bun al moștenitorului său, acesta este obligat a predă în primul rând acel bun, de oarece prin efectul primirei moștenirii, averea sa s'a contopit cu a lui decuș prin confuziune și moștenitorul e obligat a executa toate obligațiile pe cari și le luase defunctul în ordinea prevăzută mai sus pentru vânzări. (Trib. Romanați s. I. 99 din 8 Aprilie 1921. Tribuna Jur. 24-27/922; Curier Jud. 7/924).

4. A se vede: art. 1082, notele 2, 3; art. 1336, 1337, 1364 cu notele respective.

Secțiunea II. — *Despre predarea lucrului.*

Art. 1314. — Predarea este strămutarea lucrului vândut în puterea și posesiunea cumpărătorului. (Civ. 969, urm., 1074, 1314, 1336; Civ. Fr. 1604).

Text. fr. Art. 1604. — La délivrance est le transport de la chose vendue en la puissance et possession de l'acheteur.

Doctrină străină.

ARNTZ, III, 974;
 AUBRY ET RAU, IV, § 354, p. 360, n^o 1;
 BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 287;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 456;
 GUILLOUARD, *Vente*, I, 205, p. 235; 206;
 LAURENT, XXIV, 159;
 LE ROUX DE BRETAGNE, *Nouveau traité de la prescription en matière civile*, I, 256;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 219;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1448 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 634 urm.; (III, part. I, ed. 2-a, p. 296);
 CANTACUZINO MATEI, p. 639;
 DUMITRESCU A. M., II, 322 urm., 368 urm.,
 NACU, III, p. 207, 208.

Art. 1315. — Obligațiunea de a predă imobilele se îndeplinește, din partea vânzătorului, prin remiterea cheilor, dacă e vorba de o clădire, sau prin remiterea titlului de proprietate. (Civ. 1314, 1316; Civ. Fr. 1605).

Text. fr. Art. 1605. — L'obligation de délivrer les immeubles est remplie de la part du vendeur lorsqu'il a remis les clefs, s'il s'agit d'un bâtiment, ou lorsqu'il a remis les titres de propriété.

Doctrină străină.

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 456;
 LAURENT, XXIV, 160;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 220;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1448 urm.,
 TROPLONG, *Vente*, I, 276.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 635, 636 urm.; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 252; V, p. 163, 504 n. 3);
 CANTACUZINO MATEI, p. 639;
 CRISTODĂNESCU C. și ȘTEFĂNESCU-PRIBOI DEM., *Codul legislației de expropriere*, p. 120;
 DUMITRESCU A. M., II, 325, 326, 332;
 NACU, III, p. 208.

Jurisprudență.

1. a) Vânzarea de bunuri succesoriale indivize, mobiliare și imobiliare anume specificate, nu constituie o cesiune de un drept succesoral, ci o vânzare ordinară supusă principiilor generale de drept, de unde dar rezultă că cumpărătorul devine proprietar al bunului vândut prin simplul efect al consimțământului părților și în drept să-și aleagă după plac modul de predare.

b) Vânzătorul poate să renunțe la

dreptul de a cere rezoluțiunea vânzării, însă această renunțare nu se presupune ci trebuie prevăzută expres, putând rezultă și din acte și împrejurări neîndoelnice.

c) Vânzătorul care are alegere după placul său de a cere fie executarea contractului, fie rezoluțiunea lui, poate urmări succesiv pe amândouă, fără nici un pericol pentru cumpărător, care are la îndemână căile de opunere prevăzute de lege. (Apel Constanța, Sept. 1914, Dreptul 1914, p. 490).

Art. 1316. — Predarea lucrurilor mobile se face:

Sau prin tradițiune reală, sau prin remiterea cheilor clădirei, în care se află puse, sau prin simplul consimțământ al părților, dacă strămutarea nu se poate face în momentul vânzării, sau dacă cumpărătorul le avea în puterea sa, la facerea vânzării, cu vre-un alt titlu. (Civ. 972, 1315; Civ. Fr. 1606).

Text. fr. Art. 1606. — La délivrance des effets mobiliers s'opère,

Ou par la tradition réelle,

Ou par la remise des clefs des bâtiments qui les contiennent,

Ou même par le seul consentement des parties, si le transport ne peut pas s'en faire au moment de la vente, ou si l'acheteur les avait déjà en son pouvoir à un autre titre.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 354, p. 361;
BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 295;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 456;
DALLOZ, *Rép. Vente*, 4961;
GUILLOUARD, *Vente*, I, 210, 211, 214;
LAURENT, XXIV, 167;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 220 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1448 urm.;
TROPLONG, *Vente*, I, 283.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 637 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 264, 265 t. și n. 3; X, 251 n. 1);
CANTACUZINO MATEI, p. 636, 639;
DUMITRESCU A. M., II, 327-330, 332;
NACU, III, p. 208.

Jurisprudență.

1. Predarea se face prin tradițiunea reală, atunci când vânzătorul trece lucrul prin acte materiale, în posesia e-

fectivă a cumpărătorului iar tribunalul este în drept să constate dacă actele invocate de părți ca constituind o predare reală, au sau nu acest caracter. (Cas. I. 312/912. Curier Jud. 46/912).

Art. 1317. — Spesele predării sunt în sarcina vânzătorului, și ale ridicării în sarcina cumpărătorului, dacă nu este stipulațiune contrarie. (Civ. 1105, 1313; C. com. 362; Civ. Fr. 1608).

Text. fr. Art. 1608. — Les frais de la délivrance sont à la charge du vendeur, et ceux de l'enlèvement à la charge de l'acheteur, s'il n'y a eu stipulation contraire.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 354, p. 362. n^o 11;
BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 300, 301;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 457, 517;
DALLOZ, *Rép. Vente*, 622;
GUILLOUARD, *Vente*, I, 241;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 222;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1448 urm.;
TROPLONG, *Vente*, I, 288, 289.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 551, 639 urm.; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 326; VI, p. 524);
CANTACUZINO MATEI, p. 639;
DUMITRESCU A. M., II, 335, 637;
NACU, III, p. 189, 209.

Art. 1318. — Tradițiunea lucrurilor necorporale se face, sau prin remiterea titlurilor, sau prin uzul ce face cumpărătorul de dânsese, cu consimțământul vânzătorului. (Civ. 1391 urm., 1647, 1833; Civ. Fr. 1607).

Text. fr. Art. 1607. — La tradition des droits incorporels se fait, ou par la remise des titres, ou par l'usage que l'acquéreur en fait du consentement du vendeur.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, II, § 209, p. 290; IV, § 359, p. 419, 420, 424, 425, n° 3, 5; § 359 bis, p. 419, 424, 425, 440-442;
 BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente et Échange*, 754, 755 urm., 760-762, 765, 766, 847 urm., 850, 904 urm.;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 456;
 DALLOZ, *Rép. Vente*, 1676 urm.; *Suppl. Vente*, 682 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 135 bis, I;
 GUILLOUARD, *Vente et Échange*, II, 742-744, 747-749, 760, 761, 768, 769, 866;
 HUG, *Cess. et transm. des créances*, I, 310, 312; II, 365 urm., 379;
 LAURENT, XXIV, 464, 472, 473, 478-480;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 222;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1448 urm.;
 TROPLONG, *Vente*, II, 880, 909.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 639; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 264 n. 1; X, p. 242);
 CANTACUZINO MATEI, p. 639;
 CRISTODORESCU C. și ȘTEFĂNESCU-PRIBOI DEM., *Codul legislației de expropriere*, p. 120;
 DUMITRESCU A. M., II, 331, 332;
 NACU, III, p. 209.

Jurisprudență.

1. Art. 1318 și 1319 prevăd că tradițiunea drepturilor încorporale se face prin remiterea titlurilor, de unde urmează că desesizarea efectivă a aceleia care dă în gagiu o creanță și sesizarea creditorului său nu se pot opera de cât când această creanță este stabilită prin un titlu și când acest titlu este remis în mâinile creditorului gagist. (Apel Buc. II, 2. Ian. 13/93, *Dr.* 45/93).

2. Este adevărat că după art. 1688 Codul civil, privilegiul creditorului ga-

gist, nu subsistă asupra amănăturii decât atunci când el s'a dat și remis în posesiunea creditorului sau unui al treilea ales de părți; însă pentru lucrurile încorporale, tradițiunea se face conform art. 1318 Codul civil, prin remiterea titlurilor, așa că prin această remitere lucrurile amanetate se consideră față de cei de al treilea, ca remise în mâna creditorului și aceasta are toate drepturile de privilegiu ale unui creditor gagist, de a urmări acele lucruri pentru despăgubirea sa, în mâinile oricui ar trece. (Apel Galați, I, *Dr.* 32/905).

Art. 1319. — Predarea trebuie să se facă la locul, unde se află lucrul vândut în timpul vânzării, dacă părțile nu s'au învoit altfel. (Civ. 1104, 1121, 1362; C. com. 59, 62; Civ. Fr. 1609).

Text. fr. Art. 1609. — La délivrance doit se faire au lieu où était, au temps de la vente, la chose qui en a fait l'objet, s'il n'en a été autrement convenu.

Doctrină străină.

- BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 302;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 456;
 MARCADÉ, VI, art. 1608 urm., n° I, p. 230;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 223;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1448 urm.;
 POTHIER, *Vente*, III, 51, 52;
 THIRY, III, 557;
 TROPLONG, *Vente*, I, 311.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 640, 641;
 CANTACUZINO MATEI, p. 639;
 CRISTODORESCU C. și ȘTEFĂNESCU-PRIBOI DEM., *Codul legislației de expropriere*, p. 120;
 DUMITRESCU A. M., II, 336, 337, 338;
 NACU, III, p. 211.

Jurisprudență.

1. Dacă instanța de fond constată în fapt că părțile n-au stipulat alt loc de predare, de cât acolo unde se află produsul vândut, adică magazia cumpără-

torului, din momentul ce s'a efectuat predarea în magazie, cumpărătorul a devenit proprietarul lucrului vândut și în atare caz toate riscurile îl privesc pe el. (Cas. I, 209/Sept. 7/88, B. p. 713).

Art. 1320. — Dacă vânzătorul nu face predarea în timpul determinat de ambele părți, cumpărătorul va avea facultatea de-a alege între a cere rezoluțiunea vânzării sau punerea sa în posesiune, dacă întârzierea nu provine decât din faptul vânzătorului. (Civ. 1020, 1021, 1321, 1365 urm.; C. com. 63, 64, 67, 68; L. timbr. 21 § 1—b; Civ. Fr. 1610).

Text. fr. Art. 1610. — Si le vendeur manque à faire la délivrance dans le temps convenu entre les parties, l'acquéreur pourra, à son choix, demander la résolution de la vente, ou sa mise en possession, si le retard ne vient que du fait du vendeur.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 354, p. 363, n° 16;
 BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 308-310;
 CAPITANT, *De la cause des Obligations*, p. 291;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 9;
 DALLOZ, *Suppl. Vente*, 317, 319, 321;
 LAURENT, XXIV, 177;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 223;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1448 urm.;
 TROPLONG, *Vente*, I, 294.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 644 urm.;
 CANTACUZINO MATEI, p. 639;
 CRISTODORESCU C. și ȘTEFĂNESCU-PRIBOI DEM., *Codul Legislației de expropriere* p. 120;
 DUMITRESCU A. M., II, 348 urm.;
 GEORGEAN N., *Notă sub Trib. Dorohoi 211 din 18 April. 1924. Jur. Gen. 1924 No. 1577*;
 MEITANI GEORGE, „*Vânzarea lucrului altuia*“. Dreptul 10/1903;
 NACU, III, p. 212, 213.

Jurisprudență.

1. În principiu, predarea lucrului vândut, în stăpânirea cumpărătorului, constituie o condițiune principală a contractului de vânzare, și neîndeplinirea acestei obligațiuni din partea vânzătorului atrage de la sine rezilierea vânzării și daune-interese. Astfel, dacă statul nu și-a îndeplinit obligațiunea de a predă cumpărătorului imobilul vândut, e răspunzător de daune-interese și vânzarea e supusă rezilierei. Iar cuvântul „evicțiune“ din art. 49 din legea vânzării bunurilor statului, presupune neapărat ca cumpărătorul să aibă deja posesiunea lucrului cumpărat, din care apoi să fie evins; acel art.

49 nu se aplică de loc în cazul când cumpărătorul nu a avut nici un moment această posesiune, din cauză că imobilul cumpărat fusese vândut mai înainte unei alte persoane de același proprietar, astfel că cumpărătorul ne-fiind fost pus nici odată în posesiunea obiectului cumpărat, nu poate fi vorba de aplicarea regulilor relative la evicțiune. (Cas. I, 192/Mai 31/94, B. p. 784).

2. Vânzătorul nu poate constrânge pe cumpărător să-și execute obligația de a plăti prețul mărfii comandate cât timp dânsul — vânzătorul — nu-și îndeplinește obligația sa de a predă aceea marfă. (Cas. III, 261 din 12 Oct. 1909. Jurispr. 33/909).

3. Acțiunea prin care cumpărătorul

unui imobil cere rezoluția vânzării pentru neîndeplinirea din partea vânzătorului a obligației de a predă imobilul în condițiile stipulate este o acțiune personală de oare ce tinde la desfacerea unei legături juridice, producătoare de drepturi și obligații, prin neîndeplinirea obligațiilor luate de partea contractantă.

O asemenea acțiune este în același timp personal mobiliară de oarece printrînsa nu se urmărește câștigarea proprietății imobilului, ci cumpărătorul fiind creditor al vânzătorului pentru suma plătită acestuia, cere această sumă de bani, care se deține fără cauză. (Trib. Tecuci 842 din 21 Dec. 1920, Pand. Rom. 923, II, 223).

4. În contractele sinalagmatico, în care părțile stipulează obligații reciproce, obligația uneia din părți are

drept cauză obligația celeilalte. Așa fiind fiecare contractant este autorizat a crede că, ceea ce dărește este ca o garanție a ceea ce-i este datorit, iar dacă una din părți nu și execută obligația sa, nu poate obliga pe cealaltă parte să și-o îndeplinească, întârzierea în executarea obligației aducând beneficiul unui termen celuilalt.

Prin urmare, atunci când se constată că vânzătorul nu și-a îndeplinit obligațiile luate, s'a putut întârziă plata ratelor de către cumpărător și clauza rezolutorie expresă din contract, în privința modalității plății prețului, și-a pierdut efectul prin însăși faptul vânzătorului. (C. Apel Constanța 1921 din 4 Dec. 1923, Justiția Dobrogei 5/924).

5. A se vedea: art. 1021, Index „Vânzare” și notele respective; art. 1295, nota 13; art. 1313, nota 1.

Art. 1321. — În toate cazurile, vânzătorul trebuie să fie condamnat la daune-interese, dacă urmează vre-o vătămare pentru cumpărător din nepredarea lucrului la timp. (Civ. 1020, 1021, 1075, 1079, 1081 urm., 1320; C. com. 63, 68 urm.; Civ. Fr. 1611).

Text. fr. Art. 1611. — Dans tous les cas, le vendeur doit être condamné aux dommages et intérêts, s'il résulte un préjudice pour l'acquéreur, du défaut de délivrance au terme convenu.

Doctrină străină.

ARNTZ, III, 981;
 AUBRY ET RAU, IV, § 354 p. 363;
 BAUDRY, *Précis*, III, 518;
 BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 308, 309, p. 255;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 456;
 DEMOLOMBE, XXIV, 556;
 DUVERGIER, *Vente*, I, 264, p. 310; 265;
 GUILLOUARD, *Vente*, I, 243-247;
 HUC, X, 81;
 LAURENT, XXIV, 174, 176;
 MARCADÉ, VI, art. 1608 urm.;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 223;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1448 urm.;
 POTHIER, *Vente*, III, 49;
 THIRY, III, 559;
 TROPLONG, *Vente*, I, 293.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 644 urm.;
 CANTACUZINO MATEI, p. 639;
 CRISTODORESCU C. și ȘTEFĂNESCU-PRIBOI DEM., *Codul legislației de expropriere*, p. 120;
 DUMITRESCU A. M., II, 348, 355, 357;
 NACU, III, p. 212, 213.

Jurisprudență

1. Un cumpărător, când plătește banii pe un lucru, înțelege, afară de dispozițiune contrarie, a se bucura imediat de dânsul, iar nu să aștepte îndeplinirea unor evenimente pe cari nu le-a avut în vedere în momentul când a contractat și cari pot să-i cauzeze prejudiciu. Astfel, cumpărătorul unei păduri este în drept a cere rezilierea

vânzării cu daune-interese când este împiedecat de a intra în stăpânirea lucrului vândut de către un tertiu ce se pretinde coproprietar cu vânzătorul asupra lucrului vândut; cumpărătorul nu poate fi silit să provoace eșirea din indiviziune pentru a-și exercita dreptul său. (Apel Buc. III, 166, Mai 20/82, *Dr.* 69/82).

2. A se vedea și nota No. 2 de sub art. 1082.

Art 1322. — Vânzătorul nu este dator să predea lucrul, dacă cumpărătorul nu plătește prețul și nu are dat de vânzător un termen pentru plată. (Civ. 1020, 1021, 1023, 1323, 1361 urm., 1377, 1444, 1619, 1694, 1700; Civ. Fr. 1612).

Text. fr. Art. 1612. — Le vendeur n'est pas tenu de délivrer la chose, si l'acheteur n'en paie pas le prix, et que le vendeur ne lui ait pas accordé un délai pour le paiement.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 354, n^o 12;
 BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 306;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 214;
 CAPITANT, *De la Cause des obligations*, p. 17, 252 urm., 269;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 337, 457, 488, 779, 813, 821, 822, 840;
 GUILLOUARD, *Vente*, I, 217;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 223;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1536;
 SALEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 187.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 641, 642; (X, p. 450); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 211; „Teoria generală a dreptului de retenție“. Dreptul 29/1910; „*Exception non ad impleti contractus*“ în viitorul cod al României Mari. Dreptul 20/1920; *Observație* sub. Justiția de Pace din Toulouse 18 Ian. 915. Curier Jud. 1/919; *Nota* sub. C. Apel Constanța 131 din 19 Febr. 1923. Curier Jud. 11/924;
 ALEXANDRESCU TRAIAN, „*Natura dreptului de retenție*“. Curier Jud. 3/1921;
 CANTACUZINO MATEI, p. 547, 563, 640;
 CONSTANTINESCU D. DEM., „*Câteva cuvinte asupra dreptului de retenție*“ Justiția (Craiova) 11/921; „*Tot despre dreptul de retenție*“. Justiția (Craiova) 12/921 și 13/921;
 DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri juridice*, vol. I, p. 468 urm.; „*Despre dreptul de retențiune*“;
 DUMITRESCU A. M., II, 334, 339, 683;
 NACU, III, p. 212, 213, 548;
 SCRIBAN ȘTEFAN, „*Soluțiunile Casafiei în privința dreptului de retenție*“. Curier Jud. 30/909.

Jurisprudență.

1. Dreptul de retenție este lăsat la aprecierea judecătorului de a-l acorda ori de câte ori pentru materie de echitate îl găsește necesar pentru a garanta realizarea despăgubirilor ce a pronunțat. (Cas. I, 263 din 16 Iunie 1908. Jurisprudența 20/1908).

2. Imprejurarea că pământul asupra căruia se execută dreptul de retenție este un pământ dat după legea rurală, nu schimbă întru nimic natura și caracterul dreptului de retenție. (Cas. I, 263 din 16 Iunie 1908. Jurisprudența 20/908).

3. Dreptul de retențiune se poate încuviința și în alte cazuri de cât cele ce le prevede legea de câte ori fiind vorba de un debitum cum re junctum, instanțele de fond găsesc că retențiunea este necesară pentru a garanta plata despăgubirilor cuvenite detentorului lucrului a cărui restituire s'a cerut. (Cas. I, 243 din 4 Mai 1910. Jurisprudența 26/910).

4. Dreptul de retențiune propriu zis presupune reținerea posesiunii unui lucru pentru o datorie relativă la acel lucru și prin urmare un corp cert individual determinat iar nu o sumă de bani, lucru fungibil, adică o simplă valoare pentru care nu poate fi vorba de adevărata posesie. (Cas. I, 722 din 21 Dec. 1910. Jurisprudența 4/911).

5. Dreptul de retențiune se poate încuviința de câte ori este vorba de a garanta plata unei datorii recunoscută detentorului lucrului a cărui revendicare se cere și care datorie este în strânsă corelație cu acest lucru, de carece ar fi nedrept a se cere unciă din părți executarea obligației sale de a restitui lucrul, fără ca cealaltă parte să îndeplinească pe a sa. (Cas. I, 897, 1911, Curier Jud. 27/912).

6. Dreptul de retenție este incompatibil cu principiile totalității cari cer ca averea înstrăinată să reintre imediat în patrimoniul sotilor. (C. Apel Iași s. I, 17 Dec. 1919. Justiția (Iași) 6-7/920).

Art. 1323. — El nu va fi dator să facă predarea, chiar de ar fi și dat un termen pentru plată, dacă dela vânzare încoa cumpărătorul a căzut în faliment, sau în nesolvabilitate, încât

vânzătorul se află în pericol de a pierde prețul afară numai dacă cumpărătorul va da cauțiune că va plăti la termen. (Civ. 1017, 1025, 1322, 1364, 1370, 1377, 1444, 1619, 1652 urm., 1694, 1700; Pr. civ. 128, 392 urm.; C. com. 195 urm.; Civ. Fr. 1613).

Text. fr. Art. 1613. — Il ne sera pas non plus obligé à la délivrance, quand même il aurait accordé un délai pour le paiement, si, depuis la vente, l'acheteur est tombé en faillite ou en état de déconfiture, en sorte que le vendeur se trouve en danger imminent de perdre le prix; à moins que l'acheteur ne lui donne caution de payer au terme.

Doctrină străină.

BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 307;
CAPITANT, *De ca cause des obligations*, 252 urm., 269;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 337, 457, 736, 777, 779, 813, 840;
GUILLOUARD, *Vente*, I, 219;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 223;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1448 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 642 urm.; *Droit ancien et moderne de la Roumanie* p. 211; „*Teoria generală a dreptului de retenție*“. Dreptul, 29/910;
CANTACUZINO MATEI, p. 547, 563, 640;
DUMITRESCU A. M., II, 342 urm., 683;
NACU, III, p. 212, 213, 491.

Art. 1324. — Lucrul trebuie să fie predat în starea în care se află în momentul vânzării. Din acea zi toate fructele sunt ale cumpărătorului. (Civ. 483 urm., 488 urm., 522—525, 544, 972, 1018, 1441, 1825; Pr. Civ. 565; Civ. Fr. 1614).

Text. fr. Art. 1614. — La chose doit être délivrée en l'état où elle se trouve au moment de la vente.

Depuis ce jour, tous les fruits appartiennent à l'acquéreur.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 354, n° 18;
BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 311;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 457;
GUILLOUARD, *Vente*, I, 221;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 224;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1448 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 646 urm.; (III, part. I, ed. 2-a, p. 483);
CANTACUZINO MATEI, p. 640;
DUMITRESCU A. M., II, 363-367;
NACU, III, p. 214, 215.

Jurisprudență.

1. Deși prin art. 1324 se prevede că cumpărătorul se folosește de fructele lucrului cumpărat din ziua vânzării, însă aceasta ar putea avea loc numai atunci când nu urmează stipulațiune contrarie. Și această renunțare poate fi expresă sau tacită năcări legea nedispunând să fie numai expresă. (Cas. I. 66/Febr. 23/72. B. p. 55).

2. În principiu proprietatea devine

a adjudecatarului din momentul adjudecațiunei, și el e în drept de a percepe toate veniturile imobilului adjudecat. Deci tribunalul nu poate să osândească pe chirias la plata chiriei către fostul proprietar de cât dacă ar dovedi că tot vechiul proprietar era în drept să primească acea chirie. Aceasta fiind o chestie de fapt, numai instanța de fond e în drept de a o examina, discutând actele produse de părți. (Cas. I. 5/Ian. 10/90. B. p. 6).

3. Deși în principiu arenda e un fruct

civil ce se percepe zi cu zi însă e știut că, după un uz constant, câștiurile aparțin în întregime proprietarilor existenți la epoca exigibilității câștiurilor. (Curtea Apel Iași, II, 143, Oct. 27/89. *Dr.* 18/90). întârzierea din partea arendașului cu efectuarea plății nu face pe proprietar să-și piardă dreptul, de oarece el s'a născut în profitul său chiar dela ziua scadentei, și nici se poate concepe ca culpa arendașului să fie în dauna proprietarului. Imprejurarea că imobilul a fost pus în urmărire mai înainte de termen, încă nu îl face să-și piardă dreptul, căci nu trebuie să se confunde dreptul cu urmărirea dreptului, care se exercită de creditorul urmărit în numele proprietarului urmărit. Că în adevăr câștiurile se cuvin proprietarului îndată ce a ajuns la scadență, chiar dacă mai în urmă mai este proprietar, este și argumentul că în materie analoagă tot astfel se urmează precum este rendita viageră prevăzută de art. 1649, care dispune că ea se cuvine întreagă la epoca exigibilității, când s'a stipulat ca plata să se facă prin anticipație, de și mai în urmă a încetat din viață. Dacă în materie de urmărire silită, conservatorul rânduit de tribunal este dator să strângă veniturile imobilului urmărit pe care trebuie să le consemne, și prin urmărire se imobilizează conform art. 521 pr. civilă, legiuitorul o face a-ceasta în interesul creditorilor și nici se preocupă de cumpărător, căci tot el dispune că veniturile să se distribuie creditorilor odată cu prețul, iar restul se dă debitorului expropriat (art. 582 pr. civ.) și nu adjudecatorului. Deci adjudecatorul, luând cunoștință de starea și sarcinile imobilului din arhivele și publicațiunile ce preced vânzarea și care prevăd condițiunile vânzării, între cari sarcini eră și contractul de arendare, el a știut în ce condițiuni cumpără imobilul, și ca atare și-a moderat prețul ce l'a oferit. Prin urmărire cumpărătorul este dator să respecte condițiunile contractului, conform art. 1440. Și întru cât vânzarea s'a făcut prin licitațiune publică este aplicabil art. 566 pr. civ., care zice că în privința contractelor de arendare a lucrului adjudecat se va urma conform dispozițiunilor co-

dului civil, adică potrivit art. 1441, iar în privința plăților prin anticipațiune se va urma conform art. 516 pr. civilă care dispune că nu se vor ține în seamă plățile prin anticipațiune când ele vor fi făcute contra clauzelor cuprinse în contractul de închiriere, deci prin argument *a contrario* când plățile sunt făcute în conformitate cu condițiunile contractului, ele trebuie ținute în seamă de cumpărători; articolul citat se găsește sub titlul IV care tratează despre executarea silită asupra imobilelor. Astfel fiind adjudecatorul, devenit proprietar înăuntrul unui termen scăzut, nu este în drept a cere arendașului; plata pe timpul dela data adjudecării și până la sfârșitul termenului. (C. Apel Iași I, 68 Aprilie 17/90, Dreptul 53/90; idem C. Apel Iași s. II, Dreptul 18/90).

4. Vânzătorul unui imobil nu poate transmite cumpărătorului mai multe drepturi asupra aceluia imobil decât avea și dânsul în momentul vânzării. Astfel vânzătorul unei moșii, arendată în momentul vânzării, având a mai lua un rest de arendă în acel moment eră creditor al arendașului pentru arenda datorită și deci, nu a putut transmite cumpărătorului decât un drept de creanță asupra arendașului, iar nu proprietatea recoltelor de pe moșie. (Cas. I, 459/901, B. p. 1593).

5. Potrivit art. 1324 codul civil, în caz de vânzare, lucrul vândut trebuie predat în starea în care se află în momentul vânzării, și din aceea zi toate fructele sunt ale cumpărătorului. (Cas. I, 14 Ianuarie 1908 B. p. 10).

6. Deși în principiu conform art. 1324 codul civil, fructele imobilului vândut aparțin cumpărătorului din momentul vânzării, însă părțile pot să deroge dela această regulă, atât în mod expres cât și tacit.

Prin urmărire Curtea de Apel nu violează acel articol când, din faptele arătate în decizia sa, constată că în spetă părțile au derogat în mod tacit, înțelegând ca arenda moșiilor vândute să aparțină cumpărătorului dela o dată posterioară aceleia intrării cumpărătorului în posesia moșiilor vândute. (Cas. I, decizia No. 148, din 3 Martie 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 246).

Art. 1325. — Obligațiunea de a predă lucrul cuprinde accesoriile sale și tot ce a fost destinat la uzul său perpetuu. (Civ. 467 urm., 482, 488 urm., 903, 1336, 1396, 1400, 1824; Civ. Fr. 1615).

Text. fr. Art. 1615. — L'obligation de délivrer la chose comprend ses accessoires et tout ce qui a été destiné à son usage perpétuel.

Doctrină străină.

BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 315, 317, 320, 323;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 457;
 DALLOZ, *Rép. Vente*, 588;
 GUILLOUARD, *Vente*, 225, 226, 230, 235, 270;
 HUC, X, 88, 89, 91;
 LAURENT, I, 184;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 225;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1448 urm.;
 POUILLET, *Propr. litt. et artist.*, 363.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 649, 650 urm.; (III, part. I, ed. 2-a, p. 175; IV, part. II, ed. 2-a, p. 251 n^o 1);
 CANTACUZINO MATEL, p. 640;
 CRISTODORESCU C. și ȘTEFANESCU-PRIBOI DEM., *Codul legislației de expropriere*, p. 119, 120;
 DUMITRESCU A. M., II, 373 urm.;
 HOZOC D., *Notă* sub. Trib. Dorohoi 145 din 8 Mai 1923. Pand. Rom. 1923-II-244; *Notă* sub. Cas. I, 47 din 4 Nov. 909 și Cas. I, 411 din 19 Iunie 1915. Pand. Rom. 1924-I-199; *Notă* sub. Cas. I, 709 din 11 Dec. 1915. Pand. Rom. 1925-I-50;
 NACU, III, p. 216, 217;
 PETIT EUGEN, *Notă* sub. C. Apel Iași s. I, 11 din 13 Febr. 1924. Jurispr. Gen. 12/1924 No. 667;
 RUPTUREANU GRIGORE, „*Despre dreptul cumpărătorului unui imobil de a exercita acțiunea posesorie*“. Curier Jud. 62/911;
 SCRIBAN ȘTEFAN, *Notă* sub. Trib. Dorohoi 9859 din 1 Dec. 1921. Curier Jud. 25/1922.

Jurisprudență.

1. Se consideră ca accesorii ale imobilului vândut, lucrurile cari depind sau cari ar constitui avantaje inerente imobilului, nu însă și drepturile personale ale vânzătorului cum ar fi acțiunea de despăgubire sau aceea de anulare, cari constituiesc un drept personal al vânzătorului și nu au nimic de accesoriu al lucrului vândut.

Prin urmare acțiunea de anulare datorită stării de minoritate a vânzătorului constituind un drept personal al său, nu poate fi considerată ca un accesoriu al lucrului vândut și în lipsă de o stipulație expresă nu poate fi transmisă cumpărătorului. (Trib. Ilfov s. III, 436/912 Curier Jud. 74/1912).

2. Prin accesoriiile lucrului vândut pe care vânzătorul este obligat de a le preda odată cu lucrul vândut, se înțelege numai acele obiecte pe care proprietarul le-a atașat lucrului vândut și care dacă ar fi separate, lucrul nu ar fi complet și nu ar mai putea procura folosința asupra căreia cumpărătorul ar fi contat, iar nu și drepturile personale ale vânzătorului cum este acțiunea de reziliere sau de despăgubiri, care constituie un drept personal al vânzătorului ce nu are nimic de accesoriu al lucrului vândut. (Apel Buc. I, No. 184, 1914; Dreptul 1914, p. 596).

3. După art. 1325 codul civil vânzătorul transmite cumpărătorului, odată cu imobilul, și toate accesoriiile lui, cum sunt și acțiunile în revendicare, dacă vânzătorul nu și le-a rezervat în

mod expres. Textul legii nefăcând nici o distincțiune această regulă este aplicabilă atât vânzărilor voluntare, cât și celor silitate. (Cas. I, No. 709 din 11 Decembrie 1915; Jurispr. Rom. 7/916, p. 99. Pand. Rom. 1925, I 50).

4. Adjuceatarul unui imobil îmbrăcându-se cu toate drepturile ce debitorul deposedat avea asupra bunului adjucecat are dreptul cum avea și debitorul deposedat să discute valabilitatea închirierilor consimțite de un tert. Așa fiind în specie nu se aplică art. 516 pr. civilă care se ocupă de închirierile consimțite de debitor, căci acea închiriere este consimțită nu de către debitor ci de conservatorul imobilului.

Prin efectul vânzării acțiunea în anularea locațiunei a trecut la cumpărător dacă prin contractul de vânzare nu a fost rezervată vânzătorului. (C. Apel Iași s. I 49 din 9 Iunie 1916, Curier Jud. 10—11/1920).

5. Art. 347 codul civil este edictat în interesul protecțiunei minorilor singurii cari sunt în drept să ceară anularea unor acte ce le-ar fi păgubitoare.

Când dar se constată în fapt că minorul a ratificat — la majorat — actele făcute de mama sa recăsătorită însă fără să fi îndeplinit formalitățile prescise de lege pentru a rămâne tuteoare actele sunt valabile, chiar față de fostul minor, cu atât mai mult față de achizitorii de drepturi din partea sa, cărora în nici un caz, vânzătorul nu le-a putut transmite dreptul său personal de acțiune în anula-

re a actului făcut în timpul minorității sale de un quasi-tutor.

Prin urmare cumpărătorul unui imobil dela un fost minor nu poate cere anularea unui contract de încheiere făcut în timpul minorității vânzătorului de către mama sa, care

nu putea lucra singură ca tutoare. (Cas. I. 1402 din 22 Decembrie 1922. Jur. Rom. 7-8/1923).

6. A se vedea: art. 973 nota 9; art. 1021, nota 111; art. 1294, nota 7; art. 1439, nota 33; art. 1441 notele 49 și 57.

Art. 1326. — Vânzătorul este dator să predea cuprinsul lucrului vândut în măsura determinată prin contract, însă cu modificările mai jos arătate. (Civ. 1327 urm., 1333, 1454; Civ. Fr. 1616).

Text. fr. Art. 1616. — Le vendeur est tenu de délivrer la contenance telle qu'elle est portée au contrat, sous les modifications ci-après exprimées.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 354, p. 367, n° 31;
BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 346;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 474;
GUILLOUARD, *Vente*, I, 271;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 225 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1457 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 654, 655;
CANTACUZINO MATEI, p. 640;
DUMITRESCU A. M., II-384, 385, 386;
NACU, III, p. 217 urm.

Art. 1327. — Dacă vânzarea unui imobil s'a făcut cu arătare de cuprinsul său, și pe atât măsura, vânzătorul este dator să predea cumpărătorului, dacă acesta cere, cuprinsul arătat în contract. Neputând, sau cumpărătorul ne-cerând, vânzătorul este dator să sufere o scădere proporțională la preț. (Civ. 1326, 1328 urm., 1334, 1347 urm., 1436, 1454; Civ. Fr. 1617).

Text. fr. Art. 1617. — Si la vente d'un immeuble a été faite avec indication de la contenance, à raison de tant la mesure, le vendeur est obligé de délivrer à l'acquéreur, s'il l'exige, la quantité indiquée au contrat;

Et si la chose ne lui est pas possible, ou si l'acquéreur ne l'exige pas, le vendeur est obligé de souffrir une diminution proportionnelle du prix.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 366;
BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 330;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 474, 556;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 740;
GUILLOUARD, *Vente*, I, 277;
LAURENT, XXIV, 191;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 225 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1457 urm.
SALEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 248.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 655 urm.; (III, part. I, ed. 2-a, p. 148 nota; IX, p. 226 t. și n. 1);
CANTACUZINO MATEI, p. 640, 654;
CRISTODORESCU C. și ȘTEFĂNESCU-PRIBOI DEM., *Codul legislației de expropriere*, p. 120;
DUMITRESCU A. M., II, 22, 387, 388, 391, 392, 397, 399, 409;
NACU, III, p. 217 urm.

Jurisprudență.

1. Acțiunea, pentru scădere de preț pentru lipsă de conțință, și cea de anulare sau rescisiunea vânzării sunt două acțiuni cu totul diferite; și precum cel ce cere scădere din prețul unei vânzări voluntare nu se poate zice că cere anularea vânzării tot astfel și cel ce reclamă o scădere din prețul unei adjudecațiuni nu cere anularea vânzării constatată prin ordonanța de adjudecațiune. (Cas. I, 2, ianuarie 12/79. B. p. 2. A se vede și nota No. 1 de sub art. 1329).

2. Acțiunea vânzătorului pentru complinirea prețului (art. 1327 și 1328) nu își are aplicațiunea în cazul unei vânzări de pădure în tăiere care se consideră ca o vânzare mobilă. (Trib. Dolj. II, 293. Oct. 7/89 Dreptul 64/89).

3. Dispozițiile acestui articol și următorul se aplică și la contractele de arendare însă termenul de un an al prescripțiunii acțiunii pentru reducerea prețului de arendă curge dela data de când arendașul a intrat în folosința imobilului, iar nu de la data contractului, ca în art. 1334. (Apel Buc. II, Dreptul 55/1906).

4. Mărturisirea făcută de proprietar printr-o scrisoare adresată arendașului, că nu i-a dat întinderea de pământ prevăzută în contractul de arendare, este de natură a întrerupe prescripția de un an prevăzută de art. 1334, din codul civil și Curtea de Apel care înlătură o asemenea mărturisire, săvârșeste un exces de putere și denaturează tocmeala părților. (Csa. I, 18 Decembrie 1906. B. p. 1990).

5. A se vede și notele No. 1, 2, 3 și 5 de sub art. 1334.

Art. 1328. — Dacă, din contră, în cazul art. precedent, s'ar găsi că cuprinsul lucrului e mai mare decât cel arătat în contract, cumpărătorul poate sau a complini prețul după numărul măsurilor aflate, sau, dacă excedentele cuprinsului aflat se ridică la o a două-zecea parte a cuprinsului declarat în contract, a strică vânzarea. (Civ. 1327, 1329, 1334; Civ. Fr. 1618).

Text. fr. Art. 1618. — Si, au contraire, dans le cas de l'article précédent, il se trouve une contenance plus grande que celle exprimée au contrat, l'acquéreur a le choix de fournir le supplément du prix, ou de se désister du contrat, si l'excédent est d'un vingtième au-dessus de la contenance déclarée.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, I, § 164, p. 13 (ed. 5-a); IV, § 354, p. 364 t. și n. 23;
 BAUDRY, *Précis*, III, 525;
 BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 329, 336;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 474, 475;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 51 bis;
 DEMOLOMBE, IX, 163;
 DURANTON, XVI, 324;
 DUVERGIER, I, 236, 285;
 GUILLOUARD, *Vente*, I, 263, 269-271;
 HUC, X, 95;
 LAURENT, VI, 259; XXIV, 192;
 MARCADÉ, VI, art. 1617, 1618, n° 1;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 225 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1457 urm.;
 POTHIER, *Vente*, III, 251 urm.;
 SIREY, *Biens*, 128;
 TROPLONG, *Vente*, I, 332, 334, 336, 345.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 655 urm.; (III, part. I, ed. 2-a, p. 148 nota; IX p. 226, t. și n. 1);
 CANTACUZINO MATEI, p. 548, 640;
 CRISTODORESCU C. și ȘTEFĂNESCU-PRIBOI DEM., *Codul legislației de expropriere*, p. 120;
 DUMITRESCU A. M., II, 22, 389, 392, 397, 399;
 NACU, III, p. 217 urm.

Jurisprudență.

1. A se vedeă notele de sub articolul 1327.

Art. 1329. — In toate cazurile de vânzare făcută altfel decât pe atât înăsura, fie vânzarea de un corp cert și limitat, fie de mai multe fonduri distincte și separate, fie concepută cu expresiunea măsurii înainte desemnării obiectului sau din contra, nici vânzătorul n'are drept la adaos de preț pentru excedent nici cumpărătorul, la scădere, pentru lipsă, decât în cazul când excedentul sau lipsa prețuește o a douăzecea parte din prețul total al vânzării. (Civ. 1327 urm., 1330, 1333; C. com. 60, 62; Civ. Fr. 1619).

Text. fr. Art. 1619. — Dans tous les autres cas, Soit que la vente soit faite d'un corps certain et limité, Soit qu'elle ait pour objet des fonds distincts et séparés, Soit qu'elle commence par la mesure, ou par la désignation de l'objet vendu suivie de la mesure,

L'expression de cette mesure ne donne lieu à aucun supplément de prix, en faveur du vendeur, pour l'excédent de mesure, ni en faveur de l'acquéreur, à aucune diminution du prix pour moindre mesure, qu'autant que la différence de la mesure réelle à celle exprimée au contrat est d'un vingtième en plus ou en moins, eu égard à la valeur de la totalité des objets vendus, s'il n'y a stipulation contraire.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 354, 365;
BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 342, 344;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 475;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 740;
GUILLOUARD, *Vente*, I, 267, 291, 293;
HUC, X, 96;
LAURENT, XXIV, 194;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 225 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1457 urm.;
TROPLONG, *Vente*, I, 340, 341.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 655 urm.; (IX, p. 226 t. și n. 1);
CANTACUZINO MATEI, p. 640;
DUMITRESCU A. M., II, 393 urm.;
NACU, III, p. 218 urm.;
SCRIBAN ȘTEFAN, *Notă* sub. Judec. ocol. Mihăileni 105 din 11 Iulie 1923. Curier Jud. 30/924.

Jurisprudență.

1. Regulele contractului de vânzare voluntară se aplică și vânzărilor silite, afară de cazurile în care legea specială asupra vânzărilor silite a dispus contrarul sau a prescris niște dispozițiuni incompatibile cu acele reguli. Așa, dispozițiunea art. 1329 pe lângă că nici un text special de la vânzările silite nu deroagă la dânsa, nu e nici incompatibilă cu diferitele dispozițiuni prescrise pentru aceste vânzări. Acțiunea acordată cumpărătorului prin art. 1329, fiind fundată pe principiul repetițiunii indebitului, ea

are efect nu numai în privința vânzătorului, ci și în privința creditorilor acestuia, al căror gagiu această acțiune are de obiect de a-l restrânge în singura avere proprie a debitorului lor, ridicându-l de d'asupra porțiunii de avere aflată fără cauză în patrimoniul acestuia. Și nici un text de lege ne-acordând creditorilor expropriatului dreptul exhorbitant de a se plăti din o avere alta de cât aceea a debitorului lor, acțiunea art. 1329 urmează neapărat a-i atinge și pe dânsii precum ea atinge pe creditorii vânzătorului de bună-voie. (Cas. I, 2/Ianuarie 12/70, B. p. 2).

2 Părțile pot derogă la dispozițiile legii care recunoaște cumpărătorului, în anumite cazuri, dreptul de a cere scăzământul în preț, pentru lipsa conținutului prevăzut în actul de vânzare, și această derogare poate să rezulte nu numai dintr'o stipulațiune expresă, ci poate fi și tacită, și dar să rezulte din întregul conținut al actului și din împrejurările în care el a fost convenit iar instanțele de fond sunt suverane ca, din examinarea și apropierea diferitelor clauze ale contractului de vânzare, să deducă această derogare. (Cas. I, 120/901, B. p. 766).

3. Din dispozițiile art. 1334 și 1454 din codul civil rezultă că acțiunea arendașului, în baza art. 1329 din codul civil, pentru reducerea prețului arenzii, se prescrie printr'un an din ziua contractului dacă el este perfect din ziua încheierii lui.

Prin urmare, este fără interes a se cercetă dacă o scrisoare din partea proprietarului către arendaș conține sau nu o recunoaștere de natură a întrerupe prescripția de un an, când

se constată că prescripția eră împlinită în momentul când a fost scrisă aceea scrisoare. (Cas. I, 6 Mai 1908 B. p. 807).

4. Potrivit art. 1329 codul civil când vânzarea s'a făcut pentru un imobil determinat cu arătarea întinderii lui și pe un preț global, iar nu pe atât măsura, cumpărătorul n'are drept la scădere din preț în caz de lipsă din întinderea arătată afară numai dacă lipsa prețuește a 20-a parte sau mai mult din prețul total al vânzării, când cumpărătorul are alegere, sau de a cere rezoluțiunea vânzării, sau de a cere scăderea proporțională din preț, în nici un caz însă cumpărătorul nu poate cere să i se complinească această lipsă printr'un alt teren, de oarece prin încheierea unui act de vânzare în felul de mai sus, părțile sunt presupuse că au înțeles numai ca prețul să fie redus, tocmai spre a evita restituirea în natură. (C. Apel Iași s. II, 159 din 21 Octombrie 1924, Drep-tul 37/1924).

5. A se vede: art. 1327, nota 1; art. 1334, nota 1.

Art. 1330. — Dispozițiunile celor trei articole precedente nu se vor aplica decât în lipsă de stipulațiune contrarie între părți¹⁾. (Civ. 1327—1329).

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 354, p. 367;
BAUDRY ET SAINAT, *Vente*, 343, 344;
DURANTON, XVI, 229;
DUVERGIER, I, 299, 305;
GUILLOUARD, *Vente*, I, 291, 293, 299;
LAURENT, XXIV, 199;
MARCADÉ, VI, art. 1623, n° III;
POTHIER, *Vente*, III, 354;
TROPLONG, *Vente*, I, 340, 341.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 655 urm.; (IX, p. 226 t. și n. 1);
CANTACUZINO MATEI, p. 640;
DUMITRESCU A. M., II, 400, 401;
NACU, III, p. 218 urm.

Art. 1331. — Când, după art. 1328 și 1329, este caz de a se adăogi prețul pentru excedent de măsură, cumpărătorul are facultatea de a alege, între a strică vânzarea și²⁾ a împlini prețul. Suplimentul prețului se răspunde cu dobândă dacă cumpărătorul a păstrat imobilele. (Civ. 1311, 1328, 1363; Civ. Fr. 1620).

Text. fr. Art. 1620. — Dans le cas où, suivant l'article précédent, il y a lieu à augmentation de prix pour excédent de mesure, l'acquéreur a le choix ou de se désister du contrat ou de fournir le supplément du prix, et ce, avec les intérêts, s'il a gardé l'immeuble.

1) Textul acestui art. lipsește în Codul Civil Francez.

2) În loc de „și” art. Francez zice: „sau”.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 354, p. 366);
 BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente* 337;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 475;
 GUILLOUARD, *Vente*, I, 278;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 225 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1457 urm.;
 TROPLONG, *Vente*, I, 346.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 655 urm.;
 CANTACUZINO MATEI, p. 640;
 CRISTODORESCU C. și ȘTEFĂNESCU-PRIBOI DEM., *Codul legislației de expropriere*, p. 120;
 DUMITRESCU A. M., II, 402, 403;
 NACU, III, p. 218 urm.

Art. 1332. — În toate cazurile, când cumpărătorul are drept de a strică vânzarea, vânzătorul este dator să-i restituiască, deosebit de preț, dacă l-a primit, speșele contractului. (Civ. 1328 urm., 1341; Civ. Fr. 1621).

Text. fr. Art. 1621. — Dans tous les cas où l'acquéreur a le droit de se désister du contrat, le vendeur est tenu de lui restituer, outre le prix, s'il l'a reçu, les frais de ce contrat.

Doctrină străină.

BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 337;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 556;
 GUILLOUARD, *Vente*, I, 280;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 225 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1457 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 655 urm.;
 CANTACUZINO MATEI, p. 640;
 DUMITRESCU A. M., II, 404;
 NACU, III, p. 218 urm.

Art. 1333. — Dacă s'au vândut două fonduri printr'un singur contract, drept un singur preț, cu arătare de măsura fiecărui, și cuprinsul unui este mai mic decât cel declarat, iar al celuilalt mai mare, se va face compensațiune între prețul excedentului și prețul lipsei, și acțiunea vânzătorului pentru adăogire sau a cumpărătorului pentru scădere de preț va fi supusă regulilor mai sus stabilite. (Civ. 1327 urm., Civ. Fr. 1623).

Text. fr. Art. 1623. — S'il a été vendu deux fonds par le même contrat, et pour un seul et même prix, avec désignation de la mesure de chacun, et qu'il se trouve moins de contenance en l'un et plus en l'autre, on fait compensation jusqu'à due concurrence; et l'action, soit en supplément, soit en diminution du prix, n'a lieu que suivant les règles ci-dessus établies.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, § 354, p. 365 urm.;
 BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 334;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 556

GUILLOUARD, *Vente*, 267;
 LAURENT, XXIV, 195;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 225 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1457 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 655 urm.; (X, p. 346);
 CANTACUZINO MATEI, p. 548, 640;
 DUMITRESCU A. M., II, 405 urm.;
 NACU, III, p. 218 urm.

Art. 1334. — Acțiunea vânzătorului pentru complinirea prețului, și a cumpărătorului pentru scăderea prețului sau pentru stricarea contractului, se prescriu printr'un an din ziua contractului. (Civ. 1327, 1328, 1331; Civ. Fr. 1622).

Text. fr. Art. 1622. — L'action en supplément de prix de la part du vendeur, et celle en diminution de prix ou en résiliation du contrat de la part de l'acquéreur, doivent être intentées dans l'année, à compter du jour du contrat, à peine de déchéance.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 354, p. 368, n° 36;
 BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 339, 340;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 475;
 GUILLOUARD, *Vente*, I, 282-285;
 HUC, X, 99;
 LAURENT, XXIV, 205;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 225 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, 1457 urm.;
 TROPLONG, *Vente*, I, 350.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 655 urm.; (III, part. I, ed. 2-a, p. 148 nota; IX, p. 227, t. și n. 2; XI, p. 180, 181 n. 1, 183, 229, 287);
 CANTACUZINO MATEI, p. 505, 640;
 CRISTODORESCU C. și ȘTEFĂNESCU-PRIBOI DEM., *Codul legislației de expropriere*, p. 120;
 DUMITRESCU A. M., II, 22, 390, 411 urm.;
 NACU, III, p. 218 urm.;
 SCRIBAN ȘTEFAN, *Notă* sub. Judec. ocol. Mihăileni, 105 din 11 Iulie 1923. Curier Jud. 30/924.

Jurisprudență.

1. In regulă generală, vânzătorul e obligat să predea cumpărătorului cuprinsul imobilului indicat în contract, însă cu modificările arătate în art. 1327—1329 și 1334; or în virtutea acestor texte de lege, la vânzarea unui imobil cert și determinat, cu indicarea cuprinsului în unități de măsură pe un preț fix, cumpărătorul e în drept a cere reducțiunea prețului, întru cât lipsa constatată va fi cel puțin de a 20-a parte din prețul total al contractului; iar acțiunea, conform art. 1334, cată să se intenteze în termen de un an, calculat de la data contractului, dispozițiune creată pentru a nu se lăsa mult timp în incertitudinea drepturilor părților și prin urmare chiar proprietatea. Dacă dar, se vinde cutare moșie în cuprindere de atâtea pogoane, pe preț determinat de atât,

contractul așa conceput intră în prevederile art. 1329 și prin urmare cumpărătorul are drept la reducțiunea prețului în cazul când lipsa probată ar fi cel puțin de a 20-a parte din preț; și atunci termenul în care poate exercita acțiunea e mărginit la 1 an, art. 1334 având o aplicațiune generală la toate acțiunile în reducțiune de preț. Și legiuitorul a determinat, ca punct de plecare data contractului, iar nu epoca confecționării instrumentului probatoriu. (Apel Buc. I, 195, Sept. 5/81. Dreptul 70/81).

2. Dacă între părți a intervenit o vânzare de imobil cu arătare de cuprinsul său și pe atât măsură vânzare care, după art. 1327, dă dreptul cumpărătorului de a cere o scădere proporțională la preț, în asemenea caz acțiunea pentru scăderea proporțională la preț e supusă prescripțiunii de 30 ani, iar nu aceleia de un an,

prevăzută la art. 1334, care privește vânzările, altele decât acelea *pe atât măsură*. (Cas. I, 153/Mai 4/82, B. p. 535).

3. După art. 1334, cererea de scădere a prețului sau de anularea unei vânzări, fie ea invocată pe cale principală, fie pe cale reconvențională nu se poate exercita de cât pe timp de un an de la data contractului. Și dacă în dreptul roman, un contract putea fi anulat pe cale de acțiune într'un spațiu de timp determinat, pe când pe cale de excepțiune, se putea invoca nulitatea sa într'un mod perpetuu (*quae temporalia sunt ad agendum perpetua sunt ad expiendum*), este că partea care n'a executat un contract, avea totdeauna posibilitatea de a se opune la executarea lui când se cerea, invocând excepțiunea în favoarea sa, pe când o dată executat contractul, excepțiunea nefiind suficientă, i s'a acordat un termen de un an, pentru a putea exercita acțiunea. O atare distincțiune însă nu există în legislațiunea noastră, căci persoana care a făcut un contract anulabil, e stăpână a cere stricarea lui, cu toate că nu l-a executat încă și cu toate că persoana cu care a contractat, n-a cerut în contră-i executarea. (Apel Buc. I, 175 Oct. 17/83 Dreptul 81/83).

4. Acțiunea de dol e distinctă de acțiunea în anularea pentru nepredarea totalității obiectului vândut, și stingerea uneia trage după sine și stingerea celeilalte. (Cas. I 11/Ianuarie 15/85 B. p. 13).

5. Art. 1334 declară stinsă în termen de un an acțiunea cumpărătorului fără nici o distincțiune, chiar pentru vânzările pe întindere determinată și

cu atâta măsură. (Cas. I, 239/Sept. 2/87, B. p. 668).

6. Mărturisirea făcută de proprietar, printr'o scrisoare adresată arendașului, că nu i-a dat întinderea de pământ prevăzută în contractul de arendare, este de natură a întrerupe prescripția de un an prevăzută de art. 1334, din codul civil și Curtea de Apel care înlătură o asemenea mărturisire, săvârșește un exces de putere și denaturează tocmeala părților. (Cas. I, 18 Decembrie 1916, B. p. 1990).

7. Din dispozițiunile art. 1234 și 1454 din codul civil, rezultă că acțiunea arendașului, în baza art. 1329 din codul civil pentru reducerea prețului arenzii, se prescrie printr'un an din ziua contractului, dacă el este perfect din ziua încheierii lui.

Prin urmare, este fără interes a se cerceta dacă o scrisoare din partea proprietarului către arendaș conține sau nu o recunoaștere de natură a întrerupe prescripția de un an, când se constată că prescripția era împlinită în momentul când a fost scrisă acea scrisoare. (Cas. I, 6 Mai 1908 B. p. 807).

8. Prescripția de un an prevăzută de art. 1334 din codul civil, în ce privește acțiunea vânzătorului pentru complinirea prețului și a cumpărătorului pentru scăderea prețului sau pentru stricarea contractului, având a fi aplicată numai la vânzările de imobile, ea nu se aplică în materie de cesiune a unui drept de exploatare petroliferă care este un drept real mobil, conform art. 1 din legea de consolidare. (C. Apel Buc. s. IV, 162/911, Curier Jud. 30/1912).

9. A se vedea: art. 1327, notele 3. 4.

Art. 1335. — Pericolul total sau parțial al lucrului vândut mai înainte de predare, se judecă după regulile generale ale obligațiunilor convenționale. (Civ. 971 urm., 1018, 1091, 1156, 1358; C. com. 65, 66; Civ. Fr. 1624).

Text. fr. Art. 1624. — La question de savoir sur lequel, du vendeur ou de l'acquéreur, doit tomber la perte ou la détérioration de la chose vendue avant la livraison, est jugée d'après les règles prescrites au titre *des Contrats ou des Obligations conventionnelles en général*.

Doctrină străină.

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 456, 556;
DALLOZ, *Rép. Vente*, 600 urm.; *Suppl. Vente*, 271 urm.; ?
DUFOURMANTELLE ROGER, *Force majeure*.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 664; (V, p. 185 urm.);
CRISTODORESCU C. și ȘTEFĂNESCU-PRIBOI DEM., *Codul legislației de expropriere*, p. 121;
DUMITRESCU A. M., II, 392, 421;
NACU, III, p. 212, 213.

Jurisprudență.

Cumpărătorul devenind proprietar al obiectului vândut, orice pierdere îl privește pe dânsul și prin urmare

nu mai poate cere înapoierea sumei plătita ca preț al lucrului vândut. (Cas. I. 209/Sept. 788, B. p. 714).
2. A se vedea: art. 1080, nota 1.

Secțiunea III. — *Despre răspunderea vânzătorului.*

Art. 1336. — Vânzătorul răspunde către cumpărător:

1. De liniștita posesiune a lucrului, și
2. De vitiile aceluiasi lucru. (Civ. 1313, 1320, 1337 urm., 1352 urm.; C. com. 70 urm.; Civ. Fr. 1625).

Text. fr. Art. 1625. — La garantie que le vendeur doit à l'acquéreur, a deux objets: le premier est la possession paisible de la chose vendue; le second, les défauts cachés de cette chose ou les vices rédhibitoires.

Doctrină străină.

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 194, 461; ed. 1-a, III, p. 491;
DALLOZ, *Rép. Vente*, 778 urm.; *Suppl. Vente*, 378;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 228;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1476.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 665 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 812 nota);
DUMITRESCU A. M., II, 422 urm., 485 bis, 507 urm.;
NACU, III, p. 224.

Jurisprudență.

1. După art. 1392 codul civil vânzătorul unei creanțe răspunde de existența valabilă a creanței în momentul vânzării, iar după art. 1336 codul civil, vânzătorul răspunde către cumpărător de vitiile lucrului vândut. (Cas. I. 6 Iunie 1907, B. p. 1052).

Răspunderea de evicțiune din

partea vânzătorului există nu numai în caz de pierdere definitivă a imobilului vândut, sau când s'ar recunoaște existența unui drept real asupra imobilului, ci și atunci când cumpărătorul este scos temporar din posesiunea imobilului, destul numai ca deposedarea să aibă o cauză preexistentă vânzării. (Cas. I. 22 Nov. 1911, B. p. 1393).

§ I. Răspunderea de evicțiune¹⁾.

Art. 1337. — Vânzătorul este de drept obligat, după natura contractului de vânzare, a răspunde către cumpărător de evicțiunea totală sau parțială a lucrului vândut, sau de sarcinile la cari s'ar pretinde supus acel obiect și care n'ar fi fost declarate la facerea contractului. (Civ. 787 urm., 1083, 1328 urm., 1340 urm., 1349, 1351, 1408, 1797, 1799, 1812, 1813; Pr. Civ. 565, 568; Civ. Fr. 1626).

Text. fr. Art. 1626. — Quoique lors de la vente il n'ait été fait aucune stipulation sur la garantie, le vendeur est obligé de droit à garantir l'acquéreur de l'éviction qu'il souffre dans la totalité ou partie de l'objet vendu, ou des charges prétendues sur cet objet, et non déclarées lors de la vente.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 355, p. 374-376, 380, n° 16, 18; § 442, p. 734;
BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 334, 351-355, 357, 359;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 460, 465; ed. 1-a, III, p. 315;

1) A „răspunde de evicțiune” însemnează a răspunde de liniștita posesiune a lucrului vândut.

- DALLOZ, *Rép. Vente*, 778 urm., 826, 912 urm., 933, 1046 urm.; *Suppl. Vente*, 379 urm., 421 urm., 464 urm.;
- DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 76 bis, IV-VI, VIII;
- DEMOLOMBE, XXXI, 306, 307, 310;
- GUILLOUARD, *Vente*, I, 303, 307, 316, 318, 320;
- HUC, X, 102, 103, 105;
- LAURENT, XXIV, 218, 222, 223, 228;
- MOURLON, ed. 7-a, III, p. 228;
- PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1486 urm.;
- TROPLONG, *Vente*, I, 425, 426, 429, 437.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 670 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 817 nota, 821; IV, part. I, ed. 2-a, p. 334, 502; IV, part. II, ed. 2-a, p. 274 n. 5; V, p. 385; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 246, 424 n. 1); *Observație* sub. Trib. Ilfov, s. III, 741 din 12 Dec. 1909. Dreptul 18/1910; *Notă* sub. Trib. Lyon, 9 Mart. 1923. Jur. Gen. 1925 No. 847;
- BOSSE St. C., *Notă* sub. Judec. ocol. Odobesti, Putna, 16 Iunie 914. Curier Jud. 68/1915;
- CANTACUZINO MATEI, p. 640, 642.
- DUMITRESCU A. M., II, 422, 427 urm., 435 urm., 470 bis urm.;
- IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării* p. 227, 228;
- NACU, III, p. 224 urm.;
- ROSETTI-BALĂNESCU I, *Notă* sub. C. Apel. Buc. s. IV, 24 din 1 Febr. 1923. Pand. Rom. 1924-II-9.

INDEX ALFABETIC

Adjudecare 8, 18.	Nulitate 1, 18.
Anulare, a se vedea „Nulitate”.	Ordonanță de adjudecare 8, 18.
Autoritatea administrativă 19.	Omisziune esențială 16.
Casare 16.	Preț 8.
Creditor 8, 18.	Proprietate 2, 5, 8, 16, 17.
Cumpărător, a se vedea „Vânzare-cumpărare”.	Recurs 16.
„Vânzare-cumpărare”.	Restituirea prețului 8.
Cunoștința evicțiunii 4, 11.	Revendicare 7, 13, 15, 17, 18.
Daune 3, 12.	Rezoluțiune 2.
Debitor 17, 18.	Risc 20.
Dol 1.	Servituțe 3.
Dotă 11.	Succeșiune 10, 13, 15, 16, 18.
Eroare 1.	Transcriere 5.
Evicțiune 1, 3, 4, 6-21.	Tulburare de posesie, a se vedea „Evicțiune”.
Expropriere 2, 20.	Urmărire silită 8, 18.
Garanție, a se vedea „Evicțiune”.	Vânzare-cumpărare 1-10, 12, 13, 14, 16-21.
Indivizibilitate 15.	Vânzarea lucrului altuia 2.
Ipotecă 4, 17, 18, 21.	
Moștenitor, a se vedea „Succeșiune”.	

Jurisprudență.

1. Acțiunea în nulitate pentru eroare și dol n'are nimic de comun cu dreptul de evicțiune și cu garanția vânzătorului, care există numai când există și vânzare valabilă. (Cas. I, 75/Februarie 28/81. B. p. 123).

2. Vânzarea unui lucru străin e rezolubilă condițiunea rezolutorie fiind sub-înțeleasă totdeauna în contractele sinalagmatice în caz când una din părți nu îndeplinește angajamentul său (art. 1020 combinat cu art. 1387) așa că cine vinde un lucru de care a fost expropriat pentru cauză de utilitate publică înstrăinează un lucru străin, hotărârea expropriațiunii lipsind pe proprietar de dreptul de proprietate asupra fondului, lăsându-i numai posesiunea până la plata indemnității (art. 20, § I leg. exprop. 20 Octombrie 1864). (Cas. I 168/Mai. 8/85. B. p. 372).

3. Dacă cumpărătorul a fost evins, întru cât s'a recunoscut judecătorește vecinului, un drept de servituțe de vedere pe locul vândut care n'a fost declarat la facerea contractului, în atare caz, după principiul general conținut în art. 1337, cumpărătorul care a fost evins are drept de a cere despăgubiri. (Cas. I, 194/Iunie 1/87. B. p. 512).

4. Inserarea unei inscripțiuni ipotecare în registrele tribunalului nu este suficientă pentru a zice că cumpărătorul a avut cunoștința de dânsa și că vânzătorul în caz de evicțiune totală sau parțială trebuie să fie apărat de orice răspundere. Aceea ce scutește de garanție, este numai cunoștința efectivă a existenței sarcinei iar nu posibilitatea de a o cunoaște. Prin urmare, când vânzătorul nu declară în actul de vânzare că asupra imobilului există o ipotecă, dacă nu se dovedește că cumpărătorul în realitate a cunoscut-o și că a descărcat pe vânzător de răspundere, acesta rămâne încă garant de evicțiune. (Apel Buc. III 35, Februarie 24/93. Dr. 32/93).

5. Când un imobil a fost vândut de proprietarul său consecutiv la mai multe persoane, numai acei cumpărător poate să opue tuturilor actul său, care l-a transcris cel dintâiu. (Cas. I, 47/94 B. p. 95).

6. Vânzătorul este răspunzător de evicțiune, pentru toate vânzările făcute de dânsul și nu poate fi dispensat de o asemenea răspundere, decât numai în cazul când părțile au convenit ca vânzătorul să fie apărat de răspunderea de evicțiune. (Trib. Putna C. Jud. 74/901).

7. Vânzătorul, fiind obligat a garanta pe cumpărător în contra evic-

țiunei din partea unui al treilea, nu poate, în virtutea regulei: „quem de evictione tenet actio eundem agentem repellit exceptio“, a-l evinge el însuși, exercitând în contra lui o acțiune în revendicare sau orice altă acțiune reală. (Apel Buc. I. Dreptul 51/904).

8. Numai vânzătorul este ținut de obligațiunea de a garanta contra evicțiunii lucrului vândut. În vânzările silite, vânzătorul este chiar debitorul urmărit, proprietarul imobilului ce se expropriează, și deci creditorul urmăritor, care provoacă vânzarea pentru acoperirea creanței sale, nu este supus garanției de evicțiune prevăzută de art. 1337 codul civil. (Apel Iași I Dreptul 28/1904).

9. Vânzătorul este răspunzător de evicțiune iar cumpărătorul dacă este evins are dreptul de a cere dela vânzător restituirea prețului vânzării, și în asemenea caz, acțiunea de chemare în garanție, introdusă de cumpărătorul evins în contra vânzătorului este admisibilă. (Trib. Brăila II. C. Jud. 37/1906).

10. Cumpărătorul unei părți dintr-o succesiune este un succesor cu titlu particular, și în această calitate nu este ținut de garanția evicțiunii; numai succesorii cu titlu universal răspund de evicțiune și numai dânsii nu pot evinge, nu și succesorii cu titlu particular. (Cas. I. 26 Aprilie 1906. B. p. 728).

11. Dacă este necontestat că, conform art. 1337 codul civil, constituitorul dotei răspunde de sarcinile ce grevează imobilul constituit dotă când acele sarcini nu au fost declarate la facerea contractului nu mai puțin este adevărat, și doctrina și Jurisprudenta sunt aproape unanime în acest sens, că nu este nevoie ca sarcinile să fie declarate în contract, ci e suficient ca acele sarcini să fi fost bine cunoscute de cel ce a contractat cu constituitorul dotei, pentru ca acesta să fie apărât de orice răspundere. (Apel Craiova, II, Dreptul 22/908, p. 172).

12. Potrivit art. 1337 și 1341 codul civil vânzătorul răspunde către cumpărător de orice tulburare în liniștită posesiune a lucrului vândut și în acest caz, cumpărătorul este în drept a cere daune dela vânzător. (Trib. Ilfov III, Dreptul 78/908, p. 638).

13. Intr-o acțiune în revendicare pornită de moștenitorul unui vânzător contra moștenitorului unui cumpărător se poate opune cu excepțiunea de garanție revendicantului. (Judec. ocol. Bujor (Covurlui) 85/911, Curier Jud. 33/1912).

14. Răspunderea de evicțiune din partea vânzătorului există, nu numai în caz de pierdere definitivă a imobilului vândut sau când s'ar recunoaște

existența unui drept real asupra imobilului ci și atunci când cumpărătorul este scos temporar din posesiunea imobilului, destul numai ca deposedarea să aibă o cauză preexistentă vânzării. (Cas. I. 799/1911, Curier Jud. 21/1912).

15. Acțiunea în revendicare urmează a fi respinsă ca inadmisibilă când e pornită de cel ce trebuie a răspunde de evicțiune.

Părțile prevăzând în contractul lor consecințele legale ale evicțiunii nu au renunțat prin aceasta la principiul că cel ce trebuie să garanteze nu poate să evingă.

Obligațiunea de a garanta în contra evicțiunii fiind indivizibilă, ea poate fi opusă în întregime și numai unuia dintre moștenitori. (Jud. Odobesti, 16 Iunie 1914, Curier Jud. 68/1915).

16. Când se sustine de către un achizitor cu titlu particular al unui imobil dela adevărații proprietari ai acelui imobil, că lui nu i se poate opune obligațiunea de garanție a acestora, întru cât acea obligațiune este personală autorilor săi, instanța de fond are să se pronunțe asupra acestei chestiuni, care ar fi putut schimba soluțiunea procesului.

Când, dar, acea instanță motivează că îndatoririle vânzătorului rezultând din art. 1337 codul civil de a garanta cumpărătorului posesiunea pașnică și utilă, trec, în aceeași măsură, asupra moștenitorilor cu titlu universal când succed în mod pur și simplu pe motivul că ei sunt supuși la aceleași obligațiuni ca și autorii lor și pot fi chemați în garanție ori de câte ori tulburarea vine din partea unui al treilea și pot fi respinși, prin excepțiune de garanție, când vor fi înșiși autorii tulburării, fără însă ca instanța de fond să discute chestiunea ridicată de achizitorul cu titlu particular, a făcut o omisiune esențială care a trage după sine casarea deciziunii sale. (Cas. II, No. 7, 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 159).

17. Din împrejurarea că proprietarul care revendică imobilul este tot odată și debitor ipotecar nu-i poate fi opozabilă excepțiunea: „qui doct guarantee ne peut évincer“, de oarece această excepție nu se aplică de cât la actele juridice al căror obiect este transferarea proprietății sau asigurarea folosinței unui imobil, căci revendicarea imobilului nu implică stângerea creanței care va continua să existe cu toate accesoriile constatate prin actul ipotecar. (C. Apel Iași s. I. 46 din 29 Mai 1922 Dreptul 42/1922).

18. Este adevărat că, dispoziția din art. 1337 codul civil, după care vânzătorul este răspunzător față de cumpărător de evicțiunea totală sau par-

tială a lucrului vândut, se aplică și debitorului urmărit din vânzările similite față de adjudecatar și din acest motiv nu ar putea exercita contra acestuia acțiunea în revendicare, sau în nulitate a ordonanței de adjudecare.

Această regulă însă nu și are aplicațiune în cazul când vânzarea imobilului nu s'a făcut în persoana debitorului urmărit sau a lui ca succesor, ci a unei persoane străine — în speță un pretins erede aparent, — care nu are nici un drept asupra imobilului și care fiind vânzător, numai el ar fi putut fi ținut de evicțiune și nu ar fi avut acțiune în contra adjudecatarului, — aceasta cu atât mai mult în speță unde creditorul urmărit este un creditor ipotecar și în această calitate nu este vătămat în dreptul său, întru cât prin anularea ordonanței de adjudecare nu se stinge creanța sa ipotecară, ci continuă să existe cu toate accesoriile constatate prin actul de ipotecă. (Cas. I. dec. 887 din 24 Septembrie 1923, Jur. Gen. 1924, No. 78).

19. Vânzătorul datorește garanție de evicțiune numai pentru tulburările de drept iar nu și pentru tulburările de fapt precum nici pentru abuzul exercitat de autoritatea asupra lucrului vândut. (C. Apel Buc. s. II 27 din 25 Aprilie 1923, Dreptul 21/1923, Pand. Rom. 1923, III 121).

20. Intrucât prin exproprierea în totul sau în parte a bunului cumpărat nu se aduce nici o atingere însuși titlului de proprietate, care rămâne tot atât de valid ca și în trecut, ci se îngrădește numai exercitiul dreptului cumpărătorului, prin faptul că în loc să poată dispune de bunul său așa

cum înțelege i se impune vânzarea lui forțată, în schimbul unui preț determinat, exproprierea nu poate constitui o evicțiune care să atragă răspunderea autorului, ea fiind un risc isvorât din aplicarea unei legi, risc pe care potrivit art. 971 codul civil îl suportă proprietarul din momentul exproprierei lucrului expropriat, afară de cazul când părțile prin convențiunea lor ar fi pus riscul în sarcina vânzătorului. (Trib. Notariat Ilfov 258 din 3 Noembrie 1924, Curier Jud. 6/925 Jur. Gen. 1925 No. 349).

21. Ceeace dispensează pe vânzător să răspundă de existența sarcinilor ipotecare ce grevează imobilul vândut potrivit art. 1337 codul civil este declararea lor făcută cumpărătorului cu ocazia contractării vânzării, în cazul acesta evicțiunea datorindu-se culpei cumpărătorului care nu a îndeplinit formalitățile necesare ca să purgeze imobilul.

Chiar dacă cumpărătorul a cunoscut în momentul cumpărării existența sarcinilor ipotecare ce grevează imobilul cumpărat, aceasta nu constituie o decădere pentru el de a recurge în contra vânzătorului ca să-l garanteze de evicțiunea ce ar încerca din cauza acelor sarcine, din moment ce sarcinile nu au fost declarate de vânzător la facerea contractului. (Trib. Notariat Ilfov, 258 din 3 Noembrie 1924, Curier Jud. 6/1925).

22. A se vedea: art. 1228, nota 57; art. 1294, nota 5; art. 1310, Index „Vânzarea lucrului altuia“ și notele respective; art. 1312, nota 1; art. 1341 cu notele respective; art. 1352, nota 1; art. 1364 cu notele respective.

Art. 1338. — Părțile pot prin convențiune, să adauge, să micșoreze sau să șteargă obligațiunea de a răspunde de evicțiune. (Civ. 969, 1337, 1339 urm., 1354; Civ. Fr. 1627).

Text. fr. Art. 1627. — Les parties peuvent, par des conventions particulières, ajouter à cette obligation de droit ou en diminuer l'effet; elles peuvent même convenir que le vendeur ne sera soumis à aucune garantie.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 369, 382, 383;
 BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 364, 396, 399;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 474, 584;
 DALLOZ, *Rép. Vente*, 867 urm.; *Suppl. Vente*, 387, 408 urm.;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 281;
 GUILLOUARD, *Vente*, I, 333, 381, 385, 398;
 HUC, X, 113;
 LAURENT, XXIV, 256;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 228;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1518.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 703 urm.; (I, ed. 2-a, p. 231; III, part. II, ed. 2-a, p. 817 nota, 821; IV, part. I, ed. 2-a, p. 334, 502; IV, part. II, ed. 2-a, p. 274 n. 5; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 246, 424 n. 1); *Observație* sub. Trib. Ilfov s. III, 741 din 12 Dec. 1909. Dreptul 18/1910;
 CANTACUZINO MATEI, p. 645;
 DUMITRESCU A. M., II, 483 bis, 498;
 NACU, III, p. 243, 244.

Jurisprudență.

1. Dacă în regulă generală, părțile pot, prin convențiile lor să micșoreze întinderea garanției legale aceasta nu are loc decât atunci când vânzătorul a ignorat vitiile lucrului,

iar nu și când le cunoșteă și nu le-a dat pe față cumpărătorului, căci în asemenea caz ar fi de rea credință. (Apel Buc. I No. 17, 1915; Dreptul 1915, p. 347).

2. A se vedea: art. 1352, nota 1.

Art. 1339. — In nici un mod vânzătorul nu se poate sustrage de la răspunderea pentru evicțiunea care ar rezulta dintr'un fapt personal al său; verice convențiune contrarie este nulă. (Civ. 1337, 1338, 1340, 1394; Civ. Fr. 1628).

Text. fr. Art. 1628. — Quoiqu'il soit dit que le vendeur ne sera soumis à aucune garantie, il demeure cependant tenu de celle qui résulte d'un fait qui lui est personnel: toute convention contraire est nulle.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 355, p. 382, 383, n° 50;
 BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 405-407;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 154, 475, 476, 584;
 DALLOZ, *Rép. Vente*, 894 urm.; *Suppl.* 413 urm.;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, V, p. 481;
 GUILLOUARD, *Vente*, I, 397, 498;
 HUC, X, 109, 110;
 LAURENT, XXIV, 261;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 228;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1475, 1520;
 TROPLONG, *Vente*, I, 474 urm., 477.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 706 urm., 826, 853; (I, ed. 2-a, p. 231; IV, part. I, ed. 2-a p. 333; IV, part. II, ed. 2-a, p. 274 n. 5; X, p. 435; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 246 424 n. 1);
 CANTACUZINO MATEI, p. 641;
 DUMITRESCU A. M., II, 483 bis urm.;
 NACU, III, p. 243, 244.

Jurisprudență.

1. Dacă, în regulă generală părțile pot, prin convențiile lor să micșoreze întinderea garanției legale, aceasta nu are loc decât atunci când vânzătorul a ignorat vitiile lucrului, iar

nu și când le cunoștea și nu le-a dat pe față cumpărătorului, căci în asemenea caz ar fi de rea credință. (Apel Buc. I, No. 17, 1915; Dreptul 1915, p. 347).

2. A se vedea: art. 786, nota 39; art. 1337, notele 3, 15, 17.

Art. 1340. — Stipulațiunea prin care vânzătorul se descarcă de răspunderea pentru evicțiune, nu-l scutește de a restitui prețul, în caz de evicțiune, afară numai dacă cumpărătorul a cunoscut, la facerea vânzării, pericolul evicțiunii, sau dacă a cumpărat pe răspunderea sa proprie. (Civ. 1337 urm., 1339, 1349, 1353, 1392; Civ. Fr. 1629).

Text. fr. Art. 1629. — Dans le même cas de stipulation de non-garantie, le vendeur, en cas d'éviction, est tenu à la restitution du prix, à moins que l'acquéreur n'ait connu, lors de la vente, le danger de l'éviction, ou qu'il n'ait acheté à ses périls et risques.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 355, p. 382 urm.;
 BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 409;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 475, 476, 584;
 DALLOZ, *Rép. Vente*, 799 urm.; 905 urm.; *Suppl. Vente* 418 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 64 bis, II, III;
 GUILLOUARD, *Vente*, I, 395;
 HUC, X, 114;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 229;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1520;
 TROPLONG, *Vente*, I, 482, 483.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 706 urm., 826, 853; (III, part. II, ed. 2-a, p. 817 nota, 821; IX, p. 122); *Observație* sub. Trib. Ilfov s. III, 741 din 12 Dec. 1909. Dreptul 18/1910;
 CANTACUZINO MATEI, p. 644, 645;
 DUMITRESCU A. M., II-490 bis, 493 bis urm.;
 NACU, III, p. 243, 244.

Jurisprudență.

1. După cum rezultă din art. 1340, vânzătorul este scutit de a restitui prețul în caz de evicțiune, dacă cumpărătorul a cunoscut la facerea vânzării pericolul evicțiunii sau dacă a cumpărat pe răspunderea sa proprie. (Cas. I 90) 14 Februarie 21/77, B. p. 94).

2. Dacă vânzătorul între mijloacele de apărare față de cumpărător, a invocat declarațiunea cumpărătorului făcută înaintea tribunalei vânzării legalizării actului de vânzare, care primește a cumpăra imobilul ce i se vinde cu orice împrejurări în sarcina sa, nepronunțându-se Curtea asupra acestui mijloc de apărare care era bazat pe acea declarațiune a cumpărătorului și care declarațiune putea să fie echivalentul unei stipulațiuni de nerespabilitate a vânzătorului în caz de evicțiune, pentru că cumpărătorul a cumpărat pe răspunderea sa proprie caz prevăzut de art. 1340, comite o omisiune esențială. (Cas. I, 116/Martie 80/83 B. p. 328).

3. Când vânzătorul nu poate exercita obligațiunea de a preda cumpărătorului obiectul vândut din cauză că acest imobil se stăpânește de un terțiu cu acte în regulă de proprietate

în asemenea condițiuni, vânzarea neavând obiect, este nulă și prin urmare vânzătorul nu poate reține prețul căci l'ar reține fără cauză. (Apel Buc. III, C. Jud. 41/99).

4. Statul nu se poate pune la adăpostul nerăspunderii de evicțiune, pe baza art. 11 din legea vânzării bunurilor Statului când nu poate preda o parte din loturile vândute, pentru că aparțin altui proprietar și în acest caz Statul trebuie să restituie prețul lotului, pe care nu a putut să-l pună în posesie pe cumpărător. (Cas. I, 158/900, B. p. 519).

5. Potrivit art. 1340 codul civil, instanța de fond este în drept să facă constatări și să aprecieze în mod suveran culpa unui comisionar, fără ca acest drept să poată fi supus controlului Curții de Casație. (Cas. III 30 Septembrie 1909, B. p. 1050).

6. Art. 1340 codul civil, după care cumpărătorul trebuie garantat de vânzător în ce privește predarea materială a lucrului vândut se aplică numai la vânzările de lucruri corporale, unde se aplică totdeauna numai art. 1329 codul civil. (Cas. III, 76 din 8 Februarie 1913. *Curier Jud.* 32/913).

7. A se vedea și notele No. 1 de sub art. 1312 și No. 4 de sub art. 1337.

Art. 1341. — Când vânzătorul este răspunzător de evicțiune, cumpărătorul, dacă este evins, are dreptul a cere dela vânzător:

1. Restituțiunea prețului;
2. Fructele, dacă este dator a le întoarce proprietarului care l-a evins;

3. Spesele instanței deschise de dânsul în contra vânzătorului și ale celei deschise de evingător¹⁾ în contra sa;

4. Daune-interese și spesele contractului de vindere. (Civ. 485 urm., 1084 urm., 1305, 1324, 1337, 1342, 1347, 1357, 1363, 1402, 1669, 1809; Pr. civ. 143, 144; Civ. Fr. 1630).

Text. fr. Art. 1630. — Lorsque la garantie a été promise, ou qu'il n'a rien été stipulé à ce sujet, si l'acquéreur est évincé il a droit de demander contre le vendeur :

1^o La restitution du prix;

2^o Celle des fruits, lorsqu'il est obligé de les rendre au propriétaire qui l'évince;

3^o Les frais faits sur la demande en garantie de l'acheteur, et ceux faits par le demandeur originaire;

4^o Enfin les dommages et intérêts, ainsi que les frais et loyaux coûts du contrat.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 377, 380;

BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 372;

CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 19;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 153, 470, 471 urm., 980, 1000; ed. 1-a, III, p. 156, 293;

DALLOZ, *Rép. Vente*, 977 urm., 998 urm.; *Suppl. Vente* 442 urm., 450 urm.;

DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 539;

GUILLOUARD, *Vente* I, 348;

LAURENT, XXIV, 348;

MOURLON, ed. 7-a, III, p. 232 urm.;

PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1504, 1508.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 682 urm., 823, 824, 853; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 272);

CANTACUZINO MATEI, p. 644;

DUMITRESCU A. M., II-465, 470 urm.;

GEORGEAN N., *Notă* sub. Cas. II, 25 din 24 Mai 1920. Pand. Rom. 1924-I-22;

IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul instrăinării*, p. 240, 249, 250;

NACU, III, p. 236 urm.

Jurisprudență.

1. În contra vânzătorului s'ar putea intenta o acțiune personală, atunci când s'ar fi vândut un imobil determinat, neîncălcat de nimeni și care n'ar fi avut întinderea indicată prin contractul de vânzare; dacă însă se vinde un imobil de o întindere determinată din care o parte e încălcată de un al treilea, altul de cât vânzătorul, precum vânzătorul ar fi putut intenta o acțiune contra acelora cari ar fi încălcat o parte de pământ încălcată; asemenea aceeași acțiune o poate intenta și însuși cumpărătorul. (Cas. I, 344/Octombrie 16/78, B. p. 318).

2. Un cumpărător când plătește banii pe un lucru înțelege, afară de dispozițiune contrarie, a se bucura imediat de el iar nu să aștepte îndeplinirea unor evenimente pe cari nu le-a avut în vedere în momentul când a contractat și care pot să-i cauzeze un prejudiciu. Deci cumpărătorul unei

păduri în stare de indiviziune, când e împiedicat de celălalt co-proprietar de a o tăia, nu este dator să provoace eșirea din indiviziune pentru a-și exercita dreptul său ci e în drept a cere rezilierea vânzării, restituirea prețului și daune-interese. (Apel Buc. III 166/Mai 20/82, Dreptul 69/82).

3. Deși în virtutea drepturilor sucesorale ale mamei sale, eredele are dreptul de a revindica un imobil ce a aparținut mamei sale și s'a vândut de tatăl său, dar întru cât el ca erede pur și simplu al tatălui său îl reprezintă, și prin urmare e ținut a garanta pe cumpărător, cumpărătorul poate respinge cererea de revindicare prin excepțiunea *quem de evictione tenet actio, eumdem agentem repellit exceptio*. (Trib. Vaslui, Iunie 30/83, Dreptul 20/83).

4. După prescripțiunile art. 787, 788 și 1341 eredele sau cumpărătorul care a fost evins de un terțiu din posesiunea unui imobil determinat căzut în

1) „Evingător“ este acela ce a făcut cerere (acțiune) de a deposeda pe cumpărător de lucrul cumpărat.

lotul său, sau cumpărat de la vânzător nu poate avea contra co-erezilor săi sau a vânzătorului, de cât o acțiune personală în despăgubirea valorii acelui imobil de care a fost evins, iar nu o acțiune reală. (Cas. I, 112/Martie 22/94. B. p. 794).

5. Erédele sau cumpărătorul care a fost evins de un tertiu din posesia unui imobil determinat căzut în lotul său sau cumpărat dela vânzător, nu poate avea contra erezilor săi sau contra vânzătorului decât o acțiune personală în despăgubirea imobilului de care a fost evins iar nu o acțiune reală. (Cas. I, 112/94. B. p. 253).

6. Regula art. 1341 din codul civ. privitoare la drepturile cumpărătorului evins față de vânzătorul răspunzător în caz de evicțiune totală, se aplică și la cazurile de evicțiune parțială de care tratează art. 1348 același cod, în caz când vânzarea nu se strică pentru distrugerea parțială a lucrului vândut. (Apel Buc. II, Dreptul 20/1911, p. 153).

7. După art. 1341 codul civil numai în caz de evicțiune a cumpărătorului, din imobilul cumpărat, acesta are dreptul de a cere de la vânzător restituirea prețului cu daune-interese;

Prin urmare, dacă instanța de fond nu constată că cumpărătorul a fost privat de folosința imobilului, nici că i s'a constatat dreptul de proprietate printr'o acțiune în justiție din partea vânzătorilor, nu poate condamna la

daune pe vânzător. (Cas. I, 7 Mai 1913. B. p. 1070).

8. În materie de vânzare-cumpărare când părțile au derogat de la dispozițiunile art. 1341 codul civil prin convențiunea lor, prevăzând ca, în caz de evicțiune cumpărătorul să nu poată cere de la vânzător de cât un alt pământ de aceeași întindere, cumpărătorul nu poate cere daune, în caz de evicțiune. (Cas. I, 7 Mai 1913 B. p. 1070).

9. Existența privilegiului Statului pentru taxa de succesiune și urmărirea imobilului, pentru plata acelei taxe nu constituie decât o turburare care face posibilă evicțiunea și pentru care cumpărătorul are dreptul să suspende plata prețului, conform art. 1364, iar nu o evicțiune consumată, care să-l îndreptătească să ceară, pe baza art. 1341 codul civil, anularea vânzării și restituirea prețului cu daune. O asemenea cerere nu poate fi făcută nici pe baza art. 1349 codul civil, de oarece acest articol se aplică numai atunci când este vorba de servituți, stabilite prin fapta omului în folosul unui imobil iar nu și atunci când imobilul este afectat de privilegiul Statului, pentru taxa de succesiune. (Cas. I, dec. No. 608 din 2 Nov. 1915; Jurispr. Rom. 1916. p. 3).

10. A se vede: art. 1082 nota 2; art. 1310. Index „Vânzarea lucrului altuia“ și notele respective; art. 1320 nota 1; art. 1337. notele 1, 2, 3 și 12.

Art. 1342. — Dacă, la epoca evicțiunii, lucrul vândut se află de o valoare inferioară sau a suferit deteriorațiuni ori prin neglijența cumpărătorului, ori prin evenimentele independente de cumpărător, vânzătorul nu se poate apăra de a restitui prețul întreg. (Civ. 988, 999, 1343 urm.; Civ. Fr. 1631).

Text. fr. Art. 1631. — Lorsqu'à l'époque de l'éviction, la chose vendue se trouve diminuée de valeur ou considérablement détériorée, soit par la négligence de l'acheteur, soit par des accidents de force majeure, le vendeur n'en est pas moins tenu de restituer la totalité du prix.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 377;
 BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 373;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 470, 473; ed. 1-a, III, p. 565;
 DALLOZ, *Rép. Vente*, 981 urm.; *Suppl. Vente*, 445 urm.;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 232;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1505;
 SALEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 228.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 682 urm., 823, 824, 853; (III, part. II, ed. 2-a, p. 820; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 244 n. 1);
 CANTACUZINO MATEI, p. 644;
 DUMITRESCU, A. M., II, 484;
 NACU, III, p. 236 urm.

Art. 1343. — Dacă cumpărătorul a tras foloase din stricăciunile ce a făcut lucrului, vânzătorul are dreptul a opri din preț o sumă egală cu acele foloase. (Civ. 1342; Civ. Fr. 1632).

Text. fr. Art. 1632. — Mais si l'acquéreur a tiré profit des dégradations par lui faites, le vendeur a droit de retenir sur le prix une somme égale à ce profit.

Doctrină străină.

BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 374;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 470;
DALLOZ, *Rép. Vente*, 985; *Suppl. Vente*, 445;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 632;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1507.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 682 urm., 823, 824, 853; (III, par. II, ed. 2-a, p. 910);
CANTACUZINO MATEI, p. 644;
DUMITRESCU A. M., II, 472;
NACU, III, p. 236 urm.

Art. 1344. — Dacă lucrul vândut se află, la epoca evicțiunii, de o valoare mai mare, din orice cauză, vânzătorul este dator să plătească cumpărătorului, pe lângă prețul vânzării, excedentele valorii în timpul evicțiunii. (Civ. 1085, 1338, 1341, 1348; Civ. Fr. 1633).

Text. fr. Art. 1633. — Si la chose vendue se trouve avoir augmenté de prix à l'époque de l'éviction, indépendamment même du fait de l'acquéreur, le vendeur est tenu de lui payer ce qu'elle vaut au-dessus du prix de la vente.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 378, 379;
BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 377;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 23, 470, 472, 473; ed. 1-a, III, p. 565;
DALLOZ, *Rép. Vente*, 1015 urm.; *Suppl. Vente*, 453 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 233 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1511;
SAILLLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 228.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 682 urm., 823, 824, 853; (III, part. II, ed. 2-a, p. 820; IV, part. I, ed. 2-a, p. 334 n. 2; VI, p. 376 n. 1; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 244 n. 1; X, p. 502 nota); *Observație* sub. Cas. I, 107 din 6 Iunie 919. Tribuna Juridică 39-41/1919;
CANTACUZINO MATEI, p. 446, 644;
DANIELOPOL G. DR. CĂPITAN, *Observație* sub. C. Apel Paris, 27 Ian. 912. Curier Jud. 7/914;
DUMITRESCU A. M., II, 480 urm., 492;
NACU, III, p. 236 urm.

Jurisprudență.

1. Cumpărătorul evins nu are dreptul la excedentul valorii dacă această adăogire de preț nu provine din ameliorări ulterioare sau nu se sustine măcar că valoarea ar fi crescut de la cumpărătoare încoace fără a i se face vre-o ameliorare. (Apel Iași II, 13, Februarie 4/86, Dreptul 45/86).

2. Dispozițiunea din art. 1344 din codul civil se referă la raportul dintre cumpărător și vânzător, care e ținut

față de dânsul de obligațiunea de garanție și în virtutea căreia trebuie să-l îndemneze de toată paguba ce-i cauzează evicțiunea.

Prin urmare, în cazul când un proprietar revendică un imobil și care nu are nici o obligațiune față de posesorul aceluia imobil, se aplică dispozițiunile art. 494 din codul civil, iar nu a celea din art. 1344 din codul civil, și în acest caz nu se poate acorda posesorului excedentul valorii în momentul evicțiunii. (Cas. I, 8 Oct. 1910, B. p. 1331).

3. Prin cuvântul „din timpul evicțiunii” trebuie înțeles momentul evicțiunii, moment ce se identifică cu data intentării acțiunii, căci atunci se produce evicțiunea, așa că plus valuta din acel moment urmează a se plăti de vânzător, cumpărătorului evins, iar nu plus valuta din momentul dărei hotărârii.

Obligația impusă vânzătorului de a plăti cumpărătorului evins îmbunătățirile făcute pe teren, revine, în primul rând, evingătorului, căci lui îi profită imediat acele îmbunătățiri și în al doilea rând revine vânzătorului, acesta

fiind înțelesul cuvintelor „*et insus sau prin evingător*” din textul art. 1345 din codul civil, relativ la întoarcerea speșelor necesare, utile și de întreținere. (Cas. I, decizia civilă No. 107 din 6 Iunie 1919; Jurispr. Rom. 23-24/919).

4. Dispozițiunea art. 1344 c. civ., potrivit căreia, vânzătorul este obligat să plătească cumpărătorului excedentul valorii lucrului vândut asupra prețului din momentul evicțiunii, se aplică și în ipoteza când bărbatul a consimțit și participat la înstrăinarea imobilului dotal. (C. Apel Iași s. I, 10 din 7 și 13 Febr. 1924, Dreptul 21/924).

Art. 1345. — Vânzătorul este dator să întoarcă cumpărătorului, el însuși, sau prin evingător, toate speșele necesare, utile și de întreținere ale aceluia. (Civ. 766 urm., 771, 1085; Civ. Fr. 1634).

Text. fr. Art. 1634. — Le vendeur est tenu de rembourser ou de faire rembourser à l'acquéreur, par celui qui l'évince, toutes les réparations et améliorations utiles qu'il aura faites au fonds.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 379;
BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 379, 380;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 472;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, III, p. 122;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 233 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1511.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCU, VIII, ed. 1-a, p. 682 urm., 823, 824, 853; *Observație* sub. Cas. I, 107 din 6 Iunie 1919. Tribuna Juridică 39-41/1919;
CANTACUZINO MATEI, p. 645;
DUMITRESCU A. M., II, 494 urm.;
NACU, III, p. 236 urm.

Jurisprudență.

1. Prin cuvântul „din timpul evicțiunii” trebuie înțeles momentul evicțiunii, moment ce se identifică cu data intentării acțiunii, căci atunci se produce evicțiunea, așa că plus valuta din acel moment urmează a se plăti de vânzător, cumpărătorului evins, iar nu plus valuta din momentul dărei hotărârii.

Obligația impusă vânzătorului de a

plăti cumpărătorului evins îmbunătățirile făcute pe teren, revine, în primul rând, evingătorului, căci lui îi profită imediat acele îmbunătățiri și în al doilea rând revine vânzătorului, acesta fiind înțelesul cuvintelor „*et insus sau prin evingător*” din textul art. 1345 din codul civil, relativ la întoarcerea speșelor necesare, utile și de întreținere. (Cas. I, decizia civilă No. 107 din 6 Iunie 1919; Jurispr. Rom. 23-24/1919).

Art. 1346. — Dacă, vânzătorul a vândut cu rea credință fondul altuia, el va fi dator să întoarcă cumpărătorului toate speșele ce va fi făcut, chiar și cele de simplă plăcere. (Civ. 485 urm., 1085, 1898; Civ. Fr. 1635).

Text. fr. Art. 1635. — Si le vendeur avait vendu de mauvaise foi le fonds d'autrui, il sera obligé de rembourser à l'acquéreur toutes les dépenses, même voluptuaires ou d'agrément, que celui-ci aura faites au fonds.

Doctrină străină.

BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 379, 380;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 472;
 DALLOZ, *Rép. Vente* 1019 urm.; *Suppl. Vente*, 455 urm.;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 232; III, p. 122;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 233 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1513.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 682 urm., 823, 824, 853;
 CANTACUZINO MATEI, p. 446, 645;
 DUMITRESCU A. M., II, 494 urm.
 NACU, III, p. 236 urm.

Art. 1347. — Dacă cumpărătorul este evins¹⁾) numai de o parte a lucrului și aceasta are, în privința totului, o așa însemnătate încât cumpărătorul n'ar fi cumpărat lucrul fără aceea parte, el poate strică vânzarea. (Civ. 1348 urm.; Civ. Fr. 1636).

Text. fr. Art. 1636. — Si l'acquéreur n'est évincé que d'une partie de la chose, et qu'elle soit de telle conséquence, relativement au tout, que l'acquéreur n'eût point acheté sans la partie dont il a été évincé, il peut faire résilier la vente.

Doctrină străină.

BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 383;
 CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 330;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 346, 471, 473, 513;
 DALLOZ, *Rép. Vente*, 1032 urm.; *Suppl. Vente*, 458 urm.;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 236 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1515;
 SALEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 215.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 567 n. 1, 693 urm.;
 CANTACUZINO MATEI, p. 645;
 DUMITRESCU A. M., II, 85, 383, 457 bis, urm.;
 NACU, III, 236 urm.

Art. 1348. — Dacă, în caz de evicțiunea unei părți a fondului vândut nu se strică vânzarea, cumpărătorul are dreptul a cere valoarea, în momentul evicțiunii, a părții de care a fost evins, iar nu o parte proporțională din preț, ori de a crescut sau de a scăzut imobilele în valoare dela vindere încoa. (Civ. 1327, 1344, 1347; Civ. Fr. 1637).

Text. fr. Art. 1637. — Si, dans le cas de l'éviction d'une partie du fonds vendu, la vente n'est pas résiliée, la valeur de la partie dont l'acquéreur se trouve évincé, lui est remboursée suivant l'estimation à l'époque de l'éviction, et non proportionnellement au prix total de la vente, soit que la chose vendue ait augmenté ou diminué de valeur.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 381;
 BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 384, 385;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 473, 513;
 DALLOZ, *Rép. Vente*, 1034 urm.; *Suppl. Vente*, 458 urm.;

1) „Evins“, adică „deposedat“ de lucrul ce a cumpărat.

DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 539;
 GUILLOUARD, *Vente*, I, 374;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 236 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1515;
 TROPLONG, *Vente*, I, 522.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 567 n. 1, 693 urm.;
 CANTACUZINO MATEI, p. 645;
 DUMITRESCU A. M., II, 457 bis urm.;
 NACU, III, p. 236.

Jurisprudență.

1. A se vedea nota No. 6 de sub art. 1341.

Art. 1349. — Dacă imobilul vândut se află însărcinat de servituți neaparenți, nedeclarate de vânzător și de o așa importantă, încât se poate presupune că cumpărătorul n'ar fi cumpărat de le-ar fi cunoscut, el poate cere, sau stricarea contractului sau o indemnitate. (Civ. 622, 1347 urm., 1352, 1353; Civ. Fr. 1638).

Text. fr. Art. 1638. — Si l'héritage vendu se trouve grevé sans qu'il en ait été fait de déclaration, de servitudes non apparentes, et qu'elles soient de telle importance qu'il y ait lieu de présumer que l'acquéreur n'aurait pas acheté s'il en avait été instruit, il peut demander la résiliation du contrat, si mieux il n'aime se contenter d'une indemnité.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 355, p. 384, 385;
 BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 386-388;
 CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 330;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 465, 474;
 DALLOZ, *Rép. Vente*, 1046 urm.; *Suppl. Vente*, 464 urm.;
 GUILLOUARD, *Vente* I, 409-411;
 HUGO, X, 126;
 LAURENT, XXIV, 269, 271;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 238 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1488, 1493 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 696 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 814 nota);
 CANTACUZINO MATEI, p. 643, 645;
 DUMITRESCU A. M., II, 457 bis urm.;
 NACU, III, p. 236 urm.

Jurisprudență.

1. Nu există evicțiune parțială, putând da loc la acțiunea în garanție și la rezoluțiunea vânzării, decât relativ la servituțile neaparente. Servitutea de trecere, care, ca în speță, este revelată printr'o lucrare aparentă, cum este o porțiță, și pe care cumpărătorul a cunoscut-o în momentul adjudicațiunii imobilului, nu poate da naștere la o acțiune în rezoluțiunea vânzării, pe baza art. 1349 cod. civil. (Trib. Ilfov, IV Dreptul 71/905)

2. Existența privilegiului Statului pentru taxa de succesiune și urmărirea imobilului, pentru plata acelei taxe, nu

constitue decât o turburare care face posibilă evicțiunea și pentru care cumpărătorul are dreptul să suspende plata prețului conform art. 1364, iar nu o evicțiune consumată, care să-l îndreptățească să ceară, pe baza art. 1341 c. civ. anularea vânzării și restituirea prețului cu daune. O asemenea cerere nu poate fi făcută nici pe baza art. 1349 c. c., deoarece acest art. se aplică numai atunci când este vorba de servituți, stabilite prin fapta omului în folosul unui imobil, iar nu și atunci când imobilul este afectat de privilegiul Statului pentru taxa de succesiune. (Cas. I, No. 608, 1915; Jurispr. Rom. 1916, p. 3).

3. A se vedea: art. 1337, nota 2

Art. 1350. — Cestiunile de daune-interese ce ar rezulta din neexecutarea vinderei, și care nu sunt prevăzute aici, se vor decide după regule generale ale convențiilor. (Civ. 971 urm., 1017, 1020 urm., 1021, 1075, 1081—1090, 1844; Civ. Fr. 1639).

Text. fr. Art. 1639. — Les autres questions auxquelles peuvent donner lieu les dommages et intérêts résultant pour l'acquéreur de l'inexécution de la vente, doivent être décidées suivant les règles générales établies au titre des *Contrats ou des obligations conventionnelles en général.*

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 355, p. 378, 379, n° 34;
BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente* 378;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 472;
DALLOZ, *Rép. Vente*, 1027;
GUILLOUARD, *Vente*, I, 360;
LAURENT, XXIV, 246;
TROPLONG *Vente*, I, 507.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a p. 689;
CANTACUZINO MATEI, p. 644;
DUMITRESCU A. M., II, 482;
NACU, III, p. 245.

Art. 1351. — Dacă cumpărătorul s'a judecat până la ultima instanță cu evingătorul său, fără să cheme în cauză pe vânzător, și a fost condamnat, vânzătorul nu mai răspunde de evicțiune, de va proba că era mijloace să se câștige judecata. (Civ. 1201, 1509; Pr. Civ. 58, 62, 63, 65, 112 urm.; Civ. Fr. 1640).

Text. fr. Art. 1640. — La garantie pour cause d'éviction cesse lorsque l'acquéreur s'est laissé condamner par un jugement en dernier ressort, ou dont l'appel n'est plus recevable, sans appeler son vendeur, si celui-ci prouve qu'il existait des moyens suffisants pour faire rejeter la demande.

Doctrină străină.

BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente* 366;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 469;
DALLOZ, *Rép. Vente*, 960 urm.; *Suppl. Vente*, 433 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 230 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1501.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 677, 679 urm., 711; (III, part. II, ed. 2-a, p. 817 n. 1, 827 urm.; X, p. 479);
CANTACUZINO MATEI, p. 643;
DUMITRESCU A. M., II, 462;
NACU, III, p. 235.

Jurisprudență.

1. Dacă instanța de fond constată în fapt că din actele prezintate și-a făcut convingerea că chiar dacă vânzătorul ar fi fost chemat în garanție n'ar fi avut nici un mijloc să câștige judecata, în această privință fiind suverană, sentința ei se sustrage controlului casatiei. (Cas. I, 194/Iun. 1/87. B. p. 512).

2. După art. 1351 din codul civil, dacă

cumpărătorul s'a judecat cu evingătorul, fără să cheme în cauză pe vânzător, și a fost condamnat, vânzătorul nu mai răspunde de evicțiune, dacă probează că cumpărătorul avea mijloace să câștige procesul.

Prin urmare, instanța de fond săvârșește o omisiune esențială și o nemotivare, când nu se pronunță asupra mijloacelor de apărare invocate de vânzător, bazate pe faptul că cumpărătorul

nu l-a chemat în procesul în care a fost evins și nici nu a invocat prescripția achizitivă de zece ani în baza actului său de cumpărătoare, pe temeiul cărui ar fi putut fi apărât de evicțiune. (Cas. I, 18 Martie 1909, B. p. 312).

3. Cuvântul „evicțiune” din art. 1351 din codul civil presupune neapărat că cumpărătorul are deja posesiunea lucrului cumpărat, din care apoi să fie evins.

Prin urmare, acest articol nu se aplică în cazul când cumpărătorul nu a avut nici un moment posesiunea lucrului cumpărat. (Cas. I, 312 din 13 Apr. 1912, B. p. 616, Curier. Jud. 46/912).

4. După art. 1351 din cod. civil, vânzătorul care n'a fost pus în cauză de

cumpărător, în procesul său cu evincătorul, nu răspunde de evicțiune atunci când dovedește că erau mijloace să se câștige judecata. (Cas. I, 628 din 19 Sept. 1912, B. p. 1459, Curier Jud. 80/1912).

5. Dacă în procesul de partaj în care cumpărătorul a fost evins de imobilul cumpărat a figurat și moștenitorul vânzătorului fără ca acesta să fi invocat vre-un mijloc în apărarea cumpărătorului, în asemenea caz dispozițiile art. 1351 din codul civil nu sunt aplicabile și prin urmare dânsul e răspunzător de evicțiune. (Cas. I, 156 din 2 Mart. 1911, Jurisprudența 19/1911).

6. A se vedea: art. 782, nota 2.

§ II. Răspunderea de viciile lucrului vândut.

Art. 1352. —Vânzătorul este supus la răspundere pentru viciile ascunse ale lucrului vândut dacă, din cauza aceloră, lucrul nu este bun de întrebuințat, după destinarea sa, sau întrebuințarea sa e atât de micșorată, încât se poate presupune că cumpărătorul nu l-ar fi cumpărat, sau n'ar fi dat pe dânsul ceea ce a dat, de i-ar fi cunoscut viciile. (Civ. 954, 1312, 1336, 1347, 1349, 1353 urm., 1575; C. com. 70, 71, 72, 454 urm.; Civ. Fr. 1641).

Text. fr. Art. 1641. — Le vendeur est tenu de la garantie à raison des défauts cachés de la chose vendue qui la rendent impropre à l'usage auquel on la destine, ou qui diminuent tellement cet usage, que l'acheteur ne l'aurait pas acquise, ou n'en aurait donné qu'un moindre prix, s'il les avait connus.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 355 bis, p. 387, 388, n° 13;
 BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 417, 420, 422, 426, 427, 432;
 CAPITANT, *De la cause des Obligations*, p. 220;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 478;
 DALLOZ, *Rép. Vices rédhib.*, 27 urm.; *Suppl. Vices rédhib.*, 7 urm.;
 GUILLOUARD, *Vente*, I, 425, 440 urm., 452, 478;
 HUC, X, 146, 147;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 241;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1462 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 720, 723 urm.; (III, part. I, ed. 2-a, p. 724; IX, p. 98 n. 3, 102); *Notă* sub C. Apel Caen, 5 Mai 1922. *Jurispr. Gen.* 17/1924, No. 1002; *Notă* sub Trib. Chartres (Eure et Loire), 30 Oct. 1920. *Jurispr. Gen.* 17/1924, No. 1003;
 CANTACUZINO MATEI, p. 645, 646;
 DRAGOMIRESCU IULIU, „*Dolul în materie de garanție pentru evicțiune*”. *Curier Jud.* 37/912;
 DUMITRESCU A. M., II, 424, 507 urm.;
 HOZOC D., *Notă*. sub Trib. Dorohoi, 332 din 9 Dec. 1920. *Pand. Rom.* 1922-II-284;
 NACU, III, p. 246, 247.

Jurisprudență.

1. Vânzătorul este de drept obligat, după natura contractului de vânzare, să răspundă către cumpărător de evicțiunea totală sau parțială a lucrului vândut sau de sarcinile la cari s'ar

pretinde supus și cari nu ar fi fost declarate la facerea contractului.

Vânzătorul însă este descărcat de răspundere în caz de evicțiune, dacă cumpărătorul a cunoscut la facerea vânzării pericolul evicțiunii sau dacă a cumpărat pe răspunderea sa pro-

prie. Alinierea stradelor prin natura sa juridică este o expropriere iar nu o servitute, de care se diferențiază și prin efectele sale. Prin urmare ea este supusă principiilor cari reglementează garanția în materie de vânzare.

În ipoteză că alinierea ar constitui o servitute legală ea nu își produce efectele legale de cât atunci când este întemeiată pe un plan general de aliniere. Și chiar dacă alinierea constituind o servitute și-ar produce efectele sale independent de existența unui plan general de aliniere totuși ea dă drept de garanție atunci când din împrejurările cauzei, reiese că imobilul a fost vândut cu arătarea unui cuprins determinat fără care cumpărătorul nu ar fi cumpărat sau ar fi dat un preț mai mic.

Proba că cumpărătorul, în tăcerea contractului, a avut cunoștință de evicțiunea ce a suferit posterior vânzării se face după dreptul comun. Prin urmare când e vorba de un interes mai mare de 150 lei, această probă nu se poate face decât prin act scris.

Când în contractul de vânzare nu se prevede clauza generală ci se determină anume ca negarantate servitutele neaparente și viciile ascunse, este evident că părțile au înțeles că răspunderea de garanție este redusă numai la aceste cazuri iar că pentru celelalte vânzătorul urmează a garanta pe cumpărător.

Tăcerea vânzătorului care a cunoscut existența evicțiunii și fără a o face cunoscut cumpărătorului, a inserat în contractul de vânzare o clauză generală de negaranție, constituie un dol negativ, de natură a anula clauza de negaranție. (Trib. Ilfov s. III, 741 din 12 Decembrie 1909, Dreptul 18/1910).

2. Conform art. 1352 și 1353 c. civ. un viciu este ascuns, atunci când nu te poți convinge dela prima vedere singur de existența lui;

Astfel egrasia nu ar putea constitui un viciu ascuns, căci ea fiind vizibilă pe perete, poate atrage atenția oricui dela prima vedere, dar ea constituie neapărat un viciu ascuns, atunci când este mascată printr'un perete fals. (Trib. Mehedinți I No. 472/1913; Currier Jud. 37/1914, p. 304).

3. Articolele 1352, 1355 și 1356 din codul civil prevăd ce anume condițiuni trebuie să îndeplinească acțiunea redhibitorie din partea cumpărătorului pentru a fi admisă, condițiuni cari

dacă instanța de fond le constată amănunțit și complect prin a sa hotărîre sunt chestiuni de fapt ce nu se pot cenzura de Curtea de casațiune.

Dacă se constată că vânzătorul cunoaște viciile ascunse ale lucrului vândut și nu le-a comunicat cumpărătorului instanța de fond e suverană să deducă din această împrejurare, că vânzătorul a fost de rea credință și să-l declare decăzut din beneficiul de nerespabilitate pentru vicii ce și l-ar fi stipulat prin contractul de vânzare. (Cas. III, No. 390, 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 550).

4. Atunci când lucrul vândut conține vicii ascunse, chiar necunoscute de vânzător în momentul convenției, cumpărătorul are facultatea dacă nici dânsul nu cunoștea viciile, sau să ceară rezoluțiunea vânzării și restituirea prețului, întorcând lucrul, sau de a recurge la acțiunea *quantum minoris*, oprind lucrul și cerând înapoierea unei părți din preț arbitrată prin experți. (Apel Buc. I, 17/1915, Dreptul 1915, p. 347).

5. Una din condițiile cerute ca viciile să fie considerate ca redhibitorii, fiind și aceea ca ele să fie grave, legea, prin art. 1352 codul civil indică criteriul acestei gravități când, prin dispozițiile sale, spune că răspunderea pentru vicii există: a) dacă, din cauza lor, lucrul vândut nu e bun de întrebuințat după destinația sa și b) dacă întrebuințarea e atât de micșorată încât se poate prezuma că cumpărătorul nu l-ar fi cumpărat sau nu ar fi dat pe dânsul ceea ce a dat, de i-ar fi cunoscut viciile, fapte care sunt lăsate la suverana apreciere a judecătorului. (Apel Buc. I, No. 17, 1915; Dreptul 1915, p. 347).

6. Dacă la prima instanță cineva s'a judecat în acțiunea redhibitorie, în apel nu poate pune concluzii pentru acțiunea *quantum minoris* căci ar schimba obiectul procesului și chiar dacă a pus concluzii în apel pentru acțiunea *quantum minoris*, se poate reveni în opoziția făcută asupra apelului și să se puie concluziuni pentru acțiunea redhibitorie, căci nu se poate considera că a renunțat la ea de oarece în apel nu se poate schimba obiectul procesului iar hotărîrea dată în o acțiune are autoritate de lucru judecat în cealaltă. (Trib. Dorohoi 332 din 9 Decembrie 1920, Pand. Rom. 9/1922, II, 284).

Art. 1353. — Vânzătorul nu e răspunzător de viciile aparente și despre cari cumpărătorul a putut singur să se convingă. (Civ. 1340, 1349; C. com. 70 urm.; Civ. Fr. 1642).

Text. fr. Art. 1642. -- Le vendeur n'est pas tenu des vices apparents et dont l'acheteur a pu se convaincre lui-même.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 355 bis, p. 387, n° 8;
 BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 418;
 DALLOZ, *Rép. Vices rédhib.* 54 urm., 72 urm.; *Suppl. Vices rédhib.* 27 urm., 64;
 GUILLOUARD, *Vente*, I, 431;
 LAURENT, XXIV, 284;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 241;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1463;
 SALEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 94.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 720, 723 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 340 nota; IX p. 446 nota);
 BADĂREU I. EMIL, *Notă* sub Judec. Ocol. Băra-Roman 1924. *Jurispr. Gen.* 1925, No. 607;
 CANTACUZINO MATEI, p. 645, 646;
 DUMITRESCU A. M., II, 508 urm.;
 NACŪ, III, p. 246, 247.

Jurisprudență.

1. Filoxera, ori cum s'ar produce ea la viile pe care le atacă, este un viciu aparent, și prin urmare vânzătorul nu poate răspunde față de cumpărător nici de prețul vânzării, nici de daune, precum nici cumpărătorul nu poate susține că proprietatea cumpărată nu este bună de întrebuințat conform destinațiunii sale. (Trib. Vâlcea C. Jud. 78/906).

2. Conform art. 1352 și 1353 codul civil un viciu este ascuns atunci când nu te poți convinge dela prima vedere singur de existența lui;

Astfel egrasia nu ar putea constitui un viciu ascuns, căci ea fiind vizibilă pe perete, poate atrage atenția oricui dela prima vedere, dar ea constituie neapărat un viciu ascuns atunci când este mascată printr'un perete fals. (Trib. Mehedinți I, No. 472 din 1913; *Curier Jud.* 37/1914 p. 304).

3. a) Atunci când lucrul vândut con-

ține vicii ascunse, chiar necunoscute de vânzător în momentul convențiunii, cumpărătorul are facultatea, dacă nici dânsul nu cunoștea viciile, sau să ceară rezoluțiunea vânzării și restituirea prețului, întorcând lucrul sau de a recurge la acțiunea *gantii minoris*, oprind lucrul și cerând înapoarea unei părți din preț, arbitrată prin experți.

b) Deși legea nu dă o definiție a viciilor ascunse, criteriul lor rezultă însă din art. 1353 codul civil, în care vorbindu-se despre viciile aparente și spunându-se că ele sunt acelea de care cumpărătorul se poate convinge singur printr'o verificare se deduce de aci că orice vicii care nu se pot descoperi în urma unei verificări serioase și pe cale obișnuită, sunt considerate ca vicii ascunse, și acestea constituie o chestiune de fapt, care, prin natură ei, este lăsată la suverana apreciere a judecătorului. (Apel Buc. I No. 17, 1915, *Dreptul* 1915, p. 347).

Art. 1354. — El este răspunzător de viciile ascunse, chiar și când nu le-a cunoscut, afară numai dacă în cazul acesta, nu se va fi învoit cu cumpărătorul ca să nu răspundă de vicii. (Civ. 1338 urm., 1340, 1355; Civ. Fr. 1643).

Text. fr. Art. 1643. — Il est tenu des vices cachés, quand même il ne les aurait pas connus, à moins que, dans ce cas, il n'ait stipulé qu'il ne sera obligé à aucune garantie.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 355 bis, p. 390, n° 20;
 BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 421;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 480, 482;
 DALLOZ, *Rép. Vices rédhib.* 183 urm.; *Suppl. Vices rédhib.* 59 urm.;
 GUILLOUARD, *Vente*, I, 453;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 241;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1468;
 TROPLONG, *Vente*, II, 560.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 720, 723 urm.; *Observație* sub. Trib. civil al celor Două Puncte din 15 Ian. 914. Dreptul 63/1915;
 CANTACUZINO MATEI, p. 645, 646;
 DUMITRESCU A. M., II, 521 urm.;
 HOZOC D., *Notă* sub. Trib. Dorohoi 332 din 9 Dec. 1920. Pand. Rom. 1922-II-284;
 NACU, II, p. 851; III, p. 246, 247.

Jurisprudență.

1. a) Atunci când lucrul vândut conține vicii ascunse, chiar necunoscute de vânzător în momentul convenției, cumpărătorul are facultatea, dacă nici dânsul nu cunoștea viciile, sau să ceară rezoluțiunea vânzării și restituirea prețului întorcând lucrul, sau de a recurge la acțiunea *quantum minoris*, oprind lucrul și cerând înapoi-

rea unei părți din preț, arbitrată prin experți.

b) Dacă, în regulă generală, părțile pot, prin convențiile lor să micșoreze întinderea garanției legale, aceasta nu are loc decât atunci când vânzătorul a ignorat viciile lucrului, iar nu și când le cunoștea și nu le-a dat pe față cumpărătorului, căci în asemenea caz ar fi de rea credință. (Apel Buc. I, No. 17, 1915; Dreptul 915, p. 347).

Art. 1355. — În cazurile art. 1352 și 1354 cumpărătorul poate sau a întoarce lucrul și a-și reprimi prețul, sau a opri lucrul și a cere înapoierea unei părți din preț arbitrată prin experți. (Civ. 1327, 1345, 1349; Pr. civ. 211 urm.; Civ. Fr. 1644).

Text. fr. Art. 1644. — Dans le cas des articles 1641 et 1643, l'acheteur a le choix de rendre la chose et de se faire restituer le prix, ou de garder la chose et de se faire rendre une partie du prix, telle qu'elle sera arbitrée par experts

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 355 bis, 389, n° 15;
 BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 433, 435, 440;
 BUENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 604;
 CAPITANT, *De la cause des Obligations*, p. 273;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 480, 482;
 DALLOZ, *Rép. Vices rédhib.*, 145 urm.; *Suppl. Vices rédhib.*, 44 urm.;
 GUILLOUARD, *Vente*, I, 457-459, 465;
 HUC, X, 151;
 LAURENT, XXIV, 291;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 242;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1465;
 SALEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 241;
 TROPLONG, *Vente*, II, 575-577 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 728 urm.; „*Câte-va cuvinte asupra vechei maxime selecta una via, non datur recursus ad alteram sau excluditur alteram*”. Dreptul 59/1902; *Notă* sub. C. Apel Caen, 5 Mai 1922. Jurispr. Gen. 17/1924, No. 1002; *Notă* sub. Trib. Chartres (Eure et Loire), 30 Oct. 1920. Jurispr. Gen. 17/1924 No. 1003;
 CANTACUZINO MATEI, p. 645, 646;
 DUMITRESCU A. M., II, 517, 536 urm.;
 HOZOC D., *Notă* sub. Trib. Dorohoi 332 din 9 Dec. 1920. Pand. Rom. 1922-II-284;
 NACU, III, p. 247, 248.

Jurisprudență.

1. În caz când cumpărătorul unei cantități de spirt obține rezilierea contractului de vindere-cumpărare și restituirea prețului, pentru că spirtul nu avea calitățile substantive, cum se obligase vânzătorul a preda spirtul, și din cauză că autoritatea administrativă îl vărsase nefiind nici rectificat

nici rafinat, prin urmare prohibit pentru consumație; în asemenea caz paguba trebuie să privescă pe vânzător și, deci, nu se poate pretinde cumpărătorului restituirea spirtului; iar în cece privește daunele suferite de cumpărător, judecătoria fondului sunt suverani să le constate și să aprecieze cuantumul lor. (Cas. II, 133/98, B. p. 781).

2. Când instanța de fond constată că actul nu constituie o vânzare cu arună ci o vânzare perfectă, cu condiție ca prețul să fie răspuns în rate, cu drept cuvânt aplică art. 1352, 1354 și 1355 și, reziliind contractul, obligă pe vânzător, ce cunoștea că pământul vândut este rural, la restituirea părții din pret ce primise. (Cas. I, 197/902, B, p. 623).

3. După art. 1355 din codul civil, în caz când lucrul vândut nu este bun de întrebuințat sau are vicii ascunse, cumpărătorul are facultatea sau a întoarce lucrul și a primi prețul sau a opri lucrul și a cere înapoierea unei părți din pret arbitrată prin experți. (Cas. III, 467 din 25 Nov. 1911, B, p. 548, Curier Jud. 15/1312).

4. Articolele 1352, 1355 și 1356 din codul civil prevăd ce anume condițiuni trebuie să îndeplinească acțiunea redhibitorie din partea cumpărătorului pentru a fi admisă, condițiuni cari dacă instanța de fond le constată a-

mănușit și complet prin a sa hotărâre sunt chestiuni de fapt ce nu se pot censura de Curtea de casațiune.

Dacă se constată că vânzătorul cunoștea viciile ascunse ale lucrului vândut și nu le-a comunicat cumpărătorului, instanța de fond e suverană să deducă din această împrejurare, că vânzătorul a fost de rea credință și să-l declare decăzut din beneficiul de neresponsabilitate pentru vicii ce și le-ar fi stipulat prin contractul de vânzare. (Cas. III No. 396, 1915; Jurispr. Rom. 1915 p. 550).

5. Atunci când lucrul vândut conține vicii ascunse, chiar necunoscute nei cumpărătorul are facultatea, dacă nici dânsul nu cunoștea viciile, sau să ceară rezoluțiunea vânzării și restituirea pretului, întorcând lucrul, sau de a recurge la acțiunea *quantii minoris*, oprind lucrul și cerând înapoierea unei părți din pret arbitrată prin experți. (Apel Buc. I, No. 17 1915; Dreptul, 1915, p. 347).

Art. 1356. — Dacă vânzătorul cunoștea viciile lucrului, el este dator, pe lângă restituțiunea prețului, de toate daunele-interese către cumpărător. (Civ. 1084, 1086, 1341 urm., 1346, 1575; Civ. Fr. 1645).

Text. fr. Art. 1645. — Si le vendeur connaissait les vices de la chose, il est tenu, outre la restitution du prix qu'il en a reçu, de tous les dommages et intérêts envers l'acheteur.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 355 bis, p. 389, n° 17;
BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 436;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 466, 481, 533;
DALLOZ, *Rép. Vices rédhib.* 158 urm.; *Suppl. Vices rédhib.* 49;
GUILLOUARD, *Vente*, I, 462-464;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 242;
PLANTOL, II, ed. 3-a, No. 1465;
TROPLONG, *Vente*, II, 574.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 728 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 350);
CANTACUZINO MATEI, p. 645, 646;
DUMITRESCU A. M., II, 544 urm.;
NACU, III, p. 247, 248.

Jurisprudență.

1. Vânzătorul este dator, ca în caz de viciuri ascunse, sau să întoarcă prețul primind înapoi lucrul vândut, sau să suferă un scăzământ din pret, după alegerea cumpărătorului, și, când vânzătorul cunoștea viciurile ascunse ale lucrului vândut, el poate fi obligat și la plata de daune-interese suferite de cumpărător. Constatarea existenței viciurilor ascunse ale lucrului vândut, sau cunoștința altor viciuri de către vânzător, este o chestiune de fapt de atributul suveran al

instanțelor de fond. (Cas. I, 418/97, B, p. 1326).

2. Articolele 1352, 1355 și 1356 din codul civil prevăd ce anume condițiuni trebuie să îndeplinească acțiunea redhibitorie din partea cumpărătorului pentru a fi admisă, condițiuni cari dacă instanța de fond le constată amănușit și complet prin a sa hotărâre sunt chestiuni de fapt ce nu se pot censura de Curtea de casațiune.

Dacă se constată că vânzătorul cunoștea viciile ascunse ale lucrului vândut și nu le-a comunicat cumpărătorului, instanța de fond e suverană să

deducă din această împrejurare, bă vânzătorul a fost de rea credință și să-l declare decăzut din beneficiul de responsabilitate pentru vitiile ce și le-ar fi stipulat prin contractul de vânzare. (Cas. III No. 390, 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 550).

3. Din moment ce vânzătorul își ia obligațiunea de a răspunde pentru vitiile redhibitorii pe un timp determinat, este evident că răspunderea lui subsistă în tot acel interval, indiferent dacă cumpărătorul i-ar notifica descoperirea vitiilor înăuntrul sau peste termenul prevăzut de art. 70 codul comercial și indiferent dacă el, vânzătorul ar fi cunoscut sau nu acele vitiile

pentru a se prevala de dispozițiunile art. 1356 și 1357 codul civil. Toate aceste texte nu-și pot avea aplicațiune din moment ce vânzătorul își agravează prin o stipulațiune expresă obligațiunea de garanție prevăzută de lege. În acest caz el nu poate fi apărat de răspundere, decât probând că vitiile au survenit posterior vânzării din culpa cumpărătorului sau din cauză de forță majoră. (Cas. III, decizia No. 76 din 22 Martie 1919; Jurispr. Rom. 13-14/1919, p. 638, Curier Jud. 77-78/1920).

4. A se vedea: art. 1355, nota 1; art. 1357, nota 1.

Art. 1357. — Dacă vânzătorul nu cunoștea vitiile lucrului, el nu poate fi apucat decât pentru restituțiunea prețului și pentru spesele făcute de cumpărător cu ocaziunea vânzării. (Civ. 1085, 1305, 1341, 1361; Civ. Fr. 1646).

Text. fr. Art. 1646. — Si le vendeur ignorait les vices de la chose, il ne sera tenu qu'à la restitution du prix, et à rembourser à l'acquéreur les frais occasionnés par la vente.

Doctrină străină.

BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 436, 437;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, p. 481, 533;
DALLOZ, *Rép. Vices rédhib.* 154 urm.; *Suppl. Vices rédhib.* 46 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, 242, 243;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1465.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 728 urm.;
CANTACUZINO MATEI, p. 645, 646;
DUMITRESCU A. M., II, 554, 555, 556;
NACU, III, p. 247, 248.

Jurisprudență.

1. După art. 1357 din codul civil, dacă vânzătorul nu cunoștea vitiile lucrului vândut, el nu este responsabil de cât pentru restituirea prețului și pentru spesele făcute de cumpărător cu ocazia vânzării.

Când, însă, însașa de fond constată că vânzătorul, care face comerț de mașini agricole și industriale avea posibilitatea să descopere vitiile mașinilor vândute, dacă le-ar fi încercat mai înainte de a le predă cumpărătorului, împrejurarea că mașinile au fost expediate cumpărătorului direct dela fabrică nu poate modifica obligațiunile vânzătorului stabilite de lege, cât timp este constatată că nu există nici o stipulațiune între părțile contractante care să deroge dela prescripțiunile legii în această privință.

Așa dar, cumpărătorul este în drept a cere daune interese odată ce vitiile mașinilor au fost dovedite. (Cas. III,

467 din 25 Nov. 1911. B. p. 1548, Curier Jud. 15/1912).

2. Din moment ce vânzătorul își ia obligațiunea de a răspunde pentru vitiile redhibitorii pe un timp determinat este evident că răspunderea lui subsistă în tot acel interval, indiferent dacă cumpărătorul i-ar notifica descoperirea vitiilor înăuntrul sau peste termenul prevăzut de art. 70 cod. com. și indiferent dacă el, vânzătorul, ar fi cunoscut sau nu acele vitiile pentru a se prevala de dispozițiunile art. 1356 și 1357 codul civil. Toate aceste texte nu-și pot avea aplicațiune din moment ce vânzătorul își agravează prin o stipulațiune expresă obligațiunea de garanție prevăzută de lege. În acest caz el nu poate fi apărat de răspundere, decât probând că vitiile au survenit posterior vânzării din culpa cumpărătorului sau din cauză de forță majoră. (Cas. III deciziunea No. 76 din 22 Martie 1919; Jurispr. Rom. 13-14/1919, p. 638, Curier Jud. 77-78/1920).

Art. 1358. — Dacă lucrul a pierit din cauza viciilor sale, vânzătorul e dator a întoarce cumpărătorului prețul și a-l dezdaună, conform celor două articole precedente.

Dar predarea¹⁾ lucrului prin caz fortuit va fi pe seama cumpărătorului. (Civ. 1083 urm., 1156, 1352; Civ. Fr. 1647).

Text. fr. Art. 1647. — Si la chose qui avait des vices, a péri, par suite de sa mauvaise qualité, la perte est pour le vendeur, qui sera tenu envers l'acheteur à la restitution du prix, et aux autres dédommagements expliqués dans les deux articles précédents. Mais la perte arrivée par cas fortuit sera pour le compte de l'acheteur.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, 390;
BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 439;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 481;
DALLOZ, *Rép. Vices rédhib.* 136 urm.; *Suppl. Vices rédhib.* 51;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 243, 244;
PLANIOL II, ed. 3-a, No 1465;
SALEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 239, 350.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 728 urm.;
CANTACUZINO MATEI, p. 645, 646;
DUMITRESCU A. M., II, 558 urm.;
HOZOC D., *Notă* sub. Trib. Dorohoi, 332 din 9 Dec. 1920. Pand. Rom. 1922-II-284;
NACU, III, p. 247, 248.

Jurisprudență.

1. Dacă după intentarea acțiunii redhibitorii lucrul piere, pierderea urmează să o suporte vânzătorul, a-

fară dacă nu se face dovada că pierderea a avut loc din culpa cumpărătorului. (Trib. Dorohoi 332 din 9 Dec. 1920. Pand. Rom. 1922, II, 284).

Art. 1359. — Acțiunea pentru vicii redibitorii²⁾ trebuie să fie intentată de cumpărător în scurt termen, după natura viciului, obiceiul din partea locului și distanță³⁾. (Civ. 980, 1900; C. com. 70, 71, 72; Civ. Fr. 1648).

Text. fr. Art. 1648. — L'action résultant des vices rédhibitoires doit être intentée par l'acquéreur, dans un bref délai, suivant la nature des vices rédhibitoires, et l'usage du lieu où la vente a été faite.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 355 bis, p. 390, 391;
BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 441;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 480, 566, 567;
DALLOZ, *Rép. Vices rédhib.*, 163 urm.; *Suppl. Vices rédhib.*, 53 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 442;
GUILOUARD, *Vente*, I, 467, 469;
HUC, X, 156;
LAURENT, XXIV, 300;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 243;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1466;
SALEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 257.

1) Din eroare se zice aici „predare” în loc de „pierdere” cum este de altfel și în textul francez.

2) „Vicii redibitorii” adică vicii ascunse.

3) În textul francez lipsește vorba „și distanță”.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 735 urm.; (XI, p. 183); *Observație* sub. Trib. civil din Bayeur, 14 Mai 1914. Dreptul 52/1915; *Notă* sub. C. Apel Caen, 5 Mai 1922. Jurispr. Gen. 17/1924 No. 1002;
- CANTACUZINO MATEI, p. 505, 645, 646;
- CERBAN ALEX., *Notă* sub. Cas. III, 76 din 22 Mart. 1919. Curier Jud. 77-78/1920;
- DUMITRESCU A. M., II, 543, 570 urm.;
- NACU, III, p. 249;
- PROFIRIU GH. ION, „*Câteva cuvinte despre art. 1359 c. civil și 70 c. com.*“. Curier Jud. 57/912.

Jurisprudență.

1. O cerere de redhibițiune se poate considera ca prescrisă, sub orice formă s'ar produce înaintea justiției: chiar pe cale de excepțiune. (Cas. I, 145/Iulie, 4/73. B. p. 154).

2. Dacă instanța de fond constată că cumpărătorul a făcut cunoscut vânzătorului, în timp util, vitiile ascunse ale mărfii vândute, acțiunea deși intentată mai târziu, totuși nu poate fi considerată ca prescrisă de oarece în sensul legii, ea este condiționată de constatarea acestui fapt, care a fost îndeplinit de către cumpărător. (Cas. III, 1 Iunie 1912. B. p. 1332).

3. Legea prevede un termen scurt pentru intentarea acțiunii redhibitorii fără a fixa un termen fatal, ci este

lăsat la aprecierea justiției. Un defect la o mamelă, a unei vaci nu s'ar putea observa de cât atunci când vaca a născut, când se poate constata că nu dă lapte, deci viciul era ascuns și abia atunci se putea cunoaște și să se intenteze acțiunea (Trib. Drohoi 332 din 9 Dec. 1920, Pand. Rom. 1922, II, 284).

4. Chiar dacă condițiile excepționale ale lucrului vândut și ale situației părților ar fi împiedicat facerea denunțării vitiilor totuși când nu s'a intentat o acțiune, conform art. 1359 codul civil, pentru vicii redhibitorii nu se poate invoca pe cale de excepțiune, în acțiunea de plata mărfii asemenea vicii redhibitorii. (C. Apel Constanța 27 din 30 Iunie 1924. Bul. C. Apel 16/1924).

Art. 1360. — Această acțiune nu există în vânzările publice. (Pr. Civ. 449, 681 urm., 694, 696; C. com. 70; Civ. Fr. 1649).

Text. fr. Art. 1649. — Elle n'a pas lieu dans les ventes faites par autorité de justice.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, § 355 bis, p. 389, n° 14;
- BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 431;
- COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 465, 479;
- DALLOZ, *Rép. Vices rédhib.* 117 urm.; *Suppl. Vices rédhib.* 38;
- DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 86 bis;
- GUILLOUARD, *Vente*, I, 449;
- MOURLON, ed. 7-a, III, p. 244;
- PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1464.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 722; *Notă* sub. C. Apel Caen 5 Mai 1922. Jurispr. Gen. 17/1924 No. 1002;
- CANTACUZINO MATEI, p. 645, 646;
- DUMITRESCU A. M., II, 451, 535;
- NACU, III, p. 249.

Jurisprudență.

1. Art. 1360 formează în codul nostru

civil o curată excepțiune. (Cas. I, 2, Iunie 12/70. B. p. 4).

2. A se vedea: art. 1329 nota 1.

CAPITOLUL V.

Despre obligațiunile cumpărătorului.

Art. 1361. — Principala obligațiune a cumpărătorului este de a plăti prețul la ziua și la locul determinat prin contract. (Civ. 1059, 1104, 1322 urm., 1362, 1364 urm., 1730, 1737 urm.; C. com. 59, 67; Civ. Fr. 1650).

Text. fr. Art. 1650. — La principale obligation de l'acheteur est de payer le prix au jour et au lieu réglés par la vente.

Doctrină străină.

BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 493;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 486, 488;
DALLOZ, *Rép. Vente*, 1091 urm.; *Suppl. Vente*, 481 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 245;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1526.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 743 urm.;
CANTACUZINO MATEL, p. 646;
DUMITRESCU A. M., II, 637 urm.;
NACU, III, p. 250, 251.

Jurisprudență.

Dacă vânzătorul, pentru parte din prețul neachitat, și-a rezervat privilegiul, însă, în același timp, a stipulat că, în caz când creditorul va afecta la Credit imobilul, rangul său va fi de drept cedat Creditului și el va trece, pentru creanța sa privilegiată imediat după credit, fără a fi nevoie a se face vre-o altă formalitate această stipulațiune conține și o ofertă făcută Creditului, pe care de îndată ce societatea a acceptat-o, convenția între aceste două părți este formală și, ca atare valabilă. (Apel Buc. I, Dreptul 81/902).

2. După art. 1361 și 1096 codul civil principala obligație a cumpărătorului este de a plăti prețul la ziua și locul determinat, iar pentru ca plata să fie valabilă trebuie să se facă în mâna creditorului sau împuternicitului său. Astfel dacă o plată nu e făcută nici vânzătorului nici împuternicitului, ea nu este valabilă. (Judec. Drăgășani (Vâlcea) 31/1912. Curier Jud. 35/1912).

3. A se vedea: art. 1104, Index alfabetic și notele respective; art. 1114, nota 3; art. 1173, Index „Vânzare” și notele respective; art. 1320, nota 2.

Art. 1362. — Dacă nu s'a determinat nimic în privința aceasta prin contract, cumpărătorul este dator a plăti la locul și la timpul în care se face predarea lucrului. (Civ. 1104, 1319, 1322, 1361; C. com. 59, 67; Civ. Fr. 1651).

Text. fr. Art. 1651. — S'il n'a rien été réglé à cet égard lors de la vente, l'acheteur doit payer au lieu et dans le temps où doit se faire la délivrance.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 356, p. 396;
BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 495, 497-499;
CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 252 urm.;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 337, 488;
DALLOZ, *Rép. Vente*, 1118 urm.; *Suppl. Vente*, 490 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 96 bis;
GUILLOUARD, *Vente*, II, 546, 547, 559;
HUC, X, 163;
LAURENT, XXIV, 320;
LYON-CAEN ET RENAULT, *Tr. de dr. comm.*, III, 251;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 245;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1526;
TROPLONG, *Vente*, II, 594.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 743 urm.; (VI, p. 522);
CANTACUZINO MATEL, p. 646;
CRISTODORESCU C. și ȘTEFĂNESCU-PRIBOI DEM., *Codul legislației de expropriere*, p. 121;
DUMITRESCU A. M., II, 334, 638 urm.;
NACU, III, p. 250, 251.

Jurisprudență.

1. În principiu oferta reală nu poate avea loc de cât dacă fiind fixat un termen creditorul refuză primirea plății; dacă nu s'a fixat locul și data plății ea se face potrivit art. 1362 codul civil la locul și timpul predării lucrului. (Trib. Vâlcea s. I, 359 din 28 Noembrie 1921, Pand. Rom. 1923, II, 188).

2. Art. 1362 codul civil derogând de la principiul general din art. 1104 codul civil, după care plata se face la domiciliul debitorului, dispune că achitarea prețului, la o vânzare se face în timpul și locul predării lucrului vândut.

Această dispozițiune presupune că ambele obligațiuni reciproce se exe-

cută odată și de aceea s'a impus cumpărătorului să plătească prețul la locul unde se predă lucrul și în chiar momentul predării.

Când însă prin actul de vânzare părțile convin ca prețul, sau o parte din el, să se achite la un termen oarecare după predare în acest caz art. 1362 codul civil nu-și mai are rațiune și își reia aplicațiunea art. 1104 codul civil astfel că plata trebuie să fie făcută la domiciliul debitorului. (Cas. I, dec. 354 din 23 Martie 1923, Jur. Rom. 13-14/923; C. Apel Constanța 1563 din 5 Nov. 1923. Justitia Dobrogei 10/923).

3. A se vede: art. 1104, Index alfabetic și notele respective; art. 1114, nota 3.

Art. 1363. — Cumpărătorului ¹⁾ datorește dobânda prețului vânzării până la plățirea capitalului, în cele trei următoare cazuri:

Dacă aceasta s'a cuprins anume în contract;

Dacă lucrul vândut și predat produce fructe sau alte venituri;

Dacă cumpărătorul a fost interpelat a plăti.

În acest după urmă caz dobânda nu curge decât din momentul interpelării. (Civ. 522 urm., 1079, 1088, 1324; Civ. Fr. 1652).

Text. fr. Art. 1652. — L'acheteur doit l'intérêt du prix de la vente jusqu'au paiement du capital, dans les trois cas suivants:

S'il a été ainsi convenu lors de la vente;

Si la chose vendue et livrée produit des fruits ou autres revenus;

Si l'acheteur a été sommé de payer;

Dans ce dernier cas, l'intérêt ne court que depuis la sommation.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, § 356, p. 398, n° 22;
 BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 520, 521, 524-527, 531;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 489;
 DALLOZ, *Rép. Vente*, 1138 urm.; *Suppl. Vente*, 505 urm., 709;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 97 bis; 97 bis, II;
 GUILLOUARD, *Vente*, II, 561-564, 566;
 HUC, X, 164;
 LAURENT, XXIV, 332, 333, 335;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 245;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1527;
 TROPLONG, *Vente*, II, 599, 603.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 745 urm.; (IX, p. 699, 702);
 CANTACUZINO MATEI, p. 447, 647;
 DUMITRESCU A. M., II, 334, 654, 670 urm.;
 NACU, II, p. 624; III, p. 252.

1) Din eroare se zice aici „cumpărătorului“ în loc de „cumpărătorul“, cum este și în textul francez

Jurisprudență.

1. Leginitorul, prin art. 1363 dispune că prețul va produce dobânzi de drept din ziua predării imobilului, ori de câte ori obiectul vânzării e productiv de venituri. Astfel, dacă e

chestiunea de o moșie, cumpărătorul urmează a plăti dobânzi la restul din preț de la data de când a intrat în stăpânirea moșiei. (Apel Buc. I, 195, Sept. 5/81, Dreptul 70/81).

2. A se vedea: art. 1296 nota 1; art. 1364, nota 20.

Art. 1364. — Dacă cumpărătorul este turburat, sau are cuvânt de a se teme că ar fi turburat prin vre-o acțiune, sau hipotecară, sau de revendicațiune, el poate suspenda plata prețului până ce vânzătorul va face să înceteze turburarea sau va da cautiune, afară numai dacă se va fi stipulat că plata să se facă chiar de ar urma turburare. (Civ. 1322 urm., 1407, 1652; Civ. Fr. 1653).

Text. fr. Art. 1653. — Si l'acheteur est troublé ou a juste sujet de craindre d'être troublé par une action, soit hypothécaire, soit en revendication, il peut suspendre le paiement du prix jusqu'à ce que le vendeur ait fait cesser le trouble, si mieux n'aime celui-ci donner caution, ou à moins qu'il n'ait été stipulé que, nonobstant le trouble, l'acheteur paiera.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 356, p. 397, 398;
BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 503, 507-517, 519;
CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 252 urm., 272, 273;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 338, 442, 488, 736; ed. 1-a, III, p. 293;
DALLOZ, *Rép. Vente*, 1170 urm.; *Suppl. Vente*, 514 urm.;
GUILLOUARD, *Vente*, II, 552, 554-557;
HUC, X, 165;
LAURENT, XXIV, 323, 324, 327, 328, 331;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 245, 246;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1527;
TROPLONG, *Vente*, 519, 611, 614.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 317, 748 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 813 nota; VI, p. 566; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 421; IX, p. 12 n. 3, 148 n. 4); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 373; *Observație* sub. C. Apel Buc. s. II, 44 din 21 Iunie 910. Dreptul 65/1910; *Notă* sub. C. Apel Constanța 103 din 3 Oct. 1921. Pand. Rom. 1922-II-129;

CANTACUZINO MATEI, p. 536, 647;

CERBAN AL., *Notă* sub. C. Apel Constanța 103 din 3 Oct. 921. Curier Jud. 2/922;

DAN EM., *Notă* sub. Trib. Ilfov s. notariat 5686 din 25 Aug. 1922. Curier Jud. 38/922;

DEGRÉ AL. (ALEXANDER), *Adnotațiune* sub. Cas. I, 152 din 24 April 1900, Dreptul 46/900;

Scrieri juridice, vol. I, p. 451 urm.; „Temerea de evicțiune“;

DUMITRESCU A. M., II, 100, 449, 647 urm.;

IONESCU I. IOAN, *Dota sub raportul înstrăinării*, p. 219;

NACU, III, p. 253, 254, 255, 491;

PERIETEANU GR. I., *Notă* sub. C. Apel Buc. s. II, 14 din 5 Ian. 1923. Curier Jud. 23/923.

INDEX ALFABETIC

Acțiune, a se vedea „Proces“.	Cumpărător, a se vedea „Vânzare-cumpărare“.	Fructe 19.	Recurs, a se vedea „Apreciere suverană“.
Adjudecare 4, 5, 12, 15, 17, 18.	Cunoștința evicțiunii, a se vedea „Renunțare“.	Intentarea acțiunii, a se vedea „Proces“.	Renunțare 2, 13, 15, 18.
Anulare, a se vedea „Nullitate“.	Daune 14.	Ipotecă 3, 11.	Revendicare 6, 11.
Apreciere suverană 9, 13.	Dobândă 3, 19.	Locație 8.	Revindere în compt, a se vedea „Adjudecare“.
Arendare 8.	Dotă 18.	Nullitate 2, 3, 6.	Reziliere 8.
Casa de depuneri, a se vedea „Preț“.	Embatic 7.	Ordine publică 18.	Rezoluțiune 7, 14.
Cautiune 3, 4, 5, 16, 21.	Evicțiune, a se vedea „Temere de tulburare“, „Tulburare“.	Plată condițională 21.	Servitute 14.
Consemnare 21.	Expropriere 16, 21.	Plata prețului, a se vedea „Preț“.	Simulație 3.
Creditor 5.	Femea măritată 17.	Prescripție 17.	Stat 14.
		Preț 3-10, 12-18, 20, 21.	Successiune 14.
		Privilegiu 14.	Suspendarea plății, a se vedea „Preț“.
		Proces 1, 3, 11, 17, 18.	Suverană apreciere 9, 13.
		Proprietate 3.	

Taxe succesoriale 14.	11, 14, 15, 16, 17, 18, 19.
Temere de tulburare 1, 4, 5, 8, 9, 10, 13, 16, 17, 18, 19, 21.	Urmărire silită 4, 12, 15, 17.
Tulburare 3, 4, 6, 9, 10,	Vânzare-cumpărare 1, 2, 3, 5, 6, 7, 9-21.

Jurisprudență.

1. Dacă posibilitatea unei temeri de turburare, posibilă încă la epoca intențării procesului din partea vânzătorului, a dispărut în urmă Curtea poate să se folosească de fapte și împrejurări supraveniute în urma intențării procesului spre a respinge argumentul tras din art. 1364. (Cas. I, 141/85, B. p. 478).

2. Art. 1364 nu prevede numai o renunțare formală ci și o renunțare tacită. Deci cumpărătorul se consideră că a renunțat tacit la dreptul acordat de art. 1364 când vânzătorul i-a pus în vedere actul de proprietate pretins infectat de vre-o nulitate. (Apel Buc. II, 70, Apr. 22/87, Dreptul 52/87).

3. Dacă cumpărătorul este turburat în dreptul său de proprietate printr-o acțiune ipotecară sau în anularea actului de vânzare ca simulat, el este în drept, conform art. 1364 a cere să fie autorizat a depune la Casa de depuneri restul din preț cu a lui dobândă până în momentul depunerii, care bani vor sta consemnați până când vânzătorul va face să înceteze acea turburare sau va depune cautiune pentru ridicarea acelor bani. (Apel Buc. III, 886, Nov. 13/89, Dreptul 81/89).

4. Adjudecatorul trebuie, mai înainte de a cumpăra imobilul, să ia cunoștință de dreptul și calitatea persoanei urmărită și nu se poate împotrivi la depunerea prețului sub pretextul posibilității unei evicțiuni; în acest caz, singurul drept ce-i acordă legiuitorul prin art. 1364, aplicabil sub acest punct de vedere și la vânzările silită, este ca să ia precauțiune, obligând pe persoana care a pus în urmărire imobilul de a da o cautiune. (Cas. II, 125, Martie 24/90, B. p. 329).

5. Adjudecatorul nu poate depune prețul sub condiție de a nu se putea distribui, până ce creditorul urmărit nu va fi înlăturat orice posibilitate de evicție, sau până ce nu va fi dat cautiune prevăzută de art. 1364 codul civil întru cât creditorul urmărit nu este vânzătorul imobilului urmărit, căci el nu face altceva decât să-și urmărească plata creanței sale, iar art. 1364 privește numai pe vânzător. (Cas. II, 108/96, B. p. 902).

6. Cumpărătorul nu se poate opune la plata prețului vânzării dintr'un fapt al său, cum ar fi lipsa vre-unei formalități a cărei omisiune ar atrage nulitatea vânzării, căci art. 1364 din Codul civil se referă la turburarea ce ar putea rezulta dintr'o acțiune în re-

vindicare, din partea unui al treilea. (Apel Iași I, C. Jud. 17/99).

7. Cumpărătorul unui imobil, când află că acel imobil este supus embaticului este în drept a reține prețul până ce va răscumpăra embaticul și nerăscumpărându-l, vânzarea se poate rezilia. (Apel Buc. II, C. Jud. 47/1902).

8. Regula de drept stabilită de art. 1364 nu este decât aplicarea principiului, după care în contractele sinagmatice obiectul obligației unei părți este cauza obligației celeilalte și partea care nu-și execută obligația ei, nu este în drept să ceară executarea obligației părții adverse. Dacă acesta este fundamentul art. 1364, acest text de lege trebuie să se aplice și în materie de locație, căci există aceeași rațiune și nu se poate înțelege ca un proprietar să ceară executarea unui contract de arendare a cărui existență o contestă în justiție, formulând astfel două pretenții ce se exclud. Prin urmare există o justă cauză de temere pentru arendaș, când i se face proces de reziliere de a fi depărtat de pe moșie și, deci, este în drept, până la rezolvarea procesului, să suspende plata arenzei. (Cas. I, 480/904 B. p. 1581).

9. Pentru ca cumpărătorul să poată invoca beneficiul tras din art. 1364 c. civil de a nu răspunde plata prețului, nu este de ajuns să aibă o simplă temere de evicțiune, ci trebuie ca, conform acestui text de lege, să aibă un just cuvânt de temere că va fi turburat sau evins, și aceasta fiind o chestiune de fapt, este lăsată cu totul suveranei aprecieri a instanței de fond. (Apel București II, Dreptul 65/910, p. 521).

10. Potrivit dispozițiilor art. 1364 codul civil, cumpărătorul este în drept să suspende plata prețului nu numai când este evins dar și când este în pericol de a fi evins prin vre-o acțiune, până ce vânzătorul va face să înceteze turburarea Trib. Muscel, Dreptul 46/1913, p. 365).

11. Cumpărătorul poate beneficia de dispozițiunile art. 1364 codul civil nu numai în cazurile prevăzute la acest articol și anume în caz când turburarea ar proveni dintr'o acțiune ipotecară sau în revendicare, ci ori de câte ori un terțiu pretinde asupra lucrului cumpărat un drept real. (Trib. Muscel Dreptul 46/1913, p. 365).

12. Dispozițiunile art. 1364 codul civil se aplică nu numai la vânzările de bună voe ci și la vânzările silită, astfel că adjudecatorul fiind un cumpărător cu toate drepturile și obligațiunile pe care le are cumpărătorul în dreptul comun, poate beneficia de dispozițiile art. 1364 codul civil, cu toate

că după art. 553 pr. civilă nedepunerea prețului la termen de o lună atrage revindicarea imobilului pe comptul adjudecatarului. (Trib. Muscel, Dreptul 46/1913, p. 365; Trib. Ilfov s. not. Jurnal 5686 din 25 August 1922, Curier Jud. 38/1922).

13. a) În acțiunea prin care cumpărătorul cere ca, în baza art. 1364 codul civil, să fie autorizat de Tribunal să suspende plata prețului vânzării când are cuvânt să se teamă, că va fi turburat, legea nu cere numaidecât ca cumpărătorul să dovedească că acțiunea în evicțiune de care se teme are să fie admisă cu certitudine, dacă ar fi intentată ei este suficient ca cumpărătorul să aibă motive serioase să se teamă că acțiunea în evicțiune s'ar putea susține cu oarecare succes și că n'ar fi imposibil ca să fie admisă de instanțele judecătorești.

De aci rezultă că într-o asemenea acțiune instanțele judecătorești vor avea numai să aprecieze dacă motivul temerii cumpărătorului este justificat, cu alte cuvinte dacă un asemenea motiv de evicțiune ar putea fi admis, atunci când o asemenea acțiune va fi intentată, iar aprecierea instanței de fond asupra seriozității motivelor de temere invocate de cumpărător fiind de atributul suveran al acelei instanțe, nu poate fi supusă controlului Inaltei Curți de Casație.

b) Instanța de fond este suverană să aprecieze dacă din actele invocate de părți rezultă sau nu că cumpărătorul a avut cunoștință, în momentul vânzării, de pericolul evicțiunii.

c) Art. 1364 codul civil, îndreptățește pe cumpărător a suspenda plata prețului vânzării fără însă să-i impune obligația de a consemna acel preț. (Cas. I, decizia No. 55, din 27 Ianuarie 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 210).

14. Existența privilegiului Statului pentru taxa de succesiune și urmărirea imobilului pentru plata acelei taxe, nu constituie decât o turburare care face posibilă evicțiunea și pentru care cumpărătorul are dreptul să suspende plata prețului, conform art. 1364, iar nu o evicțiune consumată, care să-l îndreptățească să ceară, pe baza art. 1341 codul civil, anularea vânzării și restituirea prețului cu daune. O asemenea cerere nu poate fi făcută nici pe baza art. 1349 codul civil deoarece acest articol se aplică numai atunci când este vorba de servituti, stabilite prin fapta omului în folosul unui imobil, iar nu și atunci când imobilul este afectat de privilegiul Statului, pentru taxa de succesiune. (Cas. I, No. 606, 1915; Jurispr. Rom. 1916, p. 3).

15. În materia vânzărilor voluntare

conform dispozițiilor art. 1364 codul civil în caz de tulburare, cumpărătorul poate suspenda plata prețului; principiu neaplicabil în materia vânzărilor silite a bunurilor nemiscătoare, din cauza posibilității în care se găsește adjudecatarul, prin diferite forme în cari se efectuează acest gen de vânzare, de a lua toate garanțiile și dacă primește a cumpăra imobilul, implicit renunță la beneficiile procurate de art. 1364 codul civil. (Trib. Teucui 3 Martie 1921, Tribuna Jur. 1—2/1922).

16. Există temere de evicțiune în sensul art. 1364 codul civil când cumpărătorul poate suspenda plata prețului până ce vânzătorul va face să înceteze tulburarea sau va da cautiune, și atunci când imobilul vândut este amenințat să fie expropriat pentru cauza de utilitate națională. (Cas. II, 322 din 29 Nov. 1922, Jur. Rom. 3/923; Pand. Rom. 1924, III, 34, Drep-tul 9/1924).

17. Art. 1364 codul civil nu își are aplicațiunea în vânzările silite, căci dispozițiunile sale sunt referitoare numai la raporturile dintre vânzător și cumpărător în vânzările de bună voe. În vânzările silite se aplică normele prevăzute de pr. civilă. Cu ocaziunea modificării pr. civ. în 1900, legiuitorul, deși avea sub ochi dispozițiunile art. 1364 codul civil totuși le-a înlăturat prin art. 568 pr. civilă.

Condițiunea existenței unei cereri de evicțiune a fost motivată pe de o parte ca să se poată cerceta seriozitatea ei, pe de altă să se arăte că temerea de evicțiune nu poate veni decât din partea unei terțe persoane. Rațiunea acestei dispozițiuni este că pe când în vânzările de bună voe cumpărătorul este supus posibilității unei surprinderi de a fi evins chiar din partea vânzătorului proprietar în mâna căruia se află actele de proprietate și, ca o garanție pentru cumpărător, i s'a dat dreptul de a lua măsuri de suspendarea plății prețului considerațiunii cari nu există în vânzările silite, ce se fac în mod public, în vederea celor interesați când temerea de evicțiune nu poate veni decât din partea unui terțiu.

Art. 568 deși a prevăzut o prescripție de 5 ani din momentul executării ordonanței de adjudecare, dar această prescripție nu curge decât în contra persoanelor vizate prin acel articol; femeii măritate, cum este în speță, nu i se aplică decât prescripțiunea decenală prevăzută de art. 1900 codul civil, care nu curge decât dela desfacerea căsătoriei, un eveniment incert în existența lui și nedeterminat în timpul când se va produce. Prin urmare, din toate aceste considerațiuni

art. 1364 codul civil, nu este aplicabil în vânzările silite, cum este în speță, cari rămân supuse orândueilor codului pr. civile. (C. A. București II, 14 din 5 Ianuarie 1923, Curier Jud. 23/1923).

18. Art. 568 pr. civ., cât și art. 1364 codul civil, prevăd ca o garanție pentru cumpărător dreptul de a cere suspendarea distribuirii sau plății prețului, când există o cerere de evicțiune sau are cuvânt a se teme de o turburare de evicțiune până ce va face să înceteze această stare de neliniște. Nimic nu se opune însă ca cumpărătorul să renunțe la beneficiul suspendării creat de lege în favoarea lui. Această renunțare poate fi expresă sau tacită, când rezultă din împrejurări de fapt, cari fac vizibilă recunoașterea viciului și trecerea peste el a cumpărătorului. Această renunțare nefiind de ordine publică, ea poate să rezulte și în mod tacit nu numai expres.

Prin urmare, în speță, constatându-se în fapt că intimatul a avut cunoștință de viciul dotalității de care era izbit imobilul supus adjudecării, totuși a acceptat să i se elibereze ordonanța de adjudecare fără nici o rezervă, reese că el a renunțat în mod tacit la pericolul evicțiunii. (C. A. București, II, 14 din 5 Ianuarie 1923, Jur. Gen. 1923 No. 87).

19. Când cumpărătorul datorește dobânda prețului vânzării ca un echivalent al fructelor pe care lucrul ce i-a fost vândut și care i-a fost predat îi dă posibilitatea să le perceapă, el nu poate suspenda plata dobânzilor, când constatând existența unor sarcine ipotecare, are cuvânt a se teme că ar fi evicționat, atâta timp cât este în posesiunea lucrului și este deci în măsură să-i perceapă fruc-

tele; când însă el datorește dobânzile ca o obligațiune impusă prin contract, deci cu același titlu cu care datorește capitalul, el poate suspenda plata procentelor când are cuvânt a se teme că ar fi evicționat de lucrul ce i-a fost vândut. (Trib. Notariat Ilfov 258 din 3 Nov. 1924, Curier Jud. 6/1925).

20. Intru cât prin exproprierea în totul sau în parte a bunului cumpărat nu se aduce nici o atingere însuși titlului de proprietate care rămâne tot așa de valid ca și în trecut ei se îngădește numai exercițiul dreptului cumpărătorului, prin faptul că în loc ea să poată dispune de bunul cumpărat cum va înțelege el, i se impune vânzarea lui forțată în schimbul unui preț determinat, exproprierea nu poate constitui o evicțiune care să justifice suspendarea plății prețului conform art. 1364 codul civil, și să atragă răspunderea vânzătorului, ea fiind un risc isvorât din aplicarea unei legi, risc pe care potrivit art. 971 codul civil îl suportă proprietarul din momentul exproprierei, afară de cazul când părțile prin convențiunea lor ar fi pus riscul în sarcina vânzătorului. (Trib. Ilfov secția Not. 258 din 3 Nov. 1924, C. Jud. 6/1925).

21. Existând motive serioase de temere de o eventuală evicțiune, cumpărătorul este îndreptățit a suspenda plata prețului în temeiul dispozițiilor art. 1364 codul civil până când vânzătorul va face să înceteze această temere sau va da o cautiune, fără a fi nevoie ca cumpărătorul să consemneze prețul, căci ar echivala cu o plată condițională, pe care sus zisul text de lege nu o pretinde. (C. Apel Constanța 685 din 24 Nov. 1924, Justiția Dobrogei 1—2/1925).

22. A se vedea: art. 751, nota 15; art. 1337 cu notele respective.

Art. 1365. — Dacă cumpărătorul nu plătește prețul, vânzătorul poate cere rezoluțiunea vânzării. (Civ. 786, 1020, 1021, 1063, 1111, 1322, 1366 urm., 1377, 1385, 1647, 1730, 1737, 1770, 1780, 1885, 1890, 1909; Pr. Civ. 565 § 2; C. com. 68, 69; L. Timbr. 21 § 1—b; Civ. Fr. 1654).

Text. fr. Art. 1654. — Si l'acheteur ne paie pas le prix, le vendeur peut demander la résolution de la vente.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, § 356, p. 198, 199, 398-401, 403-405, n° 29;
 BAUDRY ET SAINAT, *Vente*, 533, 536-538, 540, 542, 543 urm., 562, 563, 565;
 CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 19;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 956; II, p. 91, 443, 489, 491, 501, 813, 820, 821, 822, 840;
 ed. 1-a, III, p. 433;
 DALLOZ, *Rép. Vente*, 1230 urm., 1275 urm.; *Suppl. Vente*, 534 urm., 555 urm., 783;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 99 bis, I;
 DEMOLOMBE, IX, 434, 434 bis; XXV, 502;

- GUILLOUARD, *Vente*, II, 570, 572, 574, 580, 589, 590, 592, 612, 615, 617, 621, 622;
 LAURENT, XVII, 139; XXIV, 336, 340, 352, 354-356, 358, 364; XXXII, 456;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 246;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1556 urm.;
 TROPLONG, *Vente*, II, 639, 640, 645, 649, 651.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 751 urm.; (III, part. I, ed. 2-a, p. 724; III, part. II, ed. 2-a, p. 784; VI, p. 82 urm.; X, p. 450, 463, 478 t. și n. 1, 488, 536); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 192, 194; *Observație* sub. Justiția de pace din Alban (Tarn), 15 Iunie 910. *Curier Jud.* 61/910;
 CANTACUZINO MATEI, p. 647, 648;
 CRISTODORESCU C. și ȘTEFĂNESCU-PRIBOI DEM., *Codul legislației de expropriere*, p. 121;
 DUMITRESCU A. M., II, 683 urm.;
 GEORGEANU N., *Notă* sub. Cas. II, 25 din 24 Mart 1920. *Pand. Rom.* 1924-I-22; *Notă* sub. Trib. Drohoi, 211 din 18 April 1924. *Jurispr. Gen.* 1924, No. 1577;
 NACU, III, p. 255 urm.;
 SCRIBAN ȘTEFAN, *Notă* sub. Trib. Botoșani, Botoșanii *Juridic* 4/925;
 TONCESCU VASILE, *Notă* sub. C. Apel Buc. s. I, 257 din 20 Dec. 1921. *Pand. Rom.* 1924-II-1.

INDEX ALFABETIC

- | | |
|--|--|
| Acțiune, denumire 5. | Ordine publică 19. |
| Adjudecare 3. | Pact comisor expres 16, |
| Agrară lege 19. | 17. |
| Anulare, a se vedea „Nu-
litate”. | Partaj 3. |
| Aprecieri suverană 11. | Plata prețului, a se vedea
„Preț”. |
| ambie 4. | Poprire 18. |
| (lauză de întreținere și
inmormântare 15. | Preț 2, 3, 4, 7, 8, 10-15, 17,
18. |
| Consemnarea prețului 12. | Privilegiu 10, 19. |
| Consimțământ 1. | Punere în întârziere 12. |
| Culpă 18. | Revendicare 10, 13. |
| Cumpărător, a se vedea
„Vânzare-cumpărare”. | Revindere în compt 3. |
| Deces 15, 16. | Reziliere 19. |
| Dobânzi 8, 14. | Rezoluțiune 1, 3-10, 12-17,
19. |
| Excepțiune 3. | Soție 15. |
| Executarea contractului 8. | Succesori 7, 15, 16. |
| Expropriere 19. | Suverană apreciere 11. |
| Grație 12. | Taxe de timbru și înregistra-
re 1. |
| Inmormântare 15. | Termin de grație 12. |
| Intervenție 13. | Terț achizitor 6, 10, 13. |
| Întreținere 15. | Testament 16. |
| Ipotecă 19. | Vânzare-cumpărare 1-8,
10-15, 19. |
| Legea agrară 19. | Vânzare voluntară prin
justiție 3. |
| Licitație 3. | |
| Moștenitori 7, 15, 16. | |
| Nulitate 4, 5, 6. | |

Jurisprudență.

1. Conform principiului stabilit prin art. 1020 combinat cu art 1365, rezoluțiunea voluntară a vânzării prin acordul părților nu poate fi autorizată de cât de justiție și numai când ar exista o cauză legitimă și necesară pe care trebe să o constate autoritățile judecătorești. În adevăr, părțile pot conveni ca vânzătorul să conserve imobilul vândut, dar aceasta nu s'ar putea face decât în urma unei noi vânzări făcută de primul cumpărător; ar trebui să fie dar două mutațiuni de proprietate, în care caz nici statul n'ar fi frustat cu timbrele și taxele de înregistrare. Însă ca această nouă vânzare să poată fi valabilă și perfectă, se cere în prima linie consimțământul ambelor părți ca în orice contract sinalagmatic (*Trib. Ilfov, II, Apr. 8/88, Dr. 31/88*).

2. Pentru validitatea unei vânzări nu este nevoie ca întregul preț să fi

fost plătit în numerariu, ci este destul ca o liberațiune reală și veritabilă să fi fost convenită între părți, și efectuată pentru sumele specificate ca echivalent al prețului. (*Trib. Ilfov, II, 254, Dec. 5/88, Dr. 8/89*).

3. Vânzarea judiciară pentru esire din indiviziune, deși pentru desființare, este supusă în caz de nerăspundere a prețului, prescripțiunilor art. 553, combinat cu art. 696 și 689 pr. civ., dar nu se poate pretinde că această desființare se poate efectua numai pe calea punerii imobilului în revindere, iar nu și pe căile generale acordate de art. 1020 și 1365 c. civ., căci acea cale fiind creată de legiuitor contra adjudecatorului și numai în favoarea proprietarilor, ca fiind mai repede, aceștia au facultatea să renunțe la ea făcând uz de dreptul comun; și, în regula de drept comun, cererea de rezoluțiune a vânzării pentru nerăspunderea prețului, o poate face vânzătorul, nu numai pe cale de acțiune principală, ci și pe cale de excepțiune, cale care este admisă în virtutea principiului că judecătorul acțiunii este și judecătorul excepțiunii. (*Cas. I, 374/Nov. 24/92, B. p. 990*).

4. Instanța de fond este în drept să anuleze o vânzare pentru neplata prețului când constată că politele date pentru parte din preț sunt nule, cu scadențe expirate și neachitate. (*Cas. I, 551 din 18 Oct. 1910, Jurisprudenta 35/1910*).

5. O parte nu poate fi decăzută din dreptul său și nici nu poate fi trimisă să facă un alt proces numai din cauză că a întrebuințat expresia de acțiune în anulare, în loc de reziliere, căci deși în doctrina juridică aceste două feluri de acțiuni se deosebesc între ele, însă în practica judecătorească ne mai existând formalismul riguros al dreptului roman, nu se poate pretinde părților să denumească just acțiunea.

care corespunde cu motivele ce-i servesc de bază.

Prin urmare, oricum ar fi denumită în drept o acțiune, instanța de apel nu poate să o respingă pe motiv că partea a denumit-o acțiune în anulare, în loc de acțiune în rezoluțiune. (Cas. I, 30 Mai, 1912, B. p. 947).

6. Rezoluțiunea vânzării desființează contractul nu numai în ce privește raporturile între părți dar chiar și în privința terților. Rezilierea primei vânzări aduce pe cale de consecință anularea tuturor înstrăinărilor ulterioare. (Judec. ocol Zătreni-Vâlcea, 13 Dec. 1913, Curier Jud. 40/914).

7. Din termenii absoluți ai art. 1365 c. civ., rezultă că dacă cumpărătorul n'a plătit prețul întreg, ori cât de mică ar fi porțiunea din preț neplătită, vânzătorul este în drept să ceară rezoluțiunea vânzării și să-și reia lucrul vândut.

De aci decurge consecința că succesorii cumpărătorului cari conform art. 777 c. civ. nu sunt ținuți să plătească prețul vânzării decât fiecare în proporțiune cu partea sa ereditară, nu pot forță pe vânzător ca să primească numai parte din prețul vânzării și să-și reducă acțiunea în rezoluțiunea vânzării numai la părțile euvenite în imobilul vândut acelor din moștenitori cari nu și-au plătit porțiunea ce datorau din prețul vânzării. (Cas. sect. unite, No. 2 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 290; Curier Jud. 38/914, p. 312).

8. Vânzătorul care și-a îndeplinit sau e gata să-și îndeplinească obligațiunile sale și să predea cumpărătorului lucrul vândut, are facultatea chiar în lipsa unei condițiuni stipulate expres în contract, sau să constrângă pe cumpărător să execute contractul, sau să ceară desființarea lui, în caz când cumpărătorul nu și-a îndeplinit obligațiunea principală de a plăti prețul integral și dobânzile datorite. (Apel Constanța, Sept. 1914, Dreptul 1914, p. 490).

9. Intr'un contract sinalagmatic, partea care nu și-a îndeplinit sau nu e gata să-și îndeplinească obligațiunea sa, nu poate cere rezoluțiunea contractului. (Apel Constanța, Sept. 1914; Dreptul 1914, p. 490).

10. Între părțile contractante se poate exercita acțiunea rezolutorie a vânzării prevăzută de art. 1365 c. civ., dovedindu-se că prețul nu a fost plătit deși în act s'a stipulat contrariul și prin consecință, vânzătorul să-și conserve proprietatea asupra lucrului, atâta timp cât un terțiu nu a devenit proprietar asupra lui.

În lipsă însă de privilegiu stipulat în act, în favoarea vânzătorului, este natural că titlul terțiului sub achizitor trebuie să fie considerat ca valabil și

ca atare vânzătorul prim nu mai poate exercita acțiunea sa de revendicare, căci nu se poate imputa terțiului achizitor că a putut ști că prețul nu era plătit în realitate. (Judec. ocol Cădăești-Vaslui, 3 din 14 Ianuarie 1914, Curier Jud. 29/914).

11. Instanța de fond este suverană să se întemeieze pe constatări de fapt, spre a decide că vânzarea nu este serioasă și că cumpărătorea nu a numărat prețul. (Cas. I, 699/915, Curier Jud. 38/916).

12. Din combinarea art. 1365, 1366 și 1367 c. civ., rezultă că rezoluțiunea vânzării pentru neplata prețului la termen, nu se pronunță de plin drept, ci judecătorul are facultatea să dea un termen, și aceasta chiar în cazul când prin act s'a stipulat că neplata la termenul defipt ar aduce de drept rezilierea, dacă vânzătorul nu a pus în întârziere pe cumpărător, printr'o interpelare în formă. Dacă legiuitorul a admis chiar în cazul în care prin act s'a fixat un termen de plată, că rezilierea nu operează de plin drept, aceasta va fi cu atât mai mult cuvânt atunci când prin contract nu s'a fixat nici un termen de plată, în care caz cumpărătorul poate face oricând o plată valabilă a prețului, până la pronunțarea hotărârii.

Prin urmare, Tribunalul violează art. 1365 și 1366 c. civ., când nu ține seamă de plata făcută în cursul procesului, prin consemnarea prețului la dispoziția vânzătorului și a admis rezilierea vânzării, deși în act nu s'a fixat nici un termen pentru plata prețului. (Cas. I, decizia No. 143, din 1 Mart. 1916; Jurispr. Rom. 21/916, p. 329, Curier Jud. 43/916).

13. Intr'o instanță angajată între vânzător contra cumpărătorului în rezoluțiunea contractului de vindere-cumpărare pentru neplata prețului și în care a fost chemat după cererea cumpărătorului, și noul achizitor al imobilului, care face obiectul contractului și căruia cumpărătorul i l-a vândut, Tribunalul trebuie să admită scoatere din cauză a terțiului achizitor dacă vânzătorul originar cere acest lucru de oarece acesta din urmă, în caz când imobilul vândut nu ar mai fi posesat de cumpărător ci de un terț achizitor, ar putea de sigur pentru rezolvarea definitivă ce urmărește, să provoace o singură judecată, legând concomitent instanța și cu primul cumpărător și cu terțul achizitor prin mijlocul unei acțiuni personale în rezoluțiune contra cumpărătorului și prin mijlocul unei acțiuni reale în revendicare în contra terțului posesor; că însă vânzătorul prin opunerea ce o face la figurarea terțului în instanță, înțelege să nu urmărească de cât judecata ac-

țiunei personale în rezoluțiune contra cumpărătorului și deci tertul nu poate sta în instanță de cât prin concursul vânzătorului prim, care nu a manifestat acest interes.

Cumpărătorul acționat de vânzător nu poate pretinde figurarea tertului în instanță întrucât nu evidentează pentru aceasta nici un interes.

Cât pentru tert, de asemenea el nu poate cere menținerea sa în instanță când părțile în drept nu înțeleg a provoca o asemenea legare a instanței și când el nu a uzat de singura cale pe care o avea la îndemână și care era cea a intervenției. (Trib. Dorohoi, Sent. No. 1057 Martie 1923, Jur. Gen. 1924, No. 1057).

14. Dreptul acordat prin art. 1365 c. civ., vânzătorului de a cere rezoluțiunea vânzării poate fi exercitat și atunci când nu i s'a plătit dobânda pretului care este o parte din acest pret și la fel garantată de lege. (Cas. I, 584 din 8 Aprilie 1924 Dreptul 25/924).

15. În fapt: Se vinde un imobil cu clauza ca intrarea în folosința lui să fie amânată până la încetarea din viață a vânzătorului și soției acestuia, obligându-se cumpărătorul să-i întrețină pe ambii și să-i înmormânteze. Vânzătorul decedând, succesorii săi, colaterali nepriviligiați, intentă acțiune în rezilierea vânzării pe motiv că, cumpărătorul nu întreține pe soția vânzătorului decedat.

În drept: Acțiunea în rezoluțiunea vânzării nu o are decât vânzătorul, care fiind strict personală, pentru neîntreținere, nu trece la moștenitori, iar vânzătorul decedând, această acțiune nu trece la soție, ea având numai un drept de creanță, putând cere prestațiunea conventională, întreținerea ei, nu are dreptul să acționeze nici ea pentru rezilierea vânzării fiind că obiectul vândut de către sotul ei decedat și cu clauza de a o întreține pe ea, nu poate intra în patrimoniul ei. (Judec. Herța, Dorohoi 449/924. Justiția (Craiova) 16, 17, 18/924).

16. Din cauza încetării din viață a vânzătorului și a lipsei formalităților de punere în posesie a moștenitorilor testamentari, plata restului din pretul vânzării nu se mai poate efectua la data fixată în contract și astfel clauza rezolutorie înscrisă în contract nu a luat naștere și nu poate fi invocată în contra debitorului. (C. Apel Buc. s. II, 463 din 26 Nov. 1924. Bul. C. Apel 3/925).

17. Când într'un contract se prevede

clauza că „în caz de neplată, vânzătorul, fără somație sau punere în întârziere, va intra în posesiunea terenului“, deși nu cuprinde nici un cuvânt despre reziliere, totuși din termenii întrebunțați, rezultă suficient că părțile hotărînd, pentru eventualitatea neplății, punerea în posesiune a vânzătorului, au admis implicit și ca o consecință necesară, nu numai fără somație sau punere în întârziere, dar și fără judecată, rezoluțiunea de plin drept a contractului de vânzare, fără de care deposedarea imediată a cumpărătorului nici nu s'ar putea concepe. (C. Apel Constanța, 502 din 6 Octombrie 1924, Justiția Dobrogei 9-10/924).

18. Dacă se constată că în momentul când rata datorită a pretului devine exigibilă, suma era poprită în mâna cumpărătorului, fiind lovită de indisponibilitate, acesta nu poate fi considerat a fi în culpă pentru neplata la termen. (C. Apel Constanța 502 din 6 Oct. 1924, Justiția Dobrogei 9-10/924).

19. Este netăgăduit că potrivit art. 1021 și 1365 codul civil, vânzătorul are alegerea, fie de a cere pretul datorit, fie de a cere rezilierea vânzării și faptul de a fi urmărit mai întâi plata pretului, nu răpește dreptul de a renunța la acest mijloc de executare și de a recurge la rezilierea vânzării.

Aceste principii însă au fost adânc modificate prin legile de expropriere, care impunând marilor proprietari sacrificiul unei mari porțiuni din averea lor, le-a dat în compensare dreptul de a achita creditorii ipotecari sau priviligiați asupra moșiei, cu aceiași monedă rentă cu care ei însăși erau plătiți de Stat, oprind chiar ori ce urmărire pentru realizarea acestor creanțe, până ce din pretul astfel depus în rentă, se vor fi lichidat creanțele priviligiate și ipotecare asupra imobilului expropriat.

Aceste principii fiind de ordine publică, Tribunalul este dator să procedeze la distribuire, indiferent de soarta ce ar avea acțiunea în reziliere, care nici nu ar putea avea efect de cât în caz de neacoperire a creanței privilegiate și numai asupra porțiunii de moșie scutită de expropriere și rămasă proprietarului. (Cas. I, 186 din 28 Ian. 1925. Jur. Rom. 7/925).

20. A se vedea: art. 786, Index „Adjudecatar coproprietar“ și notele respective; art. 1020 cu notele respective; art. 1021, Index alfabetic și notele respective; art. 1206, nota 104; art. 1369, nota I.

Art. 1366. — Rezoluțiunea vânzării de imobile se pronunță îndată, dacă vânzătorul este în pericol de a pierde lucrul și prețul.

Dacă asemenea pericol nu există, judecătorul poate da cumpărătorului un termen mai mult sau mai puțin lung, după împrejurări, fără să poată da în nici un caz al doilea termen¹⁾. Trecând acel termen, fără ca cumpărătorul să plătească, se va pronunța rezoluțiunea vânzării. (Civ. 1020, 1021, 1101, 1322, 1365, 1367; C. com. 64, 69; Civ. Fr. 1655).

Text. fr. Art. 1655. — La résolution de la vente d'immeubles est prononcée de suite, si le vendeur est en danger de perdre la chose et le prix.

Si ce danger n'existe pas, le juge peut accorder à l'acquéreur un délai plus ou moins long suivant les circonstances.

Ce délai passé sans que l'acquéreur ait payé, la résolution de la vente sera prononcée.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 356, 400;
 BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 547-549;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 346, 489;
 DALLOZ, *Rép. Vente*, 1257 urm.; *Suppl. Vente* 546 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 100 bis;
 GUILLOUARD, *Vente*, II, 582-584;
 HUC, X, 166;
 LAURENT, XXIV, 341, 342;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 246;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1562;
 TROPLONG, *Vente*, II, 665.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 760 urm.; (VI, p. 91 n. 2, 99 n. 2, 97 urm., 502 nota, 509);
 CANTACUZINO MATEI, p. 513, 647, 648;
 CRISTODORESCU C. și ȘTEFĂNESCU-PRIBOI DEM., *Codul legislației de expropriere*, p. 121;
 DUMITRESCU A. M., II, 694 urm.;
 NACU, III, p. 256 urm.

INDEX ALFABETIC

Anulare, a se vedea „Nulitate“.	Pact comisor expres 12, 13.
Apel 6.	Pericol, a se vedea „Termin de grație“.
Aprecieri suverană 2, 4, 5.	Plată, a se vedea „Hotărîre“, „Preț“, „Termin de grație“.
Casare, a se vedea „Aprecieri suverană“.	Preț 5, 7-13.
Consemnarea prețului 7, 13.	Punere în întârziere 7, 10, 13.
Culpă 8.	Rezoluțiune 5, 7, 8, 10, 12, 13.
Cumpărător, a se vedea „Vânzare-cumpărare“.	Simulație 11.
Daune 12.	Suverană apreciere 2, 4, 5.
Facultate 2, 4, 7.	Termin de grație 1-13.
Hotărîre 3, 7, 8, 12.	Termin nou de grație 1, 3.
Mijloace noi de apărare 6.	Vânzare-cumpărare 5, 7-13.
Nou termin 1, 3.	Vânzare deghizată 11.
Nulitate 11.	

Jurisprudență.

1. Acordarea unui nou termen de plată este oprită de art. 1366 c. civil. (Cas. I, 328/Sept. 29/78, B. p. 300).

2. Dacă, după art. 1366, instanța de fond are dreptul de a acordă un termen de plată; acest drept însă fiind o facultate ce legiuitorul a acordat judecătorilor, iar nu o obligațiune, de aci rezultă că judecătorii au dreptul să acorde un termen de plată sau nu a

acordă asemenea termen. (Cas. I, 29, Ian. 25/84, B. p. 33).

3. Din textul art. 1366 nu rezultă că termenul ce se poate da de tribunal e acela care se da printr'o hotărîre definitivă. Astfel, curtea de apel poate refuza de a mai acordă un nou termen peste cel acordat deja de tribunal. (Cas. I, 28/Iun. 143/85, B. p. 477).

4. Neacordarea termenului de plată cerut, nu poate îndritui a se cere casarea pentru rea aplicare a art. 1366, fiind că acordarea unui termen de plată este lăsată la facultatea judecătorilor. (Cas. I, 208 Iun. 1/85, B. p. 477).

5. Rezoluțiunea vânzării, în caz de neplată a prețului, este lăsată la aprecierea judecătorului, care în această materie trebuie să fie condus numai de echitate și, atunci când nu este nici un pericol pentru vânzător de a pierde lucrul ori prețul, el poate să acorde un termen de plată cumpărătorului conf. art. 1366 Cod. civil. (Apel Galați, II, Dr. 2/95).

6. În apel se pot invoca mijloace noi de apărare, chiar mijloace de a-

1) In art. francez corespunzător 1655, lipsesc cuvintele: „fără să poată da în nici un caz al doilea termen“.

celea, ce ar merge până la nimicirea în tot, sau numai în parte, a cererii originale a reclamantului. Astfel, în apel se poate cere un termen de grație, deși un astfel de mijloc de apărare nu a fost invocat la prima instanță. (Cas. I, 119/97, B. p. 324).

7. Din combinarea art. 1365, 1366 și 1367 c. civ., rezultă că rezoluțiunea vânzării pentru neplata prețului la termen, nu se pronunță deplin drept, ci judecătorul are facultatea să dea un termen, și aceasta chiar în cazul când, prin act s'a stipulat că neplata la termenul defipt ar aduce de drept rezilierea, dacă vânzătorul nu a pus în întârziere pe cumpărător, printr'o interpelare în formă. Dacă legiuitorul a admis, chiar în cazul în care prin act s'a fixat un termen de plată, că rezilierea nu operează deplin drept, aceasta va fi cu atât mai mult cuvântat atunci, când prin contract nu s'a fixat nici un termen de plată, în care caz cumpărătorul poate face oricând o plată valabilă a prețului, până la pronunțarea hotărârii.

Prin urmare Tribunalul violează art. 1365 și 1366 c. civ., când nu ține seamă de plata făcută în cursul procesului, prin consemnarea prețului la dispoziția vânzătorului și a admis rezilierea vânzării, deși în act nu s'a fixat nici un termen pentru plata prețului. (Cas. I, No. 143, 1916; Jurispr. Rom. 21/916, p. 329, Curier Jud. 43/916).

8. Rezilierea contractului de vânzare pentru neplata prețului nici în urma termenului de grație este bazată pe ideea de culpă a debitorului.

Prin urmare, când se constată că plata parțială a prețului se datorește nu culpei debitorilor, ci faptulul că așa a fost hotărâtă de Curtea de Apel, a cărei decizie a fost casată, tocmai pe acest motiv; această împrejurare apără pe debitori de orice imputare de culpă și îi îndreptățește a face plata și după expirarea termenului de grație, până în momentul dărei hotărârii definitive, deci și la Curtea de Apel de trimitere. (Cas. I, No. 56, 1920; Jurispr. Rom. 1920, p. 220).

9. Când prețul vânzării nu este integral depus din combinația dispozițiilor art. 1366 și 1367 c. civ., autoritățile judecătorești sunt în drept a vedea dacă vânzătorul este în pericol de a pierde lucrul și prețul și apreciind după împrejurări, să acorde un termen de plată. (C. Apel Buc. s. I, 1 din 3 Ian. 1921, Curier Jud. 15/921; Pand. Rom. 1922, III, 28).

10. Potrivit art. 1366 c. civ., în cazul când cumpărătorul nu plătește prețul vânzării, nici în urma termenului de grație ce i s'ar fi acordat, instanțele de fond sunt tinute a pronunța rezilierea vânzării.

Prin acordarea unui termen de grație, instanțele de fond nefăcând de cât să pronunțe o reziliere condițională a convenției, pentru cazul când debitorul nu și-ar îndeplini obligația la termenul fixat, această sancțiune operează de drept în urma expirării termenului, fără vre-o somație de punere în întârziere.

Prin urmare în specie, faptul recurentului de a fi plătit după expirarea termenului de grație, neîmpiedecând rezoluția vânzării, urmează că omisiunea ce se impută tribunalului, de a discuta această plată tardivă, nu este de natură a schimba soluția cauzei și deci bine tribunalul a pronunțat rezilierea. (Cas. I, 1072 din 27 Oct. 1922, Jur. Rom. 4/923).

11. Termenul de grație, prevăzut de art. 1366 al. 2 c. civ., nu se poate acordă de judecător cumpărătorului pentru plata prețului de cât în cazul când se constată că vânzarea a fost reală.

Prin urmare, când vânzătorul a declarat prin act că a primit prețul vânzării și în urmă se constată contrariul, rezultă că actul a fost fictiv iar vânzarea simulată, pentru a deghiza o liberalitate, și în această caz, acțiunea în anulare introdusă de reclamant trebuie admisă, fără a se putea acordă vre-o păsuire cumpărătorului pârât pentru plata prețului, de oarece judecătorul nu se poate substitui voinei părților spre a da ființă unui contract pe care ele nu au înțeles să-l facă. (Jud. oc. Ghergani, Dâmbovița, C. jud. No. 135 din 8 Iulie 1924, Jur. Gen. 1924, No. 1632).

12. În lipsa unui pact comisor expres prevăzut în contract, rezoluțiunea pentru cazul neîndeplinirii obligației uneia din părți, trebuind a fi încuviințată de justiție, urmează că rezoluțiunea are loc numai atunci când o hotărâre definitivă ar încuviința-o.

Până în acel moment, debitorul are încă puțința de a-și executa obligația sa chiar și peste termenul prevăzut în contract și de a împiedecă prin aceasta pronunțarea rezoluțiunii și în această situație, justiția nu mai este în drept a pronunța rezilierea contractului, rămânând numai a statua asupra daunelor provenite din întârziere, dacă ar fi cazul.

Prin urmare în specie, constant fiind că părțile nu au prevăzut pactul comisor expres pentru neplata la termen a prețului vânzării și că recurentul a achitat prețul datorit mai înainte de a se fi pronunțat vre-o hotărâre, urmează că printr'o eroanată aplicație a textelor de mai sus, curtea de apel a încuviințat rezilierea. (Cas. I, 1188 din 25 Iunie 1924, Jur. Gen. 1924, No. 1977).

13. Potrivit art. 1020 și 1021 codul civil, în contractele sinalagmatiche ce nu cuprind clauza rezolutorie expresă,

neîndeplinirea obligațiunei luată de către una din părți, nu desființează de drept contractul desființarea lui având loc numai în urma pronunțării de către justiție prin o hotărâre definitivă; până la această pronunțare, contractul fiind încă existent, nimic nu se opune ca partea să împiedice rezoluțiunea lui, îndeplinindu-și obligația contractului. Aceste reguli se aplică și în materie de vânzări imobiliare, art. 1366 codul civil special materiei, nefăcând de cât să reproducă regulile din art. 1020 și 1021 codul civil.

În specie, însuși tribunalul constată că contractul de vânzare dintre părți, nu prevede pactul comisoriu expres pentru neplată la termen a restului de

preț datorit. Pe lângă aceasta, conform art. 1367 codul civil, chiar când s'ar fi stipulat pactul comisoriu expres, — la vânzările de imobil încă este nevoie de o punere în întârziere, dacă a trecut termenul fără ca prețul să fi fost plătit.

Prin urmare, dacă se constată că cumpărătorul a depus prețul în cursul instanței, numai prin exces de putere tribunalul nu a luat în considerare această depunere a cărei discutare eră de natură a schimba soluția procesului. (Cas. I, 2315 din 16 Dec. 1924. Jur. Rom. 6/1925).

14 A se vedea: art. 1020, 1021 și 1367 cu notele respective.

Art. 1367. — Când la o vânzare de imobile, s'a stipulat că în lipsă de plata prețului în termenul defipt, vânzarea va fi de drept rezolvată, cumpărătorul poate plăti după expirarea termenului, pe cât timp nu este pus de vânzător în întârziere printr'o interpelațiune în formă; dar după asemenea interpelațiune, judecătorul nu-i poate da termen. (Civ. 1020, 1021, 1079, 1651; Civ. Fr. 1656).

Text. fr. Art. 1656. — S'il a été stipulé lors de la vente d'immeubles, que, faute de paiement du prix dans le terme convenu, la vente serait résolue de plein droit, l'acquéreur peut néanmoins payer après l'expiration du délai, tant qu'il n'a pas été mis en demeure par une sommation: mais, après cette sommation, le juge ne peut pas lui accorder de délai.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 356, p. 85, 400, n° 30;
 BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 552, 553;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 349, 489;
 DALLOZ, *Rép. Vente*, 1265 urm., 1324 urm.; *Suppl. Vente*, 551 urm., 567 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 101 bis IV;
 GUILLOUARD, *Vente*, II, 585-587;
 HUC, X, 168;
 LAURENT, XXIV, 343, 345, 348;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 247;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1562;
 TROPLONG, *Vente*, II, 667, 668.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO VIII, ed. 1-a, p. 762; (VI, p. 91 n. 2, 97 urm., 99 n. 2, 502 nota, 509; IX, p. 669; X, p. 269);
 ALEXANDRESCO PAUL, *Notă* sub. Trib. Prahova s. III, 29 April 1920. Pand. Rom. 1922-II-44;
 BASILESCU N. ARISTIDE, *Notă* sub. Cas. I, 84 din 3 Febr. 1922. Pand. Rom. 923-I-49;
 CANTACUZINO MATEI, p. 513, 524, 647, 648;
 CRISTODORESCU C. și ȘTEFĂNESCU-PRIBOI DEM., *Codul legislației de expropriere* p. 121;
 DUMITRESCU A. M., II, 704 urm.;
 GEORGEAN N., *Notă* sub. Trib. Dorohoi, 211 din 18 April 1924. Jur. Gen. 1924, No. 1577;
 HOZOC D., *Pactul comisoriu expres* p. 11 urm.;
 NACU, III, p. 256 urm.;
 ROSENAL S. și MOLDOVEANU N., *Rezumat de concluzii* sub. C. Apel Buc. s. II, 234 din 7 Oct. 1921. Pand. Rom. 1923-II-35;
 ROSENAL S., MİGESCU ISTRATE și ALEXANDRESCU N., *Rezumat de concluzii* sub. Cas. II, 322 din 26 Iunie 1923. Pand. Rom. 1924-I-69;
 STELIAN TOMA, *Rezumat de Concluzii* sub. Cas. II, 322 din 26 Iunie 1923. Pand. Rom. 1924-I-65;

STOEANOVICI A. CONST., *Observație* sub. Cas. II, 322 din 26 Iunie 1923. Pand. Rom. 1924-I-75;

TAȘCA G., BASILESCU A. și SPEER S., *Rezumat de concluzii* sub. C. Apel Buc. s. II, 234 din 7 Oct. 921. Pand. Rom. 1923-II-37.

Jurisprudență.

1. Din combinarea art. 1366 și 1367 rezultă că dacă s'a stipulat în mod expres rezolvarea vânzării din cauza neplății pretului imobilului vândut, prin neplata pretului nu se operează rezolvarea de cât după facerea unei somații rămasă fără efect. Dacă s'a făcut somație, însă fără să producă efect, vânzarea e rezolvată și cumpărătorul nu poate obține un termen pentru plată, conform art. 1366; dacă nu s'a făcut somația prescrisă de art. 1367, judecătorul e în drept a acorda un termen, fiind de altminterlea condițiile art. 1366 după aprecierea împrejurărilor. (Cas. I, 369/Nov. 10/78, B. p. 348).

2. În caz când într'un act de vânzare este prevăzută în mod expres clauza rezolutorie pentru neplata pretului, judecătorul nu mai poate acorda termen de plată cumpărătorului, după expirarea termenului și punerea în întârziere. (Cas. I, 144/99, B. p. 497).

3. Clauza rezolutorie expresă nu și produce efectul decât atunci când este dovedit că partea față de care se invoacă se găsește în culpă prin neîndeplinirea în prealabil a obligațiunii de care este ținută. (Apel Buc. I, No. 224, 1913; Dreptul 1914, p. 166).

4. În principiu în lipsa unui pact comisoriu expres în convențiunea de vânzare, una din părți nu poate să desființeze singură convenția, pe motiv că cealaltă parte nu și-a îndeplinit obligațiunea sa, ci trebuie să pue în întârziere pe partea în culpă, să și execute obligațiunea.

Prin urmare, când partea a fost în cunoștiință prin o acțiune de obligațiunea ce avea de a se duce la tribunal să autentifice un act, adică să și îndeplinească obligațiunea, acea acțiune este o punere în întârziere mai energetică decât o somațiune obișnuită și dar partea nu se poate plânga de lipsa unei puneri în întârziere. (Cas. I, 622, 1914. Curier Jud. 30/915).

5. Partea în favoarea căreia s'a stipulat pactul comisoriu are facultatea de a uză sau nu de acest pact și ca a-tare poate renunța la el, fie expres, fie tacit.

Intrucât renunțările nu se presupun, o renunțare trebuie dedusă numai din acte, fapte sau împrejurări din cari să rezulte în mod neîndoios intențiunea de a renunța. (Trib. Ilfov I, 1915; Dreptul 1915, p. 318).

6. Dispozițiunea art. 1367 c. civil este o excepție prevăzută de legiuitor numai pentru vânzarea de imobile și este

de strictă aplicațiune. (C. Apel Iași, s. I. Justitia (Iași) 9-10/920).

7. Dacă atunci când potrivit art. 1367 c. civ. la o vânzare s'a stipulat că în lipsă de plata pretului la termenul fixat, vânzarea va fi de drept reziliată, cumpărătorul poate plăti și după expirarea termenului, câtă vreme nu a fost pus în întârziere de către vânzător printr'o interpelație formală, de aci nu rezultă că părțile nu au libertatea să dea în convenția lor o formulă și mai puternică pactului comisoriu, suprimând cerința interpelației. (C. Apel Buc. s. IV, 4 din 3 Ian. 1922. Dreptul 10/923, Pand. Rom. 1924 I, 73; Cas. II, 322 din 26 Iunie 1923. Pand. Rom. 1924, I, 65. Dreptul 31/923).

8. În ipoteza în care se face un proiect de vindere-cumpărare, sub condițiunea ca plata să se facă în rate, la epoci indicate și sub sancțiunea că neplata unei singure rate atrage rezilierea vânzării fără somațiune sau curs de judecată, găsindu-ne în fata unui pact comisoriu de gradul al treilea, neplata unei singure rate conduce la rezilierea de plin drept a contractului fără ca cumpărătorul să se poată prevala de dispozițiunile art. 1367 c. civ., (1659 civ. fr.), care prevede că chiar în caz când într'o vânzare imobiliară s'a stipulat rezilierea de plin drept pentru neplata la termen a pretului, cumpărătorul poate plăti după expirarea termenului atâta timp cât n'a fost pus în întârziere printr'o interpelațiune în formă. Această chestiune a modului cum trebuie înțeles și a câmpului de aplicabilitate a art. 1367 c. civ., pune în discuțiune teoria celor trei grade de pacte comisorii și anume: cel de gradul întâi sau cel legal prevăzut de art. 1020 c. civil care nu operează decât în virtutea unei hotărâri judecătorești; cel de gradul al doilea, în care se prevede că contractul se reziliază de plin drept și în care ipoteză majoritatea doctrinei și jurisprudența noastră constantă spun că e nevoie de o somațiune la toate contractele de orice natură, ca și la cel de vânzare de imobile, minoritatea însă prin *Troplong* sub. art. 1184, *Larombière* vol. III art. 1184, No. 55, *Laurent* vol. 17 No. 1163, susțin că această somațiune e necesară pe baza art. 1659 c. fr. (1367 c. civ. r.), numai la contractele de vindere-cumpărare imobiliare, și în fine, pactul comisoriu de gradul al treilea în care se prevede rezilierea fără somațiune și cu privire la care doctrina întreagă nu mai face nici o distincțiune între celelalte contracte și cel de vindere-cumpărare i-

mobiliară, fiind unanimă în a recunoaște, că în această ipoteză contractul se reziliază de plin drept fără a mai fi nevoie de vreo somațiune, iar dacă se face o asemenea somațiune, ea nu are alt efect decât să încunostiințeze pe cumpărător că contractul s'a reziliat dela sine. (Jud. oc. II urban București, 182/923, Jur. Gen. 1923, No. 406).

9. Cumpărătorul unui nemiscător, pe temeiul dispozițiilor art. 1367 c. civ., este îndreptățit a plăti prețul lucrului și după expirarea termenului, chiar în cazul când în contract este stipulată rezilierea de drept a vânzării pentru neachitarea la termen a prețului, însă numai până în momentul când vânzătorul l-a pus în întârziere prin o interpelație în formă, după care cumpărătorul nu mai este admis să plătească și nici judecătorii nu mai au dreptul

să acorde termen de grație. Această rezolvare, fiind pentru vânzător un drept exclusiv, el are facultatea de opțiune, fie de a se prevala de rezoluția vânzării pe temeiul pactului comisor, fie de a cere executarea vânzării pretinzând cumpărătorului de a-i număra prețul lucrului vândut.

Când vânzătorul notifică cumpărătorului să achite prețul, se înțelege că a renunțat la rezoluția vânzării și judecătorii sunt în drept să acorde termen de plată. (C. Apel Constanța 1743 din 19 Nov. 1923. Justitia Dobrogei 3/923).

10. A se vedea: art. 1020 cu notele respective; art. 1021, Index alfabetic, notele respective și notele 4, 16, 71, 98; art. 1310, Index „Vânzarea lucrului altuia” și notele respective; art. 1337, nota 2; art. 1366 și notele respective.

Art. 1368. — Acțiunea vânzătorului pentru rezoluțiunea vânzării este reală. Cu toate acestea vânzătorul nu se va putea prevala de dreptul său, în contra autorității publice, nici în contra adjudecărilor în vânzări silite, de cât conformându-se, pentru acest după urmă caz, regulilor prescise în procedură ¹⁾. (Pr. Civ. 565; L. Timbr. 21 § 1—b).

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 356, p. 401, t. și n^o 38;
BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 563;
DEMOLOMBE, XXV, 521;
DURANTON, XXV, 361;
DUVERGIER, I, 466;
GUILLOUARD, *Vente*, II, 591, 592, 623;
HUC, X, 166;
LAROMBIÈRE, *Obligations*, II, art. 1184, n^o 70;
LAURENT, XXIV, 359;
MARCADÉ, VI, art. 1654-1656, n^o V, p. 297 urm.;
PANDECTES FR., *Vente*, I, 1002 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 2-a, p. 754 urm.; (VI, p. 95; X, p. 462 n. 2); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 192 nota 3, 241;
CANTACUZINO MATEI, p. 647, 648;
CRISTODORESCU C. și ȘTEFĂNESCU-PRIBOI DEM., *Codul legislației de expropriere*, p. 121;
DUMITRESCU A. M., II, 721, 732;
G. A., *Notă* sub. Trib. Tecuci, 842 din 21 Dec. 1920. Pand. Rom. 1923-II-223;
NACU, III, p. 261, 262;
SCRIBAN ȘTEFAN, *Notă* sub. Trib. Dorohoi, 115 din 17 April 1923. Curier Jud. 22/924.

Jurisprudență.

1. În principiu, prin invalidarea unui titlu de proprietate față cu un terțiu care a consimțit drepturi către alte persoane pe baza aceluși titlu, se invalidează și drepturile primite de către acele persoane, ca emanate de la un proprietar ce nu are calitatea legală de a cedă acele drepturi. Astfel, inva-

lidarea, pentru neîndeplinirea condițiilor, a actului de cesiune prin care un erede își vinde partea sa succesorală celui alt erede în schimbul unei sume de bani și a achitării creditorilor vânzătorului, atrage anularea actelor consimțite de cumpărător terțielor persoane în virtutea aceluși titlu de cesiune. (Apel Focșani, I, 71, Mai 14/82, Dr. 25/83).

1) Textul art. 1368 Cod. Civ. lipsește în Codul Francez.

2. Acțiunea introdusă de vânzător contra primului cumpărător pentru rezoluțiunea vânzării pe motiv că nu s'a achitat pretul (actul fiind simulat) — cu toată caracterizarea legei — are un caracter mixt, întru cât se invoacă atât un drept personal de creanță, ce conduce la rezoluțiunea contractului, cât și un drept real ce conduce la restituirea imobilului liber de orice alt drept real ce s'ar fi constituit de cumpărător. Discuțiunea ar fi numai în ce privește competența, care pare a fi indicată de caracterizarea expresă, a acestei acțiuni, cuprinsă în art. 1368 c. civil. (Trib. Dorohoi 115 din 17 Aprilie 1923, Curier Jud. 22/924).

3. Reclamanta cere rezoluțiunea unui act de vânzarea unui teren, situat în alt județ de cât al domiciliului părâtului, pentru neplata pretului.

Actul de vânzare prevede clauza că cumpărătorul va intra în stăpânirea terenului după încetarea din viață a vânzătoarei. Dacă scopul final al acestei acțiuni ar fi reînțoarcerea imobilului în patrimoniul vânzătorului, instanța competente ar fi Judecătoria unde este situat imobilul; cum însă reclamanta are în stăpânire terenul vândut și prin acțiune urmărește numai rezoluțiunea vânzării, pentru ea astfel la împlinirea termenului, adică moartea reclamantei, să nu mai treacă imobilul în stăpânirea cumpărătorului, această acțiune e numai personală și ca atare e bine îndreptată la Judecătoria domiciliului părâtului. (Judec. ocol. rural Părincea, jud. Bacău, Jurnalul din 10 Iunie 1924, Jur. Gen. 1924, No. 1325).

4. A se vedea: art. 830, nota 1.

Art. 1369. — Acțiunea rezolutorie creată prin art. 1365 este supusă la acelaș mod de conservare ca și privilegiul vânzătorului. Ea nu poate fi exercitată, după stingerea acestui privilegiu, cu vătămarea unei a treia persoane, care a câștigat dela cumpărător drepturi asupra imobilului vândut, și care s'a conformat legilor ca să păstreze acele drepturi¹⁾. (Pr. Civ. 565 § 2).

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, § 278, n^o 10, 11; IV, p. 402, 403;
BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 580-584, 586;
BAUDRY ET LOYNES, *Priv. et hyp.* II, 1601-1605;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 341, 342, 346, 354, 552, 559, 560;
DALLOZ, *Rép. Vente*, 1271;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 105 bis, VI; IX, 120 bis, XII;
GUILLOUARD, *Vente*, II, 596-601, 603;
LYON-CAEN ET RENAULT, *Tr. de dr. comm.*, VII, 296.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 754 urm.;
CANTACUZINO MATEI, p. 524, 647, 648;
DUMITRESCU A. M., II, 733 urm.;
NACU, III, p. 261, 262, 660, 808.

Jurisprudență.

1. În fapt s'a transmis proprietatea unui imobil, iar cumpărătorul vinde și el obiectul altuia. În contract se prevede că pretul este plătit, iar clauza de întreținere nu e prevăzută în scris.

Vânzătorul a cerut anularea convenției din cauza neplății pretului și pentru că cumpărătorul nu-l întreține. Acesta a recunoscut la interogator că n'a plătit pretul și că a avut convenție să întreție pe vânzător, cu cele necesare vieții și să-l înmormânteze, așa cum e obiceiul în pătura țărănească.

În drept, acțiunea este admisibilă atâta timp cât obiectul se află în stăpânirea cumpărătorului, dar odată ce acesta a transmis și el dreptul său, ea devine inadmisibilă.

Dacă în contract s'ar fi prevăzut că pretul e neplătit iar clauza de întreținere ar fi figurat și ea în cuprinsul actului, atunci el ar fi fost opozabil sub-dobânditorului.

În adevăr, art. 1369 cod. civ., precizează că acțiunea rezolutorie pentru neplata pretului este supusă la acelaș mod de conservare ca și privilegiul vânzătorului; ea este inadmisibilă dacă

¹⁾ A se vedea nota de sub textul art. 1295. Ca și acesta art. 1369 este luat din legea franceză asupra transcripțiilor din 23 Martie 1855.

creditorul nu urmează normele legale de conservarea privilegiului iar cei de al 3-lea nu pot fi vătămați în acest caz, dacă s'au conformat formalităților prescise pentru păstrarea drepturilor i-

mobiliare. (Judec. ocol. Herta-Dorohoi. Cartea de jud. No. 151 din 1924. Jur. Gen. 1924, No. 1298).

2. A se vedea: art. 1368 cu notele respective.

Art. 1370. — La vânzări de denariate ¹⁾ și de lucruri mobile, vânzarea se va rezolvi de drept și fără interpelațiune în folosul vânzătorului, după expirarea termenului pentru ridicarea lor. (Civ. 1020, 1021, 1300, 1365, 1730; C. com. 67, 68, 69; Civ. Fr. 1657).

Text. fr. Art. 1657. — En matière de vente de denrées et effets mobiliers, la résolution de la vente aura lieu de plein droit et sans sommation, au profit du vendeur, après l'expiration du terme convenu pour le retirement.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, § 356, p. 395, n° 3;
 BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 595, 596, 598-600;
 CAPITANT, *De la cause des obligations* p. 325;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 486;
 DALLOZ, *Rép. Vente*, 1395 urm.; *Suppl. Vente*, 595 urm.;
 DEMOLOMBE, XXV, 545;
 GUILLOUARD, *Vente*, II, 632, 633, 636-638;
 HUC, X, 173;
 LAURENT, XXIV, 312 bis, 314, 315;
 LYON-CAEN ET RENAULT, *Tr. de dr. comm.*, III, 121, 122, 126;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 247 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1525;
 TROPLONG, *Vente*, II, 679, 680.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 739 urm., 761; (VI p. 86 urm.);
 ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă*, sub. Cas. Fr., Req., 22 Dec. 1920. Jurispr. Gen. 2/923. No. 168; *Notă* sub. Cas. Fr., Req., 22 Dec. 1920. Jurispr. Gen. 2/1923, No. 169;
 CANTACUZINO MATEI, p. 444, 647;
 DUMITRESCU A. M., II, 235, 751 urm.;
 NACU, III, p. 256 urm.;
 PANTAZI EM., *Notă*, sub. Cas. III, 378 din 14 Mart. 922. Pand. Rom. 1922-I-246.

Jurisprudență.

1. Din art. 1370 rezultă că vânzarea rezolvându-se de drept, când s'a stipulat între părți termenul luării lucrului mișcător, prin aceasta legea a fost riguroasă pentru cumpărător, căci vânzătorul nu mai are trebuință de o somațiune; a zice că vânzarea se rezolvă, prin aceasta se indică că obligațiunile impuse cumpărătorului se sting și între altele nu mai poate fi vorba pentru cumpărător de obligația de a plăti pretul; cu toate acestea, dacă vânzătorul primește pretul e obligat la restituirea lui. (Cas. II, 103/74, B. p. 206).

2. Când e vorba de o vânzare de lucruri mobile, cum ar fi efecte publice, vânzătorul nu e obligat să facă o somațiune cumpărătorului, căci vânzarea de lucruri mobile se rezolvă de drept, conform art. 1370, fără somațiune, în folosul vânzătorului, după expirarea

termenului pentru ridicarea lor. (Apel Buc. I, Dr. 85/82).

3. Acest principiu este mai cu seamă aplicabil în materie comercială, fiindcă art. 1370 este general și nu face nici o distincțiune între materiile comerciale sau civile și apoi celeritatea transacțiilor comerciale cere aplicațiunea acestui principiu. (Apel Buc. I, Dr. 85/82).

4. Art. 1370, după care la vânzări de denariate, vânzarea e rezolvită de drept și fără altă interpelațiune în folosul vânzătorului, când e stipulat un termen pentru ridicare, nu dă alt drept vânzătorului de cât a cere daune-interese, cari sunt o consecință directă a culpei cumpărătorului, care n'a ridicat acele denariate, iar acest articol nu autoriză pe vânzător să dețină întregul preț al vânzării. (Cas. I, 320/Oct. 30/89, B. p. 856).

5. Dacă la vânzări de lucruri mobile,

1) „Denariate”, adică: „producte”.

vânzarea se rezolvă de drept în folosul vânzătorului, după expirarea termenului fixat pentru ridicarea lor, această reziliere însă nu are loc decât pentru contractele cari n'au primit nici un fel de executare, și în tot cazul ea nu autoriză pe vânzător a reține prețul sau acomptul din preț ce va fi primit. Pretențiunea vânzătorului de a reține acomptul cu titlu de daune-interese pentru neexecutarea totală a contractului, trebuie dedusă în judecată fie pe cale principală, fie pe cale de reconvențiune pentru ca justiția să aprecieze dacă în fapt a existat ori nu a-

semenea daune și care este quantumul lor. (Cas. I, 226/Mai 29/90, B. p. 675).

6. Dispozițiunile art. 1370 c. civil, potrivit cărora, la vânzările de denariate sau lucruri mobile, vânzarea se va rezolvi de drept și fără interpelațiune în folosul vânzătorului, după expirarea termenului pentru ridicarea lor, nu își au aplicațiunea în materie comercială, unde art. 67 din codul comercial subordonă rezilierea de drept a convențiunii, condițiunii de a se oferi predarea lucrului vândut sau plata prețului. (Apel Buc. I, Dr. 41/911, p. 323).

7. A se vedea: art. 1300, nota 6.

CAPITOLUL VI.

Despre rezoluțiunea vânzării prin rescumpărare.

Art. 1371. — Deosebit de cauzele de anulare sau de rezoluțiune cuprinse în acest titlu, și de cele comune la toate convențiunile, contractul de vânzare se poate rezolvi și prin facultatea de rescumpărare ce-și poate rezerva vânzătorul. (Civ. 948, 950, 953, 1019 urm., 1157, 1304, 1307 urm., 1311, 1320, 1326 urm., 1331, 1347, 1349, 1355 urm., 1365, 1372 urm., 1900; Civ. Fr. 1658).

Text. fr. Art. 1658. — Indépendamment des causes de nullité ou de résolution déjà expliquées dans ce titre, et de celles qui sont communes à toutes les conventions, le contrat de vente peut être résolu par l'exercice de la faculté de rachat et par la vilité du prix.

Doctrină străină.

BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 604;
DALLOZ, *Rép. Vente*, 1412 urm.; *Suppl. Vente*, 611 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 250.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 767;
BALASSAN N., „*Netemeinicia criticelor aduse contractului de vânzare cu pact de răscumpărare*“. *Curier Jud.* 80/1905;
CANTACUZINO MATEI, p. 648, 649;
DUMITRESCU A. M., II, 811, 812;
NACU, III, p. 263, 264.

Jurisprudență.

1. Pactul de răscumpărare, fiind o facultate ce și-o rezervă vânzătorul cu ocazia vânzării, constituie o adevărată condiție rezolutorie a actului de vânzare, care trebuie să fie prevăzută în el. Astfel, nu poate să fie vorba de o

vânzare cu pact de răscumpărare când vânzarea se face silnic prin tribunal, fără ca printre condițiile vânzării sau prin ordonanța de adjudecare, care formează titlul vânzării, să se fi prevăzut rezerva rescumpărării, pentru partea expropriată. (Apel Iași, II, C. Jud. 82/905).

Art. 1372. — Facultatea de rescumpărare este un pact prin care vânzătorul și rezervă dreptul a lua înapoi lucrul vândut, restituind prețul principal și plătind cele aici mai jos legiuite prin articolul 1377. (Civ. 923, 1004, 1019, 1373, 1396, 1445, 1701; Civ. Fr. 1659).

Text. fr. Art. 1659. — La faculté de rachat ou de réméré est un pacte par lequel le vendeur se réserve de reprendre la chose vendue, moyennant la restitution du prix principal, et le remboursement dont il est parlé à l'article 1673.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 357, n° 1, p. 411;
 BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 505, 608, 609;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 309, 495, 497, 498;
 DALLOZ, *Rép. Vente*, 1412 urm.; *Suppl. Vente*, 611 urm.;
 LAURENT, XXIV, 383;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 250 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1571;
 TROPLONG, *Vente*, II, 707.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 768 urm.; (V, p. 6 nota, 211 nota 1; X, p. 481, 743);
Droit ancien et moderne de la Roumanie p. 241; *Notă* sub. Trib. Chateauroux (Indre), 9 Febr. 922. *Curier Jud.* 32/923; *Notă* sub. Trib. Lannion (Cotes du Nord), 11 Mai 922. *Curier Jud.* 32/923; *Notă* sub. Trib. Messina, 8 Mai 920. *Curier Jud.* 32/923; *Notă* sub. C. Apel Craiova s. I, 257 din 24 Nov. 924. *Curier Jud.* 5/925;
 CANTACUZINO MATEI, p. 648, 649;
 DUMITRESCU A. M., II, 813 urm.;
 HOZOC D., *Notă* sub. Trib. Dorohoi, 137 din 24 Mai 922. *Pand. Rom.* 924-II-166;
 NACU, II, p. 597; III, p. 265 urm.;
 POLICHRON DEM., *Notă* sub. C. Apel Craiova s. II, 57 din 27 Mart. 922. *Pand. Rom.* 922-II-225.

Jurisprudență.

1. Este vânzare cu pact de rescumpărare, când cineva cumpără un imobil pe seama sa și cu obligațiunea de a-l transmite altuia, când acesta îi va răs-punde capitalul și dobânzile datorite într'un termen oare-care. (Cas. I, 300, Oct. 21/87, B. p. 776).

2. Din momentul ce partea e în drept în virtutea actului de vânzare, să facă și o rescumpărare parțială, cererea imobilului întreg nu poate fi considerată ca o renunțare la acea parte și nu e de natură a face pe judecător să ridice părții acest drept recunoscut prin actul de vânzare. (Cas. I, 18/Ian. 17/90, B. p. 27).

3. Pentru a se exercită dreptul de răscumpărare se cere în doctrină trei condițiuni: 1) clauza de răscumpărare să fie expres trecută în actul de vânzare; 2) să fie fixat un termen de răscumpărare și 3) vânzătorul să plătească cumpărătorului prețul lucrului vândut. (Judecăt. Boteni 82 din 4 Oct. 1919. *Curier Jud.* 57-58/920).

4. Intră în puterea suverană a judecătorilor fondului de a decide dacă un act de vânzare-cumpărare cu pact de răscumpărare constată în realitate un asemenea contract sau dacă ascunde o convențiune de împrumut, cu condițiune ca ei să nu denatureze clauzele cuprinse în act. (Cas. II, 222 din 9 Iunie 1924. *Jur. Gen.* 1924. No. 1631).

5. În timpul termenului de executare a pactului de rescumpărare, vânzătorul îl poate exercită, chiar dacă a

înstrăinat altuia imobilul. (C. Apel Craiova s. I, 257 din 12 Nov. 1924. *Curier Judiciar* 5/924. *Justiția* (Craiova) 1/925).

6. Vânzarea cu pact de rescumpărare nefiind o vânzare perfectă, căci pentru vânzător este o vânzare suspensivă, iar pentru cumpărător o vânzare rezolutorie, ea depinzând de condiția executorie a pactului, până la care dată atât cumpărătorul cât și vânzătorul sunt proprietari ai imobilului, actul intervenit are mai mult caracterul unui act de creanță.

În atari condiții nu poate fi considerat prețul fixat ca fraudulos, care să dea loc la aplicația art. 89 din legea timbrului, de oarece vânzarea poate cădea prin executarea pactului de răscumpărare. (Trib. R.-Sărat 17 din 15 Ian. 1925. *Jur. Gen.* 1925. No. 492).

7. Dacă într'un contract se arată că cineva vinde altuia un imobil cu rezerva ca vânzătorul să-l poată lua înapoi într'un termen de cinci ani, cu acelaș preț cu care s'a vândut sau după cum se vor putea învoi, acest contract este o vânzare cu pact de rescumpărare iar nu o promisiune de vânzare cu termen mai cu seamă că este constant admis în doctrină și jurisprudență că se poate stipulă în clauza de răscumpărare fie un preț mai mic, fie mai mare ca cel de cumpărare. (Judec. ocol Băicoi-Prahova, 24 Nov. 1924. *Jur. Gen.* 1925. No. 551).

8. A se vedea: art. 1371 nota 1; art. 1701. nota 2.

Art. 1373. — Facultatea de rescumpărare nu poate fi stipulată cu termen mai lung de cinci ani, sub pedeapsă de a fi redus la 5 ani. (Civ. 1375, 1378; Civ. Fr. 1660).

Text. fr. Art. 1660. — La faculté de rachat ne peut être stipulée pour un terme excédant cinq années.

Si elle a été stipulée pour un terme plus long, elle est réduite à ce terme.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 357, p. 407, 408;
 BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 610, 611;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 353, 497;
 DALLOZ, *Rép. Vente*, 1475 urm.; *Suppl. Vente*, 637 urm.;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations* II, p. 798;
 GUILLOUARD, *Vente*, II, 653, 655;
 HUC, X, 176;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 252, 253;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1574;
 TROPLONG, *Vente*, II, 712.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 773 urm.; (III, part. I, ed. 2-a, p. 613);
 CANTACUZINO MATEI, p. 505, 648, 649;
 DUMITRESCU A. M., II, 821;
 NACU, II, p. 142, 143; III, p. 265 urm.

Jurisprudență.

1. Facultatea de răscumpărare, nu numai că nu poate fi stipulată cu un termen mai lung de 5 ani (art. 1373 c.

civ), dar odată termenul defipt în actul de vânzare, fie acel termen mai scurt de cât 5 ani, nu se poate prelungi chiar de părți. (Cas. I, 193 din 26 Mai 1884. Bul. p. 428).

Art. 1374. — Termenul odată defipt de părți nu se mai poate prelungi nici de ele însăși ¹⁾ nici de judecător. (Civ. 1373, 1377, 1445; Civ. Fr. 1661).

Text. fr. Art. 1661. — Le terme fixé est de rigueur, et ne peut être prolongé par le juge.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 408;
 BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 613;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 172, 495;
 DALLOZ, *Rép. Vente*, 1479 urm.; *Suppl. Vente* 639;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 107 bis urm.;
 GUILLOUARD, *Vente*, II, 654;
 HUC, X, 176;
 LAURENT, XXIV, 385;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 252, 253;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1574.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 773 urm.; (III, part. II, ed. 2-a, p. 467 n. 1); *Notă* sub.
 C. Apel Craiova s. I, 257 din 24 Nov. 1924. Curier Jud. 5/925;
 CANTACUZINO MATEI, p. 648, 649;
 DUMITRESCU A. M., II, 821;
 NACU, III, p. 265 urm.

1) In textul francez lipsesc cuvintele: „nici de ele însăși”.

Jurisprudență.

1. Facultatea de rescumpărare, nu numai că nu poate fi stipulată cu un termen mai lung de 5 ani (art. 1373), dar odată termenul defipt în actul de vânzare, fie acel termen mai scurt de cât 5 ani, acel termen odată defipt, nu se poate prelungi nici chiar de părți (1374). (Cas. I, 193/Mai 26/84 B. p. 428).

2. Din caracterul general de ocrotire al legii măsurilor excepționale și mai ales al art. 3 și 16, cari dispun că însăși termenele de plată din convențiuni, chiar cele cu pact comisoriu expres sunt suspendate, reese în mod cert că spiritul legiuitorului excepțional a fost de a nu face nici o deosebire între termenele legale și cele convenționale, astfel că, prin arătata lege și decretul-lege No. 3104 din 17 Noembrie 1916, care extind dispozițiunile ei în teritoriul ocupat, au fost suspendate și unele și altele.

Exercițiul facultății pe care îl are vânzătorul, într-o vânzare cu pact de răscumpărare, de a întoarce pretul în termenul convenit, fiind considerat de legiuitor ca imposibil din cauza invaziunii dușmane, urmează că prin textele de lege sus arătate, au fost suspendate până la 7 Aprilie 1920 și termenele de rescumpărare din aceste convenții. Prin aceasta nu se calcă

dispozițiunile art. 1372-1375 c. civ., căci ele prevăd că nu se pot prelungi de părți sau judecată termenele defipte în aceste convențiuni, iar nu că nu ar putea fi suspendate pe cale legală, cum este în speță. (Cas. I, dec. 1443 din 29 Decembr. 1922. Curier Jud. 30/923; C. Apel Constanța 1212 din 22 Sept. 1923, Justiția Dobrogei 8/923; C. Apel Buc. s. III, 319 din 7 Nov. 1923. Pand. Rom. 1924, III, 36, Dreptul 17/924).

3. Prohibițiunea din art. 1374 c. civ., care dispune că într'un contract de vindere-cumpărare cu pact de rescumpărare, termenul odată fixat de părți nu se mai poate prelungi nici de ele însăși nici de judecător, nu se referă la fixarea termenelor prin contract pentru exercitiul dreptului de rescumpărare, ci la prelungirea lor ulterioară, după încheierea contractului. (Cas. II, dec. civ. No. 222 din 9 Iunie 1924. Jur. Gen. 1924 No. 1630).

4. a) Legea măsurilor excepționale a suspendat și termenele convenționale.

b) Suspendarea termenelor prevăzute de art. 3 Leg. măsurilor excepționale, este o favoare creată locuitorilor din teritoriul ocupat și ei pot renunța fie expres fie tacit. (C. Apel Craiova s. I, 257 din 12 Nov. 1924. Curier Jud. 5/925, Justiția (Craiova) 1, 1925).

Art. 1375. — Dacă vânzătorul, în termenul prescriș, nu începe a exercită dreptul său de rescumpărare, cumpărătorul rămâne proprietar nerevocabil. (Civ. 1373, 1377, 1445; Civ. Fr. 1662).

Text. fr. Art. 1662. — Faute par le vendeur d'avoir exercé son action de réméré dans le terme prescrit, l'acquéreur demeure propriétaire irrévocable.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 357, p. 408, 409, 412;
 BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 616 urm., 621, 622 urm., 628;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 496, 498;
 DALLOZ, *Rép. Vente*, 1496 urm.; *Suppl. Vente*, 640 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 118 bis, III, IV;
 GUILLOUARD, *Vente*, II, 661, 664;
 HUC, X, 177 urm., 181;
 LAURENT, XXIV, 398, 399;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 252, 253;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1574, 1581-1583;
 TROPLONG, *Vente*, II, 702, 719 urm., 722, 741.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 773 urm.; (X, p. 586); *Nota sub*. C. Apel Roma, 9 Dec. 1920, Curier Jud. 32/923;
 CANTACUZINO MATEI, p. 648, 649;
 DUMITRESCU A. M., II, 823 urm.

INDEX ALFABETIC

Consemnare, a se vedea „Restituirea prețului”.	Preț, restituire 4, 5, 8, 9, 10.
Coproprietar 2.	Proprietar irevocabil 1, 3, 4, 5, 6, 7.
Drept Francez 10.	Punere în întârziere 7, 9.
Exercitarea dreptului de răscumpărare 1-10.	Război 6.
Francez drept 10.	Restituirea prețului 4, 5, 8, 9, 10.
Întârziere (punere în) 7, 9.	Retențiune 10.
Minori 6.	Somație, a se vedea „Punere în întârziere”.
Mobilizare 6.	Suspendarea termenului 6.
Notificare, a se vedea „Punere în întârziere”.	Termin 1-7, 10.
Ofertă reală 4, 5, 8, 10.	
Posesiune 2.	

Jurisprudență.

1. Când e vorba de o vânzare cu pact de răscumpărare, cumpărătorul rămâne, în virtutea art. 1375, proprietar irevocabil al imobilului din momentul ce vânzătorul n'a început a exercita în termenul prescris în act, dreptul său de rescumpărare. Deci nu poate fi vorba în specie de aplicațiunea nici a art. 1021, nici a art. 1079. (Cas. I, 300, Oct. 21/87, B. p. 777).

2. Când din doi proprietari asupra unui lucru, unul dintr'înșii vinde partea sa unui al treilea, cu pact de rescumpărare, celălalt proprietar cumpărând și posedând această parte, este prezumpt a fi proprietarul ei, și partea adversă, care îi deneagă proprietatea, trebuie să dovedească că a exercitat în timp util dreptul său de rescumpărare. (Cas. II, 165/Dec. 4/90, B. p. 1442).

3. Dacă vânzătorul n'a exercitat dreptul de rescumpărare în termenul stipulat în act, el pierde într'un mod irevocabil dreptul său de proprietate. (Apel Buc. III, 21, Iun. 3/92, Dr. 47/92).

4. Dacă vânzătorul nu a exercitat, în termenul ce i s'a prescris, dreptul său de rescumpărare, cumpărătorul rămâne, în virtutea pactului încheiat, proprietar irevocabil, fără să fie trebuită de o deciziune judecătorească, cât timp termenul pentru exercițiul rescumpărării a fost fixat de părți prin convențiunea lor iar simpla intențiune manifestată de vânzător în termenul prevăzut prin contract, de a răscumpăra imobilul vândut, nu este suficientă pentru exercițiul pactului de răscumpărare, fără oferte reale și fără posibilitate pentru cumpărător de a-și recăpăta prețul plătit. (Cas. I, 289/97 B. p. 895).

5. Deși voiața exprimată de vânzător, în termenul prevăzut de convențiune de a-și exercita facultatea de răscumpărare, este suficientă pentru conservarea dreptului său, răscumpărarea nu este însă consumată, decât prin restituirea prețului și a celorlalte accesorii. Numai în caz de neplătă a acestora, în termenul ce justiția va fixa, după cererea părții interesate, vânzătorul este decăzut din dreptul său și

cumpărătorul rămâne proprietar irevocabil. Facultatea de răscumpărare a unei vânzări făcută cu această modalitate, nu impune vânzătorului sub pedeapsă de a pierde irevocabil dreptul său de proprietate, obligațiunea de a face în termenul fixat prin convențiune, fie plata efectivă, fie oferte reale, care să înlocuiască această plată. (Apel Buc. II, Dreptul 35/97).

6. După dispozițiile art. 1375 și 1376 e. civ., vânzătorul care nu-și exercită dreptul de rescumpărare în termenul prescris, termen care curge contra tuturor persoanelor, chiar și în contra minorilor, cumpărătorul rămâne proprietar nerevocabil; însă din cauză că vânzătorul a fost mobilizat conform art. 3 din Decretul lege din 24 Dec., modificat la 5 Aprilie și 25 Dec. 1916, el beneficiază de dispozițiile suspendării termenilor care curg contra sa între cari implicit intră și dreptul de răscumpărare care fiind suspendat, vânzătorul este și astăzi în termenul prescris de a cere răscumpărarea. (Judecăt. Boteni, 82 din 4 Oct. 1919. Curier Jud. 57-58/920).

7. Punerea în întârziere nu este cerută în vânzările cu pact de răscumpărare căci termenul este privit în aceste convențiuni ca o condiție rezolutorie și dacă în termenul hotărât în convențiune partea nu a exercitat pactul de răscumpărare, vânzarea este definitivă. (Judec. ocol rural Băicoi-Prahova 158 din 20 Dec. 1921 Curier Jud. 27/922).

8. Vânzătorul care uzează de pactul de rescumpărare nu-și plătește o datorie, ci face o simplă declarație de voiață, el nu are nimic de oferit și de consemnat ei numai după ce contractul a fost rezolvit prin declarația sa, este locul a se proceda la restituțiile reciproce la cari părțile ar putea fi obligate. (C. Apel Constanța, 1212 din 22 Sept. 1923. Justiția Dobrogei 8/923).

9. Codul civil nu prescrie forma în care trebuie să se exercite pactul de rescumpărare și deci este suficient o somație sau o notificare, chiar neurmată de consemnarea prețului. (C. Apel Craiova s. I, 257 din 12 Nov. 1924. Curier Jud. 5/925. Justiția (Craiova), 1/925).

10. Într'o vânzare cu pact de rescumpărare, este de ajuns ca vânzătorul să-și manifeste — în lăuntru termenului — voiața sa de a răscumpăra bunul vândut, nefiind necesar ca în acelaș termen să facă sau să ofere plata prețului ce promise la vânzare.

Aceasta rezultă în mod neîndoios din dispozițiile art. 1275 cod. civil, care tocmai spre a curmă controversa din dreptul francez declară pe cumpărător, proprietar irevocabil dacă vânzătorul în termenul prescris nu începe a

exercită dreptul său de rescumpărare, ceea ce înseamnă că dacă el începe a exercita acest drept prin manifestarea voinței sale de a rescumpăra, dreptul său este conservat. Interpretarea aceasta se confirmă și prin dispozițiile art. 1377 c. civil care acordă cumpărătorului un drept de retențiune

până la plata prețului, ceea ce nu s'ar putea concepe dacă această plată ar trebui făcută neapărat înăuntrul termenului de rescumpărare. (Cas. II, 101 din 24 Febr. 1925. Pandectele Săptămânale 4/1925).

11. A se vedea: art. 1701 nota 2.

Art. 1376. — Termenul curge în contra tuturor persoanelor, chiar în contra minorului, care va putea avea acțiune recursorie în contra cui se va cuveni. (Civ. 343, 390, 427 urm., 454, 1876, 1908; Civ. Fr. 1663).

Text. fr. Art. 1663. — Le délai court contre toutes personnes, même contre le mineur, sauf, s'il y a lieu, le recours contre qui de droit.

Doctrină străină.

BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 612;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 497;
DALLOZ, *Rép. Vente*, 1456 urm., 1495;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 252, 253;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1574.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 773 urm.; (XI, p. 180, 181);
CANTACUZINO MATEI, p. 648, 649;
DUMITRESCU A. M., II, 822.

Art. 1377. — Vânzătorul care voește a exercita pactul său de rescumpărare, trebuie să întoarcă prețul în capete, spesele contractului vânzării, spesele reparațiilor necesarii, spesele reparațiilor utili până la suma adaosului de valoare produsă printr'însele.

El nu poate intra în posesiune decât după ce a îndeplinit toate aceste obligațiuni. (Civ. 534, 771, 1019, 1268, 1269, 1322, 1323, 1372, 1444, 1619, 1694, 1700, 1737, 1770; Civ. Fr. 1673 § 1).

Text. fr. Art. 1673 § 1. — Le vendeur qui use du pacte de rachat, doit rembourser non seulement le prix principal, mais encore les frais et loyaux coûts de la vente, les réparations nécessaires, et celles qui ont augmenté la valeur du fonds, jusqu'à concurrence de cette augmentation. Il ne peut entrer en possession qu'après avoir satisfait à toutes ces obligations.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 357, p. 409, 410, n° 12;
BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 648;
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 702, 750;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 952; II, p. 166, 319, 416, 419, 453, 499, 500, 522, 526, 527, 780, 986; ed. 1-a, III, p. 441, 786, 960;
DALLOZ, *Rép. Vente*, 1511 urm.; *Suppl. Vente*, 645 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 118 bis, VIII, IX;
DEMOGUE I, *Sources des Obligations*, III, p. 122;
GUILLOUARD, *Vente*, II, 667-669, 672;
HUC, X, 176, 188;
LAURENT, XXIV, 404, 405;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 253 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1579, 1582, 2521-5°;
TROPLONG, *Vente*, II, 696, 735, 760.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 782 urm.; (V, p. 380; X, p. 482); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 211; „*Teoria generală a dreptului de retenție*”. Dreptul 29/1910; *Notă* sub. Trib. civil. Albi (Tarn), 19 Dec. 921. Curier Jud. 32/1923; *Notă* sub. Trib. Lons le Saulnier, Jura, 9 Aug. 1921. Jur. Gen. 1924, No. 2145; *Notă* sub. C. Apel. Craiova s. I, 257 din 24 Nov. 1924. Curier Jud. 5/925;

CANTACUZINO MATEI, p. 548, 648, 649;

DUMTRESCU A. M., II, 828, 829, 830, 849 urm.;

NACU, III, p. 265 urm., 548;

PETIT EUGEN, *Notă* sub. Trib. com. Lyon, 25 Febr. 1924. Jur. Gen. 1925, No. 763.

Jurisprudență.

1. După art. 1377, cumpărătorul cu pact de rescumpărare, poate să rețină imobilul ce se rescumpără de vânzător până ce acesta îi va plăti prețul, speșele contractului și valoarea ameliorațiilor făcute de el. (Apel Iași, I, Apr. 25/85, Dr. 85/85).

2. Din spiritul art. 1377 c. civ. reiese că vânzătorul trebuie să notifice cumpărătorului că înțelege să facă uz de pactul de rescumpărare și deși în specie nu există nici notificare nici ofertă reală, însă prin acțiunea în justiție manifestându-se destul de puternic dreptul său de rescumpărare, aceasta echivalează cu o notificare. (Judec. Boteni, 82 din 4 Oct. 1919. Curier Jud. 57-58/920).

3. Codul civil nu prescrie forma în care trebuie să se exercite pactul de rescumpărare și deci este suficient o somație sau o notificare, chiar neurmată de consemnarea prețului. (C. Apel Craiova s. I, 257 din 12 Nov. 1924. Curier Jud. 5/925, Justiția (Craiova) 1/925).

4. Admitând că vânzătorul ar fi în stare de indiviziune cu ceilalți comostenitori, exercitarea pactului de rescumpărare prin plata prețului vânzării este o operație indivizibilă, fiindcă deținătorul imobilului vândut nu poate să restituie imobilul în părți fiecăruia comostenitor, el are un singur interes, acela de a primi prețul vânzării și îi

este indiferent dacă această plată se face de toți comostenitorii, de unul singur sau parte din aceștia. (C. Apel Craiova s. I, 257 din 12 Nov. 1924, Justiția (Craiova) 1/925. Curier Jud. 5, 1925).

5. Potrivit dispozițiilor art. 1305 și 1377 din codul civil, în lipsă de stipulațiune contrară, speșele vânzării sunt în sarcina cumpărătorului, iar vânzătorul sau cesionarul drepturilor sale, care voește a exercita pactul său de rescumpărare, trebuie să întoarcă, între altele, pe lângă prețul în capete, și speșele contractului vânzării.

Prin urmare, neoferirea spre restituire și a acestor speșe în mod integral, nu poate fi de natură a face ca pactul de rescumpărare să opereze.

Intrucât e constant în specie că prin actul de vânzare intervenit între recurent și intimat nu s'a stipulat că speșele vânzării vor fi în sarcina vânzătorului, întrucât din nimic nu rezultă că aceste cheltuieli au fost făcute de vânzător și întru cât prin nimic nu se face dovada că vânzătorul ar fi suportat acele taxe, cumpărătorul cărui a se opune pactul de rescumpărare, este în drept a pretinde că acest pact nu a fost valabil executat odată ce nu i s'a achitat și speșele vânzării. (Cas. I, 2288 din 12 Dec. 1924. Jur. Gen. 1925, No. 970).

6. A se vedea art. 1322 cu notele respective.

Art. 1378. — Cumpărătorul cu pact de rescumpărare, exercită toate drepturile vânzătorului său. El poate prescrie atât în contra adevăratului proprietar, cât și în contra celor ce ar pretinde că au drepturi și ipotece asupra lucrului vândut. (Civ. 557, 649, 1800, 1843, 1847, 1890, 1895; Civ. Fr. 1665).

Text. fr. Art. 1665. — L'acquéreur à pacte de rachat exerce tous les droits de son vendeur; il peut prescrire tant contre le véritable maître que contre ceux qui prétendraient des droits ou hypothèques, sur la chose vendue.

Doctrină străină.

BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 636;

BUFNOIR, *Propriété et Contrat*, ed. 2-a, p. 319;

DALLOZ, *Rép. Vente*, 1462 urm.; *Suppl. Vente*, 627 urm.;

DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 111 bis, III;
 GUILLOUARD, *Vente*, II 657;
 HUC, X, 184;
 LAURENT, XXIV, 389;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 255;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1575.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 779 urm., 781; (X, p. 586);
 CANTACUZINO MATEI, p. 648, 649;
 DUMITRESCU A. M., II, 845.

Jurisprudență.

1. Vânzarea cu facultate de rescumpărare, deși e supusă unei condițiuni rezolutorie, ea ridică vânzătorului

dreptul de proprietate pentru a-l transmite cumpărătorului, până la termenul când pactul de rescumpărare a fost executat. (Apel Buc. III, 21, Iun. 3/92. *Dr.* 47/92).

Art. 1379. — El poate opune creditorilor vânzătorului său beneficiul de ordine sau discuțiune¹⁾. (Civ. 974, 1662 urm., 1794; Civ. Fr. 1666).

Text. fr. Art. 1666. — Il peut opposer le bénéfice de la discussion aux créanciers de son vendeur.

Doctrină străină.

BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 637;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 498;
 DALLOZ, *Rép. Vente*, 1474: *Suppl. Vente*, 635;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 112 bis;
 GUILLOUARD, *Vente*, II, 658;
 HUC, X, 184;
 LAURENT, XXIV, 390;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 255;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1576;
 TROPLONG, *Vente*, II, 743.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 779 urm., 781; (V, p. 211 n. 1); VI, p. 74;
 CANTACUZINO MATEI, p. 648, 649;
 DUMITRESCU A. M., II, 834;
 NACU III, p. 276 urm.

Art. 1380. — Când vânzătorul reintră, în urmarea pactului de rescumpărare, în drepturile sale de mai înainte asupra imobilului, acesta îi revine liber de toate sarcinile și ipotecele de care cumpărătorul l-ar fi încărcat.

El este dator însă să execute contractul de închiriere sau de arendă ce ar fi făcut cumpărătorul fără fraudă. (Civ. 534, 1019, 1208, 1269, 1372, 1410 urm., 1441, 1746 urm., 1770; Civ. Fr. 1673 § 2).

Text. fr. Art. 1673, § 2. — Lorsque le vendeur rentre dans son héritage par l'effet du pacte de rachat il le reprend exempt de toutes les charges et hypothèques dont l'acquéreur, l'aurait grevé: il est tenu d'exécuter les baux faits sans fraude par l'acquéreur.

1) Asupra „beneficiului de discuțiune” a se vedea și art. 1662 Cod. Civ.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 410;
 BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 648 urm.;
 BUENOIR, *Propriété et Contrat*, ed. 2-a, p. 702, 750;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 166, 319, 416, 419, 453, 499, 500, 522, 526, 527, 780, 986;
 ed. 1-a, III, p. 441, 786, 960;
 DALLOZ, *Rép. Vente*, 1511 urm.; *Suppl. Vente*, 645 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 118 bis, VIII, IX;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, III, p. 229;
 GUILLOUARD, *Vente*, II, 671, 672;
 HUC, X, 188;
 LAURENT, XXIV, 408;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 253 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 2-a, No. 1579, 1582, 2521-5°.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 782, 787 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 412; IX, p. 199);
Notă, sub. Trib. Chateauroux (Indre), 9 Febr. 922. *Curier Jud.* 32/923;
 CANTACUZINO MATEI, p. 516, 648, 649;
 DUMITRESCU A. M., II, 813, 840;
 NACU, III, p. 276 urm.

Jurisprudență.

1. Deși cumpărătorul a vândut lucrul cumpărat unei alte persoane, însă potrivit art. 1380 c. civ. vânzătorul cu pact de rescumpărare reintră în urma rescumpărării în drepturile sale de mai înainte asupra imobilului, liber de orice sarcină; iar potrivit art. 1381 c. civ., el are o acțiune de urmărire contra unui al doilea cumpărător chiar și când facultatea de rescumpărare nu ar

fi fost declarată în noul contract. În virtutea adagiilor: „nemo plus juris ad alium transferre potest, quam ipse habet” și „rezoluto jure dantis resolvitur jus accipientis”, urmează că prima vânzare fiind rezolvită, de la sine urmează și rezoluțiunea celei de a doua vânzări. (Judec. Boteni, 82 din 4 Oct. 1919. *Curier Jud.* 57-58/920; C. Apel Buc. s. III, 319 din 7 Nov. 1923. *Pand. Rom.* 1924, III, 36. *Dreptul* 17/924).

Art. 1381. — Vânzătorul cu pact de rescumpărare poate exercita acțiunea sa în contra unui al doilea cumpărător, chiar și când facultatea de rescumpărare n'ar fi fost declarată în cel d'al doilea contract. (Civ. 973, 1019, 1770; Civ. Fr. 1664).

Text. fr. Art. 1664. — Le vendeur à pacte de rachat peut exercer son action contre un second acquéreur, quand même la faculté de réméré, n'aurait pas été déclarée dans le second contrat.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, § 357, p. 411;
 BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 632;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 501;
 DALLOZ, *Rép. Vente*, 1524 urm.;
 LAURENT, XXIV, 411;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 255;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1577;
 TROPLONG, *Vente*, II, 730, 732.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 777 urm.;
 CANTACUZINO MATEI, p. 648, 649;
 DUMITRESCU A. M., II, 837 urm.;
 NACU, III, p. 276 urm.

Jurisprudență.

1. Deși cumpărătorul a vândut lucrul cumpărat unei alte persoane însă potrivit art. 1380 codul civil vânzătorul cu pact de răscumpărare reîntră în urma răscumpărării în drepturile sale de mai înainte asupra imobilului liber de orice sarcină; iar potrivit art. 1381 codul civil, el are o acțiune de urmărire contra unui al doilea cumpărător chiar și când facultatea de răscumpărare nu ar fi fost

declarată în noul contract. În virtutea adagiilor: „nemo plus juris ad alium transferre potest, quam ipse habet” și „resoluto jure dantis resolvitur jus accipientis” urmează că prima vânzare fiind rezolvită de la sine urmează și rezoluțiunea celei de a doua vânzare. (Judec. Boteni 82 din 4 Oct. 1919. Curier Jud. 57-58/920; C. Apel Buc. s. III, 319 din 7 Noembrie 1923, Pand. Rom. 1924, III, 36, Dreptul 17/1924).

Art. 1382. — Dacă cel ce a cumpărat, cu pact de rescumpărare, o parte nediviză a unui imobil, s'a făcut adjudecatar al tuturor celorlalte părți ale aceluiaș imobil, la licitațiunea provocată în contra sa, va putea obliga pe vânzător, când acesta va voi a exercită dreptul său de rescumpărare, să ia imobilul întreg. (Civ. 1383 urm., 1388 urm.; Civ. Fr. 1667).

Text. fr. Art. 1667. — Si l'acquéreur à pacte de réméré d'une partie indivise d'un héritage, s'est rendu adjudicataire de la totalité sur une licitation provoquée contre lui, il peut obliger le vendeur à retirer le tout lorsque celui-ci veut user du pacte.

Doctrină străină.

BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 656 urm.;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 503;
DALLOZ, *Rép. Vente*, 1519;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 256, 257;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1578.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 789 urm.;
CANTACUZINO MATEI, p. 648, 649;
DUMITRESCU A. M., II, 862;
NACU, III, p. 270.

Art. 1383. — Dacă mai mulți au vândut în unire, printr'un singur contract un imobil comun, acțiunea de rescumpărare nu se va putea exercită de fiecare decât pentru partea sa. (Civ. 1057, 1380, 1385; Civ. Fr. 1668).

Text. fr. Art. 1668. — Si plusieurs ont vendu conjointement, et par un seul contrat, un héritage commun entre eux, chacun ne peut exercer l'action en réméré que pour la part qu'il y avait.

Doctrină străină.

BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 662;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 500;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 257, 258;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1576;
TROPLONG, *Vente*, II, 753.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 789 urm.;
CANTACUZINO MATEI, p. 648, 649;
DUMITRESCU A. M., II, 866;
NACU, III, p. 271.

Art. 1384. — Se va urmà tot asemenea când cel ce a vândut singur un imobil, a lăsat mai mulți moștenitori: nu va putea fiecare moștenitor a exercită acțiunea de rescumpărare decât pentru partea ce ia în succesiune. (Civ. 1060 urm., 1380, 1383, 1385; Civ. Fr. 1669).

Text. fr. Art. 1669. — Il en est de même, si celui qui a vendu seul un héritage a laissé plusieurs héritiers.

Chacun de ces cohéritiers ne peut user de la faculté de rachat que pour la part qu'il prend dans la succession.

Doctrină străină.

BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 659;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 498, 499;
DUVERGIER, II, 35, 36;
GUILLOUARD, *Vente*, II, 678;
HUC, X, 186;
LAURENT, XXIV, 413;
MARCADÉ, VI, art. 1668 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 258;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1576;
THIRY, III, 606, p. 614;
TROPLONG, *Vente*, II, 753.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 789 urm.; (XI, p. 454 nota);
CANTACUZINO MATEI, p. 648, 649;
DUMITRESCU A. M., II, 866;
NACU, III, p. 271.

Art. 1385. — Dar în cazul celor două articole precedente, cumpărătorul poate cere ca toți covânzătorii sau toți comoștenitorii să se înțeleagă spre a luă imobilul întreg; dacă aceștia nu se înțeleg cumpărătorul va fi scutit de a dà numai parte din imobil. (Civ. 1065, 1386; Civ. Fr. 1670).

Text. fr. Art. 1670. — Mais, dans le cas des deux articles précédents, l'acquéreur peut exiger que tous les vendeurs ou tous les cohéritiers soient mis en cause, afin de se concilier entre eux pour la reprise de l'héritage entier; et, s'ils ne se concilient pas, il sera renvoyé de la demande.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 357 p. 413;
BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 660;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 494, 500, 579;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 115 bis, 115 bis, IV, V;
GUILLOUARD, *Vente*, II, 678;
LAURENT, XXIV, 413;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 257, 258;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1576;
TROPLONG, *Vente*, II, 749, 750.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 789 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 622 n. 3);
CANTACUZINO MATEI, p. 648, 649;
DUMITRESCU A. M., II, 723, 866 urm.;
NACU, III, p. 271.

Art. 1386. — Dacă vânzarea unui imobil al mai multor nu s'a făcut în unire și pentru tot imobilul de odată, ci numai fiecare a vândut partea sa, fiecare va putea exercită separat acțiunea de rescumpărare, pentru partea ce avea.

Și cumpărătorul nu va putea constrânge pe cel ce o exercită ca să ia imobilul întreg. (Civ. 1385; Civ. Fr. 1671).

Text. fr. Art. 1671. — Si la vente d'un héritage appartenant à plusieurs n'a pas été faite conjointement et de tout l'héritage ensemble, et que chacun n'ait vendu que la part qu'il y avait, ils peuvent exercer séparément l'action en réméré sur la portion qui leur appartenait;

Et l'acquéreur ne peut forcer celui qui l'exercera de cette manière, a retirer le tout.

Doctrină străină.

BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 661;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 500;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 257, 258;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1576.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 789 urm.;
CANTACUZINO MATEI, p. 648, 649;
DUMITRESCU A. M., II, 862 urm.;
NACU, III, p. 272.

Art. 1387. — Dacă cumpărătorul a lăsat mai mulți moștenitori, acțiunea de rescumpărare nu se va putea exercită în contra fiecărui decât pentru partea sa, în caz când lucrul cumpărat este încă neîmpărțit, sau împărțit între toți.

Dar dacă la împărțeala moștenirii, lucru cumpărat a căzut numai în partea unui dintre moștenitori, acțiunea de rescumpărare poate fi intentată în contra aceluia pentru tot. (Civ. 777, 786 urm., 1060 urm.; Civ. Fr. 1672).

Text. fr. Art. 1672. — Si l'acquéreur a laissé plusieurs héritiers, l'action en réméré ne peut être exercée contre chacun d'eux que pour sa part, dans le cas où elle est encore indivise, et dans celui où la chose vendue a été partagée entre eux.

Mais s'il y a eu partage de l'hérédité, et que la chose vendue soit échue au lot de l'un des héritiers, l'action en réméré peut être intentée contre lui pour le tout.

Doctrină străină.

BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 665;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 500;
DUVERGIER II, 43;
HUC, X, 187;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1577;
TROPLONG, *Vente*, II, 758.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 789 urm.;
CANTACUZINO MATEI, p. 648, 649;
DUMITRESCU A. M., II, 870-873;
NACU, III, p. 273.

Jurisprudență.

1. În caz când vânzătorul unui imobil a intentat acțiune în rezoluțiunea vânzării pentru neplata prețului în contra cumpărătorului și acesta a înțecat din viață în cursul procesului, succesorii săi nu pot înlătură acțiunea decât plătiind întregul preț datorit și deci și părțile din preț datorite de acei

succesori cari nu se opun la acțiunea în rezoluțiune.

Prin urmare, Curtea de apel face o rea aplicare a art. 1060 și 777 c. civ., când decide că acțiunea este divizibilă față de moștenitorii cumpărătorului și desființează vânzarea numai pentru parte din moștenitori. (Cas. sect.-unite, No. 2, 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 290).

CAPITOLUL VII.

Despre licitațiune.

Art. 1388. — Dacă un lucru comun al mai multor nu se poate împărți ușor și fără pierdere;

Sau dacă într'o împărțea de bună voie, s'ar află lucruri pe cari nici unul din împărțitori n'ar putea, sau n'ar voi a lua;

Vânzarea unor asemenea lucruri se va face cu licitațiune și prețul se va împărți între coproprietari. (Civ. 728 urm., 736, 1389 urm., 1741; Pr. Civ. 494, 694 urm.; C. com. 505; Civ. Fr. 1686).

Text fr. Art. 1686. — Si une chose commune à plusieurs ne peut être partagée commodément et sans perte;

Ou si, dans un partage fait de gré à gré de biens communs, il s'en trouve quelques-uns qu'aucun des copartageants ne puisse ou ne veuille prendre.

La vente s'en fait aux enchères, et le prix en est partagé entre les copropriétaires.

Doctrină străină.

BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 732, 733, 743-745 urm.;

COLIN ET CAPITANT, ed. 1-a, III, p. 324;

DALLOZ, *Rép. Vente*, 1666 urm., 1723 urm.; *Suppl. Vente*, 681 urm., 1100 urm.;

GUILLOUARD, *Vente*, II, 730, 732, 735, 736;

MOURLON, ed. 7-a, III, p. 264;

PLANTOL, II, ed. 3-a No. 1598 urm.;

TROPLONG, *Vente*, II, 875.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 794; (III, part. I, ed. 2-a, p. 420; III, part. II, ed. 2-a, p. 511 t. și n. 2; IV, part. I, ed. 2-a, p. 648, 652; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 408);

IONESCU I. IOAN. *Dota sub raportul instrăinării*, p. 112, 185;

NACU, III, p. 281.

Jurisprudență.

1. A se vedea notele No. 2 și 3 de sub art. 736.

Art. 1389. — Fiecare din proprietari poate cere a se chema la licitațiune străini; vor trebui de neapărat să se cheme dacă unul din coproprietari este minor. (Civ. 404, 454, 748, 786, 791; Pr. Civ. 494, 691 urm.; Civ. Fr. 1687).

Text. fr. Art. 1687. — Chacun des copropriétaires est le maître de demander que les étrangers soient appelés à la licitation: ils sont nécessairement appelés lorsque l'un des copropriétaires est mineur.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, I, § 140, p. 572, n^o 17;
 BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 739;
 DALLOZ, *Rép. Vente*, 1673;
 DEMOLOMBE, XV, 562;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 264;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1598 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 794;
 NACU, III, p. 281.

Art. 1390. — Modul și formalitățile pentru licitațiune sunt arătate la titlul „*despre succesiuni*” și în Codicele de procedură. (Civ. 728—735, 736 urm., 747 urm., 840—872; Pr. Civ. 494, 691—701; Civ. Fr. 1688).

Text. fr. Art. 1688. — Le mode et les formalités à observer pour la licitation sont expliqués au titre *des Successions* et au Code de procédure.

Doctrină străină.

BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 735;
 DALLOZ, *Rép. Vente*, 1675;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 264;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1598 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 794;
 NACU, III, p. 281.

CAPITOLUL VIII.

Despre strămutarea creanțelor și altor lucruri necorporale¹⁾.

Art. 1391. — La strămutarea unei creanțe, a unui drept sau a unei acțiuni, predarea între cedente și cesionar se face prin remiterea titlului. (Civ. 953, 960, 1015, 1106 urm., 1132, 1294 urm., 1310, 1314, 1317, 1393 urm., 1686; C. com. 281, 370, 447; Pr. Civ. 409, 410; L. jud. oc. 73; L. Timbr. 20 § 28, 35; 21 § 26, 31; 29 § 2; 30 § 2; 33 § 1; 43 § 1—3; 44 § 4, 6; Civ. Fr. 1689).

Text. fr. Art. 1689. — Dans le transport d'une créance, d'un droit ou d'une action sur un tiers, la délivrance s'opère entre le cédant et le cessionnaire par la remise du titre.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, § 209, p. 290; IV, § 359 p. 419, 420, 424, 425, n^o 3, 5; § 359 bis, p. 419, 424, 425, 440-442;
 BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 754, 755 urm., 760-762, 765, 766, 847 urm., 850, 904 urm.;
 CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 414;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 147;
 DALLOZ, *Rép. Vente*, 1676 urm.; *Suppl. Vente*, 682 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 135 bis, I;
 GUILLOUARD, *Vente*, II, 742-744, 747-749, 760, 761, 768, 769, 866;
 HUC, *Cessions et transmis. des créances*, I, 310, 312; II, 365 urm., 379;
 LAURENT, XXIV, 464, 472, 473, 478-480;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1622;
 TROPLONG, *Vente*, II, 880, 909.

1) A se vedea în legătură cu această chestiune art. 409 și 410 din „*Noua procedură civilă*”.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 639; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 272; X, p. 251); *Observație* sub. C. Apel Iași s. II, 185 din 20 Dec. 903. Curier Jud. 20/904;
 CANTACUZINO MATEI, p. 461, 494;
 CERBAN ALEX., „Despre natura juridică a dreptului de farmacie”. Curier Jud. 39/921;
 DEGRÉ ALEXANDRU, *Scriseri juridice*, vol. 1, p. 475 urm., „Despre efectele Cesiunii”.
 DUMITRESCU A. M., II, 331;
 HAMANGIU C., *Proprietatea literară și artistică în legislația Românească*, p. 33 urm.;
 NACU, III, p. 291 urm.

Jurisprudență.

1. Cestiunea în sensul propriu, se aplică mai cu seamă la vânzarea unor creanțe sau obiecte necorporale, iar nu la lucruri determinate în specie. (Cas. II, 42/Mart. 14/72 B. p. 103).

2. Cesiunea unei creanțe nefiind de cât o specie particulară de vânzare, rezultă că, pentru a avea acest caracter trebuie a întruni condițiunile esențiale ale vânzării. Or, după art. 1295 și 1303, vânzarea nu este perfectă de cât când părțile s'au învoit asupra obiectului și prețului care trebuie să fie serios și determinat de părți. Și pentru validitatea cesiunii nu este nevoie ca prețul să fi fost tot plătit în numerar, ci este destul ca o liberatiune reală și veritabilă să fi fost convenită între părți și efectuată pentru suma specificată în act. (Trib. Ilfov II, 254, Dec. 5/88 *Dr.* 8/89).

3. Dacă în general contractele se fac și se desfac prin consimțământul părților cu toate acestea când este vorba de contracte cari se consumă în momentul chiar când intervine consimțământul, cum este în cazul unei cesiuni, în ce privește efectele deja produse, realizate, pe de o parte pentru că este imposibil, nimeni ne putând desface ceea ce este deja făcut, iar pe de alta, pentru că s'ar vătămă drepturile terțiilor în privința cărora ar constitui o adevărată retrocesiune, o asemenea desființare este posibilă numai pentru contractele cari produc efecte în viitor succesive, dintre cari cesiunea nu face parte. (Apel Galați, I, 191, Nov. 27/90, *Dr.* 83/90).

4. Cesiunea este un contract consensual; ea este perfectă între părți și produce toate efectele sale îndată ce părțile s'au învoit asupra lucrului sau asupra dreptului și asupra prețului. În privința terțiilor persoane cesiunea nu este perfectă și prin urmare nu le este opozabilă decât dacă dânsa a fost acceptată prin act autentic de către debitor sau i-a fost notificată. (Apel Galați, I, 191, Nov. 27/90, *Dr.* 83/90).

5. Din cuprinsul art. 1391 reese că cesiunea este un contract consensual și că este perfectă între părți și produce toate efectele sale îndată ce părțile s'au învoit asupra lucrului și asupra prețului. Prin urmare remiterea materială

a titlului de creanță nu este o condițiune esențială a cesiunii. Inșă față cu cei de al treilea cesionarul nu poate opune dreptul său, preseris de art. 1393, de cât după ce a notificat debitorului cesiunea. (Cas. I, 234/Iun. 22/94, B. p. 932).

6. Cesiunea are ca element esențial trecerea în mod definitiv și irevocabil a creanții cedate dela cedente la cesionar. Instancele de fond sunt suverane ca, din examinarea și aprecierea d'feritelor clauze cuprinse într'un act, să stabilească că părțile contractante n'au înțeles că chiriile prevăzute în acel act să treacă în mod definitiv și irevocabil dela cedent la cesionar. (Cas. I, 106/1902, B. p. 346).

7. Cesiunea unei creanțe este perfectă între părți și produce toate efectele sale îndată ce ele s'au învoit asupra lucrului și asupra prețului, fără ca remiterea materială a titlului de creanță să fie o condiție esențială; în ce privește pe cel de al treilea nu se cere altceva pentru ca cesionarul să poată opune dreptul său, decât ca să fi notificat debitorului cesiunea. Așa dar când este constatată că cesionarul a notificat debitorului actul de cesiune înainte ca acesta să fi fost urmărit, de către un altul care deține titlul de creanță, dânsul (debitorul) nu poate să opună cesionarului efectele urmăririi făcute în mâna sa de către detinătorul titlului pe motiv că titlul de creanță nu fusese remis cesionarului de către cedente. (Cas. I, 234/1904, B. p. 688).

8. Orice creanțe, fie pure și simple, fie condiționale, cu termen și chiar eventuale pot în principiu, face obiectul unei cesiuni chiar și acele viitoare, dacă au ființă în germene, cu toate că ele nu există încă în forma lor definitivă. (Apel Iași, II, 1914; *Dreptul* 1915, p. 189).

9. Pentru a se putea sustine că este vorba de o cesiune de creanță, este necesar a se face dovada cesiunii prin mijloacele cerute de lege, așa încât singura împrejurare a găsirii creanței în mâinile cuiva nu poate constitui nici dovada cesiunii și nici măcar o prezumpție susceptibilă de dovada contrară în favoarea sa de existența acestei cesiuni; căci dacă prin art. 1391 codul civil se spune că pre-

darea între cedent și cesionar se face prin remiterea titlului, aceasta nu înseamnă nici că cesiunea rezultă din faptul predării — fiind vorba de un contract solo consensu — nici că găsirea titlului în mâinile deținătorului implică o posedare care a urmat unei cesiuni, ca să se poată apoi stabili o prezumție de existență cesiunei. Numai când este vorba de liberatiune, găsirea titlului în mâinile debitorului poate constitui o prezumție de dovadă și aceasta pe baza principiului că debitorul nu poate fi titularul obligației sale.

Deținătorul titlurilor de creanță nu se poate folosi nici de dispozițiunile art. 1909 codul civil, cari stabilesc o prezumție de proprietate pentru posesorul lucrurilor mobile contra oricăror pretentiuni, întrucât prescripția instantanee nu se aplică lucrurilor incorporale nesuscetibile prin natura lor de o posesiune materială. (Trib. Dorohoi, sentința No. 58 din 27 Februarie 1922, Jur. Gen. 1924, No. 683).

10. A se vedea: art. 1130, nota 11; art. 1392, nota 5.

Art. 1392. — Cel ce vinde o creanță, sau verice alt lucru necorporal este dator să răspundă de existența sa valabilă în folosul său, în momentul vânzării, de și vânzarea n'ar coprinde această îndatorire de răspundere. (Civ. 1338 urm., 1393 urm., 1397 urm.; C. com. 45, 80, 139, 171, 447; Civ. Fr. 1693).

Text. fr. Art. 1693. — Celui qui vend une créance ou autre droit incorporel, doit en garantir l'existence au temps du transport, quoiqu'il soit fait sans garantie.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 359 bis, p. 442, 443;
 BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 818, 821, 822, 825, 826, 836;
 CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 405;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 402, 411, 453; ed. 1-a, III, p. 566;
 DALLOZ, *Rép. Vente*, 1841 urm.; *Suppl. Vente*, 814 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 139 bis, I-III, V;
 GUILLOUARD, *Vente*, II, 829, 830, 849;
 HUC, *Cession*, II, 482, 483, 485, 488, 491, 492;
 LAURENT, XXIV, 539, 541, 546, 549, 553;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 269;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1629-1635;
 TROPLONG, *Vente*, II, 932, 933, 936, 937, 943.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 820 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 272);
 CANTACUZINO MATEI, p. 498;
 NACU, III, p. 282 urm.

Jurisprudență.

1. Când se vinde un bon rural, aci fiind vorba de vânzarea unui lucru necorporal cată a fi aplicate dispozițiunile art. 1392. (Cas. I, 348/Oct.18/77, B. p. 293).

2. Dacă vânzătorul unor creanțe nu se obligă de cât a da în total datoriile vechi ce le avea de la săteni de orice natură ar fi ele și în starea în care se găsesc bune sau rele, iar nu o valoare oarecare în aceste creanțe, în atare caz el nu poate fi responsabil de validitatea creanțelor în cesiune. (Cas. I, 217/Septembrie 12/88, B. p. 726).

3. Din textele combinate ale art. 1392 și 1397 rezultă că cedentul garantează de drept existența în momentul

cesiunii a creanței sau a dreptului ce face obiectul cesiunii, dar nu garantează încasarea creanței sau realizarea dreptului cedat. Or, legea din 1 Martie 1881 modificatoare a art. 409 și 410 pr. civilă, fiind o lege modificatoare care desființează dreptul existent după legea anterioară, nu atrage răspunderea cedentului unei pensuni pentru că dreptul cedat s'a anulat. În adevăr în privința riscurilor, cesiunea se aseamănă în totul vânzării propriu zisă așa, dacă din cauze posterioare cesiunii, drepturile cedate se desființează sau sunt modificate, cesionarul n'are nici un fel de recurs contra cedentului. Prin urmare, cesionarul, care în urma legii din 1881 a pierdut dreptul de a încasa pensunea cedată, nu poate să recurgă în

garanție contra cedentului căci pierderea acestui drept provine din faptul legiuitorului dintr'o forță majoră, care scutește de răspundere pe cedent. (Apel Buc. III, 219, Nov. 4/88, Dreptul 4/89).

4. Dacă un act de cesiune este declarat nul urmează că și cesiunile posterioare, făcute la rândul său de cesionar, să se considere nule, ca fiind făcute de o persoană care n'avea dreptul. (Cas. I 120, Martie 28/89, B. p. 310).

5. În materie de titluri la purtător raportul juridic se stabilește față de emitent, prin simplul fapt al posesiunii titlului emis. (Cas. III, 31 Oct. 1907, B. p. 1660).

6. După art. 1329 codul civil, vânzătorul unei creanțe răspunde de existența valabilă a creanței în momentul vânzării, iar după art. 1336 codul civil, vânzătorul răspunde către cumpărător de viciile lucrului vândut. (Cas. I, 6 Iunie 1907 B. p. 1052).

7. Deși după art. 1392 din codul civil cel ce vinde o creanță este dator să răspundă de existența valabilă a creanței în folosul său, în momentul vânzării însă această răspundere a vânzătorului nefiind de ordine publică, părțile contractante pot să deroge dela ea fie în mod expres, fie tacit, dacă înțelege a face vânzare aleatorie pe riscul și pericolul cumpărătorului.

Prin urmare, într'un faliment fiind constatată de instanța de fond că intenția contractantă a fost ca sindicul să

nu răspundă de existența creanțelor ce vinde, cu drept cuvânt respinge acțiunea îndreptată contra sindicului. (Cas. III, 7 Mai 1912, B. p. 1051).

8. Potrivit art. 1392 codul civil acel ce vinde o creanță este dator să răspundă de existența valabilă a creanței, în folosul său în momentul vânzării, Părțile contractante pot însă să deroge dela această regulă fie în mod expres fie tacit, dacă voese a face o vânzare aleatorie, pe rizicul și pericolul cumpărătorului.

Astfel în cazul vânzării portofoliului unui falit de către judecătorul sindic, dacă instanța de fond constată în fapt că vânzarea aceluia portofoliu s'a făcut cu derogare dela art. 1392 codul civil și cu condițiunea expresă că nu se garantează existența cambiilor și nici solvabilitatea debitorilor, cu drept cuvânt respinge acțiunea îndreptată contra sindicului de către cumpărătorul portofoliului, care n'a putut realiza unele din creanțe din cauză că ele erau achitate. (Cas. III, 76, din 8 Februarie 1913, B. p. 478, Curier Jud. 32/1913).

9. Art. 1340 codul civil după care cumpărătorul trebuie garantat de vânzător în ce privește predarea materială a lucrului vândut, se aplică numai la vânzările de lucruri corporale, iar nu și la vânzările de drepturi corporale unde se aplică totdeauna numai art. 1392 codul civil. (Cas. III, 76 din 8 Februarie 1913, B. p. 478, Curier Jud. 32/1913).

Art. 1393. — Cesionarul nu poate opune dreptul său la o a treia persoană decât după ce a notificat debitorului cesiunea. Acelaș efect va avea acceptațiunea cesiunii făcută de debitor într'un act autentic. (Civ. 1149, 1171, 1394, 1687; C. com. 171, 277, 281, 447, 479; Civ. Fr. 1690).

Text. fr. Art. 1690. — Le cessionnaire n'est saisi à l'égard des tiers que par la signification du transport faite au débiteur.

Néanmoins le cessionnaire peut être également saisi par l'acceptation du transport faite par le débiteur dans un acte authentique.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, § 359 bis, p. 424, 425, 427, 428 n° 8, 10, p. 429-433, 435-437;
 BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 768-770, 772-776, 778, 780, 782-785, 788, 790-792 urm., 797, 798, 800, 801, 803, 856, 857, 860, 861;
 BUENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 66;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 943; II, p. 92, 102, 111, 147 urm., 216, 502, 505, 525, 538, 623, 672, 761, 883; ed. 1-a, III, p. 500, 502, 504, 595;
 DALLOZ, *Rép. Vente*, 1139, 1532, 1723 urm., 1746, 1775, 1786, 1788; *Suppl. Vente*, 716 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 136 bis; 137 bis, IX, XI-XVIII;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 235, 333; II, p. 751;
 DEMOLOMBE, I, 321;
 GUILLOUARD, *Vente*, II, 761, 772, 774-778, 780, 792, 803-805, 854, 858;
 HUC, X, 215; *Cession*, II, 326, 327, 333, 334, 337-339, 343, 344, 346, 381-385, 387, 401;

LAURENT, XXIV, 478, 479, 486, 489, 494, 503, 504, 516, 517, 525, 526, 527 bis;
 LYON-CAEN ET RENAULT, *Tr. de dr. comm.*, II, 605;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1611 urm.;
 SALEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 59, 82, 83, 89, 304;
 TROPLONG, *Vente*, II, 900 urm., 902, 908, 911, 926, 927, 953.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 805 urm.; (III, part. I, ed. 2-a, p. 481, 711, 805-807; IV, part. I, ed. 2-a, p. 221, 328 n. 1, 341, 342, 472; V, p. 169 n. 1, 176-185; VI, p. 762; IX, p. 5, 29, nota, 69, 71, 154 n. 1, 209 n. 2; X, p. 242, 254, 346, 609, 757; XI, p. 150, 357 n. 1, 393, 395); *Observație* sub. C. Apel Iași 15 Mai 1901. Dreptul 69/1901; *Notă* sub. Trib. Lannion (Cotes du Nord) 11 Mai 1922. Curier Jud. 32/923; *Observație* sub. Trib. civil Roanne (Loire) 9 April 1922. Pand Rom. 1924, III, 31;
 CANTACUZINO MATEI, p. 494, 495, 552;
 CERBAN AL., *Notă* sub. Judec. ocol. Târgoviște 26 Aug. 1924. Dreptul 19/1925;
 DUMITRESCU A. M., II, 17;
 GĂLĂȘESCU DUMITRU, „*Extinderea clauzei a ordin în creanțele civile*“. Curier Jud. 77, 79, 80/1913;
 GEORGEAN N., *Notă* sub. Cas. I, 148 din 31 Mart. 1921. Pand. Rom. 1923-I-233;
 NACU, III, p. 291 urm.;
 PLESNILĂ G. C., *Observație* sub. C. Apel Galați s. II, 4 din 16 Ian. 910. Curier Jud. 69/910.

INDEX ALFABETIC

Acceptare 3, 5, 7, 10, 11, 13, 14, 17, 20, 25, 27, 33, 39, 40 bis, 41, 42, 43.
 Act autentic 5, 40, 11, 14, 39, 40 bis, 43.
 Acțiune 6, 8, 21, 28, 30.
 Advocat 26.
 Amanet 32, 43.
 Anulare 21, 37.
 Apel 21.
 Apreciere suverană 22.
 Arendare, a se vedea „Locație“.
 Calitate 15, 21.
 Casa de depuneri 17, 22.
 Casier 1.
 Cedent, a se vedea „Cesiune“.
 Cesionar, a se vedea „Cesiune“.
 Cesiune 1-43.
 Chiriaș, a se vedea „Locație“.
 Comerciant 1.
 Compensatie 7.
 Comptabilitatea Statului 1.
 Consimțământ 17, 27, 43.
 Creanțe 1, 2, 4, 5, 6, 7, 14, 16, 17, 18, 20, 25, 26, 27, 28, 40, 40 bis, 42, 43.
 Creditor 3, 7, 14, 17, 18, 22, 26, 27, 28, 29, 30, 32, 36, 39, 43.
 Cunoștința cesiunii 12, 42.
 Dată certă 19.
 Datorie, a se vedea „Creanțe“.
 Debitor 3-8, 10-18, 20, 22, 25-40 bis, 43.
 Depozit 17, 36.
 Drept litigios 23.
 Drept succesoral, a se vedea „Sucesiune“.
 Efecte 17.
 Excepțiune 15, 20.
 Executor testamentar 26.
 Fraudă 4, 30, 42.
 Gaj 32, 43.
 Imobil 17.
 Interes 5, 6, 24, 31, 33, 35, 37, 43.
 Interpretare 22.
 Legatar universal 26.
 Legea comptabilității generale a Statului 1.

Libret 36.
 Litigios drept 23.
 Locație 2, 29.
 Lucruri mobile 17, 25.
 Mandat 26.
 Mandat de plată 1.
 Mărturisire 41.
 Mobile lucruri 17, 25.
 Moștenitori 9, 26.
 Notificare 1, 3, 5-22, 24, 25 bis, 28, 31-43.
 Nulitate 21, 37.
 Nulitate de procedură 15.
 Ordine publică 25.
 Ordonanța de plată 1.
 Plată 1, 4-7, 11, 18, 22, 31, 33, 37, 40.
 Poprire 16, 22, 26, 27, 36, 43.
 Portărei 19.
 Predare 17, 25.
 Prejudiciu, a se vedea „Interes“.
 Procedură, nulitate 15.
 Proces 6, 8, 21, 28, 30.
 Procură 26.
 Recurs, a se vedea „Apreciere suverană“.
 Remiterea titlului 5.
 Renunțare 15.
 Sechestru 1.
 Sechestrare de venituri 29, 37.
 Stângere, a se vedea „Plată“.
 Stat comptabilitate 1.
 Strămutare, a se vedea „Cesiune“.
 Succesor 9, 26.
 Succesiune 9, 14, 23.
 Suverană apreciere 22.
 Terțe persoane, a se vedea „Acceptare“, „Notificare“.
 Testament 26.
 Tradiție, a se vedea „Predare“.
 Transcripție 17, 21, 29.
 Urmărire 1, 29, 37.
 Uzufract 26.
 Validarea popririi, a se vedea „Poprire“.
 Vânzare-cumpărare 17, 21.
 Venituri, a se vedea „Sechestrare de venituri“.

Jurisprudență.

1. Mandatele de plată liberate de diferite autorități, nefiind de cât creanță nominală sunt supuse, ca și celelate creanțe în caz de cedare către o a treia persoană, la îndeplinirea formalităților ordonate de art. 1393 și urm. Uzul a unor comercianți de a le primi fără transmitere ca efecte la portor nu poate avea nici o valoare juridică pe cât timp există lege care se aplică continuu. Și nu numai nu există vre-o lege care să dispună că mandatele sunt dispensate de formalitățile cerute de lege pentru transmiterea creanțelor și prin urmare neșesabile, ci din contră art. 82 și 84 din legea comptabilității generale dispune că creanțele dintr'insele pot fi sechestrate și după liberarea lor. Astfel fiind mandatul nu echivalează cu plata și creanța cuprinsă într'insul se poate sechestra pentru datoria aceluia căruia s'a liberat dacă până în momentul acela nu s'a făcut vre-o notificare casierului. (Apel Buc. III, Mai 24/75, Dreptul 49/75).

2. Art. 1393 nu e aplicabil când e vorba de strămutarea unei creanțe, ci de neîndeplinirea unei obligațiuni luată de proprietarul lucrului închiriat către chiriaș prin contractul de închiriere; și nu importă dacă chiriașul este chiar persoana cu care el a contractat sau un sub chiriaș substituit în drepturile și datoriile aceluia. (Cas. I 208/Iun. 23/76. B. p. 261).

3. Legiuitorul cere ca notațiunea să fie făcută debitorului spre a putea cunoaște pe noii săi creditori și a putea opune ceea ce a răspuns vechiului său creditor. Acceptațiunea din

partea debitorului poate să nu existe, destul numai ca notificățiunea să-i fie făcută în regulă. (Cas. I, 183/Mai 2/78. B. p. 188).

4. Dispozițiunile art. 1393 sunt făcute nu cu scopul nejustificabil de a apăra pe debitor de plata datoriei sale, ci cu scopul de a-l înștiința că creanța a trecut în altă mână, ca nu în necunoștința acestei împrejurări el să plătească primul creditor și astfel cesionarul să fie expus la o fraudă. Prin urmare, el nu poate invoca lipsa acestor formalități la o cesiune ce i s'ar opune de cât când ar justifica că a plătit deja primul creditor și că astfel creanța sa este stinsă. (Cas. I, 339/Sept. 19/69 B. p. 414).

5. Dacă cesionarul unei creanțe, de și cesiunea ei este valabilă (art. 1391) între dânsul și cedent prin simpla remitere a titlului, nu poate opune dreptul său la o a treia persoană (între care se consideră și debitorul cedat) de cât după ce a notificat debitorului cesiunea sau după ce acesta va fi acceptat-o într'un act autentic (art. 1393). Este evident că debitorul cedat ca și ori care altă persoană când exhibă, când invoacă această lipsă de notificățiune, trebuie să arate care este interesul său; ceea ce rezultă și din art. 1395, după care plățile făcute de debitor către cedent după cesiune înainte însă de notificățiunea cesiunii, sunt valabile. Dacă dar debitorul creanței cedate n'a propus la instanțele de fond că are vre-un interes legitim, cum stingerea datoriei cedate, nu se poate prevala de lipsa de notificățiune. (Cas. I, 205/Iun. 9/81, B. p. 476).

6. Deși cesionarul n'a notificat cesiunea debitorului înainte de a-l chema în judecată, debitorul nu poate invoca lipsa acestei formalități spre a respinge cererea cesionarului pentru că debitorul cedat poate să opună cesionarului orice mod de stingere a creanței cedate până în momentul condamnățiunii sale, și astfel lipsa de notificare devine fără interes pentru el. (Apel Buc. II, 214, Oct. 17/80, Dreptul 24/81).

7. Prin cesiunea creanței, cesionarul nu poate deveni adevăratul creditor de cât numai prin notificarea și acceptarea cesiunii ce trebuie să se facă conform regulilor codului civil (art. 1393); nefiind observată formalitatea prescrisă de art. 1393, e de principiu că cedentele continuă a fi proprietarul creanței față cu cei de al treilea; și din acel principiu rezultă ca consecință că debitorul ces. poate plăti încă cedentului, conform art. 1395. Acest principiu se aplică și în materie de compensație conform art. 1149, căci compensația fiind un mijloc de plată ce se face în virtutea legii, debitorul poate să opună cesionarului com-

penzația ca un mijloc de liberare. (Cas. I, 46/Februarie 9/83, B. p. 158).

8. Chemarea în judecată a debitorului de către cesionar nu poate tine locul notificărei cerută de art. 1393, pentru că notificarea unei cesiuni este impusă de legiuitor pentru ca debitorul să nu plătească creanța de cât în mâinile proprietarului ei, acțiunea poate să fie intentată și de o persoană care n'are nici un drept, și prin urmare în asemenea caz această acțiune n'ar schimbă întru nimic situațiunea părților respective; deci pentru ca pozițiunea părților să se poată schimba adică pentru ca creanța să fie strămutată de la cedent la cesionar față cu debitorul, nu este suficient intentarea acțiunii ci se cere notificarea cesiunii. (Apel Focșani II, 50, Apr. 15/85, Dreptul 44/85).

9. Cesiunea unui drept succesoral litigios nu poate fi opusă mostenitorilor, ca una ce nu le-a fost notificată înaintea deschiderii procesului de către cedent aceasta conform art. 1393, care nu face nici o distincțiune între deosebitele specii de transporturi, și mai cu seamă n'ar fi rațional a trata mai favorabil chesiunea drepturilor litigioase de cât alte cesiuni, aceea ce de sigur s'ar depărta nu numai de textul legii dar și de spiritul ei. (Apel Focșani, I, 220, Febr. 19/85, Dreptul 56/85).

10. Cesiunea este perfectă între părți *solo consensu* și ea produce între părți atunci toate efectele sale. În privința terțiilor persoane, cari sunt toate persoanele cari n'au luat parte la această convențiune, cesiunea nu este perfectă și prin urmare nu le este opozabilă de cât dacă dânsa a fost acceptată prin act autentic de către debitorul ces. sau i-a fost notificată. Legea cere aceste formalități, pentru ca această convențiune intervenită între cedent și cesionar să devină publică. (Cas. I, 50/Febr. 11/85, B. p. 86).

11. Cesionarul pentru ca să poată opune drepturile sale celor de al treilea, între cari intră și debitorul trebuie mai întâiu să notifice în regulă această cesiune debitorului sau debitorul să o accepte printr'un act autentic. Prin urmare este valabilă plata făcută de debitor în mâinile cedentului mai înainte de notificarea cesiunii. (Apel Focșani, II, 50/April. 15/85 Dreptul 44/85).

12. Pentru înmânarea notificățiunii legea neprecizând formalități speciale, urmează în privința efectuării sale să se aplice formele de procedură cerut de dreptul comun pentru comunicarea celorlalte acte judecătorești, adică formele cerute de art. 74 pr. civilă. Dacă notificățiunea nu s'a făcut regulat, ce-

siunea față cu cel de al treilea cată a se considera ca ne notificată. Cunoștința pe care debitorul cedat ar fi dobândit-o indirect de cesiunea nu echivalează prin ea singură cu notificarea ce trebuie să i se facă cu toate formele de procedură. Deci urmează a se scoate de sub uruărire imobilul debitorului cedat dacă cesionarul urmăritor nu i-a notificat cesiunea creanței conform art. 74 pr. civilă. (Apel Buc. II, 153, Sept. 15/87, Dreptul 9/88).

13. După art. 1393 debitorul acceptând pur și simplu cesiunea notificată prin actul judecătoresc, a devenit debitor către cesionar și din acel moment dănsul nu mai poate plăti nimănui până ce obligațiunea ce își luase prin acceptare de a plăti cesionarului să i fi fost ridicată în formele prevăzute de lege. (Cas. I, 350, Nov. 20/89, B. p. 928).

14. Legiuitorul ca mijloc de publicitate a cesiunilor de creanță, a impus prin art. 1393 obligațiunea cesionarului de a comunica cesiunea debitorului cedat sau a obține o acceptațiune autentică din parte-i sub pedeapsă de a nu putea opune dreptul său celor de al treilea cari ar avea un interes ca cedentul să fie încă proprietarul creanței. Formalitatea comunicării, fără de care proprietatea creanței nu aparține încă cesionarului în privința terților nu este cerută de legiuitor de cât numai pentru transmiterea creanțelor; de câte ori dar nu există nici creditor nici debitor, nu poate fi vorba de o creanță. Astfel cesiunea de ereditare sau de drepturi succesoriale nu constituie o cesiune de creanță, de oarece dreptul cedat este un drept de proprietate, nu există nici creditor și nici debitor căruia să se poată face comunicarea. Și pentru a cunoaște de ce natură este dreptul ce se cedează, trebuie să ne raportăm în momentul cesiunii iar nu să examinăm transformările ulterioare ce le-a luat din cauza partagiului sau a licitației. (Trib. Ilfov, notar. Mai 19/89, Dreptul 49/89).

15. Lipsa de notificare a cesiunii debitorului constituind o nulitate de procedură și nefiind de esență cesiunii, conform art. 111 pr. civilă trebuie propusă înainte de ori ce apărarea asupra fondului, adică trebuie încă de la început să se constate calitatea și drepturile cesionarului de a reprezenta pe cedent. Această nulitate invocată tardiv după desbaterea fondului, presupune renunțarea de a o mai invoca și nu se mai poate reveni asupra-i. (Apel Buc. I, 112, Mai 16/89 Dreptul 49/89).

16. Cesionarul care se prezintă ca proprietar al creanței, iar nu ca ur-

măritor, nu mai are nevoie a face poprire și să citeze pe debitor pentru validarea ei, așa după cum prescrie art. 455 urm. pr. civilă, ci după art. 1393 codul civil e de ajuns a notifica debitorului cesiunea. (Cas. I, 196/Mai 30/89, B. p. 539).

17. După sistemul codului regula e că atât pentru drepturi cât și pentru lucruri corporale ele se transmit atât între părți cât și față cu cei de al treilea prin efectul convenției, adică prin consimțământul părților independent de orice tradiție de orice punere în posesiunea precum aceasta se sancționează prin art. 644 și 971. În cât privește vânzarea lucrurilor mișcătoare și nemiscătoare, art. 972 prevede numai o ipoteză specială. În cât privește însă drepturile de vânzare de imobile, perfectă între părți ele nu se pot opune celor de al treilea fără îndeplinirea formalității transcripției, conform art. 1295. Asemenea în cât privește strămutarea creanțelor și a altor drepturi necorporale, această strămutare nu se poate opune unui al treilea de cât dacă s'a împlinit condiția notificării sau a acceptării așa precum prevede art. 1393. Dacă dar drepturile se transmit față cu cei d'al treilea ca și între părți, prin simplul efect al concursului voinței părților contractante legiuitorul stabilește în deosebi o excepție și prin art. 1393, și pentru aplicarea acestei dispoziții este a se ști la care drepturi ea se aplică. Excepția se aplică la strămutarea de creanțe și altor lucruri necorporale precum se enunță în titlul 5 capitolul 8, cartea III codul civil; se aplică la acele drepturi ce un creditor are contra debitorului și după care acesta e obligat a da sau a face ceva, vrea să zică la drepturi de creanțe și formalitatea prevăzută de art. 1393 are a fi îndeplinită de câte ori e un debitor care trebuie să știe dacă prin cesiune s'a schimbat persoana creditorului și dacă poate sau trebuie el să plătească cesionarului. Așa fiind, când se depun efecte la casa de depuneri între casa de depuneri și deponent sunt raporturi obligatorii stabilite prin contractul de depozit, în virtutea căruia casa de depuneri e obligată a deține efectele depuse de deponent și a i le restitui la cerere. Prin vânzarea dar numai a chitanței casei de depuneri nu se poate vinde însăși efectele depuse, ci se strămută dreptul numai ce avea deponentul față cu casa de depuneri, adică creanța și dreptul lui ca deponent față cu casa de depuneri ca depozitară. Strămutarea dreptului ce are deponentele față cu depozitarul este un drept de creanță, și de aceea strămutarea ca să poată fi opusă celui de al treilea, trebuie spre aceasta să se îndeplinească

formalitatea art. 1393. A sustine contrariul ar fi a confundă dreptul de creanță rezultând pentru deponent din contractul de depozit cu însuși dreptul de proprietate asupra lucrurilor depuse, ceea ce nu e obiectul contractului de depozit. În deosebi casei de depuneri ca depozitară și debitoare a efectelor depuse, cesionarul trebuie să-i facă notificarea prescrisă de art. 1393 pentru că acea casă e interesată a ști dacă s'a schimbat creditorul și spre a ști dacă poate și trebuie să le restituie cesionarului. (Cas. sect. unit. 9/Mart. 22/90 B. p. 318).

18. În principiu, debitorul spre a se elibera are a plăti în general suma datorită creditorului; și prin creditor avem a înțelege pe acel care este a se considera ca adevăratul posesor al creanței pe acela care are în adevăr dreptul la acea sumă. Plata făcută de debitor în mâinile creditorului produce efectele de a-l libera în general, chiar în cazul când creditorul ar fi cedat creanța, căci pentru ca să fi putut împedica plata în mod valid în mâinile creditorului ar fi trebuit ca să se fi notificat și debitorului cesiunea și în lipsă de aceasta, el e în drept de a presupune și a crede tot pe cedent de adevăratul creditor. (Cas. I, 123/Martie 7/93 B. p. 52).

19. Notificarea fiind calea regulată prin care se face ori ce fel de înștiințări ce părțile interesate voesc să și facă, dânsa nu poate avea loc de cât prin organul portăreilor singurii însărcinați de lege cu asemenea acte și cari numai pot da notificărei forța legală, probantă și dată certă. (Cas. I, 247/Sept. 3/93 B. p.).

20. Dacă cesiunea creanței nu a fost acceptată de debitor, care s'a mulțumit numai a semnă de remiterea notificărei cesiunei, pe cât timp o asemenea acceptare nu există, cesiunea nu se poate opune debitorului cedat ca un titlu obligatoriu căci debitorul cedat, ne participând la acea cesiune și ne acceptând-o a rămas în drept de a opune cesionarului toate excepțiunile de care se putea prevala față cu cedentele. (Cas. I 391/Dec. 10/93, B. p.).

21. Proprietatea unui drept real și prin urmare calitatea exclusivă de a exercita acțiunile decurgând din acel drept se transmite față cu cei de al treilea fără nici o notificare și numai prin transcripțiunea actului de cesiune. Chiar dacă s'ar considera că procesul dintre părți având de obiect anularea unui act de vânzare și fiind vorba prin urmare de un drept personal, transmiterea acestui drept nu s'ar putea opune celor de al treilea de cât în urma notificării cesiunei aceluși drept, totuși introducerea apelului în termen util contra sentinței primei

instanțe unde nu a fost parte cesionarul, constituind un act de conservare a dreptului cedat, poate în mod valabil să se facă de către cesionar, chiar înainte de notificăriune. (Apel Iași, I, 26, Februarie 8/94 Curier Jud. 21/94).

22. Deși în principiu instanțele de fond sunt suverane a interpretă înțelesul unei convențiuni sau al unui act juridic, acest drept suveran însă încețază și deciziunea lor este supusă controlului Curței de casațiune, când elementele, după care se determină un act sau o convențiune, sunt stabilite de lege, și cu toate acestea judecătorul fondului, fără a ține seamă de ele, determină altfel natura juridică a actului. Astfel, actul prin care un debitor acordă creditorului său dreptul de a ridică de la Casa de depuneri o sumă de bani depusă acolo pentru dânsul (debitor), în scop de a fi achitat, neconstituind decât o plată, iar nu o cesiune, zisa sumă cată a fi privită că a trecut deja în patrimoniul creditorului din momentul convențiunei, așa că nu se poate admite poprirea făcută ulterior de un alt creditor, opunându-se nulitatea convențiunei, pe motiv că nu s'au făcut notificăriile prevăzute de art. 1393 din Codul civil pentru cesiune. (Cas. I, 256/95, B. p. 734).

23. Nu există drept litigios și nu este loc la aplicarea art. 1309 Cod. civ., atunci când cesiunea deși a avut de obiect o parte indiviză dintr'o succesiune, nu s'a ivit însă nici o contestație asupra fondului dreptului cesionat. (Apel Iași, II, Dr. 65/96).

24. Lipsa de notificare nu poate fi invocată de cel de al treilea, când nu i s'a cauzat prin ea vre-un prejudiciu, căci această notificare nu este prevăzută ca o formalitate substanțială pentru validitatea cesiunei, ci numai ca o protecțiune pentru interesele celor de al treilea. (Cas. I, 143/99, B. p. 797).

25. Dispoziția prescrisă de art. 1393 Codul civil, în scopul de a garanta pe debitorul cesionat, precum și pe terții interesați (alți cesionari ai creanței, sau creditori amanetari ai cedentului), nefiind de ordine publică, părțile pot să deroage dela dânsa, debitorul consimțind a acceptă de mai înainte, ca singur proprietar al creanței, pe acela care i-o va înfățișa de bună credință, fără a pretinde altă formalitate decât prezentarea prin tradiție, ca și proprietatea oricărui lucru mobil în genere (art. 1842 din codul Calimach). (Apel Iași, II, Dr. 69/901).

25 bis. Notificarea cesiunei poate fi făcută indiferent de către cesionar sau de către cedent, în care caz ea este mai caracteristică, fiindcă echivalează cu un ordin dat debitorului cedat de a plăti. (Apel Buc. III, Dr. 81/903).

26. Un avocat executor testamentar al defunctului și procurator al legatarului universal și al legatarului de uzufruct, dacă n'are procură formală dela acești doi din urmă de a primi notificări, somațiuni sau comunicări de popriri, ce în principiu cată a se face în persoana sau la domiciliul debitorului, n'are calitate de a primi notificarea cesiunii unei creanțe contra defunctului, decât ca executor testamentar, și ca atare nu se poate sustine că i s'a notificat în mod valabil cesiunea creanței pentru și în numele moștenitorilor defunctului. Prin urmare, cesiunea creanței nefiind legalmente notificată moștenitorilor defunctului, creanța continuă de a fi în patrimoniul cedentului și deci poate fi poprită de creditorii acestuia. (Apel Buc. I, *Dr.* 37/904).

27. După art. 1393 Cod. civ., strămutarea proprietății unei creanțe între cedente și cesionar se face prin simplul consimțământ al lor, însă față de cei de al treilea, cesionarul nu poate opune dreptul său de proprietate decât dela notificarea sau acceptarea cesiunii de către debitor. Din acest moment, numai cedentele se consideră că nu mai este proprietar față de cei de al treilea, cum sunt creditorii săi și deci aceștia nu mai pot să urmărească o creanță eșită din patrimoniul cedentului. (Cas. I, 560/904, B. p. 1793).

28. Cesiunea creanței este valabil notificată, când creditorul chiamă în judecată pe debitor, și-i face cunoscut, prin chiar petiția de intentarea acțiunii, că dânsul a cedat o parte din drepturile sale unei terțe persoane anume determinate. (Cas. II, B. p. 718).

29. Ordinul Trib., pentru sequestrarea venitului unui imobil fiind transcris anterior transcrierii cesiunii a renzilor aceluiași imobil de către debitor, o asemenea cesiune nu poate fi opusă creditorului sequestrant, care a imobilizat veniturile imobilului prin transcrierea ordinului de sequestru. (Trib. Vaslui, C. Jud. 86/905).

30. La contractarea actului de cesiune creditorii chirografari sunt reprezentați de către datornicul lor, așa că dânsii nu pot doborî efectul acestui act, decât dovedind că s'a făcut în fraudă drepturilor lor. Pentru a obtine un atare rezultat, fie pe calea acțiunii principale, fie pe calea acțiunii incidentale, creditorii trebuie să pună în cauză părțile contractante, pe cedent și pe cesionar. (Apel Iași, II, *Dr.* 11/906).

31. Debitorul poate să opună lipsa notificării cesiunii, însă numai atunci când are interes, adică dacă justifică că dela cesiune a plătit sau a intervenit un alt mod de stingerea obligațiunii între dânsul, cedatul și între cedent. (Cas. II, 13 Febr. 1908, B. p. 299).

32. Lipsa notificării unei cesiuni în persoana debitorilor de către cesionar poate fi propusă de creditorul gagist al acelorași debitori, întrucât acesta din urmă e un terțiu. În acest caz, însă, Curtea trebuie să cerceteze și să motiveze dacă creditorul gagist e un terțiu, ca să poată opune cesionarului lipsa de notificare cerută de art. 1393 din codul civil. (Cas. II, 26 Martie 1910, B. p. 479).

33. După art. 1393 din codul civil, notificarea cesiunii are de efect de a face ca cesionarul să poată opune dreptul său debitorului cedat.

Că, de aci urmează că debitorul cedat nu poate opune cesionarului lipsa de notificare sau acceptare, dacă nu justifică că a plătit cedentului datoria pentru a nu fi obligat să plătească și cesionarului încă odată aceeași datorie. (Cas. I, 15 Iunie 1911, B. p. 831).

34. Potrivit art. 1393 c. civil, cesionarul nu poate opune drepturile sale la o a treia persoană în care se cuprinde și debitorul de cât după ce a notificat debitorului cesiunea. (Trib. Ilfov, I, *Dr.* 13/911, p. 104).

35. Debitorul cedat ca și orice altă persoană, atunci când invoacă lipsa de notificare a unei cesiuni, trebuie să arate care este interesul său sau ce anume prejudiciu i s-a cauzat din cauza lipsei de notificare, dat fiind că notificarea unei cesiuni nu e prevăzută ca o formalitate substanțială pentru validitatea cesiunii ci numai ca o protecțiune pentru interesele celui de al treilea. (Jud. Piatra-Neamț, II, 122/911, *Curier Jud.* 31/1912; În același sens: C. Apel Buc. s. III, 18 din 30 Aprilie 1920 *Curier Jud.* 57-58/1920, *Pand. Rom.* 1922 III, 21).

36. Deși între părțile contractante, convențiunea de a se plăti suma depusă într'un libret, oricui s'ar prezentă cu el, este valabilă, față însă de creditorii cedentului, transmisiunea nu poate fi opozabilă și, prin urmare, sumele din libret nu pot fi scotite că au ieșit din patrimoniul depunătorului cât timp nu se dovedește că au fost cesionate, prin o notificare făcută conform art. 1393 c. civ.

Prin urmare, instanța de fond eu drept cuvânt a validat o poprire înființată în mâinile Băncii Marmorosch, Blank & C-ie, pe sumele ce ea ar datoră pe baza unui libret, debitorului creditorului popritor. (Cas. II, 2 Apr. 1913, B. p. 915).

37. După art. 1393 c. c., cesionarul nu poate opune dreptul său la o a treia persoană, decât după ce a notificat debitorului cesiunea, iar plata făcută cedentului înainte de notificarea cesiunii este valabilă, potrivit art. 1395 c. civil.

De aci rezultă, că lipsa de notificare a cesiunii nu poate fi opusă cesionarului.

lui chiar de către debitorul cedat, decât numai dacă acesta ar avea un interes legitim la aceasta, precum ar fi stingerea datoriei cedate, prin plată.

Prin urmare, Tribunalul bine a respins motivul de anulare a unui sechestrului de venituri generale ale unui imobil, întemeiat pe lipsa de notificare a cesiunii titlului executor în baza căruia s'a făcut cea urmărire, întrucât a constatat că debitorul n'a făcut nici o dovadă că ar fi plătit ceea ce datoră mai înainte de a fi urmărit de către cesionar, așa că n'a violat art. 1393 codul civil. (Cas. II, No. 6, 1914; Jurispr. Romⁿ. 1914, p. 150. Curier. Jud. 20/914);

38. Cesionarul nu poate opune dreptul său celor de al treilea decât după ce a notificat debitorului cesiunea, și această notificare, în lipsa unor formalități speciale, se efectuează după normele dreptului comun prevăzute de art. 74 pr. civ. pentru comunicarea celorlalte acte judecătorești. (Apel Iași II, 1914; „Dreptul“ 1915, p. 189).

39. După dispozițiunile art. 1393 c. c., cesionarul nu poate opune dreptul său la o a treia persoană, decât după ce a notificat debitorului cesiunea, sau dacă, în lipsă de notificare, cesiunea a fost acceptată de debitor printr'un act autentic. Motivul acestor formalități speciale fiind organizarea unei oarecare publicități, fără de care terții n'ar putea avea nici o cunoștință despre cesiune și ar putea fi ușor înșelați, cum și de a da siguranță și stabilitate convențiilor translativ de drepturi mobiliare, de aci rezultă că modurile indicate de art. 1393 nu pot fi supleate prin alte formalități. Prin cuvântul terți în această materie, se înțeleg toate acele persoane cărora cesiunea le aduce un prejudiciu, prin urmare și creditorii cedentului, chiar posteriori cesiunii. (Cas. II, dec. civ. No. 251 din 12 Oct. 1915, Jurispr. Rom. 1915, p. 632. Curier Jud. 18/916).

40. Dacă legiuitorul cere să se notifice debitorului unei creanțe cedate actul de cesiune, este pentru ca debitorul să nu facă, în urma notificării el vre-o plată în mâna cedentului și astfel să periclitze interesele cesionarului, opunându-i acestuia liberatiunea sa.

Instanța de fond face, prin urmare, o greșită aplicațiune a art. 1393 c. civ., când desființează urmărirea făcută de cesionar în persoana debitorului care, după afirmațiunea sa, n'a făcut nici o plată cedentului și deci n'are de ce se plânge de lipsa notificării. (Cas. II, No. 56, 1919; „Jurispr. Romⁿ“ 1919, p. 842).

40 bis. După art. 1393 cod. civil român, cesionarul nu poate fi investit, față de terți, cu proprietatea creanței cesionate, de cât după ce a notificat debitorului această cesiune sau dacă, în

lipsă de notificare, cesiunea a fost acceptată de debitor printr'un act autentic.

Că atâta timp cât cesiunea nu a fost notificată debitorului sau acceptată de dânsul, cedentul își conservă drepturile sale în privința terților, contra debitorului, putând să-l cheme în judecată și să primească de la el suma datorată, iar cesionarul nu are nici o acțiune contra debitorului cedat, întrucât raportul juridic dintre ei nu se naște decât în urma notificării cesiunii, formalitate prin care proprietatea creanței se transmite cesionarului și el devine creditor față de cedat și de terți. Că motivul formalităților prescise de menționatul articol este organizarea unei oarecare publicități a cesiunii în interesul terților, cum și de a da siguranță, și stabilitate convențiilor translativ de drepturi mobiliare: de aci rezultă că formalitatea notificării cesiunii sau a acceptării ei de către debitor, nu poate fi înlocuită prin acte echivalente, cum ar fi comunicarea copiei de pe acțiunea cesionarului făcută debitorului cedat. (C. Apel Chișinău s. II, 1 din 23 Febr. 1921, Jur. Gen. 1924, No. 2043).

41. Recurenta Direcțiune g-rală a C. F. R., primind a legă instanța cu cesionarul înaintea jud. de ocol, a acceptat implicit și cesiunea, recunoscând în acest mod calitatea de cesionar a intimatului; — mai ales că, în sensul doctrinei și jurisprudenței, acceptațiunea putând fi și verbală, sau tacită, debitorul nu se mai poate prevala de lipsa notificării odată ce e dovedită fie prin mărturisirea sa, fie prin alte mijloace. (Cas. III, dec. 535 din 8 Mai. 1923. Jur. Gen. 1923 No. 1032; Dr. 33/923).

42. Atunci când legea supune în mod expres unor condițiuni determinate de publicitate opozabilitatea unui act juridic terților, aceștia sunt socotiți că nu cunosc acest act, cât timp nu a primit publicitatea prescisa de lege. De aici rezultă că, cunoștința tertului despre cesiunea unei creanțe, nenotificată sau neacceptată, nu îi ridică dreptul de a se prevala de lipsa de notificare a cesiunii, afară de cazul când ar exista fraudă. (Cas. II, dec. civ. No. 93 din 10 Mart. 1924. Jur. Gen. 1924 No. 1307).

43. Din cuprinsul art. 1393 cod civil rezultă că, deși proprietatea unei creanțe trece cesionarului în raporturile cu cedentul, prin simplul efect al consimțământului, totuși cesionarul nu poate opune dreptul său terților decât după ce cesiunea a fost notificată debitorului, fie de cesionar, fie de cedent, sau acceptată de debitor printr'un act autentic.

Prin terții, în această materie, se înțeleg toți aceia care n'au fost parte la

cesiune și care au un interes legitim a o cunoaște și a o constată, astfel sunt: debitorul cedat, reprezentanții cedentului cu titlu particular, cari au dobândit drepturi asupra creanței cedate, creditorii cărora această creanță a fost constituită gaj și creditorii chirografari ai cedentului cari având drept siguranță toate bunurile debitorului lor, mobile și imobile pot cât timp cedentul sau cesionarul n'a făcut ca drepul

ce rezultă din cesiune să fie opozabil terților, să considere creanța ca făcând încă parte din patrimoniul debitorului lor și să o urmărească pe cale de poprire. (Cas. II, 93 din 10 Mart. 1924, Jur. Gen. 1924, No. 1308, Jur. Rom. 11/924, Pand. Rom. 1924, III, 84).

44. A se vedea: art. 953, nota 5; art. 1021, nota 95; art. 1392, nota 5; art. 1394 nota 2; art. 1429, nota 24; art. 1833 nota 1.

Art. 1394. — Cu toate acestea verice act sau hotărîre care constată o cesiune sau o chitanță de chirie sau arendă pe doi ani viitori, va trebui să fie transcris pe registrele oficiului ipotecar ¹⁾. (Civ. 1393; Pr. civ. 424, 516, 566, 722, 724; C. com. 193, 447).

Doctrină străină.

BAUDRY, *Precis*, II, 1222;
FLANDIN, *Transcription* I, 514;
HUC, VIII, 249; *Tr de la cession*, I, 312-314;
LAURENT, XIX, 313;
MOURLON, *Transcription*, I, 147, 151, 152;
VERDIER, *Transcription*, I, 244.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 805 urm.; (V, p. 169 n. 1, 176-185; VII, p. 186, 187; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 282; IX, p. 29 nota, 153; X, p. 735 urm., 742);
CANTACUZINO MATEI, p. 498;
CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra Contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 39;
GEORGEAN N., *Notă* sub. Cas. I, 148 din 31 Mart. 1920. Pand. Rom. 1923-I-233;
NACU, III, p. 303, 304, 773.

Jurisprudență.

1. Transcriptiunea, neavând de obiect de cât de a consolida creditul fonciar, garantând interesele celor ce dobândesc un drept real asupra imobilelor, lipsa de transcriptiune a cesiunilor de chirie pe 2 ani viitori, conform art. 1394 nu poate fi opusă de cât de persoanele cari au dobândit niște asemenea drepturi reale asupra imobilelor închiriate. De s'ar admite că lipsa de transcriptiune se poate opune și de creditorii chirografari, apoi nu numai s'ar deroga principiilor generale ale transcriptiunii în privința efectelor ce produce, astfel precum sunt regulate într'un mod nedubios prin art. 723 pr. civ., dar nu s'ar pricepe nici chiar scopul acestei restricțiuni impuse numai cesionarilor de chirie și arenzei, de oare ce toți creditorii chirografari ne urmând de cât buna credință a debitorului sunt demni de aceeași favoare sau merită aceeași soartă. (Apel Buc. I, 18/Mai 6/72. Dr. 43/74).

2. Cesiunile de creanțe nu se pot con-

stata numai prin acte autentice sau eu dată certă, ci și prin acte sub-semnătură privată, legea cerând numai a fi comunicate (art. 1394). (Trib. Ilfov. not., Febr. 4/88, Dr. 24/88).

3. Când este vorba de cesiune de creanțe de arenzei, ce trec peste doi ani viitori, legiuitorul n'a găsit suficient ca mijloc de publicitate notificarea făcută debitorului și a cerut transcrierea unei asemenea cesiuni. Lipsa de transcriere a acestei cesiuni poate fi invocată de toți aceia ce pot invoca și lipsa de notificare a cesiunei de creanțe și prin urmare și de creditorii chirografari. (Cas. I, 354/900. B. p. 1170).

4. După art. 1394 din codul civil, numai chitanțele de plata chiriei pe doi ani viitori sau pe mai mulți ani, trebuie să fie transcrise pentru a fi opozabile celor de al treilea.

Prin urmare, când e vorba de plata unei chirii de mai puțin de doi ani, o asemenea plată este opozabilă terților și fără a fi transcrisă. (Cas. I, 19 Ianuarie 1920. B. p. 18).

1) A se vedea notele de sub textul art. 1295 și 1369. Acest articol, ca și acele precedente, sunt luate din legea franceză asupra transcriptiunilor din 23 Martie 1855.

Art. 1395. — Dacă mai înainte de notificarea cesiunii făcută de cedent sau de cesionar debitorului, acesta plătitese cedentului, liberarea sa va fi valabilă. (Civ. 1097, 1149, 1393; Civ. Fr. 1691).

Text. fr. Art. 1691. — Si, avant que le cédant ou le cessionnaire eût signifié le transport au débiteur, celui-ci avait payé le cédant, il sera valablement libéré.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 359 bis, p. 433-435;
BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 851, 852;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 149;
DALLOZ, *Rép. Vente*, 1743 urm.;
GUILLOUARD, *Vente*, II, 806;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1623-2°;
TROPLONG, *Vente*, II, 887.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 805, 819, 820; (X, p. 534, 536).
CANTACUZINO MATEI, p. 494;
NACU, III, p. 291 urm.

Jurisprudență.

1. Chiar dacă creanța ar fi cedată unui terțiu, plata făcută de debitor creditorului mai înainte de notificarea cesiunii liberează pe debitor. (Trib. Covurlui, I, Mai 14/86. *Dr.* 59/86).

2. Spre a se determina caracterul juridic al lucrului cedat, trebuie să ne raportăm la momentul când el a fost cedat, iar nu la acela în care cesiunea a fost notificată cedatului; iar lipsa de notificare nu poate avea alt efect decât acela de a liberă pe debitorul cedat, dacă el dovedește ca mai înainte de notificare se liberase față de cedant, după cum aceasta o prevede formal art. 1395 din codul civil. (Cas. I, 4 Mai 1909, B. p. 537).

3. Plata făcută înainte de notificarea

cesiunii, liberează în mod valabil pe debitor și acesta poate opune cesionarului chitanța de plată emanată de la cedent, chiar dacă această chitanță nu ar avea data certă, pentru că după părerea generală, art. 1182 c. civ. nu se aplică la chitanțele cari constată o primire de bani. (Trib. Argeș, 12 Mai 1909, Dreptul 3/1910).

4. Din art. 1393 c. civil rezultă că lipsa de notificare a cesiunii nu poate fi opusă cesionarului de către debitorul cedat, decât numai dacă acesta ar avea un interes legitim la aceasta, precum ar fi stingerea datoriei cedate, prin plată. (Cas. II, No. 6, 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 150; Curier Jud. 1914, p. 172).

5. A se vedea: art. 1393, notele 7, 11, 18.

Art. 1396. — Vinderea sau cesiunea unei creanțe cuprinde accesoriile creanței, precum cautiunea, privilegiul și ipoteca. (Civ. 903, 1106 urm., 1325, 1744; Civ. Fr. 1692).

Text. fr. Art. 1692. — Le vente ou cession d'une créance comprend les accessoires de la créance, tels que caution, privilège et hypothèque.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 359 bis, p. 439, n° 49;
BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 810-812, 814;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 152;
DALLOZ, *Rép. Vente*, II, 1713, 1834 urm.; *Suppl. Vente*, 808 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 138 bis, I;
GUILLOUARD, *Vente*, II, 815, 819 urm.;
HUC, *Cession*, 448, 449 urm.;
LAURENT, XXIV, 533, 535;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1609;
SALEILLES, *Obligation* ed. 3-a, p. 91;
TROPLONG, *Vente*, II, 906, 916.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 834 urm.;
CANTACUZINO MATEI, p. 493.
NACC, III, p. 282 urm.

Jurisprudență.

1. După art. 1396, prin efectul vânzării sau cesiunii, cesionarul este pus în locul și în drepturile cedatului în tot ce privește creanța cedată, prin urmare și în accesoriile creanței. (Cas. II, 42/Mart. 14/72, B. p. 103).

2. După art. 610 pr. civ., proprietarii, locatarii sau arendașii principali, pot cere sechestrul; ei au acest drept pentru asigurarea privilegiului de care se bucură creanța lor, conform art. 1730 c. civ.; natura creanței este care legitimează dreptul recunoscut prin art. 610 pr. civ.; și dacă creanța ce o are un proprietar pentru câștiuri neplătite și datorite a vândut-o sau a cedat-o, cesionarul asemenea e în drept a exercita dreptul acordat prin art. 610, căci după art. 1396 c. civ., vânzarea sau cesiunea unei creanțe, cuprinde accesoriile creanței, precum cauțiunea privilegiul și ipoteca. Și cesionarul unei creanțe de câștiuri având, după art. 1396, privilegiul acordat de art. 1730 el trebuie să aibă și mijlocul de a sechestră, prevăzut nu numai prin art. 610 din pr. civ., ci totodată prin art. 1730 c. civ. (Cas. I, 82/Febr. 24/87, B. p. 132).

3. Creditorul ipotecar, care a primit și cambii pentru garantarea aceleiași datorii, este considerat că le-a primit numai ca să poată mai ușor cesiona suma constatată prin creanța sa. Dacă el transmite polițele unei persoane, implicit îi transmite și dreptul de ipotecă, conform art. 1396, ipoteca fiind un accesoriu al creanței. (Trib. Ilfov. Dr. 25, 1900).

4. Prin cesiunea dreptului de *embatic* cesionarul fiind substituit în toate drepturile și obligațiunile de embaticar ale autorului, a putut, fie el, fie succesorii săi cu titlu universal sau particular, în urma secularizării averii mă-

năstirești și pe baza legii din 1864 pentru răscumpărarea embaticurilor, să răscumpere în mod valabil imobilul, devenind astfel deplin proprietar al imobilului. (Trib. Ilfov II, Dr. 14/904).

5. Cesiunea unei creanțe, făcută cu titlu oneros, fiind o vânzare, după cum reese din termenii art. 1396 și 1397 cod. civ., și o vânzare neputând avea ființă fără un preț determinat sau determinabil după clauzele contractului, de aci rezultă că este nulă ori ce cesiune de creanță, în care părțile n'au stipulat nici un preț. (Trib. Putna. C. Jud. 58/904).

6. Când se constată în fapt că cedenta unui act de ipotecă, cedând creanța ipotecară, își rezervă dreptul de a încasa tot dânsa dobânzile pentru un interval de timp viitor și când în actul de ipotecă se prevede ca termenul împrumutului, în care se cuprindea și termenul pentru care se rezervase dobânzile pe seama cedentei, eră obligator, atunci faptul că debitorul, de acord cu cesionarul, au cerut rezilierea anticipată a actului de ipotecă, nu obligă pe cesionar de a restitui cedentei suma dobânzilor reținută din prețul cesiunii, pentru că prin radiare, debitorul nu s'a descărcat de obligația de a plăti dobânzile rezervate cedentei prin actul de cesiune, iar cesionarul nu devenise titular de cât numai pentru capital și celelalte dobânzi ce derivau din act.

Chiar dacă prin radierea actului de ipotecă s'ar fi desființat de drept și privilegiul consacrat prin acel act, încă cedenta nu poate pretinde restituirea dobânzilor de la cesionar, pe câtă vreme nu face dovadă că mai întâi a urmărit pe debitor în averea sa și n'a putut să-și realizeze creanța din cauza lipsei garanției ipotecare. (C. Apel Buc. s. II 47 din 12 Febr. 1925, Bul. C. Apel 6/925).

Art. 1397. — Vânzătorul, sau cedentul unei creanțe nu răspunde de solvabilitatea debitorului, decât dacă s'a îndatorat anume la aceasta și numai până la suma prețului de dânsul primit. (Civ. 1398; Civ. Fr. 1694).

Text. fr. Art. 1694. — Il ne répond de la solvabilité du débiteur que lorsqu'il s'y est engagé, et jusqu'à concurrence seulement du prix qu'il a retiré de la créance.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 359, p. 443, 444;
BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 829-831, 838, 839;
BUNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 713;
CAPITANT, *De la cause des Obligations* p. 405;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 111, 154; ed. 1-a, III, p. 566;
 DALLOZ, *Rép. Vente*, 1887 urm.; *Suppl. Vente*, 828 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 141 bis;
 GUILLOUARD, *Vente*, II, 837, 842, 843, 850;
 HUC, *Cession*, II, 520-523, 549;
 LAURENT, XXIV, 554-556, 569;
 MOURLON, ed. 7-a, III, 269;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1629-1635;
 TROPLONG, *Vente*, II, 938, 944, 949.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 820 urm.;
 CANTACUZINO MATEI, p. 268, 498;
 NACU, III, p. 282 urm.

Jurisprudență.

1. Din art. 1393 și 1397 rezultă că cedentul garantează de drept existența în momentul cesiunii, a creanței sau a dreptului ce face obiectul cesiunii, dar nu garantează încasarea creanței sau realizarea dreptului cedat. În privința riscurilor, cesiunea se aseamănă în totul vânzării propriu zise: așa, dacă, din cauze posterioare cesiunii, drepturile cedate se desființează sau sunt mo-

dificate, cesionarul n'are nici un recurs contra cedentului. (Apel Buc. III, 219, Nov. 4/88, *Dr.* 4/89).

2. Cesionarul în ce privește neexistența creanței cedată, nu are acțiune contra cedentului dacă nu l'a chemat în cauză în procesul intentat debitorului, dacă se constată că s'a apărât rău. (Apel Buc. III, 219, Nov. 4/88, *Dr.* 4/89).

3. A se vedea: art. 1021, nota 95; art. 1393 nota 3.

Art. 1398. — Când a primit asupra-și răspunderea pentru solvabilitatea debitorului, această îndatorire se înțelege contractată numai în ceea ce privește solvabilitatea actuală a debitorului, nu și cea viitoare, afară de cazul când se stipulează anume contrariul. (Civ. 1133, 1397; Civ. Fr. 1695).

Text. fr. Art. 1695. — Lorsqu'il a promis la garantie de la solvabilité du débiteur, cette promesse ne s'entend que de la solvabilité actuelle, et ne s'étend pas au temps à venir, si le cédant ne l'a expressément stipulé.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 359, 444, 445;
 BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 832, 835, 837, 843;
 CAPITANT, *De la cause des obligations*, p. 405;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 154;
 DALLOZ, *Rép. Vente*, 1887 urm.; *Suppl. Vente*, 828 urm.;
 GUILLOUARD, *Vente*, II, 844, 845;
 HUC, *Cession*, II, 533, 545;
 LAURENT, XXIV, 561, 563;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 269;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1633;
 TROPLONG, *Vente*, II, 939, 949.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 820 urm.
 CANTACUZINO MATEI, p. 498;
 NACU, III, p. 282 urm.

Art. 1399. — Cel ce vinde o moștenire, fără a specifică cu deamănuntul obiectele înrânsa cuprinse, nu răspunde decât de calitatea sa de moștenitor. (Civ. 691, 1392, 1400 urm.; Civ. Fr. 1696).

Text. fr. Art. 1696. — Celui qui vend une hérédité sans en spécifier en détail les objets, n'est tenu de garantir que sa qualité d'héritier.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 359 ter. p. 449;
 BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 878-880, 883-885.
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 504; ed. 1-a, III, p. 558, 559;
 DALLOZ, *Rép. Vente*, 1914 urm.; *Suppl. Vente*, 848 urm.;
 GUILLOUARD, *Vente*, II, 870-872;
 LAURENT, XXIV, 575;
 MOURLON, ed. 7-a, III, 270 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1639 urm.;
 TROPLONG, *Vente*, II, 954, 971, 972, 974, 975.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 843 urm.;
 CANTACUZINO MATEI, p. 498.
 NACU, III, p. 304 urm.

Jurisprudență.

1. Vânzările de succesiune pot cuprinde pur și simplu numai obiecte ereditare sau totalitatea drepturilor succesoriale. Pentru a fi vânzare a unor obiecte ereditare, fără a se crea vre-un raport juridic între cumpărător și creditorii succesiunii, urmează ca să fie anume și în detaliu enume-

rate, prin însuși actul de vânzare, mobilele sau imobilele înstrăinate. Iar vânzarea drepturilor succesoriale, fără a se specifica, cuprinde totalitatea drepturilor atașate la calitatea de succesori; constituind o universalitate juridică, cu beneficiile și cu sarcinile ei. (Trib. Tecuci, Iulie, 25/91, *Dr.* 60/91).

2. A se vedea și nota No. 14 de sub art. 1393.

Art. 1400. — Dacă s'a folosit de fructele vreunui fond, sau a primit plata vreunei creanțe ereditare, sau a vândut lucruri de ale succesiunii, este dator să întoarcă toate acestea cumpărătorului, dacă nu și le-a rezervat anume la vânzare. (Civ. 1399, 1401; Civ. Fr. 1697).

Text. fr. Art. 1697. — S'il avait déjà profité des fruits de quelque fonds, ou reçu le montant de quelque créance appartenant à cette hérédité, ou vendu quelques effets de la succession, il est tenu de les rembourser à l'acquéreur, s'il ne les a expressément réservés lors de la vente.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 359 ter. p. 448;
 BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 876;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 504; ed. 1-a, III, p. 434, 558;
 DALLOZ, *Rép. Vente*, 1934 urm.; *Suppl. Vente*, 852 urm.;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 270 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1642;
 TROPLONG, *Vente*, II, 967.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 843 urm.; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 295);
 CANTACUZINO MATEI, p. 37, 38, 498;
 NACU, III, p. 305 urm.

Art. 1401. — Cumpărătorul este dator și el să întoarcă vânzătorului sumele plătite de acesta pentru datoriile și sarcinile succesiunii, și să-i țină seama de sumele de care eră el însuși creditor al succesiunii, dacă nu e stipulațiune contrarie. (Civ. 1400; Civ. Fr. 1698).

Text. fr. Art. 1698. — L'acquéreur doit de son côté rembourser au vendeur ce que celui-ci a payé pour les dettes et charges de la succession, et lui faire raison de tout ce dont il était créancier, s'il n'y a stipulation contraire.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 359 ter, p. 448;
 BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 894, 895;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 505; ed. 1-a, III, p. 558;
 DALLOZ, *Rép. Vente*, 1966 urm.; *Suppl. Vente*, 858 urm.;
 GUILLOUARD, *Vente*, II, 868;
 MOURLON, ed. 7, III, p. 270 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1645.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 843 urm.; (IV, part. II, ed. 2-a, p. 295);
 CANTACUZINO MATEI, p. 498;
 NACU, III, p. 305 urm.

Jurisprudență.

1. Creditorii succesiunii, desi n'au acțiune directă în contra cumpărătorului succesiunii, însă exercitând drepturile debitorilor lor, îl pot acționa în judecată conform art. 974. (Trib. Tecuci, Iul. 25/91, Dreptul 60/91).

2. Vânzarea unor drepturi succesoriale nu face să treacă asupra cumpărătorului și calitatea de erede; o asemenea calitate eredele nu o poate transmite la nimeni *semel haeres semper haeres*, și rămânând astfel tot asupra sa este recunoscută prin singurul fapt al cesiunii. O asemenea vânzare nu pune nici odată pe cesionar în raport direct cu creditorii succesiunii și nu descarcă pe cedante de obligațiunile la care este ținut în calitate sa de erede, de oarece în adevăr, cineva poate să-și cedeze drepturile sale să dea un alt creditor debitorului său, nu poate însă să-și cedeze

obligațiunile, să dea un alt debitor creditorilor săi. Dacă, conform art. 1401 cumpărătorul unor drepturi succesoriale este dator să despăgubească pe eredele vânzător de tot ce va fi fost silit să plătească în calitate sa de erede, însă în ceea ce privește pe creditorii succesiunii în raporturile lor cu cumpărătorul ei, întreaga doctrină recunoaște că acești creditori nu pot nici odată să lucreze contra sa printr'o acțiune directă și personală, de oarece cesiunea pentru ei este un *res inter alios acta* și cesionarul este o terție persoană față cu ei recunoscând în acest caz că creditorii succesiunii pot să lucreze contra cesionarului exercitând, conform art. 974, acțiunea pe care cedentul debitorul lor o are în contra cesionarului, iar nici odată printr'o acțiune directă. (Trib. Tecuci, 181 Octombrie 3/91, Dreptul 68/91).

Art. 1402. — Cel în contra căruia există un drept litigios vândut, se va putea liberă de cesionar numărându-i prețul real al cesiunii, spesele contractului și dobânda din ziua când cesionarul a plătit prețul cesiunii. (Civ. 1309, 1403, 1404; C. com. 45; Civ. Fr. 1699).

Text. fr. Art. 1699. — Celui contre lequel un droit litigieux peut s'en faire tenir quitte par le cessionnaire, en lui remboursant le prix réel de la cession avec les frais et loyaux coûts, et avec les intérêts à compter du jour où le cessionnaire a payé le prix de la cession à lui faite.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 359 *quater*, p. 455, 457, 458, 558;
 BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 851, 930-932, 934-937, 940, 945, 949-950, 958;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 987; II, p. 506, 508, 510; ed. 1-a, III, p. 82, 562;
 DALLOZ, *Rép. Vente*, 2012 urm.; *Suppl. Vente*, 875 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 146 bis, III, V, VII, IX, XV;
 DEMOLOMBE, XVI, 110;
 GUILLOUARD, *Vente*, II, 887-893, 898-901, 903, 905, 910;

- HUC, X, 240; *Cession* II, 603, 604, 607, 608, 615, 659, 661, 663, 666;
 LAURENT, XXIV, 582, 583, 597, 598, 600, 601, 605;
 MICHAUX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 339 urm.;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 273 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1649 urm.;
 TROPLONG, *Vente*, II, 999-1002, 1009; *Transcription*, 249.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 866 urm.; (V, p. 209 t. și n. 2; VI, p. 806); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 180; *Observație* sub. C. Apel Iași s. II, 13 Iunie 914, Dreptul 63/914; *Nota* sub. Trib. civil Cambrai, 11 Mai 1914. Curier Jud. 73/915; *Nota* sub. Cas. I, 388 din 9 Mai 1921. Pand. Rom. 1922-I-241; *Observație* sub. Trib. Charolles (Saone et Loire), 9 Mai 1922. Pand. Rom. 1923-III-70; *Observație* sub. Cas. I, 13 Martie 1922. Pand. Rom. 1923-III-82; *Observație* sub. Cas. I, 1924 din 5 Dec. 1922. Pand. Rom. 1923-I-249; *Observație* sub. Trib. Putna, 10 Mai 1922. Pand. Rom. 1924-II-111;
 ANTIM ST., *Nota* sub. C. Apel, Galați s. II, 15 Dec. 1923. Pand. Rom. 1924-II-82;
 CANTACUZINO MATEI, p. 499, 637;
 DEMETRESCU-MIULESCU G., „*Retractul litigios*“. Pagini Juridice 44/1909;
 DUMITRESCU A. M.; II, 460;
 GEORGEAN N., *Nota* sub. Trib. Dorohoi, 7675 din 1923. Jurispr. Gen. 2/1924 No. 550; *Nota* sub. Trib. Dorohoi, 211 din 18 April. 1924 Jur. Gen. 1924 No. 1616;
 HAMANGIU C., *Observație* sub. C. Apel Bordeaux, 18 April. 1922. Pand. Rom. 1923-I-252; *Observație* sub. Trib. Albi, 9 Ian. 1923. Pand. Rom. 1923-I-252; *Observație* sub. Trib. Putna s. I, 2717 din 10 Mai 1922. Pand. Rom. 1924-II-112;
 NACU, III, p. 309 urm.;
 OTETELEȘANU ALEX., *Nota* sub. Cas. I, 528 din 22 Mai 1923. Pand. Rom. 1923-I-226;
 RACOVICEANU GR., *Nota* sub. C. Apel Buc. s. I, 96 din 12 Martie 1924. Pand. Rom. 1924-II-234;
 STOANOVICI A. C., „*Observațiuni cu privire la chestiunea retractului litigios*“. Curier Jud. 7/1924;
 VELESCU ALEX., *Notă* sub. Trib. Buzău s. I, 1480 din 29 Mart. 921. Curier Jud. 32/921.

INDEX ALFABETIC

- Accesorii 39, 41.
 Achiesare 43.
 Acțiune principală 11, 39, 41.
 Adjudecare 41.
 Anulare 30.
 Apel 1, 3, 29, 32, 33, 36, 44.
 Autoritate de lucru judecat 13, 33, 37, 43, 49.
 Calitate 39.
 Cesiune, a se vedea „Vânzare-cumpărare“ și 2-5, 8, 9, 11-19, 21-24, 26, 27, 30, 34, 35, 40, 42, 45, 47, 48.
 Cheltueli, a se vedea „Spese“.
 Comostenitor 23, 49.
 Compensare 6.
 Concluzii subsidiare 4, 20.
 Consemnare 16.
 Contestafic, a se vedea „Drepturi litigioase“.
 Contestafic la executare 43, 44, 45, 46.
 Cproprietae 23, 44.
 Creațe 3, 5, 6.
 Curte de Casație, a se vedea „Recurs“.
 Debitor 4, 7, 8, 12, 15, 16, 18, 20.
 Dobândă 8, 19, 23, 24, 34, 40, 42.
 Donație 3.
 Drepturi litigioase 2-7, 9, 10, 14, 17, 19, 21, 24, 26-29, 31, 32, 35, 40, 41, 42, 43, 45, 47, 48, 49.
 Drepturi sucesorale 47.
 Exceptiune 11.
 Executare 43.
 Hotărâre 2, 30, 31, 33, 36, 37, 43, 49.
 Imobil 13, 31, 47, 48.

- Succesor 21, 23, 33.
 Succesorale drepturi 47.
 Transacție 31, 45.
 Vânzare-cumpărare, a se vedea „Cesiune“ și 1, 3, 7, 17, 19, 22, 24, 26, 31, 35, 40, 41, 42, 44, 45, 46, 49.

Jurisprudență.

1. Retractul litigios se poate invoca în apel și atunci când cererea de rezilierea vânzării s'a respins de tribunal și în apel s'a renunțat la acest mijloc de apărare, menținându-se numai cererea de retract litigios, de oare ce apelul repune pe părți în momentul intentării acțiunii și liberă e fiecare parte a invoca mijloace noi sau a rămâne la cele invocate în prima instanță. (Apel Buc. I. 60, Martie 8/82, Dreptul 45/82).

2. Dacă cesiunea s'a făcut atunci când litigiul era terminat prin deciziunea Curții de apel, drepturile cedate nu mai sunt litigioase, deși s'a făcut recurs contra acelei decizii care recurs însă a fost perimat, căci e de principiu că ori ce deciziune are putere retroactivă în momentul când a trebuit să producă efectul pentru care s'a făcut cererea. (Apel Buc. I, 60, Mart. 8/82 Dreptul 45/82).

3. Numai în cazul când cesiunea dreptului litigios a făcut obiectul unei vânzări propriu zise, se poate exercita dreptul de retract, drept creat de legiuitor numai pentru a înlătura specula și spiritul de câștig asupra crean-

telor în litigiu, stare de lucruri destul de vexatorie și ruinătoare chiar pentru părțile ce au contractat. Deci art. 1402 nu se aplică la transmisiunile rezultând din acte de liberalitate (Apel Buc. I, 60, Martie 8/82, Dreptul 45/82; Cas. I, 59/Febr. 21/83, B. p. 174).

4. Retractalul litigios a fost introdus în favoarea debitorului, care-l poate exercita în orice stare a pricinii, pe cât timp există proces sau contestațiune asupra fondului dreptului și care pierde această facultate îndată ce procesul este irevocabil terminat. Cu alte cuvinte, în incertitudinea în care se găsește asupra soartei finale a afacerii, debitorul se poate libera de cesionar numărând pretul real al cesiunii, etc. Deci dar, consecința ce decurge de aci este că exercitiul retractului litigios nu poate fi cerut prin concluziuni subsidiare. (Apel Buc. III, Iunie 8/94 Dreptul 49/94; Cas. I, 387/Dec. 18/85, B. p. 905).

5. Deși partea are dreptul a se libera de cesionarul unui drept litigios, numărându-i pretul cesiunii, chiar când procesul e pendinte înaintea Curții de casatie, căci dreptul înaintea chiar a acestei instanțe tot continuă a fi litigios. Inșă dacă partea pentru a exercită acest drept cere să se cheme cesionarul la interogatoriu, voinț cu modul acesta să facă probă dinaintea Curții de casatie în privința pretului cu care s'a cumpărat această creanță o asemenea cerere iese din atribuțiunile Curții de casatie. (Cas. I, 143/Mai 6/86, B. p. 391).

6. După art. 1403, pentru ca să se poată exercita retractul litigios urmează să existe proces sau contestațiune asupra fondului dreptului: când dar nu există litigiu între părți asupra creanțelor în sine, ci numai asupra modului lor de compensare nu e loc la retractul litigios. (Cas. I, 319/Oct. 30/89, B. p. 854).

7. Motivul pentru care legiuitorul a dat în art. 1402 acest drept debitorului a fost de a stinge procesele; și dar debitorul cată să uzeze de acest drept acordat de lege în procesul în care există un drept litigios vândut și pe care voește să-l stingă iar nu în altele de altă natură unde nu este nici un cuvânt de a se face asemenea cerere. Astfel fiind instanța care judecă contestațiunea, nefiind chemată a se pronunța asupra fondului procesului, nu are cădere a cunoaște cererile de a pune capăt unui proces prin retractul litigios. (Apel Galați, I, 101, Aprilie 27/90, Dreptul 83/90).

8. Pentru a fi admisibilă cererea de retract litigios nu este necesar de a fi precedată sau însoțită de oferte reale; este destul ca debitorul să ofere pretul real al cesiunii speșele con-

tractului și dobânda din ziua când cesionarul a plătit pretul cesiunii. (Apel Galați, I, 101, Nov. 27/90, Dreptul 83/90).

9. Efectul propunerii retractului litigios nu poate fi anulat printr'o retrocesiune posterioară acestei propuneri, ce ar face cesionarul în profitul cedentului căci s'ar desființa favoarea acordată de art. 1402 prin aceea că cesionarul unor drepturi litigioase, pentru a scăpa de retractul litigios propus ar retroceda acele drepturi cedentului, fie prin act voluntar, fie pe cale judecătorească printr'un proces făcut de coniventă cu cedentul. (Cas. I 362/Nov. 16/93; Cas. I, 403/Oct. 25/91, B. p. 1110).

10. Retractalul litigios, prevăzut de art. 1402, poate fi propus în orice stare s'ar afla procesul până la definitiva sa terminare și înaintea ori cărei instanțe, chiar când procesul este pendinte înaintea Curții de casatie, căci dreptul înaintea chiar a acestei instanțe tot continuă a fi litigios. (Cas. I, 403/Oct. 25/91 B. p. 1109).

11. Intimatul este în drept a propune cesionarului retractul litigios, prevăzut de art. 1402, fără ca această propunere să trebuiască a face obiectul unei cereri pe cale principală, căci această favoare este acordată de art. 1402 defendorilor tocmai pentru a stinge procesele, iar nu pentru a da loc la un nou proces. (Cas. I 403/Oct. 25/91 B. p. 1110).

12. Deși art. 1402 prevede că debitorul trebuie a plăti numai speșele contractului intervenit între creditor și cesionar înșă, după principiile generale, partea care cade trebuind a suporta cheltuelile instanței și cum în propunerea retractului litigios debitorul este cel care cade, urmează că și cheltuelile instanței trebuiesc puse în sarcina sa. (Apel Buc. I, Decembrie 18/91, Dreptul 20/92).

13. Nu se poate invoca autoritatea lucrului judecat când retractul litigios a mai fost propus cu ocaziunea judecării sequestrului judiciar și nu i s'a dat curs din cauza ne depunerii pretului cesiunii căci prin acest fapt nu s'a pierdut acest drept, pentru că legea nu prevede aceasta. (Apel Buc. I, Dec. 18/91, Dreptul 20/92).

14. Din art. 1402 și 1405 rezultă că lucrul se socotește litigios când există proces sau contestațiune asupra fondului dreptului înaintea unei instanțe judecătorești; și dar procesul sau contestațiunea trebuie să existe în momentul chiar când s'a făcut cesiunea. (Cas. I, 238/Iunie 22/92 B. p. 585).

15. Din termenii art. 1402 cât și din principiile generale rezultă că efectul retractului litigios lasă să subsiste

cesiunea dintre cedente și cesionar, așa că acesta continuă a fi debitorul cesionarului în caz când n'ar fi primit întregul pret al cesiunii. (Apel Buc. I Dec. 18/91, Dreptul 20/92).

16. Cel care exercită retractul litigios, nefiind debitorul cesionarului, ei el uzând numai de un drept ce legea îi acordă, urmează că numai obligațiunile ce accasta îi impune trebuie a le îndeplini pentru a dobândi acest drept; ori legea nu-i cere decât a declara că intențiunea sa este de a profita de beneficiul legii; a cere ca debitorul să facă oferte reale urmate de consemnațiunea sumei este a depăși legea și creă decăderi pe care dânsa nu le prevede. (Apel Buc. I, Dec. 18/91, Dreptul 20/92).

17. Din art. 1402 și 1403 rezultă că pentru a fi loc la retractul litigios se cere: 1) să existe un proces anterior vinderei și 2) printr'acel proces fondul dreptului chiar să fie contestat; și dar, pe cât una din aceste două condițiuni lipsește nu poate fi vorba de un drept litigios. Astfel, ori care ar fi redactarea actului de cesiune, nu e loc la retractul litigios, întru cât nici proces nu există în momentul cesiunii, nici fondul dreptului nu a fost angajat într'acel proces. Și pentru ca dreptul să fi fost cedat ca litigios, nu e de ajuns ca vânzarea să fi fost făcută cu pericolul și riscul cumpărătorului ori ca ea să aibă un caracter aleatoriu; căci aceste circumstanțe nu constituie procesul și contestațiunea despre care vorbește legea. (Cas. I 13/Ian. 15/93 B. p. 12).

18. Admiterea retractului litigios propus de debitor are de efect de a stinge toate drepturile consimțite de cesionar asupra obiectului ce i se cedase, în care intră și dreptul de ipotecă, dacă a fost vorba de un nemisecător, fără nici un fel de despăgubire, restituire sau plată din partea debitorului cedat către aceia cărora cesionarul le-a constituit acele drepturi. (Cas. I 98/95 B. p. 167).

19. Art. 1402 Cod. civ., stabilește, pentru cel în contra căruia există un drept litigios vândut, posibilitatea de a se elibera de cesionar, numărându-i pretul real al cesiunii, speșele contractului și dobânda din ziua când cesionarul a plătit pretul cesiunii, iar articolul următor 1403 definește lucrul litigios, arătând că, pentru a se socoti astfel, urmează a exista proces sau contestațiune asupra fondului dreptului. (Trib. Gorj, C. Jud. 22/97).

20. Retractable litigios nu este admisibil când e propus în mod subsidiar, adică când debitorul nu voește a uză de el, decât în urmă și după ce procesul se va judeca. (Cas. I 161/98 B. p. 677).

21. Când un moștenitor își cedează pe un pret oarecare partea sa de moștenire unei persoane oarecare, ceilalți moștenitori nu pot opune și exercită cesionarului retractul litigios, dacă, în momentul când s'a făcut cesiunea, nu există vre-un proces sau contestație relativ la acea succesiune. (Apel Buc. I. C. Jud. 86/900).

22. Retractable litigios prevăzut de art. 1402 din codul civil, nu se poate exercită decât de acela contra căruia se află pornită o acțiune, căci numai dânsul se poate liberă de pretențiunea cesionarului. Deci când se intentează o acțiune în revendicare, dacă defendorul vinde imobilul ce-l posedă și-l predă cumpărătorului, revendicantul nu poate exercită retractul litigios fiindcă pentru cel ce revendică acel imobil nu poate fi vorba de liberarea vre-unei pretențiuni ce ar exista contra sa. (Cas. I, 106/901, B. p. 387).

23. Retractable litigios nu se poate exercită decât numai de acela în contra căruia se află pornită o acțiune, adică de pârât, căci numai dânsul prin exercitarea acestui retract, se poate afla în condițiunile acestui articol, adică de a se putea libera de pretențiunea cesionarului, numărând pretul real al cesiunii speșele și dobânzile arătate de acest articol. (Trib. Vâlcea C. Jud. 58/906).

24. Conform art. 1402 și 1403 din codul civil, acela în contra căruia există un drept litigios se poate liberă de cesionar, înnumărându-i pretul real al cesiunii, speșele contractului și dobânda din ziua când cesionarul a plătit pretul cesiunii; și, în atare caz, retractul litigios se poate exercită în tot cursul procesului și în orice stare s'ar găsi el înaintea instanțelor judecătorești. (Cas. I, 4 Mai 1909, B. p. 539).

25. Retractable litigios tinzând la curmarea unui proces început, el poate fi propus chiar atunci când procesul a parcurs filiera ordinară a judecării de fond și se găsește pendinte înaintea unei instanțe care judecă numai hotărîrea, iar nu însuș procesul, de vreme ce aceea instanță poate anula hotărîrea atacată și a pune astfel din nou în cheștiune dreptul dedus în judecată. (Cas. I, 4 Mai 1909, B. p. 539).

26. Din părerile autorilor, din locul unde legiuitorul a așezat materia retractului litigios, precum și din denumirea ce o dă aceluia ce retrage lucrul sau drepturile vândute, rezultă că retractul are caracterul unei cesiuni forțate. (Trib. Gorj, Dr. 11/910 p. 92).

27. Retractable litigios poate fi oferit într'un proces de revendicare chiar de

reclamant de oarece art. 1402 din codul civil nu face nici o distincțiune între reclamant și defensor numindu-i pe amândoi cu aceiași termeni: „cel în contra căruia există un drept litigios“, și unde legea nu distinge nici interpretul nu trebuie să distingă. (Trib. Gorj Dreptul 4/1910, p. 30).

28. Legiuitorul după ce prin art. 1402 și 1403 codul civil a organizat dreptul de retract litigios, a prevăzut prin art. 1404 trei cazuri în cari un asemenea drept nu este admisibil și între aceste cazuri este și acela când cesiunea s'a făcut la un comostenitor sau coproprietar al dreptului cedat, cazuri cari fiind limitative nu pot fi întinse prin analogie.

Prin urmare dacă cesionarul nu e comostenitor sau coproprietar al dreptului cedat ci un terț față cu succesiunea, acest caz rămâne supus regulii comune după care se cere ca cesiunea să fie cu titlu oneros, ca în momentul cumpărării sau cesiunii dreptului să existe proces și prin acest proces să fie contestat chiar fondul dreptului. (Cas. I. 758 din 30 Oct. 1912. Curier Jud. 16/1913).

29. Retractable litigios, având de scop de a stinge procesele și de a înfrână speculațiunile, este nu o cerere nouă, ci un mijloc de apărare care se poate opune de pârât în orice stare a procesului, chiar în apel pentru întâia oară cât timp dreptul este încă litigios. (Cas. s. I. 490 din 1912. Curier Jud. 53/1912).

30. Retrocesiunea voluntară sau anularea unei cesiuni obținută printr'o sentință judecătorească, provocată de o acțiune intentată posterior propunerii retractului litigios și obținută de conivență cu cesionarul spre a face iluzoriu retractul litigios, nu pot fi opuse persoanelor care propuseseră acest retract. (Cas. I. 490/1912. Curier Jud. 53/1912).

31. a) Potrivit art. 1403 codul civil lucrul socotindu-se litigios când există proces sau contestațiune asupra fondului dreptului, urmează că nu e suficient să fie o simplă cerere introdusă în justiție de care să n'aibă cunoștință cel chemat în judecată, pentru a putea fi vorba de lucru litigios, și nici chiar dacă pârâtul a primit citațiune pentru înfățișare, ci trebuie ca cel chemat în judecată să se fi prezentat și să fi contestat dreptul ce se invoacă în contra sa.

b) Pentru ca un înscris privat să aibă dată certă prin menționarea lui într'un act făcut de un ofițer public sau într'un act oarecare, dar care are dată certă, trebuie ca înscrisul să fie trecut cel puțin în prescurtare în acel act public sau cu dată certă.

c) Vânzarea unui imobil conținând

în sine însăși vânzarea dreptului de proprietate pe care îl are vânzătorul asupra imobilului, urmează că dacă acest drept este litigios și imobilul este lucru litigios, fără distincțiune dacă vânzătorul găsindu-se în posesiunea lucrului vândut l'a trecut odată cu vânzarea în posesiunea cumpărătorului sau dacă posesiunea lipsind predarea nu s'a putut face, de oarece dacă se constată că dreptul de proprietate era litigios și posesiunea care s'a transmis eră tot litigioasă.

d) Retractable litigios fiind privit de legiuitor ca un mijloc de apărare și de liberare, pus la dispozițiunea aceluia în contra căruia s'a pornit o acțiune, pentru a fi la adăpostul speculatorilor de procese, nu poate fi invocat decât de către pârât iar nu și de către reclamant, care nu poate avea același privilegiu sprijinit pe propriului faptă.

e) Dacă asupra unui drept contestat și dus înaintea justiției a intervenit o hotărâre definitivă sau o declarațiune formală între părți de stingerea procesului ori dacă asupra unei contestațiuni cu sau fără proces s'a încheiat o tranzacție definitivă, lucrul nu mai poate fi considerat ca litigios, oricât una din părți ar căuta ulterior să redeschidă litigiul și să pună din nou lucrul în contestațiune. (Apel Iași II. Iun. 1914; Dreptul 1914, p. 497).

32 Dacă apelul făcut în contra cărții de judecată este tardiv și Tribunalul îl respinge ca atare prin aceeași cartea de judecată a rămas definitivă prin neapelare și deci nu mai există drept litigios între părți spre a putea fi vorba de exercitarea dreptului acordat litigantilor de art. 1402 codul civil.

Prin urmare, motivul de casare bazat pe faptul că rău Tribunalul i-a respins apelul ca tardiv fiind nefondat, nici cererea de retract litigios făcută înaintea Curții de Casație nu mai poate fi primită fiind făcută după rezolvarea definitivă a procesului. (Cas. I, decizia No. 609, din 10 Decembrie 1914; Jurisprudența Rom. 1915, p. 182).

33. Retractable litigios fiind un mijloc de apărare poate fi propus în orice stare a procesului, până în momentul când nu intervine, asupra dreptului contestat, o hotărâre definitivă cu putere la lucru judecat.

Prin urmare, Curtea de apel nu violează art. 1402 codul civil și nu comite exces de putere când examinează și admite retractul litigios după ce s'a pronunțat asupra dreptului contestat, în speță fiind vorba de o trimitere în posesie după ce a stabilit filiațiunea părților în raport

cu de cujus, căci nu intervenise încă o hotărâre definitivă asupra dreptului de succesor care era contestat (Cas. I, No. 54, 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 194).

34. Potrivit art. 1402 codul civil, acela contra căruia există un drept litigios vândut, se poate libera de cesionar numărându-i prețul real al cesiunii, speșele contractului și dobânda din ziua când a plătit prețul cesiunii. (Trib. Bacău, No. 5767, 1915 Jus-tiția, 1916, p. 254).

35. Într-o acțiune de partaj, în care intimatul contestă reclamantului orice drept în succesiunea lui decujus, la care reclamantul pretindea că are vocațiune prin acțiunea ce a intentat, dacă reclamantul vinde drepturile ce ar avea în acea succesiune, intimatul este în drept să propună retractul litigios, conform art. 1402 și 1403 codul civil, căci condițiunile cerute de acele articole sunt îndeplinite. În adevăr, în momentul cesiunii există proces între părți, în care era contestat însuși fondul dreptului reclamantului, astfel că în acel moment dreptul vândut era litigios. (Cas. I 188 din 23 Martie 1916, Jurisprudența Rom. 916, p. 342, Curier Jud. 45/1916).

36. Retractable litigios putând fi propus în orice stare a procesului, mai înainte de darea hotărârii definitive, poate fi invocat în apel, chiar după ce se administrase dovezi pentru judecarea fondului întrucât procesul nu era definitiv judecat. (Cas. I, decizia No. 188, din 23 Martie 1916, Jurisprudența Rom. 1916 p. 342, Curier Jud. 45/1916).

37. Scopul urmat de legiuitor prin instituirea retractului litigios fiind acela de a curma litigiile, urmează că persoana în favoarea căreia există acest drept, îl poate exercita în orice stare a litigiului, cât timp hotărârea ce a intervenit în cauză nu a dobândit autoritatea de lucru judecat—deci și înaintea Curții de Casație, dacă condițiunile prescise de lege s'au realizat ulterior deciziei definitive a Curții de Apel. (Cas. I, 388 din 9 Mai 1921, Jur. Rom. 12—13/1921, Curier Jud. 33/1921, Pand. Rom. 1922, I, 241, Pand. Rom. 1922, III, 61; Cas. I, 980 din 4 Oct. 1922, Jur. Rom. 1—2/1922, Pand. Rom. 1923, III, 52 (arătând că retractul este admisibil chiar dacă recursul este nemotivat); Cas. I, 528 din 22 Mai 1923, Pand. Rom. 1923, I, 226, Dreptul 35/1923; C. Apel Buc. s. II 96 din 12 Martie 1924, Jur. Gen. 1924 No. 1165; Cas. I, 1212 din 30 Iunie 1924, Jur. Gen. 1924, No. 2026).

38. Deși termenii art. 1402 codul civil sunt generici în ceea ce privește retractul litigios, însă el fiind repro-dus după art. 1699 codul civil francez

la sediul vânzărilor, el nu se poate aplica și în materie succesorală cu atât mai mult cu cât legiuitorul nostru a suprimat art. 841 codul civil francez unde vorbea despre așa zisul retract succesoral. (Trib. Buzău s. I, 1480 din 29 Martie 1921 Curier Jud. 32/1921; In acelaș sens: Trib. Putna s. I, Jurnal 2717 din 10 Mai 1922, Pand. Rom. 1923, III, 391, Pand. Rom. 1924, II, 111; C. Apel Galați s. II, 2300 din 20 Dec. 1923, Pand. Rom. 1924, II, 80).

39. Cererea de propunere a retractului litigios nefiind de cât un accesor și un incident al acțiunii principale dacă aceasta este declarată inadmisibilă pentru lipsa de calitate sau pentru altă cauză, retractul litigios nu mai poate fi propus, nefiind admisibil ca acest retract să primeze finele de neprimire al acțiunii la care se propune exercițiul retractului litigios. (C. Apel Iași s. I 20 Oct. 1921, Pand. Rom. 1923, I, 251).

40. Potrivit art. 1402 codul civil acel în contra căruia există un drept litigios vândut se va putea liberă de cesionar, dacă va număra prețul real al vânzării cu dobânda din ziua plății și speșele contractului.

Scopul urmărit de legiuitor prin instituirea retractului litigios fiind de a stingea litigiile urmează că atunci când se invoacă acest mijloc de stingerea litigiului instanțele judecătorești au a examina numai dacă condițiunile cerute de lege pentru exercițiul retractului se găsesc sau nu îndeplinite și ca atare nu se pot discuta chestiuni de natură a repune în discuție însuși fondul litigiului, fără ca prin aceasta să se nesocotească scopul urmărit de legiuitor prin instituirea retractului litigios. (Cas. I, 237 din 13 Martie 1922, Jur. Rom. 19/1922, Pand. Rom. 1923, III, 17, 1923, III, 82, Tribuna Jur. 39—41/1922).

41. Instituția retractului litigios a fost admisă prin art. 1402 codul civil, pentru a se împiedeca specula cu drepturile litigioase—privită ca imorală—și tot odată spre a se împuțina și procesele. Pentru realizarea acestui scop, trebuie ca propunerea retractului litigios—posibilă înaintea oricărei instanțe să se facă prin concluziuni principale și discuțiunea asupra condițiunilor și cerințelor legale, privitoare la exercițiul retractului să aibă loc în mod prealabil, înaintea oricărei apărări asupra fondului, căci altfel discutându-se temeinicia acțiunii și dându-se o soluțiune în această privință, dreptul ar înceta de a fi litigios și facultatea propunerii retractului nu ar mai avea rațiune și nici nu ar mai putea fi exercitată.

Asă fiind nu se poate privi propunerea retractului litigios ca un accesor

sor al acțiunii principale și să condiționeze posibilitatea exercitării acestei facultăți de admisibilitatea în principiu a acțiunii principale sau de soluția ce s'ar da diverselor excepții peremptorii de fond; căci acest sistem, contrar textului și spiritului art. 1402 codul civil ar face iluzorie această dispoziție.

De aceea în specie, instanța de fond urma să examineze în prim rând excepția retractului litigios propus de recurent, ținând seamă în această privință că recurentul deducea caracterul litigios al dreptului în discuție, nu din acțiunea în nulitate ci din împrejurarea că a atacat cu recurs ordonanța de adjudecare pe temeiul căreia banca urmăritoare a vândut intimatelor dreptul de proprietate și în atari condiții să examineze dacă cerințele legii sunt satisfăcute, atât în ce privește exercitiul retractului litigios, cât și dacă retractul putea fi opus intimatelor ca cumpărătoare de drepturi litigioase și ca neinterveniante în proces.

Curtea de apel examinând însă în prim loc fondul însăși al acțiunii în nulitatea ordonanței și apoi, ca consecință a respingerii acțiunii, înlăturând retractul litigios pe motiv că ar fi un accesoriu al acțiunii principale, prin aceasta nesocotește dispozițiile art. 1402 codul civil (Cas. I. 1924 din 5 Dec. 1922, Jur. Rom. 6/1923, Pand. Rom. 1923. I. 249).

42. Cel în contra căruia există un drept litigios vândut, se poate liberă de cesionar, conform art. 1402 codul civil, numărându-i prețul real al cesiunii, speșele contractului și dobânda din ziua plății prețului de către cesionar.

Scopul retractului litigios așa cum reiese din textele art. 1402, 1403 și 1404 codul civil, este un mijloc de apărare pus la îndemâna unei părți, căreia i se îngăduie, fără a leza întru nimic pe cumpărătorii unor drepturi litigioase, să poată, despăgubindu-l complet de sumele debursate pentru dobândirea acelor drepturi, să-l împărțeze din cauză, oprindu-se astfel speculațiunile de asemenea drepturi, cari nu sunt bine văzute de legiuitor și cari sunt dăunătoare relațiilor sociale.

Din cuvintele: „cel în contra căruia există un drept litigios vândut, se va putea liberă” rezultă că legiuitorul a presupus existența unui litigiu asupra unui bun mișcător sau nemicător, pe care una din părți îl posedă, iar cealaltă are pretențiuni formulate asupra lui. Este dar evident că nu poate invoca retractul litigios decât partea în contra căreia este pornit procesul, adică părătul. Dacă și reclamantul ar

avea acest drept, orice persoană, doritoare de a lua un bun vândut alteia în condițiuni avantajoase, ar fi îndemnat să intenteze acțiune și apoi să invoace retractul litigios, isbutind astfel să capete ceea ce dobândise primul cumpărător.

Sunt de prisos discuțiunile, dacă e litigios numai pretențiunea unuia ori a altuia, sau obiectul procesului, întru cât e cert că trebuie să fie un proces sau o contestație cu privire la un bun oarecare, pentru a se vorbi de retract litigios și spre a-l putea invoca părătul. (C. A. București IV, jurnal 2648 din 24 Martie 1923, Dreptul 36/923; Trib. Dorohoi, Jurnal 7675 din 1923, Jur. Gen. 1924, No. 550; C. Apel Galați s. II, 2300 din 20 Dec. 1923, Pand. Rom. 1924, II, 80; Trib. Dorohoi 211 din 18 Aprilie 1924, Jur. Gen. 1924, No. 1616).

43. Achiesarea, adică adesiunea dată de o parte la o hotărâre pronunțată contra ei conform acestei hotărâri autorității lucrului judecat și implică renunțarea la orice cale de atac, ordinară sau extraordinară ce legea pune la dispoziția părții litigante.

Din aceste principii de drept rezultă că, atunci când cu ocaziunea judecării unei contestațiuni la executarea unei hotărâri partea adversă ridică incidentul de inadmisibilitatea contestațiuni, bazată pe achiesarea contestatorului, la hotărârea contestată, iar contestatorul propune retractul litigios, aceia din aceste două chestiuni cari urmează a fi examinată mai întâi, este evident aceia relativă la inadmisibilitatea contestațiunii, la achiesare iar nu aceia referitoare la retractul litigios, deoarece, pe de o parte, achiesarea constituie o excepțiune de procedură, pe când retractul litigios este un mijloc de fond care tinde să împiedice desbaterile asupra fondului unui drept contestat iar pe de altă parte cât timp nu s'a declarat contestațiunea admisibilă în principiu nu există litigiu asupra fondului și autoritatea lucrului judecat se opune la exercitarea retractului litigios. (Cas. II, 167 din 11 Aprilie 1924, Dreptul 28/924. Pand. Rom. 1924, III, 114, Jur. Rom. 13/1924, Curier Jud. 2/1925).

44. Contestația pe care partea o face pe baza art. 735 pr. civilă în contra deciziei prin care i s'a respins ca ne-sustinută opoziția într'un apel în materie de revendicare, pentru motivul că la ziua când s'a respins, procedura eră necompletă, alcătuiește un adevărat proces asupra fondului, deoarece, sub rezerva temeiniciei motivelor sale ea repune în discuție însăși opoziția. În asemenea împrejurări, una din părți nu poate vinde unui ter-

tiu, în timpul instanței deschisă prin acea contestație, partea sa indiviză din imobilul revendicat, pentru că îi vinde un drept litigios, întrucât asupra dreptului de coproprietate era încă proces între părți. Așa fiind contestatorul-oponent poate să opună terțiului cumpărător retractul litigios, în condițiile prevăzute de art. 1402 și 1403 codul civil. (C. Apel București și II 6 din 2 Ianuarie 1924 Bul. C. Apel 2/924, Curier Jud. 2/1925).

45. Excepția de retract litigios, atunci când condițiile legii sunt îndeplinite, are precădere asupra oricărei alte excepțiuni de oarece legea voeste ca cesionarul dreptului litigios să nu mai păstreze nici o clipă perspectiva confirmării prin justiție fie direct prin judecarea fondului fie și incidental, a unei tranzacțiuni viciate, din momentul când s'a născut.

Prin urmare, această excepțiune urmează să fie examinată înaintea cesiunii de a se și dacă nu cumva contestatorul-oponent care opune retractul litigios, nu a recunoscut implicit temenicia hotărârii atacate, prin aceea că a cumpărat, la rândul său, dela una din părțile câștigătoare dreptul ei, în timpul dela data respingerii opoziției ca nesustinută și până la introducerea contestației. (C. Apel Buc. s. II, 6 din 2 Ianuarie 1924, Bul. C. Apel 2/924, Curier Jud. 2/1925).

46. Terțiul cumpărător de drepturi litigioase nu poate să invoace neseriozitatea contestației, dedusă din faptul că decizia prin care s'a respins opoziția ca nesustinută, a fost atacată pentru lipsă de procedură, nu față de oponent, ci față de intimati cari au câștigat procesul, deoarece un asemenea motiv poate fi discutat față cu adversarii firești ai contestatorului, iar nu cu acela căruia legea nu-i permite să cumpere un proces și deci să-l susțină. (C. Apel București s. II 6 din 2 Ianuarie 1924, C. Apel 2/924, Curier Jud. 2/1925).

47. Dreptul de proprietate vândut unui terțiu este litigios, fie că se raportează la un imobil cert și determinat, fie că e vorba de o cesiune de drepturi succesoriale care se raportează însă la un anumit bun, din moment ce asupra dreptului de a stăpâni acel bun există proces. (C. Apel Buc. s. II, 6 din 2 Ianuarie 1924, Bul. C. Apel 2/924, Curier Jud. 2/1925).

48. Prin cuvintele „acel în contra căruia există un drept litigios“, legea a înțeles că o parte litigantă care, în locul advesarului său firese, găsește în fața sa un cesionar al acestuia are dreptul să-l înlăture din proces, în orice situațiune s'ar găsi acela care propune retractul litigios și, prin urmare, și în cazul când nu mai are po-

sesiunea imobilului. (C. Apel Buc. s. II decizia civilă No. 6, din 2 Ianuarie 1924, Bul. C. Apel 2/924, Curier Jud. 2/1925).

49. Din textul art. 1402 și 1403 codul civil, rezultă că retractul litigios poate fi exercitat numai sub condiția să existe proces asupra însăși fondului dreptului, atât în momentul cesiunii, cât și în momentul exercitării lui și poate fi propus cât timp nu a intervenit, în privința dreptului contestat o hotărâre definitivă având autoritatea lucrului judecat. În specie, întrucât prin sentința rămasă definitivă s'a tranșat orice conflict între recurentă și ceilalți comostenitori, recunoscându-li-se dreptul la a treia parte din imobilul succesoral și că numai posterior acestei hotărâri, când prin urmare dreptul comostenitorului N. Olmazu la a treia parte din imobil era necontestat, dânsul și-a vândut dreptul său intimatului C. Pălceanu, urmează că atât în momentul vânzării, cât și în momentul când recurenta a opus retractul litigios nu există nici un proces asupra fondului, adică asupra drepturilor părților, astfel că Curtea de fond a putut să declare că dreptul vândut nu era litigios și să respingă apărarea recurentei comostenitoare bazată pe dispozițiile art. 1402 codul civil. (Cas. II, 407 din 6 Oct. 1924 Jur. Rom. 1/1925, Jur. Rom. 3/925, Pand. Rom. 1925, III, 34).

50. Din redacțiunea art. 1402 codul civil, rezultă că retractul litigios poate fi propus nu numai de părât dar și de reclamant, căci legea nu face nici o distincție și nu ar exista nici o rațiune de a recunoaște numai uneia din părțile în proces dreptul de a opune retractul litigios. (Trib. Caliacra Jurnal 5179 din 15 Oct. 1924 Jur. Gen. 1925, No. 484).

51. Retractable litigios fiind un mijloc de apărare în fond, nu mai poate fi exercitat după ce s'au împlinit cei doi ani ceruți de art. 257 proc. civilă și s'a cerut perimarea; în tot cazul el nu mai poate fi luat în considerare de către instanța de judecată, decât după ce se va cerceta cererea de perimare și numai dacă acea cerere ar fi respinsă. (C. Apel Buc. s. IV 388 din 15 Dec. 1924, Bul. C. Apel 8/1925 și 11/1925).

52. Retractable litigios nu poate fi invocat decât de părât, iar nu de către reclamant. (C. Apel Buc. s. IV 388 din 15 Dec. 1924, Bul. C. Apel 8/1925 și 11/1925).

53. A se vedea: art. 413, nota 12; art. 1403 cu notele respective; art. 1404 cu notele respective; art. 1652, nota 4.

Art. 1403. — Lucrul se socotește litigios când există proces sau contestațiune asupra fondului dreptului ¹⁾. (Civ. 1402; C. com. 45; Civ. Fr. 1700).

Text. fr. Art. 1700. — La chose est censée litigieuse dès qu'il y a procès et contestation sur le fond du droit.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 359 *quater*, p. 456-458, n^o 10, 29;
 BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 915, 917, 918, 921-923, 925-923;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 507;
 DALLOZ, *Rép. Vente*, 2048 urm., 2063; *Suppl. Vente* 897 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 146 bis, IX;
 DEJARDINS, *Du rétrait des droits litigieux*, 68, 72, 75;
 GUILLOUARD, *Vente*, II, 881, 882, 885, 886, 897;
 HUC, *Cession* II, 620-624, 627, 642, 643, 645, 646;
 LAURENT, XXIV, 587, 593, 599, 610;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 273 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1653 urm.;
 TROPLONG, *Vente*, II, 966, 990.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a p. 861 urm.; (IV, part. I, ed. 2-a; p. 550 nota; V, p. 31 n. 1); *Observație*, sub. Trib. Valcea, 9 Mai 1915. Dreptul 78/1915; *Observație* sub. Trib. Charolles (Saone et Loire), 9 Mai 1922. Pand. Rom. 1923-III-70;
 ALEXANDRESCU PAUL, *Nota* sub. Trib. Prahova s. III, 29 April. 1920. Pand. Rom. 1922-II-44;
 ANTIM ST., *Notă* sub. C. de Apel Galați s. II, 15 Dec. 1923. Pand. Rom. 1924-II-82;
 CĂMĂRĂȘESCU G., *Nota* sub. Trib. Gorj s. I, 1 din 1 Ianuar 1923. Curier Jud. 13/923;
 CANTACUZINO MATEI, p. 499, 637;
 DEMETRESCU-MIULESCU G., „*Retractul litigios*“, Pagini Juridice 44/1909;
 DUMITRESCU A. M., II, 200 urm.;
 GEORGEAN N., *Nota* sub. Trib. Dorohoi, 7675/923, Jurispr. Gen. 9/1924 No. 550;
 NACU, III, p. 309 urm.;
 OTETELEȘEANU ALEX., *Nota* sub. Cas. I, 528 din 22 Mai 1923. Pand. Rom. 1923-I-226;
 RACOVICEANU GR., *Nota* sub. C. Apel Buc. s. I, 96 din 12 Mart. 1924. Pand. Rom. 1924-II-234.

INDEX ALFABETIC

Act privat 17.	Legea «ab Anastasio» 1.
Admisibilitatea retractului 3, 4, 6, 8, 10, 11, 12, 14, 15, 17, 18, 20, 21, 22.	Lucru litigios, a se vedea „Drept litigios“.
Advocat 13, 19.	Magistrat 19.
Anastasio (Legea ab) 1.	Minor 18.
Apel 10, 21.	Nulitate 19.
Autoritate de lucru judecat 48.	Ofertă reală 12.
Cesiune 4-14, 16, 17, 19-26.	Părit 17.
Compensare 2.	Partaj 11, 21.
Contestație, a se vedea „Drept litigios“.	Poseziune 17, 20, 22.
Creanță 2, 5.	Posibilitate de proces 1, 12, 13, 23.
Dată certă 17.	Prețul cesiunii 4, 12, 26.
Divorț 5.	Proces, a se vedea „Drept litigios“.
Dobândă 4, 12, 26.	Proces eventual 1, 12, 13, 23.
Drept francez 1, 15.	Reclamant 17, 21.
Drept litigios 1-17, 19-24, 26.	Redeschidere 17.
Drept Roman 1.	Retract litigios 1-26.
Eventual proces 1, 12, 13, 23.	Roman drept 1.
Francez drept 1, 15.	Spese 4, 12, 26.
Hotărîre 17, 18, 21, 26.	Sucesiune 10, 11, 21, 22, 26.
Imobil 5, 6, 8, 17, 20.	Temere de proces 1, 12, 13, 23.
Inadmisibilitatea retractului 2, 3, 9, 16, 17, 23, 24, 25, 26.	Tranzacție 17, 18.
Inscripție privat 17.	Tutore 18.
Intenție procesuală 1, 12, 13, 23.	Vânzare-cumpărare, a se vedea „Cesiune“, „Imobil“.

Jurisprudență.

1. Art. 1402 își are origina în legea ab Anastasio, pentru rațiunea de a împiedica cupiditatea cumpărătorilor, de procese ce speculează în detrimentul debitorilor acționați, îngreunându-le pozițiunea prin substituirea unui nou creditor, dispus a înmulți rigorile de procedură și astfel a face și procesele interminabile. Principiul acestei legi, de la legea ab Anastasio și până astăzi, are aceeași rațiune de a exista, ca una ce distruge speculațiuni pernicioase și cupide, ceea ce este mai moral și util ordinii sociale de cât o pretinsă atingere a dreptului de proprietate. Această lege își avea aplicațiunea nu numai când era un proces deschis, dar și când era temere legitimă a unui proces, iar legislațiunea franceză, pentru a obvia în contra unei prea largi interpretări ce ar caracteriza „procesul și contestațiunile“ a format un articol special prin care se definește ce este un drept litigios, și pentru care îi impune

1) Art. 1403 cod. civil Român se deosebește de articolul 1700 cod. civil Francez corespunzător de unde a fost împrumutat, prin faptul că particula „et“ din codul Francez este înlocuită în codul civil Român prin „sau“.

două elemente, ambele determinate prin regulile de procedură fixe, și anume să fie proces și contestațiune asupra fondului, la care jurisprudența a consacrat că contestațiunea în fond trebuie să fie înaintea judecății și expres invocată; or, legiuitorul român având în vedere aceste două sisteme, a căutat ca, adoptând principiul, să înlăture de la ambele sisteme ceea ce conțineau de excesiv, și astfel latitudinea de apreciere de la legea *ab Anastasio* a îngădit-o numai la cazurile când sau este proces sau este contestațiune asupra fondului dreptului, și a lărgit definițiunea sistemului francez, așa în cât legea să poată atinge scopul pentru care a fost făcută și de aceea în art. 1403 ea leapădă conjunctivul „și” înlocuindu-l cu alternativul „sau”. Și este mai rațional de a justifica această schimbare de text pe experiența ce s'a făcut principiului stabilit prin legea *ab Anastasio* în tot parcursul ei până la confecționarea codului român, din care experiență s'a convenit a se reveni la sistemul vechi roman, circumscris însă în limite determinate, în care caz existența lui *sau* eră necesară în art. 1403, iar nu a o atribui ca eroare de copiere din textul francez. (Apel Focșani, I. 220, Febr. 19/85. *Dr.* 56/85).

2. După art. 1403, pentru ca să se poată exercita retrasul litigios, urmează să existe proces sau contestațiune asupra fondului dreptului; când dar nu există litigiu între părți asupra creanțelor în sine ci numai asupra modului lor de compensare nu e loc la retrasul litigios. (Cas. I, 319/Oct. 30/89, B. p. 854).

3. După art. 1403, lucrul se socotește litigios când există proces sau contestațiune asupra fondului dreptului, de unde rezultă că nu este destul ca la un moment oare care să existe proces; trebuie încă ca acest proces să fie anterior vânzării și fondul dreptului să fie contestat, adică ca defendorul să tăgăduiască existența dreptului. Când aceste două condițiuni sunt îndeplinite retragerea litigiului este admisibilă, fără a se mai cercetă meritul mijloacelor propuse de defendor; se poate ca dreptul să fie cert și necontestabil, aceasta însă nu împiedică ca dreptul să fie litigios îndată ce este contestat. (Apel Galați, I. 191. Nov. 27/90. *Dr.* 83/90).

4. Din cuprinderea art. 1403 și 1402, rezultă că lucrul se socotește litigios când există proces sau contestațiune asupra fondului dreptului, și că acela contra căruia există un drept litigios vândut se va putea liberă de cesionar numărându-i prețul real al cesiunei, spesele contractului și dobânda din ziua când cesionarul a plătit prețul cesiunei. Așa fiind, un drept contestat în fond înaintea unei instanțe judecătorești, prin aceasta chiar că este contestat, trebuie să fie considerat ca litigios ori cât de puternice ar fi mijloacele de apărare opuse de defendor contestațiunei. (Cas. I, 403/Oct. 25/91, B. p. 1109).

5. Vânzarea dreptului de proprietate pe jumătate din imobilul prevăzut în inventariul făcut cu ocaziunea procesului de divort al părinților vânzătorului, nu e vânzare de drepturi litigioase, când în momentul când s'a făcut vânzarea nu eră născut nici un proces relativ la acel imobil și nici fondul dreptului cedat nu eră contestat. Obiecțiunea ce se face că trebuie considerată această vânzare ca o cesiune de drepturi litigioase fiind că a trebuit să se facă un proces pentru a le reclama și fiindcă detentorul imobilului contestă aceste drepturi căci ele provin din o hotărîre pe care el o crede de nul efect nefiind înscrisă conform art. 276, această obiecțiune e absolut ne fundată, căci art. 1403, când a dat definițiunea lucrurilor litigioase, nu a înțeles a probei vânzarea drepturilor încorporale, căci a admite interpretarea contrarie dată art. 1403, aceasta ar echivală cu interdicțiunea absolută a vânzării drepturilor de creanță, căci toate aceste drepturi pot fi contestate pentru un motiv sau altul, și toate trebuiesc reclamate în justiție, dacă debitorul refuză de a se liberă. Art. 1403 dispune că obiecțiunea vânzării trebuie considerat ca litigios numai atunci, adică în mod excepțional, când există proces sau contestațiune asupra fondului sau dreptului cedat; prin urmare trebuie ca judecata să aprecieze în fapt dacă dreptul cedat e clar, lichid și sprijinit pe titluri necontestate. (Apel Buc. III, 56, Mart. 4/92, *Dr.* 48/92).

6. Spiritul dispozițiilor legislative care admite retractul litigios este de a pune capăt proceselor. Și dispozițiunile art. 1402, 1403 și 1404 fiind generale și vorbind atât de drepturi cât și de lucruri și fonduri, rezultă din toate acestea că prin „drept litigios” legea nu înțelege numai cesiunea unui drept considerat în un mod abstract, ci a ori căru drept fie personal sau real, mobil sau imobiliar. Așa fiind, atât vânzarea care are de obiect imobilul a căru proprietate e supusă procesului cât și a dreptului pe care vânzătorul pretinde a-l avea asupra imobilului, sunt supuse retractului litigios. (Apel Buc. I, Dec. 18/91. *Dr.* 20/92).

7. Din art. 1403 și 1402 rezultă că lucrul se socotește litigios când există proces sau contestațiune asupra fondului dreptului înaintea unei instanțe judecătorești; și dar procesul sau contestațiunea trebuie să existe în momentul chiar când s'a făcut cesiunea. (Cas. I, 238/Iun. 22/92, B. p. 585).

8. Din termenii întrebuințați de legiuitor în art. 1403, pentru a da definițiunea dreptului litigios, rezultă că prin drept litigios trebuie a se înțelege nu numai acela care este obiectul unui proces existent, dar și acela care fiind contestat între părți poate prin urmare să devină obiectul unui proces viitor. Obiectul cesiunii nu trebuie considerat ca litigios de cât numai dacă procesul sau contestațiunea este privitoare la fondul dreptului (art. 1403). Este prin urmare locul la o apreciațiune din partea justiției, care trebuie să examineze dacă dreptul cesiunii era clar, lichid, dacă dreptul cedat era sprijinit pe titluri incontestabile sau dacă din contră nu era incertitudine, fie asupra întinderii lucrului, fie asupra existenței dreptului însuși. Dacă dar din actul de vânzare reese că vânzătorul nu a vândut cumpărătorului un imobil pe care îl posedă și pe care îl putea preda, ci numai niște preținse, drepturi asupra unui imobil posedat de altul, în realitate i-a vândut șansele unui proces: obiectul cesiunii era un drept îndoios ce atârna de soarta unui proces. Prin urmare, obiectul vânzării fiind un drept litigios, și contestațiunea fiind chiar asupra existenței dreptului, este loc la exercitarea retractului litigios (Apel Buc. II, 225/Nov. 28/91, Drep-tul 9/92).

9. Din art. 1402 și 1403 rezultă că pentru a fi loc la retractul litigios se cere: 1) să existe un proces anterior vânzării, și 2) printr'acel proces fondul dreptului chiar să fie contestat; și dar, pe cât una din aceste două condițiuni lipsește nu poate fi vorba de un drept litigios. Astfel, ori-care ar fi redactarea actului de cesiune, nu e loc la retractul litigios, întru cât nici proces există în momentul cesiunii, nici fondul dreptului nu a fost angajat într'acel proces. Și pentru ca dreptul să fi fost cedat ca litigios, nu e de ajuns ca vânzarea să fi fost făcută cu pericolul și riscul cumpărătorului, ori ca să aibă un caracter aleatoriu; căci aceste circumstanțe nu constituie procesul și contestațiunea despre care vorbește legea. (Cas. I, 13/93, B. p. 12).

10. Dacă obiectul litigiului dintre părți e asupra vocațiunii la moștenirea decedatului, moștenire reclamată de ambele părți, și întru cât una din părți în apel se află față cu un cesionar, curtea nu poate să nu admită retractul litigios propus de partea care în apel se află față cu un cesionar al drepturilor celeilalte părți litigante, retract ce stinge litigiul de moștenire dintre părți. (Cas. I, 362/Nov. 19/93, B. p.).

11. Legiuitorul, prin art. 1403, spune în mod destul de clar că lucrul se socotește litigios nu numai când există

proces, ci și când va fi contestațiune asupra fondului dreptului. Astfel fiind, dacă vânzătorul spune în actul de vânzare: „fiindcă frații mei au împărțit averea mamei mele fără a ține socoteală și de dreptul meu de frate și moștenitor care constă din cutare imobil, și fiind că eu nu am mijloace pentru a mi căuta prin judecată drepturile mele, vând cutăruia dreptul meu de moștenire la averea mamei mele“, vânzarea având loc în aceste condițiuni nu se poate susține că n'ar exista un drept litigios vândut. (Apel Buc. III, Iun. 8/94, Drep-tul 49/94).

12. Prin drept litigios se înțelege nu numai acela care este obiectul unui proces existent, ci și acela care, fiind contestat între părți, poate să devie obiectul unui proces viitor. Pentru a fi admisibil retractul litigios, este destul ca debitorul să ofere pretul real al cesiunii, speșele contractului și dobânda din ziua când cesionarul a plătit prețul cesiunii; nu este nevoie ca cererea să fie însoțită de oferte reale. (Trib. Prahova, II, Dr. 8/96).

13. Dacă în ipoteza art. 1309 din codul civil, care oprește pe avocați de a se face cesionari de drepturi litigioase, un lucru poate fi considerat ca litigios, chiar atunci când se poate prevedea în privința lui un proces eventual, în ipoteza însă a art. 1402 din codul civil, care tratează despre retractul litigios, pentru ca lucrul să poată fi considerat ca litigios, trebuie ca, în momentul chiar când se face vânzarea, să existe proces sau contestație asupra fondului dreptului. (Cas. I, 135/900, B. p. 316).

14. Pentru ca un lucru să se socotească litigios, se cere să existe proces sau contestație asupra fondului dreptului. Procesul nu trebuie să fi luat sfârșit în momentul cesiunii și în acest proces trebuie să se conteste însuși fondul dreptului, iar contestația trebuie să fie anterioară și să existe și în momentul cesiunii. (Trib. Tutova, C. Jud. 65/906).

15. Deși în art. 1403 cod. civil, cuvântul proces este legat de cuvântul contestațiune prin alternativul „sau“, totuși, prin inadvertență s'a tradus textul francez (art. 1700 codul francez), care conține expresiunea „și“, căci trebuie să existe amândouă aceste condițiuni și anume: atât proces cât și contestațiune asupra fondului dreptului, neputându-se considera că există drept litigios în cazul când ar lipsi una din aceste condițiuni. (Trib. Gorj, C. Jud. 22/907).

16. Conform art. 1403 din codul civil, pentru ca un drept să fie litigios trebuie ca lucrul cedat să fie un proces angajat înaintea instanțelor judecătorești asupra fondului dreptului și procesul neterminat definitiv, sau ca fon-

dul — temeiul dreptului — să fie contestat de către acela în contra căruia se formulează pretențiunea, iar lipsa uneia sau alteia din aceste condițiuni face ca retractul pretins de către cedat să fie neadmisibil. (Cas. I. 4 Mai 1909, B. p. 539).

7. a) Potrivit art. 1403 c. civ., lucrul socotindu-se litigios când există proces sau contestațiune asupra fondului dreptului, urmează că nu e suficient să fie o simplă cerere introdusă în justiție de care să n'aibă cunoștință cel chemat în judecată, pentru a putea fi vorba de lucru litigios, și nici chiar dacă pârâtul a primit citațiune pentru înfățișare, ci trebuie ca cel chemat în judecată să se fi prezentat și să fi contestat dreptul ce se invoacă în contra sa.

b) Pentru ca un înscris privat să aibă dată certă prin menționarea lui într'un act făcut de un ofițer public sau într'un act oarecare, dar care are dată certă, trebuie ca înscrisul să fie trecut cel puțin în prescurtare în acel act public sau cu dată certă.

c) Vânzarea unui imobil conținând în sine însăși vânzarea dreptului de proprietate pe care îl are vânzătorul asupra imobilului, urmează că dacă acest drept este litigios și imobilul este lucru litigios, fără distincțiune dacă vânzătorul găsindu-se în posesiunea lucrului vândut l-a trecut odată cu vânzarea în posesiunea cumpărătorului sau dacă posesiunea lipsind predarea nu s'a putut face, deoarece dacă se constată că dreptul de proprietate era litigios și posesiunea care s'a transmis era tot litigioasă.

d) Retractable litigios fiind privit de legiuitor ca un mijloc de apărare și de liberare, pus la dispozițiunea aceluia în contra căruia nu s'a pornit o acțiune pentru a fi la adăpostul speculatorilor de procese, nu poate fi invocat decât de către pârât iar nu și de către reclamant, care nu poate avea același privilegiu sprijinit pe propria lui faptă.

e) Dacă asupra unui drept contestat și dus înaintea justiției a intervenit o hotărâre definitivă sau o declarațiune formală între părți de stingerea procesului, ori dacă asupra unei contestațiuni cu sau fără proces s'a încheiat o tranzacție definitivă, lucrul nu mai poate fi considerat ca litigios, ori cât una din părți ar căuta ulterior să re-deschidă litigiul și să pună din nou lucrul în contestațiune. (Apel Iași II, Iun. 1914; Dreptul 1914, p. 497).

18. a) Retractable litigios fiind un mijloc de apărare, poate fi propus în orice stare a procesului, până când nu intervine asupra dreptului contestat, o hotărâre definitivă cu putere de lucru judecat.

b) Dispozițiunile art. 413 c. civ., care

prevăd ce anume forme trebuiesc îndeplinite de către tutore pentru a putea încheia o tranzacție nu se pot întinde prin analogie și la cazul când tutorele propune retractul litigios, de oarece deși tranzacțiunea ca și retractul litigios au de efect de a pune capăt unui proces, însă pe când tranzacțiunea este un contract pentru existența căruia se cere consimțământul ambelor părți, retractul litigios constituie numai un mijloc de apărare pentru invocarea căruia legea nu cere și nici nu putea să ceară îndeplinirea formalităților speciale cerute pentru încheierea unei tranzacțiuni. (Cas. I. No. 54, 1915; Jurispr. Rom. 115, p. 194; Dreptul 1915, p. 149).

19. Pentru a se declară nulă o cesiune de drepturi făcută unui magistrat sau unui avocat, trebuie ca dreptul cedat să fie litigios.

Cu toată controversa ce există asupra acestui punct în art. 1309 c. civ., ca și în art. 1403 din același cod, un drept se socotește litigios atunci când în momentul cesiunii, există proces înaintea instanțelor judecătorești, de care proces atârână consfințirea de către justiție a existenței sau a inexistenței aceluia drept. (Trib. Vâlcea 1915; Dreptul 1915, p. 622).

20. Retractable litigios poate fi exercitat în orice cesiune sau contract cu titlu oneros de drepturi litigioase, și el se poate aplica chiar la vânzarea unui imobil a cărui proprietate este litigioasă, după cum rezultă din art. 1404 § 3, care se ocupă de lucru litigios și de posesorul fondului asupra căruia există un atare drept litigios. (Trib. Bacău, No. 5767, 1915; Justitia (Iași) 1916, p. 254).

21. a) Într'o acțiune de partaj, în care intimatul contestă reclamantului orice drept în succesiunea lui de cuius, la care reclamantul pretindea că are vocațiune prin acțiunea ce a intentat, dacă reclamantul vinde drepturile ce ar avea în acea succesiune, intimatul este în drept să propună retractul litigios, conform art. 1402 și 1403 c. civ., căci condițiunile cerute de acele articole sunt îndeplinite. În adevăr, în momentul cesiunii, există proces între părți, în care era contestat însus fondul dreptului reclamantului, astfel că în acel moment dreptul vândut era litigios.

b) Retractable litigios, putând fi propus în orice stare a procesului, mai înainte de darea hotărârii definitive, poate fi invocat în apel, chiar după ce se administrase dovezi pentru judecata fondului, întrucât procesul nu era încă definitiv judecat. (Cas. I. No. 188, 1916; Jurispr. Rom. 1916, p. 342).

22. Conform art. 1403 c. civ., pentru ca un drept să poată fi socotit litigios, trebuie să existe o contestație asupra

fondului însuși al acestui drept și litigiul să fie deschis la data cesiunii, iar nu numai în momentul când se invocă beneficiul retractului litigios.

Prin urmare, când se cedează bunuri dintr'o succesiune deținută de un terțiu, în dauna succesiunii, numai prin aceasta nu însemnează că se cedau drepturi litigioase susceptibile de retractul litigios. (Cas. I. deciziunea No. 26, din 4 Februarie 1919; Jurispr. Rom. 16/920, p. 238, Curier Jud. 81-82/920).

23. Pentru a există un drept litigios nu e suficient numai posibilitatea unui litigiu ci se cere ca existența procesului sau contestației asupra fondului dreptului să existe în chiar momentul cesiunii. Că deci de câte ori va există proces fără ca să se conteste chiar fondul dreptului pretins de un reclamant, dreptul acesta nu e litigios și retractul nu poate fi operant. (Tri!). Prahova s. III, 29 Aprilie 1920. Pand. Rom. 1922, II, 44).

24. Simpla intenție procesuală nu poate să dea naștere unui retract litigios, de oarece legiuitorul cere categoric prin art. 1403 ca să existe proces sau contestațiune asupra fondului dreptului la data achiziționării dreptului litigios. (C. Apel Iași s. I, 46 din 29 Mai 1922, Dreptul 42/922).

25. E inadmisibil retractul litigios când anterior cesiunii, dreptul fusese

desbătut și juridicește constatat și stabilit. Justiția apreciază în fapt dacă dreptul are caracter litigios. (Trib. Gorj s. I, 1 din 1 Ian. 1923. Curier Jud. 13/923).

26. După art. 1402 c. civ., cel în contra căruia există vre-un drept litigios vândut, se va putea liberă de cesionar, numărându-i prețul, speșele contractului de cesiune și dobânzile, iar după art. urm. 1403, lucrul se socotește ca litigios, când există proces sau contestație asupra fondului dreptului.

În spetă apelanta nu numai că n'a contestat dreptul fratelui său, de o treime din imobilul succesoral, dar, chiar de ar fi făcut-o, o atare contestare se găsește deja rezolvată de justiție prin hotărâre definitivă în sensul recunoașterii aceluși drept. Posterior acelei hotărâri și a jurnalului tribunalului pentru scoaterea în vânzare prin licitație publică a imobilului, ce nu eră comod partajabil în natură, titularul dreptului succesoral a vândut dreptul său intimatului.

Această înstrăinare n'a avut deci de obiect un drept litigios în sensul legii, astfel că disp. art. sus menționate nu își au aplicațiune. (C. A. București IV, dec. civ. 210 din 23 Iunie 1923. Jur. Gen. 1924, No. 146).

27. A se vedea: art. 1402 cu notele respective.

Art. 1404. — Dispozițiunile articolului 1402 încetează:

1. Când cesiunea s'a făcut la un comoștenitor sau coproprietar al dreptului cedat;
2. Când s'a făcut la un creditor, spre plata creanței sale;
3. Când s'a făcut către posesorul fondului asupra căruia există dreptul litigios. (Civ. 1402; C. com. 45; Civ. Fr. 1701).

Text. fr. Art. 1701. — La disposition portée en l'article 1699 cesse:

1° Dans le cas où la cession a été faite à un cohéritier ou copropriétaire du droit cédé;

2° Lorsqu'elle a été faite à un créancier en paiement de ce qui lui est dû;

3° Lorsqu'elle a été faite au possesseur de l'héritage sujet au droit litigieux.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 359 *quater*, p. 458;

BAUDRY ET SAIGNAT, *Vente*, 960, 962;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 508, 511; ed. 1-a, III, p. 561;

DALLOZ, *Rép. Vente*, 2027 urm.; *Suppl. Vente*, 882 urm.;

GUILLOUARD, *Vente*, II, 894, 897;

HUC, *Cession*, II, 680 urm.;

LAURENT, XXIV, 607, 610;

MOURLON, ed. 7-a, III, p. 273;

PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1657;

TROPLONG, *Vente*, II, 1005, 1006.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, VIII, ed. 1-a, p. 869, 878 urm.; *Observație* sub. Trib. Charolles (Saone et Loire), 9 Mai 1922. Pand. Rom. 1923-III-70; *Observație* sub. C. Apel Poitiers, 9.

Aug. 1922. Pand. Rom. 1923-I-251; *Observație* sub. Trib. Putna 10 Mai 1922. Pand. Rom. 1924-II-111;

CANTACUZINO MATEI, p. 499, 637;

DEMETRESCU-MIULESCU G., „*Retractul litigios*“. Pagini Juridice 44/909;

DUMITRESCU A. M., II, 231;

GEORGEAN N., *Notă* sub. Trib. Dorohoi, 7675 din 1923. Jurispr. Gen. 9/924 No. 550;

HAMANGIU C., *Observație* sub. Trib. Putna s. I, 2717 din 10 Mai 1922. Pand. Rom. 1924-II-112;

NACU, III, p. 309 urm.

Jurisprudență.

1. Legiitorul după ce prin art. 1402 și 1403 c. civil a organizat dreptul de retract litigios, a prevăzut prin art. 1404 trei cazuri în cari un asemenea drept nu este admisibil și între aceste cazuri este și acela când cesiunea s'a făcut la un comostenitor sau coproprietar al dreptului cedat, cazuri cari fiind limitative nu pot fi întinse prin analogie.

Prin urmare, dacă cesionarul nu e comostenitor sau coproprietar al dreptului cedat, ci un tert, față cu succesiunea, acest caz rămâne supus regulii comune, după care se cere ca

cesiunea să fie cu titlu oneros, ca în momentul cumpărării sau cesiunii dreptului să existe proces și prin acest proces să fie contestat chiar fondul dreptului. (Cas. I, 758 din 30 Oct. 1912. Curier Jud. 16/913).

2. Potrivit art. 1404 c. civil coproprietarului unui bun indiviz nu i se poate opune retractul litigios, prevăzut de art. 1402 și 1403 c. civ., pentru porțiunea indiviză asupra căreia există litigiu și pe care dânsul a cumpărat-o în cursul procesului. (Cas. I, dec. 887 din 24 Sept. 1923. Jur. Gen. 1924, No. 105).

3. A se vedea: art. 1402 cu notele respective; art. 1403 cu notele respective.

TITLUL VI.

Despre schimb.

Art. 1405. — Schimbul este un contract prin care părțile își dau respectiv un lucru pentru altul. (Civ. 942, 948, 1406 urm.; L. Timbr. 20 § 5, 21 § 5, 44 § 5, 61—g; Civ. Fr. 1702).

Text. fr. Art. 1702. — L'échange est un contrat par lequel les parties se donnent respectivement une chose pour une autre.

Doctrină străină.

BAUDRY ET SAIGNAT, *De la vente et de l'échange*, 968;

DALLOZ, *Rép. Échange*, 6 urm.; *Suppl. Échange*, 4 urm.;

MOURLON, ed. 7-a, III, p. 278 urm.;

PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1658.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCU, IX, p. 2 urm.; „*Despre schimb*“. Pagini Juridice 39/908;

NACU, III, p. 313, 314.

Jurisprudență.

1. Un act de schimb nu poate constitui un titlu de proprietate, dacă a-

cela care se servește de el nu dovedește că persoana, cu care făcuse schimbul, era proprietara imobilului dat în schimb. (Cas. I, 27/904, B. p. 26).

Art. 1406. — Schimbul se face prin singurul consimțământ, întocmai ca și vânzarea. (Civ. 644, 971, 1295, 1801 urm.; Civ. Fr. 1703).

Text. fr. Art. 1703. — L'échange s'opère par le seul consentement, de la même manière que la vente.

Doctrină străină.

BAUDRY ET SAIGNAT, *De la vente et de l'échange* 969;

GUILLOUARD, *Vente*, II, 916;

PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1660.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 4 urm.; „*Despre schimb*“. Pagini Juridice 39/908;
CANTACUZINO MATEI, p. 89;
NACU, III, p. 313, 314.

Jurisprudență.

1. Chestiunea de a se ști dacă un act de schimb făcut pentru un imobil dotat este valid sau nul din cauza lipsei consimțământului femeii, cerut conform art. 1254 din Cod. civil, nu se poate ridică decât de dânsa, care singură ar putea invoca nulitatea actului din această cauză. (Cas. I, 303/95, B. p. 878).

2. Legea neprevăzând sub ce formă trebuie luat consimțământul femeii la schimbul ce dânsa face cu un imobil al său contra unui imobil al bărbatului, simpla afirmare a tribunalului în jurnalul său, face convingerea că consimțământul a fost luat în mod regulat. De altmintrelea, consimțământul femeii, fiind prescris numai în interesul ei, lipsa lui nu se poate opune de

către creditorii bărbatului. (Trib. Prahova I. C. Jud. 3/903).

3. Lipsa de transcriptiune a unui act de schimb nu poate fi invocată de cel de al treilea, care cunoaște înstrăinarea, fiindcă sub imperiul legii de procedură civilă un act, deși netranscris, putea fi opus terței persoane care avea cunoștința de înstrăinarea imobilului. (Trib. Argeș, *Dr.* 81/904).

4. Un act de schimb semnat prin punere de deget și neautentic nu poate face nici o probă în justiție, astfel că nu poate servi de titlu pentru prescripția de zece ani. (Cas. I, 258 din 19 Apr. 1911. Jurisprudență 19/911).

5. Schimbul nu se poate dovedi cu martori atunci când obiectul e de o valoare mai mare ca 150 lei vechi. (Cas. I, 258 din 19 Aprilie 1911. Jurisprudență 19/911).

Art. 1407. — Dacă unul din copermutanți ¹⁾ a primit lucrul lui dat în schimb, și în urmă probează că celalt contractant nu este proprietar al aceluia lucru, nu poate fi constrâns a predă pe cel de dânsul promis, ci numai a întoarce pe cel primit. (Civ. 1322, 1364; Civ. Fr. 1704).

Text. fr. Art. 1704. — Si l'un des copermutants a déjà reçu la chose à lui donnée en échange, et qu'il prouve ensuite que l'autre contractant n'est pas propriétaire de cette chose, il ne peut pas être forcé à livrer celle qu'il a promise en contre-échange, mais seulement à rendre celle qu'il a reçue.

Doctrină străină.

BAUDRY ET SAIGNAT, *De la vente et de l'échange*, 978, 979;
CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 252 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1660.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 15: *Observație* sub. Judec. ocol. rural Suraia-Putna, 42 din 27 Febr. 1910. Curier Jud. 28/910;
NACU, III, p. 313.

Art. 1408. — Copermutantul evins de lucrul primit în schimb, poate cere daune-înterese sau întoarcerea lucrului său. (Civ. 1020, 1021, 1084 urm., 1341, 1843; Civ. Fr. 1705).

Text. fr. Art. 1705. — La copermutant qui est évincé de la chose qu'il a reçue en échange, a le choix de conclure à des dommages et intérêts, ou de répéter sa chose.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 360, p. 459-462;
BAUDRY ET SAIGNAT, *De la vente et de l'échange*, 984-986, 990;

1) Adică aceia cari fac schimbul.

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 458;
 GUILLOUARD, *Vente*, II, 927, 929, 930;
 LAURENT, XXIV, 623, 627;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1660.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 12 urm.: (X, p. 478 n. 1); „*Despre schimb*“. Pagini Juridice 41/909;
 GEORGEAN N., *Notă* sub. Cas. II, 25 din 24 Mart. 1920. Pand. Rom. 1924-I-22;
 NACU, III, p. 314.

Jurisprudență.

1. Când Tribunalul constată, în fapt, că tot pământul dat în schimb de către recurent este proprietatea totală a soției sale, nu poate fi vorba de aplicarea art. 1347 din codul civil pentru

evicțiunea parțială, ci de aplicarea art. 1408 din codul civil, relativ la evicțiunea totală, după care copermutantul evins de lucrul primit în schimb, poate cere daune interese sau întoarcerea lucrului. (Cas. I, 23 Oct. 1909, B. p. 1103).

Art. 1409. — Toate celelalte reguli prescrise pentru vânzare, se aplică și la contractul de schimb. (Civ. 1294 urm., Civ. Fr. 1707).

Text. fr. Art. 1707. — Toutes les autres règles prescrites pour le contrat de vente s'appliquent d'ailleurs à l'échange.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 360, p. 462;
 BAUDRY ET SAIGNAT, *De la vente et de l'échange*, 980, 985, 993, 997, 998;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 842;
 GUILLOUARD, *Vente*, II, 921, 924, 926, 927, 932;
 LAURENT, XXIV, 616, 619, 623;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 278 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1662;
 TROPLONG, *De l'échange et du louage*, I, 34.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 9 urm., 18; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 414; X, p. 480; *Droit ancien et moderne de la Roumanie* p. 103; *Observație* sub. Trib. Remirmont 13 Mart. 1904. Curier Jud. 20/906; „*Despre schimb*“. Pagini juridice 41/909;
 CANTACUZINO MATEI, p. 636;
 DEGRÉ ALEXANDRU, *Scrieri juridice* vol. IV „Chestiuni diverse“, p. 261, 262;
 DUMITRESCU A. M., II, 180, 181, 182;
 GEORGEAN N., *Observație* sub. Trib. Dorohoi, Ordonanța 2950 din 20 Mart. 1925. Pand. Rom. 1925-III-69;
 NACU, III, p. 314;
 STĂNESCU ELEFTERIE, *Notă* sub. Trib. Iași s. II, Jurnal 28/924. Jur. Gen. 1925, No. 373.

Jurisprudență.

1. Scopul legiuitorului, când a creat prohibițiunea vânzării între soți, a fost de a împiedeca ca soții, prin vânzări simulate, să-și creeze unul altuia beneficii, care ar fraudă pe creditori, făcând să treacă gagiul lor comun în patrimoniul celuilalt sot, fără ca sotul vânzător să fi umplut golul, primind în schimb un preț echivalent. Acest pericol, însă, nu mai există când e vorba de schimb, căci lucrul primit în schimb nu poate fi fictiv, ci există în realitate, așa că fraudă este înlăturată, și deci, schimbul între soți este permis. (Trib. Prahova I, C. Jud. 3/903).

2. Un imobil total al femeii nu poate,

în timpul căsătoriei, să fie schimbat cu un alt imobil al bărbatului, întru cât schimbul este, prin art. 1409 codul civil asemănat vânzării și întru cât o asemenea operație ar aduce o prefacere și schimbare a convenției matrimoniale, ceace legea nu admite. (Trib. Iași, III, Dr. 72/908, p. 594).

3. În toate cazurile când sunt clădiri, plantațiuni sau îmbunătățiri făcute de posesor pe pământurile de improprietărire ale sătenilor, posesorul unui asemenea pământ e în drept să curme ori ce proces de restituire a pământului, oferind și dând sătenului alte pământuri în schimbul celor ce i se luase, de aceeași întindere și calitate căci schimburile făcute cu pământurile de aceeași

calitate și cantitate nu se consideră ca înstrăinare sau desproprietărire a sătenilor și nu intră în previziunile legii interpretative de la 1879, (Cas. I, 432 din 13 Nov. 1909, Jurisprudența 39/1909).

4. Instanța de fond este în drept să respingă acțiunea pentru anularea unui act de schimb de pământ rural, atunci când constată că pământurile schimbate sunt egale în întindere și valoare. (Cas. I, 245 din 4 Mai 1910, Jurisprudența 20/1910).

5. Art. 132 al. 4. Constituția nu permite schimbul de pământuri rurale de cât atunci când pământul primit ar fi de aceeași întindere și calitate cu acela dat în schimb.

Prin urmare instanța de fond violează acest articol atunci când validează schimbul fără a cercetă dacă aceeași condiție e îndeplinită. (Cas. I, 171 din 7 Mart. 1911, Jurisprudența 20, 1911; În același sens: Cas. I, 879 din 5 Dec. 1912, Jur. Rom. 8/913).

6. Art. 132 al. 4 Constituție nu permite schimbul de pământuri elăcești de cât atunci când pământul primit va fi de aceeași întindere și calitate ca cel dat în schimb. Textul legii fiind general urmează să se aplice atât în cazul când unul numai din pământuri e dat după legea rurală cât și atunci când ambele pământuri sunt date după acele legi, de oarecă și în acest din urmă caz pământurile pot să difere în calitate.

Prin urmare când tribunalul judecă că condițunea identității de întindere este suficientă, când pământurile sunt date după legea rurală și validează schimbul fără a cercetă și condiția calității pământurilor, creează o distincție neprevăzută de art. 132 citat și deci violează acel articol. (Cas. I 705 din 26 Nov. 1913, Curier Jud. 79/914).

7. Dispozițiile art. 1409 c. civil, potrivit cărora regulile prescrie pentru vânzare se aplică și la contractul de schimb, se referă numai la regulile generale cu privire la forma contractului, la consimțământul părților, la transcripție, la răspundere în caz de evicțiune, adică la tot ce se potrivește cu

natura și efectele schimbului, iar nu și la regulile speciale vânzării cari își au rațiunea lor numai când este vorba de vânzare, cum sunt cele privitoare la incapacitatea de a vinde, înscrisă în art. 1307 c. civil.

Nu se pot aplica prin analogie dispozițiunile prohibitive ale vânzării de imobile între soți și la schimbul de imobile dintre acestia, de oarecă prohibiția din art. 1307 c. civil a fost creată pentru a înlătură înțelegerile frauduloase dintre soți, cari sub forma vânzării ar ascunde donații ce nu s'ar mai putea revoca sau ar păgubi pe creditorii, ceea ce nu poate avea loc în contractele de schimb, unde fiecare primește în mod real echivalentul lucrului dat în schimb. (C. Apel Galați s. II, 202 din 29 Nov. 1923, Dreptul 34/924, Pand. Rom. 1925, III, 7).

8. Prin aplicațiunea art. 1409 combinat cu 1307 codul civil schimbul ca și vânzarea nu este îngăduit între soți.

Argumentul adus contra acestei soluții că teama, ca operațiunea să nu ascundă o donațiune, teama care a dictat prohibițiunea vânzării între soți nu ar există în caz de schimb, nu este întemeiată de oare ce aproape totdeauna valoarea celor două imobile care se schimbă fiind inegală, schimbul în marginele sultei ce o parte trebuie să plătească celeilalte, ar putea ascunde o donațiune. (Trib. Iași s. II, Jurnal 28/924, Jur. Gen. 1925, No. 373).

9. În prevederile legii pentru înstrăinarea loturilor dobândite prin împroprietărire din 13 Martie 1925, trebuie să înglobăm toate contractele cari operează o transmisiune de proprietate a unor asemenea imobile și deci implicit și contractele de schimb.

Așa fiind, contractele de schimb de pământuri de împroprietărire nu se vor putea face decât cu îndeplinirea condițiilor prevăzute de art. 2 și următorii din citata lege. (Trib. Dorohoi, Ordonanța 2950 din 20 Martie 1925, Pand. Rom. 1925, III, 69).

10. A se vedea: art. 1254, Index alfabetic „Schimb între soți”, „Vânzare între soți” și notele respective.

TITLUL VII.

Despre contractul de locațiune.

CAPITOLUL I.

Dispozițiuni generale.

Art. 1410. — Obiectul contractului de locațiune este un lucru sau o lucrare. (Civ. 1411, 1413 urm.; Civ. Fr. 1708).

Text. fr. Art. 1708. — Il y a deux sortes de contrats de louage :
Celui des choses,
Et celui d'ouvrage.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Du contrat de louage*, I, 2;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 514, 587;
DALLOZ, *Rép. Louage*, 1;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 281 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 20;
CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2 a, p. 11;
NACU, III, p. 315.

Art. 1411. — Locațiunea lucrurilor este un contract prin care una din părțile contractante se îndatorește a asigura celeilalte folosința unui lucru pentru un timp determinat, drept un preț determinat. (Civ. 942 urm., 945, 947, 1413 urm., 1420, 1750; C. com. 3, 13, 413 urm., 557, 716; L. Timbr. 33 § 3; L. agrară 27; Civ. Fr. 1709).

Text. fr. Art. 1709. — Le louage des choses est un contrat par lequel l'une des parties s'oblige à faire jouir l'autre d'une chose pendant un certain temps, et moyennant un certain prix que celle-ci s'oblige de lui payer.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, I, p. 644, § 224, n° 19; II, p. 36 § 165, p. 471, § 365, n° 7; IV, p. 469 § 364, p. 498, 499, 505;
BAUDRY ET WAHL, *Traité du contrat de louage*, ed. 2-a, I, 8, 11, 12, 17, 18, 20, 23, 20, 29-33, 35, 37, 39, 40, 121, 684 urm., 688, 779-782, 964, 1201, 1202, 1205-1208, 1218, 1211, 1214-1217;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 516, 525;
DALLOZ, *Rép. Louage*, 1, 20 urm., 80 urm., 3058; *Suppl. Louage*, 14 urm., 59;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 198, 198 bis, XIII urm., XIX;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 234;
DEMOLOMBE, IX, 154 urm., 492, 493;
GARSONNET, I, p. 562, § 335, n° 6; p. 548, § 328, n° 1; IV, p. 23, 28, n° 20 § 643;
GUILLOUARD, *Traité du contrat de louage*, ed. 3-a, I, 8, 12 ter, 14, 16, 24, 28, 36, 38-40, 65, 70, 144, 408, 423, 424; II, 512, 598, 672;
HUC, X, 5, 6, 270, 273-275, 333, 334, 343, 354;
LAURENT, XXV, 8, 9, 38, 39, 63, 347, 350; XXX, 215;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1669;
POUILLET, *Tr. des brevets d'invention* n° 246;
TROPLONG, *Commentaire des titres de l'échange et du louage*, ed. 3-a, I, 4, 40, 56, 60, 83; II, 473.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 21, 23, 26, 28, 39, 42, 56, 248, 325; *Observație* sub. Trib. civil din Bruges (Belgia), 17 Febr. 1903. Dreptul 5/904; *Observație* sub. C. Apel Buc. s. I, 292 din 23 Nov. 1905. Dreptul 70/906; „*Natura dreptului chiriei sau arendașului*“. Dreptul 82/908; „*Locațiunea lucrurilor în dreptul internațional privat*“. Dreptul 5/909; *Observație* sub. C. Apel Buc. s. I, 195 din 30 Oct. 1902. Curier Jud. 11/903; *Observație* sub. Judec. ocol II, Ploești 2357 din 19 Oct. 1902. Curier Jud. 12/903; *Observație* sub. C. Apel Iași s. I, 7 Febr. 1904. Curier Jud. 27/904; *Notă* sub. C. Apel Constanța 103 din 3 Oct. 1921. Pand. Rom. 1922-II-129; *Observație* sub. Cas. I, 258 din 4 Mai 1916. Tribuna Juridică 30-31/1919; *Observație* sub. Trib. R. Sărat, 21 Aug. 1919. Trib. Juridică 37-38/919, *Notă* sub. Trib. Boulogne Sur Mer, 24 Nov. 922. Jur. Gen. 925 No. 951;
ALEXANDRESCU TRAIAN, *Notă* sub. Cas. Fr. Req., 29 Ian. 919. Jurispr. Gen. 4/923 No. 254;
CANTACUZINO MATEI, p. 650;
CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 11, 26, 34;
GEORGEAN N., *Notă* sub. Judec. ocol. Dorohoi, 124 din 11 Iunie 1923. Jurispr. Gen. 27/1923. No. 1859;
GRIGORESCU P. HORIA, *Notă* sub. Judec. ocol. Constanța 77 din 28 Febr. 1924. Justiția Dobrogei, 6/924;
NACU, III, p. 315;

- PANCU N. NICOLAE, „Locațiunea bunului indiviz”. Curier Jud. 29/913;
 PERIEȚEANU GR. I. (Iper), Notă sub. Trib. Ilfov s. IV, 1095 din 30 Nov. 1922. Curier Jud. 17/923;
 RAPAPORT M., Notă sub. Trib. civil Seine, 14 Febr. 1923. Jurispr. Gen. 22/924. No. 1251;
 SIEFERT E. DR., «Despre natura contractului prin care băncile pun la dispoziția clienților casele de bancă». Curier Jud. 10-11/1920;
 ȘTEFĂNESCU I. DIMITRIE, „Cum trebuie să se execute hotărârile judecătorești prin care s'a dispus evacuarea chiriașului dintr'un imobil”. Curier Jud. 28/924;
 STOENESCU D. D., Observație sub. Justiția de pace din Moissac (Tarn-et-Garonne), 22 Nov. 908. Pagini Juridice 43/909.

INDEX ALFABETIC

- Acesorii 26.
 Act autentic 5, 7, 9.
 Administrații publice 32.
 Antrepriză 2, 3.
 Anulare, a se vedea „Nulitate”.
 Arendare, a se vedea „Locație”.
 Cărbuni, exploatare 1.
 Cartiriire 18.
 Chiriaș, a se vedea „Inchiriere”, „Locație”.
 Comptabilitatea generală a Statului 23.
 Comune veniuri 2.
 Comune urbane 23.
 Concesiune 1, 2, 3, 4, 26, 32.
 Consimțământ 3, 15, 23, 30.
 Contract de întreprindere 2, 3.
 Coproprietari 6, 8, 10.
 Creanță, a se vedea „Drept de creanță”.
 Dată certă 5, 7, 9.
 Daune-interese 7, 16, 25.
 Drept de creanță 5, 7, 9, 14, 16, 17, 25, 27.
 Drept de folosință, a se vedea „Folosință”.
 Drept personal, a se vedea „Drept de creanță”.
 Drept real, a se vedea „Drept de creanță”.
 Durată, a se vedea „Termen”.
 Eroare 12.
 Evicțiune 25.
 Exploatare de cărbuni 1.
 Fabrică 29.
 Farmacie 19.
 Folosință 1, 3, 4, 5, 7, 9, 11, 14, 16, 23, 27.
 Fraudă 8.
 Gheretă 31.
 Incartiuriere 18.
 Inchirierea bunului indiviz 6, 8, 10.
 Inchiriere la două persoane 5, 7, 9, 14, 17, 27.
 Incorporal bun 19, 29.
 Indivizibilitate 11, 29.
 Indiviziune 6, 8.
 Intenție 13, 21, 22, 24, 26, 33.
 Întreprindere 2, 3.
 Legatar 7.
 Legea comptabilității generale a Statului 23.
 Legea măsurilor excepționale 32.
- Legea organizării comunelor urbane 23.
 Licitație publică 23.
 Locațiune, a se vedea „Inchiriere” și 1-33.
 Lucru, a se vedea „Obiect”.
 Macelar 31.
 Mandat 2.
 Mașini de scris 32.
 Măsuri excepționale 32.
 Mină de cărbuni 1.
 Monopol 32.
 Moștenitori, a se vedea „Succesori”.
 Nud proprietar 8.
 Nulitate 6, 8, 10, 12, 23.
 Obicieiuri 30.
 Obiect 1, 3, 4, 6, 9, 13, 15, 16, 19, 23, 29, 30.
 Organizarea comunelor urbane 23.
 Pădure 20.
 Palatul de Justiție 32.
 Personal drept, a se vedea „Drept de creanță”.
 Prelungirea contractelor de închiriere 18, 23.
 Preț 1, 2, 3, 4, 15, 22, 23, 26, 30, 31, 33.
 Primărie 2, 23.
 Proprietatea imobilului închiriat 25.
 Real drept, a se vedea „Drept de creanță”.
 Reconducțiune (tacită) 23.
 Redactarea actului 13.
 Reziliere 8, 11, 24.
 Salariu 26.
 Scrisori 15.
 Servitori 25.
 Stat 3, 32.
 Stil nou sau vechiu 21.
 Sublocație 24.
 Succesiune 7, 11.
 Succesori 11.
 Suspendarea plății prețului 25.
 Tacită reconducțiune 23.
 Taxe vamale 3, 4.
 Termin 1, 3, 4, 15, 21, 23, 28, 30, 33.
 Terțe persoane 7.
 Transcriere 7, 9, 13.
 Tranzacție 11.
 Tulburare 25.
 Uzfruct 8.
 Uzuri 30.
 Vamale taxe 3, 4.
 Vânzare-cumpărare 1, 2, 7, 10, 20.
 Veniuri comunale 2.

Jurisprudență.

1. Contractul prin care se concedă dreptul de a exploata pe timp de 90 ani, cărbuni după proprietatea sa, plă-tindu-se proprietarului un avans la epoca în contract stipulată și fie care tonă de cărbuni ce s'ar extrage, câte atât, nu transferă numai folosința lucrului cedat pentru un timp,

ci transmite în realitate proprietatea porțiunilor de cărbuni extrași pe fiecare an, căci aceste porțiuni extrase ne mai putându-se reproduce, sunt de natură a împușină cantitatea și a o face după un timp mai mult sau mai puțin lung chiar să dispară și aceasta în profitul concesionarului; astfel fiind, concesionarul are dreptul nu de a se folosi de un lucru și de a-l lăsa la expirarea contractului ne atins în substanța sa, drept ce dă contractul de locațiune, ci dreptul de a-și însuși și dispune de substanța chiar a aceluși lucru drept ce nu ar putea avea, dacă contractul nu ar fi o vânzare. Termenul stipulat ca durata concesiunii, nu e stipulat în vederea timpului în care concesionarul are a se folosi de acel lucru, ci în vederea timpului ce s'a crezut necesar, pentru a-și putea însuși substanța chiar a aceluși lucru; și fixându-se prețul de fiecare tonă de cărbuni extrasă, prețul stipulat nu în vederea folosinței unui lucru, ci în vederea apropierea a substanței aceluși lucru, e dar stipulat nu ca preț de locațiune, ci ca preț de cumpărătoare. Astfel fiind, acest contract nu e de cât o vânzare mobilară, iar nu un contract de locațiune. (Cas. I. 390/Dec. 1/81, B. p. 908).

2. Contractul de antrepriză, prin care primăria cedează în favorul antreprenorilor perceperea unor venituri ale comunei în schimbul plății anuale a unor sume de bani, nu se poate privi alt-fel de cât ca un contract de închiriere, iar nu ca un simplu mandat. (Cas. I. 194/Mai 17/83, B. p. 515).

3. Deși contractele de vânzare și de locațiune sunt supuse la aceleași principii și prin urmare există o asemănare între ele, întru cât și unul și altul se formează prin simplul consimțământ și presupun un preț; ceea ce deosebește însă contractul de vânzare de acela de locațiune este că primul are de obiect de a transmite proprietatea, pe cât timp la contractul de locațiune închirietorul se obligă numai de a face pe locatar să se bucure de lucrul închiriat pe un timp anume determinat. Astfel fiind, când Statul nu transmite antreprenorului în plină proprietate, dreptul său de a percepe taxele prevăzute de legea vamală, ci se obligă să-l facă să se folosească de acest drept pe timp determinat, această con-

vențiune este un contract de locațiune. (Cas. I, 353/Oct. 21/83, B. p. 955).

4. Relațiunea de drept stabilită pentru folosința dreptului vămilelor, pentru un timp determinat, este un contract de locațiune, întru cât sunt elementele constitutive, care caracterizează contractul de locațiune, folosința unui drept sau obiect și un pret determinat. (Cas. I, 24/Ian. 28/84, B. p. 26).

5. Din termenii art. 1411 rezultă că contractul de locațiune nu conferă chirieșului de cât un drept de creanță în contra proprietarului, în virtutea căruia acesta este îndatorat de a-i asigura dreptul de folosință asupra lucrului închiriat, iar nu un drept real care să-i dea drept să urmărească imobilul închiriat în ori ce mână s'ar găsi și care să fie opozabil tuturor. Prin urmare, plecând de la acest principiu, dacă un proprietar, care a închiriat un imobil unei persoane, îl închiriază la o altă persoană căreia îi procură și folosința, primul chirieș nu poate să-l expulzeze pe cel din urmă din posesia imobilului, de oare-ce nu e nici un raport juridic între ambii chirieși, și nu-i rămâne de cât acțiunea contra proprietarului pentru neexecuțiunea obligațiunei sale. Și deși legiuitorul prin art. 1441, aduce un temperament de echitate la acest principiu, însă prin art. 1441 fiind vorba de o excepțiune, ca atare nu se poate întinde prin analogie și la alte cazuri, ci trebuie mărginit numai la cazul anume prevăzut de lege. (Cas. I, 248/Sept. 15/86, B. p. 682).

6. În timpul unei indiviziuni fie-care din coproprietari are un drept indiviz asupra fie-căreia din părțile lucrului. Astfel, coproprietarul care ar consimți a arenda partea sa, ar da dreptul arendașului de a se folosi atât de partea indiviză a coproprietarilor săi, cât și de a sa, transferându-i astfel dreptul de a se bucura de un lucru care aparține coproprietarilor săi, căci arendașul n'ar putea a se folosi de partea locatorului, fără a se folosi de partea coproprietarilor acestuia. Or aceasta nu e de cât arendarea lucrului altuia, arendare nulă, care dă drept atât arendașului, cât și coproprietarilor a cere nulitatea contractului. (Trib. Ilfov, I, 94, Februarie 7/89, Dr. 65/89).

7. Conform principiilor generale în materie de locațiune, locatorul are numai dreptul de a cere proprietarului să-l pună în pozițiune de a se bucura de folosința lucrului închiriat. El nu are asupra lucrului un drept real, ci numai un drept personal în contra proprietarului. Aceasta fiind stabilit, în cazul când proprietarul a închiriat sau arendat succesiv același lucru la două persoane diferite, chestiunea de

a se ști care din cei două locatari trebuie să fie preferat celui alt, trebuie să se rezolve nu după ordinea transcripțiilor, căci transcripțiunea nu poate fi opusă de cât numai de către tertiele persoane, cari au obținut de la proprietar un drept real asupra imobilului și l-au transcris în regulă, ori legatarul ne-având asupra imobilului un drept real, nu este tertă persoană. Chestiunea nu poate fi rezolvată nici după cum titlul unuia are dată certă, înalțea celui alt, căci după cum între creditorii chirografari anterioritatea titlului unuia nu-i constituie un drept de preferință față de ceilalți, așa și între locatarii aceluiasi imobil și unii și alții având numai drepturi personale în contra aceluiasi autor și neavând nici unul vre-un drept de preferință, trebuie să aplicăm principiul *in pari causa melior est causa possidentis*; deci dar, locatorul care a fost pus în posesiune este preferat; iar celălalt, ori care ar fi data titlului său, transcris sau nu, nu poate cere expulzarea adversarului său, cu care n'are nici o relațiune juridică; el nu are decât dreptul de a se adresa proprietarului spre a-i cere folosința lucrului, sau daune-interese. Natura dreptului locatarului nu se modifică prin transcripțiune, de oarece dacă legiuitorul a prescris transcripțiunea în materie de locațiune, aceasta nu a făcut-o ca modificatiune a principiilor generale, ci numai ca o necesitate. Dacă locatorul poate opune titlul său comparătorului, donatarului, etc., este pentru că acel care a dobândit un imobil, este subrogat în drepturile celui care l-a alienat, și prin urmare și în obligațiunile sale; ori în specia noastră nu poate fi subrogațiune, dreptul locatorului căruia îi opune transcripțiunea fiind un drept personal. (Trib. Ilfov, notar., 133, Iun. 30/90, Dr. 54/90).

8. Coproprietarul unui lucru indiviz nu poate să-l închirieze, chiar pentru partea ce-i aparține, fără consimțământul celorlalți coproprietari, cari sunt în drept a cere nulitatea integrală a contractului de închiriere, făcut fără concursul lor. Or, faptul de a arenda o moșie este un act de administrare, precum este și cererea de resilierea unui asemenea contract. Și cel care are drept să consimtă la facerea unui contract de închiriere, are asemenea dreptul să ceară și desființarea lui, în virtutea principiului după care contractele se fac și se desfac prin consimțământul părților. Insa toate actele de administrațiune făcute de usufructuar, arendările de moșii, sunt valabile și obligatorii pentru nudul proprietar, afară de cazul când sunt făcute în fraudă celui din urmă. Astfel fiind, nudul proprietar al unui imobil

indivis poate să ceară nulitatea unui contract de arendare făcut de usufructuar în fraudă drepturilor celui d'în-tâiu. (Apel Galați I, *Dr.* 32/90).

9. Acțiunea rezultând din contractul de locațiune este o acțiune personală care nu se poate exercita decât de părțile contractante, una contra alteia. Prin locațiune locatarul nu dobândește asupra lucrului un drept real în virtutea căruia să-l poată urmări în ori ce mâini s'ar afla, ci stipulează numai îndatorirea din partea locatarului de a-l face să se folosească de lucrul ce i-a închiriat. Aceasta rezultă atât din definițiunea ce legea, prin art. 1411, dă contractului cât și din întreaga economie a legii asupra acestei materii și în special din art. 1420 și 1428. Dacă art. 1441 obligă pe cumpărător să respecte închirierea anterioară constatată prin act autentic sau având dată certă, iar pe de altă parte art. 724 pr. civ., declară opozabile celor de al treilea închirierile de imobile pe un termen mai mare de 3 ani, dacă au fost transcrise în registrul tribunalului de situațiune, aceste dispozițiuni constituiesc niște simple măsuri luate de legiuitor în interesul arendărei și al exploatărei bunurilor, nu ne autoriză însă a schimba natura drepturilor și obligațiunilor decurgând din acest contract, și pe cari legea însăși le indică prin art. 1420 și 1428. Din acest punct de vedere privită chestiunea, arendașul cel nou nu este în drept să ceară prin judecată ca arendașul cel vechi să-i lase în stăpânire moșia ce i s'a arendat de proprietar, ci urmează să-și îndrepte acțiunea contra proprietarului și să ceară să-și execute obligațiunea ce are de la lege de a-l face să se folosească de moșia ce i-a arendat, și aceasta numai de va socoti de cuviință să ceară depărtarea de pe moșie a vechiului arendaș. Dovada cea mai învederată că arendașii nu au nici o acțiune unul contra altuia este chiar art. 1465. În adevăr, dacă legiuitorul a simțit nevoia ca să edicteze într'un articol special obligațiuni de înlesnire pentru arendașul vechi către cel nou și vice-versa, dându-le astfel câte o acțiune personală, este pentru că în regulă generală și în virtutea chiar a contractului de arendă nici unul nu poate pretinde ceva dela celălalt. (Apel Craiova, II, Iunie 24/91, *Dr.* 58/91).

10. Un coproprietar neavând de cât o porțiune din fiecare moleculă a imobilului comun, nu poate închiria nici partea lui, care nu este determinată, nici părțile celorlalți codevălmasi; contractul făcut în asemenea condițiuni este nul și neopozabil celorlalți coproprietari și prin urmare aceluia ce cumpără imobilul, întru cât prin cumpărătoare el succede în drepturile lor

de proprietari. (Trib. Ialomița, 203, Oct. 23/91, *Dr.* 73/91).

11. Succesorii sunt obligați să predeă întreaga moșie arendată, pentru a servi destinațiunii ce au avut-o în vedere părțile contractante la încheierea contractului de arendare și în acest caz intențiunea lor face obligațiunea indivizibilă; copărtașii nu și-ar exercită obligațiunea, când ar da numai o parte din moșie, căci aceasta n'ar procura arendașului folosința deplină care a avut-o în vedere când a contractat, deci obligațiunea luată prin contract, nefiind susceptibilă de o execuțiune parțială, este indivizibilă prin natura sa. Așa fiind, întru cât unii din succesori nu consimt la reziliarea contractului de arendare, arenda trebuie menținută de interesul acestora, și dar transacțiunea încheiată de arendași cu unii din moștenitori nu se poate opune celorlalți care n'au luat parte, și nici au consimțit la ea. (Apel Iași, II, Ian. 25/94, *Dr.* 57/94).

12. Un contract nu se poate anula pentru eroare asupra persoanei, de cât numai când este făcut în considerațiunea persoanei. Inșă dacă obicinuit în contractul de arendare, considerațiunea persoanei nu este de cât secundară, nu mai este tot astfel când din diferite împrejurări care înconjură speța rezultă că cauza determinantă a consimțământului proprietarului a fost considerațiunea persoanei, a arendașului. Proprietarul poate invoca chiar pe cale de apărare, nulitatea unui atare contract. (Apel Buc. I, 255, Dec. 8/93, *Dreptul* 43/94; Trib. Ilfov II, Nov. 17/90, *Dr.* 43/94).

13. Actul, prin care părțile stipulează condițiunile arendărei, precum imobilul, timpul, arenda, garanția etc., din care rezultă intențiunea lor de a face un contract de arendare, întrunește toate elementele unui contract de arendă, conform art. 1411 cod. civil. Astfel, clauza cuprinsă într'un asemenea act petrecut în străinătate, prin care se zice că contractul se va încheia în România, nu poate fi înțeleasă decât pentru redactarea actului, autentificarea și transcrierea lui. (Trib. Iași II *Dr.* 69/904).

14. Contractul de locațiune nu conferă chiriashului decât un drept de creanță în contra proprietarului, în virtutea căruia acesta este îndatorat de a asigura chiriashului dreptul de folosință asupra lucrului închiriat, iar nu un drept real, care să-i dea drept să urmărească imobilul închiriat în orice mâini s'ar găsi și care să fie opozabil tuturor. Astfel, plecând de la acest principiu, dacă un proprietar a închiriat un imobil unei persoane și apoi îl închiriază alteia, căreia îi procură și folosința primul chiriash nu poate să-l

expulzeze pe cel din urmă din posesia imobilului, de oarece nu e nici un raport juridic între ambii chiriași. Nu-i rămâne primului chirias decât acțiunea contra proprietarului pentru neexecutarea obligațiunei sale. (Cas. I, 477/901 B. p. 1618; In acelaș sens: Apel Buc. I, Dreptul 70/1906).

15. Conform art. 1411 și 1414 din codul civil, contractul de închiriere este valabil de îndată ce părțile s'au înțeles asupra lucrului, timpului și închirierii. Prin urmare, violează sus citatele texte de lege, cum și art. 969 din codul civil, instanța de fond care consideră inexistent un contract de închiriere rezultat în mod invederat dintr'un schimb de scrisori intervenit între părți cu privire la imobilul închiriat, a pretului anual al chiriei și al duratei contractului. (Cas. I, 28 Februarie 1907. B. p. 234).

16. După art. 1411 din codul civil, contractul de locațiune nu conferă chiriașului decât un drept personal în contra proprietarului, în virtutea căruia acesta este îndatorat de a-i asigura dreptul de folosință asupra lucrului închiriat, și, în caz de imposibilitate, daune interese, iar nu un drept real, în baza căruia să poată cere dela un terțiu deținător ca proprietar prin cumpărare sau schimb și cu care nu are nici un raport juridic, evacuarea imobilului închiriat. (Cas. I, 331 din 29 Sept. 1908. B. p. 1401, Revista Judiciară 9/1908).

17. Deși printre dispozițiunile codului civil care reglementează materia locațiunei, nu există vre-un text referitor la cazul când un proprietar își arendează moșia la două persoane, prin două contracte succesive, totuș din alte texte de lege se pot deduce normele care să indice soluția ce urmează a se da într'o asemenea ipoteză.

Astfel, din art. 1441 c. civ. și 516 pr. civ., rezultă, că atât proprietarul unui imobil, închiriat ori arendat cu contract anterior transmiterei lui, cât și un locatar posterior, fără a distinge dacă locatarul anterior a fost ori nu pus în folosința imobilului, trebuie să respecte exercițiul drepturilor locatarului anterior, pentru tot timpul cât contractul le este opozabil.

Simpla posesiune a moșiei arendate nu poate atribui arendașului posterior dreptul de a fi menținut în folosința moșiei, căci eficacitatea posesiunei nu se poate invoca când sunt în discuțiune drepturi corporale ca acelea rezultând din contractele de arendare. (Cas. II, No. 126, 1914; Jurispr. Rom. 1914 p. 486; Cas. I 112 din 10 Febr. 1922, Jur. Gen. 1924, No. 2069).

18. Faptul că cineva a ocupat în mod samovolnic un imobil în baza unui bilet de încartiruire cu plată și în tot

timpul șederei sale în imobil s'a comportat ca un încartiruit iar nu ca locatar refuzând orice plată de spor de chirie, nu-i dă dreptul de a se considera posterior ca chirias și a beneficia de prelungirea contractelor de închiriere prevăzute de Decretul lege. (Cas. I, 148 din 31 Mart. 1920, Curier Jud. 42-43/920 și 55-56/920; Jurispr. Rom. 12/920, p. 112. Pand. Rom. 1923, I, 232).

19. Dreptul de farmacie se poate închiria, nefiind o piedică la aceasta caracterul de incorporeal al bunului. (C. Apel Craiova s. I, 44 din 28 Dec. 1920. Justiția (Craiova) 9/921).

20. Cedarea spre tăere a arborilor din o pădure, constituie o vânzare iar nu o locație. (C. Apel Iași s. II, 18 Mai 1920. Justiția (Iași) 1-2/920).

21. În caz când într'un contract de închiriere nu este arătat stilul, este o prezumpție puternică că în intenția părților a fost stilul vechi căci părțile pot după introducerea stilului nou să se refere tot la stilul vechi, mai cu seamă când e vorba de chirii cari se plătesc la anumite date, ce nu pot fi schimbate. (C. Apel Buc. s. III, 262 din 14 Dec. 1920. Curier Jud. 39/921).

22. Cu toate că într'un contract, prețul nu este fixat la o cifră globală pentru timpul închirierii ei este variabil, consistând dintr'un procent din valoarea operațiunilor ce le va face locatarul, totuși aceasta nu schimbă natura contractului, care rămâne un contract de închiriere, de oare ce pretul locației poate să fie variabil și să consistă într'o parte din beneficiu sau să fie proporțional cu produsele sau cu beneficiul chiriașului. (Trib. Covurlui, 254 din 6 Nov. 1920. Dreptul 18/921).

23. Potrivit art. 1411 c. civ., contractul de locațiune este perfect valabil când părțile au căzut de acord asupra obiectului, duratei și pretului închirierii — celelalte efecte putând fi determinate după voința prezumată a lor, lege, echitate sau obiceiul locului. (Trib. Dolj 5 Iulie 1921, Pand. Rom. 1922, II, 30).

24. Contractul de închiriere nu este un contract prin natura lui „întuitu persoane“, astfel că dacă locatarul înțelege să încheie contractul în vederea unei anumite persoane, intenția aceasta a părților contractante va trebui să rezulte din conținutul actului. Proprietarul dar nu va putea obține rezilierea contractului de locație, dacă din termenii contractului nu va rezulta în mod formal și neîndoios că închirierea s'a făcut în mod special în considerația unei anumite persoane. (Trib. Roman 27 Ian. 1921. Dreptul 1/922; Trib. Prahova s. I, 29 Oct. 1920, Curier Jud. 40/921).

25. Contractul de închiriere este valid între părți, chiar dacă locatarul nu

e adevăratul proprietar al imobilului, pentrucă închirierea nu e un contract translativ de proprietate ci un contract producător numai de obligații, el neconferind chiriașului de cât un drept personal contra locatorului iar nu un drept real asupra imobilului; cu alte cuvinte între chiriaș și locator nu există de cât un raport de obligații de la creditor la debitor, în virtutea căruia locatorul este dator a procura chiriașului folosința lucrului închiriat.

Așa fiind urmează că chiriașul nu are a se preocupa de dreptul de proprietate al locatorului, el putând numai în cazul când ar suferi vre-o tulburare în folosința sa, să aibă un just motiv de temere care să-l autorize a suspenda plata chiriei până la încetarea pericolului evicțiunii, iar în cazul când ar fi evins, să țină răspunzător pe locator de daune interese pentru înexecutarea obligației sale de a-i procura și garantă zi cu zi folosința imobilului. (C. Apel Constanța, 103 din 3 Oct. 1921, Curier Jud. 2/922, Pand. Rom. 1922, II, 129).

26. Art. 1411 c. civ., definind contractul de locațiune, nu cere ca prețul locațiunii să consistă neapărat în bani, ci spune numai că el trebuie să fie determinat în modul său de prestațiune și pentru un timp determinat — prin urmare se poate concepe o locațiune în care prețul să fie achitat altfel de cât în bani, cu condiție însă ca intenția părților de a face o închiriere să fie bine lămurită. Servitorii însă, cari pe lângă salariu ce-l primesc, mai au și locuință, nu pot pretinde că au un contract de locație, fiindcă acea locuință, accesoriu al salariului, este ori când revocabilă, odată cu serviciul și a fost concedată mai ales în vederea necesității stăpânului de a se folosi în orice moment de serviciile lor.

Deși primul alineat din art. 1414 c. civ., pare a fi o completare a definiției locației din art. 1411 c. civ., când spune: „orice concesiune temporară a unui imobil drept o prestație anuală, sub orice titlu ar fi făcută se consideră ca o locație”, însă acest text, care ca și art. 1415 c. civ., lipsește din Codul Napoleon, se referă la unele contracte ce se obicinuiau sub vechile legiuri ale lui Caragea și Calimach despre clădiri și sădiri pe loc străin. (Cap. V Caragea și art. 1505 Calimach), sens care se lămurește prin al doilea alineat care spune că: „o asemenea concesiune nu trece nici o proprietate către cesionar” și ca atare art. 1414 c. civ., nu poate fi invocat cu temeji pentru susținerea teoriei că orice concesiune de locuință constituie o locațiune. (Cas. I, 560 din 21 Iunie 1921, Curier Jud. 4/922, Jur. Rom. 13-14/922).

27. În cazul unei închirieri succesive

la două persoane diferite, este inadmisibilă acțiunea fostului locatar, în contra celui actual, de oarece dreptul chiriașului fiind de a se folosi un timp determinat de imobil, este un drept de creață în baza căruia el nu poate urmări imobilul închiriat în mâna ori căruia deținător.

Plecând de la acest principiu, chiriașul nu poate avea de cât o acțiune personală contra proprietarului pentru garantarea drepturilor isvorite din contractul de locație. (C. Apel Constanța 137 din 9 Dec. 1921, Pand. Rom. 1924, II, 13).

28. Contractul pe care l'au făcut părțile cu puțin înainte de a expira vechiul contract, pe un nou termen de la expirarea celui vechi, deși poartă titulatura de contract prelungit numai este vechiul contract. El este un contract nou. Din această cauză, la data încheerii lui se cer toate condițiile de validitate pentru acest contract. Se petrece cu el același lucru ca și cu tacita reconducție. Doctrina și jurisprudența în unanimitate recunosc că tacita reconducție este un contract nou, cerându-i condițiile de validitate necesare acestui contract.

Când o primărie urbană, cu puțin înainte de a expira un contract de închiriere al unui imobil al său, prelungește vechiul contract pe un nou termen, ea face un nou contract. Însă prin art. 83 leg. de org. com. urbane și art. 216 și 71 legea contabilității generale a statului, imobilele unei comune se închiriază peste suma de 3000 lei numai prin licitație publică. În consecință un contract prelungit de primărie prin bună înțelegere cu o chirie peste această sumă, este nul, fiind făcut cu călcarea sus citatelor texte de lege. (Trib. Dolj I, sentința civilă 455 din 15 Septembrie 1921, Jur. Gen. 1923, No. 1306).

29. Închirierea unei fabrici compuse din clădire, mașini și toate instalațiile necesare fabricațiunii, constituie o închiriere a însăși fondului comercial al fabricii și acest fond compus dintr'o universalitate de bunuri, este indivizibil din cauza naturei sale speciale, având caracterul unui bun incorporeal. (Cas. I, 405 din 28 Aprilie 1922, Jur. Rom. 18/922; Cas. I, 100 din 8 Febr. 1922, Pand. Rom. 1922, III, 155, Jur. Rom. 5-6, 1922, Curier Jud. 12/922; Trib. Dorohoi 346 din 27 Dec. 1920, Curier Jud. 6/922; Trib. Dorohoi 312 din 24 Nov. 1920, Jur. Gen. 1924, No. 156).

30. Deși potrivit art. 1411 codul civil clauzele esențiale și constitutive ale unui contract de locațiune, sunt cele referitoare la obiectul închiriat, termenul și prețul închirierii, astfel că o asemenea convenție trebuie considerată perfectă, dacă părțile au conve-

nit asupra lor, totuși nimic nu oprește pe părți, ca înțelegându-se în principiu asupra acestor chestiuni, să condiționeze perfectibilitatea închirierii, de înțelegerea ce se va stabili ulterior între dănsule; cu privire la celelalte clauze referitoare la drepturile și obligațiile ce mai pot naște pentru ele pe temeiul unei convențiuni de închiriere.

În acest caz dacă condițiunile puse nu se îndeplinesc, închirierea rămâne fără ființă, iar instanța judecătorească chemată a se pronunța asupra neîndeplinirii acesteia, născută din neîndeplinirea acestor condițiuni, nu poate suplini voința părților, prin aplicarea uzurilor în materie, atunci când constată că intenția părților, lămurit arătată prin convenția lor, a fost ca ele să cadă de acord asupra acestor condițiuni și că acest acord nu a putut interveni. (Cas. I. 406 din 28 Aprilie 1922, Jurisprudența Română 18/922).

31. Taxa pentru fiecare chilogram de carne tăiată în abator, fiind un accesoriu al chiriei plătită pentru ghereta în care se exercită meseria de măcelar, ea face parte integrantă din valoarea locativă. (Cas. III. 323 din 9 Martie 1923. Jur. Rom. 12/1923. Pand. Rom. 1923, III, 135).

32. Alături de convențiunile ordinare, cari regulează raporturile de interes privat ale particularilor, se recunoaște în doctrină existența unor convențiuni așa zise de utilitate publică, printre cari în primul rând, se clasează convențiunile făcute de administrații-

unile publice de Stat sau municipale, cu ocazia concesiunii unui serviciu public monopolizat, concesiuni ce cuprind stipulațiuni particulare consimțite în interesul privat al administrațiilor.

Concesiunea dreptului de a instala și exploata mașini de scris în Palatul Justiției, are de obiect nu folosința chioșecurilor, ci concesiunea unui drept în vederea unui serviciu public.

Prin urmare, nu poate fi vorba de o locațiune, care presupune folosința temporară a unui bun material, a unui imobil prin natura lui și nici de aplicațiunea art. 35 din legea măsurilor excepționale. (C. Apel Constanța 473 din 26 Sept. 1924, Justiția Dobrogei 1-2/925).

33. Art. 1411 care definește contractul de locațiune, nu cere ca prețul închirierii să consistă neapărat într-o sumă fixă de bani, ci arată numai că el trebuie să fie determinat în modul său de prestație pentru un timp determinat, așa în cât se poate concepe un contract de locațiune în care prețul nu ar consista dintr-o sumă globală fixată la încheierea contractului ci dintr-o sumă variabilă consistând dintr'un procent calculat la valoarea mărfii vândute, cu condiția însă ca intenția părților de a încheia un contract de locațiune să reiasă în evidență. (Trib. Prahova s. II, 4 Aprilie 1924, Jur. Gen. 1925, No. 1483).

34. A se vedea: art. 786, notele 29, 33; art. 969, nota 11; art. 1020, nota 1; art. 1491 nota 1.

Art. 1412. — Locațiunea lucrărilor este un contract prin care una din părți se îndatorește drept un preț determinat, a face ceva pentru cealaltă parte. (Civ. 942, 943, 945, 947, 1075 urm.; 1470 urm.; Constit. 21; Lege pentru servitori din 16 Iunie 1892; Civ. Fr. 1710).

Text. fr. Art. 1710. — Le louage d'ouvrage est un contrat par lequel l'une des parties s'engage à faire quelque chose pour l'autre, moyennant un prix convenu entre elles.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Louage*, I, 3;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 515;

DALLOZ, *Rép. Louage d'ouvr.* 1 urm., *Louage* 1 și 2; *Suppl. Louage d'ouvr.*, 10 urm.;

PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1824.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 21, 23, 26, 28, 39, 42, 56, 248, 325;

NACU, III, p. 315, 361;

RAPAPORT M., „*Natura juridică a contractului de mijlocie în raport cu dreptul de onorar al mijlocitorului*”. *Curier Jud.* 20/1925;

VASILESCU P., *Notă sub. Trib. Buzeu s. I, 1 din 3 Febr. 921. Curier Jud.* 24/921;

VERMEULEN H. JEAN, „*Problema și legislația muncitorească*”. *Curier Jud.* 39/924.

Jurisprudență.

1. Când se încheie un contract de locație de serviciu fără a se prevedea un termen, fiecare parte poate da celeilalte concediu observând obiceiul locului și mai ales ca concediatul să nu suferă un prejudiciu din cauza intempestivității ruperei anagajamentului. Așa concediatul poate cere daune când a încercat pagube căci a fost concediat brusc pe baza unei imputări neîntemeiate și de natură a vătămă bunul renume al concediatului, împiedicându-l pentru un timp oare care de a găsi o ocupațiune potrivită cu aceea pe care o avusese. (Cas. III, 79/1908 Revista Judiciară 2/908).

2. Când este vorba de plata unui comision, contractul intervenit între părți este un contract nenumit, înrudit cu locațiunea de serviciu în care acela ce prestează servicii are obligația de a interveni pe lângă părți ca una din ele să vândă și celeilalte să cumpere lucrul oferit spre vânzare.

Această obligație din partea numitului e de esență contractului de misiune.

Deși e adevărat că în virtutea libertății convențiilor părțile pot conveni cu acela care prestează servicii să nu aibă și obligația de a stăru pe lângă vânzător și cumpărător ca vânzarea să se facă prin intermediul său, însă dacă tribunalul recunoaște unui reclamant dreptul la comision, prin aceasta tribunalul se referă la principiile cari guvernează contractul de misiune. Prin urmare tribunalul stabilind că un asemenea contract a fost încheiat între părți îl denaturează atunci când pentru a obliga pe părți la plata comisionului constată că reclamantul nu are obligația de a stăru că vânzarea să se facă prin intermediul său. (Cas. I, 14 din 17 Dec. 1917. Curier Jud. 8/919).

3. Când o parte procură munca sa iar cealaltă se folosește de această prestație remunerând-o acest fapt constituie un contract de locație a lucrărilor (locatio operarum) conf. art. 1412 c. civ., iar nu o asociație în participatie conform art. 251 c. com., căci lipsește un act scris (art. 256 c. com.) și participarea la beneficii (art. 87 c. com.). (Trib. Buzău s. I, 1 din Febr. 1921, Curier Jud. 24/921).

4. În principiu, în contractul de locațiune de serviciu, ca și în orice contract sinalagmatic, o parte nu este în drept ca să ceară îndeplinirea obligațiilor celeilalte părți, decât în măsura în care ea însăși și-a îndeplinit obligațiunile sale. Când dintr'o cauză oarecare, datorită culpei sale, una din părți nu și-a îndeplinit obligațiunile sale, ea nu se poate plânge de neîndeplinirea obligațiilor celeilalte părți.

Prin urmare, în speță, când se constată din complexul tuturor dovezilor administrate, că intimatul fără vre-o cauză legiuită a încetat de a mai presta serviciile sale apelantelor, nu mai există din partea acestora nici o culpă pentru a li se impune respectarea contractului de locațiune de serviciu (C. A. Buc. I 63 din 7 Martie 1923, Pand. Rom. 1924, III, 36, Dreptul 9/924).

5. Din însăși natura contractului de locație de serviciu, derivă din partea celui care a acceptat a presta serviciile sale, obligația de a păstra deferență față patron, care deci este în drept a-l concedia din serviciu în caz de nerespectarea acestei îndatoriri. (C. Apel Buc. s. I, 63 din 7 Mart. 1923, Pand. Rom. 1924, III, 36, Dreptul 9/24).

6. A se vedea: art. 1470 cu notele respective; art. 1532 notele 2, 7, 12; art. 1547 nota 9.

Art. 1413. — Locațiunile sunt de mai multe feluri și au regulile lor proprii.

Se chiamă închiriere, locațiunea edificiilor și aceea a mișcătoarelor;

Arendare, locațiunea fondurilor rurale;

Prestațiunea lucrărilor, locațiunea muncii și a serviciului;

Antrepriză, luarea săvârșirii unei lucrări drept un preț determinat, când materialul se dă de acela pentru care se execută o lucrare. (Civ. 1416 urm., 1446 urm., 1454 urm., 1470, 1478, 1498; C. com. 557 urm.; Civ. Fr. 1711).

Text. fr. Art. 1711. — Ces deux genres de louage se subdivisent encore en plusieurs espèces particulières:

On appelle, *bail à loyer*, le louage des maisons et celui des meubles;

Bail à ferme, celui des héritages ruraux;

Loyer, le louage du travail ou du service;

Bail à cheptel, celui des animaux dont le profit se partage entre le propriétaire et celui à qui il les confie;

Les, *devis*, *marché* ou *prix fait*, pour l'entreprise d'un ouvrage moyennant un prix déterminé, sont aussi un louage, lorsque la matière est fournie par celui pour qui l'ouvrage se fait.

Ces trois dernières espèces ont des règles particulières.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 464, § 362, n° 2;
BAUDRY ET WAHL, *Tr. du louage*, ed. 2-a, I, 145;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 514, 565;
DALLOZ, *Rép. Louage*, 596 urm.; *Suppl. Louage*, 340 urm.;
GUILLOUARD, *Tr. du louage*, ed. 3-a, I, 275; II, 671;
LAURENT, XXV, 65, 96;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1667.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 21, 22, 294;
CANTACUZINO MATEI, p. 650, 661;
CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 11;
NACU, III, p. 316.

Jurisprudență.

1. A se vedea notele No. 1, 2, 3, 4 și 15 de sub art. 1411.

Art. 1414. — Se consideră ca o locațiune orice concesiune timporară a unui imobil drept o prestațiune anuală, ori sub ce titlu ar fi făcută.

O asemenea concesiune nu trece către cesionar nici o proprietate, chiar când s'ar fi stipulat contrariul, ceea ce va fi fără nici un efect¹⁾. (Civ. 1411).

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 28; *Observație* sub. Cas. Belg. s. I, 2 April 903. Curier Jud. 34/904;
CANTACUZINO MATEI, p. 651;
CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 30;
NACU, I, p. 169; III, p. 318 urm.;
ROSETTI-BĂLĂNESCU I., *Observație* sub. C. Apel Montpellier 23 Oct. 922. Pand. Rom. 1924-III-75.

Jurisprudență.

1. Din momentul ce Comisiunea de apel constată că concesiunea ce o persoană are dela Stat pentru exploatarea bălților, nu constituie un contract de arendare, ci un mod de exploatare

de către Stat în regie a bălților sale, concesionarul unei asemenea exploatare nu poate fi impus la patenta de arendaș. (Cas. II, 2 Iunie 1909. B. p. 785).

2 A se vedea și notele No. 15 și 26 de sub art. 1411.

Art. 1415. — Locațiunile ereditare astăzi în ființă cunoscute sub nume de enfiteuse, ori embatic (besman) se păstrează. Ele se vor regula după legile sub care s'au născut.

Pe viitor ele nu se mai pot înființa¹⁾. (Leg. 7 Apr. 89, 58 urm.; Legea agrară, Art. 6 litera d).

1) Acest articol nu are echivalentul său în Codul civil Francez. El este inspirat din § 1506 și urm. din Codul Calimach (Cap. 23, partea 2) și din partea 3, Cap. 5 a Codului Caragea.

1) Acest articol nu are echivalentul său în Codul civil francez. El este inspirat din § 1506 și urm. din Codul Calimach (Cap. 23, partea 2) și din partea 3, Cap. 5 a Codului Caragea, Art. 1-5.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IX, p. 20, 188 n. 1 *in fine*, 331, 398-402; (I, ed. 2-a, p. 220; III, part. I, ed. 2-a, p. 95); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 227 urm.; *Observație* sub. C. Apel Buc. 117 din 26 Mart. 1909. Dreptul 36/1909; *Observație* sub. Trib. Iași s. III, din 23 Oct. 908 și Trib. Iași s. I, 82 din 20 April 1909. Dreptul 38/1909; *Observație* sub. Trib. Vaslui, 9 Mai 1909. Dreptul 46/1909; *Observație* sub. Trib. Vaslui 253 din 10 Iunie 1900. Curier Jud. 12/1901; *Observație* sub. Trib. Neamț din 17 Febr. 1901. Curier Jud. 59/1901; *Observație* sub. Cas. I, 153 din 8 April 909. Curier Jud. 38/909; *Observație* sub. Trib. Iași s. I, 18 Iunie 1919. Tribuna Juridică 28-29/1919; „*Reforma codului civil*”. Tribuna Juridică 28-29/1919; *Observație* sub. Judec. Ocol Bailești-Dolj din 19 Mai 1907. Pagini Juridice 22/1908;
- ARSENESCU VALERIU, „*Condiția juridică a subsolului față cu reforma agrară din vechiut Regat*”. Curier Jud. 32/924;
- BOSSIE ST. C., „*Relativ la dreptul de embatic*”. Curier Jud. 86/908;
- CANTACUZINO MATEI, p. 158, 159, 651;
- CRISTODORESCU C. ȘI ȘTEFĂNESCU-PRIBOI DEM., *Codul legislației de expropriere*, p. 91, 92;
- DEGRÉ AL. (ALEXANDER), *Adnotațiune* sub. Cas. I, 124 din 20 Martie 1900. Dreptul 48/1900 și *Scrieri juridice* vol. I, p. 482; vol. IV, „*Diversae causarum figurae*”, p. 234, 235;
- DIOGHENIDE E., *Observație* sub. Trib. Dolj, s. I. Pagini Juridice 9/1907;
- ILIESCU B. ALEX., *Drepturile embaticarului asupra îndemnității terenului expropriat*. Curier Jud. 55-56/1920 și Trib. Juridică 30-31/1920;
- LONGINESCU G. S., *Observație* sub. Jud. de ocol. Segarcea-Dolj 215 din 22 Nov. 1914. Curier Jud. 19/919;
- MANDY A. G. D-R., *Notă* sub. Cas. I, 359 din 14 Mai 913. Curier Jud. 68/913; „*Despre contractele embaticare ale viilor distruse de filoxeră*”. Curier Jud. 15/909, 18/1909;
- NACU, I, p. 169, 748; III, p. 318 urm., 481;
- NEMETESCU P. GEORGE, „*Terenuri petrolifere-embaticul*”. Dreptul 47/1908;
- NETTER GH., „*Concluziuni*”, Pagini Juridice 48/1909;
- RĂDULESCU ANDREI, *Studii de drept civil*, vol. I, p. 201 urm. „*Dovedirea embaticului și Otașniței*”;
- RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. Cas. I, 35 din 14 Mai 1913. Dreptul 67/1913; *Observație*, sub. Cas. I, 442 din 17 Nov. 1909. Dreptul 5/910;
- STOENESCU D. DEM., *Notă* sub. Trib. Dâmbovița 700 din 7 Decembrie 906. Curier Jud. 13/907;
- TĂLPEANU JUNIU, „*Concluziuni*”. Pagini Juridice 20/1908.

INDEX ALFABETIC

Act de administrație 4, 12.
Act de instrăinare 4, 12, 19.
Act scris, a se vedea „Formalitate”.
Act solemn 16, 23, 37, 42.
Acțiune posesorie 46.
Adjudecare 9, 15.
Agrară lege 42, 43.
Anulare 5.
Arendare, a se vedea „Locație”.
Bezman, a se vedea „Embatic”.
Biserică, a se vedea „Mănăstiri”.
Calimach Cod 1, 2, 3, 9, 40, 14, 15, 20, 24, 25, 31, 32 bis, 32 ter, 33, 34, 45.
Capacitate 19, 23.
Caragea Cod 4, 13, 16, 18, 19, 21, 22, 26, 27, 28, 35, 37, 40, 42, 45.
Chitanțe, a se vedea „Formalitate”, „Prețul bezmanului”.
Comoștenitori 41.
Confirmare 13.
Consemnare 10.
Construcții, distrugerea lor 17, 18, 38, 40.
Copropricetate 41.
Cumpărător, a se vedea „Vânzare-cumpărare”.
Daune-ntrese 10.
Decădere 1.
Desființare, a se vedea „Reziliere”.
Distrugere 17, 18, 38, 40.

Dovadă, a se vedea „Act solemn”, „Formalitate”.
Drept personal 15.
Drept real 9, 12, 15, 19, 31, 32, 46.
Drept Roman 10, 12, 19.
Egumeni, a se vedea „Mănăstiri”.
Embatic 1-46.
Emfiteuză, a se vedea „Embatic”.
Epitropii bisericești, a se vedea „Mănăstiri”.
Evicțiune 14.
Expropriere 17, 42, 43.
Filoxeră 39, 40.
Formalitate 16, 18, 21, 22, 26, 28, 33, 36, 37, 40, 42, 44, 45.
Forță majoră 17, 39.
Grănățiure 31.
Inalienabilitate 18.
Inchiriere, a se vedea „Locație”.
Instrăinare, a se vedea „Act de instrăinare”, „Vânzare-cumpărare”.
Intârziere 7, 10.
Invocare 46.
Ipotecă 40.
Legea agrară 42, 43.
Legea rurală 35.
Licitație 2, 9.
Locație 13, 18, 19, 34, 42, 46.
Locație în dijmă 34, 42.
Mănăstiri 4, 6, 8, 12, 13, 18.
Marturi 45.
Ministerul de Industrie și Comerț 44.

Neetroactivitate 23.
Notificare 2.
Ofertă de plată 10.
Ordine publică 20.
Pădure 4, 30.
Pământuri rurale 35.
Personal drept 15.
Plantații, a se vedea „Vie”.
Plata bezmanului, a se vedea „Prețul bezmanului”.
Posesorie acțiune 46.
Prescripție 5, 16, 21, 22, 37, 44.
Prețul bezmanului 1, 3, 7, 9, 10, 11, 14, 15, 16, 18, 20, 23, 27, 32, 32 ter, 36, 40.
Proba, a se vedea „Act solemn”, „Formalitate”.
Punere în întârziere 7, 10.
Răscumpărarea embaticului 5, 6, 8, 13, 18, 29, 30, 41, 44.
Ratificare 13.

Real drept 9, 12, 15, 19, 31, 32, 46.
Renunțare 3, 10.
Resciziune, a se vedea „Rezoluțiune”.
Retroactivitate 23.
Revendicare 9, 29, 46.
Reziliere 7, 15, 25, 27, 38, 39.
Rezoluțiune 4, 15.
Roman drept 10, 12, 19.
Rurale pământuri 35.
Schimb 13.
Societate 42.
Solemn act 16.
Stirbey Cod 13.
Subsol 43.
Successori particulari, 5, 32.
Successiune 46.
Terți achizitori 5, 32.
Vânzare-cumpărare 3, 4, 13, 15, 31, 32, 32 bis, 40, 46.
Vie, distrugere 39, 40.

Jurisprudență.

1. Prin art. 1518 codul Calimach nu se obligă besmanul a depune besmanul în tribunal de cât numai pe trei ani, iar nu în tot timpul cât proprietarul refuză a-l primi; ba încă prevede penalitatea pentru proprietar, a pierde acel besman depus dacă după trecerea acelor 3 ani nu va voi să-l primească. Teoria contrară numai atunci ar putea avea loc, când și pro-

prietarul s'a conformat dispozițiilor art. 1518 adică în urma celor 3 ani, a cere banii depuși, ce besmanul este dator a'i răspunde, din care se înțelege, că și pe anii ce nu s'a plătit besmanul în urma acelor 3 ani. (Cas. I, 232/Mai 39/73, B. p. 110).

2. Art. 1527 codul Calimach prescrie că besmanul perde dreptul asupra lucrului de besman, dacă, fără știerea și primirea proprietarului l'a mutat asupra altuia; or licitațiunea făcută pentru vânzare nu poate ține locul zisei formalități de oarece după art. 1523 și următorii se cere o notificare personală, dar nu prin publicațiune. (Cas. I, Sept. 14/73, B. p. 144).

3. Dacă vânzătorul locului cu embatic n'a încunostintat pe proprietarul locului, după art. 1521 codul Calimach, el pierde dreptul asupra locului de besman (embatic). Și dacă nici cumpărătorul n'a cerut de la proprietar un neapărat înscris sau document spre dovadă că s'a mutat asupra lui folosința proprietății, conform art. 1530 codul Calimach proprietarul a devenit de drept stăpân asupra imobilului înstrăinat fără știrea lui. (Cas. I, 199/Aug. 19/75 B. p. 175). Iar perceperea embaticului de către persoanele însărcinate, nu poate constitui o renunțare din partea lui la un drept câștigat în puterea legii sau vre-o recunoaștere a noului cumpărător în lipsă de un document; acei percepători cari au primit embaticul nu aveau capacitatea de a renunța la un drept câștigat de proprietar prin faptul mutării lucrului fără cunostința sa. (Cas. I, 399/Nov. 25/77, B. p. 336).

4. Constituirea de embatic asupra unui pământ întins, acoperit în mare parte cu pădure, nu este din acele acte cari s'ar putea numi acte de administrațiune, ci este în realitate un adevărat act de dispozițiune care nu poate fi valabil consimțit de cât de însuși proprietarul, sau un împuternicit al său cu deplină putere pentru actele de dispozițiune, embaticul fiind o înstrăinare eternă a dreptului de folosință. Or, egumenii monastirilor închinatăe nu erau de cât administratori ai averilor acelor monastiri, după cum aceasta rezultă din dispozițiunile legii Caragea relative la materie și anume din art. 3. cap. VIII art. 5 cap. II part. III art. 2 cap. III part. III, art. 3 sect. I leg. din 1847 relativă la vânzarea pădurilor monastirești, de oarece din toate aceste texte de lege rezultă că dânșii nu puteau face direct decât acte de administrațiune iar nu acte de dispozițiuni. (Apel Buc. III, 8, Febr. 24/81 Dreptul 41/81).

5. Pe cât timp s'a anulat dreptul vânzătorului prin efectul rescisiunii actelor de rescumpărarea embaticului,

vânzarea făcută de acesta către un altul nu poate să aibă valoare pe baza principiului „*resoluto jure dantis*“, etc. Buna credință n'ar fi putut-o invoca terțiul achizitor în mod util, de cât dacă ar fi avut în favoarea sa prescripțiunea. (Cas. I, 75/Februarie, 28/81, B. p. 123).

6. Deși prin legea din anul 1843 a fost interzis egumenilor dreptul de a mai da cu embatic proprietăți rurale de ale statului, însă prin legea din anul 1868 art. 42 s'a dispus într'un mod formal că și embaticurile date în urma acelei legiuiri pot să fie rescumpărate într'un cât embaticarii vor fi făcut pe dânsule îmbunătățiri, clădiri, etc. (Cas. I, 41/Februarie 4/81 B. p. 77).

7. Expresiunile din § 1517; „se scoate besmanul din proprietatea locului cu besman prin judecată, etc.“, învederează ideea legiuitorului că desființarea besmanului prin neplata la timp nu se operă de drept astfel ca să se poată zice că prin simpla expirare a termenului dreptul besmanarului este stins, dar că trebuie o cerere din partea proprietarului lucrului și o hotărîre judecătorească care să pronunțe desființarea besmanului. Și ori de câte ori neplata la timp nu face să se rezilieze de drept un contract, ei trebuie pentru aceasta o cerere în judecată care să facă pe debitor a fi privit ca pus în întârziere, plata făcută în tot cursul instanței și până în momentul pronunțării hotărîrei se consideră ca la timp făcută și instanțele judecătorești nu se mai pot întemeia pe neplata pentru a pronunța rezilierea contractului. (Cas. I, 133/Apr. 20/82, B. p. 423).

8. Dreptul de rescumpărare a locurilor date cu embatic de către egumenii fostelor comunități religioase, de Episcopi și de Mitropoliți, chiar în urma legiuirii din 1843, se acordă prin-art. 42 legea din 1868 și acelorora care vor avea îmbunătățiri, clădiri sau sădiri pe dânsule; și dispozițiunile art. 42 legea din 1668 nu numai n'au fost modificate prin art. 2 legea din 1873, dar încă anume menținute. (Cas. I, 412/Nov. 30/83, B. p. 1081; Cas. I, 341/Nov. 29/82, B. p. 1075).

9. Dreptul de besman este un drept real, care se poate invoca contra oricărui deținător al locului supus besmanului căci este o porțiune din dreptul absolut de proprietate. Astfel, deși adjudecatarul a cumpărat de la licitațiune publică un loc supus besmanului ca adjudecatar de bună credință, totuși, după art. 565 el n'a putut obține asupra lucrului cumpărat, alte drepturi de cât le-a avut besmanarul urmărit. Și deși constituitorul besmanului nu a făcut contestațiune contra vânzării silnice înainte de efectuarea

vânzării, conform art. 506, 525 și urm. pr. civilă, totuși lipsa acestei contestațiuni n'a putut avea alt efect, de cât de a nu se suspenda vânzarea, ci a rămâne constituitorul silit de a face acțiune în revendicarea lucrului supus besmanului pentru neplată de besman, pe cale ordinară contra adjudecatarului care este responsabil de lipsa plății besmanului, căci a cumpărat locul nu numai cu toate drepturile ce debitorul avea asupra lui, dar și cu sarcinile ce avea, după cum rezultă din art. 565 pr. civilă, cât și din art. 1521 codul Calimach, și prin urmare art. 1517 codul Calimach, care dă dreptul nudului proprietar ca prin judecată să scoată pe besmanar din proprietatea locului cu besman, dacă nu s'a plătit besmanul în timp de trei ani, este aplicabil și adjudecatarului ca și fostului besmanar. (Apel Iași, I, 86, Iunie 13/83 Dreptul 62/83).

10. Embaticarul atât după novela 7 cap. 3, § 2, cât și după § 1761 codul Calimach, e de drept pus în întârziere la împlinirea termenului fără să fie trebuință de notificare sau interpellare; și regula; *dies interpellat pro homine*, consfințită de § 1761 c. Calimach e o normă generală pentru punerea în întârziere, căci dacă se vorbește de dânsa sub titlul „Despre dritul despăgubirei și a satisfacției”, cauza e că efectul de căpetenie a punerii în întârziere, este că datornicul trebuie să plătească interesul, să plătească daune-interese; iar plata sau oferta de plată și consemnatare întrerupe decăderea pronunțată de § 1571 codul Calimach numai când e făcută în lăuntrul termenului peremptoriu prescris de lege. Și nu se poate spune proprietarului lucrului cu besman, care cere depărtarea besmanarului, că a renunțat implicit la dreptul său prin aceea că a primit în cursul judecății fără rezervă plata canonului datorit pentru trecut, căci dânsul are din contră facultatea a cere cumulativ și depărtarea besmanarului și plata restului datoriei. (Cas. I, 145, Aprilie, 25/83 B. p. 441).

11. Dacă de pe timp ar fi intervenit între locuitori și unii din arendașii statului oarecari învoeli pentru sporierea canonului, aceste învoeli însă nu li se poate opune de oarece arendașii nu aveau autorizațiune din partea Statului, proprietarul pământului, pentru a preschimba însăși actul de emfiteoză, fie în plus sau minus. (Cas. I, 218/83, Iunie 4/83 B. p. 622).

12. Deși în dreptul roman, dreptul de besman (emfiteuză) era considerat ca un drept real și prin urmare ar părea că prin natura sa de și nu este un drept de înstrăinare, dar n'ar fi nici un simplu drept de administra-

țiune, totuși aceste drepturi, în lipsă de niște formalități anume prescrite pentru acordarea lor și față cu puțină importanță a locurilor pentru cari se concedau asemenea drepturi fiind totdeauna locuri cari în trecut nu aveau nici un venit, prin uzul constant au fost considerate totdeauna ca niște drepturi de administrațiune, și prin urmare de competența epitropilor bisericilor de a le concede. (Apel Focșani I, 9 Ianuarie 26/88, Dreptul 65/88).

13. Egumenii monastirilor nu numai nu erau volnici a vinde imobilele monastirei (art. 5, codul Caragea) sau să schimbe un imobil cu alt imobil fără știrea stăpânirii dar însă nici să arendeze moșiile monastirești pe un termen mai lung de cât 1 an (art. 2 de la capul despre închiriere sau arendă din codul Caragea mai înainte de a se modifica acest cap prin legea din 1851 a lui Știrbei), și de vreme ce legiuitorul, la cap. 5 pentru sădire sau clădire (embatic) prin art. 1, definește acest contract că este un chip de înscriere de pământ fără termen, este evident că egumenii nu puteau fără știrea stăpânirii să concedeze pământuri monastirești cu embatic, căci dacă ei nu puteau să închirieze pământuri de cât numai pe 1 an fără știrea stăpânirii, prin a *fortiori* ei nu puteau să dea pământ cu embatic, adică să închirieze pe un termen nemărginit fără o asemenea încredințare; și prin nici o lege posterioară nu s'au ratificat concesiunile de embaticuri făcute de egumeni fără știrea stăpânirii, căci legea din 1864 prin art. 2 combinat cu art. 1, are de obiect de a mărgini pentru viitor concedarea cu embatic numai la locurile de prin orașe și atunci cu învoirea stăpânirii, iar prin art. 42, 37 din legea din 1868 se dispune că locurile date cu embatic de egumeni în urma legiuirii din 1843 câte au pe dânsle îmbunătățiri, clădiri sau sădiri pot fi recumpărate, iar locurile ce nu au primit încă nici o îmbunătățire reintră imediat în posesiunea statului; și din aceste dispoziții nu rezultă că legea a confirmat embaticurile date în contra legii de egumeni înainte de 1843: chiar prin art. 4 din legea din 1868 și art. 28 al reg. pentru aplicația acestei legi, nu se face o confirmație embaticurilor date în contra legii ci se pune obligație embaticarilor cari au cotoplit ceva pământ peste întinderea terenelor cuprinse în actele lor de a răscumpăra și pământul cotoplit însă pe baza evaluăției venitului pământului cotoplit. (Cas. I, 70/Martie 4/83, B. p. 248).

14. Dacă după art. 1220 codul Calimach, proprietarul ființei lucrului este dator să apere pe proprietarul

folosirii în stăpânirea ei, cu atât mai puțin proprietarul ființei poate prin faptul său să-l priveze de acea folosire. Prin urmare, proprietarul ființei lucrului nu este în drept a scoate pe besmanarul din proprietatea lucrului cu besman pentru plata besmanului, dacă prin faptul aceluia, aceasta din urmă n'a avut folosirea lucrului. (Cas. I. 86/Martie 15/83, B. p. 277).

15. Deși dreptul de besman este un drept real în acest înțeles că besmanarul nu poate vinde proprietatea de cât afectată de această sarcină, în ceea ce se atinge însă de ratele devenite exigibile, nu pot fi considerate ca un drept real; deci ori de câte ori proprietatea trece la altul, noul proprietar nu este ținut să sufere rezilierea pentru ne-plată de besman, datorită de către proprietarii anteriori. Intru cât plata de besman reprezintă folosința besmanarului și folosința e personală, ca atare și redevența acestei plăți este personală și nu poate trece la noul proprietar; aceasta rezultă din art. 1527 codul Calimach în care legiuitorul, în scopul ca noul proprietar să se acopere de dreptul ce-l avea de la vechiul proprietar obligă pe besmanar să-i dea de știre despre înstrăinarea locului supus la plata de besman, obligațiune care nu-și are rațiunea sa de cât admitând ipoteza că noul proprietar în privința ratelor devenite exigibile, n'are de cât un drept personal; și prin art. 565 § II pr. civilă se zice că adjudecatarul nu poate fi turburat în proprietatea sa prin nici o cerere de rezoluțiunea vânzării, fundată pe ne-plata pretului înstrăinărilor anterioare, dacă această cerere nu se va fi notificat tribunalului înaintea adjudecățiunii. Dacă dar legiuitorul nu pronunță rezoluțiunea vânzării pentru neplata pretului, în caz când n'a făcut cerere la timp vechiul proprietar, a forțorii în materie de besman, pentru ne-plata ratelor de besman, datorite de către proprietarii anteriori. (Cas. I. 55/Februarie 13/84, B. p. 115).

16. Codul Caragea (art. 2, part. III, cap. V) nu prescrie înscrisul ca o solemnitate indispensabilă existenței embaticului, ci ca un mijloc de dovedire mai sigur. Ceea ce demonstrează aceasta, este art. 8 de la tocmeli care dispune că tocmelile nescrise au putere ca și cele scrise când se vor încredința cu întreaga dovadă. Și această dovadă devine evidentă prin faptul primirii plății de emfiteosă de către proprietar, și printr-o posesiune neîntreruptă de 10 ani față cu proprietarul. Această prescripțiune, dobândită cu just titlu și bună credință, ține locul actului care lipsește.

(Apel București I, 71/Martie 11/85, Dreptul 71/85).

17. Exproprierea pentru cauză de utilitate publică ne fiind de cât o simplă vânzare silită, supusă unor forme prevăzute de legea specială de expropriere, și cel ce expropriează dărâmand construcțiunile în urma exproprierii de pe locul supus embaticului, nu se poate susține că dărimarea aceasta este un caz de forță majoră și ca consecință terenul sau valoarea lui să revină nudului proprietar. (Trib. Ilfov, II, 176, Septembrie 29/88, Dreptul 60/88).

18. Constituirea de embaticuri sau locațiuni perpetue erau permise sub legiuirea Caragea, nefiind supuse la altă formalitate de cât ceea ce a fi făcute în scris spre a prescrie bine condițiunile acestei tocmeli. În ce privește natura acestui contract, el era asemănat cu închirierea, întru cât nu se stipulă anume dreptul embaticarului de a rescumpăra embaticul, în care caz prin rescumpărare se opera în adevăr o înstrăinare; în lipsa unei asemenea stipulațiuni, embaticarul era considerat ca un fel de chirie supus de veci la plata unei redevențe anuale, a cărei ne-achitare în intervalul de 3 jum. ani îl expunea la perderea lucrului sădit sau clădit, iar în caz de distrugere completă a zidirei atunci locul cu embatic rămâne liber în stăpânirea proprietarului său (c. Caragea, p. III, cap. V, art. 1-5). Insuși legiuitorul modern a privit embaticul ca o locațiune (art. 1415). Sub legiuirea Caragea embaticul fiind asemănat cu închirierea, el putea fi constituit chiar pe locuri declarate inalienabile, dovadă legea din 15 Mai 1843. Uzul constant și frequent al acestui fel de închiriere sub imperiul codului Caragea consacrase principiul că inalienabilitatea nu eră cât de puțin un obstacol la constituirea de embaticuri. Dacă egumenilor li s'a ridicat mai târziu acest drept, cauza este abuzurile lor cari au determinat pe legiuitorul din 1847 să le ia și dreptul de a arenda moșiile monastirești; de fapt însă concedarea de locuri cu embaticuri pe pământurile monastirești fu continuată cu aprobarea guvernului (c. Caragea, part. III, cap. IV, pentru închiriere, art. 8, și legea din 15 Mai 1843). (Trib. Ilfov, IV, 284, Iun. 27/89, Dreptul 56/89).

19. Embaticul, după legea Caragea, conferă un drept real. Chiar din definițiunea ce-i dă legea la art. 1, part. III, cap. V, numindu-l un chip de închiriere, rezultă că el nu este o simplă închiriere. Din împrejurarea că cap. V urmează îndată materia închirierii nu trebuie conchis la personalitatea dreptului de embatic, căci

legiuitorului Caragea, ocupându-se într'un mod foarte incomplet de drepturile reale, a procedat astfel având în vedere că și embaticul e un mod de exploatare a lucrului altuia. În dreptul roman embaticul (emphyteosa) conferind un drept real, dacă codul Caragea ar fi voit să-i schimbe natura, ar fi spus-o în termeni clari și nu s'ar fi mulțumit, în cele 5 articole relative la materie, să introducă numai vre-o câte-va inovațiuni și să transeze câte-va controverse din dreptul roman ceea ce însemnează că pentru rest a înțeles să se refere principiilor romane cari cunoșteau în embatic un drept real. Așa fiind, embaticul conferind un drept real, un desmembrământ al proprietății, acela ce conceda trebuia să fie proprietar și să aibă capacitate de a înstrăina. (Apel Buc. I, 152, Mai 31/90, Dreptul 49/90).

20. Senzul dispoziției cuprinse în § 1513 din codul Calimach, e că canonul ce are a plăti emfiteuticarul nu poate fi mărit într'un mod unilateral numai prin voința proprietarului, că nimic nu se opune ca prin voința atât a proprietarului, cât și a emfiteuticărului, canonul să poată fi augmentat; contrariul nu s'ar putea sustine de cât dacă dispoziția din § 1513 ar fi de ordine publică, căruia părțile nu ar putea deroga, nici chiar prin stipulațiile posterioare efectuate prin consimțământul ambelor părți, în cât privește augmentarea canonului, ceea ce nici § 1513 cod. Calimach nu declară și nici în sine nu se poate concepe. Așa fiind, canonul poate fi augmentat întru cât proprietarul și emfiteuticarul consimt, și această nouă regulare a mărimii canonului este obligatorie și pentru emfiteuticarii viitori; iar consimțământul părților pentru augmentare poate fi sau expres sau tacit. Dacă augmentarea canonului a urmat în regulă nu numai prin voința unilaterală a proprietarului, ci prin consimțământul tacit al emfiteuticărului, nu poate nici emfiteuticarul care tacit a plătit canonul mărit nici urmașii lui, să se opue la plata canonului mărit sau să ceară restituirea canonului plătit mai mult pe trecut. Așa fiind, se interpretă rău § 1513 cod. Calimach, când se admite posibilitatea mărginirii canonului de plătit la cotitatea de odinioară, de și canonul se mărise nu numai prin voința proprietarului, ci și prin consimțământul tacit al embaticarului. (Cas. I, 412/Noembrie 28/90, B. p. 1286).

21. Codul Caragea prevedea și regula la cap. V, p. III tocmeala de embatic; și art. 2 de la acel cap. și parte cerea ca această convenție să se facă în scris. Din momentul dar ce con-

cesia de embatic era autorizată de lege și titlul în virtutea căruia s'a făcut această concesie era revestit cu forma ce legea cerea pentru validitatea lui, urmează că concesionarul eră embaticar în virtutea unui just titlu al locului concedat și dar putea să prescrie printr'o posesie cu bună credință în timp de 10 ani, chiar când embaticul era concedat *a non domino*. (Cas. I, 363/Octombrie 2/91, B. p. 1051).

22. Dreptul de embatic se putea dobândi și consolida prin prescripțiune, căci pentru embatic de zidiri anume se recunoaște aceasta de codul Caragea, partea VI, cap. 1, art. 7 § 8, în cât astfel argumentul tras din art. 2, partea III, cap. 5 codul Caragea, că emfiteusa are a se constata prin act scris, nu are valoare, căci aceasta ar exclude posibilitatea constituirei emfiteusei prin prescripțiune; în cât privește embaticul asupra imobilelor ar fi numai de a discuta dacă ar trebui să cerem pentru dobândirea dreptului de embatic prescripțiunea admisă pentru imobile prin art. 7 § 3, *eadem*, sau prescripțiunea pentru dobândirea dreptului de servitute consacrat prin art. 7 § 5 *eadem*; însă dreptul de embatic întrucât întruște mai mult calitățile dreptului de proprietate și oferind aceleași foloase, trebuie să cerem pentru dobândirea dreptului de embatic prin prescripțiune, condițiile pentru dobândire prin prescripțiune a dreptului de proprietate, cu toate că dacă posesiunea e de bună credință termenul prescripțiunii, fie pentru proprietate, fie pentru dreptul de servitute, este același sub codul Caragea; dacă posesiunea a fost cu rea credință precum dreptul de proprietate se dobândește prin prescripțiunea de 30 ani, conform art. 7 § 2 *eadem*, asemenea trebuie să admitem că și dreptul de embatic asupra unui imobil când cu rea credință s'ar fi posedat, se poate dobândi tot prin 30 ani. (Cas. I, 232 Mai 28/91, B. p. 619).

23. Art 1415 cod. civ. prohibind pe viitor înființarea embaticurilor, păstrează pe cele ce au luat naștere în trecut, și dispunând ca aceste embaticuri să se reguleze după legile sub cari s'au născut, n'a statuat numai asupra embaticurilor cari erau dobândite într'un mod definitiv la promulgarea codului civil, căci art. 1 c. civ., care proclamă principiul retroactivității legii, ar fi fost suficient pentru menținerea lor și regularea după acele legi, dar a voit să înțeleagă că în privința embaticurilor cari au luat naștere în virtutea unui titlu anterior promulgării acestui codice are să se urmeze cu dânsele ca și cum legea sub care au luat naștere ar fi încă în vigoare. Așa dar, fie pentru

a se judecă rezultatul ce ar avea lipsa de capacitate a persoanei de la care emană titlul, fie pentru a se ști dacă dreptul conținat prin acel titlu putea sau nu să fie conținat, legea sub care s'a dat titlul trebuie să se aibă în vedere. (Cas. I. 363, Oct. 2/91, B. p. 1015).

24. Dreptul definit de codul Calimach „darea și luarea în posesiune pe moștenire“ este un titlu deosebit de dreptul recunoscut sub numele de emfiteuze sau bezman, după cum reiese atât din rubrica capitolului XXVIII care distinge în mod expres și lămurit un contract de celalt, cât și prin faptul că sancțiunea ne-executării contractului de dare și luare în posesiune pe moștenire este cu totul alta de cât sancțiunea ne-executării contractului de besman. În primul caz, § 1515 c. Calimach dă drept proprietarului ființei lucrului de a cere sequestrul sau vânzarea licitativă a folosurilor lucrului dat în nămeală pe moștenire, pentru a se despăgubi, fără să se prevadă pierderea însuși a dreptului de folosință, după cum se prevede în § 1517 c. Calimach pentru besman. (Trib. Covurlui, Mai 22/91, *Dr.* 43/91).

25. Chiar când besmănarul nu ar fi achitat la timp besmanul datorit, totuși tocmeala de besman nu se poate considera ca desființată, căci expresiunile § 1517 c. Calimach „se scoate besmănarul din proprietatea locului cu besman prin judecată, etc.“ învederează ideia legiuitorului că desființarea besmanului prin ne-plata la timp nu se operă de drept, așa că nu se poate zice că prin simpla expirare a termenului dreptul besmănarului este stins; trebuie dar o cerere din partea proprietarului locului și o hotărâre judecătorească care să pronunțe desființarea besmanului. (Trib. Covurlui, Mai 22/91, *Dr.* 43/91).

26. Art. 2 de la cap. V, partea III c. Caragea, prin care se prescrie că tocmelele clădirei și a sădriei să se facă în scris“ are înțelesul că existența unor asemenea drepturi să se poată proba numai prin acte scrise, fără a se putea pretinde însă prezentarea vre-unui act cu o formă anume determinată; căci prin nici un alt text de lege nu se prevede asemenea îndeplinire de formalitate. Deci dacă curtea de apel a stabilit existența dreptului de emfatic, din faptul găsirii unor chitanțe de plata celui emfatic, de către autorul emfaticurilor, urmează că curtea n'a violat art. 2 c. Caragea, căci a dedus existența emfaticului din acte scrise, după înțelesul celui articol. (Cas. I, 19/Ian. 18/93, B. p. 16).

27. După art. 4 cap. V, partea III din codul Caragea, proprietarul, pentru neplata emfaticului, urma să che-

me la judecată pe emfaticar căruia i se acordă un termen, și dacă după expirarea lui nu achită suma datorită, atunci era isgonit din locul ce avea și proprietarul era reintegrat. Proprietarul poate cere toate sumele datorite de la cel ce deține locul, căci prin faptul că locul supus emfaticului a trecut prin diferite mâini, situațiunea a rămas aceeași și dreptul de emfatic nu poate fi modificat. (Apel Buc. III, 8 Ian. 15/93, *Dr.* 14/93).

28. De și sub codul Caragea erau prevăzute anume oarecare reguli pentru stabilirea contractului de emfiteuză, însă aceste formalități erau prescise numai ca mijloace de probațiune, iar nu ca forme solemne în lipsa cărora contractul să fie nul. Astfel fiind și acestui fel de contracte este aplicabil art. 8 de la tocmele din codul Caragea, după care tocmelele se pot dovedi și prin alte dovezi de cât cele scrise. (Apel Galați, II, 1, Ian. 15/94, *Curier Jud.* 29/94).

29. Faptul liberării din partea proprietarului, prin inadvertență, a actului de răscumpărarea imobilului constituit în emfiteuză pe numele unui străin, iar nu al cumpărătorului, nu poate desbrăca pe acesta de dreptul ce are, atribuind acestui străin dreptul său. Așa dar, emfiteoticarul, în vederea căruia s'a făcut răscumpărarea, sau succesorii săi cu titlu particular, au dreptul să revendice lucrul din mâna terțiului detentor. (Cas. I, 207/95 B. p. 585).

30. Statul proclamând prin legea din 1866 și 1868 dreptul de răscumpărarea emfaticurilor, a înțeles a stinge toate drepturile dintre dânsul și emfaticari; deci, dacă în actul de răscumpărare nu s'a făcut nici o rezervă în privința dreptului de a tăia lemne și pășuna vite în pădure, toate aceste drepturi au dispărut din momentul când emfaticarul s'a investit cu calitatea de proprietar prin faptul răscumpărării. (Apel Craiova, I, *Dr.* 78/99).

31. Besmănarul având, după Codul Calimach, un drept real asupra imobilului, are și acțiunea în grănțuirea proprietății sale emfaticare. — Deși după § 1527 Cod. Calimach dritul besmanului se stinge prin înstrăinarea fără știrea și primirea proprietarului ființei, însă această decădere nu se operează de plin drept, ci numai printr'o acțiune în justiție. (Trib. Neamțu C. Jud. 59/901).

32. Obligațiunea de a plăti redevența anuală, ca preț al vânzării dreptului de emfatic, având caracterul unui simplu drept de creanță, nu poate avea efect decât între părțile contractante și succesorii lor cu titlu universal, și ca atare, succesorii cu titlu

particular, nefiind în principiu ținută de obligațiunile autorului lor, ei nu pot fi ținută a plăti acea redevență, fiindcă cumpărătorul unui lucru nu este subrogat prin efectul cumpărătoarei ca debitor al prețului în locul vânzătorului. Convențiunea, prin care embaticarul declară că dă unei persoane imobilul, cu obligațiunea pentru acesta de a plăti pe fiecare an o sumă determinată, nu poate fi interpretată în sensul că s'a constituit un al doilea drept real de emfiteuză, fiindcă, în drept, este inadmisibil ca un embaticar să poată constitui un embatic asupra embaticului său, de oarece emfiteuza, deși eră considerată ca un contract de locațiune cu termen lung, dreptul de emfiteuză totuși era un drept real de folosință de natură imobiliară, care nu poate fi constituit decât numai de proprietarul imobilului, fiind un desmembrământ al dreptului de proprietate. O asemenea convențiune nu este în realitate decât transmișiunea, cesiunea dreptului de embatic, cu obligațiunea de a plăti pe an o sumă determinată, convențiune care este licită, căci dreptul de emfiteuză se putea transmite fie la moștenitori, fie prin acte între vii. (Trib. Ilfov, II. Dr. 14/904).

32. bis. În tocmeala de bezman prevăzută de § 1506 din codul Calimach, amândouă părțile contractante sunt proprietare, una a ființei lucrului și alta a folosinței acestui lucru, putând dispune fiecare de dreptul său, fie prin acte între vii, fie prin acte de ultimă voință, fără a fi îngădit de proprietarul celuilalt drept, decât de observarea regulilor puse de legiuitor pentru menținerea bunelor raporturi ce trebuie să domnească între acești proprietari în interesul chiar al existenței tocmelei de bezman, spre a nu se consolida ambele proprietăți pe același cap. (Apel Iași, II, Dr. 23/910, p. 183).

32 ter. Primirea canonului de către proprietarul ființei dela un uzurpător nu creiază acestuia dreptul de legitim proprietar al folosinței, chiar dacă i-ar da la mână documentul de bezman cerut de § 1530 din codul Calimach, într-un cât drepturile celor doi proprietari sunt independente unul de altul. (Apel Iași, II, Dr. 23/910, p. 183).

33. Instanța de fond face o justă aplicare a principiilor stabilite în art. 1415 din codul civil, când înlătură din discuție niște chitanțe pe baza cărora se caută a se stabili existența embaticului, dacă aceste chitanțe au o dată posterioară punerii în aplicare a codului civil, de oarece a admite prin astfel de chitanțe existența embaticului, ar fi să se permită înființarea unui embatic sub actualul cod, ceea ce legiuitorul a prohibit în mod expres. (Cas.

I, 29 din 17 Ian. 1911, B. p. 19 Jurisprudența 7/1911).

34. Art. 1415 din codul civil prevede că locațiunile ereditare astăzi în ființă, cunoscute sub numele de emfiteoze ori embatic (bezman), se păstrează, ele se vor regula după legile sub cari s'au născut și că pe viitor nu se mai pot înființa; și dispozițiunile acestui articol sunt generale și se aplică la orice locațiune ereditară înființată de vechile legiuiri, și la contractul de dijmă înființat de art. 1505 din codul Calimach ca arendare perpetuă, iar nu numai la emfiteuză, ori embatic cari sunt menționate în art. 1415 din codul civil numai cu titlu de exemplu, iar nu limitativ. (Cas. I, 891 din 15 Dec. 1911, B. p. 1627, Curier Jud. 9/912).

35. Embaticul nu conferă posesorului embaticar un drept de plină și definitivă proprietate, embaticarul nevăd decât o posesiune precară asupra imobilului supus embaticului, după cum aceasta rezultă atât din dispozițiunile codului Caragea, cât și din art. 1415 din codul civil, care califică embaticurile de „locațiuni ereditare”.

Prin urmare, asemenea pământuri nu pot fi ținute în seamă pentru coplectarea întinderii de pământ ce au dreptul a dobândi cultivatorii de pământ, conform legii rurale. (Cas. I, 3 Mai 1911, B. p. 611).

36. Tribunalul nu violează art. 1415 din codul civil, când, pentru a stabili dreptul de embatic, se întemeiază pe posesia exercitată înainte de codul civil și pe chitanțele de plata canonului sub imperiul acestui cod. (Cas. I, 24 Februarie 1912, B. p. 255).

37. Actul scris cerut de art. 2 cap. V codul Caragea nu e cerut ca o formalitate solemnă pentru constituirea embaticului ci numai ca un mijloc de probațiune și prin urmare existența acestui drept poate să rezulte și din lunga posesiune exercitată de embaticar anterior actualului cod civil. (Cas. I, 922 din 18 Decembrie 1912, Curier Jud. 17/1913).

38. Embaticarul având folosința pământului, poate face schimbările și construcțiile ce le crede utile pentru punerea în valoare a terenului de unde urmează că embaticul nu încetează când posesorul a dărămat vechea clădire spre a o înlocui cu alta, mai ales când nu se face dovada că dărămarea s'a făcut cu intenția de a abandona embaticul. (Cas. I, 922 din 18 Decembrie 1912, Curier Jud. 17/1913).

39. Distrugerea viei cu embatic din cauza de forță majoră, cum este filoxera, nu atrage de drept desființarea embaticului, ci judecata, după reclamația proprietarului, apreciind împrejurările, este datoare să acorde em-

baticarului termen pentru replantarea viei și numai în caz când nu se va conforma acestor îndatoriri să dea clare contractul desființat. (Cas. I, 553 din 24 Noembrie 1924, Curier Jud. 19/1919).

40. a) Embaticul constituindu-se pe veci, embaticarul devine quasi-proprietar cu dreptul pentru el de transmisiune, ipotecă, înstrăinare, cum și de a cultiva terenul cum va crede de cuviință atunci când plantațiunea s'a distrus și când nu s'a dispus altfel prin actul constitutiv al embaticului.

b) Potrivit art. 2 cap. V, partea 3-a din codul Caragea, pentru terenurile de sădiri sau clădiri, embaticul trebuie constatat prin act scris, adică actul să fie scris propriu de cel ce se obligă a plăti canonul sau în caz când nu știe carte prin punere de deget față de martorii cari au semnat.

c) Dispozițiile art. 5 cap. V partea III din codul Caragea care dispune că dreptul embaticarului se va stinge când sădirea va fi clădire și când se va dărâma sau va arde, nu se aplică și la locurile cu embatic când sădirea va fi plantațiune.

d) În lipsă de vre-un text de lege prohibitiv din Codul Caragea, clauză mării canonului prevăzută în actul de embatic este admisibilă. (Judec. ocol rural Pantelimon-Dobroești, Iunie 1915, Dreptul 26/1920).

41. Un comostenitor prin răsucumpărarea integrală a terenului embaticar, nu devine proprietar al bunului răsucumpărat de cât pentru partea sa și nu poate desbrăca pe ceilalți comostenitori de dreptul lor de coproprietate; în contra lor nu poate avea de cât o acțiune pentru plata părții fiecăruia, rezultată din răsucumpărarea plătită. (Cas. I, 245 din 21 Octombrie 1919, Curier Jud. 10—11/1920).

42. În ce privește contractele de embatic pentru „clădiri și sădiri“, anterioare anului 1865, legea Caragea (art. 2 Cap. V partea III) nu cere actul scris ad solemnitatem, ci numai ad probationem, așa că asemenea contracte se pot dovedi cu toate mijloacele, deci și prin martori (v. Andrei Rădulescu, Studii de Drept civil, p. 216 urm.).

În speță s'a făcut dovada prin recunoașterea proprietarilor că pomii au fost plantați de săteni și autorii lor, prin dijma primită de proprietari și prin vârsta pomilor cari la unele livezi trece de 60 ani, — deci este vorba de locuri date cu embatic.

Contractele intervenite între proprietari și săteni după 1865, data punerii în aplicare a codului civil, pentru plantarea cu pomi fructiferi în schimbul unei plăți de fructe în natură (dijmă), nu mai pot fi conside-

rate ca embaticuri, căci art. 1415 c. civil le interzice, ci contracte de locațiune, conform art. 1411 codul civil, cari, deși n'au un termen determinat — și faptul se explică prin obiceiul pământului, care n'a putut fi înlăturat dntrodată printr'o dispoziție a legii noi, însă au un preț determinat prin câtimea dar:ii, în natură (dijmă), în fiecare an, sau la intervale, după cum și pomii rodeau, în fiecare an sau nu.

Prin urmare, în speță, atare contracte de arendare fiind mai mari decât cinci ani, conform art. 7 lit. e, întinderile arendate sunt expropriate ca și cele cu embatic (al. lit. d), în întregime.

Principiul pus de legea agrară, în art. 4, suferă excepțiunile prevăzute în art. 7 aceeași lege, unde se arată că asemenea terenuri se expropriază în întregime, independent de întinderea moșiei și de cota intangibilă de 100 ha.

Zadarnic au încercat proprietarii să susțină că, în speță, raportul juridic dintre ei și săteni are la bază un contract de societate în participație — proprietarii aducând ca aport fondul, iar sătenii munca, adică plantarea și îngrijirea pomilor ca și culegerea fructelor, — acest contract nefiind cu nimic dovedit, iar din răspunsurile proprietarilor constatându-se că este vorba tocmai de un contract de locațiune, cu plata prețului în natură. (Jud. oc. Pătărlagele-Buzău, decizia de expropriere din 12 Decembrie 1922, Jur. Gen. 1923, No. 1605).

43. Potrivit art. 2 și 4 din legea agrară din 1921, cum și decretelor-legi 3681/918 și 3697/919, subsolul terenurilor cultivabile expropriate trec în proprietatea Statului, iar conform art. 7 al. d și 82 din lege, terenurile embaticare sunt expropriate în folosul embaticarilor, fără nici o restricție. În speță, fiind constat că terenurile expropriate sunt folosite cu titlul de embatic indiferent dacă sunt sau nu plantate, ele trec în întregime în folosul embaticarilor și Statul nu are dreptul de a si rezerva subsolul pe seama sa. (C. A. București III, 52 din 5 Martie 1923, Jur. Gen. 1923 No. 83; Cas. II, 81/924, Curier Jud. 34/1924).

44. Actul de răsucumpărare liberat embaticarilor de Ministerul de Industrie, Comerț și Domenii, în forma prescrisă de art. 21 din Regulamentul pentru vânzare de ecarete și răsucumpărarea embaticurilor statului din 18 Iunie 1865, este un act de jurisdicție valabil, așa în cât el poate fi invocat cu succes în favorul lor, ori de câte ori tinde să ajungă prin mijlocul lui, la realizarea practică a dobândirii unui bun embaticar, aparținând de

drept lor, dar aflat de fapt în posesiunea altor persoane.

Prin urmare, nimeni nu poate ține astăzi cu drept de proprietar un bun embaticar, dacă nu poate dovedi că are în favorul său, un act scris emanat în condițiunile aceluși regulament, sau prescripția de 10 ori 20 ani, socotită din anul 1865 și exercitată în condițiunile prescise de codul civil, singure cari permit părții care le are să aducă în favorul ei o probă completă. (Judec. Ocenele-Mari, Vâlcea, 179 din 13 Mai 1924, Jur. Gen. 1924, No. 1779).

45. Conform dispozițiilor art. 1510 și 1530 din codul Calimach și art. 2 a cap. V codul Caragea tocmeala besmanarului făcându-se numai în scris, atunci când existența dreptului de besmanar este contestată, nu este admisibilă dovada cu martori pentru stabilirea acestei convenții. (Trib. Botoșani 705 din 14 Octombrie 1924, Jur. Gen. 1925, No. 928).

46. Dreptul de beznan este un drept real, pe care embaticarul îl exercită în mod direct, animo domini, inde-

pendent de nudul proprietar; acest drept dânsul îl poate vinde, închiria și transmite prin succesiune. În asemenea caz de sigur că dânsul îl poate și revendică dela cel care l-a cotoplit, în cazul când termenul pentru exercitarea acțiunii posesorii a trecut.

Independent de denumirea în drept a acțiunii care proteja dreptul în contra țărilor, detinătorii fără calitate, aceeași acțiune a titularului embaticului, nu poate avea decât caracterul real al unei acțiuni petitorii.

Legea neprevăzând formele sacramentale pentru fiecare fel de acțiune în parte, caracterul unei astfel de acțiuni nu poate reieși decât din concluziunile și desbaterile urmate în cauză, deci din mijloacele de apărare în fond, cari ca atare dacă pot fi invocate din oficiu de instanța de judecată, sa reieșind din desbateri, trebuie însă puse în discuția părților. (Cas. I, 430 din 20 Februarie 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1406).

47. A se vedea: art. 495, nota 2; art. 1878 nota 1; art. 1890, nota 19.

CAPITOLUL II.

Regule comune la locațiunea edificiilor și a fondurilor rurale.

Art. 1416. — Dacă contractul făcut verbal n'a primit nici o punere în lucrare, și una din părți îl neagă, nu se poate primi proba prin martori, ori cât de mic fie prețul și chiar când s'ar zice că s'a fost dat arvună.

Numai celui ce neagă contractul se poate deferi jurământ. (Civ. 1191, 1203, 1207 urm., 1219, 1220, 1417; Pr. civ. 185, 242, 243; Civ. Fr. 1715).

Text. fr. Art. 1715. — Si le bail fait sans écrit n'a encore reçu aucune exécution, et que l'une des parties le nie, la preuve ne peut être reçue par témoins, quelque modique qu'en soit le prix, quoiqu'on allègue qu'il y a eu des arrhes données.

Le serment peut seulement être déféré à celui qui nie le bail.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 467-469, § 364, n° 12, 13, p. 500, § 369, n° 26; p. 504, § 369, n° 24; VIII, p. 303 § 762, n° 9;
- BAUDRY ET WAHL, *Tr. du louage*, ed. 2-a, I, 203 urm., 209-211, 214, 220, 221, 223, 225, 227, 229-231 urm., 234, 254-258, 267, 1255, 1369;
- COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 527, 529, 538, 559;
- DALLOZ, *Rép. Louage*, 121 urm., 696 urm.; *Suppl. Louage*, 74 urm., 367 urm.;
- DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 162 bis, III, IV, VI, VII; 183, 183 bis, VII;
- DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 346;
- GARSONNET, III, p. 12, § 822, n° 3;
- GUILLOUARD, *Tr. du louage*, ed. 3-a, I, 43, 77-79, 84, 381;
- HUC, X, 272, 279, 332;
- LAURENT, XXV, 71, 74, 75, 86, 90, 327, 352;
- MOURLON, ed. 7-a, III, p. 285, 286;
- PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1672;
- SAEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 341, nota 2;
- TROPLONG, *Comment. du louage*, ed. 3-a, I, 111, 114, 422.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IX, p. 59, 60 urm., 70, 215, 327; (VII, p. 370, 424, 431, 433); *Observație* sub. Cas. Luxemburg, 10 Mart. 1899. Curier Jud. 65/904; *Observație* sub. Cas. I, 13 din 16 Febr. 1918. Tribuna Juridică 16-17/1920; *Observație* sub. Cas. S. U., 29 Dec. 1921. Pand. Rom. 1923-III-113; *Notă* sub. Trib. Villefranche, Rhone. Jur. Gen. 1925 No. 857;
- CANTACUZINO MATEI, p. 652;
- CONSTANTINESCU M. D., *Notă* sub. Judec. ocol. rural Calafat, 181 din 3 Mai 1923, Jurispr. Gen. 6/923 No. 454;
- CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 18 urm.;
- MITESCU N., *Nota* sub. Cas. S. U., 7 din 29 Dec. 1921. Pand. Rom. 1922-I-217;
- NACU, II p. 845; III, p. 316, 322 urm., 360, 603;
- PERIȚEANU GR. I., (IPER), *Notă* sub. Trib. Ilfov s. IV, 1095 din 30 Nov. 1922. Curier Jud. 17/923;
- PROFIRU GH. IOAN, *Observație* sub. Trib. Putna s. II, 28 Nov. 913. Dreptul 64/915;
- SCONDĂCESCU I. BARBU, *Notă* sub. Trib. Argeș s. I, No. 9229 din Nov. 1922. Jurispr. Gen. 12/1924 No. 622;
- SESCIOREANU G., *Observație* sub. C. Apel Liège, 16 Febr. 1923. Pand. Rom. 1924-III-46.

INDEX ALFABETIC

Act scris 1, 2, 11, 14.	Jurământ 5, 8.
Arendare, a se vedea „Locație”.	Legea de prelungirea contractelor de închiriere 17.
Cazarmament 6.	Locație 1-19.
Chitanțe 17.	Lucruri mobile 9.
Cod Napoleon 14.	Marturi 1, 3, 4, 5, 7, 9-19.
Comercial funcționar 16.	Mărturisire 19.
Confirmare 3.	Mabile lucruri 9.
Consimțământ 2.	Napoleon Cod 14.
Contract scris 1, 2, 11, 14.	Negarea contractului 5, 8, 13, 14, 18.
Contract verbal 3, 4, 3, 6, 10, 11, 13, 14.	Obiect 2.
Data certă 17.	Plata chiriei 17.
Deces 17.	Prelungirea contractului de închiriere 17.
Dovadă 1-19.	Preț 2, 11, 14, 17.
Dublu exemplar 7.	Prezumpțiuni 7, 11, 13, 15.
Executarea contractului 3, 4, 5, 11, 12, 13, 14, 15, 18.	Proba 1-19.
Formalitatea dublului exemplar 7.	Punere în executare, a se vedea „Executarea contractului”.
Forță majoră 14.	Ratificare 3.
Funcționar comercial 16.	Regulamentul pentru cazarmament 6.
Început de dovadă scrisă 4, 5, 7, 11, 14, 15, 16.	Sublocație 3, 10, 17.
Început de executare, a se vedea „Executarea contractului”.	Verbal contract 3, 4, 5, 6, 10, 11, 13, 14.
Interogator 19.	

Jurisprudență.

1. In lipsa unui contract în scris de închiriere, dovedirea închirierii care trece peste suma de lei 150 nu poate fi admisă de a se face prin martori, de oarecă legea nu permite o atare constatare. (Cas. I, 261/Iunie 26/77, B. p. 246).

2. Convențiunea de arendare devine perfectă îndată ce părțile s'au învoit asupra prețului și a obiectului; redactarea în scris a contractului servește numai pentru probarea convențiunii, iar nu spre validarea ei. (Cas. I, 120/Aprilie 28/79, B. p. 279).

3. Art. 1416 interzice proba testimonială pentru stabilirea existenței unui contract de locațiune verbal, numai în cazul când un asemenea contract n'a primit nici o execuțiune. Aceste prescripțiuni cu totul excepționale nu pot fi întinse și la cazul când una din părțile contractante, deși neagă existența unui atare contract, recunoaște însă în justiție fapte cari nu pot duce la altă concluziune de cât

că contractul a existat și s'a și pus în execuțiune. Astfel fiind, odată ce locatorul a primit a trata cu sublocatarul locatarului, concluziunea logică și naturală este că dânsul recunoaște și ratifică un contract preexistent intervenit între ei și locatar, și prin urmare că ocuparea de către acesta a caselor sale n'a putut avea loc de cât în virtutea unui asemenea contract; față dar cu această recunoaștere judiciară, proba cu martori de a dovedi locațiunea, invocată de locatar e admisibilă. (Cas. I, 434/Dec. 11/90, B. p. 1394).

4. In materie de locațiune legiuitorul a făcut o derogatiune la principiile generale de probațiune, interzicând dovada cu martori a unui contract verbal, care n'a fost pus în executare. Dispozițiunile prohibitive ale art. 1416, fiind generale și absolute, ele se aplică fără distincțiune în toate cazurile, chiar și acolo unde există un început de probă scrisă. (Trib. Tutova, Ianuarie 23/92. Dreptul 18/92).

5. Deși art. 1416 din codul civil prescrie că, dacă contractul făcut verbal n'a primit nici o punere în lucrare și una din părți îl neagă, nu se poate proba cu martori existența lui, și că numai celui ce neagă contractul i se poate deferi jurământ, totuși acest articol nu derogă la regula generală stabilită de art. 1197 codul civil, astfel că existența unui asemenea contract se poate dovedi cu martori, când există un început de dovadă scrisă emanând dela partea care neagă contractul. (Trib. Ilfov I. C. Jud. 20/97).

6. Închirierile de imobile se pot face și verbal. La acest principiu, stabilit prin codul civil, nu se poate derogă prin regulamente făcute nu în baza unei legi. Dispozițiile art. 85 și 86 din regulamentul pentru cazarmament nu derogă la principiul că închirierile de imobile se pot face și verbal, căci prin aceste articole se vor-

bește numai de formalitățile ce trebuie să îndeplinească agenții ministerului de război pentru a încheia titlurile constatatoare ale contractelor de închiriere ce vor fi încheiate, fără însă a prescrie vre-o solemnitate oarecare, pentru încheierea contractelor. (Cas. I, 397/99, B. p. 1234).

7. Dacă potrivit art. 1179 c. civ. actele sub semnătură privată cari cuprind convențiunile sinalagmate nu sunt valabile dacă nu sunt făcute în atâtea exemplare originale câte sunt părțile cu interes contrar, nu e mai puțin adevărat însă că, un asemenea act nul ca formă legală dar conținând în esență elementele unei convențiuni constitutive un început de dovadă scrisă și potrivit art. 1197 c. civ. proba cu martori e admisibilă pentru completarea ei și prin urmare și prezumțiunile și acest principiu se aplică și în materie de locație când există un început de probă scrisă. (Trib. Ialomița 7 Febr. 1908, Revista Judiciară 31/908).

8. Dacă prin art. 1416 c. civ., se prevede că numai celui ce neagă contractul i se poate deferi jurământul din aceasta nu se poate trage concluzia că legiuitorul a înțeles că singurul mijloc de probație în asemenea materie este jurământul, căci în asemenea caz ar fi putut să declare aceasta în mod expres ceeace nu a făcut. (Trib. Ialomița 7 Febr. 1908, Revista Judiciară 31/908);

9. Art. 1416 c. civ., privitor la inadmisibilitatea probei cu martori nu se poate aplica la locațiunea edificiilor și a fondurilor rurale. (Cas. I 812/911 Curier Jud. 3/912);

10. Proba cu martori nu este admisibilă spre a se dovedi că chiriașul unui imobil are dreptul de a-l subînchiria, întrucât, potrivit art. 1416 cod. civil, un contract de închiriere verbal nu poate fi dovedit cu martori. (Trib. Putna, 1913; Dreptul 1915, p. 508).

11. Pentru dovedirea contractului de locațiune făcut verbal, legiuitorul a voit să fie mai riguros pentru a evita mulțimea proceselor ce s'ar putea isca în această materie.

De aceea, chiar atunci când prețul este mai mic de 150 lei și prin urmare când după dreptul comun proba cu martori ar fi întotdeauna admisibilă, prin derogatiune la această regulă, art. 1416 codul civil, prescrie că această probă nu se poate primi decât numai dacă contractul a fost pus în lucrare, *dacă* chiriașul locuiește imobilul.

Dacă însă prețul e mai mare de 150 lei, dreptul comun devine aplicabil, dovada neputându-se face decât cu act scris, iar cu martori ori prezumțiuni numai dacă există început de dovadă scrisă.

Prin urmare, când chiria fiind mai mare de 150 lei, nu se produce un început de dovadă scrisă, proba cu martori pentru dovedirea contractului verbal de locațiune e inadmisibilă, deși s'ar dovedi că pretinsul locatar ar locui imobilul. (Cas. Iași I, No. 1918; Petre Popescu „Jur. Cas. 1917 și 1918“, No. 3, Jur. Rom. 1/1919).

12. Pentru a se admite proba cu martori, în dovedirea elementelor ce constituiesc un început de executare a unui contract de închiriere verbal, trebuie ca această punere în executare, care este un fapt material, să fie de așa natură, încât să facă convințiuinea judecătorului că această executare ar fi corolarul neîndoios al unei convențiuni de închiriere. (Cas. II, No. 95, 1920; Jurispr. Rom. 17/1920, p. 253, Curier Jud. 81—82/1920).

13. În drept proba cu martori sau cu prezumții este inadmisibilă pentru a se stabili fapte considerate ca început de execuțiune a unui contract de închiriere verbal, când această execuțiune alegată de una din părți este negată de cealaltă.

În adevăr a admite proba testimonială ca să se stabilească fapte de executarea contractului, ar fi a admite ca consecință necesară proba testimonială a închirierii însăși, probă care este formal interzisă de lege. (Cas. S. U. No. 7 din 29 Dec. 1921, Jur. Rom. 5-6/922, Pand. Rom. 1922, I, 217; Pand. Rom. 1922, III, 140; Pand. Rom. 1923, III, 113; Tribuna Jur. 22-23/922).

14. Legiuitorul în scopul de a preîntâmpina mulțimea proceselor a voit să fie mai riguros în ce privește dovedirea contractelor de locațiune de minimă importanță și de aceea, prin derogare dela dreptul comun a preseris prin art. 1416 c. c., că, chiar atunci când prețul locațiunii e mai mic de 150 lei vechi, și prin urmare când după dreptul comun proba cu martori ar fi totdeauna admisibilă, această probă nu se poate primi decât numai dacă contractul a fost pus în lucrare, adică dacă chiriașul locuiește imobilul și dacă proprietarul îl neagă: că legiuitorul s'a referit, când a pus acest principiu, numai la procesele mici de chirie, a căror valoare nu trece de 150 lei vechi, rezultă și din lucrările pregătitoare ale cod. Napoleon, cu care ocazie Tribunalul Jaubert pentru a justifica această derogare a spus înaintea Corpului legislativ „că trebuie scut izvorul proceselor mici de chirie, care ruinează pe părți“. Această dispozițiune, fiind o excepțiune dela principiul de drept comun pus de art. 1191 codul civil, după care sub 150 lei proba testimonială e primită totdeauna ca sfera ei de aplicațiune trebuie circumscrișă numai la contractele ver-

bale mai mici de 150 lei. De aci urmează că, dacă prețul locațiunii în- trece această sumă, dreptul comun devine aplicabil și prin urmare do- vada contractului nu se poate primi decât numai cu act scris sau cu mar- tori și prezumțiuni când există un început de dovadă scrisă, așa cum prevede art. 1197, a cărui dispoziți- une constituie o regulă generală apli- cabilă tuturor contractelor afară de cazurile în care legea ar prevedea o derogare expresă. Textul art. 1416 nu constituie o excepțiune de la regulă art. 1197 cod. civ., pentru că legiuitorul a avut în vedere numai contractele pur verbale, iar atunci când există un început de dovadă scrisă proba e în parte literală și legiuitorul nu interzice decât dovada cu martori neîn- soțită de vreun înscris. În fine, dacă dovada cu martori ar fi interzisă, în mod absolut, ar trebui să nu fie admisă, nici atunci când s'ar cere să se do- vedească că contractul s'a pierdut din- tr'un caz de forță majoră neprevă- zută, ceace nu se poate susține (Trib. Argeș, s. II, Jurnalul No. 9229 din Noembrie 1922, Jur. Gen. 1924, No. 622).

15. Atunci când există un început de dovadă scrisă și când contractul de închiriere ce se pretinde, a primit un început de punere în lucrare, el poate fi dovedit cu martori și chiar prin simple prezumțiuni. (Tribunalul Iași, s. I, 100 din 31 Mai 1922, Dr. 27/922).

16. Un funcționar particular con- gediât din serviciu și având locuința într'un imobil al fostului său patron, atunci când i se cere evacuarea imo- bilului pentru lipsă de titlu, poate cere și obține dovada testimonială pentru a stabili existența unor trata- tive de închiriere intervenite între el și fostul patron și fixarea unui preț de închiriere, aceasta în lipsă chiar a oricărui început de dovadă scrisă.

(Trib. Ilfov s. IV Jurnal 619 din 26 Ianuarie 1922, Curier Jud. 17/1923. *Contra*: Trib. Ilfov s. IV, 1095 din 30 Noembrie 1922, Curier Judiciar 17/923).

17. Când se constată că chitanțele de plata chiriei prezentate pentru a se dovedi un contract de subînchiriere nu au dată certă decât la 20 Noem- brie 1920 — data morții chiriașului principal care le-a semnat — epocă la care subînchirierea eă prohibită, prin art. 30 decretul-lege 1429/920, — și prin consecință, chitanțele sunt ino- perante față de proprietar, proba cu martori cerută pentru a se stabili con- tractul de subînchiriere anterior de- cretului-lege este inadmisibilă, con- form art. 1416 codul civil. (C. A. Buc. IV, dec. civilă 163 din 26 Mai 1923; Jur. Gen. 1923 No. 659).

18. Art. 1416 codul civil oprind do- vada cu martori a contractului de închiriere, urmează că nici executa- rea contestată a unui asemenea con- tract nu poate fi dovedită cu martori, căci dacă s'ar admite ar duce indirect la dovada contractului de închiriere printr'o probă oprită de lege. (Cas. I, dec. 407 din 20 Aprilie 1923; Jur. Gen. 1923 No. 691; Pand. Rom. 1923, III, 83).

19. Nu poate fi vorba de violarea art. 1416, codul civil în cazul când in- stanța de fond deduce calitatea de chiriaș a unei părți, din răspunsul dat de proprietar la interogatorul ce i-a fost luat.

Intr'adevăr art. 1416 cod. civil inter- zice numai proba testimonială pen- tru dovedirea închirierii, iar nu și celelalte probe de drept comun. (Cas. I, dec. 399 din 10 Martie 1924; Jur. Gen. 1924, No. 1281).

20. A se vedea: art. 1179, Index al- fabetic „Locație“ și notele respective; art. 1197 notele 13, 14; art. 1418; nota 17.

Art. 1417. — Urmând contestațiuni asupra prețului con- tractului verbal, a cărui punere în lucrare a început, și ne- fiind nici o chitanță, proprietarul jurând va fi crezut, dacă locatarul nu prefereste a cere o estimațiune prin experți. În cazul din urmă, spesele expertizei cad în sarcina lui, dacă estimațiunea întrece prețul ce-l reclamă. (Civ. 1207 urm., 1219 urm., 1416; Pr. civ. 211, 244; Civ. Fr. 1716).

Text. fr. Art. 1716. — Lorsqu'il y aura contestation sur le prix du bail verbal dont l'exécution a commencé, et qu'il n'existera point de quittance, le propriétaire en sera cru sur son serment, si mieux n'aime le locataire deman- der l'estimation par experts; auquel cas les frais de l'expertise restent à sa charge, si l'estimation excède le prix qu'il a déclaré.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 467, § 364;
 BAUDRY ET WAHL, *Tr. du louage*, I, 238-243, 257, 267;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, p. 527, 530, 531, 538, 559;
 DALLOZ, *Rép. Louage*, 121, 136 urm.; *Suppl. Louage*, 78 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 162 bis, IX, X;
 GUILLOUARD, *Tr. du louage*, ed. 3-a, I, 79, 80;
 HUC, X, 280;
 LAURENT, XXV, 79, 80, 82;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 285, 286;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1673.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 59, 60 urm., 70, 215, 327; (VII, p. 370, 424, 431, 433); *Observație* sub. Judec. ocol. Urziceni 22 Aprilie 1904. Curier Jud. 45/904;
 CANTACUZINO MATEI, p. 652;
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 18 urm.;
 GHIMPETEANU C., *Notă* sub. Judec. ocol. II Urban Iași, 5 Iulie 924, Jur. Gen. 925 No. 1255;
 GORUNEANU I. OCTAV, *Notă* sub. C. Apel Constanța, 1745 din 19 Nov. 1923, Justiția Dobrogei 1/924;
 NACU, II, p. 845; III, p. 316, 323, 324, 360.

Jurisprudență.

1. Când e vorba de un contract de închiriere verbal pentru care s'a fixat un preț în total, este evident că dela durata contractului depinde și prețul, și prin urmare prețul e în discuție; deci dar termenul însemnând prețul închirierii, trebuie să mijlocească asupra contestațiunii de durată a contractului același mod de dovedire pe care legiuitorul îl prevede în privința determinării prețului. Dacă dar se stabilește durata contractului și prin urmare quantum chiriei în alt mod de cât cel prevăzut de art. 1417, se violează principiul relativ la probarea contractelor de locațiune. (Cas. I. 395/Dec. 20/85, B. p. 910).

2. Pentru a se admite proba cu martori, în dovedirea elementelor ce constituiesc un început de executare a unui contract de închiriere verbal, trebuie ca această punere în executare, care este un fapt material, să fie de așa natură, încât să facă convințiuinea judecătorului că această execu-

tare ar fi corolarul neîndoios al unei convențiuni de închiriere. (Cas. III, No. 95, 1920; Jurispr. Rom. 1920, p. 253).

3. Simpla afirmație a proprietarului, nu poate ține loc de dovadă pentru prețul contractului de locațiune; art. 1417 nu poate fi luat în considerare pentru că acest text — astăzi anahronic — nu și găsește aplicare în contractele prelungite, în care legile excepționale au stabilit alte norme pentru fixarea chiriilor cu un quantum necesar; în aceste contracte quantum chiriei nu mai e convențional, ci legal în sensul că e un produs al chiriei din 1916 sau în lipsă e fixat de justiție după norme legale; în orice caz reelamentului proprietar îi incumbă sarcina de a dovedi chiria de bază sau cea minimală (de anul precedent), pârătul chiriș urmând să dovedească exclusiv plata. (Jud. ocol II, Urban Iași, Jurnal din 5 Iulie 1924, Jur. Gen. 1925 No. 1255).

4. A se vedea: art. 1418, nota 17.

Art. 1418. — Locatarul are dreptul de a subînchiria ori a subarendă și de a cedă contractul său către altul, dacă o asemenea facultate nu i-a fost interzisă.

Ea poate fi interzisă în tot ori în parte; această interzicere nu se presună ¹⁾, ci trebuie să rezulte din o stipulațiune specială. (Civ. 1020, 1021, 1075, 1191, 1203, 1429, 1434, 1439, 1455, 1467; L. Timbr. 33 § 3; Legea asupra drepturilor proprietarilor, (Mon. of. 324/903) Art. 15; Civ. Fr. 1717; Civ. Ital. 1573).

1) In art. francez corespunzător 1717, în locul cuvintelor: „această interzicere nu se presună“, se zice: „Celle clause est toujours de rigueur“. A se vedea și textul art. 1573 Cod civil Italian.

Text. fr. Art. 1717. — Le preneur a le droit de sous-loueur, et même de céder son bail à un autre, si cette faculté ne lui a pas été interdite.

Elle peut être interdite pour le tout ou partie.

Cette clause est toujours de rigueur.

Text. Ital. art. 1573. — Il conduttore ha diritto di sublocare e di cedere il suo affitto ad un altro, se tale facoltà non gli è stata vietata.

Gli può essere vietata in tutto o in parte; ma il divieto non ha luogo senza un patto speciale.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 425, § 359; p. 490-494, § 368;
 BAUDRY ET WAHL, *Tr. du louage*, ed. 2-a, I, 1052, 1063-1067, 1069-1073, 1075-1077, 1079, 1083-1089, 1091-1094, 1097, 1099-1102, 1104, 1105, 1107-1112, 1114, 1120-1122, 1125-1128, 1130-1136, 1137, 1138-1140, 1143-1145, 1156, 1159 urm., 1164, 1167-1169, 1190;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 537, 541;
 DALLOZ, *Rép. Louage*, 422 urm.; *Suppl. Louage*, 248 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 163, 163 bis, III;
 DEMOGUE, „*Portée de la clause d'un bail portant interdiction de sous-louer sans autorisation du bailleur*“. *Curier Jud.* 21/923;
 DEMOLOMBE, XXV, 148;
 GARSONNET, I, p. 526 § 312;
 GUILLOUARD, *Tr. du louage*, ed. 3-a, I, 276, 314-319, 321, 323-337, 340, 345, 346, 348; II, 524, 628;
 HUC, X, 209, 275, 277, 282-285, 289, 321, 349, 356, 369; *Cession*, I, 211;
 LAURENT, XXV, 135, 136, 194 urm., 197, 198, 200, 208, 210, 211, 215, 217, 218, 220-222, 226, 228 urm., 232, 233;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 287, 288;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1747 urm.;
 TROPLONG, *Comment. du louage*, ed. 3-a, I, 126, 128, 131, 132-136, 138, 141, 372; II, 668.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IX, p. 68 urm.; *Observație* sub. Trib. Neamț, 18 Mai 1907. *Dreptul* 52/907;
Observație sub. C. Apel Iași s. I, 126 din 12 Nov. 1908. *Dreptul* 12/909; *Nota* sub. Trib. com. Lyon, 19 Oct. 1922. *Jurispr. Gen.* 25/923 No. 1744; *Nota* sub. C. Montpellier, 19 Dec. 1921. *Jur. Gen.* 1924 No. 1669; *Nota* sub. Trib. civil Nantes, 2 Mart. 1923. *Jur. Gen.* 1925, No. 1411;
 CANTACUZINO MATEI, p. 653;
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 135 urm.; *Nota* sub. C. Apel Galați s. II, 165 din 7 Dec. 1921. *Pand. Rom.* 1923-II-149;
 GEORGESCU C., *Nota* sub. C. Apel Iași s. II, 13 din 28 Febr. 1922. *Curier Jud.* 45/922;
 HAMANGIU C., *Nota* sub. C. Apel Iași s. I, 74 din 8 Oct. 1920. *Pand. Rom.* 1922-II-117;
 NACU, III, p. 339 urm.;
 PERIETEANU GR. I., (Iper) *Nota* sub. Cas. I, 898 din 2 Nov. 1921. *Curier Jud.* 19/922;
 PLASTARA G., *Nota* sub. Trib. Ilfov s. II, Sept. 1919. *Curier Jud.* 10-11/920;
 PROFIRIU GH. IOAN, *Observație* sub. Trib. Putna, 28 Nov. 1913. *Dreptul* 64/915;
 RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. Trib. Brăila, 216 din 11 Sept. 1908. *Dreptul* 16/909;
 RAPPAPORT M., „*Clauza de interzicere a sublocațiunii*“, *Curier Jud.* 36/924;
 VOGEL I. D., *Nota* sub. C. Apel Buc. s. IV, 399/923. *Jurispr. Gen.* 10/923, No. 589.

INDEX ALFABETIC

Acceptare 1.
 Act de administrație 28.
 Acțiune 13, 17.
 Acțiune oblică 4.
 Anulare, a se vedea „Nulitate“.
 Apreciere suverană, a se vedea „Recurs“.
 Arendare, a se vedea „Sublocație“.
 Artistice expoziții 16.
 Asociație, a se vedea „Societate“.
 Biserică 14.
 Bună credință 21.
 Casa Bisericii 14.
 Casație, a se vedea „Recurs“.
 Cesiunea contractului, a se vedea „Sublocație“

și 5, 6, 7, 9, 14, 19, 22, 24, 25.
 Chestie de drept, a se vedea „Recurs“.
 Comerciant 20.
 Concordat 3.
 Consimțământ 9.
 Consimțământul proprietarului 1, 3, 6, 13, 14.
 Consimțământ scris 1.
 Consimțământ verbal 1.
 Contract de sublocație, a se vedea „Sublocație“.
 Contract verbal 17.
 Daune 15.
 Destinația imobilului închiriat 16.
 Dovadă 17, 23.
 Eforia bisericilor 14.
 Elevi în gazdă 29.

Evacuare, a se vedea „Reziliere“.
 Expoziții artistice 16.
 Faliment 3.
 Farmacie 14.
 Firmă 24.
 Gazdă (ținere de elevi) 29.
 Grație (termin) 20.
 Interogator 17.
 Interpretare 1, 5, 6, 7.
 Interzicere, a se vedea „Sublocație“.
 Legea de prelungirea contractelor de închiriere 21, 29.
 Licitație publică 14.
 Locație, a se vedea „Sublocație“.
 Marturi 8, 17, 23.
 Mărturisire 17.
 Moară 28.
 Nulitate 21.

Obiect 9.
 Pact comisoriu expres 3, 15, 20, 22, 24, 26.
 Pensiuie 29.
 Plata chiriei 4, 10.
 Prejudiciu 15.
 Prolungirea contractelor de închiriere 21, 29.
 Preț 9.
 Presumpțiuni 17.
 Probă 17, 23.
 Radierea firmei sociale 19.
 Recurs 5, 16.
 Renunțare, a se vedea „Consimțământul proprietarului“.
 Reziliere 3, 11, 13, 14, 15, 19, 20, 21, 22, 24.
 Societate 18, 19, 20, 22, 24.
 Solidaritate 10.
 Sublocație, a se vedea „Cesiune“ și 4-29.

Sublocație în parte 2, 7, 25,
27.
Suverană apreciere, a se
vedea „Recurs“.
Termin 13.

Termin de grație 20, 26.
Terță persoană 23.
Vânzare-cumpărare 27.
Verbal contract 17.

Jurisprudență.

1. Clauza prohibitivă înserată într'un contract de închiriere în sensul că locatarului să nu-i fie permis a subloca imobilul închiriat de cât cu consimțământul în scris al locatorului, nu trebuie interpretată în mod riguros și literal, adică în sensul că un consimțământ verbal sau manifestat prin fapte ar fi insuficient chiar atunci când nu ar fi nici un fel de îndoială asupra voinței locatorului de a consimți la sublocațiune, pentru că o asemenea interpretatiune ar face din accețiunea scrisă a locatorului un act solemn, ceea ce ar fi contrar principiului că în dreptul nostru înscrisele serveste numai de probă, și prin urmare când părțile stipulează un consimțământ prin scris ele înțeleg ca să nu existe nici un fel de îndoială asupra realității consimțământului. (Trib. Ilfov, com. Nov. 3/83, Dr. 20/84).

2. Prohibițiunea simplă de a se subînchiria sau sub-arenda nu trage și pe aceea pentru locatar de a sub-arenda în parte, de oarece conform art. 1418, această prohibițiune trebuie să fie exprimată în termeni precisi, adică de a nu se permite locatorului de a subînchiria în totul sau în parte. Intențiunea legiuitorului în acest sens este deci vădită, căci dacă ar fi înțeles că acela cărui îi este prohibit de a subînchiria sau subarendă în totul nu va putea subarendă în parte, nu ar fi găsit necesar în aliniatul ultim să prevadă interzicerea în totul sau în parte; de unde rezultă că acela cărui este interzisă subînchirierea sau subarendarea în tot va putea subînchiria sau subarendă în parte, afară numai dacă locatorul a prevăzut această prohibițiune în mod expres. (Trib. Iași, I, Ian. 27/93, Dr. 22/93).

3. Când prin contractul de locațiune este prohibit dreptul locatorului de a subînchiria lucrul, alțuia fără voința și consimțământul proprietarului, sub pedeapsă, în caz de contravențiune, de a se considera contractul reziliat, fără somațiune și judecată, o atare reziliere are loc chiar atunci când chiriașul, fiind căzut în stare de faliment, a convenit prin concordatul încheiat cu creditorii săi, de a abandona tot activul falimentului unui terțiu, împreună și cu dreptul de a se folosi acesta de contractul de închiriere, în schimbul obligațiilor luate de dânsul de a plăti cota concordatară, căci în acest caz transmiterea contractului de închiriere nu mai eră un

act de administrație al falimentului făcut de sindic și impus de lege în interesul falitului și al creditorilor, ci un act făcut de însăși falit, în urma intrării sale în administrațiunea activului său, de consecințele căruia singur e răspunzător. (Cas. II, 53/95, B. p. 774).

4. Proprietarul este în drept a se adresa, pentru plata chiriei, sublocatarului principal și acest drept îl are proprietarul, și ca proprietar și ca creditor, întru cât creditorul poate exercita toate drepturile și acțiunile debitorului său, afară de acelea care îi sunt exclusiv personale. (Cas. I, 182/99, B. p. 606).

5. Față cu dispozițiunile art. 1418 din codul civil, care recunoaște locatorului dreptul de subarendare or subînchiriere, și pe acela de a cedă contractul către altul, când nu i s'a interzis în mod expres o asemenea facultate, trebuind a se cerceta dacă părțile convenind că este interzis arendașului de a trece contractul său altei persoane, prin aceasta au înțeles să oprească numai cedarea contractului sau și subarendarea, cenzetarea sensului unei asemenea stipulațiuni independent de orice stipulațiune și de orice circumstanță de fapt, constituie o chestiune de drept, care cade sub controlul Curții de Casatie. (Cas. I, 23 Octombrie 1906, B. p. 1569).

6. Prin stipulațiunea: „că arendașul nu va putea trece contractul fără consimțământul proprietarului“, proprietarul interzicând arendașului dreptul de a trece contractul către o altă persoană, prin aceasta și-a manifestat într'un mod clar voința de a nu avea sub orice formă cesiune sau subarendare, adică un alt arendaș. (Cas. I, 23 Octombrie 1906, B. p. 1569).

7. După dispozițiunile art. 1418 din codul civil, locatarul are dreptul de a subînchiria sau a subarendă, și de a cedă contractul său către altul în tot ori în parte, dacă o asemenea facultate nu i-a fost interzisă prin o stipulație contrarie.

Astfel, interzicerea fiind o excepție la dreptul recunoscut locatorului prin art. 1418 din codul civil, de a subînchiria sau subarendă și de a cedă contractul, o asemenea interzicere este de strictă interpretare și nu se poate întinde prin analogie și la cazuri cari n'au făcut obiectul stipulațiunei părților. (Cas. I, 56 din 23 Ianuarie 1912, B. p. 37, Courier Jud. 25/1912).

8. Proba cu martori nu este admisibilă spre a se dovedi că chiriașul unui imobil avea dreptul de a subînchiria, întrucât potrivit art. 1416 c. civil, un contract de închiriere verbal, nu poate fi dovedit cu martori. (Trib. Putna, 1913; Dr. 1915; p. 508).

9. Contractul de subarendare, fie el socotit ca un contract de locațiune, fie ca un contract de cesiune, adică de vânzare de bunuri încorporale, este un contract consensual care devine perfect din momentul ce părțile au convenit asupra condițiilor esențiale adică asupra obiectului și pretului. (C. Apel Buc. 173 din 13 Nov. 1914, Jur. Gen. An. I, No. 596).

10. La un contract de sublocație nu e solidaritate între locatarul principal și sublocatar pentru plata chiriei. (Trib. Ilfov s. II, Sept. 1919; Curier Jud. 10—11/1920).

11. Deși sublocațiunea formează un nou contract ale cărui condițiuni sunt regulate prin voința părților, totuși locatorul neintervenind în sublocațiune nu există nici o legătură juridică între locator și sublocatar și cererea de reziliere și evacuare a imobilului contra locatarului se aplică și sublocatarilor. (Trib. Brăila s. II, 224 din 29 Dec. 1919; Curier Jud. 53-54/920; Trib. Vâlcea s. II, 128 din 10 Mai 1924, Jur. Gen. 1924, No. 1815).

12. În genere contractele de locație nu sunt contracte „intuitu personae” nici din punctul de vedere al locatarului nici al locatorului, ele pot fi însă uneori făcute în vederea persoanei locatarului, dar aceasta trebuie să rezulte formal și neîndoios din termenii contractului. (Trib. Prahova s. I, 29 Oct. 1920, Curier Jud. 40/921; Trib. Roman 27 Ianuarie 1921, Dr. 1/922).

13. Când subînchirierea a luat sfârșit odată cu intentarea acțiunii cererea de rezilierea contractului de locație nu este admisibilă, căci proprietarul nu poate să se plângă pentru o abatere de la contract care în momentul intentării acțiunii nu mai există, cu atât mai mult când proprietarul avea cunoștință de subînchiriere, fără să fi protestat, ceea ce se poate considera ca o renunțare tacită la clauza prohibitivă din contract. (Trib. Roman, 27 Ianuarie 1921, Drep. 1/1922).

14. Cesiunea dreptului de a exploata o farmacie depinde de titularul farmacist al acestui drept, pe când cesiunea dreptului de închiriere depinde de locator: și de și este evident că nu se poate exploata o farmacie fără local, dar tot atât de evident este că dreptul de exploatare rămâne străin de contractul de închiriere, fiindcă cesiunea dreptului de exploatare nu implică neapărat și cesiunea unui local determinat pentru exploatarea farmaciei.

Faptul că intimata Epitropie a tolerat pe noul farmacist a exercita comerțul, aceasta nu constituie o renunțare tacită la clauza de subînchiriere, căci epitropiile bisericesti nu pot închiria imobile de cât prin licitație

publică și cu aprobarea Casei bisericilor conform art. 14 al. 3 din Legea Casei bisericilor.

Prin urmare în special, apelantul exercitând în numele său propriu exploatarea fondului de farmacie în imobilul cedat de farmacistul arenda-tor anterior — care nu are dreptul să subînchiriere imobilul — detinând fără drept imobilul urmează a fi evacuat. (C. Apel Buc. s. III 15 din 17 Febr. 1921, Curier Jud. 13/921, Pand. Rom. 1922, III, 30).

15. Când locatarul principal a nesocotit clauza prohibitivă de subînchiriere și când prin contractul de locațiune nu se stipulează rezilierea lui de drept pe baza pactului comisor expres, instanțele judecătorești au facultatea să nu rezilieze contractul, când sub-locația nu aduce o daună proprietarului. (Trib. Roman 27 Ian. 1921, Drep. 1/922).

16. Scapă de sub controlul instanței de recurs, constatarea în fapt pe care o face instanța de fond cu privire la sublocația oprită prin contract, dacă acea instanță stabilește că aceasta era destinația prezumată a imobilului închiriat. În specia prezentată, imobilul eră destinat pentru expoziții artistice. (Cas. I 911 din 4 Nov. 1921 Tribuna Jur. 3-4/922).

17. Proba unui contract de sublocație se face în același mod ca și a contractului principal de locațiune și deci art. 1416 și 1417 cari se ocupă cu proba contractelor verbale de locațiune sunt aplicabile, în lipsă de texte contrare, și contractelor verbale de sublocație.

Deși este stabilit în fapt, prin recunoașterea proprietarului la interogator, că apelantul se găsea în imobil cu o lună încă înainte ca proprietarul să fi acționat pe chiriașul principal, acest lucru nu poate duce la concluzia că apelantul ocupa imobilul în calitate de sublocatar, de oarece nu se aduce în cauză nici consimțământul chiriașului principal la încheierea pre-tinsului contract de subînchiriere și simplul fapt de a ocupa un imobil, nu atrage concluziunea că el este ocupat cu titlu de locatar sau sublocatar, căci proba testimonială și prezumpțiunile nu sunt admisibile spre a se stabili că folosința în specie era rezultatul executării unui contract de locațiune sau sublocațiune, și a dovedi executarea contractului înseamnă a se dovedi însăși existența lui, iar art. 1416 cod. civil oprește a se proba cu martori sau prezumpții existența unui contract verbal de locațiune. (Trib. Droboi, sent. civilă 178 din 13 Iunie 1922, Jur. Gen. 1923, No. 1198).

18. Locatarul nu poate aduce ca miză socială într-o societate, folosința unui imobil a cărui sublocație i-a

fost interzisă și aceasta atât în ce privește societățile civile cât și în ce privește societățile comerciale, deci independent de personalitatea juridică a societății. (C. Apel Iași s. II, 13/1922, Dreptul 19/922, Curier Jud. 45/1922, Pand. Rom. 1923, III, 62).

19. Aducerea unui contract de închiriere ca aport social într-o societate comercială care are o personalitate distinctă, având de efect a transfera din patrimoniul personal al asociatului, în acel colectiv al societății, beneficiul contractului, — constă în a cesiune a contractului de închiriere.

Art. 30 din decretul-lege No. 1420 din 1920 care operează asemenea cesiuni, are și astăzi, sub imperiul legii dela 14 Aprilie 1922, aplicațiune.

Instanța de fond, chemată a judeca acțiunea în rezilierea contractului principal bazată pe acest motiv, este în drept să pretindă dovada că asociația s'a disolvat înainte de întreprinderea acțiunii, — radierea firmei sociale nefiind suficientă. (Cas. I, dec. 80 din 5 Februarie 1923, Jur. Rom. 12/1923; C. Apel Craiova s. I, 73 din 28 Aprilie 1923, Dreptul 24/1923).

20. Faptul unui chirieș comerciant de a-și asocia în timpul locațiunii unul sau mai mulți asociați pentru continuarea comerțului său, echivalează cu o subînchiriere, așa că dacă subînchirierea este prohibită prin contractul de închiriere sub sancțiunea unui pact comisoriu expres, din acest motiv închirierea are caracterul unui contract *intuitu personae* și clauza rezolutorie expresă operează fără ca judecătorii să poată acorda vre-un termen de grație (C. Apel Craiova s. I, 73 din 28 Aprilie 1923, Jur. Gen. 1923, No. 301).

21. Nimeni nu poate transmite altuia mai multe drepturi decât el însuși are. De aici urmează că, dacă titlul de drept, în virtutea căruia o persoană a transmis altuia un drept este anulat și dreptul transmis care își trage ființa dela titlul de drept al transmitătorului, are a fi considerat ca nul, chiar dacă transmitătorul și dobânditorul dreptului au fost de bună credință.

În speță s'a închiriat în Basarabia, în 1917, un imobil pe 36 ani. Chirieșul l'a închiriat și el altuia pe un an, contract apoi prelungit pe temeiul legiuirilor excepționale. În urmă contractul chirieșului principal a fost anulat, definitiv, pe baza unei acțiuni, iar proprietara a cerut apoi, pe temeiul acestei anulări evacuarea subchirieșului, care în apărare a invocat că dânsa și autorul său, chirieșul principal, au fost de bună credință la încheierea contractului lor. Apărarea a

fost respinsă. (Cas. I, dec. 1035 din 24 Octombrie 1923, Jur. Gen. 1924 No. 231; C. Apel Constanța 481 din 30 Martie 1923, Justiția Dobrogei 8/923).

22. În genere, în baza dispozițiilor lor art. 1418 codul civil locatarul are dreptul de a subînchiria și de a ceda contractul către un altul, dacă această facultate nu i-a fost interzisă de către locator în mod expres. Când contractul conține o clauză de interzicere a subînchirierii sau cesiunii, se înțelege, în acest caz, că proprietarul a uzat de facultatea ce-i acordă legea, fără să fie obligat a da vreun motiv sau justificare, și în acest mod de manifestare a voinței sale, proprietarul a imprimat contractului caracterul unei convențiuni „intuitu personae“.

Astfel, în speță, față cu clauza expresă din contract, fiind necontestat de intimati că ei au cedat contractul lor de locațiune unei asociațiuni în nume colectiv, fără consimțământul înscris al locatorului, rezultă de aici o violare a unei dispozițiuni contractuale, care se vede sancționată cu rezilierea de drept a contractului.

Potrivit art. 99 al. III codul com., lipsa formalităților de publicitate nu poate fi opusă de către asociați celor de al treilea; aceștia însă pot invoca existența societății neregulat constituită, ori de câte ori au interes, cum este în speță. Prin urmare este greșită motivarea din sentința tribunalului, prin care se înlătură din discuție contractul de asociație invocat de proprietar spre a învedera faptul subînchirierii, pentru considerațiunea că contractul este lipsit de formalitățile de publicitate legală. (C. A. București IV, dec. civ. 399 din 3 Decembrie 1923, Jur. Gen. 1924 No. 296).

23. Dacă sublocațiunea intervenită între chirieșul principal și subchirieș este un act jurde creator de raporturi de drept între aceste părți contractante, față de proprietar însă este evident că, aceasta constituie un simplu fapt, care s'a petrecut fără dânsul și în afară de voința lui și de aceea proprietarul, ca tertă persoană, neavând cum să-și procure înscrisul doveditor al sublocațiunii poate, în mod valabil, să probeze prin martori contractul de subînchiriere dintre chirieșul său principal și sublocatarul acestuia. (Cas. I, 1127 din 19 Iunie 1924, Jur. Gen. 1924 No. 1930).

24. Când se constată că societatea în nume colectiv chirieșă, s'a desființat și în locul ei unul din asociați și-a înscris firma individuală, din aceste operațiuni reiese că în privința contractului de închiriere al imobilului în care se exercită comerțul, s'a operat o cesiune a contractului, care fiind prohibită formal prin contract, sub

sanctiunea pactului comisor, atrage rezilierea lui. (C. Apel Buc. s. III, 424 din 22 Decembrie 1924, Bul. C. Apel 3/1925).

25. Dacă în contractul de arendare se interzice subarendarea sau cedarea de aci nu se poate deduce că și subarendarea parțială este interzisă, de oarece o asemenea presupunere nu o permite art. 1418 codul civil și pentru că o asemenea interzicere ar duce în fapt la imposibilitatea arendașului de a se folosi de moșie. (C. Apel Galați s. I, 137 din 26 Iunie 1924, Bul. C. Apel 4/1925).

26. Dacă nerespectarea clauzei prohibitive de subarendare nu este prevăzută în contract cu sanctiunea unui pact comisor expres, în acest caz judecătorii pot, conform art. 1021 codul civil să dea părții un termen pentru a repune lucrurile în starea prevăzută în contract. Prin urmare, dacă ambele părți declară că înțeleg să desființeze contractul de subarendare, judecătorii luând act de această declarație, urmează să constate că părțile contractante s'au pus în regulă cu respectarea contractului principal, prin aceea că au desființat de comun acord actul ce contravenia clauzei prohibitive de subarendare. (C. Apel Galați s. I, 137 din 26 Iunie 1924, Bul. C. Apel 4/1925).

27. Când într'un contract se prevede că partea are dreptul de a culege la timpul convenit numai anumite produse ale solului, cum ar fi papura și stuful de pe baltă, fără să se transmită folosința unei cât de mici porțiuni a moșiei pe care se găsește produsele, pentru ca dobânditorul să poată culege toate fructele acestei porțiuni de moșie, în asemenea caz

contractul conține o vânzare, iar nu o arendare parțială care ar fi prohibită prin contractul principal. (C. Apel Galați s. I, 137 din 26 Iunie 1924, Bul. C. Apel 4/1925).

28. În clauza prohibitivă de subarendare nu poate fi cuprinsă și subînchirierea unui stabiliment oarecare de pe moșie, cum ar fi o moară, pentru că în intenția părților nu a putut fi ca arendașul să se folosească personal de un asemenea bun, pentru care se cere aptitudini speciale și profesionale. Închirierea unei asemenea bun constituie, din partea arendașului, un act de administrație, care nu-i poate fi ridicat de cât prin o clauză expresă. (C. Apel Galați s. I, 137 din 26 Iunie 1924, Bul. C. Apel 4/1925).

29. Faptul unui chiriaș de a ține temporar în gazdă niște elevi de școală, nu însemnează că este o subînchiriere în sensul legii, astfel că această subînchiriere să poată folosi și trece proprietarului conform legii de prelungire a contractelor de închiriere.

Chiar dacă elevii de școală plătesc lunar o sumă de bani oarecare, în schimb gazda e obligată pentru și din această sumă să furnizeze elevilor cele necesare, ca mâncare, încălzit, luminat, spălatul rufelor, etc. ceea ce desigur, ar face ca proprietarul care ar pretinde să treacă în legătură directă cu dânsul astfel de subchiriași, să nu poată ține o astfel de obligație față de ei, care se pot considera față de gazda lor, ca făcând parte din familia ei. (Jud. ocol urb. Craiova, 583 din 6 Mai 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1455).

30. A se vedea: art. 1021. Index alfabetic și notele respective; art. 1430, nota 13; art. 1440, nota 2; art. 1441, notele 33, 53.

Art. 1419. — Dispozițiunile articolelor relative la contractele de arendare a averilor dotale ale femeilor măritate, se vor aplica și la contractele de arendă ale averilor minorilor. (Civ. 390, 427, 454, 534, 1268, 1269; Lege p. regularea și consolidarea dreptului de a exploata petrolul și ozocherita, Art. 57; Civ. Fr. 1718).

Text. fr. Art. 1718. — Les articles du titre du *Contrat de mariage et des Droits respectifs des Époux*, relatifs aux baux des biens des femmes mariées sont applicables aux baux des biens des mineurs.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, I, p. 783, § 123, n° 32; p. 843, § 132, n° 8; § 140, n° 18; III, p. 293, § 230, n° 47, IV, p. 497, § 369;
 BAUDRY ET FOURCADE, *Personnes*, I, 1126;
 BAUDRY ET CHAUVEAU, *Biens*, 535;
 BAUDRY ET WAHL, *Tr. du louage*, ed. 2-a, I, 61, 65-68, 71, 76, 78, 83 urm., 86, 88, 89, 91 urm., 105 urm., 110, 111, 113-117;

- COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 509, 552, 805; II, p. 522, 526; ed. 1-a, III, p. 151;
 DALLOZ, *Rép. Louage*, 56 urm., 1910; *Suppl. Louage*, 41 urm.;
 DEMOLOMBE, II, 137; VI, 439; VII, 638; VIII, 281, 750; X, 300;
 GUILLOUARD, *Tr. du louage*, ed. 3-a, I, 47, 50, 55, 56, 59, 59 bis, 448; II, 675, 676;
Nantissement, 246;
 HUC, V, 286; X, 172, 286, 287, 330;
 LAURENT, V, 46; VI, 460, 469; XXIV, 358; XXV, 46, 56, 383; XXVIII, 545;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 285;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1670;
 TROPLONG, *Comment. du louage*, ed. 3-a, I, 98, 100, 147, 148, 545, 546.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IX, p. 48, 49 urm., 199; (I, ed. 2-a, p. 468; III, part. II, ed. 2-a, p. 917; IV, part. I, ed. 2-a, p. 412, 503; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 280 t. și n. 2, 494 t. și n. 2);
Droit ancien et moderne de la Roumanie, p. 222; *Observație* sub. C. Apel. Buc. s. I, 195 din 30 Oct. 1902. Curier Jud. 11/903;
 CANTACUZINO MATEI, p. 91, 652, 725;
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locație*, ed. 2-a, p. 41;
 HOZOC D., *Nota* sub. Cas. I, 47 din 4 Nov. 1909 și Cas. I, 411 din 19 Iunie 1915. Pand. Rom. 1924-I-199;
 NACU, III, p. 325.

INDEX ALFABETIC

Administrator 8, 10.	Militar cerc 10.
Aprecieri suverană 9.	Minori 1-10.
Arendare, a se vedea „Locație”.	Minori emancipați 1.
Cercul militar 10.	Persoane morale 10.
Comoștenitori 7.	Reducerea termenului locației 1, 2, 3, 4, 5, 10.
Coproprietari 7.	Reînnoirea contractului 5.
Daune 1.	Reziliere 7.
Dobânzi 6.	Suverană apreciere 9.
Forță majoră 9.	Termenul închirierii 1, 2, 3, 4, 5, 9, 10.
Fructe viitoare 6.	Tutelă 1-6, 9, 10.
Inchiriere, a se vedea „Locație”.	Tutor 1-6, 10.
Indiviziune 7.	Tutor legal 1.
Interpretare 9.	Uzuctuct 1, 8.
Locație 1-7, 9, 10.	Venituri 6.
Majoritate 3, 4, 5, 7.	

Jurisprudență.

1. Tutorul legal nu poate să închirieze bunurile imobile ale minorului, asupra căror bunuri are dreptul de uzufruct, pe mai mult de 5 ani. O închiriere ce trece peste 5 ani se poate reduce; după cererea minorului emancipat prin căsătorie, fără ca locatorul să poată pretinde daune de la locator pentru aceasta. (Trib. Ilfov, I, Dr. 184).

2. Din combinațiunea art. 1419 cu art. 1268 rezultă că închirierea sau arendarea averilor minorilor, făcută de tutor pe mai mult de 5 ani, nu este obligatorie de cât până la împlinirea termenului de 5 ani de la începutul lui; ori ce închiriere sau arendare făcută pe un termen mai lung de 5 ani, nefiind obligatorie pentru minor, este reductibilă la un period de 5 ani. Această dispozițiune a fost luată de legiuitor pentru a preîntâmpina o quasi-alienațiune ce tutorul ar putea face dând în locațiune bunurile minorului pe un număr îndelungat de ani. (Trib. Ilfov, IV, Dr. 33/89).

3. Din chiar termenii art. 1268 rezultă că bărbatul, atât cât durează căsătoria, poate face închirieri care ar

escede termenul de 5 ani. Or în baza acestor principii aplicabile tutorului, rezultă că și el are dreptul de a arenda bunurile minorilor până la majoritate pentru tot timpul care îl crede util și că numai la epoca majorității se deschide pentru minor dreptul de a reduce la un period de 5 ani arendarea care s'ar afla atunci în vigoare, dară că atât cât durează minoritatea arendarea este valabilă și obligatorie, neputând nici arendașul, nici minorul și nici chiar tutorul a cere nulitatea. (Trib. Ilfov, I, 94, Februarie 7/89. Dreptul 65/89).

4. Din combinația art. 1419 și 1269, rezultă că tutorul poate arenda bunurile minorului până la majoritate, pe tot timpul pe care-l crede util și numai la majorat se deschide pentru minor dreptul de a reduce la 5 ani arendarea care s'ar afla atunci în vigoare; dar, cât ține minoritatea, arendarea, este valabilă și obligatorie, neputând nici arendașul, nici minorul și nici chiar tutorul, să ceară nulitatea ei. (Trib. Tulcea Dreptul 28/98).

5. Reînnoirile de arendare a bunurilor, făcute de tutor, cu violarea art. 1419 codul civil, nu se pot critica decât de minorul devenit major, fiindcă numai la majoritate el dobândește administrația averii sale, ca și femeia după divorț sau separațiune; prin urmare, până atunci, nici tutorul, care a reînnoit contractul nici alt tutore ulterior nu poate ataca asemenea contracte. (Apel Buc. I, C. Jud. 28/1906).

6. Fructele viitoare ale imobilului arendat nu pot fi considerate decât ca capital, iar nu ca venit și în asemenea caz fructele nu pot aparține tutoarei în deplină proprietate cu titlu de uzufruct, ci ea se poate folosi

numai de procentele acestui capital. (Apel Buc. Dreptul 59/1906).

7. Rezilierea contractului de arendă sau de închiriere a imobilului unor minori, cerută de minorul ajuns la majoritate pe baza art. 1268 și 1419 din codul civil, poate să fie pronunțată de instanțele judecătorești nu numai în folosul minorului ajuns la majoritate, care a cerut rezilierea, dar și față de comostenitorii săi minori, când acel imobil se stăpânește în diviziune de minorul devenit major și de minori. (Cas. I, 47 din 4 Nov. 1909. B. p. 1239, Pand. Rom. 1924 I, 199).

8. Dispozițiile art. 534, 1268, 1269 și 1419 codul civil, referitoare la uzufruct nu se pot aplica administratorului provizoriu, întrucât nu are nici un interes personal, presupunându-se că lucrează în interesul exclusiv al proprietarului. (Trib. Ilfov I, No. 229, 1915; Curier Jud. 1915, p. 444).

9. Prin art. 1268 codul civil aplicabil și în materie de tutelă, legiuitorul mărginește la cinci ani durata actelor de administrație încheiate de tutor, însă în ce privește modul cum are să se calculeze acest termen, legea nu conține vre-o dispoziție care să prohibe modul de calcul adoptat de părți în contractul lor, adică să se considere ca termen, timpul efectiv în care arendașul a avut folosința imobilului, nu și acela în care contractul a fost suspendat în executa-

rea lui printr'un caz de forță majoră.

Prin urmare dacă Curtea de Apel constată din interpretarea vointei părților „că intenția lor a fost ca contractul să fie încheiat pe termen de 5 ani efectiv folosiți de arendaș termen neprohibit prin sus menționatul text de lege, hotărârea se menține pe acest punct și deci devine fără interes a se discuta în mod teoretic dacă Curtea interpretează exact textele de lege în ipoteza unui contract mai mare de cinci ani. (Cas. I, 447 din 25 Mai 1921, Jur. Rom. 12/1922).

10. Principiile din dreptul civil potrivit cărora tutorii minorilor și ai interzișilor sau soții dotali, nu pot face contracte de închiriere sau arendă pe un termen mai lung de cinci ani, se aplică în mod general și actelor tuturor administratorilor, chiar și ale administratorilor patrimoniilor persoanelor morale.

Prin urmare Curtea de fond constatănd în speță că, contractul de închiriere de care recurenții se prevalează, încheiat pe termen de 15 ani, le-a fost încheiat de Comitetul de administrație al Cercului militar din București, a făcut o bună aplicare a legii când a redus termenul acestui contract la cinci ani. (Cas. I, dec. 463 din 18 Martie 1924, Jur. Gen. 1924, No. 1046).

11. A se vedea: art. 390, notele 13, 24; art. 1268 cu notele respective; art. 1269 cu notele respective.

Art. 1420. — Locatorul este dator, prin însuși natura contractului, fără să fie trebuință de nici o stipulațiune specială:

1. De a trădă locatarului lucrul închiriat sau arendat;
2. De a-l menține în stare de a putea servi la întrebuințarea pentru care a fost închiriat sau arendat;
3. De a face ca locatarul să se poată folosi neîmpedecat în tot timpul locațiunei. (Civ. 1314 urm., 1421, 1422, 1439; Civ. Fr. 1719).

Text. fr. Art. 1719. — Le bailleur est obligé, par la nature du contrat, et sans qu'il soit besoin d'aucune stipulation particulière:

- 1° De délivrer au preneur la chose louée;
- 2° D'entretenir cette chose en état de servir à l'usage pour lequel elle a été louée;
- 3° D'en faire jouir paisiblement le preneur pendant la durée du bail.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 475;
 BAUDRY ET WAHL, *Tr. du louage*, ed. 2-a, I, 452-457, 480-484, 487, 492, 495, 504, 505, 507-509, 516, 518, 911, 912;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 794; II, p. 557;
 DALLOZ, *Rép. Louage*, 148 urm., 223 urm.; *Suppl. Louage*, 83 urm., 124 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 169 bis, I, II;

GUILLOUARD, *Tr. du louage*, ed. 3-a, I, 127, 128, 131 urm., 135, 138-140, 142, 144;
 HUC, X, 288, 297-301;
 LAURENT, XXV, 130, 132, 143, 145, 146;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 288 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1675 urm.;
 TROPLONG, *Comment. du louage*, ed. 3-a, I, 185, 187, 243.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 81 urm., 86 urm.; (I, ed. 2-a, p. 399, 483, 541, 542); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 227; *Observație* sub. Trib. Tutova, din 24 Febr. 909.
 Dreptul 49/909; *Observație* sub. Trib. civil Bayonne 23 Febr. 1905. Curier Jud. 62/905;
Observație sub. C. Apel Douai, 24 Oct. 1908. Pagini Juridice 43/909;
 CANTACUZINO MATEI, p. 653;
 CERBAN ALEX., *Nota* sub. C. Apel Buc. s. IV, 52 din 24 Mart. 1920. Curier Jud. 38-39/920;
 CHIVU GH. MIHAI, *Observație* sub. Trib. Mehedinți s. I, 472 din 19 Nov. 913. Curier Jud. 37/914;
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 35, 59 urm.; *Observație* sub. C. Apel Galați s. I, 216 din 6 Mart. 1920. Pand. Rom. 1924-II-105;
 GRIGORIAN CORNELIU, *Nota* sub. Judec. ocol. II Urban București, 137 din 20 Mart. 1921. Curier Jud. 40/923;
 NACU, III, p. 325, 326;
 POLICHRON DEM., *Nota* sub. Cas. I, 112 din 10 Febr. 1922. Pand. Rom. 1923-I-102;
 ROSETI-BĂLĂNESCU I., *Observație* sub. Cas. Fr. civ., 25 Iulie 1922. Pand. Rom. 923-III-98;
 SACHELARIÉ HENRIETTE, *Nota* sub. Cas. I, 182 din 8 Mart. 1921. Curier Jud. 18/922;
 STĂNESCU P. IOAN, *Nota* sub. Cas. II, 477 din 10 Nov. 1924. Jurispr. Gen. 1925, No. 641;
 VELESCU ALEX., *Nota* sub. Judec. ocol. IV, Buc. 30 Nov. 1920. Curier Jud. 6/921; *Nota* sub. Cas. I, 207 din 21 Mai 1920. Pand. Rom. 1924-I-115; *Nota* sub. Trib. Ilfov s. III, 820 din 20 Mai 1925, Curier Jud. 29/1925.

INDEX ALFABETIC

Antichreză 4, 5.
 Apreciere suverană 7, 14, 20.
 Arendare, a se vedea „Locație”.
 Arendaș anterior 11.
 Catenă 23.
 Competență 12.
 Concurență 23.
 Coproprietar 1, 34.
 Culpă 20, 24, 37.
 Dată certă 36, 40.
 Daune 3, 6, 7, 10, 11, 14, 15, 19, 21, 25, 27, 30, 35, 37, 39.
 Dig 6.
 Dotă 5.
 Drept de pescuire 6.
 Drept personal, a se vedea „Locație la două persoane”.
 Evacuare, a se vedea „Reziliere”.
 Evicțiune, a se vedea „Viți”.
 Executarea contractului 19, 21, 25, 26, 29, 39, 40.
 Folosință, a se vedea „Procurarea folosinței”.
 Fond de comerț 23.
 Fortă majoră 12.
 Fost arendaș 11.
 Grănățuire 32.
 Heleșteu 17.
 Iaz 17.
 Incendiu 37.
 Inchirieri, a se vedea „Locație”.
 Indiviziune 1, 34.
 Ingrădire 32.
 Judecător de ocol 12.
 Legea de prelungire a contractelor de închiriere 40.
 Locație 1-40.

Locație la două persoane 3, 21, 29, 33, 36, 38, 39, 40.
 Notificări 16, 23.
 Nulitate 5.
 Pact comisori 20, 24.
 Pescuire 6.
 Plata prețului 10, 12, 17, 20, 24, 27, 35, 37.
 Pod plutitor 14.
 Predarea lucrului închiriat a se vedea „Procurarea folosinței” și 1, 5, 9, 16, 19, 25, 28, 29, 31.
 Prejudiciu, a se vedea „Daune”.
 Prelungirea contractelor de închiriere 40.
 Prețul locației 10, 12, 17, 20, 24, 27, 35, 37.
 Procurarea folosinței, a se vedea „Predarea lucrului închiriat” și 2, 6-15, 19, 21, 22, 23, 24, 27, 28, 30, 31, 32, 34-38, 39.
 Punere în întârziere 16, 28.
 Quasi-delicț 6.
 Reparații la imobil 22, 30.
 Responsabilitate 2.
 Restituirea prețului locației 12.
 Reziliere 4, 11, 12, 16, 20, 21, 22, 25, 26, 39.
 Separație de patrimoniu 5.
 Somație 16, 28.
 Stat 14.
 Suverană apreciere 7, 14, 20.
 Terminul locației 18.
 Tradiție, a se vedea „Predare”.
 Transcriere 33, 36.
 Tulburare 13, 15, 24.
 Vițiile lucrului închiriat 17, 37.
 Vânzare-cumpărare 34, 36.

Jurisprudență.

1. După art. 1420, închirietorului îi incumbă sarcina de a predă și a pune pe chirieș în posesiunea lucrului în-

chiriat. Și nu se predă lucrul locatarului când se arendează imobilul care se posedă în devălmășie cu altul și asupra căruia acesta nu recunoaște dreptul locatarului și nu îngăduie pe arendaș de a posedea ceva. (Cas. I. 94/Mart. 15/76. B. p. 124).

2. Deși după art. 1420 al. III, locatarul este obligat a procura locatarului folosința lucrului locat, cu toate acestea locatarul nu poate fi responsabil pentru diversele cauze ce pot micșora posibilitatea de câștig, pe cât aceste cauze nu se pot califica în mod juridic că a distruge lucrul locat, sau a împiedicat folosința lui. (Cas. I. 100/Febr. 27/78, B. p. 95).

3. Cel ce, după ce a arendat cui-va moșia, refuză predarea contractului de arendare și arendează moșia la altul, contravine convențiilor și judecătorul este în drept conform art. 1073, a-l obliga la daune-interese către primul arendaș din nepredarea obiectului arendat, asemănat art. 1420. (Cas. I. 120/Apr. 28/79. B. p. 279).

4. Arendașul care ia în locațiune un imobil supus unui drept de antichreză, are facultatea a cere desființarea contractului de locațiune, chiar dacă actul de antichreză nu ar fi valabil, căci sentința care l'ar declara astfel nu s'ar putea opune antichrezistului care nu a figurat în cauză; locatarul față cu antichrezist nu a dobândit nimic și nici nu poate să-i opună judecata dintre dânsul cu locatarul; motivul de temere al locatarului de a fi turburat în stăpânirea pacinică a imobilului din pricina an-

tichrese: nu a dispărut. (Apel Buc. III, 21, Febr. 1/84, Dreptul 72/84).

5. Arendașul care ia cu arendă o moșie supusă unui drept de anticheșă nu se poate considera turburat de o anticheșă care e nulă din cauză că a fost constituită asupra unui imobil dotat de către soț în urma separației unei de patrimonii, și fără consimțământul femeii, și mai ales când anticheșistul nu a fost pus în posesiunea imobilului! (Apel Buc. III, 115, Mai 22/84, Dreptul 72/84).

6. În virtutea art. 1420, al. 3 locatorul fiind obligat prin însăși natura contractului de locațiune de a face ca locatarul să se poată folosi neîmpiedicat în tot timpul locațiunii de lucrul arendat, urmează învederat că orice fapt al locatorului care ar fi de natură a atinge această folosință, trebuie să fie privit ca o neexecutare din parte-i a unei obligațiuni ce avea în virtutea contractului, și dar ca o culpă contractuală, și prin urmare obligat la repararea prejudiciului cauzat. Astfel fiind, când judecătorul pentru a apăra pe locator de despăgubire, caută în specie existența elementelor unui quasi-delicț, face o gresită aplicațiune a art. 998, căci din momentul ce între părți există un contract de locațiune al cărui obiect, între altele, eră și dreptul de pescuire, urma că chiar admitându-se că locatorului nu i se putea imputa nici o greșală în construirea unui dig și el nu făcuse decât a uză de un drept al său, totuși în virtutea obligațiunii ce avea ca locator de a face pe locatar să se folosească neîmpiedicat de dreptul de pescuire, era dator să-l despăgubească de prejudiciul ce i-a cauzat, făcând prin construirea aceluia dig a se împutina peștele din bălți. Argumentul ce se învoacă pentru a respinge cererea arendașului și care consistă în a zice că prejudiciul suferit de el nu poate fi considerat ca o daună directă, de oarece dreptul arendașilor de a pescui în bălți rămâne intact, și cu el nu pierde de cât avantajul de a avea mai mult pește de cât avea atunci când nu există digul, e neîntemeiat, căci din momentul ce se admite că facerea acestui dig a fost cauza de nu a fi intrat în bălți aceeași cantitate de pește ce intra înainte, e învederat că facerea digului a fost cauza împutinării peștelui și dar a prejudiciului suferit, și pentru că această micșorare a cantității de pește e o micșorare a dreptului de folosință, urmează că cel ce a asigurat folosința aceluia lucru să despăgubească pe locatar de prejudiciul provenit din chiar faptul său. (Cas. I, 496/91, B. p. 1335).

7. De oarece locatorul nu a procu-

rat locatarului întreaga folosință a lucrului arendat, acesta e în drept e cere despăgubiri, și cuantul unei despăgubiri fiind o cestiune de apreciere de fapt Curtea de Apel nu poate în suveranitatea ei, să-l aprecieze și să-l determine, fără ca printr'aceasta să comită vre-un exces de putere. (Cas. I, 333/Oct. 28/92, B. p. 887).

8. Locatorul fiind obligat a face pe locatar să se poată folosi neîmpiedicat în tot timpul locațiunii de lucrul închiriat, proprietarul care convine cu locatarul de a și rețina o parte din locurile închiriate, nu le poate da în locațiune astfel în cât să se facă concurență propriului său chirieș. (Cas. I, 333/Oct. 23/92, B. p. 885).

9. Pentru ca proprietarul să nu poată fi privit în culpă, trebuie să dovedească, nu că dânsul n'a împiedicat pe arendaș să și exercite dreptul său, dar, din contra, că dânsul a făcut să fie puse la dispoziția arendașului locurile pentru arătura de toamnă. (Cas. I, 127/Aprilie 14/92, B. p. 329).

10. Prin art. 1420 locatorul e dator, prin însăși natura contractului, fără să fie trebuință de vre-o stipulațiune specială, de a face ca locatarul să se poată folosi neîmpiedicat în tot timpul locațiunii de lucrul închiriat sau arendat, cu obligațiune pentru locatar, conform art. 1429, de a plăti prețul locațiunii la termenele statornice. De aci reese că prețul locațiunii nu se datorește de către locatar de cât pe timpul cât a fost lăsat de locator să se folosească de lucrul închiriat sau arendat. Dacă dar locatarul a fost împiedicat a se bucura de folosința lucrului închiriat sau arendat, el este în drept de a cere, în afară de daune-interese de vor fi existat, o scădere a chiriei sau a arenzii proporțională cu timpul cât a ținut impecarea, și prin consecință, în caz când chiria sau arenda a fost pe deplin plătită, el este de asemenea în drept să ceară restituirea ei în parte și în raport cu durata impecării, căci altfel o parte a chiriei sau a arenzii s'ar deține fără cauză de către locator, ceea ce ar fi contrariu regulilor de mai sus și tutulor principiilor de drept. (Cas. I, 69/Febr. 25/94, B. p. 745).

11. Arendașul, care intră, nu poate cere față de proprietar rezilierea contractului pe motiv că a fost împiedicat a cultivă pământul înaintea expirării contractului de arendare al vechiului arendaș. Postul arendaș este obligat a-i pune totul la dispoziție pentru muncile anului viitor și, orice prejudiciu ar încerca noul arendaș din cauza celui alt, acesta este responsabil, iar proprietarul numai din

ziua termenului de arendare. (Apel Buc. I, Dreptul 57/94).

12. Contractul de locație este de drept și de fapt desființat, când locatorul nu a putut să procure locatarului folosința lucrului închiriat pe tot timpul duratei contractului, din cauză că imobilul a fost evacuat și închis de către consiliul de igienă ca insalubru și impropriu de locuință, prin urmare închis din cauză de forță majoră. În acest caz locatarul este în drept să ceară restituirea chiriei pentru timpul ce nu s'a folosit de imobil și pe care o plătitese și, dacă suma cerută este mai mică de 1500 lei, judele de ocol este competent, chiar, dacă valoarea contractului este mai mare de 1500 lei, întrucât nu este vorba de rezilierea contractului, care s'a reziliat de fapt și de drept, din cauză de forță majoră, ei de restituirea unei părți din chirie, sumă mai mică de 1500 lei. (Cas. I 228/96 B. p. 955).

13. Locatorul este obligat, între altele, a face pe locatar să se bucure neîmpiedicat de lucrul închiriat în tot timpul locațiunii și locatorul nu se poate adăposti, atunci când locatarul este turburat sau oprit de a se bucura de lucrul închiriat de terți, după art. 1426 din codul civil, care apără pe locatar de turburările aduse locatarului de către terțiile persoane, atunci când turburarea este o adevărată turburare de drept, care pune în cestiune însuși dreptul locatarului de a închiria acel lucru. (Cas. I 95/97 B. p. 286).

14. Statul fiind ținut a garanta arendașilor săi folosința lucrurilor arendate, nu poate opri pe un arendaș al său, al cărui principal venit din lucrul arendat este dreptul de a percepe taxă pentru trecerea pe un pod plutitor, să schimbe puțin drumul, când drumul obișnuit spre acel pod a devenit inaccesibil, din cauză că râul, peste care servea de trecere acel pod, a mâncat malul spre drumul obișnuit și dacă Statul împiedică trecerea pe drumul cel nou, este răspunzător pentru daunele suferite de arendașul ce nu a mai putut să se folosească de acel pod plutitor și, aprecierea acestor daune este de atributul suveran al instanțelor de fond. (Cas. I 419/98 B. p. 1398).

15. Locatorul este obligat, între altele, a face ca locatarul să se poată folosi neîmpiedicat în tot timpul locațiunii de lucrul ce i-a închiriat sau arendat, și, ca consecință a acestei obligațiuni, dânsul este răspunzător către locatar de toate daunele ce acesta ar încerca din turburările ce i s'ar aduce de către cei de al treilea la exercitiul zisei folosințe, dacă aceste turburări sunt sprijinite pe vre-un

drept, ce ar pretinde că au asupra lucrului închiriat, cu singura condițiune pentru locatar ca să fi încunostiințat pe locatar de aceste turburări. Există turburarea de drept ori de câte ori cei de al treilea pretind un drept de proprietate, servitute sau uz, asupra lucrului închiriat, și aceasta, fie pe cale de acțiune, fie pe cale de excepțiune. (Cas. I 399/900 B. p. 1502).

16. Acțiunea în rezilierea contractului de locațiune intentată de chirias, pe motiv că proprietarul nu i-a predat întreg imobilul închiriat, are a fi respinsă, dacă proprietarul n'a fost pus în întârziere prin o notificare. (Cas. I, 19 Aprilie 1906, B. p. 719).

17. Întrucât locatorul nu este ținut de garanția către locatar, când acesta a cunoscut viciile lucrului închiriat, cu drept cuvânt instanța de fond respinge cererea locatarului de a i se scădea din prețul arendeii o sumă oarecare din cauză că nu s'a folosit de un heleșteu, când dânsul avea cunostință de degradarea acelui heleșteu; chiar din momentul când a luat moșia în arendă. (Cas. I, 7 Mai 1907, B. p. 792).

18. Cu toate că folosința unui fond rural este tot o închiriere însă regulile generale pe cari legiuitorul le prevede pentru închirierea fondurilor urbane, nu sunt aplicabile și la fondurile rurale.

Astfel, pe cât timp prin art. 1465 codul civil se limitează dreptul de folosință în mod exclusiv și absolut al arendașului ce iese din moșie de a se folosi de lucrul închiriat zi cu zi, până la expirarea contractului, dispozițiunile art. 1420 codul civil de la închirieri, nu își pot avea aplicarea în toată întinderea lor la aceste arendări. (Apel Craiova, II, Dreptul 44/909 p. 348).

19. În virtutea contractului de locațiune și a art. 1420 codul civil, locatorul fiind dator a trăda locatarului lucrul arendat sau închiriat, a-l menține în stare de a putea servi la întrebuințarea pentru care a fost arendat sau închiriat și a face ca locatarul să se poată folosi neîmpiedecat în tot timpul locațiunii, de aci rezultă că arendașul are dreptul a cere ca locatarul să fie obligat a-i lăsa în deplină folosință imobilul arendat, și că numai în caz de imposibilitate de a-i se trăda imobilul, arendașul are a face acțiune în daune, ceea ce rezultă din dispozițiunile art. 1021 codul civil.

Prin urmare, instanțele de fond fac o justă aplicațiune a principiilor ce reies din sus citatele articole, când admit în principiu o acțiune prin care se cere de locatar, în baza contractului, să fie obligat locatarul să-i lase în

stăpânire și folosință imobilul arendat. (Cas. I, 12 Ianuarie 1910, B. p. 5).

20. În contractele de locațiune când locatorul nu-și îndeplinește vre-una din obligațiile sale principale, fie prevăzute de lege, fie prevăzute în contract, nu poate pretinde ca locatarul să-și îndeplinească pe ale sale, nici să invoace pactul comisor.

Astfel locatorul nu poate cere rezilierea contractului de închiriere în baza pactului comisor pe motivul că chiriașul n'a plătit la termenul prevăzut în contract chiria, dacă dânsul nu și-a îndeplinit obligația ce și-a luat prin contract, de a împrejmui curtea caselor închiriate, obligație apreciată de instanța de fond ca obligație principală. (Cas. I, 722 din 21 Decembrie 1910, Jurisprudența 4/1911).

21. Atunci când proprietarul a închiriat acelaș imobil la două persoane diferite unul dintre chiriași e în drept de a cere ori executarea, ori rezilierea cu daune, fără ca proprietarul să poată invoca imposibilitatea de a-și executa obligația sa față de dânsul din cauză că imobilul se află în posesiunea celui alt chiriaș. (Cas. I, 705 din 17 Dec. 1910, Jurisprudența 5/1911).

22. Proprietarul unui imobil este obligat a face toate reparațiunile necesare și a menține imobilul în stare de a putea servi, conform art. 1420 al 2 codul civil.

Prin urmare, prin nefacerea reparațiunilor de care imobilul are nevoie, proprietarul și-a călcat una din obligațiunile expres edictate de legiuitor în sarcina sa și dar contractul de închiriere urmează a fi desființat. (Trib. Mehedinți s. I, 472/1913, Curier Jud. 37/1914).

23. La închirierea unei cafenele în general, se are în vedere de chiriaș nu numai localul însuși și valoarea lui locativă, ci și vadul sau clientela atașată ei, care, întotdeauna este prețuită într'un contract printr'o plus valoare locativă.

Prin urmare, proprietarul care beneficiază de această plus valoare datorită împrejurărilor externe ale imobilului este dator prin aceasta însăș să nu împiedice folosința chiriașului său, deschizând o altă cafenea în acelaș imobil sau permițând ca un alt chiriaș al său, să exercite un comerț similar cu al primului chiriaș, și aceasta în conformitate cu dispozițiile art. 1420 al III codul civil. (Trib. Mehedinți I. No. 472/1913; Curier Jud. 37/1914, p. 304).

24. Dacă proprietarul nu-și îndeplinește obligațiunea de a garanta pe chiriaș de folosința lucrului închiriat, făcând să dispară turburarea adusă acelei folosințe, chiriașul este în drept să refuze plata chiriei până la în-

cetarea turburării, în care caz el nefiind în culpă, pactul comisoriu nu poate să opezeze contra lui. (Cas. I, No. 537, 1915; Dreptul 1915, p. 585, Curier Jud. 78/1915).

25. După art. 1420 din codul civil, prima obligațiune a locatarului este de a predă locatarului lucrul închiriat; iar conform art. 1021 codul civil, în caz de neexecutare, partea în privința căreia obligațiunea nu s'a executat, are alegerea sau să ceară desființarea contractului cu daune interese sau să silească pe cealaltă parte să execute convenția când este posibil.

Prin urmare, locatorul care s'a obligat a trăda lucrul, poate să fie constrâns la aceasta prin forța publică și o asemenea executare este posibilă, întrucât predarea lucrului închiriat se poate face fără intervenția debitorului și fără concursul activ al voinței sale. (Cas. I, No. 6, 1919; Jurispr. Rom. 4-5/919, p. 514; Judec. ocol II urb. București 131 din 18 Februarie 1914, Jurispr. Gen. 1924, No. 540).

26. Rău instanța de fond hotărăște că partea poate să ceară, pe cale principală, executarea unui contract de locațiune, deși această executare nu mai eră posibilă și admite, pe acest motiv, evacuarea terenului închiriat de către un terțiu interpretând greșit art. 1021 codul civil. (Cas. I, No. 163 1919; Jurispr. Rom. 33-34/1919, p. 826).

27. Locatorul privind pe locatar de folosința unui salon și a unei bucătării, urmează a fi obligat să pună aceste camere la dispoziția chiriașului și drept daune pentru timpul cât nu s'a folosit a i se reduce chiria cu echivalentul lipsei de folosință a acestor două camere. (C. Apel Buc. s. IV 52 din 24 Mart. 1920, Curier Jud. 38-39/920, Pand. Rom. 1922, III, 20).

28. Deși art. 1420 codul civil prevede că locatorul e dator prin însăși natura contractului, fără a fi nevoie de vre-o stipulație specială, de a trăda locatarului lucrul închiriat sau arendat și de a face ca acesta să se poată folosi neîmpiedicat de lucrul închiriat pe tot timpul duratei contractului, totuși întrucât este vorba de o obligațiune de a face, locatorul în caz de neexecutare urmează a fi pus în întârziere după regulile prevăzute de art. 1079 codul civil. (Cas. I, 659 din 18 Iunie 1920, Curier Jud. 65-66/920).

29. Chiriașul nu poate sili pe proprietar să-i pue la dispoziție imobilul închiriat atunci când executarea contractului nu este posibilă, din cauză că în urmă proprietarul a închiriat același imobil la un altul, care s'a instalat în imobil. (C. Apel Constanta 80 din 17 Mai 1920, Curier Jud. 81-82/920, Pand. Rom. 1922, III, 22; În acelaș sens: Cas. I, 559 din 21 Iunie

1921, Curier Jud. 3/922; C. Apel Constanta 137 din 9 Decembrie 1921, Pand. Rom. 1924, II, 13).

30. Locatorul trebuie să procure folosința imobilului închiriat și când acesta nu o face, obligația sa nu poate fi transformată în daune interese conform art. 1075 codul civil și conform art. 1020, 1021, și 1077 c. civil locatarul poate să execute în comptul proprietarului toate lucrările cari să facă propriu de locuit imobilul închiriat. (Trib. Dolj s. I, 87 din 10 Martie 1920, Curier Jud. 89—90/1920).

31. Locatorul este obligat să trădeze locatarului lucrul închiriat și să-l mențină în stare de folosință. (Judec. ocol IV Buc. 30 Nov. 1920, Curier Jud. 6/921; In acelaș sens: C. Apel Galați s. I, 216 din 6 Martie 1920, Pand. Rom. 1924, II, 102).

32. Proprietarul are dreptul să și îngreuească locul său, însă acest drept nu se poate exercita cu călcarea dreptului de folosință al locatarului. (Judec. ocol IV Buc. 30 Nov. 1920, Curier Jud. 6/1921).

33. Când un proprietar constituie două arendări succesive asupra aceluiași imobil, de și legea nu statornicește nici o normă de preferință, totuși jurisprudența, asimilând arendarea cu o constituire de drepturi reale în această privință, a adoptat norma priorității transcrierei contractului prevăzută de art. 722 al. 10 pr. civ.

În adevăr, conform acestui text care arată efectele transcripțiunii în privința drepturilor celor de al treilea asupra bunurilor imobiliare, nu se face nici o distincție între diferite categorii de drepturi ce pot avea terțele persoane, așa ca regulele transcripțiunii urmează a se aplica tuturor drepturilor fie reale, fie de altă natură, între care intră și dreptul de folosință al arendașului. (C. Apel Galați s. I 216 din 6 Mart. 1922, Pand. Rom. 1924, II, 102).

34. În principiu coproprietarul unui imobil neavând un drept exclusiv de proprietate, ci numai un drept indiviz asupra fiecărei fracțiuni din acel imobil, urmează că dânsul nu poate face acte de dispoziție în afară de cele relative la partea sa indiviză și nici chiar acte de administrație cum ar fi o închiriere, fără concursul coproprietarilor.

Totuși când coproprietarul, care nu a participat la contractul de închiriere al întregului imobil, devine prin cumpărarea părților indivize ale celorlalți proprietari exclusiv al întregului imobil, independent de faptul dacă a notificat contractul, el trebuie potrivit art. 1420 codul civil în calitatea sa de succesor cu titlu particular, să facă ca locatarul să se poată folosi neîmpiedi-

cat, în tot timpul locațiunii, de imobilul închiriat și prin nici un fapt al său să împedice această folosință. Această obligație de garanție având un caracter indivizibil, ca toate obligațiile de a face sau a nu face, urmează că cel ce devine proprietar exclusiv în condițiile de mai sus, este ținut să procure folosința întregului imobil și ca atare nu mai poate exista contra chirieșului o acțiune în nulitate a contractului de închiriere, așa cum ar fi putut-o face înainte de cumpărarea porțiunilor foștilor coproprietari cari au contractat închirierea. (Cas. I, 182 din 8 Martie 1921, Jur. Rom. 11/1921, s. 19/1921, Curier Jud. 34/921 și 18/922, Pand. Rom. 1922, III, 47).

35. Locatarul cât timp este lipsit de folosința imobilului închiriat, urmează să fie scutit de plata chiriei și pentru că această lipsă de folosință a adus și prejudiciul locatarului lipsindu-l de beneficiile ce le-ar fi realizat din imobilul închiriat, el are dreptul și la daune interese. (Trib. Dolj 5 Iulie 1921, Pand. Rom. 1922, II, 30).

36. Este incontestabil că locatarul cărui nu i s'a transmis folosința bunului închiriat, are acțiune contra locatarului pe temeiul art. 1421 cod. civil. Deosebit de aceasta însă și cu tot caracterul personal al dreptului conferit locatarului, acesta poate să opună dreptul său unui locatar posterior. În adevăr dacă potrivit art. 1441 codul civil dobânditorul unui imobil este dator să respecte locațiunea făcută înainte de vânzare, când este constat printr'un contract transcris sau cu data certă potrivit art. 1182 codul civil, cu atât mai mult trebuie a se urma tot astfel, atunci când este în discuție concesiunea unui simplu drept de folosință temporară, care se găsește în conflict cu un contract de închiriere anterior.

Preferința recunoscută locatarului cu contract anterior, prin art. 1441 c. civil ca o extensiune a maximei că nimeni nu poate transmite altuia mai multe drepturi de cât el însuși are, își găsește aplicațiunea și în art. 516 pr. civ., după care închirierile făcute de datornic înaintea transcrierei comandamentului, sunt opozabile creditorilor urmăritori, fără distincțiune dacă aceștia au luat sau nu posesiunea bunului urmărit, conform art. 518 pr. civilă, de unde urmează că un locatar cu contract posterior, din cauza caracterului personal al dreptului său, fiind asimilabil unui ceditor urmăritor, dânsul va trebui să cedeze înaintea drepturilor unui locatar anterior, investit cu un contract transcris sau cu data certă.

Din natura juridică a drepturilor locatarului, nu se poate deduce că între

cei doi locatari cari au un simplu drept personal, întocmai ca și între creditorii chirografari, prioritatea datei contractului, nu ar putea fi o cauză de preferință, căci egalitatea între creditorii chirografari are loc când ei împart averea debitorului lor, nu însă și atunci când un creditor, cum e locatarul, invoacă un drept de locațiune conferit asupra unui bun determinat, prin acte transcrise sau cu data certă, pe cari legea le declară formal opozabile terțelor persoane, totemai în scopul ca drepturile prevăzute în ele, din cauza importanței lor speciale, să fie respectate de toată lumea.

Faptul posesiunii bunului închiriat, nu poate atribui locatarului cu contract posterior, dreptul de a fi menținut în folosință, căci eficacitatea posesiunii se poate invoca în mod excepțional, pe temeiul art. 972 codul civil în materie de bunuri corporale dar nu și atunci când sunt în discuție drepturi incorporale, ca acele rezultând din contractele de închiriere, cari urmează a se rezolva după regulile arătate mai sus, căci dacă am admite soluția contrară, textele de lege menționate și principiul opozabilității contractelor transcrise sau cu data certă terțelor persoane, ar rămâne fără efect totemai în cazul când s'ar impune mai mult, adică în cazul când proprietarul închiriază acelaș imobil la două persoane și când adeseori chiriașul subsequent a putut cunoaște realitatea lucrurilor. (Cas. I, 112 din 10 Februarie 1922, Jur. Rom. 5-6/1922, Pand. Rom. 1922, I, 102, Pand. Rom. 1922, III, 155).

37. Art. 1420 codul civil pune obligație locatarului, de a asigura locatarului folosința neturburată a lucrului închiriat pe toată durata contractului, aceasta ca echivalent al chiriei pe care cel din urmă este obligat a o plăti celui dintâi.

O consecință a obligațiunii locatarului de a procura chiriașului liniștită folosință a lucrului închiriat, este și aceea de a garanta pe locatar de toate vitiile și stricăciunile lucrului închiriat, ce-i împiedică întrebuințarea, chiar și dacă nu i-ar fi fost cunoscute celui dintâi în timpul locațiunii. Dacă din aceste vicii și defecte derivă pentru locatar o daună, locatarul este dator a-l despăgubi; prin urmare, proprietarul este răspunzător de daunele suferite de chiriaș din cauza unui incendiu, care este provocat de un viciu de construcție al imobilului.

Fiind vorba de o răspundere ce decurge dintr'un contract de locațiune, ea este guvernată de principiile dela materia culpei contractuale, iar nu de la materia culpei delictuale, care exclude existența vreunui contract între

dăunat și răspunzătorul de daune. (Trib. Ilfov s. III, 615 din 2 Iulie 1923, Jur. Gen. 1923 No. 1495).

38. In virtutea art. 1420 și 1021 codul civ., locatarul căruia nu i s'a transmis folosința bunului închiriat, are acțiune contra locatarului pentru dobândirea acestei folosințe. Osebit de aceasta, cu tot caracterul personal al dreptului conferit locatarului, acesta poate să opună dreptul său unui locatar posterior. In adevăr dacă conform art. 1441 codul civil, dobânditorul unui imobil este dator să respecte locațiunea făcută înainte de vânzare, când este constatată prin act transcris sau cu data certă, potrivit art. 1182 codul civil, cu atât mai mult trebuie admisă această soluțiune, atunci când este în discuțiune concesiunea unui simplu drept de folosință temporară, care se găsește în conflict cu un contract de închiriere anterior.

Prin urmare, între doi chiriași având fiecare contract de locațiune cu dată certă, unul anterior și altul posterior și care se găsește în posesiunea imobilului, trebuie preferat acela care are contractul cu dată certă anterioară. (Cas. II, 447 din 10 Nov. 1924, Jur. Rom. 2/1925).

39. Contractul de locațiune, având de obiect obligațiunea proprietarului de a procura locatarului, în schimbul unui pret determinat și pe un termen anume specificat, folosința unui imobil, rezultă de aci că un asemenea contract constatată un drept personal de creanță, în temeiul căruia chiriașul sau arendașul nu poate pentru garantarea drepturilor sale isvorite din contract, avea o acțiune reală, care să-l îndreptățească a urmări lucrul închiriat sau arendat în mâna ori căruia detinător.

Prin urmare, un locatar nu poate pretinde evacuarea locatarului ulterior, titlul său neconferindu-i decât o acțiune contra locatarului, fie de a-l sili să execute contractul, de este posibil fie de a obține rezilierea contractului cu daune. (C. Apel Constanța, 682 din 20 Nov. 1924, Justiția Dobrogei 3-5/1925).

40. Se poate cere astăzi executarea unui contract de închiriere încheiat în 1920, dar a căruia executare a fost suspendată prin prelungirea legală a contractelor anterioare dacă părțile nu au reziliat contractul.

Chiriașul având conform art. 1420 c. civ., dreptul la folosința locației, iar conform art. 1421 c. civ., facultatea de a cere executarea contractului, poate constrânge cu forța publică pe proprietar a-i predă imobilul închiriat, întru cât aceasta se face fără intervenția debitorului și fără concursul activ al voinței acestuia.

Acest drept de executare, chiriașul având contract cu dată certă, îl poate exercita și împotriva altor locatari al căror contract are dată posterioară, chiar dacă aceștia au posesiunea imobilului. (Trib. Ilfov s. III, 820 din 20 Mai 1925, Curier Jud. 29/1925).

Art. 1421. — Locatorul trebuie să trădeze lucrul în așa stare în cât să poată fi întrebuințat.

În cursul locațiunii, trebuie să facă toate acele reparațiuni ce pot fi necesare, afară de micile reparațiuni (reparațiuni locative) cari prin uz sunt în sarcina locatarului. (Civ. 1420, 1426, 1432, 1439, 1447 urm.; Civ. Fr. 1720).

Text. fr. Art. 1720. — Le bailleur est tenu de délivrer la chose en bon état de réparations de toute espèce.

Il doit y faire, pendant la durée du bail, toutes les réparations qui peuvent devenir nécessaires, autres que les locatives.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, II, p. 398, § 204, n° 22; IV, p. 470, § 365, n° 1; p. 473-475, § 366;
 BAUDRY ET BARDE, *Obligations*, I, 470;
 BAUDRY ET WAHL, *Louage*, 272-274, 276, 278, 279, 281, 286, 287, 289, 290, 294-300, 304-309, 316, 319, 320, 324, 325, 327-331, 366;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 794; II, p. 532;
 DALLOZ, *Rép. Louage*, 84, 169 urm.; *Suppl. Louage*, 98 urm.;
 DEMOLOMBE, X, 95;
 GUILLOUARD, *Louage*, 88-96, 100-102, 108, 282, 284, 394, 426;
 HUC, X, 273, 290, 291, 304, 307;
 LAURENT, XXV, 103-109, 112;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 288 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1678, 1679;
 TROPLONG, *De l'échange et du louage*, I, 160, 165, 167, 169, 175, 190, 220, 262, 331; II, 240.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IX, p. 31, 70, 82, 86 urm., 143; (I. ed. 2-a, p. 399, 483, 541, 542); *Observație* sub. Trib. Ilfov, s. II, 27 Oct. 908. Curier Jud. 15/909; *Nota* sub. Cas. I, 313 din 12 April. 1921. Pand. Rom. 1923-I-151;
 CANTACUZINO MATEI, p. 654;
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 59 urm.;
 NACU, III, p. 326.

Jurisprudență.

1. Părțile prin contractul încheiat pot derogă la dispozițiunile art. 1421, dispozând altfel prin contract, în privința predărei acaretelor după moșie, precum și în privința restrângerei dreptului locatarului de a nu putea reclama în caz de neîndeplinirea obligațiunii sale cu exacta plata a câșturiilor. (Cas. I. 322. Nov. 6/76. B. p. 432).

2. Părțile sunt în drept ca prin contractul de închiriere să modifice dispozițiunile legii relative la reparațiunile lucrului închiriat (Galați, I. Apr. 27/90. Dr. 49/90).

3. Locatarul este în drept să ceară dela locator îndemnizarea reparațiilor ce a făcut la imobilul închiriat, reparații ce cădeau în sarcina locatarului,

41. A se vedea: art. 996 nota 19; art. 1021. notele 41, 43, 62, 65; art. 1073. nota 7; art. 1079 nota 5; art. 1081 nota 1; art. 1411 notele 8, 10; art. 1426 cu notele respective; art. 1427 cu notele respective; art. 1435 nota 10.

chiar dacă n'a cerut și n'a obținut autorizarea justiției de a face acele reparații, în caz când locatorul a refuzat să le facă. (Cas. I. 385/96 B. p. 1502).

4. Locatorul este ținut față de locatar, conform art. 1421 din codul civil, nu numai la obligațiunea de a-i trăda lucrul în bună stare pentru a putea fi întrebuințat, ci și de a întreține lucrul în bună stare, în tot timpul cât durează locațiunea. Din această din urmă obligațiune rezultă că locatarul poate cere rezilierea contractului, chiar pentru viciile ce erau aparente în momentul încheerii contractului, căci locatorul fiind obligat a-i procura într'un mod continuu folosința, el a putut crede că se va pune lucrul în timpul chiar a locațiunii, în stare de a-i procura folosința promisă. Aceasta re-

zultă, de altminterlea, din dispozițiunile art. 1422 codul civil, unde legiuitorul dispune că locatorul este responsabil de vitiile lucrului închiriat, fără să restrângă dispozițiunile acestui articol la vitiile și defectele ascunse, cum a restrâns dispozițiunile relativ la vitiile redibitorii în materie de vânzare. (Trib. Ilfov III, *Dr.* 54/901).

5. Cu toate că legiuitorul a pus în sarcina chiriașului numai reparațiile

locative, lăsând proprietarului sarcina reparațiilor mari și importante, totuși nu i se poate face chiriașului o culpă care să poată motiva rezilierea contractului, dacă a făcut el reparațiile necesare imobilului și puse de lege în sarcina proprietarului, fără ca prin aceasta să fi adus schimbări importante imobilului. (Trib. Ilfov s. III, 345 din 28 Aprilie 1923. Dreptul 19/924).

6. A se vedea art. 1077 nota 1.

Art. 1422. — Locatarul trebuie să fie garantat pentru toate stricăciunile și vitiile lucrului închiriat ori arendat ce-i împiedică întrebuințarea, chiar deși nu au fost cunoscute locatarului ¹⁾ la timpul locațiunei.

Dacă din aceste vicii și defecte derivă pentru locatar o daună oarecare, locatorul este dator a-l dezdaună. (Civ. 1352—1360, 1420 urm., 1422 urm., 1575 urm.; C. com. 579, 581; Civ. Fr. 1721).

Text. fr. Art. 1721. — Il est dû garantie au preneur pour tous les vices ou défauts de la chose louée qui en empêchent l'usage, quand même le bailleur ne les aurait pas connus lors du bail.

S'il résulte de ces vices ou défaut quelque perte pour le preneur, le bailleur est tenu de l'indemniser.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, 447, 477;
 BAUDRY ET WAHL, *Louage*, I, 420, 429, 431, 432, 436, 438-440, 442, 444-446, 478;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 518, 532, 535;
 DALLOZ, *Rép. Louage*, 185 urm.; *Suppl. Louage*, 104 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 167 bis; 167 bis, II;
 DEMOGUE, I, *Sources des obligations*, I, p. 231; II, p. 552; V, p. 379;
 GUILLOUARD, *Louage*, I, 117, 120, 121, 123, 125; II, 541;
 HUC, X, 293;
 LAURENT, XXV, 115, 116, 119, 120, 122;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 288 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1686 urm.;
 TROPLONG, *De l'échange et du louage*, I, 193, 194, 196, 198; *Traité de Vente*, I, 574.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 96 urm.; *Observație* sub. Trib. civil Gand, 22 April 902. Curier Jud. 31/1906; *Observație* sub. C. Apel Douai, 24 Oct. 908. Pagini Juridice 43/909;
 CANTACUZINO MATEI, p. 656;
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locație*, ed. 2-a, p. 65 urm.;
 DRAGOMIRESCU IULIU, „Răspunderea locatorului pentru vitiile lucrului închiriat sau arendat”. Dreptul 4/914;
 NACU, III, p. 329 urm.;
 VELESCU ALEX., *Notă* sub. Cas. I, 207 din 21 Mai 1920. Pand. Rom. 1924-I-115.

Jurisprudență.

1. Locatarul este presupus a fi cunoscut vitiile aparente ale lucrului închiriat, și aceasta ridicându-i orice acțiune de garanție în contra proprietarului; îi ia implicit și posibilitatea de a cere rezilierea contractului. (Buc. I, *Dr.* 42/85).

2. Infectarea unei case de păduchi de lemn este un viciu care dă loc la rezilierea contractului de locațiune, precum și la despăgubiri, chiar când locatorul n'ar avea cunoștință în momentul locațiunei de existența acelor insecte. (Trib. Iași, II, Iunie 2/88, *Dr.* 70/88).

3. Cea dintâi obligațiune a proprie-

1) Din eroare se zice aci „locatarului” în loc de „locatorului” cum este de altfel și în textul francez.

tarului este de a da și menține lucrul închiriat în stare de a putea servi la întrebuințarea pentru care a fost dat, fiind, în caz contrariu, răspunzător dacă are vre-un viciu ce împiedică a-aceasta și cauzează locatarului vre-o daună. Prin urmare, întru cât este stabilită existența unor păduchi de lemn în imobilul închiriat, și întru cât a-acele insecte constituiesc un defect din acelea care pun în pozițiune pe locatar nu numai de a nu se putea folosi de lucrul închiriat, dar chiar a suferi daune din această cauză, întru atât, fie că aceasta ar proveni din vre-un viciu al construcțiunei caselor, fie din orice altă împrejurare, proprietarul nu e mai puțin responsabil de daunele cauzate conform art. 1422. Inșă aceste daune nu pot fi puse numai în sarcina proprietarului, când în parte ele provin și din culpa locatarului care nu a luat de îndată măsuri pentru stărpirea răului sau nu a părăsit casa, ei a continuat să stea încă și după ivirea insectelor; deci daunele cauzate în timpul din urmă privesc pe locatar, fiind provenite și din culpa sa, rămânând proprietarul responsabil numai în parte de daunele cauzate. (Apel Iași, I, 95, Iun. 22/88. Dr. 70/88).

4. Locatarul poate cere rezilierea contractului când, deși a văzut existența unui viciu, inșă nu a putut să știe și să aprecieze gravitățile acestui inconvenient, care constituie viciu a-aceasta și care îl pun în imposibilitate de a-și mai exercita comerțul său. (Trib. Ilfov, III, Dr. 54/901).

5. Art. 1422 c. c. face pe locatar răspunzător, nu numai de viciile, dar și de defectele lucrului închiriat cari au cauzat pagube locatarului; că, dacă este adevărat că viciile care dau loc la daune sunt caracterizate în genere prin faptul că sunt permanente și se repetă în mod periodic, nu este mai puțin adevărat că sunt și viciii cari nu au nevoie a se repeta pentru a da loc la daune.

Astfel, construcțiunea defectuoasă a unui canal, deși inundația provenita din cauza lui nu s'a repetat, constituie totuși un viciu al imobilului închiriat, în sensul larg al art. 1422 codul civil care dă loc la daune. (Cas. I, 197 din 5 Martie 1913, p. 609, Curier Judiciar 42/913).

6. A se vedea: art. 1420, nota 17; art. 1422, nota 10.

Art. 1423. — Dacă în timpul locațiunei, lucrul închiriat ori arendat se strică în totalitate prin caz fortuit, contractul este de drept desfăcut. Dacă inșă se distruiește în parte, locatarul poate, după împrejurări, să ceară o scădere din preț, ori desființarea contractului.

In amândouă cazurile nu i se dă nici o dezdaunare. (Civ. 969, 1083, 1156, 1425, 1429, 1439, 1457; C. com. 584, 588; L. agrară 30; Civ. Fr. 1722).

Text. fr. Art. 1722. — Si, pendant la durée du bail, la chose louée est détruite en totalité par cas fortuit, le bail est résilié de plein droit; si elle n'est détruite qu'en partie, le preneur peut, suivant les circonstances, demander ou une diminution du prix, ou la résiliation même du bail.

Dans l'un et l'autre cas, il n'y a lieu à aucun dédommagement.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 474, 479, § 366, n° 5; p. 495, 496, § 369, n° 7;
 BAUDRY ET WAHL, *Louage*, I, 337, 344, 360-363, 369, 371, 377, 378, 526, 528, 529, 1362, 1363;
 BUENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 512, 748;
 CAPITANT, *De la cause des obligations*, p. 19, 273, 277, 287 urm., 302 urm.;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 341, 342, 346, 354, 552, 559, 560;
 DALLOZ, *Rép. Louage*, 198 urm.; *Suppl. Louage*, 109 urm.;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 740;
 DUFOURMANTELLE ROGER, *Force majeure*;
 GUILLOUARD, *Louage*, I, 107, 148, 290, 386, 391, 392, 394-398, 404, 405; II, 562, 574;
 HUC, X, 294-296, 304; *Cession*, I, 94;
 LAURENT, XXV, 111, 404, 405;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 288 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a. No. 1734;
 TROPLONG, *De l'échange et du louage*, I, 220.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IX, p. 41 n. 5, 89 urm., 118, 194, 233, 239, 264; (VIII, part. I, ed. 2-a, p. 406 n. 3); *Notă* sub. C. Poitiers, 12 Iulie 1916. Curier Jud. 77-78/1920; *Observație* sub. Trib. Ilfov s. II, 27 Oct. 908. Curier Jud. 15/909; *Notă* sub. Trib. Valenciennes din 27 Sept. 1923. Jurispr. Gen. 25/923. No. 1743;
- ALEXANDRESCU PAUL, *Nota* sub Trib. Prahova s. I, 241 din 29 Mart. 1924. Pand. Rom. 1924-II-278;
- CANTACUZINO MATEI, p. 462, 654, 656;
- CERBAN AL., *Nota* sub. Trib. Brăila s. II, 9 Febr. 1920. Curier Jud. 79-80/1920; *Nota* sub. Trib. Dolj s. I, 87 din 10 Martie 1920. Curier Jud. 89-90/1920;
- CETĂȚEANU I. IOAN, *Adnotație* sub. C. Apel Tg.-Mureș, 1 April. 1921. Dreptul 30/1921;
- CIOCĂNESCU D., „*Exonerarea locațiunei*“, Tribuna Juridică 32-33/1919;
- CODREANU S. ION (ISCOD), *Nota* sub. C. Apel Galați s. II, 25 din 30 Nov. 918. Curier Jud. 89-90/920;
- CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 67 urm., 103, 104;
- CORBESCU DAN, *Nota* sub. Trib. Prahova, s. I, 241 din 29 Mart. 924, Pand. Rom. 1924-II-278;
- CRISTODORESCU C. ȘI ȘTEFĂNESCU-PRIBOI DEM., *Codul legislației de expropriere*, p. 117;
- FILITTI D. I., *Nota* sub. C. Apel Buc. s. I, 615 din 11 Mart. 1920. Pand. Rom. 1922-II-141;
- HOZOC DIMITRIE, „*Efectele rechizițiunei asupra raporturilor contractuale derivând dintr'un contract de locație*“. Curier Jud. 20-21/919;
- NACU, II, p. 617, 748, 749; III, p. 327;
- PERIȚEANU GR. I. (IPER), *Adnotație* sub. C. Apel Buc. s. I, 67 din 14 Nov. 918. Curier Jud. 20-21/919;
- PLASTARA G., *Notă* sub. C. Apel Buc. s. I, 40 din 26 Sept. 918, Curier Jud. 30-31/1920;
- POTĂRCĂ CONST., *Notă* sub. Cas. II, 56 din 28 Mart. 1921. Pand. Rom. 1922-I-219;
- PURICESCU GR. *Observație* sub. Trib. Ilfov, s. III, 153 din 27 Mart. 919. Dreptul 3/1919;
- SESCIOREANU M. G., *Notă* sub. Apel Liège. 12 Mart. 1921. Pand. Rom. 1922-III-87;
- SPINEANU I. ALEX., *Notă* sub. Cas. II, 65 din 17 Sept. 1919. Pand. Rom. 1922-I-39;
- VELESCU ALEX., „*Arenda moșurilor necultivate în timpul și din cauza războiului*“. Curier Jud. 8-9/1919; *Notă* sub. Trib. Prahova, s. I, 58 din 20 Febr. 920, Curier Jud. 63-64/1920;
- Observație* sub. Trib. Ilfov s. II, 466 din 11 Nov. 918. Tribuna Juridică 13-16/1919;
- Notă* sub. Cas. I, 207 din 21 Mai 1920. Pand. Rom. 1924-I-115.

INDEX ALFABETIC

- | | |
|---|--|
| Aliniere 3. | Impiedicare în folosință, a se vedea „Folosință“. |
| Aprecieri suverană 5, 19. | Locație 1-26. |
| Arendare, a se vedea „Locație“. | Mobilizare 17, 18. |
| Autoritate administrativă 3, 25 bis. | Neglijență 3. |
| Caz fortuit, a se vedea „Forță majoră“. | Pod plutitor 5. |
| Clădiri 16, 23. | Prețul locației, a se vedea „Scăderea prețului“. |
| Comerț (fond) 26. | Puneri în întârziere 3. |
| Culpă 17, 18, 19. | Război, a se vedea „Mobilizare“, „Rechiziții“ și 16, 17, 18, 19, 21, 23, 24, 26. |
| Dărâmare, a se vedea „Distrușgere“. | Război civil 9. |
| Daune, a se vedea „Despăgubiri“. | Războaie 9. |
| Desființare, a se vedea „Reziliere“. | Rechiziții 15, 17, 20, 22. |
| Despăgubiri 2, 5, 6, 10, 11, 12, 15. | Recolte 12, 16, 24. |
| Distrușgere 1-4, 6, 7, 9-14, 18, 19, 24, 26. | Reducerea prețului, a se vedea „Scăderea prețului“. |
| Folosință 1, 5, 8, 9, 13, 14, 17, 18, 19, 20, 22-25 bis. | Reparații 3. |
| Fond de comerț 26. | Restaurant 26. |
| Forță majoră 1, 3, 6, 7, 9, 12, 13, 15, 16, 17, 19, 21, 22, 24, 25, 25 bis, 26. | Restituirea prețului 8. |
| Heleșteu 2. | Reziliere 3, 4, 6-12, 19, 21, 23, 25, 26. |
| Hotel 26. | Scăderea prețului locației 2, 3, 6, 7, 11, 12, 13, 16, 21, 23. |
| Iaz 2. | Semnături 12. |
| Imbogățire pe nedrept 8, 12. | Stat 5, 22. |
| Imobile clădite 16, 23. | Suverană apreciere 5. |
| | Taxe 1, 5. |

Jurisprudență.

1. Art. 1423 stabilește, pentru aplicarea sa, ca lucrul locat să se fi distrus prin caz fortuit în totul sau în parte, trebuie dar să intervie o cauză de forță majoră, care să influențeze direct asupra lucrului locat, astfel încât prin această cauză într'un mod direct lu-

crul locat să fie desființat în totul sau în parte; și prin analogie art. 1423 are a fi aplicat când prin cauză de forță majoră s'ar împiedica într'un mod absolut și direct folosința lucrului locat, chiar dacă lucrul locat n'a pierit. Dacă un locator e obligat a procura locatarului folosința completă și pașnică a foloaselor ce trebuie să tragă locatarul din lucrul locat, conform art. 1420 alin. 3, nu poate fi răspunzător pentru diversele cauze ce pot micșora posibilitățile de câștig sub motivul nejuridic că neîmplinirea acestora ar constitui o distrugere a lucrului locat sau o împiedicare a folosinței, căci locatorul, în cazul locației perceperii unor taxe, nu asigură pe locatar că va percepe o sumă măcar echivalentă cu prețul ce are a plăti; în asemenea condițiuni un locatar dacă ar fi avut beneficiu neașteptate și neprevăzute, el nu are a împărți cu locatorul quantumul beneficiilor ce ar trece cu mult peste limita prevăzută, asemenea și în cazul contrariu când beneficiile ar fi cu mult inferioare speranțelor locatarului prețul locației nu are a fi redus într'un cât aceasta atărnă dela neîmplinirea sau dela împlinirea unor cauze cari, fără să împiedice într'un mod direct folosința, însă indirect și într'un mod oare care au putut altera posibilitățile de câștig. (Cas. I, 133, Mai 24/75, B. p. 101).

2. Curtea, acordând o despăgubire arendașului pentru paguba suferită din desființarea heleșteului, nu violează întru nimic art. 1423, când această despăgubire nu o consideră decât ca o scădere din prețul arendei răspunsă proprietarului moșiei, și care scădere din cauza expirării termenului contractului nu se mai putea opera în conformitate cu dispozițiile art. 1457 și 1458. (Cas. I, 371, Dec. 21/79, B. p. 928).

3. Art. 1423, presupune că imobilul s'a distrus în total sau în parte din cauză de forță majoră; și doctrina a asimilat ca acest caz și distrugerea imobilului din ordinul autorității pentru siguranță publică, sau chiar dărâmare a lui parțială spre a l pune în aliniere. Astfel art. 1423 nu se aplică când imobilul stă în picioare și când numai s'a dat un ordin din partea agenților comunali pentru dărâmarea și evacuarea imobilului, ordin ce s'a constatat ilegal și s'a retras de primărie. Chiar în caz de distrugere parțială efectivă a imobilului dacă distrugerea s'a provocat prin nefacerea la timp a reparațiilor, locatarul nu este în drept să ceară rezilierea contractului, dacă nu a încunostiintat pe proprietar și nu l'a pus în întârziere; atunci dărâmarea a devenit necesară prin faptul și neglijența chiriașului și astfel consecințele nu i se pot imputa decât lui. Deasemenea, când imobilul s'a dărâmat în parte pentru aliniere, dacă locatarul l'a închiriat știind că este supus la retragere și prin contract s'a obligat să suferă orice reparațiuni de consolidare, el nu mai este în drept să ceară rezilierea, ci reducere de preț. În raport cu camerile de care este lipsit prin efectul alinierei. (Apel Buc. I, 41, Febr. 15/85, Dr. 42/85).

4. După art. 1423, în caz când se distruge în parte lucrul închiriat, locatarul este în drept a cere desființarea contractului. (Cas. I, 14 Ian. 18/88, B. p. 20).

5. Statul fiind ținut a garanta arendașilor săi folosința lucrurilor arendate nu poate opri pe un arendaș al său al cărui principal venit din lucrul arendat este dreptul de a percepe taxă pentru trecerea pe un pod plutitor, să schimbe puțin drumul, când drumul obișnuit spre acel pod a devenit inaccesibil, din cauză că râul, peste care servea de trecere acel pod, a mâncat malul spre drumul obișnuit și dacă Statul împiedică trecerea pe drumul cel nou, este răspunzător pentru daunele suferite de arendașul ce nu a mai putut să se folosească de acel pod plutitor și aprecierei acestor daune este de atributul suveran al instanțelor de fond. (Cas. I, 419/98 B. p. 1398).

6. Dacă, în timpul locațiunii, lucrul

închiriat se strică în parte prin caz fortuit, locatarul poate, după împrejurări, să ceară o scădere din preț sau desființarea contractului, fără însă a i se acorda vre-o despăgubire. (Cas. I, 133/99, B. p. 303).

7. Când lucrul arendat a fost distrus în parte dintr-o cauză de forță majoră art. 1423 codul civil, lasă la facultatea arendașului de a cere rezilierea contractului sau numai scăderea de preț. Prin urmare, când arendașul cere desființarea, iar proprietarul nu face nici o obiecție asupra acestui punct, instanța de fond nu este obligată să stabilească dacă distrugerea ecareturilor de pe moșie făcea imposibilă exploatarea ei, ci numai să admită ca constant acest fapt și să stabilească epoca de când admite desființarea contractului. (Cas. I, 19 Martie 1900, B. p. 459).

8. În cazul art. 1423 codul civil, desființarea contractului de arendare trebuie să fie admisă din momentul din care arendașul a fost lipsit de folosința bunului arendat, astfel că din acel moment arendașul nu mai datorează prețul arendei. Prin urmare, dacă prețul a fost plătit înainte de data distrugerii lucrului, el este deținut de proprietar fără cauză, iar arendașul este în drept să ceară restituirea lui. (Cas. I, 19 Martie 1908, B. p. 459).

9. În prevederile art. 16 și 59 din condițiunile generale prevăzute în contractul de arendare, după cari arendașul poate cere și obține rezilierea contractului de arendare pentru caz de forță majoră, intră și cazul când ecaretele de pe moșie au fost distruse, cu ocaziunea unui război civil, în așa chip încât ele nu mai pot servi la folosința moșiei arendate. (Cas. I, 3 Iunie 1908, B. p. 1045).

10. Cu toate că din dispozițiunile art. 1423 din codul civil, rezultă categoric că, în caz de reziliere a contractului de locațiune din cauza distrugerii în parte a lucrului închiriat sau arendat, locatarul nu are dreptul la nici o desdaunare, totuși atunci când locatarul a suferit pagube din alte cauze independente de distrugerea lucrului, el are dreptul de a cere daune pentru acele prejudicii cari nu intră în cadrul sus arătatului articol, și cari, prin urmare, rămân supuse dreptului comun. (Cas. I, 26 Nov. 1910, B. p. 1562).

11. Arendașul, în caz de distrugere totală a lucrului arendat, are drept a cere, potrivit art. 1423 cod civil, desființarea totală a contractului de arendare, și în caz când lucrul arendat se distruge în parte, să ceară sau desființarea contractului sau scăderea de preț, în nici un caz însă nu poate intenta o acțiune în daune pentru distrugerea lucrului arendat. (Apel Buc. II, Dr. 44/911 p. 348).

12. Dispozițiunile art. 1423 din codul civil se aplică numai când e vorba de pagube cari decurg din rezilierea contractului, de oarece acest articol se ocupă numai de pagube cauzate prin distrugerea din caz fortuit a lucrului arendat, caz în care se lasă arendașului facultatea de a cere sau rezilierea sau reducerea arendeii, adăugând apoi că arendașul nu poate cere nici o desdăunare.

De aci rezultă că n'a putut intra în intențiunea legiuitorului să interzică judecătorului de a acorda despăgubiri pentru orice alte pagube independente de distrugerea lucrului, cari nu intrau în prevederile acestui articol și cari prin urmare rămăneau supuse dreptului comun.

Astfel, dacă printr'o acțiune se cere dela proprietar de către arendaș plata cheltuielile ce făcuse cu semănăturile pe cari le-a recoltat proprietarul, în urma rezilierii contractului de arendă o asemenea cerere nu numai că este conformă cu principiul pus în art. 484 din codul civil, dar și cu cele mai elementare principii de echitate cari obligă pe proprietar să restituie cheltuielile făcute cu semăturile pe cari le-a recoltat și pe cari le-ar fi făcut dânsul dacă n'ar fi fost făcute de fostul arendaș. (Cas. sect. Unite 25 din 15 Dec. 1911, B. p. 1749, Curier Jud. 8/912).

13. Dreptul ce art. 1423 din codul civil îl dă locatarului de a cere o scădere din prețul locațiunii în caz de distrugere parțială a lucrului dat în locațiune, există nu numai când cazul fortuit care a produs distrugerea are loc în timpul contractului, dar și atunci când a avut loc înainte de punerea în executare, dar după încheierea contractului, de oarece și într'un caz și într'altul locatarul este privat de folosința lucrului și ar fi nedrept ca proprietarul, care nu este în măsură să-și execute obligațiunea ce are de a procura folosința lucrului să pretindă dela locatar arenda.

Prin urmare, se face o bună aplicațiune a art. 1423 din codul civil, când se hotărăște că arendașii au drept la scăderea arendeii și atunci când evenimentul distrugerii a avut loc înainte de punerea în executare, dar în urma încheierii contractului. (Cas. I, 19 Oct. 1912, B. p. 1658).

14. Doctrina și jurisprudența au admis în unanimitate că textul art. 1423 c. civ., își are aplicația și în cazul când lucrul existând materialmente, locatarul însă a fost lipsit de folosința lui, chiar în materie de arendare. (C. Apel Galați 25 din 30 Noembrie 1918, Curier Jud. 89-90/920).

15. Rechizițiunea pentru trebuințele armatei, făcută cu drept de despăgu-

bire a unui imobil închiriat constituie un caz de forță majoră pentru chirias, independentă de voința lui și care îl împiedică a se folosi de lucrul închiriat. Prin urmare, riscurile unei asemenea rechizițiuni sunt în sarcina proprietarului. (Cas. s. I, Iași dec. No. 3 din 20 Ian. 918; Jurispr. Rom. 27/918, p. 428; In acelaș sens: C. Apel Iași I, 6 Apr. 1918, Justiția (Iași) 6-7/920; Petre Popescu, Juris. Casatției 1917-1918 No. 2; Cas. I 379 din 30 Martie 1923, Jur. Rom. 13-14/923).

16. Instanța de fond care recunoaște că pierderea recoltelor de care recoltă arendașul a fost privat se datorește evenimentelor provocate de război, dar pentru a înlătura clauza din contract prin care toate riscurile provenite din cazuri fortuite, prevăzute și neprevăzute cad în sarcina arendașului, declară că această pierdere este echivalentă cu distrugerea în parte a imobilului și că potrivit art. 1423 c. civ. proprietarul este ținut a suferi reducerea parțială a prețului proporțională cu importanța pierderii, născoteste clauza din contract, căci dacă este exact că prin pierderea în tot sau în parte a unei recolte prin cazuri fortuite, arendașul încearcă aceleași neajunsuri ca și în cazurile de distrugere în tot sau în parte a imobilului clădit, totuși, în drept este o mare deosebire, deoarece în ipotezele prevăzute de art. 1423 chiar imobilul este distrus pe când în ipoteza art. 1457 și 1461 c. civ., nu se nimicește decât fructele fără ca imobilul în natura lui să sufere o schimbare echivalentă cu distrugerea unei clădiri.

Prin urmare, instanța de fond, sub cuvânt de interpretare a violat contractul intervenit între părți, a dat greșită interpretare art. 1457 și 1461 c. civ. și a aplicat greșit art. 1423 c. civ., care nu-și poate găsi în imensa mare parte a cazurilor, rostul decât în imobilele clădite, unde distrugerea lor se operează *in ipso corpore rei*. (Cas. Iași II. No. 5, 1918; Petre Popescu, „Jur. Cas. 1917-1918“ No. 5).

17. Faptul că cineva fiind mobilizat este nevoit să urmeze armata, nu constituie un caz fortuit, iar cazul fortuit prezentând un caracter *obiectiv* nu subiectiv, — prin aceea că în contractul de închiriere se are în vedere *folosința* iar nu însuși obiectul și nici persoana locatarului, — nu se poate invoca în favoarea mobilizatului, care prin urmare deși nu s'a folosit efectiv de imobil trebuie totuși să se supună obligațiunii de a plăti chiria, și nu poate invoca în favoarea sa art. 1423 c. civ.

b) Rechiziția totală, deși este o turburare de folosință, ar putea totuși lua caracterul cazurilor fortuite și de forță majoră, în speță însă când obstacolul adus în executarea obligațiunii a

fost ocazionat de culpa locatarului, din acest punct de vedere acesta nu se poate prevala de art. 1423 și 1439 c. c. (Apel Buc. III, No. 49, 1918; Rev. de Drept No. 1, 1918, p. 22).

18. Mobilizarea chiriașului deși l-a pus în imposibilitate de a se putea folosi de imobil, această imposibilitate însă nu poate fi considerată ca o pierdere a lucrului în sensul art. 1423 și 1439 c. civ., de oarece dânsa privește numai persoana chiriașului și situațiunea sa particulară și deci, acest fapt nu poate constitui o cauză de suspendare a contractului de locațiune care să-l scutească de plata chiriei.

Rechiziționarea totală a unui imobil de armata de ocupațiune deși ar putea în principiu, fi asimilată cu pierderea folosinței din cauza distrugerii imobilului, totuși întrucât în speță se constată că rechizițiunea apartamentului în întregime s'a făcut din culpa chiriașului, care a închis casa și a părăsit-o nelăsând pe nimeni să o locuiască, dânsul nu poate invoca beneficiul cazului fortuit prevăzut de art. 1423 și 1439 c. civ.

Ordonanța cu No. 375, par. 7 și 10, dată de puterea ocupantă, prevede că obligația de quartir incumbă nu numai proprietarilor dar și locatarilor. (Cas. I, dec. No. 14 din 8 Febr. 1919; Jurispr. Rom. 1919, p. 698).

19. După art. 1423 c. civ., atunci când lucrul închiriat este distrus în totul, contractul de locațiune este reziliat „ipso facto” din momentul distrugerii.

Deși acest text de lege vorbește numai de lipsă de folosință provocată de distrugerea imobilului printr'un caz fortuit, totuși motivul determinant, care l-a condus pe legiuitor în edictarea acestei dispozițiuni este lipsa totală de folosință a chiriașului, fără culpa vreuneia din părțile contractante, astfel că evenimentul care împiedică în întregul lui exercitiul dreptului chiriașului ori de câte ori nu a putut fi prevenit sau înlăturat, atrage rezilierea de drept a contractului, fie el un caz fortuit, sau de forță majoră, izvorită din război.

Între cazul fortuit și cel de forță majoră nu trebuie să se facă nici o distincție câtă vreme pentru chiriaș rezultatul este același, — aceasta cu atât mai mult cu cât distrugerea imobilului prevăzută de art. 1423 c. c., nu este un caz limitativ, ci numai enumerativ.

Odată contractul reziliat de drept pentru lipsă de folosință totală în timp de război instanțele judecătorești nu mai pot ordona reintegrarea chiriașului în drepturile stipulate prin contractul reziliat, care deci nu mai poate produce nici un efect în favoarea sa.

b) Chestiunea culpei este de atributul suveran al instanțelor de fond, cari singure sunt în drept să aprecieze împrejurările de fapt ale cauzei. (Cas. II, decizia civilă No. 60 din 9 Iulie 1919; „Jurisprudența Română” 1919, p. 810).

20. Dispozițiunile art. 1423 c. civ., se aplică atunci când chiriașul a avut imobilul ocupat prin rechiziționare de inamic, nu însă și atunci când a suferit o simplă și trecătoare alterațiune în destinațiunea lucrului închiriat care nu poate să echivaleze cu o pierdere a folosinței materiale. (Trib. Brăila, I, No. 75, 1919; „Trib. Jurid.” 1919 p. 25).

21. Războiul constituie un caz de forță majoră în sensul art. 1423 cu caracter de distrugere parțială când imobilul închiriat se dovedește a fi fost rechiziționat în parte de armatele dușmane, locatarul în acest caz are dreptul ca pe calea unei acțiuni principale să ceară sau reducă chiriei sau rezilierea contractului. (Trib. Constanța No. 4, 1919; Trib. Jurid. 1919, pag. 49).

22. I. Faptul că un proprietar preținde și dela Stat plata unei sume, pe care o reclamă dela chiriaș pentru timpul când imobilul rechiziționat a fost ocupat de trupele ocupante, nu implică nici o renunțare la obligațiunea chiriașului de a plăti chiria.

II. Chiriașul nu datorește chiria, care este echivalentul folosinței, pe tot timpul cât este lipsit, prin caz fortuit sau forță majoră, de această folosință.

III. Chiriașul care a părăsit imobilul nesilit de ordinul de evacuare al autorităților, ci de teama invaziunii dușmanului, nu poate fi apărat prin aceasta de plata chiriei.

IV. Rechiziționarea unui imobil de trupele dușmane prin bon de rechiziție sau prin simplă ocupațiune constituie pentru chiriaș o lipsă de folosință prin caz de forță majoră care îl apără de plata chiriei, mai ales, când încercările de a reintra în folosință au rămas infructuoase. (Apel. Const. 1919; „Rev. de Drept.” 1919, No. 3/4).

23. Dacă legiuitorul prin art. 1423 c. civ., declară reziliat de drept contractul de închiriere ce are de obiect un imobil clădit, rațiunea juridică este că plata chiriei în asemenea caz, ar fi lipsită de cauză, căci fiind corelativă cu obligațiunea proprietarului de a procura chiriașului folosința zilnică a imobilului ar fi zilnic ca chiriașul să plătească o folosință, pe care proprietarul nu o poate procura.

Dacă câte odată se pot aplica dispozițiunile art. 1423 c. civ. și în materie de arendare de moșie, trebuie ca imobilul să fie atins în însăși substanță, sau „in ipso corpore rei”, cum ar fi un fenomen al naturii, un cutremur care scufundă imobilul, sau o inundație, în

urma căreia bunul s'ar transforma într'un câmp de nisip sau pietriș făcându-l astfel netrebnic pentru întreținerea pentru care a fost arendat.

Când însă arendașul a fost stânjenit în exploatarea moșiei din cauza operațiilor de război, sau când din aceste cauze exploatarea a fost făcută dificilă, imobilul nu a încetat de a fi acelaș în substanța sa și ca atare singura pretențiune a arendașului nu ar putea fi decât reducerea arenzii, dar numai atunci când n'ar fi luat asupra sa riscurile pricinuite printr'un atare eveniment. (Cas. II, deciziunea civilă No. 65. din 17 Septembrie 1919; Jurisprud. Rom. 1920, p. 38, Dreptul 3/919; Pand. Rom. 1922, I, 39; In acelaș sens: Trib. Ilfov s. III 153 din 26 Martie 1919 și C. Apel Buc. s. III, 83 din 25 Iunie 1919. Dreptul 3/919).

24. Codul civil prevede două sisteme: primul, care asimilează pierderea folosinței dintr'o cauză de forță majoră obiectivă cu pierderea recoltei în cazul arendărei unei moșii. (Art. 1457 urm. c. civ.) și al doilea, asimilând împiedicarea folosinței cu pierderea materială a lucrului (art 1461 c. civ.).

Primul sistem nu poate fi aplicabil în specie, urmează deci a se admite celălalt, ca fiind singurul posibil în starea actuală a textelor, cari asimilează împiedicarea folosinței din o cauză de forță majoră obiectivă și durabilă în așa fel încât scoate fondul din comerț pentru un timp oarecare, cu distrugerea materială a lucrului, cum este în specie, când ocupația inamică timp de doi ani 1917 și 1918 făcând moșia arendată zonă de război; a făcut imposibilă lucrarea fondului, deci o echivalează cu o peire a sa pe această durată, fiind aplicabil art. 1423 c. civ. literalmente. (Trib. Ilfov s. III, 5 Dec. 1919, Curier Jud. 30-31/920; In acelaș sens: Cas. I, 207 din 21 Mai 1920, Dreptul 38/920, Pand. Rom. 1924, I, 115; C. Apel Constanta 14 din 29 Martie 1920. Dreptul 19, 1921; Cas. II, 56 din 28 Martie 1921. Pand. Rom. 1922, I, 219; Cas. II, 155 din 21 Iunie 1921. Jur. Rom. 19/921, Pand. Rom. 1922, III, 75; C. Apel Con-

stanța 435 din 26 Martie 1923. Justiția Dobrogei 8/923; C. Apel Buc. s. I, 58 din 7 Martie 1924, Jur. Gen. 1924, No. 899).

25. Forța majoră absolută împiedicând complet îndeplinirea obligației proprietarului de a procura locatarului folosința imobilului închiriat sau arendat, are de efect stingerea contractului sinalagmatic de locațiune. (Trib. Prahova s. I, 58 din 20 Febr. 1920, Curier Jud. '63-64/1920, Al. Găntoiu, Lucrări Judecătorești 1922, p. 53; Trib. Brăila s. II, 9 Febr. 1920, Curier Jud. 79-89/920; C. Apel Buc. s. I, 40 din 26 Sept. 1918, Curier Jud. 30-31/920)

25 bis. Imposibilitatea în care s'ar găsi locatarul de a se folosi de lucrul închiriat în urma unei dispoziții luate de puterea administrativă, căreia nimeni nu i se poate opune, ci toți trebuie a-i da ascultare, echivalează cu o pierdere totală și prin caz fortuit a obiectului contractului de locațiune care constă în a avea folosința lucrului închiriat. (C. Apel Tg-Mures, 1 Aprilie 1921, Dreptul 30/921; C. Apel Buc. s. I, 615 din 11 Martie 1920. Pand. Rom. 1922, II, 141).

26. Dacă fondul de comerț ce face obiectul unui contract de închiriere, a devenit din cauza împrejurărilor de război, cu totul impropriu în forma și cu destinația ce i-au dat părțile, această situație echivalează cu distrugerea completă a obiectului contractului, și deci contractul este desființat de drept din lipsă de obiect.

Prin urmare, Curtea de apel nu violează art. 1423 și 1439 c. civ. când admite rezilierea închirierii, constatând că obiectul contractului era un fond de comerț, de restaurant și hotel și care cuprindea imobilul afectat comerțului precum și vesela restaurantului cu mobilierul hotelului, că imobilul a fost degradat, iar vesela și mobilierul distruse complet din cauza de forță majoră. (Cas. I, 120 din 13 Februarie 1922. Jur. Rom. 15/922).

27. A se vedea: art. 1083, nota 2; art. 1426, notele 19, 21; art. 1439 cu notele respective.

Art. 1424. — Locatarul ¹⁾ nu poate în cursul locațiunii să schimbe forma lucrului închiriat sau arendat. (Civ. 1420, 1429, 1430; Civ. Fr. 1723).

Text. fr. Art. 1723. — Le bailleur ne peut, pendant la durée du bail, changer la forme de la chose louée.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Louage*, I, 458, 459;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2 a, II, p. 534;
DALLOZ, *Rép. Louage*, 227 urm.; *Suppl. Louage*, 125 urm.;

1) Lin croșe credem, se zice aci „locatarul“ în loc de „locatarul“ cum e și în textul francez.

DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 711;
 GUILLOUARD, *Louage*, I, 128, 130;
 HUC, X, 297;
 LAURENT, XXV, 144;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 288 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1680.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 30 nota, 104 urm., 224; *Observație* sub. Cas. I, 565 din 19 Nov. 1920. *Pand. Rom.* 1924-I-143;
 CANTACUZINO MATEI, p. 655;
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 94, 95;
 PERIȚEANU GR. I. (IPER), *Notă* sub. Trib. Ilfov, s. I, 548 din 7 Sept. 922. *Curier Jud.* 37/922.

Jurisprudență.

1. Conform art. 1424 c. c., proprietarul locator nu poate aduce schimbări materiale directe sau indirecte cari să micșoreze utilitatea sau agrementul lucrului închiriat și pe cari locatarul le-a avut în vedere la contractare. (Trib. Argeș s. I, 14 Oct. 1919. *Justiția* (Iași), 5/920).

2. Locatarul neavând un drept a-

supra lucrului închiriat, ci un simplu drept de folosință, câtă vreme lucrările pe cari un proprietar voește să le efectueze asupra lucrului închiriat, nu sunt de natură să aducă revătamare acestui drept, locatarul nu se poate pune la adăpostul art. 1424 c. civ., spre a înlătura cererea proprietarului. (Trib. Ilfov s. I, 548 din 7 Sept. 1922. *Curier Jud.* 37/922. *Pand. Rom.* 1923, I, 130).

Art. 1425. — Dacă în cursul locațiunii lucrul închiriat sau arendat are nevoie de reparațiuni urgente, ce nu se pot amâna până la finele contractului, locatarul trebuie să sufere strâmtoarea ce i se cășunează orice fel fie ea, și fiind lipsit chiar, pe timpul facerii lor, de întrebuințarea a o parte din lucrul închiriat sau arendat.

Dacă însă aceste reparațiuni continuiesc mai mult decât 40 de zile, prețul locațiunii se va scădea în proporțiunea timpului în care, și a părții lucrului închiriat de a cărei întrebuințare a rămas lipsit.

Dacă reparațiunile sunt de așa fel în cât locatarul și familia sa se află în neputință de a locui, el va putea cere anularea contractului. (Civ. 1083, 1421, 1423; Civ. Fr. 1724).

Text. fr. Art. 1724. — Si, durant le bail, la chose louée a besoin de réparations urgentes et qui ne puissent être différées jusqu'à sa fin, le preneur doit les souffrir, quelque incommodité qu'elles lui causent, et quoiqu'il soit privé, pendant qu'elles se font, d'une partie de la chose louée.

Mais, si ces réparations durent plus de quarante jours, le prix du bail sera diminué à proportion du temps et de la partie de la chose louée dont il aura été privé.

Si les réparations sont de telle nature qu'elles rendent inhabitable ce qui est nécessaire au logement du preneur et de sa famille, celui ci pourra faire résilier le bail.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Louage* I, 464, 467-469, 471, 472, 474-476, 597;
 BUENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 748;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 534;
 DALLOZ, *Rép. Louage*, 169 urm.; *Suppl. Louage*, 98 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 151, 170 bis, III;

GUILLOUARD, *Louage* I, 111-113, 144, 180, 182, 183;
 HUC, X, 302-304;
 LAURENT, XXV, 140, 142;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 288 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1681.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 30 nota, 104 urm., 224; (I, ed. 2-a, p. 518, 539, 713); *Notă sub*
 Cas. I, 313 din 12 April. 1921. Pand. Rom. 1923-I-151;
 CANTACUZINO MATEI, p. 654;
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 63;
 NACU, III, 326.

Jurisprudență.

1. Art. 1425 prevede numai strămtoarea ce trebuie să sufere locatarul când, în cursul locațiunii lucrului închiriat sau arendat, are nevoie de reparațiuni urgente, dar nu și cazul când locatorul cășunează pagube locatarului prin modul facerii reparațiilor. caz pentru care dispozițiunile lui excepționale nu pot fi aplicabile, ci regulile de drept comun. (Cas. I, 312, Sept. 25/90, B. p. 999).

2. Dacă instanța de fond condamnă pe proprietar la o sumă oarecare, nu pentru timpul cât a durat reparațiunile la imobilul închiriat, ci pentru că proprietarul prin culpa sa, a lipsit pe locatar de folosința imobilului și l-a redus la pierderea industriei pentru care închiriasse acel imobil, în acest caz suma acordată, reprezintă despăgubirea pentru industria pierdută, iar nu o reducere a chiriei în proporție cu durata reparațiilor din cari, potrivit art. 1425 cod. civ., proprietarul este scutit de daune pentru 40 de zile, astfel că, în speță, nu poate fi vorba de aplicarea acestui articol. (Cas. I, 30 Mai 1908, B. p. 854).

3. a) După art. 1425 c. civ., locatarul sau chiriașul este obligat să sufere în anumite condiții inconvenientele reparațiilor urgente, devenite necesare în cursul locației, putând cere rezilierea contractului numai atunci când aceste reparații sunt de așa natură, în cât el nu se mai poate bucura de folosința imobilului închiriat.

b) Aceste dispoziții, conforme de altfel principiilor generale, nu sunt contrare regulilor din codul civil rusesc; așa că dacă chiriașul nu se împotrivesc la facerea reparațiilor necesare, locatarul nu este în drept să ceară evacuarea imobilului de către locatar.

c) Prin urmare instanța de fond, care în condițiile de mai sus admite rezilierea contractului cerută de locator, numai pentru facerea reparațiilor necesare, la cari de altfel locatarul nu se opunea, fără a-și întemeia această soluție pe vre-un principiu de drept, dă o hotărâre casabilă, reziliind contractul de locație, în afară de cazurile

anume prevăzute de lege. (Cas. I, 313 din 12 Aprilie 1921. Pand. Rom. 1923, I, 151).

4. Președintele Tribunalului poate ca pe calea prevăzută de art. 66 bis pr. civ., să permită proprietarului ca să facă reparațiile necesare la imobilul închiriat obligând pe chiriaș să le sufere, destul numai să fie justificat cazul de urgență al reparațiilor și pericolul de întârziere, de oarece art. 1425 c. civ., prevede că dacă în cursul locațiunii lucrul închiriat sau arendat are nevoie de reparații urgente ce nu se pot amâna până la finitul contractului, locatarul trebuie să sufere strămtoarea ce i s'ar cauză prin efectuarea acelor reparații. (Trib. Dorohoi Ord. prez. 5706 din 21 Iulie 1922. Jur. Gen. 1923, No. 927).

5. Art. 1425 c. c., prevede că dacă în cursul locațiunii, lucrul închiriat are nevoie de reparațiuni urgente ce nu se pot amâna până la finele contractului, locatarul este în drept a proceda la facerea lor și în timpul locațiunii, locatarul fiind obligat să le suporte, fără nici o scădere de chirie, dacă ele nu durează mai mult de 40 de zile; cu scădere de chirie dacă au o durată mai lungă, și cu dreptul pentru locatar de a cere rezilierea contractului dacă reparațiunile sunt de așa fel încât el n'ar mai putea locui imobilul în timpul efectuării lor.

Față de acest text de lege, reclamația, ca proprietară a imobilului, nu are alt drept decât a proceda la facerea reparațiilor mari, de cari imobilul are într'adevăr nevoie, rezilierea contractului, pentru importanța și întinderea mare a acestor reparațiuni, ne aparținându-i ei, ci numai părâtei stingerite în folosința imobilului. (Trib. Ilfov s. III c. c., sent. No. 1222 din 24 Dec. 1923, Jur. Gen. 1924, No. 417).

6. Art. 1425 cod. civil, nu dă proprietarului dreptul de a cere rezilierea contractului pentru cazul când imobilul închiriat are nevoie de reparațiuni urgente; el autoriză însă pe proprietar a cere, în acest caz, strămtoarea chiriașului și omisiunea instanței de fond de a discuta o asemenea cerere este esențială. (Cas. I, 1173 din 25 Iunie 1924. Jur. Gen. 1925, No. 207).

Art. 1426. — Locatorul nu este răspunzător către locatar de turburarea cășunată lui prin faptul unei a treia persoane, care persoană nu-și sprijină acel fapt pe un drept asupra lucrului închiriat sau arendat; locatarul are însă facultatea de a reclama în contră-le în numele său personal. (Civ. 1427 urm.; Civ. Fr. 1725).

Text. fr. Art. 1725. — Le bailleur n'est pas tenu de garantir le preneur du trouble que des tiers apportent par voies de fait à sa jouissance, sans prétendre d'ailleurs aucun droit sur la chose louée; sauf au preneur à les poursuivre en son nom personnel.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, II, p. 224, § 187, n° 5; p. 249, § 189; IV, p. 472, § 365, n° 9; p. 478, 479, § 366, n° 22;
 BAUDRY ET WAHL, *Louage*, I, 522, 524, 530-533, 564, 565, 567, 570, 580, 589, 590, 592;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 464, 524, 534;
 DALLOZ, *Rép. Louage*, 238 urm.; *Suppl. Louage*, 149 urm.;
 GARSONNET, I, p. 625, § 365;
 GUILLOUARD, *Louage*, I, 29, 105, 147, 149, 150, 159, 162-164;
 HUC, X, 294, 304, 305;
 LAURENT, XXV, 148, 152, 161;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 288 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1682.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 30 nota, 104 urm. 224; (II, part. III, ed. 2-a, p. 813 nota); *Observație* sub. Trib. Tutova din 24 Febr. 1909. Dreptul 49/909; *Observație* sub. Cas. I, 39 din 27 Ian. 1910. Dreptul 35/1910; *Notă* sub. Trib. Yssengeaux. (Haute-Loire), 9 Ian. 1920. Jurispr. Gen. 20/1923. No. 1425;
 CANTACUZINO MATEI, p. 655;
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 97;
 NACU, III, p. 329 urm.;
 RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. Cas. Fr. Civ., 14 Febr. 1912. Dreptul 41/912;
 VELESCU ALEX., *Nota* sub. Cas. I, 207 din 21 Mai 1920. Pand. Rom. 1924-I-115.

INDEX ALFABETIC

Jurisprudență.

Acțiune posesorie 15, 20.
 Acțiune privată 18.
 Arături 2.
 Arendare, a se vedea „Locație” și 1, 2, 6, 11, 16, 17, 18, 20.
 Autoritate militară 19.
 Autoritate publică 4, 11, 12, 19.
 Bezman 12.
 Comunală lege 11.
 Dărâmarea unui imobil 4.
 Daune, a se vedea „Despăgubiri”.
 Degradări 18, 21.
 Despăgubiri 2, 3, 7, 8, 9, 12, 13, 14, 16, 18, 19, 20, 21.
 Dig 18.
 Dijună 1, 17.
 Distrugere 18, 21.
 Drum 11.
 Embatic 12.
 Expertiză 5.
 Folosință 7, 8, 15, 21.
 Forță majoră 5, 19, 21.
 Garanție 7, 21.
 Ilegalitate 4, 11.
 Infracție penală 18.
 Inundații 18.
 Invoeli agricole 1.
 Legea comunală 11.
 Locație, a se vedea „Aren-

dare” și 3-10, 12-16, 19, 21.
 Militară autoritate 19.
 Pământ rural 7.
 Penală infracție 18.
 Posesorie acțiune 15, 20.
 Prețul locației 7, 19.
 Preț (scădere din) 21.
 Procedura penală 18.
 Proprietate 7, 8, 15, 16.
 Rechiziție 19, 21.
 Recolte 18.
 Reducerea prețului locației 7, 19.
 Renunțare 19.
 Reparații 21.
 Repetițiune 21.
 Revărsarea apelor 18.
 Reziliere 5, 21.
 Riscuri 19.
 Ruina imobilului 4, 5.
 Rural pământ 7.
 Scădere din preț 21.
 Servitute 7, 8, 15.
 Somație 5.
 Tulburare de drept 1, 4, 7-12, 14, 15, 16, 19, 21.
 Tulburare de fapt 1, 2, 4, 6, 10, 11, 12, 13, 18, 19, 20, 21.
 Uz 7, 8, 15, 16.
 Uzufruct 16.
 Vicii 5.

1. Dacă locuitorii refuză plata dijei mei în baza unor invoeli urmate de fostul proprietar, turburarea adusă arendașului nu e o turburare de fapt de oare ce acei locuitori se bazează pe un drept recunoscut lor de către autorul actualului proprietar. Astfel proprietarul urmează să fie chemat la răspundere, căci prin faptul autorului său arendașul nu se poate folosi de lucrul arendat, conform contractului ce au încheiat cu dânsul. (Cas. I, 59/Febr. 23/79. B. p. 104).

2. Când se cere despăgubire de arendaș, întemeiată pe o turburare de fapt, aceea de a nu fi lăsat a-și face arăturile de toamnă, pentru a fi cineva răspunzător de daune cauzate printr'un asemenea fapt, nu se poate cere ca condițiune participarea sa la contractul de arendare; răspunderea sa de daunele cauzate ia naștere din principiul general pus de art. 998, principiu pe care art. 1426 îl consacără. (Cas. I, 321/Sept. 28/83, B. p. 830).

3. Dacă cei ce se împotrivesc locatarului își întemeiază faptul opririi locatarului de a intra în stăpânirea imobilului pe un drept asupra acestui imobil, când curtea face răspunzător pe locator de daunele cauzate locatarului, nu numai nu violează nici un text de lege dar se conformează art. 1426 și 1427. (Cas. I, 387/Dec. 13/85, B. p. 904).

4. Deși actele autorităților publice prin care un locatar poate să fie turburat sau vătămat în folosința sa, constituiesc o turburare de drept, iar nu de fapt, aceasta însă pe cât actul autorității este egal, dacă emană de la o autoritate competentă și dacă este făcut cu formele legiuite și în cercul atribuțiilor aceluia de la care emană. În caz contrariu, dacă actul este ilegal atunci el constituie o turburare de fapt, de care proprietarul nu este răspunzător și care dă drept chiriașului de a recurge în contra aceluia care a provocat-o. Astfel, somațiunea făcută de către poliția comunală pentru dărâmarea și evacuarea imobilului închiriat, fără să fi fost făcută pe temeiul unei ordonanțe emenate de la primar, este un act ilegal, și ca atare nu poate să constituie de cât o turburare de fapt de care proprietarul nu poate fi răspunzător. (Apel Buc. I, 41, Febr. 15/85, Dr. 42/85).

5. În prezența faptului a două somațiuni adresate locatarului prin poliția comunală, de a deserta imobilul care amenință ruină și cari nu puteau de cât a isbi de discredita reputațiunea de soliditate a imobilului și prin aceasta a paraliza comerțul locatarului, curtea de apel nu poate, fără a viola art. 1420, să respingă cererea de rezilierea contractului de locațiune. În adevăr, prin chiar natura contractului de locațiune și după art. 1420 combinat cu art. 1423, locatorul este obligat să procure locatarului folosința lucrului închiriat, și sub acest raport, cazurile fortuite stau în greutatea celui dintâi, iar în cazul de față nu este altfel, căci nu este de cât caz fortuit, în privința atât a locatorului, cât și a locatarului, demersurile făcute de primărie, relativ la imobil, în vederea siguranței publice, dar cari pentru dânșii au avut de efect supresiunea folosinței locatarului. Constatările de fapt care consistă în a stabili că locatarul nu a făcut în instanță nici o probă despre reaua stare a clădirii, că prin expertize posterioare ale primăriei s'a dovedit că cele constatate prin prima sa expertiză erau fapte neadevărate, că locatarul s'a supus prin contract a suferi fără despăgubire reparațiunile urgente mari și de consolidare de care imobilul putea să aibă trebuință în

timpul duratei contractului, că locatarul a avut cunoștință despre viciile imobilului de oarece îl ocupase mai înainte timp îndelungat; toate aceste constatări de fapt, nu au consecință juridică în specie, de oarece principiul acțiunii locatarului rezidă, nu atât în realitatea condițiilor de soliditate ale imobilului cât mai cu seamă în opiniunea publicului și în partea clienței locatarului adică în efectul ruinător pentru comerțul său produs prin prima expertiză din oficiu a primăriei și care a fost urmată imediat de somațiunea de a părăsi localul în puține zile spre a se preveni nenorocirile iminentei sale căderi. Nu începe a se aplica în specie art. 1426 în sens de a descărca pe locator de ori-ce răspundere către locatar, de oare ce nici dreptul primăriei de a veghia la o bună stare a clădirilor orașului, nu se poate pune în chestiune, nici mijloacele de cari s'a servit dânsa în specie nu se văd abătute de la vre-o lege, independent de valoarea tehnică a diferitelor constatări făcute. (Cas. I, 132/Apr. 13/85, B. p. 240).

6. Dispozițiunile art. 1426, 1427 și 1428 numai atunci își au aplicațiunea când este chestiunea de a discuta dreptul de proprietate, fie pe cale de acțiune în petitoriu, fie chiar pe cale de excepțiune ca defendor, și în acest caz nu poate figura în instanță de cât proprietarul, iar nu locatarul. Din contra, când e vorba despre o turburare de fapt, acțiunea posesorie nu aparține de cât locatarului sau arendașului. (Cas. I, 70/Febr. 22/89, B. p. 186).

7. După termenii art. 1420, locatorul, între alte îndatoriri, are și pe aceea de a face pe locatar, să se bucure neîmpiedicat în toată durata locațiunii de lucrul ce i-a fost închiriat sau arendat; iar după art. 1426 și 1427, cari nu sunt de cât o consacrare a acestui principiu, stabilit prin art. 1420, locatorul nu este răspunzător către locatar de turburarea ce-i aduce o a treia persoană în folosința lucrului locat. El răspunde numai de daunele cauzate de o a treia persoană prin o turburare sprijinită pe un drept ce ar avea asupra lucrului locat. Există turburare de drept când un terțiu pretinde un drept de proprietate, servitute sau uz asupra lucrului închiriat. Locatarul care e privat prin efectul acestei pretențiuni de tot sau de o parte din folosința sa, are dreptul să exercite contra locatorului acțiunea în scăderea prețului locațiunii, care îi conferă art. 1427; pentru exercițiul acestei acțiuni în garanție trebuie să fi înștiințat pe locator de această molestare și împiedicare. Așa fiind, dacă, locuitorii pretind un drept de proprietate pe tere-

presă, a predă locatarului lucrul arendat și a-i asigură folosința lui pe timpul locațiunii. Așa fiind, el este obligat a-l apăra contra ori cărei turburări, chiar de fapt, care s'ar ivi la epoca când ia naștere obligațiunea sa de a-i trădi lucrul arendat. Pentru ori ce turburare ce pretinde arendașul că a suferit-o în privința folosinței lucrului arendat, înainte de începerea termenului arendării nu poate cădea în sarcina locatorului. Deci pentru ori ce prejudiciu ce ar încerca noul arendaș din cauza neîndeplinirii de către vechiul arendaș a obligațiunii ce-i impune art. 1465, acesta este responsabil. (Apel Buc. I, Iunie 7/94, *Dr.* 57/94).

14. Legiuitorul n'a subordonat dreptul ce locatarul are în contra locatorului, pentru daunele ce suferă în folosința sau asupra lucrului închiriat dintr'o turburare de drept, condițiunii de a se fi recunoscut judecătorește că turburătorul avea drept asupra acelui lucru, ci e destul ca acesta să invoace, să pretindă sau să-și sprijine turburarea ce face pe un asemenea drept. (Cas. I. 399/900, B. p. 1326).

15. Locatorul nu are exercițiul acțiunii posesorii în contra autorului turburării, decât atunci când este împiedecat în folosința dreptului său, printr'o simplă turburare de fapt legată de o acțiune de drept, adică atunci când terțiul turburător își sprijinește dreptul său pe un pretins drept de proprietate, de folosință, ori numai de servitute, asupra lucrului închiriat. În aceste cazuri locatorul nu are acțiunea posesorie în contra terțiului turburător, ci trebuie să încunostiințeze pe proprietar, căci numai acesta este în drept și în măsură de a se apăra contra unei asemenea turburări, având el toate mijloacele a se judeca. (Cas. I. 97/901, B. p. 375).

16. În înțelesul art. 1426 și urm. din codul civil, există turburare de drept de care locatorul răspunde către locatar ori de câte ori terțiul pretinde că are un drept asupra lucrului, chiar dacă acel drept nu-i este recunoscut printr'o hotărâre judecătorească.

Prin urmare, terțiul turburător, pentru a fi apărât de acțiunea în daune ce i-ar intentă locatarul, este suficient să invoace sau să-și sprijine turburarea ce face pe un drept de proprietate, de folosință sau de uzufruct asupra lucrului închiriat sau arendat; de unde rezultă că instanța de fond, pentru a caracteriza turburarea de drept, și, în consecință, a respinge acțiunea locatorului în contra terțiului turburător, nu este ținută ca în prealabil să judece în fond dreptul pretins de acesta. (Cas. I, 27 Ian. 1910, B. p. 26).

17. Conform art. 1426 din codul ci-

vil, acțiunea pentru recunoașterea dreptului de dijmă contestat aparține proprietarului, iar nu arendașului. (Cas. I. 891 din 15 Dec. 1911, B. p. 1627, *Curier Jud.* 9/912).

18. Acțiunea privată, având de obiect repararea daunelor cauzate prin o infracțiune a legii penale, aparține, conform art. 3 din procedura penală, acelor cari au suferit acele daune.

Astfel, arendașul care a suferit personal o vătămare, prin faptul că i s'a distrus recolta de pe moșie în urma revărsării apelor, din cauza distrugerii unui dig de apărare, are interesul și calitatea de a exercita acțiunea în daune pe cale corecțională, în numele său personal pentru paguba suferită, care este consecința directă a delictului de distrugere, chiar dacă proprietarul digului distrus nu exercită și el un asemenea drept.

Pe lângă aceasta, arendașul fiind în drept a se folosi de toate îmbunătățirile moșiei, printre cari sunt și digurile de apărare, dânsul este îndreptățit să reclame în numele său personal, conform art. 1426 din codul civil, în contra turburătorilor de fapt. (Cas. II, 16 Nov. 1912, B. p. 1957).

19. Rechiziționarea unui imobil închiriat de către autoritatea militară a puterii ocupante, trebuie considerată ca un caz de forță majoră ale cărei urmări se găsesc reglementate de art. 1423 c. civ., și nu de dispozițiile art. 1426 și 1428 c. civ., căci, nu poate fi vorba de o turburare de drept în sensul art. 1428 c. civ., care să implice o culpă din partea locatorului și să justifice apoi o acțiune în daune în contra sa, sau să fie vorba de o turburare de fapt, despre care se ocupă art. 1426 c. civ., ale cărei urmări să le suporte numai locatorul, întrucât se poate apăra singur, ci, în cazul unei rechizițiuni, locatorul este lipsit de folosința imobilului închiriat, printr'un fapt, care, atât față de el cât și de locatar, are toate caracterele unui caz de forță majoră, de vreme ce se datorește unei împrejurări neimputabile nici uneia din părți, așa că, toate consecințele acestui fapt au a fi cărmuite de dispozițiunile art. 1423 combinat cu art. 1082 c. civ.

Când printr'o clauză din contract, locatara ia asupra sa riscurile rezultând din cazurile fortuite ori de forță majoră, prevăzute și neprevăzute, instanța de fond, interpretând, în mod suveran, această clauză poate deduce că locatarul a înțeles să renunțe a reclama reducerea de chirie, în cazul când n'ar putea avea folosința integrală a imobilului, pe toată durata contractului, întrucât această clauză constituie legea părților și derogă la prevederile legii. (Cas. I, decizia ci-

vilă No. 201 din 29 Septembrie 1919; Jurispr. Rom. 1919, p. 852).

20. Un arendaș nu poate avea calitatea de a intenta acțiune posesorie, când deposedarea s'a făcut fără violență, ci numai facultatea de a reclama contra acelora cari comit o turburare de posesie, însă o simplă turburare de fapt, care nu dă dreptul la o acțiune posesorie ci la o acțiune în daune-interese, conform art. 998 c. civ.

Tulburări de fapt sunt acele prin cari nu se contestă dreptul nimănui. (Judec. ocol Clejani-Vlașca 15 Iulie, 1920. Curier Jud. 13/922).

21. a) Dacă potrivit dispozițiilor art. 1428 c. civil, locatarul când e vorba de o turburare de drept poate chema în garanție pe proprietar. atunci încă când e vorba de o turburare de fapt, art. 1426 c. civil, constată lipsa de răspundere a proprietarului, locatarul având acțiune directă în contra tulburătorului.

b) Chiar când e vorba de o turburare de drept, locatarul nu mai datorește daune locatarului potrivit dispozițiilor art. 1423 c. civil, dacă turburarea este rezultatul unui caz fortuit, proprietarul urmând să sufere ori o scădere din preț ori desființarea contractului după cum obiectul închiriat

sau arendat devine inutilizabil în parte sau în total.

c) Dacă în ce privește rechizițiile regulate efectuate este discuțiune cu ce categorie de tulburări urmează a fi asimilate, de drept sau de fapt, în ce privește însă rechizițiunile neregulate, făcute fără formele care îngrădesc și garantează rechizițiile legale, ele sunt adevărate tulburări de fapt prevăzute și reglementate de art. 1426 cod. civil.

d) Deși potrivit dispozițiilor art. 1420 c. civil, proprietarul este obligat de a menține lucrul închiriat în bună stare pentru a putea servi la întrebuințarea pentru care a fost închiriat și este obligat să facă reparațiunile mari necesitate în urma degradărilor, iar dacă le-a făcut chiriașul, acesta are dreptul a repeta costul lor de la proprietar, totuși atunci când e vorba de daune cauzate prin o turburare de fapt, locatarul are acțiune directă contra tulburătorului, fără a fi nevoit să cheme mai întâi în judecată pe proprietar, iar acesta la rândul său în garanție pe tulburător. (C. Apel Iași s. II, 202 din 13 Dec. 1924, Dreptul 16/925).

22. A se vedea: art. 1420, nota 13; art. 1427 cu notele respective; art. 1428 cu notele respective.

Art. 1427. — Dacă din contră, locatarul a fost turburat în folosința sa, în urmarea unei acțiuni relative la proprietatea lucrului, are drept la o scădere în proporțiune cu dreptul închirierii sau arendărei, întrucât însă a înștiințat pe locator de această molestare și împiedicare. (Civ. 1082 urm., 1341, 1351, 1428; Pr. civ. 112 urm.; Civ. Fr. 1726).

Text. fr. Art. 1726. — Si, au contraire, le locataire ou le fermier ont été troublés dans leur jouissance par suite d'une action concernant la propriété du fonds, ils ont droit à une diminution proportionnée sur le prix du bail à loyer ou à ferme, pourvu que le trouble et l'empêchement aient été dénoncés au propriétaire.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 478, § 366;

BAUDRY ET WAHL, *Louage*, I, 350, 351, 534-536, 545, 552, 554, 557, 558, 562, 576, 594, 597, 604 urm.;

CAPITANT, *De la Cause des obligations*, p. 273;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 464, 534;

DALLOZ, *Rép. Louage*, 244 urm.; *Suppl. Louage*, 151 urm.;

GARSONNET, I, p. 615, § 362;

GUILLOUARD, *Louage* I, 149, 153, 165, 169-171, 173 urm., 176; II, 533, 678;

HUC, X, 305, 365;

LAURENT, XXV, 149 urm.;

MOURLON, ed. 7-a, III, p. 288 urm.;

PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1683;

TROPLONG, *De l'échange et du louage*, I, 196.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 30 nota 104 urm., 224; *Observație* sub. Trib. Tutova din 24 Febr. 1909, Dreptul 49/909; *Observație* sub. C. Apel Iași s. I, 7 Febr. 1904. Curier Jud. 27/904;

CANTACUZINO MATEI, p. 655;

CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 98 urm.;

FILITTI I. D., *Nota sub C. Apel Buc. s. I, 615 din 11 Mart. 1920. Pand. Rom. 1922-II-141*;

HOZOC DIMITRIE, „*Efectele rechizițiunii asupra raporturilor contractuale derivând dintr'un contract de locație*“. *Curier Jud. 20-21/919*;

NACU, III, p. 329 urm.;

PERIȚEANU GR. I. (IPER), *Adnotație sub C. Apel Buc. s. I, 67 din 14 Nov. 918. Curier Jud. 20-21/919*.

Jurisprudență.

1. Când e vorba de o turburare de drept prin evicțiune, locatorul este dator despăgubire către locatar, și aceeași despăgubire nu poate consista numai într'o reducere proporțională a prețului locațiunii, căci locatorul fiind culpabil de a fi închiriat un lucru supus evicțiunii, este dator o întreagă și complectă reparațiune a prejudiciului adus locatarului prin greșeala sa. (Cas. sect. unit. 7/Oct. 20/83, B. p. 951).

2. Una din principalele îndatoriri ale locatorului este de a face ca locatorul să se poată folosi neîmpiedicat în tot timpul locațiunii de lucrul ce i s'a închiriat; neîndeplinirea acestei obligațiuni, ca și neîndeplinirea oricărei obligațiuni sinalagmatiche în genere, dă loc la o acțiune în despăgubire, care poate să consistă nu numai într'o reducere a prețului locațiunii, în conformitate cu art. 1427, dar chiar în acordarea unei sume superioare, după aprecierea instanței de fond singură în drept de a fixa quantumul despăgubirii căci numai astfel se poate acorda o dreaptă și deplină reparațiune a prejudiciului cauzat prin culpa locatorului, care a închiriat mai mult de cât era în drept sau care în tot cazul este vinovat că nu a putut da aceea ce s'a obligat a da, adică întreaga și exclusivă folosință a lucrului închiriat. (Cas. I, 61/Febr. 19/90 B. p. 162).

3. Turburarea de drept, în înțelesul acestui articol, există totdeauna când cel de al treilea pretinde asupra lu-

crului închiriat sau arendat un drept oarecare, cum e dreptul de proprietate, de servitute și ea se manifestă sau prin aprehensiunea lucrului asupra căruia pretinde a avea dreptul sau prin intentarea unei acțiuni contra locatorului, așa dar aprehensiunea din partea celui de al treilea a întregului obiect arendat, cu voința constantă de a împiedica pentru totdeauna folosința lui, iar nu numai în mod trecător, în virtutea unui drept ce și-l întemeiază pe diferite acte, constitue o adevărată turburare de drept. (Cas. I, 416/94, B. p. 1231).

4. Dacă proprietarul nu-și îndeplinește obligațiunea de a garanta pe chirias de folosința lucrului închiriat, făcând să dispară turburarea adusă acelei folosințe, chiriasul este în drept să refuze plata chiriei până la încetarea turburării, în care caz el nefiind în culpă, pactul comisoriu nu poate să opereze contra lui. (Cas. I, No. 537, 1915; Dreptul 1915, p. 585, *Curier Jud. 78/915*).

5. Potrivit art. 1427 și 1428 c. c., chiriasul sau arendașul cari au fost turburați în folosința lor de un terțiu, invocând un drept, fiind lipsiți în mod parțial sau total de folosință, sunt garantați de proprietar, cu condițiunea de a-l încunostiința pe acesta la timp; altfel este decăzut din dreptul de a cere rezilierea contractului. (Apel Buc. IV, No. 56, 1918; *Revista de drept*, 1919, No. 2).

6. A se vedea: art. 1420, notele 13, 15; art. 1426 cu notele respective; art. 1428 cu notele respective.

Art. 1428. — Dacă acei ce au cășunat turburarea cu dela sine putere, pretind a avea vreun drept asupra lucrului, ori dacă locatarul este chemat în judecată pentru a fi condamnat a pierde lucrul în totalitate sau în parte, sau pentru a suferi exercițiul unei servituți, el trebuie să înștiințeze pe locator spre a fi garantat contra unei asemenea turburări și, dacă vrea, poate să fie scutit de orice chemare în judecată arătând însă pe locatorul în a cărui nume posedă. (Civ. 1426 urm.; Pr. civ. 112 urm.; Civ. Fr. 1727).

Text. fr. Art. 1727. — Si ceux qui ont commis les voies de fait, prétendent avoir quelque droit sur la chose louée, ou si le preneur est lui-même cité en justice pour se voir condamner au délaissement de la totalité ou de

partie de cette chose, ou à souffrir l'exercice de quelque servitude, il doit appeler le bailleur en garantie, et doit être mis hors d'instance, s'il l'exige, en nommant le bailleur pour lequel il possède.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Louage*, I, 543;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 534;
DALLOZ, *Rép. Louage*, 244 urm.; *Suppl. Louage*, 151 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 288 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1683.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 30, nota, 104 urm., 224; (I, ed. 2-a, p. 265; VII, p. 551); *Observație* sub. Cas. I, 33 din 16 Ian., 1912. Dreptul 33/1912; *Observație* sub. C. Apel Buc. s. I, 292 din 23 Nov. 1905. Dreptul 70/1906; *Observație* sub. Cas. I, 39 din 27 Ian. 1910. Dreptul 35/1910; *Notă* sub. C. Apel Constanța, 103 din 3 Oct. 1921. Pand. Rom. 1922-II-129; *Observație* sub. Cas. I, 258 din 4 Mai 1916. Tribuna Juridică 30-31/919; *Observație* sub. Trib. R. Sărat, 21 Aug. 1919. Tribuna Juridică 37-38/919;
CANTACUZINO MATEI p. 655;
CERBAN AL.; *Notă* sub. C. Apel Constanța, 103 din 3 Oct. 921. Curier Jud. 2/922;
CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 26 urm., 34;
DEGRÉ ALEXANDRU, *Scieri juridice* vol. I, p. 603 urm. „Locatarul, comodatarul, creditorul antichrezist pot ei să exercite acțiunile posesorii?”;
DIMITRIU I. MATEI, „*Asupra acțiunii în revindicare*”. Pagini Juridice 22/908;
GRIGORESCU P. HORIA, *Notă* sub. Judec. Ocol. Constanța, 77 din 28 Febr. 1924. Justiția Dobrogei 0/924;
NACU, III, p. 329 urm.;
POLICHRON DEM., *Notă* sub. Cas. I, 412 din 10 Febr. 1922. Pand. Rom. 1923, I, 102;
ȘTEFĂNESCU I. DIMITRIE, „*Cum trebuie să se execute hotărârile judecătorești prin cari s'a dispus evacuarea chirieșului dintr'un imobil*”. Curier Jud. 28/924.

INDEX ALFABETIC

Acțiune posesorie 2, 3, 4,	Militară autoritate 15.
6, 16.	Posesorie acțiune 2, 3, 4,
Apel 8, 9.	6, 16.
Apreciere suverană 15.	Prețul locației 15.
Arendare, a se vedea „Lo-	Proprietate 1-6, 8, 9, 10, 13,
cație” și 1, 3, 4, 6, 8, 9,	14, 16.
14, 16, 17.	Quasi-delicț 16.
Autoritate de lucru ju-	Rechiziționare 15.
decat 3, 5.	Recurs 6.
Autoritate militară 15.	Reducerea prețului lo-
Culpă 15.	cației 15.
Daune 15.	Renuțare 15.
Delicț 16.	Revindicare 7, 17.
Exproprierie 17.	Reziliere 14.
Forță majoră 15.	Riscuri 15.
Garanție 8.	Suverană apreciere 15.
Hotărâre 3.	Tulburare în posesie 1, 5,
Locație, a se vedea „A-	8, 12, 14, 15, 16, 17.
rendare” și 2, 4, 5, 6,	Tulburare de drept 5, 8,
10-17.	14, 16, 17.
Lucru judecat 3, 5.	Tulburare de fapt 15, 16.

Jurisprudență.

1. Arendașul posedând în numele proprietarului, terțului urmează să acționeze pe vecinul proprietar, dacă se cunoaște turburat în stăpânirea sa, de oarece oricare ar fi hotărârea mijlocită cu arendașul nu poate fi opozabilă proprietarului care n'a luat parte la acea judecată. (Cas. I, 21 Ian. 22/74, B. p. 17).

2. După art. 1428, locatarul citat ca să se apere în contra unei acțiuni posesorie, poate să fie scutit de orice chemare în judecată, arătând pe locatarul în al cărui nume posedă. (Cas. I, 208 Iun. 12/87, B. p. 531).

3. Dacă e netăgăduit că în acțiunile

posesorii ce s'ar intenta contra arendașului de către terțele persoane, relativ la imobilul arendat, dânsul nu poate să reprezinte pe proprietar, și astfel fiind hotărârile ce s'ar pronunță contra sa în această privință nu sunt opozabile și nu constituie autoritatea lucrului judecat pentru proprietar, această regulă însă încetează întotdeauna când arendașul, cu ocaziunea cercetării unei asemenea acțiuni, a pus pe proprietar în cauză în virtutea dreptului ce i acordă art. 1428, căci în acest caz, odată ce proprietarul figurează în cauză și desbaterea acțiunii posesorie are loc față și cu dânsul, hotărârea ce ar condamna pe arendaș la delăsarea în total sau în parte a imobilului arendat, însușește și în privința proprietarului toate elementele lucrului judecat cerute de art. 1201 și, ca atare, se refrânge și în persoana lui efectele ce trebuie să producă. (Cas. I, 409, Oct. 29/91, B. p. 1117).

4. Arendașii sau locatarii nu pot fi obligați de a se judeca în chestiunea posesiunii lucrului arendat, căci ar fi expuși a perde recursul ce au în contra proprietarului nechemându-l în judecată, conform art. 1428. Așa dar, tribunalul care, într'o acțiune posesorie intentată de cei d'al treilea contra unui arendaș, nu ține seamă de cererea făcută de acesta, conform art. 1428, și judecă chestiunea posesiunii, violează acel articol și pronunță o hotă-

râre casabilă. (Cas. I, 181, Mai 19/92, B. p. 467).

5. Intr-o turburare de drept, proprietarul nu poate fi valabil reprezentat înaintea justiției de către locatar, și deci hotărârea pronunțată contra locatarului nu poate fi opozabilă proprietarului. (Trib. Iași, I, Ian. 27/93, Dr. 22/93).

6. Locatarul neposedând în numele propriu, ci pentru proprietar, acțiunea posesorie, care are de obiect imobilul închiriat sau arendat, câtă a fi intentată de către cel de al treilea contra proprietarului, când dânsul (locatarul) a arătat pe locatorul în numele căruia posedă. Așa dar, este casabilă, ca violând art. 1428 din codul civil, hotărârea care menține pe locatar în proces, cu toate că dânsul a arătat pe locatorul în numele căruia a exercitat actele de posesiune ce i se impută și a cerut scoaterea lui din proces. (Cas. I, 474/95, B. p. 1333).

7. Acțiunea în revendicare tinzând a obliga pe cel ce ocupă imobilul să-l lase în stăpânirea aceluia ce-l revendică, urmează că această acțiune este regulat intentată contra aceluia ce deține acel imobil, iar simpla alegațiune a deținătorului imobilului, că-l posedă pentru altul, chiar când această persoană este anume arătată, nu obligă pe instanța judecătorească, dacă cel ce a intentat acțiunea contestă acest fapt, să admită cererea deținătorului d'a fi scos din proces și să decidă chemarea persoanei în numele căreia pretinde că posedă; căci chestiunea de a se ști, dacă pârîtul posedă în numele său sau în numele altei persoane, făcând în urma unei asemenea contestații, obiectul unui diferend între părți, instanța judecătorească, este în drept a prețui temeinicia acestei cereri și a o respinge, când nu este dovedit că imobilul ce se deține de pârât se posedă de dânsul în numele persoanei arătate, fără neapărat ca, prin această hotărâre, să se atingă în ceva dreptul persoanei ce n'a figurat în instanță. (Cas. I, 331/901 B. p. 1193).

8. Arendașul turburat în posesiunea sa, dacă pune în cauză pe proprietar, poate fi scutit de orice chemare în judecată. Astfel, când un arendaș, ce a intentat acțiune în contra celui ce-i turbură posesiunea, chiamă în garanție pe proprietar pentru a face cauză comună cu el și a-l susține în reclamația sa în contra turburătorului, și proprietarul își însușește acțiunea arendașului său, el a devenit prin aceasta reclamant alături cu reclamantul originar și, când reclamantul originar a cărui răspundere este acoperită prin punerea în cauză a proprietarului, nu face apel, proprietarul poate dânsul să exercite acest drept, având tot in-

teresul, atât pentru a îndepărta cotropirile și turburările de drept aduse posesiunii proprietății sale, cât și pentru a scăpa pe viitor de orice răspundere față cu arendașul, (Cas. I, 80/901, B. p. 216).

9. Conform art. 1428 cod. civil, arendașul este în drept a cere să fie scutit de orice chemare în judecată dacă arată pe locatorul în al cărui nume posedă.

Acest drept al arendașului de a fi apărat de o acțiune în contra sa, constituind un mijloc de apărare, poate fi invocat pentru prima oară în apel, conform art. 317 din procedura civilă. (Cas. I, 24 Martie 1908, B. p. 469).

10. Dispozițiunile art. 1248 din codul civil, prin cari se dă drept locatarului chemat în judecată de un terțiu ce pretinde un drept asupra bunului închiriat, ca să poată să se scutească de orice chemare în judecată arătând pe locatorul în al cărui nume posedă, fiind cu totul facultative, iar nu obligatorii pentru locatar, Tribunalul face o greșită aplicare acestui text de lege, când refuză locatarului exercițiul acțiunii ce a intentat contra unui terțiu pentru realizarea unui drept ce rezultă în favoarea sa din contractul de locațiune. (Cas. I, 16 Ianuarie 1912, B. p. 24).

11. Garanțiile prevăzute în art. 1428 și 1441 codul civil, nu pot fi invocate decât de chiriașul unui imobil iar nu și de cei ce-l dețin fără nici un titlu, întrucât dispozițiile acestor texte de lege sunt stabilite numai în favoarea locatarilor. (Cas. I, 6 Sept. 1913, B. p. 1536).

12. Locatorul poate chema în judecată pe terți pentru realizarea unui drept ce rezultă în favoarea sa din contractul de locațiune, dispozițiunile din art. 1428 cod civil, fiind relative numai la cazul când locatorul e turburat în folosința sa și a fost chemat în judecată spre a se vedea condamnat la o diminuare a dreptului său. (Trib. Vaslui, Dr. 51/913, p. 406).

13. Intr-un conflict de drepturi între două persoane asupra folosinței ca chiriași ai aceluiaș imobil, chiriașul care pretinde că deține dreptul dela proprietar are calitatea de a poruși proces contra celui alt chiriaș, care pretinde acelaș drept pe baza unei legi excepționale. (Judec. Ocol. IV Buc. 19 April 916, Curier Jud. 33/916).

14. Potrivit art. 1427 și, 1428 c. c. chiriașul sau arendașul care au fost turburați în folosința lor de un terțiu, invocând un drept, fiind lipsiți în mod parțial sau total de folosință sunt garanțați de proprietar, cu condițiunea de a-l încunoștiința pe acesta la timp; altfel sunt decăzuți din dreptul de a cere rezilierea contractului. (Apel

Buc. IV, 1918, Rev. de drept, 1919, No. 2).

15. Rechiziționarea unui imobil închiriat de către autoritatea militară a puterii ocupante trebuie considerată ca un caz de forță majoră ale cărei urmări se găsește reglementate de art. 1423 c. civ. și nu de dispozițiile art. 1426 și 1428 c. civ., căci nu poate fi vorba de o turburare de drept, în sensul art. 1428 c. civ., care să implice o culpă din partea locatarului și să justifice apoi o acțiune în daune în contra sa, sau să fie vorba de o turburare de fapt despre care se ocupă art. 1426 c. civ., ale cărei urmări să le suporte numai locatarul, întrucât se poate apăra singur, ci, în cazul unei rechizițiuni, locatarul este lipsit de folosința imobilului închiriat printr'un fapt care atât față de el cât și de locator, are toate caracterele unui caz de forță majoră, de vreme ce se datorește unei împrejurări neimputabile nici uneia din părți, așa că toate consecințele acestui fapt au a fi cărmuite de dispozițiunile art. 1423, combinat cu art. 1082 c. civ.

Când, printr'o clauză din contract, locatarul ia asupra sa riscurile rezultând din cazuri fortuite ori de forță majoră, prevăzute și neprevăzute, instanța de fond, interpretând în mod suveran această clauză, poate deduce că locatarul a înțeles să renunțe a reclama reducerea de chirie, în cazul când n'ar putea avea folosința integrală a imobilului pe toată durata contractului, întru cât această clauză constituie legea părților și derogă la prevederile legii. (Cas. I, No. 201, 1919; Juris. Rom. 1919, p. 852).

Art. 1429. — Locatarul are două îndatoriri principale:

1. Trebuie să întrebuințeze lucrul închiriat sau arendat ca un bun proprietar și numai la destinațiunea determinată prin contract; iar în lipsă de stipulațiune specială, la destinațiunea presupusă după circumstanțe;

2. Trebuie să plătească prețul locațiunii la termenele stabilitate ¹⁾. (Civ. 969, 1020, 1021, 1104, 1114 urm., 1423, 1430 urm., 1439, 1551, 1730, 1907; Pr. civ. 610; C. com. 715; Legea asupra drepturilor proprietarilor. (Mon. of. 324/903). Art. 25; Lege privitoare la regimul excepțional al raporturilor dintre proprietari și chiriași din 27 Mart. 1924, Art. 15; Civ. Fr. 1728).

Text. fr. Art. 1728. — Le preneur est tenu de deux obligations principales:

1° D'user de la chose louée en bon père de famille, et suivant la des-

16. În principiu acțiunea posesorie trebuie exercitată exclusiv de proprietarul tulburat, iar în mod cu totul excepțional, numai în cazurile limitativ arătate în art. 1426-1420 cod. civ., are drept și chiriașul sau arendașul să exercite o asemenea acțiune în numele proprietarului de la care detine drepturile sale de folosință.

Prin turburare de fapt, se înțelege aceea care este rezultatul unui simplu delict sau quasi-delict; chiar dacă a început printr'un delict sau quasi-delict al tertului, totuși doctrina admite că poate fi turburare de drept și fără exercitarea unei acțiuni judecătorești.

Există astfel turburare de drept, atunci când ea s'a manifestat numai printr'o cale de fapt, dacă turburătorul pretinde, cu ocazia acțiunii ce i s'ar intentă de cel tulburat, fie pe cale posesorie, fie pentru a fi despăgubit, că a făcut acest lucru în baza unui drept. (Trib. Muscel 5 din Ian. 1921, Buletin Trib. Muscel 12/921).

17. Locuitorii cărora nu li s'au dat în loturi definitive pământurile expropriate, ci numai li s'au arendat de Stat, prin organele oficiale respective, spre folosință, până la noi dispozițiuni, urmează a fi considerați ca locatari și prin consecință, pot uză de dispozițiunile art. 1428 cod. civil, cerând a fi scoși din procesul intentat de proprietarul moșiei expropriate pentru revendicare. (Judec. ocol rural Brabova-Dolj, 3 din 7 Ian. 1925, Justiția Olteniei 2/925).

18. A se vede: art. 1426 cu notele respective; art. 1427 cu notele respective.

1) A se vede nota de sub textul art. 1114 cod. civil, privitoare la simplificarea formalităților de împlinire de către chiriași la plata chiriei.

tinution qui lui a été donnée par le bail, ou suivant celle présumée d'après les circonstances, à défaut de convention;

2° De payer le prix du bail aux termes convenus.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, I, p. 709, § 113, n° 29; p. 715; p. 841, § 132; IV, p. 481;
 BAUDRY ET WAHL, *Louage*, I, 716-721, 723, 734-736, 738, 741, 743, 746, 753 urm., 755-758, 767, 832, 833, 835, 840, 843, 844, 850 urm., 855, 856, 861-863, 868, 872, 874, 878-880;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 535, 542;
 DALLOZ, *Rép. Louage*, 93 urm., 267 urm., 286; *Suppl. Louage*, 64 urm., 161 urm.;
 DEMOLOMBE, VII, 642; IX, 693; XXVII, 273;
 GUILLOUARD, *Louage*, I, 63, 65, 66, 194, 219, 220, 223, 288-291, 296; II, 498, 518, 519, 522, 540, 679;
 HUC, X, 307, 308, 362;
 LAURENT, XXV, 59, 237, 238, 252, 255, 261;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 291 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1690 urm.; „*Locațiune. Neplata chiriei la termen*”. Dreptul 59/905;
 TROPLONG, *De l'échange et du louage*, I, 3, 355; II 421.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 128, 130, 134, 137 urm., 148 urm.; (I, ed. 2-a, p. 399 nota); *Observație*, sub. Trib. Argeș, 234 din 5 April. 1908. Curier Jud. 17/909; *Observație* sub. Cas. I, 174 din 24 Febr. 1922. Pand. Rom. 1923-I-221; *Observație* sub. Cas. I, 565, din 19 Nov. 1920. Pand. Rom. 1924-I-143; *Observație* sub. C. Apel Iași s. II, 124 din 19 Sept. 1922. Pand. Rom. 1924-II-98; *Nota* sub. Trib. Oran. 11 Ian. 920. Jur. Gen. 1925 No. 1412;
 CANTACUZINO MATEI, p. 656;
 CERBAN ALEX., *Nota* sub. Judec. ocol. Târgoviște, 26 Aug. 1924. Dreptul 19/1925;
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 105 urm., 122 urm.;
 GEORGEAN N., *Nota* sub. Judec. ocol. Dorohoi, 58 din 21 Mart. 1923. Jurispr. Gen. 2/924, No. 91; *Nota* sub. Trib. Dorohoi, 366 din 9 Nov. 1922. Jurispr. Gen. 25/924, No. 1461; *Nota* sub. Trib. Dorohoi, 211 din 18 April. 1924. Jur. Gen. 1924, No. 1577;
 NACU, II, p. 621, III, p. 334;
 PERIETEANU GR. I. (Iper), *Nota* sub. C. Apel Buc. s. III, 54 din 3 April. 920. Curier Jud. 15/922; *Nota* sub. Trib. Ilfov s. IV, 189 din 12 Mart. 1921. Curier Jud. 16/922;
 STOENESCU D. DEM., *Nota* sub. Cas. I, 561 din 19 Nov. 1921. Pand. Rom. 1922-I-236;
 VELESCU ALEX., *Nota* sub. Cas. I, 207 din 21 Mai 1920. Pand. Rom. 1924-I-115;

INDEX ALFABETIC

Achiesare 5.
 Apreciere suverană 10, 11, 17, 18.
 Bune moravuri 18.
 Cesiune 24.
 Comerț 6, 10.
 Compensație 2 bis.
 Condiție rezolutorie tacită 11.
 Consemnație 12, 21, 26.
 Cooperative 19.
 Coproprietate 12, 26.
 Culpă 10, 14, 18, 26.
 Daune 6, 10.
 Degradări 10, 23 bis.
 Depozit 2.
 Destinație 4, 6, 7, 8, 15, 16, 17, 19, 20, 23 bis, 25, 27.
 Divizibilitate 9, 22.
 Executarea contractului 10.
 Expirarea contractului 10.
 Foncieră 2 bis.
 Hotel 2.
 Împoselit 2 bis, 21.
 Închiriere la doi locatari 22.
 Indivizibilitate 9, 22.
 Institut de fete și băieți 27.
 Întârziere 11.
 Intenție 7, 9.
 Interpretare 11.
 Inventar 23.
 Judecător de ocol 21.
 Legea meseriilor 19.

Locație 1-28.
 Locul plății 1, 13.
 Mandat tacit 12.
 Meseriilor lege 19.
 Minorii 23.
 Navlu 10.
 Notificare 12, 24, 28.
 Ordine publică 12.
 Ofertă de plată 12.
 Omisiune esențială 2 bis.
 Pact comisor 12, 26.
 Plata chiriei 1, 2 bis, 3, 5, 9, 12, 13, 14, 21-24, 26, 28.
 Plata, locul plății 1, 13.
 Prăvălie 6.
 Privilegiu 2.
 Punere în întârziere 11.
 Rea credință 12.
 Recupisă 21.
 Recurs 2 bis.
 Renunțare 5.
 Reparații 2 bis, 10, 11.
 Rezilieri 1, 8, 10, 11, 14, 19, 20, 22, 23 bis, 24, 26, 27.
 Rezolutorie condiție 11.
 Schimbarea destinației, a se vedea „Destinație”.
 Serbătoare legală 3.
 Societate cooperativă 19.
 Solidaritate 22.
 Somație 3.
 Subînchiriere 19, 27.
 Succesiune 23.

Suspendarea plății prețului chiriei 12.
 Suverană apreciere 10, 11, 17, 18.
 Termin 3, 10, 25.
 Termin de grație 11.
 Urgență 10.
 Vânzare-cumpărare 28.
 Vas 10.

Jurisprudență.

1. În ori ce contract de locațiune, dacă nu e stipulat locul unde urmează a se efectua plata locațiunii, trebuie a se aplica regula generală a obligațiilor, care stabilește că plata trebuie a se face la domiciliul debitorului (art. 1104) și numai în caz când se va constata că proprietarul prezentându-se la domiciliul arendașului, acesta a refuzat de a-și achita datoria sa, atunci se poate cere rezilierea contractului. (Trib. Ialom., 110, lun. 6/85, *Dr.* 53/85).

2. Locatorul hotelier e în drept, ca depozitar, a retine obiectele mobile ale locatarului călător până la plata sumelor contractate cu ocaziunea depozitului (art. 1619), având chiar o creanță privilegiată asupra unor obiecte (art. 1730). (Apel Buc. I, 26/90, *Dr.* 40/90).

2 bis. Omisiunea ce judecata face de a se pronunța într-o acțiune făcută de locator chirieșului pentru neplata chiriei, asupra mijloacelor de apărare întemeiate pe compensațiunea propusă de chirieș și rezultând din faptul că el a plătit fonejera și a făcut reparațiuni la imobilul ce a ținut cu chirie, mijloace, care dovedite, erau de natură a schimba soluțiunea procesului, este o omisiune esențială care atrage casarea hotărârii. (Cas. I, 393/98, B. p. 1297).

3. Împlinirea termenului într-o sârbătoare legală, nu îndreptățește pe debitor să amâne plata până după acea sârbătoare; așa că, întrucât locatorul nu era obligat să-i facă vre-o somațiune de plată, instanța de fond este în drept de-a nu ține în seamă plata făcută la două zile după termen. (Cas. I, 21 Mart. 1906, B. p. 508).

4. După dispozițiunile art. 1428 alin. 1 din codul civil, chirieșul este dator să întrebunțeze lucrul închiriat în scopul determinat prin contract, iar în lipsă de stipulațiune specială, la destinațiunea prezumptă după circumstanțe. (Cas. I, Apr. 1906, B. p. 697)

5. Renunțarea sau achiesarea formală la o hotărâre sau clauză prevăzută într'un contract poate să rezulte dintr'un act expres autentic sau sub semnătură privată, sau din fapte astfel de concludente ca să nu poată fi nici o necertitudine asupra voinței de renunțare sau achiesare.

Astfel, când un proprietar primește chiria în diferite semestre dela chirieș, fără a-i obiecta vre-o dată că nu și-a îndeplinit obligațiunea de a depune garanția pretinsă prin contract, pentru executarea contractului, prin aceasta a renunțat la această clauză ce și rezervase în interesul său, și deci nu se mai poate prevala, de o asemenea clauză. (Trib. Ilfov, s. III, 311/912. Curier Jud. 34/1912).

6. În cazul când o prăvălie a fost închiriată cu o anume destinație, cu un vad sau clientelă, locatorul este obligat de a exercita acelaș comerț pe toată durata contractului, sub sancțiunea plății de daune proprietarului.

Astfel, un chirieș nu calcă dispozițiunea aceasta din contract când este constatată că el exercită acelaș comerț pentru care i-a fost închiriată prăvălia, însă pe lângă acel comerț mai vinde și alte mărfuri de altă categorie. (Trib. Ilfov s. III, 311/912, Curier Jud. 34/1912).

7. Locatarul trebuie să întrebunțeze imobilul conform destinațiunei arătată prin contract, iar dacă nu există convențiune în această privință, la destinațiunea indicată de circumstanțe.

Astfel, dacă contractul menționează profesiunea chirieșilor, este presupusă intenția părților a convenit să modifice destinația veche a imobilului său cel puțin că imobilul a fost destinat la exercițiul acestei profesiuni (Tribunalul Ilfov s. III, 436/912, Curier Jud. 74/1912).

8. Proprietarul poate cere rezilierea contractului de închiriere potrivit art. 1429 cod. civ. atunci când chirieșul schimbă destinațiunea lucrului închiriat indiferent dela cine ar deține contractul de închiriere, dela fostul sau actualul proprietar, destul numai ca destinațiunea lucrului închiriat să fi fost hotărâtă prin contract și chirieșul să o fi schimbat. (Trib. Mehedintzi, No. 472/1913; Curier. Jud. 37/1914, p. 304).

9. Obligația luată de mai mulți chirieși de a plăti o sumă de bani drept chiria unui imobil nu e indivizibilă nici prin natura obiectului care e perfect divizibil nici prin intenția părților, atunci când din nici o clauză a contractului nu rezultă că părțile au privit plata chiriei ca indivizibilă. (Cas. I, 488 din 16 Sept. 915, Jur. Rom. 34/915).

10. Din combinațiunea art. 1429 și 1430 cu art. 1020 și 1021 din codul civil, aplicabile și în materie comercială, rezultă că, în caz când locatarul nu și îndeplinește obligațiunea de a îngriji ca un bun proprietar de lucrul închiriat, locatorul are facultatea de a cere sau rezilierea contractului cu daune sau executarea obligațiunii, iar această dublă acțiune este evident că locatorul o are în chiar cursul executării contractului, iar nu la expirarea lui, ne mai putându-se atunci concepe o cerere de reziliere sau de executare de obligațiuni contractuale.

Prin urmare, cererea proprietarului unui vas închiriat, făcută în chiar cursul executării contractului de navlu de a se constata culpa chirieșului pentru determinarea vasului și deci pentru neîndeplinirea obligațiunii de a conserva lucrul închiriat, nu constituie o cerere prematură, ci exercițiul unui drept născut și actual în baza sus citatelor texte de lege.

Aprecierea împrejurărilor din care instanța de fond își face convingerea că reparațiunile cerute reclamă urgența și trebuie făcute în cursul contractului, e o chestiune de fapt. (Cas. I, No. 281, 1916, Juris. Rom., 1916, p. 377).

11. Când interpretarea dată de instanțele de fond clauzei „contractuale” este făcută cu paza tuturor regulilor admise de lege în această materie și nu denaturează voința părților, scapă controlului Curții de Casație.

Condițiunea rezolutorie tacită subînțeleasă în contractele sinalagmatice,

când o parte nu-și îndeplinește angajamentul, operează conform art. 1079 al. I cod. civil, prin punerea debitorului în întârziere, odată cu chemarea sa în judecată.

Prin urmare, bine instanța de fond a judecat și declarat reziliat contractul de locațiune dintre părți, când chiriașul nu și-a îndeplinit obligațiunea luată asuprași de a face reparațiile necesare imobilului, cu toată punerea sa în întârziere, prin chemarea în judecată și acordarea unui termen de grație.

Instanța de fond desființând contractul pe considerațiunea de mai sus, a făcut o bună aplicațiune a textelor citate, întrucât chiriașul întrebuintând imobilul fără a face acele reparațiuni, însemnează că l'a întrebuintat altfel de cum se obligase. (Cas. I, No. 265, 1919, Jurispr. Rom. 1-2/1920, p. 3).

12. După dispozițiile art. 1429 c. civ. locatarul are îndatorirea să plătească prețul locației la termenele statornicite.

Plata sau oferta de plată trebuie făcută creditorului care are capacitatea de a primi și în localitatea statornicită în convenție pentru a se face plata; în specie sunt mai mulți coproprietari pe imobilul închiriat și în contract s'a prevăzut că plata se va face la domiciliul proprietarilor.

Dacă, este exact că principiile legii sunt astfel, aceste reguli neavând nimic de ordine publică, părțile pot derogă și o pot face expres sau tacit.

Prin urmare în specie intimată primind singură chiria încontinuu pe primii cinci ani și în numele celorlalți coproprietari, fără nici o protestare din partea acestora, prin acest mod de executare al contractului, convenția relativă la modalitatea plății chiriei, a fost modificată de părți și un mandat tacit intervenind între coproprietari și intimată, asupra acestei noi convențiuni nu se mai poate reveni acum, fără consimțământul locatarului sau o notificare prealabilă către el, cea ce în specie nu s'a făcut dovadă că a avut loc.

Astfel depunerea chiriei prin ofertă reală urmată de consemnație din partea apelantului pe numele intimatului, este regulat îndeplinită și constituie o plată valabilă și îl liberează de datorie.

Mai mult doctrina și jurisprudența sunt de acord a recunoaște că atunci când neregularitatea formalităților cerute de art. 604 și următoarele pr. civ. sunt datorite creditorului care a refuzat a primi suma cu rea credință—cum e în specie—nu poate atrage operarea pactului comisor expres prevăzut în contract. (C. Apel Buc. s. IV, 156 din

5 Iulie 1920, Curier Jud. 63-64/1920; Pand. Rom. 1922, III, 26).

13. Chiriașul poate să suspende plata chiriei de câte ori există o justă temere de evicțiune, pe temeiul principiului înscris în art. 1364 c. civ., aplicabil și în materie de locațiune. (C. Apel Constanța 103 din 3 Oct. 1921. Curier Jud. 2/922, Pand. Rom. 1922, II, 129).

14. Când într'un contract de locație nu s'a stipulat locul plății chiriei conform art. 1104 c. civ., ea trebuie să se facă la domiciliul debitorului locatar. În specie nefăcându-se dovada că locatarul s'ar fi prezentat la domiciliul debitorului locatar, acesta nu e în culpă și este ori când în termen să plătească, deci nu se poate cere pe acest temei rezilierea contractului său. (C. Apel Buc. s. III, 44 din 21 Febr. 1921. Curier Jud. 10/922).

15. Când un contract de închiriere se mărginește să determine unele încăperi sub denumirea de „camere de stăpân” spre a le deosebi de restul încăperilor de o importanță mai mică (dependințele) sau când cu prilejul descrierii stării în care se găsește apartamentul închiriat indică unele încăperi sub denumirea de „salon” și „sufragerie”, prin aceasta nu se poate zice că părțile au prevăzut în mod expres destinația lucrului închiriat și deci conform art. 1429 c. civ., această destinație cată a fi stabilită după circumstanțe. (Trib. Ilfov s. IV, 189 din 12 Mart. 1921. Curier Jud. 16/922).

16. Intre circumstanțele cari fac a se presupune destinația pentru care a fost închiriat un imobil e și profesiunea chiriașului, atunci când locatarul a cunoscut-o, cunoștința care poate rezultă din faptul proprietarului sau mandatarului său de a fi primit din partea chiriașului o declarație a acestuia scrisă pe o hârtie ce poartă imprimată firma lui comercială, din vizitarea imobilului închiriat după mutarea locatarului în el și din stabilirea în mod verbal a camerei în care locatarul avea să-și exercite profesia sa. (Trib. Ilfov s. IV, 189 din 12 Martie 1921. Curier Jud. 16/922).

17. Instanța de fond este suverană în a aprecia și interpreta contractele încheiate între părți pentru a găsi voința lor comună cu privire la destinația pentru care s'a închiriat un imobil. Scapă dar controlului Curții de casăție o asemenea decizie. (Cas. I, 911 din 4 Nov. 1921. Tribuna Jur. 3-4, 1922).

18. Instanța de fond este suverană în constatarea pe care ar face-o cu privire la faptul dacă chiriașul s'ar fi folosit de imobil ca un bun părinte de familie. În specie judecata, instanța de fond constatase în fapt că infrac-

țiunile la bunurile moravuri încercate cu ocazia dansurilor, chiar dacă ar fi adevărate, sunt cu totul izolate și nu pot constitui o culpă a chiriașului care nu a putut să le prevadă. (Cas. I, 911 din 4 Nov. 1921. Tribuna Jur. 3-4/922).

19. Potrivit dispozițiilor art. 1429 c. civ. locatarul este obligat a întrebuintă lucrul închiriat numai la destinația determinată prin contract sau în lipsa unei asemenea precizări, la cea prezumată după circumstanțe, sub sancțiunea prevăzută de art. 1430 c. civ., de a se putea rezilia contractul la cererea locatorului.

Dreptul acordat locatorului de a putea sub închiria imobilul, chiar fără consimțământul proprietarului, nu implică posibilitatea unei schimbări de destinație de către subchiriaș, care nu poate avea mai multe drepturi de cât locatorul principal, de la care deține dreptul său, în condițiile contractului făcut cu proprietarul.

Dacă legea pentru organizarea meseriilor obligă Casa Centrală să înființeze și cooperative de meseriași, prin aceasta nu-i acordă nici un drept ca prin înființarea lor să schimbe destinația localurilor ce le are închiriate de la particulari, legea respectivă neputând aduce nici o derogare drepturilor conferite locatarilor în această privință prin contract sau prin dispozițiile de drept comun. (Cas. I, 355 din 31 Mart. 1922. Jur. Rom. 11/922, Pand. Rom. 1923, III, 2).

20. Potrivit art. 1429 c. civ., locatarul trebuie să întrebuinteze lucrul închiriat la destinația prezumată după circumstanțe, ceea ce înseamnă că întotdeauna există o destinație convenită fie în mod expres fie în mod tacit, de oarece destinația lucrului închiriat este de esența contractului de închiriere.

În lipsă de o stipulație expresă, destinația se determină de obicei prin natura lucrului închiriat, profesiunea chiriașului, destinația sa anterioară sau alte fapte care au precedat închirierea. (C. Apel Constanța 24 din 26 Aprilie 1922. Curier Jud. 36/922, Pand. Rom. 1923, III, 22).

21. Este valabilă plata chiriei prin consemnarea unei părți dintr'nsa la Casa de depuneri și prin depunerea la judecătoria de ocol respectivă atât a recipisei Casei de depuneri cât și a recipisei Percepției, atestând că cealaltă parte din chirie a servit la plata impozitelor proprietarului, pentru care chiriașul eră urmărit. Proprietarul nu poate susține că nu i s'a plătit chiria în mod integral, sub cuvânt că se convenise ca o parte din impozite să le suporte chiriașul și că prin urmare acesta le-a plătit pentru sine din moment ce se constată în mod

cert că această convenție este în afară de contractul de chirie, nu prevede nici o sancțiune de reziliere și se execută în fapt prin rambursarea sumelor de către chiriaș proprietarului, după ce acesta achită fiscului impozitele pe cari chiriașul le-a luat asupra sa. (Cas. I, 937 din 2 Oct. 1922. Jur. Rom. 1-2/923). *

22. Simpla închiriere la doi locatari, cari ocupă încăperi deosebite, chiar dacă e stipulat un preț global, nu implică solidaritatea sau indivizibilitatea obligației plății chiriei, care nu se prezumă, chiar putându-se plăti de fiecare colocatar proporțional cu încăperile ce ocupă.

În lipsa unui pact comisor expres și mai ales când chiria s'a perceput constant de la fiecare chiriaș în mod separat, justiția este în drept a respinge cererea de evacuare a chiriașului care a plătit cota-parte și a o admite contra celui alt chiriaș, obligând pe acesta la plata chiriei, chiar dacă a părăsit în fapt imobilul, dacă nu l-a pus în mod efectiv la dispoziția proprietarului. (Judec. ocol Urban VI Buc. 554 din 30 Sept. 1922. Curier Jud. 20/923).

23. Termenul pentru facerea inventarului și deliberare prevăzut prin art. 706-709 c. civ., în favoarea moștenitorilor, nu poate fi invocat de moștenitorii minori, pentru a fi apărați de neplata la termen a chiriei, odată ce dânsii prin tutoarea lor legală și-au însușit contractul de închiriere, făcut de autorul lor și beneficiază de el, astfel că, sub acest raport, făcând acte de moștenitori, sunt obligați la plata chiriei ca echivalent al folosinței imobilului închiriat. (Cas. I, dec. 969 din 12 Oct. 1923, Jur. Rom. 1/924).

23 bis. Art. 1429 cod. civil impune chiriașului obligația de a întreține și întrebuintă lucrul închiriat ca un bun proprietar. Prin expresiunea de „bun proprietar” trebuie să înțelegem că locatarul este ținut de a da toate îngrijirile necesare conservării bunurilor. Prin urmare dacă se constată în fapt, că vătămarea adusă imobilului închiriat este neînsemnată, ea nu poate atrage rezilierea contractului. (Trib. Tecuci 42 din 6 Mart. 1923. Jur. Gen. 1925, No. 19).

24. În fapt: Proprietarul unui imobil închiriat cesionează chiriile acestui imobil de 5 ani în schimbul unei sume de bani și notifică cesiunea chiriașului. Acesta nu plătește o rată din chirie cesionarului la termenul arătat în contractul încheiat cu cedentul, fapt care îndreptățește pe proprietar să ceară rezilierea contractului.

În instanța de reziliere intervine și cesionarul care cere și el rezilierea aceluiaș contract.

În drept: Deși în doctrină e discuțiunea cui aparține, în această ipoteză, acțiunea în reziliere, cedentului, cesionarului, la amândoi sau nici unul din ei, cu toate acestea în cazul în care ambii pun conculuzie pentru reziliere, atât cedentul cât și cesionarul, acțiunea urmează a fi admisă.

Într'adevăr dacă s'ar putea refuza cedentului singur acțiunea în reziliere pentru motivul că ea ar duce la suprimarea dreptului ce însuși cedentul a transmis cesionarului, supunându-l pe acesta la riscul propriei sale insolvenții, această obiecțiune nu poate stă în picioare când ambii exercită acțiunea; că deasemenea, dacă s'ar refuza acțiunea cesionarului singur pentru motivul că are dreptul numai la plata creanței sale, iar nu și la acțiunile contractului din care ea derivă, care rămân cedentului, nici această obiecțiune nu se poate opune când ambii pun concluzii pentru reziliere, că, de asemenea, interesul pentru cedent și cesionar e evident, pentru cel dintâiu ca să perceapă o chirie mai mare după expirarea cesiunii, iar pentru al doilea de a percepe în timpul cât mai are de primit chiriile, o chirie mărită. (Trib. Ilfov III, sent. civ. 449-924. Jur. Gen. 1924, No. 1404).

25. Destinația imobilelor nemiscătoare în principal sau accesorii, nu o poate face în mod valabil de cât proprietarul acestor imobile iar nu și arendașul sau orice alt detentor precar. (Trib. Com., Ilfov s. I, 381 din 16 Aprilie 1924, Curier Jud. 10/925).

26. Neplata chiriei la termen nu poate atrage după sine rezilierea contractului, chiar când este sancționată prin pact comisoriu, atunci când această neplată este datorită culpei proprietarului.

În specie tribunalul constatând, din examinarea actelor și a împrejurărilor de fapt, culpa coproprietarilor, cari nu au predat chiriașului întreg apartamentul închiriat, nu a comis nici un exces de putere când ținând seamă de împrejurarea că chiriașul consemnase chiria sub condițiunea de a nu se liberă proprietarului de cât după ce se va face reducerea necesară în urma neexecutării complete a contractului, a decis că în aceste condi-

țiuni pactul comisoriu nu a putut opera. (Cas. I, 1287 din 8 Iulie 1924, Jur. Gen. 1925, No. 621).

27. Chiar dacă s'ar stabili în fapt că transformarea unui institut de fete în internat de băeți este o schimbare de destinație dată imobilului, totuși nefăcându-se dovada prejudiciului serios și grav, rezultat din această schimbare de destinație, nu poate fi un motiv de reziliere, mai ales că prin contract permițându-se chiriașului de a subînchiria în parte sau în totul sau de a cedă contractul oricărei persoane, chiriașa rămânând însă în toate cazurile personal responsabilă pentru plata chiriei, rezultă în mod cert că locatarului fiindu-i indiferent persoana ce va ocupa imobilul, nu se interesă de destinațiunea ce va căpăta imobilul său, ceea ce nu contrazice clauza din contract prin care se arată că în imobilul închiriat locatara va înființa un institut de fete, care clauză este stipulată numai în interesul chiriașului ce a luat măsuri de garanție prin înscrierea ei, căci imobilul servind până la acea dată numai de locuință avea nevoie de permisiunea expresă pentru a schimba această destinație din trecut și deci nu se poate întoarce clauza tocmai contra celui în favoarea căruia a fost inserisă. (Trib. Tecuci 413 din 4 Decembrie 1924, Pand. Române 1925, III, 40).

28. Un chiriaș nu poate să se opună la plata chiriei reclamată de proprietar pe motiv că acesta ar fi înstrăinat imobilul, atâta timp cât această înstrăinare nu i s'a adus la cunoștință fie de vechiul proprietar, fie de către noul proprietar printr'o notificare însoțită de o copie după contractul de vânzare sau prin punerea în posesie a acestuia de către Corpul de portărei, ori prin mijlocul de predare prevăzut de art. 1315 cod. civil. (Judecătoria ocol Târgoviște 26 August 1924, Drep. 19/925).

29. A se vede: art. 1021, Index alfabetic și notele respective; art. 1057, notele 1, 2, 3, 4; art. 1081, nota 1; art. 1104, Index alfabetic și notele respective; art. 1114, Index alfabetic și notele respective; art. 1169, nota 12; art. 1418 nota 16; art. 1430 cu notele respective; art. 1439 cu notele respective.

Art. 1430. — Dacă locatarul uză de lucrul închiriat sau arendat în altfel de cum se arată în contract, sau în un mod din care ar putea să rezulte o vătămare pentru locator, acesta, după împrejurări, poate cere desființarea contractului. (Civ. 1020, 1021, 1429, 1439, 1453, 1455; L. Timbr. 21 § 1-b; Legea asupra drept. propriet. (Mon. of. 324/903), Art. 1; Civ. Fr. 1729).

Text. fr. Art. 1729. — Si le preneur emploie la chose louée à un autre usage que celui auquel elle a été destinée, ou dont il puisse résulter un dommage pour le bailleur, celui-ci peut, suivant les circonstances, faire résilier le bail.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 482, § 367;
 BAUDRY ET WAHL, *Louage*, I, 772, 775-777;
 CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 330, 331;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 346, 536;
 DALLOZ, *Rép. Louage*, 267 urm., 279, 303; *Suppl. Louage*, 161 urm.;
 GUILLOUARD, *Louage*, I, 201;
 HUC, X, 311;
 LAURENT, XXV, 263;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 291 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1706.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 128, 130, 134, 137 urm., 148 urm.; *Observație* sub. Trib. Ilfov s. III, 19 Mai 1909. *Curier Jud.* 53/909; *Observație* sub. Cas. I, 565 din 19 Nov. 1920. *Pand. Rom.* 1924-I-143; *Observație* sub. C. Apel Iași s. II, 124 din 19 Sept. 1922. *Pand. Rom.* 1924-II-98; *Nota* sub. Trib. Oran, 11 Ian. 1920. *Jur. Gen.* 1925, No. 1412
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 123 urm., *Nota* sub. C. Apel Galați s. I, 218 din 29 Nov. 1924. *Pand. Rom.* 1925-II-74;
 GEORGEAN N., *Nota* sub. Judec. ocol. Dorohoi 58 din 21 Mart. 1923. *Jurispr. Gen.* 2/924 No. 91; *Nota* sub. Trib. Dorohoi, 211 din 18 April. 1924. *Jur. Gen.* 924. No. 1577;
 MISSIR TEODOR, *Nota* sub. C. Apel Galați s. I, 218 din 29 Nov. 1924. *Pand. Rom.* 1925-II-69;
 NACU, III, p. 335;
 PĂRVULESCU M. NIC., *Adnotațiune* sub. Judec. ocol. II Ploești, 1645 din 10 Oct. 1906. *Gazeta Tribunalului* 5/906;
 PERJEȚEANU GR. I. (IPER), *Nota* sub. C. Apel Buc. s. III, 54 din 3 April 1920. *Curier Jud.* 15/922; *Nota* sub. Trib. Ilfov s. IV, 189 din 12 Mart. 1921. *Curier Jud.* 16/922;
 POLTZER V., *Nota* sub. C. Apel Galați s. I, 218 din 29 Nov. 1924. *Pand. Rom.* 1925-II-71;
 VOGEL I. D., *Nota* sub. C. Apel Buc. s. IV, 354 din 7 Nov. 923. *Jur. Gen.* 4/924, No. 200.

INDEX ALFABETIC

Abus de drept 15.	Fructe 1.
Animale 39.	Grație, termen 6, 19.
Aprecieri suverană 2-6, 13, 17, 19, 20, 26, 27, 32, 35.	Injurii 9, 15.
Arendare 1, 2, 37.	Intârziere 6.
Berărie 7.	Intenție 2, 3.
Biurou 11.	Interpretare 2, 6, 30.
Café-chantant 23.	Locație 1-40.
Cămin studențesc 25.	Mandat 1.
Cărciumă 35.	Materie comercială 5.
Casă de prostituție 24.	Omisțiune esențială 34.
Cinematograf 10.	Pact comisoriu expres 2, 13, 17, 19, 22, 37, 39.
Clauză penală 36.	Paseri 39.
Club politic 29.	Precupeție 35.
Comercială materie 5.	Prostituție 24.
Comerț 7, 10, 22, 34, 35.	Punere în întârziere 6.
Cooperativă de consum 29.	Recurs, a se vedea „Apre- cieri suverană”.
Culpă 3, 5, 8, 12, 13, 20, 34, 37.	Reparațiuni 5, 6, 31, 36.
Curte de Casație, a se ve- dea „Aprecieri suve- rană”.	Restaurant 7, 28, 29.
Daune 15, 21, 22, 27, 31, 36.	Reziliere 5-40.
Degradări 3, 4, 5, 20, 26, 27, 30, 31, 32, 33, 34, 36.	Schimbare de destinație, a se vedea „Destinație”.
Destinație 4, 7, 3, 40, 11, 12, 13, 16, 18-25, 28, 29, 32, 33, 34, 35, 38, 39.	Societate cooperativă de consum 29.
Drogherie 22.	Stricăciuni, a se vedea „Degradări”.
Ecărete 2.	Studențesc cămin 25.
Evacuare 36, 40.	Sub-inchiriere 13, 21, 29.
Expulsare 15, 36.	Termin de grație 6, 19.
Farmacie 37.	Terțe persoane 1.
Fortă majoră 3, 20.	Urgență 5.
	Vânzare-cumpărare 1.
	Vas 5.

Jurisprudență.

1. Locatorul arendând moșia, s'a desbrăcat de dreptul de a dispune de fructele ei dând delegație arendașului să le perceapă. Iar dacă arendașul,

trecând peste limitele contractului, vinde fructele care n'avea capacita-
tea de a înstrăina, de oarece prin o
clauză particulară, acele fructe erau
rezervate pe seama proprietății, acest
fapt privește numai pe arendaș față
cu locator, între care rămâne a se
discuta atât limitele mandatului inter-
venit între locator și presupusul său,
cât și îndeplinirea exactă a clauzelor
contractului de arendare, și acest fapt
nu poate veni în dauna celor de al
treilea cari au contractat de bună cre-
dință că persoana căruia locatorul i-a
delegat exploatarea moșiei. (Cas. I,
146/Mai 31/38. B. p. 476).

2. Interpretarea instanței de fond
asupra contractelor intervenite între
părți, spre a stabili dacă ele au înțeles
să revină asupra pactului comisoriu
expres stipulat în primul contract
pentru întreținerea ecăretelor de pe
moșie în bună stare, este o chestiune
de apreciere a intențiunii părților
contractante, care nu poate fi supusă
controlului Curtei de casație. (Cas. s.
I, decizia No. 236 din 7 Martie 1912.
Curier Jud. 29/1912).

3. Atât stabilirea intențiunii părți-
lor contractante așa cum rezultă din
clauzele actului intervenit între ele cât
și constatarea culpei din partea chi-
riașului pentru stricăciunile aduse i-

mobilului ce a locuit, sunt chestiuni de fapt, pe care instanța de fond poate să le aprecieze în mod suveran, fără ca hotărârea lor în această privință să fie supusă controlului Curții de Casație. (Cas. s. I, decizia No. 386 din 2 Mai 1912. Curier Jud. 46/912).

4. Chiriașul are obligația legală de a se servi de imobil ca un bun proprietar și prin urmare de a nu-l degrada sau deteriora, făcându-l impropriu destinației.

Astfel aparține instanței de fond de a aprecia în mod suveran, dacă chiriașul prin o folosință abuzivă și prin cauze imputabile lui a adus în așa stare de degradare imobilul în cât să nu mai poată servi la destinația determinată prin contract. (Cas. I 242 din 22 Aprilie 1914. Curier Jud. 52/914; În același sens: Cas. I, 291 din 5 Aprilie 1921. Jur. Rom. 23/921, Pand. Rom. 1922, III, 105).

5. Din combinațiunea art. 1429 și 1430 cu art. 1020 și 1021 din codul civil, aplicabile și în materie comercială, rezultă că în caz când locatarul nu-și îndeplinește obligațiunea de a îngriji ca un bun proprietar de lucrul închiriat, locatarul are facultatea de a cere sau rezilierea contractului, cu daune sau executarea obligațiunii, iar această dublă acțiune este evident că locatorul o are în chiar cursul executării contractului, iar nu la expirarea lui, ne mai putându-se atunci concepe o cerere de reziliere sau de executare de obligațiuni contractuale.

Prin urmare, cererea proprietarului unui vas închiriat, făcută în chiar cursul executării contractului de navlu de a se constată culpa chiriașului pentru deteriorarea vasului și deci pentru neîndeplinirea obligațiunii de a conserva lucrul închiriat, nu constituie o cerere prematură, ci exercitiul unui drept născut și actual în baza suscitatorilor texte de lege.

Aprecierea împrejurărilor din care instanța de fond își face convingerea că reparațiunile cerute reclamă urgența și trebuie făcute în cursul contractului, e o chestiune de fapt. (Cas. I. No. 281, 1916; Jurispr. Rom. 1916, p. 377).

6. Când interpretarea dată de instanțele de fond clauzei contractuale, este făcută cu paza tuturor regulilor admise de lege în această materie și nu denaturează voința părților, scapă controlului Curții de Casație.

Condițiunea rezolutorie tacită subînțeleasă totdeauna în contractele sinalagmatiche, când o parte nu-și îndeplinește angajamentul, operează conform art. 1079 al. I cod. civil, prin punerea debitorului în întârziere, odată cu chemarea sa în judecată.

Prin urmare, bine instanța de fond

a judecat și declarat reziliat contractul de locațiune dintre părți, când chiriașul nu și-a îndeplinit obligația luată asupra sa de a face reparațiile necesare imobilului, cu toată punerea sa în întârziere, prin chemarea în judecată și acordarea unui termen de grație.

Instanța de fond desființând contractul pe considerațiunea de mai sus, a făcut o bună aplicațiune a textelor citate, întrucât chiriașul întrebuintând imobilul fără a face acele reparațiuni, însemnează că l-a întrebuintat altfel de cum se obligase. (Cas. I, No. 265, 1919; Jurispr. Rom. 1-2/1920, p. 3).

7. Exercițiunea comerțului de restaurant într'un local închiriat pentru bere, fără consimțământul proprietarului, constituie o schimbare de destinație în sensul art. 1430 c. civ., care atrage rezilierea contractului de locație. (C. Apel Buc. s. III, 62 din 1 Mai 1919. Dreptul 39/920).

8. Dispozițiunile art. 1020 c. civ., nefăcând nici o distincțiune între diferitele cauze cari pot împiedeca pe partea în culpă a-și îndeplini obligațiile sale, urmează că rezilierea contractului de locație pe motiv de schimbarea destinației are loc chiar când această schimbare a provenit dintr'un caz fortuit sau de forță majoră. (C. Apel Buc. s. III, 62 din 1 Mai 1919. Dreptul 39, 1920).

9. Proprietarul nu poate cere rezilierea contractului de închiriere pentru motivul că între el și chiriaș ar fi intervenit neînțelegeri sau injurii, de oarece din art. 1430 c. civ., rezultă că obligația chiriașului de a se comporta în imobil ca un bun proprietar este referitoare numai la modul de folosință al chiriașului asupra obiectului locațiunii și această decădere de drept nu se poate întinde prin analogie la raporturile personale dintre părți. (Cas. I, 380 din 28 Sept. 1920. Jur. Rom. 15/921; Judec. ocol II Ploesti, 581 din 14 Dec. 1922, Jur. Gen. 923 No. 372).

10. Obligația pusă locatarului de art. 1429 c. civ., de a întrebuinta lucrul închiriat ca un bun proprietar și numai la destinația determinată prin contract, este sancționată prin art. 1430 c. civ., de dreptul acordat proprietarului de a cere rezilierea contractului, dacă locatarul uzează de lucrul închiriat în alt mod de cum se arată în contract sau într'un mod din care ar putea să rezulte o vătămare pentru proprietar. Legea autoriză rezilierea contractului de locație nu numai în cazul unei schimbări totale de destinație ci și pentru schimbări de destinație sau folosință parțiale, dar importante și cari ar fi de natură să aducă vătămarea proprietarului.

Prin urmare, Curtea de apel cu drept cuvânt a admis cererea de reziliere, când a constatat că întregul local fiind închiriat pentru o destinație comercială bine determinată și cunoscută, chiriașul în loc de a păstra acea destinație și a exercita în mod efectiv comerțul la care eră afectat localul, astfel că clientela și renumele sub care eră cunoscut să rămână intacte, a transformat parte din local în sală de cinematograful, aducând astfel o vătămare intereselor proprietarului, prin deprecierea localului. (Cas. I, 565 din 19 Nov. 1920. Jur. Rom. 19/921; Pand. Rom. 1924, I, 142).

11. Potrivit art. 1430 c. civ., locatarul trebuie să se folosească de lucrul închiriat în modul indicat prin contract și în cazul când el se folosește altfel, proprietarul poate cere desființarea contractului.

Prin urmare, în specie, constatându-se că Direcția C. F. R., a transformat destinația imobilului închiriat din casă de locuit în birou unde lucrează un număr însemnat de funcționari, schimbare care are caracterul unei folosințe abuzive, dă loc la desființarea contractului de locație. (C. Apel Buc. s. II, 140 din 8 Iunie 1920. Curier Jud. 48-49/920).

12. Locatarul nu poate da imobilului închiriat altă destinație de cât aceea prevăzută în contractul de locație, nici a fi întrebunțat în alt mod din care ar putea rezulta o vătămare pentru proprietar, cu sancțiunea după împrejurări, a desființării contractului.

În cazul unui contract de locație diligentă locatarului în întrebunțarea și conservarea lucrului închiriat, fiind aceea a unui bun părinte de familie, a unui bun gospodar, culpa de care s'ar face vinovat locatarul, va fi culpa levis in abstracto. (Trib. Tecuci, 93 din 13 Iulie 1920. Curier Jud. 67-68, 1920).

13. Pactul comisor expres sau clauza rezolutorie expresă înserată într'un contract operează de plin drept „ipso jure“ prin intervenția singură a legii, fiind supusă discuției numai chestia dacă s'a îndeplinit sau nu condițiunea, ceea ce cere o verificare de fapte. Autoritatea judecătorească nu poate întârzi efectele sale legale, nici a adăuga, nici a restrânge.

Părțile pot însă modifica efectele juridice ale pactului comisor fie expres, fie tacit, însă în acest caz ia naștere o convențiune nouă, cea veche fiind desființată.

În specie pactul comisor expres fiind modificat, în mod tacit, convențiunea nouă urmează a se regula după dispozițiile legii — prevăzute de codul civil referitoare la contractul de închiriere.

După art. 1429 c. c. locatarul are îndatorirea între altele, să întrebunțeze lucrul închiriat conform destinației prevăzută în contract, iar după dispozițiile art. 1418 c. civ., este interzis chiriașului dreptul de sub închiriere, când s'a stipulat expres prin contract.

Neobservarea acestor obligațiuni e sancționată de art. 1430 c. civ., care nu e decât o aplicațiune a principiilor generale prevăzute în art. 1020 și 1021 c. c., că în contractele sinalagmatice condiția rezolutorie e sub înțeleasă și nerespectarea ei de către una din părți dă dreptul celeilalte de a cere desființarea contractului, care e lăsată la suverana apreciere a instanțelor de fond, apreciind natura culpei — spre a încuviința sau nu rezilierea contractului. (C. Apel, Buc. s. IV 92 din 15 Mai 1920. Curier Jud. 77-78/920).

14. Conform art. 1430 c. civ., pentru a da loc la rezilierea contractului de locație și la evacuarea imediată pe motiv de degradățiuni a imobilului, cauzate de chiriaș, se cere ca stricăciunile să fie de așa natură, în cât să facă imposibilă predarea în bună stare a imobilului la expirarea contractului.

În specie constatându-se prin act de expertiză că stricăciunea există, însă ea poate fi îndreptată de chiriaș în așa mod că chiriașul la expirarea contractului poate predă imobilul în bună stare, ea nu poate da loc la rezilier a contractului. (C. Apel Buc. s. II, 266 din 23 Nov. 1920, Curier Jud. 87-88, 1920; Trib. Ilfov s. IV, 189 din 12 Mart. 1921. Curier Jud. 16/922).

15. a) Deși art. 1421 și 1422 combinate cu 1430 c. civ., vorbesc numai de garanțiile oferite de proprietar și de întrebunțarea lucrului închiriat, fără să fie un text precis care să sancționeze, în materie de locație, atitudinea ofensatoare a proprietarului sau a chiriașului, totuși această atitudine trebuie considerată ca un abuz de drept căruia să i se aplice dispozițiile art. 998 c. civ.

b) Atât proprietarul cât și chiriașul unui imobil de locuit trebuie să aibă unul față de altul o atitudine cuviincioasă și în caz de insulte sau ofense, conform art. 998 c. civ., repararea prejudiciului se poate face pe două căi: sau daune sau expulzarea, (Judec. ocol Urban Craiova 823 din 21 Iunie 1920. Justiția (Craiova) 3/921).

16. O schimbare de destinație de imobil nu are loc decât atunci când ea se referă la o parte însemnată din imobil, astfel că nu se poate susține că ar există ori de câte ori schimbările sunt relative la întrebunțarea diferitelor părți din imobil, în scopul de a procura chiriașului o folosință cât mai

potrivită cu natura și trebuințele întreprinderii.

Prin urmare, în înțelesul acesta trebuie să se facă aplicațiunea art. 1429 al. 1 c. civ., după care locatorul este îndreptățit să ceară rezilierea contractului pentru schimbarea de destinație a imobilului, determinată prin contract. (Trib. Roman 23 Mart. 1920. Dreptul 46/920).

17. Dispozițiile art. 1430 c. civ., nefiind decât aplicațiunea principiilor din art. 1020 și 1021 c. civ., privitoare la materia obligațiilor, urmează că neîndeplinirea obligațiilor luate de chirias prin contractul de închiriere — în caz când nu e prevăzut pactul comisor expres — nu atrage desființarea de plin drept a contractului de locație, autoritățile judecătorești fiind în drept după circumstanțe, să aprecieze dacă natura culpei legitimează sau nu rezilierea contractului. (C. Apel Buc. s. IV 92 din 15 Mai 1920. Dreptul 2/921. Pand. Rom. 1922, III, 22).

18. Modul de distribuire al încăperilor unui imobil, astfel ca ele să poată corespunde trebuințelor locatarului, nu poate fi privit ca un fapt menit să stabilească destinația propriu zisă a lucrului închiriat, așa că faptul locatarului de a fi instalat bucătăria într-o cameră, ce servea mai înainte ca sufragerie și de a fi transformat în spălătorie o altă încăpere ce avea mai înainte o altă întrebuințare nu constituie o schimbare adusă destinației lucrului închiriat, în specie o casă burgheză și deci nu este locul la aplicațiunea art. 1430 c. civ. (C. Apel Buc. s. III, 54 din 3 Aprilie 1920. Curier Jud. 15, 1922).

19. Când se probează ca constant în fapt că locatarul a schimbat destinația a o parte din imobilul închiriat, contravenind astfel prin aceasta la obligația prescrisă de art. 1429 c. c., în această situație și în lipsa unei clauze rezolutorie exprese, instanțele de fond au dreptul să aprecieze dacă acțiunea în reziliere trebuie admisă sau dacă urmează să se acorde părții contraveniente un termen pentru a-și îndeplini obligația. Neacordând locatarului un termen de grație și prin urmare admitând rezilierea pe baza unei constatări de fapt, aceea a schimbării de destinație, instanța își motivează hotărîrea și scapă în această privință de controlul Curții de Casație. (Cas. I, 100 din 18 Febr. 1921. Jur. Rom. 16-17, 1921, Pand. Rom. 1922, III, 44).

20. Potrivit art. 1429 al. 1 c. civ., locatarul e obligat a uză de lucru închiriat ca un bun proprietar, iar orice întrebuințare, ce ar contrazice această obligațiune legală constituie un abuz de folosință sancționat de legiuitor în

art. 1430 prin dreptul locatarului de a cere rezilierea contractului.

Legiuitorul a îngrădit el însuși sfera drepturilor de bună folosință, edictând, în art. 1424 c. civil, obligațiunea pentru locatar de a nu schimba forma lucrului închiriat iar în art. 1432, obligațiunea de a-l restitui la finitul locațiunei, în starea în care l'a primit.

Instanța de fond are un drept suveran de apreciere asupra faptului dacă degradările constatate sunt de natură sau nu a pune pe locatar în situațiune de a nu putea restitui imobilul în starea în care l'a primit; cu alte cuvinte, calificarea actului săvârșit, ca uz normal de folosință sau ca abuz de folosință, intră în atribuțiunile de apreciere ale instanței de fond, fără posibilitate de cenzură din partea instanței de recurs, destul numai să se a-rate și să se motiveze împrejurările de fapt ce au determinat această calificare.

Când nu există inventar, art. 1432 c. civil stabilește prezumpția că imobilul s'a primit în bună stare de locatar, și incumbă locatarului dovada cazului fortuit sau a faptului că nu s'a primit în bună stare, fără ca locatarul să fie obligat a demonstra culpa chirieșului.

Când se cere însă o reziliere pe motiv de degradațiuni — prevăzută de art. 1430 c. civil — se respectă principiul general din materia probelor, incumbând reclamantului dovada culpei chirieșului; aceasta rezultă nu numai din faptul că nu ne mai găsim în cazul unei abateri exprese, ca la art. 1432 c. civil, dar și din felul de redacțiune a art. 1430, întru cât ceea ce conduce după acest articol la admiterea unei acțiuni în reziliere nu e constatarea degradațiunilor la imobilul închiriat, ci împrejurarea că degradațiunea e rezultatul unui act abuziv de folosință, cu consecința că un asemenea abuz trebuie arătat în fapt și demonstrat în drept ca provenit prin culpa titularului folosinței. (Trib. Drohoi, sent. civ. 59/922. Jur. Gen. 1923, No. 1680).

21. Independent de dreptul proprietarului de a cere despăgubiri pentru prejudiciul cauzate prin schimbarea destinației imobilului, proprietarul are incontestabil dreptul de a cere rezilierea pentru schimbare de destinație, săvârșită contra clauzelor contractului, cari interziceau această schimbare, chiar dacă aceasta nu i-a cauzat nici o daună și indiferent dacă schimbarea de destinație a fost săvârșită de către chiriașul principal sau de către sublocatar. (Cas. I, 399 din 26 Aprilie 1922. Jur. Rom. 16-17/922).

22. Din termenii clari ai art. 1429 și 1430 c. civ., rezultă că locatarul este

autorizat să ceară rezilierea contractului în două cazuri deosebite: adică pentru schimbarea de destinație a lucrului închiriat, ca constituind o nesocotință a convenției, independent dacă aceasta a cauzat daune locatarului sau pentru abuz de folosință.

Prin urmare când se constată că chiriașul a transformat apartamentul închiriat pentru locuință, în local de comerț de drogherie, cu drept cuvânt s'a admis rezilierea pentru schimbare de destinație pe baza art. 1430 combinat cu art. 1020 și 1021 c. civ. cu toate că prin contract nu s'a prevăzut pactul comisor expres și nici daune interese de schimbarea de destinație. (Cas. I, 423 din 2 Mai 1922. Jur. Rom. 18/922).

23. Chiar presupunând că destinația lucrului închiriat nu a fost schimbată, însă potrivit art. 1430 c. civ. chiar când prin întrebuintarea lucrului la destinația convenită se aduce proprietarului o vătămare, constituind un abuz de folosință, cum este în specie exercitarea profesiei de café-chantant, proprietarul este în drept a cere rezilierea contractului său. (C. Apel Constanța 24 din 26 Aprilie 1922. Curier Jud. 36/1922, Pand. Rom. 1923, III, 22).

24. Transformarea unei case de locuit în casă de prostituție, echivalează cu o schimbare de destinație a lucrului închiriat, menită să aducă rezilierea contractului de locație, de oare ce în astfel de situație chiriașul nu mai poate fi considerat ca un bun părinte de familie, cum este ținut după lege și grava atingere pe care o aruncă atât asupra imobilului cât și a proprietarului, face să fie un puternic motiv de reziliere a contractului de locație. (Trib. Dolj s. III, 259 din 22 Sept. 1922, Pand. Rom. 1923, III, 23).

25. Una din obligațiile principale ale locatarului fiind de a întrebuința imobilul închiriat la destinația determinată prin contract sau în lipsa unei stipulații speciale la acea determinată prin împrejurările cauzei, faptul chiriașului principal de a instala un cămin studentesc, local quasi-public, în imobilul destinat la locuința unei familii, constituie o schimbare de destinație a acestui imobil și ca atare poate da loc la rezilierea contractului de locație din partea proprietarului. (C. Apel Iași s. II, 124 din 19 Sept. 1922. Pand. Rom. 1924, II, 97; Cas. I, 314 din 16 Martie 1923. Jur. Gen. 1923, No. 693).

26. Potrivit art. 1429 al. 1 și 1430 c. civ., locatarul poate după împrejurări cere rezilierea contractului, dacă locatarul uzează de imobilul închiriat, nu ca un bun proprietar, ci în așa mod în cât ar putea să rezulte o vătămare pentru locatar

Prin urmare în specie tribunalul constatând din depunerile martorilor

audiți cum și din raportul de expertiză efectuat în cauză, că imobilul în litigiu a fost degradat fiind rău întreținut de chiriași, cu drept cuvânt a admis acțiunea în reziliere introdusă de intimat pe motiv că recurenții nu s'au folosit de imobil conform art. 1429 și 1430 ca niște buni proprietari. (Cas. I, 1009 din 19 Oct. 1923. Jur. Rom. 2/924).

27. Este adevărat că, în conformitate cu disp. art. 1429 c. civ., locatarul are obligațiunea de a se folosi de lucrul închiriat ca un bun proprietar, — neîndeplinirea acestei îndatoriri însă nu atrage neapărat rezoluțiunea contractului său, căci rezultă din art. 1429 și 1430 c. civ., că, justiția are dreptul de a decide, după împrejurări, și a nu admite rezoluțiunea, atunci când degradările nu sunt de o mare importanță și proprietarul are posibilitatea restabilirii lucrurilor la expirarea contractului, fără nici un risc de daune-interese.

Prin urmare, în speță, instanța de fond constatând că stricăciunile aduse imobilului închiriat nu sunt de natură a face să rezulte o vătămare pentru locatar și găsind, că din această cauză nu este loc la rezilierea contractului, a uzat de o facultate legală. (Cas. I, dec. 406 din 20 Aprilie 1923. Jur. Rom. 17/923; C. Apel Buc. s. IV, 354 din 7 Nov. 1923. Jur. Gen. 1924, No. 200; Cas. I, 969 din 31 Mai 1924, Jur. Gen. 1924, No. 1933).

28. Faptul că într'un local public închiriat pentru restaurant se permite consumatorilor de către chiriaș, de a veni însoțiți de femei cu moravuri ușoare, nu constituie o schimbare de destinație adusă imobilului afectat pentru restaurant, în local de petreceri morale și prin urmare nici un motiv de rezilierea contractului de locațiune. (Judec. ocol Dorohoi 58 din 21 Mart. 1923, Jur. Gen. 1924, No. 91).

29. Când o cooperativă de consum, care trăește departe de frământările și patimile politice, închiriază un local al său destinat pentru restaurant și când în acest local, locatarul introduce un club politic prin subînchiriere, proprietarul, cooperativa de consum, poate cere și obține rezilierea contractului de locațiune pentru schimbare de destinație, bazată și pe prejudiciul moral și material produs proprietății prin această operație a locatarului, întrucât îi îndepărtează clientela de o nuanță politică, adversă clubului subchiriaș și îi pune emblema unor simpatii politice pe cari nu le avea, iar localul închiriat cu destinația pentru restaurant rămâne cu o etichetă care poate îndepărta în viitor pe anumiți concurenți serioși dela în-

chirierea lui. (Judec. Dorohoi 58 din 21 Mart. 1923, Jur. Gen. 1924, No. 91).

30. Distincțiunea pe care pârâții o fac între degradări reparabile și ireparabile este inadmisibilă în drept, întrucât legiuitorul nicăieri nu o face, și a distinge acolo unde legea nu distinge, însemnează a adăoga la lege iar nu a o interpretă.

De altfel ar fi fost și nedrept ca pe de o parte proprietarul să fie obligat a asigura locatarului folosința completă și pașnică a imobilului, iar pe de altă parte locatarul să poată uză oricum de imobil, fie și degradându-l fără a se expune la reziliere decât numai atunci când i-ar produce degradări ireparabile, care vor necesita reconstruirea din nou a imobilului — căci aceasta înseamnă degradări ireparabile — și când s'ar putea întâmpla ca locatarul să fie insolubil.

Dacă art. 1431 cod. civ., prevede că locatarul la expirarea contractului trebuie să restituie lucrul în starea în care l'a primit, aceasta nu exclude pentru locator dreptul de a cere rezilierea contractului conform art. 1430 sau 1439 cod. civ., atunci când locatarul nu îndeplinește obligațiunea sa principală de a îngriji ca un bun proprietar de lucrul închiriat, și această acțiune este evident că locatorul o are în chiar cursul executării contractului, iar nu la expirarea lui, de oarece atunci nu s'ar mai putea concepe o cerere de reziliere. (Trib. Covurlui s. II, sent. civ. No. 72 din 923. Jur. Gen. 1924, No. 539).

31. Proprietarul poate intența o acțiune în daune contra chiriașului său pentru degradări aduse imobilului, chiar în timpul duratei locației, pentru că, dacă are dreptul de a cere rezilierea contractului cu daune atunci când locatarul nu îngrijește imobilul ca un bun proprietar, evident că poate cere numai daune, fără rezilierea raportului de locație.

Acest drept al locatarului izvorăște din obligația locatarului de a întreține în bună stare imobilul. Proprietarul având o obligație succesivă de a face ca imobilul să fie permanent în stare locuibilă și trebuind să-i facă reparațiuni continue, evident că atunci când chiriașul prin rea întreținere face ca locuința să nu mai prezinte aspectul că e locuită de un bun proprietar, locatarul poate cere daune, pentru ca din suma obținută să facă acele reparațiuni, înlăturând stricăciunile și deteriorările provenite din culpa chiriașului. (Jud. ocol Herța, Dorohoi, Jur. Gen. 1924, No. 756).

32. Instanța de fond care constată, pe temeiul probelor de fapt administrate, depoziiuni de martori și cercetare locală, că chiriașul contrar dis-

pozițiilor exprase din contract a schimbat fără a avea consimțământul proprietarului, sau a autorului său, destinațiunea încăperilor închiriate schimbându-le din încăperi de locuit în restaurant și magazine de mărfuri și degradându-le, este în drept, pe baza disp. art. 1429 al. I și 1430 c. civ., să admită rezilierea pe acest temei a contractului de locațiune. (Cas. I, dec. 67 din 23 Ianuarie, 1924, Jur. Gen. 1924, No. 819).

33. Instanța de fond nu comite omisiunea esențială atunci când nu discută pretențiunile proprietarei că, conform clauzelor din contract, chiriașul său nu putea aduce nici o schimbare la imobil, cât timp constată prin alte considerente că schimbarea ce i se impută și anume introducerea unui robinet în pivniță pentru a putea lua apă, s'a făcut cu consimțământul proprietarei, care și dânsa s'a folosit de acest robinet a lua apă de acolo.

De asemenea instanța de fond nu violează nici disp. art. 1430 c. c., căci acest text de lege autoriză rezilierea numai dacă s'ar aduce vre-o vătămare proprietarului prin modul de folosire al chiriașului, ceea ce însă nu se constată în speță din expertiza făcută. (Cas. I, dec. 157 din 5 Febr. 1924, Jur. Gen. 1924, No. 820).

34. a) Locatarul având obligația de întreținerea imobilului ca un bun proprietar, urmează că întrebuințarea imobilului trebuie făcută în așa mod încât să nu-i producă degradări.

Prin urmare în cazul când imobilul locat, a fost întrebuințat în mod obișnuit de proprietar în starea rea, fie că această stare ar fi din cauza destinației ce are acel imobil, nu se mai poate susține că locatarul ar fi responsabil că nu-l aduce într-o stare mai bună de întreținere, atâta timp cât nu i se pune o asemenea obligație prin contract.

b) Când degradațiunea unui imobil este produsă în timpul locațiunii, dar este rezultatul întrebuințării imobilului la destinația lui, ea nu poate atrage dreptul proprietarului de a cere rezilierea contractului pe baza art. 1429 c. civ., care presupune o culpă din partea chiriașului.

c) Nu pot fi considerate ca degradări în sensul art. 1430 c. civ., acele degradări, cari se pot repara cu ușurință chiar la sfârșitul contractului, fără ca imobilul să sufere nimic în soliditatea sa, în venitul sau în vadul său, când este vorba de o prăvălie. (C. Apel Constanța 447 din 28 Iulie 1924, Justiția Dobrogei, 7-8/924).

35. Instanța de fond constatând în fapt că, prăvălia închiriată recurentei a fost închiriată pentru comerțul de precupeție și cel de cărciumă, și că

chiriașa a încetat acest din urmă comert, menținând numai pe cel de preocupare, a fost autorizată a admite cererea de reziliere întemeiată pe schimbarea de destinație a bunului închiriat.

În adevăr, prin procedarea sa chiriașa a schimbat vadul comercial în dauna locatorului, călcând astfel una din principalele sale îndatoriri de chiriașă. (Cas. I. 1606 din 4 Oct. 1924, Jur. Gen. 1924, No. 2157).

36. a) Declarațiunea de reziliere a unui contract de închiriere, din partea instanțelor judecătorești, nu este cerută a se face în termeni sacramentali. Dacă instanța pronunță evacuarea sau expulzarea chiriașului, în această dispozițiune se cuprinde implicit și declararea rezilierii contractului.

b) Chiar după rezilierea contractului, părțile pot cere, pe calea justiției, executarea unor obligațiuni decurgând din contractul de închiriere, cum ar fi: plata de reparațiuni pentru stricăciuni, sau plata unor daune stipulate cu clauză penală, pentru cazul când chiriașul ar întârziă să părăsească imobilul la expirarea contractului. (Cas. I, 1719 din 15 Oct. 1924, Jur. Rom. 1/925).

37. Dacă într'un contract de arendarea exploatării unei farmacii se prevede obligația arendașului de a nu strămuta sediul farmaciei fără consimțământul proprietarului, sub sancțiunea pactului comisor, expres și dacă arendașul cere o asemenea autorizare, iar proprietarul refuză să o dea fără arătare de motive, în asemenea împrejurări strămutarea farmaciei nu face să opereze pactul comisor, când se constată din faptele și împrejurările cauzei că refuzul pro-

prietarului de a consimți este nejustificat. (C. Apel Galați s. I. 218 din 29 Nov. 1924, Bul. C. Apel 5/925. Pand. Rom. 1925, II, 67).

38. Simplul fapt al chiriașei de a fi dat o anume distribuire camerelor închiriate, transformând bucătăria în camere de locuit și amenajând un antreu drept bucătărie, fără ca prin aceasta să fi contravenit unei clauze a contractului în discuțiune, ce nu determină o destinațiune specială fiecărei încăperi la care chiriașa ar fi obligată a se conforma sau să fi cauzat vre un prejudiciu dovedit de proprietar, în această situațiune, este învederat că nu poate fi vorba de o schimbare de destinație, care să ducă la rezilierea contractului de locațiune dintre părți. (Cas. I. Complect chirii, 2344 din 18 Dec. 1924, Jur. Gen. 1925, No. 823).

39. Faptul de a fi ținut câte o pasăre în pivnița unui subsol, nu poate atrage rezilierea contractului de închiriere pe baza clauzei contractuale sub sancțiunea pactului comisor, care prevede obligațiunea chiriașului de a nu ține în casă, pod, pivniță sau spălătorie, păsări și animale. (C. Apel Buc. s. I, 381 din 23 Dec. 1924, Bul. C. Apel 9/925).

40. Evacuarea imobilului fiind o consecință logică a rezilierii contractului, urmează că cererea de evacuare este implicit cuprinsă în cererea de reziliere. (Cas. I, 389 din 16 Febr. 1925. Pandectele Săptămânale, 8/925).

41. A se vede: art. 969 nota 24; art. 1021, Index alfabetic și notele respective; art. 1429 cu notele respective.

Art. 1431. — Locatarul trebuie să restituie lucrul în starea în care l-a primit conform inventariului, dacă s'a fost făcut un asemenea între dânsul și locator; nu este răspunzător de pierderea sau deteriorarea provenită din cauza vechimei sau a unei forțe majore. (Civ. 494, 1429, 1432 urm., 1434, 1448; Civ. Fr. 1730).

Text. fr. Art. 1730. — S'il a été fait un état des lieux entre le bailleur et le preneur, celui-ci doit rendre la chose telle qu'il l'a reçue, suivant cet état, excepté ce qui a péri ou a été dégradé, par vétusté ou force majeure.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 398, § 204, n° 22;
 BAUDRY ET CHAUVEAU. *Biens*, 35, 376
 BAUDRY ET WAHL. *Louage*, I, 261, 263, 666, 930, 931;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a. II, p. 544;
 DALLOZ. *Rép. Louage*, 340 urm., 556 urm.; *Suppl. Louage*, 199 urm., 318 urm.;
 DUFOURMANTELLE ROGER. *Force majeure*;
 GUILLOUARD. *Louage*, I, 107, 242, 262, 271, 387; II, 468, 488;
 HUC, X, 312;
 LAURENT, XXV, 270;

MOURLON, ed. 7-a, III, p. 291 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1705;
 TROP LONG, *De l'échange et du louage*, I, 220.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 160 urm.; *Observație* sub. Judec. ocol. II Ploești. 2357 din 19 Oct. 1902. *Curier Jud.* 12/903;
 CANTACUZINO MATEI, p. 656, 657, 658;
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 129 urm.;
 GEORGEAN N., *Nota* sub. Judec. ocol. Dorohoi, 58 din 21 Mart. 923. *Jur. Gen.* 2/924 No. 91;
 NACU, III, p. 337;
 SCRIBAN R. TRAIAN, *Nota* sub. Judec. ocol. Herța-Dorohoi, *Jurispr. Gen.* 13/924 No. 756.

Jurisprudență.

1. Decizia judecătorului de fond, prin care declară că clauza dintr'un contract de locație, ca asigurarea de incendiu a imobilului închiriat, să rămână pe comptul proprietarului, nu poate să fie considerată ca o renunțare din parte-i la drepturile ce-i acordă art. 1431 și 1435 cod. civ., constituind o decizie de interpretare a intenției părților contractante, scapă de controlul Curței de Casație. (Cas. I, 182/94. B. p. 527).

2. Locatarul fiind dator să desinfec-teze imobilul dacă cineva a murit sau a zăcut în el de o boală contagioasă, lipsa acestei măsuri îl face responsabil, ca fiind în culpă, în cazul când un alt locatar care a venit să ocupe apartamentul nedesinfecat s'ar fi îmbolnăvit, iar cheltuiala desinfecției camerilor în care a zăcut fiind în sarcina locatarului, potrivit art. 1431 și 1432 cod. civil. (Trib. Muscel. *Dr.* 13. 1913, p. 102).

3. Faptul chiriașului de a degrada imobilul închiriat poate constitui pentru proprietar un motiv de reziliere a contractului de locațiune și de evacuare a chiriașului.

Când însă din probele administrate, în specie o cercetare locală și audiere de martori, nu se stabilește că degradările provin din faptul și culpa chiriașului, ci sunt atribuite uzajului și vechimei, de care chiriașul nu este vinovat și nici răspunzător, degradările constatate nu pot conduce la rezilierea contractului de locațiune și la evacuarea imobilului de către locatar. (Jud. ocol rural Dorohoi. Carte de judecată No. 58 din 21 Martie 1923, *Jur. Gen.* 1924, No. 91).

4. Potrivit art. 1431 și 1434 c. civ., locatarul nu este răspunzător de degradațiunile aduse imobilului din cauza vechimei sau a unei forțe majore.

Faptul încuarteruirii trupelor inamice în imobilul închiriat, neputând fi în speță imputabil chiriașului, rău Curtea de fond nu a examinat sustinerea acestuia că degradările constatate la imobil i-au fost aduse prin acest caz de forță majoră, întru cât dacă constată că într'adevăr sunt datorite acestui fapt, ele cădeau în sarcina proprietarului, iar nu a chiriașului. (Cas. I, dec. 1344 din 28 Decembrie 1923, *Jur. Gen.* 1924, No. 706).

5. A se vedea: art. 1434 cu notele respective.

Art. 1432. — În lipsă de inventar se presună că locatarul a primit lucrul închiriat, ori arendat, în starea în care locatarul eră dator a-l trădă și trebuie să-l restituie în aceeași condițiune, afară numai când ar putea proba contrariul. (Civ. 1421, 1432, 1434, 1447 urm.; Civ. Fr. 1731).

Text. fr. Art. 1731. — S'il n'a pas été fait d'état des lieux, le preneur est présumé les avoir reçus en bon état de réparations locatives, et doit les rendre tels, sauf la preuve contraire.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 489, § 367, n° 37;
 BAUDRY ET WAHL, *Louage*, I, 924, 927;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 814; II, p. 544; ed. 1-a, III, p. 756, 804;
 DALLOZ, *Rép. Louage*, 340 urm.; *Suppl. Louage*, 199 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 178 bis, III;
 GUILLOUARD, *Louage*, I, 224, 275;
 HUC, X, 313, 314;

LAURENT, XXV, 272, 273;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 291 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1705;
 TROPLONG, *De l'échange et du louage*, I, 340.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 160 urm.; (I, ed. 2-a, p. 487, 488; VII, p. 313 n^o 1; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 313); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 419;
 CANTACUZINO MATEI, p. 657;
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 129 urm.
 NACU, III, p. 337.

Jurisprudență.

1: Deși în virtutea art. 1432, când nu este inventariu se prezumă că locatarul a primit lucrul închiriat ori arendat în stare bună și trebuie să-l restituie într'aceeași condițiune, totuși aceeași prezumțiune nu se poate aplica și în cazuri în care, de la prima arendare și până la sub-arendare care a dat naștere procesului s'au schimbat mai mulți locatari și nu se poate sta-

bili cu certitudine cine e autorul daunei pretinse. (Cas. I, 176/Mai 24/93, B. p. 464).

2. În lipsă de inventar care să constate starea imobilului la intrarea în folosință a chiriașului, prezumția legală e că acesta l-a primit în bună stare așa în cât lui îi incumbă dovada contrară. (Cas. I, 242 din 22 Aprilie 1914, Curier Jud. 52/914).

3. A se vedea: art. 1431, nota 2.

Art. 1433. — Locatarul e dator a apăra lucrul închiriat contra usurpațiunilor.

Urmând usurpațiune, este dator a înștiința pe locator în termenul ce s'ar fi pus spre cercetare. Călcând această datorie rămâne răspunzător de daune și spese. (Civ. 1429, 1434; Civ. Fr. 1768).

Text. fr. Art. 1768. — Le preneur d'un bien rural est tenu, sous peine de tous dépens, dommages et intérêts, d'avertir le propriétaire des usurpations qui peuvent être commises sur les fonds.

Cet avertissement doit être donné dans le même délai que celui qui est réglé en cas d'assignation suivant la distance des lieux.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Louage*, 544-546;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 556;
 DALLOZ, *Rép. Louage*, 263 urm., 760; *Suppl. Louage*, 392;
 GUILLOUARD, *Louage*, I, 167; II, 532, 533;
 HUC, X, 306, 365;
 LAURENT, XXV, 444;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 314;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1702;
 TROPLONG, *De l'échange et du louage*, II, 692.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 158 urm., 230, 327; (I, ed. 2-a, p. 505 n^o 5);
 CANTACUZINO MATEI, p. 656, 658;
 NACU, III, p. 335.

Jurisprudență.

1. Arendașii sunt substituiți în toate drepturile proprietarului. Deci proprietarul având dreptul a cere despăgubire de la terțiile persoane pentru pagubele ce i se s'au cauzat prin faptul

lor pe proprietatea sa, același drept de daune poate fi cerut și de arendașii cari reprezintă persoana proprietarului în cât privesc actele de pură administrațiune și folosință. (Cas. I, 417, Dec. 3/83, B. p. 1171).

Art. 1434. — Locatarul este răspunzător de stricăciunile și pierderile întâmplătoare în cursul folosinței sale, întrucât nu probă că au urmat fără culpa sa.

Asemenea este răspunzător și de stricăciunile și pierderile cășunate de persoanele familiei sale sau de sub-locatar. (Civ. 1000, 1429, 1431, 1432, 1434, 1447, 1448, 1624; Civ. Fr. 1732, 1735).

Text. fr. Art. 1732. — Il répond des dégradations ou des pertes qui arrivent pendant sa jouissance, à moins qu'il ne prouve qu'elles ont eu lieu sans sa faute.

Text. fr. Art. 1735. — Le preneur est tenu des dégradations et des pertes qui arrivent par le fait des personnes de sa maison ou de ses sous-locataires.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Louage* I, 918, 919, 921, 922, 932-934, 936, 971;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 519, 538, 544, 545;
DALLOZ, *Rép. Louage*, 289 urm., 293 urm., 873; *Suppl. Louage*, 178, 204, 218;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, V, p. 132, 529;
GUILLOUARD, *Louage*, I, 242, 247, 248; II, 474, 486, 679;
HUG, X, 329, 350;
LAURENT, XXV, 275;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1692, 1695;
TROPLONG, *De l'échange et du louage*, I, 297.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 160 urm.; (V, p. 516 n^o 1, 532-534); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 419;
CANTACUZINO MATEI, p. 657;
CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locație*, ed. 2-a, p. 127 urm.; *Nota sub*. C. Apel Galați s. II, 165 din 7 Dec. 1921. *Pand. Rom.* 1923-II-149;
HAMANGIU C., *Nota sub*. C. Apel Iași s. I, 74 din 8 Oct. 1920. *Pand. Rom.* 1922-II-117;
NACU, III, p. 335;
SCRIBAN R. TRAIAN, *Nota sub*. Judec. ocol. Herța-Dorohoi. *Jur. Gen.* 13/924 No. 756.

Jurisprudență.

1. Dacă instanța de fond constată în fapt că casele ce au fost închiriate locatarului, prin culpa acestuia, s'au ruinat, căzând un zid, iar nu de vre-o forță majoră sau de vre-un viciu de construcțiune, de oarece locatarul, care închiriasse aceste case cu inventariu în bună stare, eră obligat de a le predă în aceeași bună stare locatarului, ceea ce n'a urmat, lăsând apele de ploaie și zăpadă a se scurge pe lângă temelii acelor case, după o atare constatare de fapt, instanța de fond este în drept a obliga pe locatar la daune, și aceasta în conformitate cu art. 1431 și 1434. (Cas. I, 202/Iun. 6/81, B. p. 474).

2. Dacă acarele de pe moșie au fost predate arendașului printr'un inventariu în care se arată că acele acare se aflau în desăvârșită ruină, arendașul nu poate fi obligat la desdăunare pe motiv că n'a dovedit forța majoră pentru pierderea acelor acare, de oare ce după art. 1431, chiriașul sau arendașul nu este răspunzător de pierderea sau deteriorarea pro-

venită din cauza vechimei sau a unei forțe majore. (Cas. I, 104/Mart. 17/81, B. p. 211).

3. Deși chiriașul nu este, față cu proprietarul, un terțiu detentor, totuși tribunalul aplicând, prin analogie, art. 494 la raporturile de drept isvorâte din contractul de arendare, nu face o rea aplicațiune a art. 494, întru cât relațiile existând între chiriaș și proprietar, după contract, prezintă cea mai perfectă analogie cu cazul prevăzut de art. 494. (Cas. I, 263/Iun. 25/83, B. p. 677).

4. Deși este adevărat că proprietarul nu este dator, când vede pe arendașul său că-i ruinează ecaretele, să aștepte expirarea contractului spre a-l trage la răspundere sau spre a-l lua prin justiție măsuri de precauțiune pentru conservarea lor, mai ales când este invederat că dânsul le deteriorează cu rea voință și nu prezintă garanție de reparațiune; dar este tot atât de adevărat că și instanțele de fond pot, în suveranitatea lor, să aprecieze în asemenea cazuri dacă împrejurările de fapt sunt destul de grave

în cât să-i dea dreptul a cere justiției să ordone măsuri de asigurare și înaintea expirării contractului. (Cas. I, 225/Mai 25/91, B. p. 612).

5. Instanța de fond se pronunță implicit asupra mijlocului de apărare invocată, că din cauza vechimei s'ar fi deteriorat imobilul închiriat, când constată în fapt că acele degradațiuni au provenit prin culpa și neglijența locatarului. (Cas. I, 16/95, B. p. 13).

6. După dispozițiunile art. 1429 al. 1 și 1430 c. civ., locatarul trebuie să întrebuințeze lucrul închiriat ca un bun proprietar, iar dacă uzează de lucru altfel de cum se arată în contract sau într'un mod din care ar putea să rezulte o vătămare pentru locator, acesta după împrejurări poate cere desființarea contractului.

Prin urmare, în speță, constatându-se în fapt de către Trib. că locatarul nu s'a folosit de lucrul arendat ca un bun gospodar, și a săvârșit

grave abateri dela contract, iar potrivit art. 1434 c. civ., dânsul fiind răspunzător de stricăciunile și pierderile întâmplare în cursul folosinței, trebuie să plătească costul reparațiunilor, în speță ale motorului.

Obiecțiunea pârâtului că reclamantul nu poate prin concluziunile sale ultime să ceară ca daune: numai valoarea reparațiunilor motorului în loc de valoarea integrală, cum a cerut prin acțiunea introductivă, căci aceasta ar constitui o schimbare a obiectului ei, este nefondată, căci reclamantul înaintea Trib. poate să-și restrângă acțiunea până în momentul încheierii debaterilor, fără alt drept pentru pârât, decât acela de a i se da un termen pentru apărare, amânare pe care nu a cerut-o. (Trib. Roman sent. civ. 203 din 1 Iunie 1921. Jur. Gen. 1923, No. 1106).

7. A se vedea: art. 1431 cu notele respective.

Art. 1435. — Este răspunzător de incendiu, dacă nu probează că incendiul s'a întâmplat prin caz fortuit sau forță majoră, sau prin defect de construcțiune, sau că focul a venit dela o casă vecină. (Civ. 998, 999, 1083, 1102, 1156, 1423, 1429, 1434, 1448, 1483, 1719; C. com. 465; Civ. Fr. 1733).

Text. fr. Art. 1733. — Il répond de l'incendie, à moins qu'il ne prouve, Que l'incendie est arrivé par cas fortuit ou force majeure, ou par vice de construction,

Ou que le feu a été communiqué par une maison voisine.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 485, § 367, n° 20-22;
BAUDRY ET WAHL, *Louage*, I, 977, 978, 981, 1003, 1004, 1006, 1009, 1011 urm., 1020, 1021, 1026;
BUNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 812;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 324, 544, 546, 549, 556, 1024;
DALLOZ, *Rép. Louage*, 362 urm.; *Suppl. Louage*, 212 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 179 bis, VII;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, V, p. 385, 480, 481;
DEMOLOMBE, X, 628;
DUFOURMANTELLE ROGER, *Force majeure*;
GUILLOUARD, *Louage*, I, 269, 274, 276, 278;
HUC, X, 315 urm., 319, 328;
LAURENT, XXV, 279 urm., 339;
MOURLON, ed. 7-a, III, 291 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1713 urm.;
TROPLONG, *De l'échange et du louage*, I, 372.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 72 n. 4, 168 urm., 327, 328; (III, part. II, ed. 2-a, p. 664; p. V, p. 494 n. 3; VII, p. 311 t. și n. 5; VIII, part. I, ed. 2-a, p. 319, 320 nota; X, p. 359); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 419, „Responsabilitatea locatarului pentru incendiu”. Dreptul 9/909. Dreptul 10/909; Nota sub. C. Apel Poitiers 15 Ian. 1923. Jur. Gen. 8/924 No. 484;
ALEXANDRESCU PAUL, Nota sub. Trib. Prahova s. I, 241 din 29 Mart. 1924. Pand. Rom. 1924-II-278;
CANTACUZINO MATEI, p. 441, 657;

- CONSTANTINESCU JAC N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 128;
 CORBESCU DAN, *Nota* sub. Trib. Prahova, s. I, 241 din 29 Mart. 1924. Pand. Rom. 1924-II-278;
 HAMANGIU C., *Nota* sub. C. Apel Iași s. I, 74 din 8 Oct. 1920. Pand. Rom. 1922-II-417;
 METANI GEORGE, „*Despre răspunderea locatarilor unui imobil în caz de incendiu*”. Dreptul 18/903;
 NACU, I, p. 832, 833; III, p. 335;
 VERMEULEN H. I., *Notă* sub. Trib. Huy, 18 Iunie 1923. Jur. Gen. 1924 No. 1787.

INDEX ALFABETIC

Asigurare 4.	Incendiu 1-11.
Cauza incendiului 1, 3, 4, 7.	Mobilier, distrugerea lui 9, 10.
Culpă 1, 2, 3, 5, 6, 7, 8, 9, 10.	Neglijență 2, 3, 11.
Daune 3, 4, 8, 9, 10, 11.	Prejudiciu, a se vedea „Daune”.
Defect de construcție 7, 10, 11.	Prezumțiuni 3, 6, 7, 11.
Deținător al imobilului 10.	Probă 1, 2, 5, 7, 11.
Distrugerea mobilierului 9, 10.	Reziliere 6.
Enumerare limitativă 1, 3, 4, 7.	Vecin 3, 7.
Forță majoră 7, 11.	Venit 4.
Imprudență 3, 11.	Viiu de construcție 7, 10, 11.

Jurisprudență.

1. În materie de incendiu proba pe care locatarul este ținut a o face nu este o simplă probă negativă, adică lipsa de o culpă oare care ce i s'ar putea imputa, ci o probă pozitivă anume stabilirea acelor 4 cazuri precizate în art. 1435. Ori cât ar părea de riguroasă această interpretare, ea rezultă clar din textul art. 1435 combinat cu art. 1434 și art. 1436. În adevăr, dacă legiuitorul n'ar fi voit a zice în art. 1435 de cât că locatarul face să înceteze răspunderea sa probând că incendiul e provenit fără culpa sa, nu eră nici o rațiune în această ipoteză de a avea îngrijire să precizeze acele detalii și ipoteze, ci s'ar fi mărginit simplu în a zice, sau a repeta ceea ce a zis în art. 1434, că locatarul răspunde dacă nu dovedește că pierderea este provenită fără culpa sa. Mai mult, în această supozițiune art. 1435 nu numai că n'ar fi redactat precum este, dar nici ar avea rațiunea de a exista, de oare ce nu se poate presupune că legiuitorul a voit să zică în mod inutil, aceea ce dejă zisese în articolul precedent, că adică locatarul răspunde întru cât nu probează că incendiul a urmat fără culpa sa. Astfel enumeratiunea din art. 1435 ne putând avea un sens de cât ca *restrictivă*, rezultă învedereat că locatarul nu este descărcat de răspundere de cât cu condițiunea de a indica cauza incendiului. Ori cât s'ar zice dar că cauza este indiferentă, întrucât se dovedește că focul nu provine din culpa locatarului, interpretarea având de rezultat a suprima art. 1435 este inadmisibilă. (Apel Iași. II. 211, Dec. 7/78, *Dr.* 17/79).

2. Reclamantului incumbă sarcina de a dovedi că incendiul a provenit din culpa intimatului și neglijența oamenilor săi de serviciu. (Cas. I, 5/Ian. 11/83, B. p. 6).

3. Presumpțiunea stabilită de art. 1435 în favoarea proprietarului contra locatarului, că incendiul a provenit prin faptul acestuia, până la proba contrarie este limitativă în cazul a-nume prevăzut de legiuitor în materie de locațiune și ca o consecință a obligațiunei locatarului de a predă lucrul inchiriat în starea în care l'a primit, și constituie o dispozițiune specială, alta de cât cele prevăzute în dreptul comun. Prin urmare, dânsa nu poate fi aplicată prin analogie la alte cazuri. Deci când este vorba de daunele cauzate prin incendiul comunicat de la casa unui vecin, vecinul e responsabil de daune, conform art. 998, numai dacă se dovedește că focul a provenit din faptul, greșeala sau imprudența personală a sa. (Apel Buc. III, 181, Sept. 29/86, *Dr.* 69/86).

4. Locatarul e răspunzător de daunele cauzate proprietarului prin incendiu, dacă nu dovedește că incendiul a provenit din vre una din cauzele prevăzute de art. 1435 din cod. civ. Chiar dacă societatea de asigurare despăgubește pe proprietar, dându-i valoarea bunului dispărut, totuși chiriașul, dacă nu va fi în cazurile prevăzute de art. 1435 din cod. civ., va fi ținut să despăgubească pe proprietar de venitul imobilului incendiat, pe tot timpul necesar reconstruirii și reînchirierii lui. (Cas. I, 303/901, B. p. 993).

5. Art. 1435 cod. civil, presupune totdeauna pe locatar în culpă pentru incendiu și proprietarul nu e ținut a dovedi culpa lui, ci locatarul, ca să scape de răspundere, trebuie să dovedească că focul nu-i e imputabil. Locatarul nu se poate apăra arătând pe altă persoană responsabilă. (Trib. Telemann, *Dr.* 84/903).

6. Locatarul nu poate obține rezilierea contractului în baza art. 1435 c. civ. dacă locatarul înlătură prezumpția de culpă stabilită în contra sa, dovedind în fapt că incendiul nu a fost datorit culpei sale. (Trib. Roman. 23 Mart. 1920. Dreptul 46/920).

7. Răspunderea locatarului în caz de incendiu se regulează potrivit dispozițiilor din art. 1435 cod. civil.

Locatarul fiind obligat pe de o parte conform art. 1429 c. civil a veghea la buna întreținere a lucrului închiriat și a aduce în interesul conservațiunei toată grija unui bun părinte de familie, iar pe de altă parte conform art.

1431 c. civil, fiind obligat la restituirea lucrului în starea primită, așa cum se prevede în inventar sau în lipsă de inventar în stare bună, el trebuie să răspundă de neîndeplinirea acestor obligațiuni și prin consecință trebuie să probeze că incendiul care prin el însuși nu este un caz de forță majoră, a provenit din o cauză ce nu-i este imputabilă.

În ce privește mijloacele de probațiune ce ar putea fi utilizate de locatar spre a-și declina ori ce fel de răspundere față de incendiul întâmplat, legiuitorul pentru a da o mai mare garanție locatarului, limitează și restrânge modurile de justificare, aducând o derogatiune la principiile ce cărmuesc răspunderea unei persoane obligată la întreținerea și supravegherea unui lucru, prin stabilirea unei prezumțiuni de culpă, în sarcina locatarului, care nu poate fi înlăturată decât în condițiunile anume indicate în art. 1435 c. civil, adică probând că incendiul e datorit unui caz fortuit sau forță majoră, că s'a întâmplat prin defect de construcțiune sau că focul a venit dela o casă vecină; la această interpretare ne conduce preciziunea redactării art. 1435 c. civil și apoi alăturarea art. 1435 de art. 1434, în art. 1434 vorbindu-se de îndepărtarea responsabilității în caz de distrugere prin probațiunea lipsei de culpă, iar în art. 1435 — referitor la incendiu — vorbindu-se de o probațiune cu totul limitată. Că chiar dacă s'ar admite că art. 1435 nu stabilește o îngreuiare a dovezilor pe care locatarul trebuie să le aducă spre a proba că nu ar exista nici o culpă din partea lui, totuși se admite în genere că locatarul dispensat în principiu de a face proba directă și precisă a cazului fortuit, e totuși obligat a stabili imposibilitatea presupunerii unei alte cauze decât aceea a forței majore, în sensul că din proba administrată să rezulte în mod necesar existența cazului fortuit sau a forței majore deși natura exactă a cazului fortuit ar rămânea necunoscută. (Trib. Dorohoi 119 din 30 Oct. 1923, Jur. Gen. 1924, No. 576).

8. Dacă locatarul se face vinovat de o culpă directă, responsabilitatea pentru incendiul provocat se regulează pe baza art. 998 cod. civil, ce presupune o reparațiune integrală. Proprietarul are totdeauna pe lângă acțiunea în restituire a obiectului închiriat sau a contravaloarei — ce e de origină contractuală și pe care locatarul poate să o înlăture dacă dovedește că nu e în culpă — și acțiunea delictuală ce-i permite de a reclama întreg prejudiciul, dacă probează că o greșeală a fost comisă de chirias. (Trib. Dorohoi

119 din 30 Oct. 1923, Jur. Gen. 1924, No. 576).

9. În cazul unei culpe directe și a unei răspunderi bazate pe art. 998 cod. civil, reclamantul proprietar are dreptul de a cere daune și pentru lucrurile mobile ce erau depozitate în podul imobilului închiriat — lucru ce nu ar fi fost posibil dacă daunele cerute se fondau numai pe baza art. 1435 cod. civil, întrucât locatarul nu se găsește obligat nici a exercita asupra lor o supraveghere directă și nici la restituirea lor în mâna deponentului la finalul locațiunii. (Trib. Dorohoi 119 din 30 Oct. 1923, Jur. Gen. 1924, No. 576).

10. a) Locatarul fiind obligat potrivit art. 1420 și 1422 c. civ., de a garanta chiriașului liniștită folosință a lucrului închiriat, el este răspunzător de daunele ce le-ar suferi chiriașul din cauza viciilor și defectelor lucrului închiriat cum și din cauza incendiului provocat de un viciu de construcție al imobilului închiriat.

b) Răspunderea locatarului față de locatar decurgând din contractul de locație, fiind guvernată de principiile culpei contractuale, proprietarul răspunde numai de acele daune ce s'au putut prevedea de părțile contractante, iar nu în mod nelimitat atât pentru daunele prevăzute cât și pentru cele neprevăzute ca în cazul culpei aquilienne.

c) Obiectul contractului de locație fiind procurarea folosinței imobilului închiriat, se pot socoti potrivit art. 1085 și 1422 c. civ., că intră în prevederile părților contractante, daunele suferite de locatar prin pierderea folosinței lucrului închiriat și prin distrugerea mobilierului de incendiul provenit din viciu de construcție.

d) Dacă proprietarul este răspunzător față de chiriașul său pentru daunele suferite de acesta din cauza incendiului provenit din viciul de construcție al imobilului, nu datorează însă nici o desdăunare față de acela care locuia în mod abuziv în imobil la data când s'a produs incendiul și față de care nu are nici un raport contractual. (Trib. Ilfov, s. III, 615 din 2 Iulie 1923, Dreptul 35/923, Pand. Rom. 1924, III, 29).

11. Incendiul cauzat imobilului închiriat, este prezumat de lege ca fiind provenit din neglijența sau imprudența chiriașului, așa în cât proprietarul n'are de făcut decât dovada sînistrului, rămânând ca locatarul să probeze cazul fortuit sau viciul de construcție dacă există.

Neputând face această dovadă, chiriașul rămâne răspunzător de pagubele căsunate prin incendiu. (Trib. Prahova s. I, 241 din 29 Martie 1924, Pand. Rom. 1924, III, 278).

12. A se vedea: art. 1721, nota 2.

Art. 1436. — Locațiunea făcută pentru un timp determinat încetează dela sine cu trecerea termenului ¹⁾, fără să fie trebuință de o prealabilă înștiințare ²⁾.

Dacă contractul a fost fără termen ³⁾, concediul trebuie să se dea dela o parte la alta, observându-se termenile defipte de obiceiul locului. (Civ. 1411, 1416, 1437, 1450, 1452, 1462, 1463; C. com. 716; Pr. civ. 129; Legea specială autorizând luarea de măsuri excepționale, (Mon. of. 217/914 și 5 bis/916), Art. 35 urm.; Decret-lege No. 1058 (Mon. of. 275/919) pentru prelungirea contractelor de închiriere; Decret-lege 4881 din 19/Nov. 1919 (Mon. of. 173/919); Decret-lege No. 1420 pentru regularea raporturilor dintre proprietari și chiriași (Mon. of. 2/1920); Lege pentru înființarea oficiilor de închiriere (Mon. of. 111/1921); Legea pentru încurajarea construcțiilor de clădiri (Mon. of. 87/1921); Lege privitoare la prelungirea contractelor de închiriere (Mon. of. 19/1922); Lege privitoare la prelungirea contractelor de închiriere, (Mon. of. 5/1923); Lege privitoare la regimul excepțional al raporturilor dintre proprietari și chiriași, din 27 Mart. 1924; Civ. Fr. 1736, 1737; Civ. Ital. 1591).

Text. fr. Art. 1736. — Si le bail a été fait sans écrit, l'une des parties ne pourra donner congé à l'autre qu'en observant les délais fixés par l'usage des lieux.

Text. fr. Art. 1737. — Le bail cesse de plein droit à l'expiration du terme fixé, lorsqu'il a été fait par écrit, sans qu'il soit nécessaire de donner congé.

Text. Ital. Art. 1591. — La locazione fatta per un tempo determinato cessa di diritto collo spirare del termine stabilito, senza che sia necessario di dare la licenza.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Louage*, I, 1225, 1239;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 27; II, p. 309, 350 n. 1, 530, 531, 550, 551;
DALLOZ. *Rép. Louage*, 525 urm., 671 urm.; *Suppl. Louage*, 299 urm., 358 urm.;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 183 bis, VII;
GUILLOUARD, *Louage*, I, 407; II, 501;
HUG, X, 331;
LAURENT, XXV, 322;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 293, 294;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1729, 1730.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 179 urm., 191, 240;
CANTACUZINO MATEI, p. 652;
CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 142, 143;
NACU, III, p. 348;
SCRIBAN TRAIAN, „Indivizibilitatea, mărturisirei“. *Curier Jud.* 28/924.

Jurisprudență.

1. Din art. 1471 și 1436 reese că nu este necesitate de a se face locatarului o prealabilă înștiințare spre a deserta

imobilul când termenul a încetat. Și dacă din faptul nedeșertării imobilului la termen s'a ocazionat pagube locatarului, locatarul e răspunzător de ele. (Cas. I, 332/Oct. 20/80, B. p. 341).

1) In art. francez corespunzător, după cuvântul „termenului“ urmează cuvintele: „lorsqu'il a été par écrit“, cari au fost înlăturate de legiuitorul român.

2) Art. 1336 § 1 este reproducerea art. 1591 din Codul civil Italian.

3) In art. francez corespunzător, se zice „sans écrit“ in loc de: „fără termen“.

2. Instanțele de fond obligând pe locatar la plata daunelor cauzate prin faptul nepredării la termen și în bună stare a caselor, n'a violat întru nimic dispozițiile art. 1436, de oarece întârzierea predării localului de către chirias s'a urmat după expirarea termenului contractului, care de altmintrelea încetase de drept. (Cas. I, 82/Mart. 3/80, B. p. 88).

3. Proprietarul are drept la daune-interese contra locatarului pentru nerestituirea imobilului la expirarea termenului stipulat, fără să fie nevoie de facerea unei somațiuni prealabile pentru predare. (Cas. I, 206/95, B. p. 584).

4. Locatarul, care stipulează în contractul de locațiune clauza de reziliere de drept a contractului, înainte de termenul fixat pentru durata locațiunii, dacă se îndeplinește o condițiune oricare ar fi aceea, dacă-și construiește o casă, de pildă, este dator să încunoștiințe pe locator că voeste să uzeze de clauza stipulată și să rezilieze contractul, observând pentru această încunoștiințare termenul defipt de obiceiurile din localitate. (Cas. I, 282/98, B. p. 1043).

5. În contractele de închiriere în cari se prevede clauza denunțării contractului într'un termen fixat, fără să se specifice că o asemenea denunțare se va face printr'o notificare prin Portări, notificarea prin serisoare recomandată, este insuficientă, când printr'insa chiriașul a fost încunoștiințat de proprietar că înțelege a uză de clauza care-i dă dreptul de a denunță contractul. (Cas. s. I, 88/916. Curier Jud. 26/916).

6. Când contractul nu prevede nici o stipulație în privința duratei lui, cum această durată nu poate fi infinită, urmează a se face aplicația principiilor generale de drept relative la contracte și a considera contractul ca sfârșit prin congediul dat de una din părți.

Congediul trebuie însă dat în asemenea mod ca cealaltă parte să fie pusă la adăpostul surprinderilor cari i-ar putea cauza daune.

În specie instanța de fond constată că pârătul cărui a s'a denunțat contractul de iluminat electric care eră fără termen, a avut posibilitatea de a lua măsuri să-și procure curentul din altă parte. (Cas. III, 319 din 30 Sept. 1919. Curier Jud. 34-35/920; Pand. Rom. 1924, III, 84).

7. Contractul de locațiune făcut pe un termen determinat încetând delasine prin expirarea termenului, de aci rezultă că tacita reconducțiune este un nou contract.

Acest nou contract, formându-se pe baza unui consimțământ tacit al părților, tras din folosința bunului închiriat după expirarea contractului primitiv, presupune că părțile interesate sunt capabile.

Prin urmare, dacă consimțământul nu poate să fie exprimat decât în anumite forme particulare, reconducțiunea tacită nu poate avea loc. (Cas. s. I, decizia No. 11 din 1 Februarie 1919; Jurispr. Rom. 6-7/919, p. 538, Trib. Jur. 1919, p. 1).

8. Într'un proces relativ la locațiunea unui fond comercial sau industrial, locațiunea având de scop însăși exploatarea fondului, iar fondul aparținând ca și imobilul afectat exploatării, reclamantului locator, pârătul nu poate invoca în favoarea sa nici un beneficiu de prelungire a contractului pe baza Decretului-lege No. 1420/920 care nu se aplică la acest soi de contracte de locațiune. (Trib. Dorohoi 346 din 27 Dec. 1920. Curier Jud. 6/922, Pand. Rom. 1924, II, 133. În același sens: Cas. I, 100 din 8 Febr. 1922, Jur. Rom. 5-6, 1922, Curier Jud. 12/922, Pand. Rom. 1922, III, 155; Cas. I, 405 din 28 Aprilie 1922. Jur. Rom. 18/922).

9. Conform art. 1073 c. civ., creditorul are dreptul de a obține îndeplinirea exactă a obligației iar în cazul contrar are dreptul la daune. Această regulă suferă excepțiuni: numai pentru obligațiile de a face, cari prin natura lor nu comportă o execuție directă în caz de împotrivire din partea debitorului, fără a aduce o atingere libertății individuale a acestuia. Prin urmare dacă instanța de fond constată că chiriașul a dat o declarație prin care, renunțând la beneficiul prelungirii, s'a obligat a evacua imobilul la o dată anumită iar în caz contrar să plătească daune, instanța de fond denaturează sensul neîndoelnic al convenției părților și a urmărilor ei legale, când respinge cererea de evacuare, de oarece în specie nu e vorba nici de o obligație alternativă, nici de una facultativă, ci de o obligație pură și simplă de a evacua imobilul, ca urmare a renunțării la prelungire, iar daunele-interese stipulate de proprietar nu constituie evident aci de cât o sancțiune în favoarea acestuia, prevăzută de altfel și de lege, în caz de neexecutare a obligației și menită tocmai să asigure îndeplinirea acestei obligații. (Cas. I, 278 din 21 Mart. 1922. Jur. Rom. 16-17/922).

10. A se vede: art. 1411, nota 18; art. 1471, notele 3, 4, 5, 6.

Art. 1437. — După expirarea termenului stipulat prin contractul de locațiune, dacă locatarul rămâne și e lăsat în po-

sesiune, atunci se consideră locațiunea ca reînviată, efectele ei însă se regulează după dispozițiunile articolului relativ la locațiune fără termen¹⁾. (Civ. 1429, 1436, 1452, 1464; L. Timbr. 33 § 3; Civ. Fr. 1738).

Text. fr. Art. 1738. — Si, à l'expiration des baux écrits, le preneur reste et est laissé en possession, il s'opère un nouveau bail dont l'effet est réglé par l'article relatif aux locations faites sans écrit.

Doctrină străină

- BAUDRY ET WAHL, *Louage*, II, 1402, 1403, 1404, 1406, 1410-1412, 1419, 1420 urm., 1423-1425, 1427, 1429, 1430;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 66; II, p. 530;
DALLOZ, *Rép. Louage*, 564 urm., 881 urm.; *Suppl. Louage*, 328 urm., 432;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 185 bis;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 301;
GUILLOUARD, *Louage*, I, 410, 412, 415, 418, 419; II, 501, 502, 600, 685;
HUC, X, 274, 334, 335;
LAURENT, XXV, 331, 336, 344, 345;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 293, 294;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1729, 1730;
TROPLONG, *De l'échange et du louage*, II, 461.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IX, p. 186 urm., 191, 260 n. 3, 329; (V, p. 43; X, p. 410); *Observație* sub. Judec. Ocol. V București, 1452 din 22 August 1913. Dreptul 9/1913; *Notă* sub. Cas. II, 472 din 29 Oct. 1923. Curier Jud. 20/1924; *Observație* sub. Cas. I, 11 din 4 Febr. 1919. Tribuna Juridică 10-11/1920;
CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 143, 144;
HOZOC D., „*Pactul comisor expres*“, p. 58 urm.; „*Renunțarea la beneficiul pactului comisor expres*“. Curier Jud. 9/924;
IVĂNCEANU GRIGORE, *Observație* sub. Judec. Ocol. I Urban Ploești, 159 din 12 Febr. 1909. Curier Jud. 29/1909;
NACU, III, p. 350, 351;
NICOLEANU G. HIPPOLYTE, *Notă* sub. Cas. I, 639 din 9 Sept. 1921. Pand. Rom. 1922-I-168;
SCRIBAN ȘTEFAN, „*Tacita reconducție și Legea timbrului*“. Curier Jud. 7/1910;
SCRIBAN R. TRAIAN „*Tacita reconducție creează un nou contract de locație?*“. Dr. 23/924;
SESCIOREANU G., *Observație* sub C. Apel Liège, 16 Febr. 1923. Pand. Rom. 1924-III-46.

INDEX ALFABETIC

Acțiune de reziliere 3, 13.	Pact comisor expres 3.
Aprecieri suverană 1.	Plata prețului chiriei 8, 10, 13.
Arendare 7, 10.	Prelungirea contractelor de închiriere 12.
Congediu 2.	Prețul chiriei, a se vedea „Plata“ și 4, 5, 8, 10.
Consimțământ 9, 11, 12.	Prezumțiuni 5.
Dovadă 5, 7.	Probă 5, 7.
Executare, început 7.	Reconducție tacită 1-13.
Evacuare 10.	Recurs, a se vedea „Aprecieri suverană“.
Hotărâre de evacuare 10.	Renunțare 13.
Început de executare 10.	Reziliere 3.
Început de executare 7.	Somație 4, 6.
Legea de prelungire a contractelor de închiriere 12.	Suverană apreciere 1.
Locație 1-13.	Tacită reconducție 1-13.
Locație tacită, a se vedea „Tacită reconducție“.	Termenul contractului 2, 6, 9, 11, 13.
Marturi 5.	Tolerare 11, 12.
Notificare 4, 6.	
Obiceiul locului 1, 2, 6.	

Jurisprudență.

1. Chestiunea de a se ști dacă între părți a intervenit o tacită reconducție, și aceea relativă la obiceiul locului, fiind lăsate de legiuitor la suverana

apreciere a instanțelor de fond, ca atare se sustrag în această privință controlului curții de casație. (Cas. I, 161/Apr. 27/90. B. p. 461; Cas. I, 404, Nov. 26/90. B. p. 1275).

2. Locațiunea tacită se regulează după dispozițiunile relative la locațiunile fără termen; în atare caz art. 1436 ordonă ca concediul să se dea de la o parte la alta, observându-se termenele defipte de obiceiul locului. (Trib. Dolj, II, 104, Mai 31/92. Dr. 58/92).

3. Tacita reconducție fiind întemeiată pe o voință reciprocă și tacită a ambelor părți de a continua contractul, o asemenea voință nu se mai poate presupune când una din ele a cerut rezilierea contractului și când pe tot timpul pentru care se pretinde că a fost tacită reconducție, părțile au fost în proces de reziliere a aceluși contract. (Apel Buc. 37, Febr. 23/94. Dr. 35/94).

1) În art. francez corepunzător se zice „sans écrit“ în loc de „fără termen“, iar după cuvântul „locațiune“ din rândul al 2-lea al art. 1437 cum este în codul civil Român, se adaugă cuvântul „écrit“.

4. Stipulațiunile dintr'un contract nu pot fi modificate decât cu consimțământul tuturor părților contractante. Astfel în reînnoirea unui contract de locațiune, dacă nu se face nici o mențiune de mărirea prețului chiriei, comunicarea posterioară a locatorului, care a și executat acel contract, către locatar, făcându-i cunoscut că a înțeles că la reînnoire să-i sporească chiria, nu poate avea nici un efect, dacă locatarul nu a consimțit la acel spor al prețului locațiunii. (Cas. I, 380/97, B. p. 1196).

5. Dacă nu sunt contestate închirierea anterioară și cuantumul chiriei, tacita reconducțiune poate fi dovedită prin martori și prezumpțiuni, conform dreptului comun. (Trib. Dolj, I, Dr. 32/904).

6. Tribunalele pot, constatând tacita reconducție, să fixeze un termen, după obiceiul locului, dela data unei somațiuni, după care chiriașul are să evacueze imobilul. (Cas. I, 22 Febr. 1906, B. p. 237).

7. Instanțele de fond sunt datoare să se pronunțe asupra mijloacelor de probă invocate de arendaș pentru dovedirea începutului de executare, care să ducă la prelungirea contractului de arendare printr'o tacită reconducțiune. (Cas. I, 24 Mart. 1906 B. p. 523).

8. Cumpărarea unei case de către Credit, face, ca potrivit art. 1437 codul civil, să se nască pentru acesta dreptul de a acționa în judecată pe locatarul care a consimțit să rămână în imobil, pentru plata chiriei, în virtutea tacitei reconducțiuni ce a rezultat din faptul că locatarul a fost lăsat în folosința imobilului închiriat. (Cas. I, 24 Ianuarie 1908, B. p. 10).

9. Contractul de locațiune făcut pe un termen determinat, încetând dela sine prin expirarea termenului, de aci rezultă că tacita reconducțiune este un nou contract.

Acest nou contract, formându-se pe baza unui consimțământ tacit al părților, tras din folosința bunului închiriat după expirarea contractului primitiv, presupune că părțile interesate sunt capabile.

Prin urmare, dacă consimțământul nu poate să fie exprimat decât în anumite forme particulare, reconducțiunea tacită nu poate avea loc. (Cas. I, decizia din 1 Februarie 1919; Jurispr. Rom. 6-7/919, p. 538, Trib. Jur. 1919 p. 1).

10. Când proprietarul care a obținut ordonanța de evacuare împotriva chiriașului său, primește ulterior de la acesta din urmă câștiul de arendă, însemnează că a renunțat la beneficiul evacuării, consimțind implicit la reînnoirea convenției, așa în cât el nu mai poate execută ordonanța obținută. (Trib. Ilfov s. IV, 1034 din 17 De-

cembrie 1920, Pand. Rom. 1922, II, 300).

11. Contractul locației făcut cu un termen rezolutoriu încetând de la sine prin expirarea termenului, de aci rezultă că tacita reconducție este un nou contract.

Acest nou contract formându-se pe baza unui consimțământ tacit al părților, acest consimțământ trebuie să rezulte în mod evident. Simpla tolerare a proprietarului care lasă pe chiriaș în imobil câțva timp, după expirare până își va găsi o nouă locuință, nu poate să constituie de cât un act de umanitate iar nici de cum proba unui consimțământ tacit la reînnoirea contractului. (Cas. I, 639 din 9 Sept. 1921, Pand. Rom. 1922, I, 168).

12. Art. 1437 c. civil dispune că după expirarea termenului stipulat prin contractul de locațiune, dacă locatarul rămâne și este lăsat în posesiune, atunci se consideră locațiunea ca reînnoită.

De aici rezultă că pentru ca o nouă locațiune să se poată forma prin reconducțiune, cu consimțământul tacit al părților, se cere ca locatarul în aceeași calitate să rămână și să fie lăsat în posesiunea imobilului.

În speță, deși instanța de fond constată că părțile s'au împăcat în procesul de evacuare în luna Iunie 1921, cu obligațiunea pentru proprietar de a tolera pe intimat în casă până la Sf. Dumitru 1921, ceea ce însemnează că în urmă intimatului nu mai avea calitatea de chiriaș, ci de tolerat, totuși instanța de fond declară că, intimatul fiind lăsat în imobil după data de 26 Oct. 1921, s'a operat o tacită reconducțiune fără însă ca să constate că acea simplă toleranță s'ar fi transformat în locațiune în intervalul dela Iunie la Octombrie 1921, ceea ce eră absolut necesar pentru a putea decide că o tacită reconducțiune s'a format în condițiunile legii.

În lipsa unei asemenea constatări, numai printr'o denaturare a faptelor și o greșită interpretare a art. 1437 cod. civil, instanța de fond a putut declara că s'a operat o tacită reconducțiune și că relocațiunea s'a prelungit în virtutea legilor de chirii din 1922 și 1923. (Cas. II, dec. civ. No. 472 din 29 Oct. 1923. Jur. Rom. 1/924, Curier Jud. 20/924).

13. a) În cazul unui pact comisoriu de grad III, actul de voință din partea proprietarului — tradus prin mijlocul unei acțiuni în justiție — produce de drept rezilierea care e definitivă, iar dacă părțile se înțeleg în timpul procesului pentru menținerea mai de parte a locațiunii, un nou contract se formează pe baza tacitei relocațiuni prevăzute de art. 1437 cod. civil.

b) Fiind vorba de un nou contract format astfel pe baza tacitei relocațiuni, nu se mai poate invoca renunțarea la pactul comisoriu din faptul că la procesul anterior proprietarul ar fi primit plată după expirarea termenului.

Odată vechiul contract expirat, cel nou trebuie executat în condițiuni fixate de art. 1437 c. civil și în soluționarea conflictelor născute posterior,

nu se mai poate admite posibilitatea renunțării pe fapte și împrejurări ce au înconjurat vechile raporturi contractuale, derivate din un contract de locațiune ce nu mai are ființă. (Trib. Dorohoi, jurnal No. 10.208 din 14 Decembrie 1923, Jur. Gen. 1924, No. 825).

14. A se vedea: art. 1021, nota 72; art. 1439, nota 20; art. 1452 cu notele respective; art. 1464 cu notele respective.

Art. 1438. — Când s'a notificat concediul, locatarul, chiar dacă ar fi continuat a se servi de obiectul închiriat sau arendat, nu poate opune relocațiunea tăcută. (Civ. 1437; Civ. Fr. 1739).

Text. fr. Art. 1739. — Lorsqu'il y a un congé signifié, le preneur, quoiqu'il ait continué sa jouissance, ne peut invoquer la tacite réconduction.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 499, § 369 No. 20, 22;
BAUDRY ET WAHL, *Louage*, II, 1413-1418;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 530;
DALLOZ, *Rép. Louage*, 573 urm.; *Suppl. Louage*, 331 urm.;
GUILLOUARD, *Louage*, I, 411, 417; II, 600, 601;
HUC, X, 335;
LAURENT, XXV, 338;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 293, 294;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1732;
TROPLONG, *De l'échange et du louage* II, 776.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 186 urm., 191, 260 n. 3, 329.

Jurisprudență.

1. De câte ori din împrejurări bine determinate se constată în fapt că una din părți și-a schimbat consimțământul, va apare tacita relocațiune, cu tot concediul dat, căci prin modificarea concediului, partea n'a înțeles să-și înstrăineze de loc libertatea și nu și-a interzis cătuș de puțin schimbări de consimțământ, așa că poate fi presupusă că a renunțat la efectul produs de concediul ce a dat, renunțare care exclude aplicarea art. 1438 cod. civ.

Prin urmare, întrucât instanța de fond constată fapte bine determinate, ca acel al ocupării imobilului de locatar timp de un an de zile, după denunțarea contractului și reținerea cheilor până după introducerea acțiunii la prima instanță, a putut considera că în speță există o tacită reconducțiune, înlăturând dispozițiile art. 1438 c. c. (Cas. I, decizia civilă No. 117 din 17 Iunie 1919; Jurispr. Rom. 1919, p. 747).

2. Proprietarul notificând chiriașului său concediul la expirarea contractului, urmează că, potrivit art. 1438 c. civ., acesta din urmă nu poate invoca

tacita relocațiune din faptul că a mai rămas câteva zile în urmă în imobil; aceasta cu atât mai mult în speță, căci însuși chiriașul susține că, ar fi încheiat cu proprietarul un nou contract cu alt termen și cu altă chirie, ceea ce exclude ipoteza tacitei reconducțiuni.

Pe temeiul tuturor acestor constatări de fapt, instanța de fond a fost autorizată a respinge ca neconcludentă în cauză, proba cu martori cerută a dovedi tacita reconducțiune. (Cas. I, dec. 407 din 20 Aprilie 1923, Jur. Gen. 1923, No. 716).

3. Contractele de locațiune încheiate pe timp nelimitat pot fi, conform unei jurisprudențe constante, oricând denunțate.

Contractele de locațiune pe timp nelimitat odată denunțate de către una din părțile contractante nu-și pot relua ființa și vigoarea juridică anterioară numai prin voință unilaterală a acelei părți contractante care singură a uzat de facultatea denunțării contractului, ci numai prin consimțământul expres al ambelor părți contractante. (Cas. I, Compl. Ardelean 682 din 1924, Jur. Gen. 1924, No. 1282).

Art. 1439. — Contractul de locațiune se desființează când lucrul a pierit în total sau s'a făcut netrebnic spre obicinuita întrebuințare¹⁾.

În caz când una din părți nu împlinește îndatoririle sale principale, cealaltă parte poate cere desființarea contractului. (Civ. 1020, 1021 urm., 1025, 1156 urm., 1423, 1429 urm., 1453; C. com., 716; L. Timbr. 21 § 1-b, L. agrară 30; L. asupra drept. propriet. (Mon. of. 324/903), Art. 1, 2; Civ. Fr. 1741).

Text. fr. Art. 1741. — Le contrat de louage se résout par la perte de la chose louée, et par le défaut respectif du bailleur et du preneur, de remplir leurs engagements.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 498;
BAUDRY ET WAHL, *Louage*, I, 352, 356-358, 378, 1375-1381, 1383-1387, 1389;
CAPITANT, *De la Cause des Obligations* p. 19, 287 urm.;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 553;
DALLOZ, *Rép. Louage*, 332 urm., 545 urm., 553; *Suppl. Louage*, 194, 311 urm.;
GUILLOUARD, *Louage*, I, 152, 153, 344, 345, 385, 393, 394, 430, 438, 442 urm., 445, 448; II, 144;
HUC, X, 294, 305, 338;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 295;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1738; „*Locațiune-Neplata chiriei la termen*”. Dreptul 59/1905.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 89 urm., 194, 195 urm., 262, 329, (V, p. 132; VI, p. 82); *Notă sub. C. Apel Poitiers*, 12 Iulie 1916. *Curier Jud.* 77-78/1920; *Observație sub Trib. Ilfov s. II*, 27 Oct. 1908. *Curier Jud.* 15/909; *Nota sub. Trib. Valenciennes*, 27 Sept. 1923. *Jurispr. Gen.* 25/923 No. 1743;
ALEXANDRESCU PAUL, *Nota sub. Trib. Prahova s. I*, 241 din 29 Mart. 1924. *Pand. Rom.* 1924-II-278;
CANTACUZINO MATEI, p. 654;
CIOCĂNESCU D., „*Exoneratiunea locațiunii*”, *Tribuna Juridică* 32-33/1919;
CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 64, 67 urm., 110 urm.;
CORBESCU DAN, *Nota sub Trib. Prahova s. I*, 241 din 29 Mart. 1924. *Pand. Rom.* 1824-II-273;
CRISTODORESCU C. și ȘTEFĂNESCU-PRIBOI DEM., *Codul legislației de expropriere*, p. 117;
FILITTI D. ION, *Adnotație sub C. Apel Buc. s. III*, 6 Mart. 1922. *Dreptul* 14/1922; *Nota sub Trib. Ilfov s. III*, 197 din 20 Mart. 922. *Curier Jud.* 17/922; *Nota sub. C. Apel Buc. s. I*, 615 din 11 Mart. 1920. *Pand. Rom.* 1922-II-141.
FOIȘOREANU FLORIN, *Nota sub. Trib. Ilfov s. III*, 449/924. *Jurispr. Gen.* 24/1924 No. 1404;
GEORGEAN N., *Nota sub. Judec. Ocol. Dorohoi*, 58 din 21 Mart. 1923. *Jurispr. Gen.* 2/924, No. 91; *Nota sub. Trib. Dorohoi*, 211 din 18 April 1924. *Jurispr. Gen.* 1924 No. 1577;
NACU, III, p. 348, 349;
PETIT EUGEN, *Notă sub. C. Apel Iași s. II*, 18 Mart. 1924, *Jurispr. Gen.* 15/1924 No. 862;
PLASTARA G., *Nota sub. C. Apel Buc. s. I*, 40 din 26 Sept. 918. *Curier Jud.* 30-31/1920;
SPINEANU I. ALEX., *Nota sub. Cas. II*, 65 din 17 Sept. 1919. *Pand. Rom.* 1922-I-39;
VELESCU ALEX., „*Arenda moșilor necultivate în timpul și din cauza războiului*”, *Curier. Jud.* 8-9/1920; *Notă sub Trib. Prahova s. I*, 58 din 20 Febr. 920. *Curier Jud.* 63-64/920; *Nota sub Cas. I*, 207 din 21 Mai 1920. *Pand. Rom.* 1924-I-115.

INDEX ALFABETIC

Acțiune petitorie 17.	vedea „Pact comisor”,	Eroare 39.	Locație 1-41.
Acțiune posesorie 17.	„Reziliere”.	Evacuare 17, 21, 41.	Minori 25.
Agrară lege 28-38, 40.	Concediu 31.	Expropriere 28-38, 40.	Mobilizare 24.
Apel 11, 14.	Coproprietar 16, 17, 25.	Forță majoră 19, 23, 24 bis,	Neplata chiriei, a se vedea
Aprecieri suverană 24 bis.	Consemnare 39.	26.	„Pact comisor”, „Plata
Arendare, a se vedea „Lo-	Consimțământ tacit 20.	Grație 6, 7, 12, 21.	prețului”, „Reziliere”.
cație”.	Contestație 20, 21.	Hotărîre 3, 5, 20.	Netrebnic 4, 19, 19 bis,
Armată, a se vedea „Răs-	Culpă 22, 23, 24, 24 bis,	Indiviziune 16, 17, 25.	24, 26, 27.
boi”.	27, 39.	Intârziere 14, 15, 18.	Notificare 14, 15, 18.
Clauză penală 5.	Degradări 23.	Interpretare 2.	Nou proprietar 33.
Condiție rezolutorie, a se	Distrugere 19, 24, 24 bis.	Legat 37.	Nulitate 29.
		Legea agrară 28-38, 40.	Oferită reală de plată 14.
		Legea proprietarilor 21.	Ordine publică 10, 30.

¹⁾ În textul francez lipsesc cuvintele: „sau s'a făcut netrebnic spre obicinuită întrebuințare”.

Ordonanță de evacuare 21.	Renunțare 2, 9, 13, 30, 34, 35.
Pact comisior 7, 8, 10, 12, 13, 15, 18, 21, 22, 39.	Reziliere 1-41.
Petitorie acțiune 17.	Scrisoare recomandată 39.
Pierderea lucrului închiriat, a se vedea „Netrebnic”.	Slepuri 26.
Plata prețului 1, 3, 5-9, 11, 15, 18, 20, 21, 24, 39.	Somație 14, 15, 18.
Posesiunea legatului 37.	Suverană apreciere 24 bis.
Posesorie acțiune 17.	Termin 1, 5, 6, 7, 9, 12, 14, 15, 18, 35.
Produce 3, 5.	Termin de grație 6, 7, 12, 21.
Proprietar nou 33.	Testament 37.
Proprietarilor lege 21.	Toleranță 13.
Punere în întârziere 14, 15, 18.	Tutor 25.
Răsboi 4, 19, 23, 24, 24 bis.	Urmărire silită 3.
Rechiziție 23.	Uzufruct 36, 37, 40.
	Vânzarea lucrului închiriat 33.

Jurisprudență.

1. După art. 1429 și 1439, una din condițiile principale într'un contract de locațiune, este și plata prețului locațiunii la termenele statornicite și în caz de neîndeplinirea unei asemenea îndatoriri principale, cealaltă parte poate cere desființarea contractului, fără altă formalitate destul să fie constatată neîndeplinirea condițiilor principale a nerăspunderii arenzii la termenele fixate prin contract. (Cas. I, 413/Nov. 22/74, B. p. 283; Cas. I, 262/Oct. 10/79, B. p. 688; Cas. I, 8/Ian. 12/93, B. p. 7).

2. Renunțarea din partea proprietarului la exercitiul dreptului său rezultând din clauza rezolutorie a obligațiunii luată de arendașul de a plăti la termenele fixate prin contract arenda moșiei, fiind de drept strict, nu se poate deduce prin interpretațiunea unei convențiuni. (Cas. I, 413/Nov. 22, 74, B. p. 283).

3. Contractul de arendare făcând legea părților și ele având prevăzut expres că locatarul are drept de a se despăgubi prin administrație de ori ce avere găsită pe moșie și în caz de neajungere de a procede conform legii de urmărire, locatarul se găsește în drept, pentru arenda nerăspunsă și datorită de locatar, de a urmări și a vinde produsele aflate pe moșie pe cât suma datorită e recunoscută de locatar. Deci odată constant că locatarul a exercitat un drept al său vânzând prin licitațiune și fără judecată acele produse pentru neplata de arendă, apoi prețul cel drept al lor e prețul cu care s'au vândut la licitațiune și nu poate sub nici un cuvânt arendașul să evite consecințele călcării contractului de dânsul făcută; și nu este vorba în specie de rezilierea contractului pentru ca să poată imputa locatarului ca o greșală, că nu a dobândit mai întâi o hotărîre judecătorească, ci tocmai de executarea contractului, de plata arenzii, în care privință contractul scutește pe locatar de judecată. Astfel fiind curtea de apel violează art. 1021, când se întemeiază pe el spre a imputa locataru-

lui, ca o greșală că nu a mers înaintea justiției și a despovără cu modul acesta pe arendaș de consecințele neexecutării obligațiilor sale. (Cas. I, 431/Dec. 23/75, B. p. 390).

4. Legiuitorul, prin art. 1439, a prescris că contractul se desființează și când lucrul arendat s'a făcut netrebnic spre obișnuita întrebuintare. Astfel, dacă moșia prin ocuparea ei de către armată și lucrările făcute a devenit netrebnic dreptul de exploatare al arendașului, e loc la aplicațiunea art. 1439 de oarece, fie chiar în parte ocupată moșia de armată, a putut deveni netrebnică spre exploatare într'un interval de timp cuprins în contract și în care interval urmă a se bucura arendașul de folosința lucrului arendat, ceea ce este una din condițiile esențiale ale locațiunii. (Cas. I, 266/Iun. 10/78, B. p. 241).

5. Dacă în contractul de arendare se prevede clauza penală că la caz de a nu se plăti arenda la termenul stipulat prin contract, proprietarul are dreptul de a depărta pe arendaș fără judecată din moșie, oprind toate produsele aflate pe moșie, în fața stipulațiunii unei atare clauze penale în contract, care este legea părților, și în fața constatărei că arendașul nu și-a îndeplinit obligațiunea din contract de a plăti arenda la termen, proprietarul este în drept de a uză de acea dispozițiune din contract, fără a fi dator a justifica vre-o pierdere. (Cas. I, 51/Febr. 19/82, B. p. 152).

6. Desființarea contractului sinalagmatic, trebuie să se ceară înaintea justiției, care, după circumstanțe, poate acorda un termen părții acționate; și de este vorba de neexecutarea unui contract de arendă prin neplata câștului la termenele regulate, justiția poate nu numai să-i acorde termene, dar poate chiar refuza rezilierea în baza art. 1020 și 1430. (Apel Iași, I, 54, Mart. 22/84, Dr. 68/84).

7. Părțile contractante pot stipula o condițiune rezolutorie în contractul de arendare pentru neexecutarea angajamentelor contractate de arendaș; dar acest pact comisoriu are efecte diferite după intențiunea părților, sau reproduce condițiunea rezolutorie tacită, și în acest caz nu poate produce de cât efectele ei, sau reziliază contractul de drept fără intervenția justiției, numai în baza unei simple manifestațiuni a locatarului. Astfel dar în fapt sunt două specii de pacte comisorii în ceea ce privește închirierile, unul care echivalează cu condițiunea rezolutorie tacită și care prin urmare nu reziliază contractul de drept, și altul care echivalează cu o condițiune rezolutorie expresă. Asă clauza „de nu voi fi următor cu plata

căștiurilor la termenele stipulate în acest contract, liber va fi proprietarul a rezilia contractul, prin ea însăși nu constituie o condițiune rezolutorie expresă, această clauză nu arată de cât care este consecința neexecutării angajamentului arendașului, fără însă a prevedea modul cum se va opera rezilierea. Așa fiind, această condițiune inserată în contract, nu face de cât a reproduce condițiunea rezolutorie tacită. Neplata căștiurilor la termenele convenite este, fără îndoială, o cauză de rezoluțiune a contractului de arendare, dar această reziliere nu poate avea loc de plin drept, și, în lipsă de o condițiune rezolutorie expresă convenită între părți, se poate acorda după circumstanțe, un termen debitorului pentru a-și îndeplini obligațiunea sa, căci astfel este principiul general stabilit de art. 1020 și 1021 în materie de reziliere a contractelor, și această dispozițiune este aplicabilă la contractele de arendare ca la toate contractele sinalagmatice. Departe de a se derogă la acest principiu la titlul despre contractul de locațiune, din contra legea se referă la el în mod implicit prin art. 1439, ale cărui expresiuni nu fac de cât a reproduce pe cele din art. 1020. Astfel fiind, clauza rezolutorie inserată în contractul de arendare fiind o clauză rezolutorie tacită, în care caz tribunalul poate acorda un termen pentru executare, urmează prin *a fortiori* că contractul nu poate fi reziliat dacă debitorul în urma chemării în judecată, a plătit căștiurile întârziate. (Trib. Ialom. 110, Iun. 6/85, Dr. 53/85).

8. Nu este exact a se zice că în contractul de arendare pactul comisoriu n'are nici o valoare; căci contractul de arendare făcând parte din contractele așa numite succesive, cari se descompun în obligațiuni cotidiene ce se reînnoesc neîncetat, nu încetează de a nu fi un contract sinalagmatic, în care pactul comisoriu fără somațiune sau judecată va avea de efect ca imediat ce una din părți nu și-a îndeplinit obligațiunea, contractul să se rezilieze de drept după cererea celeilalte părți. Deosebirea între acest fel de contract și celelalte convențiuni simple, cum sunt vinderea, schimbul, etc., este că în primele contractul nu încetează să existe pentru trecut, care nu este desființat. Condițiunea îndeplinită în acest caz are efectul unui termen rezolutoriu. În secundul, rezoluțiunea se operă și pentru trecut, lucrul se pune în stare primitivă. Dacă dar în contractul de arendare părțile au stipulat că în caz când locatarul nu va plăti căștiurile la termenul fixat, contractul se va desființa de drept fără somațiune sau judecată, îndată ce se constată că

nu s'a plătit căștiul, condițiunea rezolutorie fiind împlinită, rezoluțiunea contractului a avut loc de plin drept și fără să fie necesitate de intervențiunea justiției. (Trib. Ilfov, not. Sept. 15/87, Dr. 66/87).

9. Prelungirea de termen pentru plata căștiului de arendă expirat, nu implică renunțarea la rezilierea contractului de locațiune, pentru că dreptul de a regulă plata unui căștiu trecut și dreptul de a se folosi de clauză de reziliere sunt deosebite și proprietarul are facultatea de a le exercită sau separat sau cumulativ. (Apel Buc. III, 241, Oct. 31/88, Dr. 72/88).

10. Dacă părțile prin contractul de locațiune se învoesc ca la caz de orice abatere a condițiilor din contract arendașul să fie îndepărtat și contractul reziliat de drept, fără judecată și somațiune, prin această clauză părțile au modificat efectele pactului comisoriu, astfel după cum el este regulat de art. 1020, în acest sens ca contractul să fie reziliat prin singura și exclusivă voință a proprietarului, fără să fie ținut pentru aceasta a și-o manifesta prin chemare în judecată sau somațiune. Și cum pactul comisoriu tacit subînțelege în contractele bilaterale nu interesează ordinea publică și bunele moravuri, ci interese curat private, creditorul poate să deroage la acest drept stabilit în favoarea sa. Deci proprietarul este în drept să isgonească pe arendaș fără somațiune și judecată când acesta nu achită căștiul arenzei. (Apel Buc. III, 214, Oct. 31/88, Dr. 72/88).

11. Art. 327 alin. II pr. civ., dă drept de a se cere în apel dobânzi, venituri și ori ce alte despăgubiri sau daune-interese întâmplare după judecata de la prima instanță sau din cauza judecăței în apel. Or, arenda unui imobil nefiind altceva de cât un venit periodic al imobilului, ea poate fi cerută în apel, nu numai în cât privește rata exigibilă în momentul intentării acțiunii, ci în ce se atinge de toate ratele scăzute până în momentul pronunțării deciziunii date în apel. Și dreptul pentru proprietar de a cere condamnarea arendașului, în momentul când e să se pronunțe deciziunea în apel, la plata tuturor acestor rate, implică virtual și necesarmente și dreptul pentru proprietar de a invoca neplata lor ca mijloc la sprijinirea cererii sale de reziliere a contractului, fundată pe principiul formulat în art. 1020 după care condițiunea rezolutorie e totdeauna subînțeleasă în contractele sinalagmatice. A decide altfel, ar fi a creea o distincțiune neadmisă de lege și anume că neplata ratelor unei arenze ar da drept proprietarului de a

cere condamnarea arendașului la plata lor, iar nu și condamnarea acestuia la rezilierea contractului, rezultat ce ar fi contrariu dispozițiilor formale ale art. 1021, după care neplata arenzii conferă proprietarului dreptul alternativ de a cere sau plata arenzii sau rezilierea contractului. (Cas. I, 468/Nov. 30/91, B. p. 1258).

12. Neplata chiriei la termenele convenite este fără îndoială o cauză de reziliere a contractului de închiriere; dar această reziliere nu poate avea loc deplin drept, și în lipsă de condițiune rezolutorie expresă convenită între părți, se poate acorda după circumstanțe un termen debitorului pentru a-și îndeplini obligațiunea sa, căci astfel e principiul general stabilit de art. 1020 și 1021 în materie de rezilierea contractelor, aplicabil și la contractele de închiriere de imobile, ca la toate contractele sinalagmatic. Departe de a se derogă la acest principiu la titlul despre contractele de locațiune, legea se referă la el în mod implicit prin art. 1439, ale cărui expresiuni nu fac de cât a reproduce pe acelea din art. 1020. (Trib. Ialom. Aug. 28/92, *Dr.* 63/92).

13. Părțile contractante pot stipulă o condițiune rezolutorie, atât prin contractul de închiriere, cum și în orice fel de contracte, pentru neexecutarea angajamentelor luate printr'însul, dar acest pact comisoriu are efecte diferite după intențiunea părților: sau reproduce condițiunea rezolutorie tacită, și în acest caz nu poate produce de cât efectele ei (art. 1020 și 1021); sau reziliază contractul de drept, fără intervenția justiției, numai în baza unei simple manifestațiuni a locatorului. Astfel dar, în fapt sunt două specii de pacte comisorii în ceea ce privește închirierile: unul care echivalează cu condițiunea rezolutorie tacită, și care prin urmare nu reziliază contractul de drept; și altul care echivalează cu o condițiune rezolutorie expresă, în acest sens că contractul este desființat fără intervenția justiției, prin simpla voință a închirietorului. Astfel fiind, dacă locatorul în favoarea căruia s'a stipulat condițiunea rezolutorie pentru neplată, tolerează a i se plăti peste termenele stipulate, el probează prin aceasta că intențiunea sa a fost a încheia un contract cu clauză rezolutorie tacită, iar nu expresă. (Trib. Ialomita, Aug. 28/92, *Dr.* 63/92).

14. Din momentul ce arendașul, care din cauza lipsei de somațiune se află încă în termen înaintea curtei de apel chiar, a plătit suma ce datoră, prezentarea recipisei casei de consemnațiuni pentru depunerea acelei sume e suficientă pentru a înlătura cererea de reziliere. Neîndeplinirea formelor cerute

de art. 1114 și 1115, n'ar putea autoriza pe Curtea de apel a nu ține seamă de recipisa de consemnare de cât dacă plata trebuia făcută în lăuntru unui termen și acest termen ar fi fost expirat în momentul când dânsa se află chemată a-și da hotărîrea sa asupra cererii de reziliere. (Cas. I, 32/Ian. 29/92, B. p. 51).

15. Neplata căștiului arendei la termen fixat în contract, afară de o stipulațiune expresă, nu îndreptățește pe locator a cere rezilierea contractului de arendare, de cât atunci când arendașul a fost pus printr'o somațiune în întârziere; în lipsă de o asemenea somațiune, arendașul poate, în tot timpul duratei instanței, înlătura cererea de reziliere, executând obligațiunea sa. (Cas. I, 32/Ian. 20/92, B. p. 50).

16. Starea de indiviziune în care se găsește proprietarii unui imobil închiriat sau arendaș nu poate pune obstacol unuia dintr'însii, de a cere contra locatarului rezilierea contractului de locațiune, încheiat cu consimțământul lor, pentru neîndeplinirea obligațiilor sale principale către acest coproprietar. (Cas. I, 8/Ian. 12/93, B. p. 6).

17. Coproprietarul în indiviziune al unui imobil nu poate pe calea acțiunii posesorie cere evacuarea imobilului închiriat numai de un coproprietar fără consimțământul și cooperarea co-devălmașului, căci nu se poate concepe cererea de a fi depărtat de fapt din stăpânirea imobilului coproprietarul aceluși imobil; singura cale ce legea deschide în specie, pentru regularea raporturilor dintre coproprietarii în indiviziune e aceea a petitoriului. (Cas. I, 56/Febr. 15/94, B. p.).

18. Neplata căștiului arendei la termenul fixat în contract, afară de stipulațiune expresă, nu îndreptățește pe locator a cere rezilierea contractului de arendare, decât atunci când arendașul a fost pus printr'o somație, în întârziere, și, în lipsă de o asemenea somație, arendașul poate, în tot timpul duratei instanței, înlătura cererea de reziliere, când este gata a-și execută obligațiunea sa. (Cas. I, 314/901, B. p. 1171).

19. În prevederile art. 16 și 59 din condițiunile generale de arendare, după cari arendașul poate cere și obține rezilierea contractului de arendare pentru caz de forță majoră, intră și cazul când ecaretele de pe moșie au fost distruse, cu ocaziunea unui război civil, în așa chip încât ele nu mai pot servi la folosința moșiei arendate. (Cas. I, 3 Iunie 1908, B. p. 1045).

19 bis. Contractul de locațiune nu poate fi considerat ca reziliat de plin drept din cauză că lucrul închiriat s'a făcut netrebnic spre obicinuita lui între-

buintare, ci trebuie ca chiriașul, care are alegerea între a sili pe proprietar a execută convenția sau a cere desființarea, să facă cerere înaintea justiției pentru rezilierea contractului. (Cas. I. B. p. 1832).

20. Un contract de arendare desființat pentru neîndeplinirea îndatoririlor principale (1439 al. 2 c. civ.) este și rămâne lipsit de orice efecte legale pentru viitor, nemaî putând fi continuat și nici reînființat prin consimțământul tacit al părților. Intr'un atare caz, un nou contract e necesar pentru a înlocui contractul anterior.

Așa fiind cu drept cuvânt instanța de fond a decis că un contract de arendare desființat printr'o hotărîre definitivă pentru neplata arendeii nu mai poate fi reînființat și bine a respins contestația arendașului întemeiată pe faptul că în urma pronunțării hotărîrii executată, proprietarul ar fi ridicat câștiul ce fusese consemnat de arendaș, de oarece o hotărîre definitivă nu poate deveni nulă printr'un eveniment ca acela pe care contestatorul l-a invocat. (Cas. II, 264 din 3 Dec. 1912. Jur. Rom. 7/913).

21. După dispozițiunile clare ale art. 2 din legea proprietarilor președintele sau judecătorul respectiv poate ordonă evacuarea imobilului închiriat, sau arendat, după simpla petițiune a proprietarului, fără citarea părților, pentru neplata de chirie sau arendă, dacă contractul este autentic și investit cu titlu executoriu, fără ca să fie nevoie pentru aceasta de pactul comisoriu expres în contractul de închiriere sau arendare.

Modul, în care are a se procede în celelalte cazuri arătate de art. 3 din aceeași lege, se referă la alte cazuri decât plata de chirie sau evacuare pentru neplata de chirie; în aceste din urmă cazuri condițiunea rezolutorie expresă nu este cerută pentru a obține o ordonanță prezidențială de executare sau evacuare pe calea sumară prevăzută de lege.

Astfel fiind, deși instanța de fond motivează că evacuarea nu se putea obține printr'o ordonanță prezidențială fără un pact comisoriu expres, totuși, cercetând dacă arendașul este în culpă și dacă este locul la reziliere și evacuare, potrivit art. 3 din legea proprietarilor și art. 1439 c. civil, și ordonând evacuarea în urma unui termen de grație dat arendașului pentru plata câștiurilor exigibile, n'a comis nici un exces de putere și n'a violat dreptul de apărare al părții, căci, numai pe calea contestațiunii de care a și uzat arendașul, avea dreptul să protesteze în contra ordonanței de evacuare obținută de proprietar în contra sa.

Dacă, dar, instanța de fond a interpretat altfel dispozițiunile art. 2 din legea proprietarilor, aceasta nu poate atrage casarea hotărîrii sale, întrucât soluțiunea dată este bună. (Cas. II, No. 223, 1913; Jurispr. Rom. 1914, p. 98).

22. Clauza rezolutorie fiind consecința și sancțiunea neîndeplinirii unei obligațiuni, ea nu-și produce efectul decât atunci când este dovedită culpa părții față de care se invoacă această clauză. (Cas. I, No. 537, 1915; Dreptul 1915, p. 585).

23. Rechiziția totală, deși este o turburare de folosință, ar putea totuși lua caracterul cazurilor fortuite și de forță majoră, în speță însă când obstacolul adus în executarea obligațiunei a fost ocazionat de culpa locatarului, din acest punct de vedere acesta nu se poate prevala de art. 1423 și 1439 c. civ. (Apel Buc. III, No. 49, 1918; Revista de Drept, No. 1, 1918, p. 22).

24. Mobilizarea chiriașului deși l-a pus în imposibilitate de a se putea folosi de imobil, această imposibilitate însă, nu poate fi considerată ca o pierdere a lucrului în sensul art. 1423 și 1439 c. civ., de oarece dânsa privește numai persoana chiriașului și situațiunea sa particulară, și deci, acest fapt nu poate constitui o cauză de suspendare a contractului de locațiune care să-l scutească de plata chiriei.

Rechiziționarea totală a unui imobil de armata de ocupațiune deși ar putea, în principiu, fi asimilată cu pierderea folosinței din cauza distrugerii imobilului, totuși întrucât în speță se constată că rechizițiunea apartamentului în întregime s'a făcut din culpa chiriașului, care a închis casa și a părăsit-o, nelăsând pe nimeni să o locuiască, dânsul nu poate invoca beneficiul cazului fortuit prevăzut de art. 1423 și 1439 c. civ.

Ordonanța cu No. 375, par. 7 și 10, dată de puterea ocupantă, prevede că obligația de cuartir incumbă nu numai proprietarilor, dar și locatarilor. (Cas. I, decizia No. 14 din 8 Febr. 1919; Jurispr. Rom. 1919, p. 698).

24 bis. a). După art. 1423 c. civil, atunci când lucrul închiriat este distrus în totul, contractul de locațiune este reziliat „ipso facto“, din momentul distrugerii.

Deși acest text de lege vorbește numai de lipsă de folosință provocată de distrugerea imobilului printr'un caz fortuit, totuși motivul determinant, care l-a condus pe legiuitor în edictarea acestei dispozițiuni este lipsa totală de folosință a chiriașului, fără culpa vreuneia din părțile contractante, astfel că evenimentul care împiedică în întregul lui exercițiul dreptului chiriașului ori de câte ori nu a putut fi prevenit sau înlăturat, atrage

rezilierea de drept a contractului, fie el un caz fortuit, sau de forță majoră, isvorită din războiu.

Între cazul fortuit și cel de forță majoră nu trebuie să se facă nici o distincție câtă vreme pentru chiriaș rezultatul este acelaș. — aceasta cu atât mai mult cu cât distrugerea imobilului prevăzută de art. 1423 c. c., nu este un caz limitativ, ci numai enumerativ.

Odată contractul reziliat de drept pentru lipsă de folosință totală în timp de război, instanțele judecătorești nu mai pot ordona reintegrarea chiriașului în drepturile stipulate prin contractul reziliat, care deci nu mai poate produce nici un efect în favoarea sa.

b). Chestiunea culpei este de atributul suveran al instanțelor de fond, care singure sunt în drept să aprecieze împrejurările de fapt ale cauzei. (Cas. II, No. 60, 1919; Jurispr. Rom. 1919, p. 810).

25. Starea de indiviziune nu poate fi o piedică pentru ca minorul să nu poată să exercite prin tutorul său o acțiune în reziliere, de oarece potrivit art. 480 c. civ., ori care dintre coproprietarii indivizi poate cere rezilierea unui contract de închiriere sau arendare când locatarul nu și îndeplinește obligațiile sale. (C. Apel Buc. s. III, 62 din 1 Mai 1919, Dreptul 39/920).

26. Conform art. 1439 c. civ., contractele de închiriere se desființează când lucrul închiriat a pierit cu totul, iar pierderea folosinței din caz de forță majoră este echivalentă cu pierderea însăși a lucrului închiriat, de oarece obiectul contractului de închiriere este folosința lucrului de care chiriașul este privat în mod absolut prin actul autorității.

Prin urmare în specie, intimatul obligându-se a pune la dispoziția firmei apelante două șlepurî spre a transporta cereale, el nu și-a putut ține această obligație din cauză că a fost împiedicat prin ordinul Inspectoratului General al Navigației și Porturilor, fapt care constituie un caz de forță majoră și deci contractul urmează a se desființa. (C. Apel Buc. s. I, 10 din 11 Mart. 1920, Curier Jud. 69-70/920, Pand. Rom. 1922, III, 19).

27. Art. 1439 își are aplicația numai când lucrul a pierit în totul sau când s'a făcut netrebnic de întrebuințare, iar nu când s'a făcut degradațiuni la imobilul închiriat, datorite exclusiv culpei locatarului. (Trib. Dolj s. I, 87 din 10 Mart. 1920, Curier Jud. 89-90, 1920).

28. Potrivit art. 30 din legea agrară din 17 Iulie 1921, când suprafața expropriată trece de 25% din întinderea totală cultivabilă a moșiei, atât aren-

dașii cât și proprietarii au facultatea de a cere rezilierea contractului de arendare, fără nici o pretenție. Art. 30 din citata lege și 78 din Regulament se aplică atât la suprafața care eră expropriată la promulgarea acestei legi, cât și la cele expropriate până atunci, fie în baza Decretului lege 3697/918, fie în baza legii pășunelor comunale — decrete și legi ratificate prin însăși legea agrară. (C. Apel Buc. s. IV, 37 din 6 Mart. 1922, Curier Jud. 21, 1922; Trib. Ilfov s. II, 1921 din 30 Nov. 1921, Curier Judiciar 21/1922; C. Apel Iași, s. I, 49 din 2 Iunie 1922, Jur. Gen. 1923, No. 842; Cas. I, 499 din 19 Mai 1922, Curier Jud. 32/922; C. Apel Buc. s. I, 168 din 27 Iunie 1922, Dreptul 1/923, Pand. Rom. 1923, III, 58; C. Apel Iași, 32 din 8 Aprilie 1922, Dreptul 2/923, Pand. Rom. 1923, III, 61; C. Apel Buc. s. I, 4 Febr. 1923, Dreptul 21/923, Pand. Rom. 1923, III, 121; Cas. I, 555 din 29 Mai 1923, Jur. Rom. 18/923; C. Apel Galați s. II, 166 din 7 Febr. 1924, Jur. Gen. 1924, No. 534).

29. Rezilierea prevăzută de art. 30 din legea agrară din 17 Iulie 1921, fiind facultativă pentru părți, atât arendașul cât și proprietarul sunt într'o situație analogă a ceeaia în care s'ar afla când una din părți nu și-ar îndeplini obligațiile, iar cealaltă ar avea facultatea de a cere rezilierea contractului — prin urmare legea nu a creat o nulitate de drept, ci o cauză de reziliere facultativă, asupra căreia judecata are dreptul de apreciere — dacă nu asupra rezilierii în sine, cel puțin asupra epocii de când ea urmează să se admită, cu obligația pentru arendaș de a se conforma dispozițiilor art. 1465 c. civ. (C. Apel Buc. s. IV, 37 din 6 Martie 1922, Curier Jud. 21/922).

30. Dispozițiunile art. 30 al. 2 Legea pentru reforma agrară, potrivit căroră dacă suprafața expropriată trece de 25% din întinderea totală a moșiei, arendașii și proprietarii au facultatea de a cere rezilierea contractului, fiind dispoziții create în folosul proprietarilor, iar nu ca să servească un interes general, nu sunt de ordine publică și deci părțile pot derogă prin convenții particulare. Astfel este valabilă clauza dintr'un contract de arendare prin care părțile au convenit ca în caz de expropriere de către Stat a moșiei, să nu aibă nimic de obiectat și să se scadă numai prețul arendeii proporțional cu suprafața ce se va expropria. (C. Apel Iași s. I, 26 din 22 Martie 1922, Dreptul 24/922).

31. Prin art. 30 L. agrară din 1921, acordându-se atât proprietarilor cât și arendașilor dreptul de a cere rezilierea contractului de arendă, când prin expropriere s'a luat o suprafață care

depășește 25% din întinderea totală a moșiei, prin aceasta se creează o cauză nouă de reziliere, deosebită de cele prevăzute de dreptul comun. Legea agrară nu condiționează exercițiul facultății de a cere rezilierea, de necesitatea de a da părții adverse un concediu în anumit termen — această formalitate de altfel nu este cerută nici în cazurile de reziliere după normele dreptului comun. Singura favoare pe care legiuitorul o acordă detinătorilor moșiei, este aceea din art. 153, după care ei mai pot cultiva moșia respectivă, dacă exproprierea are loc pe temeiul legii din 1921, dacă până la 15 Aug. 1921, nu a intervenit hotărârea definitivă de expropriere. Pentru exproprierea făcută pe temeiul Decretului-lege din 1918, nu s'a mai acordat această favoare.

Pentru rezilierea contractelor de arendă pe temeiul legii agrare, nu se aplică dispozițiile art. 1436 c. civ., relativ la concediul în cazul contractului fără termen și nici dispozițiile art. 1443 c. civ., relative la punerea în aplicare de către terțul achizitor a clauzei de reziliere înscrisă în contract pentru cazul vânzării moșiei. (Cas. I, 689 din 18 Iunie 1922. Curier Jud. 32/922; Dreptul 34/922, Jur. Rom. 23/922, Pand. Rom. 1923, III, 52, Tribuna Jur. 42-44, 1922; C. Apel Buc. s. I, 168 din 27 Iunie 1922. Dreptul 1/923, Pand. Rom. 1923, III, 58).

32. Contractul a cărui rezoluțiune se cere fiind intervenit la 1920, sub imperiul decretului-lege din 1918, care prin art. 45 nu permitea decât arendașilor să ceară rezilierea când se expropriează mai mult de 25 la sută din moșie, clauza invocată nu poate fi interpretată decât în sensul că, printr'însa se reducea numai dreptul arendașului de a nu cere rezilierea, ci numai reducerea arenzii în cazul unei exproprieri de peste 25 la sută și nu se poate admite că și proprietarii să fi renunțat printr'însa la dreptul de reziliere, pe care atunci nu-l aveau, căci numai în urmă legea agrară din 1921, li l-a acordat. (Cas. I, dec. 555 din 29 Mai 1923, Jur. Gen. 1923, No. 1298).

33. Conform art. 1441 c. civ., cumpărătorul se găsește subrogat în toate drepturile și obligațiile locatorului vânzător. Subrogarea din art. 1441 c. c. — în ce privește drepturile autorului — se explică și pe baza principii potrivit căruia vânzătorul transmite cumpărătorului toate drepturile pe care le-ar fi avut față de lucrul vândut.

Dreptul facultativ de reziliere acordat proprietarilor prin art. 30 din Legea agrară, în caz când întinderea expropriată trece de 25 la sută din întinderea totală a moșiei, trece la avândul-

cauză cu titlu particular, fiind vorba de un drept pecuniar nelegat de persoana vânzătorului. Susținerea contrară ar creia situațiuni inechitabile și ar contrazice principiile subrogării din art. 1441 c. c., căci s'ar ajunge ca, posterior vânzării, noul proprietar să fie desbrăcat de exercițiul dreptului de reziliere acordat de art. 30 din Legea agrară, iar arendașul să păstreze în toate cazurile dreptul său de reziliere. (Trib. Drohoi 145 din 8 Mai 1923, Pand. Rom. 1923, II, 244).

34. Dacă proprietarul care după o primă expropriere a renunțat la dreptul de reziliere conferit prin art. 30 din legea agrară, nu mai poate reveni asupra acestei renunțări atât timp cât situația rămâne neschimbată, atunci însă când intervine o a doua expropriere care poate aduce o nouă reducere din suprafața moșiei rămasă de la prima expropriere, proprietarul poate să exercite dreptul său de reziliere și fiindcă din nimic nu rezultă că prin prima renunțare, proprietarul a renunțat implicit și la rezilierea la care ar avea dreptul după o a doua expropriere, care îl pune față cu o nouă situație de fapt, pe care el nu a putut-o prevedea atunci când a renunțat pentru prima dată. (C. Apel Iași s. II, 18 Martie 1924. Dreptul 14/924).

35. Dispozițiunile art. 30 din legea agrară, potrivit cărora proprietarii au facultatea să ceară rezilierea contractului dacă suprafața expropriată a moșiei trece de 25% din întinderea ei totală, fiind de ordine publică, nu se admite o renunțare implicit la aceste dispozițiuni și nici nu se poate deduce o renunțare tacită din faptul neexercitării acțiunii în reziliere într'un anumit termen, de oarece legea agrară nu prevede nici un termen pentru exercitarea acestei acțiuni, lăsând astfel proprietarului facultatea de a exercita dreptul de reziliere în momentul când va crede că este în interesul lui. (C. Apel Buc. s. II, 412 din 29 Oct. 1924. Dreptul 39/924).

36. Art. 30 din legea agrară întrebunțând cuvântul generic de proprietar, a înglobat în această noțiune generală pe toți cei asupra cărora cad atribuțiile proprietății, printre cari și uzufructuarul, neputând să se gândească măcar ca acesta să fie exclus de la drepturile sale reale, ce-i sunt conferite de codul civil prin art. 517 și urm. Astfel fiind, uzufructuarul are drept să arendeze moșia rămasă neexpropriată și tot el, în mod inevitabil, are dreptul de a cere rezilierea contractului de arendă, pe baza art. 30 din L. agrară. (C. Apel Buc. s. IV 304 din 22 Oct. 1924. Bul. C. Apel 16/924).

37. Legatul în uzufruct fiind un legat cu titlu particular, potrivit art.

899 c. civil, legatarul particular trebuie să obțină judecătorește sau de bună voie predarea legatului său de la reprezentanții legali ai testatorului.

Atât timp cât legatarul particular nu a obținut recunoașterea legatului, în uzufruct, el nu a putut intra în posesiunea bunului legat, și ca atare legatarul nu are exercițiul acțiunii relative la acest uzufruct; până la recunoașterea acestui legat, nudul proprietar, ca moștenitor legal, având dreptul de a percepe fructele, are și exercițiul acțiunilor relative la bunul legat și deci și acțiunea în reziliere făcută de acesta în baza art. 30 din legea agrară din 1921, care îi dă dreptul de a cere rezilierea contractului de arendare dacă s'a expropriat mai mult de 25% din suprafața moșiei arendate. (Trib. Tecuci 12 Dec. 1924, Jur. Gen. 1925, No. 430).

38. Dreptul acordat proprietarilor prin art. 30 Legea agrară de a cere rezilierea contractului de arendă, dacă au suferit o expropriere a unei suprafețe care să atingă peste 25% din suprafața totală a moșiei respective, dânsii îl au și pentru cazul când această expropriere privește pentru o parte constituirea de pășune comună, un teren de cultură propriu zis; de asemenea îl mai au și atunci când suprafața moșiei a fost redusă la cota sus arătată în urma operațiunilor cadastrului, întru cât prin această operațiune micșorându-se suprafața rămasă proprietarului, este vorba tot de o expropriere. (Cas. I, 1674 din 10 Oct. 1924, Jur. Gen. 1925, No. 638).

39. Chiriașul este în culpă și deci pactul comisor prevăzut în contract operează, când atât depunerea chiriei, cât și scrisoarea recomandată nu este pe numele proprietarului, ci pe alt nume (în specie I. Pavelescu în loc de D. I. Pavelescu), fără să se poată susține că este o eroare materială, de oarece fiind vorba de un act de procedură, consemnarea unei sume de bani, neîndeplinirea condițiilor cerute de lege atrage nulitatea actului, fără ca instanțele judecătorești să poată aprecia dacă lipsa acelei formalități este făcută cu bună sau rea credință. (C. Apel Buc. s. I, 14 din 21 Ian. 1925, Bul. C. Apel 10/925).

40. Uzufructuarul unui imobil, pe temeiul dreptului său real de folosință are, ca și proprietarul deplin al imobilului, calitatea de a intenta orice acțiune privitoare la exercitarea dreptului de folosință. Prin urmare ele este în drept a intenta și acțiunea în rezilierea arendării, conform art. 30 din legea agrară, această lege neaducând nici o modificare naturii dreptului de uzufruct astfel cum este definit de dreptul civil. (Cas. I, 389 din 16 Febr. 1925, Pandectele Săptămânale 8/925).

41. Evacuarea imobilului fiind o consecință logică a rezilierii contractului, urmează că cererea de evacuare este implicit cuprinsă în cererea de reziliere. (Cas. I, 389 din 16 Febr. 1925, Pandectele Săptămânale 8/925).

42. A se vedea: art. 1021, Index alfabetic și notele respective; art. 1081, nota 6; art. 1420, 1423, 1429, 1430 cu notele respective.

Art. 1440. — Contractul de locațiune nu se desființează prin moartea locatarului, nici prin cea a locatorului. (Civ. Fr. 1742).

Text. fr. Art. 1742. — Le contrat de louage n'est point résolu par la mort du bailleur, ni par celle du preneur.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Louage*, I, 1261, 1263, 1264;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 554;
DALLOZ, *Rép. Louage*, 525; *Suppl. Louage*, 299;
DEMOLOMBE, XV, 168 bis;
GUILLOUARD, *Louage*, I, 351, 358;
HUC, X, 340;
LAURENT, XXV, 319;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 295;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1744.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 179, 220, 221, 318;
CANTACUZINO MATEI, p. 660;
CERBAN ALEXANDRU, *Notă* sub. Cas. I, 784 din 6 Iulie 1923. Curier Jud. 3/924;
CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 142;
FRIEDMAN HUGO, *Notă* sub. Trib. Prahova s. I, 29 Oct. 1920. Curier Jud. 40/1921;
NACU, III, p. 339 urm., 360.

INDEX ALFABETIC

Deces 1-10.	Moarte, a se vedea „Deces“
Derogare 4, 6.	Moștenitori, a se vedea
Desființare, a se vedea	„Deces“, „Successori“.
„Reziliere“.	Plata chiriei 8, 10.
Farmacisit 7.	Prelungirea contractelor
Legea de prelungire a con-	de închiriere 9, 10.
tractelor de închiriere	Reziliere 1-10.
9, 10.	Sanitară lege 7.
Legea sanitară 7.	Sotie 8.
Locatari mai mulți 3.	Sublocațiune 2.
Locație de lucrări 1.	Successori 2, 3, 7, 8, 9, 10.
Mandat 8.	Tutore 8.
Minori 5, 8.	Uzufruct legal 5.

Jurisprudență.

1. În principiu, contractul de locațiune, ca mai toate contractele în genere, nu se desființează nici prin moartea locatarului (art. 1440). Prin excepțiune de la această regulă în materie de locațiune de lucrări contractul se desființează prin moartea locatarului (art. 1485), în considerațiune că la această specie de locațiune partea a contractat tocmai și numai în vederea calităților personale ale locatarului. De altă parte, precum la ori ce contract în genere, și la cel de arendare în special, contractarea se face mai totdeauna în vederea calităților personale ale arendașului, de vreme ce ori ce proprietar este interesat a-și încredința bunul său spre exploatare nu primului venit ce i-ar plăti arenda pe 6 luni înainte, ci unui om onest, activ și priceput în ale agriculturii; deci dar, dacă în genere arendarea se face *intuitu personae*, ar trebui să admitem în todeauna desființarea contractului pentru cauză de moarte a arendașului, violând astfel prescripțiunile clare și precise ale art. 1440, care stabilește contrariul. (Apel Craiova, II, Septembrie 20/90 *Dr.* 60/90).

2. Dacă condițiunea prin care se operește subarendarea se pune în contract întru cât-va pentru că proprietarul are în vedere numai persoana arendașului, apoi nu se poate deduce, căci nici un text de lege nu ne autoriză la aceasta, că proprietarul voind a îndepărta, prin interdicerea de a sub-arendă, persoanele străine, a voit să depărteze și pe acei cari reprezintă în mod juridic pe arendaș, adică pe erezii săi. Rațiunea pentru care legiuitorul n'a prevăzut și judecătorul nu poate deduce rezilierea contractului față cu erezii, cu toată existența clauzei opririi de subarendare, se explică chiar din deosebirea de raporturi juridice pe care le stabilește subarendarea și moștenirea. În adevăr, erezii continuă persoana arendașului în toate obligațiunile și drepturile față cu proprietarul, astfel că contractul rămâne același și unic; pe când prin sub-arendare pe lângă contractul primitiv mai intervine un nou contract, iar pro-

prietarul, în loc să aibă de a face numai cu arendașul primitiv, mai are și cu sub arendașul, care nu e ținut față cu proprietarul în limitele primului contract, ci ale celui de al doilea. Asă fiind, erezii unui arendaș sau locatar se pot folosi de contractul autorului lor, întemeiați pe art. 1440, cu toată clauza din contract prin care s'ar opri subarendarea, iar proprietarul, dacă ține să nu vadă trecând exploatarea domeniului său în mâinile erezilor a-rendașului, trebuie să prevadă o clauză expresă de reziliere în contract pentru cazul încetării din viață a arendașului. (Trib. Vlaşca, Ianuarie 31/92 *Dr.* 20/92).

3. Atunci când un contract de arendă privește în mod egal pe mai multe persoane, refuzul uneia de a continua arendarea nu poate vătăma celorlalte persoane ce voesc să se prevaleze de drepturile ce decurg din contract, și proprietarul nu se poate deslegă de îndatoririle ce și-a luat, întemeindu-se pe simplul refuz al unuia din arendașii lui. Astfel, dacă prin moartea arendașului, contractul căzând de drept erezilor săi, unul din erezii refuză de a continua contractul, acest refuz nu înseamnă că proprietarul poate cere rezilierea, ci însemnează că contractul va folosi celorlalți erezii cari voesc a continua arenda, căci numărul erezilor arendașului fiind necunoscut pentru proprietar în momentul încheierii contractului, el nu se poate prevală de refuzul unuia de a continua contractul, pe câtă vreme se găsește unul din erezii care să continue arenda, putându-se foarte bine să rămână numai acest din urmă singur erede, și atunci proprietarul să fie ținut de contract, conform art. 1440. Și deși e adevărat că prin retragerea unuia din erezii se micșorează averea erezilor ce continuă contractul de arendă, totuși proprietarul nu poate găsi nici un motiv de reziliere în aceasta, pe câtă vreme defunctul nu era obligat prin contract la nici o garanție; în lipsa unei clauze de garanție, contractul de arendă ne putându-se rezilia în timpul vieții arendașului, cu toate că s'ar fi micșorat averea sa, nu este nici un cuvânt ca contractul să se rezilieze pentru micșorarea averii provenită în urma morții arendașului. (Trib. Vlaşca Ian. 31/92, *Dr.* 20/92).

4. În principiu, potrivit art. 1440, contractele de locațiune, ca și cele de arendă, nu se sfârșesc prin moartea uneia din părți, de oare ce asemenea contracte n'au nimic de personal, ci cuprind numai niște obligațiuni transmissibile prin moștenire. Acest principiu însă nu este absolut, putând părțile să deroage de la el și să încheie contracte de arendă în vederea unei

anumite persoane; derogățiunea aceasta va trebui însă să rezulte expres din conținutul contractului. (Tribunalul Vlașca, Ianuarie 31/92. *Dr.* 20/92).

5. Contractul de arendare nu se desființează prin moartea arendașului, el continuă pe numele și rizicul, minorilor până la expirarea lui, iar dreptul de uzufruct legal al mumei nu modifică întru nimic raportul juridic ce există între minori și proprietar, care este în drept a ține responsabili pe minori pe viitor, pentru toate obligațiunile rezultând din contractul de arendare. (Apel Buc. *Dr.* 59/906).

6. Nu se poate atribui părților intențiunea de a derogă de la principiul pus în art. 1440 c. civil în lipsa unei clauze exprese. Astfel dacă părțile n'au stipulat în contract rezilierea din cauza morții arendașului, contractul de locație nu încetează din această cauză. (Cas. I, 691 din 9 Oct. 1912. *Curier Jud.* 85/1912).

7. Dispozițiunea art. 123 L. sanitară care acordă succesorilor farmacistului-proprietar dreptul de folosință a farmaciei, fiind o măsură cu caracter excepțional, ea nu poate fi aplicată moștenitorilor farmacistului-arendas, așa în cât drepturile pe cari acesta le avea din contractul de locație nu se transmit în mod activ succesorilor săi. (C. Apel Iași s. I, 22 Febr. 1921. *Dreptul* 27/921).

8. Efectuarea plății chiriei de soția unui chirias lipsă din țară cum și aceea după moartea soțului chirias, care lasă descendenți, nu însemnează că contractul a trecut asupra soției, ci, în primul caz că a plătit chiria în baza unui mandat tacit al soțului, de oarece nu se pot denunța contractele decât de persoanele contractante, iar în cel de al doilea caz că plata chiriei a fost făcută de soție în calitate de tutore legală a copiilor săi minori, cari continuau contractul de închiriere, nedesființat prin moartea chiriașului, astfel că acțiunea pornită de proprietar contra soției personal este rău îndreptată.

Drepturile din contractul de închiriere trec asupra moștenitorilor, intrând în patrimoniul lor ca orice creanță. (Jud. o. Urban Craiova. Carte de jud. civ. din 3 Mai 1923, *Jur. Gen.* 1923, No. 302).

9. Deși este adevărat că, legiuitorul excepțional nu a întins în mod expres și pentru contractele expirate și prelunțate prin lege, dispozițiunile art. 1440 c. civ. potrivit cărora contractul de locațiune nu se desființează prin moartea locatarului și nici prin aceea a locatarului, totuși pe temeiul princi-

piului general de drept, după care, atunci când o persoană contractează, aceasta o face nu numai pentru ea personal, ci și pentru cei care vor succede și vor reprezenta la un moment dat patrimoniul ei, afară de drepturile exclusiv personale netransmisibile. — urmează că succesorii cu titlu universal, în cazul când au locuit cu defunctul, sunt îndrituiți a se prevala de dreptul rezultând din contractul de închiriere al acestuia, nedesființat prin moartea uneia din părțile contractante și deci pot invoca prelunțarea lui legală, dacă întrunesc încolo condițiunile generale ale legilor excepționale.

Legiuitorul excepțional chiar aplică acest principiu în consecințele lui, atunci când, în vederea satisfacerii unei necesități de ordin social, aceia de a procura locuință membrilor familiei chiriașului cari locuiesc cu dânsul, creiază diverse cazuri de excepțiuni de la evacuare, bazate pe situațiuni de favoare în cari s'ar afla unii din membrii familiei și pe acest temei interzice evacuarea întregii familii, chiar dacă condițiunile de favoare nu sunt întrunite în persoana titularului contractului; tot astfel și atunci când prin art. 2 lit. e — legea din 1922 — permite proprietarului să se extindă în apartamentul locuit de chiriaș sub același acoperământ, pentru necesități de locuință ale familiei sale, recunoscând dreptul fiecărui membru al familiei la o cameră de locuit.

Prin urmare în speță, una din intimete fiind mama defunctului titular al contractului, iar cealaltă soția și legatară lui universală și fiind constant că ele au locuit cu numitul, cu drept cuvânt instanța de fond a hotărât că ele se bucură, în condițiunile generale ale legii, de prelunțarea legală a contractului de închiriere încheiat de defunct ca locatar. (Cas. I, dec. 784 din 6 Iulie, 1923, *Curier Jud.* 3/924).

10. Moștenitorii titularului contractului de închiriere, rămânând în imobilul închiriat, după încetarea din viață a acestuia, au făcut sub acest raport acte de succesori și ca atare nu se poate recunoaște în favoarea lor termenele de facerea inventarului și deliberare prevăzută de art. 706 și 708 cod. civil.

Prin urmare dânsii, odată ce se folosesc de contractul de închiriere, sunt obligați a plăti chiria ca echivalent al folosinței ce o au de imobilul folosit și supuși dispozițiilor excepționale ale legilor de prelunțare respective ca orice chiriaș cu contract prelunțat. (Cas. I, 701 din 7 Mai 1924, *Jur. Gen.* 1925, No. 143).

Art. 1441. — Dacă locatorul vinde lucrul închiriat sau arendat, cumpărătorul este dator să respecte locațiunea făcută înainte de vânzare, întrucât a fost făcută prin un act autentic sau prin un act privat, dar cu dată certă, afară numai când desființarea ei din cauza vânzării s'ar fi prevăzut în însuși contractul de locațiune. (Civ. 972, 1171, 1182, 1420, 1442 urm., 1803, 1806; Pr. civ. 516, 566, 722; Civ. Fr. 1743).

Text. fr. Art. 1743. — Si le bailleur vend la chose louée, l'acquéreur ne peut expulser le fermier ou le locataire qui a un bail authentique ou dont la date est certaine, a moins qu'il ne se soit réservé ce droit par le contrat de bail.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, II, p. 99; IV, p. 501, 502;
 BAUDRY ET WAHL, *Louage*, I, 1273, 1274 urm., 1278, 1280-1282, 1284, 1293, 1296, 1297, 1304 urm., 1304 urm., 1308, 1312-1314 urm., 1317, 1325, 1333 urm., 1341;
 BUFNOIR, *Propriété et contract*, ed. 2-a, p. 81, 111, 752, 764, 767;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 98, 794, 956; II, p. 214, 315, 456, 502, 520 urm., 554;
 DALLOZ, *Rép. Louage*, 482 urm., 786; *Vente publique d'immeubl.* 1780; *Suppl. Louage*, 282 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 189 bis, II; 196 bis, I;
 DEMOGUE, I, *Sources de Obligations*, I, p. 281; II, p. 14, 101, 102;
 DEMOLOMBE, XXIX, 584;
 GUILLOUARD, *Louage*, I, 64, 99, 361-363, 365, 367, 369-371;
 HUC, X, 245, 291, 342, 344, 346, 347;
 LAURENT, XXV, 406, 294, 392, 393, 395;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 296, 298 urm.;
 PLANIOL, I, ed. 3-a, No. 2618, 2800; II, ed. 3-a, No. 1707 urm., 1742 urm.;
 TROPLONG, *De l'échange et du louage*, I, 3; II, 503.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IX, p. 29 nota, 201 urm., 504, 646; (V, p. 106; VII, p. 184); *Droit ancien et moderne de la Roumanie* p. 227, 376 nota 3; *Observație* sub. Cas. I, 23 Mart. 1923. Pand. Rom. 1923-III-117; „*Transcrierea contractelor de închiriere sau arendare*”, Pagini Juridice 48/1909; *Notă* sub. C. Apel Poitiers, 15 Ian. 1923. Jurispr. Gen. 8/924 No. 484; *Notă* sub. Trib. Verdun, Meuse, 9 Mai 1921, Jurispr. Gen. 1925 No. 231; *Notă* sub. Trib. Amiens, 21 Ian. 1922, Jurispr. Gen. 1925 No. 232;
 ALEXANDRESCU CONST., *Nota* sub. Judec. ocol. Ocnele Mari-Vâlcea 386/1923, Jurispr. Gen. 23/1923 No. 1610;
 ANTONIADE-MIHAIL NICOLAE, „*Contractele verbale și cele fără dată certă sunt opozabile noului cumpărător?*” *Curier Jud.* 36/921;
 CANTACUZINO MATEI, p. 466, 651, 659;
 BERBERIANU ULPIU-TRAIAN, *Nota* sub. Judec. ocol. rural Constanța 562 din 28 Nov. 923, *Justiția Dobrogei* 4/1924;
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 34, 37, 38, 39, 93;
 DECUSARĂ C. E., *Nota* sub. Judec. ocol. II Ploești, 296 din 7 Sept. 1923. Jurispr. Gen. 17/1924 No. 960;
 GEORGEAN N., *Nota* sub. Cas. I, 148 din 31 Mart. 1920. Pand. Rom. 1923-I-233;
 GEORGESCU ST. (OLENIN), *Observație* sub. Cas. Roma, 10 April 1924. Pand. Rom. 1925-II-15;
 HOZOC D., *Pactul comisoriu expres*, p. 70 urm., „*Renunțarea la beneficiul pactului comisoriu expres*”, *Curier Jud.* 9/924; *Notă* sub. Trib. Dorohoi 145 din 8 Mai 1923. Pand. Rom. 1923-II-244; *Notă* sub. Cas. I, 47 din 4 Nov. 1909. Pand. Rom. 1924-I-201; *Notă* sub. Cas. I, 709 din 11 Dec. 1915. Pand. Rom. 1925-I-50;
 MITESCU N., *Notă* sub. Cas. s. u. 7 din 29 Dec. 1921. Pand. Rom. 1922-I-217;
 MONFERRATO F. A., „*Studii de drept maritim*”. *Curier Jud.* 41/1914;
 NACU, III, p. 344 urm.;
 PERIETEANU GR. I. (IPER), *Notă* sub. C. Apel. Buc., s. IV, 208/915. *Curier Jud.* 11/916;
Notă sub. C. Apel Buc. s. I, V, 249 din 12 Sept. 1924. *Curier Jud.* 33/924;
 PETIT EUGEN, *Notă* sub. C. Apel Iași s. I, 11 din 13 Febr. 1924, Jurispr. Gen. 12/1924 No. 667;
 PILAT VASILE, *Nota* sub. C. Apel București s. III, 56 din 27 Febr. 1924, *Revista Juridică* 2-3/925;

- PLASTARA G., *Nota* sub. Cas. Fr. 15 Ian. 1918. Curier Jud. 12-13/1920;
 POLICHRON DEM., *Nota* sub. Cas. I, 112 din 10 Febr. 1922. Pand. Rom. 1923-I-102;
 RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. C. Apel Pau, 28 Ian. 914. Dreptul 2/915;
 SACHELARIE HENRIETTE, *Nota* sub. Cas. I, 182 din 8 Martie 1921, Curier Jud. 18/922;
 STĂNESCU N., *Nota* sub. Cas. I, 427 din 8 Oct. 1920. Pand. Rom. 1922-I-72; *Nota* sub. C. Apel Buc. s. II, 267 din 26 Oct. 921. Pand. Rom. 1922-II-111;
 ȘTEFĂNESCU I. DIMITRIE, „*Cum trebuie să se execute hotărârile judecătorești prin cari s'a dispus evacuarea chiriașului dintr'un imobil*“. Curier Jud. 28/924;
 STOENESCU D. D., *Observație* sub. Judec. ocol. Suraia-Putna 860 din 12 Iulie 1912. Pagini Juridice 100/1912;
 TONCESCU VASILE, „*Legea chiriilor din Aprilie 1922*“, Curier Jud. 16/922; *Nota* sub. Cas. I, 13 din 13 Ian. 922. Curier Jud. 5/923; *Nota* sub. Trib. Ilfov, 625 din 24 Sept. 921. Pand. Rom. 1922-II-180;
 VASILESCU P., *Nota* sub. Trib. Ilfov s. III, 1255 din 4 Nov. 1924. Curier Jud. 21/1925;
 VELESCU ALEX., *Adnotare* sub. Cas. I, 985 din 10 Oct. 1923, Botoșanii Juridic 3/924.

INDEX ALFABETIC

Jurisprudență.

- Act autentic 1, 4, 10, 16, 27, 30, 32, 34 36-40, 43, 45, 46, 47, 48, 50, 51, 56, 57, 59.
 Act sub semnătură privată 1, 3, 4, 10, 16, 17, 20, 22, 23, 24, 27, 30-43, 45-48, 50-53, 55, 56, 57, 59.
 Acțiune 30, 49.
 Adjudecare 1, 2, 15, 44.
 Anulare, a se vedea „Nulitate“.
 Apel 30.
 Arendare, a se vedea „Locație“.
 Cesiune 7, 44.
 Chitanțe 34, 37, 38, 45, 55, 58.
 Comercianți 35.
 Comisie de Expropriere 48 bis.
 Confirmare, a se vedea „Renunțare“.
 Contestată 43, 51, 59.
 Contract verbal, a se vedea „Locație verbală“.
 Coproprietate 4.
 Creditor 1, 15.
 Cuartuire 26.
 Cunoștința închirierii 42, 45, 54.
 Cumpărător nou, a se vedea „Proprietar nou“.
 Dată certă 1, 4, 10, 16, 17, 20, 22, 23, 24, 27, 30-43, 45-48 bis, 50-53, 55, 56, 57, 58, 59.
 Daune 17.
 Debitor 15.
 Deces 36.
 Desființare, a se vedea „Reziliere“.
 Deținătorul imobilului, a se vedea „Posesiunea imobilului“, „Tolerare“.
 Donație 44.
 Drept personal 4, 16, 21, 29, 49, 54.
 Drept real 4.
 Excepționale măsuri lege 25, 36, 37, 40, 41, 45, 46, 50, 52, 59.
 Executare 59.
 Executor titlu 51.
 Expropriere 48 bis.
 Expulzare 17.
 Evicțiune 12, 17, 43.
 Garanție 12, 17, 19, 43.
 Hotărâre 51, 52.
 Imobile 5.
 Individuare 4.
 Ingăduință 19, 27, 56.
 Ipotecă 1, 15.
 Judecător de ocol 45, 48.
 Legea măsurilor excepționale 25, 36, 37, 40, 41, 45, 46, 50, 52.
 Licitație 1, 2, 15, 44.

- Locație 1-59.
 Locație la două persoane 21, 29.
 Locație verbală 22, 25, 27, 32, 37, 45, 46, 51.
 Lucruri mobile 5.
 Marturi 22, 27, 31, 32, 56.
 Măsuri excepționale lege 25, 36, 37, 40, 41, 45, 46, 50, 52.
 Moarte 36.
 Mobile lucruri 5.
 Modificarea contractului 27, 28, 34, 56.
 Notificare 58.
 Nou proprietar, a se vedea „Proprietar nou“.
 Nulitate 1, 4, 9, 12, 15, 43.
 Ordonanțe prezidențiale 26, 43.
 Pact comisor expres 31, 34, 53, 54, 57.
 Personal drept 4, 16, 21, 29, 49, 54.
 Plata chiriei anticipativ 1, 7.
 Plata prețului chiriei 1, 2, 7, 17, 31, 34, 37, 38, 45, 53, 55, 57, 58.
 Posesiunea imobilului 19, 21, 32, 51.
 Prelungirea contractelor de închiriere 25, 36, 37, 40, 41, 45, 46, 50, 52, 59.
 Probă 51, 56.
 Proprietar nou 1-59.
 Real drept 4.
 Recapisă 45, 48.
 Reconducțiune tacită 36.
 Registrele comercianților 35.
 Rendită 2.
 Renunțare 3, 27, 31, 34, 53, 56, 57.
 Reparații 49.
 Reziliere 2, 27, 33, 43, 56, 57, 59.
 Schimb 44.
 Sinceritate 58.
 Subînchiriere 27, 33, 52, 54, 56.
 Succesor cu titlu participativ 12, 16, 40, 49, 57.
 Tacită relocație 36.
 Terțe persoane 1, 6, 8, 10, 11, 38, 51, 52, 55, 58, 59.
 Titlu executor 51.
 Tolerare 19, 27, 56.
 Transcriere 1, 3, 6, 8, 9, 10, 11, 13, 14, 18, 20, 23, 29, 42, 43, 48 bis, 57.
 Tulburări 43.
 Uzufruct 44.
 Vânzare-cumpărare, a se vedea „Adjudecare“, „Proprietar nou“.
 Vase navigabile 5.

1. Din combinațiunea art. 566 pr. civ., relativ la efectele adjudecațiunii în ce privește închirierile și arendările imobilului adjudecat, cu art. 516 pr. civ. și art. 1441 c. civ., rezultă că adjudecatorul este dator să respecte toate contractele de închiriere sau arendare făcute înainte de adjudecațiune, întru cât ele sunt constatate printr'un act autentic, sau chiar privat, dar cu dată certă și cu condițiunea transcrierii, cerută de art. 724 pr. civ., când termenul locațiunii este mai mare de 3 ani. Asemenea din combinarea art. 566 și 516 al. II pr. civ., rezultă că plățile anticipate ale locațiunii nu sunt opozabile adjudecatorului dacă ele sunt făcute în contra clauzelor din contractul de locațiune, și din contra îi sunt opozabile, dacă plata anticipată a locațiunii se prevede în contract. Și adjudecatorul nu se poate prevala, pentru a cere anularea contractului de locațiune, pe clauza din actul de ipotecă prin care proprietarul se obligă către creditor a nu închiria imobilul ipotecat pe mai mult de un an și prin urmare el nu putea dispune prin anticipație de veniturile imobilului ipotecat, căci acest mijloc nu poate fi invocat de către creditorul ipotecar sau de reprezentanții săi, în caz când s'ar crede prejudiciați, iar nu și terțiile persoane, cum e adjudecatorul, care nu are să impute nimănui nimic de cât sie-și, căci a știut că cumpără imobilul cu sarcina închirierii și a plății anticipate. (Trib. Brăila, Dec. 22/82, Dr. 35/83).

2. După principiul general un contract nu se poate desființa de cât prin voința tuturor părților între care s'a format acea legătură juridică. Dacă dar arendașul își luase două obligațiuni, și anume: către proprietar de a-i plăti câștial arende, iar către un altul de a-i servi o rendită anuală, și dacă noul proprietar poate să rezilieze contractul în ceace-l privește pe dânsul, nu poate însă fără concursul celuilalt să desființeze și clauza stipu-

lata în favorul lui, întru cât el n'a fost reprezentat la acea reziliere a contractului și întru cât și adjudecarea moșiei asupra noului proprietar se făcuse cu respectarea contractului de arendă în care se cuprindea acea clauză. (Cas. I. 212/Lun. 3/85, B. p. 486).

3. Legea dispune că contractele de închiriere sub semnătură privată nu se pot opune noulor cumpărători dacă ele nu au fost transcrise în registrele de transcriptiuni. Inșă acest principiu nu este atât de absolut în cât noul cumpărător să poată a-l invoca ori și când va voi, chiar atunci când, după cumpărătoare de bună voe și cu bună știință a executat un timp oare care contractul consimțit de autorul său. (Apel Buc. III, Febr. 15/89, Dr. 24/89).

4. În principiu contractele de închiriere nu produc de cât relațiuni personale între părți, iar nu drepturi reale. Art. 1441 deroagă de la acest principiu, și în scopul de a favoriza exploatarea imobilelor, obligă pe cumpărător a respecta închirierea făcută de vânzător numai întru cât a fost făcută prin act autentic sau prin act privat cu dată certă. Această derogatiune trebuie menținută în limitele pe cari legea le-a indicat și nu trebuie întinsă mai departe în nici un caz, nici în cazul când locatarul ar fi în posesiunea imobilului în virtutea unui contract verbal recunoscut de părți. Astfel fiind, cumpărătorul fiind un succesor cu titlu particular, el nu succede la obligațiunea personală ce, conform art. 1420 alin. III, contractase unul din coproprietari de a face ca locatarul să se poată folosi neîmpiedicat în tot timpul locațiunei; prin urmare nu se poate zice că această obligațiune transmisă în persoana lui îl oprește să exercite acțiunea în nulitate ce-i acordă dreptul său de proprietar. În adevăr, un coproprietar ne având de cât o porțiune din fie care moleculă a imobilului comun, nu poate închiria nici partea lui, care nu este determinată, nici părțile celorlalți codevălmași; contractul făcut în asemenea condițiuni este nul și neopozabil celorlalți coproprietari, și prin urmare acelui ce cumpără imobilul, întru cât prin cumpărătoare el succede în drepturile lor de proprietari. (Trib. Ialomița, 203, Oct. 28/91, Dr. 73/91).

5. Vasele navigabile deși în sine sunt mobile conform art. 490 din codul com., în variile relații se consideră ca imobile și pot fi închiriate după formele analoage pentru imobile, pot fi vândute, ipotecate, urmărite; de aci rezultă că contractul de închiriere al unui vas poate fi opus cumpărătorului vasului. (Cas. II, 276/99, B. p. 1390).

6. Contractul de locațiune pe un period mai lung de 3 ani, dacă nu este tran-

scris, nu poate fi opozabil celor de al treilea. (Trib. Ilfov II, C. Jud. 23/900).

7. Cesiunea chiriei făcută unui tertiu, chiar pe un termen mai mic de doi ani, nu este opozabilă cumpărătorului imobilului, întru cât prin contractul de locațiune se prevede plata chiriei cu anticipațiune pentru un asemenea termen. (Trib. Neamt, Dr. 50/900).

8. Contractul de închiriere pe termen de trei ani, nefiind supus la transcriere, poate fi opozabil tertilor persoane. (Cas. I, 198/905, B. p. 559).

9. Transcriptiunea nu este o condițiune de validitate a actului, nici nu schimbă natura dreptului ce derivă din el. Deci titlul, care nu este transcris, nu este nul dar nu este opozabil locatarului. (Apel Buc. I, Dr. 70/906).

10. Deși după dispozițiunile art. 722 alin. 10 și 723 pr. civilă, contractele de închiriere ce trec peste trei ani, nu sunt opozabile celor de al treilea, dacă n'au fost transcrise în registrul de transcriptiuni, totuși aceste dispozițiuni nu implică nevaliditatea contractului, care, potrivit art. 1441 cod. civil, rămâne perfect valabil și poate fi opus tertilor, inșă numai pentru termenul de trei ani, și cu condiția de a fi autentic sau cu dată certă. (C. Apel Buc. s. III, Dreptul 48/1908, p. 387).

11. Contractele de locațiune pe un termen mai lung de trei ani, pentru care nu s'a îndeplinit formalitatea transcriptiunei prevăzută de art. 722 alin. 10 pr. civilă, sunt opozabile, conform art. 1441 codul civil, celor de al treilea, cari au dobândit drepturi asupra imobilului, inșă numai pentru primii trei ani. (Trib. Iasi, s. I, Dreptul 53/1908, p. 439).

12. Cumpărătorul unui imobil fiind succesor cu titlu particular al vânzătorilor (ayant-cause), poate, în această calitate, să invoace cauzele de anulare a contractului de locațiune la care unul din proprietarii vânzători n'ar fi consimțit.

Când inșă cumpărătorul imobilului închiriat mai reprezintă în același timp și pe un alt proprietar, care a consimțit în mod valid la închiriere, în această calitate, el nu poate cere anularea contractului, ci trebuie, din contra, să-l respecte, în baza art. 1441 din codul civil, știut fiind că cine trebuie să garanteze, nu poate să evingă: „*Quem de evictione tenet actio eundem agentem repellit exceptio*“ (Trib. Iasi s. I, Dreptul 66/1908, p. 543).

13. Contractele de locațiune netranscrise nu pot fi respectate în caz de vindere a imobilului închiriat, de cât numai pentru trei ani, iar epoca dela care va trebui a se numără acești trei ani pentru asemenea contracte nu

poate fi decât data formării actului de locațiune. (Cas. I, 20 Oct. 1908, B. p. 1622).

14. Un contract de arendare transcris în aceeași zi în care s'a transcris și contractul de vânzare al terenului arendat, este opozabil cumpărătorului, dacă transcrierea contractului de arendare a fost făcută anterior transcrierii contractului de vânzare. (Cas. I, 19 Febr. 1910, B. p. 194).

15. Deși printr'un act de ipotecă se interzice debitorului de a arenda imobilul ipotecat fără consimțământul creditorului, pe mai mult timp decât un an, totuși adjudecatarul nu mai poate să se prevaleze de această clauză a actului de ipotecă, în caz, când creditorul, singurul în drept de a se prevala de dânsa, nu a făcut uz de această clauză. (Cas. I, 20 Dec. 1910, B. p. 1728).

16. Din dispozițiunile art. 1441 c. civil, rezultă o obligațiune personală pentru achizitorul cu titlu particular al unui imobil de a respecta contractul de închiriere, intervenit înaintea achizițiunii, dacă este făcut prin act autentic sau sub semnătură privată, dar cu dată certă. (Judec. ocol I, Buc. Dreptul 33/911, p. 262).

17. Din moment ce se stabilește obligațiunea noului proprietar de a garanta pe chiriaș care are contract cu dată certă de folosința imobilului, închiriat, rezultă că proprietarul nu mai poate să expulzeze pe chiriaș din acel imobil, de oarece cine garantează nu poate să evingă, și neputând evinge, nu are nici dreptul la daune, pe motivul că chiriașul deține pe nedrept imobilul; el poate însă pretinde daune ca echivalent al chiriei, și aceasta indiferent de orice garanție de evicțiune, de oare ce din faptul că proprietarul datorează garanție, nu rezultă pentru chiriaș dreptul de a stă în imobil fără să plătească chirie. (Judec. ocol I, Buc. Dreptul 33/1911, p. 262).

18. Potrivit art. 1441 cod. civil, în caz de vânzare a imobilului închiriat sau arendat, contractul de locațiune pe un termen mai lung de trei ani, nu este opozabilă cumpărătorului de cât pentru durata de trei ani, dacă nu a fost transcris conform art. 723 al. I din procedura civilă. (Judec. ocol Puști-Tutova, Dreptul 62/912, p. 510).

19. Garanțiile prevăzute în art. 1429 și 1441 codul civil, nu pot fi invocate decât de chiriașul unui imobil iar nu și de cei ce-l deține fără nici un titlu, întrucât dispozițiile acestor texte de lege sunt stabilite numai în favoarea locatarilor. (Cas. I, 6 Sept. 1913, B. p. 1536).

20. Termenul de trei ani pentru care este opozabil noului achizitor al unui imobil contractul de arendare sau în-

chiriere netranscris, începe să curgă de la data transcrierii actului de vânzare, întru cât noul achizitor chiar dacă nu găsește transcris în registrele tribunalului vre-un contract de locațiune asupra aceluși imobil trebuie să se aștepte că i se pot opune pe timp de trei ani contracte de locație netranscrise dar având dată certă. (Cas. I, 439/913, Curier Jud. 61/913 și Curier Jud. 7/914; In acelaș sens: C. Apel Buc. s. IV 208/915, Curier Jud. 11/916; C. Apel Buc. s. III, 56 din 27 Febr. 1924, Bul. C. Apel 3/924).

21. Deși printre dispozițiunile codului civil care reglementează materia locațiunii, nu există vre un text referitor la cazul când un proprietar își arendează moșia la două persoane, prin două contracte succesive, totuși din alte texte de lege se pot deduce normele care să indice soluțiunea ce urmează a se da într'o asemenea ipoteză.

Astfel din art. 1441 c. civ., și 516 pr. civ., rezultă, că atât proprietarul unui imobil, închiriat ori arendat cu contract anterior transmiterii lui, cât și un locatar posterior, fără a distinge dacă locatarul anterior a fost sau nu pus în folosința imobilului, trebuie să respecte exercițiul drepturilor locatarului anterior, pentru tot timpul cât contractul le este opozabil.

Simpla posesiune a moșiei arendate nu poate atribui arendașului posterior dreptul de a fi menținut în folosința moșiei, căci eficacitatea posesiunii nu se poate invoca când sunt în discuțiune drepturi incorporale ca acelea rezultând din contractele de arendare. (Cas. II, No. 126, 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 486, Curier Jud. 2/915).

22. Dispoziția art. 1441 c. civ., după care noul cumpărător este obligat să respecte numai închirierile care au cel puțin o dată certă, fiind o derogatiune dela regula de drept comun, după care convențiunile n'au efect decât între părțile contractante, trebuie limitată numai la convențiunile pentru care a fost creiată, iar nu și la cele verbale.

Prin urmare, Tribunalul violează acest principiu de drept, când opune cumpărătorului declarația fostului proprietar că a consimțit la subînchiriere, declarațiune făcută de dânsul cu ocazia ascultărei sale ca martor. (Cas. I, decizia No. 233, din 10 Aprilie 1915; Jurispr. Rom. 1915, p. 407).

23. Contractele de închiriere sau arendare pe un termen mai mare de trei ani netranscrise în registrul de transcripțiuni, dar cu dată certă, nu sunt lipsite de orice efect juridic față de terți achizitori ai imobilului, ci numai reductibile la termenul de trei

ani. (Apel Galați, I, No. 84, 1914; Drep-tul 1915, p. 469).

24. Dreptul chiriașului față de loca-tor se poate exercita și față de cumpă-rătorii imobilului, când contractul are dată certă. (Cas. I, decizia No. 6, din 21 Ianuarie 1919; Jurispr. Rom. 4-5/919, p. 514).

25. Când cineva ocupă un imobil cu chirie în temeiul unui contract verbal de locațiune, anterior vânzării imobi-lului, contract prelungit de drept în virtutea legii măsurilor excepționale, și instanța de fond face distincție ho-tărând că acest contract trebuie să fie mai întâi opozabil noului dobânditor, adică să îndeplinească condițiunile cerute de art. 1441 c. civ., pentru ca chiriașul să poată beneficia de dispozi-țiunile prevăzute în legea autorizând luarea de măsuri excepționale, însem-nează că instanța de fond a creat o distincție pe care legea nu o prevede și violează dispozițiunea art. 37 din legea măsurilor excepționale. (Cas. I, deciziunea No. 130 din 23 Iunie 1919; Jurispr. Rom. 29-30/919, p. 797. Curier Jud. 27-28/919).

26. Cel care în mod samovolnic în baza unui bilet de cartuire cu plată, s'a introdus într'un imobil și tot tim-pul șederii sale s'a comportat ca cuar-tiruit, iar nu ca chiriaș, refuzând ori ce plată de spor de chirie, nu poate pretinde în urmă că ocupă imobilul pe temeiul unui contract de închiriere și ca atare poate fi expulzat prin or-donanță prezidențială dată conform art. 66 bis pr. civ. (Cas. I, No. 148, 1920; Jurispr. Rom. 12/920 p. 172. Curier Jud. 42-43/920 și 55-56/920. Pand. Rom. 1923 I, 232).

27. Din art. 1441 c. civ., care pune îndatorirea achizitorului să respecte închirierea făcută înainte de vânzarea luerului închiriat, numai dacă a fost făcută prin act autentic sau cu dată certă, rezultă că achizitorul unui imo-bil nu poate fi ținut la altă obligație de cât acele cari rezultă din contrac-tul pe care autorul său îl are cu loca-tarul, fără să i se poată opune mo-dificări aduse contractului de cât dacă sunt constatate prin acte transcri-se sau cu dată certă, așa că simpla tole-ranță făcută verbal sau dedusă tacit a fostului proprietar nu poate fi res-pectată de noul achizitor.

Prin urmare dacă în contractul de închiriere se prevede clauza de rezil-iere în caz de subînchiriere, chiar dacă s'ar considera ca dovedit faptul că fostul proprietar ar fi cunoscut și tolerat subînchirierea, totuși această toleranță nefiind dovedită prin vre un act transcris sau cu dată certă, nu poate fi opozabil noului proprietar, care este socotit ca tertiă persoană. În aceste împrejurări cu drept cuvânt

instanța de fond respinge ca neconclu-dentă cererea chiriașului de a i se ad-mite proba cu martori spre a dovedi că fostul proprietar cunoștea și tolera subînchirierea. (Cas. I, 427 din 8 Oct. 1920. Jur. Rom. 11/921, Pand. Rom. 1922 I, 72; In acelaș sens: C. Apel Buc. s. IV, 164 din 8 Iulie 1920, Curier Jud. 83-84/920; C. Apel Buc. s. II 267 din 26 Oct. 1921, Pand. Rom. 1922, II, 110; Cas. I, 318 din 12 Aprilie 1921. Jur. Rom. 11/922; Cas. I, 865 din 19 Sept. 1923. Jur. Gen. 1923, No. 1457; C. Apel Buc. s. IV, 376 din 22 Nov. 1923, Jur. Gen. 1923, No. 1805; Trib. Ilfov s. I 883 din 15 Oct. 1923. Curier Jud. 9/924; Judec. ocol IV Buc. 5 Ian. 1924. Jur. Gen. 1924, No. 338).

28. Dreptul de folosință al locataru-lui nu poate fi redus sau modificat prin actul unei vânzări ce proprieta-rul ar contracta posterior contractu-lui de locațiune, atât timp cât acest contract este în vigoare. (Judec. ocol IV Buc. 30 Nov. 1920. Curier Jud. 6/921).

29. Prin transcriere aetele juri-dice devin opozabile tuturor, chiar a-supra acelor cari au drepturi perso-nale asupra bunului nemiscător. În specie vânzarea imobilului închiriat devenind opozabilă tuturor în urma transcrierii actului, a devenit opoza-bilă și față de chiriași cari au simplul drept personal de la fostul proprietar. (C. Apel Buc. s. III, 262 din 14 Dec. 1920. Curier Jud. 39/921).

30. Este adevărat că în principiu, actul de vânzare al unui imobil închi-riat care nu are dată certă nu poate fi opozabil chiriașului de cât de la data dobândirii datei certe prin au-tentificare, legalizare, etc. Din acest punct de vedere este exact că dreptul de proprietate al noului achizitor asu-pra imobilului cumpărat de el de fapt la o dată anterioară, nu a născut față de locatar de cât la autentificare. Dacă la această dată cumpărătorul iutentase proces chiriașului, împrejurarea că dreptul său de proprietate s'a născut față de chiriaș în timpul procesului, nu e de natură să oblige pe reclamant la facerea unui proces deosebit.

În adevăr art. 327 pr. civ., oprind de a se face în apel cereri noi, prin acea-sta implicit sunt considerate ca admi-sibile cererile de la prima instanță, privitoare la drepturi cari s'au conso-lidat sau născut în cursul instanței. De altfel după cum un drept poate să piară în cursul instanței, tot așa el poate să ia naștere în acel timp și prin urmare titularul aceluui drept poate să-l reclame, fără a se impune facerea unei acțiuni deosebite deci a-ceasta ar fi în contra spiritului procedu-rii moderne, care tinde la împuți-narea proceselor.

Prin urmare, în specie, cu drept cuvânt, instanța de fond a găsit că înfimații pot, în calitate de proprietari ai imobilului în litigiu, să reclame în contra chiriașului, pe temeiul contractului închiriat cu autorul lor, fără să se poată spune că prin aceasta s'ar viola vre-un principiu sau text de lege. (Cas. I, 527 din 11 Mai 1921. Jur. Rom. 16-17/921; Pand. Rom. 1922, III, 62).

31. Renunțarea tacită la pactul comisor expres prin primirea plății în alt mod, de cât cel prevăzut în contract, nu poate fi opozabilă tertului achizitor, dacă nu e dovedită printr'un act scris cu dată certă, dovada cu martori fiind inadmisibilă. (C. Apel Buc. s. IV 37 din 2 Mart. 1921. Curier Jud. 24/921; Pand. Rom. 1922, III, 30; C. Apel Buc. s. II, 79 din 29 Martie 1922, Dreptul 12/923).

32. Proba cu martori cerută de chiriaș pentru a stabili ocupația de fapt a imobilului închiriat este inadmisibilă, de oarece art. 1441 c. civ., oprește să se invoace în contra cumpărătorului, alte locațiuni afară de cele constatate prin act autentic sau sub semnătură privată cu dată certă, iar art. 1416 c. civ., interzice această probă chiar în raporturile dintre proprietar și chiriaș. (C. Apel Buc. s. I, 8 din 26 Febr. 1921. Curier Jud. 16/921).

33. Potrivit art. 1441 c. civ., cumpărătorul unui imobil este dator să respecte închirierile făcute de autorul său întrucât contractele de închiriere au dată certă.

Dacă prin contractul de închiriere se acordă chiriașului dreptul să subînchirieze, dator este cumpărătorul imobilului ca, atâta timp cât durează contractul chiriașului principal, să respecte și contractul subchiriașului chiar dacă acesta nu ar avea dată certă anterioară cumpărării imobilului, din moment ce contractul principal din care el ia naștere și căruia îi este subordonat are o asemenea dată.

De îndată însă ce contractul principal se desființează, încetează și contractul subchiriașului, raportul dintre chiriașul principal și subchiriaș fiind subordonat existenței raportului dintre proprietar și chiriașul principal.

Nu mai în cazul când, anterior rezilierii contractului principal, s'ar fi stabilit un raport direct, fie prin voința părților, fie prin efectul legii, între proprietar și subchiriaș cu excluderea chiriașului principal sau când, în urma acestei rezilieri, s'ar fi stabilit un asemenea raport direct între proprietar și subchiriaș, rezilierea contractului chiriașului principal nu ar putea influența dreptul subchiriașului de a ocupa mai departe imobilul. (Trib. Ilfov, III, c. c., sent. civ. 1117 bis din 28

Decembrie 1922. Jur. Gen. 1923, No. 338).

34. Legiuitorul punând prin art. 1441 c. civ., cumpărătorului, unui imobil închiriat, obligația de a respecta locațiunea făcută mai înainte de fostul proprietar, cât timp ea este constatată prin act autentic sau act sub semnătură privată, dar cu dată certă prin aceasta impune respectarea locațiunii în toate clauzele în care ea a fost contractată și ca atare nici o modificare adusă vre-uneia din clauze nu poate fi opusă noului dobânditor, dacă nu este constatată în modul prescris de lege.

Mențiunile din dosul contractului, relativ la primirea chiriei, au valoarea unor chitanțe de descărcare, deci a unor acte sub semnătură privată. În ce privește însă data lor, legea nu face nici o derogare de la principiile generale puse în art. 1441 c. civ., și ca atare când aceste mențiuni prevăd că plata s'a făcut la alte epoci de cât cele stipulate, iar aceste împrejurări sunt invocate în stabilirea renunțării la pactul comisor, înscris pentru cazul neachitărei la termen, aceste date nu pot fi, opuse tertului achizitor dacă nu sunt constatate prin unul din modurile prevăzute de art. 1182 c. civ., la care se referă art. 1441 c. civ., atunci când vorbește de dată certă. (Cas. I, 464 din 10 Mai 1922. Jur. Rom. 20-21/922, Pand. Rom. 1923, III, 33).

35. Cu toate că registrele comercianților fac dovadă între comercianți și nu au nevoie de dată certă, de aci însă nu rezultă că un act constatator al unei închirieri trecut într'un registru comercial capătă dată certă de oarece contractul de închiriere, chiar făcut între comercianți este un act civil, și nu poate avea dată certă de cât în cazurile și condițiile prevăzute de art. 1182 c. civil. (C. Apel Buc. s. II, 79 din 29 Martie 1922. Dreptul 12/923).

36. Locațiunea ce se reînnoiește prin lăsarea chiriașului în posesia bunului, după expirarea primului contract, formează o nouă locațiune pe un termen nedeterminat. O asemenea relocație, întru cât nu e constatată printr'un act cu dată certă sau autentic, nu poate fi opozabilă tertului achizitor conform art. 1441 c. civ.

Prin moartea locatorului, contractul dobândind dată certă cel puțin din momentul morții acestuia, urmează că el este opozabil din acel moment achizitorului ulterior pe durata unui nou termen de locație, în timpul căruia intervenind dispoziții legale de prelungire, contractul rămâne lucrător până la expirarea prelungirii legale și deci achizitorul nu poate evacua pe chiriaș în tot acest interval, pe motiv că contractul nu ar fi avut dată certă.

(Cas. I, 1400 din 22 Dec. 1922. Jur. Rom. 7-8/923).

37. Dispozițiunile din art. 1441 c. civ., după cari cumpărătorului unui imobil nu i se pot opune de cât contractele în curs, autentice sau cu dată certă, anterioare vânzării nu au fost modificate prin Decretul-lege 1420 din 1920 și legile ulterioare cari au menținut numai prelungirea contractelor legalmente dovedite scrise sau verbale, însă numai față cu părțile contractante.

Prin urmare, în specie, apelantul invocând drept contract de locație niște chitanțe de plata chiriei, cari nu au dată certă, el nu le poate opune cumpărătorului imobilului. (Trib. Ilfov s. I, 1055 din 23 Nov. 1923. Jur. Gen. 1923, No. 1741).

38. Dacă este admis că chitanțele constatând o primire de bani nu sunt supuse dispozițiilor art. 1182 c. civ., în ce privește data certă, asemenea chitanțe făcând credință prin ele înșile despre data lor față de terți, nu este mai puțin adevărat că asemenea chitanțe nu pot să fie opuse terților pentru alt fapt decât pentru plata sumei de bani ce o constată, pentru că rațiunea care a dictat jurisprudenței să admită neaplicabilitatea art. 1182 în asemenea chitanțe, fiind perturbarea ce ar fi adus în viața de toate zilele obligațiunea înregistrării acestor acte atât de frecvente și de o importanță câte odată așa de minimă, această rațiune arată în mod evident că regula creată de jurisprudență alături de textul legii, trebuie menținută în cadrul ei strict de opozabilitatea acestor chitanțe față de terți numai în ce privește suma de bani a cărei plată o constată. Dacă însă o astfel de chitanță mai constată și alt act juridic, această chitanță spre a putea fi opusă unei terțe persoane și în ce privește acest act juridic, netăgăduit că trebuie să poarte data certă, nemai fiind nici o rațiune ca art. 1182 să nu-și aibă o aplicatiune ad-litteram în ce privește acest act, pentru care, cum e cazul contractelor de locațiune, art. 1441 c. c., impune act autentic sau act privat, dar cu dată certă.

Rezultă dar că Rafail Bendu nu poate opune lui Mihail Teodorescu, terțiul achizitor al imobilului închiriat, adevăratele de plata chiriei ce preotul Popescu — autorul lui Teodorescu — le-a pus pe contractul de închiriere dintre el și Eleonora Olteanu, devenită ulterior soția lui Bendu, pentru a proba prin ele existența unui nou contract de închiriere între dânsul și Preotul Popescu. (Trib. Ilfov, I. c. c., sent. civ. 99 din 7 Febr. 1923. Jur. Gen. 1923, No. 172; Cas. I, 1179 din

27 Nov. 1923. Jur. Rom. 2/924 și 5/924; Pand. Rom. 1924, III, 53. Dreptul 6/924).

39. Nu se poate opune noului achizitor al unui imobil decât contractele autentice și cele cu dată certă, cu date anterioare datei contractului de cumpărare; contrariu, noul achizitor beneficiază de dispozițiunile art. 1441 c. civ. (C. Apel Craiova s. I, 73 din 28 Aprilie 1923. Jur. Gen. 1923, No. 301).

40. Nouii achizitori ai unui imobil închiriat, în calitatea lor de succesori cu titlu particular, sunt ținuti la toate obligațiile autorului lor relativ la imobil, constatate prin acte ce au dobândit dată certă anterior acestei vânzări și în cadrul strict al art. 1182 c. civil.

Art. 1441 c. civ., arată cazurile când cumpărătorul urmează a respecta închirierea făcută, limitându-le la existența unui contract autentic anterior cumpărării sale — sau a unui act sub semnătură privată, dar cu dată certă, ca astfel noul achizitor să nu fie surprins de sarcini obscure ce ar avea imobilul pe care îl cumpără.

Art. 1182 c. civ., arată deasemeni limitativ când face credință față de terți, data scripturii private a unui act, data certă neputând fi determinată prin vre-un concurs de alte acte complimentare.

Cu tot regimul de prelungiri silnice al închirierilor, dictat de împrejurările neprevăzute ale războiului și având caracter de ordine publică și restrictiv de proprietate, — totuși ele nu au abrogat art. 1441 sau 1182 c. civ., nici expres, nici tacit, — ca fiind inconciliabile cu noile texte, ei s'au mărginit să specifice anumite condiții de prelungire, quantum al chiriei și reziliere de contract. Astfel, legea din 14 Aprilie 1922 prelungeste contractele de închiriere în cadrul opozabilității lor față de părțile contractante și sub condiția validității lor de drept. (Judec. ocol II Ploști, 17 din 26 Ian. 1923. Jur. Gen. 1923, No. 371).

41. Decretul-lege 1420/920 prelungind contractele de închiriere, atât cele scrise, cât și cele verbale, nu s'a ocupat, în același timp și despre modul cum aceste contracte au a fi dovedite și prin aceasta implicit și necesar s'a referit, în ce privește dovada lor, la dispozițiunile de drept comun prevăzute în art. 1416 și 1441 c. civ.

Intr'adevăr, nu este admisibil ca, cu ocaziunea dispoziției excepționale de prelungire a contractelor de închiriere, prin decretul lege 1420/920, legiuitorul să fi înlăturat pur și simplu toate regulile de dovedire ale acestor contracte, fără a spune nimic în această privință, deși atunci când a derogat în alte privinți, cum este relativ la subînchirieri, a spus-o formal prin art.

30, că derogă dela dispozițiunile din art. 1418 c. civ.

Prin urmare chiriașul nu poate opune tertului achizitor al imobilului contractul său de închiriere, dacă nu are dată certă după normele din art. 1182 c. civ. (Cas. I, dec. 344 din 23 Mart. 1923. Jur. Rom. 15-16/923, Curier Jud. 29/923; In acelaș sens: Judec. ocol. Ismail, 95 din 9 Iunie 1923. Jur. Gen. 1923, No. 964).

42. Dat fiind caracterul excepțional al dispozițiunii din art. 1441 c. c. după care contractele fără dată certă nu pot fi opuse tertului achizitor al imobilului, — urmează că simpla cunoștință a cumpărătorului cum că imobilul cumpărat de dânsul ar fi închiriat, nu înlocuește data certă cerută de lege și nu-l obligă la respectarea contractului, după cum și formalitatea transcrierii cerută de art. 722 și 723 pr. civ., nu poate fi înlocuită prin cunoștința pe care tertul o are de actual ce trebuie supus transcripțiunii. (Cas. I, dec. 344 din 23 Martie, 1923. Jur. Rom. 15-16/923, Curier Jud. 29/923).

43. Noul proprietar al unui imobil închiriat, fiind dator, potrivit dispozițiilor art. 1441 c. civ., să respecte locațiunea făcută înainte de vânzare, care este constatată printr'un act autentic sau printr'un act privat dar cu dată certă, și în care nu s'a prevăzut clauza de reziliere pentru cazul de vânzare, și transcris conform art. 722 al. 10 pr. civ., și fiind obligat în acelaș timp în baza art. 1420 c. civ., ca să garanteze pe arendaș în tot timpul duratei contractului de locațiune contra turburărilor ce s'ar aduce în folosința bunului închiriat, bine înțelese când acele turburări s'ar sprijini pe vre-un pretins drept asupra aceluși bun, — nu are interesul și deci nici dreptul să se opue prin contestație la executarea ordonanței prezidențiale obținută de arendaș contra unui tert care îl împiedică în folosința bunului închiriat.

Dacă noul proprietar, în această calitate, nu recunoaște ca valabil contractul de locațiune, el urmează mai întâi a cere rezilierea sau anularea lui, însă până atunci contractul trebuie să-și producă toate efectele legale și deci arendașul să se folosească de bunul arendaș în condițiile stipulate în contract, nesupărat de noul proprietar, până la expirarea lui. (Trib. Dorohoi, sent. din 15 Mai 1923. Jur. Gen. 1923, No. 898).

44. Art. 1441 c. civ., nu trebuie interpretat în sensul că, legiuitorul a înțeles să se ocupe numai de raporturile dintre cumpărător și locatar, cum se pare a reeși din cetirea textului, unde s'a întrebuințat expresiunea „vinde”, ci din potrivă cu cumpărătorul va trebui asimilat și adjudecatarul prin li-

citație, uzufructuarul și înșfârșit ori ce tert câștigător al imobilului, cum ar fi un coschimbător, cesionar de uzufruct, donatar, etc. (Judec. ocol. II Urban Buc. 1022 din 5 Nov. 1923, Jur. Gen. 1923, No. 1555).

45. Potrivit art. 1441 c. civ., cumpărătorul unui imobil nu este dator a respecta locațiunea imobilului astfel dobândit, decât dacă ea este constatată prin acte autentice, sau private având acestea din urmă însă dată certă; — legiuitorul excepțional prelungind însă și contractele verbale, urmează că le-a declarat și pe acestea opozabile tertului dobânditor, cu condițiunea însă ca, prin împrejurări ulterioare contractărei, existența lor să se fi manifestat și dovedit prin acte cu dată certă, conform dreptului comun, pentru că astfel numai se conciliază legea excepțională cu principiile codului civil, care a voit să apere pe dobânditorul cu titlu particular al unui imobil de surprinderile unor contracte de închiriere încheiate în urma transmiterii proprietății aceluși imobil.

În speță existența juridică a contractului verbal dintre fosta proprietară și intimata, la o dată certă și pe care intimata chiriașă îl opune noului proprietar pentru a stabili dreptul său de locațiune, nu poate suferi nici o discuțiune, întru cât ea este constatată prin chitanța de primirea chiriei semestrului Aprilie 1922, depusă și aflată la o autoritate publică, judecătoria de ocol, unde s'a justificat depunerea chiriei aceluși semestru, iar deosebit de aceasta, de existența acestui contract verbal, la data certă sus arătată, recurentul a avut cunoștință, căci se constată de instanța de fond și nu se constată de recurent, că el însuși a atestat atunci la ridicarea banilor, la jud. de ocol, identitatea fostei proprietare, iar această dată este anterioară vânzării către el a imobilului.

Prin urmare, odată stabilit că în acest mod contractul verbal de care chiriașul se prevalează a dobândit anterior vânzării o dată certă și că recurentul a avut chiar în mod efectiv cunoștință de actele cari o stabileau, cu drept cuvânt instanța de fond a hotărât că acest contract este opozabil recurentului, ca fiind prelungit pe termenul legiuirilor excepționale intervenite în această privință și în consecință, cu o justă aplicare a principiilor legii i-a respins acțiunea. (Cas. I, dec. 965 din 10 Octombrie 1923, Jur. Rom. 1/924, Botoșani Juridic 3/924).

46. Prin condițiunea datei certe, cerută de legiuitor prin art. 1441 cod. civ. pentru a face opozabile noului dobânditor al imobilului, contractul de închiriere aflat asupra imobilului, legiuitorul a urmărit scopul de a asi-

gură cumpărătorului folosința reală a bunului dobândit, și a evita putința unei închirieri frauduloase consimțită de vechiul proprietar în dăuna cumpărătorului, prin antidatarea unui contract încheiat în urma vânzării.

Dacă existența contractului de închiriere poate fi dovedită printr'un act scris cu dată certă anterioară vânzării, fie că contractul ar fi autentic sau sub semnătură privată, ori numai un simplu contract verbal, căci legea nu face nici o distincție și nu exclude această din urmă categorie de contracte dovedite însă în conf. cu legea. — dobânditorul este ținut a respecta închirierea consimțită, căci posibilitatea fraudei este înlăturată.

În specie Tribunalul constatând că intimatul deține imobilul pe baza unui contract verbal prelungit de legile excepționale, și dovedit printr'o chitanță de plata chiriei, emanată de la vechiul proprietar și recunoscută de recurent, chitanță având dată certă anterioară vânzării, Tribunalul în conformitate cu legea hotărăște că acest contract este opozabil recurentului cumpărător. (Cas. I, decizia 1209 din 3 Decembrie 1923. Jur. Rom. 5/924).

47. După art. 1441 cod. civ., cumpărătorul unui imobil este dator să respecte locațiunea făcută înainte de vânzare dacă a fost făcută prin act autentic sau prin act privat cu dată certă. De aici, rezultă că un act de vindere-cumpărare al unui imobil este opozabil locatarului și acesta poate fi evacuat dacă nu dovedește că închirierea intrunește condițiunile prescrise de art. 1441 cod. civ.

În speță, din momentul ce intimata și-a bazat contestațiunea pe titlul de locatară contestat de recurent, instanța de fond eră datoare să examineze valabilitatea și opozabilitatea acestui titlu noului achizitor al imobilului, iar nu să se mărginească, pentru a admite contestațiunea să arate că intimata a pretins că este chiriasă, fără a-i cere să facă dovada. — și că n'a luat parte la actul de vindere-cumpărare al imobilului pus în executare. (Cas. II 597 din 24 Dec. 1923. Pand. Rom. 1924, III, 34; Dreptul 10/924).

48. Legiuitorul ca o garanție pentru noului cumpărător a unui imobil a prevăzut că, constatarea unui contract de locație nu se poate face decât prin act autentic sau privat cu dată certă, care să poată fi opozabil noului achizitor al imobilului conform art. 1441 cod. civ., și această garanție a fost luată spre a se înlătura sarcinile obscure ce ar fi existat asupra imobilului cumpărat.

Dacă actul însă a căpătat dată certă potrivit art. 1182 cod. civ., el poate fi

opozabil noului achizitor al imobilului.

Prin urmare, în speță, constatându-se în fapt că, pârâtul ca fost chirias al imobilului pe care îl locuiește a plătit chiria primului proprietar iar dovada o face prin recipisa de depunerea ei la Judecătoria de ocol, chirie pe care proprietarul a ridicat-o apoi, iar ulterior a vândut imobilul reclamantului de azi raportul de locație a căpătat prin această dată certă, căci înscrierea recipisei într'un registru public, i-a dat dată certă și ca atare contractul de locațiune este opozabil noului achizitor al imobilului, (Judec. oc. II Ploesti Cartea de jud. civ. No. 296 din 7 Septembrie 1923. Jur. Gen. 1924. No. 960).

48 bis. a) Trecerea în procesul-verbal al Comisiei județene de expropriere a elementelor substanțiale ale unui contract de arendare, chiar când contractul este încheiat prin corespondență și nu a fost prezentat Comisiei de expropriere, intră în cazul prevăzut de ultimul alineat al art. 1182 c. civil., care prevede că actul dobândește dată certă și în cazul când este făcut în preșcurtare în acte făcute de ofițeri publici. Prin urmare, un asemenea contract este opozabil noilor achizitori ai moșiei.

b) Cei trei ani pentru cari un contract de arendare netranscris este opozabil noilor achizitori ai imobilului, începe să curgă de la data transcrierei actului de achiziție, iar nu de la data arendării. (C. Apel Buc. s. III. 56 din 27 Febr. 1924. Revista Juridică. 2-3/1925).

49. Dacă este adevărat că succesorii particulari, nu succed în drepturile și obligațiunile personale ale autorului lor, privitoare la lucrul înstrăinat, însă în materie de locațiune, există o excepție de la acest principiu prevăzut de art. 1441 c. civ., după care, cumpărătorul unui imobil, este obligat să respecte locațiunea făcută de autorul său, dacă contractul de locațiune are dată certă — cum este în specie — în care caz, cumpărătorul succede în drepturile și obligațiunile autorului său față de chirias, în ce privește lucrul închiriat.

În specie, prin înstrăinarea imobilului la Iulie 1921, s'a transmis implicit achizitorului, și acțiunea intentată la 1919, privitoare la obligațiunea de a face reparațiuni, care derivă din contractul de locațiune astfel că, suszul achizitor a fost în drept să facă tranzacție cu chiriașul Berman, asupra acestor reparațiuni, și deci fosta proprietară Martinas, nu mai poate executa sentința, în ce privește valoarea reparațiunilor, căci obligațiunea chiriașului de a face acele reparațiuni

sau de a plăti valoarea lor, eră facultativă pentru dânsul, și întru cât a făcut tranzacție asupra reparațiilor, s'a liberat valabil de obligațiunea sa. (Curtea de apel din Iași, s. I. dec. civ. No. 11 din 13 Febr. 1924 Jur. Gen. 1924, No. 667).

50. Art. 1441 c. civil, n'a fost abrogat prin legile excepționale de chirii, astfel că cumpărătorul unui imobil poate să evacueze, prin executarea actului de vindere-cumpărare, pe un deținător care n'are contract în conformitate cu citatul text de lege. (C. Apel Craiova s. I, 224 din 16 Oct. 1924. Justiția (Craiova) 16, 17, 18/924).

51. Hotărârile ca și orice titlu executor, neputând fi opozabile terților, adică acelorora cari nu au luat parte în proces, interesați fiind prin executare, sunt în drept, pe baza art. 399 pr. civ., a face contestație, invocând în favoarea lor dispozițiile art. 973 și 1201 cod. civil, însă le incumbă sarcina să-și dovedească dreptul de proprietate. Prin urmare, atunci când un contestator se pretinde chirias și deținător al unui imobil, a cărui evacuare se cere de către un terț achizitor, contestatorul trebuie să-și dovedească acea calitate, cu actele permise de art. 1441 codul civil, adică perfect opozabile terților achizitori, iar nu numai calitatea de simplu deținător al imobilului, cu un contract verbal sau o îngăduință. (C. Apel Craiova s. I, 229 din 10 Oct. 1924, Bul. C. Apel 1/925).

52. Legislația excepțională relativă la închiriere, a prelungit dreptul de locuință, nu numai pentru chiriași, ci și pentru subchiriași, și de câte ori se prevede în lege prelungirea închirierilor, se înțelege că e vorba și de închirierile subchiriașilor, și subchiriașul deține dreptul de prelungire de la lege, atât contra chiriașului principal, cât și contra proprietarului; astfel că dreptul de locuință al subchiriașului, nu mai este în funcțiune de dreptul chiriașului principal față de proprietar și deci nu încetează ca consecință a încetării eventuale a dreptului chiriașului principal.

Prin urmare, când se constată în fapt că subchiriașul are un contract cu dată certă, opozabil noului achizitor al imobilului, sentința de evacuare a imobilului, dobândită de acesta în contra chiriașului principal, nu are efect în contra subchiriașului, principiul „resoluto jure dantis“, neavându-și aplicarea. (C. Apel Buc. s. III, 367 din 12 Nov. 1924. Bul. C. Apel 1/925).

53. Renunțarea foștilor proprietari la pactul comisoriu expres trasă din plățile neregulate ale chiriei, nu e opozabilă noilor cumpărători ai imobilului închiriat dacă nu este constatată

printr'un act cu dată certă anterioară achizițiunei, cum cere art. 1441 c. civil. (Trib. Ilfov s. III, 1255 din 4 Nov. 1924. Jur. Gen. 1925, No. 275. Jur. Gen. 1925, No. 455).

54. Cu toate că noii proprietari ar fi avut cunoștință de existența subinchirierilor, această cunoștință nu le ridică dreptul de a se prevala de dispozițiunile pactului comisoriu expres pentru călcarea clauzei prohibitive de subinchiriere, fiind că dispozițiile art. 1441 c. civil, constituiesc o derogare de la principiul că dobânditorul cu titlu particular nu succede la obligațiunile personale ale fostului proprietar și ca atare, această dispozițiune trebuie interpretată în mod restrictiv. (Trib. Ilfov s. III, 1255 din 4 Nov. 1924. Jur. Gen. 1925, No. 275, Jur. Gen. 1925, No. 455).

55. Cu toate că chitanțele constatând o primire de bani nu sunt supuse, în ce privește dovada liberațiunei, dispozițiilor art. 1182 cod. civil, ele putând fi opuse sub acest raport și terților, față de care fac credință prin ele înșile de data lor, atunci însă când din o astfel de chitanță se caută a se trage concluziunea și a unui alt act juridic, aceste chitanțe spre a putea fi opuse unei terțe persoane cum ar fi de către chiriaș noului achizitor al imobilului, netăgăduit că trebuie să poarte data certă, nema fiind în acest caz nici o rațiune ca art. 1182 codul civil să nu-și aibă aplicațiune. (Trib. Ilfov s. III, 1255 din 4 Nov. 1924, Curier Jud. 21, 1925).

56. Art. 1441 cod. civil punând îndatorire achizitorilor unui imobil să respecte arendarea făcută înainte de vânzarea lucrului arendat, numai dacă a fost făcută prin act autentic sau cu dată certă, rezultă că achizitorii nu pot fi ținuți la alte obligațiuni de cât acele cari rezultă din contractul pe care autorul lor îl are cu arendașul, fără să li se poată opune modificările aduse contractului, de cât dacă sunt constatate prin acte scrise cu dată certă, așa că tolerarea sub arendării, chiar dacă ar fi dovedită prin alte mijloace decât cele prevăzute de art. 1441 c. civil, cu drept cuvânt instanța de fond a înăturat ca neconcludentă în cauză proba cu martori cerută. (Cas. I, 1115 din 18 Iunie 1924. Jur. Gen. 1925, No. 500).

57. Cumpărătorul unui imobil ocupat de un chirias, în executarea unui contract de închiriere transcris, încheiat anterior vânzării cu vechiul proprietar, potrivit dispozițiilor art. 1441 cod. civ., este ținut a respecta locațiunea, rezilierea pentru caz de vânzare nefiind expres prevăzută în contractul de închiriere, chiar dacă vechiul proprietar ar fi avut motive de reziliere pentru plata unei rate cu termen

anterior vânzării, întru cât în specie nu a fost prevăzut pactul comisor expres încât rezilierea să fi avut loc de plin drept și nici nu s'a trecut cumpărătorului acel drept ce-l avea vânzătorul care stând în completă inacțiune față de această neplată se presupune, fie că a primit-o, fie că a renunțat. (Trib. Tecuci, 413 din 4 Dec. 1924, Pand. Rom. 1925, III, 40).

58. Chitanțele de descărcare pentru a fi opozabile tertilor, conform art. 1182 cod civil, trebuie să aibă dată certă.

Chiar admitând că chitanțele de descărcare ar putea fi opozabile și fără dată certă, se cere însă în acest caz să nu li se conteste sinceritatea și seriozitatea.

Prin urmare, când se opune o asemenea chitanță, emanată de la fostul proprietar al imobilului, pentru a se dovedi plata chiriei pe un semestru viitor, care nu devenise încă exigibilă și pentru care vechea proprietară, prin o declarație autentică ulterioară notificării actului de vânzare, arată că nu a încasat încă chiria, atunci acea chitanță nu prezintă aparenta de sinceră și serioasă și nu poate fi opusă în judecată de chiriaș. (C. Apel Buc. s. I, 35 din 13 Febr. 1925, Bul. C. Apel 10, 1925).

59. Potrivit art. 399 pr. civ. orice executare silită putând fi contestată

de cei vătămați prin ea, nu e suficient ca un tertiu să arate că hotărîrea ce se execută este „res inter alios acta”, față de el ei din contra, dacă dreptul pretins i se contestă, el trebuie să și-l dovedească.

După art. 1441 cod. civil, locațiunea constatată prin act autentic sau cu dată certă, trebuie respectată de achizitorul imobilului, dacă ea este făcută anterior vânzării.

Fiind constatată în specie că o prăvălie s'a închiriat prin act cu dată certă la 1919 pe termen de trei ani, începător de la 26 Octombrie 1920, rezultă că termenul închirierii a fost numai suspendat până la 6 Mai 1925 din cauza prelungirii legale a contractelor de închiriere ce expirau la 23 Aprilie 1920, pe baza decretului-lege No. 1420 din 1920 și a celorlalte legi, cari au prelungit contractele.

Odată ce un asemenea contract de închiriere nu a fost reziliat conform art. 1 din zisul Decret-lege, el a putut fi pus în lucrare la 6 Mai 1925 și ca atare, fiind opozabil proprietarilor actuali, aceștia trebuie să-l respecte pe temeiul și în condițiunile ce conține. (Trib. Ilfov s. III, 802 din 16 Mai 1925, Jur. Gen. 1925, No. 1253).

60. A se vedea: art. 1021, notele 101, 111; art. 1182 cu notele respective; art. 1190, nota 13; art. 1411, notele 7, 9; art. 1420, notele 36, 38; art. 1439, nota 33.

Art. 1442. — Dacă în contractul de locațiune s'a prevăzut desființarea lui din cauza vânzării, atuncea locatarul are drept a cere dezdaunarea dela locator, afară numai când s'ar fi stipulat contrariul. (Civ. 1441, 1443; Civ. Fr. 1744).

Text. fr. Art. 1744. — S'il a été convenu, lors du bail, qu'en cas de vente l'acquéreur pourrait expulser le fermier ou locataire, et qu'il n'ait été fait aucune stipulation sur les dommages et intérêts, le bailleur est tenu d'indemniser le fermier ou le locataire de la manière suivante.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Louage*, I, 1214, 1294, 1321, 1322, 1323;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 521;
DALLOZ, *Rép. Louage*, 510 urm.; *Suppl. Louage*, 295 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 297;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1743.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 29 nota, 201 urm., 504, 646;
ALEXANDRESCU CONST., *Notă* sub. Judec. ocol. Ocnele Mari (Vâlcea) 386 din 1923. *Jurispr.*
Gen. 23/1923 No. 1610;
CANTACUZINO MATEI, p. 659;
NACU, III, p. 344 urm.

Jurisprudență.

1. Dacă prin contractul de închiriere s'a stipulat că: „în caz de vânzare a imobilului închiriat, contractul să se

considere ca reziliat de drept fără somațiune sau judecată, după notificarea ce se va adresa locatarului de către cumpărător cu 2 luni înainte de Sf. Gheorghe sau de Sf. Dumitru”, și dacă

cumpărătorul n'a uzat de această clauză, de a declara reziliat contractul pentru primul termen care vine imediat după data vânzării, și care eră singurul termen când se putea folosi de această clauză, prin aceasta cumpărătorul a primit ca valabil contractul pe tot timpul închirierii, și, prin urmare, nici dânsul și nici un altul care ar fi cumpărat acel imobil dela primul cumpărător nu mai poate cere rezilierea contractului pentru alt termen (23 Aprilie sau 26 Octombrie). (Cas. I, 28 Aprilie 1908, B. p. 858).

2. Cumpărătorul unui imobil închiriat poate expulza imediat pe chiriaș și fără să-i datoreze vre-o indemnitate numai atunci, când contractul de locațiune prevede anume desființarea locațiunei din cauza vânzării sau când

contractul de locațiune nu este autentic și nu are măcar dată certă anterioară vânzării. În toate aceste cazuri chiriașul are în contra vânzătorului locațiune acțiune în daune, al căror quantum se va fixa de judecată conform principiilor generale. (Judec. oc. rur. Ocnele-Mari Vâlcea, cartea jud. civilă 386/923. Jur. Gen. 1923, No. 1610).

3. O filodormă promisă într'o convenție legal făcută are putere de lege. Când însă chiriașul căruia i s'a promis o filodormă dacă va părăsi imobilul în caz de vânzare, îl părăsește de bună voe, fără a uză de prelungirea legală acordată de legea chiriilor, atunci nu mai poate reclama filodorma. (Trib. Buzău s. II, 180 bis din 6 Mai 1925. Pandectele Săptămânale 15/925).

Art. 1443. — Cumpărătorul ce voește să facă întrebuințare de facultatea rezervată prin contractul de locațiune de a da concediu, trebuie să vestească mai întâi pe locatar. Chiriașul va fi vestit mai înainte cu timpul cerut de obiceiul locului: arendașul cel puțin cu un an. (Civ. 1436, 1462; Civ. Fr. 1748).

Text. fr. Art. 1748. — L'acquéreur qui veut user de la faculté réservée par le bail, d'expulser le fermier ou locataire en cas de vente, est, en outre, tenu d'avertir le locataire au temps d'avance usité dans le lieu pour les congés.

Il doit aussi avertir le fermier des biens ruraux, au moins un an à l'avance.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Louage*, I, 1298, 1299;
 BUBNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 745;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 27; II, p. 521;
 DALLOZ *Rép. Louage* 494 urm.; *Suppl. Louage*, 292;
 GUILLOUARD, *Louage*, 375;
 HUC, X, 346, 359;
 LAURENT, XXV, 397;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 297;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1743.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 29 nota, 201 urm., 504, 646;
 CANTACUZINO MATEI, p. 659;
 FILITTI D. ION, *Adnotație* sub. C. Apel Buc. s. III, 6 Mart. 1922. Dreptul 14/1922;
 NACU, III, p. 344 urm.;

Jurisprudență.

1. Dispozițiunile art. 1443 codul civil, după care atunci când un cumpărător voește a uză de facultatea rezervată prin contract de dare de concediu, trebuie să vesti pe chiriaș, conform obiceiului locului, își au aplicațiunea ori de câte ori este vorba de un imobil închiriat, și prin urmare și când

e vorba de un teatru, căci și într'un teatru chiriașul își are biuroul său, corespondența și poate chiar și locușia sa, astfel în cât este natural a i se da timpul necesar pentru a se mută. (Trib. Ilfov, III. *Dr.* 78/908, p. 638).

2. A se vedea și nota No. 1 de sub art. 1442.

Art. 1444. — Arendașii ori locatarii nu pot fi dați afară mai înainte de a fi dezdaunați de către locator, iar când acesta

nu o face, de către cumpărător. (Civ. 771, 1322, 1323, 1377, 1619, 1694, 1700; Civ. Fr. 1749).

Text. fr. Art. 1749. — Les fermiers ou les locataires ne peuvent être expulsés qu'ils ne soient payés par le bailleur, ou à son défaut, par le nouvel acquéreur, des dommages et intérêts ci-dessus expliqués.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Louage*, I, 1324;
CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 266, 274;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 521, 777, 780;
DALLOZ, *Rép. Louage* 520;
GUILLOUARD, *Louage*, I, 374, 377;
HUC, X, 347;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 297;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1743, 2521-6°.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 29 nota, 201 urm., 504, 646; (III, part. I, ed. 2-a, p. 239; X, p. 350); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 211; „*Teoria generală a dreptului de retenție*”. Dreptul 29/1910; *Observație* sub. Trib. Ilfov s. II, 27 Oct. 908. Curier Jud. 15/909;
CANTACUZINO MATEI, p. 548, 659;
NACU, III, p. 344 urm., 549;
PETIT EUGEN, *Notă* sub. Trib. com. Lyon 25 Febr. 1924. Jur. Gen. 1925, No. 763.

Art. 1445. — Cumpărătorul cu pact de răscumpărare nu poate să dea afară pe locatar mai înainte de a fi devenit proprietar nerevocabil prin trecerea termenului răscumpărării. (Civ. 1375, 1378, 1436, 1441; Civ. Fr. 1751).

Text. fr. Art. 1751. — L'acquéreur à pacte de rachat ne peut user de la faculté d'expulser le preneur, jusqu'à ce que, par l'expiration du délai fixé pour le réméré, il devienne propriétaire incommutable.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Louage*, I, 1326, 1330;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 502;
DALLOZ, *Rép. Louage*, 522 urm.; *Suppl. Louage*, 298;
GUILLOUARD, *Louage*, I, 372;
HUC, X, 347;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 297
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1743.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 207, 208, 318;
CANTACUZINO MATEI, p. 659;
NACU, III, p. 344 urm.

CAPITOLUL III.

Despre regulile particulare la închiriere.

Art. 1446. — Contractul de închiriere se poate desființa când locatarul nu mobilează în deajuns casa, afară numai dacă dă garanție suficientă pentru plata chiriei. (Civ. 1200, 1439, 1453, 1455, 1466, 1652, 1685, 1730, 1746, 1909; Civ. Fr. 1752).

Text. fr. Art. 1752. — Le locataire qui ne garnit pas la maison de meubles suffisants, peut être expulsé, à moins qu'il ne donne des sûretés capables de répondre du loyer.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 149, § 261, n° 40; IV, p. 504, § 370, n° 3;
 BAUDRY ET WAHL, *Louage*, I, 698-711;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 554, 556;
 DALLOZ, *Rép. Louage*, 596 urm.; *Suppl. Louage*, 134, 340 urm.;
 GUILLOUARD, *Louage*, I, 464; II, 463, 465, 466;
 HUC, X, 348, 349;
 LAURENT, XXV, 423, 424, 426;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 310;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1699.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 130 urm., 228, 230; (X, p. 407, 423);
 CANTACUZINO MATEI, p. 656, 658;
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 134, 143;
 HAMANGIU C., *Observație* sub. Trib. civil Pointoise (Seine et Oise) 9 Oct. 1922. Pand. Rom. 1924-III-80;
 NACU, III, p. 351, 600.

Jurisprudență.

1. Dreptul de revendicarea mobilelor acordat de art. 1730 c. civ., având de scop conservarea privilegiului acordat proprietarului, față de alți creditori ai chirieșului, nu ridică proprietarului dreptul de a cere rezilierea, în cazul prevăzut de art. 1446 c. civ., adică când locatarul nu mobilează îndeajuns casa.

Prin urmare, aceste două drepturi fiind independente unul de altul, proprietarul poate cere rezilierea contractului, pentru nemobilarea casei, chiar când ar fi pierdut dreptul de privilegiul acordat de art. 1730 c. civil. (Cas. I. No. 58, 1920; Jurispr. Rom. 1920, p. 219. Curier Jud. 73-74/920).

2. A se vedea: art. 1721, nota 2.

Art. 1447. — Reparațiunile mici, numite locative, ce rămân în sarcina locatarului, dacă nu s'a stipulat din contră, sunt acele pe care obiceiul locului le consideră de astfel, și între altele sunt următoarele:

Reparațiunea vetrei sobelor, a gurei lor, a capacelor, și c. l., a stricărei tencuelei din partea de jos a pereților camerilor și a altor locuri de locuință până la înălțimea de un metru;

La parchet și dușumele, întrucât numai unele bucăți sunt stricate;

A geamurilor, întrucât sfărâmarea lor nu ar fi urmat din cauza unei întâmplări extraordinare ori forțe majore, de care nu poate fi responsabil locatarul;

A ușelor, ferestrelor, broaștelor, verigelor, și altfel de încuetoari. (Civ. 1421, 1432, 1434, 1448, 1730; Civ. Fr. 1754).

Text. fr. Art. 1754. — Les réparations locatives ou de menu entretien dont le locataire est tenu, s'il n'y a clause contraire, sont celles désignées comme telles par l'usage des lieux, et entre autres les réparations à faire,

Aux âtres, contre-cœurs, chambranles et tablettes des cheminées;

Au recrépiment du bas des murailles des appartements et autres lieux d'habitation, à la hauteur d'un mètre;

Aux pavés et carreaux des chambres, lorsqu'il y en a seulement quelques-uns de cassés;

Aux vitres, à moins qu'elles ne soient cassées par la grêle ou autres accidents extraordinaires et de force majeure, dont le locataire ne peut être tenu;

Aux portes, croisées, planches de cloison ou de fermeture de boutiques, gonds, targettes et serrures.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Louage*, I, 797, 799-802, 806, 808, 809, 813-817 urm., 820, 822;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 9; II, p. 543;
DALLOZ, *Rép. Louage*, 616 urm.; *Suppl. Louage*, 347 urm.;
GUILLOUARD, *Louage*, I, 103, 207, 209, 214; II, 454, 469, 473, 477, 484;
HUC, X, 290 urm., 350, 351;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 311;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1692.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 143 urm.; (I, ed. 2-a, p. 511 n. 1);
CANTACUZINO MATEI, p. 654, 657;
CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 63;
NACU, III, p. 351.

Jurisprudență.

1. Art. 1447, după care locatarul nu e ținut de cât la reparațiunile locative.

prevede că părțile pot stipulă contractul. (Cas. I, 139/Aprilie. 21/89. B. p. 425).

Art. 1448. — Nici una din reparațiunile reputeate locative nu cad în sarcina locatarului când stricăciunile au fost cauzate prin vechime sau forță majoră. (Civ. 1431, 1432, 1447; Civ. Fr. 1755).

Text. fr. Art. 1755. — Aucune des réparations réputées locatives n'est à la charge des locataires, quand elles ne sont occasionnées que par vétusté ou force majeure.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Louage*, I, 805;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 543;
DALLOZ, *Rép. Louage*, 620 urm.; *Suppl. Louage*, 348 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 311;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1692.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 143 urm.; (V, p. 214);
CANTACUZINO MATEI, p. 654, 657;
NACU, III, p. 351.

Art. 1449. — Curățirea puțurilor și a plimbătorilor este în sarcina locatorului ¹⁾. (Civ. Fr. 1756).

Text. fr. Art. 1756. — Le curement des puits et celui des fosses d'aisance sont à la charge du bailleur, s'il n'y a clause contraire.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Louage*, I, 807;
DALLOZ, *Rép. Louage*, 645;
GUILLOUARD, *Louage*, I, 207; II, 529, 530;
HUC, X, 350;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 311;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1692.

¹⁾ Art. francez corespunzător 1756 adaugă: „s'il n'y a clause contraire”.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 143 urm.;
CANTACUZINO MATEI, p. 654, 657;
NACC, III, p. 351.

Jurisprudență.

1. Sistemul de a trimite totul la canal are de scop tocmai de a înlocui vechiul sistem de curățire a latrinelor și cum după art. 1449 codul civil, cu-

rățirea latrinelor privește pe proprietar, plata taxei la Primărie pentru totul la canal, face parte din venitul imobilului, când ea e pusă în sarcina chiriasului. (Cas. III, 16 Mai 1906, B. p. 1024).

Art. 1450. — Inchirierea mobilelor destinate pentru mobilarăa unei case întregi, a unui apartament ori magazin, se consideră făcută pentru durata ordinară a închirierii caselor apartamentelor, magazinelor, după obiceiul locului. (Civ. 980, 1200, 1202, 1436; Civ. Fr. 1757).

Text. fr. Art. 1757. — Le bail des meubles fournis pour garnir une maison entière, un corps de logis entier, une boutique, ou tous autres appartements, est censé fait pour la durée ordinaire des baux de maisons, corps de logis, boutiques ou autres appartements, selon l'usage des lieux.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Louage*, I, 1232, 1233;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 552;
DALLOZ, *Rép. Louage*, 878 urm.; *Suppl. Louage*, 430 urm.;
GUILLOUARD, *Louage*, II, 683, 684;
HUC, X, 352;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 311;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1728;
TROPLONG, *De l'échange et du louage*, II, 599.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 192 urm.;
CANTACUZINO MATEI, p. 652;
NACU, III, p. 353.

Art. 1451. — Inchirierea unui apartament mobilat se va considera făcută pe un an, când s'a stipulat atâta chirie pe an; de ¹⁾ o lună când s'a stipulat atâta chirie pe lună;

De ²⁾ o zi, când s'a stipulat atâta chiria pe zi.

Dacă nu există nici o împrejurare din care să se probe ³⁾ că închirierea s'a făcut pe un an, pe o lună sau pe o zi, se va considera făcută conform obiceiului locului. (Civ. 980, 1436, 1451, 1452, 1463; Civ. Fr. 1758).

Text. fr. Art. 1758. — Le bail d'un appartement meublé est censé fait à l'année, quand il a été fait à tant par an;

Au mois, quand il a été fait à tant par mois;

Au jour, s'il a été fait à tant par jour.

Si rien ne constate que le bail soit fait à tant par an, par mois ou par jour, la location est censée faite suivant l'usage des lieux.

1, 2) In textul oficial din eroare se zice: „de” în loc de: „pe”, cum este și în textul francez.
3) In loc de „probeze”.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Louage*, I, 1234-1238;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 745;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 552;
 DALLOZ, *Rép. Louage*, 715 urm.; *Suppl. Louage*, 373 urm.;
 GUILLOUARD, *Louage*, II, 453, 506, 681;
 HUC, X, 353;
 LAURENT, XXV, 432;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 312;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1728.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 192 urm.;
 CANTACUZINO MATEI, p. 652;
 NACU, III, p. 353;
 SCRIBAN TRAIAN, „*Indivizibilitatea mărturisirei*“. Curier Jud. 28/924.

Art. 1452. — Dacă locatarul, și după expirarea termenului locațiunii, continuă a rămâne în casa sau apartamentul închiriat, fără nici o împiedicare din partea locatorului, el se consideră că voește a le ocupa sub aceleași condițiuni și pentru un timp determinat de obiceiul locului, și nu poate nici să iasă nici să fie concediat înainte de a se fi făcut vestirea în ¹⁾ termenul obicinuit în localitate. (Civ. 980, 1436, 1437, 1451, 1464; Civ. Fr. 1759).

Text. fr. Art. 1759. — Si le locataire d'une maison ou d'un appartement continue sa jouissance après l'expiration du bail par écrit, sans opposition de la part du bailleur, il sera censé les occuper aux mêmes conditions, pour le terme fixé par l'usage des lieux, et ne pourra plus en sortir ni en être expulsé qu'après un congé donné suivant le délai fixé par l'usage des lieux.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 500, § 367, 369, n° 28;
 BAUDRY ET WAHL, *Louage*, I, 1241, 1243-1245, 1247-1251, 1254, 1257;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 274, 530, 531;
 DALLOZ, *Rép. Louage*, 721 urm.; *Suppl. Louage*, 377;
 DEMOLOMBE, XXIX, 405;
 GUILLOUARD, *Louage*, I, 430, 433-436; II, 504;
 HUC, X, 332, 452;
 LAURENT, XXV, 327;
 MOURLON ed. 7-a, III, p. 312;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1731.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 187 urm., 260 n. 3, 329; (V, p. 43); *Observație*, sub. Cas. I, 11 din 4 Febr. 1919. Tribuna Juridică 10-11/1920;
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 21, 143, 144;
 NACU, III, p. 353;
 NICOLEANU G. HIPPOLYTE, *Notă* sub. Cas. I, 639 din 9 Sept. 1921. Pand. Rom. 1922-I-168;
 SCRIBAN ȘTEFAN, „*Tacita reconducție și legea timbrului*“. Curier Jud. 7/910.

Jurisprudență.

1. Chestiunea de a se ști care e obiceiul locului în privința reînnoirii unui contract de locațiune, e o chestiune de fapt care fiind lăsată cu totul la aprecierea instanțelor de fond, ca atare nu pot fi cenzurate în această privință

de curtea de casatie. (Cas. I, 84/Martie 8/89, B. p. 260).

2. Tribunalele pot, constatând tacita reconducție să fixeze un termen, după obiceiul locului, dela data unei somațiuni, după care chiriașul are să evacueze imobilul. (Cas. I, 22 Febr. 1906, B. p. 237).

1) In edițiunea oficială din eroare lipsește cuvântul „în“ care există în art. francez corespunzător.

3. Tacita reconducțiune nu intervine întru locatar și sublocatar, nefiind nici un acord de voință. (Trib. Brăila s. II. 224 din 29 Dec. 1919. Curier Jud. 53-54/920).

4. Tacita reconducțiune nu este o continuare, o prelungire a contractului scris intervenit între proprietar și chiriaș, ci un nou contract.

Dacă dar, vechiul contract a fost încheiat prin consimțământul expres al părților exprimat cu anumite forme, noul contract nu poate fi încheiat de cât tot cu acele forme solemne cerute pentru ca să existe consimțământ. — consimțământul necesar pentru validitatea oricărei convențiuni, deci și a noului contract.

Ca o aplicare a acestui principiu atunci când este vorba de o autoritate publică (în speță Primăria București), trebuie o nouă licitație publică pentru crearea unui nou contract, (acela al reconducției tacite), singura toleranță a chiriașului nefiind suficientă pentru ca să existe consimțământ din partea autorității publice. (Cas. I, No. 11, 1919; Trib. Jurid. 1919, p. 1. Jurispr. Rom. 6-7/919).

5. Potrivit art. 1452 c. civ., pentru ca să existe tacită relocațiune, legea cere nu numai rămânerea locatarului în imobil, ci încă ca această rămânere să aibă loc fără nici o împiedicare din partea proprietarului, deci cu permisiunea lui.

Prin urmare în speță, odată ce instanța de fond constată în fapt și motivează, din împrejurarea că, chiriaș a primit numai până la Sf. Dumitru 1923, din răspunsurile date de proprietar la interogator și acțiunea introdusă de el, că nu a tolerat rămânerea în imobil a recurenților decât până la Sf. Dumitru, pentru a le da posibilitatea de a-și găsi o altă lo-

cuință. — cu drept cuvânt și ca exactă aplicațiune a art. 1452 c. civ., a respins susținerea recurenților că au dreptul de a rămâne în imobil până la darea concediului prevăzut de art. 1436 codul civil.

Că într'adevăr, tacita relocațiune neavând loc în acest caz, nici termenul pentru darea concediului nu urmă să fie respectat de proprietar, ci din contră dânsul cerând avacuarea la Sf. Dumitru 1923, a uzat de dreptul acordat de paragraful V legea din 1923, de a o cere în timpul aplicării acestei legi excepționale și la o dată când îngăduința sa a încetat. (Cas. I, dec. 845 din 17 Septembrie 1923, Jur. Rom. 19/923).

6. Tacita reconducție, după cum spune art. 1452 cod. civ., se aplică la contractele cu termen, expirate. Când un contract conține un pact comisoriu expres pentru neîndeplinirea vreunei obligații, dacă obligația nu este îndeplinită, contractul nu este expirat, ci rezolvat de drept. Rezolvarea însă trebuie constatată de instanțele judecătorești. Constatarea aceasta se urcă în trecut, până la data când a operat pactul comisoriu expres. De aceea se zice că rezolvarea distruge retroactiv contractul.

Contractul fiind astfel distrus prin rezolvarea de drept, el nu poate să subsiste ca o tacită reconducție. Rezolvarea exclude tacita reconducție. Rezolvarea presupune distrugerea raportului juridic din momentul operării pactului comisoriu, pe când tacita reconducție presupune subsistența lui din acel moment. Fiind astfel, tacita relocație nu se aplică la contractele rezolvate de drept. (Trib. Dolj s. I, 769/923. Jur. Gen. 1924, No. 222).

7. A se vedea: art. 1437 cu notele respective; art. 1439, nota 20; art. 1464 cu notele respective.

Art. 1453. — Dacă contractul de închiriere se desființează pentru culpa chiriașului, acesta e dator de a plăti chiria pe tot timpul necesar pentru o nouă închiriere, și daunele ce ar fi provenit din reaua întrebuințare a lucrului închiriat. (Civ. 1054, 1084, 1430, 1439, 1446, 1730; Civ. Fr. 1760).

Text. fr. Art. 1760. — En cas de résiliation par la faute du locataire, celui-ci est tenu de payer le prix du bail pendant le temps nécessaire à la relocation, sans préjudice des dommages et intérêts qui ont pu résulter de l'abus.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 504, § 370, No. 5;
 BAUDRY ET WAHL, *Louage*, I, 345-348, 350, 351;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 547, 555;
 DALLOZ, *Rép. Louage*, 726; *Suppl. Louage*, 378 urm.;
 GUILLOUARD, *Louage*, I, 385, 497, II; 508, 509;

HUC, X, 322;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 312;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1739;
 TROPLONG, *De l'échange et du louage*, II, 621, 622.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 95 urm.: *Observație* sub. C. Apel Lyon, 16 No. 908, Curier Jud. 11/909; *Notă* sub. Trib. Bagnères-en-Bigorre, Hautes Pyrénées, 14 Oct. 922, Jur. Gen. 1925, No. 1064;
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 129, 130;
 NACU, III, p. 351, 352.

Jurisprudență.

1. După art. 1453, numai atunci chiriașul este dator a plăti chirie pe timpul necesar pentru o nouă închiriere, când contractul de închiriere s'a desființat pentru culpa chiriașului, de unde rezultă că dacă acel contract se desființează prin consimțământul mutual (art. 969) al părților contractante, nu poate fi vorba de culpa chiriașului, nici prin urmare de despăgubirea prevăzută de art. 1453. (Cas. I, 296/Aug. 21/78, B. p. 274).

2. a) Dispoziția art. 1453 c. civ., de a se plăti proprietarului chiria până la o nouă relocațiune în caz de reziliere a contractului din culpa chiriașului, cuprinsă sub titlul: „reguli particulare la închiriere”, se aplică și la contractele de arendare, întrucât măsura luată de acest articol este mai mult o aplicațiune a dreptului comun, după care neexecutarea unei obligațiuni supune pe debitor la plata daunelor-interese care au putut fi prevăzute în momentul contractării.

b) Timpul necesar la reînchiriere se calculează după probabilități, fiind admis de jurisprudența franceză că cuprinde termenul curgător și cel următor rezilierii.

c) Plata despăgubirilor făcându-se îndată printr'o alocațiune „a forfait”, — cu pagubă sau câștig, — urmează de aci că acest mod de dezdăunare, după cum ar putea păgubi pe proprietar când ar trece un termen mai lung până la reînchiriere, drept este să-i și folosească, dacă închirierea s'a făcut mai de vreme sau chiar îndată. (Apel Constanța 1915. Dreptul 1915, p. 364).

3. Odată ce tribunalul, care a investit contractul cu formula executorie, constată că închirierea se reziliază din culpa chiriașului, acesta este dator potrivit art. 1453 c. civ., a plăti chiria pe tot timpul necesar pentru o nouă închiriere. Astfel când ca în specie, chiriașul a delasat imobilul în cursul semestrului Octombrie-Aprilie, timpul necesar pentru o nouă închiriere este chiar acest semestru. (C. Apel Buc. s. I, 66 din 12 Nov. 1918. Dreptul 15/920).

CAPITOLUL IV.

Despre regulile particulare la arendare.

Secțiunea I. — *Arendare pe bani.*

Art. 1454. — Dacă prin contractul de arendare, se arată o întindere mai mică sau mai mare decât are fondul în realitate, arenda nu se va scădea și nu se va spori decât în cazurile și după regulile cuprinse la titlul vinderei, articolul 1327¹⁾. (Civ. 1328—1333; Civ. Fr. 1765).

Text. fr. Art. 1765. — Si, dans un bail à ferme, on donne aux fonds une contenance moindre ou plus grande que celle qu'ils ont réellement, il n'y a lieu à augmentation ou diminution de prix pour le fermier, que dans les cas et suivant les règles exprimés au titre de la Vente.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 505, § 371, No. 1;
 BAUDRY ET WAHL, *Louage*, I, 283-285;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 556;
 DALLOZ, *Rép. Louage*, 737 urm.; *Suppl. Louage*, 381 urm.;

1) In textul francez lipsește mențiunea: „art. 1327“.

GUILLOUARD, *Louage*, II, 537, 538;
 HUC, X, 361;
 LAURENT, XXV, 445;
 MOURLON, ed. 7-a III, p. 314;
 TROPLONG, *De l'échange et du louage*, II, 658.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 225, urm.;
 CANTACUZINO MATEI, p. 653, 654;
 NACU, III, 354.

Jurisprudență.

1. Din dispozițiunile art. 1334 și 1454 din codul civil, rezultă că acțiunea a-arendășului, în baza art. 1329 din codul civil, pentru reducerea prețului arendzei, se prescrie printr'un an din ziua contractului, dacă el este perfect din ziua încheierii lui.

Prin urmare, este fără interes a se cercetă dacă o scrisoare din partea proprietarului către arendaș conține sau nu o recunoaștere de natură a întrerupe prescripția de un an, când se constată că prescripția eră împlinită în momentul când a fost scrisă acea scrisoare. (Cas. I, 184 din 6 Mai 1908, B. p. 807, și Rev. Judic. 4/908).

Art. 1455. — Dacă arendașul nu înzestreaază moșia cu vietele și instrumentele necesare pentru exploatațiune; dacă nu o cultivă de fel, dacă nu o cultivă ca un bun proprietar, dacă face din moșia arendată o întrebuintare diferită de aceea ce a fost destinată, sau în genere dacă nu îndeplinește clauzele arendărei așa în cât din aceasta să devie o daună pentru locator, acesta poate după împrejurări, să ceară desființarea contractului.

În toate cazurile sus zise arendașul este răspunzător de daunele provenite din neîndeplinirea contractului. (Civ. 1020, 1021, 1075, 1084, 1429, 1430, 1439, 1730; Civ. Fr. 1766).

Text. fr. Art. 1766. — Si le preneur d'un héritage rural ne le garnit pas des bestiaux et des ustensiles nécessaires à son exploitation, s'il abandonne la culture, s'il ne cultive pas en bon père de famille, s'il emploie la chose louée à un autre usage que celui auquel elle a été destinée, ou en général, s'il n'exécute pas les clauses du bail, et qu'il en résulte un dommage pour le bailleur, celui-ci peut, suivant les circonstances, faire résilier le bail.

En cas de résiliation provenant du fait du preneur, celui-ci est tenu des dommages et intérêts, ainsi qu'il est dit en l'article 1764.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 506, § 372, No. 2;
 BAUDRY ET WAHL, *Louage*, I, 697;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 556;
 DALLOZ, *Rép. Louage*, 741 urm.; *Suppl. Louage*, 383 urm.;
 GUILLOUARD, *Louage*, II, 516;
 HUC, X, 362;
 LAURENT, XXV, 435;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 314;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1692, 1701;
 TROPLONG, *De l'échange et du louage*, II, 660.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 227 urm, 230; *Observație* sub. Trib. Iași, s. III, 163 din 23 August 1908, Curier Jud. 7/1909;
 CANTACUZINO MATEI, p. 656, 658;
 NACU, III, p. 355, 360, 600.

Jurisprudență.

1. Când arendașul nu s'a conformat art. 1455 și lasă moșia necultivată, locatarul poate cere rezilierea contractului. (Cas. I, 202/Mai 13/78, B. p. 208).

2. Dacă este adevărat că potrivit art. 1455, contractul de arendare se poate desființa când locatarul nu înzestrează moșia cu vitele și instrumentele trebuincioase pentru exploatarea ei, nu este însă tăgăduit că aci, ca și în toate contractele sinalagmatice instanțele judecătorești au întinsă putere de apreciere, acordând ori respingând cererea de reziliere, după împrejurări.— Astfel fiind, dacă încă de la începutul contractului arendașul nu a satisfăcut acestei îndatoriri de înzestrarea moșiei fără ca în decurs de 2 ani și mai bine proprietarul să-i fi făcut vre-o observațiune în această privință, și pe cât timp se continuă exploatarea de eredele său tot în aceste condițiuni, adică fără vite și instrumente agricole proprii, ci numai prin învoeli agricole, după cum în general se face cultura pământului la noi, apoi judecata poate găsi că neîndeplinirea din partea eredelui a acestei îndatoriri prescise de lege nu poate da loc la desființarea contractului, pe cât timp părțile însăși în mod tacit dar constant încă de la început au renunțat la îndeplinirea ei. (Apel Craiova, II. Sept. 20/90, Dr. 60/90).

3. Din momentul ce arendașului nu

Art. 1456. — Fiecare arendaș este dator să-și strângă recolta numai în locurile obicinuite spre acest finit întrucât nu a urmat o stipulațiune diferită¹⁾. (Civ. 1465, 1730; Civ. Fr. 1767).

Text. fr. Art. 1767. — Tout preneur de bien rural est tenu d'engranger dans les lieux à ce destinés d'après le bail.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Louage*, I, 743;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 556;
DALLOZ, *Rép. Louage*, 759; *Suppl. Louage*, 391;
HUC, X, 363;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 314;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1700.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 128, 229 urm.;
CANTACUZINO MATEI, p. 656;
NACU, III, p. 355.

Art. 1457. — Dacă arendarea s'a făcut pe mai mulți ani și dacă în cursul ei s'a pierdut prin caz fortuit toată recolta unui an, sau cel puțin jumătate din ea, arendașul poate să

¹⁾ În textul francez lipsesc cuvintele: „întrucât nu a urmat o stipulațiune diferită”, adause de legiuitorul român.

ceară un scăzământ din arendă, afară numai când s'a compensat prin precedentele recolte.

Acest scăzământ nu se va putea determina decât la finele contractului de arendare; atunci însă se va face compensațiunea prin recoltele tuturor anilor de arendare.

Până atunci însă judecătorul poate după arbitrul său, să facă un scăzământ provizoriu în proporțiunea daunei suferite. (Civ. 1423, 1458 urm.; Civ. Fr. 1769).

Text. fr. Art. 1769. — Si le bail est fait pour plusieurs années, et que, pendant la durée du bail, la totalité ou la moitié d'une récolte au moins soit enlevée par des cas fortuits, le fermier peut demander une remise du prix de sa location, à moins qu'il ne soit indemnisé par les récoltes précédentes.

S'il n'est pas indemnisé, l'estimation de la remise ne peut avoir lieu qu'à la fin du bail, auquel temps il se fait une compensation de toutes les années de jouissance.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 502, 507, § 371. No. 6-8;
BAUDRY ET WAHL, *Louage*, I, 376, 377, 381, 382, 386, 387, 389-392 urm.; 399-402, 404, 405, 410-412, 415-417 urm.;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, p. 516, 556, 558;
DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 219 bis, III-VI;
DUFOURMANTELLE ROGER, *Force majeure*;
GUILLIQUARD, *Louage*, II, 562, 565, 567, 569-574, 574, 576, 577, 579-581, 583, 588-590;
HUC, X, 366, 368-370;
LAURENT, XXV, 456, 457, 461-463, 469;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 314 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1694;
TROPLONG, *De l'échange et du louage*, I, 717, 731, 732.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 71, 230 urm., 237 urm., 328, 446 nota;
CANTACUZINO MATEI, p. 659;
CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 82 urm.;
NACU, III, p. 356;
POTĂRCA COST, *Notă* sub. Cas. II, 56, din 28 Martie 1921. Pand. Rom. 1922-I-219;
VELESCU ALEX., *Observație* sub. Trib. Ilfov s. II, 466 din 11 Nov. 1918, Tribuna Juridică, 13-16/919; *Observație* sub. Cas. I, 207 din 21 Mai 1920. Pand. Rom. 1924-I-115.

Jurisprudență.

1. A se vedea: art. 1423, notele 2, 16, 24; art. 1459 nota 1.

Art. 1458. — Dacă arendarea nu s'a făcut decât pe un an și toată recolta sau cel puțin jumătate din ea s'a pierdut, arendașul va căpăta un scăzământ proporțional cu arenda ¹⁾. (Civ. 1457, 1459 urm.; Civ. Fr. 1770).

Text. fr. Art. 1770. — Si le bail n'est que d'une année, et que la perte soit de la totalité des fruits, ou au moins de la moitié, le preneur sera déchargé d'une partie proportionnelle du prix de la location.

Il ne pourra prétendre aucune remise, si la perte est moindre de moitié.

1) Art. francez corespunzător 1770, adaugă: „Il ne pourra prétendre aucune remise, si la perte est moindre de moitié“.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Louage*, I, 388;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, p. 556, 557;
 DALLOZ, *Rép. Louage*, 775 urm.; *Suppl. Louage*, 394 urm.;
 MOURLON, ed. 7-a, p. 314 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1694.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 71, 230 urm., 237 urm., 328, 446, nota;
 CANTACUZINO MATEI, p. 659;
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 82 urm.;
 NACU, III, p. 356;
 VELESCU ALEX., *Notă* sub Cas. I, 207 din 21 Mai 1920. Pand. Rom. 1924-I-115.

Art. 1459. — Nu se va face scăzământ când pierderea fructelor se va fi întâmplat după culegerea lor ¹⁾. (Civ. 465, 971, 1156, 1457; Civ. Fr. 1771).

Text. fr. Art. 1771. — Le fermier ne peut obtenir de remise, lorsque la perte des fruits arrive après qu'ils sont séparés de la terre, à moins que le bail ne donne au propriétaire une quotité de la récolte en nature; auquel cas le propriétaire doit supporter sa part de la perte, pourvu que le preneur ne fût pas en demeure de lui délivrer sa portion de récolte.

Le fermier ne peut également demander une remise, lorsque la cause du dommage était existante et connue à l'époque où le bail a été passé.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Louage*, I, 385;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 557;
 DALLOZ, *Rép.*, Louage, 813 urm.; *Suppl.*, Louage, 404 urm.;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 314 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1694.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 71, 230 urm., 237 urm., 328, 446, nota;
 CANTACUZINO MATEI, p. 659;
 NACU, III, p. 356;
 VELESCU ALEX., *Observație* sub. Cas. I, 207 din 21 Mai 1920. Pand. Rom. 1924-I-115.

Jurisprudență.

1. Pentru ca arendașul să aibă dreptul la scăzământul de arendă prevăzut de art. 1457 din codul civil, în caz de pierdere a recoltei prin caz fortuit, art. 1459 cod. civil, impune condiția că pierderea fructelor să fi intervenit înainte de culegerea lor.

Prin urmare dacă se constată că distrugerea recoltei prin intervenția războiului, s'a produs după separarea ei de pământ, astfel că recurentul nu se poate plânge că nu a avut întreaga fo-

losință a moșiei a cărei echivalent este plata arenzii, în această situațiune nu mai e nici un motiv ca arendașul să ceară un scăzământ de arendă, întru cât odată recolta adunată, arendașul dispune de ea și proprietarul și-a indeplinit întreaga obligațiune de a procura folosința moșiei, așa că nu mai poate fi răspunzător de ceea ce se va întâmpla cu recolta adunată, care rămâne atunci în rizicul-pericolul arendașului. (Cas. I. 77 din 16 Ian. 1925. Jur. Gen. 1925. No. 1082).

Art. 1460. — Arendașul poate prin o clauză expresă, să ia asupra-și cazurile fortuite. (Civ. 969, 1156, 1461; Civ. Fr. 1172).

Text. fr. Art. 1772. — Le preneur peut être chargé des cas fortuits par une stipulation expresse.

1) Art. francez corespunzător 1771, are un cuprins mult mai complet.

Doctrină străină.

- BAUDRY ET WAHL, *Louage*, I, 406, 408;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 11, 13, 557, 559;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 281, 493; II, p. 741;
 DUFOURMANTELLE ROGER, *Force majeure*;
 GUILLOUARD, *Louage*, II, 585;
 HUC, X, 571;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 314 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1694.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IX, p. 91, 232, 238, 239; (III, part. I, ed. 2-a, p. 231; X, p. 24); *Notă* sub Trib. Valenciennes. Jurispr. Gen. 25/923 No. 1743;
 CANTACUZINO MATEI, p. 659;
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 82 urm.;
 NACU, III, p. 356;
 PURICESCU GR., *Observație* sub. Trib. Ilfov s. III, 153 din 26 Martie 1919. Dreptul 3/1919;
 VELESCU ALEX., *Notă* sub. Cas. I, 207 din 21 Mai 1920. Pand. Rom., 1924-I-115.

Jurisprudență.

1. Părțile pot derogă prin convențiunea lor la dispozițiunile art. 1460 și 1461 din codul civil, așa că, dacă arendașul și-a luat asupra-și toate cazurile de forță majoră și fortuite, ordinare sau extraordinare, prevăzute sau neprevăzute, fără drept de reziliere sau despăgubire ori scădere de arendă, neexceptând din cazurile neprevăzute decât devastatiunile prin resbel, într'un asemenea caz judecătorul fondului a fost în drept a respinge pretențiunea ce face arendașul contra proprietarului, care avea de obiect scutirea sa de plata arendei pentru că moșia i-a fost inundată, când el constată în fapt că prin acea inundație nu s'a desființat moșia arendată în substanța ei, ci s'a făcut numai pentru un timp oare care, improprie la destinațiunea ei. (Cas. I. 302/95., B. p. 877 și Cas. I, 104/97, B. p. 301).

2. Clauza expresă prevăzută în contractul de arendare că arendașul și-a

luat asupra sa cazurile de forță majoră, după interpretarea dată de jurisprudența și doctrina franceză, admisă și la noi, — nu se referă de cât la pierderea recoltelor iar nu și la toate cazurile fortuite ordinare și extraordinare. Prin urmare în specie nu se poate admite că apelantul a renunțat chiar la cazul de forță majoră provenit din faptele de război.

Fiind dubiu asupra modului de interpretare a calificativului înscris în clauza: „toate cazurile”, conf. art. 983 c. civ., el trebuie interpretat în favoarea celui care se obligă.

Ca atare în specie, apelantul a înțeles să-și ia asuprași numai pagubele provenite din cazurile fortuite privitoare la distrugerea recoltei, cari au caracter temporar, de mai puțină gravitate pentru arendaș iar nu și cazurile cu un caracter de permanentă. (C. Apel Galați 25 din 30 Nov. 1918. Curier Jud. 89-90/920).

3. A se vedea: art. 1461, nota 3.

Art. 1461. — Sub stipulațiunea articolului precedent nu se cuprind decât cazurile fortuite ordinare cum: grindină, brumă, ș. c. l.

Nu se cuprind sub dânsa cazurile fortuite extraordinare, cum: devastatiunile din resbel, inundațiune neobicinuită în țară, afară numai când s'ar fi lepădat de dreptul de scăzământ din motivul cazurilor fortuite, prevăzute și neprevăzute. (Civ. 1460; Civ. Fr. 1773).

Text. fr. Art. 1773. — Cette stipulation ne s'entend que des cas fortuits ordinaires, tels que grêle, feu du ciel, gelée ou coulure.

Elle ne s'entend pas des cas fortuits extraordinaires, tels que les ravages de la guerre, ou une inondation, auxquels le pays n'est pas ordinairement sujet, à moins que le preneur n'ait été chargé de tous les cas fortuits prévus ou imprévus.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Louage*, I, 407, 408;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 11, 13, 557;
 DALLOZ, *Rép. Louage*, 822, urm.; *Suppl. Louage*, 407;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 493;
 DUFOURMANTELLE ROGER, *Force majeure*;
 HUC, X, 371;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 314 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1694.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 91, 232, 238, 239; (III, part. I, ed. 2-a, p. 231); *Observație* sub Trib. Ilfov s. IV, 17 Ian. 1906, Dreptul 4/1907; *Notă* sub Trib. Valenciennes. Jurispr. Gen. 25/923, No. 1743;
 CANTACUZINO MATEI, p. 659;
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 83 urm.;
 NACU, III, p. 356;
 VELESCU ALEX., *Notă* sub. Cas. I, 207 din 21 Mai 1920. Pand. Rom., 1924-I-115.

Jurisprudență.

1. Chestiunea dacă arendașul a luat asuprași numai cazurile fortuite ordinare sau și cele extraordinare, constituie o chestiune de fapt, care este de exclusivă competență a instanțelor de fond. (Cas. I, Oct. 405/67, B. p. 839).

2. Turburarea de drept nu intră între cazurile prevăzute de art. 1460 și 1461. (Trib. Iași, I, Ian. 27/93, Dr. 22/93).

3. Când prin contractul de arendare se prevede că arendașul ia asupra sa pagubele ce se vor ivi pe moșie în cursul contractului, prin aceasta se înțelege numai pagubele relative la distrugerea recoltelor de pe moșie, iar nu și acelea relative la distrugerea chiar a lucrului arendaș sau a accesoriilor lui, cari rămân să fie guvernate de regulile codului civil. (Cas. I, 19 Martie 1908, B. p. 459).

4. Dacă proprietarul, printr'o clauză clară, precisă, nesusceptibilă, de nici o îndoială, a contractului de arendare, a pus în sarcina arendașului toate riscurile provenite din cazuri fortuite, prevăzute și neprevăzute, între care figurează și războiul. — căci art. 1461 c. civ. este categoric. — instanța de fond care declară că pierderea recoltelor datorită evenimentelor provocate de războiu este echivalentă cu distru-

gerea în parte a imobilului și că potrivit cu art. 1423 c. civ. proprietarul este ținut a suferi reducerea parțială a prețului proporțională cu importanța pierderii, nesocotește clauza contractului căci, dacă este exact că prin pierderea în tot sau în parte a unei recolte prin cazuri fortuite arendașul încercă aceleași neajunsuri ca și în cazurile de distrugere în tot sau în parte a imobilului clădit, totuși, în drept este o mare deosebire, deoarece în ipotezele prevăzute de art. 1423, chiar imobilul este distrus, pe când în ipoteza art. 1457, 1461 c. civ. nu se nimicește decât fructele fără ca imobilul în natura lui să sufere o schimbare echivalentă cu distrugerea unei clădiri.

Prin urmare, instanța de fond, sub cuvânt de interpretare, a violat contractul intervenit între părți, a dat o greșită interpretare art. 1457 și 1461 c. civ., și a aplicat greșit art. 1423 c. civ., care nu-și poate găsi, în imensa mare parte a cazurilor, rostul de cât la imobilele clădite unde distrugerea lor se operează *in ipso corpore rei*. (Cas. Iași II, No. 5, 1918, Petre Popescu; Jur. Cas. 1917-1918, No. 5. Jurispr. Rom. 1919, p. 498).

5. A se vedea: art. 1460, nota 2.

Art. 1462. — Arendarea fără termen ¹⁾ a unei moșii se consideră făcută pentru tot timpul necesar ca arendașul să culeagă toate fructele ei ²⁾. (Civ. 1416, 1436, 1437, 1463 urm.; Civ. Fr. 1774).

Text. fr. Art. 1774. — Le bail, sans écrit, d'un fonds rural, est censé fait pour le temps qui est nécessaire afin que le preneur recueille tous les fruits de l'héritage affermé.

1) In art. francez corespunzător 1774 în loc de cuvintele: „fără termen“ se zice: „sans écrit“.

2) Art. francez corespunzător 1774, are un cuprins mai complet, diferind în partea finală de art. român. A se compara textele ambelor articole român și francez spre a se vedea mai bine diferența.

Ainsi le bail à ferme d'un pré, d'une vigne, et de tout autre fonds dont les fruits se recueillent en entier dans les cours de l'année, est censée fait pour un an.

Le bail des terres labourables, lorsqu'elles se divisent par soles ou saisons, est censé fait pour autant d'années qu'il y a de soles.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Louage*, I, 1226, 1228 bis;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 551;
DALLOZ, *Rép.*, *Louage*, 825 urm.; *Suppl. Louage*, 408 urm.;
GUILLOUARD, *Louage*, II, 592, 596;
HUC, X, 372;
LAURENT, XXV, 472;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 318;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1728.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 240 urm., 243 No. 1;
CANTACUZINO MATEI, p. 652;
NACU, III, p. 358, 360.

Jurisprudență.

1. O arendare se socotește pe tot timpul necesar ca arendașul să culeagă toate fructele moșiei, și, prin urmare, sau încheierea sau desființarea unui contract de arendare nu se poate înțelege decât pe un an întreg agricol; de asemenea și plata arendei, precum și perceperea fructelor moșiei nu se pot calcula decât pe un an întreg, iar

nu pe fiecare zi. (Cas. I, 239, 1901. B. p. 838)

2. Din combinarea art. 1462 și 1465 codul civil, rezultă că arendările fondurilor rurale se socotesc a fi făcute pe tot timpul necesar ca arendașul să culeagă fructele moșiei, adică pe anul întreg agricol care, după legea tocmeșilor agricole, începe la 1 Martie și se termină la 28 Februarie al fiecărui an. (Apel Craiova I, *Dr.* 44/909, p. 348).

3. A se vedea: art. 1464, nota 3.

Art. 1463. — Contractul de arendare fără termen¹⁾ încetează dela sine cu expirarea timpului pentru care se consideră făcut, după dispozițiunea articolului precedent. (Civ. 1436, 1462, 1464; Civ. Fr. 1775).

Text. fr. Art. 1775. — Le bail des héritages ruraux, quoique fait sans écrit, cesse de plein droit à l'expiration du temps pour lequel il est censé fait, selon l'article précédent.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Louage*, I, 1230;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 551;
DALLOZ, *Rép.*, *Louage*, 525 urm., 831; *Suppl. Louage*, 299 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 318;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1730.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 240 urm., 243, No. 1;
CANTACUZINO MATEI, p. 652;
NACU, III, p. 358, 360.

Art. 1464. — Dacă după expirarea arendărei făcute cu termen²⁾ arendașul continuă și se lasă în posesiune, atunci se formează o nouă arendare cu efectul arătat la articolul 1462. (Civ. 1437 urm., 1452, 1462, 1463; L. Timbr. 33 § 3; Civ. Fr. 1776).

1) In art. francez corespunzător 1775 în loc de cuvintele: „fără termen“ se zice: „sans écrit“.

2) In art. francez corespunzător 1776, în loc de cuvintele: „cu termen“ se zice: „par écrit“.

Text. fr. Art. 1776. — Si, à l'expiration des baux ruraux écrits, le preneur reste et est laissé en possession, il s'opère un nouveau bail dont l'effet est réglé par l'article 1774.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Louage*, II, 1402 urm.;
DALLOZ, *Rép. Louage*, 833 urm.; *Suppl. Louage*, 412;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 318;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1732.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 240 urm., 243, n. 1;
CANTACUZINO MATEI, p. 652;
NACU, III, p. 358.

Jurisprudență.

1. Instanțele de fond sunt datoare să se pronunțe asupra mijloacelor de probă invocate de arendaș pentru dovedirea începutului de executare, care să ducă la prelungirea contractului de arendare printr'o tacită reconducțiune. (Cas. I, 24 Mart. 1906, B. p. 523).

2. Când, după expirarea contractului de arendare, arendașul continuă a fi lăsat în posesiune, atunci potrivit art. 1464 codul civil, se formează o nouă arendare cu efectul arătat la art. 1462, care este acela relativ la termenul ei, așa că vechiul contract expirat continuă a-și produce toate efectele sale în privința celorlalte condițiuni și stipulațiuni necuprinse într'însul, afară de aceea relativă la termen.

Această soluțiune are a fi admisă și atunci când arendarea s'a sfârșit prin rezilierea contractului, întru cât nu este nici o rațiune de a distinge între

acest caz și acela când arendarea s'a sfârșit prin expirarea termenului. (Cas. I, 24 Iunie 1909, B. p. 774).

3. Contractul de locațiune făcut pe un termen determinat, începând dela sine prin expirarea termenului, de aci rezultă că tacita reconducțiune este un nou contract.

Acest nou contract, formându-se pe baza unui consimțământ tacit al părților, tras din folosința bunului închiriat după expirarea contractului primitiv, presupune că părțile interesate sunt capabile.

Prin urmare, dacă consimțământul nu poate să fie exprimat decât în anumite forme particulare, reconducțiunea tacită nu poate avea loc. (Cas. I, No. 11. 1919, Jurispr. Rom. 6-7/919, p. 538. Trib. Jurid. 1919 p. 1).

4. A se vede: art. 1437 cu notele respective; art. 1452 cu notele respective.

Art. 1465. — Arendașul ce ese, trebuie să dea, celui ce vine după dânsul, încăperile cuviincioase și alte înlesniri pentru muncele anului următor, și viceversa, arendașul ce vine trebuie să lase celui ce ese încăperile cuviincioase și alte înlesniri pentru consumarea forajelor, și pentru strângerea recoltelor ce ar fi mai rămas a se face¹⁾. (Civ. 1456; Civ. Fr. 1777).

Text. fr. Art. 1777. — Le fermier sortant doit laisser à celui qui lui succède dans la culture, les logements convenables et autres facilités pour les travaux de l'année suivante; et réciproquement, le fermier entrant doit procurer à celui qui sort les logements convenables et autres facilités pour la consommation des fourrages, et pour les récoltes restant à faire.

Dans l'un et l'autre cas, on doit se conformer à l'usage des lieux.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Louage*, I, 1045 urm., 1048-1050;
DALLOZ, *Rép. Louage*, 848 urm.; *Suppl.*, Louage, 413;
HUC, X, 304, 374;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 319;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1703.

¹⁾ Art. francez corespunzător 1777, adaugă: „dans l'un et l'autre cas, on doit se conformer à l'usage des lieux”.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 240 urm., 243 n. 1;
CANTACUZINO MATEI, p. 659;
NACU, III, p. 355.

Jurisprudență.

1. Deși art. 1465 nu zice în mod expres că arendașul care intră are dreptul de a cultiva pământul înaintea expirării contractului de arendare al vechiului arendaș, dar aceasta rezultă implicit din obligațiunea ce-i impune acestuia de a-i da primului încăpe-

rile cuviincioase și înlesnirile pentru muncile anului viitor. Așa fiind, pentru orice prejudiciu ce ar încerca noul arendaș din cauza neîndeplinirii acestei obligațiuni de către vechiul arendaș, acesta este responsabil. (Apel Buc. I, lun. 7/94, Dr. 57/94).

2. A se vedea: art. 1420, nota 18.

Secțiunea II. — *Arendarea pe fructe*¹⁾.

Art. 1466. — Dispozițiunile în genere pentru locațiunea lucrurilor și în particular pentru arendarea pe bani se aplică și la arendarea pe fructe, cu modifi cațiunile următoare²⁾. (Civ. 1454-1465, 1467 urm.; Civ. Ital. 1647).

Text. ital. Art. 1647. — Colui che coltiva un fondo col patto di dividere i frutti col locatore, si chiama mezzaiuolo, mezzadro, massaro o colono, e il contratto che ne risulta si chiama mezzadria, masseria, o colonia.

Sono comuni a tale contratto le regole stabilite in generale per le locazioni di cose, e in particolare per le locazioni di fondi rustici colle modificazioni seguenti.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 33, 43, 47, 67, 68, 225, 243 urm.;
CANTACUZINO MATEI, p. 660;
NACU, III, p. 359.

Jurisprudență.

1. Contractul prin care un proprietar sau arendaș se obligă a pune la dispozițiunea cuiva o cantitate oarecare de pământ spre a cultiva și a împărți fructele între ei, ori care ar fi afinitatea ce leagă acest contract cu contractul fie de locațiune, fie de societate, codul nostru prin art. 1466 și urm., a curmat controversa ce există în această privință în doctrina și jurisprudența franceză, dispunând în mod formal că dispozițiunile în genere pentru locațiunile lucrurilor și în particular pentru arendare pe bani se aplică și la arendarea pe fructe. Odată dar natura contractului fixată prin însăși legea, aprecierea daunelor în caz de neexecutarea contractului are a se face după regula generală în materie de obligațiuni (art. 1023 urm.), întru cât legea însăși nu prescrie alte norme pentru fiecare contract în parte, și în specie art. 1466 declarând aplicabile contractului de arendare pe fructe dispozițiunile în genere pentru locațiunea lucrurilor, art. 1453, pus sub capitolul

despre regulile particulare la închiriere, dispune că atunci când contractul se desființează pentru culpa chirieșului, acesta drept daune-interese e dator a plăti chiria pe tot timpul necesar pentru o nouă închiriere sau arendare, dacă e vorba de un fond rural. Dar în specie, chiria sau prețul locațiunii neconsistând în bani ci în fructe, evident are a se aplica o altă regulă, anume aceea ce e proprie obligațiunii de a face (art. 1075—1077), căci intențiunea celui ce cultivă e de a găsi salariul muncii și industriei sale în perceperea fructelor, și sub acest raport dar contractul de arendare pe fructe prezintă și o afinitate cu contractul de închirierea lucrurilor sau a muncii, obligațiune care consistând în o facere, daunele-interese nu pot fi apreciate de cât conform art. 1075—1077. Astfel, calculul după care urmează a se aprecia daunele e diferența prețului ce ar fi putut plăti pentru a se cultiva pământul cu alte brate. (Apel Iași, II, 59, Mart. 5/81. Dr. 74/81).

2. Contractul de arendare de pă-

1) În edițiunea oficială din eroare se zice aci „adunare de” în loc de „arendare pe”, ceea ce schimbă sensul textului.

2) Textul acestui art. 1466 nu-și are echivalentul său în Codul Civil Francez.

mânt în dijmă constituie o societate, care are de scop împărțirea fructelor între proprietar și țărani muncitori de pământ, în proporțiile determinate prin contract; aceste fructe nu sunt proprietatea exclusivă a asociaților de cât în amănunt și prin urmare faptul unui țaran contractant de a lua pe sub ascuns asemenea fructe este un furt, fiindcă își apropie o parte din aceste fructe cari aparțin și altuia. (Cas. II. 1899 din 18 Sept. 1913. Curier Jud. 74/913).

2. Contractul prin care o parte dă în folosință alteia o întindere de teren plantat cu vie, în mod temporar și în schimb unui preț perceptibil în fructe, întrupește, potrivit art. 1466 c. civ., toate elementele unui contract de arendare pe fructe.

Prin urmare un asemenea contract este supus aceluiași taxe și impozite ca orice contract de arendare, în genere, întru cât legea nu dispune altfel. (Cas. III. dec. 816 din 29 Iunie, 1923. Jur. Gen. 1923, No. 1468).

Art. 1467. — Dacă arendându-se moșia s'a stipulat ca arenda să se plătească în o parte din fructe, orice subarenduire este oprită, dacă nu s'a permis anume. (Civ. 1446, 1466, 1468; Civ. Fr. 1763).

Text. fr. Art. 1763. — Celui qui cultive sous la condition d'un partage de fruits avec le bailleur, ne peut ni sous-louer ni céder, si la faculté ne lui en a été expressément accordée par le bail.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Louage*, I, 1068;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 541, 558, 560;
DALLOZ, *Rép. Louage* à col. part. 1 urm.; *Louage*, 435; *Suppl. Louage* à col. part. 1 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 313;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1796.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 33, 43, 47, 67, 68, 225, 243 urm.; *Notă* sub Trib. com. Lyon, 19 Oct. 922. *Jurispr. Gen.* 25/1923 No. 1744;
CANTACUZINO MATEI, p. 660;
NACU, III p. 359.

Art. 1468. — Urmând subarendare nepermisă, proprietarul are drept de a-și lua îndărăt folosința moșiei sale, și de a fi satisfăcut de daune-interese, ce ar proveni delă neîndeplinirea contractului. (Civ. 1467, 1469; Civ. Fr. 1764).

Text. fr. Art. 1764. — En cas de contravention, le propriétaire a droit de rentrer en jouissance, et le preneur est condamné aux dommages et intérêts résultant de l'inexécution du bail.

Doctrină străină.

ARNTZ, IV, 1196;
AUBRY ET RAU, IV, ed. 4-a, § 371, p. 511; V, ed. 5-a, § 371, p. 377, nota 16 bis; § 378, nota 17;
BAUDRY ET WAHL, *Louage*, I, 53, 54, 264, 266, 267, 1061;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 558, 560;
DEMOLOMBE, XXIV, 115;
GUILLOUARD, *Louage*, II, 632;
LAURENT, XXV, 483;
MOURLON, ed. 7-a, 313;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1796;
THIRY, IV, 63, p. 48, 58;
TROPLONG, *Louage*, II, 637 urm., 645 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 33, 43, 47, 67, 68, 225, 243 urm.;
CANTACUZINO MATEI, p. 660;
NACU, III, p. 359.

Art. 1469. — Pierderea recoltei, prin cazuri fortuite, în tot ori în parte, cade în sarcina ambelor părți, fără a da drept nici uneia din ele a trage la răspundere pe cealaltă.

Nu va privi însă pe proprietar pierderea recoltei după strângerea ei, dacă arendașul s'a fost pus în întârziere cu trădarea părții cuvenite aceluia. (Civ. 1459; Civ. Fr. 1771).

Text. fr. Art. 1771. — Le fermier ne peut obtenir de remise, lorsque la perte des fruits arrive après qu'ils sont séparés de la terre, à moins que le bail ne donne au propriétaire une quotité de la récolte en nature; auquel cas le propriétaire doit supporter sa part de la perte, pourvu que le preneur ne fût pas en demeure de lui délivrer sa portion de récolte.

Le fermier ne peut également demander une remise, lorsque la cause du dommage était existante et connue à l'époque ou le bail a été passé.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Louage*, I, 376, 382, 384, 385;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 557;
DALLOZ, *Rép. Louage*, 813 urm.; *Suppl. Louage*, 404 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 314 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1694.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 231, 235 urm.;
CANTACUZINO MATEI, p. 660;
NACU, III, p. 359.

CAPITOLUL V.

Despre locațiunea lucrărilor.

Art. 1470. — Există trei feluri de locațiuni a lucrărilor:

1. Aceea prin care persoanele se obligă a pune lucrările în serviciul altor;

2. Aceea a căraușilor și a căpitanilor de corăbii, cari se însărcinează cu transportul persoanelor sau a lucrurilor¹⁾;

3. Aceea a întreprinzătorilor de lucrări. (Civ. 1412, 1471 urm., 1473 urm., 1478 urm.; C. com. 413 urm., 531 urm., 557 urm., 571 urm.; L. Timbr. 17 § 3, 19 § 7, 21 § 4, 33 § 3, 42 § 2, 4; Constituția, 21; L. p. servitori din 16 Iunie 1892; Civ. Fr. 1779; Civ. Ital. 1627);

Text. fr. Art. 1779. — Il y a trois espèces principales de louage d'ouvrage et d'industrie:

1^o Le louage des gens de travail qui s'engagent au service de quelqu'un;

2^o Celui des voituriers, tant par terre que par eau, qui se chargent du transport des personnes ou des marchandises;

3^o Celui des entrepreneurs d'ouvrage par suite de devis ou marchés.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Louage*, II, 1640-1645, 1648, 1649, 2319, 2320, 2323, 2326, 2327;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 515;
DALLOZ, *Rép. Louage d'ouvr.*, 15 urm.; *Suppl. Louage d'ouvr.*, 17 urm.;
GUILLOUARD, *Louage*, II, 698, 722, 724;

¹⁾ În edițiunea oficială din eroare se zice, „lucrărilor”, în loc de „lucrurilor” cum este și în textul art. 1627 cod civil Italian, și art. 1779 cod civil Francez de unde este imprumutat.

HUC, X, 381, 382, 384, 394;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 319;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1826-1899.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 35, 251 urm.; „Despre locațiunea de servicii sau locația muncii”. Dreptul 20/1909; Nota sub Trib. Valence, Drôme, 4 Dec. 1920. Jur. Gen. 1925, No. 705;
 ANGELESCU G. GEORGE, „Desființează greva contractul de locație a lucrărilor”. Curier Jud. 52/906, 60/906, 79/906;
 CANTACUZINO MATEI, p. 661;
 CONSTANTINESCU N. JAC., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 11;
 CHRISTOFOREANU E. ȘI PARASCHIVESCU-BĂLĂCEANU C., „Contractul de transport este un contract real sau solo consensu?”. Dreptul 39/924;
 DECUSARĂ C. E., Nota sub Trib. Teleorman, s. I, 149 din 26 Iunie 1919. Curier Jud. 29-30/919;
 DEMETRESCU A. MIHAIL, „Grevele față de codul civil”. Dreptul 79/910;
 GUSTI AN., „Responsabilitatea civilă a patronului în caz de accident”. Dreptul 29/1909;
 HORTOPANU V., „Contractul de muncă”. Pagini juridice 45/909, 46/909, 49/909;
 IOANȚESCU R. D., „Contractul colectiv de muncă”. Curier Jud. 22-23/1920;
 LĂZARESCU EM. ALEX., Nota sub. C. Apel Buc. s. II, 3 din 9 Febr. 1920. Curier Jud. 55-56/1920; Regula de drept și jurisprudența actuală, „Un fel de a considera «forța majoră»”, p. 61 urm.;
 NACU, III, p. 361;
 PLASTARA GEORGE, „Contractul de muncă”. Dreptul 35, 36, 38, 40, 43, 46, 49/1908; „Legislația muncii”. Curier Jud. 20-21/1920;
 TITULESCU NICOLAE, „Din teoria contractului de muncă”. Curier Jud. 34, 35, 46, 48, 51/1908;
 VERMEULEN H. JEAN, „Problema și legislația muncitorească”. Curier Jud. 39/924;
 ZAHARIA JACQUES, Notă sub. Judec. Ocol. I, Galați, 232 din 9 Iulie 1923, Dreptul 34/924.

INDEX ALFABETIC

Abus 7.
 Accident 3.
 Administrator de moșie 1.
 Antrepriză de lucrări 3.
 Arendaș 1.
 Căraș 4.
 Câștig 1.
 Comercial Cod 4.
 Comision 2.
 Congediu 5, 6, 7, 10.
 Contract neunit 9.
 Culpă 3, 6, 7, 10.
 Daune 3, 6, 7, 10.
 Dentist 9.
 Denunțare 5, 10.
 Dovadă 4, 7.
 Durată, a se vedea „Termin”.
 Echitate 7.
 Executarea contractului 5.
 Funcționari comerciali 7.
 Furnituri 2.
 Incunoștințare, a se vedea „Notificare”.
 Înțelegere de lucrări 3.
 Legea servitorilor 7.
 Licențiere, a se vedea „Congediu”.
 Licitație 2.
 Locație de servicii 1-10.

Lucrători 7.
 Mandat 2, 10.
 Medic 9.
 Monopolul tutunurilor, Regie 2.
 Moșie 1.
 Neglijență 6, 7.
 Nenumit contract 9.
 Neprițenie 6, 7.
 Notificare 5, 6, 7, 10.
 Patron 6, 10.
 Plata prețului 9.
 Prejudiciu 10.
 Prepus 6.
 Preț 3, 9, 10.
 Probă 4, 7.
 Proprietar 1, 3.
 Provizion 2.
 Regia monopolurilor tutunurilor 2.
 Rezilierență, a se vedea „Congediu” și 5, 8, 10.
 Salar, a se vedea „Preț”.
 Scrisoare de carat 4.
 Servitorilor lege 7.
 Societate 1.
 Termin 5-10.
 Transport 4.
 Tutun, Regie 2.

Jurisprudență.

1. Convențiunea prin care un administrator stipulează ca, drept plată a serviciilor aduse în exploatarea unei moșii, să primească de la proprietar sau arendaș o parte oare care din câștigul realizat, nu constituie un contract de societate, ci o locațiune de servicii. (Trib. Ilfov, com., Sept. 24/86, Dr. 69/86).

2. Dacă X își ia angajamentul către casa Y ca să-i pună la dispoziție serviciile sale, dându-i la timp informațiile necesare în privința diferitelor furnituri de care avea nevoie regia

monopolului tutunurilor din România, ca să poată fi în măsură de a concura la licitațiile fixate de regie, pentru care serviciu casa Y să plătească lui X un provizion oare care, această convențiune constituie un contract de locațiune de servicii, iar nu un mandat sau un contract de comision, căci X nu se însăreacă să trateze însuși în numele și pe comptul casei Y. Prin urmare, cu drept cuvânt nu se aplică în specie art. 374 și 405 c. com., care au în vedere mandatul și contractul de comision. (Cas. II, 12/Febr. 2/90, B. p. 194).

3. Ceeace caracterizează contractul de înțelegere de lucrări, prevăzut de alin. III al art. 1470 din codul civil, este că el intervine între stăpâni și antreprenor, care se obligă să confecționeze lucrarea, pentru un preț fixat după valoarea lucrărilor, oricare ar fi munca ce trebuie să depue; pe câtă vreme, contractul de închiriere de servicii, prevăzut de alin. I de sub acelaș articol, are de obiect nu lucrarea ci munca, lucrătorul fiind plătit totdeauna după munca sa, iar nu după produsul muncii sau după lucrarea făcută.

Astfel, în contractul de înțelegere de lucrări intervenit între antreprenor și proprietar, ori de câte ori se întâmplă vreun accident lucrătorilor, trebuie să se dovedească că el a provenit din culpa proprietarului, pentru a fi în drept să ceară daune de la acesta. (Cas. I, 19 Sept. 1911, B. p. 1029).

4. Cu toate că prin art. 417 din codul de comerț, se prevede că la cere-

rea expeditorului, cărașul este dator să-i da un exemplar al scrisoarei de cărat subscrisă de dânsul, această formalitate însă nefiind de esența contractului, ci fiind cerută numai ca un mijloc de probă pentru dovedirea lui, ca nu poate schimba caracterul contractului de transport care e un contract consensual în sensul că nu e supus la nici o formă pentru validitatea lui. (Apel Galați I, No. 23, 1914, Drep-tul 1915, p. 36).

5. Într'un contract de locațiune de lucrări, conform art. 1470 c. civ., când nu s'a prevăzut prin contract durata lui, oricând una dintre părți îl poate denunța în urma unei notificări, cu singura condiție ca concedierea să nu fie vădit vexatorie. Cât timp nu s'a adus la cunoștința celeilalte părți intenția de concediere, contractul nu poate fi considerat ca reziliat.

O parte nu poate obliga pe cealaltă să-și execute contractul în altă parte de cât unde au convenit. (C. Apel Buc. s. II, Curier Jud. 55-56/1920).

6. În contractul de locație de servicii pe timp nedeterminat fiecare din părți are dreptul de a rupe instantaneu contractul, fără respectarea vre-unui termen de prealabilă încunoștințare, atunci când acea parte contractantă are un motiv legitim în conduita celeilalte părți pentru a face ca contractul să înceteze fără întârziere, și ca urmare nepriceperea sau neglijența prepusului dau drept patronului să-l licențieze imediat din serviciu, fără ca acesta să poată pretinde vre-o despăgubire sprijinită pe lipsa de notificare prealabilă a concediului într'un anumit termen. (C. Apel Buc. 234 din 17 Nov. 1920. Pand. Rom. 1922, III, 73).

7. Când între două părți a intervenit un contract de locațiune de servicii fără durată determinată, neavând în această materie un text precis de lege, urmează să ne adresăm principiilor generale de drept și echitate.

Plecând de la acest principiu doctrina și jurisprudența sunt unanime în a recunoaște ambelor părți contractante dreptul de a pune capăt unui astfel de contract cu observarea unei singure obligațiuni, aceea de a avertiza pe cealaltă parte în timp util de acest concediu, pentruca concedierea să nu fie abuzivă și intempestivă, și acest timp util variază după caz și după uzanțe, iar în ceea ce privește pe funcționarii particulari comerciali chiar plățiți lunar s'a stabilit de tribunalele noastre că acest timp util este de 3 luni.

Această obligațiune a prealabilei încunoștințări este o obligațiune legală în unele cazuri, când e vorba de muncitori manuali, ca d. ex. în legea

servitorilor, și de lege ferenda va deveni tot astfel pentru toți lucrătorii salariați intelectuali sau manuali.

La principiul expus mai sus, doctrina impune o excepțiune, și anume să nu existe un just motiv de concediere, în care caz prealabilă încunoștințare devine inutilă, iar prin just motiv, fără ca doctrina să fie definitivă fixă, se înțelege: nepricepere în îndeplinirea angajamentului, neglijență, insubordonanță, etc.

Cine trebuie însă să facă dovada motivului legitim de concediere, patronul sau lucrătorul, — este o chestiune controversată: o parte din doctrină susține că proba incumbă părâtului, în speță patronului, majoritatea însă e de părere că proba motivului legitim e în sarcina lucrătorului, în speță a reclamantului și constă în indicarea motivelor de concediere și în susținerea nelegitimității lor.

O concediere fără respectul regulilor de mai sus este intempestivă și abuzivă și poate, după împrejurări: natura serviciilor angajate, obiceiurile profesionale al contractanților și condițiunile necesare meseriei lor, să supue pe partea dela care emană concediul la plata către cealaltă a unei îndemnizații, al cărui quantum intră în puterea suverană de apreciere a justiției. (J. O. II urb. București, 222 din 1922, Pand. Rom. 1924, II, 190).

8. Locațiunile de serviciu făcute pentru o durată nedeterminată, în lipsa unei legi care să garanteze stabilitatea, sunt reziliabile după voința părților. (Trib. Ilfov s. II, 876 din 20 Nov. 1922, Dreptul 25/923; Pand. Rom. 1924, III, 39).

9. Raporturile juridice ce se stabilesc între un dentist și clientul său intră în cadrul contractelor nenumite pentru că nu putem pune pe dentist în rândul servitorilor, moșierilor, amplotiaților sau arhitecților pentru a aplica în diferendele ivite dispozițiile art. 1470 și 1482 c. civ.

De aceea un dentist ca și un medic nu se poate obliga cu termen, fiindcă nu se poate prevedea ce anume complicațiuni s'ar ivi în cursul tratamentului, iar clientul trebuie să aștepte desăvârșirea lui, plătind prețul convenit. (Judec. ocol. Caracal 3 Sept. 1923. Pand. Rom. 1924, III, 122).

10. Locațiunea de servicii este contractul consensual prin care o persoană se angajează să lucreze un timp anumit pentru un altul, în schimbul unui pret (salariu) proporțional cu timpul. Deși majoritatea contractelor de această natură par încheiate pe un timp nedeterminabil, ele se pot totuși rezilia or când, după simpla manifestație de voință a uneia din părți, condițiunea ca denunțarea contractului

să nu se facă intempestivă, cu rea credință și cauzând pagube celui concediat. În acest caz patronul datorește celui salariat, după împrejurări, daune compensatorii materiale și morale. Aceste reguli sunt comune atât con-

tractului de locație de serviciu cât și mandatului salariat. (Trib. Prahova s. II, 137 din 3 Nov. 1923, Sentința 1/925).

11. A se vedea: art. 1412 1418, 1471 cu notele respective; art. 1532, notele 2, 7, 12.

Art. 1471. — Nimeni nu poate pune în serviciul altui lucrările sale decât pentru o întreprindere determinată sau pe un timp mărginit. (Civ. 94, 620, 970, 980 urm., 1472 urm., 1540; Pr. civ. 309 § 3; Civ. Fr. 1780).

Text. fr. Art. 1780. — On ne peut engager ses services qu'à temps, ou pour une entreprise déterminée.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 513;

BAUDRY ET WAHL, *Louage*, II, 2195 urm., 2198, 2199, 2201, 2203, 2204;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 27, 86, 842; II, p. 76, 294, 309, 350 nota 1, 385, 514, 587, 588, 590, 598, 601, 605, 708;

DALLOZ, *Rép. Louage d'ouvr.* 21 urm.; Ouvrier 4 urm.; Théâtre, 187 urm.; Obligations 604; *Suppl. Louage d'ouvr.* 19 urm.; Théâtre, 79 urm.; Travail, 141 urm.;

DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 230;

DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 51, 395, 396; V, p. 425;

GUILLOUARD, *Louage*, II, 710, 712, 713, 715;

HUC, X, 385;

LAURENT, XXV, 493, 496 bis;

MOURLON, ed. 7-a, III, p. 319, 320;

PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1878 urm.;

TROPLONG, *Louage*, II, 858.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 255 urm.; (V, p. 144, 505); „*Locațiunea de servicii sau locațiunea muncii*“. Dreptul 13/1909; *Nota* sub. Trib. Brest. Finistère, 11 Mai 1921. Jur. Gen. 1925, No. 775; *Notă* sub. Trib. Bar-Le-Duc, 11 Dec. 1920, Jur. Gen. 1925 No. 1622;

BARASCH I. MARCO, *Notă* sub. Juec. ocol. II Buc., 22 Nov. 1922. Pand. Rom. 1924-II-190;

CANTACUZINO MATEI, p. 661;

CONSTANTINESCU M. D., *Observație* sub. C. Apel Craiova s. I, 4 din 1 Febr. 1919. Tribuna Juridică 5/1919;

CRISTOFOR G. V., *Observație* sub. Cas. Fr., 1 Iunie 1908. Curier Jud. 27/909;

NACU, I, p. 81; III, p. 317, 362, 363, 481;

PERIETEANU GR. I., *Nota* sub. C. Apel Buc. s. I, 234 din 17 Nov. 1920. Pand. Rom. 1922-II-73.

Jurisprudență.

1. Legiuitorul edictând dispozițiunile art. 1471 cod. civil, potrivit cărora, în principiu, nimeni nu poate pune munca sa în serviciul altuia, de cât pentru un timp mărginit și pentru o întreprindere anume determinată, n'a înțeles de cât să împiedice pe servitori de a pune în serviciul patronilor munca și inteligența lor pe toată viața, adică de a renunța pentru totdeauna la libertatea lor, iar nici de cum de a declara fără valoare convențiunile în cari părțile n'au limitat de la început durata serviciilor pentru cari au convenit.

Astfel, este evident că un contract de serviciu a cărui durată n'a fost limitată de părți, este valabil și trebuie să producă pentru părțile contractante drepturile și obligațiunile ce nasc din felul convențiunei și din pre-

vederile legii. (Apel Buc. I, 34 din 10 Iunie 1910, *Dr.* 52/910, p. 416).

2. Durata unui contract de muncă sau a unei locațiuni de servicii se poate determina și după natura serviciilor sau după obiceiul locului ori alte circumstanțe ce părțile au avut în vedere, în caz când ele nu au stipulat în mod precis termenul duratei contractului. (Apel Buc. I, 34 din 10 Iunie 1910, p. 416).

3. Cu toate că în convențiunile fără termen sau cu termen nelimitat, oricare din părțile contractante este liberă de a denunța contractul și a face să înceteze angajamentul, totuși aceasta ele nu o pot face decât cu condițiunea de a nu prejudicia pe cealaltă parte, afară numai dacă a avut motiv serios pentru a rezilia contractul. (Apel Buc. I, 34 din 10 Iunie 1910, *Dr.* 52/910, p. 416).

4. Un contract de locație de serviciu

cu durată determinată, nu poate lua finit prin simpla voință a unei singure părți și nici prin concediul ce s'ar da de o parte contractantă, celeilalte. (Trib. Dorohoi 6404 din 22 Sept. 1920. Jur. Gen. 1923, No. 1326).

5. In caz când contractul locațiunei este făcut pe o durată limitată de timp patronul care a alungat pe cel angajat a-i prestă serviciile înainte de timp și fără ca acesta să aibă vre-o culpă, este obligat la daune, cari să reprezinte echivalentul salariului pe intervalul de timp până la expirarea contractului, afară numai dacă s'ar dovedi că ar fi câștigat salariul său în altă parte sau că ar fi găsit cu ușurință a-l câștiga. (C. Apel Buc. s. I. 63 din 7 Martie 1923, Pand. Rom. 1924, III, 36, Dreptul 9/924).

6. Prepusul este dator să încunoștiințeze pe patron de faptul boalei sale în timp util astfel ca serviciul și in-

teresul acestuia să nu sufere. Această încunoștiințare nu poate fi suplinită nici chiar printr'un certificat medical prezintat ulterior boalei. Neînștiințarea patronului în aceste condițiuni constituie o culpă din partea prepusului.

Prepusului — distilator — angajat ca atare, nu-i este îngăduit a prepară produse inferioare, cari au fost refuzate de clienți. Faptul că patronul a pus la dispoziția sa materie primă de calitate inferioară, nu poate constitui o scuză pentru prepus.

In aceste împrejurări patronul poate da concediu brusc și nemotivat prepusului, chiar când contractul de locațiune a serviciilor acestuia este cu termen. (Trib. Ilfov, s. I com. sent. 121 din 18 Febr. 1924. Jur. Gen. 1924, No. 978).

7. A se vedeà: art. 970, nota 6; art. 1470 cu notele respective.

Art. 1472. — Patronul se crede pe cuvântul său:

Pentru cătimea salariului;

Pentru plata salariului anului expirat și pentru acconturile date pe anul curgător. (Civ. 1208, 1219, 1729, 1903; Civ. Fr. 1781).

Text. fr. Art. 1781. — Le maître est cru sur son affirmation :

Pour la quotité des gages ;

Pour le payement du salaire de l'année échue ;

Et pour les à-comptes donnés pour l'année courante.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, ed. 4-a § 372, p. 515 ;
 BAUDRY ET WAHL, *Louage*, II, 1668 ;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 514, 529, 588, 592 ;
 DURANTON, XVII, 236 ;
 GLASSON, I, p. 599 ;
 GUILLOUARD, *Louage*, II, 732 ;
 HUC, X, 396, 397 ;
 LAURENT, XXV, 500, 501, 505 ;
 MARCADIÉ, VI, art. 1780, 1781 ;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 321 ;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1839 ;
 TROPLONG, *Louage*, II, 848, 883, 887, 888.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 65 n. 2, 256 urm. ; (VII, p. 364, 365, 431 ; X, p. 395) ; *Droit ancien et moderne de la Roumanie* p. 428 ; „Despre locațiunea de servicii sau locațiunea muncii“. Dreptul 17/1909 ;
 BARASCH I. MARCO, *Nota* sub Judec. ocol. II București, 22 Novembre 1922. Pand. Rom. 1924-II-190 ;
 CANTACUZINO MATEI, p. 661 ;
 CONSTANTINESCU JAC. N., *Asupra contractului de locațiune*, ed. 2-a, p. 18 ;
 NACU, III, p. 363, 364 ;
 VASILESCU P., *Notă* sub Trib. Buzău s. I, 1 din 3 Febr. 921. Curier Jud. 3/921 ;
 VERMEULEN H. JEAN, „*Problema și legislația muncitorească*“. Curier Jud. 30/924.

INDEX ALFABETIC

Act scris 4, 9, 11.	Locație de servicii, do- vadă 10.
Afirmație 1-14.	Mandat 8.
Amploiat comercial 14.	Marturi 4, 12.
Apel 13.	Mărturisire 1, 8, 9.
Comerciali amploriați 14.	Patron 1-14.
Contract de locație, exis- tență 10.	Prescripție 4.
Derogație 2, 3, 4, 8, 13.	Prezumție 2, 13.
Dovada contrară 2.	Probă, a se vedea „De- rogație”, „Dovadă con- trară”.
Expertiză 12.	Salariu 6, 7, 10, 11, 12, 13, 14.
Funcționari comerciali 14.	Servitori 2, 4, 6, 7, 9, 10, 14.
Început de dovadă scrisă 12.	Stăpân 1-14.
Interogator 1, 8, 9.	
Jurământ 3, 4, 5, 6, 7, 9, 10.	

Jurisprudență.

1. Dacă patronul, deși chemat în regulă, nu a venit la termenul defipt pentru interogatoriu și nici a dovedit veri o cauză legală de împiedicare, în fața acestora tribunalul considerând faptul ca mărturisit de dânsul, conform art. 234 pr. civ., nu mai pot prin urmare fi aplicabile în specie dispozițiunile art. 1472. (Cas. II, 95/Mai 26/75, B. p. 106).

2. Legiitorul, prin art. 1472, a edictat o prezumție de adevăr în favoarea patronului bazată pe considerațiunea că patronul e presupus mai cult, mai bogat și ocupând în societate o pozițiune mai înaltă de cât servitorul său, așa în cât, prin derogatiune la dreptul comun, simpla sa afirmațiune constituie o dovadă, de oare ce patronul se presupune a fi totdeauna de bună credință față cu servitorul său. Și oșebit de aceste considerațiuni, prezumțiunea stabilită de art. 1472, fiind o prezumțiune absolută, nu se poate admite contra ei nici o dovadă contrarie. (Trib. Iași, I, 45, Febr. 23/82, Dr. 29/82).

3. Dispozițiunile art. 1472, fiind o derogatiune de la principiile generale în materie de probe, trebuie interpretate în sens restrâns. Judecătorul trebuie să țină compt în această materie de pozițiunea socială a stăpânului, de moralitatea și instrucțiunea sa, pentru a putea da crezământ unei simple afirmațiuni, fără să fie îngrădită de o garanție ca jurământ, care să facă mai mult decât probabilă sinceritatea acestei afirmațiuni. (Trib. Brăila, Sept. 20/83, Dr. 73/83).

4. Legiitorul derogând de la dreptul comun prin art. 1472, a avut în considerațiune pe de o parte pozițiunea stăpânilor iar pe de alta ignoranța servitorilor, cari de cele mai multe ori nu știu carte și prin urmare sunt în imposibilitate de a formă un act scris de convențiune între ei și stăpânii lor, cum și de temerea de imoralitate și fraudă ca nu cumva servitorii unindu-se între ei să nu se servească ca martori în reclamațiunile mai mici de 150 lei contra stăpânului. Acestea fiind

motivele, ele determină și sensul legii, care nu poate fi altul de cât acela că nici o dată martorii nu pot fi invocați în reclamațiunile servitorilor contra stăpânului lor, care, în asemenea caz se crede pe cuvânt; dar această derogatiune încetează îndată față cu un înscris sau alte mijloace de probă. Or, jurământul admis după art. 1208 în ori ce fel de contestațiune, neintrând între mijloacele de probă ce legea a voit să excludă prin art. 1472, caută a fi primit în reclamațiunea servitorului contra stăpânului său. Aceasta rezultă nu numai din motivele care au dat naștere art. 1472, dar chiar din combinațiunea art. 1904 și 1906, care permit servitorilor ca să intenteze acțiune contra stăpânului, chiar și după timpul de prescripțiune, în care legea presupune că salariul s'a achitat și să le defere jurământul pentru aceasta. (Trib. Iași, I, Oct. 4/84, Dr. 2/84).

5. Dacă legiitorul prin art. 1472 a prevăzut că patronul să fie crezut pe cuvânt, de aci nu se poate deduce că l'ar fi dispensat de a jură în caz când asupra unui oare care fapt alegat (un beneficiu din vânzarea magazinului), i s'ar deferi un atare jurământ, de oare ce art. 1208 prevede categoric și fără a face vre o distincțiune, că jurământul decizoriu poate fi dat în ori ce fel de contestațiuni. (Cas. I, 198/Mai 29/84, B. p. 430).

6. Crezământul acordat pe cuvântul patronului e relativ la chestiunea quantumului salariului servitorului și la salariul unui an expirat și anului curgător; în afară de aceste cazuri patronul e supus regulilor dreptului comun prescriis de art. 1208. Dacă dar este în litigiu plata unor salarii arierate pe mulți ani, patronul nu se află în cazul art. 1472, ci în acela al art. 1208 c. civ. și prin urmare supus jurământului în caz de deferire. (Cas. I, 57/Febr. 19/86, B. p. 110; Cas. I, 127/Apr. 28/86, B. p. 298).

7. Dacă prin jurământul deferit servitorul tinde a stabili cătimea salariului, în această privință, după art. 1472, patronul fiind crezut pe cuvânt, tribunalul față cu acest text de lege poate să-i respingă jurământul ca neadmisibil, fără ca prin aceasta să violeze art. 1208. (Cas. I, 41/Ian. 30/87, B. p. 54).

8. Prin art. 1472 legiitorul derogând la dreptul comun, trebuie ca această dispozițiune să fie luată în sens strict și, prin urmare, mărturisirea să fie făcută chiar de patron în persoană și înaintea judecătorului, sau, în caz de imposibilitate, print'o procură specială în care să se cuprindă întinderea ei. Așa fiind, dacă patronul e chemat la interogatoriu și nu se presintă fără motiv legal, nici nu dă procură specială care să cuprindă mărturisi-

rea sa, judecata e în drept, în puterea art. 234 pr. civ. să considere punctele de interogatoriu ca mărturisite. (Cas. I, 140/Mart. 20/91, B. p. 320).

9. Credința ce legiuitorul atribue, prin art. 1472, cuvântului patronului, în cazurile excepționale prevăzute de acest articol, nu poate să constituie de cât o probă ordinară, iar nu atât de absolută în cât ea să nu poată fi combătută prin alte probe legale admise de legiuitor, precum ar fi proba ce ar putea să rezulte pentru servitor, fie dintr'un act scris emanat chiar de la patron, fie dintr'o mărturisire ce acesta e chemat să facă în urma deferezii jurământului decizoriu; din contra în lipsă de o dispozițiune expresă în lege, care să prohibe o atare probă contrarie, ea cată să fie admisă ori de câte ori servitorul recurge la ea. Astfel fiind, jurământul decizoriu poate fi deferit de servitor patronului său în cazurile prevăzute de art. 1472, și spre a combate afirmațiunile ce acesta face contra pretențiilor sale. (Cas. I, 537, Nov. 16/93, B. p. 675).

10. Servitorul poate să defere patronului său jurământul decizoriu pentru dovedirea existenței contractului de locație de serviciu și a creanței isvorită din acel contract. (Trib. Dolj s. II, 12 Aprilie 1899, Dr. 23/900).

11. Dispozițiile art. 1472 din Codul civil, după care patronul se crede pe cuvântul său, nu-și pot avea aplicarea decât în cazul când declarația patronului, pentru cătimea salariului și plata lui pe anul expirat și acompturile pe anul curgător, nu poate fi combătută și dovedită ca neadevărată prin

alte probe legale admise de legiuitor, cum ar fi de pildă, proba ce ar rezultă din chiar înscrisul emanat dela patron și din contrazicerea sa în privința achitărei salariului. (Cas. I, 111/901, B. p. 393).

12. Dispozițiunile art. 1472 din codul civil, după cari patronul se crede pe cuvânt pentru cătimea salariului și pentru plata lui pe anul expirat, și pentru acconturile date pe anul curgător, se aplică numai când convențiunea este bazată pe buna credință, iar nu și când ea este întemeiată pe un contract prin care se stipulează un salariu, și care contract purtând și semnătura debitorului, i se poate opune, în baza art. 1197 din codul civil, ca un început de probă scrisă și complectat în privința achitării salariului prin martori și experti. (Cas. I, 26 Martie 1907, B. p. 426).

13. Dacă legiuitorul prin art. 1472 c. civil, prin derogatiune de la regulile generale în materie de probe, a edictat o prezumpțiune de adevăr în favoarea patronului care este crezut pe cuvânt pentru plata salariului pentru anul expirat, această prezumpțiune încetează de a fi aplicată când este vorba de plata unui salariu pe mai mulți ani.

Prin urmare, instanța de apel nu violează citatul text de lege când înlătură afirmațiunea unui patron că nu datorează salariul cerut. (Cas. I, 517 din 24 Sept. 1913, B. p. 1569, Curier Jud. 75/913).

14. Art. 1472 c. civil se aplică numai servitorilor propriu zisi iar nu și amployaților comerciali. (Trib. Buzeu s. I, 1 din 3 Febr. 1921, Curier Jud. 24/921).

Art. 1473. — Dispozițiunile din capul despre depozit și sechestru relative la stăpânii de hoteluri se vor aplica și la căraușii și căpitani de corăbii, întru cât privește paza și conservațiunea lucrurilor încredințate lor. (Civ. 1191, 1198, 1623 urm., 1730 § 6; C. com. 406, 412 urm., 423, 425 urm., 429, 431, 436, 506, 508, 592 urm.; C. P. 309 § 4, 389 § 2; Civ. Fr. 1782).

Text. fr. Art. 1782. — Les voituriers par terre et par eau sont assujettis, pour la garde et la conservation des choses qui leur sont confiées, aux mêmes obligations que les aubergistes dont il est parlé au titre du *Dépôt et du Séquestre*.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Louage*, II, 2471 bis, 2516;
DALLOZ, *Rép. Louage d'ouvr.*, 70 urm.; *Suppl. Commissionnaire*, 93 urm.;
DUFOURMANTELLE ROGER, *Force majeure*;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 321 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1901.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 276 urm.;
NACU, III, p. 365.

Jurisprudență.

1. Situația călătorului dintr'un vagon cu paturi neputând fi asimilată cu a călătorului dintr'un hotel, de oarece călătorul din vagon nepărăsind trenul de cât odată cu bagajele lui, are posibilitatea de ale supraveghea, lucru ce clientul unui hotel nu poate face din cauza afacerilor ce-l chiamă în afară

de hotel, compania de vagoane cu paturi nu poate fi deci făcută responsabilă de pierderea bagajelor călătorului căruia i-a închiriat cabina, ea neavând decât obligațiunile impuse transportului prin art. 1473 și 1475 cod civil și art. 431 cod. com. (Trib. Ilfov com. 732 din 22 Iunie 1910, *Dr.* 63/910 p. 505).

Art. 1474. — Căraușii și căpitanii de corăbii sunt răspunzători nu numai pentru lucrurile ce au încărcat în bastimentul sau carul lor, dar și pentru acelea ce li s'au remis în port sau în magazinele de depozit, spre a fi încărcate în bastimentul sau carul lor. (Civ. 1000, 1473, 1475, 1476; C. com. 413, 423, 425 urm., 429, 431, 436, 506, 508; Civ. Fr. 1783).

Text. fr. Art. 1783. — Ils répondent non-seulement de ce qu'ils ont déjà reçu dans leur bâtiment ou voiture, mais encore de ce qui leur a été remis sur le port ou dans l'entrepôt pour être placé dans leur bâtiment ou voiture.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 520, § 373, n° 4;
 BAUDRY ET WAHL, *Louage*, II, 2506, 2507;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 581;
 DALLOZ, *Rép. Louage d'ouvr.* 73 urm.; *Suppl. Commissionnaire*, 93 urm.;
 GUILLOUARD, *Louage*, II, 740, 745;
 LAURENT, XXV, 519;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 321 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, N° 1901.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 276 urm.;
 CANTACUZINO MATEI, p. 664 urm.;
 NACU, III, p. 365.

Art. 1475. — Ei sunt răspunzători de pierderea și stricăciunea lucrurilor încredințate lor, când ei nu probă că s'au pierdut ori s'au stricat din cauză de forță majoră sau cazuri fortuite. (Civ. 1083, 1156, 1222; C. com. 425 urm., 506, 508; Civ. Fr. 1784).

Text. fr. Art. 1784. — Ils sont responsables de la perte et des avaries des choses qui leur sont confiées, à moins qu'ils ne prouvent qu'elles ont été perdues et avariées par cas fortuit ou force majeure.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 522, 523, § 373, n° 15, 18; § 378, n° 13;
 BAUDRY ET WAHL, *Louage*, II, 2518-2521, 2523, 2525-2530 urm., 2534, 2535, 2537, 2539, 2540, 2543, 2544, 2550, 2553, 2560, 2562, 2574, 2576-2580, 2588 urm., 2605 urm., 2610 urm., 2618, 2630, 2633-2635;
 CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 277;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 11, 582, 583;
 DALLOZ, *Rép. Louage d'ouvr.* 75 urm.; *Suppl. Commissionnaire*, 93 urm.;
 DUFOURMANTELLE ROGER, *Force majeure*;
 GUILLOUARD, *Louage*, II, 743, 747, 748, 753, 754, 756-758, 760, 761;
 HUC, X, 302, 402, 403, 405-408;
 LAURENT, XXV, 524, 526, 529, 533;

- LYON-CAEN ET RENAULT, *Traité de droit commercial*, III, 593 urm., 603, 609, 613, 626, 716, 749, 767;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 321 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1901;
 SALEILLES, *Obligation*, ed. 3-a, p. 410.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IX, p. 276 urm.; (V, p. 495 urm.); *Observație* sub. Casația din Roma, 27 Sept. 1904. Dreptul 14/1907; *Observație* sub. C. Apel Buc. s. III, 187 din 23 Sept. 1903. Curier Jud. 68/903; *Notă* sub. Judec. Ocol. Herța Dorohoi 11 Oct. 923. Curier Jud. 43/923; *Notă* sub. Trib. Ismail, 19 din 10 Mai 1923. Curier Jud. 12/924; *Notă* sub. Trib. Valencienne. Jurispr. Gen. 25/923 No. 1743; *Notă* sub. C. Apel Dijon 9 Sept. 1921. Jur. Gen. 1924 No. 1613; *Notă* sub. Trib. Loudeac 9 Mai 1920. Jur. Gen. 1924 No. 1614; *Notă* sub. Cas. Fr. 2 Ian. 1924. Jur. Gen. 1925, No. 54; *Notă* sub. C. Poitiers, 10 Mart 1924. Jur. Gen. 1925, No. 55;
 CANTACUZINO MATEL, p. 441, 666;
 CHRISTOFOREANU E. și PARASCHIVESCU C., „Responsabilitatea căraușului în transportul de persoane în caz de accidente“. Dreptul 21, 23/1923;
 DANIELOPOLU G. GEORGE, „Responsabilitate în materie de transport“. Dreptul 68/1903;
 GĂLAȘESCU-PYK D., „Responsabilitatea căraușului în transporturile maritime și terestre de persoane“. Curier Jud. 13/916; „Clauzele de neresponsabilitate în contractele de transporturi maritime și terestre de mărfuri“. Curier Jud. 11/923;
 NACU, III, p. 366;
 PETIT EUGEN, *Observație* sub. Cas. Civ. Fr. 22 Ian. 1924. Pand. Rom. 1925-III-42;
 RACOVICEANU GR., *Notă* sub. Trib. Ilfov. s. I, 736 din 6 Oct. 922. Pand. Rom. 1923-II-286;
 RĂDULESCU SILIU, *Observație* sub. C. Apel Iași s. I, 24 Nov. 1908. Dreptul 17/1909;
 SCRIBAN R. TRAIAN, *Observație* sub. Judec. ocol. Herța 1 Oct. 923. Pand. Rom. 1924-III-31;
 ȘTEFĂNEANU-PRIBOI C. D., *L'idée de faute et la responsabilité des choses inanimées*;
 TONEANU N. C., „Responsabilitatea căraușului în transportul de persoane în caz de accidente“. Dreptul 31/923;
 ZAHARIA JACQUES, *Notă* sub. Judec. ocol. I Galați, 232 din 9 Iulie 1923. Dreptul 34/924.

Jurisprudență.

1. Persoana vătămată într'un accident de transport spre a obține daune interese, trebuie să stabilească existența contractului de transport, moartea sau rănirea provenită din accident și prejudiciul suferit. Regulele dela transportul de lucruri (art. 1475) se aplică și la persoane. (Trib. Ilfov II, Dr. 83, 903).

2. Căraușul răspunde — din contract — de mărfurile ce i s'au încredințat, cari trebuiesc predate intacte la destinație. In caz de furt, el răspunde dacă nu dovedește cazul fortuit, cum ar fi atacarea transportului de către bandiți cu mâna armată, pentru că forța majoră înlătură ideea de culpă care e la baza responsabilității căraușului. (Judec. ocol. Herța-Dorohoi, 11 Oct. 1923. Curier Jud. 43/923).

3. Responsabilitatea căraușului în

caz de accident, în materie de transport de persoane este contractuală de oarece, deși art. 1475 c. civil care vorbește de culpă contractuală se referă numai la transportul lucrurilor, însă art. 1470 c. civ. fiind general și referindu-se și la transportul persoanelor, urmează să se aplice în asemenea caz dispozițiile art. 1080 c. civ., din materia generală a obligațiilor, după care diligența care trebuie să se puă în îndeplinirea unei obligații este aceea a unui bun proprietar.

Astfel când un călător și-a rupt haina din cauza unui șurup ieșit afară de la clauza ușei vagonului unui tramvai în care călătorește, poate să ceară repararea daunei pe aceleași principii de culpă contractuală din partea companiei de tramvai respectivă. (Judec. ocol. I Galați 232 din 9 Iulie 1923. Dreptul 34/924. Pand. Rom. 1925, III, 10).

4. A se vedea: art. 1473, nota 1.

Art. 1476. — Intreprinzătorii de transporturi publice pe uscat și pe apă trebuie să țină un registru de bani, de efectele și pachetele cu cari se însărcinează. (Civ. 1191, 1198, 1474, 1621; C. com. 22, 425 urm., 510; L. Timbr. 17 § 6; Civ. Fr. 1785).

Text. fr. Art. 1785. — Les entrepreneurs de voitures publiques par terre et par eau, et ceux des roulages publics, doivent tenir registre de l'argent, des effets et des paquets dont ils se chargent.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 521, § 373, n° 7;
 BAUDRY ET WAHL, *Louage*, II, 2484;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 580;
 DALLOZ, *Rép. Louage d'ouvr.*, 82 urm.;
 GUILLOUARD, *Louage*, II, 741;
 LAURENT, XXV, 521;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 321 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1901.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 276 urm.;
 CANTACUZINO MATEI, p. 644 urm.;
 NACU, III, p. 366.

Art. 1477. — Intreprinzătorii de transporturi și de trăsuri publice, cum și patronii bastimentelor mai sunt supuși și la regulamentele particulare cari au putere de lege între dânsii și ceilalți cetățeni. (Civ. 1476; C. com. 413, 441, 514, 515, 530; C. p. 309 § 4, 389 § 2, 3; Civ. Fr. 1786).

Text. fr. Art. 1786. — Les entrepreneurs et directeurs de voitures et roulages publics, les maîtres de barques et navires, sont en outre assujettis à des réglemens particuliers, qui font la loi entre eux et les autres citoyens.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Louage*, II, 2485;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 580;
 DALLOZ, *Rép. Louage d'ouvr.*, 84;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 321 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1901.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 276 urm.;
 CANTACUZINO MATEI, p. 664 urm.;
 NACU, III, p. 367.

Art. 1478. — Când se comite¹⁾ cuiva facerea unui lucru, se poate stipulă ca el să pună numai lucrul său sau meseria sa, sau să procure și materia. (Civ. 1191, 1198, 1413, 1470, 1479 urm.; C. com. 491; Civ. Fr. 1787).

Text. fr. Art. 1787. — Lorsqu'on charge quelqu'un de faire un ouvrage, on peut convenir qu'il fournira seulement son travail ou son industrie, ou bien qu'il fournira aussi la matière.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 255, § 374, n° 2;
 BAUDRY ET WAHL, *Louage*, II, 2872 urm.;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 566;
 DALLOZ, *Rép. Louage d'ouvr.*, 85 urm.; *Suppl. Louage d'ouvr.*, 56 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 241 bis, I-III;
 GUILLOUARD, *Louage*, II, 772, 814;
 HUC, X, 6, 413;
 LAURENT, XXVI, 5;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 323, 324;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1924.

¹⁾ Aci „comite”, are înțelesul de „a da”.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 294 urm.;
 CANTACUZINO MATEI, p. 665;
 NACU, II, p. 368.

Art. 1479. — Când lucrătorul dă materia, dacă lucrul pierde în orice chip, înainte însă de a se fi trădat, dauna rămâne în sarcina sa, afară numai dacă comitentele a întârziat de a-l primi. (Civ. 1018, 1079, 1081, 1156, 1300, 1316, 1319, 1480, 1481; Civ. Fr. 1788).

Text. fr. Art. 1788. — Si, dans le cas où l'ouvrier fournit la matière, la chose vient à périr, de quelque manière que ce soit, avant d'être livrée, la perte en est pour l'ouvrier, à moins que le maître ne fût en demeure de recevoir la chose.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Louage*, II, 2903-2905, 2910;
 CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 287 urm.;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 566;
 DALLOZ, *Rép. Louage d'ouvr.*, 123 urm.; *Suppl. Louage d'ouvr.*, 60 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 241 bis, II, III;
 GUILLOUARD, *Louage*, II, 833, 891;
 HUC, X, 415;
 LAURENT, XXVI, 6;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 323, 324;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1924.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 294, 299 urm.;
 CANTACUZINO MATEI, p. 665;
 NACU, II, p. 617; III, p. 368.

Art. 1480. — Când meseriașul pune numai lucrul său, sau industria sa, dacă lucrul pierde, dauna nu cade în sarcina lui decât numai dacă va fi urmat din culpa sa. (Civ. 998, 999, 1156, 1481; Civ. Fr. 1789).

Text. fr. Art. 1789. — Dans le cas où l'ouvrier fournit seulement son travail ou son industrie, si la chose vient à périr, l'ouvrier n'est tenu que de sa faute.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 527, § 374, n° 4;
 BAUDRY ET WAHL, *Louage*, II, 2910 urm.;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 567;
 DALLOZ, *Rép. Louage d'ouvr.*, 125 urm.; *Suppl. Louage d'ouvr.*, 66 urm.;
 GUILLOUARD, *Louage*, II, 833;
 HUC, X, 414;
 LAURENT, XXVI, 7;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 323, 324;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1924.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 294, 299 urm.;
 CANTACUZINO MATEI, p. 665;
 NACU, III, p. 368.

Art. 1481. — În cazul art. precedent, dacă lucrul pierde, deși fără culpa lucrătorului, înainte însă de a fi fost trădat și fără ca comitentul să fi întârziat de a-l verifica, meseriașul nu are nici un drept de a pretinde salariul său, afară numai când lucrul a pierit din cauza unui vițiu al materiei. (Civ. 1079, 1156, 1483; Civ. Fr. 1790).

Text. fr. Art. 1790. — Si, dans le cas de l'article précédent, la chose vient à périr, quoique sans aucune faute de la part de l'ouvrier, avant que l'ouvrage ait été reçu, et sans que le maître fût en demeure de le vérifier, l'ouvrier n'a point de salaire à réclamer, à moins que la chose n'ait péri par le vice de la matière.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Louage*, II, 2906, 2908, 2909;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 517;
 CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 287 urm.;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 341, 567;
 DALLOZ, *Rép. Louage d'ouvr.*, 125 urm.; *Suppl. Louage d'ouvr.*, 68;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 243 bis;
 GUILLOUARD, *Louage*, II, 784, 787;
 HUC, X, 415;
 LAURENT, XXVI, 9, 10;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 323, 324;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1924.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 294, 299 urm.;
 CANTACUZINO MATEI, p. 462, 665;
 NACU, III, p. 368.

Art. 1482. — Când e vorba de un lucru ce se măsoară, sau care are mai multe bucăți, verificațiunea se poate face în părți, și se presumă făcută pentru toate părțile plătite, dacă comitentul plătește lucrătorului în proporțiunea lucrului făcut. (Civ. 1200, 1202; Civ. Fr. 1791).

Text. fr. Art. 1791. — S'il s'agit d'un ouvrage à plusieurs pièces ou à la mesure, la vérification peut s'en faire par parties: elle est censée faite pour toutes les parties payées, si le maître paye l'ouvrier en proportion de l'ouvrage fait.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 527, § 374, n^o 8;
 BAUDRY ET WAHL, *Louage*, II, 2972;
 DALLOZ, *Rép. Louage d'ouvr.*, 134 urm.; *Suppl. Louage d'ouvr.*, 76;
 GUILLOUARD, *Louage*, II, 792;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 325;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1925.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 294, 299 urm.;
 CANTACUZINO MATEI, p. 665;
 NACU, III, p. 368.

Art. 1483. — Dacă, în curs de zece ani, numărați din ziua în care s'a isprăvit clădirea unui edificiu sau facerea unui alt lucru însemnător, unul ori altul se dărâmă în tot ori în parte,

sau amenință învederat dărâmare, din cauza unui vițiu de construcțiune sau a pământului, întreprinzătorul și arhitectul rămâne răspunzător de daune ¹⁾. (Civ. 1479, 1481, 1484, 1737 § 4 și 5, 1742, 1885, 1890, 1902; Civ. Fr. 1792; Civ. Ital. 1639 § 1).

Text. fr. Art. 1792. — Si l'édifice construit à prix fait, périt en tout ou en partie par le vice de la construction, même par le vice du sol, les architectes et entrepreneurs en sont responsables pendant dix ans.

Text. Ital. Art. 1639 § 1. — Se nel corso di dieci anni dal giorno in cui fu compiuta la fabricazione di un edificio o di altra opera notevole, l'uno o l'altra rovina in tutto o in parte, o presenta evidente pericolo di rovinare per difetto di costruzione o per vizio del suolo, l'architetto e l'imprenditore ne sono responsabili.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 528, 529, 532, 534, § 374, n^o 17, 33;
 BAUDRY ET WAHL, *Louage*, II, 2919-2923, 2925, 2927, 2930-2933, 2937 urm., 2941-2943, 2945, 2946, 2950, 2951, 2953-2956, 2958;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 136, 182, 568 urm.;
 DALLOZ, *Rép. Louage d'ouvr.*, 136 urm., 159; *Trav. publ.* 553 urm.; *Suppl. Louage d'ouvr.*, 406 urm.; *Trav. publ.* 812 urm.;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, V, p. 337, 466, 483;
 GUILLOUARD, *Louage*, II, 793, 806, 849 urm., 853, 854 urm., 857-859, 863, 875, 876, 880;
 HUC, X, 123, 416, 423, 425-427;
 LAURENT, XXVI, 15, 16, 34, 36, 37;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 325 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1909 urm.;
 TROPLONG, *Louage*, II, 991.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IX, p. 302 urm.; (V, p. 434, 435, 507, 508, 576; X, p. 359; XI, p. 184, 284 urm.);
 CANTACUZINO MATEI, p. 505, 540, 665;
 COMȘA N. D., „Răspunderea arhitectului și a întreprinzătorului de construcțiuni“, *Curier Jud.* 35/916;
 DUMITRESCU A. M., II, 377, 378;
 HOZOC D., *Notă* sub. Cas. I, 709 din 11 Dec. 1915. *Pand. Rom.* 1925-I-50;
 NACU, II, p. 504; III, p. 369, 873;
 ȘTEFĂNESCU-PRIBOI C. D., *L'idée de faute et la responsabilité des cheses inanimées.*

Jurisprudență.

1. Instanța de fond obligând pe arhitect de a despăgubi pe proprietar de paguba ce i-a cauzat prin dărâmarea binalei din reaua construcție, face o justă aplicațiune a art. 1483, de oare ce dânsul, ca meșter-arhitect, dacă cunoștea că materialul ce i se procură de proprietar nu e de bună calitate, urmă să nu construiască cu el, nefiind suficient de a probă că a pus aceasta în vederea stăpânului. (Cas. I, 355/Dcc. 14/79, B. p. 906).

2. Dacă se face o comparațiune între textul art. 1792 francez și art. 1483 român, se vede că legiuitorul nostru în art. 1483 a adăugat această frază care nu există în textul francez: „sau facerea unui alt lucru însemnător“. Astfel fiind art. 1483 nu se aplică numai în privința vițiilor ce s'ar ivi la ori ce lucrări efectuate și care ar fi de

oarecare însemnătate; el vizează nu numai pe arhitecți, dar și pe ori cari alți antreprenori de construcțiuni, și aceasta pentru că textul articolului român e conceput în termeni generali, nu conține nici o restricțiune sau distincțiune, și acolo unde legiuitorul nu distinge, nici judecătorul nu poate distinge, fără ca făcând alt fel să nu cadă în arbitrar. Și nu se vede de ce în cuvintele „ori ce alt lucru însemnător“ nu intră și lucrări efectuate într'un drum de fier, lucrări care sunt de o mare importanță, fie ca lucrări de artă, fie din cauza pericolului la care oamenii sunt expuși din cauza viciilor ce ele ar conține. Dacă legiuitorul în 1804, când s'a confecționat codul Napoleon n'a avut în vedere construcțiuni de drum de fier, legiuitorul nostru în 1865 a putut să aibă în vedere faceri de drum de fier, și tocmai în asemenea prevederi a adăugat cuvintele

¹⁾ Art. francez corespunzător 1792 are o redacțiune diferită. Legiuitorul român a adăugat unele expresiuni după art. 1639 din Codul Civil Italian.

sus citate. (Apel Buc. III, 278, Nov. 28/81, *Dr.* 15/82).

3. Intreprinzătorul de lucrări publice nu poate răspunde de vitiile terenului, ci numai de buna executare a lucrărilor ce a întreprins. El nu devine răspunzător de acele vitiile, decât din momentul ce, cunoscându-le, totuși a continuat lucrarea. Intreprinzătorul de lucrări publice are drept la despăgubiri, când lucrarea a fost suspendată de autoritatea ce-i acordase acea lucrare și că nu a revocat suspendarea cu toată somațiunea făcută de întreprinzător. (Cas. II, 205/96, B. p. 1381).

4. Constructorul unor lucrări, care lucrează sub direcția și comanda unor arhitecți precum și a unei comisiuni însărcinată cu supravegherea lucrărilor și pe care dânsul era dator să o asculte, nefiind decât executorul lucrărilor ordonate de acei ce aveau direcția lucrărilor, nu poate fi responsabil de vitiile lucrărilor sau ale solului și dar nu cade sub aplicarea art. 1483 c. civ. (Cas. I, 117/96, B. p. 520).

5. Dispozițiile art. 1483, fiind privitoare la un interes general, nu se poate derogă dela ele, decât în mod expres. Art. 1483, care face răspunzător atât pe arhitect cât și pe constructor de vitiile proiectului, se aplică numai în cazul când raporturile există între un particular și un întreprinzător. (Cas. II, 421/904, B. p. 1540).

6. Principiul responsabilității con-

structorilor prevăzut în art. 1483 c. civ. se aplică la orice natură de lucrări independent dacă ei au fost sau nu însărcinați cu supravegherea lucrărilor, și chiar dacă ar dovedi că nu au făcut decât să se conforme instrucțiunilor și ordinului expres al proprietarului, căci constructorul având cunoștințe speciale, trebuie să lumineze pe proprietar și când acesta persistă a construi în asemenea rele condițiuni, să refuze lucrarea, cu atât mai mult cu cât acest principiu fiind stabilit în interes general, este de ordine publică și de consecințele lui constructorul nu se poate descărca nici chiar printr'o stipulațiune expresă. (C. Apel Buc. s. I, 100/914. Dreptul 1914, p. 357).

7. Responsabilitatea consacrată prin dispozițiunile art. 1483 c. civ., este imputabilă aceluia care a început planul și devizul lucrărilor, independent de cine l-a executat, cui au profitat aceste lucrări și cine are să suporte cheltuielile, fiind suficient numai ca planul să fie defectuos și ca din cauza lui să se fi pricinuit pagube.

Prin urmare, din moment ce planurile și devizele lucrărilor sunt opera consiliului tehnic superior, și că datorit lor s'a cauzat un prejudiciu unui particular, ministerul lucrărilor publice, de care depinde acel consiliu, urmează a fi obligat să-l repare. (Apel Buc. I, No. 100, 1914; Dreptul 1914, p. 357).

Art. 1484. — Intreprinzătorul sau arhitectul care s'a însărcinat a da gata un edificiu după un plan statornicit și desbătut cu comitentul, nu poate cere nici o sporire de plată, nici sub pretext de scumpire a muncii manuale ori a materialelor, nici sub pretext că s'a făcut la planul zis schimbări și adăogiri, dacă aceste adăogiri și schimbări n'au fost în scris aprobate și prețul lor defipt cu comitentul. (Civ. 1206, 1208, 1737 § 4, 1742; C. com. 491; Civ. Fr. 1793).

Text. fr. Art. 1793 — Lorsqu'un architecte ou un entrepreneur s'est chargé de la construction à forfait d'un bâtiment, d'après un plan arrêté et convenu avec le propriétaire du sol, il ne peut demander aucune augmentation de prix, ni sous le prétexte de l'augmentation de la main-d'œuvre ou des matériaux, ni sous celui de changements ou d'augmentations faits sur ce plan, si ces changements ou augmentations n'ont pas été autorisés par écrit et le prix convenu avec le propriétaire.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 534, 535, § 374, n° 34, 37;
 BAUDRY ET WAHL, *Louage*, II, 2998-3003, 3005-3014, 3016, 3017;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 569;
 DALLOZ, *Rép. Architecte* 10 urm.; *Louage d'ouvr.* 102 urm.; *Suppl. Louage d'ouvr.* 88 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 246 bis, IV;
 DEMOGUE, I. *Sources des Obligations*, I, p. 321; II, p. 846; III, p. 288;
 GUILLOUARD, *Louage*, II, 885-894;

HUC, X, 427, 429;
 LAURENT, XXVI, 67, 68, 71;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 327;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1918 urm.;
 TROP LONG, *Louage*, II, 1019, 1022.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 311 urm.; (XI, p. 295);
 CANTACUZINO MATEI, p. 664 urm.;
 NACU, III, p. 372, 373.

INDEX ALFABETIC

Act scris 1-11.	intreprinderea lor) 11.
Adaus de lucrări 1-11.	Lucrări suplimentare 1-11.
Aprecieri suverană 10.	Lucrători 8.
Comunală lege 3, 4.	Mărturisire 2.
Dovadă, a se vedea „Probă”.	Modificarea contractului, a se vedea „Aadaus de lucrări” și 1, 7.
Imbogățire pe nedrept 7.	Plata sporului, a se vedea „Aadaus de lucrări”.
Inscris 1-11.	Preț fixat, a se vedea „Act scris”.
Intreprindere de lucrări publice 11.	Primărie 3, 4.
Jurământ 5.	Proba 1, 2, 6, 9, 10.
Legea comunală 3, 4.	Renunțare 1.
Legea pentru întreprinderi de lucrări publice 11.	Reparație 6.
Lucrări publice (legea p.	Suverană apreciere 10.

Jurisprudență.

1. Când însă instanța de fond constată din declarațiunea scrisă a proprietarului că el a consimțit la un adaos de lucrări, iar în privința prețului se referă la expertii pentru a-l fixa, în atare caz a intervenit o nouă convenție prin care se modifică contractul primitiv și se înlocuiește prin un contract proporțional cu lucrările; în atare caz e o adevărată renunțare la beneficiul regulii excepționale prevăzută de art. 1484, și dar acest articol nu mai poate fi aplicabil, ci se aplică principiile dreptului comun în materie de probă. (Cas. I, 182/Mai 30/86, B. p. 431).

2. Inscrisul nefiind cerut de art. 1484 de cât ca o condițiune a autorizării din partea comitentului a adaoselor de făcut, arhitectul poate prin diferitele mijloace de probatiune a constată existența aprobatiunii comitentului la adausele făcute. Or, între modurile de probatiune legea prevede și mărturisirea ce o parte prigonitoare face înaintea începerei judecării, mărturisire ce poate fi atât verbală cât și scrisă (art. 1204). (Apel Buc. III, 231, Dec. 13/85, *Dr.* 27/86).

3. Intreprinzătorul sau arhitectul care s'a însărcinat de a da gata un edificiu după un plan statornicit și desbătut cu comitentul, nu poate cere sub nici un cuvânt o sporire de plată, pentru schimbările sau adausele făcute asupra acestui plan, dacă acele adăugiri sau schimbări n'au fost autorizate în înscris și prețul lor de fipt cu comitentul, conform art. 1484. Aceiași soluțiune trebuie dată în caz de un asemenea contract făcut cu Primăria,

dacă acele adause sau schimbări nu s'au făcut cu autorizatiunea consiliului comunal și comitetul permanent, conform art. 76 din legea comunală. (Cas. I, 265/Nov. 4/88, B. p. 899).

4. Art. 1484 nu permite nici un adaus de preț în ce privește întreprinderile și construcțiile cu o sumă anume determinată, sub pretext de schimbări sau adăugiri făcute planului primitiv, afară numai dacă acele modificări au fost autorizate în scris și prețul convenit cu proprietarul. Așa, dacă procesul-verbal al comunei prin care se aprobă facerea de lucrări suplimentare nefiind aprobat și de comitetul permanent, conform art. 76 din legea comunală, și antreprenorul neobținând consimțământul cerut de art. 1484, ca atare nu e dat în formele prevăzute de lege, și, prin urmare, nu poate obliga pe primărie, chiar dacă s'a folosit de acel spor de lucrări. (Cas. I, 293/Oct. 4/89, B. p. 812).

5. Pentru stabilirea pretențiunii relativă la lucrările suplimentare, antreprenorul neprezentând act scris despre comandarea sau aprobarea lor de către întinat, ci numai deferind acestuia jurământ decizoriu în această privire, cu drept cuvânt s'a respins de către tribunal asemenea deferire de jurământ, căci, după art. 1484, nu se permite antreprenorilor de construcțiuni de a face contra proprietarilor constructori pretențiuni pentru lucrări efectuate peste acele prevăzute în contract, de cât atunci când posed proba scrisă pentru autorizarea unor asemenea lucrări de către menționații proprietari. (Cas. I, 208/Mai 17/91, B. p. 589).

6. Art. 1484 nu permite nici un adaus de preț în ce privește întreprinderile și construcțiunile cu o sumă anume determinată, sub pretext de schimbări sau adăugiri făcute peste cele prevăzute în planul primitiv, afară numai dacă acele modificări au fost autorizate în scris și prețul convenit cu comitentele. Deci, dacă antreprenorul, pentru reparațiunile ce a mai făcut, nu aduce o asemenea probă, tribunalul care din această cauză îi respinge reclamațiunea, bine și corect urmează. (Cas. I, 187/Mai 31/92, B. p. 473).

7. Deși este adevărat că, după dis-

pozițiile art. 1484 din cod. civ., întreprinzătorul nu poate cere un spor de plată pentru modificările sau adăogirile ce ar face la un plan de executat, fără autorizație înscrisă din partea comitentului și un preț fixat, însă, când se constată că nu este vorba de modificări făcute asupra planului de construcție al lucrării efectuate, ci pentru niște lucrări neprevăzute în deviz și executate în urma recepțiunii definitive a construcției de către comitent, pentru care a intervenit o convenție nouă, în acest caz comitentul trebuie să plătească acest supliment de lucrări, de oarece nimeni nu se poate îmbogăți în paguba altuia. (Cas. I, 356/900, B, p. 1173).

8. După acest articol, numai lucrătorii care contractează cu proprietarul, căci la aceștia se referă cuvântul „direct”, sunt priviți ca întreprinzători, iar nu și aceia care contractează cu întreprinzătorul, lucrând cu preț determinat pe bucată sau măsură. Aceștia din urmă au dreptul la valoarea adaosului lucrărilor suplimentare ce au făcut, fără a li se putea opune dispozițiile art. 1484 cod. civ. (Cas. I, 381/903, B, p. 1087).

9. După art. 1484 c. civil, întreprinzătorul care s'a însărcinat a da gata un edificiu după un plan statornicit și desbătut cu proprietarul, nu poate cere sub nici un cuvânt un spor de plată pentru schimbări sau adăogiri făcute acestui plan, dacă aceste schimbări sau adăogiri nu au fost autorizate înscris și prețul lor fixat cu proprietarul.

Prin urmare, dacă contractul este făcut pe un preț total, iar construcția se face conform unui plan determinat, Curtea de apel nu poate obliga pe parte la plata lucrărilor suplimentare fără ca constructorul să prezinte o dovadă scrisă de plata acelor lucrări. (Cas. I, 18 Martie 1913, B, p. 652).

10. În contractele „à forfait” intervinute pe baza unui plan statornicit și desbătut de părți, întreprinzătorul nu poate, potrivit dispozițiilor art. 1484 c. civ., să ceară o sporire de plată sub motiv de scumpire a muncii manuale sau a materialelor, ori sub pretext că s'au adus schimbări și adăogiri în plan, afară numai dacă aceste schimbări și adăogiri n'au fost înscris aprobate și prețul lor defipt cu comitentul.

Dovada existenței unui plan stabilit de contractanți, în contractele „à forfait” se face sau prin semnătura pusă pe acel plan de comitent sau în lipsa semnăturii pe plan, trebuie să existe un complex de împrejurări de fapt, lăsate la suverana apreciere a instanței de fond, și din care să rezulte că un asemenea plan a fost desbătut și statornicit între părți. (Cas. III, No. 195, 1914; Jurispr. Rom. 1914, p. 597).

11. După dispozițiunile art. 1484 c. civ., combinat cu art. 29 și 30 din legea pentru întreprinderi de lucrări publice, întreprinzătorul sau arhitectul nu poate să facă dela sine nici o modificare în proiect, sau adăogiri, sau să schimbe dimensiunile preserise în deviz, nici să ceară plata pentru asemenea adăogiri sau lucrări în plus, dacă n'au fost aprobate înscris și prețul lor hotărît mai dinainte.

În speță, deși se constată în fapt că reclamantul a executat lucrări peste deviz, la spitalul din comuna Mihăilești, însă nu face cu nimic dovada că i-a fost îngăduit a le executa, așa că față cu dispozițiunile suscitatorilor texte de lege, cererea sa pentru plata lucrărilor suplimentare executate, este neîntemeiată. (C. A. București IV, dec. civ. 306 din 6 Octombrie 1923, Jur. Gen. 1924, No. 40).

Art. 1485. — Contractul de locațiune a lucrărilor se desființează cu moartea meseriașului, arhitectului, sau întreprinzătorului. (Civ. 1094, 1440, 1486; C. com. 492; Civ. Fr. 1795).

Text. fr. Art. 1795. — Le contrat de louage d'ouvrage est dissous par la mort de l'ouvrier, de l'architecte ou entrepreneur.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 528, § 374, n° 14;
 BAUDRY ET WAHL, *Louage*, II, 3075-3078;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 576;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 578;
 DALLOZ, *Rép. Louage d'ouvr.*, 170 urm.; Trav. publ. 725 urm.; *Suppl. Louage d'ouvr.*, 79 urm.; Trav. publ. 1096 urm.;
 DEMOLOMBE, XXIV, 268;
 GUILLOUARD, *Louage*, II, 799;
 HUC, X, 431;

MOURLON, ed. 7-a, III, p. 330;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1908;
 TROPLONG, *Louage*, II, 1035.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 317 urm.;
 CANTACUZINO MATEI, p. 464, 666;
 NACU, III, p. 367.

Jurisprudență.

1. In materie de locațiune de lucrări contractul se desființează prin moartea locatarului (art. 1485), în conside-

rațiune că la această specie de locațiune partea a contractat tocmai și numai în vederea calităților personale ale locatarului. (Apel Craiova, II, Sept. 20/90. *Dr.* 60/90).

Art. 1486. — Comitentul însă ¹⁾ este dator să plătească erezilor lor, în proporțiunea prețului defipt prin convențiune, valoarea lucrărilor făcute și aceea a materialelor pregătite, întrucât însă acele lucrări și materiale pot fi folositoare pentru dânsul. (Civ. 1485; Civ. Fr. 1796).

Text. fr. Art. 1796. — Mais le propriétaire est tenu de payer en proportion du prix porté par la convention, à leur succession, la valeur des ouvrages faits et celle des matériaux préparés, lors seulement que ces travaux ou ces matériaux peuvent lui être utiles.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Louage*, II, 3080, 3081;
 DALLOZ, *Rép. Louge d'ouvr.*, 176 urm.; *Suppl. Louage d'ouvr.*, 79;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 249 bis, I;
 GUILLOUARD, *Louage*, II, 801;
 LAURENT, XXVI, 24;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 320;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1908.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 317 urm.;
 CANTACUZINO MATEI, p. 666;
 NACU, III, p. 367.

Art. 1487. — Intreprinzătorul răspunde de lucrările persoanelor ce a întrebuințat. (Civ. 1000; Civ. Fr. 1797).

Text. fr. Art. 1797. — L'entrepreneur répond du fait des personnes qu'il emploie.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Louage*, II, 2960, 2962-2964;
 DALLOZ, *Rép. Louage d'ouvr.*, 98;
 GUILLOUARD, *Louage*, II, 862;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 328, 329.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 310; (V, p. 531);
 CANTACUZINO MATEI, p. 664 urm.;
 CHRISTOFORANU E. și PARASCHIVESCU C., „Responsabilitatea cărăușului în transportul de persoane în caz de accidente“. Dreptul 21, 23/1923;
 NACU, III, p. 369;
 TONEANU N. C., „Responsabilitatea cărăușului în transportul de persoane în caz de accidente“. Dreptul 31/1923.

1) Din eroare, în edițiunea oficială, se zice „incă“, în loc de „însă“, cum este și în textul francez corespunzător.

Art. 1488. — Zidarii, lemnarii, și ceilalți lucrători întrebuințați la clădirea unui edificiu sau la facerea unei alte lucrări date în apalt¹⁾, pot reclama plata lor dela comitent, pe atât pe cât acesta ar datori întreprinzătorului în momentul reclamațiunei. (Civ. 974, 1737 § 4, 5, 1829; Civ. Fr. 1798).

Text. fr. Art. 1798. — Les maçons, charpentiers et autres ouvriers qui ont été employés à la construction d'un bâtiment ou d'autres ouvrages faits à l'entreprise, n'ont d'action contre celui pour lequel les ouvrages ont été faits, que jusqu'à concurrence de ce dont il se trouve débiteur envers l'entrepreneur, au moment où leur action est intentée.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 536, § 374, n° 42;
 BAUDRY ET WAHL, *Louage*, II, 3027 urm., 3031 urm., 3034-3037, 3039, 3041-3049;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 576 urm., 831, 857;
 DALLOZ, *Rép. Louage d'ouvr.*, 116 urm.; *Trav. publ.* 679 urm.; *Suppl. Louage d'ouvr.* 95 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VII, 251 bis; IX, 55 bis, II;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 687; III, p. 295;
 DEMOLOMBE, XXV, 138;
 GARSONNET, I, p. 526;
 GUILLOUARD, *Louage*, II, 897-899, 901-903, 905-908;
 HUC, X, 433, 434;
 LAURENT, XXVI, 76, 81; XXX, 45;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 328, 329;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1920 urm.;
 TROPLONG, *Louage*, II, 1048.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 314 urm.; (VI, p. 638; X, p. 499);
 CANTACUZINO MATEI, p. 666;
 LĂZĂRESCU Em. ALEXANDRU, *Despre ideea de subrogațiune*, p. 66;
 NACU, III, p. 371.

Jurisprudență.

1. Dacă legiuitorul n'ar fi voit a creea lucrătorilor un drept excepțional prin art. 1488, atunci ar fi fost inutil a-l înscrie în lege de oare ce art. 974 era îndestulător. Legiuitorul, înscriind art. 1488 în lege, a voit a favoriza pe lucrători, și de aceea a stabilit un raport direct între dânsii și comitent; de unde rezultă că lucrătorii trebuie să aibă asupra banilor ce comitentul datorește antreprenorului, dreptul de a se despăgubi cu preferință înaintea tuturor creditorilor antreprenorilor, fără să fie nevoie pentru aceasta de îndeplinirea formalităților prevăzute de art. 1742, care nu se găsește aplicabil în specie. (Apel Buc. III, Apr. 20/82, *Dr.* 47/82).

2. Dispozițiile art. 1488 n'au aplicație în cazul când lucrătorul nu se prezintă în instanță ca o persoană care a contractat cu antreprenorul, ci ca mandatarul proprietarului, în care caz are o acțiune directă contra mandantului. (Cas. I, 337/87, Nov. 20/87, B. p. 884).

3. Plățile făcute de comitent lucrătorilor întrebuințați de antreprenorul de construcțiuni pot fi imputate acestuia cu ocaziunea lichidării socotelilor. (Cas. I, 208/Mai 17/91, B. p. 591).

4. Art. 1488 permițând lucrătorilor de a cere plata lucrărilor de la proprietarul cu care n'au contractat, fără a se adresa antreprenorului care întrebuințându-i este debitorul lor personal și direct, a consacrat o excepțiune; de unde urmează că acest drept nu poate fi exercitat de cât de acela în favoarea căroră a fost specialmente stabilit, și aceștia nu sunt de cât lucrătorii propriu ziși. Deci, cei ce au predat materialuri antreprenorului, fără a face vre-o muncă personală, nu pot invoca beneficiile acestui articol. (Apel Buc. II, 2 Ian. 13/93, *Dr.* 45/93).

5. Privilegiul, stabilit în favoarea lucrătorilor de art. 1488 cod. civ., se poate exercita atât de lucrătorii plătiți cu ziua, cât și de acei plătiți cu metrul sau cu bucata, de oarece legea nu face nici o distincțiune în această privință. (Trib. Ilfov, *Dr.* 39/900).

1) „In apalt”, adică: „în întreprindere”.

Art. 1489. — Zidarii, lemnarii și cu ceilalți lucrători cari contractează direct cu un preț hotărît, sunt priviți ca întreprinzători pentru partea de lucru ce iau asupra-le. (Civ. 1490; Civ. Fr. 1799).

Text. fr. Art. 1799. — Les maçons, charpentiers, serruriers, et autres ouvriers qui font directement des marchés à prix fait, sont astreints aux règles prescrites dans la présente section: ils sont entrepreneurs dans la partie qu'ils traitent.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Louage*, II, 1682, 2865;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 564, 574;
DALLOZ, *Rép. Louage d'ouvr.*, 89; *Suppl. Louage, d'ouvr.*, 121;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 330;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1906.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 296, 310; (XI, p. 295);
CANTACUZINO MATEI, p. 664 urm.;
NACU, III, p. 371.

Art. 1490. — Dispozițiunile articolelor precedente din acest capitol, se aplică și la dânsii. (Civ. 1478 urm.; Civ. Fr. 1799).

Text fr. Art. 1799. — Les maçons, charpentiers, serruriers, et autres ouvriers qui font directement des marchés à prix fait, sont astreints aux règles prescrites dans la présente section: ils sont entrepreneurs dans la partie qu'ils traitent.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Louage*, II, 1682, 2865;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 564, 574;
DALLOZ, *Rép.* 89; *Suppl.* 121;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1906.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 296, 310;
CANTACUZINO MATEI, p. 664 urm.
NACU, III, p. 371.

TITLUL VIII.

Despre contractul de societate¹⁾.

CAPITOLUL I.

Dispozițiuni generale.

Art. 1491. — Societatea este un contract prin care două sau mai multe persoane se învoesc să pună ceva în comun, cu scop de a împărți foloasele ce ar putea derivă. (Civ. 474, 942, 943, 945, 947, 1492; C. com. 77 urm.; L. Timbr. 21 § 3, 42 § 7, 44, § 7; Lege p. persoanele juridice (Mon. of. 27/1924); Civ. Fr. 1832).

Text. fr. Art. 1832. — La société est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun, dans la vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter.

1) A se vedea la finele acestei materii, după art. 1531 cod. civil textul Legii pentru persoanele juridice, publicată în Monitorul oficial No. 27/1924.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 543, 546;
 BAUDRY ET WAHL, *De la Société*, 2-6, 8-11, 23, 24, 29, 33;
 BOISTEL, *Cours de droit commercial*, 163;
 CAPITANT, *De la Cause des Obligations*, p. 41;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 668, 703; II, p. 608 urm., 614, 618;
 DALLOZ, *Rép. Société*, 69 urm.; *Suppl. Société*, 75 urm.;
 DEMOLOMBE, IX, 415;
 GUILLOUARD, *Tr. de la Société*, 7-10, 10 bis, 19, 24 urm., 33, 48, 61, 74, 77, 79; *Louage*
 I, 11, 12, 62;
 HOUPIN, *Tr. des Sociétés*, I, 9, 14, 33;
 HUC, XI, 415;
 LAURENT, XXVI, 142, 147, 152 bis, 153, 181 urm., 221, 223;
 LYON-CAEN ET RENAULT, *Tr. de dr. comm.*, II, 34 bis, 82, 105, 134, 140;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 1491;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1934;
 PONT, *Tr. des Sociétés*, 45, 59, 94;
 THALLER, *Dr. comm.*, 280, 314;
 TROP LONG, *Comment. sur le contrat des Sociétés civiles et commerc.*, I, 96;
 VAVASSEUR, *Tr. des Sociétés civ. et com.*, I, 27 bis.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IX, p. 454 urm.; *Observație* sub. C. Apel Gand. 18 April 909, Dreptul 1/910;
Observație sub. Trib. Périgueux (Dordogne) 18 Dec. 1922. Pand. Rom. 1923-III-155;
Notă sub. Trib. Vesoul (Haute-Saône), 8 Aug. 1920. Jur. Gen. 1924, No. 1581; *Notă*
 sub. Trib. Orléans 14 Ian. 1919, Jur. Gen. 1925, No. 104;
 BOTEZ CORNELIU, „*Societăți civile*“. Curier Jud. 25, 26/903;
 NACU, III, p. 376 urm.

INDEX ALFABETIC

Act autentic 15.	Jurământ 15.
Act scris 11, 12, 15.	Locație 1, 6, 8.
Acte, forma lor 5.	Mandat 6, 9.
Acțiune 9.	Marturi 3, 15.
Administrator 8.	Mărturisire 15.
Aport social, a se vedea	Moșie, exploatare 8.
„Capital“, „Industrie“,	Obiect 7, 13, 15.
„Obiect“.	Pădure 6.
Arendare 1.	Participare la pierdere 6
Asociație 1, 2, 5.	14.
Asociație în participare 1,	Patrimoniu 13.
2, 5.	Poprire 8.
Beneficiu 2, 4, 8, 14.	Prezumpțiuni 3.
Capital 4, 7, 13, 14.	Probe 3, 11, 15.
Câștig 2, 4, 8, 14.	Profit 2, 4, 8, 14.
Comercială societate 15.	Registre 10.
Comision, 6.	Reprezentare 9.
Condițiunile contractului	Solidaritate 2, 9.
2, 4, 5, 7, 11, 12, 14, 15.	Societate civilă 1-15.
Consimțământ 4, 12, 15.	Societate comercială 15.
Elementele contractului 2,	Societate în comandită pe
4, 5, 7, 11, 12, 14, 15.	acțiuni 15.
Exploatare de moșie 8.	Societate pe acțiuni 15.
Exploatare de pădure 6.	Străine asociații 5.
Forma actelor 5, 10.	Sublocație 1.
Început de dovadă scrisă 3.	Terțe persoane 11.
Industrie 4, 7.	Urmărire silită 8.
Intenție 14.	

Jurisprudență.

1. Arendașul care, în timpul în care era singur arendaș, și-a asociat la exploatarea moșiei pe alții, prin această societate chiar s'a desbrăcat în parte pre sine de dreptul de arendaș spre a investi cu dânsul pe coasociații săi; și această transmitere a dreptului de arendaș de la o persoană la alta constituie sublocațiunea. Prin urmare, contractul dintre primul arendaș cu asociații săi, reunește condițiunile cerute de art. 1491, 1492 și 1499, și constituie societatea civilă; dar el reunește în a-

celași timp și condițiunile cerute de art. 1411, și prin urmare constituie în același timp și contractul de sublocațiune. Societatea nu s'a putut forma de cât prin comunicarea de către primul arendaș drepturilor sale de arendaș coasociaților săi, adică societatea nu s'a format de cât întru cât a avut loc sublocațiunea; prin urmare, societatea nu poate fi opusă aceloră căroră nu li se poate opune sublocațiunea. (Cas. sect. unit. 7/Oct. 31/68, B. p. 8).

2. Orice asociațiune voluntară sau involuntară, care dă naștere unor interese comune între mai multe persoane, nu e prin aceasta chiar o societate, însuși faptul solidarității dintre coobligati nu poate crea între dânsii un contract de societate care, după art. 1491, nu poate rezulta de cât din voința de a se uni în vederea unui câștig împărțit. (Cas. II, 29/Febr. 9/77, B. p. 45).

3. Contractul de societate civilă, fiind un contract consensual, se poate dovedi cu toate probele comune tuturor contractelor de asemenea natură, prin urmare prin martori și prezumpțiuni, deși obiectul său ar trece peste 150 lei vechi, dacă însă în acest caz există un început de dovadă scrisă care să întrunească condițiunile art. 1197. (Trib. Brăila. Mart. 28/83, Dr. 46/83).

4. Din combinațiunea art. 1491 și 1492 rezultă că trei sunt elementele esențiale ale contractului de societate, fie universală, fie particulară: 1) con-

simțimântul părților; 2) o depunere de bani, obiecte sau industrie de către fiecare din părți în scopul de a constitui fondul social; 3) un fond comun creat cu intențiune de a trage folos și de a împărți beneficiile ce ar rezulta din operațiunile făcute cu ajutorul acestui fond. Deci, nu e societate fără depunerea unui capital sau industrii. (Trib. Brăila, Mart. 28/83, Dr. 46/83).

5. Contractele de asociațiuni formate în țară străină se regulează după legile acelei țări, conform principiului *locus regit actum*. (Apel Buc. III, Dr. 67/83).

6. Contractul în virtutea căruia B. se obligă: a plăti lui A. câte 500 lei pe lună pentru direcțiunea exploatărei unei păduri, a-i da pentru întreagă exploatare a pădurei o remiză de 5 lei pentru fiecare metru cub de lemn lucrat, 20% comision din vânzarea tuturor lemnelor de foc sau nelucrate, iar B. își rezervă dreptul de a putea înlocui pe A. plătind imediat remiza de 5 fr. pe metru, cub pentru toate lemnele lucrate și o sumă în de atâtea ori 2 lei de metru cub pentru lemnele rămase nelucrate până la cutare sumă de metri cubi, nu poate fi considerat ca un contract de societate sau quasi societate, pentru că nu e o participare la pierderi, ceea ce e de esența contractului de societate, precum rezultă din art. 1511, asemenea nu poate fi considerat ca un contract de locațiune de opere fiindcă A. nu s'a mărginit a închiria serviciile sau a face o lucrare fără a reprezenta pe B. și fără a putea face acte obligatorii pentru B. (v. art. 1470 și 1471). Acest contract este un mandat, fiindcă A. are însărcinarea a lucra în numele lui B., a mandatului și a-l reprezenta față cu cei de al treilea ceea ce sunt condițiile esențiale ale mandatului, conform art. 1532. (Cas. II, 37/Apr. 17/84, B. p. 364).

7. După codul civil, între condițiunile esențiale ale existenței unei societăți este și obiectul căci nu poate fi un contract fără obiect. Astfel, din art. 1491, care definește contractul de societate, și din art. 1492, care obligă pe fiecare asociat a pune în comun bani, lucruri sau industrie, rezultă că nefiind adusă nici o depunere de felul acesta, nu poate fi nici societate. (Trib. Ialom. 6, Ian. 24/85, Dr. 35/85).

8. Convențiunea prin care un administrator stipulează ca drept plată a serviciilor aduse în exploatarea unei moșii, să primească de la proprietar sau arendaș o parte oare care din câștigul realizat, nu constituie un contract de societate, ci o locațiune de servicii. Prin urmare creditorii personali ai administratorului nu sunt în drept să urmărească recolta moșiei;

cel mult ei ar putea popri în mâna proprietarului partea din câștig cuvenită administratorului după lichidare. (Trib. Ilfov. com. Sept. 24/86, Dr. 69/86).

9. Societățile civile nu constituiesc persoane juridice distincte de ale asociațiilor, ci numai niște colectivități care lucrează prin procurator autorizat de toți indivizii cari compun colectivitatea. În adevăr, deși denumirea de „societate” ce legea civilă întrebuințează pentru a numi astfel de colectivități, ar da a se înțelege că legiuitorul ar fi avut intențiunea a distinge societatea de persoana asociațiilor, dându-i o existență, personificând-o, însă din economia generală a legii care guvernează materia societăților civile rezultă cu totul contrariu; așa din art. 1507 reese că creanțele sociale sunt divizate de fapt între diverșii asociați chiar în timpul existenței societății, căci după acest articol, dacă un societar este creditor al unei persoane debitoare și societății și dacă încasează în comptul creanței sale suma ce-i datoră, și apoi dacă debitorul devine nesolvabil fără să achite societății, societarul rămâne dator a da societății tot ce a încasat de la debitor, chiar dacă a dat chitanță anume pentru partea sa, ceea ce nu s'ar întâmpla dacă proprietatea ar fi a societății considerată ca persoană juridică distinctă de a societarului; din art. 1520 se vede că un asociat nu poate obliga pe ceilalți dacă aceștia nu i-au dat împuternicire, și nici sunt obligați solidar pentru debitele sociale; ar fi contrariul dacă legiuitorul ar fi voit a da societăților civile o personalitate distinctă de a asociațiilor, iar din art. 1521 se vede că dacă mai mulți asociați s'au îndatorat către un creditor, fie care rămâne răspunzător către acesta cu o sumă și parte egală, ori care ar fi capitalul ce are la societate, afară numai de stipulațiune contrarie; și de aci rezultă și mai clar că societățile civile nu sunt persoane morale. Dacă legiuitorul a întrebuințat numele de societate, a voit să evite de a vorbi prin perifraze, înțelegând prin societate persoanele asociațiilor, precum și spre a desemna mai bine interesele comune ale asociațiilor: deosebindu-le de cele particulare ale fiecărui din ei. Deci o atare societate nu poate stă în instanță ca persoană distinctă de a asociațiilor. (Trib. Putna, Apr. 20/93, Dr. 39/93).

10. Legea civilă nu prevede forme speciale și nici existența unui registru jurnal obligator pentru asociațiile civile, cum prevede codul com. (Cas. I, 115/98, B. p. 415).

11. Societățile în participatie, deși scutite de formalitățile cerute pentru societăți, urmează să fie probate prin

act scris, când se opun terților. (Apel Buc. II, Dr. 33/905).

12. Contractul de societate este un contract consensual, pentru a cărei existență este suficient consimțământul mutual al părților contractante, fără a fi nevoie de un act scris care să-l constate, actul scris fiind cerut *ad probationem*, iar nu *ad solemnitatem*. (Trib. Buzău s. I, 164/915. Curier Jud. 31/916).

13. Faptul că o societate aduce o parte din patrimoniul său ca aport în altă societate, fie existentă, fie care se creează, operează o transmisiune a bunurilor aduse ca aport, cari ies definitiv din patrimoniul societății care aportă pentru a intra în patrimoniul societății care l-a primit, astfel că în acest caz nu poate fi vorba de o simplă fractionare a patrimoniului aceleiași societăți, fiecare din cele două societăți având personalitatea sa distinctă. (Trib. Ilfov s. II, 249 din 15 Martie 1919. Dreptul 17/921).

14. a) Natura contractului de societate, chiar dacă părțile înțeleg să dea unui contract această denumire, nu poate să rezulte de cât din întreg cuprinsul lui, cât și din împrejurările de fapt în care s'a încheiat raportul juridic dintre părți.

b) Pentru ca raportul juridic dintre părți să aibă caracterul contractului de societate trebuie ca în intenția părților să fi fost voința de a constitui din aportul pe care fiecare se obligă a-l aduce, un fond comun în scopul de a împărți între dânșii foloasele ce ar rezultă și cu rizicul ca în caz de pierdere paguba să fie suportată de toți.

(Trib. Ilfov s. I com. 1066 din 5 Dec. 1924. Dreptul 2/925).

15. Contractul de societate fiind un contract consensual, el nu este supus la nici o formă specială, putând deci să aibă loc printr'un act scris, verbal și chiar tacitament.

Așa fiind, de câte ori o societate civilă nu este constatată prin act scris și are de obiect o sumă mai mare de 150 lei, existența sa va putea fi dovedită, între părțile contractante prin mărturisire și jurământ și chiar prin martori dacă ar exista un început de probă scrisă sau dacă titlul ar fi fost pierdut.

Atunci însă, când este vorba de o societate comercială, existența sa nu poate fi dovedită decât prin act scris, fie chiar și sub semnătură privată, excepție făcând societățile în comandită pe acțiuni și cele anonime pentru cari actul constatator trebuie să fie autentic. Caracterul civil sau comercial al unei societăți, se determină prin obiectul acestei societăți, ea fiind comercială când obiectul intră în actele de comerț desemnate ca atare de codul de comerț, ea fiind civilă, în caz contrar.

Atunci însă când o societate are ca obiect de odată operațiuni civile și operațiuni comerciale, ea trebuie să fie reputată comercială de oarece întru atât cât ea are un obiect comercial, trebuie să îndeplinească toate formalitățile necesare constituirii societăților comerciale și aceste formalități sunt indivizibile. (Trib. Dorohoi, 17 Iunie 1924. Jur. Gen. 1925, No. 310).

16. A se vedea: art. 1470, nota 1; art. 1500, nota 1.

Art. 1492. — Orice societate trebuie să aibă de obiect un ce licit, și să fie contractată spre folosul comun al părților.

Fiecare membru al unei societăți trebuie să pună în comun sau bani, sau alte lucruri, sau industria sa. (Civ. 5, 948, 962 urm., 966, 968, 1008, 1491, 1503 urm., 1513; C. com. 81, 84, 87, 89, 90 § 3; Civ. Fr. 1833).

Text. fr. Art. 1833. — Toute société doit avoir un objet licite, et être contractée pour l'intérêt commun des parties.

Chaque associé doit y apporter ou de l'argent, ou d'autres biens, ou son industrie.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 543, 550, 551;

BARTHÉLEMY JOSEPH, „Consultation”. Curier Jud. 8/1923;

BAUDRY ET WAHL, *De la Société*, 45 urm., 48 urm., 52 urm., 60, 61, 63, 64, 66-68, 70, 71, 73, 76 bis, 77, 81, 87, 91, 92 urm., 100, 102, 103, 158-161;

BEUDANT, I, 313;

BOISTEL, *Cours de dr. com.*, 102, 154;

BOITARD, I, 313;

COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 610, 618;

DALLOZ, *Rép. Société*, 84 urm., 149 urm., 159, 173; *Suppl. Société* 89 urm., 109 urm.;
 DEMOLOMBE, VIII, 761; XXIV, 30, 338;
 GARSONNET, I, p. 385 § 99;
 GUILLOUARD, *Tr. de la Société*, 30-32, 32 bis, 34, 35, 41, 44, 45, 51, 53, 54, 56-58, 60, 63, 64, 86;
 HOUPIN, *Tr. des Soc.*, I, 17, 18, 23-31, 33;
 HUC, XI, 9, 10, 12-15, 18, 21;
 LAURENT, V, 351; XXII, 319; XXVI, 138, 143, 149, 157 urm., 162, 166, 169, 175;
 LYON-CAEN ET RENAULT, *Tr. de dr. comm.*, I, 254; II, 32, 69-74, 81;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 337;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1949, 1952;
 PONT, *Tr. des Soc.*, 16, 17, 21, 28, 35 urm., 43, 44, 50, 54 urm., 61, 69, 139;
 THALLER, *Tr. de dr. com.*, 305, 327;
 TROP LONG, *Comment. sur la Société*, I, 89, 99 urm., 114-116;
 WAHL ALBERT, „*Consultation*“. *Curier Jud.* 9/923.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 464 urm., 532; (VIII, part. I. ed. 2-a, p. 13); *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 34; *Notă* sub. Trib. Orléans, 14 Ian. 1919. *Jur. Gen.* 1925. No. 104;
 ALEXANDRESCO TRAIAN, *Notă* sub. *Cas. Fr. civ.* 3 Iulie 1917. *Jurispr. Gen.* 4/1923. No. 317;
 FRIEDMAN HUGO, *Notă* sub. *Cas.* III, 77 din 25 Febr. 1920. *Pand. Rom.* 1922-I-44;
 MICESCU ISTRATE, MICESCU D. și SIEFERT E., „*Concluziuni*“. *Curier Jud.* 44/1922;
 NACU, I, p. 109; III, p. 376 urm.;
 STELIAN TOMA, ANTONESCU EM. și COHEN C. IOSEF, „*Concluziuni*“. *Curier Jud.* 43/922.

Jurisprudență.

1. In virtutea art. 1492 combinat cu art. 966, o societate al cărei obiect este ilicit, ne având nici o existență legală, nu se poate sub nici un motiv, fie chiar sub acela al echității, recunoaște părților dreptul de a face, și instanțelor judecătorești de a încuviința vre o cererea întemeiată pe un asemenea contract. Când dar s'ar recunoaște, pe motiv de echitate, că părțile au a împărți beneficiul, și când este învederat că acest beneficiu a rezultat din operațiunile acelei societăți, este, ori ce s'ar zice, a se recunoaște că o asemenea societate, deși ilicită, poate să aibă însă un efect pentru părți ceea ce tocmai suscitările articole prohib. De asemenea nu se poate admite motivul de comunitate de fapt pentru a face să se ajungă la împărțirea beneficiului, căci societatea neexistând legal trebuie a se respinge orice cerere de împărțire de beneficii. Nu se va încuviința de cât cererea părții de restituire a capitalului ce va fi dovedit că a depus pentru exploatarea acelu obiect al societății, și aceasta tocmai pe motivul că asociațiunea pentru acest obiect fiind ilicită, și dar neavând nici o existență legală, capitalul depus de dânsa în acest scop și deținut de partea cealaltă se deține fără nici o cauză, și dar ca atare trebuie înapoiat. (*Cas. II*, 129/Dec. 2/86, B. p. 959).

2. Jocurile de noroc fiind fapte ili-

cite conform art. 948, 936, 1493 și 1636 c. civ., și 349 și 350 c. pen. când fac obiectul unei societăți anonime este nul. (*Trib. Ilfov s. II com.* 952 din 6 Nov. 1922. *Curier Jud.* 43/922, *Pand. Rom.* 1923, II, 167).

3. Prin art. 1-5 și 17 din legea licențelor, dispunându-se că nici o asociație, de orice natură ar fi, nu este permisă, ca să exercite comerțul de băuturi spirtoase cu amănuntul, în speță, societatea în nume colectiv cu scopul de a exercita un asemenea comerț, este fundată pe o cauză ilicită și ca atare contractul de asociație este nul.

Prin urmare, acțiunea în lichidare a unei asemenea societăți este neîntemeiată, căci nu se poate sub nici un motiv, fie chiar acel al echității, recunoaște părților dreptul de a face și instanțelor judecătorești de a încuviința o atare cerere întemeiată pe un asemenea contract.

A admite contrariul, ar însemna să se dea o primă de încurajare unor asemenea societăți ilicite, asigurându-se tovărășiilor de această natură profituri nepermise. Singurul drept al asociațiilor este de a cere restituirea mijlozlor sociale, ca fiind deținute fără cauză, însă trebuie făcută o acțiune aparte. (*Trib. Brăila s. II*, sent. com. din 17 Martie 1924, *Jur. Gen.* 1924, No. 1167. *Jur. Gen.* 1924, No. 1866).

4. A se vedeă: art. 5, nota 63; art. 1491, notele 4, 7.

CAPITOLUL II.

Despre diversele feluri de societăți.

Art. 1493. — Societățile sunt universale sau particulare. (*Civ.* 1494 urm., 1499 urm.; *Civ. Fr.* 1835).

Text. fr. Art. 1835. — Les sociétés sont universelles ou particulières.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Contrat de société*, 125;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 617;
DALLOZ, *Rép. Société* 275;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 343;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1944.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 472;
NACU, III, p. 380.

Secțiunea I. — Despre societățile universale.

Art. 1494. — Societățile universale pot fi de două feluri: Societatea tuturor bunurilor a membrilor ei; și societatea universală a câștigurilor. (Civ. 1495 urm.; Civ. Fr. 1836).

Text. fr. Art. 1836. — On distingue deux sortes de sociétés universelles, la société de tous biens présents, et la société universelle de gains.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Contrat de société*, 137;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 618;
DALLOZ, *Rép. Société*, 276 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 343;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1945.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 472 urm.;
NACU, III, p. 381.

Art. 1495. — Societatea tuturor bunurilor prezente este aceea prin care membrii ei pun la mijloc toate averile mobile și imobile ce posed, și toate câștigurile ce ar putea rezulta din ele.

In contractul societății, ei pot cuprinde orice altfel de câștiguri, bunurile însă ce vor putea dobândi prin succesiune sau donațiune nu vor intra. (Civ. 965, 968, 1008, 1287 urm.; Civ. Fr. 1837).

Text. fr. Art. 1837. — La société de tous biens présents est celle par laquelle les parties mettent en commun tous les biens meubles et immeubles qu'elles possèdent actuellement, et les profits qu'elles pourront en tirer.

Elles peuvent aussi y comprendre toute autre espèce de gains; mais les biens qui pourraient leur avenir par succession, donation ou legs, n'entrent dans cette société que pour la jouissance: toute stipulation tendant à y faire entrer la propriété de ces biens est prohibée, sauf entre époux, et conformément à ce qui est réglé à leur égard.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société*, 143 urm.;
BUNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 525;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 612, 618;
DALLOZ, *Rép. Société* 288 urm.; *Suppl. Société* 169 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 464, 465;
GUILLOUARD, *Tr. de la Société*, 107, 108;

HOUPIN, *Tr. des Soc.*, I, 72;
 LAURENT, XXVI, 237;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 343;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1945;
 PONT, *Tr. des Soc.*, 170, 179-181, 185, 188;
 TROPLONG, *Comment. sur la Société*, I, 277.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 472 urm.;
 NACU, III, p. 381.

Art. 1496. — Societatea universală a câștigurilor este aceea prin care membrii ei pun la mijloc câștigurile din industria lor, ce cu orice titlu ar dobândi în cursul societății.

Averea mobilă, ce posedă fiecare din asociați în momentul contractului, intră în societate; imobilele lor însă personale nu intră decât pentru folosință numai. (Civ. 472 urm., 517 urm., 1495, 1505, 1511; Civ. Fr. 1838).

Text. fr. Art. 1838. — La société universelle de gains renferme tout ce que les parties acquerront par leur industrie, à quelque titre que ce soit, pendant le cours de la société: les meubles que chacun des associés possède au temps du contrat, y sont aussi compris; mais leurs immeubles personnels n'y entrent que pour la jouissance seulement.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société*, 145, 147;
 DALLOZ, *Rép. Société* 306 urm.; *Suppl. Société* 171 urm.
 GUILLOUARD, *Tr. de la Société*, 110-112;
 HOUPIN, *Tr. de Soc.*, I, 73;
 LAURENT, XXVI, 238, 239;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 344;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1945;
 PONT, *Tr. des Soc.*, 202, 206, 209;
 TROPLONG, *Com. sur la Société*, I, 295.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 472 urm.;
 NACU, III, p. 381.

Art. 1497. — Făcându-se un simplu contract de societate universală, fără nici o altă declarațiune, atunci se înțelege că s'a format numai o societate universală de câștiguri. (Civ. 1496; Civ. Fr. 1839).

Text. fr. Art. 1839. — La simple convention de société universelle, faite sans autre explication, n'emporte que la société universelle de gains.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Contrat de Société*, 148;
 DALLOZ, *Rép. Société*, 278 urm.;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 344, 345;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1945.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 472 urm.;
 NACU, III, p. 381.

Art. 1498. — Contractul de societate universală se poate face numai între persoanele capabile de a dà sau a primi una dela alta, și care au facultatea de a se avantaja reciproc în prejudiciul altor persoane ¹⁾. (Civ. 808, 812, 841 urm., 939 urm.; Civ. Fr. 1840).

Text. fr. Art. 1840. — Nulle société universelle ne peut avoir lieu qu'entre personnes respectivement capables de se donner ou de recevoir l'une de l'autre, et auxquelles il n'est point défendu de s'avantager au préjudice d'autres personnes.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 553;
BAUDRY ET WAHL, *De la Société*, 127-129, 132, 133 urm.;
DALLOZ, *Rép. Société*, 280 urm.;
GUILLOUARD, *Tr. de la Société*, 37 urm., 41, 114;
HOUPIN, *Tr. des Soc.*, I, 71;
LAURENT, XXVI, 242;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 346;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1945;
PONT, *Tr. des Soc.*, 215, 221, 224 urm.;
TROPLONG, *Com. sur la Société*, I, 305 urm.;

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 472 urm.; *Nota sub Trib. Orléans*, 14 Ian. 1919, *Jur. Gen.* 1925, No. 104;
NACU, III, p. 381.

Secțiunea II. — Despre societatea particulară.

Art. 1499. — Societatea particulară este aceea ce are de obiect oarecari lucruri determinate sau uzul lor, ori fructele lor. (Civ. 962 urm., 1493, 1500; C. com. 17 urm.; Civ. Fr. 1841).

Text. fr. Art. 1841. — La société particulière est celle qui ne s'applique qu'à certaines choses déterminées, ou à leur usage, ou aux fruits à en percevoir.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Contrat de Société*, 149;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 612;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 346;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1948;
POTHIER, *Société*, IV, 54.

Doctrină românească

ALEXANDRESCO, IX, p. 478 urm.;
NACU, III, p. 383.

Art. 1500. — Asemenea, societate particulară este și aceea formată prin un contract, prin care mai multe persoane se alcătuiesc, sau pentru o întreprindere determinată, sau pentru exercițiul unei meserii sau a unor profesii. (Civ. 1499; C. com. 77 urm.; Civ. Fr. 1842).

Text. fr. Art. 1842. — Le contrat par lequel plusieurs personnes s'associent, soit pour une entreprise désignée, soit pour l'exercice de quelque métier ou profession, est aussi une société particulière.

¹⁾ În textul francez se zice: „și cari nu sunt oprite de a se avantaja în paguba altor persoane” în loc de: „și cari au facultatea de a se avantaja...” cum este în textul român.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Contrat de Société*, 149;
DALLOZ, *Rép. Société*, 318 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 346;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1948.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 478 urm.;
NACU, III, p. 383.

Jurisprudență.

1. Din principiile statuate prin art. 1500 rezultă că spre a se putea susține

existența unei societăți, se cere a se probă aceasta printr'un contract anterior contractului întreprinderii. (Cas. I, 36/Febr. 6/68, B. p. 50).

CAPITOLUL III.

Despre obligațiunile asociaților între ei înșii și în privința altora.

Secțiunea I. — *Despre îndatoririle asociaților între ei înșii.*

Art. 1501. — Societatea începe în momentul facerii contractului, dacă nu se stipulează un alt timp. (Civ. 969; Pr. Civ. 58, 62, 63, 65; C. com. 89 § 6, 90 § 11, 191—194; Civ. Fr. 1843).

Text. fr. Art. 1843. — La société commence à l'instant même du contrat, s'il ne désigne une autre époque.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Contrat de Société*, 150, 151;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 618;
DALLOZ, *Rép. Société*, 321 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III p. 347;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1950.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 479 urm.;
NACU, III, p. 392.

Art. 1502. — Dacă nu s'a stipulat nimic în privința duratei societății, atunci ea se presună contractată pentru toată viața asociaților, cu singura mărjire cuprinsă în articolul 1527.

Dacă însă ea are de obiect o afacere ce nu dură decât un timp determinat, atunci se presună contractată pentru tot timpul cât va țineă acea afacere. (Civ. 728, 1523 urm., 1527; Civ. Fr. 1844).

Text. fr. Art. 1844. — S'il n'y a pas de convention sur la durée de la société, elle est censée contractée pour toute la vie des associés, sous la modification portée en l'article 1869; ou, s'il s'agit d'une affaire dont la durée soit limitée, pour tout le temps que doit durer cette affaire.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 569;
BAUDRY ET WAHL, *De la Société*, 382, 384-386;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 618;
DALLOZ, *Rép. Société* 326;

GUILLOUARD, *Contrat de Société*, 280, 291, urm., 295, 308, 372;
 HOUPIN, *Tr. des Soc.*, I, 122, 126, 127;
 HUC, XI, 107, 116;
 LAURENT, XXVI, 366, 378, 379, 430;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 347;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1979;
 PONT, *Tr. des Soc.*, 684, 705, 710;
 TROPLONG, *Contrat de Société*, II, 904.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 479 urm.

Art. 1503. — Fiecare asociat, în privința societății, se consideră ca un debitor de tot ceea ce a promis de a pune în comun.

Dacă s'a promis un obiect determinat de care societatea s'a evins, asociatul, ce l-a pus în comun, e răspunzător către societate în felul precum vânzătorul este către cumpărător. (Civ. 971, 972, 1074-1078, 1316 urm., 1329, 1336 urm., 1426 urm., 1492, 1504, 1509, 1525; C. com. 81 urm., 89, 90, 191-194; Civ. Fr. 1845).

Text. fr. Art. 1845. — Chaque associé est débiteur envers la société, de tout ce qu'il a promis d'y apporter.

Lorsque cet apport consiste en un corps certain, et que la société en est évincée, l'associé en est garant envers la société, de la même manière qu'un vendeur l'est envers son acheteur.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 555;
 BAUDRY ET WAHL, *De la Société* 153-155, 157, 183-187;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 458, 619, 623;
 DALLOZ, *Rép. Société*, 328 urm.; *Suppl. Société*, 105 urm.;
 GUILLOUARD, *Traité de la Société* 62, 63, 179, 180, 189, 197;
 HOUPIN, *Tr. des Soc.*, I, 33, 34, 36, 42, 47, 52;
 HUC, XI, 20, 63;
 LAURENT, XXVI, 246, 247;
 LYON-CAEN ET RENAULT, II, 17, 19, 20, 28, 33 bis;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 347;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1953 urm.;
 PONT, *Tr. des Soc.*, 265, 266, 270, 273, 274, 277, 314;
 TROPLONG, *Contrat de Société*, II, 534.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 480 urm., 544;
 NACU, III, p. 384.

Art. 1504. — Asociatul care erà dator a pune în comun o sumă de bani, și care n'a făcut-o, de drept și fără nici o cerere, rămâne debitor de dobânda acestei sume, din ziua în care trebuia să o plătească, fără a fi scutit și de plata de daune-interese, dacă s'ar cuveni.

Asemenea se va urmări și în privința acelor sume ce ar fi luat din casa societății, a căror dobândă va începe a se socoti din ziua luării lor pentru un folos al său particular. (Civ. 1081, 1084, 1088, 1492; C. com. 43, 81, 84, 110; Civ. Fr. 1846; Civ. Ital. 1710).

Text. fr. Art. 1846. — L'associé qui devait apporter une somme dans la société, et qui ne l'a point fait, devient, de plein droit et sans demande, débiteur des intérêts de cette somme, à compter du jour où elle devait être payée.

Il en est de même à l'égard des sommes qu'il a prises dans la caisse sociale, à compter du jour où il les en a tirées pour son profit particulier.

Le tout sans préjudice de plus amples dommages-intérêts, s'il y a lieu.

Text. Ital. Art. 1710. — Il socio che doveva conferire alla società una somma e non l'ha conferita, è di diritto debitore degli interessi di tale somma dal giorno in cui doveva eseguirsi il pagamento, salvo il risarcimento dei danni.

Lo stesso ha luogo riguardo alle somme che avesse prese dalla cassa sociale, gli interessi delle quali decorrono dal giorno che le ha ritirate per suo particolare vantaggio.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 554;
 BAUDRY ET WAHL, *De la Société* 177-180, 190, 191, 193, 544;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 28, 619, 623;
 DALLOZ, *Rép. Société* 338 urm., 530 urm.; *Suppl. Société* 121 urm., 234 urm.;
 GUILLOUARD, 183, 192, 193, 199, 202, 396;
 HOUPIN, *Tr. des Soc.*, I, 39, 40, 50, 80;
 HUC, XI, 8;
 LAURENT, XXVI, 156, 249, 250, 257, 444;
 LYON-CAEN ET RENAULT, II, 29;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 349;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1953 urm.;
 PONT, *Tr. des Soc.*, 323, 326, 419;
 TROPLONG, *Contrat de Société*, II, 531.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 480 urm., 544; (VI, p. 398; X, p. 27);
 CANTACUZINO MATEI, p. 447;
 NACU, II, p. 581, 624, 631; III, p. 384, 386.

Jurisprudență.

1. Comerciantul declarat în stare de faliment încetează de drept de a mai face orice operațiuni comerciale, și, prin urmare, nu mai poate continuă a face parte din consiliul de administrație al vre unei societăți comerciale. El fiind reprezentat prin sindicul falimentului, acesta este competente a urmări orice activ, ce falitul ar avea în acea societate. Astfel, când falitul, înainte de declararea sa în stare de faliment, varsă la casa societății din care făcea parte, o sumă de bani în contul acțiunilor subscribe de dânsul, pe care însă nu le plătiese integral, sindicul este în drept a cere restituirea acelei sume de bani, ca făcând parte

din activul falitului, dacă societatea nu a îndeplinit dispozițiile art. 170 din codul comercial contra falitului, înainte de faliment, pentru vărsămintele ce datoră. (Cas. II, 293/901, B. p. 1404).

2. Potrivit art. 1504 c. civ. și III c. com., asociatul care va lua din casa societății sumi de bani în folosul său particular, rămâne debitor de dobânda acestor sumi, din ziua luării lor, osebît de alte daune, dacă se cuvin.

Prin urmare în specie, Curtea de fond constatând că recurentul a luat din casa societății care se află în lichidare, o sumă de bani în profitul său personal, bine l-a obligat la plata de dobânzi. (Cas. III, 350 din 14 Martie 1923. Jur. Gen. 1923, No. 866).

Art. 1505. — Asociații cari s'au îndatorat a pune în comun industria lor, vor trebui să dea seamă de toate câștigurile făcute prin acel fel de industrie ce este obiectul societății. (Civ. 1496, 1503, 1511; Civ. Fr. 1847).

Text. fr. Art. 1847. — Les associés qui se sont soumis à apporter leur industrie à la société, lui doivent compte de tous les gains qu'ils ont faits par l'espèce d'industrie qui est l'objet de cette société.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 554;
 BAUDRY ET WAHL, *De la Société* 189, 189 bis;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 619;
 DALLOZ, *Rep. Société* 378 urm., 539 urm.;
 GUILLOUARD, *Contrat de Société*, 195;
 HOUPIN, *Tr. des Soc.*, I, 43, 51;
 HUC, XI, 68;
 LAURENT, XXVI, 251;
 LYON-CAEN ET RENAULT, II, 91;
 MALPEYRE ET JOURDAIN, *Soc. com.*, p. 45;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 349;
 PONT, *Tr. des Soc.*, 274, 302;
 TROPLONG, *Contrat de Société*, II, 548, 549.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 480 urm., 544;
 NACU, III, p. 384.

Art. 1506. — Când un asociat este pe seama sa creditor de o sumă exigibilă al unei persoane, debitor asemenea și către societate cu o sumă exigibilă, atunci aceea ce privește dela un așa debitor va trebui să se socotească atât în creditul societății cât și în al său propriu, în proporțiunea ambelor credite, chiar când prin chitanța dată s'ar specifică că primirea s'a făcut numai pe seama creditului său particular.

Dacă însă prin chitanța dată s'ar specifică că primirea s'a făcut numai în contul creditului societății, atunci se va urmări după această declarațiune. (Civ. 1110 urm., 1507; Civ. Fr. 1848).

Text. fr. Art. 1848. — Lorsque l'un des associés est, pour son compte particulier, créancier d'une somme exigible envers une personne qui se trouve aussi devoir à la société une somme également exigible, l'imputation de ce qu'il reçoit de ce débiteur, doit se faire sur la créance de la société et sur la sienne dans la proportion des deux créances, encore qu'il eût par sa quittance dirigé l'imputation intégrale sur la créance particulière: mais s'il a exprimé dans sa quittance que l'imputation serait faite en entier sur la créance de la société, cette stipulation sera exécutée.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société*, 200, 201, 545;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 619;
 DALLOZ, *Rep. Société*, 543 urm.;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 281;
 GUILLOUARD, *Contrat de Société*, 210, 211 bis, 212, 396;
 HUC, XI, 8, 70;
 LAURENT, XXVI, 262, 442;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 350;
 PONT, *Tr. des Soc.*, 78, 338, 340;
 TROPLONG, *Contrat de Société*, II, 559.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 483 urm., 544, 587; (VI, p. 537 urm., 540 t. și n. 3, 541, 542);
 NACU, III, p. 386.

Art. 1507. — Când unul din asociați și-a primit partea sa întregă din creditul comun, și debitorul a devenit apoi ne-

solvabil, acest asociat va trebui să pună în comun ceea ce a primit, chiar când ar fi dat o chitanță, anume pentru partea sa. (Civ. 1506; Civ. Fr. 1849).

Text. fr. Art. 1849. — Lorsqu'un des associés a reçu sa part entière de la créance commune, et que le débiteur est depuis devenu insolvable, cet associé est tenu de rapporter à la masse commune ce qu'il a reçu, encore qu'il eût spécialement donné quittance pour sa part.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société*, 545;
DALLOZ, *Rép. Société* 553 urm.;
GUILLOUARD, *Contrat de Société*, 396;
HUC, XI, 8;
LAURENT, XXVI, 441;
MOURLON, ed. 7-a, III, 350.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 483 urm., 544, 587;
NACU, III, p. 386.

Art. 1508. — Fiecare asociat rămâne răspunzător către societate de daunele cașunate prin culpa sa. Aceste daune nu pot să se compense cu foloasele aduse societății prin industria sa în alte afaceri. (Civ. 998, 999, 1081 urm., 1145; C. com. 85; Civ. Fr. 1850).

Text. fr. Art. 1850. — Chaque associé est tenu envers la société, des dommages qu'il lui a causés par sa faute, sans pouvoir compenser avec ces dommages les profits que son industrie lui aurait procurés dans d'autres affaires.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société*, 197, 199;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a II, p. 619;
DALLOZ, *Rép. Société* 562 urm.; *Suppl. Société* 237 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, V, p. 529;
GUILLOUARD, *Contrat de Société*, 187, 204, 206;
HOUPIN, *Tr. des Soc.*, I, 81;
HUC, XI, 72;
LAURENT, XXVI, 254, 255;
MOURLON, ed 7-a, III, p. 351;
PONT, *Tr. des Soc.*, 361.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 483 urm., 544, 587;
NACU, III, p. 386.

Jurisprudență.

1. Din combinațiunea art. 1514, 1540 și 1508 din codul civil rezultă că asociatul însărcinat cu administrarea răspunde față de coasociații săi nu nu-

mai de dol, dar încă și din culpa sa, de oarece dispozițiile speciale relative la Societăți nu conțin nici o derogatie la principiile generale în materie de răspundere. (Cas. I, 728 din 4 Nov. 1911, B. p. 1362. Curier Jud. 12/912).

Art. 1509. — Lucrările¹⁾, a căror folosință numai a fost pusă în comun, dacă sunt corpuri certe și determinate ce nu se consum prin întrebuințare, rămân în pericolul asociatului proprietar.

1) Din eroare se zice aci „lucrările” în loc de „lucrurile” cum este și în textul francez.

Dacă aceste lucruri se consum, sau conservându-le se deteriorează, dacă au fost destinate spre vânzare, sau s'au pus în comun în urma unei estimățiuni înscrise în un inventariu, atunci ele rămân în pericolul societăței.

Dacă lucrul a fost prețuit, asociatul nu poate pretinde alt decât prețul lui. (Civ. 526, 540, 1102, 1156, 1245, 1246, 1503, 1525; C. com. 83; Civ. Fr. 1851).

Text. fr. Art. 1851. — Si les choses dont la jouissance seulement a été mise dans la société sont des corps certains et déterminés, qui ne se consomment point par l'usage, elles sont aux risques de l'associé propriétaire.

Si ces choses se consomment, si elles se détériorent en les gardant, si elles ont été destinées à être vendues, ou si elles ont été mises dans la société sur une estimation portée par un inventaire, elles sont aux risques de la société.

Si la chose a été estimée, l'associé ne peut répéter que le montant de son estimation.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, § 263, n° 11;
 BAUDRY ET WAHL, *De la Société*, 168, 169, 171, 500-502, 504;
 BUENOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 512;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, p. 623; ed. 1-a, III, p. 124, 155;
 DALLOZ, *Rép. Société*, 352 urm.;
 GUILLOUARD, *Contrat de Société*, 160-163, 184, 196, 347;
 HOUPIN, *Tr. des Soc.*, I, 41, 50, 51, 80;
 LAURENT, XXVI, 252, 274, 276;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 347;
 PONT, *Tr. des Soc.*, 304, 393, 394, 402;
 TROPLONG, *Contrat des Sociétés*, II, 590, 698.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 488 urm.;
 NACU, II, p. 617; III, p. 384.

Art. 1510. — Un asociat are acțiune contra societăței nu numai pentru restituțiunea capitalelor cheltuite în contul ei, dar încă pentru obligațiunile contractate de bună credință pentru afacerile sociale, și pentru pericolele nedespărțite de administrațiunea lor. (Civ. 779, 991, 1041, 1053, 1054, 1088 urm., 1504, 1530, 1546, 1550; C. com. 109; Civ. Fr. 1852).

Text. fr. Art. 1852. — Un associé a action contre la société, nonseulement à raison des sommes qu'il a déboursés pour elle, mais encore à raison des obligations qu'il a contractées de bonne foi pour les affaires de la société, et des risques inséparables de sa gestion.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, III, p. 558, § 381, n° 5;
 BAUDRY ET WAHL, *De la Société*, 214, 215, 218-220;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 619;
 DALLOZ, *Rép. Société*, 570 urm.; *Suppl. Société*, 239 urm.;
 DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE, VIII, 32 bis, II;
 GUILLOUARD, *Contrat de Société*, 165-167, 169, 170;
 HOUPIN, *Tr. des Soc.*, I, 44, 85;
 HUC, XI, 74, 75;
 LAURENT, XXVI, 280;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 351;
 PONT, *Tr. des Soc.*, 413, 426.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 491 urm., 603;
 NACU, III, p. 390.

Art. 1511. — Când prin contractul de societate nu se determină partea de câștig sau pierdere a fiecărui asociat, atunci acea parte va fi proporționată cu suma pusă în comun de fiecare.

În privința aceluia ce n'a pus în comun decât industria sa, partea de câștig sau pierdere se va regula ca partea aceluia ce ar fi pus în comun valoarea cea mai mică. (Civ. 1491, 1496, 1505, 1521; C. com. 87, 89; Civ. Fr. 1853).

Text. fr. Art. 1853. — Lorsque l'acte de société ne détermine point la part de chaque associé dans les bénéfices ou pertes, la part de chacun est en proportion de sa mise dans le fonds de la société.

A l'égard de celui qui n'a apporté que son industrie, sa part dans les bénéfices ou dans les pertes est réglée comme si sa mise eût été égale à celle de l'associé qui a le moins apporté.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 556, 557;
 BAUDRY ET WAHL, *De la Société*, 248 urm., 252 urm., 258, 259, 261, 263, 264;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 614;
 DALLOZ, *Rép. Société*, 383 urm.; *Suppl. Société*, 180 urm.;
 GUILLOUARD, *Contrat de Société*, 78, 218 urm., 223, 226-228, 353;
 HOUPIN, *Tr. des Soc.*, I, 112, 113;
 HUC, IX, 5, 77-80;
 LAURENT, XXVI, 281 urm., 297, 299, 300;
 LYON-CAEN ET RENAULT, II, 47, 50, 52;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 352;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1973;
 PONT, *Tr. des Soc.*, 304, 483, 489, 491, 492;
 TROPLONG, *Contrat des sociétés*, II, 615.

Doctrină românească

ALEXANDRESCO, IX, p. 493 urm., 668;
 NACU, III, p. 388.

Jurisprudență.

1. Nu se poate admite pentru asociatul ce a pus în comun numai munca sa, o parte mai mare de cât jumătate din beneficiu, pe cât timp nu se dovedește că are drept la o parte de beneficiu mai mare de cât jumătate. (Cas. II, 293/Apr. 25/94 B. p. 289).

2. Părțile contractante, în materie de contract de asociație, sunt libere să

deroage dela dispozițiunile art. 1511 din codul civil, stipulând părți egale de câștig sau pierdere, cu toate că unul din asociați ar fi pus în comun numai munca sau industria sa.

Instanța de fond poate trage această constatare, în lipsă de contract, și din examinarea registrului inventar ce a servit la exercitarea comerțului. (Cas. III, 7 Mai 1907, B. p. 985).

Art. 1512. — Dacă asociații, pentru determinarea părților, s'au învoit a se raporta la judecata unuia din ei sau a unui al treilea, atunci nu se va admite nici o reclamațiune, contra unei asemenea determinări, afară numai când va fi învederat contrarie echității.

În această privință nu se va admite nici o reclamațiune,

după trecerea de nouă zeci zile pline numărate din ziua în care asociatul ce se pretinde daunat a aflat despre o asemenea determinare, ori când din partea sa a început a o executa. (Civ. 969, 1304; Civ. Fr. 1854).

Text. fr. Art. 1854. — Si les associés sont convenus de s'en rapporter à l'un d'eux ou à un tiers pour le règlement des parts, ce règlement ne peut être attaqué s'il n'est évidemment contraire à l'équité.

Nulle réclamation n'est admise à ce sujet s'il s'est écoulé plus de trois mois depuis que la partie qui se prétend lésée a eu connaissance du règlement ou si ce règlement a reçu de sa part un commencement d'exécution.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 558, § 381, n° 4;
 BAUDRY ET WAHL, *De la Société*, 255-257;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 624;
 DALLOZ, *Rép. Société*, 404 urm.; *Suppl. Société*, 190 urm.;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 613, 618, 640, 653, 676, 679, 680 urm.;
 GUILLOUARD, *Contrat de Société*, 230-232;
 HOUPIN, *Tr. des Soc.*, I, 114;
 HUC, XI, 80;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 352;
 PONT, *Tr. des Soc.*, 471, 476, 477;
 TROPLONG, *Contrat des sociétés*, II, 625.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 493 urm., 668; (XI, p. 229, 288);
 NACU, III, p. 389.

Art. 1513. — Este nul contractul prin care un asociat își stipulează totalitatea câștigurilor.

Asemenea nulă este convențiunea prin care s'a stipulat ca unul sau mai¹⁾ mulți asociați să fie scutiți de a participa la pierdere. (Civ. 5, 968, 1008; 1492, 1511; C. com. 87, 89; Civ. Fr. 1855).

Text. fr. Art. 1855. — La convention qui donnerait à l'un des associés la totalité des bénéfices, est nulle.

Il en est de même de la stipulation qui affranchirait de toute contribution aux pertes, les sommes ou effets mis dans le fonds de la société par un ou plusieurs des associés.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 545, 546, § 377, n° 9;
 BAUDRY ET WAHL, *De la Société*, 266, 268, 269, 271, 273, 274, 276, 282, 284, 285, 288;
 CAPITANT, *De la cause des Obligations*, p. 42;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 614, 619, 626; ed. 1-a, III, p. 220, 235;
 DALLOZ *Rép. Société*, 408 urm.; *Suppl. Société*, 193 urm.;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 640, 654 urm.; II, p. 798;
 GUILLOUARD, *Contrat de Société*, 206, 233, 234, 236, 237, 241, 245;
 HOUPIN, *Tr. des Soc.*, I, 107, 115, 118, 120;
 HUC, XI, 81, 85, 86;
 LAURENT, XXVI, 285, 287, 288, 291-295;
 LYON-CAEN ET RENAULT, p. 34, n° 1, 40, 44, 45, 48;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 352;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1969 urm.;
 PONT, *Tr. des Soc.*, 438, 441, 452, 458, 464, 467, 488;
 TROPLONG, *Contrat des sociétés*, II, 653.

1) Cuvântul „mai“ din eroare lipsește în edițiunea oficială, întunecând astfel sensul frazei.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 493 urm., 668; *Observație* sub. Trib. civil din Verviers (Belgia), 28 Mai 1909. Dreptul 55/1909. *Observație* sub. Trib. Ilfov S. I, 18 Ianuarie 1910. Dreptul 16/1910;

GĂLĂȘESCU-PYK D., *Notă* sub. Cas. Roma, 5 Nov. 1923. Jurispr. Gen. 7/924, No. 434; NACU, III, p. 389.

Jurisprudență.

1. Fiecare asociat din societățile și asociațiunile civile, ca și din cele comerciale, trebuie să participe nu numai la câștig, ci și la riscuri și pierderi. Exonerarea de pierderi și riscuri a unui asociat (art. 1513 c. civ.), prin actul de societate, constituie o clauză leonină, care poate atrage ori nulitatea completă a actului de societate, ori nulitatea numai a acelei clauze. (Trib. Ilfov, I, *Dr.* 16/910, p. 130).

2. Sancțiunea art. 1513 din codul civil depinde de circumstanțele contractului de asociație, dacă clauza leonină a fost rațiunea determinantă a contractului de societate, atunci nulitatea se întinde la întregul contract de societate, iar nu numai asupra acelei clauze. (Trib. Ilfov, I, *Dr.* 16/910, p. 130).

3. Dacă într'un contract de societate s'a stipulat ca un asociat să-și apropie totalitatea câștigurilor, ori s'a convenit ca unul sau mai mulți din asociați să fie scutiți de a participa la pierderi și art. 1513 c. civil isbind de nulitate o asemenea convenție, de aci rezultă numai că contractul e nul ca contract de societate, fără însă a împiedeca ca acel contract să fie valabil și să-și producă toate efectele între părți, dacă din celelalte dispoziții ale sale rezultă că în intenția părților contractante, a fost ideea de a încheia un contract de o natură cu totul alta, care permite ca cele stipulate de părți să fie perfect valabile. (Trib. Ilfov s. I, com. 1066 din 5 Dec. 1924. Dreptul 2/925).

4. În fapt: Printr'un contract intitulat Contract de asociație, S. Freier și Reichbuch încheie un contract de societate în nume colectiv pentru Comert de postăvârie și de oarece nu aveau nici local și nici capital suficient (S. Freier punând în societate suma de 12000 lei și L. Reichbuch suma de 30000 lei), cer concursul lui C. Negulescu care le pune la dispoziție localul din Ploesti precum și suma de 50000 lei, stipulându-se că după trecere de cinci ani, acest capital să-i fie restituit, acesta din urmă, în acest interval, neavând dreptul a lua parte la conducerea afacerii sau la împărțirea beneficiilor reale rezultate, nefiind obligat a suporta cheltuielile sau pagubele eventuale, ci având dreptul numai la un procent de 5 la sută din vânzarea brută și la controlarea în ori ce moment dacă există suficiența

marfă în magazin pentru garantarea aportului său de 50000 lei.

Chestiunea ce se pune este, care este natura contractului încheiat, după intenția părților contractante?

În drept: Singura soluție juridică este aceea de a considera pe C. Negulescu ca locator pentru localul pus la dispoziția societății și ca împrumutător pentru suma de 50000 lei adusă de el în societate.

În adevăr, art. 1411 c. civil care definește contractul de locație, nu cere ca prețul închirierii să consistă neapărat: într'o sumă fixă de bani, ci arată numai că el trebuie să fie determinat în modul său de prestație pentru un timp determinat, așa în cât se poate concepe un contract de locație în care prețul nu ar consista dintr'o sumă globală fixată la încheierea contractului, ci dintr'o sumă variabilă consistând dintr'un procent calculat la valoarea mărfii vândute, cu condiția însă ca intenția părților de a încheia un contract de locație să reiasă cu evidentă.

În ceea ce privește aducerea sumei de 50000 lei în societate, acest act nu poate fi interpretat de cât ca un contract de împrumut, cu toate că părțile la încheierea contractului i-au dat titulatura: „Contract de asociație”, de oare ce ceea ce determină natura Juridică a unui contract încheiat între părți, nu este titulatura ce ele ar da-o contractului, ci clauzele contractului interpretate după intenția lor.

În adevăr, contractul încheiat nu poate fi interpretat ca un contract de societate în comandită simplă potrivit dispozițiilor art. 114 și urm. c. com. și nici ca un contract de asociație în participație potrivit dispozițiilor art. 251 c. com., de oare ce C. Negulescu nu ia parte la cheltuielile ocazionate de conducerea comerțului, nici la pagubele sau beneficiile ce eventual ar rezulta, ci având dreptul numai la un procent de 5 la sută din vânzarea brută, iar la expirarea celor cinci ani, el urmează a-și încasa întreaga creanță, fără a avea dreptul la împărțirea mărfurilor aflate în magazin sau a câștigurilor ce eventual ar rezulta.

Acest contract nu poate fi interpretat nici ca un contract de societate în nume colectiv prevăzut de art. 105 și urm. c. com. de oarece în contract se stipulează că numitul nu are dreptul la conducerea comerțului, ci numai a su-

praveghia această conducere și a vedea dacă în magazin este suficientă marfă pentru garantarea sumei de 50000 lei adusă de el în societate, conducerea societății aparținând numai asociaților, cari formează singuri o societate în nume colectiv.

În sfârșit acest contract nu poate fi interpretat nici ca un contract de societate așa zis „leonin“, prevăzut de

dispozițiile art. 1513 c. civ., de oarece după cum s'a arătat mai sus, C. Negulescu nu are nici un amestec în conducerea societății sau vreo responsabilitate pentru o rea conducere, el nefăcând parte din societatea încheiată numai între S. Freier și L. Reichbuch. (Trib. Prahova, s. II, Sentința din 4 Aprilie 1924, Jur. Gen. 1925, No. 1483).

Art. 1514. — Asociatul însărcinat cu administrațiunea în puterea unei clauze, speciale a contractului de societate, poate să facă și fără învoirea celorlalți asociați, toate actele ce depind dela administrațiunea sa, întrucât le face fără dol.

Această facultate nu i se poate revocă în cursul societății fără o cauză legitimă: dacă însă i s'a acordat aceasta prin un act posterior contractului de societate, atunci se poate revocă ca un simplu mandat. (Civ. 969, 1515 urm., 1517, 1520 urm., 1529, 1536 urm., 1550 urm.; Pr. civ. 75; C. com. 107, 119; Civ. Fr. 1856).

Text. fr. Art. 1856. — L'associé chargé de l'administration par une clause spéciale du contrat de société, peut faire, nonobstant l'opposition des autres associés, tous les actes qui dépendent de son administration, pourvu que ce soit sans fraude.

Ce pouvoir ne peut être révoqué sans cause légitime, tant que la société dure; mais s'il n'a été donné que par acte postérieur au contrat de société, il est révocable comme un simple mandat.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 562, § 382, n° 1;
 BAUDRY ET WAHL, *De la Société*, 294, 296-308;
 BOISTEL, *Cours de dr. Comm.*, 187 bis;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 624;
 DALLOZ, *Rép. Société*, 435 urm.; *Suppl. Société*, 207 urm.;
 GUILLOUARD, *Contrat de Société*, 124 bis, 125-129, 133-139, 251, 371;
 HOUPIN, *Tr. des Soc.*, I, 89-92, 210, 213;
 HUC, XI, 88-90, 95;
 LAURENT, XXVI, 304, 306, 308, 310, 311, 313;
 LYON-CAEN ET RENAULT, II, 260, 353, 508 bis, 509;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 353;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1960;
 PONT, *Tr. des Soc.*, 498, 502, 508, 510, 511, 524, 526, 528, 530;
 TROPONG, *Contrat des sociétés*, II, 680, 684, 686, 690, 691;
 VAVASSEUR, *Tr. des Soc. civ. et com.*, I, 149, 150.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IX, p. 69, 498 urm., 539, 540, 548;
 NACU, III, p. 393.

Jurisprudență.

1. Din combinațiunea art. 1514, 1540 și 1508 din c. civ., rezultă că asociatul însărcinat cu administrarea răspunde față de coasociații săi nu numai de

dol, dar încă și de culpa sa, de oarece dispozițiile speciale relative la societăți nu conțin nici o derogatie la principiile generale în materie de răspundere. (Cas. I, 728 din 4 Nov. 1911, B. p. 1362, Curier Jud. 12/912).

Art. 1515. — Când mai mulți asociați sunt însărcinați cu administrațiunea, fără ca să fie determinate funcțiunile lor,

ori fără ca să fie stipulat că unul nu poate să facă nici un act fără celălalt, atunci fiecare din ei pot face în deosebi toate actele dependente de această administrațiune. (Civ. 1517, 1543; C. com. 107; Civ. Fr. 1857).

Text. fr. Art. 1857. — Lorsque plusieurs associés sont chargés d'administrer, sans que leurs fonctions soient déterminées, ou sans qu'il ait été exprimé que l'un ne pourrait agir sans l'autre, ils peuvent faire chacun séparément tous les actes de cette administration.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société*, 311;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 624;
DALLOZ, *Rép. Société*, 454 urm.;
GUILLOUARD, *Contrat de Société*, 365;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 353.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 69, 498 urm., 539, 540, 548;
NACU, III, p. 393.

Art. 1516. — Dacă s'a stipulat că unul din administratori să nu poată face nimic fără celălalt, atunci unul singur nu va putea fără o nouă convențiune, face nimic în absența celuilalt, chiar când acesta ar fi în neposibilitate de a lua parte la administrațiune. (Civ. 1510, 1520, 1537; C. com. 107; Civ. Fr. 1858).

Text. fr. Art. 1858. — S'il a été stipulé que l'un des administrateurs ne pourra rien faire sans l'autre, un seul ne peut, sans une nouvelle convention, agir en l'absence de l'autre, lors même que celui-ci serait dans l'impossibilité actuelle de concourir aux actes d'administration.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Contrat de société*, 310;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 624;
DALLOZ, *Rép. Société*, 454 urm.;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 353.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 69, 498 urm., 539, 540, 548; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 387);
NACU, III, p. 393.

Jurisprudență.

1. Dacă este exact că mandatul conceput în termeni generali, dă mandatarului puterea de a primi plata (L. 12. *Dig. de solutione* 46. 3), și că mandatul ce au asociații, după art. 1517 c. civ., de a administra, se poate asemăna cu un mandat general, nu este mai puțin adevărat că mandatul de a administra al asociațiilor, poate să fie într'un caz dat mai restrâns de cât un mandat conceput în termeni generali, întinderea puterilor asociațiilor determinându-se după obiectul societății și

scopul în care a fost contractată, și că dar nu se poate admite, în principiu chiar, că asociații au după art. 1517 puterea de a primi plata. (Cas. I, 78/83, Mart. 9/83, B. p. 263).

2. Din combinațiunea și cuprinderea art. 1516 și 1543 rezultă că unul sau doi dintre administratori pot să lucreze în numele administrației și fără ceilalți administratori, fără ca să existe solidaritate între ei, afară de cazurile a-nume stipulate că unul fără altul nu pot să lucreze. (Cas. II, 54/Mai 23/88 B. p. 526).

Art. 1517. — În lipsă de stipulațiuni speciale în privința modului de administrațiune, se vor observă următoarele regule:

1. Se presumă că asociații și-au dat reciproc facultatea de a administra unul pentru altul. Fapta unuia obligă și pe ceilalți asociați, fără că ei să fi fost întrebați; aceștia însă sau unul din ei pot întotdeauna a se opune la o așa operațiune înainte de a fi fost făcută.

2. Fiecare asociat poate să se serve de lucrurile societăței, întrucât le întrebuințează la destinațiunea lor statornicită prin uz, întrucât nu face daună societăței, și întrucât nu împiedică și pe ceilalți asociați în exercițiul dreptului lor.

3. Fiecare asociat are dreptul de a obligă pe coasociați să contribue la cheltuelile necesare pentru păstrarea lucrurilor societăței.

4. Unul din asociați nu poate face nici o inovațiune asupra imobilelor societăței, chiar când o ar crede avantagioasă ei, dacă ceilalți asociați nu se învoesc la aceasta. (Civ. 991, 997, 1510, 1515, 1519, 1520 urm., 1536, 1551; C. com. 107; Civ. Fr. 1859).

Text. fr. Art. 1859. — A défaut de stipulations spéciales sur le mode d'administration, l'on suit les règles suivantes:

1^o Les associés sont censés s'être donné réciproquement le pouvoir d'administrer l'un pour l'autre. Ce que chacun fait, est valable même pour la part de ses associés, sans qu'il ait pris leur consentement; sauf le droit qu'ont ces derniers, ou l'un d'eux de s'opposer à l'opération avant qu'elle soit conclue.

2^o Chaque associé peut se servir des choses appartenant à la société, pourvu qu'il les emploie à leur destination fixée par l'usage, et qu'il ne s'en serve pas contre l'intérêt de la société, ou de manière à empêcher ses associés d'en user selon leur droit.

3^o Chaque associé a le droit d'obliger ses associés à faire avec lui les dépenses qui sont nécessaires pour la conservation des choses de la société.

4^o L'un des associés ne peut faire d'innovations sur les immeubles dépendants de la société, même quand il les soutiendrait avantageuses à cette société, si les autres associés n'y consentent.

Doctrină străină.

- AUBRY ET RAU, IV, p. 563;
 BAUDRY ET WAHL, *De la Société*, 314-316, 318, 322-324, 326;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, I, p. 771, 773; II, p. 619, 624, 625;
 DALLOZ, *Rép. Société*, 501 urm.; *Suppl. Société*, 228 urm.;
 GUILLOUARD, *Contrat de société*, 142-144, 147, 215, 216, 364;
 HOUPIN, *Tr. des Soc.*, I, 93, 95;
 LAURENT, XXVI, 318, 325, 423;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 354;
 PONT, *Tr. des Soc.*, 565, 578;
 TROPLONG, *Contrat de société*, II, 720, 721, 735, 736.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IX, p. 69, 498 urm., 539, 540, 548; *Observație sub. C. Apel Turin*, 7 April 913. *Curier Jud.* 58/913;
 NACU, III, p. 395;
 TONEANU N. C., „Cine poate fi citat în societățile neregulate“. *Dreptul* 27/1925;

Jurisprudență.

1. După art. 1517 al. I, asociații presupuși că și-au dat reciproc mandat de a administra unul pentru altul, au fie care inițiativa de a lucra în interesul societății. (Cas. I, 126/Martie 13/91, B. p. 308).

2. Notificarea copiei după încheierea consiliului comunal, ce aprobă procesul verbal de contravențiune făcut u-nuia din asociații unei firme comerciale, se prezumă făcută firmei, adică tuturor asociaților și aceștia sunt datorii să dovedească că acel asociat nu eră în drept să primească asemenea notificări. (Cas. I, 337/97, B. p. 1081).

3. În caz când într'un contract de asociație nu există nici o dispoziție expresă în privința modului de administrațiune, ori care asociat se presupune a avea mandat a lucra în numele celorlalți coasociați pentru societate. (Cas. II, 24/900, B. p. 200).

4. Dispozițiile art. 1517 c. civ., potrivit cărora se prezumă că asociații și-au dat reciproc facultatea de a administra unul pentru altul, și că deci ori care din ei este în drept a cere plata stipulată într'un contract, se aplică numai la societățile civile cari formează persoane morale, iar nu și atunci când mai multe persoane formând o asociație, au achiziționat o moșie și unul dintr'înșii ar pretinde, în numele celorlalți, plata câștigului de la arendaș. (Trib. Ilfov III, Dr. 44/911, p. 350).

5. După art. 1290 c. civ., fondul comun al societății, stipulată în contractul de căsătorie, fiind format din toate câte soții câștigă în timpul căsătoriei, fie în parte, fie împreună, urmează că intră în acest fond și imobilele cumpărate de un sot, prezumțiunea juridică fiind că ele au fost cumpărate cu banii economisiți de soți din veniturile a-ve-rei lor, care venituri aparțin comunității.

Între comunitatea de câștiguri, stipulată între soți prin contractul matrimonial și celelalte societăți civile, nefiind nici o analogie, chestiunea

dacă imobilele dobândite cu titlu oneros aparțin comunității, nu poate fi rezolvată după regulile societăților civile în genere.

Soții nu pot, în timpul căsătoriei, prin convența lor sau recunoașterile ce ar face, să modifice regimul adoptat prin contractul matrimonial și să schimbe condițiunea juridică a a-ve-rei pe care legea o declară patrimoniul comunității.

Astfel fiind, numai prin violarea art. 1290 c. civ., prin greșita aplicațiune a regulilor prevăzute de art. 1517 și 1522 c. civ., și prin nesocotirea dispozițiilor art. 1228 și 1229 c. civ., instanța de fond a judecat că nu fac parte din comunitate imobilele dobândite de sot, cu titlu oneros, în timpul căsătoriei, sub regimul comunității de bunuri. (Cas. II, No. 62, 1916; Jurispr. Rom. 1916, p. 259).

6. Art. 1517 c. civ., stabilind prezumpți-a de administrare pentru orice asociat, în caz de lipsă de stipulație expresă, cei interesați trebuie să dovedească sau existența delegațiilor societății sau mandatul temporar dat eventual acestor delegați. (Trib. Dorohoi 190 din 2 Sept. 1921. Jur. Gen. 1923, No. 1501).

7. Consolidarea unei concesiuni, nefiind de cât o verificare și confirmare judecătorească a dreptului stabilit prin actul de concesiune, pentru a-l face opozabil față de orice persoană interesată, nu depășește limitele unui act de conservare a acestui drept, și în consecință atât din starea de indiviziune a concesionarilor, prin aplicațiunea art. 1517 al. 1 c. civil, cât și mai ales din caracterul său de indivizibilitate, prin aplicațiunea art. 1064 c. civil, se naște pentru concesionarul în indiviziune, dreptul de a reprezenta pe co-indivizarul său și de a-i îndeplini, în numele acestuia toate actele necesare pentru desăvârșirea consolidării întreg dreptului de concesiune indiviz. (Trib. Prahova, Comisiunea de Consolidare 21/924, Al. Gânțoiu, Lucrări Judecătorești No. 4, 1924).

Art. 1518. — Asociatul ce nu este și administrator, nu poate nici vinde, nici obligă lucrurile, chiar mobile, ale societății. (Civ. 1514, 1517; Civ. Fr. 1860).

Text. fr. Art. 1860. — L'associé qui n'est point administrateur, ne peut aliéner ni engager les choses même mobilières qui dépendent de la société.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société*, 328, 330, 331, 331 bis urm.;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 624, 625;
DALLOZ, *Rép. Société*, 558 urm.;
GUILLOUARD, *Contrat de Société*, 141, 252;

HOUPIN, *Tr. de Soc.*, I, 95;
 HUC, XI, 95;
 LAURENT, XXVI, 328;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 355;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1963.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 69, 498 urm., 539, 540, 548; (III, part. I, ed. 2-a, p. 239); *Observație* sub. Trib. Iași s. III, 20 Iunie 1909. Dreptul 78/1909;
 NACU, III, p. 393, 395.

Art. 1519. — Fiecare asociat, poate fără învoirea asociaților, să-și asocieze o a treia persoană în privința părții ce are în societate; nu poate însă fără învoirea aceasta, a-l asocia și la societate, chiar când ar avea administrațiunea ei. (Civ. 1517; C. com. 80; Civ. Fr. 1861).

Text. fr. Art. 1861. Chaque associé peut, sans le consentement de ses associés, s'associer une tierce personne relativement à la part qu'il a dans la société, il ne peut pas, sans ce consentement, l'associer à la société, lors même qu'il en aurait l'administration.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société*, 224-226;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 624;
 DALLOZ, *Rép. Société*, 583 urm.; *Suppl. Société*, 242 urm.;
 GUILLOUARD, *Contrat de Société*, 254, 262;
 LAURENT, XXVI, 338;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 355;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1975;
 PONT, *Tr. des Soc.*, 598;
 TROPLONG, *Contrat des sociétés*, II, 763.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 69, 498 urm., 539, 540, 548; *Notă* sub. Trib. com. Lyon, 19 Oct. 1922. *Jurispr. Gen.* 25/1923, No. 1744; *Notă* sub. Trib. Grenoble (Isère), 9 Ian. 1920. *Jurispr. Gen.* 18/1924. No. 1011;
 NACU, III, p. 391.

Jurisprudență.

1. Potrivit art. 1519 c. civil la societățile de persoane un asociat nu poate,

fără învoirea celorlalți, să asocieze pe un terțiu la societate, chiar când ar avea administrarea ei. (Trib. Buzău I, 164/915. *Curier Jud.* 31/916).

Secțiunea II. — *Despre obligațiunile asociaților către a treia persoană.*

Art. 1520. — In orice societăți, afară de cele comerciale, asociații nu sunt solidari răspunzători pentru debitele sociale, și nici poate unul să oblige pe ceilalți dacă aceștia nu i-ar fi dat împuternicire. (Civ. 1041, 1517, 1531, 1537; C. com. 42, 106 urm., 114; Civ. Fr. 1862).

Text. fr. Art. 1862. — Dans les sociétés autres que celles de commerce, les associés ne sont pas tenus solidairement des dettes sociales, et l'un des associés ne peut obliger les autres si ceux-ci ne lui en ont conféré le pouvoir.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société*, 349;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 178, 626; ed. 1-a, III, p. 106;
 GUILLOUARD, *Contrat de société*, 370;

LAURENT, XXVI, 429;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 355;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1966.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 506 urm.;
 NACU, III, p. 397.

Jurisprudență.

1. Societățile civile nu au o existență juridică, proprie și distinctă de personalitatea individuală a asociaților. Deși este adevărat că, după Constituție, fiecărui cetățean îi este permis a se asocia astfel cum înțelege, într'un scop literar, religios, politic, etc. dar acest drept nu implică că societățile care se formează sub scutul acestei dispozițiuni să aibă și dreptul de a crea ființe abstracte, personalități juridice, care să se bucure de drepturile ce aparțin persoanelor reale. Aceasta

este o prerogativă a Statului, lăsată la suverana sa apreciere a o acordă societăților civile, când un interes social, și un scop de utilitate publică ar legitima existența ei juridică. (Trib. Ilfov, Dr. 17/905).

2. Potrivit art. 1521 c. civ. fiecare asociat răspunde față de cel deal treilea cu porțiunea lui virilă din cuantumul obligației ce s-ar constata, iar potrivit art. 1520 acelaș cod, nu poate fi vorba de o condamnăție solidară. (Trib. Dorohoi 190 din 2 Sept. 1921 Jur. Gen. 1923 No. 1501).

Art. 1521. — Când mai mulți asociați s'au îndatorat către un creditor, fiecare rămâne răspunzător către acesta cu o sumă și parte egală, oricare ar fi capitalul, afară numai când anume s'a stipulat că fiecare rămâne răspunzător în proporțiunea capitalului pus în societate. (Civ. Fr. 1863).

Text. fr. Art. 1863. — Les associés sont tenus envers le créancier avec lequel ils ont contracté, chacun pour une somme et part égales, encore que la part de l'un d'eux dans la société fût moindre, si l'acte n'a pas spécialement restreint l'obligation de celui-ci sur le pied de cette dernière part.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société*, 338-340;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 625, 626;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 709;
 GUILLOUARD, *Contrat de société*, 268, 370;
 HUC, XI, 101;
 LAURENT, XXVI, 352, 429;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 355;
 PLANIOL, II, ed. 3-a No. 1964.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 506 urm.;
 NACU, III, p. 397.

Jurisprudență.

1. Potrivit art. 1521 c. civ., fiecare asociat răspunde față de cel de al treilea cu porțiunea lui virilă de cuantu-

mul obligației ce s'ar constată, iar potrivit art. 1520 acelaș cod nu poate fi vorba de o condamnăție solidară. (Trib. Dorohoi 190 din 2 Sept. 1921. Jur. Gen. 1923, No. 1501).

Art. 1522. — Stipulațiunea anume rostită că s'a contractat o obligațiune pe seama societăței, îndatorește numai pe asociatul contractant și nu pe ceilalți, afară numai când aceștia l-ar fi imputernicit la aceasta, sau când ar fi rezultat un profit pentru societate. (Civ. 974, 991, 1517, 1520, 1521; Civ. Fr. 1864).

Text. fr. Art. 1864. — La stipulation que l'obligation est contractée pour le compte de la société, ne lie que l'associé contractant et non les autres, à moins que ceux-ci ne lui aient donné pouvoir, ou que la chose n'ait tourné au profit de la société.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société*, 341, 342;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 625;
DALLOZ, *Rép. Société* 602 urm.; *Suppl. Société* 244 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, III, p. 122, 252;
GUILLOUARD, *Contrat de société*, 266;
HOUPIN, *Tr. des Soc.*, I, 102;
LAURENT, XXVI, 344;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 355 urm.;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1964;
PONT, *Tr. des Soc.*, 647;
TROPLONG, *Contrat des sociétés*, II, 807.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 506 urm.; *Notă sub. Trib. Lons-le-Saulnier*, Jura, 9 Aug. 1921, *Jur. Gen.* 1924, No. 2145;
NACU, III, p. 397.

Jurisprudență.

1. După art. 1290 c. civ., fondul comun al societății, stipulată în contractul de căsătorie, fiind format din toate câte soții câștigă în timpul căsătoriei, fie în parte, fie împreună, urmează să intră în acest fond și imobilele cumpărate de un soț. Prezumțiunea juridică fiind că ele au fost cumpărate cu banii economisiți de soți din veniturile averii lor, care venituri aparțin comunității.

Între comunitatea de câștiguri, stipulată între soți prin contractul matrimonial și celelalte societăți civile, nefiind nici o analogie, chestiunea dacă imobilele dobândite cu titlu oneros aparțin comunității, nu poate fi

rezolvată după regulile societăților civile în genere.

Soții nu pot în timpul căsătoriei, prin convența lor, sau recunoașterile ce ar face, să modifice regimul adoptat prin contractul matrimonial și să schimbe condițiunea juridică a averii pe care legea o declară patrimoniul comunității.

Astfel fiind, numai prin violarea art. 1290 c. civ., prin greșita aplicațiune a regulilor prevăzute de art. 1517 și 1522 c. civ., și prin nesocotirea dispozițiilor art. 1228 și 1229 c. civ., instanța de fond a judecat că nu face parte din comunitate imobilele dobândite de soț, cu titlu oneros, în timpul căsătoriei, sub regimul comunității de bunuri. (Cas. II, No. 62, 1916; *Jurispr. Rom.* 1916. p. 259).

CAPITOLUL IV.

Despre diversele moduri după cari încetează societatea.

Art. 1523. — Societatea încetează :

1. Prin trecerea timpului pentru care a fost contractată;
2. Prin desființarea obiectului sau desăvârșirea afacerii;
3. Prin moartea unuia din asociați;
4. Prin interdicțiunea, sau nesolvabilitatea unuia din ei;
5. Prin voința expresă de unul sau mai mulți asociați de a nu voi a continua societatea. (Civ. 185, 435, 1019 urm. 1502, 1524-1526, 1527 urm.; C. com. 19, 103, 191, 193, 234; L. Timbr. 21 § 3; Civ. Fr. 1865).

Text. fr. Art. 1865. — La société finit :

- 1° Par l'expiration du temps pour lequel elle a été contractée;
- 2° Par l'extinction de la chose, ou la consommation de la négociation;
- 3° Par la mort naturelle de quelqu'un des associés;
- 4° Par la mort civile, l'interdiction ou la déconfiture de l'un d'eux;
- 5° Par la volonté qu'un seul ou plusieurs expriment de n'être plus en société.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, § 384, n° 9;
 BAUDRY ET WAHL, *De la Société* 380, 413-416, 420 urm., 473, 505 urm.;
 BOISTEL, *Cours de dr. comm.*, 374;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 755
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 350, nota 1, 615, 627;
 DALLOZ, *Rép. Société* 637 urm.; *Suppl. Société* 261 urm.;
 DEMOLOMBE, II, 144;
 GUILLOUARD, *Contrat de société*, 149, 288 urm., 307, 309, 312, 313, 316;
 HOUPIN, *Tr. des Soc.*, I, 125, 132, 134, 135, 137, 333;
 HUC, XI, 111 urm., 120-123, 127;
 LAURENT, XXVI, 376, 384-386;
 LYON-CAEN ET RENAULT, II, 321, 323;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 357 urm.;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1976;
 PONT, *Tr. des Sociétés*, 682, 703, 707, 722, 726;
 TROPLONG, *Contrat des sociétés*, II, 901, 905.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 510 urm., 519 urm., 538; (V, p. 159);
 CANTACUZINO MATEI, p. 464;
 NACU, III, p. 399.

Jurisprudență.

1. Dacă legiuitorul a prevăzut prin art. 1523 alin. 4 că societatea se desființează prin interdicțiunea sau nesolvabilitatea unuia din asociați, aceasta a făcut-o mai mult în favoarea asociatului solvabil, singurul care ar fi în drept de a cere desființarea asociației din atare cauză, iar nici cum în favoarea reprezentanților asociatului declarat insolubil. (Cas. I, 425/Dec. 20/75, B. p. 382).

2. Deși, după art. 1523, o societate se disolvă de drept prin moartea unuia din asociați, totuși art. 1523 nu-și poate avea aplicațiunea în cazul când e vorba de o societate cu un obiect determinat, când e vorba, cu alte cuvinte, de o tovărășie în care asociații au intențiunea de a termina o operațiune (obiectul societății), întâmplă-se ori ce s'ar întâmplă; în asemenea caz, în drept, trebuie a se decide că societatea va subsista chiar după moartea unuia din asociați până la terminarea exploată-

rei sau lucrării pentru care s'a făcut asociațiunea. Astfel este când scopul societății e de a exploata niște păduri și o moșie, unde asociații având în vedere un asemenea obiect determinat, scopul lor a fost de a termina execuțiunea contractului, fie luând parte ei personal, fie prin erezii lor. (Apel Buc. III, 14, Ian. 23/89, Dr. 14/89).

3. Societatea încetează prin moartea unuia din soți, atât în privința celorlalți asociați cât și față cu cei de al treilea. Incetarea societății din această cauză are loc de drept, fără nici o distingere, fie că a fost încheiată pe un timp determinat, fie că nu.

Actul de societate pentru exploatarea de țitei dintr'un teren, care aparține unuia dintre societari, încetând prin moartea uneia din părți, urmează că transcrierea actului ulterior acestei morți, numai după cererea celorlalți asociați nu e valabilă și nu poate fi opozabilă tertului achizitor și posesor al imobilului. (Cas. I, 397/94, B. p. 1201).

Art. 1524. — Prorogațiunea unei societăți contractate pentru un timp determinat, nu poate fi probată decât prin aceleași mezii, prin care poate fi probat însuși contractul societății. (Civ. 1179, 1191, 1197, 1203; C. com. 89, 96; Civ. Fr. 1866).

Text. fr. Art. 1866. — La prorogation d'une société à temps limité ne peut être prouvée que par un écrit revêtu des mêmes formes que le contrat de société.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *De la Société*, 372;
 DALLOZ, *Rép. Société*, 645 urm.; *Suppl. Société*, 266;
 GUILLOUARD, *Contrat de société*, 282, 284;
 HOUPIN, *Tr. des Sociétés*, I, 123;
 HUC, XI, 110;

LAURENT, XXVI, 369, 370;
 LYON-CAEN ET RENAULT, II, 302;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 357;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1977;
 PONT, *Tr. des Soc.*, 688, 689;
 TROPLONG, *Contrat des sociétés*, II, 914.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 510 urm., 519 urm., 538;
 NACU, III, p. 399.

Art. 1525. — Când unul din asociați a promis de a pune în comun proprietatea unui lucru, dacă acesta a pierit înainte de a fi fost în faptă conferit, societatea încetează în privința tuturor asociaților.

Asemenea încetează societatea în orice caz prin pierderea lucrului, când numai folosința a fost pusă în comun.

Nu se desface însă societatea prin pierderea lucrului a cărui proprietate s'a fost pus dejă în comun. (Civ. 644, 971, 1018, 1156, 1295, 1311, 1423, 1503, 1509, 1529; Civ. Fr. 1867).

Text. fr. Art. 1867. — Lorsque l'un des associés a promis de mettre en commun la propriété d'une chose, la perte survenue avant que la mise en soit effectuée, opère la dissolution de la société par rapport à tous les associés.

La société est également dissoute dans tous les cas par la perte de la chose, lorsque la jouissance seule a été mise en commun, et que la propriété en est restée dans la main de l'associé.

Mais la société n'est pas rompue par la perte de la chose dont la propriété a déjà été apportée à la société.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 568;
 BAUDRY ET WAHL, *De la société*, 164, 433, 436;
 CAPITANT, *De la cause des obligations*, p. 287 urm.;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 619, 627;
 DALLOZ, *Rép. Société* 679 urm.;
 GUILLOUARD, *Contrat de société*, 153, 176, 180, 184, 558;
 HOUPIN, *Tr. des Soc.*, I, 36, 40, 80, 86, 125;
 HUC, XI, 64, 111, 113;
 LAURENT, XXVI, 268;
 LYON-CAEN ET RENAULT, II, 17;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 357;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1978;
 PONT, *Tr. de Soc.*, 256, 270, 377 urm.;
 TROPLONG, *Contrat des sociétés*, II, 925 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 510 urm., 519 urm., 538;
 CANTACUZINO MATEI, p. 462;
 NACU, II, p. 167; III, p. 401.

Art. 1526. — Dacă s'a stipulat ca, în caz de moarte a unuia din asociați, societatea trebuie să continuească cu eredele său, sau că trebuie să continuească numai între asociații rămași în viață, se va urmă întocmai. În cazul al doilea eredele defunctului nu are drept decât la împărțirea societății după starea în care a fost în momentul morții asociatului, parti-

cipând și la toate drepturile ulterioare, însă numai întrucât sunt o consecință necesară a operațiunilor făcute înaintea morții asociatului care ¹⁾ succede. (Civ. 1523, 1559; C. com. 191-234; Civ. Fr. 1868).

Text. fr. Art. 1868. — S'il a été stipulé qu'en cas de mort de l'un des associés, la société continuerait avec son héritier, ou seulement entre les associés survivants, ces dispositions seront suivies: au second cas, l'héritier du décédé n'a droit qu'au partage de la société, eu égard à la situation de cette société, lors du décès, et ne participe aux droits ultérieurs qu'autant qu'ils sont une suite nécessaire de ce qui s'est fait avant la mort de l'associé auquel il succède.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 569;
 BAUDRY ET WAHL, *De la société*, 389, 391, 392, 394, 396, 402, 405-407, 412;
 BUFNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 756;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 627;
 DALLOZ, *Rép. Société* 692 urm.; *Suppl. Société* 274 urm.;
 GUILLOUARD, *Contrat de société*, 297, 298, 300, 301, 304, 305 urm.;
 HOUPIN, *Tr. des Soc.*, I, 128, 129;
 HUC, XI, 10, 117-119;
 LAURENT, XXVI, 380, 381;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 359;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, N^o. 1980;
 PONT, *Tr. des Soc.*, 594, 714-716;
 TROP LONG, *Contrat des sociétés*, II, 952, 954.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 510 urm., 519 urm., 538; (IV, part. I, ed. 2-a, p. 552);
 NACU, III, p. 402.

Jurisprudență.

1. Din litera și spiritul art. 1526 rezultă că societatea continuă de drept până la expirarea termenului stipulat prin contract, pe cât timp erezii defunctului n'au provocat dizolvarea ei. (Cas. II, 6/Ian. 23/87, B. p. 78).

2. Art. 199 c. com., reglementează lichidarea și diviziunea activului social numai atunci când prin actul constitutiv sau statutele societății nu se determină o asemenea reglementațiune, și art. 1526 c. civ., prevede că dacă prin contractul de asociațiune s'a stipulat că, în caz de moarte a unuia din asociați, societatea să continue între asociații rămași în viață, atunci trebuie să se urmeze întocmai. (Cas. II, 56/Apr. 2/91, B. p. 476).

3. Deși este adevărat că în regulă

generală orice contract sau convenție se transmite și subsistă și între moștenitorii contractanților, însă în privința contractului de societate această regulă e contrarie din cauza naturii acestui contract, astfel pentru că societatea să poată continua, și după moartea unuia din societari, cu moștenitorii săi, urmează ca aceasta să fie stipulat expres prin contractul de asociație, stipulație care, deși nu trebuie făcută în termeni sacramentali, totuși trebuie ca voința părților să rezulte în mod clar. Așa dar, simpla stipulație a duratei societății pe un termen de 95 ani, care ar întrece limita vieții omului, nu echivalează cu declarația voinței părților ca societatea să continue și după moarte. (Cas. I, 397/94, B. p. 1201).

Art. 1527. — Desfacerea societății prin voința unei părți urmează numai atunci când durata ei este nemărginită; ea se efectuează prin renunțare notificată a ²⁾ tuturor părților, întrucât se face cu bună credință și la timp. (Civ. 1502, 1523, 1528; Civ. Fr. 1869).

1) Din eroare se zice aci „care” în loc de „cărui” acesta fiind sensul frazei și astfel fiind și la textul francez.

2) Particula „a” din eroare figurează aci, întunecând sensul frazei. Ea trebuie înlăturată.

Text. fr. Art. 1869. — La dissolution de la société par la volonté de l'une des parties ne s'applique qu'aux sociétés dont la durée est illimitée, et s'opère par une renonciation notifiée à tous les associés, pourvu que cette renonciation soit de bonne foi, et non faite à contre-temps.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 570, 571;
 BAUDRY ET WAHL, *De la société*, 439-441, 444-446, 448, 451, 452, 454, 456;
 COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 76, 350, nota 1, 598, 627;
 DALLOZ, *Rép. Société*, 734 urm.; *Suppl. Société*, 291 urm.;
 DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, I, p. 51; IV, p. 350, 352;
 GUILLOUARD, *Contrat de société*, 324, 326, 330-333;
 HOUPIN, *Tr. des Sociétés*, I, 139;
 HUC, XI, 125-127;
 LAURENT, XXVI, 395, 396, 398;
 LYON-CAEN ET RENAULT, II, 328, 997 ter.;
 MOURLON, ed. 7-a, III, p. 359;
 PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1984;
 PONT, *Tr. des Soc.*, 720 urm., 730, 738, 742, 746, 751;
 TROPLONG, *Contrat des sociétés* II, 967, 973.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 510 urm., 519 urm., 538; (V, p. 159);
 NACU, III, p. 404.

Jurisprudență.

1. Societățile contractante pe termen nelimitat se pot desface prin voința unui asociat, chiar dacă această voință e arbitrară sau nemotivată. (Cas. II, 250/Nov. 2/77, B. p. 383).

2. Artistul societar la Teatrul Național din București ne având fixat nici un termen pentru figurarea sa în această societate, este, după art. 1527, privit ca asociat fără termen și prin urmare în drept de a se retrage ori și când, atât numai că această retragere să fie făcută de bună credință și la timp. (Trib. Ilfov, com. 259, Mai 3/86, *Dr.* 48/86).

3. Conform principiilor stabilite de art. 1523 c. civ. societățile încetează și prin voința expresă a unuia sau mai mulți asociați de a nu mai continua societatea, și care voință se manifestă

conform dispozițiilor art. 1527 c. civ. printr-o renunțare notificată tuturor părților, făcută însă cu bună credință și la timp.

Prin urmare în speță, din actele depuse la dosar, nefiind nici o notificare din care să rezulte voința expresă a vreunuia din asociați de a nu mai continua asociația începută și nici fixată data încetării asociației, dată care trebuie să fie anterioară investirii cu titlu executoriu a contractului de asociație, societatea urmează a fi considerată că există, și că numai în caz de lichidare — când avutul social nu s'ar fi putut împărți prin bună înțelegere, conform unei clauze din contract, atunci s'ar fi putut cere investirea cu formula executorie a contractului, ceea ce în specie însă nu există. (Judec. ocol Cușmir-Mehedinți, 9 Aprilie 1921. Jur. Gen. 1923, No. 1786).

Art. 1528. — Renunțarea nu este de bună credință când asociatul o face în scop de a-și însuși singur profitul ce asociații speră a-l dobândi în comun.

Este făcută fără timp, când lucrurile nu se mai află în toată întregimea lor și interesul societății cere amânarea desfacerei. (Civ. 1527, 1898; Civ. Fr. 1870).

Text. fr. Art. 1870. — La renonciation n'est pas de bonne foi lorsque l'associé renonce pour s'approprier à lui seul le profit que les associés s'étaient proposé de retirer en commun.

Elle est faite à contre-temps lorsque les choses ne sont plus entières, et qu'il importe à la société que sa dissolution soit différée.

Doctrină străină

BAUDRY ET WAHL, *De la société* 449, 450;
DALLOZ, *Rép. Société*, 739 urm., 263 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, IV, p. 350;
GUILLOUARD, *Contrat de société*, 328, 329;
HUC, XI, 127;
LAURENT, XXVI, 398;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 359;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1984.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 510 urm., 519 urm., 538;
NACU, III, p. 404.

Art. 1529. — Desfacerea societății făcută pentru un timp determinat nu se poate cere de unul din asociați înainte de expirarea termenului pus, afară numai când există juste motive, cum: în cazul când unul din asociați nu-și îndeplinește îndatoririle sale, sau când o infirmitate de toate zilele îl împiedică dela îngrijirea afacerilor sociale, sau în alte cazuri analoage.

Apreciațiunea unor așa motive e lăsată la prudența judecătorilor. (Civ. 728, 1020 urm., 1523, 1527; C. com. 191, 192; Civ. Fr. 1871).

Text. fr. Art. 1871. — La dissolution des sociétés à terme ne peut être demandée par l'un des associés avant le terme convenu, qu'autant qu'il y en a de justes motifs, comme lorsqu'un autre associé manque à ses engagements, ou qu'une infirmité habituelle le rend inhabile aux affaires de la société, ou autres cas semblables, dont la légitimité et la gravité sont laissées à l'arbitrage des juges.

Doctrină străină.

AUBRY ET RAU, IV, p. 569, 571, § 384, n° 20;
BAUDRY ET WAHL, *De la société*, 207 urm., 459, 460, 462, 463, 466, 467, 470-472;
BUNOIR, *Propriété et contrat*, ed. 2-a, p. 748;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 627;
DALLOZ, *Rép. Société* 653 urm.; *Suppl. Société* 263 urm.;
DEMOGUE, I, *Sources des Obligations*, II, p. 15; IV, p. 353;
GUILLOUARD, *Contrat de société*, 290, 313, 334, 336, 339;
HOUPIN, *Tr. des Soc.*, I, 36, 125, 140;
HUC, XI, 114, 122, 129;
LYON-CAEN ET RENAULT, II, 18;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 359;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1985;
PONT, *Tr. des Soc.*, 272, 755, 761 urm.

Doctrină românească.

ALEXANDRESCO, IX, p. 518, 523, 539;
NACU, III, p. 400.

Jurisprudență.

1. Societățile contractante pe termen nelimitat se pot desface prin voința unui asociat, chiar dacă această voință e arbitrară sau nemotivată (art. 1527); din contra, societățile contractate pe un termen limitat nu se pot desface prin voința unui asociat, decât numai dacă voința se întemeiază

pe o justă cauză, pe un just motiv (art. 1529); și art. 1529 indică juste motive, spre a pronunța desfacerea unei societăți. Prin indicarea acestor cauze nu sunt limitate cauzele pentru care un asociat poate cere desfacerea societății înainte expirării termenului; că art. 1529 nu e limitativ, aceasta rezultă din însăși expresiunile „afară numai când există juste motive cum sau alte

cazuri analoge", în cât primele două cauze sunt enunțate numai ca exemple de juste motive. Așa dar se pot invoca și alte motive pentru a cere desfacerea societății, și diferitele împrejurări ce se pot invoca ca un just motiv pentru desfacerea unei societăți limitate se apreciază și se constată în mod suveran de judecătorul fondului; acesta e judecător suveran nu numai în cât privește gravitatea faptului sau a împrejurării ce se invoacă, ci și dacă el există, căci acestea sunt chestiuni de fapt, ceea ce anume rezultă și din ultimul alineat al art. 1529. Astfel fiind o decizie a curții de apel nu poate fi supusă cenzurei curții de casație, când, apreciind oare cari împrejurări declarate ca existând, ea pronunță desfacerea societății. (Cas. II, 250/Nov. 2/77, B. p. 383).

2. Ori cari ar fi motivele pe cari s'ar întemeia o cerere de rezilierea unei societăți, art. 1529 lasă, prin ultimul său alineat, în mod expres, toate acele motive la aprecierea și prudența judecătorilor. (Cas. I, 179/Mai 19/92, B. p. 462).

3. a) Potrivit dispozițiilor art. 1529 c. civil, când o societate a fost contractată pentru un timp determinat, ea nu poate încetă înaintea expirării termenului numai prin dorința unuia sau unora din asociați, afară dacă există motive legitime, care au a fi

apreciate de instanțele judecătorești.

b) Din cuprinsul dispozițiilor art. 1529 c. civil, cât și din principiul stabilit de art. 1021 același cod, că ori ce parte contractantă are dreptul de a sili pe cealaltă sau să-și execute obligațiunea sau să ceară desființarea contractului cu daune, apare neîndoios că atunci când un asociat se vede exclus din societate de coasociațul său și împiedecat astfel în exercițiul dreptului pe care îl are prin contractul de asociație, poate dacă nu dorește să ceară rezilierea contractului cu daune, să obțină de la justiție să fie repus în drepturile ce le are în virtutea contractului de asociație, iar coasociațul său să fie obligat a-l primi și a respecta clauzele contractuale.

c) Când un asociat, văzându-se expulzat din asociație de către coasociațul său și împiedecat de a-și exercita dreptul pe care îl are prin contract, vine și cere repunerea în drepturile sale, nu face altceva de cât să tindă la obținerea unei măsuri pentru conservarea dreptului său, care astfel potrivit art. 66 bis pr. civilă, poate fi încuviințată, pe cale de ordonanță prezidențială în référé, dacă dovedește urgența și pericolul în întârziere. (Trib. Ilfov, s. IV, 530 din 3 Aprilie 1925, Dreptul 16/1925).

Art. 1530. — La împărțirea averii societății între asociați, se aplică regulile relative la împărțirea eredității, la forma acestei împărțiri și la obligațiunile ce rezultă între erezi. (Civ. 703, 728 urm., 736, 774 urm., 785, 786, 790 urm., 1737, 1741, 1825; Pr. civ. 62, 494, 691 urm.; C. com. 31, 199 urm., 210, 212-220; L. Timbr. 44 § 2; Civ. Fr. 1872).

Text. fr. Art. 1872. — Les règles concernant le partage des successions, la forme de ce partage, et les obligations qui en résultent entre les cohéritiers, s'appliquent aux partages entre associés.

Doctrină străină.

- BAUDRY ET WAHL, *De la société*, 481-483, 485, 487, 488, 491, 492 urm., 495, 496;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 627;
DALLOZ, *Rép. Société*, 765 urm.; *Suppl. Société* 298 urm.;
GUILLOUARD, *Contrat de société*, 271, 342, 346, 350;
HOUPIN, *Tr. des Sociétés*, I, 149, 150, 157;
HUC, XI, 134, 135, 137;
LAURENT, XXVI, 409;
MICHAX, *Traité pratique des liquidations et partages*, ed. 4-a, 523, 2901;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 360;
PONT, *Tr. des Sociétés*, 779;
PLANIOL, II, ed. 3-a, No. 1986.

Doctrină românească.

- ALEXANDRESCO, IX, p. 527 urm.; (III, part. I, ed. 2-a, p. 270; III, part. II, ed. 2-a, p. 794, 809 n. 3); *Observație* sub. Curtea din Paris, 4 Febr. 904. *Curier Jud.* 27/1906;
CANTACUZINO MATEI, p. 280;
GEORGEAN N., *Nota* sub Cas. II, 25 din 24 Mart. 1920. *Pand. Rom.* 1924-1-22;
NACU, III, p. 405;
STĂNCESCU I. GEORGE, *Probleme juridice*. Pagini Juridice 3/907.

Jurisprudență.

1. Din art. 728, 1519, 1530 c. civ., combinat cu art. 494 pr. civ., rezultă că urmărirea averii unui asociat nu se poate face de cât după eșirea ei din diviziune, conform regulilor stipulate prin art. 728, spre a se cunoaște porțiunea averii asociatului debitor urmărit, iar nu a se face urmărirea înainte de a preciza diviziunea sa. Deci, curtea de apel care aprobă urmărirea făcută averii asociației, fără a proceda la diviziunea pretinsă de legiuitor, spre a se cunoaște porțiunea certă, cuvenită asociatului debitor urmărit, violează dispozițiilor citatelor articole de oare ce regulile diviziunii unei averi de asociațiune nu pot fi îndeplinite prin portărelul ce urmărește o creanță, ele fiind prescrise formal de legiuitor prin art. 1530 că au a se face asemenea ca la împărțirea eredității indiviză, dictată de art. 728 urm. (Cas. I, 214/Aug. 27/75, B. p. 188).

2. Compturile definitiv încheiate de părți, de comun acord, nu se pot rectifica decât în caz de eroare sau omisiune învederată și nu este de ajuns pentru partea, care cere rectificarea, să declare că nu recunoaște unele compturi, ci trebuie să dovedească eroarea sau omisiunea. Socotelile rezumate și reciproc acceptate de părți constituiesc pentru dânsese un titlu de lichidare și răfuire și dacă este admis că aceste socoteli, astfel definitiv în-

cheiate, sunt susceptibile de rectificare pentru învederată greșeală în calcul, omisiune, dublă socotire sau altele, totuși partea, care cere această rectificare, e ținută a stabili eroarea sau omisiunea, pe care o aleagă în contra celor constatate în conturile ei și, în nici un caz prin o asemenea rectificare, nu se poate înțelege iarăși refacerea compturilor încheiate de părți în comun acord. (Cas. I, 103/98, B. p. 381).

3. Deși este adevărat că, conform art. 1530 codul civil, combinat cu art. 736 și următorii același cod și cu art. 199 și următorii codul comercial, lichidarea unei societăți trebuie să se facă după anumite forme, atribuindu-se fiecăruia dintre asociați o parte proporțională, din avutul social, însă părțile pot să deroge la aceste texte de lege și să nu facă lichidarea societății după regulile prescrise în codul comercial, atunci când ele sunt majore și capabile să facă o asemenea derogatiune. (Cas. III, 7 Dec. 1909, B. p. 1500).

4. Societățile anonime declarate nule, au o existență de fapt, astfel că aporturile aduse, fie în natură, fie în capital, nu se consideră ieșite nici un moment din patrimoniul fondatorilor, ci ca și în regimul comunității de bunuri se lichidează prin partajul averii indivize. (Trib. Ilfov s. II com. 925 din 6 Nov. 1922, Curier Jud. 43/922, Pand. Rom. 1923, II, 167).

5. A se vedea: art. 786, nota 2.

Art. 1531. — Dispozițiunile titlului prezent se aplică la societățile comerciale, întrucât nu sunt contrarie legilor și uzurilor comerciale. (C. com. 1, 77-268; Civ. Fr. 1873).

Text. fr. Art. 1873. — Les dispositions du présent titre ne s'appliquent aux sociétés de commerce que dans les points qui n'ont rien de contraire aux lois et usages du commerce.

Doctrină străină.

BAUDRY ET WAHL, *Contrat de société*, 1;
COLIN ET CAPITANT, ed. 2-a, II, p. 609;
DALLOZ, *Rép. Société*, 801;
MOURLON, ed. 7-a, III, p. 361.

Doctrină românească

ALEXANDRESCO, IX, p. 453;
NACU, III, p. 376 urm.

În legătură cu materia Contractului de Societate, și ca o completare a acestei materii, publicăm și textul Legii pentru persoanele juridice, votată de Corpurile Legiuitoare în ședințele dela 1 și 2 Februarie 1924 și publicată în Monitorul Oficial No. 27/924; în cuprinsul următor.

L E G E
PENTRU
PERSOANELE JURIDICE

CAPITOLUL I.

Dispozițiuni Generale.

A. Personalitatea juridică.

Art. 1. — Persoanele juridice de drept public se creează numai prin lege. Asociațiunile și fondațiunile, fără scop lucrativ sau patrimonial, create și organizate de particulari, nu pot dobândi personalitatea juridică decât în condițiunile legii de față.

Ele sunt considerate persoane juridice de drept privat.

Societățile și asociațiunile prevăzute de codurile de comerț și alte legi vor avea acelaș caracter și rămân supuse dispozițiunilor acelor legi.

Art. 2. — Persoanele juridice de drept privat existente la data promulgării legii de față vor continua să funcționeze potrivit dispozițiunilor legilor, hotărârilor sau actelor cari le-au constituit și cari nu vor fi contrarii dispozițiunilor de ordine publică ale acestei legi.

Ele sunt obligate însă, ca în termen de 6 luni dela promulgarea acestei legi, să comunice grefei tribunalului, în circumscripția căreia funcționează administrațiunea lor principală, titlurile pe temeiul cărora au dobândit personalitatea juridică, statutele sau actele constitutive, precum și informațiunile ce se vor cere prin regulamentul de aplicațiune al acestei legi.

Grefa tribunalului este obligată a înscrie organizațiunea sau așezământul în registrul persoanelor juridice.

Contravenienții la această dispozițiune cad sub prevederile art. 94 din această lege.

Art. 3. — Asociațiunile și așezămintele fără scop lucrativ sau patrimonial nu pot dobândi personalitatea juridică decât pe temeiul unei deciziuni motivate a tribunalului civil în circumscripția căruia s'au constituit.

Această deciziune nu se poate da decât la cererea celor interesați:

a) După ce s'a cerut avizul ministerului în competența căruia cade scopul asociațiunii sau așezământului;

b) După ce s'au ascultat concluziunile ministerului public și s'a constatat că statutele sau actele constitutive, compunerea organelor de direcțiune și administrațiune și celelalte condițiuni, nu contravin la dispozițiunile legii de față.

Părțile interesate, ministerul competent și reprezentantul ministerului public au dreptul de apel potrivit art. 90.

Art. 4. — Persoana juridică va avea ființă numai dela data înscrierii deciziunii de recunoaștere rămasă definitivă, în registrul special care va fi ținut în acest scop la grefa fiecărui tribunal civil.

Art. 5. — Personalitatea juridică nu se poate recunoaște unei colectivități de asociațiuni sau așezămintele nerecunoscute ca persoane juridice. Personalitatea juridică este individuală și efectul ei nu se poate întinde în afară de asociația sau așezământul pentru care a fost acordată.

Un așezământ creat de o persoană juridică nu poate avea o personalitate distinctă de aceea a persoanei juridice care a creat-o, decât dacă i se recunoaște formal aceasta, în condițiunile statornicite prin legea de față.

Art. 6. — Nu se poate recunoaște personalitatea juridică a asociațiunilor

și așezămintelor cari au un obiect ilicit, contrar ordinii publice sau bunelor moravuri, sau cari sunt formate în vederea realizării unui asemenea scop.

Art. 7. — Persoanele juridice de drept privat, fără scop lucrativ sau patrimonial, cari își au sediul în străinătate, pot să beneficieze de personalitatea lor juridică și să funcționeze pe teritoriul Statului Român în conformitate cu legile române, dacă sunt recunoscute după legile țării lor și dacă în prealabil au obținut autorizarea guvernului român.

Autorizările acordate acestor persoane juridice se vor înscrie la cererea lor, sub sancțiunea unei amenzi de 5.000—20.000 lei și în caz de recidivă sub sancțiunea retragerii autorizației, în registrul tribunalului civil al circumscripției în care se va stabili sediul administrației, sucursala, sau domiciliul ales.

Când nu există sucursală, alegerea domiciliului este obligatorie. Ea se face prin act autentic care se publică în *Monitorul Oficial* și se afișază la primăria și tribunalul domiciliului ales.

Art. 8. — Fără distincțiune între persoanele juridice de drept privat existente și acele ce se vor forma în viitor, dela data promulgării legii de față, nici o modificare de statute sau transformare a caracterului asociațiunii sau așezământului, nici o modificare a organelor de control și administrațiune, nici o încetare sau disolvare, operațiune de lichidare și de atribuire de bunuri, nu se va putea face decât conform acestei legi.

Aceste persoane sunt obligate a se supune tuturor dispozițiilor declarate de ordine publică în legea de față.

Modificările statutelor sau actelor constitutive sunt supuse verificării și aprobării puterii judecătorești în condițiunile art. 3.

B. Folosința drepturilor civile.

Art. 9. — Persoanele juridice de drept privat, căzând sub prevederile legii de față, nu se pot folosi decât de drepturile ce le sunt necesare pentru realizarea scopului și destinațiunii lor.

Ele nu pot contracta obligațiuni decât tot în vederea realizării acestui scop și acestei destinațiuni.

Art. 10. — Persoanele juridice nu pot primi liberalități decât dacă vor fi autorizate prin decret regal, pe baza unui jurnal al consiliului de miniștri.

C. Exercițiul drepturilor civile.

Art. 11. — Persoanele juridice nu-și pot exercita drepturile decât dacă sunt înzestrate cu organele de direcțiune și administrațiune prevăzute în statute, actul constitutiv sau în legea de față.

Art. 12. — Voința persoanelor juridice se manifestă prin organele lor.

Actele juridice încheiate de aceste organe, în conformitate cu statutele și în limita puterilor ce le sunt atribuite, sunt considerate ca încheiate de însăși persoana juridică pe care o obligă.

Actele prin cari organele persoanei juridice ar urmări un vădit scop străin aceluia pentru care asociațiunea sau fundațiunea a fost constituită sau recunoscută, nu vor avea efect față de persoana juridică.

Persoana juridică răspunde de toate faptele contractuale, delictuale și quasi-delictuale, săvârșite de organele ei în timpul exercitării funcțiunii lor.

Membrii cari formează organele de direcțiune și administrațiune sunt personal și solidar răspunzători pentru daunele provenite din culpa lor, atât față de terții, cât și față de persoana juridică însăși.

D. Sediul.

Art. 13. — Domiciliul persoanei juridice este la sediul principal al administrațiunii sale.

Schimbarea de domiciliu trebuie să fie declarată prin act autentic la ambele grefe ale tribunalelor noului și vechiului domiciliu.

Sub sancțiunea prevăzută la art. 94 din prezenta lege, grefa tribunalului vechiului domiciliu va face mențiunea de strămutare, iar grefa tribunalului noului domiciliu va înscrie persoana juridică în registrul prevăzut la art. 4.

Art. 14. — Domiciliul persoanei juridice autorizată potrivit art. 7, pentru toate actele judiciare și extrajudiciare ce o privesc, va fi la sediul sucursalei sau, în lipsă, la domiciliul ales.

E. Supraveghere.

Art. 15. — Statul are un drept de supraveghere și control asupra tuturor persoanelor juridice de drept privat. El va urmări pe de o parte, ca ele să se administreze și să-și îndeplinească menirea în conformitate cu statutele și cu actele constitutive, iar pe de altă parte, ca să nu lucreze împotriva bunelor moravuri, ordinii publice și siguranței Statului.

Această acțiune de supraveghere și control se va exercita prin inspectorii și delegații ministerului, sub autoritatea și controlul cărora cade fundațiunea sau asociațiunea, precum și prin comisiunea superioară a persoanelor juridice.

Art. 16. — Numirea delegatului ministerului pe lângă organele de direcțiune și de administrațiune, nu poate avea loc decât numai pe lângă fundațiunile și asociațiunile subvenționate sau legate de Stat prin convențiuni.

Acelaș drept, la numirea de delegați județeni sau comunali, îl au autoritățile județene sau comunale pentru fundațiunile și asociațiunile cari se vor găsi față de ele în situațiunea de mai sus.

Celelalte persoane juridice nesubvenționate sunt supuse controlului general prin inspectorii ministerelor competente.

Art. 17. — Fiecare autoritate interesată nu va putea numi mai mult de un delegat de fundațiune sau asociațiune. Autoritățile județene sau comunale pot însărcina cu această funcțiune pe delegatul ministerului sau invers, ministerul pe unul din delegații județeni sau comunali. O persoană poate îndeplini această funcțiune pe lângă mai multe fundațiuni sau asociațiuni.

Art. 18. — Delegații ministerului și, în lipsa acestora, delegații județeni sau comunali, au dreptul de a suspenda executarea deciziunilor organelor de direcțiune sau administrațiune, ce s'ar găsi contrarii actelor de fundațiune, regulamentelor interioare, convențiunilor cu ministerul, județul sau comuna, legilor, bunelor moravuri, ordinii publice și siguranței Statului.

Despre acest lucru se va încheia un proces-verbal care se va comunica de urgență organelor persoanei juridice.

Delegații vor participa cu vot consultativ la ședințele organelor de direcțiune și administrațiune.

Directorii sau administratorii sunt obligați să-i convoace.

În lipsa delegaților dela ședințe, organele de direcțiune și administrațiune sunt obligate să comunice delegaților deciziunile luate.

Sub sancțiunea retragerii mandatului de direcțiune și administrațiune și a disolvării fundațiunii sau asociațiunii, independent de celelalte sancțiuni civile și penale de drept comun, persoanele cari formează organele de direcțiune și administrațiune sunt personal și solidar răspunzătoare de executarea deciziunilor contrarii actelor de fundație, regulamentelor interioare, convențiunilor, legilor, bunelor moravuri, ordinii publice și siguranței Statului, față de cari s'a exercitat sau nu dreptul de suspendare.

Delegații vor putea aduce la cunoștința publică, prin *Monitorul Oficial* și prin publicațiunile mai răspândite din localitate, numărul, data și obiectul deciziunilor suspendate.

Art. 19. — Organele de direcțiune și administrațiune sunt obligate a repune în discuțiune chestiunile cari fac obiectul deciziunii suspendate în baza

art. 18 pentru a primi soluțiunea conformă actelor de fundațiune, regulamentelor, convențiilor, Constituției și legilor țării.

În caz de refuz de discuțiune din partea organelor de direcțiune și administrațiune, sau în caz de menținere a deciziunii suspendate, delegații guvernului vor aduce imediat cazul la cunoștința comisiunii persoanelor juridice depe lângă ministerul justiției, care va da o deciziune executorie.

În cel mult 3 zile libere dela comunicarea procesului-verbal de suspendare, organele de direcțiune și administrațiune au drept de apel la comisiunea superioară a persoanelor juridice, care decide în ultimă instanță asupra dispozițiilor ce urmează a se executa în termen de cel mult 15 zile dela primirea cererii.

Art. 20. — Delegații își exercită dreptul lor de supraveghere și de control asupra tuturor organelor de direcțiune, administrațiune și control, a fundațiilor sau asociațiunii, sub orice denumire s'ar găsi, comitete sau consilii de direcțiune și administrațiune, eforii sau epitropii, adunări generale, colegii, etc.

Art. 21. — În toate fundațiile și asociațiunile cari nu cad sub prevederea art. 16 alin. 1 și următorii, acțiunea de supraveghere și control, se va exercita de inspectorii ministerului, la însărcinarea ministerului sau la cererea organelor de direcțiune și administrațiune a fundațiilor sau asociațiilor.

Când scopul persoanei juridice cade în competența a două sau mai multe ministere, fiecare din ele au exercițiul acțiunii de control și supraveghere.

Persoanele juridice ale căror scopuri sunt insuficient caracterizate, din punctul de vedere al competenței organelor de control, cad sub supravegherea ministerului de interne.

Inspectorii vor avea să cerceteze numai dacă fundațiile și asociațiunile funcționează potrivit actelor de fundațiune sau actelor lor constitutive, dacă instituțiile create corespund condițiilor statorniceite prin aceste acte și condițiilor generale de ordine publică, din Constituția și legile țării.

Inspectorii nu pot face observațiuni și da indicațiuni direct organelor de direcțiune și administrațiune ale fundațiilor sau asociațiilor. Constatările lor se consemnează în rapoarte scrise asupra cărora au a decide ministrul competent, organele administrative sau judecătorești, prevăzute în legea de față.

Controlul Statului nu prejudiciază controlul instituit de statute sau actul constitutiv.

Art. 22. — Dacă organele de direcțiune sau administrațiune nu se conformă legilor țării, actelor de fundațiune sau de constituire, sau dacă se constată că averile ce le sunt încredințate se risipesc, se deturneză, sau se întrebuițează în alte scopuri decât acele prevăzute prin actele de fundațiune sau de constituire, ministerul public sau ministerul sub autoritatea și controlul căruia funcționează fundațiunea sau asociațiunea, va trimite pe administratorii răspunzători înaintea Curții de apel în circumscripțiunea căreia cade sediul principal al fundațiilor sau asociațiilor.

Administratorii pot fi condamnați la destituire, în afară de celelalte penalități prevăzute în legile ordinare după dreptul comun.

Art. 23. — Administratorii asociațiilor și fundațiilor cari cu rea credință lucrează la vătămarea persoanelor sau lucrurilor încredințate direcțiunii și administrațiunii lor, se vor pedepsi cu închisoare dela o lună la un an.

Art. 24. — Toate organele de direcțiune și administrațiune ale fundațiilor sunt datoare să înainteze ministerului sub autoritatea și controlul căruia funcționează, în termen de 6 luni dela promulgarea acestei legi, copia autentică de pe actele de fundațiune și un inventar de averea ce posedă, însoțit de bilanțul și contul de gestiune al anului precedent.

F. Incetarea personalității.

Art. 25. — Asociațiunile și fundațiile își pierd personalitatea juridică, de plin drept sau prin justiție, în cazurile determinate prin legea de față.

Persoanele juridice autorizate, potrivit art. 7, își pierd dreptul de a funcționa în România și prin retragerea autorizațiunii.

Această retragere se face tot prin decret regal, pe temeiul unui jurnal al consiliului de miniștri.

Art. 26. — În cazuri urgente când s'ar constata că o persoană juridică își desfășoară activitatea împotriva bunelor moravuri, ordinii publice și siguranței Statului, consiliul de miniștri, cu avizul comisiunii superioare a persoanelor juridice, poate interzice funcționarea persoanei juridice, până la intrarea ei în lege, sau chiar hotărî dizolvarea ei. În acest din urmă caz, lichidarea persoanei juridice nu se poate face decât de puterea judecătorească în condițiunile art. 29, 54 și următorii, 82 și următorul. În afară de cazurile urgente, dizolvarea nu se poate face decât prin justiție.

Comisiunea superioară a persoanelor juridice apreciază urgența la cererea consiliului de miniștri sau la aceea a ministrului de justiție.

G. Destinațiunea bunurilor.

Art. 27. — Oricare ar fi cauza încetării personalității juridice sau retragerii autorizațiunii, patrimoniul persoanei juridice va primi destinațiunea indicată în actul de fundațiune, în statute sau în actul constitutiv și la asociațiuni, în caz de tăcere, a actelor de constituire sau a statutelor, destinațiunea indicată de hotărîrea adunării generale luată înainte de dizolvare.

Nici într'un caz însă adunarea generală nu poate atribui bunurile rămase decât unei alte persoane juridice de drept privat din țară cu scop identic sau similar, sau persoanei juridice de drept public, reprezentând în Stat interesele servite de persoana juridică desființată.

În lipsa unei indicațiuni statutare, sau a unei hotărîri a adunării generale, sau în fața unei hotărîri a adunării generale, contrarii dispozițiunilor de mai sus, bunurile rămase vor trece în patrimoniul asociațiunii sau fundațiunii de drept privat, ori public cu scop analog sau similar ce se va hotărî de comisiunea persoanelor juridice depe lângă ministerul justiției, luându-se și avizul ministrului, sub autoritatea și controlul căruia cădea persoana juridică desființată.

Art. 28. — Patrimoniul persoanelor juridice dizolvate pentru vreuna din cauzele arătate la art. 53 (punctul III) alin. *a* și *b* de art. 81 (p. II), trece la fondul de asistență socială.

H. Lichidarea și radierea înscrierii.

Art. 29. — Lichidarea patrimoniului persoanelor juridice de drept privat se face conform art. 55 și următorii precum și 82 și următorul din această lege.

Art. 30. — Radierea persoanei juridice din registrul persoanelor juridice se face înscriindu-se integral în registrul actul care a constatat, declarat sau hotărît dizolvarea.

CAPITOLUL II.

Despre asociațiuni.

A. Condițiuni de constituire.

Art. 31. — Asociațiunea este convențiunea prin care mai multe persoane pun în comun, în mod permanent, contribuțiunea lor materială, cunoștințele și activitatea lor, pentru realizarea unui scop care nu urmărește foloase pecuniare sau patrimoniale.

Scopul asociațiunii poate fi pur ideal, să corespundă intereselor generale ale colectivității, sau numai a unei categorii sociale din care asociații fac parte, sau, în fine, să corespundă intereselor personale nepatrimoniale ale asociaților.

Art. 32. — Asociațiunea pentru a putea dobândi personalitatea juridică

trebuie să fie compusă din cel puțin 20 membri și să prezinte în statute în o organizare din care să rezulte o voință corporativă, independentă de voința asociaților ca indivizi, constituirea unui patrimoniu social, distinct și autonom de patrimoniul individual al fiecărui asociat.

Patrimoniul social de fondare va trebui să fie în măsură de a realiza cel puțin parțial scopul pentru care se constituie asociațiunea.

Nici contribuțiunile sau dotațiunile inițiale, nici cotizațiunile periodice și nici subvențiunile Statului român, județelor sau comunelor și în genere a persoanelor de drept public, nu sunt supuse autorizării prevăzută de art. 10.

Obligațiunea constituirii inițiale a patrimoniului social nu privește asociațiunile sau syndicatele profesionale.

Art. 33. — Actul constitutiv și statutele se vor face în formă autentică.

Asociațiunea nu va putea cere recunoașterea calității de persoană juridică, decât după adoptarea statutelor de către asociați și după desemnarea sau alegerea persoanelor cari vor avea, conform statutelor, răspunderea direcțiunii și administrațiunii asociațiunii.

Art. 34. — Statutele vor cuprinde obligator :

1. Denumirea asociațiunii;
2. Obiectul și scopul;
3. Sediul principal și, eventual, sucursalele sau filialele;
4. Patrimoniul inițial, cuantumul și compunerea lui, precum și cotizațiunile;
5. Organele de direcțiune, administrațiune și de control.

Statutele nu pot derogă la dispozițiunile de ordine publică ale legii de față.

În lipsa unor dispozițiuni statutare suficiente pentru organizarea asociațiunii și reglementarea raporturilor acesteia cu asociația se vor aplica dispozițiunile ce urmează.

B. Organizarea.

Art. 35. — Organele principale ale asociațiunii sunt :

- a) O adunare generală, și
- b) O direcțiune, un comitet de direcțiune sau un consiliu de administrațiune.

Art. 36. — Adunarea generală este organul suprem al asociațiunii, ea se compune din asociații, cari întrunesc condițiunile prevăzute în statute sau în actul constitutiv.

În lipsa prevederii unor asemeni condițiuni, vor face parte din adunarea generală toți asociații fără nici o distincțiune.

Adunarea generală va fi convocată de persoana căreia i se încredințează de organele în drept ale asociațiunii conducerea supremă.

Convocarea va avea loc obligatoriu în cazurile prevăzute în statute, ori când se va hotări de comitetul de direcțiune sau administrațiune și oricând se va cere în scris și motivat, direcțiunii de cel puțin o cincime din numărul asociaților.

Convocarea va trebui să cuprindă locul și data convocării precum și ordinea de zi.

În afară de cazurile urgente constatate de comitetul de direcțiune, ea trebuie să fie comunicată cu cel puțin trei zile libere înainte de data convocării.

Art. 37. — Când acei însărcinați cu convocarea, sau înlocuitorii lor, nu mai au calitatea, sunt absenți sau împiedecați de a convoca, precum și în cazul când, deși având calitatea, refuză de a convoca dacă statutele și actul constitutiv nu prevăd situația, prim-președintele sau președintele tribunalului în circumscriptia căruia funcționează asociațiunea va putea autoriza pe asociații cari i-au adus la cunoștință cazul să facă convocarea, să delege pe cei mai în vârstă dintre ei, sau pe reprezentantul ministrului sub autoritatea și controlul căruia se găsește asociațiunea, să prezideze adunarea generală și să constate hotărârile ei printr'un proces-verbal. În lipsa unui asemenea reprezentant, delegațiunea se poate da unuia din reprezentanții ministerului public.

Art. 38. — Adunarea generală decide :

- a) Asupra prestațiilor și cotizățiilor la cari vor fi supuși asociații;
- b) Asupra admiterii și excluderii membrilor asociațiunii potrivit statutelor;
- c) Asupra formelor de convocare a adunării generale;
- d) Asupra modului de votare;
- e) Asupra quorumului și majorității cu cari se vor lua hotărârile;
- f) Asupra numirii direcțiunii sau altor organe de administrațiune și control;
- g) De a determina atribuțiunile organelor de sub lit. f;
- h) De a controla activitatea și gestiunea organelor de direcțiune, administrațiune și control;
- i) De a revoca individual sau colectiv mandatele membrilor organelor de direcțiune, administrațiune și control, când prin culpa și actele lor ar periclită interesele asociațiunii.

Toate actele cari nu sunt atribuite prin statute sau actul constitutiv organelor de direcțiune, administrațiune și control, aparțin de drept adunării generale care le va exercita conform statutelor.

Art. 39. — Toți asociații au de drept vot legal.

În afară de excepțiunile mai jos statornicite, și în lipsă de alte dispozițiuni exprese, nu se va putea lua nici o deciziune decât dacă vor fi răspuns convocării cel puțin jumătate plus unul (majoritatea absolută) din numărul asociaților.

La a doua convocare se va putea decide cu majoritatea absolută a celor prezenți, oricare ar fi numărul lor.

Deciziunile pentru dizolvarea asociațiunii, sau transformarea scopului social trebuie să întrunească cel puțin $\frac{2}{3}$ din numărul total al asociaților prezenți și absenți.

Art. 40. — În mod accesoriu, asociațiunile vor putea face întreprinderi economice, întrucât acestea sunt în legătură cu scopul principal al asociației.

Asemenea întreprinderi însă nu se pot decide de cât de adunarea generală.

Art. 41. — Propunerile sau actele făcute în scris, fără deliberare, vor avea puterea de deciziune, dacă vor fi semnate de unanimitatea asociaților.

Art. 42. — Asociatul interesat personal, prin soție, prin descendenții sau accedenții direcți, prin frații sau surorile lui, într'o chestiune supusă deciziunii adunării generale, sau deciziunii unuia din organele de direcțiune sau administrațiune nu va putea lua parte la vot.

Membrii organelor de direcțiune și administrațiune vor fi cel puțin în majoritate absolută cetățeni români.

Art. 43. — Direcțiunea, comitetul sau consiliul de administrațiune reprezintă asociațiunea în toate actele vieții sale juridice, conformându-se statutelor și deciziunilor adunării generale. După expirarea mandatului, ea greează afacerile asociațiunii până la alegerea sau numirea noilor organe.

Art. 44. — Organele de direcțiune și administrațiune sunt obligate să întocmească anual bugetul asociațiunii, pe care îl supune aprobării adunării generale și, eventual, organelor superioare, cărora sunt subordonate prin legi speciale.

Bugetul se va întocmi pe capitole și articole, distinct sumele pentru personal, material și cheltueli diverse.

La aprobarea și ordonanțarea cheltuelilor se va ține seamă de destinațiunea alocațiunilor bugetare.

La persoanele juridice subvenționate de Stat, județ și comune, autoritatea care acordă subvențiunea va putea cere, cu prilejul ordonanțării totale sau parțiale a subvențiunilor, justificarea întrebuințării ultimei subvențiuni ordonanțate.

Art. 45. — Aceste organe sunt de asemenea obligate să prezinte adunării generale bilanțul gestiunii la finele fiecărui an social.

Câte un exemplar depe buget și bilanț se va prezenta ministerului sub autoritatea și controlul căruia se găsește asociația.

Art. 46. — Când organele de direcțiune, administrațiune și control, nu pot funcționa din cauza vacanței, absenței, boalei, sau orice alte cauze de împiedecare a vreunui din membrii săi, prim-președintele sau președintele tribunalului, dela sediul asociației, din oficiu, sau la cererea celor interesați, până la adunarea generală, care se va convoca, conform art. 36 și 37, pentru a decide, va fi în drept să completeze locurile dând delegațiune provizorie, în condițiunile statutelor, actului constitutiv și legii, asociaților ce personal va crede că ar putea răspunde mai bine acestei chemări.

C. Despre asociați.

Art. 47. — Calitatea de asociat este personală și inalienabilă, ea nu poate trece la succesor.

Art. 48. — Asociatul este de drept autorizat a ieși ori când din asociație, cu condițiunea să comunice hotărîrea sa organelor de direcțiune și administrațiune, cel puțin 6 luni înainte de finele anului social.

Art. 49. — Statutele sau actul vor prevedea cazurile de excludere a asociaților, procedura excluderii, și organele care o pronunță. Excluderea pronunțată de un organ de direcțiune sau administrațiune dă de drept celui interesat un drept de apel la adunarea generală, care decide în ultima instanță.

Când statutele nu prevăd cazurile, procedura și organele de excludere, pe temeiul legii de față, excluderea nu se poate pronunța decât de adunarea generală, cu majoritate de $\frac{2}{3}$.

Art. 50. — Asociații cari se retrag sau cari sunt excluși, n'au nici un drept asupra avutului social.

Ei rămân obligați a achita cotizațiunile pe tot timpul cât au fost asociați.

Art. 51. — Drepturile personale câștigate ale unui asociat, sociale sau extra-corporative, obligă asociația, întrucât titularul lor n'ar fi renunțat la ele în mod expres prin scris.

Art. 52. — În termen de 10 zile de când deciziunea a devenit publică, asociatul absent poate cere desolidarizarea sa de acea deciziune, dacă o socotește contrară statutelor actului constitutiv sau legii.

În acest scop, el va notifică desolidarizarea sa prin agent judecătoresc organelor de direcțiune și administrațiune, precum și ministerului competent.

Deciziunile adunării generale pot fi atacate de ministerul public sau părțile interesate, înaintea instanțelor judecătorești de dizolvare, pentru motive de ordine publică și abatere dela scopul societății.

D. Dizolvare.

Art. 53. — Asociația își pierde personalitatea juridică în următoarele cazuri :

I. Prin deciziunea asociațiunii, atunci când adunarea generală, potrivit art. 39 va fi hotărît dizolvarea ;

II. De plin drept: a) Când a expirat termenul pentru care asociațiunea a fost constituită sau când scopul social a fost realizat ;

b) Când scopul asociațiunii nu mai poate fi realizat ;

c) Când asociațiunea din cauză de insolvabilitate nu-și mai poate continua activitatea sa fiind nevoită să lichideze ;

d) Când organele de direcțiune și administrațiune nu mai pot fi constituite în conformitate cu statutele ;

e) Când numărul asociaților va fi scăzut sub limita fixată de statute sau limita fixată de lege ;

III. Prin judecată:

a) Când scopul sau acțiunea asociațiunii a devenit ilicit, contrar bunelor moravuri sau ordinii publice ;

b) Când scopul se urmărește prin mijloace ilicite, contrarii bunelor moravuri și ordinii publice;

c) Când asociațiunea, fără de a fi autorizată după cum se arată în art. 39, relativ la transformarea scopului, urmărește un alt scop decât acel pentru care s'a constituit și pe care l-a declarat;

d) Când deciziunile adunării generale sunt luate cu violarea dispozițiilor statutare, actelor constitutive sau legii.

IV. Prin deciziunea puterei executive în cazurile art. 25 și 26.

E. Lichidare.

Art. 54. — În cazurile de dizolvare prevăzute de art. 53, alin. I, lichidarea patrimoniului asociațiunii se va face de organele de direcțiune și administrațiune, sau de persoanele numite de adunarea generală.

Lichidatorii, în caz de dizolvare judiciară, se vor numi prin sentința care hotărăște dizolvarea.

În caz de dizolvare de drept, la stăruința ministerului public, sau a oricărui interesat, lichidatorii se vor numi în camera de consiliu, de tribunalul civil dela sediul asociațiunii.

Art. 55. — Lichidatorii sunt obligați a îndeplini toate formalitățile cerute de legea de față pentru înscrierea și publicarea lichidării, asociațiunii.

Publicațiile de lichidare vor arăta :

a) Numele lichidatorilor și imobilul în care și-a instalat bioururile, dacă localul fostei administrațiuni nu va putea fi păstrat;

b) Invitațiunea creditorilor la producerea creanțelor lor.

Creditorii cunoscuți trebuie să fie invitați și prin notificațiuni individuale.

Publicațiunea va fi socotită îndeplinită după 5 zile libere dela ultima inserțiune.

Art. 56. — Indată după intrarea lor în funcțiune, lichidatorii sunt obligați ca, în unire cu organele de direcțiune și administrațiune să facă inventarul și bilanțul averii, din care să constate exact situațiunea activului și pasivului.

Atât inventarul cât și bilanțul vor fi contrasemnate de lichidatorii și reprezentanții direcțiunii și administrațiunii în lichidare.

Lichidatorii vor ține un registru-jurnal pentru toate operațiunile relative la lichidare.

Direcțiunea și administrațiunea va indica și încredința lichidatorilor registrele și actele asociațiunii.

Odată cu numirea lichidatorilor încetează mandatul organelor de direcțiune și administrațiune.

Art. 57. — Asociațiunea nu încetează însă a avea ființă decât la terminarea lichidării.

Art. 58. — Lichidatorii sunt obligați să continue afacerile în curs, să încaseze creanțele, să plătească pe creditorii și, dacă pentru aceasta numerariul este insuficient, să transforme și restul activului în bani, procedând mai întâiu prin licitațiune publică la vânzarea averii mobile.

Lichidatorii pot face operațiunile noi necesare lichidării a afacerilor în curs.

Art. 59. — Suma cuvenită creditorului cunoscut care nu produce creanța se va consemna în contul lui.

Dacă plata creanței nu se poate face imediat, sau dacă creanța e contestată, lichidarea nu se va declara terminată înainte ca creditorii să fie garantați.

Art. 60. — În orice caz, lichidatorii nu pot încheia operațiunile și remite celor în drept contul gestiunii, decât după expirarea unui an dela publicarea dizolvării asociațiunii.

Art. 61. — Lichidatorii cari vor contraveni la obligațiunile de mai sus,

vor fi solidari responsabili față de creditori pentru daunele ce le vor fi cauzat prin culpa lor.

Art. 62. — Atât față de asociațiune cât și față de asociați, lichidatorii sunt supuși regulilor mandatului.

Art. 63. — După terminarea lichidării, lichidatorii sunt obligați să facă bilanțul, să-l depună la greșa tribunalului, la ministerul competent și totodată să-l publice în *Monitorul Oficial* și în ziarele mai răspândite. Afară de aceasta, așipte anunțând terminarea lichidării și depunerea bilanțului se vor lipi în sala tribunalului, la primărie și pe ușa imobilului administrațiunii.

Lichidatorii vor mai depune la greșa tribunalului și la ministerul competente un memoriu descriind toate operațiunile de lichidare și rezultatul lor.

Ei vor depune tribunalului și registrul lor jurnal.

Art. 64. — Dacă în termen de 30 zile libere dela publicarea bilanțului în *Monitorul Oficial* nu se va ivi nici o contestație, bilanțul se va considera definitiv aprobat și lichidatorii vor trebui, cu autorizarea tribunalului, să remită celor în drept bunurile și sumele rămase dela lichidare, dimpreună cu toate registrele și actele asociațiunii și lichidării.

Numai după aceasta lichidatorii vor fi considerați ca descărcați.

Art. 65. — Contestațiunile la bilanțul lichidatorilor, publicat în condițiunile articolului precedent, se pot face de orice interesat la tribunalul sediuului lichidării.

Toate contestațiunile se judecă în primă și ultimă instanță de tribunal printr'una și aceeaș sentință.

CAPITOLUL III.

Despre fundațiuni.

A. Condițiuni de constituire.

Art. 66. — Fundațiunea este actul prin care o persoană fizică sau juridică constituie un patrimoniu distinct și autonom de patrimoniul său propriu, și-l destină, în genere, în mod permanent realizării unui scop ideal, de interes obșteșc.

Art. 67. — Fundațiunea între vii se constituie prin act autentic, iar fundațiunea testamentară printr'una din formele prevăzute pentru testamente.

Statutele sau orice alte alcătuiuri cari vor însoți actul de fundațiune făcut în forma autentică vor avea aceeaș formă ca însăși acest act.

Art. 68. — Fundațiunile dobândesc personalitatea juridică în condițiunile stabilite la art. 3. Cererea de recunoaștere nu va putea fi făcută decât după instituirea și numirea organelor de direcțiune și administrațiune.

Art. 69. — Moștenitorii și creditorii fondatorului au față de fundațiune aceleași drepturi ca și față de orice altă liberalitate.

Art. 70. — Nici fondatorul, nici moștenitorii lui nu pot revoca fundațiunea după înregistrarea cererii de recunoaștere făcută conform art. 84 din prezenta lege.

Art. 71. — Dacă fundațiunea între vii sau testamentară este recunoscută persoană juridică după moartea fondatorului, efectele liberalităților făcute anterior recunoașterii se vor produce pentru fundațiunile între vii dela data actului autentic de fundațiune; iar pentru fundațiunile testamentare dela data morții testatorului.

Acelaș efect îl vor avea liberalitățile făcute în timpul vieții fondatorului, anterior însă recunoașterii calității de persoană juridică.

B. Organizare.

Art. 72. — Actul de fundațiune va fi nul de drept și nu va putea da loc la recunoașterea calității de persoană juridică, dacă nu determină scopul, nu constituie patrimoniul sau nu întrunește condițiunile esențiale cerute de legea de față.

Actul de fundație poate determina în cuprinsul lui, sau în alcătuiri separate, organele de direcție și administrație, compunerea lor, recrutarea administratorilor, modul lor de funcționare, sau a instituțiilor ce urmează a crea.

Lipsa acestor stipulațiuni nu anulează actul, fundațiunea urmând a se conduce în administrație potrivit dispozițiunilor legii de față.

Art. 73. — Fiecare fundație trebuie să aibă organe de direcție, administrație și de control, instituite potrivit actului de fundație, statutelor sau alcătuirii fondatorului, sau, în lipsa acestora, potrivit dispozițiunilor de mai jos.

Art. 74. — Când actul de fundație n'a determinat organele de direcție și administrație, ministerul, sub autocritatea și controlul căruia urmează a funcționa fundațiunea, va cere Curții de apel, în circumscripția căreia își are sediul fundațiunea, sau dela domiciliul fondatorului, numirea administratorilor necesari.

Art. 75. — Curtea de apel, la cererea ministerului public, la cererea ministerului competent, sau la stăruința uneia din părțile interesate, va face numirea administratorilor și în cazul când direcțiunea și administrația instituită e fondator nu mai poate fi din orice cauză înlocuită, completată și continuată.

Art. 76. — Când fundațiunea nu se găsește suficient organizată, Curtea de apel poate decide înlocuirea regulamentului interior de funcționare al fundațiunii pe bazele dispozițiunilor din legea de față.

Regulamentul se întocmește de organele de direcție și administrație, se aprobă de minister și se publică în *Monitorul Oficial*.

Administrațiunea fundațiunii și numirea personalului se vor face de direcție. Când fundațiunea nu poate fi organizată așa în cât să corespundă scopului său, sau dacă patrimoniul ei este insuficient, Curtea de apel, cu avizul comisiei superioare a persoanelor juridice, va dispune, dacă actul de fundație nu se opune, ca patrimoniul ei să fie trecut la o altă fundație de drept privat din țară sau instituție de drept public, având același scop sau un scop cât mai asemănător posibil. Se vor respecta pe cât posibil dispozițiunile fondatorului conciliabile cu noua situație.

Art. 77. — Organele de direcție și administrație ale fundației au drepturile și obligațiunile arătate în art. 35 și următorii din această lege.

C. Modificare.

Art. 78. — Curtea de apel, luând și avizul comisiei superioare a persoanelor juridice, va putea decide, la cererea organelor de direcție și administrație, modificarea organizațiunii statornicită de fondator, dacă aceasta se constată indispensabil pentru conservarea bunurilor și realizarea scopului fundațiunii.

În asemenea caz deciziunea Curții va hotărî și bazele noiei organizațiunii cari vor servi organelor de direcție și administrație la întocmirea regulamentului de organizare și funcționare, care va fi supus și aprobării ministrului ce reprezintă interesele generale servite de fundație.

Atât organele de direcție și administrație cât și ministerul și autoritatea judecătorească, vor da întotdeauna, dispozițiunilor nelămurite de actul de fundație, interpretarea care poate asigura realizarea scopului.

Art. 79. — După aceeași procedură, Curtea de Apel, luând și avizul comisiei superioare a persoanelor juridice, va putea modifica scopul fundațiunii, în parte realizabil, atunci când se constată că el nu mai are caracterul lui primitiv și fundațiunea nu mai corespunde nevoilor sociale și intențiunilor ce fondatorul ar manifesta, în mod normal, dacă i-ar sta în putință.

Art. 80. — Modificarea nu poate atinge specialitatea fundațiunii.

Nici într'un caz nu se poate decide schimbarea sau modificarea când se constată că scopul este integral irealizabil.

Tot astfel se va urma când se va constată necesitatea modificării sau

suprimării din actul de fundațiune a condițiilor și sarcinilor cari ar putea compromite realizarea scopului fundațiunii.

În toate aceste cazuri judecata se va face cu citarea fondatorului sau a erezilor lui în linie directă.

D. Dizolvare.

Art. 81. — Personalitatea fundațiunii încetează în următoarele cazuri:

I. De plin drept:

- a) Când scopul ei se găsește îndeplinit;
- b) Când scopul ei nu mai poate fi realizat, și
- c) Când fundațiunea a devenit insolubilă.

II. Prin judecată și prin deciziunea puterii executive în cazurile prevăzute art. 26 și 53.

E. Lichidare.

Art. 82. — Lichidarea patrimoniului fundațiunii se va face potrivit regulilor de sub art. 54—65.

Art. 83. — Când dizolvarea va avea loc prin judecată, lichidatorii vor fi numiți prin aceeaș sentință care va fi hotărît sau declarat dizolvarea.

În cazul când dizolvarea s'a operat fără a interveni vreo judecată, precum și în cazul alin. c de sub art. 81, lichidatorii vor fi numiți de tribunalul civil dela sediul fundațiunii, în camera de consiliu, la stăruința ministerului public, sau a oricărui interesat.

CAPITOLUL IV.

Despre înscrierea persoanelor juridice.

Art. 84. — Înscrierea persoanelor juridice se va face în registre speciale, ținute la grefa tribunalului civil dela sediul lor principal.

Vor fi registre deosebite pentru asociațiuni și pentru fundațiuni.

Înscrierea persoanelor juridice de sub art. 7 se va face la grefa tribunalului sediului lor din România sau la domiciliul ales.

La fundațiuni, dacă indicațiunea sediului nu va rezulta din cuprinsul actului de fundațiune, înscrierea se va face la grefa tribunalului domiciliului, sau a ultimului domiciliu al fondatorului.

După constituirea fundațiunii și a organelor ei de direcțiune și administrațiune, înscrierile ulterioare prevăzute sub art. 93 se vor face la grefa tribunalului sediului fundațiunii.

Art. 85. — Cererea de înscriere va trebui să cuprindă:

1. Titlul sau denumirea persoanei juridice;
2. Obiectul și scopul;
3. Sediul său principal și sucursalele de vor fi;
4. Numele, profesiunea și domiciliul persoanelor cari sub orice titlu sunt însărcinate cu direcțiunea sau administrațiunea;
5. Data actelor de constituire și a statutelor.

Art. 86. — Cererea pentru asociațiuni va fi făcută de membrii fondatori, de direcție, sau de 7 asociați.

Cererea pentru fundațiuni făcută prin acte între vii se va face numai de fondator, iar după moartea sa, și pentru fundațiunile testamentare, de moștenitorii legatari, executorii testamentari, organele de direcție și administrațiune, și ministerul care reprezintă interesul general ce fundația urmează a servi.

Art. 87. — Semnatarii cererii sau unul din ei o vor prezenta tribunalului alăturând:

- a) O copie legalizată depe actul constitutiv al persoanei juridice;
- b) O copie depe statute și depe actul de constituire a organelor de direcțiune și administrațiune, dacă aceasta a fost numită ulterior;

c) Dacă statutele sau numirea direcțiunii au fost votate și adoptate într'o adunare generală, se va prezenta duplicat original depe procesul-verbal al ședinței.

Art. 88. — Dacă tribunalul constată că formele și cerințele articolelor de mai sus sunt îndeplinite și fundațiunea și asociațiunea merită să aibă capacitatea juridică va decide potrivit art. 89 și va ordona înscrierea.

Art. 89. — Tribunalul cercetează în camera de consiliu dacă actele depuse pentru asociațiuni și pentru fundațiuni, îndeplinesc condițiunile și formele prevăzute în legea de față.

Concluziunile ministerului competent și ale reprezentantului ministerului public sunt obligatorii și hotărîrea se va pronunța în ședință publică față cu aceștia.

Neprezentarea concluziunilor ministerului competent se consideră în favoarea constituirii persoanei juridice.

Tribunalul va putea cere lămuriri și părților, dacă va crede de cuviință.

Art. 90. — Hotărîrea se dă fără drept de opoziție, dar cu drept de apel în termen de 10 zile libere dela pronunțare.

Deciziunea de admitere rămasă definitivă se va înscrie de grefă în registrul persoanelor juridice. Actele depuse se vor păstra la dosarele respective.

Apelul se declară la grefa tribunalului.

Părțile interesate, ministerul public și ministerul respectiv vor putea declara apel contra deciziunii tribunalului.

Asupra apelului, Curtea, în termen de cel mult 15 zile dela declararea apelului, se va pronunța, urmând procedura arătată mai sus.

Deciziunea va fi fără opoziție. Se pot admite memoriile scrise.

Recursul se va face în termen de 15 zile dela pronunțare.

Art. 91. — Înscrisura va reproduce conținutul declarațiunilor prevăzute la art. 85, precum și data și numărul încheerii care a admis înscrierea.

Mențiune despre înscriere se va face pe originalul actelor de constituire sau a statutelor.

Art. 92. — Textul acestei înscrieri va fi publicat fără întârziere, prin îngrijirea greferului, la stăruința și în contul celor interesați în *Monitorul Oficial* și ziarele mai răspândite.

În urma înscrierii deciziunii definitive, grefa tribunalului este obligată, sub sancțiunea prevăzută la art. 94, ca odată cu dispozițiunea de publicațiune în *Monitor*, să comunice o copie depe deciziune ministrului competent.

Fiecare minister este obligat să înscrie într'un registru special asociațiunile sau fundațiunile recunoscute subordonate cōntrolului și supravegherii lor.

Art. 93. — Orice modificare în compunerea organelor de direcțiune și administrațiune și în atribuțiunile lor, schimbările de domiciliu, orice numire și înlocuire a unui administrator, director și controlor, orice modificare a statutelor și în genere a organizării sau scopului persoanei juridice, încetarea, dizolvarea, lichidarea, numirile sau înlocuirile lichidatorilor, toate vor trebui să fie imediat declarate grefei, spre înscriere în registru și spre publicare.

Se vor remite întotdeauna greferului și actele justificative în sprijinul cererii de înscriere. Actele vor fi atașate la dosarele respective.

Declarațiunile de mai sus se vor face de organele de direcțiune și administrațiune sau de lichidator, pentru tot ce va fi relativ la lichidare. Cu toții vor trebui să se îngrijească și de publicările necesare.

Declarațiunile vor putea fi făcute și de orice persoană interesată.

În caz de schimbare de domiciliu, toate înscrierile și înregistrările ulterioare cerute de lege se vor face la grefa tribunalului noului domiciliu.

Art. 94. — Orice act supus înscrierii și neînscris sau nepublicat, nu va fi opozabil terților.

Asemenea act rămâne însă opozabil terților dacă se constată că ei l-au cunoscut pe altă cale.

Acei supuși la declarațiunile și publicațiunile de sub art. 86, nu vor fi liberați de obligațiunile lor decât după executarea efectivă a lucrărilor, afară de cazul când se va dovedi că lucrările n'au fost executate din culpa grefierului.

Acei ce nu se vor conforma acestor obligațiuni sunt supuși unei amenzi de 500—10.000 lei.

La aceeaș pedeapsă vor fi condamnați și funcționarii cari vor fi omis sau întârziat înregistrările, înscrierile și publicările vorbite mai sus în afară de pedeapsa destituirii.

CAPITOLUL V.

Competența și procedura.

Art. 95. — Curtea de apel, în circumscripția căreia funcționează asociația sau fundațiunea va avea în competența sa :

a) Numirile de membri în direcțiunile și administrațiunile fundațiunilor din circumscripția sa, după normele și în cazurile de sub art. 75 și 76.

Numirile se vor face în camera de consiliu la stăruința organelor de direcțiune și administrațiune, ministerului public și ministerului interesat.

b) Revocarea organelor de direcțiune și administrațiune a fundațiunilor în cazurile prevăzute de această lege.

Revocările se fac după discuțiune contradictorie, iar judecata se pronunță de urgență fără opoziție;

c) Modificarea organizării, scopului, condițiunilor și sarcinilor fundațiunilor în cazurile art. 80.

În toate aceste cazuri, când modificarea se declară necesară, Curtea prin hotărîre, va indica și modificările de introdus.

Procedura va fi în camera de consiliu, la stăruința organelor de direcțiune și administrațiune, a ministerului public și ministerului interesat.

Curtea va putea dispune ascultarea organelor de direcțiune și administrațiune, sau oricari persoane va crede necesar, și va putea uză de mijloacele de probă și informațiune prevăzute de procedura civilă. După concluziunile reprezentantului ministerului public, Curtea se pronunță prin hotărîre motivată, în ședință publică. Hotărîrea se dă în prezența reprezentantului ministerului public, fără drept de opoziție;

d) Desemnarea asociațiunii sau așezământului către care urmează a trece patrimoniul persoanei juridice a cărei ființă a încetat, în cazul prevăzut de art. 79 și următorii.

Procedura va fi și în acest caz de jurisdicțiune grațioasă, lucrarea se va face la stăruința organelor de direcțiune și administrațiune, a ministerului public și a ministerului interesat.

Art. 96. — Pentru dizolvarea persoanelor juridice prin judecată, tribunalul competent va fi acel civil dela sediul persoanei.

Acest tribunal este competent și în cazul când persoana juridică, pierzându-și personalitatea de plin drept, nu poate consimți să pună capăt activității sale.

Chemarea în judecată se face la stăruința oricărei persoane interesate.

Procedura va fi de urgență; termenul de primă înfățișare va fi de cel mult 15 zile libere dela data primirii citației. Judecata se va face cu precădere. Hotărîrea va fi fără drept de opoziție, cu apel în termen de 20 zile, dela pronunțare.

Curtea se va pronunță de urgență și cu precădere, fără drept de opoziție

Art. 97. — Litigiile între asociațiune și asociați se judecă tot de tribunalul dela sediul principal al asociațiunii.

Toate celelalte litigii ce eventual s'ar ivi în timpul funcționării sau lichidării, se vor judeca potrivit dreptului comun, însă pentru toate instanțele cu termenele prescurtate așa cum se arată în art. 901—905 din actualul cod co-

mercial din vechiul regat, care în privința acestor termene în materia persoanelor juridice se va aplica pe întreg teritoriul Statului român.

Art. 98. — Ministerul public va pune concluziuni ca parte alăturată în toate chestiunile ce interesează o persoană juridică, în afară de cazurile în cari i se atribuie prin legea de față rolul de o parte principală. În fața comisiunii superioare a persoanelor juridice concluziunile sunt puse de procurorul general al Inaltei Curți de casație.

CAPITOLUL VI.

Comis unea superioară a persoanelor juridice.

Art. 99. — Pe lângă ministerul de justiție va funcționa o comisiune superioară a persoanelor juridice care va îndeplini atribuțiile prevăzute în art. 26, 27, 76, 78, 82, 101, 102, 103 din legea de față și orice alte atribuțiuni ce se vor mai da prin legi și regulamente.

Secretarul comisiunii va înscrie într'un registru general toate persoanele juridice din țară căzând sub prevederile legii de față. În acest scop, fiecare departament este obligat să comunice comisiunii superioare tabloul persoanelor juridice ce cad sub supravegherea și controlul lor, și în fiecare an modificările ce ar trebui aduse acestor tablouri fie prin înscrierea noilor persoane juridice recunoscute, fie prin radierea aceloră căroră li s'a ridicat această calitate.

Art. 100. — Comisiunea superioară a persoanelor juridice va funcționa sub președinția I. P. S. S. Mitropolitul Primat, în lipsa sa, a ministrului de justiție, și va fi compusă din membri următori:

1. Ministrul justiției;
2. Ministrul departamentului sau ministrii departamentelor cari reprezintă interesele servite de asociațiunea sau fundațiunea interesată în chestiunea dedusă înaintea comisiunii;
3. Prim-președintele Inaltei Curți de Casație și justiție sau, în caz de împiedecare, de cel mai vechiu președinte de secțiune al aceleiași Inalte Curți;
4. Președintele Inaltei Curți de Conturi și în caz de împiedecare, un consilier delegat de președinte;
5. Directorul general sau administratorul instituției de Stat, care servește interesul similar celui servit de asociația sau fundația adusă înaintea comisiunii;
6. Președintele Academiei Române și în caz de împiedecare, un membru delegat de președinte;
7. Un efor delegat al Eforiei spitalelor civile;
8. Doi efori, epitropi, sau administratori al uneia din cele mai importante persoane juridice din țară, numiți de ministrul justiției și prin decret regal;
9. Directorul afacerilor judiciare din ministerul de justiție care îndeplinește și oficiul de secretar al comisiunii;
10. Un rector de universitate numit de ministru;
11. Doi dintre cei mai reputați juriști din țară.

Procurorul general al Curții de casație face parte din comisiune numai cu vot consultativ. Mandatul membrilor numiți de ministrul justiției se dă pe o perioadă de cinci ani.

Art. 101. — Comisiunea lucrează cu majoritatea membrilor prezenți, după regulamentul de aplicațiune al legii.

Toate deciziunile se dau înscris și motivat.

Comisiunea este ținută de a chema pe reprezentantul autorizat al persoanei juridice interesate. Nerezentarea persoanei juridice nu dă dreptul la o a doua chemare.

Pentru pregătirea lucrărilor, comisiunea poate să aleagă din sânul său o delegațiune permanentă compusă din cel mult trei membri.

Comisiunea poate forma din sânul său o delegațiune permanentă com-

pusă din cel mult trei membri în vederea anchetelor sau culegerea informațiilor necesare hotărârilor sale și supravegherea executării acestor hotărâri.

Nici într'un caz însă această delegațiune permanentă nu poate da deciziunile cari sunt exclusiv de competența comisiunii plene.

CAPITOLUL VII.

Uniunile, federațiile sau grupările de persoane juridice.

Art. 102. — Două sau mai multe persoane juridice se vor putea constitui în uniuni sau federațiuni.

Aceste uniuni sau federațiuni nu pot dobândi personalitatea juridică decât dela Curtea de apel în circumscripția căreia urmează ca uniunea sau federația să-și aibă sediul principal.

Avizul comisiunii superioare a persoanelor juridice se va cere obligator în toate cazurile.

Personalitatea juridică nu se poate recunoaște decât dacă se constată, din punctul de vedere al realizării scopului general urmărit, necesitatea uniunii sau federalizării.

Art. 103. — Procedura pentru dobândirea personalității juridice este aceea prevăzută la art. 3 din această lege.

Reprezentanții uniunii sau federației sunt obligați ca la cererea de recunoaștere și înscriere să indice numărul, numele și sediul persoanelor juridice cari o formează și copii depe deciziunile prin cari s'a recunoscut fiecărei personalitatea juridică.

Art. 104. — Statutele uniunilor, federativelor sau grupărilor de persoane juridice trebuie să cuprindă regulile după cari aceste persoane juridice aderente vor fi reprezentate în consiliul de administrație și în adunările generale ale acelor uniuni, federații sau grupări.

Statutele vor trebui să cuprindă și condițiunile sub cari se face aderarea.

Cererea lor de înscriere nu va fi admisă în caz de neobservarea acestor dispoziții.

CAPITOLUL VIII.

Dispozițiuni finale.

Art. 105. — Un regulament va determina în amănunt modul de aplicare al prezentei legi.

Art. 106. — Dispozițiunile de sub art. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 38, 39, 44, 45, 53, 68, 69, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 79, 80, 81, 82, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, și 104, sunt de ordine publică.

Legile speciale privitoare la asociațiuni sau syndicate profesionale rămân în vigoare, întrucât nu contravin dispozițiunilor de ordine publică din legea de față.

Art. 107. — Orice dispozițiuni contrarii acestei legi sunt și rămân abrogate.

Sfârșitul volumului III.

TABLA MATERIILOR

CUPRINSE IN VOLUMUL III.

(A se vedeă la sfârșitul ultimului volum, tabla detaliată pentru întreaga materie cuprinsă în toate volumele).

	Pag.
Bibliografia operelor la cari s'au făcut trimiteri	III
Prescurtări	VII

CARTEA III.

Despre diferitele moduri prin cari se dobândește proprietatea. (Urmare).

TITLUL III. — Despre contracte sau convențiuni (art. 942-1222) (urmare)		
<i>Capitolul IX.</i> — Despre probațiunea obligațiunilor și a plății (art. 1169-1222)		1
Secțiunea	I. — Despre înscrisuri (art. 1171-1190)	9
§	I. — Despre titlul autentic (art. 1171-1175)	9
§	II. — Despre actele sub semnătură privată (art. 1176-1186)	43
§	III. — Despre reboaje (art. 1187)	69
§	IV. — Despre copiile titlurilor autentice (art. 1188)	70
§	V. — Despre actele recognitive (art. 1189)	75
§	VI. — Despre actele confirmative (art. 1190)	77
Secțiunea	II. — Despre martori (art. 1191-1198)	80
§	I. — Despre cazul când dovada prin marturi nu este primită (art. 1191-1198)	80
Secțiunea	III. — Despre prezumpțiuni (art. 1199-1203)	118
§	I. — Despre prezumpțiunile stabilite de lege (art. 1200-1202)	118
§	II. — Despre prezumpțiunile cari nu sunt stabilite de lege (art. 1203)	174
Secțiunea	IV. — Despre mărturisirea unei părți (art. 1204-1206)	178
§	V. — Despre jurământ (art. 1207-1222)	197
§	I. — Despre jurământul decizoriu (art. 1208-1218)	197
§	II. — Despre jurământul dat din oficiu (art. 1219-1222)	220
TITLUL IV. — Despre contractul de căsătorie și despre drepturile respective ale soților (art. 1223-1293)		229
<i>Capitolul I.</i> — Dispozițiuni generale (art. 1223-1232)		229
— <i>II.</i> — Despre regimul dotal (art. 1233-1286)		255
Secțiunea	I. — Despre constituțiunea dotei (art. 1235-1241)	261
§	II. — Despre condițiunea averii dotale în timpul căsătoriei (art. 1242-1270)	266
§	III. — Despre restituțiunea dotei (art. 1271-1282)	351
§	IV. — Despre averea parafernală (art. 1283-1286)	369
Dispozițiuni particulare (art. 1287-1293)		372
TITLUL V. — Despre vinderi (art. 1294-1404)		378
<i>Capitolul I.</i> — Despre natura și forma vânzării (art. 1294-1305)		378
— <i>II.</i> — Cine poate cumpăra sau vinde (art. 1306-1309)		410
— <i>III.</i> — Despre lucrurile cari se pot vinde (art. 1310-1314)		427
— <i>IV.</i> — Despre obligațiunile vânzătorului (art. 1312-1360)		433
Secțiunea	I. — Dispozițiuni generale (art. 1312-1313)	433
§	II. — Despre predarea lucrului (art. 1314-1335)	435
§	III. — Despre răspunderea vânzătorului (art. 1336-1360)	451
§	I. — Răspunderea de evicțiune (art. 1337-1351)	451
§	II. — Răspunderea de viciile lucrului vândut (art. 1352-1360)	464

TABLA MATERIILOR

	Pag.
<i>Capitolul</i> V. — Despre obligațiunile cumpărătorului (art. 1361-1370) . . .	471
— VI. — Despre rezoluțiunea vânzării prin răscumpărare (art. 1371-1387)	488
— VII. — Despre licitațiune (art. 1388-1390)	500
— VIII. — Despre strămătarea creanțelor și altor lucruri necorporeale (art. 1391-1404)	501
TITLUL VI. — Despre schimb (art. 1405-1409)	529
— VII. — Despre contractul de locațiune (art. 1410-1490)	532
<i>Capitolul</i> I. — Dispozițiuni generale (art. 1410-1415)	532
— II. — Regule comune la locațiunea edificiilor și a fondurilor rurale (art. 1416-1445)	550
— III. — Despre regulele particulare la închiriere (art. 1446-1453)	632
— IV. — Despre regulele particulare la arendare (art. 1454-1469)	638
Secțiunea I. — Arendarea pe bani (art. 1454-1465)	638
— II. — Arendarea pe fructe (art. 1466-1469)	647
<i>Capitolul</i> V. — Despre locațiunea lucrărilor (art. 1470-1490)	649
TITLUL VIII. — Despre contractul de societate (art. 1491-1531)	667
<i>Capitolul</i> I. — Dispozițiuni generale (art. 1491-1492)	667
— II. — Despre diversele feluri de societăți (art. 1493-1500)	671
Secțiunea I. — Despre societățile universale (art. 1494-1498)	672
— II. — Despre societatea particulară (art. 1499-1500)	674
<i>Capitolul</i> III. — Despre obligațiunile asociațiilor între ei înșiși și în privința altora (art. 1501-1522)	675
Secțiunea I. — Despre îndatoririle asociațiilor între ei înșiși (art. 1501-1519)	675
— II. — Despre obligațiunile asociațiilor către a treia persoană (art. 1520-1522)	688
<i>Capitolul</i> IV. — Despre diversele moduri după cari încetează societatea (art. 1523-1531)	690
Legea pentru persoanele juridice	698



VERIFICAT
1987

VERIFICAT
2007

VERIFICAT
2017